Montréal

ASSEMBLÉE ORDINAIRE

DU CONSEIL MUNICIPAL

VERSION 2

Le lundi 21 mars 2016

à 13 h

AVIS DE CONVOCATION

Montréal, le jeudi 17 mars 2016

Prenez avis qu'une assemblée ordinaire du conseil municipal est convoquée, à la demande du comité exécutif, pour **le lundi 21 mars 2016, à 13 h**, dans la salle du conseil de l'hôtel de ville. Les affaires énumérées dans les pages suivantes seront soumises à cette assemblée.

(s) Yves Saindon

_____

Yves SAINDON
Greffier de la Ville

(English version available at the Service du greffe, City Hall, Suite R-134)

Montréal

ASSEMBLÉE ORDINAIRE

DU CONSEIL MUNICIPAL

VERSION 2

Le lundi 21 mars 2016

à 13 h

Ci-joint un nouvel avis de convocation de l'assemblée ordinaire du conseil municipal du lundi 21 mars 2016 ainsi que de l'ordre du jour remplaçant la version qui vous a été transmise le 10 mars 2016.

Nous attirons votre attention sur l'ajout des articles 4.04, 5.04, 7.07 à 7.09, 8.01, 15.01, 15.02, 20.18 à 20.23, 30.08, 30.09, 41.08 ainsi que les articles 80.01 (20.18) à 80.01 (20.30), 80.01 (30.02) à 80.01 (30.04).

Veuillez prendre note que le règlement livré à l'article 41.07 lors de la première livraison a été remplacé par une nouvelle version afin d'y corriger une erreur cléricale.

Veuillez noter qu'une version électronique des dossiers accompagne cet ordre du jour et est accessible via la base de données sécurisée ADI.

Le document afférent à l'article 3.02 est maintenant accessible via la base de données sécurisée ADI.

Assemblée ordinaire du conseil municipal
du lundi 21 mars 2016

ORDRE DU JOUR

VERSION 2

01 – Période de questions du public

01.01 *Service du greffe*

Période de questions du public

02 – Période de questions des membres du conseil

02.01 *Service du greffe*

Période de questions des membres du conseil

03 – Ordre du jour et procès-verbal

03.01 *Service du greffe*

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil municipal

Conformément au projet-pilote de modifications à l'horaire et au déroulement des assemblées ordinaires du conseil municipal, pour la période du 1er avril au 31 décembre 2011 (CM11 0167), et à la résolution du conseil municipal du 19 décembre 2011 (CM11 1064), la séquence d'étude et d'adoption des points inscrits au présent ordre du jour est, sous réserve de toute autre modification de séquence que le conseil pourrait convenir, le suivant :

- période de questions des membres du conseil (02);*
- les rubriques préliminaires (03 à 15 inclusivement);
- les points en orientation au conseil d'agglomération (80);
- tous les autres points, selon l'ordre de leur inscription à l'ordre du jour.

**Veuillez noter que la première période de questions des citoyens continuera d'avoir lieu à 19 h*

03.02 *Service du greffe*

Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal tenue le 22 février 2016

04 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif

04.01 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal*

04.02 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif

04.03 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes*

04.04 *Service du greffe* - 1163430007

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs relativement aux enjeux et impacts du bannissement des sacs d'emplettes à usage unique dans les commerces de détail sur le territoire de la Ville de Montréal

05 – Dépôt des résolutions de conseils d'arrondissement

05.01 *Service du greffe*

Résolution CA16 170052 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce - Motion - Voie réservée ligne d'autobus 105

05.02 *Service du greffe*

Résolution CA16 170053 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce - Motion - Commissions scolaires

05.03 *Service du greffe*

Résolution CA16 170054 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce - Une heure pour la Terre 2016

05.04 *Service du greffe*

Résolution CA16 210038 du conseil d'arrondissement de Verdun - Déclaration pour le renforcement du développement du logement social et communautaire à Montréal

06 – Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

06.01 *Service du greffe*

Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

07 – Dépôt

07.01 *Service du greffe*

Dépôt du rapport de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du 25 février 2016

07.02 *Saint-Laurent , Direction des travaux publics* - 1167146001

Bilan annuel 2015 de l'arrondissement de Saint-Laurent faisant état de l'application du Règlement sur les pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

07.03 *Ville-Marie , Direction des travaux publics* - 1166071001

Bilan annuel 2015 de l'arrondissement de Ville-Marie faisant état de l'application du Règlement sur les pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

07.04 *Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics* - 1151371002

Bilan annuel 2015 de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce faisant état de l'application du Règlement sur les pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

07.05 *Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction des travaux publics* - 1163515001

Bilan annuel 2015 de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

07.06 *Service du greffe , Bureau de la présidence du conseil* - 1164320001

Dépôt des règlements adoptés par le Jeune Conseil de Montréal à l'occasion de la 29e édition tenue du 22 au 24 janvier 2016

07.07 *Service du greffe*

Dépôt d'une note de la Commission de la fonction publique de Montréal

07.08 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable* - 1155271002;

Dépôt du bilan annuel de la qualité de l'eau potable 2015 relativement aux usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.- Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval

07.09 *Service du greffe*

Déclaration d'intérêts pécuniaires

08 – Dépôt de rapports des commissions du conseil

08.01 *Service du greffe*

Dépôt du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats intitulé « Bilan de la cinquième année d'activité (2015) »

11 – Dépôt de pétitions

11.01 *Service du greffe*

Dépôt de pétitions

15 – Déclaration / Proclamation

15.01 *Service du greffe*

Déclaration de solidarité envers la communauté rwandaise de Montréal

15.02 *Service du greffe*

Déclaration – Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale – 21 mars 2016

20 – Affaires contractuelles

20.01 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports* - 1160748001

Accorder un contrat à Électromega ltée pour l'acquisition et l'installation des équipements de télécommunication (commutateurs de fibre optique) pour le raccordement de 17 réseaux de feux de circulation au Centre de gestion de la mobilité urbaine (CGMU) - Dépense totale de 1 295 747,03 $ taxes incluses - Appel d'offres public 15-14589 (2 soum.)

20.02 *Service de l'approvisionnement* - 1155331010

Conclure avec Carrière St-Jacques inc., une entente-cadre collective d'une durée de 12 mois, avec une option de prolongation de 12 mois, pour la fourniture et la livraison, sur demande, de pierre concassée nette et prémélangée de divers types servant pour les travaux en régie - Appel d'offres public 15-14806 (5 soum.)

20.03 *Service de la gestion et de la planification immobilière* - 1153482006

Autoriser une dépense additionnelle de 193 500 $, taxes incluses, pour compléter les travaux de réfection des réseaux d'alimentation d'eau du Complexe sportif Claude-Robillard dans le cadre du contrat accordé à Développement Atrium inc. (CM14 1114) majorant ainsi le montant total du contrat de 898 150,11 $ à 1 091 650,11 $, taxes incluses

20.04 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures* - 1154102005

Accorder un contrat à Eurovia Québec Construction inc., pour des travaux de voirie dans les arrondissements de Lachine et de LaSalle (PCPR) - Dépense totale de 2 116 783,86 $, taxes incluses - Appel d'offres public 324002 (12 soum.)

20.05 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme* - 1160604002

Accorder un soutien financier non récurrent de 350 000 $ à l'Impact de Montréal F.C. pour un projet de restauration de l'immeuble de l'ancienne caserne Letourneux, situé au 4300, rue Notre-Dame Est et au 411, avenue Letourneux, en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration / Approuver un projet de convention à cet effet

20.06 *Service de la culture , Direction associée Cinéma-Festivals-Événements* - 1161197003

Accorder un soutien financier de 30 000 $, par année pour les années 2016 et 2017 à l'Association des galeries d'art contemporain pour la réalisation de la Foire Papier dans le cadre de l'enveloppe dédiée aux marchés et vitrines créatifs et culturels financé par l'Entente de 175 M$ avec le gouvernement du Québec / Approuver un projet de convention à cet effet

20.07 *Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique* - 1167227001

Accorder un contrat de gré à gré à Landscape Architecture CORP. of China Shanghai Branch pour la fourniture de lanternes chinoises, pour une somme maximale de 110 000 $, taxes incluses

20.08 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction évaluation et courtage immobilier-sécurité* - 1165373001

Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à 6813623 Canada inc., pour une période de cinq ans et douze jours, à compter du 20 mars 2016 et se terminant le 31 mars 2021, un local d'une superficie utilisable de 63,8 mètres carrés, au rez-de-chaussée et au sous-sol de l'immeuble situé au 1248, avenue Bernard (Théâtre Outremont), afin d'exploiter un restaurant connu sous le nom de Pizza No 900, moyennant un loyer total de 144 045,76 $, plus les taxes applicables

20.09 *Service de la gestion et de la planification immobilière* - 1160660002

Autoriser une dépense additionnelle de 297 800 $, taxes incluses, pour compléter les travaux de restauration de l'enveloppe du Bain St-Michel dans le cadre du contrat accordé à Norgéreq ltée (CM15 0514), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 240 393,01 $ à 1 538 193,01 $, taxes incluses

20.10 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures* - 1154102006

Accorder un contrat à Aquarehab (Canada) inc. pour la réalisation de travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève et de Saint-Laurent - Dépense totale de 3 859 118,27 $, taxes incluses - Appel d'offres public 329401 (3 soum.)

20.11 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures* - 1154102008

Accorder un contrat à Sade Canada inc. pour les travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements d'Ahuntsic–Cartierville, de Pierrefonds-Roxboro et de Saint-Laurent - Dépense totale de 3 948 323,80 $, taxes incluses - Appel d'offres public 329405 (4 soum.)

20.12 *Service de la gestion et de la planification immobilière* - 1166627001

Autoriser une dépense additionnelle de 537 041,23 $, taxes incluses, pour le projet de réfection majeure du Pavillon La Fontaine, situé au 1301, rue Sherbrooke Est dans le cadre du contrat accordé à Norgereq ltée (CM15 0982), majorant ainsi le montant total du contrat de 3 837 779,04 $ à 4 374 820,27 $, taxes incluses

20.13 *Service des infrastructures_voirie et transports* - 1164021002

Accorder un contrat à Groupe TNT inc. pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, de marquage et d'éclairage dans l'avenue Wiseman, de l'avenue Van Horne à l'avenue Manseau, dans l'avenue Manseau, de l'avenue Wiseman à l'avenue Outremont et dans l'avenue Outremont, de l'avenue Van Horne à l'avenue Manseau, dans l'arrondissement d'Outremont - Dépense totale de 4 350 747,75 $, taxes incluses - Appel d'offres public 221707 (16 soum.)

20.14 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures* - 1167231001

Conclure avec Les Entreprises Myrroy inc., 20 ententes-cadres d'une durée de 36 mois pour la réfection de chaussée par remplissage mécanisé de nids-de-poule - Appel d'offres public 15-14814 (3 soum.)

20.15 *Service de la gestion et de la planification immobilière* - 1161670001

Autoriser le virement d'un montant de 49 500 $ du poste « dépenses incidentes » au poste « travaux contingents et supplémentaires » du contrat de fourniture de services professionnels en ingénierie et architecture de paysage, dans le cadre de la construction du Stade de soccer de Montréal / Approuver un avenant modifiant la convention intervenue entre la Ville et les firmes Nicolet Chartrand Knoll ltée, Bouthillette Parizeau et associés inc. et WAA et associés inc. (CM11 0890), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 570 098,76 $ à 1 619 598,76 $, taxes incluses

20.16 *Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique* - 1163815001

Autoriser la résiliation de la convention de services professionnels conclue entre la Ville de Montréal et Clair K. inc. (CM15 1093) pour la réalisation du projet Forêt fabuleuse au Jardin botanique

20.17 *Service de la gestion et de la planification immobilière* - 1154069014

Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue du Fonds de placement immobilier Cominar, pour une période de 6 ans et huit mois, à compter du 1er septembre 2016, des espaces situés au 255, boulevard Crémazie Est, d'une superficie d'environ 2 452,73 mètres carrés, à des fins de bureaux pour le Service de l'approvisionnement, pour une dépense totale de 7 460 684,04 $, taxes incluses

20.18 *Service de l'approvisionnement* - 1155331011

Conclure avec Demix Béton, une division de CRH Canada inc., une entente-cadre collective pour une période de 12 mois, avec une option de prolongation de 12 mois, pour la fourniture et la livraison, sur demande, de béton pré-mélangé (groupe A) pour les travaux en régie - Appel d'offres public 15-14808 (1 soum.)

20.19 *Service de l'environnement* - 1162621001

Accorder un contrat à Orbis Canada Limited pour la fourniture de bacs roulants de 46,5 litres et de bacs de comptoir de 7 litres pour la collecte des matières organiques, pour une période de 39 mois avec deux options de prolongation de 12 mois, pour une somme maximale de 5 487 425 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-14945 (3 soum.)

20.20 *Service de la gestion et de la planification immobilière* - 1161368001

Approuver un projet d'entente entre la Ville de Montréal, le Collège d'enseignement général et professionnel Marie-Victorin (CMV) et le Centre d'activités physiques et communautaires de l'Est (CAPCE) relativement à l'acquisition par la Ville de tous les droits détenus par le CMV et le CAPCE, incluant les équipements, dans un immeuble situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, dans les arrondissements de Montréal-Nord et de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, au prix de 18 500 000 $, plus les taxes applicables

Mention spéciale: Dossier est en lien avec l'article 41.08

20.21 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures* - 1154102013

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Pavages D'Amour inc. pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans le boulevard Décarie, la rue Ferrier, l'avenue Mountain Sights et la rue Paré, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce - Dépense totale de 6 138 798,85 $, taxes incluses - Appel d'offres public 209204 (13 soum.)

20.22 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures* - 1154102012

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc. pour des travaux de reconstruction des conduites d'égout, d'eau potable, des toits de chambre de vannes, de réhabilitation de regard d'égout, de bases et conduits, d'éclairage, de feux de circulation, de réaménagement géométrique, de bordures en granite, de trottoirs, de trottoirs armés et de la chaussée dans l'avenue Papineau, dans les arrondissements d'Ahuntsic–Cartierville et de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension - Dépense totale de 22 592 475,53 $, taxes incluses - Appel d'offres public 293601 - (5 soum.)

Accorder un contrat de gré à gré à Gaz Métro, dans le cadre du réaménagement de l'avenue Papineau, entre la rue Jacques-Casault et l'avenue Charland, pour le déplacement de conduites, pour une somme maximale de 182 000 $, taxes incluses

20.23 *Service de la culture* - 1166369001

Approuver un projet de convention relatif à une contribution financière de 1 150 000 $ à Tourisme Montréal pour la promotion des ArtsGames et de la Ville de Montréal, lors du lancement planétaire d'ArtsGames aux Jeux Olympiques de Rio de Janeiro, les 11 et 12 août 2016 / Autoriser un virement budgétaire de 1 150 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service de la culture

30 – Administration et finances

30.01 *Service de la gestion et de la planification immobilière* - 1166841001

Accepter de fournir à l'arrondissement de Montréal-Nord pour 2016, selon l'entente de service, les activités d'entretien effectuées dans le cadre des programmes d'entretien planifié utilisés à la Ville de Montréal, notamment pour la réfrigération des patinoires, la ventilation, les tours d'eau et les filtres et ce, pour les trois arénas de l'arrondissement et la patinoire extérieure du Bleu, Blanc, Bouge, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal*

30.02 *Service des infrastructures_voirie et transports* - 1166978001

Accepter le rapport d'étude d'avant-projet déposé par Hydro-Québec pour l'enfouissement des fils électriques existants pour le projet de réaménagement du boulevard Maurice-Duplessis, entre les boulevards Olivier-Lejeune et Rivière-des-Prairies, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles / Demander à Hydro-Québec de poursuivre la phase de réalisation des travaux et autoriser à cette fin, une dépense maximale de 49 408,44 $ taxes incluses, pour leurs frais d'ingénierie

30.03 *Service des finances , Direction du financement_de la trésorerie et du bureau de la retraite* - 1163894002

Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences municipales (13 545 124,73 $)

30.04 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports* - 1160615001

Accepter l'offre de services de l'arrondissement Le Sud-Ouest relativement à la conception, la coordination et la réalisation des travaux de réaménagement du trottoir de la rue Saint-Jacques, entre les rues Saint-Ferdinand et du Couvent, dans le cadre du programme de réfection des rues artérielles, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal*

30.05 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction gestion des projets de développement et de maintien des actifs immobiliers* - 1166004001

Autoriser le Service des finances, conjointement avec le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI), à accorder aux arrondissements les crédits nécessaires pour procéder aux aménagements requis par la mise en œuvre du Projet d'optimisation des recettes diverses et encaissements (RDE) dans les Bureaux Accès Montréal

30.06 *Service des technologies de l'information* - 1155954010

Autoriser un virement budgétaire de 175 100 $ pour la prise en charge des activités technologiques, pour l'année 2016, en provenance de l'arrondissement de Lachine vers le Service des technologies de l'information et les ajustements récurrents à la base budgétaire à compter de 2017, pour un montant de 269 300 $ / Autoriser le transfert de deux postes permanents de l'arrondissement de Lachine vers le Service des technologies de l'information, pour la prise en charge des activités technologiques

30.07 *Service des technologies de l'information* - 1163242001

Autoriser un virement budgétaire de 250 400 $ pour la prise en charge des activités technologiques, pour l'année 2016, en provenance de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro vers le Service des technologies de l'information et les ajustements récurrents à la base budgétaire à compter de 2017, pour un montant de 384 900 $ / Autoriser le transfert de trois postes permanents de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro vers le Service des technologies de l'information, pour la prise en charge des activités technologiques

30.08 *Service de la diversité sociale et des sports* - 1165917001

Approuver un projet de protocole d'entente par lequel le ministre responsable de la région de Montréal au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) octroie à la Ville de Montréal une aide financière de 500 000 $, pour l'année 2015-2016, afin de soutenir les démarches du projet de « Soutien à la revitalisation urbaine intégrée (RUI) » sur son territoire / Approuver un budget additionnel de dépense équivalant au revenu additionnel correspondant

30.09 *Service du greffe* - 1163430005

Approuver le programme d'activités des commissions permanentes du conseil municipal pour l'année 2016

41 – Avis de motion

41.01 *Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction des travaux publics* - 1160836001

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement (02-002)

41.02 *Service du développement économique* - 1161180001

Avis de motion - Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales

41.03 *Service de la concertation des arrondissements* - 1151175003

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 4 200 000 $ afin de financer les améliorations des lieux d'élimination de neige et des équipements connexes

41.04 *Service de la diversité sociale et des sports* - 1161543001

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) (15-091)

41.05 *Service des finances , Direction du financement_de la trésorerie et du bureau de la retraite* - 1166335001

Avis de motion - Règlement établissant le Régime de retraite des cadres de la Ville de Montréal (15-087), remplaçant le règlement adopté à l'assemblée du 23 novembre 2015 et portant le même numéro

41.06 *Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal* - 1166688004

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement relatif à la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal (15-040)

41.07 *Service des grands parcs verdissement et du Mont-Royal* - 1166688005

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement sur la subvention relative au traitement des frênes situés sur des propriétés privées comprises dans des zones à risques (15-063)

41.08 *Service de la diversité sociale et des sports* - 1164815001

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 18 500 000 $ pour financer l'acquisition par la Ville de Montréal d'un Centre sportif (terrain et bâtiment) situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis

Mention spéciale: Dossier est en lien avec l'article 20.20

42 – Adoption de règlements - Dispense de lecture

42.01 *Service des infrastructures_voirie et transports* - 1150870001

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 100 000 000 $ pour le financement d'interventions municipales afférentes au projet de remplacement du pont Jacques-Bizard

42.02 *Service de la gestion et de la planification immobilière* - 1154396011

Adoption - Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud-est de la rue Beaudet, entre la rue Cardinal et la rue Crevier, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, aux fins de transfert aux propriétaires riverains

42.03 *Service de la culture* - 1155890003

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 6 550 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes sur le développement culturel de Montréal conclues pour des années antérieures à 2016

42.04 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports* - 1150211001

Adoption - Règlement modifiant le Règlement du conseil de la Ville sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055)

42.05 *Service des infrastructures_voirie et transports* - 1162891002

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 33 300 000 $ pour le financement de la deuxième tranche de la contribution municipale au projet intégré du service rapide par bus sur le boulevard Pie-IX (SRB-Pie-IX)

44 – Rapport de consultation publique / Adoption du règlement d'urbanisme

44.01 *Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction du développement du territoire et études techniques* - 1151896001

Adoption, sans changement, du règlement intitulé « Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles »

Mention spéciale: Assemblée de consultation publique tenue le 17 février 2016

Avis de motion et adoption du projet de règlement donnés par le conseil municipal le 25 janvier 2016

65 – Motion des conseillers

65.01 *Service du greffe*

Motion de l'opposition officielle pour demander l'appui juridique de la Ville de Montréal dans la cause visant le maintien à Montréal des activités du Centre d'entretien et de révision technique des avions d'Air Canada

65.02 *Service du greffe*

Motion de l'opposition officielle pour la création d'une grappe industrielle en électrification des transports

65.03 *Service du greffe*

Motion de l'opposition officielle pour demander l'élaboration d'un Plan d'action lors des journées de smog

65.04 *Service du greffe*

Motion de l'opposition officielle pour une consultation publique sur le nord de Pointe-Saint-Charles

65.05 *Service du greffe*

Motion de la troisième opposition pour une transparence accrue dans l'octroi de contrats

65.06 *Service du greffe*

Motion non partisane demandant au gouvernement du Canada d'intervenir rapidement pour éliminer les gras trans

65.07 *Service du greffe*

Motion en faveur du projet de Parc écologique de l'Archipel de Montréal

80 – Conseil d'agglomération - Dossiers pour orientation

20 – Affaires contractuelles

20.01 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction gestion des projets de développement et de maintien des actifs immobiliers - 1163456002*

Accorder un contrat à Trempro Construction inc. pour les travaux de remplacement de la génératrice à l'entrepôt du Service de sécurité incendie de Montréal, situé au 4040, avenue du Parc, dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 853 686,41 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5763 (4 soum.)

Compétence d'agglomération : *Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.02 *Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail - 1156871002*

Conclure une entente-cadre de gré à gré avec le Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ) afin d'adhérer au regroupement d'achats pour la fourniture de services cellulaires (voix et transmission de données), pour une durée de 4 ans, soit du 1er avril 2016 au 31 mars 2020, avec options de renouvellement

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.03 *Service de l'approvisionnement - 1161541001*

Conclure un contrat avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) pour utiliser les contrats à commandes conclus avec plusieurs fournisseurs de pneus neufs, rechapés et remoulés, suite à l'adhésion de la Ville à son regroupement, pour une durée de vingt-quatre mois, du 1er avril 2016 au 31 mars 2018, incluant une année supplémentaire optionnelle jusqu'au 31 mars 2019

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.04 *Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail - 1166682002*

Accorder trois contrats à Teltech Télécommunication inc. et Telecon inc. pour des travaux de déploiement de fibres optiques inter-bâtiments et aux bornes Wi-Fi - Dépenses totales de 631 944,34 $, 813 558,22 $ et 603 707,39 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-64002 (8 soum.)

Compétence d'agglomération :	*Annexe du décret - Aménagement et réaménagement du domaine public, y compris les travaux d'infrastructures, dans un secteur de l'agglomération désigné comme le centre-ville*

20.05 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures - 1154102004*

Accorder un contrat à Transelec / Common inc. pour des travaux de voirie, d'éclairage, de feux de circulation et de mise à niveau du réseau de la Commission des services électriques de Montréal, là où requis, dans le boulevard De Maisonneuve Est, de la rue Berri à la rue Alexandre-DeSève dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 3 293 002,48 $, taxes incluses - Appel d'offres public 216803 (5 soum.)

Compétence d'agglomération :	*Annexe du décret - Réseau cyclable actuel et projeté de l'Île de Montréal identifié au Plan de transport approuvé par le conseil d'agglomération le 18 juin 2008 (CG08 0362)*

20.06 *Service des infrastructures_voirie et transports - 1164139001*

Accorder un contrat à Les entreprises Claude Chagnon inc. pour la réalisation des travaux d'infrastructures dans la rue Saint-Denis, entre l'avenue Viger et le boulevard René-Lévesque, ainsi que dans l'intersection Sanguinet / Viger, dans le cadre des travaux municipaux requis en vue de l'arrivée du nouveau CHUM dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 2 118 120 $, taxes incluses - Appel d'offres public 330001 (8 soum.)

Compétence d'agglomération :	*Annexe du décret - Aménagement et réaménagement du domaine public, y compris les travaux d'infrastructures, dans un secteur de l'agglomération désigné comme le centre-ville*

20.07 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction gestion des projets de développement et de maintien des actifs immobiliers - 1163456001*

Accorder un contrat à Construction Doverco inc. pour les travaux de remplacement des chaudières et des travaux de génie civil à la caserne 73 (3114) située au 820, rue Saint-Germain, dans l'arrondissement de Saint-Laurent - Dépense totale de 1 621 872,99 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5792 (10 soum.)

Compétence d'agglomération :	*Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.08 *Service des infrastructures_voirie et transports - 1166708001*

Accorder un contrat à Catalogna & Frères ltée pour des travaux de réaménagement du domaine public aux abords du Musée des beaux-arts de Montréal (MBAM) et de l'Université Concordia - Dépense totale de 4 847 596,98 $, taxes incluses - Appel d'offres public 330201 (7 soum.)

Compétence d'agglomération :	*Annexe du décret - Aménagement et réaménagement du domaine public, y compris les travaux d'infrastructures, dans un secteur de l'agglomération désigné comme le centre-ville*

20.09 *Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI - 1166075003*

Conclure des ententes avec Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. (entente 1 pour une somme maximale de 6 432 745,70 $, taxes incluses / entente 2 pour une somme maximale de 631 771,53 $, taxes incluses) pour les services professionnels spécialisés en informatique, pour une durée de 3 ans, pour les besoins spécifiques du portfolio du Bureau de demain / Appel d'offres public 15-14887 (entente 1 - 4 soum. / entente 2 - 5 soum.) / Approuver les projets de convention à cet effet

Compétence d'agglomération :	*Acte mixte*

20.10 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction gestion des projets de développement et de maintien des actifs immobiliers - 1161630001*

Autoriser la cession du contrat de services professionnels 12227 intervenu entre la Ville de Montréal et NACEV Consultants inc. (CG07 0295) en faveur de Beaudoin Hurens inc. pour le reste de l'entente, selon les mêmes termes et conditions / Approuver le projet de convention de cession à cet effet

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.11 *Service de la gestion et de la planification immobilière - 1161630002*

Autoriser la cession des droits et obligations du contrat de services professionnels 12227 intervenu entre la Ville de Montréal et Pasquin St-Jean et associés inc. (CG07 0295) en faveur de Beaudoin Hurens inc. pour le reste de l'entente selon les mêmes termes et conditions / Approuver le projet de convention de cession à cet effet et la fin du mandat de la firme Pasquin St-Jean et associés inc., à compter 3 octobre 2014

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.12 *Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal - 1164107002*

Approuver le projet d'Entente de délégation concernant la gestion du Programme d'aménagement durable des forêts (PADF) du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs dans la région de Montréal / Autoriser le maire de Montréal à signer, à titre de président de l'agglomération de Montréal, ledit projet d'entente / Autoriser la Ville de Montréal à recevoir une subvention de 240 000 $ selon les modalités décrites au projet d'entente

Compétence d'agglomération : *Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération*

20.13 *Service de l'environnement - 1150720003*

Approuver un projet de convention de cession de droits entre Biomont Énergie inc. et Biomont Énergie, Société en commandite, pour la cession de ses droits découlant de la Convention concernant la valorisation énergétique du biogaz du Complexe environnemental Saint-Michel (CESM) et du bail et de la sous-location du site foncier

Compétence d'agglomération : *Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières*

20.14 *Service du développement économique - 1165175003*

Approuver les projets de conventions de partage des actifs entre la Ville de Montréal et deux organismes de développement économique local

Compétence d'agglomération : *Élément du développement économique qu'est tout centre local de développement*

20.15 *Service de la culture , Direction associée Cinéma-Festivals-Événements - 1167195002*

Approuver un projet de protocole d'entente de soutien technique estimé à 322 000 $ avec Vélo Québec Événements pour la tenue de l'événement « Un Tour la Nuit » le 3 juin 2016

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Tour de l'Île*

20.16 *Service de la culture , Direction associée Cinéma-Festivals-Événements - 1160679005*

Accorder un soutien financier de 270 000 $ à Vélo Québec Événements (Festival Go Vélo Montréal), dans le cadre de l'entente Montréal 2025 avec le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, pour la période 2016 et 2017 / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Tour de l'Île*

20.17 *Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal - 1164956002*

Accorder un contrat d'exécution d'œuvre d'art mural à monsieur Francis Montillaud, artiste professionnel, pour réaliser et installer une œuvre dont le titre provisoire est « Tranche de vie », dans le cadre du projet des Escales découvertes du mont Royal, qui sera intégrée à un mur de soutènement existant, situé dans l'emprise du chemin de la Côte-des-Neiges, du côté ouest, entre les avenues Ridgewood et Forest Hill, pour une somme maximale de 315 000 $, taxes incluses / Approuver un projet de contrat d'exécution d'œuvre d'art à cet effet / Autoriser le Service de la culture à effectuer le suivi de la réalisation de cette œuvre d'art mural, de concert avec le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux pour la mise en valeur des biens, sites et arrondissements reconnus par la Loi sur le patrimoine culturel*

20.18 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1153334027*

Accorder un contrat de gré à gré à Schneider Electric Canada inc. pour les travaux de remplacement des disjoncteurs 600 V aux bâtiments des boues de la désinfection et du prétraitement de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Phase 2 - Dépense totale de 1 135 904,83 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.19 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1163334003*

Accorder un contrat de services professionnels à SNC - Lavalin inc. pour l'élaboration des plans et devis pour les travaux de mise à niveau et de remplacement de vannes manuelles du réseau des intercepteurs - Dépense totale de 475 716,94 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14833 (1 soum.) / Approuver le projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.20 *Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires - Institutionnelles - 1160554001*

Autoriser une dépense additionnelle de 3 905 928 $, taxes incluses, pour le renouvellement, pour une période de 5 ans, de la convention de services professionnels intervenue avec Morneau Shepell ltée (CE11 0326), pour un système d'administration des régimes de retraite, majorant ainsi le montant de la convention de 9 852 279 $ à 13 758 207 $, taxes incluses / Approuver un projet d'addenda à cet effet

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.21 *Service de la diversité sociale et des sports - 1156367001*

Approuver un projet d'entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal par lequel le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale confie à la Ville la gestion d'une enveloppe supplémentaire de 9 M$ pour la période du 1er avril 2016 au 31 mars 2017 - Approuver la proposition de répartition budgétaire de cette enveloppe

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux de lutte à la pauvreté*

20.22 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1163334004*

Autoriser la cession de contrat entre la Ville de Montréal et Omni Sécurité (CG15 0449) au bénéfice de l'organisme Axia Services, relativement à la fourniture de services de gardiennage à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour un montant de 1 196 628,54 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.23 *Service de sécurité incendie de Montréal , Direction de la prévention et de la planification - 1162645002*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure une entente-cadre avec Boivin & Gauvin inc. pour la fourniture d'appareils de protection respiratoire isolant autonome (APRIA) ainsi que pour la fourniture de pièces et accessoires pour leur entretien, pour une période de 120 mois - Appel d'offres public 15-14691 (3 soum.) / Autoriser une dépense de 10 201 548,20 $, taxes incluses, pour l'acquisition d'APRIA, d'équipements et accessoires et la fourniture de pièces de remplacement pour leur entretien, pour la même période

Compétence d'agglomération : *Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.24 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures - 1154102007*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Aquarehab (Canada) inc. pour la réalisation de travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, de Lachine, de LaSalle, du Plateau-Mont-Royal, du Sud-Ouest, de Verdun et de Ville-Marie - Dépense totale de 11 822 395,46 $, taxes incluses - Appel d'offres public 329402 (2 soum.)

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Aménagement et réaménagement du domaine public, y compris les travaux d'infrastructures, dans un secteur de l'agglomération désigné comme le centre-ville*

20.25 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures - 1154102009*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Insituform Technologies limited pour les travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, de Lachine, de LaSalle, du Plateau-Mont-Royal, du Sud-Ouest, de Verdun et de Ville-Marie - Dépense totale de 11 477 000 $ - Appel d'offres public 329406 (4-soum.)

Compétence d'agglomération :	*Annexe du décret - Aménagement et réaménagement du domaine public, y compris les travaux d'infrastructures, dans un secteur de l'agglomération désigné comme le centre-ville*

20.26 *Service des infrastructures_voirie et transports - 1164139002*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Les entreprises de construction Ventec inc. pour la réalisation des travaux de réaménagement de la rue Saint-Paul, entre la Place Jacques-Cartier et la rue Berri, de la rue du Marché-Bonsecours, de la rue Bonsecours, entre la rue Saint-Paul et la rue de La Commune, et du trottoir nord de la rue de la Commune, entre la rue du Marché-Bonsecours et la rue Bonsecours - lot 2B de la phase 1 du projet de réaménagement de la rue Saint-Paul, dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 12 678 724,54 $, taxes incluses - Appel d'offres public 329902 (3 soum.)

Compétence d'agglomération :	*Annexe du décret - Aménagement et réaménagement du domaine public, y compris les travaux d'infrastructures, dans un secteur de l'agglomération désigné comme le centre-ville*

20.27 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures - 1154102010*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Les Excavations Gilbert Théorêt inc. pour des travaux de reconstruction d'un égout combiné, des conduites d'eau secondaires, d'une structure de chambre de débitmètre, de chaussée, de trottoirs, de bordures, de bases, de la mise aux normes du réseau de la Commission des services électriques de Montréal et de Bell Canada, de travaux d'éclairage et de construction de conduits électriques, là où requis dans le Chemin de la Côte-Sainte-Catherine, de l'avenue Westbury au Chemin de la Côte-des-Neiges, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce - Dépense totale de 11 801 587,80 $, taxes incluses - Appel d'offres public 280001 (4 soum.)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.28 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures - 1154102011*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Groupe TNT inc. pour des travaux d'égout, de conduites d'eau, d'éclairage, de voirie sur le réseau de la Commission des services électriques de Montréal, dans le boulevard Saint-Michel, du boulevard Shaughnessy à la rue Jarry, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension - Dépense totale de 17 839 141,95 $, taxes incluses - Appel d'offres public 283901 (3 soum.)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.29 *Service des affaires juridiques , Direction des services judiciaires - 1155304001*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré à Keleny inc. pour la fourniture de services professionnels d'interprètes et de traducteurs judiciaires requis à la cour municipale de la Ville de Montréal, dans le cadre de ses activités, pour la somme maximale de 2 878 330,14 $, taxes incluses, couvrant la période du 21 mars 2016 au 22 mars 2019 / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : *Cour municipale*

20.30 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction gestion des projets de développement et de maintien des actifs immobiliers - 1165015002*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat de services professionnels à Girard Côté Bérubé Dion Architectes, Stantec et BC2 Groupe Conseil inc. pour les services en architecture et en génie du bâtiment, dans le cadre du projet de construction des nouvelles salles de tir du Service de police de la Ville de Montréal - Dépense totale de 1 473 728,71 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14255 (5 soum.) / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : *Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

30 – Administration et finances

30.01 *Service du développement économique - 1165175005*

Soumettre pour approbation au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du Territoire le projet d'entente relatif à la création du Fonds d'investissement PME MTL

Compétence d'agglomération : *Élément du développement économique qu'est tout centre local de développement*

30.02 *Service du développement économique - 1165175002*

Demander au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du Territoire d'autoriser la Ville à conclure des ententes de délégation de sa compétence en matière de soutien et de promotion de l'entrepreneuriat avec les six organismes PME MTL

Compétence d'agglomération : *Élément du développement économique qu'est tout centre local de développement*

30.03 *Service du greffe - 1163430006*

Approuver le programme d'activités des commissions permanentes du conseil d'agglomération pour l'année 2016

Compétence d'agglomération : *Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération*

30.04 *Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières - 1163592006*

Ne pas utiliser les mesures d'allègement fiscales incluses au budget de 2015 pour les résultats financiers 2015

Compétence d'agglomération : *Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération*

42 – Adoption de règlements - Dispense de lecture

42.01 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports - 1154560002*

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 30 000 000 $ afin de financer les travaux des aménagements cyclables

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Réseau cyclable actuel et projeté de l'Île de Montréal identifié au Plan de transport approuvé par le conseil d'agglomération le 18 juin 2008 (CG08 0362)*

42.02 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1157090003*

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 1 759 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des actifs du réseau primaire d'aqueduc

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

42.03 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1157090001*

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 8 187 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

42.04 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1156279001*

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 6 776 000 $ afin de financer les travaux de modernisation, de pérennisation et de sécurisation prévus au programme d'investissement dans les usines d'eau potable

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

42.05 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1154278002*

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 22 445 000 $ afin de financer les travaux de construction et réhabilitation de conduites primaires d'aqueduc

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

42.06 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1154278001*

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 49 024 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Charles-J.- Des Baillets

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

42.07 *Société du Parc Jean-Drapeau - 1156807003*

Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ afin de financer la réalisation de projets du « legs » pilotés par la Société du parc Jean-Drapeau relatifs à des travaux de mise en valeur de la « place des nations » et de réalisation de la « promenade panoramique et riveraine », prévus dans le cadre du 375e de la Ville de Montréal (RCG 13-020)

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Parc Jean-Drapeau*

42.08 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1153334040*

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 77 540 000 $ pour le financement des travaux de construction de l'ouvrage de rétention Leduc situé dans l'arrondissement de Saint-Laurent et son raccordement au système des intercepteurs

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

42.09 *Service de la culture - 1155890002*

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 10 865 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des ententes sur le développement culturel de Montréal conclues pour des années antérieures à 2016

Compétence d'agglomération : *Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération*

42.10 *Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau - 1167048001*

Adoption - Règlement modifiant le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes (RCG 13-005)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

42.11 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1164278001*

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 31 840 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Dorval

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

42.12 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1164278002*

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 41 310 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Lachine

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

42.13 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1164278003*

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 17 803 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Pierrefonds

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

45 – Règlement de la Société de transport de Montréal

45.01 *Société de transport de Montréal - 1166213001*

Approbation du Règlement R-156-1 de la Société de transport de Montréal modifiant le Règlement R-156 autorisant un emprunt de 29 500 000 $ pour financer l'acquisition de terrains et des services professionnels pour la construction d'un garage et d'un quai à la station Côte-Vertu, afin de modifier les objets et le libellé du règlement ainsi que d'augmenter le montant de l'emprunt à 394 500 000 $

Compétence d'agglomération : *Transport collectif des personnes*

51 – Nomination / Désignation

51.01 *Service du développement économique - 1165175004*

Nomination de monsieur Robert Coutu, maire de la Ville de Montréal-Est, à titre de représentant de la Ville de Montréal-Est pour siéger au conseil d'administration de PME MTL Est-de-l'Île

Compétence d'agglomération : *Élément du développement économique qu'est tout centre local de développement*

Montréal

Article 3.02

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal
du 22 février 2016
13 h

Séance tenue le lundi 22 février 2016
Salle du conseil de l'hôtel de ville

PRÉSENCES :

M. Denis Coderre, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Frantz Benjamin, M. Richard Bergeron, M. Michel Bissonnet, Mme Karine Boivin Roy, M. Éric Alan Caldwell, M. Richard Celzi, M. Harout Chitilian, Mme Catherine Clément-Talbot, M. Jean-François Cloutier, M. Russell Copeman, M. François William Croteau, M. Claude Dauphin, Mme Suzanne Décarie, M. Richard Deschamps, M. Alan DeSousa, M. Pierre Desrochers, M. Sterling Downey, Mme Erika Duchesne, M. Luc Ferrandez, M. Marc-André Gadoury, M. Pierre Gagnier, Mme Manon Gauthier, M. Jean-Marc Gibeau, M. Richard Guay, Mme Andrée Hénault, Mme Laurence Lavigne Lalonde, Mme Patricia Lattanzio, M. Guillaume Lavoie, Mme Elsie Lefebvre, M. François Limoges, Mme Louise Mainville, M. Normand Marinacci, Mme Justine McIntyre, M. Peter McQueen, M. Réal Ménard, M. Francesco Miele, M. Luis Miranda, M. Alex Norris, M. Sylvain Ouellet, Mme Lorraine Pagé, M. Jean-François Parenteau, M. Lionel Perez, M. Dominic Perri, Mme Valérie Plante, M. Giovanni Rapanà, Mme Chantal Rossi, M. Marvin Rotrand, Mme Chantal Rouleau, M. Richard Ryan, M. Aref Salem, Mme Anie Samson, M. Craig Sauvé, M. Jeremy Searle, M. Steve Shanahan, Mme Anne-Marie Sigouin, Mme Émilie Thuillier et Mme Monique Vallée.

PRÉSENCES EN COURS DE SÉANCE :

Mme Mary Deros et M. Benoit Dorais.

ABSENCES SANS MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

Mme Manon Barbe, Mme Marie Cinq-Mars et Mme Magda Popeanu.

AUTRES PRÉSENCES :

M. Alain Marcoux, Directeur général
M^{e} Yves Saindon, Greffier de la Ville

Le président du conseil, M. Frantz Benjamin, déclare la séance ouverte et demande d'observer un moment de recueillement à la mémoire de M. Robert Bousquet, ancien conseiller municipal du district de Saint-Paul-Émard, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, qui a siégé en ce conseil de 2001 à 2005, qui nous a quitté le 1er février 2016, à l'âge de 65 ans, des suites d'un cancer.

Il invite les membres du conseil à participer en grand nombre à la soirée « Nuit blanche » qui se tiendra à l'hôtel de ville, le samedi 27 février 2016, de 20 h à 1 h du matin. Coordonné par le Bureau de la présidence du conseil avec le soutien du cabinet en collaboration avec le Festival Montréal joue et le Conseil québécois des arts médiatiques – CQAM, l'événement festif « PIXELS ÉPHÉMÈRES : ART ET JEUX VIDÉO » sera un rendez-vous unique pour découvrir des jeux vidéo imaginés et réalisés par des créateurs indépendants de chez nous. Il y aura 12 stations de jeux qui seront installées dans le hall de l'hôtel de ville ainsi que des présentations inédites de trois œuvres numériques créées par des artistes de la métropole. Aussi, dans le cadre de Montréal en lumière, les trois œuvres d'art numériques seront exposées lors de cette Nuit blanche, mais également dès ce mercredi et ce, jusqu'au 3 mars prochain. Le président du conseil indique que l'hôtel de ville sera éclairé en rouge afin de souligner le thème de cette année qui est « La Nuit blanche sera rouge ».

Le président du conseil signale les événements suivants : le 4 février 2016 « Journée mondiale contre le cancer » et le 16 février 2016 « Journée internationale du patrimoine canadien ».

Il souligne les anniversaires de naissance du mois de février des conseillères et conseillers Francesco Miele, Anne-Marie Sigouin, Benoit Dorais, Jeremy Searle et Éric Alan Caldwell ainsi que la présence au balcon de Mme Sarah-Jane Thermidor qui effectue un stage de trois semaines au Bureau de la présidence, accompagnée de Mme Marie-Ève Bonneau.

Le président du conseil cède la parole au conseiller Steve Shanahan qui, dans le cadre du Nouvel an chinois, souhaite une bonne et heureuse année ainsi que de la prospérité à tous les citoyens de Montréal en cantonais. Il souligne que cette année est l'année du singe selon le calendrier chinois.

Finalement, le président du conseil souligne aussi la présence au balcon de M. Aimé Charron, ancien conseiller municipal qui a siégé de 1994 à 2001 dans Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, et lui souhaite la bienvenue.

---

2 - Période de questions des membres du conseil

Le président du conseil appelle le point « Période de questions des membres du conseil ».

Les conseillers et conseillères ci-dessous formulent des questions aux membres du conseil indiqués en regard de leur nom :

Question de	À	Objet
M. Luc Ferrandez	M. Denis Coderre	Réserve de 100 postes accordés par le maire versus le Plan quinquennal de réduction de la main d'œuvre (PQMO)
Mme Émilie Thuillier	M. Denis Coderre (M. Pierre Desrochers)	Création d'un comité pour trouver des solutions afin de réduire l'iniquité dans la taxation foncière des commerces de proximité selon leur situation géographique – Mandat au comité de réformer les mesures de taxation selon un échéancier et des orientations précis
Mme Justine McIntyre	M. Denis Coderre	Pouvoirs et subventions accordés à la Ville par le gouvernement provincial pour accueillir des nouveaux arrivants et les réfugiés syriens / Rôle du Bureau de l'intégration des nouveaux arrivants
M. Peter McQueen	M. Denis Coderre (M. Marvin Rotrand)	Diminution des services à la Société de transport de Montréal (STM) – augmentation de la fréquence des autobus pour solutionner l'excès de passagers – Mesures concrètes pour améliorer la qualité du service du parcours de l'autobus 51 jusqu'au métro Snowdon ainsi que sur les lignes les plus achalandées
M. Alex Norris	M. Denis Coderre (Mme Anie Samson)	Mettre fin aux bonis accordés aux cadres du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) basés sur le quota des contraventions – Pratiques minant la confiance des citoyens

---

À 13 h 36,

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Émilie Thuillier

de prolonger la période de questions des membres du conseil afin de terminer la liste de membres inscrits, conformément à l'article 57 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051).*

La proposition est agréée.

M. Éric Alan Caldwell	M. Russell Copeman (M. Dimitrios (Jim) Beis)	Raisons justifiant le changement dans la décision de ne pas autoriser de projet résidentiel sur les terrains de l'Anse-à-l'Orme tel que relaté dans un article de The Gazette
M. Craig Sauvé	M. Denis Coderre (M. Marvin Rotrand)	Problème d'entassement dans le métro et les autobus - mesures pour améliorer la qualité du service dans le transport collectif / Leadership du maire et plan d'action pour solutionner le problème

Question de	À	Objet
M. Sylvain Ouellet	M. Denis Coderre (M. Marvin Rotrand)	Suggestions d'investir dans la Société de transport de Montréal (STM) pour améliorer la qualité du service en tout temps dans le transport collectif

Le président du conseil, M. Frantz Benjamin, demande au conseiller Ouellet de retirer le mot « caprice » utilisé lors de son intervention et ce dernier s'exécute.

_____

À l'expiration du délai imparti pour la période de questions des membres du conseil par le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*, le président du conseil déclare la période de questions des conseillers close à 13 h 52.

_____

CM16 0157

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil municipal

Conformément au projet-pilote de modifications à l'horaire et au déroulement des assemblées ordinaires du conseil municipal, pour la période du 1er avril au 31 décembre 2011 (CM11 0167), et à la résolution du conseil municipal du 19 décembre 2011 (CM11 1064), la séquence d'étude et d'adoption des points inscrits au présent ordre du jour est, sous réserve de toute autre modification de séquence que le conseil pourrait convenir, le suivant :

- période de questions des membres du conseil (02)*;
- les rubriques préliminaires (03 à 15 inclusivement);
- les points en orientation au conseil d'agglomération (80);
- tous les autres points, selon l'ordre de leur inscription à l'ordre du jour.

****Veuillez noter que la première période de questions des citoyens continuera d'avoir lieu à 19 h***

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

d'adopter l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil municipal du 22 février 2016, tel que livré aux membres du conseil, ainsi que l'avis de convocation de la présente séance, en y retirant l'article 80.01 (42.15).

_____

Un débat s'engage.

_____

La leader de l'opposition officielle, Mme Émilie Thuillier, prend la parole pour demander à l'Administration de faire preuve de respect envers les élus et d'éviter, à l'avenir, de distribuer les textes des déclarations séance tenante.

Le maire de l'arrondissement d'Anjou, M. Luis Miranda, prend également la parole pour demander le retrait de l'article 51.02 de l'ordre du jour, car il affirme que les nominations ne reflètent pas la volonté de l'arrondissement.

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, prend aussi la parole pour s'excuser, dans un premier temps, pour la distribution séance tenante des déclarations mais confirme tout de même la transmission par courriel, dimanche après-midi, de six de ces déclarations aux leaders des partis et aux conseillers indépendants, à l'exception de Mme Pagé. Il prend l'engagement que les documents seront, à l'avenir, transmis en temps opportun, soit lors de la deuxième livraison. Dans un deuxième temps, il invite M. Miranda à discuter des nominations, en dehors de la salle, d'ici l'étude de l'article 51.02, pour en arriver à une entente, le cas échéant.

_____

Le débat se poursuit.

_____

Il est proposé par M. Luis Miranda

appuyé par Mme Andrée Hénault

de procéder à un vote enregistré sur la proposition de retirer de l'ordre du jour l'article 51.02.

Le greffier fait l'appel des membres et le conseil se partage comme suit :

VOTE

Votent en faveur:	Mesdames et messieurs Dorais, Rotrand, Ferrandez, Thuillier, Limoges, Plante, Sauvé, Sigouin, Lavoie, Mainville, Ryan, McQueen, Lavigne Lalonde, Croteau, Caldwell, Downey, Ouellet, McIntyre, Marinacci, Shanahan, Dauphin, Hénault, Miranda, Deschamps, Duchesne, Pagé et Searle (27)
Votent contre:	Mesdames et messieurs Coderre, Desrochers, Samson, Chitilian, Perez, Rouleau, Gauthier, Copeman, Ménard, Vallée, Beis, Salem, Bergeron, Miele, Gibeau, Deros, Parenteau, Guay, Rossi, Boivin Roy, Décarie, Lefebvre, Gadoury, Rapanà, Perri, Gagnier, DeSousa, Clément-Talbot, Celzi, Bissonnet, Lattanzio et Cloutier, (32)
Ouverture des portes:	Le conseiller Alex Norris entre dans la salle des délibérations et déclare que s'il avait été présent au moment de ce vote il aurait voté en faveur de cette proposition.
Résultat:	En faveur : 28 Contre : 32

Le président du conseil déclare la proposition du conseiller Miranda et de la conseillère Hénault de retirer l'article 51.02 de l'ordre du jour rejetée à la majorité des voix.

Le conseiller Jeremy Searle soulève une question de privilège pour demander au président du conseil, M. Frantz Benjamin, de respecter le temps alloué dans le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051*) pour la sonnerie des cloches afin de permettre aux membres qui ne sont pas présents dans la salle le temps de s'y rendre. Le président du conseil remercie le conseiller Searle pour cette précision.

Le président du conseil met aux voix l'article 3.01, tel qu'amendé, et le déclare adopté à l'unanimité, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

03.01

_____

CM16 0158

Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal tenue le 25 janvier 2016

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'approuver le procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal tenue le 25 janvier 2016, conformément à l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes* et suivant le certificat du 18 février 2016 émis par le greffier.

Adopté à l'unanimité.

03.02

---

4 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif

Le président du conseil appelle le point « Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif »

Le leader de la majorité dépose les documents suivants :

4.01 Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal* pour la période du 1er au 31 janvier 2016.

4.02 Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif pour la période du 1er au 31 janvier 2016.

4.03 Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi des cités et villes* pour la période du 1er au 31 janvier 2016.

CM16 0159

Dépôt de la réponse du comité exécutif à la recommandation de la Commission permanente sur l'examen des contrats portant sur la motion de l'opposition officielle pour davantage de transparence dans la gestion des sous-contrats (CM14 1139)

Le leader de la majorité dépose la réponse du comité exécutif à la recommandation de la Commission permanente sur l'examen des contrats portant sur la motion de l'opposition officielle pour davantage de transparence dans la gestion des sous-contrats (CM14 1139), et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

04.04 1163430002

CM16 0160

Dépôt de la réponse du comité exécutif au bilan de la quatrième année d'activité de la Commission sur l'examen des contrats

1163430001

Le leader de la majorité dépose la réponse du comité exécutif au bilan de la quatrième année d'activité de la Commission sur l'examen des contrats, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

04.05 1163430001

CM16 0161

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'inspecteur général à la suite de l'étude du rapport de l'inspecteur général intitulé: Suspension du contrat pour les travaux de planage de rue, la pose d'enrobé bitumineux et la reconstruction de bordures et de trottoirs (PCPR), dans les arrondissements de Montréal-Nord et d'Anjou (appel d'offres 320201)

Le leader de la majorité dépose la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'inspecteur général à la suite de l'étude du rapport de l'inspecteur général intitulé: Suspension du contrat pour les travaux de planage de rue, la pose d'enrobé bitumineux et la reconstruction de bordures et de trottoirs (PCPR), dans les arrondissements de Montréal-Nord et d'Anjou (appel d'offres 320201), et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

04.06 1163430003

---

5 – Dépôt des résolutions de conseils d'arrondissements

Le président du conseil appelle le point « Dépôt des résolutions de conseils d'arrondissements »

Le leader de la majorité dépose le document suivant :

5.01 Résolution CA16 29 0029 du conseil d'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Une heure pour la Terre 2016 – Appui.

5.02 Résolution CA16 27 0018 du conseil d'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve - Motion pour la persévérance scolaire.

---

6 - Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

Le président du conseil appelle le point « Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil »

Par M. Francesco Miele pour M. Réal Ménard

--- Dépôt d'un tableau intitulé « Résumé des ententes-cadres et contrats de services professionnels » en guise de réponse à Mme Émilie Thuillier.

Le conseiller Marinacci s'adresse au leader de la majorité, M. Francesco Miele, et lui demande pourquoi il n'y a pas eu de dépôt d'une réponse à la question écrite qu'il a fait parvenir au bureau du greffier. Le leader de la majorité invite le conseiller à déposer sa question écrite.

Un débat s'engage.

Par M. Normand Marinacci

--- Réponse écrite de la question de M. Normand Marinacci pour M. Russel Copeman, concernant la résolution CM15 1441 – Agrandissement du parc nature des Rapides du Cheval Blanc.

---

7 - Dépôt

Le président du conseil appelle le point « Dépôt »

7.01 Dépôt du rapport de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du 28 janvier 2016

CM16 0162

Bilan annuel 2015 de l'arrondissement du Sud-Ouest faisant état de l'application du Règlement sur les pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

Le leader de la majorité dépose le Bilan annuel 2015 de l'arrondissement du Sud-Ouest faisant état de l'application du Règlement sur les pesticides (04-041) à l'égard de son territoire, et le conseil en prend acte.

07.02 1157192001

CM16 0163

Bilan annuel 2015 de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension faisant état de l'application du Règlement sur les pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

Le leader de la majorité dépose le Bilan annuel 2015 de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension faisant état de l'application du Règlement sur les pesticides (04-041) à l'égard de son territoire, et le conseil en prend acte.

07.03 1161478001

CM16 0164

Bilan annuel 2015 de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal faisant état de l'application du Règlement sur les pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

Le leader de la majorité dépose le Bilan annuel 2015 de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal faisant état de l'application du Règlement sur les pesticides (04-041) à l'égard de son territoire, et le conseil en prend acte.

07.04 1167009001

CM16 0165

Bilan annuel 2015 de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro faisant état de l'application du Règlement sur les pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

Le leader de la majorité dépose le Bilan annuel 2015 de l'arrondissement de Pierrefonds–Roxboro faisant état de l'application du Règlement sur les pesticides (04-041) à l'égard de son territoire, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

07.05 1162948001

CM16 0166

Bilan annuel 2015 de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles faisant état de l'application du Règlement sur les pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

Le leader de la majorité dépose le Bilan annuel 2015 de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles faisant état de l'application du Règlement sur les pesticides (04-041) à l'égard de son territoire, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

07.06 1164939001

CM16 0167

Bilan annuel 2015 de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie faisant état de l'application du Règlement sur les pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

Le leader de la majorité dépose le Bilan annuel 2015 de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie faisant état de l'application du Règlement sur les pesticides (04-041) à l'égard de son territoire, et le conseil en prend acte.

07.07 1160081001

CM16 0168

Bilan annuel 2015 de l'arrondissement d'Outremont faisant état de l'application du Règlement sur les pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

Le leader de la majorité dépose le Bilan annuel 2015 de l'arrondissement d'Outremont faisant état de l'application du Règlement sur les pesticides (04-041) à l'égard de son territoire, et le conseil en prend acte.

07.08 1165078003

CM16 0169

Dépôt du rapport de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) portant sur le Projet immobilier de l'Îlot Wanklyn - Projet de règlement P-15-064

Le leader de la majorité dépose le rapport de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) sur le Projet immobilier de l'îlot Wanklyn de l'arrondissement de LaSalle – Projet de règlement P-15-064, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

07.09 1161079001

7.10 Avis en vertu de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (RLRQ., chap., E-2.2)

7.11 Déclaration d'intérêts pécuniaires. Voir l'annexe au procès-verbal.

---

11 - Dépôt de pétitions

Le-président du conseil appelle le point « Dépôt de pétitions »

Aucun document n'est déposé.

CM16 0170

Déclaration visant à rendre hommage à un grand montréalais, Dr. Victor Goldbloom

Attendu que Dr Victor Goldbloom, né à Montréal le 31 juillet 1923, pédiatre réputé, homme politique et leader communautaire, est décédé à Montréal à l'âge de 92 ans, le 15 février dernier;

Attendu qu'il a été élu pour la première fois en 1966 afin de représenter la circonscription de D'Arcy-McGee à l'Assemblée nationale et qu'il y a siégé près de 14 ans;

Attendu qu'il a été le premier membre de la communauté juive à siéger au Conseil des ministres du gouvernement québécois;

Attendu qu'il a été le premier titulaire du ministère de l'Environnement et qu'il y a fait adopter la *Loi sur la qualité de l'environnement*;

Attendu qu'il a aussi été ministre des Affaires municipales et ministre responsable de la Régie des installations olympiques, organisme chargé de parachever le stade et les autres installations olympiques avant l'ouverture des Jeux d'été de Montréal en 1976;

Attendu qu'il a aussi servi au sein de la haute administration publique, ayant notamment été président du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), commissaire aux langues officielles et aussi président du conseil d'administration de la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal-Centre;

Attendu qu'il a reçu de nombreux honneurs au cours de sa carrière, ayant notamment été reçu Officier de l'Ordre du Canada en 1983, Officier de l'Ordre national du Québec en 1991 et ayant également reçu des doctorats honorifiques et un prix du Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada;

Attendu que Dr Victor Goldbloom a consacré la majeure partie de sa vie au rapprochement entre les communautés juive et chrétienne, entre les francophones et les anglophones, en prônant la tolérance et le respect, et qu'en ce sens, il est un véritable artisan du « vivre ensemble » qui définit Montréal;

Il est proposé par M. Denis Coderre

appuyé par M. Lionel Perez
M. Russell Copeman
M. Marvin Rotrand
M. Peter McQueen
Mme Manon Gauthier
et tous les membres du conseil présents

Et résolu :

que les membres du conseil municipal, au nom des Montréalaises et des Montréalais, adressent à la famille du Dr Goldbloom et à leurs proches, leurs plus sincères condoléances à l'occasion du décès de ce grand Montréalais, reconnu pour son engagement à bâtir des ponts entre les communautés.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

15.01

CM16 0171

Déclaration à l'occasion de la Journée internationale des femmes du 8 mars 2016

Attendu que l'article 16 g) de la *Charte montréalaise des droits et responsabilités* stipule que « Aux fins de favoriser la participation des citoyennes et des citoyens aux affaires de la Ville, la Ville de Montréal s'engage à soutenir l'égalité entre les femmes et les hommes » ;

Attendu que Montréal exerce un grand leadership en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, notamment dans la promotion de l'analyse différenciée selon les sexes au sein de l'Administration municipale;

Attendu que la Ville de Montréal a approuvé, en février 2005, la déclaration mondiale d'IULA sur les femmes dans le gouvernement local, qui a été élaborée afin que les pouvoirs locaux, villes et municipalités, s'engagent formellement à participer à l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes, dans tous les secteurs de l'activité municipale ;

Attendu que la Ville de Montréal a adopté la politique *Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal en mars 2008* ;

Attendu qu'au mois de mars de chaque année, et ce jusqu'en 2017, année du 375^{e} anniversaire de Montréal, une Montréalaise, ou un groupe de citoyennes de la métropole, sera honorée pour sa contribution remarquable au développement de Montréal dans le cadre de la série les Bâtisseuses de la Cité ;

Attendu que la Ville de Montréal a pris acte de l'avis du Conseil des Montréalaises sur la présence et le traitement des femmes cadres dans l'administration municipale;

Attendu que les inégalités entre les femmes et les hommes persistent, particulièrement dans les milieux de travail ;

Attendu qu'il est de notre devoir, à tous et chacun, de nous mobiliser pour permettre aux femmes de s'épanouir, de gravir les échelons et de contribuer pleinement à la société peu importe le métier ou la profession choisie;

Il est proposé par Mme Manon Gauthier

appuyé par M. Denis Coderre
Mme Elsie Lefebvre
Mme Justine McIntyre

Et résolu :

1- que le conseil municipal souligne cette journée en réitérant son engagement à participer à l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes dans l'ensemble de l'administration municipale;

2- que Montréal continue ses efforts pour une pleine représentation des femmes dans les instances politiques et publiques dans le développement et l'administration de la ville.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

15.02

CM16 0172

Déclaration visant à faire la promotion de candidatures reflétant la diversité montréalaise au conseil municipal et dans les conseils d'arrondissements de Montréal

Attendu que Montréal est une ville cosmopolite et que plus de 50% de sa population est issue de communautés d'origines diverses;

Attendu que 30% des Montréalaises et des Montréalais sont membres d'une minorité visible (Statistique Canada, 2011);

Attendu que les femmes représentent 52% de la population montréalaise;

Attendu que les personnes à mobilité réduite représentent environ 15% de la population montréalaise;

Attendu que les Montréalaises et les Montréalais issus de la diversité et provenant de tous les continents du monde contribuent à la prospérité et à la croissance de Montréal et que son avenir repose largement sur l'intégration réussie des nouveaux arrivants et la contribution de tous;

Attendu que toutes les catégories de la diversité sont sous-représentées au conseil municipal et dans les conseils d'arrondissements par rapport à leur poids démographique;

Attendu que le 28 janvier 2013, le conseil municipal a adopté la motion CM13 0077 présentée par le conseiller Frantz Benjamin demandant aux partis politiques municipaux de faire un effort majeur afin de nommer et des faire élire des Montréalais membres des minorités visibles aux élections municipales de 2013;

Attendu que malgré l'engagement implicite que représentait l'adoption de la motion (CM13 0077), seuls deux Montréalais membres des minorités visibles ont été élus au conseil municipal et deux dans les conseils d'arrondissements lors des élections municipales de 2013;

Attendu que l'Administration municipale s'est engagée par la Déclaration de Montréal contre la discrimination raciale, la Déclaration de Montréal pour la diversité culturelle et l'inclusion et la Charte montréalaise des droits et responsabilités, à prendre toutes les mesures nécessaires pour tenir compte des besoins des Montréalaises et des Montréalais de toutes origines, pour combattre la discrimination, ainsi que pour promouvoir des relations interculturelles harmonieuses s'inspirant des valeurs fondamentales telles le respect de la dignité humaine, la compréhension, l'égalité, l'inclusion et la tolérance;

Il est proposé par M. Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Mme Manon Gauthier
M. Lionel Perez
M. Aref Salem

Et résolu :

1- que les partis politiques municipaux :

- s'engagent à redoubler d'efforts pour faire la promotion de candidatures de Montréalaises et de Montréalais représentant la diversité de la métropole, à savoir, les communautés d'origines diverses, y inclut les minorités visibles, les peuples autochtones, les femmes ainsi que tout groupe sous-représenté en vue des élections municipales de 2017;

- mettent en application les recommandations du Conseil interculturel de Montréal, du Conseil des Montréalaises et du Conseil jeunesse dans leurs efforts pour recruter et présenter une équipe de candidats qui soit plus représentative de la population montréalaise;

2- que le conseil municipal :

- invite les organismes montréalais qui représentent la diversité à faire la promotion de candidatures de personnes intéressées à siéger au conseil municipal et aux conseils d'arrondissements;

- invite le Bureau des élections à poursuivre les efforts en vue d'informer et de promouvoir la participation aux élections municipales des différentes communautés culturelles montréalaises;

- invite les partis politiques municipaux à transmettre leurs réflexions et leurs actions visant à recruter des candidatures de personnes issues de la diversité d'ici le mois de février 2017.

- invite ces personnes à se présenter, soit au sein d'un parti politique, soit comme indépendant aux élections municipales de 2017.

Un débat s'engage.

Le président du conseil, M. Frantz Benjamin, rappelle à l'assemblée que la durée des interventions des membres sur les déclarations est de 5 minutes.

_____

Le débat se poursuit.

_____

Adopté à l'unanimité.

15.03

_____

CM16 0173

Déclaration pour le renforcement du développement du logement social et communautaire à Montréal

Attendu que la Ville de Montréal mène des interventions vigoureuses en matière d'habitation pour assurer à ses citoyens un cadre résidentiel inclusif, sain et répondant à leurs besoins;

Attendu que ces interventions sur l'habitat ont des impacts structurants sur le territoire montréalais, où elles répondent à des enjeux démographiques, sociaux, économiques et urbanistiques, tels la revitalisation de quartiers, la consolidation durable du territoire, la lutte contre la pauvreté et l'itinérance, le maintien de la mixité sociale et la fidélisation des familles;

Attendu que malgré les efforts consentis en habitation par Montréal et ses partenaires communautaires, privés et institutionnels, de nombreux défis demeurent, au moment où la liste d'attente de l'OMHM compte presque 25 000 ménages, que le cadre bâti locatif - tant social que privé - est vieillissant, et que trop de besoins demeurent non comblés chez les familles nombreuses, les personnes vulnérables, les personnes avec des limitations de mobilité et plusieurs autres groupes de notre population;

Attendu que les interventions montréalaises en habitation ont historiquement été appuyées par des programmes d'habitation à frais partagés du gouvernement du Québec;

Attendu que Montréal rencontre des difficultés croissantes à aligner les exigences et normes des programmes québécois avec les spécificités de sa population et de son territoire;

Attendu que pour assumer pleinement son rôle et ses responsabilités de ville-centre de la région et de métropole du Québec, Montréal doit disposer d'un cadre financier et des outils nécessaires pour orienter et réaliser ses interventions sur l'habitat;

Il est proposé par M. Russell Copeman

appuyé par Mme Karine Boivin Roy

Et résolu :

de demander au gouvernement du Québec de mettre en œuvre un partenariat fort avec Montréal pour doter la métropole d'un cadre financier pluriannuel et d'une délégation de pouvoirs pour ses interventions en habitation, ce qui comprendra :

- d'inscrire dans la « *Loi sur Montréal métropole du Québec* » des pouvoirs habilitants permettant de rendre obligatoire l'inclusion de logements abordables – dont des logements familiaux – et d'imposer des exigences en matière de typologie et de superficie des logements à développer;

- de réinvestir adéquatement dans le programme de développement de logements sociaux et communautaires *AccèsLogis*, avec un budget équivalant à 1250 unités par année, soit la demande historique de Montréal; et de réinvestir également dans le programme d'amélioration de l'habitat *Rénovation-Québec*;

- d'accorder à Montréal une pleine délégation de pouvoirs de gestion, dont un droit de dérogation aux normes de ces programmes et une reddition de comptes *a posteriori*, pour permettre à la métropole d'établir ses objectifs et priorités sur son territoire et de paramétrer ses interventions en fonction du contexte montréalais;

- de convenir avec l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) d'une entente-cadre pluriannuelle et d'un contrat de performance accordant à l'OMHM une plus grande autonomie de gestion de son parc de logements HLM et de logements abordables ainsi que dans son rôle de développeur de logements sociaux

- d'intensifier les investissements dans le programme « RAM » de rénovation et de régénération du parc de logements HLM;

- de dédier, outre les sommes requises pour les programmes *AccèsLogis*, *Rénovation Québec* et *RAM*, un fonds de 25 M $ pour une intervention montréalaise complémentaire aux programmes nationaux et adaptée aux conditions de réalisation spécifiques à Montréal.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

15.04

CM16 0174

Déclaration contre l'intimidation sous toutes ses formes

Attendu que le 2 octobre de chaque année a été décrété par l'ONU en 2007 (A/RES/ 61/ 271) Journée internationale de la non-violence et a été choisi pour cette raison afin de marquer le début de la « Semaine de lutte contre l'intimidation et la violence » ;

Attendu que de nombreuses villes à travers le Canada, dont Drummondville ainsi qu'Airdrie et Edmonton en Alberta, Régina et Kindersley en Saskatchewan, ont adopté des règlements interdisant l'intimidation dans les lieux publics;

Attendu que, selon Kids Help Phone, un enfant ou adolescent est victime d'intimidation à chaque 7 minutes dans les aires de jeux, au Canada et que selon une enquête de l'Institut de la statistique du Québec, 37 % des élèves québécois du secondaire ont avoué avoir été victimes de violence ou d'autres formes d'intimidation à l'école ou sur le chemin de l'école (données de 2013);

Attendu que les taux d'idéations suicidaires sont de 11,6 % à 13 ans et de 14,7 % à 15 ans chez les jeunes victimes d'intimidation, selon le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal;

Attendu que la Ville de Montréal, à titre d'employeur, interdit l'intimidation dans son Code de conduite des employés (Règlement RCG 12-026);

Attendu que le Service de police de la Ville de Montréal a déjà retenu la date du 2 octobre dans le cadre de la « Semaine de lutte contre l'intimidation et la violence » et que des interventions préventives sont déjà prévues;

Attendu qu'une loi visant à prévenir et à combattre l'intimidation et la violence à l'école a été adoptée par le gouvernement du Québec, le 12 juin 2012, et qu'il a mis en place un Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation 2015 - 2018 et que de nombreux partenaires intersectoriels (scolaire, social, sportif, etc.), sont invités à s'impliquer et à développer des mesures appropriées dans des milieux de vie dont plusieurs se retrouvent dans des installations municipales;

Attendu que le Code criminel du Canada ainsi que d'autres lois ou règlements abordent déjà certaines situations pouvant être associées à de l'intimidation (ex. prolifération de menaces);

Il est proposé par Mme Anie Samson

appuyé par Mme Manon Gauthier
Mme Monique Vallée

Et résolu :

que le conseil municipal :

1 - reconnaisse la journée du 2 octobre comme Journée de sensibilisation contre l'intimidation;

2 - mandate la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise afin d'évaluer la pertinence de développer une politique montréalaise pour prévenir l'intimidation sur le territoire de la Ville de Montréal.

Un débat s'engage.

À 15 h 43, M. Frantz Benjamin quitte le fauteuil présidentiel et cède sa place à la conseillère Valérie Plante.

Le maire, M. Denis Coderre, soulève une question de privilège sur les propos de la leader de l'opposition officielle, Mme Émilie Thuillier, qualifiant son intervention comme étant hors d'ordre. Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, prend la parole et affirme que l'intervention du maire était respectueuse et non hors d'ordre, tel que qualifiée.

Le leader adjoint de l'opposition officielle, M. François Limoges, soulève lui aussi une question de privilège pour demander que les commentaires qu'il considère « paternalistes » et « cassants » ne soient pas permis dans un débat sur une telle déclaration. La vice-présidente du conseil, Mme Valérie Plante, fait un rappel à l'ordre et déclare l'incident clos.

Adopté à l'unanimité.

15.05

CM16 0175

Déclaration d'opposition à la demande de transfert d'eau de la Ville de Waukesha

Attendu que le bassin des Grands Lacs et du Saint-Laurent représente environ 20% des ressources mondiales en eau douce de surface;

Attendu que la Ville de Montréal est membre actif de l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent, qui fait entendre la voix des maires pour assurer la protection, la restauration et la mise en valeur des Grands Lacs et du Saint-Laurent et que celle-ci s'oppose à la demande de transfert d'eau de la Ville de Waukesha;

Attendu que la Ville de Montréal investira plus 1,2 milliard de dollars dans ses infrastructures d'eau de 2016 à 2018 afin d'assurer leur pérennité, d'améliorer leur efficacité, de diminuer les surverses et ce, dans le but de protéger notre approvisionnement, la ressource et améliorer la qualité de l'eau notamment du fleuve;

Attendu que le 13 décembre 2005, les gouverneurs des états de l'Illinois, de l'Indiana, du Michigan, du Minnesota, de New York, de l'Ohio, de la Pennsylvanie et du Wisconsin, ainsi que les premiers ministres de l'Ontario et du Québec ont signé *l'Entente sur les ressources en eaux durables du bassin des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent*, créant le Conseil régional des Grands Lacs et du Saint-Laurent et que les mêmes gouverneurs ont signé le *Pacte des Grands Lacs*, qui a ensuite été approuvé par le Congrès américain et signé par le président et que ces documents interdisent les transferts d'eau hors du bassin des Grands Lacs et du Saint-Laurent, sauf pour les communautés situées dans des comtés chevauchant la ligne de partage des eaux entre le bassin des Grands Lacs et du Saint-Laurent et d'autres bassins;

Attendu que la Ville de Waukesha dans le Wisconsin, fait partie du comté de Waukesha chevauchant ladite ligne de partage des eaux, qu'elle a déposé une demande de transfert d'eau du lac Michigan pour l'utiliser comme source d'eau potable auprès du Wisconsin Department of Natural Resources, qui a déclaré cette demande admissible et l'a transférée le 7 janvier 2016 au Conseil régional et au conseil du Pacte des Grands Lacs et du Saint-Laurent pour étude;

Attendu que la demande ne respecte pas les termes du Pacte en termes de nécessité de ce transfert d'eau, des critères de qualité d'eau de la Ville de Waukesha et que celle-ci planifie de fournir de l'eau à des communautés voisines, qui n'ont pas démontré le besoin d'une nouvelle source d'eau;

Attendu que les impacts de l'écoulement de retour vers le lac Michigan par la rivière Root causeront d'importants changements à l'écosystème et aux berges urbaines de l'embouchure de la rivière;

Il est proposé par Mme Chantal Rouleau

appuyé par M. Jean-François Parenteau
M. Sylvain Ouellet

Et résolu :

1 - que la Ville de Montréal, en tant que membre de l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent, réitère son engagement à la protection de nos ressources en eau en demandant aux gouverneurs des états de l'Illinois, de l'Indiana, du Michigan, du Minnesota, de New York, de l'Ohio, de la Pennsylvanie et du Wisconsin, aux premiers ministres de l'Ontario et du Québec ainsi qu'à leurs représentants au sein du Conseil régional et du Conseil du Pacte de rejeter la demande de transfert d'eau de la Ville de Waukesha dans sa forme actuelle;

2 - que la Ville de Montréal demande aux gouverneurs et premiers ministres représentés au Conseil régional et au Conseil du Pacte de s'assurer de la transparence du processus d'étude de la demande en fournissant toute l'information nécessaire notamment à tous les intéressés et populations concernées;

3 - qu'une copie de cette résolution soit transmise aux gouverneurs des états de l'Illinois, de l'Indiana, du Michigan, du Minnesota, de New York, de l'Ohio, de la Pennsylvanie et du Wisconsin, aux premiers ministres de l'Ontario et du Québec, à leurs représentants au sein du Conseil régional et du Conseil du Pacte et à l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent.

Un débat s'engage.

À 16 h 04, le président, M. Frantz Benjamin, reprend le fauteuil présidentiel.

Adopté à l'unanimité.

15.06

CM16 0176

Tarification des stationnements des hôpitaux et des établissements de santé

Attendu que les hôpitaux et les établissements de santé sont des institutions publiques qui offrent des services fondamentaux auprès de la population;

Attendu que les tarifs de stationnement ajoutent une pression sur le stationnement sur rue;

Attendu que les citoyens vivant aux abords des hôpitaux et des établissements de santé subissent déjà des nuisances et inconvénients tels que l'augmentation du bruit, de la circulation et de la difficulté à trouver une place de stationnement sur rue;

Attendu que la circulation causée par les automobilistes qui cherchent des espaces de stationnement moins chers sur le domaine public accroît les déplacements et donc les gaz à effet de serre;

Attendu que le gouvernement du Québec réglemente la tarification des stationnements des hôpitaux par la circulaire du ministère de la Santé et des Services sociaux intitulée *Politique concernant l'exploitation des activités accessoires commerciales*;

Attendu que la circulaire prévoit que le stationnement doit être payant et stipule même que les établissements devraient viser à augmenter le revenu net qu'ils tirent de l'exploitation des activités accessoires;

Attendu que le gouvernement du Québec n'a pas revu ladite circulaire depuis sa mise à jour du 26 mars 2007;

Attendu que la gestion des stationnements diffère grandement selon les établissements, soit par une fondation de sorte que les profits reviennent à l'hôpital, soit par un opérateur privé contre une ristourne;

Attendu qu'une étude effectuée par la CBC en 2013 avance que 3 % des usagers des hôpitaux renoncent à des consultations médicales à cause des tarifs de stationnement;

Attendu qu'avec l'ouverture de plusieurs grands hôpitaux dont le CUSM, le CHU Sainte-Justine et le CHUM, la question de la tarification du stationnement aura un impact direct sur les usagers de ces hôpitaux et sur les résidents de ces quartiers;

Il est proposé par M. Lionel Perez

appuyé par M. Aref Salem
M. Marvin Rotrand

Et résolu :

que le gouvernement du Québec s'assure que la tarification des stationnements des hôpitaux et des établissements de santé perçue demeure raisonnable pour les usagers et leur famille afin de réduire les nuisances et inconvénients pour les résidents aux abords des hôpitaux et des établissements de santé.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

15.07

CM16 0177

Déclaration mandatant la Direction générale de désofficialiser les toponymes « Claude-Jutra » et « Jutra » sur le territoire de la Ville de Montréal

Attendu que la toponymie montréalaise comprend deux lieux nommés en hommage à monsieur Claude Jutra ;

Attendu que le croissant Claude-Jutra, une voie de circulation qui comporte environ 50 adresses résidentielles et qui se trouve dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, a été nommé le 11 novembre 1987 ;

Attendu que le parc Claude-Jutra, situé dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal à l'intersection des rues Clark et Prince-Arthur Ouest, a été nommé le 21 février 1996 ;

Attendu qu'une sculpture nommée « Hommage à Claude Jutra », œuvre de Charles Daudelin qui se trouve dans le parc Claude-Jutra, a été inaugurée le lundi 6 octobre 1997 ;

Attendu que les informations mises au jour à l'occasion de la parution de la biographie de Claude Jutra par Yves Lever ont créé un très grand malaise au sein de la société québécoise et que les allégations sont suffisamment sérieuses pour nous faire poser des gestes importants ;

Attendu que la toponymie municipale doit éviter de provoquer ou d'alimenter la dissension au sein de la population ;

Attendu que le travail et le parcours de Charles Daudelin sont totalement indépendants de l'héritage de Claude Jutra ;

Il est proposé par M. Denis Coderre

appuyé par Mme Manon Gauthier

Et résolu :

de mandater la Direction générale afin de :

1 - désofficialiser les toponymes « croissant Claude-Jutra » et « parc Claude-Jutra » présents sur le territoire de la Ville de Montréal et d'identifier de nouveaux toponymes en concertation avec les arrondissements concernés et la Commission de toponymie du Québec ;

2 - consulter les donateurs de l'œuvre « Hommage à Claude Jutra » et les ayants droit de l'artiste Charles Daudelin pour trouver ensemble la meilleure solution pour l'œuvre d'art.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

15.08

À 16 h 27, le conseil procède à l'étude des points en orientation au conseil d'agglomération de l'ordre du jour.

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.01) à 80.01 (20.05) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0178

Conclure une entente-cadre collective de trente-six mois avec Centre du travailleur FH inc. pour la fourniture de gilets de sécurité et de vêtements de pluie - Appel d'offres public 15-14662 (5 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de conclure une entente-cadre d'une durée de trente-six mois, pour la fourniture sur demande de gilets de sécurité et de vêtements de pluie pour les employés de la Ville;

2- d'accorder à le Centre du travailleur FH inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 15-14662 et aux tableaux de prix reçus joint au dossier décisionnel;

3- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des unités d'affaires et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

1156133005
80.01 (20.01)

CM16 0179

Accorder un contrat à Témisko (1983) inc. pour la fourniture d'un fardier surbaissé pour une somme maximale de 148 937,47 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14840 (1 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder au seul soumissionnaire, Témisko (1983) inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour la fourniture d'un fardier surbaissé, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 148 937,47 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 15-14840 et au tableau des prix reçus joint au dossier décisionnel;

2- d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1164922001
80.01 (20.02)

CM16 0180

Accorder un contrat à Montréal Chrysler Dodge Jeep (LaSalle) pour la fourniture de soixante-dix véhicules Dodge Charger 2016, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 2 141 236,92 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14909 (7 soum.)

Monsieur Denis Coderre déclare son intérêt et s'abstient de participer aux délibérations et de voter.

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder à Montréal Chrysler Dodge Jeep (LaSalle), plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture de soixante-dix véhicules de marque Dodge Charger, année 2016, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 141 236,92 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 15-14909 et au tableau des prix reçus joint au dossier décisionnel;

2- d'autoriser le paiement d'un montant de 185 686,20 $ correspondant à la TVQ payable directement à la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) conformément à la réglementation applicable sur les véhicules de masse nette de moins de 4 000 kg;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1164472001
80.01 (20.03)

CM16 0181

Conclure une entente-cadre d'une durée de 60 mois, avec une option de prolongation de douze mois, avec Wolseley Canada inc. pour la fourniture de matériaux et accessoires de plomberie, chauffage, ventilation et tuyauterie - Appel d'offres public 15-14137 (3 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de conclure une entente-cadre, d'une durée de soixante mois, pour la fourniture sur demande de matériaux et d'accessoires de plomberie, de chauffage, de ventilation et de tuyauterie;

2- d'accorder à Wolseley Canada inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux taux d'escomptes fermes consentis, applicables sur la plus récente liste de prix du guide « Allpriser » et s'il y a lieu ses mises à jour, conformément aux documents de l'appel d'offres public 15-14137 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;

3- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des unités d'affaires, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

1156134003
80.01 (20.04)

CM16 0182

Résilier le contrat de 631 385,21 $, taxes incluses, accordé à Les Consultants S.M. inc. (CG14 0357) relativement à une entente-cadre pour des services de génie-conseil au Complexe environnemental de Saint-Michel

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de résilier l'entente-cadre accordée à Les Consultants S.M. inc. pour des services de génie conseil au Complexe environnemental de Saint-Michel, au montant de 631 385,21 $, taxes incluses, (CG14 0357);

2 - de payer à Les Consultants S.M. inc. la somme de 56 009,06 $, taxes incluses, pour couvrir le coût des services déjà rendus ;

3 - de retourner dans le compte de provenance les crédits inutilisés de 575 376,15 $, le tout conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1164956001
80.01 (20.05)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.06) à 80.01 (20.10) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0183

Approuver l'entente sur le fonctionnement et le financement des programmes d'inspection des aliments de la Ville de Montréal, pour la période du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2017, entre le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec et la Ville de Montréal

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'approuver un projet d'entente entre le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et la Ville de Montréal sur le fonctionnement et le financement des programmes d'inspection des aliments de la Ville de Montréal, pour la période du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2017;

2- d'autoriser la réception d'une contrepartie financière du gouvernement du Québec au montant de 4 100 000 $, annuellement, pour les années 2016 et 2017;

3- d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1154195002
80.01 (20.06)

CM16 0184

Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue d'Hydro-Québec, pour une période de 9 ans à compter du 1er avril 2016, une parcelle de terrain faisant partie des lots 2 375 747 et 3 026 311 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie approximative de 3 664 mètres carrés, pour l'ajout d'une nouvelle piste cyclable entre le boulevard Toupin et le boulevard Keller, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, pour un loyer total de 112 069,16 $, taxes incluses / Approuver un projet de permission sur des parcelles de terrain constituées des parties des lots 2 378 628 et 2 377 439 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situées dans l'arrondissement de Saint-Laurent, assujetties à des servitudes réelles en faveur d'Hydro-Québec, afin de permettre les travaux d'aménagement qui seront exécutés sur ces lots, et ce, à titre gratuit

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue d'Hydro-Québec, pour une période de 9 ans à compter du 1er avril 2016, une parcelle de terrain faisant partie des lots 2 375 747 et 3 026 311 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie d'environ 3 663,63 mètres carrés, à des fins d'ajout d'une piste cyclable, moyennant un loyer total de 112 069,16 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet de bail;

2- d'approuver un projet de permission sur des parcelles de terrain constitué des lots 2 378 628 et 2 377 439 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, qui sont affectées par des servitudes réelles en faveur d'Hydro-Québec, afin de permettre les travaux d'aménagement, à titre gratuit;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1155323012
80.01 (20.07)

CM16 0185

Accorder un soutien financier non récurrent de 110 000 $ à la Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal, Pointe-à-Callière, afin de réaliser le programme de conservation des vestiges archéologiques mis en valeur dans le musée, dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2015-2016 / Approuver un projet de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder un soutien financier non récurrent de 110 000 $ à la Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal, Pointe-à-Callière, afin de réaliser le programme de conservation des vestiges archéologiques mis en valeur dans le musée**,** dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2015-2016;

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1153501002
80.01 (20.08)

CM16 0186

Accorder un soutien financier de 60 000 $ à la Corporation du Collège Jean-de-Brébeuf dans le cadre du programme de subvention pour le maintien et le rehaussement de la biodiversité / Approuver un projet de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder un soutien financier de 60 000 $ à La Corporation du Collège Jean-de-Brébeuf relativement au programme de subvention pour le maintien et le rehaussement de la biodiversité sur les terrains institutionnels du mont Royal dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal (2015-2016);

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses équivalent au montant de 60 000 $;

4- d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1150504017
80.01 (20.09)

CM16 0187

Conclure huit ententes-cadres, d'une durée de trois ans, avec Bell Canada et Société TELUS Communications pour la location de circuits en transmission de données - Appel d'offres public 15-14657 (4 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de conclure huit ententes-cadres, d'une durée de trois ans, à compter de la date de leur émission pour la location de circuits en transmission de données ;

2 - d'accorder aux firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour les services mentionnés en regard de leur nom, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de leur soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 15-14657 ;

Firme	**Description (articles, groupes, etc.)**	**Montant estimé (3 ans)**
Bell Canada	Lot 1 - Location de circuits - zone nord-est	717 717,64 $
Bell Canada	Lot 2 - Location de circuits - zone nord-ouest	1 599 163,13 $
Bell Canada	Lot 3 - Location de circuits - zone centre	1 210 347,57 $
Bell Canada	Lot 4 - Location de circuits - zone sud-est	993 388,60 $
Bell Canada	Lot 5 - Location de circuits - reste de l'île et Île Bizard	672 739,42 $
Bell Canada	Lot 6 - Internet très haut débit	199 834,60 $
Société TELUS Communications	Lot 7 - Internet très haut débit - robustesse	350 984,18 $
Bell Canada	Lot 8 - Internet haut débit	114 332,29 $

3 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des unités d'affaires, et ce au rythme des besoins à combler.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1156682002
80.01 (20.10)

À 17 h 06, le président du conseil suspend les travaux jusqu'à 19 h.

Montréal

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal du 22 février 2016 13 h

Séance tenue le lundi 22 février 2016 – 19 h Salle du conseil de l'hôtel de ville

PRÉSENCES :

M. Denis Coderre, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Frantz Benjamin, M. Richard Bergeron, M. Michel Bissonnet, Mme Karine Boivin Roy, M. Éric Alan Caldwell, M. Richard Celzi, M. Harout Chitilian, Mme Catherine Clément-Talbot, M. Jean-François Cloutier, M. Russell Copeman, M. François William Croteau, M. Claude Dauphin, Mme Suzanne Décarie, Mme Mary Deros, M. Richard Deschamps, M. Alan DeSousa, M. Pierre Desrochers, M. Benoit Dorais, M. Sterling Downey, Mme Erika Duchesne, M. Luc Ferrandez, M. Marc-André Gadoury, M. Pierre Gagnier, Mme Manon Gauthier, M. Jean-Marc Gibeau, M. Richard Guay, Mme Andrée Hénault, Mme Patricia Lattanzio, M. Guillaume Lavoie, Mme Elsie Lefebvre, M. François Limoges, Mme Louise Mainville, M. Normand Marinacci, Mme Justine McIntyre, M. Réal Ménard, M. Francesco Miele, M. Luis Miranda, M. Alex Norris, M. Sylvain Ouellet, Mme Lorraine Pagé, M. Jean-François Parenteau, M. Lionel Perez, M. Dominic Perri, Mme Valérie Plante, M. Giovanni Rapanà, Mme Chantal Rossi, M. Marvin Rotrand, Mme Chantal Rouleau, M. Richard Ryan, M. Aref Salem, Mme Anie Samson, M. Craig Sauvé, Mme Anne-Marie Sigouin, Mme Émilie Thuillier et Mme Monique Vallée.

PRÉSENCE EN COURS DE SÉANCE :

M. Jeremy Searle.

ABSENCES SANS MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

Mme Manon Barbe, Mme Marie Cinq-Mars et Mme Magda Popeanu.

ABSENCES AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

Mme Laurence Lavigne Lalonde, M. Peter McQueen et M. Steve Shanahan.

AUTRE PRÉSENCE :

M^{e} Yves Saindon, Greffier de la Ville

Le président du conseil, M. Frantz Benjamin, déclare la séance ouverte.

---

1 - Période de questions du public

Le président du conseil appelle le point « Période de questions du public ».

Les citoyennes et citoyens ci-dessous formulent des questions aux membres du conseil indiqués en regard de leur nom :

Question de	À	Objet
M. Eric Saint-Jean	M. Denis Coderre (M. Luc Ferrandez)	Appui des élus pour conserver l'entretien des 300 avions d'Air Canada à Montréal et protéger les emplois des ex-employés d'Avéos
M. Ahmed Fouad Dandane	M. Denis Coderre	Appui de l'ensemble des élus afin d'obliger le gouvernement fédéral à respecter le jugement de la Cour d'appel en faveur des ex-employés d'Avéos – Appui pour l'entretien des 300 avions d'Air Canada à Montréal

Question de	À	Objet
Mme Geneviève Guérin	M. Aref Salem	Raisons justifiants la limite du parcours du Service rapide par bus (SRB) Pie IX à l'angle du boulevard Pie IX et de l'avenue Pierre-de-Coubertin – Budget supplémentaire des autres paliers gouvernementaux pour investir dans le transport en commun et le prolongement du parcours précité
M. Richard Bérubé	M. Denis Coderre	Garanties recherchées par la Ville vis-à-vis Air Canada pour conserver l'entretien lourd et la révision des avions de la CSeries à Montréal
M. Yves Daoust	M. Richard Deschamps	Établir un échéancier pour rendre accessible les dossiers décisionnels de l'arrondissement de LaSalle et la webdiffusion sur internet – Assurance que l'arrondissement n'adoptera pas un projet de règlement visant à exclure les citoyens demeurant au sud de la rue Wanklyn de participer au registre d'une consultation publique sur la modification du zonage pour un troisième du projet de développement de l'îlot Wanklyn **Dépôt de document**
Mme Lisa Mintz	M. Denis Coderre (M. Réal Ménard)	Projets de la Ville pour aménager des espaces verts dans Turcot (dalles-parc) et la falaise Saint-Jacques afin d'établir un lien entre le nord et le sud
M. Félix Gravel	M. Denis Coderre (M. Marvin Rotrand) (M. Luc Ferrandez)	Hausse des objectifs pour développer le transport collectif en 2016 et 2017 à Montréal – Mesures prises pour l'obtention des subventions du fond vert du gouvernement du Québec afin d'investir dans le transport en commun
M. Sylvain Duchesne	M. Denis Coderre (M. Russell Copeman)	Programme Accèslogis et respect de l'objectif de 3 000 logements par année
M. Ross Stitt	M. Denis Coderre	Projet de développement résidentiel sur une partie des terrains de l'espace vert de l'Anse-à-l'Orme – Sauvetage de cet espace vert **Dépôt de document**
M. Thomas Morin-Brault	M. Denis Coderre	Mesures prévues par l'Administration pour encadrer les nouveaux arrivants afin d'assurer la pérennité du français à Montréal - Gestes concrets pour renverser la tendance soit le déclin à Montréal du français
M. Christian Corbeil	M. Denis Coderre (M. Russell Copeman)	Engagement de trouver des solutions concrètes afin de permettre la réalisation du projet de la coopérative du Suroit dans la cour de triage d'Outremont
M. David Fletcher	M. Denis Coderre (M. Réal Ménard)	Politique sur la protection des milieux naturels - autoriser la participation citoyenne lors des audiences futures afin de discuter et déterminer des espaces ciblés sur le territoire de la ville – Plan de protection des espaces naturels et terrain comparable à l'Anse-à-l'Orme ailleurs sur l'île
Mme Michelle Smith	M. Russell Copeman	Création d'un lotissement de 8 mètres 50 (bande verte) entre la Coopérative le Suroit et la rue Champagneur - danger pour la viabilité de ce projet
M. Louis Langevin	M. Denis Coderre (M. Pierre Desrochers)	Augmentations des taxes pour les services fournis aux citoyens et obligation pour les propriétaires de hausser les loyers et du coup diminuer le pouvoir d'achat des citoyens

Question de	À	Objet
Mme Sonja Susnjar	M. Richard Deschamps	Accepter les recommandations de l'Office de consultation publique (OCPM) dans son intégralité pour le projet Wanklyn – Élaborer avec les citoyens un projet de règlement sur la modification du zonage pour un éventuel troisième du projet de développement de l'îlot Wanklyn

---

À 20 h 06

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Émilie Thuillier

de prolonger la période de questions des citoyens de 30 minutes, conformément à l'article 53 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051).*

La proposition est adoptée à l'unanimité.

M. Laurent Morissette	M. Denis Coderre (Mme Manon Gauthier) (Mme Monique Vallée)	Article 20.03 de l'ordre du jour – Financement pour la tenue des festivals majeurs versus l'accessibilité universelle sur ces sites – Appliquer des mesures coercitives aux organisateurs qui ne respectent pas leur engagement de rendre ces sites accessibles
M. Robert Michael Edgar	Mme Anie Samson	Accessibilité au rapport du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) sur l'infiltration d'agents provocateurs à la manifestation contre l'austérité du 18 décembre 2015 est-il terminé et accessible au public – Date et teneur des assemblées prévues à cette fin
Mme Suzan Stacho	M. Denis Coderre (M. Russell Copeman) (M. Luc Ferrandez)	Citation de M. Copeman dans un article de Lynda Gyulay du journal The Gazette sur le droit de la Ville de bloquer tous projets de développement résidentiel dans Pierrefonds Ouest versus le droit des propriétaires des terrains – position de M. Ferrandez sur les propos du maire en réponse à une pétition de plus de 9 600 noms déposée à la séance du conseil de septembre dernier
Mme Jeanne Cirume Nganiza	M. Denis Coderre	Autoriser la citoyenne, aussi employée col bleu de la Ville, à utiliser la prise électrique de 110 volts dans le clos de la Commune afin de lui permettre de recharger sa voiture électrique
M. Laurian Ionita	M. Denis Coderre (M. Russell Copeman)	Rendre accessible les informations sur la demande de subventions du syndicat des copropriétaires du 3600 Van Horne pour les travaux effectués
M. Martin Dion	M. Denis Coderre (Mme Monique Vallée)	Inaccessibilité du Montréal souterrain pour les personnes à mobilité réduite
M. Francisco Moreno	M. Frantz Benjamin	Prix orange décerné à l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc Extension pour la qualité du service de webdiffusion à son conseil d'arrondissement – Prix citron décerné à l'arrondissement de LaSalle pour le refus d'instaurer le webdiffusion à son conseil d'arrondissement

Question de	À	Objet
M. Stéphane Théoret	M. Denis Coderre (Mme Monique Vallée)	Assurance d'une bonification de la subvention pour le développement social dans la prochaine entente MESS-Ville pour l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc Extension – Garantie de conserver le modèle opérationnel déjà en place en ce qui concerna la gestion des sommes par les arrondissements **Dépôt de document**

À l'expiration du délai imparti pour la période de questions des citoyens par le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil (06-051)*, le président du conseil déclare la période de questions des citoyens close à 20 h 29.

Le conseiller Miranda soulève un point d'ordre et demande de faire preuve de plus de rigueur dans le droit de parole accordé à chaque citoyen. Le conseiller Deschamps soulève une question de privilège soulignant que le respect des élus est aussi de mise et que le président du conseil est là pour faire appliquer le règlement.

Un débat s'engage.

À 20 h 30, le conseil reprend ses travaux.

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.11) à 80.01 (20.15) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0188

Accorder un contrat à Aréo-feu ltée pour la fourniture de caméras à imagerie thermique de modèle Évolution 6000 de MSA pour le Service de sécurité incendie de Montréal, pour une somme maximale de 1 090 764,73 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14951 (3 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder à Aréo-feu ltée, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture de caméras à imagerie thermique de modèle Évolution 6000 de MSA pour le Service de sécurité incendie de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 090 764,73 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 15-14951 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;

2 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1162645001
80.01 (20.11)

CM16 0189

Accorder un contrat à Motos Daytona inc. pour la fourniture de dix-huit motocyclettes de marque BMW 2016, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 540 653,80 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14962 (3 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder à Motos Daytona inc., plus bas soumissionnaire conforme, un contrat pour la fourniture de dix-huit motocyclettes de marque BMW 2016 pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 540 653,80 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 1514962 et au tableau des prix reçus joint au dossier décisionnel;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1164472004
80.01 (20.12)

CM16 0190

Accorder un contrat à Alexandre David, artiste professionnel, pour concevoir et réaliser un projet d'interventions artistiques intitulé « Les éléments » (titre provisoire) dans le cadre de l'aménagement de la Promenade urbaine « Fleuve-Montagne » - Dépense totale de 960 041,25 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'autoriser une dépense de 960 041,25 $, taxes incluses, pour la rétention de services artistiques pour la conception et la réalisation d'un projet d'interventions artistiques intitulé « Les éléments » (titre provisoire), dans le cadre de l'aménagement de la Promenade urbaine « Fleuve-Montagne », comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2- d'approuver un projet de contrat par lequel Alexandre David, artiste professionnel, s'engage à fournir à la Ville les services artistiques requis à cette fin, pour une somme maximale de 948 543,75 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet de contrat ;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1150230010
80.01 (20.13)

CM16 0191

Accorder un contrat au collectif d'artistes professionnels Projet EVA (Étienne Grenier et Simon Laroche), pour réaliser l'œuvre numérique « Cortège » dans le cadre de l'aménagement de la Promenade urbaine « Fleuve-Montagne » - Dépense totale de 379 417,50 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'autoriser une dépense de 390 915 $, taxes incluses, pour la rétention de services artistiques pour la réalisation de l'œuvre numérique « Cortège », dans le cadre de l'aménagement de la Promenade urbaine « Fleuve-Montagne », comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2- d'approuver un projet de contrat par lequel le collectif d'artistes professionnels Projet EVA (formé de Étienne Grenier et de Simon Laroche), s'engage à fournir à la Ville les services artistiques requis à cette fin, pour une somme maximale de 379 417,50 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet de contrat ;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1150230009
80.01 (20.14)

CM16 0192

Accorder un contrat de gré à gré à Gartner Canada Co., par l'entremise de l'entente avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ), pour un abonnement à des services conseils spécialisés en soutien à des dossiers stratégiques en technologies de l'information, pour la période du 1er mars 2016 au 28 février 2017, pour une somme maximale de 269 990,05 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'approuver, conformément à la loi, un projet de convention de gré à gré par lequel Gartner Canada Co., par l'entremise de l'entente avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ), s'engage à fournir à la Ville un abonnement à des services conseils spécialisés en soutien à des dossiers stratégiques en technologies de l'information, du 1er mars 2016 au 28 février 2017, pour une somme maximale de 269 990,05 $, taxes incluses, conformément à son offre de service en date du 7 janvier 2016 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention ;

2 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1154008001
80.01 (20.15)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.16) à 80.01 (20.20) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0193

Conclure une entente-cadre de services professionnels avec Beaudoin Hurens inc. pour la gestion et la surveillance des travaux pour le Programme complémentaire de planage et revêtement (PCPR) du Service des infrastructures, de la voirie et des transports, pour une somme maximale de 7 669 522,35 $, taxes incluses / Appel d'offres public 15-14826 (3 soum.) / Approuver un projet de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de conclure une entente-cadre pour la fourniture sur demande de services professionnels pour la gestion et la surveillance des travaux pour le Programme complémentaire de planage et revêtement du Service des infrastructures, de la voirie et des transports ;

2 - d'approuver un projet de convention par lequel Beaudoin Hurens inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 7 669 522,35 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 15-14826 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention ;

3 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets du Service des infrastructures, de la voirie et des transports, et ce au rythme des besoins à combler, pour une période maximale de 48 mois.

Un débat s'engage.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : Tous les membres présents de l'opposition officielle

1164102001
80.01 (20.16)

CM16 0194

Accorder un contrat de services professionnels à Claude Cormier et associés inc. pour le réaménagement de la portion nord du square Dorchester, pour une somme maximale de 709 062,64 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14931 (3 soum.) / Approuver un projet de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'approuver un projet de convention par lequel Claude Cormier et associés inc., Les Services EXP inc., Nadeau foresterie urbaine inc., Aedifica inc. et François Ménard, équipe de travail ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour le réaménagement de la portion nord du square Dorchester, pour une somme maximale de 709 062,64 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 15-14931 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

2 - d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1161701002
80.01 (20.17)

CM16 0195

Approuver les conventions de partage des actifs entre la Ville de Montréal et la Corporation de développement économique communautaire Ahuntsic–Cartierville ainsi que la Corporation de développement économique communautaire Rosemont-Petite-Patrie

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'approuver les conventions de partage des actifs entre la Ville de Montréal et les organismes ci-après désignés:

- Corporation de développement économique et communautaire Ahuntsic-Cartierville;
- Corporation de développement économique et communautaire Rosemont-Petite-Patrie.

Adopté à l'unanimité.

1165175001
80.01 (20.18)

CM16 0196

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de Mme Jacqueline Panneton un immeuble situé au quadrant nord-est de l'avenue Viger et de la rue Saint-André, dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour la somme de 900 000 $, plus les taxes applicables/ Approuver un budget de 88 700 $, plus les taxes applicables, pour la démolition du bâtiment et la réhabilitation des sols

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de Mme Jacqueline Panneton un immeuble constitué des lots 1 182 458 et 4 258 047 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé au quadrant nord-est de l'avenue Viger et de la rue Saint-André, dans l'arrondissement de Ville-Marie et ayant une superficie de 341,5 mètres carrés, pour la somme de 900 000 $, plus les taxes applicables, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet d'acte;

2 - d'approuver un budget de 88 700 $, plus les taxes applicables, pour la démolition du bâtiment ainsi que la réhabilitation des sols;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1151368015
80.01 (20.19)

CM16 0197

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à La compagnie d'investissement Les Cours du Roi, à des fins d'assemblage, un terrain ayant front sur la rue Mackay, entre le boulevard René-Lévesque et la rue Sainte-Catherine, d'une superficie de 212 mètres carrés, dans l'arrondissement de Ville-Marie, constitué du lot 5 812 613 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, pour la somme de 867 000 $, plus les taxes applicables / Fermer et retirer du domaine public le lot 5 812 613 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de fermer et retirer du registre du domaine public le lot 5 812 613 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

2 - d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal vend à La compagnie d'investissement Les Cours du roi, un terrain ayant front sur la rue Mackay, entre le boulevard René-Lévesque et la rue Sainte-Catherine, dans l'arrondissement de Ville-Marie, constitué du lot 5 812 613 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 212 mètres carrés, pour la somme de 867 000 $, plus les taxes applicables, et par lequel trois servitudes de passage public seront créées en faveur de la Ville, le tout selon les termes et conditions mentionnés au projet d'acte;

3 - d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1154602007
80.01 (20.20)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.21) à 80.01 (20.25) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0198

Annuler l'octroi du contrat accordé à MacDonald Maintenance inc. (CG15 0601) pour le service d'entretien ménager de divers bâtiments de la Ville de Montréal / Accorder un contrat à Coforce inc. pour le service d'entretien ménager de divers bâtiments de la Ville de Montréal, pour le lot 1, pour une période de 32 mois à compter du 1er mars 2016, pour une somme maximale de 545 911,39 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14016 (7 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'annuler l'octroi du contrat accordé à MacDonald Maintenance inc. (CG15 0601) pour le service d'entretien ménager de divers bâtiments de la Ville de Montréal suite à l'appel d'offres public 15-14016;

2 - d'accorder à Coforce inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour le service d'entretien ménager des bâtiments du lot 1, pour une période de 32 mois à compter du 1er mars 2016, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 545 911,39 $, taxes incluses, conformément aux documents d'appel d'offres public 15-14016;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1154512003
80.01 (20.21)

CM16 0199

Accorder un contrat de gré à gré à IBM Canada ltée pour l'acquisition mensuelle de droits d'utilisation des logiciels pour l'ordinateur central consolidé, pour une période maximale d'un an, soit du 1er mai 2016 au 30 avril 2017, pour une somme maximale de 739 636,41 $, taxes incluses (fournisseur unique)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à IBM Canada Ltée, fournisseur unique, pour l'acquisition mensuelle de droits d'utilisation des logiciels pour l'ordinateur central consolidé, pour une période maximale d'un an, soit du 1er mai 2016 au 30 avril 2017, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 739 636,41 $, taxes incluses, conformément à son offre de service en date du 5 janvier 2016 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1165954001
80.01 (20.22)

CM16 0200

Accorder un contrat à Bauval CMM inc. pour le traitement de roc, béton et asphalte en provenance des écocentres Acadie, Côte-des-Neiges, LaSalle, La Petite-Patrie, Saint-Michel et Saint-Laurent, pour une durée de 36 mois comprenant deux options de renouvellement d'une année chacune, pour une somme maximale de 557 386,20 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14634 (4 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder à Bauval CMM inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour le service de réception et de traitement de roc, béton et asphalte en provenance des écocentres Acadie, Côte-des-Neiges, La Petite-Patrie, LaSalle, Saint-Laurent et Saint-Michel, aux prix de sa soumission, soit pour la somme maximale de 557 386,20 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 15-14634 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1157075001
80.01 (20.23)

CM16 0201

Autoriser une dépense additionnelle de 192 128,16 $, taxes incluses, pour les travaux d'étanchéité des fondations sous la place Vauquelin de l'hôtel de ville, de l'édifice Lucien-Saulnier et du tunnel dans le cadre du contrat accordé à St-Denis Thompson (CG15 0689) majorant ainsi le montant total du contrat de 783 589,61 $ à 975 717,77 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense additionnelle de 192 128,16 $, taxes incluses, pour les travaux d'étanchéité des fondations sous la place Vauquelin de l'hôtel de ville, de l'édifice Lucien-Saulnier et du tunnel, dans le cadre du contrat accordé à St-Denis Thompson (CG15 0689), majorant ainsi le montant total du contrat de 783 589,61 $ à 975 717,77 $, taxes incluses ;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1165965001
80.01 (20.24)

CM16 0202

Approuver le renouvellement de l'entente-cadre entre la Ville de Montréal et l'Association des Transports du Canada (ATC), organisme à but non lucratif (CG12 0476), pour une durée de trois ans, pour le versement d'une contribution financière pour l'élaboration de différents ouvrages de référence tels que guides de bonnes pratiques et normes dans le domaine du transport et de la circulation, pour un montant total de 240 000 $ pour la durée de l'entente / Approuver le projet de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et l'Association des Transports du Canada, organisme à but non lucratif, visant le renouvellement de l'entente-cadre intervenue avec cet organisme (CG12 0476), pour une durée de trois ans, pour l'élaboration de différents ouvrages de référence tels que guides de bonnes pratiques et normes dans le domaine du transport et de la circulation, pour un montant n'excédant pas 80 000 $, non taxable, par année, soit un total de 240 000 $ pour la durée de l'entente.

Adopté à l'unanimité.

1151637001
80.01 (20.25)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.26) à 80.01 (20.30) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0203

Approuver le projet d'addenda no 3 au protocole d'entente entre le Ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et la Ville de Montréal relatif à l'octroi d'une aide financière de 80 M$ dans le cadre du volet Grands Projets du Fonds Chantiers Canada-Québec (Quartier des spectacles)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'approuver le projet d'addenda no 3 au protocole d'entente entre le Ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et la Ville de Montréal relatif à l'octroi d'une aide financière de 80 M$ dans le cadre du volet Grands Projets du Fonds Chantiers Canada-Québec (projet: Quartier des spectacles);

2 - d'autoriser le greffier et le maire de la Ville de Montréal à signer cet addenda pour et au nom de la Ville.

Adopté à l'unanimité.

1151103004
80.01 (20.26)

CM16 0204

Approuver un projet d'entente entre la Ville de Montréal et le ministre des Transports du Québec visant à circonscrire la participation de la Ville à la Phase II de coopération avec les municipalités pour l'implantation d'appareils de contrôles automatisé (ACA) / Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses de 482 957 $ à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'approuver le projet d'entente entre la Ville de Montréal et le ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, au nom du gouvernement du Québec, relativement à la participation de la Ville à la Phase II de coopération avec les municipalités pour l'implantation d'appareils de contrôle automatisé;

2 - d'accorder, à cette fin, un budget additionnel de revenus et de dépenses de 482 957 $, net de ristourne et d'imputer ces sommes conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1155090002
80.01 (20.27)

CM16 0205

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Decimal Technologies inc. pour des services logiciels en infonuagique pour la gestion par activités, pour une période de 5 ans, pour une somme maximale de 1 517 555,03 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14468 (1 soum.) / Approuver un projet de convention à cet effet / Autoriser un virement budgétaire de 118 400 $ au net pour 2016 en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service des technologies de l'information et les ajustements récurrents à la base budgétaire à compter de 2017 / Approuver le projet de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - d'approuver un projet de convention de services professionnels par lequel la seule firme soumissionnaire Decimal Technologies inc, firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville des services logiciels en infonuagique pour la gestion par activité, pour une période de 5 ans, pour une somme maximale de 1 517 555,03 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 15-14468;

3 - d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel;

4 - d'autoriser un virement budgétaire de 118 400 $ au net pour 2016 en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service des technologies de l'information, pour des services logiciels en infonuagique pour la gestion par activité;

5 - d'autoriser un ajustement récurrent de la base budgétaire du Services des TI de 129 200 $ au net à compter de 2017.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1153706001
80.01 (20.28)

CM16 0206

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder à Rousseau Lefebvre inc. un contrat de services professionnels en architecture de paysage, ingénierie, design urbain et éclairage d'ambiance pour la conception des plans et devis des lieux publics centraux du Projet Bonaventure et de surveillance des travaux dans le cadre du même projet, pour la somme maximale de 6 002 261,37 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14866 (2 soum., 1 seul conforme) / Approuver le projet de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - d'approuver un projet de convention par lequel Rousseau Lefebvre inc., seul soumissionnaire ayant obtenu la note de passage en fonction des critères préétablis, s'engage à fournir à la Ville des services professionnels en architecture de paysage, d'ingénierie, de design urbain et d'éclairage d'ambiance pour la conception des plans et devis des lieux publics centraux du Projet Bonaventure et pour la surveillance des travaux dans le cadre du même projet, pour une somme maximale de 6 002 161,37 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 15-14866;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : Tous les membres présents de l'opposition officielle

1151009018
80.01 (20.29)

CM16 0207

Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec PricewaterhouseCoopers S.R.L./S.E.N.C.R.L. et Raymond Chabot Grant Thornton & cie S.E.N.C.R.L. pour les services-conseils en optimisation de la performance organisationnelle, jusqu'au 31 décembre 2018 / Appel d'offres public 15-14864 (12 soum.) / Approuver les projets de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de conclure deux ententes-cadres pour la fourniture sur demande de services professionnels pour les services-conseils en optimisation de la performance organisationnelle;

2 - d'approuver les projets de convention de services professionnels par lesquels les firmes ci-après désignées, ayant obtenu les plus hauts pointages finaux en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour les sommes maximales et les contrats inscrits à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 15-14864 et selon les termes et conditions stipulés aux projets de conventions;

Firme	Somme maximale taxes incluses	Échéance	Contrat
PricewaterhouseCoopers S.R.L./S.E.N.C.R.L.	1 700 000 $	31 décembre 2018	1
Raymond Chabot Grant Thornton & cie S.E.N.C.R.L.	1 000 000 $	31 décembre 2018	2

3 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets du Service de la performance organisationnelle et ce, au rythme des besoins à combler pour une période comprise entre la date d'octroi et le 31 décembre 2018.

Adopté à l'unanimité.

1151803001
80.01 (20.30)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (30.01) à 80.01 (30.04) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0208

Demander à la ministre de la Justice d'entreprendre les procédures nécessaires au lancement d'un avis de sélection aux candidats à la fonction de juge à une cour municipale afin de combler un poste de juge à la cour municipale de la Ville de Montréal

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

de demander à la ministre de la Justice d'entreprendre les procédures nécessaires au lancement d'un avis de sélection aux candidats à la fonction de juge à une cour municipale afin de combler un poste de juge à la Cour municipale de la Ville de Montréal, tel que prévu à l'article 45.1 de la *Loi sur les cours municipales*, RLRQ c. C-72.01.

Adopté à l'unanimité.

1156204003
80.01 (30.01)

CM16 0209

Autoriser une dépense de 937 800,72 $, taxes incluses, pour l'acquisition de trente véhicules Dodge Grand Caravan 2016 pour les besoins du Service de police, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville de Montréal et Montréal Chrysler Dodge Jeep (LaSalle) (CG11 0370)

Monsieur Denis Coderre déclare son intérêt et s'abstient de participer aux délibérations et de voter.

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense de 937 800,72 $, taxes incluses, pour l'acquisition de trente véhicules Dodge Grand Caravan 2016 pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville de Montréal et Montréal Chrysler Dodge Jeep (LaSalle) (CG11 0370);

2 - d'autoriser le paiement d'un montant de 77 703,30 $ correspondant à la TVQ payable directement à la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) conformément à la réglementation applicable sur les véhicules de masse nette de moins de 4 000 kg;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1164472003
80.01 (30.02)

CM16 0210

Autoriser le report du dépôt des états financiers 2015 au bureau du greffier, du 31 mars au 18 avril 2016, au plus tard

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'autoriser le report du dépôt, au bureau du greffier, des états financiers vérifiés de l'exercice financier 2015 du 31 mars au 18 avril 2016, au plus tard.

Adopté à l'unanimité.

1163592005
80.01 (30.03)

CM16 0211

Effectuer le paiement d'une contribution municipale additionnelle maximale de 9,4 M$ à la Société de transport de Montréal pour l'exercice financier 2015

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

de procéder au paiement d'une contribution municipale additionnelle maximale de 9,4 M$ à la Société de transport de Montréal pour l'exercice financier 2015.

Adopté à l'unanimité.

1163843001
80.01 (30.04)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (42.01) à 80.01 (42.05) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0212

Adoption - Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002) ».

Adopté à l'unanimité.

1155075003
80.01 (42.01)

CM16 0213

Adoption - Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur l'utilisation du réseau cyclable identifié au Plan de transport (RCG 14-043), afin d'autoriser les utilisateurs de la planche à roulettes à circuler dans les pistes cyclables

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur l'utilisation du réseau cyclable identifié au Plan de transport (RCG 14-043) ».

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1154368007
80.01 (42.02)

CM16 0214

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 3 000 000 $ afin de financer l'acquisition et l'installation d'un nouveau système de jalonnement dynamique des stationnements ainsi qu'un outil de gestion centralisé

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 3 000 000 $ afin de financer l'acquisition et l'installation d'un nouveau système de jalonnement dynamique des stationnements ainsi qu'un outil de gestion centralisé », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1155025003
80.01 (42.03)

CM16 0215

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 500 000 $ pour financer le remplacement du système automatisé de carburant et l'achat d'équipements mécaniques et spécialisés

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 500 000 $ pour financer le remplacement du système automatisé de carburant et l'achat d'équipements mécaniques et spécialisés », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Adopté à l'unanimité.

1151081006
80.01 (42.04)

CM16 0216

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 $ afin de financer l'achat de véhicules et de leurs équipements

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 $ afin de financer l'achat de véhicules et de leurs équipements », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Adopté à l'unanimité.

1151081008
80.01 (42.05)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (42.06) à 80.01 (42.10) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

À 21 h 59, le président du conseil ajourne la séance jusqu'au mardi 23 février 2016, à 9 h 30.

Montréal

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal
du 22 février 2016
13 h

Séance tenue le mardi 23 février 2016 – 9 h 30
Salle du conseil de l'hôtel de ville

PRÉSENCES :

M. Denis Coderre, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Frantz Benjamin, M. Richard Bergeron, M. Michel Bissonnet, Mme Karine Boivin Roy, M. Éric Alan Caldwell, M. Richard Celzi, M. Harout Chitilian, Mme Catherine Clément-Talbot, M. Jean-François Cloutier, M. Russell Copeman, M. François William Croteau, M. Claude Dauphin, Mme Suzanne Décarie, Mme Mary Deros, M. Richard Deschamps, M. Alan DeSousa, M. Pierre Desrochers, M. Benoit Dorais, Mme Erika Duchesne, M. Luc Ferrandez, M. Marc-André Gadoury, M. Pierre Gagnier, Mme Manon Gauthier, M. Jean-Marc Gibeau, M. Richard Guay, Mme Andrée Hénault, Mme Patricia Lattanzio, M. Guillaume Lavoie, Mme Elsie Lefebvre, M. François Limoges, Mme Louise Mainville, M. Normand Marinacci, Mme Justine McIntyre, M. Peter McQueen, M. Réal Ménard, M. Francesco Miele, M. Luis Miranda, M. Alex Norris, M. Sylvain Ouellet, Mme Lorraine Pagé, M. Jean-François Parenteau, M. Lionel Perez, M. Dominic Perri, M. Giovanni Rapanà, Mme Chantal Rossi, M. Marvin Rotrand, Mme Chantal Rouleau, M. Richard Ryan, M. Aref Salem, Mme Anie Samson, M. Craig Sauvé, M. Steve Shanahan, Mme Anne-Marie Sigouin, Mme Émilie Thuillier et Mme Monique Vallée.

PRÉSENCES EN COURS DE SÉANCE :

M. Sterling Downey, Mme Valérie Plante et M. Jeremy Searle.

ABSENCES SANS MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

Mme Manon Barbe, Mme Marie Cinq-Mars et Mme Magda Popeanu.

ABSENCE AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

Mme Laurence Lavigne Lalonde.

ABSENCE AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* LORS DU VOTE ENREGISTRÉ SUR L'ARTICLE 51.02:

M. François Limoges.

ABSENCE SANS MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* LORS DU VOTE ENREGISTRÉ SUR L'ARTICLE 51.02:

M. François William Croteau.

AUTRES PRÉSENCES :

M. Alain Marcoux, Directeur général
M^{e} Yves Saindon, Greffier de la Ville

Le président du conseil, M. Frantz Benjamin, déclare la séance ouverte. Il cède la parole au maire, M. Denis Coderre, qui exprime son appui au ministre Pierre Moreau à la suite de la triste nouvelle de sa maladie. Il lui souhaite un prompt rétablissement ainsi que du courage pour passer à travers cette épreuve. Il mentionne que l'assemblée est de tout cœur avec lui et a une pensée pour lui et sa famille dans ces moments difficiles.

---

1 - Période de questions du public

Le président du conseil appelle le point « Période de questions du public ».

Les citoyennes et citoyens ci-dessous formulent des questions aux membres du conseil indiqués en regard de leur nom :

Question de	À	Objet
M. Laurian Ionita	M. Denis Coderre	Respect de la décision prise par la Cour supérieure et la Cour d'appel en regard d'Air Canada – Affirmation du maire en regard d'un centre d'excellence à Montréal et interrogation quant à la différence entre un centre d'excellence et un centre d'entretien

Le président du conseil demande à ce que le citoyen, M. Ionita, soit accompagné à la sortie de la salle.

M. Victor Matte	M. Denis Coderre (M. Benoit Dorais)	Engagement de l'Administration afin que le projet de logements sociaux et communautaires au 2175, Saint-Patrick voit le jour pour relocaliser les organismes de la maison Saint-Charles – Établir un échéancier pour les travaux de l'Office de consultation publique (OCPM) dans ce dossier
M. Pierre Pagé	M. Denis Coderre (M. Pierre Desrochers)	Formation d'un comité de travail pour étudier l'évaluation foncière des immeubles résidentiels afin d'aider les propriétaires de longue durée à faire face aux hausses de taxes versus leurs revenus – Urgence d'une telle mesure pour aider ces propriétaires à faire face à la conjoncture économique actuelle
M. Robert Michael Edgar	M. Luc Ferrandez (M. Alex Norris)	Manifestation contre l'austérité du 18 décembre 2015 – Questionnement sur le temps d'attente pour la publication du rapport du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) à cet effet – Position de Projet Montréal sur la participation des citoyens aux audiences publiques lors du dépôt du rapport annuel du SPVM

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, soulève une question de règlement pour qualifier d'irrespectueux les propos du conseiller Norris envers les policiers du SPVM lorsqu'il allègue qu'il existe un « spectre secret » dans le corps de police et demande à ce que ces paroles soient retirées.

_____

Un débat s'engage.

_____

Le président du conseil invite à la poursuite de la période de questions des citoyens.

Mme Sonja Susnjar	M. Claude Dauphin (M. Richard Deschamps)	Justifier l'appellation de Transported oriented developpement (TOD) pour le développement résidentiel prévu dans le secteur de Lachine Est si la fréquence des trains de l'AMT n'est pas améliorée - Appellation injustifiée au même titre que dans le projet Wanklyn si l'accès au transport collectif reste inchangé **Dépôt de document**

_____

À l'expiration du délai imparti pour la période de questions des citoyens par le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil (06-051)*, le président du conseil déclare la période de questions des citoyens close à 10 h 02.

_____

2 - Période de questions des membres du conseil

Le président du conseil appelle le point « Période de questions des membres du conseil ».

Les conseillers et conseillères ci-dessous formulent des questions aux membres du conseil indiqués en regard de leur nom :

Question de	À	Objet
M. Luc Ferrandez	M. Denis Coderre (M. Francesco Miele)	Justifications de l'octroi de contrat à M^{e} Raphaël Lescop de la firme Irwin Mitchell Kalichman sans appel d'offre versus le recours à l'expertise du contentieux de la Ville – Nombre de contrats octroyés par la Ville de Montréal à des donateurs ou solliciteurs du parti Équipe Coderre

Le président du conseil demande au chef de l'opposition officielle, M. Luc Ferrandez, de retirer le mot « mesquin » et ce dernier s'exécute.

Mme Émilie Thuillier	M. Denis Coderre (M. Lionel Perez)	Octroi de contrat sans appel d'offre et questionnement sur la compétence des donateurs du parti du maire versus l'expertise des employés de la Ville
M. Benoit Dorais	M. Denis Coderre (M. Lionel Perez) (M. Pierre Desrochers)	Engagement à déposer sur une base trimestrielle l'état d'avancement des travaux du Programme triennal d'immobilisation (PTI) quant au pourcentage des sommes utilisées et des travaux réalisés

_____

À 10 h 18,

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Émilie Thuillier

de prolonger la période de questions des membres du conseil de 5 minutes, conformément à l'article 57 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051).*

La proposition est agréée.

_____

Mme Justine McIntyre	M. Denis Coderre (M. Aref Salem)	Prioriser l'approche « services aux citoyens » au lieu d'appliquer une approche règlementaire (Code de la sécurité routière) afin de permettre la circulation d'autres usagers, en plus des cyclistes, sur les pistes cyclables – Assouplir la consigne d'émettre des constats d'infraction aux utilisateurs des pistes autres que les cyclistes

_____

À l'expiration du délai imparti pour la période de questions des membres du conseil par le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*, le président du conseil déclare la période de questions des conseillers close à 10 h 32.

_____

La leader de l'opposition officielle, Mme Émilie Thuillier, soulève une question de privilège pour préciser que Projet Montréal a toujours suivi à la lettre les règles et directives du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) et considère inexacts les propos entendus lors de la réponse donnée à sa question par MM. Coderre et Perez.

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, sur la question de privilège invoquée par la leader de l'opposition officielle indique que la directive du DGEQ est claire et que la liste des solliciteurs et donateurs de chacun des partis doit être envoyée à la trésorerie de la Ville. Il affirme que Projet Montréal n'a pas fait cette démarche à ce jour.

La leader de l'opposition officielle rétorque que les demandes du trésorier et celles du DGEQ sont différentes et affirme que Projet Montréal a toujours su répondre à ces demandes.

Le conseiller Lionel Perez, en complément d'information, procède à la lecture de la directive DM6 du DGEQ sur les obligations des partis et de la lettre du Service du greffe dans laquelle il est indiqué qu'aucune liste des solliciteurs et donateurs de Projet Montréal n'a été transmise, à ce jour, au trésorier de la Ville. Il dépose une copie du formulaire et de la lettre du Service du greffe à cet effet.

Le leader adjoint de l'opposition officielle, M. François Limoges, évoque une question de privilège en référant aux accusations portées par l'administration à la réputation d'un bénévole de la Ville de Montréal en formation pour Vélo d'hiver, en indiquant que ce dernier est membre de Projet Montréal, information parue dans les quotidiens du jour.

Le président du conseil, M. Frantz Benjamin, demande au conseiller Limoges d'en venir directement à sa question de privilège.

Le conseiller Limoges poursuit en affirmant que ce n'est pas la faute de Projet Montréal si le nom de l'avocat personnel du maire, Me Lescop, qui a reçu plus de 300 000 $ de contrat de la Ville, s'est retrouvé dans un sommaire décisionnel. Il demande à l'administration de ne pas salir la réputation d'un parti qui s'est tenu au-delà de tout soupçon en matière de mœurs électorales depuis plus de dix ans. Il rappelle qu'il n'y a pas d'immunité parlementaire dans la salle du conseil et indique que la prochaine fois, ce seront des atteintes à la réputation qui seront déclarées.

Le maire de Montréal prend la parole pour préciser que M^{e} Lescop n'est pas son avocat personnel. Il explique que M^{e} Lescop travaillait pour Fasken Martineau et a été attitré à la cause qui l'opposait à Shane Doan. De plus, il souligne que cette firme avait déjà eu des contrats de la Ville au mois de mai 2013, avant l'arrivée de son administration.

Le leader adjoint de l'opposition officielle accepte les explications du maire et considère réglée sa question de privilège. Il précise toutefois qu'au lieu de salir la réputation de l'opposition officielle, le maire n'avait qu'à répondre à la question posée, comme il vient de le faire.

Un débat s'engage.

Le président du conseil demande la reprise des débats avec sérénité et invite le leader de la majorité à reprendre les travaux.

Le leader de la majorité fait amende honorable auprès du conseiller Marinacci et l'informe que la réponse à la question écrite qu'il a adressée à l'administration et aussi déposée au présent conseil sera traitée dans les délais. Le conseiller Copeman confirme au conseiller Marinacci qu'il déposera cette réponse au conseil d'agglomération du 25 février 2016.

À 10 h 32, le conseil reprend ses travaux à la réunion des articles 80.01 (42.06) à 80.01 (42.10).

CM16 0217

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 10 500 000 $ afin de financer divers travaux de réfection dans les casernes de pompiers, dont les travaux requis pour la captation des gaz

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 10 500 000 $ afin de financer divers travaux de réfection dans les casernes de pompiers, dont les travaux requis pour la captation des gaz », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Adopté à l'unanimité.

1152907008
80.01 (42.06)

CM16 0218

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 25 000 000 $ afin de financer des travaux de rénovation et de protection des cours de services de l'arrondissement de Ville-Marie

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 25 000 000 $ afin de financer des travaux de rénovation et de protection des cours de services de l'arrondissement de Ville-Marie », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Adopté à l'unanimité.

1152907005
80.01 (42.07)

CM16 0219

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 12 500 000 $ afin de financer l'acquisition de terrains dans le but de constituer une réserve foncière à des fins de développement urbain

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 12 500 000 $ afin de financer l'acquisition de terrains dans le but de constituer une réserve foncière à des fins de développement urbain », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1152907006
80.01 (42.08)

CM16 0220

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 34 000 000 $ afin de financer les travaux de rénovation du bâtiment de la cour municipale

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 34 000 000 $ afin de financer les travaux de rénovation du bâtiment de la cour municipale », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Adopté à l'unanimité.

1152907009
80.01 (42.09)

CM16 0221

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 4 225 000 $ afin de financer les travaux sur les collecteurs d'égouts

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 4 225 000 $ afin de financer les travaux sur les collecteurs d'égouts », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Adopté à l'unanimité.

1153334036
80.01 (42.10)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (42.11) à 80.01 (42.14) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0222

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 6 247 000 $ pour le financement de travaux sur les intercepteurs de la Ville de Montréal

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 6 247 000 $ pour le financement de travaux sur les intercepteurs de la Ville de Montréal », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Adopté à l'unanimité.

1153334037
80.01 (42.11)

CM16 0223

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 10 464 000 $ pour le financement de travaux et l'acquisition d'équipements à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 10 464 000 $ pour le financement de travaux et l'acquisition d'équipements à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Adopté à l'unanimité.

1153334038
80.01 (42.12)

CM16 0224

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 16 500 000 $ pour le financement des travaux prévus au programme de renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égouts dans le secteur du centre-ville

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 16 500 000 $ pour le financement des travaux prévus au programme de renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égouts dans le secteur du centre-ville », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Adopté à l'unanimité.

1153228005
80.01 (42.13)

CM16 0225

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 3 000 000 $ afin de financer les travaux de renaturalisation des ruisseaux prévus Plan de l'Eau

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 3 000 000 $ afin de financer les travaux de renaturalisation des ruisseaux prévus au Plan de l'Eau », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Adopté à l'unanimité.

1156688006
80.01 (42.14)

Article 80.01 (42.15)

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur le traitement des membres du conseil d'agglomération et des membres des commissions du conseil d'agglomération (RCG 06-053)

Retiré (voir article 3.01).

CM16 0226

Nommer Madame Lili-Anne Tremblay, à titre de représentante élue de l'arrondissement de Saint-Léonard, au conseil d'administration de PME MTL Est-de-l'île, nouvel organisme de développement économique local et régional

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 février 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

de nommer Madame Lili-Anne Tremblay à titre de représentante élue de l'arrondissement de Saint-Léonard au conseil d'administration de PME MTL Est-de-l'île, nouvel organisme de développement économique local et régional.

Adopté à l'unanimité.

1163022005
80.01 (51.01)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.01 à 20.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0227

Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré au Regroupement des Éco-quartiers pour la réalisation sur deux ans d'un inventaire des frênes sur propriété privée sur le territoire de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 290 671,24 $, sans taxe applicable / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 février 2016 par sa résolution CE16 0170;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'approuver un projet de convention de gré à gré par lequel Regroupement des Éco-quartiers, s'engage à fournir a la Ville les services professionnels requis pour la réalisation, sur deux ans, d'un inventaire des frênes sur propriété privée sur le territoire de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 290 671,24 $, sans taxe applicable, conformément à l'appel d'offres sur invitation 16-1627 et à son offre de services en date du 18 décembre 2015;

3- d'autoriser la directrice du Service des grands parcs, du verdissement et du mont Royal à signer ladite convention pour et au nom de la Ville;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.01 1156628002

CM16 0228

Abroger la résolution CM15 0519 / Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à Méta d'Âme, à des fins de construction de logements sociaux et communautaires, un terrain vague d'une superficie de 283,5 mètres carrés, situé du côté est du boulevard Pie-IX, au sud de la 39e Rue, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, constitué du lot 2 213 911 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, pour la somme de 35 000 $, plus les taxes applicables

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 février 2016 par sa résolution CE16 0175;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'abroger la résolution CM15 0519 adoptée par le conseil municipal à sa séance tenue le 28 avril 2015:

2- d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à l'organisme à but non lucratif Méta d'Âme, à des fins de construction de logements sociaux et communautaires, un terrain vague d'une superficie de 283,5 mètres carrés, situé du côté est du boulevard Pie-IX, au sud de la 39e Rue, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, constitué du lot 2 213 911 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, pour la somme de 35 000 $, plus les taxes applicables, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet d'acte;

3- d'autoriser la Ville à signer cet acte de vente conditionnellement à ce que l'organisme démontre qu'il a obtenu une confirmation écrite de l'engagement définitif de la subvention dans le cadre du Programme AccèsLogis pour la réalisation de son projet;

4- d'imputer cette recette conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.02 1154962001

CM16 0229

Approuver les orientations en matière de soutien financier des festivals et événements majeurs et des marchés et vitrines à Montréal pour les années 2016 et 2017 / Approuver un montant de 7 900 000 $ alloué à cette fin dans le cadre de l'Entente de 175 M$ pour soutenir la stratégie Imaginer-Réaliser Montréal 2025, dont 430 000 $ pour les marchés et vitrines / Accorder un soutien financier totalisant la somme de 7 470 000 $ à 11 festivals montréalais / Approuver les projets de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 février 2016 par sa résolution CE16 0179;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'approuver les soutiens financiers indiqués au dossier décisionnel, pour les années 2016 et 2017, pour les festivals et événements suivants :

- Festival international de Jazz de Montréal
- Festival Fantasia
- Festival Juste pour rire
- Montréal Complètement Cirque
- Montréal en lumière
- FrancoFolies de Montréal
- Festival TransAmériques
- Festival du nouveau cinéma
- Rendez-vous du cinéma québécois
- Festival Mode & Design Montréal
- Festival international Nuits d'Afrique de Montréal
- Volet marchés et vitrines culturels et créatifs

2- d'approuver un montant de 7 900 000 $ alloué à cette fin dans le cadre de l'Entente de 175 M$ pour soutenir la stratégie Imaginer-Réaliser Montréal 2025;

3- d'approuver les onze projets de convention entre la Ville et les organismes ci-après indiqués, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers :

- Festival international de Jazz inc.
- Festival Fantasia
- Festival Juste pour rire / Just for laughs
- Tohu, Cité des arts du cirque
- Festival Montréal en lumière inc.
- Les FrancoFolies de Montréal inc.
- Festival TransAmériques inc.
- Festival du nouveau cinéma de Montréal
- Fondation Québec cinéma
- Festival Mode & Design Montréal
- Productions Nuits d'Afrique inc.

6- d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.03 1150018003

CM16 0230

Résilier le contrat de design-construction de 14 157 331,65 $, taxes incluses, accordé à Groupe Décarel inc. (CM14 0498) relativement à la conception et à la construction de la cour de services d'Outremont prévue sur le site Atlantic, dans l'arrondissement d'Outremont

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 février 2016 par sa résolution CE16 0180;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de résilier le contrat de conception-construction de 14 157 331,65 $, taxes incluses, accordé à Groupe Décarel inc. (CM14 0498), relativement à la conception-construction de la cour de services d'Outremont située sur le site Atlantic, dans l'arrondissement d'Outremont.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.04 1155884002

CM16 0231

Accorder un contrat à La Compagnie Meloche inc. pour des travaux de voirie dans les arrondissements de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève, de Pierrefonds–Roxboro et de Saint-Laurent (PCPR) - Dépense totale de 3 697 566,26 $, taxes incluses - Appel d'offres public 324001 (10 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 février 2016 par sa résolution CE16 0201;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense de 3 697 566,26 $, taxes incluses, pour des travaux de voirie dans les arrondissements de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève, de Pierrefonds-Roxboro et de Saint-Laurent (PCPR), comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2- d'accorder à La Compagnie Meloche inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 475 566,26 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 324001;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.05 1154102001

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.06 à 20.10 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0232

Accorder un contrat à Groupe Paquette Mécanique Du Bâtiment inc. pour le remplacement du refroidisseur et des humidificateurs au bâtiment administratif du Jardin botanique de Montréal, pour une somme maximale de 1 617 085,33 $, taxes incluses - Appel d'offres public JA-00067 (6 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 février 2016 par sa résolution CE16 0203;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'accorder à Groupe Paquette Mécanique Du Bâtiment inc., plus bas soumissionnaire conforme, un contrat pour le remplacement du refroidisseur et des humidificateurs au bâtiment administratif du Jardin botanique de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 617 085,33 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public JA-00067;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.06 1160185001

CM16 0233

Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré au Centre de référence du Grand Montréal pour la gestion de la Ligne Info-Aide Réfugiés, pour une somme maximale de 120 000 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 février 2016 par sa résolution CE16 0208;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de convention de gré à gré par lequel le Centre de référence du Grand Montréal s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour gérer, en 2016, la Ligne Info-Aide Réfugiés, pour une somme maximale de 120 000 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.07 1161375001

CM16 0234

Approuver un projet d'addenda no.1 modifiant la convention de soutien financier intervenue entre la Ville et Concertation Ville-Émard et Côte St-Paul afin de réduire le soutien financier de 210 000 $, réduisant ainsi le montant total du soutien financier de 306 600 $ à 96 600 $

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 février 2016 par sa résolution CE16 0215;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- de réduire de 210 000 $ la contribution à verser à Concertation Ville-Émard et Côte-Saint-Paul pour la réalisation du projet d'aménagement d'un comptoir alimentaire et d'une serre bioclimatique au parc de la Verendrye afin de la porter à 96 600 $, soit 86 600 $ en 2016, et 10 000 $ en 2017;

2- d'approuver un projet d'addenda no 1 à la convention de soutien financier intervenue entre la Ville de Montréal et cet organisme (CM15 0797), établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier révisé;

3- d'autoriser le financement, par l'entente de 175 M$ avec le gouvernement du Québec, du paiement au comptant de dépenses du Programme triennal d'immobilisation (PTI) de l'arrondissement Le Sud-Ouest d'un maximum de 210 000 $ pour la réalisation du projet;

4- d'imputer ces sommes conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.08 1145917004

CM16 0235

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à messieurs Michele Argento et Michele Argento Jr, à des fins d'assemblage, un terrain vacant d'une superficie totale de 308,9 mètres carrés, situé au sud-est du boulevard Perras et de la 71e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, constitué des lots 1 250 086 et 5 035 702 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, pour la somme de 86 000 $, plus les taxes applicables

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 février 2016 par sa résolution CE16 0213;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à messieurs Michele Argento et Michele Argento Jr, à des fins d'assemblage, un terrain vacant d'une superficie totale de 308,9 mètres carrés, situé au sud-est du boulevard Perras et de la 71e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, constitué des lots 1 256 086 et 5 035 702 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, pour la somme de 86 000 $, plus les taxes applicables, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet d'acte;

2- d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.09 1154386005

CM16 0236

Accorder un soutien financier non récurrent de 56 750 $ à la SDC Pignons rue Saint-Denis afin de mandater des professionnels pour l'aménagement de vitrines de commerces dans le cadre du PR@M-Artère en chantier financé par l'Entente de 175 M$ avec le gouvernement du Québec / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 février 2016 par sa résolution CE16 0217;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'accorder un soutien financier non récurrent de 56 750 $ à la SDC Pignons rue Saint-Denis visant à mandater des professionnels pour l'aménagement des vitrines de commerces dans le cadre du PR@M-Artère en chantier;

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'autoriser le directeur du Service du développement économique à signer ladite convention pour et au nom de la Ville;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.10 1161179001

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.11 à 20.15 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0237

Accorder un contrat de gré à gré à Cogeco Métromédia pour l'achat d'espace publicitaire dans le réseau de la Société de transport de Montréal pour les besoins de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 280 263 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 février 2016 par sa résolution CE16 0195;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Cogeco Métromédia, fournisseur exclusif, pour l'achat d'espace publicitaire dans le réseau de la Société de transport de Montréal (STM) pour les besoins de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 280 263 $ taxes incluses;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.11 1163292001

CM16 0238

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder, conjointement avec l'Agence métropolitaine de transport, un contrat de services professionnels à Aecom Consultants inc. pour la réalisation des plans et devis du tronçon montréalais du projet intégré de service rapide par bus (SRB) sur le boulevard Pie-IX pour une somme maximale de 9 074 807 $, taxes incluses (comprenant une option d'accompagnement de chantier pouvant ainsi porter le montant total du contrat à 10 722 520 $) / Autoriser une dépense maximale de 2 722 442 $, taxes incluses, pour financer la contribution de Montréal (30 %) à ce contrat - Appel d'offres public no 15-14829 (3 soum.) / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 17 février 2016 par sa résolution CE16 0256;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'approuver un projet de convention par lequel Aecom Consultants inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville et à l'Agence métropolitaine de transport les services professionnels requis pour la réalisation des plans et devis du tronçon montréalais du projet intégré de Service rapide par bus (SRB) sur le boulevard Pie-IX, pour une somme maximale de 9 074 807 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 15-14829;

3- d'autoriser une dépense maximale de 2 722 442 $, taxes incluses, pour la contribution de la Ville de Montréal (30%) à ce mandat, sachant que le reste des coûts (70%) sera assumé par l'Agence métropolitaine de transport;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.12 1162891001

CM16 0239

Approuver une portion du financement pour les travaux de restauration de la toiture au Centre communautaire, culturel, social et éducatif Maisonneuve (CCSE), dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, provenant d'une part par une subvention du Fonds du patrimoine culturel québécois (FPCQ) du ministère de la Culture et des Communications et d'autre part par le règlement d'emprunt 14-032

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 17 février 2016 par sa résolution CE16 0252;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'approuver une portion du financement pour les travaux de restauration de la toiture au Centre communautaire, culturel, social et éducatif Maisonneuve (CCSE), dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, provenant d'une part par une subvention du Fonds du patrimoine culturel québécois (FPCQ) du ministère de la Culture et des Communications et d'autre part par le règlement d'emprunt 14-032;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.13 1166318002

CM16 0240

Accorder un soutien financier totalisant 145 000 $ à la Biennale de Montréal et au Festival international du film sur l'art (FIFA) dans le cadre du Programme de soutien aux festivals et aux événements culturels 2016

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 17 février 2016 par sa résolution CE16 0261;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'accorder un soutien financier totalisant 145 000 $ aux organismes ci-après désignés, dans le cadre du Programme de soutien aux festivals et aux événements culturels 2016 :

Volet 1- Festivals et événements artistiques, budget supérieur à 500 000 $	
- Biennale de Montréal	85 000 $
- Festival international du film sur l'art	60 000 $

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.14 1161197002

CM16 0241

Accorder un contrat à 9045-6823 Québec inc. (Groupe Damiano) pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Sackville, entre le boulevard Henri-Bourassa et la rue Prieur, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville - Dépense totale de 1 935 208,79 $, taxes incluses - Appel d'offres public 267301 (16 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 17 février 2016 par sa résolution CE16 0265;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense de 1 792 336,09 $, taxes incluses, soit 92,62 % du coût total de la dépense, pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Sackville, entre le boulevard Henri-Bourassa et la rue Prieur, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2- d'accorder à 9045-6823 Québec inc. (Groupe Damiano), plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 748 608,79 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 267301;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.15 1154102003

CM16 0242

Accorder un contrat à 9045-6823 Québec inc. (Groupe Damiano) pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Préfontaine, de la rue Ontario à la rue de Rouen ainsi que des travaux de réhabilitation de conduite d'eau dans la rue de Rouen, de la rue Moreau à la rue Saint-Germain, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve - Dépense totale de 2 034 602,58 $, taxes incluses - Appel d'offres public 314801 (18 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 17 février 2016 par sa résolution CE16 0266;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense de 2 034 602,58 $ taxes incluses, pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Préfontaine, de la rue Ontario à la rue de Rouen ainsi que pour des travaux de réhabilitation de conduite d'eau dans la rue de Rouen, de la rue Moreau à la rue Saint-Germain, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2- d'accorder à 9045-6823 Québec inc. (Groupe Damiano), plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 824 302,58 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 314801;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Le conseiller Éric Alan Caldwell dépose le compte-rendu du Comité de circulation en date du 26 août 2015.

Adopté à l'unanimité.

20.16 1154102002

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 30.01 et 30.02 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0243

Autoriser l'adhésion de la Ville de Montréal à la Fédération canadienne des municipalités (FCM) pour la période du 1er avril 2016 au 31 mars 2017 - Dépense de 235 396,46 $

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 février 2016 par sa résolution CE16 0181;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'autoriser l'adhésion de la Ville de Montréal à la Fédération canadienne des municipalités, pour la période du 1er avril 2016 au 31 mars 2017;

2- d'autoriser le paiement de la cotisation 2016-2017 à la Fédération canadienne des municipalités, au montant de 235 396,46 $;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.01 1164784001

CM16 0244

Accepter l'offre de services de l'arrondissement de Saint-Laurent, relativement à l'acquisition de 5 bornes de recharge pour véhicules électriques auprès du fournisseur AddÉnergie, en vue de les installer dans le nouveau complexe sportif sur le boulevard Thimens, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal*

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 février 2016 par sa résolution CE16 0220;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'accepter l'offre de services de l'arrondissement de Saint-Laurent d'acquérir 5 bornes de recharge pour véhicules électriques auprès d'AddÉnergie, fournisseur désigné par Hydro-Québec. Ces bornes seront installées dans un nouveau complexe sportif situé au 2385, boulevard Thimens, et tous les frais d'acquisition, d'installation, de mise en service et d'entretien seront à la charge de l'arrondissement de Saint-Laurent, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal*.

Adopté à l'unanimité.

30.02 1160160001

CM16 0245

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 100 000 000 $ pour le financement d'interventions municipales afférentes au projet de remplacement du pont Jacques-Bizard

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donnée par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 100 000 000 $ pour le financement d'interventions municipales afférentes au projet de remplacement du pont Jacques-Bizard », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.01 1150870001

CM16 0246

Avis de motion - Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud-est de la rue Beaudet, entre la rue Cardinal et la rue Crevier, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, aux fins de transfert aux propriétaires riverains

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud-est de la rue Beaudet, entre la rue Cardinal et la rue Crevier, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, aux fins de transfert aux propriétaires riverains », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.02 1154396011

CM16 0247

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 6 550 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes sur le développement culturel de Montréal conclues pour des années antérieures à 2016

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 6 550 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des ententes sur le développement culturel de Montréal conclues pour des années antérieures à 2016 », le projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.03 1155890003

CM16 0248

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement du conseil de la Ville sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055)

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement du conseil de la ville sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055) », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.04 1150211001

CM16 0249

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 33 300 000 $ pour le financement de la deuxième tranche de la contribution municipale au projet intégré du service rapide par bus sur le boulevard Pie-IX (SRB-Pie-IX)

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 33 300 000 $ pour le financement de la deuxième tranche de la contribution municipale au projet intégré du service rapide par bus sur le boulevard Pie-IX (SRB-Pie-IX) », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.05 1162891002

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 42.01 à 42.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0250

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 7 600 000 $ afin de financer l'acquisition et l'installation d'équipements en lien avec l'implantation du système de transport intelligent

Attendu qu'une copie du Règlement autorisant un emprunt de 7 600 000 $ afin de financer l'acquisition et l'installation d'équipements en lien avec l'implantation du système de transport intelligent a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet, la portée et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 23 décembre 2015, par sa résolution CE15 2381;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 7 600 000 $ afin de financer l'acquisition et l'installation d'équipements en lien avec l'implantation du système de transport intelligent », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Adopté à l'unanimité.

42.01 1155025005

Règlement 16-018

CM16 0251

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 18 500 000 $ afin de financer l'achat de feux de circulation et d'équipements de gestion du trafic

Attendu qu'une copie du Règlement autorisant un emprunt de 18 500 000 $ afin de financer l'achat de feux de circulation et d'équipements de gestion du trafic été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet, la portée et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 23 décembre 2015, par sa résolution CE15 2382;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 18 500 000 $ afin de financer l'achat de feux de circulation et d'équipements de gestion du trafic », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Adopté à l'unanimité.

42.02 1155025004

Règlement 16-019

CM16 0252

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 500 000 $ pour financer le remplacement du système automatisé de carburant et l'achat d'équipements mécaniques et spécialisés

Attendu qu'une copie du Règlement autorisant un emprunt de 500 000 $ pour financer le remplacement du système automatisé de carburant et l'achat d'équipements mécaniques et spécialisés a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet, la portée et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 23 décembre 2015, par sa résolution CE15 2384;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 500 000 $ afin de financer le remplacement du système automatisé de carburant et l'achat d'équipements mécaniques et spécialisés », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Adopté à l'unanimité.

42.03 1151081005

Règlement 16-020

CM16 0253

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 10 000 000 $ afin de financer l'achat de véhicules et leurs équipements

Attendu qu'une copie du Règlement autorisant un emprunt de 10 000 000 $ afin de financer l'achat de véhicules et leurs équipements a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet, la portée et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 23 décembre 2015, par sa résolution CE15 2386;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 10 000 000 $ afin de financer l'achat de véhicules et leurs équipements », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Adopté à l'unanimité.

42.04 1151081007

Règlement 16-021

CM16 0254

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 3 500 000 $ afin de financer l'acquisition de terrains à des fins de parcs dans l'arrondissement de Ville-Marie

Attendu qu'une copie du Règlement autorisant un emprunt de 3 500 000 $ afin de financer l'acquisition de terrains à des fins de parcs dans l'arrondissement de Ville-Marie a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet, la portée et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 janvier 2016, par sa résolution CE16 0059;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 3 500 000 $ afin de financer l'acquisition de terrains à des fins de parcs dans l'arrondissement de Ville-Marie », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Adopté à l'unanimité.

42.05 1152907011

Règlement 16-022

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 42.06 à 42.10 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0255

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 12 500 000 $ afin de financer l'acquisition de terrains dans le but de constituer une réserve foncière à des fins de développement urbain

Attendu qu'une copie du Règlement autorisant un emprunt de 12 500 000 $ afin de financer l'acquisition de terrains dans le but de constituer une réserve foncière à des fins de développement urbain a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet, la portée et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 janvier 2016, par sa résolution CE16 0060;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 12 500 000 $ afin de financer l'acquisition de terrains dans le but de constituer une réserve foncière à des fins de développement urbain », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Adopté à l'unanimité.

42.06 1152907007

Règlement 16-023

CM16 0256

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 6 500 000 $ afin de financer les travaux de rénovation du bâtiment de la cour municipale

Attendu qu'une copie du Règlement autorisant un emprunt de 6 500 000 $ afin de financer les travaux de rénovation du bâtiment de la cour municipale a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet, la portée et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 janvier 2016, par sa résolution CE16 0062;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 6 500 000 $ afin de financer les travaux de rénovation du bâtiment de la cour municipale », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Adopté à l'unanimité.

42.07 1152907010

Règlement 16-024

CM16 0257

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 19 570 000 $ pour le financement de travaux prévus au programme de maintien des actifs du service de l'Espace pour la vie

Attendu qu'une copie du Règlement autorisant un emprunt de 19 570 000 $ pour le financement de travaux prévus au programme de maintien des actifs du service de l'Espace pour la vie a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet, la portée et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 janvier 2016, par sa résolution CE16 0072;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 19 570 000 $ pour le financement de travaux prévus au programme de maintien des actifs du service de l'Espace pour la vie », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Adopté à l'unanimité.

42.08 1150348004

Règlement 16-025

CM16 0258

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 132 253 000 $ pour le financement des travaux prévus au programme de renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égouts

Attendu qu'une copie du Règlement autorisant un emprunt de 132 253 000 $ pour le financement des travaux prévus au programme de renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égouts a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet, la portée et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 janvier 2016, par sa résolution CE16 0067;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 132 253 000 $ pour le financement des travaux prévus au programme de renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égouts », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Adopté à l'unanimité.

42.09 1153228004

Règlement 16-026

CM16 0259

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 900 000 $ afin de financer des projets d'immobilisations réalisés par les arrondissements concernés dans les quartiers Hochelaga, Montréal-Nord et Sainte-Marie, dans le cadre du programme Quartier intégré (QI)

Attendu qu'une copie du Règlement autorisant un emprunt de 900 000 $ afin de financer des projets d'immobilisations réalisés par les arrondissements concernés dans les quartiers Hochelaga, Montréal-Nord et Sainte-Marie, dans le cadre du programme Quartier intégré (QI) a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet, la portée et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 janvier 2016, par sa résolution CE16 0069;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 900 000 $ afin de financer des projets d'immobilisations réalisés par les arrondissements concernés dans les quartiers Hochelaga, Montréal-Nord et Sainte-Marie, dans le cadre du programme Quartier intégré (QI) », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Adopté à l'unanimité.

42.10 1157102001

Règlement 16-027

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 42.11 et 42.12 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0260

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 15 000 000 $ afin de financer les acquisitions d'immeubles et les travaux prévus au Plan de l'eau

Attendu qu'une copie du Règlement autorisant un emprunt de 15 000 000 $ afin de financer les acquisitions d'immeubles et les travaux prévus au Plan de l'eau a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet, la portée et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 janvier 2016, par sa résolution CE16 0070;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 15 000 000 $ afin de financer les acquisitions d'immeubles et les travaux prévus au Plan de l'Eau », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Adopté à l'unanimité.

42.11 1156688004

Règlement 16-028

CM16 0261

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur le Régime de retraite des contremaîtres de la Ville de Montréal (R-3.2)

Attendu qu'une copie du Règlement modifiant le Règlement sur le Régime de retraite des contremaîtres de la Ville de Montréal (R-3.2) a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 20 janvier 2016, par sa résolution CE16 0143;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le Régime de retraite des contremaîtres de la Ville de Montréal (R-3.2) ».

Adopté à l'unanimité.

42.12 1153720002

Règlement 16-029

CM16 0262

Adoption, sans changement, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement de lotissement numéro 1751 de l'arrondissement de Verdun »

Vu la résolution CM15 1369 de l'assemblée du conseil municipal du 23 novembre 2015 adoptant comme projet de règlement P-15-090 le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement de lotissement numéro 1751 de l'arrondissement de Verdun »;

Attendu qu'une assemblée publique de consultation a été tenue le 26 janvier 2016, à 18 h, à la salle du conseil d'arrondissement, située au 4555, rue de Verdun, sur ce projet de règlement;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 17 février 2016, par sa résolution CE16 0282;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter, sans changement, le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement de lotissement numéro 1751 de l'arrondissement de Verdun ».

Adopté à l'unanimité.

44.01 1150511007

Règlement 15-090

CM16 0263

Attribuer le toponyme « rue de la Wartime Housing » au lot 1 516 403 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Saint-Laurent

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 février 2016 par sa résolution CE16 0190;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Alan DeSousa

Et résolu :

de nommer « rue de la Wartime Housing » la voie située sur le lot 1 516 403 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Saint-Laurent.

Adopté à l'unanimité.

46.01 1154521011

CM16 0264

Attribuer le toponyme « patinoire Michel-Plasse » à une patinoire située dans l'aréna Rodrigue-Gilbert, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 février 2016 par sa résolution CE16 0235;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Denis Coderre
Mme Chantal Rouleau

Et résolu :

de nommer « patinoire Michel-Plasse » la patinoire n^{o} 1 de l'aréna Rodrigue-Gilbert, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles.

Adopté à l'unanimité.

46.02 1156767007

CM16 0265

Approuver le renouvellement du protocole d'entente visant le prêt de services avec remboursement partiel à Technoparc Montréal de M. Arnold Beaudin, à compter du 22 octobre 2015, pour une période de 6 mois

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 février 2016 par sa résolution CE16 0237;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'approuver le protocole d'entente entre la Ville de Montréal et Technoparc Montréal visant le renouvellement du prêt de service de M. Arnold Beaudin avec remboursement partiel, pour une durée de 6 mois, à compter du 22 octobre 2015 jusqu'au 22 avril 2016;

2- de modifier, en conformité avec l'article 474.3.1 de la *Loi sur les cités et villes* (L.R.Q. c.C-19), le budget de revenus et de dépenses du Service du développement économique afin de tenir compte du remboursement partiel de ce prêt par l'organisme, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

50.01 1151633003

Article 51.01

Nominations aux Commissions permanentes

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

de retirer l'article 51.01.

La proposition est agréée.

CM16 0266

Nominations de membres à la Corporation Anjou 80

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 17 février 2016 par sa résolution CE16 0277;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

1- de reconduire le mandat de la conseillère de Ville Mme Andrée Hénault, à titre de représentante du conseil d'arrondissement pour une période de 2 ans, soit du 15 janvier 2016 au 15 janvier 2018;

2- de nommer les personnes suivantes à titre de membres au conseil d'administration de la Corporation Anjou 80 pour la période indiquée en regard de chacun d'elles:

- M. Martin Savaria, directeur de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement Anjou, à titre de représentant de la Ville, pour une période de 2 ans, soit du 15 janvier 2016 au 15 janvier 2018, en remplacement de Mme Chantal Boisvert;

- M. Gérard Séguin, retraité directeur général de l'Association des postes de Montréal et Ottawa, à titre de membre, pour une période de 2 ans, soit du 13 mars 2016 au 13 mars 2018, en remplacement de M. Gilles Beaudry;

- Mme Johanne Du Bois, technicienne en administration à l'Université de Montréal, à titre de membre, pour une période de 2 ans, soit du 13 mars 2016 au 13 mars 2018, en remplacement de M. Réal Théroux;

- M. Mario Beaulieu, agent immobilier Via Capital, à titre de membre, pour une période de 2 ans, soit du 13 mars 2016 au 13 mars 2018, en remplacement de M. Michel Haddad;

- M. René Gauthier, co-président et co-propriétaire de S.R. produits innovateurs inc., à titre de membre, pour une période de 2 ans, soit du 13 mars 2016 au 13 mars 2018, en remplacement de M. Michel Foisy.

_____

Un débat s'engage.

_____

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, demande au conseiller Miranda de s'en tenir au point inscrit à l'ordre du jour et de ne pas faire de procès d'intention aux individus concernés par ces nominations. Le président du conseil demande au conseiller Miranda de s'en tenir aux faits.

_____

Le débat se poursuit.

_____

Il est proposé par M. Luis Miranda

appuyé par Mme Andrée Hénault

de procéder à un vote enregistré sur l'article 51.02.

Le greffier fait l'appel des membres et le conseil se partage comme suit :

VOTE

Votent en faveur:	Mesdames et messieurs Coderre, Desrochers, Samson, Chitilian, Perez, Rouleau, Gauthier, Copeman, Ménard, Vallée, Beis, Salem, Bergeron, Miele, Gibeau, Deros, Parenteau, Guay, Rossi, Boivin Roy, Décarie, Lefebvre, Gadoury, Rapanà, Perri, Gagnier, DeSousa, Clément-Talbot, Celzi, Bissonnet, Lattanzio, Dorais, Dauphin, Cloutier et Pagé (35)
Votent contre:	Mesdames et messieurs Rotrand, Ferrandez, Thuillier, Plante, Sauvé, Sigouin, Lavoie, Mainville, Ryan, McQueen, Norris, Caldwell, Downey, Ouellet, McIntyre, Marinacci, Shanahan, Hénault, Miranda, Deschamps, Duchesne et Searle (22)
Résultat:	En faveur : 35 Contre : 22

Le président du conseil déclare l'article 51.02 adopté à la majorité des voix, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

51.02 1161041004

CM16 0267

Motion de l'opposition officielle pour amender le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal

Attendu que le gouvernement du Québec a spécifié, par ses orientations et attentes à l'égard de l'aménagement du territoire métropolitain, que l'agglomération consolide les zones urbaines existantes et limite l'urbanisation en périphérie de ces zones aux secteurs qui disposent déjà des infrastructures et des services, tels que l'approvisionnement en eau potable, le traitement des eaux usées, l'électricité, les écoles, les routes, les infrastructures de transport collectif, etc.;

Attendu que l'aménagement d'un territoire selon les principes du développement durable implique, au premier chef, une utilisation plus rationnelle de l'espace aux fins du développement. À cette fin, le Plan métropolitain d'aménagement et de développement proposait d'orienter au moins 40 % de l'urbanisation projetée dans un rayon de un kilomètre autour des stations, actuelles et projetées, de métro, de trains de banlieue, de services léger sur rail et de services rapides par bus;

Attendu que le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal, adopté en janvier 2015, rappelle que sur l'ensemble du territoire - totalisant environ 50 000 ha -, la capacité d'accueil résidentielle dans les secteurs déjà construits représente, pour les prochaines décennies, un potentiel d'au moins 175 000 logements alors que la croissance prévue par l'Institut de la Statistique du Québec totalise 153 000 nouveaux ménages d'ici 2036;

Attendu que la Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels, adoptée en 2004 par la Ville de Montréal, cible les mêmes objectifs que la Stratégie québécoise sur les aires protégées en visant la protection de 8% de l'ensemble de l'agglomération et de 6 % de la surface terrestre;

Attendu que le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal vise à accroître la surface des aires protégées terrestres à minimalement 10 % du territoire, soit environ 5 000 ha;

Attendu que 5,76 % (2 800 ha) du territoire de l'agglomération de Montréal est constitué d'aires protégées en milieu terrestre (en date de 2014);

Attendu que l'actuel Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal, adopté en novembre 2004, sera révisé d'ici 2018 et devra planifier le développement du territoire afin de rencontrer des objectifs précis quant à la préservation des espaces naturels et la réduction des émissions de gaz à effet de serre;

Attendu que, le 1er février dernier, une pétition s'opposant au développement immobilier sur ces espaces naturels (environ 185 ha), a été déposée au conseil d'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro et que celle-ci totalise plus de 9 500 signataires;

Attendu que le futur secteur Pierrefonds-Ouest, à l'instar des quartiers voisins, sera orienté et dépendant des déplacements en voiture à l'image du taux de possession de 1,6 à 1,8 voiture par logement (selon les données de l'enquête Origine-Destination 2013);

Attendu que le développement de Pierrefonds-Ouest encouragera l'augmentation des déplacements motorisés, tandis que ceux-ci sont responsables de plus de 40% des émissions de GES au Québec;

Attendu que ce développement impliquera la construction d'un boulevard urbain dans l'emprise autoroutière de la 440 et divers travaux de réaménagement d'infrastructures totalisant près de 45 millions $ à la charge de la population montréalaise;

Attendu que, le maire de Montréal, Denis Coderre, a confié à l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) le mandat de consulter la population sur des solutions concrètes, ambitieuses et réalisables pour réduire la dépendance aux énergies fossiles de Montréal;

Il est proposé par M. Éric Alan Caldwell

appuyé par M. Craig Sauvé
M. Luc Ferrandez

que le conseil municipal demande au comité exécutif d'initier un processus d'amendement au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal dans le secteur de l'arrondissement Pierrefonds–Roxboro, soit le territoire compris entre l'emprise autoroutière du ministère des Transports du Québec, le boulevard Gouin, la limite est de la municipalité de Sainte-Anne-de-Bellevue et la limite nord de la municipalité de Kirkland, afin de remplacer l'affectation « Dominante résidentielle » des lots non construits par l'affectation « Conservation ».

Un débat s'engage.

À 12 h 31,

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Émilie Thuillier

de poursuivre les travaux jusqu'à épuisement des points inscrits à l'ordre du jour.

La proposition est agréée.

À 12 h 34, M. Frantz Benjamin quitte le fauteuil présidentiel et cède sa place à la vice-présidente, Mme Valérie Plante.

Le débat se poursuit.

La vice-présidente du conseil rappelle à l'assemblée qu'il est interdit de prendre des photos dans la salle du conseil sans l'autorisation du Bureau de la présidence, tel que stipulé dans le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*.

À 13 h 11, le président reprend le fauteuil présidentiel.

Le conseiller Russell Copeman soulève une question de privilège pour préciser qu'il n'a jamais mentionné que la seule façon de conserver ces terrains était de l'affecter « conservation » dans le schéma , mais plutôt que le moyen choisi par Projet Montréal d'affecter le terrain « conservation » dans le schéma d'aménagement équivaut à une expropriation déguisée, dont les coûts seront multipliés par une centaine de millions de dollars. Le président indique que la question de privilège a été entendue.

Le débat se poursuit.

Le conseiller Caldwell utilise son droit de réplique et avec le consentement de la majorité des membres du conseil présents et l'engagement que des discussions se tiendront sur le sujet afin de trouver un terrain d'entente, retire sa motion conformément à l'article 88 du *Règlement sur la procédure et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*.

Adopté à l'unanimité.

65.01

Article 65.02

Motion de l'opposition officielle pour une consultation publique sur le nord de Pointe-Saint-Charles

La leader de l'opposition officielle, Mme Émilie Thuillier, avec le consentement unanime des membres du conseil présents, retire la motion conformément à l'article 88 du *Règlement sur la procédure et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*.

À 13 h 58,

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, prend la parole pour proposer respectueusement le retrait de la motion 65.03 qui demande qu'un « mandat soit donné au Service du développement social et de la diversité montréalaise pour élaborer une politique de lutte contre l'intimidation sur le territoire de la Ville de Montréal ». Il juge qu'un débat sur cette motion n'est plus nécessaire puisse qu'un mandat, adopté à l'unanimité, a été donné à la Commission sur le développement social et sur la diversité montréalaise « afin d'évaluer la pertinence de développer une politique montréalaise pour prévenir l'intimidation sur le territoire de la Ville de Montréal » en la déclaration 15.05 lors de la séance du conseil d'hier après-midi.

La leader de l'opposition officielle, Mme Émilie Thuillier, prend la parole pour informer l'assemblée que Projet Montréal souhaite tout de même conserver l'article 65.03 à l'ordre du jour étant donné que la déclaration 15.05 n'a pas repris la totalité des « Attendus » et « Résolus » de la motion. Le leader de la majorité justifie sa demande du fait que faire un débat sur un point sur lequel le conseil a déjà statué à l'unanimité viendrait contredire le mandat qui a été donné à la Commission sur le développement social et sur la diversité montréalaise. Il demande donc le retrait de l'article de l'ordre du jour.

La décision du président du conseil, M. Frantz Benjamin, après avoir entendu les doléances des deux leaders, est de maintenir l'article 65.03 à l'ordre du jour et d'autoriser le débat puisse qu'il n'a pas eu d'entente préalable entre les leaders pour son retrait. Il invite le conseiller Downey à présenter la motion.

CM16 0268

Motion de l'opposition officielle sur la prévention de l'intimidation

Attendu que le 24 février est une journée nationale de prévention contre l'intimidation dans les écoles, aussi nommée « Pink Shirt Day »;

Attendu que, selon une enquête de l'Institut de la statistique du Québec, 37 % des élèves québécois du secondaire ont avoué avoir été victimes de violence ou d'autres formes d'intimidation à l'école ou sur le chemin de l'école (données de 2013);

Attendu que, selon Kids Help Phone, un enfant ou adolescent est victime d'intimidation à chaque 7 minutes dans les aires de jeux, au Canada;

Attendu que les taux d'idéations suicidaires sont de 11,6 % à 13 ans et de 14,7 % à 15 ans chez les jeunes victimes d'intimidation, selon Marie-Claude Geoffroy, chercheuse au Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal;

Attendu que de nombreuses villes à travers le Canada, dont Drummondville, ainsi qu'Airdrie et Edmonton en Alberta, Régina et Kindersley en Saskatchewan, ont adopté des règlements interdisant l'intimidation dans les lieux publics;

Attendu qu'une loi visant à prévenir et à combattre l'intimidation et la violence à l'école a été adoptée par le gouvernement du Québec, le 12 juin 2012;

Attendu que la Ville de Montréal, à titre d'employeur, interdit l'intimidation dans son Code de conduite des employés (Règlement RCG 12-026);

Il est proposé par M. Sterling Downey

appuyé par Mme Anne-Marie Sigouin

que le conseil municipal :

1- mandate le Service du développement social et de la diversité montréalaise pour élaborer une politique de lutte contre l'intimidation sur le territoire de la Ville de Montréal;

2- reconnaisse le 24 février 2016 comme Journée de sensibilisation contre l'intimidation.

Un débat s'engage.

Le conseiller Downey dépose une copie des lettres de soutien à la motion sur la prévention de l'intimidation du Centre communautaire Dawson, de Projet LOVE - Vivre sans violence ainsi que des Services communautaires collectifs.

Le président du conseil, M. Frantz Benjamin, demande au conseiller Downey de retirer le mot « shame » utilisé dans son intervention. Ce dernier s'exécute.

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers
M. Marvin Rotrand

de référer la présente motion à la Commission sur le développement social et sur la diversité montréalaise pour le même mandat que celui donné pour l'article 15.05, conformément au 5° paragraphe de l'article 80 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*.

Un débat s'engage.

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

de procéder à un vote à main levée sur la proposition de référer la présente motion à la Commission sur le développement social et sur la diversité montréalaise pour le même mandat que celui donné pour l'article 15.05.

La proposition est agréée.

Le président du conseil met aux voix la proposition des conseillers Miele, Desrochers et Rotrand et le conseil se partage comme suit :

En faveur : 52
Contre : 0

Le président du conseil déclare la proposition de référer la motion à la Commission sur le développement social et sur la diversité montréalaise avec le même mandat que celui donné pour l'article 15.05 des conseillers Miele, Desrochers et Rotrand adoptée à l'unanimité, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

65.03

CM16 0269

Motion de l'opposition officielle en appui à la campagne nationale pour le maintien et la bonification du programme AccèsLogis

Attendu la campagne nationale pour le maintien et la bonification du programme Accès logis menée par le Front populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) et ses partenaires;

Attendu que le budget 2015-2016 du gouvernement du Québec a diminué de 3 000 à 1 500 le nombre de logements sociaux financés annuellement à l'échelle du Québec;

Attendu que cette diminution de moitié aura des répercussions sur le nombre d'unités de nouveaux logements sociaux pouvant être réalisés à Montréal;

Attendu que l'Enquête nationale auprès des ménages, menée en 2011 par Statistiques Canada, a révélé que 143 900 ménages locataires devaient consacrer plus de la moitié de leur revenu pour se loger à Montréal;

Attendu qu'au 30 novembre 2015, 24 863 ménages étaient sur la liste d'attente de l'Office municipal d'habitation de Montréal;

Attendu que le gouvernement du Québec a annoncé, dans son budget 2015-2016, le financement sur cinq ans de 5 800 suppléments au loyer (PSL) - dont 1 000 en 2015-2016 et 1 200 à chacune des quatre années suivantes - mais que ce programme ne permet pas de construire de nouveaux logements locatifs, d'améliorer la qualité des appartements et de jouer un rôle dans la revitalisation des quartiers et le maintien de logements sociaux et abordables à long terme;

Il est proposé par M. Richard Ryan

appuyé par Mme Valérie Plante

que le conseil de ville :

1- demande au gouvernement du Québec de rétablir les budgets du programme AccèsLogis Québec de manière à financer un minimum de 3000 nouveaux logements par année, sur une base pluriannuelle de 5 ans;

2- demande au gouvernement du Québec de réinjecter des fonds dans le Programme Rénovation Québec.

_____

Un débat s'engage.

_____

Il est proposé par M. Russell Copeman

appuyé par M. Pierre Desrochers

d'amender le texte du « Résolu » de la motion sous étude comme suit :

- d'ajouter à la première ligne du premier paragraphe, après le mot « ... rétablir », le mot « ... adéquatement ... » et, dans un deuxième temps, à la troisième ligne dudit paragraphe, après le mot « ... année... » les mots « ... dont au moins 40 % seraient alloués à Montréal, ... »;
- d'ajouter un troisième paragraphe qui se lit comme suit : « que le conseil de ville demande au gouvernement du Québec de maintenir le financement sur cinq ans de 5 800 suppléments au loyer (PSL) ».

La proposition d'amendement est agréée et le conseiller Ryan utilise son droit de réplique.

Le président du conseil met aux voix l'article 65.04, tel qu'amendé, et le déclare adopté à l'unanimité, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

65.04

_____

À 14 h 21, tous les points de l'ordre du jour ayant été étudiés, le président du conseil déclare l'assemblée levée.

_____

_____
Frantz Benjamin
PRÉSIDENT DU CONSEIL

_____
Yves Saindon
GREFFIER DE LA VILLE

Tous et chacun des règlements et résolutions ci-dessus relatés sont approuvés.

_____
Denis Coderre
MAIRE

ANNEXE - ARTICLE 7.11

INTÉRÊTS PÉCUNIAIRES 2013 – 2017
Conseillers municipaux – 2016
Le 22 février 2016

Clément-Talbot, Catherine

04.01

À LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU
21 MARS 2016

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE VILLE

POUR LA PÉRIODE DU
1 AU 29 FÉVRIER 2016

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE

PÉRIODE DU 1ER AU 29 FÉVRIER 2016

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	NUMÉRO DOSSIER	OBJET	NUMÉRO DÉCISION	DATE SIGNATURE	MONTANT
9317-9083 QUÉBEC IN	100% VILLE	SERVICE DES GRANDS PARCS_VERDISSEMENT ET DU MONT-ROYAL	DIRECTION	1153277002	ACCORDER UN CONTRAT À LA FIRME À NUMÉRO SUIVANTE 9317-9083 QUÉBEC INC., POUR L'EXPLOITATION ET LA SURVEILLANCE DES PLAGES DES PARCS-NATURE DU CAP-SAINT-JACQUES ET DU BOIS-DE-L'ILE-BIZARD POUR LES PÉRIODES ESTIVALES DU 1ER AVRIL 2016 AU 3 SEPTEMBRE 2018, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 354 189,61 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC NO 15-14635 (3 SOUMISSIONNAIRES CONFORMES).	CE16 0250	2016-02-19	354 190 $
CARDIN RAMIREZ JULIEN INC.	100% VILLE	LASALLE	DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS	1163413001	AUTORISER UNE DÉPENSE DE 450 001,15 $, TAXES INCLUSES, ET OCTROYER UN CONTRAT À CARDIN RAMIREZ JULIEN INC. POUR DES SERVICES PROFESSIONNELS POUR DES TRAVAUX DE RESTAURATION DE L'ANCIEN HÔTEL DE VILLE DE LASALLE SITUÉ AU 13 AVENUE STRATHYRE DANS L'ARRONDISSEMENT DE LASALLE. CONTRAT M.S. 15-290-1, SOUMISSION NO 402601.	CE16 0299	2016-02-25	450 001 $
CONSEILS ATELYA INC.	100% VILLE	SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS	DIRECTION	1155086002	ACCORDER UN CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS À CONSEILS ATELYA INC. POUR LA GESTION DU CALENDRIER DE RÉPARTITION DES SITES DE CUISINE DE RUE 2016-2017 POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 119 574,00 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 15-14877 - (3 SOUMISSIONNAIRES) / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CETTE FIN	CE16 0218	2016-02-11	119 574 $
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	100% VILLE	DIRECTION GÉNÉRALE	BUREAU - VILLE INTELLIGENTE ET NUMÉRIQUE	1157149001	APPROUVER LE PROJET D'ENTENTE CONCERNANT LE PORTAIL COMMUN DE DONNÉES OUVERTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET LES MUNICIPALITÉS	CE16 0259	2016-02-19	1 $
IMPÉRIAL HABITATION INC.	100% VILLE	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	DIRECTION DE L'EXPLOITATION	1160185002	ACCORDER UN CONTRAT À "IMPÉRIAL HABITATION INC". POUR LA RÉFECTION DES GRANDES CHAMBRES FROIDES AU NIVEAU 0 DU BIODÔME DE MONTRÉAL POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 222 591,60 $ TAXES INCLUSES. APPEL D'OFFRES PUBLIC #BI-00075 - (4) SOUMISSIONNAIRES	CE16 0253	2016-02-19	222 592 $
IRVING MITCHELL KALICHMAN	100% VILLE	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	DIRECTION DES AFFAIRES CIVILES	1163219001	RETENIR LES SERVICES DU CABINET IRVING MITCHELL KALICHMAN AFIN DE REPRÉSENTER LA VILLE DE MONTRÉAL DANS LE CADRE D'UN DOSSIER DE RÉCLAMATION CONTRE SOCIÉTÉ DE CONTRÔLE JOHNSON, S.E.C. ET AUTORISER À CETTE FIN LA RÉSERVE DE LA SOMME DE 115 000 $ PLUS TAXES.	CE16 0172	2016-02-05	115 000 $
LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGES INC.	100% VILLE	SERVICE DES GRANDS PARCS_VERDISSEMENT ET DU MONT-ROYAL	DIRECTION	1156316014	ACCORDER UN CONTRAT À LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGES INC., POUR LA RÉFECTION DE LA PLACE ET DE L'ÉCLAIRAGE DE L'OBÉLISQUE EN HOMMAGE À CHARLES DE GAULLE AU PARC LA FONTAINE - DÉPENSE TOTALE DE 404 752,46 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 15-6715 - (4 SOUMISSIONNAIRES).	CE16 0294	2016-02-25	378 902 $

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE

PÉRIODE DU 1ER AU 29 FÉVRIER 2016

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	NUMÉRO DOSSIER	OBJET	NUMÉRO DÉCISION	DATE SIGNATURE	MONTANT
ROXANNE SARAH BERNARD ET SYLVIE TESSIER	100% VILLE	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	INSECTARIUM	1163426001	ACCEPTER LES DONS DE SPÉCIMENS D'INSECTES DE MADAME ROXANNE SARAH BERNARD ET DE MADAME SYLVIE TESSIER POUR L'INSECTARIUM DE MONTRÉAL ET AUTORISER L'ÉMISSION DE REÇUS OFFICIELS AUX FINS DE L'IMPÔT SUR LE REVENU À LEUR ATTENTION, POUR UNE VALEUR TOTALE DE 20 897,45 $.	CE16 0306	2016-02-25	20 897 $
SOCIÉTÉ DU JARDIN DE CHINE DE MONTRÉAL	100% VILLE	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	DIRECTION DE L'EXPLOITATION	1160715001	APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION ENTRE LA VILLE DE MONTRÉAL ET LA SOCIÉTÉ DU JARDIN DE CHINE DE MONTRÉAL AFIN DE LUI CONFIER LA GESTION D'UN SERVICE DE VESTIAIRE AU JARDIN BOTANIQUE DE MONTRÉAL POUR UNE PÉRIODE DE 12 MOIS.	CE16 0300	2016-02-25	1 $
TOURISME MONTRÉAL	100% VILLE	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	BUREAU MARKETING ET COMMUNICATIONS	1156157002	APPROUVER LE PROJET DE CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC TOURISME MONTRÉAL RELATIVEMENT À LA PROLONGATION DU PROJET PILOTE "PASSEPORT MONTRÉAL, DU 1E JANVIER AU 30 JUIN 2016".	CE16 0174	2016-02-05	1 $
		TOTAL CONTRATS	10					1 661 159 $

04.01

À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU
24 MARS 2016

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION

POUR LA PÉRIODE DU
1 AU 29 FÉVRIER 2016

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE AGGLOMÉRATION

PÉRIODE DU 1ER AU 29 FÉVRIER 2016

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	NUMÉRO DOSSIER	OBJET	NUMÉRO DÉCISION	DATE SIGNATURE	MONTANT
AIRSOLID INC	100% AGGLO	SERVICE DE POLICE DE MONTRÉAL	DIRECTION DES SERVICES CORPORATIFS	1164472002	ACCORDER UN CONTRAT À "AIRSOLID INC.", PLUS BAS SOUMISSIONNAIRE CONFORME, POUR LA FOURNITURE D'UNE EMBARCATION NAUTIQUE AVEC REMORQUE ET ÉQUIPEMENTS CONNEXES, POUR LES BESOINS DU SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 249 495,75 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 15-14882 - 2 SOUMISSIONNAIRES	CE16 0167	2016-02-05	249 496 $
EXPERTS GÉOCONSEILS INC.	100% AGGLO	SERVICE DES INFRASTRUCTURES_VOIRIE ET TRANSPORTS	DIRECTION	1151009019	ACCORDER UN CONTRAT À EXPERTS GÉOCONSEILS INC. POUR LES SERVICES PROFESSIONNELS D'UN AGENT DE SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL POUR LE PROJET BONAVENTURE POUR L'ANNÉE 2016. DÉPENSE TOTALE DE 248 092,14$, TAXES INCLUSES (CONTRAT : 221 510,84 $+ INCIDENCES, CONTINGENCES ET DÉBOURSÉS : 26 581,30 $). APPEL D'OFFRES PUBLIC 15-14847- 5 SOUMISSIONNAIRES.	CE16 0204	2016-02-11	221 511 $
FILTRUM	100% AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'ÉPURATION DES EAUX USÉES	1163334002	ACCORDER UN CONTRAT À FILTRUM INC. POUR LES TRAVAUX DE MISE À NIVEAU ÉLECTRIQUE DE LA STATION DE POMPAGE ST-DENIS (DES CARRIÈRES), POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 141 873,40 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 3253-AE-15 - 6 SOUMISSIONNAIRES.	CE16 0296	2016-02-25	141 873 $
J.M.O. CLIMATISATION INC.	100% AGGLO	SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	DIRECTION	1165350001	ACCORDER UN CONTRAT À LA FIRME J.M.O. CLIMATISATION INC. POUR LES TRAVAUX D'INSTALLATION D'UN SYSTÈME DE CAPTATION DES GAZ À LA SOURCE À LA CASERNE DE POMPIERS N° 17 (3217) SITUÉE AU 4240, RUE CHARLEROI, ARRONDISSEMENT DE MONTRÉAL-NORD. DÉPENSE TOTALE DE 112 186,91 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES 5816 (4 SOUMISSIONNAIRES).	CE16 0298	2016-02-25	101 265 $
LE GROUPE J.S.V. INC.	ENTENTE CADRE - RÉPARTITION SELON UTILISATION	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	DIRECTION	1165331001	CONCLURE AVEC L'ENTREPRISE LE GROUPE J.S.V. INC. (326 764,68 $) UNE ENTENTE-CADRE D'UNE DURÉE DE VINGT-QUATRE (24) MOIS AVEC UNE OPTION DE PROLONGATION DE DOUZE (12) MOIS POUR LA FOURNITURE D'OUTILS DIVERS DE DIFFÉRENTES MARQUES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 15-14953 (2 SOUMISSIONNAIRES CONFORMES, 1 SOUMISSIONNAIRE NON-CONFORME)	CE16 0295	2016-02-25	326 765 $
LES ENTREPRISES VENTEC INC.	100% AGGLO	SERVICE DES GRANDS PARCS_VERDISSEMENT ET DU MONT-ROYAL	DIRECTION	1166316002	ACCORDER UN CONTRAT À LES ENTREPRISES VENTEC INC., POUR LA RÉFECTION DES SENTIERS EN BOIS DANS L'AIRE DE JEU AU PARC DU MONT-ROYAL - DÉPENSE TOTALE DE 241 695,85 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 14-6708 - 7 SOUMISSIONNAIRES.	CE16 0297	2016-02-25	198 005 $
PNEUS SP INC	100% AGGLO	SERVICE DE POLICE DE MONTRÉAL	DIRECTION DES SERVICES CORPORATIFS	1164472005	ACCORDER UN CONTRAT À "PNEUS SP INC.", PLUS BAS SOUMISSIONNAIRE CONFORME, POUR OFFRIR UN SERVICE D'ENTRETIEN ET DE RÉPARATION D'UNE PARTIE DU PARC DE VÉHICULES DU SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL, POUR UNE PÉRIODE DE VINGT-QUATRE MOIS, AVEC POSSIBILITÉ DE PROLONGATIONS, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 293 365,04 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 15-14345 - 8 SOUMISSIONNAIRES	CE16 0293	2016-02-25	293 365 $
PROCOVA INC.	100% AGGLO	SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	DIRECTION GESTION DES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT ET DE MAINTIEN DES ACTIFS IMMOBILIERS	1165015001	ACCORDER UN CONTRAT À PROCOVA INC. POUR LES TRAVAUX DE REMPLACEMENT ET DE MISE À NIVEAU DE L'HUMIDIFICATEUR DU QUARTIER GÉNÉRAL DE LA POLICE, SITUÉ AU 1441, SAINT-URBAIN (3679) - DÉPENSE TOTALE DE 152 916,75 $ TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES 5824 (6 SOUMISSIONNAIRES) .	CE16 0202	2016-02-11	125 610 $
WESTBURNE ÉLECTRICITÉ	100% AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'EAU POTABLE	1157175001	ACCORDER UN CONTRAT À WESTBURNE ÉLECTRICITÉ INC., POUR LA FOURNITURE D'ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES POUR LE RÉSERVOIR CÔTE-DES-NEIGES, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 118 168,95 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 15-14703 - (2 SOUMISSIONNAIRES)	CE16 0247	2016-02-19	118 169 $
		NOMBRE DE CONTRATS :	9				TOTAL :	1 776 059 $

04.02

À LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU
21 MARS 2016

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE VILLE

POUR LA PÉRIODE DU
1 AU 29 FÉVRIER 2016

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE

PÉRIODE DU 1 AU 29 FÉVRIER 2016

FOURNISSEURS	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	NUMÉRO DE DOSSIER	OBJET	NUMÉRO DÉCISION	DATE SIGNATURE	MONTANT
Alchimies, Créations et Cultures	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION ASSOCIÉE CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1161197001	Alchimies, Créations et Cultures / 17e Festival du Monde Arabe de Montréal	CE16 0262	2016-02-19	30 000 $
Art Souterrain	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION ASSOCIÉE CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1161197001	Art Souterrain / 8e Festival Art Souterrain	CE16 0262	2016-02-19	30 000 $
Association pour la création et la recherche électro-acoustiques du Québec	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION ASSOCIÉE CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1161197001	Association pour la création et la recherche électro-acoustiques du Québec / 3e Biennale internationale d'art numérique - BIAN	CE16 0262	2016-02-19	30 000 $
Association pour la création et la recherche électro-acoustiques du Québec	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION ASSOCIÉE CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1161197001	Association pour la création et la recherche électro-acoustiques du Québec / 17e Festival Elektra	CE16 0262	2016-02-19	30 000 $
Atelier Circulaire	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION ASSOCIÉE CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1161197001	Atelier Circulaire (L') / 1e Festival des arts imprimés de Montréal	CE16 0262	2016-02-19	2 000 $
Bach Académie	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION ASSOCIÉE CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1161197001	Bach Académie / Festival Bach de Montréal - 10e édition	CE16 0262	2016-02-19	12 500 $
Casteliers	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION ASSOCIÉE CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1161197001	Casteliers / Les trois jours de Casteliers - 11e édition	CE16 0262	2016-02-19	15 000 $
Centre de production et d'exposition Eastern Bloc	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION ASSOCIÉE CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1161197001	Centre de production et d'exposition Eastern Bloc / Festival Son et Vue - 8e édtion	CE16 0262	2016-02-19	4 000 $
Coup de coeur francophone	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION ASSOCIÉE CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1161197001	Coup de coeur francophone - 30e édition	CE16 0262	2016-02-19	40 000 $
Créations Etc..	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION ASSOCIÉE CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1161197001	Créations Etc... / Festival Vue sur la relève - 21e édition	CE16 0262	2016-02-19	12 500 $

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE

PÉRIODE DU 1 AU 29 FÉVRIER 2016

FOURNISSEURS	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	NUMÉRO DE DOSSIER	OBJET	NUMÉRO DÉCISION	DATE SIGNATURE	MONTANT
Danse Imédia O.S.B.L.	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION ASSOCIÉE CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1161197001	Danse Imédia O.S.B.L. / 14e Festival Quartiers Danses	CE16 0262	2016-02-19	10 000 $
Diffusions gaies et lesbiennes du Québec / Image + Nation	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION ASSOCIÉE CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1161197001	Diffusions gaies et lesbiennes du Québec / Image + Nation : 29e Festival international cinéma LGBT Montréal	CE16 0262	2016-02-19	12 500 $
Festi Blues	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION ASSOCIÉE CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1161197001	Festi Blues - 19e édition	CE16 0262	2016-02-19	5 000 $
Festival BD de Montréal	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION ASSOCIÉE CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1161197001	Festival BD de Montréal - 5e édition	CE16 0262	2016-02-19	10 000 $
Festival de films Cinémania	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION ASSOCIÉE CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1161197001	Festival de films Cinémania - 22e édition	CE16 0262	2016-02-19	10 000 $
Festival de musique de chambre de Montréal	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION ASSOCIÉE CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1161197001	Festival de musique de chambre de Montréal - 21e édition	CE16 0262	2016-02-19	30 000 $
Festival de théâtre de rue de Lachine	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION ASSOCIÉE CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1161197001	Festival de théâtre de rue de Lachine - 9e édition	CE16 0262	2016-02-19	10 000 $
Festival du Jamais Lu	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION ASSOCIÉE CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1161197001	Festival du Jamais Lu - 15e édition	CE16 0262	2016-02-19	15 000 $
Festival international de la littérature (FIL)	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION ASSOCIÉE CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1161197001	Festival international de la littérature (FIL) - 22e édition	CE16 0262	2016-02-19	27 000 $
Festival international de musique Pop Montréal	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION ASSOCIÉE CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1161197001	Festival international de musique Pop Montréal - 15e édition	CE16 0262	2016-02-19	45 000 $

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE

PÉRIODE DU 1 AU 29 FÉVRIER 2016

FOURNISSEURS	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	NUMÉRO DE DOSSIER	OBJET	NUMÉRO DÉCISION	DATE SIGNATURE	MONTANT
Festival international de théâtre Jeune Public (1992) inc.	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION ASSOCIÉE CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1161197001	Festival international de théâtre Jeune Public (1992) inc. / Les Coups de théâtre - 14e édition (biennale)	CE16 0262	2016-02-19	20 000 $
Festival international du film pour enfants de Montréal	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION ASSOCIÉE CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1161197001	Festival international du film pour enfants de Montréal / FIFEM - 19e édition	CE16 0262	2016-02-19	25 000 $
Festival ZooFest	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION ASSOCIÉE CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1161197001	Festival ZooFest - 8e édition	CE16 0262	2016-02-19	10 000 $
Fondation Métropolis Bleu	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION ASSOCIÉE CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1161197001	Fondation Métropolis Bleu / 18e Festival littéraire international Métropolis Bleu	CE16 0262	2016-02-19	25 000 $
LA SERRE arts vivants	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION ASSOCIÉE CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1161197001	LA SERRE arts vivants / OFFTA - 10e édition	CE16 0262	2016-02-19	9 000 $
Le MEG : Le Montréal Électronique Groove inc.	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION ASSOCIÉE CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1161197001	Le MEG : Le Montréal Électronique Groove inc. / 18e Festival MEG Montréal	CE16 0262	2016-02-19	15 000 $
Les Escales Improbables de Montréal	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION ASSOCIÉE CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1161197001	Les Escales Improbables de Montréal - 14e édition	CE16 0262	2016-02-19	15 000 $
Les Filles Électriques	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION ASSOCIÉE CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1161197001	Les Filles Électriques / 4e Festival Phénomena	CE16 0262	2016-02-19	15 000 $
L'OFF Festival de jazz de Montréal	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION ASSOCIÉE CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1161197001	L'OFF Festival de jazz de Montréal - 16e édition	CE16 0262	2016-02-19	14 500 $
Maison de la poésie	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION ASSOCIÉE CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1161197001	Maison de la poésie / 16e Festival de la poésie	CE16 0262	2016-02-19	12 500 $

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE

PÉRIODE DU 1 AU 29 FÉVRIER 2016

FOURNISSEURS	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	NUMÉRO DE DOSSIER	OBJET	NUMÉRO DÉCISION	DATE SIGNATURE	MONTANT
Montréal Baroque inc.	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION ASSOCIÉE CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1161197001	Montréal Baroque inc. / 14e Festival Montréal Baroque	CE16 0262	2016-02-19	12 500 $
Mutek	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION ASSOCIÉE CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1161197001	Mutek - 17e édition	CE16 0262	2016-02-19	50 000 $
Petits Bonheurs diffusion culturelle	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION ASSOCIÉE CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1161197001	Petits Bonheurs diffusion culturelle / Petits bonheurs, le rendez-vous des tout-petits - 12e édition	CE16 0262	2016-02-19	15 000 $
Rencontres internationales du documentaire de Montréal	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION ASSOCIÉE CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1161197001	Rencontres internationales du documentaire de Montréal - 19e édition	CE16 0262	2016-02-19	40 000 $
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL DU VIEUX-MONTRÉAL - QUARTIER HISTORIQUE	100% VILLE	SERVICE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	DIRECTION	1161179002	ACCORDER UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE NON RÉCURRENTE DE 10 500 $ À LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL DU VIEUX-MONTRÉAL - QUARTIER HISTORIQUE AFIN DE MANDATER DES PROFESSIONNELS POUR L'AMÉNAGEMENT DE VITRINES DE COMMERCES DANS LE CADRE DU PR@M-ARTÈRE EN CHANTIER FINANCÉ PAR L'ENTENTE DE 175 M$ AVEC LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CET EFFET.	CE16 0216	2016-02-11	10 500 $
Société des Arts Libres et Actuels	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION ASSOCIÉE CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1161197001	Société des Arts Libres et Actuels / 15e Festival Suoni Per Il Popolo	CE16 0262	2016-02-19	15 000 $
Société pour la promotion de la danse traditionnelle québécoise	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION ASSOCIÉE CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1161197001	Société pour la promotion de la danse traditionnelle québécoise / La Grande Rencontre - 24e édition	CE16 0262	2016-02-19	8 000 $
Terres en vues	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION ASSOCIÉE CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1161197001	Terres en vues, société pour la diffusion de la culture autochtone / Présence autochtone - 26e édition	CE16 0262	2016-02-19	40 000 $
Théâtre MainLine	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION ASSOCIÉE CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1161197001	Théâtre MainLine / 26e Festival St-Ambroise Fringe Montréal	CE16 0262	2016-02-19	15 000 $
Usine C	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION ASSOCIÉE CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1161197001	Usine C / 10e Festival Temps d'images	CE16 0262	2016-02-19	12 500 $

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE

PÉRIODE DU 1 AU 29 FÉVRIER 2016

FOURNISSEURS	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	NUMÉRO DE DOSSIER	OBJET	NUMÉRO DÉCISION	DATE SIGNATURE	MONTANT
Vues d'Afrique	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION ASSOCIÉE CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1161197001	Vues d'Afrique / Festival international de cinéma Vues d'Afrique - 31e édition	CE16 0262	2016-02-19	25 000 $
								785 000 $

NOMBRE DE SUBVENTIONS	41

04.03

À LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU
21 MARS 2016

DÉPÔT DES CONTRATS OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
(DÉLÉGATION DE POUVOIRS RCE02-004 DU 26 JUIN 2002)

SELON L'ARTICLE 477.3 DE LA LOI DES CITÉS ET VILLES

SERVICES CORPORATIFS
POUR LA PÉRIODE DU
1 AU 29 FÉVRIER 2016
LISTE SIMON

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er au 29 FÉVRIER 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
3M CANADA .	1102674	02-04-16	MOREL, STEPHANIE	DICKSON / REAPPROV (INVENTAIRE - MATERIEL SCOTCHLITE, JAUNE ET BLANC GRADE INGENIEUR)	Approvisionnement	Communication et marketing	2 578 $
3M CANADA .	ROS804541	02-16-16	BRANCONNIER, SERGE	MATÉRIEL DE REFLECTION POUR LA SÉRIGAPHIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 484 $
3M CANADA .	ROS804541	02-16-16	BRANCONNIER, SERGE	MATÉRIEL DE REFLECTION POUR LA SÉRIGAPHIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 484 $
9014-3058 QUEBEC INC.	DIC800817	02-08-16	BRANCONNIER, SERGE	RECONDITIONNER TRANSMISSION SUR CAMIONNETTE FORD	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 085 $
9014-3058 QUEBEC INC.	DIC803404	02-04-16	BRANCONNIER, SERGE	service externe, remplacement de transmission	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 085 $
9265-1363 QUEBEC INC.	1096826	02-26-16	DEVEAU, DOMINIQUE	Mise en place d¿un système intégré pour la gestion des actifs des réseaux d¿eau secondaires	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	3 360 $
9313-8329 QUEBEC INC.	1098097	02-12-16	MANZONI DA SILVA, CARLOS	Travaux en ventilation: installation d'un conduit alimentation, d'un diffuseur etc. pour l'atelier Dickson	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 163 $
ACCENT IMPRESSION INC.	1105032	02-15-16	PARE, ROBERT	Brochure CAM 2015-2016. Pour livraison de se référer au devis #13410	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	2 063 $
ACCS LE GROUPE INC.	1102164	02-03-16	LORD, MICHEL	TÉLÉGESTION (TNC 92605, ACHAT POUR MISE À JOUR CONTRÔLEURS, REMPLACEMENT COMPLET DES CONTRÔLEURS AU PDQ 38 #3245, ACCS LE GROUPE INC)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	20 514 $
ACKLANDS - GRAINGER INC.	1101675	02-02-16	LABOS, COSTAS	Amiante - Filtres... pour réapprovisionnement - Robert Lamoureux c/m.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 192 $
ACKLANDS - GRAINGER INC.	1101122	02-14-16	LABOS, COSTAS	VCR - Masques, filtres... pour l'inventaire - P. Plourde c/m.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 255 $
ADI-BURTEK	1091836	02-04-16	LEFEBVRE, ROBERT	Achat composantes télésurveillance pour pour l'usine Atwater	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 042 $
AIVP LE RESEAU MONDIAL DES VILLES PORTUAIRES	1104356	02-11-16	DUCAS, SYLVAIN	Frais d'adhésion 2016 - membres actifs de l'AVIP.	Service de la mise en valeur du territoire	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	8 692 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1103971	02-10-16	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Achat de robinets-vanne - Inventaire Colbert (Ententes terminée, demandé 3 soumissions)	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	8 777 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1103971	02-15-16	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Achat de robinets-vanne - Inventaire Colbert (Ententes terminée, demandé 3 soumissions)	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 404 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1102247	02-03-16	HUARD, FRANCOIS	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	37 124 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1101493	02-01-16	BEAUDIN, ALEXANDRE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	3 789 $
ALEXANDRE BERTHIAUME	1101810	02-02-16	ROBIDOUX, CHRISTIAN	Services pour un spécialiste de la méthodologie Agile.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	9 565 $
ALEXIS CHARBONNEAU	1104956	02-15-16	TREMBLAY, GINA	Participer à la coordination et la réalisation du projet de mise à niveau du Bain Saint-Michel	Culture	Autres - activités culturelles	24 500 $
ALFAGOMMA CANADA INC.	1101546	02-01-16	LEARY, GENEVIEVE	Achat de boyaux d'incendie - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 173 $
ALLDATA CANADA SERVICES LTD.	1105522	02-17-16	GARNEAU, DOMINIC	Formation sur la sécurité sur les véhicules électriques - composantes Haut Voltage --- 3 employés carrosserie --- soumission du 16-11-2015	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 100 $
ALLIAGE DE DONNEES INC.	1107072	02-24-16	LÊ, SON-THU	Service professionnel pour l'architecture de la solution pour le projet Géo-Trafic	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	22 819 $
ALLSTATE_15	rmi00010938400009689000003	02-19-16	Interface	ALLSTATE\Paiement d'une indemnité pour le dossier 15-004564, sur la liste de paiement 1602IC005 (CORPO)	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	3 489 $
ALTEL INC	1106170	02-22-16	FRENETTE, MICHEL	Fourniture & installation d'une caméra analogue pour le dépôt à neige Fullum FUL - VMA	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	2 622 $
AMBER FINE ARTS	6559	02-23-16	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 327 $
AMBER FINE ARTS	6557	02-23-16	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 679 $
ANDRE FILION & ASSOCIES INC	1105006	02-15-16	LAPOINTE, NORMAND	ANDRÉ FILION & ASSOCIÉS - Programme de transition de carrière pour M. Marc Blanchet.	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	8 399 $
ANDRE FILION & ASSOCIES INC	1103854	02-10-16	BOUCHARD, DIANE	BC ouvert - Honoraires pour services professionnels avec André Filion pour l'évaluation des compétences de gestion pour des postes e cadres de direction	Ressources humaines	Gestion du personnel	22 827 $
ANIXTER CANADA INC.	1106111	02-19-16	DESJARDINS, GILLES	Achat de casques d'écoute pour les employés du centre opérationnel de sécurité	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 536 $
ANIXTER CANADA INC.	1107724	02-26-16	LÊ, SON-THU	Achat des protecteurs de fibres expando PT plus	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 373 $
ANNE DONGOIS COMMUNICATIONS INC	1103697	02-09-16	GUERIN, SERGE	AD Communications - Conseiller en relations publiques.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	9 974 $
ANNE-HELENE PENAULT	1107666	02-26-16	CHOQUET, JEAN-ROBERT	Travaux de recherche et de rédaction suite à des entrevues réalisées dans le cadre de la nouvelle politique culturelle de la Ville de Montréal au cours des mois de janvier et février 2016	Culture	Autres - activités culturelles	13 500 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er au 29 FÉVRIER 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ANTONIN GAUD	1102445	02-04-16	LACOMBE, PIERRE	Services professionnels pour faire des tests pour évaluer le potentiel de production de séquences immersives à partir des données de la sonde "Mars Reconnaissance Orbiter" pour le spectacle "Un jour sur Mars" qui se tiendra au Planétarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 800 $
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1105702	02-17-16	MOREL, STEPHANIE	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - PANTALON DENIM EXTENSIBLE DIFFERENTES TAILLES)	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 825 $
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1100525	02-10-16	LEARY, GENEVIEVE	Réapprovisionnement de bottes de sécurité modèle Baffin (pas sur entente) - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	3 009 $
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1100525	02-05-16	LEARY, GENEVIEVE	Réapprovisionnement de bottes de sécurité modèle Baffin (pas sur entente) - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 104 $
AQUAM SPECIALISTE AQUATIQUE INC.	1106898	02-24-16	DULIEPRE, JEAN-FRANCOIS	Soumission 40097 - Banc large de plastique 6 pieds (gris)	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Piscines, plages et ports de plaisance	2 837 $
AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	1105635	02-17-16	THIFFAULT, YVAN	PLOMBERIE (TNC 92598, ACHAT DE PIÈCES POUR PMPES LMI AU 3444 ST-JOSEPH #2407, AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 280 $
AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	1102150	02-03-16	THIFFAULT, YVAN	PLOMBERIE (TNC 92598, ACHAT DE PIÈCES POUR POMPES LMI AU 3444 ST-JOSEPH #4397, AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 626 $
AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	1102150	02-03-16	THIFFAULT, YVAN	PLOMBERIE (TNC 92598, ACHAT DE PIÈCES POUR POMPES LMI AU 3444 ST-JOSEPH #4397, AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 217 $
AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	1107304	02-25-16	THIFFAULT, YVAN	PLOMBERIE (TNC 92598, ACHAT D'ENSEMBLES DE SONDES POUR CONTRÔLEUR BECSYS, ATELIER #2407, AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 924 $
ARI MANDJELIKIAN	1102595	02-04-16	ROBIDOUX, CHRISTIAN	68111 Expert et fibre et équipement - Ari Mandjelikian Gré à gré.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	10 759 $
ARIVA	1095080	02-17-16	PARE, ROBERT	Papier pour usage régulier du Centre d'impression	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	3 150 $
ARK IMPORTS LTD	si0022358	02-18-16	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 742 $
ARMSTRONG DARLING INC.***	1104714	02-12-16	THIFFAULT, YVAN	PLOMBERIE (TNC 92625, ACHAT D'UNE POMPE VERTICALE POUR LA PISCINE PARC ST-ROCH #0337, ARMSTRONG DARLING INC)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 102 $
ASSOCIATION DU DESIGN URBAIN DU QUEBEC	1103688	02-09-16	GUERIN, SERGE	Conseiller en développement organisationnel.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	12 250 $
ASSOCIATION QUEBECOISE DU TRANSPORT	1107662	02-26-16	CARETTE, CLAUDE	Cotisation Ville de Montréal - GRAND PARTENAIRE, # P-0668	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Dir. et admin. - À répartir	15 748 $
ASSURANCES FORT	1101422	02-01-16	LUU, VINH	Assurances 2016	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	13 962 $
ATELIER LE BANC S.E.N.C.	1103695	02-09-16	GUERIN, SERGE	Atelier Le Banc - Logigramme - Gestionnaire de projet administratif.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	2 362 $
ATR ASSOCIEES DU QUEBEC	240054	02-19-16	DURAND, CATHERINE	Réf # 18 / Signal touristique contrat en cours : Jardin botanique de Montréal contrat 19965271002 / Versement annuel au contrat de signalisation (panneaux bleus)	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	6 972 $
ATR ASSOCIEES DU QUEBEC	240053	02-19-16	DURAND, CATHERINE	Réf # 19 / Signal touristique contrat en cours, Biodôme contrat 19965271001: versement annuel au contrat de signalisation en cours (panneaux bleus)	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	8 632 $
ATTACHES ET RACCORDS AIMS	1103926	02-10-16	MOREL, STEPHANIE	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - FEUILLARD ACIER INOXYDABLE)	Approvisionnement	Transport et entreposage	6 879 $
AVENUE 8 INC	1101367	02-01-16	SAVARD, JOHANNE	Réalisation d'un audit de l'utilisation des médias sociaux par l'Ombudsman de Montréal et émission de recommandations sur la pertinence et l'optimisation de l'impact de la présence de l'OdM sur les médias sociaux.	Bureau de l'Ombudsman	Conseil et soutien aux instances politiques	3 150 $
AVIVA COMPAGNIE D'ASSURANCE DU CANADA_11	rmi000109468000085895000 3	02-19-16	Interface	AVIVA COMPAGNIE D'ASSURANCE DU CANADA\Paiement d'une indemnité pour le dossier 15-004631, sur la liste de paiement 1602IC004 (CORPO)	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	5 361 $
AVIVA_37	rmi000111552000115029000 1	02-04-16	Interface	AVIVA\Paiement d'une indemnité pour le dossier 15-005931, sur la liste de paiement 1602IC001 (CORPO)	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 455 $
AVIVA_38	rmi000109184000085896000 1	02-19-16	Interface	AVIVA\Paiement d'une indemnité pour le dossier 15-004397, sur la liste de paiement 1602IC004 (CORPO)	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	6 291 $
AVIVA_39	rmi000111296000115029000 3	02-19-16	Interface	AVIVA\Paiement d'une indemnité pour le dossier 15-005783, sur la liste de paiement 1602IC003 (CORPO)	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	16 649 $
AVIVA_40	rmi000109838000106070000 1	02-27-16	Interface	AVIVA\Paiement d'une indemnité pour le dossier 15-004896, sur la liste de paiement 1602IC007 (CORPO)	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	4 696 $
AXOR EXPERTS-CONSEILS INC.	1107680	02-26-16	LAURIN, CLAUDE	Projet Le Triangle - Comptages à 5 carrefours et traitement des données AO 14-13372-1	Service de la mise en valeur du territoire	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	10 236 $
AXOR EXPERTS-CONSEILS INC.	1102561	02-04-16	TESSIER, MONIQUE	Surveillance des travaux de marquage de le rue Paré	Service de la mise en valeur du territoire	Signalisation écrite et marquage	2 055 $
B.BOX	1098253	02-16-16	LEARY, GENEVIEVE	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - BOITE CARTON, BOITE ARCHIVE)	Approvisionnement	Transport et entreposage	2 194 $
BAJA CONSTRUCTION INC.	1107727	02-26-16	MANZONI DA SILVA, CARLOS	Travaux d'aménagement préliminaire de la suite du Grand Costumier à l'édifice Gaston-Miron	Gestion et planification immobilière	Autres - activités culturelles	25 719 $
BELL MOBILITE INC	51457768920151201	02-23-16	SEGUIN, JOSEE	compte #514577689 - facture du 1er décembre 2015 - modems pour la direction des transports	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Dir. et admin. - À répartir	23 227 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er au 29 FÉVRIER 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
BELL MOBILITE INC	51457768920160201	02-23-16	SEGUIN, JOSEE	compte #514577689 - facture du 1er février 2016 - modems pour la direction des transports	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Dir. et admin. - À répartir	23 075 $
BELL MOBILITE INC	51457768920160101	02-23-16	SEGUIN, JOSEE	compte #514577689 - facture du 1er janvier 2016 - modems pour la direction des transports	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Dir. et admin. - À répartir	22 995 $
BELL_22	rmi00010926000000968390001	02-19-16	Interface	BELL\Paiement d'une indemnité pour le dossier 15-004463, sur la liste de paiement 1602IC004 (CORPO)	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	4 673 $
BELL_22	rmi00011084900000968390003	02-19-16	Interface	BELL\Paiement d'une indemnité pour le dossier 15-005536, sur la liste de paiement 1602IC004 (CORPO)	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	3 181 $
BENCO PIECES ET SERVICES	CAR803274	02-04-16	MASSE, PAUL	REAPARATION HORS GARANTIE COURT CIRCUIT SUR AVANCE RECULE VOIR FACTURE 0885	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 980 $
BENCO PIECES ET SERVICES	CAR803270	02-04-16	MASSE, PAUL	REPARATION HORS GARANTIE POMPE A INJECTION VEHICULE TOUT SEUL + FREIN DUR VOIR FACTURE 0889	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 590 $
BENTLEY SYSTEMS INC.	1101375	02-01-16	PELLERIN, GUY	BENTLEY - Assistance informatique	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	18 832 $
BEPR	1105101	02-16-16	GOYETTE, STEPHANE	Conseiller en relations publiques - Relations de presse - Conférence ville intelligente et InnoCité Mtl - 15 février 2016.	Direction générale	Gestion de l'information	2 940 $
BMR MATCO RAVARY	1106906	02-24-16	DULIEPRE, JEAN-FRANCOIS	Rallonge électrique 14/3 15M Winterflex	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	2 891 $
BOMA QUEBEC	1104952	02-15-16	PARE, ROBERT	Service - Agence de publicité, promotion - Partenariat officiel - Le Montréal du futur 2016 - facture 010430	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	2 625 $
BOULEVARD DODGE-CHRYSLER-JEEP (2000) INC.	ROS803341	02-04-16	GAUVREAU, ALAIN	JANTES ET TPMS SENSOR POUR 8 VEHICULES NEUFS	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 421 $
BOUTHILLETTE PARIZEAU INC.	1105977	02-19-16	BOUVRETTE, JEAN	Services professionnels - Calcul de la capacité en réfrigération (enclos temporaire pour manchots au Biodôme) et évaluation des coûts.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 500 $
BOUTHILLETTE PARIZEAU INC.	1107323	02-25-16	BOUVRETTE, JEAN	Services professionnels en ingénierie et architecture de paysage pour l'installation d'un réseau de bornes de recharge pour voiture électrique à EPLV.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	23 100 $
BOUTY INC	1101686	02-02-16	MARCOTTE, ANNE-MARIE	Achat -Chaises modèle XYLO, # produit 1761-H-GA07-TU3003-N2-7N-S, selon la soumission 10579 et Chaises modèle XYLO, # produit 1742-Z-S.	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	6 012 $
BOUTY INC	1105993	02-19-16	MANZONI DA SILVA, CARLOS	Achat de chaises attribuées aux employés du Service à la clientèle de l'hôtel de ville	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	4 259 $
BOYTECH DEMOLITION INC.	1105397	02-17-16	MASSE, PAUL	Travaux édifice de la cour Poincaré --- voir soumission du 4 février 2016	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 675 $
BRAULT DRAIN	1104535	02-12-16	BRANCONNIER, SERGE	Pompage de 4 puits et disposition des liquides contaminés - Atelier Dickson	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 720 $
BRIDGESTONE FIRESTONE CANADA INC.	AVM804823	02-18-16	MASSE, PAUL	NOUVEAU BON DE COMMANDE EN REMPLACEMENT DU AVM799897. BON DE COMMANDE FAIT AU MAUVAIS FOURNISSEUR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 743 $
BRIDGESTONE FIRESTONE CANADA INC.	1101840	02-02-16	BRISEBOIS, JOEL	PNEU RECHAPPE,CAMION-TASSEUR 11R22.5 ST	Approvisionnement	Matériel roulant	2 706 $
BRIDGESTONE FIRESTONE CANADA INC.	1102528	02-04-16	HAMELIN-PROVOST, GINETTE	RÉAP. PIR INVENTAIRE PNEUS	Approvisionnement	Matériel roulant	4 139 $
BRIDGESTONE FIRESTONE CANADA INC.	1102567	02-04-16	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIÈRE	Approvisionnement	Matériel roulant	4 217 $
BRIDGESTONE FIRESTONE CANADA INC.	1104205	02-11-16	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIÈRE	Approvisionnement	Matériel roulant	4 217 $
BRIDGESTONE FIRESTONE CANADA INC.	1103443	02-09-16	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIÈRE	Approvisionnement	Matériel roulant	5 173 $
BRIDGESTONE FIRESTONE CANADA INC.	1104778	02-15-16	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 POUR ACHAT RÉGULIÈRE	Approvisionnement	Matériel roulant	3 449 $
BRIDGESTONE FIRESTONE CANADA INC.	1087335	02-17-16	DESJARDINS, LOUISE	RÉCHAPPAGE DE PNEUS 11R 22.5 ET DE 12 R 22.5 POUR CAMIONS INCENDIE	Approvisionnement	Matériel roulant	3 656 $
BRIDGESTONE FIRESTONE CANADA INC.	1094180	02-17-16	DESJARDINS, LOUISE	RÉCHAPPAGE DE PNEUS POUR CAMIONS POMPIER	Approvisionnement	Matériel roulant	2 580 $
BRISEBOIS EXTERMINATION INC.	1105211	02-16-16	COURCHESNE, YVES	BCO- 2016 pour le service d'extermination, fumigation;"Contrôle intérieur des souris et traitement contre les araignées aux 85 et 155 Notre-Dame Est"	Finances	Administration, finances et approvisionnement	4 200 $
BRODEUR FRENNETTE S.A.	1102904	02-05-16	MANZONI DA SILVA, CARLOS	Évaluation de la réserve pour risque du projet du Centre de service animalier de Montréal - Incidence 13783	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	22 677 $
BUDGET CONSTRUCTION SOLUTIONS INC.	1101934	02-02-16	LEGER, RACHEL	Atelier d'analyse de la valeur dans le cadre du projet de Migration du Biodôme	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	6 500 $
BUDGET CONSTRUCTION SOLUTIONS INC.	1101934	02-02-16	LEGER, RACHEL	Atelier d'analyse de la valeur dans le cadre du projet de Migration du Biodôme	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 000 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er au 29 FÉVRIER 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
BUDGET CONSTRUCTION SOLUTIONS INC.	1101934	02-02-16	LEGER, RACHEL	Atelier d'analyse de la valeur dans le cadre du projet de Migration du Biodôme	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 000 $
BUREAU DU CINEMA ET DE LA TELEVISION DU QUEBEC (BCTQ)	1104670	02-12-16	BISSONNETTE, DANIEL	Participation financière à l'étude réalisée par KPMG Secor sur la filière audiovisuelle au Québec.	Culture	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	10 499 $
BUREAU PRINCIPAL DE DESIGN INC.	1103021	02-05-16	GUERIN, SERGE	Service - Traitement de données, bureautique.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	18 520 $
CAISSE DE RETRAITE SUPLEMENTAIRE DES CADRES DE LA CUM	1101406	02-01-16	MARLEAU, JACQUES	Frais de gestion - Régime de retraite Cadres CUM - Décembre 2015	Finances	Administration, finances et approvisionnement	2 985 $
CAMIONS CARL THIBAULT INC.	ROS803613	02-22-16	ROCHETTE, JOCELYN	72969 SHIFT COLLAR T T4	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 133 $
CAMIONS CARL THIBAULT INC.	ROS802805	02-01-16	BRANCONNIER, SERGE	PIECES DE REPARATION DE CAMION DE POMPIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 795 $
CAMIONS EXCELLENCE PETERBILT INC.	CAR802913	02-02-16	PORTELANCE, RAYMOND	PIÈCES POUR RÉPARER CAMIONS DOMPEUR DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 390 $
CANADIEN NATIONAL	1102824	02-04-16	LUU, VINH	Frais d'ingénierie du CN dans le cadre du contrat 1200	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	5 395 $
CARRIER ENTERPRISE CANADA L.P.	1106582	02-23-16	THIFFAULT, YVAN	VCR, BAT 450 ARENA M-RICHARD REQ: 71-277149, COMPRESSEUR, PLOURDE DOMINIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 287 $
CARRIER ENTERPRISE CANADA L.P.	1106580	02-23-16	THIFFAULT, YVAN	VCR, BAT 450 ARÉNA M-RICHARD, REQ; 77-277931, COMPRESSEUR, PLOURDE DOMINIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 287 $
CCJ INTERNATIONAL TRADE LTD	3484767	02-17-16	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 421 $
CD NOVA-TECH INC.	1102394	02-03-16	LÊ, SON-THU	Achat d'injecteurs PoE pour l'installation de caméras pour CGMU	Infrastructures, voirie et transports	Signalisation lumineuse	6 559 $
CDW CANADA INC.	1102596	02-04-16	ROBIDOUX, CHRISTIAN	68111 - Logiciel WhatsUp Gold Premium - CDW.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	35 761 $
CEDROM-SNI INC	q1601102r	02-18-16	DURAND, CATHERINE	Réf # 76 / Licence pour la reproduction de documents contenus dans la revue de presse pour la période du 2016-05-14 au 2017-05-13	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 207 $
CEGEP MONTMORENCY	1104910	02-15-16	HALLE, ANDREE	Trialogue	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 219 $
CENTRAL VIDEO SYSTEME	1107289	02-25-16	DESJARDINS, GILLES	Achat de 200 cartes d'accès, format porte-clé	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 217 $
CENTRE AGRICOLE J.L.D. INC.	DIC803043	02-18-16	BRANCONNIER, SERGE	PIECE POUR REPARATION DE TOIT CABINE POUR TRACTEUR JOHN DEERE SUITE A UN ACCIDENT. PIECE D ORIGINE SEULEMENT DE DISPONIBLE .	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 204 $
CENTRE DE PIECES GAGNON	1102298	02-03-16	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIÈRE	Approvisionnement	Matériel roulant	3 883 $
CENTRE DE PIECES GAGNON	1106715	02-24-16	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIÈRE	Approvisionnement	Matériel roulant	2 366 $
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	1105405	02-17-16	GAGNON, JEAN-YAN	BC ouvert - Service - Téléphonie cellulaire pour l'année 2016	Ressources humaines	Gestion du personnel	5 249 $
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	1102461	02-04-16	PIROG, MACIEJ	BC ouvert 2016 - Frais pour les téléphones cellulaires de la section Mesure de consommation d'eau	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	7 874 $
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	1102280	02-03-16	GREGOIRE, SOPHIE	BC ouvert 2016 - Frais de cellulaires pour les employés de la Direction. Ce bon de commande pour l'année 2016 couvre le montant annuel pour 12 cellulaires et 4 iPad.	Ressources humaines	Gestion du personnel	6 929 $
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	1101444	02-01-16	MCSWEEN, BRIGITTE	CSPQ - Frais d'utilisation de cellulaires par les membres du Cabinet du Maire et du comité exécutif - Période : Décembre 2015 - Conforme à la facture A 135 683 du 15 janvier 2016 en annexe	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	2 243 $
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	1098189	02-23-16	DESJARDINS, GILLES	Frais d'utilisation - communication sans-fil Rogers - Section des opérations 2016	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	9 974 $
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	a136059	02-05-16	SEGUIN, JOSEE	no. de compte 32161009 / cellulaires du directeur SIVT / période (décembre 2015 0	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Dir. et admin. - À répartir	5 538 $
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	1101735	02-02-16	CARETTE, CLAUDE	Service - Téléphonie cellulaire Paiement des factures de téléphone cellulaire pour l'année 2015-2016	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Dir. et admin. - À répartir	7 349 $
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	1103125	02-08-16	DESJARDINS, SUZANNE	Service - Téléphonie cellulaireCentre de services partagés Québec Direction santé et mieux-être (du 01-01-2016 au 31-12-2016)	Ressources humaines	Gestion du personnel	6 299 $
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	1105362	02-16-16	BEAUCHAMP, LOUIS	Téléphonie cellulaire pour le mois de novembre - Facture A 134 194 du 15 déc./pour le mois d'octobre - Facture A 132 865 du 15 nov./pour le mois d'octobre - Facture A 132 865 du 15 déc.- Ce B.C. remplace le 1095522	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	3 938 $
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	1029429	02-08-16	BRISSON, GUYLAINE	Téléphonie cellulaire, ajout de 99.63$, manquant sur la facture: A134678	Concertation des arrondissements	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	6 989 $
CENTRE DE TELEPHONE MOBILE LTEE	1104432	02-11-16	LÊ, SON-THU	Location espace pour antenne Jalonnement dynamique-Site Place Ville-Marie. Contrat de location no 101791 (34134)	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	6 616 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er au 29 FÉVRIER 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
CENTRE DES AUTEURS DRAMATIQUES (CEAD) INC.	1105193	02-16-16	TREMBLAY, GINA	Élaboration et coordination d'une lecture publique. Présentation du texte dramatique. Raconter le feu aux forêts d'André Gélineau le 10 février 2016 à 20h à la Maison de la culture de Côte-des-Neiges.	Culture	Autres - activités culturelles	3 832 $
CENTRE DU CAMION ET REMORQUES CAMTEK INC.	DIC803407	02-04-16	BRANCONNIER, SERGE	réparation de supports et protection; remplacement du cylindre	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 271 $
CENTRE DU CAMION ET REMORQUES CAMTEK INC.	DIC803619	02-08-16	BRANCONNIER, SERGE	service externe, entretien et réparation de camion	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 547 $
CENTRE DU CAMION U.T.R. INC.	ROS802141	02-22-16	BEAULIEU, DAMIEN	PIECES DE CARROSSERIE DE HINO FB1817/3A	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 435 $
CERTIFLO INC.	CAR800703	02-08-16	MASSE, PAUL	RÉPARATION + MODIFICATION D'UNE CITERNE À EAU DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 954 $
CGA ARCHITECTES INC.	1107175	02-25-16	LEGER, RACHEL	Expertise en architecture pour collaborer à la création de trois nouveaux habitats (Dendrobates, Anaconda et Coastis)	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	12 020 $
CHAURETTE ROBITAILLE GUILBAULT, ARPENTEURS-GEOMETRES	1101160	02-25-16	DULIEPRE, JEAN-FRANCOIS	Arpentage pour la levée à la piscine du complexe sportif Claude-Robillard, traitements de données, confection du plan et autres.	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Piscines, plages et ports de plaisance	4 252 $
CHEMISE EMPIRE LTEE	1094576	02-23-16	HUARD, FRANCOIS	CHEMISE,CHEF,MANCHE COURTE	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	11 159 $
CIMA +	1104527	02-12-16	BOUVRETTE, JEAN	Honoraires professionnels d'ingénierie pour le Chemin de ceinture au Jardin botanique.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 000 $
CIMA +	1106750	02-24-16	CHAMPAGNE, BENOIT	Planage - revêtement dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - conception des plans.	Infrastructures, voirie et transports	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	80 761 $
CIMA +	1104561	02-12-16	COTE, RICHARD P.	Service professionnels pour la consolidation des travaux à partir de feuilles de calcul Excel.	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	13 648 $
CIMA+ S.E.N.C.	1105582	02-17-16	LÊ, SON-THU	Mandat 005-Ci (STI 2017-2015) Étude technologique sur les syst de détection des véhicules spécifiques - 14167 - Entente Cadre 1146848001 - CG15 0030 -	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	42 147 $
CLIFFORD UNDERWOOD HYDRAULIQUE LTEE.	1107475	02-26-16	BRANCONNIER, SERGE	Main d'¿uvre, matériel, équipement, transport permis et assurance pour la fourniture et installation d'un détecteur H2S	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 189 $
CLIFFORD UNDERWOOD HYDRAULIQUE LTEE.	DIC803328	02-04-16	BRANCONNIER, SERGE	REMPLACER TUYAUTERIE POUR VERIN # VM-669745 DE GARAGE DICKSON	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 593 $
CLIFFORD UNDERWOOD HYDRAULIQUE LTEE.	DIC805306	02-23-16	BRANCONNIER, SERGE	service externe, réparation d'un vérin hydraulique	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 241 $
CLS SALES INC.	b001199m	02-15-16	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 579 $
CLUB TECHNO CULTURE	1107766	02-26-16	JODOIN, LUC	Projet pilote d'impression 3D	Culture	Bibliothèques	18 373 $
CNW-TELBEC INC	1104135	02-10-16	RACICOT, JEAN	Service - Distribution des avis médias - CNW Telbec	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	10 044 $
COALITION MONTREAL	recherchecoa31122015	02-22-16	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement de recherche et de soutien (articles 474.0.1 de la Loi sur les Cités et Villes et règlement sur le remboursement des dépenses de recherche et de soutien des conseillers)	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	10 830 $
COALITION MONTREAL	recherchecoal31122015	02-26-16	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement de recherche et de soutien (articles 474.0.1 de la Loi sur les Cités et Villes et règlement sur le remboursement des dépenses de recherche et de soutien des conseillers)	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	3 735 $
COALITION MONTREAL	recherchecoali31122015	02-26-16	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement de recherche et de soutien (articles 474.0.1 de la Loi sur les Cités et Villes et règlement sur le remboursement des dépenses de recherche et de soutien des conseillers)	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	2 816 $
COALITION MONTREAL	recherche12312015	02-02-16	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement de recherche et de soutien (articles 474.0.1 de la Loi sur les Cités et Villes et règlement sur le remboursement des dépenses de recherche et de soutien des conseillers).	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	6 785 $
COALITION MONTREAL-GUILLAUME BENOIT-GAGNE	alloccoalition3112015	02-08-16	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement d'allocation aux partis autorisés (articles 474.0.4 de la Loi sur les Cités et Villes).	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	2 353 $
COFOMO INC.	1104735	02-12-16	ROBIDOUX, CHRISTIAN	68255 - Architecte en infrastructure technologique - COFOMO.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	23 363 $
COFORCE INC.	1105343	02-16-16	LEVESQUE, PIERRE	Achat et installation de tapis d'hiver pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 741 $
COFORCE INC.	1103526	02-09-16	GARNEAU, DOMINIC	Contrat d'entretien ménager pour le mois de janvier 2016 au 2269, rue Viau	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 837 $
COFORCE INC.	1105634	02-17-16	LEVESQUE, PIERRE	Édifice Albert-Dumouchel (0978) - 10300, rue Lajeunesse - Travaux de peinture - 1 soumission	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 464 $
COFORCE INC.	1102142	02-03-16	LEVESQUE, PIERRE	Février 2016 - Service d'entretien ménager des bâtiments 0142 - Biblio et centre comm. CDN, 8616 - Centre Monkland	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	14 030 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er au 29 FÉVRIER 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
COFORCE INC.	1096980	02-03-16	LEVESQUE, PIERRE	Service d'entretien ménager des bâtiments 0142 - Biblio et centre comm. CDN, 8616 - Centre Monkland	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	14 030 $
COFORCE INC.	1101844	02-02-16	LEVESQUE, PIERRE	Spéciaux contrat Ville de Montréal : installation de tapis d'hiver dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 004 $
COFORCE INC.	1107006	02-24-16	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de menuiserie dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 553 $
COFORCE INC.	1107112	02-25-16	LEVESQUE, PIERRE	Travaux d'entretien pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 894 $
COGECO DIFFUSION INC.	1102971	02-05-16	LE NAY, ALBANE	Placement publicitaire - Rythme FM - Du 18 février au 27 mars 2016	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	32 725 $
COLLEGE DE BOIS-DE-BOULOGNE	1105814	02-18-16	LEVEILLE, MARIE-LYNE	Coaching - Me Pierre Lefebvre ¿ Affaires civiles 10 et 22 décembre 2015 et 14 janvier 2016 Facture #00102640	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 235 $
COMCOMTECH INC.	1106498	02-23-16	COURCHESNE, YVES	Paiement de facture #CCT-009.2016 pour le service de traduction.	Finances	Administration, finances et approvisionnement	2 730 $
COMEAU TECHNIQUE LTEE.	1106962	02-24-16	MOREL, STEPHANIE	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - CONTENANT/200 PASTILLES DIVERSES COULEURS)	Approvisionnement	Énergie et produit chimique	2 074 $
COMMUNICATIONS TREMBLAY-MENARD INC.	1103332	02-08-16	LEARY, GENEVIEVE	Impression d'étiquettes en plastique blanc - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	5 402 $
COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER DU CANADIEN PACIFIQUE	1103551	02-09-16	BROUSSEAU, DANIEL	Entretien des feux clignotants - No. de compte 1001636	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 174 $
COMPUGEN INC.	1104460	02-11-16	BEAUCHAMP, CARLE	Achat de 6 licences Office Standard pour le projet 68111 Modernisation Telecom.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 037 $
COMPUGEN INC.	1105167	02-16-16	TONTHAT, ALAIN	Achat de logiciels pour Fouzia Khier, Claire Labelle, Sébastien Poupart et Isabelle Lafrance - Office Pro Plus; Achat de logiciels pour Fouzia Khier et Claire Labelle - Visio Pro; Pour Claire Labelle Ordinateur configuration ultra-compacte	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 579 $
COMPUGEN INC.	1103460	02-09-16	BEAUDIN, ALEXANDRE	ACHAT D'ORDINATEUR POUR L'ÉQUIPE DE LOGISTIQUE	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	3 360 $
COMPUGEN INC.	1103263	02-08-16	BEAUCHAMP, CARLE	Achats de 9 licences du logiciel Visio Standard 2010 pour le projet 68111 Modernisation télécom.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 047 $
COMPUGEN INC.	1103265	02-08-16	PERRAS, SYLVAIN	Écran Dell 21.5" P2214H 16:9 Monitor; Licence Office Standard 2016; Licence ProjetPro 2016 SNGL MVL w1PrjectSvrCAL.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	5 551 $
COMPUGEN INC.	1104522	02-12-16	LUU, VINH	écrans plat Dell et ordinateurs optiplex- soum #3002573 SQ	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 107 $
COMPUGEN INC.	1102967	02-05-16	COURCHESNE, YVES	Monochrome Laser et Labor Printers & Multifunctional	Finances	Administration, finances et approvisionnement	15 570 $
COMPUGEN INC.	1101853	02-02-16	LORD, MICHEL	TÉLÉGESTION (ACHAT DE LOGICIELS POUR SERVEUR JOHNSON, ATELIER #4397, COMPUGEN INC)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	9 794 $
COMPUGEN INC.	1105644	02-17-16	GOSSELIN, IAN	VMware Workstation Pro 12 for Linux and WindowsTel que sur la soumission.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 669 $
CONNECT 24	1103102	02-05-16	LEFEBVRE, ROBERT	Frais de module d'alarme pour l'année 2016	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	12 599 $
CONSEIL DES ARTS DE MONTREAL	1104954	02-15-16	CHOQUET, JEAN-ROBERT	Frais d'admission (achat de 30 billets) pour le 31e Grand Prix du Conseil des arts de Montréal (CAM) qui aura lieu le 24 mars prochain au Palais des congrès de Montréal	Culture	Autres - activités culturelles	3 307 $
CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.	1101452	02-01-16	ROBIDOUX, CHRISTIAN	70350 - Analyste d'affaire EBS.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	21 165 $
CONSTRUCTION CAMARA	1107566	02-26-16	DAVID, KATHY	Fouilles exploratoires rue Argyle.	Service de l'eau	Réseaux d'égout	7 958 $
CONSTRUCTION CAMARA	1107566	02-26-16	DAVID, KATHY	Fouilles exploratoires rue Argyle.	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	3 979 $
CONTENEURS S.E.A. INC.	CAR802914	02-11-16	AUDY, MICHEL	C1055068 (ACHAT DE CONTAINER 40' POUR ENTREPOSAGE DE PNEU)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 310 $
COOP DE SOLIDARITE WEBTV	1103963	02-10-16	BONNEAU, MARIE-EVE	COOP DE SOLIDARITÉ WEB TV - Webdiffusion du conseil municipal du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016 - Conforme à l'entente signée le 15 décembre 2015 par Marie-Ève Bonneau.	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	38 142 $
COOP DE SOLIDARITE WEBTV	1106193	02-22-16	LAPOINTE, NORMAND	COOPÉRATIVE WEBTV - Webdiffusion des séances du Comité Exécutif pour l'année 2016.	Direction générale	Greffe	58 720 $
COOP SEKISA	1104465	02-11-16	LEFEBVRE, MARTIN	Analyse de solutions de type «Ruby on Rails».	Technologies de l'information	Gestion de l'information	10 499 $
CORPORATE EXPRESS CANADA INC. (STAPLES AVANTAGE)	40696243	02-18-16	DURAND, CATHERINE	BC 207627 / cartouche xerox noir, cyan, jaune, magenta	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 572 $
CORRECTIONS RICHELIEU	1102753	02-04-16	LAPOINTE, JOSEE	Contrat à Corrections Richelieu pour la correction de copies d'examen de rédaction en français pour l'année 2016	Ressources humaines	Gestion du personnel	13 696 $
CPU DESIGN INC.	1103202	02-08-16	ROBIDOUX, CHRISTIAN	74561 - Licence « Hot Virtual Keyboard » CPU Design.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 354 $
CPU DESIGN INC.	1103598	02-09-16	PERRAS, SYLVAIN	8 portables - BL CTO HP FOLIO 9480M-I5-4310U 14.0 8GB/128; 8 DOCKS - Station d'accueil HP UltraSlim Proprietary interface pour Notebook 4x Ports USB - 4xUSB 3.0.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	9 625 $
CUISINE-ATOUT ENTREPRISE D'INSERTION INC.	1106526	02-23-16	LAPOINTE, NORMAND	TRAITEUR CUISINE ATOUT - rencontre de direction du directeur général - 12 février 2016.	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	3 677 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er au 29 FÉVRIER 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
CUMMINS EST DU CANADA SEC.	1103258	02-08-16	GAUVREAU, ALAIN	Familiarisation sur les moteurs ISM CM876, ISX 12 CM2250 et ISL CM 2350 --- Du 3 au 5 février de 7h à 15h --- Endroit: CFP Paul Gérin Lajoie, 400 avenue St-Charles, Vaudreuil - # de facture 020-33671	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	13 438 $
D&W CANASIA TRADING INC.	24939	02-15-16	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 132 $
D.I.S. SOLUTION INC.	3219	02-18-16	DURAND, CATHERINE	BC 207293 / Charbon activé sac 40 livres / adoussiceur d'eau	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 061 $
DAFCO FILTRATION GROUP CORPORATION	1107572	02-26-16	LABOS, COSTAS	VCR - Filtres pour divers bâtiments - P. Plourde c/m.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 079 $
DAVID PICHOT	1102605	02-04-16	ROBIDOUX, CHRISTIAN	74820 - Spécialiste Développement d'application web David Pichot. Contrat de gré à gré.	Technologies de l'information	Déblaiement et chargement de la neige	22 047 $
DELL SOFTWARE CANADA INC.	1098809	02-16-16	JUTRAS, PIERRE	corrige le bc suivant :1093306	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Horticulture et arboriculture	5 280 $
DELOITTE S.E.N.C.R.L/S.R.L	1104944	02-15-16	BERGERON, JACQUES	Services professionnels BVG SP-2015-43	Bureau du vérificateur	Administration, finances et approvisionnement	33 360 $
DEMENAGEMENT PERFORMANCE (PMI)	1107321	02-25-16	MANZONI DA SILVA, CARLOS	Déménagements internes de locataires dans le cadre des travaux de réfection majeures du Pavillon La Fontaine - Incidence 14546	Gestion et planification immobilière	Autres biens - Rénovation urbaine	20 133 $
DEMENAGEMENT/ENTREPOSAGE M.E.C. PLUS	1107507	02-26-16	DULIEPRE, JEAN-FRANCOIS	Déménagement	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	4 871 $
DENIS LEMIEUX	1083262	02-05-16	GUERIN, SERGE	Denis Lemieux - Architecte - Gestion de projet - Développement et révision d'outils de gestion pour les concours.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	7 559 $
DESCHENES & FILS LTEE	1104126	02-10-16	LABOS, COSTAS	CHAUFFAGE (ACHAT DE PIÈCES POUR ATELIER #4397, DESCHENES & FILS LTEE)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 761 $
DESCHENES & FILS LTEE	1102174	02-03-16	THIFFAULT, YVAN	CHAUFFAGE (ACHAT D'UN CHAUFFE-EAU PISCINE POUR LA PISCINE ST-ROCH #0337, REQ. 77-276604, DESCHENES & FILS LTEE)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 598 $
DESCHENES & FILS LTEE	1105531	02-17-16	THIFFAULT, YVAN	CHAUFFAGE (TNC 92596, ACHAT DE DIVERSES PIÈCES POUR 11 BÂTIMENTS, TECHNOLOGIES PROPRES TGWT INC)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 725 $
DESCHENES & FILS LTEE	1102559	02-04-16	LABOS, COSTAS	Plomberie - Matériel manquant pour divers bâtiment - A. Kamil c/m.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 336 $
DESCHENES & FILS LTEE	1107288	02-25-16	THIFFAULT, YVAN	PLOMBERIE (ACAHT DE PIÈCES POUR LE CENTRE ÉTIENNE-DESMARTEAU #0560, REQ. 76-278006, DESCHENES & FILS LTEE)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 443 $
DESCHENES & FILS LTEE	1102133	02-03-16	THIFFAULT, YVAN	PLOMBERIE (AMÉNAG. 1624670007, ACHAT DE DIVERSES PIÈCES POUR LA RÉFECTION DE LA TUYAUTERIE DU GARAGE P.A.T. #0761, DESCHENES & FILS LTEE)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 631 $
DESCHENES & FILS LTEE	1101524	02-01-16	THIFFAULT, YVAN	PLOMBERIE (AMÉNAG. 1624670007, ACHAT D'UN RÉSERVOIR ET PIÈCES POUR L'AMÉNAGEMENT DU GARAGE DE COUR POINTE-AUX-TREMBLES #0761, DESCHENES & FILS LTEE)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 203 $
DESCHENES & FILS LTEE	1102476	02-04-16	ROUILLARD, JOHANNE	PLOMBERIE (TNC 92594, ACHAT DE DIVERSES PIÈCES POUR LE REMPLACEMENT DE TOILETTE ET RÉSEAU EAU AU 3444 ST-JOSEPH #4397, DESCHENES & FILS LTEE)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 010 $
DESCHENES & FILS LTEE	1105967	02-19-16	THIFFAULT, YVAN	PLOMBERIE (TNC 92623, ACHAT DE PIÈCES POUR LA RÉFECTION TUYAUTERIE DES POMPES DE PUISARD AU CENTRE OPÉRATIONNEL NORD #3658, DESCHENES & FILS LTEE)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 100 $
DIANE VEILLEUX	1103491	02-09-16	GAGNON, JEAN-YAN	Griefs : 08-1183 et 10-0578 - Gisèle Thomin - Fixation de quantum	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 482 $
DILIGENCE SERVICES DE COACHING INC	1106403	02-23-16	DESJARDINS, SUZANNE	Services professionnels pour le coaching exécutif des directeurs dans le cadre du Programme d'aide aux employés (Diligence Services de Coaching inc. - Lyne Leblanc) - Direction santé et mieux-être - Année 2016	Ressources humaines	Gestion du personnel	9 131 $
DISCOVER COMMUNICATIONS INC	1101793	02-02-16	LAVOIE, MARIE-CLAUDE	BO 2016 - Téléphonie cellulaire - Appareils et accessoires pour les employés du SGPI (ex-DSTI)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 100 $
DISTRIBUTION DE POMPES HURRICANE	CAR802342	02-09-16	MASSE, PAUL	ACHAT DE PIÈCES POUR POMPE A PEINTURE SUR CAMION TRACEUR 307-01061 POUR L'ENTRETIENT SAISONNIER.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 293 $
DISTRIBUTION DE POMPES HURRICANE	CAR802342	02-09-16	MASSE, PAUL	ACHAT DE PIÈCES POUR POMPE A PEINTURE SUR CAMION TRACEUR 307-01061 POUR L'ENTRETIENT SAISONNIER.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 945 $
DOCUCOM DIGITAL INC	1101604	02-01-16	SINCLAIR, NANCY	DOCUCOM DIGITAL - CONTRAT D'ENTRETIEN ET DE RÉPARATION D'APPAREILS À MICROFILMER ET À NUMÉRISER (4 APPAREILS - SECTION DES ARCHIVES DU SERVICE DU GREFFE - CONFORME À LA SOUMISSION 28-01-2016	Greffe	Greffe	4 761 $
DOMINIQUE GROLEAU	1103132	02-08-16	RUELLAND, CHRISTIAN	Contrat services professionnels Dominique Groleau psychologue	Commission de la fonction publique de Montréal	Gestion du personnel	3 285 $
DOMINIQUE MCGREGOR	1101943	02-02-16	GUERIN, SERGE	Dominique McGregor - Service - Traitement de données, bureautique.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	4 900 $
DOUGLAS CUDDLE TOYS CANADA	406598	02-01-16	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	7 508 $
DRIVE PRODUCTS INC	MAD805446	02-25-16	MASSE, PAUL	CS25-A1005-H3VX-MUN PTO	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 214 $
DRIVE PRODUCTS INC	DIC804550	02-16-16	DESMARAIS, RICHARD	PRISE DE FORCE POUR CAMION BENNE A DÉCHETS	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 600 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er au 29 FÉVRIER 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1103740	02-09-16	MOREL, STEPHANIE	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - ELECTRICITE: FIL ELECTRIQUE ET DEMARREUR LAMPE SODIUM)	Approvisionnement	Construction	3 507 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1105504	02-17-16	MOREL, STEPHANIE	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - ELECTRICITE: PILE SECHE,BOITE JONCTION, BOITE SORTIE, CONNECTEUR, RUBAN PLASTIQUE, ETC.)	Approvisionnement	Construction	2 948 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1098928	02-12-16	THIFFAULT, YVAN	ÉLECTRICITÉ,BAT 95 CSCR, PEP 4400-1-1, CONN.PUSH-IN, MARRETTE, TREMBLAY ERIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 462 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1106850	02-24-16	HAMELIN-PROVOST, GINETTE	RÉAP. LAS INVENTAIRE CONNECTEUR, TUBE NEON, FIL ELECTR., BALLAST, STYLO MARQUAGE	Approvisionnement	Construction	3 685 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1103366	02-08-16	BEAUDIN, ALEXANDRE	Remplace le bon de commande 760949-58	Approvisionnement	Construction	3 930 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1103388	02-08-16	BEAUDIN, ALEXANDRE	remplace le bon de commande 760949-60	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 450 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1104564	02-12-16	DESORMEAUX, LISE	ST-LEONARD / REAPPROV. (INVENTAIRE - ELECTRICITE)	Approvisionnement	Construction	2 077 $
E.N.A.P. (ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1102695	02-04-16	NADEAU, MICHELLE	Contrat de services professionnels avec l'ÉNAP pour l'évaluation des compétences de gestion du personnel d'encadrement de la Ville de Montréal à des fins de sélection	Ressources humaines	Gestion du personnel	49 999 $
E.N.A.P. (ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1102169	02-03-16	LAVOIE, MARIE-CLAUDE	Évaluation des compétences de gestion du personnel d'encadrement du SGPI	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	9 200 $
EAST PENN / POWER BATTERY	1101982	02-02-16	ALTIMAS, JOHN-PATRICK	ACCUMULATEUR HUMIDE,12V.GR.BCI-31,R.C. MINIMUM 175 MINUTES,C.C.A. 950 AMP (INCLUANT ECHANGE)	Approvisionnement	Matériel roulant	2 130 $
EAST PENN / POWER BATTERY	1104207	02-11-16	BEAUDIN, ALEXANDRE	ACCUMULATEUR HUMIDE,12V.GR.BCI-65,R.C.	Approvisionnement	Matériel roulant	2 076 $
EBSCO CANADA LTEE	8021719	02-15-16	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	5 102 $
EBSCO CANADA LTEE	8021164	02-15-16	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 823 $
EBSCO CANADA LTEE	8021138	02-15-16	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 373 $
ECOLE DE TECHNOLOGIE SUPERIEURE	1101556	02-01-16	BYRNS, JAMES	ÉTS- Formations Équipe GP1. Autorisation à dépenser BF GP1	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	5 398 $
ECOLE DE TECHNOLOGIE SUPERIEURE	1104122	02-10-16	COURCHESNE, YVES	Formation Lean 6 Sigma (LSS) ceinture verte	Finances	Administration, finances et approvisionnement	5 036 $
ECOLE DES HAUTES ETUDES COMMERCIALES (HEC)	1101564	02-01-16	BYRNS, JAMES	HEC- Formation équipe GP1- BF GP1	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	5 129 $
ECOLE POLYTECHNIQUE MONTREAL (B.R.C.D.T.)	1106792	02-24-16	ROBIDOUX, CHRISTIAN	70450 - spécialiste en infonuagique (SAAS) - École Polytechnique; 71350 - spécialiste en infonuagique (SAAS) - École Polytechnique	Technologies de l'information	Administration, finances et approvisionnement	2 382 $
ECOLE POLYTECHNIQUE MONTREAL (B.R.C.D.T.)	1103935	02-10-16	PELOQUIN, YVAN	Paiement de facture 028582000 pour l'inscription à la formation d'ingénieur à gestionnaire de projets pour M. Lakhdar Khadir et Hakim Atek le 1 et 2 février 2016	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	3 339 $
EDUMICRO INC	1102842	02-04-16	COTE, RICHARD P.	Honoraire professionnel pour le passage à 2016 du système de suivi PTI de la DGSRE	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	5 512 $
ELECTRICITE PLUS	1101959	02-02-16	LAPOINTE, NORMAND	Élaboration d'une procédure pour le dégel des conduites d'eau à électricité.	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	10 750 $
ELECTROMEGA LTEE	1103990	02-10-16	MOREL, STEPHANIE	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - FEUX PIETON A DEL, SANS BOITIER)	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 453 $
EMBALLAGES JEAN CARTIER INC.	1079387	02-02-16	LEARY, GENEVIEVE	Achat de serviettes et essuie-tout - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Entretien et nettoyage	3 084 $
EMBALLAGES JEAN CARTIER INC.	1079387	02-02-16	LEARY, GENEVIEVE	Achat de serviettes et essuie-tout - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Entretien et nettoyage	2 600 $
EMBALLAGES JEAN CARTIER INC.	1106860	02-24-16	LEARY, GENEVIEVE	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - ESSUIE-TOUT JETABLE, SACS PAPIER TYPE QUINCAILLERIE)	Approvisionnement	Entretien et nettoyage	3 901 $
ENCADREX INC.	1102154	02-03-16	TREMBLAY, GINA	Bon de commande ouvert pour 2016. Mise en valeur de la collection d'¿uvre d'art de la ville de Montréal. Service d'encadrement, transport, installation et diffusion.	Culture	Autres - activités culturelles	15 748 $
ENERGIE DIRECTE SERVICES COMMERCIAUX	140726	02-02-16	DURAND, CATHERINE	BC 207081 / Contrat d'entretien des refroidisseurs Biodôme et Planétarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 080 $
ENERGIE VALERO INC.	4110726128	02-20-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		25 615 $
ENERGIE VALERO INC.	4110719570	02-04-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		23 226 $
ENERGIE VALERO INC.	4110721469	02-04-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		23 202 $
ENERGIE VALERO INC.	4110738652	02-20-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		22 888 $
ENERGIE VALERO INC.	4110732022	02-20-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		9 864 $
ENERGIE VALERO INC.	4110752874	02-27-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		9 499 $
ENERGIE VALERO INC.	4110713761	02-04-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		9 438 $
ENERGIE VALERO INC.	4110724040	02-20-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		9 322 $
ENERGIE VALERO INC.	4110713763	02-04-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		7 901 $
ENERGIE VALERO INC.	4110724039	02-20-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		7 731 $
ENERGIE VALERO INC.	4110744668	02-27-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		7 488 $
ENERGIE VALERO INC.	4110713762	02-04-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		6 075 $
ENERGIE VALERO INC.	4110715355	02-04-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		5 899 $
ENERGIE VALERO INC.	4110744667	02-27-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		5 677 $
ENERGIE VALERO INC.	4110724038	02-20-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		5 563 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er au 29 FÉVRIER 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ENERGIE VALERO INC.	4110748190	02-27-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		5 504 $
ENERGIE VALERO INC.	4110732023	02-20-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		5 437 $
ENERGIE VALERO INC.	4110715357	02-04-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		5 320 $
ENERGIE VALERO INC.	4110715356	02-04-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		5 062 $
ENERGIE VALERO INC.	4110723438	02-20-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		5 047 $
ENERGIE VALERO INC.	4110763032	02-27-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		5 010 $
ENERGIE VALERO INC.	4110727355	02-20-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		5 009 $
ENERGIE VALERO INC.	4110752875	02-27-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		4 694 $
ENERGIE VALERO INC.	4110732021	02-20-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		4 270 $
ENERGIE VALERO INC.	4110727353	02-20-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		3 459 $
ENERGIE VALERO INC.	4110727354	02-20-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		2 350 $
ENTREPRISES D'EXTERMINATION MAHEU LTEE	1101781	02-02-16	MANZONI DA SILVA, CARLOS	Traitement complet contre les souris à l'hôtel de ville	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	9 197 $
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1103421	02-10-16	LEARY, GENEVIEVE	Achat de bottes et feutre de marque Cobalt - Inventaire Colbert NOTE : acheté sur l'entente 1081013	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 003 $
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1100645	02-04-16	LEARY, GENEVIEVE	Achat de pantalons et gilets de pluie, drapeaux et rubans - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	3 213 $
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1100645	02-04-16	LEARY, GENEVIEVE	Achat de pantalons et gilets de pluie, drapeaux et rubans - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 117 $
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1095791	02-09-16	LIMOGES, MARIE-CLAUDE	Botte et souliers de sécurité	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 000 $
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1104724	02-12-16	LUU, VINH	Bottes et souliers de sécurité - 2016	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	5 042 $
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1106371	02-22-16	BEAUDIN, ALEXANDRE	BOTTINE,SECURITE,HAUT. 8",NYLON BALISTIQUE,DOUBLEE GORETEX, CAP ET SEMELLE SANS METAL,ANTI-PERFORATION DIELECTRIQUE	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 488 $
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1105923	02-18-16	HUARD, FRANCOIS	BOTTINE,SECURITE,HAUT. 8",TAN,SEMELLE POLYURETHANE,CAP ET SEMELLE NORME CSA-ASTM, ANTI-PERFORATION DIELECTRIQUE	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	44 420 $
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1106561	02-23-16	HUARD, FRANCOIS	BOTTINE,SECURITE,HAUT.8",DOUBLEE,TAM,EMBOUT PROTECTION EN PU EXTERIEUR,CAP SEMELLE ANTI-PERFORATION,DIELECTRIQUE	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	85 119 $
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1103417	02-08-16	HUARD, FRANCOIS	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	10 501 $
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1105051	02-15-16	HUARD, FRANCOIS	Réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	5 911 $
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1104009	02-10-16	BEAUDIN, ALEXANDRE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	3 488 $
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1105545	02-17-16	BEAUDIN, ALEXANDRE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	3 010 $
ENTRETIEN DELORIMIER	1106761	02-24-16	LEVESQUE, PIERRE	Entretien ménager du gym. Club IMCO et bureaux, passerelle, corridor et escalier chaufferie; ajout de temps pr nettoyer les tapis de la palestre afin de mieux contrôler poussière de craie, pr janv, fév et mars 2016 au Pav Lafontaine	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 619 $
ENTRETIEN DELORIMIER	1102860	02-05-16	LEVESQUE, PIERRE	Grand ménage des locaux du gymnase du Club IMCO au Pavillon Lafontaine	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 542 $
ENVELOPPE CONCEPT INC.	1095809	02-26-16	GREGOIRE, SOPHIE	Achat - Enveloppes 4 3/8 x 9 1/2 pour l'ex-CUM et Chèque de paie rose (16.51.797-0)	Ressources humaines	Administration, finances et approvisionnement	5 603 $
ENVELOPPE CONCEPT INC.	1095812	02-26-16	GREGOIRE, SOPHIE	Achat - Enveloppes fenêtre spéciale pré-affranchies pour la Paie et Enveloppes fenêtre spéciale sans timbre postal pour la Paie	Ressources humaines	Administration, finances et approvisionnement	12 087 $
ENVIRO-OPTION INC.	1101664	02-01-16	DENIS, LUC	Contrat 15-1620: SP pour la réalisation des évaluations environnementales de sites (ÉES) phase 1 et 2 combinées pour trois terrains de balles situés dans divers arrondissements de la ville de Montréal. Chargé de dossier: Guy Roy	Diversité sociale et des sports	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	21 480 $
EQUIPARC MANUFACTURIER D'EQUIPEMENT DE PARC INC	1102672	02-04-16	PELLAND, DENIS	Panier à rebuts et recyclage triple entièrement assemblé	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	14 479 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er au 29 FÉVRIER 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
EQUIPE DAUPHIN LACHINE	recherchelachine31122015	02-12-16	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement de recherche et de soutien (articles 474.0.1 de la Loi sur les Cités et Villes et règlement sur le remboursement des dépenses de recherche et de soutien des conseillers)	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	6 808 $
EQUIPE DENIS CODERRE POUR MONTREAL	coderrerech12022016	02-12-16	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement de recherche et de soutien (articles 474.0.1 de la Loi sur les Cités et Villes et règlement sur le remboursement des dépenses de recherche et de soutien des conseillers)	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	32 510 $
EQUIPE DENIS CODERRE POUR MONTREAL	coderrerec26022016	02-26-16	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement de recherche et de soutien (articles 474.0.1 de la Loi sur les Cités et Villes et règlement sur le remboursement des dépenses de recherche et de soutien des conseillers)	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	14 136 $
EQUIPE DENIS CODERRE POUR MONTREAL	coderrerech22022016	02-22-16	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement de recherche et de soutien (articles 474.0.1 de la Loi sur les Cités et Villes et règlement sur le remboursement des dépenses de recherche et de soutien des conseillers)	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	8 955 $
EQUIPE DENIS CODERRE POUR MONTREAL	coderrerech02022016	02-02-16	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement de recherche et de soutien (articles 474.0.1 de la Loi sur les Cités et Villes et règlement sur le remboursement des dépenses de recherche et de soutien des conseillers).	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	15 262 $
EQUIPE DENIS CODERRE POUR MONTREAL ROBERT RICHARD	allocoderre1202016	02-12-16	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement d'allocation aux partis autorisés (articles 474.0.4 de la Loi sur les Cités et Villes).	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	5 550 $
EQUIPE DENIS CODERRE POUR MONTREAL ROBERT RICHARD	allocoderre24022016	02-26-16	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement d'allocation aux partis autorisés (articles 474.0.4 de la Loi sur les Cités et Villes).	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	2 604 $
EQUIPE DENIS CODERRE POUR MONTREAL ROBERT RICHARD	allocoderre02022016	02-02-16	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement d'allocation aux partis autorisés (articles 474.0.4 de la Loi sur les Cités et Villes). Avance de 90% sur réclamations 3 et 4	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	2 532 $
EQUIPEMENT MCCANN LTEE	ROS796035	02-03-16	GAUVREAU, ALAIN	PNEUMATIC TROQUE WRENCH 3/4" DRIVE WHEELMASTER POUR SERRER ROUE DE CAMION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 294 $
EQUIPEMENT WAJAX	1077905	02-10-16	BEAUDIN, ALEXANDRE	Location d'un chariot élévateur pour deux (3) semaines. Modèle N40ZR2. #Série E470N01564L. Selon soumission LR 08169 en date du 16 octobre 2015.	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	2 625 $
EQUIPEMENT WAJAX	CAR803109	02-03-16	DAVID, STEPHANE	S16942 PIECES NACELLE TELELECT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 205 $
EQUIPEMENT WAJAX	CAR803774	02-09-16	BRANCONNIER, SERGE	S16990 POMPE HYDRAULIQUE TRACTEUR JCB	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 862 $
EQUIPEMENTS DE SECURITE HOTTE INC	1105509	02-17-16	MOREL, STEPHANIE	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - EQUIPEMENT DE SECURITE: COMBINAISON JETABLE, LUNETTE DE SECURITE)	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 192 $
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	DIC805298	02-24-16	POMPONI, GINO	616080373 RADIATEUR COOLANT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 004 $
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	DIC804492	02-16-16	TREMBLAY, MICHEL	achat de vitre de cabine pour poser et stock	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 441 $
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	DIC801221	02-04-16	BRANCONNIER, SERGE	body valve accessoire levage bombardier	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 669 $
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	MAD804695	02-17-16	ITIM, SAÏD	FAIRE PO POUR FACTURE CHEZ PLANNORD (RÉPARER PROBLEME : MACHINE TIRE À DROITE)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 487 $
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	AVM804441	02-16-16	DESPATIE, ERIC	PIÈCE POUR RÉPARATION SYSTÈME HYDRAULIQUE POUR TRACTEUR SUR CHENILLES 513-13073	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 449 $
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	ROS803569	02-09-16	GARNEAU, DOMINIC	PIECES DE CARROSSERIE POUR PRINOTH SW4S BOMBARIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 502 $
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	DIC803560	02-08-16	BRANCONNIER, SERGE	pièces pour "bombardier"	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 060 $
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	DIC803389	02-05-16	BRANCONNIER, SERGE	remplacer porte et pare-brise prinoth 2015	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 097 $
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1102768	02-04-16	DESORMEAUX, LISE	ST-LAURENT	Approvisionnement	Matériel roulant	7 546 $
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1103786	02-09-16	DESORMEAUX, LISE	ST-LAURENT / REAPPROV. (INVENTAIRE - BOMBARDIER)	Approvisionnement	Matériel roulant	2 861 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er au 29 FÉVRIER 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1104639	02-12-16	DESORMEAUX, LISE	ST-LEONARD / REAPPROV. (INVENTAIRE - BOMBARDIER)	Approvisionnement	Matériel roulant	3 633 $
EQUIPEMENTS SELECT-LIFT INC.	1099330	02-25-16	THIFFAULT, YVAN	ADMINISTRATION (SERVICE DE REMPLACEMENT DE BATTERIE POUR LE SKYJACK #SJIII 3220 ET REMPLACEMENT DE PIÈCES SUR LE SKYJACK # SJIII 3219, EQUIPEMENTS SELECT-FLIFT INC)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 308 $
EQUIPEMENTS TWIN INC.	CAR803314	02-10-16	BRANCONNIER, SERGE	Achat 4 panier nacelle versalift	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	18 478 $
ERIC BRAULT-POLIQUIN	1106204	02-22-16	CLOUTIER, SIMON	ÉRIC BRAULT-POLIQUIN -Programmation informatique et développement site web.	Performance organisationnelle	Administration, finances et approvisionnement	20 473 $
ESPACE VERRE INC.	1103802	02-09-16	LEMIRE, LUCIE	Achat de presse-papiers avec goutte d'eau	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	5 774 $
ESRI CANADA LIMITED	1101416	02-01-16	JUTRAS, PIERRE	Procéder à l'acquisition du forfait Niveau 2 du logiciel ArcGIS de Esri Canada	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Horticulture et arboriculture	16 798 $
ET MARIANNE ET SIMON	1102764	02-04-16	TREMBLAY, GINA	Convention - Spectacle (Culture)	Culture	Autres - activités culturelles	2 625 $
EXPERTISE NEUROSCIENCES INC.	1105766	02-18-16	COTE, ISABELLE	Expertise Neurosciences - Maladie policier - F:17613	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 467 $
EXPROLINK INC.	1106960	02-24-16	MOREL, STEPHANIE	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - SAC JETABLE NYLON DECHET ASPIRATEUR MADVAC	Approvisionnement	Entretien et nettoyage	3 360 $
EXPROLINK INC.	CAR805754	02-26-16	MASSE, PAUL	PIÈCES POUR RÉPARER PLUSIEURS ASPIRATEURS DE RUE DE LA VOIRIE DE L'ARRONDISSEMENT ST MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 078 $
EXTENSION CONCEPT	1101356	02-01-16	CHARPENTIER, ANNE	Ajout de stigmates (+32), livraison, installation et démontage	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 970 $
EXTERMINAPRO INC.	1102267	02-03-16	VAILLANCOURT, ROBERT	Service d'extermination au Biodôme pour l'année 2016 (selon contrat octroyé CE 12 2076)	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	26 880 $
EYE-IN INC.	1102083	02-03-16	LEMAY, JULIE	Ajout de prises internet pour de nouvelles cameras de comptage pour le complexe sportif Claude-Robillard et amener un fils a partir du router principale	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	5 261 $
FACTUM LAURENTIDES INC.	1104137	02-10-16	BIRON, PAULE	transcription dossier 10-001853	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	4 611 $
FEEDBOOKS	201602159049	02-16-16	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	10 182 $
FERTILEC LTEE	1105653	02-17-16	MOREL, STEPHANIE	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - PINCE REBUT)	Approvisionnement	Outillage et machinerie	2 117 $
FESTIVAL TRANSAMERIQUES	1107668	02-26-16	CHOQUET, JEAN-ROBERT	Réalisation et impression des oriflammes - Festival TransAmérique	Culture	Autres - activités culturelles	3 150 $
FIG COMMUNICATION GRAPHIQUE	1104347	02-11-16	LAURIN, CLAUDE	Octroyer contrat FIG Communication mise en page InDesign du Plan d'urbanisme VdM.	Service de la mise en valeur du territoire	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	9 087 $
FIRE THE IMAGINATION	17319	02-23-16	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 705 $
FONDERIE LAPERLE	1103427	02-08-16	BEAUDIN, ALEXANDRE	GRILLE,FONTE,ANTI-VELO,PUISARD,29 1/2" DIA	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 566 $
FONDERIE LAPERLE	1103113	02-08-16	BEAUDIN, ALEXANDRE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin lachine	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	3 583 $
FONDERIE LAPERLE	1104742	02-15-16	BEAUDIN, ALEXANDRE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin lachine	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 777 $
FOURNITURES ELECTRIQUES FORD LTEE	1106895	02-24-16	LABELLE, MARC-ANDRÉ	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - ELECTRICITE: ENS. BALLAST LAMPE VAPEUR, TUBE FLUORESCENT)	Approvisionnement	Construction	10 383 $
FOURNITURES ELECTRIQUES FORD LTEE	1094942	02-04-16	MOREL, STEPHANIE	SAINT-LAURENT / REAPPROV (INVENTAIRE - LUMINAIRE RUE 120V, 120V/240V ET 347V)	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	3 769 $
FRANCIS BEAULIEU L'ARTISAN TRAITEUR	1103943	02-10-16	BONNEAU, MARIE-EVE	Francis-Beaulieu Service - Traiteur pour le lancement de l'avis sur les femmes cadres du Conseil des Montréalaises, lors d'un déjeuner pour 130 pers. à l'Hôtel de Ville.	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	3 180 $
FRANCIS BEAULIEU L'ARTISAN TRAITEUR	1105151	02-16-16	DEROME, JOHANNE	Paiement de la facture 115310 - Service de traiteur pour l'événement à l'hôtel de ville de Montréal le 2016-01-19.	Diversité sociale et des sports	Act. récréatives - Dir. et adm. - À répartir	3 034 $
FRANCOIS GUINAUDEAU	1105817	02-18-16	LACOMBE, PIERRE	Convention de services professionels pour effectuer la co-direction artistique, co-supervision de la production visuelle, l'animation 3D et le compositing pour le spectacle "Un jour sur Mars" présenté au Planétarium à compter du 07-06-2016	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	20 000 $
FRANCOIS MONTREUIL	1106288	02-22-16	PERRAS, SYLVAIN	Rétention de services professionnels à titre de membre externe sur le comité de sélection de l'appel d'offres 15-14420 (Services professionnels pour des ressources d'appoint en informatique) au Service des technologies de l'information.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	5 000 $
GAGNE LECLERC INC.	1104411	02-11-16	CHOQUET, JEAN-ROBERT	Diagnostic sommaire - Musée Dufresne-Nincheri (dernier versement)	Culture	Autres - activités culturelles	5 577 $
GALERIE INDRA INC.	13958	02-23-16	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 015 $
GANTS ET SECURITE MC CORDICK INC.	1107307	02-25-16	LABOS, COSTAS	Magasin - Couvre-tout, filtres... pour le magasin - É. Desrochers c/m.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 857 $
GANTS LAURENTIDE LTEE.	1101572	02-02-16	MOREL, STEPHANIE	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - GANT CUIR DE VACHE ET COTON)	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 479 $
GAZ METRO PLUS	1103805	02-10-16	LEVESQUE, PIERRE	Bibliothèque Rivière-des-Prairies (2459) - 9001, boul. Perras - Entretien mécanique préventif et traitement chimique pour l'année 2016 - 2 soumissions	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 335 $
GAZ METRO PLUS	1107479	02-26-16	ROUILLARD, JOHANNE	Centre de soccer intérieur CESM (0631) - 9235, avenue Papineau - Service d'entretien d'équipements de la mécanique du bâtiment - CVAC pour une période de 10 mois (01-03-16 au 31-12-16) - 1 soumission déposée sur 3	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	50 394 $
GAZ MÉTRO_16	rmi00010948400008913800003	02-27-16	Interface	GAZ MÉTRO\Paiement d'une indemnité pour le dossier 15-004641, sur la liste de paiement 1602IC007 (CORPO)	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	3 028 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er au 29 FÉVRIER 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
GAZ METROPOLITAIN	1096492	02-11-16	STORTINI, NATHALIE	Bon de commande ouvert pour l'année 2016. Gaz naturel pour les serres de la Pépinière municipale, compte no. 09841265003.	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Horticulture et arboriculture	6 142 $
GAZTEK INC	1106608	02-23-16	THIFFAULT, YVAN	CHAUFFAGE (ACHAT D'OUTILS POUR L'ATELIER #4397, GAZTEK INC)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 134 $
GELAIR INC.	1106805	02-24-16	THIFFAULT, YVAN	VCR, BAT 196 ARENA ST-MICHEL, FORANE22, PLOURDE DOMINIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 055 $
GELAIR INC.	1105137	02-16-16	THIFFAULT, YVAN	VCR, BAT 450 ARENA MAURICE RICHARD, CLORODIFLUOROMETHANE, PLOURDE DOMINIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 291 $
GELAIR INC.	1105132	02-16-16	THIFFAULT, YVAN	VCR, BAT 528 ARENA RENÉ MASSON, CLORODIFLUOROMETHANE, PLOURDE DOMINIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 528 $
GELAIR INC.	1105142	02-16-16	THIFFAULT, YVAN	VCR, BAT 560 ARENA ETIENNE DESMARTEAU, CLORODIFLUOROMETHANE, PLOURDE DOMINIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 291 $
GESTION ART SELECT INC	1102159	02-03-16	TREMBLAY, GINA	Achat de 6 portes tableaux et installation de la réserve au 930 rue Wellington #4.	Culture	Autres - activités culturelles	9 398 $
GESTION ART SELECT INC	1013094	02-03-16	TREMBLAY, GINA	Transport d'¿uvres d'art Soumission 3249-A	Culture	Autres - activités culturelles	9 449 $
GESTION DE PROJET BENOIT LALONDE INC. (GPBL INC.)	1104533	02-12-16	MORISSETTE, CHANTAL	Octroyer un contrat a Gestion de projet Benoit Lalonde pour services professionnels pour la réalisation d¿un audit en gestion de projets au Service de l¿eau de la Ville de Montréal	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	19 992 $
GESTION PFB	1103825	02-10-16	LEVESQUE, PIERRE	Maison de la culture Frontenac (8662) - 2550, rue Ontario est - Fournir main-d'¿uvre pour démolition d'un mur intérieur dans la salle d'exposition suite à un dégât d'eau	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 128 $
GESTION PFB	1102507	02-04-16	LEVESQUE, PIERRE	Soumission SO-00293 - Centre Saint-Eusèbe (4201) - 2323, rue de Rouen - Remplacement d'armoires de cuisine - 1 soumission	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 300 $
GESTION PFB	1106935	02-24-16	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de menuiserie dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 065 $
GESTION PFB	1106935	02-24-16	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de menuiserie dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 739 $
GIFTCRAFT LTD	0215999m	02-01-16	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 218 $
GIOVANNI CARABETTA	rmi00010938000005053000003	02-19-16	Interface	GIOVANNI CARABETTA\Paiement d'une indemnité pour le dossier 15-004560, sur la liste de paiement 1602IC002 (CORPO)	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	3 480 $
GIVESCO INC.	1094570	02-08-16	LUU, VINH	divers matériaux pour 2016	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 051 $
GLOBEX COURRIER INTERNATIONAL INC.	1106169	02-22-16	DESJARDINS, SUZANNE	Service - Postal, messagerie (GLOBEX) - Direction santé et mieux-être - Année 2016	Ressources humaines	Gestion du personnel	3 675 $
GLOBOCAM INC	DIC804012	02-10-16	MAHER, GUY	FRAIS NON COUVERT PAR GARANTIE. TRANSMISSION DEFECT SUR ROUTE ET FUITE D'HUILE MOTEUR FACT: 212260	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 055 $
GLOBOCAM INC	DIC803167	02-03-16	BRANCONNIER, SERGE	COMPRESSEUR POUR FREINS SUR CAMION "STERLING"	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 307 $
GLOBOCAM INC	ROS805726	02-26-16	BOURRET, YANICK	FAIRE INSP ET REP SELON PEP ET LOI 430 : REF 207884	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 515 $
GLOBOCAM INC	CAR805230	02-23-16	MASSE, PAUL	FOURNIR P/O POUR PAYER FACTURE #212275, POUR RÉSOLUTION DE PROBLÈME D'ECHAPPEMENT PAR CONCESSIONNAIRE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 401 $
GLOBOCAM INC	MAD803933	02-26-16	ITIM, SAÏD	PAYER FACTURE # 3036403 / D'EXHAUT MANIFOLD AVEC TOUT LES GASKET ET STUD	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 300 $
GLOBOCAM INC	MAD805738	02-26-16	ITIM, SAÏD	PAYER FACTURE# 3038790 / EGR COOLER AVEC GASKETS ET HOSES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 576 $
GLOBOCAM INC	ROS803625	02-09-16	GAUVREAU, ALAIN	PIECE POUR MOTEUR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 166 $
GLOBOCAM INC	ROS803662	02-09-16	GARNEAU, DOMINIC	PIECES DE CARROSSERIE POUR FREIGHTLINER M2-112	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 555 $
GLOBOCAM INC	ROS803662	02-09-16	GARNEAU, DOMINIC	PIECES DE CARROSSERIE POUR FREIGHTLINER M2-112	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 870 $
GLOBOCAM INC	AVM805783	02-26-16	MASSE, PAUL	PIÈCES POUR RÉPARATION SYSTÈME D'ALIMENTATION SUR CAMION STERLING MOTEUR CUMMINS APPAREIL 293-09123	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 422 $
GLOBOCAM INC	AVM804224	02-12-16	MASSE, PAUL	PIÈCES POUR RÉPARATION SYSTÈME DE FREINAGE SUR CAMION STERLING 360 APPAREIL: 247-08478	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 415 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er au 29 FÉVRIER 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
GLOBOCAM INC	CAR803275	02-04-16	MASSE, PAUL	PIÈCES POUR RÉPARER CAMION DOMPEUR DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 884 $
GLOBOCAM INC	MAD805588	02-25-16	MASSE, PAUL	REMPLACER FILTRE À PARTICULE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 787 $
GLOBOCAM INC	ROS803363	02-04-16	ALTIMAS, JOHN-PATRICK	REPARATION DE CAMION DE POMPIER SELON LOI 430	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 482 $
GLOBOCAM INC	ROS803364	02-04-16	GAUVREAU, ALAIN	REPARATION SYSTEME DE FREINAGE ET COMPRESSEUR CAMION DE POMPIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	12 343 $
GOODYEAR CANADA INC.	1106399	02-23-16	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIÈRE	Approvisionnement	Matériel roulant	2 246 $
GOODYEAR CANADA INC.	1104795	02-15-16	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIÈRE	Approvisionnement	Matériel roulant	2 611 $
GOODYEAR CANADA INC.	1106728	02-24-16	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIÈRE	Approvisionnement	Matériel roulant	2 501 $
GRAITEC INC.	1020947	02-08-16	VACHON, DOMINIC	Renouvellement des frais annuels de maintenance du logiciel Advance Design America 2015. (Réf.: Proposition 00000542-1)	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	3 981 $
GRAPHIQUE N.D. QUEBEC LTEE	ROS802771	02-03-16	GARNEAU, DOMINIC	PÉLLICULE VINYL ET PROTECTEUR POUR LA SÉRIGRAPHIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 257 $
GRAVURE CHOQUET INC.	1103494	02-09-16	ORTEGA, TATIANA	Achat - Pochettes 8 1/4" x 4 1/4" gaufrées 1 niveau (C1; surface 1 1/2" x 1 1/2"),imprimées 1 couleur sur C2, découpées, pliées et collées sur Classic Columns Duplex Bleu Patriot/Blanc Avalanche.	Ressources humaines	Gestion du personnel	3 145 $
GRAY FOURNISSEURS DE MATERIAUX ELECTRIQUES INC	1104400	02-11-16	DESORMEAUX, LISE	ST-LAURENT / REAPPROV. (INVENTAIRE - LAMPES SODIUM	Approvisionnement	Construction	4 630 $
GROUPE ABP	1107726	02-26-16	JODOIN, LUC	Location de 8 bar plexi chrome, de 8 néon double, de 35 poteau en foule noir, 2 tables et 4 chaises pliante pour la Nuit Blanche	Culture	Bibliothèques	2 191 $
GROUPE BBH INC.	1057388	02-12-16	MOREL, STEPHANIE	GANT,JERSEY,8 OZ.,SEL/POIVRE,POIGNET TRICOT,GR.STANDARD	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 799 $
GROUPE BBH INC.	1057388	02-11-16	MOREL, STEPHANIE	GANT,JERSEY,8 OZ.,SEL/POIVRE,POIGNET TRICOT,GR.STANDARD	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 066 $
GROUPE CONSEIL FXINNOVATION INC	1104736	02-12-16	ROBIDOUX, CHRISTIAN	70250 - Architecte intégrateur - FXinnovation.	Technologies de l'information	Conseil et soutien aux instances politiques	58 268 $
GROUPE DE RECHERCHE APPLIQUEE EN MACROECOLOGIE (GRAME)	1107381	02-25-16	GRAVEL, PIERRE	2016 - Service de sensibilisation et porte-à-porte pour l'implantation de la collecte des résidus alimentaires dans l'arrondissement Lachine - 2016- (Sensibilisation implantation RA - 2016)	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - collecte et transport	19 503 $
GROUPE DIJON INC.	1106901	02-24-16	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de démolition et disposition des débris au sous-sol seulement (pompage d'eau non inclus) au Centre de gymnastique Snowdon	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	14 841 $
GROUPE ENVIRONNEMENTAL LABRIE INC.	DIC800078	02-04-16	TREMBLAY, MICHEL	144750 MARCHEPIED ARRIERE AVEC RESSORT C/G	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 644 $
GROUPE ENVIRONNEMENTAL LABRIE INC.	1102631	02-04-16	MOREL, STEPHANIE	DICKSON / REAPPROV (INVENTAIRE- P.T.O. POMPE, ROTULE FEMELLE)	Approvisionnement	Matériel roulant	3 915 $
GROUPE GESFOR POIRIER, PINCHIN INC.	1069039	02-11-16	MANZONI DA SILVA, CARLOS	Accompagnement en tant qu'expert en amiante et contamination fongique sur le chantier du projet de réfection majeure du Pavillon La Fontaine - Contrat 14698 (Incidence 14546)	Gestion et planification immobilière	Autres biens - Rénovation urbaine	11 832 $
GROUPE GESFOR POIRIER, PINCHIN INC.	1105795	02-18-16	MARCOTTE, ANNE-MARIE	Évaluation de la qualité de l'air intérieur au 9515 St-Hubert.	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	2 095 $
GROUPE INDUSTRIEL PREMIUM INC.	1105489	02-17-16	MANZONI DA SILVA, CARLOS	Fabrication d'une potence pour le clos temporaire de la cour de service Sud-Ouest - Incidence 14571	Gestion et planification immobilière	Construction d'infrastructures de voirie	12 352 $
GROUPE LINCORA INC	1106504	02-23-16	COURCHESNE, YVES	Classeur latéral 4 et 5 tiroirs	Finances	Administration, finances et approvisionnement	4 756 $
GROUPE SANYVAN INC.	1102844	02-05-16	LABOS, COSTAS	Disposition liquide et solide se référant à la demande de paiement de matériel roulant # 1095951 en date du 1er février 2016.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 064 $
GROUPE TRIUM INC.	1106259	02-22-16	BEAUDIN, ALEXANDRE	CHANDAIL,POLO,HOMME,MARINE FONCE,BRODE VILLE DE MTL,	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	3 109 $
GROUPE TRIUM INC.	1106262	02-22-16	HUARD, FRANCOIS	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	7 875 $
GUARD-X INC	1103100	02-05-16	LEFEBVRE, ROBERT	Autoriser la dépense pour le service d'inspection et d'entretien des extincteurs portatifs et fixes ainsi que les hottes de cuisinières pour année 2016 - Appel d'offre 14-13599, Dossier décisionnel CE14 1824	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	20 998 $
GUIDES DE VOYAGES ULYSSE INC	10032083	02-03-16	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	3 678 $
GUIDES DE VOYAGES ULYSSE INC	10032149	02-29-16	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 976 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er au 29 FÉVRIER 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
GUILLEVIN INTERNATIONAL CIE	1105296	02-16-16	LUU, VINH	coudes 90 degrés et raccord compression droit et à angle 5 degrés - votre soumission#1045869	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 514 $
GYSLAIN LAMPRON	1104986	02-15-16	DEROME, JOHANNE	Déplacement des bancs des gradins et fourniture de nouveaux supports au Centre de soccer intérieur - Incidence 13727	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	22 782 $
HEWITT EQUIPEMENT LTEE	CAR802716	02-04-16	BRANCONNIER, SERGE	Achat pièce remplacement cylindre hyd. benne. Camion-benne 35 tonnes.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	20 334 $
HI-LINE GIFT LTD	195990	02-15-16	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 339 $
HORIZON PLASTICS INTERNATIONAL INC.	1106972	02-24-16	MOREL, STEPHANIE	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - COMPOSTEUR)	Approvisionnement	Environnement et nature	2 004 $
HORS-PISTE S.E.N.C.	1103110	02-05-16	FILION, IVAN	Hors-Piste - Planification stratégique 2016-2019 des bibliothèques de Montréal	Culture	Bibliothèques	5 197 $
HORS-PISTE S.E.N.C.	1104957	02-15-16	GOYETTE, STEPHANE	Service - Collecte et synthèse des données et résultats, rédaction, validation, mise en page du formulaire ICF Canada.	Direction générale	Gestion de l'information	11 024 $
HOTTE-POISSANT ENTREPRENEURS INC.	1106746	02-24-16	LEVESQUE, PIERRE	Inspection et nettoyage de toiture, fournir rapport écrit et photos pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 139 $
HOTTE-POISSANT ENTREPRENEURS INC.	1107109	02-25-16	LEVESQUE, PIERRE	Travaux sur toiture pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 227 $
HYDRAULIQUES CONTINENTAL INC.	MAD801750	02-05-16	ITIM, SAÏD	RECONDITIONNER POMPE HYDRAUSTATIQUE (HOUSING EST FINI)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 444 $
HYDRO-QUEBEC	2990001130416865016001031 60201	02-03-16	GAGNE, ANNIE	Électricité de la Maison de l'arbre - Période du 1er au 31 janvier 2016	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 376 $
HYDRO-QUEBEC	2990001126216865016001021 60201	02-03-16	GAGNE, ANNIE	Électricité de l'Insectarium - Période du 1er au 31 janvier 2016	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	9 633 $
HYDRO-QUEBEC	2990001126476460016388161 60202	02-03-16	GAGNE, ANNIE	Électricité du Jardin botanique - Période du 2 janvier au 1 février 2016	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	49 269 $
HYDRO-QUEBEC	1107078	02-24-16	LÊ, SON-THU	Raccorder notre réseau de feux de circulation à celui d'HQ à l'intersection du chemin Côte-Ste-Catherine et McNider. DCL-21871919	Infrastructures, voirie et transports	Signalisation lumineuse	29 254 $
HYDRO-QUÉBEC - PROCESSUS RÉCLAMATIONS_1	rmi000109830000981630003	02-27-16	Interface	HYDRO-QUÉBEC - PROCESSUS RÉCLAMATIONS\Paiement d'une indemnité pour le dossier 15-004890, sur la liste de paiement 1602IC007 (CORPO)	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	10 592 $
ILOT 307 INC.	fc00005902	02-01-16	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 612 $
IMFUSIO CANADA INC.	1105529	02-17-16	VAILLANCOURT, ROBERT	Accompagnement de la première rencontre professionnelle pour l'acquisition et le renforcement de connaissances dans le domaine du bien-être animal - Conception et facilitation de 2 jours - Rédaction rapport d'événement (130 $ / heure)	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 500 $
IMPRESSIONS LOGOBEC INTERNATIONAL	1101496	02-01-16	BEAUDIN, ALEXANDRE	SAC DE RECYCLAGE VERT EN TOILE AVEC SIGLE DE LA VILLE	Approvisionnement	Environnement et nature	2 520 $
INFORMATIQUE PRO-CONTACT INC.	1106260	02-22-16	ROBIDOUX, CHRISTIAN	68111 Modernisation télécom - Installation de bornes Wi-Fi arrondissement Pierrefonds-Roxboro. Gré à gré.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	5 118 $
INFORMATIQUE PRO-CONTACT INC.	1102619	02-04-16	ROBIDOUX, CHRISTIAN	72500 - Laser scanner.	Technologies de l'information	Bibliothèques	6 562 $
INGETEC EXPERTS-CONSEILS EN BATIMENTS INC	1104924	02-15-16	DENIS, LUC	Octroi d'un contrat pour un rapport d'expertise de la firme Ingétec au montant de 2 577$ plus taxes pour le Complexe TAZ	Diversité sociale et des sports	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	2 706 $
INGETEC EXPERTS-CONSEILS EN BATIMENTS INC	1085712	02-15-16	MANZONI DA SILVA, CARLOS	Surveillance des interventions effectuées sur la toiture de l'édifice du 2060 Dickson - Incidence 14221	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	2 242 $
INGETEX	1102928	02-05-16	DEROME, JOHANNE	Fourniture et installation d'un filet protecteur au Centre de soccer intérieur - Incidence 13727	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	12 310 $
INNOVASSUR, ASSURANCES GÉNÉRALES	rmi000109948000998420003	02-27-16	Interface	INNOVASSUR, ASSURANCES GÉNÉRALES\Paiement d'une indemnité pour le dossier 15-004977, sur la liste de paiement 1602IC007 (CORPO)	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 116 $
INRS-URBANISATION	1104343	02-11-16	CECILE, DANIELLE	Autoriser une dépense de 10 270 $ incluant les taxes pour payer le solde restant au contrat de services professionnels à l'INRS-Urbanisation, Culture et Société dans le cadre d'une étude sur la mixité. Contrat gré à gré.	Service de la mise en valeur du territoire	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	9 378 $
INSIGHT CANADA INC.	1103614	02-09-16	PERRAS, SYLVAIN	Achat d'un Apple MacBook Pro avec un écran Retina 15.4 pouce Core I7 -OS X10.10 Yosemite avec 16 gig de RAM; Eco frais pour l'achat d'un Apple MacBook Pro avec un écran Retina 15.4 pouce Core I7 -OS X10.10 Yosemite avec 16 gig de RAM.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 434 $
INSTITUT DES COMMUNICATIONS GRAPHIQUES ET DE L'IMPRIMABILITE	1105822	02-18-16	BRISSON, GUYLAINE	Analyse des consommables & du processus de fabrication actuel (Étape A-1) - Veille technologique & rapport (Étape B-1 & B-2)	Concertation des arrondissements	Nettoyage et balayage des voies publiques	4 856 $
INSTITUT DES COMMUNICATIONS GRAPHIQUES ET DE L'IMPRIMABILITE	1105816	02-18-16	BERGERON, HELENE	Conseiller en recrutement et évaluation des compétences - correction et rapport et Conseiller en recrutement et évaluation des compétences - Préparation de la salle de cours et passation des tests pour le poste de graphiste et infog	Ressources humaines	Gestion du personnel	3 192 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er au 29 FÉVRIER 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
INTACT ASSURANCE_176	rmi00010970300010670000003	02-19-16	Interface	INTACT ASSURANCE\Paiement d'une indemnité pour le dossier 15-004804, sur la liste de paiement 1602IC005 (CORPO)	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	3 741 $
INTACT ASSURANCE_179	rmi00010991200090155000 3	02-19-16	Interface	INTACT ASSURANCE\Paiement d'une indemnité pour le dossier 15-004949, sur la liste de paiement 1602IC005 (CORPO)	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 372 $
INTEGRITE MONTREAL-FRANCOIS GAUTHIER	allointegrite311215	02-08-16	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement d'allocation aux partis autorisés (articles 474.0.4 de la Loi sur les Cités et Villes).	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	4 043 $
INTEGRITE MONTREAL-FRANCOIS GAUTHIER	verif2014integrite	02-08-16	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	REMBOURSEMENT DES FRAIS DE VÉRIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS 2014 SELON L'ARTICLE 490 DE LA LOI SUR LES ÉLECTIONS ET LES RÉFÉRENDUMS DANS LES MUNICIPALITÉS.	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	3 000 $
INTERNATIONAL RIVE NORD INC	CAR804287	02-12-16	MASSE, PAUL	REMPLACEMENT DE HIGH PRESSURE PUMP + DIP STICK CASSÉ+ PROBLÈME ABS VOIR FACTURE 200976	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 891 $
INTERNATIONAL SEAFOOD AND BAIT	0029608	02-29-16	BEDARD, LOUISE	BC-207459 krill superba - 2 palettes	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	7 862 $
INTERNATIONAL SEAFOOD AND BAIT	1107194	02-25-16	VAILLANCOURT, ROBERT	Nourriture pour animaux au Biodôme de Montréal (éperlans) 500 kg - Cartons de 25lbs - Ocean run size average 4 à 9" avec livraison sur 7 palettes	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	20 550 $
INTERNATIONAL SOFTWARE PRODUCTS	1103908	02-10-16	GOSSELIN, IAN	Renouvellement de l'entretien des licences ASI2 6.5F SAS/IDMS Interface Software pour la période du 10 mars 2016 au 9 mars 2017.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 734 $
ISABELLE BURGUN	1103279	02-08-16	ALLARD, PATRICE	Paiement à Isabelle Burgun pour le service de traitement de textes en 2015.	Diversité sociale et des sports	Développement social	4 500 $
ISABELLE MURPHY	1104496	02-11-16	TREMBLAY, GINA	SLD-BCR-DLCC-BIBLIOTHEQUE-2016-ANIMATION WORL CAFE-ANIMATION MEDIATION CULTURELLE«UNE BOUTEILLE VERS LES ÉTOILES»	Culture	Autres - activités culturelles	2 000 $
ISABELLE VILLENEUVE	1081960	02-04-16	TREMBLAY, GINA	Recherche et traitement documentaire, saisie d'information, inventaire, création de fiches, indexation de photos, le tout en lien avec la collection municipale d'art public du Centre des collections	Culture	Autres - activités culturelles	2 234 $
J.A. LARUE INC	1106786	02-24-16	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIÈRE	Approvisionnement	Matériel roulant	2 812 $
JACINTHE L'ECUYER-CHARTIER	1103476	02-09-16	BEKKOUCHE, ABDELWAHID	Remboursement pour des travaux effectués de correction des raccordements inversés au 516 80e Avenue, arr. RDP/PAT. Travaux effectués à la demande de la Ville de Montréal.	Service de l'eau	Réseaux d'égout	7 043 $
JADE-ANAIS GENEREUX-GAMACHE	1104241	02-11-16	LACOMBE, PIERRE	Services professionnels pour fournir les services d'assistante de production pour le spectacle "Un jour sur Mars" qui sera présenté au Planétarium à compter du 7 juin 2016.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	8 750 $
JEAN DECARY	1107062	02-24-16	RACICOT, JEAN	Élaboration et rédaction d'allocutions pour le maire de Montréal. Période comprise entre le 1er janvier et le 31 décembre 2016.	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	22 827 $
JEANNE LEBLANC-TRUDEAU	1089966	02-01-16	PELLERIN, GUY	Ce bon de commande remplace le 1082000 annulé afin de récupérer les fonds qui serviront à régler d'autres dépenses pour la fin d'année (2015)Développer le visuel des fiches techniques du fascicule 5 sur les aménagements piétons universellem	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	15 003 $
JEAN-YVES DUTHEL	1106756	02-24-16	LUU, VINH	Services professionnels	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	4 250 $
JEREMY SEARLE	rechsoutiensearle040216	02-12-16	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement de recherche et de soutien (articles 474.0.1 de la Loi sur les Cités et Villes et règlement sur le remboursement des dépenses de recherche et de soutien des conseillers)	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	2 255 $
JLR INC.	1099834	02-01-16	LAVOIE, MARIE-CLAUDE	BO 2016 : Renouvellement de l'abonnement pour l'accès à la base de données des transactions immobilière sur le territoire québécois pour le SGPI (ex-DSTI)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	18 894 $
JOSEE BLAQUIERE	1106396	02-23-16	DESJARDINS, SUZANNE	Services professionnels pour le coaching exécutif des directeurs dans le cadre du Programme d'aide aux employés (Josée Blaquière) - Direction santé et mieux-être - Année 2016	Ressources humaines	Gestion du personnel	12 784 $
JOSEPH WESTRES ARANZAENS	1102769	02-04-16	PELLERIN, GUY	Mandat Joseph Westres - Nouveau bc pour remplacer le 1090468	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	18 940 $
JOSHUA WOLFE	1107442	02-25-16	CHOQUET, JEAN-ROBERT	Traductions pour le site Internet du Service de la culture	Culture	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	3 150 $
KENWORTH MONTREAL	ROS803345	02-04-16	GAUVREAU, ALAIN	REPARATION DE MOTEUR DE CAMION DE POMPIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 589 $
KERRY KNAPP TRADUCTION & COMMUNICATION	1104041	02-10-16	LE NAY, ALBANE	Traduction du français vers l'anglais de textes	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	18 260 $
KIKKERLAND DESIGN INC.	i992104	02-02-16	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	8 476 $
KOPEL INC.	1102723	02-04-16	PELLERIN, GUY	Projet Jean Talon Est - Impression et distribution cartes d'invitation soirée de consultation publique	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 665 $
KOREM LOGICIELS ET DONNEES GEOSPATIAUX INC.	1102555	02-04-16	HAMEL, ANDRE	Licence MapInfo Professional version 15 (32 bits) française - 1 utilisateur - 12 mois suivant la date d'achat - pour Nathalie Tremblay - no soumission KLS16043	Concertation des arrondissements	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 619 $
KUSTOM	1106031	02-19-16	GRAVEL, PIERRE	2016 - Fourniture de dossards	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - collecte et transport	4 372 $
LA CAPITALE ASSURANCES GÉNÉRALES_32	rmi00010925200009048600 03	02-19-16	Interface	LA CAPITALE ASSURANCES GÉNÉRALES\Paiement d'une indemnité pour le dossier 15-004456, sur la liste de paiement 1602IC002 (CORPO)	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 739 $
LA COMPAGNIE ROBERT BURY LTEE	CAR805684	02-25-16	BRANCONNIER, SERGE	FEUILLE DE CREZON POUR FABRICATION EFFECTUER PAR LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	18 772 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er au 29 FÉVRIER 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LA LIBRAIRIE DE VERDUN	32557	02-25-16	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	6 716 $
LA LIBRAIRIE DE VERDUN	32560	02-25-16	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	4 132 $
LA LIBRAIRIE DE VERDUN	32603	02-25-16	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	3 396 $
LA LIBRAIRIE DE VERDUN	32558	02-26-16	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 629 $
LA MAISON DE L'EDUCATION INC	160578	02-16-16	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	7 174 $
LA MAISON DE L'EDUCATION INC	160579	02-16-16	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	6 286 $
LAFLEUR ET FILS INC	47160	02-19-16	DURAND, CATHERINE	BC 207346 / Remplacer porte de garage	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 616 $
LAFLEUR ET FILS INC	1104268	02-11-16	LABOS, COSTAS	Tel que le bon de travail 55593, facture 46134. Travaux demandés en juillet 2015, bon de travail 71-258539.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 032 $
LAFORTUNE LEGAL	1105957	02-19-16	BIRON, PAULE	Mémoire D'APPEL dossier 13-001260	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	4 685 $
LALEMA INC.	1101498	02-01-16	BEAUDIN, ALEXANDRE	18 KG,ABSORBANT GRANULE,HUILE & LIQUIDE INFLAMMABLE (ABSORBANT OIL DRY)	Approvisionnement	Énergie et produit chimique	2 381 $
LALEMA INC.	1105205	02-16-16	DESORMEAUX, LISE	ST-LAURENT / REAPPROV. (INVENTAIRE - FONDANT)	Approvisionnement	Énergie et produit chimique	3 502 $
LAMCOM TECHNOLOGIES INC.	1105486	02-17-16	DEROME, JOHANNE	Achat d'ajouts signalisation pour le Stade de soccer de Montréal. Selon soumission 130307 révision no 1	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	6 033 $
LAMCOM TECHNOLOGIES INC.	1105486	02-17-16	DEROME, JOHANNE	Achat d'ajouts signalisation pour le Stade de soccer de Montréal. Selon soumission 130307 révision no 1	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	4 042 $
LAMPADAIRES FERALUX INC	1105050	02-15-16	HUARD, FRANCOIS	RALLONGE DE 36 POUCES POUR FUT ROND DE 4M ET 4.6M, EN ACIER GALVANISE,FINI POUDRE DE POLYESTER CUITE NOIR TEXTURE,RAL 9005,SELON LE DESSIN RAC-007	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	10 704 $
LANDRY STRATEGIES INC.	1101951	02-02-16	ROBIDOUX, CHRISTIAN	70500 - Services professionnels - Landry - Gré à gré.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	6 148 $
LANGE PATENAUDE EQUIPEMENT LTEE (KUBOTA MONTREAL)	MAD801666	02-25-16	MASSE, PAUL	SIEGE AVEC DOSSIER POUR 2 TRACTEUR KUBOTA 413-06404 ET 404-06403, CAS DE CSST .	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 044 $
LANGLOIS KRONSTROM DESJARDINS	1102737	02-04-16	SIMARD, MARIE-ANDREE	avocats dossier 15-000263 infonuag	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 609 $
LASALLE | NHC INC.	1103986	02-10-16	DEROME, JOHANNE	Octroi d'une contrat de services professionnels à la firme LaSalle / HNC inc. pour une étude de faisabilité de l'aménagement d'une patinoire sur le canal Lachine.	Diversité sociale et des sports	Autres - Activités récréatives	91 234 $
LDMA INC.	1105975	02-19-16	MANZONI DA SILVA, CARLOS	Travaux de démontage d'enclave starwall au 3e étage du 303 Notre-Dame est	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	2 203 $
LE DEVOIR	1106187	02-22-16	BEAUCHAMP, LOUIS	Appel d'offres, Le Devoir, Factures de janvier et février 2016	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	4 572 $
LE DEVOIR	1101418	02-01-16	BEAUCHAMP, LOUIS	Factures placements médias obligatoires d'Appels d'offres.	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	4 024 $
LE DEVOIR	1105365	02-16-16	BEAUCHAMP, LOUIS	Paiement des factures du mois de janvier et février 2016 pour la publication d'Appel d'offres dans le quotidien Le Devoir. Factures en annexe	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	3 420 $
LE FLAG SHOP	1106144	02-22-16	LEMAY, JULIE	Location de drapeaux - soumission # 206833 du 11-02-2016	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	3 112 $
LE GROUPE GUY INC.	CAR803785	02-09-16	MASSE, PAUL	INSPECTION PEP ET FAIRE RÉPARATION SUITE À L'INSPECTION VOIR FACTURE:BL45719	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 479 $
LE GROUPE GUY INC.	CAR803161	02-03-16	MASSE, PAUL	INSPECTION STATUTAIRE + RÉPARATIONS SUITE À INSPECTION D'UN CAMION DE RECYCLAGE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 611 $
LE GROUPE GUY INC.	CAR803397	02-09-16	MASSE, PAUL	INSPECTION STATUTAIRE + RÉPARATIONS SUITE À INSPECTION D'UN CAMION DE RECYCLAGE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 475 $
LE GROUPE GUY INC.	CAR803782	02-09-16	MASSE, PAUL	remplacement de pompe a injection hors garantie voir facture:bl45714	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	14 044 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1106365	02-22-16	BEAUDIN, ALEXANDRE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Outillage et machinerie	2 262 $
LE GROUPE LEFEBVRE M.R.P. INC	1105293	02-16-16	BOUVRETTE, JEAN	Réparation des fissures des dalles au Biodôme : - Mobilisation et démobilisation 3 jours / 3 hommes (470 $)	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	9 530 $
LE GROUPE MASTER S.E.C.	862322101	02-10-16	GAGNE, ANNIE	BC207313 - Cylindre Nortec	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 834 $
LE GROUPE MASTER S.E.C.	1107396	02-25-16	THIFFAULT, YVAN	CHAUFFAGE (ACHAT D'UNE MEMBRANE POUR L'ARÉNA RENÉ-MASSON #0528, REQ. 76-278338, LE GROUPE MASTER S.E.C.)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 042 $
LE GROUPE MASTER S.E.C.	1102630	02-04-16	THIFFAULT, YVAN	CHAUFFAGE (TNC 92615, ACHAT D'UN CHAUFFE-EAU POUR LE CENTRE OPÉRATIONNEL EST #3687, LE GROUPE MASTER S.E.C.)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 614 $
LE GROUPE MASTER S.E.C.	1102632	02-04-16	THIFFAULT, YVAN	CHAUFFAGE (TNC 92616, ACHAT D'UN CHAUFFE-EAU POUR LE CENTRE OPÉRATIONNEL NORD #3685, LE GROUPE MASTER S.E.C.)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 979 $
LE GROUPE MASTER S.E.C.	1102716	02-04-16	THIFFAULT, YVAN	CHAUFFAGE (TNC 92618, ACHAT D'UN CHAUFFE-EAU POUR L'ARÉNA RENÉ-MASSON #0528, LE GROUPE MASTER S.E.C.)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	23 097 $
LE GROUPE SIMONEAU INC.	DIC802812	02-01-16	BRANCONNIER, SERGE	inspection et réparation de bouillotte	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 180 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er au 29 FÉVRIER 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LE GROUPE SIMONEAU INC.	DIC804007	02-10-16	BRANCONNIER, SERGE	service externe; inspection et réparation de bouillote	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 969 $
LE RELAIS CHEVROLET CADILLAC BUICK GMC LTEE	CAR803932	02-10-16	MASSE, PAUL	C1057591 (REPARATION NON COUVERTE PAR LA GARANTI) APPAREIL CHEVROLET EXPRESS 2012	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 961 $
LEDUC ELECTRIQUE LTEE.	1104328	02-11-16	ROUILLARD, JOHANNE	vcr, tnc 92595,bat 450 arena maurice richard, moteur, plourde dominic	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 142 $
LES AGENCES BRUNET-GOULARD INC.	1102520	02-04-16	THIFFAULT, YVAN	MENUSIERIE (TNC 92609, ACHAT DE 2 PORTES AVEC QUINCAILLERIE POUR LA MAISON DE LA CULTURE MERICER #0811, LES AGENCES BRUNET-GOULARD INC.)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 718 $
LES APPARTEMENTS 4555 BONAVISTA INC.	1105732	02-18-16	BEAUCHAMP, CARLE	Remplacement réservoir (50%); Installation bollard (50%); Remplissage réservoir suite déversement (50%).	Technologies de l'information	Gestion de l'information	6 085 $
LES CONSULTANTS S.M. INC.	1103420	02-08-16	CHAMPAGNE, BENOIT	Trav de carottage de chaussée pour le PCPR 2016 sur diverses rues de l'arr. de RDA-PAT. RP-HON16-03 - E.Cadre 1133855002 - CG13 0130 - E.A.C. 859441	Infrastructures, voirie et transports	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	12 685 $
LES DISTRIBUTIONS PIERRE LAROCHELLE INC.	36298	02-08-16	DURAND, CATHERINE	Étagères (4) pour la bibliothèque du Jardin botanique	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 482 $
LES EDITIONS YVON BLAIS INC	1105243	02-16-16	LEVEILLE, MARIE-LYNE	Aff.juridiques - Renouvellement banque de données - éditions yvon blais Facture #1565452	Affaires juridiques	Affaires civiles	3 792 $
LES EMBALLAGES CARROUSEL INC	1101495	02-01-16	HUARD, FRANCOIS	100,SAC ORDURE,35 X 50, NOIR,3 MIL (REMPLACE IN3562-3278)	Approvisionnement	Environnement et nature	6 006 $
LES ENT. DM LEO INC.	55401	02-06-16	Interface	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:416557	Police	Surv. de la réglementation du stationnement	2 515 $
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES GILLES GAUVIN INC.	CAR803770	02-09-16	GARNEAU, DOMINIC	RELOCALISATION DE PRISE DE BUREAU ET COLONETTE POUR LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 102 $
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES L.M. INC.	1104211	02-11-16	MANZONI DA SILVA, CARLOS	Soumission 325859 - Édifice Lucien-Saulnier (0012) - 155, rue Notre-Dame est - Remplacement de l'interrupteur de transfert pour la génératrice - Travaux payés sur les incidences du projet - 1 soumission	Gestion et planification immobilière	Administration, finances et approvisionnement	2 660 $
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES L.M. INC.	1106115	02-19-16	LEVESQUE, PIERRE	Soumission VI152596 - Centre Roussin (0868) - 12085, rue Notre-Dame est - Remplacement du compresseur d'air pour réseau de gicleurs - 1 soumission	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 331 $
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES L.M. INC.	1102009	02-02-16	LABOS, COSTAS	VCR - Pièces d'accouplement pour divers arénas - P. Plourde c/m.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 393 $
LES EQUIPEMENTS COLPRON INC	DIC803232	02-03-16	MASSE, PAUL	P/O DE REMPLACEMENT SUITE A L ERREUR DU NOM DU FOURNISSEUR (TOUTE LES PIECES SONT INSTALLER)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 030 $
LES EQUIPEMENTS D'ARPENTAGE CANSEL INC.	1103532	02-09-16	DUCAS, SYLVAIN	Renouvellement de licences pour le logiciel Autodesk Infrastructure Design Suite Standard pour la période du 04/02/2016 au 03/02/2017.	Service de la mise en valeur du territoire	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	5 998 $
LES IMPRIMES ADMINISTRATIFS CONTINUUM LTEE	1104555	02-12-16	COURCHESNE, YVES	Commande d'impression, insertion et expédition des formulaires du programme d'aide aux aînées.	Finances	Administration, finances et approvisionnement	5 191 $
LES INDUSTRIES HARNOIS INC	1105630	02-17-16	DESILETS, MICHEL	Station météo compatible à Priva, tel que proposition 337319, installation incluse à la pépinière	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Horticulture et arboriculture	5 181 $
LES INSTALLATIONS SPORTIVES AGORA INC.	1106888	02-24-16	DULIEPRE, JEAN-FRANCOIS	Interchanger les rideaux existant - fournit et installer nouveau rideau - section Tir-à-l'arc - Soumission # 408 du 19-02-2016	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	14 824 $
LES JARDINS DE L'ECOUMENE	63	02-23-16	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 459 $
LES JARDINS DE L'ECOUMENE	81	02-23-16	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 459 $
LES MAITRES PEINTRES DE MONTREAL INC.	1104705	02-12-16	LEVESQUE, PIERRE	Centre St-Eusèbe (4201) - 2349, rue de Rouen - Réparer et peinturer la descente d'escalier plafond blanc et les murs de couleur (à déterminer) et peinturer la rampe de métal, le limon, contre-marche couleur de l'existant - 1 soumission	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 197 $
LES OUTILS PIERRE BERGER INC	1102868	02-05-16	LABOS, COSTAS	VCR - Outils pour les nouveaux camions - P. Plourde c/m.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 694 $
LES PETROLES PARKLAND	9332662	02-04-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		21 662 $
LES PETROLES PARKLAND	9284302	02-04-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		20 794 $
LES PETROLES PARKLAND	9244135	02-04-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		20 031 $
LES PETROLES PARKLAND	9494617	02-27-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		19 794 $
LES PETROLES PARKLAND	9496421	02-27-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		19 752 $
LES PETROLES PARKLAND	9258898	02-04-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		19 109 $
LES PETROLES PARKLAND	9494634	02-27-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		18 953 $
LES PETROLES PARKLAND	9405822	02-20-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		18 922 $
LES PETROLES PARKLAND	9403958	02-27-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		18 705 $
LES PETROLES PARKLAND	9403957	02-27-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		18 700 $
LES PETROLES PARKLAND	9397587	02-20-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		17 009 $
LES PETROLES PARKLAND	9284301	02-04-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		16 000 $
LES PETROLES PARKLAND	9291379	02-20-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		15 994 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er au 29 FÉVRIER 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LES PETROLES PARKLAND	9274103	02-04-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		15 791 $
LES PETROLES PARKLAND	9150832	02-04-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		14 590 $
LES PETROLES PARKLAND	9273631	02-04-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		10 816 $
LES PETROLES PARKLAND	9477232	02-27-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		10 324 $
LES PETROLES PARKLAND	9150830	02-04-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		10 323 $
LES PETROLES PARKLAND	9401801	02-27-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		10 319 $
LES PETROLES PARKLAND	9273634	02-04-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		9 985 $
LES PETROLES PARKLAND	9259370	02-04-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		9 968 $
LES PETROLES PARKLAND	9291378	02-20-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		9 612 $
LES PETROLES PARKLAND	9291377	02-04-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		8 627 $
LES PETROLES PARKLAND	9477245	02-27-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		8 249 $
LES PETROLES PARKLAND	9399977	02-20-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		8 076 $
LES PETROLES PARKLAND	9477240	02-27-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		7 737 $
LES PETROLES PARKLAND	9399978	02-27-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		7 653 $
LES PETROLES PARKLAND	9114663	02-04-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		7 316 $
LES PETROLES PARKLAND	9273635	02-04-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		7 238 $
LES PETROLES PARKLAND	9150839	02-04-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		6 872 $
LES PETROLES PARKLAND	9401799	02-27-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		6 785 $
LES PETROLES PARKLAND	9244144	02-04-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		6 761 $
LES PETROLES PARKLAND	9244143	02-04-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		6 664 $
LES PETROLES PARKLAND	9466645	02-27-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		6 520 $
LES PETROLES PARKLAND	9474422	02-20-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		6 452 $
LES PETROLES PARKLAND	9286470	02-04-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		6 402 $
LES PETROLES PARKLAND	9330049	02-20-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		6 348 $
LES PETROLES PARKLAND	9330050	02-04-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		6 077 $
LES PETROLES PARKLAND	9466647	02-20-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		6 017 $
LES PETROLES PARKLAND	9477235	02-27-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		6 017 $
LES PETROLES PARKLAND	9511465	02-27-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		6 001 $
LES PETROLES PARKLAND	9332668	02-04-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		5 958 $
LES PETROLES PARKLAND	9274090	02-04-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		5 856 $
LES PETROLES PARKLAND	9494613	02-27-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		5 768 $
LES PETROLES PARKLAND	9244142	02-04-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		5 756 $
LES PETROLES PARKLAND	9496435	02-27-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		5 754 $
LES PETROLES PARKLAND	9286475	02-20-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		5 571 $
LES PETROLES PARKLAND	9477244	02-27-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		5 511 $
LES PETROLES PARKLAND	9399974	02-20-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		5 113 $
LES PETROLES PARKLAND	9399972	02-27-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		5 098 $
LES PETROLES PARKLAND	9278507	02-04-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		4 994 $
LES PETROLES PARKLAND	9313089	02-20-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		4 795 $
LES PETROLES PARKLAND	9284289	02-20-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		4 516 $
LES PETROLES PARKLAND	9496442	02-27-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		4 207 $
LES PETROLES PARKLAND	9150853	02-04-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		3 444 $
LES PETROLES PARKLAND	9273628	02-04-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		3 334 $
LES PETROLES PARKLAND	9405831	02-27-16	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		2 998 $
LES PLASTIQUES BALCAN LIMITEE	1106891	02-24-16	MOREL, STEPHANIE	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - 40SAC MATELAS KING)	Approvisionnement	Ameublement	2 241 $
LES PRODUITS PRAXAIR	ROS804672	02-17-16	GARNEAU, DOMINIC	ENSEMBLE DE TORCHE A LA DEMANDE DE LA CSST POUR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 419 $
LES PRODUITS PRAXAIR	ROS804671	02-17-16	BEAULIEU, DAMIEN	KIT DE TORCHE AU GAZ , DEMANDE PAR LA CSST POUR SERVICE INCENDIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 210 $
LES PROS DU CAMION	CAR804260	02-12-16	PORTELANCE, RAYMOND	INSPECTION STATUTAIRE + RÉPARATIONS SUITE À INSPECTION D'UN CAMION DOMPEUR DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 138 $
LES RESSORTS LASALLE INC	AVM803062	02-04-16	DESPATIE, ERIC	PIÈCES POUR RÉPARATION CAMION 211-10301	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 571 $
LES RESSORTS ST-MICHEL INC.	CAR805216	02-23-16	MASSE, PAUL	RÉPARATION DE LA SUSPENSION D'UN CAMION DOMPEUR DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 921 $
LES RESSORTS ST-MICHEL INC.	CAR803558	02-16-16	PORTELANCE, RAYMOND	RÉPARATION D'UNE REMORQUE POUR ASPHALTE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 411 $
LES SERVICES ADAPTES TRANSIT	1101944	02-02-16	LEVESQUE, PIERRE	Entretien ménager pour les mois de novembre et décembre 2015 pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 788 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er au 29 FÉVRIER 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LES SERVICES ADAPTES TRANSIT	1101944	02-02-16	LEVESQUE, PIERRE	Entretien ménager pour les mois de novembre et décembre 2015 pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 530 $
LES SERVICES ADAPTES TRANSIT	1101944	02-02-16	LEVESQUE, PIERRE	Entretien ménager pour les mois de novembre et décembre 2015 pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 410 $
LES SERVICES ASSESSMED	1102589	02-04-16	COTE, ISABELLE	Les Services AssessMed - Dr Boileau - CSST policier - F:A-1877	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 520 $
LES SERVICES D'ARBITRAGE BERTHIER INC	1103478	02-09-16	GAGNON, JEAN-YAN	GRIEF : MAURICE TCHIO - V/D : AS/T/10079.CTE9	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 701 $
LES SERVICES DE COURRIER CHAMPION INC.	1106739	02-24-16	MARCOTTE, ANNE-MARIE	Service - Transport de colis (Frais de transport).	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	8 556 $
LES SERVICES EXP INC.	1103361	02-08-16	LAURIN, CLAUDE	Projet Le Triangle Phase 3 rue Buchan - Contingence pour devis tech. en maintien de circulation	Service de la mise en valeur du territoire	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	12 785 $
LES SYSTEMES D'INFORMATION ULLIX INC.	1107280	02-25-16	LAPOINTE, JOSEE	Mise en place - test connaissance SPVM (308101) et mise en place - TJS SPVM (8068101) - # de facture 2255	Ressources humaines	Gestion du personnel	4 200 $
LIBRAIRIE RAFFIN INC.	7149018	02-24-16	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 563 $
LIBRAIRIE RAFFIN INC.	7148808	02-03-16	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 548 $
LIBRAIRIE RAFFIN INC.	7148609	02-01-16	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 094 $
LIBRAIRIE RAFFIN INC.	7148666	02-01-16	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 027 $
LIBRAIRIE BERTRAND	119885	02-04-16	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 204 $
LIBRAIRIE BERTRAND	120343	02-24-16	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 103 $
LIBRAIRIE BERTRAND	120160	02-10-16	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 019 $
LIBRAIRIE CARREFOUR BD INC.	16095	02-25-16	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 337 $
LIBRAIRIE CARREFOUR BD INC.	16097	02-29-16	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 142 $
LIBRAIRIE DU SQUARE	16	02-25-16	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	5 916 $
LIBRAIRIE MEDIASPAUL	614357	02-25-16	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	9 290 $
LIBRAIRIE MEDIASPAUL	614366	02-25-16	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	3 292 $
LIBRAIRIE MEDIASPAUL	614362	02-16-16	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 654 $
LIBRAIRIE MONET INC	162399	02-03-16	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 152 $
LIBRAIRIE MONIC INC	359036	02-01-16	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 246 $
LIBRAIRIE PAULINES	125634	02-16-16	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	4 223 $
LIBRAIRIE PAULINES	125636	02-16-16	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 614 $
LIBRAIRIE RENAUD-BRAY INC	cw20502746	02-04-16	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 754 $
LIBRAIRIE RENAUD-BRAY INC	cw20502651	02-02-16	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 743 $
LIBRAIRIE RENAUD-BRAY INC	cw20503955	02-08-16	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 610 $
LIBRAIRIE RENAUD-BRAY INC	cw20502714	02-02-16	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 451 $
LIBRAIRIE RENAUD-BRAY INC	cw20541284	02-29-16	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 422 $
LIBRAIRIE ZONE LIBRE	33382	02-25-16	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	3 636 $
LIBRAIRIE ZONE LIBRE	33381	02-26-16	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 014 $
LIFT ATOUT	CAR803769	02-09-16	MASSE, PAUL	REPARATION DE POMPE HYDRAULIQUE VOIR FACTURE 1259	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 357 $
LINDE CANADA LIMITEE	1086394	02-10-16	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Achat de gants de nylon - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	5 835 $
LINDE CANADA LIMITEE	1083415	02-09-16	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Achat de gants différents modèle - Inventaire colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	5 495 $
LINDE CANADA LIMITEE	1103397	02-08-16	LEARY, GENEVIEVE	Achat d'équipement divers de sécurité - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 004 $
LINDE CANADA LIMITEE	1107191	02-25-16	LUU, VINH	Barrière portative Innova + support de bobine de cable	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	3 089 $
LINDE CANADA LIMITEE	1107235	02-25-16	HUARD, FRANCOIS	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - GANT DE TRAVAIL)	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	10 794 $
LINDE CANADA LIMITEE	1105552	02-17-16	HUARD, FRANCOIS	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - GANT LATEX, PANTALON PLUIE, GILET PLUIE)	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	3 774 $
LINDE CANADA LIMITEE	1105552	02-23-16	HUARD, FRANCOIS	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - GANT LATEX, PANTALON PLUIE, GILET PLUIE)	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 214 $
LINDE CANADA LIMITEE	1105519	02-17-16	MOREL, STEPHANIE	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - GANTCUIR, GANT NYLON DIFFERENTE GRANDEUR, GANT UNIVERSEL, POLAR ORANGE)	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	3 240 $
LINDE CANADA LIMITEE	1103874	02-10-16	MOREL, STEPHANIE	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - POLAR ORANGE, GANT JETABLE, NYLON, UNIVERSEL, ETC.)	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	3 196 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er au 29 FÉVRIER 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LINDE CANADA LIMITEE	1106181	02-22-16	BEAUDIN, ALEXANDRE	Réappro. de différents modèle de gants pour le CD Colbert, conformément au prix et condition de l'entente 1105438	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	12 104 $
LINDE CANADA LIMITEE	1106372	02-22-16	BEAUDIN, ALEXANDRE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	3 276 $
L-IPSE SERVICES CONSEIL INC.	1101960	02-02-16	ROBIDOUX, CHRISTIAN	71550 - Développeur WSO2.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	22 817 $
LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS DISCOUNT	1102503	02-04-16	FRENETTE, MICHEL	CARRIÈRE ST-MICHEL - Location de 2 camionnettes	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	5 197 $
LOCATION D'OUTILS SIMPLEX S.E.C.	mt204698	02-11-16	GAGNE, ANNIE	BC207542 - Location de la nacelle du 18 janvier au 2 février 2016	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 108 $
LOUE FROID INC.	336	02-02-16	FERRER, ARLETTE	bc207207	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 420 $
LUC AMYOT	1103389	02-08-16	BERGERON, JACQUES	Services professionnels BVG SP-2015-39	Bureau du vérificateur	Administration, finances et approvisionnement	20 998 $
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	1105152	02-16-16	THIFFAULT, YVAN	Électicité, bat 4397 atelier,pour remplacement de composante elect. tnc 92597, tremblay eric	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 064 $
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	1104083	02-10-16	LABOS, COSTAS	ÉLECTRICITÉ, H-TENSION, BAT 1485 SOUS STATION ELECT.ILE NOTRE-DAME, TEST POIN,TOOLS, FIBRE OPTIC, TREMBLAY ERIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 677 $
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	1104083	02-10-16	LABOS, COSTAS	ÉLECTRICITÉ, H-TENSION, BAT 1485 SOUS STATION ELECT.ILE NOTRE-DAME, TEST POIN,TOOLS, FIBRE OPTIC, TREMBLAY ERIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 242 $
MA TASSE DE THE INC.	em160212	02-23-16	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 430 $
MACHINERIE PLUS LTEE	1103763	02-09-16	LACOMBE, PIERRE	Soumission 09724 / 751150M1 / Press Drill de plancher Gen. Intern. et autres	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 740 $
MACHINERIE PLUS LTEE	1105036	02-15-16	THIFFAULT, YVAN	VCR, BAT 4397 ATELIER, ACCESSOIRES DE REMPLACEMENT ET OUTILS POUR CAMIONS, PLOURDE DOMINIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 790 $
MAGAZINE GEOTOURISME/UR MONTREAL	fgeo16eplv	02-29-16	DURAND, CATHERINE	Réf # 96 / Pub Géocitoyen 2016	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 000 $
MAGNETO HYDRAULIQUE & PNEUMATIQUE INC.	CAR804560	02-17-16	MASSE, PAUL	PIÈCES POUR RÉPARER ASPIRATEUR DE LA VOIRIE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 079 $
MAGNETO HYDRAULIQUE & PNEUMATIQUE INC.	CAR804560	02-17-16	MASSE, PAUL	PIÈCES POUR RÉPARER ASPIRATEUR DE LA VOIRIE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 415 $
MAISON LA VIGILE	1106164	02-22-16	BOUCHARD, DIANE	Services de thérapie et d'hébergement afin de soutenir les policiers et les policières ayant des dépendances (alcool, médicament, internet)	Ressources humaines	Gestion du personnel	12 784 $
MAMAN COMMUNICATIONS INC.	580058	02-16-16	DURAND, CATHERINE	Réf # 48 / Pub web et infolettre	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 000 $
MARC-ANDRE ROY	1025923	02-03-16	GRENIER, MARTINE	Réalisation d'éléments muséographiques pour nos expos temporaires ou permanentes, et d'outils éducatifs (livrets-jeux pour les enfants,guide d'identification des collections vivantes	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	11 890 $
MARCEL GUILBERT	1103488	02-09-16	GAGNON, JEAN-YAN	GRIEF : V-EV-2010-0068 - CONTRÔLEUR DES INSTALLATIONS ET VIGIE ENVIRONNEMENTALE	Ressources humaines	Gestion du personnel	3 169 $
MARIE LESSARD	1105447	02-17-16	ARNAUD, CLEMENT	Contrat 15-1492 - Contrat accordé à Marie Lessard pour agir à titre de présidente de la Table de concertation des partenaires du CESM - Prof. resp.: Diane Martin	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Planification et gestion des parcs et espaces verts	12 395 $
MARIE-FRANCE BIGRAS	1106938	02-24-16	NORMANDIN, HENRI-PAUL	Contrat service professionnel avec Mme Marie-France Bigras pour apporter du soutien au Bureau des relations internationales dans le cadre du GSEF2016 et lancement de l'Observatoire sur Vivre ensemble.	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	15 000 $
MARIELLE DELORME	1103109	02-05-16	TREMBLAY, GINA	Révision de textes liés à la conservation des ¿uvres d'art de la collection municipale, concours international pour le Complexe Saint-Michel, etc.	Culture	Autres - activités culturelles	7 874 $
MARIE-PIERRE RENAUD	1101795	02-02-16	LAVOIE, MARIE-CLAUDE	Services professionnels pour arbitrages de différends - Étude de recevabilité (pour le SGPI (ex-DSTI))	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 475 $
MARIE-PIERRE RENAUD	1103807	02-10-16	LAVOIE, MARIE-CLAUDE	Services professionnels pour étude de recevabilité - dossier 2015-17 - facture du 26 janvier 2016 (pour le SGPI (ex-DSTI))	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 601 $
MARIO VANDAL	1103345	02-08-16	BERGERON, JACQUES	Services professionnels BVG SP-2016-01	Bureau du vérificateur	Administration, finances et approvisionnement	22 047 $
MARTA MASSANA MACIA	1102881	02-05-16	ALLARD, PATRICE	Paiement en lien avec les facture 2016-01, 2016-02	Diversité sociale et des sports	Autres - activités culturelles	2 400 $
MARTECH SIGNALISATION INC.	1102416	02-03-16	DESORMEAUX, LISE	MTLN-DISTR / REAPPROV. (INVENTAIRE - BALISE)	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	3 137 $
MARTECH SIGNALISATION INC.	1103966	02-10-16	HAMELIN-PROVOST, GINETTE	RÉAP. LAS INVENTAIRE PANNEAU CIRCULATION, PLAQUE NOM RUE	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 049 $
MARTECH SIGNALISATION INC.	1103672	02-09-16	DESORMEAUX, LISE	ST-LEONARD / REAPPROV. (INVENTAIRE - SIGNALISATION)	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	3 828 $
MAXIME PILON-LALANDE	1104060	02-10-16	LE NAY, ALBANE	Services professionnels de vidéaste pour diverses activités spéciales	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	6 958 $
MC INTOSH TRADING	8500117843	02-01-16	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 827 $
MDI CONSEILS ET TECHNOLOGIES INC.	1086781	02-15-16	LÊ, SON-THU	Étude sur l'état actuel de l'intelligence d'affaire(BI) dans le domaine du transport afin de répondre aux besoins du Centre de Gestion de la mobilité Urbaine(CGMU)	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	22 828 $
ME FRANCINE BEAULIEU	1103119	02-08-16	ROCHETTE, JEAN	GRIEF 2014-01 - MAURO SCARPALEGGIA - FACTURE 2016-014	Ressources humaines	Gestion du personnel	3 847 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er au 29 FÉVRIER 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
MEDIAQMI INC.	1106611	02-23-16	HAMEL, ANDRE	Placement média publicitaire - Journal 24Heures - Campagne: Permis animalier - Enregistrement - le 13, 20, 27 jan. et 3 fév. 2016 - Annonce 1984942	Concertation des arrondissements	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 835 $
MEDIAQMI INC.	vr00128238	02-29-16	DURAND, CATHERINE	Réf # 103 / Pub 23 février pour la relâche (24H)	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 500 $
MEDIAQMI INC.	er00104772	02-23-16	DURAND, CATHERINE	Réf # 81 / Pub 19 fév. JdeM / Relâche	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 200 $
MEDIAS TRANSCONTINENTAL S.E.N.C	1105307	02-16-16	RICARD, MARC	Frais de publication d'addenda via SEAO pour la Direction des infrastructures 2016	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	45 655 $
MEDIAS TRANSCONTINENTAL S.E.N.C	1106757	02-24-16	HAMEL, ANDRE	Placement média publicitaire - Campagne permis animalier - Journal Métro -13, 20 et 27 jan. 2016 - Selon Bon d'insertion 58751	Concertation des arrondissements	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 358 $
MEDIAS TRANSCONTINENTAL S.E.N.C	1106607	02-23-16	MARCOTTE, ANNE-MARIE	SEAO 2016 / Veuillez svp utiliser ce BC pour l'année 2016 en remplacement du BC 1028543.	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	18 215 $
MELISSA & DOUG LLC	7270629	02-22-16	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 145 $
MENUISERIE DELISLE (1988) INC	1103669	02-09-16	MANZONI DA SILVA, CARLOS	Échantillon de restauration d'une fenêtre permettant l'analyse des conditions existantes et de chantier des futurs travaux de l'hôtel de ville - Incidence 13672	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	6 676 $
METAL M-PACT INC.	ROS804755	02-17-16	BEAULIEU, DAMIEN	ACIER POUR FABRICATION POUR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 232 $
METAL M-PACT INC.	ROS804760	02-17-16	BEAULIEU, DAMIEN	ACIER POUR FABRICATION POUR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 072 $
METAL M-PACT INC.	ROS804450	02-18-16	GARNEAU, DOMINIC	DIVERS ACIER POUR LA FABRICATION EFFECTUER POUR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 341 $
METAL M-PACT INC.	ROS804749	02-17-16	BRANCONNIER, SERGE	TUBLUAIRE ET ACIER CORNIERE POUR FABRICATION EFFECTUER PAR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 228 $
METAL POLE-LITE INC.	1105697	02-17-16	HUARD, FRANCOIS	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - POTENCE ACIER NOIR)	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	10 898 $
METAUX PROFUSION INC.	ROS803565	02-09-16	GARNEAU, DOMINIC	DIVERS MATÉRIEL POUR FABRICATION EFFECTUER PAR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 614 $
METAUX PROFUSION INC.	ROS803566	02-09-16	GARNEAU, DOMINIC	DIVERS MATÉRIEL POUR FABRICATION EFFECTUER PAR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 614 $
METAUX PROFUSION INC.	ROS803000	02-04-16	GARNEAU, DOMINIC	FEUILLE D'ACIER ET ALUMINIUM POUR STOCK FONDERIE (U.T.M.)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 428 $
METAUX PROFUSION INC.	ROS803930	02-11-16	GARNEAU, DOMINIC	FEUILLE D'ALUMINIUM POUR FABRICATION EFFECTUER PAR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 507 $
METAUX PROFUSION INC.	1103736	02-09-16	LABOS, COSTAS	SOUDURE (ACHAT DE CORNIÈRES, PLAQUES D'ACIER ET FER PLAT POUR ATELIER #4397, REQ. 76-276398, METAUX PROFUSION INC)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 092 $
METAUX PROFUSION INC.	DIC774575	02-01-16	GARNEAU, DOMINIC	Tiges en acier HSS pour contrat obtenu par l'UTM,voir M.Robert Dunberry.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	17 904 $
MICHAEL VIDAL COURTIER	1103640	02-09-16	MANZONI DA SILVA, CARLOS	Fourniture de toile pour l'habillage de chantier pour les travaux d'étanchéité des fondations de l'hôtel de ville, de l'édifice Lucien-Saulnier et du tunnel sous la place Vauquelin - Incidence 14682	Gestion et planification immobilière	Administration, finances et approvisionnement	2 234 $
MICHEL PLANTE	1107551	02-26-16	BOUCHARD, DIANE	Michel Plante - CSST pompier - F:VM04.	Ressources humaines	Gestion du personnel	15 486 $
MICHEL DESJARDINS.	1106182	02-22-16	DESJARDINS, SUZANNE	Services professionnels pour le coaching exécutif des directeurs dans le cadre du Programme d'aide aux employés (Michel Desjardins) - Direction santé et mieux-être - Année 2016	Ressources humaines	Gestion du personnel	9 131 $
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	ROS803351	02-04-16	GAUVREAU, ALAIN	PNEU D' HIVER POUR 8 VEHICULES NEUFS	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 922 $
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	DIC803138	02-03-16	BRANCONNIER, SERGE	PNEU LOADER REMPLACE DIC796674 MAUVAIS FOURNISSEUR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 362 $
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	1104182	02-11-16	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIÈRE	Approvisionnement	Matériel roulant	5 153 $
MICRAL KONIOS LABORATOIRE INC	1105451	02-17-16	NADEAU, SEBASTIEN	BO 2016 : Service d'analyse - environ 400 échantillons de matériaux durant l'année	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	25 449 $
MICROSOFT CANADA INC.	1106269	02-22-16	BEAUCHAMP, CARLE	Services techniques pour des produits Microsoft Premier pour la période du 1er mars 2016 au 28 février 2017. Gré à gré.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	78 111 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er au 29 FÉVRIER 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
MIREILLE PHILOSCA	180216	02-22-16	DAME, JEAN-PHILIPPE	Animations d'ateliers dans le cadre du programme CONTACT	Culture	Bibliothèques	2 113 $
MIREILLE PHILOSCA	210116	02-15-16	DAME, JEAN-PHILIPPE	Animations d'ateliers dans le cadre du programme CONTACT	Culture	Bibliothèques	2 113 $
MITCHELL 1	1103011	02-05-16	SAINT-VIL, PHILIPPE	Licence d'accès aux manuels d'atelier en ligne pour véhicules et camions légers	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 278 $
MMS LASER	ROS804766	02-17-16	GARNEAU, DOMINIC	DECOUPE AU LASER POUR FABRICATION EFFECTUER PAR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 045 $
MONAS & CIE LTEE.	ROS801527	02-02-16	GAUVREAU, ALAIN	ACHAT D'APPAREILS ÉLECTROMENAGER POUR AMÉNAGEMENT DU 1300 POUR LA DRMI	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 496 $
MONAS & CIE LTEE.	ROS801527	02-02-16	GAUVREAU, ALAIN	ACHAT D'APPAREILS ÉLECTROMENAGER POUR AMÉNAGEMENT DU 1300 POUR LA DRMI	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 244 $
MORNEAU SHEPELL LTD.	1101663	02-01-16	MORISSETTE, CHANTAL	BC OUVERT 2016 - Programme d'aide aux employés pour le Service de l'eau	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	25 000 $
MORNEAU SHEPELL LTD.	1106420	02-23-16	DESJARDINS, SUZANNE	Services professionnels pour le Programme d'aide aux employés (Année 2016) - (Morneau Shepell - Commission des services électriques (12))	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 500 $
MORNEAU SHEPELL LTD.	1106424	02-23-16	DESJARDINS, SUZANNE	Services professionnels pour le Programme d'aide aux employés (Année 2016) - (Morneau Shepell - Contrat : Stationnement de Montréal)	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 000 $
MORNEAU SHEPELL LTD.	1106593	02-23-16	BOUCHARD, DIANE	Services professionnels pour le Programme d'aide aux employés (Année 2016) - (Morneau Shepell - Dépenses communes 60-17 (MESS))	Affaires juridiques	Sécurité du revenu	15 000 $
MORNEAU SHEPELL LTD.	1106417	02-23-16	DESJARDINS, SUZANNE	Services professionnels pour le Programme d'aide aux employés (Année 2016) - (Morneau Shepell - Organismes paramunicipaux (80) - La Ronde - Dépenses communes 60-09)	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 000 $
MORNEAU SHEPELL LTD.	1106423	02-23-16	NADEAU, MICHELLE	Services professionnels pour le Programme d'aide aux employés (Année 2016) - (Morneau Shepell - Service des ressources humaines (36-01 / 36-02 / 36-03 / 36-04 / 36-17))	Ressources humaines	Gestion du personnel	25 000 $
MOTEURS (LEBO) ELECTRIQUES INDUSTRIELS LIMITEE	1104755	02-26-16	LABOS, COSTAS	VCR - Moteur... pour la Cour municipale - P. Plourde c/m	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 433 $
MOTEURS (LEBO) ELECTRIQUES INDUSTRIELS LIMITEE	1104754	02-26-16	LABOS, COSTAS	VCR - Moteur... pour la Cour municipale - P. Plourde c/m	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 624 $
MULTI-INDUSTRIEL A.D. LTEE	1094516	02-22-16	LUU, VINH	Fourniture, transport et installation de vestiaires au 4305 rue Hogan	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	7 207 $
MULTI-PRESSIONS L.C. INC.	ROS802800	02-18-16	CHARRON, DANIEL	#C1053916, DLM #V109490	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 657 $
NADEAU ULTRA TECH	1105588	02-17-16	LUU, VINH	Travaux correctifs requis selon HQ (F-9882 à 9888 et 9890) et travaux d'électricité (F 9898 et 9899) Conversion	Commission des services électriques	Autres biens - Rénovation urbaine	10 698 $
NADEAU ULTRA TECH	1107186	02-25-16	LUU, VINH	Travaux d'électricité à différentes adresses (F-9907 à 9912) Conversion	Commission des services électriques	Autres biens - Rénovation urbaine	7 638 $
NATURE-ACTION QUEBEC INC	1107376	02-25-16	GRAVEL, PIERRE	2016 - Service de distribution porte-à-porte de bacs pour la collecte des résidus alimentaires dans l'arrondissement St-Léonard - 2016 (Distribution porte-à-porte bacs RA)	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - collecte et transport	28 739 $
NATURE'S ARTIFACTS INC	8765a	02-17-16	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 732 $
NAV CANADA	1103548	02-09-16	HAMEL, ANDRE	Transmission des mesures de quantités de neige enregistré à l'aéroport de Dorval. 1er nov 2015 au 30 avr 2016 - contral de NAV CANADA: 2016-05-KH - Facture MR023833	Concertation des arrondissements	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	7 526 $
NEDCO	1106826	02-24-16	LABOS, COSTAS	ELECTRICITE - ACHAT DE BALLAST ET LAMPES POUR MATÉRIEL EN INVENTAIRE - ERIC DESROCHERS	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 208 $
NEDCO	1107653	02-26-16	LEPAGE, DOMINIQUE	Électricité - Lentilles pour fixtures... pour l'inventaire - É. Desrochers c/m.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 065 $
NEDCO	1104098	02-10-16	ROUILLARD, JOHANNE	ÉLECTRICITÉ, BAT 110 C.PERE MARQUETTE, TNC 92613, CONNECTEUR,MANCHON ET PANNEAUX, TREMBLAY ERIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 689 $
NEDCO	1097613	02-03-16	LABELLE, MARC-ANDRÉ	ST-LEONARD / REAPPROV. (INVENTAIRE - LUMINAIRE)	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	9 950 $
NEIL SMITH	1101377	02-01-16	LE NAY, ALBANE	Traduction du français vers l'anglais de textes pour l'Espace pour la vie	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 500 $
NEIL SMITH	1101377	02-01-16	LE NAY, ALBANE	Traduction du français vers l'anglais de textes pour l'Espace pour la vie	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 500 $
NEOPOST CANADA LIMITEE	1102191	02-03-16	CYR, RAOUL	Location - Appareil électronique - Plieuse-inséreuse Néopost DS63 - 2 stations - Terme de 36 mois - Entretien et service sur place inclus - 1 401 $ par trimestre.	Finances	Administration, finances et approvisionnement	4 372 $
NEWAD MEDIA INC.	1106605	02-23-16	HAMEL, ANDRE	Contrat d'affichage intérieur - Campagne permis animalier - Affichage numérique réseau restobars Du 11 jan au 7 fév 2016- Selon contrat SC-014222	Concertation des arrondissements	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	8 735 $
NIAGARA RIVER TRADING CIE	si1000547	02-23-16	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 762 $
NITEK LASER INC.	ROS802314	02-09-16	GARNEAU, DOMINIC	COUPE AU LASER POUR PIECES DE FABRICATION POUR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 388 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er au 29 FÉVRIER 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
NITEK LASER INC.	ROS805386	02-24-16	GARNEAU, DOMINIC	DIVERS PIECES DECOUPE AU LASER POUR CHAISE LONGUE POUR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 794 $
NITEK LASER INC.	ROS804387	02-15-16	GARNEAU, DOMINIC	PIECES DE SOUS-CHASSIS COUPE AU LASER POUR FABRICATION EFFECTUER PAR UÉ.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 263 $
NORTH AMERICAN COUNTRY HOME	00007550	02-03-16	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 303 $
NORTRAX QUEBEC INC.	1092852	02-16-16	MEUNIER, MICHEL	Location de chargeuses pour le déneigement du 15 nov au 31 déc 2015 - Contrat 2013-13 et entente #870144	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	37 502 $
NORTRAX QUEBEC INC.	DIC802036	02-24-16	BRANCONNIER, SERGE	PIECES MOTEURS SOUFFLEUSE + DE 3000.00 AUT N CHRÉTIEN	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 566 $
NOSSAM INC.	1103883	02-10-16	DESJARDINS, SUZANNE	Service - Formation en santé et sécurité s'adressant aux administrateurs du Programme de protection respiratoire VDM - Sinarith Heng - # offre de service 2016-01 r1	Ressources humaines	Gestion du personnel	4 008 $
NOTARIUS INC	1103680	02-09-16	PELOQUIN, YVAN	Frais annuel pour le maintien du service de clés, émissions de clés et certificats pour la signature numérique pour Mourad Amari - Djamel Chabane - Annie Desparois - Hgoc-Thao Duong - Elizabeth Harvey - Ervin Kojic - Anne-Marie Perreaul	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 388 $
O.G. SECURITE	1103400	02-08-16	LEARY, GENEVIEVE	Achat d'équipement de sécurité - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 055 $
OBOXMEDIA	3552	02-17-16	DURAND, CATHERINE	Réf # 49 / Pub native Nightlife et TPL	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 996 $
OLIVIER MONNAIS	rmi000110002000119570003	02-19-16	Interface	OLIVIER MONNAIS\Paiement d'une indemnité pour le dossier 15-005013, sur la liste de paiement 1602IC004 (CORPO)	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 096 $
ONOMAT CANADA INC.	1104846	02-15-16	DESORMEAUX, LISE	ST-LEONARD / REAPPROV. (INVENTAIRE - PANNEAU)	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 378 $
OODA TECHNOLOGIES INC	1106886	02-24-16	LÊ, SON-THU	Analyse des données Bluetooth dans le Quartier des Spectacles de Montréal afin de déterminer l'efficacité du Système de Jalonnement Dynamique des Stationnements (SJDS)	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	20 158 $
OPES SOFTWARE INC.	1106773	02-24-16	LUU, VINH	Ajustement au nombre de licences	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	5 903 $
OPSIS GESTION D'INFRASTRUCTURES INC.	1103804	02-10-16	LEVESQUE, PIERRE	Entretien mécanique préventif pour l'année 2016 (10 mois : mars à décembre) à la Caserne 62 (3635) - 150, rue Avro Dorval - 1 soumission	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 300 $
OSCARDO INC	7276	02-18-16	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	6 871 $
PANABO SALES	in50770	02-24-16	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 006 $
PANASONIC CANADA INC.	1107181	02-25-16	LEFEBVRE, ROBERT	Formation donné au technicien des services Tech. et officiers pour des systèmes de sécurité - WJSX650 - Matrix System	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 152 $
PANAVIDEO INC	1102380	02-03-16	LEFEBVRE, ROBERT	Achat de caméras de surveillance pour différents bâtiments (154 - 0393 - 8140 - 0001	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 110 $
PANAVIDEO INC	1106908	02-24-16	DULIEPRE, JEAN-FRANCOIS	Cam. dôme antivandal SD5 j/n 3,8mm, 65OI - soumission # 21282-3 du 16-02-2016	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	2 419 $
PAPER PRODUCTS DESIGN	134608	02-18-16	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 510 $
PASCAL MCDUFF-CHAMPOUX	1106943	02-24-16	SIMARD-MENARD, JOEL	PASCAL MCDUFF-CHAMPOUX, GRAPHISME POUR LE CABINET OPP. OFF. POUR ANNEE 2016 CONFORME AU CONTRAT SIGNÉ LE 19 FÉV. 2016.	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	4 566 $
PATRICIA PEREZ	1101411	02-01-16	TREMBLAY, GINA	Accompagner l'artiste Alain-Martin Richard dans la réalisation du projet "Trou de mémoire"	Culture	Autres - activités culturelles	22 572 $
PAYSAGISTE SOLARCO INC.	1106875	02-24-16	DULIEPRE, JEAN-FRANCOIS	Facture # 883533 - Démontage trappes à sable effectués le 18 février 2016 et6 le 21 février 2016	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	2 625 $
PAYSAGISTES J.R. DONATO INC.	1105278	02-16-16	LEVESQUE, PIERRE	Contrat de déneigement 2015-2016 pour l'Édifice Albert-Dumouchel	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 724 $
PERFECTION INC	1105704	02-18-16	HUARD, FRANCOIS	CHEMISE,POMPIER,MANCHE COURTE,"BLUE BLACK"	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	44 576 $
PERFECTION INC	1105705	02-18-16	HUARD, FRANCOIS	CHEMISE,POMPIER,MANCHE LONGUE "BLUE BLACK"	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	9 861 $
PIECES D'AUTO ST-HENRI	MAD804625	02-26-16	BRANCONNIER, SERGE	NOUVEAUX BACK-UP ALARMS POUR TOUTE LA FLOTTE DE L'ARRONDISSEMENT SUD-OUEST	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	9 921 $
PIECES D'AUTO USAGEES RTA	ROS805473	02-24-16	GARNEAU, DOMINIC	BOITE DE PICK-UP FORD F350 POURE CARROSSERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 835 $
PIERRE BOURGAULT	1107669	02-26-16	CHOQUET, JEAN-ROBERT	Service de photographie - Couverture évènementielle pour 10 événements culturels de février à décembre 2016	Culture	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	2 250 $
PIERRE PETIT	1106551	02-23-16	CARETTE, CLAUDE	Formation interne en géomatique, pour M. Khalil Jaouhari	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 800 $
PIOMBO PASQUALE	rmi000111584000113359000 4	02-27-16	Interface	PIOMBO PASQUALE\Paiement d'une indemnité pour le dossier 15-005947, sur la liste de paiement 1602IC008 (CORPO)	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 989 $
PIXEL FORMATION	1106459	02-23-16	NADON, JEAN-FRANCOIS	Service technique - Formation en informatique - Adobe Illustrator les 17 et 18 mars 2016 pour cinq employés de la division BPA du SGPVMR (Grands parcs) - contrat de gré à gré	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Planification et gestion des parcs et espaces verts	2 562 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er au 29 FÉVRIER 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
PLANETE COURRIER INC.	1103958	02-10-16	SINCLAIR, NANCY	PLANETE COURRIER - Service de messagerie pour le service du greffe - Année 2016 - Compte 20050606	Greffe	Greffe	5 249 $
PLASTIPRO CANADA	1102250	02-03-16	BEAUDIN, ALEXANDRE	BALISE CONIQUE,ROUGE FLUORESCENT,BANDE HAUTE REFLEC. GRIS ARGENT GR.I HAUT:700MM (28"),5.5LB	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	3 507 $
PLASTIPRO CANADA	1106368	02-22-16	BEAUDIN, ALEXANDRE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	3 507 $
PLOMBERIE CHARBONNEAU INC.	1105202	02-16-16	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de plomberie dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 987 $
PLOMBERIE DENIS PARADIS INC	1101804	02-02-16	MANZONI DA SILVA, CARLOS	Installation d'un humidificateur dans le système de ventilation dédié au SPVM du 1500 des Carrières - Incidence 14151	Gestion et planification immobilière	Construction d'infrastructures de voirie	12 522 $
PMP ELECTRIQUE INC.	1103111	02-05-16	CHOQUET, JEAN-ROBERT	Travaux d'électricité dans les bibliothèques Petite Patrie, Verdun, St-Pierre et Iles des soeurs	Culture	Bibliothèques	2 605 $
PNEU ET MECANIQUE ELETR	1107377	02-25-16	LAVOIE, MARIE-CLAUDE	BO 2016 : Entretien des véhicules de la flotte de la SGPI (ex-DSTI) ¿ No 134-04115, 07258, 07259, 07260, 09093, 09131, 09132, 16100 et 176-09072	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 249 $
PNEUS METROPOLITAINS INC.	1102744	02-04-16	HAMELIN-PROVOST, GINETTE	RÉAP. PIR INVENTAIRE PNEUS	Approvisionnement	Matériel roulant	2 548 $
PNEUS METROPOLITAINS INC.	CAR802009	02-02-16	DAVID, STEPHANE	S16921 INSTALLATION PNEUS NEUF SUR TRACTEUR CHARGEUR KOMATSU ET FRAIS DE RÉCUPÉRATION POUR VIEUX PNEUS	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 654 $
POMPES & MOTEURS REAL JEAN LTEE	1107698	02-26-16	LABOS, COSTAS	Plomberie - Moteur... pour Madison - A. Kamil c/m.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 169 $
PORTES UNIES ST-MICHEL INC.	1102522	02-04-16	THIFFAULT, YVAN	MENUISERIE (TNC 92609, ACHAT DE 2 PORTES ET CADRES + QUINCALLERIE POUR LA MAISON DE LA CULTURE MERCIER #0811, PORTES UNIES ST-MICHEL INC)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 961 $
PRESTIGE SECURKEY INC	1094040	02-12-16	LEFEBVRE, ROBERT	Bon de commande ouvert / service de serrurerie pour l'année 2016	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 625 $
PRESTON PHIPPS INC	1103668	02-09-16	ROUILLARD, JOHANNE	PLOMBERIE (TNC 92612, ACHAT DE VANNES PAPILLONS POUR LE REMPLACEMENT DE RÉSERVOIR DE CHLORE ET FILTREUR À LA PISCINE EXTÉRIEURES STE-LUCIE #0259, PRESTON PHIPPS INC)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 393 $
PRIMEAU METAL INC	1105035	02-15-16	THIFFAULT, YVAN	TNC # 14846 - Installer gouttière avec grillage à la Maison Antoine-Beaudry (884)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 522 $
PRO BALLAST INC.	1104144	02-10-16	LABOS, COSTAS	ELECTRICITÉ,BAT DIVERS PISCINE ET ARENA,BALLAST, TREMBLAY ERIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 678 $
PRO2P SERVICES CONSEILS INC.	1104453	02-11-16	ROBIDOUX, CHRISTIAN	68093 - Analyste fonctionnel ¿ Spécialiste EBS (Alain Laperle).	Technologies de l'information	Administration, finances et approvisionnement	10 567 $
PRODIESEL 2009	DIC801623	02-10-16	TREMBLAY, MICHEL	RECONDITIONNER LE TURBO COMPRESSEUR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 598 $
PRODUITS RE-PLAST INC.	CAR802986	02-03-16	GARNEAU, DOMINIC	DIVERS MADRIER, ESPACEUR ET PLANCHE ETC POUR LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 908 $
PRODUITS RE-PLAST INC.	CAR802986	02-03-16	GARNEAU, DOMINIC	DIVERS MADRIER, ESPACEUR ET PLANCHE ETC POUR LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 001 $
PRODUITS RE-PLAST INC.	CAR803776	02-09-16	GARNEAU, DOMINIC	DIVERS PRODUITS DE PLASTIQUE POUR FABRICATION EFFECTUER PAR LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	12 604 $
PRODUITS RE-PLAST INC.	CAR803776	02-09-16	GARNEAU, DOMINIC	DIVERS PRODUITS DE PLASTIQUE POUR FABRICATION EFFECTUER PAR LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 228 $
PRODUITS SANY	1102946	02-05-16	LEMAY, JULIE	Produits d'entretien ménager	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	2 026 $
PROJET MONTREAL	pmtl311215	02-12-16	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement de recherche et de soutien (articles 474.0.1 de la Loi sur les Cités et Villes et règlement sur le remboursement des dépenses de recherche et de soutien des conseillers)	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	14 440 $
PROJET MONTREAL	projetmontreal311215	02-26-16	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement de recherche et de soutien (articles 474.0.1 de la Loi sur les Cités et Villes et règlement sur le remboursement des dépenses de recherche et de soutien des conseillers)	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	2 465 $
PROJET MONTREAL	projetmontreal24012016	02-02-16	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement de recherche et de soutien (articles 474.0.1 de la Loi sur les Cités et Villes et règlement sur le remboursement des dépenses de recherche et de soutien des conseillers).	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	66 551 $
PROJET MONTREAL	projetmontreal240116	02-08-16	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement de recherche et de soutien (articles 474.0.1 de la Loi sur les Cités et Villes et règlement sur le remboursement des dépenses de recherche et de soutien des conseillers).10%	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	7 395 $
PROJET MONTREAL/CAROLE LEROUX	allopm31122015	02-08-16	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement d'allocation aux partis autorisés (articles 474.0.4 de la Loi sur les Cités et Villes).	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	5 694 $
PROLOGUE INC.	vfr0454334	02-18-16	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 841 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er au 29 FÉVRIER 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
PROMOTIONS PROPAGANDA	3237finale	02-29-16	DURAND, CATHERINE	Réf # 59 / Distribution des brochures	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 500 $
PROSCENE DAUPHINAIS INC.	1106140	02-22-16	LEMAY, JULIE	Proposition # 17022016 pour la vente d'un système de son portatif	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	2 889 $
PROTOS INC.	1106215	02-22-16	NORMANDIN, HENRI-PAUL	Travaux effectués relatifs à la mise en oeuvre de l'Odre de Montréal (distinction honorifique municipale).	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	4 200 $
PUBINTERACTIVE SG INC.	1106614	02-23-16	HAMEL, ANDRE	Placement média publicitaire - Campagne permis animalier - Du 18 jan. au 7 fév. 2016 - Facture 3621	Concertation des arrondissements	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	16 798 $
PUBLICATION 9417	16799	02-17-16	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Publications 9417 - Impression procédures judiciaires cour municipale - Facture # 16799	Affaires juridiques	Affaires civiles	19 958 $
PUBLICATION MASS-MEDIA INC	1101866	02-02-16	BACHMAN, PEGGY	Abonnement / licence d'utilisation pour le Courrier Parlementaire, qui comprend InfoMatin et InfoMidi, Regard Législatif, Alerte Décrets et Derrière les décrets, l'État expliqué, Ce qu'ils ont dit, Le Monde du lobbying.	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	4 095 $
PUBLICITE ILLICO-HODES	1106508	02-23-16	LAPOINTE, JOSEE	Neuvoo - Forfait annuel PPC pour l'année 2016 (Illico Hodes) - qui permet des affichages de postes d'emplois dans divers sites Internet)	Ressources humaines	Gestion du personnel	6 299 $
PUBLICITE ILLICO-HODES	1106292	02-22-16	PERRAS, SYLVAIN	Service - Placement de personnel.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	6 360 $
PUBLICITE MEGA-POSE INC.	1102335	02-03-16	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	Impression, pose et enlèvement de vinyles et impression d'affiches « lumiquais »	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	35 106 $
PUBLICITE SAUVAGE INC.	32375	02-29-16	DURAND, CATHERINE	Budget Subvention Patrimoine Canada	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 744 $
QUEBEC MUNICIPAL	1102965	02-05-16	LAPOINTE, JOSEE	Service internet - Adhésion annuelle à Québec Municipal pour l'année 2016.	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 100 $
QUINCAILLERIE RICHELIEU LTEE	CAR800090	02-29-16	BEAULIEU, DAMIEN	DIVERS MATÉRIEL DE QUINCAILLERIE POUR LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 730 $
RAGQ LOCATION ET RESERVATION DE SERVICES D'HEBERGEMENT	1105295	02-16-16	BOUVRETTE, JEAN	Dépôt de réservation - Location logement au 3722, rue Adam, Mtl, #220 et 263 (mois de mai 2016)	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	6 700 $
RANA SAYEH	1103937	02-10-16	BONNEAU, MARIE-EVE	RANA SAYEH-Assister la coordonnatrice du Conseil des Montréalaises, dans la planification du lancement de l'avis Garder le cap sur l'ascension professionnelle des femmes; rédiger les communiqués de presse; alimenter les réseaux sociaux.	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	2 640 $
RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L	1074136	02-17-16	MARCOUX, ALAIN	Conseiller en développement organisationnel - Services des communications - Revue organisationnelle et amélioration des modes de fonctionnement au Service des communications 055725-163.	Performance organisationnelle	Administration, finances et approvisionnement	2 068 $
RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L	1106211	02-22-16	CLOUTIER, SIMON	RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON - 057725-168 - Chantier d'harmonisation des devis.	Performance organisationnelle	Administration, finances et approvisionnement	19 654 $
RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L	1106209	02-22-16	CLOUTIER, SIMON	RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON - Accompagnement pour compléter le mandat de déploiement du programme d'amélioration du SPVM.	Performance organisationnelle	Administration, finances et approvisionnement	15 748 $
RAYSIDE LABOSSIERE INC.	1106267	02-22-16	CHOQUET, JEAN-ROBERT	Réalisation d'une étude d'avant projet relative à l'implantation de l'organisme Le Grand Costumier dans le bloc B de l'édifice Gaston Miron.	Culture	Autres - activités culturelles	22 678 $
REAL HUOT INC.	1107214	02-25-16	PIROG, MACIEJ	Achat de bride ovale de plusieurs grandeurs	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	4 707 $
REGROUPEMENT DES ECO-QUARTIERS	1104582	02-12-16	GRAVEL, PIERRE	2016 - Élaboration d'un Guide du patrouilleur associé à la Stratégie montréalaise d'implantation de la collecte des résidus alimentaires 2015-2019	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - collecte et transport	5 275 $
REMORQUAGE METEOR INC.	1107039	02-24-16	GUINDON, PATRICE	Service de remorquage de véhicules	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 837 $
RENDEZ-VOUS CANADA	rvc5569	02-02-16	DURAND, CATHERINE	Seller Half Booth (Non TIAC Member) Lucie Rochette	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 570 $
RENOVATION R.A.M. INC	1101719	02-02-16	MANZONI DA SILVA, CARLOS	Percées exploratoires à la réalisation du projet d'implantation du système RFID et aménagement en accessibilité universelle à la bibliothèque de Rosemont - Incidence 14506	Gestion et planification immobilière	Bibliothèques	5 291 $
REPARATION REPROWE INC.	1107688	02-26-16	LABOS, COSTAS	Plomberie - Installation de 2 pompes... pour Gadbois - A. Kamil c/m.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 634 $
REPARATIONS CELLULAIRES PIDJIK INC.	1104192	02-11-16	LAVOIE, MARIE-CLAUDE	BO 2016 - Réparation de cellulaires et d'accessoires de remplacement	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 100 $
RESOLOGIS INC.	1090406	02-17-16	LÊ, SON-THU	Location mensuelle du service d'accès distant sécurisé (VPN) pour 2015 et 2016	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 595 $
RESOLOGIS INC.	1090406	02-26-16	LÊ, SON-THU	Location mensuelle du service d'accès distant sécurisé (VPN) pour 2015 et 2016	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 595 $
RESSORTS MONTREAL-NORD LTEE	DIC805034	02-24-16	BRANCONNIER, SERGE	REPARATION SUSPENSION DE CAMION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 920 $
RESSORTS UNIVERSEL INC.	DIC802876	02-02-16	BRANCONNIER, SERGE	fournir p/o pour reparation de frein sur camion a déchet	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 135 $
RESSORTS UNIVERSEL INC.	ROS805725	02-26-16	BOURRET, YANICK	FOURNIR PO A RESSORT UNIVERSEL POUR LA FACTURE 61826	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 207 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er au 29 FÉVRIER 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
RESSORTS UNIVERSEL INC.	ROS803354	02-04-16	ALTIMAS, JOHN-PATRICK	REPARATION DE SUSPENSION AVANT CAMION DE POMPIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 092 $
RESSORTS UNIVERSEL INC.	ROS804820	02-18-16	GAUVREAU, ALAIN	REPARATION DE SUSPENSION CAMION DE POMPIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 666 $
RESSORTS UNIVERSEL INC.	ROS804817	02-18-16	GAUVREAU, ALAIN	REPARATION DE SUSPENSION CAMION DE POMPIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 804 $
RESSORTS UNIVERSEL INC.	ROS804829	02-18-16	GAUVREAU, ALAIN	REPARATION DE SUSPENSION CAMION DE POMPIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 052 $
RESSORTS UNIVERSEL INC.	ROS804828	02-18-16	GAUVREAU, ALAIN	REPARATION DE SUSPENSION CAMION DE POMPIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 992 $
RESSORTS UNIVERSEL INC.	ROS803140	02-03-16	GAUVREAU, ALAIN	REPARATION DE SUSPENSION CAMION DE POMPIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 466 $
RESSORTS UNIVERSEL INC.	ROS804821	02-18-16	GAUVREAU, ALAIN	REPARATION DE SUSPENSION CAMION DE POMPIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 854 $
RESSORTS UNIVERSEL INC.	ROS804831	02-18-16	GAUVREAU, ALAIN	REPARATION DE SUSPENSION DE CAMION DE POMPIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 854 $
RESSORTS UNIVERSEL INC.	CAR796355	02-17-16	LUSSIER, STEPHANIE	REPARATION DE SUSPENSION FACT: 061418	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 209 $
ROBERT ALEXIS TRAITEUR INC.	1101460	02-01-16	MCSWEEN, BRIGITTE	ROBERT ALEXIS TRAITEUR - Frais de traiteur et de service dans le cadre de la Journée Martin Luther King - Conforme à la facture 064809	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	2 833 $
ROBERT BOILEAU INC	1107707	02-26-16	DAFNIOTIS, DINO	Application peinture à glace-anneau de vitesse le mardi 3 mai 2016 à l'aréna Maurice-Richard	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Arénas et patinoires	2 205 $
ROBERT BOILEAU INC	CAR805291	02-24-16	AUDY, MICHEL	C1061466	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 321 $
ROBERT ZAPITOSKY	rmi00011258400005409200006	02-23-16	Interface	ROBERT ZAPITOSKY\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-000303, sur la liste de paiement 1602IC006 (CORPO)	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	7 800 $
ROCHE LTEE, GROUPE-CONSEIL	1104254	02-11-16	BERGERON, FRANCOIS	Préparation plans et devis et la surveillance des travaux de construction du lien routier au 12 ADM entre Côte-Vertu et Chemin St-François - En remplacement d'un BC (706352) fermé par erreur	Direction générale	Construction d'infrastructures de voirie	25 444 $
ROGER GIRARD INC	1101449	02-01-16	MOREL, STEPHANIE	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - COFFRET ALUMINIUM)	Approvisionnement	Construction	4 147 $
RONALD ROSENTHALL	1101389	02-01-16	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	Traduction du français vers l'anglais de divers textes d'Espace pour la vie	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	17 700 $
RONALD ROSENTHALL	1101389	02-01-16	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	Traduction du français vers l'anglais de divers textes d'Espace pour la vie	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	6 000 $
ROTOPLAST	ROS798055	02-04-16	GARNEAU, DOMINIC	CYLINDRE DE COBEILLE A DÉCHETS POUR LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 131 $
ROULEAU-PAQUIN DESIGN COMMUNICATION INC. (3095-8326 QUEBEC INC.)	1107210	02-25-16	BONNEAU, MARIE-EVE	Conception graphique et impression numérique du rapport d'activité 2015 selon la soumission 2671.	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	4 252 $
ROULEAU-PAQUIN DESIGN COMMUNICATION INC. (3095-8326 QUEBEC INC.)	1101529	02-10-16	BONNEAU, MARIE-EVE	Impression numérique avis jeunes autochtones; 17 x 11 po ouv.; 4 coul. process R/V,bleed 4 côtés; 88 p. int. 4 couv. (option 92 - 96p. papier Hammermill 28lbs, certifié FSC; couv.suprême soie, 12 pts, C2C, 200copies. Soumission 2566.	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	3 129 $
ROULEAU-PAQUIN DESIGN COMMUNICATION INC. (3095-8326 QUEBEC INC.)	1079640	02-10-16	BONNEAU, MARIE-EVE	ROULEAU-PAQUIN conception graphique brochure photo conseil des Montréalaises; rencontre de coordination; conception graphique; présentation de maquette; montage infographique; suivi de la prod. et contrôle de la qualité imprimée soum 2559.	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	3 675 $
ROULEAU-PAQUIN DESIGN COMMUNICATION INC. (3095-8326 QUEBEC INC.)	1099207	02-10-16	BONNEAU, MARIE-EVE	Rouleau-Paquin-Concepteur graphique avis jeunes autochtones; rencontres et coord.; conception graphique couv. grille int. présentation maquette; montage infographique; avis (88p.) et doc. synthèse de l'avis (24 à 28 p.) soumission 2566.	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	5 249 $
S.C.I. MONTREAL INC.	1102166	02-03-16	LORD, MICHEL	TÉLÉGESTION (ACHAT DE THERMOSTATS, ACTUATEURS ET AUTRES PIÈCES POUR L'ATELIER #4397, S.CI. MONTREAL INC)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 422 $
SABLAGE AU JET GILLES LAPOINTE LTEE	ROS804357	02-15-16	GARNEAU, DOMINIC	SABLAGE AU JET, PRIMER ET PEINTURE DE 5 KIT DE PELLES POUR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	12 546 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er au 29 FÉVRIER 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
SABLAGE AU JET GILLES LAPOINTE LTEE	ROS802851	02-02-16	GARNEAU, DOMINIC	SABLAGE ET PEINTURE DE KIT DE PELLES POUR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	12 546 $
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	1100133	02-18-16	LEBRUN, ANDRÉ	HUILE VRAC ATELIER DICKSON	Approvisionnement	Matériel roulant	2 430 $
SECURITE LANDRY INC	1107716	02-26-16	LEARY, GENEVIEVE	Achat de bottes pour émondeur - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	6 215 $
SECURMAX	1103018	02-05-16	LEFEBVRE, ROBERT	Achat de pièces Intellikey	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 550 $
SENTINEL CANADA	1104978	02-15-16	CHRETIEN, NORMAND	HUILE,TRANSMISSION AUTOMATIQUE,SYNTHETIQUE (TRANSYND)	Approvisionnement	Matériel roulant	3 060 $
SERGE FERRON	1104198	02-11-16	COTE, ISABELLE	Dr Serge Ferron - CSST policier - Audition CLP - F:25-01-2016	Ressources humaines	Gestion du personnel	3 750 $
SERRURIER SIROIS INC.	1106493	02-23-16	GAUVREAU, ALAIN	Copies de clés mul-t-lock, cylindres mul-t-lock, appel de service	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 009 $
SERVICE D'ARBITRAGE ACCELERE INC.	1105410	02-17-16	GAGNON, JEAN-YAN	Grief : ARCH-2015-02 - Réf SAA : 1355 - V/D : AS/T/10179cte2	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 677 $
SERVICE DE FREINS MONTREAL LTEE	1102634	02-04-16	MOREL, STEPHANIE	DICKSON / REAPPROV (INVENTAIRE - ROBINET VIDANGE CUVE, TENDEUR FREIN, ARBRE A CAME, ETC)	Approvisionnement	Matériel roulant	2 257 $
SERVICE DE FREINS MONTREAL LTEE	1021879	02-25-16	BEAUDIN, ALEXANDRE	RÉAPP. MAGASIN DICKSON # 8	Approvisionnement	Matériel roulant	3 084 $
SERVICE DE FREINS MONTREAL LTEE	1068050	02-25-16	BEAUDIN, ALEXANDRE	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIÈRE	Approvisionnement	Matériel roulant	3 356 $
SERVICE DE FREINS MONTREAL LTEE	1102331	02-03-16	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIÈRE	Approvisionnement	Matériel roulant	3 307 $
SERVICE DE FREINS MONTREAL LTEE	1105594	02-17-16	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAITE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIÈRE	Approvisionnement	Matériel roulant	3 134 $
SERVICE D'ENTRETIEN PRO-PRET INC.	1105185	02-16-16	LEVESQUE, PIERRE	Entretien ménager au Centre culturel NDG	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 886 $
SERVICE D'ENTRETIEN PRO-PRET INC.	1105185	02-16-16	LEVESQUE, PIERRE	Entretien ménager au Centre culturel NDG	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 124 $
SERVICE GAGNON ELECTRIQUE INC.	1103052	02-05-16	LEVESQUE, PIERRE	Installer d'un panneau sur urgence pour relier l'escalier est et l'éclairage devant séchoir à la Caserne 65	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 730 $
SERVICE GAGNON ELECTRIQUE INC.	1107042	02-24-16	LEVESQUE, PIERRE	Soumission : 20160222-1 - Maison de la culture Frontenac (8662) - 2550, rue Ontario est - Amélioration de l'éclairage pour les salles d'exposition - 1 soumission	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 299 $
SERVICES DE CAFE VAN HOUTTE INC.	1101467	02-01-16	MCSWEEN, BRIGITTE	BCO - 2016 pour achat de café, accessoires et location de machine à café pour les locaux : 2.104, 2.105 & 3.109	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	10 604 $
SERVICES LINGUISTIQUES VERSACOM INC	1102565	02-04-16	GUERIN, SERGE	Contrat de services techniques pour la traduction de divers documents (Versacom).	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	10 499 $
SERVICES WHISKY ECHO BRAVO INC.	1103898	02-10-16	GUERIN, SERGE	Contrat de services pour la maintenance, la programmation et le développement de modules complémentaires sur le site du Bureau de la Mode www.modemontreal.tv	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	15 092 $
SHANTI LOISELLE	1106330	02-22-16	BEAUCHAMP, LOUIS	Animation et gestion de la page Facebook de: À nous Montréal	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	10 919 $
SHARP ELECTRONIQUE DU CANADA LTEE	1104261	02-11-16	COURCHESNE, YVES	Achat d'un Photocopieur/ Imprimante / Scan requise suite au réaménagement des activités financières de la Direction du conseil et du soutien financier du Service des finances. Modèle MXM565N	Finances	Administration, finances et approvisionnement	4 229 $
SHORTALL ELECTRIQUE LTEE	1104396	02-11-16	DESORMEAUX, LISE	ST-LAURENT / REAPPROV. (INVENTAIRE - LAMPE EYE)	Approvisionnement	Construction	3 087 $
SHRED-IT INTERNATIONAL ULC	1101435	02-01-16	MCSWEEN, BRIGITTE	BCO - 2016 pour le service de destruction de documents pour le Cabinet du maire et du comité exécutif.	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	3 990 $
SIGNALISATION S.A.I.C. INC	1103185	02-08-16	NADON, JEAN-FRANCOIS	CONTRAT 6758-i Fourniture et installation d'un panneau d'interprétation au parc de la Promenade-Bellerive	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Planification et gestion des parcs et espaces verts	2 664 $
SIGNALISATION VER-MAC INC.	1105356	02-16-16	CHAMPAGNE, BENOIT	Location (7 mois) de panneaux à message variable et capteurs Bluettooth incluant tout le nécessaire pour afficher des temps de parcours sur ces panneaux	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	91 208 $
SIGNOPLUS	1102027	02-02-16	HAMELIN-PROVOST, GINETTE	RÉAP. LAC INVENTAIRE POTEAU ET MANCHON TELESPAR	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 661 $
SIGNOTECH INC.	1102684	02-04-16	HUARD, FRANCOIS	DICKSON / REAPPROV (INVENTAIRE - FE/ALUMINIUM SOUS TENSION)	Approvisionnement	Matériaux de fabrication et usinage	13 206 $
SILENCIEUX FEDERAL MUFFLER	MAD794037	02-24-16	MASSE, PAUL	5 X TUYAU FLEXIBLE D'EXHAUST POUR GRAND GARAGE MADISON / VOIR AVEC M. J-PITRE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 310 $
SISCA SOLUTIONS D'AFFAIRES CANADA INC.	1107247	02-25-16	CECILE, DANIELLE	Matériel pour communication graphique.	Service de la mise en valeur du territoire	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	2 095 $
SISCA SOLUTIONS D'AFFAIRES CANADA INC.	1104348	02-11-16	GELINEAU, PIERRE	Rapport financier 2015 et reddition de comptes selon devis 13336-37-38-39	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	22 431 $
SITE INTEGRATION PLUS INC.	1107269	02-25-16	DESJARDINS, GILLES	Achat de cocardes visiteurs pour l'Hôtel de Ville	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 226 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er au 29 FÉVRIER 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
SITE INTEGRATION PLUS INC.	1103024	02-05-16	LEFEBVRE, ROBERT	Achat de matériaux pour l'aréna Maurice-Richard	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 822 $
SITE INTEGRATION PLUS INC.	1103655	02-09-16	MANZONI DA SILVA, CARLOS	Fourniture, installation et programmation du logiciel de contrôle d'accès pour lier l'hôtel de ville à la centrale dans le cadre des travaux d'optimisation de la sécurité de l'hôtel de ville - Incidence 14542	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	9 061 $
SNC LAVALIN TELECOM INC	1093301	02-15-16	TRUDEAU, ALAIN	SNC - Lavalin - Élaborations des plans et préparation d'appel d'offres pour les plantations du boulevard Maurice-Duplessis. Dem. Pascal Darveau. Ref: 607586-1003A	Infrastructures, voirie et transports	Construction d'infrastructures de voirie	3 880 $
SOCADIS INC.	7042273	02-09-16	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 383 $
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	1107220	02-25-16	PIROG, MACIEJ	Bon de commande ouvert pour l'envoi de lettre de communication avec le citoyen (projet MCE) avec le service "express poste certifié - post-payés"	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	10 499 $
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9585400627	02-15-16	IORDACHE, ELENA		Facturation périodique à répartir		96 243 $
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9584851720	02-15-16	IORDACHE, ELENA		Facturation périodique à répartir		32 273 $
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9585889586	02-22-16	RODOFILI, MYRIAM		Facturation périodique à répartir		23 897 $
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DE MONTREAL	1103946	02-10-16	COURCHESNE, YVES	Frais de stationnement des véhicules du Service des Finances à Chaussegros de Léry du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016 Cartes d'accès #166550, #16551, #16552, #16553, #16554, #16555, #16556, #16557,#16595 et 17455	Finances	Administration, finances et approvisionnement	16 908 $
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DE MTL (SDM) DIRECTION MARCHE BONSECOURS	1105845	02-18-16	LAPOINTE, NORMAND	MARCHÉ BONSECOURS - Location de la salle Ville-Marie - 12 février 2016	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	4 409 $
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ENVIRONNEMENTAL DE ROSEMONT (SODER) INC.	1099633	02-04-16	BRISSON, GUYLAINE	La préparation & la livraison des trousses de corvées offertes gratuitement aux organisateurs de corvées de propreté sur 3 ans - ANNÉE 2016	Concertation des arrondissements	Nettoyage et balayage des voies publiques	10 866 $
SOCIETE DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUEBEC (S.A.A.Q.)	1105163	02-16-16	LUU, VINH	Immatriculation Flotte de véhicule	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	7 121 $
SOCIETE DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUEBEC (S.A.A.Q.)	1105138	02-16-16	GUINDON, PATRICE	Vignettes PEP (programme d'entretien préventif) - Mandataire 56-4244	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	20 042 $
SOCIETE EN COMMANDITE STRONGCO	CAR804445	02-16-16	BRANCONNIER, SERGE	17219790 DEMARREUR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 545 $
SOCIETE QUEBECOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	1103626	02-09-16	LEVEILLE, MARIE-LYNE	Facture de SOQUIJ - 534247 - Accesazim - Banque de données des affaires civiles.	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 082 $
SOCIETE TELUS COMMUNICATIONS	1102480	02-04-16	MARCHAND, NATHALIE	Achat de 50 jetons virtuels RSA (Software) pour une période de 5 ans.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 588 $
SOFTCHOICE LP	1103604	02-09-16	PERRAS, SYLVAIN	Achat de 3 I-Pad Pro WIFI Bluetooth 128 gig couleur gris cosmique et éco-frais;Achat de trois étui/clavier Apple pour I-Pad Pro couleur gris;Achat de trois Stylus Apple pour I-Pad Pro et 3 garanties applcare plis pour i-pad,3 protecteurs.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	5 288 $
SOFTCHOICE LP	1102106	02-03-16	MARCHAND, NATHALIE	Achat de 4 caméra Logitech Conference Cam CC3000E;Eco =frais pour l'achat de 4 caméra Logitech Conference Cam CC3000E.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	3 861 $
SOFTCHOICE LP	1103611	02-09-16	PERRAS, SYLVAIN	Achat de 5 I-Pad Air 2 WiFI et 16 gig de mémoire couleur gris cosmique et Éco-frais; 3665-DSI; Achat de 5 étui/clavier pour I-Pad Air 2; Achat de 5 garantie Applecare Plus pour I-Pad Air 2. Soumission #7678943.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	3 665 $
SOFTCHOICE LP	1106245	02-22-16	LAVOIE, MARCEL	Achat de sept switchbox de 4 port KVM Displayport. Soumission 7692818.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	3 281 $
SOFTCHOICE LP	1104733	02-12-16	MARCHAND, NATHALIE	Achat d'un Apple Mac Mini 1X Core I5 1.4 gig Ram 4gig disque dur de 500 Gig carte graphique 5000 Bluetooth 4.0 OX X10.11 El-Capitain; Eco frais; Adapteur 15/29 pin apple mini et hdmi mini displaysport.Soumission 7692428.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 669 $
SOFTCHOICE LP	1103615	02-09-16	PERRAS, SYLVAIN	Achat d'un clavier Apple USB Français;Achat d'une souris Apple multitouche laser sans fils Bluetooth; Achat d'un logiciel Parallels Desktop ver 11pour MacIntosh; Achat de deux écrans Apple Thunderbolt LED 27 pouce 2560 X 1440 IPS -375 CD/M2	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 887 $
SOLENIS CANADA ULC	1106917	02-24-16	THIFFAULT, YVAN	vcr, bat 4397 atelier, analyse de saumure de 17 arénas, plourde dominic	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 231 $
SOLENIS CANADA ULC	1104381	02-11-16	LABOS, COSTAS	VCR, BAT 95 C.CLAUDE ROBILLARD, PRODUIT ENVIRO, PLOURDE DOMINC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 064 $
SOLUTIONS CONSORTECH INC	1106654	02-23-16	THIBAULT, GERVAIS	Achat d'une licence fixe FME ESRI EDITION pour Pierre-Luc Boivin.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 724 $
SOLUTIONS INFORMATIQUES INSO INC.	1103298	02-08-16	PARIS, YVES	Support sur roulettes pour tableau interactif pour l'animation du Biodôme	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 065 $
SOMAVRAC (C.C.) INC.	1107169	02-25-16	LEARY, GENEVIEVE	Réapprovisionnement de sel de chlorure - Inventaire Colbert (EP 1073566)	Approvisionnement	Énergie et produit chimique	10 773 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er au 29 FÉVRIER 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
S-OR COMMUNICATIONS INC.	1106407	02-23-16	DAGENAIS, BENOIT	Service de conseil et d'accompagnement durant une année pour Mme Marie-Claude Lavoie, directrice du SGPI (partie 2016 = 15 000 $ taxes incluses)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	13 697 $
SOREMAG INC.	1101458	02-01-16	MOREL, STEPHANIE	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - SIEGE BALANCOIRE ADULTE)	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	3 470 $
SOUMIA BOUALAM	rmi00011206400011377300003	02-19-16	Interface	SOUMIA BOUALAM\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-000011, sur la liste de paiement 1602IC003 (CORPO)	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 976 $
SPI SANTE SECURITE INC.	1106102	02-19-16	LUU, VINH	gants de cuir - votre soumission # 9634289-00	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 743 $
STANTEC EXPERT CONSEILS LTEE	1087105	02-16-16	LÊ, SON-THU	Prototype pour la transformation, la validation et le chargements des données de collecte vers le SGBDCR	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	11 286 $
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	ROS804027	02-15-16	GARNEAU, DOMINIC	DIVERS PIECES DE FIXATION TANDEMLOC POUR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 618 $
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	1105744	02-18-16	MASSE, PAUL	Outil de diagnostics TPMS Autel MaxiTPMS & Outil de diagnostics Autel MaxiDAS	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 718 $
STEVE LETOVSKY ET ASSOCIES INC.	1104874	02-15-16	CECILE, DANIELLE	Octroyer un contrat de services professionnels à Steve Letovsky et Associés inc. pour l'élaboration d'une recommandation sur l'anticipation des coûts lors de sondages.	Service de la mise en valeur du territoire	Autres biens - Rénovation urbaine	2 100 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1104598	02-12-16	MOREL, STEPHANIE	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - AQUEDUC: SELLETTE, SELLETTE, ENS/RACCORD SERVICE)	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	3 558 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1106366	02-22-16	HUARD, FRANCOIS	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	26 670 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1103408	02-08-16	LABELLE, MARC-ANDRÉ	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	11 062 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1102246	02-03-16	HUARD, FRANCOIS	RÉAPPROVISIONNEMENT PONCTUEL POUR LE MAGASIN COLBERT	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	7 331 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1106965	02-24-16	HUARD, FRANCOIS	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	6 311 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1105046	02-15-16	BEAUDIN, ALEXANDRE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	4 098 $
ST-LAURENT/SUSPENSIONS D'AUTOMOBILE CANADA INC	CAR805787	02-26-16	BRANCONNIER, SERGE	REPARATION DE SUSPENSION CAMION FREIGHTLINER M2-108SD VOIR FACTURE:305734	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 506 $
ST-LAURENT/SUSPENSIONS D'AUTOMOBILE CANADA INC	CAR803775	02-09-16	MICHAUD, LOUIS-PHILIPPE	REPARATION SUSPENSION BOITIER DE DIRECTION CAUSE D'ACCIDENT SUR VOIE PUBLIQUE VOIR FACTURE:305408	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 717 $
STUFFED ANIMAL HOUSE	0000206275	02-03-16	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	6 242 $
SUPERIEUR PROPANE	1104721	02-12-16	BEAUCHAMP, CARLE	Régularisation de factures de 2014 et 2015.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 691 $
SUZANNE COMEAU	1106151	02-22-16	BOUCHARD, DIANE	Soutien psychologique dans le cadre du programme d'aide aux policiers et policières (PAPP)	Ressources humaines	Gestion du personnel	22 372 $
SYLVIE GOULET	1101970	02-02-16	LE NAY, ALBANE	Rédaction de divers textes promotionnels dans le cadre de diverses activités spéciales	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 349 $
SYSTEMATIX TECHNOLOGIES DE L'INFORMATIONS INC	1105121	02-16-16	ROBIDOUX, CHRISTIAN	70150 - Analyste d'affaires - Systematix.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	10 921 $
SYSTEMATIX TECHNOLOGIES DE L'INFORMATIONS INC	1101607	02-01-16	ROBIDOUX, CHRISTIAN	70350 - Analyste fonctionnel web.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	22 488 $
SYSTEMATIX TECHNOLOGIES DE L'INFORMATIONS INC	1101973	02-02-16	ROBIDOUX, CHRISTIAN	74561 - Service pro. - Analyste d'affaires - Systematix - AOI.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	30 305 $
TAXI-CHARGE.L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE	1106172	02-22-16	DESJARDINS, SUZANNE	BC ouvert - Service - Transport (TAXI-CHARGE) - Direction santé et mieux-être - Année 2016	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 625 $
TAXI-CHARGE.L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE	1105399	02-17-16	GAGNON, JEAN-YAN	BC ouvert - Taxi charge pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2016.	Ressources humaines	Gestion du personnel	5 144 $
TAXI-CHARGE.L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE	1105715	02-18-16	LY, CHAN-HOA	Coupons de Taxi-Charges. Veuillez utiliser ce bon de commande pour l'année 2016 en remplacement du bon de commande 1029071.	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	7 349 $
TAXI-CHARGE.L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE	1102102	02-03-16	MARCHAND, NATHALIE	Frais courant Taxi-Charge pour le mois de décembre 2015 (incluant frais de services).	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 200 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er au 29 FÉVRIER 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
TAXI-CHARGE.L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE	1106207	02-22-16	LAPOINTE, JOSEE	Frais de taxi pour l'équipe de dotation - sout.adm., tehn, manuels et métiers de la Direction de la dotation, talents et développement organisationnel du Service des ressources humaines pour l'année 2016	Ressources humaines	Gestion du personnel	4 200 $
TAXI-CHARGE.L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE	1104991	02-15-16	SINCLAIR, NANCY	TAXI-CHARGE - Frais d'utilisation des coupons de taxi par le service du greffe - Année 2016 - Compte 004275.	Greffe	Greffe	2 100 $
TAXI-CHARGE.L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE	1104425	02-11-16	CENCIG, MARIE-JOSE	TAXI-CHARGE - Frais d'utilisation des coupons de taxi pour le cabinet du Maire et le comité exécutif - Année 2016	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	12 599 $
TAXIDERMISTE L'ABEILLE	1103305	02-08-16	JUTRAS, PIERRE	Accorder un contrat à la firme Abeille Taxidermiste pour la naturalisation de 15 animaux pour l'année 2016	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Horticulture et arboriculture	3 438 $
TEAMSTUDIO INC.	1107553	02-26-16	ROBIDOUX, CHRISTIAN	71350 - Analysis (Catalog Scan, Usage auditing et Analyser, 2 ans de maintenance) - Teamstudio.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	15 471 $
TECH-MIX DIV BAU-VAL INC	1103411	02-08-16	HUARD, FRANCOIS	30KG/ENROBE BITUMINEUX POUR REPARATION A FROID,INVENTAIRE	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	5 926 $
TECHNO CVC INC	1104524	02-12-16	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIÈRE	Approvisionnement	Matériel roulant	2 278 $
TECHNO FEU INC	ROS805341	02-25-16	GAUVREAU, ALAIN	DEUX MOTEUR DE VALVE ENTRE D'EAU CAMION INCENDIE (MIV)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 494 $
TECHNO FEU INC	ROS804308	02-12-16	ALTIMAS, JOHN-PATRICK	PIECE ELECTRONIQUE DE CAMION DE POMPIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 346 $
TECHNO FEU INC	1101081	02-03-16	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 ROSEMONT POUR ACHAT RÉGULIÈRE	Approvisionnement	Matériel roulant	5 344 $
TECHNO FEU INC	1105557	02-17-16	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIÈRE	Approvisionnement	Matériel roulant	12 880 $
TECHNO FEU INC	1102268	02-03-16	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIÈRE	Approvisionnement	Matériel roulant	5 487 $
TECHNO FEU INC	1102268	02-04-16	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIÈRE	Approvisionnement	Matériel roulant	4 506 $
TECHNO FEU INC	1106381	02-24-16	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIÈRE	Approvisionnement	Matériel roulant	2 480 $
TECHNO FEU INC	1106822	02-24-16	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIÈRE	Approvisionnement	Matériel roulant	4 108 $
TECHNO FEU INC	1104075	02-10-16	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT VENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIÈRE	Approvisionnement	Matériel roulant	2 642 $
TECHNO FEU INC	ROS805665	02-25-16	AUBIN, FREDERIC	TORQUE-ROD ASSEMBLÉE, MODÈLE COURBÉE, (OS CHIEN) SUR 2e DIFFÉRENTIEL ARRIÈRE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 306 $
TECHNO-CONTACT INC.	1105070	02-15-16	THIFFAULT, YVAN	ELECT. BAT105, 1440 DES CARRIÈRS, REQ: 76-276548, RELAIS, TREMBLAY ERIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 033 $
TECHNO-CONTACT INC.	1103677	02-09-16	ROUILLARD, JOHANNE	ÉLECTRICITÉ,BAT 259 CHALET STE-LUCIE, TNC 92612, DÉMARREUR COMBIE FUSIBLE, TREMBLAY ERIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 504 $
TECHNO-CONTACT INC.	1106490	02-23-16	THIFFAULT, YVAN	Électricité,TNC 92611, PISCINE ANNIE PELLETIER, BAT 1078, DEMARREUR COMBINE FUSIBLE, TREMBLAY ERIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 808 $
TECHNO-CONTACT INC.	1106940	02-24-16	MANZONI DA SILVA, CARLOS	Fourniture et installation d'un disjoncteur électrique à la sous-station électrique de l'hôtel de ville - Incidence 14297	Gestion et planification immobilière	Cour municipale et magistrature	2 311 $
TECHNOLOGIES PROPRES TGWT INC	1105498	02-17-16	THIFFAULT, YVAN	CHAUFFAGE (TNC 92596, ACHAT DE FILTRES ET PRODUITS POUR 11 BÂTIMENTS, TECHNOLOGIES PROPRES TGWT INC)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	21 111 $
TECHNOSTROBE INC	1077772	02-16-16	THIFFAULT, YVAN	electricité,h-tension, bat 143 incinérateur des carrières, remplacement phare g.2	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 121 $
TEKNION ROY ET BRETON INC.	1105984	02-19-16	MANZONI DA SILVA, CARLOS	Achat de mobilier connexe aux travaux d'aménagement d'un centre d'impression au rdc de l'hôtel de ville - Incidence 14702	Gestion et planification immobilière	Rel. avec les citoyens et communications	6 451 $
TEKNION ROY ET BRETON INC.	1105990	02-19-16	MANZONI DA SILVA, CARLOS	Travaux de réaménagement de poste au R-D-C B du 303 Notre-Dame est	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	13 973 $
TENAQUIP LIMITED	1102383	02-03-16	LEFEBVRE, ROBERT	Achat d'un multimètre pour les électricien - Norme Z462-13	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 379 $
TENCO INC.	DIC803854	02-17-16	BRANCONNIER, SERGE	MODIFICATION DU SYSTEME DICKEY-JOHN DE LA SALEUSE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 949 $
TENCO INC.	1104775	02-15-16	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIÈRE	Approvisionnement	Matériel roulant	2 262 $
THE CANADIAN TRAFFIC NETWORK ULC	1106612	02-23-16	HAMEL, ANDRE	Placement média publicitaire - Campagne permis animalier - Anglais - 25 jan 2016 - Français - 18, 25 jan. et 1e fév. 2016 - Tel que formulaire d'achat publicitaire du 16 déc. 2015	Concertation des arrondissements	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	20 998 $
THE GAZETTE	1105335	02-16-16	BEAUCHAMP, LOUIS	Avis Public, The Gazette, Facture #4979944MON, 8 janvier 2016	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	2 058 $
THE GAZETTE	1106225	02-22-16	BEAUCHAMP, LOUIS	Avis Public, The Gazette, Factures du 22 et 29 janvier 2016 - 5 et 12 février 2016	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	16 987 $
THEORET TRANSPORT INC.	1083865	02-01-16	PIROG, MACIEJ	Transport et entreposage d'émetteurs et matériaux pour une période de 6 mois	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	2 205 $
TKNL INC.	006258	02-25-16	LALANDE, LUCIE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 081 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er au 29 FÉVRIER 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
TRADUCTIONS TERRY KNOWLES INC.	1107123	02-25-16	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	Traduction de textes du français à l'anglais	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	14 740 $
TRADUCTIONS TERRY KNOWLES INC.	1107123	02-25-16	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	Traduction de textes du français à l'anglais	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 000 $
TRADUCTIONS TERRY KNOWLES INC.	1107123	02-25-16	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	Traduction de textes du français à l'anglais	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 000 $
TRAFIC INNOVATION INC.	1105049	02-15-16	BEAUDIN, ALEXANDRE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Construction	3 609 $
TRANE CANADA UCL	1101358	02-01-16	LABOS, COSTAS	Entente d'entretien préventif de refroidisseurs à la Cour Municipale située au 775 rue Gosford pour l'année 2016, tel que détaillé dans l'entente originale # SD1644798. I	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 135 $
TRANS ARTIK INC.	CAR803738	02-15-16	LEFEBVRE, MARIO	REMPLACEMENT SYSTEME CHAUFFAGE ESPAR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 372 $
TRANSELEC COMMMON INC.	1102411	02-03-16	LÊ, SON-THU	Achat de huit caméras Bosch IP Starlight 7000 HD Outdoor Day/Night dans le cadre du projet du CGMU	Infrastructures, voirie et transports	Signalisation lumineuse	35 603 $
TRANSFORMATEURS PIONEER	1103717	02-09-16	ROUILLARD, JOHANNE	électricité,bat 9996 il notre-dame, tnc 92597, régulateur, tremblay eric	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 291 $
TREMBLAY SAVOIE LAPIERRE	1103549	02-09-16	GERBEAU, ANNIE	avocats dossier 08-001365 Selva	Affaires juridiques	Affaires civiles	17 305 $
TRESORS DES OCEANS ENR.	2133	02-22-16	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 533 $
TRINMAX INC.	1104462	02-11-16	ROBIDOUX, CHRISTIAN	71550 - Spécialiste développeur Maximo.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	22 793 $
UAP INC.	ROS799999	02-08-16	GARNEAU, DOMINIC	PEINTURE ET DILUANT EXCEL PRO POUR LA CARROSSERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 299 $
UAP INC.	ROS799996	02-22-16	GARNEAU, DOMINIC	PEINTURE RIVAL POUR LA CARROSSERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 979 $
UNIFIRST CANADA LTEE	1104867	02-15-16	LUU, VINH	Vêtements	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	6 454 $
VACUUM NATIONAL SM INC.	1104419	02-11-16	LABOS, COSTAS	Disposition de liquides contaminés en référence au billet d'outillage # 1038913 (1350 Des Carrières) et 1038914 (garage Des Carrières et car wash Miron)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 210 $
VACUUM NATIONAL SM INC.	1102536	02-04-16	THIFFAULT, YVAN	Disposition de liquides contaminés en référence aux billets d'outillage #1038910 (Garage Dickson), 1038909 (Caserne #42, Château Dufresne et Garage PAT) et 1038907 (Caserne 42, Garage PAT, 1500 Des Carrières et Château Dufresne)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 897 $
VASCO DESIGN INTERNATIONAL INC.	1101489	02-01-16	CHOQUET, JEAN-ROBERT	Frais de brochure coup d'¿il 2015 : Conception et réalisation graphique Coup d'¿il 2015 (voir factures #15433 & 15366 en annexe)	Culture	Autres - activités culturelles	11 286 $
VASCO DESIGN INTERNATIONAL INC.	1101502	02-01-16	CHOQUET, JEAN-ROBERT	Frais de service de traduction en anglais la brochure coup d'¿il 2015(Voir les preuves #15367 & 15432 en annexe).	Culture	Autres - activités culturelles	4 961 $
VENTE DE PIECES DE BALAIS SPS INC.	DIC802493	02-15-16	BRANCONNIER, SERGE	PIECES POUR BALAIS DE RUE JOHNSTON	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 687 $
VENTILATION G.R. INC.	1104528	02-12-16	BOUVRETTE, JEAN	Travaux de ventilation, climatisation et chauffage au Planétarium.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 800 $
VERONICA BARNES	1101974	02-02-16	LAPOINTE, NORMAND	VERONICA BARNES - Préparer un rapport sur l'organisation des services rendus par la Ville de Toronto aux nouveaux arrivants (nouveaux immigrants et réfugiés).	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	3 600 $
VERONIQUE PASCAL	1104958	02-15-16	LACOMBE, PIERRE	Services professionnels pour fournir les services de soutien à l'animation-formation-coaching bilingue autour du nouveau spectacle "Un jour sur Mars" qui sera présenté au Planétarium à compter du 14 juin 2016.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 000 $
VIDEO EXPERTS	1097472	02-17-16	LEFEBVRE, ROBERT	Réparation d'une caméra pour la DERA	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 582 $
VIDEOTRON S.E.N.C	1098231	02-12-16	DESJARDINS, GILLES	Service de cablodistribution pour l'année 2016 -1402, des carrières et COS	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 782 $
VILLE DE L'ASSOMPTION***	1074051303000000000f2016	02-04-16	STORTINI, NATHALIE	Taxe municipale de l'année 2016 pour le matricule 1074-05-1303-0-000-0000 (F) pour la pépinière	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Horticulture et arboriculture	46 337 $
VITRERIE AVEC VOUS INC	1106869	02-24-16	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de vitrerie dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 646 $
VRAI CHANGEMENT POUR MONTREAL	recherchechangement030220016	02-08-16	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement de recherche et de soutien (articles 474.0.1 de la Loi sur les Cités et Villes et règlement sur le remboursement des dépenses de recherche et de soutien des conseillers).	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	6 332 $
W. COTE ET FILS LTEE	1105908	02-18-16	HAMELIN-PROVOST, GINETTE	RÉAP. VER INVENTAIRE LAME CARBURE	Approvisionnement	Matériel roulant	2 287 $
WESCO DISTRIBUTION CANADA GP INC.	1101814	02-02-16	DESORMEAUX, LISE	ST-LAURENT / REAPPROV. (INVENTAIRE - LUMINAIRE)	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 842 $
WESTBURNE INC	1105940	02-19-16	PIROG, MACIEJ	Achat de connecteur, pince pour connecteur et kit épissure	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	10 396 $
WILDLIFE ARTISTS INC.	91670	02-29-16	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 479 $
WILDLIFE ARTISTS INC.	91668	02-29-16	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 528 $
WILSON & LAFLEUR LIMITEE	1103214	02-08-16	LEVEILLE, MARIE-LYNE	Achat d'annuaire téléphonique judiciaires 2016 - édition 92. Plus transport de colis	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 275 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er au 29 FÉVRIER 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
WOLSELEY CANADA INC	1102725	02-04-16	HAMELIN-PROVOST, GINETTE	RÉAP. PIR INVENTAIRE ROBINET VANNE	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	3 911 $
WOLSELEY CANADA INC	1106964	02-24-16	HUARD, FRANCOIS	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	5 046 $
WOLSELEY CANADA INC	1105541	02-17-16	BEAUDIN, ALEXANDRE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 554 $
WOLSELEY CANADA INC	1103409	02-08-16	BEAUDIN, ALEXANDRE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 125 $
WOLSELEY CANADA INC	1102885	02-05-16	LABELLE, MARC-ANDRÉ	ST-LEONARD / REAPPROV. (INVENTAIRE - BOITE DE VANNE)	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	14 727 $
WSP CANADA INC.	1105020	02-15-16	MANZONI DA SILVA, CARLOS	Contrôle qualitatif des matériaux de déblai lors des travaux d'étanchéité des fondations de l'hôtel de ville, de l'édifice Lucien-Saulnier et du tunnel sous la Place Vauquelin - Incidence 14682	Gestion et planification immobilière	Administration, finances et approvisionnement	2 523 $
YOUCEF OUMOHAND	rmi000112066000113775000 3	02-19-16	Interface	YOUCEF OUMOHAND\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-000012, sur la liste de paiement 1602IC005 (CORPO)	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	3 204 $

TOTAL:	7 571 566 $

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 04.04

2016/03/21
13:00

(2)

Dossier # : 1163430007

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs relativement aux enjeux et impacts du bannissement des sacs d'emplettes à usage unique dans les commerces de détail sur le territoire de la Ville de Montréal

Il est recommandé au conseil municipal de prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs relativement aux enjeux et impacts du bannissement des sacs d'emplettes à usage unique dans les commerces de détail sur le territoire de la Ville de Montréal.
Il est recommandé au comité exécutif de mandater la Direction générale adjointe à l'arrondissement de Ville-Marie et à la concertation des arrondissements afin d'assurer la mise en application du futur règlement avec les arrondissements (R-4).

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-03-09 17:32

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1163430007**
Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs relativement aux enjeux et impacts du bannissement des sacs d'emplettes à usage unique dans les commerces de détail sur le territoire de la Ville de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

La Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs a reçu le mandat, à la séance du 24 mars 2015 du conseil municipal, d'organiser une consultation publique afin d'étudier les enjeux et les impacts du bannissement des sacs d'emplettes à usage unique dans les commerces de détail sur le territoire de la Ville de Montréal. Dans le cadre de ce mandat, la commission souhaitait mesurer les impacts environnementaux, sociaux et économiques d'un éventuel bannissement à la lumière des expériences d'autres villes et États qui ont banni ce type de sacs. La commission souhaitait également évaluer l'impact de la mise en place d'une réglementation pour les commerçants et les fabricants de sacs et trouver des solutions de rechange aux sacs à usage unique.
La commission a tenu, le 12 mai 2015, une première assemblée publique pour faire le point sur la situation et présenter des études de cas et des expériences d'autres villes et États sur le continent américain et européen qui ont banni ce type de sacs, puis elle a reçu les mémoires et les commentaires de citoyens, organismes en environnement, commerçants et représentants de l'industrie du plastique au cours de trois assemblées publiques tenues le 3 juin en après-midi et en soirée et le 4 juin en après-midi.

La commission a adopté ses recommandations à l'unanimité lors de l'assemblée publique du 8 décembre 2015 et elle a déposé son rapport lors du conseil municipal du 14 décembre 2015.

Le comité exécutif en fut saisi à sa séance du 13 janvier 2016.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE16 0112 - 13 janvier 2016 - Prendre acte du rapport et des recommandations de la Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs relativement aux enjeux et impacts du bannissement des sacs d'emplettes à usage unique dans les commerces de détail sur le territoire de la Ville de Montréal
CM15 0326 - 24 mars 2015 - Mandat à la Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs de tenir une consultation publique sur le bannissement des sacs d'emplettes à usage unique à Montréal

DESCRIPTION

Ayant pris connaissance des recommandations contenues au rapport de la commission, le comité exécutif dépose son rapport lui ayant trait.

JUSTIFICATION

Conformément à la résolution CE10 1682, adoptée le 20 octobre 2010, le comité exécutif prend connaissance des recommandations contenues au rapport d'une commission et dépose un rapport ayant trait à celui-ci.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les commissions permanentes du conseil sont des instances de consultation publique instituées par le conseil municipal et le conseil d'agglomération. Conformément à la *Loi sur les cités et villes* et à la *Charte de la Ville de Montréal* , leur mission consiste à éclairer la prise de décision des élus municipaux et à favoriser la participation des citoyennes et des citoyens aux débats d'intérêt public.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_ soutien aux commissions et réglementation

Tél : 514 872-3770
Télécop. : 514 872-5655

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-09

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_ soutien aux commissions et réglementation

Tél : 514 872-3770
Télécop. : 514 872-5655

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2016-03-09

RÉPONSE DU COMITÉ EXÉCUTIF AU RAPPORT DE LA COMMISSION PERMANENTE SUR L'EAU, L'ENVIRONNEMENT, LE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET LES GRANDS PARCS PORTANT SUR LES ENJEUX ET LES IMPACTS D'UN BANNISSEMENT DES SACS D'EMPLETTES À USAGE UNIQUE DES COMMERCES DE DÉTAIL SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Mise en contexte

La Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs a procédé à l'étude publique des enjeux et des impacts d'un bannissement des sacs d'emplettes à usage unique des commerces de détail sur le territoire de la Ville de Montréal. La commission a adopté ses recommandations le 8 décembre 2015. Par la suite, le rapport a été déposé à la séance du conseil municipal le 14 décembre 2015.

Commentaires d'ordre général

Le rapport de la commission fait état de 12 recommandations.

Dans ce qui suit, le comité exécutif apporte une réponse à chacune des recommandations émises par la Commission.

R-1
Que le conseil municipal se prononce en faveur de l'adoption d'un règlement qui vise le bannissement d'un certain type de sacs d'emplettes, à savoir les sacs en plastique légers d'une épaisseur inférieure à 50 microns ainsi que les sacs de type oxo-dégradables, oxo-fragmentables, oxo-biodégradables et biodégradables, offerts à titre onéreux ou gratuit, à compter du 22 avril 2018, Jour de la terre, au profit de sacs réutilisables et recyclables;

Et que l'interdiction s'applique à l'ensemble des commerces de détail sur le territoire de la Ville de Montréal.

R-2
Que le règlement adopté prévoit des exemptions pour les sacs de plastique minces utilisés à des fins d'hygiène pour les denrées alimentaires, comme la viande, le poisson, les fruits et légumes en vrac, le pain ainsi que pour d'autres types de sacs, comme les sacs à journaux, les housses en plastique du nettoyeur, les sacs de médicaments et les sacs de plastique à usage unique associés aux programmes d'aide alimentaire pour les familles défavorisées;

Réponse à R- 1 et R-2

Le comité exécutif est favorable à l'adoption d'un règlement visant le bannissement d'un certain type de sacs d'emplettes, à savoir les sacs en plastique légers d'une épaisseur inférieure à 50 microns ainsi que les sacs de type oxo-dégradables, oxo-fragmentables, oxo-biodégradables et biodégradables, offerts à titre onéreux ou gratuit, incluant les exemptions proposées dans la recommandation 2 et s'appliquant à l'ensemble des

commerces de détail situés sur le territoire de la Ville de Montréal. Ce règlement entrera en vigueur le 1er janvier 2018.

R-3
Que l'Administration fasse les représentations nécessaires auprès du gouvernement du Québec et de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) dès 2016 pour que le bannissement des sacs d'emplettes en plastique à usage unique et les exemptions prévues au règlement pour le territoire de la Ville de Montréal, soient appliqués à l'échelle des villes de la CMM et du Québec et pour que le gouvernement du Québec (RECYC-QUÉBEC) assure le suivi et le bilan de ces mesures.

Réponse à R-3

Le comité exécutif reconnaît que le bannissement de certains sacs d'emplettes en plastique doit dépasser le cadre de Montréal et que tous les moyens doivent être mis en place pour en maximiser le succès.

À cet effet, le comité exécutif considère que le groupe de travail qui sera mis en place par la Communauté métropolitaine de Montréal, mais également l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités, devront travailler conjointement afin d'harmoniser l'interdiction de l'utilisation de certains sacs d'emplettes en plastique sur le territoire métropolitain et au Québec.

R-4
Que les arrondissements soient mandatés et financés par l'Administration municipale pour appliquer les différentes mesures du règlement et en faire le suivi auprès des commerçants.

Réponse à R-4

Le comité exécutif est très sensible à cette question et mandate la Direction générale adjointe à l'arrondissement de Ville-Marie et à la concertation des arrondissements afin d'assurer la mise en application du règlement avec les arrondissements.

R-5
Que l'Administration encourage l'utilisation de tout autre sac réutilisable ou recyclable, qu'il soit fait de plastique composé de matière vierge ou recyclée et ayant une épaisseur supérieure à 50 microns, de nylon, de fibres recyclées, de coton issu de l'agriculture équitable et biologique, de papier composé de plus de 40% de fibres post-consommation ou de tout autre type de contenants comme les cabas, le filet, le chariot, comme solution de rechange durable au sac d'emplettes en plastique à usage unique.

Réponse à R-5
Le comité exécutif est en accord avec cette recommandation. Afin de renforcer les comportements écoresponsables qui devront être adoptés par les citoyens, les activités de sensibilisation qui seront mises en place incluront des solutions de rechange aux sacs d'emplettes visés par le règlement de bannissement, dont celles proposées à la recommandation.

R-6
Que l'Administration encourage la tarification, sur une base volontaire, des sacs de plastique réutilisables ou recyclables ou de papier afin d'assurer la réduction de la consommation des sacs ;

Réponse à R-6
Le Code volontaire de bonnes pratiques sur l'utilisation des sacs d'emplettes, qui a été adopté en 2008, et ce, pour une durée de quatre ans, par des associations de détaillants, RECYC-QUÉBEC et Éco Entreprises Québec, visait notamment la réduction du nombre de sacs d'emplettes mis en circulation, quelle que soit leur nature (plastique, papier). Une des mesures du Code favorisait la vente de ces sacs d'emplettes. Cette mesure est encore prisée par des détaillants qui vendent ce type de sacs d'emplettes, mais aussi des sacs réutilisables. Le comité exécutif ne peut qu'encourager ces mesures qui visent la réduction de la consommation des sacs.

R-7
Que l'Administration intervienne, dès 2016, auprès du gouvernement du Québec pour favoriser le développement de normes de fabrication et la mise en place d'un programme de certification destiné à assurer la recyclabilité de ces types de sacs réutilisables ;

R-8
Que la Ville de Montréal sensibilise le gouvernement du Québec, dès 2016, à la création d'une filière de conception et de fabrication de sacs réutilisables au Québec, notamment par des entreprises d'économie sociale;

R-9
Que la Ville de Montréal recommande au gouvernement du Québec, dès 2016, d'appliquer le principe de la responsabilité élargie du producteur (REP) aux fabricants et aux importateurs de sacs tissés réutilisables, fabriqués en matière plastique, pour qu'ils prennent en charge la fin de vie des sacs qu'ils ont produits ;

Réponse à R7, R-8 et R-9

Le comité exécutif reconnaît l'importance de la mise en place de normes de fabrication et d'un programme de certification pour les sacs réutilisables, de la création d'une filière de conception et de fabrication de ces sacs au Québec et de la mise en place d'une responsabilité élargie du producteur pour leur prise en charge à la fin de leur vie utile. Ainsi, le comité exécutif considère que ces propositions doivent être analysées par le groupe de travail qui sera mis en place par la Communauté métropolitaine de Montréal, mais également avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités, afin d'harmoniser l'interdiction de l'utilisation de certains sacs d'emplettes en plastique sur le territoire métropolitain et au Québec.

R-10

Qu'une stratégie de communication et de sensibilisation préalable au bannissement soit préparée d'ici le mois d'avril 2016 par l'Administration, avec la collaboration des partenaires du milieu, afin d'éduquer et de sensibiliser les différents acteurs concernés, soit les citoyens, les commerçants, les fabricants et les municipalités du Québec, aux objectifs de la stratégie de bannissement des sacs d'emplettes en plastique à usage unique. Ce plan devra comporter des étapes précises pour chacune des clientèles visées et porter notamment, dans le cas des citoyens, sur les manières d'utiliser, de recycler et de disposer des différentes catégories de sacs en plastique ;

À cette fin, que l'Administration s'assure que les budgets et les ressources nécessaires à la mise en place de cette campagne d'information soient disponibles.

Réponse à R-10

Le comité exécutif considère qu'une campagne de communication ciblée sera nécessaire afin d'informer les citoyens et les autres parties prenantes de la règlementation adoptée et des solutions de rechange disponibles. Cette campagne pourra intégrer les acteurs visés par le bannissement, plus spécifiquement les commerçants. Un plan de communications détaillé sera produit d'ici la fin de l'année 2016 afin de pouvoir déployer les différentes mesures qui y seront contenues.

R-11

Que l'Administration s'assure que les spécifications prévues pour la construction et l'exploitation des centres de tri des matières recyclables incluent les meilleures technologies disponibles afin d'assurer un tri adéquat des matières qui y sont acheminées.

Réponse à R-11

Le comité exécutif reconnaît l'importance de doter la Ville de Montréal de centres de tri des matières recyclables des plus performants. Le Service de l'environnement doit inclure des critères de performance dans les devis pour la construction et l'exploitation des deux centres de tri des matières recyclables prévus pour la fin de 2018. Ces critères permettront d'obtenir les meilleures technologies disponibles afin de maximiser le captage des matières et de diminuer les rejets de tri.

R-12

Que l'Administration encourage toute initiative visant la réduction de bouteilles d'eau en plastique à usage unique, des ustensiles et de la vaisselle jetables en plastique de type polystyrène, ainsi que les microbilles de plastique sur le territoire de la Ville de Montréal et qu'elle poursuive son engagement au sein de l'organisme National Zero Waste Council (Conseil canadien zéro déchet) relativement au suremballage.

Réponse à R-12

Le comité exécutif considère que toute initiative visant la consommation responsable doit être priorisée. Ainsi, l'objectif global du Plan directeur de gestion des matières résiduelles 2010-2014 ciblait la réduction de la surconsommation et encourageait la

réduction à la source, le réemploi et le recyclage. Deux actions du Plan visaient spécifiquement la réduction de la consommation auprès des citoyens ainsi que la réduction des matières résiduelles dans les industries, les commerces et les institutions. Pour répondre à ces actions, des mesures ont été mises en place dans les bâtiments municipaux afin d'utiliser des pichets d'eau lors des réunions et de remplacer les contenants en polystyrène par des contenants réutilisables. Par ailleurs, les trois quarts des arrondissements ont mis en œuvre des événements publics écoresponsables. Le projet de Plan directeur 2016-2020, actuellement en élaboration, reconduit cette volonté de réduire à la source et de poser des gestes écoresponsables. Une des actions proposées portera sur la réduction de la consommation des bouteilles d'eau à usage unique dans les édifices municipaux.

De plus, le conseil municipal, lors du conseil du 15 juin 2015, a entériné la résolution CM15 0837 demandant d'interdire les microbilles de plastique dans les produits de soins personnels et produits nettoyants et de transmettre cette résolution au gouvernement du Québec, et au gouvernement du Canada qui détient les pouvoirs d'interdire des substances (production, utilisation et importation), par l'intermédiaire de la liste des substances toxiques (*Loi canadienne sur la protection de l'environnement*) et de leur demander d'interdire l'utilisation de microbilles de plastique dans la fabrication des produits de soins personnels et produits nettoyants.

Par ailleurs, le comité exécutif réitère l'engagement de la Ville de Montréal au sein de l'organisme National Zero Waste Council.

En conclusion

La Ville de Montréal appuie la création d'un groupe de travail par la Communauté métropolitaine de Montréal afin d'harmoniser l'interdiction de l'utilisation de certains sacs d'emplettes en plastique sur le territoire métropolitain, dans son contenu et son adoption. Par ailleurs, la Ville de Montréal propose sa contribution à ce groupe de travail.

Le comité exécutif remercie les membres de la Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs pour la qualité du rapport produit sur les enjeux et les impacts d'un bannissement des sacs d'emplettes à usage unique des commerces de détail sur le territoire de la Ville de Montréal ainsi que pour la pertinence des recommandations découlant de leurs travaux.

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Article 5.01

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 15 février 2016	Résolution: CA16 170052

MOTION - VOIE RÉSERVÉE LIGNE D'AUTOBUS 105

ATTENDU QUE Notre-Dame-de-Grâce subit des fermetures d'accès aux autoroutes à deux endroits sur la rue St-Jacques en raison des travaux de l'échangeur Turcot qui s'échelonneront sur une période de 4 ans;

ATTENDU QUE la voie réservée et les mesures préférentielles pour la ligne d'autobus 105 en direction est le matin et en direction ouest le soir ont été installées sur la rue Sherbrooke en avril 2014;

ATTENDU QUE la ligne d'autobus 105 est alors devenue encore plus importante pour la mobilité des gens de Notre-Dame-de-Grâce avec des autobus à pleine capacité malgré une desserte moyenne aux trois minutes durant les heures de pointes du matin et du soir;

ATTENDU QU'en attendant l'ouverture en 2018 de la nouvelle entrée de l'autoroute A15 nord qui fera partie du nouveau pont St-Jacques en construction, les voitures sortant du CUSM doivent se diriger vers le nord sur le boulevard Décarie pour virer à gauche sur la rue Sherbrooke afin d'accéder à l'entrée existante créant ainsi un embouteillage;

ATTENDU QU'il y a des embouteillages sur la rue Sherbrooke entre la rue West Broadway et l'avenue Elmhurst en raison du passage à niveau pour les trains CP-AMT sur l'avenue Elmhurst, et que, pour une raison qui nous est inconnue, la voie réservée pour autobus sur la rue Sherbrooke ne se poursuit pas jusqu`au terminus.

Il est proposé par Peter McQueen

appuyé par Jeremy Searle

Que le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce demande formellement à la STM d'étudier rapidement la possibilité de prolonger la voie réservée pour la ligne d'autobus 105 aux deux extrémités, soient :

- sur le boulevard Décarie entre la rue Sherbrooke et le boulevard De Maisonneuve, en interdisant le stationnement sur le côté ouest (direction sud) le matin entre 6 h 30 et 9 h 30, et sur le côté est (direction nord) entre 15 h 30 et 18 h 30 (au minimum), ainsi évitant que des autobus doivent utiliser l'avenue Claremont comme détour;
- sur la rue Sherbrooke entre la rue West Broadway et l'avenue Elmhurst, en interdisant le stationnement sur le côté sud (direction est) entre 6 h 30 et 9 h 30, et sur le côté nord (direction ouest) entre 6 h 30 et 9 h 30 et aussi entre 15 h 30 et 18 h 30, car les délais ici sont aux deux heures de pointe.

Un débat s'engage.

EN AMENDEMENT

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Russell Copeman

De remplacer les propositions par celles-ci :

Que le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce invite la Société de transport de Montréal (STM) à étudier la possibilité de prolonger la voie réservée pour autobus sur la rue Sherbrooke Ouest en incluant les sections suivantes :

- de la rue West Broadway au terminus Elmhurst;
- du boulevard Décarie à l'avenue Girouard.

Que le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce invite la Société de transport de Montréal (STM) à considérer l'optimisation des feux de circulation aux intersections du boulevard Décarie et de la rue Sherbrooke et des boulevards Décarie et De Maisonneuve.

L'AMENDEMENT À LA PROPOSITION INITIALE EST ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

65.01 1164570004

Katerine ROWAN

Secrétaire d'arrondissement substitut

Signée électroniquement le 18 février 2016

COPIE CERTIFIÉE CONFORME, le 18 février 2016

Katerine ROWAN
Secrétaire d'arrondissement substitut

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Article 5.02

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 15 février 2016	Résolution: CA16 170053

Bien qu'elle précise ne pas être en conflit d'intérêt pécuniaire, la conseillère Mme Magda Popeanu déclare, avant le début des délibérations, qu'elle s'abstiendra de participer aux délibérations et de voter sur cette question puisqu'elle occupe le poste de directrice adjointe au Centre de formation professionnelle Léonard-De Vinci.

MOTION - COMMISSIONS SCOLAIRES

ATTENDU QUE le scolaire est un palier de gouvernance de proximité, comme le municipal, où des citoyens peuvent s'impliquer et faire des choix qui correspondent aux besoins de leur milieu;

ATTENDU QUE le scolaire et le municipal partagent de nombreuses préoccupations (sécurité aux abords des écoles, aménagement des parcs-écoles, utilisation des infrastructures culturelles et sportives, etc.) et collaborent étroitement à l'amélioration du cadre de vie des Montréalais;

ATTENDU QUE les élus scolaires sont imputables à leurs concitoyens des décisions qu'ils prennent en leur nom, et qu'ils ont la charge de gérer le plus efficacement possible la taxe scolaire qu'ils prélèvent en assurant l'équité des services éducatifs sur l'ensemble du territoire de leur commission scolaire;

ATTENDU QUE les élus scolaires sont, pour les élus municipaux, des répondants au sein de l'institution scolaire et qu'ils constituent donc des partenaires importants du développement des communautés locales;

ATTENDU QUE sur les territoires couverts par les arrondissements montréalais vivent des communautés de langue anglaise dont les droits sont protégés par la Constitution, droits qui incluent, entre autres, la capacité à gérer leurs institutions scolaires;

ATTENDU QUE Montréal présente des défis particuliers sur le plan de la scolarisation (forte présence d'enfants handicapés ou en difficulté d'apprentissage, intégration et francisation des immigrants, participation au développement économique de la métropole, accueil d'un nombre grandissant d'enfants au cours des dix prochaines années, entretien et agrandissement du parc immobilier, etc.);

ATTENDU QUE les élus scolaires sont des Montréalais qui connaissent les enjeux de la métropole et qui ont à cœur de les relever;

ATTENDU QUE la démocratie représentative, avec des élus représentant un territoire donné, est la mieux à même de favoriser la juste représentation de tous les quartiers montréalais au sein des instances décisionnelles des commissions scolaires.

Il est proposé par Peter McQueen

appuyé par Jeremy Searle

De réitérer l'importance de maintenir des commissaires scolaires représentant un territoire donné et imputables à leurs concitoyens des décisions qui sont prises en matière d'éducation publique.

Un débat s'engage.

Les conseillers Marvin Rotrand, Peter McQueen et Jeremy Searle votent en faveur de la proposition.

Monsieur le maire Russell Copeman et le conseiller Lionel Perez votent contre la proposition.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ

65.02 1164570006

Katerine ROWAN

Secrétaire d'arrondissement substitut

Signée électroniquement le 18 février 2016

COPIE CERTIFIÉE CONFORME, le 18 février 2016

Katerine ROWAN
Secrétaire d'arrondissement substitut

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Article 5.03

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 15 février 2016	Résolution: CA16 170054

UNE HEURE POUR LA TERRE 2016

ATTENDU QUE le 19 mars prochain, de 20 h 30 à 21 h 30, se tiendra l'événement international *Une heure pour la Terre 2016* inauguré en 2007 à Sydney en Australie, et parrainé par le Fonds mondial pour la nature (*World Wildlife Foundation*);

ATTENDU QUE cet événement a été créé pour sensibiliser la population à l'importance de s'engager concrètement dans la conservation de l'énergie pour lutter contre les changements climatiques, en misant sur un geste simple, comme éteindre les lumières pendant une heure;

ATTENDU QU'en 2015, plus de 7000 villes réparties dans 172 pays et territoires, ont éteint leurs lumières pendant une heure dans le but de combattre le réchauffement global.

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Jeremy Searle
Magda Popeanu

De confirmer la participation de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce à l'événement *Une heure pour la Terre 2016*, événement parrainé par le Fonds mondial pour la nature et qui se tiendra le samedi 19 mars 2016 de 20 h 30 à 21 h 30.

D'inviter les commerces et les résidants de l'arrondissement à s'impliquer activement dans cet événement.

D'encourager les arrondissements de la Ville de Montréal et les municipalités de l'agglomération de Montréal à se joindre à l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce en confirmant leur participation respective à l'événement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

70.01 1164570005

Katerine ROWAN

Secrétaire d'arrondissement substitut

Signée électroniquement le 18 février 2016

COPIE CERTIFIÉE CONFORME, le 18 février 2016

Katerine ROWAN
Secrétaire d'arrondissement substitut

Verdun
Montréal

Article 5.04

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 1er mars 2016	Résolution: CA16 210038

Déclaration pour le renforcement du développement du logement social et communautaire à Montréal.

ATTENDU QUE la Ville de Montréal mène des interventions vigoureuses en matière d'habitation pour assurer à ses citoyens un cadre résidentiel inclusif, sain et répondant à leurs besoins;

ATTENDU QUE ces interventions sur l'habitat ont des impacts structurants sur le territoire montréalais, où elles répondent à des enjeux démographiques, sociaux, économiques et urbanistiques, tels la revitalisation de quartiers, la consolidation durable du territoire, la lutte contre la pauvreté et l'itinérance, le maintien de la mixité sociale et la fidélisation des familles;

ATTENDU QUE malgré les efforts consentis en habitation par Montréal et ses partenaires communautaires, privés et institutionnels, de nombreux défis demeurent, au moment où la liste d'attente de l'OMHM compte presque 25 000 ménages, que le cadre bâti locatif - tant social que privé - est vieillissant, et que trop de besoins demeurent non comblés chez les familles nombreuses, les personnes vulnérables, les personnes avec des limitations de mobilité et plusieurs autres groupes de notre population;

ATTENDU QUE les interventions montréalaises en habitation ont historiquement été appuyées par des programmes d'habitation à frais partagés du gouvernement du Québec;

ATTENDU QUE Montréal rencontre des difficultés croissantes à aligner les exigences et normes des programmes québécois avec les spécificités de sa population et de son territoire;

ATTENDU QUE pour assumer pleinement son rôle et ses responsabilités de ville-centre de la région et de métropole du Québec, Montréal doit disposer d'un cadre financier et des outils nécessaires pour orienter et réaliser ses interventions sur l'habitat;

Il est proposé par le maire Jean-François Parenteau

appuyé par les conseillères Marie-Andrée Mauger et Manon Gauthier, les conseillers Sterling Downey, Pierre L'Heureux et Luc Gagnon

ET UNANIMEMENT RÉSOLU :

De demander au gouvernement du Québec :

De mettre en œuvre un partenariat fort avec Montréal pour doter la métropole d'un cadre financier pluriannuel et d'une délégation de pouvoirs pour ses interventions en habitation, ce qui comprendra :

- D'inscrire dans la *Loi sur Montréal métropole du Québec* des pouvoirs habilitants permettant de rendre obligatoire l'inclusion de logements abordables dont des logements familiaux et d'imposer des exigences en matière de typologie et de superficie des logements à développer.

12.03

Jean-François PARENTEAU

Maire d'arrondissement

Caroline FISETTE

Directrice du bureau d'arrondissement et secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 8 mars 2016

COPIE CERTIFIÉE CONFORME, le 14 mars 2016

Caroline FISETTE
Directrice du bureau d'arrondissement et
secrétaire d'arrondissement

RAPPORT SUR L'ASSEMBLÉE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU jeudi 25 février 2016, à 17 h

Au CM du lundi 21 mars 2016, à 13 h

Article 7.01

20.01	Service de l'approvisionnement , Direction - 1156133005

Conclure une entente-cadre collective de trente-six mois avec Centre du travailleur FH inc. pour la fourniture de gilets de sécurité et de vêtements de pluie - Appel d'offres public 15-14662 (5 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.02	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction - 1164922001

Accorder un contrat à Témisko (1983) inc. pour la fourniture d'un fardier surbaissé pour une somme maximale de 148 937,47 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14840 (1 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.03	Service de police de Montréal , Direction des opérations - Activités de soutien - 1164472001

Accorder un contrat à Montréal Chrysler Dodge Jeep (LaSalle) pour la fourniture de soixante-dix véhicules Dodge Charger 2016, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 2 141 236,92 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14909 (7 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.04	Service de l'approvisionnement , Direction - 1156134003

Conclure une entente-cadre d'une durée de 60 mois, avec une option de prolongation de douze mois, avec Wolseley Canada inc. pour la fourniture de matériaux et accessoires de plomberie, chauffage, ventilation et tuyauterie - Appel d'offres public 15-14137 (3 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.05	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction - 1164956001

Résilier le contrat de 631 385,21 $, taxes incluses, accordé à Les Consultants S.M. inc. (CG14 0357) relativement à une entente-cadre pour des services de génie-conseil au Complexe environnemental de Saint-Michel

Adopté à l'unanimité.

20.06	Service de l'environnement , Direction - 1154195002

Approuver l'entente sur le fonctionnement et le financement des programmes d'inspection des aliments de la Ville de Montréal, pour la période du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2017, entre le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec et la Ville de Montréal

Adopté à l'unanimité.

20.07	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - 1155323012

Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue d'Hydro-Québec, pour une période de 9 ans à compter du 1er avril 2016, une parcelle de terrain faisant partie des lots 2 375 747 et 3 026 311 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie approximative de 3 664 mètres carrés, pour l'ajout d'une nouvelle piste cyclable entre le boulevard Toupin et le boulevard Keller, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, pour un loyer total de 112 069,16 $, taxes incluses / Approuver un projet de permission sur des parcelles de terrain constituées des parties des lots 2 378 628 et 2 377 439 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situées dans l'arrondissement de Saint-Laurent, assujetties à des servitudes réelles en faveur d'Hydro-Québec, afin de permettre les travaux d'aménagement qui seront exécutés sur ces lots, et ce, à titre gratuit

Adopté à l'unanimité.

20.08	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme - 1153501002

Accorder un soutien financier non récurrent de 110 000 $ à la Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal, Pointe-à-Callière, afin de réaliser le programme de conservation des vestiges archéologiques mis en valeur dans le musée, dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2015-2016 / Approuver un projet de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.09	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction - 1150504017

Accorder un soutien financier de 60 000 $ à la Corporation du Collège Jean-de-Brébeuf dans le cadre du programme de subvention pour le maintien et le rehaussement de la biodiversité / Approuver un projet de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.10	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail - 1156682002

Conclure huit ententes-cadres, d'une durée de trois ans, avec Bell Canada et Société TELUS Communications pour la location de circuits en transmission de données - Appel d'offres public 15-14657 (4 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.11	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction de la prévention et de la planification - 1162645001

Accorder un contrat à Aréo-feu ltée pour la fourniture de caméras à imagerie thermique de modèle Évolution 6000 de MSA pour le Service de sécurité incendie de Montréal, pour une somme maximale de 1 090 764,73 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14951 (3 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.12	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs - 1164472004

Accorder un contrat à Motos Daytona inc. pour la fourniture de dix-huit motocyclettes de marque BMW 2016, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 540 653,80 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14962 (3 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.13	Service de la culture , Direction - 1150230010

Accorder un contrat à Alexandre David, artiste professionnel, pour concevoir et réaliser un projet d'interventions artistiques intitulé « Les éléments » (titre provisoire) dans le cadre de l'aménagement de la Promenade urbaine « Fleuve-Montagne » - Dépense totale de 960 041,25 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.14	Service de la culture , Direction - 1150230009

Accorder un contrat au collectif d'artistes professionnels Projet EVA (Étienne Grenier et Simon Laroche), pour réaliser l'oeuvre numérique « Cortège » dans le cadre de l'aménagement de la Promenade urbaine « Fleuve-Montagne » - Dépense totale de 379 417,50 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.15	Service des technologies de l'information , Direction - 1154008001

Accorder un contrat de gré à gré à Gartner Canada Co., par l'entremise de l'entente avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ), pour un abonnement à des services conseils spécialisés en soutien à des dossiers stratégiques en technologies de l'information, pour la période du 1er mars 2016 au 28 février 2017, pour une somme maximale de 269 990,05 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.16	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures - 1164102001

Conclure une entente-cadre de services professionnels avec Beaudoin Hurens inc. pour la gestion et la surveillance des travaux pour le Programme complémentaire de planage et revêtement (PCPR) du Service des infrastructures, de la voirie et des transports, pour une somme maximale de 7 669 522,35 $, taxes incluses / Appel d'offres public 15-14826 (3 soum.) / Approuver un projet de convention à cet effet

Adopté à la majorité des voix.

20.17	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction - 1161701002

Accorder un contrat de services professionnels à Claude Cormier et associés inc. pour le réaménagement de la portion nord du square Dorchester, pour une somme maximale de 709 062,64 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14931 (3 soum.) / Approuver un projet de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.18	Service du développement économique , Direction - 1165175001

Approuver les conventions de partage des actifs entre la Ville de Montréal et la Corporation de développement économique communautaire Ahuntsic-Cartierville ainsi que la Corporation de développement économique communautaire Rosemont-Petite-Patrie

Adopté à l'unanimité.

20.19	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - 1151368015

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de Mme Jacqueline Panneton un immeuble situé au quadrant nord-est de l'avenue Viger et de la rue Saint-André, dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour la somme de 900 000 $, plus les taxes applicables/ Approuver un budget de 88 700 $, plus les taxes applicables, pour la démolition du bâtiment et la réhabilitation des sols

Adopté à l'unanimité.

20.20	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - 1154602007

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à La compagnie d'investissement Les cours du Roi, à des fins d'assemblage, un terrain ayant front sur la rue Mackay, entre le boulevard René-Lévesque et la rue Sainte-Catherine, d'une superficie de 212 mètres carrés, dans l'arrondissement de Ville-Marie, constitué du lot 5 812 613 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, pour la somme de 867 000 $, plus les taxes applicables / Fermer et retirer du domaine public le lot 5 812 613 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal

Adopté à la majorité des voix.

20.21	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - 1154512003

Annuler l'octroi du contrat accordé à MacDonald Maintenance inc. (CG15 0601) pour le service d'entretien ménager de divers bâtiments de la Ville de Montréal / Accorder un contrat à Coforce inc. pour le service d'entretien ménager de divers bâtiments de la Ville de Montréal, pour le lot 1, pour une période de 32 mois à compter du 1er mars 2016, pour une somme maximale de 545 911,39 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14016 (7 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.22	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure - 1165954001

Accorder un contrat de gré à gré à IBM Canada ltée pour l'acquisition mensuelle de droits d'utilisation des logiciels pour l'ordinateur central consolidé, pour une période maximale d'un an, soit du 1er mai 2016 au 30 avril 2017, pour une somme maximale de 739 636,41 $, taxes incluses (fournisseur unique)

Adopté à l'unanimité.

20.23	Service de l'environnement , Direction - 1157075001

Accorder un contrat à Bauval CMM inc. pour le traitement de roc, béton et asphalte en provenance des écocentres Acadie, Côte-des-Neiges, LaSalle, La Petite-Patrie, Saint-Michel et Saint-Laurent, pour une durée de 36 mois comprenant deux options de renouvellement d'une année chacune, pour une somme maximale de 557 386,20 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14634 (4 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.24	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - 1165965001

Autoriser une dépense additionnelle de 192 128,16 $, taxes incluses, pour les travaux d'étanchéité des fondations sous la place Vauquelin de l'hôtel de ville, de l'édifice Lucien-Saulnier et du tunnel dans le cadre du contrat accordé à St-Denis Thompson (CG15 0689) majorant ainsi le montant total du contrat de 783 589,61 $ à 975 717,77 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.25	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports - 1151637001

Approuver le renouvellement de l'entente-cadre entre la Ville de Montréal et l'Association des Transports du Canada (ATC), organisme à but non lucratif (CG12 0476), pour une durée de trois ans, pour le versement d'une contribution financière pour l'élaboration de différents ouvrages de référence tels que guides de bonnes pratiques et normes dans le domaine du transport et de la circulation, pour un montant total de 240 000 $ pour la durée de l'entente / Approuver le projet de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.26	Service de la culture , Direction - 1151103004

Approuver le projet d'addenda no 3 au protocole d'entente entre le Ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et la Ville de Montréal relatif à l'octroi d'une aide financière de 80 M$ dans le cadre du volet Grands Projets du Fonds Chantiers Canada-Québec (Quartier des spectacles)

Adopté à l'unanimité.

20.27	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports - 1155090002

Approuver un projet d'entente entre la Ville de Montréal et le ministre des Transports du Québec visant à circonscrire la participation de la Ville à la Phase II de coopération avec les municipalités pour l'implantation d'appareils de contrôles automatisé (ACA) / Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses de 482 957 $ à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.28	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles - 1153706001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Decimal Technologies inc. pour des services logiciels en infonuagique pour la gestion par activités, pour une période de 5 ans, pour une somme maximale de 1 517 555,03 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14468 (1 soum.) / Approuver un projet de convention à cet effet / Autoriser un virement budgétaire de 118 400 $ au net pour 2016 en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service des technologies de l'information et les ajustements récurrents à la base budgétaire à compter de 2017 / Approuver le projet de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.29	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction - 1151009018

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder à Rousseau Lefebvre inc. un contrat de services professionnels en architecture de paysage, ingénierie, design urbain et éclairage d'ambiance pour la conception des plans et devis des lieux publics centraux du Projet Bonaventure et de surveillance des travaux dans le cadre du même projet, pour la somme maximale de 6 002 261,37 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14866 (2 soum., 1 seul conforme) / Approuver le projet de convention à cet effet

Adopté à la majorité des voix.

20.30	Service de la performance organisationnelle , Direction - 1151803001

Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec PricewaterhouseCoopers S.R.L./S.E.N.C.R.L. et Raymond Chabot Grant Thornton & cie S.E.N.C.R.L. pour les services-conseils en optimisation de la performance organisationnelle, jusqu'au 31 décembre 2018 / Appel d'offres public 15-14864 (12 soum.) / Approuver les projets de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

30.01	Service des affaires juridiques , Direction des services judiciaires - 1156204003

Demander à la ministre de la Justice d'entreprendre les procédures nécessaires au lancement d'un avis de sélection aux candidats à la fonction de juge à une cour municipale afin de combler un poste de juge à la cour municipale de la Ville de Montréal

Adopté à l'unanimité.

30.02	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs - 1164472003

Autoriser une dépense de 937 800,72 $, taxes incluses, pour l'acquisition de trente véhicules Dodge Grand Caravan 2016 pour les besoins du Service de police, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville de Montréal et Montréal Chrysler Dodge Jeep (LaSalle) (CG11 0370)

Adopté à l'unanimité.

30.03	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières - 1163592005

Autoriser le report du dépôt des états financiers 2015 au bureau du greffier, du 31 mars au 18 avril 2016, au plus tard

Adopté à l'unanimité.

30.04	Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale - 1163843001

Effectuer le paiement d'une contribution municipale additionnelle maximale de 9,4 M$ à la Société de transport de Montréal pour l'exercice financier 2015

Adopté à l'unanimité.

41.01	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports - 1154560002

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 30 000 000 $ afin de financer les travaux des aménagements cyclables

Traité.

41.02	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1157090003

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 1 759 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des actifs du réseau primaire d'aqueduc

Traité.

41.03	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1157090001

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 8 187 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage

Traité.

41.04	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1156279001

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 6 776 000 $ afin de financer les travaux de modernisation, de pérennisation et de sécurisation prévus au programme d'investissement dans les usines d'eau potable

Traité.

41.05	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1154278002

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 22 445 000 $ afin de financer les travaux de construction et réhabilitation de conduites primaires d'aqueduc

Traité.

41.06	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1154278001

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 49 024 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Charles-J.- Des Baillets

Traité.

41.07	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction - 1156807003

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ afin de financer la réalisation de projets du « legs » pilotés par la Société du parc Jean-Drapeau relatifs à des travaux de mise en valeur de la « place des nations » et de réalisation de la « promenade panoramique et riveraine », prévus dans le cadre du 375e de la Ville de Montréal (RCG 13-020)

Traité.

41.08	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1153334040

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 77 540 000 $ pour le financement des travaux de construction de l'ouvrage de rétention Leduc situé dans l'arrondissement de Saint-Laurent et son raccordement au système des intercepteurs

Traité.

41.09	Service de la culture , Direction - 1155890002

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 10 865 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des ententes sur le développement culturel de Montréal conclues pour des années antérieures à 2016

Traité.

41.10	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau - 1167048001

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes (RCG 13-005)

Traité.

41.11	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1164278001

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 31 840 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Dorval

Traité.

41.12	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1164278002

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 41 310 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Lachine

Traité.

41.13	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1164278003

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 17 803 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Pierrefonds

Traité.

42.01	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau - 1155075003

Adoption - Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002)

Adopté à l'unanimité.

42.02	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports - 1154368007

Adoption - Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur l'utilisation du réseau cyclable identifié au Plan de transport (RCG 14-043), afin d'autoriser les utilisateurs de la planche à roulettes à circuler dans les pistes cyclables

Adopté à la majorité des voix.

42.03	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports - 1155025003

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 3 000 000 $ afin de financer l'acquisition et l'installation d'un nouveau système de jalonnement dynamique des stationnements ainsi qu'un outil de gestion centralisé

Adopté à l'unanimité.

42.04	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction - 1151081006

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 500 000 $ pour financer le remplacement du système automatisé de carburant et l'achat d'équipements mécaniques et spécialisés

Adopté à l'unanimité.

42.05	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction - 1151081008

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 $ afin de financer l'achat de véhicules et de leurs équipements

Adopté à l'unanimité.

42.06	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - 1152907008

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 10 500 000 $ afin de financer divers travaux de réfection dans les casernes de pompiers, dont les travaux requis pour la captation des gaz

Adopté à l'unanimité.

42.07	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - 1152907005

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 25 000 000 $ afin de financer des travaux de rénovation et de protection des cours de services de l'arrondissement de Ville-Marie

Adopté à l'unanimité.

42.08	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - 1152907006

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 12 500 000 $ afin de financer l'acquisition de terrains dans le but de constituer une réserve foncière à des fins de développement urbain

Adopté à l'unanimité.

42.09	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - 1152907009

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 34 000 000 $ afin de financer les travaux de rénovation du bâtiment de la cour municipale

Adopté à l'unanimité.

42.10	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1153334036

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 4 225 000 $ afin de financer les travaux sur les collecteurs d'égouts

Adopté à l'unanimité.

42.11	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1153334037

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 6 247 000 $ pour le financement de travaux sur les intercepteurs de la Ville de Montréal

Adopté à l'unanimité.

42.12	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1153334038

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 10 464 000 $ pour le financement de travaux et l'acquisition d'équipements à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte

Adopté à l'unanimité.

42.13	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau - 1153228005

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 16 500 000 $ pour le financement des travaux prévus au programme de renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égouts dans le secteur du centre-ville

Adopté à l'unanimité.

42.14	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction - 1156688006

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 3 000 000 $ afin de financer les travaux de renaturalisation des ruisseaux prévus Plan de l'Eau

Adopté à l'unanimité.

42.15	Service du greffe , Direction - 1153599003

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur le traitement des membres du conseil d'agglomération et des membres des commissions du conseil d'agglomération (RCG 06-053)

Retiré.

51.01	Saint-Léonard , Bureau du directeur d'arrondissement - 1163022005

Nommer Madame Lili-Anne Tremblay, à titre de représentante élue de l'arrondissement de Saint-Léonard, au conseil d'administration de PME MTL Est-de-l'île, nouvel organisme de développement économique local et régional

Adopté à l'unanimité.

51.02	Service du greffe , Direction

Nominations aux commissions permanentes

Retiré.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 07.02

2016/03/21
13:00

(1)

Dossier # : 1167146001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Saint-Laurent , Direction des travaux publics , Division des études techniques et planification environnementale
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2015 sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) de l'arrondissement de Saint-Laurent.

Il est recommandé de:

Déposer au Conseil municipal le bilan annuel 2015 sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) de l'arrondissement de Saint-Laurent.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-02-19 13:33

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 2 février 2016	Résolution: CA16 08 0078

Le bilan annuel 2015 sur l'application du règlement relatif aux pesticides de l'arrondissement de Saint-Laurent est déposé conformément à l'ordonnance visant à rendre applicable le règlement sur l'utilisation des pesticides sur le territoire de l'arrondissement. Le chef de la Division de l'environnement et de la protection du territoire de la Direction des travaux publics est autorisé à permettre l'utilisation des pesticides dans tous les cas d'urgence et de danger pour la santé humaine (sommaire décisionnel 1167146001).

Après avoir pris connaissance des autorisations émises, le Conseil prie le secrétaire d'en transmettre copie au Conseil municipal et de le déposer aux archives.

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

Secrétaire

Signée électroniquement le 4 février 2016

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1167146001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Saint-Laurent , Direction des travaux publics , Division des études techniques et planification environnementale
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2015 sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) de l'arrondissement de Saint-Laurent.

CONTENU

CONTEXTE

Dépôt au conseil municipal du Bilan annuel 2015 sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gaby BEAULAC
C/d environnement et protection du territoire
<<arr. st-laurent>>

Tél : 514 855-6000
Télécop. : 514 855-2409

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.02

2016/03/21
13:00

(1)

Dossier # : 1167146001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Saint-Laurent , Direction des travaux publics , Division des études techniques et planification environnementale
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2015 sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) de l'arrondissement de Saint-Laurent.

Il est recommandé de:

Déposer au Conseil municipal le bilan annuel 2015 sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) de l'arrondissement de Saint-Laurent.

Signé par Véronique DOUCET **Le** 2016-01-26 10:44

Signataire : Véronique DOUCET

Directrice d'arrondissement
Saint-Laurent , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1167146001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Saint-Laurent , Direction des travaux publics , Division des études techniques et planification environnementale
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2015 sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) de l'arrondissement de Saint-Laurent.

CONTENU

CONTEXTE

Le règlement sur l'utilisation des pesticides de la Ville de Montréal, ainsi que l'adoption de l'ordonnance par le conseil d'arrondissement à cet effet, imposent l'obligation de présenter un bilan annuel faisant état de l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides. De plus, l'ordonnance prévoit que la chef de la Division de l'environnement et de la protection du territoire complète le bilan sur les autorisations émises pour l'utilisation de pesticides.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

GDD 1150818001 - CA15 080092 adoptée le 3 février 2015 par le conseil d'arrondissement - Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2014 sur l'application du règlement relatif aux pesticides de l'arrondissement de Saint-Laurent.
GDD 1130818016 - CA14 080112 adoptée le 4 février 2014 par le conseil d'arrondissement - Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2013 sur l'application du règlement relatif aux pesticides de l'arrondissement de Saint-Laurent.
GDD 1125913007 - CA13 080118 adoptée le 5 février 2013 par le conseil d'arrondissement - Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2012 sur l'application du règlement relatif aux pesticides de l'arrondissement de Saint-Laurent.
GDD 1124020001 - CA12 080118 adoptée le 7 février 2012 par le conseil d'arrondissement - Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2011 sur l'application du règlement relatif aux pesticides de l'arrondissement de Saint-Laurent.

DESCRIPTION

Trois (3) documents sont annexés à ce dossier décisionnel, soit le bilan des requêtes pour l'année 2015, le bilan de l'Arrondissement 2015 de la Ville de Montréal ainsi que le registre d'intervention phytosanitaire 2015.
Le bilan des requêtes pour l'année 2015 est un bilan annuel préparé à l'intention du Service de l'environnement de la Ville de Montréal comprend notamment une compilation des résolutions adoptées par l'Arrondissement en trait au règlement, des ressources budgétaires et humaines investies, des communications et sensibilisation réalisées, de la gestion des appels téléphoniques reçus, de la formation donnée aux employés, de l'octroi de permis d'utilisation de pesticides, des pesticides appliqués sur le territoire, de l'évolution des demandes de permis sur une période de trois (3) ans, des terrains laurentiens avec dispositions particulières, des infractions et poursuites judiciaires effectuées ainsi que de la

gestion intégrée des espaces verts.

Le bilan de l'Arrondissement 2015 est préparé à l'intention du conseil d'arrondissement de Saint-Laurent comprend quant à lui les demandes d'autorisation pour le traitement des nids de guêpe, les demandes de renseignements des citoyens, les demandes de permis temporaire d'application de pesticides et le suivi des inspections réalisées sur le territoire.

Enfin, le registre d'intervention phytosanitaire fait état de l'utilisation des pesticides par l'appareil municipal, avec une description précise de la localisation des interventions, de la justification de celles-ci ainsi que de la quantité utilisée de pesticides.

JUSTIFICATION

Il est prévu à la section XI intitulée « Application du règlement » et, plus particulièrement à l'article 32 du règlement sur l'utilisation des pesticides, qu'une fois le règlement devenu applicable, le conseil d'arrondissement dépose, avant le 28 février de chaque année, un rapport au conseil municipal faisant état de l'application de ce règlement à l'égard de son territoire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Orientation	Objectif	Action du Plan de développement durable 2010-2015
Améliorer la protection de la biodiversité, des milieux naturels et des espaces verts.	Améliorer les infrastructures vertes à Montréal en faisant passer la canopée de 20 à 25 % d'ici 2025 par rapport à 2007.	Renforcer la gestion écologique des espaces verts sur le territoire montréalais.
Pratiquer une gestion responsable des ressources.	Améliorer la qualité des eaux de ruissellement qui se déversent dans les cours d'eau.	

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dépôt du bilan annuel 2015 au Comité exécutif de mars et à la séance de mars du conseil municipal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme à la section XI, article 32 du règlement sur les pesticides.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Paul LANCTÔT, Saint-Laurent

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gaby BEAULAC
Chef de division - Environnement et protection du territoire
Direction des travaux publics
Arrondissement de Saint-Laurent

Tél : 514 855-6000 poste 4287
Télécop. : 514 855-2409

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-22

François LAPALME
Directeur des travaux publics
Arrondissement de Saint-Laurent
(Secrétaire : Zoulikha El Ouakili, 514 855-6000, poste 4504)

Tél : 514 855-6000 poste 4528
Télécop. : 514 956 2409

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1167146001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Saint-Laurent , Direction des travaux publics , Division des études techniques et planification environnementale
Objet :	Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2015 sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) de l'arrondissement de Saint-Laurent.





BilanMTL.pdf BilanIntPhyto.pdf BilanSTL.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gaby BEAULAC
Chef de division - Environnement et protection du territoire
Direction des travaux publics
Arrondissement de Saint-Laurent

Tél : 514 855-6000 poste 4287
Télécop. : 514 855-2409

MONTRÉAL SANS PESTICIDES

BILAN ANNUEL DE L'ARRONDISSEMENT

Saint-Laurent

RELATIF À L'APPLICATION DU RÈGLEMENT SUR L'UTILISATION DES PESTICIDES (R.V.M. 04-041)

2015

Préparé par :

BEAUDETTE CHARLES
AGENT DE PROTECTION EN ENVIRONNEMENT
Service : TRAVAUX PUBLICS
Direction : DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS
Division : ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DU TERRITOIRE

20 janvier 2016

Saint-Laurent Montréal

Historique

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du règlement 04-041

No résolution	Date	Objet de la décision	Note complémentaire
CA15080092	03.02.2015	Dépôt du bilan annuel d'application du Règlement	
CA05080465	04.05.2005	Autorisation exceptionnelle en situation d'urgence	Autoriser le chef de section environnement de la Direction des travaux publics, en remplacement du chef de division parcs et installations, à permettre l'utilisation des pesticides dans tous les cas..
CA04080345	15.05.2004	Nouvelle zone sensible	Déterminer que tous les parcs et squares soient considérés comme des zones sensibles au sens de l'Article 2.
CA04080345	15.05.2004	Autorisation exceptionnelle en situation d'urgence	Autoriser le chef de division parcs et installations de la Direction des travaux publics à permettre l'utilisation de pesticides dans tous les cas d'urgence et de danger pour la santé humaine.
CA04080345	15.05.2004	Conditions d'application plus sévères	Interdire l'utilisation de tout pesticide pour la maîtrise des araignées autour et sur les cadres des portes et fenêtres, sauf dans les cas de menace à la santé humaine.

Commentaires :

Aucune ordonnance adoptée en 2015.

Recommandations :

Ressources budgétaires et humaines

Postes budgétaires	Montant($)
Salaires	37,872.00
Budget global :	**37,872.00**

Personnel dédié à l'application du règlement

Titre d'emploi	Nombre de semaines de travail
Inspecteur (environnement)	25
Total des semaines :	**25**

Commentaires :

Une agente de protection en environnement est responsable de l'application du règlement 04-041 sur l'utilisation des pesticides. Cette dernière est engagée sur une base contractuelle de 12 mois sur lesquelles au total 25 semaines sont consacrées à l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides incluant la patrouille active, l'émission d'avis ou de constats d'infractions aux contrevenants.

Recommandations :

Campagnes de communication et de sensibilisation

Campagne de communications

Nature des activités :

Champ d'activité	Activité	Impact	Nbre de citoyens rejoints
Activités publiques	Kiosque d'information de l'éco-quartier "Comment jardiner pour attirer la biodiversité" lors de la journée de la biodiversité.	Sensibilisation des citoyens sur les pratiques de jardinage sans pesticide.	79
Conférences et ateliers	Activité de sensibilisation au jardinage écologique réalisé par l'éco-quartier.	Sensibilisation des citoyens sur les pratiques de jardinage sans pesticide.	313
Conférences et ateliers	Activité de sensibilisation à l'agriculture en milieu urbain réalisé par l'éco-quartier.	Sensibilisation des citoyens sur les pratiques de jardinage sans pesticide.	102
Projets spéciaux	Projets d'agriculture urbaine au sein de la communauté réalisé par l'éco-quartier.	Sensibilisation des citoyens sur les pratiques de jardinage sans pesticide.	1733
Outils de communication et publications	Conseils horticoles donnés par l'éco-quartier.	Sensibilisation des citoyens sur les pratiques de jardinage sans pesticide.	193
Total des citoyens joints :			**2420**

Commentaires :

Recommandations :

Gestion des appels téléphoniques

A) Appels internes

Nature des appels :

Bureau	Nature	Nbre appel
Bureau accès Mtl.	Agrile du frêne	17
	Animaux	32
	Guêpes	27
	Insectes (divers)	9
	Pesticides	20
Nbre d'appels :		**105**

B) Appels externes

Nature des appels : (Néant)

Commentaires :

Recommandations :

Formation des employés

Titre de la formation	Formateur	Date	Nombre de participants
Colloque Ville et Biodiversité : Antagoniste ou synergie ?	CSBQ	19.03.2015	2
Comité municipal sur les pesticides	Nicolas Dedovic / Maryse Barrette	25.03.2015	3
Table des inspecteurs sur les pesticides	Nicolas Dedovic / Maryse Barrette	17.06.2015	1
Table des inspecteurs sur les pesticides	Nicolas Dedovic / Maryse Barrette	23.09.2015	2
Nombre de séances de formation : 4		**Nombre total de participants :**	**8**

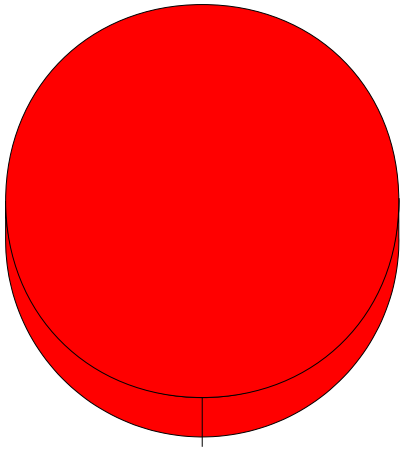
Commentaires :

Recommandations :

Permis temporaire d'utilisation de pesticides

Nombre de demandes reçues : 10

Permis temporaires octroyés et refusés



Permis octroyés 10 (100%)

Nature des permis octroyés :

	Fourmis	Infestation	Total
Citoyens	**0**	**4**	**4**
Entreprises	**6**	**0**	**6**
Total	**6**	**4**	**10**

Type de pesticides qui ont été appliqués (selon permis octroyés) :

Applicateur	Insecticides	Herbicides	Fongicides	Total
Citoyens	3	1	0	**4**
Entreprises	6	0	0	**6**
Total:	**9**	**1**	**0**	**10**

Nature des permis refusés : (Néant)

Autorisations express : (Néant)

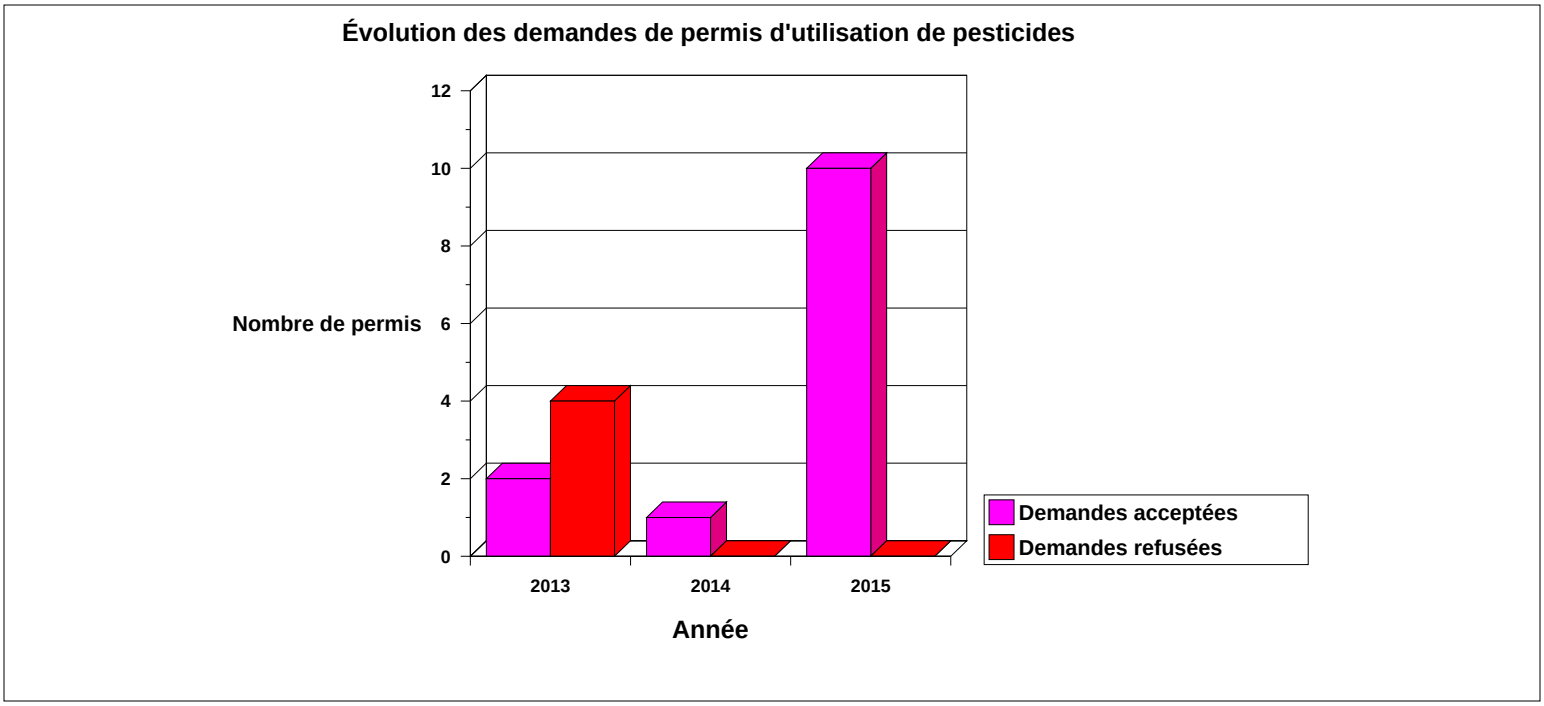
Commentaires :

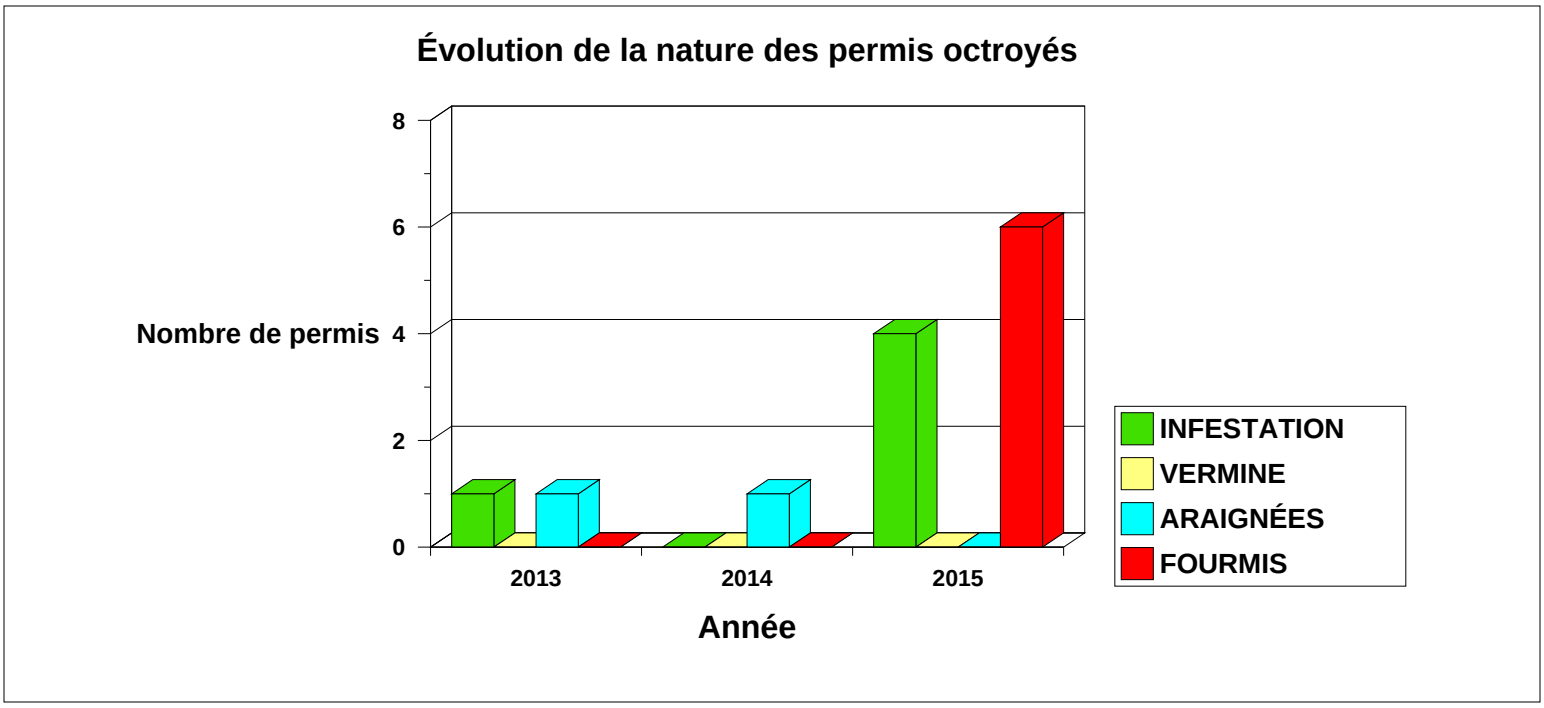
Beaucoup de demande temporaire d'application de pesticides cette année.

Recommandations :

Évolution des demandes de permis depuis l'adoption du Règlement :

Année	Permis octroyés	Permis refusés	Total
2013	2	4	**6**
2014	1	0	**1**
2015	10	0	**10**
Total:	**13**	**4**	**17**





Commentaires :

Beaucoup plus de demande de permis d'application temporaire en 2015 que par les années passées.

Recommandations :

Terrains faisant l'objet de dispositions particulières

A) Terrains de golf : (Néant)

B) Autres terrains : (Néant)

Commentaires :

Terrain de golf fermé en 2011. Aucun terrain n'a été ajouté à cette liste pour l'arrondissement Saint-Laurent en 2015.

Recommandations :

Infractions et poursuites judiciaires

Avis écrits :	1
Constats d'infraction :	2

Suivi des poursuites

Causes déposées :	2
Causes réglées :	4
Montant des amendes :	$700.00

Commentaires :

Parmi les 4 causes réglées, trois (3) causes visant des personnes physiques et une (1) cause visant une personne morale. Tous les contrevenants ont été reconnus coupables.

Recommandations :

Gestion intégrée des espaces verts

Nom du projet	Description	Partenaire
Puceron du tilleul	Suivi des populations	Pelouse Santé inc.
Psylle du micocoulier	Tests et dépistage	Pelouse Santé inc.
Psylle du micocoulier	Vaporisation du feuillage avec un savon insecticide (printemps) (nymphes)	Pelouse Santé inc.
Herbe à poux	Repérage des plants sur les terrains publics	Arrondissement
Psylle du micocoulier	Vaporisation du feuillage avec un savon insecticide (automne) (adultes)	Pelouse Santé inc.
Puceron du tilleul	Vaporisation du feuillage avec un savon insecticide	Pelouse Santé inc.
Herbe à poux	Arrachage manuel et ensemencement	Arrondissement
Herbe à la puce	Traitement au savon	Pelouse Santé inc.
Puceron du tilleul	Vaporisation du feuillage avec un savon insecticide	Pelouse Santé inc.
Herbe à la puce	Vaporisation d'acide acétique	Pelouse Santé inc.
Agrile du frêne	Dépistage par écorçage	Arrondissement
Agrile du frêne	Installation de pièges collants	Arrondissement
Agrile du frêne	Traitement par injection (TreeAzin)	Arborfolia Inc.
Agrile du frêne	Installation de pièges Lindgren	Arrondissement
Maladie hollandaise de l'orme	Détection et abattage d'arbre atteint de maladie hollandaise de l'orme	Arrondissement
Psylle du micocoulier	Traitement à l'huile minérale (printemps)	Pelouse Santé inc.
Agrile du frêne	Caractérisation et inventaire des frênes	Arrondissement
Agrile du frêne	Abattage d'arbres infestés	Arrondissement
Agrile du frêne	Abattage préventif de frênes	Arrondissement
Guêpe fouisseuse	Pose d'affiches dans les parcs	Arrondissement
Mauvaises herbes	Traitement au TopGun de Safer	Pelouse Santé inc.

Commentaires :

Recommandations :

Saint-Laurent Montréal

Registre d'intervention phytosanitaire 2015

Contrat 15-14251 Service environnemental des espaces verts

Responsable des traitements: Pelouse Santé, Robert Oligny

Inspecteur: Natacha Fontaine

Date	*Site*	*Problème d'infestation*	*Numéro d'homologation*	*Nom du produit*	*Catégorie*	Quantité appliquée (produit concentré)		*Notes*
						Litres	*Total*	
22-23 juillet 2015	Annexe B2	Pucerons	14669	**Savon Safer's**	insecticide	14,47		Utilisé pour réduire la population de pucerons.
25-26 août 2015	Annexe B2	Pucerons	14669	**Savon Safer's**	insecticide	9,2		Utilisé pour réduire la population de pucerons.
25-26 août 2015	Annexe B4 Celtis	Psylle du micocoulier	14669	**Savon Safer's**	insecticide	12,9	***50,1***	Utilisé pour réduire la population du psylle.
22-23 juillet 2015	Annexe B4 Celtis	Psylle du micocoulier	14669	**Savon Safer's**	insecticide	11,64		Utilisé pour réduire la population du psylle.
22-23 juillet 2015	Annexe B4 Pin	Cochenilles	14669	**Savon Safer's**	insecticide	1,89		Utilisé pour réduire la population de cochenilles.
30-juil-15	Annexe E permalignes	Contrôle de la végétation	25528	**Écoclear**	herbicide	33,3	***658,3***	Élimination des mauvaises herbes sur les permalignes des terrains sportifs
18 au 20 août 2015	Annexe D	Contrôle de la végétation	25528	**Écoclear**	herbicide	625,00		Élimination des mauvaises herbes sur les sentiers et pavés
15-avr-15	Annexe B1	Pucerons dans les fruitiers	14303	**Huile horticole**	insecticide	34,85	***36***	Utilisé à titre préventif sur des arbres et arbustes
15-avr-15	Annexe B2	Pucerons	14303	**Huile horticole**	insecticide	1,15		Utilisé à titre préventif sur des arbres et arbustes

Saint-Laurent Montréal

Phytoprotection - Arbres et arbustes décoratifs
Annexe B1 - Application d'huile de dormance 2015

Soumission 15-14251

Nom de l'applicateur:	*Robert Oligny no. Permis C553145*
Nom du produit:	*Huile de dormance*
No homologation:	*14303*

Inspecteur: *Natacha Fontaine*

Endroits	Arbres		Arbustes						Date			Commentaire
	Cerisiers (Unités)	Pommiers Pommetiers (Unités)	Viornes m^2	Cornouillers m^2	Roseraies m^2	Troènes m. lin.	Cotoneaster acutifolius	Eunymus Colorata	Traitement	Inspection	Quantités pesticides purs utilisés (L)	
SECTEUR TECHNOPARC :												
Bassin d'étillage du Technoparc		5							15-avr		0,07	7393 Frédérick-Banting
Marie-Curie		4							15-avr		0,06	Face au 2520 face au Parc Urgel-Archambault
Intersection Marie-Curie / Albert-einstein côté ouest		12							15-avr		0,17	
Médiane Alfred-Nobel		8			103				15-avr		1,56	Incluant les bordures de chaque côté
Parc Urgel-Archambault	35								15-avr		0,49	
SECTEUR INDUSTRIEL 1 :												
Poste d'incendie numéro 71		1							15-avr		0,01	
SECTEUR NOUVEAU SAINT-LAURENT :												
Parc Dr.Bernard-Paquet			400	400	4				15-avr		11,28	
Parc Guillaume-Bruneau					20				15-avr		0,28	
SECTEUR CARTIERVILLE :												
Parc Marlborough		8		10					15-avr		0,25	
Parc Noël-Nord		5							15-avr		0,07	
Parc Noël-Sud	2	10							15-avr		0,17	
Terrain Achim et Robitaille		2							15-avr		0,03	
SECTEUR BOIS-FRANC :												
Aréna Raymond-Bourque		3		12	12				15-avr		0,38	
Ilôt Robert-Peary		3							15-avr		0,04	
Ilôt Charles-Darwin		1							15-avr		0,01	
Ilôt de l'Everest		3							15-avr		0,04	
Ilôt des Harfangs		2							15-avr		0,03	
Médiane Poirier (entre Charles-Darwin et Ernest- Hemingway)					5				15-avr		0,07	
Médiane Cavendish (intersection Thimens)					61				15-avr		0,86	
Parc Marcel-Laurin (bassin de la Brunante)		27	54	193	130				15-avr		5,67	
Place J.A.- Bombardier					4				15-avr		0,06	
Parc Sir Edmund-Hillary		8			38				15-avr		0,65	
Square Gauguin						126			15-avr		1,77	
Square Jean-Rostand					70	63			15-avr		1,87	
Passage de l'Écu								9	15-avr		0,13	Passage entre le 2824-2834 des Andes - milieu du passage
Square Vivaldi							208		15-avr		2,92	
Square Magellan			15		1				15-avr		0,22	
Terrain Alexis-Nihon et Thimens		6							15-avr		0,08	de chaque côté de l'entrée Bois Franc
SECTEUR OUEST ALEXIS-NIHON :												
Parc Chamberland		3		132					15-avr		1,89	
Parc Gold				9					15-avr		0,13	
Parc Ronald-Moreau	1				53	20			15-avr		1,04	
Place Edouard-Dufresne		2							15-avr		0,03	
Place Favreau		3		30					15-avr		0,46	
Place Joron		2		16					15-avr		0,25	
SECTEUR MODUGNO :												
Parc Gariépy (coin sud-est)		6							15-avr		0,08	
SECTEUR VIEUX-SAINT-LAURENT :												
Bibliothèque					24				15-avr		0,34	
Mairie d'arrondissement		1							15-avr		0,01	
Parc Houde		1							15-avr		0,01	
Poste d'incendie numéro 73 et Cour municipale		1							15-avr		0,01	
SECTEUR GRENET-COUVRETTE :												
Parc Bourbonnière	5	8		30					15-avr		0,60	
Parc Caron	9	23		20					15-avr		0,73	
Ilôt Champigny et Deguire		2							15-avr		0,03	
Ilôt Rochon et Latour		1							15-avr		0,01	
SECTEUR WAR TIME :												
Parc Goulet (11)					en rénovation							
SECTEUR COSMOS :												
Parc Poirier					11							Pas de roserais
TOTAL	**52**	**161**	**469**	**852**	**536**	**209**	**208**	**9**			34,85	

Saint-Laurent Montréal

Phytoprotection - Arbres d'ornement - Huile de dormance 2015
Annexe B2

Soumission 15-14251

Nom de l'applicateur:	**Robert Oligny no. Permis C553145**
Nom du produit:	**Huile de dormance**
No homologation:	**14303**

Inspectrice : Natacha Fontaine

Endroits		Espèces	Nombre	Traitement	Quantité / produit pur utilisé (L)	Commentaires
Rue	Numéro civique					
SECTEUR NOUVEAU SAINT-LAURENT :						
Parc Dr. Bernard-Paquet (Passage de la Scène)		Tilleul	18	15-avr	0,25	
Parc Dr. Bernard-Paquet (Passage de la Scène)		Pin Gris	1	15-avr	0,01	Traiter contre la cochenille **mi-juin** À l'extrémité de l'alignement de tilleuls
Carré Denise-Pelletier	2762	Micocoulier	1	15-avr	0,01	
SECTEUR CARTIERVILLE :						
Keller	2690	Catalpa	1	15-avr	0,01	
Keller	2661	Tilleul	1	15-avr	0,01	
Robichaud	2140	Tilleul	1	15-avr	0,01	
Robichaud	2150	Tilleul	1	15-avr	0,01	
Paul-Contant	3135	Tilleul	2	15-avr	0,03	
Paul-Contant	3155	Tilleul	1	15-avr	0,01	
Paul-Contant	3160-62	Tilleul	3	15-avr	0,04	
Paul-Contant	3180	Tilleul	1	15-avr	0,01	sur le côté
Paul-Contant	3185	Tilleul	1	15-avr	0,01	
Paul-Contant	3205	Tilleul	1	15-avr	0,01	
Paul-Contant	3210	Tilleul	2	15-avr	0,03	
Jasmin	2700	Tilleul	1	15-avr	0,01	sur le côté
Parc Marlborough		Pin Sp.	2	15-avr	0,03	en face du 2257 Robichaud et en face du 2197 Robichaud dans le milieu du parc
SECTEUR MODUGNO :						
Bourgoin	2266	Catalpa	1	15-avr	0,01	
Bourgoin	2268	Catalpa	1	15-avr	0,01	
Bourgoin	2276	Catalpa	1	15-avr	0,01	
Bourgoin	2280	Catalpa	1	15-avr	0,01	
Bourgoin	2340	Catalpa	1	15-avr	0,01	
Bourgoin	2377	Catalpa	1	15-avr	0,01	
Bourgoin	2380	Catalpa	1	15-avr	0,01	
Bourgoin	2387	Catalpa	1	15-avr	0,01	
Bourgoin	2400	Catalpa	1	15-avr	0,01	
Duguay	1060	Tilleul	1	15-avr	0,01	
Ostiguy	2679	Tilleul	1	15-avr	0,01	
Ostiguy	2685	Tilleul	1	15-avr	0,01	
SECTEUR OUEST ALEXIS-NIHON :						
Bertrand	711	Catalpa	1	15-avr	0,01	
Major	2450	Tilleul	2	15-avr	0,03	
Mantha	2415	Érable de Norvège	1	15-avr	0,01	
Stevens	2300	Catalpa	1	15-avr	0,01	
Tait	317	Catalpa	1	15-avr	0,01	

Saint-Laurent Montréal

Phytoprotection - Arbres d'ornement - Huile de dormance 2015
Annexe B2

Soumission 15-14251

Nom de l'applicateur:	**Robert Oligny no. Permis C553145**
Nom du produit:	**Huile de dormance**
No homologation:	**14303**

Inspectrice : Natacha Fontaine

Endroits		Espèces	Nombre	Traitement	Quantité / produit pur utilisé (L)	Commentaires
Rue	Numéro civique					
SECTEUR VIEUX SAINT-LAURENT :						
Decelles	1543	Catalpa (1)	Ne pas faire car garderie			
Du Collège	1690	Tilleul	2	15-avr	0,03	sur le côté
Buchanan	805	Tilleul	1	15-avr	0,01	
Buchanan	660	Micocoulier	1	15-avr	0,01	
Saint-Louis	1305	Malus	1	15-avr	0,01	
Ouimet	470	Catalpa	2	15-avr	0,03	
SECTEUR GRENET / COUVRETTE :						
Lépine	1605	Catalpa (4)	1	15-avr	0,01	faire celui qui n'est **pas** sous les fils
Sainte-Croix	1220	Érable de Norvège	1	15-avr	0,01	
Filion	1555	Chêne fastigié	1	15-avr	0,01	
Parc Hartenstein	1505 Cardinal	Épinettes	3	15-avr	0,04	près du terrain de soccer
Guertin	1645	Févier	1	15-avr	0,01	
Montpellier	1322	Tilleul	1	15-avr	0,01	
Parc Caron	700 Muir	Pin d'Autriche	1			Traiter contre la cochenille **mi-juin**
Parc Caron	700 Muir	Pin gris	12			Traiter contre la cochenille **mi-juin**
Ilot Khalil-Gibran et Jules-Poitras sud		Pin sp.	2	15-avr	0,03	
Muir	1230	Catalpa	1	15-avr	0,01	
SECTEUR WAR TIME / ALCO :						
Henri-Bourassa	3930	Catalpa	1	15-avr	0,01	
SECTEUR CHAMERAN :						
Thompson	110	Catalpa	1	15-avr	0,01	
Thompson	130	Catalpa	1	15-avr	0,01	
Thompson	90	Catalpa	1	15-avr	0,01	
SECTEUR COSMOS :						
Hodge	690	Catalpa (1)	Ne pas faire car fils électrique moyenne tension			
Trudeau	1075	Catalpa	1	15-avr	0,01	
Trudeau	1085	Catalpa	2	15-avr	0,03	
Trudeau	885	Catalpa	1	15-avr	0,01	
TOTAL			**95**		1,15	

Saint-Laurent Montréal

Arbres d'ornement - Traitement Savon 2015
Annexe B2

Soumission 15-14251

Nom de l'applicateur:	**Robert Oligny no. Permis C553145**
Nom du produit:	**Savon Safer's**
No homologation:	**14669**

Endroits		Espèces	SIA Emplacement	Nombre	Date traitement	Date inspection	Quantités pesticides purs utilisés (L)
Rue	Numéro civique						
SECTEUR NOUVEAU SAINT-LAURENT :							
Parc Dr. Bernard-Paquet (Passage de la Scène)		Tilleul		18	23-juil		1,89
SECTEUR CARTIERVILLE :							
Keller	2690	Catalpa	182770	1	22-juil		0,10
Keller	2661	Tilleul	177399	1	22-juil		0,10
Carroll	2967	Tilleul	182715	1	23-juil		0,10
Robichaud	2130	Tilleul	181282	1	23-juil		0,10
Robichaud	2150	Tilleul	184486	1	23-juil		0,10
Paul-Contant	3135	Tilleul	181777-184963	2	23-juil		0,21
Paul-Contant	3155	Tilleul	181718	1	23-juil		0,10
Paul-Contant	3160-62	Tilleul	173617-175851-175853	3	23-juil		0,31
Paul-Contant	3180	Tilleul	175852	1	23-juil		0,10
Paul-Contant	3182	Tilleul	173616	1	23-juil		0,10
Paul-Contant	3185	Tilleul	185993	1	23-juil		0,10
Paul-Contant	3205	Tilleul	185992	1	23-juil		0,10
Paul-Contant	3210	Tilleul	177899	1	23-juil		0,10
Savard	3370	Tilleul	184466 et 181264	2	23-juil		0,21
Savard	3275	Tilleul	183952	1	23-juil		0,10
Noorduyn	3022	Tilleul	173601 - 176867	1	23-juil		0,10
Jasmin	2700	Tilleul (sur le côté)	182746	1	22-juil		0,10
SECTEUR BOIS-FRANC :							
Chamonix	2591	Tilleul	174230	1	22-juil		0,10
Chamonix	2595	Tilleul	174229	1	22-juil		0,10
Chamonix	2591	Tilleul	174228	1	22-juil		0,10
Chamonix	2603	Tilleul	174227	1	22-juil		0,10
Écu	2764	Amélanchier	Alignement à l'ouest de l'adresse	8	22-juil		0,84
Écu	2779	Amélanchier	Alignement à l'ouest de l'adresse	9	22-juil		0,94
Écu	2840	Amélanchier	247586	1	22-juil		0,10
Écu	2844	Amélanchier	192388	1	22-juil		0,10
Écu	2853	Amélanchier	247699	2	22-juil		0,21
Écu	2856	Amélanchier	247585	1	22-juil		0,10
Écu	2857	Amélanchier	247698	1	22-juil		0,10
Écu	2860	Amélanchier	247445	1	22-juil		0,10
Écu	2861	Amélanchier	247697	1	22-juil		0,10
Écu	2865	Amélanchier	247696	1	22-juil		0,10
Écu	2876	Amélanchier	247444	1	22-juil		0,10
Écu	2884	Amélanchier	247443	1	22-juil		0,10
Écu	2888	Amélanchier	247442	1	22-juil		0,10
Écu	2889	Amélanchier	247695	1	22-juil		0,10
Écu	2892	Amélanchier	247441	1	22-juil		0,10
Écu	2900	Amélanchier	247690	1	22-juil		0,10
Écu	2901	Amélanchier	247694	1	22-juil		0,10
Écu	2905	Amélanchier	247693	1	22-juil		0,10
Écu	2913	Amélanchier	247692	2	22-juil		0,21
Écu	2917	Amélanchier	247691	2	22-juil		0,21
Écu	2920	Amélanchier	248233	4	22-juil		0,42
Écu	2924	Amélanchier	246224	4	22-juil		0,42
Écu	2929	Amélanchier	222892	1	22-juil		0,10
Écu	2957	Amélanchier	224215	4	22-juil		0,42
Modigliani	2031	Amélanchier	224019	1	22-juil		0,10
Robert-Peary	2309	Tilleul	181726	1	22-juil		0,10

Saint-Laurent Montréal

Arbres d'ornement - Traitement Savon 2015
Annexe B2

Soumission 15-14251

Nom de l'applicateur:	**Robert Oligny no. Permis C553145**
Nom du produit:	**Savon Safer's**
No homologation:	**14669**

Endroits		Espèces	SIA Emplacement	Nombre	Date traitement	Date inspection	Quantités pesticides purs utilisés (L)
Rue	Numéro civique						
SECTEUR MODUGNO :							
Bourgoin	2266	Catalpa	185491	1	22-juil		0,10
Bourgoin	2276	Catalpa	185492	1	22-juil		0,10
Bourgoin	2280	Catalpa	185494	1	22-juil		0,10
Bourgoin	2340	Catalpa	174538	1	22-juil		0,10
Bourgoin	2377	Catalpa	184876	1	22-juil		0,10
Bourgoin	2380	Catalpa	181987	1	22-juil		0,10
Bourgoin	2387	Catalpa	185918	1	22-juil		0,10
Bourgoin	2400	Catalpa	185507	1	22-juil		0,10
Duguay	1060	Tilleul	173987	1	22-juil		0,10
Duguay	1110	Tilleul	178356	1	22-juil		0,10
Ostiguy	2679	Tilleul	178352	1	22-juil		0,10
Ostiguy	2685	Tilleul	177323	1	22-juil		0,10
Frénette	2295	Tilleul	183895	1	22-juil		0,10
SECTEUR OUEST ALEXIS-NIHON :							
Bertrand	711	Catalpa	176451	1	22-juil		0,10
Fraser	465	Érable	181459	1	22-juil		0,10
Major	2450	Tilleul	173447 - 177627	2	22-juil		0,21
Mantha	2415	Érable de Norvège	181890	1	22-juil		0,10
Stevens	2300	Catalpa	185294	1	22-juil		0,10
Tait	317	Catalpa	173767	1	22-juil		0,10
SECTEUR VIEUX SAINT-LAURENT :							
Decelles	1543	Catalpa (1)	Ne pas faire car garderie				
Du Collège	1690	Tilleul (sur le côté)	182457-182456	2	22-juil		0,21
Buchanan	805	Tilleul	178321	1	22-juil		0,10
Saint-Louis	1305	Malus	175040	1	22-juil		0,10
Ouimet	470	Catalpa	181155-184370	2	22-juil		0,21
SECTEUR GRENET / COUVRETTE :							
Lépine	1605	Catalpa	178196	1	22-juil		0,10
Crevier	1120	Tilleul	185466	1	22-juil		0,10
Sainte-Croix	1220	Érable de Norvège	190255	1	22-juil		0,10
Filion	1555	Chêne fastigié	177195	1	22-juil		0,10
Guertin	1645	Févier	178805	1	22-juil		0,10
Montpellier	1322	Tilleul	183100	1	22-juil		0,10
O'Brien	1215	Érable	173874	1	22-juil		0,10
Muir	1230	Catalpa	183084	1	22-juil		0,10
SECTEUR WAR TIME / ALCO :							
Henri-Bourassa	3930	Catalpa	181805	1	22-juil		0,10
SECTEUR CHAMERAN :							
Thompson	110	Catalpa	184556	1	22-juil		0,10
Thompson	130	Catalpa	183545	1	22-juil		0,10
Thompson	90	Catalpa	184555	1	22-juil		0,10
SECTEUR COSMOS :							
Hodge	690	Catalpa (1)	Ne pas faire car fils électrique moyenne tension				
Trudeau	1075	Catalpa	184796	1	22-juil		0,10
Trudeau	1085	Catalpa	185847-185846	2	22-juil		0,21
Trudeau	885	Catalpa	177242	1	22-juil		0,10
TOTAL				**138**			14,47

Saint-Laurent Montréal

Arbres d'ornement - Traitement Savon
Annexe B2

Soumission 15-14251

Nom de l'applicateur:	**Robert Oligny no. Permis C553145**
Nom du produit:	**Savon Safer's**
No homologation:	**14669**

Inspecteur: Natacha Fontaine

Endroits		Espèces	SIA Emplacement	Nombre	Date traitement	Date inspection	Quantités pesticides purs utilisés (L)
Rue	Numéro civique						
SECTEUR NOUVEAU SAINT-LAURENT :							
Parc Dr. Bernard-Paquet (Passage de la Scène)		Tilleul		18	25-août		2,1
SECTEUR CARTIERVILLE :							
Keller	2690	Catalpa	182770	1	25-août		0,1
Keller	2661	Tilleul	177399	1	25-août		0,1
Carroll	2967	Tilleul	182715	1	25-août		0,1
Robichaud	2130	Tilleul	181282	1	25-août		0,1
Robichaud	2150	Tilleul	184486	1	25-août		0,1
Paul-Contant	3135	Tilleul	181777-184963	2	25-août		0,2
Paul-Contant	3155	Tilleul	181718	1	25-août		0,1
Paul-Contant	3160-62	Tilleul	173617-175851-175853	3	25-août		0,3
Paul-Contant	3180	Tilleul	175852	1	25-août		0,1
Paul-Contant	3182	Tilleul	173616	1	25-août		0,1
Paul-Contant	3185	Tilleul	185993	1	25-août		0,1
Paul-Contant	3205	Tilleul	185992	1	25-août		0,1
Paul-Contant	3210	Tilleul	177899	1	25-août		0,1
Savard	3370	Tilleul	184466 et 181264	2	25-août		0,2
Savard	3275	Tilleul	183952	1	25-août		0,1
Noorduyn	3022	Tilleul	173601 - 176867	1	25-août		0,1
Jasmin	2700	Tilleul (sur le côté)	182746	1	25-août		0,1
SECTEUR BOIS-FRANC :							
Chamonix	2591	Tilleul	174230	1	26-août		0,1
Chamonix	2595	Tilleul	174229	1	26-août		0,1
Chamonix	2591	Tilleul	174228	1	26-août		0,1
Chamonix	2603	Tilleul	174227	1	26-août		0,1
Robert-Peary	2309	Tilleul	181726	1	26-août		0,1
SECTEUR MODUGNO :							
Bourgoin	2266	Catalpa	185491	1	26-août		0,1
Bourgoin	2276	Catalpa	185492	1	26-août		0,1
Bourgoin	2280	Catalpa	185494	1	26-août		0,1
Bourgoin	2340	Catalpa	174538	1	26-août		0,1
Bourgoin	2377	Catalpa	184876	1	26-août		0,1
Bourgoin	2380	Catalpa	181987	1	26-août		0,1
Bourgoin	2387	Catalpa	185918	1	26-août		0,1
Bourgoin	2400	Catalpa	185507	1	26-août		0,1
Duguay	1060	Tilleul	173987	1	26-août		0,1
Duguay	1110	Tilleul	178356	1	26-août		0,1
Ostiguy	2679	Tilleul	178352	1	26-août		0,1
Ostiguy	2685	Tilleul	177323	1	26-août		0,1
Frénette	2295	Tilleul	183895	1	26-août		0,1

Saint-Laurent Montréal

Arbres d'ornement - Traitement Savon
Annexe B2

Soumission 15-14251

Nom de l'applicateur:	**Robert Oligny no. Permis C553145**
Nom du produit:	**Savon Safer's**
No homologation:	**14669**

Inspecteur: Natacha Fontaine

Endroits		Espèces	SIA Emplacement	Nombre	Date traitement	Date inspection	Quantités pesticides purs utilisés (L)
Rue	Numéro civique						
SECTEUR OUEST ALEXIS-NIHON :							
Bertrand	711	Catalpa	176451	1	26-août		0,1
Major	2450	Tilleul	173447 - 177627	2	26-août		0,2
Stevens	2300	Catalpa	185294	1	26-août		0,1
Tait	317	Catalpa	173767	1	26-août		0,1
SECTEUR VIEUX SAINT-LAURENT :							
Decelles	1543	Catalpa (1)	Ne pas faire car garderie				
Du Collège	1690	Tilleul (sur le côté)	182457-182456	2	26-août		0,2
Buchanan	805	Tilleul	178321	1	26-août		0,1
Ouimet	470	Catalpa	181155-184370	2	26-août		0,2
SECTEUR GRENET / COUVRETTE :							
Lépine	1605	Catalpa	178196	1	26-août		0,1
Crevier	1120	Tilleul	185466	1	26-août		0,1
Montpellier	1322	Tilleul	183100	1	26-août		0,1
Muir	1230	Catalpa	183084	1	26-août		0,1
SECTEUR WAR TIME / ALCO :							
Henri-Bourassa	3930	Catalpa	181805	1	26-août		0,1
SECTEUR CHAMERAN :							
Thompson	110	Catalpa	184556	1	26-août		0,1
Thompson	130	Catalpa	183545	1	26-août		0,1
Thompson	90	Catalpa	184555	1	26-août		0,1
SECTEUR COSMOS :							
Hodge	690	Catalpa (1)	Ne pas faire car fils électrique moyenne tension				
Trudeau	1075	Catalpa	184796	1	25-août		0,1
Trudeau	1085	Catalpa	185847-185846	2	25-août		0,2
Trudeau	885	Catalpa	177242	1	25-août		0,1
TOTAL				**79**			9,2

Saint-Laurent Montréal

Phytoprotection Savon- Celtis occidentalis 2015
Annexe B4

Soumission 15-14251

Nom de l'applicateur:	**Robert Oligny no. Permis C553145**
Nom du produit:	**Savon Safer's**
No homologation:	**14669**

Inspecteur : Natacha Fontaine

Endroits		SIA Emplacement	Nombre	Date				
Rue	Numéro civique			1er traitement	Inspection	2e traitement	Inspection	Quantités / pest. utilisés (L)*
SECTEUR GRENET :								
Filion	1845		1	26-août				0,1
SECTEUR ALEXIS-NIHON :								
Stevens	2385		1	26-août				0,1
SECTEUR CARTIERVILLE :								
Beauséjour	3600		1	25-août				0,1
Limoges	3560		1	25-août				0,1
Limoges	3570		1	25-août				0,1
Toupin	3290		1	25-août				0,1
Toupin	3460		1	25-août				0,1
Toupin	3570		1	25-août				0,1
Saint-Charles	3050		1	25-août				0,1
Werbrouck	2870		2	25-août				0,2
Henri-Bourassa	5415		1	26-août				0,1
Henri-Bourassa	6385		1	26-août				0,1
SECTEUR NOUVEAU SAINT-LAURENT :								
Félix-Leclerc	4522		1	25-août				0,1
Guy-Hoffman	2864		3	25-août				0,3
Guy-Hoffman	2871		1	25-août				0,1
Guy-Hoffman	2875		1	25-août				0,1
Guy-Hoffman	2879		1	25-août				0,1
Guy-Hoffman	2883		1	25-août				0,1
Guy-Hoffman	2887		1	25-août				0,1
Guy-Hoffman	2891		1	25-août				0,1
Guy-Hoffman	2895		2	25-août				0,2
Guy-Hoffman	2896		1	25-août				0,1
Guy-Hoffman	2899		1	25-août				0,1
Guy-Hoffman	2900		1	25-août				0,1
Guy-Hoffman	2903		1	25-août				0,1
Guy-Hoffman	2904		1	25-août				0,1
Guy-Hoffman	2911		1	25-août				0,1
Guy-Hoffman	2915		1	25-août				0,1
Guy-Hoffman	2923		2	25-août				0,2
Guy-Hoffman	2935		1	25-août				0,1
Guy-Hoffman	2938		1	25-août				0,1
Guy-Hoffman	2939		1	25-août				0,1
Guy-Hoffman	2946		1	25-août				0,1
Guy-Hoffman	2951		1	25-août				0,1
Guy-Hoffman	2954		1	25-août				0,1
Guy-Hoffman	2959		1	25-août				0,1
Guy-Hoffman	2963		1	25-août				0,1
Guy-Hoffman	2970		1	25-août				0,1
Guy-Hoffman	2974		1	25-août				0,1
Guy-Hoffman	2982		1	25-août				0,1
Guy-Hoffman	2987		4	25-août				0,5
Guy-Hoffman	2991		1	25-août				0,1

Saint-Laurent Montréal

Phytoprotection Savon- Celtis occidentalis 2015
Annexe B4

Soumission 15-14251

Nom de l'applicateur:	**Robert Oligny no. Permis C553145**
Nom du produit:	**Savon Safer's**
No homologation:	**14669**

Inspecteur : Natacha Fontaine

Endroits		SIA Emplacement	Nombre	Date				
Rue	Numéro civique			1er traitement	Inspection	2e traitement	Inspection	Quantités / pest. utilisés (L)*
Guy-Hoffman	2994		1	25-août				0,1
Guy-Hoffman	2995		1	25-août				0,1
Guy-Hoffman	2998		1	25-août				0,1
Guy-Hoffman	2999		4	25-août				0,5
Guy-Hoffman	3002		1	25-août				0,1
Guy-Hoffman	3004		3	25-août				0,3
Jean-Gascon	Parc Dr. Bernard Paquet		20	25-août				2,3
Jean-Gascon	2898		2	25-août				0,2
Jean-Gascon	2912		1	25-août				0,1
Jean-Gascon	2980		1	25-août				0,1
Gaétan-Labrèche	2678		1	25-août				0,1
Gaétan-Labrèche	2852		1	25-août				0,1
Gaétan-Labrèche	2855		1	25-août				0,1
Gaétan-Labrèche	2856		1	25-août				0,1
Gaétan-Labrèche	2857		1	25-août				0,1
Gaétan-Labrèche	2858		1	25-août				0,1
Gaétan-Labrèche	2859		1	25-août				0,1
Gaétan-Labrèche	2860		1	25-août				0,1
Gaétan-Labrèche	2861		2	25-août				0,2
Gaétan-Labrèche	2864		1	25-août				0,1
Gaétan-Labrèche	2893		1	25-août				0,1
Gaétan-Labrèche	2911		1	25-août				0,1
Gaétan-Labrèche	2938		1	25-août				0,1
Guy-Sanche, place	2722		1	25-août				0,1
Carré Denise-Pelletier	2653		1	25-août				0,1
Carré Denise-Pelletier	2678		1	25-août				0,1
Carré Denise-Pelletier	2719		1	25-août				0,1
Carré Denise-Pelletier	2758		1	25-août				0,1
Carré Denise-Pelletier	2762		1	25-août				0,1
Carré Denise-Pelletier	2766		1	25-août				0,1
Carré Denise-Pelletier	2770		1	25-août				0,1
Carré Denise-Pelletier	2777		1	25-août				0,1
Carré Denise-Pelletier	2781		1	25-août				0,1
Luce-Guilbeault	2722		1	25-août				0,1
SECTEUR VIEUX SAINT-LAURENT :								
Buchanan	660		1	26-août				0,1
TOTAL			**111**					**12,9**

*** Quantité de produits purs seulement (en litre)**

Saint-Laurent Montréal

Phytoprotection - Celtis occidentalis 2015
Annexe B4

Soumission 15-14251

Nom de l'applicateur:	**Robert Oligny no. Permis C553145**
Nom du produit:	**Savon Safer's**
No homologation:	**14669**

Inspecteur : Natacha Fontaine

Endroits		SIA Emplacement	Nombre	Date				
Rue	Numéro civique			1er traitement	Inspection	2e traitement	Inspection	Quantités / pest. utilisés (L)*
SECTEUR GRENET :								
Filion	1845		1	22-juil				0,10
SECTEUR ALEXIS-NIHON :								
Stevens	2385		1	22-juil				0,10
SECTEUR CARTIERVILLE :								
Beauséjour	3600		1	22-juil				0,10
Limoges	3560		1	22-juil				0,10
Limoges	3570		1	22-juil				0,10
Toupin	3290		1	22-juil				0,10
Toupin	3460		1	22-juil				0,10
Toupin	3570		1	22-juil				0,10
Saint-Charles	3050		1	23-juil				0,10
Werbrouck	2870		2	23-juil				0,21
Henri-Bourassa	5415		1	23-juil				0,10
Henri-Bourassa	6385		1	23-juil				0,10
SECTEUR NOUVEAU SAINT-LAURENT :								
Félix-Leclerc	4522		1	23-juil				0,10
Guy-Hoffman	2864		3	22-juil				0,31
Guy-Hoffman	2871		1	22-juil				0,10
Guy-Hoffman	2875		1	22-juil				0,10
Guy-Hoffman	2879		1	22-juil				0,10
Guy-Hoffman	2883		1	22-juil				0,10
Guy-Hoffman	2887		1	22-juil				0,10
Guy-Hoffman	2891		1	22-juil				0,10
Guy-Hoffman	2895		2	22-juil				0,21
Guy-Hoffman	2896		1	22-juil				0,10
Guy-Hoffman	2899		1	22-juil				0,10
Guy-Hoffman	2900		1	22-juil				0,10
Guy-Hoffman	2903		1	22-juil				0,10
Guy-Hoffman	2904		1	22-juil				0,10
Guy-Hoffman	2911		1	22-juil				0,10
Guy-Hoffman	2915		1	22-juil				0,10
Guy-Hoffman	2923		2	22-juil				0,21
Guy-Hoffman	2935		1	22-juil				0,10
Guy-Hoffman	2938		1	22-juil				0,10
Guy-Hoffman	2939		1	22-juil				0,10
Guy-Hoffman	2946		1	22-juil				0,10
Guy-Hoffman	2951		1	22-juil				0,10
Guy-Hoffman	2954		1	22-juil				0,10
Guy-Hoffman	2959		1	22-juil				0,10
Guy-Hoffman	2963		1	22-juil				0,10
Guy-Hoffman	2970		1	22-juil				0,10
Guy-Hoffman	2974		1	22-juil				0,10
Guy-Hoffman	2982		1	22-juil				0,10
Guy-Hoffman	2987		4	22-juil				0,42
Guy-Hoffman	2991		1	22-juil				0,10

Saint-Laurent Montréal

Phytoprotection - Celtis occidentalis 2015
Annexe B4

Soumission 15-14251

Nom de l'applicateur:	**Robert Oligny no. Permis C553145**
Nom du produit:	**Savon Safer's**
No homologation:	**14669**

Inspecteur : Natacha Fontaine

Endroits		SIA Emplacement	Nombre	Date				
Rue	Numéro civique			1er traitement	Inspection	2e traitement	Inspection	Quantités / pest. utilisés (L)*
Guy-Hoffman	2994		1	22-juil				0,10
Guy-Hoffman	2995		1	22-juil				0,10
Guy-Hoffman	2998		1	22-juil				0,10
Guy-Hoffman	2999		4	22-juil				0,42
Guy-Hoffman	3002		1	22-juil				0,10
Guy-Hoffman	3004		3	22-juil				0,31
Jean-Gascon	Parc Dr. Bernard Paquet		20	23-juil				2,10
Jean-Gascon	2898		2	22-juil				0,21
Jean-Gascon	2912		1	22-juil				0,10
Jean-Gascon	2980		1	22-juil				0,10
Gaétan-Labrèche	2678		1	22-juil				0,10
Gaétan-Labrèche	2852		1	22-juil				0,10
Gaétan-Labrèche	2855		1	22-juil				0,10
Gaétan-Labrèche	2856		1	22-juil				0,10
Gaétan-Labrèche	2857		1	22-juil				0,10
Gaétan-Labrèche	2858		1	22-juil				0,10
Gaétan-Labrèche	2859		1	22-juil				0,10
Gaétan-Labrèche	2860		1	22-juil				0,10
Gaétan-Labrèche	2861		2	22-juil				0,21
Gaétan-Labrèche	2864		1	22-juil				0,10
Gaétan-Labrèche	2893		1	22-juil				0,10
Gaétan-Labrèche	2911		1	22-juil				0,10
Gaétan-Labrèche	2938		1	22-juil				0,10
Guy-Sanche, place	2722		1	22-juil				0,10
Carré Denise-Pelletier	2653		1	22-juil				0,10
Carré Denise-Pelletier	2678		1	22-juil				0,10
Carré Denise-Pelletier	2719		1	22-juil				0,10
Carré Denise-Pelletier	2758		1	22-juil				0,10
Carré Denise-Pelletier	2762		1	22-juil				0,10
Carré Denise-Pelletier	2766		1	22-juil				0,10
Carré Denise-Pelletier	2770		1	22-juil				0,10
Carré Denise-Pelletier	2777		1	22-juil				0,10
Carré Denise-Pelletier	2781		1	22-juil				0,10
Luce-Guilbeault	2722		1	22-juil				0,10
SECTEUR VIEUX SAINT-LAURENT :								
Buchanan	660		1	22-juil				0,10
TOTAL			**111**					11,64

*** Quantité de produits purs seulement (en litre)**

Saint-Laurent Montréal

Phytoprotection - Pins - Savon 2015
Annexe B4

Soumission 15-14251

Nom de l'applicateur:	**Robert Oligny no. Permis C553145**
Nom du produit:	**Savon Safer's**
No homologation:	**14669**

Inspecteur : Natacha Fontaine

Endroits		Espèces	Nombre	Date						
Rue	Numéro civique			Dépistage	1er traitement	Inspection	2e traitement	Inspection	Quantités / pest. utilisés (L)*	Remarque
Parc Dr. Bernard-Paquet (Passage de la		Pin Gris	1		23-juil				0,10	
SECTEUR CARTIERVILLE :										
Parc Marlborough		Pin	2		23-juil				0,21	
SECTEUR GRENET / COUVRETTE :										
Parc Caron	700 Muir	Pin d'Autriche	1		22-juil				0,10	
Parc Caron	700 Muir	Pin gris	12		22-juil				1,26	
Ilot Khalil-Gibran et Jules-Poitras sud		Pin	2		22-juil				0,21	
TOTAL			**18**						1,89	

*** Quantité de produits purs seulement (en litre)**

Saint-Laurent Montréal

Désherbage des permalignes 2015
Annexe E

Soumission 15-14251

Nom de L'applicateur: R. Oligny no. C553145	
Nom du produit: ECOCLEAR	**Inspecteur: Natacha Fontaine**
No. d'homologation: 25528	

Endroits	Longueur en mètres linéaires	Date		Quantité de produit pur utilisé (L)*
		Traitement	Inspection	
SECTEUR CARTIERVILLE				
Parc Noël-Nord (Terrain de soccer)	322	30-juin-15	Ligne but S-E et N-O	1,83
Parc Philippe-Laheurte (gros terrain soccer)	422	30-juin-15		2,40
Parc Philippe-Laheurte (petit terrain soccer)	342	30-juin-15		1,94
SECTEUR BOIS-FRANC				
Parc Marcel-Laurin (Terrain de soccer no 1)	250	30-juin-15		1,42
Parc Marcel-Laurin (Terrain de soccer no 2)	95	30-juin-15		0,54
Parc Marcel-Laurin (Terrain de soccer no 3)	250	30-juin-15		1,42
Parc Marcel-Laurin (Terrain de soccer no 4)	95	30-juin-15		0,54
Parc Marcel-Laurin (Terrain de soccer no 5)	250	30-juin-15		1,42
Parc Marcel-Laurin (Terrain de soccer no 6)	250	30-juin-15		1,42
Parc Marcel-Laurin (Terrain de soccer no 7)	250	30-juin-15		1,42
Parc Marcel-Laurin (Terrain de soccer no 8)	178	30-juin-15		1,01
Parc Marcel-Laurin (Terrain de soccer no 8A)	95	30-juin-15		0,54
Parc Marcel-Laurin (Terrain de soccer no 9)	14	30-juin-15		0,08
Parc Marcel-Laurin (Terrain de soccer no 9 A)	244	30-juin-15		1,39
Parc Marcel-Laurin (Terrain de soccer no 9 B)	244	30-juin-15		1,39
Parc Marcel-Laurin (Terrain de soccer no 11)	236	30-juin-15		1,34
Parc Marcel-Laurin (Terrain de soccer no 12)	Ne pas faire			
Parc Marcel-Laurin (Terrain de soccer no 12 A)	Ne pas faire			
Parc Marcel-Laurin (Terrain de soccer no 12 B)	Ne pas faire			
Parc Marcel-Laurin (Terrain de soccer no 13)	342	30-juin-15		1,94
Parc Marcel-Laurin (Terrain de soccer no 14)	354	30-juin-15		2,01
Parc Marcel-Laurin (Terrain de soccer no 15)	354	30-juin-15		2,01
Parc Marcel-Laurin (Terrain de soccer no 16)	140	30-juin-15		0,80
SECTEUR GRENET-COUVRETTE				
Parc Hartenstein (Terrain de soccer)	338	9-juil-15		1,92
SECTEUR WAR TIME / ALCO				
Parc Saint-Laurent (Terrain de football) (422)				
SECTEUR CHAMERAN				
Parc Roman-Zythynsky (Terrain de soccer est)	398	30-juin-15		2,26
Parc Roman-Zythynsky (Terrain de soccer ouest)	398	30-juin-15		2,26
TOTAL	**5861**			33,30

*** Quantité de produit pur seulement (en litre)**

Saint-Laurent Montréal

Désherbage non sélectif des sentiers et pavés 2015
Annexe D

Soumission 15-14251

Nom de L'applicateur: R. Oligny no. C553145	**Inspecteur : Natacha Fontaine**
Nom du produit: EcoClear	
No d'homologation: 25528	

Endroits	Superficie m^2		Date		
	Pavés	Sentiers	Traitement	Inspection	Quantité de produit pur utilisé (L) *
SECTEUR TECHNOPARC :					
Parc Urgel-Archambault (sentiers de pierre et brique concassée)		1215	19-août-15		21,40
SECTEUR CARTIERVILLE :					
Parc Marlborough	1719	545	18-août-15		39,87
Parc Noël-sud (pétanques, sentiers et jeu de fer)	400	825	18-août-15		21,57
Parc Philippe-Laheurte: section A (rue Bois-Franc, extrémité Est)	165	1401	19-août-15		27,58
Parc Philippe-Laheurte: section B (rue Robert-Choquette, bande du côté Est)		828	18-août-15		14,58
Parc Philippe-Laheurte: section C (terrains de soccer et appareils jeux)	135	2301	18-août-15		42,90
SECTEUR OUEST ALEXIS-NIHON :					
Parc Alexis-Nihon (fontaine, sculpture)	926		18-août-15		16,31
Parc Ronald-Moreau	78		18-août-15		1,37
SECTEUR NOUVEAU SAINT-LAURENT :					
Parc Dr. Bernard-Paquet		2953	18-août-15		52,00
Parc Guillaume-Bruneau	410	1012	18-août-15		25,04
SECTEUR BOIS-FRANC :					
Aréna Raymond-Bourque	93		18-août-15		1,64
Parc Marcel-Laurin (gazebo du tennis)	29		18-août-15		0,51
Parc Marcel-Laurin (intersection Poirier et des Harfangs)	279		19-août-15		4,91
Parc Sir Edmund-Hillary	257	289	19-août-15		9,62
Passage de L'Écu	374		19-août-15		6,59
Place J. A. Bombardier		610	19-août-15		10,74
Square du Solstice (rue des Équinoxes ouest)	578		19-août-15		10,18
Square du Boréal (rue des Hémisphrères)	330		19-août-15		5,81
Place des Outardes	156		19-août-15		2,75
Square Vivaldi	758		19-août-15		13,35
Square Gauguin	1073	134	19-août-15		21,26
Square Jean-Rostand	390	45	19-août-15		7,66
Square Lamartine	1272		19-août-15		22,40
Square Magellan		523	19-août-15		9,21
Square Nelligan	60	236	19-août-15		5,21
SECTEUR MODUGNO :					
Parc Gariépy	27	132	18-août-15		2,80
Parc Bourbonnière (côté ouest)	90		18-août-15		1,58

Désherbage non sélectif des sentiers et pavés 2015
Annexe D

Soumission 15-14251

Nom de L'applicateur: R. Oligny no. C553145					
Nom du produit: EcoClear	**Inspecteur : Natacha Fontaine**				
No d'homologation: 25528					
Endroits	**Superficie m²**		**Date**		
	Pavés	**Sentiers**	**Traitement**	**Inspection**	**Quantité de produit pur utilisé (L) ***
SECTEUR VIEUX SAINT-LAURENT :					
Parc Beaudet	809		19-août-15		14,25
Parc Gohier (autour du chalet et jeu de pétanque)	817	1397	19-août-15		38,99
Parc Houde (jeux d'eau)	192		18-août-15		3,38
SECTEUR GRENET-COUVRETTE :					
Centre des loisirs (avant et arrière)	93		18-août-15		1,64
Parc L'Archevêque	70		18-août-15		1,23
Parc Caron	1633	1388	18-août-15		53,20
Parc Hartenstein		1744	18-août-15		30,71
SECTEUR WAR TIME / ALCO :					
Parc Saint-Laurent (piste d'athlétisme)		2469	19-août-15		43,48
Parc Saint-Laurent (Jeu de pétancle)		104	19-août-15		1,83
Parc Saint-Laurent (Zone échauffement banc joueur x 2)		100	19-août-15		1,76
Parc Saint-Laurent (piste d'avertissement du terrain de baseball)	473	525	19-août-15		17,58
SECTEUR CHAMERAN :					
Parc Painter	550	163	19-août-15		12,56
Parc Raymond-Vidal (rue Khalil-Gibran)		144	19-août-15		2,54
SECTEUR COSMOS :					
Parc Poirier (jeux d'eau)	171		20-août-15		3,01
TOTAL	**14 407**	**21 083**			625

N.B. : Traitement effectué seulement sur demande du représentant de l'Arrondissement

*** Quantité de produits purs seulement (en litre)**

Demande d'autorisation (nids de guêpes et/ou abeilles, herbe à la puce, insectes ravageurs) pour la période du 1er janvier au 31 octobre 2015

Nombre	No GDC	No civique Localisation	Rue Localisation	Nom du parc (Si applicable)	Date de l'application	Objet du traitement (pelouses, arbres, surfaces pavées, banc, corniches, etc.)	Nbr de nids	Nom commercial du produit	Numéro d'homologation	Classe (1 à 5)	Quantité appliquée	Applicateur	no. de certificat	Raison
1	15-168807	260	Marcotte	Painter	17-juin-15	Corniche de chalet de parc	1	Trounce	24363	3	3 l	Woody Fontaine	0709806	
2	15-183508	N/A	Terre-plein Céline Marier	N/A	01-juil-15	Terre-plein	1	Boradust	19480	3	450 g	Woody Fontaine	0709806	
3	15-190865	845	Roy	Decelles	07-juil-15	Corniche de chalet de parc	1	Konk Mousse	25413	5	50 g	Woody Fontaine	0709806	
4	15-200157	800	Dorais	Chamberland	10-juil-15	Corniche de chalet de parc	1	Konk Mousse	25413	5	50 g	Woody Fontaine	0709806	
5	15-200159	1505	Cardinal	Hartenstein	10-juil-15	Corniche de chalet de parc	1	Konk Mousse	25413	5	50 g	Woody Fontaine	0709806	
6	15-206112	13001	Cavendish	N/A	17-juil-15	Banc	1	Konk 407	24875	3	100 g	Woody Fontaine	0709806	
7	15-210613	845	Roy	Decelles	22-juil-15	Corniche de chalet de parc	2	Konk Mousse	25413	5	150 g	Woody Fontaine	0709806	
8	15-215006	2364	Acajou	N/A	27-juil-15	Arbre public	1	Konk 407	24875	3	300 g	Woody Fontaine	0709806	
9	15-217046	2893	Toupin	N/A	27-juil-15	Haie de feuillus	1	Trounce	24363	3	3 l	Woody Fontaine	0709806	
10	15-224343	2820	Cazeneuve	Bourbonnière	03-août-15	Sortie de ventilation d'un chalet	1	Konk Mousse	25413	5	50 g	Woody Fontaine	0709806	
11	15-225246	1345	Beauvais	N/A	04-août-15	Arbre public	1	Pro aérosol insecticide	16282	5	50 gr	Woody Fontaine	0709806	
12	15-226281	N/A	Terre-plein Robert-Peary	N/A	05-août-15	Arbre public	1	Konk Mousse / Trounce	25413 / 24363	5 / 3	150gr/2litres	Woody Fontaine	0709806	
13	15-226887	1325	Lépine	N/A	05-août-15	Arbre public	1	Konk Mousse / Trounce	25413 / 24363	5 / 3	50gr/1litre	Woody Fontaine	0709806	
14	15-229319	1740	Dutrisac	N/A	24-sept-15	Arbre public	1	Konk Mousse	25413	5	100 gr.	Woody Fontaine	0709806	
15	15-229475	1365	O'Brien	Harris	10-août-15	Clôture de jeu d'eau	1	Konk Mousse	25413	5	50gr	Woody Fontaine	0709806	
16	15-231668	N/A	Deguire	N/A	11-août-15	Feu de signalisation pour piétons	1	Konk Mousse	25413	5	75 gr.	Woody Fontaine	0709806	
17	15-233618	1211	Quenneville	N/A	21-août-15	Arbre public	1	Trounce	24363	3	4 litres	Woody Fontaine	0709806	
18	15-234627	800	Dorais	Chamberland	11-août-15	Poutre du toit	1	Konk Mousse	25413	5	75 gr.	Woody Fontaine	0709806	
19	15-234659	845	Poirier	Saint-Laurent	11-août-15	Mur du chalet	1	Konk Mousse	25413	5	125 gr.	Woody Fontaine	0709806	
20	15-237928	2626	Poirier	N/A	14-août-15	Arbre public	1	Konk Mousse	25413	5	100 gr.	Woody Fontaine	0709806	
21	15-245000	13500	Cavendish	Philippe-Laheurte	24-sept-15	Arbre public	1	Konk Mousse	25413	5	75 gr.	Woody Fontaine	0709806	
22	15-259747	615	Stewart	N/A	03-sept-15	Arbre public	1	Konk Mousse / Trounce	25413 / 24363	5 / 3	50 ml. / 2 L.	Woody Fontaine	0709806	
24	15-262028	705	Tassé	N/A	10-sept-15	Arbre public	1	Konk Mousse	25413	5	150 gr.	Woody Fontaine	0709806	
23	15-262425	2280	Decelles	N/A	09-sept-15	Arbre public	1	Konk Mousse	25413	5	150 gr.	Woody Fontaine	0709806	
25	15-263163	782	Crevier	N/A	12-sept-15	Arbre public	1	Konk Mousse	25413	5	150 gr.	Woody Fontaine	0709806	
26	15-264754	2490	Mantha	N/A	12-sept-15	Arbre public	1	Konk Mousse	25413	5	150 gr.	Woody Fontaine	0709806	
27	15-272615	2030	Scott	N/A	21-sept-15	Arbre public	1	Konk Mousse	25413	5	100 gr.	Woody Fontaine	0709806	
28	15-280296	845	Roy	Decelles	25-sept-15	Arbre public	1	Konk Mousse	25413	5	75 gr.	Woody Fontaine	0709806	

Total des demandes	
Nids de guêpes*	28
Mauvaises herbes	0
Insectes nuisibles	0
Grand total:	28

Demande de renseignements concernant l'utilisation des pesticides pour la période du 1er janvier au 31 octobre 2015

Nombre	No GDC	No civique Localisation	Rue Localisation	Objet du traitement (pelouses, arbres, surfaces pavées, banc, corniches, etc.)	Nom commercial du produit	Numéro d'homologation	Classe (1 à 5)	Raison
1	15-124717	635	Tassé	question voisinage	n/a	n/a	n/a	n/a
2	15-123625	2350	Cohen	non effectué	Abord du bâtiment	oui	Dragnet	Perméthrine

Total des demandes	
Grand total:	2

Demande de permis temporaire d'application de pesticides en vertu de l'article 4.2 concernant les infestations pour la période du 1er janvier au 31 octobre 2015

Nombre	No GDC	No civique Localisation	Rue Localisation	Date de l'application	Objet du traitement (pelouses, arbres, surfaces pavées, banc, corniches, etc.)	Permis accordé (oui/non)	Nom commercial du produit	Matière active	Numéro d'homologation	Classe (1 à 5)	Concentration du produit	Quantité appliquée	Applicateur	no. de certificat	Raison
1	15-110736	7171	Thimens	08-mai-15	Abord du bâtiment	oui	Dragnet	Perméthrine	24175	3	384g/l	N/D	Maheu et Maheu	P150112	Traitement araignées et fourmis - Industrie médicaments.
2	15-122765	6625	Abrams	16-mai-15	Abord du bâtiment	oui	Dragnet	Perméthrine	24175	3	384g/l	N/D	Maheu et Maheu	P150112	Traitement araignées et fourmis - Industrie médicaments.
3	15-123632	617	McCaffrey	01-mai-15	Abord du bâtiment	oui	Dragnet	Perméthrine	24175	3	384g/l	N/D	Maheu et Maheu	P150112	Traitement araignées et fourmis - Industrie médicaments.
4	15-128643	2300	Émile-Bélanger	18-mai-15	Abord du bâtiment	oui	Dragnet	Perméthrine	24175	3	384g/l	N/D	Maheu et Maheu	P150112	Traitement araignées et fourmis - Industrie médicaments.
5	15-143564	4450	Cousens		Abord du bâtiment	oui	Dragnet	Perméthrine	24175	3	384g/l	N/D	Maheu et Maheu	P150112	Traitement araignées et fourmis - Industrie médicaments.
6	15-144169	1025	Thimens	30-mai-15	Abord du bâtiment	oui	Dragnet	Perméthrine	24175	3	384g/l	N/D	Maheu et Maheu	P150112	Traitement araignées et fourmis - Industrie médicaments.
7	14-239802	695	Marlatt		Terrain	oui	Deltagard	I.A. Deltamethrin	28791	3	N/D	N/D	Service des espaces verts	P551007	Infestation punaises de céréales
8	15-202658	1550	Sainte-Croix	17-juil-15	Terrain	oui	Dragnet	Perméthrine	24175	3	384g/l	N/D	Monsieur Fourmi	P550573	Infestation de fourmis rouges européennes
9	15-205845	3235	Sartelon	05-août-15	Clôture	oui	Herbicide Glyfos	Glyphosate	24359	3	360 g/l	100 l	Service des espaces verts	P551007	Herbe à la puce
10	15-219201	3955	Côte-de-Liesse	31-juil-15	Frênes (7)	oui	IMA-Jet	Imidachloprid	31375	3	N/D	N/D	Parc Commémoratif de Montréal inc.	P550521	Traitement à l'agrile du frêne

Total des demandes	
Permis accordés	10
Permis refusés	0
Grand total:	10

Suivi des inspections effectuées dans l'Arrondissement de Saint-Laurent (épandage de pesticides suspecté) pour la période du 1er janvier au 31 octobre 2015

Nombre	No GDC	No civique Localisation	Rue Localisation	Contrôle	Date de l'application	Objet du traitement (pelouses, arbres, surfaces pavées, banc, corniches, etc.)	Nom commercial du produit	Numéro d'homologation	Classe (1 à 5)	Commentaire
1	N/D	1305	Saint-Louis	N/D	04-août-15	pelouse	Trounce	30006	5	Formule domestique - sensibilisation réalisée pour considérer les biopesticides
2	N/D	1560	Sainte-Croix	N/D	04-août-15	pelouse	Inconnu	N/D	N/D	Affiches vertes sur la pelouse - aucun symptôme problématique n'est apparu
3	N/D	1205	O'Brien	N/D	22-juil-15	pelouse	Trounce	30006	5	Formule domestique - sensibilisation réalisée pour considérer les biopesticides
4	N/D	6140	Henri-Bourassa	N/D	N/D	pelouse	Fiesta	29535	5	Formule domestique - sensibilisation réalisée pour considérer les biopesticides
5	N/D	550	Robertson	N/D	N/D	pelouse	Inconnu	N/D	N/D	Affiches vertes sur la pelouse - aucun symptôme problématique n'est apparu
6	N/D	2100	Saint-Germain	N/D	06-août-15	pelouse	Fiesta	29535	5	Formule domestique - sensibilisation réalisée pour considérer les biopesticides
7	15-129717	635	Tassé		14-mai-15	pelouse	N/A	N/A	N/A	Inspection soupçon d'épandage par un voisin - rien constaté
8	15-221779	3700	Jean-Gagnier		29-juil-15	pelouse	Killex	N/A	N/A	Citoyen pris sur le fait en train d'épandre un herbicide interdit - avis d'infraction
9	15-306494	2935	Guy-Hoffmann		19-août-15	pelouse	N/D	N/A	N/A	Constaté symptômes d'application d'herbicide inderdit Constat d'infraction à M. Gazon après enquête
10	15-242918	2640	Marlborough Court		18-août-15	pelouse	N/D	N/A	N/A	Constaté symptômes d'application d'herbicide inderdit Constat d'infraction à M. Gazon après enquête

Total des demandes	
Avis d'infraction	1
Constats d'infraction	2
Dossiers abandonnés	7
Grand total:	10

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 9 février 2016	Résolution: CA16 240078

Prendre acte du dépôt du bilan au 31 décembre 2015 concernant l'utilisation des pesticides pour le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie et le transmettre au conseil municipal

Il est proposé par Jean-Marc Gibeau

appuyé par Karine Boivin-Roy

De prendre acte du dépôt, conformément au Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041), du bilan sur l'utilisation des pesticides pour le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie au 31 décembre 2015;

De transmettre ce rapport au conseil municipal.

Adoptée à l'unanimité.

60.01 1166071001

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 11 février 2016

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.03

2016/03/21
13:00

(1)

Dossier # : 1166071001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du bilan au 31 décembre 2015 concernant l'utilisation des pesticides pour le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie et le transmettre au conseil municipal

De prendre acte du dépôt, conformément au Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041), du bilan sur l'utilisation des pesticides pour le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie au 31 décembre 2015;
De transmettre ce rapport au conseil municipal.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-01-28 11:05

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1166071001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du bilan au 31 décembre 2015 concernant l'utilisation des pesticides pour le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie et le transmettre au conseil municipal

CONTENU

CONTEXTE

À la demande de la Direction de l'environnement et du développement durable du Service du développement et des opérations, le conseil d'arrondissement doit déposer au conseil municipal le bilan annuel 2015 sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM04 0316 (dossier 1020696005) (26 avril 2004)
Adopter le règlement R.V.M. 04-041 "Règlement relatif à l'utilisation des pesticides"

CA05 240460 (dossier 1050915001) (7 juin 2005)
Édicter, en vertu du règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041, A. 27), une ordonnance visant à rendre applicable ce règlement sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie.

DESCRIPTION

Il est recommandé au conseil d'arrondissement de prendre connaissance du bilan annuel et de le déposer au conseil municipal.

JUSTIFICATION

Tel que stipulé dans le règlement 04-041, article 32 : « Une fois le présent règlement devenu applicable, le conseil d'arrondissement doit, avant le 28 février de chaque année, déposer un rapport au conseil municipal faisant état de l'application de ce règlement à l'égard de son territoire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le contrôle de l'utilisation des pesticides permet de diminuer la quantité et la toxicité des substances appliquées. De ce fait, ces contaminants se retrouveront en moins grande quantité dans le sol et la nappe phréatique, la santé publique ne s'en portant que mieux.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Benoit LEPAGE
Agent(e) technique en horticulture et arboriculture

Tél : 514-872-9790
Télécop. : 514 868-3293

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-27

José PIERRE
Chef de division parcs

Tél : 514 872-1462
Télécop. : 514 872-6135

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Guy CHARBONNEAU
Directeur
Tél : 514 872-0100
Approuvé le : 2016-01-27

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1166071001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Objet :	Prendre acte du dépôt du bilan au 31 décembre 2015 concernant l'utilisation des pesticides pour le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie et le transmettre au conseil municipal

Bilan_pesticides_2015.pdf

Registre_utilisation_2015.pdf

Registre des achats de pesticides.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Benoit LEPAGE
Agent(e) technique en horticulture et arboriculture

Tél : 514-872-9790
Télécop. : 514 868-3293

MONTRÉAL SANS PESTICIDES

BILAN ANNUEL DE L'ARRONDISSEMENT

Ville-Marie

RELATIF À L'APPLICATION DU RÈGLEMENT SUR L'UTILISATION DES PESTICIDES (R.V.M. 04-041)

2015

Préparé par :

LEPAGE BENOIT
AGENT(E) TECHNIQUE EN HORTICULTURE ARBORICULTURE
Service : DIRECTION D ARRONDISSEMENT - VILLE-MARIE
Direction : DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS
Division : DIVISION DES PARCS ET DE L HORTICULTURE

26 janvier 2016

Ville-Marie Montréal

Historique (Néant)

Commentaires :

Aucune résolution spécifique à l'arrondissement de Ville-marie n'a été adoptée en 2015.

Recommandations :

Ressources budgétaires et humaines

Postes budgétaires	Montant($)
Formation	1,000.00
Lutte intégrée	2,000.00
Salaires	5,000.00
Budget global :	**8,000.00**

Personnel dédié à l'application du règlement

Titre d'emploi	Nombre de semaines de travail
Agent technique	1
Contremaître horticulture et parcs	1
Inspecteur horticulture	1
Jardinier	3
Total des semaines :	**6**

Commentaires :

L'arrondissement Ville-Marie n'a pas de personnel dédié engagé spécialement pour l'application du règlement sur les pesticides. Les demandes de permis ont été traitées par l'inspecteur et l'agent technique en horticulture et arboriculture de l'arrondissement. Les montants et nombres de semaines ont été évalués approximativement à partir du temps dédié à l'application du règlement par les employés mentionnés.

Recommandations :

Campagnes de communication et de sensibilisation

Campagne de communications

Nature des activités :

Champ d'activité	Activité	Impact	Nbre de citoyens rejoints
Outils de communication et publications	Dans les BAM et les éco-quartiers. Distribution du feuillet d'information sur le règlement 04-041 et de guides traitant du jardinage écologique.	Mise en évidence du règlement 04-041 et suggestion aux citoyens de pratiques horticoles écologiques	200
Total des citoyens joints :			**200**

Commentaires :

Recommandations :

Gestion des appels téléphoniques

A) Appels internes

Nature des appels :

Bureau	Nature	Nbre appel
Bureau accès Mtl.	Agrile du frêne	10
	Animaux	6
	Araignées	2
	Arbres et arbustes	29
	Fourmis	5
	Guêpes	15
	Insectes (divers)	9
Nbre d'appels :		**76**

B) Appels externes

Nature des appels : (Néant)

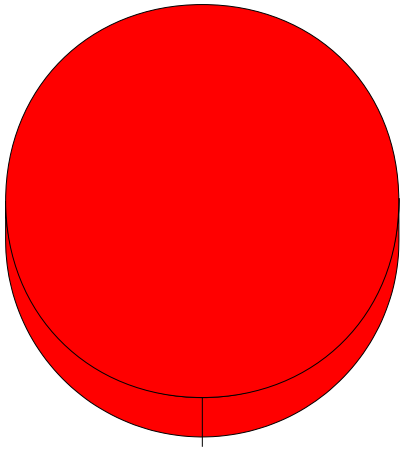
Commentaires :

Recommandations :

Permis temporaire d'utilisation de pesticides

Nombre de demandes reçues : 2

Permis temporaires octroyés et refusés



Permis octroyés 2 (100%)

Nature des permis octroyés :

	Araignées	Vermine	Total
Citoyens	**0**	**0**	**0**
Entreprises	**1**	**1**	**2**
Total	**1**	**1**	**2**

Type de pesticides qui ont été appliqués (selon permis octroyés) :

Applicateur	Insecticides	Herbicides	Fongicides	Total
Citoyens	0	0	0	**0**
Entreprises	1	1	0	**2**
Total:	**1**	**1**	**0**	**2**

Nature des permis refusés : (Néant)

Autorisations express : **(Néant)**

Commentaires :

Recommandations :

Infractions et poursuites judiciaires (Néant)

Commentaires :

Aucune cause en 2015.

Recommandations :

Gestion intégrée des espaces verts

Nom du projet	Description	Partenaire
Agrile du frêne	Traitement par injection (TreeAzin)	Équipe Service des grands parcs
Agrile du frêne	Installation de pièges Lindgren	Équipe Service des grands parcs
Agrile du frêne	Caractérisation et inventaire des frênes	Équipe Service des grands parcs
Agrile du frêne	Abattage d'arbres infestés	Arrondissement
Agrile du frêne	Abattage préventif de frênes	Arrondissement

Commentaires :

Recommandations :

Montréal

300, rue Bellechasse, H2S 1W4
no de permis : P550960

Arrondissement Ville-Marie

Registre d'utilisation des pesticides des classes 1 à 5
Bilan détaillé des interventions phytosanitaires

Année 2015

Produits autorisés

Date de l'application	*Site des zones traitées*	*Superficie traitée*	*Objet du traitement*	*Raison de l'application*	*Nom commercial du produit (Homologation)*	*Classe*	*Quantité appliquée*	*Applicateur*	*No de certificat*
05.05.2015	CHATEAU RAMEZAY secteur INCONNU	.01 Ha		Chenille	Huile de dormance plant prod spray émulsifiable (10443)	3	560 ml	TURMEL ALAIN	C551483
03.06.2015	MCGILL COLLEGE secteur INCONNU	.01 Ha		Livrée d'amérique (Malacosoma americanum)	Safer's btk (24536)	4	1 L	TURMEL ALAIN	C551483
04.08.2015	MONT-ROYAL	201.13 Ha		Guêpes (Vespula)	Borid (22379)	3	200 g	ALARIE MARC	C651364
13.08.2015	COMMUNE Entre SAINT-HUBERT et			Guêpes (Vespula)	Borid (22379)	3	200 g	NIFA YOUSSEF	C550841
20.08.2015	VAUQUELIN	.3 Ha		Tenthrède	Safer's savon insecticide concentré (14669)	3	1 ml	TURMEL ALAIN	C551483
	VAUQUELIN secteur INCONNU	.3 Ha		Tenthrède	Safer's savon insecticide concentré (14669)	3	100 ml	TURMEL ALAIN	C551483
26.08.2015	DALHOUSIE	.36 Ha		Toutes mauvaises herbes	Safer's top gun (22245)	4	6 L	TURMEL ALAIN	C551483
	JACQUES-CARTIER	.23 Ha		Toutes mauvaises herbes	Safer's top gun (22245)	4	200 ml	TURMEL ALAIN	C551483
	VAUQUELIN secteur INCONNU	.3 Ha		Toutes mauvaises herbes	Safer's top gun (22245)	4	2 L	TURMEL ALAIN	C551483
01.09.2015	CHARLES-MAYER	.04 Ha		Toutes mauvaises herbes	Safer's top gun (22245)	4	2 L	TURMEL ALAIN	C551483
	COLETTE-DEVLIN	.02 Ha		Toutes mauvaises herbes	Safer's top gun (22245)	4	1 L	TURMEL ALAIN	C551483
	P.A.Q. ONTARIO NO.38	.04 Ha		Toutes mauvaises herbes	Safer's top gun (22245)	4	2 L	TURMEL ALAIN	C551483
11.09.2015	DALHOUSIE secteur Sud parterre	.36 Ha		Puceron lanigère (Adelges lariciatus)	Safer's savon insecticide concentré (14669)	3	1000 ml	TURMEL ALAIN	C551483
17.09.2015	VICTOR-T.-DAUBIGNY secteur Victor-T.-Daubigny	.11 Ha		Toutes mauvaises herbes	Safer's top gun (22245)	4	170 ml	TURMEL ALAIN	C551483

Produits d'exception

01.01.2015	ALBERT-DUQUESNE	.28 Ha		Acarien	Tempo 20 WP (25673)	3	500 g	Applicateur externe	
13.01.2015	BERCY Entre SAINTE-CATHERINE et ONTARIO			Rat	Talon rodenticide granulé pour souris et rats (15927)	3	3 Kg	ALARIE MARC	C651364
15.05.2015	DALHOUSIE secteur Sud parterre	.36 Ha		Puceron lanigère (Adelges lariciatus)	End-all (26587)	4	700 ml	TURMEL ALAIN	C551483
10.07.2015	DALHOUSIE secteur Sud parterre	.36 Ha		Puceron lanigère (Adelges lariciatus)	End-all (26587)	4	180 ml	TURMEL ALAIN	C551483
04.08.2015	MONT-ROYAL	201.13 Ha		Guêpes (Vespula)	KONK VAPORISATEUR CONTRE LES GUEPES ET FRELONS (24247)		25 g	ALARIE MARC	C651364
13.08.2015	COMMUNE Entre SAINT-HUBERT et			Guêpes (Vespula)	Konk mousse insecticide en aérosol (25413) KONK VAPORISATEUR CONTRE LES GUEPES ET FRELONS (24247)	4	100 g 100 g	NIFA YOUSSEF	C550841

Montréal

801, rue Brennan, 8e étage, Montréal (Québec), H3C 0G4
no. de permis: P550960

Registre des achats-pesticides de classe 1 à 5

Arrondissement: Ville-Marie **Année: 2015**

Nom du fournisseur	Adresse	Numéro de permis	Nom commercial du produit	Numéro d' homologation	Classe (1 à 5)	Quantité achetée
Teris Services d'approvisionnement inc.	3180, St -Aubin, Laval, Qc. H7L 3H8	P 700104	Safer 2110 BTK BIO CONC.	24536	5	2,40 litre

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 07.04

2016/03/21 13:00

(1)

Dossier # : 1151371002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Travaux et propreté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Recevoir le bilan sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2015.

IL EST RECOMMANDÉ :
De déposer le bilan sur l'application du *Règlement sur l'utilisation des pesticides* (R.R.V.M.04-041) pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2015.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-02-19 13:24

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 15 février 2016	Résolution: CA16 170051

DÉPÔT - BILAN SUR L'UTILISATION DES PESTICIDES

M. Russell Copeman dépose le bilan sur l'application du *Règlement sur l'utilisation des pesticides* (R.R.V.M. 04-041) pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2015.

60.03 1151371002

Katerine ROWAN
_____
Secrétaire d'arrondissement substitut

Signée électroniquement le 18 février 2016

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1151371002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Travaux et propreté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Recevoir le bilan sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2015.

CONTENU

CONTEXTE

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Viviane GAUTHIER
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-9387
Télécop. : 514 868-3538

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.04

2016/03/21
13:00

(1)

Dossier # : 1151371002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Travaux et propreté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Recevoir le bilan sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2015.

IL EST RECOMMANDÉ :
De recevoir le bilan sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2015.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2016-02-10 15:27

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1151371002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Travaux et propreté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Recevoir le bilan sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2015.

CONTENU

CONTEXTE

Suite à l'adoption du Règlement numéro 04-041 relatif à l'utilisation des pesticides, le conseil d'arrondissement doit déposer un rapport annuel faisant état de l'application de ladite réglementation à l'égard de son territoire.
Ce rapport doit être déposé au Conseil municipal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA15 170041	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2014.
CA14 170059	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2013.
CA13 170050	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2012.
CA12 170245	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2011.
CA10 170432	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2010.
CA10 170068	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2009.
CA09 170177	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2008.
CA08 170168	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2007.

CA06 170382	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2006.
CA06 170052	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2005.
CA05 170063	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2004.
CA05 170199	Édicter une ordonnance pour que le chef de division de la Division des parcs et des installations de la Direction des travaux publics soit la personne désignée pour permettre l'utilisation des pesticides dans tous les cas d'urgence et de danger pour la santé humaine, y compris dans les zones sensibles, dans le cadre de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041).
CA04 170163	Édicter une ordonnance en vertu du Règlement relatif à l'utilisation des pesticides pour permettre l'application de ce Règlement à l'égard du territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

DESCRIPTION

Le bilan sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides dresse un portrait de l'utilisation des pesticides pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. Ce bilan a été réalisé à partir d'une compilation des données.

JUSTIFICATION

Il est donc demandé au conseil d'arrondissement de prendre connaissance du bilan et déposer ce bilan annuel au conseil municipal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Règlement sur l'utilisation des pesticides vise une protection accrue de l'environnement en contribuant à la préservation des ressources naturelles, à la conservation des milieux naturels et à la réduction des nuisances et des impacts sur l'environnement et les paysages.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin POLISENO
Chef de division, Division voirie et parcs

Tél : 514-872-9167
Télécop. : 514-872-1670

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-10

Pierre P BOUTIN
Directeur, Direction des travaux publics

Tél : 514 872-5667
Télécop. : 514 872-1936

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1151371002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Travaux et propreté
Objet :	Recevoir le bilan sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2015.

Bilan Pesticides 2015 final.pdf

annexe 1 registre des utilisations de pesticides - extérieur 2015.pdf

annexe 2 lacunes au contrat injection.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin POLISENO
Chef de division, Division voirie et parcs

Tél : 514-872-9167
Télécop. : 514-872-1670

MONTRÉAL SANS PESTICIDES

BILAN ANNUEL DE L'ARRONDISSEMENT

Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

RELATIF À L'APPLICATION DU RÈGLEMENT SUR L'UTILISATION DES PESTICIDES (R.V.M. 04-041)

2015

Préparé par :

Véronique Gauthier
Inspectrice en horticulture
Service : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce
Direction : DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS
Division : DIVISION DE LA VOIRIE ET DES PARCS - PARCS

10 février 2016

Côte-des-Neiges Notre-Dame-de-Grâce Montréal

Historique

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du règlement 04-041

No résolution	Date	Objet de la décision	Note complémentaire
CM15 0686	25.05.2015	Autorisation exceptionnelle en situation d'urgence	Adoption du «Règlement modifiant le règlement sur l'utilisation des pesticides (RVM 04-041)»
CM15 0241	23.03.2015	Dépôt du bilan annuel d'application du Règlement	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2014.
CA15170041	13.02.2015	Dépôt du bilan annuel d'application du Règlement	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2014.
CA14170439	01.12.2014	Autorisation exceptionnelle en situation d'urgence	Sommaire 1141371007 -Adopter un règlement modifiant le Règlement sur la propreté (RCA08 17155).
CA13170050	04.02.2013	Dépôt du bilan annuel d'application du Règlement	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2012.
CA12170045	06.02.2012	Dépôt du bilan annuel d'application du Règlement	Bilan annuel au 31 décembre 2011

Commentaires :

RÈGLEMENT
04-041-2
RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR L'UTILISATION DES PESTICIDES (04-041)
Vu l'article 85 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1);
Vu l'article 136.1 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);
À l'assemblée du 25 mai 2015, le conseil de la Ville de Montréal décrète :
1.
Le paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 4 du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) est modifié par l'ajout, après les mots « d'huiles minérales », des mots « d'azadirachtine ».
2.
L'article 4 de ce règlement est modifié par la suppression du paragraphe 6° du premier alinéa.
3.
L'article 24 de ce règlement est modifié, au premier alinéa, par :
1° la suppression du paragraphe 1°;
2° le remplacement, au paragraphe 5°, du chiffre « 15 » par le chiffre « 11 ».
4.
L'article 26.1 de ce règlement est modifié par :
1° l'ajout, après les mots « application de pesticides » des mots « de classe 3 au sens du Règlement sur les permis et les certificats pour la vente et l'utilisation des pesticides (RLRQ, chapitre P-9.3, r. 2) »;
2° la suppression des mots « ceux fournis par l'arrondissement et être ».
5.
Le deuxième alinéa de l'article 32 de ce règlement est modifié par le remplacement du chiffre et du mot « 28 février » par le chiffre et le mot « 31 mars ».

Recommandations :

Ressources budgétaires et humaines

Postes budgétaires	Montant($)
Communication et sensibilisation	0.00
Formation	0.00
Lutte intégrée	219.13
Salaires	27,375.00
Budget global :	**27,594.13**

Personnel dédié à l'application du règlement

Titre d'emploi	Nombre de semaines de travail
Élagueur	1
Jardinier	.25
Inspecteur (pesticides)	10.4
Agent technique	5
Inspecteur horticulture	6
Total des semaines :	**22.65**

Commentaires :

Détails sur les salaires.

Deux inspecteurs et un agent technique ont travailllé sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides et sur la lutte intégrée. Un inspecteur a consacré 15 % de son temps sur une période d'environ 40 semaines. L'autre inspecteur a consacré environ 40 % de son temps, principalement pour lutter contre l'agrile du frêne et l'extermination de nids de guêpes sur une période d'environ 26 semaines. L'agent technique a consacré 25 % de son temps sur une période de 20 semaines. Les salaires des inspecteurs et de l'agent technique sont estimés à 18 985 $.

Deux jardiniers ont installé des pièges collants pour lutter contre la psylle du micocoulier. Cette opération a requis deux jardiniers pour une période de quatre heures pour l'installation et un jardinier pour une période de deux heures pour le retrait des pièges à psylle. Les salaires pour ces activités sont estimés à 300 $.

Le travail de deux élagueurs pour deux jours fut nécessaire pour poser et enlever les pièges pour l'agrile du frêne. Le salaire investit est environ 1000 $.

Nous avons ajouté 35 % à la somme des salaires investis afin de couvrir les frais des avantages sociaux. Le montant total est donc de 27 375 $.

Détails sur la lutte intégrée
Une partie du budget fut investie dans les traitements et une autre partie dans l'achat de matériaux. Pour les traitements, nous avons fait appel à une compagnie privée, afin d'exterminer les fourmis charpentières et les nids de guêpes. La compagnie a traité 10 nids de guêpes et un arbre infesté de fourmis charpentières (détails dans l'annexe 1). Le total des coûts pour ces interventions est de 1644,47 $. Aucun traitement n'a été appliqué contre le puceron du tilleul et la psylle du micocoulier cette année par manque de ressources humaines. Les traitements de TreeAzin contre l'agrile du frêne ont été gérés par l'équipe du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR) et réalisés à contrat.

Recommandations :

L'achat de matériaux est évalué à 219,13 $. Les pièges à agrile ont été fournis gratuitement par le SGPVMR. Les pièges à psylle, dont le matériel était déjà en stock, est évalué à 200,15 $. L'acquisition de onze pièges répulsifs contre les guêpes dans le cadre d'un projet-pilote a générés des frais de 18,98 $. Le but du projet est d'éliminer l'application de pesticides en zones sensibles pour exterminer les nids de guêpes. Les résultats sont encourageants car suite aux installations, aucun nid n'a été constaté dans les parcs où ils ont été installés. L'expérience devra être répétée dès le printemps, dans tous les parcs et sur les terrains des installations publiques de l'arrondissement afin de conclure ou non du succès de cette pratique.

Concernant l'application de TreeAzin à contrat, il est à noter que plusieurs non-conformités ont été constatées par l'arrondissement et signifiées aux SGPVMR. Des capsules ont été oubliées dans des arbres, des lieux ont été laissés sans surveillance lors des applications, des applications ont été faites à proximité de jouets d'enfants contrairement au réglement 04-041et des affichettes n'ont pas été installées après l'application à certains endroits. Sur certaines affichettes, plusieurs informations étaient manquantes, tel que le numéro de certificat et le nom de l'applicateur, la date et l'heure d'application (annexe 2). Afin d'éviter que de telles anomalies se reproduisent et s'assurer qu'un travail de qualité en respect avec la réglementation existante soit effectué, nous croyons que des améliorations doivent être apportées au processus actuel (ex.: meilleur suivi, clauses contractuelles plus précises et plus strictes, réalisation des travaux à l'interne, etc.).

Campagnes de communication et de sensibilisation

Campagne de communications

Nature des activités :

Champ d'activité	Activité	Impact	Nbre de citoyens rejoints
Outils de communication et publications	Avis aux citoyens	Cet avis avait pour objectif d'informer le citoyen que l'arbre public en façade de leur demeure serait abattu.	3000
Outils de communication et publications	Soirée d'informations	Cette rencontre visait à informer les résidents situés dans les zones à risques sur le réglement contre la propagation de l'agrile du frêne	200
Outils de communication et publications	Avis sur Facebook	L'avis avait pour but d'informer les citoyens d'un projet-pilote concernant l'installation de pièges répulsifs contre les guêpes dans les parcs afin de réduire le nombre de traitement d'extermination	170000
Outils de communication et publications	Article dans Le Citoyen	Conscientisation de la population de l'arrondissement à la situation concernant l'agrile du frêne.	170000
Outils de communication et publications	Informations mises à jours sur le site internet de l'arrondissement	Informer les citoyens des activités de l'arrondissement concernant les frênes et l'agrile du frêne.	170000
Total des citoyens joints :			**513200**

Commentaires :

Il est difficile de dire combien de citoyens sont touchés par les différentes activités de communication. Le journal Le Citoyen est imprimé en 80 000 exemplaires et est également disponible en ligne. Il nous est impossible de savoir combien de gens ont visité le site internet et la page Facebook de l'arrondissement.
Nous estimons que ces informations visaient l'ensemble des résidents.

Recommandations :

Afin d'améliorer l'efficacité de nos services et diminuer le nombre d'interventions visant le contrôle des guêpes et des abeilles, nous recommandons qu'une campagne d'éducation et de sensibilisation de la population soit mise sur pied. Les citoyens pourraient ainsi être informés des initiatives de la Ville mais aussi reconnaître les situations où le danger est faible ou nul, tel en hiver.

Nous recommandons également qu'une activité universelle pour l'agrile du frêne soit créée dans l'application Gestion de Demandes des Citoyens (GDC) pour améliorer la gestion des demandes sur cette problématique. Actuellement, l'activité Agrile du frêne est jumelée à celle de collectes de branches ou insectes et maladie, ce qui rend l'évaluation de la demande difficile à comptabiliser. Par ailleurs, la nature des demandes est très diversifiée. Il y a actuellement un consensus entre les agents techniques et inspecteurs en horticulture de plusieurs arrondissements sur les besoins d'une activité unique pour l'agrile du frêne.

Gestion des appels téléphoniques

A) Appels internes

Nature des appels :

Bureau	Nature	Nbre appel
Bureau accès Mtl.	Agrile du frêne	56
	Fourmis	10
	Guêpes	25
	Insectes (divers)	525
	Mauvaises herbes	23
	Pesticides	1
Nbre d'appels :		**640**

B) Appels externes

Nature des appels : (Néant)

Commentaires :

En 2015, nous avons reçu 525 appels dans la catégorie nommée "Arbre, maladies et insectes" dans notre relevé des appels obtenus par le système de la Gestion des demandes des citoyens. De ce nombre, plusieurs appels concernent des arbres dépérissants sans problèmes phytosanitaires, mais plutôt d'ordre abiotiques. Les appels pour des arbres dépérissants sont difficilement quantifiables mais ont été estimés à 60 % des appels reçus cette année, dû à l'hiver rigoureux qui a causé le gel des bourgeons chez les érables argentés. Ce qui signifie que nous avons reçu environ 210 appels pour divers maladies et insectes tel que la maladie Hollandaise de l'orme, le puceron du tilleul, la psylle du micocoulier, la brûlure bactérienne chez les rosacées et les maronniers et les fourmis charpentières. Pour l'activité "Extermination à l'extérieur", 25 appels ont été reçus, principalement pour des nids de guêpes. Les demandes pour des nids situés à plus de 6 mètres dans un arbre public, sur des propriétés privées, ou tard en automne n'ont pas été traitées. Certains nids ont générés plusieurs appels pour le même endroit. Afin de répondre aux demandes des citoyens, nous avons dû faire appel à une compagnie privée, qui a éxécuté 10 services d'exterminations sur 16, dont neuf pour des guêpes et une pour des fourmis.

Onze demandes d'extermination furent envoyées au Service d'extermination de la ville, soit 10 pour exterminer des nids de guêpes et un pour exterminer des fourmis charpentières. De ce nombre, 6 demandes ont été exécutées. Les services d'extermination de la ville ne sont cependant plus offerts.

Nous avons également reçu 23 appels concernant les mauvaises herbes, mais la nature de cette activité inclue également l'entretien du gazon. Le pourcentage d'appels exclusivement pour les mauvaises herbes est évalué à 15 % pour l'année 2015.

Recommandations :

Nous recommandons que des employés de l'équipe de soir reçoivent la formation et le certificat d' Utilisation de pesticides-Application pour extermination, afin d'intervenir le jour même et à moindre frais. Les interventions éxécutées par une tierce partie peuvent prendre plusieurs jours avant d'être réalisées et il est parfois difficile d'avoir un bon suivi sur l'éxécution des services. L'arrondissement doit également fournir une nacelle lorsqu'un nid est à plus de 6 mètres de hauteur et des frais supplémentaires sont alors exigés par l'entrepreneur dans ces cas. Les frais d'exterminations qui sont engendrés représentent un pourcentage important du budget qui est octroyé au département de lutte intégrée. Le budget libéré pourrait ainsi être utilisé dans le cadre de nouveaux projets visant la réduction de l'utilisation de pesticides ou à la réalisation d'aménagement paysager écologiques.

Formation des employés

Titre de la formation	Formateur	Date	Nombre de participants
Formation sur la mise en application du règlement contre l'agrile du Frêne	Nicolas Dedovic	25.05.2015	2
Table des inspecteurs sur les pesticides	Nicolas Dedovic	17.06.2015	1
Nombre de séances de formation : 2		**Nombre total de participants :**	**3**

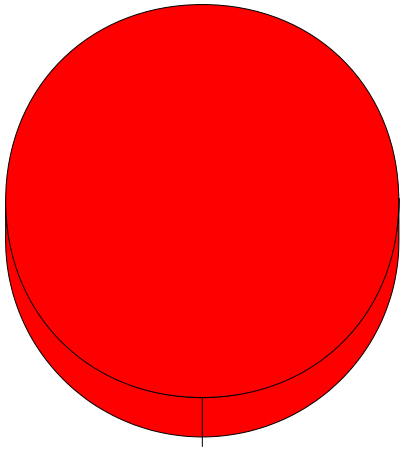
Commentaires :

Recommandations :

Permis temporaire d'utilisation de pesticides

Nombre de demandes reçues : 4

Permis temporaires octroyés et refusés



Permis octroyés 4 (100%)

Nature des permis octroyés :

	Fourmis	Infestation	Total
Citoyens	**2**	**0**	**2**
Entreprises	**1**	**1**	**2**
Total	**3**	**1**	**4**

Type de pesticides qui ont été appliqués (selon permis octroyés) :

Applicateur	Insecticides	Herbicides	Fongicides	Total
Citoyens	2	0	0	**2**
Entreprises	2	0	0	**2**
Total:	**4**	**0**	**0**	**4**

Nature des permis refusés : (Néant)

Autorisations express : (Néant)

Commentaires :

En 2015, trois permis ont été émis pour enrayer des populations de fourmis charpentières dans des bâtiments. Les pesticides utilisés ont été
dans un cas le Prélude no. Homologation: 26509
et dans deux cas le Dragnet FP no. Homologation: 24175

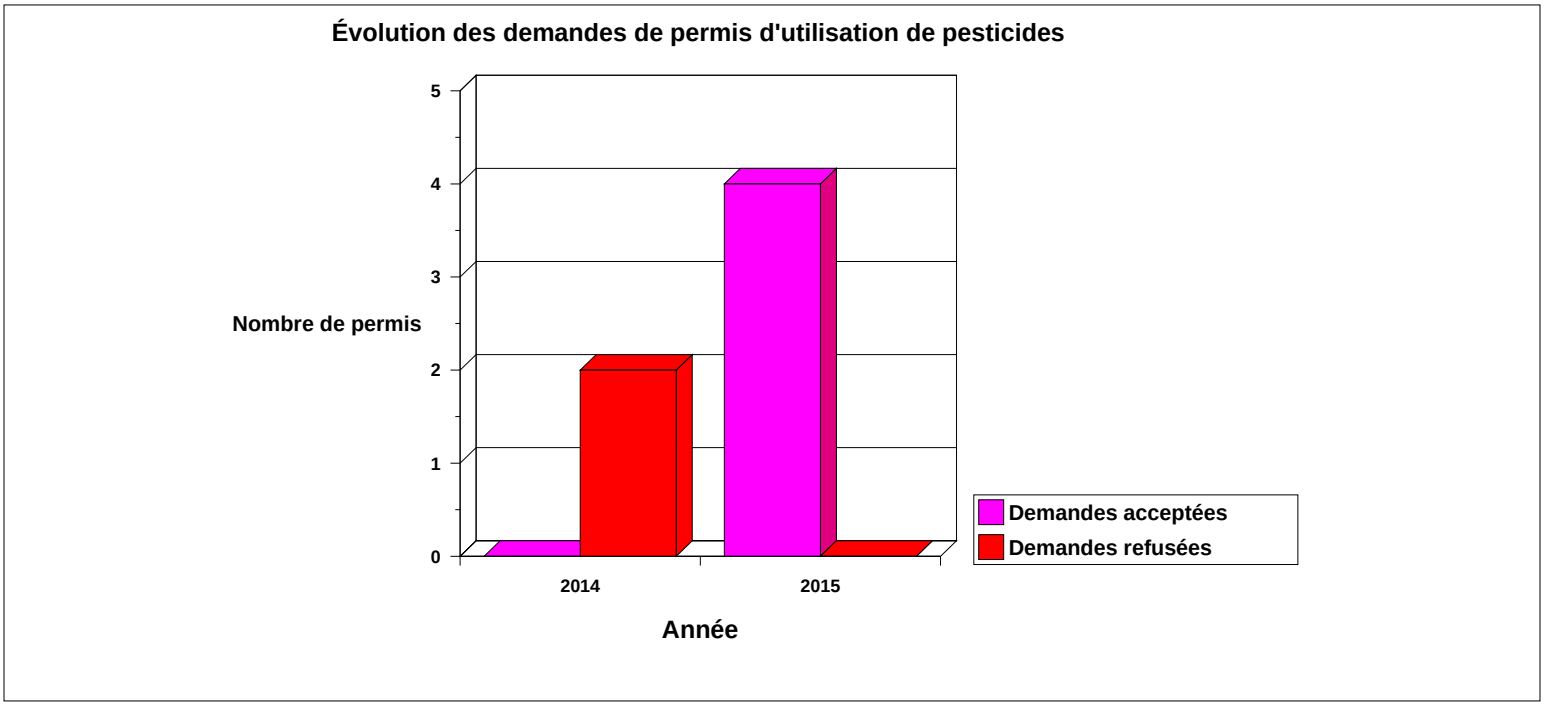
Un permis a été émis pour une infestation de mouches domestiques dans un marché d'alimentation Provigo
Le pesticide utilisé a été
le Dragnet FP no. Homologation: 24175

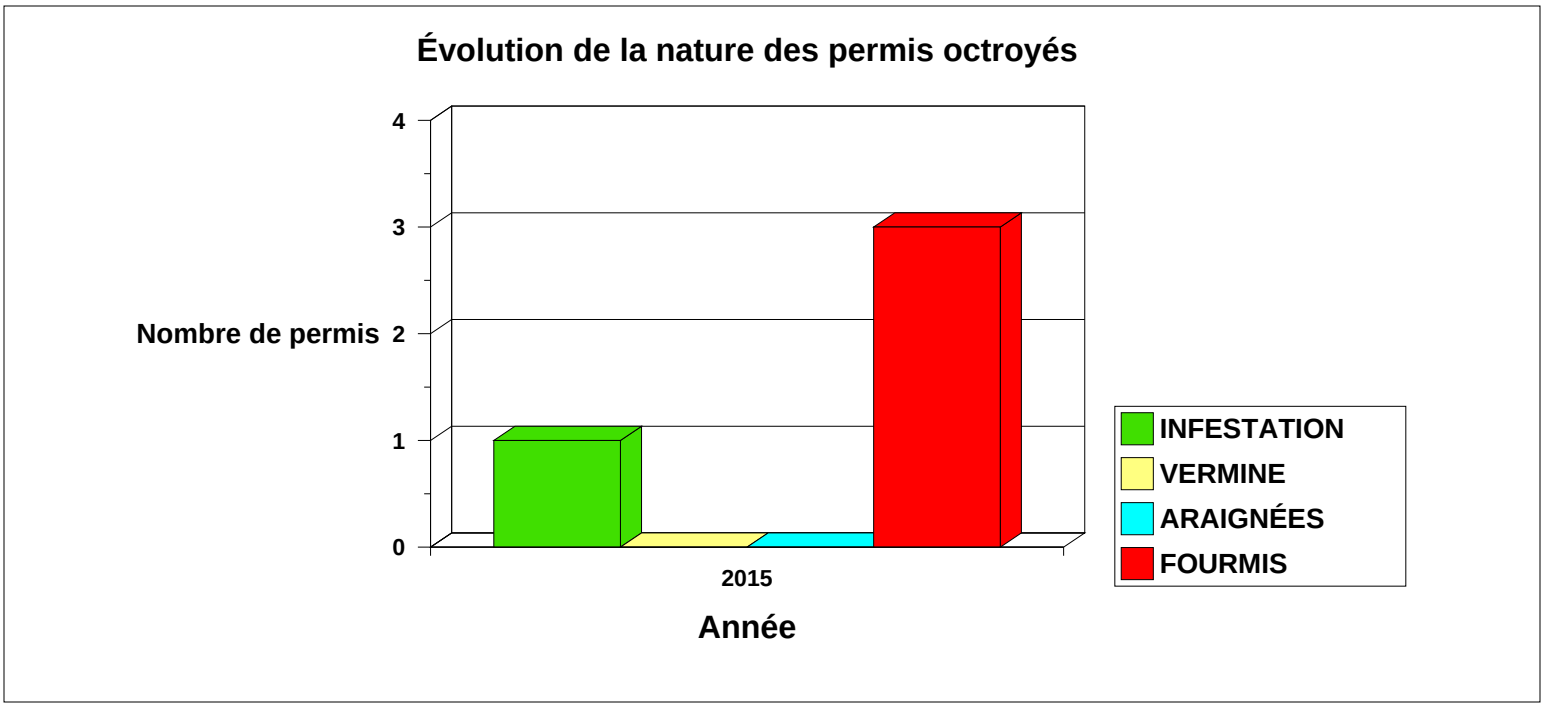
Dans tous les cas, aucune zone sensible n'était localisée à proximité.

Recommandations :

Évolution des demandes de permis depuis l'adoption du Règlement :

Année	Permis octroyés	Permis refusés	Total
2014	0	2	**2**
2015	4	0	**4**
Total:	**4**	**2**	**6**





Commentaires :

Recommandations :

Terrains faisant l'objet de dispositions particulières

A) Terrains de golf : (Néant)

B) Autres terrains : (Néant)

Commentaires :

Recommandations :

Infractions et poursuites judiciaires (Néant)

Commentaires :

Recommandations :

Gestion intégrée des espaces verts (Néant)

Commentaires :

Le Service de l'environnement de la Ville de Montréal mène actuellement un projet-pilote de lutte biologique du puceron du tilleul dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce. Le projet a lieu sur la rue Old Orchard et sur la rue Oxford entre les rues Terrebonne et Monkland. Un décompte rigoureux de la population de pucerons fut effectué durant toute la saison. Des parasitoïdes (ennemis naturels des pucerons) furent relâchés en juillet dans le but de contrôler la population de pucerons.

Dans le cadre d'un projet-pilote, des pièges répulsifs contre les guêpes ont été achetés pour un montant total de 18,98 $. Ils ont été installés dans des parcs par l'inspectrice en horticulture et arboriculture. Le but du projet est d'éliminer l'application de pesticides en zones sensibles pour exterminer les nids de guêpes. Les résultats sont encourageants car suite aux installations, aucun nid n'a été détecté dans les parcs où ils ont été installés.

Recommandations :

Nous recommandons de poursuivre le développement de projets pilotes visant la réduction de l'emploi de pesticides. Il est également primordial d'en assurer un suivi rigoureux afin d'évaluer l'éfficacité des différentes techniques employées. Les compagnes d'information et de sensibilisation auprès des citoyens doivent également être accrues car la lutte intégrée exige collaboration, tolérance et connaissance de tous les acteurs de la société pour connaître la réussite.

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Registre d'utilisation des pesticides des classes 1 à 5
Bilan détaillé des interventions phytosanitaires

APPLICATIONS À L'EXTÉRIEUR DES BÂTIMENTS

Arrondissement: CDN-NDG **Année:** **2015**

Date de l'application	Site des zones traitées	Objet du traitement (pelouses, arbres, surfaces pavées, etc.)	Superficie quantité ou volume traité	Raison de l'application (problème)	Nom commercial du produit	Numéro d'homologation	Classe (1 à 5)	Quantité	Applicateur	no. de certificat	Signature (ou intiales)
27-05-2015	5235 Mayfair	Arbre		Fourmis Charpentières	Trounce	24363	3	1/8 gallon	Martin Brosseau	C552955	
31-07-2015	5111 Paré Parc de la Savane	Chalet de parc		Nid de Guêpes	Konk mousse	25413	4	110g	Martin Brosseau	C552955	
11-08-2015	Parc Jean-Brillant	Chalet de parc		Nid de Guêpes	Konk vaporisateur	24247	5	200g	Youssef Nifa	C550841	
11-08-2015	Parc Somerled	Arbuste		Nid de Guêpes	Konk vaporisateur	24247	5	325g	Youssef Nifa	C550841	
13-08-2015	2160 Boul. Grand	Arbre		Nid de Guêpes	Konk mousse Trounce	25413 24363	4 3	100g 3 l	Woody Fontaine	C709806	
13-08-2015	4349 Beaconsfield	Arbre		Nid de Guêpes	Konk mousse Trounce	25413 24363	4 3	100g 2 l	Woody Fontaine	C709806	

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Registre d'utilisation des pesticides des classes 1 à 5
Bilan détaillé des interventions phytosanitaires

APPLICATIONS À L'EXTÉRIEUR DES BÂTIMENTS

Arrondissement: CDN-NDG **Année:** **2015**

Date de l'application	Site des zones traitées	Objet du traitement (pelouses, arbres, surfaces pavées, etc.)	Superficie quantité ou volume traité	Raison de l'application (problème)	Nom commercial du produit	Numéro d'homologation	Classe (1 à 5)	Quantité	Applicateur	no. de certificat	Signature (ou intiales)
17-08-2015	7320 Roquancourt	Arbre		Nid de Guêpes	Konk mousse	25413	4	200g	Youssef Nifa	C550841	
24-08-2015	Parc de la Savane	Arbre et module de jeux enfants		Nid de Guêpes	Konk vaporisateur	24247	5	750g	Youssef Nifa	C550841	
27-08-2015	Parc Van Horne	Chalet de parc		Nid de Guêpes	Konk vaporisateur	24247	5	150g	Youssef Nifa	C550841	
27-08-2015	2111 Beaconsfield	Haie		Nid de Guêpes	Konk mousse	25413	4	300g	Youssef Nifa	C550841	
17-09-2015	5325 O'Brian	Arbre		Nid de Guêpes	Konk mousse	25413	4	80g	Martin Brosseau	C552955	
24-09-2015	4860 Vézina	Arbre		Nid de Guêpes	Konk mousse	25413	4	110g	Martin Brosseau	C552955	

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Registre d'utilisation des pesticides des classes 1 à 5
Bilan détaillé des interventions phytosanitaires

APPLICATIONS À L'EXTÉRIEUR DES BÂTIMENTS

Arrondissement: CDN-NDG **Année:** 2015

Date de l'application	Site des zones traitées	Objet du traitement (pelouses, arbres, surfaces pavées, etc.)	Superficie quantité ou volume traité	Raison de l'application (problème)	Nom commercial du produit	Numéro d'homologation	Classe (1 à 5)	Quantité	Applicateur	no. de certificat	Signature (ou intiales)
25-09-2015	4620 Westbroadway	Lampadaire		Nid de Guêpes	Konk mousse	25413	4	110g	Martin Brosseau	C552955	
25-09-2015	6516 Fielding	Poteau Hydro-Québec		Nid de Guêpes	Konk mousse	25413	4	110g	Martin Brosseau	C552955	
25-09-2015	3131 Goyer	Arbre		Nid de Guêpes	Konk mousse	25413	4	100g	Martin Brosseau	C552955	
05-10-2015	6805 Chester	Arbre		Nid de Guêpes	Konk 407	24875	3	100g	Woody Fontaine	C709806	

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Bilan Pesticides 2015

Arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

Annexe 2

Lacunes constatées lors des applications

De TreeAzin

À Contrat

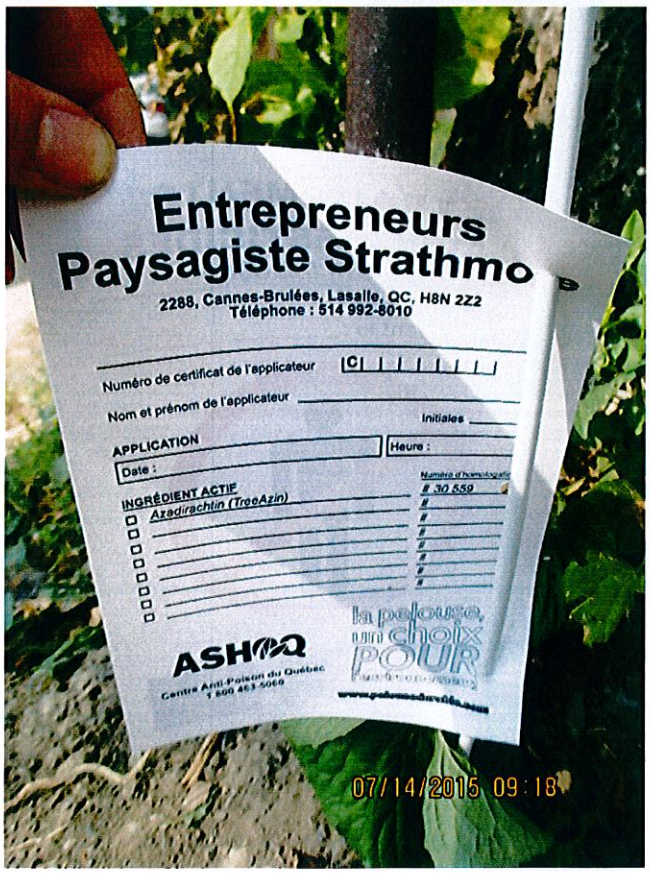
Préparé par
Véronique Gauthier

5 Janvier 2016

Constat des lacunes

14 juillet, 2015
Endroit : Arbre devant le 2795 Place Darlington
Sujet : Affichette de l'entrepreneur non-conforme, en contravention du règlement 04-041





le 21 juillet 2015
Endroit : 2049, 2095, 2099, et 2107 Clifton
Sujet : Capsules et embouts laissés dans les arbres - signalé par un citoyen résidant au 2101 Clifton






07/21/2015 10:38

le 21 juillet 2015
Endroit : 4329 de Melrose
Sujet : Capsules et embouts laissés dans les arbres - constaté par Meagan Hanna





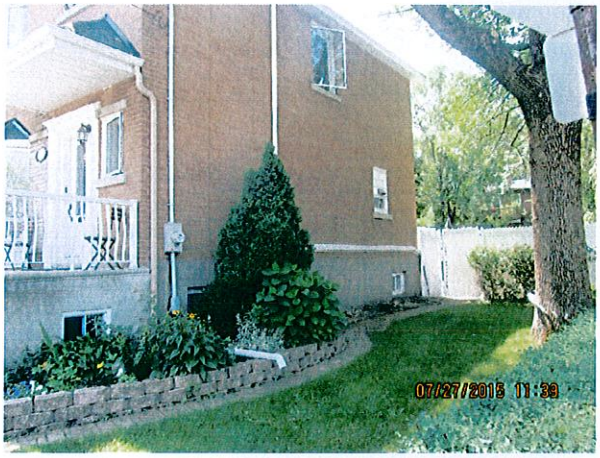
le 23 juillet 2015
Endroit : 6944 Wilderton
Sujet : Capsules et embouts laissés dans les arbres



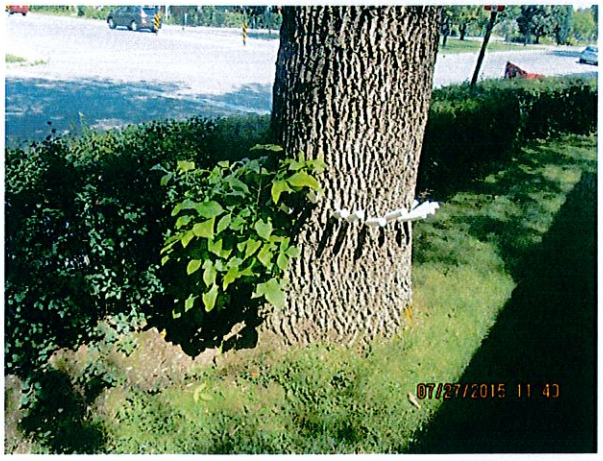
le 24 juillet 2015
Endroit : 3424 Patricia
Sujet : Capsules et embouts laissés dans les arbres



le 27 juillet 2015
Endroit : 5098 West Broadway
Sujet : Capsules et embouts laissés dans les arbres

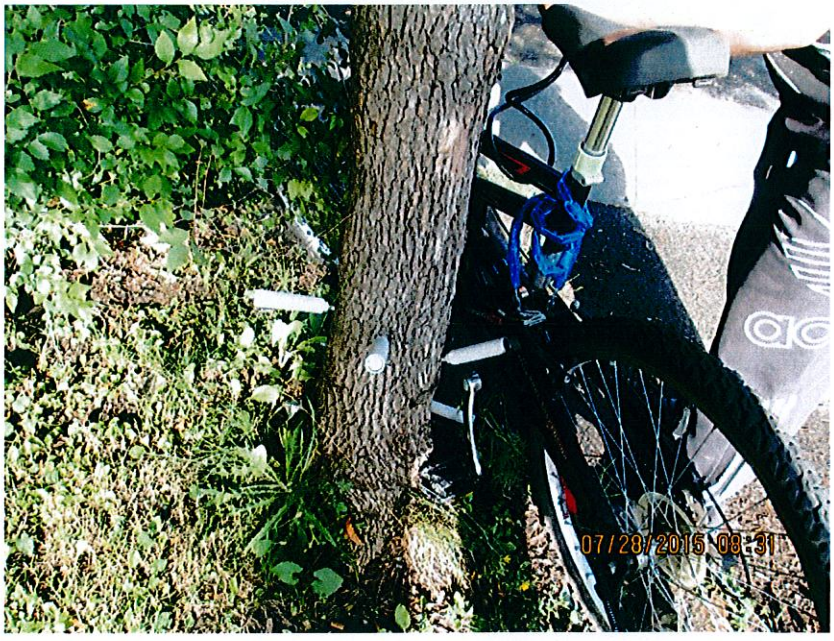






le 28 juillet 2015
Endroit : 6944 Wilderton
Sujet : Capsules et embouts laissés dans les arbres

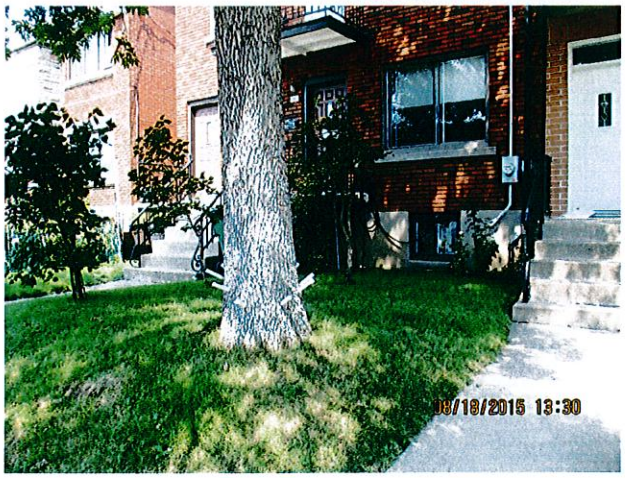


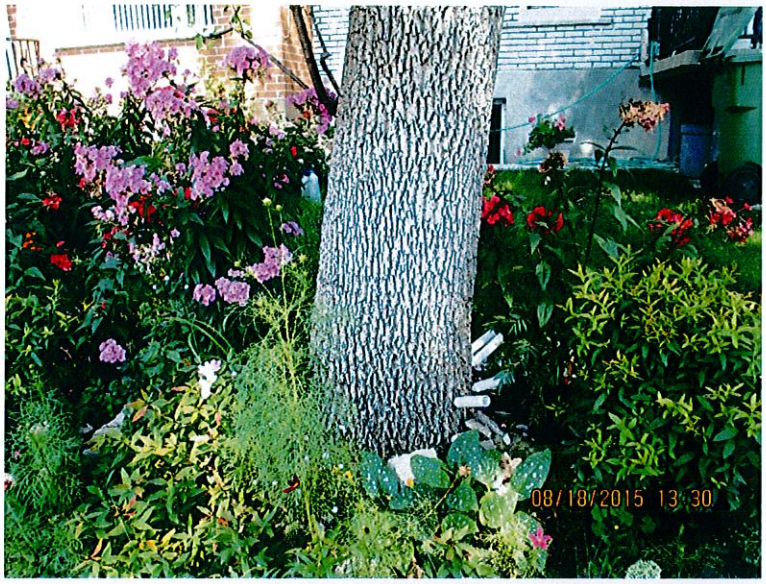


le 6 août 2015
Endroit : 4966 Dornal
Sujet : Capsules et embouts laissés dans les arbres, injections réalisées à proximité de jeu d'enfant



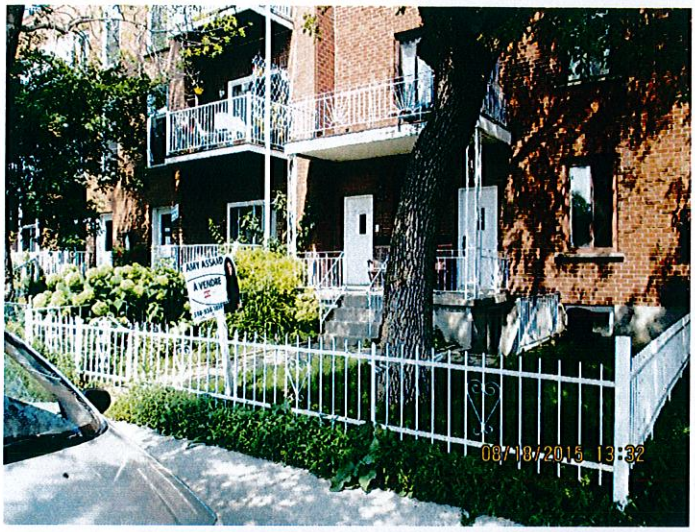
le 18 août 2015
Endroit : 2049, 2095, 2099, et 2107 Clifton
Sujet : Capsules et embouts laissés dans les arbres depuis le 21 juillet 2015




08/18/2015 13:30


08/18/2015 13:30


08/18/2015 13:30


08/18/2015 13:32


08/18/2015 13:33


08/18/2015 13:33

le 18 août 2015
Endroit : 4329 de Melrose
Sujet : Capsules et embouts laissés dans les arbres depuis le 21 juillet 2015





Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 07.05

2016/03/21 13:00

(1)

Dossier # : 1163515001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Projet :	-
Objet :	Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2015 concernant l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) pour le territoire de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve.

JE RECOMMANDE :
de déposer au conseil municipal le bilan annuel 2015 concernant l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) pour le territoire de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-03-04 09:04

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Mercier
Hochelaga-Maisonneuve
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 1er mars 2016	Résolution: CA16 27 0087

Déposer au conseil municipal le bilan annuel concernant l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) pour le territoire de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve pour l'année 2015.

Il est proposé par Réal MÉNARD

appuyé par Richard CELZI

Et résolu :

De déposer au conseil municipal le bilan annuel 2015 concernant l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) pour le territoire de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

30.01 1163515001

Magella RIOUX
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 2 mars 2016

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION	**Dossier # :1163515001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Projet :	-
Objet :	Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2015 concernant l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) pour le territoire de l'arrondissement de Mercier−Hochelaga-Maisonneuve.

CONTENU

CONTEXTE

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Soraya CALVO
Secretaire de direction

514 868-4102
Tél :
Télécop. : 514 8724186

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.05

2016/03/21
13:00

(1)

Dossier # : 1163515001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Projet :	-
Objet :	Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2015 concernant l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) pour le territoire de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve.

JE RECOMMANDE :
de déposer au conseil municipal le bilan annuel 2015 concernant l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) pour le territoire de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve.

Signé par Jacques SAVARD **Le** 2016-02-22 07:32

Signataire : Jacques SAVARD

_____

Directeur d'arrondissement
Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1163515001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Projet :	-
Objet :	Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2015 concernant l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) pour le territoire de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve.

CONTENU

CONTEXTE

Le conseil de la Ville de Montréal adoptait le 27 avril 2004, le règlement (04-041) relatif à l'utilisation des pesticides.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA10 270040 Déposer au conseil municipal le bilan annuel de l'utilisation des pesticides dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve pour l'année 2009.

CA11 270033 Déposer au conseil municipal le bilan annuel de l'utilisation des pesticides dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve pour l'année 2010.

CA13 270044 Déposer au conseil municipal les bilans annuels de l'utilisation des pesticides dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve pour les années 2011-2012.

CA14 270057 De prendre acte et de déposer au conseil municipal le bilan annuel concernant l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) pour le territoire de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve du 1er janvier au 31 décembre 2013.

CA15 270052 Déposer au conseil municipal le bilan annuel concernant l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) pour le territoire de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, soit du 1er janvier au 31 décembre 2014.

DESCRIPTION

Dans le rapport, intitulé *"Montréal sans pesticides",* les actions prises par l'arrondissement en 2015, telles que : les outils de communications, les interventions auprès des citoyens ainsi que les statistiques d'émissions de permis, ont été inscrites.

JUSTIFICATION

Il est prévu à la section XI, intitulée "Application du règlement", et plus particulièrement à l'article 32, du règlement relatif à l'utilisation des pesticides qu'une fois le règlement devenu applicable, le conseil d'arrondissement doit déposer un rapport au conseil municipal faisant état de l'application de ce règlement à l'égard de son territoire, avant le 28 février de chaque année.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2016-02-19

Jean-Pierre FRAPPIER
C/d parcs <<arr.>60000>>

Tél : 514 872-4202
Télécop. : 514 872-3628

Pierre MORISSETTE
Directeur

Tél : 514-868-4102
Télécop. : 514 868-4186

MONTRÉAL SANS PESTICIDES

BILAN ANNUEL DE L'ARRONDISSEMENT

Mercier - Hochelaga-Maisonneuve

RELATIF À L'APPLICATION DU RÈGLEMENT SUR L'UTILISATION DES PESTICIDES (R.V.M. 04-041)

2015

Préparé par :

OUELLET NATHALIE
INSPECTEUR(TRICE) EN HORTICULTURE
Service : MERCIER - HOCHELAGA-MAISONNEUVE
Direction : DES TRAVAUX PUBLICS
Division : DES PARCS ET DE L HORTICULTURE

19 février 2016

Mercier Hochelaga-Maisonneuve Montréal

Historique

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du règlement 04-041

No résolution	Date	Objet de la décision	Note complémentaire
CA15270052	03.02.2015	Dépôt du bilan annuel d'application du Règlement	Réception du bilan de l'année 2014 et dépôt au conseil municipal.
CA05270436	04.10.2005	Dépôt du bilan annuel d'application du Règlement	
CA04270255	11.05.2004	Date d'application du Règlement	

Commentaires :

Une mise à jour du Règlement (RVM 04-041-2) a été adoptée par le conseil municipal de Montréal le 25 mai 2015 en ce qui a trait au statut de l'azadirachtine, matière active du TreeAzin, qui vise le contrôle de l'agrile du frêne.

Recommandations :

Nous croyons qu'il serait bien de modifier le présent Règlement 04-041 par le retrait du paragraphe 6 de l'article 4 à la section 3, qui ne justifie pas l'utilisation de pesticides pour enrayer les araignées autour des cadres de portes et de fenêtres d'un bâtiment. En ce moment, nous recommandons dans ces cas un produit à faible impact tel que la poudre antiparasitaire (Mother Earth D-29567) et de la terre de diatomées d'eau douce (Pure-31540).

Ressources budgétaires et humaines

Postes budgétaires	Montant($)
Salaires	127,005.35
Budget global :	**127,005.35**

Personnel dédié à l'application du règlement

Titre d'emploi	Nombre de semaines de travail
Inspecteur horticulture	24
Agent technique	6
Jardinier	20
Opérateur appareils motorisés	12
Élagueur	9
Total des semaines :	**71**

Commentaires :

Durant l'année, des jardiniers, détenteurs d'un certificat d'application de pesticides, et des élagueurs ont consacré 3591 heures (101 996,13 $) à la lutte intégrée; pulvérisation de savon insecticide pour réduire les populations du puceron du tilleul, pose et enlèvement de pièges collants pour le psylle du micocoulier et la lutte à l'agrile du frêne. Les inspecteurs et les agents techniques ont travaillé à la prescription et aux suivis de traitements phytosanitaires ainsi qu'à la validation de la présence de nids de guêpes et de fourmis charpentières suite aux requêtes de citoyens-nes. Cette année encore, la présence de l'agrile du frêne a mobilisé plusieurs personnes (25 009, 22 $) pour la mise à jour des frênes abattus, le marquage de ceux-ci et la sélection en conservation des frênes à traiter. De plus, nous avons traité 136 frênes situés sur des propriétés privées comprises dans les zones à risque suite à 63 demandes de subvention. En 2015, nous avons acquis un appareil électrostatique en vue de traiter les nombreuses plaintes sur la nuisance que comporte la coulée de miellat sous les arbres publics.

Recommandations :

Dans le cadre d'un programme d'embauche d'étudiants pour la saison estivale, nous pourrions utiliser des ressources pour géoréférencer les arbres dans les parcs et les rues afin d'identifier rapidement les essences d'arbres suceptibles d'être atteintes en cas d'infestation et dans le but de faire la surveillance de notre foresterie urbaine. De plus, les dommages faits par l'agrile sont grandissants et exigent des ressources suplémentaires pour identifier les arbres dépérissants.

Campagnes de communication et de sensibilisation

Campagne de communications

Nature des activités :

Champ d'activité	Activité	Impact	Nbre de citoyens rejoints
Conférences et ateliers	Agriculture urbaine le 28 juillet 2015 - stade Olympique.	Sensibilisation et formation	25
Conférences et ateliers	Agriculture urbaine le 29 juillet 2015 - stade Olympique.	Sensibilisation et formation	17
Conférences et ateliers	Agriculture urbaine le 16 juillet 2015 (jardin collectif Dunton)	Sensibilisation et formation	2
Conférences et ateliers	Agriculture urbaine le 23 juillet 2015 (jardin de production Solidaire)	Sensibilisation et formation	3
Conférences et ateliers	Agriculture urbaine le 27 juillet 2015 (jardin de production Mont Saint-Antoine)	Sensibilisation et formation	2
Conférences et ateliers	Agriculture urbaine le 6 août2015 (jardin de production Solidaire)	Sensibilisation et formation	5
Conférences et ateliers	Agriculture urbaine le 18 août 2015 (jardin collectif le Chez Nous)	Sensibilisation et formation	2
Conférences et ateliers	Agriculture urbaine le 16 septembre 2015(jardin de production Mont Saint-Antoine)	Sensibilisation et formation	2
Total des citoyens joints :			**58**

Commentaires :

Une réorganisation des éco-quartiers a eu lieu pour l'année 2015. Malgré la structure réduite, il ont maintenu la campagne de communication et ont sensibilisé les citoyens-nes lors d'ateliers ou de formations sur différents thèmes comme les ravageurs, la plantation, la fertilisation et le jardinage écologique.

Recommandations :

La contribution des éco-quartiers a toute sa raison d'être dans l'organisation de telles activités de sensibilisation auprès des citoyens-nes, et ce, tout au long de la saison de jardinage. Il serait avantageux que l'arrondissement poursuive les activités afin d'offrir à ses équipes l'information nécessaire à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides et ainsi donner un meilleur service aux citoyens-nes. Plus nous sommes présents et visibles, plus le message risque de passer afin de rejoindre un plus grand nombre de citoyens-nes.

Gestion des appels téléphoniques

A) Appels internes

Nature des appels :

Bureau	Nature	Nbre appel
Bureau accès Mtl.	Agrile du frêne	31
	Arbres et arbustes	160
	Fourmis	42
	Guêpes	60
	Insectes (divers)	4
Nbre d'appels :		**297**

B) Appels externes

Nature des appels : (Néant)

Commentaires :

Au total, le Bureau accès Montréal a reçu 297 appels internes sous deux activités "maladies et insectes (31+160=191)" et "extermination (42+60+2=106)".

Les requêtes sous l'activité maladies et insectes ciblent divers aspects relatifs aux maladies et dépérissement d'arbres (chute de feuilles prématurée, branches mortes, blessures/cavités incluant la tache goudronneuse sur les feuilles des érables, etc.) et les requêtes pour les insectes (relatives aux fourmis, de vérifier s'il y a présence de l'agrile du frêne, sur les pucerons (miellat), sur les psylles du micocoulier et pour l'agrile et la sésie du frêne).

Sous l'activité extermination, 109 appels ont été logés dont (60) pour nids de guêpes, (42) demandes pour fourmis et (4) sous divers. En ce qui a trait aux guêpes, l'inspectrice et l'agente technique ont transmis les demandes au Service d'extermination. De ce nombre, (40) nids de guêpes ont été exterminés. La nacelle est empruntée soit à la Division de la signalisation et de l'éclairage ou à la Division des parcs.

Recommandations :

Pour les interventions ponctuelles et rapides, le maintien d'expertise d'extermination est souhaitable pour mieux répondre aux demandes lors de la saison estivale dans les zones sensibles et les urgences.

La collaboration de la Division des relations avec les citoyens (B.A.M.), de diriger les citoyens-nes vers le site Internet de la Ville, sous l'onglet service aux citoyens/environnement et développement durable/environnement (dans Grandes sections) afin qu'ils prennent connaissance des sujets expliquant les problèmes phytosanitaires les plus fréquents, tels que les pucerons du tilleul, guêpes fouisseuses, agrile du frêne etc., ainsi que des documents "pdf" très utiles. Ces mêmes sujets peuvent être publiés dans les journaux de l'arrondissement lorsque le problème se présente durant la saison estivale de façon à maximiser l'information transmise aux citoyens-nes.

Gestion intégrée des espaces verts

Nom du projet	Description	Partenaire
Puceron du tilleul	Suivi des populations	Arrondissement
Psylle du micocoulier	Dépistage des nymphes (printemps)	Arrondissement
Agrile du frêne	Installation de pièges collants	Équipe de lutte intégrée (Environnement)
Agrile du frêne	Installation de pièges collants	Arrondissement

Commentaires :

Agrile du frêne :
Plusieurs arbres infestés par l'agrile du frêne ont été découverts au courant de l'année 2015 dans l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve. Afin de freiner la propagation, ces arbres testés positifs (118) seront abattus. De plus, d'autres frênes (812) non qualifiés pour un traitement au TreeAzin et dépérissants seront également abattus d'ici le printemps 2016. On constate la présence de l'infestation à la grandeur de l'arrondissement. Au cours de l'année 2015, 3188 frênes ont été traités au TreeAzin. c'est à dire 2262 à l'intérieur des rayons de 300 mètres autour des frênes testés positifs et 926 frênes en surplus à l'extérieur des rayons d'infestations.

Pucerons du tilleul : Une pulvérisation au savon Safer's a été appliquée par l'équipe de la Division des parcs pour atténuer la population des pucerons suite aux requêtes enregistrées sous l'activité insectes et maladies.

Guêpes fouisseuses: Des panneaux d'information sont présents dans les parcs afin de sensibiliser les citoyens-nes qu'elles sont utiles puisqu'elles contribuent à l'élimination des insectes nuisibles commes les mouches. De plus, elles participent à la pollinisation des fleurs et contribuent à la biodiversité de l'écosystème urbain.

Recommandations :

De maintenir les efforts en lutte intégrée afin de montrer l'exemple aux citoyens-nes pour réduire l'utilisation massive de pesticides sur le territoire de l'arrondissement. L'apport technique et scientifique de l'équipe de lutte intégrée est fortement apprécié en rapport avec la recherche pour découvrir des prédateurs naturels et lutter contre les espèces exotiques. Nous espérons que la collaboration continuera. Nous assurerons le maintien de la mise en commun d'informations et de bonnes pratiques afin de toujours mieux être préparés à d'éventuels problèmes phytosanitaires ou d'insectes par le biais de la lutte intégrée.
Continuer la formation des employés afin d'acquérir les connaissances nécessaires à détecter la présence de maladies et l'infestation d'insectes ravageurs.

Montréal

300, rue Bellechasse, H2S 1W4
no de permis : P550960

Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve

Registre d'utilisation des pesticides des classes 1 à 5
Bilan détaillé des interventions phytosanitaires

Année 2015

Produits autorisés

Date de l'application	*Site des zones traitées*	*Superficie traitée*	*Objet du traitement*	*Raison de l'application*	*Nom commercial du produit (Homologation)*	*Classe*	*Quantité appliquée*	*Applicateur*	*No de certificat*
16.09.2015	ARCAND		1 Tilia	Puceron du tilleul (Eucallipterus tiliae)	Safer's savon insecticide concentré (14669)	3	526 ml	DU SAULT BERTRAND	C551825
	Arthur-Buies		5 Tilia	Puceron du tilleul (Eucallipterus tiliae)	Safer's savon insecticide concentré (14669)	3	2.63 L	DU SAULT BERTRAND	C551825
	BILAUDEAU		1 Tilia	Puceron du tilleul (Eucallipterus tiliae)	Safer's savon insecticide concentré (14669)	3	526 ml	DU SAULT BERTRAND	C551825
	CARIGNAN			Puceron du tilleul (Eucallipterus tiliae)	Safer's savon insecticide concentré (14669)	3	526 ml	DU SAULT BERTRAND	C551825
	CHOUINARD			Puceron du tilleul (Eucallipterus tiliae)	Safer's savon insecticide concentré (14669)	3	526 ml	DU SAULT BERTRAND	C551825
	DE FORBIN-JANSON			Puceron du tilleul (Eucallipterus tiliae)	Safer's savon insecticide concentré (14669)	3	1.58 L	DU SAULT BERTRAND	C551825
	DESAUTELS		1 Tilia	Puceron du tilleul (Eucallipterus tiliae)	Safer's savon insecticide concentré (14669)	3	526 ml	DU SAULT BERTRAND	C551825
	DU QUESNE		1 Tilia	Puceron du tilleul (Eucallipterus tiliae)	Safer's savon insecticide concentré (14669)	3	526 ml	DU SAULT BERTRAND	C551825
	LE BRETON			Puceron du tilleul (Eucallipterus tiliae)	Safer's savon insecticide concentré (14669)	3	526 ml	DU SAULT BERTRAND	C551825
	LÉON-DEROME		1 Tilia	Puceron du tilleul (Eucallipterus tiliae)	Safer's savon insecticide concentré (14669)	3	526 ml	DU SAULT BERTRAND	C551825
	MIGNAULT		2 Tilia	Puceron du tilleul (Eucallipterus tiliae)	Safer's savon insecticide concentré (14669)	3	1.05 L	DU SAULT BERTRAND	C551825
	PAUL-PAU		1 Tilia	Puceron du tilleul (Eucallipterus tiliae)	Safer's savon insecticide concentré (14669)	3	526 ml	DU SAULT BERTRAND	C551825
06.10.2015	MONSABRÉ Entre CHAUVEAU et SHERBROOKE			Fourmis (Formica)	Insectigone pour destructeur d'insectes rampants (19216)	5	150 g	ALARIE MARC	C651364
07.10.2015	AIRD Entre ADAM et LA FONTAINE			Fourmis (Formica)	Insectigone pour destructeur d'insectes rampants (19216)	5	350 g	ALARIE MARC	C651364
	AIRD Entre ADAM et LA FONTAINE			Fourmis (Formica)	Insectigone pour destructeur d'insectes rampants (19216)	5	450 g	ALARIE MARC	C651364
	JEANNE-D'ARC Entre P.-DE COUBERTIN et SHERBROOKE			Fourmis (Formica)	Insectigone pour destructeur d'insectes rampants (19216)	5	325 g	ALARIE MARC	C651364
	SICARD Entre ROUEN et HOCHELAGA			Fourmis (Formica)	Insectigone pour destructeur d'insectes rampants (19216)	5	400 g	ALARIE MARC	C651364
08.10.2015	BEAUCLERK Entre GAMELIN et P.-DE COUBERTIN			Fourmis (Formica)	Insectigone pour destructeur d'insectes rampants (19216)	5	300 g	ALARIE MARC	C651364
	DARLING Entre ROUVILLE et ADAM			Fourmis (Formica)	Insectigone pour destructeur d'insectes rampants (19216)	5	400 g	ALARIE MARC	C651364
	DU QUESNE Entre ROSEMONT et TILLEULS			Fourmis (Formica)	Insectigone pour destructeur d'insectes rampants (19216)	5	400 g	ALARIE MARC	C651364

Montréal

300, rue Bellechasse, H2S 1W4
no de permis : P550960

Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve

Registre d'utilisation des pesticides des classes 1 à 5
Bilan détaillé des interventions phytosanitaires

Année 2015

Produits autorisés

Date de l'application	*Site des zones traitées*	*Superficie traitée*	*Objet du traitement*	*Raison de l'application*	*Nom commercial du produit (Homologation)*	*Classe*	*Quantité appliquée*	*Applicateur*	*No de certificat*
08.10.2015	LECLAIRE Entre ADAM et LA FONTAINE			Fourmis (Formica)	Insectigone pour destructeur d'insectes rampants (19216)	5	600 g	ALARIE MARC	C651364
	SAINT-GERMAIN Entre ROUVILLE et ADAM			Fourmis (Formica)	Insectigone pour destructeur d'insectes rampants (19216)	5	275 g	ALARIE MARC	C651364
	VIMONT Entre ADAM et LA FONTAINE			Fourmis (Formica)	Insectigone pour destructeur d'insectes rampants (19216)	5	600 g	ALARIE MARC	C651364
	VIMONT Entre ADAM et LA FONTAINE			Fourmis (Formica)	Insectigone pour destructeur d'insectes rampants (19216)	5	500 g	ALARIE MARC	C651364

Montréal

300, rue Bellechasse, H2S 1W4
no de permis : P550960

Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve

Registre d'utilisation des pesticides des classes 1 à 5
Bilan détaillé des interventions phytosanitaires

Année 2015

Produits d'exception

Date de l'application	*Site des zones traitées*	*Superficie traitée*	*Objet du traitement*	*Raison de l'application*	*Nom commercial du produit (Homologation)*	*Classe*	*Quantité appliquée*	*Applicateur*	*No de certificat*
03.06.2015	LAPOINTE Entre DE FORBIN-JANSON et DE GROSBOIS			Rat	Resolv Appât Mou (31322)	3	3 Kg	ALARIE MARC	C651364
	PIERRE-TÉTREAULT Entre DE TECK et SHERBROOKE			Fourmis (Formica)	Prelude 240 à 1% (26509)	2	1 L	ALARIE MARC	C651364
	ROBITAILLE Entre PIERRE-BERNARD et			Rat	Resolv Appât Mou (31322)	3	1 Kg	ALARIE MARC	C651364
	SAINTE-CLAIRE			Rat	Resolv Appât Mou (31322)	3	500 g	ALARIE MARC	C651364
06.07.2015	MARSEILLE Entre DES ORMEAUX et MOUSSEAU			Fourmis (Formica)	Prelude 240 à 1% (26509)	2	1 L	ALARIE MARC	C651364
10.07.2015	L.-O.-TAILLON	2.4 Ha		Guêpes (Vespula)	KONK VAPORISATEUR CONTRE LES GUEPES ET FRELONS (24247)		100 g	NIFA YOUSSEF	C550841
	ROUGEMONT	1.67 Ha		Guêpes (Vespula)	KONK VAPORISATEUR CONTRE LES GUEPES ET FRELONS (24247)		50 g	ALARIE MARC	C651364
13.07.2015	P.-DE COUBERTIN			Guêpes (Vespula)	KONK VAPORISATEUR CONTRE LES GUEPES ET FRELONS (24247)		150 g	ALARIE MARC	C651364
21.07.2015	THOMAS-CHAPAIS	14.8 Ha		Guêpes (Vespula)	KONK VAPORISATEUR CONTRE LES GUEPES ET FRELONS (24247)		150 g	NIFA YOUSSEF	C550841
28.07.2015	SAINT-CLÉMENT	1.89 Ha		Guêpes (Vespula)	KONK VAPORISATEUR CONTRE LES GUEPES ET FRELONS (24247)		100 g	NIFA YOUSSEF	C550841
30.07.2015	NOTRE-DAME Entre TAILLON et MEESE			Guêpes (Vespula)	KONK VAPORISATEUR CONTRE LES GUEPES ET FRELONS (24247)		75 g	ALARIE MARC	C651364
04.08.2015	CADILLAC Entre CHAUVEAU et SHERBROOKE			Guêpes (Vespula)	Konk mousse insecticide en aérosol (25413) KONK VAPORISATEUR CONTRE LES GUEPES ET FRELONS (24247)	4	150 g 100 g	NIFA YOUSSEF	C550841
06.08.2015	GRANBY Entre P.-DE COUBERTIN et DE LESSEPS			Guêpes (Vespula)	Konk mousse insecticide en aérosol (25413) KONK VAPORISATEUR CONTRE LES GUEPES ET FRELONS (24247)	4	175 g 150 g	NIFA YOUSSEF	C550841
	LOUIS-RIEL	8.92 Ha		Guêpes (Vespula)	KONK VAPORISATEUR CONTRE LES GUEPES ET FRELONS (24247)		100 g	NIFA YOUSSEF	C550841
07.08.2015	LOUIS-RIEL	8.92 Ha		Guêpes (Vespula)	KONK VAPORISATEUR CONTRE LES GUEPES ET FRELONS (24247)		325 g	NIFA YOUSSEF	C550841
12.08.2015	LOUIS-RIEL	8.92 Ha		Guêpes (Vespula)	KONK VAPORISATEUR CONTRE LES GUEPES ET FRELONS (24247)		250 g	NIFA YOUSSEF	C550841
13.08.2015	JEAN-MILOT Entre SAINT-ZOTIQUE et BÉLANGER			Guêpes (Vespula)	Konk mousse insecticide en aérosol (25413) KONK VAPORISATEUR CONTRE LES GUEPES ET FRELONS (24247)	4	150 g 325 g	NIFA YOUSSEF	C550841
18.08.2015	DE TECK			Guêpes (Vespula)	Konk mousse insecticide en aérosol (25413)	4	200 g	NIFA YOUSSEF	C550841
21.08.2015	SAINT-DONAT	5.8 Ha		Guêpes (Vespula)	KONK VAPORISATEUR CONTRE LES GUEPES ET FRELONS (24247)		325 g	NIFA YOUSSEF	C550841

Montréal

300, rue Bellechasse, H2S 1W4
no de permis : P550960

Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve

Registre d'utilisation des pesticides des classes 1 à 5
Bilan détaillé des interventions phytosanitaires

Année 2015

Produits d'exception

Date de l'application	*Site des zones traitées*	*Superficie traitée*	*Objet du traitement*	*Raison de l'application*	*Nom commercial du produit (Homologation)*	*Classe*	*Quantité appliquée*	*Applicateur*	*No de certificat*
24.08.2015	BEAUCLERK Entre P.-DE COUBERTIN et MARSEILLE			Guêpes (Vespula)	Konk mousse insecticide en aérosol (25413)	4	200 g	NIFA YOUSSEF	C550841
	DE FORBIN-JANSON Entre LEBRUN et BALDWIN			Guêpes (Vespula)	Konk mousse insecticide en aérosol (25413) KONK VAPORISATEUR CONTRE LES GUEPES ET FRELONS (24247)	4	150 g 100 g	ALARIE MARC	C651364
	MARSEILLE Entre DES ORMEAUX et MOUSSEAU			Fourmis (Formica)	Prelude 240 à 1% (26509)	2	2 L	NIFA YOUSSEF	C550841
	THOMAS-CHAPAIS	14.8 Ha		Guêpes (Vespula)	KONK VAPORISATEUR CONTRE LES GUEPES ET FRELONS (24247)		250 g	NIFA YOUSSEF	C550841
09.09.2015	DES ORMEAUX Entre HOCHELAGA et P.-DE COUBERTIN			Guêpes (Vespula)	Konk mousse insecticide en aérosol (25413) KONK VAPORISATEUR CONTRE LES GUEPES ET FRELONS (24247)	4	400 g 150 g	ALARIE MARC	C651364
14.09.2015	CLÉMENT-JETTÉ SUD	1.7 Ha		Guêpes (Vespula)	Konk mousse insecticide en aérosol (25413) KONK VAPORISATEUR CONTRE LES GUEPES ET FRELONS (24247)	4	500 g 300 g	ALARIE MARC	C651364
22.09.2015	CARIGNAN Entre GÉRARD-MORISSET et			Guêpes (Vespula)	Konk mousse insecticide en aérosol (25413)	4	400 g	ALARIE MARC	C651364
	DE JUMONVILLE Entre PÉPINIÈRE et			Guêpes (Vespula)	Konk mousse insecticide en aérosol (25413) KONK VAPORISATEUR CONTRE LES GUEPES ET FRELONS (24247)	4	500 g 300 g	ALARIE MARC	C651364
	DE JUMONVILLE Entre PÉPINIÈRE et			Guêpes (Vespula)	Prelude 240 à 1% (26509)	2	2.5 L	ALARIE MARC	C651364
	LE BRETON Entre DE REPENTIGNY et JALOBERT			Guêpes (Vespula)	Konk mousse insecticide en aérosol (25413) KONK VAPORISATEUR CONTRE LES GUEPES ET FRELONS (24247)	4	500 g 300 g	ALARIE MARC	C651364
23.09.2015	HAIG Entre NOTRE-DAME et LA FONTAINE			Guêpes (Vespula)	Konk mousse insecticide en aérosol (25413) KONK VAPORISATEUR CONTRE LES GUEPES ET FRELONS (24247)	4	450 g 250 g	ALARIE MARC	C651364
	JEAN-TAVERNIER Entre PIERRE-GAULIN et LANGELIER			Guêpes (Vespula)	Konk mousse insecticide en aérosol (25413) KONK VAPORISATEUR CONTRE LES GUEPES ET FRELONS (24247)	4	400 g 300 g	ALARIE MARC	C651364
	NOTRE-DAME Entre HAIG et			Guêpes (Vespula)	KONK VAPORISATEUR CONTRE LES GUEPES ET FRELONS (24247)		325 g	ALARIE MARC	C651364
	PIERRE-GAULIN Entre JEAN-TAVERNIER et JEAN-TAVERNIER			Guêpes (Vespula)	Konk mousse insecticide en aérosol (25413) KONK VAPORISATEUR CONTRE LES GUEPES ET FRELONS (24247)	4	450 g 250 g	ALARIE MARC	C651364

Montréal

300, rue Bellechasse, H2S 1W4
no de permis : P550960

Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve

Registre d'utilisation des pesticides des classes 1 à 5
Bilan détaillé des interventions phytosanitaires

Année 2015

Produits d'exception

Date de l'application	*Site des zones traitées*	*Superficie traitée*	*Objet du traitement*	*Raison de l'application*	*Nom commercial du produit (Homologation)*	*Classe*	*Quantité appliquée*	*Applicateur*	*No de certificat*
23.09.2015	FÉLIX-LECLERC	14.43 Ha		Guêpes (Vespula)	KONK VAPORISATEUR CONTRE LES GUEPES ET FRELONS (24247)		350 g	ALARIE MARC	C651364
24.09.2015	CHOUINARD Entre DE REPENTIGNY et LANGELIER			Guêpes (Vespula)	Konk mousse insecticide en aérosol (25413) KONK VAPORISATEUR CONTRE LES GUEPES ET FRELONS (24247)	4	500 g 250 g	ALARIE MARC	C651364
	CIRIER Entre DE TECK et GUSTAVE-BLEAU			Guêpes (Vespula)	Konk mousse insecticide en aérosol (25413) KONK VAPORISATEUR CONTRE LES GUEPES ET FRELONS (24247)	4	500 g 200 g	ALARIE MARC	C651364
	MIGNAULT Entre CHAUVIN et ROSEMONT			Guêpes (Vespula)	Konk mousse insecticide en aérosol (25413) KONK VAPORISATEUR CONTRE LES GUEPES ET FRELONS (24247)	4	450 g 250 g	ALARIE MARC	C651364
07.10.2015	ÉMILE-LEGRAND Entre NOTRE-DAME et LA FONTAINE			Guêpes (Vespula)	KONK VAPORISATEUR CONTRE LES GUEPES ET FRELONS (24247)		300 g	ALARIE MARC	C651364
	GÉRIN-LAJOIE Entre DICKSON et MONSABRÉ			Guêpes (Vespula)	KONK VAPORISATEUR CONTRE LES GUEPES ET FRELONS (24247)		300 g	ALARIE MARC	C651364

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.06

2016/03/21
13:00

(1)

Dossier # : 1164320001

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Bureau de la présidence du conseil
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance des quatre (4) règlements adoptés par le Jeune Conseil de Montréal (JCM) à l'occasion de la 29e simulation tenue du 22 au 24 janvier 2016.

Prendre connaissance des quatre règlements adoptés par le Jeune Conseil de Montréal à l'occasion de la 29e Simulation tenue les 22, 23 et 24 janvier 2016 et portant respectivement sur les espaces vacants, l'accessibilité de la vie culturelle et économique, l'eau et la valorisation de l'art urbain.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-02-19 08:39

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1164320001**
Unité administrative responsable :	Service du greffe , Bureau de la présidence du conseil
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance des quatre (4) règlements adoptés par le Jeune Conseil de Montréal (JCM) à l'occasion de la 29e simulation tenue du 22 au 24 janvier 2016.

CONTENU

CONTEXTE

Fondé en 1987, le Jeune Conseil de Montréal (JCM), un organisme à but non lucratif (OBNL), a pour mission de promouvoir l'engagement chez les jeunes en les initiant à la vie politique montréalaise et à la démocratie représentative. À chaque année, le Jeune Conseil permet à quelque 80 participants et participantes âgés de 16 à 30 ans de se familiariser avec le déroulement d'une assemblée du conseil de la Ville de Montréal. Accompagné par le Bureau de la présidence, le JCM tient ses activités de simulation dans la salle du conseil. Les 22, 23 et 24 janvier 2016, le JCM tenait, en présence de nombreux élues et élus municipaux, sa 29^{e} édition au cours de laquelle il a adopté quatre règlements portant respectivement sur :
1. Les espaces vacants;
2. L'accessibilité de la vie culturelle et économique;
3. L'eau;
4. La valorisation de l'art urbain.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

27 avril 2015 - CM15 0396 **:** Dépôt des règlements adoptés par le Jeune Conseil de Montréal à l'occasion de sa 28^{e} édition tenue les 23 - 24 - 25 janvier 2015

DESCRIPTION

Durant ces trois jours de simulation de conseil de ville, quatre règlements ont fait l'objet de débats et été adopté par les participants. Dans un objectif de faire circuler leur réflexion et d'alimenter les élues et élus du conseil de ville des propositions des jeunes, le Bureau de la présidence du conseil dépose les 4 regèments, en pièce jointe, ainsi que les résumés ci-dessous :

Le règlement sur les espaces vacants adopté par le JCM vise à impliquer davantage les Montréalais.es dans l'occupation du territoire, par des processus ouverts, participatifs et démocratiques, dans une perspective de développement durable. Ce règlement met en place une Commission des espaces vacants composée de citoyens, qui a pour mandat d'identifier les espaces qui sont vacants et de gérer les grands espaces vacants. Les espaces vacants locaux peuvent quant à eux être gérés par des regroupements de citoyens appelés comités de gestion. Les espaces vacants peuvent être développés uniquement dans le cadre des cahiers de projets mis sur pied par la Commission ou les citoyens pour structurer le développement des espaces vacants. La Commission ainsi que les comités de gestion peuvent exercer différents pouvoirs, notamment régler un emprunt auprès d'une institution bancaire, exécuter des travaux ou déclarer une réserve foncière, dans le cas où le propriétaire de l'espace vacant refuse le cahier de projet. Les citoyen.ne.s montréalas.e.s insatisfait.e.s de la conduite des travaux ou du développement d'un espace vacant peuvent exprimer leur contestation au moyen de pétitions, pouvant être contraignantes pour la Commission et les comités de gestion.

Le règlement sur l'accessibilité de la vie culturelle et économique vise à rendre Montréal plus accessible à tou.te.s les citoyen.ne.s en imposant aux commerces et aux lieux culturels la responsabilité de devenir plus accessibles. Un Comité Accès est formé afin de rendre disponible pour le public de l'information et différents outils permettant d'évaluer et d'imaginer des projets visant à rendre certains lieux plus accessibles. Le règlement prévoit qu'à chaque année, le Comité doit procéder à l'évaluation de lieux culturels et leur soumettre, selon le cas, un rapport d'évaluation, un projet d'accessibilité ou une certification d'accessibilité. L'évaluation par le Comité se base sur les besoins d'une diversité de personnes, notamment les personnes à mobilité réduite, sourdes, aveugles, racisées, trans, de genre féminin, sensibles aux odeurs, âgées, épileptiques, jeunes, pauvres et allophones, incluant les personnes appartenant à plusieurs de ces catégories. Les commerces ont quant à eux cinq ans après l'entrée en vigueur du règlement pour se conformer aux standards d'accessibilité établis par le Comité, sous peine de sanctions financières, et peuvent aussi faire l'objet d'évaluations. Le règlement prévoit aussi d'améliorer l'accessibilité des transports en commun et du transport adapté.

Le règlement sur l'eau vise et à réduire la consommation d'eau des Montréalais et des Montréalaises en demandant aux propriétaires et aux institutions, commerces et industries (ICI) de remplacer leurs équipements de plomberie afin qu'ils soient conformes aux standards établis par le Service de l'eau et en mettant en place différentes mesures incitatives d'un point de vue financier. Le règlement vise aussi à augmenter la récupération et le traitement des eaux grises, ainsi qu'à encadrer le rejet d'eaux usées et leur contenu. Le règlement prévoit aussi différentes mesures de tarification de l'eau pour les ICI, les entreprises qui embouteillent l'eau fournie par la Ville de Montréal ainsi que les propriétaires de piscines et de spas. Finalement, le règlement prévoit une série de mesures pour améliorer l'accès à l'eau potable et aux berges ainsi que pour sensibiliser la population à la consommation d'eau potable.

Le règlement portant sur la valorisation de l'art urbain propose de légaliser l'art urbain et vise à déjudiciariser les artistes qui s'y adonnent. Ainsi, il est désormais permis de peindre ou de dessiner sur la chaussée, le trottoir, sur un bâtiment ou sur le mobilier urbain situé sur le domaine public, d'y tracer des graffitis, des *tags* ou d'y faire des marques. Il est également permis d'utiliser l'espace public pour y présenter des sculptures ou des installations. Néanmoins, l'art urbain reste une pratique encadrée. Par exemple, les édifices patrimoniaux, les stations de métro et les résidences privées ne sont pas visées par le présent règlement. Finalement, un comité composé de gens du milieu de l'art urbain, de représentant.es d'organisme culturel et de citoyen.ne.s sera formé afin d'accorder des autorisations et des budgets pour effacer, déplacer ou disposer des oeuvres qui seraient des formes d'expression violentes, propageant la haine, nuisant à la sécurité publique et à la circulation ou sans valeur artistique.

Les membres du conseil d'administration seront également invités à présenter la synthèse des règlements à la Commission de la présidence du conseil en 2016.

JUSTIFICATION

Le Bureau de la présidence du conseil est l'unité responsable d'accompagner le JCM dans la tenue des activités de simulation qui ont lieu dans la salle du conseil de la Ville. Le JCM souhaite rendre compte de ses travaux aux élues et élus du conseil municipal par le dépôt symbolique des quatre règlements adoptés en 2016.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

N/A

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les activités de simulation du JCM contribuent à l'engagement et à la participation active des jeunes. De plus, les règlements adoptés par le JCM dans la présente édition répondent aux principes de développement durable visant une meilleure qualité de vie et une protection accrue de l'environnement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Présence de représentants du JCM au conseil municipal lors du dépôt des règlements
Présentation des 4 règlements à la Commission de la présidence du conseil
30e anniversaire en 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Eve BONNEAU
Adjointe à la présidence du conseil

Tél : 514 872-6276
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-18

Marie-Eve BONNEAU
Adjointe à la présidence

Tél : 514 872-6276
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2016-02-18

JEUNE CONSEIL DE MONTRÉAL

XXIX[e] Édition

Projet de règlement no. 4 :

Règlement portant sur la valorisation de l'art urbain

PRÉSENTATION

Présenté par Madame Édith Perrault, leader du deuxième groupe d'opposition

CHAPITRE I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement, les expressions suivantes sont ainsi définies :

« Art » : Forme d'expression représentant un idéal esthétique un sens de l'harmonie ou un intérêt pour des recherches formelles ou conceptuelles; ou ayant un caractère social, esthétique ou politique.

« Art public » : Mouvement artistique contemporain, ayant comme lieu d'exposition les rues et les endroits publics.

« Installation » : Œuvre d'art contemporain dont les éléments sont organisés dans l'espace de façon à créer un environnement propre.

« Domaine public » : Les rues, ruelles, chaussées, trottoirs, « squares » et places publiques, y compris les trottoirs, terre-pleins, escaliers et voies cyclables hors rue.

« Mobilier urbain » : Les immeubles, notamment les édifices gouvernementaux, les bancs, les clôtures, les fontaines, les grilles, les lampadaires, les murs, les murets, les panneaux de signalisation, les parcomètres, les poteaux, les poubelles, les récipients pour matières recyclables, les tuyaux et autres choses semblables, d'utilité ou d'ornementation, mis en place par la ville à ses fins.

CHAPITRE II
CRÉATION DU COMITÉ

2. Est créé le Comité d'Art Public de Montréal (ci-après « CAP ») dont le mandat est :

a) d'assurer le respect des règles établies par le présent règlement;
b) d'évaluer le caractère artistique des formes d'expression faisant l'objet d'une plainte;
c) de favoriser l'essor et l'effervescence de l'art urbain;
d) de gérer le *Fonds d'embellissement du Comité d'Art Public.*

3. Le CAP est composé 10 membres, soit :
    a) Six citoyens élu.e.s;
    b) Deux représentant.e.s du milieu de l'art urbain;
    c) Deux représentant.e.s d'organisme culturel, situé sur l'île de Montréal, oeuvrant dans le domaine de l'art visuel et reconnu par le Ministère de la Culture et des Communications du Québec.

    L'élection des membres se fait lors du scrutin des élections municipales générales.

4. Le mandat des membres est d'une durée de quatre ans et est renouvelable.

CHAPITRE III
CRÉATION DU FONDS

5. Est créé le *Fonds d'Embellissement du Comité d'Art Public* (ci-après le « *Fonds* »), constitué de :
    a) 75 000 $ provenant du budget annuel de chacun des arrondissements;
    b) 100 000 $ provenant du budget annuel de propreté de la Ville de Montréal;
    c) les montants provenant des amendes prévues au Chapitre VI.

6. Les sommes versées au *Fonds* sont dédiées au nettoyage et au déplacement des formes d'expression jugées sans caractère artistique ainsi qu'à la remise de bourses.

7. Suite à un appel de candidature, cinq bourses de 10 000 $ sont remises à des artistes ayant contribué à l'embellissement du domaine public ou ayant suscité la réflexion par l'entremise de leur art.

CHAPITRE IV
LES RÈGLES DE L'ART

8. Nonobstant toute disposition règlementaire, il est permis de peindre ou de dessiner sur la chaussée, le trottoir, sur un bâtiment ou sur le mobilier urbain situé sur le domaine public; d'y tracer des graffitis, des tags ou d'y faire des marques.

    Il est également permis d'utiliser l'espace public pour y présenter des sculptures ou des installations.

9. Nonobstant le caractère artistique, il est interdit :
    a) de déplacer ou de dénaturer le mobilier urbain;
    b) d'entraver la circulation;
    c) de nuire à la sécurité publique;
    d) de polluer, d'endommager ou de détruire la flore et les cours d'eau.

10. Ne sont pas visés par le présent règlement :

    a) les immeubles inscrits au répertoire du patrimoine culturel du Québec;
    b) les stations de métro;
    c) les panneaux d'information et de circulation.

CHAPITRE V
MÉCANISME DE PLAINTE

11. Le CAP reçoit et traite les plaintes relatives au nettoyage du mobilier urbain et du domaine public ainsi que celle visant le déplacement ou la suppression de sculptures ou d'installations.

12. Le CAP doit statuer sur la pertinence et le bien-fondé de la plainte et doit évaluer le caractère artistique de la forme d'expression visée par la plainte.

13. Les plaintes portant sur une forme d'expression violente, propageant la haine ou nuisant à la circulation et la sécurité publique doivent être traitées en priorité.

14. Suivant la décision du CAP, les formes d'expression jugées sans caractère artistique seront effacées, déplacées ou disposées par les employés de la ville.

CHAPITRE VI
DISPOSITIONS PÉNALES

15. Quiconque contrevient aux articles 9 et 10 commet une infraction et est passible :

    a) Pour une première infraction, d'une amende allant de 500 $ à 1 000 $ et de 20 à 200 heures de travaux communautaires;
    b) Pour toute récidive additionnelle, d'une amende de 1 000 à 3 000 $ et de 200 à 400 heures de travaux communautaires.

CHAPITRE VII
DISPOSITION FINALE

16. Le présent règlement entre en vigueur le jour de son adoption.

JEUNE CONSEIL DE MONTRÉAL
XXIX^e ÉDITION

Projet de règlement no. 3 : Règlement sur l'eau

PRÉSENTATION

Présenté par Monsieur Félix Brabant, Membre du Comité exécutif – Responsable de l'eau et des infrastructures de l'eau

Amendé par la commission sur l'eau et les infrastructures de l'eau le 16 janvier 2016.
Amendé par le Jeune Conseil le 24 janvier 2016.
Adopté par le Jeune Conseil le 24 janvier 2016.

Considérant que :

- *Montréal est la ville ayant la plus grande consommation d'eau par capita au Québec.*
- *On distribue chaque jour à Montréal 941 litres d'eau par habitant, soit deux fois plus que les habitants de Sherbrooke, Trois-Rivières, Gatineau ou Québec.*
- *L'eau potable produite et consommée en trop exerce une pression sur les infrastructures déjà vieillissantes de traitement et de transport de l'eau potable et des eaux usées.*
- *Le piètre état du réseau d'aqueducs entraine des pertes de 30% de l'eau potable produite, soit 500 millions de litres par jour.*
- *La totalité des eaux grises et la majorité des eaux de ruissellement sont directement traitées par les usines d'épuration, alors qu'elles pourraient être réutilisées.*
- *Les entreprises d'embouteillage utilisent l'eau potable traitée aux frais des Montréalais comme matière première.*
- *Malgré la grande quantité d'eau potable produite, celle-ci est peu accessible dans les espaces publics.*
- *Les Montréalais ont un accès très limité aux berges de l'Île.*

CHAPITRE I
DÉFINITIONS

1. Aux fins du présent règlement, les termes suivants sont ainsi définis :

« Équipement de plomberie » : Tout équipement fixe qui consomme de l'eau, incluant les toilettes, les robinets, les pommes de douche et les systèmes d'arrosage.

« Électroménager » : Tout appareil électroménager qui consomme de l'eau, incluant les lave-vaisselle et les machines à laver.

« Équipements résidentiels » : Équipements principalement utilisés dans les résidences, mais qui sont également utilisés dans les commerces, industries et institutions, tels que les robinets, les lave-vaisselle ou les toilettes, par opposition à de l'équipement strictement commercial.

« ICI » : Institutions, commerces et industries.

« Eaux grises » : Toutes les sources d'eaux usées à l'exception de celles provenant des toilettes.

« Service de l'eau » : Service de la ville de Montréal qui gère la production et la distribution de l'eau potable, ainsi que l'assainissement des eaux usées.

« Système de récupération et de traitement des eaux grises » : Système qui récupère les eaux grises, les traite et les rend disponibles en priorité pour les toilettes.

CHAPITRE II
ÉQUIPEMENTS RÉSIDENTIELS

2. Le Service de l'eau établit les maximums de consommation d'eau des équipements de plomberie et des électroménagers en fonction des certifications existantes les plus exigeantes, telles que WaterSense ou EnergyStar.

3. Pour toute nouvelle construction résidentielle ou ICI, tout équipement de plomberie doit répondre aux standards établis par le Service de l'eau.

4. Tout propriétaire d'un édifice résidentiel ou ICI doit procéder au remplacement ou à la modification des appareils de plomberie qui ne répondent pas aux standards établis par le service de l'eau lorsqu'il remplace ou rénove ces appareils dans un délai de 10 ans de l'entrée en vigueur du règlement.

   Un programme de subvention additionnel sera disponible par les propriétaires ayant des besoins financiers particuliers, et ce, en fonction de leur salaire. Les modalités du programme seront déterminées par le service de l'eau.

5. Un an après l'entrée en vigueur du présent règlement, la vente et l'installation d'équipement de plomberie neuf ne répondant pas aux standards établis par le Service de l'eau sont interdites.

6. Tout propriétaire qui remplace un équipement de plomberie ne répondant pas aux standards établis par le Service de l'eau par un équipement y répondant pourra se faire rembourser jusqu'à 25% du coût de remplacement par la Ville, selon les critères établis par le Service de l'eau.

7. Tout propriétaire qui remplace un électroménager ne répondant pas aux standards établis par le Service de l'eau par un équipement y répondant pourra se faire rembourser 15% du coût de remplacement par la Ville.

8. La Ville récupérera et recyclera à ses frais tout électroménager et équipement de plomberie ne répondant pas aux normes établies par le Service de l'eau s'il est remplacé par un appareil respectant ces normes.

CHAPITRE III
EAUX GRISES

9. Toute nouvelle construction résidentielle ou ICI doit comporter un système de récupération et de traitement des eaux grises. Un système central peut alimenter plusieurs constructions.
10. Les installations sanitaires de toute nouvelle construction devront utiliser les eaux grises récupérées et traitées comme source primaire d'alimentation en eau.
11. Tout propriétaire d'une construction résidentielle ou ICI peut recevoir une subvention équivalente à 25% pour les nouvelles constructions et à 35% pour les constructions déjà existantes du coût d'achat et d'installation d'un système de récupération et de traitement des eaux grises et/ou d'un système de recyclage des eaux de pluie.

CHAPITRE IV
EAUX USÉES

12. Le rejet dans le réseau d'égouts de tout produit non biodégradable par une ICI ou un résident est interdit.
13. Le rejet, dans les cours d'eau bordant l'Île de Montréal, de tout produit non traité par une usine d'épuration est interdit, à l'exception des eaux pluviales.
14. En cas de travaux nécessitant l'interruption du fonctionnement d'un égout collecteur, le service des travaux publics ou l'entrepreneur mandaté pour réaliser les travaux devra prévoir dans ses plans initiaux la déviation des eaux usées vers un autre collecteur ou une installation de stockage temporaire.

CHAPITRE V
TARIFICATION

15. La gestion de la tarification de l'eau utilisée par les ICI est transférée à la ville centre.
16. Le Service de l'eau établit la tarification aux ICI par secteur pour tout le territoire en fonction du coût réel de production, de distribution et d'assainissement.
17. Les entreprises qui embouteillent, avec ou sans transformation, l'eau fournie par la Ville pour en faire le commerce paieront un tarif 50% plus élevé que le tarif établi par le service de l'eau.
18. Les modifications aux tarifs seront étalées sur 5 ans.
19. Le Service de l'eau établit et administre la tarification de l'eau pour les piscines intérieures et extérieures en fonction du coût de production, de distribution et d'assainissement réel.
20. L'eau à l'usage de piscines et des spas est tarifée par une majoration de la taxe foncière dont le montant est déterminé par le Service de l'eau, en plus de la partie attribuée à la gestion de l'eau sur la taxe municipale du propriétaire de la piscine et/ou du spa.

CHAPITRE VI
ACCÈS À L'EAU POTABLE

21. La vente et la distribution d'eau embouteillée est interdite dans toutes les institutions publiques localisées sur le territoire de la Ville de Montréal ou ses arrondissements

22. Le Service de l'eau est chargé d'équiper la totalité des bornes fontaines du territoire de systèmes de distribution d'eau potable pour les passants.

CHAPITRE VII
ACCÈS AUX BERGES

24. Dans un délai de 5 ans, la Ville et la Division des grands parcs et espaces verts aménageront, dans tout parc qui borde un cours d'eau, une ou plusieurs des installations suivantes :

    a) Aire de baignade gratuite supervisée ;

    b) Aire de mise à l'eau pour des embarcations non-motorisées ;

    c) Aire de repos et d'observation ;

25. Chacune de ces installations devra comprendre des installations sanitaires comprenant des salles de bains et des fontaines, et, dans le cas des aires de baignade, des douches.

CHAPITRE VIII
INSPECTIONS

26. Les inspecteurs du Service de l'eau pourront effectuer des inspections aléatoires dans les résidences et les ICI et émettre des constats d'infraction en vertu du présent règlement. Un préavis de 15 jours sera présenté aux résidents afin de les informer du moment auquel l'inspection aura lieu.

27. Dans le cas d'une inspection résidentielle, le constat d'infraction est émis au nom du propriétaire du bâtiment.

28. En cas de non-conformité des installations, une nouvelle inspection pourra être faite 6 mois après la précédente. Si l'inspecteur constate que les installations n'ont pas été mises à niveau, il pourra émettre un nouveau constat d'infraction au double du montant de l'amende initiale.

CHAPITRE IX
SENSIBILISATION

29. Le Service de l'eau devra mettre en place un programme de sensibilisation de la consommation d'eau potable et de promotion de ses programmes de subvention.

CHAPITRE X
DISPOSITIONS PÉNALES

30. Toute personne qui ne remplace pas ses équipements de plomberie dans le délai prévu par le présent règlement pourra recevoir une amende minimale de 150$ plus les frais.

31. Tout constructeur, ainsi que ses administrateurs et les sociétés qui y sont liées, d'un nouvel édifice qui ne comporte pas un système de récupération et de traitement des eaux grises pourra recevoir une amende, déterminée par le Service de l'eau en fonction du coût des travaux.

32. Toute ICI qui rejette des produits non biodégradables dans le réseau d'égouts pourra recevoir une amende minimale de 1 000$, selon l'impact environnemental.

CHAPITRE X
DISPOSITION FINALE

33. Le présent règlement entre en vigueur le jour de son adoption par le Jeune Conseil.

JEUNE CONSEIL DE MONTRÉAL
XXIX^e ÉDITION

Projet de règlement no. 2 :
Règlement sur l'accessibilité de la vie culturelle et économique

PRÉSENTATION

Présenté par Suzanne Zaccour, Membre du Comité exécutif – Responsable du développement social et communautaire, de l'itinérance, ainsi que du transport.

Amendé par la commission sur le développement social et communautaire, de l'itinérance, ainsi que du transport le 16 janvier 2016.
Amendé par le Jeune Conseil le 23 janvier 2016.

Considérant que :

- *Différents groupes de la société ont différents besoins, notamment en matière d'accès, de sécurité, de coûts, de communication ou d'environnement*;
- *Depuis 1976, les édifices publics doivent être accessibles aux personnes à mobilité réduite;*
- *Aucune mesure coercitive n'assure l'accessibilité des lieux du secteur privé;*
- *Seules six stations de métro sur l'île de Montréal sont accessibles aux personnes en fauteuil roulant;*
- *Les barrières à l'accessibilité ne se limitent pas à l'aménagement physique des lieux, et des barrières sociales limitent encore aujourd'hui l'accessibilité des commerces à Montréal;*
- *Le taux d'incapacité chez les personnes de 15 ans et plus à Montréal varie entre 26% (15-64 ans) et 61% (65 ans et plus);*
- *La Charte des droits et libertés de la personne du Québec protège le droit à l'égalité des personnes handicapées;*
- *La restriction de l'accès de certains lieux aux personnes handicapées est une forme de capacitisme.*

Qu'il soit résolu par le Jeune Conseil de Montréal : —

CHAPITRE I
DÉFINITION :

Aux fins du présent règlement, les termes suivants sont ainsi définis :

« Lieu culturel » : *Tout cinéma, musée, théâtre, salle de spectacle, salle d'exposition et festival situé dans la Ville de Montréal, y compris les lieux à vocations mixtes ou multiples, ainsi que tout espace ou événement déclaré comme tel par le comité Accès;*

« Commerce » : *Entreprise d'au moins 5 (cinq) employé.e.s opérant dans la Ville de Montréal, notamment tout magasin, centre commercial et restaurant;*

« Accessibilité » : *Qualité idéale du lieu ou du commerce qui permet à toute personne l'utilisation identique ou similaire, autonome et simultanée des services offerts, indépendamment de toutes formes de discrimination , notamment basées sur le genre, de l'âge, l'orientation sexuelle, le handicap, la classe sociale, l'ethnie, le genre non conforme ou non binaire, la langue ou l'état de santé;*

« Personne à mobilité réduite » : *Personne dont les capacités de déplacement dans l'espace sont réduites notamment en raison de son handicap, de son âge, de son état de santé ou d'une situation ponctuelle tel que la grossesse ou l'accompagnement par un.e enfant en poussette;*

« Comité » : *Le comité Accès, créé en vertu du présent règlement;*

« Projet d'accessibilité » : *Ensemble de mesures imposées ou approuvées par le comité Accès qui visent à éliminer un ou plusieurs obstacles à l'accessibilité d'un lieu culturel ou d'un commerce;*

« Évaluation » : *Examen se voulant exhaustif de l'aménagement et des services d'un lieu culturel ou d'un commerce en vue d'en déterminer les obstacles à l'accessibilité;*

« Certification d'accessibilité » : *Reconnaissance accordée par le comité Accès aux lieux culturels et commerces qui, sur le continuum de l'accessibilité, restreignent de façon minimale l'accessibilité du lieu et des services;*

« Parité des genres » : *Règle en vertu de laquelle au moins 50% des membres d'un groupe sont de genre féminin. Un groupe exclusivement féminin est ainsi considéré paritaire.*

« Représentativité des minorités visibles » *: Règle en vertu de laquelle au moins le tiers des membres d'un groupe est associé à une minorité visible. Un groupe exclusivement constitué de membres appartenant à une minorité visible est donc considéré représentatif.*

CHAPITRE II
COMITÉ ACCÈS

2. Est constitué le comité Accès, dont le mandat est de veiller à l'accessibilité de la ville de Montréal par le biais de subventions, d'imposition et du suivi de projets d'accessibilité, d'octroi d'amendes, et d'offre de services de consultation et de gestion de plaintes.

3. Le Comité est formé de :

    a) 2 élu.e.s municipal.e.s;
    b) 4 représentant.e.s de groupes d'action dont la mission inclut l'accessibilité ou l'égalité à Montréal;
    c) 1 représentant.e. du milieu culturel et 1 représentant.e du milieu commercial;
    d) 2 représentant.e.s d'associations de personnes handicapées;
    e) 2 représentant.e.s d'associations d'ainé.e.s;

    Le Comité est soumis à la parité des genres et à la représentativité des minorités visibles.

4. Le premier comité est composé de personnes nommées pour trois ans, suite à un appel à candidatures public, par la Direction de la diversité sociale.

5. Dans sa première demi-année de mandat, le Comité crée et rend disponible au public:

    a) Un répertoire d'exemples de projets d'accessibilité et d'obstacles à l'accessibilité;
    b) Un audit d'accessibilité complet;
    c) Une description des standards d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite.

6. Le Comité rend également disponible au public:

    a) Un répertoire des plaintes reçues;
    b) La liste des lieux culturels et commerces ayant été évalués ainsi que leurs rapports d'évaluation;
    c) La liste des lieux culturels et commerces ayant reçus une certification d'accessibilité;
    d) La liste des commerces jugés conformes aux standards d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite.

7. Le Comité met en place des formations sur l'accessibilité pour dirigeant.e.s, entrepreneuses/eurs et gestionnaires.

CHAPITRE III
ACCESSIBILITÉ DES LIEUX CULTURELS

8. Le Comité évalue annuellement 15 lieux culturels de son choix, ainsi que tous ceux qui en font la demande.

Son choix doit se baser sur les cinq (5) critères suivants :

    a) l'importance du lieu
    b) le degré estimé d'accessibilité
    c) l'emplacement
    d) le nombre de plaintes reçues
    e) L'importance de l'atteinte à l'intégrité

9. L’évaluation par le Comité se base sur les besoins d’une diversité de personnes, notamment les personnes à mobilité réduite, sourdes, aveugles, racisées, trans, de genre féminin, sensibles aux odeurs, âgées, épileptiques, jeunes, pauvres et allophones, incluant les personnes appartenant à plusieurs de ces catégories.

10. Les lieux culturels évalués reçoivent un rapport d’évaluation, ainsi qu’un projet d’accessibilité ou une certification d’accessibilité.

11. Les propriétaires ou responsables des lieux culturels évalués peuvent plaider leur cause lors d’une réunion ou comité.

12. Le rapport d’évaluation comprend des informations de base sur l’accessibilité, des observations générales, la liste des obstacles à l’accessibilité du lieu culturel et une liste des ressources pertinentes à la compréhension du rapport, à l’amélioration de l’accessibilité du lieu ou du commerce et, s’il y a lieu, à la réalisation du projet d’accessibilité imposé.

13. Le lieu culturel qui reçoit une certification d’accessibilité est exempt de taxes municipales pour une durée de cinq ans.

14. Le lieu culturel qui reçoit un projet d’accessibilité doit le réaliser à l’intérieur d’un délai déterminé par le comité. Le Comité peut accorder une extension s’’il survient un événement imprévisible, sérieux et hors du contrôle du lieu culturel qui compromet la réalisation du projet dans les délais prévus.

15. Tout lieu culturel peut faire une demande de financement partiel ou total d’un projet d’accessibilité. Le Comité peut accorder des subventions d’après:

    a) l’importance et la pertinence du projet;
    b) les coûts associés au projet;
    c) la situation financière du lieu culturel.

    Le Comité n’a aucune obligation de financer chaque projet qui en fait la demande.

16. Le Comité met à la disposition des lieux culturels des ressources visant à faciliter la compréhension, l’appropriation et la réalisation du projet.

17. Le lieu culturel qui se voit imposer un projet d’accessibilité peut à tout moment le remplacer par un projet alternatif si celui-ci est approuvé par le Comité.

    Un changement de projet n’entraine pas automatiquement une extension du délai de réalisation déterminé par le Comité.

17. Le lieu culturel qui réalise un projet d’accessibilité doit collaborer avec le Comité :

    a) en lui fournissant des rapports biannuels sur l’avancement du projet;
    b) en autorisant l’inspection du lieu pendant la mise en place du projet;
    c) en facilitant la communication entre la ou le responsable du projet et le Comité.

18. Le lieu culturel qui ne réalise pas le projet d'accessibilité dans le délai prescrit s'expose à une sanction à la discrétion du comité, notamment une amende ou un retrait de permis.

19. Le lieu culturel sanctionné peut faire appel de la sanction auprès de la Direction de la diversité sociale.

CHAPITRE IV
ACCESSIBILITÉ DES COMMERCES

20. Cinq ans après l'entrée en vigueur du présent règlement, tout commerce doit correspondre aux standards d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite tels qu'établis par le comité Accès.

21. Le Comité juge annuellement les lieux commerciaux de son choix, ainsi que tous ceux qui en font la demande. Son choix doit se baser sur les cinq (3) critères suivants :

    a) l'importance du lieu
    b) le degré estimé d'accessibilité
    c) l'emplacement

22. Les commerces non conformes reçoivent, tant qu'ils le demeurent, une sanction financière annuelle. Le montant recueilli en lien avec ces sanctions seront réacheminés dans le coffre des subventions.

    a) La première sanction correspond à 15%des taxes municipales;
    b) Chaque nouvelle sanction est augmentée de 15% par rapport à la précédente;
    c) Un commerce ne peut être exempté de la sanction que si la conformité avec les standards d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite est incompatible avec le respect de la loi.

23. Le Comité peut soumettre les commerces qui reçoivent une ou plusieurs plaintes ou ceux qui en font la demande à une évaluation complète de leur accessibilité.

24. Les commerces évalués sont soumis à la même procédure et aux mêmes conditions que les lieux culturels évalués.

CHAPITRE V ACCESSIBILITÉ DE LA VILLE

25. Le Comité a compétence pour l'évaluation des installations municipales de son choix.

26. La Ville s'engage à donner effet aux recommandations du Comité.

27. La Ville s'engage à satisfaire les standards d'accessibilité du Comité pour toutes ses installations et activités d'ici 2030.

28. La Ville s’engage à collaborer avec la STM pour créer et implémenter un plan d’accessibilisation des transports en commun et du transport adapté.

29. Le Comité est chargé de former, suite à un appel de candidatures accessible, un sous-comité responsable de recueillir et de fournir des recommandations pour l’accessibilisation des transports.

    Ce sous-comité doit être composé d’une majorité de personnes handicapées, sous la contrainte de la parité des genres et à la représentativité des minorités visibles.

30. La Ville s’engage à ce que le plan d’accessibilisation inclut :
    a) L’accessibilité de toutes les stations de métro aux personnes ne pouvant pas monter ou descendre de marches;
    b) L’accessibilité du réseau d’autobus et de métro aux personnes sourdes et aveugles;
    c) Une augmentation des mesures de sécurité, notamment pour le réseau de nuit et le transport adapté;
    d) Une diminution des tarifs des titres de transport pour les personnes à faible revenu;
    e) La mise en place des mesures nécessaires pour un système de transport adapté fiable et spontané.

31. La Société de transport de Montréal s’engage à ce que le plan d’accessibilisation des transports soit implanté avant tout autre travaux de nature esthétique, ou non essentiel, au bon fonctionnement des équipements, de sa sécurité ou de son efficacité et ce d’ici 2025.

CHAPITRE VI DISPOSITION FINALE

32. Le présent règlement entre en vigueur le jour de son adoption par le Jeune Conseil.

JEUNE CONSEIL DE MONTRÉAL
XXIX^e ÉDITION

Projet de règlement no. 1 : Règlement sur les espaces vacants

PRÉSENTATION

Présenté par Etienne A. Gratton, Membre du Comité exécutif – Responsable de l'habitation, de l'urbanisme, de la gestion et de la planification immobilière ainsi que des espaces vacants.

Amendé par la commission sur l'habitation, l'urbanisme, la gestion et la planification immobilière ainsi que des espaces vacants le 16 janvier 2016.
Amendé par le Jeune Conseil le 23 janvier 2016.
Adopté par le Jeune Conseil le 23 janvier 2016.

Considérant que :

- Il y a plus de 25 kilomètres carrés d'espaces vacants sur l'Île de Montréal ;
- Plusieurs espaces « occupés » ne servent pas les intérêts du public montréalais (ex. : le site du Silo no 5, l'hôpital Royal-Victoria, etc.);
- Montréal appartient d'abord et avant tout aux montréalais.es et que ceux-ci/celles-ci devraient par conséquent être davantage impliqué.e.s dans l'occupation du territoire de la manière la plus démocratique, ouverte et participative possible;
- Des comités locaux citoyens sont à même de gérer les espaces vacants de Montréal dans l'intérêt des citoyen.ne.s et de refléter leur réalité;

Qu'il soit résolu par le Jeune Conseil de Montréal : -

CHAPITRE I DÉFINITIONS

1. Aux fins du présent règlement, les termes suivants sont ainsi définis :

   « Acquisition » : Processus au terme duquel la Ville devient propriétaire d'un immeuble ou d'un terrain, soit par entente de gré à gré, soit par expropriation, c'est-à-dire, tel que défini par la loi.

   « Commission » : La Commission des espaces vacants, créée en vertu du présent règlement.

« Espace vacant » : Un espace vacant est une aire résidentielle, commerciale ou industrielle — bâtie ou non — relativement géographiquement continue et dont l'ensemble est soit inhabité, inoccupé ou insalubre depuis au moins 6 mois. Il peut être soit un Grand Espace Vacant (GEV) ou un Espace Vacant Local (EVL).

« Réserve foncière » : L'interdiction faite au(x) propriétaire(s) d'un immeuble ou d'un terrain d'effectuer tout investissement ou toute spéculation sur la propriété afin d'en réduire les coûts d'acquisition pour la Ville. Une réserve foncière a une durée initiale de deux ans, avec une extension possible de deux années supplémentaires.

« Service » : Le Service de mise en valeur du territoire et du patrimoine de la Ville de Montréal.

CHAPITRE II COMMISSION DES ESPACES VACANTS

2. Est créée la Commission des espaces vacants, un organe du Service de mise en valeur du territoire et du patrimoine.

3. La Commission est composée de dix-neuf (19) citoyen.ne.s provenant de chaque arrondissement de Montréal nommé.es au 2/3 des voix du Jeune Conseil, et du directeur/de la directrice du Service, qui la préside.

4. La Commission a pour mandat de participer à la réappropriation du territoire de la Ville par et pour les montréalais.es au travers de processus ouverts, participatifs et démocratiques.

5. Elle s'assure que les espaces qu'elle identifie servent les intérêts du public montréalais et contribuent utilement à l'amélioration de sa qualité de vie. Son action se construit autour de cinq orientations, soit :

    a) Améliorer la qualité de l'air et réduire les émissions de gaz à effet de serre;
    b) Assurer la qualité des milieux de vie résidentiels;
    c) Pratiquer une gestion responsable des ressources;
    d) Adopter de bonnes pratiques de développement durable;
    e) Améliorer la protection de la biodiversité, des milieux naturels et des espaces verts.

6. La Commission, lorsqu'elle le juge nécessaire et après consultations du/de la propriétaire et/ou de ses représentant.es, déclare un espace comme étant vacant et le catégorise entre Grand Espace Vacant (GEV) ou Espace Vacant Local (EVL)

CHAPITRE III CAHIERS DE PROJET

7. Un Cahier de projet planifie pour une durée déterminée le développement d'un espace vacant, qui doit se faire dans le cadre d'un ou plusieurs des cinq orientations de la Commission. Il détaille également tous les travaux nécessaires à sa mise en œuvre, et les coûts et les répercussions qui lui sont associés.

8. La commission doit rendre publique toutes délibérations et documents d'analyse.

9. Un espace vacant peut être modifié ou développé uniquement dans le cadre établi par le Cahier de projet qui lui est associé.

CHAPITRE IV ESPACES VACANTS
SECTION I GRANDS ESPACES VACANTS

10. Un GEV,est un espace, qui dans son développement, concerne l'intérêt de l'ensemble des montréalais.es,soit par son importance géographique, patrimoniale, culturelle ou historique.

11. Lorsqu'elle identifie un GEV, la Commission rédige et met en œuvre un Cahier de projet pour celui-ci.

12. Dans la mise en œuvre d'un Cahier de projet, la Commission peut exercer les pouvoirs suivants :

    a) régler un emprunt auprès d'institutions bancaires;
    b) exécuter des travaux;
    c) attribuer des contrats;
    d) déclarer une réserve foncière, si le propriétaire refuse le cahier de projet;
    e) procéder à une expropriation, si le propriétaire refuse le cahier de projet.

13. La Commission doit redonner la gestion d'un GEV à son/sa propriétaire si celui-ci/celle-ci en fait la demande avant la mise en œuvre du cahier de projet et qu'il/elle s'engage à revitaliser son espace vacant dans les six (6) mois. Au terme de cette période, si la Commission constate que l'espace est toujours vacant et qu'aucune démarche n'a été entreprise, elle en reprend la responsabilité.

SECTION II ESPACES VACANTS LOCAUX ET COMITÉS DE GESTION

14. Un EVL st un espace dont le dans son développement 'intéresse ne concerne qu'une portion de la population montréalaise par son caractère local.

15. Un comité de gestion est un regroupement de citoyen.ne.s souhaitant prendre en charge la gestion d'un EVL.

16. Est reconnu comme comité de gestion un regroupement d'au moins cinq (5) et d'au plus trente (30) citoyen.ne.s dont la demande est approuvée par la Commission ou par pétition.

17. Pour siéger sur un comité de gestion, un.e citoyen.ne doit résider dans l'arrondissement où se situe l'EVL en question.

    Si un EVL chevauche plus d'un arrondissement, le comité doit être composé à parts égales de citoyen.ne.s provenant des arrondissements concernés.

18. Un comité de gestion a pour mandat de rédiger et de mettre en œuvre un Cahier de projet pour l'EVL dont il a la responsabilité.

19. Pour réaliser son mandat, un comité de gestion exerce tous les pouvoirs de la Commission mentionnés à l'article 10.

20. Lorsqu'elle le juge nécessaire, la Commission peut dissoudre un comité de gestion si celuici demeure inactif pour une période de six (6) mois ou s'il ne respecte pas une initiative citoyenne devenue contraignante.

21. La Commission doit également redonner la gestion d'un EVL à son/sa propriétaire si celuici/celle-ci en fait la demande avant la mise en œuvre du cahier de projet et qu'il/elle s'engage à revitaliser son espace vacant dans les six (6) mois. Au terme de cette période, si la Commission constate que l'espace est toujours vacant et qu'aucune démarche n'a été entreprise, elle en redonne la responsabilité au comité de gestion.

22. Un EVL qui n'est pas pris en charge par un comité de gestion est sous la responsabilité de la Commission, qui le prend en charge comme s'il s'agissait d'un GEV.

CHAPITRE V INITIATIVE CITOYENNE

23. La pétition est le recours qu'ont les citoyen.ne.s montréalais.es lorsqu'ils sont insatisfait.e.s par la conduite des travaux d'un comité de gestion ou de la Commission ou par le développement d'un EVL ou d'un GEV.

24. Il y a deux types de pétitions : la pétition d'intérêt général et la pétition d'intérêt local.

SECTION I PÉTITION D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

25. La pétition d'intérêt général concerne le développement d'un GEV ou les travaux d'une commission.

26. Une pétition d'intérêt général peut être présentée et signée par tout.e résident.e de la Ville de Montréal.

27. Une pétition d'intérêt général peut proposer :
    a) un changement à la composition de la Commission;
    b) une ou des modifications à un Cahier de projet;
    c) le renversement d'une décision de la Commission;
    d) un nouveau Cahier de projet;
    e) la tenue d'une séance de la Commission dans les trente jours.

28. Une pétition d'intérêt général devient contraignante pour la Commission si elle atteint en signatures un seuil de 0.5% de la population de la Ville et que pas plus de 2/3 de ces signatures ne proviennent d'un même arrondissement.

SECTION II PÉTITION D'INTÉRÊT LOCAL

29. La pétition d'intérêt local concerne le développement d'un EVL ou les travaux d'un comité de gestion.

30. Une pétition d'intérêt local peut être présentée et signée par tout.e résident.e de l'arrondissement concerné.

31. Une pétition d'intérêt local peut proposer :
    a) un changement à la composition d'un comité de gestion
    b) la dissolution et/ou la création d'un comité de gestion;
    c) le renversement d'une décision ou d'un comité de gestion;
    d) une ou des modifications à un Cahier de projet;
    e) un nouveau Cahier de projet;
    f) la tenue d'une séance d'un comité de gestion dans les trente jours.

32. Une pétition d'intérêt local devient contraignante pour le comité de gestion concerné si elle récolte l'équivalent en signatures de 2,5% de la population de l'arrondissement concerné et qu'un maximum de 60% des signatures proviennent d'un même district.

CHAPITRE VI DISPOSITION FINALE

33. Le présent règlement entre en vigueur le jour de son adoption par le Jeune Conseil.



Démission
Florent Francoeur
A :
alain.marcouxDG
2016-03-01 12:57
Cc :
cruelland
Masquer les détails
De : Florent Francoeur <florent.francoeur@gmail.com>
A : alain.marcouxDG@ville.montreal.qc.ca,
Cc : cruelland@ville.montreal.qc.ca
Historique : Ce message a été transféré.

Article 7.07

Bonjour M. Marcoux,

J'ai le regret de vous informer de ma démission du poste de vice-président de la Commission de la fonction publique de Montréal.

J'ai été nommé récemment président de la Commission des partenaires du marché du travail et le Secrétariat aux emplois supérieurs du gouvernement du Québec a déterminé que les deux fonctions étaient incompatibles. En conséquence, je dois donc démissionner.

Celle-ci prendra effet à compter du 11 mars 2016 mais je reste à votre disposition pour assurer une transition adéquate.

C'est avec grande fierté que j'ai travaillé pour la Commission. J'y ai rencontré des gens qualifiés, dévoués et soucieux d'offrir un service de qualité aux employés et aux citoyens de la ville de Montréal.

Par ailleurs, si vous le souhaitez, il me fera plaisir de vous recommander des personnes susceptibles de me remplacer.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations les meilleures.

Florent Francoeur

514 835-1452

COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DE MONTRÉAL

CFPM

Pour une embauche juste et équitable

Montréal

NOTE

Destinataires: Monsieur Frantz Benjamin
Président du conseil municipal

Maître Yves Saindon
Directeur de service greffe et greffier de la Ville

Expéditeur: Christian Ruelland
Secrétaire exécutif

Date : Le 10 mars 2016

Objet : **Démission de M. Florent Francoeur, vice-président de la CFPM, et poste vacant à la présidence de la Commission (CFPM)**

La Commission de la fonction publique de Montréal (CFPM) désire vous informer ainsi que les membres du conseil municipal que l'un de ses deux vice-présidents, M. Florent Francoeur, a annoncé sa démission qui sera effective à compter du 11 mars prochain (voir la pièce ci-jointe). De plus, depuis le 25 octobre 2015, le poste de président à la Commission est demeuré vacant et aucun processus n'a encore été amorcé pour son comblement.

Par conséquent, la Commission ne peut plus siéger, faute de quorum, lequel doit être constitué de deux membres. D'ici la nomination par le conseil de deux nouveaux membres, dont l'un sera désigné président, selon l'article 57.7 de la Charte de la Ville de Montréal au chapitre C-11.4, **aucune séance** permettant l'approbation de ses divers rapports de vérification et de traitement de plaintes **ne pourra être tenue**.

Son équipe de professionnels poursuivra ses activités. Cependant, compte tenu que les résultats qui découleront de celles-ci ne seront pas entérinés par les membres de la Commission, des correctifs urgents ne pourront pas être apportés notamment lorsque les processus de dotation sont en cours. L'équipe de la CFPM devra informer les plaignants que les délais de réponse sont occasionnés par l'absence de quorum pour siéger.

La Commission informe le conseil de l'urgence de régulariser cette situation afin qu'elle puisse poursuivre sa mission. Dans l'attente d'une réponse favorable, nous vous remercions de votre collaboration.

p. j. (1)

COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DE MONTRÉAL

CFPM

Pour une embauche juste et équitable

2016-253

EXTRAIT DE PROCÈS-VERBAL

DE LA SÉANCE DU 9 mars 2016 À 16 h

tenue au 500, place d'Armes, bureau 1810, à Montréal

À l'article de l'ordre du jour:

6.4 Note au président du conseil municipal et au greffier de la Ville

ATTENDU la démission de M. Florent Francoeur, vice-président, à compter du 11 mars 2016;

ATTENDU que le poste de président est vacant depuis le 25 octobre 2015 et qu'aucun processus de dotation n'a encore été amorcé pour son comblement;

ATTENDU que la Commission ne peut plus siéger, faute de quorum, lequel doit être constitué de deux membres;

ATTENDU que la Commission est sous la responsabilité du conseil municipal;

Il est résolu

de transmettre une note à M. Frantz Benjamin, président du conseil municipal, ainsi qu'à M^{e} Yves Saindon, greffier de la Ville, visant à les informer que la Commission ne peut plus tenir de séances faute de quorum et qu'il est urgent de régulariser cette situation afin qu'elle puisse poursuivre sa mission.

Après discussion auprès des membres présents :

Florent Francoeur, vice-président
Marie-Chantal Lamothe, vice-présidente

Adopté à l'unanimité.

Florent Francoeur
Vice-président

Christian Ruelland
Secrétaire exécutif

Montréal

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.08

2016/03/21
13:00

Dossier # : 1155271002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Déposer le bilan annuel 2015 de la qualité de l'eau potable de 14 réseaux de distribution dont le suivi réglementaire est assuré par la Ville de Montréal. Ces réseaux de distributions d'eau potable sont desservis par les usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.- Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval. La production d'un bilan annuel par réseau de distribution d'eau potable est exigée en vertu du Règlement sur la qualité de l'eau potable.

Il est recommandé :
de déposer le bilan annuel 2015 de la qualité de l'eau potable de 14 réseaux de distribution dont le suivi réglementaire est assuré par la Ville de Montréal. Ces réseaux de distributions d'eau potable sont desservis par les usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.- Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval. La production d'un bilan annuel par réseau de distribution d'eau potable est exigée par le Règlement sur la qualité de l'eau potable.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-02-29 15:15

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1155271002**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Déposer le bilan annuel 2015 de la qualité de l'eau potable de 14 réseaux de distribution dont le suivi réglementaire est assuré par la Ville de Montréal. Ces réseaux de distributions d'eau potable sont desservis par les usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.- Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval. La production d'un bilan annuel par réseau de distribution d'eau potable est exigée en vertu du Règlement sur la qualité de l'eau potable.

CONTENU

CONTEXTE

Relevant du Service de l'eau, la Direction de l'eau potable (DEP) assure l'alimentation en eau potable à l'ensemble de la population de l'agglomération de Montréal à partir de six (6) usines de production d'eau potable : Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval.
L'article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable (RQEP) du ministère du Développement durable, de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) demande au responsable d'un système de distribution d'eau de produire un bilan annuel de la qualité de l'eau livrée à des fins de consommation humaine. Il doit être complété avant le 31 mars de chaque année pour l'eau distribuée durant la période du 1er janvier au 31 décembre de l'année précédente. Le bilan présente un résumé de tous les résultats des analyses d'eau effectuées en vertu du RQEP et explique tous les dépassements de norme.

Un exemplaire de ce bilan doit être tenu à la disposition du ministre sur demande, conformément au RQEP, le bilan doit être disponible aux utilisateurs des réseaux de distribution de l'eau potable de l'agglomération de Montréal dès qu'il aura été soumis aux instances. Également le responsable du système de distribution doit aussi en fournir copie aux utilisateurs, sur demande.

La Division d'expertise technique du Service de l'environnement de la Ville de Montréal a le

mandat d'assister la DEP pour produire ces bilans pour les quatorze réseaux de distribution dont elle assure le suivi réglementaire de la qualité de l'eau potable.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0221 – 3 avril 2015- Dépôt du Bilan annuel de la qualité de l'eau potable 2014 relativement aux usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.-DesBaillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval.
CG14 0181 - 1er mai 2014 - Dépôt du Bilan annuel de la qualité de l'eau potable 2013 relativement aux usines de production d'eau potable Atwater, DesBaillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval.

CM13 0693 - 26 août 2013 - Dépôt du Bilan annuel de la qualité de l'eau potable 2012 relativement aux usines de production d'eau potable Atwater et DesBaillets.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à déposer au conseil d'agglomération le bilan annuel de la qualité de l'eau pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2015.
Les faits saillants de ce bilan se résument ainsi, soit :

- Les analyses microbiologiques et des substances organiques n'ont présenté aucun dépassement des seuils réglementaires.

- Les analyses de substances inorganiques, plus spécifiquement le plomb, ont dépassé la norme prescrite uniquement pour le réseau de distribution d'eau potable de Montréal. Les dépassements enregistrés sont le résultat d'une campagne exhaustive d'échantillonnage du plomb dans des secteurs potentiellement problématiques, avec la présence d'entrées de service en plomb, dans un but de cibler les actions correctrices. Un plan d'action a été mis de l'avant par la Ville dans le cadre d'une entente avec le MDDELCC pour éliminer les entrées de service en plomb, côté public, d'ici 2027. Un dépliant sur le plomb a été distribué aux propriétaires des résidences touchées. De plus, une lettre faisant état des résultats et des recommandations leur a également été adressée.

Afin de démontrer de la transparence et faciliter l'accès à l'information pour tous les consommateurs de l'eau potable du réseau de l'agglomération, le Service de l'eau a opté pour la publication du bilan sur le site internet de la Ville. De plus, une synthèse des plaintes relatives à la qualité de l'eau (section facultative du bilan) est présentée dans le bilan 2015 ainsi que les rapports annuels de la qualité de l'eau produite par les six (6) usines d'eau potable. Plusieurs citoyens et industries consultent ces résultats.

JUSTIFICATION

La Ville de Montréal a à cœur de rencontrer les exigences du RQEP et de faire preuve de transparence par la publication du bilan de la qualité de l'eau sur le site internet de la Ville de Montréal. Les citoyens pourront le consulter facilement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

En facilitant l'accès à l'information par la population, ce bilan contribue à mettre la communauté au cœur du développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de ne pas donner suite à l'obligation réglementaire équivaudrait à contrevenir au Règlement sur la qualité de l'eau potable (RQEP) et rendrait les Villes passibles d'une amende.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Outre la diffusion du bilan de l'eau 2015 sur le site internet de la Ville de Montréal, la Service des communications n'a pas prévu d'autres opérations de communication.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dépôt du bilan au conseil d'agglomération : 24 Mars 2016.
Publication : diffusion du bilan sur le site internet : 31 Mars 2016.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Laurent LAROCHE, Service de l'environnement

Lecture :

Laurent LAROCHE, 19 février 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

André CAZA
Resp. des operations (service de l'eau)

Tél : 514 872-3893
Télécop. : 514 872-8623

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-17

André MARSAN
Chef de l'exploitation des usines

Tél : 514 872-5090
Télécop. : 514 872-8623

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Babak HERISCHI
Directeur de l'eau potable
Tél : 514 872-3411
Approuvé le : 2016-02-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dominique DEVEAU
Directrice - DGSRE
Tél : 514 872-4023
Approuvé le : 2016-02-29

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1155271002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
Objet :	Déposer le bilan annuel 2015 de la qualité de l'eau potable de 14 réseaux de distribution dont le suivi réglementaire est assuré par la Ville de Montréal. Ces réseaux de distributions d'eau potable sont desservis par les usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.- Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval. La production d'un bilan annuel par réseau de distribution d'eau potable est exigée en vertu du Règlement sur la qualité de l'eau potable.

Bilans des usines:Billan_annuel_ Senneville_2015.pdfBillan Pierrefonds-Roxboro_2015.pdf

Bilan_annuel_Sainte-Anne-De-Bellevue_ 2015.pdfBilan_annuel_Pointe-Claire_2015.pdf

Bilan_annuel_Kirkland_2015.pdf

Bilan_annuel_Dollard-Des-Ormeaux-par Pointe-Claire_2015.pdf

Bilan_annuel_Beaconsfield-2015.pdfBaie d'Urfé bilan-annuel 2015.pdf

2015_Bilan_annuel_Montréal.pdf2015_Bilan annuel Jardin Botanique.pdf

Bilan_annuel_Dorval_2015.pdfBilan_annuel_Île de Dorval_2015.pdf

Bilans de qualité 2015 publiés.docDélégation de pouvoir.pdf

Bilan_annuel_Lachine_2015_v2.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

André CAZA
Resp. des operations (service de l'eau)

Tél : 514 872-3893
Télécop. : 514 872-8623

Bilan annuel de la qualité de l'eau potable pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2015

Nom de l'installation de distribution :	Senneville (aqueduc phillips)
Numéro de l'installation de distribution :	X0008959
Attention, en 2014 les réseaux X0008959 et X0008960 ont été fusionnés ensemble car ils sont désormais desservis uniquement par l'usine de production d'eau potable de Pierrefonds)	
Nombre de personnes desservies :	920
Source : http://www.mamrot.gouv.qc.ca/organisation-municipale/decret-de-population/	
Date de publication du bilan :	2016-02-10

Nom du responsable légal de l'installation de distribution : Shawn Aloysius, Ingénieur de la ville de Senneville.

Personne à joindre pour obtenir plus de précisions sur le présent bilan :

- Nom : Laurent Laroche
- Numéro de téléphone : 514-872-5737
- Courriel : llaroche@ville.montreal.qc.ca

Rappel de l'exigence (article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable) :

« Le responsable d'un système de distribution ou d'un véhicule-citerne desservant plus de 20 personnes et au moins une résidence doit, au plus tard le 31 mars de chaque année, avoir complété un bilan de la qualité de l'eau livrée à des fins de consommation humaine durant la période du 1er janvier au 31 décembre de l'année qui précède. Ce bilan doit indiquer le nombre minimal d'échantillons dont le prélèvement est obligatoire en vertu des dispositions du présent règlement, le nombre d'échantillons prélevés pour chaque paramètre, ainsi que le nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité durant cette période. Ce bilan doit préciser pour chaque dépassement de normes observé, le paramètre en cause, le lieu visé, la concentration maximale autorisée, la concentration mesurée, ainsi que, le cas échéant, les mesures prises par le responsable pour corriger la situation.

Ce bilan doit être conservé durant une période minimale de 5 ans par le responsable du système de distribution ou du véhicule-citerne et un exemplaire doit être tenu à la disposition du ministre sur demande. Le responsable doit aussi en fournir copie aux utilisateurs de cette eau, sur demande.

En outre, dans le cas où le système de distribution ou le véhicule-citerne relève d'une municipalité, un exemplaire du bilan doit aussi être affiché au bureau de la municipalité. Dans le cas où la municipalité dispose d'un bulletin d'information ou, le cas échéant, d'un site Internet, elle doit aussi publier dans ce bulletin d'information ou, le cas échéant, mettre en ligne sur ce site Internet, un avis qu'elle a dressé le bilan de qualité de l'eau potable prévu au présent article, en précisant l'endroit où les utilisateurs peuvent se le procurer. »

À noter :

Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs considère que le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 peut répondre à celle-ci de manière appropriée en utilisant le modèle présenté ici. Le responsable d'un système

peut également choisir d'employer un modèle différent de celui présenté, dans la mesure où le document produit inclut minimalement les renseignements prévus aux sections qui suivent.

1. Analyses microbiologiques réalisées sur l'eau distribuée

(articles 11 et 12 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation (N^{bre} par mois x 12)	**Nombre total d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Coliformes totaux	2 X 12 = 24	95	Aucun
Coliformes fécaux ou *Escherichia coli*	2 X 12 = 24	95	Aucun

Précisions concernant les dépassements de normes microbiologiques :

☒ Aucun dépassement de norme

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée

(articles 14, 14.1 et 15 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Antimoine	0		0
Arsenic	0		0
Baryum	0		0
Bore	0		0
Cadmium	0		0
Chrome	0		0
Cuivre	5	5	0
Cyanures	0		0
Fluorures	0		0
Nitrites + nitrates	0		0
Mercure	0		0
Plomb	5	5	0
Sélénium	0		0
Uranium	0		0
Paramètre dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est ozonée :			
Bromates	0 *		
Paramètre dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est chloraminée :			
Chloramines	N/A	N/A	N/A
Paramètres dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est traitée au bioxyde de chlore :			
Chlorites	N/A	N/A	N/A
Chlorates	N/A	N/A	N/A

Note : * Ces paramètres ont été analysés sur le réseau de Pierrefonds.

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée (suite)

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances inorganiques :

X Aucun dépassement de norme

3. Analyses de la turbidité réalisées sur l'eau distribuée

(article 21 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Turbidité	12	12	0

Précisions concernant les dépassements de normes pour la turbidité :

X Aucun dépassement de norme

4. Analyses des substances organiques réalisées sur l'eau distribuée

4.1 Substances organiques autres que les trihalométhanes

(article 19 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☒ Exigence non applicable *(réseau desservant 5 000 personnes ou moins)*
☐ Réduction des exigences de contrôle étant donné que l'historique montre des concentrations inférieures à 20 % de chaque norme applicable
(exigence réduite : analyses trimestrielles un an sur trois)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Pesticides	N/A		
Autres substances organiques	N/A		

4.2 Trihalométhanes

(article 18 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Exigence non applicable *(réseau non chloré)*

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Moyenne annuelle des résultats trimestriels (µg/l)** Norme : 80 µg/l
Trihalométhanes totaux	4	4	24.7

4.3 Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances organiques et les trihalométhanes

X Aucun dépassement de norme

5. Analyses dans l'eau distribuée de substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme de qualité à l'annexe 1 du Règlement sur la qualité de l'eau potable

(article 42 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

X Aucune analyse réalisée sur ces paramètres

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Acides haloacétiques	0	N/A	N/A
Microcystines (exprimés en équivalent toxique de microcystine-LR)	0	N/A	N/A
Nitrites (exprimés en N)	0	N/A	N/A
Autres pesticides *(préciser lesquels)*	0	N/A	N/A
Substances radioactives	0	N/A	N/A

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme :

X Aucun dépassement de norme

6. Nom et signature de la personne ayant préparé le présent rapport

Signature* :  Date : 2016-02-10

Laurent Laroche
Chef de division

Signature** :  Date : 2016-02-10

Magalie Joseph
Chimiste

----------Section facultative----------

À noter :
Le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable peut, dans le but de fournir un portrait complet de la situation à sa population, choisir de remplir également les deux sections qui suivent.

7. Autres analyses réalisées sur l'eau distribuée pour des paramètres de qualité qui ne sont pas visés par une norme

☐ Aucune analyse supplémentaire réalisée

Plusieurs paramètres supplémentaires ont été analysés pour l'usines qui alimente ce réseau. Il s'agit de l'usine de Pierrefonds. Ces paramètres servaient à assurer un suivi additionnel de la qualité de l'eau potable. Ces données sont intéressantes dans le sens qu'elles ajoutent des informations supplémentaires sur la qualité de l'eau potable et répondent à des demandes de citoyens. Par exemple la dureté de l'eau qui est souvent demandée pour l'ajustement des laveuses à vaisselle.

Comme la liste de ces paramètres est longue, le rapport annuel peut être consulté. Ce rapport fait un sommaire de tous les paramètres analysés, dans l'eau potable.

Voir «rapport annuel de la qualité de l'eau » mis sur le site WEB de la ville de Montréal au
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=6497,54201575&_dad=portal&_schema=PORTAL

Une façon rapide d'y accéder est d'utiliser l'adresse suivante : www.ville.montreal.qc.ca/eaupotable. Une fois la fenêtre ouverte, le rapport annuel de l'eau potable par l'usine de Pierrefonds se retrouve sous la rubrique **accès rapide**



8. Plaintes relatives à la qualité de l'eau

☒ Aucune plainte reçue

Bilan annuel de la qualité de l'eau potable pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2015

Nom de l'installation de distribution :	Pierrefonds -Roxboro
Numéro de l'installation de distribution :	X0009131
Nombre de personnes desservies :	82577

Source : http://www.mamrot.gouv.qc.ca/organisation-municipale/decret-de-population/

Selon le décret 2015 + arrondissement de Pierrefonds-Roxboro

Date de publication du bilan : 2016-02-10

Nom du responsable légal de l'installation de distribution : Babak Herischi

Personne à joindre pour obtenir plus de précisions sur le présent bilan :

- Nom : Laurent Laroche
- Numéro de téléphone : 514-872-5737
- Courriel : llaroche@ville.montreal.qc.ca

Rappel de l'exigence (article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable) :

« Le responsable d'un système de distribution ou d'un véhicule-citerne desservant plus de 20 personnes et au moins une résidence doit, au plus tard le 31 mars de chaque année, avoir complété un bilan de la qualité de l'eau livrée à des fins de consommation humaine durant la période du 1er janvier au 31 décembre de l'année qui précède. Ce bilan doit indiquer le nombre minimal d'échantillons dont le prélèvement est obligatoire en vertu des dispositions du présent règlement, le nombre d'échantillons prélevés pour chaque paramètre, ainsi que le nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité durant cette période. Ce bilan doit préciser pour chaque dépassement de normes observé, le paramètre en cause, le lieu visé, la concentration maximale autorisée, la concentration mesurée, ainsi que, le cas échéant, les mesures prises par le responsable pour corriger la situation.

Ce bilan doit être conservé durant une période minimale de 5 ans par le responsable du système de distribution ou du véhicule-citerne et un exemplaire doit être tenu à la disposition du ministre sur demande. Le responsable doit aussi en fournir copie aux utilisateurs de cette eau, sur demande.

En outre, dans le cas où le système de distribution ou le véhicule-citerne relève d'une municipalité, un exemplaire du bilan doit aussi être affiché au bureau de la municipalité. Dans le cas où la municipalité dispose d'un bulletin d'information ou, le cas échéant, d'un site Internet, elle doit aussi publier dans ce bulletin d'information ou, le cas échéant, mettre en ligne sur ce site Internet, un avis qu'elle a dressé le bilan de qualité de l'eau potable prévu au présent article, en précisant l'endroit où les utilisateurs peuvent se le procurer. »

À noter :

Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs considère que le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 peut répondre à celle-ci de manière appropriée en utilisant le modèle présenté ici. Le responsable d'un système peut également choisir d'employer un modèle différent de celui présenté, dans la mesure où le document produit inclut minimalement les renseignements prévus aux sections qui suivent.

1. Analyses microbiologiques réalisées sur l'eau distribuée

(articles 11 et 12 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation (N^{bre} par mois x 12)	**Nombre total d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Coliformes totaux	81 X 12 = 972	1017	0
Coliformes fécaux ou *Escherichia coli*	81 X 12 = 972	1017	0

Précisions concernant les dépassements de normes microbiologiques :

☒ Aucun dépassement de norme

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée

(articles 14, 14.1 et 15 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Antimoine	1	1	
Arsenic	1	1	
Baryum	1	1	
Bore	1	1	
Cadmium	1	1	
Chrome	1	1	
Cuivre	30	31	
Cyanures	1	1	
Fluorures	1	1	
Nitrites + nitrates	4	4	
Mercure	1	1	
Plomb	30	31	
Sélénium	1	1	
Uranium	1	1	
Paramètre dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est ozonée :			
Bromates	4	4	0
Paramètre dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est chloraminée :			
Chloramines	N/A	N/A	N/A
Paramètres dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est traitée au bioxyde de chlore :			
Chlorites			
Chlorates	N/A	N/A	N/A

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée (suite)

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances inorganiques :

X Aucun dépassement de norme

3. Analyses de la turbidité réalisées sur l'eau distribuée

(article 21 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Turbidité	12	16	1

Précisions concernant les dépassements de normes pour la turbidité :

☐ Aucun dépassement de norme

Date de prélèvement	Lieu de prélèvement	Norme applicable	Résultat obtenu	Mesure prise pour informer la population, le cas échéant, et corriger la situation
2015-09-10	4948 rue Fabien Pierrefonds	5 UTN	10.7	Ouverture de vannes et rinçage du réseau secondaire. L'eau est redevenue conforme par la suite.

4. Analyses des substances organiques réalisées sur l'eau distribuée

4.1 Substances organiques autres que les trihalométhanes

(article 19 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Exigence non applicable *(réseau desservant 5 000 personnes ou moins)*
☐ Réduction des exigences de contrôle étant donné que l'historique montre des concentrations inférieures à 20 % de chaque norme applicable
(exigence réduite : analyses trimestrielles un an sur trois)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Pesticides	4	4	0
Autres substances organiques	4	4	0

4.2 Trihalométhanes

(article 18 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Exigence non applicable *(réseau non chloré)*

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Moyenne annuelle des résultats trimestriels (µg/l)** Norme : 80 µg/l
Trihalométhanes totaux	16	16	33.1

4.3 Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances organiques et les trihalométhanes

X Aucun dépassement de norme

5. Analyses dans l'eau distribuée de substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme de qualité à l'annexe 1 du Règlement sur la qualité de l'eau potable

(article 42 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Aucune analyse réalisée sur ces paramètres

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Acides haloacétiques	0	3	0
Microcystines (exprimés en équivalent toxique de microcystine-LR)	0	N/A	N/A
Nitrites (exprimés en N)	0	N/A	N/A
Autres pesticides *(préciser lesquels)*	0	N/A	N/A
Substances radioactives	0	N/A	N/A

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme :

X Aucun dépassement de norme

6. Nom et signature de la personne ayant préparé le présent rapport

Signature :  Date : 2016-02-10

Laurent Laroche, Mcb.A
Chef de division

Signature :  Date : 2016-02-10

Magalie Joseph
Chimiste

----------Section facultative----------

À noter :
Le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable peut, dans le but de fournir un portrait complet de la situation à sa population, choisir de remplir également les deux sections qui suivent.

7. Autres analyses réalisées sur l'eau distribuée pour des paramètres de qualité qui ne sont pas visés par une norme

☐ Aucune analyse supplémentaire réalisée

Plusieurs paramètres ont été analysés. Ces paramètres servaient à assurer un suivi additionnel de la qualité de l'eau potable. Ces données sont intéressantes dans le sens qu'elles ajoutent des informations supplémentaires sur la qualité de l'eau potable et répondent à des demandes de citoyens. Par exemple la dureté de l'eau qui est souvent demandée pour l'ajustement des laveuses à vaisselle.

Comme la liste de ces paramètres est longue, le rapport annuel peut être consulté. Ce rapport fait un sommaire de tous les paramètres analysés, dans l'eau potable.

Voir «rapport annuel de la qualité de l'eau » mis sur le site WEB de la ville de Montréal au
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=6497,54201575&_dad=portal&_schema=PORTAL

Une façon rapide d'y accéder est d'utiliser l'adresse suivante ;
www.ville.montreal.qc.ca/eaupotable. Une fois la fenêtre ouverte, le rapport annuel de l'eau potable produite par l'usine de production d'eau potable de Pierrefonds se retrouve sous la rubrique accès rapide.



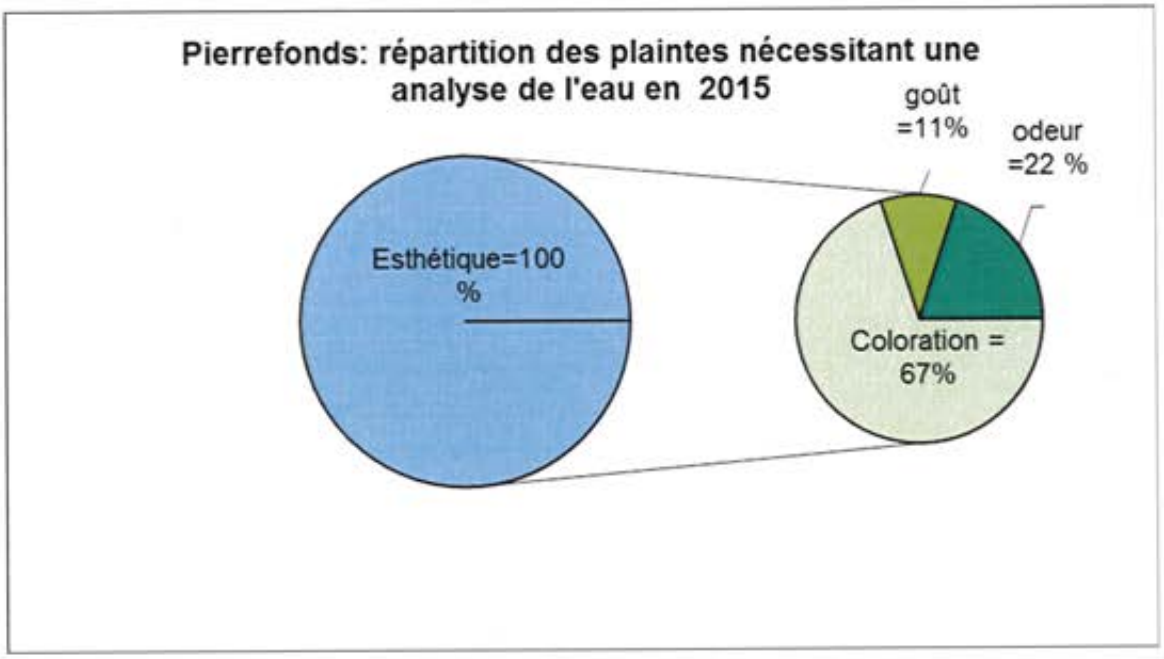
8. Plaintes relatives à la qualité de l'eau

☐ Aucune plainte reçue

Il y a 9 plaintes reçues qui ont nécessité une démarche de la part de la division de l'expertise technique pour échantillonner et effectuer une analyse de l'eau afin de vérifier si la problématique provenait vraiment du réseau d'aqueduc.

En tout, quatre (4) plaintes ont nécessités une intervention de l'arrondissement pour corriger la situation pour eau colorée jaune. Pour toutes les autres plaintes, les échantillons prélevés et testés furent conformes à la réglementation sur la qualité de l'eau potable. Dans tous les cas, où un échantillonnage et une analyse fut réalisé, une lettre explicative fut envoyé au demandeur.

Voici la répartition des plaintes



Bilan annuel de la qualité de l'eau potable pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2015

Nom de l'installation de distribution :	Sainte-Anne-De-Bellevue
Numéro de l'installation de distribution :	X0008126
Nombre de personnes desservies :	5005
Source :	http://www.mamrot.gouv.qc.ca/organisation-municipale/decret-de-population/
Date de publication du bilan :	2016-02-10

Nom du responsable légal de l'installation de distribution : Martin Bonhomme, directeur général. Tél. 514-457-6834. mbonhomme@sadb.qc.ca

Personne à joindre pour obtenir plus de précisions sur le présent bilan :

- Nom : Laurent Laroche
- Numéro de téléphone : 514-872-5737
- Courriel : llaroche@ville.montreal.qc.ca

Rappel de l'exigence (article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable) :

« Le responsable d'un système de distribution ou d'un véhicule-citerne desservant plus de 20 personnes et au moins une résidence doit, au plus tard le 31 mars de chaque année, avoir complété un bilan de la qualité de l'eau livrée à des fins de consommation humaine durant la période du 1er janvier au 31 décembre de l'année qui précède. Ce bilan doit indiquer le nombre minimal d'échantillons dont le prélèvement est obligatoire en vertu des dispositions du présent règlement, le nombre d'échantillons prélevés pour chaque paramètre, ainsi que le nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité durant cette période. Ce bilan doit préciser pour chaque dépassement de normes observé, le paramètre en cause, le lieu visé, la concentration maximale autorisée, la concentration mesurée, ainsi que, le cas échéant, les mesures prises par le responsable pour corriger la situation.

Ce bilan doit être conservé durant une période minimale de 5 ans par le responsable du système de distribution ou du véhicule-citerne et un exemplaire doit être tenu à la disposition du ministre sur demande. Le responsable doit aussi en fournir copie aux utilisateurs de cette eau, sur demande.

En outre, dans le cas où le système de distribution ou le véhicule-citerne relève d'une municipalité, un exemplaire du bilan doit aussi être affiché au bureau de la municipalité. Dans le cas où la municipalité dispose d'un bulletin d'information ou, le cas échéant, d'un site Internet, elle doit aussi publier dans ce bulletin d'information ou, le cas échéant, mettre en ligne sur ce site Internet, un avis qu'elle a dressé le bilan de qualité de l'eau potable prévu au présent article, en précisant l'endroit où les utilisateurs peuvent se le procurer. »

À noter :

Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs considère que le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 peut répondre à celle-ci de manière appropriée en utilisant le modèle présenté ici. Le responsable d'un système peut également choisir d'employer un modèle différent de celui présenté, dans la mesure où le document produit inclut minimalement les renseignements prévus aux sections qui suivent.

1. Analyses microbiologiques réalisées sur l'eau distribuée

(articles 11 et 12 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation (N^{bre} par mois x 12)	**Nombre total d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Coliformes totaux	8 X 12 = 96	98	0
Coliformes fécaux ou *Escherichia coli*	8 X 12 = 96	98	0

Précisions concernant les dépassements de normes microbiologiques :

☒ Aucun dépassement de norme

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée

(articles 14, 14.1 et 15 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Antimoine	0		0
Arsenic	0		0
Baryum	0		0
Bore	0		0
Cadmium	0		0
Chrome	0		0
Cuivre	10	10	0
Cyanures	0		0
Fluorures	0		0
Nitrites + nitrates	0		0
Mercure	0		0
Plomb	10	10	0
Sélénium	0		0
Uranium	0		0
Paramètre dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est ozonée :			
Bromates	0	N/A	N/A
Paramètre dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est chloraminée :			
Chloramines	N/A	N/A	N/A
Paramètres dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est traitée au bioxyde de chlore :			
Chlorites			
Chlorates	N/A	N/A	N/A

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée (suite)

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances inorganiques :

X Aucun dépassement de norme

3. Analyses de la turbidité réalisées sur l'eau distribuée

(article 21 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Turbidité	12	13	0

Précisions concernant les dépassements de normes pour la turbidité :

X Aucun dépassement de norme

4. Analyses des substances organiques réalisées sur l'eau distribuée

4.1 Substances organiques autres que les trihalométhanes

(article 19 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☒ Exigence non applicable *(réseau desservant 5 000 personnes ou moins)*
☐ Réduction des exigences de contrôle étant donné que l'historique montre des concentrations inférieures à 20 % de chaque norme applicable
(exigence réduite : analyses trimestrielles un an sur trois)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Pesticides	N/A		
Autres substances organiques	N/A		

4.2 Trihalométhanes

(article 18 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Exigence non applicable *(réseau non chloré)*

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Moyenne annuelle des résultats trimestriels (µg/l)** Norme : 80 µg/l
Trihalométhanes totaux	16	16	44.4

4.3 Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances organiques et les trihalométhanes

X Aucun dépassement de norme

5. Analyses dans l'eau distribuée de substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme de qualité à l'annexe 1 du Règlement sur la qualité de l'eau potable

(article 42 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Aucune analyse réalisée sur ces paramètres

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Acides haloacétiques	0	2	0
Microcystines (exprimés en équivalent toxique de microcystine-LR)	0	N/a	-
Nitrites (exprimés en N)	0	N/a	-
Autres pesticides *(préciser lesquels)*	0	N/a	-
Substances radioactives	0	N/a	-

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme :

X Aucun dépassement de norme

6. Nom et signature de la personne ayant préparé le présent rapport

Signature :  Date : 2016-02-10

Laurent Laroche
Chef de division

Signature:  Date : 2016-02-10

Magalie Joseph
Chimiste

----------Section facultative----------

À noter :
Le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable peut, dans le but de fournir un portrait complet de la situation à sa population, choisir de remplir également les deux sections qui suivent.

7. Autres analyses réalisées sur l'eau distribuée pour des paramètres de qualité qui ne sont pas visés par une norme

☐ Aucune analyse supplémentaire réalisée

Plusieurs paramètres supplémentaires ont été analysés. Ces paramètres servaient à assurer un suivi additionnel de la qualité de l'eau potable. Ces données sont intéressantes dans le sens qu'elles ajoutent des informations supplémentaires sur la qualité de l'eau potable et répondent à des demandes de citoyens. Par exemple la dureté de l'eau qui est souvent demandée pour l'ajustement des laveuses à vaisselle.

Comme la liste de ces paramètres est longue, le rapport annuel peut être consulté. Ce rapport fait un sommaire de tous les paramètres analysés, dans l'eau potable.

Voir «rapport annuel de la qualité de l'eau » mis sur le site WEB de la ville de Montréal au
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=6497,54201575&_dad=portal&_schema=PORTAL

Une façon rapide d'y accéder est d'utiliser l'adresse suivante :
www.ville.montreal.qc.ca/eaupotable. Une fois la fenêtre ouverte, le rapport annuel de l'eau potable produite par l'usine de Lachine se retrouve sous la rubrique accès rapide



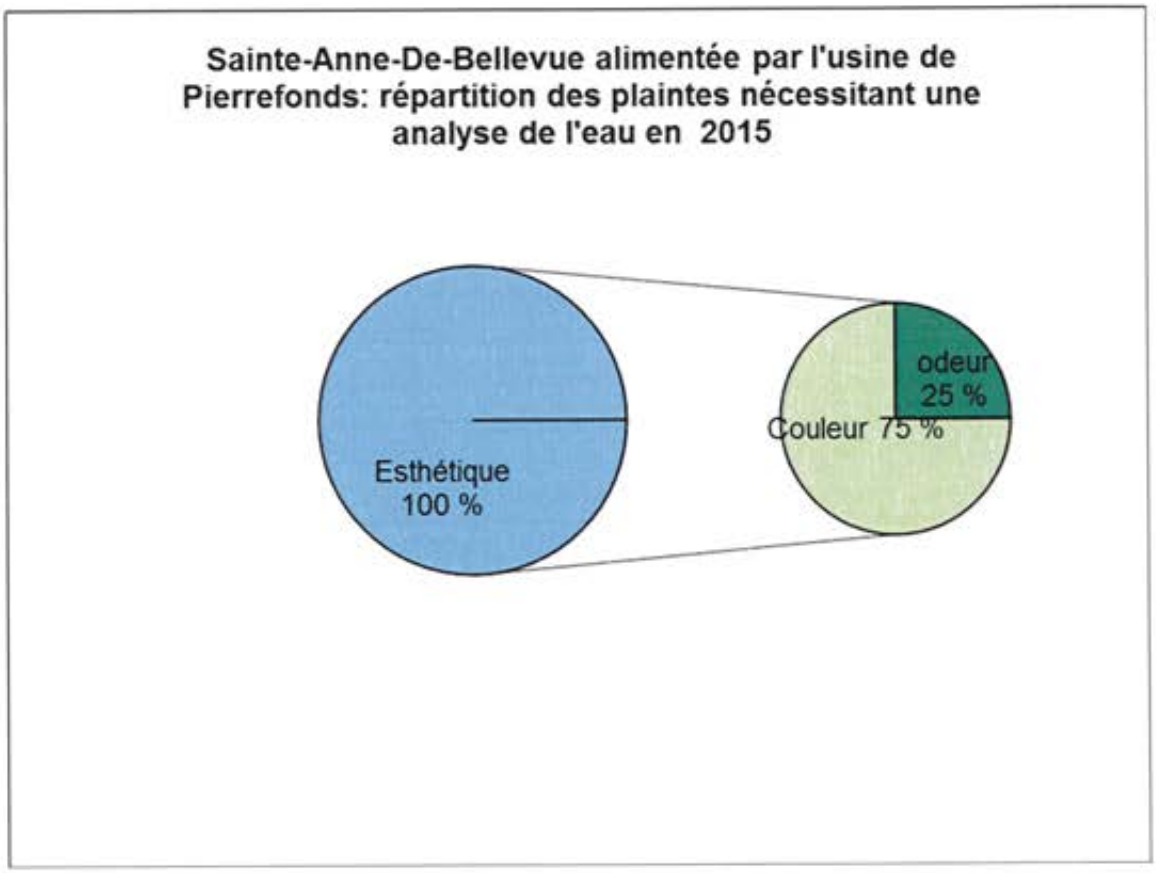
8. Plaintes relatives à la qualité de l'eau

☐ Aucune plainte reçue

Il y a 4 plaintes reçues qui ont nécessité une démarche de la part de la division de l'expertise technique pour échantillonner et effectuer une analyse de l'eau afin de vérifier si la problématique provenait vraiment du réseau d'aqueduc.

En tout, deux (2) plaintes ont nécessités une intervention de l'arrondissement pour corriger la situation pour eau colorée jaune. Pour toutes les autres plaintes, les échantillons prélevés et testés furent conformes à la réglementation sur la qualité de l'eau potable. Dans tous les cas, où un échantillonnage et une analyse fut réalisé, une lettre explicative fut envoyé au demandeur.

Voici la répartition des plaintes



Bilan annuel de la qualité de l'eau potable pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2015

Nom de l'installation de distribution :	Pointe-Claire
Numéro de l'installation de distribution :	X0008942
Nombre de personnes desservies :	31393
http://www.mamrot.gouv.qc.ca/organisation-municipale/decret-de-population/	Selon décret 2015
Date de publication du bilan :	2016-02-10

Nom du responsable légal de l'installation de distribution :
Jean-Denis Jacob, avocat. Ville de pointe-Claire.
Tél. 514-630-1228 poste 1582
courrier électronique : jacob@ville.pointe-claire.qc.ca

Personne à joindre pour obtenir plus de précisions sur le présent bilan :

- Nom : Laurent Laroche
- Numéro de téléphone : 514-872-5737
- Courriel : llaroche@ville.montreal.qc.ca

Rappel de l'exigence (article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable) :

« Le responsable d'un système de distribution ou d'un véhicule-citerne desservant plus de 20 personnes et au moins une résidence doit, au plus tard le 31 mars de chaque année, avoir complété un bilan de la qualité de l'eau livrée à des fins de consommation humaine durant la période du 1er janvier au 31 décembre de l'année qui précède. Ce bilan doit indiquer le nombre minimal d'échantillons dont le prélèvement est obligatoire en vertu des dispositions du présent règlement, le nombre d'échantillons prélevés pour chaque paramètre, ainsi que le nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité durant cette période. Ce bilan doit préciser pour chaque dépassement de normes observé, le paramètre en cause, le lieu visé, la concentration maximale autorisée, la concentration mesurée, ainsi que, le cas échéant, les mesures prises par le responsable pour corriger la situation.

Ce bilan doit être conservé durant une période minimale de 5 ans par le responsable du système de distribution ou du véhicule-citerne et un exemplaire doit être tenu à la disposition du ministre sur demande. Le responsable doit aussi en fournir copie aux utilisateurs de cette eau, sur demande.

En outre, dans le cas où le système de distribution ou le véhicule-citerne relève d'une municipalité, un exemplaire du bilan doit aussi être affiché au bureau de la municipalité. Dans le cas où la municipalité dispose d'un bulletin d'information ou, le cas échéant, d'un site Internet, elle doit aussi publier dans ce bulletin d'information ou, le cas échéant, mettre en ligne sur ce site Internet, un avis qu'elle a dressé le bilan de qualité de l'eau potable prévu au présent article, en précisant l'endroit où les utilisateurs peuvent se le procurer. »

À noter :
Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs considère que le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 peut répondre à celle-ci de manière appropriée en utilisant le modèle présenté ici. Le responsable d'un système peut également choisir d'employer un modèle différent de celui présenté, dans la mesure où le document produit inclut minimalement les renseignements prévus aux sections qui suivent.

1. Analyses microbiologiques réalisées sur l'eau distribuée

(articles 11 et 12 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation (N^{bre} par mois x 12)	**Nombre total d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Coliformes totaux	31 X 12 = 372	499	Aucun
Coliformes fécaux ou *Escherichia coli*	31 X 12 = 372	499	Aucun

Précisions concernant les dépassements de normes microbiologiques :

☒ Aucun dépassement de norme

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée

(articles 14, 14.1 et 15 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Antimoine	1	1	0
Arsenic	1	1	0
Baryum	1	1	0
Bore	1	1	0
Cadmium	1	1	0
Chrome	1	1	0
Cuivre	20	21	0
Cyanures	1	1	0
Fluorures	1	1	0
Nitrites + nitrates	4	4	0
Mercure	1	1	0
Plomb	20	21	0
Sélénium	1	1	0
Uranium	1	1	0
Paramètre dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est ozonée :			
Bromates	N/A	N/A	N/A
Paramètre dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est chloraminée :			
Chloramines	N/A	N/A	N/A
Paramètres dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est traitée au bioxyde de chlore :			
Chlorites	N/A	N/A	N/A
Chlorates	N/A	N/A	N/A

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée (suite)

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances inorganiques :

☒ Aucun dépassement de norme

3. Analyses de la turbidité réalisées sur l'eau distribuée

(article 21 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Turbidité	12	12	0

Précisions concernant les dépassements de normes pour la turbidité :

☒ Aucun dépassement de norme

4. Analyses des substances organiques réalisées sur l'eau distribuée

4.1 Substances organiques autres que les trihalométhanes

(article 19 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Exigence non applicable *(réseau desservant 5 000 personnes ou moins)*
☐ Réduction des exigences de contrôle étant donné que l'historique montre des concentrations inférieures à 20 % de chaque norme applicable
(exigence réduite : analyses trimestrielles un an sur trois)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Pesticides	4	4	0
Autres substances organiques	4	4	0

4.2 Trihalométhanes

(article 18 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Exigence non applicable *(réseau non chloré)*

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Moyenne annuelle des résultats trimestriels (µg/l)** Norme : 80 µg/l
Trihalométhanes totaux	16	16	64.4

4.3 Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances organiques et les trihalométhanes

☒ Aucun dépassement de norme

5. Analyses dans l'eau distribuée de substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme de qualité à l'annexe 1 du Règlement sur la qualité de l'eau potable

(article 42 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☒ Aucune analyse réalisée sur ces paramètres

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Acides haloacétiques	0		
Microcystines (exprimés en équivalent toxique de microcystine-LR)	0		
Nitrites (exprimés en N)	0		
Autres pesticides *(préciser lesquels)*	0		
Substances radioactives	0		

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme :

☒ Aucun dépassement de norme

6. Nom et signature de la personne ayant préparé le présent rapport

Signature* :  Date : 2016-02-10

Laurent Laroche, Mcb.A
Chef de division

Signature** :  Date : 2016-02-10

Magalie Joseph
Chimiste

----------Section facultative----------

À noter :
Le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable peut, dans le but de fournir un portrait complet de la situation à sa population, choisir de remplir également les deux sections qui suivent.

7. Autres analyses réalisées sur l'eau distribuée pour des paramètres de qualité qui ne sont pas visés par une norme

☒ Aucune analyse supplémentaire réalisée

8. Plaintes relatives à la qualité de l'eau

☐ Aucune plainte reçue qui a nécessité une demande d'analyse

Une seule plaint reçue a nécessité une analyse pour vérifier la qualité de l'eau. Il s'agissait d'une demande de vérification du pH. Le pH obtenu avait une teneur normale et conforme à la réglementation.

Bilan annuel de la qualité de l'eau potable pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2015

Nom de l'installation de distribution :	Kirkland
Numéro de l'installation de distribution :	X0008946
Nombre de personnes desservies :	21 432
http://www.mamrot.gouv.qc.ca/organisation-municipale/decret-de-population/	
Selon décret 2015	
Date de publication du bilan :	2016-02-10

Nom du responsable légal de l'installation de distribution :
Martine Musau, Greffière et directrice des affaires publiques.
Ville de Kirkland.
Tél. : 514-694-4100 poste 3167
Courrier électronique : mmusau@ville.kirkland.qc.ca

Personne à joindre pour obtenir plus de précisions sur le présent bilan :

- Nom : Laurent Laroche
- Numéro de téléphone : 514-872-5737
- Courriel : llaroche @ville.montreal.qc.ca

Rappel de l'exigence (article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable) :

« Le responsable d'un système de distribution ou d'un véhicule-citerne desservant plus de 20 personnes et au moins une résidence doit, au plus tard le 31 mars de chaque année, avoir complété un bilan de la qualité de l'eau livrée à des fins de consommation humaine durant la période du 1er janvier au 31 décembre de l'année qui précède. Ce bilan doit indiquer le nombre minimal d'échantillons dont le prélèvement est obligatoire en vertu des dispositions du présent règlement, le nombre d'échantillons prélevés pour chaque paramètre, ainsi que le nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité durant cette période. Ce bilan doit préciser pour chaque dépassement de normes observé, le paramètre en cause, le lieu visé, la concentration maximale autorisée, la concentration mesurée, ainsi que, le cas échéant, les mesures prises par le responsable pour corriger la situation.

Ce bilan doit être conservé durant une période minimale de 5 ans par le responsable du système de distribution ou du véhicule-citerne et un exemplaire doit être tenu à la disposition du ministre sur demande. Le responsable doit aussi en fournir copie aux utilisateurs de cette eau, sur demande.

En outre, dans le cas où le système de distribution ou le véhicule-citerne relève d'une municipalité, un exemplaire du bilan doit aussi être affiché au bureau de la municipalité. Dans le cas où la municipalité dispose d'un bulletin d'information ou, le cas échéant, d'un site Internet, elle doit aussi publier dans ce bulletin d'information ou, le cas échéant, mettre en ligne sur ce site Internet, un avis qu'elle a dressé le bilan de qualité de l'eau potable prévu au présent article, en précisant l'endroit où les utilisateurs peuvent se le procurer. »

À noter :
Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs considère que le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 peut répondre à celle-ci de manière appropriée en utilisant le modèle présenté ici. Le responsable d'un système peut également choisir d'employer un modèle différent de celui présenté, dans la mesure où le document produit inclut minimalement les renseignements prévus aux sections qui suivent.

1. Analyses microbiologiques réalisées sur l'eau distribuée

(articles 11 et 12 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation (N^{bre} par mois x 12)	**Nombre total d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Coliformes totaux	22 X 12 = 264	295	1
Coliformes fécaux ou *Escherichia coli*	22 X 12 = 264	295	1

Précisions concernant les dépassements de normes microbiologiques :

☐ Aucun dépassement de norme

Date du prélèvement	**Paramètre en cause**	**Lieu de prélèvement**	**Norme applicable**	**Résultat obtenu**	**Mesure prise pour informer la population, le cas échéant, et corriger la situation**
2015-03-18	C. totaux	Rue Argyle	Absence / 100 ml , 90 % du temps	Présence / 100 ml	Il s'agit d'une déclaration légale. Une inspection du points d'échantillonnage et un nouvel échantillon fut analysé et s'est révélé absence / 100 ml

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée

(articles 14, 14.1 et 15 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Antimoine	0		
Arsenic	0		
Baryum	0		
Bore	0		
Cadmium	0		
Chrome	0		
Cuivre	20	20	0
Cyanures	0		
Fluorures	0		
Nitrites + nitrates	0		
Mercure	0		
Plomb	20	20	0
Sélénium	0		
Uranium	0		
Paramètre dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est ozonée :			
Bromates	0		
Paramètre dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est chloraminée :			
Chloramines	N/A	N/A	N/A
Paramètres dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est traitée au bioxyde de chlore :			
Chlorites	N/A	N/A	N/A
Chlorates	N/A	N/A	N/A

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée (suite)

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances inorganiques :

☒ Aucun dépassement de norme

3. Analyses de la turbidité réalisées sur l'eau distribuée

(article 21 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Turbidité	12	12	0

Précisions concernant les dépassements de normes pour la turbidité :

☒ Aucun dépassement de norme

4. Analyses des substances organiques réalisées sur l'eau distribuée

4.1 Substances organiques autres que les trihalométhanes

(article 19 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☒ Exigence non applicable *(réseau desservant 5 000 personnes ou moins)*
☐ Réduction des exigences de contrôle étant donné que l'historique montre des concentrations inférieures à 20 % de chaque norme applicable
(exigence réduite : analyses trimestrielles un an sur trois)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Pesticides	N/A		
Autres substances organiques	N/A		

4.2 Trihalométhanes

(article 18 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Exigence non applicable *(réseau non chloré)*

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Moyenne annuelle des résultats trimestriels (µg/l)** Norme : 80 µg/l
Trihalométhanes totaux	16	16	70.6

4.3 Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances organiques et les trihalométhanes

☒ Aucun dépassement de norme

5. Analyses dans l'eau distribuée de substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme de qualité à l'annexe 1 du Règlement sur la qualité de l'eau potable

(article 42 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☒ Aucune analyse réalisée sur ces paramètres

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Acides haloacétiques	0		
Microcystines (exprimés en équivalent toxique de microcystine-LR)	0		
Nitrites (exprimés en N)	0		
Autres pesticides *(préciser lesquels)*	0		
Substances radioactives	0		

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme :

☒ Aucun dépassement de norme

6. Nom et signature de la personne ayant préparé le présent rapport

Signature* : _____ Date : 2016-02-10

Laurent Laroche, Mcb.A
Chef de division

Signature** : _____ Date : 2016-02-10

Magalie Joseph
Chimiste

----------Section facultative----------

À noter :
Le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable peut, dans le but de fournir un portrait complet de la situation à sa population, choisir de remplir également les deux sections qui suivent.

7. Autres analyses réalisées sur l'eau distribuée pour des paramètres de qualité qui ne sont pas visés par une norme

☒ Aucune analyse supplémentaire réalisée

8. Plaintes relatives à la qualité de l'eau

☒ Aucune plainte reçue qui a nécessité une analyse

Bilan annuel de la qualité de l'eau potable pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2015

Nom de l'installation de distribution :	Dollard-des-Ormeaux (par Pointe-Claire)
Numéro de l'installation de distribution :	X2146082
Nombre de personnes desservies :	3490
http://www.mamrot.gouv.qc.ca/organisation-municipale/decret-de-population/	
selon le décret 2015 + Ville _Dollard-Des-Ormeaux	
Date de publication du bilan :	2016-02-10

Nom du responsable légal de l'installation de distribution :

- Jack Benzaquen, directeur général.
  Tél. 514-684-8060 Courrier électronique : jbenzaquen@ddo.qc.ca
- Anna Polito, Directrice de l'Aménagement urbain et de l'ingénierie.
  Tél. 514-684-0722 Courrier électronique : apolito@ddo.qc.ca

Personne à joindre pour obtenir plus de précisions sur le présent bilan :

- Nom : Laurent Laroche
- Numéro de téléphone : 514-872-5737
- Courriel : llaroche@ville.montreal.qc.ca

Rappel de l'exigence (article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable) :

« Le responsable d'un système de distribution ou d'un véhicule-citerne desservant plus de 20 personnes et au moins une résidence doit, au plus tard le 31 mars de chaque année, avoir complété un bilan de la qualité de l'eau livrée à des fins de consommation humaine durant la période du 1er janvier au 31 décembre de l'année qui précède. Ce bilan doit indiquer le nombre minimal d'échantillons dont le prélèvement est obligatoire en vertu des dispositions du présent règlement, le nombre d'échantillons prélevés pour chaque paramètre, ainsi que le nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité durant cette période. Ce bilan doit préciser pour chaque dépassement de normes observé, le paramètre en cause, le lieu visé, la concentration maximale autorisée, la concentration mesurée, ainsi que, le cas échéant, les mesures prises par le responsable pour corriger la situation.

Ce bilan doit être conservé durant une période minimale de 5 ans par le responsable du système de distribution ou du véhicule-citerne et un exemplaire doit être tenu à la disposition du ministre sur demande. Le responsable doit aussi en fournir copie aux utilisateurs de cette eau, sur demande.

En outre, dans le cas où le système de distribution ou le véhicule-citerne relève d'une municipalité, un exemplaire du bilan doit aussi être affiché au bureau de la municipalité. Dans le cas où la municipalité dispose d'un bulletin d'information ou, le cas échéant, d'un site Internet, elle doit aussi publier dans ce bulletin d'information ou, le cas échéant, mettre en ligne sur ce site Internet, un avis qu'elle a dressé le bilan de qualité de l'eau potable prévu au présent article, en précisant l'endroit où les utilisateurs peuvent se le procurer. »

À noter :

Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs considère que le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 peut répondre à celle-ci de manière appropriée en utilisant le modèle présenté ici. Le responsable d'un système peut également choisir d'employer un modèle différent de celui présenté, dans la mesure où le document produit inclut minimalement les renseignements prévus aux sections qui suivent.

1. Analyses microbiologiques réalisées sur l'eau distribuée

(articles 11 et 12 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation (N^{bre} par mois x 12)	**Nombre total d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Coliformes totaux	8 X 12 = 96	108	0
Coliformes fécaux ou *Escherichia coli*	8 X 12 = 96	108	0

Précisions concernant les dépassements de normes microbiologiques :

☒ Aucun dépassement de norme

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée

(articles 14, 14.1 et 15 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Antimoine	0		
Arsenic	0		
Baryum	0		
Bore	0		
Cadmium	0		
Chrome	0		
Cuivre	5	5	0
Cyanures	0		
Fluorures	0		
Nitrites + nitrates	0		
Mercure	0		
Plomb	5	5	0
Sélénium	0		
Uranium	0		
Paramètre dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est ozonée :			
Bromates	0		
Paramètre dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est chloraminée :			
Chloramines	N/A	N/A	N/A
Paramètres dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est traitée au bioxyde de chlore :			
Chlorites	N/A	N/A	N/A
Chlorates	N/A	N/A	N/A

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée (suite)

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances inorganiques :

☒ Aucun dépassement de norme

3. Analyses de la turbidité réalisées sur l'eau distribuée

(article 21 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Turbidité	12	12	0

Précisions concernant les dépassements de normes pour la turbidité :

☒ Aucun dépassement de norme

4. Analyses des substances organiques réalisées sur l'eau distribuée

4.1 Substances organiques autres que les trihalométhanes

(article 19 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☒ Exigence non applicable *(réseau desservant 5 000 personnes ou moins)*
☐ Réduction des exigences de contrôle étant donné que l'historique montre des concentrations inférieures à 20 % de chaque norme applicable
(exigence réduite : analyses trimestrielles un an sur trois)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Pesticides	N/A *		
Autres substances organiques	N/A *		

4.2 Trihalométhanes

(article 18 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Exigence non applicable *(réseau non chloré)*

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Moyenne annuelle des résultats trimestriels (µg/l)** Norme : 80 µg/l
Trihalométhanes totaux	4	4	55.4

4.3 Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances organiques et les trihalométhanes

☒ Aucun dépassement de norme

5. Analyses dans l'eau distribuée de substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme de qualité à l'annexe 1 du Règlement sur la qualité de l'eau potable

(article 42 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☒ Aucune analyse réalisée sur ces paramètres

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Acides haloacétiques	0		
Microcystines (exprimés en équivalent toxique de microcystine-LR)	0		
Nitrites (exprimés en N)	0		
Autres pesticides *(préciser lesquels)*	0		
Substances radioactives	0		

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme :

☒ Aucun dépassement de norme

6. Nom et signature de la personne ayant préparé le présent rapport

Signature* :  Date : 2016-02-10

Laurent Laroche
Chef de division

Signature** :  Date : 2016-02-10

Magalie Joseph
Chimiste

----------Section facultative----------

À noter :
Le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable peut, dans le but de fournir un portrait complet de la situation à sa population, choisir de remplir également les deux sections qui suivent.

7. Autres analyses réalisées sur l'eau distribuée pour des paramètres de qualité qui ne sont pas visés par une norme

☒ Aucune analyse supplémentaire réalisée

8. Plaintes relatives à la qualité de l'eau

☒ Aucune plainte reçue qui a nécessité une analyse de l'eau potable

Bilan annuel de la qualité de l'eau potable pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2015

Nom de l'installation de distribution :	Beaconsfield
Numéro de l'installation de distribution :	X0008948
Nombre de personnes desservies :	19847

http://www.mamrot.gouv.qc.ca/organisation-municipale/decret-de-population/

selon décret 2015

Date de publication du bilan : 2016-02-10

Nom du responsable légal de l'installation de distribution :
Nathalie Libersan-Laniel, Greffière et directrice des affaires publiques.
Ville de Beaconsfield.
Tél. : 514-428-4400 poste 4421
Courrier électronique : nathalie.libersan-laniel@beaconsfield.ca

Personne à joindre pour obtenir plus de précisions sur le présent bilan :

- Nom : Laurent Laroche
- Numéro de téléphone : 514-872-5737
- Courriel : llaroche@ville.montreal.qc.ca

Rappel de l'exigence (article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable) :

« Le responsable d'un système de distribution ou d'un véhicule-citerne desservant plus de 20 personnes et au moins une résidence doit, au plus tard le 31 mars de chaque année, avoir complété un bilan de la qualité de l'eau livrée à des fins de consommation humaine durant la période du 1er janvier au 31 décembre de l'année qui précède. Ce bilan doit indiquer le nombre minimal d'échantillons dont le prélèvement est obligatoire en vertu des dispositions du présent règlement, le nombre d'échantillons prélevés pour chaque paramètre, ainsi que le nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité durant cette période. Ce bilan doit préciser pour chaque dépassement de normes observé, le paramètre en cause, le lieu visé, la concentration maximale autorisée, la concentration mesurée, ainsi que, le cas échéant, les mesures prises par le responsable pour corriger la situation.

Ce bilan doit être conservé durant une période minimale de 5 ans par le responsable du système de distribution ou du véhicule-citerne et un exemplaire doit être tenu à la disposition du ministre sur demande. Le responsable doit aussi en fournir copie aux utilisateurs de cette eau, sur demande.

En outre, dans le cas où le système de distribution ou le véhicule-citerne relève d'une municipalité, un exemplaire du bilan doit aussi être affiché au bureau de la municipalité. Dans le cas où la municipalité dispose d'un bulletin d'information ou, le cas échéant, d'un site Internet, elle doit aussi publier dans ce bulletin d'information ou, le cas échéant, mettre en ligne sur ce site Internet, un avis qu'elle a dressé le bilan de qualité de l'eau potable prévu au présent article, en précisant l'endroit où les utilisateurs peuvent se le procurer. »

À noter :
Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs considère que le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 peut répondre à celle-ci de manière appropriée en utilisant le modèle présenté ici. Le responsable d'un système peut également choisir d'employer un modèle différent de celui présenté, dans la mesure où le document produit inclut minimalement les renseignements prévus aux sections qui suivent.

1. Analyses microbiologiques réalisées sur l'eau distribuée

(articles 11 et 12 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation (N^{bre} par mois x 12)	**Nombre total d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Coliformes totaux	20 X 12 = 240	301	0
Coliformes fécaux ou *Escherichia coli*	20 X 12 = 240	301	0

Précisions concernant les dépassements de normes microbiologiques :

☒ Aucun dépassement de norme

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée

(articles 14, 14.1 et 15 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Antimoine	0		
Arsenic	0		
Baryum	0		
Bore	0		
Cadmium	0		
Chrome	0		
Cuivre	10	10	0
Cyanures	0		
Fluorures	0		
Nitrites + nitrates	0		
Mercure	0		
Plomb	10	10	0
Sélénium	0		
Uranium	0		
Paramètre dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est ozonée :			
Bromates	0		
Paramètre dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est chloraminée :			
Chloramines	N/A	N/A	N/A
Paramètres dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est traitée au bioxyde de chlore :			
Chlorites	N/A	N/A	N/A
Chlorates	N/A	N/A	N/A

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée (suite)

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances inorganiques :

☒ Aucun dépassement de norme

3. Analyses de la turbidité réalisées sur l'eau distribuée

(article 21 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Turbidité	12	12	0

Précisions concernant les dépassements de normes pour la turbidité :

☒ Aucun dépassement de norme

4. Analyses des substances organiques réalisées sur l'eau distribuée

4.1 Substances organiques autres que les trihalométhanes

(article 19 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☒ Exigence non applicable *(réseau desservant 5 000 personnes ou moins)*
☐ Réduction des exigences de contrôle étant donné que l'historique montre des concentrations inférieures à 20 % de chaque norme applicable
(exigence réduite : analyses trimestrielles un an sur trois)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Pesticides	N/A		
Autres substances organiques	N/A		

4.2 Trihalométhanes

(article 18 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Exigence non applicable *(réseau non chloré)*

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Moyenne annuelle des résultats trimestriels (µg/l)** Norme : 80 µg/l
Trihalométhanes totaux	16	16	60.8

4.3 Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances organiques et les trihalométhanes

☒ Aucun dépassement de norme

5. Analyses dans l'eau distribuée de substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme de qualité à l'annexe 1 du Règlement sur la qualité de l'eau potable

(article 42 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☒ Aucune analyse réalisée sur ces paramètres

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Acides haloacétiques	0		
Microcystines (exprimés en équivalent toxique de microcystine-LR)	0		
Nitrites (exprimés en N)	0		
Autres pesticides *(préciser lesquels)*	0		
Substances radioactives	0		

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme :

☒ Aucun dépassement de norme

6. Nom et signature de la personne ayant préparé le présent rapport

Signature* :  Date : 2016-02-10

Laurent Laroche, Mcb.A
Chef de division

Signature** :  Date : 2016-02-10

Magalie Joseph
Chimiste

----------Section facultative----------

À noter :
Le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable peut, dans le but de fournir un portrait complet de la situation à sa population, choisir de remplir également les deux sections qui suivent.

7. Autres analyses réalisées sur l'eau distribuée pour des paramètres de qualité qui ne sont pas visés par une norme

☒ Aucune analyse supplémentaire réalisée

8. Plaintes relatives à la qualité de l'eau

☒ Aucune plainte reçue qui a nécessité une analyse de l'eau potable.

Bilan annuel de la qualité de l'eau potable pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2015

Nom de l'installation de distribution :	Baie d'Urfé
Numéro de l'installation de distribution :	X0008953
Nombre de personnes desservies :	3873
selon décret de la population 2015	http://www.mamrot.gouv.qc.ca/organisation-municipale/decret-de-population/
Date de publication du bilan :	2016-02-10

Nom du responsable légal de l'installation de distribution :
Jacques DesOrmeaux, Directeur général
Ville de Baie-D'urfé
Tél. : 514-457-6047
Courrier électronique : jdesormeaux@baie-durfe.qc.ca

Personne à joindre pour obtenir plus de précisions sur le présent bilan :

- Nom : Laurent Laroche
- Numéro de téléphone : 514-872-5737
- Courriel : llaroche @ville.montreal.qc.ca

Rappel de l'exigence (article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable) :

« Le responsable d'un système de distribution ou d'un véhicule-citerne desservant plus de 20 personnes et au moins une résidence doit, au plus tard le 31 mars de chaque année, avoir complété un bilan de la qualité de l'eau livrée à des fins de consommation humaine durant la période du 1er janvier au 31 décembre de l'année qui précède. Ce bilan doit indiquer le nombre minimal d'échantillons dont le prélèvement est obligatoire en vertu des dispositions du présent règlement, le nombre d'échantillons prélevés pour chaque paramètre, ainsi que le nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité durant cette période. Ce bilan doit préciser pour chaque dépassement de normes observé, le paramètre en cause, le lieu visé, la concentration maximale autorisée, la concentration mesurée, ainsi que, le cas échéant, les mesures prises par le responsable pour corriger la situation.

Ce bilan doit être conservé durant une période minimale de 5 ans par le responsable du système de distribution ou du véhicule-citerne et un exemplaire doit être tenu à la disposition du ministre sur demande. Le responsable doit aussi en fournir copie aux utilisateurs de cette eau, sur demande.

En outre, dans le cas où le système de distribution ou le véhicule-citerne relève d'une municipalité, un exemplaire du bilan doit aussi être affiché au bureau de la municipalité. Dans le cas où la municipalité dispose d'un bulletin d'information ou, le cas échéant, d'un site Internet, elle doit aussi publier dans ce bulletin d'information ou, le cas échéant, mettre en ligne sur ce site Internet, un avis qu'elle a dressé le bilan de qualité de l'eau potable prévu au présent article, en précisant l'endroit où les utilisateurs peuvent se le procurer. »

À noter :
Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs considère que le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 peut répondre à celle-ci de manière appropriée en utilisant le modèle présenté ici. Le responsable d'un système peut également choisir d'employer un modèle différent de celui présenté, dans la mesure où le document produit inclut minimalement les renseignements prévus aux sections qui suivent.

1. Analyses microbiologiques réalisées sur l'eau distribuée

(articles 11 et 12 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation (N^{bre} par mois x 12)	**Nombre total d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Coliformes totaux	12 X 8 = 96	98	0
Coliformes fécaux ou *Escherichia coli*	12 X 8 = 96	98	0

Précisions concernant les dépassements de normes microbiologiques :

☒ Aucun dépassement de norme

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée

(articles 14, 14.1 et 15 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Antimoine	0		
Arsenic	0		
Baryum	0		
Bore	0		
Cadmium	0		
Chrome	0		
Cuivre	5	5	0
Cyanures	0		
Fluorures	0		
Nitrites + nitrates	0		
Mercure	0		
Plomb	5	5	0
Sélénium	0		
Uranium	0		
Paramètre dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est ozonée :			
Bromates	0		
Paramètre dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est chloraminée :			
Chloramines	N/A	N/A	N/A
Paramètres dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est traitée au bioxyde de chlore :			
Chlorites	N/A	N/A	N/A
Chlorates	N/A	N/A	N/A

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée (suite)

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances inorganiques :

☒ Aucun dépassement de norme

3. Analyses de la turbidité réalisées sur l'eau distribuée

(article 21 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Turbidité	12	12	0

Précisions concernant les dépassements de normes pour la turbidité :

☒ Aucun dépassement de norme

4. Analyses des substances organiques réalisées sur l'eau distribuée

4.1 Substances organiques autres que les trihalométhanes

(article 19 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☒ Exigence non applicable *(réseau desservant 5 000 personnes ou moins)*
☐ Réduction des exigences de contrôle étant donné que l'historique montre des concentrations inférieures à 20 % de chaque norme applicable
(exigence réduite : analyses trimestrielles un an sur trois)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Pesticides	N/A		
Autres substances organiques	N/A		

4.2 Trihalométhanes

(article 18 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Exigence non applicable *(réseau non chloré)*

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Moyenne annuelle des résultats trimestriels (µg/l)** Norme : 80 µg/l
Trihalométhanes totaux	4	4	56.1

4.3 Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances organiques et les trihalométhanes

☒ Aucun dépassement de norme

5. Analyses dans l'eau distribuée de substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme de qualité à l'annexe 1 du Règlement sur la qualité de l'eau potable

(article 42 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☒ Aucune analyse réalisée sur ces paramètres

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Acides haloacétiques	0		
Microcystines (exprimés en équivalent toxique de microcystine-LR)	0		
Nitrites (exprimés en N)	0		
Autres pesticides *(préciser lesquels)*	0		
Substances radioactives	0		

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme :

☒ Aucun dépassement de norme

6. Nom et signature de la personne ayant préparé le présent rapport

Signature* : _____ Date : 2016-02-10

Laurent Laroche, Mcb.A
Chef de division

Signature** : _____ Date : 2016-02-10

Magalie Joseph
Chimiste

----------Section facultative----------

À noter :
Le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable peut, dans le but de fournir un portrait complet de la situation à sa population, choisir de remplir également les deux sections qui suivent.

7. Autres analyses réalisées sur l'eau distribuée pour des paramètres de qualité qui ne sont pas visés par une norme

☒ Aucune analyse supplémentaire réalisée

8. Plaintes relatives à la qualité de l'eau

☒ Aucune plainte reçue qui a nécessité une analyse de l'eau potable

Bilan annuel de la qualité de l'eau potable pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2015

Nom de l'installation de distribution : Montréal

Numéro de l'installation de distribution : X0008084

Nombre de personnes desservies : 1 570 655

Source : http://www.mamrot.gouv.qc.ca/organisation-municipale/decret-de-population/

selon décret 2015 et données arrondissements de Lachine et de LaSalle

Date de publication du bilan : 2016-02-10

Nom du responsable légal de l'installation de distribution : Babak Herischi

Personne à joindre pour obtenir plus de précisions sur le présent bilan :

- Nom : Laurent Laroche
- Numéro de téléphone : 514-872-5737
- Courriel : llaroche@ville.montreal.qc.ca

Rappel de l'exigence (article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable) :

« Le responsable d'un système de distribution ou d'un véhicule-citerne desservant plus de 20 personnes et au moins une résidence doit, au plus tard le 31 mars de chaque année, avoir complété un bilan de la qualité de l'eau livrée à des fins de consommation humaine durant la période du 1er janvier au 31 décembre de l'année qui précède. Ce bilan doit indiquer le nombre minimal d'échantillons dont le prélèvement est obligatoire en vertu des dispositions du présent règlement, le nombre d'échantillons prélevés pour chaque paramètre, ainsi que le nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité durant cette période. Ce bilan doit préciser pour chaque dépassement de normes observé, le paramètre en cause, le lieu visé, la concentration maximale autorisée, la concentration mesurée, ainsi que, le cas échéant, les mesures prises par le responsable pour corriger la situation.

Ce bilan doit être conservé durant une période minimale de 5 ans par le responsable du système de distribution ou du véhicule-citerne et un exemplaire doit être tenu à la disposition du ministre sur demande. Le responsable doit aussi en fournir copie aux utilisateurs de cette eau, sur demande.

En outre, dans le cas où le système de distribution ou le véhicule-citerne relève d'une municipalité, un exemplaire du bilan doit aussi être affiché au bureau de la municipalité. Dans le cas où la municipalité dispose d'un bulletin d'information ou, le cas échéant, d'un site Internet, elle doit aussi publier dans ce bulletin d'information ou, le cas échéant, mettre en ligne sur ce site Internet, un avis qu'elle a dressé le bilan de qualité de l'eau potable prévu au présent article, en précisant l'endroit où les utilisateurs peuvent se le procurer. »

À noter :

Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs considère que le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 peut répondre à celle-ci de manière appropriée en utilisant le modèle présenté ici. Le responsable d'un système peut également choisir d'employer un modèle différent de celui présenté, dans la mesure où le document produit inclut minimalement les renseignements prévus aux sections qui suivent.

1. Analyses microbiologiques réalisées sur l'eau distribuée

(articles 11 et 12 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation (N^{bre} par mois x 12)	**Nombre total d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Coliformes totaux	247 X 12 = 2964	3283	4 cas de présence de c. totaux, soit 0,12 %
Coliformes fécaux ou *Escherichia coli*	247 X 12 = 2964	3283	Aucun

Précisions concernant les dépassements de normes microbiologiques :

☐ Aucun dépassement de norme

Date du prélèvement	**Paramètre en cause**	**Lieu de prélèvement**	**Norme applicable**	**Résultat obtenu**	**Mesure prise pour informer la population, le cas échéant, et corriger la situation**
2015-05-27	Coliformes totaux	815, Docteur Penfield	Absence dans 90 % des échantillons	Présence * /100 ml	Inspection et reprise d'échantillon qui s'est avéré absence/100 ml
2015-07-30	Coliformes totaux	Rue Oakridge	Absence dans 90 % des échantillons	Présence * /100 ml	Inspection et reprise d'échantillon qui s'est avéré absence/100 ml
2015-08-10	Coliformes totaux	100 e avenue (Pointe-aux-Trembles)	Absence dans 90 % des échantillons	Présence * /100 ml	Inspection et reprise d'échantillon qui s'est avéré absence/100 ml
2015-09-03	Coliformes totaux	3939, boulevard poirier	Absence dans 90 % des échantillons	Présence * /100 ml	Inspection et reprise d'échantillon qui s'est avéré absence/100 ml

Légende :

* :Les cas de présence de coliformes totaux doivent être déclaré à l'exploitant et aux autorités gouvernementales (MDDELCC, Santé publique et représentant du MAPAQ)

** : Ces tests ont été faits « in situ » pour tenter de comprendre d'où venaient les colonies atypiques d'échantillons prélevés sur des conduites de surface. Les prises d'eau étaient trop près du sol, ce qui causait des éclaboussures qui contaminait l'échantillon lors du prélèvement.

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée

(articles 14, 14.1 et 15 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Antimoine	1	2	0
Arsenic	1	2	0
Baryum	1	2	0
Bore	1	2	0
Cadmium	1	2	0
Chrome	1	2	0
Cuivre	50	61	0
Cyanures	1	2	0
Fluorures	1	2	0
Nitrites + nitrates	4	8	0
Mercure	1	2	0
Plomb	50	61	20
Sélénium	1	2	0
Uranium	1	2	0
Paramètre dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est ozonée :			
Bromates	4	4	0
Paramètre dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est chloraminée :			
Chloramines	N/A	N/A	N/A
Paramètres dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est traitée au bioxyde de chlore :			
Chlorites	N/A	N/A	N/A
Chlorates	N/A	N/A	N/A

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée (suite)

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances inorganiques :

☐ Aucun dépassement de norme

Date de prélèvement	Paramètre en cause	Lieu de prélèvement	Norme applicable (mg/l)	Résultat obtenu	Mesure prise pour informer la population, le cas échéant, et corriger la situation
2015-07-02	Plomb	Avenue Christophe-Colomb	0.010	0.01411	Voir note au bas du tableau
2015-07-02	Plomb	Rue Boyer	0.010	0.02032	
2015-07-03	Plomb	Rue Boyer	0.010	0.01058	
2015-07-03	Plomb	Rue Boyer	0.010	0.01013	
2015-07-03	Plomb	Rue Boyer	0.010	0.01452	
2015-07-03	Plomb	Rue Boyer	0.010	0.01449	
2015-07-06	Plomb	5éme Avenue	0.010	0.01555	
2015-07-06	Plomb	Rue Boyer	0.010	0.01074	
2015-07-06	Plomb	Rue Boyer	0.010	0.01512	
2015-07-07	Plomb	Rue Zotique-Racicot	0.010	0.01194	
2015-07-07	Plomb	Rue Zotique-Racicot	0.010	0.0101	
2015-07-07	Plomb	Rue Zotique-Racicot	0.010	0.01309	
2015-07-07	Plomb	Rue Zotique-Racicot	0.010	0.01275	
2015-07-08	Plomb	Avenue Laval	0.010	0.01119	
2015-07-08	Plomb	Avenue Laval	0.010	0.01266	
2015-07-09	Plomb	Avenue Laval	0.010	0.0123	
2015-07-09	Plomb	Avenue Laval	0.010	0.01733	
2015-07-10	Plomb	Rue Zotique-Racicot	0.010	0.01109	
2015-07-10	Plomb	Rue Zotique-Racicot	0.010	0.01294	
2015-07-14	Plomb	Avenue Laval	0.010	0.0173	

Note : Dans le cas des dépassements de norme du plomb, l'occupant a reçu une lettre avec le résultat de la teneur en plomb. En 2006, la ville de Montréal a déposé un plan d'action dans laquelle elle s'engage à remplacer la partie publique des entrées de service en plomb d'ici 2027. En parallèle, la ville procède à une caractérisation de son réseau afin d'identifier l'ampleur de la problématique, ce qui résulte en de nombreux prélèvements dans des secteurs potentiellement problématiques pour le plomb

3. Analyses de la turbidité réalisées sur l'eau distribuée

(article 21 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

Paramètre	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Turbidité	12	409	1

Précisions concernant les dépassements de normes pour la turbidité :

☐ Aucun dépassement de norme

Date de prélèvement	Lieu de prélèvement	Norme applicable	Résultat obtenu	Mesure prise pour informer la population, le cas échéant, et corriger la situation
2015-02-10	Rue Louisbourg	5 UTN	6.52	

4. Analyses des substances organiques réalisées sur l'eau distribuée

4.1 Substances organiques autres que les trihalométhanes

(article 19 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Exigence non applicable *(réseau desservant 5 000 personnes ou moins)*
☐ Réduction des exigences de contrôle étant donné que l'historique montre des concentrations inférieures à 20 % de chaque norme applicable
(exigence réduite : analyses trimestrielles un an sur trois)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Pesticides	1/trimestre = **4**	4	0
Autres substances organiques	1/trimestre = **4**	4	0

4.2 Trihalométhanes

(article 18 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Exigence non applicable *(réseau non chloré)*

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Moyenne annuelle des résultats trimestriels (µg/l)** Norme : 80 µg/l
Trihalométhanes totaux	8/trimestre = **32**	47	46.6

4.3 Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances organiques et les trihalométhanes

☒ Aucun dépassement de norme

5. Analyses dans l'eau distribuée de substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme de qualité à l'annexe 1 du Règlement sur la qualité de l'eau potable

(article 42 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Aucune analyse réalisée sur ces paramètres

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Acides haloacétiques	0	4	0
Microcystines (exprimés en équivalent toxique de microcystine-LR)	0	0	--
Nitrites (exprimés en N)	0	0	--
Autres pesticides *(préciser lesquels)*	0	0	--
Substances radioactives	0	0	--

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme :

X Aucun dépassement de norme

6. Nom et signature de la personne ayant préparé le présent rapport

Signature* :  Date : 2016-02-10

Laurent Laroche, Mcb.A
Chef de division

Signature** :  Date : 2016-02-10

Luis-Gabriel Castano
Chimiste

----------Section facultative----------

À noter :
Le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable peut, dans le but de fournir un portrait complet de la situation à sa population, choisir de remplir également les deux sections qui suivent.

7. Autres analyses réalisées sur l'eau distribuée pour des paramètres de qualité qui ne sont pas visés par une norme

☐ Aucune analyse supplémentaire réalisée

Plusieurs paramètres ont été analysés. Ces paramètres servaient à assurer un suivi additionnel de la qualité de l'eau potable. Ces données sont intéressantes dans le sens qu'elles ajoutent des informations supplémentaires sur la qualité de l'eau potable et répondent à des demandes de citoyens. Par exemple la dureté de l'eau qui est souvent demandée pour l'ajustement des laveuses à vaisselle.

Comme la liste de ces paramètres est longue, le rapport annuel peut être consulté. Ce rapport fait un sommaire de tous les paramètres analysés, dans l'eau potable.

Voir «rapport annuel de la qualité de l'eau » mis sur le site WEB de la ville de Montréal au
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=6497,54201575&_dad=portal&_schema=PORTAL

Une façon rapide d'y accéder est d'utiliser l'adresse suivante :
www.ville.montreal.qc.ca/eaupotable. Une fois la fenêtre ouverte, le rapport annuel de l'eau potable produite par les usines Atwater et Charles-J Des Baillets se retrouve sous la rubrique accès rapide

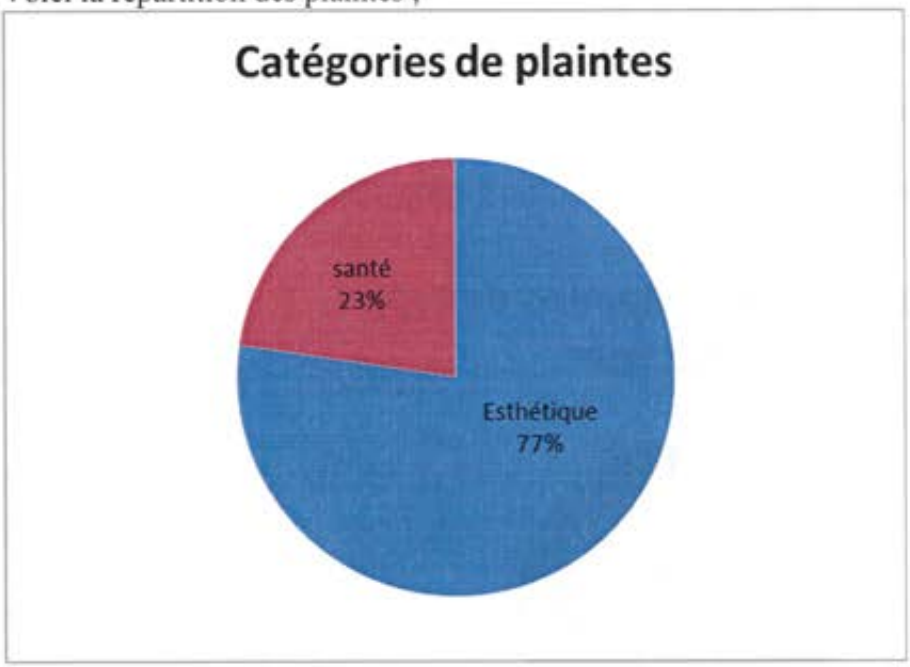


8. Plaintes relatives à la qualité de l'eau

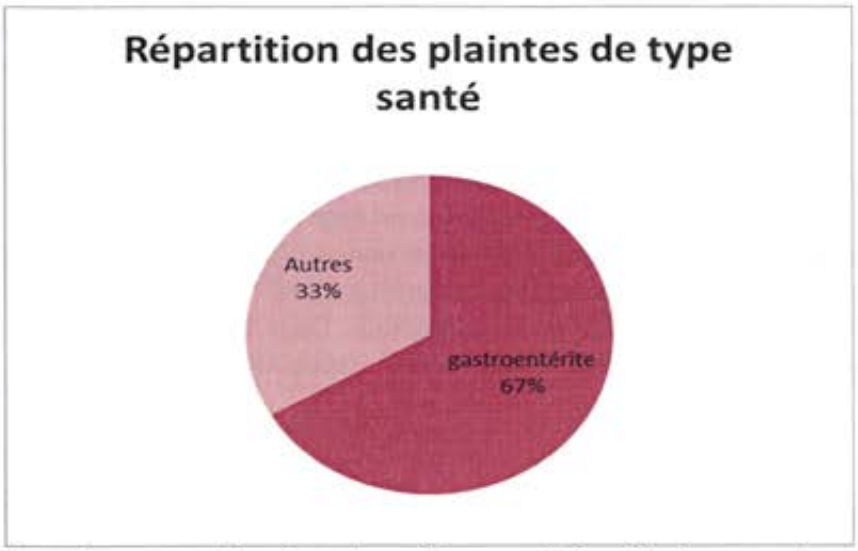
Il y a 43 plaintes reçues qui ont nécessité une démarche de la part de la division de l'expertise technique pour échantillonner et effectuer une analyse de l'eau afin de vérifier si la problématique provenait vraiment du réseau d'aqueduc.

De ces plaintes, quatre (4) ont nécessité une intervention de l'arrondissement pour corriger la situation. Pour ces cas, l'eau était cependant conforme à la règlementation sur la qualité de l'eau potable. La problématique était la présence d'une coloration jaune causé par le fer. Pour toutes les autres plaintes, les échantillons prélevés et testés furent conformes à la réglementation sur la qualité de l'eau potable. Dans tous les cas, où un échantillonnage et une analyse fut réalisé, une lettre explicative fut envoyé au demandeur.

Voici la répartition des plaintes ;

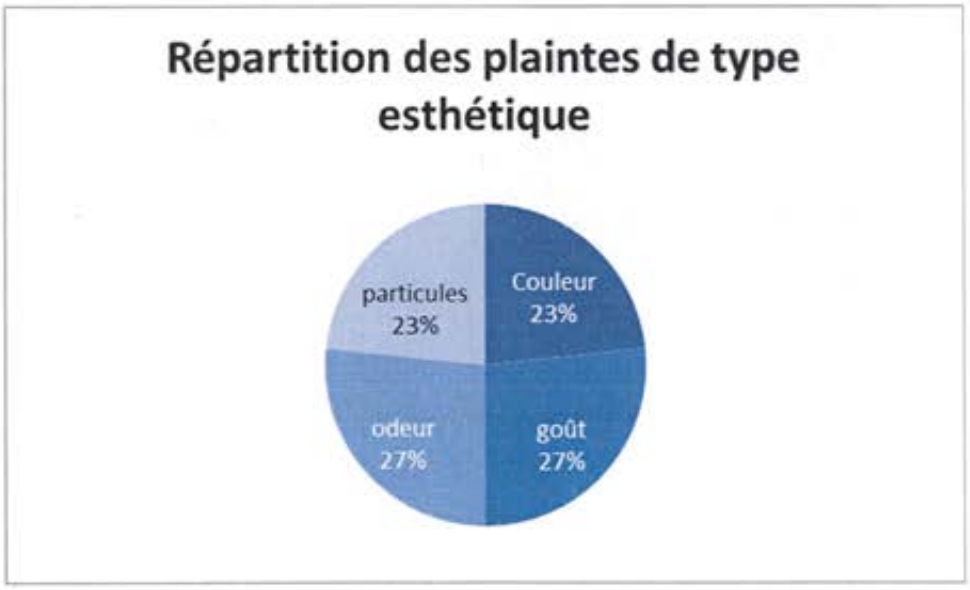


Pour la sous-catégorie santé, la répartition des plaintes était;



Dans la sous-catégorie autres, il y avait inquiétude pour la présence par rapport au plomb(1 cas) , au cadmnium (1 cas) au soupçon d'E. coli (1 cas) et réaction cutanée en présence d'eau potable (1 cas)

Pour la sous-catégorie Esthétique, la répartition des plaintes était;



Bilan annuel de la qualité de l'eau potable pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2015

Nom de l'installation de distribution :	Société de gestion Marie-Victorin / Jardin botanique de Montréal
Numéro de l'installation de distribution :	X2055668
Nombre de personnes desservies :	Réseau touristique
Date de publication du bilan :	2016-02-10

Nom du responsable légal de l'installation de distribution :
Jean Bouvrette, Chef de section, services techniques.
Tél. 514-868-3010
Courrier électronique; jbouvrette@ville.montreal.qc.ca
Personne à joindre pour obtenir plus de précisions sur le présent bilan :

- Nom : Laurent Laroche
- Numéro de téléphone : 514-872-5737
- Courriel : llaroche@ville.montreal.qc.ca

Rappel de l'exigence (article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable) :

« Le responsable d'un système de distribution ou d'un véhicule-citerne desservant plus de 20 personnes et au moins une résidence doit, au plus tard le 31 mars de chaque année, avoir complété un bilan de la qualité de l'eau livrée à des fins de consommation humaine durant la période du 1er janvier au 31 décembre de l'année qui précède. Ce bilan doit indiquer le nombre minimal d'échantillons dont le prélèvement est obligatoire en vertu des dispositions du présent règlement, le nombre d'échantillons prélevés pour chaque paramètre, ainsi que le nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité durant cette période. Ce bilan doit préciser pour chaque dépassement de normes observé, le paramètre en cause, le lieu visé, la concentration maximale autorisée, la concentration mesurée, ainsi que, le cas échéant, les mesures prises par le responsable pour corriger la situation.

Ce bilan doit être conservé durant une période minimale de 5 ans par le responsable du système de distribution ou du véhicule-citerne et un exemplaire doit être tenu à la disposition du ministre sur demande. Le responsable doit aussi en fournir copie aux utilisateurs de cette eau, sur demande.

En outre, dans le cas où le système de distribution ou le véhicule-citerne relève d'une municipalité, un exemplaire du bilan doit aussi être affiché au bureau de la municipalité. Dans le cas où la municipalité dispose d'un bulletin d'information ou, le cas échéant, d'un site Internet, elle doit aussi publier dans ce bulletin d'information ou, le cas échéant, mettre en ligne sur ce site Internet, un avis qu'elle a dressé le bilan de qualité de l'eau potable prévu au présent article, en précisant l'endroit où les utilisateurs peuvent se le procurer. »

À noter :
Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs considère que le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 peut répondre à celle-ci de manière appropriée en utilisant le modèle présenté ici. Le responsable d'un système peut également choisir d'employer un modèle différent de celui présenté, dans la mesure où le document produit inclut minimalement les renseignements prévus aux sections qui suivent.

1. Analyses microbiologiques réalisées sur l'eau distribuée

(articles 11 et 12 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation (N^{bre} par mois x 12)	**Nombre total d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Coliformes totaux	8 X 12 = 96	96	0
Coliformes fécaux ou *Escherichia coli*	8 X 12 = 96	96	0

Précisions concernant les dépassements de normes microbiologiques :

☒ Aucun dépassement de norme

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée

(articles 14, 14.1 et 15 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Antimoine	0 *		
Arsenic	0 *		
Baryum	0 *		
Bore	0 *		
Cadmium	0 *		
Chrome	0 *		
Cuivre	1	1	0
Cyanures	0 *		
Fluorures	0 *		
Nitrites + nitrates	0 *		
Mercure	0 *		
Plomb	1	1	0
Sélénium	0 *		
Uranium	0 *		
Paramètre dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est ozonée :			
Bromates	0 *		
Paramètre dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est chloraminée :			
Chloramines	N/A	N/A	N/A
Paramètres dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est traitée au bioxyde de chlore :			
Chlorites	N/A	N/A	N/A
Chlorates	N/A	N/A	N/A

Note : * L'eau qui alimente ce réseau provient du réseau de Montréal X0008084

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée (suite)

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances inorganiques :

X Aucun dépassement de norme

3. Analyses de la turbidité réalisées sur l'eau distribuée

(article 21 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Turbidité	12	12	0

Précisions concernant les dépassements de normes pour la turbidité :

X Aucun dépassement de norme

4. Analyses des substances organiques réalisées sur l'eau distribuée

4.1 Substances organiques autres que les trihalométhanes

(article 19 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Exigence non applicable *(réseau desservant 5 000 personnes ou moins)*
☐ Réduction des exigences de contrôle étant donné que l'historique montre des concentrations inférieures à 20 % de chaque norme applicable
(exigence réduite : analyses trimestrielles un an sur trois)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Pesticides	0 *		
Autres substances organiques	0 *		

Note : * L'eau qui alimente ce réseau provient du réseau de Montréal X0008084

4.2 Trihalométhanes

(article 18 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Exigence non applicable *(réseau non chloré)*

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Moyenne annuelle des résultats trimestriels (µg/l)** Norme : 80 µg/l
Trihalométhanes totaux	1	4	44.5

4.3 Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances organiques et les trihalométhanes

X Aucun dépassement de norme

5. Analyses dans l'eau distribuée de substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme de qualité à l'annexe 1 du Règlement sur la qualité de l'eau potable

(article 42 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

X Aucune analyse réalisée sur ces paramètres

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme :

X Aucun dépassement de norme

6. Nom et signature de la personne ayant préparé le présent rapport

Signature* :  Date : 2016-02-10

Laurent Laroche, Mcb.A
Chef de division

Signature** :  Date : 2016-02-10

Luis-Gabriel Castano
Chimiste

----------Section facultative----------

À noter :
Le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable peut, dans le but de fournir un portrait complet de la situation à sa population, choisir de remplir également les deux sections qui suivent.

7. Autres analyses réalisées sur l'eau distribuée pour des paramètres de qualité qui ne sont pas visés par une norme

☒ Aucune analyse supplémentaire réalisée

8. Plaintes relatives à la qualité de l'eau

☒ Aucune plainte reçue

Bilan annuel de la qualité de l'eau potable pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2015

Nom de l'installation de distribution :	Île de Dorval
Numéro de l'installation de distribution :	X0008902
Nombre de personnes desservies :	75 Source : Réseau saisonnier, réf. Île de Dorval
Date de publication du bilan :	2016-02-10

Nom du responsable légal de l'installation de distribution :
Carl Minville directeur général
Tél. : 514-633-4050 Courrier électronique : cminville@ville.dorval.qc.ca

Personne à joindre pour obtenir plus de précisions sur le présent bilan :

- Nom : Laurent Laroche
- Numéro de téléphone : 514-872-5737
- Courriel : llaroche@ville.montreal.qc.ca

Rappel de l'exigence (article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable) :

« Le responsable d'un système de distribution ou d'un véhicule-citerne desservant plus de 20 personnes et au moins une résidence doit, au plus tard le 31 mars de chaque année, avoir complété un bilan de la qualité de l'eau livrée à des fins de consommation humaine durant la période du 1er janvier au 31 décembre de l'année qui précède. Ce bilan doit indiquer le nombre minimal d'échantillons dont le prélèvement est obligatoire en vertu des dispositions du présent règlement, le nombre d'échantillons prélevés pour chaque paramètre, ainsi que le nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité durant cette période. Ce bilan doit préciser pour chaque dépassement de normes observé, le paramètre en cause, le lieu visé, la concentration maximale autorisée, la concentration mesurée, ainsi que, le cas échéant, les mesures prises par le responsable pour corriger la situation.

Ce bilan doit être conservé durant une période minimale de 5 ans par le responsable du système de distribution ou du véhicule-citerne et un exemplaire doit être tenu à la disposition du ministre sur demande. Le responsable doit aussi en fournir copie aux utilisateurs de cette eau, sur demande.

En outre, dans le cas où le système de distribution ou le véhicule-citerne relève d'une municipalité, un exemplaire du bilan doit aussi être affiché au bureau de la municipalité. Dans le cas où la municipalité dispose d'un bulletin d'information ou, le cas échéant, d'un site Internet, elle doit aussi publier dans ce bulletin d'information ou, le cas échéant, mettre en ligne sur ce site Internet, un avis qu'elle a dressé le bilan de qualité de l'eau potable prévu au présent article, en précisant l'endroit où les utilisateurs peuvent se le procurer. »

À noter :
Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs considère que le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 peut répondre à celle-ci de manière appropriée en utilisant le modèle présenté ici. Le responsable d'un système peut également choisir d'employer un modèle différent de celui présenté, dans la mesure où le document produit inclut minimalement les renseignements prévus aux sections qui suivent.

1. Analyses microbiologiques réalisées sur l'eau distribuée

(articles 11 et 12 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation (N^{bre} par mois x 12)	Nombre total d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Coliformes totaux	2 X 6 = 12	24	0
Coliformes fécaux ou *Escherichia coli*	2 X 6 = 12	24	0

Précisions concernant les dépassements de normes microbiologiques :

☒ Aucun dépassement de norme

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée

(articles 14, 14.1 et 15 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Antimoine	0		0
Arsenic	0		0
Baryum	0		0
Bore	0		0
Cadmium	0		0
Chrome	0		0
Cuivre	2	2	0
Cyanures	0		0
Fluorures	0		0
Nitrites + nitrates	0		0
Mercure	0		0
Plomb	2	2	0
Sélénium	0		0
Uranium	0		0
Paramètre dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est ozonée :			
Bromates	0	N/A	N/A
Paramètre dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est chloraminée :			
Chloramines	N/A	N/A	N/A
Paramètres dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est traitée au bioxyde de chlore :			
Chlorites			
Chlorates	N/A	N/A	N/A

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée (suite)

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances inorganiques :

X Aucun dépassement de norme

3. Analyses de la turbidité réalisées sur l'eau distribuée

(article 21 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Turbidité	6	6	0

Précisions concernant les dépassements de normes pour la turbidité :

X Aucun dépassement de norme

4. Analyses des substances organiques réalisées sur l'eau distribuée

4.1 Substances organiques autres que les trihalométhanes

(article 19 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☒ Exigence non applicable *(réseau desservant 5 000 personnes ou moins)*
☐ Réduction des exigences de contrôle étant donné que l'historique montre des concentrations inférieures à 20 % de chaque norme applicable
(exigence réduite : analyses trimestrielles un an sur trois)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Pesticides	N/A		
Autres substances organiques	N/A		

4.2 Trihalométhanes

(article 18 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Exigence non applicable *(réseau non chloré)*

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Moyenne annuelle des résultats trimestriels (µg/l)** Norme : 80 µg/l
Trihalométhanes totaux	2	2	28.5

4.3 Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances organiques et les trihalométhanes

☒ Aucun dépassement de norme0

5. Analyses dans l'eau distribuée de substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme de qualité à l'annexe 1 du Règlement sur la qualité de l'eau potable

(article 42 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☒ Aucune analyse réalisée sur ces paramètres

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Acides haloacétiques	0	N/A	-
Microcystines (exprimés en équivalent toxique de microcystine-LR)	0	N/A	-
Nitrites (exprimés en N)	0	N/A	-
Autres pesticides *(préciser lesquels)*	0	N/A	-
Substances radioactives	0	N/A	-

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme :

☒ Aucun dépassement de norme

6. Nom et signature de la personne ayant préparé le présent rapport

Signature*  Date : 2016-02-10

Laurent Laroche, Mcb.A
Chef de division

Signature** :  Date : 2016-02-10

Magalie Joseph
Chimiste

----------Section facultative----------

À noter :
Le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable peut, dans le but de fournir un portrait complet de la situation à sa population, choisir de remplir également les deux sections qui suivent.

7. Autres analyses réalisées sur l'eau distribuée pour des paramètres de qualité qui ne sont pas visés par une norme

☐ Aucune analyse supplémentaire réalisée

Plusieurs paramètres supplémentaires ont été analysés. Ces paramètres servaient à assurer un suivi additionnel de la qualité de l'eau potable. Ces données sont intéressantes dans le sens qu'elles ajoutent des informations supplémentaires sur la qualité de l'eau potable et répondent à des demandes de citoyens. Par exemple la dureté de l'eau qui est souvent demandée pour l'ajustement des laveuses à vaisselle.

Comme la liste de ces paramètres est longue, le rapport annuel peut être consulté. Ce rapport fait un sommaire de tous les paramètres analysés, dans l'eau potable.

Voir «rapport annuel de la qualité de l'eau » mis sur le site WEB de la ville de Montréal au
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=6497,54201575&_dad=portal&_schema=PORTAL

Une façon rapide d'y accéder est d'utiliser l'adresse suivante :
www.ville.montreal.qc.ca/eaupotable. Une fois la fenêtre ouverte, le rapport annuel de l'eau potable produite par l'usine de Lachine se retrouve sous la rubrique accès rapide



8. Plaintes relatives à la qualité de l'eau

☒ Aucune plainte reçue qui a nécessité une analyse de l'eau potable.

Bilan annuel de la qualité de l'eau potable pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2015

Nom de l'installation de distribution :	Cité de Dorval
Numéro de l'installation de distribution :	X0008923
Nombre de personnes desservies :	19170

Source : http://www.mamrot.gouv.qc.ca/organisation-municipale/decret-de-population/

selon le décret 2015

Date de publication du bilan : 2016-02-10

Nom du responsable légal de l'installation de distribution :
Carl Minville directeur général
Tél. : 514-633-4050 Courrier électronique : cminville@ville.dorval.qc.ca

Personne à joindre pour obtenir plus de précisions sur le présent bilan :

- Nom : Laurent Laroche
- Numéro de téléphone : 514-872-5737
- Courriel : llaroche@ville.montreal.qc.ca

Rappel de l'exigence (article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable) :

« Le responsable d'un système de distribution ou d'un véhicule-citerne desservant plus de 20 personnes et au moins une résidence doit, au plus tard le 31 mars de chaque année, avoir complété un bilan de la qualité de l'eau livrée à des fins de consommation humaine durant la période du 1er janvier au 31 décembre de l'année qui précède. Ce bilan doit indiquer le nombre minimal d'échantillons dont le prélèvement est obligatoire en vertu des dispositions du présent règlement, le nombre d'échantillons prélevés pour chaque paramètre, ainsi que le nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité durant cette période. Ce bilan doit préciser pour chaque dépassement de normes observé, le paramètre en cause, le lieu visé, la concentration maximale autorisée, la concentration mesurée, ainsi que, le cas échéant, les mesures prises par le responsable pour corriger la situation.

Ce bilan doit être conservé durant une période minimale de 5 ans par le responsable du système de distribution ou du véhicule-citerne et un exemplaire doit être tenu à la disposition du ministre sur demande. Le responsable doit aussi en fournir copie aux utilisateurs de cette eau, sur demande.

En outre, dans le cas où le système de distribution ou le véhicule-citerne relève d'une municipalité, un exemplaire du bilan doit aussi être affiché au bureau de la municipalité. Dans le cas où la municipalité dispose d'un bulletin d'information ou, le cas échéant, d'un site Internet, elle doit aussi publier dans ce bulletin d'information ou, le cas échéant, mettre en ligne sur ce site Internet, un avis qu'elle a dressé le bilan de qualité de l'eau potable prévu au présent article, en précisant l'endroit où les utilisateurs peuvent se le procurer. »

À noter :
Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs considère que le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 peut répondre à

celle-ci de manière appropriée en utilisant le modèle présenté ici. Le responsable d'un système peut également choisir d'employer un modèle différent de celui présenté, dans la mesure où le document produit inclut minimalement les renseignements prévus aux sections qui suivent.

1. Analyses microbiologiques réalisées sur l'eau distribuée

(articles 11 et 12 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation (N^bre par mois x 12)	**Nombre total d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Coliformes totaux	20 X 12 = 240	253	0
Coliformes fécaux ou *Escherichia coli*	20 X 12 = 240	253	0

Précisions concernant les dépassements de normes microbiologiques :

☒ Aucun dépassement de norme

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée

(articles 14, 14.1 et 15 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Antimoine	1	1	0
Arsenic	1	1	0
Baryum	1	1	0
Bore	1	1	0
Cadmium	1	1	0
Chrome	1	1	0
Cuivre	10	11	0
Cyanures	1	1	0
Fluorures	1	1	0
Nitrites + nitrates	4	4	0
Mercure	1	1	0
Plomb	10	11	0
Sélénium	1	1	0
Uranium	1	1	0
Paramètre dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est ozonée :			
Bromates	0	N/A	N/A
Paramètre dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est chloraminée :			
Chloramines	N/A	N/A	N/A
Paramètres dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est traitée au bioxyde de chlore :			
Chlorites			
Chlorates	N/A	N/A	N/A

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée (suite)

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances inorganiques :

X Aucun dépassement de norme

3. Analyses de la turbidité réalisées sur l'eau distribuée

(article 21 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Turbidité	12	12	0

Précisions concernant les dépassements de normes pour la turbidité :

X Aucun dépassement de norme

4. Analyses des substances organiques réalisées sur l'eau distribuée

4.1 Substances organiques autres que les trihalométhanes

(article 19 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Exigence non applicable *(réseau desservant 5 000 personnes ou moins)*
☐ Réduction des exigences de contrôle étant donné que l'historique montre des concentrations inférieures à 20 % de chaque norme applicable
(exigence réduite : analyses trimestrielles un an sur trois)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Pesticides	4	4	0
Autres substances organiques	4	4	0

4.2 Trihalométhanes

(article 18 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Exigence non applicable *(réseau non chloré)*

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Moyenne annuelle des résultats trimestriels (µg/l)** Norme : 80 µg/l
Trihalométhanes totaux	16	16	51.2

4.3 Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances organiques et les trihalométhanes

X Aucun dépassement de norme

5. Analyses dans l'eau distribuée de substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme de qualité à l'annexe 1 du Règlement sur la qualité de l'eau potable

(article 42 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Aucune analyse réalisée sur ces paramètres

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Acides haloacétiques	0	0	-
Microcystines (exprimés en équivalent toxique de microcystine-LR)	0	0	-
Nitrites (exprimés en N)	0	0	-
Autres pesticides *(préciser lesquels)*	0	0	-
Substances radioactives	0	0	-

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme :

X Aucun dépassement de norme

6. Nom et signature de la personne ayant préparé le présent rapport

Signature* :  Date : 2016-02-10

Laurent Laroche, Mcb.A
Chef de division

Signature** :  Date : 2016-02-10

Magalie Joseph
Chimiste

----------Section facultative----------

À noter :
Le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable peut, dans le but de fournir un portrait complet de la situation à sa population, choisir de remplir également les deux sections qui suivent.

7. Autres analyses réalisées sur l'eau distribuée pour des paramètres de qualité qui ne sont pas visés par une norme

☐ Aucune analyse supplémentaire réalisée

Plusieurs paramètres supplémentaires ont été analysés. Ces paramètres servaient à assurer un suivi additionnel de la qualité de l'eau potable. Ces données sont intéressantes dans le sens qu'elles ajoutent des informations supplémentaires sur la qualité de l'eau potable et répondent à des demandes de citoyens. Par exemple la dureté de l'eau qui est souvent demandée pour l'ajustement des laveuses à vaisselle.

Comme la liste de ces paramètres est longue, le rapport annuel peut être consulté. Ce rapport fait un sommaire de tous les paramètres analysés, dans l'eau potable.

Voir «rapport annuel de la qualité de l'eau » mis sur le site WEB de la ville de Montréal au
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=6497,54201575&_dad=portal&_schema=PORTAL

Une façon rapide d'y accéder est d'utiliser l'adresse suivante : www.ville.montreal.qc.ca/eaupotable. Une fois la fenêtre ouverte, le rapport annuel de l'eau potable produite par l'usine de Lachine se retrouve sous la rubrique accès rapide



8. Plaintes relatives à la qualité de l'eau

☐ Aucune plainte reçue

Il y a 5 plaintes reçues qui ont nécessité une démarche de la part de la division de l'expertise technique pour échantillonner et effectuer une analyse de l'eau afin de vérifier si la problématique provenait vraiment du réseau d'aqueduc.

100 % des plaintes furent pour l'esthétique de l'eau concernant la coloration jaune de l'eau. Une plainte a nécessité une demande d'intervention des travaux publics pour corriger la situation. Pour les 4 autres plaintes, la qualité de l'eau était conforme au moment de la visite d'échantillonnage.

Montréal

Bilan de qualité 2015

Ci-joint les bilans de qualité des réseaux où la direction de l'eau potable de la Ville de Montréal a réalisé les prélèvements d'eau.

Usine	**Réseau**	**Numéro de l'installation de distribution**
Atawater et Charles J.Des Baillets	Montréal	X0008084
	Jardin botanique	X2055668
Pointe-Claire		
	Pointe-Claire	X 0008942
	Beaconsfield	X 0008948
	Kirkland	X 0008946
	Dollard-des-Ormeaux par Pointe-Claire	X 2146082
	Baie D'Urfé	X 0008953
Usine Pierrefonds		
	Pierrefonds	X0009131
	Dollard-des-Ormeaux par Pierrefonds	X0008973
	Senneville par Pierrefonds	X0008959
	Sainte-Anne-de-Bellevue	X 0008126
Usines Dorval		
	Dorval	X 0008923
	Île Dorval	134283390701 X0008902

Montréal

Service de l'eau

Note

Destinataire : À qui de droit

Expéditeur : Chantal Morissette
Directrice

Date : 26 février 2016

Objet : **Délégation de pouvoir**

Mesdames,
Messieurs,

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4), je désigne Madame Dominique Deveau, Directrice de la DGSRE, pour me remplacer du 29 février 2016 au 4 mars 2016 inclusivement dans l'exercice de mes fonctions de Directrice du Service de l'eau et d'exercer tous les pouvoirs rattachés à mes fonctions.

Et j'ai signé,

Chantal Morissette
Directrice
Service de l'eau
1555, rue Carrie-Derick, bur. 1060
Montréal QC H3C 6W2
Téléphone : (514) 280-4260
Télécopieur : (514) 872-8503
chantalmorissette@ville.montreal.qc.ca

Bilan annuel de la qualité de l'eau potable pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2015

Nom de l'installation de distribution :	Lachine
Numéro de l'installation de distribution :	X0008089
Nombre de personnes desservies :	69779

Source : http://www.mamrot.gouv.qc.ca/organisation-municipale/decret-de-population/ + arrondissement de Lachine et partie de l'arrondissement de LaSalle décret 2015

Date de publication du bilan : 2016-02-10

Nom du responsable légal de l'installation de distribution : Babak Herischi

Personne à joindre pour obtenir plus de précisions sur le présent bilan :

- Nom : Laurent Laroche
- Numéro de téléphone : 514-872-5737
- Courriel : llaroche@ville.montreal.qc.ca

Rappel de l'exigence (article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable) :

« Le responsable d'un système de distribution ou d'un véhicule-citerne desservant plus de 20 personnes et au moins une résidence doit, au plus tard le 31 mars de chaque année, avoir complété un bilan de la qualité de l'eau livrée à des fins de consommation humaine durant la période du 1er janvier au 31 décembre de l'année qui précède. Ce bilan doit indiquer le nombre minimal d'échantillons dont le prélèvement est obligatoire en vertu des dispositions du présent règlement, le nombre d'échantillons prélevés pour chaque paramètre, ainsi que le nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité durant cette période. Ce bilan doit préciser pour chaque dépassement de normes observé, le paramètre en cause, le lieu visé, la concentration maximale autorisée, la concentration mesurée, ainsi que, le cas échéant, les mesures prises par le responsable pour corriger la situation.

Ce bilan doit être conservé durant une période minimale de 5 ans par le responsable du système de distribution ou du véhicule-citerne et un exemplaire doit être tenu à la disposition du ministre sur demande. Le responsable doit aussi en fournir copie aux utilisateurs de cette eau, sur demande.

En outre, dans le cas où le système de distribution ou le véhicule-citerne relève d'une municipalité, un exemplaire du bilan doit aussi être affiché au bureau de la municipalité. Dans le cas où la municipalité dispose d'un bulletin d'information ou, le cas échéant, d'un site Internet, elle doit aussi publier dans ce bulletin d'information ou, le cas échéant, mettre en ligne sur ce site Internet, un avis qu'elle a dressé le bilan de qualité de l'eau potable prévu au présent article, en précisant l'endroit où les utilisateurs peuvent se le procurer. »

À noter :

Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs considère que le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 peut répondre à celle-ci de manière appropriée en utilisant le modèle présenté ici. Le responsable d'un système peut également choisir d'employer un modèle différent de celui présenté, dans la mesure où le document produit inclut minimalement les renseignements prévus aux sections qui suivent.

1. Analyses microbiologiques réalisées sur l'eau distribuée

(articles 11 et 12 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation (N^{bre} par mois x 12)	**Nombre total d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Coliformes totaux	70X12 = 840	877	0
Coliformes fécaux ou *Escherichia coli*	70X12 = 840	877	0

Précisions concernant les dépassements de normes microbiologiques :

☒ Aucun dépassement de norme

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée

(articles 14, 14.1 et 15 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Antimoine	1	1	0
Arsenic	1	1	0
Baryum	1	1	0
Bore	1	1	0
Cadmium	1	1	0
Chrome	1	1	0
Cuivre	30	31	0
Cyanures	1	1	0
Fluorures	1	1	0
Nitrites + nitrates	4	4	0
Mercure	1	1	0
Plomb	30	31	0
Sélénium	1	1	0
Uranium	1	1	0
Paramètre dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est ozonée :			
Bromates	4	4	0
Paramètre dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est chloraminée :			
Chloramines	N/A	N/A	N/A
Paramètres dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est traitée au bioxyde de chlore :			
Chlorites			
Chlorates	N/A	N/A	N/A

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée (suite)

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances inorganiques :

X Aucun dépassement de norme

3. Analyses de la turbidité réalisées sur l'eau distribuée

(article 21 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Turbidité	12	14	2

Précisions concernant les dépassements de normes pour la turbidité :

☐ Aucun dépassement de norme

Date de prélèvement	Lieu de prélèvement	Norme applicable	Résultat obtenu	Mesure prise pour informer la population, le cas échéant, et corriger la situation
2015-04-13	3199 Remembrance	5 UTN	5.26	Demande de purge dans le bâtiment, le réseau étant conforme
2015-04-10	3199 Remembrance	5 UTN	6.83	Demande de purge dans le bâtiment, le réseau étant conforme

4. Analyses des substances organiques réalisées sur l'eau distribuée

4.1 Substances organiques autres que les trihalométhanes

(article 19 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Exigence non applicable *(réseau desservant 5 000 personnes ou moins)*
☐ Réduction des exigences de contrôle étant donné que l'historique montre des concentrations inférieures à 20 % de chaque norme applicable
(exigence réduite : analyses trimestrielles un an sur trois)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Pesticides	4	4	0
Autres substances organiques	4	4	0

4.2 Trihalométhanes

(article 18 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Exigence non applicable *(réseau non chloré)*

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Moyenne annuelle des résultats trimestriels (µg/l)** Norme : 80 µg/l
Trihalométhanes totaux	16	16	39.8

4.3 Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances organiques et les trihalométhanes

X Aucun dépassement de norme

5. Analyses dans l'eau distribuée de substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme de qualité à l'annexe 1 du Règlement sur la qualité de l'eau potable

(article 42 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Aucune analyse réalisée sur ces paramètres

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Acides haloacétiques	3	3	0
Microcystines (exprimés en équivalent toxique de microcystine-LR)	0	0	-
Nitrites (exprimés en N)	0	0	-
Autres pesticides *(préciser lesquels)*	0	0	-
Substances radioactives	0	0	-

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme :

X Aucun dépassement de norme

6. Nom et signature de la personne ayant préparé le présent rapport

Signature*  Date : 2015-02-10

Laurent Laroche, Mcb.A
Chef de division

Signature** :  Date : 2015-02-10

Magalie Joseph
Chimiste

----------Section facultative----------

À noter :
Le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable peut, dans le but de fournir un portrait complet de la situation à sa population, choisir de remplir également les deux sections qui suivent.

7. Autres analyses réalisées sur l'eau distribuée pour des paramètres de qualité qui ne sont pas visés par une norme

☐ Aucune analyse supplémentaire réalisée

Plusieurs paramètres supplémentaires ont été analysés. Ces paramètres servaient à assurer un suivi additionnel de la qualité de l'eau potable. Ces données sont intéressantes dans le sens qu'elles ajoutent des informations supplémentaires sur la qualité de l'eau potable et répondent à des demandes de citoyens. Par exemple la dureté de l'eau qui est souvent demandée pour l'ajustement des laveuses à vaisselle.

Comme la liste de ces paramètres est longue, le rapport annuel peut être consulté. Ce rapport fait un sommaire de tous les paramètres analysés, dans l'eau potable.

Voir «rapport annuel de la qualité de l'eau » mis sur le site WEB de la ville de Montréal au
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=6497,54201575&_dad=portal&_schema=PORTAL

Une façon rapide d'y accéder est d'utiliser l'adresse suivante : www.ville.montreal.qc.ca/eaupotable. Une fois la fenêtre ouverte, le rapport annuel de l'eau potable produite par l'usine de Lachine se retrouve sous la rubrique accès rapide



8. Plaintes relatives à la qualité de l'eau

☐ Aucune plainte reçue

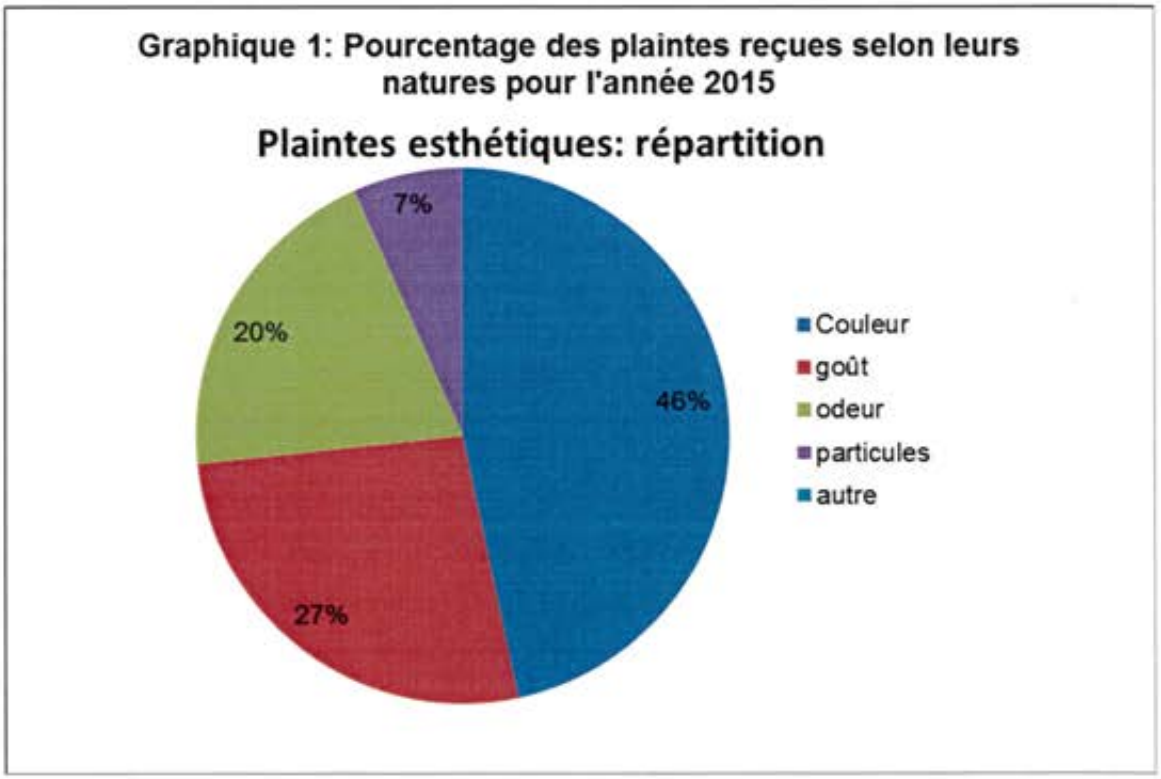
Il y a 17 plaintes reçues qui ont nécessité une démarche de la part de la division de l'expertise technique pour échantillonner et effectuer une analyse de l'eau afin de vérifier si la problématique provenait vraiment du réseau d'aqueduc.

Pour toutes les plaintes, les échantillons prélevés et testés furent conformes à la réglementation sur la qualité de l'eau potable. Dans tous les cas, où un échantillonnage et une analyse fut réalisé, une lettre explicative fut envoyé au demandeur.

88 % des plaintes furent pour l'esthétique et 12 % pour le volet santé (gastroentérite)

Voici la répartition des plaintes de nature esthétique

Graphique 1: Pourcentage des plaintes reçues selon leurs natures pour l'année 2015



Article 8.01

Commission permanente sur l'examen des contrats

Bilan de la cinquième année d'activité (2015)

Rapport et recommandations

Rapport déposé au conseil municipal
Le 21 mars 2016

Rapport déposé au conseil d'agglomération
Le 24 mars 2016

Service du greffe
Division des élections, du soutien aux Commissions et de la règlementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

La Commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Louise Mainville
Arrondissement du Plateau Mont-Royal

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Montréal, le 21 mars 2016

M. Denis Coderre
Maire
Hôtel de ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Bureau 1.113
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Monsieur le maire,

Nous avons l'honneur de déposer au conseil le *Bilan de la cinquième année d'activité* de la Commission permanente sur l'examen des contrats. Ce rapport, faisant suite à l'examen de soixante-quatorze (74) contrats en 2015, présente le bilan des travaux réalisés et fait état de neuf (9) recommandations découlant des dossiers étudiés durant l'année et des actions prises par l'administration suite aux recommandations antérieures de la commission. Il convient de rappeler que la composition de la commission a changé en cours d'année 2015 avec l'arrivée de deux nouveaux membres municipaux.

Nous tenons à remercier les représentants des différentes unités administratives qui ont participé aux travaux de la Commission en 2015.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le maire, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

ORIGINAL SIGNÉ	*ORIGINAL SIGNÉ*
Émilie Thuillier	Pierre G. Laporte
Présidente	Secrétaire recherchiste

TABLE DES MATIÈRES

Introduction 4

La Commission permanente sur l'examen des contrats 4

Le bilan des activités de 2015 7

Les constats et recommandations 10

Annexe 1 : Liste des contrats étudiés par la Commission permanente sur l'examen des contrats en 2015 16

Annexe 2 : Recommandations ponctuelles faites par la Commission permanente sur l'examen des contrats en 2015 28

INTRODUCTION

Les membres de la Commission permanente sur l'examen des contrats tiennent, d'entrée de jeu, à souligner qu'ils auraient souhaité avoir des réponses à leurs recommandations contenues dans le Bilan de la quatrième année d'activités dans un délai maximal de six mois, tel que prescrit par la *Directive concernant le mécanisme de suivi des rapports de commissions* émise par la direction générale en novembre 2010.

En 2015, la Commission a approfondi les enjeux rencontrés lors de ses quatre premières années d'activité. Deux changements dans la composition de la Commission sont survenus en milieu d'année, ce qui n'a pas empêché la Commission de réaliser l'étude des contrats soumis avec une grande cohérence et de dégager des positions communes, qui font l'objet de recommandations.

La Commission a compilé des statistiques sur les soixante-quatorze (74) mandats qui lui ont été confiés en 2015. Ces données témoignent de la diversité des dossiers traités, ainsi que de la charge de travail qui en découle avec la tenue de vingt-cinq (25) séances de travail et la lecture de milliers de pages de documentation.

LA COMMISSION PERMANENTE SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

En novembre 2009, la Commission de la présidence du conseil s'était vu confier par le conseil municipal le mandat d'évaluer le rôle et les responsabilités des commissions, ainsi que les liens entre les commissions et le comité exécutif, en ayant pour objectifs de mieux définir et d'élargir les responsabilités des commissions, incluant l'examen des octrois de contrats, et ainsi permettre aux élus d'être plus imputables et davantage partie prenante aux décisions, et de rendre plus transparent le processus décisionnel relié à l'octroi de contrats (CM09 0993).

Le 14 juin 2010, la Commission de la présidence du conseil déposait au conseil municipal un rapport de consultation et des recommandations en lien avec ce mandat. Dans son rapport, celle-ci recommandait notamment la création d'une Commission d'examen des contrats.

Dans sa réponse du 25 octobre 2010 (CM10 0753), le comité exécutif confirmait que « la mise en place d'une Commission d'examen des contrats s'avère un outil indispensable pour tous les élus qui sont imputables des décisions prises au conseil municipal ».

À sa séance du 14 décembre 2010, le conseil municipal créait la Commission permanente sur l'examen des contrats.

La mission

La Commission permanente sur l'examen des contrats a pour mission de s'assurer de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et d'en faire état aux instances compétentes, avant l'octroi. Elle peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de cette Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les membres

La Commission permanente sur l'examen des contrats, à l'instar des autres commissions permanentes, comporte deux volets : un volet municipal, pour les contrats qui concernent des fonds strictement montréalais, et un volet d'agglomération, pour les contrats impliquant des fonds d'agglomération. La Commission à volet municipal comprend neuf membres auxquels s'ajoutent deux représentants des villes liées pour constituer le volet agglomération.

Au début de l'année 2015, la composition de la Commission était la suivante :

Mme Émilie Thuillier, présidente
Mme Dida Berku, vice-présidente (volet agglomération)
Mme Karine Boivin Roy, vice-présidente
M. André Allard, membre, (volet agglomération)
M. Richard Celzi, membre
Mme Marie Cinq-Mars, membre
M. Jean-François Cloutier, membre
M. Richard Deschamps, membre
Mme Marianne Giguère, membre
M. Manuel Guedes, membre
Mme Lili-Anne Tremblay, membre

Deux nouveaux membres ont été nommés à la Commission en cours d'année :

Mme Louise Mainville, le 16 juin en remplacement de Mme Marianne Giguère;
M. Marc-André Gadoury, le 18 août en remplacement de M. Jean-François Cloutier

Tout au long de l'année 2015, les membres de la Commission ont participé assidument et consciencieusement aux travaux dans un climat de grande collaboration. La motivation et l'intérêt manifestés par les membres dans l'étude des mandats reçus du comité exécutif ont été à la hauteur des conclusions et des recommandations qui ont été soumises à l'administration.

Les critères d'examen

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Les contrats répondant à l'un ou l'autre des critères suivants ont ainsi fait l'objet d'un examen de la conformité du processus d'appel d'offres ou d'octroi de contrat :

1. Contrat de plus de 10 M$;

2. Contrat de biens et services ou contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ ou contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ et répondant à l'une des conditions suivantes :

    - Une seule soumission conforme reçue suite à un appel d'offres;

    - Aucun appel d'offres effectué, le fournisseur étant considéré unique en vertu du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 573.3 de la *Loi sur les cités et villes*;

    - Contrat accordé à un consortium;

    - Écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation;

    - Écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire;

    - L'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent;

    - Transaction immobilière conclue de gré à gré à un montant différent de la juste valeur marchande.

3. Contrat que le comité exécutif ou un conseil d'arrondissement juge nécessaire de soumettre à la Commission.

Le fonctionnement des séances de travail

Compte tenu du caractère confidentiel et stratégique de l'information partagée, les séances de la Commission se déroulent à huis clos. Chaque personne invitée à prendre part à une séance de travail de la Commission, de même que les élus qui en sont membres, sont tenus au respect de la plus stricte confidentialité à l'égard de l'information reçue dans le cadre de l'examen d'un dossier.

Pour chaque contrat étudié, les commissaires reçoivent au préalable le sommaire décisionnel, incluant les annexes et les documents joints. Par la suite, les responsables des unités administratives sont invités à se présenter devant la Commission pour exposer brièvement leur dossier et répondre aux questions des commissaires. Enfin, la Commission délibère et adopte ses conclusions.

Chaque contrat fait l'objet d'un rapport distinct, soumis au comité exécutif.

LE BILAN DES ACTIVITÉS 2015

En 2015, la Commission a tenu vingt-cinq (25) séances de travail. Elle a étudié un total de soixante-quatorze (74) contrats, ce qui constitue une année record et représente plus de 30 % de tous les contrats étudiés par la Commission depuis sa création. Cinquante-huit (58) de ces contrats relevaient de la compétence du conseil d'agglomération et seize (16) de la compétence du conseil municipal. En 2015, la Commission a étudié vingt-sept (27) contrats de plus qu'en 2014, qui était la dernière année record.

Mandats reçus du comité exécutif en 2015

Mois	Agglomération	Municipal
Janvier	3	1
Février	1	0
Mars	6	1
Avril	10	5
Mai	4	3
Juin	7	2
Juillet	0	0
Août	8	3
Septembre	7	0
Octobre	6	1
Novembre	4	0
Décembre	2	0
Total	**58**	**16**

Le tableau suivant indique la répartition mensuelle des contrats étudiés par la Commission. On constate que le mois d'avril a été de loin le plus occupé. Il faut noter que la Commission a aussi consacré plusieurs séances, en février et en mars, à la préparation du bilan 2014 de ses activités.

Séances et dossiers traités par mois en 2015

Mois	Séances	Dossiers étudiés
Janvier	2	4
Février	2	1
Mars	2	7
Avril	4	15
Mai	2	7
Juin	3	9
Juillet	0	0
Août	3	11
Septembre	3	7
Octobre	2	7
Novembre	1	4
Décembre	1	2
Total	**25**	**74**

Le tableau ci-dessous indique de quelles unités administratives provenaient les contrats examinés par la Commission en 2015. Les dossiers en provenance du Service des infrastructures, de la voirie et des transports et du Service de l'eau comptent à eux seuls pour 57 % des dossiers étudiés.

Dossiers traités par unité administrative responsable - 2015

Unité administrative	*Nombre de dossiers*
Service des infrastructures, de la voirie et des transports	***23***
Service de l'eau	***15***
Service de la gestion et de planification immobilière	***9***
Service des grands parcs, du verdissement et du mont Royal	***7***
Service de l'environnement	***5***
Service de l'approvisionnement	***4***
Service des technologies de l'information	***4***
Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro	***2***
Arrondissement Le Sud-Ouest	***1***
Service de la diversité sociale et des sports	***1***
Service de l'Espace pour la vie	***1***
Service de police	***1***
Service de sécurité incendie	***1***
TOTAL	***74***

La Commission a également recensé le nombre de dossiers traités par critère d'examen. Fait à noter, dix-sept (17) des dossiers étudiés en 2015 répondaient à plus d'un critère.

Répartition des contrats étudiés en 2015 selon les critères d'examen

Critères d'examen	Nombre de contrats
Contrats de plus de 10 M$	27
Contrats de biens et services ou d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$	
• Écart de plus de 20 % entre l'estimation et la soumission de l'adjudicataire	34
• Une seule soumission conforme reçue à un appel d'offres	10
• Écart de prix de 20 % entre l'adjudicataire et le 2e plus bas soumissionnaire conforme	8
• L'adjudicataire en est à son 3e octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent	5
• Transaction immobilière conclue de gré à gré à un montant différent de la juste valeur marchande	1
• Aucun appel d'offres effectué – fournisseur considéré unique	0
• Contrat accordé à un consortium	0
Contrats de services professionnels de plus de 1 M$	
• Écart de plus de 20 % entre l'estimation et la soumission de l'adjudicataire	5
• Écart de prix de 20 % entre l'adjudicataire et le 2e plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la 2e meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation	4
• Une seule soumission conforme reçue à un appel d'offres	3
• L'adjudicataire en est à son 3e octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent	2
• Aucun appel d'offres effectué – fournisseur considéré unique	0
• Contrat accordé à un consortium	0
Contrats que le comité exécutif ou un conseil d'arrondissement juge nécessaire de soumettre à la Commission	0

Il convient de souligner que la Commission a constaté la conformité du processus d'appel d'offres ou d'octroi de contrat dans soixante-treize (73) des soixante-quatorze (74) mandats étudiés.

CONSTATS ET RECOMMANDATIONS

De façon générale et comme ce fut le cas l'an dernier, les membres de la Commission ont constaté, en cours d'année, une certaine amélioration dans le contenu des sommaires décisionnels soumis. À l'évidence, des efforts ont été faits pour rendre les contenus plus précis, plus concis et plus compréhensibles. La Commission constate, cependant, qu'il y a encore place pour de l'amélioration, quant à la nature et à la pertinence des renseignements colligés dans les sommaires.

Dans le présent bilan, la Commission a choisi de cibler certains aspects bien précis portant sur les processus d'appels d'offres, notamment en ce qui a trait à la coordination du lancement des appels d'offres par une unité d'affaires pour des travaux similaires, aux meilleures pratiques en matière de sollicitation des marchés, et à l'établissement des montants prévus dans les contrats pour les contingences.

L'amélioration de l'information contenue dans les sommaires décisionnels est une préoccupation constante chez les membres de la Commission. Qu'il s'agisse de préciser les clauses de bonis ou de pénalités associées à la réalisation des contrats, de recenser les motifs de désistement des preneurs de cahier des charges non soumissionnaires, ou encore de bien montrer les liens entre un contrat précis et un ensemble plus large (grand projet, bâtiment ou site délimité, ententes-cadres), un sommaire décisionnel concis, mais bien documenté, est un outil essentiel à une prise de décision éclairée.

La qualité des estimations réalisées par les services municipaux ou par des firmes externes demeure une priorité pour les membres de la Commission. Certaines façons de faire peuvent, à ce chapitre, contribuer à améliorer la rigueur et la constance dans l'établissement des estimations.

Enfin, la Commission salue la mise en place par l'administration du système d'évaluation du rendement des fournisseurs. Rappelons qu'avec l'adoption en décembre 2012 du projet de Loi 8 modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale, le gouvernement du Québec a notamment modifié l'article 573 de la *Loi sur les cités et villes* en y insérant le paragraphe 2.0.1 qui permet dorénavant aux municipalités de « refuser, à certaines conditions, la soumission d'un entrepreneur qui a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant à l'égard d'un contrat antérieur ».

Recommandations à l'égard des processus d'appel d'offres et d'octroi de contrat

Au cours de l'année 2015, les membres de la Commission ont pu constater à quelques reprises un phénomène bien particulier dans les mandats qu'elle a reçus : la sollicitation quasi simultanée des marchés par un même service municipal pour des travaux de nature similaire. Ce fut notamment le cas pour des contrats émanant du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR). La situation peut s'expliquer par le fait qu'il y a des moments plus propices à la réalisation de certains travaux de construction ou d'aménagement. Mais, quand les appels d'offres pour des travaux similaires sont lancés en même temps, il y a un risque de diminution de la concurrence, certaines entreprises choisissant de se concentrer sur un seul appel d'offres. Il est raisonnable de croire qu'une meilleure concurrence pourrait se traduire par des prix soumis plus avantageux pour la Ville.

Il est donc recommandé :

R-1
Que l'administration s'assure d'une meilleure coordination dans le temps du lancement des appels d'offres de façon à favoriser une saine concurrence entre les soumissionnaires et l'obtention de prix plus compétitifs.

La Commission a eu l'occasion d'examiner plusieurs contrats où les choix stratégiques dans la sollicitation des marchés étaient exemplaires et témoignaient d'un souci constant d'être au diapason des meilleures pratiques pour le bénéfice de la Ville.

À ce chapitre, il faut mentionner quatre dossiers soumis à Commission pilotés par le Service de l'approvisionnement où la Ville peut se targuer de réaliser des économies substantielles grâce à une stratégie d'approvisionnement bien adaptée à la réalité des marchés.

Ainsi, en avril le conseil d'agglomération a approuvé la conclusion d'une entente-cadre pour la fourniture, sur demande, de produits d'entretien pour une période de cinq ans. Dans le cadre de ses opérations courantes, la Ville de Montréal utilise une quantité importante de produits d'entretien sanitaire, d'accessoires et de papiers hygiéniques. À l'aide des rapports de consommation, l'analyse de la situation a permis au Service de constater qu'il y avait une grande variété de produits pour les mêmes utilisations. D'où l'objectif de procéder à un regroupement afin de réduire la variété de produits, de faciliter la consommation et de réaliser des économies d'échelle.

Depuis de nombreuses années, le Service de l'approvisionnement a mis au point une approche originale pour s'assurer de la fourniture de sel de déglaçage des chaussées pour l'hiver. Afin d'assurer à la Ville de Montréal un approvisionnement constant selon les quantités requises tout en profitant des meilleures conditions du marché, l'appel d'offres permet à la Ville d'associer l'octroi à un fournisseur en fonction de sa capacité maximale de fourniture. Il est ainsi possible de profiter des quantités disponibles auprès d'un fournisseur lorsqu'il est avantageux de le faire.

En octobre, le conseil d'agglomération a approuvé une entente-cadre issue du Service de l'approvisionnement pour la fourniture et la distribution d'articles de bureau, de papiers recyclés et de cartouches d'encre. En regroupant trois dossiers importants dans un même appel d'offres, cette approche stratégique devrait générer l'obtention de meilleurs prix pour la Ville.

Enfin, le Service a aussi développé, il y a plusieurs années et continue d'améliorer une stratégie de conclusion d'ententes-cadres collectives pour la fourniture de divers carburants.

Il est donc recommandé :

R-2
Que les unités d'affaires, à l'instar du Service de l'approvisionnement, développent des stratégies novatrices et inspirées des meilleures pratiques en matière de sollicitation des marchés dans le but de favoriser en tout temps une saine concurrence et l'obtention des meilleurs prix.

Peu nombreux sont les contrats où tout peut être soigneusement planifié sans le moindre imprévu. Voilà pourquoi on retrouve régulièrement dans les dossiers de contrats des sommes

réservées pour les contingences. La méthodologie pour fixer le montant des contingences n'est pas prévue ou encadrée dans la *Loi sur les cités et villes*. Il existe cependant une directive à la Ville, datant de 2012, qui invite les unités d'affaires à établir le montant alloué à l'enveloppe des contingences en fonction de l'historique de projets similaires et des particularités du projet visé. La directive spécifie que les contingences doivent être exprimées sous forme d'un pourcentage du coût estimé des travaux.

Dans les contrats qui lui ont été soumis en 2015 – la situation était essentiellement la même dans les années précédentes – la Commission a constaté une certaine diversité dans la méthode de fixation des contingences.

Les membres de la Commission sont d'avis qu'un encadrement plus rigoureux des contingences et un suivi annuel de leur utilisation ne pourraient qu'être profitables à la Ville.

Il est donc recommandé :

R-3
Que l'administration établisse des critères de détermination du coût des contingences dans un contrat selon la nature des travaux requis et les caractéristiques propres à chaque type de contrat.

R-4
Qu'une reddition de comptes de l'utilisation des contingences soit réalisée annuellement et soit soumise aux conseils municipal et d'agglomération.

Depuis le début de ses activités en 2011, la Commission a toujours fait valoir la nécessité d'octroyer les contrats au montant soumis par l'adjudicataire. Il s'agit d'un principe de saine gestion qui ne saurait être contourné.

La Commission a eu l'occasion de réitérer ce principe l'automne dernier lors de l'étude de l'entente-cadre sur la fourniture sur demande de services de téléphonie filaire pour une durée de soixante mois. Le sommaire décisionnel présenté à la Commission faisait état d'un contrat octroyé à un montant supérieur à la soumission de l'adjudicataire.

Il est donc recommandé :

R-5
Que l'octroi de tout contrat ou la conclusion de toute entente-cadre se fasse au montant soumis par l'adjudicataire.

Recommandations à l'égard des renseignements contenus dans les sommaires décisionnels et de l'information soumise à la Commission

Quand la Commission se penche sur un contrat spécifique, elle a accès aux décisions antérieures en lien avec le contrat soumis, mais n'a pas toujours une vision juste du portrait d'ensemble dans laquelle s'inscrit le contrat.

Le contrat peut être un élément d'un vaste projet de travaux majeurs de construction et de réaménagement, comme le projet Bonaventure ou d'aménagement de nouveaux espaces verts, comme le parc du Complexe environnemental de Saint-Michel. Il peut aussi être un contrat qui sera réalisé concurremment avec d'autres contrats sur un même site comme une usine de production d'eau potable, un grand bâtiment municipal ou un espace public.

Cette réalité peut avoir un impact certain sur les conditions de réalisation des travaux prévus aux contrats. Il apparaît donc essentiel pour les membres de la Commission que ces renseignements soient systématiquement consignés dans les dossiers décisionnels et soient mis en contexte lors des présentations des unités d'affaires à la Commission.

Il est donc recommandé :

R-6
Que les unités d'affaires s'assurent de consigner dans leurs sommaires décisionnels les renseignements pertinents relatifs à d'autres contrats passés ou présents relevant du même projet ou se déroulant dans un même environnement, de façon à donner une vue d'ensemble du contexte du contrat.

De façon routinière, on retrouve dans les contrats des clauses de pénalités pour des retards dans l'exécution des travaux ou dans la livraison des produits et services requis. Ces clauses ne sont pas toujours mentionnées dans les sommaires décisionnels.

De plus en plus, on retrouve aussi dans les contrats des clauses de bonis pour des travaux complétés avant l'échéance prévue à la satisfaction de la Ville. En août dernier, à l'occasion de l'étude d'un contrat d'envergure du Service de l'eau (mandat SMCE150543002), la Commission a d'ailleurs recommandé l'inclusion de telles clauses de façon systématique dans les contrats (voir p.31). Les membres de la Commission sont heureux de constater que, tel qu'indiqué à la « Réponse R-2 » de la réponse du comité exécutif au Bilan 2014 de la Commission, « la dernière version du guide d'élaboration des GDD en matière d'octroi de contrat recommande que cette information apparaisse aux sommaires décisionnels ».

La Commission propose également qu'il serait pertinent d'assurer un suivi et une reddition de comptes quant aux pénalités appliquées et aux bonis versés.

Il est donc recommandé :

R-7
Qu'une reddition de comptes relative au versement de bonis et à l'application de pénalités soit réalisée annuellement et soit soumise aux conseils municipal et d'agglomération.

De façon générale, peu importe l'appel d'offres, on retrouve toujours davantage de preneurs du cahier des charges que de soumissionnaires. Depuis ses tout débuts, la Commission s'intéresse aux motifs de désistement des entreprises non soumissionnaires. Cette information est souvent très utile pour mesurer l'état du marché à des moments précis pour des contrats, de biens, de services ou de travaux.

Au fil du temps, les unités d'affaires ont mis en place des mécanismes pour recueillir cette information auprès des entreprises (formulaire joint aux documents d'appel d'offres, relance téléphonique ou par courriel, etc.). Ainsi, il était possible, dans plusieurs cas, de connaître le motif de désistement de tel ou tel soumissionnaire de façon nominative.

Dans une note adressée à tous les directeurs de service et d'arrondissement, en date du 19 novembre 2015, le contrôleur général de la Ville a fait la mise au point suivante : «Puisque les raisons qu'une firme peut invoquer pour ne pas soumissionner lui sont propres et peuvent être reliées à des stratégies commerciales, il pourrait lui être préjudiciable, lorsque fournie de façon nominative, que cette information soir rendue publique. Conséquemment, il est demandé à ce que cette information soit dorénavant fournie uniquement de façon non nominative.»

La Commission partage les préoccupations exprimées par le Contrôleur général et comprend que l'information devrait être non nominative dans les sommaires décisionnels. Elle est cependant d'avis que l'information nominative sur les motifs de désistement pourrait s'avérer utile et être présentée de façon nominative aux membres de la Commission lors de ses séances de travail qui se déroulent à huis clos.

Il est donc recommandé :

R-8
Considérant la note du 19 novembre 2015 du Contrôleur général intitulée «Motifs de non dépôt de soumissions par certains preneurs des documents d'appel d'offres»,

Que la Commission soit informée à huis clos et de façon nominative des motifs de désistement des preneurs du cahier des charges dans les dossiers de contrats qu'elle est mandatée.

Recommandation à l'égard de l'estimation des coûts

Plus de la moitié des contrats étudiés par la Commission en 2015 ont porté sur des travaux d'infrastructures touchant, entre autres, la voirie ou la construction de conduites d'aqueduc et d'égout. Plusieurs de ces contrats portaient sur des travaux similaires réalisés aux quatre coins de la ville.

Pour les membres de la Commission, il serait normal de pouvoir comparer les coûts de projets semblables sur des bases objectives, comme le coût de construction ou d'aménagement au mètre linéaire. Ces données permettraient aussi de mieux suivre l'évolution des prix soumis et des coûts réels des contrats dans le temps.

La Commission juge donc utile de réitérer ici une recommandation ponctuelle faite en cours d'année dans deux dossiers de contrats de travaux d'infrastructures.

Il est donc recommandé :

R-9
Considérant qu'une telle mesure permettrait un meilleur suivi de l'évolution des coûts d'un projet à l'autre;

Que les unités d'affaires, dans des situations qui s'y prêtent, s'assurent de présenter dans les sommaires décisionnels les coûts de construction et de réalisation au mètre linéaire.

CONCLUSION

En conclusion, il y a lieu, pour la Commission, comme pour l'ensemble de l'administration municipale, de continuer à faire preuve de vigilance face à l'octroi et à la gestion des contrats. Si certaines stratégies de contournement des règles par des entreprises semblent être chose du passé, on ne saurait exclure la possibilité de leur réapparition sous de nouvelles formes dans un avenir rapproché. Cette préoccupation pour l'intégrité et la conformité des processus d'octroi de contrat doit être l'affaire de l'ensemble de l'institution municipale, des fonctionnaires comme des élus.

En 2015, la Commission a constaté la conformité du processus d'appel d'offres dans soixante-treize (73) des soixante-quatorze (74) contrats. Ce résultat ne saurait être interprété comme une invitation à relâcher la vigilance.

Annexe 1

Liste des contrats étudiés par la Commission permanente sur l'examen des contrats en 2015

Liste des contrats étudiés par la Commission permanente sur l'examen des contrats en 2015

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
1	**Mandat SMCE140457009** Accorder un contrat à la firme "Le groupe Geyser inc." pour les travaux de mise aux normes de l'aréna Rodrigue-Gilbert - Dépense totale de 15 442 344,56 $, taxes incluses - Appel d'offres public no 5730 - 6 soumissionnaires - contrat no 14299.	26 janvier	
2	**Mandat SMCE141246018** Accorder un contrat à Les Terrassements Multi-Paysages inc., pour l'aménagement de sentiers au parc-nature du Bois-de-Saraguay pour une dépense totale de 2 532 526,63 $, taxes incluses - Appel d'offres public (14-6717) - (5 soumissionnaires).		29 janvier
3	**Mandat SMCE145897019** Annuler le contrat accordé, pour l'article 13 seulement de l'appel d'offres # 12-12548, à Power-Lite Industries inc (CG13 0117) et conclure avec Lampadaires Feralux inc, une entente-cadre d'une durée de 24 mois, au montant de 3 303 214,72$ taxes comprises, pour la fourniture de fûts, potences et rallonges pour feux de circulation, suite à l'appel d'offres public #14-13744 (3 soumissionnaires.).		29 janvier
4	**Mandat SMCE146603003** Accorder un contrat à Solutions d'eau Xylem, une division de Société Xylem Canada, pour la fourniture de quatorze (14) groupes motopompes horizontaux de type centrifuge à double aspiration, avec démarreur 4,16 kV et comprenant les composantes et équipements connexes requis à l'usine de production d'eau potable Atwater, dans le cadre du programme de réfection des équipements des usines d'eau potable, des stations de pompage et des réservoirs (REQUP) - Dépense totale de 24 691 847,89 $ taxes incluses - Appel d'offres public 14-12725 - (5 soumissionnaires - 1 seul conforme).		29 janvier
5	**Mandat SMCE151009001** Accorder un contrat à Construction Bau-Val inc. pour la construction des futures rampes du boulevard urbain, la démolition de la structure actuelle et la réalisation des travaux connexes dans les rues Duke et de Nazareth, entre les rues de la Commune et William – Projet Bonaventure - Lots 8, 8A, 26A, 27 et 29. Dépense totale de 24 218 587,47$, taxes incluses (contrat : 22 397 663,52 $+ incidences : 1 820 923,95 $). Appel d'offres public 214710 - 5 soumissionnaires.		26 février
6	**Mandat SMCE140541016** Accorder un contrat à Roxboro Excavation Inc. pour la réfection (projet 11-19) du pont d'étagement Rockland (structure 81-2201). Dépense totale de 16 778 262,12 $, taxes incluses (travaux et contingences: 15 201 417,77 $ + incidences 1 576 844,35 $, taxes incluses). Appel d'offres public 11191 - 7 soumissionnaires conformes. / Autoriser un budget additionnel de revenus et un budget additionnel de dépenses au montant de 7 986 557,60$, taxes incluses, correspondant à la contribution de la Ville de Mont-Royal conformément à l'addenda n°1 de l'entente intermunicipale entre la Ville de Mont-Royal et la Ville de Montréal relativement au projet de réfection du pont Rockland (CM14 0629) / Approuver la convention de construction relative à ce projet entre la compagnie de chemin de fer du Canadien Pacifique et la Ville de Montréal.	23 mars	

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
7	**Mandat SMCE153334001** Octroyer un contrat à la firme Degrémont Ltée, pour la fabrication, la livraison et la mise en service de l'unité d'ozonation de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 98 950 000 $, taxes incluses – Appel d'offres public 12-12107 – 2 soumissionnaires, un seul conforme.		26 mars
8	**Mandat SMCE154822003** Accorder deux contrats à Sanexen Services Environnementaux inc., pour la réalisation de travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 41 116 492,62 $, taxes incluses, (contrat UX15350 - secteur est: 20 289 464,65 $ + incidences 305 000,00 $) et (UX15351 - Secteur ouest: de 20 218 027,97 $ + incidences: 304 000 $) - Appel d'offres public 10164 - 2 soumissionnaires pour chacun des deux contrats.		26 mars
9	**Mandat SMCE144474003** Accorder un contrat à Construction Gamarco inc. pour des travaux d'architecture et de structure dans les secteurs des filtres et ozone à l'usine de production d'eau potable Pierrefonds - Dépense totale de 3 179 617,50 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10166 - 7 soumissionnaires.		26 mars
10	**Mandat SMCE146019006** Accorder un contrat à Céleb Construction ltée pour l'exécution des travaux au bâtiment principal de l'usine de production d'eau potable Charles-J. Des Baillets, dans le cadre du programme de réfection des équipements des usines d'eau potable, des stations de pompage et des réservoirs (REQUP) - Dépense totale de 9 486 874,69 $ taxes incluses - Appel d'offres public 10105 - 1 soumissionnaire.		26 mars
11	**Mandat SMCE146019007** Accorder un contrat à Ondel inc., pour l'exécution des travaux à l'usine de production d'eau potable Charles-J. Des Baillets dans le cadre du projet de modernisation des usines - Dépense totale de 30 128 006,90 $ taxes incluses - Appel d'offres public 10106 - 5 soumissionnaires		26 mars
12	**Mandat SMCE152621001** Accorder un contrat à 142975 Canada Ltée (Mironor) pour le traitement par compostage de 30 000 tonnes de résidus verts, pour une période de 24 mois, pour une somme maximale de 2 359 287 $, taxes incluses (1 soum.) / Accorder un contrat à 142975 Canada Ltée (Mironor) pour le traitement par compostage de 40 000 tonnes de résidus mélangés, pour une période de 24 mois, pour une somme maximale de 3 311 280 $, taxes incluses (1 soum.) Dépense totale de 5 670 567 $, taxes incluses - Appel d'offres public # 14-13349.		26 mars
13	**Mandat SMCE154332001** Accorder un contrat à Lanco Aménagement inc. pour réaliser les travaux de réfection de la piste d'athlétisme extérieure et des aménagements périphériques au complexe sportif Claude-Robillard en vue d'y accueillir la Finale provinciale des Jeux du Québec de 2016 - Autoriser une dépense de 3 354 195,77 $, taxes et incidences incluses - Appel d'offres public n° 14-6686 - 11 soumissions.	27 avril	

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
14	**Mandat SMCE154822007** Accorder un contrat à Demix Construction, une division de Holcim (Canada) inc., pour des travaux de voirie, comprenant la reconstruction de la chaussée (dalles courtes goujonnées), d'éclairage et de feux de circulation sur la rue Hickmore, de la 23e Avenue à la Montée de Liesse et sur la Montée de Liesse, de la rue Hickmore aux bretelles situées au nord de l'A-520. Arrondissement: Saint-Laurent. Dépense totale de 13 737 873,30 $ (contrat: 13 167 373,30 $ + incidences: 570 500,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 282901 - 3 soumissionnaires.	27 avril	
15	**Mandat SMCE154822016** Accorder un contrat à Pavages Métropolitain inc., pour des travaux de planage de rue, pose d'enrobé bitumineux, reconstruction de bordures et de trottoirs, là où requis (PCPR 2015). Arrondissement: Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles. Dépense totale de 2 491 513,99 $ (contrat: 2 363 413,99 $ + incidences: 128 100,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 320001 - 11 soumissionnaires.	27 avril	
16	**Mandat SMCE156316002** Accorder un contrat à NMP Golf Construction Inc., pour l'aménagement du secteur nord - Phase 1 du parc Jarry pour une dépense totale de 3 134 591,43 $, taxes incluses - Appel d'offres public (14-6685) - (10 soumissionnaires).	27 avril	
17	**Mandat SMCE153997001** Conclure avec Korth Group Ltd, plus bas soumissionnaire conforme, une entente-cadre d'une durée de 24 mois, pour l'achat de pistolets Glock 19 Gen4 comme arme de service et de pistolets de formation aux policiers du SPVM, pour une somme maximale de 3 369 643.28 $, taxes incluses – Appel d'offres public 15-14178 (deux soumissionnaires conformes).		30 avril
18	**Mandat SMCE155035004** Accorder à Motorola Solutions Canada inc., le contrat pour l'acquisition, l'installation et la maintenance de terminaux d'utilisateurs (TDU) et accessoires, de services de maintenance 2e niveau (pour une période de 10 ans débutant au moment de l'acquisition desdits équipements), de location de TDU et d'acquisition sur le catalogue d'accessoires, pour le lot 9, pour une somme maximale de 2 606 901,70 $, taxes incluses – Appel d'offres public 14-13812 (2 soumissionnaires).		30 avril
19	**Mandat SMCE155954002** Conclure avec PCD Solutions inc. et ESI Technologies inc., des ententes-cadres d'une durée de 5 ans, pour la fourniture de serveurs d'entreprise et stockage - Appel d'offres public 14-13726 – (7 soumissionnaires) (PCD Solutions inc. : 3 538 011,04 $ - ESI Technologies inc: 1 022 174,99 $).		30 avril
20	**Mandat SMCE156134001** Conclure avec la firme Produits Sany Inc., une entente-cadre pour la fourniture, sur demande, de produits d'entretien pour une période de soixante (60) mois suite à l'appel d'offres public 15-13951 (montant estimé à 4 213 149.69$ - 6 soum.)		30 avril

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
21	**Mandat SMCE145350006** Accorder un contrat de services professionnels en gestion de projets à Macogep inc. pour la rénovation et la mise à niveau de plusieurs casernes de pompiers pour une somme maximale de 1 525 511,66 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-14002 - (5 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.		30 avril
22	**Mandat SMCE146019008** Accorder un contrat à HMI Construction inc. pour l'exécution des travaux à l'usine de production d'eau potable Atwater, dans le cadre du projet de modernisation des usines - Dépense totale de 55 457 316,97 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10160 - 3 soumissionnaires.		30 avril
23	**Mandat SMCE156765004** Accorder un contrat à Duroking construction 9200-2088 Québec inc. pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, remplacement des branchements d'aqueduc et d'égout, pavage, bordures et travaux connexes sur les rues Apple Blossom (entre Maher et Arnold), Maher, Arnold, Grove, Monteray, Omega, Vincent, Valley, Brian et Molson dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 4 494 968,23 $, taxes incluses (contrat 4 280 922,12 $ + incidences 214 046,11 $) - Appel d'offres public ST-15-04 (11 soumissionnaires)	27 avril	
24	**Mandat SMCE154139001** Accorder un contrat à Ceveco inc. pour la réalisation des travaux de réaménagement de la rue Bonsecours entre la rue Saint-Paul et la rue Notre-Dame, de la rue Côte Berri entre la rue de la Commune et la rue du Champ-de-Mars, de la reconstruction des conduites d'eau et d'égout ainsi que l'aménagement de la rue Bonneau entre la rue de la Commune et la rue Saint-Paul - lot 1 de la phase 1 du projet de réaménagement de la rue Saint-Paul - Arrondissement Ville-Marie - Dépense totale de 3 036 592,82 $ (contrat: 2 856 592,82$ + incidences: 180 000 $), taxes incluses. Appel d'offres public 322601 - 2 soumissionnaires.		30 avril
25	**Mandat SMCE154822009** Accorder un contrat à Sade Canada Inc., pour la réhabilitation de conduites d'égout par chemisage - Secteur Est. Dépense totale de 11 604 938,58 $ (contrat UX-15252 : 11 424 938,58 $ + incidences: 180 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 322002 - 3 soumissionnaires.		30 avril
26	**Mandat SMCE154822010** Accorder un contrat à Clean Water Works inc, pour la réhabilitation de conduites d'égout par chemisage - Secteur Ouest. Dépense totale de 11 840 000,22 $ (contrat UX-15253 :11 665 000,22 $ + incidences: 175 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 322001 - 2 soumissionnaires.		30 avril
27	**Mandat SMCE154822015** Accorder un contrat à Groupe TNT inc., pour des travaux d'égout, de conduites d'eau secondaire et principale, de voirie, d'éclairage, de signalisation lumineuse et de modification du réseau de la CSEM, dans la rue Ontario, de l'avenue De Lorimier à la rue D'Iberville (Projet de développement Pôle Frontenac, phase II). Arrondissement de Ville-Marie. Dépense totale de 11 812 338,79 $ (contrat: 10 678 287,89 $ + incidences: 1 134 050,90 $), taxes incluses. Appel d'offres public 256903 - 8 soumissionnaires.		30 avril

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
28	**Mandat SMCE150541007** Accorder un contrat à Socomec Industriels Inc., pour le remplacement (projet 12-06) de la passerelle piétonne Barr (structure 81-5513) dans l'arrondissement de Saint-Laurent - Dépense totale de 2 938 535,08 $, taxes incluses (travaux et contingences: 2 498 755,70 $ + incidences 439 779,38 $, taxes incluses) - Appel d'offres public 07-12063 - 11 soumissionnaires conformes.	25 mai	
29	**Mandat SMCE155967001** Accorder un contrat à la compagnie MGB Associés Inc. pour la restauration des bâtiments du Jardin de Chine au Jardin botanique de Montréal pour un montant de 2 134 725,50 $, taxes, contingences et incidences incluses. Appel d'offres public # JAR-2013-08-T. Cinq (5) soumissionnaires.	25 mai	
30	**Mandat SMCE156765005** Accorder un contrat à Duroking Construction / 9200-2088 Québec inc. pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc et d'égout sanitaire, remplacement des branchements d'aqueduc et d'égout, pavage, bordures et travaux connexes sur la 16e Avenue, 18e Avenue, 10e Rue et 13e Rue dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 3 274 917,54 $, taxes incluses (contrat 3 089 544,85 $ + incidences 185 372,69 $) - Appel d'offres public ST-15-05 (13 soumissionnaires).	25 mai	
31	**Mandat SMCE152621002** Accorder un contrat à Recyclage Notre-Dame Inc. pour le traitement par compostage de 60 000 tonnes de résidus alimentaires pour une période de trois ans, soit du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2018, pour une somme maximale de 4 589 399,59 $, un seul soumissionnaire.		28 mai
32	**Mandat SMCE153838005** Conclure avec Aréo-feu ltée, une entente-cadre d'une durée de 60 mois, pour la fourniture de 20 camions échelles (30 m) pour le combat d'incendie - Appel d'offres public 14-13433 (4 soumissionnaires - 3 conformes) (montant estimé de l'entente : 21 258 877,50 $). Autoriser une dépense de 4 652 017,27 $, taxes incluses et tous les frais incidents, pour l'acquisition de 4 camions échelles, conformément à la présente entente-cadre.		28 mai
33	**Mandat SMCE154822020** Accorder un contrat à Allia Infrastructures Ltée, pour des travaux d'égouts, de conduites d'eau secondaire et principale et de voirie sur la rue Gordon et sur les boulevards Champlain et LaSalle. Construction de chambres de vanne principale à divers endroits. Arrondissement de Verdun. Dépense totale de 16 488 731,84 $ (contrat: 15 250 742,22 $; incidences: 1 321 400,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 288101 - 8 soumissionnaires.		28 mai

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
34	**Mandat SMCE154822024** Accorder un contrat à Sade Canada inc., pour des travaux de reconstruction des conduites d'égout, d'eau potable, de bases et conduits, d'éclairage, de feux de circulation, de réaménagement géométrique, de bordures en granite et de la chaussée dans les chemins de la Côte-des-Neiges et McDougall, l'avenue Cedar et Le Boulevard. Arrondissement: Ville-Marie. Dépense totale de 13 006 268,21 $ (contrat: 11 268 800,78 $ + incidences: 1 737 467,43 $ incluant le coût du contrat à Gaz Métro), taxes incluses. Appel d'offres public 262201 - 4 soumissionnaires. Accorder un contrat de gré à gré à Gaz Métro, dans le cadre du réaménagement du chemin de la Côte-des-Neiges (entre l'avenue Cedar et la rue Hill Park Circle), pour le déplacement de conduites pour la somme maximale de 61 790,56 $ taxes incluses - fournisseur exclusif.		28 mai
35	**Mandat SMCE150549001** Autoriser une dépense de 1 543 930,30 $, taxes incluses / Accorder un contrat de services professionnels à Réal Paul, Architecte en architecture et génie pour le lancement des appels d'offres du projet d'infrastructures de traitement des matières organiques pour une somme maximale de 1 543 930.30 $ taxes incluses comprenant le contrat (1 308 415,50 $), les contingences (196 262,33 $) et les déboursés (39 252,47 $) . Appel d'offres public 14-13679, deux soumissionnaires / Approuver un projet de convention à cette fin.		18 juin
36	**Mandat SMCE154822030** Accorder un contrat à La Compagnie Meloche inc., pour des travaux de planage de rue, de pose d'enrobé bitumineux, de reconstruction de bordures et de trottoirs, là où requis dans les arrondissements de Pierrefonds-Roxboro et de L'Île-Bizard—Sainte-Geneviève (PCPR). Dépense totale de 2 597 248,07 $ (contrat: 2 508 248,07 $ + incidences: 89 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 320601 - 6 soumissionnaires.	15 juin	
37	**Mandat SMCE155886002** Octroyer un contrat à Roxboro Excavation Inc. pour les travaux de réhabilitation des sols d'une partie du lot 3 362 043, le long de la rue Bercy, dans le cadre du projet de la nouvelle cour de services de l'arrondissement Ville-Marie. Dépense totale de 2 647 763,78 $, taxes incluses (travaux et contingences : 2 595 846,84 $ + incidences 51 916,94 $). Appel d'offres public 5765 - 8 soumissionnaires.	15 juin	
38	**Mandat SMCE145891003** Accorder un contrat à la firme Cosoltec inc. pour réaliser des travaux de réfection de l'enveloppe de l'usine de filtration (0396) et de la tour d'eau (0791), phase 1, du complexe de l'usine de production d'eau potable Atwater dans l'arrondissement Le Sud-Ouest situé au 3161 rue Joseph – Dépense totale de 2 245 722,54 $ taxes incluses – Appel d'offres 5772 (4 soumissionnaires).		18 juin
39	**Mandat SMCE151009014** Accorder un contrat à Construction Bau-Val inc. pour le réaménagement définitif de la rue Duke, entre les rues Wellington et Saint-Jacques, de la rue Notre-Dame, entre les rues de Nazareth et Duke ainsi que de l'entrée et de la sortie de l'autoroute Ville-Marie - Projet Bonaventure - Lots 5A-5C-5D-5E-5H-5J-22-24-25-30C-34A. Dépense totale de 19 114 603,56 $ taxes incluses (contrat : 17 498 090,94 $+ incidences : 1 616 512,62 $). Appel d'offres public 214711 - 5 soumissionnaires.		18 juin

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
40	**Mandat SMCE153775001** Accorder un contrat à Groupe TNT, pour le projet Régulation de la pression - travaux de construction - agglomération de Montréal - 2015 - Dépense totale de 4 835 184,04 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10178 - 4 soumissionnaires.		18 juin
41	**Mandat SMCE154822033** Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc., pour la reconstruction d'un égout combiné, d'une conduite d'eau secondaire et principale, de chaussée, de trottoirs, de bordures, de bases, de puits d'accès de la CSEM, de travaux d'éclairage et de construction de conduits électriques, là où requis dans la rue Saint-Denis, de l'avenue Duluth à la rue Marie-Anne. Arrondissement: Le Plateau-Mont-Royal. Dépense totale de 16 202 243,99 $ (contrat: 14 400 000,01 $ + incidences: 1 802 243,98 $), taxes incluses. Appel d'offres public 302201 - 3 soumissionnaires.		18 juin
42	**Mandat SMCE155897003** Conclure avec Orange Trafic Inc, une entente-cadre d'une durée de 36 mois, pour la fourniture de 800 contrôleurs de feux de circulation - Appel d'offres public 14-13351 - (3 soumissionnaires) - (Montant de 9 237 769,85 $ taxes et contingences comprises).		18 juin
43	**Mandat SMCE155965002** Accorder un contrat de services professionnels à Affleck de la Riva architectes, WSP Global inc, Williams, Asselin, Ackaoui et associés inc. ainsi que Blouin Tardif architecture environnement pour les services professionnels de firmes en architecture, ingénierie électromécanique ainsi qu'en ingénierie de charpente et civil et en architecture de paysage afin de réaliser les plans et devis ainsi que la surveillance des travaux liés à la réfection de l'enveloppe, à la mise aux normes, à la restauration patrimoniale et à la certification LEED BE E&E niveau Or de l'hôtel de ville (0001) - Contrat 13672 pour une somme maximale de 4 596 285,58 $, taxes incluses - Appel d'offres public (15-13880) - (1 soumissionnaire) / Approuver un projet de convention à cette fin.		18 juin
44	**Mandat SMCE156446001** Accorder un contrat à Catalogna et Frères Ltée, pour la reconstruction d'un égout combiné, d'une conduite d'eau secondaire, de services d'eau, de drains, de chaussée flexible et de trottoirs sur la rue Allard, de la rue d'Aragon à la rue Irwin - Dépense totale de 5 513 000 $, taxes incluses (contrat: 4 920 000,00 $ + incidences: 593 000,00 $) - Appel d'offres public 211503 (10 soumissionnaires).	17 août	
45	**Mandat SMCE156848001** **Note** : Ce contrat n'a pas été approuvé par les instances. Conformément à l'article 22 du Règlement sur la commission permanente du conseil municipal sur l'examen des contrats (11-007), les informations reçues dans le cadre de l'examen de ce dossier sont confidentielles.	Dossier non approuvé par les instances	
46	**Mandat SMCE156627003** Accorder un contrat de construction à Norgereq Ltée, plus bas soumissionnaire conforme pour le projet de Réfection majeure au Pavillon La Fontaine, situé au 1301 Sherbrooke Est (0891), Dépense totale de 4 434 016,62 $ - Appel d'offres public 5769 - 7 soumissionnaires.	17 août	

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
47	**Mandat SMCE151630003** Accorder un contrat de services professionnels à l'équipe formée par Cardin, Ramirez, Julien, Architectes, Stantec Experts-Conseils ltée, société de services en génies mécanique, électrique, électronique, civil, de structure, d'hygiène industrielle, d'architecture de paysage pour la réalisation de projets de protection de bâtiments de parcs et corporatifs (Contrat 1 - 14419) - Dépense totale de 2 117 781,27 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14299 (7 soum.) / Approuver le projet de convention à cet effet.		20 août
48	**Mandat SMCE150543001** Accorder un contrat à Les entreprises Michaudville inc. pour la construction d'une conduite d'eau de 1200 mm, en tranchée, dans l'axe de la rue Champ-d'Eau, voie de service A-40, le boulevard Haut d'Anjou et Jarry entre Haut d'Anjou et A25 - Arrondissement Saint-Léonard et Anjou - Dépense totale de 12 402 000 $ (contrat: 11 700 000 $ + incidences: 702 000 $), taxes incluses - Appel d'offres 10172 - 8 soumissionnaires.		20 août
49	**Mandat SMCE150543002** Accorder un contrat à EBC inc. pour la construction d'une conduite d'eau de 1200 mm de diamètre, en tunnel, dans l'axe de la rue Jarry, entre la 24e Avenue et la rue du Champ-d'Eau - Arrondissements de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension et de Saint-Léonard - Dépense totale de 78 505 203,15 $ (contrat: 74 061 512,41 $ + incidences: 4 443 690,74 $), taxes incluses - Appel d'offres 10173 - 5 soumissionnaires.		20 août
50	**Mandat SMCE153184001** Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la construction de conduites d'eau de 900 mm et de 1200 mm sur la 16e Avenue entre la rue Beaubien et le boulevard Rosemont – Contrat A-360-1 – Dépenses totale de 9 560 135,32$, taxes incluses – Appel d'offres public 10117 (5 soumissionnaires).		20 août
51	**Mandat SMCE156316001** Conclure une entente-cadre pour la fourniture, sur demande, de services professionnels avec Axor Experts-Conseils pour la réalisation de services de génie conseil pour les différents projets sous la responsabilité du Services des grands parcs, du verdissement, et du Mont-Royal pour une somme maximale de 1 481 030,05 $, taxes incluses / Appel d'offres public no 15-14283- 3 soumissionnaires / Approuver le projet de convention à cette fin.		20 août
52	**Mandat SMCE156978001** Octroyer un contrat de construction à Groupe TNT inc. pour la réalisation des travaux de réaménagement du carrefour Pie-IX - Sherbrooke - Dépense totale de 15 350 438,74$, taxes incluses - contrat: 13 900 438,74$ et incidences 1 450 000$ - Appel d'offres public 321 401 - 6 soumissionnaires.		20 août
53	**Mandat SMCE154822046** Conclure deux ententes-cadres pour une dépense maximale de 9 090 621,46$, taxes incluses, pour des travaux de réfection de chaussée par rapiéçage mécanique sur différentes rues de la Ville de Montréal avec Les Pavages Ultra Inc. pour les secteurs ouest et centre-ville (contrat #323901-1 : 3 394 078,22 $ + incidences: 197 000,00 $, taxes incluses) et une autre avec Les Entrepreneurs Bucaro inc. pour le secteur est (contrat #323901-2 : 5 273 043,24 $ + incidences: 226 500,00 $, taxes incluses) - Appel d'offres public 323901 - 5 soumissionnaires pour le contrat #323901-1 et 4 soumissionnaires pour le contrat #323901-2.		20 août

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
54	**Mandat SMCE154822044** Accorder un contrat à Pavages Métropolitain inc., pour des travaux de planage de rue, pose d'enrobé bitumineux, reconstruction de bordures et de trottoirs, là où requis (PCPR). Arrondissement: Ville-Marie. Dépense totale de 2 624 079,27 $ (contrat: 2 453 104,27 $ + incidences: 170 975,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 320101 - 5 soumissionnaires.		20 août
55	**Mandat SMCE150695002** Accorder 18 contrats d'élimination, de collecte / transport et de collecte / transport / élimination de matières résiduelles aux firmes Camille Fontaine et Fils, Polyurbaine (Derichebourg), Enlèvement de déchets Bergeron inc., Col Sel Transit inc., Les Entreprises Raylobec Inc., Recyclage Notre-Dame Inc., RCI Environnement Inc., Services Matrec Inc., Complexe enviro Progressive Ltée, J.R Services Sanitaires et Entreprise Sanitaire F.A. Ltée pour des durées de 56, 58 ou 59 mois. Dépense totale de 197 785 993 $ taxes incluses - Appel d'offres public # 15-14213 - 14 soumissionnaires.	21 septembre[2]	24 septembre[1]
56	**Mandat SMCE157014001** Accorder un contrat à Groupe TNT inc. pour la construction d'une conduite d'eau 900 mm sur l'avenue Pierre-de-Coubertin entre l'avenue Bourbonnière et la rue Viau - Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve - Dépense totale de 11 976 440,04 $ (contrat: 11 406 133,37$ + incidences: 570 306,67 $), taxes incluses - Appel d'offres public 10180 - (6 soumissionnaires).		24 septembre
57	**Mandat SMCE156933002** Accorder un contrat à Sade Canada Inc. pour la construction d'une conduite d'eau de 1200 mm de diamètre, dans l'axe de la rue Villeray, entre la 18e Avenue et la 24e Avenue - Arrondissement de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension - Dépense totale de 6 517 296,20 $ (contrat: 5 979 170,82 $ + incidences: 538 125,38 $), taxes incluses - Appel d'offres 10175 - 7 soumissionnaires.		24 septembre
58	**Mandat SMCE155331006** Conclure avec les firmes Compass Minerals (12 284 756,13 $), Technologie de dégivrage Cargill, une division de Cargill ltée (4 086 567,92 $) et Mines Seleine, une division de K+S Sel Windsor ltée (2 073 418,91 $), des ententes-cadres pour la fourniture et la livraison de sel de déglaçage des chaussées pour l'hiver 2015-2016, suite à l'appel d'offres public # 15-14422 (3 soum.). (Montant total estimé des ententes: 18 444 742,96 $).		24 septembre
59	**Mandat SMCE156316011** Accorder un contrat à Ramcor construction Inc., pour le réaménagement du secteur des Marais au parc-nature de la Pointe-aux-Prairies - Dépense totale de 2 532 076,29 $, taxes incluses - Appel d'offres public 13-6429 - (1 soumissionnaire).		24 septembre
60	**Mandat SMCE154956009** Accorder un contrat à Aménagement Côté Jardin inc. pour l'aménagement de la portion sud du secteur Papineau du Complexe environnemental de Saint-Michel pour une dépense totale de 6 531 983,46 $ taxes incluses - Appel d'offres public (15-6778) - (3 soumissionnaires).		24 septembre

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
61	**Mandat SMCE154956011** Accorder un contrat à la firme Le Groupe Vespo pour les travaux d'aménagement des entrées Louvain Ouest, Charton, Lecocq, Émile-Journault Est et 2e Avenue (Travaux Lot 1) pour le parc du Complexe environnemental Saint-Michel (CESM) pour une dépense totale de 2 380 168,98 $, taxes incluses - Appel d'offres public (15-6747) - (11 soumissionnaires		24 septembre
62	**Mandat SMCE155884001** Accorder un contrat à la compagnie Entreprise de construction T.E.Q. inc., pour la construction de la nouvelle cour de services de l'arrondissement de Ville-Marie au 1455 rue Bercy. Dépense totale de 28 002 874,10 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5781 (six (6) soumissionnaires).	26 octobre	
63	**Mandat SMCE150660006** Accorder un contrat de services professionnels en gestion de projets à CIMA + s.e.n.c. pour réaliser plusieurs projets de mise à niveau d'édifices municipaux - Dépense totale de 2 646 747,50 $ - Appel d'offres public 15-14136 (2 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.		29 octobre
64	**Mandat SMCE153190002** Conclure avec Bell Canada, une entente-cadre pour la fourniture sur demande de services de téléphonie filaire, d'une durée de soixante (60) mois, débutant le 1er novembre 2015 et se terminant le 31 octobre 2020, pour une somme maximale de 15 140 525 $, taxes incluses / Appel d'offres public 15-14367 - (2 soumissionnaires) / Approuver le projet de convention à cette fin.		29 octobre
65	**Mandat SMCE156037008** Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de la Fondation Saint-Patrick de Montréal un immeuble sis au 575, rue Elm, dans la ville de Beaconsfield, pour un prix de 3 500 000 $, plus les taxes applicables, aux fins d'agrandir le parc-nature de l'Anse-à-l'Orme. Le montant total est de 4 024 125 $, taxes incluses. N/Réf. : 31H05-005-5817-01.		29 octobre
66	**Mandat SMCE155085002** Conclure avec la firme Novexco Inc. (BuroPlus), une entente-cadre d'une durée de cinq ans avec 1 option de prolongation de 12 mois, pour la fourniture et la distribution d'articles de bureau et de papiers recyclés d'impression (Groupe 1) et de cartouches d'encre (Groupe 2) - Appel d'offres public 15-12654 - 3 soumissionnaires conformes - Groupe 1- (montant estimé: 8 000 141.82 $) et 1 seul soumissionnaire conforme - Groupe 2 - (montant estimé: 2 760 871.12 $).		29 octobre
67	**Mandat SMCE153334029** Accorder un contrat d'une durée de 4 ans à Kemira Water Solutions Canada inc. pour la fourniture et la livraison de coagulants à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et aux usines de production d'eau potable, pour une somme maximale de 35 371 002,41 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14604 - 2 soumissionnaires.		29 octobre
68	**Mandat SMCE150504019** Accorder un contrat à Bau-Québec Ltée pour l'aménagement des secteurs Plaine et Boisé - Phase 1 du Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM) pour une dépense totale de 2 910 658,30 $ (contrat et incidences), taxes incluses. Appel d'offres public (15-6746).		29 octobre

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
69	**Mandat SMCE155954005** Conclure avec Eclipsys Solutions inc, une entente-cadre d'une durée de 5 ans, pour la fourniture de systèmes spécialisés pour les bases de données Oracle - Appel d'offres public 15-14569 - (2 soumissionnaires) - (2 514 261,92 $) et autoriser une dépense de 1 233 453,44 $, taxes incluses, pour l'acquisition de deux serveurs Exadata X5-2 incluant les logiciels et l'entretien requis.		26 novembre
70	**Mandat SMCE150776003** Conclure deux ententes-cadres de services professionnels avec les firmes WSP Canada inc et les Consultants SM inc. pour le soutien technique aux activités du Bureau de projets de la Direction des transports visant l'implantation des mesures préférentielles pour autobus ainsi que le développement et la mise à niveau du réseau cyclable de l'agglomération de Montréal pour les trois prochaines années et pour une somme maximale respective de 2 757 848.90$ taxes incluses et 2 715 939.45$ taxes incluses (appel d'offres public No 15-13941 - 5 soumissionnaires) / Approuver les projets de convention à cette fin.		26 novembre
71	**Mandat SMCE157100001** Accorder un contrat de services professionnels à Hatch Mott MacDonald Ltée, pour la réalisation d'études, la conception, la préparation des plans et devis et la surveillance des travaux pour le projet de canalisation de l'alimentation en eau brute de l'usine Atwater, pour une somme maximale de 4 005 477,49 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14166 - (2 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.		26 novembre
72	**Mandat SMCE156758002** Accorder un contrat à Keops Technologies inc. pour des services professionnels en automatisation, informatique industrielle et télécommunication, pour la plateforme Plant Information (PI) du Service de l'eau, pour une somme maximale de 1 049 573$, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14534 - (3 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.		26 novembre
73	**Mandat SMCE154338003)** Conclure avec les firmes Énergie Valero inc. (20 226 835,78 $) et la firme Pepco Énergie Corp. (7 450 697,82 $) des ententes-cadres collectives pour la fourniture, sur demande, d'essence régulière sans plomb, super sans plomb, mazout, diesel coloré pour génératrice, diesel arctique et diesel coloré standard pour une période de trois ans avec deux possibilités de prolongation d'une année chacune, suite à l'appel d'offres public 15-14232 (6 soum.).		17 décembre
74	**Mandat SMCE153855001** Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les six (6) firmes suivantes: EnGlobe Corp. (3 149 337,71 $), Groupe Qualitas inc. (2 918 065,50 $), Groupe ABS inc.(2 759 905,89 $), Labo S.M. inc. (2 352 445,99 $), Consultants GHD Ltée (2 244 771,90 $) et Solmatech inc. (1 831 839,19 $) pour réaliser le contrôle qualitatif des matériaux et les expertises sur les différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection, effectués par les services corporatifs et les arrondissements / Appel d'offres public no 15-14689 (7 soumissionnaires) / Approuver les projets de convention à cette fin.		17 décembre

[1] Le dossier décisionnel a été scindé en deux pour adoption par chaque conseil selon ses compétences respectives

Annexe 2
Recommandations ponctuelles faites par la Commission permanente sur l'examen des contrats en 2015

Recommandations ponctuelles 2015

Mandat		Date de la séance	Objet de la recommandation
1	Mandat SMCE151009001 Accorder un contrat à Construction Bau-Val inc. pour la construction des futures rampes du boulevard urbain, la démolition de la structure actuelle et la réalisation des travaux connexes dans les rues Duke et de Nazareth, entre les rues de la Commune et William – Projet Bonaventure - Lots 8, 8A, 26A, 27 et 29. Dépense totale de 24 218 587,47$, taxes incluses (contrat : 22 397 663,52 $+ incidences : 1 820 923,95 $). Appel d'offres public 214710 - 5 soumissionnaires.	11 février	*Considérant les diverses politiques adoptées par la Ville de Montréal touchant l'approvisionnement et l'octroi de contrats;* *Considérant l'importance d'améliorer les processus d'octroi de contrats et de trouver un juste équilibre entre l'obtention des meilleures soumissions possibles, le respect des politiques de la Ville et le maintien d'une saine concurrence sur les marchés;* Que l'administration se penche sur les processus de préparation des devis d'appel d'offres et étudie les moyens possibles, incluant l'ajout de critères dans les devis, pour favoriser davantage le respect des diverses orientations et politiques de la Ville de Montréal, notamment en ce qui a trait au développement durable et ce, sans restreindre l'ouverture des marchés.
2	Mandat SMCE154822024 Accorder un contrat à Sade Canada inc., pour des travaux de reconstruction des conduites d'égout, d'eau potable, de bases et conduits, d'éclairage, de feux de circulation, de réaménagement géométrique, de bordures en granite et de la chaussée dans les chemins de la Côte-des-Neiges et McDougall, l'avenue Cedar et Le Boulevard. Arrondissement: Ville-Marie. Dépense totale de 13 006 268,21 $ (contrat: 11 268 800,78 $ + incidences: 1 737 467,43 $ incluant le coût du contrat à Gaz Métro), taxes incluses. Appel d'offres public 262201 - 4 soumissionnaires. Accorder un contrat de gré à gré à Gaz Métro, dans le cadre du réaménagement du chemin de la Côte-des-Neiges (entre l'avenue Cedar et la rue Hill Park Circle), pour le déplacement de conduites pour la somme maximale de 61 790,56 $ taxes incluses - fournisseur exclusif.	13 mai	Que les unités d'affaires fassent des efforts supplémentaires pour obtenir davantage de réponses des preneurs de cahiers des charges qui ont choisi de ne pas déposer de soumission quant aux raisons de leur désistement. *Considérant qu'une telle mesure permettrait un meilleur suivi de l'évolution des coûts d'un projet à l'autre;* Que les unités d'affaires, dans des situations qui s'y prêtent, s'assurent de présenter dans les sommaires décisionnels les coûts de construction et de réalisation au mètre linéaire.
3	Mandat SMCE154822020 Accorder un contrat à Allia Infrastructures Ltée, pour des travaux d'égouts, de conduites d'eau secondaire et principale et de voirie sur la rue Gordon et sur les boulevards Champlain et LaSalle. Construction de chambres de vanne principale à divers endroits. Arrondissement de Verdun. Dépense totale de 16 488 731,84 $ (contrat: 15 250 742,22 $; incidences: 1 321 400,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 288101 - 8 soumissionnaires.	13 mai	Que les unités d'affaires fassent des efforts supplémentaires pour obtenir davantage de réponses des preneurs de cahiers des charges qui ont choisi de ne pas déposer de soumission quant aux raisons de leur désistement. *Considérant qu'une telle mesure permettrait un meilleur suivi de l'évolution des coûts d'un projet à l'autre;* Que les unités d'affaires, dans des situations qui s'y prêtent, s'assurent de présenter dans les sommaires décisionnels les coûts de construction et de réalisation au mètre linéaire.

Mandat		Date de la séance	Objet de la recommandation
4	Mandat SMCE145891003 Accorder un contrat à la firme Cosoltec inc. pour réaliser des travaux de réfection de l'enveloppe de l'usine de filtration (0396) et de la tour d'eau (0791), phase 1, du complexe de l'usine de production d'eau potable Atwater dans l'arrondissement Le Sud-Ouest situé au 3161 rue Joseph – Dépense totale de 2 245 722,54 $ taxes incluses – Appel d'offres 5772 (4 soumissionnaires).	3 juin	Compte tenu des caractéristiques et du contexte de ce dossier, les membres de la Commission invitent les élus responsables du comité exécutif à assurer un suivi serré de l'exécution de ce contrat.
5	Mandat SMCE154822033 Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc., pour la reconstruction d'un égout combiné, d'une conduite d'eau secondaire et principale, de chaussée, de trottoirs, de bordures, de bases, de puits d'accès de la CSEM, de travaux d'éclairage et de construction de conduits électriques, là où requis dans la rue Saint-Denis, de l'avenue Duluth à la rue Marie-Anne. Arrondissement: Le Plateau-Mont-Royal. Dépense totale de 16 202 243,99 $ (contrat: 14 400 000,01 $ + incidences: 1 802 243,98 $), taxes incluses. Appel d'offres public 302201 - 3 soumissionnaires.	8 juin	*Considérant que des renseignements essentiels à la compréhension du processus d'appel d'offres dans ce dossier ne sont pas explicites dans le sommaire décisionnel;* Que le Service des infrastructures, de la voirie et des transports ajoute à la section appropriée du sommaire décisionnel un tableau récapitulatif présentant les éléments pour lesquels il y a des écarts importants entre l'estimation faite à l'externe et les prix soumis par l'adjudicataire proposé ainsi que, le cas échéant, les montants corrigés de l'estimation; Que les services municipaux s'assurent en tout temps d'être en possession de tous les renseignements pertinents et d'avoir un portrait complet des dossiers pour faire en sorte d'avoir des devis complets avant de lancer des appels d'offres.
6	Mandat SMCE156446001 Accorder un contrat à Catalogna et Frères Ltée, pour la reconstruction d'un égout combiné, d'une conduite d'eau secondaire, de services d'eau, de drains, de chaussée flexible et de trottoirs sur la rue Allard, de la rue d'Aragon à la rue Irwin - Dépense totale de 5 513 000 $, taxes incluses (contrat: 4 920 000,00 $ + incidences: 593 000,00 $) - Appel d'offres public 211503 (10 soumissionnaires).	5 août	*Considérant l'importance pour la Ville de Montréal d'avoir accès à une information précise sur la réalité des coûts de ses travaux d'infrastructure;* *Considérant l'utilité d'un tel outil dans la préparation des estimations des coûts des travaux;* La Commission recommande que la Ville de Montréal et ses unités d'affaires se dotent d'une base de données permettant de connaître la mesure des coûts des travaux d'infrastructure au mètre linéaire en tenant compte des diverses typologies de travaux possibles.
7	Mandat SMCE150543002 Accorder un contrat à EBC inc. pour la construction d'une conduite d'eau de 1200 mm de diamètre, en tunnel, dans l'axe de la rue Jarry, entre la 24e Avenue et la rue du Champ-d'Eau - Arrondissements de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension et de Saint-Léonard - Dépense totale de 78 505 203,15 $ (contrat: 74 061 512,41 $ + incidences: 4 443 690,74 $), taxes incluses - Appel d'offres 10173 - 5 soumissionnaires.	5 août	*Considérant que des pénalités sont prévues pour des retards dans l'exécution des contrats;* *Considérant les impacts des chantiers sur la vie quotidienne des résidents des quartiers touchés;* La Commission recommande que des clauses soient incluses dans les contrats pour permettre de verser des bonis aux entrepreneurs qui complètent un chantier, à la satisfaction de la Ville, avant la date prévue de fin des travaux.

Mandat		Date de la séance	Objet de la recommandation
8	Mandat SMCE156978001 Octroyer un contrat de construction à Groupe TNT inc. pour la réalisation des travaux de réaménagement du carrefour Pie-IX - Sherbrooke - Dépense totale de 15 350 438,74$, taxes incluses - contrat: 13 900 438,74$ et incidences 1 450 000$ - Appel d'offres public 321 401 - 6 soumissionnaires.	6 août	La Commission recommande que les unités d'affaires fassent des efforts supplémentaires pour obtenir davantage de réponses des preneurs de cahiers des charges qui ont choisi de ne pas déposer de soumission quant aux raisons de leur désistement. *Considérant que des pénalités sont prévus pour des retards dans l'exécution des contrats;* *Considérant les impacts des chantiers sur la vie quotidienne des résidents des quartiers touchés;* La Commission recommande que des clauses soient incluses dans les contrats pour permettre de verser des bonis aux entrepreneurs qui complètent un chantier, à la satisfaction de la Ville, avant la date prévue de fin des travaux.
9	Mandat SMCE150695002 Accorder 18 contrats d'élimination, de collecte / transport et de collecte / transport / élimination de matières résiduelles aux firmes Camille Fontaine et Fils, Polyurbaine (Derichebourg), Enlèvement de déchets Bergeron inc., Col Sel Transit inc., Les Entreprises Raylobec Inc., Recyclage Notre-Dame Inc., RCI Environnement Inc., Services Matrec Inc., Complexe enviro Progressive Ltée, J.R Services Sanitaires et Entreprise Sanitaire F.A. Ltée pour des durées de 56, 58 ou 59 mois. Dépense totale de 197 785 993 $ taxes incluses - Appel d'offres public # 15-14213 - 14 soumissionnaires.	9 septembre	*Considérant que l'approche méthodologique utilisée dans le présent dossier est avantageuse pour la Ville de Montréal;* *Considérant que cette approche permet à la Ville de contrôler efficacement le processus d'octroi de contrat et de mettre en place des balises pour éviter la collusion;* *Considérant qu'une telle approche pourrait être profitable dans divers dossiers;* La Commission recommande que l'administration examine la possibilité de mettre en application l'approche méthodologique privilégiée par le Service de l'environnement dans ce dossier dans d'autres contrats ou ententes-cadres similaires.
10	Mandat SMCE156316011 Accorder un contrat à Ramcor construction Inc., pour le réaménagement du secteur des Marais au parc-nature de la Pointe-aux-Prairies - Dépense totale de 2 532 076,29 $, taxes incluses - Appel d'offres public 13-6429 - (1 soumissionnaire).	9 septembre	*Considérant qu'il n'y a eu qu'une seule soumission conforme reçue dans ce dossier;* *Considérant que plusieurs appels d'offres pour des travaux similaires ont été lancés presque simultanément par le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal;* La Commission recommande que les services municipaux s'assurent d'une meilleure coordination des appels d'offres dans les cas de travaux similaires pour faire en sorte de garantir une saine concurrence dans l'octroi de chacun des contrats.

Mandat		Date de la séance	Objet de la recommandation
11	Mandat SMCE150504019 Accorder un contrat à Bau-Québec Ltée pour l'aménagement des secteurs Plaine et Boisé - Phase 1 du Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM) pour une dépense totale de 2 910 658,30 $ (contrat et incidences), taxes incluses. Appel d'offres public (15-6746).	14 octobre	*Considérant le prix soumis par l'adjudicataire proposé qui est très inférieur à l'estimation;* *Considérant les écarts importants entre les prix soumis et l'estimation en ce qui a trait notamment au terrassement, à l'excavation et au remblayage, au transport et à la mise en place du compost, au hersage, au dérochage, à l'ensemencement hydraulique, aux travaux de drainage, à la fabrication des enseignes de parc et à la fourniture des végétaux;* *Considérant l'importance de réaliser dans les délais prévus les travaux de ce contrat qui s'inscrit dans les projets du 375^{e} anniversaire de Montréal;* Que le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal s'assure d'une surveillance accrue de l'exécution des travaux de ce contrat pour faire en sorte que tous les termes du cahier des charges soient compris et appliqués à la satisfaction de la Ville.
12	Mandat SMCE153190002 Conclure avec Bell Canada, une entente-cadre pour la fourniture sur demande de services de téléphonie filaire, d'une durée de soixante (60) mois, débutant le 1er novembre 2015 et se terminant le 31 octobre 2020, pour une somme maximale de 15 140 525 $, taxes incluses / Appel d'offres public 15-14367 - (2 soumissionnaires) / Approuver le projet de convention à cette fin.	14 octobre	*Considérant le prix soumis par le plus bas soumissionnaire conforme;* *Considérant que le Service des technologies de l'information recommande d'octroyer à l'adjudicataire proposée un montant supérieur à celui de sa soumission;* *Considérant que la Commission ne juge pas approprié d'allouer ce montant supplémentaire;* Que l'administration recommande l'octroi du présent contrat pour la fourniture sur demande de services de téléphonie filaire au montant du plus bas soumissionnaire conforme, soit 12 244 206,81 $, taxes incluses.

Montréal

Séance du Conseil du 21 mars 2016

Déclaration

Solidarité envers la communauté rwandaise de Montréal

Article 15.01

CONSIDÉRANT QUE Montréal a été l'une des premières villes à accueillir les survivants de ce génocide ;

CONSIDÉRANT, par ailleurs, que l'Organisation des Nations Unies a déclaré en 2004, la Journée du 7 avril « Journée internationale de réflexion sur le génocide de 1994 au Rwanda » ;

CONSIDÉRANT QUE Montréal est l'une des villes canadiennes où résident actuellement plusieurs survivants du génocide rwandais ;

CONSIDÉRANT QU'UN procès s'est déroulé à Montréal à partir de mars 2007 pour crime contre l'humanité pour les faits qui se sont déroulés au cours de ce génocide ;

CONSIDÉRANT QUE le peuple rwandais s'est engagé dans la voie du pardon et compte sur chacun d'entre nous pour promouvoir le respect mutuel, l'ouverture à la diversité et l'inclusion qui sont des valeurs fondamentales que soutient notre métropole ;

CONSIDÉRANT QUE cette année le peuple rwandais résidant au Rwanda et celui de la diaspora commémorent le 22è anniversaire de ce génocide ;

CONSIDÉRANT QU'une commémoration de cette triste tragédie, organisée par les organismes communautaires a lieu à Montréal chaque année ;

CONSIDÉRANT QUE des activités commémoratives ont eu lieu à l'hôtel de ville de Montréal à tous les cinq ans, ainsi de expositions ;

CONSIDÉRANT QUE l'administration municipale s'est engagée par la Proclamation du 21 mars « Journée internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale » à mener des actions, sur son territoire et au sein des organismes relevant de sa compétence, afin de prévenir et de combattre la discrimination fondée sur la race, la couleur, la religion et l'origine ethnique ou nationale ainsi qu'à promouvoir des relations interculturelles harmonieuses dans le respect et la compréhension;

Il est

Proposé par :
Dimitrios (Jim) Beis

Appuyé par :
Mary Deros
Harout Chilian

DE SOULIGNER le 7 avril 2016 comme la « Journée de réflexion sur le génocide de 1994 au Rwanda » en solidarité avec les survivants de ces génocides et à l'endroit de tout le peuple rwandais.

.

Montréal

Séance du Conseil du 21 mars 2016

Déclaration

Journée internationale pour l'élimination
de la discrimination raciale - 21 mars 2016

Article 15.02

Attendu que la *Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale* est célébrée chaque année le 21 mars pour commémorer ce jour de 1960 où, lors de la manifestation de Sharpeville en Afrique du Sud contre les lois relatives à l'apartheid, 69 personnes ont perdu la vie;

Attendu qu'en proclamant la Journée internationale en 1966, l'Assemblée générale des Nations Unies a engagé la communauté internationale à redoubler d'efforts pour éliminer toutes les formes de discrimination raciale (résolution 2142 XXI);

Attendu que l'Organisation des Nations Unies a proclamé 2015-2024 la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine;

Attendu que la Charte des droits et libertés de la personne du Québec a été adoptée en 1975 ;

Attendu que la Ville de Montréal a adopté la *Déclaration de Montréal contre la Discrimination raciale* (1989), la Proclamation du 21 mars *Journée internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale* (2002), la *Déclaration de Montréal pour la diversité culturelle et l'inclusion* (2004), la *Charte montréalaise des droits et des responsabilités* (2005) et la Déclaration de Montréal sur le Vivre Ensemble (2015);

Attendu que la Ville de Montréal est membre de la Coalition des municipalités canadiennes contre le racisme et participe à la Coalition internationale des villes contre le racisme sous l'égide de l'UNESCO depuis 2006 (Résolution CM06 0719);

Attendu que du 21 au 31 mars 2016, la 17^{e} édition de la *Semaine d'actions contre le racisme* se déroulera au Québec, principalement à Montréal sous le thème « Québec libre de racisme? »;

Attendu que la Ville s'implique auprès du comité organisateur de la Semaine d'actions contre le racisme (SACR) dans la préparation, la promotion et la diffusion des activités prévues dans le cadre de la semaine;

Attendu que la Ville souligne chaque année le 21 mars en organisant des activités de sensibilisation et d'éducation à la lutte au racisme et à la discrimination destinées à ses cadres et employés;

Attendu qu'en joignant nos efforts à ceux des partenaires pour prévenir et agir contre les discriminations et le racisme la Ville contribue à favoriser l'accès à la pleine citoyenneté aux Montréalais de tous âges, conditions sociales et origines ethniques;

Attendu que la Ville depuis plus de vingt-cinq ans, a mis en place des orientations, des programmes et des actions contre la discrimination raciale et en faveur de l'inclusion sociale et le vivre ensemble;

Attendu que la Ville a adopté la stratégie municipale intégrée en matière de lutte au profilage raciale et social (Résolution CE12 0025);

Attendu que la Ville a mis en place Centre de prévention à la radicalisation menant à la violence (2015);

Attendu que la Ville a mis en place le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM) (2016);

Attendu que, la Ville, à l'aube du 375^{e} anniversaire de Montréal, travaille à développer de nouveaux partenariats afin de donner une nouvelle impulsion durable à la lutte contre la discrimination et l'exclusion;

Recommandations

Il est

Proposé par :
Dimitrios (Jim) Beis

Appuyé par :
Mary Deros

- De souligner la *Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale* le 21 mars ;

- De continuer à être vigilant et d'encourager les initiatives pour prévenir des gestes pouvant conduire à toutes les formes de discrimination ;

- De s''assurer que l'ensemble des services de la Ville, ainsi que les sociétés paramunicipales, respectent les dispositions contenues dans la Charte des droits et responsabilités concernant la lutte contre toutes les formes de discrimination et en tiennent comptent dans leurs plans d'action annuels ;

- D'inviter les Montréalaises et les Montréalais à participer aux nombreuses activités qui se dérouleront pendant la 17e édition de la Semaine d'actions contre le racisme.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.01

2016/03/21
13:00

(1)

Dossier # : 1160748001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de l'exploitation du réseau artériel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Électromega Ltée pour l'acquisition et l'installation des équipements de télécommunication (commutateurs de fibre optique) pour le raccordement de 17 réseaux de feux de circulation au Centre de gestion de la mobilité urbaine (CGMU). Dépense totale de 1 295 747,03 $ taxes incluses (contrat: 1 126 736,55$ contingences incluses; incidences: 169 010,48$). Appel d'offres public 15-14589 (2 soumissionnaires)

IL EST RECOMMANDÉ :
1. d'accorder un contrat à Électromega Ltée, le plus bas soumissionnaire conforme, pour une période de 24 mois, pour l'acquisition et l'installation des équipements de télécommunication (commutateurs de fibre optique) pour le raccordement de 17 réseaux de feux de circulation au CGMU, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 126 736,55$, taxes et contingences incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public # 15-14589 ;

2. d'autoriser à cette fin une dépense totale de 1 295 747,03$, taxes incluses, comprenant les incidences (10%) au montant de 169 010,48$, taxes incluses,

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-02-10 14:19

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1160748001**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de l'exploitation du réseau artériel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Électromega Ltée pour l'acquisition et l'installation des équipements de télécommunication (commutateurs de fibre optique) pour le raccordement de 17 réseaux de feux de circulation au Centre de gestion de la mobilité urbaine (CGMU). Dépense totale de 1 295 747,03 $ taxes incluses (contrat: 1 126 736,55$ contingences incluses; incidences: 169 010,48$). Appel d'offres public 15-14589 (2 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

La Ville intelligente
La Ville de Montréal s'est donnée comme objectif de devenir "la ville la plus intelligente au monde". Pour y arriver, elle doit miser sur les nouvelles technologies. La notion de ville intelligente implique de façon incontournable la manière dont le transport est géré. Le développement récent des technologies de l'information et des communications a amené de nouvelles possibilités en transport. Les villes peuvent maintenant cueillir, traiter, analyser et partager de l'information à grande vitesse. Ces informations aident les planificateurs et gestionnaires des réseaux de transport à prendre de meilleures décisions, à optimiser l'utilisation des infrastructures et à assurer une mobilité plus efficace, sécuritaire et durable des biens et des personnes.

La supervision à distance des équipements à partir du Centre de gestion de la mobilité urbaine (CGMU) permet de rapporter les pannes et les problèmes en temps réel, ce qui améliore la gestion des incidents sur le réseau et permet d'accroître la sécurité des piétons, des cyclistes, des usagers du transport en commun et des automobilistes. Cette flexibilité de la gestion centralisée des feux permettra une meilleure adaptation quant aux événements spéciaux (festivals, manifestations) et aux mesures d'urgence (fermetures de métro, évacuation). De plus, elle permettra une mobilité accrue pour l'ensemble des montréalais, tout en conservant le réseau routier actuel et sans investir dans de coûteux projets d'infrastructures routières.

Les possibilités d'utilisation de la technologie augmenteront au même rythme que leur évolution. Afin de ne pas accuser de retard dans l'atteinte de son ambitieux objectif, la Ville de Montréal effectue des choix technologiques éclairés pour sa gestion de la mobilité urbaine. Son réseau de télécommunication intégré est la pierre angulaire d'une vaste réflexion faite au niveau du transport.

Le réseau de télécommunication intégré

Le projet de réseau de télécommunication intégré fait partie des projets du Plan stratégique

sur les systèmes de transport intelligents (STI). Le Plan stratégique STI est un document de planification développé en coopération avec différents partenaires internes et externes. Il en résulta un guide que ces partenaires peuvent utiliser pour orienter leurs décisions internes dans les investissements en STI. Le Plan propose 11 projets à mettre en oeuvre dans un horizon d'environ 10 ans afin de répondre aux besoins des différents partenaires (SPVM, SIM, Sécurité Publique, STM, MTQ). Le Plan stratégique STI a été approuvé par le Comité exécutif à la séance du 29 mars 2011 (CE11 0428).

Le projet de réseau de télécommunication est un projet de réseau télémétrique permettant que les systèmes interrogent les équipements sur le terrain (feux de circulation, caméras, postes de comptage, etc). Il a d'ailleurs été conçu en ce sens. Les équipements télémétriques sont intrinsèquement liés aux feux de circulation. Ces équipements spécialisés permettent de gérer à distance la circulation sur le réseau routier et de réagir rapidement si un incident survient.

Le service des technologies de l'information accompagne la Division de l'exploitation du réseau artériel dans les choix de technologies depuis le début du projet afin de s'assurer que toutes les opportunités d'interopérabilité soient envisagées.

Ce réseau qui a pour but de raccorder les équipements terrains au CGMU est composé de plusieurs éléments. Il se décline en trois principaux niveaux hiérarchiques: l'anneau principal, les ramifications et les sous-réseaux de feux de circulation. Ce réseau peut être comparé au réseau routier dans une ville, où l'anneau principal correspond au réseau autoroutier, les ramifications au réseau artériel et les sous-réseaux au réseau local. Dans cette analogie, chaque équipement sur le terrain correspondrait à un bâtiment desservi par la rue locale.

Niveau 1 : L’anneau principal (1 gig)

L’anneau principal est composé d'un des deux filaments de fibre optique de la compagnie Dascom dont Ville de Montréal détient un droit d'usage via un règlement intitulé « Règlement autorisant l'occupation du domaine public aux fins d'un réseau de télécommunication » (CM11 0176). Sur la totalité de l’anneau, on retrouve ensuite 7 nœuds, qui correspondent aux sorties de l’autoroute et qui permettent de rejoindre les ramifications (réseau artériel). Ces noeuds sont appelés OLT (Optical Line Terminal).

Niveau 2 : Les ramifications (1 gig)

Nous avons mentionné plus tôt que le réseau était composée de deux filaments de fibre optique. L'un d'eux sert à faire circuler l’information le long de l’anneau principal et le deuxième sert à connecter les ramifications. Chaque ramification est composée d’un filament de fibre et dessert plusieurs sous-réseaux de feux de circulation.

Il faut comprendre que les feux de circulation de la Ville de Montréal sont déjà rassemblés en sous-réseaux et que tous les feux d’un sous-réseau sont connectés entre eux au moyen de câble télémétrique conventionnel afin de permettre leur synchronisation. Chaque ramification a donc pour but d’aller se rattacher à un point du sous-réseau de feux afin de connecter l’ensemble de ceux-ci à l’anneau principal. Chaque point de connexion avec un sous-réseau, appelé ONU (Optical Network Unit), demande l’installation d’un équipement qui permet de diviser le signal de la fibre optique. L’ONU est installé à l'un des feux d’un sous-réseau.

Niveau 3 : Les sous-réseaux (50 mbs)

Il existe environ 150 sous-réseaux de feux à desservir. Le sous-réseau peut être comparé à une rue locale où tous les équipements qui s’y trouvent correspondent aux bâtiments qui

ont une adresse sur cette rue. Historiquement, tous les feux de circulation d'un sous-réseau étaient connectés par un réseau télémétrique de fils de cuivre (et non de la fibre optique comme dans le reste du réseau de télécommunication) qui permettaient aux feux de circulation de communiquer entre eux et d'assurer la coordination. Jusqu'à présent, cette coordination devait toutefois être programmée à partir du contrôleur de chacun des feux

Ce ne sont pas tous les réseaux de cuivre qui permettent la télécommunication de nouvelle génération. Si les réseaux de cuivre présents ne sont pas composés de fils torsadés, essentiels aux télécommunications, il peut s'avérer nécessaire de les remplacer.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE15 1307- 29 Juillet 2015 - Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour l'acquisition et l'installation des équipements de télécommunication (commutateur de fibre optique) pour le raccordement de 17 réseaux de feux de circulation au Centre de gestion de la mobilité urbaine (CGMU).
CM14 1236 - 15 décembre 2014 - Accorder un contrat à Electromega Ltée, d'une durée de 36 mois, pour la fourniture et l'installation d'équipements de télémétrie (commutateurs) sur le réseau artériel nécessaire à la réalisation du système de télécommunication urbain relié au CGMU - Dépense totale de 840 316,56 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13487 (2 soum.)

CM12 0203 - 19 mars 2012 - Accorder un contrat à Electromega ltée pour la fourniture, l'installation et la configuration de sous-réseaux de communication pour les feux de circulation des axes Saint-Michel, De Lorimier, Papineau, Saint-Denis, Saint-Laurent, du Parc, de l'Acadie, Crémazie et Henri-Bourassa, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 1 186 484,92 $, taxes incluses - Appel d'offres public 11-11807 (2 soum.)

DESCRIPTION

Ce mandat consiste à octroyer un contrat à Électromega Ltée pour la fourniture et l'installation des commutateurs de fibre optique dans les sous-réseaux. Cette dernière étape permettra le raccordement des équipements au CGMU et ainsi de contrôler à distance les feux de circulation en temps réel. Ainsi les feux et les caméras des sous-réseaux récemment installés pourront communiquer avec le CGMU, conformément au plan stratégique présenté.
Le mandat qui en découlera vise donc à fournir et installer les commutateurs dans 17 sous-réseaux dont les câbles de fibre optique ont été installés préalablement. Les axes visés sont la rue Saint-Antoine, la rue Saint-Jacques, la rue Papineau, la rue Saint-Denis, le boulevard Saint-Laurent, l'avenue du Parc, la rue Sherbooke, le boulevard de Maisonneuve, la rue Sainte-Catherine, l'avenue Viger et la rue University.

À la fin de ce mandat et en additionnant les sous-réseaux déjà connectés, 37% des 150 sous-réseaux seront raccordés au système de télécommunication. Ce sont donc 297 intersections qui s'ajouteront aux 694 intersections déjà raccordées au CGMU.

JUSTIFICATION

1- Contrôle à distance des équipements liés à la gestion de la circulation.
Le présent mandat, est requis pour l'acquisition et l'implantation des équipements de télécommunication télémétriques nécessaires à la réalisation des sous-réseaux, une étape cruciale au raccordement d'équipements de la Ville au CGMU. Ces équipements sont essentiels entre autres afin de rendre opérationnels les sous-réseaux nécessaires à la gestion centralisée des contrôleurs de feux de circulation. Le contrôle à distance des feux de

circulation et des différents équipements STI à venir, comme les caméras de surveillance et les panneaux à messages variables est un enjeu majeur dans la mise en oeuvre du CGMU. Être en mesure de modifier les temps des feux de circulation à distance en temps réel en fonction des conditions de circulation permettra d'optimiser l'exploitation du réseau artériel et de limiter la congestion routière, ce qui est également bénéfique aux véhicules d'urgence et de transport collectif utilisant ce réseau.

2- Des temps d'intervention plus courts en cas d'urgence

Les contrôleurs des feux sont d'importantes sources d'informations. Par exemple, ils peuvent nous indiquer si un appel de priorité a été effectué par un véhicule d'urgence ou de transport en commun et à quel moment. Grâce à eux, il sera aussi possible de réagir rapidement à des événements impromptus (accidents, conditions routières difficiles en raison de la météo, manifestations, travaux d'urgence). Aussi, l'accès aux images de caméras en temps réel permet d'augmenter la sécurité des déplacements en permettant de repérer et d'intervenir plus rapidement lors des incidents sur le réseau, et d'optimiser entre autres, les temps de parcours des véhicules d'urgence et des autobus.

3- L'optimisation des parcours et du mode de transport utilisé.

Ces équipements jumelés aux caméras de surveillance permettront d'informer efficacement les usagers de la route en leur fournissant l'information nécessaire, en temps réel, à la prise de décision quant au choix du mode de transport à privilégier et/ou du trajet à emprunter. Les données sur les entraves, les conditions routières, les embouteillages permettront ainsi de diminuer l'impact environnemental occasionné par la congestion routière.

Toutes ces fonctionnalités dépendent de l'existence du réseau de télécommunication en cours de déploiement et de l'installation des équipements de télécommunication.

Analyse des soumissions et recommandation d'octroi de contrat (biens et services)

Appel d'offres public : # **15-14589**

Titre: Acquisition et installation des équipements de télécommunications (commutateur de fibre optique) pour le raccordement de 17 réseaux de feux de circulation pour le CGMU.

Date de lancement : 25 Novembre 2015

Date d'ouverture: 14 Décembre 2015

Deux addenda ont été émis:

- Le 1er Décembre 2015: réponse à des questions des preneurs du cahier des charges
- Le 10 Décembre 2015: réponse à des questions des preneurs du cahier des charges

Preneurs du cahier des charges (11) :
3M Canada Compagnie
Avaya Inc.
Bell Canada
Bruneau Électrique Inc.
C3F Télécom Inc.
Cisco Systems Canada Cie.
Électromega Ltée.
Neolect Inc.

Optiic point com.
Orange Traffic
Télécommunications Grimard

Soumissionnaires : (2)
Électromega Ltée.
Télécommunications Grimard

18% (2/11) des preneurs du cahier de charge ont déposé une soumission. L'explication pour le nombre peu élevé de preneurs de cahier de charge ayant soumissionné résiderait dans le fait que les travaux requis nécessitent des expertises en plusieurs domaines (télécommunication, électricité et feux de circulation), ce qui désintéresse les entreprises qui ont des expertises en un seul domaine.

Résultats du processus d'appel d'offres:

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Contingences (15%)	Total
Électromega Ltée	979 770,91 $	146 965,64 $	1 126 736,55 $
Télécommunications Grimard Inc.	1 054 570,31 $	158 185,55 $	1 212 755,86 $
Dernière estimation réalisée	1 230 232,00 $	184 534,80 $	1 414 766,80 $
Coût moyen des soumissions conformes			
(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)			1 017 170,61 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			
((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse)/la plus basse)x100			4%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)			74 799,40 $
(la plus haute conforme - la plus basse conforme)			
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)			8%
((la plus haute conforme - la plus basse conforme)/la plus basse conforme) x 100			
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			(250 461,09) $
(la plus basse conforme - estimation)			
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			-20%
((la plus basse conforme - estimation)/estimation) x 100			

L'écart de 20% entre la plus basse soumission et la dernière estimation est essentiellement dû au fait qu' Électroméga Ltée aurait réduit de manière significative le prix unitaire des commutateurs dans sa soumission.

Le 11 Décembre 2015, l'Autorité des marchés financiers a accordé à Électromega Ltée une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, et cette validation est valide jusqu'au 10 Décembre 2018 (voir le document 'AMF ElectromegaAutorisation.pdf').

Analyse des soumissions :
L'appel d'offres public # 15-14589 a été lancé le 25 Novembre 2015 pour une période de 19 jours en vue d'octroyer un contrat pour l'acquisition et l'installation des commutateurs de fibre optique pour le raccordement de 17 sous-réseaux au CGMU.

À la suite de l'analyse des soumissions reçues, l'offre de la compagnie « Électromega Ltée.» a été déclarée la plus basse conforme et ce fournisseur est recommandé comme adjudicataire du contrat, comme suit :

Électromega Ltée:
Montant de l'offre:
852 159,95$ + TPS (5%) 42 608 $ + TVQ (9,975%) 85 002,96 $ = 979 770,91 $

L'adjudicataire s'engage à fournir tous les services demandés en conformité avec les dispositions et les consignes prévues au devis technique.

La soumission d'Électromega Ltée se trouve en pièce jointe (fichier '15-14589 Electromega.pdf')

Adjudicataire recommandé :

Compte tenu du résultat de l'analyse des soumissions, il est recommandé d'octroyer un contrat à la firme Électromega Ltée., le plus bas soumissionnaire conforme lors de l'appel d'offres 15-14589 pour l'acquisition et l'installation des commutateurs de fibre optique pour le raccordement de 17 sous-réseaux au CGMU .

Le montant total du contrat à accorder à Électromega Ltée. est de 1 126 736,55 $ (incluant taxes et contingences de 15 %).

À noter que le délai de validité des soumissions est de 180 jours à partir de la date d'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 11 Juin 2016.

Le contrat s'échelonne sur une période de 24 mois suite à l'octroi du mandat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le réseau intégré de télécommunication est relié à l'ensemble des contrôleurs de feux de circulation du réseau artériel de la ville. Son utilité est d'assurer le monitorage en temps réel de points stratégiques du réseau et de permettre la gestion de la circulation en temps réel sur le réseau artériel et non la planification des déplacements de l'agglomération. Il s'agit donc d'activités entièrement assumées par la Ville centrale, cette compétence du Conseil municipal.
L'ensemble des dépenses associées à ce projet est prévu au plan triennal d'immobilisations de la Direction des transports, du Service des infrastructures, de la voirie et des transports. Les crédits sont déjà prévus au PTI 2016-2018.

Le coût total du contrat à octroyer est de 1 126 736,55 $ (taxes incluses) incluant un montant de 979 770,91 $ (taxes incluses) pour les travaux et un montant de 146 965,64 $ (taxes incluses) pour les contingences au projet 54100 - Programme de systèmes de transport utilisant les nouvelles technologies.

La dépense totale est de 1 295 747,03 $ (taxes incluses) car le montant requis pour couvrir les dépenses incidentes est de 169 010,48$ (taxes incluses). Les dépenses incidentes permettront de couvrir les travaux supplémentaires requis pour l'installation des équipements, par exemple, installer un cabinet STI à une intersection si les équipements ne peuvent pas être installés dans le cabinet de feux existant (manque d'espace dans le cabinet existant).

La dépense totale est répartie de la façon suivante :

Montant **Avant** Taxes	Taux TPS	Taux TVQ	15% Contingences	Montant du contrat	10% Incidences	Total du Dépenses	Net de Ristourne
852 159,95	42 608,00	85 002,96	146 965,64	1 126 736,55	169 010,48	**1 295 747,03**	1 183 189,75

Le sommaire de la répartition des coûts est présenté au tableau «incidences et ristournes» en pièce jointe.

Le détail des informations budgétaires et comptables se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Gérer la mobilité des personnes et des marchandises de manière efficace et sécuritaire est un enjeu de taille pour une ville de dimension aussi importante que Montréal. Dans un contexte de développement durable, les villes doivent prendre en compte les dimensions économiques, sociales et environnementales inhérentes au développement des réseaux de transport.
Les coûts socio-économiques de la congestion sont en progression constante ces dernières années. De plus, les émissions de gaz à effet de serre générées par les activités de transport représentent près de 40 % des émissions de polluants atmosphériques. Le réseau de télécommunication permet d'assurer une fiabilité dans la gestion centralisée des feux. Ceci a pour conséquence d'assurer une bonne coordination des feux de circulation: (1) réduisant ainsi les arrêts fréquents et par conséquent une réduction d'émission des gaz a effet de serre, (2) assurant ainsi une régularité et une optimisation des services du transport en commun, (3) évitant des débordements dans le réseau local et (4) améliorant le temps d'intervention des véhicules d'urgence en temps réel lors des incidents sur le terrain.

Nous pouvons donc diminuer les impacts négatifs et améliorer l'environnement et la qualité de vie pour les résidents, les commerçants et les visiteurs en contrôlant la congestion routière et en redistribuant l'espace réservé aux différents modes de transport afin d'optimiser le transport de personnes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans ces équipements, la communication avec les contrôleurs de feux ne se ferait pas de façon optimale et ne permettrait pas de profiter des avantages d'un tel système, comme l'intervention en temps réel et l'optimisation des temps de parcours des véhicules d'urgence et des autobus. Par ailleurs, toutes les sommes dépensées jusqu'à maintenant dans l'anneau de télécommunication et les ramifications seraient perdues puisque l'anneau n'aurait plus aucune utilité.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce projet s'inscrit dans la stratégie de communication existante entourant les projets antérieurs. Comme il s'agit de poursuivre le projet déjà amorcé de l'implantation du système intégré de télécommunication, il n'y aura pas, à proprement parler, d'opération de communication à ce stade du dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Décision du CM: Fin Mars 2016
Octroi du contrat : Avril 2016
Réalisation du mandat (24 mois): Avril 2016 à Avril 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Samba Oumar ALI)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Bernard BOUCHER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Thi Mai Thanh DO
Ingénieur

Tél : 514 868-5030
Télécop. : 514-872-9458

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-08

Son Thu LÊ
CHEF DE DIVISION

Tél : 514 872-5181
Télécop. : 514-872-9458

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit CHAMPAGNE
Directeur
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2016-01-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2016-02-10

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1160748001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de l'exploitation du réseau artériel
Objet :	Accorder un contrat à Électromega Ltée pour l'acquisition et l'installation des équipements de télécommunication (commutateurs de fibre optique) pour le raccordement de 17 réseaux de feux de circulation au Centre de gestion de la mobilité urbaine (CGMU). Dépense totale de 1 295 747,03 $ taxes incluses (contrat: 1 126 736,55$ contingences incluses; incidences: 169 010,48$). Appel d'offres public 15-14589 (2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

15-14589 Det Cah Final.pdf
Copie de 15-14589 Tableau des prix .pdf
15-14589 Intervention AO.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Bernard BOUCHER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-872-3573

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-18

Pierre GATINEAU
C/S app.strat.en biens
Tél : 514-872-0349
Division : Div. de l'Acquisition de Biens et Services

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 15-14589 — No du GDD : 1160748001

Titre de l'appel d'offres : Acquisition et l'installation des équipements de télécommunication (commutateurs de fibre optique) pour le raccordement de 17 réseaux de feux

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 25 - 11 - 2015

Ouverture originalement prévue le : 14 - 12 - 2015

Ouverture faite le : 14 - 12 - 2015

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 10 - 12 - 2015

Délai total accordé aux soumissionnaires : 18 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11

Nbre de soumissions reçues : 2

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 18.18

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 11 - 6 - 2016

Date d'échéance révisée : 11 - 6 - 2016

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Electroméga ltée.	979,770.91	√	
Télécommunications Grimard inc.	1,054,570.31		

Information additionnelle

Des avis de désistement recus,
1) Une firme (1) mentionne avoir pris possession des documents à titre de sous-traitant
2) Une firme (1) a un carnet de commandes complet,
3) Une firme (1) n'est pas en mesure de supporter financièrement les conditions de paiement de la Ville.
4) Une firme (1) ne soumissionne pas car elle fabrique les produits.
5) Deux (2) firmes manufacturières.

Préparé par : Bernard Boucher — Le 11 - 1 - 2016

Agent d'approvisionnement		Numéro de l'appel d'offres:	15-14589	Titre de l'appel d'offres:	Fourniture et installation de commutateurs de fibre optique					
Bernard Bouchher				Télécommunications Grimard inc.		Electromega ltée				
No	Articles	Terme	Qtée Télécommunications Grimard inc	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	
1	Commutateur R47	1	19	2 095,65 $	39 817,35 $	1 284,22 $	26 968,62 $			
2	Commutateur R46 & 72	1	32	2 095,65 $	67 060,80 $	1 284,22 $	46 231,92 $			
3	Commutateur R20 & 116 & 240	1	17	2 095,65 $	35 626,05 $	1 284,22 $	24 400,18 $			
4	Commutateur R98	1	10	2 095,65 $	20 956,50 $	1 284,22 $	14 126,42 $			
5	Commutateur R3	1	23	2 095,65 $	48 199,95 $	1 284,22 $	30 821,28 $			
6	Commutateur R70	1	4	2 095,65 $	8 382,60 $	1 284,22 $	5 136,88 $			
7	Commutateur R101 & 224	1	8	2 095,65 $	16 765,20 $	1 284,22 $	11 557,98 $			
8	Commutateur R92	1	16	2 095,65 $	33 530,40 $	1 284,22 $	25 684,40 $			
9	Commutateur R15	1	26	2 095,65 $	54 486,90 $	1 284,22 $	39 810,82 $			
10	Commutateur R48	1	42	2 095,65 $	88 017,30 $	1 284,22 $	68 063,66 $			
11	Commutateur R12	1	35	2 095,65 $	73 347,75 $	1 284,22 $	59 074,12 $			
12	Commutateur R7	1	7	2 095,65 $	14 669,55 $	1 284,22 $	8 989,54 $			
13	Commutateur R11	1	40	2 095,65 $	83 826,00 $	1 284,22 $	57 789,90 $			

Agent d'approvisionnement		Numéro de l'appel d'offres:	15-14589	Titre de l'appel d'offres:	Fourniture et installation de commutateurs de fibre optique			
Bernard Bouchher			Télécommunications Grimard inc.		Electromega ltée			
No	**Articles**	**Terme**	**Qtée Télécommunications Grimard inc**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**
14	Commutateur R47	1	18	356,16 $	6 410,88 $	384,68 $	6 924,24 $		
15	Commutateur R46 & 72	1	29	356,16 $	10 328,64 $	378,23 $	10 968,67 $		
16	Commutateur R20 & 116 & 240	1	12	356,16 $	4 273,92 $	431,42 $	5 177,04 $		
17	Commutateur R98	1	10	356,16 $	3 561,60 $	420,63 $	4 206,30 $		
18	Commutateur R3	1	10	356,16 $	3 561,60 $	368,86 $	3 688,60 $		
19	Commutateur R70	1	3	356,16 $	1 068,48 $	442,20 $	1 326,60 $		
20	Commutateur R101 & 224	1	7	356,16 $	2 493,12 $	453,34 $	3 173,38 $		
21	Commutateur R92	1	6	356,16 $	2 136,96 $	485,34 $	2 912,04 $		
22	Commutateur R15	1	10	356,16 $	3 561,60 $	485,34 $	4 853,40 $		
23	Commutateur R48	1	23	356,16 $	8 191,68 $	434,70 $	9 998,10 $		
24	Commutateur R12	1	27	356,16 $	9 616,32 $	451,79 $	12 198,33 $		
25	Commutateur R7	1	5	356,16 $	1 780,80 $	485,34 $	2 426,70 $		
26	Commutateur R11	1	18	356,16 $	6 410,88 $	420,63 $	7 571,34 $		

Agent d'approvisionnement		Numéro de l'appel d'offres:	15-14589	Titre de l'appel d'offres:	Fourniture et installation de commutateurs de fibre optique					
Bernard Bouchher				Télécommunications Grimard inc.		Electromega ltée				
No	**Articles**	**Terme**	**Qtée Télécommunications Grimard inc**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**
27	Installation et configuration R47	1	19	360,23 $	6 844,37 $	754,67 $	14 338,73 $		
28	Installation et configuration R46 & 72	1	32	360,23 $	11 527,36 $	754,67 $	24 149,44 $		
29	Installation et configuration R20 & 116	1	17	360,23 $	6 123,91 $	754,67 $	12 829,39 $		
30	Installation et configuration R98	1	10	360,23 $	3 602,30 $	754,67 $	7 546,70 $		
31	Installation et configuration R3	1	23	360,23 $	8 285,29 $	754,67 $	17 357,41 $		
32	Installation et configuration R70	1	4	360,23 $	1 440,92 $	754,67 $	3 018,68 $		
33	Installation et configuration R101 & 224	1	8	360,23 $	2 881,84 $	754,67 $	6 037,36 $		
34	Installation et configuration R92	1	16	360,23 $	5 763,68 $	754,67 $	12 074,72 $		
35	Installation et configuration R15	1	26	360,23 $	9 365,98 $	754,67 $	19 621,42 $		
36	Installation et configuration R48	1	42	360,23 $	15 129,66 $	754,67 $	31 696,14 $		
37	Installation et configuration R12	1	35	360,23 $	12 608,05 $	754,67 $	26 413,45 $		
38	Installation et configuration R7	1	7	360,23 $	2 521,61 $	754,67 $	5 282,69 $		
39	Installation et configuration R11	1	40	360,23 $	14 409,20 $	754,67 $	30 186,80 $		

Agent d'approvisionnement		Numéro de l'appel d'offres:	15-14589	Titre de l'appel d'offres:	Fourniture et installation de commutateurs de fibre optique				
Bernard Bouchher				Télécommunications Grimard inc.		Electromega ltée			
No	**Articles**	**Terme**	**Qtée Télécommunications Grimard inc**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**
40	Visite des lieux	1	279	106,36 $	29 674,44 $	104,00 $	29 016,00 $		
41	Les tests	1	279	132,76 $	37 040,04 $	110,39 $	30 798,81 $		
42	Les plans TC	1	279	15,24 $	4 251,96 $	91,00 $	25 389,00 $		
43	Rapports	1	279	2,83 $	789,57 $	43,37 $	12 100,23 $		
44	Formation	1	1	2 115,48 $	2 115,48 $	3 224,00 $	3 224,00 $		
45	Equipements de rechange (commutat	1	28	2 095,65 $	58 678,20 $	1 273,08 $	40 738,56 $		
46	Convertisseur de rechange	1	18	516,62 $	9 299,16 $	347,74 $	6 259,32 $		
47	Divers articles	1	279	95,99 $	26 781,21 $				
				Total	917 217,06 $	**Total**	852 159,31 $	**Total**	
				TPS	45 860,85 $	**TPS**	42 607,97 $	**TPS**	
				TVQ	91 492,40 $	**TVQ**	85 002,89 $	**TVQ**	
				TOTAL	1 054 570,31 $	**TOTAL**	979 770,17 $	**TOTAL**	

Soumissionnaire le moins cher au total

Agent d'approvisionnement		Numéro de l'appel d'offres:		15-14589	Titre de l'appel d'offres:	Fourniture et installation de commutateurs de fibre optique			
Bernard Bouchher				Télécommunications Grimard inc.		Electromega ltée			
No	Articles	Terme	Qtée Télécommunications Grimard inc	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
	Electromega ltée	852 159,31 $		+ TPS	42 607,97 $	+ TVQ	85 002,89 $	=	979 770,17 $

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 15-14589
Numéro de référence : 935647
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Acquisition, installation équipements télécommunications (commutateur de fibre optique) pour raccordement 17 réseaux de feux circulation pour le CGMU

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
3M Canada Compagnie 1840 rue Oxford Est London, ON, N6A 4T1 NEQ :	Monsieur Joanne Loj Téléphone : 800 265-1840 Télécopieur : 888 289-2791	**Commande : (1040891)** 2015-11-26 13 h 43 **Transmission :** 2015-11-26 13 h 43	2524377 - 15-14589 Addenda No 1 2015-12-01 11 h 31 - Télécopie 2528054 - 15-14589 Addenda No 2 2015-12-10 18 h 36 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Avaya inc. Avaya Canada 1000, De la Gauchetière O. Bureau 1320 Bureau 1320 Montréal, QC, H3B 4W5 http://www.avaya.com NEQ : 11 6015 77	Monsieur Andre Perazzelli Téléphone : 514 956-7252 Télécopieur : 514 956-7229	**Commande : (1041420)** 2015-11-27 16 h 19 **Transmission :** 2015-11-27 16 h 19	2524377 - 15-14589 Addenda No 1 2015-12-01 10 h 29 - Courriel 2528054 - 15-14589 Addenda No 2 2015-12-10 18 h 35 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
			2524377 - 15-14589

☐	Bell Canada 930 rue d'Aiguillon 5ième étage Est Québec, QC, G1R 5M9 NEQ : 1143863539	Madame Sylvie Proulx Téléphone : 418 691-4039 Télécopieur : 418 691-0227	**Commande : (1040187)** 2015-11-25 9 h 28 **Transmission :** 2015-11-25 9 h 28	Addenda No 1 2015-12-01 10 h 29 - Courriel 2528054 - 15-14589 Addenda No 2 2015-12-10 18 h 35 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Bruneau Électrique Inc. 527 boul Dollard Joliette, QC, J6E 4M5 NEQ : 1142851337	Monsieur Eric Bruneau Téléphone : 450 759-6606 Télécopieur : 450 759-2653	**Commande : (1042246)** 2015-12-01 12 h 50 **Transmission :** 2015-12-01 12 h 50	2524377 - 15-14589 Addenda No 1 2015-12-01 12 h 50 - Téléchargement 2528054 - 15-14589 Addenda No 2 2015-12-10 18 h 35 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	C3F Télécom Inc. 3330, Francis-Hugues, bureau 101 Laval, QC, H7L 5A7 http://www.c3f.ca NEQ : 1170617154	Madame Sylvie Belair Téléphone : 450 696-1010 Télécopieur : 450 967-4164	**Commande : (1042662)** 2015-12-02 10 h 38 **Transmission :** 2015-12-02 10 h 38	2524377 - 15-14589 Addenda No 1 2015-12-02 10 h 38 - Téléchargement 2528054 - 15-14589 Addenda No 2 2015-12-10 18 h 35 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Cisco Systems Canada Cie. 500 Grande-Allée Est, Suite#201 Québec, QC, G1R 2J7 NEQ : 1147366851	Madame Marie-Claude Dallaire Téléphone : 418 634-5648 Télécopieur :	**Commande : (1040179)** 2015-11-25 9 h 22 **Transmission :** 2015-11-25 9 h 22	2524377 - 15-14589 Addenda No 1 2015-12-01 10 h 29 - Courriel 2528054 - 15-14589 Addenda No 2 2015-12-10 18 h 35 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Électroméga Ltée. 105 Avenue Liberté Candiac, QC, J5R 3X8 http://www.electromega.com NEQ : 1143177658	Monsieur Pascal Lamoureux Téléphone : 450 635-	**Commande : (1040262)** 2015-11-25 10 h 32 **Transmission**	2524377 - 15-14589 Addenda No 1 2015-12-01 10 h 29 - Courriel

		1020 Télécopieur : 450 635-1021	: 2015-11-25 10 h 32	2528054 - 15-14589 Addenda No 2 2015-12-10 18 h 35 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Neolect Inc. 104 boul Montcalm Nord Candiac, QC, J5R 3L8 NEQ : 1166302126	Madame Marjolaine Émond Téléphone : 450 659-5457 Télécopieur : 450 659-9265	**Commande : (1040672)** 2015-11-26 9 h 27 **Transmission :** 2015-11-26 9 h 28	2524377 - 15-14589 Addenda No 1 2015-12-01 10 h 29 - Courriel 2528054 - 15-14589 Addenda No 2 2015-12-10 18 h 35 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	optiic point com 1044 lajeunesse Saint-Jérôme, QC, j5l1t5 NEQ : 1167011981	Monsieur stephane giroux Téléphone : 450 530-6984 Télécopieur :	**Commande : (1041937)** 2015-11-30 16 h 05 **Transmission :** 2015-11-30 16 h 05	2524377 - 15-14589 Addenda No 1 2015-12-01 10 h 29 - Courriel 2528054 - 15-14589 Addenda No 2 2015-12-10 18 h 35 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Orange Traffic 18195 J.A. Bombardier Mirabel, QC, J7J0E7 NEQ : 1164353626	Madame Philippe Fugère Téléphone : 450 477-5262 Télécopieur :	**Commande : (1040917)** 2015-11-26 14 h 17 **Transmission :** 2015-11-26 14 h 17	2524377 - 15-14589 Addenda No 1 2015-12-01 10 h 29 - Courriel 2528054 - 15-14589 Addenda No 2 2015-12-10 18 h 35 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Télécommunications Grimard 1855, Bernard-Lefebvre Laval, QC, H7C 0A5 http://www.grimard.ca NEQ : 1161248498	Monsieur Patrice Allard Téléphone : 450 665-5553 Télécopieur : 450 665-3655	**Commande : (1040384)** 2015-11-25 13 h 29 **Transmission :** 2015-11-25 13 h 29	2524377 - 15-14589 Addenda No 1 2015-12-01 10 h 29 - Courriel 2528054 - 15-14589 Addenda No 2 2015-12-10 18 h 35 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

- Aide en ligne
- Formation en ligne
- Glossaire
- Plan du site
- Accessibilité
- UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

- Grille des tarifs
- Contactez-nous
- Nouvelles
- Marchés publics hors Québec
- Registre des entreprises non admissibles
- Autorité des marchés financiers

À propos

- À propos de SEAO
- Info sur Constructo
- Conditions d'utilisation
- Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec

CGI

tc MEDIA

© 2003-2015 Tous droits réservés

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 11 décembre 2015

ELECTROMEGA LIMITÉE
A/S MONSIEUR JEAN ALLARD
105, AV LIBERTÉ
CANDIAC (QC) J5R 3X8

N° de décision : 2015-CPSM-1061528
N° de client : 3000569019

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous ELECTROMEGA LIMITED, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « LCOP »). ELECTROMEGA LIMITÉE est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **10 décembre 2018** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation/de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1160748001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de l'exploitation du réseau artériel
Objet :	Accorder un contrat à Électromega Ltée pour l'acquisition et l'installation des équipements de télécommunication (commutateurs de fibre optique) pour le raccordement de 17 réseaux de feux de circulation au Centre de gestion de la mobilité urbaine (CGMU). Dépense totale de 1 295 747,03 $ taxes incluses (contrat: 1 126 736,55$ contingences incluses; incidences: 169 010,48$). Appel d'offres public 15-14589 (2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

SIVT - 1160748001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Préposé au budget
Direction conseil et soutien financier - PS Brennan 1
Tél : 514-872-7232

Co-auteur
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Brennan 1
(514) 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-12

Stéphanie MORAN
Conseillère budgétaire

Tél : 514 872-2813

Division : Direction conseil et soutien financier - PS Brennan 1

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.02

2016/03/21
13:00

(1)

Dossier # : 1155331010

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Biens_services_projets majeurs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Conclure avec Carrière St-Jacques inc., une entente-cadre collective d'une durée de 12 mois, avec une option de prolongation de 12 mois, pour la fourniture et la livraison, sur demande, de pierre concassée nette et prémélangée de divers types servant pour les travaux en régie. - Appel d'offres public 15 -14806 (5 soum.) – (Montant total estimé de l'entente: 1 630 455,04 $)

Il est recommandé :
1- de conclure une entente-cadre, d'une durée de 12 mois, avec une option de prolongation de 12 mois, pour la fourniture et la livraison sur demande de pierre concassée nette et prémélangée de divers types;

2- d'accorder à Carrière St-Jacques inc., plus bas soumissionnaires conforme, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 15-14806 et au tableaux de prix reçus joints au rapport du Directeur;

3- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-02-16 15:54

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1155331010**
Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Biens_services_projets majeurs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Conclure avec Carrière St-Jacques inc., une entente-cadre collective d'une durée de 12 mois, avec une option de prolongation de 12 mois, pour la fourniture et la livraison, sur demande, de pierre concassée nette et prémélangée de divers types servant pour les travaux en régie. - Appel d'offres public 15 -14806 (5 soum.) – (Montant total estimé de l'entente: 1 630 455,04 $)

CONTENU

CONTEXTE

La pierre concassée est un produit nécessaire dans le cadre des travaux en régie. La pierre sert notamment de produit de base et de fondation pour les projets routiers, et également de matériel de base pour les projets d'horticulture en favorisant l'écoulement d'eau pour les divers arrangements paysagers. Les types de pierre ainsi que de mélanges de pierre sont déterminés en fonction des projets à être réalisés.

Le présent dossier vise à conclure une entente-cadre collective pour combler les besoins en pierre concassée servant aux travaux en régie pour les dix-neuf (19) arrondissements de la Ville de Montréal pour une période de 12 mois, avec une option de prolongation de 12 mois, suite à l'appel d'offres public 15-14806.

En 2014, le Service de l'approvisionnement a conclu une entente-cadre d'une valeur de 1 380 044.64 $ taxes incluses, pour un volume estimé à 84 705 T.M. En 2015, cette entente-cadre a été prolongée pour une période de 12 mois pour une valeur de 1 960 864.37 $ taxes incluses et un volume estimé à 113 045 T.M. Cette dernière a été consommée à 97% (1 902 000,00 $ de consommation) selon les dernières données disponibles et prendra fin le 11 avril 2016 (entente 1035633).

L'appel d'offres public (15-14806) a été publié sur le système électronique d'appel d'offres du Gouvernement du Québec (SÉAO) ainsi que dans le journal Le Devoir. La publication s'est faite sur une période de trente-six (36) jours calendriers, soit du 14 décembre 2015 au 18 janvier 2016. Les soumissions reçues sont valides pour 120 jours calendrier, soit jusqu'au 18 mai 2016.

L'octroi est effectué en entier au plus bas soumissionnaire conforme en fonction des prix unitaires soumis pour la pierre et la livraison.

Cette entente-cadre fait partie d'un portefeuille d'ententes gérées par le Service de l'approvisionnement. Le Service de l'approvisionnement assure la coordination de l'appel d'offres et la gestion contractuelle de l'entente-cadre.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 0305 - 23 mars 2015 - Exercer l'option de prolongation de 12 mois de l'entente-cadre avec Lafarge Canada inc. pour la fourniture et la livraison, sur demande, de pierre concassée nette et prémélangée de divers types servant pour les travaux en régie - Appel d'offres public 14-13219 (5 soum.);
CM14 0274 -25 mars 2014 - Conclure avec Lafarge Canada inc. une entente-cadre collective d'une durée de 12 mois, avec une option de prolongation de 12 mois, pour la fourniture et la livraison, sur demande, de pierre concassée nette et prémélangée de divers types servant pour les travaux en régie - Appel d'offres public 14-13219 (5 soum.);

CM10 0940 -14 décembre 2010 - Conclure une entente-cadre collective d'une durée de 36 mois avec Lafarge Canada inc. pour la fourniture et le transport, sur demande, de pierre concassée nette et de pierre prémélangée - Appel d'offres public 10-11476(4 soum.) Montant estimé : 6 574 468,71 $.

DESCRIPTION

Fourniture et livraison, sur demande, de pierre concassée nette et prémélangée de divers types. Les quantités prévues à l'appel d'offres ont été constituées de l'historique de consommation des dix-neufs (19) arrondissements et de la Pépinière municipale au cours des 24 derniers mois. Elles sont fournies à titre indicatif seulement. Elles représentent, pour les 12 prochains mois, un potentiel d'approvisionnement de 98 378 tonnes métriques de pierre concassée, mais n'engagent aucunement la Ville à acheter un minimum de quantités. L'approvisionnement de la pierre concassée se fait par la livraison sur les chantiers en régie ou dans les cours de voirie des arrondissements selon le besoin.

JUSTIFICATION

La conclusion d'une entente-cadre permet d'assurer la constance et la facilité d'approvisionnement tout en constituant des volumes économiques profitables.

Par rapport au prix moyen payé en 2015, nous constatons une diminution de 4.5% pour chaque tonne métrique de pierre concassée, tous produits confondus, incluant la livraison et la redevance et cela malgré la diminution de la quantité estimée (-12,97%).

	Montant octroyé (taxes incluses)	Quantité (T.M)	Prix moyen $/ T.M	Écart %
2015	1 960 864,37 $	113045	17,35 $	-4,50%
2016	1 630 455,04 $	98378	16,57 $	

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, le Service de l'approvisionnement a effectué un estimé préalable de la dépense s'élevant à 1 938 889,93 $, taxes incluses, pour une période de 12 mois. Cette estimation est basée sur l'historique de consommation des dix-neuf (19) arrondissements participants et du prix de l'entente précédente obtenu en janvier 2014 majoré pour représenter l'évolution de l'Indice des prix des matières brutes de janvier 2014 à septembre 2015 pour la pierre concassée broyée (Pierre concassée [162112]) et l'évolution de l'Indice des prix à la consommation, transports, par province (mensuel), Québec, de septembre 2014 à septembre 2015. Ces indices sont publiés par Statistique Canada dans son rapport mensuel de septembre 2015, ce rapport étant le plus récent au moment de l'établissement de l'estimé préalable en novembre 2015.

La méthode de calcul de l'estimé tient compte de données de 2014 et aussi de deux indices de prix qui ne sont pas complémentaires. L'estimé aurait dû être de 1 817 804.09 $. Ce qui

donne un écart de - 10.31 % au lieu de - 15,91 % entre la plus basse conforme et la dernière estimation.

Firmes soumissionnaires	Total
Carrière St-Jacques inc.	1 630 455,04 $
Construction DJL inc.	1 646 907,09 $
Lafarge Canada inc.	1 708 787,64 $
Sintra inc.	1 831 676,94 $
Les Pavages Chenail inc.	2 188 421,52 $
Dernière estimation (réalisée à l'interne)	1 938 889,93 $
Coût moyen des soumissions conformes	1 801 249,65 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)	10,48 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)	557 966,48 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)	34,22 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	-308 434,89 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	-15,91 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	16 452,04 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	1,01 %

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s’agit d’une entente-cadre sans imputation budgétaire pour la fourniture de pierre concassée nette et prémélangée de divers types. Ces matériaux sont principalement utilisés par les arrondissements dans le cadre de leurs opérations.
Les achats seront effectués sur demande, au fur et à mesure des besoins des utilisateurs. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une appropriation de crédit.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

n/a

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence d'une entente-cadre alourdirait le processus d'approvisionnement pour ces produits en obligeant la négociation à la pièce en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économies de volume.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise aux utilisateurs pour les informer de la conclusion de l'entente ainsi que des modalités d'achat convenues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission de l'entente-cadre suite à l'adoption de la présente résolution et à compter du 4 avril 2011.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Service de l'approvisionnement

Analyse des soumissions et recommandation d'octroi de contrat (Biens et services)

Appel d'offres no 15-14806

Titre : Pierre concassée

Date de lancement : 14 décembre 2015

Date d'ouverture : 18 janvier 2016

Preneurs du cahier des charges (8) :
Carrière St-Jacques inc.
Construction DJL inc.
Lafarge Canada inc.
Sintra inc.
Les Pavages Chenail inc.
Gersol Construction ltée
Groupe TNT inc.
La Cie Meloche inc.

Soumissionnaires (5) :
Carrière St-Jacques inc.
Construction DJL inc.
Lafarge Canada inc.
Sintra inc.
Les Pavages Chenail inc.

Analyse des soumissions :

En date du 1er février 2016, l'adjudicataire recommandé dans le présent sommaire décisionnel n'est pas inscrit au RENA (Registre des entreprises non admissibles), n'a pas de restriction imposée sur sa licence de la RBQ et n'est pas rendue non-conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

En vertu de la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics,* l'appel d'offres du présent sommaire décisionnel n'est pas visé par l'obligation de fournir une autorisation de l'AMF. Le secteur d'activités visé par cet appel d'offres ne fait l'objet d'aucun décret de la part de la Ville de Montréal ni du Gouvernement du Québec quant à la nécessité pour ses fournisseurs d'obtenir une autorisation de l'AMF.

Tel que mentionné aux documents d'appel d'offres, le contrat est octroyé en entier au plus bas soumissionnaire conforme. L'entreprise Carrière St-Jacques inc. est le plus bas soumissionnaire. Son offre étant conforme, cette firme est donc recommandée comme adjudicataire.

Tableau de prix : (voir pièces jointes)

Montant estimé de l'entente:

1 418 095,28 $ + TPS 70 904,76 $ + TVQ 141 455,00 $ = 1 630 455,04 $

Adjudicataire recommandé :

Conclure avec Carrière St-Jacques inc. une entente-cadre collective d'une durée de 12 mois avec une option de prolongation de 12 mois, pour la fourniture et la livraison, sur demande, de pierre concassée nette et prémélangée de divers types, suite à l'appel d'offres public 15-14806.

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alexandre MUNIZ
Agent(e) d'approvisionnement niveau 2

Tél : 514-872-1028
Télécop. : 514-872-2519

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-08

El Mostafa RAKIBE
Chef de section

Tél : 514 872-5306
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Pierre TRUDEL
Directeur de l'approvisionnement
Tél : 514 868 4433
Approuvé le : 2016-02-11

Agent d'approvisionnement		Numéro de l'appel d'offres:	15-14806	Titre de l'appel d'offres:	Pierre concassée								
Alexandre Muniz		Carrière St-Jacques inc.		Construction DJL inc.		Lafarge Canada inc.		Sintra inc. (Région Montérégie-Rive-sud)		Les Pavages Chenail inc.			
No	**Articles**	**Terme**	**Qté**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**
	Pierre pré mélangée												
1	Pierre MG-20	1	16 093,12	7,95 $	127 940,30 $	7,50 $	120 698,40 $	9,95 $	160 126,54 $	10,75 $	173 001,04 $	10,35 $	166 563,79 $
2	Pierre VM-2	1	73 652,34	7,45 $	548 709,93 $	7,00 $	515 566,38 $	9,75 $	718 110,32 $	8,75 $	644 457,98 $	10,35 $	762 301,72 $
3	Pierre MG-56	1	446,33	7,45 $	3 325,16 $	7,00 $	3 124,31 $	9,50 $	4 240,14 $	10,50 $	4 686,47 $	10,35 $	4 619,52 $
4	Pierre VM-1 (criblure)	1	2 547,59	7,10 $	18 087,89 $	7,00 $	17 833,13 $	9,25 $	23 565,21 $	11,00 $	28 023,49 $	6,90 $	17 578,37 $
	Pierre nette												
5	Pierre VM-4	1	5 638,63	9,20 $	51 875,40 $	8,25 $	46 518,70 $	10,25 $	57 795,96 $	11,50 $	64 844,25 $	12,65 $	71 328,67 $

Agent d'approvisionnement	Numéro de l'appel d'offres:	15-14806	Titre de l'appel d'offres:	Pierre concassée
Alexandre Muniz				

No	Articles	Terme	Qté	Carrière St-Jacques inc.		Construction DJL inc.		Lafarge Canada inc.		Sintra inc. (Région Montérégie-Rive-sud)		Les Pavages Chenail inc.	
				Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
6	Frais de livraison à la tonne métrique par arrondissement (s'appliquent à tous les articles de pierre)												
	AHUNTSIC-CARTIERVILLE 1) 999, boul. Henri-Bourassa Ouest 2) 6100, Pont Gravé 3) 388, rue Port-Royal Est	1	7 473,12	7,10 $	53 059,15 $	7,00 $	52 311,84 $	4,75 $	35 497,32 $	6,50 $	48 575,28 $	9,00 $	67 258,08 $
	ANJOU 1)10700, boul. Ray-Lawson 2)7171 rue Bombardier	1	2 982,88	6,75 $	20 134,44 $	7,00 $	20 880,16 $	4,75 $	14 168,68 $	6,55 $	19 537,86 $	8,63 $	25 742,25 $
	CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE 1) 2140, rue Madison 2) 6960, Darlington	1	10 951,99	6,20 $	67 902,34 $	6,50 $	71 187,94 $	4,75 $	52 021,95 $	6,45 $	70 640,34 $	7,01 $	76 773,45 $
	LACHINE 2200, rue Saint-Antoine	1	5 009,79	5,30 $	26 551,89 $	6,50 $	32 563,64 $	4,75 $	23 796,50 $	5,60 $	28 054,82 $	7,01 $	35 118,63 $
	LASALLE 7277, rue Cordner	1	3 145,78	5,30 $	16 672,63 $	6,50 $	20 447,57 $	4,75 $	14 942,46 $	5,60 $	17 616,37 $	7,01 $	22 051,92 $

Agent d'approvisionnement	Numéro de l'appel d'offres:	15-14806	Titre de l'appel d'offres:	Pierre concassée
Alexandre Muniz				

No	Articles	Terme	Qté	Carrière St-Jacques inc.		Construction DJL inc.		Lafarge Canada inc.		Sintra inc. (Région Montérégie-Rive-sud)		Les Pavages Chenail inc.	
				Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
	LE PLATEAU MONT-ROYAL 1) 1501, rue Bercy 2) 5425, rue Mentana	1	4 759,18	5,45 $	25 937,53 $	6,50 $	30 934,67 $	4,75 $	22 606,11 $	5,85 $	27 841,20 $	9,50 $	45 212,21 $
	LE SUD-OUEST 5380, rue Eadie	1	7 521,25	5,35 $	40 238,69 $	6,50 $	48 888,13 $	4,75 $	35 725,94 $	5,90 $	44 375,38 $	7,25 $	54 529,06 $
	L'ÎLE-BIZARD--SAINTE-GENEVIÈVE 350A, Montée de l'Église	1	1 360,98	8,25 $	11 228,09 $	8,00 $	10 887,84 $	4,75 $	6 464,66 $	6,50 $	8 846,37 $	11,06 $	15 052,44 $
	MERCIER--HOCHELAGA-MAISONNEUVE 2150, rue Dickson	1	1 000	5,50 $	5 500,00 $	7,00 $	7 000,00 $	4,75 $	4 750,00 $	6,70 $	6 700,00 $	8,63 $	8 630,00 $
	MONTRÉAL-NORD 4250, rue de Charleroi	1	3 166,04	6,60 $	20 895,86 $	7,00 $	22 162,28 $	4,75 $	15 038,69 $	6,60 $	20 895,86 $	11,75 $	37 200,97 $
	OUTREMONT 1451, rue Ducharme	1	277,5	6,35 $	1 762,13 $	7,00 $	1 942,50 $	4,75 $	1 318,13 $	6,15 $	1 706,63 $	8,00 $	2 220,00 $
	PIERREFONDS-ROXBORO 4950, rue René-Émard	1	4 883,57	7,00 $	34 184,99 $	7,00 $	34 184,99 $	4,75 $	23 196,96 $	6,10 $	29 789,78 $	7,50 $	36 626,78 $

Agent d'approvisionnement	Numéro de l'appel d'offres:	15-14806	Titre de l'appel d'offres:	Pierre concassée
Alexandre Muniz				

No	Articles	Terme	Qté	Carrière St-Jacques inc.		Construction DJL inc.		Lafarge Canada inc.		Sintra inc. (Région Montérégie-Rive-sud)		Les Pavages Chenail inc.	
				Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES–POINTE-AUX-TREMBLES 1) 3535, 36e Avenue 2) 9255, boul. Henri-Bourassa Est	1	5 450,79	6,75 $	36 792,83 $	7,00 $	38 155,53 $	4,75 $	25 891,25 $	6,55 $	35 702,67 $	9,50 $	51 782,51 $
	ROSEMONT—LA PETITE-PATRIE 1220, rue des Carrières	1	6 303,2	5,80 $	36 558,56 $	7,00 $	44 122,40 $	4,75 $	29 940,20 $	6,45 $	40 655,64 $	9,00 $	56 728,80 $
	SAINT-LAURENT 13001, boul. Cavendish	1	4 839,32	6,10 $	29 519,85 $	7,00 $	33 875,24 $	4,75 $	22 986,77 $	6,35 $	30 729,68 $	7,19 $	34 794,71 $
	SAINT-LÉONARD 6025, boul. Métropolitain Est	1	4 755,61	6,65 $	31 624,81 $	7,00 $	33 289,27 $	4,75 $	22 589,15 $	6,60 $	31 387,03 $	8,50 $	40 422,69 $
	VERDUN 1177, rue Dupuis	1	2 790,02	5,40 $	15 066,11 $	6,50 $	18 135,13 $	4,75 $	13 252,60 $	5,95 $	16 600,62 $	7,01 $	19 558,04 $
	VILLE-MARIE 1) 4180 chemin de la Côte-des Neiges 2) 880 rue Brennan	1	14 140,43	6,30 $	89 084,71 $	7,00 $	98 983,01 $	4,75 $	67 167,04 $	6,55 $	92 619,82 $	8,63 $	122 031,91 $

Agent d'approvisionnement	Numéro de l'appel d'offres:	15-14806	Titre de l'appel d'offres:	Pierre concassée

Alexandre Muniz	Carrière St-Jacques inc.	Construction DJL inc.	Lafarge Canada inc.	Sintra inc. (Région Montérégie-Rive-sud)	Les Pavages Chenail inc.

No	Articles	Terme	Qté	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
	VILLERAY--ST-MICHEL--PARC EXTENSION 1) Jarry Nord et 17e avenue (ancienne Carrière Francon) 2) 8685, rue de l'Épée (Clos de l'Épée)	1	6 912,7	6,65 $	45 969,46 $	7,00 $	48 388,90 $	4,75 $	32 835,33 $	6,70 $	46 315,09 $	9,50 $	65 670,65 $
	PÉPINIÈRE MUNICIPALE DE LA VILLE DE MONTRÉAL 801 Rang du Bas de l'Assomption Nord, L'Assomption	1	653,86	6,70 $	4 380,86 $	8,00 $	5 230,88 $	4,75 $	3 105,84 $	6,75 $	4 413,56 $	13,00 $	8 500,18 $
7	**Redevance 2016** Redevance à la tonne métrique pour 2016 résultant de l'imposition obligatoire de droits municipaux que les exploitants de carrières et sablières doivent payer lorsque les matières sont susceptibles d'occasionner un transit par les voies publiques municipales (en référence au Document d'information sur la mesure d'imposition de droits aux exploitants de carrières et de sablières du MAMROT, Gouvernement du Québec, dernière version mise à jour en janvier 2010).	1	98 378,01	0,56 $	55 091,69 $	0,56 $	55 091,69 $	0,56 $	55 091,69 $	0,56 $	55 091,69 $	0,56 $	55 091,69 $

Agent d'approvisionnement	Numéro de l'appel d'offres:	15-14806	Titre de l'appel d'offres:	Pierre concassée
Alexandre Muniz				

No	Articles	Terme	Qté	Carrière St-Jacques inc.		Construction DJL inc.		Lafarge Canada inc.		Sintra inc. (Région Montérégie-Rive-sud)		Les Pavages Chenail inc.	
				Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
				Total	1 418 095,28 $	**Total**	1 432 404,51 $	**Total**	1 486 225,39 $	**Total**	1 593 108,89 $	**Total**	1 903 389,02 $
				TPS	70 904,76 $	**TPS**	71 620,23 $	**TPS**	74 311,27 $	**TPS**	79 655,44 $	**TPS**	95 169,45 $
				TVQ	141 455,00 $	**TVQ**	142 882,35 $	**TVQ**	148 250,98 $	**TVQ**	158 912,61 $	**TVQ**	189 863,05 $
				TOTAL	1 630 455,04 $	**TOTAL**	1 646 907,09 $	**TOTAL**	1 708 787,64 $	**TOTAL**	1 831 676,94 $	**TOTAL**	2 188 421,52 $

Soumissionnaire le moins cher au total →

Carrière St-Jacques inc.	1 418 095,28 $	+ TPS	70 904,76 $	+ TVQ	141 455,00 $	=	**1 630 455,04 $**

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.03

2016/03/21
13:00

(1)

Dossier # : 1153482006

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Corporatif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 193 500,00 $, taxes incluses, pour compléter les travaux de réfection des réseaux d'alimentation d'eau du Complexe sportif Claude-Robillard dans le cadre du contrat accordé à Développement Atrium Inc. (CM 14 1114) majorant ainsi le montant total du contrat, incluant les contingences, de 898 150,11 $ à 1 091 650,11 $, taxes incluses.

Il est recommandé

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 193 500,00 $, taxes incluses, pour compléter les travaux de réfection des réseaux d'alimentation d'eau du Complexe sportif Claude-Robillard dans le cadre du contrat accordé à Développement Atrium Inc. (CM 14 114), majorant ainsi le montant total du contrat de 898 150,11 $ à 1 091 650,11 $, taxes incluses;
2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centre.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-02-19 16:32

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1153482006**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Corporatif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 193 500,00 $, taxes incluses, pour compléter les travaux de réfection des réseaux d'alimentation d'eau du Complexe sportif Claude-Robillard dans le cadre du contrat accordé à Développement Atrium Inc. (CM 14 1114) majorant ainsi le montant total du contrat, incluant les contingences, de 898 150,11 $ à 1 091 650,11 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Le 24 novembre 2014, le conseil municipal autorisait l'octroi d'un contrat à Développement Atrium inc. pour un montant maximal de 818 150,11 $, pour les travaux de réfection des réseaux d'alimentation d'eau du Complexe sportif Claude-Robillard. Ces travaux ont débuté le 12 janvier 2015.
Le 17 août 2015, une première dépense additionnelle a été autorisée pour relocaliser la siamoise existante.

Dans le cadre de ce projet, la Direction des travaux publics de l'arrondissement Ahunstic-Cartierville, responsable de la coupure d'eau lors du débranchement et du rebranchement à la conduite principale d'alimentation d'eau de la rue, a demandé d'ajouter une vanne d'isolement entre les deux services "entrée d'eau" et "gicleur" afin que les systèmes soient opérationnels en cas de fermeture de la conduite d'eau principale. L'excavation de la tranchée a dû être élargie au niveau de la rue pour l'installation de cette vanne, ce qui a nécessité des étaiements de tranchée.

Lors de l'excavation de la tranchée, le remblai existant a été identifié non conforme par le laboratoire de la Ville, qui a exigé de le remplacer. Le contrat prévoyait la réutilisation des déblais d'excavation pour le remblai de la tranchée. Il était urgent de procéder à l'exécution de ces travaux en raison des risques d'érosion du sol qui déstabiliserait les pentes, ce qui aurait pu causer un préjudice à la sécurité des travailleurs si nous étions retournés en appel d'offres. Aussi, nous n'aurions pas pu respecter l'échéancier quant à la fermeture d'eau et au rebranchement à la conduite principale d'eau.

De plus, des travaux supplémentaires de démolition ont été nécessaires. En effet, en raison de l'impossibilité de faire passer les conduites d'eau sous le vestibule de l'entrée qui est en porte-à-faux du bâtiment, à cause de la présence d'une masse inconnue composée de béton et de roches, qui empêche le passage des conduites au niveau requis pour s'assurer de déboucher au bon endroit dans la salle mécanique du bâtiment, il a fallu effectuer une tranchée ouverte, démanteler et réinstaller une section du mur rideau du hall d'entrée et exécuter divers autres travaux connexes.

Des modifications aux systèmes de mise à la terre actuels doivent être apportées afin de séparer la mise à la terre (M.A.L.T.) du réseau haute tension et la mise à la terre (M.A.L.T.) du réseau basse tension afin de sécuriser le système de distribution et éviter l'endommagement de celui-ci en cas de court-circuit. Cette non-conformité a été découverte lors des relevés sur le chantier pour relocaliser la mise à la terre de la haute tension. Ces travaux doivent être exécutés dans les meilleurs délais tel que recommandé par l'ingénieur.

Aussi l'ingénieur a demandé d'installer un câble de contrôle entre l'interrupteur de transfert automatique de la pompe à incendie et le panneau de contrôle de la génératrice. Ce câble était inexistant et aucun relevé n'aurait permis de le savoir.

Toutes ces conditions imprévues de chantier occasionnent des frais supplémentaires liés à la prolongation de chantier tels que assurance, temps hommes, déplacement, maintien de chantier et renouvellement de décret de construction qui sont payables à l'entrepreneur.

En résumé;
Les travaux initialement prévus sont :

- Démantèlement et démolition de la tuyauterie existante
- Installation de deux nouvelles entrées d'eau à l'extérieur de la bâtisse ainsi que la tuyauterie à l'intérieur
- Travaux d'excavation au hall d'entrée
- Réparation de la dalle au sol et installation d'un nouveau revêtement de plancher
- Tous les percements des dalles et/ou murs
- Tous les travaux de mécanique et électricité requis
- Relocalisation de la mise à la terre

Les travaux qui s'ajoutent :

- Élargissement de la tranchée et étaiements
- Installation d'une vanne d'isolement
- Remplacement des matériaux de remblai non conformes
- Travaux de démolition supplémentaires
- Installation d'un câble de contrôle entre la pompe incendie et la génératrice
- Mise à la terre de la haute tension
- Frais de prolongation

Le degré d'avancement du chantier au 30 novembre 2015 est de 93 %.

Montant des contingences initiales : 106 063,06 $ (taxes incluses)

Montant de la première dépense additionnelle autorisée (CM 15 0986) : 85 000,00 $ (taxes incluses)

Solde des dépenses contingentes à ce jour : 10 500,00 $ (taxes incluses)

Montant des dépenses incidences initiales : 70 708,71 $

Solde des dépenses incidentes : 41 615,00 $

Présentement le chantier est suspendu pour faire approuver la présente augmentation qui permettra de terminer les travaux supplémentaires requis.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM 15 0986 Autoriser une dépense additionnelle de 85 000 $, taxes incluses, pour compléter les travaux de réfection des réseaux d'alimentation d'eau du Complexe sportif Claude-Robillard, dans le cadre du contrat accordé à Développement Atrium inc. (CM14 1114), majorant ainsi le montant total du contrat de 813 150,11 $ à 898 150,11 $, taxes incluses;
CM14 1114 24 novembre 2014 Autoriser une dépense de 883 858,82 $, taxes incluses pour la réfection des réseaux d'alimentation d'eau du Complexe sportif Claude-Robillard et accorder à Développement Atrium inc., plus bas soumissionnaire conforme le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit une somme maximale de 813 150,11 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres 5748.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'approbation d'une seconde majoration du contrat de Développement Atrium inc. de 193 500, 00 $ en vue de remplacer des matériaux (remblai) non conformes, pour des travaux reliés à l'ajout d'une vanne d'isolement (élargissement de la tranchée et étaiements), de démolition associés au passage des conduites d'eau à l'entrée du bâtiment et pour l'ajout de béton en remplacement du lit de mortier sous le vestibule, pour l'installation d'un câble pyrotenax entre la pompe à incendie et le panneau de contrôle de la génératrice; pour la modification de la mise à la terre (M.A.L.T.) et le paiement des frais de prolongation.

JUSTIFICATION

L'entrée d'eau du Complexe sportif Claude-Robillard a montré des défaillances majeures en 2010. Il a fallu faire des réparations urgentes. Il est primordial de finaliser tous les travaux de réfection des réseaux d'alimentation d'eau pour éviter le risque élevé de fermeture intempestive.
Les documents d'appel d'offres ont été réalisés avec les informations existantes disponibles, celles-ci ne représentaient pas la réalité sur place. En effet, on a noté la présence d'argile à l'extérieur, du bâtiment à la rue, sur une longueur de 150 pieds par 8 pieds de profondeur (ce remblai n'était pas réutilisable), et de conglomérat roches et béton à l'intérieur du bâtiment sous la dalle. Il était impossible de connaître la composition sous la dalle tant à l'intérieur qu'à l'extérieur avant de procéder aux travaux de déblaiement.

Le montant disponible réservé aux imprévus dans le cadre de ce contrat est insuffisant pour couvrir l'ensemble des travaux restants, les risques qui y sont associés ainsi que les frais de prolongation de chantier. (voir pièces jointes).

Il est donc requis de procéder à l'augmentation des crédits.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La valeur d'augmentation des dépenses de 193 500,00 $, qui représente 23,8 % du contrat initial de 813 150,11 $ (contingences incluses), sera assumée comme suit :
Un montant maximal de 193 500,00 $ sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 13-014 du règlement - Travaux de rénovation de protection d'immeubles.

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre en 2016.

Les sommes nécessaires au présent dossier sont disponibles au PTI 2016-2018.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les documents ayant trait au développement durable sont inclus au devis du cahier des charges (gestion des déchets de construction et de démolition, protection de l'environnement).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les travaux seront planifiés de façon à minimiser les impacts sur les activités au complexe sportif Claude-Robillard.
Sans la dépense additionnelle, les travaux de réfection des réseaux d'alimentation d'eau ne seront pas complétés et le bâtiment demeurera à risque de pas être adéquatement protégé par le système de protection incendie.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les utilisateurs seront informés par le Service de la diversité sociale et des sports.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Autorisation de la dépense mars 2016
Poursuite et fin des travaux mai 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation juridique avec commentaire :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (William Kronstrom RICHARD)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Dominique BALLO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean-François DULIÈPRE, Service de la diversité sociale et des sports

Lecture :

Jean-François DULIÈPRE, 26 janvier 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Bernard GRENIER
Gestionnaire immobilier
Té. : 514 872-6455

André Cazelais
Chef de section - Gestion immobilière - Corporatif

Tél : 514 872 2419
Télécop. : 872-2222

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-21

Carlos MANZONI
Chef de division

Tél : 514 872-3957
Télécop. : 514 280-3597

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Carlos MANZONI
Directeur par intérim
Tél : 514 872-3957
Approuvé le : 2016-02-19

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI
Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-02-19

COMPLEXE SPORTIF CLAUDE ROBILLARD

TABLEAU DES COÛTS (CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES) POUR COMPLÉTER LE PROJET DE RÉFECTION DES RÉSEAUX D'ALIMENTATION D'EAU

CIVIL		
Remplacement des matérieux (remblais)non conformes		60 000,00 $
ARCHITECTURE		
Travaux de démolition pour le passage des conduites d'eau et pour la surépaiseur de béton en remplacement du "sandcoat"		33 000,00 $
ÉLECTRICITÉ		
Installer un cable pyrotenax entre la pompe incendie et le panneau de contrôle de la génératrice		26 000,00 $
Mise à la terre		14 000,00 $
Crédit pour travaux non exécutés au rdc de l'entrée principale		(15 000,00) $
FRAIS DE PROLONGATION au 30 avril 2016		86 000,00 $
SOUS-TOTAL		204 000,00 $
TOTAL	204 000,00 $ - Solde des contingences (10 500,00 $)	193 500,00 $
CRÉDITS DÉJÀ OBTENUS		85 000,00 $
% PAR RAPPORT AU CONTRAT INITIAL 193 500 $ / 813 150,11 $	813 150,11 $	24%

Projet: Complexe sportif Claude-Robillard - Travaux de réfection des réseaux d'alimentation d'eau

Contrat: 13344

Calcul du coût des travaux			TPS 5,0%	TVQ 9,975%	Total
Contrat		614 992,00 $			
Sous-total		614 992,00 $	30 749,60 $	61 345,45 $	707 087,05 $
Contingences	15,0%	92 248,80 $	4 612,44 $	9 201,82 $	106 063,06 $
Total contrat entrepreneur		**707 240,80 $**	**35 362,04 $**	**70 547,27 $**	**813 150,11 $**
Total de la dépense additionnelle 1		73 929,12 $	3 696,46 $	7 374,43 $	85 000,00 $
Total de la dépense additionnelle 2		168 297,46 $	8 414,87 $	16 787,67 $	193 500,00 $
Coût total des travaux incluant les dépenses additionnelles					**1 091 650,11 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1153482006

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Corporatif
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 193 500,00 $, taxes incluses, pour compléter les travaux de réfection des réseaux d'alimentation d'eau du Complexe sportif Claude-Robillard dans le cadre du contrat accordé à Développement Atrium Inc. (CM 14 1114) majorant ainsi le montant total du contrat, incluant les contingences, de 898 150,11 $ à 1 091 650,11 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation juridique avec commentaire

COMMENTAIRES

Sur la base des représentations faites par le Service de la gestion et de la planification immobilière à l'effet que les modifications apportées au contrat constituent une dépense qui n'était pas prévue au contrat et compte tenu des circonstances particulières à ce dossier, nous sommes d'avis que les modifications demandées peuvent être qualifiées d'accessoires au contrat au sens de la loi quant à la valeur, étant entendu par ailleurs que ces modifications ne changent pas la nature du contrat.

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

William Kronstrom RICHARD
Avocat
Tél : 514 872 2733

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-18

Marie-Andrée SIMARD
Notaire et chef de division
Tél : 514 872 8323
Division : Droit contractuel

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1153482006

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Corporatif
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 193 500,00 $, taxes incluses, pour compléter les travaux de réfection des réseaux d'alimentation d'eau du Complexe sportif Claude-Robillard dans le cadre du contrat accordé à Développement Atrium Inc. (CM 14 1114) majorant ainsi le montant total du contrat, incluant les contingences, de 898 150,11 $ à 1 091 650,11 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1153482006 - information comptable.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Dominique BALLO
Conseiller budgétaire

Tél : 514-872-7344

Co-auteur:
Jacques P Tremblay
Agent comptable analyste
Conseil et soutien financier - Point de service CDL
Tél.: 514-872-4146

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-16

Michel T TREMBLAY
Conseiller en gestion des ressources financières chef d'équipe.
Tél : 514 872-0470

Division : Direction du conseil et du soutien financier. Point de service CDL

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.04

2016/03/21
13:00

(1)

Dossier # : 1154102005

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	Programme complémentaire de planage-revêtement (PCPR)
Objet :	Accorder un contrat à Eurovia Québec Construction inc., pour des travaux de voirie dans les arrondissements de Lachine et de LaSalle. (PCPR). Dépense totale de 2 116 783,86 $ (contrat: 1 988 783,86 $ + incidences: 128 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 324002 - 12 soumissionnaires.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 2 116 783,86 $, taxes incluses, pour des travaux de voirie dans les arrondissements Lachine et de LaSalle (PCPR), comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à Eurovia Québec Construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 988 783,86 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 324002 ;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centrale.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-02-11 17:08

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1154102005**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	Programme complémentaire de planage-revêtement (PCPR)
Objet :	Accorder un contrat à Eurovia Québec Construction inc., pour des travaux de voirie dans les arrondissements de Lachine et de LaSalle. (PCPR). Dépense totale de 2 116 783,86 $ (contrat: 1 988 783,86 $ + incidences: 128 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 324002 - 12 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du Programme triennal d'immobilisation (PTI) 2016-2018, le Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) s'est vu allouer un budget de 50 M $ en 2016 afin de continuer la réalisation du Programme complémentaire de planage et revêtement (PCPR), mis en œuvre de façon à améliorer rapidement la qualité du réseau routier en donnant à plusieurs rues une durée de vie additionnelle se situant entre 7 et 12 ans. Les projets se limitent à des travaux de planage et de revêtement sans intervention sur les trottoirs, à l'exception de correctifs visant à solutionner une problématique associée au drainage et sans bonification de l'aménagement existant.
La sélection des projets est réalisée par la Division de la gestion d'actifs de la Direction des transports au SIVT, alors que la gestion et la réalisation du programme est sous la responsabilité de la Direction des infrastructures.

Ces investissements alloués à la conservation du réseau routier témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer tant le confort et la sécurité des usagers de la route, que l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises, contribuant ainsi à la qualité de vie des citoyens, au développement et à la croissance économique de Montréal. Ces investissements viennent donc atténuer la problématique de dégradation des infrastructures routières et permettent d'améliorer l'état global des chaussées.

L'appel d'offres a été publié du 30 novembre 2015 au 13 janvier 2016. La soumission est valide pendant les cent vingt (120) jours qui suivent sa date d'ouverture, soit jusqu'au 12 mai 2016.

L'appel d'offres a été publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO. La durée de publication a été de 44 jours, ce qui respecte le délai prescrit par la Loi sur les cités et villes.

Un (1) addenda a été émis le 10 décembre 2015 afin d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges des modifications faites au cahier des charges ainsi qu'aux devis techniques Voirie et Circulation. Ces modifications ont pour but de clarifier certains détails lors des opérations de planage et de gestion de la circulation et de reporter la date d'ouverture de la soumission. Ces modifications n'ont aucun impact significatif sur le coût des travaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Les travaux de ce contrat consistent au planage et revêtement bitumineux dans différentes rues, dans les arrondissements de Lachine et de LaSalle (PCPR), sans intervention sur les trottoirs, à l'exception de correctifs visant à solutionner une problématique associée au drainage et sans bonification de l'aménagement existant. Veuillez trouver en pièces jointes la description des principaux actifs visés par les travaux ainsi que la liste des tronçons.
Les projets se limitent à des travaux de planage et de revêtement sans intervention sur les trottoirs, à l'exception de correctifs visant à solutionner une problématique associée au drainage et sans bonification de l'aménagement existant.

Dans la démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmis aux arrondissements et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences s'élève à 180 798,53 $ (taxes incluses), soit une moyenne de 10 % du coût des travaux tel qu'inscrit au bordereau de soumission.

Les dépenses incidentes au montant de 128 000 $ comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de communication ainsi que des frais de laboratoire pour la gestion des sols excavés et le contrôle qualitatif des matériaux. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document « Incidences et ristournes » en pièce jointe.

Le processus d'appel d'offres public # 324002 s'est terminé le 13 janvier 2016. Sur dix-sept (17) preneurs du cahier des charges, seize (16) preneurs sont susceptibles de déposer une soumission, douze (12) firmes ont déposé et quatre (4) n’en ont pas déposé, soit des proportions respectives de 75 % et 25 %. La liste des commandes du SEAO est en pièce jointe.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats de soumission ci-dessous résume la liste des soumissionnaires et prix soumis, les écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant de l'octroi :

RÉSULTATS DE SOUMISSION		*(taxes incluses)*		
FIRMES SOUMISSIONNAIRES CONFORMES		**PRIX**	**CONTINGENCES**	**TOTAL**
1	Eurovia Québec Construction inc.	1 807 985,33 $	180 798,53 $	1 988 783,86 $

2	Construction Bau-Val inc.	1 859 149,57 $	185 914,97 $	2 045 064,54 $
3	Sintra inc. (Région Montéregie-Rive-Sud)	1 860 581,32 $	186 058,14 $	2 046 639,46 $
4	La Compagnie Meloche inc.	1 939 971,11 $	193 997,11 $	2 133 968,22 $
5	Groupe TNT inc	1 944 988,96 $	194 498,90 $	2 139 487,86 $
6	Construction Soter inc.	1 967 257,33 $	196 725,73 $	2 163 983,06 $
7	Pavages Métropolitain inc.	1 970 948,94 $	197 094,89 $	2 168 043,83 $
8	Roxboro Excavation inc.	2 026 817,70 $	202 681,77 $	2 229 499,47 $
9	Les Pavages Ultra inc.	2 051 989,01 $	205 198,88 $	2 257 187,89 $
10	Les Pavages Chenail inc.	2 090 810,58 $	209 081,06 $	2 299 891,64 $
11	Les Entreprises Bucaro inc.	2 312 302,81 $	231 230,28 $	2 543 533,09 $
12	Les Entreprises Michaudville inc.	2 333 127,27 $	233 312,73 $	2 566 440,00 $
Estimation des professionnels internes ($)		2 041 116,40 $	204 111,63 $	2 245 228,03 $
Coût moyen des soumissions reçues **Écart entre la moyenne et la plus basse conforme**			**($)** **(%)**	**2 215 210,24 $** **11,4 %**
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes			**($)** **(%)**	**577 656,14 $** **29,0 %**
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation			**($)** **(%)**	**-256 444,17 $** **-11,4 %**
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conformes			**($)** **(%)**	**56 280,68 $** **2,8 %**

***Les prix furent vérifiés pour l'ensemble des soumissions reçues. Cependant, seuls les documents relatifs aux 3 plus basses soumissions furent vérifiés (cautionnement, lettre d'engagement, licence de la Régie du bâtiment, attestation de Revenu Québec, certificat d'attestation et déclaration relative aux conflits d'intérêts). Le contrat a été adjugé au plus bas soumissionnaire conforme.**

L'estimation des professionnels de la Division gestion de projet et économie de la construction (DGPEC) est établie à partir des documents d'appel d'offres, pendant la période d'appel d'offres, et selon les prix des matériaux et des équipements ainsi que le taux de la main d'oeuvre réels du marché actuel.

L'écart entre le prix soumis par le plus bas soumissionnaire conforme et l'estimation de soumission est de -256 444,17 $, soit -11,4 %. Après une analyse sommaire des résultats de la soumission, la DGPEC a remarqué que l'écart se situe principalement au niveau du maintien de la circulation.

Compte tenu que cet écart est favorable à la Ville de Montréal et qu'il est dans un domaine de valeur acceptable, la DGPEC recommande l'octroi du contrat.

Le présent dossier donne suite à un appel d’offres assujetti à la Loi sur l’intégrité en matière

de contrats publics (Loi 1) conformément au décret # 1049-2013 adopté le 23 octobre 2013. L'adjudicataire recommandé, Eurovia Québec construction inc. détient une attestation de l'Autorité des marchés financiers, laquelle est en vigueur depuis le 2 février 2015. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier.

Des validations ont été faites selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licence restreinte de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni du Registre des entreprises non admissibles (RENA). Une attestation valide délivrée le 12 janvier 2016 par Revenu Québec, a été déposée avec sa soumission, laquelle sera validée à nouveau lors de l'octroi du contrat.

L'adjudicataire recommandé est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal relatif à ce contrat est de 2 116 783,86 $ (taxes incluses) incluant des incidences de 128 000 $ (taxes incluses). Cette dépense est entièrement assumée par la ville centre et représente un coût net de 1 932 905,81 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par le Règlement d'emprunt # 15-019 de compétence locale « Programme complémentaire de planage-revêtement (PCPR) ».
Les travaux relatifs au contrat sont entièrement admissibles à la subvention offerte par le Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018 (TECQ). Ce qui laissera un impact sur l'emprunt net de 116 881,06 $, soit la portion des incidences.

Le montant de la subvention est un montant anticipé. Dans le cas où la subvention ne serait pas reçue, le montant équivalent devra être dégagé à même l'enveloppe globale du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) et les virements budgétaires requis devront être effectués.

La répartition du coût des travaux et des incidences est présenté en pièces jointes dans les documents « Incidences et ristournes » et « Budget requis ».

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure à la date d'échéance de la validité de la soumission, soit le 12 mai 2016, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.
De plus, il est à noter que les travaux faisant l'objet du présent dossier ainsi que les autres travaux du programme complémentaire de planage et revêtement 2016 sont planifiés selon un échéancier très serré. Tout retard sur la réalisation des travaux aurait donc des conséquences sur les échéanciers de réalisation de l'ensemble du programme.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la circulation ».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été approuvée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES:
Octroi du contrat : À la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : Mai 2016
Fin des travaux : Juillet 2016.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Lilian ODONNAT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean CARRIER, Service des infrastructures_voirie et transports
Christianne CYRENNE, LaSalle
Christophe ASHKAR, Lachine

Lecture :

Christophe ASHKAR, 3 février 2016
Jean CARRIER, 2 février 2016
Christianne CYRENNE, 2 février 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Djamel CHABANE
Ingenieur(e)

Tél : 514 872-8285
Télécop. : 514 872-2874

Martin GAUDETTE, ing.
Chef de section - Voirie
Tél. : 514 872-5622
Télécop. : 514 872-2874

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-01

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2016-02-10

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2016-02-11

324002 – Travaux de voirie arrondissements de Lasalle et de Lachine

Travaux de planage et revêtement bitumineux et de reconstructions ponctuelles de trottoirs sur la rue Centrale, l'avenue Lacharité, l'avenue Lafleur, la rue Raymond à Lasalle et la 43e avenue, la 46e avenue, les rues Broadway, la rue Provost, la rue Sherbrooke et la rue Victoria à Lachine.

Tronçons	Entraves et enjeux de circulation
- Rue Centrale - Avenue Lacharité - Avenue Lafleur - Rue Raymond - 43e avenue - 46e avenue - Rues Broadway - Rue Provost - Rue Sherbrooke - Rues Victoria	– Lors des phases 1 et 2, l'Entrepreneur ne peut fermer complètement les voies et/ou les intersections que pendant les heures de travaux. À la fin de chaque journée de travail, l'Entrepreneur doit rouvrir les voies et/ou les intersections à la circulation. – Les travaux, sur les tronçons se trouvant dans un secteur industriel (43e et 46e avenues), se font de nuit entre 22h et 5h. – Sur la 43e avenue, l'Entrepreneur doit annoncer les travaux à l'aide de PMVM lorsque la voie de service de l'A40 est est impactée. Une coordination est requise avec le MTQ deux (2) semaines avant le début des travaux. – Lors des travaux sur la rue Raymond, l'Entrepreneur doit protéger la piste cyclable en site propre et la maintenir ouverte en tout temps. – Lors des travaux sur la 46e avenue, l'Entrepreneur doit garder la voie ferrée libre d'entraves. – Sur certaines artères, la circulation doit être relocalisée sur une seule voie, dans les deux sens. Aucune fermeture complète n'est permise sur les artères principales. – La plage horaire des travaux sur l'ensemble des rues, dans les arrondissements de Lasalle et Lachine, est de 7h à 19h. – Il est exigé que les travaux sur la rue Centrale, avenue Lacharité, rue Raymond, rues Broadway, rue Provost, rue Sherbrooke soient exécutés pendant la période des vacances scolaires. – Conserver, en tout temps, les trottoirs et passages piétonniers libres d'obstacles et les accès aux propriétés fonctionnels. Si un trottoir ou passage piétonnier est entravé dans une direction, l'Entrepreneur doit fournir la signalisation complète afin de détourner les piétons et/ou cyclistes de l'autre côté de la rue. – Ajuster la signalisation existante à la configuration temporaire des travaux. – Maintenir une voie de circulation d'une largeur minimale de 3.1m sur les rues transversales lors des travaux aux intersections. – L'Entrepreneur doit maintenir et sécuriser les arrêts d'autobus de la S.T.M. Une coordination doit être faite entre le Directeur, l'Entrepreneur et la S.T.M.
Mesures de gestion des impacts applicables à l'ensemble du projet	- Pour les zones des travaux, pouvant avoir des impacts sur les résidents, des panneaux d'affichage 1200mm x 1800 mm ont été prévus; - L'utilisation des PMVM est prévue sur les artères principales. - Aucune communication supplémentaire n'est prévue, en plus des communications usuelles; - Pendant toute la durée des travaux, les résidents seront informés, au besoin, des restrictions applicables à la circulation.

Préparé par : Mohamed Drissi Kamili, ing., M.ing,
Division Infrastructures urbaines
AXOR Experts-Conseils

324002- Liste de rues par arrondissement

Travaux de voirie dans les arrondissements de Lachine et de Lasalle (PCPR 2016)

Arrondissement Lachine

- 43e Avenue, du chemin de la Côte-de-Liesse à la rue Joseph-Dubreuil;
- 46e Avenue, de François-Cusson à la rue Joseph-Dubreuil;
- rue Broadway, de la 39e Avenue au boulevard Saint-Joseph;
- rue Broadway, de la 34e Avenue à la 35e Avenue;
- rue Provost, de la 1e Avenue à la 3e Avenue;
- rue Sherbrooke, de la 51e Avenue à la rue Acadia;
- rue Victoria, de la 16e Avenue à la 18e Avenue.

Arrondissement LaSalle

- rue Centrale, de la 5e Avenue au boulevard Bishop-Power;
- avenue Lacharité, de la rue Ouimet au boulevard Champlain;
- avenue Lafleur, du boulevard LaSalle à la rue Centrale;
- rue Raymond, de la rue George au boulevard Champlain.

Montréal

Actifs visés par le projet

Soumission: **324002**
Titre: **Travaux de voirie dans les arrondissements de Lachine et de Lasalle. (PCPR 2016)**

Arrondissement: **Plusieurs**

Voirie

	Nature des travaux	Quantité	Unité	Commentaires
Chaussée	Planage et revêtement bitumineux (50 mm à 85 mm)	53088	m²	Longueure des tronçons: ± 4 650 mètre lineaire
Trottoir, Bordure et Mail	Réfection de trottoir	1306	m²	
	Réfection de bordure	80	m	

Égout / Aqueduc

Type d'Intervention et Diamètre	Quantité	Unité	Commentaires
		m	
		m	
		m	
		m	
		m	
		m	

Éclairage / Feux

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires
Nouvelle base de béton	0	unité	
		unité	
Conduits (1 et 2)	0	m lin.	
		m	
Mise aux normes	0	intersection	

Préparé par:	Djamel Chabane, ing.	Date:	08/01/2016

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 2 février 2015

EUROVIA QUÉBEC CONSTRUCTION INC.
A/S MONSIEUR PATRICK OCTAVE ACHILLE SULLIOT
1550, AMPÈRE, BUREAU 200
BOUCHERVILLE (QC) J4B 7L4

N° de décision : 2015-CPSM-1006556
N° de client : 3000230492

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous EUROVIA QC CONSTRUCTION, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). EUROVIA QUÉBEC CONSTRUCTION INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **1er février 2018** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 324002
Numéro de référence : 937142
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de voirie dans les arrondissements de Lachine et de LaSalle. (PCPR 2016)

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Allia Infrastructures 2000, rue de Lierre Laval, QC, H7G 4Y4	Monsieur Louis-Cyrille Lalande Téléphone : 514 326-5200 Télécopieur : 450 668-9252	**Commande : (1042318)** 2015-12-01 14 h 19 **Transmission :** 2015-12-01 15 h 24	2527984 - 324002_Addenda 1 2015-12-10 15 h 09 - Courriel 2527994 - 324002_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-10 15 h 09 - Courriel 2527995 - 324002_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-10 15 h 09 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#101 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com	Madame France Laverdure Téléphone : 514 636-4400 Télécopieur : 514 636-9937	**Commande : (1042461)** 2015-12-01 17 h 14 **Transmission :** 2015-12-01 22 h 21	2527984 - 324002_Addenda 1 2015-12-10 15 h 09 - Courriel 2527994 - 324002_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-10 15 h 09 - Courriel 2527995 - 324002_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-10 15 h 09 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Soter Inc. 4915, rue Louis-B.-Mayer Laval, QC, H7P 0E5 http://www.soter.com	Madame Mylène Poulin Téléphone : 450 664-2818 Télécopieur :	**Commande : (1042643)** 2015-12-02 10 h 12 **Transmission :** 2015-12-02 13 h 41	2527984 - 324002_Addenda 1 2015-12-10 15 h 09 - Courriel 2527994 - 324002_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-10 15 h 09 - Courriel 2527995 - 324002_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-10 15 h 09 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Eurovia Québec Construction Inc. (Montréal)	Madame Ghislaine Dujmovic	**Commande : (1041793)** 2015-11-30 13 h 20	2527984 - 324002_Addenda 1 2015-12-10 15 h 09 - Courriel

6200 St-Patrick Montréal, QC, H4E1b3	Téléphone : 514 766-2550 Télécopieur :	**Transmission :** 2015-11-30 13 h 20	2527994 - 324002_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-10 15 h 09 - Courriel 2527995 - 324002_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-10 15 h 09 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe TNT Inc. 20845 Chemin de la Côte Nord, bureau 200 Boisbriand, QC, J7e4H5 http://www.groupetnt.com	Monsieur Alain Robert Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur : 450 420-0414	**Commande : (1042096)** 2015-12-01 9 h 40 **Transmission :** 2015-12-01 9 h 56	2527984 - 324002_Addenda 1 2015-12-10 15 h 09 - Courriel 2527994 - 324002_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-10 15 h 09 - Courriel 2527995 - 324002_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-10 15 h 09 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
La Cie Meloche Inc. 3125 boul Saint-Charles Kirkland, QC, H9H 3B9	Monsieur Yassine Chaari Téléphone : 514 695-3395 Télécopieur : 514 695-2316	**Commande : (1042255)** 2015-12-01 13 h 11 **Transmission :** 2015-12-01 13 h 50	2527984 - 324002_Addenda 1 2015-12-10 15 h 54 - Télécopie 2527994 - 324002_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-10 15 h 43 - Télécopie 2527995 - 324002_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-10 15 h 09 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
L'écuyer & Fils Ltée / 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1042956)** 2015-12-02 17 h 01 **Transmission :** 2015-12-02 20 h 55	2527984 - 324002_Addenda 1 2015-12-10 15 h 09 - Courriel 2527994 - 324002_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-10 15 h 09 - Courriel 2527995 - 324002_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-10 15 h 09 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Constructions et Pavage Jeskar Inc. 5181 Amiens, suite 202 Montréal, QC, H1G 6N9	Monsieur Richard Morin Téléphone : 514 327-5454 Télécopieur : 514 327-4198	**Commande : (1042266)** 2015-12-01 13 h 26 **Transmission :** 2015-12-01 14 h 20	2527984 - 324002_Addenda 1 2015-12-10 15 h 09 - Courriel 2527994 - 324002_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-10 15 h 09 - Courriel 2527995 - 324002_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-10 15 h 09 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

			Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Entrepreneurs Bucaro Inc. 10,441 rue Balzac Montréal-Nord Montréal, QC, H1H 3L6	Monsieur Andrea Bucaro Téléphone : 514 325-7729 Télécopieur : 514 325-7183	**Commande : (1049876)** 2016-01-05 11 h 41 **Transmission :** 2016-01-05 11 h 41	2527984 - 324002_Addenda 1 2016-01-05 11 h 41 - Téléchargement 2527994 - 324002_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-05 11 h 41 - Téléchargement 2527995 - 324002_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-05 11 h 41 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (1042208)** 2015-12-01 11 h 33 **Transmission :** 2015-12-01 11 h 37	2527984 - 324002_Addenda 1 2015-12-10 15 h 09 - Courriel 2527994 - 324002_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-10 15 h 09 - Courriel 2527995 - 324002_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-10 15 h 09 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Pavages D'Amour Inc. 1635 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R6 http://pavagesdamour.com	Madame Viviana Mejia Téléphone : 514 631-4570 Télécopieur : 514 631-6002	**Commande : (1043960)** 2015-12-07 9 h 30 **Transmission :** 2015-12-07 10 h 05	2527984 - 324002_Addenda 1 2015-12-10 15 h 09 - Télécopie 2527994 - 324002_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-10 15 h 40 - Télécopie 2527995 - 324002_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-10 15 h 09 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Pavage Chenail 104, St-Rémi, C.P. 3220 Saint-Rémi, QC, J0L2L0	Monsieur Pierre-Yvon Legault Téléphone : 450 454-0000 Télécopieur : 450 454-5219	**Commande : (1043919)** 2015-12-07 8 h 43 **Transmission :** 2015-12-07 8 h 43	2527984 - 324002_Addenda 1 2015-12-10 15 h 40 - Télécopie 2527994 - 324002_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-10 16 h 14 - Télécopie 2527995 - 324002_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-10 15 h 09 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Pavage Ultra Inc. 378 boul Saint-Jean-Baptiste Mercier, QC, J6R 2L2	Monsieur Jonathan Boucher Téléphone : 450 691-6828 Télécopieur :	**Commande : (1047641)** 2015-12-17 14 h 36 **Transmission :** 2015-12-17 14 h 36	2527984 - 324002_Addenda 1 2015-12-17 14 h 36 - Téléchargement 2527994 - 324002_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-17 14 h 36 - Téléchargement 2527995 - 324002_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-17 14 h 36 - Téléchargement

			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Pavages Métropolitain Inc. 3500, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Hubert, QC, J3Y6T1	Madame Mélanie Lavoie Téléphone : 450 321-2442 Télécopieur : 877 292-2237	**Commande : (1042293)** 2015-12-01 13 h 53 **Transmission :** 2015-12-01 14 h 12	2527984 - 324002_Addenda 1 2015-12-10 15 h 09 - Télécopie 2527994 - 324002_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-10 15 h 10 - Télécopie 2527995 - 324002_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-10 15 h 09 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Roxboro Excavation INC.. 1620 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R8	Monsieur Yvon Théoret Téléphone : 514 631-1888 Télécopieur : 514 631-1055	**Commande : (1041963)** 2015-11-30 17 h 04 **Transmission :** 2015-11-30 18 h 04	2527984 - 324002_Addenda 1 2015-12-10 15 h 09 - Courriel 2527994 - 324002_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-10 15 h 09 - Courriel 2527995 - 324002_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-10 15 h 09 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sintra (Région Montérégie / Rive-Sud) 7 rang St-Régis Sud Saint-Isidore (Montérégie), QC, J0L2A0	Madame Laetitia Carnevale Téléphone : 450 638-0172 Télécopieur : 450 638-2909	**Commande : (1042320)** 2015-12-01 14 h 20 **Transmission :** 2015-12-01 15 h 27	2527984 - 324002_Addenda 1 2015-12-10 15 h 09 - Courriel 2527994 - 324002_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-10 15 h 09 - Courriel 2527995 - 324002_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-10 15 h 09 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Ville de Montréal - Direction du greffe. 275 rue Notre-Dame Est Suite R-134 Montréal, QC, H2y 1c6	Monsieur RICHARD SARRAZIN Téléphone : 514 872-3253 Télécopieur : 514 872-5655	**Commande : (1050029)** 2016-01-05 14 h 47 **Transmission :** 2016-01-05 14 h 47	2527984 - 324002_Addenda 1 2016-01-05 14 h 47 - Téléchargement 2527994 - 324002_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-05 14 h 47 - Téléchargement 2527995 - 324002_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-05 14 h 47 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Ne pas recevoir

© 2003-2016 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1154102005

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Eurovia Québec Construction inc., pour des travaux de voirie dans les arrondissements de Lachine et de LaSalle. (PCPR). Dépense totale de 2 116 783,86 $ (contrat: 1 988 783,86 $ + incidences: 128 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 324002 - 12 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

SIVT - 1154102005.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Lilian ODONNAT
Préposé au budget
Tél : 514 872-2184

Co-auteur
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Brennan 1
(514) 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-10

Stéphanie MORAN
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-2813

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier - PS Brennan 1

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.05

2016/03/21
13:00

(1)

Dossier # : 1160604002

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 350 000 $ à l'Impact de Montréal (F.C.) pour un projet de restauration de l'immeuble de l'ancienne caserne Letourneux, sis au 4300, rue Notre-Dame Est et au 411, avenue Letourneux, en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier non récurrent de 350 000 $ à l'Impact de Montréal (F.C.) pour un projet de restauration de l'immeuble de l'ancienne caserne Letourneux, sis au 4300, rue Notre-Dame Est et au 411, avenue Letourneux, en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration;

2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centre.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-02-23 10:36

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1160604002**
Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 350 000 $ à l'Impact de Montréal (F.C.) pour un projet de restauration de l'immeuble de l'ancienne caserne Letourneux, sis au 4300, rue Notre-Dame Est et au 411, avenue Letourneux, en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Au début de 2015, l'Impact de Montréal F.C. (Impact), organisme à but non lucratif, a acquis du Théâtre sans fil inc. (TSF) l'immeuble de l'ancienne caserne Letourneux, sis au 4300, rue Notre-Dame Est et au 411, avenue Letourneux, dans l'arrondissement de Mercier –Hochelaga-Maisonneuve.

En 2002, la Ville avait cédé cet immeuble sans garantie au groupe du Théâtre sans fil. L'acte de donation prévoyait qu'en cas de revente, si la Ville refusait d'utiliser son droit de préemption, le TSF devait verser la somme de 360 869 $ à la Ville, équivalant au montant de l'évaluation municipale de l'immeuble à la signature de cet acte de donation.

Le 23 février 2015, le conseil municipal a adopté une résolution (CM15 0154) approuvant l'intervention de la Ville à l'acte de vente entre le TSF et l'Impact renonçant à tout droit de rétrocession et de préemption et indiquant l'obligation de l'Impact et de tout successeur d'utiliser de façon exclusive l'immeuble vendu à des fins culturelles, sportives et communautaires.

À la suite de l'acquisition de l'immeuble par l'Impact, cet OBNL a constaté que la rénovation de la tour du bâtiment nécessitait des investissements plus importants que ceux prévus.

En février 2016, l'Impact a adressé à la Ville une demande d'aide financière de 350 000 $, dans le cadre d'un montage financier de 1,1 million de dollars, en vue d'exécuter les travaux de restauration de la tour de l'ancienne caserne. Ces travaux s'ajoutent aux autres travaux de restauration de l'immeuble évalués à 1,3 million de dollars.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 0154 - 23 février 2015 - Approuver l'intervention de la Ville à un projet d'acte de vente d'un immeuble situé au 4300, rue Notre-Dame Est et au 411, avenue Letourneux, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, par Théâtre sans fil T.S.F. inc. à

Impact de Montréal F.C., afin de renoncer à l'exercice du droit de préemption en sa faveur moyennant le paiement de la somme de 360 869 $ ainsi que de la somme due à la Ville au jour de la signature de l'acte de vente pour les taxes foncières et conditionnellement à ce qu'une servitude réelle et perpétuelle soit publiée concurremment à la publication de l'acte de vente pour restreindre l'usage de l'immeuble vendu à des fins culturelles, sportives ou communautaires.

DESCRIPTION

L'acquisition de l'immeuble par l'Impact est associée à un partenariat avec l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve pour l'utilisation des terrains sportifs et du chalet du parc Champêtre, adjacents à l'ancienne caserne. La transformation de cet immeuble vise à en faire le centre d'entraînement permanent de l'Impact et de son Académie.

Deux nouveaux terrains de soccer en gazon naturel à l'usage de l'équipe seraient aménagés sur le site. Deux autres terrains de soccer, synthétiques, éclairés et avec gradins, seraient construits pour l'usage de l'arrondissement, de l'Académie de l'Impact et de ses écoles de soccer, permettant ainsi aux jeunes joueurs de l'est de Montréal de bénéficier d'installations de pointe.

Le coût du projet, comprenant la restauration de l'ancienne caserne, la transformation du chalet et la construction des quatre terrains de soccer, est estimé à 15 millions de dollars, assumés par l'Impact de Montréal F.C.

Les travaux de restauration de la tour de l'ancienne caserne ont révélé que les structures d'acier présentent des problèmes majeurs de corrosion, confirmés par des évaluations professionnelles. Ces travaux sont évalués à 1,1 million de dollars et s'ajoutent aux autres travaux de restauration initialement prévus et estimés à 1,3 million de dollars.

L'Impact demande la collaboration de la Ville afin de contribuer financièrement au coût de ces travaux supplémentaires de restauration de la tour pour une somme maximale de 350 000 $. Pour compléter le montage financier, la convention de contribution prévoit que l'organisme assure l'entière responsabilité financière pour la réalisation complète de son projet.

La Ville n'a aucune obligation légale à l'égard de l'état de l'immeuble.

L'immeuble n'a aucun statut en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel (LPC). Toutefois, il est reconnu au Plan d'urbanisme comme bâtiment d'intérêt patrimonial et architectural, hors secteur de valeur exceptionnelle, et comme immeuble significatif par l'arrondissement. Sa rénovation sera aussi assujettie aux règles d'urbanisme de l'arrondissement concernant les immeubles significatifs.

Conséquemment, l'immeuble satisfait aux critères du règlement municipal sur les subventions pour la restauration d'immeubles patrimoniaux privés. Cependant, ce règlement prescrit une subvention correspondant à 30 % du coût des travaux de restauration, pour un montant cumulatif maximal de 25 000 $. De plus, l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2015-2016 ne comporte aucune somme pour cette catégorie de bâtiments privés non protégés par la LPC. Ainsi, aucune subvention ne pourrait être versée en vertu de ce programme d'aide conjoint avec le Gouvernement du Québec.

L'aide financière de la Ville, qui représente le tiers du coût des travaux supplémentaires, sera assurée par les dépenses contingentes imprévues d'administration de la Ville.

JUSTIFICATION

La restauration de l’ancienne caserne Letourneux est rendue nécessaire pour permettre à l’Impact d’y poursuivre des activités culturelles, sportives et communautaires. Ce projet de restauration s’inscrit dans un partenariat avec l’arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve pour rendre disponibles aux jeunes joueurs de soccer de l’arrondissement et de l’est de Montréal les installations de pointe du futur centre d’entraînement de l’Impact, incluant deux terrains de soccer synthétiques.

L’ancienne caserne Letourneux, bâtiment patrimonial significatif, présente des caractéristiques architecturales et patrimoniales qui méritent d’être préservées et mises en valeur. Cet immeuble construit par l’ancienne Ville de Maisonneuve participe au rappel de l’expansion de cette municipalité à la fin du XIX^{e} siècle et au début du XX^{e} siècle avec d’autres immeubles du secteur, tels le Théâtre Denise-Pelletier, le marché Maisonneuve et le bain Maisonneuve.

La restauration de la tour de l’ancienne caserne représente des coûts supplémentaires de 1,1 million de dollars au projet de restauration de l’immeuble; elle permettra de respecter les caractéristiques originales du bâtiment. Les coûts de restauration de cette tour ne peuvent être couverts par les programmes d’aide à la restauration d’immeubles patrimoniaux.

L’aide financière de 350 000 $ demandée à la Ville de Montréal par l’Impact, OBNL enregistré, sera assurée par les dépenses contingentes imprévues d'administration de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total de ce dossier, soit 350 000 $, sera financé par le budget de fonctionnement. Une somme de 350 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration devra être virée au budget de la Direction de l'urbanisme du Service de la mise en valeur du territoire.

Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centre. Elle sera dédiée à la restauration de la tour de l'ancienne caserne Letourneux, bâtiment patrimonial significatif dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve.

Pour compléter le montage financier, l'Impact de Montréal F.C. devra assurer l'entière responsabilité financière pour la réalisation complète de son projet.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet participe à la mise en valeur d'un immeuble patrimonial significatif.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La mise en valeur de cet immeuble patrimonial s'inscrit dans un projet d'équipement de haut niveau pour l'entraînement du soccer destiné aux jeunes de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve et de l'est de Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication devra être prévue lors de l'inauguration du centre d'entraînement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Camille TROUDE)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Denis DUROCHER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvain DUCAS
Directeur - Direction de l'urbanisme

Tél : 514-872-4185
Télécop. : 514-872-0690

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-09

Sylvain DUCAS
Directeur de l'urbanisme

Tél : 514 872-4185
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain DUCAS
Directeur de l'urbanisme
Tél : 514 872-4185

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216

Approuvé le : 2016-02-09

Approuvé le : 2016-02-23

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1160604002

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Direction
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 350 000 $ à l'Impact de Montréal (F.C.) pour un projet de restauration de l'immeuble de l'ancienne caserne Letourneux, sis au 4300, rue Notre-Dame Est et au 411, avenue Letourneux, en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Convention de contribution visée - 2016-02-23.pdf

Annexe 1 - Lettre - 2016-02-19.pdf

Annexe 1 - Dépenses reliées à la restauration et réparation de la Tour de la caserne - 2016-02-19.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Denis DUROCHER
avocat

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-23

Marie-Andrée SIMARD
Notaire - Chef de division

Tél : 514-868-4130

Tél : 514-872-2363
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
23 FÉV. 2016
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE CONTRIBUTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier de la Ville, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836**;**

ci-après appelée la « Ville »

ET : **L'IMPACT DE MONTRÉAL F.C.**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), ayant sa principale place d'affaires au 4750, rue Sherbrooke Est, Montréal, Québec, H1V 3S8, agissant et représentée par monsieur Richard Legendre, vice-président, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 19 février 2016;

ci-après appelée l'« Impact »

ci-après collectivement appelés les « Parties »

ATTENDU QUE l'Impact a notamment acheté en 2014 un immeuble sis au 4300, rue Notre-Dame Est et au 411, avenue Letourneux, à Montréal, connu sous le nom de la « caserne Letourneux » pour y aménager son nouveau centre d'entraînement ;

ATTENDU QU'il s'agit d'une ancienne caserne de pompier (caserne Letourneux) construite en 1915 et qui est, aujourd'hui, reconnue comme étant un bâtiment patrimonial significatif sur le territoire de la Ville ;

ATTENDU QUE l'Impact a déposé auprès de la Ville, une demande de contribution financière, à savoir une somme maximale de trois cent cinquante mille dollars (350 000,00$), pour lui permettre de réaliser son projet de restauration de la tour de cette ancienne caserne de pompier (caserne Letourneux) (ci-après appelé le « Projet »); ledit Projet est plus amplement décrit à l'Annexe 1 de la présente convention de contribution;

ATTENDU QUE la réalisation du Projet (Annexe 1) est évaluée à un million cent mille dollars (1 100 000,00$) et que l'Impact s'engage notamment à assumer l'entière responsabilité financière pour la finalisation de son Projet;

ATTENDU QUE la Ville accepte de fournir une contribution financière à l'Impact pour lui permettre de réaliser son Projet (Annexe 1) selon les modalités et aux conditions prévues à la présente convention de contribution;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une *Politique de gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et qu'elle a remis une copie de ladite *Politique* à l'Impact;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT COMME SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans le présent protocole, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Directeur** »: le directeur de la Direction de l'urbanisme du Service de la mise en valeur du territoire de la Ville ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : En liasse, lettre datée du 19 février 2016 et document intitulé « *Dépenses reliées à la restauration et réparation de la Tour de la caserne* » préparé par Espace Construction Inc. daté du 19 février 2016.

ARTICLE 2
INTERPRÉTATION

Le préambule et l'Annexe 1 font partie intégrante de la présente convention de contribution et les dispositions de cette dernière prévalent sur toute disposition de l'Annexe 1 qui serait inconciliable avec celles-ci

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention établit les modalités et conditions de la contribution financière de la Ville pour permettre à l'Impact de réaliser son Projet, à savoir le versement d'une somme totale et maximale de trois cent cinquante mille dollars (350 000,00$).

ARTICLE 4
DURÉE

Sous réserve d'autres dispositions de la présente convention de contribution, celle-ci prend effet à la date de sa signature par les deux (2) parties et se termine lorsque toutes les obligations qui y sont prévues ont été complétées par les Parties.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 En considération du respect par l'Impact de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention de contribution, la Ville convient de verser à l'Impact une contribution financière maximale de trois cent cinquante mille dollars (350 000,00$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant; laquelle doit exclusivement être affectée à la réalisation de son Projet;

5.2 Cette contribution financière sera versée à l'Impact par la Ville dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention de contribution par les Parties;

5.3 L'Impact ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts dans le cas où le versement est effectué en retard;

5.4 Le versement effectué par la Ville ne peut être interprété comme constituant une quelconque reconnaissance que l'Impact respecte les termes, conditions et modalités prévues par la présente convention de contribution.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DE L'IMPACT

En contrepartie de la contribution financière versée par la Ville, l'Impact doit :

6.1 assumer l'entière responsabilité financière pour la réalisation complète de son Projet (Annexe 1) et notamment tous les dépassements de coûts;

6.2 réaliser avec diligence le Projet conformément à l'Annexe 1;

6.3 collaborer entièrement avec la Ville et son Directeur et utiliser la contribution financière versée par la Ville exclusivement pour la réalisation de son Projet;

6.4 respecter l'échéancier de réalisation du Projet prévu à l'Annexe 1;

6.5 fournir au Directeur, avant le début des travaux, une programmation détaillée des travaux prévus et une budgétisation des coûts à être encourus pour la réalisation de son Projet;

6.6 fournir dans les meilleurs délais au Directeur tout renseignement, document ou rapport qu'il requiert dans le cadre de la présente convention de contribution, y compris ceux qui concernent les dépenses qu'il a effectuées pour réaliser son Projet;

6.7 informer régulièrement le Directeur de la progression de la réalisation de son Projet;

6.8 obtenir l'approbation écrite du Directeur avant de procéder à toute modification significative de son Projet (Annexe 1) et, sans limiter la généralité de ce qui précède, notamment quant au contenu de ses plans et devis, de son échéancier de réalisation ou son budget;

6.9 informer sans délai et par écrit le Directeur de tout retard ou problème lié à la réalisation de son Projet (Annexe 1) y compris toute situation pouvant compromettre sa réalisation;

6.10 mettre en évidence la contribution financière de la Ville dans la réalisation ~~du~~ de son Projet dans ses écrits, programmes, publications et annonces, sur tout support de communication utilisé, sous réserve de l'approbation préalable et écrite du texte par le Directeur;

6.11 payer directement aux organismes qui les imposent tous les impôts, taxes, permis et droit exigés en raison de la réalisation de son Projet;

6.12 tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de la présente convention de contribution; prendre fait et cause pour la Ville dans toutes réclamations ou poursuites contre elle et l'indemniser de tous jugements et de toutes condamnations qui pourraient être prononcés contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

6.13 remettre à la Ville un bilan du Projet et un compte rendu financier, avec pièces justificatives à l'appui, dans les trois (3) mois suivant la réalisation de son Projet;

6.14 tenir, aux fins de la présente convention de contribution, des comptes et des registres appropriés à l'égard des sommes versées par la Ville de façon à lui assurer une reddition de comptes constante, détaillée et transparente;

6.15 tenir une comptabilité adéquate et exacte des revenus de toutes sources et des dépenses relatives à la réalisation de son Projet;

6.16 permettre au Directeur de vérifier, en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, sur avis écrit préalable de vingt-quatre (24) heures, ses livres et documents comptables et lui remettre, sur simple demande, copie des pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution et du respect de la présente convention de contribution;

6.17 présenter les prévisions budgétaires actualisées pour la réalisation de son Projet au Directeur, et ce, dès qu'elles sont disponibles;

6.18 conserver les pièces justificatives originales et les registres afférents pour une période d'au moins sept (7) ans après la date de la fin de la réalisation de son Projet;

6.19 rembourser à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet, toute portion non utilisée de la contribution financière telle qu'elle pourra être déterminée par le Directeur après examen des pièces justificatives;

6.20 conserver, pendant toute la durée de la présente convention, son statut d'organisme à but non lucratif et, le cas échéant, aviser par écrit au Directeur de tout changement audit statut au plus tard dans les trois (3) jours ouvrables dudit changement;

6.21 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000,00$) et plus, transmettre, pour chaque année de la présente convention, au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal (Québec) H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes,* et transmettre pour chaque année de la présente convention de contribution, au Directeur, une copie desdits états financiers vérifiés le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

6.22 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000,00$) et plus, et dans la mesure où le Directeur en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil* municipal, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention de contribution.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS, GARANTIES ET DÉFAUT

7.1 L'Impact déclare et garantit qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention de contribution et d'en exécuter toutes et chacune des obligations.

7.2 L'Impact reconnaît que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention de contribution constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé la présente convention de contribution et le défaut par l'Impact de respecter l'une quelconque de ces conditions permettra à la Ville de résilier la présente convention de contribution sur simple avis écrit, sans que l'Impact ne puisse réclamer aucune indemnité ou compensation. Dans un tel cas, toute somme versée par la Ville à l'Impact à titre de contribution financière, devra lui être remise dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet.

7.3 Aux fins de la présente convention de contribution, l'Impact est réputé en défaut :

7.3.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Impact pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.3.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.3.3 si dans un délai de dix (10) jours suivant la réception d'un avis écrit du Directeur, il n'a pas remédié au défaut d'exécuter l'une ou l'autre de ses obligations aux termes de la présente convention de contribution;

7.3.4 s'il a fait une fausse déclaration ou a commis une fraude en rapport avec la présente convention de contribution;

7.3.5 s'il perd son statut d'organisme à but non lucratif.

7.4 Dans les cas mentionnés aux sous-paragraphes 7.3.1 et 7.3.4, la Ville peut, à son entière discrétion, résilier la présente convention de contribution sans préjudice quant à ses droits et recours. Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.3.3, si malgré l'avis du Directeur, l'Impact refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville peut résilier la présente convention de contribution, à son entière discrétion. Si la présente convention de contribution est résiliée en vertu du présent paragraphe, l'Impact renonce expressément à toute réclamation, poursuite de quelque nature ou recours en dommages ou en indemnité quelconque à l'encontre de la Ville et toute contribution financière non versée

cesse alors d'être due, le cas échéant et la Ville se réserve le droit de réclamer en tout ou en partie les sommes déjà versées.

7.5 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.3.2 et 7.3.5, la présente convention de contribution est résiliée de plein droit dès la survenance de tel événement et l'Impact renonce expressément à toute réclamation, poursuite de quelque nature ou recours en dommages ou en indemnité quelconque à l'encontre de la Ville et toute contribution financière non versée cesse alors d'être due, le cas échéant, et la Ville se réserve le droit de réclamer en tout ou en partie les sommes déjà versées.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à son entière discrétion, par un avis écrit de dix (10) jours, résilier la présente convention de contribution.

8.2 Dans un tel cas, toute contribution financière non versée cesse alors d'être due, le cas échéant, et l'Impact doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la contribution financière qu'elle lui a versée. De plus, la Ville se réserve le droit de réclamer en tout ou en partie les sommes déjà versées qui n'ont pas encore été engagées par l'Impact aux fins de son Projet.

8.3 En cas de résiliation de la présente convention de contribution en vertu du présent article 8 (Résiliation), l'Impact renonce expressément à toute réclamation, poursuite de quelque nature ou recours en dommages ou en indemnité quelconque à l'encontre de la Ville en raison de l'exercice de ce droit à la résiliation.

ARTICLE 9
RELATION CONTRACTUELLE

L'Impact n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de quelconque façon.

ARTICLE 10
AVIS

10.1 Tous documents, avis, approbation ou consentement qu'une partie doit donner à l'autre en vertu de la présente convention de contribution doivent être expédiés sous pli recommandé, messager, télécopie ou courriel à l'adresse prévue ci-après :

POUR LA VILLE :

Ville de Montréal

À l'attention de M. Sylvain Ducas, directeur de l'urbanisme
Service de la mise en valeur du territoire

303, rue Notre-Dame Est, 5e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
Tél : 514-872-4185

Courriel :
sducas@ville.montreal.qc.ca

POUR L'IMPACT :

Impact de Montréal F.C.

À l'attention de M. Richard Legendre, vice-président

4750, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1V 3S8
Téléphone : 514-328-3668

Courriel :
richard.legendre@impactmontréal.com

10.2 Tout changement d'adresse de l'une ou l'autre des Parties doit faire l'objet d'un avis écrit à l'autre Partie, et ce, dans un délai de cinq (5) jours dudit changement.

10.3 Tout avis est réputé reçu si envoyé par courrier recommandé ou livré en main propre, sur preuve documentée de sa réception, si envoyé par télécopieur, avec reçu électronique, sur réception, lorsque correctement adressé.

ARTICLE 11
DISPOSITIONS FINALES

11.1 ÉLECTION DE DOMICILE

Aux fins de la présente convention de contribution, chaque Partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention de contribution ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre Partie conformément à l'article 10 (Avis).

11.2 CESSION

La présente convention de contribution lie les Parties de même que leurs ayants droit respectifs, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des Parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre Partie.

11.3 MODIFICATION

Aucune modification aux termes de la présente convention de contribution n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des Parties.

11.4 VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention de contribution jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.5 LOIS APPLICABLES

La présente convention de contribution est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

11.6 ABENSENCE DE RENONCIATION

Le silence de la Ville ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION DE CONTRIBUTION EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 2016

L'IMPACT DE MONTRÉAL F.C.

Par : _____
Richard Legendre, vice-président

Cette convention a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de 2016 (résolution).

IMPACT DE MONTRÉAL | STADE SAPUTO
4750, rue Sherbrooke Est
Montréal, (Québec) H1V 3S8
T 514 328-3668
F 514 328-1287
impactmontreal.com



Le 19 février 2016

Par courriel et par service de messagerie

Monsieur Denis Coderre,
Maire de la Ville de Montréal
Hôtel de Ville
275, rue Notre-Dame Est, bureau 1.113
Montréal, Québec H2Y 1C6

Monsieur le Maire,

Comme vous le savez, nous sommes à procéder, depuis février 2015, à d'importants travaux de restauration, de transformation et d'agrandissement de la Caserne Letourneux et à apporter des améliorations majeures aux terrains sportifs (soccer) du Parc Champêtre de l'Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve.

Ces travaux d'un coût total de 15M$, initialement évalués à 10M$, nous permettront de doter l'Impact de Montréal et son Académie d'un Centre d'entraînement de très grande qualité, tout en améliorant considérablement l'offre de terrains de soccer pour les jeunes, notamment de l'Est de Montréal. Tel que nous vous l'avions mentionné dès janvier 2014, nous avons décidé d'aller de l'avant avec ce projet en faisant l'acquisition de la Caserne Letourneux des mains du Théâtre Sans Fil et en assumant 100% des coûts d'achat et de transformation de l'ensemble du Complexe, soit la Caserne et son nouvel agrandissement, le Chalet du Parc et les quatre (4) terrains sportifs.

La Caserne Letourneux a eu 100 ans le 21 octobre 2015 et constitue un édifice d'une valeur patrimoniale exceptionnelle. Cependant, le temps a fait son œuvre et les coûts totaux de restauration, de réparation et de réhabilitation, incluant la Tour, initialement évalués à 1,3M$ sont maintenant estimés par notre gestionnaire de projet Espace Construction inc. à 2,4M$, en raison, entre autres, de mauvaises surprises découvertes lorsqu'on a commencé les travaux de restauration de la Tour de la Caserne. Vous trouverez ci-joint la ventilation des coûts encourus et estimés pour la restauration de la Tour.

IMPACT DE MONTRÉAL | STADE SAPUTO
4750, rue Sherbrooke Est
Montréal, (Québec) H1V 3S8
T 514 328-3668
F 514 328-1287
impactmontreal.com

En effet, en faisant les premiers travaux sur la Tour, nous avons malheureusement constaté un problème majeur de corrosion. Ce problème ne pouvait être identifié en dépit des inspections faites avant le début des travaux car seules des opérations majeures d'ouverture des murs pouvaient nous permettre de découvrir le problème. Il est important de préciser ici que le maintien de la Tour de la Caserne est exclusivement à des fins de conservation et de restauration de cet édifice à valeur patrimoniale exceptionnelle.

Face à ces coûts de restauration additionnels et imprévus de 1,1M$, nous ne croyons pas que nous devrions être les seuls, comme organisme à but non lucratif qui assurons déjà la totalité des coûts du projet (plus de 15M$), à assumer ces coûts additionnels, alors que ce projet servira grandement l'intérêt public, d'une part, en assurant la survie d'un édifice patrimonial et, d'autre part, en permettant une plus grande utilisation publique du nouveau complexe sportif complètement transformé et amélioré.

C'est pourquoi nous avons décidé de solliciter la Ville de Montréal et d'autres partenaires, à la hauteur de 350 000 $ par partenaire, pour partager les coûts additionnels et imprévus de restauration de la Tour de 1,1M$. Comme promoteur du projet, nous nous engageons par ailleurs à assumer un minimum de 350 000 $ sur ces coûts additionnels de 1,1M$ ainsi qu'à compléter les travaux de restauration d'ici la fin du printemps 2016, peu importe que nous trouvions d'autres partenaires ou non.

Nous espérons vivement que, compte tenu des enjeux public et patrimonial importants pour la population montréalaise, notamment, celle de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, la Ville de Montréal pourra nous venir en aide.

Ce projet en sera un dont tous les Montréalais pourront être fiers et ce, pour longtemps.

En souhaitant une réponse favorable de votre part, veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de nos sentiments distingués.

Joey Saputo, Président
Impact de Montréal et Académie de l'Impact de Montréal

Centre d'entraînement de l'Impact de Montréal et de son Académie

411 rue Létourneux, Montréal, Québed — Projet 14-0091

Dépenses reliées à la restauration et réparation de la Tour de la caserne — Date 2016-02-19

Travaux exécutés

Description	Sous-traitant		Total
Réparation des corniches et moulures de bois + réfection de la toiture - tour	Mannco,Multiform		$32,081.33
Réfection / reconstruction toiture en cuivre étamé- tour	Mtl Nord		$43,275.00
Nettoyage de la brique blanche dans la tour	Étoile		$11,000.00
Réparation de la brique blanche dans la tour (maçonnerie)	T & M		$6,349.30
Expertise en restauration (professionel) - validation des travaux dans la tour	Technipierre		$20,120.00
Restauration de la pierre et structure - travaux dans la tour - **voir détails ici bas**	Tomassini		$383,805.80
Imperméabilisation et calfeutrage - fenêtre dans la tour	Action Calfeutrage		$5,280.00
Imperméabilisation et calfeutrage - divers matériaux	Givesco		$7,318.91
Sous total			**$509,230.34**
Frais généraux - 10%		10%	$50,923.03
Honoraires du gérant de construction - 5%		5%	$25,461.52
Grand total			**$585,614.89**

Travaux en cour ou à venir

Restauration d'une escaliers en fonte et remplacement de l'autre	À venir		$80,000.00
Restauration de la pierre et structure - travaux dans la tour - **voir détails ici bas**	Tomassini, Sim-Com		$255,532.20
Conditions d'hivers pour restauration de la tour	À venir		$50,000.00
Diverses réparations intérieurs de la tour	À venir		$25,000.00
Réhabilitation des escalier en marbre intérieures	Marbre Maestro		$19,140.00
Sous total			**$429,672.20**
Frais généraux - 10%		10%	$42,967.22
Honoraires du gérant de construction - 5%		5%	$21,483.61
Grand total			**$494,123.03**

TOTAL ESPACE **$1,079,737.92**

Travaux exécutés ou frais encourus directement par CEIM

Honoraires professionels architectural	ZZA	$6,250.00
Honoraires professionels strutural	NCK	$20,875.00
Honoraires professionels M & E	CBA	$5,000.00
Sous total		**$32,125.00**

GRAND TOTAL **$1,111,862.92**

Description détaillée supplémentaire - travaux de maçonnerie et structure dans la tour

- Travaux exploratoires par caméra
- Érection d'un échafaudage complet au pourtour de la tour
- Travaux exploratoires – enlèvement de certaines pierres à certains endroits critiques
- Installation de renfort de l'échafaudage pour accommoder des toiles pour conditions d'hiver
- Installation de renfort de l'échafaudage pour temporairement supporter les corniches de pierre
- Enlèvement et réinstallation de la pierre dans le bas de la tour sur 3' de haut sur deux côtés pour accéder à la structure d'acier
- Nettoyage et renfort de la structure d'acier dans le bas de la tour par sections de 3'
- Enlèvement et réinstallation des corniches de pierre dans le haut de la tour (en section) pour accéder à la structure et redresser
- Nettoyage et renfort de la structure d'acier dans le haut de tour (en section)
- Ajout d'éléments structuraux pour stabiliser la pierre à long terme
- Réfection de tous les joints dans la pierre de la tour pour éliminer l'infiltration d'eau

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1160604002

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Direction
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 350 000 $ à l'Impact de Montréal (F.C.) pour un projet de restauration de l'immeuble de l'ancienne caserne Letourneux, sis au 4300, rue Notre-Dame Est et au 411, avenue Letourneux, en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1160604002 Impact de Montréal.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Camille TROUDE
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-5676

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-11

Yves COURCHESNE
Directeur de service - finances et trésorier
Tél : 514 872-6630
Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.06

2016/03/21
13:00

(1)

Dossier # : 1161197003

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction associée Cinéma-Festivals-Événements , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 30 000$ par année pour les années 2016 et 2017 à l'Association des galeries d'art contemporain pour la réalisation de la Foire Papier dans le cadre de l'enveloppe dédiée aux marchés et vitrines créatifs et culturels financé par l'Entente Montréal 2025 avec le gouvernement du Québec et approuver le projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :

1- d'accorder un soutien financier de 30 000$ par année pour les années 2016 et 2017 à l'Association des galeries d'art contemporain pour la réalisation de la Foire Papier dans le cadre de l'enveloppe dédiée aux marchés et vitrines créatifs et culturels financé par l'Entente Montréal 2025 avec le gouvernement du Québec;
2- d'approuver le projet de convention à cette fin.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-02-22 11:17

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1161197003**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction associée Cinéma-Festivals-Événements , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 30 000$ par année pour les années 2016 et 2017 à l'Association des galeries d'art contemporain pour la réalisation de la Foire Papier dans le cadre de l'enveloppe dédiée aux marchés et vitrines créatifs et culturels financé par l'Entente Montréal 2025 avec le gouvernement du Québec et approuver le projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Le 3 février 2016, le comité exécutif de la Ville de Montréal approuvait la conclusion d'ententes de soutien financier pour les années 2016 et 2017, pour les festivals et événements suivants : Festival international de jazz de Montréal; Festival Juste pour rire; Montréal complètement cirque; Montréal en lumière; FrancoFolies de Montréal; Festival TransAmériques; Festival du nouveau cinéma; Rendez-vous du cinéma québécois; Féria du vélo; Festival Mode & Design Montréal; Festival international Nuits d'Afrique; Festival Fantasia; Volet marchés et vitrines culturels et créatifs.
L'enveloppe accordée est de 430 000$ pour le soutien au volet Marchés et vitrines culturels et créatifs pour les années 2016 et 2017.

Trois ans plus tôt, le 20 février 2013, le comité exécutif de la Ville de Montréal approuvait les orientations en matière de soutien financier des festivals et événements majeurs montréalais pour les années 2013 et 2014 et il approuvait également l'instauration d'un nouveau volet visant à apporter un soutien financier à des marchés et vitrines culturels et créatifs qui contribuent fortement au rayonnement de Montréal, à la mise en valeur et à l'exportation de nos produits et expertises culturels et créatifs aux plans national et international.

Ainsi, dès 2013, le comité exécutif de la Ville de Montréal approuvait le soutien financier à sept organismes pour la réalisation de marchés et vitrines culturels et créatifs pour l'année 2013 et 9 projets en 2014. En 2015, ce fut 8 projets qui ont été soutenus :Alliance numérique du Québec, Association des galeries d'art contemporain - AGAC, Association nationale des éditeurs de livres - ANEL, Conférence internationale des arts de la scène - CINARS, Festival Montréal Mundial, M pour Montréal, Mondial des Jeux, La danse sur les routes du Québec.

Ce sommaire-ci présente, pour approbation, une convention recommandée dans le cadre du soutien aux marchés et aux vitrines culturels et créatifs pour l'événement se tenant au printemps 2016 et 2017. Ultérieurement, un autre sommaire sera présenté au comité exécutif pour les événements à venir plus tard en 2016.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE16 0179 - 3 février 2016 - Approuver un montant de 7 900 000 $ alloué à cette fin dans le cadre de l'Entente de 175 M$ pour soutenir la stratégie Imaginer-Réaliser Montréal 2025; approuver la bonification pour le Volet marchés et vitrines culturels et créatifs conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.
CE15 0262 - 18 février 2015 - Approuver les orientations relatives au soutien financier des festivals et événements majeurs à Montréal pour l'année 2015 et approuver le montant de 3 635 000 $ alloué à cette fin dans le cadre de l'entente de 175 M$ pour soutenir Imaginer-Réaliser Montréal 2025.

CE14 1131 - 30 juillet 2014 - Accorder un soutien financier totalisant 125 000 $ à six organismes pour la réalisation de marchés et vitrines créatifs et culturels en 2014

CE14 0441 - 26 mars 2014 - Accorder un soutien financier totalisant la somme de 45 000 $ à trois organismes pour la réalisation de marchés et vitrines créatifs et culturels en 2014 et approuver les trois projets de conventions à cette fin.

CE13 1485 - 18 septembre 2013 - Accorder un soutien financier totalisant la somme de 130 000 $, à 7 organismes montréalais, pour la période 2013 et approuver les sept projets de convention à cette fin.

CM13 0825 - 26 août 2013 - Approuver le Guide de référence du Fonds de soutien aux marchés et vitrines culturels et créatifs (Phase de démarrage : 2013-2014).

CE13 0191 - 20 février 2013 - Approuver les orientations en matière de soutien financier des festivals et événements majeurs à Montréal pour les années 2013 et 2014, et ajuster les budgets en conséquence.

DESCRIPTION

La convention à intervenir entre la Ville et l'organisme, Association des galerie d'art contemporain, a été établie en vertu de l'*Entente sur l'aide financière de 175 M$ pour soutenir la stratégie Imaginer-Réaliser Montréal 2025* . Le texte de la convention a été rédigé conformément à la convention type de la Ville de Montréal pour les projets financés à même *l'Entente* . Il s'agit maintenant de les faire approuver officiellement par les instances décisionnelles.
La contribution va servir à soutenir l'organisme et le secteur d'activité suivant :

- Association des galeries d'art contemporain de Montréal (AGAC) pour la réalisation de Foire Papier : arts visuels

JUSTIFICATION

Les marchés et vitrines culturels et créatifs mettent en évidence l'expertise et le talent montréalais dans les secteurs suivants : le cinéma et la production audiovisuelle, l'édition, les arts de la scène, la musique, les arts visuels et les métiers d'art, les jeux vidéo, les arts numériques et la créativité numérique.
Les marchés et vitrines culturels et créatifs favorisent le positionnement de Montréal à titre de plaque tournante des marchés culturels et créatifs nationaux et internationaux. Ils améliorent la visibilité de nos industries culturelles, tant sur le plan national qu'international et contribuent à la consolidation des entreprises culturelles qui démontrent un potentiel significatif. Ils favorisent les activités de maillage entre entreprises et permettent la production et la circulation d'une plus grande diversité d'oeuvres au Québec et à l'étranger.

L'Association des galeries d'art contemporain (AGAC) présente du 21 au 24 avril sa *Foire*

Papier 16 et présentera du 20 au 23 avril 2017, Foire Papier 17. Ce marché permet à plus de 500 artistes et 40 galeries d'exposer et de vendre des oeuvres et d'effectuer du développement d'affaires avec des galeristes, conservateurs et acheteurs corporatifs nationaux et internationaux.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite à ce dossier, il y a lieu d'autoriser un soutien financier de 30 000 $ par année pour les années 2016 et 2017 dans le cadre de Marchés et vitrines culturels et créatifs. Les crédits nécessaires sont prévus au chapitre des dépenses communes et sont entièrement financés par l'entente de 175 M$ du Gouvernement du Québec pour soutenir la stratégie Imaginer-Réaliser Montréal 2025. Le coût de réalisation du projet Foire Papier en 2016 est estimé à 410 392$.

Organisme	Événement	2016	2017
Association des galeries d'art contemporain (AGAC)	Foire Papier	30 000 $	30 000 $

Compte tenu des marchés et des vitrines culturels et créatifs existants en développement qui se tiennent en 2016 et en 2017, nous recommandons de contribuer une somme totale de 60 000 $ sur les fonds disponibles de 430 000 $. La balance de l'enveloppe, soit 370 000 $, fera l'objet d'autres dossiers décisionnels pour les projets à venir ultérieurement en 2016 et en 2017

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'entente signée entre le Gouvernement du Québec (MAMOT) et la Ville de Montréal stipule clairement que les projets financés sur la base de l'entente intervenue dans le cadre de la stratégie *Imaginer - Réaliser Montréal 2025* , devront générer des retombées économiques, sociales, culturelles et environnementales. Ces retombées doivent s'articuler selon les principes et critères reconnus du développement durable. Tous les festivals et événements répertoriés ici devront donc montrer des résultats probants à cet égard et les conventions à être signées seront explicites à cet effet.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les impacts majeurs sont les suivants :

- positionner et renforcer Montréal comme métropole culturelle;
- contribuer au rayonnement national et international de la métropole;
- soutenir le développement et la promotion des industries culturelles et créatives montréalaises;
- stimuler l'exportation internationale de nos produits culturels, de nos artistes, de notre créativité et de notre expertise;
- générer des retombées culturelles et économiques importantes pour les différentes industries visées.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité fait partie intégrante de la convention type et doit être appliqué par les organismes.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conclure les conventions requises avec chacun des organismes concernés.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale (Roger VERREAULT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Diane RÉGIMBALD
Conseillère en planification

Tél : 514-872-1210
Télécop. : 514 872-1153

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-16

Daniel BISSONNETTE
Directeur - cinéma festivals et événements

Tél : 514-872-2884
Télécop. : 514 872-3409

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Jean-Robert CHOQUET
Directeur
Tél : 514 872-4600
Approuvé le : 2016-02-22

CONVENTION

Contribution à un organisme pour un programme d'activités ou un budget de fonctionnement (Protocole d'entente de 175 M$ avec le MAMOT)

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Colette Fraser, greffière adjointe, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **ASSOCIATION DES GALERIES D'ART CONTEMPORAIN**, personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est le 372, rue Sainte-Catherine Ouest, local 318, Montréal, Québec, H3B 1A2, agissant et représentée par madame Julie Lacroix, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée à une réunion de son conseil d'administration tenue le 27 mai 2015, dont un extrait est annexé aux présentes pour en attester;

N° d'inscription TPS : 130622301
N° d'inscription TVQ : 1006432669TQ0002
N° d'inscription d'organisme de charité : 1006432669OC0001

Ci-après appelée l' « **ORGANISME** »

ATTENDU QUE les fonds nécessaires au support financier octroyé à l'Organisme en vertu de la présente convention proviennent en partie du Protocole d'entente intervenu entre la Ville et le ministre des Affaires municipales, le 4 juillet 2012, (le « Protocole »);

ATTENDU QUE le Protocole établit les modalités de l'octroi par le ministre des Affaires municipales à la Ville d'une aide financière en vue de lui permettre de réaliser, selon son choix, des projets qui s'inscrivent dans les cinq (5) axes identifiés dans la stratégie de développement *Imaginer-Réaliser Montréal 2025* et qui respectent les objectifs de développement de la Ville, tels que précisés dans ses politiques, stratégies et plans;

ATTENDU QUE le Décret 990-2012, pris par le gouvernement du Québec le 31 octobre 2012, confère au ministre responsable de la Région de Montréal (le « Ministre ») la responsabilité de l'application de la section IV.5 de la *Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire*, ainsi que celle des effectifs et des crédits afférents à ces fonctions;

ATTENDU QUE le Protocole entend maximiser les retombées économiques, sociales, culturelles et environnementales des projets soutenus ainsi que susciter notamment des investissements privés;

ATTENDU QUE le Projet qu'entend réaliser l'Organisme s'inscrit dans un de ces cinq (5) axes du Protocole;

ATTENDU QUE la Ville souhaite soutenir l'Organisme dans la mise en œuvre de son Projet;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme peut recevoir des contributions de différents ministères autres que la subvention provenant du Ministre;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

1.1	« **Annexe 1** » :	le document intitulé « Description du Projet »;
1.2	« **Annexe 2** » :	liste des dépenses non admissibles dans le cadre du Projet;
1.3	« **Annexe 3** » :	le document intitulé « Communications »;
1.4	« **Annexe 4** » :	le document intitulé « Exigences relatives au dépôt du projet détaillé ou de la mise à jour des projets se réalisant sur plus d'une année »;
1.5	« **Directeur** » :	le Directeur du Service de la culture de la Ville de Montréal;
1.6	« **Projet** » :	le Projet décrit à l'Annexe 1.

Le préambule et les Annexes 1, 2, 3 et 4 font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui de l'Annexe 1.

ARTICLE 2
OBJET

La présente convention établit les modalités et conditions du versement de la contribution financière de la Ville à l'Organisme.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 Sous réserve des dispositions de l'article 12 des présentes, en considération du respect par l'Organisme de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention et conditionnellement à la disponibilité des crédits en provenance du Ministre, couvrant toute la durée de l'entente, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de soixante milles dollars (60 000$), incluant, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.).

3.2 La somme prévue au paragraphe 3.1 est versée à l'Organisme comme suit :

Pour l'année 2016 :

3.2.1 une somme de trente milles dollars (30 000 $) dans les trente (30) jours suivant la signature de la présente convention.

Pour l'année 2017 :

3.2.2 une somme de trente milles dollars (30 000 $) dans les trente (30) jours au plus tard le 1er mars 2017.

3.3 La Ville peut suspendre tout versement si l'Organisme est en défaut d'exécuter en tout ou en partie ses obligations.

3.4 La Ville peut suspendre tout versement si l'Organisme ne démontre pas, à la satisfaction du Directeur, que le financement global du Projet est assuré.

3.5 La Ville se réserve le droit de diminuer sa contribution financière si le coût du Projet est inférieur à celui présenté pour l'obtention de cette contribution.

3.6 L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

3.7 La Ville se réserve le droit de suspendre ou de diminuer sa contribution financière si l'Organisme doit des sommes à la Ville.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 utiliser la contribution financière de la Ville aux seules fins de réaliser le Projet décrit à l'Annexe 1, étant entendu que les sommes versées ne peuvent être employées pour défrayer les coûts indiqués à l'Annexe 2;

4.2 transmettre au Directeur, pour approbation, une description détaillée des activités du Projet, au plus tard le 1er février 2016 et, lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Directeur, au plus tard le 1er décembre 2016 de chaque année subséquente de la convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée des activités, selon les directives prévues à l'Annexe 4;

4.3 transmettre au Directeur pour approbation, et ce, dans les plus brefs délais, toute modification au Projet, à sa programmation, à ses échéanciers ou à tout autre élément qui contribue à le définir, pouvant intervenir après la signature de cette convention ou l'approbation par le Directeur prévue à l'article 4.2;

4.4 réaliser le Projet selon le calendrier convenu;

4.5 transmettre au Directeur, au plus tard trois mois après la tenue de l'événement, un bilan faisant état des réalisations du Projet pour l'année écoulée ;

Ce bilan doit comprendre notamment, un rapport d'activités, ainsi que les bénéfices ou retombées obtenus en regard avec les catégories et les indicateurs suivants. Indiquer les bénéfices ou retombées obtenus en regard des indicateurs suivants et les améliorations constatées par rapport aux bénéfices et retombées obtenus au cours de l'année précédente, si applicable :

- Impacts économiques et d'affaires (retombées directes et indirectes, ventes brutes, emplois et opportunités d'affaires générés, impacts sur le marché, réseautage, développement de propriété intellectuelle, etc.);

- Culture (mise en évidence de nos créateurs et talents, accroissement de la diffusion artistique pour la culture d'ici et d'ailleurs, développement de l'ensemble des secteurs culturels, émergence de nouveaux courants, place pour la relève, etc.);

- Création (nouveaux contenus et nouvelles approches artistiques);

- Rayonnement de l'événement et de Montréal (tout indicateur qui démontre une reconnaissance et une visibilité hors Québec);

- Collaboration et synergie (collaboration avec d'autres organismes et marchés et/ou vitrines, nombre de partenaires, bénéfices liés à un regroupement et à des activités communes ou regroupées, etc.);

- Tourisme (nombre de visiteurs régionaux, nationaux et internationaux et nombre de nuitées, etc.);
- Impact médiatique (mentions dans les médias locaux et étrangers);
- Environnement et développement durable (pratiques et résultats spécifiques à cet effet);
- l'Organisme peut indiquer toute autre retombée qu'il juge bénéfique pour Montréal et la pour Ville.

4.6 transmettre au Directeur, au plus tard trois mois après la tenue de l'événement, un bilan de la visibilité accordée au Projet conformément aux dispositions prévues à l'article 2.6 de l'Annexe 3;

4.7 transmettre au Directeur, au plus tard le 1er février de chaque année les prévisions budgétaires du projet pour l'année suivante lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année; ces prévisions doivent faire état de toutes les subventions obtenues;

4.8 informer le Directeur, dans les plus brefs délais, en cours d'année, de toute nouvelle subvention reçue d'un ministère ou d'une agence du gouvernement du Québec dans le cadre de la réalisation de la présente convention et l'aviser de toute nouvelle demande de subvention faite par l'Organisme dans le cours de celle-ci;

4.9 obtenir, le cas échéant, tous les permis et autorisations requis en vertu des lois et règlements en vigueur;

4.10 assumer tous les coûts de réalisation du Projet et le financement de tout dépassement des coûts requis pour la réalisation de celui-ci, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 3.1;

4.11 tenir des comptes et des registres appropriés, précis et exacts, à l'égard des travaux réalisés et rendre accessibles au Directeur et au Ministre, durant les heures normales de bureau, après un avis écrit de vingt-quatre (24) heures, tous les livres comptables et registres se rapportant à ces travaux. L'Organisme collabore avec le Directeur et le Ministre et leur laisse prendre, gratuitement, des photocopies des documents que ceux-ci demandent. Les pièces justificatives originales et les registres afférents à ces travaux devront être conservés par l'Organisme pour une période d'au moins trois (3) ans après la date de la fin du Projet;

4.12 transmettre au Directeur, pour chaque année de la présente convention, des états financiers accompagnés d'un rapport de mission d'examen, au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier, comportant le nom de ses partenaires et de toutes les contributions financières confirmées ou reçues, incluant une ventilation par ministère pour les contributions publiques, et une ventilation détaillée des dépenses identifiant notamment les dépenses

non admissibles indiqués à l'annexe 2; si les revenus et dépenses du Projet ne sont pas présentés distinctement des autres activités de l'Organisme dans ses états financiers, transmettre, au lieu des états financiers, un état des revenus et dépenses accompagné d'un rapport de mission d'examen du Projet avec les ventilations énoncées dans le présent article;

4.13 prendre fait et cause pour la Ville dans toutes réclamations ou poursuites intentées contre elle résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de la présente convention et à l'indemniser de tous jugements et de toutes condamnations qui pourraient être prononcés contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.14 constituer, à la demande du Directeur, un comité de suivi du Projet, composé d'au moins un représentant de l'Organisme et du Directeur, qui peuvent s'adjoindre, au besoin, d'autres collaborateurs;

4.15 convoquer, dans l'éventualité de la constitution d'un comité de suivi, le Comité au moins deux fois par année et obtenir de celui-ci son avis et ses recommandations sur les propositions de l'Organisme relatives à l'élaboration de chacun des éléments et des étapes majeures de réalisation du programme;

4.16 transmettre au Directeur les procès-verbaux des réunions du Comité de suivi dans le mois suivant la tenue d'une réunion ainsi que toute information que ce dernier peut requérir quant au contenu des rapports qui doivent lui être remis par l'Organisme;

4.17 transmettre au Directeur tout document ou rapport requis en vertu de la présente convention sous forme électronique et sous forme papier;

4.18 transmettre sans délai au Directeur, lorsqu'il en fait la demande par écrit, toute information en lien avec la présente convention;

4.19 conserver son statut d'organisme à but non lucratif pendant toute la durée de la convention.

ARTICLE 5
COMMUNICATION

5.1 L'Organisme doit faire état de la participation financière de la Ville et de celle du Ministre, conformément aux dispositions concernant la visibilité contenues dans l'Annexe 3, dans toute publicité, affichage ou document d'information relatif à l'objet de la présente convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le Ministre par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Directeur et par le Ministre avant diffusion.

5.2 L'Organisme doit associer la Ville, le Ministre et le Secrétariat à la Région de Montréal (le « Secrétariat ») aux différents événements de reconnaissance soulignant l'excellence du Projet.

ARTICLE 6
DÉFAUT

6.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

6.1.1 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours de la réception d'un avis du Directeur l'enjoignant de remédier à son défaut;

6.1.2 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

6.1.3 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

6.1.4 s'il perd son statut d'organisme à but non lucratif;

6.1.5 s'il a fait une fausse déclaration ou commis une fraude en regard de la présente convention.

6.2 Dans les cas mentionnés aux articles 6.1.1 et 6.1.2, la Ville peut, à son entière discrétion, résilier la convention sur simple avis écrit. Toute contribution financière non versée cesse alors d'être due à l'Organisme et celui-ci doit rembourser à la Ville, au choix de celle-ci, tout ou partie de la contribution financière qui lui a été versée dans les cinq (5) jours suivant une demande à cet effet.

6.3 Dans les cas mentionnés à l'article 6.1.3, 6.1.4 et 6.1.5, la convention est résiliée de plein droit dès la survenance de tel événement ou la connaissance de celui-ci et l'article 6.2 s'applique en faisant les adaptations nécessaires.

6.4 La Ville peut suspendre tout versement de l'aide en cas de défaut de l'Organisme. Ce dernier renonce de plus à tout recours à l'encontre de la Ville du fait de la résiliation de la convention, quel qu'en soit le motif.

ARTICLE 7
DÉCLARATION ET GARANTIES

7.1 L'Organisme déclare et garantit qu'il a le pouvoir et l'autorité de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de la présente convention.

7.2 L'Organisme reconnaît que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu du présent protocole constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celui-ci, et le défaut par l'Organisme de respecter l'une quelconque de ces conditions permettra à la Ville de résilier ce

protocole sur simple avis écrit, sans que l'Organisme ne puisse réclamer aucune indemnité ou compensation. Dans un tel cas, toute somme versée par la Ville à l'Organisme à titre de participation financière devra, le cas échéant, lui être remise dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet.

ARTICLE 8
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties et se termine, sous réserve de l'article 6 (défaut), lorsque chaque partie a rempli ses obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2017.

ARTICLE 9
DÉONTOLOGIE

9.1 L'Organisme doit, dans la réalisation du Projet, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

9.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 Dans le cas où l'organisme occupe le domaine public dans le cadre des activités décrites à l'annexe 1, l'organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, une police d'assurance-responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels cinq millions de dollars (5 000 000,00 $), par accident ou événement et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.2 L'Organisme doit remettre, à la signature de la présente convention, un certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 10.1 et remettre, à chaque année, au Directeur, le certificat de renouvellement de la police et de son avenant, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
CONDITIONS GÉNÉRALES

11.1 Élection de domicile

Les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la présente convention. Cependant, une partie pourra aviser l'autre d'une autre adresse dans le district judiciaire de Montréal à laquelle tout avis subséquent devra lui être envoyé.

11.2 Avis

Tout avis qu'une partie doit donner à l'autre en vertu de la présente convention doit être expédié sous pli recommandé comme suit :

POUR LA VILLE :	**POUR L'ORGANISME :**
Ville de Montréal Service de la culture À l'attention du directeur M. Jean-Robert Choquet 801, rue Brennan, 5e étage Montréal (Québec) H3C 0G4	Association des galeries d'art contemporain À l'attention de la directrice générale par intérim Mme Christine Blais 372, rue Ste-Catherine Ouest, # 318 Montréal (Québec) H3B 1A2

11.3 Cession

L'Organisme ne peut céder ou autrement transporter les droits et obligations lui résultant de la présente convention sans l'accord préalable écrit de la Ville.

11.4 Absence de mandat

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

11.5 Invalidité d'une clause

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.6 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute action s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

ARTICLE 12
RÉSILIATION

12.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées sans indemnité payable à l'Organisme pour perte de revenus ou profits anticipés.

12.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente convention.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le ..... e jour de 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier de la Ville

Le 18 e jour de février 2016

ASSOCIATION DES GALERIES D'ART CONTEMPORAIN

Par : _____
Christine Blais
Directrice générale par intérim

Cette convention a été approuvée par le .....de la Ville de Montréal, le ..... e jour du mois de ..... (2016) (Résolution .....).

ANNEXE 1

DESCRIPTION DU PROJET

La foire d'art contemporain Papier est dotée d'une double vocation. En plus d'être un important levier pour la carrière des artistes d'ici, Papier s'attache également à démocratiser et à faciliter l'accès à l'art contemporain dans le but de stimuler le marché de l'art national par l'émergence de nouveaux collectionneurs. En l'occurrence, contrairement à la plupart des foires d'art organisées en Amérique et en Europe, l'entrée à Papier est gratuite, car l'évènement s'adresse au grand public, tant composé d'amateurs d'art, de la relève d'affaires, de professionnels de tous milieux, principalement venu de Montréal, mais aussi d'ailleurs.

Papier16 et Papier17 demeureront des événements accessibles, abordables, démocratiques et éducatifs, tous des éléments fondamentaux de la mission de la foire qui contribuent à son succès auprès de tous les publics, renforcissant ainsi son impact positif sur l'économie de la culture en générant des retombées économiques importantes.

Papier 2016

Du 21 au 24 avril 2016, pour sa neuvième édition, Papier se relocalisera au Hangar 16 en plein coeur du Vieux-Port de Montréal rassemblant 38 prestigieuses galeries canadiennes, plus de 200 artistes et 20 000 visiteurs, dans cet édifice industriel historique situé au Quai de l'horloge.

Ayant enregistré des ventes de 900 000$ en 2015, une hausse pour les galeries de 21% par rapport à 2014, l'AGAC renforcira ses efforts de développement des affaires afin de permettre aux galeries d'accroître ce nombre ; nous visons à hausser les ventes d'un 10% additionnel afin de porter ce nombre à plus d'1M$. Pour se faire, l'AGAC renforcira ses liens avec les collectionneurs émergents, soit les gens d'affaires, décideurs d'entreprise et jeunes professionnels de Montréal, du Québec et d'ailleurs. Notamment, des collaborations sont prévues avec des associations professionnelles, nos partenaires privés (Rolland, Téo Taxi, Banque Nationale, etc.), et des groupes de jeunes professionnels (Brigade Arts Affaires de Montréal (BAAM), Cercle des jeunes philanthropes du MBAM, SéminArts, etc.).

Notre objectif est également de doubler la clientèle venue de l'extérieur de Montréal. À cette heure, nous avons sécurisé plusieurs liens avec des institutions et entreprises de Toronto et de Buffalo (USA), et de nombreuses approches ont été initiées avec des institutions et délégations étrangères. Papier16 attend également plus d'une dizaine de conservateurs et experts du milieu de l'art canadien, américain et international, dont la présence occasionnera des rencontres particulièrement profitables pour les galeries montréalaises qui pourront accéder à une nouvelle clientèle hors Québec et entamer une relation à long terme avec des conservateurs et d'éminents experts en art contemporain. Nombre d'entre eux pourront, à cette occasion, visiter les plus importantes collections corporatives et muséales de Montréal.

La foire compte encore sur l'appui de trois importants ambassadeurs : la comédienne bien connue des québécois, Karine Vanasse, renouvelle sa collaboration avec la foire en tant que porte-parole. Éric Bujold, président de Banque Nationale Gestion Privée 1859 sera quant à lui président d'honneur, afin de mieux joindre la communauté des affaires, et le grand collectionneur torontois d'oeuvres sur papier, Bill Clarke, nous assure la présence de nombreux collectionneurs canadiens.

CB

Échéancier 2016 :

Compte rendu mensuel	Tâches - logistique
Août/septembre 2015	Recherche et visite de lieux potentiels Recherche de partenaires potentiels – privés et publics Élaborer un échéancier préliminaire
Novembre 2015	Informer les partenaires et membres du nouveau lieu de Papier Confirmation de la participation de Karine Vanasse comme porte-parole Confirmation de la participation du collectionneur torontois Bill Clarke à titre d'ambassadeur de Papier16 Recherche de partenaires potentiels
Décembre 2014	Annonce publique du lieu de Papier Mise en vente des billets pour la soirée d'ouverture VIP (21 avril 2016) Publication du formulaire d'application des exposants Discussion avec Tourisme Montréal et Accès Montréal pour la possibilité d'une collaboration
Janvier 2015	Dépôt subvention au Fond de soutien aux marchés et vitrines Sélection des exposants Négociation et signature du contrat de location avec le Vieux-Port de Montréal
	Rencontre et contrat avec la firme d'architecture pour la réalisation du plan de salle Évaluation d'une première ébauche du plan intérieur Démarches pour l'obtention d'un permis de vente d'alcool Sélection des projets artistiques pour les espaces au rez-de-chaussée de l'édifice Planification des tables rondes et sollicitation des partenaires et intervenants Débuter le chemin de fer préliminaire du catalogue Réunion du comité Papier16 Poursuivre la recherche de partenaires privés
Février 2015	Réunion du jury et sélection des galeries participantes à Papier16 Obtention de permis, affichage extérieur et permis réunion Comité Papier16 Ajustements et approbation du plan de salle Mise à jour du site web : page exposants, partenaires, programme éducatif Conception de bannière et du visuel extérieur Poursuivre la recherche de partenaires privés

Mars 2015	Construction et réparation des cloisons, en fonction du plan de salle Entente avec restaurateur du café à la foire Coordination avec le fournisseur de mobilier de la foire affichage extérieur (Publicité Sauvage) dans différents points à travers la Ville Recherche et planification du travail des bénévoles Location de matériel de montage et de mobilier Production du matériel visuel (vinyles, affiches, pamphlets, etc.) Conclure tous les partenariats
Avril 2015	Planifier l'arrivée des exposants, leur départ, incluant le démontage des kiosques Montage de la foire (murs, salon VIP, vestiaire, électricité, lumières intérieures et extérieures, vinyles, matériel café, livraison de matériel (frigo, Sofa to Go, etc.) 21 avril : soirée VIP 22-24 : événement Démontage / rapports et remerciements

Papier 2017

L'année 2017 soulignera les 10 ans de la foire Papier – au même moment que le 375e anniversaire de la métropole.

Pour cette occasion, nous espérons nous établir de nouveau dans le Hangar 16. Comme toujours, grâce à notre précieuse collaboration avec le cabinet d'architecture Architecturama, l'aménagement intérieur sera renouvelé de façon innovatrice. En nouveauté, pour souligner la décennie de Papier, nous visons à établir un partenariat avec une firme créative afin d'investir de façon grandiose l'espace extérieur du Hangar (p.ex. Moment Factory, Mu, etc. (à confirmer)).

Par ailleurs, quelques nouveautés seront prévues pour Papier 17, lesquelles naîtront des suites des recommandations des membres, réunis en comités dans le cadre de la planification stratégique actuellement en cours à l'AGAC. À titre d'exemple; une ouverture à une certaine proportion d'œuvres d'autres médiums pourrait être considérée pour le 10e anniversaire de la foire.

Papier continuera de grandir et de renforcir ses relations avec la communauté d'affaires. En effet, le mandat de l'AGAC, qui est de stimuler le marché de l'art, demeure primordial et il continuera d'être son fer de lance. Par ailleurs, 2017 sera l'occasion de fêter le succès grandissant, année après année, de la foire et ce, en grande pompe lors des 10 ans de Papier.

ANNEXE 2

DÉPENSES NON ADMISSIBLES

Les dépenses suivantes ne sont pas admissibles :

- Les coûts engagés après le 31 décembre 2017;
- les coûts de réparation ou de maintenance généraux ou périodiques;
- les coûts des travaux réalisés avant la signature de la présente convention;
- les achats d'immeubles, de terrains et de servitudes;
- les frais juridiques;
- les frais de financement temporaire.

ANNEXE 3

COMMUNICATIONS

OBLIGATIONS DE L'ORGANISME
ASSOCIATION DES GALERIES D'ART CONTEMPORAIN

A - VILLE DE MONTRÉAL

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences de la présente Annexe.

1.2. Soumettre au directeur pour approbation le partage de la visibilité entre tous les partenaires du projet.

1.3. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française comme cela est prévu à la présente annexe.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal.

- Faire état de la contribution de la Ville dans toutes ses communications relatives au projet ou à l'activité.
- Mentionner verbalement la participation financière du Secrétariat lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer le logo de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse.

  Dans le cas où l'insertion de la signature graphique n'est pas possible, l'organisme doit mentionner le partenariat de la Ville de Montréal. Le libellé sera le suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation tous les textes soulignant la contribution de la Ville de Montréal, dix jours ouvrables avant leur diffusion.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville de Montréal (incluant les bloggeurs et/ou les caméramans) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres

contenus diffusés sur les plateformes de la Ville de Montréal à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec la Ville de Montréal, des opérations de communication, du scénario, des allocutions, du contenu des communiqués et des avis médias concernant le projet ou l'activité.

23. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des signatures Ville – ministère et des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

24. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville de Montréal, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme (format papier). La publicité sera fournie par la Ville de Montréal.

25. Événements publics

- Inviter la Ville de Montréal à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet.
- Aviser le cabinet du maire et du comité exécutif par écrit trois semaines avant l'événement.
- Transmettre au plus tôt le scénario de déroulement de l'événement et les dates de tombée pour la citation du maire.
- Coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet du maire ou des élus.
- Respecter les règles protocolaires officielles en matière d'événements publics.
- Offrir d'inclure un message officiel de la mairie ou des élus dans le guide de l'événement. La demande doit être transmise au moins trois semaines avant la date limite de livraison du matériel.

26. Bilan de visibilité

- Remettre à la Ville de Montréal un bilan de la visibilité accordée, dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du projet ou de l'événement.
- Un bref descriptif ou une présentation du programme, de l'événement ou du projet (30-50 mots) incluant les dates de l'événement, les principales clientèles rejointes ainsi que le rayonnement et/ou la fréquentation globale.
- Une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques.
- Une image des mentions ou logos sur les dépliants ou affiches imprimées et électroniques. Un bref descriptif ou une présentation du programme.

Si vous avez des questions concernant la visibilité de la Ville de Montréal vous pouvez rejoindre le Service des communications de la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : **communications@ville.montreal.qc.ca** du Service des communications de la Ville de Montréal.

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. L'adresse courriel pour rejoindre le cabinet est la suivante : cabinet.du.maire@ville.montreal.qc.ca. Il est important de préciser que le projet est subventionné par le biais de l'entente du 175 M$ lorsque vous communiquez avec le cabinet.

B. VISIBILITÉ -MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE MONTRÉAL ET SECRÉTARIAT

L'Organisme doit respecter le protocole de visibilité qui lie la Ville de Montréal au gouvernement du Québec et à cet égard, il doit :

- Faire en sorte que la présence du MINISTRE, notamment son nom et son image institutionnelle, soit reconnue, affichée et associée à son statut de partenaire financier dans l'ensemble des outils de communication produits dans le cadre des projets liés au présent protocole d'entente.
- Offrir au MINISTRE ou à un de ses représentants de participer à toute annonce ou toute cérémonie officielle concernant les projets liés au présent protocole d'entente.
- Aviser le MINISTRE, par écrit, au moins trois semaines avant la date d'une telle cérémonie pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises.

- Apposer la signature du gouvernement du Québec dans l'ensemble des outils de communication imprimés ou de format électronique produits dans le cadre des projets liés au présent protocole d'entente, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites internet, les communiqués de presse, les infolettres.
- Apposer la signature du gouvernement du Québec sur les outils de communication qui seront diffusés hors Québec.
- Mentionner verbalement la participation financière du Secrétariat lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Mentionner le partenariat du Secrétariat dans les communiqués de presse;
- Offrir au Secrétariat d'insérer un communiqué dans les pochettes remises lors des événements de presse et lors du bilan.
- Offrir au Secrétariat ou au gouvernement du Québec un espace publicitaire dans le programme officiel de l'événement, si de tels espaces sont offerts gratuitement aux partenaires publics.
- Offrir d'insérer un message du MINISTRE dans le programme officiel ou, selon le cas, un message gouvernemental conjoint avec les signatures des ministres concernés.
- Offrir au Secrétariat des invitations pour assister aux activités officielles liées au projet, telles que les conférences de presse, lancements, etc.
- Offrir au Secrétariat d'installer un panneau ou une bannière gouvernementale à l'occasion des conférences de presse ainsi que dans les principaux lieux où se déroulera l'événement, si le contexte s'y prête.
- Positionner la signature du gouvernement du Québec dans le respect des normes d'utilisation de la signature gouvernementale disponible sur le Web à l'adresse suivante : http://www.metropole.gouv.qc.ca/visibilite.
- Aviser le Secrétariat, en s'adressant à la direction des communications (communication.srm@mce.gouv.qc.ca), dès que possible ou au moins 15 jours ouvrables à l'avance, de la tenue des activités publiques relatives au projet et des dates de tombées des documents à fournir: message, communiqué ou autre.
- Faire approuver les éléments de visibilité où apparaissent la signature ou la dénomination du MINISTRE, du Secrétariat ou du gouvernement du Québec par la Direction des communications du Secrétariat avant leur diffusion auprès du public, et ce, dans un délai minimum de 5 jours ouvrables avant leur impression.
- Ne pas utiliser le nom ou la signature du MINISTRE, du Secrétariat ou du gouvernement du Québec sans avoir préalablement obtenu le consentement de la Direction des communications du Secrétariat.

Si vous avez des questions concernant la visibilité gouvernementale ou l'application du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, veuillez communiquer avec la Direction des communications au Secrétariat à l'adresse suivante : communication.srm@mce.gouv.qc.ca

ANNEXE 4

EXIGENCES RELATIVES AU DÉPÔT DU PROJET DÉTAILLÉ OU À LA MISE À JOUR DES PROJETS SE RÉALISANT SUR PLUS D'UNE ANNÉE

Exigences relatives à la description du Projet pour l'année 2016:

La description du projet :

- le concept et les objectifs;
- la programmation et les activités prévues;
- les clientèles visées;
- le plan de promotion incluant la visibilité offerte à la Ville;
- les retombées attendues ainsi que les indicateurs de performances prévues;
- les prévisions budgétaires;
- l'échéancier de réalisation;
- l'historique de l'organisme;
- l'historique de l'organisme incluant un compte rendu de la dernière édition, s'il y a lieu;
- les lettres d'appui du secteur ou des partenariats, le cas échéant;
- les états financiers vérifiés du dernier exercice complété;
- les lettres patentes de l'organisme;
- la résolution du conseil d'administration.

Cette description du projet doit démontrer clairement :

- l'importance culturelle et le rôle distinctif que joue le projet dans la promotion de son secteur;
- la qualité de la programmation et des activités offertes, incluant le contenu culturel et créatif montréalais;
- le rayonnement international et national du projet (provenance des professionnels invités (%), investisseurs impliqués, couverture de presse, etc);
- les retombées directes et indirectes prévues (ventes brutes, développement d'affaires, connaissance du marché, réseautage, développement de propriété intellectuelle;
- les efforts consacrés à la promotion du projet, incluant la visibilité accordée à la Ville pour son soutien;
- la capacité de l'organisme de travailler en synergie avec les partenaires du milieu, en complémentarité avec les autres organismes, dans le respect de l'équilibre du marché;
- la présence de partenaires du milieu en appui au projet;
- la diversification des sources de financement et l'atteinte de l'équilibre budgétaire;
- la capacité de développer de nouvelles approches ou de nouvelles clientèles.

CB

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Dossier # : 1161197003

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction associée Cinéma-Festivals-Événements , -
Objet :	Accorder un soutien financier de 30 000$ par année pour les années 2016 et 2017 à l'Association des galeries d'art contemporain pour la réalisation de la Foire Papier dans le cadre de l'enveloppe dédiée aux marchés et vitrines créatifs et culturels financé par l'Entente Montréal 2025 avec le gouvernement du Québec et approuver le projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1161197003 FoirePapier-Agac.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Roger VERREAULT
Conseiller économique
Tél : 872-8018

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-22

Gildas S. GBAGUIDI
Chef de division - Planification budgétaire
Tél : 514 872-1293
Division : Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.07

2016/03/21
13:00

(1)

Dossier # : 1167227001

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique , Division de l'animation et des programmes publics
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à la Landscape Architecture CORP. of China Shanghai Branch pour la fourniture de lanternes chinoises, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 110 000 $, taxes incluses, conformément à l'offre de service de cette firme en date du 4 février 2016.

Il est recommandé :
1- d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à la Landscape Architecture CORP. of China Shanghai Branch pour la fourniture de lanternes chinoises, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 110 000 $, taxes incluses, conformément à l'offre de service de cette firme en date du 4 février 2016;
2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par la Ville centre.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-02-29 13:40

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1167227001**
Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique , Division de l'animation et des programmes publics
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à la Landscape Architecture CORP. of China Shanghai Branch pour la fourniture de lanternes chinoises, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 110 000 $, taxes incluses, conformément à l'offre de service de cette firme en date du 4 février 2016.

CONTENU

CONTEXTE

Le Jardin de Chine est l'un des joyaux du Jardin botanique de Montréal, contribuant sans aucun doute, notamment par son authenticité, à distinguer ce dernier à travers le monde. C'est au printemps 1990 qu'une centaine de conteneurs en provenance de Chine arrivent au Port de Montréal. Ils renferment tous les éléments pour la construction d'un jardin traditionnel chinois de type privé, inspiré de ceux construits au sud du Fleuve bleu sous les Ming (1368-1644). Ces conteneurs renferment des milliers de pièces en pierre et en bois, toutes façonnées par des sculpteurs et des ébénistes de Shanghai. En juin de la même année, une quarantaine d'artisans chinois sont sur place afin d'assembler ce casse-tête géant. Pendant qu'ils érigent les sept pavillons, les murs, les couvre-sols et les fresques, les horticulteurs du Jardin botanique plantent ça et là quelque 75 000 spécimens de végétaux en respectant minutieusement les règles d'art du jardin traditionnel chinois. C'est ainsi que le 20 juin 1991, l'un des plus spectaculaires jardins chinois hors d'Asie ouvrait ses portes à Montréal, soulignant les liens d'amitié désormais tissés serrés entre Montréal et sa ville jumelle chinoise, Shanghai.
Depuis 24 ans, le Jardin de Chine du Jardin botanique de Montréal organise l'événement *La Magie des lanternes* , intégré depuis 2012 à l'événement Jardins de lumière. Cet événement, lauréat de plusieurs prix, est devenu un incontournable de l'automne montréalais. Si la conception de la Magie des lanternes est confiée à une conceptrice artistique montréalaise, la fabrication des lanternes traditionnelle est effectuée à Suzhou, située non loin de Shanghai. Le Jardin botanique respecte ainsi la fondamentale authenticité des lieux en confiant, depuis près d'un quart de siècle, la fabrication des pièces par des artisans spécialisés dans la fabrication de lanternes traditionnelles. La conceptrice artistique prépare un cahier technique où est précisément dessinée chaque lanterne thématique et les dessins sont ensuite envoyés en Chine pour la réalisation des lanternes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE15 0043 - 14 janvier 2015 : Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à la Fondation Espace pour la vie pour la fourniture de lanternes chinoises fabriquées à proximité de Shanghai, en Chine, pour une somme maximale de 99 000 $.

- CE14 1035 – 25 juin 2014 - Accorder un contrat de gré à gré à la Fondation Espace pour la vie pour la fourniture de lanternes chinoises fabriquées à Shanghai pour une somme maximale de 95 000 $, taxes incluses, conformément à l'offre de service du sous-traitant chinois en date du 28 mars 2014

DESCRIPTION

Depuis 2014, Espace pour la vie développe sa programmation autour d'une thématique annuelle commune. Après le thème de la lenteur en 2014, puis celui de la lumière en 2015, le fil conducteur qui reliera les 4 institutions en 2016 porte sur la *relation enfants et nature.* On ne cherchera pas tant à plaire aux enfants qu'à faire vivre une expérience qui permet à tous de « s'échapper en enfance ».
Voulant inviter les familles à partager une expérience commune, accessible et inclusive, l'équipe du Jardin de Chine consacre son exposition de lanternes 2016 à la vie d'un jeune empereur dans la Cité Interdite de Beijing. Des scènes y seront détaillées, telle son intronisation, ses séances d'études quotidiennes et son mariage. La Cité interdite est l'un des plus précieux et importants héritages culturels et d'architecture de la longue histoire chinoise. Palais majestueux et d'une envergure inégalée, il a été habité par 24 empereurs Ming et Qing entre 1420 et 1911. Sa construction s'est échelonnée sur treize années et a mobilisé plus d'un million d'ouvriers. Comprenant 8704 pièces et mesurant 900 mètres sur 750 mètres à l'intérieur de ses remparts, le palais couvre une superficie de 720 000 m^2. La Cour extérieure, qui sera reproduite en lanternes, est centrale. Elle comprend trois palais : le Palais de l'Harmonie Suprême, le Palais de l'Harmonie Parfaite et le Palais de l'Harmonie Préservée. S'y déroulaient les cérémonies importantes, tel le couronnement, les fêtes et anniversaires et diverses cérémonies protocolaires.

JUSTIFICATION

L'article 573.3 (4) de la *Loi sur les cités et villes* prévoit qu'une municipalité peut conclure de gré à gré un contrat dont l'objet est la fourniture de biens meubles ou de services reliés au domaine artistique et culturel. La travail effectué par les artisans chinois, qui maîtrisent une technique et un savoir-faire uniques permettant de produire des lanternes dont l'authenticité s'intègre harmonieusement au Jardin de Chine du Jardin botanique de Montréal relève du domaine artistique.
Ces lanternes, de fabrication artisanale, sont réalisées par les équipes de la Landscape Architecture CORP. of China, Shanghai Branch. La Ville de Montréal fait affaire avec cette compagnie depuis 1993 pour la réalisation de ses lanternes. Ces dernières continuent d'être fabriquées en Chine compte tenu de l'expertise de longue date des artisans chinois, de l'authenticité et de la qualité du produit.

Considérant les mécanismes en vigueur et l'incapacité de faire les paiements directement au fournisseur chinois, par virement, tel que demandé par celui-ci, la Ville de Montréal demandait à la Fondation Espace pour la vie, depuis 2010, de procéder au paiement par virements bancaires. Pour ce faire, elle lui versait l'argent en conséquence.

Cette année, pour la première fois, le fournisseur chinois a accepté que la Ville de Montréal paye la facture par l'intermédiaire d'une traite bancaire. La collaboration de la Fondation espace pour la vie dans ce dossier n,est donc plus requise.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total de fabrication des lanternes chinoises pour 2016 est de 524 000 CNY, ce qui correspond environ à 110 000$ CAD au taux de 4.75 CNY par dollar canadien au moment de la rédaction de ce sommaire (24 février 2016).

La budget estimé pour cette dépense est prévu au Service de l'Espace pour la vie. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.

Toutefois, à la suite de l'adoption du dossier, le paiement au fournisseur devra être effectué en utilisant le taux change en vigueur à ce moment.

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

Évolution des coûts de fabrication				
2012	2013	2014	2015	2016
74 737.63 $	94 909.00 $	82 230.05 $	100 070.00$	110 000.00
-12%	+21%	-13%	+21%	+9.9%

Si la commande du nombre de lanternes varie d'une année à l'autre, l'un des facteurs les plus déterminants dans l'établissement des coûts de fabrication est la taille et la complexité de chacune des pièces, étant donné qu'il s'agit d'un travail sur mesure. En 2016, la commande est d'une plus grande complexité, dû notamment aux palais de la Cité interdite de Beijing qu'on souhaite reproduire le plus fidèlement possible.

Également, puisque nous payons le fournisseur en dollars canadiens alors que sa cotation est en renminbi chinois, nous devons composer avec la fluctuation du taux de change. En 2015, au moment des négociations avec le fournisseur, le taux de change était de 1$ CAN pour 5.41 CNY. En 2016, la valeur du dollar canadien a chuté et nous n'obtenons qu'entre 4.6 CNY et 4.75 CNY pour 1$ CAN ces dernières semaines, ce qui explique en partie les variations budgétaires.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet répond à plusieurs orientations du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise.

1. Assurer la qualité des milieux de vie résidentiels
L'événement Jardins de lumière est un incontournable pour les jeunes familles montréalaises, il fait désormais partie des attraits qui favorisent la rétention des familles dans la métropole.
2. Pratiquer une gestion responsable des ressources
Énergie : Depuis 2008, les ampoules des lanternes sont toutes été remplacées par des DEL, ce qui permet de faire des économies d'énergie considérables et une ré-utilisation des lumières d'année en année (durée de vie de 100 000 heures). L'utilisation des DEL contribue aussi à réduire les émissions de GES de la collectivité montréalaise
Matières résiduelles : De nombreuses pièces récupérables provenant des éditions antérieures sont réutilisées dans les éditions successives.
3. Volet social
Cet événement contribue à faire connaître divers aspects méconnus de la culture chinoise dans la communauté montréalaise.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'événement Jardins de lumière est le projet d'Espace pour la vie qui attire la plus grande fréquentation en seulement huit semaines. Cet événement a su fidéliser sa clientèle depuis plus de 20 ans. La Magie des lanternes s'est également classée Lauréat national 2009 dans la catégorie Or du Prix Astral Media : attractions touristiques 100 000 visiteurs ou plus de Tourisme Québec et a récolté plusieurs prix au cours de son histoire.

Fréquentations des quatre dernières années :
2012 : 231 229
2013 : 480 000 (Mosaïcultures internationales de Montréal)
2014 : 236 127
2015 : 262 985 (fréquentation record)

Le fait de ne pas accorder de contrat mettrait en péril la tenue de l'événement de l'automne 2015 qui attirera plus de 250 000 visiteurs.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

À cette étape-ci du projet, aucune action de communication n'est prévue. Un plan de communication sera développé pour la promotion de l'événement Jardins de lumière.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1er versement Avril 2016
Arrivée des conteneurs à Montréal Dernière semaine de mai 2016
Montage de l'événement Juillet-août 2016
Inauguration officielle de l'événement 1er septembre 2016
2e versement Septembre 2016
Fin de l'événement 31 octobre 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie LAPOINTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Émilie CADIEUX
Agente culturelle

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-24

Michel LABRECQUE
C/d recherche & dev.scientifique

Tél : 514-872-9678
Télécop. : 514-872-2800

Tél : 514 872-1862
Télécop. : 514 872-3765

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Charles-Mathieu BRUNELLE
Directeur d'Espace pour la Vie
Tél : 514 872-1450
Approuvé le : 2016-02-25

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1167227001

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique , Division de l'animation et des programmes publics
Objet :	Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à la Landscape Architecture CORP. of China Shanghai Branch pour la fourniture de lanternes chinoises, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 110 000 $, taxes incluses, conformément à l'offre de service de cette firme en date du 4 février 2016.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1167227001 Contrat gré à gré pour achat lanternes chinoises - Landscape Architecture Corp.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie LAPOINTE
Préposée au budget

Tél : 514-872-7070

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-25

François COURCHESNE
Conseiller en gestion des ressources financieres
Tél : 514 872-4066
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Offre de service - Magie des lanternes 2016 - Jardin du Lac de Rêve

Partie A : Jardin du Lac de Rêve, Jardin botanique de Montréal, Espace pour la Vie, Montréal, Québec, Canada

Partie B : **Landscape Architecture CORP. of China Shanghai Branch**

上海中外园林建设有限公司

1. **Contenu du contrat** : voir les dessins techniques de la partie A et la liste de commande

2. **Le prix au contrat** : 514,500.00 RMB

3. **Calendrier de paiements et conversion des devises** :

a. La partie A s'engage à émettre le premier paiement après la signature du contrat, la partie B devant émettre une facture. Une fois la réception de la facture par la partie A, cette dernière a un délai d'une semaine pour remettre le premier paiement à la partie B. Le premier paiement doit être de 50% du montant total, soit de 257,250RMB.

b. La partie A s'engage à payer la partie B après l'inauguration de la Magie des lanternes, la partie B devant émettre une deuxième facture. Le montant sera égal au montant du premier paiement. Le jour où la partie B fera émettre la facture, elle se basera sur la valeur exacte de la conversion du renminbi en dollars canadiens, selon le taux émis par la Banque de Chine. En même temps, la liste publiée des taux en cours de la Banque de Chine sera transmise à la partie A.

4. **Département ou unité de paiement** : VILLE DE MONTRÉAL

5. **Calendrier de livraison** : la livraison sera effectuée en un envoi. Les conteneurs quitteront la Chine à la fin du mois de mai 2016**.**

6. **Envoi international** : la partie A est responsable de commissionner la compagnie de transport international adéquate via son courtier en douanes. Les frais de transport sont payés directement par la partie A à la compagnie de transport international.

7. Les autres questions ou les questions futures seront réglées entre les deux parties par voie de négociation.

Négocié entre :

Émilie Cadieux, Agente culturelle
Jardin botanique de Montréal

Shi Mei Gang
Landscape Architecture CORP. Of China Shanghai Branch

4 février 2016

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.08

2016/03/21
13:00

(1)

Dossier # : 1165373001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction évaluation et courtage immobilier-sécurité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à 6813623 Canada inc., pour une période de cinq (5) ans et douze (12) jours, à compter du 20 mars 2016 et se terminant le 31 mars 2021, un local d'une superficie utilisable de 63,8 m², au rez-de-chaussée et au sous-sol de l'immeuble situé au 1248, avenue Bernard (Théâtre Outremont), afin d'exploiter un restaurant connu sous le nom de Pizza No 900, moyennant un loyer total de 144 045,76 $, plus les taxes applicables.(N/Réf.: 3956-100)

Il est recommandé :

1- d'approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à 6813623 Canada inc., pour une période de cinq (5) ans et douze (12) jours, à compter du 20 mars 2016 et se terminant le 31 mars 2021, un local d'une superficie utilisable de 63,8 m², au rez-de-chaussée et au sous-sol de l'immeuble situé au 1248, avenue Bernard (Théâtre Outremont), afin d'exploiter un restaurant connu sous le nom de Pizza No 900, moyennant un loyer total de 144 075.76$ plus les taxes applicables.(N/Réf.: 3956-100);

2- d'imputer cette recette conformément aux informations financières inscrites au dossier.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-02-11 14:44

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1165373001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction évaluation et courtage immobilier-sécurité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à 6813623 Canada inc., pour une période de cinq (5) ans et douze (12) jours, à compter du 20 mars 2016 et se terminant le 31 mars 2021, un local d'une superficie utilisable de 63,8 m², au rez-de-chaussée et au sous-sol de l'immeuble situé au 1248, avenue Bernard (Théâtre Outremont), afin d'exploiter un restaurant connu sous le nom de Pizza No 900, moyennant un loyer total de 144 045,76 $, plus les taxes applicables.(N/Réf.: 3956-100)

CONTENU

CONTEXTE

Situé au 1248, de l'avenue Bernard, le Théâtre Outremont est un immeuble voué à une vocation culturelle et est devenu le premier Théâtre municipal de l'histoire de la métropole en 2015.
Depuis le 1er novembre 2001, la compagnie 6813623 Canada inc., connu sous le nom de Pizza No 900, occupe des locaux d'une superficie de 63,8 m², dont 48,8 m² au rez-de-chaussée et 15 m² au sous-sol du Théâtre Outremont. Ces locaux sont utilisés à des fins de restaurant.

Devant le succès de la pizzeria, au début de l'année 2015, le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») a décidé de conclure un nouveau bail avec ce même occupant.

Par conséquent, le présent sommaire décisionnel vise à faire approuver auprès des autorités compétentes un projet de bail en faveur de la compagnie 6813623 Canada inc., pour une durée de 5 ans et 12 jours, à compter du 20 mars 2016.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM11 0609 - 22 août 2011 - Approuver le bail par lequel la Ville de Montréal loue à la compagnie 6813623 Canada inc., pour une période de cinq (5) ans, à compter du 20 mars 2011, un local d'une superficie d'environ six cent vingt-neuf pieds carrés (629 pi^2) au rez-de-chaussée et au sous-sol de l'immeuble situé au 1248, avenue Bernard (Théâtre Outremont), à des fins d'exploiter un commerce sous le nom de Ian Perreault Prêts-à-Manger, moyennant un loyer annuel de vingt-huit mille trois cent cinq dollars (28 305 $), excluant les taxes, et autres clauses et conditions stipulées au bail

DESCRIPTION

Le sommaire décisionnel vise à faire approuver le bail par lequel la Ville de Montréal loue à 6813623 Canada inc. un local d'une superficie d'environ 63,8 m^2, au rez-de-chaussée et au sous-sol du Théâtre Outremont situé au 1248 de l'avenue Bernard, pour une période de 5 ans et 12 jours, à compter du 20 mars 2016, à des fins de restaurant, le tout selon les termes et conditions stipulés au présent bail.
Le local loué totalise 63.8 m², dont 15 m² sont au sous-sol pour l'entreposage et la réfrigération à titre d'espaces dédiés, auxquels s'ajoute un espace accessoire pour la circulation. Cette organisation comporte des contraintes logistiques non négligeables pour l'occupant.

En vertu du contrat de location, le locataire a la responsabilité de l'aménagement, de l'entretien ménager du local. De plus, il fera toute réparation locative due à son usage normal, à l'exception des travaux inhérents à la structure du bâtiment et aux composantes des systèmes mécaniques, électriques et de plomberie.

JUSTIFICATION

Le SGPI est en accord avec l'occupation de la pizzeria puisque celle-ci ne cause aucun préjudice aux activités de l'ensemble du Théâtre et apporte une offre alimentaire de qualité.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La recette est répartie de la façon suivante:

	Loyer antérieur	**2016 (9 mois+ 17 jours)**	**2017-2020**	**2021 (3 mois)**	**Total**
Superficie (m²)	63,80	63,80	63,80	63,80	63,80
Recette avant taxes	**28 305,00 $**	**22 406,68 $**	**114 483,84 $**	**7 155,24 $**	**144 045,76 $**
TPS (5 %)	1 415,25 $	1 020,33 $	5 724,19 $	357,76 $	7 202,29 $
TVQ (9,975 %)	2 823,42 $	2 235,07 $	11 419,76 $	713,74 $	14 368,56 $
Recette totale incluant les taxes	32 543,67 $	25 762.08 $	131 627,79 $	8 226,74 $	165 616,62 $
Taux unitaire annuel ($/m²)	443,65 $	448,60 $	448,60 $	448,60 $	N/A

Ce revenu de 144 045.76 $ sera comptabilisé au budget de fonctionnement du Service de la gestion et de la planification immobilière à compter du 20 mars 2016 au 31 mars 2021.

Pour le détail complet des loyers annuels, voir le document " Détail annuel du loyer " en pièce jointe.

Le taux de location annuel moyen pour la durée du terme est de 448,60 $/m².

Le taux de location annuel marchand pour ce local oscille entre 441,32 $/m² et 516,67 $/m².

Pour l'année 2016, la dépense prévue par la Ville en frais d'exploitation pour cet immeuble (énergie, entretien courant et sécurité) est d'environ 257 592 $.

Les frais annuels que la Ville encourt en exploitation et entretien des espaces loués, d'une superficie utilisable de 63,8m² est de 13 168.56 $
(le calcul: 63,8 m² / 1238 m² x 257 592 $ = 13 168.56$).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier n'est pas en lien avec la politique de développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite à ce dossier obligerait le Théâtre Outremont à trouver une autre entreprise afin de fournir un service alimentaire de qualité ou priverait la Ville d'une recette.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune action de communication n’est requise, en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du bail : CM mars 2016.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Diane NGUYEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Nathalie ORTEGA, Service de la gestion et de la planification immobilière
Gina TREMBLAY, Service de la culture

Lecture :

Gina TREMBLAY, 8 février 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2016-02-01
Martin THERIAULT Chargé de soutien technique en immobilier		Nicole RODIER Chef de section	
Tél :	514-872-4984	**Tél :**	514 872-8726

Télécop. : 514-872-8350 **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice Évaluation et courtage immobilier/Sécurité
Tél : 514 868-3844
Approuvé le : 2016-02-09

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-02-11

RÉSUMÉ - TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Numéro de GDD/DD : 1165373001

Description de la transaction : Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue à 6813623 Canada inc. afin d'exploiter un restaurant connu sous le nom Pizza No 900, moyennant un loyer total de 144 045,76 $ plus les taxes applicables.(N/Réf. :3956-100)

- Durée : Pour une période de 5 ans et 12 jours, à compter du 20 mars 2016.
- Type de transaction **:** Location
- Endroit : Situé au 1240-1248 avenue Bernard (Théâtre Outremont)
- Superficie des lieux loués : 63,8 m²

Locateur : Ville de Montréal

Locataire : 6813623 Canada inc. (Pizza no.900)

Recettes ou dépenses: Recettes Totales : 144 045.76 $ + taxes

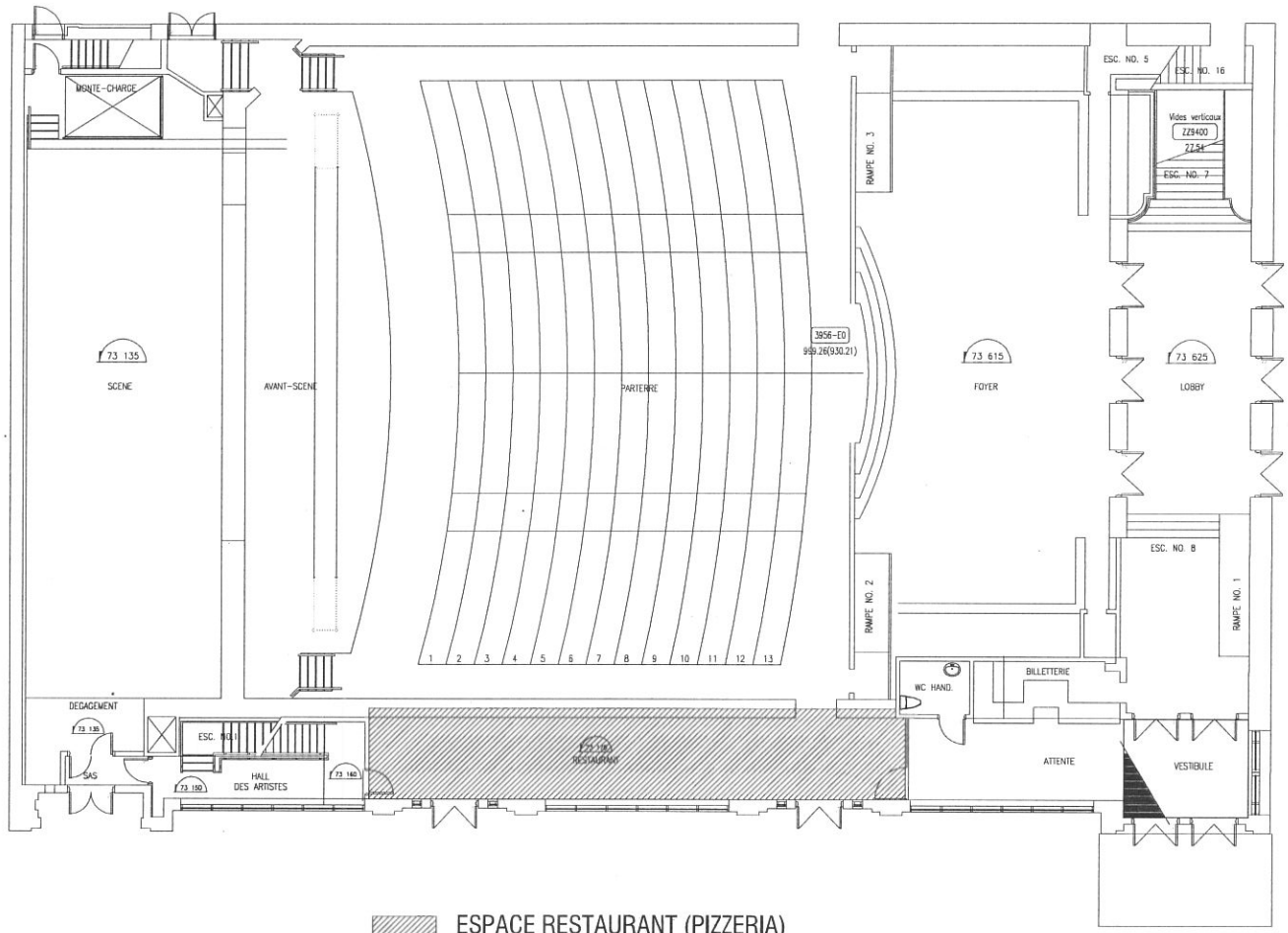
Valeur locative : Le taux de location annuel marchand pour ce local oscille entre 441,32 $ et 516,67 $ le mètre carré.

Raison de la location Utilisé à des fins de restauration

Préparé par :		**INITIALES**	**DATE (JJ-MM-AA)**
Martin Thériault	Téléphone : 2-4984	_____	_____
Nicole Rodier	Téléphone : 2-8726	_____	_____
Francine Fortin	Téléphone : 8-5493	_____	_____
Marie-Claude Lavoie	Téléphone : 2-1049	_____	_____

Détail annuel du loyer

	Loyer antérieur	2016 (9 mois et 12 jours)	2017	2018	2019	2020	2021 (3 mois)	Total
Superficie (m²)	63,80	63,80	63,80	63,80	63,80	63,80	63,80	63,80
Recette avant taxes	**28 305,00 $**	**22 406,68 $**	**28 620,96 $**	**28 620,96 $**	**28 620,96 $**	**28 620,96 $**	**7 155,24 $**	**144 045,76 $**
TPS (5%)	1 415,25 $	1 120,33 $	1 431,05 $	1 431,05 $	1 431,05 $	1 431,05 $	357,76 $	7 202,29 $
TVQ (9,975%)	2 823,42 $	2 235,07 $	2 854,94 $	2 854,94 $	2 854,94 $	2 854,94 $	713,74 $	14 368,56 $
Recette totale incluant les taxes	32 543,67 $	25 762,08 $	32 906,95 $	32 906,95 $	32 906,95 $	32 906,95 $	8 226,74 $	165 616,62 $
Taux unitaire annuel ($ / m²)	443,65 $	448,60 $	448,60 $	448,60 $	448,60 $	448,60 $	448,60 $	N/A



ESPACE RESTAURANT (PIZZERIA)
SUPERFICIE UTILISABLE: 48.8m²

THÉÂTRE OUTREMONT

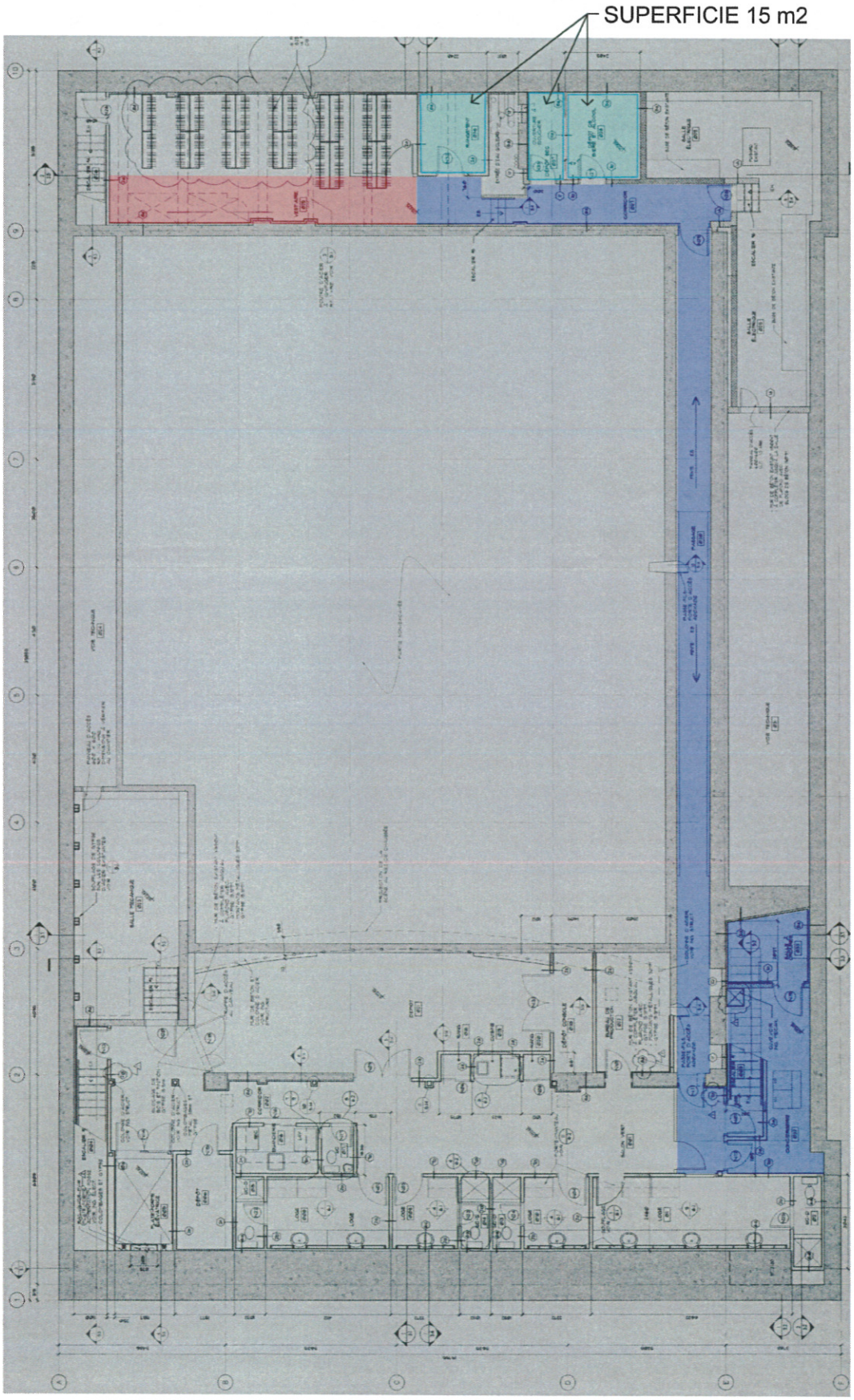
1240 AVENUE BERNARD (OUT.)

ANNEXE "A"

REZ-DE-CHAUSSÉE

02-12-2015

ANNEXE A



1 PLAN SOUS-SOL

BAIL

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* et des résolutions suivantes :

a) la résolution numéro CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-deux (22) octobre deux mille trois (2003); et

b) la résolution numéro CM16_____, adoptée par le conseil municipale à sa séance du_____ 2016;

une copie certifiée de ces résolutions demeure annexée aux présentes.

Ci-après nommée le « Locateur »

ET : **6813623 Canada inc**, personne morale légalement constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions, ayant son siège social au 5064 rue Hutchison, à Montréal, province de Québec, H2V 0A6, agissant et représenté par Monsieur Dominic Bujold, Co-président, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration tel qu'elle le déclare. .

ci-après nommée le « Locataire »

LESQUELLES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au cocontractant

1.0 LIEUX LOUÉS

Le Locateur loue, par les présentes, au Locataire ici présent et acceptant, un local situé au rez-de-chaussée et au sous sol de l'édifice portant le numéro 1240 - 1248, de l'avenue Bernard, à Montréal, province de Québec, H2V 1E6, ci-après appelé les Lieux Loués, le tout tel que montré sur le plan joint aux présentes (Annexe « A »).

2.0 SUPERFICIE

2.1 Les Lieux Loués ont une superficie utilisable 63.8 mètres carrés répartie de la façon suivante : quarante-huit virgule huit (48,8) mètres carrés au rez-de-chaussée et quinze (15) mètres carrés au sous-sol.

3.0 DURÉE

3.1 Ce bail est consenti pour un terme de cinq (5) et douze (12) jours commençant le vingt (20) mars deux mille seize (2016) et se terminant le trente et un (31) mars deux mille vingt et un (2021).

3.2 Le Locateur accorde au Locataire l'option de renouveler le Bail à son échéance pour trois (3) termes additionnels de cinq (5) ans, aux mêmes termes et conditions, sauf quant au loyer qui sera alors à négocier selon le taux du marché, le tout sous réserve de l'approbation des autorités compétentes du Locateur au moment de ce renouvellement.

Pour exercer l'option, le Locataire devra en aviser le Locateur par écrit, à ses bureaux, au moins six (6) mois avant l'échéance du Bail. Si le Locataire ne donne pas un tel avis écrit dans le délai prescrit, le Locateur devra alors demander par écrit au Locataire son

intention quant à l'option de renouvellement. Le Locataire devra, dans un délai de trente (30) jours à compter de la demande du Locateur, donner un avis écrit de son intention de se prévaloir de l'option, à défaut de quoi cette option et toutes celles restantes, le cas échéant, deviendront nulles et non avenues.

4.0 <u>OBLIGATIONS DU LOCATEUR</u>

Outre les obligations auxquelles il est tenu en vertu du Code civil du Québec, dans la mesure où celles-ci ne sont pas modifiées par les présentes, le Locateur s'engage à :
4.1 donner libre accès aux Lieux Loués aux employés du Locataire, du Lundi au dimanche de 9:00 à minuit.

4.2 chauffer et maintenir en tout temps dans les lieux loués une température convenable aux besoins du Locataire;

4.3 fournir l'électricité nécessaire à l'utilisation des Lieux Loués selon les besoins du Locataire.

5.0 <u>OBLIGATIONS DU LOCATAIRE</u>

Outre les obligations auxquelles il est tenu en vertu du Code civil du Québec, dans la mesure où celles-ci ne sont pas modifiées par les présentes, le Locataire s'engage à :

5.1 prendre les Lieux Loués dans l'état où ils se trouvent présentement;

5.2 n'utiliser les Lieux Loués qu'aux seules fins de restaurant, le tout en conformité avec toute loi ou règlement municipal applicable;

5.3 respecter les jours et heures d'ouverture mentionnés en 4.1. Pour tenir des activités en dehors de ces jours et heures, le Locataire devra obtenir au préalable l'autorisation du responsable des Lieux Loués désigné par le Locateur;

5.4 voir lui-même, et à ses frais, à l'aménagement, à l'entretien et au nettoyage des Lieux Loués; il fera toute réparation locative due à son usage normal à l'exception des travaux inhérents à la structure du bâtiment et aux composantes des systèmes mécaniques, électriques et de plomberie;

5.5 tenir le Locateur indemne de tous dommages, de quelque nature que ce soit, de toutes réclamations, de tous jugements y compris les frais, et prendre le fait et cause du Locateur et intervenir dans toutes actions intentées contre ce dernier résultant directement ou indirectement de cette location, sauf en cas de négligence du Locateur, de ses employés, préposés, mandataires ou représentants;

5.6 souscrire et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente location, une police d'assurance-responsabilité civile des particuliers ou des entreprises, selon ses activités, accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins DEUX MILLIONS DE DOLLARS (2 000 000,00 $) par sinistre pour les dommages pouvant survenir pendant la durée de la présente location, et libérant le Locateur, ses employés, les membres de son Conseil municipal et de son Comité exécutif de tous dommages, réclamations, blessures, pertes, dépenses et responsabilité de toute nature découlant ou attribuable directement ou indirectement de l'usage des Lieux Loués. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable au Locateur. Le Locataire doit fournir la preuve d'une telle assurance. De plus, pour toute réduction, modification ou résiliation de la police, l'assureur devra donner au Locateur, par courrier recommandé ou poste certifiée, au 303 Notre-Dame est, 2^{e} étage, section Location, Ville de Montréal, Montréal (Québec) H2Y 3Y8, un préavis de trente (30) jours; telle police devra contenir un avenant à cet effet et copie devra être fournie également au Locateur;

5.7 se tenir responsable de tous dommages qu'il pourra causer aux Lieux Loués résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux et également par bris ou vandalisme survenus dans les Lieux Loués pendant ses périodes d'occupation;
5.8 assumer le paiement des taxes d'eau et d'affaires afférentes aux Lieux Loués, ainsi

que, s'il y a lieu, le paiement de toutes autres taxes ou permis afférents à ces lieux, pouvant être imposés au Locataire ou au Locateur en rapport avec l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire, applicables en vertu de toutes lois, ordonnances, règlements et arrêtés en conseil des gouvernements et agences des gouvernements fédéral, provincial ou municipal;

5.9 ne point céder ses droits dans le présent bail, ni prêter, ni sous-louer les Lieux Loués, en tout ou en partie, sans le consentement exprès ou écrit du Locateur, lequel ne pourra refuser ce consentement sans un motif sérieux;

5.10 aviser immédiatement le Locateur, par écrit, de toute défectuosité, fuite, de tout incendie ou dommage causé de quelque façon que ce soit aux Lieux Loués ou à chacun de leurs accessoires;

5.11 fournir, au préalable, s'il désire s'identifier à l'extérieur de l'immeuble, une maquette de telle identification afin d'obtenir l'approbation écrite du Locateur;

5.12 n'effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les lieux loués sans avoir soumis, au moins trente (30) jours à l'avance, les plans et devis exacts et détaillés des travaux, et obtenu, au préalable, l'autorisation écrite du Locateur;

5.13 permettre au Locateur de faire toutes réparations urgentes et nécessaires, d'exécuter tout acte d'entretien dans l'édifice ou d'entrer dans les Lieux Loués à ces fins, sans aucune déduction ni diminution de loyer ou indemnité, en autant que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable;

5.14 permettre, pendant les trois (3) mois qui précèdent la fin du bail ou de son renouvellement, que les Lieux Loués soient visités, en tout temps durant les heures de bureau, par ceux qui désirent les louer et permettre, en tout temps pendant la durée du bail ou de son renouvellement, à tout acheteur éventuel de visiter les Lieux Loués;

5.15 remettre à ses frais, à l'expiration du terme, les Lieux Loués dans leur état initial à moins qu'il en soit décidé autrement par les parties.

5.16 Respecter tous les règlements et obligations stipulés à l'annexe «B».

6.0 <u>LOYER</u>

6.1 Pour la période du vingt mars deux mille seize (2016) au 31 mars deux mille vingt et un (2021), le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer, un montant annuel de vingt-huit mille six cent vingt dollars et quatre-vingt-seize cents (28 620,96 $), par des versements mensuels de deux mille trois cent quatre-vingt-cinq dollars et huit cents (2 385,08 $) chacun, auxquels s'ajoutent la TPS et la TVQ si applicable.

6.2 Tout versement de loyer mensuel est payable d'avance le premier jour de chaque mois, sans demande préalable et sans aucune réduction, compensation ni déduction.

7.0 <u>DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS</u>

7.1 Si, pendant la durée du présent bail ou pendant toute période de renouvellement, l'édifice ou les Lieux Loués sont, en tout ou en partie, endommagés ou détruits par incendie ou par toute autre cause et que de l'avis du Locateur les Lieux Loués sont devenus, en tout ou en partie, impropres à l'occupation, le Locateur pourra, à son choix, décider de réparer ou non les Lieux Loués.

7.2 S'il décide de ne pas procéder aux réparations, il en avisera le Locataire le plus tôt possible et, sans encourir aucune responsabilité envers le Locataire pour les dommages subis lors d'un tel événement, le bail prendra alors fin et le Locataire devra évacuer les Lieux Loués et ne sera tenu de payer son loyer que jusqu'à la date de tels dommages ou destruction, le tout sans préjudice aux droits du Locateur de réclamer du Locataire tous dommages lui résultant de tel événement.

7.3 S'il décide de procéder aux réparations, le présent bail demeurera en vigueur et le

Locateur s'engage à effectuer ces réparations avec toute la diligence nécessaire, et le loyer sera alors réduit en proportion de la partie encore utilisable des Lieux Loués jusqu'à la réintégration complète du Locataire dans les Lieux Loués. En aucun cas le Locateur ne pourra être tenu responsable des dommages et inconvénients subis par le Locataire à moins d'une faute ou négligence de la part du Locateur, ses employés ou agents.

8.0 RÉSILIATION

8.1 Nonobstant le terme fixé pour la durée du présent bail, chacune des parties pourra y mettre fin en tout temps en signifiant à l'autre partie un préavis écrit de six (6) mois à cet effet.

8.2 Le Locateur pourra, en cas de défaut du Locataire de respecter l'une ou l'autre des obligations prises aux termes des présentes, résilier le présent bail si le Locataire ne remédie pas à ce défaut dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la réception d'un avis du Locateur lui dénonçant le défaut.

9.0 USAGE DU TABAC

9.1 Le Locataire convient qu'il sera strictement interdit de faire usage du tabac dans les Lieux Loués ainsi que dans leurs accès. Il s'engage à voir à ce que cette interdiction soit respectée par toute personne se trouvant dans ces lieux.

10.0 FORCE MAJEURE

10.1 Aucune des parties aux présentes ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu des présentes si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties aux présentes, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, tout cas fortuit, toute grève, tout arrêt partiel ou complet de travail, tout lock-out, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre (déclarée ou non).

11.0 AVIS

11.1 Tout avis à être donné en vertu du présent bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par télécopieur :

- **Pour le Locateur :**
Ville de Montréal
Service de la gestion et de la planification immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal, Québec
H2Y 3Y8

- **Pour le Locataire :**
6813623 Canada inc
a/s de M.Dominic Bujold
1929, Ozias-Leduc
Longueuil (Québec)
J4J 1P6

11.2 Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le

Locataire	Locateur

cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par télécopieur. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par télécopieur, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

11.3 Les adresses ci-devant indiquées peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élue domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure judiciaire de Montréal.

12.0 ÉLECTION DE DOMICILE

12.1 Les parties conviennent, pour toute réclamation ou poursuite judiciaire pour quelque motif que ce soit, relativement au bail, de choisir le district judiciaire de Montréal, province de Québec, Canada, comme le lieu approprié pour l'audition de ces réclamations ou poursuites judiciaires à l'exclusion de tout autre district judiciaire qui peut avoir juridiction sur un tel litige selon les prescriptions de la loi.

13.0 CONVENTION COMPLÈTE

13.1 Le présent bail contient tous les droits et toutes les obligations des parties à l'égard des Lieux Loués, il annule toute autre entente écrite ou verbale entre les parties pour ces Lieux Loués.

13.2 À moins que les présentes n'en prévoient autrement, aucune modification ou addition au présent bail ne liera les parties à moins qu'elle ne soit faite par écrit et signée par chacune d'elles.

14,0 POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE

Le Contractant déclare qu'il a pris connaissance de la Politique, qu'il en comprend les termes et la portée et fait toutes les affirmations solennelles requises en application de la Politique comme si elles étaient reproduites au long à la présente convention et prend les engagements prévus au paragraphe 6 de la Politique.

EN FOI DE QUOI le Locataire a dûment signé la présente convention de location le _____ jour de _____2016.

Locataire	Locateur

6813623 Canada inc,

_____
Dominic Bujold

EN FOI DE QUOI le Locateur a dûment signé la présente convention de location le __ jour de _____2016.

VILLE DE MONTRÉAL

_____
Yves Saindon

Annexe B

Locataire	Locateur

Autres obligations et règlements d'immeuble

- ne pas utiliser le nom « théâtre Outremont » en tout ou en partie, ou toute autre variation, pour quelque motif que ce soit ;

- Assurer une jouissance paisible des Lieux Loués à toute personne dans le Théâtre Outremont ainsi qu'aux voisins. Le Locataire s'assurera que ses représentants, employés, invités, clients, fournisseurs, contractants ou toutes personnes en lien avec lui, ne perturbent pas la jouissance paisible des Lieux Loués. Le Locataire conduira ses affaires de manière professionnelle et s'assurera que le personnel qu'il engage soit qualifié ;

- Le Locataire pourra utiliser, sans frais, les espaces accessoires montrés en rouge à l'Annexe « A ». De plus, le Locateur pourra partager le local montré en bleu à l'Annexe « A ». Pour ce faire, le Locataire devra s'entendre auprès de l'organisme gestionnaire du théâtre pour l'occupation de ces espaces. Il est convenu entre les parties (Locataire et Locateur) que le représentant du Locateur qui a la responsabilité de faire la gestion de l'immeuble pourra mettre fin à cette occupation sur préavis de trente (30) jours à cet effet. Si un tel avis est donné au Locataire, il devra, à ses frais, relocaliser les équipements dans les Lieux Loués ou ailleurs dans un autre immeuble ;

- Sans limiter la généralité de ce qui suit, le Locataire reconnaît qu'il ne fera ou ne permettra aucun bruit déraisonnable qui puisse être entendu en dehors des Lieux Loués;

    - i) le Locataire ne permettra pas que des odeurs s'échappent de Lieux Loués, il installera tous les équipements nécessaires afin de respecter cette obligation ;

    - ii) Le Locataire conservera les Lieux Loués, les espaces accessoires et l'espace partagé propre et exempt de déchets et de détritus. Le Locataire conservera les espaces extérieurs adjacents au Lieux Loués sans accumulation de neige ou de glace ;

    - iii) Le Locataire veillera à conserver toutes les voies de circulation d'accès aux systèmes de plomberie, d'électricité et autres de même nature ainsi que les sorties de secours exempts de tout matériel et équipement ;

    - iv) Le Locataire veillera également à maintenir les portes coupe-feu fermées en tout temps ;

    - v) tous les déchets provenant du Locataire seront bien emballés et placés aux endroits définis par le Locateur ;

- En aucun temps le Locataire ne devra pénétrer dans les autres locaux du Locateur sauf avec la permission de celui-ci. Le Locateur accepte de permettre l'accès aux toilettes situées au rez-de-chaussée, le Locataire maintiendra la toilette propre et en bonne condition;

- Conserver les Lieux Loués exempts de toutes vermines et rongeurs. Le Locateur pourra, après avoir envoyé un avis écrit au Locataire, engager un exterminateur, aux seuls frais du Locataire, plus 15 % de frais d'administration;

- Installer des équipements de première qualité et faire en sorte que le personnel sur place soit en nombre suffisant pour assurer un service de qualité;

- Ne point entreposer ni garder des produits explosifs inflammables ou dangereux dans les Lieux Loués et les espaces accessoires et ne placer aucun équipement lourds sans obtenir au préalable le consentement du Locateur.

Locataire	Locateur

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1165373001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction évaluation et courtage immobilier-sécurité
Objet :	Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à 6813623 Canada inc., pour une période de cinq (5) ans et douze (12) jours, à compter du 20 mars 2016 et se terminant le 31 mars 2021, un local d'une superficie utilisable de 63,8 m², au rez-de-chaussée et au sous-sol de l'immeuble situé au 1248, avenue Bernard (Théâtre Outremont), afin d'exploiter un restaurant connu sous le nom de Pizza No 900, moyennant un loyer total de 144 045,76 $, plus les taxes applicables.(N/Réf.: 3956-100)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

2016GDD1165373001-6813623 Canada inc.-04022016.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diane NGUYEN
Conseillère analyse et contrôle de gestion

Tél : 514-872-0549

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-05

Michel T TREMBLAY
Conseiller en gestion des ressources financières-Chef d'équipe
Tél : 514 872-0470
Division : Div. du conseil et du soutien financier-Point de Service Chaussegros-de-Léry

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.09

2016/03/21
13:00

(1)

Dossier # : 1160660002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Corporatif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 297 800 $, taxes incluses, pour compléter les travaux de restauration de l'enveloppe du Bain St-Michel (316) dans le cadre du contrat accordé à Norgéreq ltée (CM15 0514) majorant ainsi le montant total du contrat de 1 240 393,01 $ à 1 538 193,01 $, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense supplémentaire de 297 800,00 $, taxes incluses, pour compléter les travaux de restauration de l'enveloppe du Bain St-Michel (316) dans le cadre du contrat accordé à Norgéreq ltée (CM15 0514), comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;
2. d'accorder à Norgéreq ltée ce surplus contractuel total de 297 800,00 $, majorant ainsi le montant total du contrat octroyé de 1 240 393,01 $ à 1 538 193,01 $, taxes incluses;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville centre.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-02-29 12:24

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1160660002**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Corporatif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 297 800 $, taxes incluses, pour compléter les travaux de restauration de l'enveloppe du Bain St-Michel (316) dans le cadre du contrat accordé à Norgéreq ltée (CM15 0514) majorant ainsi le montant total du contrat de 1 240 393,01 $ à 1 538 193,01 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Le Bain St-Michel (à l'origine nommé Bain Turcot), sis au 5300, rue St-Dominique à l'angle nord-ouest de la rue Maguire dans l'arrondissement du Plateau Mont-Royal, est le seul survivant de la première vague de construction de bains publiques vers 1910 (les autres ayant été construits vers les années 1930). Cela lui confère une valeur historique indéniable.

De plus, à l'extérieur, l'architecture du Bain St-Michel a une valeur remarquable par sa volumétrie, son implantation particulière (petit bâtiment de 520 mètres occupant presque 100 % de son site), le traitement exceptionnel de ses façades d'inspiration Beaux-Arts avec l'œil-de-bœuf comme élément très distinctif et sa maçonnerie de briques avec détails de pierre. À l'intérieur, le volume de l'enceinte de la piscine, son éclairage naturel, les finis des murs et du bassin sont également des composantes de grande valeur.

Pour ces raisons, l'énoncé patrimonial dont il a fait l'objet a recommandé sa conservation malgré que le taux de vétusté de l'édifice atteignait les 95 %.

Désaffecté depuis 1993 dans sa fonction initiale de piscine, le Bain St-Michel a été réapproprié par la suite, de façon informelle, comme lieu de création culturelle. Pour des raisons de sécurité, l'édifice est cependant vacant depuis mars 2014.

Depuis, les intervenants municipaux dans le domaine de la culture s'affairent à monter un projet dans le but de recycler le bâtiment pour lui confirmer un nouvel usage lié à la culture. Cependant, entre temps, le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) devait faire face à des problèmes urgents :

1. la maçonnerie des façades se désagrégeait, des débris tombant sur les trottoirs le long des façades;
2. la toiture fuyait au point de menacer l'intégrité du bâtiment.

De façon à s'assurer de la sécurité du public et du maintien de l'actif, le SGPI a lancé en 2014 un projet pour faire la réfection de la toiture (incluant la reconstruction de la structure du toit) et la restauration de la maçonnerie. Ces travaux ne pouvaient attendre qu'une nouvelle vocation soit clairement définie pour l'édifice. Suite à un appel d'offres réalisé au début 2015, un contrat de construction a été accordé à Norgéreq ltée et les travaux ont débuté au printemps 2015.

Malgré les expertises préalables faites à partir d'ouvertures exploratoires lors de la préparation des plans et devis, la réalité au moment de dégarnir la toiture et la maçonnerie a surpassé les prévisions les plus pessimistes quant à l'état du bâtiment : les conditions de la structure et de la maçonnerie porteuse et la quantité de moisissures et autres contaminants étaient pires que prévu. En conséquence, le budget de contingence est vite devenu insuffisant pour faire face aux travaux imprévus requis.

La stratégie de la SGPI a été de faire terminer, avant l'hiver, les travaux essentiels pour que le bâtiment soit fermé pour la saison froide. Ainsi, par exemple, un crédit a été demandé pour les travaux de réfection d'un bassin de toiture pour lequel la démolition n'avait pas été entamée et ceux de réfection de la cheminée qui pouvaient être reportés plus tard. Le crédit ainsi obtenu a servi à terminer les travaux jugés essentiels avant l'hiver 2015-2016.

La valeur maximale du contrat de Norgéreq ltée doit être augmentée pour pouvoir terminer au printemps les travaux de réfection de la maçonnerie et de toiture prévus au contrat et qui ont ainsi été mis en suspens depuis décembre 2015 pour la période hivernale.

Par ailleurs, le projet de rénovation général du reste du bâtiment et de conversion de son usage en équipement culturel, encore au stade de la programmation, fera l'objet d'un contrat ultérieur distinct dont l'échéancier reste à préciser. Il est à prévoir que des investissements additionnels importants seront requis pour rendre le bâtiment opérationnel.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 0514 - 28 avril 2015 Accorder un contrat à Norgéreq ltée pour les travaux de restauration de l'enveloppe du Bain St-Michel - Dépense totale de 1 300 393,01 $, taxes incluses.
CM14 0167 - 24 février 2014 Accorder un contrat de services professionnels à Riopel Dion et St-Martin inc., architectes, Beaudoin Hurens, inc., ingénieurs en électromécanique et en structure-civil, pour la réalisation de divers projets de protection de bâtiments corporatifs pour une somme maximale de 1 567 460,55 $, taxes incluses.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'approbation d'une majoration du montant maximal du contrat de Norgéreq ltée afin de permettre à l'entrepreneur de finir la réfection de la toiture et de la maçonnerie du Bain St-Michel incluse au contrat, mais dont les travaux sont d'une plus grande ampleur qu'initialement prévu en raison des imprévus de chantier.
Le contrat initial au montant de 1 240 393,01 $ taxes incluses (TI) comportait un budget de contingences de 161 790,39 $ TI, soit 15 % du coût soumis pour les travaux. En raison de la quantité et des coûts importants des imprévus de chantier, ce budget de contingences est devenu insuffisant pour y faire face et pour faire les travaux nécessaires pour fermer le bâtiment avant l'hiver. Il a donc été augmenté par le crédit de quelque 122 000 $ TI obtenu par le retrait des travaux suivants :

- La reconstruction de la structure du bassin de toiture #4 et son étanchéité;
- La complétion des travaux de restauration de la maçonnerie des façades des rues Maguire et Saint-Dominique;

- La restauration de la maçonnerie de la cheminée.

Ces travaux sont reportés au printemps 2016 conditionnellement à une augmentation de 297 800 $ TI de la valeur du contrat initiale de Norgéreq ltée. Cette augmentation est ventilée ainsi :

- - 800 $ TI : solde du budget du contrat suite à la suspension des travaux;
- 154 000 $ TI : coût estimé des travaux à terminer au printemps incluant les 122 000 $ TI de travaux mis en suspens à l'automne 2015 et 32 000 $ TI de travaux additionnels (voir liste * ci-après).
- 95 000 $ TI : coût estimé des frais de prolongation de chantier du 29 mars au 26 juin 2016.
- 248 200 $ TI : sous-total
- 49 600 $ TI : budget de contingences pour travaux imprévus (20 % de 248 200 $);
- 297 800 $ TI : montant de l'augmentation de la valeur du contrat.

La valeur du contrat sera ainsi majorée de 1 240 393,01 $ tous frais inclus (TFI) à 1 538 193,01 $ TFI, , soit une augmentation de 24 %.

* Les travaux additionnels suivants (accessoires aux travaux principaux), sont inclus dans le coût estimé des travaux à terminer :

- Rejointoiement de fondations de maçonnerie du côté du voisin;
- Enlèvement des nombreux graffitis qui sont apparus sur la maçonnerie durant le chantier;
- Ajout d'un enduit de protection anti-graffitis;
- Ajout d'un tapis de protection sur la toiture;
- Ajout d'une base pour un futur mât de drapeau tel qu'à l'origine, suite à la demande du Comité conseil d'urbanisme de l'Arrondissement du Plateau Mont-Royal.

Le degré d'avancement des travaux requis pour compléter ce projet de réfection de toiture et de maçonnerie, après suspension du chantier en décembre 2015, est d'environ 80 %.

JUSTIFICATION

Les explorations préparatoires lors des plans et devis, avaient révélé que la structure de la toiture, attaquée par la pourriture, devait être refaite. La présence de moisissures et de fientes d'oiseaux dans l'entre-toit avait également été détectée par les ouvertures exploratoires faites dans la toiture. Mais l'ampleur de la décontamination s'est révélée beaucoup plus grande que prévue, lors des travaux de démolition.
De plus, si l'inspection préalable de la maçonnerie a permis d'identifier les briques de parement et pierres devant être réparées ou remplacées, elle n'a pas révélé l'instabilité au coeur des murs de maçonnerie porteuse qui a obligé des reconstructions partielles de ces murs et de la solidification pour qu'ils puissent supporter la nouvelle structure de la toiture.

À un moment donné au chantier, le risque de perte de l'édifice était grand. Des travaux imprévus mais essentiels devaient alors être faits de façon à stabiliser le tout.

Dans la mesure où l'intérêt patrimonial de cet édifice fait consensus, le travail de conservation doit être complété (ce qui implique l'augmentation de la valeur du présent contrat) et, surtout, des fonds additionnels devront être votés par la suite pour en assurer une occupation, condition essentielle à la conservation d'un édifice patrimonial.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le contrat de Norgéreq ltée est présentement de 1 240 393,01 $ incluant les taxes et un budget pour travaux contingents de 15 %. Le contrat serait augmenté de 297 800 $ TI (24 %) et sera financé par le règlement d'emprunt de compétence corporatif 13-014 du règlement - Protection immeuble, installations sportives aquatiques. Le total du contrat serait alors porté à 1 538 193,01 $ TFI. Le calcul des coûts est annexé en pièces jointes. Le coût net de l'augmentation, après ristourne de taxes, représente 271 931,09 $. Cette dépense sera assumée à 100 % par la Ville centre. Le montant sera entièrement dépensé en 2016.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les documents ayant trait au développement durable sont inclus au devis du cahier des charges (gestion des déchets de construction et de démolition, protection de l'environnement).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'enveloppe de l'édifice est présentement protégée de façon sommaire pour lui permettre de traverser l'hiver. La complétion des travaux débutés en 2015 ne saurait être retardée sans augmenter les risques de mettre en péril les travaux déjà accomplis l'an dernier, notamment au niveau de la maçonnerie, et la préservation de l'actif. À ce titre, les travaux qui restent à compléter pour la réfection de la toiture et de la maçonnerie ne pourraient être reportés dans le prochain appel d'offres pour la rénovation générale, dont les travaux ne débuteront probablement pas avant 2017, sans mettre en péril la conservation même de ce bâtiment d'intérêt patrimonial.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'information concernant le projet via les panneaux de chantier a été mise à jour pour annoncer la suspension des travaux pour l'hiver. En fonction de la décision qui sera prise concernant le présent dossier, cette information sera à nouveau mise à jour au printemps.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Augmentation du contrat mars 2016
Fin des travaux prévus au contrat avril à fin juin 2016
Contrat distinct pour la rénovation générale du bâtiment et la conversion d'usage prévu pour 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation juridique avec commentaire :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Caroline DUHAIME)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sophie CHARLEBOIS, Service de la culture

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2016-02-11
Patrice POULIN Gestionnaire immobilier		Carlos MANZONI Chef de division	
Tél :	514-872-1019	**Tél :**	514-872-3957
	André Cazelais, chef de section Tél. 514-872-5387		
Télécop. :	514-280-3597	**Télécop. :**	514-872-2222

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION		**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**	
Carlos MANZONI Directeur par intérim		Marie-Claude LAVOIE Directrice de service SGPI	
Tél :	514 872-3957	**Tél :**	514 872-1049
Approuvé le :	2016-02-25	**Approuvé le :**	2016-02-29

SGPI

Division de la gestion immobilière
Section Corporatif

Projet : Bain St-Michel (316), réfection de la maçonnerie et de la toiture
Description : **C**ontrat de construction de Norgéreq Ltée, augmentation

				Tps 5,0%		Tvq 9,975%		Total
Contrat:	**Travaux forfaitaires**	**%**	**$**					
	Prix forfaitaire	0,0%	215 844,02 $	**10 792,20 $**		**21 530,44 $**		**248 166,67 $**
		0,0%						
		0,0%						
		0,0%						
	Admin et profits	0,0%	inclus					
	Divers - Autres trav.	0,0%	inclus					
	Sous-total :	100,0%	**215 844,02 $**	**10 792,20 $**		**21 530,44 $**		**248 166,67 $**
	Contingences	20,0%	43 168,80 $	2 158,44 $		4 306,09 $		49 633,33 $
	Total - Contrat :		**259 012,83 $**	**12 950,64 $**		**25 836,53 $**		**297 800,00 $**
Incidences:	Dépenses générales							
	Dépenses spécifiques							
	Total - Incidences :	0,0%	**- $**	**- $**		**- $**		**- $**
	Subvention :		**- $**	**- $**		**- $**		**- $**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)		**259 012,83 $**	**12 950,64 $**		**25 836,53 $**		**297 800,00 $**
Ristournes:	Tps 100,00%			12 950,64 $				12 950,64 $
	Tvq 50,0%					12 918,26 $		12 918,26 $
	Coût après rist. (Montant à emprunter)		**259 012,83 $**	**- $**		**25 836,53 $**		**271 931,09 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1160660002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Corporatif
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 297 800 $, taxes incluses, pour compléter les travaux de restauration de l'enveloppe du Bain St-Michel (316) dans le cadre du contrat accordé à Norgéreq ltée (CM15 0514) majorant ainsi le montant total du contrat de 1 240 393,01 $ à 1 538 193,01 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation juridique avec commentaire

COMMENTAIRES

Pour les fins de notre analyse, la modification demandée par le service responsable de la gestion de ce contrat, additionnée au montant des contingences attribuées lors de l'octroi du contrat représente 42.61 %. Sur la base des représentations faites par le service à l'effet que les modifications apportées au contrat constituent une dépense qui n'était pas prévue et prévisible, nous sommes d'avis que les modifications demandées peuvent être qualifiées d'accessoires au contrat au sens de la Loi quant à la valeur, étant entendu par ailleurs que ces modifications ne changent pas la nature du contrat.

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Caroline DUHAIME
Avocate
Tél : 514-872-2138

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-22

Marie-Andrée SIMARD
Notaire - Chef de division - droit contractuel
Tél : 514-872-8323
Division : Affaires civiles

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1160660002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Corporatif
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 297 800 $, taxes incluses, pour compléter les travaux de restauration de l'enveloppe du Bain St-Michel (316) dans le cadre du contrat accordé à Norgéreq ltée (CM15 0514) majorant ainsi le montant total du contrat de 1 240 393,01 $ à 1 538 193,01 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1160660002 - information comptable.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service CDL
Tél : 514-872-1021

Co-auteur:
Jacques P Tremblay
Agent comptable analyste
Direction du budget et de la planification financière et fiscale
Tél.: 514-872-4146

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-24

Françoise TURGEON
Conseillère analyse - contrôle de gestion

Tél : 514 872-0946

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.10

2016/03/21
13:00

(1)

Dossier # : 1154102006

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Aquarehab (Canada) inc., pour la réalisation de travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève et de Saint-Laurent - Dépense totale de 3 859 118,27 $, taxes incluses (contrat - secteur Ouest : 3 769 118,27 $ + incidences : 90 000 $) - Appel d'offres public 329401 - 3 soumissionnaires.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 3 859 118,27 $, taxes incluses, pour des travaux de réhabilitation sans tranchée de conduites d'eau par la technique de chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève et de Saint-Laurent, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à Aquarehab (Canada) inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 769 118,27 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 329401 ;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-02-22 14:58

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1154102006**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Aquarehab (Canada) inc., pour la réalisation de travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève et de Saint-Laurent - Dépense totale de 3 859 118,27 $, taxes incluses (contrat - secteur Ouest : 3 769 118,27 $ + incidences : 90 000 $) - Appel d'offres public 329401 - 3 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Les travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par la technique de chemisage sont proposés par la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) du Service de l'eau. Ces travaux s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures performantes et font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.
Cette technique de chemisage sans tranchée représente de nombreux avantages comparativement aux méthodes plus traditionnelles de reconstruction par excavation, notamment :

· Réduction importante des coûts d'exécution comparativement à la reconstruction par excavation;
· Rapidité dans la réalisation des travaux;
· Réduction des perturbations sur les infrastructures environnantes;
· Rapidité de la remise en état des lieux;
· Réduction de la disposition des sols et des matériaux d'excavation;
· Maintien de la circulation durant les travaux.

Le Service de l'eau a mandaté la Direction des infrastructures (DI) afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

Dans un contexte de déficit d'entretien des réseaux d'aqueduc, les techniques de réhabilitation permettent le renouvellement d'un très grand nombre de conduites d'aqueduc.

Pour mesurer l'évolution du coût par kilomètre des contrats octroyés depuis 2008, une liste est annexée en pièce jointe.

Étant donné l'envergure des travaux et la volonté de la Ville à ouvrir le marché et encourager la concurrence, la DI a décidé de diviser le projet en quatre secteurs, soit le secteur Ouest, le secteur Centre, le secteur Est et le secteur Nord. La présente demande d'octroi de contrat vise la réhabilitation des conduites d'aqueduc du secteur Ouest. Le projet du secteur Centre fait actuellement l'objet d'un dossier d'octroi (1154102007, A.O. 329402), tandis que les projets des secteurs Est et Nord feront l'objet d'appels d'offres à partir du 22 février 2016 (A.O. 329403 et A. O. 329404).

L'appel d'offres du présent dossier a été publié du 14 décembre 2015 au 27 janvier 2016. La soumission est valide pendant les cent vingt (120) jours qui suivent sa date d'ouverture, soit jusqu'au 26 mai 2016.

L'appel d'offres a été publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO. La durée de publication a été de 43 jours, ce qui respecte le délai prescrit par la Loi sur les cités et villes.

Deux (2) addendas furent émis afin d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges des modifications faites aux documents d'appel d'offres :

· Addenda n° 1 émis le 13 janvier 2016 : Modifications au cahier des charges pour ajouter les articles sur l'évaluation de rendement de l'adjudicataire et la grille des critères de l'évaluation et report de la date d'ouverture de la soumission;
· Addenda n° 2 émis le 19 janvier 2016 : Modifications pour clarifier un article sur les branchements d'eau dans le devis technique égout et aqueduc et pour préciser certaines exigences particulières dans le devis de circulation.

Ces modifications n'ont aucun impact significatif sur le coût des travaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0160 - 26 mars 2015 - Accorder deux contrats à Sanexen Services Environnementaux inc., pour la réalisation de travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 41 116 492,62$, taxes incluses, (contrat UX15350 - secteur Est: 20 289 464,65 $ + incidences 305 000,00 $) et (contrat UX15351 - secteur Ouest: 20 218 027,97 $ + incidences: 304 000 $) - Appel d'offres public 10164 - 2 soumissionnaires pour chacun des deux contrats (1154822003);
CG14 0135 - 27 mars 2014 - Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc. pour la réalisation de travaux de réhabilitation de conduites d'aqueduc secondaires par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal. secteur Est - Dépense totale de 8 984 619,88 $, taxes incluses (contrat: 8 851 619,88 $ + incidences: 113 000 $) - Appel d'offres public 10136 - 2 soumissionnaires (1144551002).

DESCRIPTION

La longueur totale des conduites d'aqueduc à réhabiliter par chemisage structural prévue en 2016 est de 20,6 km, ce qui représente un taux de renouvellement de l'ordre de 0,6 % de l'ensemble du réseau. Le présent contrat (secteur Ouest) prévoie 3,6 km et regroupe les arrondissements suivants: Île-Bizard–Sainte-Geneviève et Saint-Laurent.
La liste des rues où auront lieu les travaux de réhabilitation de conduites d'aqueduc est jointe au présent dossier ainsi que la description des actifs visés par les travaux.

Afin de s'assurer que l'adjudicataire possède l'expertise et les ressources nécessaires pour réaliser les travaux conformément au devis, des clauses de conformité sur les qualifications du soumissionnaire, sur les équipements et sur les produits de chemisage sont insérées aux documents d'appel d'offres. Le délai d'exécution des travaux, après l'ordre écrit du Directeur de commencer les travaux, ne doit pas dépasser **cent-quarante (140)** jours de calendrier. Les travaux sont prévus débuter au printemps 2016 (trimestre 2) et doivent être complétés au plus tard en août 2016.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises aux arrondissements et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 342 647,12 $ (taxes incluses), soit 10 % du coût des travaux avant les taxes, tel que décrit au bordereau d'appel d'offres.

Les dépenses incidentes comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de gestion des impacts, de communication, de marquage et signalisation ainsi que des frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux et pour la surveillance environnementale. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document *Incidences et ristournes* en pièce jointe

Sur huit (8) preneurs de cahier des charges, sept (7) étaient susceptibles de déposer une soumission. Trois (3) firmes ont déposé une soumission et quatre (4) n'en ont pas déposé; soit une proportion respective de 43 % et 57 %. La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats de soumission ci-dessous résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, les écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant de l'octroi :

RÉSULTATS DE SOUMISSION		*(taxes incluses)*		
FIRMES SOUMISSIONNAIRES CONFORMES		**PRIX**	**CONTINGENCES**	**TOTAL**
1	Aquarehab (Canada) inc.	3 426 471,15 $	342 647,12 $	3 769 118,27 $
2	Réhabilitation Du O inc.	3 626 363,63 $	362 636,37 $	3 989 000,00 $
3	Sanexen Services Environnementaux inc.	4 117 427,21 $	411 742,72 $	4 529 169,93 $
Estimation des professionnels internes ($)		3 996 180,33 $	399 618,03 $	4 395 798,36 $
Coût moyen des soumissions reçues **Écart entre la moyenne et la plus basse conforme**			**($)** **(%)**	**4 095 762,73 $** **8,7 %**
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes			**($)** **(%)**	**760 051,66 $** **20,2 %**
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation			**($)** **(%)**	**-626 680,09 $** **-14,3 %**
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conformes			**($)** **(%)**	**219 881,73 $** **5,8 %**

L'estimation des professionnels de la Division de la conception des travaux est établie avant la période d'appel d'offres, à partir de l'historique des appels d'offres pour des travaux de

même nature tout en tenant compte de la complexité particulière des contrats.

L'écart de -626 680,09 $ (-14,3 %) entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels, étant favorable à la Ville de Montréal, la Division de la conception des travaux recommande l'octroi du contrat. Cet écart peut s'expliquer par un changement dans les exigences habituelles de ce type de contrat en vue d'ouvrir le marché. Pour ce contrat, la sous-traitance des travaux de chemisage était permise et seulement les certifications d'innocuité eau potable BNQ et NSF étaient requises. De plus, la nouvelle stratégie de la Ville à segmenter l'ensemble des travaux en quatre secteurs afin de permettre à un plus grand nombre d'entrepreneurs de soumissionner pourrait aussi expliquer l'écart favorable.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (Loi 1) conformément au décret # 1049-2013 adopté le 23 octobre 2013. L'adjudicataire recommandé, Aquarehab (Canada) inc., détient une attestation de l'Autorité des marchés financiers, laquelle est en vigueur depuis le 27 juin 2013. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier.

Des validations ont été faites selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licence restreinte de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni du Registre des entreprises non admissibles (RENA). Une attestation valide délivrée par Revenu Québec, a été déposée avec sa soumission, laquelle a été de nouveau validée le 12 février 2016.

L'adjudicataire recommandé est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal relatif à ce contrat est de 3 859 117,27 $ (taxes incluses) incluant des incidences de 90 000 $ (taxes incluses).
Cette dépense est entièrement assumée par la Ville centre et représente un coût net de 3 523 889,36 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale. Elle est admissible à une subvention estimée à 3 523 889,36 $ au programme de la TECQ (taxe sur l'essence et de la contribution du Québec), ne laissant aucune charge aux contribuables.

La répartition du coût des travaux et des dépenses incidentes est présentée en pièces jointes au dossier dans les documents *Incidences et ristournes et Budget requis.*

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent projet inclut des travaux de réfection de conduite d'eau potable visant à réduire les fuites d'eau en dépistant et en réparant les bris des infrastructures souterraines d'aqueduc. Le tout en conformité avec l'action 17 du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015.
Ces travaux permettront de contribuer à l'atteinte des objectifs suivants :
· renouveler les réseaux de 1 % selon la politique nationale de l'eau;
· réduire la production d'eau potable;
· diminuer les infiltrations d'eau au réseau d'égout;
· réduire les émissions de gaz à effet de serre lors des travaux de réhabilitation par la diminution des excavations

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché pourrait avoir comme conséquence de devoir reconstruire certaines conduites au lieu de les réhabiliter, ce qui entraînerait des coûts

beaucoup plus importants. De plus, si les travaux sont réalisés dans un délai ultérieur, ceci risque de provoquer une augmentation des coûts de la main-d'oeuvre et des matériaux. Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 26 mai 2016, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la circulation ».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été approuvée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES:
Octroi du contrat : À la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : Avril 2016
Fin des travaux : Août 2016.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Linda PHARAND)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mathieu-Pierre LABERGE, Service de l'eau
Normand MARINACCI, L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève
Dang NGUYEN, Saint-Laurent

Lecture :

Mathieu-Pierre LABERGE, 17 février 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2016-02-15

Dominique FILION
Ingénieur(e)

Tél : 514 872-3945
Télécop. :

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2016-02-18

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2016-02-22

Soumission 329401 – Travaux de réhabilitation de conduite d'eau potables par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal

Résumé des mesures de maintien de la circulation et de gestion des impacts

Secteur	Mesures de mitigation
Applicables à toutes les rues	Les travaux sont répartis sur diverses rues pour lesquelles les exigences spécifiques sont décrites à l'annexe C1 du cahier C. - Protéger les aires de travail et les excavations dans la zone de travaux à l'aide de clôtures autoportantes temporaires au pourtour de l'aire de travail afin d'éviter l'intrusion des piétons ou des cyclistes; - Maintenir en tout temps les mouvements permis aux intersections à moins d'indication contraire tel que décrit à l'annexe C1; - Maintien, en tout temps, des trottoirs et passages piétonniers libres d'obstacles. Sinon fournir la signalisation complète afin que les piétons et cyclistes puissent contourner l'obstacle; - L'entrepreneur doit en tout temps laisser une voie carrossable pour les services d'urgence.
Mesures de gestion des impacts applicables à tous les projets	- Présence de signaleur(s) qualifié(s) pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier adjacent la zone des travaux incluant les piétons et cyclistes. - En présence d'école, de corridor scolaire et/ou de parc, l'entrepreneur doit prévoir : présence d'un signaleur, réalisation des travaux en été, maintien de la circulation piétonnière, sécurisation des matériaux entreposés dans la rue; - En présence d'hôpital, l'entrepreneur doit prévoir : présence d'un signaleur, maintien des accès aux services d'urgence, maintien de la circulation piétonnière et à mobilité réduite, sécurisation des matériaux entreposés dans la rue; - Dans un secteur commercial, l'entrepreneur doit prévoir : maintien des zones de livraison et débarcadères, maintien des accès aux commerces, maintien de la circulation piétonnière, sécurisation des matériaux entreposés dans la rue; - Dans un secteur résidentiel, l'entrepreneur doit prévoir : stationnement interdit de 7h00 à 19h00 seulement, si possible, maintien de la circulation piétonnière, sécurisation des matériaux entreposés dans la rue; - L'entrepreneur doit implanter un chemin de détour et/ou un itinéraire facultatif lors d'une fermeture complète de rue ou d'une direction; - Maintenir la piste cyclable en tout temps via un détour ou permettre l'interruption sur une courte distance avec déplacement à pied et/ou présence d'un signaleur; - Maintenir les voies réservées aux autobus en tout temps ou relâchement sur un maximum d'un tronçon. La STM doit être avisée de la date et de la nature des entraves au moins 30 jours à l'avance. Personnes-ressources : o Nathalie Chamberland, tél : (514)-280-5008 courriel : nathalie.chamberland@stm.info o Garry Bernard, tél : (514) 280-5010 courriel : garry.bernard@stm.info; o Philippe Parenteau, tél : (514) 280-5014 courriel : philippe.parenteau@stm.info; - Des plaques d'acier pour circulation doivent être prévues pour redonner accès aux riverains en dehors des heures de travail, si spécifié à l'annexe C1; - Le réseau d'aqueduc temporaire ne doit pas constituer un obstacle sur les trottoirs. Des pentes d'accès et sécuritaire doivent être réalisé, au besoin, afin de permettre le passage des personnes à mobilité réduite.

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 329401
Numéro de référence : 939937
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de réhabilitation des conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues de la ville de Montréal.

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Aquaréhab (Canada) inc. 2145 rue Michelin Laval, QC, H7L 5B8 http://www.aquarehab.com	Madame France Marcil Téléphone : 450 687-3472 Télécopieur : 450 687-4570	**Commande : (1046517)** 2015-12-15 8 h 48 **Transmission :** 2015-12-15 8 h 57	2535992 - 329401_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 33 - Courriel 2536001 - 329401_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 32 - Courriel 2536002 - 329401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 32 - Téléchargement 2537640 - 329401_Addenda 2 2016-01-19 15 h 09 - Courriel 2537642 - 329401_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-19 15 h 10 - Courriel 2537643 - 329401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-19 15 h 10 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Boisclair et Fils 715 boul. Des Laurentides Piedmont, QC, J0R 1K0 http://www.boisclairetfils.ca	Monsieur Philippe Boisclair Téléphone : 450 227-2468 Télécopieur : 450 227-1698	**Commande : (1052367)** 2016-01-11 16 h 32 **Transmission :** 2016-01-11 16 h 32	2535992 - 329401_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 33 - Courriel 2536001 - 329401_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 32 - Courriel 2536002 - 329401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 32 - Téléchargement 2537640 - 329401_Addenda 2 2016-01-19 15 h 09 - Courriel 2537642 - 329401_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-19 15 h 10 - Courriel 2537643 - 329401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-19 15 h 10 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

			Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe IMOG inc. 7400 Chemin St Francois Montréal, QC, h4s1b8	Monsieur Jean Etienne Limoges Téléphone : 514 715-2627 Télécopieur : 514 745-8900	**Commande : (1046691)** 2015-12-15 12 h 07 **Transmission :** 2015-12-15 13 h 36	2535992 - 329401_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 16 h 07 - Télécopie 2536001 - 329401_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 33 - Télécopie 2536002 - 329401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 32 - Téléchargement 2537640 - 329401_Addenda 2 2016-01-19 15 h 10 - Télécopie 2537642 - 329401_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-19 15 h 42 - Télécopie 2537643 - 329401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-19 15 h 10 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Insituform Technologies Limited 139 rue Barr Montréal, QC, H4T 1W6 http://www.insituform.com	Monsieur Nicolas Sauvé Téléphone : 514 739-9999 Télécopieur : 514 739-9988	**Commande : (1046222)** 2015-12-14 12 h 27 **Transmission :** 2015-12-14 12 h 27	2535992 - 329401_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 33 - Courriel 2536001 - 329401_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 32 - Courriel 2536002 - 329401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 32 - Téléchargement 2537640 - 329401_Addenda 2 2016-01-19 15 h 09 - Courriel 2537642 - 329401_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-19 15 h 10 - Courriel 2537643 - 329401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-19 15 h 10 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
L'écuyer & Fils Ltée / 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1050415)** 2016-01-06 11 h 35 **Transmission :** 2016-01-06 11 h 35	2535992 - 329401_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 33 - Courriel 2536001 - 329401_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 32 - Courriel 2536002 - 329401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 32 - Téléchargement 2537640 - 329401_Addenda 2 2016-01-19 15 h 09 - Courriel 2537642 - 329401_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-19 15 h 10 - Courriel

			2537643 - 329401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-19 15 h 10 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Réhabilitation Du O inc 5270 boul Cléroux Laval, QC, H7T 2E8	Monsieur Danick Dufresne Téléphone : 450 682-2733 Télécopieur : 450 682-9651	**Commande : (1046455)** 2015-12-15 6 h 28 **Transmission :** 2015-12-15 7 h 18	2535992 - 329401_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 33 - Courriel 2536001 - 329401_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 32 - Courriel 2536002 - 329401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 32 - Téléchargement 2537640 - 329401_Addenda 2 2016-01-19 15 h 09 - Courriel 2537642 - 329401_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-19 15 h 10 - Courriel 2537643 - 329401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-19 15 h 10 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Sanexen Services Environnementaux inc.. 9935, avenue de Catania, bureau 200, entrée 1 Brossard, QC, J4Z3V4	Madame Andrée Houle Téléphone : 450 466-2123 Télécopieur : 450 466-2240	**Commande : (1046362)** 2015-12-14 15 h 30 **Transmission :** 2015-12-14 15 h 40	2535992 - 329401_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 33 - Courriel 2536001 - 329401_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 32 - Courriel 2536002 - 329401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 32 - Téléchargement 2537640 - 329401_Addenda 2 2016-01-19 15 h 09 - Courriel 2537642 - 329401_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-19 15 h 10 - Courriel 2537643 - 329401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-19 15 h 10 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Ville de Châteauguay. 5 Boul.D'youville Châteauguay, QC, J6J 2P8 http://www.ville.chateauguay.qc.ca	Madame Isabelle Lazure Téléphone : 450 698-3185 Télécopieur : 450 698-3843	**Commande : (1056980)** 2016-01-20 14 h 56 **Transmission :** 2016-01-20 14 h 56	2535992 - 329401_Addenda 1 - Report de date 2016-01-20 14 h 56 - Téléchargement 2536001 - 329401_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-20 14 h 56 - Téléchargement

2536002 - 329401_Formulaires de soumission (bordereau)
2016-01-20 14 h 56 - Téléchargement

2537640 - 329401_Addenda 2
2016-01-20 14 h 56 - Téléchargement

2537642 - 329401_Formulaires de soumission (devis)
2016-01-20 14 h 56 - Téléchargement

2537643 - 329401_Formulaires de soumission (bordereau)
2016-01-20 14 h 56 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Ne pas recevoir

© 2003-2016 Tous droits réservés

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

Soumission 329401
Réhabilitation AQ 2016 - Liste de rues

No. Plan	Arrondissement	Rue	De (sud ou ouest)	À (nord ou est)	Agglo ou corpo	Diamètre (mm)	Longueur estimée (m)	Type de chaussée (selon SIGS)
IBG-2016-01	L'île-Bizard-Sainte-Geneviève	Saint-Maurice	du Pont	Saint-Maurice	Corpo.	150	113	Souple
IBG-2016-01	L'île-Bizard-Sainte-Geneviève	du Pont	Paiement	Cherrier	Corpo.	150	225	Souple
IBG-2016-01	L'île-Bizard-Sainte-Geneviève	Cherrier	du Pont	Charron	Corpo.	250	235	Souple
SLR-2016-01	Saint-Laurent	Chemin de la Côte-de-Liesse	Graveline	Montée de Liesse	Corpo.	200	271	Souple
SLR-2016-02	Saint-Laurent	St-Charles	Boulevard Toupin	McCarthy	Corpo.	200	82	Souple
SLR-2016-03	Saint-Laurent	Crépeau	#406 Crépeau	Laframboise	Corpo.	250	458	Souple
SLR-2016-04	Saint-Laurent	Boulevard Toupin	#3085 Boulevard Toupin	Baker	Corpo.	200/250	150	Souple
SLR-2016-04	Saint-Laurent	Keller	Boulevard Toupin	Achim	Corpo.	200/250	266	Souple
SLR-2016-05	Saint-Laurent	Frenette	Bourgoin	# 2292 Sigouin	Corpo.	200	325	Souple
SLR-2016-05	Saint-Laurent	Sigouin	# 2445 Sigouin	# 2292 Sigouin	Corpo.	150/200	220	Souple
SLR-2016-06	Saint-Laurent	Saint-Charles	Noorduyn	Matis	Corpo.	200	120	Souple
SLR-2016-06	Saint-Laurent	Marcel	Biret	Matis	Corpo.	200	188	Souple
SLR-2016-06	Saint-Laurent	Matis	Saint-Charles	# 3000 Matis	Corpo.	200	191	Souple
SLR-2016-07	Saint-Laurent	Griffith	McCaffrey	McArthur	Corpo.	300	224	Souple
SLR-2016-08	Saint-Laurent	O'Brien	Cléroux	Limite arrondis.	Corpo.	150	397	Souple
SLR-2016-09	Saint-Laurent	Abbott	Badeaux	Nantel	Corpo.	200	163	Souple
					Total		**3628**	**m**

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

4-1

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0114

Québec, le 27 juin 2013

Aquaréhab (Canada) inc.
À l'attention de : Monsieur Patrick Lamontagne
2145, rue Michelin
Laval (Québec) H7L 5B8

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à Aquaréhab (Canada) inc.
Autorisation n° 2013-CPSM-0114 n° d'identification de l'Autorité : 2700007523

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous : AQUAREHAB (CANADA) INC., AQUARÉHAB EAUX USÉES INC. et AQUAREHAB WASTE WATER, une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics, L.R.Q, c. C-65-1 (la « LCOP »). Aquaréhab (Canada) inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **26 juin 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

La Directrice principale des opérations
d'encadrement de la distribution

Maryse Pineault

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 418.525.9512

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 514.873.3090

www.lautorite.qc.ca

Montréal

ACTIFS VISÉS PAR LES TRAVAUX

Soumission: 329401
Titre: Travaux de réhabilitation des conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues de la ville de Montréal.

Arrondissements: Ile-Bizard-Sainte-Geneviève et Saint-Laurent

Voirie

	Nature des travaux	Quantité	Unité	Commentaires
Chaussée				
Trottoir, Bordure et Mail				

Égout / Aqueduc

Type d'Intervention et Diamètre	Quantité	Unité	Commentaires
Aqueduc réhabilitation sans tranchée 150 mm	960	m	
Aqueduc réhabilitation sans tranchée 200 mm	1498	m	
Aqueduc réhabilitation sans tranchée 250 mm	946	m	
Aqueduc réhabilitation sans tranchée 300 mm	224	m	

Éclairage

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires

Feux

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires

CSEM

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires

Préparé par:	Dominique Filion ing.		Date:	2016-02-06

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1154102006

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Aquarehab (Canada) inc., pour la réalisation de travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève et de Saint-Laurent - Dépense totale de 3 859 118,27 $, taxes incluses (contrat - secteur Ouest : 3 769 118,27 $ + incidences : 90 000 $) - Appel d'offres public 329401 - 3 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1154102006_Info_comptable.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Linda PHARAND
Préposée au budget

Tél : 514 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-17

Mélanie BRISSON
Conseillère en gestion des ressources financieres
Tél : 514 872-6052
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.11

2016/03/21
13:00

(1)

Dossier # : 1154102008

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Sade Canada Inc., pour les travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville, de Pierrefonds-Roxboro et de Saint-Laurent. Dépense totale de 3 948 323,80 $ (Contrat - secteur Ouest: 3 868 323,80 $ + incidences: 80 000,00$, taxes incluses) Appel d'offres public 329405 - 4 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 3 948 323,80 $, taxes incluses, pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville, de Pierrefonds-Roxboro et de Saint-Laurent, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à la compagnie Sade Canada Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 868 323,80 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 329405 ;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense est assumée à 100 % par la Ville centre.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-02-29 07:47

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1154102008**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Sade Canada Inc., pour les travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville, de Pierrefonds-Roxboro et de Saint-Laurent. Dépense totale de 3 948 323,80 $ (Contrat - secteur Ouest: 3 868 323,80 $ + incidences: 80 000,00$, taxes incluses) Appel d'offres public 329405 - 4 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Les travaux de réhabilitation de conduites d'égout par la technique de chemisage sont proposés par la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) du Service de l'eau. Ils s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures performantes et font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.
Cette technique de chemisage sans tranchée représente de nombreux avantages comparativement aux méthodes plus traditionnelles de reconstruction par excavation, notamment :

· Réduction importante des coûts d'exécution comparativement à la reconstruction par excavation;
· Rapidité dans la réalisation des travaux;
· Réduction des perturbations sur les infrastructures environnantes;
· Rapidité de la remise en état des lieux;
· Réduction de la disposition des sols et des matériaux d'excavation;
· Réduction de l'émission de gaz à effet de serre comparativement à la reconstruction par excavation;
· Maintien de la circulation durant les travaux.

Le Service de l'eau a mandaté la Direction des infrastructures (DI) afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

Dans un contexte de déficit d'entretien des réseaux d'égout, les techniques de réhabilitation

permettent le renouvellement d'un très grand nombre de conduites d'égout.

Pour mesurer l'évolution du coût par kilomètre des contrats octroyés depuis 2008, une liste est annexée en pièce jointe.

Étant donné l'envergure des travaux et la volonté de la Ville à ouvrir le marché et encourager la concurrence, la Direction des infrastructures (DI) a décidé de diviser le projet en trois secteurs, soit le secteur Ouest, le secteur Centre et le secteur Est. La présente demande d'octroi de contrat a pour objet la réhabilitation des conduites d'égout du secteur Ouest. Un deuxième et troisième dossiers d'octroi de contrat de même nature couvrant le secteur Centre et le secteur Est sont actuellement en cours (A.O.329406 - 1154102009 et A.O. 329407 - ouverture prévue le 9 mars 2016).

L'appel d'offres a été publié du 14 décembre 2015 au 10 février 2016. La soumission est valide pendant les cent vingt (120) jours qui suivent sa date d'ouverture, soit jusqu'au 9 juin 2016.

L'appel d'offres a été publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO. La durée de publication a été de 57 jours, ce qui respecte le délai prescrit par la Loi sur les cités et villes.

Un (1) addenda, publié le 25 janvier 2016, fut émis afin d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges, de l'ajout de (2) deux articles du cahier des charges relatifs à l'évaluation de rendement de l'adjudicataire et à la grille des critères de l'évaluation. Cet ajout n'a aucun impact significatif sur le coût des travaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0283 - 30 avril 2015 - Accorder un contrat à la firme Sade Canada inc. pour la réalisation de travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage pour le secteur Est - Dépense totale de 11 604 938,58 $ taxes incluses (contrat 11 424 938,58 $ + incidences 180 000 $) - Appel d'offres public 322002 - 3 soumissionnaires (1154822009);
CG15 0281 - 30 avril 2015 - Accorder un contrat à la firme Clean Water Works inc. pour la réalisation de travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage pour le secteur Ouest - Dépense totale de 11 840 000,22 $ taxes incluses (contrat 11 665 000,22 $ + incidences 175 000 $) - Appel d'offres public 322001 - 2 soumissionnaires (1154822010);

CG14 0210 - 1er mai 2014 - Accorder un contrat à Clean Water Works inc. pour la réalisation de travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage pour le secteur Ouest (contrat UX14300) - Dépense totale de 11 628 456,08 $, taxes incluses (contrat 11 478 456,08 $ + incidences 150 000 $) et accorder un autre contrat à Insituform Technologies Limitée pour la réalisation de travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage pour le secteur Est (contrat UX14299) - Dépense totale de 15 018 969,27 $, taxes incluses (contrat 14 868 969,27 $ + incidences 150 000 $) - Appel d'offres public 10139 - 3 soumissionnaires pour chacun des contrats (1144551001);

CG14 0025 - 30 janvier 2014 - Accorder un contrat à la firme Clean Water Works inc. pour la réalisation de travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans la rue Sainte-Catherine (UR13236) - Dépense totale de 2 877 581,09 $ taxes incluses (contrat 2 827 581,09 $ + incidences 50 000 $) - Appel d'offres public 10125 - 5 soumissionnaires (1134551009).

DESCRIPTION

La longueur totale des conduites d'égout à réhabiliter par chemisage structural prévue pour les trois (3) secteurs est de 33,3 km, ce qui représente un taux de renouvellement de

l'ordre de 0,77 % de l'ensemble du réseau. Le présent contrat prévoit 6,6 km (secteur Ouest) et regroupe les arrondissements suivants : Ahuntsic-Cartierville, Pierrefonds-Roxboro et Saint-Laurent. La liste des rues où les travaux de réhabilitation auront lieu est jointe au présent dossier ainsi que la liste des actifs visés par le projet.

Afin de s'assurer que l'adjudicataire possède l'expertise et les ressources nécessaires pour réaliser les travaux conformément au devis, des clauses de conformité sur l'expérience et les qualifications du soumissionnaire et des sous-traitants, sur les équipements, sur les produits de gainage, sur la planification et la gestion des travaux sont insérées aux documents d'appel d'offres.

Enfin, les travaux devront être réalisés avant le 2 novembre 2016, mais la Ville se réserve le droit de reporter ou annuler certains travaux à sa demande sans coûts supplémentaires.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmis aux arrondissements et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 351 665,80 $ (taxes incluses), soit 10 % du coût des travaux avant les taxes, tel que décrit au bordereau d'appel d'offres.

Les dépenses incidentes au montant de 80 000,00 $ (taxes incluses), comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de communication, de gestion des impacts ainsi que des frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux.

Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document *Incidences et ristournes* en pièce jointe.

Le processus d'appel d'offres public # 329405 s'est terminé le 10 février 2016. Sur neuf (9) preneurs de cahier des charges, quatre (4) firmes ont déposé une soumission et cinq (5) n'en ont pas déposé; soit une proportion respective de 44 % et 56 %. La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats de soumission ci-dessous résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, les écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant de l'octroi :

RÉSULTATS DE SOUMISSION		*(taxes incluses)*		
FIRMES SOUMISSIONNAIRES CONFORMES		**PRIX**	**CONTINGENCES**	**TOTAL**
1	Sade Canada inc.	3 516 658,00 $	351 665,80 $	3 868 323,80 $
2	Clean Water Works inc.	3 523 636,36 $	352 363,64 $	3 876 000,00 $
3	Insituform Technologies Limited	3 803 636,36 $	380 363,64 $	4 184 000,00 $
4	Les Excavations Lafontaine inc.	6 205 977,75 $	620 597,78 $	6 826 575,53 $
Estimation des professionnels internes ($)		4 069 252,69 $	406 925,27 $	4 476 177,96 $
Coût moyen des soumissions reçues **Écart entre la moyenne et la plus basse conforme**			**($)** **(%)**	**4 688 724,83 $** **21,2 %**
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes			**($)** **(%)**	**2 958 251,73 $** **76,5 %**

Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation		**($)** **(%)**	**-607 854,16 $** **-13,6 %**
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conformes		**($)** **(%)**	**7 676,20 $** **0,2 %**

*** Les prix de soumission furent vérifiés pour l'ensemble des soumissions recevables. Cependant, seuls les documents relatifs aux 3 plus basses soumissions conformes ont été vérifiés (cautionnement, lettre d'engagement, attestation de Revenu Québec, certificat d'attestation et déclaration relative aux conflits d'intérêt).**

L'estimation des professionnels de la Division de la conception des travaux est établie à partir de l'historique des appels d'offres de même nature depuis 2008 et ce en tenant compte de l'évolution du coût du marché et les complexités particulières des contrats.

L'écart de -607 854,16 $ (-13,6 %) entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels, étant favorable à la Ville, la Division de la conception des travaux recommande l'octroi du contrat. Considérant que 75% des soumissionnaires ont un prix inférieur à celui de l'estimation, l'écart peut s'expliquer notamment par la nouvelle stratégie de la Ville à segmenter l'ensemble des travaux en trois secteurs afin de permettre à un plus grand nombre d'entrepreneurs de soumissionner sur les différents appels d'offres et par l'effet de concurrence obligeant les firmes à soumissionner à la baisse afin de conserver leur part de marché. De plus, une meilleure connaissance du territoire et des attentes de la ville pour ce type d'ouvrages et une meilleure productivité des équipes de travail de l'entrepreneur pourraient aussi expliquer l'écart favorable à la ville avec le plus bas soumissionnaire.

Le présent dossier donne suite à un appel d’offres assujetti à la Loi sur l’intégrité en matière de contrats publics (Loi 1) conformément au décret # 1049-2013 adopté le 23 octobre 2013. L’adjudicataire recommandé, Sade Canada inc., détient une attestation de l’Autorité des marchés financiers, laquelle est en vigueur depuis le 5 février 2014. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier.

Des validations ont été faites selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licence restreinte de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni du Registre des entreprises non admissibles (RENA). Une attestation valide, délivrée par Revenu Québec, a été déposée avec sa soumission, laquelle a été de nouveau validée le 19 février 2016.

L'adjudicataire recommandé est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal relatif à ce contrat est de 3 948 323,80 $ taxes incluses, incluant des incidences de 80 000,00 $ taxes incluses.
Cette dépense est assumée à 100 % par la Ville centre.

La dépense totale de 3 948 323,80$ (taxes incluses) représente un coût net de 3 605 345,90$ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

La dépense est admissible à une subvention estimée à 3 605 345,90 $ au programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ), ne laissant aucune charge aux contribuables.

La répartition du coût des travaux et des dépenses incidentes est présenté en pièces jointes dans les documents « Incidences et ristournes » et « Budget requis ».

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces travaux permettront de contribuer à l'atteinte des objectifs suivants :
· renouveler les réseaux de 1 % selon la politique nationale de l'eau;
· diminuer les infiltrations d'eau au réseau d'égout;
· réduire les émissions de gaz à effet de serre lors des travaux de réhabilitation par la diminution des excavations.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Compte tenu de l'importance des travaux (6,6 km) à réaliser d'ici le 2 novembre 2016, il est primordial d'octroyer le contrat le 21 mars 2016, afin de pouvoir débuter les travaux au plus tard le 1er avril 2016 et de permettre l'exécution des travaux sur une période de deux-cent-quinze (215) jours.
Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché pourrait avoir comme conséquence de devoir reconstruire certaines conduites au lieu de les réhabiliter, ce qui entraînerait des coûts beaucoup plus importants. De plus, si les travaux sont réalisés dans un délai ultérieur, ceci risque de provoquer une augmentation des coûts de la main-d'oeuvre et des matériaux.

Également, dans le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 9 juin 2016, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la circulation ».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été approuvée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES:
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : avril 2016
Fin des travaux : novembre 2016.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Linda PHARAND)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Alain DUBUC, Service de l'eau
Mathieu-Pierre LABERGE, Service de l'eau
Dang NGUYEN, Saint-Laurent
Sylvain MARCOUX, Pierrefonds-Roxboro
Ronald LARIVIÈRE, Ahuntsic-Cartierville

Lecture :

Sylvain MARCOUX, 29 février 2016
Ronald LARIVIÈRE, 22 février 2016
Mathieu-Pierre LABERGE, 17 février 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Wilson WONG
Ingénieur

Tél : 514 872-5929
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-15

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2016-02-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2016-02-22

Montréal

Soumission 329405 – Travaux de réhabilitation de conduite d'égout par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal

Résumé des mesures de maintien de la circulation et de gestion des impacts

Secteur	Mesures de mitigation
Applicable à toutes les rues	Les travaux sont répartis sur diverses rues pour lesquelles les exigences spécifiques sont décrites à l'annexe C1 du cahier C. - Protéger les aires de travail et les excavations dans la zone de travaux à l'aide de clôtures autoportantes temporaires au pourtour de l'aire de travail afin d'éviter l'intrusion des piétons ou des cyclistes; - Maintenir en tout temps les mouvements permis aux intersections à moins d'indication contraire tel que décrit à l'annexe C1; - Maintien, en tout temps, des trottoirs et passages piétonniers libres d'obstacles. Sinon fournir la signalisation complète afin que les piétons et cyclistes puissent contourner l'obstacle; - L'entrepreneur doit en tout temps laisser une voie carrossable pour les services d'urgence.
Mesures de gestion des impacts applicables à tous les projets	- Présence de signaleur(s) qualifié(s) pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier adjacent la zone des travaux incluant les piétons et cyclistes. - En présence d'école, de corridor scolaire et/ou de parc, l'entrepreneur doit prévoir : présence d'un signaleur, réalisation des travaux en été, maintien de la circulation piétonnière, sécurisation des matériaux entreposés dans la rue; - En présence d'hôpital, l'entrepreneur doit prévoir : présence d'un signaleur, maintien des accès aux services d'urgence, maintien de la circulation piétonnière et à mobilité réduite, sécurisation des matériaux entreposés dans la rue; - Dans un secteur commercial, l'entrepreneur doit prévoir : maintien des zones de livraison et débarcadères, maintien des accès aux commerces, maintien de la circulation piétonnière, sécurisation des matériaux entreposés dans la rue; - Dans un secteur résidentiel, l'entrepreneur doit prévoir : stationnement interdit de 7h00 à 19h00 seulement, si possible, maintien de la circulation piétonnière, sécurisation des matériaux entreposés dans la rue; - L'entrepreneur doit implanter un chemin de détour et/ou un itinéraire facultatif lors d'une fermeture complète de rue ou d'une direction; - Maintenir la piste cyclable en tout temps via un détour ou permettre l'interruption sur une courte distance avec déplacement à pied et/ou présence d'un signaleur; - Maintenir les voies réservées aux autobus en tout temps ou relâchement sur un maximum d'un tronçon. La STM doit être avisée de la date et de la nature des entraves au moins 30 jours à l'avance. Personnes-ressources : o Nathalie Chamberland, tél : (514)-280-5008 courriel : nathalie.chamberland@stm.info o Garry Bernard, tél : (514) 280-5010 courriel : garry.bernard@stm.info; o Philippe Parenteau, tél :(514) 280-5014 courriel : philippe.parenteau@stm.info; - Des plaques d'acier pour circulation doivent être prévues pour redonner accès aux riverains en dehors des heures de travail, si spécifié à l'annexe C1;

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 329405
Numéro de référence : 939988
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
AGI Environnement Inc. 1440 Rue Hocquart, Suite#114 Saint-Bruno-de-Montarville, QC, J3V 6E1	Madame Sylvie Jolin Téléphone : 514 281-1919 Télécopieur : 514 281-1919	**Commande : (1049840)** 2016-01-05 11 h 09 **Transmission :** 2016-01-05 11 h 18	2539939 - 329405_Addenda 1 2016-01-25 12 h 15 - Courriel 2539940 - 329405_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-25 12 h 14 - Courriel 2539941 - 329405_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-25 12 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Clean Water Works Inc. (CWW Réhabilitation) 1800 rue Bantree Ottawa, ON, K1B5L6 http://www.cwwcanada.com	Monsieur Nicolas Brennan Téléphone : 613 745-9536 Télécopieur : 613 745-9994	**Commande : (1047194)** 2015-12-16 13 h 53 **Transmission :** 2015-12-16 15 h 07	2539939 - 329405_Addenda 1 2016-01-25 12 h 15 - Courriel 2539940 - 329405_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-25 12 h 14 - Courriel 2539941 - 329405_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-25 12 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction Camara 1041-5, route Harwood Vaudreuil-Dorion, QC, J7V 8P2 http://constructioncamara.ca	Monsieur Alexandre Dubé Téléphone : 450 455-9726 Télécopieur : 450 455-4165	**Commande : (1046422)** 2015-12-14 17 h 07 **Transmission :** 2015-12-14 17 h 38	2539939 - 329405_Addenda 1 2016-01-25 12 h 15 - Courriel 2539940 - 329405_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-25 12 h 14 - Courriel 2539941 - 329405_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-25 12 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
	Monsieur Bruno Tremblay	**Commande : (1054905)** 2016-01-15 14 h 36	2539939 - 329405_Addenda 1 2016-01-25 12 h 15 - Courriel

Fjord Fusion Inc. 340 Émile Couture Chicoutimi, QC, G7H 8B6	Téléphone : 418 545-1698 Télécopieur : 418 545-1206	**Transmission :** 2016-01-15 14 h 40	2539940 - 329405_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-25 12 h 14 - Courriel 2539941 - 329405_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-25 12 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Insituform Technologies Limited 139 rue Barr Montréal, QC, H4T 1W6 http://www.insituform.com	Monsieur Nicolas Sauvé Téléphone : 514 739-9999 Télécopieur : 514 739-9988	**Commande : (1046358)** 2015-12-14 15 h 25 **Transmission :** 2015-12-14 15 h 32	2539939 - 329405_Addenda 1 2016-01-25 12 h 15 - Courriel 2539940 - 329405_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-25 12 h 14 - Courriel 2539941 - 329405_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-25 12 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LES EXCAVATIONS LAFONTAINE INC. 872, rue Archimède Lévis, QC, G6V 7M5 http://www.excavationslafontaine.com	Monsieur Mathieu Lafontaine Téléphone : 418 838-2121 Télécopieur : 418 835-9223	**Commande : (1046413)** 2015-12-14 16 h 44 **Transmission :** 2015-12-14 17 h 28	2539939 - 329405_Addenda 1 2016-01-25 12 h 47 - Télécopie 2539940 - 329405_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-25 13 h 19 - Télécopie 2539941 - 329405_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-25 12 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Produits BCM LTEE 340 rue Emile-Couture Chicoutimi Saguenay, QC, G7H 8B6 http://www.produitsbcm.com	Monsieur Bruno Tremblay Téléphone : 418 545-1698 Télécopieur : 418 545-1206	**Commande : (1053645)** 2016-01-14 8 h 21 **Transmission :** 2016-01-14 8 h 23	2539939 - 329405_Addenda 1 2016-01-25 12 h 15 - Courriel 2539940 - 329405_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-25 12 h 14 - Courriel 2539941 - 329405_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-25 12 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sade Canada Inc. 1564, rue Ampère Québec, QC, G1P 4B9	Madame Guylaine Fortin Téléphone : 581 300-7233 Télécopieur : 581 300-7234	**Commande : (1046419)** 2015-12-14 16 h 57 **Transmission :** 2015-12-14 17 h 32	2539939 - 329405_Addenda 1 2016-01-25 12 h 15 - Courriel 2539940 - 329405_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-25 12 h 14 - Courriel 2539941 - 329405_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-25 12 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

			Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Services Infraspec inc 4455 Rue Louis-B-Mayer Laval, QC, H7P6B5	Monsieur Eric Bellemare Téléphone : 450 937-1508 Télécopieur : 450 937-2522	**Commande : (1046449)** 2015-12-14 22 h 36 **Transmission :** 2015-12-14 23 h 04	2539939 - 329405_Addenda 1 2016-01-25 12 h 15 - Courriel 2539940 - 329405_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-25 12 h 14 - Courriel 2539941 - 329405_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-25 12 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

© 2003-2016 Tous droits réservés

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

LISTE DES RUES - SECTEUR OUEST

Travaux de réhabilitation de conduite d'égout par chemisage sur diverses rues

Soumission : 329405

Plan	Révision	Arrondissement	Rue	De	À	Corpo ou Agglo	Type de chaussée	Diamètre (mm)	Longueur (m)
AC-2016-01		Ahuntsic-Cartierville	D'Auteuil	Henri-Bourassa	Gouin	Corpo	Rigide	900	20
								600x900	255
AC-2016-02		Ahuntsic-Cartierville	Saint-Hubert	Louvain	Sauvé	Corpo	Rigide	225	40
						Corpo	Rigide	300	160
						Corpo	Rigide	450	135
						Corpo	Rigide	600x900	60
AC-2016-03		Ahuntsic-Cartierville	Saint-Hubert	Crémazie	Marcel-Cadieux	Corpo	Rigide	600x900	70
AC-2016-04		Ahuntsic-Cartierville	Legendre	Jeanne-Mance	Meunier	Corpo	Rigide	600x900	130
AC-2016-05		Ahuntsic-Cartierville	Berri	Crémazie	Émile-Journault	Corpo	Rigide	600x900	275
AC-2016-06		Ahuntsic-Cartierville	Saint-Urbain	Legendre	Chabanel	Corpo	Rigide	600x900	235
AC-2016-07		Ahuntsic-Cartierville	Curotte	Sauvé	Sauriol	Corpo	Rigide	600x900	260
AC-2016-08		Ahuntsic-Cartierville	Saint-Urbain	Beauharnois	Legendre	Corpo	Rigide	600x900	175
AC-2016-09		Ahuntsic-Cartierville	Parthenais	Fleury	Fleury	Corpo	Rigide	600	75
			Parthenais	Fleury	Fleury	Corpo	Rigide	600	65
AC-2016-11		Ahuntsic-Cartierville	Saint-Réal	Viel	Gouin	Corpo	Rigide	600x900	70
AC-2016-12		Ahuntsic-Cartierville	Larose	Prieur	Henri-Bourassa	Corpo	Rigide	450	90
						Corpo	Rigide	600	200
AC-2016-13		Ahuntsic-Cartierville	Sauvé	Vianney	Larose	Corpo	Rigide	600	70
AC-2016-14		Ahuntsic-Cartierville	Lajeunesse	Crémazie	Émile-Journault	Corpo	Rigide	900	20
								600x900	325
AC-2016-15		Ahuntsic-Cartierville	Louisboug	Frigon	de l'acadie	Corpo	Rigide	600x900	60
AC-2016-16		Ahuntsic-Cartierville	Fleury	D'auteuil	Saint-Laurent	Corpo	Rigide	600x900	270
AC-2016-17		Ahuntsic-Cartierville	Lachapelle	Salaberry	Périnault	Corpo	Rigide	600	80
PR-2016-01		Pierrefonds-Roxboro	Saraguay Ouest	Paquette	Cul-de-sac	Corpo	Souple	300	430
PR-2016-02		Pierrefonds-Roxboro	Sauriol	13270 Sauriol	13302 Sauriol	Corpo	Souple	375	125
PR-2016-03		Pierrefonds-Roxboro	13e rue	11e avenue	10e avenue	Corpo	Souple	250	255
PR-2016-04		Pierrefonds-Roxboro	du Bocage	5635 du Bocage	Chemin de la Rive-Boisée	Corpo	Souple	300	235
PR-2016-05		Pierrefonds-Roxboro	5e avenue	7e rue	#22, 5e avenue	Corpo	Souple	250	345
PR-2016-06		Pierrefonds-Roxboro	5e avenue	7e rue	6e rue	Corpo	Souple	300	180
SLR-2016-01		Saint-Laurent	Champigny	Tassé	Deguire	Corpo	Souple	300	290
SLR-2016-02		Saint-Laurent	Crépeau	Lawlor	#50 Crépeau	Corpo	Souple	375	90
SLR-2016-03		Saint-Laurent	du Collège	Gohier	Ouimet	Corpo	Souple	300	105
						Corpo	Souple	600	80
SLR-2016-04		Saint-Laurent	Cardinal	Rochon	Tassé	Corpo	Souple	375	275
SLR-2016-05		Saint-Laurent	Leduc	Decelles	Edouard-Laurin	Corpo	Souple	450	125
SLR-2016-06		Saint-Laurent	Lindsay	de l'Église	Edouard-Laurin	Corpo	Souple	300	210
						Corpo	Souple	375	125
SLR-2016-07		Saint-Laurent	Champigny	Rochon	Tassé	Corpo	Souple	450	300
SLR-2016-08		Saint-Laurent	Trudeau	Laperrière	Hébert	Corpo	Souple	300	75
						Corpo	Souple	375	170
SLR-2016-09		Saint-Laurent	Montée de Liesse	Chemin de la Côte-de-Liesse	Montée de Liesse	Corpo	Souple	1200	80
								Total (m)	6635

Liste des contrats octroyés - Travaux de réhabilitation de conduite secondaire d'égout

No GDD	Année d'octroi	No. Soumission	No Contrat	Partenariat	Entrepreneur	Montant octroyé ($)	Longueur octroyée (m)	Coût moyen au ml ($/m)	Remarques
1081140001	2008	9838	UX-08-001	DGSRE	M.S.C Réhabilitation	1 040 461,34 $	1251	831,70 $	
1090746001	2009	9886	UX-09-001	DGSRE	M.S.C Réhabilitation	7 857 845,87 $	7631	1 029,73 $	
1095106001	2009	9910	UX-09-004	DGSRE	M.S.C Réhabilitation	4 421 297,56 $	3144	1 406,27 $	
1103228003	2010	9956	UX-10-001	DGSRE	Véolia	10 601 008,62 $	12620	840,02 $	
1113228001	2011	9979	UX-11-001	DGSRE	Insituform	11 899 926,67 $	14490	821,25 $	
1123228001	2012	10017	UX-12-001 OUEST	DGSRE	Clean Water Works	11 093 809,55 $	11300	981,75 $	
1123228001	2012	10017	UX-12-001 EST	DGSRE	Clean Water Works	11 625 563,13 $	11800	985,22 $	
1134551001	2013	10066	UX-13-001 EST	DGSRE	Clean Water Works	13 735 862,52 $	17000	807,99 $	Contrat octroyé en 2013, travaux réalisés en 2013 et 2014.
1134551005	2013	10066	UX-13-002 OUEST	DGSRE	Insituform	12 824 384,04 $	15000	854,96 $	Contrat octroyé en 2013, travaux réalisés en 2013 et 2015.
1134551009	2013	10125	UR-13-236	DGSRE	Clean Water Works	2 827 581,09 $	1700	1 663,28 $	Gainage de la rue Sainte-Catherine.
1144551001	2014	10139	UX-14-299	DGSRE	Insituform	14 868 969,27 $	17000	874,65 $	Contrat octroyé en 2014, travaux réalisés en 2014 et 2015.
1144551001	2014	10139	UX-14-300	DGSRE	Clean Water Works	11 478 456,08 $	14200	808,34 $	Contrat octroyé en 2014, travaux réalisés en 2014 et 2015.
1154822009	2015	322002	UX15252	DGSRE	Sade Canada	11 424 938,58 $	18729	610,01 $	Contrat en cours, octroyé en 2015, travaux réalisés en 2015 et 2016.
1154822010	2015	322001	UX15253	DGSRE	Clean Water Works	11 665 000,22 $	17680	659,79 $	Contrat en cours, octroyé en 2015, travaux réalisés en 2015 et 2016.
					TOTAL	137 365 105 $	163545		

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

4.1

Le 5 février 2014

SADE CANADA INC.
A/S MONSIEUR DENIS MALABAT
630, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O, BUREAU 2800
MONTRÉAL (QC) H3B 1S6

N° de décision : 2014-CPSM-1007467
N° de client : 3000145904

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). SADE CANADA INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **4 février 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Montréal

ACTIFS VISÉS PAR LES TRAVAUX

Soumission: 329405
Titre: Travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal.

Arrondissement: Ahuntsic-Cartierville, Pierrefonds-Roxboro, Saint-Laurent

Voirie

	Nature des travaux	Quantité	Unité	Commentaires
Chaussée				
Trottoir, Bordure et Mail				

Égout / Aqueduc

Type d'Intervention et Diamètre	Quantité	Unité	Commentaires
Réhabilitation égout 225 mm	40	m	
Réhabilitation égout 250 mm	600	m	
Réhabilitation égout 300 mm	1685	m	
Réhabilitation égout 375 mm	785	m	
Réhabilitation égout 450 mm	650	m	
Réhabilitation égout 600 mm	570	m	
Réhabilitation égout 900 mm	40	m	
Réhabilitation égout 1200 mm	80	m	
Réhabilitation égout 600x900 mm	2185	m	

Éclairage

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires

Feux

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires

CSEM

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires
Autres			

Préparé par:	Wilson Wong, ing	Date:	2016-02-15

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1154102008

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Sade Canada Inc., pour les travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville, de Pierrefonds-Roxboro et de Saint-Laurent. Dépense totale de 3 948 323,80 $ (Contrat - secteur Ouest: 3 868 323,80 $ + incidences: 80 000,00$, taxes incluses) Appel d'offres public 329405 - 4 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1154102008_Info_comptable.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Linda PHARAND
Préposée au budget

Tél : 514 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-17

Mélanie BRISSON
Conseillère en gestion des ressources financieres
Tél : 514 872-6052
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.12

2016/03/21
13:00

(1)

Dossier # : 1166627001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Corporatif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 537 041,23 $, taxes incluses, pour le projet de Réfection majeure au Pavillon La Fontaine, situé au 1301 Sherbrooke Est (0891), dans le cadre du contrat accordé à Norgereq Ltée (CM 15 0982) majorant ainsi le montant total du contrat de 3 837 779,04 $ à 4 374 820,27 $, taxes incluses

Il est recommandé

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 537 041,23 $, taxes incluses, pour **le projet de Réfection majeure au Pavillon La Fontaine, situé au 1301 Sherbrooke Est (0891)** dans le cadre du contrat accordé à Norgereq Ltée (CM 15 0982), majorant ainsi le montant total du contrat de 3 837 779,04 $ à 4 374 820,27 $, taxes incluses ;
2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-02-29 12:09

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1166627001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Corporatif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 537 041,23 $, taxes incluses, pour le projet de Réfection majeure au Pavillon La Fontaine, situé au 1301 Sherbrooke Est (0891), dans le cadre du contrat accordé à Norgereq Ltée (CM 15 0982) majorant ainsi le montant total du contrat de 3 837 779,04 $ à 4 374 820,27 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

Le Pavillon La Fontaine, situé au 1301 Sherbrooke Est, est la propriété de la Ville de Montréal depuis 1990. La Ville loue les espaces à différents locataires, dont le principal est la Direction de la santé publique de Montréal (DSP). Les autres occupants sont : la garderie de l'UQAM (CPE Évangéline), la Division de l'entretien du Parc La Fontaine de l'arrondissement du Plateau Mont-Royal, les œuvres du Père-Sablon qui occupent le gymnase et l'organisme Sida Bénévoles (ACCM).
Le bâtiment, d'une superficie locative totale de 12 650 m^2, construit en 1952, et agrandi en 1962 et 1966, présente un important déficit d'entretien et d'investissement, notamment au niveau de l'enveloppe : toitures, maçonnerie, murs rideaux. Des infiltrations d'eau dues à des fissures dans la toiture d'une des ailes ont eu lieu en janvier 2014. Suite à ces infiltrations, la Ville a déposé un plan d'action à la CSST et aux occupants du bâtiment et s'est engagée à apporter les correctifs nécessaires au bâtiment. L'élément principal du plan d'action est le projet de « Réfection majeure » qui fait l'objet du présent dossier décisionnel.

Les travaux comprennent, sans s'y restreindre :

· La réfection des toitures (Ailes B, C, D et E);
· Des travaux à l'aile F : remplacement de murs rideaux et installation d'un nouveau système de ventilation/climatisation;
· Le remplacement (partiel) de murs rideaux et de fenêtres, ailes A et D;
· La réfection de maçonnerie partielle;
· Des travaux aux deux entrées extérieures avant;
· Divers travaux de ventilation et plomberie;
· Des travaux de décontamination intérieure : murs, finis de plancher, mobilier intégré.

L'octroi du contrat de construction à Norgereq ltée a été autorisé par le conseil municipal, le 18 août 2015 pour un montant maximal de 3 837 779,04 $, incluant contingences et taxes, (Contrat # 14546) Les travaux ont débuté le 14 septembre 2015 et la fin du projet

originalement prévue le 13 mars 2016 est reportée au 27 mai 2016.

À ce jour, le chantier s'est avéré plus compliqué que prévu lors de l'appel d'offres. Des coûts additionnels sont imputables au nombre particulièrement important de directives de chantier résultant des conditions de chantier, aux conditions d'hiver non prévues et à la prolongation du chantier; d'où la nécessité d'augmenter la valeur du contrat de construction pour permettre de finaliser l'ensemble du projet d'origine.

Augmentation des contingences de chantier pour assumer le coût des nombreuses directives de chantier liées aux conditions de chantier.

Au 31 janvier 2016, l'avancement du chantier était de 44 %. Les travaux qui restent à compléter sont les suivants :

· Travaux à l'aile F : remplacement de murs rideaux et installation d'un nouveau système de ventilation/climatisation;
· 50 % des bassins de toiture au contrat;
· Remplacement du mur rideau et de fenêtres, ailes A et D;
· Travaux aux deux entrées extérieures avant.

Le budget de contingences prévu au contrat du projet totalise 639 629,84 $ (taxes incluses), soit 20 % du contrat. À ce jour, à part les directives de changement résultant des demandes du CCU pour l'obtention du permis, d'une valeur de 90 000 $, la quasi-totalité des directives de chantier a été générée par des conditions de chantier.

Lors de la démolition des éléments touchés par le projet, le constat de différences entre les conditions réelles et les plans et devis de l'existant, le manque de détails sur les dessins d'origine, la piètre qualité de la construction originale et le mauvais état du bâtiment sont autant d'éléments qui ont engendré, à ce jour, une dépense majeure des contingences du projet. Ces mêmes conditions prévaudront jusqu'à la fin du chantier et continueront de générer des directives de chantier.

Basé sur le déroulement du chantier jusqu'à ce jour, les prévisions concernant le budget additionnel requis en contingences pour assumer le coût des directives de changement à venir d'ici la fin du chantier est évalué à 528 885 $ (taxes incluses).

Prolongation de chantier :

Une prolongation de chantier de 10 semaines, du 13 mars au 27 mai 2016, est prévue pour les raisons suivantes :

· Délai dans la relocalisation de la garderie qui a été déménagée le 30 janvier 2016, alors que sa relocalisation était prévue avant le début des travaux en septembre 2015. À cause de ce délai, la planification du phasage des travaux, telle que prévue à l'appel d'offres a été révisée en début de chantier, impliquant de réaliser en premier des travaux dans les secteurs occupés par le locataire principal, et par le fait même, un plus grand nombre de phases et des phases de moindre envergure;

Dans ce dossier, la relocalisation de la garderie est gérée indépendamment du projet de construction et assumée par la Ville. Il a été plus ardu que prévu de trouver des espaces à louer qui conviennent aux besoins de la garderie : localisation dans un périmètre de recherche établi, disponibilité d'espace extérieur ou proximité réglementé d'un parc, disponibilité ou possibilité d'aménager une cuisine et des toilettes à l'usage exclusif de la garderie, superficie, fenestration, etc. La Ville n'avait pas d'espaces disponibles pour relocaliser la garderie dans des locaux lui appartenant et répondant aux critères.

Plusieurs locaux ont été visités, la possibilité d'aménager des bâtiments temporaires a également été regardée, mais s'est avérée trop dispendieuse et non autorisée par l'arrondissement du Plateau. Une fois le local trouvé et la transaction autorisée au conseil municipal (CM15 1341), les travaux ont été réalisés afin de permettre le déménagement de la garderie le 30 janvier 2016;

· Au début du projet, des exigences du CCU de l'arrondissement pour l'obtention du permis ont nécessité l'émission de directives de changement qui a retardé les travaux principalement ceux à l'entrée de l'auditorium. Ces directives ont engagé dès le début du chantier une portion non négligeable du budget de contingences.

· L'émission et la négociation d'un nombre important de directives de chantier liées aux conditions de chantier ont également contribué à la prolongation de la période de chantier.

La valeur estimée de la prolongation de chantier est de 150 000$ (taxes incluses).

En résumé la situation budgétaire du projet est la suivante :

- Le budget de contingences au contrat est de 639 629,84 $
- La somme des directives de chantier autorisée et en attente d'approbation est de 497 786,07 $
- Le solde des contingences disponibles à ce jour est de 141 843,77 $

Le budget de contingences requis pour finaliser le projet est de :

- Frais de prolongation : 150 000 $
- Directives à venir (valeur estimée) : 528 885 $
- Total des contingences requises pour compléter le chantier : 678 885 $

Augmentation du contrat à prévoir :

- Contingences requises : 678 885,00 $ - Contingences disponibles : 141 843,77 $ = 537 041,23 $

Voir tableaux en pièce jointe.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE15 2361	23 décembre 2015	Autoriser une dépense additionnelle de 54 391,14 $, taxes incluses, pour l'ajustement des honoraires professionnels liés à l'augmentation des coûts réels du projet et à la complexité des travaux du projet de réfection majeure du Pavillon La Fontaine / Approuver un projet d'addenda no 1 modifiant la convention de services professionnels (CE14 1452) majorant le montant total du contrat de 233 502,73 $ à 287 893,87 $, taxes incluses - Contrat 14284.
CM15 1341	23 novembre 2015	Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de Gestion Planeta S.E.C., pour une période de 6 mois, à compter du 1er février 2016, un local d'une

		superficie de 5 358 pieds carrés, situé au rez-de-chaussée de l'immeuble sis au 2120, rue Sherbrooke Est, moyennant un loyer total de 85 786,44 $, taxes incluses, et autoriser une dépense de 191 720,82 $, taxes incluses, pour les travaux d'aménagement et les contingences payables à Gestion Planeta S.E.C.
CM15 0982 CE14 1452	18 août 2015 24 sept. 2014	Accorder un contrat de construction à Norgereq Ltée, plus bas soumissionnaire conforme pour le projet de réfection majeure au Pavillon La Fontaine, situé au 1301 Sherbrooke Est (0891), Dépense totale de 4 434 016,62 $ - Appel d'offres public 5769 - 7 soumissionnaires Octroyer un contrat de services professionnels en architecture et ingénierie à la firme Cardin Ramirez Julien pour le projet de réfection majeure du Pavillon La Fontaine situé au 1301 Sherbrooke Est à Montréal - Dépense totale de 268 173 $, taxes incluses - Appel d'offres public no 14-13721 (7 soumissionnaires conformes), contrat 14284.

DESCRIPTION

L'augmentation du contrat permettra de compléter les travaux du projet de réfection majeur du Pavillon La Fontaine, en assumant les coûts additionnels liés :

- aux directives de chantier à venir d'ici la fin des travaux et liées aux conditions de chantier, qu'elles soient connues ou anticipées suite au constat de l'état général du bâtiment réalisé dans le cadre des travaux réalisés à ce jour;
- à la prolongation du chantier;

JUSTIFICATION

Dans ce dossier, les contingences prévues au contrat, bien que de 20 % ne suffiraient pas à mener à terme le projet. Bien que les documents aient été préparés au mieux, il était impossible de prévoir les conditions existantes. Le manque de détails sur les dessins d'origine, l'impossibilité de faire des investigations intrusives dans un bâtiment occupé, le fait que les interventions ont lieu dans tout le bâtiment et sont de nature diverse et ponctuelle, le mauvais état général du bâtiment, la présence d'amiante et de contamination fongique dans les matériaux, sont autant d'éléments qui ont généré les nombreuses directives de changement en lien avec les conditions de chantier.
Viennent s'ajouter à ce point, les frais de prolongation de chantier, dont la principale cause est la relocalisation tardive de la garderie. Comme il était urgent de commencer les travaux, l'appel d'offres pour construction a été lancé alors qu'une première possibilité de relocalisation de la garderie dans des locaux en location était en exploration avec le propriétaire, cette solution n'ayant pas abouti, il a fallu poursuivre les recherches pour relocaliser la garderie.

Tous les travaux du projet sont liés à la correction des dérogations émises par la CSST pour lesquelles la Ville reçoit des amendes depuis novembre 2016 et doivent être réalisés dans les meilleurs délais.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La valeur d'augmentation du contrat de 537 041,23 $ (taxes incluses) représente 14,0 % du contrat initial de 3 837 779,04 $ (contingences et taxes incluses).
Un montant maximal de 537 041,23 $ sera financé par le règlement d'emprunt de compétence corporatif 13-014 du règlement - Protection immeuble. La dépense additionnelle sera réalisée à 100% en 2016.

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

Les professionnels de ce projet sont rémunérés à pourcentage de la valeur des travaux. Une augmentation des honoraires professionnels proportionnelle à l'augmentation du contrat sera requise pour leur permettre de finaliser la surveillance du chantier conformément à la convention de services professionnels et fera l'objet d'une demande séparée via un futur sommaire décisionnel.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les documents ayant trait au développement durable sont inclus au devis du cahier des charges (gestion des déchets de construction et de démolition, protection de l'environnement).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Étant donné le déficit d’entretien du bâtiment, il est important que le contrat de réfection majeure soit réalisé dans son entier. La réalisation de travaux de réfection et de maintien d’actif sur ce bâtiment est primordiale à brève échéance afin de recouvrer un bâtiment en bon état et d’offrir aux usagers et locataires un environnement de travail sain et convenable.
Pour l’instant, les travaux au contrat se poursuivent. Il reste un budget de 142 000 $ de contingences, incluant taxes, pour poursuivre l’avancement du chantier jusqu’à l’autorisation d’augmentation de contrat par le conseil municipal le 22 mars 2016. Bien que les changements soient limités aux changements liés aux conditions de chantier, un budget supplémentaire est requis pour compléter les travaux.

Dans le contexte actuel du projet, il n’est pas souhaitable d’arrêter le projet et de retourner en appel d’offres, cela impliquerait pour la Ville des dépenses inutiles :

· La Ville se voit imposer des amendes pour non-respect des délais imposés par la CSST pour apporter les correctifs convenus dans ce dossier. Les amendes s’accumulent pour chaque jour de retard jusqu’à la fin des travaux;

· La garderie ne peut revenir dans ses locaux avant que les travaux ne soient complétés. Ne pas réaliser les travaux rapidement, impliquerait que les dépenses de relocalisation temporaire de la garderie n’auraient pas été utiles et placerait la Ville dans une situation délicate vis-à-vis son locataire;

· Le chantier est à une étape où beaucoup de matériaux spécifiques au projet ont été commandés et/ou fabriqués : fenêtres, murs rideaux, équipements de ventilation. L’arrêt du chantier impliquerait la nécessité de payer des éléments qui ne seraient pas installés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune action de communication n'est prévue, en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Autorisation de la dépense 22 mars 2016
Fin des travaux 27 mai 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation juridique avec commentaire :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Jovette MÉTIVIER)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvie ALARIE
Gestionnaire immobilier
514 872-0889

André CAZELAIS
Chef de section - Gestion immobilière corporatif

Tél : 514 872-2419
Télécop. : 514 280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-17

Carlos MANZONI
Chef de division

Tél : 514 872-3957
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Carlos MANZONI
Directeur par intérim
Tél : 514 872-3957
Approuvé le : 2016-02-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI
Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-02-26

Pavillon La Fontaine - Travaux de réfection majeurs
Contrat de construction 14546 - Norgereq ltée
Calcul augmentation de contrat - Date : 15 février 2016

		Coût incluant taxes
Valeur du contrat initial, incluant contingences et taxes		3 837 779,04 $
Contingences prévues au contrat		639 629,84 $
Directives de chantier à ce jour		
Directives autorisées	429 884,51 $	
Directives en approbation	67 901,56 $	
		497 786,07 $
Solde des contingences à ce jour		141 843,77 $
Valeur des directives estimées pour finir le projet		
Frais de prolongation	150 000,00 $	
Directives à venir (valeur estimée)	528 885,00 $	
		678 885,00 $
Augmentation de contrat requise		537 041,23 $
% Budget requis / Valeur du contrat initial		14,0%

Projet: Pavillon La Fontaine - Travaux de réfection majeurs

Contrat 14546
Date 15-févr-16

Calcul du coût des travaux			TPS 5,0%	TVQ 9,975%	Total
Contrat		2 781 604,00 $	139 080,20 $	277 465,00 $	$3 198 149,20
Sous-total		2 781 604,00 $	139 080,20 $	277 465,00 $	3 198 149,20 $
Contingences	20,0%	556 320,80 $	27 816,04 $	55 493,00 $	639 629,84 $
Total contrat entrepreneur		**3 337 924,80 $**	**166 896,24 $**	**332 958,00 $**	**3 837 779,04 $**
Total de la dépense additionnelle		467 093,92 $	23 354,70 $	46 592,62 $	537 041,23 $
Coût total des travaux incluant les dépenses additionnelles					**4 374 820,27 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1166627001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Corporatif
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 537 041,23 $, taxes incluses, pour le projet de Réfection majeure au Pavillon La Fontaine, situé au 1301 Sherbrooke Est (0891), dans le cadre du contrat accordé à Norgereq Ltée (CM 15 0982) majorant ainsi le montant total du contrat de 3 837 779,04 $ à 4 374 820,27 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Validation juridique avec commentaire

COMMENTAIRES

Pour les fins de notre analyse, la modification demandée par le service responsable de la gestion de ce contrat, additionnée au montant des contingences attribuée lors de l'octroi du contrat représente 36.8 % .Sur la base des représentations faites par le service à l'effet que les modifications apportées au contrat constituent une dépense qui n'était pas prévue et prévisible, nous sommes d'avis que les modifications demandées peuvent être qualifiées d'accessoires au contrat au sens de la Loi quant à la valeur. Étant entendu par ailleurs que ces modifications ne changent pas la nature du contrat.

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jovette MÉTIVIER
Avocate
Tél : 514-872-0138

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-18

Marie-Andrée SIMARD
notaire - Chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : Droit contractuel

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1166627001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Corporatif
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 537 041,23 $, taxes incluses, pour le projet de Réfection majeure au Pavillon La Fontaine, situé au 1301 Sherbrooke Est (0891), dans le cadre du contrat accordé à Norgereq Ltée (CM 15 0982) majorant ainsi le montant total du contrat de 3 837 779,04 $ à 4 374 820,27 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1166627001 - information comptable.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service CDL
Tél : 514-872-1021

Co-auteur:
Jacques P Tremblay
Agent comptable analysteConseil et soutien financier - Point de service CDL
Tél.: 514-872-4146

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-22

Françoise TURGEON
Conseillère analyse - contrôle de gestion

Tél : 514 872-0946

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.13

2016/03/21
13:00

(1)

Dossier # : 1164021002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 4
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Groupe TNT inc. pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, de marquage et d'éclairage dans l'avenue Wiseman (de l'avenue Van Horne à l'avenue Manseau), dans l'avenue Manseau (de l'avenue Wiseman à l'avenue Outremont) et dans l'avenue Outremont (de l'avenue Van Horne à l'avenue Manseau) dans l'arrondissement d'Outremont. Dépense totale de 4 350 747,75 $ (contrat: 4 169 169,00 $ + incidences: 181 578,75 $), taxes incluses. Appel d'offres public 221707 - 16 soumissionnaires

Il est recommandé :
1. d'autoriser une dépense maximale de 4 350 747,75 $, taxes incluses, pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, de marquage et d'éclairage

- dans l'avenue Wiseman, de l'avenue Van Horne à l'avenue Manseau,
- dans l'avenue Manseau, de l'avenue Wiseman à l'avenue Outremont et
- dans l'avenue Outremont, de l'avenue Van Horne à l'avenue Manseau,

dans le cadre du projet du Site Outremont dans l'arrondissement d'Outremont, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à Groupe TNT inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 4 169 169.00 $, taxes et contingences incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 221707 ;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville-centre.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-02-29 16:16

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1164021002**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 4
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Groupe TNT inc. pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, de marquage et d'éclairage dans l'avenue Wiseman (de l'avenue Van Horne à l'avenue Manseau), dans l'avenue Manseau (de l'avenue Wiseman à l'avenue Outremont) et dans l'avenue Outremont (de l'avenue Van Horne à l'avenue Manseau) dans l'arrondissement d'Outremont. Dépense totale de 4 350 747,75 $ (contrat: 4 169 169,00 $ + incidences: 181 578,75 $), taxes incluses. Appel d'offres public 221707 - 16 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Le projet du site Outremont de l'Université de Montréal (UdM) est situé sur une ancienne cour de triage du Canadien Pacifique (CP). Ce projet comprendra à terme un nouveau campus pouvant compter jusqu'à neuf pavillons universitaires (300 000 m2), intégré dans un nouveau quartier de 1 300 logements, dont 30 % à des fins sociales et abordables, 4 ha de places et parcs et une esplanade de 1,5 ha sur une superficie totale de 38 ha. Le projet représente des investissements publics et privés de 1,6 G$ et des investissements municipaux de 152,5 M$ comprenant des subventions gouvernementales de 38,3 M$ (arrivant à échéance en décembre 2018). Pour la réalisation de ce grand projet et en complément aux outils réglementaires, une entente sur les conditions de réalisation du Campus Outremont (l'Entente) est intervenue entre l'Université de Montréal et la Ville de Montréal le 23 mars 2011.
En vertu de l'Entente et dans le cadre de son PTI 2016-2018, la Ville de Montréal a prévu la réalisation de travaux de construction d'ouvrages d'art et d'infrastructures souterraines et de surface qui desserviront le futur site du Campus Outremont de l'Université de Montréal.

Les travaux, études et certaines autres dépenses effectués dans le cadre de la réalisation du site Outremont avant la fin 2018 sont admissibles à un remboursement de 50 % en vertu de l'entente avec le Ministère des Affaires Municipales et de l'Occupation du Territoire (MAMOT), jusqu'à un montant maximum de 38 300 000 $.

Tous les travaux municipaux prévus à l'Entente ont été organisés dans une structure de découpage du projet en lots. Parmi ces travaux, on compte la reconstruction des avenues Wiseman et Outremont, entre Van Horne et Manseau, ainsi que l'avenue Manseau entre Wiseman et Outremont.

Le présent dossier vise à octroyer un contrat de travaux :
- de réhabilitation, de reconstruction et de construction d'égout,
- de reconstruction d'aqueduc à un diamètre supérieur pour alimenter le nouveau site,

- de reconstruction de la chaussée et de trottoirs (ou construction là où absents actuellement) pour un meilleur partage entre les automobilistes, les cyclistes et les piétons et
- de reconstruction de l'éclairage (ajout de lampadaires et éclairage DEL).

L'appel d'offres 221707 a été publié du 30 novembre 2015 au 11 janvier 2016. L'annonce a été publiée dans le journal Le Devoir le 30 novembre 2015 et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO. La durée de la publication a été de 42 jours de calendrier. Les soumissions sont valides durant cent vingt (120) jours suivant la date d'ouverture, soit jusqu'au 10 mai 2016.

Cinq (5) addenda ont été publiés : le 3, le 9, le 10, le 16 décembre 2015 ainsi que le 6 janvier 2016.

L'addenda 3 du 10 décembre portait uniquement sur le report de la date de fin de la période de soumission du 16 décembre 2015 au 11 janvier 2016. Les autres addenda ont été émis pour répondre aux questions des preneurs de cahier des charges ou préciser des éléments du devis : éclairage et lampadaires dans l'addenda 1, les exigences de la STM lors des travaux au-dessus d'un tunnel de métro dans l'addenda 4. Les autres éléments abordés étaient relativement mineurs (addenda 2 et 5).

Tous les travaux municipaux prévus ont été organisés dans une structure de découpage du projet en étapes.

Étapes terminées :

	Date de début	Date de fin
3 - Construction de la rue d'accès à la future cour de service.	juillet 2014	octobre 2015
2a - Réhabilitation des sols des lots 3 711 065 et 3 684 716 à 3 684 722 longeant l'avenue Durocher.	mai 2015	août 2015

Étape en cours de réalisation :

	Date de début	Date de fin
2b - Construction d'un pont ferroviaire et des infrastructures souterraines et de la chaussée d'une nouvelle rue allant de l'avenue Durocher à l'avenue Outremont.	avril 2015	juin 2016

Étape faisant l'objet du présent dossier :

	Date de début	Date de fin
4 - Travaux d’égout, de conduite d’eau, de voirie, de marquage et d’éclairage dans l'avenue Wiseman et dans l'avenue Outremont, de l'avenue Van Horne à l'avenue Manseau et dans l'avenue Manseau, de l'avenue Wiseman à l'avenue Outremont.	avril 2016	décembre 2016

Étapes à venir :

	Début des travaux	Fin des travaux

5a - Pointe nord de la cour de services Outremont : réhabilitation des sols.	juin 2017	septembre 2017
5b - Cour de services: réhabilitation des sols.	septembre 2018	décembre 2018
6a - Axe central ouest, avenue Outremont et Wiseman partie nord: réhabilitation des sols, réalisation des infrastructures, construction du bassin P2 et construction d'une chaussée temporaire.	juillet 2017	novembre 2018
6b - Axe central, place publique et bande verte: réalisation de l'aménagement de surface, finalisation de l'ensemble de l'axe central et de la bande verte.	mai 2018	septembre 2019
7 - Secteur délimité par l'avenue Dollard et l'avenue Wiseman et par l'avenue Ducharme et la ruelle de l'axe central Ouest: construction du bassin de rétention P3 et du parc P3.	mai 2019	octobre 2019
8a - Avenue McEachran vers le nord: prolongement de l'avenue McEachran vers le nord, construction des infrastructures souterraines, réalisation de travaux de chaussée et d'aménagement de surface.	mai 2018	novembre 2018
8b - Avenue Bates: construction des infrastructures souterraines, réalisation de travaux de chaussée et d'aménagement de surface.	mai 2019	octobre 2019
9 - Avenues Dollard, Stuart et ruelles: prolongement des avenues vers l'axe central Ouest, construction des infrastructures souterraines et travaux de construction de chaussée et d'aménagement de surface.	juillet 2019	décembre 2019
10a - Avenue Champagneur: construction des infrastructures souterraines et travaux de construction de chaussée et d'aménagement de surface.	mai 2017	septembre 2017
10b - Avenues Querbes et de l'Épée: construction des infrastructures souterraines et travaux de construction de chaussée et d'aménagement de surface.	mai 2019	octobre 2019
11 - Secteur délimité par les avenues Champagneur et Querbes: réalisation des travaux de construction du bassin P4 et du parc P4.	mai 2019	octobre 2019
12 - Secteur délimité par les avenues Bates à McEachran: réalisation des travaux de construction du bassin P1 et du parc P1.	mai 2019	octobre 2019

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM 15 0781 – 16 juin 2015 - Accorder un contrat de services professionnels à Les Services Exp inc. pour l'ingénierie, l'estimation, la surveillance et l'assistance technique en vue du parachèvement des travaux de construction, d'infrastructures et d'aménagement de surface sur le site du Campus d'Outremont pour une somme maximale de 5 503 508,33 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14135 (6 soum.) (1154021004);
CM15 0644 - 25 mai 2015 - Accorder un contrat à Excavation Patrice Couture inc. pour les travaux de réhabilitation des sols des lots 3 711 065 et 3 684 716 à 3 684 722 longeant l'avenue Durocher, dans le cadre du projet du Campus Outremont, dans l'arrondissement d'Outremont - Dépense totale de 1 567 001,95 $, taxes incluses - Appel d'offres public 221706 (13 soum.) (1156310002);

CM15 0501 - 25 avril 2015 - Approuver deux ententes entre la Ville de Montréal et la compagnie de chemin de fer Canadien Pacifique en vue de la construction d'un viaduc ferroviaire au-dessus de la future rue dans l'axe central du Campus Outremont dans l'arrondissement Outremont. La première entente porte sur la construction du pont et la

seconde sur son entretien. Autoriser une dépense maximale de 55 000 $ conformément aux termes de l'entente de construction (1154021003);

CM15 0312 - 24 mars 2015 - Octroyer à la firme Stantec Experts-Conseils un contrat de services professionnels pour la surveillance des travaux de construction du pont ferroviaire et d'une nouvelle rue sur le Site Outremont. Dépense totale de 868 348,69 $, taxes incluses. Appel d'offres public 14-14071 - 6 soumissionnaires dont 3 conformes (1154021003);

CM15 0162 - 23 février 2015 - Octroyer un contrat à Roxboro Excavation inc pour les travaux de construction d'un pont ferroviaire, des infrastructures souterraines et de la chaussée d'une nouvelle rue entre les avenues Durocher et Outremont dans le cadre du projet du site Outremont. Dépense totale de 10 163 457,85 $, taxes incluses (travaux et contingences: 9 508 457,85 $ + incidences 655 000 $). Appel d'offres public 221704 - 14 soumissionnaires (1154021001);

CM14 0293 – 24 mars 2014 - Approuver un projet d'Addenda 1 modifiant l'Entente sur les conditions de réalisation du Campus Outremont intervenue le 23 mars 2011 entre la Ville de Montréal et l'Université de Montréal (CM11 0128) (1130890006);

CE13 0110 - 6 février 2013 - Autoriser le lancement de deux appels d'offres publics, dans le cadre du projet du site Outremont de l'Université de Montréal, 1) pour la construction du nouveau pont ferroviaire, incluant les infrastructures souterraines et la chaussée de la nouvelle rue entre les avenues Durocher et d'Outremont et 2) pour la construction de la nouvelle rue donnant accès à la future cour de services d'Outremont (1120890010);

CM12 0306 - 17 avril 2012 - Décréter l'acquisition de gré à gré ou par voie d'expropriation des lots 3 684 716 à 3 684 719 et 3 711 065 du cadastre du Québec à des fins de réserve foncière et des lots 3 684 720 à 3 684 722 du cadastre du Québec à des fins de rue;

CM11 0173 - 24 mars 2011 - Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 120 407 000 $ pour le financement des travaux municipaux et un emprunt de 21 700 000 $ pour le financement de la contribution municipale à l'Université de Montréal, requis dans le cadre du projet du campus Outremont;

CM11 0129 - 22 février 2011 - Adopter le Règlement 04-047-34 Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) et, en vertu de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, le Règlement autorisant la construction, la transformation et l'occupation d'immeubles situés sur l'emplacement délimité par la limite nord de l'arrondissement d'Outremont, la rue Hutchison à l'est, l'avenue Ducharme au sud et à l'ouest par une portion de l'avenue McEachran, de l'avenue du Manoir ainsi que de l'avenue Rockland (06-069) (Campus Outremont);

CM11 0128 - 22 février 2011 - Approuver l'entente sur les conditions de réalisation du campus Outremont intervenue entre la Ville de Montréal et l'Université de Montréal;

CE11 0186 - 17 février 2011 - Approuver les recommandations du rapport final de faisabilité technique et financière du projet du campus Outremont et de ses abords, incluant la structure de financement.

DESCRIPTION

Les travaux prévus au contrat proposé s'intègrent dans l'ensemble des actions à entreprendre par la Ville pour la réalisation du projet du site Outremont.
Les travaux prévus dans ce lot visent les objectifs suivants :

1 - Mettre en place un système de captage des eaux de ruissellement en cas de forte précipitation qui ne peuvent être gérées par les égouts actuels. Lors de pluies intenses, le secteur visé par les travaux récolte les eaux descendant des côtes du mont Royal qui ne sont pas captées par les égouts actuels à cause de leur manque de capacité. Cet enjeu doit être réglé pour pouvoir réaliser le développement immobilier sur le site.

2 - Remplacer les aqueducs existants par de nouveaux aqueducs de plus gros diamètre pour alimenter le site Outremont en eau potable et assurer la protection incendie des futurs bâtiments.

3 - Rendre les rues plus conviviales en élargissant les trottoirs, en améliorant l'éclairage et en sécurisant les intersections. La station métro Outremont sera l'un des principaux point d'accès et celle-ci sera reliée au futur campus par l'avenue Wiseman. Actuellement les trottoirs sont étroits ou inexistants.

Pour éviter la reprise de travaux à court terme, les intersections des avenues Wiseman et Outremont avec l'avenue Van Horne ne seront pas construites dans le cadre de ce contrat. Ces travaux seront exécutés par la Direction des Infrastructures lors de la réalisation du projet de réaménagement de l'avenue Van Horne de l'avenue Pratt à l'avenue Du Parc prévu en 2018.

4 - Réhabiliter les conduites qui ne sont pas remplacées pour prolonger leur vie utile.

JUSTIFICATION

Les travaux de reconstruction des avenues Wiseman, Manseau et Outremont font partie de ceux prévus dans l'Entente relative à l'implantation du nouveau site Outremont de l'Université de Montréal (CM11 0128 et CM14 0293).
Sur trente-trois (33) preneurs de cahier des charges, seize (16) firmes ont déposé une soumission et dix-sept (17) n'en ont pas déposé; soit une proportion respective de 48 % et 52 %. La liste des commandes SEAO est en pièce jointe.

Le tableau ci-après présente le résultat de l'appel d'offres, soit le nom des soumissionnaires conformes, le prix proposé, l'estimation de contrôle, le tout incluant les taxes. Il présente également le coût moyen, l'écart entre la plus haute et la plus basse soumission, l'écart entre la plus basse soumission et l'estimation de contrôle ainsi que l'écart entre les deux plus basses soumissions.

FIRMES SOUMISSIONNAIRES CONFORMES		**PRIX**	**CONTINGENCES**	**TOTAL**
1	Groupe TNT inc. - Licence RBQ # 8276-8086-40 - Attestation Revenu Québec délivrée le 15 décembre 2015	3 790 153,64 $	379 015,36 $	4 169 169,00 $
2	Les Entreprises Claude Chagnon inc.	3 817 086,39 $	381 708,64 $	4 198 795,03 $
3	Unigertec inc.	3 838 115,07 $	383 811,51 $	4 221 926,58 $
4	Excavation Loiselle inc.	3 957 007,31 $	395 700,73 $	4 352 708,04 $
5	Construction Bau-Val inc.	3 980 914,91 $	398 091,49 $	4 379 006,40 $
6	Les Pavages Chenail inc.	4 079 744,99 $	407 974,50 $	4 487 719,49 $
7	Construction G-NESIS inc.	4 164 938,91 $	416 493,89 $	4 581 432,80 $
8	Les Excavations Payette Ltée.	4 284 909,19 $	428 490,92 $	4 713 400,11 $
9	Pavages D'Amour inc.	4 332 258,00 $	433 225,80 $	4 765 483,80 $

10	Catalogna et Fréres inc.	4 519 277,48 $	451 927,75 $	4 971 205,23 $
11	Roxboro Excavation inc.	4 575 077,20 $	457 507,72 $	5 032 584,92 $
12	Les Excavations Super inc.	4 628 048,20 $	462 804,82 $	5 090 853,02 $
13	Les Constructions et Pavage Jeskar inc.	4 714 114,13 $	471 411,41 $	5 185 525,54 $
14	Les Entreprises Michaudville inc.	4 860 000,00 $	486 000,00 $	5 346 000,00 $
15	Les Excavations Gilbert Théorêt inc.	5 078 799,87 $	507 879,99 $	5 586 679,86 $
16	Sade Canada inc.	5 113 109,56 $	511 310,96 $	5 624 420,52 $
Estimation des professionnels préparée par Legico-CHP inc.		4 169 446,26 $	416 944,64 $	4 586 390,90 $
Coût moyen des soumissions reçues ($)				**4 794 181,90 $**
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)				**15,0%**
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme			**($)**	**1 455 251,52 $**
			(%)	**34,9%**
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation			**($)**	**-417 221,90 $**
			(%)	**-9,1%**
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse			**($)**	**29 626,03 $**
			(%)	**0,7%**

* Les prix de soumission et l'attestation de AMF furent vérifiés pour l'ensemble des soumissions reçues. Cependant, seuls les documents fournis avec les 3 plus basses soumissions furent vérifiés (cautionnement, attestation Revenu Québec, licence RBQ, etc.)

L'estimation de soumission pour l'appel d'offres 221707 a été effectuée par la firme externe, Legico-CHP inc. Compte tenu que l'écart entre le prix soumis par le plus bas soumissionnaire conforme et l'estimation de soumission est inférieur à 10 % et qu'il est favorable à la Ville de Montréal, la Division gestion de projet et économie de la construction (DGPEC) est favorable à l'octroi du contrat.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (Loi 1) conformément au décret # 1049-2013 adopté le 23 octobre 2013. L'adjudicataire recommandé, Groupe TNT inc., détient une attestation de l'Autorité des marchés financiers. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier.

Des validations ont été faites selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licence restreinte de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni du Registre des entreprises non admissibles (RENA). Une attestation valide délivrée le 15 décembre 2015 par Revenu Québec, a été déposée avec sa soumission.

L'adjudicataire recommandé est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale pour la réalisation des travaux s'élève à un montant maximal de 4 350 747,75 $ taxes incluses, incluant le prix de base des travaux, les contingences et les incidences.

Description	Montant (taxes incluses)
Prix de base des travaux	3 790 153,63 $
Contingences (10 %)	379 015,36 $
Incidences	181 578,75 $
Total	4 350 747,75 $

Le coût des travaux sera assumé entièrement par la Ville-centre. La dépense totale est répartie de la façon suivante entre les différents budgets PTI du Service de la mise en valeur du territoire (SMVT) et du Service de l'eau (DGSRE) :

- **SMVT** : 3 630 055,71 $ taxes incluses, soit 83% du coût. Un montant maximal de 3 314 724,71 $, net de ristournes, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 11-006 - «Règlement municipal pour le financement de la contribution municipale à l'Université de Montréal». Ces travaux sont subventionnés à 50 % par le programme Fonds Chantiers Canada-Québec ce qui laisse un emprunt net à la charge des contribuables de 1 657 362,35 $. Des frais d'incidences estimés à 181 578,75 $, taxes incluses, sont prévus dans le cadre de la réalisation du projet pour le contrôle qualitatif, les utilités publiques et les communications.

- **DGSRE** : 720 692,04$ taxes incluses, soit 17% du coût. Un montant maximal de 658 087,89 $, net de ristournes, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 13-025 «Règlement pour le financement des travaux d'infrastructure, de mise aux normes, de reconstruction des systèmes de distribution de l'eau potable et de collecteur des eaux usées». Cette dépense est admissible à une subvention estimée à 658 087,89 $ au programme TECQ (taxe sur l'essence et de la contribution du Québec) ce qui ne laissera aucun impact à la charge des contribuables.

Le détail des informations budgétaires et comptables se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ville de Montréal et l'Université de Montréal se sont engagées, dans *l'Entente sur les conditions de réalisation entre l'Université de Montréal et la Ville relatif à la réalisation du projet du campus Outremont* (CM11 0128 et CM14 0293) à obtenir les certifications LEED (Leadership in Energy and Environmental Design) pour l'aménagement de quartiers (LEED-AQ) et les nouvelles constructions (LEED-NC). Ce projet permettra la consolidation, la densification et le verdissement d'un secteur stratégique du cœur de l'île de Montréal.
En janvier 2016, le projet a obtenu la certification LEED-AQ niveau Argent (59 points/80 points) pour la phase conception (stade 2). À ce stade de la démarche, 50 crédits étaient visés dont 23 impliquaient directement la Ville de Montréal. Les exigences de ces crédits concernent autant les phases de conception, de construction que d'exploitation du nouveau quartier.

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet, les principales interventions de la Ville concernent le développement du réseau viaire et des infrastructures, l'aménagement de parcs et d'une place publique, la reconstruction de la cour de services d'Outremont et la construction d'unités résidentielles abordables. Les crédits LEED-AQ sous la responsabilité

de la Ville visent notamment l'aménagement d'un environnement favorisant les déplacements actifs, la décontamination et la réhabilitation des sols, l'amélioration de l'efficacité énergétique des infrastructures et des équipements, la gestion des déchets de construction et la prévention de la pollution pendant le chantier, ou encore la construction de bâtiments LEED.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les travaux proposés sont nécessaires à la poursuite de la réalisation du projet du site Outremont en partenariat avec l'Université de Montréal et en conformité avec l'entente sur les conditions de réalisation du Campus Outremont du 23 mars 2011.
Le chantier se déroule essentiellement sur des rues locales, dans un milieu résidentiel. Les travaux se dérouleront du lundi au vendredi selon les horaires permis par la réglementation de l'arrondissement. Pour limiter l'impact des travaux sur les résidents, un phasage précis a été exigé de l'entrepreneur durant la réalisation des travaux de sorte qu'il ne puisse intervenir que dans un tronçon de rue entre deux intersections à la fois. Le devis prévoit que des sections de rues habituellement à sens unique seront temporairement mises à double sens, en fonction de l'avancement des travaux, pour minimiser les pertes d'accessibilité. Ces changements seront indiqués par la signalisation des chemins de détour qui sera implantée pour aviser les citoyens qui empruntent ces rues.

Il faut noter qu'une école et un CPE sont localisés dans le secteur des travaux. Même dans la section de rue en chantier, l'entrepreneur devra maintenir des accès piétons sécuritaires à tous les bâtiments.

Il importe de rappeler que l'ensemble des travaux municipaux du projet du site Outremont fait l'objet d'une subvention du Ministère des Affaires Municipales et de l'Occupation du Territoire (MAMOT) par le Programme Fonds Chantiers Canada-Québec, qui vient à échéance en décembre 2018. Les travaux devront donc être terminés avant cette date afin de pouvoir bénéficier de la subvention.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été préparée et est approuvée par la Direction des communications pour l'ensemble du projet ainsi que pour les travaux prévus dans le contrat faisant l'objet de ce dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat par le conseil municipal : 21 mars 2016.

- Début des travaux sur le site: fin avril 2016.
- Fin des travaux : décembre 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Paule TANGUAY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mathieu-Pierre LABERGE, Service de l'eau
Claude LAURIN, Service de la mise en valeur du territoire
Sophie LABERGE, Outremont
Marc RICARD, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Sophie LABERGE, 24 février 2016
Marc RICARD, 24 février 2016
Claude LAURIN, 24 février 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Vincent DEFEIJT
Ingénieur et
Sébastien DESHAIES
Chef de Section

Tél : 514-868-4869
Télécop. : 514-872-4494

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-23

Pierre SAINTE-MARIE
Chef de division

Tél : 514 872-4781
Télécop. : 514 872-9471

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2016-02-29

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0102

Québec, le 20 juin 2013

TNT2 inc.
À l'attention de : Monsieur Alain Robert
600, boulevard Roland-Godard
Saint-Jérôme (Québec) J7Y 4C5

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à TNT2 inc.
Autorisation n° 2013-CPSM-0102 n° d'identification de l'Autorité : 2700000263

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- GROUPE TNT MERCERON
- PIEUX BCA

une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65-1 (la « LCOP »). TNT2 inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **19 juin 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

Eric Stevenson

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 418.525.9512

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 514.873.3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

4_1
suite.

Le 13 mars 2015

GROUPE TNT INC.
À l'attention de : Monsieur Alain Robert
600, boulevard Roland-Godard
Saint-Jérôme (Québec) J7Y 4C5

N° de décision : 2013-CPSM-0102
N° de client : 2700000263

Objet : Changement de nom de TNT2 inc. à Groupe TNT inc.

Monsieur,

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») a été informée du changement de nom de l'entreprise TNT2 inc. au Registraire des entreprises du Québec.

Ainsi, le nouveau nom de l'entreprise est dorénavant Groupe TNT inc. Nous comprenons que le numéro de NEQ « 1160480704 » demeure inchangé et qu'aucun autre changement, hormis le nom de l'entreprise, n'a été apporté à l'entreprise TNT2 inc. autorisée le 20 juin 2013.

Ce faisant, nous vous confirmons par la présente que le nom de l'entreprise a été modifié au Registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Pour toute question, vous pouvez communiquer avec Benoît au 1 877 525-0337, poste 4866.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Direction des contrats publics
et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **jeudi, 21 janvier 2016 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : GROUPE TNT INC.
Adresse du siège social : 20845, CH DE LA CÔTE N, 200, BOISBRIAND, QC, J7E 4H5, CANADA

Numéro de client à l'Autorité : 2700000263
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1160480704

Autres noms d'affaires

- GROUPE TNT MERCERON
- PIEUX BCA
- TNT2
- TNT GROUP INC.

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information des services en ligne.

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 221707
Numéro de référence : 937072
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux d'égout, conduites d'eau, voirie, marquage, éclairage dans l'av. Wiseman, dans l'av. Manseau, et dans l'av. Outremont

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Allia Infrastructures 2000, rue de Lierre Laval, QC, H7G 4Y4 NEQ : 1169875342	Monsieur Louis-Cyrille Lalande Téléphone : 514 326-5200 Télécopieur : 450 668-9252	**Commande : (1042301)** 2015-12-01 14 h 04 **Transmission :** 2015-12-01 14 h 39	2525931 - 15-12-03 Addenda no. 1 2015-12-04 9 h 16 - Courriel 2525935 - MONV1-00226475-01-C01àC09-Feuillet 1 Éclairage 2015-12-04 15 h 01 - Messagerie 2525936 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (devis) 2015-12-04 9 h 22 - Courriel 2525937 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (bordereau) 2015-12-04 9 h 22 - Téléchargement 2527823 - 15-12-09 Addenda no. 2 2015-12-10 10 h 21 - Courriel 2527824 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (devis) 2015-12-10 10 h 27 - Courriel 2527825 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (bordereau) 2015-12-10 10 h 27 - Téléchargement 2527966 - 15-12-10 Addenda no. 3 2015-12-10 14 h 51 - Courriel 2529873 - 15-12-16 Addenda no. 4 2015-12-16 15 h 46 - Courriel 2532875 - 2016-01-06 Addenda no. 5 2016-01-06 12 h 24 - Courriel 2532876 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) 2016-01-06 13 h 43 - Courriel 2532944 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (devis) 2016-01-06 15 h 39 - Courriel 2532945 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (bordereau) 2016-01-06 15 h 39 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐	Catalogna et Frères Ltée 2330 rue Norman, Lachine Montréal, QC, H8S 1B1 NEQ : 1144049070	Monsieur Luc Catalogna Téléphone : 514 484-1101 Télécopieur : 514 637-7088	**Commande : (1046689)** 2015-12-15 12 h 01 **Transmission :** 2015-12-15 13 h 36	2525931 - 15-12-03 Addenda no. 1 2015-12-15 12 h 01 - Téléchargement 2525935 - MONV1-00226475-01-C01àC09-Feuillet 1 Éclairage 2015-12-15 12 h 01 - Messagerie 2525936 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (devis) 2015-12-15 12 h 01 - Téléchargement 2525937 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (bordereau) 2015-12-15 12 h 01 - Téléchargement 2527823 - 15-12-09 Addenda no. 2 2015-12-15 12 h 01 - Téléchargement 2527824 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (devis) 2015-12-15 12 h 01 - Téléchargement 2527825 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (bordereau) 2015-12-15 12 h 01 - Téléchargement 2527966 - 15-12-10 Addenda no. 3 2015-12-15 12 h 01 - Téléchargement 2529873 - 15-12-16 Addenda no. 4 2015-12-16 16 h 18 - Télécopie 2532875 - 2016-01-06 Addenda no. 5 2016-01-06 12 h 24 - Télécopie 2532876 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) 2016-01-06 13 h 43 - Télécopie 2532944 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (devis) 2016-01-06 15 h 40 - Télécopie 2532945 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (bordereau) 2016-01-06 15 h 39 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Charex 14940 rue Louis M Taillon Mirabel, QC, J7N 2K4 NEQ : 1167167742	Monsieur Stéphan Charette Téléphone : 450 475-1135 Télécopieur : 450 475-1137	**Commande : (1043796)** 2015-12-04 15 h 46 **Transmission :** 2015-12-04 16 h 14	2525931 - 15-12-03 Addenda no. 1 2015-12-04 15 h 46 - Téléchargement 2525935 - MONV1-00226475-01-C01àC09-Feuillet 1 Éclairage 2015-12-04 15 h 46 - Téléchargement 2525936 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (devis) 2015-12-04 15 h 46 - Téléchargement 2525937 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (bordereau)

2015-12-04 15 h 46 - Téléchargement

2527823 - 15-12-09 Addenda no. 2
2015-12-10 10 h 21 - Courriel

2527824 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (devis)
2015-12-10 10 h 27 - Courriel

2527825 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (bordereau)
2015-12-10 10 h 27 - Téléchargement

2527966 - 15-12-10 Addenda no. 3
2015-12-10 14 h 51 - Courriel

2529873 - 15-12-16 Addenda no. 4
2015-12-16 15 h 46 - Courriel

2532875 - 2016-01-06 Addenda no. 5
2016-01-06 12 h 23 - Courriel

2532876 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06)
2016-01-06 13 h 42 - Courriel

2532944 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (devis)
2016-01-06 15 h 39 - Courriel

2532945 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (bordereau)
2016-01-06 15 h 39 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Clean Water Works Inc. (CWW Réhabilitation)
1800 rue Bantree
Ottawa, ON, K1B5L6
http://www.cwwcanada.com NEQ : 1164980162

Monsieur Nicolas Brennan
Téléphone : 613 745-9536
Télécopieur : 613 745-9994

Commande : (1042078)
2015-12-01 9 h 23
Transmission :
2015-12-01 9 h 54

2525931 - 15-12-03 Addenda no. 1
2015-12-04 9 h 16 - Courriel

2525935 - MONV1-00226475-01-C01àC09-Feuillet 1 Éclairage
2015-12-04 14 h 04 - Courriel

2525936 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (devis)
2015-12-04 9 h 22 - Courriel

2525937 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (bordereau)
2015-12-04 9 h 22 - Téléchargement

2527823 - 15-12-09 Addenda no. 2
2015-12-10 10 h 21 - Courriel

2527824 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (devis)
2015-12-10 10 h 27 - Courriel

2527825 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (bordereau)
2015-12-10 10 h 27 - Téléchargement

2527966 - 15-12-10 Addenda no. 3
2015-12-10 14 h 51 - Courriel

2529873 - 15-12-16 Addenda no. 4
2015-12-16 15 h 46 - Courriel

				2532875 - 2016-01-06 Addenda no. 5 2016-01-06 12 h 24 - Courriel 2532876 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) 2016-01-06 13 h 42 - Courriel 2532944 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (devis) 2016-01-06 15 h 39 - Courriel 2532945 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (bordereau) 2016-01-06 15 h 39 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#101 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com NEQ : 1143718063	Madame France Laverdure Téléphone : 514 636-4400 Télécopieur : 514 636-9937	**Commande : (1042448)** 2015-12-01 16 h 46 **Transmission :** 2015-12-02 9 h 23	2525931 - 15-12-03 Addenda no. 1 2015-12-04 9 h 16 - Courriel 2525935 - MONV1-00226475-01-C01àC09-Feuillet 1 Éclairage 2015-12-04 14 h 53 - Messagerie 2525936 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (devis) 2015-12-04 9 h 22 - Courriel 2525937 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (bordereau) 2015-12-04 9 h 22 - Téléchargement 2527823 - 15-12-09 Addenda no. 2 2015-12-10 10 h 21 - Courriel 2527824 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (devis) 2015-12-10 10 h 27 - Courriel 2527825 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (bordereau) 2015-12-10 10 h 27 - Téléchargement 2527966 - 15-12-10 Addenda no. 3 2015-12-10 14 h 51 - Courriel 2529873 - 15-12-16 Addenda no. 4 2015-12-16 15 h 46 - Courriel 2532875 - 2016-01-06 Addenda no. 5 2016-01-06 12 h 23 - Courriel 2532876 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) 2016-01-06 13 h 42 - Courriel 2532944 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (devis) 2016-01-06 15 h 39 - Courriel 2532945 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (bordereau) 2016-01-06 15 h 39 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐	Construction Fermont International Ltee. 1811 rue Lucerne Laval, QC, H7M 2G5 NEQ : 1168474899	Monsieur Giuseppe Zambito Téléphone : 514 881-8052 Télécopieur : 514 881-8078	**Commande : (1043375)** 2015-12-03 14 h 50 **Transmission :** 2015-12-03 15 h	2525931 - 15-12-03 Addenda no. 1 2015-12-04 9 h 17 - Télécopie 2525935 - MONV1-00226475-01-C01àC09-Feuillet 1 Éclairage 2015-12-04 15 h 01 - Messagerie 2525936 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (devis) 2015-12-04 9 h 23 - Télécopie 2525937 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (bordereau) 2015-12-04 9 h 22 - Téléchargement 2527823 - 15-12-09 Addenda no. 2 2015-12-10 10 h 22 - Télécopie 2527824 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (devis) 2015-12-10 10 h 28 - Télécopie 2527825 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (bordereau) 2015-12-10 10 h 27 - Téléchargement 2527966 - 15-12-10 Addenda no. 3 2015-12-10 14 h 51 - Télécopie 2529873 - 15-12-16 Addenda no. 4 2015-12-16 15 h 47 - Télécopie 2532875 - 2016-01-06 Addenda no. 5 2016-01-06 12 h 26 - Télécopie 2532876 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) 2016-01-06 14 h 18 - Télécopie 2532944 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (devis) 2016-01-06 15 h 42 - Télécopie 2532945 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (bordereau) 2016-01-06 15 h 39 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Construction G-nesis Inc. 4915, Louis-B.-Mayer Laval, QC, H7P 0E5 NEQ : 1167215343	Monsieur Stephane Chaumont Téléphone : 514 370-8303 Télécopieur : 450 681-7070	**Commande : (1042216)** 2015-12-01 11 h 42 **Transmission :** 2015-12-01 13 h 13	2525931 - 15-12-03 Addenda no. 1 2015-12-04 9 h 16 - Courriel 2525935 - MONV1-00226475-01-C01àC09-Feuillet 1 Éclairage 2015-12-04 14 h 04 - Courriel 2525936 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (devis) 2015-12-04 9 h 22 - Courriel 2525937 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (bordereau) 2015-12-04 9 h 22 - Téléchargement 2527823 - 15-12-09 Addenda no. 2 2015-12-10 10 h 21 - Courriel 2527824 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (devis) 2015-12-10 10 h 27 - Courriel 2527825 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (bordereau)

			2015-12-10 10 h 27 - Téléchargement 2527966 - 15-12-10 Addenda no. 3 2015-12-10 14 h 51 - Courriel 2529873 - 15-12-16 Addenda no. 4 2015-12-16 15 h 46 - Courriel 2532875 - 2016-01-06 Addenda no. 5 2016-01-06 12 h 23 - Courriel 2532876 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) 2016-01-06 13 h 42 - Courriel 2532944 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (devis) 2016-01-06 15 h 39 - Courriel 2532945 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (bordereau) 2016-01-06 15 h 39 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ Construction NRC Inc. 160 rue Deslauriers Arr. St-Laurent Montréal, QC, H4N 1V8 NEQ : 1149495146	Madame Francine Vallières Téléphone : 514 331-7944 Télécopieur : 514 331-2295	**Commande : (1042355)** 2015-12-01 14 h 58 **Transmission :** 2015-12-01 15 h 53	2525931 - 15-12-03 Addenda no. 1 2015-12-04 9 h 16 - Courriel 2525935 - MONV1-00226475-01-C01àC09-Feuillet 1 Éclairage 2015-12-04 14 h 56 - Messagerie 2525936 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (devis) 2015-12-04 9 h 22 - Courriel 2525937 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (bordereau) 2015-12-04 9 h 22 - Téléchargement 2527823 - 15-12-09 Addenda no. 2 2015-12-10 10 h 21 - Courriel 2527824 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (devis) 2015-12-10 10 h 27 - Courriel 2527825 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (bordereau) 2015-12-10 10 h 27 - Téléchargement 2527966 - 15-12-10 Addenda no. 3 2015-12-10 14 h 51 - Courriel 2529873 - 15-12-16 Addenda no. 4 2015-12-16 15 h 46 - Courriel 2532875 - 2016-01-06 Addenda no. 5 2016-01-06 12 h 23 - Courriel 2532876 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) 2016-01-06 13 h 42 - Courriel 2532944 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (devis) 2016-01-06 15 h 39 - Courriel 2532945 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (bordereau)

				2016-01-06 15 h 39 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Électricité Grimard Inc. 1855, Bernard-Lefebvre Laval, QC, H7C 0A5 http://www.grimard.ca NEQ : 1141847179	Monsieur Jacques Grimard Téléphone : 418 549-0745 Télécopieur : 418 545-7942	**Commande : (1041819)** 2015-11-30 13 h 52 **Transmission :** 2015-11-30 15 h 04	2525931 - 15-12-03 Addenda no. 1 2015-12-04 9 h 16 - Courriel 2525935 - MONV1-00226475-01-C01àC09-Feuillet 1 Éclairage 2015-12-04 14 h 04 - Courriel 2525936 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (devis) 2015-12-04 9 h 22 - Courriel 2525937 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (bordereau) 2015-12-04 9 h 22 - Téléchargement 2527823 - 15-12-09 Addenda no. 2 2015-12-10 10 h 21 - Courriel 2527824 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (devis) 2015-12-10 10 h 27 - Courriel 2527825 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (bordereau) 2015-12-10 10 h 27 - Téléchargement 2527966 - 15-12-10 Addenda no. 3 2015-12-10 14 h 51 - Courriel 2529873 - 15-12-16 Addenda no. 4 2015-12-16 15 h 46 - Courriel 2532875 - 2016-01-06 Addenda no. 5 2016-01-06 12 h 24 - Courriel 2532876 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) 2016-01-06 13 h 42 - Courriel 2532944 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (devis) 2016-01-06 15 h 39 - Courriel 2532945 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (bordereau) 2016-01-06 15 h 39 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Excavation Loiselle inc. 280 boul Pie XII Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6S 6P7 http://www.loiselle.ca NEQ : 1142482703	Monsieur Michel Laberge Téléphone : 450 373-4274 Télécopieur : 450 373-5631	**Commande : (1043268)** 2015-12-03 12 h **Transmission :** 2015-12-03 12 h 59	2525931 - 15-12-03 Addenda no. 1 2015-12-04 9 h 16 - Courriel 2525935 - MONV1-00226475-01-C01àC09-Feuillet 1 Éclairage 2015-12-04 14 h 04 - Courriel 2525936 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (devis) 2015-12-04 9 h 22 - Courriel 2525937 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (bordereau) 2015-12-04 9 h 22 - Téléchargement

2527823 - 15-12-09 Addenda no. 2
2015-12-10 10 h 21 - Courriel

2527824 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (devis)
2015-12-10 10 h 27 - Courriel

2527825 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (bordereau)
2015-12-10 10 h 27 - Téléchargement

2527966 - 15-12-10 Addenda no. 3
2015-12-10 14 h 51 - Courriel

2529873 - 15-12-16 Addenda no. 4
2015-12-16 15 h 46 - Courriel

2532875 - 2016-01-06 Addenda no. 5
2016-01-06 12 h 23 - Courriel

2532876 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06)
2016-01-06 13 h 42 - Courriel

2532944 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (devis)
2016-01-06 15 h 39 - Courriel

2532945 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (bordereau)
2016-01-06 15 h 39 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Gérald Théorêt Inc.
2 Boul. Maple Grove
Beauharnois, QC, J6N 1K3
NEQ : 1142185637

Monsieur Jean Théorêt
Téléphone : 450 429-7051
Télécopieur : 450 691-1116

Commande : (1042116)
2015-12-01 10 h
Transmission :
2015-12-01 10 h 07

2525931 - 15-12-03 Addenda no. 1
2015-12-04 9 h 17 - Télécopie

2525935 - MONV1-00226475-01-C01àC09-Feuillet 1 Éclairage
2015-12-04 14 h 58 - Messagerie

2525936 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (devis)
2015-12-04 12 h 14 - Télécopie

2525937 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (bordereau)
2015-12-04 9 h 22 - Téléchargement

2527823 - 15-12-09 Addenda no. 2
2015-12-10 12 h 57 - Télécopie

2527824 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (devis)
2015-12-10 12 h 58 - Télécopie

2527825 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (bordereau)
2015-12-10 10 h 27 - Téléchargement

2527966 - 15-12-10 Addenda no. 3
2015-12-10 15 h 54 - Télécopie

2529873 - 15-12-16 Addenda no. 4
2015-12-17 8 h 52 - Télécopie

2532875 - 2016-01-06 Addenda no. 5
2016-01-06 15 h 44 - Télécopie

				2532876 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) 2016-01-06 16 h 26 - Télécopie 2532944 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (devis) 2016-01-07 9 h 47 - Télécopie 2532945 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (bordereau) 2016-01-06 15 h 39 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Groupe TNT Inc. 20845 Chemin de la Côte Nord, bureau 200 Boisbriand, QC, J7e4H5 http://www.groupetnt.com NEQ : 1160480704	Monsieur Alain Robert Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur : 450 420-0414	**Commande : (1042311)** 2015-12-01 14 h 13 **Transmission :** 2015-12-01 15 h 05	2525931 - 15-12-03 Addenda no. 1 2015-12-04 9 h 16 - Courriel 2525935 - MONV1-00226475-01-C01àC09-Feuillet 1 Éclairage 2015-12-04 15 h - Messagerie 2525936 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (devis) 2015-12-04 9 h 22 - Courriel 2525937 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (bordereau) 2015-12-04 9 h 22 - Téléchargement 2527823 - 15-12-09 Addenda no. 2 2015-12-10 10 h 21 - Courriel 2527824 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (devis) 2015-12-10 10 h 27 - Courriel 2527825 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (bordereau) 2015-12-10 10 h 27 - Téléchargement 2527966 - 15-12-10 Addenda no. 3 2015-12-10 14 h 51 - Courriel 2529873 - 15-12-16 Addenda no. 4 2015-12-16 15 h 46 - Courriel 2532875 - 2016-01-06 Addenda no. 5 2016-01-06 12 h 24 - Courriel 2532876 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) 2016-01-06 13 h 43 - Courriel 2532944 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (devis) 2016-01-06 15 h 39 - Courriel 2532945 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (bordereau) 2016-01-06 15 h 39 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Insituform Technologies Limited 139 rue Barr Montréal, QC, H4T 1W6	Monsieur Nicolas Sauvé Téléphone : 514 739-9999	**Commande : (1043110)** 2015-12-03 9 h 39 **Transmission :** 2015-12-03 9 h 46	2525931 - 15-12-03 Addenda no. 1 2015-12-04 9 h 16 - Courriel

	http://www.insituform.com NEQ : 1144751931	Télécopieur : 514 739-9988		2525935 - MONV1-00226475-01-C01àC09-Feuillet 1 Éclairage 2015-12-04 14 h 04 - Courriel 2525936 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (devis) 2015-12-04 9 h 22 - Courriel 2525937 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (bordereau) 2015-12-04 9 h 22 - Téléchargement 2527823 - 15-12-09 Addenda no. 2 2015-12-10 10 h 21 - Courriel 2527824 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (devis) 2015-12-10 10 h 27 - Courriel 2527825 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (bordereau) 2015-12-10 10 h 27 - Téléchargement 2527966 - 15-12-10 Addenda no. 3 2015-12-10 14 h 51 - Courriel 2529873 - 15-12-16 Addenda no. 4 2015-12-16 15 h 46 - Courriel 2532875 - 2016-01-06 Addenda no. 5 2016-01-06 12 h 23 - Courriel 2532876 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) 2016-01-06 13 h 42 - Courriel 2532944 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (devis) 2016-01-06 15 h 39 - Courriel 2532945 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (bordereau) 2016-01-06 15 h 39 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	JNA Leblanc électrique Inc 113A, rue de la Couronne Repentigny, QC, J5Z 0B3 http://www.jnaleblanc.com NEQ : 1142744698	Monsieur Normand Leblanc Téléphone : 450 588-3712 Télécopieur : 450 654-9107	**Commande : (1045586)** 2015-12-11 8 h 51 **Transmission :** 2015-12-11 9 h 13	2525931 - 15-12-03 Addenda no. 1 2015-12-11 8 h 51 - Téléchargement 2525935 - MONV1-00226475-01-C01àC09-Feuillet 1 Éclairage 2015-12-11 8 h 51 - Téléchargement 2525936 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (devis) 2015-12-11 8 h 51 - Téléchargement 2525937 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (bordereau) 2015-12-11 8 h 51 - Téléchargement 2527823 - 15-12-09 Addenda no. 2 2015-12-11 8 h 51 - Téléchargement 2527824 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (devis) 2015-12-11 8 h 51 - Téléchargement 2527825 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (bordereau) 2015-12-11 8 h 51 - Téléchargement

2527966 - 15-12-10 Addenda no. 3
2015-12-11 8 h 51 - Téléchargement

2529873 - 15-12-16 Addenda no. 4
2015-12-16 15 h 48 - Télécopie

2532875 - 2016-01-06 Addenda no. 5
2016-01-06 12 h 27 - Télécopie

2532876 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06)
2016-01-06 13 h 45 - Télécopie

2532944 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (devis)
2016-01-06 15 h 43 - Télécopie

2532945 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (bordereau)
2016-01-06 15 h 39 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Télécopieur
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ L'écuyer & Fils Ltée /
17 Du Moulin
Saint-Rémi, QC, J0L 2L0
NEQ : 1145052065

Monsieur David Guay
Téléphone : 450 454-3928
Télécopieur : 450 454-7254

Commande : (1042922)
2015-12-02 16 h 25
Transmission :
2015-12-02 18 h 18

2525931 - 15-12-03 Addenda no. 1
2015-12-04 9 h 16 - Courriel

2525935 - MONV1-00226475-01-C01àC09-Feuillet 1 Éclairage
2015-12-04 14 h 04 - Courriel

2525936 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (devis)
2015-12-04 9 h 22 - Courriel

2525937 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (bordereau)
2015-12-04 9 h 22 - Téléchargement

2527823 - 15-12-09 Addenda no. 2
2015-12-10 10 h 21 - Courriel

2527824 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (devis)
2015-12-10 10 h 27 - Courriel

2527825 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (bordereau)
2015-12-10 10 h 27 - Téléchargement

2527966 - 15-12-10 Addenda no. 3
2015-12-10 14 h 51 - Courriel

2529873 - 15-12-16 Addenda no. 4
2015-12-16 15 h 46 - Courriel

2532875 - 2016-01-06 Addenda no. 5
2016-01-06 12 h 24 - Courriel

2532876 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06)
2016-01-06 13 h 43 - Courriel

2532944 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (devis)
2016-01-06 15 h 39 - Courriel

2532945 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (bordereau)
2016-01-06 15 h 39 - Téléchargement

				Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Constructions et Pavage Jeskar Inc. 5181 Amiens, suite 202 Montréal, QC, H1G 6N9 NEQ : 1145922051	Monsieur Richard Morin Téléphone : 514 327-5454 Télécopieur : 514 327-4198	**Commande : (1042265)** 2015-12-01 13 h 24 **Transmission :** 2015-12-01 14 h 01	2525931 - 15-12-03 Addenda no. 1 2015-12-04 9 h 16 - Courriel 2525935 - MONV1-00226475-01-C01àC09-Feuillet 1 Éclairage 2015-12-04 14 h 54 - Messagerie 2525936 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (devis) 2015-12-04 9 h 22 - Courriel 2525937 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (bordereau) 2015-12-04 9 h 22 - Téléchargement 2527823 - 15-12-09 Addenda no. 2 2015-12-10 10 h 21 - Courriel 2527824 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (devis) 2015-12-10 10 h 27 - Courriel 2527825 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (bordereau) 2015-12-10 10 h 27 - Téléchargement 2527966 - 15-12-10 Addenda no. 3 2015-12-10 14 h 51 - Courriel 2529873 - 15-12-16 Addenda no. 4 2015-12-16 15 h 46 - Courriel 2532875 - 2016-01-06 Addenda no. 5 2016-01-06 12 h 23 - Courriel 2532876 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) 2016-01-06 13 h 42 - Courriel 2532944 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (devis) 2016-01-06 15 h 39 - Courriel 2532945 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (bordereau) 2016-01-06 15 h 39 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les entreprises Claude Chagnon Inc. 3500, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Hubert, QC, J3Y 6T1 NEQ : 1142284380	Madame Guylaine Despins Téléphone : 450 773-5515 Télécopieur : 888 729-2760	**Commande : (1042021)** 2015-12-01 8 h 28 **Transmission :** 2015-12-01 8 h 46	2525931 - 15-12-03 Addenda no. 1 2015-12-04 9 h 16 - Courriel 2525935 - MONV1-00226475-01-C01àC09-Feuillet 1 Éclairage 2015-12-04 14 h 57 - Messagerie 2525936 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (devis) 2015-12-04 9 h 22 - Courriel 2525937 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (bordereau) 2015-12-04 9 h 22 - Téléchargement 2527823 - 15-12-09 Addenda no. 2 2015-12-10 10 h 21 - Courriel

2527824 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (devis)
2015-12-10 10 h 27 - Courriel

2527825 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (bordereau)
2015-12-10 10 h 27 - Téléchargement

2527966 - 15-12-10 Addenda no. 3
2015-12-10 14 h 51 - Courriel

2529873 - 15-12-16 Addenda no. 4
2015-12-16 15 h 46 - Courriel

2532875 - 2016-01-06 Addenda no. 5
2016-01-06 12 h 23 - Courriel

2532876 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06)
2016-01-06 13 h 42 - Courriel

2532944 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (devis)
2016-01-06 15 h 39 - Courriel

2532945 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (bordereau)
2016-01-06 15 h 39 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐	Les entreprises d'électricité Renaissance inc 23 avenue Milton Montréal, QC, H8R1K6 NEQ :	Madame Nathalie Massie Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (1042023)** 2015-12-01 8 h 30 **Transmission :** 2015-12-01 8 h 47	2525931 - 15-12-03 Addenda no. 1 2015-12-04 9 h 16 - Courriel 2525935 - MONV1-00226475-01-C01àC09-Feuillet 1 Éclairage 2015-12-04 14 h 04 - Courriel 2525936 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (devis) 2015-12-04 9 h 22 - Courriel 2525937 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (bordereau) 2015-12-04 9 h 22 - Téléchargement 2527823 - 15-12-09 Addenda no. 2 2015-12-10 10 h 21 - Courriel 2527824 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (devis) 2015-12-10 10 h 27 - Courriel 2527825 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (bordereau) 2015-12-10 10 h 27 - Téléchargement 2527966 - 15-12-10 Addenda no. 3 2015-12-10 14 h 51 - Courriel 2529873 - 15-12-16 Addenda no. 4 2015-12-16 15 h 46 - Courriel 2532875 - 2016-01-06 Addenda no. 5 2016-01-06 12 h 24 - Courriel 2532876 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) 2016-01-06 13 h 42 - Courriel

				2532944 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (devis) 2016-01-06 15 h 39 - Courriel 2532945 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (bordereau) 2016-01-06 15 h 39 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com NEQ : 1142707943	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (1042205)** 2015-12-01 11 h 30 **Transmission :** 2015-12-01 13 h 07	2525931 - 15-12-03 Addenda no. 1 2015-12-04 9 h 16 - Courriel 2525935 - MONV1-00226475-01-C01àC09-Feuillet 1 Éclairage 2015-12-04 14 h 59 - Messagerie 2525936 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (devis) 2015-12-04 9 h 22 - Courriel 2525937 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (bordereau) 2015-12-04 9 h 22 - Téléchargement 2527823 - 15-12-09 Addenda no. 2 2015-12-10 10 h 21 - Courriel 2527824 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (devis) 2015-12-10 10 h 27 - Courriel 2527825 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (bordereau) 2015-12-10 10 h 27 - Téléchargement 2527966 - 15-12-10 Addenda no. 3 2015-12-10 14 h 51 - Courriel 2529873 - 15-12-16 Addenda no. 4 2015-12-16 15 h 46 - Courriel 2532875 - 2016-01-06 Addenda no. 5 2016-01-06 12 h 24 - Courriel 2532876 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) 2016-01-06 13 h 42 - Courriel 2532944 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (devis) 2016-01-06 15 h 39 - Courriel 2532945 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (bordereau) 2016-01-06 15 h 39 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Entreprises Ventec Inc 5600 rue Notre-Dame O Bureau 104 Montréal, QC, H4C 1V1 NEQ : 1145668878	Monsieur Gino Ventura Téléphone : 514 932-5600 Télécopieur : 514 932-8972	**Commande : (1042729)** 2015-12-02 11 h 44 **Transmission :** 2015-12-02 14 h 31	2525931 - 15-12-03 Addenda no. 1 2015-12-04 9 h 17 - Télécopie 2525935 - MONV1-00226475-01-C01àC09-Feuillet 1 Éclairage 2015-12-04 14 h 55 - Messagerie

				2525936 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (devis) 2015-12-04 9 h 22 - Télécopie 2525937 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (bordereau) 2015-12-04 9 h 22 - Téléchargement 2527823 - 15-12-09 Addenda no. 2 2015-12-10 10 h 22 - Télécopie 2527824 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (devis) 2015-12-10 10 h 28 - Télécopie 2527825 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (bordereau) 2015-12-10 10 h 27 - Téléchargement 2527966 - 15-12-10 Addenda no. 3 2015-12-10 14 h 51 - Télécopie 2529873 - 15-12-16 Addenda no. 4 2015-12-16 15 h 47 - Télécopie 2532875 - 2016-01-06 Addenda no. 5 2016-01-06 12 h 24 - Télécopie 2532876 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) 2016-01-06 13 h 43 - Télécopie 2532944 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (devis) 2016-01-06 15 h 40 - Télécopie 2532945 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (bordereau) 2016-01-06 15 h 39 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Excavations Gilbert Théorêt Inc. 124 rue Huot Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot, QC, J7V 7Z8 NEQ : 1142215210	Monsieur David Hodgson Téléphone : 514 425-2600 Télécopieur : 514 425-4784	**Commande : (1042065)** 2015-12-01 9 h 09 **Transmission :** 2015-12-01 9 h 12	2525931 - 15-12-03 Addenda no. 1 2015-12-04 9 h 17 - Télécopie 2525935 - MONV1-00226475-01-C01àC09-Feuillet 1 Éclairage 2015-12-04 14 h 58 - Messagerie 2525936 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (devis) 2015-12-04 9 h 23 - Télécopie 2525937 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (bordereau) 2015-12-04 9 h 22 - Téléchargement 2527823 - 15-12-09 Addenda no. 2 2015-12-10 10 h 22 - Télécopie 2527824 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (devis) 2015-12-10 10 h 28 - Télécopie 2527825 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (bordereau) 2015-12-10 10 h 27 - Téléchargement 2527966 - 15-12-10 Addenda no. 3 2015-12-10 14 h 51 - Télécopie

				2529873 - 15-12-16 Addenda no. 4 2015-12-16 15 h 47 - Télécopie 2532875 - 2016-01-06 Addenda no. 5 2016-01-06 12 h 25 - Télécopie 2532876 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) 2016-01-06 13 h 44 - Télécopie 2532944 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (devis) 2016-01-06 15 h 42 - Télécopie 2532945 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (bordereau) 2016-01-06 15 h 39 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Excavations Payette ltée 7900, rue Bombardier Montréal, QC, H1J1A4 NEQ : 1166482993	Monsieur Michel Viger Téléphone : 514 322-4800 Télécopieur : 514 322-1770	**Commande : (1042189)** 2015-12-01 11 h 13 **Transmission :** 2015-12-01 11 h 56	2525931 - 15-12-03 Addenda no. 1 2015-12-04 9 h 17 - Télécopie 2525935 - MONV1-00226475-01-C01àC09-Feuillet 1 Éclairage 2015-12-04 14 h 59 - Messagerie 2525936 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (devis) 2015-12-04 9 h 22 - Télécopie 2525937 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (bordereau) 2015-12-04 9 h 22 - Téléchargement 2527823 - 15-12-09 Addenda no. 2 2015-12-10 10 h 22 - Télécopie 2527824 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (devis) 2015-12-10 10 h 28 - Télécopie 2527825 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (bordereau) 2015-12-10 10 h 27 - Téléchargement 2527966 - 15-12-10 Addenda no. 3 2015-12-10 14 h 55 - Télécopie 2529873 - 15-12-16 Addenda no. 4 2015-12-16 15 h 48 - Télécopie 2532875 - 2016-01-06 Addenda no. 5 2016-01-06 12 h 28 - Télécopie 2532876 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) 2016-01-06 13 h 43 - Télécopie 2532944 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (devis) 2016-01-06 15 h 40 - Télécopie 2532945 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (bordereau) 2016-01-06 15 h 39 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐	Les Pavages D'Amour Inc. 1635 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R6 http://pavagesdamour.com NEQ : 1142398818	Madame Viviana Mejia Téléphone : 514 631-4570 Télécopieur : 514 631-6002	**Commande : (1042310)** 2015-12-01 14 h 12 **Transmission :** 2015-12-01 14 h 55	2525931 - 15-12-03 Addenda no. 1 2015-12-04 9 h 17 - Télécopie 2525935 - MONV1-00226475-01-C01àC09-Feuillet 1 Éclairage 2015-12-04 15 h 01 - Messagerie 2525936 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (devis) 2015-12-04 9 h 23 - Télécopie 2525937 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (bordereau) 2015-12-04 9 h 22 - Téléchargement 2527823 - 15-12-09 Addenda no. 2 2015-12-10 10 h 22 - Télécopie 2527824 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (devis) 2015-12-10 10 h 29 - Télécopie 2527825 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (bordereau) 2015-12-10 10 h 27 - Téléchargement 2527966 - 15-12-10 Addenda no. 3 2015-12-10 14 h 55 - Télécopie 2529873 - 15-12-16 Addenda no. 4 2015-12-16 16 h 21 - Télécopie 2532875 - 2016-01-06 Addenda no. 5 2016-01-06 12 h 28 - Télécopie 2532876 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) 2016-01-06 13 h 44 - Télécopie 2532944 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (devis) 2016-01-06 15 h 40 - Télécopie 2532945 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (bordereau) 2016-01-06 15 h 39 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Neolect Inc. 104 boul Montcalm Nord Candiac, QC, J5R 3L8 NEQ : 1166302126	Madame Marjolaine Émond Téléphone : 450 659-5457 Télécopieur : 450 659-9265	**Commande : (1041730)** 2015-11-30 11 h 34 **Transmission :** 2015-11-30 13 h 30	2525931 - 15-12-03 Addenda no. 1 2015-12-04 9 h 16 - Courriel 2525935 - MONV1-00226475-01-C01àC09-Feuillet 1 Éclairage 2015-12-04 15 h 02 - Messagerie 2525936 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (devis) 2015-12-04 9 h 22 - Courriel 2525937 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (bordereau) 2015-12-04 9 h 22 - Téléchargement 2527823 - 15-12-09 Addenda no. 2 2015-12-10 10 h 21 - Courriel 2527824 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (devis) 2015-12-10 10 h 27 - Courriel 2527825 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (bordereau)

				2015-12-10 10 h 27 - Téléchargement 2527966 - 15-12-10 Addenda no. 3 2015-12-10 14 h 51 - Courriel 2529873 - 15-12-16 Addenda no. 4 2015-12-16 15 h 46 - Courriel 2532875 - 2016-01-06 Addenda no. 5 2016-01-06 12 h 24 - Courriel 2532876 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) 2016-01-06 13 h 43 - Courriel 2532944 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (devis) 2016-01-06 15 h 39 - Courriel 2532945 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (bordereau) 2016-01-06 15 h 39 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Pavage Chenail 104, St-Rémi, C.P. 3220 Saint-Rémi, QC, J0L2L0 NEQ : 1142533042	Monsieur Pierre-Yvon Legault Téléphone : 450 454-0000 Télécopieur : 450 454-5219	**Commande : (1042294)** 2015-12-01 13 h 56 **Transmission :** 2015-12-01 14 h 28	2525931 - 15-12-03 Addenda no. 1 2015-12-04 9 h 16 - Télécopie 2525935 - MONV1-00226475-01-C01àC09-Feuillet 1 Éclairage 2015-12-04 14 h 57 - Messagerie 2525936 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (devis) 2015-12-04 9 h 22 - Télécopie 2525937 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (bordereau) 2015-12-04 9 h 22 - Téléchargement 2527823 - 15-12-09 Addenda no. 2 2015-12-10 10 h 22 - Télécopie 2527824 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (devis) 2015-12-10 10 h 28 - Télécopie 2527825 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (bordereau) 2015-12-10 10 h 27 - Téléchargement 2527966 - 15-12-10 Addenda no. 3 2015-12-10 14 h 51 - Télécopie 2529873 - 15-12-16 Addenda no. 4 2015-12-16 15 h 47 - Télécopie 2532875 - 2016-01-06 Addenda no. 5 2016-01-06 12 h 26 - Télécopie 2532876 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) 2016-01-06 13 h 44 - Télécopie 2532944 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (devis) 2016-01-06 16 h 15 - Télécopie 2532945 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (bordereau)

				2016-01-06 15 h 39 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Pierre Brossard 1981 Ltée 9595 Rue Ignace Brossard, QC, J4Y 2P3 NEQ : 1143511773	Monsieur Marc Desautels Téléphone : 450 659-9641 Télécopieur : 450 659-4068	**Commande : (1041744)** 2015-11-30 11 h 50 **Transmission :** 2015-11-30 13 h 45	2525931 - 15-12-03 Addenda no. 1 2015-12-04 9 h 16 - Courriel 2525935 - MONV1-00226475-01-C01àC09-Feuillet 1 Éclairage 2015-12-04 14 h 56 - Messagerie 2525936 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (devis) 2015-12-04 9 h 22 - Courriel 2525937 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (bordereau) 2015-12-04 9 h 22 - Téléchargement 2527823 - 15-12-09 Addenda no. 2 2015-12-10 10 h 21 - Courriel 2527824 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (devis) 2015-12-10 10 h 27 - Courriel 2527825 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (bordereau) 2015-12-10 10 h 27 - Téléchargement 2527966 - 15-12-10 Addenda no. 3 2015-12-10 14 h 51 - Courriel 2529873 - 15-12-16 Addenda no. 4 2015-12-16 15 h 46 - Courriel 2532875 - 2016-01-06 Addenda no. 5 2016-01-06 12 h 23 - Courriel 2532876 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) 2016-01-06 13 h 42 - Courriel 2532944 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (devis) 2016-01-06 15 h 39 - Courriel 2532945 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (bordereau) 2016-01-06 15 h 39 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Roxboro Excavation INC.. 1620 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R8 NEQ : 1142760280	Monsieur Yvon Théoret Téléphone : 514 631-1888 Télécopieur : 514 631-1055	**Commande : (1041963)** 2015-11-30 17 h 04 **Transmission :** 2015-11-30 18 h 04	2525931 - 15-12-03 Addenda no. 1 2015-12-04 9 h 16 - Courriel 2525935 - MONV1-00226475-01-C01àC09-Feuillet 1 Éclairage 2015-12-04 14 h 04 - Courriel 2525936 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (devis) 2015-12-04 9 h 22 - Courriel 2525937 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (bordereau) 2015-12-04 9 h 22 - Téléchargement

2527823 - 15-12-09 Addenda no. 2
2015-12-10 10 h 21 - Courriel

2527824 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (devis)
2015-12-10 10 h 27 - Courriel

2527825 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (bordereau)
2015-12-10 10 h 27 - Téléchargement

2527966 - 15-12-10 Addenda no. 3
2015-12-10 14 h 51 - Courriel

2529873 - 15-12-16 Addenda no. 4
2015-12-16 15 h 46 - Courriel

2532875 - 2016-01-06 Addenda no. 5
2016-01-06 12 h 24 - Courriel

2532876 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06)
2016-01-06 13 h 43 - Courriel

2532944 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (devis)
2016-01-06 15 h 39 - Courriel

2532945 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (bordereau)
2016-01-06 15 h 39 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Sade Canada Inc.
1564, rue Ampère
Québec, QC, G1P 4B9
NEQ : 1169540235

Madame Guylaine Fortin
Téléphone : 581 300-7233
Télécopieur : 581 300-7234

Commande : (1042498)
2015-12-02 8 h 09
Transmission :
2015-12-02 9 h 58

2525931 - 15-12-03 Addenda no. 1
2015-12-04 9 h 16 - Courriel

2525935 - MONV1-00226475-01-C01àC09-Feuillet 1 Éclairage
2015-12-04 14 h 57 - Messagerie

2525936 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (devis)
2015-12-04 9 h 22 - Courriel

2525937 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (bordereau)
2015-12-04 9 h 22 - Téléchargement

2527823 - 15-12-09 Addenda no. 2
2015-12-10 10 h 21 - Courriel

2527824 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (devis)
2015-12-10 10 h 27 - Courriel

2527825 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (bordereau)
2015-12-10 10 h 27 - Téléchargement

2527966 - 15-12-10 Addenda no. 3
2015-12-10 14 h 51 - Courriel

2529873 - 15-12-16 Addenda no. 4
2015-12-16 15 h 46 - Courriel

2532875 - 2016-01-06 Addenda no. 5
2016-01-06 12 h 23 - Courriel

				2532876 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) 2016-01-06 13 h 42 - Courriel 2532944 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (devis) 2016-01-06 15 h 39 - Courriel 2532945 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (bordereau) 2016-01-06 15 h 39 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Sintra (Région Montérégie / Rive-Sud) 7 rang St-Régis Sud Saint-Isidore (Montérégie), QC, J0L2A0 NEQ : 1145755295	Madame Laetitia Carnevale Téléphone : 450 638-0172 Télécopieur : 450 638-2909	**Commande : (1042320)** 2015-12-01 14 h 20 **Transmission :** 2015-12-01 15 h 27	2525931 - 15-12-03 Addenda no. 1 2015-12-04 9 h 16 - Courriel 2525935 - MONV1-00226475-01-C01àC09-Feuillet 1 Éclairage 2015-12-04 14 h 58 - Messagerie 2525936 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (devis) 2015-12-04 9 h 22 - Courriel 2525937 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (bordereau) 2015-12-04 9 h 22 - Téléchargement 2527823 - 15-12-09 Addenda no. 2 2015-12-10 10 h 21 - Courriel 2527824 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (devis) 2015-12-10 10 h 27 - Courriel 2527825 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (bordereau) 2015-12-10 10 h 27 - Téléchargement 2527966 - 15-12-10 Addenda no. 3 2015-12-10 14 h 51 - Courriel 2529873 - 15-12-16 Addenda no. 4 2015-12-16 15 h 46 - Courriel 2532875 - 2016-01-06 Addenda no. 5 2016-01-06 12 h 23 - Courriel 2532876 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) 2016-01-06 13 h 42 - Courriel 2532944 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (devis) 2016-01-06 15 h 39 - Courriel 2532945 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (bordereau) 2016-01-06 15 h 39 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Super Excavation Inc. 5900 Saint-Jacques Ouest	Monsieur Natalino Cappello Téléphone : 514	**Commande : (1044162)** 2015-12-07 14 h 26	2525931 - 15-12-03 Addenda no. 1 2015-12-07 14 h 26 - Messagerie

	Montréal, QC, H4A 2E9 NEQ : 1142493619	488-6883 Télécopieur : 514 488-1791	**Transmission :** 2015-12-08 7 h 18	2525935 - MONV1-00226475-01-C01àC09-Feuillet 1 Éclairage 2015-12-07 14 h 26 - Messagerie 2525936 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (devis) 2015-12-07 14 h 26 - Messagerie 2525937 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (bordereau) 2015-12-07 14 h 26 - Téléchargement 2527823 - 15-12-09 Addenda no. 2 2015-12-10 10 h 22 - Télécopie 2527824 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (devis) 2015-12-10 10 h 28 - Télécopie 2527825 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (bordereau) 2015-12-10 10 h 27 - Téléchargement 2527966 - 15-12-10 Addenda no. 3 2015-12-10 14 h 51 - Télécopie 2529873 - 15-12-16 Addenda no. 4 2015-12-16 15 h 48 - Télécopie 2532875 - 2016-01-06 Addenda no. 5 2016-01-06 12 h 28 - Télécopie 2532876 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) 2016-01-06 13 h 43 - Télécopie 2532944 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (devis) 2016-01-06 15 h 40 - Télécopie 2532945 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (bordereau) 2016-01-06 15 h 39 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Systèmes Urbains Inc. 8345 Pascal Gagnon Saint-Léonard Montréal, QC, H1P 1Y5 http://www.systemesurbains.com NEQ : 1168008721	Monsieur Francis Duchesne Téléphone : 514 321-5205 Télécopieur : 514 321-5835	**Commande : (1042060)** 2015-12-01 9 h 06 **Transmission :** 2015-12-01 9 h 11	2525931 - 15-12-03 Addenda no. 1 2015-12-04 9 h 16 - Courriel 2525935 - MONV1-00226475-01-C01àC09-Feuillet 1 Éclairage 2015-12-04 14 h 04 - Courriel 2525936 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (devis) 2015-12-04 9 h 22 - Courriel 2525937 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (bordereau) 2015-12-04 9 h 22 - Téléchargement 2527823 - 15-12-09 Addenda no. 2 2015-12-10 10 h 21 - Courriel 2527824 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (devis) 2015-12-10 10 h 27 - Courriel 2527825 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (bordereau)

				2015-12-10 10 h 27 - Téléchargement 2527966 - 15-12-10 Addenda no. 3 2015-12-10 14 h 51 - Courriel 2529873 - 15-12-16 Addenda no. 4 2015-12-16 15 h 46 - Courriel 2532875 - 2016-01-06 Addenda no. 5 2016-01-06 12 h 23 - Courriel 2532876 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) 2016-01-06 13 h 42 - Courriel 2532944 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (devis) 2016-01-06 15 h 39 - Courriel 2532945 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (bordereau) 2016-01-06 15 h 39 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Télécon Inc 13500 Boul Métropolitain Est Montréal, QC, H1A 3W1 NEQ : 1167837492	Madame Isabelle Bissonnette Téléphone : 514 644-2333 Télécopieur : 514 644-9236	**Commande : (1043647)** 2015-12-04 10 h 50 **Transmission :** 2015-12-04 11 h 07	2525931 - 15-12-03 Addenda no. 1 2015-12-04 10 h 50 - Téléchargement 2525935 - MONV1-00226475-01-C01àC09-Feuillet 1 Éclairage 2015-12-04 14 h 55 - Messagerie 2525936 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (devis) 2015-12-04 10 h 50 - Téléchargement 2525937 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (bordereau) 2015-12-04 10 h 50 - Téléchargement 2527823 - 15-12-09 Addenda no. 2 2015-12-10 10 h 21 - Courriel 2527824 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (devis) 2015-12-10 10 h 27 - Courriel 2527825 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (bordereau) 2015-12-10 10 h 27 - Téléchargement 2527966 - 15-12-10 Addenda no. 3 2015-12-10 14 h 51 - Courriel 2529873 - 15-12-16 Addenda no. 4 2015-12-16 15 h 46 - Courriel 2532875 - 2016-01-06 Addenda no. 5 2016-01-06 12 h 23 - Courriel 2532876 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) 2016-01-06 13 h 42 - Courriel

			2532944 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (devis) 2016-01-06 15 h 39 - Courriel 2532945 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (bordereau) 2016-01-06 15 h 39 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐ Unigertec Inc. 415 rue Adanac Québec, QC, G1C 6B9 NEQ : 1166651753	Madame Soumission Unigertec Téléphone : 418 664-1177 Télécopieur : 418 664-1688	**Commande : (1042235)** 2015-12-01 12 h 24 **Transmission :** 2015-12-01 13 h 13	2525931 - 15-12-03 Addenda no. 1 2015-12-04 9 h 16 - Courriel 2525935 - MONV1-00226475-01-C01àC09-Feuillet 1 Éclairage 2015-12-04 14 h 04 - Courriel 2525936 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (devis) 2015-12-04 9 h 22 - Courriel 2525937 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-03) (bordereau) 2015-12-04 9 h 22 - Téléchargement 2527823 - 15-12-09 Addenda no. 2 2015-12-10 10 h 21 - Courriel 2527824 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (devis) 2015-12-10 10 h 27 - Courriel 2527825 - 221707_Formulaires de soumission(2015-12-09) (bordereau) 2015-12-10 10 h 27 - Téléchargement 2527966 - 15-12-10 Addenda no. 3 2015-12-10 14 h 51 - Courriel 2529873 - 15-12-16 Addenda no. 4 2015-12-16 15 h 46 - Courriel 2532875 - 2016-01-06 Addenda no. 5 2016-01-06 12 h 24 - Courriel 2532876 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) 2016-01-06 13 h 42 - Courriel 2532944 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (devis) 2016-01-06 15 h 39 - Courriel 2532945 - 221707_Formulaires de soumission(2016-01-06) (bordereau) 2016-01-06 15 h 39 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2016 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1164021002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 4
Objet :	Accorder un contrat à Groupe TNT inc. pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, de marquage et d'éclairage dans l'avenue Wiseman (de l'avenue Van Horne à l'avenue Manseau), dans l'avenue Manseau (de l'avenue Wiseman à l'avenue Outremont) et dans l'avenue Outremont (de l'avenue Van Horne à l'avenue Manseau) dans l'arrondissement d'Outremont. Dépense totale de 4 350 747,75 $ (contrat: 4 169 169,00 $ + incidences: 181 578,75 $), taxes incluses. Appel d'offres public 221707 - 16 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1164021002_Info_Comptable_DGSRE.xlsSMVT - 1164021002 - Groupe TNT.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Paule TANGUAY
Préposée au budget

Tél : 514 872-5911

Co-auteur
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - Développement
(514) 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-29

Camille TROUDE
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-5676

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.14

2016/03/21
13:00

(1)

Dossier # : 1167231001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Conclure avec Les Entreprises Myrroy inc., 20 ententes-cadres (montant total estimé à 9 555 192,00 $, taxes incluses) d'une durée de 36 mois pour la réfection de chaussée par remplissage mécanisé de nids-de-poule. Appel d'offres public 15-14814 - 3 soumissionnaires.

Il est recommandé :

1. de conclure vingt (20) ententes-cadres, d'une durée de trente-six (36) mois, à compter de la date de leur émission pour des travaux de réfection de chaussée par remplissage mécanisé de nids-de-poule;

2. d'accorder à Les Entreprise Myrroy Inc., plus bas soumissionnaire conforme, les contrats à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 15-14814;

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements ou des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-03-01 12:47

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1167231001**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Conclure avec Les Entreprises Myrroy inc., 20 ententes-cadres (montant total estimé à 9 555 192,00 $, taxes incluses) d'une durée de 36 mois pour la réfection de chaussée par remplissage mécanisé de nids-de-poule. Appel d'offres public 15-14814 - 3 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Afin d'en améliorer la qualité pour tous ses usagers du réseau routier, le Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) procède au maintien et à la réhabilitation des infrastructures dans le cadre du programme d'investissement pour la réfection routière (PRR) et du programme complémentaire de planage et revêtement (PCPR). Outre ces programmes, des travaux généraux par contrats spécifiques regroupés sous le programme de maintien des infrastructures routières (PMIR) appuie les efforts déployés pour assurer la sécurité des usagers du réseau routier, notamment par des opérations mécanisées de remplissage des nids-de-poule. Ces opérations consistent en l'entretien des chaussées endommagées. Elles sont réalisées au printemps et à l'automne, de même qu'après chaque redoux lors de la période hivernale.
Un groupe de travail ad hoc constitué de représentants du Service de l'approvisionnement, de la Direction des infrastructures et de la Direction des transports s'est réuni à plusieurs reprises à l'automne 2015 afin de statuer sur le déroulement des opérations de remplissage des nids-de-poule réalisées dans le cadre du contrat octroyé en 2013 et de dégager les axes d'amélioration à apporter. Les discussions ont porté sur trois (3) grands thèmes soit la sollicitation du marché, les spécifications techniques et la structure opérationnelle.

Les recommandations du comité ont permis d'inclure différents éléments dans le devis dont un nombre d'heures prévisionnelles, un nombre d'heures garanties, la possibilité de soumissionner sur la base de l'acquisition future d'équipements ainsi que la division du territoire en secteurs afin de favoriser l'ouverture du marché et l'obtention de prix favorables à la Ville. Des spécifications techniques sur l'utilisation de matériaux en fonction de la période appropriée pour une performance optimale ont également été incluses au devis technique.

Finalement, des dispositions d'ordre opérationnel ont été suggérées afin de donner à la Ville

des mesures permettant une plus grande flexibilité dans la mobilisation des fournisseurs et des outils de gestion dont le positionnement des nids-de-poule colmatés à l'aide de récepteur GPS.

Les deux procédés retenus pour remplir les nids-de-poule utilisant un équipement mécanisé tout-en-un:

- Technique 1 - Enrobé (chaud ou froid) et autres produits conformes au devis technique (tel qu'un enrobé tiède, etc.);
- Technique 2 - Mélange projeté de granulats, de fibres et d'émulsion de bitume

À la suite de contrôles qualitatifs des matériaux sur les nids-de-poule qui ont été réalisés lors du contrat précédent, il a été recommandé d'utiliser les techniques suivantes pour les périodes présentées ci-après:

- Matériaux acceptés pour la période (hivernale) allant du 1er décembre au 31 mars: seule la technique 1 est permise;
- Matériaux acceptés pour la période allant du 1er avril au 30 novembre: les 2 techniques sont permises.

La Direction des infrastructures sera responsable de la coordination et de la gestion des interventions réalisées dans le cadre des contrats. Les interventions seront déployées au fur et à mesure que les besoins se feront sentir, en fonction de la détérioration de la chaussée causée par les variations de température en saison froide.

Notamment, la Division de l'expertise et du soutien technique est mandatée pour instaurer un contrôle qualitatif de l'opération de remplissage mécanisé des nids-de-poule. En plus des vérifications pour l'approbation des matériaux, un suivi sera fait pour la validation de la planche d'essai et le suivi de performance des réparations. Ce contrôle vise à faire respecter les exigences du devis et les recommandations du fabricant d'émulsion ou de l'enrobé.

L'appel d'offres a été pris en charge par la Direction de l'approvisionnement. Il a été publié du 16 novembre 2015 au 17 février 2016 dans le journal La Presse et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO. La durée de publication a été de 92 jours, ce qui est supérieur au délai minimal de 15 jours requis par la Loi sur les cités et villes. La soumission est valide pendant les cent cinquante (150) jours qui suivent sa date d'ouverture, soit jusqu'au 16 juillet 2016.

Six (6) addenda furent publiés afin d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges des modifications faites aux documents d'appel d'offres :

- Addenda n° 1 publié le 27 novembre 2015 : Modification à la formule de soumission. Cette modification a pour but de reporter la date d'ouverture du 2 au 9 décembre 2015. Cette modification n'a pas d'impact sur le prix.

- Addenda n° 2 publié le 4 décembre 2015 : Modifications au cahier des charges (instructions aux soumissionnaires, formule de soumission) et au devis technique voirie. Ces modifications ont pour but de clarifier certaines clauses techniques, de diminuer le nombre d'heures prévisionnelles et de reporter la date d'ouverture au 11 décembre 2015. Ces modifications n'ont pas d'impact sur le taux horaire.

- Addenda n° 3 publié le 9 décembre 2015 : Modifications au cahier des charges (clauses administratives particulières). Ces modifications ont pour but de spécifier le dépôt de la licence RBQ et de l'autorisation de contracter délivrée par l'autorité des marchés financiers avec les documents de soumission ainsi que reporter la date d'ouverture au 13 janvier 2016. Ces modifications n'ont pas d'impact sur le prix.

- Addenda n° 4 publié le 8 janvier 2016 : Modifications au cahier des charges (clauses administratives particulières et formule de soumission). Ces modifications ont pour but de reporter la date d'ouverture au 10 février 2016, de préciser la méthode d'adjudication des contrats, la subdivision de la ville en secteurs ainsi que la précision du nombre de contrats et d'appareils requis par secteur.

  La répartition des contrats :
  (B) Secteur Centre-Nord & Ouest : 3 contrats / 3 appareils
  (C) Secteur Centre-Sud : 4 contrats / 4 appareils
  (D) Secteur Est : 3 contrats / 3 appareils

Ces modifications ont un impact positif sur le prix en réduisant les déplacements des équipes dans les secteurs désignés.

- Addenda n° 5 publié le 26 janvier 2016: Modifications au cahier des charges (clauses administratives particulières et instructions aux soumissionnaires) et du devis technique voirie. Ces modifications ont pour but:
  - de diminuer la pénalité de retard lorsque l'entrepreneur est en défaut de répondre à la demande de la ville dans le délai prescrit de 24 heures, de 2000$ à 1000$;
  - de diminuer le nombre d'heures garanties par machine de 2000h à 1700h pour la période du 1er décembre au 31 mars et de 500h à 400h pour la période du 1er avril au 30 novembre afin d'être cohérent avec la diminution des heures prévisionnelles de l'addenda #2 ;
  - de diminuer le pourcentage de la garantie de soumission de 2% a 0,5% étant donné le coût total élevé de la soumission dû à la méthode de calcul aux fins d'adjudication des contrats, limitant ainsi la garantie à un montant conventionnel pour les risques inhérents aux présents contrats.
  - de remplacer la grille d'«évaluation de l'adjudicataire et aptitude à soumissionner».

  Ces modifications n'ont pas d'impact sur le prix.

- Addenda n° 6 publié le 5 février 2016 : Modifications au cahier des charges (clauses administratives particulières). Ces modifications ont pour but de reporter la date d'ouverture au 17 février ainsi que d'apporter des précisons supplémentaires sur la méthode d'adjudication. Ces modifications n'ont pas d'impact sur le prix.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE14 1046 - 25 juin 2014 - Autoriser un virement budgétaire de 600 000 $ en provenance du budget des priorités de l'administration vers le budget de fonctionnement du Service des infrastructures, de la voirie et des transports afin de poursuivre les opérations de remplissage mécanisées nids-de-poule 2014 (1142088002).

CM13 0218 - 18 mars 2013 - Conclure avec Jean-Paul Trahan (1890) ltée (montant estimé à : 1 335 815,31 $) et Environnement ROUTIER NRJ inc. (montant estimé à : 2 073 748,09 $), des ententes-cadres d'une durée de 36 mois pour la réfection de chaussée par remplissage mécanisé de nids-de-poule, là où requis, dans différentes rues de la Ville de Montréal - Appel d'offres public 12-12392 - 3 soumissionnaires (1124822028).

CM12 0116 - 20 février 2012 - Conclure une entente-cadre d'une durée de 14 mois avec Environnement Routier NRJ inc. pour des travaux de réfection de chaussée par remplissage mécanisé de nids-de-poule avec mélange projeté de granulats, de fibres et d'émulsion de bitume, là où requis, dans différentes rues de la Ville de Montréal - Appel d'offres public 1215 (1 soum.) (1115328005).

CM12 0118 - 20 février 2012 - Conclure une entente-cadre d'une durée de 14 mois avec Jean-Paul Trahan (1890) ltée, pour des travaux de réfection de chaussée par remplissage mécanisé de nids-de-poule avec mélange bitumineux tiède contenant des fibres, là où requis, dans différentes rues de la Ville de Montréal - Appel d'offres public 1216 (1 soum.) (1115328006).

DESCRIPTION

Ces travaux s'inscrivent dans les efforts déployés pour assurer la sécurité des usagers du réseau routier et consistent essentiellement en la réfection de chaussée par remplissage mécanisé de nids-de-poule avec, selon la période, un mélange bitumineux froid ou chaud ou un mélange projeté de granulats, de fibres et d'émulsion de bitume.
Les travaux seront principalement concentrés sur les voies de circulation où la surface de roulement est fortement endommagée et présente des déficiences causées par la présence de nids-de-poule.

L’appel d’offres pour le remplissage mécanisées de nids-de-poule a été structuré en divisant le travail sur deux périodes de calendrier pour lesquelles les exigences, en termes de types d’équipements pouvant être utilisés, diffèrent. Pour chacune des périodes, un total de 10 véhicules est requis pour combler les besoins de la Ville, soit 10 « lots » par période et 20 « lots » au total.

Cette stratégie d'approvisionnement visait à permettre à de petits entrepreneurs de soumissionner sur un ou plusieurs lots (un ou plusieurs véhicules), selon ses capacités, dans le but de retenir le plus bas soumissionnaire, puis le second et ainsi de suite, jusqu’à concurrence de 10 « lots » pour chacune des périodes. Ainsi, la Ville aurait pu avoir 4 entrepreneurs offrant chacun 5 véhicules pour un total de 20, ou 2 entrepreneurs offrant chacun 10 véhicules, ou toute autre combinaison.

En fin de compte, le résultat de l'appel d'offres est que l’ensemble des besoins sera satisfait par un seul et même entrepreneur, en l’occurrence le plus bas soumissionnaire conforme, qui s’est engagé à fournir à la Ville les 10 véhicules requis pour chacune des deux périodes. Ce faisant, la division en lots n’a plus vraiment sa raison d’être, si ce n’est que la Ville doit néanmoins procéder de cette façon puisque l’appel d’offres a été élaboré ainsi.

Le plus bas soumissionnaire retenu (soit un contrat par équipement au nombre de 10 et pour chacune des deux périodes) pour les 20 contrats, Les Entreprises Myrroy inc., utilisera un enrobé bitumineux tiède pour les deux périodes.

Sur les 10 équipements exigés pour les deux périodes dans le cadre du présent contrat, Les Entreprises Myrroy inc., s'engage à faire l'achat de huit (8) machines neuves et prêtes à être opérées, dans un délai maximum de six (6) mois suivant la date d'octroi du contrat.

Analyse des prix de la plus basse soumission conforme :

Le taux horaire pour la réfection de chaussée par remplissage mécanisé de nids-de-poule comprend tous les coûts nécessaires à l'exécution du contrat, notamment les coûts de main -d'œuvre, de matériaux, d'outillage, de machinerie, de production, etc, ainsi que tous les frais à encourir pour la réalisation complète du service et en tenant compte du devis technique exigé au cahier des charges, selon les règles de l'art et en respect des normes en vigueur.

Considérant le nombre d'heures basées sur les données historiques des dernières années et le nombre d'équipements disponibles par soumissionnaire, les résultats de l'analyse et la recommandation d'octroi de chaque contrat, ainsi que le montant total des contrats (1 contrat par période par sous-article pour un total de 20 contrats) au plus bas soumissionnaire conforme sont présentés en pièce jointe.

La décision de diviser le territoire de la Ville de Montréal en trois (3) secteurs repose sur l'opportunité offerte aux soumissionnaires de prendre en compte la distance de parcours des équipements entre le lieu d'entreposage et la zone de travail et ainsi obtenir de meilleur prix. La méthode d'adjudication des contrats, la subdivision de la ville en secteurs ainsi que la précision du nombre de contrats et d'appareils sont expliquées dans les addenda no 4 et 6 qui se retrouvent en pièces jointes.

Les 20 ententes-cadres sont d'une durée de trente six (36) mois. Toutefois, sur avis écrit de la Ville donné à l'adjudicataire au moins quatre-vingt-dix (90) jours civils avant la date présumée de fin du contrat et suite à une entente écrite intervenue entre les deux parties, le présent contrat pourra être prolongé d'une (1) année, pour un maximum de deux (2) prolongations, aux mêmes termes et conditions.

Sur seize (16) preneurs du cahier des charges susceptibles de déposer une soumission, trois (3) ont déposé une soumission et treize (13) n'en ont pas déposé; soit des proportions respectives de 19% et 81%. La liste des preneurs du cahier des charges de même que les raisons de non-dépôt de soumissions sont présentées en pièce jointe dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.

JUSTIFICATION

Les tableaux des résultats d'ouverture de soumissions pour les techniques 1 et 2, en pièces jointes, résument la liste des soumissionnaires conformes, le nombre d'équipements disponibles et les taux horaire soumis selon la période choisie, les écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels.
Le soumissionnaire Ramcor Construction inc. est non-conforme pour la période du 1er décembre au 31 mars (article 1), étant donné que la technique #2 soumise n'est pas acceptée pour cette période.

Le soumissionnaire Jean-Paul Trahan 1890 ltée n'a pas soumis de prix pour la période du 1er avril au 30 novembre (article 2).

Le détail de l'évaluation qualitative est présenté dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.

L'estimation des professionnels de la Division gestion de projet et économie de la construction (DGPEC) est établie à partir des documents d'appel d'offres, pendant la période d'appel d'offres, et selon les prix des matériaux et des équipements ainsi que le taux de la main-d'oeuvre du marché actuel.

Pour la période du 1er décembre au 31 mars (article 1), l'écart entre le taux horaire soumis par le plus bas soumissionnaire conforme et l'estimation de soumission est de -23,91 $, soit

-7,8 %. Compte tenu que cet écart est favorable à la Ville de Montréal et qu'il est de moins de 10%, la DGPEC recommande l'octroi des contrats reliés à l'article 1.

Pour la période du 1er avril au 30 novembre (article 2), l'écart entre le taux horaire soumis par le plus bas soumissionnaire conforme et l'estimation de soumission est de -22,31 $, soit -7,3 %. Compte tenu que cet écart est favorable à la Ville de Montréal et qu'il est de moins de 10%, la DGPEC recommande l'octroi des contrats reliés à l'article 2.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (Loi 1) conformément au décret #1049-2013 adopté le 23 octobre 2013. L'adjudicataire recommandé, Les Entreprises Myrroy inc., détient une attestation de l'Autorité des marchés financiers, laquelle est en vigueur depuis le 10 décembre 2015. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier.

Des validations ont été faites selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licence restreinte de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni du Registre des entreprises non admissibles (RENA). Une attestation valide délivrée le 3 février 2016 par Revenu Québec, a été déposée avec sa soumission, laquelle sera validée à nouveau lors de l'octroi du contrat.

L'adjudicataire recommandé est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'ententes-cadres sans imputation budgétaire.
Les différents mandats seront confiés à «Les entreprises Myrroy inc.» via des bons de commande dont les fonds proviendront des postes budgétaires identifiés par chacun des requérants (services centraux et/ou arrondissements). Le montant réel de la dépense de fonctionnement sera imputé au budget des divers services et/ou arrondissements au fur et à mesure de leur utilisation.

Pour les travaux sur le réseau artériel, ces bons de commande seront préparés par la Direction des Infrastructures qui s'assurera de la disponibilités des fonds auprès des requérants puis approuvés par le responsable autorisé en conformité avec les règles prévues aux différents articles du règlement de délégation de pouvoir en matière d'entente-cadre.

Le principal utilisateur de ces ententes-cadres est la Division gestion des actifs de voirie de la Direction des transports, du Service des infrastructures, de la voirie et des transports. Cependant, ces ententes-cadres peuvent être utilisées par l'ensemble des arrondissements.

L'estimation détaillée des coûts a été préparée en fonction des prévisions de consommation pour les trente-six (36) prochains mois et selon des quantités basées sur les expériences passées et projetées. Ces quantités sont utilisées seulement aux fins d'un scénario permettant de déterminer la meilleure proposition de prix. Les limites du contrat sont établies sur une période de trente-six (36) mois et non pas en fonction d'une enveloppe budgétaire. Le montant de ces ententes-cadres ne représente donc que le potentiel d'achat, pour cette catégorie de service, au cours des trente-six (36) prochains mois.

Aucune contingence n'est prévue aux ententes-cadres. Dans l'éventualité où des dépenses incidentes devront être engagées, notamment pour des dépenses de communications et du contrôle qualitatif des matériaux, des demandes de fonds devront être faites par la Direction des infrastructures auprès des requérants et seront traitées distinctement.

La dépense concerne l'entretien courant et sera entièrement assumée par les services corporatifs ou les arrondissements, et ce, au rythme des besoins à combler.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les deux ententes-cadres qui sont présentement en vigueur se terminent le 31 mars 2016. Il est donc primordial de conclure ces nouvelles ententes-cadres au plus tard au Conseil municipal du 21 mars 2016 afin qu'elles soient en vigueur dès le 01 avril 2016, et ainsi être en mesure d'effectuer les opérations de nids-de-poule sans interruption.
La conclusion de ces ententes-cadres permettra à la Direction des infrastructures de s'assurer des disponibilités de la main-d'oeuvre, des matériaux et des équipements requis pour contrer la problématique des nids-de-poule en période hivernale, d'offrir aux usagers du réseau routier montréalais des infrastructures de voirie sécuritaire et de rencontrer les objectifs de l'administration municipale dans le cadre du programme de réfection routière.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES:
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées.
Début des travaux : 01 avril 2016.
Fin des travaux : 31 mars 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Luc TROTTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean CARRIER, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Jean CARRIER, 25 février 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Djamel CHABANE
Ingenieur(e)

Tél : 514 872-8285
Télécop. : 514 872-2874

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-24

Martin GAUDETTE
C/s conception & realisation des projets d'ingenierie

Tél : 514 872-5622
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2016-03-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2016-03-01

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 15-14814 — No du GDD : 1167231001

Titre de l'appel d'offres : Réfection de chaussée par remplissage mécanisé de nids-de-poule

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 16 - 11 - 2015

Ouverture originalement prévue le : 2 - 12 - 2015

Ouverture faite le : 17 - 2 - 2016

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 6

Date du dernier addenda émis : 5 - 2 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 92 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 21

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de réponses : 14,29

% de rejets : 0,05

Durée de la validité initiale de la soumission : 150 jrs

Date d'échéance initiale : 16 - 7 - 2016

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 16 - 7 - 2016

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
LES ENTREPRISES MYRROY INC.	28500683.65	√	
JEAN-PAUL TRAHAN (1890) LTEE	26269488.00		
RAMCOR CONSTRUCTION INC.	9469432.98		

Information additionnelle

Rejet technique d'une soumission pour l'article un (1).
Raisons de non-dépôt de soumissions :
Une (1) firme manque de temps pour finaliser son A.M.F. Acquis à deux (2) reprise le cahier des charges.
Une (1) firme, à titre d'information, il est un fournisseur d'enrobé bitumineux.
Une (1) firme détient un équipement, mais ne détient pas sa licence RBQ.
Deux (2) firmes sont des distributeurs d'équipements.
Une (1) ville, comme exemple pour la production d'un appel d'offres.
Quatre (4) achats ont été effectué par des Services de la Ville de Montréal.
Une (1) firme ne détient pas la technologie demandée pour la période d'hiver.
Les (7) autres firmes n'ont pas répondu à notre demande.

Préparé par : Luc Trottier — Le 25 - 2 - 2016

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe - Services institutionnels
9515, rue St-Hubert
Montréal (Québec) H2M 1Z4

Montréal

Tableau des prix
Appel d'offres public 15-14814

Titre : Réfection de chaussée par remplissage mécanisé de nids-de-poule
Agent d'approvisionnement : Luc Trottier



Les entreprises Myrroy inc.

Article	sous article	(A) Heure prévisionnel	(B) Secteur Centre-Nord & Ouest	(C) Secteur Centre-Sud	(D) Secteur Secteur Est	E = (A) X ((B) + (C) + (D)) Montant total
1	1.1	2688	**246,80 $**	**246,80 $**	**246,80 $**	1 990 195,20 $
	1.2	2688	**246,80 $**	**246,80 $**	**246,80 $**	1 990 195,20 $
	1.3	2688	**246,80 $**	**246,80 $**	**246,80 $**	1 990 195,20 $
	1.4	2688	**246,80 $**	**246,80 $**	**246,80 $**	1 990 195,20 $
	1.5	2688	**246,80 $**	**246,80 $**	**246,80 $**	1 990 195,20 $
	1.6	2688	**246,80 $**	**246,80 $**	**246,80 $**	1 990 195,20 $
	1.7	2688	**246,80 $**	**246,80 $**	**246,80 $**	1 990 195,20 $
	1.8	2688	**246,80 $**	**246,80 $**	**246,80 $**	1 990 195,20 $
	1.9	2688	**246,80 $**	**246,80 $**	**246,80 $**	1 990 195,20 $
	1.10	2688	**246,80 $**	**246,80 $**	**246,80 $**	1 990 195,20 $
					Sous-Total :	**19 901 952,00 $**
2	2.1	660	**246,80 $**	**246,80 $**	**246,80 $**	488 664,00 $
	2.2	660	**246,80 $**	**246,80 $**	**246,80 $**	488 664,00 $
	2.3	660	**246,80 $**	**246,80 $**	**246,80 $**	488 664,00 $
	2.4	660	**246,80 $**	**246,80 $**	**246,80 $**	488 664,00 $
	2.5	660	**246,80 $**	**246,80 $**	**246,80 $**	488 664,00 $
	2.6	660	**246,80 $**	**246,80 $**	**246,80 $**	488 664,00 $
	2.7	660	**246,80 $**	**246,80 $**	**246,80 $**	488 664,00 $
	2.8	660	**246,80 $**	**246,80 $**	**246,80 $**	488 664,00 $
	2.9	660	**246,80 $**	**246,80 $**	**246,80 $**	488 664,00 $
	2.10	660	**246,80 $**	**246,80 $**	**246,80 $**	488 664,00 $
					Sous-Total :	**4 886 640,00 $**

Total (avant taxes) :	**24 788 592,00 $**
Total taxes incluses :	**28 500 683,65 $**
Montant d'adjudication recommandé (taxes incluses) :	**9 500 227,88 $**

Jean-Paul Trahan 1890 Ltée

Article	sous article	(A) Heure prévisionnel	(B) Secteur Centre-Nord & Ouest	(C) Secteur Centre-Sud	(D) Secteur Secteur Est	E = (A) X ((B) + (C) + (D)) Montant total
1	1.1	2688	300,00 $	275,00 $	275,00 $	2 284 800,00 $
	1.2	2688	300,00 $	275,00 $	275,00 $	2 284 800,00 $
	1.3	2688	300,00 $	275,00 $	275,00 $	2 284 800,00 $
	1.4	2688	300,00 $	275,00 $	275,00 $	2 284 800,00 $
	1.5	2688	300,00 $	275,00 $	275,00 $	2 284 800,00 $
	1.6	2688	300,00 $	275,00 $	275,00 $	2 284 800,00 $
	1.7	2688	300,00 $	275,00 $	275,00 $	2 284 800,00 $
	1.8	2688	300,00 $	275,00 $	275,00 $	2 284 800,00 $
	1.9	2688	300,00 $	275,00 $	275,00 $	2 284 800,00 $
	1.10	2688	300,00 $	275,00 $	275,00 $	2 284 800,00 $
					Sous-Total :	**22 848 000,00 $**
2	2.1	660				
	2.2	660				
	2.3	660				
	2.4	660				
	2.5	660				
	2.6	660				
	2.7	660				
	2.8	660				
	2.9	660				
	2.10	660				
					Sous-Total :	**0,00 $**

Total (avant taxes) :	**22 848 000,00 $**
Total taxes incluses :	**26 269 488,00 $**

Ramcor construction inc.

Article	sous article	(A) Heure prévisionnel	(B) Secteur Centre-Nord & Ouest	(C) Secteur Centre-Sud	(D) Secteur Secteur Est	E = (A) X ((B) + (C) + (D)) Montant total
1	1.1	2688	264,00 $	264,00 $	258,00 $	2 112 768,00 $
	1.2	2688	264,00 $	264,00 $	258,00 $	2 112 768,00 $
	1.3	2688	298,00 $	298,00 $	292,00 $	2 386 944,00 $
	1.4	2688				
	1.5	2688				
	1.6	2688				
	1.7	2688				
	1.8	2688				
	1.9	2688				
	1.10	2688				
					Sous-Total :	**6 612 480,00 $**
2	2.1	660	264,00 $	264,00 $	258,00 $	518 760,00 $
	2.2	660	264,00 $	264,00 $	258,00 $	518 760,00 $
	2.3	660	298,00 $	298,00 $	292,00 $	586 080,00 $
	2.4	660				
	2.5	660				
	2.6	660				
	2.7	660				
	2.8	660				
	2.9	660				
	2.10	660				
					Sous-Total :	**1 623 600,00 $**

Total (avant taxes) :	**8 236 080,00 $**
Total taxes incluses :	**9 469 432,98 $**

Adjudicataire recommandé par sous-article et secteur	Les entreprises Myrroy inc.	Jean-Paul Trahan 1890 Ltée	Ramcor construction inc.
Condition de paiement	Net 30 jours	Net 30 jours	Net 30 jours
Signature de la soumission	Conforme	Conforme	Conforme
Cautionnement de soumission (0,5 % - AMF)	Conforme	Conforme	Conforme
Lettre d'engagement	Conforme	Conforme	Conforme
NEQ	1146685178 - Immatriculé	1148320675 - Immatriculé	1161184792 - Immatriculé
Confirmation réception addenda	Conforme	Conforme	Conforme
Achat cahier des charges SEAO	Conforme	Conforme	Conforme
Vérification RENA - LPNC (PGC)	Aucun résultat - Aucun résultat	Aucun résultat - Aucun résultat	Aucun résultat - Aucun résultat
Autorisation AMF	Conforme	Conforme	Conforme
Licence d'entreprneur (RBQ 1.4 ou 2.7)	2.7	1.4	1.4 et 2.7
Confirmation d'inscription C.S.S.T.	Conforme	Conforme	Conforme
Sous-traitant - Fournisseur enrobé AMF et RBQ	Conforme Tech-Mix (BAU-VAL INC.)	Non vérifié	Non vérifié
Numéro de soumission	**16873**	**16874**	**16875**

Couverture du contrat
Secteurs: Arrondissements et kilométrages

	Kilométrages	Secteur Centre Nord & Ouest	Secteur Centre Sud	Secteur Est
Île-Bizard-Sainte-Geneviève	2,1	2,1		
Pierrefonds/Roxboro	24,2	24,2		
Saint-Laurent	100,6	100,6		
Villeray-Saint-Michel / Parc-Extension	55,9	55,9		
Ahuntsic-Cartierville	65,7	65,7		
Côte-des-Neiges / Notre-Dame-de-Grâce	47,4		47,4	
Outremont	3,7		3,7	
Ville-Marie	68,4		68,4	
Lachine	9,4		9,4	
LaSalle	28,8		28,8	
Sud-Ouest	34,8		34,8	
Rosemont-La-Petite-Patrie	44,6		44,6	
Verdun	3,3		3,3	
Plateau-Mont-Royal	34		34	
Mercier—Hochelaga-Maisonneuve	73			73
Rivière-des-Prairies / Pointe-aux-Trembles	77,7			77,7
Anjou	20,4			20,4
Montréal-Nord	31			31
Saint-Léonard	35,2			35,2
Total	**760,2**	**248,5**	**274,4**	**237,3**

*** Les kilométrages indiqués dans ce tableau pour les arrondissements peuvent varier en cours de contrat**

RÉSULTATS D'OUVERTURE DES SOUMISSIONS DE L'APPEL D'OFFRES #15-14814

Période du 1er décembre au 31 mars de l'année suivante
(Article 1 - *Technique 1 acceptée seulement*)

Firmes soumissionnaires conformes		Nbr équip. dispo.	Nbr équip. à acquérir	Secteur Centre-Nord & Ouest (taxes incluses) Taux horaire	Secteur Centre-Sud (taxes incluses) Taux horaire	Secteur Est (taxes incluses) Taux horaire
Sous-articles						
1.1 à 1.10	1 Les Entreprises Myrroy inc.	2	8	283,76 $	283,76 $	283,76 $
1.1 à 1.10	2 Jean-Paul Trahan 1890 Ltée	8	2	344,93 $	316,18 $	316,18 $
Estimation des professionnels internes ($)				307,67 $	307,67 $	307,67 $
Coût moyen des soumissions reçues ($)				314,34 $	299,97 $	299,97 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)				10,8%	5,7%	5,7%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($)				61,17 $	32,42 $	32,42 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)				21,6%	11,4%	11,4%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)				-23,91 $	-23,91 $	-23,91 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)				-7,8%	-7,8%	-7,8%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)				61,17 $	32,42 $	32,42 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)				21,6%	11,4%	11,4%

NOTE:
Le soumissionnaire Ramcor construction inc. est non-conforme pour la période du 1er décembre au 31 mars de l'année suivante, étant donné que la technique #2 soumise n'est pas acceptée pour cette période.

Période du 1er avril au 30 novembre
(Article 2 - *Techniques 1 et 2 acceptées*)

Firmes soumissionnaires conformes		Nbr équip. dispo.	Nbr équip. à acquérir	Secteur Centre-Nord & Ouest (taxes incluses) Taux horaire	Secteur Centre-Sud (taxes incluses) Taux horaire	Secteur Est (taxes incluses) Taux horaire
Sous-articles						
2.1 à 2.10	1 Les Entreprises Myrroy inc.	2	8	283,76 $	283,76 $	283,76 $
2.1 à 2.2	2 Ramcor construction inc.	2	N/A	303,53 $	303,53 $	296,64 $
2.3	3 Ramcor construction inc.	1	N/A	342,63 $	342,63 $	335,73 $
Estimation des professionnels internes ($)				306,06 $	306,06 $	306,06 $
Coût moyen des soumissions reçues ($)				309,97 $	309,97 $	305,37 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)				9,2%	9,2%	7,6%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($)				58,87 $	58,87 $	51,97 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)				20,7%	20,7%	18,3%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)				-22,31 $	-22,31 $	-22,31 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)				-7,3%	-7,3%	-7,3%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)				19,78 $	19,78 $	12,88 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)				7,0%	7,0%	4,5%

NOTE GÉNÉRALE:
Technique #1: remplissage mécanisé de nids-de-poule avec mélange bitumineux chaud ou froid contenant des fibres ou tout autre mélange jugé conforme.
Technique #2: remplissage mécanisé de nids-de-poule avec mélange projeté de granulats, de fibres et d'émulsion de bitume ou tout autre mélange jugé conforme.

Résultat d'analyse et recommandation d'octroi des 20 contrats de l'appel d'offres : 15-14814

Secteur	Sous-article	Période	Adjudicataire recommandé	Numéro de contrat	Heures prévues /année	Taux horaires 1ère année ($) (Taxes incluse)	Coûts par contrat/machine pour la 1ère année ($) (Taxes incluse)	Taux horaires indexé pour la 2ème année ($) (Taxes incluse)	Coûts par contrat/machine pour la 2ème année ($) (Taxes incluse)	Taux horaires indexé pour la 3ème année ($) (Taxes incluse)	Coûts par contrat/machine pour la 3ème année ($) (Taxes incluse)
(C) Secteur Centre-Sud : 4 contrats pour 4 appareils	1.1	Article 1: 1er décembre au 30 mars de l'année suivante	Les Entreprise Myrroy Inc.	15-14814-01	896	283,76 $	254 248,96 $	285,38 $	255 700,48 $	287,06 $	257 205,76 $
	1.2			15-14814-02	896	283,76 $	254 248,96 $	285,38 $	255 700,48 $	287,06 $	257 205,76 $
	1.3			15-14814-03	896	283,76 $	254 248,96 $	285,38 $	255 700,48 $	287,06 $	257 205,76 $
	1.4			15-14814-04	896	283,76 $	254 248,96 $	285,38 $	255 700,48 $	287,06 $	257 205,76 $
B) Secteur Centre-Nord & Ouest : 3 contrats pour 3 appareils	1.5			15-14814-05	896	283,76 $	254 248,96 $	285,38 $	255 700,48 $	287,06 $	257 205,76 $
	1.6			15-14814-06	896	283,76 $	254 248,96 $	285,38 $	255 700,48 $	287,06 $	257 205,76 $
	1.7			15-14814-07	896	283,76 $	254 248,96 $	285,38 $	255 700,48 $	287,06 $	257 205,76 $
(D) Secteur Est : 3 contrats pour 3 appareils	1.8			15-14814-08	896	283,76 $	254 248,96 $	285,38 $	255 700,48 $	287,06 $	257 205,76 $
	1.9			15-14814-09	896	283,76 $	254 248,96 $	285,38 $	255 700,48 $	287,06 $	257 205,76 $
	1.10			15-14814-10	896	283,76 $	254 248,96 $	285,38 $	255 700,48 $	287,06 $	257 205,76 $
				Sous-total par année			**2 542 489,60 $**		**2 557 004,80 $**		**2 572 057,60 $**
(C) Secteur Centre-Sud : 4 contrats pour 4 appareils	2.1	Article 2: 1er avril au 30 novembre de la même année		15-14814-11	220	283,76 $	62 427,20 $	285,38 $	62 783,60 $	287,06 $	63 153,20 $
	2.2			15-14814-12	220	283,76 $	62 427,20 $	285,38 $	62 783,60 $	287,06 $	63 153,20 $
	2.3			15-14814-13	220	283,76 $	62 427,20 $	285,38 $	62 783,60 $	287,06 $	63 153,20 $
	2.4			15-14814-14	220	283,76 $	62 427,20 $	285,38 $	62 783,60 $	287,06 $	63 153,20 $
B) Secteur Centre-Nord & Ouest : 3 contrats pour 3 appareils	2.5			15-14814-15	220	283,76 $	62 427,20 $	285,38 $	62 783,60 $	287,06 $	63 153,20 $
	2.6			15-14814-16	220	283,76 $	62 427,20 $	285,38 $	62 783,60 $	287,06 $	63 153,20 $
	2.7			15-14814-17	220	283,76 $	62 427,20 $	285,38 $	62 783,60 $	287,06 $	63 153,20 $
(D) Secteur Est : 3 contrats pour 3 appareils	2.8			15-14814-18	220	283,76 $	62 427,20 $	285,38 $	62 783,60 $	287,06 $	63 153,20 $
	2.9			15-14814-19	220	283,76 $	62 427,20 $	285,38 $	62 783,60 $	287,06 $	63 153,20 $
	2.10			15-14814-20	220	283,76 $	62 427,20 $	285,38 $	62 783,60 $	287,06 $	63 153,20 $
				Sous-total par année			**624 272,00 $**		**627 836,00 $**		**631 532,00 $**
						Coûts estimés pour la 1ère année ($) (Taxes incluse)	**3 166 761,60 $**	**Coûts estimés indexé pour la 2ème année ($) (Taxes incluse)**	**3 184 840,80 $**	**Coûts estimés indexé pour la 3ème année ($) (Taxes incluse)**	**3 203 589,60 $**
						Coût estimés pour les 3 années (Taxes incluse):				**9 555 192,00 $**	

				Prolongation	
Hypothèse d'indexation	**Année 1**	**Année 2**	**Année 3**	**Année 4**	**Année 5**
IPPI - 30 % du taux = - 1,60 % annuelle	74,04 $	72,86 $	71,69 $	70,54 $	69,41 $
IPC - 70 % du taux = 1,5 % annuelle	172,76 $	175,35 $	177,98 $	180,65 $	183,36 $
Taux 100 %	246,80 $	248,21 $	249,67 $	251,19 $	252,78 $
Taux 100 % incluant les taxes	283,76 $	285,38 $	287,06 $	288,81 $	290,63 $

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 10 décembre 2015

LES ENTREPRISES MYRROY INC.
A/S MONSIEUR RICHARD ROY
7505, DU RAPIDE-PLAT
SAINT-HYACINTHE (QC) J2R 1H5

N° de décision : 2015-CPSM-1061526
N° de client : 3000796942

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « LCOP »). LES ENTREPRISES MYRROY INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **9 décembre 2018** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation/de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 15-14814
Numéro de référence : 934084
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Réfection de chaussée par remplissage mécanisé de nids-de-poule

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Accessoires Outillage Limitee 8755 St-Laurent Montréal, QC, H2N 1M2 http://aolaml.com NEQ : 1143395730	Monsieur Sylvain Mallette Téléphone : 514 387-6466 Télécopieur : 514 387-4054	**Commande : (1037269)** 2015-11-17 16 h 50 **Transmission :** 2015-11-17 16 h 50	2523509 - 15-14814 Addenda No 1 2015-11-27 11 h 17 - Courriel 2526095 - 15-14814 Addenda No 2 2015-12-04 14 h 49 - Courriel 2527336 - 15-14814 Addenda No 3 2015-12-09 13 h 31 - Courriel 2533776 - 15-14814 Addenda 4 - Report de date 2016-01-08 16 h 25 - Courriel 2540508 - 15-14814 Addenda No 5 2016-01-26 12 h 08 - Courriel 2545835 - 15-14814 Addenda No 6 - Report de

				date 2016-02-05 15 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	BauVal Inc. 2006-210 boul de Montarville Boucherville, QC, J4B 6T3 NEQ : 1161846663	Monsieur Mario Fournier Téléphone : 450 652-9818 Télécopieur : 450 652-0947	**Commande : (1041426)** 2015-11-27 16 h 39 **Transmission :** 2015-11-27 16 h 39	2523509 - 15-14814 Addenda No 1 2015-11-27 16 h 39 - Téléchargement 2526095 - 15-14814 Addenda No 2 2015-12-04 14 h 49 - Courriel 2527336 - 15-14814 Addenda No 3 2015-12-09 13 h 31 - Courriel 2533776 - 15-14814 Addenda 4 - Report de date 2016-01-08 16 h 25 - Courriel 2540508 - 15-14814 Addenda No 5 2016-01-26 12 h 08 - Courriel 2545835 - 15-14814 Addenda No 6 - Report de date 2016-02-05 15 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Entretiens J.R. Villeneuve 906 Jacques Paschini Bois-des-Filion, QC, J6Z 4W4 http://www.balayagevilleneuve.com NEQ : 1140399651	Madame Johanne Courchesne Téléphone : 450 434-5083 Télécopieur : 450 434-7422	**Commande : (1037940)** 2015-11-19 8 h 56 **Transmission :** 2015-11-19 8 h 56	2523509 - 15-14814 Addenda No 1 2015-11-27 13 h 06 - Télécopie 2526095 - 15-14814 Addenda No 2 2015-12-04 14 h 50 - Télécopie

				2527336 - 15-14814 Addenda No 3 2015-12-09 13 h 32 - Télécopie 2533776 - 15-14814 Addenda 4 - Report de date 2016-01-08 16 h 26 - Télécopie 2540508 - 15-14814 Addenda No 5 2016-01-26 12 h 09 - Télécopie 2545835 - 15-14814 Addenda No 6 - Report de date 2016-02-05 15 h 46 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Environnement Routier NRJ Inc . 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca NEQ : 1142611939	Madame Nathalie Massie Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (1036908)** 2015-11-17 9 h 54 **Transmission :** 2015-11-17 9 h 54	2523509 - 15-14814 Addenda No 1 2015-11-27 11 h 17 - Courriel 2526095 - 15-14814 Addenda No 2 2015-12-04 14 h 49 - Courriel 2527336 - 15-14814 Addenda No 3 2015-12-09 13 h 31 - Courriel 2533776 - 15-14814 Addenda 4 - Report de date 2016-01-08 16 h 25 - Courriel 2540508 - 15-14814 Addenda No 5 2016-01-26 12 h 08 - Courriel 2545835 - 15-14814 Addenda No 6 - Report de date

				2016-02-05 15 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	FC LINERS 5909, route Marie Victorin Contrecoeur, QC, J0L 2C0 NEQ : 1168359710	Monsieur Francis Cote Téléphone : 514 260-2305 Télécopieur :	**Commande : (1048565)** 2015-12-22 10 h 40 **Transmission :** 2015-12-22 10 h 40	2523509 - 15-14814 Addenda No 1 2015-12-22 10 h 40 - Téléchargement 2526095 - 15-14814 Addenda No 2 2015-12-22 10 h 40 - Téléchargement 2527336 - 15-14814 Addenda No 3 2015-12-22 10 h 40 - Téléchargement 2533776 - 15-14814 Addenda 4 - Report de date 2016-01-08 16 h 25 - Courriel 2540508 - 15-14814 Addenda No 5 2016-01-26 12 h 08 - Courriel 2545835 - 15-14814 Addenda No 6 - Report de date 2016-02-05 15 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Instamix 10685 Henri Bourassa Est Montréal, QC, H1C 1G7 http://insta-mix.com/ NEQ : 1144443133	Monsieur John Marchese Téléphone : 514 643-4649 Télécopieur : 514 643-2908	**Commande : (1037558)** 2015-11-18 11 h 26 **Transmission :** 2015-11-18 11 h 26	2523509 - 15-14814 Addenda No 1 2015-11-27 13 h 05 - Télécopie 2526095 - 15-14814 Addenda No 2 2015-12-04 14 h

				50 - Télécopie 2527336 - 15-14814 Addenda No 3 2015-12-09 13 h 32 - Télécopie 2533776 - 15-14814 Addenda 4 - Report de date 2016-01-08 16 h 26 - Télécopie 2540508 - 15-14814 Addenda No 5 2016-01-26 12 h 09 - Télécopie 2545835 - 15-14814 Addenda No 6 - Report de date 2016-02-05 15 h 47 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Jean-Paul Trahan 1890 Ltée 18 rue de la Princesse-Caroline Saint-Jean-sur-Richelieu, QC, J2X 5P4 http://jeanpaultrahan@bellnet.ca NEQ : 1148320675	Monsieur Louis Trahan Téléphone : 514 821-3411 Télécopieur : 450 542-9947	**Commande : (1036543)** 2015-11-16 13 h 03 **Transmission :** 2015-11-16 13 h 03	2523509 - 15-14814 Addenda No 1 2015-11-27 11 h 17 - Courriel 2526095 - 15-14814 Addenda No 2 2015-12-04 14 h 49 - Courriel 2527336 - 15-14814 Addenda No 3 2015-12-09 13 h 31 - Courriel 2533776 - 15-14814 Addenda 4 - Report de date 2016-01-08 16 h 25 - Courriel 2540508 - 15-14814 Addenda No 5 2016-01-26 12 h 08 - Courriel 2545835 - 15-14814 Addenda No 6 - Report de

				date 2016-02-05 15 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	JMV environnement 3550 boul. Laframboise Saint-Hyacinthe, QC, J2R 1J9 NEQ : 1164798275	Monsieur Vincent Boulay Téléphone : 450 253-5994 Télécopieur :	**Commande : (1038655)** 2015-11-20 11 h 59 **Transmission :** 2015-11-20 11 h 59	2523509 - 15-14814 Addenda No 1 2015-11-27 11 h 17 - Courriel 2526095 - 15-14814 Addenda No 2 2015-12-04 14 h 49 - Courriel 2527336 - 15-14814 Addenda No 3 2015-12-09 13 h 31 - Courriel 2533776 - 15-14814 Addenda 4 - Report de date 2016-01-08 16 h 25 - Courriel 2540508 - 15-14814 Addenda No 5 2016-01-26 12 h 08 - Courriel 2545835 - 15-14814 Addenda No 6 - Report de date 2016-02-05 15 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	JMV environnement / 9036 6626 quebec inc. 3550 boul. Laframboise Saint-Hyacinthe, QC, J2R 1J9 NEQ : 1164798275	Monsieur Vincent Boulay Téléphone : 450 253-5994 Télécopieur :	**Commande : (1040783)** 2015-11-26 11 h 04 **Transmission :** 2015-11-26 11 h 04	2523509 - 15-14814 Addenda No 1 2015-11-27 11 h 17 - Courriel 2526095 - 15-14814 Addenda No 2 2015-12-04 14 h 49 - Courriel

				2527336 - 15-14814 Addenda No 3 2015-12-09 13 h 31 - Courriel 2533776 - 15-14814 Addenda 4 - Report de date 2016-01-08 16 h 25 - Courriel 2540508 - 15-14814 Addenda No 5 2016-01-26 12 h 08 - Courriel 2545835 - 15-14814 Addenda No 6 - Report de date 2016-02-05 15 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Constructions et Pavage Jeskar Inc. 5181 Amiens, suite 202 Montréal, QC, H1G 6N9 NEQ : 1145922051	Monsieur Richard Morin Téléphone : 514 327-5454 Télécopieur : 514 327-4198	**Commande : (1037594)** 2015-11-18 11 h 56 **Transmission :** 2015-11-18 13 h 01	2523509 - 15-14814 Addenda No 1 2015-11-27 11 h 17 - Courriel 2526095 - 15-14814 Addenda No 2 2015-12-04 14 h 49 - Courriel 2527336 - 15-14814 Addenda No 3 2015-12-09 13 h 31 - Courriel 2533776 - 15-14814 Addenda 4 - Report de date 2016-01-08 16 h 25 - Courriel 2540508 - 15-14814 Addenda No 5 2016-01-26 12 h 08 - Courriel 2545835 - 15-14814 Addenda No 6 - Report de date 2016-02-05 15 h

				46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Entreprises Cogenex Inc. 10685 boul. Henri-Bourassa Est, bureau 300 Montréal, QC, H1C1G7 NEQ : 1169270676	Monsieur Carlo Rivera Téléphone : 514 327-7208 Télécopieur : 514 327-7238	**Commande : (1039233)** 2015-11-23 12 h 06 **Transmission :** 2015-11-23 12 h 06	2523509 - 15-14814 Addenda No 1 2015-11-27 11 h 17 - Courriel 2526095 - 15-14814 Addenda No 2 2015-12-04 14 h 49 - Courriel 2527336 - 15-14814 Addenda No 3 2015-12-09 13 h 31 - Courriel 2533776 - 15-14814 Addenda 4 - Report de date 2016-01-08 16 h 25 - Courriel 2540508 - 15-14814 Addenda No 5 2016-01-26 12 h 08 - Courriel 2545835 - 15-14814 Addenda No 6 - Report de date 2016-02-05 15 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les entreprises Myrroy inc 7505 Rapide Plat Nord - Saint-Hyacinthe, QC, J2R 1H5 NEQ : 1146685178	Monsieur Richard Roy Téléphone : 450 799-3672 Télécopieur : 450 250-3674	**Commande : (1036806)** 2015-11-17 8 h 12 **Transmission :** 2015-11-17 8 h 12	2523509 - 15-14814 Addenda No 1 2015-11-27 12 h 35 - Télécopie 2526095 - 15-14814 Addenda No 2 2015-12-04 14 h 50 - Télécopie 2527336 - 15-

				14814 Addenda No 3 2015-12-09 13 h 32 - Télécopie 2533776 - 15-14814 Addenda 4 - Report de date 2016-01-08 16 h 26 - Télécopie 2540508 - 15-14814 Addenda No 5 2016-01-26 12 h 09 - Télécopie 2545835 - 15-14814 Addenda No 6 - Report de date 2016-02-05 15 h 46 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	LES ENTREPRISES ST-UBALD INC. 361 BOUL. CHABOT Saint-Ubalde, QC, G0A 4L0 NEQ : 1000545585	Monsieur JASMIN DOUVILLE Téléphone : 418 277-2060 Télécopieur : 418 277-9012	**Commande : (1041102)** 2015-11-27 8 h 26 **Transmission :** 2015-11-27 8 h 26	2523509 - 15-14814 Addenda No 1 2015-11-27 11 h 17 - Courriel 2526095 - 15-14814 Addenda No 2 2015-12-04 14 h 49 - Courriel 2527336 - 15-14814 Addenda No 3 2015-12-09 13 h 31 - Courriel 2533776 - 15-14814 Addenda 4 - Report de date 2016-01-08 16 h 25 - Courriel 2540508 - 15-14814 Addenda No 5 2016-01-26 12 h 08 - Courriel 2545835 - 15-14814 Addenda No 6 - Report de date 2016-02-05 15 h

				46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Pavage Chenail 104, St-Rémi, C.P. 3220 Saint-Rémi, QC, J0L2L0 NEQ : 1142533042	Monsieur Pierre-Yvon Legault Téléphone : 450 454-0000 Télécopieur : 450 454-5219	**Commande : (1037718)** 2015-11-18 14 h 41 **Transmission :** 2015-11-18 14 h 41	2523509 - 15-14814 Addenda No 1 2015-11-27 13 h 06 - Télécopie 2526095 - 15-14814 Addenda No 2 2015-12-04 14 h 50 - Télécopie 2527336 - 15-14814 Addenda No 3 2015-12-09 13 h 36 - Télécopie 2533776 - 15-14814 Addenda 4 - Report de date 2016-01-08 16 h 26 - Télécopie 2540508 - 15-14814 Addenda No 5 2016-01-26 12 h 09 - Télécopie 2545835 - 15-14814 Addenda No 6 - Report de date 2016-02-05 15 h 46 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Permaroute 149 rue pierre-paradis Saint-Alphonse-de-Granby, QC, j0e2a0 NEQ : 1168931567	Monsieur André Roy Téléphone : 450 372-0021 Télécopieur : 450 372-3860	**Commande : (1037944)** 2015-11-19 8 h 56 **Transmission :** 2015-11-19 8 h 56	2523509 - 15-14814 Addenda No 1 2015-11-27 11 h 17 - Courriel 2526095 - 15-14814 Addenda No 2 2015-12-04 14 h 49 - Courriel 2527336 - 15-

				14814 Addenda No 3 2015-12-09 13 h 31 - Courriel 2533776 - 15-14814 Addenda 4 - Report de date 2016-01-08 16 h 25 - Courriel 2540508 - 15-14814 Addenda No 5 2016-01-26 12 h 08 - Courriel 2545835 - 15-14814 Addenda No 6 - Report de date 2016-02-05 15 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Ramcor Construction Inc. 8085 rue Champ D'Eau Arrondissement Saint-Léonard Montréal, QC, H1P 1Y1 NEQ : 1161184792	Monsieur Guy Cormier Téléphone : 514 329-4545 Télécopieur : 514 329-4818	**Commande : (1055647)** 2016-01-18 14 h 48 **Transmission :** 2016-01-18 17 h 26	2523509 - 15-14814 Addenda No 1 2016-01-18 14 h 48 - Messagerie 2526095 - 15-14814 Addenda No 2 2016-01-18 14 h 48 - Messagerie 2527336 - 15-14814 Addenda No 3 2016-01-18 14 h 48 - Messagerie 2533776 - 15-14814 Addenda 4 - Report de date 2016-01-18 14 h 48 - Messagerie 2540508 - 15-14814 Addenda No 5 2016-01-26 12 h 09 - Télécopie 2545835 - 15-14814 Addenda No 6 - Report de date 2016-02-05 15 h 47 - Télécopie

				Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	SDO - DTP - Division de l'estimation des contrats 801 Brennan, 7e Étage Montréal, QC, H3C 0G4 NEQ :	Monsieur Abdellah Ouahioune Téléphone : 514 872-3220 Télécopieur : 514 872-1873	**Commande : (1044397)** 2015-12-08 10 h 08 **Transmission :** 2015-12-08 10 h 08	2523509 - 15-14814 Addenda No 1 2015-12-08 10 h 08 - Téléchargement 2526095 - 15-14814 Addenda No 2 2015-12-08 10 h 08 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Ne pas recevoir
☐	Ville de Drummondville. 415 rue Lindsay, C.P. 398 Drummondville, QC, J2B 6W3 NEQ :	Monsieur David Morissette Téléphone : 819 474-8830 Télécopieur : 819 472-2435	**Commande : (1052679)** 2016-01-12 11 h 19 **Transmission :** 2016-01-12 11 h 19	2523509 - 15-14814 Addenda No 1 2016-01-12 11 h 19 - Téléchargement 2526095 - 15-14814 Addenda No 2 2016-01-12 11 h 19 - Téléchargement 2527336 - 15-14814 Addenda No 3 2016-01-12 11 h 19 - Téléchargement 2533776 - 15-14814 Addenda 4 - Report de date 2016-01-12 11 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Ne pas recevoir
☐	Ville de Montréal - Direction du greffe. 275 rue Notre-Dame Est Suite R-134 Montréal, QC, H2y 1c6 NEQ :	Madame Marie-Pierre Gaudet Téléphone : 514 872-2678 Télécopieur	**Commande : (1045699)** 2015-12-11 10 h 53 **Transmission :** 2015-12-11	2523509 - 15-14814 Addenda No 1 2015-12-11 10 h 53 - Téléchargement 2526095 - 15-

		: 514 872-5655	10 h 53	14814 Addenda No 2 2015-12-11 10 h 53 - Téléchargement 2527336 - 15-14814 Addenda No 3 2015-12-11 10 h 53 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Ne pas recevoir
☐	Ville de Montréal - Direction du greffe. 275 rue Notre-Dame Est Suite R-134 Montréal, QC, H2y 1c6 NEQ :	Monsieur RICHARD SARRAZIN Téléphone : 514 872-3253 Télécopieur : 514 872-5655	**Commande : (1041712)** 2015-11-30 11 h 22 **Transmission :** 2015-11-30 11 h 22	2523509 - 15-14814 Addenda No 1 2015-11-30 11 h 22 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Ne pas recevoir
☐	Ville de Montréal / SITE - Direction des infrastructures 801 Brennan, 7e Étage Montréal, QC, H3C 0G4 NEQ :	Madame Lucie Dumesnill Téléphone : 514 872-5611 Télécopieur : 514 872-1873	**Commande : (1050504)** 2016-01-06 13 h 40 **Transmission :** 2016-01-06 13 h 40	2523509 - 15-14814 Addenda No 1 2016-01-06 13 h 40 - Téléchargement 2526095 - 15-14814 Addenda No 2 2016-01-06 13 h 40 - Téléchargement 2527336 - 15-14814 Addenda No 3 2016-01-06 13 h 40 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Ne pas recevoir

Sélectionner Annuler

appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés financiers

À propos de SEAO
Info sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Secrétariat du Conseil du trésor Québec

CGI

tc MEDIA

© 2003-2016 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.15

2016/03/21
13:00

(1)

Dossier # : 1161670001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Corporatif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser le virement d'un montant de 49 500 $ du poste « dépenses incidentes » au poste « travaux contingents et supplémentaires » du contrat de fourniture de services professionnels en ingénierie et architecture de paysage dans le cadre de la construction du Stade de soccer de Montréal. Approuver un avenant modifiant la convention intervenue entre la Ville et les firmes Nicolet Chartrand Knoll, Bouthillette Parizeau et Williams Asselin Ackaoui (CM11 0890) majorant ainsi le montant total du contrat de 1 570 098,76 $ à 1 619 598,76 $, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'autoriser le virement d'un montant de 49 500,00 $ taxes incluses du poste « dépenses incidentes » au poste « travaux contingents et supplémentaires » du contrat de fourniture de services professionnels en ingénierie et architecture de paysage dans le cadre de la construction du Stade de soccer de Montréal;
2. d'approuver un projet d'avenant modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et les firmes Nicolet Chartrand Knoll, Bouthillette Parizeau et Williams Asselin Ackaoui (CM11 0890), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 570 098,76 $ à 1 619 598,76 $, taxes incluses ;

3. d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-02-29 12:19

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1161670001**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Corporatif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser le virement d'un montant de 49 500 $ du poste « dépenses incidentes » au poste « travaux contingents et supplémentaires » du contrat de fourniture de services professionnels en ingénierie et architecture de paysage dans le cadre de la construction du Stade de soccer de Montréal. Approuver un avenant modifiant la convention intervenue entre la Ville et les firmes Nicolet Chartrand Knoll, Bouthillette Parizeau et Williams Asselin Ackaoui (CM11 0890) majorant ainsi le montant total du contrat de 1 570 098,76 $ à 1 619 598,76 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Le Stade de soccer de Montréal est une nouvelle construction située sur l'avenue Papineau entre les rues Louvain et Lecocq dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension dans le pôle sportif du Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM). Ce projet d'envergure visant une accréditation LEED-NC OR comprend un édifice recevant un terrain de soccer intérieur et les activités publiques et de support, ainsi qu'un terrain extérieur. Le projet retenu par concours d'architecture pour le Centre de soccer intérieur prévoit une structure de toit monumentale en gros bois d'oeuvre (de conception unique), des façades vitrées et un stationnement.

La firme Saucier+Perrotte/ HCMA architectes a été désignée lauréate du concours, en décembre 2011. Un appel d'offres public a été lancé en parallèle pour les services professionnels en ingénierie et en architecture de paysage afin de compléter l'équipe de projet. Les firmes Nicolet Chartrand Knoll Ltée, Bouthillette Parizeau et associés inc. et WAA et associés inc. forment l'équipe de projet retenue. Le présent sommaire porte sur ce contrat spécifique.

Les plans et devis ont été préparés en 2012. Deux appels d'offres de construction ont été lancés en 2013, l'un pour la structure de toit en gros bois d'oeuvre et l'autre pour l'ensemble du projet. Le coût résultant de ces deux soumissions a dépassé le budget initial, approuvé en 2009 et ce, malgré d'importantes optimisations réalisées. Les honoraires professionnels étant payés proportionnellement au coût de construction., une augmentation des honoraires professionnels a été consentie en septembre 2013 afin d'ajuster les honoraires au coût réel de construction (soumission de l'entrepreneur plus bas soumissionnaire conforme).

En décembre 2014, en raison de la complexité de la construction en cours et de conditions de chantier (gestion de l'eau, des sols, des biogaz), le budget de frais contingents du contrat de l'entrepreneur général a dû être augmenté. Le sommaire décisionnel (1141670004) accompagnant la décision mentionnait aux aspects financiers qu'en raison de l'augmentation du contrat de l'entrepreneur général, une augmentation des honoraires professionnels était à prévoir et ferait l'objet d'un sommaire décisionnel subséquent, et que ce montant serait couvert par l'enveloppe prévue dans le règlement d'emprunt du projet.

Les travaux étant pratiquement achevés et connaissant la portée budgétaire de chaque ordre de changement en cours de construction, il est maintenant possible de préciser les montants dus aux professionnels au pourcentage des travaux supplémentaires reconnus et ne relevant pas d'erreurs ou omissions. Ce montant dépasse la somme disponible aux frais contingents du contrat et implique son augmentation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM14 1246 15-12-2014	Autoriser le regroupement de l'ensemble des budgets pour travaux contingents associés aux contrats de construction octroyés par la Ville dans le cadre du projet du Centre de soccer de Montréal / Autoriser une dépense additionnelle de 2 028 976,84 $ dans le cadre du projet de construction du Centre de soccer de Montréal, majorant ainsi le montant total du contrat accordé à Entreprises de construction TEQ inc. (CM13 0582) de 44 109 544,19 $ à 46 138 521,03 $, taxes incluses.
CM13 0967 24-09-2013	Autoriser une dépense de 479 947,71 $, taxes incluses, pour la fourniture de services professionnels en ingénierie et en architecture de paysage dans le cadre du projet de construction du Centre de soccer intérieur au CESM (0631)- contrat 13454 / Approuver un projet d'avenant modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville et les firmes Nicolet Chartrand Knoll ltée, Bouthillette Parizeau et Associés inc. et WAA inc. (CM11 0890) majorant ainsi le montant total du contrat de 1 090 151,06 $ à 1 570 098,76 $, taxes incluses.
CM13 0582 17-06-2013	Accorder un contrat à Entreprise de Construction T.E.Q. inc. pour la construction du Centre de soccer intérieur au CESM - dépense totale de 39 474 619,12 $, taxes incluses / approuver la cession du contrat intervenu entre la Ville et Nordic Structures Bois Inc. pour la conception, la fabrication, la livraison et l'installation de la structure de Bois (CM13 0130) au montant de 8 332 442,73 $ taxes incluses, à Entreprise de Construction T.E.Q. Inc.
CM13 0130 26-02-2013	Accorder un contrat à Nordic Structures Bois inc. pour la conception, la fabrication, la livraison et l'installation de la structure de toit de longue portée en bois du Centre de soccer intérieur au CESM pour une somme maximale de 8 332 442,73 $, taxes incluses.
CM11 1024 19-12-2011	Accorder un contrat de services professionnels à Saucier + Perrotte / Hughes Condon Marler architectes, pour les plans et devis ainsi que la surveillance des travaux dans le cadre du projet de construction du Centre de soccer intérieur au CESM pour une somme maximale de 1 212 965,72 $, taxes incluses.
CM11 0890 22-11-2011	Accorder un contrat de services professionnels à Nicolet, Chartrand, Knoll Ltée, Bouthillette, Parizeau et associés inc. et WAA et associés inc. pour les services d'ingénierie et d'architecture de paysage pour réaliser les plans et devis et la surveillance des travaux liés aux travaux de construction du Centre de soccer intérieur au CESM pour une somme maximale de 1 090 151,06 $, taxes incluses.

DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel vise l'approbation de l'avenant modifiant la convention intervenue entre la Ville et les firmes Nicolet Chartrand Knoll ltée, Bouthillette Parizeau et Associés inc. et WAA inc. permettant d'augmenter leur contrat de 49 500,00 $, taxes incluses, pour la fourniture de services professionnels en ingénierie et architecture de paysage dans le cadre du projet de construction du Centre de soccer intérieur.

JUSTIFICATION

Les professionnels sont rémunérés sur la base du pourcentage du coût des travaux de construction. En raison de l'augmentation du contrat de construction, les honoraires professionnels doivent être ajustés.
Les sommes prévues au poste des dépenses contingentes n'ont pas été suffisantes pour couvrir les efforts supplémentaires dus à la fois à l'augmentation du coût du projet mais également à la complexité de ce dernier. Les travaux non prévus à l'origine, et que ne pouvait prévoir l'entrepreneur, sont dus notamment à la complexité du système structural, à l'arrimage de l'appareillage électromécanique à cette structure et ses mouvements différentiels et à des conditions de chantiers. Ces changements, accessoires au projet, ont exigé des efforts de conception et engendré des honoraires supplémentaires.

Toutefois, les sommes engagées au poste des dépenses incidentes pour frais d'expertises ou de laboratoire se sont avéré moins élevées que prévu. Aucune autre dépense n'étant prévue, il est recommandé de procéder au virement des 49 500 $ non utilisés au contrat de la firme de professionnels

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant maximum des honoraires prévus au contrat de 1 570 098 $ incluait 10 % de sa valeur en frais contingents. Un budget d'incidences de 49 552,32 $ équivalent à 5% du contrat était également prévu, afin de permettre des expertises ne relevant pas du contrat.
Le montant en frais contingents sera entièrement utilisé pour couvrir les efforts de conception supplémentaires et honoraires conséquents. Toutefois, pour rejoindre les exigences du contrat relativement aux frais liés aux demandes de changement en structure, civil et électromécanique en cours de construction, des montants supplémentaires sont requis.
Le montant prévu au poste des dépenses incidentes pour des expertises complémentaires n'a, cependant, pas eu à être utilisé. Ce crédit est récupéré dans l'opération et transféré au poste des dépenses contingentes.

Le virement de 49 500 $, taxes incluses, du poste des dépenses incidentes au poste des dépenses contingentes porte à 15,5 % la part relative des contingences au coût du contrat.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les honoraires professionnels comprennent les services requis pour l'atteinte de la certification LEED-niveau Or, en respect de la politique de développement durable dans les édifices de la Ville de Montréal

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans ce virement, la firme de professionnels ne disposera pas de montants suffisants pour couvrir les frais relatifs aux avenants exécutés en cours de chantier .

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif 9 mars 2016
Conseil municipal 21 mars 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Ce dossier respecte les encadrements suivants et est conforme aux politiques d'accessibilité universelle et de développement durable de la Ville :
- Encadrement C-OG-DG-D-12-010 Contingences, incidences et déboursés dans les contrats.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sandra PALAVICINI)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sabrina TAZAIRT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Johanne DEROME, Service de la diversité sociale et des sports

Lecture :

Johanne DEROME, 23 février 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Rémy-Paul LAPORTE
Gestionnaire immobilier
514 872-7852

André CAZELAIS

Tél : 514 872-2419
Télécop. : 280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-02

Carlos MANZONI
Chef de division

Tél : 514 872-3957
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Carlos MANZONI
Directeur par intérim
Tél : 514 872-3957
Approuvé le : 2016-02-26

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI
Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-02-29

SGPI

Division de la gestion immobilière
Section Corporatif

Projet : Stade de soccer de Montréal
Description : Services professionnels en ingénierie (civil, structure, électromécanique) et architecture de paysage-contrat 13454

				Tps 5,0%		Tvq 9,975%		Total
Contrat:	**Travaux forfaitaires**	**%**	**$**					
	Prix forfaitaire	0,0%	1 184 035,84					
		0,0%						
		0,0%						
		0,0%						
	services supplémentaires	0,0%	35 250,00					
		0,0%						
	Sous-total :	100,0%	**1 219 285,84**	**60 964,29**		**121 623,76**		**1 401 873,89**
	Contingences	15,5%	189 367,14	9 468,36		18 889,37		217 724,87
	Total - Contrat :		**1 408 652,98**	**70 432,65**		**140 513,13**		**1 619 598,76**
Incidences:	Dépenses générales							
	Dépenses spécifiques							
	Total - Incidences :		**0,00**	**0,00**		**0,00**		**0,00**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)		**1 408 652,98**	**70 432,65**		**140 513,13**		**1 619 598,76**
Ristournes:	Tps	100,00%		70 432,65				70 432,65
	Tvq	50,0%				70 256,57		70 256,57
	Coût après rist. (Montant à emprunter)		**1 408 652,98**	**0,00**		**140 513,13**		**1 478 909,55**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1161670001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Corporatif
Objet :	Autoriser le virement d'un montant de 49 500 $ du poste « dépenses incidentes » au poste « travaux contingents et supplémentaires » du contrat de fourniture de services professionnels en ingénierie et architecture de paysage dans le cadre de la construction du Stade de soccer de Montréal. Approuver un avenant modifiant la convention intervenue entre la Ville et les firmes Nicolet Chartrand Knoll, Bouthillette Parizeau et Williams Asselin Ackaoui (CM11 0890) majorant ainsi le montant total du contrat de 1 570 098,76 $ à 1 619 598,76 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous sommes d'avis que les coûts associés aux demandes de changement en structure, civile et électromécanique constituent une modification accessoire à la convention. Cette modification ne change pas la nature de la convention quant à son objet et est accessoire en valeur, et ce, tel que permis en vertu de l'article 573.3.04 de la Loi sur les cités et villes.

Le montant maximal de la rémunération prévue à l'article 5.1 de la convention doit être modifié par un addenda signé par les parties. Nous approuvons le présent addenda quant à sa forme et sa validité.

FICHIERS JOINTS

Addenda 2.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sandra PALAVICINI
Avocate, droit contractuel
Tél : 514-872-1200

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-25

Marie-Andrée SIMARD
Notaire, chef de division, droit contractuel
Tél : 514-872-8323
Division :

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
25 FÉV. 2016
POUR DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

AVENANT Nº 2

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par monsieur Yves Saindon, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Ci-après appelée la « Ville »

ET : **NICOLET, CHARTRAND, KNOLL LTÉE,** personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au 1200, avenue McGill College, suite 1200, Montréal (Qc) H3B 4G7, agissant et représentée par M. Roger Nicolet, ing., dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 9 septembre 2011;

N° d'inscription T.P.S. : R103882619
N° d'inscription T.V.Q. : 1000353872

Ci-après appelée l' « **Ingénieur** »

ET : **BOUTHILLETTE, PARIZEAU ET ASSOCIÉS INC.,** personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au 9825, rue Verville, Montréal (Qc) H3L 3E1, agissant et représentée par M. Jacques Lagacé, ing., dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 6 septembre 2011;

N° d'inscription T.P.S. : 130198237
N° d'inscription T.V.Q. : 1011014255

Ci-après appelée l' « **Ingénieur** »

ET : **WAA ET ASSOCIÉS INC.**, personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au 55, avenue Mt-Royal, suite 805, Montréal (Qc) H2T 2S6, agissant et représentée par Mme Malaka Ackaoui, arch. paysagiste, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 9 septembre 2011;

N° d'inscription T.P.S. : R125212043
N° d'inscription T.V.Q. : M1010212711

Ci-après appelée l' « **Architecte paysagiste** »

ATTENDU QUE les parties ont conclu une convention de services professionnels le 19 décembre 2011 (contrat 13454, CM11 0890) (« Convention initiale »), telle que modifiée par l'addenda N° 1, le 24 septembre 2013 (CM13 0967);

ATTENDU QUE le budget total d'honoraires prévu à l'article 5.1 de la convention initiale doit être augmenté pour permettre à l'Ingénieur et l'Architecte paysagiste de compléter l'ensemble des services de base relatif au projet de construction du Centre de soccer intérieur au Centre environnemental de Saint-Michel (CESM), notamment la surveillance du chantier;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante des présentes.

ARTICLE 2
MODIFICATIONS

La convention initiale est modifiée par le remplacement, au premier alinéa de l'article 5.1, des mots «UN MILLION CINQ CENT SOIXANTE-DIX MILLE QUATRE-VINGT-DIX-HUIT DOLLARS ET SOIXANTE-SEIZE CENTS (1 570 098,76.$) incluant toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S et T.V.Q.) » par les mots «UN MILLION SIX CENT DIX-NEUF MILLE CINQ CENT QUATRE-VINGT-DIX-HUIT DOLLARS ET SOIXANTE-SEIZE CENTS (1 619 598,76.$) incluant toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S et T.V.Q.)».

ARTICLE 3
AUTRES DISPOSITIONS

Les autres dispositions de la convention initiale demeurent inchangées.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN QUATRE EXEMPLAIRES, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DES SIGNATURES CI-APRÈS :

Le e jour de 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Le e jour de 2016

NICOLET, CHARTRAND, KNOLL LTÉE

Par : _____
Roger Nicolet, ing., président

Le e jour de 2016

BOUTHILLETTE, PARIZEAU ET ASSOCIÉS INC.

Par : _____
Jacques Lagacé, ing., secrétaire trésorier

Le e jour de 2016

WAA ET ASSOCIÉS INC.

Par : _____
Malaka Ackaoui, arch. paysagiste, vice-présidente

Cette convention de services professionnels a été approuvée par le Conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de 2016 (résolution)

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1161670001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Corporatif
Objet :	Autoriser le virement d'un montant de 49 500 $ du poste « dépenses incidentes » au poste « travaux contingents et supplémentaires » du contrat de fourniture de services professionnels en ingénierie et architecture de paysage dans le cadre de la construction du Stade de soccer de Montréal. Approuver un avenant modifiant la convention intervenue entre la Ville et les firmes Nicolet Chartrand Knoll, Bouthillette Parizeau et Williams Asselin Ackaoui (CM11 0890) majorant ainsi le montant total du contrat de 1 570 098,76 $ à 1 619 598,76 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1161670001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sabrina TAZAIRT
Préposé au budget
Tél : 514-872-2188

Mario Primard
Agent comptable analyste
514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-26

François FABIEN
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-7174

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.16

2016/03/21
13:00

(1)

Dossier # : 1163815001

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique , Division de l'animation et des programmes publics
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser la résiliation de la convention de services professionnels conclue entre la Ville de Montréal et Clair K. Inc. Pour la réalisation du projet Forêt fabuleuse au Jardin botanique.

Il est recommandé
D'autoriser la résiliation de la convention de services professionnels conclue entre la Ville de Montréal et Clair K. Inc. pour la réalisation du projet "Forêt Fabuleuse" au Jardin botanique.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-02-26 14:56

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1163815001**
Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique , Division de l'animation et des programmes publics
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser la résiliation de la convention de services professionnels conclue entre la Ville de Montréal et Clair K. Inc. Pour la réalisation du projet Forêt fabuleuse au Jardin botanique.

CONTENU

CONTEXTE

Le Conseil municipal a entériné, le 21 septembre 2015, l'octroi d'un contrat de gré à gré à l'entreprise Clair K inc., représentée par madame Karine Lanoie Brien, pour la conception, la réalisation et le fonctionnement du projet "Forêt fabuleuse" au Jardin botanique (titre provisoire), pour une somme maximale de 344 925,00 $ taxes incluses. Ce projet de nature artistique, portant sur notre relation à l'arbre et identifié suite à un concours organisé en collaboration avec le Conseil des arts de Montréal, devait avoir lieu dans l'Arboretum du Jardin botanique durant la période estivale 2016.
Le 7 janvier 2016, la Ville a reçu, de la part des avocats de l'entreprise Clair K. Inc, une lettre mentionnant l'intention de celle-ci de résilier le contrat la liant à la Ville de Montréal pour la réalisation du projet *Forêt fabuleuse* dans le cas où celui-ci ne serait pas renégocié et amendé selon ses demandes. Ainsi, la lettre reçue évoquait, notamment, "des modifications importantes (au concept lauréat du concours) requises par la Ville", "des nouvelles contraintes importantes requises par la Ville" (respect de la norme BNQ concernant l'aménagement paysager, édification d'une clôture de chantier pendant l'installation), le tout engendrant, selon la firme, "un contrat dénaturé", des "coûts supplémentaires" et "un climat de travail tendu et confus".

Ont suivi une série d'échanges allant jusqu'au 26 janvier 2016, tentant de ramener le fournisseur à la table de travail afin de clarifier les demandes et identifier des solutions, dont certaines ont été évoquées dans une lettre des avocats de la Ville datée du 19 janvier (souplesse dans l'application de la norme BNQ, prise en charges de certains frais). Cette lettre de la Ville demandait également à la firme d'expliciter ses demandes quant à certains points, notamment quant à l'approche conceptuelle, notant qu'il n'y avait "pas de demandes spécifiques relatives à ce point" dans la lettre reçue le 7 janvier et que "des orientations claires avaient été données avant la signature du contrat" et que "les ajustements qui ont suivi faisaient partie d'un processus normal et ont été acceptés et validés par les partie à chaque étape".

Le 26 janvier 2016, la Ville a reçu une dernière dernière lettre de l'avocat de Clair K. inc. indiquant que celle-ci refusait toute rencontre et maintenait sa décision de cesser l'exécution de ses obligations contractuelles.

Tel que prévu au contrat, un montant de 60 000$ a été payé à la firme Clair K. pour le

travail effectué entre le 29 septembre et le 10 décembre 2015. La firme a livré, durant cette période, son concept préliminaire ainsi que la phase 1 du concept final, conformément aux attentes.

En attendant la décision du Conseil municipal, le contrat a été suspendu et tout travail qui lui était relié a été interrompu.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM 151093 - 21 septembre 2015 - Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à l'entreprise Clair K inc., représentée par madame Karine Lanoie Brien, pour la conception, la réalisation et le fonctionnement du projet "Forêt fabuleuse" au Jardin botanique (titre provisoire), pour une somme maximale de 344 925,00 $ taxes incluses.

DESCRIPTION

Compte tenu du contexte, le présent dossier vise à autoriser la résiliation du contrat liant la Ville à Clair K. Inc. pour la réalisation du projet *Forêt Fabuleuse* .
Suite à la résiliation du contrat, le dossier sera transmis aux avocats responsables des litiges à la division Responsabilité, du Service des affaires juridiques, pour évaluer la pertinence ou non d'un recours.

JUSTIFICATION

Compte tenu des délais et de la quantité de travail nécessaires pour réorganiser la programmation estivale du Jardin botanique, dont la *Forêt fabuleuse* était une activité majeure, et considérant le refus ferme de la firme à collaborer à la recherche de solutions, mettre un terme au contrat s'avère l'option privilégiée pour que les équipes aient la latitude de créer et réaliser un autre événement qui permettra de soutenir les attentes associées aux objectifs d'achalandage durant période estivale, soit environ 450 000 visiteurs.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le service de l'Espace pour la vie ne prévoit verser aucune somme additionnelle à Clair K. Inc. suite à la résiliation du contrat.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Pour pallier à l'annulation de la Forêt fabuleuse, le service de l'Espace pour la vie a planifié une nouvelle programmation (*Héros de la forêt* , contes et quête animée dans l'Arboretum) qui sera offerte aux visiteurs, et notamment aux familles, dès la fin juin 2016. La résiliation du contrat avec Clair K inc. va permettre aux équipes de se concentrer sur la réalisation de ce nouvel événement afin qu'il obtienne le succès escompté.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une campagne de communication pour faire la promotion de la programmation à Espace pour la vie est prévue, tel que planifiée.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mars-mai: concept, plans et devis de l'événement Héros de la Forêt
Mai-juin: installation
20 juin 2016: lancement de l'événement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annabelle MIMOUNI
Agent(e) de programmes educatifs

Tél : 514 872-1432
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-24

Michel LABRECQUE
C/d recherche & dev.scientifique

Tél : 514 872-1862
Télécop. : 514 872-3765

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Charles-Mathieu BRUNELLE
Directeur
Tél : 514 872-1450
Approuvé le : 2016-02-25

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.17

2016/03/21
13:00

(1)

Dossier # : 1154069014

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de Robert Després, Michel Dallaire, Mary-Ann Bell, Gérard Coulombe, Alain Dallaire, Alban D'Amours, Ghislaine Laberge, Johanne M. Lépine et Michel Théroux, chacun en sa qualité de fiduciaire et pour le compte de Fonds de placement immobilier Cominar, pour une période de 6 ans et huit mois, à compter du 1er septembre 2016, des espaces situés au 4e et 5e étage de l'immeuble sis au 255, boulevard Crémazie Est, d'une superficie d'environ 26 401 pi² (2 452,73 m²), à des fins de bureaux, pour une dépense totale de 7 460 684,04 $, incluant les taxes. Ajuster la base budgétaire du service de l'approvisionnement de 2017 à 2023. (Bâtiment 3678)

Il est recommandé :

1- d'approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de Robert Després, Michel Dallaire, Mary-Ann Bell, Gérard Coulombe, Alain Dallaire, Alban D'Amours, Ghislaine Laberge, Johanne M. Lépine et Michel Théroux, chacun en sa qualité de fiduciaire et pour le compte de Fonds de placement immobilier Cominar, pour une période de 6 ans et 8 mois, à compter du 1er septembre 2016 des espaces situés au 4e et 5e étage, de l'immeuble sis au 255, boulevard Crémazie Est, d'une superficie d'environ 26 401 pi² (2 452,73 m²), à des fins de bureaux, pour un loyer total de 4 451 494,72 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail;

2- d'autoriser la dépense de 2 149 463,76 $ taxes incluses pour les travaux d'aménagement et les contingences payables à Robert Després, Michel Dallaire, Mary-Ann Bell, Gérard Coulombe, Alain Dallaire, Alban D'Amours, Ghislaine Laberge, Johanne M. Lépine et Michel Théroux, chacun en sa qualité de fiduciaire et pour le compte de Fonds de placement immobilier Cominar;

3- d'autoriser la dépense de 859 725,56 $ taxes incluses en incidence;

4- d'imputer cette dépense, après avoir opéré en 2016 un virement de crédits de 199 198.23 $, net des ristournes de taxes, en provenance du budget corporatif des

dépenses générales d'administration et d'avoir ajusté la base budgétaire du Service de l'approvisionnement de 2017 à 2023, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel .

5- D'autoriser un virement budgétaire de 13 466.67 $ pour l'exercice 2016 et pour l'année 2017 et les suivantes, autoriser les ajustements récurrents de 40 400.00 $ aux bases budgétaires, en provenance du Service de l'approvisionnement vers le Service de la gestion et de la planification immobilière, pour le budget d'énergie.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-02-09 12:38

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1154069014**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de Robert Després, Michel Dallaire, Mary-Ann Bell, Gérard Coulombe, Alain Dallaire, Alban D'Amours, Ghislaine Laberge, Johanne M. Lépine et Michel Théroux, chacun en sa qualité de fiduciaire et pour le compte de Fonds de placement immobilier Cominar, pour une période de 6 ans et huit mois, à compter du 1er septembre 2016, des espaces situés au 4e et 5e étage de l'immeuble sis au 255, boulevard Crémazie Est, d'une superficie d'environ 26 401 pi² (2 452,73 m²), à des fins de bureaux, pour une dépense totale de 7 460 684,04 $, incluant les taxes. Ajuster la base budgétaire du service de l'approvisionnement de 2017 à 2023. (Bâtiment 3678)

CONTENU

CONTEXTE

Depuis les années 1970, le Service de l'approvisionnement (le « SDA ») occupe l'immeuble situé au 9515, Saint-Hubert. Depuis plusieurs années, le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») étudie la faisabilité de relocaliser l'ensemble des activités du SDA, pour des raisons de vétusté de l'immeuble.
En septembre 2013, la Ville a acquis un immeuble situé au 50-150, Louvain Ouest d'une superficie de 60 095,3 m², destiné principalement à l'implantation de la nouvelle cour de services de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville ainsi qu'à plusieurs installations municipales dont les bureaux administratifs du SDA.

Au printemps dernier, considérant que plusieurs travaux d'enveloppe et de mise aux normes se sont avérés requis au 9515, Saint-Hubert et que l'échéance de la construction du futur Centre industriel léger au 50-150 Louvain O. est de 5 à 7 ans, le SDA a mandaté le SGPI afin de lui trouver des locaux dans le but de relocaliser l'ensemble de ses employés.

Ayant une opportunité intéressante sur le marché immobilier, il a été décidé de relocaliser l'ensemble des activités administratives du SDA dans l'immeuble situé au 255, Crémazie Est. Conséquemment, le présent sommaire décisionnel vise à faire approuver un nouveau bail entre la Ville de Montréal et le Fonds de placement immobilier Cominar pour la location de locaux d'une superficie de 26 401 pi² (2 452,73 m²) situé au 4^{e} et au 5^{e} étage de l'immeuble sis au 255, boulevard Crémazie Est, pour une durée de 6 ans et 8 mois à compter du 1er septembre 2016.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG14 0154 – 27 mars 2014 - Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue, du locateur Sreit (Central no.3) LTD., un espace d'entrepôt situé au 9701, rue Colbert, à des fins de centre de distribution. Le terme du bail est de 9 ans, soit du 1er mai 2014 au 30 avril 2023. La dépense totale pour le terme est de 7 829 186,03 $, taxes incluses.
CM13 0966 - 23 septembre 2013 - Approuver l'acte d'acquisition d'un terrain d'une superficie de 60 095,3 m², avec bâtisse dessus érigée, constitué des lots 1 487 577 et 1 999 283 du cadastre du Québec, aux fins de l'implantation d'une cour de services ainsi que l'aménagement de plusieurs installations municipales, pour le prix de 13 100 000 $, plus les taxes applicables.

CE10 0371 - 24 mars 2010 - Donner un accord de principe pour relocaliser la Direction de l'approvisionnement, le magasin, le centre d'impression numérique et le bureau de poste de la Ville.

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel recommande d'approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de Robert Després, Michel Dallaire, Mary-Ann Bell, Gérard Coulombe, Alain Dallaire, Alban D'Amours, Ghislaine Laberge, Johanne M. Lépine et Michel Théroux, chacun en sa qualité de fiduciaire et pour le compte de Fonds de placement immobilier Cominar, pour une période de 6 ans et 8 mois, à compter du 1er septembre 2016 des espaces situés au 4e et 5e étage de l'immeuble sis au 255, boulevard Crémazie Est, d'une superficie d'environ 26 401 pi² (2 452,73 m²), à des fins de bureaux, pour un loyer total de 4 451 494,72 $, incluant les taxes. Le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail.
Le Locateur doit permettre à la Ville d'utiliser les espaces de stationnement rattachés à l'immeuble pour l'usage des employés du SDA, sans attribution spécifique et sans frais additionnels, pour un minimum de 25 places de stationnement. De plus, entre le 1er mai et le 1er juillet 2021, et sous réserve d'un préavis écrit transmis et reçu par le locateur au moins douze mois auparavant, soit au plus tard le 1er juillet 2020, la Ville bénéficiera d'un droit de résiliation du Bail.

JUSTIFICATION

La relocalisation du SDA est nécessaire afin d'offrir un environnement de travail adéquat pour tous les employés. L'immeuble situé au 9515, Saint-Hubert est très vétuste et requiert des investissements majeurs.
Le loyer de base convenu (8,00 $/pi²) est inférieur au taux de location du marché pour ce type d'immeuble. En effet, des sous-locations disponibles dans cet immeuble ont permis à la Ville de bénéficier d'une réduction de loyer. À titre d'information, le loyer de base demandé pour les édifices à bureaux dans ce secteur oscillent entre 12 $/pi² et 14 $/pi².

ASPECT(S) FINANCIER(S)

LOCATION
Le tableau suivant représente la dépense en loyer pour cette location.

	du 1er septembre 2016 au 30 avril 2023
Superficie (pi²)	**26 401,00**
Loyer de base	1 485 056,25 $
Frais d'exploitation	1 501 336,87 $
Taxes foncières	885 313,53 $
Total avant taxes	3 871 706,65 $
TPS (5%)	193 585,33 $
TVQ (9,975%)	386 202,74 $

Total incluant taxes	**4 451 494,72 $**
Ristourne de TPS	(193 585,33) $
Ristourne de TVQ (50%)	(193 101,37) $
Coût total net	4 064 808,02 $

Pour le détail complet des loyers annuels, voir le document « Détail annuel du loyer » en pièce jointe.

Le taux unitaire annuel pour cette location est de 21,56 $/pi²

La dépense totale de loyer pour le terme de 6 ans et 8 mois représente un montant de 4 064 808.02 $, net des ristournes de taxes, sera financé par le budget de fonctionnement. Une somme de 199 198.23 $, net des ristournes de taxes, en provenance du budget corporatif des dépenses générales d'administration, pour l'année 2016, devra être virée au budget du SDA pour ce faire.

Bien que ce dossier soit sans incidence sur le cadre financier 2016, il présente un impact récurrent sur le cadre financier des 7 années subséquentes jusqu'en 2023 (4 mois). Ainsi, un ajustement à la base budgétaire du Service de l'approvisionnement, à la hauteur de 3 865 609.79 $, net des ristournes de taxes, est requis pour les exercices 2017 à 2023.

BUDGET D'ENTRETIEN ET ÉNERGIE

Actuellement le Service de l'approvisionnement occupe le 9515 St-Hubert et son budget pour l'entretien. le transport vertical, l'énergie, la sécurité est de 90 500 $ par année.

Au niveau du budget d'énergie, pour l'année 2016, un virement budgétaire de 13 466.67 $ (4 mois), devra être transféré au SGPI en provenance du Service de l'approvisionnement, pour la prise en charge de l'immeuble. Pour l'année 2017 et les suivantes, un ajustement de la base budgétaire du SGPI en provenance du Service de l'approvisionnement devra être effectué.

Pour le budget d'entretien, la facturation immobilière sera corrigée pour tenir compte de cet ajustement entre le Service de l'approvisionnement et du Service de la gestion et de la planification immobilière., à compter de l'exercice 2017.

TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT

Le tableau suivant représente les dépenses reliées aux travaux d'aménagement.

	Coûts estimés
Travaux d'aménagement	1 625 656,81 $
Contingences 15 %	243 848,52 $
Incidences	747 750,00 $
Total avant taxes	2 617 255,33 $
TPS (5 %)	130 862,77 $
TVQ (9.975 %)	261 071,22 $
Total taxes incluses	**3 009 189,32 $**
Ristourne de TPS	(130 862,77 $)
Ristourne de TVQ (50 %)	(130 535,61 $)
Coût total net	2 747 790,94 $

Le coût des incidences inclut l'achat du mobilier, la télécommunication ainsi que le

déménagement.

Le coût des travaux d'aménagement incluant les contingences, les incidences, la TPS et la TVQ est de 3 009 189,32 $.

Le coût des travaux d'aménagement inclut une somme de 180 000 $ avant les taxes pour l'aménagement, prévu en 2017, de l'espace adjacent au 5e étage que le SDA devra récupérer.

Cette dépense, incluant le loyer et les travaux d'aménagement, sera entièrement assumée par la ville centre pour un montant total de 7 460 684,04 $, taxes incluses.

Les travaux sont prévus au PTI 2015-2017 du SGPI.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La certification BOMA BEST a été exigée au locateur telle que requise en vertu de la politique de développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant que l'approbation du bail soit refusée, le SDA devra demeurer au 9515, Saint-Hubert et le SGPI devra effectuer des travaux majeurs pour assurer une qualité d’occupation pour tous les employés du SDA.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune action de communication n’est requise, en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'approbation de ce dossier est prévue pour le conseil municipal du 21 mars 2016.
Les travaux d'aménagement se dérouleront du 22 mars au 31 août 2016.
La prise de possession des locaux est prévue après la réalisation des travaux, soit le 1er septembre 2016.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Diane NGUYEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Anne-Marie MARCOTTE, Service des ressources humaines
Pierre TRUDEL, Service de l'approvisionnement
Marc FERLAND, Service de la gestion et de la planification immobilière
Pierre LÉVESQUE, Service de la gestion et de la planification immobilière
Luc GIROUX, Service des technologies de l'information

Lecture :

Pierre LÉVESQUE, 18 janvier 2016
Marc FERLAND, 11 janvier 2016
Anne-Marie MARCOTTE, 8 décembre 2015
Pierre TRUDEL, 8 décembre 2015

RESPONSABLE DU DOSSIER

Joel GAUDET
Conseiller(ere) en immobilier & expertise immobiliere

Tél : 514 872-0324
Télécop. :

Nicole Rodier
Chef de section
514-872-8726

ENDOSSÉ PAR Le : 2015-12-08

Denis SAUVÉ
Chef de section, en remplacement de Sylvie Desjardins, directrice par intérim jusqu'au 13 décembre 2015

Tél : 514 872-2125
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice de direction
Tél : 514 868-3844
Approuvé le : 2016-02-03

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI
Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-02-09

RÉSUMÉ - TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Numéro de GDD/DD : 1154069014

- Description de la transaction : Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de ROBERT DESPRÉS, MICHEL DALLAIRE, MARY-ANN BELL, GÉRARD COULOMBE, ALAIN DALLAIRE, ALBAN D'AMOURS, GHISLAINE LABERGE JOHANNE M. LÉPINE ET MICHEL THÉROUX, chacun en sa qualité de fiduciaire et pour le compte de Fonds de placement immobilier Cominar.
- Durée ; Pour une période de 6 ans et 8 mois, à compter du 1er septembre 2016.
- Type de transaction **:** Ville-Locataire.
- Endroit : Des espaces à bureaux situés aux 4e et 5e étages du 255, boulevard Crémazie Est.
- Superficie des lieux loués : 2 452,73 m²

Locateur : Fonds de placement immobilier Cominar.

Locataire : Ville de Montréal.

Dépenses: Loyer : 4 451 494,72 $ taxes incluses (soit 21,56 $ le pi²)
Travaux : 3 009 189,32 $ taxes incluses

Valeur locative : La valeur locative pour ce type d'espace dans le secteur oscille entre 25 $ le pi² et 28 $ le pi².

Raison de la location Afin de relocaliser les bureaux administratifs du Service de l'approvisionnement.

Préparé par :		**INITIALES**	**DATE (JJ-MM-AA)**
Joël Gaudet	Téléphone : 2-0324	_____	_____
Nicole Rodier	Téléphone : 2-8726	_____	_____
Francine Fortin	Téléphone : 8-3844	_____	_____
Marie-Claude Lavoie	Téléphone : 2-1049	_____	_____

BAIL

3678-004

255 Crémazie est

4e et 5e étage

Paraphes	
Locateur	Locataire

TABLE DES MATIÈRES

ARTICLE 1 – DÉFINITIONS

1.1 Aires et installations communes
1.2 Bail
1.3 Dépenses de nature capitalisable
1.4 Édifice
1.5 Expert
1.6 Frais d'administration et de gestion
1.7 Frais d'exploitation
1.8 Immeuble
1.9 Lieux loués
1.10 Taxes foncières
1.11 Taxes de vente
1.12 Transformations
1.13 Travaux d'aménagement
1.14 Travaux de base

ARTICLE 2 – LIEUX LOUÉS

2.1 Désignation
2.2 Superficie locative des Lieux loués
2.3 Quote-part d'occupation
2.4 Stationnement

ARTICLE 3 – DURÉE

3.1 Durée
3.2 Option de résiliation
3.3 Renouvellement
3.4 Reconduction tacite

ARTICLE 4 – LOYER

4.1 Loyer
4.2 Loyer unitaire
4.3 Ajustement des Taxes foncières
4.4 Ajustement des Frais d'exploitation

ARTICLE 5 – TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT

5.1 Modalités
5.2 Fin des travaux
5.3 Acceptation provisoire
5.4 Acceptation définitive
5.5 Retard
5.6 Pénalité
5.7 Paiement des Travaux d'aménagement
5.8 Remise en état

ARTICLE 6 – TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT ADDITIONNELS

6.1 Travaux sous la responsabilité du Locataire
6.2 Travaux sous la responsabilité du Locateur
6.3 Paiement

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 7 – OBLIGATIONS DU LOCATEUR

7.1 Accès
7.2 Heures normales d'occupation
7.3 Respect des exigences
7.4 Entretien ménager
7.5 Entretien intérieur
7.6 Entretien extérieur
7.7 Bris de vitres
7.8 Température
7.9 Air frais
7.10 Eau
7.11 Éclairage
7.12 Électricité
7.13 Assurance
7.14 Sécurité incendie
7.15 Développement durable
7.16 Voies d'accès
7.17 Signalisation
7.18 Affichage
7.19 Désignation de responsables et remise des clés
7.20 Transformations
7.21 Stationnement et remisage
7.22 Sous-location et cession

ARTICLE 8 – OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

8.1 Inscription
8.2 Usage
8.3 Responsabilité et assurance
8.4 Avis
8.5 Réparations
8.6 Visites

ARTICLE 9 – DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

9.1 Destruction partielle
9.2 Destruction totale
9.3 Résiliation

ARTICLE 10 – DÉFAUT DU LOCATEUR

10.1 Modalités
10.2 Certifications

ARTICLE 11 – DÉFAUT DU LOCATAIRE

11.1 Modalités

ARTICLE 12 – AMIANTE

12.1 Déclaration
12.2 Test d'air
12.3 Correctifs
12.4 Défaut

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 13 – DIVERS

13.1 Rubriques
13.2 Renonciation
13.3 Accord complet
13.4 Force majeure
13.5 Lois applicables

ARTICLE 14 – POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE

14.1 Remise

ARTICLE 15 – ANNEXES

15.1 Énumération
15.2 Interprétation

ARTICLE 16 – ÉLECTION DE DOMICILE

16.1 Adresses
16.2 Modification
16.3 Avis

ARTICLE 17 – COURTIER

18.1 Commission

Paraphes	
Locateur	Locataire

BAIL

ENTRE : **ROBERT DESPRÉS, MICHEL DALLAIRE, MARY-ANN BELL, GÉRARD COULOMBE, ALAIN DALLAIRE, ALBAN D'AMOURS, GHISLAINE LABERGE JOHANNE M. LÉPINE ET MICHEL THÉROUX,** chacun en sa qualité de fiduciaire de et pour le compte de Fonds de placement immobilier Cominar/ Cominar Real Estate Investment Trust, un fonds de placement immobilier constitué en vertu des lois de la province de Québec par contrat de fiducie portant la date du 31 mars 1998, tel qu'amendé ou réitéré, ayant, pour les fins de ladite fiducie, leur domicile au Complexe Jules-Dallaire – T3, 2820, boulevard Laurier, bureau 850, dans la ville de Québec, province de Québec, G1V 0C1, agissant aux présentes et représentés par M. Sylvain Cossette et M. Michael Racine, dûment autorisés pour les fins des présentes, tel qu'ils le déclarent;

Ci-après nommée le « **Locateur** »

ET : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* et des résolutions suivantes :

a) la résolution numéro CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-deux (22) octobre deux mille trois (2003); et

b) la résolution numéro CM16_____, adoptée par le conseil municipale à sa séance du_____ 2016;

Ci-après nommée le « **Locataire** »

LESQUELLES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Le Locateur loue, par les présentes, au Locataire, qui accepte, les Lieux loués

Paraphes	
Locateur	Locataire

décrits à l'article 2, le tout sujet aux clauses et conditions suivantes, savoir :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans ce Bail et ses annexes, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes et expressions qui suivent prennent la signification suivante :

1.1 **Aires et installations communes** : aires, installations, aménagements et équipements de l'Immeuble, [excluant les stationnements intérieur et extérieur], qui ne sont pas loués ou désignés pour l'être et qui sont disponibles ou désignés, de temps à autre, par le Locateur pour l'usage ou le bénéfice de tous les locataires de l'Immeuble, y compris le Locataire, ainsi que leurs invités et employés.

1.2 **Bail** : le présent Bail, incluant le préambule et les annexes.

1.3 **Dépenses de nature capitalisable** : dépenses reliées à l'Immeuble qui concernent les travaux de remise à neuf (rénovation) ou de remplacement de tout système, structure, ouvrage ou construction, notamment de système architectural, structural, de fenêtres, du toit (excluant la membrane), de système mécanique ou électrique et la réfection du stationnement, dont la dépense est habituellement capitalisable selon les pratiques comptables reconnues.

1.4 **Édifice** : le bâtiment dans lequel sont situés les Lieux loués décrit à l'article 2.

1.5 **Expert** : tout architecte, ingénieur, comptable agréé, arpenteur-géomètre ou autre professionnel qui, dans chaque cas, sera désigné par le Locateur avec l'approbation préalable du Locataire, sauf mention contraire au Bail, comme étant qualifié pour exécuter les fonctions pour lesquelles ses services seront retenus.

1.6 **Frais d'administration et de gestion** : dépenses du Locateur pour gérer l'Immeuble et administrer le Bail qui ne peuvent représenter plus de dix pour cent (10%) des Frais d'exploitation.

1.7 **Frais d'exploitation** : toutes les dépenses habituellement encourues par le Locateur pour l'énergie, incluant la consommation électrique, les contrats de service généralement reconnus pour les immeubles locatifs de cette catégorie, l'entretien ménager, les primes d'assurance, la surveillance, l'entretien et les réparations mineures de l'Immeuble et des Lieux loués.

Paraphes	
Locateur	Locataire

Toutes les Dépenses de nature capitalisable sont exclues des Frais d'exploitation de l'Immeuble. Sont également exclues des Frais d'exploitation les Taxes foncières ainsi que toutes dépenses encourues par le Locateur pour le compte des autres locataires de l'Immeuble, incluant, sans limitation, les frais engagés pour faire respecter les baux des autres locataires et les pertes résultant des loyers impayés.

1.8 **Immeuble** : l'Édifice, le terrain sur lequel est érigé l'Édifice ainsi que les espaces de stationnement décrits à l'article 2.4.

1.9 **Lieux loués** : les espaces loués au Locataire décrits à l'article 2.

1.10 **Taxes foncières** : les taxes municipales et scolaires, incluant la taxe générale ainsi que toutes taxes spéciales imposées sur la valeur ou une autre caractéristique de l'Immeuble ou partie de celui-ci (frontage, superficie, stationnements, etc.) et, s'il y a lieu, le montant tenant lieu de telles taxes que doit assumer le Locateur, selon les lois en vigueur, à l'exclusion de toute autre taxe ou impôt qui est propre au Locateur, à titre d'exemple seulement, toute taxe ou impôt sur les grandes corporations.

1.11 **Taxes de vente** : la taxe fédérale sur les produits et services (TPS), la taxe de vente provinciale (TVQ), toutes taxes les remplaçant ou toutes nouvelles taxes payables par le Locateur ou le Locataire, selon le cas, suivant les modalités des lois applicables.

1.12 **Transformations** : toutes modifications apportées par le Locateur à ses frais à l'Immeuble, y compris aux Lieux loués.

1.13 **Travaux d'aménagement** : les travaux requis par le Locataire pour adapter les Lieux loués aux besoins spécifiques de l'occupant, selon les exigences décrites au document intitulé « Programme fonctionnel et technique » lequel est joint au Bail comme Annexe A, et réalisés par le Locateur ou le Locataire, ou tous autres travaux d'aménagement à être réalisés par le Locateur ou le Locataire pendant la durée du Bail.

1.14 **Travaux de base** : les travaux requis et réalisés par le Locateur (incluant la démolition), à ses frais, excluant les Travaux d'aménagement, pour rencontrer les exigences des plans et devis ou pour rendre et maintenir l'Immeuble conforme aux lois et règlements applicables, incluant, sans limitation, l'enveloppe de l'Édifice, les murs périphériques et la dalle des Lieux loués ainsi que tous les systèmes mécaniques et électriques de l'Édifice, à l'exclusion de la distribution dans les Lieux loués.

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 2
LIEUX LOUÉS

2.1 **Désignation :** Un local situé au 4e et au 5e étage du bâtiment sis au 255, Crémazie Est, à Montréal, province de Québec, H2M 1M2, tel que montré sur le plan joint au Bail comme Annexe B. Cet emplacement est connu et désigné comme étant le lot 1 998 610 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

2.2 **Superficie locative des Lieux loués :** La Superficie locative des Lieux loués est fixée à vingt-six mille quatre cent un pieds carrés (26 401 pi^2).

La Superficie locative des Lieux loués sera mesurée par un Expert selon la norme BOMA (ANSI-Z-65.1-1996) ou sa version la plus récente, au plus tard trois (3) mois de la date de signature du Bail et liera les parties à compter de la première journée du Bail. Le Locateur doit faire parvenir une copie certifiée de ce rapport de mesurage au Locataire dans les cinq (5) jours de son obtention. Les parties conviennent que nonobstant le mesurage des Lieux loués, la Superficie locative des Lieux loués ne peut excéder celle fixée ci-dessus.

2.3 **Quote-part d'occupation :** La Superficie locative des Lieux loués équivaut à trois pour cent (10,89 %) de la superficie locative de l'Édifice.

Cette quote-part sera ajustée à la suite du mesurage effectué conformément aux dispositions des articles 2.2.

Par ailleurs, si la Superficie locative de l'Édifice est augmentée, le Locateur devra faire mesurer par un Expert, selon la norme BOMA (ANSI-Z-65.1-1996) ou sa version la plus récente, la superficie de tous les espaces de l'Édifice destinés à la location incluant cette augmentation de superficie, qu'ils soient loués ou non, au plus tard trois (3) mois de la fin des travaux visant toute telle augmentation de la Superficie locative de l'Édifice. Cette modification liera les parties à compter de la date de la fin des travaux et le Locateur devra faire parvenir une copie certifiée de ce rapport de mesurage au Locataire dans les cinq (5) jours de son obtention.

2.4 **Stationnement :** Le Locateur doit permettre au Locataire d'utiliser les espaces de stationnement intérieur rattachés à l'Immeuble à l'usage des employés du Locataire, sans attribution spécifique et sans frais additionnels, pour un minimum de vingt-cinq (25) places de stationnement.

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 3
DURÉE

3.1 **Durée** : Le Bail est consenti pour un terme de six (6) ans et huit (8) mois, commençant le premier (1er) septembre deux mille quinze (2016) et se terminant le trente (30) avril deux mille vingt-trois (2023). Si le Bail débute à une date différente de celle indiquée ci-dessus, le Locateur confirmera par écrit au Locataire la nouvelle date qui constituera la première journée du Bail, mais la date d'échéance demeurera inchangée.

3.2 **Option de résiliation :** Entre le 57e et 59e mois du terme du Bail, soit entre le 1er mai et le 1er juillet 2021 (la Date de Résiliation), et sous réserve d'un préavis écrit transmis et reçu par le Locateur au moins douze mois auparavant, soit au plus tard le 1er juillet 2020, le Locataire bénéficiera d'un droit de résiliation du Bail sans frais.

3.3 **Renouvellement** : Le Locateur accorde au Locataire l'option de renouveler le Bail à son échéance pour un (1) terme additionnel de cinq (5) ans, aux mêmes termes et conditions, sauf quant au loyer qui sera alors à négocier selon le taux du marché, le tout sous réserve de l'approbation des autorités compétentes du Locataire au moment de ce renouvellement.

Pour exercer l'option, le Locataire devra en aviser le Locateur par écrit, à ses bureaux, au moins six (6) mois avant l'échéance du Bail. Si le Locataire ne donne pas un tel avis écrit dans le délai prescrit, cette option et toutes celles restantes, le cas échéant, deviendront nulles et non avenues.

3.4 **Reconduction tacite** : Nonobstant les dispositions de l'article 1878 du *Code civil du Québec*, le Bail ne pourra être reconduit tacitement. Ainsi, si le Locataire ne donne pas avis de son intention de se prévaloir d'une option de renouvellement dans le délai prescrit, il sera réputé ne pas vouloir exercer toute telle option de renouvellement et, dans ce cas, le Bail se terminera de plein droit à son échéance.

Si le Locataire continue néanmoins à occuper les Lieux loués après l'échéance du Bail ou de l'option de renouvellement en cours, selon le cas, tous les termes et conditions du Bail continueront de s'appliquer et auront plein effet durant cette période d'occupation prolongée par le Locataire. Sous réserve des dispositions de l'article 3.3, le Locateur pourra mettre fin à cette occupation prolongée par le Locataire sur préavis écrit de soixante (60) jours.

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 4
LOYER

4.1 **Loyer** : Pour la première année du Bail, le Bail est consenti en considération d'un loyer annuel de cinq cent soixante-neuf mille deux cent cinq dollars et cinquante-six cents (569 205,56 $), payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs et sans aucune variation, compensation, diminution, déduction ou réduction, quelle qu'elle soit, de quarante-sept quatre cent trente-trois dollars et soixante-dix-neuf cents (47 433,79 $) chacun, auxquels s'ajoutent les Taxes de vente, d'avance au début de chaque mois à compter de la première journée du Bail. Si cette date ne coïncide pas avec le premier (1er) jour du mois, un ajustement du loyer devra être fait pour ce mois au prorata du nombre de jours restant dans ce mois. Il en sera de même pour le dernier mois du Bail, le cas échéant. Le loyer sera ajusté selon les modalités contenues au Bail et au prorata d'occupation tel qu'établi à l'article 2.3.

4.2 **Loyer unitaire : Le loyer, qui inclut les Frais d'exploitation et les Taxes foncières, se compose des coûts unitaires annuels suivants :**

Pour la période du 1er septembre 2016 au 30 avril 2021

► Loyer de base	8,00 $/pi^2
► Taxes foncières	5,03 $/pi^2
► Frais d'exploitation	8,53 $/pi^2
Total :	21,56 $/pi^2

Pour la période du 1er mai 2021 au 30 avril 2023

► Loyer de base	9,75 $/pi^2

4.3 **Ajustement des Taxes foncières :** Les Taxes foncières seront ajustées annuellement au début de l'année financière du Locateur, selon le coût réel défrayé par le Locateur, le tout calculé aux proratas d'occupation établis conformément aux dispositions de l'article 2.3. À cette fin, le Locateur devra produire annuellement au Locataire, une copie des comptes de Taxes foncières acquittés.

Si le coût réel défrayé par le Locateur au cours d'une année est supérieur au montant des Taxes foncières versé par le Locataire au Locateur, le Locataire, après avoir effectué les vérifications appropriées, remboursera la différence au Locateur dans un délai raisonnable suivant la réception d'une copie des comptes de Taxes foncières acquittés.

Paraphes	
Locateur	Locataire

Par contre, si le coût réel défrayé par le Locateur au cours d'une année est inférieur au montant des Taxes foncières versé par le Locataire au Locateur, le Locateur accordera au Locataire un crédit égal au montant trop-perçu par le Locateur.

Pour ces ajustements, les parties devront tenir compte, le cas échéant, de toute variation du montant des Taxes foncières payables pendant la durée du Bail suite à une révision de l'évaluation municipale due à une contestation devant l'organisme compétent. Le Locateur s'engage à aviser le Locataire, sans délai, de toute telle révision, et ce, même après l'expiration du Bail.

4.4 **Ajustement des Frais d'exploitation** : Chaque année, à la date d'anniversaire du Bail, un ajustement automatique des Frais d'exploitation sera fait selon la variation entre l'indice général des prix à la consommation (tous les éléments), publié par Statistique Canada (Montréal), pour le troisième mois précédant la première journée du Bail et le troisième mois précédant la date d'anniversaire du Bail. Advenant le cas où l'indice des prix à la consommation est ramené à une nouvelle base, la formule s'appliquera en fonction de l'équivalence établie par Statistique Canada (Montréal).

ARTICLE 5
TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT

5.1 **Modalités** : Le Locateur devra effectuer, à ses frais, selon un projet clé en main et conformément au Programme fonctionnel et technique , les Travaux d'aménagement requis par le Locataire et livrer les Lieux loués dans un bon état de propreté générale dans les délais et selon les modalités suivantes :

5.1.1. Les plans préliminaires approuvés par le Locataire serviront de base aux plans d'exécution qui devront être préparés par un Expert.

5.1.2. Les plans d'exécution devront être soumis au Locataire pour approbation préalable. Ces plans, une fois approuvés par le Locataire, seront considérés comme finaux et les travaux du Locateur devront être conformes à ceux-ci. L'approbation du Locataire se limite toutefois à l'aspect architectural des Lieux loués et n'aura pas pour effet de dégager le Locateur de sa responsabilité d'effectuer les travaux conformément aux normes et standards de l'industrie.

5.1.3. Le Locateur et le Locataire conviennent qu'aucun coût supplémentaire

Paraphes	
Locateur	Locataire

(extra), s'il y a lieu, ne sera payé sans avoir fait préalablement l'objet d'une approbation écrite du Locataire.

5.1.4. Si le Locateur effectue des travaux non conformes, il sera responsable de tous les coûts supplémentaires résultant de tous tels travaux.

5.1.5. Dans tous les cas, le Locateur sera responsable de conclure les contrats avec les architectes, ingénieurs, consultants, entrepreneurs, surveillants de travaux et autres intervenants, le tout en son nom et pour son compte. Le Locateur tiendra indemne le Locataire de toute poursuite, action ou réclamation, de quelque nature que ce soit, qui pourrait lui être adressée relativement aux Travaux d'aménagement dont il est responsable.

5.1.6. Le Locateur devra obtenir un permis de construction et tout autre permis nécessaire dont il assumera les frais.

5.1.7. Le Locataire pourra suivre l'évolution des Travaux d'aménagement afin de s'assurer, notamment, que ceux-ci sont réalisés conformément aux dispositions des présentes. La présence du représentant du Locataire, le cas échéant, n'aura pas pour effet de dégager le Locateur de sa responsabilité quant aux Travaux d'aménagement.

5.1.8. Le Locateur s'engage à faire son possible pour que l'architecte, l'entrepreneur, les sous-traitants, fournisseurs de matériaux et de services, ouvriers et tout autre intervenant coopèrent raisonnablement avec le représentant du Locataire pour permettre à ce dernier de suivre l'évolution des Travaux d'aménagement afin de s'assurer que ceux-ci sont réalisés conformément aux dispositions des présentes.

5.1.9. Le Locataire pourra désigner toute autre personne que son représentant désigné pour visiter le chantier pendant les travaux, pour prendre des mesures ou pour faire toute inspection concernant les travaux. Un tel geste ne devra pas être interprété comme étant une prise de possession de la part du Locataire, ni une renonciation à quelque droit prévu au Bail.

5.2 **<u>Fin des travaux</u>** : Les Travaux d'aménagement devront être terminés et avoir fait l'objet d'une acceptation provisoire selon les modalités prévues à l'article 5.3, au plus tard le trente (31) août 2016.

5.3 **<u>Acceptation provisoire</u>** : Dès que les Travaux d'aménagement seront

Paraphes	
Locateur	Locataire

terminés et que les Lieux loués seront prêts à l'usage auxquels ils sont destinés, un Expert accompagné du représentant du Locataire et du Locateur en fera l'examen en vue de leur acceptation provisoire. L'Expert attestera par écrit la conformité des Travaux d'aménagement, sous réserve de certains travaux à corriger ou à parachever dont il dressera une liste. Le certificat de parachèvement des Travaux, lequel indiquera les délais dans lesquels les déficiences devront être corrigées par le Locateur, devra être approuvé par le Locataire. Le délai maximum sera de trente (30) jours, à moins qu'il s'agisse de travaux d'une complexité nécessitant un délai plus long.

5.4 **Acceptation définitive** : Lorsque tous les Travaux d'aménagement à corriger et à parachever mentionnés à la liste dressée lors de l'acceptation provisoire auront été complétés, l'Expert attestera par écrit l'acceptation définitive des Travaux d'aménagement.

Cette acceptation définitive des travaux ne couvre pas les vices ou malfaçons non apparents durant les douze (12) premiers mois de la durée du Bail, de même que les travaux pour lesquels une inspection raisonnable ne peut être faite à cause d'une non-utilisation temporaire ou autre raison similaire, tel que le système de chauffage lorsque l'acceptation des travaux se fait pendant l'été ou la climatisation et l'état du stationnement lorsque l'acceptation des travaux a lieu en hiver.

5.5 **Retard** : Si les Travaux d'aménagement ne sont pas terminés à la date prévue à l'article 5.2, à moins que le retard soit dû à un acte ou à une faute du Locataire, auquel cas cette date sera reportée d'un nombre de jours équivalant à la période d'un tel retard, le Locataire consentira au Locateur un délai supplémentaire raisonnable pour lui permettre de terminer les Travaux d'aménagement, auquel cas les dates prévues au Bail seront reportées en conséquence.

Si le retard est causé par la faute lourde ou intentionnelle de Locateur, le Locataire pourra, à sa discrétion, au lieu d'accorder un délai supplémentaire raisonnable au Locateur, terminer lui-même les Travaux d'aménagement, aux entiers frais du Locateur. Le Locataire devra être remboursé pour les coûts de construction encourus (qui comprennent, entre autres, les coûts de base et les coûts accessoires), plus des frais d'administration et de gestion de cinq pour cent (5%) sur les coûts encourus. Le Locataire sera autorisé à opérer compensation, contre toute somme payable au Locateur en vertu du Bail.

5.6 **Paiement des Travaux d'aménagement** : Le coût des Travaux d'aménagement, incluant les honoraires professionnels, représente un

Paraphes	
Locateur	Locataire

montant forfaitaire de **un million quatre cent quarante-cinq mille six cent cinquante-sept dollars (1 445 657 $),** excluant les Taxes de vente ainsi que tout coût supplémentaire (extra) ayant fait l'objet d'une approbation écrite du Locataire au préalable conformément aux dispositions de l'article 5.1.3, le cas échéant, et est payable au Locateur sur présentation d'une facture comme suit : quatre-vingt-cinq pour cent (85%) lors de l'acceptation provisoire et le solde, soit quinze pour cent (15%), lors de l'acceptation définitive.

5.7 **Remise en état** : À l'échéance du Bail, le Locataire pourra, à son choix, abandonner les aménagements ou les enlever, en tout ou en partie, incluant le mobilier intégré, auquel cas il devra remettre les Lieux loués dans l'état de leur réception, compte tenu de leur vieillissement ou de l'usure normale. De plus, le Locateur devra, sans frais, remettre au Locataire dans les dix (10) jours suivants la fin du Bail, toute la signalisation du Locataire et, dans la mesure où ceux-ci appartiennent au Locataire, les serrures numériques, les chemins de clés, ainsi que toutes les composantes du système d'alarme.

Tout bien appartenant au Locataire ou à toute autre personne laissé dans ou sur les Lieux loués après la résiliation ou à l'échéance du Bail est réputé avoir été abandonné au profit du Locateur et ce dernier pourra en disposer à sa guise, sans qu'il ne doive quelque compensation ni indemnité que ce soit au Locataire ou à des tiers.

ARTICLE 6
TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT ADDITIONNELS

6.1 **Travaux sous la responsabilité du Locataire** : Le Locataire pourra, à ses frais, après en avoir avisé le Locateur par écrit, effectuer des Travaux d'aménagement additionnels à ceux réalisés au début du Bail dans les Lieux loués. Dans son avis, le Locataire devra décrire la nature et l'étendue des travaux visés.

Toutefois, si ces travaux influent sur la structure ou les systèmes électromécaniques des Lieux loués, le Locataire devra obtenir, préalablement à l'exécution des travaux, la permission du Locateur, laquelle ne pourra être refusée ni retardée sans motifs raisonnables.

Le Locataire retiendra les services de l'Expert de son choix. Ces Travaux devront faits aux frais du Locataire et selon les règles de l'art par un entrepreneur solvable. Le Locateur, ou toute société liée du Locateur désignée par lui de temps à autre, a le droit de soumissionner à l'égard de

Paraphes	
Locateur	Locataire

toute amélioration pour laquelle le Locataire fait un appel d'offres.

Sujet au paragraphe 6.2, il est entendu que tous Travaux effectués ou demandés à être exécuté par le Locataire le seront en son nom, et que le Locataire n'est pas le mandataire du Locateur. Le Locataire veillera à tenir l'Immeuble franc et exempt de toute priorité, hypothèque ou créance prioritaire, pouvant résulter de tels Travaux, et dédommagera et tiendra le Locateur indemne contre toute réclamation, toute perte, tous frais légaux ou autres, et toute demande se rapportant à de tels travaux.

Le Locataire convient de ne pas permettre, faire ou causer, quoi que ce soit dans les Lieux loués qui puisse provoquer la publicité ou l'inscription d'une priorité ou hypothèque, selon le cas, ou créance prioritaire, droit, charge ou affectation quelconque contre les Lieux Loués ou l'Immeuble.

6.2 **Travaux sous la responsabilité du Locateur** : Si le Locataire demande au Locateur d'effectuer ces Travaux d'aménagement additionnels, un prix pour ces travaux devra être négocié avant leur réalisation et, à cet effet, le Locateur devra fournir au Locataire les informations requises à l'établissement d'un juste prix.

À défaut d'entente sur le prix, le Locateur s'engage à remettre au Locataire, dans les meilleurs délais, des directives concernant les travaux à être réalisés et à demander pour ces travaux des prix à trois (3) entrepreneurs désignés par le Locataire. L'entrepreneur ayant soumis la plus basse soumission conforme devra être retenu par le Locateur.

Dans tous ces cas, le Locateur devra, sous sa seule et entière responsabilité, faire réaliser tous les travaux, soit au prix convenu et par l'entrepreneur de son choix, soit par l'entrepreneur ayant soumis la plus basse soumission conforme au prix soumis. Dans ce dernier cas, le Locateur pourra majorer d'au plus cinq pour cent (5%) ce prix, incluant les Frais d'administration et de gestion ainsi que les profits.

Le Locateur devra réaliser les travaux dans le délai convenu avec le Locataire.

6.3 **Paiement** : Il est convenu entre les parties que le coût total des Travaux d'aménagement additionnels payé par le Locateur, incluant tous les coûts chargés par l'entrepreneur et le coût de financement, seront amortis sur la période comprise entre la fin des travaux et la fin du Bail ou payés comptant, au choix du Locataire.

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 7
OBLIGATIONS DU LOCATEUR

Le Locateur s'engage, à ses frais, à :

7.1 **Accès** : donner libre accès aux Lieux loués aux employés du Locataire ainsi qu'au public, en tout temps pendant la durée du Bail.

7.2 **Heures normales d'occupation :** fournir à l'occasion dans les Lieux Loués, sur demande du Locataire, en dehors des heures normales d'occupation, sans frais additionnels, les mêmes conditions que durant les heures normales d'occupation. Les heures normales d'occupation sont : du lundi au vendredi, entre sept (7) heures et dix-neuf (19) heures.

7.3 **Respect des exigences** : fournir et maintenir les Lieux loués ainsi que l'Immeuble conformes aux exigences des lois, codes, règlements, ordonnances et décrets applicables ainsi qu'à celles décrites au Programme fonctionnel et technique, le cas échéant. Il produira à ses frais, sur demande du Locataire, les certificats requis (systèmes électromécaniques, protection des incendies, plans d'évacuation, etc.).

7.4 **Entretien ménager** : faire l'entretien ménager des Lieux loués et de l'Immeuble tel que prévu au devis joint au Bail comme Annexe C. De plus, le Locateur devra, sur demande, fournir avec diligence un registre des travaux d'entretien, à l'exception des travaux quotidiens.

7.5 **Entretien intérieur** : maintenir, en tout temps au cours du Bail, les Lieux loués, leurs améliorations et Transformations ainsi que l'Édifice en bon état et propres à l'occupation et il devra, dès qu'il en sera requis, remédier à tout défaut et procéder aux réparations. De plus, le Locateur devra effectuer l'entretien et le remplacement, au besoin, des équipements électromécaniques et de protection tel que prévu au devis joint au Bail comme Annexe D.

7.6 **Entretien extérieur** : maintenir l'extérieur de l'Immeuble propre et en bon état, et notamment :

a) tondre la pelouse et entretenir les plates-bandes, les trottoirs, les haies, les clôtures, les espaces de stationnement et tous autres éléments paysagers extérieurs, le tout sans faire l'utilisation de pesticides et d'herbicides ; et

Paraphes	
Locateur	Locataire

b) enlever la neige et la glace sur toutes les voies d'accès, dégager les marches, les entrées, les sorties d'urgence, les trottoirs, les espaces de stationnement et répandre les abrasifs et du fondant lorsque requis.

7.7 **Bris de vitres** : remplacer, en cas de bris, les vitres intérieures et extérieures nonobstant la cause (feu, vol, vandalisme ou autre).

7.8 **Température** : chauffer, ventiler, climatiser et maintenir dans les Lieux loués, durant les heures normales d'occupation, une température et un taux d'humidité selon les besoins du Locataire, respectant les normes et standards.

7.9 **Air frais** : maintenir dans les Lieux loués, durant les heures normales d'occupation, une gestion d'air frais respectant les normes généralement applicables pour les immeubles locatifs de cette catégorie.

7.10 **Eau** : fournir le service d'eau domestique (froide et chaude) selon les besoins raisonnables du Locataire.

7.11 **Éclairage** : remplacer tout ballast, ampoule, fusible ou tout tube fluorescent défectueux ou grillé.

7.12 **Électricité** : fournir l'électricité nécessaire à l'utilisation des Lieux loués selon les besoins raisonnables du Locataire, et payer le coût de cette consommation électrique.

7.13 **Assurance** : souscrire et maintenir en vigueur, pendant la durée du Bail, à ses frais, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, incluant la responsabilité contractuelle découlant du Bail, que le Locateur peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la propriété, de la location, de l'opération, de l'occupation ou de l'usage de l'Immeuble, accordant une protection pour une somme minimum de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $), limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris le Locataire. Cette police d'assurance doit contenir un avenant à l'effet qu'elle n'est ni annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé au Locataire et une copie de cette police et de cet avenant devra être fournie au Locataire.

7.14 **Sécurité incendie** : assurer la protection des occupants des Lieux loués et fournir, à ses frais, un plan d'évacuation des Lieux loués, le tout conformément aux règles en vigueur.

Paraphes	
Locateur	Locataire

7.15 <u>Développement durable</u> : respecter les directives 01, 04 et 05 du Plan stratégique de développement durable du Locataire qui est joint au Bail comme Annexe E.

7.16 <u>Voies d'accès</u> : voir à ce que l'accès de la voie publique à l'Édifice soit pavé et que l'accès des piétons soit séparé de celui des véhicules motorisés.

7.17 <u>Signalisation</u> : installer, à ses frais, l'équipement requis pour la signalisation extérieure du Locataire aux endroits qui lui seront désignés par le Locataire. De plus, le Locateur doit installer et fournir, à ses frais, à l'extérieur, dans le hall d'entrée et aux étages, une signalisation conforme aux normes du Locataire.

7.18 <u>Affichage</u> : voir à ce que tout affichage placé par le Locateur à l'intérieur des Lieux loués et des Aires et installations communes soit conforme à la *Charte de la langue française* et ses règlements.

7.19 <u>Désignation de responsables et remise des clés</u> : fournir au Locataire une liste complète des noms, adresses et numéros de téléphone des employés, préposés et mandataires du Locateur qui recevront les plaintes du Locataire, le cas échéant, et qui peuvent être rejoints en tout temps en cas d'urgence ou de panne de tout service qui doit être assuré par le Locateur en vertu du Bail, et ce, en vue d'effectuer les réparations qui pourraient être nécessaires au rétablissement de ces mêmes services dans les meilleurs délais. De plus, le Locateur devra remettre les clés uniquement au représentant désigné par le Locataire.

7.20 <u>Transformations</u> : prendre toutes les mesures requises pour minimiser les inconvénients et assurer la jouissance paisible des Lieux loués par le Locataire s'il désire effectuer, à ses frais, des Transformations ou des Travaux de base. Le Locateur devra, au préalable, avoir obtenu l'autorisation écrite du Locataire avant d'entreprendre des travaux dans les Lieux loués.

7.21 <u>Stationnement et remisage</u> : assurer au Locataire la pleine jouissance des espaces de stationnement et de remisage, le cas échéant.

7.22 <u>Sous-location et cession</u> : permettre et par les présentes, permet au Locataire de sous-louer les Lieux loués, en tout ou en partie, le tout étant sujet aux conditions suivantes :

a) le sous-locataire devra s'engager à respecter toutes les obligations du Locataire en vertu du Bail ;

Paraphes	
Locateur	Locataire

b) le sous-locataire devra souscrire et maintenir en vigueur, pendant la durée de la sous-location, à ses frais, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, que le sous-locataire peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la sous-location, de l'occupation ou de l'usage des Lieux loués, accordant une protection pour une somme minimum de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $), limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris le Locateur. Cette police d'assurance doit contenir un avenant à l'effet qu'elle n'est ni annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé au Locateur et une copie de cette police et de cet avenant devra être fournie au Locateur ; et

c) le Locataire et le sous-locataire demeureront solidairement responsables de l'accomplissement de toutes les obligations du Locataire prévues au Bail.

Par ailleurs, le Locataire ne pourra céder ses droits dans le Bail à moins d'avoir obtenu au préalable le consentement écrit du Locateur, lequel ne pourra refuser ce consentement sans motif raisonnable.

ARTICLE 8
OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Le Locataire s'engage à :

8.1 **Publication** : prendre à sa charge le coût de la publication du Bail, le cas échéant, sous la forme d'un avis de bail seulement dont le contenu sera préalablement autorisé par le Locateur.

8.2 **Usage** : n'utiliser les Lieux loués qu'à des fins de bureau.

8.3 **Responsabilité et assurance** : tenir le Locateur indemne de tous dommages, de quelque nature que ce soit, de toutes réclamations, de tous jugements y compris les frais, et prendre le fait et cause du Locateur et intervenir dans toutes actions intentées contre ce dernier résultant directement ou indirectement de cette location, sauf en cas de négligence du Locateur, de ses employés, préposés, mandataires ou représentants. De plus, le Locataire se tiendra responsable de tous dommages qu'il pourra causer aux Lieux loués résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux. Le Locataire déclare qu'il s'auto-assure et en conséquence, il ne sera tenu de

Paraphes	
Locateur	Locataire

souscrire à aucune assurance de quelque nature que ce soit.

8.4 **Avis** : aviser immédiatement le Locateur, par écrit, de toute défectuosité, fuite, de tout incendie ou dommage causé de quelque façon que ce soit aux Lieux loués ou à ses accessoires.

8.5 **Réparations** : permettre au Locateur de faire toutes réparations urgentes et nécessaires, d'exécuter tout acte d'entretien dans l'Immeuble ou dans les Lieux loués, d'examiner ces derniers et d'y entrer à ces fins ou pour toute autre fin qu'il pourrait juger nécessaire à l'exploitation ou à l'entretien de l'Immeuble ou ses équipements, sans aucune réduction de loyer ni indemnité, pourvu que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable.

8.6 **Visites** : permettre, pendant les six (6) derniers mois du Bail, à toute personne intéressée à louer les Lieux loués de les visiter, les jours ouvrables entre neuf heures (9h00) et dix-sept heures (17h00).

ARTICLE 9
DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

Si, pendant la durée du Bail, l'Édifice ou les Lieux loués sont, en tout ou en partie, endommagés ou détruits par incendie ou par toute autre cause, et que, de l'avis d'un Expert, les Lieux loués sont devenus, en tout ou en partie, impropres à l'occupation, on appliquera alors les règles suivantes :

9.1 **Destruction partielle** : Dans le cas d'une destruction partielle des Lieux loués, le Locateur s'engage à aviser par écrit le Locataire, dans un délai de trente (30) jours, de la durée des travaux de réparation et si applicables, les modalités de relocalisation du Locataire.

Le Locateur devra procéder à la réparation des Lieux loués avec toute la diligence nécessaire. Le loyer sera alors réduit et réparti selon la partie encore utilisable des Lieux loués jusqu'à la réintégration complète du Locataire dans les Lieux loués.

Pour la partie non utilisable des Lieux loués, le Locateur devra, si des locaux dans l'Édifice sont disponibles, relocaliser, à ses frais, le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux loués et le loyer sera ajusté en conséquence, étant entendu que le Locataire ne sera jamais appelé à payer un loyer supérieur à celui prévu au Bail. Si aucun local n'est disponible dans l'Édifice, alors le Locateur ne sera pas tenu de relocaliser le Locataire.

Paraphes	
Locateur	Locataire

9.2 **Destruction totale** : Si les Lieux loués sont devenus totalement impropres à l'occupation, le Locateur pourra, à son choix, décider de réparer ou non les Lieux loués.

S'il décide de ne pas procéder aux réparations, le Locateur en avisera le Locataire par écrit le plus tôt possible et, sans encourir aucune responsabilité envers le Locataire pour les dommages subis lors d'un tel événement, sauf faute lourde ou intentionnelle de sa part, le Bail prendra alors fin et le Locataire devra évacuer les Lieux loués et ne sera tenu de payer son loyer que jusqu'à la date de tels dommages ou destruction.

S'il décide de procéder aux réparations, le Locateur devra le faire avec toute la diligence nécessaire, et le Locataire sera exempté du paiement du loyer pour toute la période allant de la date de tels dommages ou destruction jusqu'à la date de relocalisation prévue ci-après.

Le Locateur devra faire son possible entre-temps pour relocaliser, à ses frais, le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux loués et le loyer sera ajusté en conséquence, étant entendu que le Locataire ne sera jamais appelé à payer un loyer supérieur à celui prévu aux présentes.

9.3 **Résiliation** : Nonobstant ce qui précède, le Locataire aura toujours le droit, tant dans les cas de destruction partielle que dans ceux de destruction totale, et ce, même si le Locateur décide de procéder aux réparations, de mettre fin au Bail et il sera alors tenu de ne payer que le loyer jusqu'à la date de tels dommages ou destruction, à l'exclusion de toute autre somme.

ARTICLE 10
DÉFAUT DU LOCATEUR

10.1 **Modalités** : Dans le cas où le Locataire signifierait au Locateur un avis écrit de l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par ce dernier en vertu du Bail, et si le Locateur ne remédie pas à ce défaut :

a) dans les dix (10) jours à compter de la réception de cet avis écrit ; ou

b) dans le délai moindre indiqué par le Locataire dans cet avis, si, en raison de la nature de cette inexécution, le Locataire est susceptible de subir une perte ou un dommage;

Paraphes	
Locateur	Locataire

alors, le Locataire pourra, sans autre avis au Locateur, prendre les mesures qui peuvent selon lui s'avérer nécessaires pour remédier à ce défaut et, sous réserve de tous les autres droits et recours du Locataire, le Locateur devra assumer tous les frais engagés par le Locataire pour remédier à ce défaut et, s'il n'acquitte pas ces frais lorsqu'il en sera requis, le Locataire est autorisé à déduire ces frais du loyer ou de tout autre montant payable par le Locataire au Locateur en vertu du Bail.

Pour les réparations jugées urgentes et nécessaires par le Locataire, pour la conservation ou l'usage des Lieux loués, le Locataire pourra y procéder, sous réserve de tous ses autres droits et recours, après en avoir informé ou tenté d'en informer le Locateur. Le Locateur devra rembourser au Locataire les dépenses raisonnables ainsi encourues. À défaut par le Locateur d'en effectuer le remboursement lorsqu'il en sera requis, le Locataire pourra déduire ces dépenses du loyer ou de tout autre montant payable par lui au Locateur en vertu du Bail.

Toute réparation effectuée par le Locataire pour le compte du Locateur demeurera néanmoins la responsabilité de ce dernier.

Par ailleurs, l'encaissement par le Locateur d'un chèque après toutes telles déductions ne constituera pas en soi une acceptation par le Locateur d'une telle déduction.

Le droit du Locataire prévu ci-dessus de procéder aux réparations jugées par lui urgentes et nécessaires ne s'appliquera pas dans les cas de « DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS » prévus à l'article 9.

10.2 **Certifications** : Le Locateur devra obtenir, au plus tard un (1) an de la première journée du Bail, les certifications environnementales suivantes : BOMA BEST.

ARTICLE 11
DÉFAUT DU LOCATAIRE

11.1 **Modalités** : Dans le cas où le Locateur signifierait au Locataire un avis écrit de l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par ce dernier en vertu du Bail, et si le Locataire ne remédie pas à ce défaut :

a) dans les dix (10) jours à compter de la réception de cet avis écrit ; ou

Paraphes	
Locateur	Locataire

b) dans le délai moindre indiqué dans cet avis s'il y a urgence ou si, en raison de la nature de cette inexécution, le Locateur est susceptible de subir une perte ou un dommage;

alors, le Locateur pourra, sans autre avis au Locataire, prendre les mesures qui peuvent selon lui s'avérer nécessaires pour remédier à ce défaut et, sous réserve de tous les autres droits et recours du Locateur, le Locataire doit assumer tous les frais raisonnables engagés par le Locateur pour remédier à ce défaut, à moins que le Locataire ait commencé à remédier avec diligence à ce défaut auquel il ne peut être remédié raisonnablement dans les délais exigés. Dans ce cas, le Locataire pourra présenter au Locateur un plan de correction accompagné d'un échéancier.

ARTICLE 12
AMIANTE

12.1 Déclaration : Le Locateur déclare qu'il n'y a pas actuellement d'amiante friable dans l'Édifice.

12.2 Test d'air : Le Locateur s'engage, dès la découverte d'amiante friable dans l'Édifice, à en informer le Locataire. Le Locateur devra alors, à ses entiers frais, réaliser un test d'air par année, le tout selon les normes et règlements du milieu de travail (CSST). Le Locateur fournira au Locataire, sans frais, une copie des résultats de ces tests d'air.

12.3 Correctifs : Le Locateur s'engage de plus, si les résultats des tests d'air ne respectent pas les normes prescrites, à apporter les correctifs nécessaires à ses frais et à soumettre son plan d'action au Locataire dans les meilleurs délais.

12.4 Défaut : Advenant le défaut du Locateur de respecter ses engagements, le Locataire pourra, à son choix, mettre fin au Bail, sans aucun recours en dommage de quelque nature que ce soit de la part du Locateur. De plus, le Locataire pourra réclamer du Locateur tous les coûts inhérents à la relocalisation des occupants.

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 13
DIVERS

13.1 **Rubriques** : Les rubriques précédant les clauses du Bail n'y figurent que pour la commodité de sa consultation à titre de référence seulement et ne peuvent servir à l'interpréter.

13.2 **Renonciation** : Le fait que le Locataire ou le Locateur n'ait pas exigé de l'autre l'exécution d'une quelconque obligation contenue au Bail ou qu'il n'ait pas exercé un droit prévu au Bail, ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation à l'exécution d'une obligation du Locataire ou du Locateur ou à l'exercice d'un droit d'une partie, qui garde son plein effet.

13.3 **Accord complet** : Les parties conviennent que le Bail constitue une entente complète et rescinde toute entente antérieure, convention, pourparler, offre de location, garantie ou autre accord intervenu entre elles antérieurement à la signature du Bail et que ce dernier ne peut être modifié que par une nouvelle convention écrite toute aussi formelle que la présente.

13.4 **Force majeure** : Aucune des parties ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu du Bail si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, toute grève, tout arrêt partiel ou complet de travail, tout lock-out, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre, qu'elle soit déclarée ou non.

13.5 **Lois applicables** : Le Bail est régi par les lois du Québec.

13.6 **Reconnaissance** Les parties reconnaissent et conviennent que les obligations du Locateur en vertu du présent Bail ne lient pas personnellement les fiduciaires du Locateur, ni aucun détenteur de parts du Locateur (un « **Détenteur** »), ou tout participant en vertu d'un régime pour lequel un Détenteur agit à titre de fiduciaire ou de porteur, et il n'existe aucun recours, et aucun recours ne sera entrepris, contre l'une ou l'autre des personnes qui précèdent ou leurs biens respectifs, et que tout recours ne sera qu'à l'encontre des biens du Locateur. Toute obligation du Locateur énoncée aux présentes sera, dans la mesure requise pour donner effet à cette obligation, réputée constituer, sous réserve des dispositions énoncées à la première

Paraphes	
Locateur	Locataire

phrase ci-avant, une obligation des fiduciaires du Locateur en leur qualité de fiduciaires du Locateur seulement. Sans limiter la portée générale de ce qui précède, chaque Détenteur et chaque participant, en vertu d'un régime pour lequel un Détenteur agit à titre de fiduciaire ou de porteur, a droit aux bénéfices de la seconde phrase de l'article 1322 du *Code civil du Québec* en regard des obligations ci-avant mentionnées.

ARTICLE 14
POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE

14.1 Remise : Le Locataire a adopté une politique de gestion contractuelle conformément aux dispositions de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (L.R.Q., c. C-19) et il a remis une copie de cette politique au Locateur.

ARTICLE 15
ANNEXES

15.1 Énumération : Les documents suivants sont annexés au Bail et en font partie intégrante :

- ► Annexe A : Programme fonctionnel et technique
- ► Annexe B : Plan des Lieux loués
- ► Annexe C : Devis d'entretien ménager
- ► Annexe D : Devis d'entretien électromécanique
- ► Annexe E : Plan stratégique de développement durable
- ► Annexe F : Sommaire des coûts d'aménagement

15.2 Interprétation : En cas de contradiction entre le texte du Bail et celui des annexes, les termes, clauses et conditions du Bail auront préséance sur ceux des annexes.

ARTICLE 16
ÉLECTION DE DOMICILE

16.1 Adresses : Chacune des parties élit domicile à son adresse ci-après mentionnée et convient que tout avis à être donné en vertu du Bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par télécopieur ou courrier électronique :

Paraphes	
Locateur	Locataire

► Pour le Locateur :

FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER COMINAR
Complexe Jules-Dallaire – T3
2820, boul. Laurier, bureau 850
Québec QC G1V 0C1

► Pour le Locataire :

VILLE DE MONTRÉAL
Direction des stratégies et transactions immobilières
Section Locations
303, rue Notre Dame Est, 2ème étage
Montréal, Québec, H2Y 3Y8

16.2 Modification : Les adresses ci-dessus peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élue domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

16.3 Avis : Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par télécopieur ou par courrier électronique. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par télécopieur ou courrier électronique, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

Toute transmission d'avis par télécopieur ou courrier électronique doit être accompagnée d'un envoi par la poste, sous pli recommandé, du texte original de cet avis portant la signature manuscrite du représentant autorisé pour valoir comme avis valide aux termes du Bail.

ARTICLE 17
COURTIER

17.1 Commission : Toute commission ou autre rémunération de quelque nature que ce soit payable à un courtier ou agent relativement à la présente location sera assumée exclusivement par le Locateur, le tout à la complète exonération du Locataire.

Paraphes	
Locateur	Locataire

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, en triple exemplaire, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

ROBERT DESPRÉS, MICHEL DALLAIRE, MARY-ANN BELL, GÉRARD COULOMBE, ALAIN DALLAIRE, ALBAN D'AMOURS, GHISLAINE LABERGE JOHANNE M. LÉPINE ET MICHEL THÉROUX, chacun en sa qualité de Fiduciaire de et pour le compte de FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER COMINAR
(le Locateur)

Par : _____
Sylvain Cossette

Par : _____
Michael Racine

VILLE DE MONTRÉAL
(le Locataire)

Par : _____
Yves Saindon

Ce bail a été approuvé le _____.
Résolution no : _____

Paraphes	
Locateur	Locataire

ANNEXE «A»

Programme fonctionnel et technique

Paraphes	
Locateur	Locataire

ANNEXE «B»

Plan des Lieux loués

Paraphes	
Locateur	Locataire

ANNEXE «C»

Devis d'entretien ménager

Paraphes	
Locateur	Locataire

ANNEXE «D»

Devis d’entretien électromécanique

Paraphes	
Locateur	Locataire

ANNEXE «E»

Plan stratégique de développement durable

Paraphes	
Locateur	Locataire

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1154069014

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Objet :	Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de Robert Després, Michel Dallaire, Mary-Ann Bell, Gérard Coulombe, Alain Dallaire, Alban D'Amours, Ghislaine Laberge, Johanne M. Lépine et Michel Théroux, chacun en sa qualité de fiduciaire et pour le compte de Fonds de placement immobilier Cominar, pour une période de 6 ans et huit mois, à compter du 1er septembre 2016, des espaces situés au 4e et 5e étage de l'immeuble sis au 255, boulevard Crémazie Est, d'une superficie d'environ 26 401 pi² (2 452,73 m²), à des fins de bureaux, pour une dépense totale de 7 460 684,04 $, incluant les taxes. Ajuster la base budgétaire du service de l'approvisionnement de 2017 à 2023. (Bâtiment 3678)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD1154069014-Loc-SDA-R.Després,M.Dallaire,Fds Cominar-10122015C.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diane NGUYEN
Conseillère analyse et contrôle de gestion
Tél : 514-872-0549

Co-auteur:
Jacques P Tremblay
Agent comptable analyste
Conseil et soutien financier - Point de service CDL
Tél.: 514-872-4146

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-01

Yves COURCHESNE
Directeur de service - finances et trésorier
Tél : 514 872-6630

Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.18

2016/03/21
13:00

(2)

Dossier # : 1155331011

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Biens_services_projets majeurs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Conclure avec Demix Béton, une division de CRH Canada inc. une entente-cadre collective pour une période de 12 mois, avec une option de prolongation de 12 mois, pour la fourniture et la livraison, sur demande, de béton pré-mélangé et de remblai sans retrait pour les travaux en régie.- Appel d'offres public 15-14808 (1 soumissionnaire). Montant total estimé de l'entente : 1 471 204,29 $

Il est recommandé au comité exécutif :

1. de conclure une entente-cadre collective d'une durée de 12 mois, à compter de la date de son émission, avec une option de prolongation de 12 mois, pour la fourniture et la livraison, sur demande, de remblai sans retrait (groupe B);
2. d'accorder à Demix Béton, une division de CRH Canada inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 15-14808 et au tableau de prix reçus joint au rapport du Directeur;
3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et ce, au rythme des besoins à combler.

Il est recommandé au conseil municipal :

1. de conclure une entente-cadre collective d'une durée de 12 mois, à compter de la date de son émission, avec une option de prolongation de 12 mois, pour la fourniture et la livraison, sur demande, de béton prémélangé (groupe A);
2. d'accorder à Demix Béton, une division de CRH Canada inc., plus bas soumissionnaires conforme, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 15-14808 et au tableau de prix reçus joint au rapport du Directeur;
3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-03-07 15:34

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1155331011**
Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Biens_services_projets majeurs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Conclure avec Demix Béton, une division de CRH Canada inc. une entente-cadre collective pour une période de 12 mois, avec une option de prolongation de 12 mois, pour la fourniture et la livraison, sur demande, de béton pré-mélangé et de remblai sans retrait pour les travaux en régie.- Appel d'offres public 15-14808 (1 soumissionnaire). Montant total estimé de l'entente : 1 471 204,29 $

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier vise à conclure une entente-cadre collective pour combler les besoins en béton pré-mélangé et de remblai sans retrait servant aux travaux en régie pour les dix-neuf (19) arrondissements de la ville de Montréal pour une période de 12 mois, avec une option de prolongation de 12 mois, suite à l'appel d'offres public 15-14808.
Depuis 2002, le service de l'approvisionnement gère cette entente-cadre et assure la coordination de l'appel d'offres et la gestion contractuelle.

En 2014, le Service de l'approvisionnement a conclu deux ententes-cadres d'une valeur totale de 1 592 622,21 $, incluant taxes et suppléments, pour un volume estimé à 8300 mètres cubes de béton pré-mélangé avec la firme Demix Béton et 1830 mètres cubes de remblai sans retrait avec la firme Lafarge Canada inc. En 2015, ces ententes-cadres ont été prolongées pour une période de 12 mois pour une valeur totale de 1 696 923,67 $, incluant taxes et suppléments, pour un volume estimé à 8 475 mètres cubes de béton pré-mélangé et 1 725 mètres cubes de remblai sans retrait. Ces ententes-cadres actuelles en vigueur depuis le 12 avril 2015 prendront fin le 11 avril 2016. Selon les dernières données disponibles, les ententes actuelles ont été consommées à 50 %.

L'appel d'offres public (15-14808) a été publié sur le système électronique d'appel d'offres du Gouvernement du Québec (SÉAO) ainsi que dans le journal Le Devoir. La publication s'est faite sur une période de trente-six (36) jours calendriers, soit du 14 décembre 2015 au 18 janvier 2016. La soumission reçue est valide pour 120 jours calendrier, soit jusqu'au 18 mai 2016. Aucun addenda n'a eu lieu.

L'octroi est effectué par groupe d'articles (A et B) au plus bas soumissionnaire conforme en fonction des prix unitaires soumis.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 0306 - 23 mars 2015 - Exercer l'option de prolongation de 12 mois de l'entente-cadre avec Demix Béton, une division de Holcim (Canada) inc. et Lafarge Canada inc. pour la

fourniture et la livraison, sur demande, de béton pré-mélangé et de béton à remblai sans retrait utilisés dans le cadre des travaux en régie - Appel d'offres public 14-13224 (3 soumissionnaires)
CM14 0276 - 25 mars 2014 - Conclure avec Demix Béton, une division de Holcim (Canada) inc. une entente-cadre collective d'une durée de 12 mois, avec une option de prolongation de 12 mois, pour la fourniture et la livraison, sur demande, de béton pré-mélangé et de remblai sans retrait servant pour les travaux en régie - Appel d'offres public 14-13224 (3 soumissionnaires)

CE14 0320 - 12 mars 2014 - Conclure avec Lafarge Canada inc. une entente-cadre collective d'une durée de 12 mois, à compter de la date de son émission, avec une option de prolongation de 12 mois, pour la fourniture et la livraison, sur demande, de remblai sans retrait

DESCRIPTION

Les produits de béton pré-mélangé et le remblai sans retrait sont des produits nécessaires aux projets d'entretien et de réfection des rues et d'aqueduc dans le cadre des travaux en régie. L'appel d'offres fait l'objet de deux groupes d'articles soit le groupe A qui est composé de béton pré-mélangé de résistance 32 et 35 Méga-Pascal (MPa) servant notamment à la construction ou réfection des rues et trottoirs et le groupe B, remblai sans retrait qui est un matériau utilisé pour remblayer rapidement les tranchées des routes et rues lors de réparation ou d'installation de services publics tels que l'aqueduc, les égouts et autres. Ce produit est particulièrement utile dans les situations où l'entrave à la circulation est un aspect prépondérant (quartiers d'affaires, rues achalandées, etc.). Sa faible résistance à la compression fait qu'il est facile à excaver au moyen d'équipements conventionnels lors d'interventions futures.
Le présent dossier vise la fourniture et la livraison, sur demande, de béton pré-mélangé et de remblai sans retrait. Les quantités prévues à l'appel d'offres ont été constituées de l'historique de consommation des dix-neufs (19) arrondissements au cours des 12 derniers mois. Elles sont fournies à titre indicatif seulement. Elles représentent, pour les 12 prochains mois, un potentiel d'approvisionnement de 7 110 mètres cubes de béton pré-mélangé et de 1 166 mètres cubes de remblai sans retrait, mais n'engagent aucunement la Ville à acheter un minimum de quantités.

Dans le cadre de cet appel d'offres, un cautionnement d'exécution de 2% a été exigé.

La conclusion d'une entente-cadre permet d'assurer la constance et la facilité d'approvisionnement tout en constituant des volumes économiques profitables

JUSTIFICATION

Service de l'approvisionnement
Analyse des soumissions et recommandation d'octroi de contrat (Biens et services)

Appel d'offres no : 15-14808

Titre : Béton pré-mélangé et remblai sans retrait

Date de lancement : 14 décembre 2015

Date d'ouverture : 18 janvier 2016

Preneurs du cahier des charges : (6)

Demix Béton, une division de CRH Canada inc.

Béton Mobile du Québec inc.
La Compagnie Meloche inc.
Les Bétons Longueuil 1982 inc.
Les Clôtures Arboit inc.
PSC inc.

Soumissionnaires : (1)

Demix Béton, une division de CRH Canada inc.

Raisons invoquées pour le non-dépôt des soumissions :

- Délais de livraison hors d'atteinte, territoire trop vaste à combler.
- Difficulté à obtenir la garantie requise.
- Délais de livraison hors d'atteinte, capacité restreinte face à la demande.
- Produit non-offert.

Dans le cadre de cet appel d'offres, nous avons reçu seulement une seule soumission pour les raisons suivantes :

- En 2015, le marché du béton au Québec a connu une vague de fusions et d'acquisitions. Le 10 juillet 2015, une nouvelle entité Lafarge-Holcim a été créée à la suite de la fusion de la firme Lafarge Canada inc. et la compagnie Holcim. Les compagnies impliquées ont dû se départir d'une partie de leurs actifs, dont ceux que détient Holcim au Canada, afin que la fusion soit viable. Ces actifs, dont Demix Béton, ont été rachetés par CRH Canada inc., une filiale du géant irlandais CRH. Par la suite, le fournisseur Pro-Mix béton inc., qui était un soumissionnaire récurrent à nos appels d'offres, a été acquis par l'adjudicataire recommandé Demix Béton, une division de CRH Canada inc., réduisant du même coup le nombre de compétiteurs autour de l'île de Montréal;
- L'intégrité du produit requis est un facteur important. Le béton et le remblai ne peuvent demeurer dans la bétonnière mobile pendant plusieurs heures avant d'être utilisés. Selon les exigences du document d'appel d'offres, l'adjudicataire doit être en mesure de fournir à tous les arrondissements de la Ville sans compromettre l'intégrité du produit. Seuls les fournisseurs ayant une grande capacité, un emplacement stratégique et des installations d'envergure peuvent répondre aux délais et aux volumes requis pour les travaux en régie d'une métropole comme Montréal. Le Service de l'approvisionnement travaillera sur la stratégie d'approvisionnement pour élargir le marché tout en respectant les exigences de nos requérants (découpage des territoires, etc.)

Résultats de l'analyse des soumissions :

En date du 9 février 2016, l'adjudicataire recommandé dans le présent sommaire décisionnel n'est pas inscrit au RENA (Registre des entreprises non admissibles), n'a pas de restriction imposée sur sa licence de la RBQ et n'est pas rendue non-conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

En vertu de la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics,* l'appel d'offres du présent sommaire décisionnel n'est pas visé par l'obligation de fournir une autorisation de l'AMF. Le secteur d'activités visé par cet appel d'offres ne fait l'objet d'aucun décret de la part de la Ville de Montréal ni du Gouvernement du Québec quant à la nécessité pour ses fournisseurs d'obtenir une autorisation de l'AMF.

L'entreprise Demix Béton, une division de CRH Canada inc., détient tout de même une attestation de l'AMF.

Tel que mentionné aux documents d'appel d'offres, les ententes sont accordées par groupe d'articles au plus bas soumissionnaire conforme.

Tableau de prix : (voir pièces jointes)

Montant estimé des ententes :

Groupe A (fourniture et livraison de béton pré-mélangé) : Demix Béton, une division de CRH Canada inc.

1 114 646,25 $ + TPS : 55 732,31 $ + TVQ : 111 185,96 $ = 1 281 564,52 $

Groupe B (fourniture et livraison de remblai sans retrait) : Demix Béton, une division de CRH Canada inc.

164 940,00 $ + TPS : 8 247,00 $ + TVQ : 16 452,77 $ = 189 639,77 $

Adjudicataire recommandé :

Conclure avec Demix béton, une division de CRH Canada inc. une entente-cadre collective d'une durée de 12 mois, avec une option de prolongation de 12 mois, pour la fourniture et la livraison, sur demande, de béton pré-mélangé et de remblai sans retrait servant pour les travaux en régie, suite à l'appel d'offres public 15-14808.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire pour la fourniture et la livraison de béton pré-mélangé et de remblai sans retrait pour une période de 12 mois. Les achats seront effectués sur demande, au fur et à mesure des besoins des utilisateurs. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une appropriation de crédit.
Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, le Service de l'approvisionnement a effectué un estimé préalable de la dépense s'élevant à 1 322 377,90 $, incluant les taxes et les suppléments pour le groupe A et 183 757,23 $ incluant les taxes et les suppléments pour le groupe B, pour un total de 1 506 135,12 $, taxes incluses, et ce pour une période de 12 mois. Cette estimation est basée sur l'historique de consommation réelle des dix-neuf (19) arrondissements participants et des prix des ententes précédentes obtenus en janvier 2014, avec une indexation de - 3.06% pour le béton et le remblai sans retrait et + 2% pour les suppléments (la livraison et les frais d'ouverture d'usine). L'indexation pour le béton et le remblai représente l'évolution de *l'Indice des prix industriels (IPI)* de janvier 2014 à septembre 2015 de la catégorie *Béton prêt à l'emploi, Québec [46512],* tandis que l'indexation pour les suppléments (la livraison et les frais d'ouverture d'usine) représentent l'évolution de *l'Indice des prix à la consommation (IPC) par ville, mensuel, Montréal, au cours des 12 derniers mois,* de septembre 2014 à septembre 2015. Les indices sont publiés par Statistique Canada dans son rapport mensuel de septembre 2015, ce rapport étant le plus récent au moment de l'établissement de l'estimé préalable en novembre 2015.

Dans l'ensemble, comparativement à l'entente précédente conclue en avril 2015, on constate une diminution de 2,8 % du prix moyen du béton pré-mélangé, excluant les

suppléments et une diminution de 3,8 % du prix moyen du remblai sans retrait, excluant les suppléments.

		2014	2015	2016
Béton	Montant octroyé excluant les suppléments	1 335 469,12 $	1 450 771,41 $	1 183 260,90 $
	Quantité en m3	8 300	8 475	7 110
	Prix unitaire moyen en $/m3	**160,90 $**	**171,18 $**	**166,42 $**
Remblai sans retrait	Montant octroyé excluant les suppléments	198 193,91 $	164 276,13 $	106 857,77 $
	Quantité en m3	1 830	1 725	1 166
	Prix unitaire moyen en $/m3	**108,30 $**	**95,23 $**	**91,64 $**

* Les quantités estimées en 2016 sont basée sur les quantités consommées réellement en 2015 par les 19 arrondissements.

Groupe A (Béton pré-mélangé)

Firmes soumissionnaires	Total
Demix Béton, une division de CRH Canada inc.	1 281 564,52 $
Dernière estimation (incluant taxes et suppléments)	1 322 377,90 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	-40 813,38 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	-3,09 %

Groupe B (Remblai sans retrait)

Firmes soumissionnaires	Total
Demix Béton, une division de CRH Canada inc.	189 639,77 $
Dernière estimation (incluant taxes et suppléments)	183 757,23 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	5 882,54 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	3,20 %

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence d'une entente-cadre alourdirait le processus d'approvisionnement pour ces produits en obligeant la négociation à la pièce en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économies de volume.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise aux utilisateurs afin de les informer de la conclusion de l'entente-cadre ainsi que des modalités d'achat convenues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission de l'entente-cadre suite à l'adoption de la résolution et à compter du 12 avril 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alexandre MUNIZ
Agent(e) d'approvisionnement niveau 2

Tél : 514-872-1028
Télécop. : 514-872-2519

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-25

El Mostafa RAKIBE
Chef de section

Tél : 514 872-5306
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Pierre TRUDEL
Directeur de l'approvisionnement
Tél : 514 868 4433
Approuvé le : 2016-03-02

Agent d'approvisionnement		Numéro de l'appel d'offres:		15-14808	Titre de l'appel d'offres:	Béton prémélangé et remblai sans retrait	
Alexandre Muniz				DEMIX BÉTON, UNE DIVISION DE GROUPE CRH CANADA INC.			
No	**Articles**	**Terme**	**Qtée**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**
	Groupe A								
1	Code : BG3111-6002 Béton prémélangé composé d'un liant entre 70% et 80% de ciment portland type GU ainsi que 20% à 30% de ciment hydraulique composé, gros granulats de lcasse granulaire 5-20, air entraîné entre 5% et 8% et affaissement de 80 mm ± 30mm RÉSISTANCE 35Mpa	1	2280	155,00 $	353 400,00 $				
2	Code : BG3111-6004 Béton prémélangé haute résistance initiale composé d'un ciment portland type HE, gros granulats de classe granulaire 5-20mm, air entraîné entre 5% et 8% et affaissement de 80 mm ± 30 mm RÉSISTANCE 35MPa	1	1114,75	175,00 $	195 081,25 $				

Agent d'approvisionnement	Numéro de l'appel d'offres:	15-14808	Titre de l'appel d'offres:	Béton prémélangé et remblai sans retrait	
Alexandre Muniz		DEMIX BÉTON, UNE DIVISION DE GROUPE CRH CANADA INC.			

No	Articles	Terme	Qtée	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
3	Code : BG3111-6005 Béton prémélangé pour trottoir et brodure composé d'un liant consistant entre 70 % à 80 % de ciment portland, type GU ainsi que 20 % à 30 % de ciment hydraulique composé, gros granulats de classe granulaire 5-20 mm, air entraîné entre 5% et 8% et affaissement de 80 mm ± 30mm RÉSISTANCE 32 MPa	1	3280	144,00 $	472 320,00 $				
4	Code : BG3111-6010 Accélérateur de prise sans chlorure pour béton 32 Mpa, équivalent à un ajout de 2% de chlorure de calcium en poids du ciment	1	10	25,00 $	250,00 $				
5	Code : BG3111-6011 Accélérateur de prise sans chlorure pour béton 35 Mpa, équivalent à un ajout de 2% de chlorure de calcium en poids du ciment	1	275	25,00 $	6 875,00 $				
6	Code : BG3111-6012 Super plastifiant pour augmenter l'affaissement de 80 mm à 140 mm	1	130	8,00 $	1 040,00 $				
7	Code : BG3111-6013 Mélange avec gros granulats de classe granulaire 5-14 mm	1	10	8,00 $	80,00 $				

Agent d'approvisionnement	Numéro de l'appel d'offres:	15-14808	Titre de l'appel d'offres:	Béton prémélangé et remblai sans retrait	
Alexandre Muniz		DEMIX BÉTON, UNE DIVISION DE GROUPE CRH CANADA INC.			

No	Articles	Terme	Qtée	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
8	Code : BG3111-6014 Mélange avec gros granulats de classe granulaire 2,5-10mm	1	10	10,00 $	100,00 $				
	Suppléments								
9	Code : BG3111-6015 Manipulation et chauffage durant l'hiver du 1er novembre au 11 avril	1	300	10,00 $	3 000,00 $				
10	Code : BG3111-6016 Temps d'attente après 1 heure de l'heure requise (temps alloué : 1 heure)	1	100	100,00 $	10 000,00 $				
11	Code : BG3111-6017 Livraison en période de dégel selon les normes du ministère du Transport du Québec	1	200	10,00 $	2 000,00 $				
	Voyages incomplets								
12	Code : BG3111-6020 De 1m³ à 2,5 m³ inclusivement	1	20	100,00 $	2 000,00 $				
13	Code : BG3111-6022 De 3m³ à 4,5 m³ inclusivement	1	20	50,00 $	1 000,00 $				
	Frais d'ouverture de l'usine								
14	Code : BG3111-6030 Le soir de 17 h à 20 h (taux fixe)	1	15	250,00 $	3 750,00 $				

Agent d'approvisionnement		Numéro de l'appel d'offres:	15-14808	Titre de l'appel d'offres:	Béton prémélangé et remblai sans retrait	
Alexandre Muniz			DEMIX BÉTON, UNE DIVISION DE GROUPE CRH CANADA INC.			

No	Articles	Terme	Qtée	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
15	Code : BG3111-6031 Le samedi (taux fixe)	1	15	500,00 $	7 500,00 $				
16	Code : BG3111-6032 Le dimanche (taux fixe)	1	15	2 250,00 $	33 750,00 $				
17	Code : BG3111-6033 Jours fériés excluant du 25 décembre au 4 janvier (taux fixe)	1	5	2 250,00 $	11 250,00 $				
18	Code : BG3111-6034 Jours fériés du 25 décembre au 4 janvier (taux fixe)	1	5	2 250,00 $	11 250,00 $				
				Total	1 114 646,25 $	**Total**		**Total**	
				TPS	55 732,31 $	**TPS**		**TPS**	
				TVQ	111 185,96 $	**TVQ**		**TVQ**	
				TOTAL	1 281 564,52 $	**TOTAL**		**TOTAL**	

Soumissionnaire le moins cher au total

DEMIX BÉTON, UNE DIVISION DE GROUPE CRH CANADA INC.	1 114 646,25 $	+ TPS	55 732,31 $	+ TVQ	111 185,96 $	=	**1 281 564,52 $**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.19

2016/03/21
13:00

(2)

Dossier # : 1162621001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division planification et opérations-Gestion des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Orbis Canada Limited pour la fourniture de bacs roulants de 46,5 litres et de bacs de comptoir de 7 litres pour la collecte des matières organiques, pour une période de 39 mois avec deux options de prolongation de 12 mois, pour une somme de 5 487 425 $, taxes incluses, 3 soumissionnaires. Appel d'offres public 16-14945.

Il est recommandé au Conseil municipal :
1. d'accorder à Orbis Canada Limited, plus bas soumissionnaire conforme, pour une période de 39 mois avec deux options de prolongation de 12 mois, la fourniture de bacs roulants de 46,5 litres et de bacs de comptoir de 7 litres pour la collecte des matières organiques, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 5 487 425 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-14945 et au tableau de prix reçus;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-02-29 10:37

Signataire : Jacques A. ULYSSE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1162621001**
Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division planification et opérations-Gestion des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Orbis Canada Limited pour la fourniture de bacs roulants de 46,5 litres et de bacs de comptoir de 7 litres pour la collecte des matières organiques, pour une période de 39 mois avec deux options de prolongation de 12 mois, pour une somme de 5 487 425 $, taxes incluses, 3 soumissionnaires. Appel d'offres public 16-14945.

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, le conseil de la Ville a la compétence en matière d'enlèvement, de transport et de dépôt des matières résiduelles. Ainsi, le Service de l'environnement est responsable d'accorder les contrats de collecte et de transport des matières résiduelles auprès des citoyens dans les arrondissements de Montréal et ainsi d'assurer la fourniture des outils de collecte nécessaires à la récupération de ces matières.
La *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles - Plan d'action 2010–2015* fixait un taux de valorisation de 60 % des matières putrescibles pour la fin 2015. En 2014, le taux de récupération de ces matières pour l'agglomération était de 14 %. Pour atteindre l'objectif fixé par la Politique, il est nécessaire de poursuivre l'implantation de la collecte des résidus alimentaires dans les arrondissements de la zone «Est» et des résidus mélangés (alimentaire et vert) dans les arrondissements de la zone «Ouest» de l'agglomération de Montréal (voir « Carte_secteurs_E-O_RA.pdf » en pièce jointe). Dans ce contexte, la Ville de Montréal a dévoilé en août 2015 la Stratégie montréalaise d'implantation de la collecte des résidus alimentaires 2015-2019.

Pour assurer les services de collecte, des outils de collecte doivent être fournis aux citoyens. Une première entente-cadre a été conclue en 2014 pour la fourniture de bacs roulants de 46,5 litres et de bacs de comptoir de 7 litres. Ces bacs sont principalement destinés à la zone «Est» pour la collecte des résidus alimentaires (collecte séparée des résidus verts). Les quantités prévues à l'entente-cadre seront bientôt atteintes et le présent contrat vise à assurer l'approvisionnement de bac afin de poursuivre l'implantation dans la zone «Est». Aussi, deux contrats ont été accordés en 2015 afin d'assurer la fourniture de bacs de 80, 120, 240 et 360 litres principalement pour la collecte des résidus mélangés des arrondissements de la zone «Ouest».

Le processus d'appel d'offres a été lancé le 20 janvier 2016 et l'ouverture des soumissions a eu lieu le 8 février 2016. L'appel d'offres a été publié dans le quotidien La Presse ainsi que dans le SEAO. Les soumissionnaires ont eu 19 jours calendrier pour préparer leurs soumissions. Le délai de validité des soumissions (cautionnement de soumission) est de 180 jours. Deux addendas sont parus. Le premier visait à supprimer une norme technique qui n'est pas applicable au bac de 45 à 50 litres. Le deuxième addenda visait à préciser le matériau pour les roues du bac de 45 à 50 litres et à modifier la clause d'indexation annuelle du prix unitaire à partir de l'indice des prix des produits industriels (IPPI) publié par Statistique Canada sous la référence «Fabrication de produits divers en plastique».

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 0942 - 17 août 2015 - Accorder un contrat à IPL inc. pour la fourniture de bacs roulants de 80 litres, 120 litres et 240 litres pour la collecte des matières organiques, pour une période de 48 mois avec une option de prolongation annuelle, pour une somme de 1 847 165 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14097 (3 soum.)
CM15 0681 - 25 mai 2015 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 12 000 000 $ pour le financement de l'acquisition d'outils de collecte de matières organiques.

CM14 1126 - 25 novembre 2014 - Déclarer le conseil de la Ville compétent à l'égard des objets suivants, jusqu'au 31 décembre 2016, conformément à l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal* : enlèvement, transport et dépôt de matières résiduelles.

CM14 0618 - 16 juin 2014 - Accorder un contrat à Orbis Canada d'une durée de 30 mois, avec deux options de prolongation annuelle, pour la fourniture, sur demande, de bacs roulants et de bacs de cuisine pour un montant total estimé à 2 931 862,50 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13586 (3 soum.)

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise la fourniture et la livraison, sur demande, de deux modèles de bacs, soit le bac roulant de 46,5 litres et le bac de comptoir de 7 litres qui serviront à la récupération et à l'entreposage des matières organiques en vue de la collecte. Le bac de 46,5 litres est largement utilisé dans les municipalités pour effectuer la collecte des résidus alimentaires.
Le contrat est d'une durée de 39 mois. Les détails de l'option de prolongation de l'entente sont les suivants: sur avis écrit de la Ville donné à l'adjudicataire au moins trente (30) jours calendriers avant la date présumée de fin du contrat et suite à une entente écrite intervenue entre les deux parties, le présent contrat pourra être prolongé de 1 an, pour un maximum de deux (2) prolongations. Le renouvellement du contrat convenu avec le fournisseur devra respecter l'intégralité des termes du présent appel d'offres.

JUSTIFICATION

Il y a eu cinq (5) preneurs du cahier des charges et trois (3) soumissionnaires. Les propositions reçues sont conformes. Aucune compagnie n'a fait part de son motif de désistement.

PRIX DES CONTRATS

Contrats octroyés aux plus bas soumissionnaires conformes

Soumissions conformes (taxes incluses)	Article 1 45-50 litres	Article 2 7 litres
	Bacs	Bacs
Orbis Canada Limited	4 447 923 $	889 792 $
IPL Inc.	4 657 982 $	902 036 $
Joyal Groupe Expert Conseil Inc.	-	930 608 $
Estimation des professionnels internes ($)	**5 334 840 $**	**1 122 443 $**
Coût moyen des soumissions conformes reçues (total du coût des soumissions conformes reçues/nombre de soumissions)	4 552 953 $	907 479 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((Coût moyen des soumissions conformes-la plus basse)/la plus basse x 100)	2%	2%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute - la plus basse)	210 059 $	40 816 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)	5%	5%
Écart entre l'estimation des professionnels ($) et la plus basse conforme (la plus basse conforme - estimation)	(886 917) $	(232 652) $
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (%) ((la plus basse - l'estimation) / estimation x 100)	-17%	-21%
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse ($) (la deuxième plus basse - la plus basse)	na	12 245 $
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse x 100)	na	1%

L'estimation a été réalisée par les professionnels à l'interne sur la base des prix existants de l'entente-cadre pour les mêmes types de bacs, tout en considérant un ajustement du prix unitaire de 10%.

Deux principales raisons expliquent les écarts entre l'estimation et la soumission la plus basse conforme. Premièrement, le prix du pétrole, matière première afin de produire les résines de plastique, sont très bas. Deuxièmement, l'importante quantité de bacs est à considérée dans les prix soumis. À titre d'information, le prix obtenu du bac de 46,5 litres est 8 % moins cher que l'actuel contrat et celui du bac de 7 litres 13 % moins cher.

L'implantation de la collecte des résidus alimentaires, en collecte séparée ou mélangée, est graduelle. D'ici 2019, tous les arrondissements implanteront la collecte et cette implantation graduelle demande un approvisionnement régulier en bacs.

La fin de l'implantation en 2019 coïncide avec l'ouverture prévue des centres de traitement des matières organiques (CTMO) de l'agglomération et vise à approvisionner ceux-ci en matières organiques.

Il est à noter que l'option de demander des soumissions pour des bacs intermédiaires de 23 litres n'a pas été retenue principalement parce qu'un seul bac de ce format existe sur le marché (fabricant unique) et que le bac présente certains défauts.

En effet, lors du projet-pilote tenu à l'arrondissement Verdun, les commentaires de la compagnie de collecte ont été que le bac n'est pas idéal pour la collecte sur rue pour les

raisons suivantes : la hauteur du bac nuit grandement à sa visibilité; la légèreté et la grosseur du bac font en sorte qu'il est facile de l'échapper dans la cuve; l'anse du bac se brise ou se détache facilement et le bac se retrouve donc dans la cuve.

Le Service de l'environnement continue sa réflexion sur les avantages et inconvénients de ce type de bac.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le contrat est d'une durée de 39 mois pour l'acquisition des bacs roulants (40-50L) et des bacs de cuisine (7-10) pour la collecte des matières organiques des 19 arrondissements de la Ville de Montréal pour une somme totale de 5 487 425 $ taxes incluses dont est comprise l'indexation annuelle 2%. La répartition des coûts se présente comme suit :

Description	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**Total**
Bacs	1 463 632 $	1 529 282 $	1 172 400 $	1 172 400 $	5 337 714 $
Indexation (2%)	- $	30 586 $	47 365 $	71 760 $	149 711 $
Total	**1 463 632 $**	**1 559 868 $**	**1 219 765 $**	**1 244 160 $**	**5 487 425 $**

Les prix de cet appel d'offres sont de 8% moins élevé que le contrat actuel pour les bacs roulants (40 – 50L) et de 13% moins cher que celui pour les bacs de cuisine (7L). En considérant l'indexation annuelle du nouveau contrat, la baisse des prix unitaires permet à la Ville de générer des économies de 367 677$ comparativement au contrat actuel.

Le détail du calcul est dans la pièce jointe.

Cette dépense est financée par le règlement d'emprunt (12,0 M$) mentionné au dossier CM15 0681 à même le budget de fonctionnement au poste des achats de biens non capitalisés du Service de l'environnement. Elle sera entièrement assumée par la ville centrale.

Les outils de collectes sont éligibles à une subvention à hauteur de 33 % en vertu du Programme de Traitement des Matières Organiques par Biométhanisation et Compostage (PTMOBC) régis par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre le Changement Climatique. Ce dernier prévoit une aide financière au secteur municipal pour l'achat des outils de collecte (bacs) équivalant au tiers des coûts admissibles.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La valorisation des résidus alimentaires en compost, suite à leur collecte par les territoires de l'agglomération, répond aux objectifs du développement durable (DD). Ce programme de récupération et de valorisation par compostage des résidus alimentaires fait partie intégrante de l'objectif *Récupérer 80% des matières recyclables et organiques, des RDD (résidus domestiques dangereux), des résidus de CRD (construction, rénovation, démolition) et des encombrants d'ici 2019* , inscrit au Plan d'action du Plan de développement durable de la communauté montréalaise 2010-2015.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les résultats de la dernière caractérisation des matières résiduelles indiquent que les matières organiques (résidus verts + résidus alimentaires) représentent 47 % des ordures ménagères à Montréal. Ces matières doivent être collectées et le potentiel de valorisation doit être exploité à son maximum dans le but de respecter, sur le territoire de l'agglomération, les mesures inscrites dans le Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles (PMGMR) de la Communauté métropolitaine de Montréal.

La collecte et le compostage des matières organiques constituent les actions nécessaires pour atteindre l'objectif de 60 % de valorisation de ces matières fixé par le *Projet de Politique québécoise de gestion de matières résiduelles - Plan d'action 2010-2015* et par le Plan directeur de gestion des matières résiduelles (PDGMR) de l'agglomération de Montréal.

Si le contrat n'est pas octroyé, le service de collecte ne pourra être élargi et l'atteinte des objectifs de récupération de ce type de matières sera retardée.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il y aura une opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : 21 mars 2016
Début des contrats: Avril 2016
Fin des contrats : Juin 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Sonia BEDDER)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Samba Oumar ALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

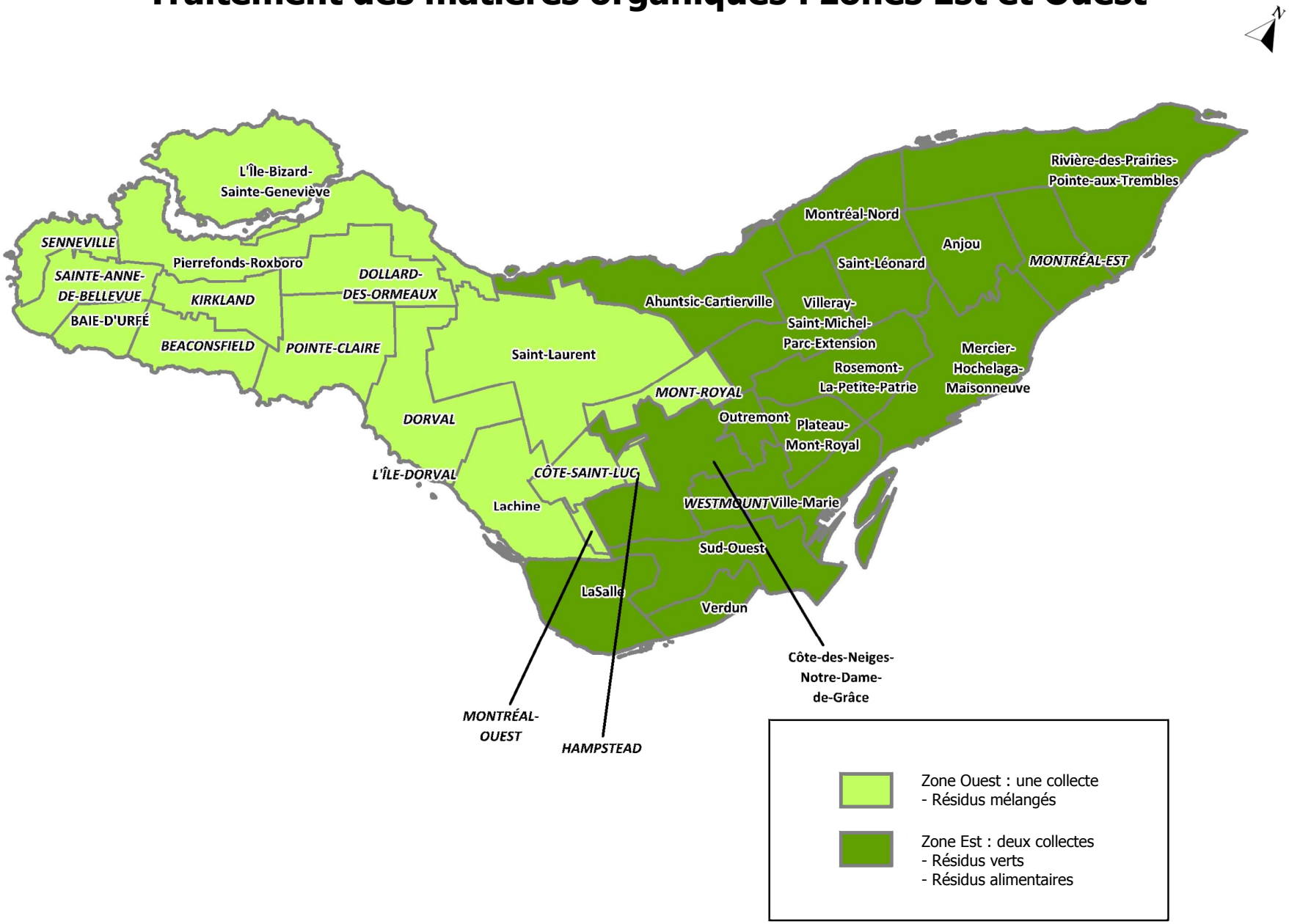
RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2016-02-29
Jean-Francois LESAGE Agent de recherche	Lina ALLARD C/s Contrôle et soutien à la gestion
Tél : 514 872-0161	**Tél :** 514 872-4404

Télécop. : 514 872-8146 **Télécop. :** 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Pierre GRAVEL
Chef de division planification et operations (gest mat residuelles)
Tél : 514 872-4404
Approuvé le : 2016-02-29

Traitement des matières organiques : zones Est et Ouest



Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1162621001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division planification et opérations-Gestion des matières résiduelles
Objet :	Accorder un contrat à Orbis Canada Limited pour la fourniture de bacs roulants de 46,5 litres et de bacs de comptoir de 7 litres pour la collecte des matières organiques, pour une période de 39 mois avec deux options de prolongation de 12 mois, pour une somme de 5 487 425 $, taxes incluses, 3 soumissionnaires. Appel d'offres public 16-14945.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

14945-tcp.pdfintervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sonia BEDDER
Agent d'approvisionnement 2
Tél : 514 872-5514

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-16

El Mostafa RAKIBE
chef de section
Tél : 514 872-5306
Division :

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-14945 — No du GDD : 1162621001

Titre de l'appel d'offres : Fourniture de bacs pour la collecte de résidus alimentaires

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 20 - 1 - 2016

Ouverture originalement prévue le : - -

Ouverture faite le : 8 - 2 - 2016

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 3 - 2 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 18 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 5

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 75

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 6 - 8 - 2016

Date d'échéance révisée : 6 - 8 - 2016

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
IPL inc (soumission reçue pour article 1 et article 2)	5 560 018,54 $		
JOYAL GROUP EXPERT CONSEIL (soumission reçue pour article 2)	930 607,65 $		
ORBIS CANADA (soumission reçue pour article 1 et article 2)	5 337 714,38 $	√	

Information additionnelle

Selon l'article 7 des clauses particulières du cahier des charges, la Ville octroie le contrat par article au plus bas soumissionnaire conforme dans chacun des articles.
Suite à l'analyse des soumissions, Orbis canada est le plus bas soumissionniare conforme dans les deux articles avec un montant de:
3 868 600,00$ avant taxes pour l'article1
et
773 900,00$ avant taxes pour l'Article 2,
et un total après taxes de 5 337 714,38$.

Préparé par : Sonia Bedder — Le 15 - 2 - 2016

Agent d'approvisionnement		Numéro de l'appel d'offres:	16-14945	Titre de l'appel d'offres:	Fourniture de bacs pour la collecte de résidus alimentaires			
Sonia Bedder			**Joyal Groupe Expert Conseil inc.**		**ORBIS Canada Limited**		**IPL inc.**	
No	**Articles**	**Terme**	**Qté**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**
1	Bac roulant (45-50L) pour la collecte de résidus alimentaires selon le devis technique	1	290000			13,34 $	3 868 600,00 $	13,97 $	4 051 300,00 $
2	Bac de cuisine (7-10L) selon le devis technique	1	355000	2,28 $	809 400,00 $	2,18 $	773 900,00 $	2,21 $	784 550,00 $
				Total	809 400,00 $	**Total**	4 642 500,00 $	**Total**	4 835 850,00 $
				TPS	40 470,00 $	**TPS**	232 125,00 $	**TPS**	241 792,50 $
				TVQ	80 737,65 $	**TVQ**	463 089,38 $	**TVQ**	482 376,04 $
				TOTAL	930 607,65 $	**TOTAL**	5 337 714,38 $	**TOTAL**	5 560 018,54 $

Soumissionnaire le moins cher au total - Article 1							
ORBIS Canada Limited	3 868 600,00 $	+ TPS	193 430,00 $	+ TVQ	385 892,85 $	=	**4 447 922,85 $**

Soumissionnaire le moins cher au total - Article 2							
ORBIS Canada Limited	773 900,00 $	+ TPS	38 695,00 $	+ TVQ	77 196,53 $	=	**889 791,53 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1162621001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division planification et opérations-Gestion des matières résiduelles
Objet :	Accorder un contrat à Orbis Canada Limited pour la fourniture de bacs roulants de 46,5 litres et de bacs de comptoir de 7 litres pour la collecte des matières organiques, pour une période de 39 mois avec deux options de prolongation de 12 mois, pour une somme de 5 487 425 $, taxes incluses, 3 soumissionnaires. Appel d'offres public 16-14945.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Environnement - 1162621001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Préposé au budget
Direction conseil et soutien financier - PS Brennan 1
Tél : 514 872-7232

Co-auteur
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Brennan 1
(514) 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-16

André LECLERC
Conseiller en gestion des ressources financières - C/E

Tél : 514 872-4136

Division : Direction conseil et soutien financier - PS Brennan 1

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.20

2016/03/21
13:00

(2)

Dossier # : 1161368001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'entente entre la Ville de Montréal, le Collège d'enseignement général et professionnel Marie-Victorin (CMV) et le Centre d'activités physiques et communautaires de l'Est (CAPCE) relativement à l'acquisition par la Ville de Montréal de tous les droits détenus par le CMV et le CAPCE, incluant les équipements, dans un immeuble situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, dans les arrondissements de Montréal-Nord et de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, au prix de 18 500 000 $, plus les taxes applicables, et selon les termes et conditions prévus au projet d'entente. N/Réf. : 31H12-005-3963-02

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet d'entente entre la Ville de Montréal, le Collège d'enseignement général et professionnel Marie-Victorin et le Centre d'activités physiques et communautaires de l'Est relativement à l'acquisition par la Ville de Montréal de tous les droits détenus dans un immeuble situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, dans les arrondissements de Montréal-Nord et Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, incluant des équipements, au prix de 18 500 000 $, plus les taxes applicables;

2. de décreter que le conseil municipal de la Ville exerce les compétences de la Ville à l'égard de cet équipement suivant son acquisition, et ce, conformément à l'article 94 de la Charte de la Ville de Montréal.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-03-03 18:09

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1161368001**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'entente entre la Ville de Montréal, le Collège d'enseignement général et professionnel Marie-Victorin (CMV) et le Centre d'activités physiques et communautaires de l'Est (CAPCE) relativement à l'acquisition par la Ville de Montréal de tous les droits détenus par le CMV et le CAPCE, incluant les équipements, dans un immeuble situé au 7000, boulevard Maurice -Duplessis, dans les arrondissements de Montréal-Nord et de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, au prix de 18 500 000 $, plus les taxes applicables, et selon les termes et conditions prévus au projet d'entente. N/Réf. : 31H12-005-3963-02

CONTENU

CONTEXTE

En 2010, un centre d'activités physiques, avec stade de soccer, a été construit sur un terrain appartenant au Collège d'enseignement général et professionnel Marie-Victorin (le « CMV »), situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, dans les arrondissements de Montréal-Nord et de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles (le « Centre »). Les plans montrant le lot concerné de même que des photos du Centre sont annexés dans les pièces jointes. Dans le cadre de ce projet, le CMV a consenti une partie de ses droits immobiliers par emphytéose au Centre d'activités physiques et communautaires de l'Est (le « CAPCE ») pour une durée de 25 ans débutant le 12 novembre 2008, ce qui a permis la construction du bâtiment.
Le Centre comprend notamment des terrains de soccer intérieurs avec estrades et une tour d'observation, des gymnases, des salles polyvalentes, un centre d'entraînement, un comptoir restaurant et une boutique de vêtements et d'équipements de soccer. Depuis son ouverture, le CAPCE n'a pu rentabiliser les opérations du Centre malgré des prêts consentis par le CMV et une flexibilité de remboursement du créancier hypothécaire. Considérant que certains services et activités sont actuellement offerts aux citoyens de ce secteur de la Ville dans le Centre, les représentants du CMV et du CAPCE ont approché la Ville à l'automne 2015 afin de vérifier son intérêt pour l'acquisition des droits du CAPCE dans l'emphytéose. Entre les mois d'octobre 2015 et janvier 2016, plusieurs rencontres des représentants de la Ville, du CAPCE et du CMV ont eu lieu afin de discuter des conditions d'une possible acquisition par la Ville de tous les droits détenus par le CAPCE et le CMV dans le Centre.

Après analyse des besoins des arrondissements voisins, soit les arrondissements de Montréal-Nord, de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, de Saint-Léonard et d'Anjou (les « Arrondissements »), le Service de la diversité sociale et des sports (le « SDSS ») a constaté que l'acquisition du Centre par la Ville permettrait une plus grande offre de services aux citoyens des Arrondissements à des tarifs plus bas, semblables à ceux qui sont

normalement exigés par la Ville dans les équipements qui lui appartiennent. Par ailleurs, en vertu du deuxième alinéa de l'article 94 de la Charte de la Ville de Montréal, le conseil municipal devra adopter une résolution pour prévoir qu'il exercera les compétences de la Ville à l'égard du Centre.

Le présent sommaire a donc pour but de faire approuver un projet d'entente entre la Ville, le CMV et le CAPCE relativement aux conditions d'acquisition par la Ville de tous les droits détenus dans le Centre par le CAPCE et le CMV et des équipements.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Dossier 1164815001 - CM 21 mars 2016 - Adopter un projet de règlement d'emprunt de 18 500 000 $ pour financer l'acquisition par la Ville de Montréal d'un Centre sportif (terrain et bâtiment) situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis.

DESCRIPTION

Suite à une approche d'intérêt auprès de la Ville par le CAPCE et le CMV pour l'acquisition des droits du CAPCE dans le Centre, à une analyse des besoins d'activités sportives et de loisirs des citoyens du secteur par le SDSS et à de nombreuses rencontres de négociation des représentants de la Ville, du CAPCE et du CMV relativement à l'acquisition du Centre par la Ville, le SDSS, accompagné par le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI »), a complété une analyse financière ainsi qu'un projet d'entente qui prévoit les conditions suivantes.

1. LA VILLE ACQUIERT TOUS LES DROITS DANS L'IMMEUBLE AINSI QUE LES ÉQUIPEMENTS : Considérant que le bâtiment est une construction récente et que la durée de l'emphytéose entre le CMV et le CAPCE se termine en 2033, le SGPI recommande d'acquérir les droits que détient l'emphytéote, soit le CAPCE, dans l'emphytéose de même que les droits détenus par le nu-propriétaire, soit le CMV. Ainsi, la Ville pourra gérer à long terme le Centre de façon indépendante. L'acquisition du bâtiment et du terrain permettra également à la Ville de recevoir une partie de la subvention qui a été octroyée par le Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (le « MEESR ») lors de la construction du Centre, cette portion représentant une somme approximative de 4 200 000 $.
2. LE PRIX DE VENTE EST ÉTABLI À 18 500 000 $, PLUS LES TAXES APPLICABLES, SOIT 15 400 000 $ AU CAPCE et 3 100 000 $ AU CMV : La somme de 15 400 000 $ à être versée au CAPCE sert à acquérir les droits que détient le CAPCE dans l'emphytéose, incluant le bâtiment, ainsi que les équipements qui appartiennent au CAPCE dans le Centre. Ce prix permettra au CAPCE de radier toutes les créances cumulées à ce jour, soit la somme approximative de 15 250 000 $, ainsi que de résilier tous les contrats et ententes, dont certains des baux en vigueur, liant le CAPCE relativement au Centre. La somme de 3 100 000 $ à être versée au CMV sert à acquérir ses droits comme nu-propriétaire ainsi que tous les équipements appartenant au CMV qui sont dans le Centre. De cette somme, le CMV s'engage à investir un montant de 3 000 000 $ pour rénover la piscine et les vestiaires qui sont dans un bâtiment appartenant au CMV, adjacent au Centre. Cet équipement permettra de bonifier l'offre d'activités aquatiques au bénéfice des citoyens des Arrondissements, à des coûts semblables à ceux exigés dans d'autres centres sportifs de la Ville.
3. LE CMV CÉDERA À LA VILLE PAR USUFRUIT UNE PARTIE DE SES DROITS DANS DES TERRAINS ADJACENTS AU CENTRE PERMETTANT L'UTILISATION DE CINQ TERRAINS DE SOCCER EXTÉRIEURS : Le CMV possède cinq terrains de soccer extérieurs aux abords du Centre. Ces terrains sont sous-utilisés par le CMV. Par cet usufruit, consenti pour une durée de trente (30) années, les Arrondissements pourront combler des besoins à long terme. À noter qu'un des cinq terrains fera l'objet d'un aménagement

en gazon synthétique par la Ville, incluant de l'éclairage. Ces terrains de soccer seront gérés par la Ville pendant la durée de l'usufruit.

4. UNE CONVENTION D'ÉCHANGES DE SERVICES SERA CONCLUE PAR LA VILLE ET LE CMV DANS LE CADRE DE L'ACQUISITION DU CENTRE PAR LA VILLE : Cette convention prévoira notamment l'échange des espaces concernés, les jours et heures d'utilisation des plateaux, les tarifs, l'entretien, la surveillance, le stationnement et le personnel et pourra être révisée par la Ville et le CMV au moins une fois toutes les cinq (5) années. La Ville pourra ainsi avoir l'usage de la piscine et d'un gymnase situés dans un bâtiment voisin du Centre appartenant au CMV et le CMV pourra occuper des locaux situés dans le Centre appartenant à la Ville et les terrains de soccer extérieurs gérés par la Ville. À noter que l'entente prévoit que l'acquisition du Centre par la Ville est conditionnelle à la signature de la convention d'échanges de services entre le CMV et la Ville.
5. DROIT DE PREMIER REFUS ET SERVITUDES: Conformément au Règlement sur les normes, les conditions et la procédure d'aliénation d'un immeuble d'un collège d'enseignement général et professionnel, l'acte de vente contiendra une disposition par laquelle la Ville s'engage à offrir le Centre au CMV si elle décide de l'aliéner, au prix auquel elle l'a initialement acquis, soit 18 500 000 $ et ce, même si la cession des droits du CMV dans le Centre ne concerne que les droits de nu-propriété du Centre. Également, dans le cadre de la transaction, une servitude réciproque de passage sera créée par le CMV et la Ville afin de permettre aux clientèles respectives de circuler entre le Centre et le pavillon du CMV contenant la piscine et un gymnase. Enfin, des servitudes prévoiront que le Centre ne pourra être utilisé que pour les fins pour lesquelles il a été construit, soit un centre d'activité physique et communautaire et garantiront au CMV l'usage d'une partie du Centre pour sa clientèle et à la Ville l'usage de la piscine par les citoyens.
6. SUBVENTION : Après l'acquisition du Centre, la Villle recevra du MEESR la balance de la subvention qui a été accordée au CAPCE pour la construction du Centre, cette portion représentant une somme approximative de 4 200 000 $ en quelques versements annuels à être confirmés préalablement à la signature de l'acte de vente.
7. AUTORISATIONS REQUISES : Outre les autorisations d'usage de la Ville, du CMV et du CAPCE, la présente transaction est sujette à l'approbation du MEESR.
8. CONTRAT DE GESTION : Le SDSS procédera au lancement d'un appel d'offres public pour confier la gestion du Centre à une entreprise privée ou à un organisme sans but lucratif selon les conditions usuelles de la Ville pour un tel équipement, et ce, préalablement à l'acquisition du Centre par la Ville.
9. DATE DE PRISE DE POSSESSION : La Ville, le CAPCE et le CMV ont prévu que la prise de possession du Centre par la Ville se fera le 1er septembre 2016, vu le début des activités d'automne. Il est convenu que le CAPCE mettra fin à tous les contrats, baux et ententes signés par lui relativement au Centre, à l'exception de trois (3) baux signés avec l'Impact de Montréal, le Resto Capucine inc. et Evangelista Sport RDP, lesquels génèrent des revenus intéressants pour la Ville sans que les activités de ces locataires ne soient en concurrence avec celles qui seront offertes par la Ville.
10. ENTENTE CONDITIONNELLE : L'acquisition du Centre par la Ville est conditionnelle à ce que les vérifications diligentes (titres, sols et état du bâtiment) soient à la satisfaction de la Ville. Également, elle ne pourra être réalisée sans la confirmation du MEESR à l'effet qu'une subvention d'un montant minimum de 4 000 000 $ sera versée à la Ville après la réalisation de la transaction immobilière. Enfin, la Ville ne pourra conclure cette acquisition si la cession à la Ville d'une partie des droits détenus par le CMV sur les cinq terrains de soccer extérieurs ne peut être réalisée.

JUSTIFICATION

Il est recommandé d'approuver ce projet d'entente tripartite pour les motifs suivants :

· L'acquisition du Centre par la Ville permettra une offre bonifiée de services aux citoyens des Arrondissements, à des coûts raisonnables.

· Le prix de vente est conforme à la valeur marchande, sans considérer la subvention qui sera versée par le MEESR à la Ville.

· Le bâtiment est de construction récente et l'acquisition de tous les droits dans l'immeuble (terrain et bâtiment) permettra une gestion autonome et efficace à long terme par la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le projet d'entente qui fait l'objet du présent sommaire prévoit un prix d'acquisition pour le Centre (terrain et bâtiment) au montant de 18 500 000 $ (843,54 $/m² ou 78,37 $/pi²), plus les taxes applicables. Ce prix est divisé en deux parties, soit une somme de 15 400 000 $ qui sera versée au CAPCE pour l'acquisition de ses droits dans l'emphytéose, incluant le bâtiment, et d'une partie des équipements qui lui appartiennent et une somme de 3 100 000 $ qui sera versée au CMV pour l'acquisition de ses droits comme nu-propriétaire dans l'emphytéose relativement au terrain et d'une partie des équipements qui lui appartient. À noter que cette acquisition est notamment conditionnelle à ce que les résultats des vérifications diligentes soient à la satisfaction de la Ville.

Selon la Section évaluation immobilière du SGPI, la valeur marchande estimée du Centre (terrain et bâtiment) oscille entre 17 806 250 $ (811,91 $/m² ou 75,43 $/pi²) et 20 693 750 $ (943,57 $/m² ou 87,66 $/pi²), plus les taxes applicables et excluant les équipements. Ce prix comprend tous les équipements qui sont dans le Centre.

Cette acquisition de 18 500 000 $ sera financée par un règlement d'emprunt à venir. Cette dépense sera entièrement assumée par le SDSS.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Centre est un milieu où l'éducation à la santé et la mise en forme sont omniprésentes, au bénéfice des citoyens et des étudiants du CMV. L'acquisition du Centre par la Ville permettra ainsi une amélioration des conditions et de la qualité de vie des citoyens des arrondissements, représentant un bassin de plus de 300 000 personnes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'acquisition du Centre par la Ville permettra aux Arrondissements d'offrir une gamme plus vaste d'activités sportives et culturelles à ses citoyens, à des tarifs semblables à ceux exigés dans les autres centres appartenant à la Ville, lesquels sont généralement inférieurs à ceux qui sont actuellement exigés par le CAPCE.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Toute opération de communication, le cas échéant, sera traitée en collaboration avec le Service des communications et le Service de la diversité sociale et des sports.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

· Signature de l'entente tripartite : février ou mars 2016

· Vérifications diligentes à être complétées par la Ville : mars à mai 2016

· Adoption d'un règlement d'emprunt : printemps 2016

· Lancement d'un appel d'offres pour retenir les services d'un gestionnaire : printemps 2016

· Approbation du choix du gestionnaire : été 2016

· Approbation et signature du projet d'acte de vente, d'un acte d'usufruit pour les terrains de soccer et de la convention d'échanges de services : mai 2016

· Prise de possession et début des opérations par le gestionnaire retenu par la Ville : 1er septembre 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Marie-Ève SWEENEY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Luc DENIS, Service de la diversité sociale et des sports

Lecture :

Luc DENIS, 3 février 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Suzie DESMARAIS
Conseillère en immobilier, chef d'équipe

Tél : 514 872-6292
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-01

Denis SAUVÉ
Chef de section

Tél : 514 872-2125
Télécop. : 514 872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice Évaluation et courtage immobilier/Sécurité
Tél : 514-872-0153
Approuvé le : 2016-03-03

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-03-03

RÉSUMÉ - TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Numéro de GDD :	1161368001 / Mandat 15-0349-T
Description de la transaction :	Approuver un projet d'entente entre la Ville de Montréal, le Collège d'enseignement général et professionnel Marie-Victorin (CMV) et le Centre d'activités physiques et communautaires de l'Est (CAPCE) relativement à l'acquisition par la Ville de tous les droits détenus par le CMV et le CAPCE dans un immeuble (terrain et bâtiment).
➢ Localisation :	7000, boulevard Maurice-Duplessis, dans les arrondissements de Montréal-Nord et de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles (lot 3 936 656)
➢ Superficie :	21 931,3 m² (236 067 pi²)
➢ Zonage :	Public et institutionnel
➢ Particularités :	L'acquisition est conditionnelle aux vérifications diligentes satisfaisantes par la Ville, à la signature d'un acte usufruit en faveur de la Ville pour cinq terrains de soccer et à la signature d'une entente d'échange de services entre la Ville et le CMV
Type de transaction :	Entente tripartite préalable à l'acquisition d'un immeuble
Acquéreur :	Ville de Montréal
Vendeurs :	CMV et CAPCE
Prix de vente :	18 500 000 $ réparti comme suit : - 15 400 000 $ au CAPCE pour le bâtiment et des équipements - 3 100 000 $ au CMV pour le terrain et des équipements
Valeur marchande :	Entre 17 806 250 $ (811,91 $/m² ou 75,43 $/pi²) Et 20 693 750 $ (943,57 $/m² ou 87,66 $/pi²), excluant les équipements.
➢ En date du :	30 novembre 2015
Valeur aux livres :	Ne s'applique pas
Valeur foncière :	**Montréal-Nord** : 11 547 600 $ (10 684 200 $ bâtiment et 863 400 $ terrain) **Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles** : 7 155 000 $ (6 518 900 $ bâtiment et 636 100 $ terrain) Total : 18 702 600 $ (17 203 100 $ bâtiment et 1 499 500 $ terrain)

Préparé par :		**INITIALES**	**DATE (JJ-MM-AA)**
Suzie Desmarais	Téléphone : 2-6292	_____	_____
Denis Sauvé	Téléphone : 2-2125	_____	_____
Francine Fortin	Téléphone : 2-0153	_____	_____
Marie-Claude Lavoie	Téléphone : 2-1049	_____	_____

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1161368001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'entente entre la Ville de Montréal, le Collège d'enseignement général et professionnel Marie-Victorin (CMV) et le Centre d'activités physiques et communautaires de l'Est (CAPCE) relativement à l'acquisition par la Ville de Montréal de tous les droits détenus par le CMV et le CAPCE, incluant les équipements, dans un immeuble situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, dans les arrondissements de Montréal-Nord et de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, au prix de 18 500 000 $, plus les taxes applicables, et selon les termes et conditions prévus au projet d'entente. N/Réf. : 31H12-005-3963-02

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons, quant à sa validité et à sa forme, le projet d'entente ci-joint. Nous avons reçu une confirmation de Me Stéphane Brunelle, notaire, à l'effet que les représentants des vendeurs de l'immeuble visé par le présent sommaire décisionnel, sont d'accord avec le projet d'entente soumis et qu'ils s'engagent à le signer sans modification.

Nous tenons pour acquis que le service porteur a fait les vérifications requises afin de s'assurer que la Ville dispose des crédits nécessaires pour accomplir les obligations de la présente entente, puisque à compter de son approbation par le conseil municipal, ces obligations ont une force exécutoire.

FICHIERS JOINTS

Entente Finale.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Ève SWEENEY
Notaire
Tél : 514-872-6423

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-02

Marie-Andrée SIMARD
Chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : Droit contractuel

ENTENTE RELATIVE À LA VENTE D'UN IMMEUBLE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son siège au 275, rue Notre-Dame est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par _____, _____, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil municipal adoptée le _____ ;

N° d'inscription TPS: 121364749RT0001
N° d'inscription TVQ: 1006001374TQ0002

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **COLLÈGE D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL MARIE-VICTORIN**, personne morale de droit public ayant son siège au 7000, rue Marie-Victorin, à Montréal, province de Québec, H1G 2J6, agissant et représentée par _____, _____ et par dûment autorisés aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le _____ ;

N° d'inscription TPS : _____
N° d'inscription TVQ : _____

Ci-après appelée le « **CMV** »

ET : **CENTRE D'ACTIVITÉS PHYSIQUES ET COMMUNAUTAIRES DE L'EST (C.A.P.C.E.) INC.**, personne morale constituée en vertu de la Partie 3 de la *Loi sur les compagnies*, ayant son siège au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, à Montréal, province de Québec, H1G 0A1, agissant et représentée par _____, _____, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le _____ ;

N° d'inscription TPS : _____
N° d'inscription TVQ : _____

Ci-après appelée le « **CAPCE** »

La Ville, le CMV et le CAPCE sont ci-après collectivement appelés les « **Parties** ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE la Ville désire acquérir un immeuble connu et désigné comme étant le lot TROIS MILLION NEUF CENT TRENTE-SIX MILLE SIX CENT CINQUANTE-SIX (3 936 656) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (l'« **Immeuble** ») avec bâtiment dessus érigé portant le numéro 7000, boulevard Maurice-Duplessis, dans les arrondissements de Montréal-Nord et de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, à Montréal et ayant une superficie de 21 931,3 mètres, tel que montré en jaune sur le plan joint à l'annexe 1;

ATTENDU QUE le CMV a acquis l'Immeuble aux termes des actes de vente publiés au bureau de la publicité droits de la circonscription foncière de Montréal sous les numéros 4 642 177 et 13 185 176.

ATTENDU QUE le CMV a, le 12 novembre 2008, cédé en emphytéose l'Immeuble au CAPCE, pour une durée de 25 ans, aux termes d'un acte publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 15 753 793 (l'« **Emphytéose** »);

ATTENDU QUE le CAPCE à titre d'emphytéote, a érigé une construction, soit un complexe sportif et communautaire, incluant les améliorations qui ont été apportées (le « Bâtiment »), sur l'Immeuble, le tout respectant les exigences de l'Emphytéose.

ATTENDU QUE la Ville désire acquérir tous les droits titres et intérêts que CMV et CAPCE détiennent dans l'Immeuble tel que montré sur la photo jointe à l'annexe 2, et ce, afin de procéder au remembrement du droit de propriété;

ATTENDU QUE, sujet à la réception des approbations requises, le CMV et le CAPCE acceptent de vendre à la Ville tous leurs droits titres et intérêts détenus dans l'Immeuble aux conditions ci-après énumérées;

CES FAITS ÉTANT ÉTABLIS, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente entente et les annexes qui en font partie intégrante, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

1.1 « **Arrondissements** » : Les arrondissements de Montréal-Nord, Rivières-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, Anjou et Saint-Léonard.

1.2 « **Convention** » : Une entente à être conclue entre le CMV et la Ville confirmant les termes et conditions d'échanges de services, tel que prévu à l'article 6 des présentes.

1.3 « **Durée** » : La durée telle que prévue à l'article 14 des présentes.

1.4 « **Équipements** » : Les équipements appartenant au CAPCE et au CMV qui seront cédés à la Ville lors de la signature de l'acte faisant l'objet des présentes, libres de tous droits, et dont une liste est jointe aux présentes à l'annexe 6.

1.6 « **MDDELCC** » : Le Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

1.7 « **MEESR** » : Le Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

1.8 « **Terrains** » : Les terrains décrits à l'article 5 des présentes.

1.9 « Acte de vente » : L'acte à intervenir entre les Parties et plus amplement décrit au paragraphe 4.13 des présentes.

ARTICLE 2
OBJET

La présente entente établit, notamment, les termes et conditions relativement à l'acquisition de l'Immeuble par la Ville, avec Bâtiment dessus érigé, des conditions d'occupation et d'exploitation de ce dernier et de certains équipements par la Ville et le CMV ainsi que, l'établissement des droits nécessaires et requis pour assurer l'occupation et l'exploitation de ces derniers.

INITIALES		
VILLE	CMV	CAPCE

ARTICLE 3
DESCRIPTION

L'Immeuble visé par la présente entente est connu et désigné comme étant le lot **TROIS MILLION NEUF CENT TRENTE-SIX MILLE SIX CENT CINQUANTE-SIX (3 936 656)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

ARTICLE 4
CONDITIONS RELATIVES À L'ACQUISITION

4.1 PRIX ET MODE DE PAIEMENT

Le prix total payé par la Ville sera de DIX-HUIT MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (18 500 000 $), plus les taxes applicables, lequel sera réparti comme suit.

4.1.1 Acquisition par la Ville de tous les droits, titres et intérêts détenus par le CAPCE dans l'Immeuble, incluant les Équipements

Le prix exigé est de QUINZE MILLIONS QUATRE CENT MILLE DOLLARS (15 400 000 $), plus les taxes applicables, lequel sera payé par la Ville au CAPCE à la signature de l'Acte de vente. Le CAPCE devra remettre à la Ville et au CMV une copie de toutes les quittances démontrant le paiement complet de toutes les créances et autres charges grevant l'Immeuble et les Équipements dans un délai de soixante (60) jours suivant la signature de l'Acte de vente. Le CAPCE conservera toute responsabilité quant aux créances qui n'auraient pas été remboursées dans ce délai.

4.1.2 Acquisition par la Ville de tous les droits, titres et intérêts détenus par le CMV dans l'Immeuble, incluant les Équipements

Le prix est de **TROIS MILLIONS CENT MILLE DOLLARS (3 100 000 $)**, plus les taxes applicables, lequel sera payé par la Ville au CMV à la signature de l'Acte de vente.

4.1.3 Disposition du prix de vente

Il est entendu que le notaire instrumentant retiendra les sommes à être versées au CAPCE et au CMV, jusqu'à ce que l'Acte de vente soit publié et porté au registre foncier sans inscription préjudiciable aux droits de la Ville. Le CAPCE et le CMV chargent le notaire instrumentant de remettre ces sommes, à leur acquit à Me Stéphane BRUNELLE, notaire en fidéicommis, qu'ils ont constitué comme leur fiduciaire («Fiduciaire»), aux termes d'une convention de services professionnels intervenue entre le CAPCE, le CMV et le Fiduciaire, le _____(2016). Copie de cette convention demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les Parties, en présence du notaire délégué pour le CAPCE et le CMV, et en présence du notaire instrumentant pour la Ville. De plus, préalablement à la remise des sommes à être versées au CAPCE et au CMV, ces derniers chargent le Fiduciaire de soumette à la Ville une confirmation écrite attestant que le prix de vente est suffisant pour rembourser et radier la totalité des créances hypothécaires et autres charges grevant l'Immeuble ainsi que les Équipements.

Dans l'éventualité où, préalablement à la remise desdites sommes au Fiduciaire, il y a présence d'entrées contradictoires au registre foncier ou au registre des droits personnels et réels mobiliers, autres que les charges dénoncées à l'Acte de vente et que le prix de vente n'est pas suffisant pour payer tous les créanciers afin d'obtenir la radiation de toutes les charges sur l'Immeuble et les Équipements, le débiteur devra, dans un délai de 10 jours suivant la publication de l'Acte de vente, remettre au Fiduciaire les sommes suffisantes afin que ce dernier puisse procéder au remboursement total et final en vue d'obtenir la radiation de telles charges. Il est entendu entre les Parties que le Fiduciaire ne pourra débourser aucune somme et n'effectuer aucun paiement à même le prix de vente versé par la Ville,

INITIALES		
VILLE	CMV	CAPCE

tant qu'il n'aura pas obtenu du débiteur les sommes suffisantes pour obtenir la radiation de toutes telles charges, le cas échéant. De plus, si le débiteur fait défaut de remettre au Fiduciaire les sommes suffisantes dans le délai imparti, la Ville pourra, à sa seule discrétion, demander l'annulation de la vente, auquel cas le CAPCE et le CMV s'engagent à : (a) signer tout acte pertinent pour y donner effet; (b) donner ordre au Fiduciaire de rembourser à la Ville le prix de vente, ainsi que tous autres frais et dommages engagés ou subis par la Ville, et; (c) assumer les frais et honoraires relatifs à l'acte d'annulation.

4.2 POSSESSION

La Ville deviendra propriétaire de la totalité de l'Immeuble, avec Bâtiment dessus érigé, et en aura la possession à la date de la signature de l'Acte de vente.

4.3 GARANTIE

La vente de l'Immeuble, sera faite avec la garantie du droit de propriété. Également, toutes garanties de fabricants ou fournisseurs en vigueur pour le Bâtiment et notamment la garantie visant la toiture, seront transférées à la Ville à la date de la signature de l'Acte de vente.

4.4 TITRES

Le CMV et le CAPCE ne seront pas tenus de fournir ni titres ni certificat de recherche touchant l'Immeuble.

Le CMV et le CAPCE devront cependant fournir à la Ville un bon et valable titre de propriété, libre de tout droit réel, privilège et hypothèque, sauf les servitudes qui s'y rattachent, à l'exception de :

Charges immobilières

- Une hypothèque de premier rang au montant de 15 600 000,00$ plus l'hypothèque additionnelle, par Centre d'Activités Physiques et Communautaires de l'Est (C.A.P.C.E.) Inc. en faveur de Caisse Populaire Canadienne Italienne créée aux termes d'un acte de prêt reçu devant Me Stéphane Brunelle, notaire, le vingt-quatre novembre deux mille huit (24-11-2008) sous le numéro 4 164 de ses minutes et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 15 780 824 et au registre des droits personnels et réels mobiliers sous le numéro 08-0678633-0001.

- Une hypothèque immobilière de deuxième rang au montant de 790 000,00$ plus l'hypothèque additionnelle, par Centre d'Activités Physiques et Communautaires de l'Est (C.A.P.C.E.) Inc. en faveur de Caisse Populaire Canadienne Italienne créée aux termes d'un acte de prêt reçu devant Me Stéphane Brunelle, notaire, le deux septembre deux mille dix (02-09-2010) sous le numéro 4 737 de ses minutes et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 17 521 334 et au registre des droits personnels et réels mobiliers sous le numéro 10-0611939-0001.

    - Ces hypothèques grèvent :

a) Les droits d'emphytéose que détient le constituant dans l'immeuble ci-après décrit aux termes d'une convention d'emphytéose entre le Collège d'Enseignement Général et Professionnel Marie-Victorin et le Centre d'Activités Physiques et Communautaires de l'Est (C.A.P.C.E.) Inc., reçue devant Me Jacques Morand, notaire, le douze novembre deux mille huit (12-11-2008), sous le numéro 20 686 de ses minutes, et dont copie sera publiée incessamment au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, tel que le tout pourra être amendé de temps à autre.

INITIALES		
VILLE	CMV	CAPCE

b) Les droits d'emphytéose du constituant dans la bâtisse portant le numéro 7 000, boulevard Maurice-Duplessis, en la ville de Montréal, province de Québec, H1G 0A1, incluant toutes les constructions et améliorations en cours de construction y afférentes et tous les droits du constituant à titre d'emphytéote dans l'immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro TROIS MILLIONS NEUF CENT TRENTE-SIX MILLE SIX CENT CINQUANTE-SIX (3 936 656) au cadastre du Québec, dans la circonscription foncière de Montréal.

- Un avis d'inscription des droits résultant d'un bail en faveur de LOISIRS 3000 INC. et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 22 048 471.

Charge mobilière en lien avec l'immeuble :

- Une hypothèque mobilière affectant une créance spécifique signée par Centre d'Activités Physiques et Communautaires de l'Est (C.A.P.C.E.) Inc. en faveur de Caisse Populaire Canadienne Italienne, le 1er novembre 2010 et inscrite au RDPRM sous le numéro 10-0785873-0001. Cette hypothèque affecte le bien suivant:

    - Une garantie gouvernementale provinciale en vertu du Programme de soutien aux installations sportives et récréatives pour la première partie du prêt, soit une somme de SEPT MILLIONS TROIS CENT VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (7 325 000,00$), due aux termes d'une convention d'aide financière intervenue entre le **CENTRE D'ACTIVITÉS PHYSIQUES ET COMMUNAUTAIRES DE L'EST (C.A.P.C.E.) INC.** et La Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, le vingt février deux mille huit (20-02-2008).

Charges mobilières en lien avec les Équipements :

- Une hypothèque mobilière au montant de 18 720 000,00$ (15 600 000,00$ plus l'hypothèque additionnelle) affectant l'universalité des meubles et actifs mobiliers, corporels, incorporels, présents et futurs, signée par Centre d'Activités Physiques et Communautaires de l'Est (C.A.P.C.E.) Inc. en faveur de Caisse Populaire Canadienne Italienne, le 24 novembre 2008 et inscrite au RDPRM sous le numéro 08-0678633-0004 ;

- Une hypothèque mobilière ouverte au montant de 18 720 000,00$ (15 600 000,00$ plus l'hypothèque additionnelle) affectant l'universalité des meubles et actifs mobiliers, corporels, incorporels, présents et futurs, signée par Centre d'Activités Physiques et Communautaires de l'Est (C.A.P.C.E.) Inc. en faveur de Caisse Populaire Canadienne Italienne, le 24 novembre 2008 et inscrite au RDPRM sous le numéro 08-0678633-0003 ;

- Une hypothèque mobilière au montant de 948 000,00$ (790 000,00$ plus l'hypothèque additionnelle) affectant l'universalité des meubles et actifs mobiliers, corporels, incorporels, présents et futurs, signée par Centre d'Activités Physiques et Communautaires de l'Est (C.A.P.C.E.) Inc. en faveur de Caisse Populaire Canadienne Italienne, le 2 septembre 2010 et inscrite au RDPRM sous le numéro 10-0611939-0004 ; et

- Une hypothèque mobilière ouverte au montant de 948 000,00$ (790 000,00$ plus l'hypothèque additionnelle) affectant l'universalité des meubles et actifs mobiliers, corporels, incorporels, présents et futurs, signée par Centre d'Activités Physiques et Communautaires de l'Est (C.A.P.C.E.) Inc. en faveur de Caisse Populaire Canadienne Italienne, le 2 septembre 2010 et inscrite au RDPRM sous le numéro 10-0611939-0002.

Lesquelles seront remboursées à même le produit des présentes et radiée conformément aux articles 4.1.1 et 4.1.3 et des présentes.

INITIALES		
VILLE	CMV	CAPCE

La Ville aura un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date de la signature de la présente entente par les Parties pour dénoncer au CMV et au CAPCE tous vices ou irrégularités entachant les titres. Si aucune dénonciation n'est exprimée dans ce délai, la Ville sera définitivement réputée avoir accepté le titre de propriété du CMV et du CAPCE et en être satisfaite. Toutefois, à la suite d'un tel avis, le CMV et le CAPCE auront trente (30) jours à compter de cet avis écrit pour avertir par écrit la Ville :

a) qu'ils ont remédié à leurs frais aux vices, irrégularités; ou,

b) qu'ils ne seront pas en mesure d'y remédier.

La Ville, sur réception de l'avis prévu en b) du paragraphe précédent devra, dans un délai de trente (30) jours de la réception d'un tel avis, aviser par écrit le CMV et le CAPCE : soit qu'elle choisit d'acheter avec les vices ou irrégularités allégués ou qu'elle ne désire plus acquérir l'Immeuble, sans autre recours de part ou d'autres; les frais, honoraires et déboursés encourus par le CMV et le CAPCE seront à sa (leur) charge.

4.5 CERTIFICAT DE LOCALISATION ET PLAN DE PROPRIÉTÉ

4.5.1 Certificat de localisation

Le CMV s'engage à remettre à la Ville un certificat de localisation préparé par un arpenteur-géomètre, et ce, dans un délai d'au plus trente (30) jours suivant la signature de la présente entente par les Parties.

4.5.2 Plan de propriété

La Ville se réserve un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date de la signature de la présente entente par les Parties pour faire effectuer, à ses frais et sous son entière responsabilité, un plan de propriété de l'Immeuble. Le CMV et le CAPCE permettent donc à la Ville et à ses représentants et/ou mandataires d'accéder à l'Immeuble, incluant le Bâtiment, afin de pouvoir obtenir les données permettant de compléter ce plan.

4.6 ÉTUDE GÉOTECHNIQUE ET CARACTÉRISATION ENVIRONNEMENTALE DU SOL DE L'IMMEUBLE ET INSPECTION DU BÂTIMENT

La Ville se réserve un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date de signature de la présente entente pour faire effectuer, à ses frais et sous son entière responsabilité, une étude géotechnique et de caractérisation environnementale, conforme avec la politique du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) pour une utilisation à des fins publiques.

Si les résultats de telles études démontrent qu'il y a une incompatibilité entre la qualité des sols et l'usage projeté de l'Immeuble, la Ville se réserve un délai additionnel de dix (10) jours suivant l'expiration du délai de quatre-vingt-dix (90) jours prévu ci-dessus pour aviser le CMV et le CAPCE, par écrit, de son intention de retirer de la présente entente ou de renégocier le prix prévu au paragraphe 4.1, et ce, sans que la Ville ne s'expose à quelque recours que ce soit de la part du CMV et du CAPCE.

La Ville se réserve un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date de signature de la présente entente pour faire effectuer, à ses frais et sous son entière responsabilité, une inspection du Bâtiment.

Si les résultats de telle inspection démontrent que le Bâtiment n'est pas conforme pour son usage projeté, la Ville se réserve un délai additionnel de dix (10) jours suivant l'expiration du délai de quatre-vingt-dix (90) jours prévu ci-dessus pour aviser le CMV et le CAPCE, par écrit, de son intention de se retirer de la présente

INITIALES		
VILLE	CMV	CAPCE

entente ou de renégocier le prix prévu au paragraphe 4.1 et ce, sans que le la Ville ne s'expose à quelque recours que ce soit de la part du CMV et CAPCE.

La Ville s'engage à remettre les sols de même que le Bâtiment dans leur état original suite aux travaux nécessaires et utiles à la réalisation de ladite étude et de ladite inspection.

4.7 TAXES ET IMPOSITIONS FONCIÈRES

Les immeubles appartenant à la Ville sont exempts de taxes foncières, municipales et scolaires, en vertu des dispositions de l'article 204 de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

En conséquence, la Ville remboursera au CAPCE ou au CMV, le cas échéant, à compter de la date de l'Acte de vente, toute portion des taxes municipales payées en trop.

De plus, le Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal remboursera au CAPCE ou au CMV, le cas échéant, à compter de la date de l'Acte de vente, toute portion des taxes scolaires payées en trop, sous réserve des dispositions de l'article 245 de la loi précitée.

4.8 TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (TPS) ET TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (TVQ)

Le cas échéant, la taxe sur les produits et services et la taxe de vente du Québec seront à la charge de la Ville.

4.9 TRANSFERT DES RISQUES

Malgré la signature de la présente entente, le CAPCE et le CMV continueront à assumer les risques et responsabilités liés à l'Immeuble, et ce, jusqu'à la signature de l'Acte de vente. La Ville n'assumera tous les risques de perte ou dommage ainsi que la responsabilité civile qu'à compter de la signature de l'Acte de vente.

4.10 ENGAGEMENTS DU CMV ET DU CAPCE

La présente entente est conditionnelle à ce que le CMV et le CAPCE réalisent les engagements qui suivent.

4.10.1 À compter de la signature de la présente entente et jusqu'à la signature de l'Acte de vente, le CAPCE fera en sorte :

4.10.1.1 de préserver, entretenir et gérer l'Immeuble, en y apportant tout le soin nécessaire comme le ferait un propriétaire prudent et diligent pour qu'à la date de signature de l'Acte de vente, l'état de du Bâtiment soit comparable à celui constaté par la Ville lors de son inspection.

4.10.1.2 qu'à l'exception des baux signés avec les locataires suivants : 9083-4045 Québec inc. (Evangelista Sport RDP), Le Resto Capucine inc. et Impact de Montréal, ils conviennent qu'il n'existera aucun bail, offre de location, droit d'occupation, contrat de service, contrat d'emploi, contrat d'administration, contrat de gestion ou autre contrat ou entente, de quelque nature que ce soit, pouvant lier la Ville. Le Bâtiment devra être totalement vacant et exempt de toutes activités commerciales, et ce, au moment de la signature de l'Acte de vente. À cet effet, une copie de toutes les ententes de résiliation des contrats, incluant l'avis de radiation des baux qui ont été publiés au bureau de la publicité des droits et des baux conclus par eux devront être remis à la Ville préalablement à la signature de l'Acte de vente.

INITIALES		
VILLE	CMV	CAPCE

Toutefois, relativement au bail consenti en faveur de LOISIRS 3000 INC. et pour lequel un avis d'inscription a été publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 22 048 471, l'avis de radiation pourra être substitué par une proposition de paiement dûment entérinée par les créancier et homologuée par le Tribunal. Une copie de cette dite proposition devra être remise à la Ville préalablement à la signature de l'Acte de vente.

Les frais associés à la résiliation des contrats et des baux seront à l'entière charge du CAPCE.

4.10.1.3 de ne pas affecter, de quelque façon, le titre de l'Immeuble.

4.10.1.4 que tout impôt, taxe, cotisation ou autre charge réclamé par quelque autorité gouvernementale ayant juridiction relativement à cette période soit payé.

4.10.2 À compter de la signature de la présente entente et jusqu'à la signature de l'Acte de vente, le CMV fera en sorte :

4.10.2.1 de ne pas affecter, de quelque façon, le titre de l'Immeuble.

4.10.2.2 que tout impôt, taxe, cotisation ou autre charge réclamé par quelque autorité gouvernementale ayant juridiction relativement à cette période soit payé.

FRAIS

La Ville devra assumer les frais de sa vérification diligente et de la préparation de l'Acte de vente, des documents accessoires à l'Acte de vente et sa publication au registre foncier. Chacune des Parties assumera les frais de ses propres conseillers juridiques, consultants et experts, le cas échéant. L'Acte de vente, qui devra reproduire toutes les modalités et conditions pertinentes de la présente entente, et les documents accessoires à celui-ci, seront préparés et reçus par le notaire désigné par la Ville. Ces documents seront toutefois assujettis à l'approbation des conseillers juridiques du CMV. La radiation des hypothèques existantes et toute renonciation ou annulation des autres charges existantes, le cas échéant, seront effectuée par les conseillers juridiques du CMV et du CAPCE, le cas échéant, aux entiers frais de ces derniers.

4.11 AJUSTEMENTS

Outre les taxes et impositions foncières, les ajustements usuels relativement à l'Immeuble seront effectués à la date de signature de l'Acte de vente, le cas échéant.

4.12 ACTE DE VENTE

Les Parties s'engagent à signer un acte de vente et tous les autres documents accessoires requis (« **Acte de vente**») pour donner plein effet à la présente entente, devant le notaire choisi par la Ville, au plus tard vingt (20) jours après l'approbation des autorités compétentes de la Ville et du MEESR, et ce, avant la tombée de l'échéance mentionnée à l'article 14 « DURÉE DE L'ENTENTE ». Si le CMV et le CAPCE font défaut de signer l'Acte de vente dans les vingt (20) jours suivant un avis envoyé par le notaire de la Ville à l'effet que toutes les autorisations municipales et gouvernementales requises ont été données, pourvu que la Ville ne soit pas elle-même en défaut, la présente entente pourra devenir nulle et de nul effet, au choix de la Ville, sans possibilité de recours ni indemnité pour l'une ou l'autre des Parties.

INITIALES		
VILLE	CMV	CAPCE

ARTICLE 5
USUFRUIT

Conditionnellement à la signature de l'Acte de vente faisant l'objet de la présente entente, le CMV s'engage à consentir en faveur de la Ville un usufruit pour une durée de TRENTE (30) ans lui accordant l'usage et la jouissance des parties du lot 3 936 657 du cadastre du Québec, d'une superficie approximative de 32 800 mètres carrés, à l'endroit à être déterminé d'un commun accord par la Ville et le CMV et tel que présentée approximativement et à titre indicatif sur les plans joints à l'annexe 3 des présentes (les « **Terrains** »), permettant à la Ville d'aménager des terrains de soccer et/ou de football.

En contrepartie, la Ville aura l'entière responsabilité d'aménager, d'entretenir et d'assurer une surveillance raisonnable des Terrains. Le Ville devra également aménager, à ses frais, dans un délai de TROIS (3) ans suivant la signature d'un acte créant cet usufruit, au moins un terrain de soccer avec gazon synthétique et avec éclairage, dont l'emplacement devra être choisi d'un commun accord entre la Ville et le CMV.

Enfin, la Convention devra prévoir les modalités d'échange de services entre le CMV et la Ville relativement aux Terrains.

5.1 TITRES

Le CMV ne sera pas tenu de fournir ni titres ni certificat de recherche touchant les Terrains.

Le CMV devra cependant fournir à la Ville un bon et valable titre de propriété.

La Ville aura un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date de la signature de la présente entente par les Parties pour dénoncer au CMV tous vices ou irrégularités entachant les titres. Si aucune dénonciation n'est exprimée dans ce délai, la Ville sera définitivement réputée avoir accepté le titre de propriété du CMV et en être satisfaite. Toutefois, à la suite d'un tel avis, le CMV aura trente (30) jours à compter de cet avis écrit pour avertir par écrit La Ville :

a) qu'il a remédié à ses frais aux vices, irrégularités; ou,

b) qu'il ne sera pas en mesure d'y remédier.

La Ville, sur réception de l'avis prévu en b) du paragraphe précédent devra, dans un délai de trente (30) jours de la réception d'un tel avis, aviser par écrit le CMV : soit qu'elle choisit de conclure l'usufruit avec les vices ou irrégularités allégués ou qu'elle ne désire plus conclure l'usufruit, sans autre recours de part ou d'autres; les frais, honoraires et déboursés encourus par le CMV seront à sa charge.

5.2 DESCRIPTION TECHNIQUE ET PLAN

La description technique et le plan requis pour la création de l'usufruit relativement aux Terrains seront réalisés par les arpenteurs-géomètres de la Ville, aux frais de la Ville, sous réserve de l'approbation de ces documents par le CMV.

5.3 ÉTUDE GÉOTECHNIQUE ET CARACTÉRISATION ENVIRONNEMENTALE DU SOL.

La Ville se réserve un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date de signature de la présente entente pour faire effectuer, à ses frais et sous son entière responsabilité, une étude géotechnique et de caractérisation environnementale, conforme avec la politique du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) pour une utilisation à des fins publiques.

INITIALES		
VILLE	CMV	CAPCE

Si les résultats de telles études démontrent qu'il y a une incompatibilité entre la qualité des sols et l'usage projeté des Terrains, la Ville se réserve un délai additionnel de dix (10) jours suivant l'expiration du délai de quatre-vingt-dix (90) jours prévu ci-dessus pour aviser le CMV et le CAPCE, par écrit, de son intention de retirer de la présente entente sans que la Ville ne s'expose à quelque recours que ce soit de la part du CMV et du CAPCE.

La Ville s'engage à remettre les sols de même que le Bâtiment dans leur état original suite aux travaux nécessaires et utiles à la réalisation de ladite étude et de ladite inspection.

5.4 CESSION DE L'IMMEUBLE

Advenant que la Ville désire vendre à un tiers le lot décrit à l'article 3 des présentes, cette dernière devra transmettre au CMV un avis l'informant qu'elle a reçu une promesse d'achat. Conditionnellement à la signature d'un acte de vente résultant de ladite promesse, le CMV aura alors l'option de mettre fin à l'usufruit pour les Terrains, sans que la Ville ou le CMV ne puissent réclamer quelques dommages à l'autre partie, en transmettant un avis à la Ville dans un délai de TRENTE (30) jours suivant la date de réception de l'avis de la Ville. Advenant que le CMV confirme son intention de mettre fin à l'usufruit, la Ville devra alors publier à ses frais au bureau de la publicité des droits un avis confirmant l'annulation de l'usufruit. Une copie de cette annulation devra être transmise par la Ville au CMV.

5.5 ACTE

Sujet aux conditions énoncées aux paragraphes 5.1 et 5.3 de la présente entente et conditionnellement à la signature de l'Acte de vente entre la Ville, le CAPCE et le CMV, la Ville et le CMV s'engagent à signer l'acte confirmant les termes et conditions de l'usufruit et tous les autres documents accessoires requis, le cas échéant, pour donner plein effet à l'article 5 de la présente entente, devant le notaire choisi par la Ville, au plus tard vingt (20) jours après l'approbation dudit acte d'usufruit et desdits autres documents accessoires par les autorités compétentes de la Ville et du MEESR, et ce, avant la tombée de l'échéance citée à l'article 14 « DURÉE DE L'ENTENTE ».

ARTICLE 6
CONVENTION ENTRE LA VILLE ET LE CMV

6.1 Considérant la vente de l'Immeuble à la Ville, avec Bâtiment dessus érigé, ainsi que des besoins de la clientèle du CMV, le CMV et la Ville conviennent de conclure une convention d'échanges de services (la « **Convention** ») concurremment à la signature de l'Acte de vente. Cette Convention devra notamment prévoir les espaces concernés, les jours et heures d'utilisation des plateaux et terrains de soccer, les tarifs, l'entretien, la surveillance, le stationnement et le personnel requis. Les termes et conditions de cette Convention pourront être révisés au moins une fois toutes les cinq (5) années par le CMV et la Ville.

La Convention devra également prévoir un nombre suffisants d'espaces de stationnement sans frais à l'usage des citoyens qui utilisent les installations de la Ville dans le Bâtiment ainsi que les Terrains.

6.2 La Ville et le CMV s'engagent à signer ladite Convention confirmant les termes et conditions des échanges de services, au plus tard vingt (20) jours après l'approbation de la Convention par les autorités compétentes de la Ville et du MEESR, et ce, avant la tombée de l'échéance cité à l'article 14 « DURÉE DE L'ENTENTE ». Pour plus de précision, la signature de l'Acte de vente par les Parties est conditionnelle à la signature de manière concomitante de la Convention par le CMV et la Ville.

INITIALES		
VILLE	CMV	CAPCE

ARTICLE 7
SERVITUDES ET AUTRES DROITS

La Ville et le CMV conviennent qu'il apparaît nécessaire et utile de constituer à même l'Acte de vente toutes les servitudes requises et autres droits pour assurer la parfaite utilisation, occupation et exploitation prévues aux termes de la Convention dont notamment ce qui suit :

7.1 SERVITUDE DE PASSAGE

Une servitude réelle et perpétuelle réciproque de passage, et ce, sans contrepartie mais sujet au partage des frais d'entretien à être déterminés d'un commun accord par la Ville et le CMV. La rédaction des conditions de cette servitude sera assumée par le notaire de la Ville, aux frais de cette dernière, sujet à l'approbation du CMV.

La description technique et le plan requis pour la création de cette servitude seront réalisés par les arpenteurs-géomètres de la Ville, aux frais de la Ville, sous réserve de l'approbation de ces documents par le CMV.

7.2 SERVITUDE DE RESTRICTION D'USAGE

Une servitude de restriction d'usage est requise afin que le Bâtiment ne puisse être utilisé que pour les fins pour lesquelles il a été construit, soit un centre d'activités physiques et communautaire.

7.3 SERVITUDE D'USAGE

La Ville accepte d'accorder une servitude d'usage réelle et perpétuelle en faveur du CMV afin de lui permettre d'occuper des plateaux sportifs, une salle de classe et des bureaux dans le Bâtiment afin de pouvoir maintenir en tout temps des services auprès de sa clientèle. Les termes et conditions de cette occupation seront déterminés dans la Convention. Cette servitude devra prévoir que la Ville s'engage à maintenir en tout temps dans le Bâtiment un environnement de qualité pour les clientèles respectives de la Ville et du CMV.

7.4 SERVITUDE D'USAGE DE LA PISCINE

Le CMV accepte d'accorder une servitude d'usage réelle et perpétuelle en faveur de la Ville afin de lui permettre d'occuper la piscine et les vestiaires adjacents. Les termes et conditions de cet usage seront déterminés dans la Convention. Cette servitude devra prévoir que le CMV s'engage à maintenir en tout temps la piscine dans un environnement de qualité pour les clientèles respectives de la Ville et du CMV.

7.5 DROIT DE PREMIER REFUS

La Ville devra, si elle désire aliéner l'Immeuble avec Bâtiment dessus érigé, d'abord l'offrir au CMV au prix total, de DIX HUIT MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (18 500 000 $). Ce droit dont bénéficie le CMV signifie qu'avant de procéder à la vente ou à l'aliénation de tous ses droits titres et intérêts, de quelque manière que ce soit, à un tiers de bonne foi n'étant pas lié à la Ville, la Ville s'engage à soumettre au CMV un avis écrit accompagné de l'offre d'achat de tout tel tiers, et la CMV aura le droit prioritaire d'acheter tous les droits titres et intérêts dudit Immeuble avec Bâtiment dessus érigé.

Le CMV devra aviser la Ville au plus tard dans un délai de trente (30) jours suivant la réception d'un avis dont il fait état au paragraphe précédent, à défaut de quoi le CMV sera réputé ne pas vouloir acquérir. Cet avis, pour être valable, devra être accompagné de la résolution requise.

INITIALES		
VILLE	CMV	CAPCE

Si le CMV décide de ne pas acheter, ou ne donne pas l'avis et toute résolution requise, la Ville pourra donner suite à telle offre et si, pour quelque raison que ce soit il n'est pas donner suite à la promesse d'achat, il est entendu entre la Ville et le CMV que le droit de premier sera réactivé.

7.5 AFFICHAGE

Considérant la vocation de l'Immeuble et les clientèles respectives de la Ville et du CMV, la Ville s'engage à ce que l'affichage qui sera fait sur l'Immeuble, incluant sur et dans le Bâtiment, soit respectueuse des valeurs d'une institution d'enseignement.

ARTICLE 8
SUBVENTION ET FINANCEMENT

La vente de l'Immeuble, avec Bâtiment dessus érigé, de CAPCE et de CMV en faveur de la Ville est conditionnelle à ce que le MEESR confirme, préalablement à la signature de l'Acte de vente, son acceptation de verser à la Ville le solde de la subvention établie pour la construction du Bâtiment, en un seul ou plusieurs versement(s), selon les termes et conditions établis.

ARTICLE 9
CESSION D'ACHALANDAGE

La vente de l'Immeuble, avec Bâtiment dessus érigé, de CAPCE et de CMV en faveur de la Ville est conditionnelle à ce que le CMV mette fin, à ses frais, à toutes ententes d'achalandage avec le CAPCE ou autres tiers. Cette terminaison se fera concurremment à la signature de l'Acte de vente.

ARTICLE 10
OCCUPATION DE LOCAUX DE LA VILLE PAR LE CMV

Considérant la vente de l'Immeuble à la Ville, avec Bâtiment dessus érigé, et afin de respecter les termes et conditions prévus à la Convention, la Ville consent à permettre au CMV l'occupation de certains espaces du Bâtiment pour des bureaux de professeurs. Le tarif d'occupation est fixé à un taux annuel brut de CENT SOIXANTE-DIX DOLLARS (170 $) par mètre carré pour la première année, plus les taxes applicables. Ce taux sera majoré annuellement selon l'IPC général pour la région de Montréal. Cette occupation pourra être annulée en tout temps par le CMV par la transmission à la Ville d'un préavis de SIX (6) mois. Les termes et conditions de cette occupation seront confirmés et détaillés par la Ville et le CMV dans la Convention.

ARTICLE 11
OCCUPATION D'ESPACE DU CMV PAR LA VILLE

Considérant la vente de l'Immeuble à la Ville, avec Bâtiment dessus érigé, et afin de respecter les termes et conditions prévus à la Convention, le CMV convient de permettre à la Ville d'offrir des services et activités aux citoyens des Arrondissements à la piscine et dans la palestre, incluant les vestiaires adjacents, lesquels font partie du campus du CMV. Des photos montrant ces espaces sont jointes à l'annexe 4 des présentes.

À cet effet, le CMV s'engage à investir une somme de TROIS MILLIONS DE DOLLARS (3 000 000 $) pour la mise aux normes de la piscine et des vestiaires adjacents. Les travaux devront être réalisés selon les règles de l'art et devront assurer la pérennité de ces installations afin de les rendre accessibles aux citoyens et étudiants. À défaut de réaliser ces travaux à la satisfaction de la Ville dans un délai de TROIS (3) ans suivant la signature de l'Acte de vente, la Ville pourra alors résilier la Convention pour non-respect des obligations en transmettant un préavis de TRENTE (30) jours au CMV, sans que ce dernier ne puisse réclamer quelque dommage à la Ville.

INITIALES		
VILLE	CMV	CAPCE

ARTICLE 12
POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

Le CMV et le CAPCE reconnaissent que la politique de gestion contractuelle de la Ville (la « Politique ») s'applique à l'acte résultant de la présente entente, sous réserve des adaptations nécessaires. À cet égard, le CMV et le CAPCE déclarent et attestent solennellement :

12.1 qu'ils ont pris connaissance de la Politique, dont une copie est jointe à l'annexe 5;

12.2 qu'ils comprennent les termes et la portée de la Politique;

12.3 que si des communications d'influence ont eu lieu à l'occasion de la présente entente, elles l'ont été conformément à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, au *Code de déontologie des lobbyistes* et aux avis du commissaire au lobbyisme.

ARTICLE 13
ATTESTATIONS

13.1 Le CAPCE fait les déclarations suivantes et s'en porte garant :

13.1.1 il est une personne morale résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5e suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, c. I-3);

13.1.2 il prend les engagements souscrits aux termes des présentes;

13.2 Le CMV et le CAPCE déclarent qu'il n'existe aucune requête ou action ni aucun recours, poursuite, enquête ou procédure en cours ou imminente devant quelque tribunal, ni devant quelque commission, conseil, bureau ou agence gouvernementale pouvant affecter négativement la valeur, l'usage ou la viabilité de l'Immeuble, avec Bâtiment dessus érigé, ou de quelque partie de celui-ci ou l'aptitude du CMV et du CAPCE à se conformer aux obligations en vertu des présentes.

ARTICLE 14
DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente débute à la date de la signature par les Parties et constitue, sujet aux articles 4.4, 4.6, 5.1 et 5.3, un engagement irrévocable pour les Parties jusqu'à la date de la signature des actes faisant l'objet des présentes, prévue au plus tard à 23 heures 59, le 31 décembre 2016.

À défaut de la signature des actes faisant l'objet des présentes, et ce, avant le délai mentionné ci-dessus, chacune des Parties pourra se retirer et considérer la présente entente comme nulle et non avenue sans possibilité de dédommagement ou poursuite par l'une ou l'autre des Parties.

ARTICLE 15
DÉFAUT

15.1 Aux fins de la présente entente, l'une ou l'autre des Parties est en défaut :

15.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres;

15.1.2 si elle a fait cession de biens ou si elle est réputée avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

INITIALES		
VILLE	CMV	CAPCE

15.1.3 si elle refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les délais mentionnés aux présentes ou à défaut dans les trente (30) jours suivant la réception d'un avis écrit l'enjoignant de s'exécuter ou tout délai plus long que l'autre partie pourrait octroyer dans le cas où il ne peut raisonnablement être remédié à un tel défaut dans un délai de trente (30) jours.

15.2 Aucune des Parties n'est considérée en défaut, si elle n'est pas en mesure de s'exécuter en cas de force majeure ou cas fortuit tel que les incendies, les inondations, les épidémies, les guerres, les rébellions, les insurrections, les sécessions, les émeutes, les grèves, ou des conditions climatiques exceptionnellement rigoureuses. En conséquence, dans de telles circonstances, les délais d'exécution sont prolongés et les dates modifiées, étant entendu que la partie qui n'est pas en mesure de s'exécuter doit informer l'autre partie sans tarder, par écrit, de l'existence d'un cas de force majeure ou d'un cas fortuit et du délai nécessaire pour remplir ses obligations.

15.3 La nomination d'un tiers destiné à faciliter le règlement des contrats du CAPCE avec ses fournisseurs et créanciers n'aura pas pour effet de constituer un défaut si, dans le cadre de sa nomination par la cour, la présente entente est approuvée.

ARTICLE 16
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

Le CMV et le CAPCE déclarent et garantissent qu'ils ont le pouvoir de conclure la présente entente et d'en exécuter toutes et chacune des obligations. Toutefois, tous les engagements du CMV sont assujettis à l'autorisation du Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Le CAPCE doit, en tout temps pendant la Durée, être en règle avec le Registraire des entreprises du Québec.

ARTICLE 17
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

17.1 Avis d'élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis, relativement aux présentes, est suffisant s'il est consigné par écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire, aux adresses indiquées ci-dessous :

17.1.1 À la Ville

Service de la gestion et de la planification immobilière
À l'attention de la Directrice évaluation et courtage du Service de la gestion et de la planification immobilière, ou son représentant dûment autorisé
303, rue Notre-Dame est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
Tél. : 514 872-0153

17.1.2 Au CMV

À l'attention du Directeur général
7000, rue Marie-Victorin
Montréal (Québec) H1G 2J6
Tél. : 514 325-0150

INITIALES		
VILLE	CMV	CAPCE

17.1.3 Au CAPCE

À l'attention du Président du conseil d'administration
7000, boulevard Maurice-Duplessis
Montréal (Québec) H1G 0A1
Tél. : 514 328-3828

Cependant, une des Parties pourra aviser les autres d'une autre adresse dans le district judiciaire de Montréal à laquelle tout avis subséquent devra lui être envoyé.

S'il est impossible de faire parvenir un avis à l'adresse ci-dessus mentionné, tel avis pourra être signifié à l'autre partie en lui laissant copie au Greffe de la Cour supérieure du district de Montréal.

17.2 Cession

Les Parties ne pourront transférer et céder leurs droits, obligations, titres et intérêts dans la présente entente.

17.3 Courtier

Les Parties aux présentes reconnaissent et déclarent qu'aucun courtier n'a été mandaté pour la vente de l'Immeuble, avec Bâtiment dessus érigé.

17.4 Déclaration du CMV et du CAPCE

Le CMV et le CAPCE reconnaissent que la présente entente constitue leur engagement libre et éclairé.

De plus, le CMV et le CAPCE déclarent bien comprendre la portée de cette entente et avoir pu consulter les conseillers qu'il jugeait à propos, notamment leurs conseillers juridiques, le cas échéant, et ce, préalablement à la signature des présentes.

17.5 Délais

Tous les délais contenus aux présentes sont de rigueur et constituent une condition qui est de l'essence de la présente entente, sauf force majeure, auquel cas les délais seront étendus d'autant. Ils sont calculés de la façon suivante :

17.5.1 le jour qui marque le point de départ n'est pas compté, mais celui qui marque l'échéance ou la date limite du délai l'est;

17.5.2 lorsque la date d'échéance ou la date limite est un samedi ou un jour férié, ce dernier étant défini à l'article 61 de la *Loi sur l'interprétation* (RLRQ, c. I-16), celle-ci est reportée au premier jour ouvrable qui suit;

17.5.3 si l'entente fait référence à une date spécifique qui est un jour férié, l'échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant cette date.

17.6 Indivisibilité

La présente entente est indivisible, les Parties reconnaissant que la Ville désire acheter l'Immeuble, avec le Bâtiment dessus érigé, comme un tout, et ce, afin de procéder au remembrement des droits de propriété. Ainsi, la Ville ne pourra être tenue d'acheter qu'une partie de l'Immeuble si, pour quelque motif que ce soit, le CMV et le CAPCE ne pouvaient disposer de leurs droits.

INITIALES		
VILLE	CMV	CAPCE

17.7 Invalidité d'une clause

Une disposition de la présente entente jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

17.8 Modification

La présente entente ne peut être modifiée qu'avec l'accord écrit des Parties.

17.9 Entente complète

L'Acte de vente, l'usufruit et la Convention constitueront l'entente complète entre les Parties quant à son objet, lesquelles annuleront toutes les ententes précédentes à ce sujet, notamment la présente entente.

17.10 Lois applicables

La présente entente est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN TROIS (3) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2016

COLLÈGE D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL MARIE-VICTORIN

Par : _____

Par : _____

Le e jour de 2016

CENTRE D'ACTIVITÉS PHYSIQUES ET COMMUNAUTAIRES DE L'EST (C.A.P.C.E.) INC.

Par : _____

Le e jour de 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Cette entente a été approuvée par la résolution #_____ de la Ville.

INITIALES		
VILLE	CMV	CAPCE

ANNEXE 1

PLAN MONTRANT L'IMMEUBLE



INITIALES		
VILLE	CMV	CAPCE

ANNEXE 2

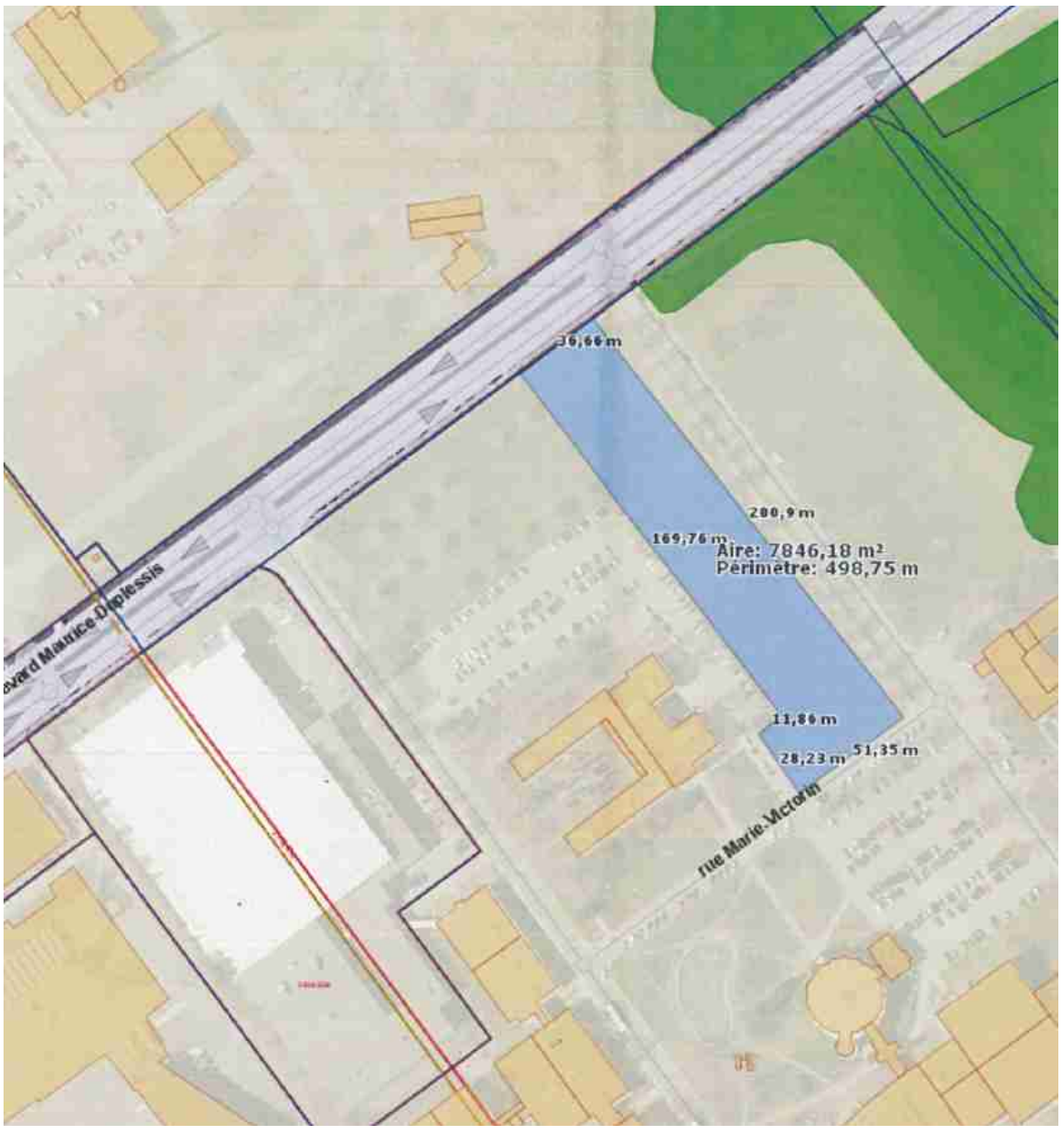
PHOTO DU BÂTIMENT ÉRIGÉ SUR L'IMMEUBLE



INITIALES		
VILLE	CMV	CAPCE

ANNEXE 3

PLANS DES TERRAINS CONCERNÉS PAR L'USUFRUIT



INITIALES		
VILLE	CMV	CAPCE



INITIALES		
VILLE	CMV	CAPCE

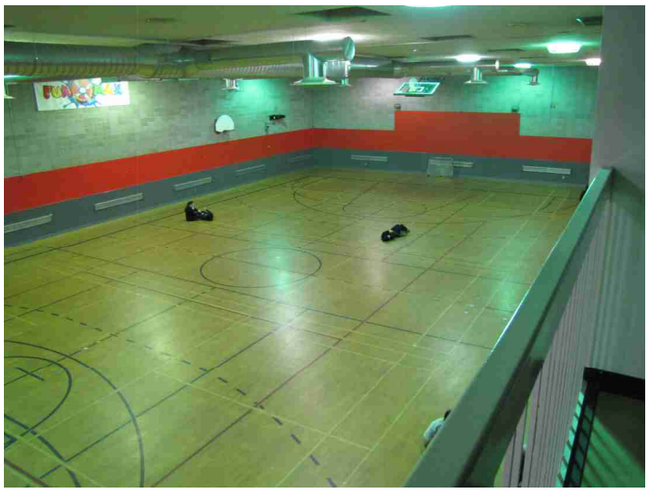


INITIALES		
VILLE	CMV	CAPCE

ANNEXE 4

PHOTOS DES ESPACES DU CMV QUI SERONT À L'USAGE DE LA VILLE





INITIALES		
VILLE	CMV	CAPCE

ANNEXE 5

POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE

Résolution CM13 0552 du conseil municipal du 17 juin 2013 et
Résolution CG13 0246 du conseil d'agglomération du 20 juin 2013

CONTEXTE

L'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* oblige les municipalités à se doter d'une politique de gestion contractuelle applicable à tout contrat.

La présente politique a pour objectif de répondre aux obligations de l'article 573.3.1.2 de la loi précitée et elle contient diverses mesures liées aux sept catégories qui y sont prévues.

PORTÉE

Cette politique s'applique à tous les élus, au personnel de cabinet et à l'ensemble des employés et intervenants impliqués dans toute démarche conduisant à la conclusion d'un contrat, notamment, d'acquisition de biens, de services, de services professionnels et d'exécution de travaux lors de leur octroi et pendant leur gestion.

Cette politique doit être reflétée, en faisant les adaptations nécessaires, dans tous les contrats de la Ville, peu importe leur valeur, pour en assurer le respect. Dans la présente politique « intervenant » comprend :

- les sous-traitants et les consultants;
- les soumissionnaires;
- les adjudicataires de contrats;
- les fournisseurs; ou
- tout autre cocontractant de la Ville.

En tout temps, la Ville peut effectuer des vérifications et demander de l'information complémentaire afin de s'assurer du respect de ladite politique.

PRINCIPES

La présente politique de gestion contractuelle renforce les principes de saine concurrence, d'efficience, d'éthique, de transparence et d'équité.

OBJECTIFS

Par la présente politique de gestion contractuelle, la Ville de Montréal réitère son engagement à :

1

INITIALES		
VILLE	CMV	CAPCE

- acquérir des biens, des services et des travaux de construction de qualité, en temps et lieu désirés, selon les quantités requises, le tout au coût le plus avantageux possible et en conformité avec la loi et les principes d'une saine gestion;
- transiger avec des fournisseurs de biens, de services et de travaux de construction compétents et performants en leur assurant un traitement équitable et respectueux des règles d'éthique;
- prévenir toute situation telle que trafic d'influence, intimidation, corruption, collusion ou conflit d'intérêts susceptible d'entacher ou d'entraver l'efficacité et l'intégrité du processus d'approvisionnement et d'octroi de contrats.
- **MESURES**

1. ***Assurer que tout soumissionnaire ou l'un de ses représentants n'a pas communiqué ou tenté de communiquer, dans le but de l'influencer, avec un des membres du comité de sélection relativement à la demande de soumissions pour laquelle il a présenté une soumission***

1.1. Déclaration des liens personnels ou d'affaires

Tout membre d'un comité de sélection ou d'un comité technique qui apprend qu'un des soumissionnaires, une personne qui lui est associée, un membre de son conseil d'administration ou l'un de ses actionnaires lui est apparenté ou entretient avec lui des liens personnels ou d'affaires, doit le déclarer sans délai au secrétaire de ce comité de sélection ou de ce comité technique.

Si une telle situation survient, déclarée ou non, la Ville se réserve le droit de remplacer le membre visé par celle-ci.

1.2. Confidentialité du processus

Chaque membre d'un comité de sélection ou d'un comité technique est tenu au respect de la plus stricte confidentialité quant aux dossiers évalués, à la composition des comités, aux délibérations et aux recommandations formulées. Le secrétaire, les membres du comité (de sélection ou technique) et les consultants doivent déclarer tout conflit d'intérêts et signer le formulaire intitulé *Engagement solennel des membres*.

La Ville considère comme confidentielles les informations concernant la composition de ses comités de sélection et de ses comités techniques, sauf dans le cadre d'un concours de design ou d'architecture.

INITIALES		
VILLE	CMV	CAPCE

1.3. Communications des soumissionnaires avec un représentant de la Ville de Montréal

Entre le lancement de l'appel d'offres et l'octroi du contrat (ci-après « période de soumission »), toute communication doit obligatoirement s'effectuer seulement avec la personne responsable de cet appel d'offres désignée aux documents d'appel d'offres ou avec le contrôleur si la communication vise le comportement de la personne responsable ou l'intégrité du processus d'octroi du contrat.

Si une communication visant l'appel d'offres a lieu pendant la période de soumission avec une personne autre que le responsable de l'appel d'offres ou le contrôleur, ou si cette communication avec le responsable de l'appel d'offres vise à influencer celui-ci quant à cet appel d'offres, la Ville peut, à sa seule discrétion, rejeter la soumission du soumissionnaire visé par telle communication. Si cette soumission est rejetée, ce soumissionnaire, ainsi que toute personne qui lui est ou lui a été liée[1] à un moment ou l'autre depuis six (6) mois avant le début de la période de soumission sont écartés de tout appel d'offres pendant une année, à compter de la date du rejet de cette soumission.

Si une communication, visant l'appel d'offres, avec une personne autre que le responsable de l'appel d'offres ou le contrôleur dans les cas prévus à cet effet ou avec le responsable, mais dans le but de l'influencer, est néanmoins découverte pendant l'exécution d'un contrat, la Ville se réserve le droit, à sa seule discrétion, de résilier le contrat, sans préjudice de ses autres droits et recours contre son cocontractant. Le cocontractant, ainsi que toute personne qui lui est ou lui a été liée à un moment ou l'autre depuis six (6) mois avant le début de la période de soumission sont écartés de tout appel d'offres, pendant une (1) année à compter de cette découverte.

2. *Favoriser le respect des lois applicables qui visent à lutter contre le truquage des offres*

2.1 Confidentialité

La Ville de Montréal s'engage à préserver le caractère confidentiel du contenu des soumissions sous réserve de l'application de la *Loi sur l'accès*

[1] Pour l'application de la présente Politique, l'expression « personne liée » signifie, lorsqu'il s'agit d'une personne morale, un de ses administrateurs et, le cas échéant, un de ses autres dirigeants de même que la personne qui détient une ou des actions de son capital-actions qui lui confère(nt) un droit de vote pouvant être exercé en toutes circonstances rattaché aux actions de la personne morale et, lorsqu'il s'agit d'une société en nom collectif, en commandite ou en participation, un de ses associés et, le cas échéant, un de ses dirigeants. Sont également des personnes liées, les personnes morales ayant en commun un administrateur ou un autre dirigeant ou un actionnaire détenant une ou des actions du capital-actions de chacune des ces personnes morales, qui lui confère(nt) un droit de vote pouvant être exercé en toutes circonstances rattaché aux actions de ces personnes morales. La même règle s'applique dans le cas de deux sociétés en nom collectif, en commandite ou en participation qui ont en commun un associé ou un dirigeant.

INITIALES		
VILLE	CMV	CAPCE

aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Tout intervenant, employé, membre du personnel de cabinet ou élu doit agir avec loyauté et respecter la confidentialité des informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions ou, le cas échéant, de l'exécution de son contrat, à moins que la loi ou un tribunal n'en dispose autrement.

2.2 Infractions passées et admissibilité

En déposant une soumission, son signataire affirme solennellement qu'à sa connaissance personnelle et après une vérification sérieuse, qu'aucune des personnes suivantes :

- le soumissionnaire;
- un sous-traitant;
- un des employés du soumissionnaire ou d'un sous-traitant, lequel serait affecté à l'exécution du contrat visé par l'appel d'offres;
- une personne qui est ou a été liée au soumissionnaire à un moment ou l'autre pendant la période ci-après mentionnée;

n'a, au cours des cinq (5) ans précédant le présent appel d'offres, été déclarée coupable sur le territoire du Québec de collusion, de manœuvres frauduleuses ou autres actes de même nature, ou tenue responsable, par une décision finale d'un tribunal, à l'occasion d'un appel d'offres ou d'un contrat ou n'a admis avoir participé à de tels actes ou contrevenu à la présente politique.

La présente disposition s'applique pendant toute la durée du contrat aux personnes y mentionnées.

Si l'un des actes mentionnés précédemment peut être reproché au soumissionnaire ou à l'une ou l'autre des personnes précitées, sa soumission est déclarée non-conforme et rejetée. De plus, ce soumissionnaire, toute personne qui lui est liée ou lui a été liée à un moment ou l'autre pendant la période de soumission ainsi que toute autre personne ci-haut mentionnée, à qui tel acte peut être reproché, sont écartés de tout appel d'offres pendant cinq (5) ans à compter de la date du rejet de cette soumission.

Si un tel acte est découvert après l'adjudication du contrat, la Ville se réserve le droit, à sa seule discrétion, de résilier le contrat, sans préjudice de ses autres droits et recours contre son cocontractant. Le cocontractant et toute personne qui lui est liée ou lui a été liée à un moment ou l'autre dans les six (6) mois précédant la conclusion du contrat, ainsi que toute autre

INITIALES		
VILLE	CMV	CAPCE

personne ci-haut mentionnée, à qui tel acte peut être reproché, sont écartés de tout appel d'offres pendant une période de cinq (5) ans à compter de telle découverte.

2.3 Pot-de-vin

En déposant une soumission, son signataire affirme solennellement qu'à sa connaissance personnelle et après une vérification sérieuse, qu'aucune des personnes suivantes :

- le soumissionnaire;
- un sous-traitant;
- un des employés du soumissionnaire ou d'un sous-traitant, lequel serait affecté à l'exécution du contrat visé par l'appel d'offres;
- une personne qui est ou a été liée au soumissionnaire à un moment ou l'autre pendant la période ci-après mentionnée;

n'a soudoyé un employé d'un organisme public, un élu ou un membre du personnel de cabinet en fonction sur le territoire du Québec dans les cinq (5) ans précédant l'appel d'offres.

S'il est découvert, avant l'octroi du contrat, qu'une admission ou une décision finale d'un tribunal fait état que le soumissionnaire ou toute personne mentionnée au présent article a commis un tel acte, sa soumission est déclarée non-conforme et rejetée. De plus, ce soumissionnaire et toute personne qui lui est liée ou lui a été liée à un moment ou l'autre pendant la période de soumission, ainsi que toute autre personne ci-haut mentionnée, ayant commis tel acte, sont écartés de tout appel d'offres pendant cinq (5) ans à compter de la date du rejet de cette soumission.

Si une telle admission ou une telle décision finale est découverte ou rendue après l'adjudication du contrat, la Ville se réserve le droit, à sa seule discrétion, de résilier le contrat visé, sans préjudice de ses autres droits et recours contre son cocontractant. Le cocontractant, ainsi que toute personne qui lui est liée ou lui a été liée à un moment ou l'autre dans les six (6) mois précédant la conclusion du contrat, ainsi que toute autre personne ci-haut mentionnée ayant commis un tel acte, sont écartés, pendant cinq (5) ans à compter de la découverte de telle admission ou décision.

INITIALES		
VILLE	CMV	CAPCE

2.4 Situations particulières

2.4.1 Les articles 2.2 et 2.3 de la présente politique ne s'appliquent pas lorsque la Ville conclut un contrat avec une personne qui est la seule en mesure :

1° de fournir une assurance, des matériaux, du matériel ou des services après que les vérifications documentées et sérieuses ont été effectuées pour s'assurer de l'unicité de ce fournisseur dans l'ensemble des territoires visés par un accord intergouvernemental de libéralisation des marchés publics conclu par le Gouvernement du Québec;

2° aux fins de l'utilisation d'un progiciel ou d'un logiciel, :

a) d'assurer la compatibilité avec des systèmes, progiciels ou logiciels existants;

b) de protéger des droits exclusifs tels les droits d'auteur, les brevets ou les licences exclusives;

c) de faire de la recherche ou du développement;

d) de produire un prototype ou un concept original;

3° d'exécuter des travaux d'enlèvement, de déplacement ou de reconstruction de conduites ou d'installations d'aqueduc, d'égout, d'électricité, de gaz, de vapeur, de télécommunication, d'huile ou d'autre fluide, à titre de propriétaire des conduites ou des installations;

4° de faire l'entretien d'équipements spécialisés parce qu'elle les a fabriqués ou parce qu'elle a désigné un représentant pour ce faire;

5° d'exécuter des travaux sur l'emprise d'une voie ferrée exploitée comme telle et ce, pour un prix qui correspond à celui qu'une entreprise exécutant généralement de tels travaux exige normalement pour ceux-ci;

6° de céder à la Ville un immeuble ou un droit réel, tel que mais sans limitation, une servitude, dont la Ville a besoin pour toutes fins municipales.

INITIALES		
VILLE	CMV	CAPCE

2.4.2 Les articles 2.2 et 2.3 de la présente politique ne s'appliquent pas lorsque la Ville conclut tout contrat avec une personne :

1° dont les services professionnels sont nécessaires dans le cadre d'un recours devant un tribunal, un organisme ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou juridictionnelles, dans la mesure toutefois où tel contrat de services professionnels fait suite à un rapport ou à un document préparé par cette personne à la demande de la Ville;

2° qui détient une autorisation délivrée par l'Autorité des marchés financiers en vertu de la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics*, à la date du dépôt de sa soumission, s'il s'agit d'un appel d'offres public ou d'un appel d'offres sur invitation, ou au moment de la conclusion du contrat s'il s'agit d'un contrat de gré à gré ou d'un contrat visé par un décret adopté par le Gouvernement du Québec en vertu de l'article 86 de la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics*;

3° pour lui permettre de développer un site dont elle est propriétaire ou pour lequel elle a un mandat exclusif de ce faire.

3. Assurer le respect de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (chapitre T-11.011) et du Code de déontologie des lobbyistes adopté en vertu de cette loi

3.1 Déclaration relative aux communications d'influence – contrats de gré à gré

La personne qui contracte avec la Ville doit lui déclarer par écrit : 1) que si des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention dudit contrat, elles l'ont été conformément à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, au *Code de déontologie des lobbyistes* et aux avis du Commissaire au lobbyisme et 2) les noms des personnes par qui et à qui elles ont été faites.

S'il est découvert, après la conclusion du contrat, que la déclaration du cocontractant de la Ville était inexacte, la Ville se réserve le droit, à sa seule discrétion, de résilier le contrat visé, sans préjudice de ses autres droits et recours contre son cocontractant. Le cocontractant, ainsi que toute personne qui lui est liée ou lui a été liée à un moment ou l'autre dans les six (6) mois précédant la conclusion du contrat sont écartés de tout appel d'offres pendant une année à compter de telle découverte.

INITIALES		
VILLE	CMV	CAPCE

3.2 Déclaration relative aux communications d'influence – appels d'offres sur invitation ou publics

En déposant sa soumission, son signataire affirme solennellement qu'il n'y a pas eu et qu'il n'y aura pas de communication d'influence, même par une personne inscrite au registre des lobbyistes, pendant la période de soumission. Toute affirmation solennelle inexacte entraîne le rejet de sa soumission et ce soumissionnaire ainsi que toute personne qui lui est liée ou lui a été liée à un moment ou l'autre dans les six (6) mois précédant le début de la période de soumission sont écartés de tout appel d'offres pendant une (1) année à compter de la date du rejet de celle-ci.

S'il est découvert après l'adjudication du contrat qu'une telle affirmation était inexacte, la Ville se réserve le droit, à sa seule discrétion, de résilier celui-ci, sans préjudice de ses autres droits et recours contre son cocontractant. Ce dernier ainsi que toute personne qui lui est ou lui a été liée à un moment ou l'autre dans les six (6) mois précédant la période de soumission sont écartés de tout appel d'offres pendant une (1) année à compter de la date de telle découverte.

Dans les deux cas, la Ville transmet les informations en sa possession au Commissaire au lobbyisme.

3.2 a) Tout élu ou employé municipal qui est approché par une personne cherchant à influencer une prise de décision sur un sujet visé par la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme, doit demander à cette personne si elle est inscrite au registre des lobbyistes. Dans le cas contraire, l'élu ou l'employé municipal doit l'informer de l'existence de la loi précitée et de l'obligation de s'inscrire au registre des lobbyistes avant de poursuivre sa démarche et d'en informer le commissaire au lobbyisme.

3.3 Collaboration aux enquêtes

Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville doivent collaborer aux opérations de vérification et d'enquête du Commissaire au lobbyisme dans son mandat visant à assurer le respect de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* et du *Code de déontologie des lobbyistes*.

4. Prévenir les gestes d'intimidation, de trafic d'influence ou de corruption

4.1 Obtention des documents d'appels d'offres

Les soumissionnaires doivent se procurer les documents d'appel d'offres au bureau désigné ou dans le Système électronique d'appel d'offres (SEAO),

INITIALES		
VILLE	CMV	CAPCE

en acquittant les frais exigés, s'il en est. Personne d'autre n'est autorisé à agir au nom ou pour le compte de la Ville pour délivrer ces documents.

4.2 Visite des lieux et rencontre d'information

Afin de préserver la confidentialité du nombre et de l'identité des soumissionnaires, les rencontres d'information et les visites des lieux s'effectuent sur une base individuelle et sur rendez-vous, sous réserve de certains cas d'exception prévus par la loi, le cas échéant.

4.3 Non-collusion

En déposant une soumission, son signataire affirme solennellement qu'à sa connaissance personnelle et après une vérification sérieuse, que les personnes suivantes :

- le soumissionnaire;
- un sous-traitant;
- un des employés du soumissionnaire ou d'un sous-traitant, lequel serait affecté à l'exécution du contrat visé par l'appel d'offres;
- une personne qui est liée au soumissionnaire ou lui était liée à un moment ou l'autre pendant la période de soumission;

ont établi cette soumission sans collusion et sans avoir communiqué ou conclu un arrangement avec un concurrent, tout organisme ou personne, autre que le soumissionnaire, lié ou non au soumissionnaire, quant aux prix, aux méthodes, aux facteurs ou aux formules pour établir les prix, non plus quant à la décision de présenter ou non une soumission, ou de présenter une soumission qui ne répond pas aux spécifications de l'appel d'offres.

Si la Ville découvre que cette affirmation est inexacte, la soumission est déclarée non-conforme et rejetée. De plus, ce soumissionnaire et toute personne qui lui est liée ou lui a été liée à un moment ou l'autre pendant la période de soumission, ainsi que toute autre personne ci-haut mentionnée, ayant participé à l'un des actes précités, sont écartés de tout appel d'offres pendant cinq (5) ans à compter de la date du rejet de cette soumission.

De même, si la ville découvre pendant l'exécution du contrat que l'affirmation solennelle du soumissionnaire était inexacte, de l'aveu de l'une des personnes ci-haut mentionnées, ou si telle collusion ou arrangement est reconnu à l'occasion d'une décision par un tribunal, la Ville se réserve le droit, à sa seule discrétion, de résilier le contrat visé, sans préjudice quant à ses autres droits et recours contre son cocontractant. Celui-ci et toute personne qui lui est liée ou lui a été liée à un moment ou l'autre dans les six (6) mois précédant le début de la période de soumission, ainsi que

INITIALES		
VILLE	CMV	CAPCE

toute autre personne ci-haut mentionnée, ayant participé à l'un des actes précités, sont écartés de tout appel d'offres pendant une période de cinq (5) ans à compter de cette découverte.

5. Prévenir les situations de conflits d'intérêts

5.1 Règles après emploi

La Ville soumet l'ensemble de ses cadres à des règles d'éthique après emploi de telle sorte qu'un cadre ne puisse pas tirer d'avantages indus de ses fonctions antérieures lors d'une cessation d'emploi.

5.2 Code d'éthique

Tout employé de la Ville de Montréal a le devoir de se comporter conformément aux règles édictées dans le *Code d'éthique et de déontologie des employés (Guide de conduite des employés de la Ville de Montréal)*.

De même, tout élu doit se conformer au *Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la ville et des conseils d'arrondissement*.

5.3 Ligne éthique de la Ville de Montréal

Tout élu, tout membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville peut signaler, au moyen de la ligne éthique de la Ville de Montréal, tout acte répréhensible appréhendé ou commis par une personne ou un groupe de personnes dans sa relation avec la Ville ou une société paramunicipale, notamment ceux dont il est fait mention à la présente politique.

6. Prévenir toute autre situation susceptible de compromettre l'impartialité et l'objectivité du processus de demandes de soumissions et de la gestion du contrat qui en résulte

6.1 Interdiction de retenir les services d'une personne ayant participé à l'élaboration des appels d'offres

En déposant une soumission, son signataire affirme solennellement qu'aucune des personnes suivantes :

- le soumissionnaire;
- un sous-traitant;
- un des employés du soumissionnaire ou d'un sous-traitant, lequel serait affecté à l'exécution du contrat visé par l'appel d'offres;
- une personne qui est liée au soumissionnaire ou l'a été à un moment ou l'autre pendant la période de soumission et l'année qui la précède;

INITIALES		
VILLE	CMV	CAPCE

n'a embauché, à quelque fin que ce soit, une personne qui a participé à l'élaboration des documents de cet appel d'offres[2] et s'engage à ce qu'aucune d'entre elles ne le fasse pendant les douze (12) mois suivant celui-ci.

Si l'un des actes mentionnés précédemment peut être reproché au soumissionnaire ou à l'une ou l'autre des personnes précitées, sa soumission est déclarée non-conforme et rejetée. De plus, ce soumissionnaire et toute personne qui lui est liée ou lui a été liée à un moment ou l'autre pendant la période de soumission et l'année qui la précède, ainsi que toute autre personne ci-haut mentionnée, n'ayant pas respecté la présente disposition, sont écartés de tout appel d'offres pendant trois (3) ans à compter de la date du rejet de cette soumission.

S'il est découvert pendant l'exécution du contrat que l'affirmation solennelle du soumissionnaire était inexacte ou qu'il ne respecte pas les engagements prévus, la Ville se réserve le droit de résilier le contrat visé, sans préjudice de ses autres droits et recours contre son cocontractant. Ce dernier et toute personne qui lui est ou lui a été liée à un moment ou l'autre pendant la période de soumission et l'année qui la précède, ainsi que toute personne ci-haut mentionnée, n'ayant pas respecté la présente disposition, sont écartés de tout appel d'offres pendant trois (3) ans, à compter de la date de telle découverte.

6.2 Déclaration de liens d'affaires

Le soumissionnaire doit déclarer ses liens d'affaires avec les personnes ou firmes indiquées aux documents d'appel d'offres comme ayant participé à l'élaboration des documents dudit appel d'offres. En déposant sa soumission, son signataire affirme solennellement que les renseignements qu'il a fournis sont complets et exacts. S'il est découvert avant l'octroi du contrat que la déclaration du soumissionnaire est fausse, la Ville se réserve le droit de déclarer sa soumission non-conforme et de la rejeter. Si sa soumission est déclarée non conforme et rejetée, ce soumissionnaire et toute personne qui lui est liée ou lui a été liée à un moment ou l'autre pendant la période de soumission sont écartés de tout appel d'offres pendant un an à compter de la date du rejet de cette soumission.

S'il devient adjudicataire du contrat, le soumissionnaire s'engage de plus, pendant la durée du contrat, à informer la Ville de l'apparition de tout lien d'affaires entre les personnes ayant participé à l'élaboration de l'appel d'offres et lui, le tout dans les cinq (5) jours de l'apparition de ce lien. Si le cocontractant ne respecte pas cette exigence ou s'il est découvert qu'il a fait une fausse déclaration lors de sa soumission, la Ville se réserve le droit

[2] La participation à l'élaboration des documents d'appel d'offres se définit comme toute action en vertu de laquelle une personne prépare ou produit, à la demande de la Ville, un document ou une partie de celui-ci devant servir à rédiger les documents d'appel d'offres ou à y être intégrés.

INITIALES		
VILLE	CMV	CAPCE

de résilier le contrat visé, sans préjudice de ses autres droits et recours contre son cocontractant. Le cocontractant et toute personne qui lui est ou lui a été liée à un moment ou l'autre depuis le début de la période de soumission sont écartés de tout appel d'offres pendant une (1) année à compter de tel défaut ou découverte.

7. Encadrer la prise de toute décision ayant pour effet d'autoriser la modification d'un contrat

7.1 Modification à un contrat

Une modification à un contrat doit être documentée et être approuvée par les instances qui ont approuvé le contrat original. Si telle modification s'appuie sur une exception prévue à la loi, celle-ci doit être précisée.

7.2 Imprévus à un contrat

Les travaux payables à même les contingences doivent être documentés et approuvés par le directeur de l'unité d'affaires concernée ou son représentant désigné.

7.3 Dépassement des crédits

Tout dépassement des crédits autorisés aux fins du contrat doit être documenté et faire l'objet d'une nouvelle décision par les instances.

7.4 Cession de contrat ou vente d'entreprise

En déposant une soumission, son signataire affirme solennellement en sus de ce qui est prévu à l'article 2.2, qu'il n'a acquis aucun bien, dans les deux (2) ans précédant le dépôt de sa soumission auprès d'une personne qui est ou lui a été liée pendant cette période de deux (2) ans, et qui, à la suite de la violation de l'une des dispositions de la présente Politique de gestion contractuelle, est écartée de tout appel d'offres; ni qu'il ne détient d'aucune autre manière de tels biens.

Si la Ville découvre que cette affirmation est inexacte, elle se réserve le droit, à sa seule discrétion, de rejeter la soumission ou, le cas échéant, de résilier le contrat, et ce, sans préjudice de ses autres droits et recours.

RESPONSABILITÉ DE L'APPLICATION

L'application de la présente politique est sous la responsabilité du directeur général de la Ville de Montréal.

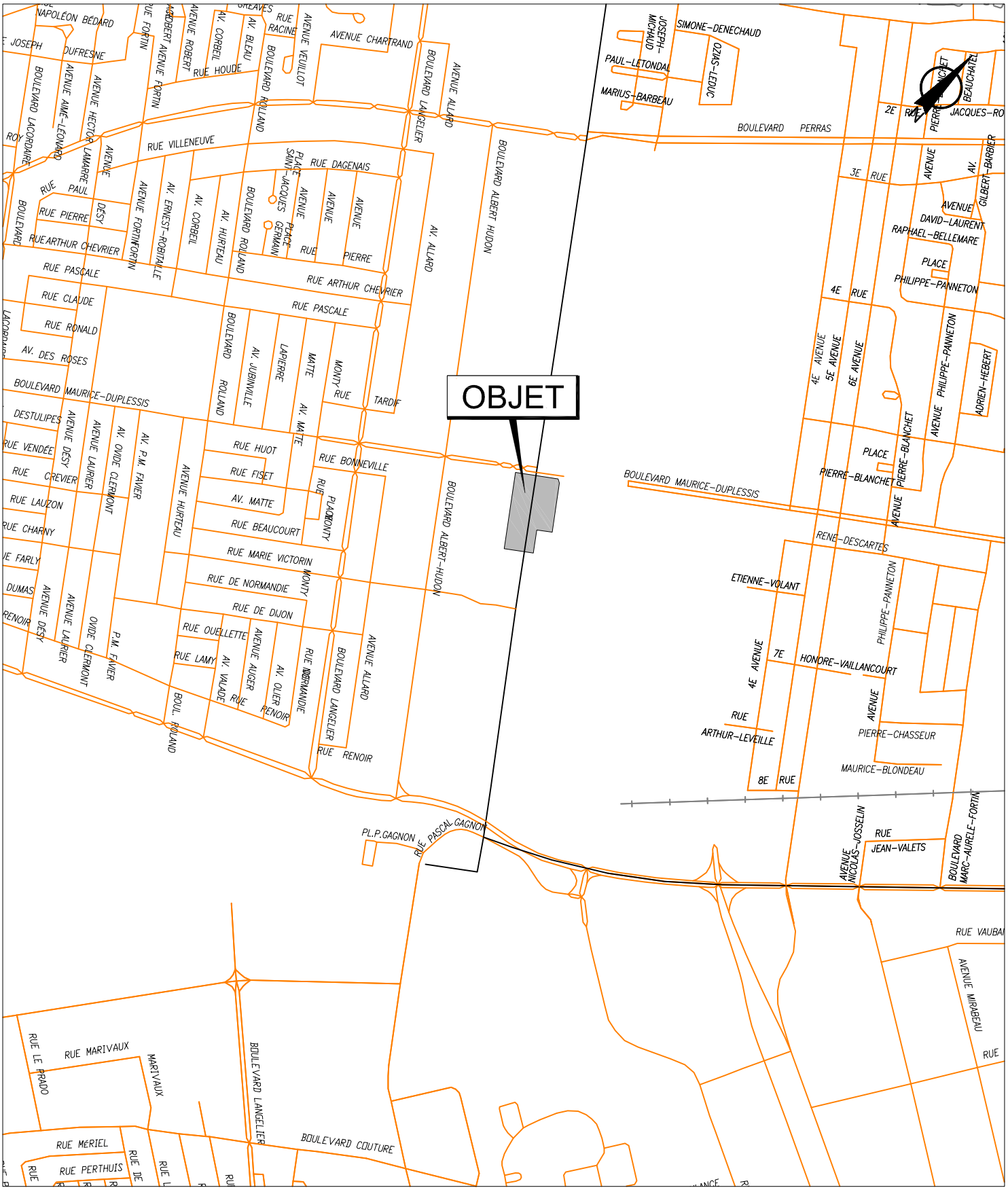
INITIALES		
VILLE	CMV	CAPCE

ANNEXE 6

LISTE DES ÉQUIPEMENTS

Tous les équipements qui appartiennent au CAPCE et au CMV et qui garnissent l'Immeuble et le Bâtiment, fixés ou non, à la date de la signature de la présentes par les Parties, notamment dans la salle de musculation et d'entraînement, le stade de soccer, incluant la tour d'observation, les bureaux, à l'exception des bureaux occupés par les professeurs du CMV, les salles polyvalentes, les gymnases, les salles de toilettes, les salles de rangement, les entrées et sorties, les salles mécaniques et la cafétéria, à l'exception des équipements qui appartiennent au locataire de même qu'à l'exception des petits équipements qui appartiennent au CMV et aux locataires, tel que les ballons et autres petits accessoires..

INITIALES		
VILLE	CMV	CAPCE



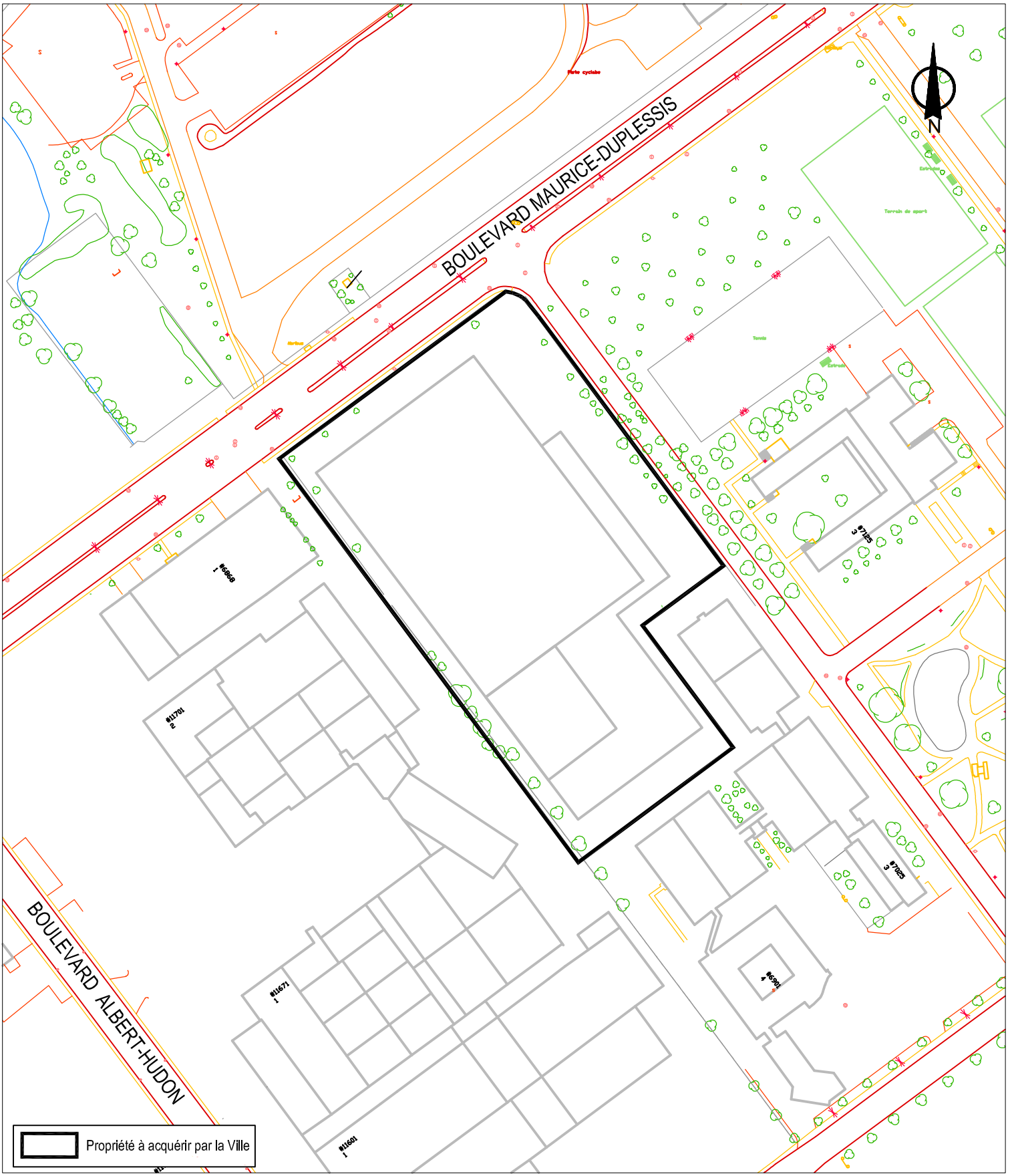
SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Montréal-Nord / R.d.P.

Montréal

Plan A : plan de localisation
Dossier : 31H12-005-3963-02
Production : CL
Échelle : -
Date : 29-01-16

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



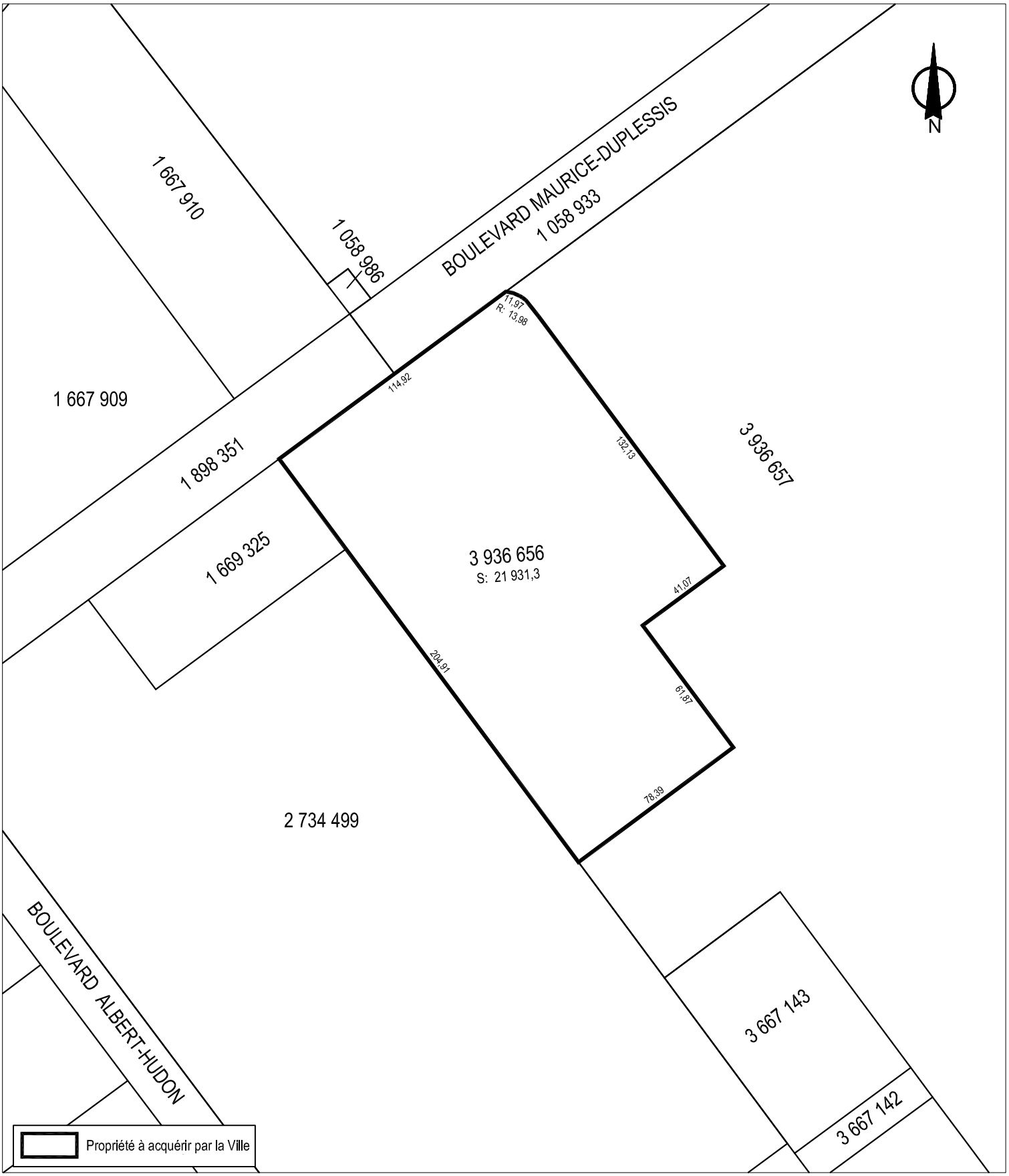
SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Montréal-Nord / R.d.P

Montréal

Plan B : plan de l'utilisation du sol
Dossier : 31H12-005-3963-02
Production : CL
Échelle : 1:2000
Date : 29-01-16

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Montréal-Nord / R.d.P

Montréal

Plan C : plan de cadastre
Dossier : 31H12-005-3963-02
Production : CL
Échelle : 1:2000
Date : 29-01-16

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Montréal-Nord / R.d.P.

Plan P : photo aérienne
Dossier : 31H12-005-3963-02
Production : CL
Échelle : -
Date : 01-02-16

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.


51/57













56/57
Complexe sportif
Marie-Victorin



Article 20.21

Commission permanente sur l'examen des contrats

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

Mandat SMCE154102013

Accorder un contrat à Pavages D'Amour Inc. pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans le boulevard Décarie, la rue Ferrier, l'avenue Mountain Sights et la rue Paré. Arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce. Dépense totale de 6 138 798,85 $ (contrat: 5 518 798,85 $ + incidences: 620 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 209204 - 13 soumissionnaires.

Rapport déposé au conseil municipal
Le 21 mars 2016

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Membres

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Louise Mainville
Arrondissement du Plateau Mont-Royal

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Montréal, le 21 mars 2016

M. Denis Coderre
Maire de Montréal
Membres du conseil municipal
Hôtel de ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Mesdames,
Messieurs,

Conformément au mandat SMCE154102013, nous avons l'honneur de déposer, au nom de la Commission permanente sur l'examen des contrats, le rapport de la commission concernant l'octroi d'un contrat à Pavages D'Amour Inc. pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans le boulevard Décarie, la rue Ferrier, l'avenue Mountain Sights et la rue Paré. Arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce. Dépense totale de 6 138 798,85 $ (contrat: 5 518 798,85 $ + incidences: 620 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 209204 - 13 soumissionnaires.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE154102013
Accorder un contrat à Pavages D'Amour Inc. pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans le boulevard Décarie, la rue Ferrier, l'avenue Mountain Sights et la rue Paré. Arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce. Dépense totale de 6 138 798,85 $ (contrat: 5 518 798,85 $ + incidences: 620 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 209204 - 13 soumissionnaires.

À sa séance du 9 mars 2016, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le dossier 1154102013. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Le 10 mars 2016, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat SMCE154102013 qui lui avait été confié. Des représentants du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) ont répondu aux questions des membres de la Commission. Ils ont d'abord rappelé le contexte dans lequel s'inscrit le présent contrat.

Le projet Le Triangle est localisé dans le secteur Namur–Jean-Talon Ouest. Ce secteur de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce a la forme d'un triangle d'environ quarante hectares délimité par l'avenue Mountain Sights à l'ouest, la rue de la Savane au nord et à l'est, et le chemin de fer du Canadien Pacifique au sud. La planification du secteur Le Triangle est menée par l'arrondissement et comporte quatre volets principaux : un développement immobilier privé comprenant des logements sociaux et communautaires, des travaux de mise à niveau des infrastructures municipales, un réaménagement du domaine public tenant compte de la nouvelle vocation du site et l'ajout d'espaces verts.

Les travaux de ce contrat consistent en la reconstruction de 462 mètres d'égout unitaire de diamètres variant de 375 mm à 2400 mm et de 522 mètres de conduite d'eau

secondaire de 100 mm à 300 mm de diamètre, ainsi que la reconstruction complète de la chaussée, la reconstruction des trottoirs, de travaux de planage et revêtement bitumineux ainsi que de mise à niveau du réseau de la CSEM pour permettre l'enfouissement de fils du secteur, là où requis, dans le boulevard Décarie, la rue Ferrier, l'avenue Mountain Sights et la rue Paré.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 604 468,41 $ (taxes incluses), soit une moyenne pondérée de 12,3 % du coût des travaux avant les taxes, tel que décrit au bordereau d'appel d'offres. En effet, le pourcentage des contingences est de 10 % sauf pour les travaux d'égout dans le boulevard Décarie où l'enveloppe est évaluée à 15 % en raison des risques inhérents reliés aux travaux d'excavation relativement profonde, à proximité du mur de soutènement de l'autoroute Décarie ainsi que du mur de la culée du pont d'étagement de la rue Ferrier.

La Direction de l'urbanisme ainsi que la Direction des transports ont mandaté la Direction des infrastructures afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres afin de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

L'appel d'offres a été publié du 5 janvier 2016 au 3 février 2016. La soumission est valide pendant les cent vingt jours qui suivent sa date d'ouverture, soit jusqu'au 2 juin 2016. L'appel d'offres a été publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres (SÉAO). La durée de publication a été de 28 jours, ce qui respecte le délai prescrit. Quatre addendas ont été émis afin d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges des modifications faites aux documents d'appel d'offres.

Sur vingt-huit preneurs du cahier des charges, treize firmes ont déposé une soumission.

Il y a un écart de prix de 28 % entre l’estimation et la soumission de l’adjudicataire proposé. On note également un écart de prix de 6,6 % entre les deux plus bas soumissionnaires.

Les membres de la Commission ont soulevé diverses questions sur le processus d’appel d’offres dans le présent dossier.

Ils ont demandé des explications sur les écarts de prix entre les plus bas soumissionnaires et la dernière estimation réalisée. Selon le Service, il est vraisemblable de penser que certains fournisseurs aient pu négocier des escomptes appréciables sur le coût des matériaux, ce qui a rendu leur soumission très compétitive.

Les membres ont jugé que les hypothèses formulées par le Service pour expliquer ces écarts étaient vraisemblables.

Les membres ont aussi noté que les clauses relatives au programme d’évaluation des fournisseurs ont été ajoutées en addenda au cahier des charges. Il y a lieu de se réjouir de cet ajout, mais, compte tenu que ce programme a été adopté il y a plusieurs mois, il conviendrait de l’inclure systématiquement dans les documents d’appels d’offres.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil municipal:

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil municipal à savoir :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE154102013 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.21

2016/03/21
13:00

(2)

Dossier # : 1154102013

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Pavages D'Amour Inc. pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans le boulevard Décarie, la rue Ferrier, l'avenue Mountain Sights et la rue Paré. Arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. Dépense totale de 6 138 798,85 $ (contrat: 5 518 798,85 $ + incidences: 620 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 209204 - 13 soumissionnaires.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense totale de 6 138 798,85 $ (taxes incluses) pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans le boulevard Décarie, la rue Ferrier, l'avenue Mountain Sights et la rue Paré dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à Pavages D'Amour Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 5 518 798,85 $ (taxes incluses), conformément aux documents de l'appel d'offres public 209204 ;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-02-29 09:33

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1154102013**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Pavages D'Amour Inc. pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans le boulevard Décarie, la rue Ferrier, l'avenue Mountain Sights et la rue Paré. Arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. Dépense totale de 6 138 798,85 $ (contrat: 5 518 798,85 $ + incidences: 620 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 209204 - 13 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Le projet Le Triangle est localisé dans le secteur Namur–Jean-Talon Ouest. Ce secteur de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (CDN–NDG) a la forme d'un triangle d'environ 40 hectares délimité par l'avenue Mountain Sights à l'ouest, la rue de la Savane au nord et à l'est, et le chemin de fer du Canadien Pacifique au sud.
La planification du secteur Le Triangle est menée par l'arrondissement de CDN–NDG et comporte quatre volets principaux :

1. un développement immobilier privé comprenant des logements sociaux et communautaires;
2. des travaux de mise à niveau des infrastructures municipales;
3. un réaménagement du domaine public tenant compte de la nouvelle vocation du site;
4. l'ajout d'espaces verts.

Les travaux de mise à niveau des infrastructures municipales ont été divisés en six phases de réalisation identifiées sur le plan mis en pièce jointe et détaillées dans les étapes ci-dessous.

Étape en cours de réalisation :

Description	Coût du contrat	Date de début	Date de fin
Phase 1, lot 1 et Phase 2 : Reconstruction d'un égout combiné, d'une conduite d'eau secondaire, de	3 497 715,64 $	Juin 2015	Juin 2016

chaussée, de trottoirs, de bordures, et travaux d'aménagement paysager et d'éclairage dans l'avenue Mountain Sights, de la rue Buchan à un point au nord de la rue Paré. (1154822012)			

Étape faisant l'objet du présent dossier :

Description	Coût du contrat	Date de début	Date de fin
Phase 1, lot 2 : Travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans le boulevard Décarie, la rue Ferrier, l'avenue Mountain Sights et la rue Paré.	5 518 798,55 $	Mai 2016	Septembre 2017

Étapes à venir :

Description	Date de début	Date de fin
Phase 1, lot 3 : Reconstruction des réseaux d'égout et d'aqueduc dans le boulevard Décarie (près de la rue de la Savane), la rue de la Savane (entre la place de la Savane et l'avenue Mountain Sights) et la place de la Savane	2017	2017
Phase 3 : Aménagement de la rue Buchan, entre les avenues Mountain Sights et Victoria	2016	2016
Phase 4 : Aménagement de la rue Paré, entre les avenues Mountain Sights et Victoria	2017	2017
Phase 5 : Aménagement de l'avenue Victoria, entre les rues Jean-Talon et Paré	2017	2017
Phase 6 : Aménagement d'un parc	2017	2017

Par ailleurs, la Direction des transports du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) poursuit – via son *Programme de réfection du réseau routier artériel* – sa mission de planifier les activités de réhabilitation sur le réseau routier, et ce, aux fins d'en préserver le niveau de service établi tout au long du cycle de vie des différents actifs.

Les investissements alloués à la protection du réseau routier artériel témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer tant le confort et la sécurité des usagers de la route, la qualité de vie des citoyens, que l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises contribuant ainsi au développement et à la croissance de Montréal. Ces investissements viennent donc atténuer la problématique de la dégradation des infrastructures routières et permettent d'améliorer l'état global des chaussées par l'application de meilleures techniques d'intervention en fonction de l'état de la chaussée et des contraintes de circulation.

La Direction de l'urbanisme du Service de la mise en valeur du territoire (SMVT) ainsi que la Direction des transports du SIVT ont mandaté la Direction des infrastructures du SIVT afin de préparer les documents d'appel d'offres requis pour la réalisation des travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

L'appel d'offres a été publié du 5 janvier 2016 au 3 février 2016. La soumission est valide pendant les cent vingt (120) jours qui suivent sa date d'ouverture, soit jusqu'au 2 juin 2016.

L'appel d'offres a été publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO. La durée de publication a été de 28 jours, ce qui respecte le délai prescrit par la Loi sur les cités et villes.

Quatre (4) addenda furent émis afin d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges des modifications faites aux documents d'appel d'offres :

- Addenda n° 1 émis le 13 janvier 2016: Ajout d'articles au Cahier des charges, notamment l'article « Évaluation de l'adjudicataire et aptitude à soumissionner » aux instructions au soumissionnaire ainsi que l'article « Grille des critères pour l'évaluation de l'adjudicataire» aux clauses administratives. Cette modification n'a aucun impact significatif sur le prix soumis.

- Addenda n° 2 émis le 18 janvier 2016: Modification à la formule de soumission et ajout de précisions au devis technique et au bordereau de Voirie. Cette modification représente une augmentation estimée du coût des travaux, incluant les taxes et contingences, de l'ordre de 13 000 $;

- Addenda n° 3 émis le 22 janvier 2016: Report de la date d'ouverture du 27 janvier au 3 février 2016 et modification à la formule de soumission. Cette modification représente une augmentation estimée du coût des travaux, incluant les taxes et contingences, de l'ordre de 11 000 $;

- Addenda n° 4 émis le 28 janvier 2016: Modification à la formule de soumission, ajout de précisions au Cahier des charges et aux devis techniques Égout et Aqueduc et Voirie. Remplacement de deux plans de voirie et ajout d'un plan de référence. Cette modification représente une augmentation estimée du coût des travaux, incluant les taxes et contingences, de l'ordre de 247 000 $.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 0515 - 5 mai 2015 - Accorder un contrat à Les Excavations Gilbert Théorêt, pour la reconstruction d'un égout combiné, d'une conduite d'eau secondaire, de chaussée, de trottoirs, de bordures et des travaux d'aménagement paysager et d'éclairage dans l'avenue Mountain Sights, de la rue Buchan à un point au nord de la rue Paré (phase 1 Lot 1 et phase 2), dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce - Dépense totale de 4 097 715,64 $, taxes incluses - Appel d'offres public 209203 (9 soum.)(1154822012)
CE13 0512 - 24 avril 2013 - Ne pas donner suite à l'appel d'offres 209201 (CE13 0061) et autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour le remplacement de conduites d'aqueduc et d'égout - Projet Le Triangle, phase 1, lots 1 et 2 (1134223001);

CM13 0144, 25 février 2013 : Adoption du Règlement (13-007) autorisant un emprunt de 30 900 000 $ pour le financement de travaux de réaménagement (1124223005);

CE13 0061 - 23 janvier 2013 - Autorisation de lancer un appel d'offres public pour le remplacement de conduites d'aqueduc et d'égout, phase 1, lot 1 (1124223007);

CA12 170332 - 10 octobre 2012 - Octroi d'un contrat de services professionnels à la firme Catalyse urbaine pour les études complémentaires, la planification et la préparation des plans et devis visant le réaménagement des surfaces dans le territoire ayant fait l'objet d'un concours de design urbain, en tant que lauréate de ce concours, et ce, conformément à l'autorisation accordée par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) datée du 15 septembre 2010 pour un montant de 1 174 000 $ (1 349 806,50 avec taxes) (1123886006);

CG12 0369 - Approuver la programmation partielle 2013-2017 des projets inclus dans la stratégie Imaginer-Réaliser Montréal 2025 à financer par le protocole d'entente avec le gouvernement du Québec sur l'aide financière de 175 millions de dollars (1120474002);

CA11 170420 - 5 décembre 2011 - Acceptation du rapport du jury du concours de design urbain du secteur Le Triangle; réception de la proposition lauréate de réaménagement de certaines portions du domaine public dans le secteur Le Triangle; octroi d'un contrat à la firme Catalyse urbaine pour la préparation d'un Guide d'intervention de certains aménagements du domaine public, dans le secteur Le Triangle; autorisation d'une dépense de 57 487,50 $, taxes incluses, à cette fin (1113886011);

CA11 170119 - 3 mai 2011 - Approbation du programme du concours de design pour le secteur Namur–Jean-Talon Ouest, et d'une version bonifiée du règlement du même concours (1113886004);

CA11 170056 - 7 mars 2011 - Adoption du règlement du concours de design en deux étapes pour le secteur Namur–Jean-Talon Ouest et autorisation de la tenue du concours (1113886002);

CA10 170199 - 28 juin 2010 - Adoption d'une résolution demandant au ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire une dérogation à l'application de l'article 573.3.1 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19), afin de procéder par voie de concours de design visant le réaménagement des rues Buchan et Paré et des avenues Victoria et Mountain Sights, dans le cadre de la mise en oeuvre du Plan directeur du secteur Namur–Jean-Talon Ouest (1103886008).

DESCRIPTION

Les travaux de ce contrat consistent en la reconstruction de 462 mètres d'égout unitaire de diamètres variant de 375 mm à 2400 mm et de 522 mètres de conduite d'eau secondaire de 100 mm à 300 mm de diamètre, ainsi que la reconstruction complète de la chaussée, la reconstruction des trottoirs, de travaux de planage et revêtement bitumineux ainsi que de mise à niveau du réseau de la CSEM pour permettre l'enfouissement de fils du secteur, là où requis, dans le boulevard Décarie, la rue Ferrier, l'avenue Mountain Sights et la rue Paré. Veuillez trouvez en pièce jointe la description des principaux actifs visés par les travaux ainsi qu'un plan clé.
Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises aux arrondissements et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 604 468,41 $ (taxes incluses), soit une moyenne pondérée de 12,3 % du coût des travaux avant les taxes, tel que décrit au bordereau d'appel d'offres. En effet, le pourcentage des contingences est de 10 % sauf pour les travaux d'égout dans le boulevard Décarie où l'enveloppe est évaluée à 15 % en raison des risques inhérents reliés aux travaux d'excavation relativement profonde, à proximité du mur de soutènement de l'autoroute Décarie ainsi que du mur de la culée du pont d'étagement de la rue Ferrier (sous-projet 1640153001).

Les dépenses incidentes comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de communication, de gestion des impacts, de marquage et signalisation, de chloration de conduites d'eau existantes et de plantations. Elles comprennent également divers frais pour les travaux de la CSEM ainsi que des frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux et pour la surveillance environnementale. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document *Incidences et ristournes* en pièce jointe.

Sur vingt-huit (28) preneurs du cahier des charges, treize (13) firmes ont déposé une soumission et quinze (15) n'en ont pas déposé; soit une proportion respective de 46 % et 54 %. La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats de soumission ci-dessous résume la liste des soumissionnaires et prix soumis, les écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant de l'octroi :

RÉSULTATS DE SOUMISSION		*(taxes incluses)*		
FIRMES SOUMISSIONNAIRES CONFORMES		**PRIX**	**CONTINGENCES**	**TOTAL**
1	Pavages D'Amour inc.	4 914 330,44 $	604 468,41 $	5 518 798,85 $
2	Excavation Loiselle inc.	5 218 998,63 $	665 830,31 $	5 884 828,94 $
3	Pronex Excavation inc.	5 489 964,50 $	691 552,40 $	6 181 516,90 $
4	Les Entreprises Michaudville inc.	5 530 366,95 $	670 633,05 $	6 201 000,00 $
5	Les Pavages Chenail inc.	5 518 275,29 $	696 411,86 $	6 214 687,15 $
6	Groupe TNT inc.	5 561 236,24 $	733 705,76 $	6 294 942,00 $
7	Duroking Construction/9200-2088 Québec inc.	5 618 191,52 $	690 971,43 $	6 309 162,95 $
8	Construction G-NESIS inc.	5 778 973,20 $	742 857,24 $	6 521 830,44 $
9	Les Excavations Lafontaine inc.	5 898 324,23 $	754 556,02 $	6 652 880,25 $
10	Socomec Industriel inc.	6 008 082,54 $	741 374,40 $	6 749 456,94 $
11	Les Excavations Gilbert Théorêt inc.	6 039 287,22 $	746 608,10 $	6 785 895,32 $
12	Charles-Auguste Fortier inc.	6 375 325,18 $	814 054,39 $	7 189 379,57 $
13	Sade Canada inc.	6 812 763,95 $	834 343,70 $	7 647 107,65 $
Estimation des professionnels externes ($)		6 791 898,63 $	871 949,57 $	7 663 848,20 $
Coût moyen des soumissions reçues **Écart entre la moyenne et la plus basse conforme**			**($)** **(%)**	**6 473 191,30 $** **17,3 %**

Écart entre la plus haute et la plus basse conformes		**($) (%)**	**2 128 308,80 $ 38,6 %**
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation		**($) (%)**	**-2 145 049,35 $ -28,0 %**
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conformes		**($) (%)**	**366 030,09 $ 6,6 %**

*** Les prix de soumission furent vérifiés pour l'ensemble des soumissions reçues. Cependant, seuls les documents fournis avec les 3 plus basses soumissions furent vérifiés (cautionnement, lettre d'engagement, licence de la Régie du bâtiment, attestation de Revenu Québec, certificat d'attestation et déclaration relative aux conflits d'intérêt).**

Le montant total de la soumission d'Excavation Loiselle inc. est passé de 5 884 829,24 $ à 5 884 828,94 $ suite à une erreur de calcul du montant total de l'item «54-Bris conduit sans cable» pour le sous-projet 1569136100.

Le montant total des Excavations Lafontaine inc. est passé de 6 652 880,29 $ à 6 652 880,25 $, dû à des erreurs de calcul des travaux contingents pour les sous-projets 1640153001, 1640153002 et 1655845016.

Enfin, le montant total de la soumission de Charles-Auguste Fortier inc. est passé de 7 189 381,53 $ à 7 189 379,57 $ suite à des erreurs de calcul des travaux contingents pour tous les sous-projets.

Ceci ne change nullement le rang des soumissionnaires. Par ailleurs, aucune soumission n’a été rejetée.

L'estimation des professionnels externes, Legico-CHP inc., mandatés par la Division gestion de projet et économie de la construction (DGPEC) est établie à partir des documents d'appel d'offres, pendant la période d'appel d'offres, et selon les prix des matériaux et des équipements ainsi que le taux de la main d'oeuvre du marché actuel.

La firme Legico-CHP a procédé à l’analyse des soumissions. Un total de treize (13) entrepreneurs a déposé une soumission avec un étalement de prix régulier entre le plus bas soumissionnaire et le plus haut, ce qui indique un marché actif et concurrentiel. Dans ces conditions, il est habituel d’obtenir un écart favorable important. L'écart entre le prix soumis par le plus bas soumissionnaire conforme et l'estimation de soumission est de -2 145 049,35 $, soit -28,0 %. Après une analyse sommaire des résultats de la soumission, il a été remarqué que l'écart se situe principalement au niveau des escomptes d’achats substantiels dans la fourniture des matériaux, qui représentent 55% des coûts de l’estimation de soumission. Dans ce contexte et en prenant en considération un écart favorable de 28,0%, la DGPEC recommande l’octroi du contrat.

Ce dossier répond à l'un des critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats. Selon les dépenses prévisionnelles, un écart de plus de 20 % entre l'estimation des professionnels externes effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire est constaté.

Les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard et bonis décrites respectivement aux articles 9 et 10 des Clauses administratives particulières du Cahier des charges du présent contrat. L'article 9 stipule qu'en plus de l'article 5.1.10 des Clauses administratives générales de la Ville de Montréal

(exécution des travaux) (Volume 1) mars 2009, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 5000 $ pour chaque jour de retard à terminer les travaux dans le boulevard Décarie et la rue Paré. L'article 10 stipule qu'un boni de 2 500 $ par jour pour les travaux dans le boulevard Décarie et la rue Paré, jusqu'à concurrence d'un montant maximal de 50 000 $, est prévu dans le cas où les travaux sont terminés avant le délai d'exécution défini dans les documents d'appel d'offres.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (Loi 1) conformément au décret # 1049-2013 adopté le 23 octobre 2013. L'adjudicataire recommandé, Pavage D'Amour inc. détient une attestation de l'Autorité des marchés financiers, laquelle est en vigueur depuis le 18 avril 2013. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier.

Des validations ont été faites selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licence restreinte de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni du Registre des entreprises non admissibles (RENA). Une attestation valide délivrée le 15 décembre 2015 par Revenu Québec, a été déposée avec sa soumission, laquelle a été validée à nouveau le 15 février 2016.

L'adjudicataire recommandé est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuel de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal relatif à ce contrat est de 6 138 798,85 $ (taxes incluses) incluant des incidences de 620 000 $ (taxes incluses). La dépense est assumée à 100 % par la ville centrale et représente un coût net de 5 605 541,59 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.
De plus, la dépense totale est répartie de la façon suivante entre les différents budgets du PTI des services :

· 77,03 % sont prévus au PTI de la Direction de l'urbanisme du SMVT pour un montant de 4 728 913,52 $ (taxes incluses) et sera entièrement financée par le règlement d'emprunt # 12-041, tel qu'adopté dans le dossier d'approbation de projet. Par la suite ces travaux seront financés par une subvention du Ministère des affaires municipales et Occupation du territoire (MAMOT), ne laissant aucune charge aux contribuables ;
· 22,97 % sont prévus au PTI de la Direction des transports du SIVT pour un montant de 1 409 885,33 $ (taxes incluses) et sera entièrement financée par le règlement d'emprunt # 15-032 de compétence locale «Programme de réfection d'artères», laissant une charge aux contribuables de 1 287 413,23 $.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

La répartition du coût des travaux et des dépenses incidentes est présentée en pièces jointes au dossier dans les documents *Incidences et ristournes et Budget requis.*

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent projet inclut des travaux de réfection de conduite d'eau potable visant à réduire les fuites d'eau en dépistant et en réparant les bris des infrastructures souterraines d'aqueduc le tout en conformité avec l'action 17 du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat serait refusé, la Direction de l'urbanisme nous informe que ceci risque d'avoir un impact sur le financement du projet car la date d'échéance de la subvention du MAMOT associée au projet arrive à échéance le 31 décembre 2017. De plus, si la réalisation des travaux est retardée, ceci risque de provoquer une augmentation des coûts de la main d'œuvre et des matériaux. La Direction des transports nous informe aussi que le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché, implique une détérioration accrue de la chaussée ainsi que des trottoirs existants.
Par ailleurs, tout retard sur la réalisation des travaux aurait des conséquences négatives sur le phasage des autres travaux prévus dans la planification du secteur Le Triangle.

Enfin, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 2 juin 2016, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et en défrayer les coûts.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la circulation ».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été approuvée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES:
Commission permanente sur l'examen des contrats : Mars 2016
Octroi du contrat : À la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : Mai 2016
Fin des travaux : Septembre 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Paule TANGUAY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Claude LAURIN, Service de la mise en valeur du territoire
Jean CARRIER, Service des infrastructures_voirie et transports
Mathieu-Pierre LABERGE, Service de l'eau
Pascal TROTTIER, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Serge A BOILEAU, Commission des services électriques
Sylvia-Anne DUPLANTIE, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Jean CARRIER, 29 février 2016
Mathieu-Pierre LABERGE, 23 février 2016
Claude LAURIN, 22 février 2016
Sylvia-Anne DUPLANTIE, 22 février 2016
Serge A BOILEAU, 22 février 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yoel NESSIM
Ingenieur(e)

Tél : 514 872-6413
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-22

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2016-02-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2016-02-29

Montréal

ACTIFS VISÉS

Soumission: **209204**
Titre: **Travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans le boulevard Décarie, la rue Ferrier, l'avenue Mountain Sights et la rue Paré.**

Arrondissement: **CDN/NDG**

Voirie

	Nature des travaux	Quantité	Unité	Commentaires
Chaussée	Planage et revêtement bitumineux (50 mm à 85 mm)	5955	m²	Longueur des travaux de chaussée de 843 m
	Reconstruction de chaussée flexible	5330	m²	
			m²	
			m²	
			m²	
Trottoir, Bordure et Mail	Reconstruction de trottoir monolithe en béton	2355	m²	
	Bordure armé (250 mm pour plantation)	68	m²	
	Fosse de plantation type 1	19	Unité	

Égout / Aqueduc

Type d'Intervention et Diamètre	Quantité	Unité	Commentaires
Égout 375 mm	4	m	
Égout 450 mm	7	m	
Égout 750 mm	26	m	
Égout 900 mm	30	m	
Égout 1050 mm	48	m	
Égout 2400 mm	347	m	
Aqueduc en tranchée 200 mm	370	m	
Aqueduc en tranchée 300 mm	70	m	
Aqueduc hors tranchée 100 mm	14	m	
Aqueduc hors tranchée 150 mm	47	m	
Aqueduc hors tranchée 300 mm	21	m	

Éclairage / Feux

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires
Mise aux normes des feux de circulation	1	Intersection	8 bases de béton/92 m de 1 conduit
			3 m de 2 conduits

TOTAL PROJET	843	m. lin. (tronçon)	

Préparé par:	Alain Beaudet, ing. et Yoel Nessim, ing.	Date:	17 février 2016

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 209204
Numéro de référence : 942957
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans le boulevard Décarie, la rue Ferrier, l'avenue Mountain Sights et la rue Paré

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Allia Infrastructures 2000, rue de Lierre Laval, QC, H7G 4Y4 NEQ : 1169875342	Monsieur Louis-Cyrille Lalande Téléphone : 514 326-5200 Télécopieur : 450 668-9252	**Commande : (1049879)** 2016-01-05 11 h 44 **Transmission :** 2016-01-05 11 h 54	2536023 - 209204_Addenda 1 2016-01-14 15 h 49 - Courriel 2536025 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 21 - Courriel 2536026 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 21 - Téléchargement 2536948 - 209204_Addenda 2 2016-01-18 13 h 24 - Courriel 2536949 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-18 13 h 27 - Courriel 2536950 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-18 13 h 27 - Téléchargement 2539377 - 209204_Addenda 3_Incluant un report de date 2016-01-22 20 h 25 - Courriel 2539458 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 27 - Courriel 2539459 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 27 - Téléchargement 2542329 - 209204_Addenda 4 2016-01-29 14 h 26 - Télécopie 2542340 - C-5258 R1 2016-02-01 13 h 47 - Messagerie 2542341 - C-5259 R1 2016-02-01 14 h 20 - Messagerie 2542347 - QJR-63-57_MTQ 2016-02-01 14 h 50 - Messagerie 2542353 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-29 11 h 21 - Courriel

				2542354 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-29 11 h 21 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Allia Infrastructures 2000, rue de Lierre Laval, QC, H7G 4Y4 NEQ : 1169875342	Monsieur Louis-Cyrille Lalande Téléphone : 514 326-5200 Télécopieur : 450 668-5989	**Commande : (1062751)** 2016-02-01 14 h 04 **Transmission :** 2016-02-01 18 h 32	2536023 - 209204_Addenda 1 2016-02-01 14 h 04 - Téléchargement 2536025 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-01 14 h 04 - Téléchargement 2536026 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-01 14 h 04 - Téléchargement 2536948 - 209204_Addenda 2 2016-02-01 14 h 04 - Téléchargement 2536949 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-01 14 h 04 - Téléchargement 2536950 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-01 14 h 04 - Téléchargement 2539377 - 209204_Addenda 3_Incluant un report de date 2016-02-01 14 h 04 - Téléchargement 2539458 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-01 14 h 04 - Téléchargement 2539459 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-01 14 h 04 - Téléchargement 2542329 - 209204_Addenda 4 2016-02-01 14 h 04 - Téléchargement 2542340 - C-5258 R1 2016-02-01 14 h 04 - Messagerie 2542341 - C-5259 R1 2016-02-01 14 h 04 - Messagerie 2542347 - QJR-63-57_MTQ 2016-02-01 14 h 04 - Messagerie 2542353 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-01 14 h 04 - Téléchargement

				2542354 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-01 14 h 04 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Catalogna et Frères Ltée 2330 rue Norman, Lachine Montréal, QC, H8S 1B1 NEQ : 1144049070	Monsieur Luc Catalogna Téléphone : 514 484-1101 Télécopieur : 514 637-7088	**Commande : (1050590)** 2016-01-06 15 h 08 **Transmission :** 2016-01-06 15 h 21	2536023 - 209204_Addenda 1 2016-01-14 15 h 50 - Télécopie 2536025 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 21 - Télécopie 2536026 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 21 - Téléchargement 2536948 - 209204_Addenda 2 2016-01-18 13 h 25 - Télécopie 2536949 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-18 14 h 01 - Télécopie 2536950 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-18 13 h 27 - Téléchargement 2539377 - 209204_Addenda 3_Incluant un report de date 2016-01-25 10 h 01 - Télécopie 2539458 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 59 - Télécopie 2539459 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 27 - Téléchargement 2542329 - 209204_Addenda 4 2016-01-29 12 h 04 - Télécopie 2542340 - C-5258 R1 2016-02-01 13 h 33 - Messagerie 2542341 - C-5259 R1 2016-02-01 13 h 53 - Messagerie 2542347 - QJR-63-57_MTQ 2016-02-01 14 h 34 - Messagerie 2542353 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-29 11 h 22 - Télécopie 2542354 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-29 11 h 21 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐	Charles-Auguste Fortier Inc. 424 boul Raymond Québec, QC, G1C 8K9 NEQ : 1142746693	Monsieur Karl Pomerleau Téléphone : 418 661-0043 Télécopieur : 418 660-2053	**Commande : (1053943)** 2016-01-14 11 h 09 **Transmission :** 2016-01-14 11 h 40	2536023 - 209204_Addenda 1 2016-01-14 15 h 49 - Courriel 2536025 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 21 - Courriel 2536026 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 21 - Téléchargement 2536948 - 209204_Addenda 2 2016-01-18 13 h 24 - Courriel 2536949 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-18 13 h 27 - Courriel 2536950 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-18 13 h 27 - Téléchargement 2539377 - 209204_Addenda 3_Incluant un report de date 2016-01-22 20 h 25 - Courriel 2539458 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 27 - Courriel 2539459 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 27 - Téléchargement 2542329 - 209204_Addenda 4 2016-01-29 12 h 39 - Télécopie 2542340 - C-5258 R1 2016-02-01 13 h 43 - Messagerie 2542341 - C-5259 R1 2016-02-01 14 h - Messagerie 2542347 - QJR-63-57_MTQ 2016-02-01 14 h 41 - Messagerie 2542353 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-29 11 h 21 - Courriel 2542354 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-29 11 h 21 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	CMS Entrepreneurs Généraux Inc. 5435 Avenue Royalmount Ville Mont-Royal Montréal, QC, H4P 1J4 NEQ : 1140716508	Monsieur André Bolduc Téléphone : 514 765-9393 Télécopieur : 514 765-0074	**Commande : (1050063)** 2016-01-05 15 h 19 **Transmission :** 2016-01-05 15 h 33	2536023 - 209204_Addenda 1 2016-01-14 15 h 49 - Courriel 2536025 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 21 - Courriel 2536026 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 21 - Téléchargement

2536948 - 209204_Addenda 2
2016-01-18 13 h 24 - Courriel

2536949 - 209204_Formulaires de soumission (devis)
2016-01-18 13 h 27 - Courriel

2536950 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau)
2016-01-18 13 h 27 - Téléchargement

2539377 - 209204_Addenda 3_Incluant un report de date
2016-01-22 20 h 25 - Courriel

2539458 - 209204_Formulaires de soumission (devis)
2016-01-22 20 h 27 - Courriel

2539459 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau)
2016-01-22 20 h 27 - Téléchargement

2542329 - 209204_Addenda 4
2016-01-29 11 h 35 - Télécopie

2542340 - C-5258 R1
2016-02-01 13 h 45 - Messagerie

2542341 - C-5259 R1
2016-02-01 14 h 19 - Messagerie

2542347 - QJR-63-57_MTQ
2016-02-01 14 h 49 - Messagerie

2542353 - 209204_Formulaires de soumission (devis)
2016-01-29 11 h 21 - Courriel

2542354 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau)
2016-01-29 11 h 21 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐	Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#101 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com NEQ : 1143718063	Madame France Laverdure Téléphone : 514 636-4400 Télécopieur : 514 636-9937	**Commande : (1052346)** 2016-01-11 16 h 06 **Transmission :** 2016-01-11 18 h 37	2536023 - 209204_Addenda 1 2016-01-14 15 h 49 - Courriel 2536025 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 21 - Courriel 2536026 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 21 - Téléchargement 2536948 - 209204_Addenda 2 2016-01-18 13 h 24 - Courriel 2536949 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-18 13 h 27 - Courriel 2536950 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-18 13 h 27 - Téléchargement

				2539377 - 209204_Addenda 3_Incluant un report de date 2016-01-22 20 h 25 - Courriel 2539458 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 27 - Courriel 2539459 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 27 - Téléchargement 2542329 - 209204_Addenda 4 2016-01-29 12 h 35 - Télécopie 2542340 - C-5258 R1 2016-02-01 13 h 43 - Messagerie 2542341 - C-5259 R1 2016-02-01 14 h 15 - Messagerie 2542347 - QJR-63-57_MTQ 2016-02-01 14 h 45 - Messagerie 2542353 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-29 11 h 21 - Courriel 2542354 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-29 11 h 21 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Construction G-nesis Inc. 4915, Louis-B.-Mayer Laval, QC, H7P 0E5 NEQ : 1167215343	Monsieur Stephane Chaumont Téléphone : 514 370-8303 Télécopieur : 450 681-7070	**Commande : (1050255)** 2016-01-06 9 h 29 **Transmission :** 2016-01-06 9 h 29	2536023 - 209204_Addenda 1 2016-01-14 15 h 49 - Courriel 2536025 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 21 - Courriel 2536026 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 21 - Téléchargement 2536948 - 209204_Addenda 2 2016-01-18 13 h 24 - Courriel 2536949 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-18 13 h 27 - Courriel 2536950 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-18 13 h 27 - Téléchargement 2539377 - 209204_Addenda 3_Incluant un report de date 2016-01-22 20 h 25 - Courriel 2539458 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 27 - Courriel 2539459 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau)

				2016-01-22 20 h 27 - Téléchargement 2542329 - 209204_Addenda 4 2016-01-29 11 h 30 - Télécopie 2542340 - C-5258 R1 2016-02-01 10 h 01 - Courriel 2542341 - C-5259 R1 2016-02-01 13 h 52 - Messagerie 2542347 - QJR-63-57_MTQ 2016-02-01 14 h 34 - Messagerie 2542353 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-29 11 h 21 - Courriel 2542354 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-29 11 h 21 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Construction NRC Inc. 160 rue Deslauriers Arr. St-Laurent Montréal, QC, H4N 1V8 NEQ : 1149495146	Madame Nathalie Côté Téléphone : 514 331-7944 Télécopieur : 514 331-2295	**Commande : (1050915)** 2016-01-07 10 h 43 **Transmission :** 2016-01-07 11 h 04	2536023 - 209204_Addenda 1 2016-01-14 15 h 49 - Courriel 2536025 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 21 - Courriel 2536026 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 21 - Téléchargement 2536948 - 209204_Addenda 2 2016-01-18 13 h 24 - Courriel 2536949 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-18 13 h 27 - Courriel 2536950 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-18 13 h 27 - Téléchargement 2539377 - 209204_Addenda 3_Incluant un report de date 2016-01-22 20 h 25 - Courriel 2539458 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 27 - Courriel 2539459 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 27 - Téléchargement 2542329 - 209204_Addenda 4 2016-01-29 12 h 05 - Télécopie 2542340 - C-5258 R1 2016-02-01 13 h 39 - Messagerie

				2542341 - C-5259 R1 2016-02-01 13 h 57 - Messagerie 2542347 - QJR-63-57_MTQ 2016-02-01 14 h 38 - Messagerie 2542353 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-29 11 h 21 - Courriel 2542354 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-29 11 h 21 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	DUROKING Construction / 9200 2088 Québec Inc. 370, rue Larry-Ball Saint-Jérôme, QC, J5L 2P6 http://www.duroking.com NEQ : 1165343220	Monsieur Mathieu Kingsbury Téléphone : 450 436-3474 Télécopieur : 450 436-2273	**Commande : (1051117)** 2016-01-07 14 h 14 **Transmission :** 2016-01-07 14 h 21	2536023 - 209204_Addenda 1 2016-01-14 15 h 49 - Courriel 2536025 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 21 - Courriel 2536026 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 21 - Téléchargement 2536948 - 209204_Addenda 2 2016-01-18 13 h 24 - Courriel 2536949 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-18 13 h 27 - Courriel 2536950 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-18 13 h 27 - Téléchargement 2539377 - 209204_Addenda 3_Incluant un report de date 2016-01-22 20 h 25 - Courriel 2539458 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 27 - Courriel 2539459 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 27 - Téléchargement 2542329 - 209204_Addenda 4 2016-01-29 12 h 03 - Télécopie 2542340 - C-5258 R1 2016-02-01 13 h 40 - Messagerie 2542341 - C-5259 R1 2016-02-01 13 h 59 - Messagerie 2542347 - QJR-63-57_MTQ 2016-02-01 14 h 40 - Messagerie 2542353 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-29 11 h 21 - Courriel

2542354 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-29 11 h 21 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Environnement Routier NRJ Inc .
23 av Milton
Lachine
Montréal, QC, H8R 1K6
http://www.nrj.ca NEQ : 1142611939

Madame Nathalie Massie
Téléphone : 514 481-0451
Télécopieur : 514 481-2899

Commande : (1052133)
2016-01-11 13 h 15
Transmission :
2016-01-11 13 h 15

2536023 - 209204_Addenda 1 2016-01-14 15 h 49 - Courriel

2536025 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 21 - Courriel

2536026 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 21 - Téléchargement

2536948 - 209204_Addenda 2 2016-01-18 13 h 24 - Courriel

2536949 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-18 13 h 27 - Courriel

2536950 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-18 13 h 27 - Téléchargement

2539377 - 209204_Addenda 3_Incluant un report de date 2016-01-22 20 h 25 - Courriel

2539458 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 27 - Courriel

2539459 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 27 - Téléchargement

2542329 - 209204_Addenda 4 2016-01-29 11 h 30 - Télécopie

2542340 - C-5258 R1 2016-02-01 10 h 01 - Courriel

2542341 - C-5259 R1 2016-02-01 14 h 23 - Messagerie

2542347 - QJR-63-57_MTQ 2016-02-01 14 h 53 - Messagerie

2542353 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-29 11 h 21 - Courriel

2542354 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-29 11 h 21 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐

	Excavation Loiselle inc. 280 boul Pie XII Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6S 6P7 http://www.loiselle.ca NEQ : 1142482703	Monsieur Michel Laberge Téléphone : 450 373-4274 Télécopieur : 450 373-5631	**Commande : (1050558)** 2016-01-06 14 h 38 **Transmission :** 2016-01-06 14 h 38	2536023 - 209204_Addenda 1 2016-01-14 15 h 49 - Courriel 2536025 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 21 - Courriel 2536026 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 21 - Téléchargement 2536948 - 209204_Addenda 2 2016-01-18 13 h 24 - Courriel 2536949 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-18 13 h 27 - Courriel 2536950 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-18 13 h 27 - Téléchargement 2539377 - 209204_Addenda 3_Incluant un report de date 2016-01-22 20 h 25 - Courriel 2539458 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 27 - Courriel 2539459 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 27 - Téléchargement 2542329 - 209204_Addenda 4 2016-01-29 11 h 33 - Télécopie 2542340 - C-5258 R1 2016-02-01 10 h 01 - Courriel 2542341 - C-5259 R1 2016-02-01 14 h 15 - Messagerie 2542347 - QJR-63-57_MTQ 2016-02-01 14 h 42 - Messagerie 2542353 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-29 11 h 21 - Courriel 2542354 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-29 11 h 21 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Groupe TNT Inc. 20845 Chemin de la Côte Nord, bureau 200 Boisbriand, QC, J7e4H5 http://www.groupetnt.com NEQ : 1160480704	Madame Line Proulx Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur : 450 420-0414	**Commande : (1050309)** 2016-01-06 10 h 16 **Transmission :** 2016-01-06 10 h 26	2536023 - 209204_Addenda 1 2016-01-14 15 h 49 - Courriel 2536025 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 21 - Courriel 2536026 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 21 - Téléchargement

				2536948 - 209204_Addenda 2 2016-01-18 13 h 24 - Courriel 2536949 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-18 13 h 27 - Courriel 2536950 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-18 13 h 27 - Téléchargement 2539377 - 209204_Addenda 3_Incluant un report de date 2016-01-22 20 h 25 - Courriel 2539458 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 27 - Courriel 2539459 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 27 - Téléchargement 2542329 - 209204_Addenda 4 2016-01-29 11 h 36 - Télécopie 2542340 - C-5258 R1 2016-02-01 13 h 44 - Messagerie 2542341 - C-5259 R1 2016-02-01 14 h 16 - Messagerie 2542347 - QJR-63-57_MTQ 2016-02-01 14 h 46 - Messagerie 2542353 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-29 11 h 21 - Courriel 2542354 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-29 11 h 21 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	G-Tek (3427951 Canada inc.) 180 boul Bellerose O Laval, QC, H7L 6A2 http://www.gtek.ca NEQ : 1147472659	Monsieur Stephane Fortin Téléphone : 450 628-4835 Télécopieur : 450 963-4835	**Commande : (1050825)** 2016-01-07 9 h 30 **Transmission :** 2016-01-07 9 h 30	2536023 - 209204_Addenda 1 2016-01-14 15 h 49 - Courriel 2536025 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 21 - Courriel 2536026 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 21 - Téléchargement 2536948 - 209204_Addenda 2 2016-01-18 13 h 24 - Courriel 2536949 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-18 13 h 27 - Courriel 2536950 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-18 13 h 27 - Téléchargement

2539377 - 209204_Addenda 3_Incluant un report de date 2016-01-22 20 h 25 - Courriel

2539458 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 27 - Courriel

2539459 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 27 - Téléchargement

2542329 - 209204_Addenda 4 2016-01-29 11 h 30 - Télécopie

2542340 - C-5258 R1 2016-02-01 10 h 01 - Courriel

2542341 - C-5259 R1 2016-02-01 13 h 51 - Messagerie

2542347 - QJR-63-57_MTQ 2016-02-01 14 h 33 - Messagerie

2542353 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-29 11 h 21 - Courriel

2542354 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-29 11 h 21 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Hanson
699 blvd Industriel
Saint-Eustache, QC, J7R 6C3
NEQ : 1142136077

Madame Anne Massicotte
Téléphone : 450 623-2200
Télécopieur : 450 623-3308

Commande : (1054989)
2016-01-15 16 h 08
Transmission :
2016-01-18 7 h 47

2536023 - 209204_Addenda 1 2016-01-15 16 h 08 - Messagerie

2536025 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 16 h 08 - Téléchargement

2536026 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 16 h 08 - Téléchargement

2536948 - 209204_Addenda 2 2016-01-18 13 h 25 - Télécopie

2536949 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-18 13 h 58 - Télécopie

2536950 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-18 13 h 27 - Téléchargement

2539377 - 209204_Addenda 3_Incluant un report de date 2016-01-22 20 h 26 - Télécopie

2539458 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 21 h 02 - Télécopie

2539459 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau)

			2016-01-22 20 h 27 - Téléchargement 2542329 - 209204_Addenda 4 2016-01-29 11 h 43 - Télécopie 2542340 - C-5258 R1 2016-02-01 13 h 44 - Messagerie 2542341 - C-5259 R1 2016-02-01 14 h 18 - Messagerie 2542347 - QJR-63-57_MTQ 2016-02-01 14 h 47 - Messagerie 2542353 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-29 11 h 22 - Télécopie 2542354 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-29 11 h 21 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	L'écuyer & Fils Ltée / 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 NEQ : 1145052065	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1050668)** 2016-01-06 16 h 38 **Transmission :** 2016-01-06 16 h 47	2536023 - 209204_Addenda 1 2016-01-14 15 h 49 - Courriel 2536025 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 21 - Courriel 2536026 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 21 - Téléchargement 2536948 - 209204_Addenda 2 2016-01-18 13 h 24 - Courriel 2536949 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-18 13 h 27 - Courriel 2536950 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-18 13 h 27 - Téléchargement 2539377 - 209204_Addenda 3_Incluant un report de date 2016-01-22 20 h 25 - Courriel 2539458 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 27 - Courriel 2539459 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 27 - Téléchargement 2542329 - 209204_Addenda 4 2016-01-29 11 h 30 - Télécopie 2542340 - C-5258 R1 2016-02-01 10 h 01 - Courriel

2542341 - C-5259 R1
2016-02-01 13 h 54 - Messagerie

2542347 - QJR-63-57_MTQ
2016-02-01 14 h 35 - Messagerie

2542353 - 209204_Formulaires de soumission (devis)
2016-01-29 11 h 21 - Courriel

2542354 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau)
2016-01-29 11 h 21 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Les Constructions et Pavage Jeskar Inc.
5181 Amiens, suite 202
Montréal, QC, H1G 6N9
NEQ : 1145922051

Monsieur Richard Morin
Téléphone : 514 327-5454
Télécopieur : 514 327-4198

Commande : (1052140)
2016-01-11 13 h 21
Transmission :
2016-01-11 13 h 27

2536023 - 209204_Addenda 1
2016-01-14 15 h 49 - Courriel

2536025 - 209204_Formulaires de soumission (devis)
2016-01-14 15 h 21 - Courriel

2536026 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau)
2016-01-14 15 h 21 - Téléchargement

2536948 - 209204_Addenda 2
2016-01-18 13 h 24 - Courriel

2536949 - 209204_Formulaires de soumission (devis)
2016-01-18 13 h 27 - Courriel

2536950 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau)
2016-01-18 13 h 27 - Téléchargement

2539377 - 209204_Addenda 3_Incluant un report de date
2016-01-22 20 h 25 - Courriel

2539458 - 209204_Formulaires de soumission (devis)
2016-01-22 20 h 27 - Courriel

2539459 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau)
2016-01-22 20 h 27 - Téléchargement

2542329 - 209204_Addenda 4
2016-01-29 12 h 04 - Télécopie

2542340 - C-5258 R1
2016-02-01 13 h 36 - Messagerie

2542341 - C-5259 R1
2016-02-01 13 h 54 - Messagerie

2542347 - QJR-63-57_MTQ
2016-02-01 14 h 36 - Messagerie

2542353 - 209204_Formulaires de soumission (devis)
2016-01-29 11 h 21 - Courriel

				2542354 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-29 11 h 21 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com NEQ : 1142707943	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (1050511)** 2016-01-06 13 h 48 **Transmission :** 2016-01-06 14 h 03	2536023 - 209204_Addenda 1 2016-01-14 15 h 49 - Courriel 2536025 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 21 - Courriel 2536026 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 21 - Téléchargement 2536948 - 209204_Addenda 2 2016-01-18 13 h 24 - Courriel 2536949 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-18 13 h 27 - Courriel 2536950 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-18 13 h 27 - Téléchargement 2539377 - 209204_Addenda 3_Incluant un report de date 2016-01-22 20 h 25 - Courriel 2539458 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 27 - Courriel 2539459 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 27 - Téléchargement 2542329 - 209204_Addenda 4 2016-01-29 15 h 42 - Télécopie 2542340 - C-5258 R1 2016-02-01 10 h 01 - Courriel 2542341 - C-5259 R1 2016-02-01 14 h 21 - Messagerie 2542347 - QJR-63-57_MTQ 2016-02-01 14 h 51 - Messagerie 2542353 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-29 11 h 21 - Courriel 2542354 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-29 11 h 21 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐				

	Les Excavations Gilbert Théorêt Inc. 124 rue Huot Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot, QC, J7V 7Z8 NEQ : 1142215210	Monsieur David Hodgson Téléphone : 514 425-2600 Télécopieur : 514 425-4784	**Commande : (1050214)** 2016-01-06 8 h 56 **Transmission :** 2016-01-06 9 h 09	2536023 - 209204_Addenda 1 2016-01-14 15 h 50 - Télécopie 2536025 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 21 - Télécopie 2536026 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 21 - Téléchargement 2536948 - 209204_Addenda 2 2016-01-18 13 h 25 - Télécopie 2536949 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-18 13 h 59 - Télécopie 2536950 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-18 13 h 27 - Téléchargement 2539377 - 209204_Addenda 3_Incluant un report de date 2016-01-22 20 h 57 - Télécopie 2539458 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 21 h 03 - Télécopie 2539459 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 27 - Téléchargement 2542329 - 209204_Addenda 4 2016-01-29 12 h 40 - Télécopie 2542340 - C-5258 R1 2016-02-01 13 h 47 - Messagerie 2542341 - C-5259 R1 2016-02-01 14 h 22 - Messagerie 2542347 - QJR-63-57_MTQ 2016-02-01 14 h 52 - Messagerie 2542353 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-29 11 h 22 - Télécopie 2542354 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-29 11 h 21 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	LES EXCAVATIONS LAFONTAINE INC. 872, rue Archimède Lévis, QC, G6V 7M5 http://www.excavationslafontaine.com NEQ : 1143662378	Monsieur Mathieu Lafontaine Téléphone : 418 838-2121 Télécopieur : 418 835-9223	**Commande : (1052429)** 2016-01-12 7 h 51 **Transmission :** 2016-01-12 8 h 26	2536023 - 209204_Addenda 1 2016-01-14 15 h 50 - Télécopie 2536025 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 21 - Télécopie 2536026 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 21 - Téléchargement

2536948 - 209204_Addenda 2
2016-01-18 13 h 25 - Télécopie

2536949 - 209204_Formulaires de soumission (devis)
2016-01-18 14 h 11 - Télécopie

2536950 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau)
2016-01-18 13 h 27 - Téléchargement

2539377 - 209204_Addenda 3_Incluant un report de date
2016-01-25 10 h 01 - Télécopie

2539458 - 209204_Formulaires de soumission (devis)
2016-01-22 20 h 29 - Télécopie

2539459 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau)
2016-01-22 20 h 27 - Téléchargement

2542329 - 209204_Addenda 4
2016-01-29 11 h 31 - Télécopie

2542340 - C-5258 R1
2016-02-01 13 h 40 - Messagerie

2542341 - C-5259 R1
2016-02-01 13 h 58 - Messagerie

2542347 - QJR-63-57_MTQ
2016-02-01 14 h 39 - Messagerie

2542353 - 209204_Formulaires de soumission (devis)
2016-01-29 11 h 58 - Télécopie

2542354 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau)
2016-01-29 11 h 21 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Télécopieur
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Les Pavages D'Amour Inc.
1635 Croissant Newman
Dorval, QC, H9P 2R6
http://pavagesdamour.com NEQ : 1142398818

Madame Viviana Mejia
Téléphone : 514 631-4570
Télécopieur : 514 631-6002

Commande : (1050711)
2016-01-07 7 h 07
Transmission :
2016-01-07 7 h 24

2536023 - 209204_Addenda 1
2016-01-14 15 h 51 - Télécopie

2536025 - 209204_Formulaires de soumission (devis)
2016-01-14 15 h 22 - Télécopie

2536026 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau)
2016-01-14 15 h 21 - Téléchargement

2536948 - 209204_Addenda 2
2016-01-18 13 h 25 - Télécopie

2536949 - 209204_Formulaires de soumission (devis)
2016-01-18 14 h 01 - Télécopie

2536950 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau)
2016-01-18 13 h 27 - Téléchargement

2539377 - 209204_Addenda 3_Incluant un report de date 2016-01-25 10 h 01 - Télécopie

2539458 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 21 h 02 - Télécopie

2539459 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 27 - Téléchargement

2542329 - 209204_Addenda 4 2016-01-29 12 h 36 - Télécopie

2542340 - C-5258 R1 2016-02-01 13 h 46 - Messagerie

2542341 - C-5259 R1 2016-02-01 14 h 19 - Messagerie

2542347 - QJR-63-57_MTQ 2016-02-01 14 h 49 - Messagerie

2542353 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-29 11 h 22 - Télécopie

2542354 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-29 11 h 21 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Télécopieur
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Pavage Chenail
104, St-Rémi, C.P. 3220
Saint-Rémi, QC, J0L2L0
NEQ : 1142533042

Monsieur Pierre-Yvon Legault
Téléphone : 450 454-0000
Télécopieur : 450 454-5219

Commande : (1050339)
2016-01-06 10 h 35
Transmission :
2016-01-06 10 h 35

2536023 - 209204_Addenda 1 2016-01-14 15 h 50 - Télécopie

2536025 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 32 - Télécopie

2536026 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 21 - Téléchargement

2536948 - 209204_Addenda 2 2016-01-18 13 h 25 - Télécopie

2536949 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-18 14 h 01 - Télécopie

2536950 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-18 13 h 27 - Téléchargement

2539377 - 209204_Addenda 3_Incluant un report de date 2016-01-22 20 h 26 - Télécopie

2539458 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 21 h 02 - Télécopie

2539459 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau)

				2016-01-22 20 h 27 - Téléchargement 2542329 - 209204_Addenda 4 2016-01-29 12 h 38 - Télécopie 2542340 - C-5258 R1 2016-02-01 13 h 37 - Messagerie 2542341 - C-5259 R1 2016-02-01 13 h 55 - Messagerie 2542347 - QJR-63-57_MTQ 2016-02-01 14 h 36 - Messagerie 2542353 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-29 11 h 22 - Télécopie 2542354 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-29 11 h 21 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Pronex Excavation Inc 320-346 av Hamford Lachute, QC, J8H 3P6 NEQ : 1143252212	Madame Julie Brodeur Téléphone : 450 562-9651 Télécopieur : 450 562-9480	**Commande : (1052941)** 2016-01-12 16 h 08 **Transmission :** 2016-01-12 16 h 08	2536023 - 209204_Addenda 1 2016-01-14 15 h 49 - Courriel 2536025 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 21 - Courriel 2536026 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 21 - Téléchargement 2536948 - 209204_Addenda 2 2016-01-18 13 h 24 - Courriel 2536949 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-18 13 h 27 - Courriel 2536950 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-18 13 h 27 - Téléchargement 2539377 - 209204_Addenda 3_Incluant un report de date 2016-01-22 20 h 25 - Courriel 2539458 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 27 - Courriel 2539459 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 27 - Téléchargement 2542329 - 209204_Addenda 4 2016-01-29 12 h 05 - Télécopie 2542340 - C-5258 R1 2016-02-01 10 h 01 - Courriel

				2542341 - C-5259 R1 2016-02-01 14 h 17 - Messagerie 2542347 - QJR-63-57_MTQ 2016-02-01 14 h 47 - Messagerie 2542353 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-29 11 h 21 - Courriel 2542354 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-29 11 h 21 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Sade Canada Inc. 1564, rue Ampère Québec, QC, G1P 4B9 NEQ : 1169540235	Madame Guylaine Fortin Téléphone : 581 300-7233 Télécopieur : 581 300-7234	**Commande : (1050292)** 2016-01-06 9 h 59 **Transmission :** 2016-01-06 10 h 09	2536023 - 209204_Addenda 1 2016-01-14 15 h 49 - Courriel 2536025 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 21 - Courriel 2536026 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 21 - Téléchargement 2536948 - 209204_Addenda 2 2016-01-18 13 h 24 - Courriel 2536949 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-18 13 h 27 - Courriel 2536950 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-18 13 h 27 - Téléchargement 2539377 - 209204_Addenda 3_Incluant un report de date 2016-01-22 20 h 25 - Courriel 2539458 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 27 - Courriel 2539459 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 27 - Téléchargement 2542329 - 209204_Addenda 4 2016-01-29 11 h 35 - Télécopie 2542340 - C-5258 R1 2016-02-01 13 h 46 - Messagerie 2542341 - C-5259 R1 2016-02-01 14 h 20 - Messagerie 2542347 - QJR-63-57_MTQ 2016-02-01 14 h 50 - Messagerie 2542353 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-29 11 h 21 - Courriel

				2542354 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-29 11 h 21 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Sintra (Région Montérégie / Rive-Sud) 7 rang St-Régis Sud Saint-Isidore (Montérégie), QC, J0L2A0 NEQ : 1145755295	Madame Laetitia Carnevale Téléphone : 450 638-0172 Télécopieur : 450 638-2909	**Commande : (1050422)** 2016-01-06 11 h 43 **Transmission :** 2016-01-06 11 h 56	2536023 - 209204_Addenda 1 2016-01-14 15 h 49 - Courriel 2536025 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 21 - Courriel 2536026 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 21 - Téléchargement 2536948 - 209204_Addenda 2 2016-01-18 13 h 24 - Courriel 2536949 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-18 13 h 27 - Courriel 2536950 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-18 13 h 27 - Téléchargement 2539377 - 209204_Addenda 3_Incluant un report de date 2016-01-22 20 h 25 - Courriel 2539458 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 27 - Courriel 2539459 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 27 - Téléchargement 2542329 - 209204_Addenda 4 2016-01-29 12 h - Télécopie 2542340 - C-5258 R1 2016-02-01 13 h 37 - Messagerie 2542341 - C-5259 R1 2016-02-01 13 h 56 - Messagerie 2542347 - QJR-63-57_MTQ 2016-02-01 14 h 37 - Messagerie 2542353 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-29 11 h 21 - Courriel 2542354 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-29 11 h 21 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐	Socomec Industriel Inc. 3200, rue des Chantiers Sorel-Tracy, QC, J3P 5N3 NEQ : 1160102480	Madame Josée Arseneault Téléphone : 450 743-0017 Télécopieur : 450 743-2654	**Commande : (1049996)** 2016-01-05 14 h 14 **Transmission :** 2016-01-05 14 h 14	2536023 - 209204_Addenda 1 2016-01-14 15 h 49 - Courriel 2536025 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 21 - Courriel 2536026 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 21 - Téléchargement 2536948 - 209204_Addenda 2 2016-01-18 13 h 24 - Courriel 2536949 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-18 13 h 27 - Courriel 2536950 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-18 13 h 27 - Téléchargement 2539377 - 209204_Addenda 3_Incluant un report de date 2016-01-22 20 h 25 - Courriel 2539458 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 27 - Courriel 2539459 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 27 - Téléchargement 2542329 - 209204_Addenda 4 2016-01-29 12 h 02 - Télécopie 2542340 - C-5258 R1 2016-02-01 10 h 01 - Courriel 2542341 - C-5259 R1 2016-02-01 14 h 18 - Messagerie 2542347 - QJR-63-57_MTQ 2016-02-01 14 h 48 - Messagerie 2542353 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-29 11 h 21 - Courriel 2542354 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-29 11 h 21 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Super Excavation Inc. 5900 Saint-Jacques Ouest Montréal, QC, H4A 2E9 NEQ : 1142493619	Monsieur Natalino Cappello Téléphone : 514 488-6883 Télécopieur : 514 488-1791	**Commande : (1051057)** 2016-01-07 13 h 21 **Transmission :** 2016-01-07 13 h 22	2536023 - 209204_Addenda 1 2016-01-14 15 h 50 - Télécopie 2536025 - 209204_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 22 - Télécopie 2536026 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 21 - Téléchargement

2536948 - 209204_Addenda 2
2016-01-18 13 h 25 - Télécopie

2536949 - 209204_Formulaires de soumission (devis)
2016-01-18 13 h 58 - Télécopie

2536950 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau)
2016-01-18 13 h 27 - Téléchargement

2539377 - 209204_Addenda 3_Incluant un report de date
2016-01-25 10 h 01 - Télécopie

2539458 - 209204_Formulaires de soumission (devis)
2016-01-22 21 h 02 - Télécopie

2539459 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau)
2016-01-22 20 h 27 - Téléchargement

2542329 - 209204_Addenda 4
2016-01-29 12 h 10 - Télécopie

2542340 - C-5258 R1
2016-02-01 13 h 48 - Messagerie

2542341 - C-5259 R1
2016-02-01 14 h 22 - Messagerie

2542347 - QJR-63-57_MTQ
2016-02-01 14 h 52 - Messagerie

2542353 - 209204_Formulaires de soumission (devis)
2016-01-29 11 h 52 - Télécopie

2542354 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau)
2016-01-29 11 h 21 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Télécopieur
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Télécon Inc
13500 Boul Métropolitain Est
Montréal, QC, H1A 3W1
NEQ : 1167837492

Madame Isabelle Bissonnette
Téléphone : 514 644-2333
Télécopieur : 514 644-9236

Commande : (1050789)
2016-01-07 8 h 57
Transmission :
2016-01-07 9 h 05

2536023 - 209204_Addenda 1
2016-01-14 15 h 49 - Courriel

2536025 - 209204_Formulaires de soumission (devis)
2016-01-14 15 h 21 - Courriel

2536026 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau)
2016-01-14 15 h 21 - Téléchargement

2536948 - 209204_Addenda 2
2016-01-18 13 h 24 - Courriel

2536949 - 209204_Formulaires de soumission (devis)
2016-01-18 13 h 27 - Courriel

2536950 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau)
2016-01-18 13 h 27 - Téléchargement

2539377 - 209204_Addenda 3_Incluant un report de date
2016-01-22 20 h 25 - Courriel

2539458 - 209204_Formulaires de soumission (devis)
2016-01-22 20 h 27 - Courriel

2539459 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau)
2016-01-22 20 h 27 - Téléchargement

2542329 - 209204_Addenda 4
2016-01-29 12 h 04 - Télécopie

2542340 - C-5258 R1
2016-02-01 10 h 01 - Courriel

2542341 - C-5259 R1
2016-02-01 13 h 59 - Messagerie

2542347 - QJR-63-57_MTQ
2016-02-01 14 h 40 - Messagerie

2542353 - 209204_Formulaires de soumission (devis)
2016-01-29 11 h 21 - Courriel

2542354 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau)
2016-01-29 11 h 21 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Transelec / Common inc.
2075 boul Fortin
Laval, QC, H7S 1P4
http://www.transelec.com NEQ : 1160246014

Monsieur Sylvain Bachand
Téléphone : 514 850-5460
Télécopieur : 514 388-9020

Commande : (1050761)
2016-01-07 8 h 40
Transmission :
2016-01-07 8 h 40

2536023 - 209204_Addenda 1
2016-01-14 15 h 49 - Courriel

2536025 - 209204_Formulaires de soumission (devis)
2016-01-14 15 h 21 - Courriel

2536026 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau)
2016-01-14 15 h 21 - Téléchargement

2536948 - 209204_Addenda 2
2016-01-18 13 h 24 - Courriel

2536949 - 209204_Formulaires de soumission (devis)
2016-01-18 13 h 27 - Courriel

2536950 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau)
2016-01-18 13 h 27 - Téléchargement

2539377 - 209204_Addenda 3_Incluant un report de date
2016-01-22 20 h 25 - Courriel

2539458 - 209204_Formulaires de soumission (devis)
2016-01-22 20 h 27 - Courriel

2539459 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau)
2016-01-22 20 h 27 - Téléchargement

2542329 - 209204_Addenda 4
2016-01-29 12 h 06 - Télécopie

2542340 - C-5258 R1
2016-02-01 10 h 01 - Courriel

2542341 - C-5259 R1
2016-02-01 13 h 55 - Messagerie

2542347 - QJR-63-57_MTQ
2016-02-01 14 h 37 - Messagerie

2542353 - 209204_Formulaires de soumission (devis)
2016-01-29 11 h 21 - Courriel

2542354 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau)
2016-01-29 11 h 21 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Unigertec Inc.
415 rue Adanac
Québec, QC, G1C 6B9
NEQ : 1166651753

Madame
Soumission
Unigertec
Téléphone : 418 664-1177
Télécopieur : 418 664-1688

Commande : (1050111)
2016-01-05 16 h 07
Transmission :
2016-01-05 16 h 07

2536023 - 209204_Addenda 1
2016-01-14 15 h 49 - Courriel

2536025 - 209204_Formulaires de soumission (devis)
2016-01-14 15 h 21 - Courriel

2536026 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau)
2016-01-14 15 h 21 - Téléchargement

2536948 - 209204_Addenda 2
2016-01-18 13 h 24 - Courriel

2536949 - 209204_Formulaires de soumission (devis)
2016-01-18 13 h 27 - Courriel

2536950 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau)
2016-01-18 13 h 27 - Téléchargement

2539377 - 209204_Addenda 3_Incluant un report de date
2016-01-22 20 h 25 - Courriel

2539458 - 209204_Formulaires de soumission (devis)
2016-01-22 20 h 27 - Courriel

2539459 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau)
2016-01-22 20 h 27 - Téléchargement

2542329 - 209204_Addenda 4
2016-01-29 12 h 35 - Télécopie

2542340 - C-5258 R1
2016-02-01 10 h 01 - Courriel

2542341 - C-5259 R1
2016-02-01 13 h 58 - Messagerie

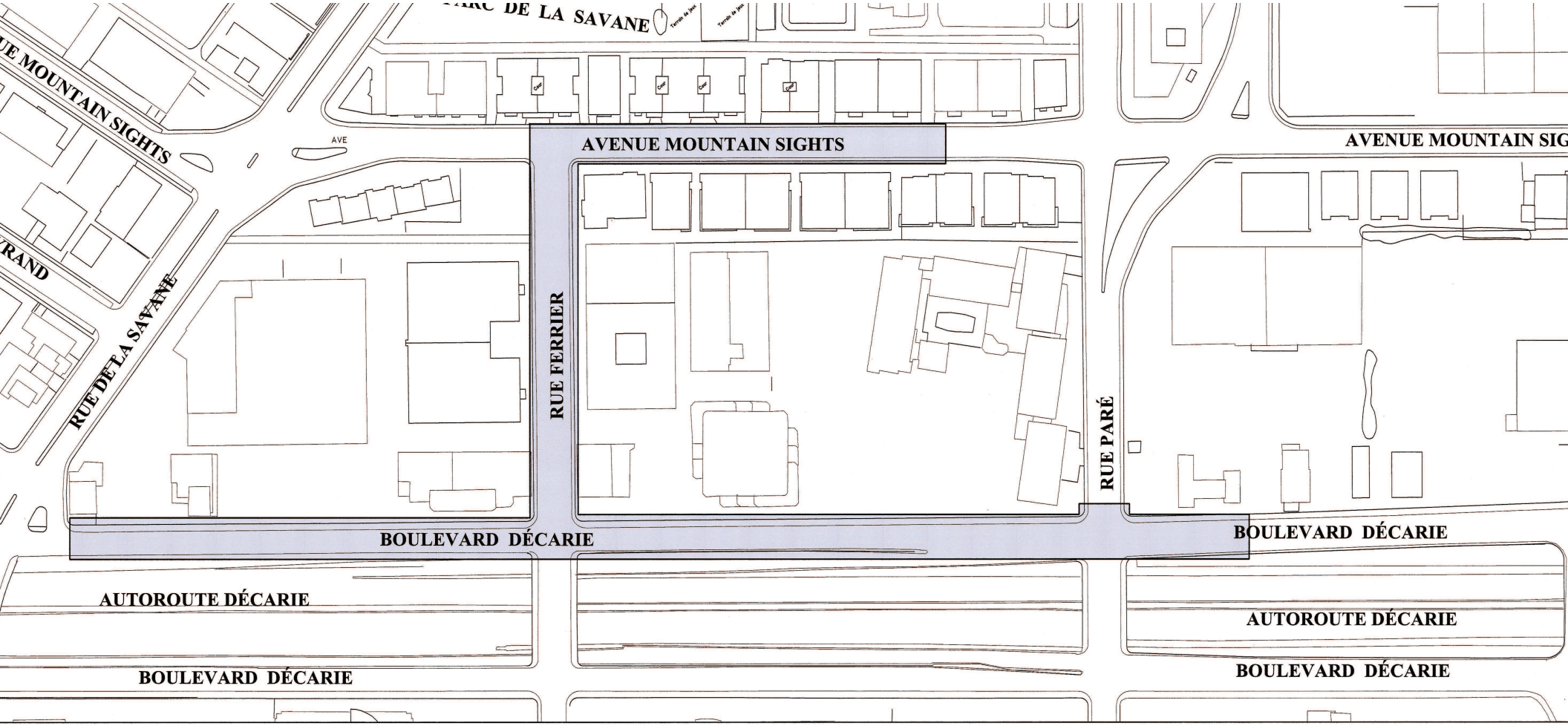
2542347 - QJR-63-57_MTQ
2016-02-01 14 h 38 - Messagerie

2542353 - 209204_Formulaires de soumission (devis)
2016-01-29 11 h 21 - Courriel

2542354 - 209204_Formulaires de soumission (bordereau)
2016-01-29 11 h 21 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2016 Tous droits réservés



PLAN DE LOCALISATION

Projet Le Triangle – Les travaux municipaux

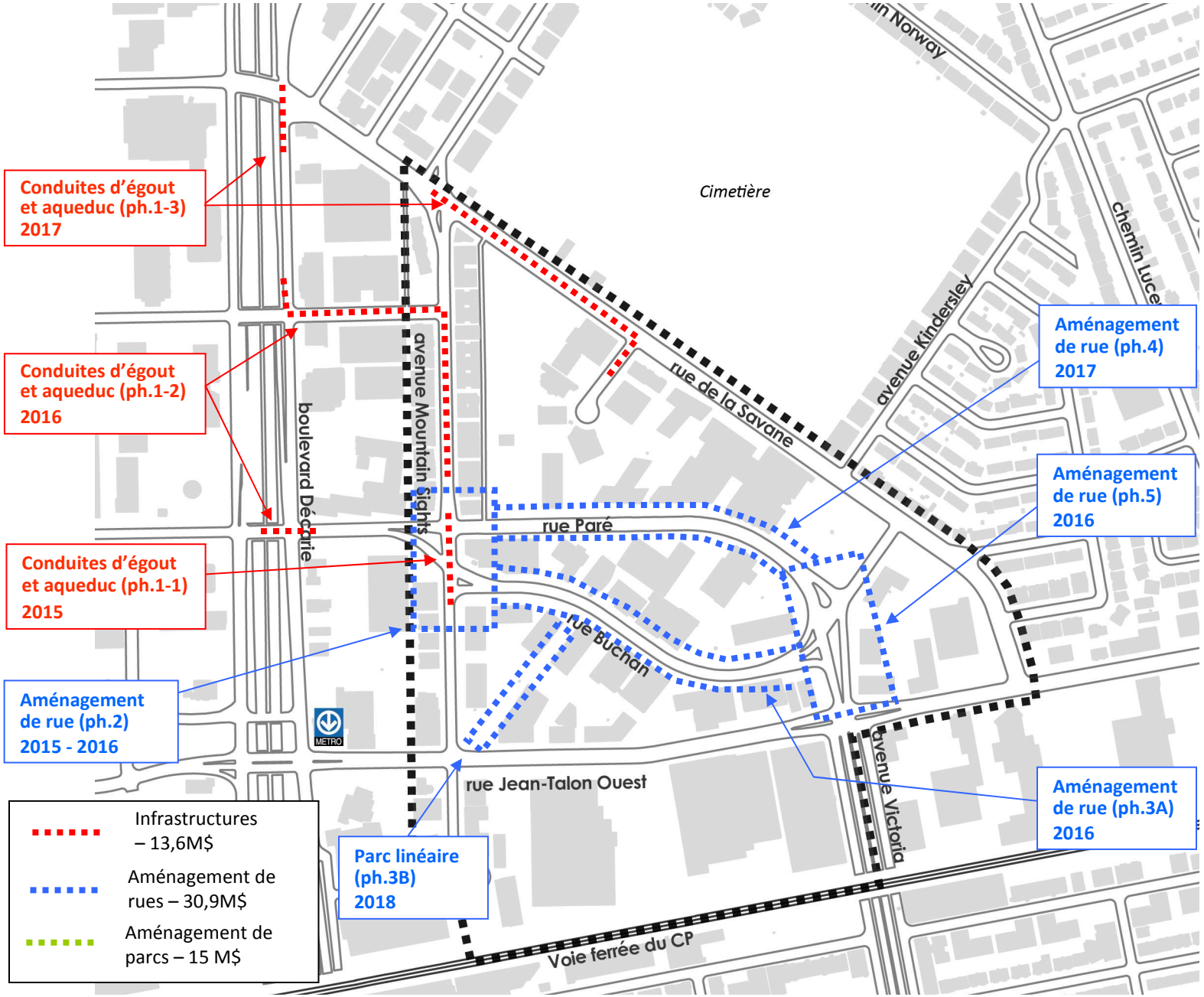


TABLEAU A – PRINCIPES DE GESTION DE LA CIRCULATION

Phase	Localisation	Occupation et heures de travail permises	Conditions minimales à respecter concernant l'occupation du domaine public
1 à 4	**Toutes les localisations en travaux**	**Exigences générales** Horaire de travail : 7h00 à 19h00	- La phase 2 pourra être exécutée même si la phase 1 n'est pas finalisée;
1.a	**Boulevard Décarie à un point au nord et un point au sud de la rue Paré**	**Reconstruction de puits d'accès et de conduits électriques** - 5,5 mètres de 9h30 à 16h00 sur Décarie - 8,0 mètres sur Décarie de 22h00 vendredi à 5h lundi	- Maintenir trois voies sur Décarie; - Maintenir une voie par direction sur Paré;
1.b	**Intersection du boulevard Décarie et de la rue Paré**	**Raccordement d'un aqueduc à une vanne d'eau potable** -10 mètres sur Décarie de 22h00 le vendredi au lundi 5h00 - 7,5 mètres au centre de la rue Paré de 22h00 le vendredi au lundi 5h00	- Maintenir deux voies sur Décarie; - Les travaux en 1.b devront être réalisés pendant la sous-phase 1.a;
2.a	**Boulevard Décarie d'un point au sud à un point au nord de la rue Ferrier**	**Construction d'un égout et d'une conduite d'aqueduc, de chaussée et de trottoir** Fermeture deDécarie entre Paré et de la Savane Fermeture de Ferrier Horaire de travail : 24 heures sur 24 heures et 7 jours sur 7 jours	- Réaliser les travaux entre le 24 juin et le 21 août; - Maintenir une voie sur Décarie de Paré au chantier et de de la Savane au chantier; - Maintenir l'accès à l'autoroute 15 Décarie;
2.b	**Boulevard Décarie entre les rues Paré et de la Savane**	**Travaux de planage et pose d'asphalte** Fermeture de 22h00 vendredi à 5h00 lundi de Décarie de Paré à de la Savane Fermeture de Ferrier de Décarie à Mountain Sights Horaire de travail : - 7h00 à 22h00	- Les travaux en 2.b devront être réalisés pendant la période de réalisation des travaux en 2.a; - Maintenir une voie sur Décarie nord entre Paré et le chantier;
2.c	**Intersection du boulevard Décarie à la rue Paré**	**Travaux de planage, de corrélatifs et pose d'enrobé bitumineux** Fermeture de nuit les lundis, mardis, mercredis, samedis et dimanches des tronçons suivant : - Décarie de Jean-Talon à Ferrier, des Jockeys, Paré de Mountain Sights à Décarie	- Maintenir une voie sur Décarie nord entre Jean-Talon et des Jockeys; - Maintenir une voie par direction sur Décarie de des Jockeys au chantier; - Signaler des détours pour l'autoroute 40 et à Paré;
3.	**Rue Ferrier du boulevard Décarie à l'avenue Mountain-Sights**	**Travaux de reconstruction d'égout et d'aqueduc, de trottoir, électrique et de chaussée** Fermeture de Ferrier de Décarie à Mountain Sights	- Fermeture complète de Ferrier de Décarie à Mountain-Sights;
4.	**Avenue Mountain-Sights entre les rues Paré et Ferrier**	**Travaux de reconstruction d'égout et d'aqueduc, de trottoir, électrique et de chaussée** Fermeture de Mountain Sights de Paré à de la Savane Fermeture de Ferrier de Mountain Sights à Décarie	Fermeture de Mountain-Sights et Ferrier avec de la circulation locale seulement;

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0035

Québec, le 18 avril 2013

Pavages D'Amour inc.
À l'attention de : Monsieur Stéphane D'Amour
1635, Newman Crescent
Dorval (Québec) H9P 2R6

Objet :Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à Pavages D'Amour inc.
Autorisation n° 2013-CPSM-0035 n° d'identification de l'Autorité : 2700001841

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée une autorisation de conclure un contrat/sous contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65-1 (la « LCOP »). Pavages D'Amour inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **17 avril 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

La Direction des contrats publics et
des entreprises de services monétaires

Québec ☒
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 418.525.9512

Montréal ☐
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 514.873.3090

www.lautorite.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1154102013

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Pavages D'Amour Inc. pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans le boulevard Décarie, la rue Ferrier, l'avenue Mountain Sights et la rue Paré. Arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. Dépense totale de 6 138 798,85 $ (contrat: 5 518 798,85 $ + incidences: 620 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 209204 - 13 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

SIVT - 1154102013.xls SMVT - 1154102013.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Paule TANGUAY
Préposée au budget
Service des finances - Point de service Développement
Tél : 514 872-5911
Lilian Odonnat
Préposée au budget
Service des finances - Point de service Développement
Tél: 514-872-2184

Co-auteur
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - Développement
(514) 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-26

Camille TROUDE
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 872-5676

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Article 20.22

Commission permanente sur l'examen des contrats

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

Mandat SMCE1154102012

Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc. pour des travaux de reconstruction des conduites d'égout, d'eau potable, des toits de chambre de vannes, de réhabilitation de regard d'égout, de bases et conduits, d'éclairage, de feux de circulation, de réaménagement géométrique, de bordures en granite, de trottoirs, de trottoirs armés et de la chaussée dans l'avenue Papineau . Arrondissements : Ahuntsic-Cartierville et Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension. Dépense totale de 22 592 475,53 $ (contrat: 20 520 000,00 $ + incidences: 2 072 475,53 $ incluant le coût du contrat à Gaz Métro), taxes incluses. Appel d'offres public 293601 - 5 soumissionnaires. Accorder un contrat de gré à gré à Gaz Métro, dans le cadre du réaménagement de l'avenue Papineau (entre la rue Jacques-Casault et l'avenue Charland), pour le déplacement de conduites pour la somme maximale de 182 000,00 $ taxes incluses - fournisseur exclusif.

Rapport déposé au conseil municipal
Le 21 mars 2016

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Membres

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Louise Mainville
Arrondissement du Plateau Mont-Royal

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Montréal, le 21 mars 2016

M. Denis Coderre
Maire de Montréal
Membres du conseil municipal
Hôtel de ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Mesdames,
Messieurs,

Conformément au mandat SMCE154102012, nous avons l'honneur de déposer, au nom de la Commission permanente sur l'examen des contrats, le rapport de la commission concernant l'octroi d'un contrat à Les Entreprises Michaudville inc. pour des travaux de reconstruction des conduites d'égout, d'eau potable, des toits de chambre de vannes, de réhabilitation de regard d'égout, de bases et conduits, d'éclairage, de feux de circulation, de réaménagement géométrique, de bordures en granite, de trottoirs, de trottoirs armés et de la chaussée dans l'avenue Papineau . Arrondissements : Ahuntsic-Cartierville et Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension. Dépense totale de 22 592 475,53 $ (contrat: 20 520 000,00 $ + incidences: 2 072 475,53 $ incluant le coût du contrat à Gaz Métro), taxes incluses. Appel d'offres public 293601 - 5 soumissionnaires. Accorder un contrat de gré à gré à Gaz Métro, dans le cadre du réaménagement de l'avenue Papineau (entre la rue Jacques-Casault et l'avenue Charland), pour le déplacement de conduites pour la somme maximale de 182 000,00 $ taxes incluses - fournisseur exclusif.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE154102012
Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc. pour des travaux de reconstruction des conduites d'égout, d'eau potable, des toits de chambre de vannes, de réhabilitation de regard d'égout, de bases et conduits, d'éclairage, de feux de circulation, de réaménagement géométrique, de bordures en granite, de trottoirs, de trottoirs armés et de la chaussée dans l'avenue Papineau . Arrondissements : Ahuntsic-Cartierville et Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension. Dépense totale de 22 592 475,53 $ (contrat: 20 520 000,00 $ + incidences: 2 072 475,53 $ incluant le coût du contrat à Gaz Métro), taxes incluses. Appel d'offres public 293601 - 5 soumissionnaires. Accorder un contrat de gré à gré à Gaz Métro, dans le cadre du réaménagement de l'avenue Papineau (entre la rue Jacques-Casault et l'avenue Charland), pour le déplacement de conduites pour la somme maximale de 182 000,00 $ taxes incluses - fournisseur exclusif.

À sa séance du 9 mars 2016, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le dossier 1154102012. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Le 10 mars 2016, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat SMCE154102012 qui lui avait été confié. Des représentants du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) ont répondu aux questions des membres de la Commission. Ils ont d'abord rappelé le contexte dans lequel s'inscrit le présent contrat.

Les travaux de ce contrat consistent en la reconstruction de 78 mètres d'égout unitaire de 450 mm de diamètre et de 325 mètres de conduite d'eau secondaire de 200 mm à 400 mm de diamètre, la réhabilitation des chambres de vannes et des regards, ainsi que la reconstruction complète de la chaussée, la construction des bordures de granite, la construction des trottoirs, des trottoirs avec des bassins de rétention, le remplacement de l'éclairage et les feux de circulation dans l'avenue Papineau de la rue Jacques-Casault à l'avenue Charland.

Les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmis aux arrondissements et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Le projet prévoit la reconstruction de la chaussée (incluant l'ajout d'une voie réservée dans l'avenue Papineau en direction Sud), la construction de trottoirs spacieux et d'un terre-plein central élargi, vert et planté. Il comprend également un système de gestion durable et écologique des eaux de ruissellement. L'éclairage sera revu pour s'adapter à la clientèle piétonne et sera doté de la technologie au DEL.

Ces travaux s'inscrivent aussi dans la stratégie de la gestion de l'eau pour des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 1 865 454,54 $ (taxes incluses), soit 10 % du coût des travaux avant les taxes, tel que décrit au bordereau d'appel d'offres.

L'appel d'offres a été publié du 16 décembre 2015 au 3 février 2016. La soumission est valide pendant les cent vingt jours qui suivent sa date d'ouverture, soit jusqu'au 2 juin 2016. L'appel d'offres a été publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres (SÉAO). La durée de publication a été de 48 jours, ce qui respecte le délai prescrit. Deux addendas ont été publiés afin d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges des modifications faites aux documents d'appel d'offres.

Sur trente-sept preneurs du cahier des charges, cinq firmes ont déposé une soumission. Parmi les trente-et-une qui n'en ont pas déposé, neuf sont connues comme étant des sous-traitants et une a mentionné qu'il s'agissait d'un devis technique trop spécialisé.

Il y a un écart de prix de 5,4 % favorable à la Ville entre l’estimation et la soumission de l’adjudicataire proposé. On constate également un écart de prix de 0,7 % entre les deux plus bas soumissionnaires.

Les membres de la Commission ont soulevé diverses questions sur le processus d’appel d’offres dans le présent dossier.

Les membres ont bien compris que l’ajout d’une clause exigeant des soumissionnaires qu’ils aient réalisé dans le passé au moins deux projets de 10 M$ et plus de nature similaire au cours des cinq dernières années visait à s’assurer de l’expérience et de la capacité de l’entrepreneur retenu à réaliser des travaux complexes d’envergure. Les membres de la Commission ont été rassurés de savoir que le Service a fait, avant le lancement de l’appel d’offres, une analyse de marché pour s’assurer que l’imposition de tels critères ne restreindrait pas le marché outre mesure.

Les membres ont aussi noté que les clauses relatives au programme d’évaluation des fournisseurs ont été ajoutées en addenda au cahier des charges. Il y a lieu de se réjouir de cet ajout, mais, compte tenu que ce programme a été adopté il y a plusieurs mois, il conviendrait de l’inclure systématiquement dans les documents d’appels d’offres.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil municipal:

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil municipal à savoir :

- *Contrat de plus de 10 M$*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE154102012 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.22

2016/03/21
13:00

(2)

Dossier # : 1154102012

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc. pour des travaux de reconstruction des conduites d'égout, d'eau potable, des toits de chambre de vannes, de réhabilitation de regard d'égout, de bases et conduits, d'éclairage, de feux de circulation, de réaménagement géométrique, de bordures en granite, de trottoirs, de trottoirs armés et de la chaussée dans l'avenue Papineau. Arrondissements: Ahuntsic-Cartierville et Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension. Dépense totale de 22 592 475,53 $ (contrat: 20 520 000,00 $ + incidences: 2 072 475,53 $ incluant le coût du contrat à Gaz Métro), taxes incluses. Appel d'offres public 293601 - 5 soumissionnaires. Accorder un contrat de gré à gré à Gaz Métro, dans le cadre du réaménagement de l'avenue Papineau (entre la rue Jacques-Casault et l'avenue Charland), pour le déplacement de conduites pour la somme maximale de 182 000,00 $ taxes incluses - fournisseur exclusif.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 22 592 475,53 $, taxes incluses, pour des travaux de reconstruction des conduites d'égout, d'eau potable, des toits de chambre de vannes, de réhabilitation de regard d'égout, de bases et conduits, d'éclairage, de feux de circulation, de réaménagement géométrique, de bordures en granite, de trottoirs, de trottoirs armés et de la chaussée dans l'avenue Papineau. Arrondissements : Ahuntsic-Cartierville et Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2. d'accorder à Les Entreprises Michaudville inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 20 520 000,00 $, taxes incluses, conformément

aux documents de l'appel d'offres public 293601;

3. d'accorder un contrat de gré à gré à Gaz Métro, fournisseur unique, pour le déplacement de conduites gazières dans l'avenue Papineau, pour la somme maximale de 182 000,00 $ (incluant 10 % de contingences), taxes incluses et autoriser la directrice des Infrastructures à signer la lettre d'entente avec Gaz Métro, laquelle se trouve en pièce jointe;

4. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centrale, pour un montant de 22 592 475,53 $.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-03-02 18:40

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1154102012**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc. pour des travaux de reconstruction des conduites d'égout, d'eau potable, des toits de chambre de vannes, de réhabilitation de regard d'égout, de bases et conduits, d'éclairage, de feux de circulation, de réaménagement géométrique, de bordures en granite, de trottoirs, de trottoirs armés et de la chaussée dans l'avenue Papineau. Arrondissements: Ahuntsic-Cartierville et Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension. Dépense totale de 22 592 475,53 $ (contrat: 20 520 000,00 $ + incidences: 2 072 475,53 $ incluant le coût du contrat à Gaz Métro), taxes incluses. Appel d'offres public 293601 - 5 soumissionnaires. Accorder un contrat de gré à gré à Gaz Métro, dans le cadre du réaménagement de l'avenue Papineau (entre la rue Jacques-Casault et l'avenue Charland), pour le déplacement de conduites pour la somme maximale de 182 000,00 $ taxes incluses - fournisseur exclusif.

CONTENU

CONTEXTE

La Direction des transports poursuit, via son Programme de réfection du réseau routier artériel, sa mission de planifier les activités de réhabilitation sur le réseau routier et ce, aux fins d'en préserver le niveau de service établi tout au long du cycle de vie des différents actifs.
Le développement des terrains aux abords du Centre Environnemental Saint-Michel (CESM) ainsi que la réfection routière prévue sont autant d'opportunités de faire du réaménagement de l'avenue Papineau, entre la rue de Louvain et le boulevard Crémazie, un projet exemplaire en matière de transport pour favoriser l'accessibilité et la sécurité des déplacements et pour prendre en considération l'augmentation de l'achalandage des piétons, des cyclistes et du transport en commun.

Le projet dans son ensemble comprend la reconstruction de la chaussée (incluant l'ajout d'une voie réservée dans l'avenue Papineau en direction Sud), la construction de trottoirs spacieux et d'un terre-plein central élargi, vert et planté. Il comprend également un système de gestion durable et écologique des eaux de ruissellement. L'éclairage sera revu pour s'adapter à la clientèle piétonne et sera doté de la technologie au DEL.

Les investissements alloués à la protection du réseau routier artériel témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer tant le confort et la sécurité des usagers de la route, la qualité de vie des citoyens, que l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises.

Ces investissements viennent donc contribuer au développement et à la croissance de Montréal, atténuer le problème de dégradation des infrastructures routières et améliorer l'état global des chaussées par l'application de meilleures techniques d'intervention, le tout en fonction de l'état de la chaussée et des contraintes de circulation.

Le Service de l'eau a pour mandat, entre autres, d'identifier et de prioriser les travaux de renouvellement d'infrastructures d'aqueduc et d'égouts secondaires sur le territoire de la Ville de Montréal.

Ces travaux s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau pour des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.

À la suite de différentes analyses et inspections télévisées et considérant leurs âges avancés et leurs états de dégradation structurale, la conduite d'égout unitaire (installée en 1956) ainsi que la conduite d'eau secondaire (installée de 1952 à 1956) dans l'avenue Papineau ont été identifiées par la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) comme prioritaires pour ce qui est de leur remplacement.

De plus, la Direction des transports a le mandat de réaliser le Programme de réfection de l'éclairage de rue du réseau artériel.

Les principaux objectifs de ce programme sont :

· d'assurer la sécurité des automobilistes et des piétons;
· de maintenir le réseau d'éclairage à son niveau actuel, voire de l'améliorer si possible;
· de consolider et conserver les équipements municipaux;
· de remplacer les actifs qui ont atteint la fin de leur vie utile.

La Direction des transports a mandaté la Direction des infrastructures afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres dans le cadre de la réalisation des travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

L'appel d'offres a été publié du 16 décembre 2015 au 3 février 2016. La soumission est valide pendant les cent vingt (120) jours qui suivent sa date d'ouverture, soit jusqu'au 2 juin 2016.

L'appel d'offres a été publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO. La durée de publication a été de 48 jours, ce qui respecte le délai prescrit par la Loi sur les cités et villes.

Deux (2) addenda furent publiés afin d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges des modifications faites aux documents d'appel d'offres :

· Addenda n° 1 publié le 22 janvier 2016 : Ajout de la clause « Évaluation de l'adjudicataire et aptitude à soumissionner » au Cahier des charges. Des précisions sont apportées au Cahier des charges, au devis technique voirie, au devis technique circulation et au devis technique bassin de rétention. Les formulaires de soumission

sont aussi modifiés en conséquence. Ces modifications n'ont pas d'impact significatif sur le coût des travaux.

· Addenda n° 2 publié le 28 janvier 2016 : Une précision est apportée au devis technique voirie et une modification mineure est apportée aux formulaires de soumission. Ces modifications n'ont pas d'impact significatif sur le coût des travaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Travaux du contrat à Les Entreprises Michaudville inc.
Les travaux de ce contrat consistent en la reconstruction de 78 mètres d'égout unitaire de 450 mm de diamètre et de 325 mètres de conduite d'eau secondaire de 200 mm à 400 mm de diamètre, la réhabilitation des chambres de vannes et des regards, ainsi que la reconstruction complète de la chaussée, la construction des bordures de granite, la construction des trottoirs, des trottoirs avec des bassins de rétention, le remplacement de l'éclairage et les feux de circulation dans l'avenue Papineau, de la rue Jacques-Casault à l'avenue Charland. Veuillez trouvez en pièce jointe la description des principaux actifs visés par les travaux ainsi qu'un plan clé.

Étant donné l'envergure et la complexité du présent contrat, une clause particulière quant à l'expérience du maître d'oeuvre a été incluse aux cahiers des charges, laquelle se retrouve en pièce jointe (clause 15).

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises aux arrondissements et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels commentaires ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences s'élève à 1 865 454,54 $ (taxes incluses), soit 10 % du coût des travaux avant les taxes, tel que décrit au bordereau d'appel d'offres.

Les dépenses incidentes comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques et CSEM, de communication et de gestion des impacts, de marquage et signalisation, de déplacement de conduites gazières de Gaz Métro, mobiliers pour feux de circulation ainsi que les frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux et pour la surveillance environnementale. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Incidences et ristournes» en pièce jointe.

Sur trente-sept (37) preneurs du cahier des charges, trente-six (36) firmes étaient susceptibles de soumissionner. Cinq (5) firmes ont déposé une soumission et trente-et-une (31) n’en ont pas déposé; soit des proportions respectives de 14% et 86%. Parmi les trente -et-un (31) qui n'en ont pas déposé, neuf (9) sont connus comme étant des sous-traitants et un (1) a mentionné qu'il s'agissait d'un devis technique trop spécialisé. La liste des preneurs du cahiers des charges est en pièce jointe.

Travaux du contrat à Gaz Métro

Une conduite principale de gaz se trouve actuellement sous la chaussée de l'avenue Papineau, de l'avenue Émile-Journault à l'avenue Charland, à un (1) mètre de profondeur sur environ 610 mètres de longueur et à environ 1,5 mètre des bordures existantes. La

construction des nouveaux trottoirs élargis avec bassins de rétention du côté Est de l'avenue Papineau requiert la relocalisation du réseau gazier de Gaz Métro suivant les normes en vigueur, soit à 1 mètre de profondeur sous la chaussée et à 1,5 mètre de la bordure du nouveau trottoir.

Les travaux requis pour le déplacement de la conduite comprennent aussi des travaux pour le rebranchement des immeubles existants et l'abandon du réseau existant.

Ces travaux sur le réseau gazier seront exécutés par Gaz Métro et seront coordonnés à l'intérieur du chantier de la Ville de Montréal et dans les mêmes délais d'exécution prévus.

JUSTIFICATION

Les tableaux des résultats d'ouverture de soumission ci-dessous résument la liste des soumissionnaires et des prix soumis, les écarts de prix entre les soumissions conformes et l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant du contrat à octroyer :

RÉSULTATS DE SOUMISSION		*(taxes incluses)*		
FIRMES SOUMISSIONNAIRES CONFORMES		**PRIX**	**CONTINGENCES**	**TOTAL**
1	Les Entreprises Michaudville inc.	18 654 545,46 $	1 865 454,54 $	20 520 000,00 $
2	Groupe TNT inc.	18 787 993,49 $	1 878 799,36 $	20 666 792,85 $
Estimation des professionnels internes ($)		19 736 403,31 $	1 973 640,34 $	21 710 043,65 $
Coût moyen des soumissions reçues **Écart entre la moyenne et la plus basse conforme**			**($)** **(%)**	**20 593 396,43 $** **0,4 %**
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes			**($)** **(%)**	**146 792,85 $** **0,7 %**
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation			**($)** **(%)**	**-1 190 043,65 $** **-5,5 %**
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conformes			**($)** **(%)**	**146 792,85 $** **0,7 %**

FIRMES SOUMISSIONNAIRES NON CONFORMES		**PRIX TOTAL**
1	Demix Construction	18 654 693,75 $
2	Construction Bau-Val inc.	19 349 388,18 $
3	Allia Infrastructures Ltée	19 969 004,59 $

*Veuillez noter que les soumissionnaires Demix Construction, Construction Bau-Val inc. et Allia Infrastructures Ltée ont été déclarés non conformes étant donné que la clause 15 du cahier des charges « Expérience du maître d'oeuvre » n'a pas été respectée. Par conséquent, leur soumission a été rejetée.

L'estimation des professionnels de la Division de la gestion des projets et de l'économie de la construction (DGPEC) est établie à partir des documents d'appel d'offres, pendant la période d'appel d'offres, et selon les prix des matériaux, des taux d'équipements et de la main d'oeuvre du marché actuel. L'écart entre la plus basse soumission conforme et cette estimation est de -1 190 043,65 $ (-5,5 %). Étant inférieur à 10 % et favorable à la Ville de

Montréal, la DGPEC recommande l'octroi du contrat.

Le présent dossier répond à l'un des critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats. Selon les dépenses prévisionnelles, le contrat d'exécution de travaux est supérieur à 10 000 000 $.

Les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard décrites à l'article 5.1.10 des Clauses administratives générales de la Ville de Montréal (Exécution des travaux) (Volume 1) mars 2009. L'article stipule que pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,1 % du contrat avant taxes et contingences. De plus, des bonis pouvant atteindre 105 000,00 $ sont prévus au bordereau si l'entrepreneur réussit à terminer les travaux avant les échéanciers, soit 3 500 $ de bonis par jour d'accélération.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publique (Loi 1) conformément au décret # 1049-2013 adopté le 23 octobre 2013. L'adjudicataire recommandé, Les Entreprises Michaudville inc., détient une attestation de l'Autorité des marchés financiers, laquelle est en vigueur depuis le 10 avril 2013. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier.

Des validations ont été faites selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licence restreinte de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni du Registre des entreprises non admissibles (RENA). Une attestation valide délivrée le 25 janvier 2016 par Revenu Québec fut déposée avec sa soumission, laquelle sera validée à nouveau lors de l'octroi du contrat.

L'adjudicataire recommandé est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du contrat principal à octroyer est de 20 520 000,00 $, taxes incluses, incluant un montant de 18 654,545,46 $, taxes incluses, pour les travaux et un montant de 1 865 454,54 $, taxes incluses, pour les contingences.
La dépense totale est donc de 22 592 475,53 $, taxes incluses, car le montant requis pour couvrir les dépenses incidentes est de 2 072 475,53 $, taxes incluses. Les dépenses comprennent les coûts estimés du contrat pour le déplacement des conduites gazières de Gaz Métro.

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centrale.

Gaz Métro a fourni une estimation du coût des travaux (voir pièce jointe) au montant de 165 456,92 $, taxes incluses. Gaz Métro facturera à la Ville de Montréal les coûts réels après les travaux selon la valeur résiduelle de la conduite existante telle que précisé à l'entente UMQ - GazMétro signée en décembre 2013 et entérinée par la Ville en avril 2014.

Par ailleurs, ni Gaz Métro ni la Ville ne sont actuellement en mesure d'établir la probabilité d'occurrence de dépassements de coût et les mesures de mitigations possibles. En conséquence, nous suggérons l'ajout d'une enveloppe dédiée aux contingences représentant environ 10 % du coût des travaux estimé par Gaz Métro, soit 16 543,08 $, taxes incluses. Ces contingences portent la valeur maximale du contrat à 182 000,00 $, taxes incluses. Ce montant est prévu dans les dépenses incidentes.

<u>La dépense à faire autoriser par les instances est répartie de la façon suivante:</u>

· 97,8 % est prévu au PTI de la Direction des transports du Service des infrastructures, de

la voirie et des transports pour un montant de 22 087 206,78 $, taxes incluses;
· 2,2 % est prévu au budget triennal de la CSEM pour un montant de 505 268,75 $, taxes incluses.

La dépense totale de 22 592 475,53 $, taxes incluses, représente un coût net de 20 620 367,44 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

Le sommaire de la répartition des coûts est présenté au tableau « Incidences et ristournes » ainsi que dans le document « Budget requis » en pièces jointes au dossier.

Le détail des informations budgétaires et comptables se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent projet comprend la construction d'un système de gestion durable et écologique des eaux de ruissellement.
Il inclut également des travaux de plantation d'arbres, contribuant ainsi au verdissement et à la réduction des îlots de chaleur afin de tendre vers un équilibre entre la verdure et le bâti, surtout dans une ville densément peuplée comme Montréal, le tout en conformité avec l'action 15 du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015.

Le nouveau système d'éclairage est doté de la technologie au DEL.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure à la date d'échéance de la validité de la soumission, soit le 2 juin 2016, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts y afférents.
Par ailleurs, Il s'agit d'un contrat majeur pour la Direction des infrastructures. La complexité d'un contrat de cette ampleur implique un délai de quatre (4) à six (6) semaines pour le démarrage des travaux afin de rencontrer l'entrepreneur, préparer et approuver les planches de signalisation, commander le matériel, obtenir les permis, etc. Afin de réaliser un maximum de travaux cette année, le début du contrat est prévu dans la deuxième semaine de mai 2016. Le fait de reporter cet octroi à un conseil ultérieur à celui de mars, aurait un impact sur le phasage des travaux prévu aux documents d'appel d'offres et sur la réalisation du projet.

Enfin, il est à noter que les travaux faisant l'objet du présent dossier ainsi que les travaux d'aménagement d'un nouveau parc du Centre environnemental Saint-Michel (CESM) font partie d'un des legs du 375e anniversaire de Montréal. Le fait de reporter cet octroi à un conseil ultérieur à celui de mars pourrait compromettre la fin des travaux pour 2017.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document «Principes de gestion de la circulation».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été approuvée par la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES:
Commission permanente sur l'examen des contrats: mars 2016
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances

décisionnelles visées
Début des travaux : mai 2016
Fin des travaux : septembre 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Lilian ODONNAT)

Certification de fonds :
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission (Serge A BOILEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Gilles CÔTÉ, Ahuntsic-Cartierville
Richard C GAGNON, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Guy PELLERIN, Service des infrastructures_voirie et transports
Michel BORDELEAU, Ahuntsic-Cartierville

Lecture :

Guy PELLERIN, 22 février 2016
Richard C GAGNON, 22 février 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ngoc Thao DUONG
Ingenieur

Tél : 5148723192
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-19

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2016-03-02

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2016-03-02

TABLEAU A – PRINCIPES DE GESTION DE LA CIRCULATION

Phase	Localisation	Occupation et heures de travail permises	Conditions minimales à respecter concernant l'occupation du domaine publique
1	Avenue Papineau entre François-H.-Prévost et de Louvain	**Construction de conduites d'eau** - Fermeture de la direction nord ou de la direction sud de fin de semaine.	- Maintenir au moins 1 voie par direction de 3,3 mètres; - Établir un contre-sens sur Papineau entre François-H.-Prévost et de Louvain;
2	Avenue Papineau d'un point au sud de Jacques-Casault à Charland	**Démolition du mail central** - 3 mètres des deux côtés du mail et 6 mètres d'un seul côté du mail de 7h à 22h.	- Maintenir 2 voies en direction sud de 3,3 mètres entre 7h00 et 9h30 du lundi au vendredi; - Maintenir 2 voies en direction nord de 3,3 mètres entre 15h30 à 18h30 du lundi au vendredi;
3	Avenue Papineau de Charland au terre-plein au nord de Charland	**Démolition du mail central au nord de la rue Charland** - 4 mètres de 22h00 vendredi à 5h00 lundi des deux côtés du mail.	- Maintenir au moins 1 voie par direction de 4,0 mètres; - Remplacer le mail par une ligne de New Jersey et conserver les luminaires sur leur base;
4	Avenue Papineau d'un point au sud de Jacques-Casault à Émile-Journault exclue	**Construction du toit d'une chambre de vanne** - 12 mètres en tout temps du bord du trottoir ouest de l'avenue Papineau; - Fermeture de la rue Jacques-Casault.	- Maintenir au moins 2 voies par direction de 3,3 mètres; - Établir un contre-sens du côté est du mail avec 1 voie en direction sud le long du mail; - Signaler les détours détaillés au devis;
5	Avenue Papineau d'un point au sud de Jacques-Casault à Charland	**Construction de trottoir du côté ouest de l'avenue Papineau** - 3 mètres en tout temps et 6 mètres de 9h30 à 22h00 du lundi au vendredi.	- Maintenir 3 voies en direction sud de 3,3 mètres entre 7h00 et 9h30 du lundi au vendredi; - Établir un contre-sens du côté est du mail avec 1 voie en direction sud le long du mail; - Maintenir 3 voies en direction nord de 3,3 mètres;
6	Rue de Louvain de Papineau à André-Grasset	**Construction de trottoir sud** - 3 mètres en tout temps et 6 mètres de 7h00 à 15h30 du lundi au vendredi.	- Maintenir 2 voies en direction est de 3,2 mètres entre 15h30 et 18h30 du lundi au vendredi entre Papineau locale et Papineau artère;
7	Avenue Papineau de Charland à la voie de chemin de fer du CN	**Construction de trottoir du côté ouest** - 3 mètres en tout temps et 6 mètres de 9h30 à 22h00 du lundi au vendredi.	- Maintenir au moins 1 voie dans une direction d'au moins 4 mètres et au moins 2 voies dans l'autre direction d'au moins 3,3 mètres chacune en tout temps et en fonction des heures de pointe;
8	Avenue Papineau de de Louvain à Sauvé	**Construction d'une conduite et d'une valve d'eau et de valve du <u>côté ouest</u> du mail** - Fermeture de la direction sud.	- Établir un contre-sens du côté est du mail; - Les phases 8 et 9 doivent être réalisées pendant les 2 semaines des vacances de la construction en 2016;
9	Avenue Papineau de de Louvain à Sauvé	**Construction d'une conduite d'eau et de valve du <u>côté est</u> du mail** - toute l'emprise de rue du côté est du mail pendant les 2 semaines des vacances de la construction en 2016.	- Établir un contre-sens du côté ouest du mail de 1 voie par direction; - Maintenir la circulation locale sur Charland; - Signaler les détours détaillés au devis;
10	Avenue Papineau d'un point au sud de Jacques-Casault à Charland	**Construction de trottoir du côté est** - 3 mètres en tout temps et 6 mètres de 7h00 à 15h30 et de 18h30 à 22h00 du lundi au vendredi.	- Maintenir 3 voies en direction nord de 3,3 mètres entre 15h30 et 18h30 du lundi au vendredi; - Interdire le virage vers gauche vers Barnabé-Larocque en venant du nord par l'avenue Papineau;
11	Avenue Papineau de Charland à la voie de chemin de fer du CN	**Construction de trottoir du côté est** - 3 mètres en tout temps et 6 mètres de 9h30 à 22h00 du lundi au vendredi.	- Maintenir au moins1 voie dans une direction de 4 mètres et 2 voies dans l'autre direction de 3,3 mètres en fonction des heures de pointe;
12	Avenue Papineau d'un point au sud de Jacques-Casault à Charland	**Construction de conduits électriques et du mail central** - 3 mètres de chaque côté du mail et 6 mètres de 7h00 à 22h00 d'un côté du mail à la fois.	- Maintenir 2 voies en direction sud de 3,3 mètres entre 7h00 à 9h30 du lundi au vendredi; - Maintenir 2 voies en direction nord de 3,3 mètres entre 15h30 à 18h30 du lundi au vendredi;
13	Avenue Papineau d'un point au sud de Charland à la voie de chemin de fer du CN	**Construction de conduits électriques et du mail central** - 3 mètres de chaque côté du mail et 6 mètres de 7h00 à 22h00 d'un côté du mail à la fois.	- Maintenir 1 voie par direction de 3,5 mètres chacune; - Réaliser une partie des travaux un samedi et un dimanche;
14	Avenue Papineau d'un point au sud de la rue Jacques-Casault à l'avenue Charland	**Construction de chaussée et de chambres de vannes du côté ouest du mail** - Fermeture de la direction sud de Papineau; - Fermeture de Jacques-Casault, François-H.-Prévost, Émile-Journault et de Louvain.	- Maintenir 2 voies en direction sud de 3,2 mètres entre 7h00 et 9h30 et 2 voies en direction nord de 3,15 mètres entre 15h30 à 18h30 du lundi au vendredi; - Maintenir 1 voie de 3,5 mètres dans une direction et 2 voies dans l'autre direction de 3,15 mètres;

15	Avenue Papineau de Charland à la voie ferrée du CN	**Construction de chaussée du côté ouest du mail** - Fermeture de la direction sud.	- Maintenir au moins 1 voie par direction d'au moins 4,0 mètres chacune en tout temps; - Signaler les détours détaillés au devis;
16	Avenue Papineau d'un point au sud de Jacques-Casault à Charland	**Construction de chaussée du côté est du mail** - Fermeture de la direction nord. - Fermeture de Barnabé-Larocque.	- Maintenir 1 voie dans une direction et 2 voies dans l'autre direction de 3,3 mètres et en fonction des heures de pointe;
17	Avenue Papineau de Charland à la voie ferrée du CN	**Construction de chaussée du côté est du mail** - Fermeture de la direction nord.	- Maintenir 1 voie par direction de 4,0 mètres; - Signaler les détours détaillés au devis;
18	Avenue Papineau de la voie de chemin de fer du CN jusqu'au terre-plein au nord de Charland	**Construction de conduits électriques et d'un mail central** - 3 mètres de chaque côté du mail et 6 mètres de 7h00 à 22h00 d'un côté du mail à la fois.	- Maintenir au moins 1 voie par direction de 4,0 mètres; - Réaliser une partie des travaux un samedi et un dimanche;
19	Avenue Papineau d'un point au sud de Jacques-Casault jusqu'au terre-plein au sud	**Construction de conduits électriques et d'un mail central** - 3 mètres de chaque côté du mail et 6 mètres de 7h00 à 22h00 d'un côté du mail à la fois.	- Maintenir au moins 2 voies par direction d'au moins 3,5 mètres chacune; - Réaliser une partie des travaux un samedi et un dimanche;

14. VISITE DES LIEUX

Tel que spécifié à l'article 1.1.2 des clauses administratives générales, l'Entrepreneur doit avoir visité les lieux et avoir une entière connaissance de la nature, de l'importance et de la situation géographique de l'endroit ainsi que des ouvrages à exécuter, à protéger et à déplacer pour permettre la construction complète de l'ouvrage. Il doit tenir compte, pour l'établissement de sa soumission, de toutes les dispositions, les circonstances, les contraintes, les conditions générales et locales pouvant avoir une incidence sur l'exécution ou le prix des travaux.

Avant d'établir l'étendue des obligations auxquelles il s'engage et des risques inhérents aux travaux qu'il doit éventuellement exécuter, le soumissionnaire est tenu, avant de préparer sa soumission :

- D'étudier soigneusement les documents de soumission ;
- D'examiner les endroits où les travaux vont avoir lieu ;
- D'identifier soigneusement les équipements existants qui nécessitent un déplacement pour réaliser les ouvrages ;
- De s'assurer des conditions générales de travail, de l'entreposage et des accès aux lieux ;
- De procéder à l'inspection vidéo et photographique des lieux en incluant tout aspect pouvant devenir objet de réclamation (bâtiments, arbre, entrée privée, etc.).

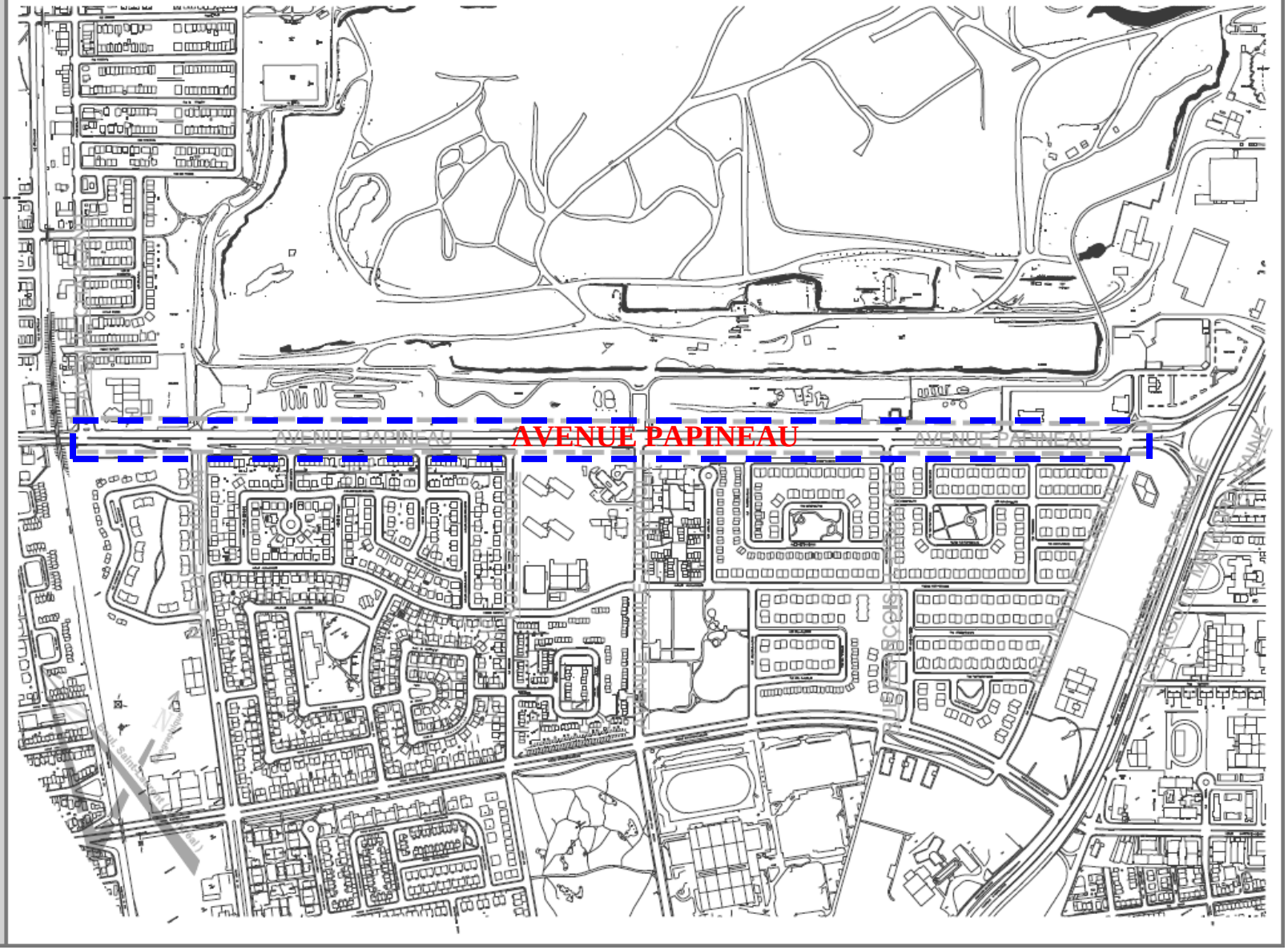
15. EXPÉRIENCE DU MAÎTRE-D'ŒUVRE

Le soumissionnaire doit avoir exécuté au cours de cinq (5) dernières années, un minimum de deux (2) contrats de même nature et d'une valeur de 10 000 000 $ et plus, en coût des travaux. Pour chaque contrat exécuté, il doit indiquer l'année de réalisation, la description de la nature des travaux, le nom de rue et de la municipalité, la valeur du contrat, le nom de l'ingénieur responsable de la surveillance des travaux et ses coordonnées. Un contrat de même nature est défini comme étant un projet de construction ou de reconstruction d'égout, d'aqueduc et de voirie dans un milieu urbain et sur une artère fortement achalandée.

Le soumissionnaire doit joindre à sa soumission une lettre incluant l'information décrite dans le paragraphe précédent et cocher la case prévu à cet effet dans la « Liste de rappel » de la formule de soumission. Le défaut de joindre cette information à sa soumission entraînera automatiquement le rejet de celle-ci.

SO293601 – Plan clé

Plan de localisation



Montréal

ACTIFS VISÉS PAR LES TRAVAUX

Soumission: **262201**
Titre: **Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue Papineau, de la rue Jacques-Casault à l'avenue Charland.**

Arrondissement: **Ahuntsic-Cartierville et Villeray—Saint-Michel**

Voirie

	Nature des travaux	Quantité	Unité	Commentaires
Chaussée	Reconstruction de chaussée flexible	44372	m²	Sur un tronçon d'environ 2000 m
Trottoir, Bordure et Mail	Reconstruction de trottoir monolithe en béton	1625	m²	Les montants incidents incluent des coûts importants pour l'horticulture, mobiliers urbains et déplacement de conduites gazières, etc.)
	Reconstruction de trottoir boulevard en béton	3570	m²	
	Trottoir structural armé (pour fosse de plantation)	8685	m²	
	Bordure de granite guillotinnée de type Calédonia	3395	m	

Égout / Aqueduc

Type d'Intervention et Diamètre	Quantité	Unité	Commentaires
Aqueduc hors tranchée 200 mm	73	m	
Aqueduc hors tranchée 300 mm	162	m	
Aqueduc hors tranchée 400 mm	90	m	
Égout 450 mm	78	m	

Éclairage

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires
Lampadaire fonctionnel	218	unité	
Nouvelle base de béton	167	unité	par CSEM
Conduits	2510	m	par CSEM

Feux

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires
Intersection - Mise aux normes	9	unité	

Préparé par:	Ngoc Thao Duong, ing	Date:	2016-02-19

GazMétro 1717, rue du Havre Montréal QC H2K 2X3 tél. (514) 598-3444 www.gazmetro.com

Montréal, le 8 février 2016

Monsieur Ken N-T Duong, ing
Ville de Montréal
801 rue Brennan, 7ème étage
H3C 0G4

Objet : Demande de modification au réseau de distribution de Gaz Métro – Évaluation des coûts des travaux

Numéro de projet **: 60-003256 PCF – UMQ avenue Papineau de Charland à Émile-Journault**

Monsieur,

La présente fait suite à notre lettre du 25 novembre 2015 concernant la demande de déplacement des infrastructures du réseau de distribution de Gaz Métro pour les travaux que la Ville de Montréal (ci-après la « **Municipalité** ») prévoit réaliser sur l'avenue **Papineau entre Charland et Émile-Journault.**

Comme indiqué à notre dernière correspondance, nous vous transmettons par la présente l'évaluation des coûts des travaux de déplacement et de reconstruction du réseau de distribution (ci-après les « **Travaux** ») indiquant également leur répartition, laquelle a été établie conformément à l'entente intervenue entre Gaz Métro et l'Union des municipalités du Québec (ci-après l'« **Entente** »). En effet, selon l'article 2 de l'Entente, la Municipalité doit rembourser à Gaz Métro les coûts de déplacement et de reconstruction de ses infrastructures en proportion de la valeur de celles-ci non encore amorties lorsqu'elles ont plus de 5 ans ou en totalité lorsqu'elles n'ont pas encore atteint cet âge.

Les Travaux à être effectués comprennent : la relocalisation de la conduite principale de 114,3 mm (4'') plastique sur une longueur d'environ de 575 mètres, ainsi que le raccordement des 2 branchements d'immeubles.

Le coût total des Travaux est évalué à **197 132,70$** (sans les frais d'estimation) plus les taxes applicables.

Toutefois, comme mentionné à notre dernière correspondance, Gaz Métro facturera la Municipalité en fonction du coût réel des Travaux plus les taxes applicables. Conformément à l'Entente, la Municipalité doit assumer ce coût dans une proportion de **73%,** soit pour un montant estimé de **143 906,87$** plus les taxes applicables. Ce pourcentage pourra faire l'objet d'un ajustement en fonction des infrastructures réellement touchées par les Travaux une fois ceux-ci terminés.

GazMétro
1717, rue du Havre
Montréal QC H2K 2X3
tél. (514) 598-3444
www.gazmetro.com

Par la signature de la présente lettre, la Municipalité s'engage à assumer le coût réel des Travaux conformément aux modalités qui y sont énoncées. À cet égard, veuillez nous retourner la présente dûment signée par le représentant autorisé de la Municipalité à l'adresse suivante :

Cyril Brossier
Technicien de projets
Gaz Métro
1717, rue du Havre
Montréal (Québec) H2K 2X3

La présente évaluation sera valide pour une durée de 60 jours suivant l'émission de la présente. Conséquemment, à défaut de transmettre à Gaz Métro l'original de la présente lettre dûment signée le 8 avril 2016, Gaz Métro se verra dans l'obligation de procéder à une nouvelle évaluation des coûts aux entiers frais de la Municipalité.

Un délai minimum de 60 jours ouvrables à partir de la date de réception par Gaz Métro de l'original de la présente lettre dûment signée est requis afin de débuter la planification des Travaux.

Pour toutes questions, vous pouvez communiquer avec Cyril Brossier au numéro 514-598-3524.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Victor Woo, ing
Chargé de projets

J'ai lu, je comprends et je suis dûment autorisé à signer au nom de la Municipalité pour accepter les modalités énoncées à la présente lettre des travaux sur l'avenue Papineau entre Émile-Journault et Charland (projet: 60-003256)

J'ai signé le _____, à _____.

_____
Signature

_____
Nom du signataire (en lettres moulées)

_____
Titre et Fonction

GazMétro
1717, rue du Havre
Montréal QC H2K 2X3
tél. (514) 598-3444
www.gazmetro.com

Adresse de facturation (si différente de l'adresse de service)
N° de téléphone cellulaire
N° de téléphone au travail
N° de téléphone à la résidence
Nom de la personne-ressource (si différente du signataire)
N° de téléphone de la personne-ressource

Projet Papineau _ (vue de la rue)

AVANT



APRÈS



Projet Papineau _ (vue trottoir)

AVANT



APRÈS



LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 293601
Numéro de référence : 941596
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux d'égout, conduite d'eau, voirie, éclairage et de feux de circulation dans l'avenue Papineau, de la rue Jacques-Casault à l'avenue Charland

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
9301-3845 Québec inc. 100 rue de la Couronne Repentigny, QC, j5z5e9	Monsieur Stephane Valois Téléphone : 450 756-1074 Télécopieur :	**Commande : (1049326)** 2016-01-04 10 h 47 **Transmission :** 2016-01-04 10 h 52	2539270 - 293601_Addenda 1 2016-01-22 15 h 13 - Messagerie 2539271 - 293601_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 14 h 39 - Courriel 2539272 - 293601_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 14 h 39 - Téléchargement 2539274 - Plans 2016-01-25 13 h 37 - Messagerie 2539344 - 293601_Cahier BR_20 janvier 2016 2016-01-22 15 h 17 - Messagerie 2541728 - 293601-Addenda 2 2016-01-28 11 h 29 - Courriel 2541730 - Formulaires de soumission (devis) 2016-01-28 11 h 31 - Courriel 2541731 - Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-28 11 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Allia Infrastructures 2000, rue de Lierre Laval, QC, H7G 4Y4	Monsieur Louis-Cyrille Lalande Téléphone : 514 326-5200 Télécopieur : 450 668-9252	**Commande : (1047183)** 2015-12-16 13 h 28 **Transmission :** 2015-12-16 16 h 30	2539270 - 293601_Addenda 1 2016-01-22 15 h 07 - Messagerie 2539271 - 293601_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 14 h 39 - Courriel 2539272 - 293601_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 14 h 39 - Téléchargement 2539274 - Plans 2016-01-25 13 h 34 - Messagerie 2539344 - 293601_Cahier BR_20 janvier 2016 2016-01-22 14 h 52 - Messagerie

			2541728 - 293601-Addenda 2 2016-01-28 11 h 29 - Courriel 2541730 - Formulaires de soumission (devis) 2016-01-28 11 h 31 - Courriel 2541731 - Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-28 11 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Armatures Bois-Francs Inc (ABF) 249 boul de la Bonaventure Victoriaville, QC, G6T 1V5 http://www.abf-inc.com	Madame Geneviève Beaudoin Téléphone : 819 758-7501 Télécopieur : 819 758-7629	**Commande : (1060237)** 2016-01-27 11 h 16 **Transmission :** 2016-01-27 11 h 16	2539270 - 293601_Addenda 1 2016-01-27 11 h 16 - Téléchargement 2539271 - 293601_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-27 11 h 16 - Téléchargement 2539272 - 293601_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-27 11 h 16 - Téléchargement 2539274 - Plans 2016-01-27 11 h 16 - Téléchargement 2539344 - 293601_Cahier BR_20 janvier 2016 2016-01-27 11 h 16 - Téléchargement 2541728 - 293601-Addenda 2 2016-01-28 11 h 29 - Courriel 2541730 - Formulaires de soumission (devis) 2016-01-28 11 h 31 - Courriel 2541731 - Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-28 11 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Bordures & Trottoirs RSF 11725, boul Rivière des Prairies Montréal, QC, H1C1R2	Monsieur Frank Perez Téléphone : 514 494-2624 Télécopieur : 514 494-0621	**Commande : (1052908)** 2016-01-12 15 h 40 **Transmission :** 2016-01-12 15 h 57	2539270 - 293601_Addenda 1 2016-01-22 14 h 56 - Messagerie 2539271 - 293601_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 14 h 39 - Courriel 2539272 - 293601_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 14 h 39 - Téléchargement 2539274 - Plans 2016-01-25 13 h 25 - Messagerie 2539344 - 293601_Cahier BR_20 janvier 2016 2016-01-22 15 h 01 - Messagerie 2541728 - 293601-Addenda 2 2016-01-28 11 h 29 - Courriel 2541730 - Formulaires de soumission (devis) 2016-01-28 11 h 31 - Courriel

			2541731 - Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-28 11 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Bordures Polycor Inc 139 rue St-Pierre Québec, QC, G1K 8B9 http://www.polycor.com	Monsieur Rémi Guillemette Téléphone : 418 558-7740 Télécopieur :	**Commande : (1058626)** 2016-01-25 9 h 49 **Transmission :** 2016-01-25 9 h 49	2539270 - 293601_Addenda 1 2016-01-25 9 h 49 - Téléchargement 2539271 - 293601_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-25 9 h 49 - Téléchargement 2539272 - 293601_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-25 9 h 49 - Téléchargement 2539274 - Plans 2016-01-25 13 h 23 - Messagerie 2539344 - 293601_Cahier BR_20 janvier 2016 2016-01-25 9 h 49 - Téléchargement 2541728 - 293601-Addenda 2 2016-01-28 11 h 29 - Courriel 2541730 - Formulaires de soumission (devis) 2016-01-28 11 h 31 - Courriel 2541731 - Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-28 11 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Catalogna et Frères Ltée 2330 rue Norman, Lachine Montréal, QC, H8S 1B1	Monsieur Luc Catalogna Téléphone : 514 484-1101 Télécopieur : 514 637-7088	**Commande : (1050438)** 2016-01-06 11 h 53 **Transmission :** 2016-01-06 11 h 58	2539270 - 293601_Addenda 1 2016-01-22 15 h - Messagerie 2539271 - 293601_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 24 - Télécopie 2539272 - 293601_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 14 h 39 - Téléchargement 2539274 - Plans 2016-01-25 13 h 30 - Messagerie 2539344 - 293601_Cahier BR_20 janvier 2016 2016-01-22 14 h 56 - Messagerie 2541728 - 293601-Addenda 2 2016-01-28 11 h 33 - Télécopie 2541730 - Formulaires de soumission (devis) 2016-01-28 12 h 07 - Télécopie 2541731 - Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-28 11 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Charex 14940 rue Louis M Taillon Mirabel, QC, J7N 2K4	Monsieur Stéphan Charette Téléphone : 450 475-1135 Télécopieur : 450 475-1137	**Commande : (1047642)** 2015-12-17 14 h 36 **Transmission :** 2015-12-17 14 h 36	2539270 - 293601_Addenda 1 2016-01-22 14 h 46 - Messagerie 2539271 - 293601_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 14 h 39 - Courriel 2539272 - 293601_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 14 h 39 - Téléchargement 2539274 - Plans 2016-01-25 13 h 17 - Messagerie 2539344 - 293601_Cahier BR_20 janvier 2016 2016-01-22 15 h 16 - Messagerie 2541728 - 293601-Addenda 2 2016-01-28 11 h 29 - Courriel 2541730 - Formulaires de soumission (devis) 2016-01-28 11 h 31 - Courriel 2541731 - Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-28 11 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
CMS Entrepreneurs Généraux Inc. 5435 Avenue Royalmount Ville Mont-Royal Montréal, QC, H4P 1J4	Monsieur André Bolduc Téléphone : 514 765-9393 Télécopieur : 514 765-0074	**Commande : (1047780)** 2015-12-18 6 h 24 **Transmission :** 2015-12-18 7 h 36	2539270 - 293601_Addenda 1 2016-01-22 14 h 49 - Messagerie 2539271 - 293601_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 14 h 39 - Courriel 2539272 - 293601_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 14 h 39 - Téléchargement 2539274 - Plans 2016-01-25 13 h 19 - Messagerie 2539344 - 293601_Cahier BR_20 janvier 2016 2016-01-22 15 h 14 - Messagerie 2541728 - 293601-Addenda 2 2016-01-28 11 h 29 - Courriel 2541730 - Formulaires de soumission (devis) 2016-01-28 11 h 31 - Courriel 2541731 - Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-28 11 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#101 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com	Madame France Laverdure Téléphone : 514 636-4400 Télécopieur : 514 636-9937	**Commande : (1047774)** 2015-12-17 21 h 28 **Transmission :** 2015-12-17 22 h 26	2539270 - 293601_Addenda 1 2016-01-22 14 h 51 - Messagerie 2539271 - 293601_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 14 h 39 - Courriel

			2539272 - 293601_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 14 h 39 - Téléchargement 2539274 - Plans 2016-01-25 13 h 21 - Messagerie 2539344 - 293601_Cahier BR_20 janvier 2016 2016-01-22 15 h 12 - Messagerie 2541728 - 293601-Addenda 2 2016-01-28 11 h 29 - Courriel 2541730 - Formulaires de soumission (devis) 2016-01-28 11 h 31 - Courriel 2541731 - Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-28 11 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction G-nesis Inc. 4915, Louis-B.-Mayer Laval, QC, H7P 0E5	Monsieur Stephane Chaumont Téléphone : 514 370-8303 Télécopieur : 450 681-7070	**Commande : (1047883)** 2015-12-18 9 h 41 **Transmission :** 2015-12-18 9 h 41	2539270 - 293601_Addenda 1 2016-01-22 15 h 13 - Messagerie 2539271 - 293601_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 14 h 39 - Courriel 2539272 - 293601_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 14 h 39 - Téléchargement 2539274 - Plans 2016-01-25 13 h 37 - Messagerie 2539344 - 293601_Cahier BR_20 janvier 2016 2016-01-22 15 h 16 - Messagerie 2541728 - 293601-Addenda 2 2016-01-28 11 h 29 - Courriel 2541730 - Formulaires de soumission (devis) 2016-01-28 11 h 31 - Courriel 2541731 - Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-28 11 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction NRC Inc. 160 rue Deslauriers Arr. St-Laurent Montréal, QC, H4N 1V8	Madame Francine Vallières Téléphone : 514 331-7944 Télécopieur : 514 331-2295	**Commande : (1047246)** 2015-12-16 15 h 09 **Transmission :** 2015-12-16 22 h 38	2539270 - 293601_Addenda 1 2016-01-22 15 h 08 - Messagerie 2539271 - 293601_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 14 h 39 - Courriel 2539272 - 293601_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 14 h 39 - Téléchargement 2539274 - Plans 2016-01-25 13 h 35 - Messagerie

			2539344 - 293601_Cahier BR_20 janvier 2016 2016-01-22 14 h 52 - Messagerie 2541728 - 293601-Addenda 2 2016-01-28 11 h 29 - Courriel 2541730 - Formulaires de soumission (devis) 2016-01-28 11 h 31 - Courriel 2541731 - Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-28 11 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Demix Construction, une division de CRH Canada inc. 26 rue Saulnier Laval, QC, H7M 1S8 http://www.crhcanada.com	Madame Julie Boudreault Téléphone : 450 629-3533 Télécopieur : 450 629-3549	**Commande : (1052043)** 2016-01-11 11 h 24 **Transmission :** 2016-01-11 11 h 27	2539270 - 293601_Addenda 1 2016-01-22 15 h 11 - Messagerie 2539271 - 293601_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 14 h 39 - Courriel 2539272 - 293601_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 14 h 39 - Téléchargement 2539274 - Plans 2016-01-25 13 h 36 - Messagerie 2539344 - 293601_Cahier BR_20 janvier 2016 2016-01-22 14 h 50 - Messagerie 2541728 - 293601-Addenda 2 2016-01-28 11 h 29 - Courriel 2541730 - Formulaires de soumission (devis) 2016-01-28 11 h 31 - Courriel 2541731 - Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-28 11 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
DUROKING Construction / 9200 2088 Québec Inc. 370, rue Larry-Ball Saint-Jérôme, QC, J5L 2P6 http://www.duroking.com	Monsieur Mathieu Kingsbury Téléphone : 450 436-3474 Télécopieur : 450 436-2273	**Commande : (1047870)** 2015-12-18 9 h 27 **Transmission :** 2015-12-18 9 h 49	2539270 - 293601_Addenda 1 2016-01-22 15 h 06 - Messagerie 2539271 - 293601_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 14 h 39 - Courriel 2539272 - 293601_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 14 h 39 - Téléchargement 2539274 - Plans 2016-01-25 13 h 32 - Messagerie 2539344 - 293601_Cahier BR_20 janvier 2016 2016-01-22 14 h 53 - Messagerie 2541728 - 293601-Addenda 2 2016-01-28 11 h 29 - Courriel

			2541730 - Formulaires de soumission (devis) 2016-01-28 11 h 31 - Courriel 2541731 - Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-28 11 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Électricité Grimard Inc. 1855, Bernard-Lefebvre Laval, QC, H7C 0A5 http://www.grimard.ca	Monsieur Jacques Grimard Téléphone : 418 549-0745 Télécopieur : 418 545-7942	**Commande : (1047548)** 2015-12-17 11 h 37 **Transmission :** 2015-12-17 11 h 37	2539270 - 293601_Addenda 1 2016-01-22 14 h 51 - Messagerie 2539271 - 293601_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 14 h 39 - Courriel 2539272 - 293601_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 14 h 39 - Téléchargement 2539274 - Plans 2016-01-25 13 h 20 - Messagerie 2539344 - 293601_Cahier BR_20 janvier 2016 2016-01-22 15 h 12 - Messagerie 2541728 - 293601-Addenda 2 2016-01-28 11 h 29 - Courriel 2541730 - Formulaires de soumission (devis) 2016-01-28 11 h 31 - Courriel 2541731 - Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-28 11 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Environnement Routier NRJ Inc . 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca	Madame Nathalie Massie Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (1047347)** 2015-12-17 7 h 56 **Transmission :** 2015-12-17 7 h 56	2539270 - 293601_Addenda 1 2016-01-22 14 h 47 - Messagerie 2539271 - 293601_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 14 h 39 - Courriel 2539272 - 293601_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 14 h 39 - Téléchargement 2539274 - Plans 2016-01-25 13 h 18 - Messagerie 2539344 - 293601_Cahier BR_20 janvier 2016 2016-01-22 15 h 15 - Messagerie 2541728 - 293601-Addenda 2 2016-01-28 11 h 29 - Courriel 2541730 - Formulaires de soumission (devis) 2016-01-28 11 h 31 - Courriel 2541731 - Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-28 11 h 31 - Téléchargement

			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Excavation Civilpro inc 84 Riendeau Varennes, QC, J3X 1P7	Madame Valérie Laplante Téléphone : 450 652-0986 Télécopieur : 450 652-6012	**Commande : (1047454)** 2015-12-17 9 h 54 **Transmission :** 2015-12-17 13 h 24	2539270 - 293601_Addenda 1 2016-01-22 14 h 53 - Messagerie 2539271 - 293601_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-25 8 h 51 - Télécopie 2539272 - 293601_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 14 h 39 - Téléchargement 2539274 - Plans 2016-01-25 13 h 23 - Messagerie 2539344 - 293601_Cahier BR_20 janvier 2016 2016-01-22 15 h 10 - Messagerie 2541728 - 293601-Addenda 2 2016-01-28 13 h 32 - Télécopie 2541730 - Formulaires de soumission (devis) 2016-01-28 14 h 54 - Télécopie 2541731 - Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-28 11 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Groupe TNT Inc. 20845 Chemin de la Côte Nord, bureau 200 Boisbriand, QC, J7e4H5 http://www.groupetnt.com	Monsieur Alain Robert Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur : 450 420-0414	**Commande : (1047650)** 2015-12-17 14 h 45 **Transmission :** 2015-12-17 16 h 16	2539270 - 293601_Addenda 1 2016-01-22 15 h 01 - Messagerie 2539271 - 293601_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 14 h 39 - Courriel 2539272 - 293601_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 14 h 39 - Téléchargement 2539274 - Plans 2016-01-25 13 h 31 - Messagerie 2539344 - 293601_Cahier BR_20 janvier 2016 2016-01-22 14 h 55 - Messagerie 2541728 - 293601-Addenda 2 2016-01-28 11 h 29 - Courriel 2541730 - Formulaires de soumission (devis) 2016-01-28 11 h 31 - Courriel 2541731 - Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-28 11 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
G-Tek (3427951 Canada inc.) 180 boul Bellerose O Laval, QC, H7L 6A2 http://www.gtek.ca	Monsieur Stephane Fortin Téléphone : 450 628-4835	**Commande : (1047370)** 2015-12-17 8 h 35 **Transmission :** 2015-12-17 8 h 35	2539270 - 293601_Addenda 1 2016-01-22 14 h 48 - Messagerie

	Télécopieur : 450 963-4835		2539271 - 293601_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 14 h 39 - Courriel 2539272 - 293601_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 14 h 39 - Téléchargement 2539274 - Plans 2016-01-25 13 h 19 - Messagerie 2539344 - 293601_Cahier BR_20 janvier 2016 2016-01-22 15 h 14 - Messagerie 2541728 - 293601-Addenda 2 2016-01-28 11 h 29 - Courriel 2541730 - Formulaires de soumission (devis) 2016-01-28 11 h 31 - Courriel 2541731 - Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-28 11 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Laurin et Laurin (1991) Inc.. 12000 Arthur Sicard Mirabel, QC, J7J 0E9 http://www.laurinlaurin.ca	Monsieur François Tobin Téléphone : 450 435-9551 Télécopieur : 450 435-2662	**Commande : (1053544)** 2016-01-13 16 h 25 **Transmission :** 2016-01-13 16 h 25	2539270 - 293601_Addenda 1 2016-01-22 15 h 12 - Messagerie 2539271 - 293601_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 14 h 41 - Télécopie 2539272 - 293601_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 14 h 39 - Téléchargement 2539274 - Plans 2016-01-25 13 h 36 - Messagerie 2539344 - 293601_Cahier BR_20 janvier 2016 2016-01-22 14 h 50 - Messagerie 2541728 - 293601-Addenda 2 2016-01-28 11 h 42 - Télécopie 2541730 - Formulaires de soumission (devis) 2016-01-28 12 h 09 - Télécopie 2541731 - Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-28 11 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Le Groupe LML Ltée 360 boul du Séminaire Nord Bureau 22 Saint-Jean-sur-Richelieu, QC, J3B 5L1 http://www.groupelml.ca	Madame Nancy Ross Téléphone : 450 347-1996 Télécopieur : 450 347-8509	**Commande : (1053994)** 2016-01-14 11 h 40 **Transmission :** 2016-01-14 11 h 40	2539270 - 293601_Addenda 1 2016-01-22 14 h 45 - Messagerie 2539271 - 293601_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 14 h 39 - Courriel 2539272 - 293601_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 14 h 39 - Téléchargement 2539274 - Plans 2016-01-25 13 h 17 - Messagerie

			2539344 - 293601_Cahier BR_20 janvier 2016 2016-01-22 15 h 16 - Messagerie 2541728 - 293601-Addenda 2 2016-01-28 11 h 29 - Courriel 2541730 - Formulaires de soumission (devis) 2016-01-28 11 h 31 - Courriel 2541731 - Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-28 11 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
L'écuyer & Fils Ltée / 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1047400)** 2015-12-17 9 h 03 **Transmission :** 2015-12-17 9 h 03	2539270 - 293601_Addenda 1 2016-01-22 14 h 59 - Messagerie 2539271 - 293601_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 14 h 39 - Courriel 2539272 - 293601_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 14 h 39 - Téléchargement 2539274 - Plans 2016-01-25 13 h 28 - Messagerie 2539344 - 293601_Cahier BR_20 janvier 2016 2016-01-22 14 h 58 - Messagerie 2541728 - 293601-Addenda 2 2016-01-28 11 h 29 - Courriel 2541730 - Formulaires de soumission (devis) 2016-01-28 11 h 31 - Courriel 2541731 - Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-28 11 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Constructions et Pavage Jeskar Inc. 5181 Amiens, suite 202 Montréal, QC, H1G 6N9	Monsieur Richard Morin Téléphone : 514 327-5454 Télécopieur : 514 327-4198	**Commande : (1047732)** 2015-12-17 16 h 05 **Transmission :** 2015-12-17 16 h 20	2539270 - 293601_Addenda 1 2016-01-22 14 h 56 - Messagerie 2539271 - 293601_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 14 h 39 - Courriel 2539272 - 293601_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 14 h 39 - Téléchargement 2539274 - Plans 2016-01-25 13 h 25 - Messagerie 2539344 - 293601_Cahier BR_20 janvier 2016 2016-01-22 15 h - Messagerie 2541728 - 293601-Addenda 2 2016-01-28 11 h 29 - Courriel

			2541730 - Formulaires de soumission (devis) 2016-01-28 11 h 31 - Courriel 2541731 - Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-28 11 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Entrepreneurs Bucaro Inc. 10,441 rue Balzac Montréal-Nord Montréal, QC, H1H 3L6	Monsieur Andrea Bucaro Téléphone : 514 325-7729 Télécopieur : 514 325-7183	**Commande : (1049876)** 2016-01-05 11 h 41 **Transmission :** 2016-01-05 11 h 41	2539270 - 293601_Addenda 1 2016-01-22 15 h 10 - Messagerie 2539271 - 293601_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 24 - Télécopie 2539272 - 293601_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 14 h 39 - Téléchargement 2539274 - Plans 2016-01-25 13 h 35 - Messagerie 2539344 - 293601_Cahier BR_20 janvier 2016 2016-01-22 14 h 51 - Messagerie 2541728 - 293601-Addenda 2 2016-01-28 11 h 33 - Télécopie 2541730 - Formulaires de soumission (devis) 2016-01-28 12 h 38 - Télécopie 2541731 - Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-28 11 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les entreprises Claude Chagnon Inc. 3500, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Hubert, QC, J3Y 6T1	Madame Guylaine Despins Téléphone : 450 773-5515 Télécopieur : 888 729-2760	**Commande : (1047340)** 2015-12-17 7 h 34 **Transmission :** 2015-12-17 9 h 53	2539270 - 293601_Addenda 1 2016-01-22 14 h 50 - Messagerie 2539271 - 293601_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 14 h 39 - Courriel 2539272 - 293601_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 14 h 39 - Téléchargement 2539274 - Plans 2016-01-25 13 h 20 - Messagerie 2539344 - 293601_Cahier BR_20 janvier 2016 2016-01-22 15 h 13 - Messagerie 2541728 - 293601-Addenda 2 2016-01-28 11 h 29 - Courriel 2541730 - Formulaires de soumission (devis) 2016-01-28 11 h 31 - Courriel 2541731 - Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-28 11 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

			Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (1047682)** 2015-12-17 15 h 15 **Transmission :** 2015-12-17 16 h 50	2539270 - 293601_Addenda 1 2016-01-22 15 h 04 - Messagerie 2539271 - 293601_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 14 h 39 - Courriel 2539272 - 293601_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 14 h 39 - Téléchargement 2539274 - Plans 2016-01-25 13 h 32 - Messagerie 2539344 - 293601_Cahier BR_20 janvier 2016 2016-01-22 14 h 54 - Messagerie 2541728 - 293601-Addenda 2 2016-01-28 11 h 29 - Courriel 2541730 - Formulaires de soumission (devis) 2016-01-28 11 h 31 - Courriel 2541731 - Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-28 11 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Excavations Gilbert Théorêt Inc. 124 rue Huot Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot, QC, J7V 7Z8	Monsieur David Hodgson Téléphone : 514 425-2600 Télécopieur : 514 425-4784	**Commande : (1047410)** 2015-12-17 9 h 13 **Transmission :** 2015-12-17 10 h 33	2539270 - 293601_Addenda 1 2016-01-22 14 h 55 - Messagerie 2539271 - 293601_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 24 - Télécopie 2539272 - 293601_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 14 h 39 - Téléchargement 2539274 - Plans 2016-01-25 13 h 24 - Messagerie 2539344 - 293601_Cahier BR_20 janvier 2016 2016-01-22 15 h 01 - Messagerie 2541728 - 293601-Addenda 2 2016-01-28 11 h 33 - Télécopie 2541730 - Formulaires de soumission (devis) 2016-01-28 12 h 07 - Télécopie 2541731 - Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-28 11 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Pavages D'Amour Inc. 1635 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R6 http://pavagesdamour.com	Madame Viviana Mejia Téléphone : 514 631-4570 Télécopieur : 514 631-6002	**Commande : (1047522)** 2015-12-17 11 h 06 **Transmission :** 2015-12-17 15 h 28	2539270 - 293601_Addenda 1 2016-01-22 14 h 57 - Messagerie 2539271 - 293601_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 14 h 40 - Télécopie

			2539272 - 293601_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 14 h 39 - Téléchargement 2539274 - Plans 2016-01-25 13 h 26 - Messagerie 2539344 - 293601_Cahier BR_20 janvier 2016 2016-01-22 14 h 59 - Messagerie 2541728 - 293601-Addenda 2 2016-01-28 11 h 32 - Télécopie 2541730 - Formulaires de soumission (devis) 2016-01-28 12 h 04 - Télécopie 2541731 - Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-28 11 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Macogep inc 1255, University, bureau 700 Montréal, QC, H3B 3w1	Monsieur Gunther Conard Téléphone : 514 223-9001 Télécopieur : 514 670-2814	**Commande : (1053570)** 2016-01-13 17 h 28 **Transmission :** 2016-01-13 17 h 28	2539270 - 293601_Addenda 1 2016-01-22 14 h 48 - Messagerie 2539271 - 293601_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 14 h 39 - Courriel 2539272 - 293601_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 14 h 39 - Téléchargement 2539274 - Plans 2016-01-25 13 h 18 - Messagerie 2539344 - 293601_Cahier BR_20 janvier 2016 2016-01-22 15 h 15 - Messagerie 2541728 - 293601-Addenda 2 2016-01-28 11 h 29 - Courriel 2541730 - Formulaires de soumission (devis) 2016-01-28 11 h 31 - Courriel 2541731 - Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-28 11 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Neolect Inc. 104 boul Montcalm Nord Candiac, QC, J5R 3L8	Madame Marjolaine Émond Téléphone : 450 659-5457 Télécopieur : 450 659-9265	**Commande : (1047147)** 2015-12-16 11 h 56 **Transmission :** 2015-12-16 13 h 13	2539270 - 293601_Addenda 1 2016-01-22 15 h 02 - Messagerie 2539271 - 293601_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 14 h 39 - Courriel 2539272 - 293601_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 14 h 39 - Téléchargement 2539274 - Plans 2016-01-25 13 h 31 - Messagerie 2539344 - 293601_Cahier BR_20 janvier 2016 2016-01-22 14 h 55 - Messagerie

			2541728 - 293601-Addenda 2 2016-01-28 11 h 29 - Courriel 2541730 - Formulaires de soumission (devis) 2016-01-28 11 h 31 - Courriel 2541731 - Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-28 11 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Pavage Chenail 104, St-Rémi, C.P. 3220 Saint-Rémi, QC, J0L2L0	Monsieur Pierre-Yvon Legault Téléphone : 450 454-0000 Télécopieur : 450 454-5219	**Commande : (1049364)** 2016-01-04 11 h 17 **Transmission :** 2016-01-04 11 h 49	2539270 - 293601_Addenda 1 2016-01-22 14 h 52 - Messagerie 2539271 - 293601_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 23 - Télécopie 2539272 - 293601_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 14 h 39 - Téléchargement 2539274 - Plans 2016-01-25 13 h 21 - Messagerie 2539344 - 293601_Cahier BR_20 janvier 2016 2016-01-22 15 h 11 - Messagerie 2541728 - 293601-Addenda 2 2016-01-28 11 h 29 - Télécopie 2541730 - Formulaires de soumission (devis) 2016-01-28 12 h 40 - Télécopie 2541731 - Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-28 11 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Pierre Brossard 1981 Ltée 9595 Rue Ignace Brossard, QC, J4Y 2P3	Monsieur Marc Desautels Téléphone : 450 659-9641 Télécopieur : 450 659-4068	**Commande : (1058067)** 2016-01-22 10 h 39 **Transmission :** 2016-01-22 10 h 39	2539270 - 293601_Addenda 1 2016-01-22 15 h 06 - Messagerie 2539271 - 293601_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 14 h 39 - Courriel 2539272 - 293601_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 14 h 39 - Téléchargement 2539274 - Plans 2016-01-25 13 h 34 - Messagerie 2539344 - 293601_Cahier BR_20 janvier 2016 2016-01-22 14 h 53 - Messagerie 2541728 - 293601-Addenda 2 2016-01-28 11 h 29 - Courriel 2541730 - Formulaires de soumission (devis) 2016-01-28 11 h 31 - Courriel 2541731 - Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-28 11 h 31 - Téléchargement

			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Pronex Excavation Inc 320-346 av Hamford Lachute, QC, J8H 3P6	Madame Julie Brodeur Téléphone : 450 562-9651 Télécopieur : 450 562-9480	**Commande : (1048486)** 2015-12-22 8 h 36 **Transmission :** 2015-12-22 8 h 36	2539270 - 293601_Addenda 1 2016-01-22 14 h 55 - Messagerie 2539271 - 293601_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 14 h 39 - Courriel 2539272 - 293601_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 14 h 39 - Téléchargement 2539274 - Plans 2016-01-25 13 h 24 - Messagerie 2539344 - 293601_Cahier BR_20 janvier 2016 2016-01-22 15 h 01 - Messagerie 2541728 - 293601-Addenda 2 2016-01-28 11 h 29 - Courriel 2541730 - Formulaires de soumission (devis) 2016-01-28 11 h 31 - Courriel 2541731 - Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-28 11 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sade Canada Inc. 1564, rue Ampère Québec, QC, G1P 4B9	Madame Guylaine Fortin Téléphone : 581 300-7233 Télécopieur : 581 300-7234	**Commande : (1047353)** 2015-12-17 8 h 12 **Transmission :** 2015-12-17 12 h 12	2539270 - 293601_Addenda 1 2016-01-22 14 h 58 - Messagerie 2539271 - 293601_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 14 h 39 - Courriel 2539272 - 293601_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 14 h 39 - Téléchargement 2539274 - Plans 2016-01-25 13 h 26 - Messagerie 2539344 - 293601_Cahier BR_20 janvier 2016 2016-01-22 14 h 59 - Messagerie 2541728 - 293601-Addenda 2 2016-01-28 11 h 29 - Courriel 2541730 - Formulaires de soumission (devis) 2016-01-28 11 h 31 - Courriel 2541731 - Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-28 11 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Super Excavation Inc. 5900 Saint-Jacques Ouest Montréal, QC, H4A 2E9	Monsieur Natalino Cappello Téléphone : 514	**Commande : (1047625)** 2015-12-17 14 h 24	2539270 - 293601_Addenda 1 2016-01-22 15 h 09 - Messagerie

	488-6883 Télécopieur : 514 488-1791	**Transmission :** 2015-12-17 16 h 14	2539271 - 293601_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 14 h 40 - Télécopie 2539272 - 293601_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 14 h 39 - Téléchargement 2539274 - Plans 2016-01-25 13 h 35 - Messagerie 2539344 - 293601_Cahier BR_20 janvier 2016 2016-01-22 14 h 51 - Messagerie 2541728 - 293601-Addenda 2 2016-01-28 11 h 36 - Télécopie 2541730 - Formulaires de soumission (devis) 2016-01-28 11 h 43 - Télécopie 2541731 - Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-28 11 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Télécon Inc 13500 Boul Métropolitain Est Montréal, QC, H1A 3W1	Madame Isabelle Bissonnette Téléphone : 514 644-2333 Télécopieur : 514 644-9236	**Commande : (1047357)** 2015-12-17 8 h 16 **Transmission :** 2015-12-17 10 h 16	2539270 - 293601_Addenda 1 2016-01-22 15 h 03 - Messagerie 2539271 - 293601_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 14 h 39 - Courriel 2539272 - 293601_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 14 h 39 - Téléchargement 2539274 - Plans 2016-01-25 13 h 32 - Messagerie 2539344 - 293601_Cahier BR_20 janvier 2016 2016-01-22 14 h 54 - Messagerie 2541728 - 293601-Addenda 2 2016-01-28 11 h 29 - Courriel 2541730 - Formulaires de soumission (devis) 2016-01-28 11 h 31 - Courriel 2541731 - Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-28 11 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Unigertec Inc. 415 rue Adanac Québec, QC, G1C 6B9	Madame Soumission Unigertec Téléphone : 418 664-1177 Télécopieur : 418 664-1688	**Commande : (1050111)** 2016-01-05 16 h 07 **Transmission :** 2016-01-05 16 h 07	2539270 - 293601_Addenda 1 2016-01-22 14 h 54 - Messagerie 2539271 - 293601_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 14 h 39 - Courriel 2539272 - 293601_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 14 h 39 - Téléchargement 2539274 - Plans 2016-01-25 13 h 24 - Messagerie

			2539344 - 293601_Cahier BR_20 janvier 2016 2016-01-22 15 h 02 - Messagerie 2541728 - 293601-Addenda 2 2016-01-28 11 h 29 - Courriel 2541730 - Formulaires de soumission (devis) 2016-01-28 11 h 31 - Courriel 2541731 - Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-28 11 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ville de Sept-Îles 601, Boul. Des Montagnais Serv. Technique Sept-Iles, QC, G4R 5B8 http://www.ville.sept-iles.qc.ca	Monsieur Oussama Boulahia Téléphone : 418 964-3225 Télécopieur : 418 964-3251	**Commande : (1054720)** 2016-01-15 11 h 26 **Transmission :** 2016-01-15 11 h 26	Mode privilégié (devis) : Ne pas recevoir

© 2003-2016 Tous droits réservés

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0028

Québec, le 10 avril 2013

Les Entreprises Michaudville inc.
À l'attention de : Robert Phaneuf
270, Brunet
Mont-Saint-Hilaire (Québec) J3G 4S6

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à Les Entreprises Michaudville inc. Autorisation n° 2013-CPSM-0028 n° d'identification de l'Autorité : 2700000245

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée une autorisation de conclure un contrat/sous contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65-1 (la « LCOP »). Les Entreprises Michaudville inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **9 avril 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

La Direction des contrats publics et
des entreprises de services monétaires

Québec ☒
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 418.525.9512

Montréal ☐
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 514.873.3090

SOUMISSION 293601 - Papineau

ANALYSE DE L'EXPÉRIENCE DES SOUMISSIONNAIRES

			CRITÈRES D'EXPÉRIENCE										CONFORMITÉ	
ORDRE	SOUMISSIONNAIRE	VALEUR DE LA SOUMISSION	PROJET	DONNEUR D'ŒUVRE	ANNÉE D'EXÉCUTION	CINQ (5) DERNIÈRES ANNÉES	MONTANT DU PROJET	MONTANT RÉALISÉ JANVIER 2016	10 M$ ET PLUS RÉALISÉ	ENTREP. GÉNÉRAL OU SOUS-TRAITANT	MILIEU URBAIN	ARTÈRE TRÈS ACHALANDÉE	DU PROJET	DU SOUMISSIONNAIRE
1	DEMIX CONSTRUCTION, une division de Groupe CRH Canada inc.	18,7 M$	SO282901: Travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation sur la rue Hickmore, de la 23e Avenue, à la Montée de Liesse, de la rue Hickmore aux bretelles situées au nord e de l'A-520	Ville de Montréal	En cours	OUI	13,2 M$	1,9 M$	NON	EG	OUI	OUI	NON	NON
			SO228004: Réaménagement des infrastructures routières rues Viaux et Saint-Clément entre les rues Notre-Dame et Pierre-de-Coubertin. Travaux d'apaisement de la circulation pour le quartier vert Hochelaga-Maisonneuve, Phase 1	Ville de Montréal	2014-2015	OUI	9,9 M$	6,3 M$	OUI	EG	OUI	OUI	NON	
2	Construction Bau-Val inc.	19,3 M$	Reconstruction égout, aqueduc, voirie, Bell, Csem - rues Duke et Notre-Dame	Ville de Montréal	En cours	OUI	17,5 M$	1,6 M$	NON	EG	OUI	OUI	NON	NON
			Reconstruction égout, aqueduc, - Réseau routier	ADM	2012	OUI	10,4 M$	> 10M$	OUI	EG	OUI	OUI	OUI	
3	ALLIA INFRASTRUCTURES LTÉE	19,7 M$	SO288101 - Travaux d'égout, de conduites d'eau secondaire et principale et de voirie dans la rue Gordon	Ville de Montréal	2015-2016	OUI	13,0 M$	3,0 M$	NON	EG	OUI	NON	NON	NON
			Construction de chambres de régulation de la pression	Ville de Montréal	2015	Oui	2,0 M$	N/A	NON	EG	OUI	NON	NON	
			Reconstruction de l'égout unitaire, de la conduite d'eau secondaire, de la chaussée, de trottoirs là où requis, dans la rue De Martigny	Ville de Montréal	2015	Oui	1,1 M$	1,1 M$	NON	EG	OUI	NON	NON	
4	Les Entreprises Michaudville inc.	20,5 M$	Reconstruction de conduites d'égout unitaire, de conduites d'eau secondaire, construction d'un égout sanitaire, réaménagement géométrique incluant des travaux de reconstruction de trottoirs, de fourniture et de pose de bordures et pavés de granite, de pavés de béton, de travaux de feux de signalisation et d'éclairage là où requis, dans les rues Ottawa, Nazareth et Wellington. Lots 1B, 6D, 15, 19 et 21. Projet Bonaventure	Ville de Montréal	2014	OUI	13,0 M$	9,8 M$	OUI	EG	OUI	OUI	OUI	OUI
			Réfection des infrastructures municipales de la rue Riverside à Saint-Lambert, comprenant la fourniture et l'installation de conduites d'aqueduc, d'égout sanitaire et pluvial, des travaux de fondation de chaussée, de pavage, de piste cyclable, de trottoir et bordure, de traverses souterraines de câbles, de feux de circulation, d'éclairage de rues, de travaux d'architecture, de paysagement, d'archéologie, de signalisation et la construction d'un émissaire d'égout pluviale 2250mm par tunnelier.	Ville de Saint-Lambert	2012-2013	OUI	18,3 M$	> 10M$	OUI	EG	OUI	OUI	OUI	
5	Groupe TNT inc.	20,7 M$	SO10051: Construction de conduites principales et secondaire aqueduc et égout avenue des Pins et Dr. Penfeld	Ville de Montréal	2013	OUI	15,4 M$	15,4 M$	OUI	EG	OUI	OUI	OUI	OUI
			SO10103: Construction de conduite d'eau 750mm et 200mm sur le boulevard Édouard-Montpetit	Ville de Montréal	2014-2016	OUI	20,5 M$	18,5 M$	OUI	EG	OUI	OUI	OUI	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1154102012

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc. pour des travaux de reconstruction des conduites d'égout, d'eau potable, des toits de chambre de vannes, de réhabilitation de regard d'égout, de bases et conduits, d'éclairage, de feux de circulation, de réaménagement géométrique, de bordures en granite, de trottoirs, de trottoirs armés et de la chaussée dans l'avenue Papineau. Arrondissements: Ahuntsic-Cartierville et Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension. Dépense totale de 22 592 475,53 $ (contrat: 20 520 000,00 $ + incidences: 2 072 475,53 $ incluant le coût du contrat à Gaz Métro), taxes incluses. Appel d'offres public 293601 - 5 soumissionnaires. Accorder un contrat de gré à gré à Gaz Métro, dans le cadre du réaménagement de l'avenue Papineau (entre la rue Jacques-Casault et l'avenue Charland), pour le déplacement de conduites pour la somme maximale de 182 000,00 $ taxes incluses - fournisseur exclusif.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

SIVT - 1154102012.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Lilian ODONNAT
Préposé au budget
Tél : 514 872-2184

Co-auteur
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - Développement
(514) 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-29

Stéphanie MORAN
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-2813

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier - PS Développement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.23

2016/03/21
13:00

(2)

Dossier # : 1166369001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de convention relatif à une contribution financière de 1 150 000$ versée à Tourisme Montréal pour la promotion des ArtsGames et de la Ville de Montréal, lors du lancement planétaire d'ArtsGames aux Jeux Olympiques de Rio de Janeiro, les 11 et 12 août 2016.- Dépense totale de 1 150 000 $ en provenance de l'entente de 6M$ en biens et services entre la Ville et ArtsGames. Autoriser un virement budgétaire de 1 150 000$ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le service de la culture

Il est recommandé :
-d'approuver une opération de promotion d'ArtsGames et de la Ville de Montréal, aux Jeux Olympiques de Rio de Janeiro, les 11 et 12 août 2016.

-d'autoriser à cette fin une contribution financière à Tourisme Montréal de 1 150 000$, en provenance de l'entente en biens et services entre la Ville de Montréal et ArtsGames.

-d'autoriser un virement budgétaire de 1 150 000$ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le service de la culture.

- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel, après avoir opéré le virement budgétaire requis.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-03-16 09:34

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1166369001**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de convention relatif à une contribution financière de 1 150 000$ versée à Tourisme Montréal pour la promotion des ArtsGames et de la Ville de Montréal, lors du lancement planétaire d'ArtsGames aux Jeux Olympiques de Rio de Janeiro, les 11 et 12 août 2016.- Dépense totale de 1 150 000$ en provenance de l'entente de 6M$ en biens et services entre la Ville et ArtsGames. Autoriser un virement budgétaire de 1 150 000$ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le service de la culture

CONTENU

CONTEXTE

La mission poursuivie par *International ArtsGames Committee* (IAC) est de démontrer l'excellence des plus grands artistes provenant de toutes les cultures du monde, en les rassemblant pour se mesurer en direct dans cinq disciplines, devant un public à l'échelle planétaire. Ce faisant, IAC est l'architecte qui fera renaître une tradition interrompue depuis les Jeux olympiques de 1948, celle de remettre les médailles d'or, d'argent et de bronze aux meilleurs artistes du monde.
IAC a choisi Montréal comme lieu de son siège social, lieu de ses auditions bi-annuelles et ville hôte des premiers ArtsGames en 2018, ce qui consacrera Montréal comme un lieu emblématique de l'expression et de l'excellence artistiques.

Même si IAC assume pleinement sa responsabilité à titre d'initiateur de cette démarche et de leader de sa réalisation, il considère que son association avec la Ville de Montréal est bien davantage qu'une entente de service. Il s'agit d'une alliance, où les parties s'engagent ensemble à assurer le succès de ce projet inspirant.

D'une part, la Ville de Montréal reconnaît sans équivoque le leadership, la responsabilité et la propriété intellectuelle d'IAC et s'engage à travailler en étroite collaboration avec ArtsGames au succès du projet, en fournissant les ressources prévues à l'entente. D'autre part, IAC considère la Ville de Montréal comme son collaborateur privilégié dans la réalisation des ArtsGames, non seulement pour la réalisation des ArtsGames en 2018, mais également pour la suite, en confirmant sa volonté de faire de Montréal la base internationale d'opération d'ArtsGames et en faisant de Montréal aussi le lieu d'accueil bisannuel des Épreuves de qualification.

Une entente a été signée le 24 septembre 2015 entre la Ville de Montréal et IAC, pour convenir de verser à l'organisme , une contribution financière de cinq cent mille dollars (500 000$) ainsi qu'une valeur de six millions de dollars (6 000 000 $) en services ou en nature pour toutes les dépenses encourues dans la poursuite des objectifs de cet accord.

Compte tenu que le présent sommaire vise la réalisation d'une opération de promotion tenue à l'international, dont un des buts importants est d'attirer des touristes à Montréal, il est normal que la Ville de Montréal fasse appel à l'expertise de Tourisme Montréal et lui confie une partie de la somme convenue, pour réaliser cette opération à l'étranger.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE15 1102 du 21 septembre 2015 - Approuver un projet de convention entre la Ville et le Comité international des ArtsGames (ArtsGames) -*International ArtsGames Commitee inc.* / Autoriser le versement de 6,5 M$ pour la tenue des premiers ArtsGames à Montréal en 2018

DESCRIPTION

Les prochains Jeux Olympiques auront lieu à Rio de Janeiro, du 5 au 21 août 2016.
IAC a été invité par le Comité Olympique international, à y faire les 11 et 12 août, le lancement planétaire pour les premiers ArtsGames à Montréal. Le maire de Montréal est invité à y tenir une conférence de presse, laquelle sera accompagnée d'un grand événement culturel qui sera présenté au *Rio Media Center's Auditorium.* Le maire pourra aussi profiter de cette occasion unique pour inviter les millions de spectateurs (autant sur les lieux que via la télévision, le site web, les réseaux sociaux...) à venir à Montréal, pour célébrer son 375e anniversaire en 2017.

Une entente a été conclue avec le diffuseur officiel *Olympic Broadcasting Service* (OBS) et ArtsGames pour l'enregistrement et la diffusion dans 196 pays, du lancement mondial des ArtsGames aux Olympiques de Rio de Janeiro.
Montréal, en sa qualité de ville hôte des premiers ArtsGames, est la seule ville qui peut avoir cette tribune, grâce aux liens entre ArtsGames et le Comité Olympique international.

Les sommes engagées dans cette opération serviront essentiellement à assurer toute la production, programmation, technique et autres frais afférents à la mise en place de ce lancement planétaire. Tourisme Montréal conclura avec IAC une convention spécifique à cet effet et assurera la reddition de comptes nécessaire auprès de la Ville de Montréal.

Selon les estimations de IAC, le coût total de l'opération à effectuer se situe à 1 850 000 $. Pour réaliser cette opération, IAC demande à la Ville la somme de 1 150 000 $, en provenance de l'entente de 6 M$ en biens et services, adopté au Conseil Municipal du 24 septembre 2015. Les dépenses effectuées à partir de ce montant, seront ventilées comme suit : embauche d'artistes (375 000$) , programmation , production et équipe technique (280 000$) , transport et hébergement (375 000$) , mise en place et embauche de personnel local (120 000$).

JUSTIFICATION

Compte tenu qu'il s'agit d'un lancement effectué dans le cadre des Jeux Olympiques, Montréal et IAC ont tout intérêt à bénéficier de l'expertise de Tourisme Montréal, autant pour ses connaissances des clientèles que des différents intervenants professionnels, puisqu'il oeuvre déjà depuis de nombreuses années auprès des marchés internationaux et, pour se faire, a su développer de nombreux partenariats avec des organismes de toute nature.
Le fait de faire affaire avec Tourisme Montréal va permettre d'apporter le maximum de notoriété internationale pour ArtsGames et pour la Ville de Montréal, particulièrement dans le cadre de son 375e anniversaire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total de ce dossier, soit 1 150 000 $ sera financé par le budget de fonctionnement. Une somme de 1 150 000$ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration devra être virée au budget du service de la culture pour ce faire.
Cette dépense sera assumée à la hauteur de 100 % par la ville-centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les retombées économiques et culturelles générées par les ArtsGames s'articulent selon les principes et critères reconnus du développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Montréal sera le point de mire du monde entier, durant cette opération de promotion tenue pendant les Jeux Olympiques. Selon ArtsGames, la visibilité pendant les Jeux Olympiques est évaluée à 200 M $.
L'opportunité que représente les Jeux Olympiques, avec ses millions de visiteurs et les nombreux médias accrédités, est unique pour positionner et faire rayonner Montréal et le Québec au plan international. La présence de Montréal aux Jeux Olympiques permet d'envisager un accroissement significatif du volume de touristes internationaux à Montréal dans le cadre du 375e anniversaire de Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication sera déployée, en collaboration avec le service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

11- 12 août 2016: lancement planétaire des ArtsGames aux Jeux Olympiques de Rio de Janeiro.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Habib NOUARI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Claude LALONDE
agente de développement culturel

Tél : 514 868-5020
Télécop. : 514 872-3409

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-15

Daniel BISSONNETTE
Directeur Cinéma - Festivals - Événements

Tél : 514 872-2884
Télécop. : 514 872-3409

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal I. GAGNON
Directrice générale adjointe
Tél : 514 280-4283
Approuvé le : 2016-03-16

CONVENTION

ENTRE : VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par monsieur Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

CI-APRÈS APPELÉE LA « VILLE »

ET : L'OFFICE DES CONGRÈS ET DU TOURISME DU GRAND MONTRÉAL INC., personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant son siège au 800, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2450, Montréal, Québec, H3B 1X9, agissant et représenté aux présentes par monsieur Raymond Bachand, Président du Conseil;

CI-APRÈS APPELÉ « TM »

ATTENDU QUE l'Accord intervenu entre la Ville de Montréal et l'International Artsgames Committee (ci-après « IAC »), entériné par le Conseil Municipal le 21 septembre 2015 (ci-après le « Protocole »), établissant les modalités de l'octroi par la Ville, d'une contribution, notamment, en services ou en nature, en vue de permettre à IAC de réaliser les objectifs du Protocole reliés aux ArtsGames ;

ATTENDU QUE le projet qu'entend réaliser TM en vertu de la présente convention s'inscrit dans la poursuite des objectifs de ce Protocole;

ATTENDU QUE les fonds nécessaires au soutien financier octroyé à TM en vertu de la présente convention sont issus du Protocole;

ATTENDU QUE la Ville souhaite participer au projet en raison du rayonnement international que procure cette représentation aux Jeux Olympiques de Rio de Janeiro;

ATTENDU l'entente conclue entre IAC ou une Société affiliée (tel que décrit au Protocole) et le diffuseur officiel Olympic Broadcasting Services (OBS) pour l'enregistrement et la diffusion dans 196 pays, du lancement mondial des ArtsGames aux Olympiques de Rio de Janeiro, en août 2016

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au cocontractant;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

1.1 « Directeur » : le Directeur du Service de la Culture de la Ville ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « Activités » : activités promotionnelles réalisées à Rio de Janeiro dans le cadre de la présence de la Ville de Montréal aux Jeux Olympiques en août 2016, incluant les activités de communication et de relations publiques afin d'en assurer un maximum de visibilité dans les médias internationaux. La stratégie mise de l'avant se décline en six temps :

- Concevoir une programmation d'activités distinctives ayant un fort potentiel de rayonnement médiatique international;
- Organiser la conférence de presse et le lancement officiel des ArtsGames, à Rio de Janeiro, les 11 et 12 août 2016;
- Faire connaître Montréal en tant que ville-hôte : lieu du siège social, lieu des auditions en 2017 et ville-hôte des ArtsGames 2018;
- Faire la promotion du 375^{e} anniversaire de Montréal en 2017 dans le but d'attirer des touristes internationaux;
- Mettre en œuvre un plan de relations publiques local autour de la présence de Montréal à Rio;
- Engager les artistes et tout le personnel nécessaire à la programmation, production, technique du spectacle à Rio; assumer les dépenses liées au voyage, hébergement et dépenses locales pour produire toutes les activités promotionnelles prévues.

ARTICLE 2
OBJET

La présente convention établit les modalités et conditions du versement de la contribution financière de la Ville à TM, qui s'engage notamment à s'assurer de la reddition de comptes concernant les Activités qui seront réalisées par l'IAC.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

La présente convention ne doit pas être interprétée de façon à priver TM de subventions auxquelles il aurait autrement droit, étant toutefois entendu que la contribution financière versée en vertu de la présente convention ne peut être utilisée pour d'autres fins que celles décrites aux présentes, et que TM peut par ailleurs solliciter des contributions financières additionnelles de la part de particuliers, de corporations ou de gouvernements, pour réaliser les Activités définies dans la présente convention.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 En considération des obligations assumées par TM, la Ville s'engage à lui verser une somme de 1 150 000$, cette somme incluant toutes les taxes applicables le cas échéant, pour la réalisation des Activités;

4.2 Cette somme est versée à TM comme suit :

4.2.1 700 000 $ à la signature de la présente convention;

4.2.2 450 000 $ lorsque 80 % du montant prévu au paragraphe 4.2.1 aura été engagé par TM.

4.3 La Ville peut suspendre ou réduire tout versement si TM est en défaut d'exécuter en tout ou en partie ses obligations.

4.4 TM ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE TM

En considération des sommes versées par la Ville, TM s'engage à :

5.1 Utiliser ces sommes aux seules fins du remboursement des dépenses approuvées par TM conformément à la présente convention relativement aux Activités qui seront engagées par IAC et sous la responsabilité de IAC;

5.2 S'assurer que les pièces justificatives soumises par IAC pour obtenir les remboursements auprès de TM sont conformes au protocole d'entente à être conclu entre TM et IAC relativement aux Activités;

5.3 Faire rapport à la Ville sur l'utilisation des sommes;

5.4 Maintenir des comptes et des registres appropriés, précis et exacts à l'égard des remboursements de dépenses encourues par IAC pour les Activités qui auront été approuvées par TM et à rendre accessibles aux représentants de la Ville, pour fins de suivi ou de vérification, tous les livres comptables et registres se rapportant à ces remboursements.

ARTICLE 6
ENTENTE AVEC IAC

TM s'engage à mettre dans son protocole d'entente à être conclu avec ICA les éléments suivants :

6.1 IAC devra remettre au Directeur et à TM, pour approbation, au plus tard le 15 juillet 2016, le programme d'Activités élaboré pour le mois d'août 2016, ainsi que toute modification à ce programme, le cas échéant, en précisant le contenu de chaque Activité, son coût et ses échéanciers;

6.2 IAC devra transmettre au Directeur et à TM, pour approbation, à chaque mois, une description à jour de ses activités de planification des Activités;

6.3 IAC devra transmettre, au Directeur et à TM, au plus tard le 31 octobre 2016, un bilan détaillé de la réalisation des Activités, faisant notamment état des coûts et de l'utilisation des sommes versées par TM en vertu de la présente convention;

6.4 IAC devra rechercher et mettre à contribution l'ensemble des programmes de financement gouvernementaux pouvant s'appliquer aux Activités;

6.5 IAC devra obtenir, le cas échéant, tous les permis, licences et autorisations requis en vertu des lois et règlements en vigueur pour la réalisation des Activités;

6.6 IAC devra assumer, à l'entière exonération de TM, tous les coûts de réalisation des Activités et le financement de tout dépassement des coûts requis pour la mise en œuvre des Activités; étant entendu que la contribution de TM aux Activités ne sera en aucun cas supérieure au moindre de 1 150 000 $ ou du montant reçu par TM de la Ville pour le projet visé à la présente convention;

6.7 IAC devra soumettre mensuellement à TM, une réclamation pour les dépenses encourues par IAC pour les Activités. Cette réclamation doit être à l'entière satisfaction de TM et contenir notamment :

6.7.1 Une copie des factures détaillées, des pièces justificatives et les numéros de taxes

6.7.2 La preuve de paiement par IAC

6.7.3 Pour chaque dépense, une ventilation par catégorie de dépenses (Engagement d'artistes, programmation, frais de voyage, améliorations au site)

6.7.4 IAC devra s'engager à respecter la politique de frais de voyage de TM tel que présenté en annexe, à défaut, obtenir une autorisation préalable écrite de TM avant d'engager la dépense

6.7.5 TM se réserve toutefois la possibilité, à sa discrétion, d'effectuer une avance raisonnable à IAC basée sur un budget de déboursés mensuels.

6.8 IAC devra réaliser l'ensemble des Activités avant le 31 août 2016;

6.9 IAC devra tenir des comptes et des registres appropriés, précis et exacts à l'égard des Activités réalisées et rendre accessibles aux représentants de TM et de la Ville, pour fins de suivi ou de vérification, tous les livres comptables et registres et pièces justificatives se rapportant à ces Activités. Les pièces justificatives originales et les livres comptables et registres afférents à ces Activités devront être conservés par TM pour une période d'au moins trois (3) ans après l'expiration de la présente convention;

6.10 IAC devra se conformer aux obligations dictées à l'annexe A;

6.11 IAC et TM pourront également convenir de toutes autres clauses qu'ils pourraient juger opportun dans le cadre de leur protocole.

ARTICLE 7
COMITÉ AVISEUR

7.1 Les parties s'engagent à constituer un Comité aviseur d'au moins un représentant de TM, du Directeur du service de la culture de la Ville et/ou son représentant et de IAC.

7.2 TM doit convoquer le Comité au moins une fois par mois et obtenir de celui-ci son avis et ses recommandations sur les propositions de IAC relatives à l'élaboration de chacun des éléments et des étapes majeures de réalisation des Activités.

ARTICLE 8
COMMUNICATION

8.1 IAC et TM devront faire état de la participation financière de la Ville conformément aux dispositions concernant la visibilité contenues dans le Protocole, dans toute publicité, affichage ou document d'information relatif à l'objet de la présente convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de

façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué aux Activités; tout écrit relatif au programme doit être approuvé par le Directeur du Service de la culture ou son représentant, avant diffusion;

8.2 IAC devra de plus associer la Ville aux différents événements de reconnaissance soulignant l'excellence des Activités, le cas échéant.

ARTICLE 9
DÉFAUT

9.1 Aux fins de la présente convention, TM est en défaut :

- 9.1.1 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Directeur l'enjoignant de s'exécuter
- 9.1.2 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par TM pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers
- 9.1.3 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre
- 9.1.4 s'il a fait une fausse déclaration, une fraude ou s'il a falsifié des documents

9.2 Dans les cas mentionnés aux articles 9.1.1, 9.1.2 et 9.1.4, la Ville peut, à son entière discrétion, résilier la convention sur simple avis écrit. Toute contribution financière non versée cesse alors d'être due à TM;

9.3 Dans les cas mentionnés à l'article 9.1.3, la convention est résiliée de plein droit dès la survenance de tel événement et l'article 9.2 s'applique en faisant les adaptations nécessaires;

9.4 TM n'a aucun recours contre la Ville du fait de la résiliation de la convention, quel qu'en soit le motif.

ARTICLE 10
DÉCLARATION ET GARANTIES

10.1 TM déclare et garantit qu'il a le pouvoir et l'autorité de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de la présente convention.

10.2 TM garantit et tient la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de la présente convention; il prend fait et cause pour la Ville dans toutes réclamations ou poursuites contre elle et l'indemnise de tous jugements et de toutes condamnations qui pourraient être prononcés contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède, en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties et se termine, sous réserve de l'article 9 (Défaut), lorsque chaque partie a rempli ses obligations, mais au plus tard le 30 décembre 2016. Nonobstant ce qui précède, la signature de la présente convention par TM ne prendra effet qu'une fois la présente convention ratifiée par le conseil d'administration de TM.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS FINALES

12.1 TM reconnaît que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci, et le défaut par TM de respecter l'une quelconque de ces conditions permettra à la Ville de résilier cette convention conformément à l'article 9 ci-dessus.

12.2 La présente convention lie les parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs, étant toutefois entendu que les obligations imposées à l'une des parties aux présentes ne peuvent être cédées qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 TM n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

12.4 La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

ARTICLE 13
CONDITIONS GÉNÉRALES

13.1 Élection de domicile

Les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la présente convention. Cependant, une partie pourra aviser l'autre d'une autre adresse dans le district judiciaire de Montréal, à laquelle tout avis subséquent devra lui être envoyé.

13.2 Avis

Tout avis qu'une partie doit donner à l'autre en vertu de la présente convention doit être expédié sous pli recommandé comme suit :

POUR LA VILLE :

Ville de Montréal
Service de la culture
À l'attention du directeur
801 rue Brennan, Pavillon Duke
5e étage
Montréal QC H3C 0G4

POUR TM :

Tourisme Montréal
À l'attention de
M. Yves Lalumière
Président-directeur général
800, boulevard René-Lévesque Ouest
bureau 2450
Montréal QC H3B 1X9

13.3 Cession

TM ne peut céder ou autrement transporter les droits et obligations lui résultant de la présente convention sans l'accord préalable écrit de la Ville.

13.4 Invalidité d'une clause

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le 11e jour de mars 2016

TOURISME MONTRÉAL

Par : _____
Raymond Bachand, Président du Conseil

ANNEXE A

Plan de visibilité de la Ville

1. Normes d'utilisation du logo de la Ville de Montréal

1.1 Placer le logo de la Ville de Montréal sur tous les outils de communication produits pour le projet ou l'événement soutenu.

1.2 Respecter l'application des normes du logo de la Ville de Montréal.

Pour télécharger les différents formats du logo de la Ville de Montréal : ***ville.montreal.qc.ca/logo***

2 Dossiers de presse - Lancement

Inclure un communiqué de la Ville de Montréal dans la pochette de presse

2.1 **21 jours** avant la conférence de presse, adresser les demandes de communiqués:

Il est important de préciser la date de réception souhaitée du communiqué, le nombre d'exemplaires requis et si une version anglaise est requise

2.2 Mentionner le partenariat avec la Ville de Montréal dans le communiqué officiel du projet ou de l'événement. Le libellé peut prendre l'une des formes suivantes :

- *Ce projet est réalisé grâce au soutien financier de la Ville de Montréal.*
- *Ce projet bénéficie du soutien financier de la Ville de Montréal.*

3 Messages officiels de la mairie

3.1 Réserver une page pour un message du maire dans le catalogue ou le cahier de programmation de l'événement, s'il y a lieu.

3.2 La demande de message doit être adressée **30 jours** avant publication.

Il est important de transmettre les informations relatives à la programmation, préciser la date de réception souhaitée du message ainsi que les spécifications techniques selon lesquelles ce message doit être acheminé.

4 Mention du soutien de la Ville de Montréal par le promoteur de l'événement

4.1 Mentionner, lors d'activités publiques, que l'événement est rendu possible grâce à la participation de la Ville de Montréal.

4.2 Remercier la Ville de Montréal pour son soutien à la réalisation de l'événement lors d'entrevues médiatiques et d'événements de presse (lorsque possible).

4.3 Ajouter la Ville de Montréal, et/ou son logo, sur le panneau de remerciements des partenaires lors des événements médiatiques et promotionnels.

4.4 Positionner stratégiquement le logo de la Ville de Montréal lors des événements de presse.

5 Publicité

5.1 Mentionner le partenariat avec la Ville de Montréal dans les publicités (radio – télévision – Internet – médias écrits - etc.).

5.2 Placer le logo de la Ville de Montréal sur toutes les publicités imprimées et visuelles (les normes d'utilisation du logo doivent être respectées, voir point 1).

5.3 Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville de Montréal (ville.montreal.qc.ca/culture) sur le site Internet de l'événement.

5.4 Faire approuver les publicités avant toute impression ou diffusion.

6 Présence de la Ville de Montréal à l'inauguration

6.1 Inviter élus et représentants de la Ville de Montréal aux activités importantes de l'événement (conférence de presse, lancement, etc.) et ce, **au minimum 15 jours ouvrables avant l'événement**.

6.2 Prévoir au scénario de l'événement une brève allocution de l'élu(e) (si pertinent) et en faire la demande lors de l'invitation.

7 Normes d'écriture de la Ville de Montréal

7.1 Les outils de communication doivent obligatoirement être en français.

7.2 Désigner « Ville de Montréal » en français lorsque l'expression réfère à l'administration municipale (la personne morale), même dans des documents produits en d'autres langues

7.3 Employer les noms des voies de circulation en français conformément aux règles de la toponymie.

8 Photographies

8.1 Remettre quelques photographies de l'événement à la Ville de Montréal, libres de droits par licence (document ci-joint), qui pourront être utilisées pour la promotion de l'événement, dans les outils imprimés de la Ville ainsi que sur ses sites Internet tel qu'indiqué au protocole de soutien financier que vous avez signé avec la Ville.

Pour télécharger les licences de crédits photos :
ville.montreal.qc.ca/culture/photos

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1166369001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Approuver un projet de convention relatif à une contribution financière de 1 150 000$ versée à Tourisme Montréal pour la promotion des ArtsGames et de la Ville de Montréal, lors du lancement planétaire d'ArtsGames aux Jeux Olympiques de Rio de Janeiro, les 11 et 12 août 2016.- Dépense totale de 1 150 000 $ en provenance de l'entente de 6M$ en biens et services entre la Ville et ArtsGames. Autoriser un virement budgétaire de 1 150 000$ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le service de la culture

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1166369001 - Certification de fonds.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Habib NOUARI
Agent de gestion en ressources financières et matérielles
Tél : 514-872-1444

Co-auteur
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Développement
(514) 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-16

Yves COURCHESNE
Directeur de service -Finances et trésorier

Tél : 514 872-6630

Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.01

2016/03/21
13:00

(1)

Dossier # : 1166841001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division gestion des travaux d'entretien , Section entretien Est
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 c) prendre des mesures visant à assurer la sécurité des citoyennes et des citoyens dans les espaces publics, notamment des parcs et des équipements collectifs et récréatifs
Projet :	-
Objet :	Accepter, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, de fournir pour les douze prochains mois de 2016, selon l'entente de service avec l'arrondissement de Montréal-Nord, les activités d'entretien planifié utilisées à la Ville de Montréal, notamment pour la réfrigération des patinoires, la ventilation, les tours d'eau et les filtres et ce, pour les trois arénas de l'arrondissement et la patinoire extérieure du Bleu, Blanc, Bouge.

Il est recommandé :
D'accepter, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, de fournir pour les douze prochains mois de 2016, selon l'entente de service avec l'arrondissement de Montréal-Nord, les activités d'entretien effectuées dans le cadre des programmes d'entretien planifié utilisés à la Ville de Montréal, notamment pour la réfrigération des patinoires, la ventilation, les tours d'eau et les filtres et ce, pour les trois arénas de l'arrondissement et la patinoire extérieure du Bleu, Blanc, Bouge.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-02-08 14:43

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1166841001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division gestion des travaux d'entretien , Section entretien Est
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 c) prendre des mesures visant à assurer la sécurité des citoyennes et des citoyens dans les espaces publics, notamment des parcs et des équipements collectifs et récréatifs
Projet :	-
Objet :	Accepter, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, de fournir pour les douze prochains mois de 2016, selon l'entente de service avec l'arrondissement de Montréal-Nord, les activités d'entretien planifié utilisées à la Ville de Montréal, notamment pour la réfrigération des patinoires, la ventilation, les tours d'eau et les filtres et ce, pour les trois arénas de l'arrondissement et la patinoire extérieure du Bleu, Blanc, Bouge.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis le 22 mai 2009, la Section de l'entretien Est du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) fournit des services pour les activités d'entretien dans le cadre de la réfrigération des patinoires, la ventilation, les tours d'eau et les filtres pour les trois arénas, soit Fleury, Henri-Bourassa, Garon et la patinoire extérieure du Bleu, Blanc, Bouge. Ces services sont rendus à la demande de l'arrondissement de Montréal-Nord, puisque celui-ci ne possède pas les effectifs et la machinerie pour réaliser les travaux à l'interne. Le SGPI effectue les travaux d'entretien préventif puisqu'il a l'expertise nécessaire pour l'entretien de ces équipements.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 0184 - 23 février 2015 - Accepter de fournir à l'arrondissement de Montréal-Nord pour les douze prochains mois de 2015, selon l'entente de service, les activités d'entretien effectuées dans le cadre des programmes d'entretien planifié utilisés à la Ville de Montréal, notamment pour la réfrigération des patinoires, la ventilation, les tours d'eau et les filtres et ce, pour les trois arénas de l'arrondissement et la patinoire extérieure du Bleu, Blanc, Bouge, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal*
CA15 10470 - 7 décembre 2015 - Octroyer à la Direction des immeubles du Service de la gestion et de la planification immobilière de la Ville de Montréal, section entretien région Est, au montant de 130 456 $, taxes incluses, le contrat pour les activités d'entretien dans le cadre des programmes d'entretien planifiés notamment pour la réfrigération des patinoires, la ventilation et les filtres et ce, pour les trois arénas et la patinoire Bleu, Blanc,

Bouge, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2016.

CA14 10500 - 8 décembre 2014 - Octroyer à la Direction des immeubles du Service de la gestion et de la planification immobilière de la Ville de Montréal, section entretien région Est, pour un montant de 132 561 $, le contrat pour les activités d'entretien dans le cadre des programmes d'entretien planifiés notamment pour la réfrigération des patinoires, la ventilation et les filtres et ce, pour les trois arénas et la patinoire Bleu, Blanc, Bouge, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2015.

CM14 0933 - 16 septembre 2014 - Accepter, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, de prolonger pour les huit prochains mois de 2014 l'entente de service avec l'arrondissement de Montréal-Nord, les activités d'entretien effectuées dans le cadre des programmes d'entretien planifié utilisés à la Ville de Montréal, notamment pour la réfrigération des patinoires, la ventilation et les filtres et ce, pour les trois arénas de l'arrondissement et la patinoire extérieure du Bleu, Blanc, Bouge et le remplacement des chaudières dans la salle mécanique de l'aréna Garon.

CA14 10266 - 26 juin 2014 - Octroyer au Service de la gestion et de la planification immobilière, au montant de 37 451,89 $, le contrat pour le remplacement des chaudières dans la salle de mécanique de l'aréna Garon, conformément à son offre de services du 26 mai 2014.

CA14 10166 - 12 mai 2014 - Octroyer à la Direction des immeubles du Service de la gestion et de la planification immobilière de la Ville de Montréal, section entretien Est, pour un montant de 89 535 $, le contrat pour les activités d'entretien dans le cadre des programmes d'entretien planifiés notamment pour la réfrigération des patinoires, la ventilation et les filtres et ce, pour les trois arénas et la patinoire Bleu, Blanc, Bouge, du 1er mai 2014 au 31 décembre 2014.

CM14 0294 - 2 mars 2014 - Accepter, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, de prolonger pour les quatre premiers mois de 2014 l'entente de service avec l'arrondissement de Montréal-Nord, les activités d'entretien effectuées dans le cadre des programmes d'entretien planifié utilisés à la Ville de Montréal, notamment pour la réfrigération des patinoires, la ventilation et les filtres et ce, pour les trois arénas de l'arrondissement et la patinoire extérieure du Bleu, Blanc, Bouge.

CA13 10426 -10 décembre 2013 - Prolonger le contrat avec la Direction des immeubles, pour une période de 4 mois, mêmes conditions qu'entente 2013, pour activités d'entretien dans le cadre des programmes d'entretien planifiés, notamment pour réfrigération, ventilation et filtres et ce, pour les trois arénas de l'arrondissement de Montréal-Nord et la patinoire extérieure.

CM13 0429 - 27 mai 2013 - Accepter de fournir à l'arrondissement de Montréal-Nord, les activités d'entretien effectuées dans le cadre des programmes d'entretien planifié, notamment pour réfrigération, ventilation et filtres et ce, pour les trois arénas de l'arrondissement et patinoire extérieure.

CA12 10419 - 11 décembre 2012 - Octroyer un contrat de 139 943$ pour l'année 2013 à la Direction des immeubles de la Ville de Montréal, pour activités d'entretien, notamment pour réfrigération, ventilation et filtres et ce, pour les trois arénas de l'arrondissement et patinoire extérieure.

CM12 0313 - 16 avril 2012 - Approuver l'offre de service entre la Direction des immeubles et l'arrondissement de Montréal-Nord pour activités d'entretien pour réfrigération, ventilation et filtres et ce, pour les trois arénas de l'arrondissement et patinoire extérieure.

CA11 10384 - 8 novembre 2011 - Octroyer un contrat de 146 181 $ pour l'année 2012 à la Direction des immeubles de la Ville de Montréal, section entretien Est, pour activités d'entretien dans le cadre des programmes d'entretien planifiés, notamment pour réfrigération, ventilation et filtres et ce, pour les trois arénas de l'arrondissement et patinoire extérieure.

CM11 0164 - 22 mars 2011 - Approuver l'offre de service entre la Direction des immeubles et l'arrondissement de Montréal-Nord pour activités d'entretien pour réfrigération, ventilation et filtres et ce, pour les trois arénas de l'arrondissement et patinoire extérieure.

CA10 10698 - 9 novembre 2010 - Ratifier et autoriser une dépense de 69 726.81$ pour l'année 2010 et octroyer un contrat de 144 926$ pour l'année 2011 à la Direction des immeubles pour activités d'entretien pour réfrigération, ventilation et filtres et ce, pour les trois arénas de l'arrondissement et patinoire extérieure.

CM10 0204 - 22 mars 2010 - Offrir les services de la Direction des immeubles relativement aux activités d'entretien pour réfrigération patinoire extérieure de l'arrondissement Montréal -Nord.

CA09 10310 - 25 novembre 2009 - Octroyer le contrat à la Direction des immeubles pour activités d'entretien effectuées pour réfrigération patinoire extérieure.

CM09 0678 - 25 août 2009 - Approuver l'offre de service entre la Direction des immeubles et l'arrondissement de Montréal-Nord pour activités d'entretien effectuées pour réfrigération, ventilation et filtres pour les trois arénas de l'arrondissement.

CA09 10102 - 15 avril 2009 - Octroyer le contrat à la Direction des immeubles pour activités d'entretien effectuées pour réfrigération, ventilation et filtres pour les trois arénas de l'arrondissement.

DESCRIPTION

Les services d'entretien qui seront rendus à l'arrondissement, pour une période de 12 mois s'échelonnant du 1er janvier au 31 décembre 2016, comprennent les activités d'entretien de la réfrigération de la dalle de patinoire et des déshumidificateurs de la glace (PEP 1700), les activités d'entretien du système de ventilation (PEP 2000), les tours d'eau (PEP 15680) et les activités de changement de filtres (PEP 2200).

JUSTIFICATION

Étant donné que deux de leurs arénas nécessitent des qualifications particulières pour l'entretien des systèmes de réfrigération à l'ammoniac et qu'ils ne possèdent pas cette expertise, la Section de l'entretien Est du SGPI dispose de cette main-d'oeuvre qualifiée et est en mesure de leur offrir une expertise élargie incluant les programmes d'entretien planifié reconnus pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2016.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts de l'entente de service représentent un montant de 80 456 $ pour l'entretien des patinoires des arénas Fleury, Henri-Bourassa, Garon et de la patinoire extérieure du Bleu, Blanc, Bouge et ce, selon les dates d'exploitation fixées par l'arrondissement. Les coûts sont basés sur le nombre d'heures d'entretien planifié fourni par la Section de l'entretien Est en fonction des équipements, des programmes d'entretien effectué en 2015 et du nombre de semaines d'opérations.
L'arrondissement a prévu un montant de 50 000 $ pour couvrir les appels de service hors contrat facturables au taux horaire correspondant à la rémunération des frigoristes en 2016

et les pièces seront, quant à elles, facturées au prix coûtant. Le montant de l'entente totalise 130 456 $. Des frais administratifs reliés à l'utilisation des équipements seront aussi facturés. L'arrondissement assumera entièrement la dépense reliée à l'entente de service.

Le budget du SGPI est déjà prévu pour les revenus et les dépenses de l'entente.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N/A

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Lan-Huong DOAN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Linda QUESNEL, Montréal-Nord
Francine TAILLEFER, Montréal-Nord

Lecture :

Linda QUESNEL, 12 janvier 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2016-01-12

Thays TORRES
Gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-7653
Télécop. :

Yvan THIFFAULT
Chef de section

Tél : 514 872-0085
Télécop. : 514 872-5330

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Johanne ROUILLARD
Directrice par intérim - Exploitation immobilière_ entretien et réparation
Tél : 514 872-9097
Approuvé le : 2016-02-04

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-02-08

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1166841001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division gestion des travaux d'entretien , Section entretien Est
Objet :	Accepter, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, de fournir pour les douze prochains mois de 2016, selon l'entente de service avec l'arrondissement de Montréal-Nord, les activités d'entretien planifié utilisées à la Ville de Montréal, notamment pour la réfrigération des patinoires, la ventilation, les tours d'eau et les filtres et ce, pour les trois arénas de l'arrondissement et la patinoire extérieure du Bleu, Blanc, Bouge.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1166841001 Refrig patinoires Mtl Nord.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Lan-Huong DOAN
Conseillère - Analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 872-4674

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-27

Michel T TREMBLAY
Conseiller en gestion des ressources financieres - C/E
Tél : 514 872-0470
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.02

2016/03/21
13:00

(1)

Dossier # : 1166978001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Plan de transport
Objet :	1-Accepter le rapport d'étude d'avant-projet déposé par Hydro-Québec pour l'enfouissement des fils électriques existants pour le projet de réaménagement du boulevard Maurice-Duplessis, entre les boulevards Olivier-Lejeune et Rivière-des-Prairies. 2-Demander à Hydro-Québec de poursuivre la phase de réalisation des travaux et autoriser à cette fin, une dépense maximale de 49 408,44 $ taxes incluses, pour leurs frais d'ingénierie - fournisseur unique.

Il est recommandé :

- D'accepter le rapport d'étude d'avant-projet déposé par Hydro-Québec pour l'enfouissement des fils électriques pour le projet de réaménagement du boulevard Maurice-Duplessis;
- De demander à Hydro-Québec de poursuivre la phase de réalisation des travaux;
- D'autoriser à cette fin une dépense maximale de 49 408,44 $, taxes incluses;
- D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier. Cette dépense sera assumée entièrement par la ville centrale.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-02-19 07:43

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1166978001**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Plan de transport
Objet :	1-Accepter le rapport d'étude d'avant-projet déposé par Hydro-Québec pour l'enfouissement des fils électriques existants pour le projet de réaménagement du boulevard Maurice-Duplessis, entre les boulevards Olivier-Lejeune et Rivière-des-Prairies. 2-Demander à Hydro-Québec de poursuivre la phase de réalisation des travaux et autoriser à cette fin, une dépense maximale de 49 408,44 $ taxes incluses, pour leurs frais d'ingénierie - fournisseur unique.

CONTENU

CONTEXTE

En mars 2006, le gouvernement du Québec a annoncé son intention de promouvoir la réalisation d'une nouvelle ligne de trains de banlieue desservant l'est de Montréal et la couronne nord-est de la région métropolitaine. L'Agence métropolitaine de transport (AMT) est responsable de ce projet dont la mise en service, prévue à l'origine à l'automne 2012, a été reportée suite à une demande du gouvernement du Québec de réévaluer les coûts avant de poursuivre le projet. La mise en service du train a été inaugurée en 2015.
Afin de desservir ces nouvelles gares ou d'en améliorer l'accessibilité, des travaux sont requis sur le réseau routier de la Ville de Montréal. C'est le cas du boulevard Maurice-Duplessis qui doit être parachevé aux abords de la future gare Rivière-des-Prairies dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles. Ce projet routier permettra d'assurer l'accessibilité à la gare Rivière-des-Prairies du Train de l'Est, tant en autobus qu'à vélo ou à pied, en plus de compléter un maillon manquant du réseau artériel et de desservir adéquatement le développement résidentiel et commercial du secteur (voir schéma de localisation en pièce jointe au présent dossier).

La Ville de Montréal désire parachever le boulevard Maurice-Duplessis entre les boulevards Rivière-des-Prairies et Armand-Chaput. Le parachèvement de cette artère consiste à :

1. Reconstruire la section de cette artère entre les boulevards Saint-Jean-Baptiste et Armand-Chaput (Tronçon 1);
2. Construire la section de cette artère entre les boulevards Olivier-Lejeune et Saint-Jean -Baptiste (Tronçon 2);
3. Reconstruire la section de cette artère entre les boulevards Rivière-des-Prairies et Olivier-Lejeune (Tronçon 3).

En date d'aujourd'hui, les travaux des tronçons 1 et 2 ont été complétés.

Les réseaux électriques et de télécommunication étaient inexistants entre la 71^{e} Avenue et

le boulevard Amand-Chaput, Des réseaux enfouis ont été construits dans cette section du boulevard Maurice-Duplessis. La section entre le boulevard Rivière-des-Prairies et la 71e Avenue est pourvue de réseaux aériens existants. Les travaux de parachèvement du boulevard Maurice-Duplessis prévoient d'enfouir ces réseaux. Un programme d'Hydro-Québec permet de soumettre une demande pour que cette société prenne en charge certains frais d'enfouissement, sans les facturer à la Ville de Montréal.

La Direction des transports du Service des Infrastructures, de la Voirie et des Transports (SIVT), a préparé une demande le 3 mai 2012 (voir la demande et les modalités en pièce jointe) d'inscription au programme "Enfouissement des réseaux câblés sur des voies publiques" d'Hydro-Québec. La demande a été acceptée par Hydro-Québec et celle-ci a assumé pour les tronçons 1 et 2, et assumera pour le tronçon 3 les frais suivants :

- ingénierie préliminaire des réseaux électriques;
- réalisation de travaux aériens connexes en périphérie du réseau retiré;
- déploiement du réseau électrique souterrain;
- retrait du réseau aérien.

Avant d'accepter d'assumer une partie des frais, Hydro-Québec exige une résolution du conseil municipal pour authentifier la demande de la municipalité. Le 19 juin 2012, une résolution (CM12 0560) a été adoptée en référence à cette demande d'authentification par Hydro-Québec.

Le 18 décembre 2015, Hydro-Québec a transmis à la Ville de Montréal, un rapport d'étude d'avant-projet DCL-21542120 (voir pièces jointes) définissant les termes et le détail des actions planifiées en prévision des travaux de transfert des raccordements des clients dans le nouveau réseau souterrain, le raccordement des réseaux câblés, ainsi que le démantèlement des poteaux existants. Leur rapport incluait également l'estimation des coûts de travaux avec une précision de ±10%, ainsi que les frais d'ingénierie d'Hydro-Québec que la Ville assumera pour aller de l'avant dans le dossier. Hydro-Québec nous demande d'approuver leur rapport d'avant-projet et d'accepter de payer les frais d'ingénierie, par l'entremise d'une résolution du conseil municipal, faisant l'objet de la présente demande, afin de les autoriser à poursuivre leurs démarches dans le processus de réalisation du projet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE15 1230 - 26 juin 2015 - Accorder l'autorisation pour lancer un appel d'offres public pour les travaux de plantation et d'aménagement paysager sur le boulevard Maurice-Duplessis entre le boul. Saint-Jean-Baptiste et la 87e Avenue (Tronçon 1) ainsi qu'entre l'Avenue Olivier-Lejeune et le boul. Saint-Jean-Baptiste (Tronçon 2);
CE14 1003 - 19 juin 2014 - Accorder, un contrat de gré à gré aux entreprises Vidéotron et Cogéco, pour l'enfouissement de leur réseau câblé aérien respectif dans le cadre du projet de parachèvement du boulevard Maurice-Duplessis,requis par le projet de réalisation du train de l'est dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles et autoriser à cette fin une dépense totale de 153 809,54 $: (94 263,03 $ pour l'entreprise Vidéotron et 59 546,51 $ pour l'entreprise Cogeco);

CG13 0326 - 29 août 2013 - Accorder un contrat à Routek Construction inc., pour la construction et reconstruction de trottoirs, de bordures, de mails centraux, d'îlots, de chaussée flexible, d'une piste cyclable et d'un système d'éclairage, là où requis, dans le boulevard Maurice-Duplessis, du boulevard Saint-Jean-Baptiste à la 87e Avenue (réalisation du train de l'est). Arrondissement: Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles (1134822004);

CG12 0258 - 24 août 2012 - Accorder un contrat à Construction G-Nesis inc. pour la construction d'un égout pluvial, d'un égout sanitaire et d'une conduite d'eau secondaire dans le prolongement du boulevard Maurice-Duplessis, du boulevard Saint-Jean-Baptiste à la rue Olivier-Lejeune (1120266047);

CM12-0560 - 19 juin 2012 - Autoriser la présentation d'une demande d'inscription au programme « Enfouissement des réseaux câblés sur des voies publiques» d'Hydro-Québec dans le cadre du projet de parachèvement du boulevard Maurice-Duplessis

CM12 0042 - 23 janvier 2012 **-** Accorder un contrat à Bentech Construction inc. pour la construction d'un égout pluvial et d'une conduite d'eau secondaire dans le prolongement du boulevard Maurice-Duplessis, de l'avenue Armand-Chaput au boulevard Saint-Jean-Baptiste, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles - Dépense totale de 1 765 703,20 $, taxes incluses - Appel d'offres public 1231 (11 soum.)

CE11 1605 - 12 octobre 2011 - Autoriser les lancements des appels d'offres publics requis pour la réalisation des travaux de parachèvement du boulevard Maurice-Duplessis, entre le boulevard Rivière-des-Prairies et les abords de la gare Rivière-des-Prairies;

CE10 1135 - 7 juillet 2010 - Appuyer la réalisation des travaux requis pour la mise en service du Train de l'Est, sur le tronçon montréalais, tel que proposé par l'AMT;

CM09 0414 - 25 mai 2009 - Adopter un règlement autorisant un emprunt de 21 000 000 $ afin de financer les travaux visant le prolongement et la reconstruction du boulevard Maurice-Duplessis aux abords de la gare Rivière-des-Prairies ainsi que le prolongement de la 56^{e} Avenue aux abords de la gare Pie-IX;

CG08 0362 - 19 juin 2008 - Adoption du Plan de transport;

CE06 0715 - 17 mai 2006 - Accord de principe sur le projet de Train de l'Est de l'AMT, mandatant le Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine, en collaboration avec le Service des infrastructures, du transport et de l'environnement (SITE), la Société de transport de Montréal et les arrondissements concernés, à procéder à l'analyse de l'insertion urbaine des gares et mandatant le SITE pour coordonner le dossier auprès de l'AMT et assurer l'intégration des enjeux municipaux.

DESCRIPTION

Dans son rapport d'avant-projet DCL-21542120, annexé à la présente, Hydro-Québec prévoit pour le tronçon 3 faisant l'objet du présent dossier, des travaux de mise en place de lignes aériennes, des travaux d'enlèvement de lignes aériennes existantes ainsi que des travaux de raccordements électriques souterrains pour alimenter les clients et les réseaux câblés souterrains.
Plus spécifiquement, les travaux électriques consisteront dans une première phase, au tirage et au jointage des câbles et à l'installation des appareils électriques suivi de la mise en service du nouveau réseau souterrain. Dans une deuxième phase, Hydro-Québec, conjointement avec la CSEM, transfère les clients sur le nouveau réseau souterrain. En dernière phase, Hydro-Québec s'occupera de démanteler l'ancien réseau aérien et l'enlèvement des poteaux existants.

En ce qui concerne les frais d'ingénierie demandés par Hydro-Québec, ceux-ci consisteront à:

- Exprimer les besoins civils d'Hydro-Québec;
- Émission de plans de démantèlement des lignes aériennes et poteaux existants;
- Contrôler la conformité de l'ingénierie des ouvrages civils d'Hydro-Québec.

L'approbation des ces dépenses d'ingénierie par la Ville de Montréal est requise pour permettre à Hydro-Québec d'aller de l'avant avec sa planification en vue de la réalisation des travaux électriques.

De son côté, la Ville de Montréal a assumé la réalisation des ouvrages de génie civil d'Hydro -Québec (dont les massifs, les conduits et les puits d'accès) et le contrôle de la qualité des ouvrages de génie civil. La CSEM a réalisé ces travaux en 2014-2015 pour le compte de la Ville et lui a demandé un remboursement de 1 172 200,63 $, toutes taxes incluses.

JUSTIFICATION

La Division des Grands Projets - Portefeuille no 2 du SIVT accueille favorablement le rapport d'avant projet DCL-21542120 d'Hydro-Québec et recommande au conseil municipal de l'accepter et d'adopter une résolution permettant de démarrer la phase de réalisation des travaux d'Hydro-Québec.
Il est important de noter que les travaux de la CSEM ont été complétés en 2015, donc les travaux de raccordement des réseaux câblés souterrains et des clients seront requis dans les plus brefs délais. La décision du conseil de la Ville est requise en réponse à l'exigence exprimée par Hydro-Québec.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La contribution totale de la Ville de Montréal à Hydro-Québec pour l'enfouissement des fils est évaluée à 49 408,44 $ toutes taxes incluses (voir Annexe A - Grille de calcul en pièce jointe). Ces frais d'ingénierie d'Hydro-Québec concernent la définition des besoins et le contrôle de la conformité de l'ingénierie pour les ouvrages de génie civil de Hydro-Québec. Le coût total maximal de ce contrat de 49 408,44 $ sera assumé comme suit:

Un montant maximal de 49 408,44 $ sera financé par le règlement d'emprunt # 13-009 de compétence locale – « Réalisation du train de l'est - Maurice-Duplessis ».

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'enfouissement des fils électriques permettra d'améliorer le paysage visuel de ce tronçon de rue à réaménager donnant accès aux quartiers résidentiels adjacents. Il mettra également les fils à l'abri des intempéries pouvant résulter de conditions climatiques extrêmes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'acceptation de la résolution est nécessaire afin de permettre à Hydro-Québec de poursuivre le dossier à la phase de réalisation des travaux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

21 mars 2016 : Adoption de la résolution du CM et transmission à Hydro-Québec;
31 mars 2016: Date limite travaux électriques;
29 avril 2016: Date limite transfert clients;

31 mai 2016: Date limite pour enlèvement des lignes aériennes et poteaux existants;
10 juin 2016: Date limite installation éclairage temporaire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérification effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Danièle HANDFIELD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Bernard DONATO, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Yvan PÉLOQUIN, Service des infrastructures_voirie et transports
Serge A BOILEAU, Commission des services électriques

Lecture :

Bernard DONATO, 11 février 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pascal DARVEAU
Ingénieur chargé de planification

Tél : 514-872-7238
Télécop. :

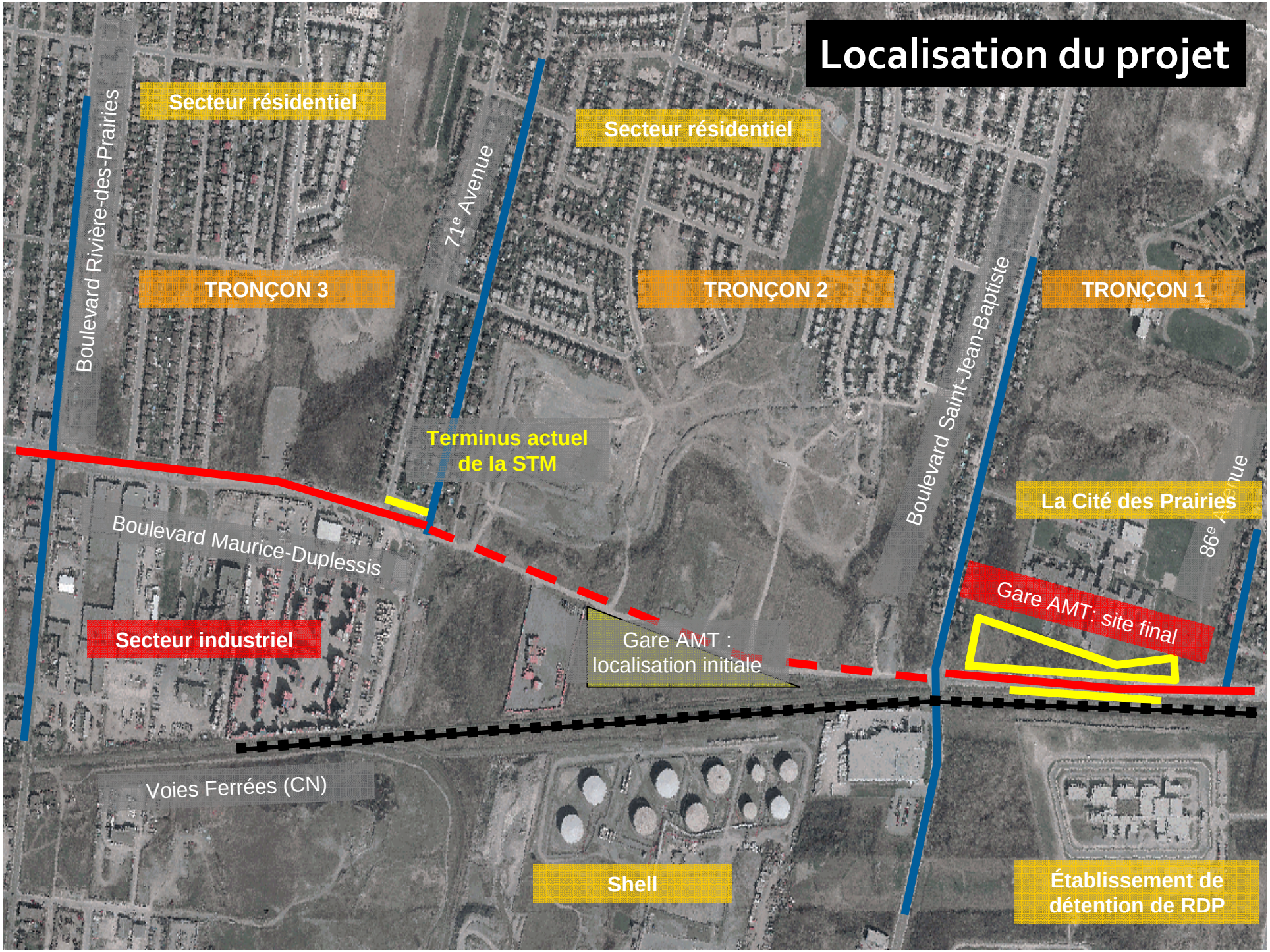
ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-11

Alain TRUDEAU
Chef de division - Division des grands projets - Portefeuille #2

Tél : 514 872-3683
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2016-02-17


Localisation du projet
Secteur résidentiel
Secteur résidentiel
Boulevard Rivière-des-Prairies
71e Avenue
TRONÇON 3
TRONÇON 2
TRONÇON 1
Boulevard Saint-Jean-Baptiste
Terminus actuel de la STM
La Cité des Prairies
86e Avenue
Boulevard Maurice-Duplessis
Gare AMT: site final
Secteur industriel
Gare AMT : localisation initiale
Voies Ferrées (CN)
Shell
Établissement de détention de RDP

Montréal

Service des infrastructures, transport et environnement
Direction des transports
Division du développement des transports
801, rue Brennan, 6e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4
☎ 514 872-3130 514 872-4494

Le 27 janvier 2014

Monsieur Carl Lafrance
Technicien électrique projets
Projets Montréal-Nord
Direction Projets et Services
Hydro Québec Distribution
Lafrance.Carl@hydro.qc.ca

Objet : Enfouissement de ligne existante
Programme embellir les voies publiques
Boulevard Maurice-Duplessis à Rivière-des-Prairies
Approbation du rapport préliminaire – DCL-21196019

Monsieur,

Suite à la lecture du rapport préliminaire tel que demandé, la Ville de Montréal :

- accepte le rapport d'étude préliminaire DCL-21196019;
- vous demande de poursuivre en phase d'étude d'avant-projet;
- s'engage advenant l'abandon dudit projet à rembourser les frais justes et raisonnables encourus par Hydro-Québec.

À titre d'information la Commission des services électriques (CSE) a été en appel d'offres pour la construction du réseau souterrain. Le contrat de construction des infrastructures souterraines débutera en février 2014. Tel que mentionné au rapport, le partage des coûts a été réalisé selon le choix 3.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos meilleurs sentiments.

Jean Bertrand
Chef de division

YC/JB/mc

p. j. (1)

c. c. M. Yves Chamberland, ing., chargé de planification

EMBELLIR LES VOIES PUBLIQUES

Projet : 10125 Maurice-Duplessis Montréal
N° : 21542120
Réseau : 64991048

Étape : Avant-Projet

Projeteur : F. Mugnier
Date : 2015-12-16
Choix : 3

PARTAGE DES COÛTS :	Coût total :	En Embellir les voies publiques, les coûts sont assumés par :		Selon le choix 3 (CSEM), les activités sont réalisées par :		Facturation :	
		Hydro-Québec	Municipalité	Hydro-Québec	Municipalité/ (CSEM)	Hydro-Québec facture à la Municipalité	Municipalité facture à Hydro-Québec :
A) COÛTS RELATIFS AUX TRAVAUX ÉLECTRIQUES D'HYDRO-QUÉBEC :							
1. Ligne aérienne électrique (L A E E) :							
Réarrangement de ligne (installation) :	219 860 $	219 860 $		219 860 $			
Démantèlement de ligne (enlèvement) :	- $	- $		- $			
sous-total 1. :	219 860 $	219 860 $		219 860 $			
2. Ligne souterraine électrique (L S E E) :							
Réarrangement de ligne (installation) :	435 128 $	435 128 $		435 128 $			
Démantèlement de ligne (enlèvement) :	- $	- $		- $			
Ajustement pour l'option électrique demandée par la Municipalité :	(inclus)	- $	- $			- $	
sous-total 2. :	435 128 $	435 128 $	- $	435 128 $		- $	
Total travaux électriques (A) :	**654 989 $**	**654 989 $**	**- $**	**654 989 $**		**- $**	
B) COÛTS RELATIFS AUX TRAVAUX CIVILS (LCTCE) :							
B-1) PORTION D'HYDRO-QUÉBEC :							
Ouvrages civils de la portion d'Hydro-Québec nécessaire à l'enfouissement :	810 815 $		810 815 $		810 815 $		
Exprimer les besoins civils d'Hydro-Québec :	24 324 $		24 324 $	24 324 $		24 324 $	
Contrôler la conformité de l'ingénierie des ouvrages civils d'HQ :	18 649 $		18 649 $	18 649 $		18 649 $	
total (B-1) :	**853 788 $**		**853 788 $**	**42 973 $**	**810 815 $**	**42 973 $**	
B-2) COÛTS DES RÉFECTIONS DE SURFACES ADMISSIBLES (selon le prorata de conduits) :							
Réfections portion HQ, nécessaires à l'enfouissement :	- $		- $		- $		
B-3) COÛTS RELATIFS À L'ARCHÉOLOGIE RELIÉS AUX RÉSEAUX DE DISTRIBUTION CÂBLÉS :							
Coût relatif à l'archéologique :	- $		- $		- $		
Total travaux civils d'HQ (B) :	**853 788 $**		**853 788 $**	**42 973 $**	**810 815 $**	**42 973 $**	
C) TOTAL DES TRAVAUX ÉLECTRIQUES ET CIVILS D'HQ. (A + B) :	**1 508 777 $**	**654 989 $**	**853 788 $**	**697 962 $**	**810 815 $**	**42 973,20 $**	**- $**

PARTAGE DES COÛTS : (suite)	

POUR INFORMATIONS : (ces coûts sont inclus dans la partie ci-haut)

1. Estimation pour l'option électrique demandée par la Municipalité : - $
2. Estimation pour l'option civile demandée par la Municipalité : - $
3. **Estimation du coût que la Municipalité doit rembourser à la CSEM :** **810 815 $** (Ce coût représente seulement la portion HQ. La CSEM déterminera les autres coûts plus les frais généraux à facturer à la Municipalité)
4.

NOTES :

5.1 Les coûts concernent seulement la portion d'HQ. La Ville doit s'adresser aux autres entreprises et à la CSEM pour connaître les autres coûts.
5.2 Les coûts n'incluent pas les travaux qui sont sous la responsabilité de la Ville tels que la modification des installations électriques, les coûts reliés aux servitudes, la décontamination des sols, l'éclairage de rues et autres.
5.3 Les coûts relatifs aux travaux civils sont facturables selon le coût réel des travaux.
5.4 Les coûts n'incluent pas les taxes. Les taxes sont applicables sur la facturation, aux taux en vigueur le jour de la facturation.
5.5 La Ville doit rembourser le coût réel des travaux civils à la CSEM de façon à éliminer la charge additionnelle des coûts de l'enfouissement sur les redevances.
5.6

version : 1 avril 2015

Hydro Québec

Montreal projets spéciaux
201 jarry Ouest MTL

Le 18 Décembre 2015

Division Grands Projets Montréal
801, rue Brennan
10e étage bureau 10159.01
Montréal (Québec)

À l'attention de Monsieur Pascal Darveau

Objet: Rapport d'étude d'avant-projet
Enfouissement Boul. Maurice-Duplessis
No 21542120/ 64991048

Monsieur,

Nous vous faisons parvenir le rapport d'étude d'avant-projet concernant le sujet mentionné en rubrique.

Le contenu de ce rapport est valide pour une période de trente jours. Nous vous invitons à prendre connaissance du rapport et à nous confirmer s'il répond adéquatement à vos besoins.

Si vous désirez poursuivre la démarche en vue de la réalisation des travaux, veuillez nous retourner l'acceptation du rapport d'étude appuyée par une résolution du conseil tel que spécifié dans le rapport.
Si vous décidez d'abandonner la poursuite de ce projet, veuillez nous en informer par écrit.

Pour de plus amples informations, veuillez communiquer avec Fabrice Mugnier au numéro 514-385-8888 poste 3742.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Fabrice Mugnier

c. c. Planificateur
Gestionnaire du programme d'enfouissement
Dossier

p. j.

RAPPORT D'ÉTUDE D'AVANT-PROJET

Enfouissement de ligne existante
Programme « Embellir les voies publiques »
Boulevard Maurice Duplessis à Rivière-des-Prairies
(entre la rue Olivier Lejeune et le boulevard Rivière-des-Prairies)

Projet nº : DCL -21542120
Réseau nº : 64991048

Préparé par : Fabrice Mugnier
Technicien électrique projets

Approuvé par : Rachelle Roy
Chef Projets II
Territoire : Montréal

Émis le : 2015-12-01

Table des matières

1. Énoncé du besoin.

2. Généralités.

3. Description de la solution retenue.

4. Conditions de réalisation.

5. Estimation des coûts.

6. Échéancier.

ANNEXES :

A. Grille de calcul
B. Étude d'impact environnemental (portion HQ s'il y a lieu)
C. Plans

RAPPORT D'ÉTUDE D'AVANT-PROJET

1. Énoncé du besoin

À la demande de la Municipalité de Montréal, Hydro-Québec a procédé à une étude d'avant-projet, selon un choix 3 (CSEM) du partage des responsabilités relatif aux ouvrages civils, afin d'enfouir sa ligne aérienne existante en bordure de la rue Maurice-Duplessis, sur une distance de 875 mètres, soit entre Olivier Lejeune et le boulevard Rivière-des-Prairies.

Cette demande a été acceptée dans le cadre du programme « ***Embellir les voies publiques*** » , par le Secrétariat aux programmes d'enfouissement.

2. Généralités

Ce projet est soumis aux principaux encadrements internes d'Hydro-Québec suivants :

- E.23-22; *Application des règles régissant l'enfouissement de lignes de distribution*;
- E.23-23; *Exigences relatives à la réalisation de l'ingénierie civile d'un projet de prolongement, d'embellissement ou d'enfouissement de ligne de distribution par un requérant*;
- E.23-24; *Exigences relatives à la réalisation des travaux civils d'un projet de prolongement, d'embellissement ou d'enfouissement de ligne de distribution par un requérant.*

Cette étude couvre seulement la ligne d'Hydro-Québec. La Municipalité a la responsabilité de consulter les autres entreprises touchées par cette demande pour connaître l'ensemble des coûts du projet.

Dans le cadre des programmes d'enfouissement, Hydro-Québec propose une architecture avec une ligne de distribution souterraine de base qui consiste à l'installation d'appareillage en surface, tels les transformateurs sur socle. Lorsque la Municipalité demande la construction d'une option autre qu'une ligne de distribution souterraine de base, elle doit assumer les frais additionnels.

Cette étude est valide pour une période de trente (30) jours. La Municipalité doit transmettre, à l'intérieur de ce délai, son intention concernant la poursuite du projet.

Pour continuer à l'étape de réalisation, la municipalité doit approuver le rapport d'étude d'avant-projet par résolution du Conseil municipal, mentionnant que :

- elle accepte le rapport d'avant-projet;
- elle demande de poursuivre en phase de réalisation des travaux;
- elle s'engage à rembourser les frais encourus et engagés si elle abandonne le projet;

Pour abandonner le projet à cette étape, la Municipalité doit signifier son intention par écrit. Hydro-Québec facturera à la Municipalité, tous les coûts encourus et engagés.

3. Description de la solution retenue

Tel qu'entendu avec la Municipalité, la solution retenue pour cette étude, est une architecture avec ligne de distribution souterraine de base avec appareillage en surface

En tenant compte des contraintes techniques, la longueur de ligne touchée par l'enfouissement pour répondre à cette demande est d'environ 875 mètres.

Voici les principaux éléments de la solution retenue pour l'enfouissement de la ligne existante d'Hydro-Québec :

Les travaux civils consistent principalement à la construction de :

- 9 liaisons aérosouterraines pour le lien entre le réseau aérien et souterrain;
- 6 chambres de raccordement pour le tirage des câbles;
- 1 chambre pour le sectionnement des lignes (CSI);
- 4470 mètres de canalisation;

Ces travaux sont réalisés de façons conjointes par la CSEM.

Les travaux électriques consistent dans une première phase, aux tirages et jointages des câbles et à l'installation des appareils électriques suivis de la mise en service du nouveau réseau souterrain. Dans une deuxième phase, Hydro-Québec, conjointement avec le mandataire de la Municipalité, transfère les clients sur le nouveau réseau souterrain. Les autres entreprises font de même. Finalement, l'ancien réseau aérien est démantelé et par la suite les poteaux sont enlevés par le propriétaire du parc soit par Hydro Québec.

Les travaux aériens consiste à l'ajout de :

- 19 poteaux
- 11 ancres
- 3 transformateurs monophasés
- 1 transformateur triphasé
- 9 liaisons aérosouterraines avec sectionneurs
- 3 liaisons aérosouterraines BT

Et l'enlèvement de :

- 34 poteaux
- 10 ancres
- 2 transformateurs monophasés
- 3 transformateurs triphasés
- 1 sectionneur
- 1 condensateur
- 1 liaison aérosouterraines avec coupe-circuit.
- 3684m de conducteur MT
- 2148m de conducteur BT

Les travaux Souterrain consiste à l'ajout de :

- 1 interrupteur 3 voies, CSI
- 18 jonctions MT
- 1121 mètres 750Al
- 100 mètres Al

4. Conditions de réalisation

Dans le cadre de cette étude, nous avons noté certaines conditions de réalisation. Ces éléments peuvent avoir un impact sur les coûts et les délais qui sont présentés dans ce rapport.

Il est convenu que sur le territoire de la Ville de Montréal, la CSEM est mandatée pour administrer le réseau de conduits souterrain. Par ailleurs, la CSEM réalise l'ingénierie civile (intégrateur technique) et la gestion des travaux civils.

4.1 Finalité de la phase d'ingénierie :

- la Municipalité ou son mandataire doit :
  - obtenir tous les permis pour l'installation des lignes d'Hydro-Québec incluant les droits de déboisement, d'élagage et d'ancrage, avant le début de nos travaux;
  - négocier, défrayer et faire réaliser l'enregistrement des servitudes incluant la préparation des descriptions techniques à l'aide du plan fourni par l'intégrateur technique, avant le début des travaux;
  - préparer l'ingénierie relative à la modification et à la mise aux normes des installations électriques et en obtenir la permission écrite de chacun des propriétaires, avant le début des travaux;

4.2 Phase de réalisation des travaux :

- la Municipalité ou son mandataire doit :
  - préparer un appel d'offres, octroyer et gérer le contrat de réalisation des travaux civils;
  - faire réaliser les modifications et la mise aux normes des entrées électriques des propriétaires concernés, incluant la modification des bâtiments si nécessaire. Ces travaux devront être coordonnés avec les travaux civils et nos travaux électriques; (Pour transférer certains clients sur la nouvelle ligne, plusieurs phases de travaux civils peuvent être nécessaires.)
  - réaliser les travaux concernant l'éclairage de rue temporaire et permanent;
  - réaliser le contrôle qualité des ouvrages civils des réseaux de distribution câblés;
  - réaliser la surveillance archéologique;
  - fournir le partage des coûts réels des travaux civils ainsi qu'un plan TQC;
  - assurer la communication auprès des citoyens;

- le propriétaire du parc de poteau est responsable de l'enlèvement des poteaux.

5. Estimation des coûts

L'estimation des coûts relatifs à la portion des travaux d'Hydro-Québec est présentée dans la grille de calcul joint en annexe du présent document. Cette grille présente le partage des coûts entre Hydro-Québec et la Municipalité ainsi que le montant estimé de la contribution qui est demandée par Hydro-Québec.

Le partage des coûts a été réalisé selon le choix 3 (CSEM) du partage des responsabilités relatif aux ouvrages civils, tel qu'entendu avec la Municipalité.
Selon ce choix, Hydro-Québec a réalisé l'estimation des coûts de la portion électrique et la CSEM a fourni les coûts de la portion civile.

Dans le cadre de ce projet, Hydro-Québec assume sa portion électrique du réseau de base et la Municipalité assume la portion civile ainsi que le coût additionnel des options au réseau de base.
Par ailleurs, la Municipalité doit rembourser à la CSEM, les coûts réels relatifs aux travaux civils, car ces coûts ne doivent pas être versés aux redevances.

Notes concernant les coûts présentés dans la grille de calcul joint en annexe au présent document :

1- Les coûts incluent la main-d'œuvre, les matériaux, l'ingénierie et tous les frais applicables en date d'aujourd'hui. Les coûts sont estimés selon une précision d'environ 10 % et selon les informations transmises par la Municipalité.

2- Les coûts n'incluent pas les coûts relatifs à :

- les permis et les servitudes;
- la caractérisation et décontamination des sols;
- l'éclairage de rue temporaire et permanent;
- le réarrangement des installations électriques et la modification de bâtiment;
- le coût supplémentaire pour les travaux en période hivernale;
- la portion des travaux des autres entreprises;
- les réfections de surfaces;
- l'archéologie;

Ces coûts étant assumés entièrement par la Municipalité. De plus, cette étude ne tient pas compte de la nature des sols.

Par ailleurs, lorsque ces activités sont réalisées par la CSEM, la Municipalité doit les rembourser à la CSEM, car ces coûts ne doivent pas être versés aux redevances.

3- Certaines activités relatives aux travaux civils ont été estimées à l'aide de taux établis par Hydro-Québec. Lors de la facturation, les taux en vigueur à la date de l'acceptation de l'avant-projet seront utilisés pour le calcul final.

4- Les travaux de natures électriques sont facturables selon les coûts estimés. Les travaux de nature civils sont facturables selon les coûts réels des travaux.

5- Les taxes ne sont pas incluses dans les coûts. Elles sont applicables aux taux en vigueur lors de la facturation.

La Municipalité a la responsabilité de compiler les autres coûts pour déterminer le coût total du projet.

6. Échéancier

Nous vous proposons un échéancier pour la réalisation de nos activités.
Le requérant doit ajuster ces dates selon les études des autres parties et selon ses propres activités.

Délais	Activités	Dates prévues
(env. 1 mois)	Approbation municipale de l'avant-projet par résolution :	01-16
(selon CSEM)	Début des travaux civils CSEM :	04-14
	Fin des travaux civils CSEM :	12-15
(8 à 9 mois)	Début des travaux électriques :	05-16
	Fin des travaux électriques :	07-16
	Début des transferts des clients HQ :	08-16
	Fin des transferts des clients HQ :	10-16
	Début du démantèlement aérien HQ :	04-17
	Fin du démantèlement aérien HQ:	05-17
(1 à 3 mois)	Fin de l'enlèvement des poteaux : **Par :** HQ	08-17

Notes :

- Certaines de ces dates ont été fournies par le gestionnaire des travaux civils.
- Tout retard dans une étape aura pour effet de repousser les autres étapes.

ANNEXE A

GRILLE DE CALCUL

(joindre le sommaire de la grille de calcul en PDF)

ANNEXE B

Étude d'impact environnemental

(joindre l'étude EEI)

Hydro Québec

ENFOUISSEMENT DES RÉSEAUX CÂBLÉS

SUR DES VOIES PUBLIQUES



FORMULAIRE DE DEMANDE D'INSCRIPTION AU PROGRAMME

Remplir le formulaire en lettres moulées

SECTION 1 Identification du demandeur

À l'usage du Secrétariat des programmes d'enfouissement

Désignation (nom) du site :
Boulevard Maurice-Duplessis

Dossier n° : _____

Date de réception de la demande : _____ /_____ /_____

Ville de Montréal - Direction des transports

Demandeur | Fonction | Code géographique

801 Rue Brennan, 6e étage, H3C 0G4, Montréal

Adresse du demandeur (numéro, rue, case postale, localité et code postal)

Jean Bertrand, chef de division

Nom du responsable désigné par le demandeur | Fonction

514-872-3130 | 514-872-4494 | jbertrand_2@ville.montreal.qc.ca

Téléphone | Télécopieur | Courriel

○ Cochez si la même adresse que le demandeur

Adresse du responsable si différente du demandeur (numéro, rue, case postale, localité et code postal)

SECTION 2 Présentation d'une demande

Toute demande pour un projet d'enfouissement sur un site présentée au Secrétariat des programmes d'enfouissement doit être accompagnée des pièces justificatives suivantes :

❶ Une résolution du conseil municipal ou de la MRC, dans le cas des territoires non organisés (TNO), qui authentifie la demande.

Inscrire le n° de la résolution : à compléter après le CM et la date de la résolution : _____ /_____ /_____

❷ Les originaux de 5 à 10 photographies couleur du site et une photographie aérienne si disponible.

❸ Une carte d'utilisation du sol ou un croquis représentant le site et son environnement immédiat.

❹ Autres documents joints (précisez) : _____

Note : La municipalité doit faire une demande d'inscription distincte pour chacune des entreprises de télécommunications concernées.

SECTION 3 Description du site visé par un projet d'enfouissement

[3.1] Localisation du site

Précisez l'endroit où se trouve le site pour lequel un projet d'enfouissement pourrait être réalisé (numéros, rues, secteurs et lots impliqués).

Boulevard Maurice-Duplessis entre le boulevard de la Rivière-des-Prairies et la 71e Avenue

Arrondissement Rivière-des-Prairies — Pointe-aux-Trembles

Prenez note que les sites qui se trouvent sur un terrain gouvernemental (fédéral et provincial) ne sont pas admissibles.

[3.2] Longueur approximative du tronçon de rue visé par le projet d'enfouissement

Longueur approximative en mètres du tronçon de rue visé par le projet d'enfouissement : 750 mètres.

(N.B. : Le tronçon doit être d'une longueur minimale de 300 mètres pour que le projet soit admissible, à moins qu'il ne s'agisse du prolongement d'un réseau souterrain déjà en place.)

[3.3] Description physique du site et de son environnement immédiat

Cochez et précisez si les éléments suivants se retrouvent sur le site ou dans son environnement immédiat.

○ Présence d'infrastructures particulières (réseau d'aqueduc et d'égout, réseau gazier, réseau de télécommunication, fibres optiques ou autres) sur le site et le long du tronçon de rue visé par le projet d'enfouissement. Précisez :

Oui : égout, aqueduc, gaz et Bell en souterrain et, sur les poteaux de HQ, câble de Vidéotron

○ Présence de bâtiments résidentiels, commerciaux ou institutionnels sur le site et le long du tronçon de rue visé par le projet d'enfouissement. Précisez le nombre :

6 commerces et industries

_____ unité(s) de logements _____ bâtiment(s) commercial(aux) _____ bâtiment(s) institutionnel(s)

○ Présence d'obstacles particuliers sur le site et le long du tronçon de rue visé par le projet d'enfouissement (ex. : site archéologique, croix de chemin, arbre centenaire). Précisez :

Non

○ Présence de servitudes sur le site et le long du tronçon de rue visé par le projet d'enfouissement. Précisez :

Pas de servitude connue

SECTION 4 Appréciation du site visé par un projet d'enfouissement

[4.1] Le site est-il localisé dans un secteur qui fait déjà ou qui fera l'objet d'une intervention particulière ?

Cochez et précisez si les éléments suivants s'appliquent au site pour lequel un projet d'enfouissement pourrait être réalisé.

○ Programme particulier d'urbanisme
○ Zone prioritaire d'aménagement
○ Zone bénéficiant d'un programme d'aide pour les travaux d'infrastructures
☒ Opération de revitalisation
☒ Toute autre intervention

Précisez : Reconstruction complète du boulevard M-Duplessis entre le boulevard Rivière-des-Prairies et le boulevard Armand-Chaput (2,5 km). Construction d'une gare du Train de l'Est par l'AMT.

SECTION 4 Appréciation du site visé par un projet d'enfouissement (suite)

○ **Est-ce que les travaux indiqués ci-dessus pourraient être réalisés concurremment avec les travaux d'enfouissement ?**

Oui ☒ Non ○

Si oui, précisez la période souhaitée pour la réalisation des travaux :

En 2013. La Ville commencera par construire l'égout et l'aqueduc. La CESM construira ensuite les conduits et les puits d'accès. Ensuite, HQ pourrait procéder à l'enfouissement de son réseau avant que la Ville ne revienne pour construire les trottoirs et la chaussée

[4.2] Est-ce que le site est désigné comme pôle de développement prioritaire, zone touristique majeure ou pôle de service régional dans le plan de développement touristique régional ou dans la planification touristique régionale ?

Oui ○ Non ☒

Si oui, spécifiez la désignation :

[4.3] Précisez s'il y a d'autres éléments concernant le site qui permettraient d'en apprécier les qualités.

Le site est actuellement très dégradé et aucunement attrayant. Grâce aux efforts de la Ville (construction du boulevard avec terre-plein, plantation de plus de 400 arbres), de l'AMT (construction d'une gare) et des industriels riverains (ex. GT Group aménagera une bande de verdure de 15 m de large au sud de l'emprise), le secteur deviendra plus attrayant et sécuritaire ce qui permettra un développement résidentiel et commercial au nord de l'emprise (voir carte du zonage en annexe).

À l'extrémité Est du projet de parachèvement, soit à l'Est de la 71e Avenue, les réseaux électriques et de télécommunication seront construits en 2012-2013 et seront enfouis.

SECTION 5 Attestation

J'atteste que les renseignements fournis dans ce formulaire et dans les documents joints sont exacts et complets.

Jean Bertrand
Nom (lettres moulées)

Chef de division
Fonction

Signature

2012 / 05 / 03
Date

OÙ FAIRE PARVENIR SA DEMANDE ?

Le *Formulaire de demande d'inscription au programme* et les pièces justificatives doivent être acheminés sur support électronique (CD, DVD, clé USB, etc.) à l'adresse suivante :

Secrétariat des programmes d'enfouissement
Vice-présidence Réseau de distribution
Direction Gestion de l'actif
Hydro-Québec
Complexe Desjardins
15e étage, tour Est
C.P. 10000, succ. Desjardins
Montréal (Québec) H5B 1H7

hydroquebec.com/municipal

Réalisé par la direction – Services de communication
pour la vice-présidence – Réseau de distribution

Hydro Québec

2011G1157



ENFOUISSEMENT DES RÉSEAUX CÂBLÉS

SUR DES VOIES PUBLIQUES

Hydro Québec

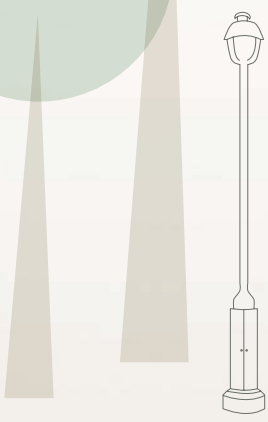
Conçu pour les quartiers résidentiels ou commerciaux de moyenne ou de forte densité, un réseau souterrain avec transformateurs et appareils de sectionnement sur socle représente un investissement moins important qu'un réseau souterrain dont tous les éléments sont enfouis. Appréciée pour sa souplesse, cette solution permet de dégager l'horizon urbain et s'adapte bien aux pratiques de lotissement courantes.

ENFOUISSEMENT DES RÉSEAUX CÂBLÉS EN MILIEU URBAIN

Il y a quelques années, Hydro-Québec a lancé le programme **Embellir les voies publiques** dans le but d'aider les municipalités à mettre en valeur les espaces urbains. Avec la multiplication récente des initiatives gouvernementales en faveur du renouvellement des infrastructures, il est plus avantageux que jamais de profiter de ce programme. En effet, les municipalités qui obtiennent l'aide du gouvernement pour rénover leur réseau d'aqueduc, par exemple, peuvent profiter de l'occasion pour faire enfouir des lignes électriques. Il suffit de faire une demande à Hydro-Québec, qui mettra tout en œuvre pour mener les travaux d'enfouissement au meilleur coût possible.







PROJET D'ENFOUISSEMENT – PARTAGE DES COÛTS

COÛTS ASSUMÉS PAR **HYDRO-QUÉBEC**	COÛTS ASSUMÉS PAR **LA MUNICIPALITÉ**
ingénierie des réseaux électriques et expression des besoins en matière d'ouvrages de génie civil ;	ingénierie et étude d'avant-projet pour les ouvrages de génie civil ;
réalisation de travaux aériens connexes en périphérie du réseau retiré ;	réalisation des ouvrages de génie civil d'Hydro-Québec ;
déploiement du réseau électrique souterrain ;	études et fouilles archéologiques (au besoin) ;
retrait du réseau aérien ;	caractérisation et décontamination des sols (au besoin) ;
provisions pour l'exploitation des installations et le réinvestissement en fin de vie utile.	contrôle de qualité des ouvrages de génie civil ;
	modification des installations électriques des clients, jusqu'à l'embase ;
	servitudes et droits relatifs aux installations d'Hydro-Québec ;
	modification de l'éclairage urbain et de tout autre aménagement jugée nécessaire par la municipalité ;
	perte de vie utile du réseau aérien, si celui-ci a moins de cinq ans.

CONDITION

+ Le tronçon à enfouir doit mesurer au moins 300 mètres (il n'y a pas de longueur minimale lorsque la demande concerne le prolongement d'un réseau souterrain existant).

Pour plus de détails sur les conditions applicables, consultez le *Formulaire de demande d'inscription au programme* au hydroquebec.com/municipal.

En zone urbaine de forte densité, l'enfouissement des réseaux (électricité, téléphonie, câblodistribution et éclairage de voies publiques) coûte plus cher que la construction de réseaux aériens parce qu'il nécessite l'aménagement de canalisations bétonnées et, dans le cas d'un réseau entièrement enfoui, la construction de chambres souterraines pour l'installation d'équipements submersibles.



COMMENT FAIRE UNE DEMANDE

Seule une corporation municipale (ville ou MRC) ou un arrondissement peut se prévaloir des programmes d'enfouissement des réseaux câblés. Une Municipalité régionale de comté (MRC) peut s'en prévaloir pour un projet situé sur un territoire non organisé (TNO) sous sa responsabilité. Le *Formulaire de demande d'inscription au programme* et les pièces justificatives doivent être acheminés sur support électronique (CD, DVD, clé USB, etc.) à l'adresse suivante :

Secrétariat des programmes d'enfouissement
Vice-présidence Réseau de distribution
Direction Gestion de l'actif
Hydro-Québec
Complexe Desjardins
15e étage, tour Est
C.P. 10000, succ. Desjardins
Montréal (Québec) H5B 1H7

Les demandeurs doivent également soumettre une demande d'enfouissement à chaque entreprise de télécommunications concernée par leur projet (s'adresser à Hydro-Québec pour obtenir la liste des autres usagers des poteaux visés par le projet).

LE SOUTERRAIN, PLUS ACCESSIBLE QUE JAMAIS !

Parallèlement au programme Voies publiques, qui s'inscrit habituellement dans une démarche de revitalisation urbaine, Hydro-Québec, en collaboration avec plusieurs entreprises de télécommunications, propose un programme pour aider les municipalités qui souhaitent valoriser des sites d'intérêt : le Programme multipartenaires – Enfouissement des réseaux câblés sur des sites d'intérêt patrimonial et culturel. De plus, un autre programme d'Hydro-Québec – Mieux vivre dans un quartier où les fils sont enfouis – encourage les promoteurs immobiliers à construire des ensembles résidentiels alimentés par des réseaux souterrains. Cette initiative ne prévoit pas d'aide financière d'Hydro-Québec, mais elle offre une vitrine prestigieuse et divers outils de marketing aux promoteurs et aux municipalités qui favorisent cette option.

Pour plus d'information, consultez le *Guide en matière de distribution souterraine* ou le *Guide pratique à l'usage des promoteurs et des municipalités – Faire une demande de service* dans le site hydroquebec.com/municipal.

hydroquebec.com/municipal

Hydro-Québec
Réalisé par la direction – Services de communication
pour la vice-présidence – Réseau de distribution

Hydro Québec

2011G1156

Hydro Québec Distribution

Une division d'Hydro-Québec

12-07-18P12:30 RCVD

Montréal, le 5 juillet 2012

Secrétariat aux programmes d'enfouissement
Unité Droits et ententes
Complexe Desjardins, 15 ième étage, Tour Est
C.P. 10000, Succ. Pl. Desjardins
Montréal (Québec) H5B 1H7

Tél. : (514) 879-4100, poste 5689
Téléc. : (514) 879-4818
C. élec. : desbiens.stephane@hydro.qc.ca

Monsieur Jean Bertrand
Chef de division du développement
des transports
Ville de Montréal
801, rue Brennan, 6e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

Objet: Accusé de réception

Monsieur,

La présente vise à confirmer que nous avons reçu votre demande d'enfouissement des réseaux câblés selon les détails suivants:

Programme Hydro-Québec Embellir les voies publiques
Site désigné : boulevard Maurice-Duplessis (entre le boul. Rivières-des-Prairies et la 71e Avenue)
Longueur de : 750 m,
No de référence HQ : EVP/ML/66023/1031

Nous vous avisons que toute la documentation que vous nous avez fournie a été acheminée à M. Gilbert Migirditsian, Chef Projets du territoire Montréal d'Hydro-Québec. M. Migirditsian ou son représentant, vous contactera dans les meilleurs délais afin d'amorcer le processus d'étude de votre demande. Pour plus de renseignements, vous pouvez le contacter au 514 385-8888 poste 3659.

Nous tenons à vous préciser que dans le cadre de ce programme d'enfouissement de réseaux câblés existants, Hydro-Québec Distribution assume ses coûts électriques, tant aérien que souterrain, la municipalité demanderesse prend en charge les coûts inhérents à la mise en place des ouvrages civils. Par conséquent, Hydro-Québec Distribution n'assumera aucune redevance en provenance de la CSEM en ce qui a trait à la mise en place des ouvrages civils liés à ce projet.

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Le chef - Droits et ententes,

Stéphane Desbiens

c. c. M. Gilbert Migirditsian, Chef Projet H.-Q. Distribution
Mme Lucie Larose, Chef Plan de réseau H.-Q. Distribution
M. Claude Rocray, Chef Relations avec le milieu H.-Q.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1166978001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Objet :	1-Accepter le rapport d'étude d'avant-projet déposé par Hydro-Québec pour l'enfouissement des fils électriques existants pour le projet de réaménagement du boulevard Maurice-Duplessis, entre les boulevards Olivier-Lejeune et Rivière-des-Prairies. 2-Demander à Hydro-Québec de poursuivre la phase de réalisation des travaux et autoriser à cette fin, une dépense maximale de 49 408,44 $ taxes incluses, pour leurs frais d'ingénierie - fournisseur unique.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

SIVT - 1166978001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Danièle HANDFIELD
Préposée au budget
Tél : 514 872-5916

Co-auteur
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Brennan 1
(514) 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-15

Stéphanie MORAN
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-2813

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier - PS Brennan 1

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.03

2016/03/21
13:00

(1)

Dossier # : 1163894002

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du financement_de la trésorerie et du bureau de la retraite , Division Projets spéciaux et suivi de l'endettement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences municipales (13 545 124.73$).

Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences municipales (13 545 124.73$).

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-02-10 12:36

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1163894002**

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du financement_de la trésorerie et du bureau de la retraite , Division Projets spéciaux et suivi de l'endettement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences municipales (13 545 124.73$).

CONTENU

CONTEXTE

La réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations reliées à des compétences municipales a été utilisée en totalité en 2015.
Le budget de 2016 a autorisé une nouvelle affectation à cette réserve de l'ordre de 111 M$.

La Ville doit effectuer un dernier financement de 13,5 M$ pour permettre la fermeture de plusieurs règlements d'emprunt d'arrondissement.

Afin d'effectuer ce financement le plus rapidement possible, nous recommandons un financement au comptant, par l'utilisation d'une partie de la réserve.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM14 0188 - le 24 février 2014 -Adoption du Règlement créant la réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences locales (14-010)
CM15 1397 Résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences locales. (111,0 M$)

DESCRIPTION

La réserve pour paiement au comptant s'élève actuellement à 111 M$. L'utilisation de 13,5 M$ de cette réserve pourrait permettre de réaliser le dernier financement requis dans plusieurs règlements d'emprunt d'arrondissement. (Voir tableau en pièce jointe) Une fois le financement au comptant effectué, les arrondissements pourront procéder à la fermeture de ces règlements d'emprunt.

JUSTIFICATION

La Ville souhaite accélérer la fermeture des règlements d'emprunt.
Les sommes à financer dans ces règlements étant requises pour des termes de moins de 10 ans, et la ville n'ayant pas l'opportunité de réaliser facilement des emprunts pour ces termes, il est donc recommandé de financer ces sommes par paiement au comptant, en utilisant la réserve financière prévue à cette fin.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La réserve financière s'élève actuellement à 111,1 M$.
Après l'utilisation de 13,5 M$, la réserve s'élèvera à 97,6 M$.

Cette somme sera utilisée ultérieurement cette année.

Ce paiement au comptant de 13,5 M$ permettra d'éviter un emprunt de 13,5 M$. Les intérêts évités, pour la première année, sont estimés à 0,5 M$ et globalement, sur toute la période, à 1,5 M$.

Ce paiement au comptant n'affecte pas les charges fiscales des dettes des arrondissements.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Cette décision est recommandée en conformité aux politiques, aux règlements et aux orientations budgétaires.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale (Jacques P TREMBLAY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Chantale VENNE
Conseillère en finances

Tél : 514 868-4416
Télécop. : 514 872-1855

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-04

Diane CORBEIL CADOTTE
Chef de division des projets spéciaux et du suivi de l'endettement

Tél : 514-872-6529
Télécop. : 514 872-1855

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jacques MARLEAU
Directeur et trésorier adjoint
Tél : 514 872-3155
Approuvé le : 2016-02-08

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves COURCHESNE
DIRECTEUR DU SERVICE DES FINANCES
Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2016-02-10

Réduction du montant à financer par emprunt

Utilisation de la réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations (règlement 14-010)

Conseil municipal

No règlement	Portée	Montant financé	Terme
RCA11 09006	Acq. matériel informatique	31,451.35	5
RCA 13	Équipements informatiques & ameublement	291.03	5
RCA 43	Acq. équip. et matériel roulant	64,441.20	5
RCA 54	Acq. équip. et matériel roulant	8,000.19	5
RCA 60	Acq. équip. et matériel roulant	275,567.44	5
RCA 66	Acq. équip.& matériel roulant	66,834.48	5
RCA 69	Acq. ameubl.équip.inform.et logiciels	674.65	5
RCA 83	Acquisition d'équipement et de matériel roulant	497,777.32	5
RCA09 17167	Acqu. véhicules & équip.	7,862.68	5
0812-005	ACQ. et remplacement équip.infor.	21,948.21	5
LAS-0053	Syst. téléphonie, réseau fibre optique	462,559.61	5
LAS-0075	Remplacement véhicules légers & lourds	1,000,000.00	5
2006-21	Remplacement d'équip.motorisés	369,030.99	5
2007-26	Remplacement d'équip. motorisés	164,278.72	5
2008-20	Rempl. équip. motorisés	238,878.46	5
2010-25	Programme de remplacement d'équip. motorisés	368,137.20	5
2011-15	Programme remplacement équipements motorisés	459,094.86	5
RCA08-E040	Aménag. 2e étage centre récréatif RDP	23,232.12	5
RCA07-E038	Equipement informatique	25,000.00	5
RCA08-E043	Acq. matériel informatique	24,768.06	5
RCA08-E055	Acq. véhicules	599,999.99	5
RCA10-E066	Acquis equip informat	24,999.98	5
RCA10-E072	Acq. véhicules municipaux	499,999.86	5
RCA10-E062	Acq. rempl. véhicules	549,999.95	5
RCA10-E058	Acq. équip. inform. administratif	24,778.76	5
RCA11-E075	Acq.véhicules municipaux	499,918.66	5
RCA11-E080	Rempalcement des véhicules municipaux	149,651.34	5
RCA11-E081	Acquisition matériel informatique	23,989.59	5
RCA12-E087	Acquisition matériel informatique	24,917.28	5
RCA06 22004	PTI Parcs 2006-2008	72,337.95	5
RCA06 22006	Acquistion de mobiliers urbains	39,992.14	5
RCA06 22007	Acq.petits equip.	25,416.10	5
RCA06 22009	Acq.equip.inform.	34,384.92	5
RCA07 22005	Acq.équipements informatique	49,999.99	5
RCA07 22007	Acquisition petit équipement	35,000.00	5
RCA08 22004	Acq.équip. informatique et électronique	49,250.27	5
RCA08 22006	Acquisition petit équipement	35,000.00	5
RCA08 22005	Acquistion de mobiliers urbains	39,912.88	5
RCA08 22009	Remplacement et Acq. de véhicules	325,811.67	5
RCA09 22006	Réf. routière	104,886.50	5
RCA09 22002	Acq. équip. informatiques	50,000.00	5
RCA09 22003	Acq. mobilier urbain	39,960.77	5
RCA09 22004	Acq. petits équip. sécurité	34,633.84	5
RCA09 22005	Réaménag. parcs et aires de jeux	16,486.63	5
RCA09 22007	Remplacement véhicules	1,027,055.03	5
RCA10 22002	Acq. petits équipements	34,973.38	5
RCA10 22003	Acq. équip. inform. et électroniques	40,645.06	5
RCA10 22004	Acq. mobilier urbain	97,254.40	5
RCA10 22006	Protection et mise aux normes des immeubles	104,634.12	5

Réduction du montant à financer par emprunt

Utilisation de la réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations (règlement 14-010)

Conseil municipal

No règlement	Portée	Montant financé	Terme
RCA10 22021	Acq. équip. informatiques et électroniques	146,723.67	5
RCA10 22018	Dév Artères commerc	89,082.57	5
RCA10 22020	Mobilier Urbain	119,324.30	5
RCA10 22022	Acq. petits équip	101,799.60	5
RCA10 22005	Rempl.& acq. véhicules	1,023,332.55	5
RCA05 210003	Achat d'un camion-benne, resurfaceuse et autres équipements	528,000.00	5
RCA06 210004	Remplacement de divers véhicules et équipements	748,483.07	5
RCA07 210003	Rempl.divers véhicules et équip.	608,281.21	5
RCA07 210011	Remplacement de divers véhicules et équipements	655,378.14	5
RCA08 210007	Remplacement de véhicules et équip.	758,999.99	5
Total conseil municipal		**13,545,124.73**	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Dossier # : 1163894002

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du financement_de la trésorerie et du bureau de la retraite , Division Projets spéciaux et suivi de l'endettement
Objet :	Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences municipales (13 545 124.73$).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1163894002 - Information comptable.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jacques P TREMBLAY
Agent comptable analyste
Direction du budget et de la planification financière et fiscale
Tél : 514-872-4146

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-09

François MARTELLINO
Conseiller en en planification budgétaire

Tél : 514 872-8440
Division : Finances - Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.04

2016/03/21
13:00

(1)

Dossier # : 1160615001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de la gestion des actifs de voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	Programme de réfection routière (PRR)
Objet :	Accepter l'offre de services de l'arrondissement Le Sud-Ouest, relativement à la conception, la coordination et la réalisation des travaux de réaménagement du trottoir de la rue Saint-Jacques, entre les rues Saint-Ferdinand et du Couvent, dans le cadre du programme de réfection des rues artérielles, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal

Il est recommandé :
d'accepter l'offre de service de l'arrondissement Le Sud-Ouest, relativement à la conception, la coordination et la réalisation des travaux de réaménagement du trottoir de la rue Saint-Jacques, entre les rues Saint-Ferdinand et du Couvent, dans le cadre du programme de réfection des rues artérielles, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-03-01 07:37

Signataire : Jacques A. ULYSSE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1160615001**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de la gestion des actifs de voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	Programme de réfection routière (PRR)
Objet :	Accepter l'offre de services de l'arrondissement Le Sud-Ouest, relativement à la conception, la coordination et la réalisation des travaux de réaménagement du trottoir de la rue Saint-Jacques, entre les rues Saint-Ferdinand et du Couvent, dans le cadre du programme de réfection des rues artérielles, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du PTI 2016-2018, un budget de 82 M$ a été prévu pour le programme de réfection des rues (PRR) artérielles pour l'année 2016. Ce programme a pour but d'atténuer la problématique de la dégradation des infrastructures routières et permet d'améliorer l'état global des actifs de la voirie.
L'arrondissement Le Sud-Ouest offre de prendre sous sa responsabilité, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, l'exécution des travaux de réfection du trottoir de la rue Saint-Jacques qui fait partie du réseau artériel.

La Direction des transports recommande d'accepter l'offre de fourniture de services puisque la réalisation de ces travaux par l'arrondissement permettra un réaménagement qui rendra la place Saint-Henri plus sécuritaire et plus attrayante. L'élargissement et le verdissement des trottoirs dans la rue Saint-Jacques permettront une bonification géométrique de cette artère et s'inscrivent en complément des efforts de la Direction des transports à améliorer son réseau routier artériel.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA 16 22 0067 - 2 février 2016 - Offrir au conseil municipal, en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal, la prise en charge par l'arrondissement de la réalisation du projet de réaménagement du trottoir de la rue Saint-Jacques, entre les rues Saint-Ferdinand et du Couvent, faisant partie du réseau routier artériel conformément au règlement 02-003-1, et ce, dans le cadre de son programme de réfection routière 2016 (GDD no. 1160663002).

DESCRIPTION

Accepter l'offre du conseil d'arrondissement Le Sud-Ouest de réaliser, pour le bénéfice de la Direction des transports, des travaux de réaménagement du trottoir de la rue Saint-Jacques, entre les rues Saint-Ferdinand et du Couvent, faisant parti du réseau artériel de la Ville. Compte tenu des responsabilités et champs de compétence dévolus aux arrondissements, une résolution du Conseil municipal, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, est requise pour accepter l'offre de services de l'arrondissement Le Sud-Ouest.
Le projet de réaménagement du trottoir de la rue Saint-Jacques sera conçu et mis en oeuvre par les services techniques de l'arrondissement. Ce réaménagement sécurisera le passage piétonnier vers la station de métro Place Saint-Henri ainsi que le passage piétonnier de cette même station de métro vers l'école Des Métiers Du Sud-Ouest-De-Montréal située en face de cette station.

La Direction des transports validera le nouveau concept de réaménagement proposé par l'arrondissement (voir pièce jointe) et transmettra ses commentaires et son approbation finale avant le lancement de l'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Les travaux consistent en la réfection routière que l'arrondissement a planifiée dans une rue qui fait partie du réseau artériel, qui est de la compétence de la ville centre.
Comme les travaux seront exécutés dans une rue qui relève de la compétence de la ville centre, celle-ci doit déléguer à l'arrondissement Le Sud-Ouest, la conception et la réalisation des travaux, en acceptant son offre de fourniture de ce service, et ce, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal.

Les travaux faisant l'objet de l'offre de services de l'arrondissement sont ceux décrits au dossier décisionnel 1160663002. L'étendue de l'acceptation demandée au Conseil municipal se limite donc au projet cité dans ladite décision.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ces travaux visent à améliorer le réseau routier artériel et les dépenses seront entièrement assumées par la ville centre. Les budgets requis sont prévus au PTI 2016-2018 de la Direction des transports du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT).
Il y a lieu de mentionner que l'arrondissement Le Sud-Ouest présentera, lors de l'octroi du contrat, une estimation détaillée ainsi que les plans et devis du projet, le tout, par le biais d'un dossier décisionnel dans lequel la Division gestion d'actifs sera identifiée comme partie prenante, alors que le Service des finances, direction opérations budgétaires et comptables sera intervenant . La provenance budgétaire sera alors précisée lors de l'octroi du contrat.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux envisagés permettront le maintien de l'actif et contribueront ainsi à améliorer la qualité de vie et la sécurité des usagers.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas accepter cette offre de services de l'arrondissement Le Sud-Ouest aurait pour conséquence de retarder les travaux de la sécurisation de l'intersection des rues Saint-Jacques et Place Saint-Henri.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte aucun enjeu de communication à ce stade-ci.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Lancement de l'appel d'offre par l'arrondissement en mars 2016.
Réalisation des travaux été 2016.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ilir KATI
Ingénieur civil

Tél : 514 872-6832
Télécop. : 514 872-4965

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-15

Jean CARRIER
Chef de division

Tél : 514 872-0407
Télécop. : 514 872-4965

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit CHAMPAGNE
Directeur
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2016-02-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2016-02-26

RUE DU COUVENT

RUE SAINT-JACQUES

PLACE SAINT-HENRI

RUE SAINT-FERDINAND

Stationnement véhicule

Piste cyclable bidirectionnelle

Passage piéton

Plaques podotactiles à installer (dimension et nombre à valider)

Emplacement approximative de l'entrée-charretière (à valider lors du relevé)

Fosse de plantation-largeur variable

Trottoir proposé 2,0m

Emplacement des fosses d'arbre existantes à valider lors du relevé

Emplacement approximative des lampadaires à valider lors du relevé

Arrêt d'autobus existante

Limite et emplacement approximative des fosses d'arbre (à valider lors du relevé)

Trottoir existant

MAT

11.55

12.11

2.4 3.5 3.5 2.7

3.5 3.5 3.5

FA

Nom plan: 3_2016_elargissement_Saint-Jacques.dgn

RÉFÉRENCES:

No. de plan: | Description:
- | -

SYMBOLOGIE GRAPHIQUE:

- Puisard de rue
- Puisard dalot
- Grille carrée
- Puisard de trottoir
- Repère géodésique
- Vanne de gaz
- Regard de chambre d'aqueduc
- Regard de chambre de la C.S.E.M.
- Regard de chambre H.Q.
- Regard de chambre d'égout
- Regard de chambre de Bell
- Borne-Fontaine
- Boîte de vanne
- Vanne d'aqueduc
- Manchon de parcomètre
- Manchon
- Fin de courbe
- Chambre de transformateur
- Chambre de transf. (Hydro-Québec)
- Chambre transformateur (vieille)

LÉGENDE:

Puisard à désaffecter lors de la construction d'un projet de
DFE ..... égout
DFD ..... drain
DFP ..... pavage
DFT ..... trottoir

Puisard à déplacer lors de la construction d'un projet de
DP ..... pavage
DT ..... trottoir

Puisard
T + C ..... tête et couvercle à changer (puisard de trottoir)
T + G ..... tête et grille à changer
T + G + REP ..... tête et grille à changer (+ réparation)
A + N ..... Ajustable à niveler
A + C ..... Ajustable à changer
A + C + REP ..... Ajustable à changer (+ réparation)
GRILLE ..... grille à changer

Égout / Aqueduc
C + C ..... cadre et couvercle à changer
C + C + REP ..... cadre et couvercle à changer (+ réparation)
CADRE ..... cadre à changer
COUV. ..... couvercle à changer
A + N ..... ajustable à niveler
A + C ..... ajustable à changer
TBV + N ..... Tête de boîte de vanne à niveler
TBV + C ..... Tête de boîte de vanne à changer

Nouveau puisard lors de la construction d'un projet de
NE ..... égout
ND ..... drain
NP ..... pavage
NT ..... trottoir

Divers
NIV. ..... à niveler
RPH ..... rampe pour handicapés

PLAN OLÉ:

No	Émis pour approbation	2015-12-21	P.L.
-1			

Révision | Date | Par

Référence planimétrique:
NAD83 SCRC (90)

Mise à jour:
PHOTOS AÉRIENNES PRISES DU 23 AVRIL AU 8 MAI 2007

Consultant et coordonnées :

Intervenants

Relevé Terrain:
Préparé par: Patrick Lefebvre, 21.12.15, agt.tech.
Mise en plan: Patrick Lefebvre, 21.12.15, agt.tech.
Responsable du projet:
Vérifié par:
Approbation du projet:
Signature du représentant:

Le Sud-Ouest
Montréal
Direction des travaux publics
Division des études techniques
xxx, rue Xxxxx, 1er étage, Montréal, Québec, Xxx xxx

COALITION:
RUE SAINT-JACQUES
(entre la rue Saint-Ferdinand et la rue du Couvent)

ARRONDISSEMENT:
Sud-Ouest

NATURE DES TRAVAUX:
Élargissement du trottoir
(conception préliminaire)

Échelle : 1:250

Plan numéro: 1

Soumission No.:

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.05

2016/03/21
13:00

(1)

Dossier # : 1166004001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction gestion des projets de développement et de maintien des actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser le Service des finances, conjointement avec le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI), à accorder aux arrondissements les crédits nécessaires pour procéder aux aménagements requis par la mise en œuvre du Projet d'optimisation des recettes diverses et encaissements (RDE).

Il est recommandé :
- D'autoriser le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) et le Service des finances à accorder aux arrondissements admissibles au programme des recettes diverses et encaissements (RDE); les crédits nécessaires à l'octroi de contrats pour l'aménagement des Bureaux Accès Montréal (BAM).

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-02-29 12:21

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1166004001**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction gestion des projets de développement et de maintien des actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser le Service des finances, conjointement avec le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI), à accorder aux arrondissements les crédits nécessaires pour procéder aux aménagements requis par la mise en œuvre du Projet d'optimisation des recettes diverses et encaissements (RDE).

CONTENU

CONTEXTE

Le 13 mai 2014, à titre de requérant, le Service des finances a entériné le scénario de mise en place d'un nouveau système d'encaissement (RDE) dans les 19 Bureaux Accès-Montréal (BAM). Pour être pleinement opérationnel, ce nouveau système exige certains aménagements dans les BAM. À cette fin, il a été décidé que le financement de ces aménagements proviendrait du PTI du Service de gestion de gestion et de planification immobilière(SGPI).
Un processus administratif simplifié a donc été développé afin d'assurer le transfert des crédits aux arrondissements (exécutants) qui se chargeront des travaux dans leur Bureau Accès Montréal respectif.

Ce processus simplifié évitera aux 19 arrondissements de soumettre chacun au moins deux sommaires décisionnels aux instances.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Les arrondissements seront responsables des travaux. Le financement proviendra du SGPI (2 M$). À cette fin, le Service des finances suggère que les crédits du SGPI puissent être utilisés par les arrondissements via l'intervention des finances dans chacun des dossiers décisionnels soumis aux instances d'arrondissement. Le SGPI sera informé par le Service des finances de l'utilisation des fonds.
Cette façon de faire permettra à la fois à la Ville centre de suivre l'évolution des projets et des dépenses s'y rattachant, tout en simplifiant le processus.

JUSTIFICATION

Les crédits étant dans le règlement d'emprunt corporatif 15-082 en cours d'approbation et sous la responsabilité du SGPI, il s'agit, par l'élaboration d'un sommaire décisionnel unique

d'autorisation d'octroi de crédits, de permettre une façon simple et efficace qui assure à la fois un suivi des dépenses par la Ville centre et un accès aux crédits pour les arrondissements.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Prenant appui sur des estimations préliminaires, une enveloppe de deux (2) millions a été prévue pour les services professionnels et les travaux à réaliser dans les bureaux d'arrondissements. En pièce jointe un tableau qui représente les coûts de projets connus à ce jour pour treize (13) arrondissements sur dix-neuf (19). Les dépenses effectuées en arrondissements seront assumées à 100% par la Ville centre.
Un certificat du trésorier sera endossé par le Service des finances pour virer les crédits en arrondissement au fur et à mesure de l'octroi de contrats et suite à l'accord du SGPI.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les directives de la politique de développement durable pour les édifices de la Ville de Montréal seront appliquées selon la nature et l'ampleur de chaque projet en arrondissement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les réaménagements des BAM sont une condition nécessaire à la mise en œuvre du nouveau système d'encaissement. Sans ces réaménagements, certains BAM ne pourront pas accueillir la configuration consistant en un tiroir-caisse par poste de travail, tel que prévu dans le cadre de l'uniformisation des pratiques d'encaissement.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Recommandation d'octroi des crédits aux arrondissements: CE du 9 mars 2016
Octroi des crédits aux arrondissements: CM du 21 mars

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jocelyne PATOLE
Gestionnaire immobilier

Tél : 514-872-2550
Télécop. : 514-872-2222

Marie-Hélène Lessard
Chef de section
Section gestion immobilière-Arrondissements
Té: 514-872 7826

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-12

Carlos MANZONI
Chef de division
Division gestion immobilière

Tél : 514 872-3957
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Carlos MANZONI
Directeur par intérim
Direction gestion des projets de développement et de maintien des actifs immobiliers
Tél : 514 872-3957
Approuvé le : 2016-02-18

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-02-22

Service de la gestion et de la planification immobilière

Direction gestion des projets de développement et de maintien des actifs immobiliers

Section gestion

<< Récapitulatif des coûts estimés des projets reçus>>

Projets reçus et approuvés (13 arrondissements sur 19)		
Arrondissement	**Date d'approbation du projet**	**Coût estimé du projet**
Ahuntsic-Cartierville	13 mai 2015	89 530,75 $
Anjou	13 mai 2015	83 351,00 $
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-	13 mai 2015	153 618,00 $
LaSalle	25 mai 2015	46 610,87 $
Le Plateau-Mont-Royal	3 juin 2015	224 618,88 $
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	20 mai 2015	117 964,35 $
Outremont	28 mai 2015	88 009,91 $
Rivière-des-Prairies	3 juin 2015	141 072,00 $
Rosemont–La Petite-Patrie	3 juin 2015	145 523,56 $
Saint-Laurent	13 mai 2015	7 035,67 $
Verdun	13 mai 2015	10 000,00 $
Ville-Marie (Place Dupuis)	13 mai 2015	218 723,27 $
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	28 mai 2015	55 454,00 $
Total		**1 381 512,26 $**
Crédits disponibles février 2016		**618 487,74 $**

Rédigé par: Jocelyne Patole, gestionnaire immobilier
Source: Service RDE Finances
Émis par: SGPI

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.06

2016/03/21
13:00

(1)

Dossier # : 1155954010

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser un virement budgétaire de 175 100 $, pour la prise en charge des activités technologiques, pour l'année 2016 en provenance de l'arrondissement Lachine vers le Service des technologies de l'information et les ajustements récurrents à la base budgétaire à compter de 2017 pour un montant de 269 300 $ / Autoriser le transfert de deux (2) postes permanents de l'arrondissement Lachine vers le Service des technologies de l'information (42-08-00-00-02- C/R 110084) pour la prise en charge des activités technologiques

Il est recommandé :

1. d'autoriser un virement budgétaire de 175 100 $, pour la prise en charge des activités technologiques, pour l'année 2016 en provenance de l'arrondissement Lachine vers le Service des technologies de l'information et les ajustements récurrents à la base budgétaire à compter de 2017 pour un montant de 269 300 $, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel;

2. d'autoriser le transfert de deux (2) postes permanents de l'arrondissement Lachine vers le Service des technologies de l'information pour la prise en charge des activités technologiques.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-02-28 15:54

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1155954010**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser un virement budgétaire de 175 100 $, pour la prise en charge des activités technologiques, pour l'année 2016 en provenance de l'arrondissement Lachine vers le Service des technologies de l'information et les ajustements récurrents à la base budgétaire à compter de 2017 pour un montant de 269 300 $ / Autoriser le transfert de deux (2) postes permanents de l'arrondissement Lachine vers le Service des technologies de l'information (42-08-00-00-02- C/R 110084) pour la prise en charge des activités technologiques

CONTENU

CONTEXTE

Dans un contexte d'évolution et d'optimisation des technologies de l'information à la Ville de Montréal (Ville), le Service des technologies de l'information (TI) a entamé des démarches avec certains services corporatifs et arrondissements pour intégrer leurs activités TI.
À ce titre, le Service des TI et l'arrondissement de Lachine ont convenu d'une démarche d'intégration des activités TI présentée au conseil d'arrondissement de Lachine le 7 décembre 2015 (CA15 190386).

Afin d'officialiser et poursuivre les travaux d'intégration de l'arrondissement Lachine, incluant la prise en charge des activités technologiques, un virement budgétaire de 175 100,00 $ est requis, pour l'année 2016 en provenance l'arrondissement Lachine vers le Service des technologies de l'information et les ajustements récurrents à la base budgétaire à compter de 2017 pour un montant de 269 300,00 $ ainsi que l'autorisation du transfert de 2 postes permanents vers le Service des technologies de l'information.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA15 190386 - 7 décembre 2015 - Offre de services - Prise en charge progressive des activités technologiques de l'arrondissement de Lachine par le Service des technologies de l'information

DESCRIPTION

Les activités générales et principaux objectifs de la démarche d'intégration sont :

- Gestion déconcentrée des effectifs opérationnels;
- Consolidation de l'équipe;
- Révision des types de poste et nomination en permanence;
- Renforcement des effectifs au besoin.

Les travaux d'intégration de l'arrondissement Lachine seront réalisés en deux phases :

Phase 1 : Volets ressources humaines, autres familles de dépenses et applicatifs

- Transfert des effectifs, des contrats et des autres familles de dépenses au Service des TI
- Affectation des effectifs selon la structure du Service des TI
    1. Gestion en mode déconcentré des effectifs selon l'organisation de l'arrondissement Lachine. Pour la gestion du changement, en plus du maintien des ressources en arrondissement, un soutien accru sera offert en période de transition et la prise d'appels des usagers se fera localement temporairement;
    2. Analyse de mode de fonctionnement et des particularités de la gestion de l'arrondissement Lachine;
    3. Bonification du mode de fonctionnement en fonction des opportunités (gains rapides).

Phase 2 : Bonification de l'organisation du travail

- Un mode de fonctionnement amélioré en fonction des besoins de l'arrondissement Lachine et de l'orientation du Service des TI sera présenté aux responsables de l'arrondissement Lachine;
- Mise en place des modes de fonctionnement retenus.

JUSTIFICATION

Les bénéfices reliés à ce projet sont:

- Rehaussement du réseau, de l'infrastructure et de la sécurité;
- Optimisation des activités de l'arrondissement en fonction du modèle matriciel d'expertise du Service des TI;
- Maintien d'effectifs locaux pour une meilleure proximité et efficience.

Les budgets liés aux contrats seront transférés au Service des TI; ce dernier assume le renouvellement des contrats existants ou leur intégration dans les contrats existants au Service des TI.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le modèle convenu entre les deux unités prévoit un virement budgétaire de 175 100,00 $ pour l'année 2016 en provenance de l'arrondissement Lachine vers le Service des technologies de l'information et les ajustements récurrents à la base budgétaire à compter de 2017 pour un montant de 269 300,00 $. Les budgets couvriront le financement des postes transférés ainsi que la formation des ressources transférées, les coûts administratifs reliés à ces ressources, le maintien des infrastructures et les licences.
Le transfert des deux postes de l'arrondissement Lachine vers le Service des technologies de l'information ainsi que les employés se détaille comme suit :

UADM	Emploi	No emploi	No poste	Type	C/R	Réf. Budg
88-02-04	Gestionnaire de réseaux-Lachine	701940	36310	PERM	301416	247915
88-02-04	Technicien en bureautique	711780	49866	PERM	301416	247915

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'approbation du présent sommaire permettra au Service des TI d'assurer une gestion plus efficace et dynamique des services informatiques de l'arrondissement Lachine ainsi que de matérialiser les bénéfices qui leur sont associés et permettra globalement à la Ville d'être plus efficiente au niveau des opérations du Service des TI.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du dossier au CM – 21 mars 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sabrina TAZAIRT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Benoit GLORIEUX, Lachine
Carole PEPIN, Service des ressources humaines

Lecture :

Carole PEPIN, 24 février 2016
Benoit GLORIEUX, 24 février 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mihai-Lucian SERBANESCU
Conseiller(ere) analyse - controle de gestion

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-22

Nathalie N MARCHAND
Chef de division

Tél :	514 868-5286	**Tél :**	514 872-9972
Télécop. :		**Télécop. :**	

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information
Tél :
Approuvé le : 2016-02-26

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.07

2016/03/21
13:00

(1)

Dossier # : 1163242001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser un virement budgétaire de 250 400 $, pour la prise en charge des activités technologiques, pour l'année 2016 en provenance de l'arrondissement Pierrefonds-Roxboro vers le Service des technologies de l'information et les ajustements récurrents à la base budgétaire à compter de 2017 pour un montant de 384 900 $ / Autoriser le transfert de trois (3) postes permanents de l'arrondissement Pierrefonds-Roxboro vers le Service des technologies de l'information (42-08-00-00-002 - C/R 110084) pour la prise en charge des activités technologiques

Il est recommandé :

1. d'autoriser un virement budgétaire de 250 400 $, pour la prise en charge des activités technologiques, pour l'année 2016 en provenance de l'arrondissement Pierrefonds-Roxboro vers le Service des technologies de l'information et les ajustements récurrents à la base budgétaire à compter de 2017 pour un montant de 384 900 $, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel;

2. d'autoriser le transfert de 3 postes permanents de l'arrondissement Pierrefonds-Roxboro vers le Service des technologies de l'information pour la prise en charge des activités technologiques.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-02-28 15:53

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1163242001**
Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser un virement budgétaire de 250 400 $, pour la prise en charge des activités technologiques, pour l'année 2016 en provenance de l'arrondissement Pierrefonds-Roxboro vers le Service des technologies de l'information et les ajustements récurrents à la base budgétaire à compter de 2017 pour un montant de 384 900 $ / Autoriser le transfert de trois (3) postes permanents de l'arrondissement Pierrefonds-Roxboro vers le Service des technologies de l'information (42-08-00-00-002 - C/R 110084) pour la prise en charge des activités technologiques

CONTENU

CONTEXTE

Dans un contexte d'évolution et d'optimisation des technologies de l'information à la Ville de Montréal (Ville), le Service des technologies de l'information (TI) a entamé des démarches avec certains services corporatifs et arrondissements pour intégrer leurs activités TI.
À ce titre, le Service des TI et l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro ont convenu d'une démarche d'intégration des activités TI présentée au conseil d''arrondissement de Pierrefonds-Roxboro le 11 janvier 2016 CA16 290005).

Afin d'officialiser et poursuivre les travaux d'intégration de l'arrondissement Pierrefonds-Roxboro, incluant la prise en charge des activités technologiques, un virement budgétaire de 250 400,00 $ est requis, pour l'année 2016 en provenance l'arrondissement Pierrefonds-Roxboro vers le Service des technologies de l'information et les ajustements récurrents à la base budgétaire à compter de 2017 pour un montant de 384 900 $ ainsi que l'autorisation du transfert de 3 postes permanents vers le Service des technologies de l'information.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA16 290005 - 11 janvier 2016 - D'offrir au conseil municipal, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, de prendre en charge par étape la fonction « Technologies de l'information et de la communication » à compter du 1er mars 2016.

DESCRIPTION

Les activités générales et principaux objectifs de la démarche d'intégration sont :

- Gestion déconcentrée des effectifs opérationnels;
- Consolidation de l'équipe;
- Révision des types de poste et nomination en permanence;
- Renforcement des effectifs au besoin.

Les travaux d'intégration de l'arrondissement Pierrefonds-Roxboro seront réalisés en deux phases :

Phase 1 : Volets ressources humaines, autres familles de dépenses et applicatifs

- Transfert des effectifs, des contrats et des autres familles de dépenses au Service des TI
- Affectation des effectifs selon la structure du Service des TI
    1. Gestion en mode déconcentré des effectifs selon l'organisation de l'arrondissement Pierrefonds-Roxboro. Pour la gestion du changement, en plus du maintien des ressources en arrondissement, un soutien accru sera offert en période de transition et la prise d'appels des usagers se fera localement temporairement;
    2. Analyse de mode de fonctionnement et des particularités de la gestion de l'arrondissement Pierrefonds-Roxboro;
    3. Bonification du mode de fonctionnement en fonction des opportunités (gains rapides).

Phase 2 : Bonification de l'organisation du travail

- Un mode de fonctionnement amélioré en fonction des besoins de l'arrondissement Pierrefonds-Roxboro et de l'orientation du Service des TI sera présenté aux responsables de l'arrondissement Pierrefonds-Roxboro;
- Mise en place des modes de fonctionnement retenus.

JUSTIFICATION

Les bénéfices reliés à ce projet sont:

- Rehaussement du réseau, de l'infrastructure et de la sécurité;
- Optimisation des activités de l'arrondissement en fonction du modèle matriciel d'expertise du Service des TI;
- Maintien d'effectifs locaux pour une meilleure proximité et efficience.

Les budgets liés aux contrats seront transférés au Service des TI; ce dernier assume le renouvellement des contrats existants ou leur intégration dans les contrats existants au Service des TI.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le modèle convenu entre les deux unités prévoit un virement budgétaire de 250 400,00 $ pour l'année 2016 en provenance de l'arrondissement Pierrefonds-Roxboro vers le Service des technologies de l'information et les ajustements récurrents à la base budgétaire à compter de 2017 pour un montant de 384 900,00 $.
Les budgets couvriront le financement des postes transférés ainsi que la formation des ressources transférées, les coûts administratifs reliés à ces ressources, le maintien des infrastructures et les licences.

Le transfert des trois (3) postes de l'arrondissement Pierrefonds-Roxboro vers le Service des technologies de l'information ainsi que les employés se détaille comme suit :

UADM	Emploi	No emploi	No poste	Type	C/R	Réf. budg.
82-00-03	Technicien bureautique	711780	39975	PERM	303109	266044
82-00-03	Programmeur analyste dév. syst.	732850	32584	PERM	303109	278268
82-00-03	Programmeur analyste dév. syst.	732850	39974	PERM	303109	266051

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'approbation du présent sommaire permettra au Service des TI d'assurer une gestion plus efficace et dynamique des services informatiques de l'arrondissement Pierrefonds-Roxboro ainsi que de matérialiser les bénéfices qui leur sont associés et permettra globalement à la Ville d'être plus efficiente au niveau des opérations du Service des TI.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du dossier au CM – 21 mars 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sabrina TAZAIRT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Victor Aldo MENDEZ, Pierrefonds-Roxboro
Carole PEPIN, Service des ressources humaines

Lecture :

Carole PEPIN, 24 février 2016
Victor Aldo MENDEZ, 23 février 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mihai-Lucian SERBANESCU
Conseiller(ere) analyse - controle de gestion

Tél : 514 868-5286
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-22

Nathalie N MARCHAND
Chef de division

Tél : 514 872-9972
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information
Tél :
Approuvé le : 2016-02-26

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.08

2016/03/21
13:00

(2)

Dossier # : 1165917001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 i) combattre la discrimination, le profilage racial, le profilage social, la xénophobie, le racisme, le sexisme, l'homophobie, l'âgisme, la pauvreté et l'exclusion, lesquels sont de nature à miner les fondements d'une société libre et démocratique
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de protocole d'entente par lequel le ministre responsable de la région de Montréal au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) octroie à la Ville de Montréal une aide financière de 500 000 $, pour l'année 2015-2016, afin de soutenir les démarches du projet de « Soutien à la revitalisation urbaine intégrée (RUI) » sur son territoire / Approuver un budget additionnel de dépense équivalant au revenu additionnel correspondant

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet de protocole d'entente entre le ministre responsable de la région de Montréal et des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) et la Ville de Montréal établissant les modalités d'implication des parties relativement à l'octroi et au versement à la Ville de Montréal d'une aide financière de 500 000 $, pour l'année 2015-2016, afin de réaliser sur son territoire les démarches du projet « Soutien à la revitalisation urbaine intégrée (RUI) »;
2. d'autoriser la réception de cette aide financière de 500 000 $ en provenance du MAMOT;
3. d'autoriser un budget additionnel de dépense équivalant au revenu additionnel de 500 000 $;
4. d'autoriser le Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) à affecter ce montant pour la réalisation du projet « Soutien à la revitalisation urbaine intégrée », pour l'année 2016, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-03-03 08:38

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1165917001**
Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 i) combattre la discrimination, le profilage racial, le profilage social, la xénophobie, le racisme, le sexisme, l'homophobie, l'âgisme, la pauvreté et l'exclusion, lesquels sont de nature à miner les fondements d'une société libre et démocratique
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de protocole d'entente par lequel le ministre responsable de la région de Montréal au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) octroie à la Ville de Montréal une aide financière de 500 000 $, pour l'année 2015-2016, afin de soutenir les démarches du projet de « Soutien à la revitalisation urbaine intégrée (RUI) » sur son territoire / Approuver un budget additionnel de dépense équivalant au revenu additionnel correspondant

CONTENU

CONTEXTE

Le territoire de la Ville de Montréal compte quelque 20 secteurs à forte concentration de pauvreté et d'exclusion sociale. On y dénote des problèmes de santé, de chômage, de pauvreté, d'intégration, de sécurité alimentaire, de sécurité urbaine, d'habitation et d'environnement. La complexité, la multiplicité et la particularité des problématiques font en sorte que ces territoires peuvent difficilement se sortir de l'engrenage de la pauvreté sans l'appui concerté des gouvernements et des intervenants. Préoccupée par l'amélioration des conditions de vie de ses citoyens, la Ville de Montréal a mis en place 12 démarches de revitalisation urbaine intégrée (RUI) dans autant de quartiers répartis dans dix arrondissements.
Ancrées dans la dynamique des quartiers et favorisant la mobilisation de la population et des acteurs locaux, les démarches RUI, basées sur une approche territoriale intégrée, visent simultanément l'amélioration des conditions de vie des personnes et du cadre physique dans lequel elles évoluent. Les soutiens financiers permettent à chaque RUI : 1 — de réunir les différents acteurs intervenant directement sur le territoire (citoyens, arrondissement, centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux (CIUSSS), Centraide du Grand Montréal, organismes communautaires et entreprises, par exemple); 2 — d'établir un diagnostic des problématiques rencontrées; 3 — de définir et de réaliser un plan d'action concerté.

Les efforts consentis par la Ville pour soutenir les démarches RUI s'inscrivent dans le « Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale », lancé en juin 2010 par le

gouvernement du Québec et qui identifie la RUI comme un moyen privilégié pour renforcer l'action locale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. De même, dans sa « Stratégie pour assurer l'Occupation et la Vitalité des territoires 2011 — 2016 », le gouvernement du Québec indique vouloir soutenir les grandes villes du Québec qui adoptent une stratégie de revitalisation urbaine intégrée.

Depuis 2007, les RUI reçoivent 1 M$ par année du budget du Service de la diversité sociale et des sports (SDSS). Ce financement de base sert principalement au fonctionnement. En plus du budget octroyé par la Ville, les RUI sont financées annuellement par l'entremise de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales intervenue entre la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec (Entente Ville-MESS). Un montant de 200 000 $ est accordé à l'ensemble des RUI pour soutenir des projets. D'autres soutiens financiers proviennent des arrondissements et d'autres programmes et fondations.

De plus, pour les années 2015-2017, chacun des territoires de revitalisation intégrée bénéficie d'un budget de 416 600 $ (pour un total de 5 M$) en provenance de l'Entente de 175 M$ entre la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec (Imaginer-Réaliser Montréal 2025). Ce budget est dédié à des projets ad hoc ayant un impact durable et pérenne dans les secteurs visés.

Quant au Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole (FIRM), la dernière entente s'est terminée en 2014. Le bilan a été déposé au début de 2015. Une nouvelle demande a été transmise en juillet 2015 pour un soutien financier de 1,5 M$ sur trois ans. En novembre 2015, le ministre responsable de la région de Montréal annonçait un financement de 500 000 $ pour les années financières 2015-2016 et 2016-2017 du gouvernement du Québec, qui sera dépensé dans l'année financière 2016 de la Ville de Montréal.

Enfin, trois RUI (Sainte-Marie, Montréal-Nord et Hochelaga) recevront chacune un financement supplémentaire de 1,35 M$ provenant du projet pilote Quartier intégré et financé par le Service concertation des arrondissements et la Division du développement durable à la Direction générale adjointe à la Qualité de vie, et ce pour la période 2015-2016 -2017.

Afin de poursuivre les réalisations effectuées dans ces milieux de vie, le gouvernement du Québec, par l'entremise du Ministre responsable de la région de Montréal et des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT), gestionnaire du Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole (FIRM), propose de consolider sa contribution au soutien à la revitalisation urbaine intégrée en injectant 500 000 $ supplémentaires au processus déjà en cours.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM12 0724 du 21 août 2012
Ratifier le protocole d'entente approuvé par le conseil d'agglomération (CG12 0018 du 26 janvier 2012) et conclu le 21 février 2012 entre le ministère des Affaires municipales, des régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) et la Ville de Montréal, octroyant une somme de 0,5 M$ pour l'année 2011-2012 afin de soutenir les démarches de revitalisation urbaine intégré (RUI) sur son territoire / Approuver un projet de protocole d'entente modifiant le protocole conclu le 21 février 2012 entre le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) et la Ville de Montréal établissant les conditions de versement à la Ville d'un montant additionnel de 1,65 M$ en vue de soutenir des démarches de revitalisation urbaine intégrée (RUI) pour les exercices financiers 2011/2012, 2012/2013 et 2013/2014

DESCRIPTION

Le projet de protocole d'entente proposé par le gouvernement du Québec indique que, sous réserve de remplir les conditions au contrat, la Ville de Montréal recevra un montant maximal de 500 000 $. Cette aide financière vise à poursuivre le projet de « Soutien à la revitalisation urbaine intégrée » qui comporte trois volets : 1- la coordination locale des 12 démarches; 2- la réalisation des projets prévus aux plans d'action; et, 3- le développement et la diffusion des connaissances par le biais du site Internet Collectif Quartier.

JUSTIFICATION

Ce projet est complémentaire à plusieurs initiatives de lutte à la pauvreté et s'inscrit en continuité avec la démarche d'intervention territoriale poursuivie par la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le projet de protocole d'entente prévoit que le gouvernement du Québec versera à la Ville de Montréal, un montant maximal de 500 000 $. Ce montant sera attribué au Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) pour l'exercice financier 2016. Le SDSS transférera les montants aux arrondissements concernés qui veilleront à les distribuer aux organismes mandataires des RUI.
Un budget additionnel de dépenses équivalent à l'entente avec le gouvernement du Québec, soit une somme de 500 000 $, est requis. Cette dépense sera assumée par la ville centrale. Cette dépense additionnelle provenant d'une aide financière du MAMOT sera consacrée à couvrir différentes dépenses de fonctionnement relatives au projet de « Soutien à la revitalisation urbaine intégrée ».

Sur le plan budgétaire, ce dossier n’a aucune incidence sur le cadre financier de la Ville compte tenu des budgets additionnels équivalents en revenus et dépenses. Ce montant additionnel devra par conséquent être transféré au budget de fonctionnement du SDSS.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Tous les projets déployés dans les secteurs de revitalisation urbaine intégrée de la Ville de Montréal sont tenus de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des citoyens dans une perspective de développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le principal impact attendu par cette aide financière est de permettre aux 12 secteurs RUI d'obtenir un supplément permettant de bonifier les démarches de revitalisation. Les actions réalisées par les RUI permettent de contribuer à la revitalisation des quartiers en améliorant les conditions de vie des citoyens, en établissant des projets structurants et pérennes et en conjuguant les efforts de la communauté.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La visibilité de la Ville et du gouvernement du Québec est assurée par le plan de visibilité convenu entre les parties.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mars 2016 Présentation au comité exécutif
Mars 2016 Présentation pour approbation au conseil municipal

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sabrina TAZAIRT)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Marie-Andrée SIMARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Denis VÉZINA
Conseiller en planification

Tél : 514 872-7532
Télécop. : 514 872-9848

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-17

Patrice ALLARD
Chef de division

Tél : 514 872-1274
Télécop. : 514 872-9848

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne DEROME
Directrice
Tél : 514 872-6133
Approuvé le : 2016-02-29

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
26 FÉV. 2016
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

FONDS D'INITIATIVE ET DE RAYONNEMENT DE LA MÉTROPOLE (FIRM)

Soutien à la revitalisation urbaine intégrée

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE : **Le MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE MONTRÉAL** exerçant ses responsabilités relatives à la région de Montréal, pour et au nom du gouvernement du Québec représenté par madame Manon Lecours, sous-ministre adjointe au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, dûment autorisée en vertu du Règlement sur la signature de certains documents du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire,

CI-APRÈS DÉSIGNÉ « le **MINISTRE** »

ET : **La VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par _____ dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

CI-APRÈS DÉSIGNÉE « la **VILLE** »

ATTENDU QUE le MINISTRE responsable de la région de Montréal est chargé de l'application des articles 17.1, 17.3 et 17.4 de la sous-section 2 de la section II de la *Loi sur le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire* (RLRQ, c. M-22.1) pour la région de Montréal;

ATTENDU QUE conformément au paragraphe 2° de l'article 17.4 de cette loi le **MINISTRE** peut apporter, aux conditions qu'il détermine, son soutien financier à la réalisation d'actions visant le développement et la promotion de la métropole;

ATTENDU QUE ce soutien financier provient du Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole;

ATTENDU QUE le MINISTRE et la VILLE souhaitent établir les modalités et conditions de ce soutien financier;

EN CONSÉQUENCE, les parties conviennent de ce qui suit :

1. OBJET DU PROTOCOLE D'ENTENTE

Le **MINISTRE** accorde à la **VILLE,** aux conditions déterminées dans le présent protocole, une aide financière maximale de 500 000 $ afin de réaliser le projet « *Soutien à la revitalisation urbaine intégrée* ».

Ce projet est décrit à l'annexe A jointe au présent protocole pour en faire partie intégrante.

2. AIDE FINANCIÈRE

Le **MINISTRE** verse à la **VILLE** l'aide financière selon les modalités qui suivent.

Les coûts du projet admissibles à l'aide financière comprennent les coûts des dépenses admissibles reliés directement à la réalisation du projet, mais ils n'incluent pas les coûts de financement, les frais de déplacement au Québec et les frais de repas.

Le **MINISTRE** se réserve le droit de réduire le montant de l'aide financière dans les cas suivants :

a) lorsque le montant des dépenses admissibles du projet est inférieur à celui initialement prévu à l'annexe A;

b) lorsque l'aide financière accordée par le **MINISTRE** dépasse 50 % des dépenses admissibles liées au projet comme décrit à l'annexe A;

c) lorsque le cumul de l'aide publique consentie par les gouvernements provincial et fédéral ainsi que les organismes municipaux excède 70 % du coût total du projet. Aux fins du présent paragraphe, l'aide publique inclut celle provenant des ministères, organismes et entreprises du gouvernement du Québec assujettis à la *Loi sur l'administration financière* (RLRQ, chapitre A-6.001), celle provenant des ministères, établissements publics et sociétés d'État assujettis à la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LRC 1985, c. F-11), ainsi que l'aide financière des organismes municipaux visés à l'article 5 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, chapitre A-2.1).

d) lorsque la **VILLE** obtient une source de financement additionnelle qui modifie le plan de financement décrit à l'annexe A.

3. VERSEMENT DE L'AIDE FINANCIÈRE

Le **MINISTRE** consent à accorder pour la réalisation du projet une aide financière maximale de 500 000 $.

Le **MINISTRE** s'engage à verser l'aide financière selon l'échéancier suivant :

a) un montant de 250 000 $ sera versé dans un délai raisonnable de la signature du présent protocole;

b) un deuxième et dernier versement maximal de 250 000 $ sera effectué lorsque le projet sera réalisé à la satisfaction du **MINISTRE** et lorsque ce dernier aura disposé des articles 2 et 4.

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la *Loi sur l'administration financière* (RLRQ, chapitre A-6.001).

4. ENGAGEMENTS DE LA VILLE

En considération de ce qui précède, la **VILLE** s'engage à :

a) utiliser l'aide financière octroyée en vertu du présent protocole aux seules fins qui y sont prévues;

b) rembourser au **MINISTRE** tout montant utilisé à des fins autres que celles prévues au présent protocole;

c) réaliser le projet conformément à la description faite en annexe A du présent protocole;

d) respecter ses engagements en matière de visibilité conformément à la description accessible à l'adresse suivante : www.metropole.gouv.qc.ca/visibilite/;

e) transmettre au **MINISTRE** un bilan des actions de visibilité réalisées dans le cadre de ce projet, en lien avec ses engagements à cet égard;

f) produire au **MINISTRE**, dans les six mois de la date réputée être celle de la fin du projet, un rapport sur l'utilisation de l'aide financière, et y joindre un état des résultats (produits et charges) du projet préparé par la **VILLE** et entériné par le directeur du Service des finances de la **VILLE**, certifiant que les dépenses admissibles du projet ont été effectuées et payées, de même que le montant de l'aide financière de chaque ministère ou organisme provincial ou fédéral, et chaque organisme municipal, ayant contribué au financement du projet et la valeur des contributions en services, le cas échéant;

g) fournir par la poste au **MINISTRE** un rapport final ainsi que les documents exigés à l'annexe A dans les six mois de la date réputée être celle de la fin du projet, relativement aux résultats obtenus dans le cadre de celui-ci;

h) respecter les lois, règlements, décrets, arrêtés ministériels et normes applicables;

i) respecter les règles usuelles de gestion et éviter toute situation mettant en conflit son intérêt, l'intérêt personnel de ses administrateurs et employés ou créant l'apparence d'un tel conflit;

j) permettre au **MINISTRE** ou à toute personne qu'il autorise d'examiner les registres, dossiers et comptes de la **VILLE** et de prendre copie de tout document jugé nécessaire;

k) autoriser le **MINISTRE** à transmettre, sur une base confidentielle, tout information ou document concernant le présent protocole aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être impliqués par l'octroi du soutien financier;

l) produire tout rapport et autres documents élaborés dans le cadre du présent protocole d'entente en français;

m) respecter les conditions de la *Charte de langue française* (RLRQ, chapitre C-11) et la réglementation en vigueur pour tout affichage public et publicité liés à la réalisation du présent protocole d'entente;

n) participer, à la demande du représentant du **MINISTRE**, à l'évaluation du projet.

5. DÉFAUT

La **VILLE** est en défaut lorsqu'elle :

a) ne respecte pas l'une ou l'autre des obligations du présent protocole;

b) a fait une omission ou une erreur dans une déclaration, une fausse déclaration, fraude ou falsification de document.

6. RECOURS

En cas de défaut de la **VILLE** ou si, de l'avis du **MINISTRE**, il y aura vraisemblablement un de ces cas de défaut, le **MINISTRE** peut se prévaloir, séparément ou cumulativement, des recours suivants :

a) réviser le niveau de l'aide financière et en aviser la **VILLE**;

b) suspendre les versements du soutien financier;

c) exiger le remboursement cumulatif total ou partiel de l'aide financière ayant fait l'objet de versements;

d) résilier le présent protocole pour tout versement non effectué;

e) annuler le présent protocole, tout versement ayant été effectué devenant alors exigible et remboursable immédiatement en entier;

f) exiger de la **VILLE**, aux frais de cette dernière, toutes les garanties et sûretés nécessaires pour garantir le remboursement des montants prévus au présent protocole;

g) exiger que la **VILLE** remédie au défaut dans le délai que le **MINISTRE** fixe.

Lorsque le **MINISTRE** se prévaut du présent article, il avise la **VILLE** par écrit du ou des moyens qu'il entend utiliser. L'avis du **MINISTRE** prend effet à la date de sa réception par la **VILLE**.

7. RESPONSABILITÉ

La **VILLE** s'engage, d'une part, à assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de l'objet du présent protocole et, d'autre part, à tenir indemne et prendre faits et cause pour le **MINISTRE**, ses représentants et le gouvernement, advenant toute réclamation pouvant en découler et s'assurer qu'il en soit de même pour tout contrat octroyé aux fins de la réalisation de l'objet du présent protocole.

8. PUBLICITÉ ET PROMOTION

Par son acceptation des présentes, la **VILLE** consent à ce que le **MINISTRE** et, le cas échéant, les autres ministères divulguent, s'ils le jugent à propos, les grandes lignes de l'aide financière, tels la nature et le montant de l'aide financière, le nom du bénéficiaire, le genre d'organisme, l'emplacement, le nombre d'employés au service de la **VILLE**, et s'il y a lieu, la nature et le coût des investissements qui doivent être effectués.

9. REPRÉSENTANTS DES PARTIES

Le **MINISTRE** désigne madame Carel Vachon, directrice par intérim à la Direction du développement économique, culturel et social, comme sa représentante aux fins de l'exécution des présentes et tout document ou avis exigé en vertu du présent protocole doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante :

Secrétariat à la région métropolitaine
Direction du développement économique, culturel et social
800, rue du Square-Victoria, bureau 2.00
C. P. 83, succursale Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7

La **VILLE** désigne madame Johanne Derome, directrice de la diversité sociale et des sports, comme sa représentante aux fins de l'exécution des présentes et tout document ou avis exigé en vertu du présent protocole doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante :

Service de la diversité sociale et des sports
Ville de Montréal
801, rue Brennan, 5e étage
Montréal (Québec) H3C OG4

10. CESSION

Les droits et obligations contenus au présent protocole ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans le consentement écrit du **MINISTRE**.

11. MODIFICATIONS

Toute modification au contenu du présent protocole doit faire l'objet d'une entente écrite entre les parties. Cette entente ne peut changer la nature du présent protocole et elle en fera partie intégrante.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES, APRÈS AVOIR PRIS CONNAISSANCE DU PRÉSENT PROTOCOLE ET L'AVOIR ACCEPTÉ, ONT DÛMENT SIGNÉ EN DOUBLE EXEMPLAIRE, COMME SUIT :

LA VILLE DE MONTRÉAL

par : _____ _____

_____ Date
Titre

LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE MONTRÉAL,
et dans l'exercice de ses responsabilités relatives à la région de Montréal

par : _____ _____
Manon Lecours Date
Sous-ministre adjointe

ANNEXE A

Soutien à la revitalisation urbaine intégrée

Description du projet

Ce projet est complémentaire à plusieurs initiatives de lutte à la pauvreté et s'inscrit en continuité avec la démarche d'intervention territoriale poursuivie par la Ville de Montréal depuis 2003.

Ainsi, au cours de la précédente entente FIRM, terminée en 2014, le projet a permis de soutenir les huit (8) premières démarches de RUI à Montréal. La réalisation d'actions de coordination et d'animation a permis de mettre en œuvre une programmation adaptée à chaque territoire RUI. Un projet de cadre de référence a également été développé au cours de cette entente, et un Atlas du territoire a été mis en ligne via le site Web de Collectif Quartier.

Le projet vise à poursuivre le soutien à la revitalisation urbaine intégrée à Montréal. Il comporte trois volets :

1) **Coordination** : appuyer la coordination locale de chacune des 12 démarches RUI, réparties dans 10 arrondissements : Mercier-Est (Mercier-Hochelaga-Maisonneuve), Saint-Michel (Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension), Sainte-Marie (Ville-Marie), Galt (Sud-Ouest), Hodge-Place Benoît (Saint-Laurent), Laurentien-Grenet (Ahuntsic-Cartierville), Saint-Pierre (Lachine), Nord-Est de Montréal-Nord (Montréal-Nord), Airlie-Bayne (LaSalle), Chameran-Lebeau (Saint-Laurent), sud-ouest d'Hochelaga (Mercier-Hochelaga-Maisonneuve), et Viau-Robert (Saint-Léonard). La coordination comprend le salaire de 12 postes professionnels à temps complet et le soutien administratif, l'animation des comités de revitalisation, le suivi des actions qui y sont liées, l'identification, le montage et le suivi de projets issus des différents travaux de planification des comités locaux de revitalisation;
2) **Réalisation des projets** de revitalisation prévus aux plans d'action adoptés par les comités de revitalisation des 12 démarches RUI, en matière d'amélioration du cadre de vie, d'intégration sociale et communautaire, et de développement économique, emploi et employabilité;
3) **Développement et diffusion des connaissances** : appuyer le soutien et le suivi, par le biais de Collectif Quartier, des actions d'animation et de développement du site internet, de l'achat de données, de l'organisation d'activités de diffusion et de transfert d'expertise; la diffusion des meilleures pratiques, le partage et l'échange de connaissances. Offrir du soutien spécifique aux comités locaux de revitalisation et développer les connaissances reliées à ce type d'intervention.

Calendrier de réalisation

Du 1er octobre 2015 au 1er octobre 2016

Dépenses admissibles liées au projet

- Les frais de fonctionnement nécessaires au soutien des 12 démarches RUI et à la réalisation des projets RUI, notamment les salaires, le loyer, l'acquisition de matériel et d'équipement;
- les frais de communication et de promotion liés au projet, notamment la conception et la production d'outils internet;
- Les frais de formation du personnel impliqué dans les projets RUI;
- Les frais de réalisation de plans et d'études (salaires et honoraires professionnels) se rapportant à la mise au point du projet.

ANNEXE A

Soutien à la revitalisation urbaine intégrée

Budget (pour une année)

Dépenses	**Montants ($)**
Frais de fonctionnement	4 424 983
Réalisation d'études	121 667
Frais de communication	12 000
Total	**4 558 650**

Revenus[1]	**Montants ($)**
FIRM	500 000
MTESS - Alliance pour la solidarité	200 000
Ville de Montréal (Entente de 175 M$ - 2025)	1 490 619
Ville de Montréal (Service diversité sociale)	980 440
Fondations, OBNL et privé – projets réguliers	900 883
Fondations, OBNL et privé – projets 2025	486 708
Total	**4 558 650**

[1] Le cumul des aides gouvernementales provinciales et fédérales consenties ainsi que les aides provenant d'organismes municipaux ne peut excéder 70 % du coût total du projet. Les autres sources de financement peuvent néanmoins prendre la forme de contributions en services. Celles-ci devront être évaluées et documentées dans le cadre de la reddition de comptes.

Résultats attendus

En soutenant le projet *Soutien à la revitalisation urbaine intégrée*, le **MINISTRE** s'attend à ce que la **VILLE** :

- Poursuive la réalisation des projets prévus aux plans d'action des démarches de revitalisation en cours;
- Appuie la coordination locale de chacune des 12 démarches RUI pour la réalisation des projets contenus dans les plans d'action;
- S'assure du développement et de la diffusion de l'expertise et des connaissances;
- S'assure de la production des éléments qui n'étaient pas complétés à l'échéance de la dernière entente : validation et mise en œuvre du cadre de référence, mise en ligne de tableaux, graphiques et cartes pour bonifier l'Atlas du territoire, mise en ligne des portraits sociodémographiques des différents secteurs RUI, production d'un document de présentation des démarches RUI;
- Mette en place un processus d'évaluation de la démarche et des impacts sur les conditions socio-économiques des populations vivant dans les quartiers ciblés.

LA VILLE devra fournir, dans le rapport final demandé à l'article 4 g), toutes les informations pertinentes permettant de juger :

1) **des actions menées en termes de :**

- coordination et concertation des démarches RUI, notamment en fournissant la composition des comités locaux de revitalisation ainsi que le nombre de réunions tenues;
- réalisation des projets prévus aux plans d'action, en fournissant la liste des projets menés dans le cadre de chacune des démarches et une description des principales réalisations;
- développement et diffusion des connaissances;

- mise en place d'un processus d'évaluation.

2) **des retombées en termes de :**

- contribution au développement social de la métropole, notamment en matière :
  - d'amélioration du cadre de vie;
  - d'intégration sociale et communautaire;
  - de développement économique, emploi et employabilité;

Le **rapport financier** fournissant le détail de l'utilisation de l'aide financière accordée du FIRM ainsi que le bilan des **actions de visibilité prévues** à l'adresse suivante : www.metropole.gouv.qc.ca/visibilite/, doivent être joints au rapport final.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1165917001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Objet :	Approuver un projet de protocole d'entente par lequel le ministre responsable de la région de Montréal au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) octroie à la Ville de Montréal une aide financière de 500 000 $, pour l'année 2015-2016, afin de soutenir les démarches du projet de « Soutien à la revitalisation urbaine intégrée (RUI) » sur son territoire / Approuver un budget additionnel de dépense équivalant au revenu additionnel correspondant

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1165917001- Certification de fonds.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sabrina TAZAIRT
Préposé au budget

Tél : 514-872-2188

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-23

Habib NOUARI
Agent de gestion en ressources matérielles et financières
Tél : 514-872-1444
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.09

2016/03/21
13:00

(2)

Dossier # : 1163430005

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Approuver le programme d'activités des commissions permanentes du conseil municipal pour l'année 2016

Il est recommandé au conseil municipal d'approuver le programme d'activités 2016 des commissions permanentes du conseil municipal ci-après:

Commission sur la culture, le patrimoine et les sports

- Montréal, métropole culturelle 2017-2022;

Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation

- Étude de l'évolution des hausses de loyers pour les commerçants, leurs conséquences sur l'économie de Montréal et les solutions pour les limiter (CM14 0948);

- Motion concernant l'implantation d'un méga centre commercial à l'angle des autoroutes 15 et 40, à Ville Mont-Royal (CM15 0372 et CM15 1290);

- Plan d'action de lutte à l'insalubrité des logements 2014-2017;

- L'avenir du secteur manufacturier à Montréal;

- La valeur ajoutée des institutions universitaires dans la grande région de Montréal;

Commission sur le développement social et la diversité montréalaise

- Politique sur le développement social;

- Déclaration contre l'intimidation sous toutes ses formes (CM16 0174) et Motion de l'opposition officielle sur la prévention de l'intimidation (CM16 0268)

Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs

- Plan directeur de gestion des matières résiduelles 2016-2020;

Commission sur les finances et l'administration

- Rapport annuel du Vérificateur général pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015;

- Programme triennal d'immobilisations 2017-2019;

- Prévisions budgétaires 2017 et budgets des sociétés paramunicipales;

Commission de la présidence du conseil

- Clarifier les responsabilités relatives à la sécurité des occupants de l'hôtel de ville et des visiteurs et modification de la résolution CM02 0246 à cette fin (CM14 0934);

- Les mesures de sécurité et l'accès à l'hôtel de ville lors des séances des instances décisionnelles (CM15 0590 et CM15 1166);

- Dépôt de documents séance tenante au conseil municipal (CM15 1525);

- En collaboration avec le Conseil interculturel de Montréal, comment soutenir et encourager la participation citoyenne aux différentes instances de la Ville;

- Rapports annuels de l'Office de consultation publique de Montréal et de l'Ombudsman;

- Conseil du 21^{e} siècle (modernisation des instances);

Commission sur le transport et les travaux publics

- Déterminer des mesures administratives, fiscales ou incitatives en vue d'accroître l'utilisation du transport collectif et actif par les employés de la Ville de Montréal pour les déplacements domicile-travail (CM15 0334);

- Politique de stationnement (CG16 0031).

De plus, les commissions permanentes peuvent également, par leur initiative, faire l'étude de tout autre sujet à l'intérieur de leur mandat.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-03-04 15:07

Signataire : Alain DG MARCOUX

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1163430005**
Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Approuver le programme d'activités des commissions permanentes du conseil municipal pour l'année 2016

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de l'article 2 du Règlement sur les commissions permanentes du conseil municipal (06-009), les commissions permanentes doivent, chaque année, dresser un programme d'activités qu'elles présentent au conseil municipal pour approbation.
Le programme d'activités de chaque commission pour l'année 2016 est présenté à la rubrique *Description* .

Il est utile de préciser qu'outre les sujets de consultation publique mentionnés, l'ensemble des mandats ponctuels déjà donnés par les instances décisionnelles ont été intégrés dans la programmation et ce, afin d'illustrer plus fidèlement la charge de travail actuelle des différentes commissions permanentes. D'autres sujets peuvent également être abordés dans le cadre de séances de travail en cours d'année.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Il est recommandé d'approuver le programme d'activités 2016 des commissions permanentes du conseil municipal ci-après:
Commission sur la culture, le patrimoine et les sports

- Montréal, métropole culturelle 2017-2022;

Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation

- Étude de l’évolution des hausses de loyers pour les commerçants, leurs conséquences sur l’économie de Montréal et les solutions pour les limiter (CM14 0948);

- Motion concernant l’implantation d’un méga centre commercial à l’angle des autoroutes 15 et 40, à Ville Mont-Royal (CM15 0372 et CM15 1290);

- Plan d’action de lutte à l’insalubrité des logements 2014-2017;

- L’avenir du secteur manufacturier à Montréal;

- La valeur ajoutée des institutions universitaires dans la grande région de Montréal;

Commission sur le développement social et la diversité montréalaise

- Politique sur le développement social;

- Déclaration contre l'intimidation sous toutes ses formes (CM16 0174) et Motion de l'opposition officielle sur la prévention de l'intimidation (CM16 0268)

Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs

- Plan directeur de gestion des matières résiduelles 2016-2020;

Commission sur les finances et l'administration

- Rapport annuel du Vérificateur général pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015;

- Programme triennal d’immobilisations 2017-2019;

- Prévisions budgétaires 2017 et budgets des sociétés paramunicipales;

Commission de la présidence du conseil

- Clarifier les responsabilités relatives à la sécurité des occupants de l’hôtel de ville et des visiteurs et modification de la résolution CM02 0246 à cette fin (CM14 0934);

- Les mesures de sécurité et l’accès à l’hôtel de ville lors des séances des instances décisionnelles (CM15 0590 et CM15 1166);

- Dépôt de documents séance tenante au conseil municipal (CM15 1525);

- En collaboration avec le Conseil interculturel de Montréal, comment soutenir et encourager la participation citoyenne aux différentes instances de la Ville;

- Rapports annuels de l’Office de consultation publique de Montréal et de l’Ombudsman;

- Conseil du 21^{e} siècle (modernisation des instances);

Commission sur le transport et les travaux publics

- Déterminer des mesures administratives, fiscales ou incitatives en vue d'accroître l'utilisation du transport collectif et actif par les employés de la Ville de Montréal pour les déplacements domicile-travail (CM15 0334);

- Politique de stationnement (CG16 0031).

De plus, les commissions permanentes peuvent également, par leur initiative, faire l'étude de tout autre sujet à l'intérieur de leur mandat.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les sujets inscrits au programme d'activités sont diffusés, en prévision de chaque consultation publique, sur le site Internet des commissions permanentes à l'adresse suivante: ville.montreal.qc.ca/commissions ainsi que via les médias sociaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_ soutien aux commissions et réglementation

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-04

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_ soutien aux commissions et réglementation

Tél : 514 872-3770
Télécop. : 514 872-5655

Tél : 514 872-3770
Télécop. : 514 872-5655

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2016-03-04

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 41.01

2016/03/21 13:00

(1)

Dossier # : 1160836001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un projet de règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002) afin de permettre aux conseils d'arrondissement d'adopter et d'appliquer un règlement établissant un programme d'intervention prévoyant l'octroi d'une subvention en vue de favoriser l'installation de pompes de renvoi dans les immeubles sujets à des inondations

JE RECOMMANDE :
de demander au conseil municipal d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville au conseil d'arrondissement (02-002., Section I –Alinéa 1) » afin de permettre aux conseils d'arrondissement d'adopter et d'appliquer un règlement établissant un programme d'intervention prévoyant l'octroi d'une subvention en vue de favoriser l'installation de pompes de renvoi dans les immeubles sujets à des inondations en conformité avec le règlement 11-010 (Règlement sur la protection des bâtiments contre les refoulements d'égout) pour le secteur sud-est de la rue Anne-Hébert dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-02-19 14:42

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Mercier
Hochelaga-Maisonneuve
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 2 février 2016	Résolution: CA16 27 0050

Demander au conseil municipal d'adopter un Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002) afin de permettre aux conseils d'arrondissement d'adopter et d'appliquer un règlement établissant un programme d'intervention prévoyant l'octroi d'une subvention en vue de favoriser l'installation de pompes de renvoi dans les immeubles sujets à des inondations.

Il est proposé par Réal MÉNARD

appuyé par Karine BOIVIN ROY

Et résolu :

De demander au conseil municipal d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002) » afin de permettre aux conseils d'arrondissement d'adopter et d'appliquer un règlement établissant un programme d'intervention prévoyant l'octroi d'une subvention en vue de favoriser l'installation de pompes de renvoi en conformité avec le Règlement sur la protection des bâtiments contre les refoulements d'égout (11-010) dans les immeubles sujets à des inondations pour le secteur sud-est de la rue Anne-Hébert dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.06 1160836001

Magella RIOUX
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 3 février 2016

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.01

2016/03/21
13:00

(1)

Dossier # : 1160836001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Demander au conseil municipal d'adopter un Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002) afin de permettre aux conseils d'arrondissement d'adopter et d'appliquer un règlement établissant un programme d'intervention prévoyant l'octroi d'une subvention en vue de favoriser l'installation de pompes de renvoi dans les immeubles sujets à des inondations.

JE RECOMMANDE :
de demander au conseil municipal d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville au conseil d'arrondissement (02-002., Section I –Alinéa 1) » afin de permettre aux conseils d'arrondissement d'adopter et d'appliquer un règlement établissant un programme d'intervention prévoyant l'octroi d'une subvention en vue de favoriser l'installation de pompes de renvoi dans les immeubles sujets à des inondations en conformité avec le règlement 11-010 (Règlement sur la protection des bâtiments contre les refoulements d'égout) pour le secteur sud-est de la rue Anne-Hébert dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve.

Signé par Jacques SAVARD **Le** 2016-01-21 14:03

Signataire : Jacques SAVARD

_____

Directeur d'arrondissement
Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1160836001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Demander au conseil municipal d'adopter un Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002) afin de permettre aux conseils d'arrondissement d'adopter et d'appliquer un règlement établissant un programme d'intervention prévoyant l'octroi d'une subvention en vue de favoriser l'installation de pompes de renvoi dans les immeubles sujets à des inondations.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de la mise en œuvre d'une subvention pour l'installation d'une pompe de renvoi pour les résidents du secteur sud-est de la rue Anne-Hébert, située entre l'avenue Pierre-De Coubertin et la rue Georges-Villeneuve dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, l'arrondissement demande au conseil de la ville d'adopter un règlement modifiant le règlement intérieur de la Ville pour déléguer les pouvoirs au conseil d'arrondissement afin d'adopter et d'appliquer un règlement visant un programme de subvention en vue de favoriser l'installation de pompes de renvoi dans les immeubles sujets à des inondations.
Ce secteur est pris par le problème d'auto-inondation via les fosses de garage lors de fortes pluies.

Ce développement a été construit en 2008 par un promoteur qui avait la responsabilité de la construction de ces propriétés conformément aux règlements en vigueur. À la date de construction, le règlement de l'installation des pompes de renvoi pour des zones inondables n'était pas requis.

Dans cette optique et afin d'aider les résidents de ce secteur particulier, l'arrondissement permet cette aide financière à ces vingt-six propriétaires pour financer l'installation d'une pompe de renvoi en conformité avec le règlement 11-010 selon des conditions préalables. Ces conditions se résument par le fait que ces propriétaires confirment l'installation des clapets anti-refoulement dans leur propriété et que les gouttières mal installées soient détournées vers les espaces verts à proximité.

Cette subvention sera financée en totalité par le budget de l'arrondissement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s. o.

DESCRIPTION

Les résidents du secteur concerné sont situés dans un point bas du réseau de drainage. De surcroît, les eaux de ruissellement des entrées en contre-pente et dans les allées menant aux garages ne peuvent s'évacuer lors de fortes pluies.
Les clapets anti-retour exigés dans des cas particuliers pour protéger les résidents ne contribuent pas à régler ce problème, puisque l'eau qui inonde les sous-sols provient des dalles de stationnement situées à l'arrière des résidences. Ce qui explique la sensibilité de ce secteur à des refoulements fréquents lors de fortes pluies.

Cette subvention vise les condos situés dans la zone du secteur sud-est de la rue Anne-Hébert, tel que présenté dans la pièce jointe au présent sommaire.

Cette subvention est pour une durée de deux ans à partir de la date de l'adoption du règlement par le conseil municipal.

Tel que précisé dans le contexte du présent sommaire, des conditions préalables seront requises par les propriétaires pour l'admissibilité de cette subvention, Ces pièces seront validées par les services de l'arrondissement.

JUSTIFICATION

Le cadre juridique actuel ne permet pas à l'arrondissement d'adopter et d'appliquer un règlement afin d'offrir le programme de subvention aux résidents du secteur sud-est de la rue Anne-Hébert pour l'installation des pompes de renvoi recommandées par le règlement 11-010 dans les zones inondables. Pour cela, le conseil d'arrondissement demande au conseil de la ville d'adopter un règlement modifiant le règlement 02-002 sur la délégation de pouvoirs afin de lui permettre d'adopter et d'appliquer le règlement visant le programme de subvention que l'arrondissement veut offrir aux propriétaires d'un secteur particulier et assumer en totalité les coûts qui seront imputés au budget de l'arrondissement.
Lors de la construction de ces propriétés, le règlement pour la protection des bâtiments contre les refoulements d'égout n'était pas applicable. De plus, ce développement a excédé la durée de garantie de cinq ans exigée par la Loi du code civil (article 2118) qui aurait pu permettre au promoteur de faire les installations nécessaires pour remédier à ces problèmes. Pour ces raisons, cette aide financière est nécessaire pour ce secteur sensible aux auto-inondations.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total requis pour la subvention est de l'ordre de 13 000 $. Cette aide est d'une valeur de 25 % du coût total de l'installation de la pompe de renvoi, pour un maximum de 500,00 $ par propriété et ce avec preuve d'exécution des travaux uniquement. Ce montant sera imputé au budget de l'arrondissement des années 2016 ou 2017 selon les demandes.
Le montant réservé à cette subvention sera pour une durée de deux ans. Cette durée reflète la durée imposée par l'arrondissement pour que les propriétaires du secteur sud-est de la rue Anne-Hébert puissent bénéficier de cette subvention.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s. o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'arrondissement souhaite adopter ce règlement avant le printemps afin de permettre aux propriétaires d'installer leurs pompes de renvoi avant la saison estivale, laquelle apporte de fortes pluies.
L'adoption du règlement permet à l'arrondissement d'accorder le programme de subvention

aux propriétaires situés dans des zones inondables et qui devront installer les pompes de renvoi pour éviter des refoulements lors de fortes pluies.
Ce projet vise à aider les citoyens de ce secteur à se conformer aux lois en vigueur.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s. o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Résolution du CA pour demander au CM d'adopter un règlement modifiant le règlement 02-002 : CA 2 février 2016;
Présentation du dossier au CE : CE 10 février 2016;
Avis de motion au CM d'un règlement modifiant le règlement 02-002 : 22 février 2016;
Adoption par le CM du règlement modifiant le règlement 02-002 : 21 mars 2016;
Avis de motion pour adoption du règlement pour le programme du subvention : 1er mars 2016;
Adopter par le CA le règlement pour le programme de subvention : 5 avril 2016;
Publication du règlement de la subvention de l'installation des pompes de renvoi de ce secteur au journaux : 12 avril 2016.

L'accès au programme de cette subvention sera disponible pour les propriétaires de ce secteur à partir du mois d'avril.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées par les différents intervenants et auprès du greffe, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Anne-Marie LEMIEUX, Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles
Annie GERBEAU, Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Lecture :

Annie GERBEAU, 20 janvier 2016
Anne-Marie LEMIEUX, 18 janvier 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Karima ARIBIA
Ingenieur(e)

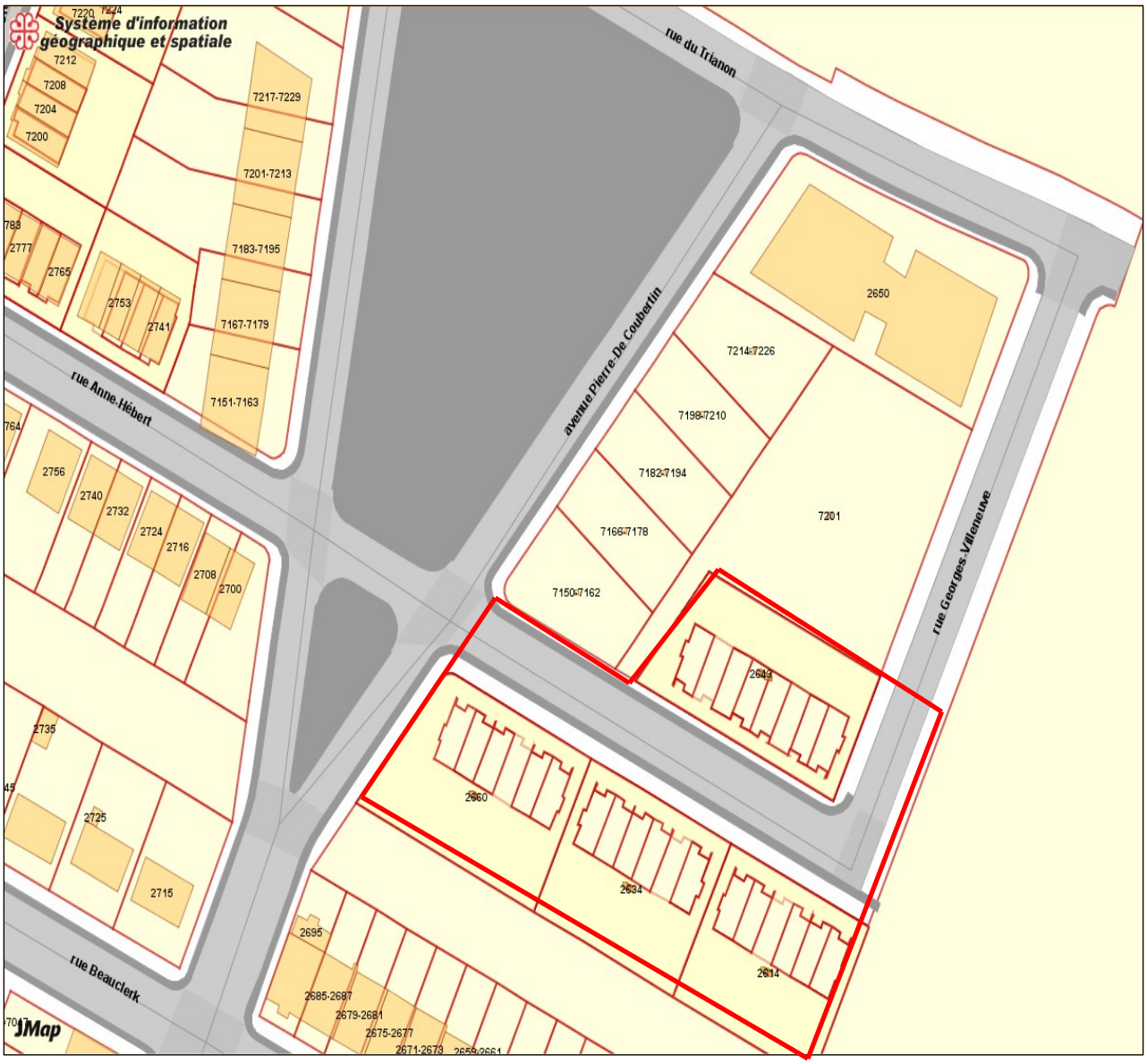
Tél : 514 872-6946
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-15

Pierre MORISSETTE
Directeur

Tél : 514 868-4102
Télécop. : 514 868-4186

Secteur PHASE 3 Anne-Hébert



Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1160836001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Demander au conseil municipal d'adopter un Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002) afin de permettre aux conseils d'arrondissement d'adopter et d'appliquer un règlement établissant un programme d'intervention prévoyant l'octroi d'une subvention en vue de favoriser l'installation de pompes de renvoi dans les immeubles sujets à des inondations.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Modification - 02-002 version finale.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie GERBEAU
Avocate
Tél : 514-872-3093

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-20

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-872-3093
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
02-002-XX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA VILLE SUR LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS DU CONSEIL DE LA VILLE AUX CONSEILS D'ARRONDISSEMENT (02-002)

Vu l'article 186 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Le paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 1 du Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002) est modifié par l'ajout du sous-paragraphe suivant :

> « o) à un programme d'intervention prévoyant l'octroi d'une subvention en vue de favoriser l'installation de pompes de renvoi dans les immeubles sujets à des inondations; ».

_____

GDD 1160836001

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.02

2016/03/21
13:00

(1)

Dossier # : 1161180001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , Division du développement économique et des initiatives stratégiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » afin de verser en 2016 (remises 2015) des subventions totales non récurrentes de 1 433 846 $ aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et réserver une somme de 159 317 $ visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants implantées sur le territoire de cet arrondissement

Il est recommandé :
1- d'adopter le règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » afin de verser des subventions totales non récurrentes de 1 433 846 $ aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal;

2- de réserver une somme de 159 317 $ pour le volet « Besoins complémentaires » visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants des artères traditionnelles de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et d'effectuer le transfert de cette somme à cet arrondissement.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-02-22 11:47

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1161180001**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , Division du développement économique et des initiatives stratégiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » afin de verser en 2016 (remises 2015) des subventions totales non récurrentes de 1 433 846 $ aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et réserver une somme de 159 317 $ visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants implantées sur le territoire de cet arrondissement

CONTENU

CONTEXTE

Le 3 décembre 2010, à la suite de l'augmentation des tarifs des parcomètres dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et après des discussions avec les représentants des sociétés de développement commercial (SDC) de ce territoire, l'Administration a proposé de mettre en place un fonds visant essentiellement à permettre le déploiement de moyens additionnels pour atténuer les impacts négatifs découlant de cette décision. La proposition vise tout particulièrement les parcomètres sur le réseau artériel qui, de l'avis même des représentants des commerçants, devraient être au même tarif que sur le réseau local pour plus de cohérence considérant que les rues s'entrecroisent.
Conséquemment, le 21 mars 2012, le comité exécutif approuvait la création du fonds de dynamisation des rues commerciales (le « Fonds ») (CE12 0394). Cette décision implique que les revenus nets supplémentaires générés à la suite à l'augmentation des tarifs sur le réseau artériel seraient versés dans un fonds servant notamment à la vitalité économique des SDC. L'Administration a créé le Fonds en ayant comme objectif le soutien financier aux gens d'affaires de l'arrondissement, regroupés, notamment, au sein des SDC. Ces dernières peuvent bénéficier du Fonds pour une année donnée sur la base des remises de l'année précédente.

Le Fonds est subdivisé en trois volet:

- Volet I - Soutien aux SDC
- Volet II - Aménagement du domaine public
- Volet III - Besoins complémentaires

Le Service du développement économique a été mandaté pour assumer la gestion du Fonds en collaboration avec le Service des finances et les autres unités administratives concernées (CE12 0394). Depuis 2014, l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal assume la gestion pour

le volet III (Besoins complémentaires), soit pour la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 0575 - 28 avril 2015 - Adoption du règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » (2015 - remises de 2014).
CE15 0493 - 18 mars 2015 - Réserver une somme de 169 032 $ pour le volet « Besoins complémentaires » visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants des artères traditionnelles de l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal et d'effectuer le transfert de cette somme à l'arrondissement Le Plateau -Mont-Royal (2015 - remises de 2014).

CE14 0971 - 11 juin 2014 - Approbation d'un projet d'ordonnance modifiant le Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales - Réserver une somme de 58 738 $ pour le volet « Besoins complémentaires » visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants des artères traditionnelles de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et d'effectuer le transfert de cette somme à l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. (2014 - remises 2013).

CM14 0183 - 24 février 2014 - Adoption du règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » (2014 - remises 2013).

CM13 0662 - 4 juillet 2013 - Adoption du règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » (2013 - remises 2012).

CM13 0344 - 22 avril 2013 - Adoption de l'affectation de surplus 2012 à des projets spécifiques.

CM12 0405 - 14 mai 2012 - Adoption du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil de la Ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108) » et du règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » (2012 - remises 2011).

CE12 0394 - 21 mars 2012 - Approbation de la création du Fonds de dynamisation des rues commerciales pour l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal et des règles de gestion s'y rattachant / Mandat à la DUDE pour assumer la gestion de ce fonds en collaboration avec le Service des finances et les autres unités administratives concernées.

DESCRIPTION

La mise en place du Fonds permet de contribuer à la vitalité économique des rues commerciales traditionnelles par l'entremise des SDC et des associations volontaires de commerçants dans le contexte d'une augmentation des tarifs des parcomètres. Les organismes peuvent bénéficier directement d'une portion du soutien financier du Fonds sur la base des revenus nets supplémentaires perçus provenant des parcomètres.
Chaque année, une partie des revenus générés sur le réseau artériel de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal peut être versée aux organismes afin de créer des conditions plus propices aux affaires par des interventions qui favoriseraient un environnement plus compétitif (accessibilité, expérience des clientèles, mise en valeur commerciale,

appartenance au milieu, etc.).

Dans sa décision du 21 mars 2012 (CE12 0394), le comité exécutif a approuvé des règles propres au Fonds ainsi que des modalités de reddition de compte.

Pour l'année 2016 (remises 2015), le présent dossier décisionnel a pour objet, d'une part, l'adoption d'un règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales ». Ce règlement permettra de verser une subvention non récurrente aux SDC sur la base des revenus nets supplémentaires de parcomètre perçus en 2015 sur le réseau artériel de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal.

D'autre part, l'approbation de ce sommaire décisionnel viendra réserver la somme associée au volet III et autoriser son virement à l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal afin que celui-ci puisse optimiser l'utilisation des fonds par la réalisation de projets structurants avec les associations de commerçants sur les différentes artères commerciales de l'arrondissement.

À chaque début d'année, le Service des finances est en mesure de préciser le montant disponible sur la base des revenus nets supplémentaires de l'année précédente. Pour l'année 2016, une somme totale de 1 593 163 $ est disponible. Deux volets du Fonds seront mis en place, soit le volet I « Soutien aux SDC » et le volet III « Besoins complémentaires ». Dans le cadre du volet I, les SDC recevront une somme de 1 433 846 $ (90 % de l'enveloppe) alors que pour le volet III, 159 317 $ (10 % de l'enveloppe) serviront à la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants du même arrondissement.

JUSTIFICATION

Le Fonds permet essentiellement le déploiement de moyens additionnels pour atténuer les impacts négatifs découlant de l'augmentation du tarif des parcomètres sur le réseau artériel de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Il s'inscrit dans une perspective municipale plus globale favorisant la formule SDC en consolidant le réseau existant et en stimulant la création de nouvelles SDC.
Le versement des subventions faisant l'objet du présent dossier demeure conditionnel au respect des exigences documentaires pour la reddition de compte. Aussi, en participant à l'amélioration des pratiques et à la performance des SDC et des associations volontaires de commerçants, la Ville favorise du même coup le développement d'une offre commerciale complète qui contribue à la vitalité et au rayonnement de Montréal.

En vertu de l'article 458.42 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19), un conseil municipal peut, par règlement, aux conditions qu'il détermine, accorder aux SDC des subventions pouvant, dans chaque cas, représenter une somme équivalente à la partie des revenus de la SDC prévus à leur budget comme provenant de la cotisation des membres ou une somme n'excédant pas le montant maximum fixé par le règlement. Depuis 2012, suite à une modification réglementaire (CM12 0405), le conseil municipal de Montréal est en mesure de verser des subventions financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales aux organismes concernés.

Par ailleurs, en vertu de l'article 137 de la Charte de la Ville de Montréal, c'est l'arrondissement qui a compétence pour accorder des subventions visant les associations de commerçants non regroupés en SDC.

Le volet II (Aménagement) ne fait pas l'objet d'un soutien afin de maximiser les sommes disponibles pour les volets I « Soutien aux SDC » et volet III « Besoins complémentaires » destinés aux interventions directes des SDC et des associations de commerçants.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les sommes sont versées à la Ville de Montréal par la Société en commandite Stationnement de Montréal, organisme responsable de la perception et de la gestion des parcomètres pour la Ville de Montréal. À chaque début d'année, le calcul de la somme disponible est effectué par le Service des finances sur la base des revenus nets supplémentaires de l'année précédente. Le présent dossier vise à autoriser la répartition des sommes recueillies durant l'année 2015.
La constitution du Fonds s'appuie sur les **revenus nets** supplémentaires puisqu'il faut soustraire du total les coûts marginaux associés à la croissance des revenus découlant de la modification des tarifs (par exemple les coûts récurrents reliés notamment à la collecte et au comptage ainsi qu'à l'utilisation de cartes de crédit et des coûts ponctuels engendrés, entre autres, par la programmation des bornes et parcomètres, par la pose de nouvelles étiquettes de tarifs, etc.).

Pour l'année 2016, sur la base des remises de l'année 2015, une somme totale de 1 593 163 $ est disponible pour le Fonds de dynamisation des rues commerciales de l'arrondissement du Plateau - Mont-Royal. Le tableau mis en pièce jointe précise les modalités de partage de la somme.

La somme disponible pour le volet I « Soutien aux SDC » est de 1 433 846 $. La répartition entre les SDC existantes est effectuée selon le nombre de membres et le budget des cotisations obligatoires adopté par les membres l'année précédente (poids égal à chaque critère). Une règle d'allocation maximale du Fonds limite le montant de la subvention au montant des cotisations obligatoires des membres à leur SDC. La contribution à verser à chacune des SDC serait la suivante : Société de développement commercial Carrefour du Plateau-Mont-Royal (663 846 $), Société de développement commercial du boulevard Saint-Laurent (570 000 $), Société de développement commercial Pignons rue Saint-Denis (200 000 $).

La somme disponible pour le volet III « Besoins complémentaires » est de 159 317 $ et elle sera virée à l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal afin d'optimiser l'utilisation des fonds par la réalisation de projets structurants sur les différentes artères commerciales de l'arrondissement avec la collaboration d'associations de commerçants.

Le montant des subventions à verser aux SDC pour le volet « Soutien aux SDC », qui représente un somme de 1 433 846 $, a été provisionné aux livres de la Ville pour l’exercice financier 2015. En conséquence le paiement de ces subventions ne nécessite aucun crédit budgétaire en 2016.

La somme requise pour le volet « Besoins complémentaires » de 159 317 $ sera réservée par le biais d'une demande de surplus de gestion 2015 et virée ultérieurement à l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal afin d'optimiser l'utilisation des fonds par la réalisation de projets structurants sur les différentes artères commerciales de l'arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

En soutenant le dynamisme des artères commerciales situées au coeur des quartiers, la Ville favorise la consommation à proximité des milieux de vie, un élément important au développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les impacts envisagés sont les suivants :

- pouvoir d'attraction accru par le renforcement concurrentiel des secteurs commerciaux ciblés;
- attraction et fidélisation de la clientèle;
- contribution à une plus grande prise en charge par les commerçants de leur développement au sein des SDC et des associations volontaires.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Mars 2016 Avis de motion
- Avril 2016 Adoption du règlement
- Mai 2016 Versement des subventions non récurrentes aux SDC et virement de la portion de 10 % à l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Paule TANGUAY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Michael TREMBLAY, Le Plateau-Mont-Royal
Christian C NADEAU, Service des finances

Lecture :

Christian C NADEAU, 27 janvier 2016
Michael TREMBLAY, 26 janvier 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel VALADE
Conseiller économique

Tél : 872-8512
Télécop. : 872-6249

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-25

Serge GUÉRIN
Directeur

Tél : 514 872-0068
Télécop. : 514 872-0049

FONDS DE DYNAMISATION DES RUES COMMERCIALES DE L'ARRONDISSEMENT DU PLATEAU-MONT-ROYAL

Répartition des sommes entre les SDC et virement de fonds à l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal
Année 2016 (remise 2015)

Enveloppe totale année courante : 1 593 163 $

Volet I – Soutien aux SDC – 1 433 846 $ (90 % de l'enveloppe)

Organisme	Nombre de cotisants facturés 2015 (1)	Budget de cotisation 2015 (1)	Somme à verser pour l'année 2016 (2)	Dépassement Somme à verser / Budget de cotisation (3)	Redistribution (4)	Total des sommes à verser après redistribution
SDC Carrefour du Plateau Mont-Royal	507	785 000$	616 554 $		47 292 $	663 846 $
SDC du Boulevard Saint-Laurent	622	570 000 $	559 200 $		10 800 $	570 000$
SDC Pignons rue Saint-Denis	312	200 000 $	258 092 $	58 092 $		200 000 $
			1 433 846 $	58 092 $	58 092 $	1 433 846$

(1) Source : Service des finances, Suivi budgétaire des SDC – Exercice 2015 (Web Focus)
(2) Selon répartition, poids égal 50 % - 50 % nombre de cotisants facturés 2015 / budget de cotisation 2015. SDC Carrefour du Plateau-Mont-Royal (43 %), SDC du boulevard Saint-Laurent (39 %), SDC Pignons rue Saint-Denis (18 %).
(3) Règle d'allocation maximale du Fonds ne pouvant dépasser le budget de cotisation de la SDC. Budget de cotisation de la SDC Pignons rue Saint-Denis de 200 000 $. Dépassement du budget de cotisation SDC Pignons rue Saint-Denis de 58 092 $.
(4) Redistribution à la SDC Carrefour du Plateau Mont-Royal et à la SDC du Boulevard Saint-Laurent du montant provenant du dépassement du budget de cotisation de la SDC Pignons rue Saint-Denis de 58 092 $. Répartition entre la SDC Carrefour du Plateau Mont-Royal (52 %) et la SDC du Boulevard Saint-Laurent (48 %), jusqu'à un plafond équivalent au budget de cotisation 2015. Une somme de 10 800 $ permet d'atteindre le plafond des cotisations pour la SDC du boulevard Saint St-Laurent.

Volet III – Besoins complémentaires – 159 317 $ (10 % de l'enveloppe)

Arrondissement	Somme à verser pour l'année 2016
Plateau-Mont-Royal	159 317 $

GDD1161180001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1161180001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , Division du développement économique et des initiatives stratégiques
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » afin de verser en 2016 (remises 2015) des subventions totales non récurrentes de 1 433 846 $ aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et réserver une somme de 159 317 $ visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants implantées sur le territoire de cet arrondissement

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AG - 1161180001 - Subventions SDC Fonds dynamisation 2016.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie GERBEAU
Avocate
Tél : 514-872-3093

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-27

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-872-3093
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT SUR LES SUBVENTIONS AUX SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL FINANCÉES PAR LE FONDS DE DYNAMISATION DES RUES COMMERCIALES

Vu l'article 458.42 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Une subvention, non récurrente, aux montants indiqués ci-après est accordée aux sociétés de développement commercial suivantes :

1° Société de développement commercial Carrefour du Plateau Mont-Royal : 663 846 $;

2° Société de développement commercial du Boulevard Saint-Laurent : 570 000 $;

3° Société du développement commercial Pignons rue Saint-Denis : 200 000 $.

_____

GDD1161180001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1161180001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , Division du développement économique et des initiatives stratégiques
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » afin de verser en 2016 (remises 2015) des subventions totales non récurrentes de 1 433 846 $ aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et réserver une somme de 159 317 $ visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants implantées sur le territoire de cet arrondissement

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 116118001 Règlement subventions SDC.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Paule TANGUAY
Préposée au budget
Service des finances - point de service Chaussegros-de-Léry
Tél : 514 872-5911

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-29

François BERGERON
Conseiller en gestion des ressources financières - c/e

Tél : 514 872-0226
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.03

2016/03/21
13:00

(1)

Dossier # : 1151175003

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division des travaux publics , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2016, un règlement autorisant un emprunt de 4 200 000 $ afin de financer les améliorations des lieux d'élimination de neige et des équipements connexes relevant de la compétence du conseil municipal.

Il est recommandé :
D'adopter, dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2016, un règlement autorisant un emprunt de 4 200 000 $ afin de financer les améliorations des lieux d'élimination de neige et des équipements connexes relevant de la compétence du conseil municipal.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-02-23 16:24

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1151175003**

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division des travaux publics , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2016, un règlement autorisant un emprunt de 4 200 000 $ afin de financer les améliorations des lieux d'élimination de neige et des équipements connexes relevant de la compétence du conseil municipal.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal élimine environ 12 000 000 de mètres cubes de neige dans 28 sites d'élimination de neige répartis sur l'ensemble de son territoire. Ces sites d'élimination de neige sont : 16 chutes à l'égout, 11 dépôts de surface et 1 dépôt en carrière.
Le Programme triennal d'immobilisations 2016 prévoit des investissements principalement pour l'amélioration et l'optimisation de lieux d'élimination de neige existants, et ce, afin de maintenir et d'améliorer la capacité d'élimination de neige de la Ville de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM11 0777 du 04 octobre 2011 Adopter le Programme triennal d'immobilisations 2012-2014 du conseil municipal

DESCRIPTION

Ce règlement d'emprunt de 4 200 000 $ servira à optimiser la capacité de sites existants, à corriger certaines déficiences en rapport aux normes environnementales, à améliorer la sécurité et les opérations sur les lieux d'élimination (chutes ou sites de surface) et à l'acquisition de terrains si nécessaire. Les travaux visés en 2016 sont principalement :
- construction d'une dalle en pavage et étanchéisation de la surface du dépôt à neige Sartelon, dans l'arrondissement St-Laurent ;
- correction du réseau de drainage au dépôt à neige Ray-Lawson, dans l'arrondissement Anjou;
- services professionnels pour le nettoyage de la surface et la construction d'une dalle en pavage ou en béton compacté au rouleau (BCR) au dépôt à neige Newman, dans l'arrondissement Sud-Ouest;
- amélioration diverses des équipements existants des dépôts et des chutes à neige existants (mécanisation, bâtiments, structures d'acier, sécurité, éclairage, etc.);
- construction d'un nouveau chemin d'accès au dépôt à neige Autoroute 13.

JUSTIFICATION

Les travaux prévus en 2016 serviront principalement à corriger des déficiences observées au niveau du drainage, de l'étanchéité et de la capacité portante des surfaces d'entassement de la neige. La construction de surfaces rigides en pavage ou BCR permet de rendre celles-ci étanches aux infiltrations de métaux lourds, chlorures ou autres polluants dans le sol, en plus d'optimiser les opérations en période de gel/dégel.
De plus, en corrigeant le drainage du site Ray-Lawson, cela permettra à ce dépôt de mieux répondre aux normes de rejet du MDDELCC concernant les matières en suspension dans l'eau de fonte.

À plus long terme, il sera nécessaire de voir à l'aménagement de nouveaux sites dans le but de remplacer ceux qui seront affectés par les projets autoroutiers majeurs (Bonaventure, Turcot, pont Champlain , et aussi pour s'assurer de pouvoir éliminer efficacement la neige des hivers où l'on enregistre des précipitations plus importantes que la normale.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La période de financement ne doit pas excéder 20 ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale (Jacques P TREMBLAY)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel MEUNIER
Ingénieur

Tél : 514 872-5640
Télécop. : 514 868-3692

ENDOSSÉ PAR Le : 2015-12-09

André HAMEL
C/d - Travaux publics - SCA

Tél : 514 872-8900
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Guylaine BRISSON
Directrice
Tél : 514 872-4757
Approuvé le : 2015-12-14

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 4 200 000 $ AFIN DE FINANCER LES AMÉLIORATIONS DES LIEUX D'ÉLIMINATION DE NEIGE ET DES ÉQUIPEMENTS CONNEXES

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations qui sont prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 4 200 000 $ afin de financer les améliorations des lieux d'élimination de neige et des équipements connexes.

2. Cet emprunt comprend les frais et honoraires d'études et de conception, ceux relatifs à la confection des plans et devis et à la surveillance des travaux et autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant et, le cas échéant, le coût d'acquisition de terrains lorsque requis.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense prévue par le présent règlement.

_____

GDD1151175003

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Dossier # : 1151175003

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division des travaux publics , -
Objet :	Adopter, dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2016, un règlement autorisant un emprunt de 4 200 000 $ afin de financer les améliorations des lieux d'élimination de neige et des équipements connexes relevant de la compétence du conseil municipal.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD1151175003 - Information comptable.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jacques P TREMBLAY
Agent comptable analyste
Direction du conseil et du soutien financier CDL
Tél : 514-872-4146

ENDOSSÉ PAR Le : 2015-12-10

Sylvain LESSARD
Chef de division

Tél : 514 872-1985
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier CDL

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.04

2016/03/21
13:00

(1)

Dossier # : 1161543001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division de la gestion des installations sportives
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016), 15-091, afin de corriger certains tarifs relatifs aux équipements sous la juridiction de la division de la gestion des installations sportives

Il est recommandé :

1. d'adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016), 15-091, afin de corriger certains tarifs relatifs aux équipements sous la juridiction de la division de la gestion des installations sportives.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-02-19 16:03

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1161543001**
Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division de la gestion des installations sportives
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016), 15-091, afin de corriger certains tarifs relatifs aux équipements sous la juridiction de la division de la gestion des installations sportives

CONTENU

CONTEXTE

La demande de modification du règlement est nécessaire suite à une erreur de tarif pour l'inscription à la pratique libre de racquetball et du squash lors de l'adoption du Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) par le conseil municipal en décembre 2015. Le racquetball et le squash devaient apparaître au premier alinéa de l'article 18, avec le tennis intérieur, et non au paragraphe 3 avec le badminton. Ainsi, le présent sommaire vient régulariser la situation en identifiant le tarif de la pratique libre de racquetball et du squash au bon endroit et selon le bon tarif pour l'année 2016.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 1399 -Adoption - Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016).

DESCRIPTION

Au Chapitre III du Règlement sur les Tarifs (exercice financier 2016), Accès aux équipements collectifs, Section I - Équipements sous la juridiction de la division de la gestion des installations sportives, Sous-section I - Équipements :
Modifier l'article 18, visant les frais d'inscription aux activités et les droits d'entrée relatifs aux équipements du complexe sportif Claude-Robillard, comme suit :

· Le paragraphe 1 devrait se lire comme suit : Inscription à la pratique libre du tennis intérieur, du racquetball ou du squash, par session;
· Le paragraphe 3 devrait se lire comme suit : inscription à la pratique libre du badminton, par session.

JUSTIFICATION

Pour un adulte résident de Montréal, les tarifs par session en 2016 pour l'inscription à la pratique libre du racquetball et du squash auraient dû être, comme prescrit au paragraphe 1, identiques à celui du tennis intérieur. Ainsi, il en coûte 128 $ pour l'inscription à la pratique libre du racquetball et du squash, comme pour celle du tennis intérieur, tandis que

le coût est de 61 $ pour la pratique libre du badminton. Les tarifs sont similaires à ceux de l'année 2015, car ils étaient respectivement de 125 $ et de 60 $.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

n/a

DÉVELOPPEMENT DURABLE

n/a

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La rectification de l'erreur permettra aux gestionnaires du complexe sportif Claude-Robillard de percevoir les bons montants pour les inscriptions à la pratique libre du racquetball et du squash, soit 128 $ par inscription par session. Si la rectification n'était pas effectuée, la Division de la gestion des installations sportives verrait une perte de revenu de 67 $ par inscription pour le restant de l'année 2016.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

n/a

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion: séance du conseil du 21 mars 2016
Adoption du règlement: séance du conseil du 18 avril 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean-François DULIÈPRE, Service de la diversité sociale et des sports
Johanne DEROME, Service de la diversité sociale et des sports
Julie LEMAY, Service de la diversité sociale et des sports
Anne-Marie LEMIEUX, Service des affaires juridiques

Lecture :

Johanne DEROME, 22 janvier 2016
Anne-Marie LEMIEUX, 15 janvier 2016
Julie LEMAY, 8 janvier 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Rocca LONIGRO
Agente de développement

Tél : 872-9259
Télécop. : 872-4718

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-22

Jean-François DULIÈPRE
Chef de division

Tél : 514 872-7990
Télécop. : 872-4718

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne DEROME
Directrice
Tél : 514 872-6133
Approuvé le : 2016-02-04

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES TARIFS (EXERCICE FINANCIER 2016) (15-091)

Vu les articles 244.1 à 244.10 et 263.2 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Le premier alinéa de l'article 18 du Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) (15-091) est modifié :

1° par l'insertion, au paragraphe 1°, après les mots tennis intérieur, des mots « du racquetball ou du squash, »

2° par la suppression, au paragraphe 3°, des mots « du racquetball ou du squash, »

GDD 1161543001

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.05

2016/03/21
13:00

(1)

Dossier # : 1166335001

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du financement_de la trésorerie et du bureau de la retraite , Division Secrétariat des commissions
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement établissant le Régime de retraite des cadres de la Ville de Montréal (15-087) remplaçant le Règlement établissant le Régime de retraite des cadres de la Ville de Montréal adopté à l'assemblée du 23 novembre 2015 et portant le même numéro

Il est recommandé :
D'adopter le Règlement établissant le Régime de retraite des cadres de la Ville de Montréal (15-087) remplaçant le Règlement établissant le Régime de retraite des cadres de la Ville de Montréal adopté à l'assemblée du 23 novembre 2015 et portant le même numéro.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-02-26 09:27

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1166335001**
Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du financement_de la trésorerie et du bureau de la retraite , Division Secrétariat des commissions
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement établissant le Régime de retraite des cadres de la Ville de Montréal (15-087) remplaçant le Règlement établissant le Régime de retraite des cadres de la Ville de Montréal adopté à l'assemblée du 23 novembre 2015 et portant le même numéro

CONTENU

CONTEXTE

Le 23 novembre 2015, le Conseil municipal adoptait le nouveau règlement du Régime de retraite des cadres de la Ville de Montréal qui allait devenir, par le fait même, le Règlement 15-087.
Une copie de ce règlement a été transmise à la Régie des rentes du Québec, maintenant appelée "Retraite Québec", qui l'exigeait pour être en mesure d'approuver l'évaluation actuarielle du régime en date du 31 décembre 2013 et éventuellement autoriser la fusion des différents régimes de retraite contenant des cadres au Régime de retraite des cadres de la Ville de Montréal.

À la suite de l'analyse du Règlement 15-087, les intervenants de Retraite Québec ont exigé des modifications pour que ce dernier soit conforme, notamment, à l'évaluation actuarielle du régime en date du 31 décembre 2013.

Voici les modifications exigées par Retraite Québec :

- Changer la date de fusion des cadres du Régime de rentes des employés de Ville de Saint-Laurent pour le 31 décembre 2013; et
- Changer la date de prise d'effet de l'indexation post retraite, visant la rente acquise pour la participation à compter de 2009, pour le 30 décembre 2013.

Nous avons profité de ces changements exigés pour apporter des ajustements au Règlement 15-087 dont voici les principaux :

- Clarification du traitement à appliquer pour les participants provenant du Régime de retraite des cadres de la CUM lors de la conversion;
- Clarification de la qualification du conjoint dans les annexes du règlement;
- Corrections diverses (références erronées etc.).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 1364 - 23 novembre 2015 - (1156335002) - Adoption du Règlement établissant le Régime de retraite des cadres de la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel vise l'adoption du Règlement établissant le Régime de retraite des cadres de la Ville de Montréal afin de se conformer aux exigences de Retraite Québec.
Ce règlement viendrait remplacer celui adopté par le conseil de la Ville en date du 23 novembre 2015. Nous avons déjà communiqué avec les représentants de Retraite Québec à cet effet. Ils attendent la nouvelle version du règlement.

Pour des raisons de simplifications administratives, **nous demandons que le règlement joint au présent sommaire garde le même numéro que celui adopté le 23 novembre 2015** afin d'éviter un nouvel enregistrement (processus plus complexe) auprès des autorités compétentes (Retraite Québec et Agence du revenu du Canada).

JUSTIFICATION

Pour autoriser les fusions des différents régimes de retraite des arrondissements aux régimes de retraites de la Ville de Montréal, les évaluations actuarielles de fusion de chacun des régimes doivent être conformes au règlement du régime en question. Dans le Règlement 15-087, la date du fusion du Régime de rentes des employés de Ville de Saint-Laurent est le 31 décembre 2010 alors qu'elle aurait dû être le 31 décembre 2013, conformément à l'entente entre les parties et au rapport d'évaluation actuarielle de fusion du Régime de retraite des cadres de la Ville de Montréal. De plus, à la demande de Retraite Québec, la date de prise d'effet de l'indexation post retraite a été modifiée pour le 30 décembre 2013.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption de ce règlement :

- Permettra à Retraite Québec d'autoriser la fusion des différents régimes de retraite des arrondissements aux régimes de retraite de la Ville; et
- Reflétera l'utilisation de la valeur de l'indexation post retraite conformément au rapport d'évaluation actuarielle du régime en date du 31 décembre 2013.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un avis sera envoyé aux cadres provenant du Régime de rentes des employés de Ville de Saint-Laurent pour les aviser de la modification à la date de fusion de leur régime antérieur à celui des cadres de la Ville de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le processus de scission et de fusion des actifs et des passifs des divers régimes de retraite des arrondissements vers le Régime de retraite des cadres de la Ville de Montréal pourra être entamé avec l'approbation de Retraite Québec; et

- Envoi d'un avis aux cadres de Saint-Laurent.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

David BÉLANGER, Service des ressources humaines

Lecture :

David BÉLANGER, 25 février 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Louis-Paul SIMARD
Conseiller - Caisses de retraite

Tél : 514 872-6520
Télécop. : 514 872-1855

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-23

Alain LANGLOIS
Chef de division secrétariat aux commissions

Tél : 514 872-5902
Télécop. : 514 872-1855

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jacques MARLEAU
Directeur et trésorier adjoint
Tél : 514 872-3155
Approuvé le : 2016-02-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves COURCHESNE
DIRECTEUR DU SERVICE DES FINANCES
Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2016-02-25

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
15-087

RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE RÉGIME DE RETRAITE DES CADRES DE LA VILLE DE MONTRÉAL

RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE RÉGIME DE RETRAITE DES CADRES DE LA VILLE DE MONTRÉAL

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET APPLICATION 1

SECTION I - DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION 1

SECTION II - APPLICATION ET RÈGLES GÉNÉRALES 12

SECTION III - ADHÉSION ET PARTICIPATION 15

SECTION IV - COTISATIONS 16

Sous-section 1 - Cotisations salariales et patronales 16

Sous-section 2 - Intérêts crédités sur les cotisations 19

Sous-section 3 – Cotisations excédentaires 19

SECTION V - RETRAITE 20

Sous section 1 - Admissibilité à la retraite 20

Sous-section 2 - Rentes de retraite 22

Sous-section 3 - Prestations de retraite maximales 24

Sous-section 4 - Service de la rente 26

§ 1- Mode normal de rente 26
§ 2- Modes facultatifs de rente 26
§ 3- Prestation minimale 27

SECTION VI - INVALIDITÉ 27

SECTION VII - CESSATION DE PARTICIPATION ACTIVE 28

SECTION VIII - DÉCÈS 29

SECTION IX - INDEXATION 35

Sous section 1 - Indexation des rentes servies 35

Sous-section 2 - Indexation des rentes différées 36

SECTION X - ADMINISTRATION DU RÉGIME 37

SECTION XI - MODIFICATION DU RÉGIME 40

SECTION XII - TRANSFERTS ENTRE RÉGIMES DE RETRAITE 41

Sous-section 1 - Transferts entre régimes de retraite dont la Ville est le promoteur 41

§ 1- Transferts vers un autre régime de retraite de la Ville 41
§ 2- Transferts en provenance d'un autre régime de retraite de la Ville 42

Sous-section 2 - Transferts en provenance d'un régime de retraite d'un autre employeur ... 42

§ 1- Transferts sans entente-cadre 42
§ 2- Transferts avec entente-cadre 43

SECTION XIII - RACHAT DE SERVICE PASSÉ 44

CHAPITRE 2 - VOLET FLEXIBLE 46

SECTION I - COTISATIONS ACCESSOIRES OPTIONNELLES 46

SECTION II - PRESTATIONS ACCESSOIRES OPTIONNELLES 48

CHAPITRE 3 - DISPOSITIONS D'INTÉGRATION DES RÉGIMES DE RETRAITE ANTÉRIEURS 49

SECTION I - FUSION DES RÉGIMES DE RETRAITE ANTÉRIEURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES 49

SECTION II - CONVERSION 51

Sous-section 1 – Dispositions générales 51

Sous-section 2 – Régimes de retraite antérieurs à prestations déterminées 53

Sous-section 3 – Régimes de retraite antérieurs à cotisation déterminée 55

Sous-section 4 – Rachat de participation non reconnue par la conversion 56

CHAPITRE 4 - DISPOSITIONS TRANSITOIRES, DIVERSES ET FINALES 58

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
15-087

RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE RÉGIME DE RETRAITE DES CADRES DE LA VILLE DE MONTRÉAL

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète que le Règlement établissant le Régime de retraite des cadres de la Ville de Montréal (15-087), adopté à l'assemblée du 23 novembre 2015, est remplacé par le présent règlement portant le même numéro :

CHAPITRE 1
DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET APPLICATION

SECTION I
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

1. Le Régime établi par le présent règlement est un régime de retraite flexible soustrait à l'application de certaines dispositions de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (RLRQ, chapitre R-15.1).

2. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

« actuaire » : Lorsque la loi l'exige, un « fellow » de l'Institut canadien des actuaires ou, dans l'accomplissement des tâches administratives qui lui sont confiées dans le but d'assister la commission dans l'administration du Régime, un tel « fellow » ou un bureau d'actuaires dont au moins un membre possède le titre de « fellow »;

« âge normal de la retraite » : l'âge normal de la retraite, pour un participant autre qu'un membre de l'état-major, est 65 ans. Pour le participant membre de l'état-major, l'âge normal et obligatoire de la retraite est 60 ans.

« année de l'événement » : l'année durant laquelle survient le premier des événements suivants : le décès, la retraite ou la cessation de participation active du participant**;**

« années de participation » : les périodes de service du participant suivantes :

1° La période de service en tant que cadre, basée sur un horaire de travail à temps plein, durant laquelle il a versé des cotisations salariales dans le Régime, exprimée en nombre d'années, avec crédit proportionnel pour les années incomplètes, incluant toute période de service à l'égard de laquelle il a été exonéré de verser des cotisations salariales et pendant laquelle il n'a pas reçu de rente d'invalidité ainsi que les années de service reconnues selon les sections XII et XIII du présent

chapitre. Toutefois, cette période de service exclut l'année 2008 pour le participant visé par le paragraphe 1° de l'article 118 et exclut les années 2011 à 2013 pour le participant de la CUM;

Pour toute période où le participant n'a pas travaillé le nombre d'heures prévu pour sa catégorie d'emploi, le nombre d'années de participation ou la fraction d'année de participation est égale au nombre d'heures, exprimé en années, pour lesquelles il a versé des cotisations salariales divisé par le nombre d'heures de travail prévu pour sa catégorie d'emploi;

2° La période de service reconnue à titre d'années de participation à la suite de la conversion des droits du participant et à la suite du rachat des années non reconnues par la conversion, le cas échéant, conformément à la section II du chapitre 3;

« années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur » :

1° Pour un participant visé par le paragraphe 1° de l'article 118, les périodes de service suivantes :

a) La période de service reconnue jusqu'au 31 décembre 2007 par le régime de retraite antérieur en tant que cadre aux fins du calcul de la rente;

b) La période de service reconnue du 1er janvier au 31 décembre 2008 par le Régime en tant que cadre selon les dispositions du régime de retraite antérieur.

Ces périodes de service incluent toute période de service rachetée conformément aux dispositions du régime de retraite antérieur;

2° Pour un cadre qui, au 31 décembre 2008, était un participant actif à l'un des régimes de retraite antérieurs à cotisation déterminée : toute période de service antérieure au 1er janvier 2009 durant laquelle le cadre participait à un tel régime de retraite, avec rajustement proportionnel pour toute période pendant laquelle le cadre n'occupait pas un emploi à temps plein;

3° Pour un participant de la CUM :

a) La période de service reconnue jusqu'au 31 décembre 2010 par le régime de retraite de la CUM aux fins du calcul de la rente;

b) La période de service reconnue du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2013 par le Régime en tant que cadre selon les dispositions du régime de retraite de la CUM.

Ces périodes de service incluent toute période de service rachetée conformément aux dispositions du régime de retraite de la CUM;

4° Pour un participant de Saint-Laurent, la période de service reconnue jusqu'au 31 décembre 2013 par le régime de retraite de Saint-Laurent aux fins du calcul de la rente.

Cette période de service inclut toute période de service rachetée conformément aux dispositions du régime de retraite de Saint-Laurent;

« **années de participation aux fins de l'admissibilité** » : les périodes de service suivantes :

1° Toute période de service reconnue à titre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur;

2° Toute période de service reconnue à titre d'années de participation, à l'exclusion des périodes de service reconnues comme des années de participation à la suite de la conversion des droits du participant et à la suite du rachat des années non reconnues par la conversion, le cas échéant, conformément à la section II du chapitre 3;

3° Toute période de service reconnue comme années de service servant uniquement aux fins de l'admissibilité à la retraite en vertu d'une entente-cadre de transfert visant le Régime;

4° Toute période de service reconnue par un régime de retraite d'une municipalité reconstituée aux fins du calcul de la rente pour un participant actif au Régime le 1er janvier 2009 qui, au 31 décembre 2008, participait à un régime de retraite d'une municipalité reconstituée, si cette période de service n'a pas été reconnue au Régime en vertu de la sous-section 2 de la section XII et à la condition que le participant se soit prévalu de son droit au transfert en vertu de cette sous-section;

5° Toute période de service reconnue par un régime de retraite d'une municipalité reconstituée aux fins du calcul de la rente pour un participant actif au Régime le 1er janvier 2009 qui, au 31 décembre 2008, participait à un régime de retraite d'une municipalité reconstituée et qui ne peut transférer la valeur de ses droits tel que prévu à la sous-section 2 de la section XII notamment en raison de son âge;

« **cadre** » : un employé de la Ville qui n'est pas un salarié représenté par une association accréditée au sens du Code du travail incluant les personnes nommées à l'Annexe A.

Au sens du Régime, les employés suivants sont exclus des cadres :

1° Un membre de l'état-major des policiers;

2° Un membre du personnel politique; et

3° Une personne employée à titre d'étudiant ou de stagiaire;

« caisse de retraite » : la caisse établie sous le nom de « Caisse de retraite des cadres de la Ville de Montréal » afin de pourvoir au paiement des prestations prévues par le Régime;

« commission » : la Commission du Régime de retraite des cadres de la Ville de Montréal et qui constitue le comité de retraite chargé de l'administration du Régime au sens de la Loi;

« conjoint » : la personne qui au jour qui précède le décès du participant :

1° Est liée par un mariage ou une union civile au participant; ou

2° Vit maritalement avec le participant non marié ni uni civilement, qu'elle soit de sexe différent ou de même sexe, depuis au moins trois ans ou, dans les cas suivants, depuis au moins un an :

a) Un enfant au moins est né ou à naître de leur union;

b) Ils ont conjointement adopté au moins un enfant durant leur période de vie maritale;

c) L'un d'eux a adopté au moins un enfant de l'autre durant cette période.

Pour l'application du paragraphe 2° du premier alinéa, la naissance ou l'adoption d'un enfant avant la période de vie maritale en cours au jour où s'établit la qualité de conjoint permet de qualifier une personne comme conjoint;

« employeur » : la Ville de Montréal ou, pour le participant visé par la section II de l'annexe A, la municipalité reconstituée pour laquelle il travaille, sous réserve de l'article 61.17 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005 et ses modifications);

« enfant » : un enfant du participant ou de son conjoint, né, adopté ou à naître au jour qui précède le décès du participant, qui est à la charge du participant à cette date et qui, à toute fin autre que celle de déterminer le statut de « conjoint », est âgé de moins de 18 ans;

« fonction supérieure » : le passage temporaire d'un cadre d'un emploi à un autre dont le groupe de traitement est supérieur et qui entraîne une augmentation de la rétribution de ce cadre;

« gains cotisables » :

1° Pour le participant autre qu'un membre de l'état-major, la rétribution régulière du cadre incluant la rémunération reçue pour l'occupation d'une fonction supérieure, mais à l'exclusion de toute rétribution additionnelle telle la rémunération du surtemps et les allocations;

2° Pour le participant membre de l'état-major, la rétribution régulière du cadre incluant la rémunération reçue pour l'occupation d'une fonction supérieure, la prime de rotation, la prime de garde et la prime de rappel, mais à l'exclusion de toute rétribution additionnelle telle la rémunération du surtemps et les allocations;

« indice des prix à la consommation » : sauf aux fins de l'article 74, la moyenne annuelle calculée à partir des indices mensuels des prix à la consommation au Canada, établis par Statistique Canada pour chaque mois de la période de 12 mois prenant fin le 30 septembre de l'année précédente;

« indice des rentes » : pour l'année 1982, 1,000, et pour chaque année civile subséquente, le produit que l'on obtient en multipliant la différence qui résulte de la soustraction de 0,030 de l'indice monétaire d'inflation de l'année courante, par l'indice des rentes de l'année précédente;

« indice monétaire d'inflation » : pour chaque année civile, le quotient que l'on obtient en divisant par 1,020 la somme de 1,000 et la moyenne, pour les 60 mois se terminant le 31 décembre de l'année précédente, des taux de rendement des obligations du Canada échéant dans 10 ans ou plus publiés par la Banque du Canada (Série V122487, anciennement CANSIM indice B14013);

« invalidité » : l'état de déficience physique ou mentale qui permet à un participant actif de recevoir des prestations d'invalidité longue durée en vertu d'un contrat d'assurance souscrit par la Ville pour le bénéfice des cadres ou qui permettrait d'avoir autrement reçu une telle prestation n'eût été des prestations qu'il reçoit en vertu de l'un des régimes publics suivants :

1° Le régime d'accidents du travail administré par la Commission de la santé et sécurité du travail du Québec (CSST);

2° Le régime d'indemnisation des victimes d'actes criminels du Québec (IVAC);

3° Le régime d'indemnisation des victimes d'accidents automobiles administré par la Société d'assurance automobile du Québec (SAAQ); et

4° Le régime de prestations d'invalidité prévu par le Régime de rentes du Québec et administré par la Régie des rentes du Québec.

Cette définition est applicable à compter du 1er janvier 2009. Pour toute période antérieure à cette date, l'invalidité est définie à l'annexe applicable au régime de retraite auquel l'employé participait au cours de cette période;

« Loi » : la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (RLRQ, chapitre R-15.1);

« meilleur traitement » : la moyenne annualisée la plus élevée du traitement de 36 mois consécutifs de service à la date de cessation de participation active, sauf dans le cas d'un participant qui a moins de 36 mois de service où cette moyenne est calculée sur sa période de service;

« meilleur traitement indexé » : la moyenne la plus élevée du traitement indexé de 36 mois consécutifs de service à la date de cessation de participation active, sauf dans le cas d'un participant qui a moins de 36 mois de service où cette moyenne est calculée sur sa période de service. Le traitement indexé étant égal au traitement rajusté selon la méthode décrite à l'article 43 aux fins du calcul de la rétribution moyenne la plus élevée;

« membre de l'état-major » : un cadre faisant partie de l'état-major du Service de la sécurité incendie de Montréal;

« MGA » : le maximum annuel des gains admissibles pour une année tel que prévu par la Loi sur le régime de rentes du Québec (RLRQ, chapitre R-9);

« MGA ajusté moyen » : la moyenne du MGA ajusté pour la période utilisée dans le calcul du meilleur traitement du participant, où le MGA ajusté correspond, pour une année, au montant le moins élevé du MGA et du traitement du cadre;

« mort en service » : décès survenant dans les 24 mois des suites d'un événement causé par un risque inhérent à la fonction d'un membre de l'état-major et auquel ce dernier est exposé, ou le décès sur les lieux mêmes d'un incendie ou autre sinistre que ce membre de l'état-major a été appelé à combattre, quelle que soit la cause de ce décès;

« municipalité reconstituée » : une des municipalités suivantes : Beaconsfield, Côte Saint-Luc, Dollard-des-Ormeaux, Dorval, Hampstead, Kirkland, Montréal-Est, Montréal-Ouest, Mont-Royal, Pointe-Claire, Senneville, Sainte-Anne-de-Bellevue et Westmount;

« participant » : un cadre qui a adhéré au Régime et qui conserve des droits en vertu de ce dernier;

« participant actif » : un participant dont la période de service à titre de cadre n'est pas terminée;

« participant de la catégorie A » : un cadre, autre qu'un membre de l'état-major, qui rencontre un des critères suivants :

1° Il était un participant actif au Régime en date du 31 décembre 2007, il était en service à la Ville le 30 avril 1983 et il s'est prévalu de l'option mentionnée à l'article 53 du Règlement 6121 du Régime;

2° Il est un participant actif au Régime en date du 31 décembre 2007 et il est un employé transféré, avant le 1er janvier 2008, de la Communauté urbaine de Montréal qui, au moment du transfert, était régi par des dispositions similaires à celles décrites au paragraphe 1° de la présente définition mais dans un régime de retraite de la Communauté urbaine de Montréal;

3° Il est un participant actif au Régime en date du 31 décembre 2007 ou il est un cadre qui adhère au Régime après cette date et il est un employé transféré d'un autre régime de retraite de la Ville qui, au moment du transfert, était régi par des dispositions similaires à celles décrites au paragraphe 1° de la présente définition dans cet autre régime de retraite de la Ville; ou

4° Il est un cadre, autre qu'un membre de l'état-major, réemployé par la Ville qui, à la date de sa cessation précédente de participation active, était un participant de la catégorie A en vertu du règlement du Régime en vigueur à cette date et qui a toujours droit, au moment de sa réembauche, à une rente différée payable du Régime en rapport avec sa participation antérieure;

« **participant de la catégorie B** » : un cadre, autre qu'un membre de l'état-major, qui était un participant actif au Régime en date du 31 décembre 2007, qui était en service à la Ville le 30 avril 1983 et qui n'est pas un participant de la catégorie A;

« **participant de la catégorie C** » : un cadre, autre qu'un membre de l'état-major, qui rencontre les critères suivants :

1° Il était un participant actif au 31 décembre 2007, il était en service à la Ville le ou après le 1er mai 1983 et il n'est pas un participant de la catégorie A ou de la catégorie B;

2° Il est un cadre, autre qu'un membre de l'état-major, qui adhère au Régime du 1er janvier au 31 décembre 2008;

3° Il est un cadre, autre qu'un membre de l'état-major, réemployé par la Ville qui, à la date de sa cessation précédente de participation active, était un participant de la catégorie C en vertu du règlement du Régime en vigueur à cette date et qui se prévaut, à la suite de sa réembauche, des dispositions prévues à l'article 16; ou

4° Il est un cadre, autre qu'un membre de l'état-major, réemployé par la Ville qui, à la date de sa cessation précédente de participation active, était un participant de la catégorie A ou de la catégorie B en vertu du règlement du Régime en vigueur à cette date et qui se prévaut, à la suite de sa réembauche, des dispositions prévues au deuxième alinéa de l'article 16;

« participant de la catégorie D » : un membre de l'état-major qui rencontre un des critères suivants :

1° Il était un participant actif au 31 décembre 2007 et il était en service à la Ville le 31 décembre 1985, incluant le membre de l'état-major étant devenu un participant invalide entre le 1er janvier 1985 et le 31 décembre 1985 ou il a été embauché à la Ville le ou après le 1er janvier 1986;

2° Il est un membre de l'état-major qui adhère au Régime du 1er janvier au 31 décembre 2008; ou

3° Il est un membre de l'état-major réemployé par la Ville qui, à la date de sa cessation précédente de participation active, était un participant de la catégorie D en vertu du règlement du Régime en vigueur à cette date et qui se prévaut, à la suite de sa réembauche, des dispositions prévues à l'article 16;

« participant de la CUM » : un participant visé par le paragraphe 1° de l'article 119;

« participant de Saint-Laurent » : un participant visé par le paragraphe 1° de l'article 120;

« participant invalide » : un participant actif dont l'état correspond à la définition d'invalidité;

« participant non actif » : un participant qui n'est pas un participant actif mais qui conserve des droits en vertu du Régime;

« pourcentage d'indexation » :

1° Pour l'année suivant l'année de l'événement, le pourcentage de variation de l'indice des rentes de l'année considérée par rapport à celui de l'année de l'événement, rajusté du ratio du nombre de mois entiers pour lesquels la rente a été servie ou différée durant l'année de l'événement sur 12;

2° Pour chaque année subséquente, le pourcentage de variation de l'indice des rentes de l'année considérée par rapport à l'indice des rentes de l'année suivant l'année de l'événement. Ce pourcentage d'indexation ainsi déterminé se compose avec celui applicable pour l'année suivant l'année de l'événement;

3° Malgré les paragraphes 1° et 2°, si le pourcentage d'indexation de l'année considérée est inférieur à celui de l'année précédente, ce dernier continue de prévaloir sauf dans le cas où l'indice monétaire d'inflation de l'année considérée est inférieur à 1,000; dans ce dernier cas, le pourcentage de l'année considérée est égal à celui de l'année précédente, multiplié par l'indice monétaire d'inflation de l'année considérée;

« prestataire » : un participant, un conjoint, un enfant ou un ayant cause qui reçoit une rente payable du Régime;

« **Régime** » : le Régime de retraite des cadres de la Ville de Montréal;

« **régime admissible** » : un des régimes suivants, dans la mesure où le participant ou son conjoint, selon le cas, y est admissible en vertu de la législation applicable :

1° Un régime de retraite;

2° Un compte de retraite immobilisé ou un contrat de retraite, tel que défini dans les règlements pris en vertu de la Loi;

3° Tout autre régime permis selon les règlements pris en vertu de la Loi incluant, le cas échéant, un régime enregistré d'épargne-retraite;

« **régime de retraite** » : un régime de retraite enregistré assujetti à la Loi ou un régime équivalent assujetti à une autre loi provinciale ou fédérale;

« **régime de retraite antérieur** » : selon le cas, un des régimes de retraite mentionnés à la définition de « régime de retraite antérieur à cotisation déterminée » ou à la définition de « régime de retraite antérieur à prestations déterminées»;

« **régime de retraite antérieur à cotisation déterminée** » : un des régimes de retraite suivants :

- Régime de retraite des employés de la Ville de l'Île-Bizard;
- Régime de retraite des employés de la Ville de Sainte-Geneviève.

  Le régime enregistré d'épargne-retraite collectif des employés de la bibliothèque de la Ville de Montréal, arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, est considéré et traité, aux fins du présent règlement, comme un régime de retraite antérieur à cotisation déterminée;

« **régime de retraite antérieur à prestations déterminées** » : un des régimes de retraite suivants :

- Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville d'Anjou;
- Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Lachine;
- Régime complémentaire de retraite des salariés de la Ville de LaSalle;
- Régime de rentes des employés de l'ancienne Ville de Montréal-Nord et de certains employés dont est doté l'arrondissement de Montréal-Nord;
- Régime de retraite des employés, non assujettis à une convention collective de travail, de la Ville d'Outremont;
- Régime de retraite des employés de la Ville de Pierrefonds;
- Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Roxboro;
- Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Saint-Léonard;
- Régime de retraite pour les employés de Ville de Montréal, Arrondissement Verdun;

« régime de retraite apparenté » : un régime de retraite à prestations déterminées auquel contribue la Ville en tant qu'employeur ou auquel contribue un organisme ou une société dont la Ville désigne la majorité des administrateurs ou dont le budget annuel doit être approuvé par la Ville;

« régime de retraite de la CUM » : le Régime de retraite des cadres de la Communauté urbaine de Montréal;

« régime de retraite de Saint-Laurent » : le Régime de rentes des employés de Ville de Saint-Laurent;

« rémunération » ou « rétribution » : la rétribution tel que ce terme est défini au paragraphe 147.1(1) de la Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.C. 1985, chapitre 1 (5^{e} suppl.) et ses modifications);

« rente différée » : la rente dont le service est différé à la date normale de retraite;

« retraité » : un participant ayant commencé à recevoir une rente du Régime en vertu du présent règlement;

« RRQ » : le Régime de rentes du Québec;

« service » : la plus récente période ininterrompue d'emploi continu à la Ville, que ce soit en qualité de cadre ou non, indépendamment de la participation au Régime, compte tenu du fait que le service n'est pas considéré interrompu pendant ce qui suit :

1° Une absence temporaire, incluant un congé de maternité, avec ou sans traitement;

2° Une période durant laquelle le participant est un participant invalide;

3° Une période au cours de laquelle le participant cesse de cotiser au Régime mais participe à un autre régime de retraite de la Ville;

4° Les vacances et les congés statutaires.

Par contre, un participant invalide est considéré comme ayant terminé sa période d'emploi continu lorsqu'il n'accumule plus de nouveaux droits dans le Régime. Toutefois, la période d'emploi continu n'est pas considérée comme terminée dans le cas d'un participant atteint d'une invalidité temporaire même s'il cesse d'accumuler des droits dans le Régime.

Le service inclut aussi :

1° Les périodes d'emploi avec d'autres organismes reconnus aux fins du Régime en vertu de la sous-section 2 de la section XII du présent chapitre, pour lesquelles les prestations imputables à l'emploi du participant auprès d'un tel organisme sont

acquises aux termes d'une disposition à prestations déterminées ou à cotisation déterminée d'un autre régime de retraite auquel le participant a cessé de participer;

2° La période d'emploi à l'ex-Société des musées des sciences naturelles de Montréal dans le cas des employés transférés de cette société;

3° La période d'emploi reconnue en vertu d'un régime de retraite antérieur à prestations déterminées pour le participant visé par le paragraphe 1° de l'article 118;

4° La période d'emploi reconnue en vertu d'un régime de retraite antérieur à cotisation déterminée pour le participant actif à un tel régime de retraite le 31 décembre 2008;

5° La période ininterrompue d'emploi continu auprès d'une municipalité reconstituée pour un cadre visé par la section II de l'Annexe A;

6° La période d'emploi reconnue en vertu du régime de retraite de la CUM pour le participant de la CUM;

7° La période d'emploi reconnue en vertu du régime de retraite de Saint-Laurent pour le participant de Saint-Laurent;

8° La période d'emploi reconnue en vertu d'un régime de retraite d'une municipalité reconstituée pour un participant actif au 1er janvier 2009 qui participait à un tel régime de retraite le 31 décembre 2008, excluant toute période d'emploi à ce régime de retraite reconnue dans le Régime en vertu du paragraphe 1° du présent alinéa;

Nonobstant ce qui précède, la période d'emploi à la Ville, qui était reconnue à titre de service aux fins du Régime avant la cessation de participation active du participant qui est réembauché à titre de cadre, est reconnue aux fins de la présente définition si le participant se prévaut des dispositions prévues à l'article 16. Toutefois, tout service inclus dans cette période qui n'est pas reconnu à titre d'années de participation ne peut faire l'objet d'un rachat de service passé.

Cependant, pour le participant visé par l'article 15 qui ne se prévaut pas du transfert prévu à l'article 94, toute période d'emploi avant sa date de nomination à titre de cadre est considérée comme une période d'absence temporaire sans traitement approuvée par la Ville sans toutefois être admissible à un rachat selon la section XIII du présent chapitre;

« **traitement** » : les gains cotisables du cadre selon un horaire de travail à temps plein.

Pour un participant visé par l'article 15 et pour les fins du calcul du meilleur traitement seulement, le traitement inclut également les gains cotisables définis en vertu de l'autre régime de retraite de la Ville et qui lui ont été versés avant sa nomination à titre de cadre.
Pour le participant visé à l'article 16, les traitements qui lui ont été reconnus avant sa réembauche à titre de cadre ne sont pas considérés aux fins du calcul du meilleur traitement;

« valeur actualisée » : la valeur, à une date donnée, d'un paiement ou d'une série de paiements, telle que calculée en utilisant les hypothèses actuarielles prévues par la législation applicable;

« valeur actuarielle » : la valeur, à une date donnée, d'un paiement ou d'une série de paiements, telle que calculée en utilisant les hypothèses actuarielles adoptées par la commission, sur recommandation de l'actuaire, conformément aux principes actuariels généralement reconnus;

« Ville » : la Ville de Montréal.

SECTION II
APPLICATION ET RÈGLES GÉNÉRALES

3. Le Régime, mis en vigueur le 16 octobre 1913, tel que modifié et remplacé au cours des années par différents règlements, notamment par les règlements 6121, 94-049 et R-3.1 est continué conformément aux dispositions du présent règlement qui remplace tous ces règlements antérieurs.

Le principal objet du Régime est de prévoir et d'organiser le versement de rentes aux participants du Régime.

4. Toutes les prestations payables aux participants ayant commencé à recevoir une rente du Régime avant le 1er janvier 2008, de même que les prestations payables à leur conjoint ou à leurs ayants cause et toutes les rentes différées payables aux participants ayant cessé de participer activement au Régime avant le 1er janvier 2008, continuent à être payées ou payables, selon le cas, conformément aux dispositions qui leur étaient applicables avant l'adoption du présent règlement, sauf dans la mesure expressément prévue par le présent règlement ou par la Loi.

5. Les dispositions du présent règlement s'appliquent, à compter du 1er janvier 2008, aux prestations créditées aux participants actifs au Régime le 31 décembre 2007 et aux participants qui ont adhéré au Régime le ou après le 1er janvier 2008.

Ces dispositions s'appliquent aussi, à compter du 1er janvier 2008, aux prestations créditées aux participants qui étaient des participants actifs le 31 décembre 2007 dans un régime de retraite antérieur à prestations déterminées. Pour ces participants, la date d'adhésion au régime de retraite antérieure est considérée comme étant la date d'adhésion effective au Régime.

Les dispositions du règlement s'appliquent également, à compter du 1er janvier 2009, aux prestations créditées aux participants qui étaient des participants actifs le 31 décembre 2008 à un régime de retraite antérieur à cotisation déterminée. Lorsqu'un participant a choisi de convertir ses droits conformément à la section II du chapitre 3, la date de son adhésion au régime de retraite antérieur à cotisation déterminée est considérée comme étant la date d'adhésion effective au Régime. Pour tout autre participant actif à l'un de ces régimes de retraite, la date d'adhésion au Régime est le 1er janvier 2009.

De plus, les dispositions du règlement s'appliquent, à compter du 1er janvier 2009, aux prestations créditées aux cadres qui étaient des participants actifs le 31 décembre 2008 à un régime de retraite d'une municipalité reconstituée et qui ont adhéré au Régime le 1er janvier 2009.

Finalement, les dispositions du règlement s'appliquent, à compter du 1er janvier 2011, aux prestations créditées aux participants de la CUM et, à compter du 1er janvier 2014, à celles créditées aux participants de Saint-Laurent. Pour ces participants, la date d'adhésion au régime de retraite de la CUM ou au régime de retraite de Saint-Laurent, selon le cas, est considérée comme étant la date d'adhésion effective au Régime.

Les dispositions applicables au service à compter du 1er janvier 2009 (à compter du 1er janvier 2014 pour les participants de la CUM qui n'ont pas converti leur service avant cette date conformément à la section II du chapitre 3 et les participants de Saint-Laurent) sont notamment prévues aux sections IV à IX du chapitre 1 du présent règlement.

Les dispositions applicables au service antérieur au 1er janvier 2009 (au 1er janvier 2014 pour les participants de la CUM qui n'ont pas converti leur service avant cette date conformément à la section II du chapitre 3 et les participants de Saint-Laurent) sont prévues aux annexes B à O.

6. Lorsqu'une option est offerte à un participant, son conjoint ou ses ayants cause, le choix doit être signifié par écrit à la commission.

7. Une fraction d'année a une valeur proportionnelle et les calculs où interviennent les nombres qui ne sont pas entiers sont effectués en tenant compte de la partie fractionnaire.

8. L'exercice financier du Régime correspond à l'année civile.

9. Toute cotisation salariale, de rachat ou patronale, les intérêts crédités sur ces cotisations, toute somme remboursée ou toute prestation versée en vertu du Régime et toute somme attribuée au conjoint à la suite d'un partage ou d'une cession de droits dans le cadre du Régime ne peuvent être cédées, saisies, grevées, anticipées ni offertes en garantie ni faire l'objet d'une renonciation.

Malgré le premier alinéa, ne sont pas considérés comme des cessions :

1° Un partage, à la suite d'une ordonnance, d'un jugement ou d'un arrêt d'un tribunal compétent ou d'un accord écrit en règlement, après un échec du mariage ou d'une situation assimilable à une union conjugale entre un participant et son conjoint, des droits découlant du mariage ou d'une telle situation;

2° Un paiement effectué au représentant légal d'un participant décédé, lors du règlement de la succession;

3° Un partage découlant d'une saisie pour dette alimentaire due par le participant.

10. Tout partage ou cession entre conjoints des droits accumulés par le participant au titre du Régime est effectué conformément aux dispositions du chapitre VIII de la Loi qui prévoient notamment que :

1° Le participant et son conjoint ont droit, sur demande faite par écrit à la commission, d'obtenir un relevé faisant état des droits accumulés par le participant au titre du Régime et de leur valeur en date de l'introduction d'une demande en séparation de corps, en divorce, en annulation de mariage, en dissolution ou en annulation d'union civile, en paiement d'une prestation compensatoire ou en date de la cessation de la vie maritale ainsi qu'à l'occasion d'une médiation effectuée préalablement à des procédures en matière familiale ou au cours d'une démarche commune de dissolution de leur union civile devant notaire;

2° Sur demande faite par écrit à la commission, les droits accumulés par le participant au titre du Régime sont partagés avec son conjoint dans la mesure prévue au Code civil ou par le jugement du tribunal ou une déclaration commune notariée de dissolution d'une union civile, en cas de séparation de corps, de divorce, de nullité du mariage ou en cas de dissolution autrement que par décès ou de nullité de l'union civile ou par la convention entre conjoints, le cas échéant;

3° Sur demande faite par écrit à la commission, les droits accumulés par le participant au titre du Régime sont cédés au conjoint dans la mesure prévue par le jugement du tribunal ou la déclaration notariée, lorsque l'un ou l'autre les attribue au conjoint du participant en paiement d'une prestation compensatoire;

4° Le conjoint peut consulter, notamment, le règlement du Régime et tout autre document prévu par la Loi.

Aux fins du présent article, la qualité de conjoint s'établit à la date du calcul de la valeur des droits accumulés par le participant dans le Régime.

11. Sauf dans les cas prévus par la Loi, les droits attribués au conjoint à la suite du partage des droits du participant ou pour le paiement d'une prestation compensatoire sont versés dans un régime admissible au nom du conjoint dans le but de constituer une rente viagère.

Toutefois, les droits attribués au conjoint à la suite d'une saisie pour dette alimentaire doivent être acquittés par un paiement en un seul versement, selon les modalités prévues par la Loi.

12. Toute prestation prévue au Régime, autre que celles prévues au paragraphe 1° de l'article 61 et au paragraphe 1° de l'article 62, est réduite pour tenir compte du montant attribué au conjoint à la suite d'une saisie pour dette alimentaire, d'un partage ou d'une cession de droits.

Les prestations créditées au participant par le Régime ne doivent, à aucun moment, être rajustées pour remplacer tout ou partie de la réduction de ses droits à la suite du partage, de la cession des droits ou de la saisie pour dette alimentaire.

SECTION III
ADHÉSION ET PARTICIPATION

13. Sous réserve du premier alinéa de l'article 17, un cadre devient admissible au Régime dès sa date d'embauche.

14. Tout cadre doit adhérer au Régime dès qu'il y est admissible.

Toutefois, l'adhésion au Régime est facultative pour un cadre à contrat d'une durée déterminée ou d'un cadre de direction qui ne participait pas déjà à un des autres régimes de retraite de la Ville mentionnés à l'article 15. La décision de ce cadre de participer au Régime est irrévocable.

La période pendant laquelle le cadre a choisi de ne pas adhérer au régime ne peut faire l'objet d'un rachat de service passé en vertu de la section XIII du présent chapitre.

15. Un cadre adhère au Régime le jour de sa nomination à titre de cadre s'il participait activement, le jour précédant, à l'un des régimes de retraite suivants :

- Régime de retraite des contremaîtres de la Ville de Montréal;
- Régime de retraite des cols bleus de la Ville de Montréal;
- Régime de retraite des fonctionnaires de la Ville de Montréal;
- Régime de retraite des pompiers de la Ville de Montréal;
- Régime de retraite des professionnels de la Ville de Montréal.

16. Sous réserve du premier alinéa de l'article 17, tout participant non actif qui redevient un cadre après avoir cessé d'être à l'emploi de la Ville adhère au Régime à la date de sa réembauche à titre de cadre. Un tel participant actif peut faire reconnaître au Régime ses années de participation accumulées avant la date de sa réembauche. Le cas échéant, son droit aux prestations de cessation de participation active, eu égard à ces années de participation, notamment son droit au paiement d'une rente différée ou au transfert de la valeur de cette rente différée, est alors suspendu jusqu'à la prochaine cessation d'emploi. Aux fins de l'article 26 et des prestations qui en découlent, les cotisations salariales du participants versées avant la date de sa réembauche et accumulées avec les intérêts s'ajoutent aux cotisations salariales en cours de versement. La valeur actualisée de la rente qui sera payable relativement à ces années de participation devra être au moins égale, à la date de l'événement, à la valeur actualisée de la rente différée à laquelle le participant avait droit avant sa réembauche.

Le cadre qui adhère au Régime alors qu'il a reçu le remboursement ou le transfert de la valeur de ses droits, eu égard aux années de participation accumulées avant la date de sa réembauche, peut de nouveau faire reconnaître au Régime ces années de participation s'il rembourse à la caisse de retraite le montant reçu lors de son départ, avec les intérêts

couvrant la période écoulée entre la date du paiement de ce montant au participant et la date à laquelle il effectue le remboursement à la caisse de retraite. Aux fins de l'article 26 et des prestations qui en découlent, aucune partie du montant remboursé à la caisse de retraite n'est considérée comme une cotisation salariale et il n'est pas tenu compte des droits reconnus par le Régime à la suite de ce remboursement pour établir la valeur actualisée des prestations. Le test de valeur minimale requis par la Loi s'applique, le cas échéant.

Le remboursement à la caisse de retraite prévu au deuxième alinéa doit de plus avoir été autorisé au préalable par les autorités fiscales par l'émission d'une attestation du « facteur d'équivalence pour services passés », s'il y a lieu.

De plus, si les années de participation à reconnaître à nouveau sont antérieures au 1er janvier 1992, le montant nécessaire à la reconnaissance de ces années de participation doit être transféré directement d'un régime admissible et le montant ainsi transféré doit suffire à assurer le coût total de cette reconnaissance. Aux fins du présent alinéa, le coût total correspond à la valeur des droits transférée au participant pour ces années de participation et accumulée avec les intérêts couvrant la période écoulée entre la date du paiement au participant de cette valeur jusqu'à la date de remboursement à la caisse de retraite.

17. Le cadre qui reçoit une rente du Régime ou d'un régime de retraite apparenté, y compris d'un régime de retraite antérieur, n'est pas admissible au Régime.

Un participant actif qui commence à recevoir une rente du Régime ou d'un régime de retraite apparenté, y compris d'un régime de retraite antérieur, cesse d'être un participant actif à la date à laquelle cette rente commence à être versée.

SECTION IV
COTISATIONS

SOUS-SECTION 1
COTISATIONS SALARIALES ET PATRONALES

18. Chaque participant actif verse à la caisse de retraite des cotisations salariales déduites de ses gains cotisables et dont le montant, par année, est établi comme suit :

1° Pour le participant autre qu'un membre de l'état-major, autre qu'un participant de la CUM et autre qu'un participant de Saint-Laurent :

a) Du 1er janvier 2009 au 30 septembre 2013, la somme de :

i) 3,65 % de ses gains cotisables, jusqu'au niveau du MGA; et

ii) 7,15 % de ses gains cotisables en excédent, s'il y a lieu, du MGA;

b) Du 1er octobre au 31 décembre 2013, la somme de :

i) 5,50 % de ses gains cotisables, jusqu'au niveau du MGA; et

ii) 9,00 % de ses gains cotisables en excédent, s'il y a lieu, du MGA;

c) Du 1er janvier au 31 décembre 2014, la somme de :

i) 5,65 % de ses gains cotisables, jusqu'au niveau du MGA; et

ii) 9,15 % de ses gains cotisables en excédent, s'il y a lieu, du MGA;

d) Du 1er janvier au 30 juin 2015, la somme de :

i) 3,65 % de ses gains cotisables, jusqu'au niveau du MGA; et

ii) 7,15 % de ses gains cotisables en excédent, s'il y a lieu, du MGA;

e) À compter du 1er juillet 2015, la somme de :

i) 5,65 % de ses gains cotisables, jusqu'au niveau du MGA; et

ii) 9,15 % de ses gains cotisables en excédent, s'il y a lieu, du MGA;

2° À compter du 1er janvier 2009, pour le participant membre de l'état-major, la somme de :

a) 8,8 % de ses gains cotisables, jusqu'au niveau du MGA; et

b) 9,0 % de ses gains cotisables en excédent, s'il y a lieu, du MGA;

3° Pour le participant de la CUM et pour le participant de Saint-Laurent :

a) Du 1er janvier au 31 décembre 2014, la somme de :

i) 5,65 % de ses gains cotisables, jusqu'au niveau du MGA; et

ii) 9,15 % de ses gains cotisables en excédent, s'il y a lieu, du MGA;

b) Du 1er janvier au 30 juin 2015, la somme de :

i) 3,65 % de ses gains cotisables, jusqu'au niveau du MGA; et

ii) 7,15 % de ses gains cotisables en excédent, s'il y a lieu, du MGA;

c) À compter du 1er juillet 2015, la somme de :

i) 5,65 % de ses gains cotisables, jusqu'au niveau du MGA; et

ii) 9,15 % de ses gains cotisables en excédent, s'il y a lieu, du MGA.

Malgré l'alinéa précédent, la cotisation salariale du cadre au cours d'une année ne peut excéder le moindre de :

1° 9 % de sa rétribution reçue au cours de l'année; et

2° 1 000 $ plus 70 % du « facteur d'équivalence » du cadre pour l'année concernée.

19. Un participant cesse de verser des cotisations salariales en cas de cessation de participation active, de retraite ou de décès, selon la première des éventualités. Son obligation de verser des cotisations salariales est toutefois suspendue pendant la durée de tout congé visé à l'article 102 et pendant toute période où il est un participant invalide. Un participant actif ne peut cesser ou arrêter temporairement de verser des cotisations salariales dans d'autres cas.

20. Un participant ne peut retirer ses cotisations salariales de la caisse de retraite.

21. Les cotisations salariales prélevées sur les gains cotisables des participants actifs sont versées à la caisse de retraite à chaque période de paie. Toute autre cotisation d'un participant, y compris une cotisation de rachat, est versée à la caisse de retraite au plus tard le dernier jour du mois qui suit celui de sa perception.

22. Aucune cotisation volontaire additionnelle ne peut être versée dans la caisse de retraite par un participant.

23. L'employeur doit verser au moins mensuellement à la caisse de retraite des cotisations patronales dont le montant est déterminé par l'actuaire afin de capitaliser les prestations se constituant durant l'année en vertu du Régime.

La Ville verse une cotisation d'équilibre constituée par les montants d'amortissement relatifs à tout déficit actuariel, de modification ou technique ainsi que toute autre somme déterminée en vertu de la Loi, dont les minimums mensuels sont déterminés par l'actuaire.

24. La commission peut rembourser au participant ou à la Ville la cotisation que l'un ou l'autre a versée en vertu de la présente section, lorsqu'il est nécessaire de prendre cette mesure en vue d'empêcher le retrait de l'agrément du Régime.

SOUS-SECTION 2
INTÉRÊTS CRÉDITÉS SUR LES COTISATIONS

25. Toute cotisation porte intérêt à un taux basé sur le taux de rendement obtenu sur le placement de l'actif du Régime, déduction faite des frais de placement et d'administration. Ce taux est déterminé selon la méthode de calcul adoptée par la commission sur recommandation de l'actuaire.

Aux fins du calcul des intérêts crédités, les cotisations additionnelles de l'employeur, les cotisations salariales et les cotisations de rachat versées par déductions salariales durant un exercice financier du Régime sont considérées comme ayant été versées en une seule somme au milieu de la période visée. Toutefois, les montants forfaitaires versés en vertu des articles 104 et 136 s'accumulent avec les intérêts à compter de la date de leur versement à la caisse de retraite.

À la fin de chaque exercice financier ou lorsqu'une prestation devient payable en vertu du Régime, des intérêts déterminés conformément au premier alinéa sont crédités sur le solde des cotisations du participant accumulées avec les intérêts jusqu'à la fin de l'exercice financier précédent, s'il y a lieu, et sur les cotisations versées par ce dernier au cours de l'exercice financier visé.

Pour les participants visés par le paragraphe 1° de l'article 118, les intérêts sur les cotisations salariales versées jusqu'au 31 décembre 2008 sont crédités selon les dispositions et les modalités du régime de retraite antérieur jusqu'à la date du transfert des actifs. Par la suite, les intérêts sont crédités selon les dispositions et modalités du présent article.

Pour les participants de la CUM et les participants de Saint-Laurent, les intérêts sur les cotisations salariales versées jusqu'au 31 décembre 2013 sont crédités selon les dispositions et les modalités du régime de retraite de la CUM ou du régime de retraite de Saint-Laurent, selon le cas, jusqu'à la date du transfert des actifs. Par la suite, les intérêts sont crédités selon les dispositions et modalités du présent article.

SOUS-SECTION 3
COTISATIONS EXCÉDENTAIRES

26. Les cotisations excédentaires correspondent :

1° Pour la participation antérieure au 1er janvier 1990, au montant, qui ne peut être négatif, qu'on obtient en soustrayant du montant établi en a), le montant obtenu en b) :

a) Les cotisations salariales versées par le participant pour cette période plus les intérêts crédités;

b) La valeur actualisée de toute prestation à laquelle le participant a droit pour cette période;

2° Pour la participation postérieure au 31 décembre 1989, au montant, qui ne peut être négatif, qu'on obtient en soustrayant du montant établi en a), le montant obtenu en b) :

a) Les cotisations salariales versées par le participant pour cette période plus les intérêts crédités;

b) 50 % de la valeur actualisée de toute prestation à laquelle le participant a droit pour cette période.

Le calcul des cotisations excédentaires s'effectue à la date de cessation de participation active, du décès ou de la retraite, selon la première des éventualités.

SECTION V
RETRAITE

SOUS-SECTION 1
ADMISSIBILITÉ À LA RETRAITE

27. La date normale de retraite est la date à laquelle le participant atteint l'âge normal de la retraite.

28. Un participant actif peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée sans réduction à compter de la première des dates suivantes :

1° Pour le participant actif autre qu'un membre de l'état-major, la date à laquelle il atteint l'âge de 60 ans pourvu que la somme de son âge et de ses années de participation aux fins de l'admissibilité totalise au moins 85;

2° Pour le participant actif autre qu'un membre de l'état-major, la date à laquelle il accumule 35 années de participation aux fins de l'admissibilité;

3° Pour le participant actif membre de l'état-major, la date à laquelle il accumule 28 années de participation aux fins de l'admissibilité.

29. Un participant actif peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 36, à compter de la première des dates suivantes :

1° Pour le participant actif autre qu'un membre de l'état-major, la date à laquelle il accumule 30 années de participation aux fins de l'admissibilité;

2° Pour le participant actif autre qu'un membre de l'état-major, la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans pourvu que la somme de son âge et de ses années de participation aux fins de l'admissibilité totalise au moins 80;

3° Pour le participant actif membre de l'état-major, la date à laquelle il accumule 25 années de participation aux fins de l'admissibilité;

4° Pour le participant actif membre de l'état-major, la date à laquelle il atteint l'âge de 50 ans.

30. Un participant actif qui est visé par le paragraphe 1° de l'article 118, qui est un participant de la CUM ou un participant de Saint-Laurent, qui n'a pas converti ses droits au Régime conformément à la section II du chapitre 3 et qui n'a pas atteint les critères prévus aux articles 27 à 29 peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 37, à compter de la date à laquelle il est admissible à recevoir une rente anticipée sans réduction ou avec réduction autre que par équivalence des valeurs actuarielles par rapport à la date normale de retraite, selon les dispositions de son régime de retraite antérieur.

31. Un participant actif, autre qu'un membre de l'état-major, qui a atteint l'âge de 55 ans et qui n'est pas admissible à la retraite en vertu des articles 27 à 30 peut prendre sa retraite et recevoir une rente viagère réduite conformément à l'article 38.

Nonobstant le premier alinéa, un participant actif qui est visé par le paragraphe 1° de l'article 118, qui est un participant de la CUM ou un participant de Saint-Laurent et qui n'a pas converti ses droits au Régime conformément à la section II du chapitre 3 et qui n'a pas atteint l'âge de 55 ans peut prendre sa retraite et recevoir une rente viagère réduite conformément à l'article 38 à compter de la date à laquelle il est admissible à recevoir une rente anticipée avec réduction par équivalence des valeurs actuarielles par rapport à la date normale de retraite, selon les dispositions de son régime de retraite antérieur.

32. Un participant actif, autre qu'un membre de l'état-major, qui est encore à l'emploi de l'employeur après avoir atteint sa date normale de retraite continue de verser des cotisations salariales, d'accumuler des années de participation et le paiement de sa rente viagère est ajourné jusqu'à ce que sa période d'emploi continu se termine ou jusqu'à ce que le début du versement de sa rente soit obligatoire en vertu du deuxième alinéa, selon la première des éventualités. La rente qui lui est alors payable est établie conformément à l'article 40.

Le participant qui est toujours à l'emploi de l'employeur le 31 décembre de l'année où il atteint l'âge prévu à l'article 8502 du Règlement de l'impôt sur le revenu (C.R.C., chapitre 945 et ses modifications) devient un retraité aux fins du Régime et le paiement de sa rente viagère commence à cette date.

Le participant membre de l'état-major ne peut pas ajourner sa retraite et il ne peut pas demeurer en service après sa date normale de retraite.

SOUS-SECTION 2
RENTES DE RETRAITE

33. Le participant actif qui prend sa retraite à sa date normale de retraite reçoit la rente normale de retraite. Il s'agit d'une rente viagère annuelle, pour chaque année de participation à compter du 1er janvier 2009 (à compter du 1er janvier 2014 pour le participant de la CUM qui n'a pas converti son service avant cette date conformément à la section II du chapitre 3 et le participant de Saint-Laurent), égale à :

1° Pour le participant autre qu'un membre de l'état-major : 1,65 % du MGA ajusté moyen, plus 2 % de son meilleur traitement en excédent, s'il y a lieu, du MGA ajusté moyen;

2° Pour le participant membre de l'état-major : 1,95 % de son meilleur traitement indexé.

34. Le participant actif qui prend sa retraite conformément à l'article 28, 29 ou 30 a droit, pour ses années de participation à compter du 1er janvier 2009 (à compter du 1er janvier 2014 pour le participant de la CUM qui n'a pas converti son service avant cette date conformément à la section II du chapitre 3 et le participant de Saint-Laurent), à une prestation de raccordement payable jusqu'au dernier jour du mois de la date de son 65e anniversaire de naissance ou jusqu'à son décès, s'il survient avant, et dont le montant annuel pour chaque année de participation est égal à :

1° Pour le participant autre qu'un membre de l'état-major : 0,35 % du MGA ajusté moyen;

2° Pour le participant membre de l'état-major: 0,55 % du meilleur traitement indexé.

35. Le participant actif qui prend sa retraite conformément à l'article 28, 29 ou 30 reçoit, sous réserve des articles 36 et 37, une rente immédiate égale à la somme de la rente viagère déterminée selon l'article 33 et de la prestation de raccordement déterminée selon l'article 34.

36. Le participant actif qui prend sa retraite conformément à l'article 29 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 35 réduite de 0,25 % pour chaque mois entre la date de sa retraite et la première date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu des articles 27 ou 28, en supposant que les années de participation aux fins de l'admissibilité continuent de s'accumuler jusqu'à cette date.

37. Le participant actif qui prend sa retraite conformément à l'article 30 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 35 réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente qui serait payable en vertu de l'article 36, en supposant que les années de participation aux fins de l'admissibilité continuent de s'accumuler jusqu'à la date de retraite visée par cet article.

38. Le participant actif, autre qu'un membre de l'état-major, qui prend sa retraite conformément à l'article 31 reçoit une rente viagère immédiate réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente viagère payable à la date normale de retraite.

39. La valeur actualisée d'une rente anticipée, excluant la valeur actualisée de toute prestation de raccordement, doit au moins être égale à la valeur actualisée de la rente viagère payable à la date normale de retraite.

40. Le participant actif qui est encore à l'emploi de l'employeur après avoir atteint sa date normale de retraite reçoit, à compter de sa date de retraite, une rente viagère égale à la plus grande des rentes suivantes :

1° La rente viagère correspondant à la somme des rentes suivantes :

a) La rente viagère dont la valeur actualisée est équivalente à celle de la rente viagère qui aurait été payable à sa date normale de retraite comme si le participant avait cessé de verser les cotisations salariales à cette date, ce montant de rente étant assujetti aux exigences minimales prévues à l'article 26; et

b) La rente viagère, payable selon le mode normal, dont la valeur actualisée est égale au total des cotisations salariales, avec les intérêts jusqu'à la date de la retraite, versées par le participant depuis sa date normale de retraite, le cas échéant.

2° S'il verse des cotisations salariales après sa date normale de retraite, la rente viagère établie en tenant compte de la totalité des années de participation et en considérant également les traitements après la date normale de retraite ce montant de rente étant assujetti aux exigences minimales prévues à l'article 26.

41. Le participant actif, autre qu'un membre de l'état-major, qui est encore à l'emploi de la Ville après avoir atteint sa date normale de retraite peut exiger le paiement immédiat d'une partie ou de la totalité de la rente à laquelle il aurait eu droit s'il avait mis fin à sa participation active pour compenser, en tout ou en partie, une réduction de rémunération survenue après la date normale de retraite. Dans de telles circonstances, il cesse de verser les cotisations salariales et il devient un retraité aux fins du Régime.

Dans l'éventualité où seule une partie de sa rente devient payable avant sa retraite, le solde de sa rente devient payable à sa date réelle de retraite. Le montant de rente ainsi payable doit être établi de manière à ce que sa valeur actualisée soit équivalente à celle du solde de la rente qui aurait été payable à la date à laquelle le paiement de la rente partielle a débuté. Le mode de versement choisi au moment de la retraite partielle s'applique au solde de la rente payable à la date réelle de retraite.

42. Le participant actif qui prend sa retraite a droit à une rente viagère additionnelle dont la valeur actualisée correspond aux cotisations excédentaires déterminées conformément à l'article 26.

SOUS-SECTION 3
PRESTATIONS DE RETRAITE MAXIMALES

43. Aux fins de l'application de la présente sous-section, on entend par :

1° « plafond des prestations déterminées » : pour une année civile, $^1/_9$ du plafond des cotisations déterminées applicable au cours de telle année, tel que défini à l'article 147.1(1) de la Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.C. 1985, chapitre 1 (5^e suppl.) et ses modifications);

2° « rétribution moyenne la plus élevée » : la moyenne la plus élevée de la rétribution totale indexée du cadre au cours de 3 périodes non chevauchantes de 12 mois, telle que décrite au paragraphe 2 de l'article 8504 du Règlement de l'impôt sur le revenu (C.R.C., chapitre 945 et ses modifications);

3° « service crédité » : la somme du nombre d'années de participation et, pour un participant qui est visé par le paragraphe 1° de l'article 118, un participant de la CUM ou un participant de Saint-Laurent et qui n'a pas converti ses droits au Régime conformément à la section II du chapitre 3, du nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur.

44. Sous réserve du troisième alinéa, la rente viagère payable à la date du début de versement de la rente, en faisant comme si aucune prestation n'avait été versée par suite d'un partage de droits effectué conséquemment à une rupture de mariage ou à une cessation de vie maritale, mais à l'exclusion de toute rente additionnelle découlant de l'application de l'article 26, ne doit en aucune circonstance excéder le moindre :

1° Du plafond des prestations déterminées pour l'année où la rente commence à être versée, multiplié par le nombre d'années de service crédité; et

2° D'un montant égal au produit de :

a) 2 % par année de service crédité; et

b) La rétribution moyenne la plus élevée.

Toutefois, à l'égard des années de service crédité antérieures au 1er janvier 1990 qui ont été reconnues après le 7 juin 1990 et dont aucune partie ne constituait des années de service crédité avant le 8 juin 1990, la rente viagère payable à la date du début de versement de la rente, en faisant comme si aucune prestation n'avait été versée par suite d'un partage de droits effectué conséquemment à une rupture de mariage ou à une cessation de vie maritale, mais à l'exclusion de toute rente additionnelle découlant de l'application de l'article 26, ne doit en aucune circonstance excéder $^2/_3$ du plafond des prestations déterminées pour l'année où la rente commence à être versée multiplié par le nombre d'années de service crédité antérieures au 1er janvier 1990 qui ont été reconnues au participant après le 7 juin 1990.

Si la prestation de retraite devient payable avant la date du 60e anniversaire de naissance du participant, alors qu'il n'a pas complété 30 années de service ou que la somme de son âge et de ses années de service est inférieure à 80, la rente maximale décrite ci-dessus doit être réduite de ¼ % pour chaque mois compris entre la date du début du versement de la rente et la première des dates suivantes :

1° Le jour où le participant atteint l'âge de 60 ans;

2° Le jour où le participant aurait complété 30 années de service s'il avait continué son emploi auprès de l'employeur;

3° Le jour où la somme de son âge et de ses années de service aurait totalisé 80, s'il avait continué son emploi auprès de l'employeur.

Pour le participant membre de l'état-major, les nombres 60, 30 et 80 du troisième alinéa sont remplacés par les nombres 55, 25 et 75, respectivement.

45. La prestation de raccordement versée conformément au présent règlement ne peut excéder la somme de la pension de la Sécurité de la vieillesse du Canada et du montant qui aurait été payable au participant à titre de rente du RRQ s'il avait atteint l'âge de 65 ans au moment de la retraite, réduite de ¼ % pour chaque mois compris entre la date du début du versement de la prestation de raccordement et le jour où le participant atteindra l'âge de 60 ans, et multipliée par la proportion que représente le nombre d'années de service crédité sur 10, cette proportion étant sujette à un maximum de 1.

Aux fins du présent article, la rente du RRQ correspond à la rente maximale de retraite payable par le RRQ multipliée par le rapport entre la moyenne des trois meilleures années de rémunération du participant sur la moyenne des MGA correspondants, sujet à un maximum de 1.

46. Pour chacune des années entre la date du début de versement et la date à laquelle le participant atteint l'âge de 65 ans, la somme de la rente viagère et de la prestation de raccordement payable au participant ne peut excéder la somme des deux montants suivants :

1° Le plafond des prestations déterminées pour l'année multipliée par les années de service crédité du participant; et

2° $^{1}/_{35}$ du produit de 25 % de la moyenne du MGA de l'année de la retraite et des deux années précédentes et des années de service crédité du participant jusqu'à concurrence de 35.

47. Pour chacune des années postérieures à l'année du début du versement de la rente, les montants de rentes payables lors d'une année donnée ne peuvent dépasser les limites prévues aux articles 44 à 46 pour l'année civile où leur versement débute, indexées jusqu'à l'année visée en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation.

SOUS-SECTION 4
SERVICE DE LA RENTE

48. Toute rente annuelle payable du Régime est versée en 24 paiements bimensuels égaux.

Le montant du premier paiement bimensuel est établi en proportion de la quinzaine en cours à la date de retraite du participant. Le dernier paiement, soit celui versé pour la quinzaine durant laquelle survient le décès du participant, est à ses ayants cause.

Aux fins de la présente sous-section, la prestation de raccordement est présumée payable jusqu'au dernier jour du mois au cours duquel le participant aurait atteint l'âge de 65 ans.

§ 1- Mode normal de rente

49. Sous le mode normal, la rente est versée au retraité, sa vie durant, avec la garantie que son conjoint survivant recevra sa vie durant, à compter du versement pour la quinzaine suivant celle du décès du retraité, une rente annuelle égale à :

1° Pour le participant autre qu'un membre de l'état-major, 65 % de celle que le retraité aurait reçue n'eût été de son décès;

2° Pour le participant membre de l'état-major, 60 % de celle que le retraité aurait reçue n'eût été de son décès.

Le conjoint du retraité peut renoncer à la prestation de décès prévue au premier alinéa en avisant par écrit la commission avant le début du paiement de la rente qui lui serait payable. La renonciation ne vaudra toutefois pas si le conjoint admissible à la prestation de décès n'est pas celui qui y a renoncé. Le conjoint peut révoquer cette renonciation en avisant par écrit la commission avant le début du service de la rente du participant. Une renonciation faite après le début du service de la rente au participant ne peut être révoquée.

Au décès d'un retraité, autre qu'un membre de l'état-major, qui n'a pas de conjoint ou dont le conjoint a renoncé à ses droits conformément au deuxième alinéa, le solde, s'il y a lieu, des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 120 mois suivant immédiatement la date de sa retraite est versé aux ayants cause du participant.

Lorsque la prestation de décès est payable aux ayants cause, ceux-ci peuvent opter pour un montant forfaitaire correspondant à la valeur actualisée du solde des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 120 mois.

§ 2- Modes facultatifs de rente

50. Le participant qui a acquis le droit à une rente peut, avant qu'elle ne soit servie, ajouter une garantie à l'effet que si son décès survient dans les 120 premiers mois de la retraite, la rente payable au conjoint est égale à 100 % de celle que le retraité aurait reçue n'eût été de son décès jusqu'à la fin de ces 120 premiers mois. La rente est alors réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente payable selon le mode normal.

Si le conjoint qui reçoit la rente garantie décède avant la fin de la période de 120 mois débutant à la date de retraite du participant, le solde des versements prévus jusqu'à la fin de cette période est versé aux ayants cause du participant.

À défaut de conjoint à la date du décès du retraité ou si le conjoint a renoncé à ses droits conformément au deuxième alinéa de l'article 49, le solde, s'il y a lieu, des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 120 mois débutant à la date de retraite du participant est versé à ses ayants cause.

Lorsque la prestation de décès leur est payable, les ayants cause peuvent opter pour un montant forfaitaire correspondant à la valeur actualisée du solde des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 120 mois.

51. Le participant qui a acquis le droit à une rente viagère a droit de remplacer cette rente viagère, en totalité ou en partie et avant que n'en commence le service, par une rente temporaire additionnelle dont il fixe le ou les montants, sous réserve des limites et conditions prévues par la Loi. Le service de cette rente temporaire cesse au plus tard le dernier jour du mois qui suit celui au cours duquel le participant atteint l'âge de 65 ans. Les montants de rente résultant de l'application de cette formule de revenu nivelé sont ajustés afin que la valeur actuarielle de cette rente temporaire additionnelle soit équivalente à celle de la rente viagère à laquelle le participant a renoncé.

Un participant se prévalant de l'option prévue au premier alinéa et dont l'âge au moment de la retraite est inférieur de plus de 10 ans de l'âge normal de la retraite peut, à compter du moment où il atteint un âge inférieur à 10 ans de l'âge normal de la retraite, remplacer cette rente temporaire par une nouvelle rente temporaire qui satisfait aux exigences légales alors applicables.

§ 3- Prestation minimale

52. Lorsqu'il n'y a plus de prestations payables au retraité, à son conjoint et à ses enfants, le cas échéant, et que le total des prestations versées est inférieur aux cotisations salariales, accumulées avec les intérêts jusqu'à la date de sa retraite, les ayants cause du participant reçoivent la différence, sans intérêt, entre ces deux montants.

SECTION VI
INVALIDITÉ

53. Un participant invalide est exonéré de verser des cotisations salariales.

L'exonération du paiement des cotisations salariales pour le participant invalide prend fin à la première des dates suivantes :

1° Le jour où il atteint l'âge de 65 ans (60 ans pour un membre de l'état-major);

2° Le jour où il cesse d'être un participant invalide.

54. À la date à laquelle l'exonération des cotisations salariales prend fin, si le participant ne revient pas au travail, il a alors droit aux prestations en cas cessation de participation active ou aux prestations de retraite, s'il y est admissible.

Aux fins du calcul des prestations de cessation de participation active, de la rente ou des prestations de décès :

1° Le meilleur traitement, ou le meilleur traitement indexé pour un participant membre de l'état-major, est celui calculé à la date de début de l'invalidité;

2° Le MGA ajusté moyen est celui calculé à la date de début de l'invalidité.

Le montant de rente calculé est rajusté du pourcentage d'indexation entre la date de début de l'invalidité et la date du début du versement de la rente, de cessation de participation active ou de décès, selon la première des éventualités, à compter du 1er juillet suivant l'année du début de l'invalidité. Cette rente, incluant toute indexation précédente, est augmentée jusqu'à la date d'événement au 1er juillet de chaque année subséquente. L'année du début de versement de la rente ou de la cessation de participation active devient l'année d'événement aux fins de l'indexation subséquente.

Aux fins de ce calcul, le pourcentage d'indexation signifie :

1° Pour l'année suivant l'année de début de l'invalidité, le pourcentage de variation de l'indice des rentes de l'année considérée par rapport à celui de l'année de début de l'invalidité, rajusté du ratio du nombre de mois entiers pour lesquels le participant est un participant invalide sur 12;

2° Pour chaque année subséquente, le pourcentage de variation de l'indice des rentes de l'année considérée par rapport à l'indice des rentes de l'année suivant l'année de début de l'invalidité. Ce pourcentage d'indexation ainsi déterminé se compose avec celui applicable pour l'année suivant l'année de début de l'invalidité;

3° Malgré les paragraphes 1° et 2°, si le pourcentage d'indexation de l'année considérée est inférieur à celui de l'année précédente, ce dernier continue de prévaloir.

SECTION VII
CESSATION DE PARTICIPATION ACTIVE

55. Le participant dont la participation active cesse pour une raison autre que le décès ou la retraite, devient un participant non actif et a droit à une rente différée dont le montant est égal à la rente normale de retraite, en fonction de son meilleur traitement, ou son meilleur traitement indexé pour un participant membre de l'état-major, et du MGA ajusté moyen à la date de la cessation de sa participation active.

56. Le participant non actif qui a droit à une rente différée peut demander que celle-ci lui soit versée à n'importe quel moment avant la date de son 65e anniversaire de naissance ou la date de son 60e anniversaire dans le cas d'un participant membre de l'état-major. Le participant reçoit alors une rente viagère immédiate réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente différée.

57. Le participant non actif, qui a droit à la rente différée, a également droit aux cotisations excédentaires déterminées conformément à l'article 26, le cas échéant.

Le participant non actif, qui a droit à une rente différée et qui demande que celle-ci commence à lui être versée, a droit de recevoir une rente additionnelle dont la valeur actualisée correspond aux cotisations excédentaires déterminées conformément au premier alinéa et accumulées avec les intérêts jusqu'à sa date de retraite.

58. Un participant, autre qu'un membre de l'état major, dont la participation active a cessé avant la date de son 55e anniversaire de naissance et avant la date à compter de laquelle il aurait été admissible à recevoir une rente anticipée sans réduction, peut choisir de transférer dans un régime admissible la valeur actualisée de toute prestation à laquelle il a droit, au plus tard 90 jours suivant la date de son 55e anniversaire de naissance.

Un participant actif membre de l'état-major dont la participation active a cessé avant la date de son 50e anniversaire de naissance et avant la date à compter de laquelle il aurait été admissible à recevoir une rente anticipée sans réduction, peut choisir de transférer dans un régime admissible la valeur actualisée de toute prestation à laquelle il a droit, au plus tard 90 jours suivant la date de son 50e anniversaire de naissance.

59. Un participant non actif qui a acquis droit à une rente différée peut, conformément à la Loi, la remplacer, en totalité ou en partie, avant qu'elle ne soit servie, par un paiement en un seul versement une fois l'an.

SECTION VIII
DÉCÈS

60. Malgré la définition de conjoint, la personne qui, au jour où s'établit la qualité de conjoint, est judiciairement séparée de corps du participant n'a droit à aucune prestation à titre de conjoint, et ce, peu importe la date à laquelle le jugement en séparation de corps est intervenu, sauf lorsque le participant et son conjoint ont repris la vie commune à la date à laquelle s'établit la qualité de conjoint.

Toutefois, si le participant a avisé par écrit la commission de verser la prestation de décès à la personne judiciairement séparée de corps du participant malgré la séparation de corps, la personne qui est judiciairement séparée de corps du participant au jour, où s'établit la qualité de conjoint, conserve son droit à la prestation payable au conjoint en vertu du Régime. Par contre, l'avis ne vaudra plus si le participant divorce de cette personne par la suite.

Par ailleurs, lorsque le mode de paiement de la rente choisi par le participant est tel qu'une prestation de décès pourrait être versée à ses ayants cause, le conjoint séparé de corps peut se qualifier comme un ayant cause s'il satisfait aux conditions prévues par la Loi à cette fin.

61. Au décès d'un participant actif avant sa date normale de retraite et avant la date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu de l'article 28, son conjoint reçoit, à moins qu'il n'y ait renoncé conformément à l'article 71, sa vie durant, une rente annuelle égale à :

1° Pour le participant autre qu'un membre de l'état-major, une rente annuelle égale à 26,25 % du meilleur traitement pour l'ensemble de sa participation. Cette prestation doit être au moins égale à la somme de la prestation de décès payable en vertu de l'annexe applicable et de la valeur minimale prévue à l'article 67 pour la participation à compter du 1er janvier 2009 (à compter du 1er janvier 2014 pour un participant de la CUM qui n'a pas converti son service avant cette date conformément à la section II du chapitre 3 et le participant de Saint-Laurent);

2° Pour le participant membre de l'état-major, 60 % de la somme de la rente viagère déterminée selon l'article 33 et de la prestation de raccordement déterminée selon l'article 34. La prestation de raccordement est présumée payable jusqu'au dernier jour du mois au cours duquel le participant aurait atteint l'âge de 65 ans;

Cependant, la rente payable au conjoint, incluant la prestation payable au conjoint en vertu de l'annexe applicable, ne peut être inférieure au montant qu'il faut ajouter à la somme des montants prévus aux sous-paragraphes a) et b) pour atteindre 40,5 % du meilleur traitement indexé du participant :

a) 100 % du montant initial payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (RLRQ, chapitre A-3.001) ou de la Loi sur l'assurance automobile (RLRQ, chapitre A-25);

b) 60 % du montant initial de la rente maximum qui serait payable en vertu du RRQ à un cotisant qui aurait atteint l'âge de 65 ans et dont le traitement aurait été le meilleur traitement indexé du participant, si le conjoint a droit à la rente de conjoint survivant du RRQ par suite du décès du participant. Le montant initial de la rente maximum en vertu du RRQ est déterminé par interpolation entre le montant qui aurait été payable le 1er janvier de l'année de l'événement et celui payable au 1er janvier précédent;

Pour le participant membre de l'état-major mort en service, la rente payable au conjoint, incluant la prestation payable au conjoint en vertu de l'annexe applicable, ne peut être inférieure au montant qu'il faut ajouter aux montants initiaux payables en vertu de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (RLRQ, chapitre A-3.001) ou de la Loi sur l'assurance automobile (RLRQ, chapitre A-25), du RRQ et du Régime aux enfants pour atteindre 75 % du traitement du participant au moment du décès.

62. Au décès d'un participant actif avant sa date normale de retraite et avant la date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu de l'article 28, la prestation payable aux enfants est une rente annuelle, payable tant que l'enfant est âgé de moins de 18 ans, égale à :

1° Pour le participant autre qu'un membre de l'état-major qui décède sans conjoint ou si ce dernier a renoncé à ses droits conformément à l'article 71, 8,75 % du meilleur traitement du participant, incluant la prestation payable à l'enfant en fonction de l'annexe applicable, pour chaque enfant jusqu'à un maximum de trois;

2° Pour le participant membre de l'état-major qui décède avec un conjoint survivant, 10 % de la somme de la rente viagère déterminée selon l'article 33 et de la prestation de raccordement déterminée selon l'article 34, pour chaque enfant, jusqu'à un maximum de trois.

Pour le participant membre de l'état-major qui décède sans conjoint survivant ou au décès du conjoint de ce participant décédé ou en cas de renonciation du conjoint de ce participant décédé conformément à l'article 71, la prestation payable pour chaque enfant, jusqu'à un maximum de quatre, est égale à 20 % de la somme de la rente viagère déterminée selon l'article 33 et de la prestation de raccordement déterminée selon l'article 34. La prestation de raccordement est présumée payable jusqu'au dernier jour du mois au cours duquel le participant aurait atteint l'âge de 65 ans.

La rente payable à chaque enfant est réduite du montant initial de la rente payable à l'enfant en vertu du RRQ. Si le participant provient d'un régime de retraite antérieur et qu'il n'a pas converti ses droits et prestations en vertu de la section II du chapitre 3, la rente payable à l'enfant en vertu du RRQ est établie en proportion du nombre d'années de participation sur la somme du nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur et du nombre d'années de participation.
Cependant, la rente annuelle payable à chaque enfant, incluant la rente annuelle payable à l'enfant en fonction de l'annexe applicable, ne peut être inférieure à 6,75 % du meilleur traitement indexé, ou 13,5 % s'il n'y a pas de conjoint survivant ou à son décès ou s'il a renoncé à la prestation de décès conformément à l'article 71, moins la rente payable en vertu du RRQ.

Chaque enfant peut choisir, avant que ne commence le service de sa rente, de la remplacer par un paiement forfaitaire égal à la valeur actualisée de cette rente.

63. Au décès d'un participant actif à compter de la date à laquelle il est admissible à une retraite en vertu de l'article 28, mais avant sa date normale de retraite, les prestations payables sont établies en vertu de l'article 49, comme si le participant avait effectivement pris sa retraite la veille de son décès. Pour un participant autre qu'un membre de l'état-major, si le conjoint du participant décédé a renoncé à ses droits conformément à l'article 71, la prestation de décès est établie selon le troisième alinéa de l'article 49.

64. Au décès d'un participant actif pendant la période d'ajournement du versement de sa rente, son conjoint reçoit, à moins qu'il n'y ait renoncé conformément à l'article 71, la rente qu'il aurait reçue en vertu du mode normal de rente, comme si le participant avait pris sa retraite la veille de son décès.

Si la rente du participant avait commencé à être versée en partie, la prestation de décès payable est déterminée en fonction du mode de versement choisi par le participant pour la partie de sa rente qui était déjà en paiement. La prestation de décès payable au conjoint par rapport à la partie de sa rente dont le versement n'a pas encore commencé est établie conformément au mode normal de rente, comme si le participant avait cessé son emploi et demandé le versement de la balance de sa rente la veille de son décès. La valeur actualisée de cette partie de la prestation de décès doit au moins être égale à la prestation de décès prévue à l'article 67 réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale. Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 67 réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale.

65. Au décès d'un participant non actif, avant le début du service de la rente, ayant droit à une rente différée, son conjoint a droit, à moins qu'il n'y ait renoncé conformément à l'article 71, à une rente viagère immédiate dont la valeur actualisée est équivalente à la somme de la valeur actualisée de la rente différée du participant et de ses cotisations excédentaires accumulées avec les intérêts à la date de son décès, le cas échéant.

Le conjoint peut choisir, avant que ne commence le service de la rente, de remplacer la rente décrite ci-dessus par un paiement forfaitaire égal à la valeur actualisée de la prestation payable.

66. Lorsqu'un participant décède avant que ne commence le service de sa rente, la rente payable au conjoint ne peut excéder 66 $^{2}/_{3}$ % de la rente viagère projetée du participant, telle que définie ci-dessous. Par ailleurs, la somme de la rente payable au conjoint et des rentes payables aux enfants ne peut excéder 100 % de la rente viagère projetée du participant.

Aux fins du présent article, la rente viagère projetée du participant est égale au plus élevé :

1° Du montant de rente viagère que se serait constitué le participant s'il avait survécu jusqu'à l'âge de 65 ans et continué son service avec le même traitement que la veille de son décès ou, si moindre, 150 % du MGA de l'année du décès; et

2° De la rente viagère du participant accumulée à la date du décès.

Lorsque le décès d'un participant actif survient après la date de retraite normale, le paragraphe 1° ne s'applique pas.

Nonobstant ce qui précède, la rente de décès payable au conjoint doit être ajustée, le cas échéant, afin que sa valeur actualisée soit au moins égale à celle de la prestation minimale prévue à l'article 67.

67. Au décès d'un participant avant le début du service de sa rente, la valeur actualisée de la prestation de décès payable doit au moins être égale :

1° Pour les années de participation antérieure au 1er janvier 1990, aux cotisations salariales versées jusqu'au 31 décembre 1989 et accumulées avec les intérêts jusqu'à la date du décès;

2° Pour les années de participation antérieure au 1er janvier 1990 reconnue après le 7 juin 1990 :

a) En cas de décès d'un participant actif, à la valeur actualisée de la rente différée pour cette période, comme s'il avait cessé sa participation active le jour de son décès pour une raison autre que le décès, et à l'excédent, s'il en est, des cotisations de rachat versées par le participant pour cette période, plus les intérêts crédités jusqu'à la date du décès, sur cette même valeur;

b) En cas de décès d'un participant non actif, à la valeur actualisée de la rente à laquelle il avait droit pour cette période et à l'excédent, s'il en est, des cotisations de rachat versées par le participant pour cette période, plus les intérêts crédités jusqu'à la date du décès, sur cette même valeur;

3° Pour les années de participation à compter du 1er janvier 1990 :

a) En cas de décès d'un participant actif, à la valeur actualisée de la rente différée pour cette période, comme s'il avait cessé sa participation active le jour de son décès pour une raison autre que le décès, et aux cotisations excédentaires déterminées conformément au paragraphe 2° de l'article 26;

b) En cas de décès d'un participant non actif, à la valeur actualisée de la rente à laquelle il avait droit pour cette période et aux cotisations excédentaires déterminées conformément au paragraphe 2° de l'article 26, plus les intérêts crédités jusqu'à la date du décès;

La valeur minimale décrite au premier alinéa ne tient pas compte de la prestation de décès payable aux enfants, le cas échéant.

Si le décès du participant survient avant sa date normale de retraite, la valeur minimale décrite au premier alinéa est payable au conjoint survivant sous la forme d'un montant forfaitaire ou sous la forme d'une rente dont la valeur actualisée est égale à cette valeur minimale.

Si le décès du participant actif survient durant la période d'ajournement du versement de sa rente, la valeur minimale décrite au premier alinéa est payable au conjoint sous la forme d'une rente dont la valeur actualisée est égale à cette valeur minimale.

À défaut de conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71, les ayants cause du participant ont droit à une prestation dont la valeur est au moins égale à la valeur décrite au premier alinéa. Cette prestation leur est payable en un seul versement.

Si la rente du participant avait commencé à être versée en partie conformément à l'article 41, la prestation de décès minimale payable en vertu du premier alinéa ne s'applique qu'en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale.

68. Au décès d'un participant avant le début du service de sa rente, lorsqu'il n'y a plus de prestations payables au conjoint et aux enfants du participant décédé, le cas échéant, et que le total des prestations versées est inférieur aux cotisations salariales, accumulées avec les intérêts crédités jusqu'à la date de décès du participant, les ayants cause du participant reçoivent la différence, sans intérêt, entre ces deux montants.

69. Au décès d'un retraité, les seules prestations de décès payables sont celles payables en vertu de la sous-section 4 de la section V du présent chapitre.

70. Le conjoint qui a acquis le droit à une rente viagère a droit de remplacer cette rente, en totalité ou en partie, avant que n'en commence le service, par une rente temporaire additionnelle dont il fixe le ou les montants, sous réserve des limites et conditions prévues par la Loi. Le service de cette rente temporaire cesse au plus tard le dernier jour du mois qui suit celui au cours duquel il atteint l'âge de 65 ans. Les montants de rente résultant de l'application de cette formule de revenu nivelé sont ajustés afin que la valeur actuarielle de cette rente temporaire additionnelle soit équivalente celle de la rente viagère à laquelle le conjoint a renoncé.

71. Le conjoint d'un participant peut renoncer à toute prestation de décès avant la retraite en avisant par écrit la commission, pourvu que ce soit avant le paiement de la prestation de décès.

Le conjoint d'un participant peut également révoquer cette renonciation pourvu que la commission en soit informée par écrit avant le décès du participant.

SECTION IX
INDEXATION

SOUS-SECTION 1
INDEXATION DES RENTES SERVIES

72. Au 1er juillet 2015, toute rente servie en date du 31 décembre 2013 et relative aux années de participation à compter du 1er janvier 2009 est augmentée selon les modalités suivantes :

1° Aux prestataires dont le paiement de la rente initiale a débuté en 2009 :

a) 5,62 % de la rente qui découle du service d'un cadre autre qu'un membre de l'état-major; ou

b) 5,21 % de la rente qui découle du service d'un membre de l'état-major;

2° Aux prestataires dont le paiement de la rente initiale a débuté en 2010 :

a) 4,47 % de la rente qui découle du service d'un cadre autre qu'un membre de l'état-major; ou

b) 4,14 % de la rente qui découle du service d'un membre de l'état-major;

3° Aux prestataires dont le paiement de la rente initiale a débuté en 2011 :

a) 3,34 % de la rente qui découle du service d'un cadre autre qu'un membre de l'état-major; ou

b) 3,09 % de la rente qui découle du service d'un membre de l'état-major;

4° Aux prestataires dont le paiement de la rente initiale a débuté en 2012 :

a) 2,21 % de la rente qui découle du service d'un cadre autre qu'un membre de l'état-major; ou

b) 2,05 % de la rente qui découle du service d'un membre de l'état-major;

5° Aux prestataires dont le paiement de la rente initiale a débuté en 2013 :

a) 1,10 % de la rente qui découle du service d'un cadre autre qu'un membre de l'état-major; ou

b) 1,02 % de la rente qui découle du service d'un membre de l'état-major.

À compter du 1er juillet 2016, pour les prestataires visés au premier alinéa, toute rente servie relative aux années de participation à compter du 1er janvier 2009 est augmentée selon les modalités suivantes :

1° 1,10 % pour la rente qui découle du service d'un cadre autre qu'un membre de l'état-major; ou

2° 1,02 % pour la rente qui découle du service d'un membre de l'état-major.

À chaque 1er juillet, débutant le 1er juillet 2015, toute rente servie au 31 décembre de l'année précédente et relative aux années de participation à compter du 1er janvier 2009, pour les prestataires dont le paiement de la rente initiale a débuté en 2014 ou après, est augmentée selon les modalités suivantes :

1° 1,10 % pour la rente qui découle du service d'un cadre autre qu'un membre de l'état-major; ou

2° 1,06 % pour la rente qui découle du service d'un membre de l'état-major.

Malgré ce qui précède, le 1er juillet suivant l'année de l'événement, le pourcentage applicable en vertu du paragraphe 1° ou 2° est multiplié par le quotient obtenu en divisant le nombre de mois entiers pour lesquels la rente a été servie durant l'année de l'événement par 12.

Aux fins du présent article, la rente initiale correspond à la rente payable du Régime à la suite de la retraite ou du décès du participant, selon la première des éventualités.

SOUS-SECTION 2
INDEXATION DES RENTES DIFFÉRÉES

73. La rente différée est augmentée de façon à ce que son montant soit égal à celui qui serait payable au participant si aucune indexation n'y était applicable, augmenté du pourcentage d'indexation.

Le pourcentage d'indexation est révisé le 1er juillet de chaque année, à compter de l'année suivant l'année de la cessation de participation active.

74. La rente différée est augmentée, s'il y a lieu, d'une indexation minimale entre la date à laquelle le participant cesse d'être actif et la date à laquelle le participant atteint son 55e anniversaire de naissance (50e anniversaire de naissance pour un membre de l'état-major). Cette indexation minimale est de 50 % de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation pour le Canada, non désaisonnalisé, publiée par Statistique Canada entre le mois au cours duquel le participant a cessé d'être actif et celui au cours duquel cesse l'indexation. Le taux annualisé de cette indexation ne peut toutefois être inférieur à 0 % ni supérieur à 2 %. Cette indexation est réputée comprendre tout autre indexation accordée par le Régime.

SECTION X
ADMINISTRATION DU RÉGIME

75. Le Régime est administré par la commission qui est composée de 12 membres, ayant droit de vote, désignés comme suit :

1° Un membre est désigné par les participants actifs lors de l'assemblée annuelle; lorsque les participants actifs font défaut de désigner un membre ou de renouveler le mandat du membre en poste, un participant est nommé à la majorité par les membres de la commission mentionnés aux paragraphes 3° et 4° pour un mandat se terminant lors de l'assemblée annuelle subséquente à sa nomination;

2° Un membre est désigné par les participants non actifs et les bénéficiaires lors de l'assemblée annuelle; lorsque ce groupe fait défaut de désigner un membre ou de renouveler le mandat du membre en poste, un participant ou bénéficiaire est nommé à la majorité par les membres de la commission mentionnés aux paragraphes 3° et 4° pour un mandat se terminant lors de l'assemblée annuelle subséquente à sa nomination;

3° Deux membres sont désignés par l'Association des cadres municipaux de Montréal;

4° Un membre est désigné par l'Association des chefs pompiers de Montréal inc.;

5° Un membre indépendant est désigné ou reconduit dans son poste par le comité exécutif de la Ville avec l'accord de la majorité des membres de la commission mentionnés aux paragraphes 1° à 4°, ce membre ne devant être ni un participant ni une personne à qui il est interdit de consentir un prêt en vertu de la Loi;

6° Six membres sont désignés ou reconduits dans leur poste par le comité exécutif de la Ville.

De plus, lors de l'assemblée annuelle, le groupe des participants actifs ainsi que le groupe des participants non actifs et des bénéficiaires peuvent chacun, sur demande adressée au président de l'assemblée, désigner un membre additionnel de la commission. Ces membres additionnels ont les mêmes droits que les autres membres de la commission, à l'exception du droit de vote.

La durée du mandat d'un membre de la commission est celle fixée lors de sa désignation par ceux ayant procédé à celle-ci. Ce mandat ne peut toutefois excéder trois ans.

Par ailleurs, l'Association des chefs pompiers de Montréal inc., l'Association des cadres municipaux de Montréal ou le comité exécutif de la Ville peut remplacer un membre de la commission qu'il avait désigné en vertu du paragraphe 3°, 4°, 5° ou 6°, selon le cas, sur avis écrit adressé au secrétaire de la commission. Le remplacement du membre s'effectue à la date spécifiée dans l'avis.

76. Le quorum de la commission est de six membres ayant droit de vote, comprenant au moins trois des membres prévus au paragraphe 6° de l'article 75 et au moins trois des membres désignés en vertu des paragraphes 1° à 5° de cet article.

77. Un membre de la commission peut démissionner sur préavis écrit d'au moins 30 jours adressé au secrétaire de la commission et précisant la date effective de sa démission. Dès lors, le secrétaire de la commission en avise les autres membres de la commission.

Si le membre démissionnaire est un membre désigné en vertu du paragraphe 1° ou 2° de l'article 75, il doit être remplacé par un participant désigné par la commission dans un délai raisonnable. Le mandat d'un tel remplaçant à titre de membre de la commission se termine à l'assemblée annuelle qui suit sa désignation.

Si le membre démissionnaire est un membre désigné en vertu du paragraphe 3° ou 4° de l'article 75, il doit être remplacé dans un délai raisonnable par l'Association des cadres municipaux de Montréal ou l'Association des chefs pompiers de Montréal inc., selon le cas.

Si le membre démissionnaire est un membre désigné en vertu du paragraphe 5° de l'article 75, il doit être remplacé par le comité exécutif de la Ville, sous réserve de l'accord prévu au paragraphe 5° de cet article, dans un délai raisonnable.

Si le membre démissionnaire est un membre désigné en vertu du paragraphe 6° de l'article 75, il doit être remplacé par le comité exécutif de la Ville dans un délai raisonnable.

78. Si un membre de la commission ayant droit de vote décède ou devient autrement incapable d'agir, un remplaçant est immédiatement désigné par la partie concernée. Les règles prévues à l'article 77 s'appliquent à cette désignation.

79. Sous réserve de l'article 167 de la Loi, un membre empêché de siéger à une séance de la commission peut voter sur tout sujet inscrit à l'ordre du jour au moyen d'une procuration écrite indiquant le sens de son vote et le membre à qui il confie le soin d'exprimer ce vote.

80. À la date d'entrée en vigueur de sa démission ou de son remplacement, le membre de la commission est entièrement libéré de tout devoir futur et des obligations et responsabilités qui lui incombaient en raison de sa fonction de membre de la commission.

81. À l'exception du membre indépendant désigné en vertu du paragraphe 5° de l'article 75, les membres de la commission n'ont droit à aucune rémunération à titre de membre de la commission. Le membre indépendant peut, quant à lui, recevoir toute rémunération qui lui revient en vertu du Règlement intérieur de la commission.

82. La commission désigne l'actuaire du Régime.

83. La Ville a la charge de tous les frais d'administration du Régime, sauf les suivants qui sont à la charge de la caisse de retraite :

1° Les honoraires de l'actuaire pour l'évaluation du Régime ou les honoraires reliés à des cas particuliers spécialement autorisés par la commission;

2° Les honoraires de la Régie des rentes du Québec;

3° Les frais de secrétaire;

4° Les autres dépenses spécialement autorisées par la commission.

84. Tout prestataire doit, sur demande de la commission, fournir la preuve qu'il est vivant. De plus, au décès du participant, son conjoint doit fournir à la commission des preuves qui, de l'avis de celle-ci, sont suffisantes pour établir sa qualité de conjoint au sens du Régime. Également, lorsqu'une prestation devient payable aux enfants, ils doivent fournir à la commission des preuves raisonnables qui, de l'avis de celle-ci, sont suffisantes pour établir leur lien de filiation ainsi que leur âge.

85. Un participant non actif qui a cessé de résider au Canada depuis au moins deux ans depuis la cessation de son emploi a droit, sur demande et sur présentation des preuves qui, de l'avis de la commission, sont satisfaisantes pour démontrer le changement du lieu de sa résidence, au remboursement de la valeur de ses droits.

86. Le participant qui cesse d'être actif et dont la valeur des droits est inférieure à 20 % du MGA pour l'année au cours de laquelle il a cessé sa participation active a droit, dans les 90 jours de la date à laquelle il reçoit le relevé décrit au deuxième alinéa de l'article 87 et avant qu'une rente ne lui soit servie, au remboursement ou au transfert dans un régime enregistré d'épargne-retraite de cette valeur.

Malgré ce qui précède, la commission peut procéder au remboursement de la valeur des droits du participant si les conditions prévues au premier alinéa sont remplies et qu'elle avise par écrit le participant qu'elle fera ce paiement sauf si elle reçoit de ce dernier des instructions écrites différentes quant au mode de remboursement qu'il choisit dans les 30 jours qui suivent l'envoi de l'avis du paiement proposé par la commission.

87. Tout cadre devenant admissible à adhérer au Régime, ou tout participant qui en fait la demande par écrit à la commission, a droit de recevoir une description écrite des dispositions pertinentes du Régime, un exposé de ses droits et devoirs et tout autre renseignement prescrit par la Loi.

De plus, tout participant qui cesse d'être actif et qui a droit à une prestation en vertu du Régime ainsi que toute personne qui, à la suite du décès du participant, a droit à des prestations en vertu du Régime reçoit, dans les délais prescrits, un relevé qui fournit les renseignements requis en vertu de la Loi.

Enfin, la commission rend disponible tous les documents prescrits par la Loi pour consultation par un participant ou toute autre personne autorisée qui a fait une demande écrite à cet effet.

88. Sauf si le montant nécessaire au paiement total de la prestation est versé à la caisse de retraite, lorsque le degré de solvabilité du Régime, tel qu'établi à la dernière évaluation actuarielle, est inférieur à 100 %, la valeur des droit d'un participant ou d'un bénéficiaire ne peut être acquittée à même la caisse de retraite qu'en proportion dudit degré de solvabilité du Régime.

Le solde de la valeur des droits non acquittée est payable aux conditions et dans les délais suivants :

1° Le cas échéant, l'excédent des cotisations salariales accumulées avec les intérêts sur le montant acquitté doit être versé au moment de l'acquittement initial;

2° Un montant ne dépassant pas 5 % du MGA de l'année de l'acquittement initial peut être versé au moment de cet acquittement initial. Toutefois, la somme des montants ainsi acquittés depuis la dernière évaluation actuarielle du Régime ne peut être supérieure à 5 % de l'actif établi lors de cette évaluation pour en vérifier la solvabilité;

3° Le solde, après l'application des paragraphes 1° et 2°, est capitalisé et versé dans les cinq années de l'acquittement initial ou à l'âge normal de la retraite du participant, selon la première éventualité.

Le présent article ne s'applique pas aux versements de rentes prévues par le Régime.

SECTION XI
MODIFICATION DU RÉGIME

89. Le Régime peut être modifié par la Ville sous réserve du deuxième alinéa.

Toute modification au présent règlement doit avoir préalablement fait l'objet d'une recommandation de la majorité des membres de la commission désignés parmi les participants au Régime et de la majorité des autres membres de la commission, présents à une séance de la commission lors du vote sur cette modification. De plus, à moins que les membres désignés parmi les participants au Régime, présents à cette séance, n'aient approuvé la modification à l'unanimité, le règlement ne peut être adopté qu'après avoir reçu l'approbation de la majorité :

1° Soit des participants actifs lorsque la modification ne vise que les services à venir;

2° Soit de l'ensemble des participants dans les autres cas;

qui ont manifesté leur opinion lors d'un référendum tenu à cette fin.

SECTION XII
TRANSFERTS ENTRE RÉGIMES DE RETRAITE

SOUS-SECTION 1
TRANSFERTS ENTRE RÉGIMES DE RETRAITE DONT LA VILLE EST LE PROMOTEUR

90. La présente sous-section ne s'applique pas à un transfert en provenance d'un régime de retraite antérieur et ne vise pas les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur.

§ 1- Transfert vers un autre régime de retraite de la Ville

91. Un participant qui cesse d'être un participant actif au Régime pour devenir, sans interruption de sa période d'emploi continu, un participant actif à un autre régime de retraite de la Ville peut y transférer, si l'autre régime de retraite le permet, ses années de participation et ses cotisations salariales accumulées avec les intérêts dans le Régime au moment de sa cessation de participation active.

92. Si le participant exerce l'option prévue à l'article 91, l'actuaire du Régime calcule la valeur de la réserve actuarielle, à la date de sa cessation de participation active au Régime et à l'égard des années de participation reconnues par le Régime, sur la base des hypothèses de capitalisation prévues à la plus récente évaluation actuarielle du Régime transmise à la Régie des rentes du Québec au moment de faire le calcul.

La valeur de la réserve actuarielle du participant, accumulée avec les intérêts établis selon les hypothèses utilisées à l'alinéa précédent jusqu'à la date du versement, est transférée à l'autre régime de retraite. Dans ces circonstances, l'employé cesse d'être un participant au Régime qui est ainsi dégagé de toute obligation envers lui.

Le transfert de la valeur de la réserve actuarielle prévu à l'alinéa précédent est soumis aux règles prévues à l'article 88.

93. Un participant qui cesse d'être un participant actif au Régime pour devenir, le jour suivant, un participant actif à un autre régime de retraite de la Ville et qui ne se prévaut pas de l'article 58 ni de l'article 91 conserve sa rente différée et ses cotisations excédentaires, le cas échéant, dans le Régime.

Si un tel participant redevient un participant actif au Régime, la période au cours de laquelle il n'était pas un participant actif est considérée comme une période d'absence temporaire sans traitement approuvée par la Ville sans, toutefois, être admissible à un rachat selon la section XIII du présent chapitre.

§ 2- Transfert en provenance d'un autre régime de retraite de la Ville

94. Le participant visé à l'article 15 peut choisir de faire reconnaître par le Régime la totalité des années de participation et des cotisations salariales accumulées avec les intérêts dans l'autre régime de retraite de la Ville au moment de sa cessation de participation active à cet autre régime de retraite.

Aux fins d'une telle reconnaissance, la commission exige le versement à la caisse de retraite de la valeur de la réserve actuarielle calculée à la date de la cessation de participation active du participant à l'autre régime de retraite de la Ville, accumulée avec les intérêts jusqu'à la date du transfert et à l'égard des années de participation reconnues par cet autre régime de retraite, sur la base des hypothèses de capitalisation prévues à la plus récente évaluation actuarielle de cet autre régime de retraite transmise à la Régie des rentes du Québec au moment de la cessation de participation active du participant.

À la suite du transfert à la caisse de retraite de la valeur de la réserve actuarielle prévue au deuxième alinéa, le participant actif a droit aux prestations calculées en vertu du Régime comme s'il y avait participé durant la période de participation transférée. Cette valeur est établie selon les dispositions et par l'actuaire de l'autre régime de retraite. Les cotisations salariales versées et accumulées avec les intérêts à l'autre régime de retraite deviennent des cotisations salariales au Régime aux fins d'établir le montant de toute prestation payable du Régime.

SOUS-SECTION 2
TRANSFERTS EN PROVENANCE D'UN RÉGIME DE RETRAITE D'UN AUTRE EMPLOYEUR

§ 1 – Transferts sans entente-cadre

95. Le participant actif qui détient des droits dans un régime de retraite d'un autre employeur, autre qu'un régime de retraite antérieur, et avec lequel il n'y a pas d'entente-cadre de transfert, peut faire transférer à la caisse de retraite, en totalité ou en partie, la valeur de ces droits, et ce, aux fins de se faire reconnaître des années de participation additionnelles dans le Régime.

À cette fin, le participant doit présenter par écrit une demande de transfert à la commission dans les six mois suivant la date de son adhésion au Régime.

96. Les années de participation additionnelles pouvant être reconnues au Régime sont établies en fonction du montant nécessaire pour les reconnaître, calculé conformément aux hypothèses sure base de capitalisation prévues à l'évaluation actuarielle la plus récente transmise à la Régie des rentes du Québec, à la date de la demande, et en fonction du montant transféré à la caisse de retraite correspondant, en tout ou en partie, à la valeur des droits que le participant a accumulés dans le régime de retraite de l'autre employeur.

Le participant qui désire procéder au transfert doit en aviser la commission au plus tard le 60e jour qui suit la réception du calcul prévu au premier alinéa. Le non-respect de ce délai est considéré comme un refus de la part du participant de transférer la valeur de ses droits au Régime. Ce dernier peut être relevé du défaut d'avoir respecté ce délai si la commission juge que le retard est justifié par des motifs sérieux et légitimes. La décision de transférer est irrévocable.

97. Les années de participation additionnelles reconnues à la suite du transfert sont considérées comme des années de participation au même titre que les autres années pendant lesquelles le participant est un participant actif.

Aux fins de l'article 26, aucune partie du montant transféré n'est considérée comme une cotisation salariale et il n'est pas tenu compte des droits transférés pour établir la valeur actualisée des prestations. Le test de valeur minimale requis par la Loi s'applique, le cas échéant.

98. Le participant actif visé par les articles 95 à 97 ne peut racheter ni se faire reconnaître comme années de participation aux fins de l'admissibilité un nombre d'années supérieur à celui calculé en vertu du premier alinéa de l'article 96. De plus, le nombre d'années de participation additionnelles reconnues ne peut être supérieur à celui des années qui étaient reconnues au participant en vertu du régime de retraite de l'autre employeur.

99. Malgré l'article 95, un cadre qui, au 31 décembre 2007, est un participant actif du Régime peut présenter la demande de transfert, s'il est toujours un participant actif au moment de sa demande, dans les six mois suivant la date d'envoi d'un avis à cet effet par la commission.

§ 2 – Transferts avec entente-cadre

100. La Ville peut conclure avec d'autres organismes des ententes-cadres prévoyant les conditions de transfert de droits ou d'actifs entre le Régime et d'autres régimes de retraite. Ces ententes sont approuvées par le comité exécutif de la Ville et par la commission.

Ces ententes sont parties intégrantes du règlement du Régime. À cet effet, toute entente-cadre de transfert visant le Régime, conclue avant le 1er janvier 2008 et encore en vigueur à cette date fait partie du présent règlement.

101. Toute entente-cadre conclue avec un autre organisme peut servir à faire compter aux fins du calcul de la rente et de l'admissibilité à la retraite prévues au Régime, en tout ou en partie, les années de service que tout participant a accomplies auprès de son ancien employeur ou à établir les paiements à effectuer par la caisse de retraite pour les participants passant au service de tel employeur.

Aux fins de l'article 26, aucune partie du montant transféré n'est considérée comme une cotisation salariale et il n'est pas tenu compte des droits transférés pour établir la valeur actualisée des prestations. Le test de valeur minimale requis par la Loi s'applique, le cas échéant.

SECTION XIII
RACHAT DE SERVICE PASSÉ

102. Les années de service qu'un participant actif peut racheter sont celles postérieures au 31 décembre 2008 (postérieures au 31 décembre 2013 pour les participants de la CUM et les participants de Saint-Laurent) et relatives à :

1° Une période d'absence temporaire sans traitement autre que celles visées aux paragraphes 2°, 4°, 5° et 6°;

2° Une période de suspension de ses fonctions;

3° Sous réserve du troisième alinéa de l'article 14, une période de service avec traitement antérieure à son adhésion au Régime, alors qu'il n'était pas admissible à un régime de retraite de la Ville;

4° Une période de congé parental ou de congé de paternité jusqu'à concurrence du nombre de semaines prévu à la politique relative aux conditions et avantages des cadres administratifs et des cadres de direction de la Ville de Montréal, en vigueur à la date du premier jour de la période visée par le rachat;

5° Une période de congé de maternité ou d'adoption jusqu'à concurrence du nombre de semaines prévu à la politique relative aux conditions et avantages des cadres administratifs et des cadres de direction de la Ville de Montréal, en vigueur à la date du premier jour de la période visée par le rachat;

6° Toute autre période d'absence temporaire sans traitement à l'égard de laquelle une loi d'ordre public oblige l'employeur à permettre aux participants d'accumuler des droits dans le Régime sous réserve du paiement régulier des cotisations salariales exigibles.

Un participant actif qui est un participant de la catégorie A, un participant de la catégorie B, un participant de la catégorie C, un participant de la catégorie D ou un participant qui adhère au Régime le ou après le 1er janvier 2009 en vertu de l'article 15 et qui a transféré ses droits au Régime conformément à l'article 94 peut également racheter des années de service avant le 1er janvier 2009 et relatives aux périodes de service prévues aux paragraphes 1° à 6° du premier alinéa.

Lorsqu'une période d'absence temporaire sans traitement ou avec traitement réduit est reconnue à titre d'années de participation pendant la durée de l'absence du participant ou au cours de la période suivant immédiatement son retour, nécessitant ainsi la déclaration d'un « facteur d'équivalence » ou d'un « facteur d'équivalence amendé » pour la période visée, le total de ces périodes reconnues ne doit pas dépasser cinq années de rémunération à temps plein plus, lorsqu'applicable, pour toute période d'obligations familiales, trois années additionnelles de rémunération à temps plein.

103. Le participant actif qui désire racheter ses années de service passé admissibles, prévues à l'article 102, doit en faire la demande par écrit à la commission.

Il doit préciser le nombre d'années qu'il désire racheter et aviser, s'il y a lieu, que les cotisations de rachat soient payables par déduction salariale conformément à l'article 104.

Sous réserve des modalités que la commission peut imposer, le participant peut se prévaloir de la possibilité de racheter des années de service passé admissibles en tout temps, en autant qu'il soit actif à la date à laquelle il en fait la demande.

104. Afin de racheter le nombre d'années de service passé choisi selon l'article 103, le participant actif doit verser les cotisations de rachat demandées.

Ces cotisations de rachat sont calculées en fonction des gains cotisables du participant et des MGA en vigueur pour chaque année de la période visée par le rachat.

De plus, les taux de cotisations en vigueur pour chaque année de la période visée par le rachat sont utilisés pour déterminer les cotisations de rachat.

Pour les rachats de périodes visées aux paragraphes 1° et 2° du premier alinéa de l'article 102, les cotisations de rachat sont égales à la somme des cotisations salariales et des cotisations patronales pour chaque année de la période visée.

Pour les rachats de périodes visées aux paragraphes 3°, 4° et 6° du premier alinéa de l'article 102, les cotisations de rachat sont égales aux cotisations salariales prévues pour la période visée.

Pour les rachats des périodes visées au paragraphe 5° du premier alinéa de l'article 102, les cotisations salariales sont payées par l'employeur jusqu'à concurrence du nombre de semaines prévu à la politique relative aux conditions et avantages des cadres administratifs et des cadres de direction de la Ville de Montréal, en vigueur à la date du premier jour de la période visée par le rachat.

Le participant paye les cotisations de rachat demandées en un seul versement. Il peut par ailleurs choisir de les verser par déduction salariale autorisée sur une période d'au plus 10 ans, s'il avise la commission dans un délai de 90 jours suivant la réception de l'avis lui faisant part de cette option.

Le participant actif qui cesse de l'être doit acquitter tout solde de cotisations dues à la caisse de retraite. À défaut d'acquitter les cotisations dues, les prestations payables sont alors rajustées pour exclure les années de participation correspondant au solde impayé.

S'ajoutent aux cotisations de rachat demandées, des intérêts sur le solde impayé à un taux établi par la commission et composé annuellement depuis la date à laquelle ces cotisations auraient dû être versées initialement jusqu'à la date à laquelle elles sont réellement versées.

Aux fins du Régime, les cotisations de rachat sont considérées comme étant des cotisations salariales.

105. La Ville verse le montant nécessaire, sur recommandation de l'actuaire, pour pourvoir aux coûts additionnels non couverts par les cotisations de rachat.

CHAPITRE 2
VOLET FLEXIBLE

SECTION I
COTISATIONS ACCESSOIRES OPTIONNELLES

106. À la condition de compléter et de signer le formulaire relatif à ces cotisations, tout participant actif, autre qu'un membre de l'état-major, peut verser des cotisations accessoires optionnelles à la caisse de retraite à compter du 1er janvier 2009 (à compter du 1er janvier 2014 pour le participant de la CUM et le participant de Saint-Laurent).

Le versement de cotisations accessoires optionnelles est volontaire et le montant de ces cotisations est entièrement à la discrétion du participant actif, sous réserve des limites prévues à la présente section.

Sur réception d'une première cotisation accessoire optionnelle, la commission ouvre un compte flexible au nom du participant actif. Toute cotisation versée en vertu du présent article doit être notée dans ce compte.

Les droits du participant actif résultant des cotisations accessoires optionnelles qu'il a versées se limitent à la valeur des prestations accessoires optionnelles prévues à la Section II du présent chapitre.

107. L'employeur ne peut verser aucune cotisation au compte flexible du participant actif.

108. Le participant actif doit indiquer dans le formulaire de cotisation le pourcentage de ses gains cotisables qu'il demande à l'employeur de prélever pour être versé à la caisse de retraite à titre de cotisations accessoires optionnelles.

L'employeur verse à la caisse de retraite tout montant retenu sur le traitement du participant actif à titre de cotisations accessoires optionnelles au plus tard à la fin du mois qui suit le mois au cours duquel la cotisation a été retenue.

À la fin de chaque année civile, un participant actif peut cesser de verser des cotisations accessoires optionnelles ou peut modifier le taux de celles versées par prélèvement sur le traitement en complétant et en transmettant à l'employeur un nouveau formulaire.

Pendant toute absence, un participant actif cesse de verser des cotisations accessoires optionnelles s'il ne reçoit pas de traitement.

109. Le montant total des cotisations accessoires optionnelles versées par un participant actif au cours d'une année civile ne doit en aucun cas excéder le montant qu'on obtient en soustrayant du montant obtenu au paragraphe 1°, le montant obtenu au paragraphe 2° :

1° Le plus petit des montants suivants :

a) 9 % de la rétribution de ce participant actif reçue au cours de l'année;

b) 1 000 $ plus 70 % du « facteur d'équivalence » du cadre pour l'année concernée; et

2° Le montant total des cotisations salariales versées par ce participant actif en vertu du Régime.

Le montant total des cotisations accessoires optionnelles versées par un participant actif au cours d'une année civile ne doit pas excéder le maximum des cotisations qui, selon la politique de la Ville, si elles étaient versées par le participant, entraînerait la perte de cotisations accessoires optionnelles prévues à l'article 110.

110. Le montant du compte flexible qui dépasse la valeur totale des prestations accessoires optionnelles déterminée à la retraite, au décès avant la retraite ou à la date du transfert des droits, doit être transféré au compte général de la caisse de retraite. Ni le participant actif, ni le conjoint, ni les ayants cause ne jouissent de quelque droit que ce soit sur ce montant de cotisations accessoires optionnelles excédentaires.

111. Les cotisations accessoires optionnelles permettent d'améliorer les prestations des participants actifs payables à l'égard :

1° Des années de participation postérieures au 31 décembre 1989, s'il s'agit d'un participant actif au Régime le 31 décembre 2007 ou d'un participant actif qui a converti ses droits et prestations d'un régime de retraite antérieur en vertu de la section II du chapitre 3;

2° Des années de participation postérieures au 31 décembre 2013, s'il s'agit d'un participant de la CUM qui n'a pas converti ses droits et prestations du régime de retraite de la CUM en vertu de la section II du chapitre 3 ou s'il s'agit d'un participant de Saint-Laurent;

3° Des années de participation postérieures au 31 décembre 2008, s'il s'agit de tout autre participant actif.

Les améliorations résultant des cotisations accessoires optionnelles constituent des prestations accessoires optionnelles.

112. Les cotisations accessoires optionnelles ainsi que tout montant crédité au compte flexible portent intérêt au taux de rendement obtenu sur le placement de l'actif du Régime, déduction faite des frais de placement et d'administration.

SECTION II
PRESTATIONS ACCESSOIRES OPTIONNELLES

113. La conversion des cotisations accessoires optionnelles en prestations accessoires optionnelles est effectuée à la date de la retraite, à la date de la cessation de participation active, à la date de la demande de transfert des droits du participant si le transfert est demandé plus de 90 jours après la réception du relevé décrivant les droits du participant ou à la date du décès du participant actif, selon le dernier de ces événements à être survenu. La valeur des prestations accessoires optionnelles est calculée conformément aux dispositions des lois applicables.

La valeur des prestations accessoires optionnelles est calculée en fonction des cotisations accessoires optionnelles qui ont été versées par le participant et accumulées avec les intérêts à la date de calcul.

114. Le participant actif peut obtenir, dans l'ordre, les prestations accessoires optionnelles suivantes :

1° Rente viagère optionnelle : la rente viagère, à l'égard des années de participation postérieures au 31 décembre 1989, postérieures au 31 décembre 2008 ou postérieures au 31 décembre 2013, selon le cas, est calculée en substituant au meilleur traitement utilisé dans le calcul de la rente créditée en vertu de la section V du chapitre 1 ou, s'il y a lieu, de l'Annexe B ou de l'Annexe C applicable au participant le meilleur traitement indexé qu'importe la catégorie de participation;

Si le participant actif prend sa retraite à l'une des dates prévues aux articles 29 à 31, sa rente à l'égard de ses années de participation postérieures au 31 décembre 1989, postérieures au 31 décembre 2008 ou postérieures au 31 décembre 2013, selon le cas, est déterminée de telle sorte que la réduction appliquée à cette partie de la rente viagère du participant est celle décrite à l'article 44 plutôt que celle indiquée aux articles 36 à 38, selon le cas applicable.

2° Prestation de raccordement optionnelle : une prestation de raccordement, à l'égard des années de participation postérieures au 31 décembre 1989, postérieures au 31 décembre 2008 ou postérieures au 31 décembre 2013, selon le cas, pouvant atteindre, mais sans l'excéder, la prestation de raccordement annuelle maximale permise en vertu des articles 45 et 46, est calculée compte tenu de la prestation de raccordement payable en vertu de la section V du chapitre 1 et de l'Annexe B ou de l'Annexe C applicable au participant, s'il y a lieu. Cette prestation est payable selon le mode normal prévu à l'article 49 mais son paiement cesse au plus tard le dernier jour du mois de la date du 65^{e} anniversaire du participant ou jusqu'à son décès, s'il survient avant.

3° Indexation additionnelle de ses prestations : une indexation après la retraite sur la rente viagère et la prestation de raccordement n'excédant pas l'augmentation de l'indice des prix à la consommation depuis le début du versement de la rente moins toute autre indexation prévue par le Régime.

Lorsque le montant du compte flexible n'est pas suffisant pour porter la prestation accessoire au maximum décrit dans l'article applicable, le montant ou le taux de cette prestation est rajusté en fonction de la somme disponible dans ce compte.

Lorsque le montant du compte flexible est plus élevé que la valeur de la prestation accessoire optionnelle choisie par le participant, le solde permet au participant de se procurer d'autres prestations accessoires optionnelles jusqu'à concurrence du maximum prévu.

115. Lorsqu'un participant actif décède avant d'avoir commencé à recevoir sa rente du Régime, la prestation payable au conjoint ou, à défaut de conjoint ou en cas de renonciation du conjoint, à ses ayants cause, est augmentée du solde des cotisations accessoires optionnelles du participant jusqu'à concurrence de la valeur actuarielle des prestations accessoires optionnelles qui auraient procuré au participant, la veille de son décès, la plus grande majoration de ses prestations.

116. Si le participant cesse sa participation au Régime pour une raison autre que le décès ou la retraite, ses cotisations accessoires optionnelles portent intérêt jusqu'à la date de cessation de la participation active. Elles seront alors converties en prestations accessoires optionnelles conformément à la présente section.

Si le participant transfère ses droits à l'extérieur du Régime, ses cotisations accessoires optionnelles lui sont remboursées en espèces moins l'impôt sur le revenu applicable ou transférées dans le régime enregistré d'épargne retraite de son choix, ou toute autre option prescrite par la Loi. Toutefois, le remboursement ou le transfert ne s'applique pas pour le participant qui se prévaut de l'option prévue à l'article 91.

117. L'article 26 n'est pas applicable aux cotisations et prestations accessoires optionnelles.

CHAPITRE 3
DISPOSITIONS D'INTÉGRATION DES RÉGIMES DE RETRAITE ANTÉRIEURS

SECTION I
FUSION DES RÉGIMES DE RETRAITE ANTÉRIEURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

118. Conditionnellement à l'autorisation délivrée par la Régie des rentes du Québec, à compter du 31 décembre 2007, la caisse de retraite assume les obligations des régimes de retraite antérieurs à prestations déterminées à l'égard des personnes suivantes :

1° Tout participant actif au 31 décembre 2007 d'un régime de retraite antérieur à prestations déterminées qui occupe une fonction assimilable à la fonction d'un cadre;

2° Tout participant non actif au 31 décembre 2007 d'un régime de retraite antérieur à prestations déterminées et qui occupait une fonction assimilable à la fonction d'un cadre au moment de la fin de sa participation active;

3° Toute personne qui reçoit au 31 décembre 2007, des prestations d'un régime de retraite antérieur à prestations déterminées parce qu'elle est le conjoint, l'enfant ou le bénéficiaire d'un ancien participant d'un tel régime de retraite qui occupait une fonction assimilable à la fonction d'un cadre au moment de la fin de sa participation active.

Sous la même condition, le Régime est autorisé à recevoir et détenir tous les éléments d'actif des régimes de retraite antérieurs à prestations déterminées que ces régimes de retraite détenaient à l'égard des personnes mentionnées aux paragraphe 1° à 3° du premier alinéa.

119. Conditionnellement à l'autorisation délivrée par la Régie des rentes du Québec, à compter du 31 décembre 2010, la caisse de retraite assume les obligations du régime de retraite de la CUM à l'égard des personnes suivantes :

1° Tout participant actif au 31 décembre 2010 du régime de retraite de la CUM qui est un employé non syndiqué;

2° Tout participant non actif au 31 décembre 2010 du régime de retraite de la CUM et qui était un employé non syndiqué au moment de la fin de sa participation active;

3° Toute personne qui reçoit au 31 décembre 2010, des prestations du régime de retraite de la CUM parce qu'elle est le conjoint, l'enfant ou le bénéficiaire d'un ancien participant de ce régime de retraite qui était un employé non syndiqué au moment de la fin de sa participation active.

Sous la même condition, le Régime est autorisé à recevoir et détenir tous les éléments d'actif du régime de retraite de la CUM que ce régime de retraite détenait à l'égard des personnes mentionnées aux paragraphe 1° à 3° du premier alinéa.

120. Conditionnellement à l'autorisation délivrée par la Régie des rentes du Québec, à compter du 31 décembre 2013, la caisse de retraite assume les obligations du régime de retraite de Saint-Laurent à l'égard des personnes suivantes :

1° Tout participant actif au 31 décembre 2013 du régime de retraite de Saint-Laurent qui est un employé non syndiqué;

2° Tout participant non actif au 31 décembre 2013 du régime de retraite de Saint-Laurent et qui était un employé non syndiqué au moment de la fin de sa participation active;

3° Toute personne qui reçoit au 31 décembre 2013, des prestations du régime de retraite de Saint-Laurent parce qu'elle est le conjoint, l'enfant ou le bénéficiaire d'un ancien participant de ce régime de retraite qui était un employé non syndiqué au moment de la fin de sa participation active.

Sous la même condition, le Régime est autorisé à recevoir et détenir tous les éléments d'actif du régime de retraite de Saint-Laurent que ce régime de retraite détenait à l'égard des personnes mentionnées aux paragraphe 1° à 3° du premier alinéa.

SECTION II
CONVERSION

SOUS-SECTION 1
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

121. Un participant actif au Régime le 1er janvier 2009 (le 1er janvier 2014 pour un participant de la CUM) qui participait activement au 31 décembre 2007 à un régime de retraite antérieur (au 31 décembre 2010 au régime de retraite de la CUM) et qui est un participant actif au Régime au moment de sa demande peut demander que les droits et les prestations qu'il s'est constitués avant le 1er janvier 2009 soient convertis conformément à la présente section de façon à ce qu'ils soient remplacés par des droits et prestations établis selon les dispositions prévues à l'Annexe C ou, s'il s'agit d'un membre de l'état major, à l'Annexe D. Pour le participant de la CUM, les droits et les prestations qu'il s'est constitués du 1er janvier 2009 au 31 décembre 2013 sont convertis conformément à la présente section de façon à ce qu'ils soient remplacés par des droits et des prestations établis selon les dispositions prévues au chapitre 1.

Nonobstant ce qui précède, le participant visé à l'alinéa précédent qui prend sa retraite à compter du 1er janvier 2009 et avant d'avoir pu faire sa demande est admissible à l'option de conversion.

Un participant de Saint-Laurent n'est pas visé par la présente section.

122. La demande de conversion doit être faite dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission d'un relevé de conversion émis par la commission. Le non-respect de ce délai est considéré comme un refus de la part du participant de convertir ses droits. Le participant peut être relevé du défaut d'avoir respecté ce délai si la commission juge que le retard est justifié par des motifs sérieux et légitimes.

123. La décision de convertir est irrévocable à moins d'un refus de l'attestation du « facteur d'équivalence pour services passés », si une telle attestation est requise, par l'Agence du revenu du Canada.

124. Les cotisations versées et accumulées avec les intérêts jusqu'au 31 décembre 2008 (jusqu'au 31 décembre 2013 pour un participant de la CUM) qui sont reconnues à titre de cotisations salariales versées en vertu d'un régime de retraite antérieur ou du régime de

retraite de la CUM, selon le cas, s'ajoutent aux cotisations salariales versées à la caisse de retraite et aux intérêts crédités sur ces cotisations.

125. Les années de participation reconnues en vertu de la présente section sont des années de participation antérieures au 1er janvier 2009 (antérieures au 1er janvier 2014 pour le participant de la CUM). Elles sont présumées avoir été accomplies immédiatement après la date d'adhésion au régime de retraite antérieur ou au régime de retraite de la CUM, selon le cas.

Si le nombre de ces années dépasse le nombre d'années compris entre cette date d'adhésion et le 31 décembre 2008 (le 31 décembre 2013 pour le participant de la CUM), le nombre d'années excédentaires est présumé avoir été accompli immédiatement avant la date d'adhésion, dans la mesure permise par les règles fiscales, sinon à tout autre moment permis par les lois fiscales. De plus, cet excédent est aussi inclus dans les années de participation aux fins de l'admissibilité sans toutefois entraîner de changement à la date d'adhésion.

126. Lorsqu'un partage, une saisie pour dette alimentaire ou une cession des droits au titre du régime de retraite antérieur, ou au titre du régime de retraite de la CUM, a été effectué, une rente réductrice est établie en vertu du Régime afin de tenir compte de ce partage, cette saisie pour dette alimentaire ou cette cession de droits.

Cette rente réductrice a pour effet de réduire toute prestation servie par le Régime de la manière prévue par le Règlement sur les régimes complémentaires de retraite (R.R.Q., chapitre R-15.1, r.6).

Le montant de la rente réductrice est établi de sorte que sa valeur actualisée corresponde, selon le cas :

1° Pour un régime de retraite antérieur à prestations déterminées, ou pour le régime de retraite de la CUM, à la valeur actualisée de la rente réductrice prévue par le régime de retraite antérieur à prestations déterminées, ou par le régime de retraite de la CUM, au titre du partage, de la saisie pour dette alimentaire ou de la cession de droits; ou

2° Pour un régime de retraite antérieur à cotisation déterminée, au montant estimatif, établi par l'administrateur du régime de retraite antérieur, de la réduction du compte à cotisation déterminée résultant de l'exécution de la saisie pour dette alimentaire, du partage ou de la cession de droits, augmenté des intérêts jusqu'au 31 décembre 2008, ces intérêts étant déterminés avec les taux utilisés pour l'accumulation du compte à cotisation déterminée du participant.

SOUS-SECTION 2
RÉGIMES DE RETRAITE ANTÉRIEURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

127. Pour le participant visé par le paragraphe 1° de l'article 118 ou pour le participant de la CUM, la conversion des droits qu'il a accumulés avant le 1er janvier 2009, ou le 1er janvier 2014 pour le participant de la CUM, est effectuée selon les articles 128 à 131.

128. Dans un premier temps, l'actuaire choisi par la commission établit la valeur de la réserve actuarielle pour les droits que le participant s'est constitués pour son service antérieur au 1er janvier 2009 (antérieur au 1er janvier 2014 pour le participant de la CUM), selon les dispositions du régime de retraite antérieur qui lui sont applicables le 31 décembre 2007 ou selon les dispositions du régime de retraite de la CUM qui lui sont applicables le 31 décembre 2010, selon le cas.

Cette valeur exclut :

1° Les cotisations volontaires versées par le participant au régime de retraite antérieur et les intérêts s'y rapportant;

2° Les droits à cotisation déterminée résultant des sommes transférées d'un autre régime de retraite au titre d'une période antérieure à son embauche par l'employeur parrainant le régime de retraite antérieur; et

3° L'indexation des prestations, si les dispositions du régime de retraite antérieur n'accordent pas explicitement le droit à une telle indexation ou si ce droit est assujetti à une modification règlementaire.

De plus, il n'est pas tenu compte de la réduction de la rente attribuable à l'exécution d'une saisie pour dette alimentaire, d'un partage ou d'une cession de droits.
Lorsque le régime de retraite antérieur est de type derniers traitements ou traitement moyen des meilleures années, la valeur de la réserve actuarielle est établie en tenant compte de la projection de l'évolution des traitement après le 31 décembre 2008, cette valeur ne pouvant pas être inférieure à la valeur de la réserve actuarielle déterminée sur la base du traitement de 2008 et des années antérieures sans projection de l'évolution du traitement.

Pour le régime de retraite de la CUM, la valeur de la réserve actuarielle est établie en tenant compte de la projection de l'évolution des traitements après le 31 décembre 2013, cette valeur ne pouvant pas être inférieure à la valeur de la réserve actuarielle déterminée sur la base du traitement de 2013 et des années antérieures sans projection de l'évolution du traitement.

Lorsque le régime de retraite antérieur n'est pas de type derniers traitements ou traitement moyen des meilleures années, la projection de l'évolution des traitements n'est pas prise en compte dans l'établissement de la valeur de la réserve actuarielle.

La valeur de la réserve actuarielle pour les droits que le participant s'est constitués en vertu du régime de retraite antérieur, ou en vertu du régime de retraite de la CUM, tient compte de la valeur de la réserve actuarielle pour les prestations auxquelles le participant a droit en vertu d'un régime de retraite surcomplémentaire au titre des années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur.

129. Dans un second temps, l'actuaire choisi par la commission établit la valeur de la réserve actuarielle pour les droits que le Régime reconnaîtrait au participant selon les dispositions de l'Annexe C (et selon les dispositions du chapitre 1 pour les années 2009 à 2013 pour le participant de la CUM) ou l'Annexe D, selon le cas, pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur. Aux fins de ce calcul, le nombre d'années de service servant à déterminer l'admissibilité à la retraite est le même que le nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur servant aux fins du calcul des prestations.

La valeur de la réserve actuarielle est établie en tenant compte de la projection de l'évolution des traitements après le 31 décembre 2008 (après le 31 décembre 2013 pour le participant de la CUM), cette valeur ne pouvant pas être inférieure à la valeur de la réserve actuarielle déterminée sur la base du meilleur traitement au 31 décembre 2008 (au 31 décembre 2013 pour un participant de la CUM) sans projection de l'évolution du traitement.

Finalement, la valeur de la réserve actuarielle tient compte des cotisations salariales accumulées avec les intérêts que le cadre a versées à son régime de retraite antérieur ainsi qu'au Régime pour l'année 2008. Pour un participant de la CUM, la valeur de la réserve actuarielle tient compte des cotisations salariales accumulées avec les intérêts que le cadre a versées au régime de retraite de la CUM ainsi qu'au Régime pour les années 2011 à 2013.

130. Sous réserve du troisième alinéa, les valeurs déterminées aux articles 128 et 129 pour les participants visés par le paragraphe 1° de l'article 118 sont établies par l'actuaire en date du 31 décembre 2008, avec la méthode et les hypothèses actuarielles sur la base de capitalisation, utilisées aux fins de l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2007 du Régime.

Sous réserve du troisième alinéa, les valeurs déterminées aux articles 128 et 129 pour les participants de la CUM sont établies par l'actuaire en date du 31 décembre 2013, avec la méthode et les hypothèses actuarielles sur la base de capitalisation, utilisées aux fins de l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2010 du Régime.

Aux fins du calcul de la valeur déterminée à l'article 128, l'actuaire doit utiliser les hypothèses, sur la base de capitalisation, relatives à la retraite qui ont été retenues aux fins de l'évaluation actuarielle du régime de retraite antérieur au 31 décembre 2007 ou du régime de retraite de la CUM au 31 décembre 2010, selon le cas.

131. Dans un troisième temps, les valeurs établies aux articles 128 et 129 sont comparées et la différence, s'il y a lieu, fait l'objet d'un remboursement ou d'un ajustement du nombre d'années de participation reconnues, selon les dispositions ci-dessous.

Lorsque la valeur établie à l'article 128, est égale ou supérieure à celle établie à l'article 129, toutes les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur sont reconnues par le Régime à titre d'années de participation.

Par ailleurs, le montant obtenu en soustrayant la valeur établie à l'article 129 de la valeur établie à l'article 128 est versé au participant avec les intérêts courus entre le 1er janvier 2009 (le 1er janvier 2014 pour un participant de la CUM) et la date de paiement, au même taux que le taux d'actualisation utilisé pour calculer la valeur établie à l'article 129. Ce montant doit être immobilisé dans la mesure requise par la Loi et transféré dans un régime admissible dans la mesure permise par la Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.C. 1985, chapitre 1 (5e suppl.) et ses modifications). Toute partie de ce montant qui ne peut être transférée dans un tel instrument est payée au participant en un paiement forfaitaire.

Lorsque la valeur établie à l'article 128 est moins élevée que la valeur établie à l'article 129, le nombre d'années reconnues à titre d'années de participation correspond à une proportion des années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur, selon la méthodologie retenue par l'actuaire choisi par la commission.

SOUS-SECTION 3
RÉGIMES DE RETRAITE ANTÉRIEURS À COTISATION DÉTERMINÉE

132. Pour le participant qui participait à un régime de retraite antérieur à cotisation déterminée le 31 décembre 2008, la conversion des droits qu'il a accumulés avant le 1er janvier 2009 est effectuée selon les articles 133 à 135.

133. Dans un premier temps, on établit la valeur des droits que le participant s'est constitués pour son service antérieur au 1er janvier 2009. Cette valeur correspond au compte à cotisation déterminée détenu par le participant au 31 décembre 2008. Toutefois, s'il y a eu réduction du compte en raison d'une saisie pour dette alimentaire, d'un partage ou d'une cession de droits, la valeur est majorée du montant estimatif, établi par l'administrateur du régime de retraite antérieur, de la réduction du compte résultant de l'exécution de la saisie pour dette alimentaire, du partage ou de la cession de droits, augmenté des intérêts jusqu'au 31 décembre 2008, ces intérêts étant déterminés avec les taux utilisés pour l'accumulation du compte à cotisation déterminée du participant.

134. Dans un second temps, l'actuaire choisi par la commission établit la valeur de la réserve actuarielle pour les droits que le Régime reconnaîtrait au participant selon les dispositions de l'Annexe C ou l'Annexe D, selon le cas, pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur. Aux fins de ce calcul, le nombre d'années de service servant à déterminer l'admissibilité à la retraite est le même que le nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur servant aux fins du calcul des prestations.

La valeur de la réserve actuarielle est établie en tenant compte de la projection de l'évolution des traitements après le 31 décembre 2008, cette valeur ne pouvant pas être inférieure à la valeur de la réserve actuarielle déterminée sur la base du meilleur traitement au 31 décembre 2008 sans projection de l'évolution du traitement.

Cette valeur est établie par l'actuaire en date du 31 décembre 2008 avec la méthode et les hypothèses actuarielles sur la base de capitalisation utilisées aux fins de l'évaluation actuarielle du Régime au 31 décembre 2007.

Finalement, la valeur de la réserve actuarielle tient compte des cotisations salariales accumulées avec les intérêts que le cadre a versées à son régime de retraite antérieur.

135. Dans un troisième temps, les valeurs établies aux articles 133 et 134 sont comparées et la différence, s'il y a lieu, fait l'objet d'un remboursement ou d'un ajustement du nombre d'années de participation reconnues, selon les dispositions ci-dessous.

Lorsque la valeur établie à l'article 133, est égale ou supérieure à celle établie à l'article 134, toutes les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur sont reconnues par le Régime à titre d'années de participation.

Par ailleurs, le montant obtenu en soustrayant la valeur établie à l'article 134 de la valeur établie à l'article 133 est versé au participant avec les intérêts courus entre le 1er janvier 2009 et la date de paiement, au même taux que le taux d'actualisation utilisé pour calculer la valeur établie à l'article 134. Ce montant doit être immobilisé dans la mesure requise par la Loi et transféré dans un régime admissible dans la mesure permise par la Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.C. 1985, chapitre 1 (5e suppl.) et ses modifications). Toute partie de ce montant qui ne peut être transférée dans un tel instrument est payée au participant en un paiement forfaitaire.

Lorsque la valeur établie à l'article 133 est moins élevée que la valeur établie à l'article 134, le nombre d'années reconnues à titre d'années de participation correspond à une proportion des années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur, selon la méthodologie retenue par l'actuaire choisi par la commission.

SOUS-SECTION 4
RACHAT DE PARTICIPATION NON RECONNUE PAR LA CONVERSION

136. Le participant qui a opté pour la conversion de ses prestations, conformément à l'article 121, peut racheter les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur non reconnues par la conversion à titre d'années de participation sous réserve de l'attestation, si elle est requise, d'un « facteur d'équivalence pour services passés » qui doit être émis à l'égard de la période rachetée.

La demande de rachat doit être faite dans un délai de 60 jours suivant la date de la transmission du relevé de conversion prévu à l'article 122. Le non-respect de ce délai est considéré comme un refus de la part du participant de racheter. Ce dernier peut être relevé du défaut d'avoir respecté ce délai si la commission juge que le retard est justifié par des motifs sérieux et légitimes. La décision de racheter est irrévocable.

Les modalités de rachat sont les suivantes :

1° Pour un participant visé par le paragraphe 1° de l'article 118 ou pour un participant de la CUM, le coût du rachat est égal au montant que l'on obtient en soustrayant du montant obtenu au sous-paragraphe a), le montant obtenu au sous-paragraphe b) :

a) La valeur qui aurait été établie conformément à l'article 129 si le nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avait été égal au nombre d'années de participation reconnues conformément au dernier alinéa de l'article 131 augmenté du nombre d'années de participation que le participant désire racheter;

b) La valeur qui aurait été établie conformément à l'article 129 si le nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avait été égal au nombre d'années de participation reconnues conformément au dernier alinéa de l'article 131;

2° Pour un participant qui participait à un régime de retraite antérieur à cotisation déterminée le 31 décembre 2008, le coût du rachat est égal au montant que l'on obtient en soustrayant du montant obtenu au sous-paragraphe a), le montant obtenu au sous-paragraphe b) :

a) La valeur qui aurait été établie conformément à l'article 134 si le nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avait été égal au nombre d'années de participation reconnues conformément au dernier alinéa de l'article 135 augmenté du nombre d'années de participation que le participant désire racheter;

b) La valeur qui aurait été établie conformément à l'article 134 si le nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avait été égal au nombre d'années de participation reconnues conformément au dernier alinéa de l'article 135;

3° Le coût du rachat calculé au paragraphe 1° ou 2°, selon le cas, porte intérêt, entre le 1er janvier 2009 et la date du versement unique ou la date du début de l'étalement prévu au paragraphe 5°, au taux d'intérêt sur la base de capitalisation utilisé aux fins de l'évaluation actuarielle du Régime au 31 décembre 2007;

4° Au lieu de communiquer le nombre d'année de participation qu'il désire racheter, le participant peut informer la commission du montant unique qu'il choisit de verser pour effectuer le rachat. Le nombre d'années de participation ainsi rachetées est déterminé selon la méthodologie retenue par l'actuaire choisi par la commission;

5° Lorsque le coût du rachat est d'au moins 2 000 $, le participant peut se prévaloir des modalités d'étalement applicables aux rachats effectués en vertu de la section XIII du chapitre 1. Toutefois, l'intérêt crédité chaque année sur le solde du rachat correspondra au taux d'intérêt crédité sur les cotisations salariales. Par contre, ce

taux ne peut être négatif;

6° Sous réserve du paragraphe 5°, le montant du rachat doit être payé en un versement unique dans les 60 jours suivant la date d'envoi par la commission de la confirmation écrite du coût du rachat. Le participant peut être relevé du défaut d'avoir respecté ce délai si la commission juge que le retard est justifié par des circonstances motifs sérieux et légitimes;

7° Le coût du rachat peut être acquitté en totalité ou en partie en utilisant les montants indiqués aux paragraphes 1° et 2° du deuxième alinéa de l'article 128 ou au moyen d'un transfert de la somme requise d'un régime enregistré d'épargne-retraite;

8° Aux fins de l'article 26, tout montant versé par le participant à titre de cotisations de rachat n'est pas considéré comme des cotisations salariales et les années de participation additionnelles reconnues en vertu de ce rachat ne sont pas prises en compte pour établir la valeur actualisée des prestations. Toutefois, la valeur actualisée des prestations relatives à ces années de participation doit au moins être égale à ces cotisations de rachat accumulées avec les intérêts à la date de l'événement.

CHAPITRE 4
DISPOSITIONS TRANSITOIRES, DIVERSES ET FINALES

137. Un participant actif de la catégorie A, de la catégorie B ou qui participait activement au 31 décembre 2007 à un régime de retraite antérieur à prestations déterminées et qui n'a pas converti ses droits au Régime conformément à la section II du chapitre 3 peut demander que ses droits et prestations soient exclusivement établis à la date de sa retraite en fonction des dispositions qui s'appliquent à lui avant le 1er janvier 2009 et qui sont décrites en annexes s'il prend sa retraite le ou avant le 30 avril 2013 et qu'il a atteint à cette date soit 55 ans, soit une date de retraite en vertu de laquelle il est admissible à recevoir une rente anticipée sans réduction ou une rente anticipée avec réduction autrement que par équivalence des valeurs actuarielles par rapport à la date normale de retraite.

Un participant visé au premier alinéa qui ne consent pas par écrit à l'application de ces dispositions sera présumé y avoir renoncé. Les dispositions applicables pour sa participation à compter du 1er janvier 2009 seront alors celles établies en vertu du présent règlement.

138. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi mais prend effet le 1er janvier 2008, à l'exception de l'article 118 qui prend effet le 31 décembre 2007, des articles 119 et 120 qui prennent effet le 31 décembre 2010 ainsi que de l'article 72 qui prend effet le 30 décembre 2013.

ANNEXE A

ANNEXE B
SERVICE AVANT LE 1ER JANVIER 2009 SELON LES DISPOSITIONS APPLICABLES À UN PARTICIPANT DE LA CATÉGORIE A OU UN PARTICIPANT DE LA CATÉGORIE B

ANNEXE C
SERVICE AVANT LE 1ER JANVIER 2009 SELON LES DISPOSITIONS APPLICABLES À UN PARTICIPANT DE LA CATÉGORIE C

ANNEXE D
SERVICE AVANT LE 1ER JANVIER 2009 SELON LES DISPOSITIONS APPLICABLES À UN PARTICIPANT DE LA CATÉGORIE D

ANNEXE E
ANJOU

ANNEXE F
LACHINE

ANNEXE G
LASALLE

ANNEXE H
MONTRÉAL-NORD

ANNEXE I
OUTREMONT

ANNEXE J
PIERREFONDS

ANNEXE K
ROXBORO

ANNEXE L
SAINT-LÉONARD

ANNEXE M
VERDUN

ANNEXE N
COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL

ANNEXE O
SAINT-LAURENT

CE RÈGLEMENT DOIT ÊTRE ENREGISTRÉ ET AUTORISÉ PAR LA RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC

ANNEXE A

SECTION I

AVOCATS ET PROCUREURS SYNDIQUÉS AU 1ER JANVIER 2008

AVOCATS	**PROCUREURS**
Biron, Paule	Barabé, Lorraine
Comtois, Diane	Béchard, Suzanne
Girard, Huguette	Benazet, Sophie
Métivier, Jovette	Cimon, Serge
Ouimet, Danielle	Crevier, Patrice G.
Tremblay, Bernard	Dupuis, Céline
	Labelle, Normand
	Laguë, Gérard
	Lauzanne, Marie-Claude
	Martel, Gaétane

SECTION II

CADRES DES MUNICIPALITÉS RECONSTITUÉES AU 1ER JANVIER 2008

Les personnes suivantes occupent une fonction assimilable à la fonction d'un cadre dans une municipalité reconstituée. Elles participaient au Régime le 1er janvier 2006 et n'ont pas adhéré au régime de retraite de la municipalité visée après cette date.

Bordage, André
Bourel, Anne
Côté, Alain
Ducharme, Roger
Lévesque, André
Ward-Leduc, Lisa

ANNEXE B – SERVICE AVANT LE 1ER JANVIER 2009 SELON LES DISPOSITIONS APPLICABLES À UN PARTICIPANT DE LA CATÉGORIE A OU UN PARTICIPANT DE LA CATÉGORIE B

SECTION I
DÉFINITIONS ET APPLICATION

1. La présente annexe s'applique aux années de participation antérieures au 1er janvier 2009 pour un participant de la catégorie A ou de la catégorie B.

Elle s'applique également aux années de participation postérieures au 31 décembre 2008 pour le participant de la catégorie A ou de la catégorie B qui se prévaut des mesures transitoires prévues à la section IX.

Nonobstant ce qui précède, les articles 31 et 32 visent également un participant qui répondait à la définition de participant de la catégorie A ou de participant de la catégorie B en vertu du règlement en vigueur au moment de sa cessation de participation active ainsi que le conjoint, les enfants et les ayants cause d'un tel participant, le cas échéant.

Les dispositions du règlement s'appliquent à la participation et aux prestations visées par la présente annexe, à moins que celle-ci ne comporte des dispositions à l'effet contraire.

Notamment, les articles 26, 39, 40, 43 à 47, 52, 66 à 68, 86 et 88 du règlement s'appliquent à la totalité de la participation reconnue et des prestations payables par le Régime, incluant la participation reconnue et les prestations payables conformément à la présente annexe.

Par exception, l'article 74 du règlement ne s'applique pas à la participation et aux prestations visées par la présente annexe.

Pour les fins de la présente annexe, on entend par :

« indice alternatif des rentes » : pour l'année 1982, 1,000, et pour chaque année civile subséquente, le produit que l'on obtient en multipliant la différence qui résulte de la soustraction de 0,040 de l'indice monétaire d'inflation de l'année courante, par l'indice alternatif des rentes de l'année précédente;

« pourcentage alternatif d'indexation » :

1° Pour l'année suivant l'année de l'événement, le pourcentage de variation de l'indice alternatif des rentes de l'année considérée par rapport à celui de l'année de l'événement, multiplié par le ratio du nombre de mois entiers pour lesquels la rente a été servie ou différée durant l'année de l'événement sur 12;

2° Pour chaque année subséquente, le pourcentage de variation de l'indice alternatif des rentes de l'année considérée par rapport à l'indice alternatif des rentes de l'année suivant l'année de l'événement. Ce pourcentage alternatif d'indexation ainsi déterminé se compose avec celui applicable pour l'année suivant l'année de l'événement;

3° Malgré les paragraphes 1° et 2°, si le pourcentage alternatif d'indexation de l'année considérée est inférieur à celui de l'année précédente, ce dernier continue de prévaloir sauf dans le cas où l'indice monétaire d'inflation de l'année considérée est inférieur à 1,000; dans ce dernier cas, le pourcentage alternatif d'indexation de l'année considérée est égal à celui de l'année précédente, multiplié par l'indice monétaire d'inflation de l'année considérée;

SECTION II
COTISATIONS SALARIALES

2. Pour l'année 2008, chaque participant actif verse à la caisse de retraite des cotisations salariales déduites de ses gains cotisables et dont le montant est égal à la somme de :

1° 2,5 % de ses gains cotisables, jusqu'au niveau du MGA;

2° 6,0 % de ses gains cotisables en excédent, s'il y a lieu, du MGA.

Un participant actif de la catégorie B peut choisir de cesser de verser des cotisations salariales lorsqu'il a accumulé 32 années de participation avant le 1er janvier 2009. Les dispositions du règlement s'appliquent à compter de cette date.

SECTION III
RETRAITE

SOUS-SECTION 1
ADMISSIBILITÉ À LA RETRAITE

3. La date normale de retraite est la date à laquelle le participant atteint l'âge de 65 ans.

4. Un participant actif de la catégorie A peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée sans réduction à compter de la date à laquelle il a accumulé 30 années de participation aux fins de l'admissibilité.

5. Un participant actif de la catégorie B peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée sans réduction à compter de la première des dates suivantes :

1° La date à laquelle il a atteint l'âge de 60 ans pourvu que la somme de son âge et de ses années de participation aux fins de l'admissibilité totalise au moins 90;

2° La date à laquelle il a accumulé 30 années de participation aux fins de l'admissibilité.

6. Un participant actif de sexe féminin de la catégorie A peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée sans réduction à compter de la première des dates suivantes :

1° La date à laquelle elle atteint l'âge de 50 ans pourvu qu'elle ait accumulé 25 années de participation aux fins de l'admissibilité;

2° La date à laquelle elle atteint l'âge de 60 ans pourvu qu'elle ait accumulé 10 années de participation aux fins de l'admissibilité.

7. Un participant actif peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 15, à compter de la date à laquelle il a atteint l'âge de 55 ans pourvu que la somme de son âge et de ses années de participation aux fins de l'admissibilité totalise au moins 80.

8. Un participant actif qui atteint l'âge de 55 ans, mais qui n'a pas atteint les critères prévus aux articles 3 à 7 est admissible à la retraite et a droit à une rente viagère réduite conformément à l'article 16.

9. Un participant actif qui est encore à l'emploi de la Ville après avoir atteint sa date normale de retraite continue de verser des cotisations salariales, d'accumuler des années de participation et le paiement de sa rente viagère est ajourné jusqu'à ce que sa période d'emploi continu se termine ou jusqu'à ce que le début du versement de sa rente soit obligatoire en vertu du deuxième alinéa, selon la première des éventualités. La rente qui lui est alors payable est établie conformément à l'article 40 du règlement.

Le participant qui est toujours à l'emploi de la Ville le 31 décembre de l'année où il atteint l'âge prévu à l'article 8502 du Règlement de l'impôt sur le revenu (C.R.C., chapitre 945 et ses modifications) devient un retraité aux fins du Régime et le paiement de sa rente viagère commence à cette date.

SOUS-SECTION 2
RENTES DE RETRAITE

10. Pour les années de participation antérieures au 1er janvier 1992, le participant actif qui prend sa retraite à sa date normale de retraite reçoit une rente viagère annuelle égale à ce qui suit selon la catégorie d'employé.

Le participant actif de la catégorie A reçoit une rente viagère annuelle égale au montant qu'on obtient en soustrayant du montant obtenu au paragraphe 1°, le montant obtenu au paragraphe 2° :

1° Le produit de 2,5 % de son meilleur traitement et de ses années de participation antérieures au 1er janvier 1992;

2° La prestation de raccordement prévue au deuxième alinéa de l'article 12;

Le participant actif de la catégorie B reçoit une rente viagère annuelle égale au montant qu'on obtient en soustrayant du montant obtenu au paragraphe 1°, le montant obtenu au paragraphe 2° :

1° La somme du produit de 2,5 % de son meilleur traitement et de ses années de participation antérieures au 1er mai 1983 et du produit de 2,0 % de son meilleur

traitement et de ses années de participation à compter du 1er mai 1983 mais antérieures au 1er janvier 1992,

2° La prestation de raccordement prévue au troisième alinéa de l'article 12.

11. Pour les années de participation à compter du 1er janvier 1992, le participant actif qui prend sa retraite à sa date normale de retraite reçoit une rente viagère annuelle égale à ce qui suit selon la catégorie d'employé.

Le participant actif de la catégorie A reçoit une rente viagère annuelle égale au montant qu'on obtient en soustrayant du montant obtenu au paragraphe 1°, le montant obtenu au paragraphe 2° :

1° Le produit de 2 % de son meilleur traitement et de ses années de participation à compter du 1er janvier 1992;

2° Le plus élevé des montants suivants :

a) Le produit de 25 % du MGA ajusté moyen et de ses années de participation à compter du 1er janvier 1992, divisé par le nombre A défini au dernier alinéa, moins le produit de 0,5 % de son meilleur traitement et de ses années de participation à compter du 1er janvier 1992;

b) 0.

Le participant actif de la catégorie B reçoit une rente viagère annuelle égale au montant qu'on obtient en soustrayant du montant obtenu au paragraphe 1°, le montant obtenu au paragraphe 2° :

1° Le produit de 2 % de son meilleur traitement et de ses années de participation à compter du 1er janvier 1992;

2° La prestation de raccordement prévue au troisième alinéa de l'article 13.

Le nombre A correspond au plus grand des nombres suivants :

1° 85 % du nombre d'années comprises entre son 18e anniversaire de naissance ou le 1er janvier 1966, s'il a atteint l'âge de 18 ans avant cette date, et son 65e anniversaire de naissance;

2° Les années de participation entre le 1er janvier 1966 et sa date normale de retraite;

3° 35.

12. Pour les années de participation antérieures au 1er janvier 1992, le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 4, 5, 6 ou 7 a droit à une prestation de raccordement

payable jusqu'à l'âge de 65 ans ou jusqu'à son décès s'il survient avant et dont le montant annuel est égal à ce qui suit selon la catégorie d'employé.

Le participant actif de la catégorie A reçoit une prestation de raccordement égale au produit de 25 % du MGA ajusté moyen et de ses années de participation du 1er janvier 1966 au 31 décembre 1991, jusqu'à un maximum de 35 années, divisé par le nombre A.

Le participant actif de la catégorie B reçoit une prestation de raccordement égale au produit de $^{1}/_{35}$ de 17,5 % du MGA ajusté moyen et de ses années de participation antérieures au 1er janvier 1992, jusqu'à un maximum de 35 années.

Le nombre A a la même valeur que celle prévue à l'article 11.

13. Pour les années de participation à compter du 1er janvier 1992, le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 4, 5, 6 ou 7 a droit à une prestation de raccordement payable jusqu'à l'âge de 65 ans ou jusqu'à son décès s'il survient avant et dont le montant annuel est égal à ce qui suit selon la catégorie d'employé.

Le participant actif de la catégorie A reçoit une prestation de raccordement égale au plus élevé des montants suivants :

1° Le produit de 25 % du MGA ajusté moyen et de ses années de participation à compter du 1er janvier 1992, divisé par le nombre A;

2° Le produit de 0,5 % de son meilleur traitement et de ses années de participation à compter du 1er janvier 1992.

Le participant de la catégorie B reçoit une prestation de raccordement égale au produit de $^{1}/_{35}$ de 17,5 % du MGA ajusté moyen et de ses années de participation à compter du 1er janvier 1992, jusqu'à un maximum de 35 années moins les années de participation visées au troisième alinéa de l'article 12.

Le nombre A a la même valeur que celle prévue à l'article 11.

14. Le participant actif qui prend sa retraite conformément à l'article 4, 5, 6 ou 7 reçoit, sous réserve de l'article 15, une rente immédiate égale à la somme de la rente viagère déterminée selon les articles 10 et 11 et de la prestation de raccordement déterminée selon les articles 12 et 13.

15. Le participant actif qui prend sa retraite conformément à l'article 7 reçoit la rente prévue à l'article 14 réduite de 0,25 % pour chaque mois entre la date de la retraite et la première date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu des articles 3, 4, 5 et 6, en supposant que les années de participation aux fins de l'admissibilité continuent de s'accumuler jusqu'à cette date.

16. Le participant actif qui prend sa retraite conformément à l'article 8 reçoit une rente viagère réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente viagère payable à la date normale de retraite.

SOUS-SECTION 3
PRESTATIONS DE RETRAITE MAXIMALES

17. La sous-section 3 de la section V du chapitre 1 du règlement, à l'exception du deuxième alinéa de l'article 44, ne s'applique pas à la rente payable pour les années de participation avant le 1er janvier 1992 pour un participant de la catégorie A et pour un participant de la catégorie B pour lequel des années de participation ont été reconnues avant le 1er mai 1983.

SOUS-SECTION 4
SERVICE DE LA RENTE

§ 1- Mode normal de rente

18. Sous le mode normal, la rente est versée au retraité, sa vie durant, avec la garantie que son conjoint recevra sa vie durant, à compter de la quinzaine suivant celle du décès du retraité, une rente égale à :

1° Sous réserve du paragraphe 2°, 60 % de celle qu'il aurait reçue n'eût été de son décès;

2° Pour le participant de la catégorie A qui avait choisi, avant le 31 décembre 1986, de pouvoir recevoir une rente anticipée sans réduction à compter de la date à laquelle il a accumulé 30 années de participation aux fins de l'admissibilité en échange d'une réduction de certains avantages accessoires, 65 % de celle qu'il aurait reçue n'eût été de son décès.

Le conjoint du retraité peut renoncer à la prestation de décès prévue au premier alinéa en avisant par écrit la commission avant le début du paiement de la rente qui lui serait payable. La renonciation ne vaudra toutefois pas si le conjoint admissible à la prestation de décès n'est pas celui qui y a renoncé. Le conjoint peut révoquer cette renonciation en avisant par écrit la commission avant le début du service de la rente du participant. Une renonciation faite après le début du service de la rente au participant ne peut être révoquée.

19. Au décès d'un retraité de la catégorie A sans conjoint, ou si le conjoint a renoncé à son droit à une rente de conjoint survivant conformément au deuxième alinéa de l'article 18, et qui avait choisi, avant le 31 décembre 1986, de pouvoir recevoir une rente anticipée sans réduction à compter de la date à laquelle il a accumulé 30 années de participation aux fins de l'admissibilité en échange d'une réduction de certains avantages accessoires, les ayants cause du participant recevront le solde, s'il y a lieu, des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 120 mois débutant avec la date de retraite du participant.

Les ayants cause peuvent opter pour un montant forfaitaire correspondant à la valeur actualisée du solde des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 120 mois.

20. Un participant de sexe féminin de la catégorie A qui a opté pour les dispositions particulières qui lui sont offertes conformément à l'article 6 ne bénéficie pas de façon automatique des prestations décrites aux articles 18 et 19. Un tel participant qui a un conjoint admissible à sa date de retraite reçoit plutôt une rente réduite payable sa vie durant et dont 60 % du montant est versé après son décès à ce conjoint, sa vie durant. Le montant de cette rente est réduit afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente payable sans réversion au conjoint.

Si le participant de sexe féminin de la catégorie A a un conjoint à sa date de retraite, il peut choisir de recevoir une rente sans prestation au conjoint à condition que le formulaire de renonciation prescrit par la Loi dûment signé par son conjoint soit remis à la commission avant que ne commence le service de cette rente.

Pour les fins de cet article, la qualité de conjoint s'établit au jour qui précède la date de retraite du participant.

§ 2- Modes facultatifs de rente

21. Les modes facultatifs de rente prévus aux articles 50 et 51 du règlement s'appliquent à la rente payable au retraité en vertu de la présente annexe.

22. Le mode normal de rente prévu à l'article 49 du règlement devient un mode facultatif de rente dans la mesure permise en vertu de la législation applicable.

SECTION IV
INVALIDITÉ

23. À la date à laquelle l'exonération des cotisations salariales prend fin en vertu du deuxième alinéa de l'article 53 du règlement, si le participant ne revient pas au travail, il a droit aux prestations de cessation de participation active ou aux prestations de retraite, s'il y est admissible.

Aux fins du calcul des prestations de cessation de participation active, de la rente ou des prestations de décès :

1° Le meilleur traitement est celui calculé à la date de début de l'invalidité;

2° Le MGA ajusté moyen est celui calculé à la date de début de l'invalidité.

Le montant de rente calculé, rajusté de l'indexation prévue au premier alinéa de l'article 30 selon la catégorie du participant entre la date de début de l'invalidité et la date du début du versement de la rente ou la date à laquelle le participant atteint l'âge de 65 ans, selon la première des éventualités, devient le montant de rente payable prévu au premier alinéa de l'article 30 et l'année du début de versement de la rente devient l'année d'événement aux fins de l'indexation subséquente. Aux fins de ce calcul, l'indexation signifie l'indexation prévue au premier alinéa de l'article 30 en remplaçant 87,5 % par 100 % pour chaque catégorie de participant.

SECTION V
CESSATION DE PARTICIPATION ACTIVE

24. Les prestations payables pour un participant dont la participation active cesse pour une raison autre que le décès ou la retraite sont établies conformément à la section VII du chapitre 1 du règlement.

SECTION VI
DÉCÈS

25. Au décès d'un participant actif de la catégorie A avant d'avoir atteint la première date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu des articles 3, 4 et 6, son conjoint reçoit, sa vie durant, une rente égale à :

1° Sous réserve du paragraphe 2°, 50 % de la somme de la rente viagère déterminée selon les articles 10 et 11 et de la prestation de raccordement déterminée selon les articles 12 et 13, moins le montant initial de la rente payable au conjoint en vertu du RRQ en proportion du nombre d'années de participation avant le 1er janvier 2009 sur le total des années de participation;

2° Dans le cas du participant qui s'était prévalu du choix lorsque la commission lui a permis de le faire, 75 % de la rente viagère déterminée selon les articles 10 et 11;

Au décès d'un participant actif de la catégorie B avant d'avoir atteint la première date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu des articles 3 et 5, la prestation de décès payable au conjoint est établie en fonction de l'article 61 du règlement.

26. Au décès d'un participant actif de la catégorie A avant d'avoir atteint la première date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu des articles 3, 4 et 6, et avec un conjoint, chacun de ses enfants, s'il en est, jusqu'à un maximum de trois, reçoit, tant qu'il est âgé de moins de 18 ans, une rente égale à 10 % de la prestation prévue aux articles 10 à 13 et calculée à la date du décès, moins le montant initial de la rente payable à l'enfant en vertu du RRQ en proportion du nombre d'années de participation avant le 1er janvier 2009 sur le total des années de participation.

En l'absence de conjoint ou au décès de ce dernier, ou en cas de renonciation de ce dernier conformément à l'article 71 du règlement, chacun des enfants, jusqu'à un maximum de quatre, reçoit, tant qu'il est âgé de moins de 18 ans, une rente égale à 20 % de la prestation prévue aux articles 10 à 13 et calculée à la date du décès, moins le montant initial de la rente payable à l'enfant en vertu du RRQ en proportion du nombre d'années de participation avant le 1er janvier 2009 sur le total des années de participation.

Au décès d'un participant actif de la catégorie B avant d'avoir atteint la première date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu des articles 3 et 5, la prestation de décès payable aux enfants est établie en fonction de l'article 62 du règlement.

27. Au décès d'un participant actif à compter de la date à laquelle il est admissible à une retraite en vertu des articles 4, 5 et 6, mais avant sa date normale de retraite, les prestations payables le sont en vertu des articles 18 à 20, selon le cas, comme si le participant avait effectivement pris sa retraite la veille de son décès.

28. Au décès, avant le début du service de la rente, d'un participant non actif de la catégorie A ayant droit à une rente différée, son conjoint reçoit une rente immédiate égale à la rente payable selon le paragraphe 1° ou le paragraphe 2° de l'article 25.

Au décès, avant le début du service de la rente, d'un participant non actif de la catégorie B ayant droit à une rente différée, la prestation de décès payable à son conjoint est établie en fonction de l'article 65 du règlement.

29. Au décès d'un retraité, les seules prestations de décès payables sont celles payables en vertu de la sous-section 4 de la section III de la présente annexe.

SECTION VII
INDEXATION

30. Les montants de rentes servies et différées sont augmentés conformément aux paragraphes suivants :

1° Pour le participant de la catégorie A, le montant de toute rente servie ou différée ou le montant de toute rente payable en cas de décès est égal au plus élevé des montants de rente prévus aux sous-paragraphes a) et b) :

a) Le montant de la rente qui serait payable si aucune indexation n'y était applicable;

b) 87,5 % du montant de la rente visé au sous-paragraphe a), augmenté du pourcentage alternatif d'indexation;

À compter du 1er janvier 2010, pour les participants de la catégorie A actifs au 31 décembre 2007, le montant de toute rente servie ou différée ou de toute rente payable en cas de décès d'un tel participant est égal au montant déterminé selon le premier alinéa du présent paragraphe, augmenté annuellement de 0,38 %. À compter du 1er juillet 2010, le montant de la rente visé au sous-paragraphe a) du présent paragraphe correspond à celui augmenté au cours des années antérieures en vertu du présent alinéa.

2° Pour le participant de la catégorie B :

a) Le montant de la rente payable au participant ou de la prestation de décès prévue à l'article 18, relatif aux années de participation antérieures au 1er mai 1983, est égal au plus élevé des montants de la rente prévus aux sous-paragraphes i) et ii) :

i) Le montant de la rente qui serait payable si aucune indexation n'y était applicable;

ii) 87,5 % du montant de la rente visé au sous-sous-paragraphe i), augmenté du pourcentage alternatif d'indexation;

b) Le montant de la rente payable au participant ou de la prestation de décès prévue à l'article 18, relatif aux années de participation à compter du 1er mai 1983, ou le montant de la rente prévue au paragraphe 1° de l'article 61 ou au paragraphe 1° de l'article 62 du règlement est égal à celui qui serait payable si aucune indexation n'y était applicable, augmenté du pourcentage d'indexation.

Le pourcentage alternatif d'indexation et le pourcentage d'indexation sont révisés le 1er juillet de chaque année, à compter de l'année suivant l'année de l'événement.

31. Les rentes servies en date du 1er janvier 2008 aux participants, aux conjoints et aux enfants, le cas échéant, sont augmentées d'un pourcentage fixe de 1,34 % payable à compter du 1er janvier 2008. Cette augmentation ne doit pas servir aux fins de la détermination du pourcentage d'indexation ou du pourcentage alternatif d'indexation tel que prévu à l'article 30. À compter du 1er juillet 2008, toute indexation résultant de l'application de l'article 30 s'applique sur la rente augmentée en vertu du présent alinéa.

32. Les rentes servies ou différées en date du 1er janvier 2010 aux participants qui étaient actifs au Régime en date du 31 décembre 1999 ou en date du 31 décembre 2000 et dont la rente est en cours de versement ou différée en date du 31 décembre 2007 ainsi qu'aux conjoints et aux enfants de ces participants, le cas échéant, sont augmentées d'un pourcentage fixe de 4,48 % payable à compter du 1er janvier 2010. Cette augmentation ne doit pas servir aux fins de la détermination du pourcentage d'indexation ou du pourcentage alternatif d'indexation tel que prévu à l'article 30. À compter du 1er juillet 2010, toute indexation résultant de l'application de l'article 30 s'applique sur la rente augmentée en vertu du présent alinéa.

SECTION VIII
RACHAT DE SERVICE PASSÉ

33. Si le participant de la Catégorie B a choisi de cesser de verser ses cotisations salariales en vertu du deuxième alinéa de l'article 2, ses années de service accomplies avant le 1er janvier 2009, mais après qu'il ait complété 32 années de participation, ne sont pas admissibles au rachat.

SECTION IX
MESURES TRANSITOIRES

34. Le participant actif, atteignant les critères requis à l'article 137 du règlement au moment de sa retraite le ou avant le 30 avril 2013, peut demander de recevoir, pour ses années de

participation à compter du 1er janvier 2009, une rente établie conformément aux dispositions de la section III.

S'il ne se prévaut pas de cette option ou s'il prend sa retraite après le 30 avril 2013, les dispositions applicables pour ses années de participation à compter du 1er janvier 2009 seront alors celles établies en vertu du règlement.

35. Le participant actif visé à l'article 34 verse des cotisations salariales à la caisse de retraite conformément à l'article 18 du règlement du 1er janvier 2009 jusqu'à la date de sa retraite, et ce, même s'il est un participant de la catégorie B qui a accumulé 32 années de participation.

36. Pour le participant actif qui se prévaut de l'option prévue au premier alinéa de l'article 34, les montants de rentes servies relatifs aux années de participation à compter du 1er janvier 2009 sont augmentés conformément à l'article 30.

ANNEXE C – SERVICE AVANT LE 1ER JANVIER 2009 SELON LES DISPOSITIONS APPLICABLES À UN PARTICIPANT DE LA CATÉGORIE C

SECTION I
DÉFINITIONS ET APPLICATION

1. La présente annexe s'applique aux années de participation antérieures au 1er janvier 2009 pour :

1° Un participant de la catégorie C;

2° Un participant, autre qu'un membre de l'état-major, visé par le paragraphe 1° de l'article 118 du règlement ou qui était un participant actif à un régime de retraite antérieur à cotisation déterminée au 31 décembre 2008 et qui a choisi de convertir son service antérieur au 1er janvier 2009 conformément à la section II du chapitre 3 du règlement; ou

3° Un cadre, autre qu'un membre de l'état-major, qui adhère au Régime le ou après le 1er janvier 2009 et qui se fait reconnaître des années de participation antérieures à cette date conformément à la section XII et à la section XIII du chapitre 1 du règlement.

Malgré l'alinéa précédent, la présente annexe s'applique également aux années de participation antérieures au 1er janvier 2009 pour un participant de la CUM qui a choisi de convertir son service antérieur au 1er janvier 2014 conformément à la section II du chapitre 3 du règlement.

Nonobstant ce qui précède, les articles 20 et 21 s'appliquent également à un participant qui répondait à la définition de participant de la catégorie C en vertu du règlement en vigueur au moment de sa cessation de participation active ainsi qu'au conjoint, aux enfants et aux ayants cause d'un tel participant, le cas échéant.

Les dispositions du règlement s'appliquent à la participation et aux prestations visées par la présente annexe, à moins que celle-ci ne comporte des dispositions à l'effet contraire.

Notamment, les articles 26, 39, 40, 43 à 47, 52, 66 à 68, 86 et 88 du règlement s'appliquent à la totalité de la participation reconnue et des prestations payables par le Régime, incluant la participation reconnue et les prestations payables conformément à la présente annexe.

Par exception, l'article 74 du règlement ne s'applique pas à la participation et aux prestations visées par la présente annexe pour les participants visés par le premier alinéa.

SECTION II
COTISATIONS SALARIALES

2. Pour l'année 2008, chaque participant actif de catégorie C verse à la caisse de retraite des cotisations salariales déduites de ses gains cotisables et dont le montant est égal à la somme de :

1° 2,5 % de ses gains cotisables, jusqu'au niveau du MGA;

2° 6,0 % de ses gains cotisables en excédent, s'il y a lieu, du MGA.

3. Pour l'année 2008, chaque participant actif, qui est un participant visé par le paragraphe 1° de l'article 118 du règlement et qui a choisi de convertir ses droits conformément à la section II du chapitre 3 du règlement, verse à la caisse de retraite des cotisations salariales déduites de ses gains cotisables et dont le montant est égal aux cotisations salariales prévues à l'annexe qui reflète les dispositions du régime de retraite antérieur qui lui est applicable.

4. Pour les années 2011 à 2013, chaque participant actif, qui est participant de la CUM et qui a choisi de convertir ses droits conformément à la section II du chapitre 3 du règlement, verse à la caisse de retraite des cotisations salariales déduites de ses gains cotisables et dont le montant est égal aux cotisations salariales prévues à l'Annexe N.

SECTION III
RETRAITE

SOUS-SECTION 1
ADMISSIBILITÉ À LA RETRAITE

5. La date normale de retraite est la date à laquelle le participant atteint l'âge de 65 ans.

6. Un participant actif peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée sans réduction à compter de la première des dates suivantes :

1° La date à laquelle il a atteint l'âge de 60 ans et pourvu que la somme de son âge et de ses années de participation aux fins de l'admissibilité totalise au moins 90;

2° La date à laquelle il a accumulé 35 années de participation aux fins de l'admissibilité.

7. Un participant actif peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 13, à compter de la première des dates suivantes :

1° La date à laquelle il a atteint l'âge de 55 ans pourvu que la somme de son âge et de ses années de participation aux fins de l'admissibilité totalise au moins 80;

2° La date à laquelle il a accumulé 30 années de participation aux fins de l'admissibilité.

8. Un participant actif qui a atteint l'âge de 55 ans, mais qui n'a pas atteint les critères prévus aux articles 5 à 7 est admissible à la retraite et a droit à une rente viagère réduite conformément à l'article 14.

9. Un participant actif qui est encore à l'emploi de la Ville après avoir atteint sa date normale de retraite continue de verser des cotisations salariales, d'accumuler des années de participation et le paiement de sa rente viagère est ajourné jusqu'à ce que sa période d'emploi continu se termine ou jusqu'à ce que le début du versement de sa rente soit obligatoire en vertu du deuxième alinéa, selon la première des éventualités. La rente qui lui est alors payable est établie conformément à l'article 40 du règlement.

Le participant qui est toujours à l'emploi de la Ville le 31 décembre de l'année où il atteint l'âge prévu à l'article 8502 du Règlement de l'impôt sur le revenu (C.R.C., chapitre 945 et ses modifications) devient un retraité aux fins du Régime et le paiement de sa rente viagère commence à cette date.

SOUS-SECTION 2
RENTES DE RETRAITE

10. Le participant actif qui prend sa retraite à sa date normale de retraite reçoit une rente viagère annuelle égale au montant qu'on obtient en soustrayant du montant obtenu au paragraphe 1°, le montant obtenu au paragraphe 2° :

1° Le produit de 2,0 % de son meilleur traitement et de ses années de participation;

2° La prestation de raccordement prévue à l'article 11.

11. Le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 6 ou 7 a droit à une prestation de raccordement payable jusqu'à l'âge de 65 ans ou jusqu'à son décès s'il survient avant et dont le montant annuel est égal au produit de $^{1}/_{35}$ de 17,5 % du MGA ajusté moyen et de ses années de participation jusqu'à un maximum de 35 années.

12. Le participant actif qui prend sa retraite conformément à l'article 6 ou 7 reçoit, sous réserve de l'article 13, une rente immédiate égale à la somme de la rente viagère déterminée selon l'article 10 et de la prestation de raccordement déterminée selon l'article 11.

13. Le participant qui prend sa retraite en vertu de l'article 7 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 12 réduite de 0,25 % pour chaque mois entre la date de la retraite et la première date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu des articles 5 et 6, en supposant que les années de participation aux fins de l'admissibilité continuent de s'accumuler jusqu'à cette date.

14. Le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 8 reçoit une rente viagère réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente viagère payable à la date normale de retraite.

SOUS-SECTION 3
PRESTATIONS DE RETRAITE MAXIMALES

15. La sous-section 3 de la section V du chapitre 1 du règlement, à l'exception du deuxième alinéa de l'article 44, ne s'applique pas à la rente payable pour les années de participation avant le 1er janvier 1992 pour un participant pour lequel des années de participation ont été reconnues avant le 1er mai 1983.

SECTION IV
INVALIDITÉ

16. Les dispositions applicables pour un participant invalide sont celles établies conformément à la section VI du chapitre 1 du règlement.

SECTION V
CESSATION DE PARTICIPATION ACTIVE

17. Les prestations payables pour un participant dont la participation active cesse pour une raison autre que le décès ou la retraite sont établies conformément à la section VII du chapitre 1 du règlement.

SECTION VI
DÉCÈS

18. Au décès d'un participant, les prestations payables, s'il y a lieu, le sont en vertu de la section VIII du chapitre 1 du règlement.

SECTION VII
INDEXATION

19. Le montant de toute rente servie ou différée est égal à celui qui serait payable si aucune indexation n'y était applicable, augmenté du pourcentage d'indexation.

Le pourcentage d'indexation est révisé le 1er juillet de chaque année, à compter de l'année suivant l'année de l'événement.

20. Les rentes servies en date du 1er janvier 2008 aux participants, aux conjoints et aux enfants, le cas échéant, sont augmentées d'un pourcentage fixe de 1,34 % payable à compter du 1er janvier 2008. Cette augmentation ne doit pas servir aux fins de la détermination du pourcentage d'indexation tel que prévu à l'article 19. À compter du 1er juillet 2008, toute indexation résultant de l'application de l'article 19 s'applique sur la rente augmentée en vertu du présent alinéa.

21. Les rentes servies ou différée en date du 1er janvier 2010 aux participants qui étaient actifs au Régime en date du 31 décembre 1999 ou en date du 31 décembre 2000 et dont la rente est en cours de versement ou différée en date du 31 décembre 2007 ainsi qu'aux

conjoints et aux enfants de ces participants, le cas échéant, sont augmentées d'un pourcentage fixe de 4,48 % payables à compter du 1er janvier 2010. Cette augmentation ne doit pas servir aux fins de la détermination du pourcentage d'indexation tel que prévu à l'article 19. À compter du 1er juillet 2010, toute indexation résultant de l'application de l'article 19 s'applique sur la rente augmentée en vertu du présent alinéa.

ANNEXE D – SERVICE AVANT LE 1ER JANVIER 2009 SELON LES DISPOSITIONS APPLICABLES À UN PARTICIPANT DE LA CATÉGORIE D

SECTION I
DÉFINITIONS ET APPLICATION

1. La présente annexe s'applique aux années de participation avant le 1er janvier 2009 pour :

1° Un participant de la catégorie D;

2° Un participant membre de l'état-major qui est un visé par le paragraphe 1° de l'article 118 du règlement ou qui était actif à un régime de retraite antérieur à cotisation déterminée au 31 décembre 2008 et qui a choisi de convertir son service antérieur au 1er janvier 2009 conformément à la section II du chapitre 3 du règlement; ou

3° Un membre de l'état-major qui adhère au Régime le ou après le 1er janvier 2009 et qui se fait reconnaître des années de participation antérieures à cette date conformément à la section XII du chapitre 1 du règlement et à la section VIII de la présente annexe.

Les dispositions du règlement s'appliquent à la participation et aux prestations visées par la présente annexe, à moins que celle-ci ne comporte des dispositions à l'effet contraire.

Notamment, les articles 26, 39, 43 à 47, 52, 66 à 68, 86 et 88 du règlement s'appliquent à la totalité de la participation reconnue et des prestations payables par le Régime, incluant la participation reconnue et les prestations payables conformément à la présente annexe.

Par exception, l'article 74 du règlement ne s'applique pas à la participation et aux prestations visées par la présente annexe.

2. Pour les fins de la présente annexe, on entend par :

« indice alternatif des rentes » : pour l'année 1982, 1,000, et pour chaque année civile subséquente, le produit que l'on obtient en multipliant la différence qui résulte de la soustraction de 0,040 de l'indice monétaire d'inflation de l'année courante, par l'indice alternatif des rentes de l'année précédente;

« MGA ajusté moyen » : la moyenne du MGA ajusté pour la période utilisée dans le calcul du meilleur traitement indexé du participant;

« pourcentage alternatif d'indexation » :

1° Pour l'année suivant l'année de l'événement, le pourcentage de variation de l'indice alternatif des rentes de l'année considérée par rapport à celui de l'année de

l'événement, multiplié par le ratio du nombre de mois entiers pour lesquels la rente a été servie ou différée durant l'année de l'événement sur 12;

2° Pour chaque année subséquente, le pourcentage de variation de l'indice alternatif des rentes de l'année considérée par rapport à l'indice alternatif des rentes de l'année suivant l'année de l'événement. Ce pourcentage alternatif d'indexation ainsi déterminé se compose avec celui applicable pour l'année suivant l'année de l'événement;

3° Malgré les paragraphes 1° et 2°, si le pourcentage alternatif d'indexation de l'année considérée est inférieur à celui de l'année précédente, ce dernier continue de prévaloir sauf dans le cas où l'indice monétaire d'inflation de l'année considérée est inférieur à 1,000; dans ce dernier cas, le pourcentage alternatif d'indexation de l'année considérée est égal à celui de l'année précédente, multiplié par l'indice monétaire d'inflation de l'année considérée.

SECTION II
COTISATIONS SALARIALES

3. Pour l'année 2008, chaque participant actif de catégorie D verse à la caisse de retraite des cotisations salariales déduites de ses gains cotisables et dont le montant est égal à la somme de :

1° 5,5 % de ses gains cotisables, jusqu'au niveau du MGA;

2° 8,5 % de ses gains cotisables en excédent, s'il y a lieu, du MGA.

4. Pour l'année 2008, chaque participant actif, qui est visé par le paragraphe 1° de l'article 118 du règlement et qui a choisi de convertir ses droits conformément à la section II du chapitre 3 du règlement, verse à la caisse de retraite des cotisations salariales déduites de ses gains cotisables et dont le montant est égal aux cotisations salariales prévues à l'annexe qui reflète les dispositions du régime de retraite antérieur qui lui est applicable.

SECTION III
RETRAITE

SOUS-SECTION 1
ADMISSIBILITÉ À LA RETRAITE

5. La date normale de retraite est la date à laquelle le participant atteint l'âge de 60 ans.

6. Un participant actif peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée sans réduction à compter de la date à laquelle il a accumulé 28 années de participation aux fins de l'admissibilité.

7. Un participant actif peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 13, à compter de la première des dates suivantes :

1° La date à laquelle il a accumulé 25 années de participation aux fins de l'admissibilité;

2° La date à laquelle il atteint l'âge de 50 ans.

SOUS-SECTION 2
RENTES DE RETRAITE

8. Pour les années de participation antérieures au 1er janvier 1992, le participant actif qui prend sa retraite à sa date normale de retraite reçoit une rente viagère annuelle égale au plus élevé des montants suivants :

1° Le montant qu'on obtient en soustrayant du montant obtenu au sous-paragraphe a), le montant obtenu au sous-paragraphe b) :

a) Le produit de 2,25 % de son meilleur traitement indexé et de ses années de participation antérieures au 1er janvier 1992;

b) Si le participant a été embauché avant le 1er janvier 1986, le produit de 25 % du MGA ajusté moyen et de ses années de participation entre le 1er janvier 1966 et le 31 décembre 1991 jusqu'à un maximum de 35 années, et divisé par le nombre A défini à l'article 9. Autrement, le produit de $^{1}/_{35}$ de 25 % du MGA ajusté moyen et de ses années de participation antérieures au 1er janvier 1992, jusqu'à un maximum de 35 années.

2° Le produit de 1,95 % de son meilleur traitement indexé et de ses années de participation.

9. Pour les années de participation à compter du 1er janvier 1992, le participant actif qui prend sa retraite à sa date normale de retraite reçoit une rente viagère annuelle égale au plus élevé des montants suivants :

1° Le montant qu'on obtient en soustrayant du montant obtenu au sous-paragraphe a), le montant obtenu au sous-paragraphe b) :

a) Le produit de 2 % de son meilleur traitement indexé et de ses années de participation à compter du 1er janvier 1992;

b) Le plus élevé des montants suivants :

i) Le produit de 25 % du MGA ajusté moyen et de ses années de participation à compter du 1er janvier 1992, divisé par le nombre B défini au troisième alinéa, moins le produit de 0,25 % de son meilleur traitement indexé et de ses années de participation à compter du 1er janvier 1992;

ii) 0.

2° Le produit de 1,95 % de son meilleur traitement indexé et de ses années de participation.

Le nombre A correspond au plus grand des nombres suivants :

1° 85 % du nombre d'années comprises entre son 18e anniversaire de naissance ou le 1er janvier 1966, s'il a atteint l'âge de 18 ans avant cette date, et son 65e anniversaire de naissance;

2° Ses années de participation entre le 1er janvier 1966 et la date à laquelle il atteint la date normale de retraite;

3° 35.

Le nombre B correspond à 35 pour le participant embauché à compter du 1er janvier 1986 et, pour celui embauché avant le 1er janvier 1986, au nombre A défini au deuxième alinéa.

10. Pour les années de participation antérieures au 1er janvier 1992, le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 5, 6 ou 7 a droit à une prestation de raccordement payable jusqu'à l'âge de 65 ans ou jusqu'à son décès s'il survient avant et dont le montant annuel est égal au montant qu'on obtient en soustrayant du montant obtenu au paragraphe 1°, le montant obtenu au sous-paragraphe 2° :

1° Le produit de 2,42 % de son meilleur traitement indexé et de ses années de participation antérieures au 1er janvier 1992;

2° La rente déterminée selon l'article 8.

11. Pour les années de participation à compter du 1er janvier 1992, le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 5, 6 ou 7 a droit à une prestation de raccordement payable jusqu'à l'âge de 65 ans ou jusqu'à son décès s'il survient avant et dont le montant annuel est égal au montant qu'on obtient en soustrayant du montant obtenu au paragraphe 1°, le montant obtenu au sous-paragraphe 2° :

1° Le produit de 2,42 % de son meilleur traitement indexé et de ses années de participation à compter du 1er janvier 1992;

2° La rente déterminée selon l'article 9.

12. Le participant actif qui prend sa retraite conformément à l'article 6 ou 7 reçoit, sous réserve de l'article 13, une rente immédiate égale à la somme de la rente viagère

déterminée selon les articles 8 et 9 et de la prestation de raccordement déterminée selon les articles 10 et 11.

13. Le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 7 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 12 réduite de 0,25 % pour chaque mois entre la date de la retraite et la première date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu des articles 5 et 6, en supposant que les années de participation aux fins de l'admissibilité continuent de s'accumuler jusqu'à cette date.

SOUS-SECTION 3
PRESTATIONS DE RETRAITE MAXIMALES

14. La sous-section 3 de la section V du chapitre 1 du règlement, à l'exception du deuxième alinéa de l'article 44, ne s'applique pas à la rente payable pour les années de participation avant le 1er janvier 1992 pour un participant pour lequel des années de participation ont été reconnues avant le 1er janvier 1986.

SECTION IV
INVALIDITÉ

15. À la date à laquelle l'exonération des cotisations salariales prend fin en vertu du deuxième alinéa de l'article 53 du règlement, si le participant ne revient pas au travail, il a droit aux prestations de cessation de participation active ou aux prestations de retraite, s'il y est admissible.

Aux fins du calcul des prestations de cessation de participation active, de la rente ou des prestations de décès :

1° Le meilleur traitement indexé est celui calculé à la date de début de l'invalidité;

2° Le MGA ajusté moyen est celui calculé à la date de début de l'invalidité.

Le montant de rente calculé, rajusté de l'indexation prévue aux paragraphes 1° et 2° de l'article 18 entre la date de début de l'invalidité et la date du début du versement de la rente, devient le montant de rente payable prévu aux paragraphes 1° et 2° de l'article 18 et l'année du début de versement de la rente devient l'année d'événement aux fins de l'indexation subséquente.

SECTION V
CESSATION DE PARTICIPATION ACTIVE

16. Les prestations payables pour un participant dont la participation active cesse pour une raison autre que le décès ou la retraite sont établies conformément à la section VII du chapitre 1 du règlement.

SECTION VI
DÉCÈS

17. Au décès d'un participant, les prestations payables, s'il y a lieu, le sont en vertu de la section VIII du chapitre 1 du règlement.

SECTION VII
INDEXATION

18. Les montants de rentes servies et différées sont augmentés conformément aux paragraphes suivants :

1° Le montant de toute rente servie ou différée ou de toute rente payable en cas de décès, relativement aux années de participation antérieures au 1er janvier 1986, est égal à celui qui serait payable si aucune indexation n'y était applicable, augmenté du pourcentage alternatif d'indexation;

2° Le montant de toute rente servie ou différée ou de toute rente payable en cas de décès, relativement aux années de participation depuis le 1er janvier 1986, de même que le montant qui s'ajoute à la prestation payable en cas de décès dans le calcul du montant minimum, est égal à celui qui serait payable si aucune indexation n'y était applicable, augmenté du pourcentage d'indexation;

3° Malgré les autres dispositions du présent article, la rente payable au conjoint ou aux enfants d'un participant mort en service est indexée le 1er janvier de chaque année selon l'indice utilisé par le RRQ pour l'indexation de la rente de conjoint survivant.

Le pourcentage alternatif d'indexation et le pourcentage d'indexation sont révisés le 1er juillet de chaque année, à compter de l'année suivant l'année de l'événement.

ANNEXE E- ANJOU

SECTION I
DÉFINITIONS ET APPLICATION

1. La présente Annexe E s'applique uniquement à l'égard des participants qui participaient au Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville d'Anjou le 31 décembre 2007 et qui n'ont pas converti leur service antérieur au 1er janvier 2009 conformément à la section II du chapitre 3 du règlement.

Elle s'applique au service antérieur au 1er janvier 2009 pour les participants actifs visés au premier alinéa et au service postérieur au 31 décembre 2008 pour ces mêmes participants actifs qui se prévalent des mesures transitoires prévues à la section VIII.

Les dispositions du règlement s'appliquent à la participation et aux prestations visées par la présente annexe, à moins que celle-ci ne comporte des dispositions à l'effet contraire.

Notamment, les articles 26, 39, 40, 43 à 47, 52, 66, 67, 86 et 88 du règlement s'appliquent à la totalité de la participation reconnue et des prestations payables par le Régime, incluant la participation reconnue et les prestations payables conformément à la présente annexe.

Par exception, les articles 16, 62, 68, 73 et 74 du règlement ne s'appliquent pas à la participation et aux prestations visées par la présente annexe.

2. Pour les fins de la présente annexe, on entend par :

« années de service reconnu » : la somme de :

1° Toute année de participation aux fins de l'admissibilité; et

2° Toute période d'absence temporaire pour laquelle le participant n'a pas cotisé depuis sa date d'adhésion.

Ces périodes incluent la période d'emploi à compter du 1er janvier 2009;

« bénéficiaire désigné » : la ou les personnes désignée(s) par le participant, soit par un avis écrit à la commission, soit par testament, pour recevoir la prestation de décès prévue par le régime de retraite antérieur;

« conjoint » : la personne qui se qualifie à titre de conjoint au sens de la section I du chapitre 1 du règlement, mais au jour qui précède le décès du participant ou au jour où débute le service de la rente, selon la première de ces éventualités;

« invalidité » : l'invalidité totale, certifiée par écrit par un médecin, au cours de laquelle une rente d'invalidité est ou serait versée en vertu d'un régime d'assurance-invalidité de l'employeur, n'eût été des prestations payables en vertu des régimes gouvernementaux aux mêmes fins;

« maximum des gains admissibles indexé » : le MGA au cours d'un exercice financier multiplié par le ratio obtenu en divisant, selon le premier des événements, soit le salaire moyen de l'année de la cessation de service, soit le salaire moyen de l'année de la retraite ou de l'année de la date normale de retraite, si antérieure, par le salaire moyen de l'année de l'exercice financier concerné. Nonobstant ce qui précède, l'augmentation du salaire moyen pour une année ne peut excéder le minimum entre l'augmentation de l'indice des prix à la consommation de l'année concernée et 3 %, ni être inférieure à 0 %;

« rente différée » : la rente dont le service est différé à la date normale de retraite ou, si antérieure, à toute autre date prévue à la section V de la présente annexe;

« salaire » : la rémunération de base effectivement reçue de l'employeur et apparaissant sur sa liste de paie, à l'exclusion de tout boni, honoraires, prime, paiement pour heures supplémentaires, paiement spécial, allocation ou remboursement de dépenses;

« salaire indexé » : le salaire au cours d'un exercice financier multiplié par le ratio obtenu en divisant, selon le premier des événements, soit le salaire moyen de l'année de la cessation de service, soit le salaire moyen de l'année de la retraite ou de l'année de la date normale de retraite, si antérieure, par le salaire moyen de l'année de l'exercice financier concerné. Nonobstant ce qui précède, l'augmentation du salaire moyen pour une année ne peut excéder le minimum entre l'augmentation de l'indice des prix à la consommation de l'année concernée et 3 %, ni être inférieur à 0 %;

« salaire industriel moyen » : indices mensuels de traitement et salaire hebdomadaire moyen de l'ensemble des industries au Canada établis par Statistique Canada à chaque mois;

« salaire moyen de l'année » : la moyenne annuelle calculée à partir des indices mensuels du traitement et salaire hebdomadaire moyens de l'ensemble des industries au Canada, établi par Statistique Canada pour chaque mois de la période de 12 mois prenant fin le 30 juin de l'année précédente.

SECTION II
COTISATIONS SALARIALES ET INTÉRÊT

3. Pour l'année 2008, chaque participant actif verse à la caisse de retraite des cotisations salariales déduites de son salaire et dont le montant est égal à la somme de :

1° 7,0 % de son salaire, jusqu'au niveau du MGA et

2° 8,5 % de son salaire en excédent, s'il y a lieu, du MGA.

4. Le taux d'intérêt annuel applicable sur les cotisations versées jusqu'au 31 décembre 2008 et crédité jusqu'à la date de transfert des actifs du régime de retraite antérieur à la caisse de retraite est égal à la moyenne des taux de rendement, net de frais, réalisé par la caisse de retraite du régime de retraite antérieur au cours des trois années précédant l'année en cause et calculé sur la valeur marchande de l'actif.

SECTION III
RETRAITE

SOUS-SECTION 1
ADMISSIBILITÉ À LA RETRAITE

5. La date normale de retraite est le premier jour du mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date à laquelle le participant atteint l'âge de 65 ans.

6. Un participant actif peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée sans réduction à compter de la première des dates suivantes :

1° Le premier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans pourvu qu'il ait complété 34 années de service reconnu;

2° Le premier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle son âge et ses années de service reconnu totalise 85;

3° Le premier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle le participant atteint l'âge de 60 ans, pour un participant de sexe féminin qui participait au Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville d'Anjou le 1er juillet 1987.

7. Un participant actif peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 13, à compter du premier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle il a atteint l'âge de 50 ans.

8. Un participant actif, qui n'est pas admissible à la retraite en vertu des articles 6 et 7, peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 14, à compter du premier jour du mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle il est admissible à recevoir une rente anticipée avec réduction conformément à l'article 29 du règlement.

9. Pour le participant actif qui est encore à l'emploi de la Ville après avoir atteint sa date normale de retraite, le paiement de sa rente viagère est ajourné jusqu'à ce que sa période d'emploi continu se termine ou jusqu'à ce que le début du versement de sa rente soit obligatoire en vertu du deuxième alinéa, selon la première des éventualités. Sous réserve de l'article 40 du règlement, la rente qui lui est alors payable est établie conformément à l'article 15.

Le participant qui est toujours à l'emploi de la Ville le 31 décembre de l'année où il atteint l'âge prévu à l'article 8502 du Règlement de l'impôt sur le revenu (C.R.C., chapitre 945 et ses modifications) devient un retraité aux fins du Régime et le paiement de sa rente viagère commence à cette date.

Si le participant actif visé au premier alinéa atteint sa date normale de retraite avant le 1er janvier 2009, il continue de verser des cotisations salariales et d'accumuler des années

de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur jusqu'au 31 décembre 2008. Par la suite, les dispositions du règlement s'appliquent, le cas échéant.

SOUS-SECTION 2
RENTES DE RETRAITE

10. Le participant qui prend sa retraite à sa date normale de retraite reçoit la rente normale de retraite. Il s'agit d'une rente viagère annuelle égale à la somme de :

1° La rente créditée au 31 décembre 2006, tel que transmise par l'administrateur du régime de retraite antérieur.

La partie de cette rente correspondant aux créances de rente pour les années 2000 à 2006 inclusivement est indexée conformément au salaire indexé;

2° Une rente annuelle égale à la somme de ses créances de rente pour chaque année de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur postérieures à 2006; la créance de rente pour une telle année est égale à 2 % du salaire indexé, réduite de 0,6 % de ce salaire indexé jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles indexé.

La réduction de 0,6 % du salaire indexé jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles indexé ne s'applique qu'à la dernière des deux dates suivantes :

1° Le premier jour du mois suivant la date à laquelle le participant atteint l'âge de 65 ans;

2° La date de la retraite.

11. Le participant qui prend sa retraite en vertu de l'article 6, 7 ou 8 a droit à une prestation de raccordement additionnelle payable jusqu'à l'âge de 65 ans et dont le montant annuel est égal à la prestation de raccordement accumulée en date du 31 décembre 2006, tel que transmis par l'administrateur du régime de retraite antérieur. Cette prestation de raccordement est égale à 0,4 % du salaire indexé de l'année 2006 pour chaque année de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 2007.

De plus, le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 6, 7 ou 8 a droit à une prestation de raccordement payable jusqu'à l'âge de 65 ans et dont le montant annuel pour chaque année de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 2007 est égal à 0,4 % du salaire indexé de l'année en cause.

12. Le participant qui prend sa retraite en vertu de l'article 6, 7 ou 8 reçoit, sous réserve des articles 13 et 14, une rente immédiate égale à la somme de la rente déterminée selon l'article 10 et de la prestation de raccordement déterminée selon l'article 11.

13. Le participant qui prend sa retraite en vertu de l'article 7 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 12 réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente qui

serait payable à la première date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu des articles 5 et 6, en supposant que les années de service reconnu continuent de s'accumuler jusqu'à cette date dans le cas du paragraphe 1° de l'article 6 et en supposant que les années de service reconnu cessent de s'accumuler lorsqu'il cesse son emploi dans le cas du paragraphe 2° de l'article 6.

14. Le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 8 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 12 réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente qui serait payable à la première date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu des articles 5 et 6, en supposant que les années de service reconnu continuent de s'accumuler jusqu'à cette date dans le cas du paragraphe 1° de l'article 6 et en supposant que les années de service reconnu cessent de s'accumuler lorsqu'il cesse son emploi dans le cas du paragraphe 2° de l'article 6.

15. Le participant actif pour qui le paiement de sa rente viagère a été ajourné conformément à l'article 9 reçoit, à compter de sa date de retraite, une rente viagère égale à la somme des rentes suivantes :

1° La rente viagère dont la valeur actualisée est équivalente à celle de la rente viagère qui aurait été payable à sa date normale de retraite; et

2° Les créances de rente accumulées au cours de la période d'ajournement, le cas échéant. Ces créances de rente sont revalorisées jusqu'à la date de retraite afin que leurs valeurs actualisées soient équivalentes à celles des créances de rente qui auraient été payables le premier jour du mois coïncidant avec ou suivant immédiatement l'anniversaire de naissance du participant qui suit la période au cours de laquelle elles sont créditées.

SOUS-SECTION 3
SERVICE DE LA RENTE

16. Avant que ne débute le service de la rente du participant, son conjoint, s'il en est, peut renoncer à la prestation de décès prévue à l'article 18 en remplissant le formulaire prévu à cet effet par la commission. Le conjoint peut révoquer cette renonciation en tout temps avant le début du service de la rente du participant en avisant par écrit la commission.

17. Lorsque la rente payée au participant a été établie de manière à tenir compte du droit du conjoint à une prestation de décès au moins égale à 60 % de la rente que le participant aurait reçue n'eût été de son décès et que ce conjoint perd son statut de conjoint au sens de la présente annexe pour une raison autre que le décès, le participant a droit, au moyen d'une demande faite par écrit à la commission, d'obtenir que le montant de sa rente soit établi de nouveau à la date de prise d'effet du jugement de séparation de corps, de divorce ou d'annulation de mariage, à la date de dissolution ou d'annulation de l'union civile ou à la date de cessation de vie maritale. Le montant ou les caractéristiques de la rente ainsi établie sont ceux de la rente qui serait payable au participant à la date du nouvel établissement s'il n'avait pas eu de conjoint à la date à laquelle a débuté le service de sa rente. Cependant, l'exercice de ce droit est conditionnel à ce que le participant n'ait pas demandé le maintien du statut du conjoint conformément au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 26.

Nonobstant l'alinéa précédent, à moins que le participant n'ait maintenu le statut du conjoint conformément au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 26, le rétablissement de la rente prévu à l'alinéa précédent doit être effectué, sans attendre une demande écrite du participant à cette fin, lorsque les droits du participant font l'objet d'un partage avec son ex-conjoint conformément à l'article 10 du règlement.

§ 1- Mode normal de rente

18. Sous réserve de l'article 16, si le participant a un conjoint admissible au moment de la retraite, la rente est versée au retraité sa vie durant avec la garantie que son conjoint recevra sa vie durant, à compter du versement pour la quinzaine suivant celle du décès du retraité, une rente égale à 60 % de celle qu'il aurait reçue n'eût été de son décès.

19. Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de la retraite ou si ce dernier a renoncé à son droit à une rente de conjoint survivant conformément à l'article 16, la rente est versée au retraité sa vie durant avec la garantie que, en cas de décès, ses ayants cause recevront le solde, s'il y a lieu, des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 180 mois débutant avec la date de sa retraite.

Les ayants cause peuvent opter pour un montant forfaitaire correspondant à la valeur actualisée du solde des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 180 mois.

§ 2- Modes facultatifs de rente

20. Le mode normal de rente prévu à l'article 49 du règlement devient un mode facultatif de rente applicable à la rente payable au retraité en vertu de la présente annexe dans la mesure permise en vertu de la législation applicable et en faisant les adaptations nécessaires, notamment en ce qui concerne le moment où s'applique la qualité de conjoint.

21. Les modes facultatifs de rente prévus aux articles 50 et 51 du règlement s'appliquent à la rente payable au retraité en vertu de la présente annexe dans la mesure permise en vertu de la législation applicable et en faisant les adaptations nécessaires, notamment en ce qui concerne le moment où s'applique la qualité de conjoint.

SECTION IV
INVALIDITÉ

22. Un participant invalide est exonéré de verser des cotisations salariales tant qu'il répond à la définition d'invalidité.

23. À la date à laquelle l'exonération des cotisations salariales prend fin, si le participant ne revient pas au travail, il a droit aux prestations de cessation de participation active ou aux prestations de retraite, s'il y est admissible.

Aux fins du calcul de la rente, le salaire et le MGA d'un participant invalide correspondent au salaire et au MGA au début de son invalidité.

SECTION V
CESSATION DE PARTICIPATION ACTIVE

24. Le participant dont la participation active cesse pour une raison autre que le décès ou la retraite, devient un participant non actif et a droit à la somme des rentes différées suivantes :

1° Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 2001, le montant de la rente différée est égal à la rente viagère déterminée selon l'article 10.

Le participant non actif qui a droit à une rente différée en vertu du premier alinéa du présent paragraphe peut demander que celle-ci lui soit versée le premier jour de n'importe quel mois avant sa date normale de retraite. Le participant reçoit alors une rente viagère immédiate réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente différée payable à la première date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu des articles 5 et 6, en supposant que les années de service reconnu continuent de s'accumuler jusqu'à cette date dans le cas du paragraphe 1° de l'article 6 et en supposant que les années de service reconnu cessent de s'accumuler lorsqu'il cesse son emploi dans le cas du paragraphe 2° de l'article 6.

2° Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 2001, la rente différée correspond à celle parmi les suivantes dont la valeur actualisée est la plus grande au moment de l'événement :

a) La rente différée dont le montant est égal à la rente viagère déterminée selon l'article 10 et réduite conformément au deuxième alinéa du paragraphe 1° lorsque le participant demande le versement de sa rente le premier jour de n'importe quel mois avant sa date normale de retraite;

b) La rente différée dont le montant est égal à la rente viagère déterminée selon l'article 10 et réduite afin que sa valeur actualisée soit équivalente à celle de la rente normale payable à la date normale de retraite lorsque le participant demande le versement de sa rente le premier jour de n'importe quel mois avant sa date normale de retraite. Le montant de cette rente différée est ajusté annuellement le 31 décembre de chaque année suivant la cessation de participation active du participant et une dernière fois à la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans. Cet ajustement annuel correspond à 50 % de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation de l'année pour le Canada, non désaisonnalisé, publiée par Statistique Canada. Le taux annuel de cette indexation ne peut toutefois être inférieur à 0 % ni supérieur à 2 %.

25. Un participant dont la participation active a cessé avant la date de son 55e anniversaire de naissance peut choisir de transférer dans un régime admissible la valeur actualisée de toute prestation à laquelle il a droit, au plus tard 90 jours suivant la date de son 55e anniversaire de naissance.

SECTION VI
DÉCÈS

26. Le droit à une prestation de décès accordé au conjoint du participant s'éteint, selon le cas, par la séparation de corps, le divorce, l'annulation du mariage, la dissolution ou l'annulation de l'union civile et par la cessation de la vie maritale, sauf dans les cas suivants :

1° Lorsque le conjoint reçoit une prestation de décès non pas à titre de conjoint mais à titre d'ayant cause du participant;

2° Lorsque le participant a avisé par écrit la commission de verser la rente ou la prestation de décès à ce conjoint malgré le divorce, l'annulation du mariage, la séparation de corps, la dissolution ou l'annulation de l'union civile ou la cessation de la vie maritale;

3° Lorsque le participant et son conjoint sont judiciairement séparés de corps mais qu'ils ont repris la vie commune à la date à laquelle s'établit la qualité de conjoint.

Nonobstant toute disposition à effet contraire, une personne, autre que la personne mariée au participant, peut se qualifier comme conjoint au sens du régime de retraite antérieur, si les conditions suivantes sont rencontrées :

1° La personne mariée au participant a perdu son statut de conjoint par suite d'une séparation de corps;

2° L'autre personne satisfait aux exigences de la définition de conjoint. Aux fins de vérifier si cette personne répond aux exigences de cette définition, le participant est réputé ne pas être marié; et

3° Le participant n'a pas nommé comme bénéficiaire désigné quelqu'un d'autre que la personne visée au paragraphe 2°.

Lorsqu'une personne se qualifie comme conjoint en vertu de l'alinéa précédent, le participant peut choisir un mode de rente offrant au conjoint moins que la prestation de décès prévue à l'article 18 sans que ce conjoint ait renoncé à cette prestation conformément à l'article 16.

27. Au décès d'un participant actif avant l'âge de 55 ans, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent une prestation de décès égale à la somme des cotisations salariales versées avant le 1er janvier 1990 accumulées avec les intérêts, de la valeur actualisée de la rente différée accumulée à compter du 1er janvier 1990 et des cotisations excédentaires à compter du 1er janvier 1990 calculées conformément à l'article 26 du règlement, le cas échéant. Ces prestations sont déterminées comme si le participant avait cessé son emploi le jour de son décès pour un raison autre que le décès.

28. Au décès d'un participant actif à compter de l'âge de 55 ans mais avant la date normale de retraite, les prestations payables sont les suivantes :

1° Relativement aux années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1990, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause ont droit à la valeur actualisée des prestations prévues à la sous-section 3 de la section III, en supposant que le participant avait effectivement pris sa retraite la veille de son décès;

2° Relativement aux années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1990, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent une prestation égale à la somme de la valeur actualisée de la rente différée et des cotisations excédentaires calculées conformément à l'article 26 du règlement, le cas échéant. Ces prestations sont déterminées comme si le participant avait cessé son emploi le jour de son décès pour un raison autre que le décès.

29. Au décès d'un participant actif pendant la période d'ajournement du versement de sa rente, son conjoint reçoit une rente dont la valeur actualisée est égale à la plus élevée des valeurs suivantes :

1° La valeur établie conformément à l'article 28; et

2° La valeur actualisée de la rente que le conjoint aurait reçue conformément à l'article 18, si le service de la rente ajournée avait débuté le jour précédant le décès du participant.

Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 28.

Si la rente du participant avait commencé à être versée en partie, la prestation de décès payable est déterminée en fonction du mode de versement choisi par le participant pour la partie de sa rente qui était déjà en paiement. La prestation de décès payable au conjoint par rapport à la partie de sa rente dont le versement n'a pas encore commencé est établie conformément à l'article 18 comme si le participant avait cessé son emploi et demandé le versement de la balance de sa rente la veille de son décès. La valeur actualisée de cette partie de la prestation de décès doit au moins être égale à la prestation de décès prévue à l'article 28 réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale. Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 28 réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale.

30. Au décès, avant le début du service de la rente, d'un participant non actif ayant droit à une rente différée, les prestations suivantes sont payables :

1° Si le décès du participant survient avant qu'il ait atteint l'âge de 55 ans, les prestations payables sont celles prévues à l'article 27;

2° Si le décès du participant survient à compter de la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans, les prestations payables sont les suivantes :

a) Relativement aux années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1990, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause ont droit à la valeur actualisée des prestations prévues à la sous-section 3 de la section III, en supposant que le participant avait effectivement pris sa retraite la veille de son décès;

b) Relativement aux années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1990, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent une prestation égale à la somme de la valeur actualisée de la rente différée et des cotisations excédentaires accumulées avec les intérêts jusqu'à la date de décès du participant, le cas échéant.

31. Si un participant décède après son 55e anniversaire de naissance mais avant sa date normale de retraite, son conjoint peut choisir de recevoir, sa vie durant, une rente dont la valeur est égale au montant qu'il aurait autrement reçu en vertu de l'article 28.

32. Au décès d'un retraité, les seules prestations de décès payables sont celles payables en vertu de la sous-section 3 de la section III de la présente annexe.

SECTION VII
INDEXATION

33. Les rentes servies ne sont pas indexées.

34. Sous réserve du sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'article 24, les rentes différées ne sont pas indexées.

SECTION VIII
MESURES TRANSITOIRES

35. Le participant actif, atteignant les critères requis à l'article 137 du règlement au moment de sa retraite le ou avant le 30 avril 2013, peut demander de recevoir, pour ses années de participation à compter du 1er janvier 2009, une rente établie conformément aux dispositions de la section III.

S'il ne se prévaut pas de cette option ou s'il prend sa retraite après le 30 avril 2013, les dispositions applicables pour ses années de participation à compter du 1er janvier 2009 seront alors celles établies en vertu du règlement.

36. Le participant actif visé à l'article 35 verse des cotisations salariales à la caisse de retraite correspondant au maximum entre les cotisations salariales établies conformément à l'article 3 et celles établies conformément à l'article 18 du règlement, et ce, du 1er janvier 2009 jusqu'à la date de sa retraite ou jusqu'au 30 avril 2013, selon la premières des éventualités. À compter du 1er mai 2013, le participant verse des cotisations salariales à la caisse de retraite conformément à l'article 18 du règlement, le cas échéant.

37. Le participant actif visé au deuxième alinéa de l'article 35 a droit à un ajustement rétroactif, sans intérêts, correspondant aux cotisations salariales versées conformément à l'article 36 en excédent des cotisations salariales qui auraient dû être versées à compter du 1er janvier 2009 conformément à l'article 18 du règlement.

38. Pour le participant actif qui se prévaut de l'option prévue au premier alinéa de l'article 35, les montants de rentes servies relatifs aux années de participation à compter du 1er janvier 2009 sont indexés conformément à la section VII.

ANNEXE F - LACHINE

SECTION I
DÉFINITIONS ET APPLICATION

1. La présente Annexe F s'applique uniquement à l'égard des participants qui participaient au Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Lachine le 31 décembre 2007 et qui n'ont pas converti leur service antérieur au 1er janvier 2009 conformément à la section II du chapitre 3 du règlement.

Elle s'applique au service antérieur au 1er janvier 2009 pour les participants actifs visés au premier alinéa et au service postérieur au 31 décembre 2008 pour ces mêmes participants qui se prévalent des mesures transitoires prévues à la section VIII.

Les dispositions du règlement s'appliquent à la participation et aux prestations visées par la présente annexe, à moins que celle-ci ne comporte des dispositions à l'effet contraire.

Notamment, les articles 26, 39, 40, 43 à 47, 52, 66, 67, 86 et 88 du règlement s'appliquent à la totalité de la participation reconnue et des prestations payables par le Régime, incluant la participation reconnue et les prestations payables conformément à la présente annexe.

Par exception, les articles 16, 62, 68, 73 et 74 du règlement ne s'appliquent pas à la participation et aux prestations visées par la présente annexe.

2. Pour les fins de la présente annexe, on entend par :

« années de participation Ville de St-Pierre » : les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur faites par l'employé à l'ancienne Ville de St-Pierre, jusqu'à ce que cet employé accumule des années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur comme employé de la Ville de Lachine;

« années de service » : une année durant laquelle un employé occupe une fonction auprès de l'employeur, incluant les périodes d'absence temporaire ou d'invalidité.

La présente définition vise également la période d'emploi à compter du 1er janvier 2009;

« bénéficiaire désigné » : la ou les personnes désignée(s) par le participant, soit par un avis écrit à la commission, soit par testament, pour recevoir la prestation de décès prévue par le régime de retraite antérieur;

« conjoint » : la personne qui se qualifie à titre de conjoint au sens de la section I du chapitre 1 du règlement, mais au jour qui précède le décès du participant ou au jour où débute le service de la rente, selon la première de ces éventualités;

« gains cotisables » : la rétribution de base, à l'exclusion de tout boni, paie de service, honoraires, prime, commission, paiement pour heures supplémentaires, paiement spécial, allocation ou remboursement de dépenses;

« indice des rentes différées de l'année » : l'augmentation proportionnelle de l'indice des prix à la consommation de l'année par rapport à celui de l'année précédente, limité à 5,5 %;

« indice des rentes servies de l'année » : l'augmentation proportionnelle de l'indice des prix à la consommation de l'année par rapport à celui de l'année précédente;

« invalidité » : l'invalidité totale, certifiée par un médecin, au cours de laquelle une rente d'invalidité est ou serait versée en vertu d'un régime d'assurance-invalidité de longue durée contracté par l'employeur, n'eût été des prestations payables en vertu de régimes gouvernementaux aux mêmes fins mais excluant toute invalidité ouvrant droit à des prestations de la Commission de la santé et de la sécurité du travail;

« meilleur traitement » : pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 2007, la moyenne des traitements indexés des trois années de participation au cours desquelles le traitement indexé fut le plus élevé ou des années de participation si elles sont inférieures à trois. Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 2007, la moyenne des gains cotisables des trois années de participation au cours desquelles les gains cotisables furent les plus élevés ou des années de participation si elles sont inférieures à trois.

Pour les fins du calcul du meilleur traitement, les années de participation incluent les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur;

« rente différée » : la rente dont le service est différé à la date normale de retraite ou, si antérieure, à toute autre date prévue à la section V de la présente annexe;

« salaire industriel moyen » : la moyenne annuelle calculée à partir des indices mensuels de traitement et salaire hebdomadaire moyens de l'ensemble des industries au Canada établis par Statistique Canada à chaque mois de la période de 12 mois prenant fin le 30 juin de l'année précédente;

« traitement ajusté » : les gains cotisables reçus au cours d'une année augmenté de 4 %, pour les année de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur entre le 1er janvier 1990 et le 31 décembre 1992, de 3 % pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1993, pour chaque année complète entre la fin de ladite année, la date de retraite ou la date normal de retraite, si antérieure;

« traitement indexé » : les gains cotisables reçus au cours d'un exercice financier multiplié par l'augmentation proportionnelle du salaire industriel moyen de l'année de la retraite ou de la cessation de participation active, si antérieure, par rapport à celui de l'année où les gains cotisables sont reçus, ou 1986 si postérieure.

SECTION II
COTISATIONS SALARIALES ET INTÉRÊT

3. Pour l'année 2008, chaque participant actif verse à la caisse de retraite des cotisations salariales déduites de ses gains cotisables et dont le montant est égal à 9 % de ses gains cotisables.

Le participant cesse de cotiser lorsqu'il a atteint 35 années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur.

Malgré ce qui précède, la cotisation salariale d'un participant actif au cours d'une année ne peut excéder 1 000 $ plus 50 % du « facteur d'équivalence » du cadre pour l'année concernée.

Aux fins du présent article, le salaire est limité à un montant égal à 50 fois le « plafond des prestations déterminées » défini au paragraphe 1° de l'article 43 du règlement applicable pour l'année considérée.

4. Le taux d'intérêt annuel applicable sur les cotisations versées jusqu'au 31 décembre 2008 et crédité jusqu'à la date de transfert des actifs du régime de retraite antérieur à la caisse de retraite est égal au taux de rendement obtenu sur le placement de l'actif du régime de retraite antérieur à sa valeur marchande, déduction faite des frais de placement et d'administration.

SECTION III
RETRAITE

SOUS-SECTION 1
ADMISSIBILITÉ À LA RETRAITE

5. La date normale de retraite est le premier jour du mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date à laquelle le participant atteint l'âge de 65 ans.

6. Un participant peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée sans réduction à compter de la première des dates suivantes :

1° Le premier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 58 ans et que la somme de son âge et de ses années de service totalise 80;

2° Le premier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 60 ans.

Le participant comptant des années de participation Ville St-Pierre peut recevoir pour ses années de participation Ville St-Pierre, une rente anticipée sans réduction à compter du premier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 64 ans.

7. Un participant peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 13, à compter du premier jour du mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans.

8. Un participant actif, qui n'est pas admissible à la retraite en vertu de l'article 7, peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 14, à compter du premier jour du mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle il est admissible à recevoir une rente anticipée avec réduction conformément à l'article 29 du règlement.

9. Pour le participant actif qui est encore à l'emploi de la Ville après avoir atteint sa date normale de retraite, le paiement de sa rente viagère est ajourné jusqu'à ce que sa période d'emploi continu se termine ou jusqu'à ce que le début du versement de sa rente soit obligatoire en vertu du deuxième alinéa, selon la première des éventualités. La rente qui lui est alors payable est établie conformément à l'article 40 du règlement.

Le participant qui est toujours à l'emploi de la Ville le 31 décembre de l'année où il atteint l'âge prévu à l'article 8502 du Règlement de l'impôt sur le revenu (C.R.C., chapitre 945 et ses modifications) devient un retraité aux fins du Régime et le paiement de sa rente viagère commence à cette date.

Si le participant actif visé au premier alinéa atteint sa date normale de retraite avant le 1er janvier 2009, il cesse de verser des cotisations salariales et d'accumuler des années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur jusqu'au 31 décembre 2008. Par la suite, les dispositions du règlement s'appliquent, le cas échéant.

SOUS-SECTION 2
RENTES DE RETRAITE

10. Pour les années de participation Ville St-Pierre, le participant qui prend sa retraite à sa date normale de retraite reçoit une rente viagère annuelle égale à 1,7 % du traitement ajusté multiplié par les années de participation Ville St-Pierre.

La rente pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur, autre que les années de participation Ville St-Pierre, est égale à 2 % du meilleur traitement multiplié par les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur, autre que les années de participation Ville St-Pierre, limitées à 35 années.

11. Le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 6, 7 ou 8 a droit à une prestation de raccordement payable jusqu'à sa date normale de retraite et dont le montant annuel est égale à 1 % de son meilleur traitement multiplié par ses années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur, autre que les années de participation Ville St-Pierre, limitées à 35 années.

12. Le participant qui prend sa retraite en vertu de l'article 6, 7 ou 8 reçoit, sous réserve des articles 13 et 14, une rente immédiate égale à la somme de la rente viagère déterminée selon l'article 10 et de la prestation de raccordement déterminée selon l'article 11.

13. Le participant qui prend sa retraite en vertu de l'article 7 reçoit la rente viagère décrite à l'article 10 réduite de 0,25 % pour chaque mois entre la date de la retraite et la première date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu de l'article 6, en supposant que les années de service continuent de s'accumuler jusqu'à cette date. La prestation de raccordement décrite à l'article 11 est réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la prestation de raccordement qui serait payable à la première date à laquelle le participant aurait été admissible à une retraite en vertu de l'article 6, en supposant que les années de service continuent de s'accumuler jusqu'à cette date.

Le participant ayant des années de participation Ville St-Pierre reçoit, pour ses années de participation Ville St-Pierre, la rente viagère décrite à l'article 10, réduite de 0,25 % pour chacun des 60 premiers mois d'anticipation et 0,5 % pour les mois d'anticipation en excédant de 60 mois entre la date de la retraite et le premier jour du mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 64 ans.

14. Le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 8 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 12 réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente qui serait payable à la date de retraite prévue à l'article 7.

SOUS-SECTION 3
PRESTATION DE RETRAITE MAXIMALE

15. La sous-section 3 de la section V du chapitre 1 du règlement s'applique au moment de la cessation de la participation active, du décès ou de la retraite, selon la première des éventualités.

SOUS-SECTION 4
SERVICE DE LA RENTE

16. Avant que ne débute le service de la rente du participant, son conjoint, s'il en est, peut renoncer à la prestation de décès prévue à l'article 19 en remplissant le formulaire prévu à cet effet par la commission. Le conjoint peut révoquer cette renonciation en tout temps avant le début du service de la rente du participant en avisant par écrit la commission.

17. Lorsque la rente payée au participant a été établie de manière à tenir compte du droit du conjoint à une prestation de décès au moins égale à 60 % de la rente que le participant aurait reçue n'eût été de son décès et que ce conjoint perd son statut de conjoint au sens de la présente annexe pour une raison autre que le décès, le participant a droit, au moyen d'une demande faite par écrit à la commission, d'obtenir que le montant de sa rente soit établi de nouveau à la date de prise d'effet du jugement de séparation de corps, de divorce ou d'annulation de mariage, à la date de dissolution ou d'annulation de l'union civile ou à la date de cessation de vie maritale. Le montant ou les caractéristiques de la rente ainsi établie sont ceux de la rente qui serait payable au participant à la date du nouvel établissement s'il n'avait pas eu de conjoint à la date à laquelle a débuté le service de sa rente. Cependant, l'exercice de ce droit est conditionnel à ce que le participant n'ait pas demandé le maintien du statut du conjoint conformément au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 29.

Nonobstant l'alinéa précédent, à moins que le participant n'ait maintenu le statut du conjoint conformément au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 29, le rétablissement de la rente prévu à l'alinéa précédent doit être effectué, sans attendre une demande écrite du participant à cette fin, lorsque les droits du participant font l'objet d'un partage avec son ex-conjoint conformément à l'article 10 du règlement.

§ 1- Mode normal de rente

18. Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de la retraite ou si ce dernier a renoncé à son droit à une rente de conjoint survivant conformément à l'article 16, la rente est versée au retraité sa vie durant avec la garantie que, en cas de décès, ses ayants cause recevront le solde, s'il y a lieu, des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 120 mois débutant avec sa date de retraite.

Nonobstant l'alinéa précédent, pour la rente provenant des années de participation Ville St-Pierre, la rente est versée au retraité sa vie durant avec la garantie que, en cas de décès, ses ayants cause recevront le solde, s'il y a lieu, des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 60 mois débutant avec sa date de retraite.

Les ayants cause peuvent opter pour un montant forfaitaire correspondant à la valeur actualisée du solde des versements prévus jusqu'à la fin de la période de garantie.

19. Sous réserve de l'article 16, si le participant a un conjoint admissible au moment de la retraite, sa rente est ajustée pour tenir compte qu'au moment de son décès une rente égale à 60 % de la rente qu'il aurait reçue n'eût été de son décès devient payable à son conjoint. La rente du participant est réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente payable selon le mode normal prévu à l'article 18.

§ 2- Modes facultatifs de rente

20. Le mode normal de rente prévu à l'article 49 du règlement devient un mode facultatif de rente applicable à la rente payable au retraité en vertu de la présente annexe dans la mesure permise en vertu de la législation applicable et en faisant les adaptations nécessaires, notamment en ce qui concerne le moment où s'applique la qualité de conjoint.

21. Les modes facultatifs de rente prévus aux articles 50 et 51 du règlement s'appliquent à la rente payable au retraité en vertu de la présente annexe dans la mesure permise en vertu de la législation applicable et en faisant les adaptations nécessaires, notamment en ce qui concerne le moment où s'applique la qualité de conjoint.

SECTION IV
INVALIDITÉ

22. Un participant invalide est exonéré de verser des cotisations salariales tant qu'il répond à la définition d'invalidité.

23. À la date à laquelle l'exonération des cotisations salariales prend fin, si le participant ne revient pas au travail, il a droit aux prestations de cessation de participation active ou aux prestations de retraite, s'il y est admissible.

Aux fins du calcul de la rente, le traitement pour un participant invalide correspond à une estimation raisonnable du traitement qu'aurait reçu le participant s'il était demeuré au service actif de l'employeur.

24. Un participant ayant subi une lésion professionnelle ouvrant droit à des prestations de la Commission de la santé et de la sécurité du travail, peut continuer de verser sa cotisation salariale à la caisse de retraite. Dans de telles circonstances, le traitement au cours de cette période est le traitement annuel que gagnait le participant avant le début de cette période et indexé annuellement par la suite selon l'indice des rentes différées de l'année.

SECTION V
CESSATION DE PARTICIPATION ACTIVE

25. Le participant dont la participation active cesse pour une raison autre que le décès ou la retraite, devient un participant non actif et a droit à une rente différée dont le montant est égal à la somme de la rente viagère déterminée conformément à l'article 10 et de la prestation de raccordement déterminée conformément à l'article 11, en fonction de ses années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur, de son meilleur traitement et, le cas échéant, de son traitement ajusté à la date de la cessation de sa participation active.

26. Si la prestation de cessation de participation active est versée sous une forme autre que sous la forme d'une rente, elle ne peut être inférieure au double des cotisations salariales versées jusqu'au 31 décembre 2008 accumulées avec les intérêts jusqu'à la date de cessation de participation active du participant.

27. Le participant non actif qui a droit à une rente différée en vertu de l'article 25 peut demander que celle-ci lui soit versée le premier jour de n'importe quel mois avant sa date normale de retraite. Le participant reçoit alors une rente immédiate réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente différée qui serait payable à la date de retraite prévue à l'article 7 et réduite conformément à l'article 13.

28. Un participant dont la participation active a cessé avant la date de son 55^{e} anniversaire de naissance peut choisir de transférer dans un régime admissible la valeur actualisée de toute prestation à laquelle il a droit, au plus tard 90 jours suivant la date de son 55^{e} anniversaire de naissance.

SECTION VI
DÉCÈS

29. Le droit à une prestation de décès accordé au conjoint du participant s'éteint, selon le cas, par la séparation de corps, le divorce, l'annulation du mariage, la dissolution ou l'annulation de l'union civile et par la cessation de la vie maritale, sauf dans les cas suivants :

1° Lorsque le conjoint reçoit une prestation de décès non pas à titre de conjoint mais à titre d'ayant cause du participant;

2° Lorsque le participant a avisé par écrit la commission de verser la rente ou la prestation de décès à ce conjoint malgré le divorce, l'annulation du mariage, la séparation de corps, la dissolution ou l'annulation de l'union civile ou,la cessation de la vie maritale;

3° Lorsque le participant et son conjoint sont judiciairement séparés de corps mais qu'ils ont repris la vie commune à la date à laquelle s'établit la qualité de conjoint.

Nonobstant toute disposition à effet contraire, une personne, autre que la personne mariée au participant, peut se qualifier comme conjoint au sens du régime de retraite antérieur, si les conditions suivantes sont rencontrées :

1° La personne mariée au participant a perdu son statut de conjoint par suite d'une séparation de corps;

2° L'autre personne satisfait aux exigences de la définition de conjoint. Aux fins de vérifier si cette personne répond aux exigences de cette définition, le participant est réputé ne pas être marié; et

3° Le participant n'a pas nommé comme bénéficiaire désigné quelqu'un d'autre que la personne visée au paragraphe 2°.

Lorsqu'une personne se qualifie comme conjoint en vertu de l'alinéa précédent, le participant peut choisir un mode de rente offrant au conjoint moins que la prestation de décès prévue à l'article 19 sans que ce conjoint ait renoncé à cette prestation conformément à l'article 16.

30. Au décès d'un participant actif, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent une prestation égale à la somme de la valeur actualisée de la rente différée et des cotisations excédentaires calculées conformément à l'article 26 du règlement, le cas échéant. Ces prestations sont déterminées comme si le participant avait cessé son emploi le jour de son décès pour un raison autre que le décès.

31. Au décès d'un participant actif pendant la période d'ajournement du versement de sa rente, son conjoint reçoit une rente dont la valeur actualisée est égale à la plus élevée des valeurs suivantes :

1° La valeur établie conformément à l'article 30; et

2° La valeur actualisée de la rente que le conjoint aurait reçue conformément à l'article 19, si le service de la rente ajournée avait débuté le jour précédant le décès du participant.

Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 30.

Si la rente du participant avait commencé à être versée en partie, la prestation de décès payable est déterminée en fonction du mode de versement choisi par le participant pour la partie de sa rente qui était déjà en paiement. La prestation de décès payable au conjoint par rapport à la partie de sa rente dont le versement n'a pas encore commencé est établie conformément à l'article 19 comme si le participant avait cessé son emploi et demandé le versement de la balance de sa rente la veille de son décès. La valeur actualisée de cette partie de la prestation de décès doit au moins être égale à la prestation de décès prévue à l'article 30 réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale. Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 30 réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale.

32. Au décès, avant le début du service de la rente, d'un participant non actif ayant droit à une rente différée, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent une prestation égale à la somme de la valeur actualisée de la rente différée et des cotisations excédentaires accumulées avec les intérêts jusqu'à la date de décès du participant, le cas échéant.

33. Si le décès survient avant le début du service de la rente et que la prestation de décès est versée sous une forme autre que sous la forme d'une rente, la valeur de la prestation de décès ne peut être inférieure au double des cotisations salariales versées jusqu'au 31 décembre 2008 accumulées avec les intérêts jusqu'à la date du décès du participant.

34. Au décès d'un retraité, les seules prestations de décès payables sont celles payables en vertu de la sous-section 4 de la section III de la présente annexe.

SECTION VII
INDEXATION

35. Le montant de toute rente différée :

1° Est ajusté annuellement pour tenir compte de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation;

2° L'ajustement est effectué le 1er janvier de chaque année et est égal au montant de la rente à la fin de l'exercice financier qui vient de se terminer, multiplié par l'indice des rentes différées de l'année;

3° L'ajustement est proportionnel au nombre de mois écoulés depuis la date de cessation d'emploi, si l'évènement est survenu au cours des 12 mois précédents;

4° Un ajustement à la rente différée est effectué à la date normale de retraite ou la date de retraite, si antérieure, et est proportionnel au nombre de mois écoulés depuis le 1er janvier de l'année.

36. Le montant de toute rente servie relative à la participation avant le 1er janvier 2007 et autre que celle provenant des années de participation Ville St-Pierre :

1° Est ajusté annuellement pour tenir compte de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation;

2° L'ajustement est effectué le 1er janvier de chaque année et est égal au montant de la rente à la fin de l'exercice financier qui vient de se terminer, multiplié par l'indice des rentes servies de l'année;

3° L'ajustement est composé sur le nombre de mois écoulés depuis la date de début du service de la rente, s'il est survenu au cours des 12 mois précédents.

SECTION VIII
MESURES TRANSITOIRES

37. Le participant actif atteignant les critères requis à l'article 137 du règlement au moment de sa retraite le ou avant le 30 avril 2013 peut demander de recevoir, pour ses années de participation à compter du 1er janvier 2009, une rente établie conformément aux dispositions de la section III.

S'il ne se prévaut pas de cette option ou s'il prend sa retraite après le 30 avril 2013, les dispositions applicables pour ses années de participation à compter du 1er janvier 2009 seront alors celles établies en vertu du règlement.

38. Le participant actif visé à l'article 37 verse des cotisations salariales à la caisse de retraite conformément à l'article 3 du 1er janvier 2009 jusqu'à la date de sa retraite ou jusqu'au 30 avril 2013, selon la premières des éventualités. À compter du 1er mai 2013, le participant verse des cotisations salariales à la caisse de retraite conformément à l'article 18 du règlement, le cas échéant.

39. Le participant actif visé au deuxième alinéa de l'article 37 a droit à un ajustement rétroactif, sans intérêts, correspondant aux cotisations salariales versées conformément à l'article 38 en excédent des cotisations salariales qui auraient dû être versées à compter du 1er janvier 2009 conformément à l'article 18 du règlement.

40. Pour le participant actif qui se prévaut de l'option prévue au premier alinéa de l'article 37, les montants de rentes servies relatifs aux années de participation à compter du 1er janvier 2009 sont indexés conformément à la section VII.

ANNEXE G - LASALLE

SECTION I
DÉFINITIONS ET APPLICATION

1. La présente Annexe G s'applique uniquement à l'égard des participants qui participaient au Régime complémentaire de retraite des salariés de la Ville de LaSalle le 31 décembre 2007 et qui n'ont pas converti leur service antérieur au 1er janvier 2009 conformément à la section II du chapitre 3 du règlement.

Elle s'applique au service antérieur au 1er janvier 2009 pour les participants actifs visés au premier alinéa et au service postérieur au 31 décembre 2008 pour ces mêmes participants actifs qui se prévalent des mesures transitoires prévues à la section VIII.

Les dispositions du règlement s'appliquent à la participation et aux prestations visées par la présente annexe, à moins que celle-ci ne comporte des dispositions à l'effet contraire.

Notamment, les articles 26, 39, 40, 43 à 47, 66, 67, 86 et 88 du règlement s'appliquent à la totalité de la participation reconnue et des prestations payables par le Régime, incluant la participation reconnue et les prestations payables conformément à la présente annexe.

Par exception, les articles 16, 52, 62, 68, 73 et 74 du règlement ne s'appliquent pas à la participation et aux prestations visées par la présente annexe.

2. Pour les fins de la présente annexe, on entend par :

« conjoint » : la personne qui se qualifie à titre de conjoint au sens de la Section I du chapitre 1 du règlement, mais au jour qui précède le décès du participant ou au jour où débute le service de la rente, selon la première de ces éventualités;

« gains cotisables » : les gains attribués à l'employé sur la base de la fonction occupée, à l'exclusion du temps supplémentaire, des bonis et des allocations de dépenses ou autres rémunérations;

« meilleur traitement » : la moyenne des traitements des trois années de service les mieux rémunérées;

« rente différée » : la rente dont le service est différé à la date normale de retraite ou, si antérieure, à toute autre date prévue à la section V de la présente annexe.

SECTION II
COTISATIONS SALARIALES ET INTÉRÊT

3. Pour l'année 2008, chaque participant actif verse à la caisse de retraite des cotisations salariales déduites de ses gains cotisables et dont le montant est égal à 5 % de ses gains cotisables.

4. Le taux d'intérêt annuel applicable sur les cotisations versées jusqu'au 31 décembre 2008 et crédité jusqu'à la date de transfert des actifs du régime de retraite antérieur à la caisse de retraite est égal au taux de rendement obtenu sur le placement de l'actif du régime de retraite antérieur à sa valeur marchande, déduction faite des frais de placement et d'administration.

SECTION III
RETRAITE

SOUS-SECTION 1
ADMISSIBILITÉ À LA RETRAITE

5. La date normale de retraite est le premier jour du mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date à laquelle le participant atteint l'âge de 65 ans.

6. La date normale de retraite d'un participant de sexe féminin, qui a adhéré au régime de retraite antérieur visé avant le 3 octobre 1984, est le premier jour du mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date à laquelle un tel participant atteint l'âge de 60 ans.

7. Un participant actif qui occupe un poste de directeur peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée sans réduction le premier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans pourvu que la somme de son âge et ses années de service totalise 80.

Un participant actif provenant de la Régie de la sécurité publique LaSalle/Verdun peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée sans réduction le premier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle la somme de son âge et de ses années de service totalise 90.

8. Un participant peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément au premier alinéa de l'article 14, à compter du premier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans ou l'âge de 50 ans pour un participant visé par l'article 6.

Malgré ce qui précède, un participant qui provient de la Régie de la sécurité publique LaSalle/Verdun peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément au deuxième alinéa de l'article 14, à compter du premier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans.

Malgré ce qui précède, un participant actif qui occupe un poste de directeur peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément au troisième alinéa de l'article 14, à compter du premier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant la première des dates suivantes :

1° La date à laquelle il a atteint l'âge de 50 ans pourvu que la somme de son âge et de ses années de service totalise 80;

2° La date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans.

9. Un participant actif, qui n'est pas admissible à la retraite en vertu de l'article 8, peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 15, à compter du premier jour du mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle il est admissible à recevoir une rente anticipée avec réduction conformément à l'article 29 du règlement.

10. Pour le participant actif qui est encore à l'emploi de la Ville après avoir atteint sa date normale de retraite, le paiement de sa rente viagère est ajourné jusqu'à ce que sa période d'emploi continu se termine ou jusqu'à ce que le début du versement de sa rente soit obligatoire en vertu du deuxième alinéa, selon la première des éventualités. La rente qui lui est alors payable est établie conformément à l'article 40 du règlement.

Le participant qui est toujours à l'emploi de la Ville le 31 décembre de l'année où il atteint l'âge prévu à l'article 8502 du Règlement de l'impôt sur le revenu (C.R.C., chapitre 945 et ses modifications) devient un retraité aux fins du Régime et le paiement de sa rente viagère commence à cette date.

Si le participant actif visé au premier alinéa atteint sa date normale de retraite avant le 1er janvier 2009, il cesse de verser des cotisations salariales et d'accumuler des années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur jusqu'au 31 décembre 2008. Par la suite, les dispositions du règlement s'appliquent, le cas échéant.

SOUS-SECTION 2
RENTES DE RETRAITE

11. Le participant qui prend sa retraite à sa date normale de retraite reçoit une rente viagère annuelle égale à 2 % de son meilleur traitement multiplié par la somme de ses années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur et de la période d'attente, jusqu'à concurrence d'un an, comprise entre la date d'embauche et la date d'adhésion au régime de retraite antérieur.

La période d'attente maximale d'un an n'est pas incluse pour les cadres provenant de la Régie de la sécurité publique LaSalle/Verdun à l'exception de Michel Bourgeois.

Conformément à l'entente intervenue avec l'ancienne Ville de LaSalle, une période supplémentaire de 2,721 années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur est créditée à Marc Morin. Cette période représente les années et ses fractions comprises entre le 30 octobre 1985 et le 20 juillet 1988.

12. Le participant qui occupe un poste de directeur et qui prend sa retraite en vertu de l'article 7, 8 ou 9 reçoit une prestation de raccordement payable à compter de l'âge de 55 ans jusqu'à l'âge de 60 ans égale à la prestation de retraite qu'il aurait reçu du RRQ s'il avait atteint l'âge de 65 ans au moment de sa retraite.

13. Le participant qui prend sa retraite en vertu de l'article 7 reçoit une rente immédiate égale à la somme de la rente viagère déterminée selon l'article 11 et, dans le cas d'un participant qui occupe un poste de directeur, de la prestation de raccordement prévue à l'article 12.

14. Le participant, autre qu'un participant qui occupe un poste de directeur ou un participant qui provient de la Régie de la sécurité publique LaSalle/Verdun, qui prend sa retraite en vertu de l'article 8 reçoit la rente viagère déterminée selon l'article 11 réduite de la façon suivante :

1° Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 2001, la rente est réduite de 0,5 % pour chaque mois entre la date de la retraite et la date à laquelle il aurait atteint l'âge de 60 ans;

2° Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 2001, la rente est réduite de 0,5 % pour chaque mois entre la date de la retraite et la date normale de retraite.

Le participant qui provient de la Régie de la sécurité publique LaSalle/Verdun et qui prend sa retraite en vertu de l'article 8 reçoit la rente viagère déterminée selon l'article 11 réduite de la façon suivante :

1° Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 2000, la rente est réduite de 0,5 % pour chaque mois entre la date de la retraite et la date à laquelle il aurait atteint l'âge de 60 ans;

2° Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 2000, la rente est réduite de 0,5 % pour chaque mois entre la date de la retraite et la date normale de retraite.

Malgré ce qui précède, la réduction ne peut être supérieure à 0,5 % pour chaque mois entre la date de la retraite et la première date entre celle à laquelle la somme de son âge et de ses années de service aurait totalisé 90 et la date normale de retraite, en supposant que les années de service continuent de s'accumuler jusqu'à cette date.

Le participant qui occupe un poste de directeur et qui prend sa retraite en vertu de l'article 8 reçoit la rente viagère déterminée selon l'article 11 réduite de la façon suivante :

1° S'il prend sa retraite en vertu du paragraphe 1° du troisième alinéa de l'article 8, 0,25 % pour chaque mois entre la date de la retraite et la date à laquelle il aurait atteint l'âge de 55 ans;

2° S'il prend sa retraite en vertu du paragraphe 2° du troisième alinéa de l'article 8, 0,25 % pour chaque mois entre la date de la retraite et la date à laquelle la somme de son âge et de ses années de service aurait totalisé 80, en supposant que les années de service continuent de s'accumuler jusqu'à cette date.

Cependant, aucune réduction n'est applicable pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 2000 si le participant a atteint l'âge de 60 ans.

Le participant qui occupe un poste de directeur recevra également la prestation de raccordement décrite à l'article 12, réduite de 0,25 % pour chaque mois d'anticipation avant l'âge de 60 ans. S'il n'a pas 10 ans de service, la prestation de raccordement est également réduite au prorata du service sur 10 ans.

15. Le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 9 reçoit la rente anticipée réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente qui serait payable à la date à laquelle il aurait été admissible à la retraite en vertu de l'article 8.

SOUS-SECTION 3
PRESTATION DE RETRAITE MAXIMALE

16. La sous-section 3 de la section V du chapitre 1 du règlement s'applique au moment de la cessation de la participation active, du décès ou de la retraite du participant, selon la première des éventualités.

Malgré ce qui précède, le « plafond des prestations déterminées » défini au paragraphe 1° de l'article 43 du règlement est remplacé, pour une année civile, par un montant de 1 722,22 $ et la « rétribution moyenne la plus élevée » définie au paragraphe 2° de ce même article correspond au meilleur traitement du participant.

SOUS-SECTION 4
SERVICE DE LA RENTE

17. Avant que ne débute le service de la rente du participant, son conjoint, s'il en est, peut renoncer à la prestation de décès prévue à l'article 20 en remplissant le formulaire prévu à cet effet par la commission. Le conjoint peut révoquer cette renonciation en tout temps avant le début du service de la rente du participant en avisant par écrit la commission.

18. Lorsque la rente payée au participant a été établie de manière à tenir compte du droit du conjoint à une prestation de décès au moins égale à 60 % de la rente que le participant aurait reçue n'eût été de son décès et que ce conjoint perd son statut de conjoint au sens de la présente annexe pour une raison autre que le décès, le participant a droit, au moyen d'une demande faite par écrit à la commission, d'obtenir que le montant de sa rente soit établi de nouveau à la date de prise d'effet du jugement de séparation de corps, de divorce ou d'annulation de mariage, à la date de dissolution ou d'annulation de l'union civile ou à la date de cessation de vie maritale. Le montant ou les caractéristiques de la rente ainsi établie sont ceux de la rente qui serait payable au participant à la date du nouvel établissement s'il n'avait pas eu de conjoint à la date à laquelle a débuté le service de sa rente. Cependant, l'exercice de ce droit est conditionnel à ce que le participant n'ait pas demandé le maintien du statut du conjoint conformément au paragraphe 2° de l'article 29.

Nonobstant l'alinéa précédent, à moins que le participant n'ait maintenu le statut du conjoint conformément au paragraphe 2° de l'article 29, le rétablissement de la rente prévu

à l'alinéa précédent doit être effectué, sans attendre une demande écrite du participant à cette fin, lorsque les droits du participant font l'objet d'un partage avec son ex-conjoint conformément à l'article 10 du règlement.

§ 1- Mode normal de rente

19. Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de la retraite ou si ce dernier a renoncé à son droit à une rente de conjoint survivant conformément à l'article 17, la rente est versée au retraité sa vie durant avec la garantie que, en cas de décès, ses ayants cause recevront le solde, s'il y a lieu, des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 120 mois débutant avec sa date de retraite.

Les ayants cause peuvent opter pour un montant forfaitaire correspondant à la valeur actualisée du solde des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 120 mois.

20. Sous réserve de l'article 17, si le participant a un conjoint admissible au moment de la retraite, sa rente est ajustée pour tenir compte qu'au moment de son décès une rente égale à 60 % de la rente qu'il aurait reçue n'eût été de son décès devient payable à son conjoint. La rente du participant est réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente payable selon le mode normal prévu à l'article 19.

§ 2- Modes facultatifs de rente

21. Le mode normal de rente prévu à l'article 49 du règlement devient un mode facultatif de rente applicable à la rente payable au retraité en vertu de la présente annexe dans la mesure permise en vertu de la législation applicable et en faisant les adaptations nécessaires, notamment en ce qui concerne le moment où s'applique la qualité de conjoint.

22. Les modes facultatifs de rente prévus aux articles 50 et 51 du règlement s'appliquent à la rente payable au retraité en vertu de la présente annexe dans la mesure permise en vertu de la législation applicable et en faisant les adaptations nécessaires, notamment en ce qui concerne le moment où s'applique la qualité de conjoint.

SECTION IV
INVALIDITÉ

23. Le participant invalide doit verser à la caisse de retraite des cotisations salariales pendant son invalidité afin que cette période soit reconnue comme années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur.

24. À la fin de l'invalidité, si le participant ne revient pas au travail, il a droit aux prestations de cessation de participation active ou aux prestations de retraite, s'il y est admissible.

Aux fins du calcul de la rente et des cotisations salariales qu'il doit verser, le traitement pour un participant invalide correspond à une estimation raisonnable du traitement qu'aurait reçu le participant s'il était demeuré au service actif de la Ville.

SECTION V
CESSATION DE PARTICIPATION ACTIVE

25. Le participant dont la participation active cesse pour une raison autre que le décès ou la retraite, devient un participant non actif et a droit à une rente différée dont le montant est égal à la rente viagère déterminée selon l'article 11 en fonction de ses années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur et de son meilleur traitement à la date de la cessation de sa participation active.

26. Le participant non actif qui a droit à une rente différée en vertu de l'article 25 peut demander que celle-ci lui soit versée le premier jour de n'importe quel mois avant sa date normale de retraite. Le participant reçoit alors une rente viagère immédiate réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente différée qui serait payable à la date à laquelle il aurait été admissible à la retraite en vertu de l'article 8 et réduite conformément à l'article 14.

27. Le participant qui cesse sa participation active à une date qui est à 10 ans ou plus de la date normale de la retraite a droit, pour ses années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 2001, à une prestation additionnelle déterminée de la manière prévue par l'article 60.1 de la Loi et ses règlements d'application. Cette prestation additionnelle est payée en un versement unique.

28. Un participant dont la participation active a cessé avant la date de son 55e anniversaire de naissance peut choisir de transférer dans un régime admissible la valeur actualisée de toute prestation à laquelle il a droit, au plus tard 90 jours suivant la date de son 55e anniversaire de naissance.

SECTION VI
DÉCÈS

29. Le droit à une prestation de décès accordé au conjoint du participant s'éteint, selon le cas, par la séparation de corps, le divorce, l'annulation du mariage, la dissolution ou l'annulation de l'union civile et par la cessation de la vie maritale, sauf dans les cas suivants :

1° Lorsque le conjoint reçoit une prestation de décès non pas à titre de conjoint mais à titre d'ayant cause du participant;

2° Lorsque le participant a avisé par écrit la commission de verser la rente ou la prestation de décès à ce conjoint malgré le divorce, l'annulation du mariage, la séparation de corps, la dissolution ou l'annulation de l'union civile ou la cessation de la vie maritale;

3° Lorsque le participant et son conjoint sont judiciairement séparés de corps mais qu'ils ont repris la vie commune à la date à laquelle s'établit la qualité de conjoint.

30. Au décès d'un participant actif avant la retraite, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent une prestation, payable en un versement unique, égale à la somme de la valeur actualisée de la rente différée, de la prestation additionnelle déterminée conformément à l'article 27 et des cotisations excédentaires calculées conformément à l'article 26 du règlement, le cas échéant. Ces prestations sont déterminées comme si le participant avait cessé son emploi le jour de son décès pour un raison autre que le décès.

31. Au décès d'un participant actif pendant la période d'ajournement du versement de sa rente, son conjoint reçoit une rente dont la valeur actualisée est égale à la plus élevée des valeurs suivantes :

1° La valeur établie conformément à l'article 30; et

2° La valeur actualisée de la rente que le conjoint aurait reçue conformément à l'article 20, si le service de la rente ajournée avait débuté le jour du décès du participant.

Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 30.

Si la rente du participant avait commencé à être versée en partie, la prestation de décès payable est déterminée en fonction le mode de versement choisi par le participant pour la partie de sa rente qui était déjà en paiement. La prestation de décès payable au conjoint par rapport à la partie de sa rente dont le versement n'a pas encore commencé est établie conformément à l'article 20 comme si le participant avait cessé son emploi et demandé le versement de la balance de sa rente la veille de son décès. La valeur actualisée de cette partie de la prestation de décès doit au moins être égale à la prestation de décès prévue à l'article 30 réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale. Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 30 réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale.

32. Au décès, avant le début du service de la rente, d'un participant non actif ayant droit à une rente différée, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent une prestation égale à la somme de la valeur actualisée de la rente différée et des cotisations excédentaires accumulées avec les intérêts jusqu'à la date de décès du participant, le cas échéant.

33. Au décès d'un retraité, les seules prestations de décès payables sont celles payables en vertu de la sous-section 4 de la section III de la présente annexe.

SECTION VII
INDEXATION

34. Les montants de rentes servies au titre des années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 2001, sont augmentés selon les paragraphes suivants :

1° Le montant de toute rente payable aux participants qui étaient actifs au 30 septembre 2000 est ajusté annuellement de 1 %;

2° L'ajustement est effectué le 1er janvier de chaque année;

3° L'ajustement est proportionnel au nombre de mois écoulés depuis le début du service de la rente s'il est survenu au cours des 12 mois précédents.

Malgré ce qui précède cet article ne s'applique pas aux cadres provenant de la Régie de la sécurité publique LaSalle/Verdun.

35. Les rentes différées ne sont pas indexées.

SECTION VIII
MESURES TRANSITOIRES

36. Le participant actif atteignant les critères requis à l'article 137 du règlement au moment de sa retraite le ou avant le 30 avril 2013 peut demander de recevoir, pour ses années de participation à compter du 1er janvier 2009, une rente établie conformément aux dispositions de la section III.

S'il ne se prévaut pas de cette option ou s'il prend sa retraite après le 30 avril 2013, les dispositions applicables pour ses années de participation à compter du 1er janvier 2009 seront alors celles établies en vertu du règlement.

37. Le participant actif visé à l'article 36 verse des cotisations salariales à la caisse de retraite correspondant au maximum entre les cotisations salariales établies conformément à l'article 3 et celles établies conformément à l'article 18 du règlement, et ce, du 1er janvier 2009 jusqu'à la date de sa retraite ou jusqu'au 30 avril 2013, selon la premières des éventualités. À compter du 1er mai 2013, le participant verse des cotisations salariales à la caisse de retraite conformément à l'article 18 du règlement, le cas échéant.

38. Le participant actif visé au deuxième alinéa de l'article 36 a droit à un ajustement rétroactif, sans intérêts, correspondant aux cotisations salariales versées conformément à l'article 37 en excédent des cotisations salariales qui auraient dû être versées à compter du 1er janvier 2009 conformément à l'article 18 du règlement.

39. Pour le participant actif qui se prévaut de l'option prévue au premier alinéa de l'article 36, les montants de rentes servies relatifs aux années de participation à compter du 1er janvier 2009 sont indexés conformément à la section VII.

ANNEXE H – MONTRÉAL-NORD

SECTION I
DÉFINITIONS ET APPLICATION

1. La présente Annexe H s'applique uniquement à l'égard des participants qui participaient au Régime de rentes des employés de l'ancienne Ville de Montréal-Nord et de certains employés dont est doté l'arrondissement de Montréal-Nord le 31 décembre 2007 et qui n'ont pas converti leur service antérieur au 1er janvier 2009 conformément à la section II du chapitre 3 du règlement.

Elle s'applique au service antérieur au 1er janvier 2009 pour les participants actifs visés au premier alinéa et au service postérieur au 31 décembre 2008 pour ces mêmes participants actifs qui se prévalent des mesures transitoires prévues à la section VIII.

Les dispositions du règlement s'appliquent à la participation et aux prestations visées par la présente annexe, à moins que celle-ci ne comporte des dispositions à l'effet contraire.

Notamment, les articles 26, 39, 40, 43 à 47, 52, 66, 67, 86 et 88 du règlement s'appliquent à la totalité de la participation reconnue et des prestations payables par le Régime, incluant la participation reconnue et les prestations payables conformément à la présente annexe.

Par exception, les articles 16, 62, 68, 73 et 74 du règlement ne s'appliquent pas à la participation et aux prestations visées par la présente annexe.

2. Pour les fins de la présente annexe, on entend par :

« conjoint » : la personne qui se qualifie à titre de conjoint au sens de la section I du chapitre 1 du règlement, mais au jour qui précède le décès du participant ou au jour où débute le service de la rente, selon la première de ces éventualités;

« gains cotisables » : la rémunération de base, à l'exclusion des avantages imposables et de toute rétribution supplémentaire telle que boni, indemnité, prime, gratification et toute rémunération pour des heures supplémentaires ou allocation de tout genre. À titre de précision, la rémunération reçue pour l'occupation d'une fonction supérieure est exclue des gains cotisables;

« rente différée » : la rente dont le service est différé à la date normale de retraite ou, si antérieure, à toute autre date prévue à la section V de la présente annexe.

SECTION II
COTISATIONS SALARIALES ET INTÉRÊT

3. Pour l'année 2008, chaque participant actif verse à la caisse de retraite des cotisations salariales déduites de ses gains cotisables et dont le montant est égal à 6,5 % de ses gains cotisables moins sa cotisation au Régime de rentes du Québec.

Il cesse de cotiser après avoir complété 31,82 années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur.

4. Le taux d'intérêt annuel applicable sur les cotisations versées jusqu'au 31 décembre 2008 et crédité jusqu'à la date de transfert des actifs du régime de retraite antérieur à la caisse de retraite est égal la moyenne du taux de rendement net de la caisse de retraite du régime de retraite antérieur des trois dernières années civiles précédant l'année en cause.

SECTION III
RETRAITE

SOUS-SECTION 1
ADMISSIBILITÉ À LA RETRAITE

5. La date normale de retraite est le premier jour du mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date à laquelle le participant atteint l'âge de 65 ans.

6. Relativement à la participation antérieure au 1er janvier 1992, un participant actif peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée sans réduction à compter de la première des dates suivantes :

1° Le premier jour de tout mois suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans pourvu qu'il ait complété 10 années de service;

2° Le premier jour de tout mois suivant la date à laquelle il a complété 31,82 années de participation aux fins de l'admissibilité.

Relativement à la participation postérieure au 31 décembre 1991, un participant actif peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée sans réduction à compter de la première des dates suivantes :

1° Le premier jour de tout mois suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 60 ans pourvu qu'il ait complété 10 années de service;

2° Le premier jour de tout mois suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans et que la somme de son âge et de ses années de service totalise 80;

3° Le premier jour de tout mois suivant la date à laquelle il a complété 31,82 années de participation aux fins de l'admissibilité.

7. Un participant actif peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 16, à compter de la première des dates suivantes :

1° Le premier jour de tout mois suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 50 ans pourvu qu'il ait complété 10 années de service;

2° Le premier jour de tout mois suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans.

8. Un participant actif, qui n'est pas admissible à la retraite en vertu des articles 6 et 7, peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 17, à compter du premier jour du mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle il est admissible à recevoir une rente anticipée avec réduction conformément à l'article 29 du règlement.

9. Pour le participant actif qui est encore à l'emploi de la Ville après avoir atteint sa date normale de retraite, le paiement de sa rente viagère est ajourné jusqu'à ce que sa période d'emploi continu se termine ou jusqu'à ce que le début du versement de sa rente soit obligatoire en vertu du deuxième alinéa, selon la première des éventualités. Sous réserve de l'article 40 du règlement, la rente qui lui est alors payable est établie conformément à l'article 18.

Le participant qui est toujours à l'emploi de la Ville le 31 décembre de l'année où il atteint l'âge prévu à l'article 8502 du Règlement de l'impôt sur le revenu (C.R.C., chapitre 945 et ses modifications) devient un retraité aux fins du Régime et le paiement de sa rente viagère commence à cette date.

Si le participant actif visé au premier alinéa atteint sa date normale de retraite avant le 1er janvier 2009, il cesse de verser des cotisations salariales et d'accumuler des années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur jusqu'au 31 décembre 2008. Par la suite, les dispositions du règlement s'appliquent, le cas échéant.

SOUS-SECTION 2
RENTES DE RETRAITE

10. Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1992, le participant qui prend sa retraite à sa date normale de retraite reçoit une rente viagère annuelle égale à :

1° 2,2 % de son meilleur traitement multiplié par les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1992; moins

2° 1/40 de la rente du RRQ multiplié par les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1992.

11. Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992, le participant qui prend sa retraite à sa date normale de retraite reçoit une rente viagère annuelle égale à :

1° 2 % de son meilleur traitement multiplié par les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992; moins

2° $^{1}/_{40}$ de la rente du RRQ moins 0,2 % du meilleur traitement, multiplié par les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992. Ce montant ne pouvant être inférieur à 0.

12. Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1992, le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 6, 7 ou 8 a droit à une prestation de raccordement payable jusqu'au premier jour du mois qui précède son 65e anniversaire de naissance et dont le montant annuel est égal à $^{1}/_{40}$ de la rente du RRQ multiplié par les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1992.

13. Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992, le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 6, 7 ou 8 a droit à une prestation de raccordement payable jusqu'au premier jour du mois qui précède son 65e anniversaire de naissance et dont le montant annuel est égal au plus élevé de :

1° $^{1}/_{40}$ de la rente du RRQ multiplié par les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992; et

2° 0,2 % du meilleur traitement multiplié par les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992.

14. La rente du RRQ utilisée aux fins du calcul de la rente viagère prévue aux articles 10 et 11 et de la prestation de raccordement prévue aux articles 12 et 13 est déterminée au moment de la retraite en présumant que le participant recevra la rente maximale du RRQ à l'âge de 65 ans.

La rente maximale du RRQ est calculée en présumant que le MGA augmentera jusqu'à ce que le participant atteigne l'âge de 60 ans et demeurera ensuite stable jusqu'à ce que le participant atteigne l'âge de 65 ans. À cette fin, le taux d'augmentation du MGA est égal au taux d'augmentation moyen du MGA au cours des trois années précédant la retraite du participant, arrondi au multiple de 0,5 % qui précède.

15. Le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 6, 7 ou 8 reçoit, sous réserve des articles 16 et 17, une rente immédiate égale à la somme de la rente viagère déterminée selon les articles 10 et 11 et de la prestation de raccordement déterminée selon les articles 12 et 13.

16. Le participant qui prend sa retraite en vertu de l'article 7 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 15 réduite de la façon suivante :

1° Dans la mesure où il a complété 10 années de service et qu'il a atteint l'âge de 50 ans, il recevra alors la rente anticipée multipliée par les pourcentages suivants, selon l'âge atteint au moment de sa retraite en reflétant toute interpolation requise pour un âge non entier :

Âge à la retraite	Homme	Femme
50	65,29 %	67,01 %
51	70,93 %	72,48 %
52	77,15 %	78,45 %
53	84,01 %	84,99 %
54	91,59 %	92,14 %
55	100,00 %	100,00 %

2° Si le participant n'a pas complété 10 années de service et qu'il a atteint l'âge de 55 ans, il recevra alors la rente anticipée réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente viagère payable à la date normale de retraite.

La rente viagère établie en vertu de l'article 11 doit être au moins réduite de 0,25 % pour chaque mois entre la date de la retraite et la première date à laquelle le participant aurait été admissible à une retraite en vertu de l'article 5 et des paragraphes 1°, 2° et 3° du deuxième alinéa de l'article 6, en supposant qu'il continue son emploi et que les années de participation aux fins de l'admissibilité continuent de s'accumuler jusqu'à cette date.

17. Le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 8 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 15 réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente qui serait payable en vertu de l'article 16, en supposant que le participant continue son emploi et que les années de participation aux fins de l'admissibilité continuent de s'accumuler jusqu'à cette date.

18. Le participant actif pour qui le paiement de sa rente viagère a été ajourné conformément à l'article 9 reçoit, à compter de sa date de retraite, une rente viagère égale à la plus élevée des rentes suivantes :

1° La rente viagère établie en fonction des années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur et du meilleur traitement à la date normale de retraite. Le montant de la rente calculé en vertu du paragraphe 1° de l'article 10 et du paragraphe 1° de l'article 11 est revalorisé en multipliant par les pourcentages indiqués au tableau ci-après, selon l'âge atteint au moment de sa retraite en reflétant toute interpolation requise pour un âge non entier :

Âge à la retraite	Homme	Femme
65	100,00 %	100,00 %
66	111,77 %	110,38 %
67	125,36 %	122,52 %
68	141,12 %	135,44 %
69	159,51 %	150,62 %
70	181,08 %	168,02 %

La rente ainsi revalorisée est réduite des montants prévus au paragraphe 2° de l'article 10 et au paragraphe 2° de l'article 11, le cas échéant;

2° La rente viagère correspondant à la somme des rentes suivantes :

a) La rente viagère qui aurait été payable à compter de la date normale de retraite; et

b) La rente viagère dont la valeur actualisée correspond à la somme des paiements de la rente viagère qui aurait été payable à compter de la date normale de retraite accumulés jusqu'à la date réelle de retraite. Le taux d'accumulation ne devant pas être inférieur à la moyenne du taux de rendement net de la caisse des trois dernières années civiles précédant la date réelle de retraite.

SOUS-SECTION 3
PRESTATIONS DE RETRAITE MAXIMALES

19. Aux fins de la présente annexe, la « rétribution moyenne la plus élevée » définie à l'article 43 du règlement correspond au meilleur traitement du participant.

20. Aux fins de la présente annexe, l'article 44 du règlement s'applique au moment de la retraite, de la cessation de participation active ou du décès du participant, selon la première des éventualités.

21. Aux fins de la présente annexe, l'article 46 du règlement ne s'applique que pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992.

SOUS-SECTION 4
SERVICE DE LA RENTE

22. Avant que ne débute le service de la rente du participant, son conjoint, s'il en est, peut renoncer à la prestation de décès prévue à l'article 25 en remplissant le formulaire prévu à cet effet par la commission. Le conjoint peut révoquer cette renonciation en tout temps avant le début du service de la rente du participant en avisant par écrit la commission.

23. Lorsque la rente payée au participant a été établie de manière à tenir compte du droit du conjoint à une prestation de décès au moins égale à 60 % de la rente que le participant aurait reçue n'eût été de son décès et que ce conjoint perd son statut de conjoint au sens de la présente annexe pour une raison autre que le décès, le participant a droit, au moyen d'une demande faite par écrit à la commission, d'obtenir que le montant de sa rente soit établi de nouveau à la date de prise d'effet du jugement de séparation de corps, de divorce ou d'annulation de mariage, à la date de dissolution ou d'annulation de l'union civile ou à la date de cessation de vie maritale. Le montant ou les caractéristiques de la rente ainsi établie sont ceux de la rente qui serait payable au participant à la date du nouvel établissement s'il n'avait pas eu de conjoint à la date à laquelle a débuté le service de sa rente. Cependant, l'exercice de ce droit est conditionnel à ce que le participant n'ait pas demandé le maintien du statut du conjoint conformément au paragraphe 2° l'article 33.

Nonobstant l'alinéa précédent, à moins que le participant n'ait maintenu le statut du conjoint conformément au paragraphe 2° de l'article 33, le rétablissement de la rente prévu

à l'alinéa précédent doit être effectué, sans attendre une demande écrite du participant à cette fin, lorsque les droits du participant font l'objet d'un partage avec son ex-conjoint conformément à l'article 10 du règlement.

§ 1- Mode normal de rente

24. Si le participant a un conjoint admissible au moment de la retraite et que ce dernier a renoncé à son droit à une rente de conjoint survivant conformément à l'article 22, la rente est versée au retraité sa vie durant avec la garantie que son conjoint recevra sa vie durant, à compter du versement pour la quinzaine suivant celle du décès du retraité, une rente égale à 50 % de celle qu'il aurait reçue n'eût été de son décès.

25. Sous réserve de l'article 22, si le participant a un conjoint admissible au moment de la retraite, sa rente est ajustée pour tenir compte qu'au moment de son décès une rente égale à 60 % de la rente qu'il aurait reçue n'eût été de son décès devient payable à son conjoint. La rente du participant est réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente, à celle de la rente payable selon le mode normal prévu à l'article 24.

§ 2- Modes facultatifs de rente

26. Le mode normal de rente prévu à l'article 49 du règlement devient un mode facultatif de rente applicable à la rente payable au retraité en vertu de la présente annexe dans la mesure permise en vertu de la législation applicable et en faisant les adaptations nécessaires, notamment en ce qui concerne le moment où s'applique la qualité de conjoint.

27. Les modes facultatifs de rente prévus aux articles 50 et 51 du règlement s'appliquent à la rente payable au retraité en vertu de la présente annexe dans la mesure permise en vertu de la législation applicable et en faisant les adaptations nécessaires, notamment en ce qui concerne le moment où s'applique la qualité de conjoint.

SECTION IV
INVALIDITÉ

28. Un participant invalide est exonéré de verser des cotisations salariales tant qu'il répond à la définition d'invalidité.

29. À la date à laquelle l'exonération des cotisations salariales prend fin, si le participant ne revient pas au travail, il a droit aux prestations de cessation de participation active ou aux prestations de retraite, s'il y est admissible.

Aux fins du calcul de la rente, les gains cotisables d'un participant invalide sont déterminés selon le taux annuel de gains cotisables que le participant recevait immédiatement avant le début de son invalidité.

SECTION V
CESSATION DE PARTICIPATION ACTIVE

30. Le participant dont la participation active cesse pour une raison autre que le décès ou la retraite, devient un participant non actif et a droit à une rente différée payable à la date normale de retraite. La rente différée est établie en fonction des années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur et du meilleur traitement du participant à la date de la cessation de sa participation active.

Si le participant cesse sa participation active avant d'être admissible à une retraite en vertu de l'article 7, le montant de la rente différée est égal à la rente viagère déterminée selon les articles 10 et 11.

Si le participant cesse sa participation active alors qu'il a atteint une date de retraite en vertu de l'article 7, le montant de la rente différée est égal à la somme de la rente viagère déterminée selon les articles 10 et 11 et de la prestation de raccordement déterminée selon les articles 12 et 13.

La rente du RRQ utilisée aux fins du calcul de la rente différée est déterminée au moment de cessation d'emploi en présumant que le participant recevra la rente maximale du RRQ à l'âge de 65 ans.

La rente maximale du RRQ est calculée en utilisant la moyenne du MGA au cours des trois périodes consécutives de 12 mois de service précédant la date de cessation de participation active du participant pendant lesquelles ses gains cotisables étaient les plus élevés.

31. Le participant non actif qui a droit à une rente différée en vertu de l'article 30 peut demander que celle-ci lui soit versée le premier jour de n'importe quel mois avant sa date normale de retraite. Le participant visé par le deuxième alinéa de l'article 30 reçoit alors une rente viagère immédiate réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente différée payable à la date normale de retraite. Le participant visé par le troisième alinéa de l'article 30 reçoit alors une rente immédiate égale à la rente différée réduite conformément à l'article 16.

32. Le participant qui cesse sa participation active à une date qui est à 10 ans ou plus de la date normale de la retraite a droit, pour ses années de participation à compter du 1er janvier 2001, à une prestation additionnelle déterminée de la manière prévue par l'article 60.1 de la Loi et ses règlements d'application. Cette prestation additionnelle est payée en un versement unique.

SECTION VI
DÉCÈS

33. Le droit à une prestation de décès accordé au conjoint du participant s'éteint, selon le cas, par la séparation de corps, le divorce, l'annulation du mariage, la dissolution ou l'annulation de l'union civile et par la cessation de la vie maritale, sauf dans les cas suivants :

1° Lorsque le conjoint reçoit une prestation de décès non pas à titre de conjoint mais à titre d'ayant cause du participant;

2° Lorsque le participant a avisé par écrit la commission de verser la rente ou la prestation de décès à ce conjoint malgré le divorce, l'annulation du mariage, la séparation de corps, la dissolution ou l'annulation de l'union civile ou la cessation de la vie maritale;

3° Lorsque le participant et son conjoint sont judiciairement séparés de corps mais qu'ils ont repris la vie commune à la date à laquelle s'établit la qualité de conjoint.

34. Au décès d'un participant actif avant d'être admissible à une retraite en vertu des articles 6 et 7, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent une prestation égale à la somme des cotisations salariales versées avant le 1er janvier 1990 accumulées avec les intérêts, de la valeur actualisée de la rente différée accumulée à compter du 1er janvier 1990, de la prestation additionnelle établie conformément à l'article 32 et des cotisations excédentaires à compter du 1er janvier 1990 calculées conformément à l'article 26 du règlement, le cas échéant. Ces prestations sont déterminées comme si le participant avait cessé son emploi le jour de son décès pour un raison autre que le décès.

35. Au décès d'un participant actif à compter de la date à laquelle il est admissible à une retraite en vertu des articles 6, mais avant sa date normale de retraite, son conjoint a droit à 50 % de la rente qui aurait été payable au participant, en supposant qu'il avait effectivement pris sa retraite le premier jour du mois du décès. La valeur actualisée de cette rente doit au moins être égale à la prestation de décès prévue à l'article 34.

Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 34.

36. Au décès d'un participant actif pendant la période d'ajournement du versement de sa rente, son conjoint reçoit une rente dont la valeur actualisée est égale à la plus élevée des valeurs suivantes :

1° La valeur établie conformément à l'article 34; et

2° La valeur actualisée de la rente que le conjoint aurait reçue conformément à l'article 25, si le service de la rente ajournée avait débuté le jour précédant le décès du participant.

Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 34.

Si la rente du participant avait commencé à être versée en partie, la prestation de décès payable est déterminée en fonction du mode de versement choisi par le participant pour la partie de sa rente qui était déjà en paiement. La prestation de décès payable au conjoint par

rapport à la partie de sa rente dont le versement n'a pas encore commencé est établie conformément à l'article 25 comme si le participant avait cessé son emploi et demandé le versement de la balance de sa rente la veille de son décès. La valeur actualisée de cette partie de la prestation de décès doit au moins être égale à la prestation de décès prévue à l'article 34 réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale. Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 34 réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale.

37. Au décès, avant le début du service de la rente, d'un participant non actif ayant droit à une rente différée, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent une prestation égale à la somme des cotisations salariales versées avant le 1er janvier 1990 accumulées avec les intérêts, de la valeur actualisée de la rente différée à laquelle le participant avait droit pour sa participation à compter du 1er janvier 1990 et aux cotisations excédentaires à compter du 1er janvier 1990 accumulées avec les intérêts jusqu'à la date de décès du participant, le cas échéant.

38. Au décès d'un retraité, les seules prestations de décès payables sont celles payables en vertu de la sous-section 4 de la section III de la présente annexe.

SECTION VII
INDEXATION

39. Si la rente viagère de retraite ou la prestation de raccordement ont été limitées en vertu des articles 44 à 46 du règlement, elles sont augmentées le 1er janvier de chaque année après la retraite en fonction de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation, et ce, jusqu'à ce qu'elles aient atteint le niveau établi avant d'avoir été ainsi limitées. Dans le cas d'une rente dont la mise en service s'est effectuée au cours de l'année précédant la date d'indexation, l'indexation est ajustée selon le rapport du nombre de mois de paiement dans cette année sur 12 mois.

40. Sous réserve de l'article 39 de la présente annexe, les rentes servies ne sont pas indexées.

41. Les rentes différées ne sont pas indexées.

SECTION VIII
MESURES TRANSITOIRES

42. Le participant actif, atteignant les critères requis à l'article 137 du règlement au moment de sa retraite le ou avant le 30 avril 2013, peut demander de recevoir, pour ses années de participation à compter du 1er janvier 2009, une rente établie conformément aux dispositions de la section III.

S'il ne se prévaut pas de cette option ou s'il prend sa retraite après le 30 avril 2013, les dispositions applicables pour ses années de participation à compter du 1er janvier 2009 seront alors celles établies en vertu du règlement.

43. Le participant actif visé à l'article 42 verse des cotisations salariales à la caisse de retraite correspondant au maximum entre les cotisations salariales établies conformément à l'article 3 et celles établies conformément à l'article 18 du règlement, et ce, du 1er janvier 2009 jusqu'à la date de sa retraite ou jusqu'au 30 avril 2013, selon la premières des éventualités. À compter du 1er mai 2013, le participant verse des cotisations salariales à la caisse de retraite conformément à l'article 18 du règlement, le cas échéant.

44. Le participant actif visé au deuxième alinéa de l'article 42 a droit à un ajustement rétroactif, sans intérêts, correspondant aux cotisations salariales versées conformément à l'article 43 en excédent des cotisations salariales qui auraient dû être versées à compter du 1er janvier 2009 conformément à l'article 18 du règlement.

45. Pour le participant actif qui se prévaut de l'option prévue au premier alinéa de l'article 42, les montants de rentes servies relatifs aux années de participation à compter du 1er janvier 2009 sont indexés conformément à la section VII.

ANNEXE I – OUTREMONT

SECTION I
DÉFINITIONS ET APPLICATION

1. La présente Annexe I s'applique uniquement à l'égard des participants qui participaient au Régime de retraite des employés de la Ville d'Outremont le 31 décembre 2007 et qui n'ont pas converti leur service antérieur au 1er janvier 2009 conformément à la section II du chapitre 3 du règlement.

Elle s'applique au service antérieur au 1er janvier 2009 pour les participants actifs visés au premier alinéa et au service postérieur au 31 décembre 2008 pour ces mêmes participants actifs qui se prévalent des mesures transitoires prévues à la section VIII.

Les dispositions du règlement s'appliquent à la participation et aux prestations visées par la présente annexe, à moins que celle-ci ne comporte des dispositions à l'effet contraire.

Notamment, les articles 26, 39, 40, 43 à 47, 52, 66, 67, 86 et 88 du règlement s'appliquent à la totalité de la participation reconnue et des prestations payables par le Régime, incluant la participation reconnue et les prestations payables conformément à la présente annexe.

Par exception, les articles 16, 62, 68, 73 et 74 du règlement ne s'appliquent pas à la participation et aux prestations visées par la présente annexe.

2. Pour les fins de la présente annexe, on entend par :

« conjoint » : la personne qui se qualifie à titre de conjoint au sens de la Section I du chapitre 1 du règlement, mais au jour qui précède le décès du participant ou au jour où débute le service de la rente, selon la première de ces éventualités;

« gains cotisables » : la rémunération du participant, à l'exclusion de tout paiement pour heures supplémentaires, gratifications, honoraires, allocations et autres bonis ou primes;

« meilleur traitement » : la moyenne du traitement du participant pour les trois années de participation consécutives pour lesquelles cette moyenne est la plus élevée ou pour la durée de ses années de participation si cette durée est inférieure à trois ans.

Pour les fins de calcul du meilleur traitement, les années de participation incluent les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur;

« prestations des régimes publics » : tout montant initial de rente, déterminé conformément à la législation applicable à la date de cessation de service et excluant toute majoration due à l'indexation, et payable en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec (RLRQ, chapitre R-9), ajusté au prorata des années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur par rapport à 35, ou en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse (L.R.C., 1985, chapitre O-6, telle que modifiée), ajustée au prorata des années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur au 31 décembre 1989 par rapport à 35;

« rente différée » : la rente dont le service est différé à la date normale de retraite ou, si antérieure, à toute autre date prévue à la section V de la présente annexe.

SECTION II
COTISATIONS SALARIALES ET INTÉRÊT

3. Pour l'année 2008, chaque participant actif verse à la caisse de retraite des cotisations salariales déduites de ses gains cotisables et dont le montant est égal à la somme de :

1° 4,5 % de ses gains cotisables, jusqu'au niveau du MGA; et

2° 6,0 % de ses gains cotisables en excédent, s'il y a lieu, du MGA.

4. Le taux d'intérêt annuel applicable sur les cotisations versées jusqu'au 31 décembre 2008 et crédité jusqu'à la date de transfert des actifs du régime de retraite antérieur à la caisse de retraite est égal au taux de rendement obtenu sur le placement de l'actif du régime de retraite antérieur à sa valeur marchande, déduction faite des frais de placement et d'administration.

SECTION III
RETRAITE

SOUS-SECTION 1
ADMISSIBILITÉ À LA RETRAITE

5. La date normale de retraite est le dernier jour du mois au cours duquel le participant atteint l'âge de 65 ans.

6. Un participant actif peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée sans réduction à compter de la première des dates suivantes :

1° Le dernier jour du mois au cours duquel le participant complète 32 années de participation aux fins de l'admissibilité;

2° Le dernier jour du mois au cours duquel le participant atteint l'âge de 55 ans pourvu qu'il ait complété 30 années de participation aux fins de l'admissibilité.

7. Un participant actif, qui n'est pas admissible à la retraite en vertu des articles 5 et 6, peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 15, à compter du dernier jour du mois au cours duquel il atteint la date à laquelle il est admissible à recevoir une rente anticipée avec réduction conformément à l'article 29 du règlement.

8. Un participant, qui n'est pas admissible à la retraite en vertu de l'article 7, peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 16, le dernier jour de n'importe quel mois précédant sa date normale de retraite.

9. Pour le participant actif qui est encore à l'emploi de la Ville après avoir atteint sa date normale de retraite, le paiement de sa rente viagère est ajourné jusqu'à ce que sa période d'emploi continu se termine ou jusqu'à ce que le début du versement de sa rente soit obligatoire en vertu du deuxième alinéa, selon la première des éventualités. La rente qui lui est alors payable est établie conformément à l'article 40 du règlement.

Le participant qui est toujours à l'emploi de la Ville le 31 décembre de l'année où il atteint l'âge prévu à l'article 8502 du Règlement de l'impôt sur le revenu (C.R.C., chapitre 945 et ses modifications) devient un retraité aux fins du Régime et le paiement de sa rente viagère commence à cette date.

Si le participant actif visé au premier alinéa atteint sa date normale de retraite avant le 1er janvier 2009, il cesse de verser des cotisations salariales et d'accumuler des années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur jusqu'au 31 décembre 2008. Par la suite, les dispositions du règlement s'appliquent, le cas échéant.

SOUS-SECTION 2
RENTES DE RETRAITE

10. Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1992, le participant qui prend sa retraite à sa date normale de retraite reçoit une rente viagère annuelle égale au produit de 2,5 % du meilleur traitement et du nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1992.

Cette rente est réduite par un pourcentage du meilleur traitement jusqu'à concurrence de la moyenne du MGA pour l'année civile de la cessation de participation active du participant et les deux années précédentes.

Ce pourcentage est égal au produit du nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1992 et du quotient obtenu en divisant 25 % par 85 % du nombre d'années comprises entre le 18e anniversaire de naissance du participant, ou le 1er janvier 1966 s'il atteint l'âge de 18 ans avant cette date, et son 65e anniversaire de naissance.

11. Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992, le participant qui prend sa retraite à sa date normale de retraite reçoit une rente viagère annuelle égale au moindre des montants suivants :

1° Le « plafond des prestations déterminées » de l'année de cessation de participation active, tel que défini à l'article 43 du règlement, par année de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992;

2° La différence entre :

a) Le produit de 2,0 % du meilleur traitement et du nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992;

b) L'excédent, s'il en est, entre :

i) Le produit du pourcentage du meilleur traitement jusqu'à concurrence de la moyenne du MGA pour l'année civile de la cessation de participation active du participant et les deux années précédentes et du nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992. Le pourcentage étant égal au quotient obtenu en divisant 25 % par 85 % du nombre d'années comprises entre le 18e anniversaire de naissance du participant, ou le 1er janvier 1966 s'il atteint l'âge de 18 ans avant cette date, et son 65e anniversaire de naissance;
et

ii) Le produit de 0,5 % du meilleur traitement et du nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992.

12. Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1992, le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 6 ou 7 a droit à une prestation de raccordement payable jusqu'au dernier jour du mois qui précède son 65e anniversaire de naissance et dont le montant est égal à un pourcentage du meilleur traitement jusqu'à concurrence de la moyenne du MGA pour l'année civile de la cessation de participation active du participant et les deux années précédentes. Ce pourcentage est égal au produit du nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1992 et du quotient obtenu en divisant 25 % par 85 % du nombre d'années comprises entre le 18e anniversaire de naissance du participant, ou le 1er janvier 1966 s'il atteint l'âge de 18 ans avant cette date, et son 65e anniversaire de naissance.

13. Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992, le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 6 ou 7 a droit à une prestation de raccordement payable jusqu'au dernier jour du mois qui précède son 65e anniversaire de naissance et dont le montant est égal au plus élevé des montants suivants :

1° Le produit du pourcentage, tel que défini au sous-paragraphe b) i) du paragraphe 2° de l'article 11, du meilleur traitement jusqu'à concurrence de la moyenne du MGA pour l'année civile de la cessation de participation active du participant et les deux années précédentes et du nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992; et

2° Le produit de 0,5 % du meilleur traitement et du nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur.

14. Le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 6 ou 7 reçoit, sous réserve de l'article 15, une rente immédiate égale à la somme de la rente viagère déterminée selon les articles 10 et 11 et de la prestation de raccordement déterminée selon les articles 12 et 13.

15. Le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 7 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 14 réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente qui serait payable à la première date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu des articles 5 et 6, en supposant que les années de participation aux fins de l'admissibilité continuent de s'accumuler jusqu'à cette date.

16. Le participant qui prend sa retraite en vertu de l'article 8 reçoit une rente égale à la somme de la rente viagère déterminée selon les articles 10 et 11 et de la prestation de raccordement déterminée selon les articles 12 et 13 et réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente payable à compter de la première date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu l'article 5 et du paragraphe 1° de l'article 6, en supposant que les années de participation aux fins de l'admissibilité continuent de s'accumuler jusqu'à cette date.

SOUS-SECTION 3
PRESTATION DE RETRAITE MAXIMALE

17. Lorsque la rente payable à un participant avant revalorisation actuarielle pour ajournement, majorée des prestations des régimes publics, excède la somme de 1 000 $ et 80 % des gains cotisables du participant pour l'année de participation ou l'année de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur, selon le cas, pour laquelle ces gains cotisables sont les plus élevés, cette rente est réduite du montant de l'excédent.

La rente considérée pour l'application du présent article est la rente viagère payable à compter de l'âge de 65 ans, telle que calculée lors de la prise de retraite. Si une réduction doit être effectuée à la suite de l'application du présent article, elle ne prend effet qu'à l'âge de 65 ans ou lors de la prise de retraite effective si postérieure.

18. Aux fins de la présente annexe, la « rétribution moyenne la plus élevée » définie à l'article 43 du règlement correspond au meilleur traitement du participant.

19. Les articles 44 à 46 du règlement, à l'exception du deuxième alinéa de l'article 44, s'appliquent uniquement pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992.

La prestation de raccordement maximale prévue à l'article 45 du règlement est déterminée au prorata du nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992 sur la somme du nombre total d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur et du nombre d'années de participation.

20. Aux fins de la présente annexe, l'article 44 du règlement s'applique au moment de la retraite, de la cessation de participation active ou du décès du participant, selon la première des éventualités.

SOUS-SECTION 4
SERVICE DE LA RENTE

21. Avant que ne débute le service de la rente du participant, son conjoint, s'il en est, peut renoncer à la prestation de décès prévue au premier alinéa de l'article 23 en remplissant le formulaire prévu à cet effet par la commission. Le conjoint peut révoquer cette renonciation en tout temps avant le début du service de la rente du participant en avisant par écrit la commission.

22. Lorsque la rente payée au participant a été établie de manière à tenir compte du droit du conjoint à une prestation de décès au moins égale à 60 % de la rente que le participant aurait reçue n'eût été de son décès et que ce conjoint perd son statut de conjoint au sens de la présente annexe pour une raison autre que le décès, le participant a droit, au moyen d'une demande faite par écrit à la commission, d'obtenir que le montant de sa rente soit établi de nouveau à la date de prise d'effet du jugement de séparation de corps, de divorce ou d'annulation de mariage, à la date de dissolution ou d'annulation de l'union civile ou à la date de cessation de vie maritale. Le montant ou les caractéristiques de la rente ainsi établie sont ceux de la rente qui serait payable au participant à la date du nouvel établissement s'il n'avait pas eu de conjoint à la date à laquelle a débuté le service de sa rente. Cependant, l'exercice de ce droit est conditionnel à ce que le participant n'ait pas demandé le maintien du statut du conjoint conformément au paragraphe 2° l'article 32.

Nonobstant l'alinéa précédent, à moins que le participant n'ait maintenu le statut du conjoint conformément au paragraphe 2° de l'article 32, le rétablissement de la rente prévu à l'alinéa précédent doit être effectué, sans attendre une demande écrite du participant à cette fin, lorsque les droits du participant font l'objet d'un partage avec son ex-conjoint conformément à l'article 10 du règlement.

§ 1- Mode normal de rente

23. Sous réserve de l'article 21, si le participant a un conjoint admissible au moment de la retraite, la rente est versée au retraité sa vie durant avec la garantie que son conjoint survivant recevra sa vie durant, à compter du versement pour la quinzaine suivant celle du décès du retraité, une rente égale à 60 % de celle qu'il aurait reçue n'eût été de son décès.

La prestation de décès payable au conjoint doit être au moins égale à la valeur de 50 % de la rente viagère du participant établie en vertu du premier alinéa de l'article 10, de l'article 11 et de la prestation de raccordement établie en vertu de l'article 13.

24. Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de la retraite ou si ce dernier a renoncé à son droit à une rente de conjoint survivant conformément à l'article 21, la rente est versée au retraité sa vie durant avec la garantie que, en cas de décès, ses ayants cause

recevront le solde, s'il y a lieu, des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 120 mois débutant avec sa date de retraite.

Les ayants cause peuvent opter pour un montant forfaitaire correspondant à la valeur actualisée du solde des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 120 mois.

§ 2- Modes facultatifs de rente

25. Le mode normal de rente prévu à l'article 49 du règlement devient un mode facultatif de rente applicable à la rente payable au retraité en vertu de la présente annexe dans la mesure permise en vertu de la législation applicable et en faisant les adaptations nécessaires, notamment en ce qui concerne le moment où s'applique la qualité de conjoint.

26. Les modes facultatifs de rente prévus aux articles 50 et 51 du règlement s'appliquent à la rente payable au retraité en vertu de la présente annexe dans la mesure permise en vertu de la législation applicable et en faisant les adaptations nécessaires, notamment en ce qui concerne le moment où s'applique la qualité de conjoint.

SECTION IV
INVALIDITÉ

27. Un participant invalide est exonéré de verser des cotisations salariales tant qu'il répond à la définition d'invalidité.

28. À la date à laquelle l'exonération des cotisations salariales prend fin, si le participant ne revient pas au travail, il a droit aux prestations de cessation de participation active ou aux prestations de retraite, s'il y est admissible.

Aux fins du calcul de la rente, les gains cotisables d'un participant invalide correspondent aux gains cotisables que ce participant aurait reçus n'eut été de son absence.

SECTION V
CESSATION DE PARTICIPATION ACTIVE

29. Le participant dont la participation active cesse pour une raison autre que le décès ou la retraite devient un participant non actif et a droit à une rente différée égale à la somme de la rente viagère déterminée selon les articles 10 et 11 et de la prestation de raccordement déterminée selon les articles 12 et 13 en fonction de ses années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur et de son meilleur traitement à la date de la cessation de sa participation active.

Cette rente différée est payable à la première des dates suivantes :

1° Le dernier jour du mois au cours duquel survient le 65^{e} anniversaire de naissance du participant; ou

2° Le dernier jour du mois au cours duquel il aurait complété 32 années de participation aux fins de l'admissibilité comme s'il était resté à l'emploi jusqu'à cette date.

30. Le participant non actif qui a droit à une rente différée en vertu de l'article 29 peut demander que celle-ci lui soit versée à n'importe quel moment avant sa date normale de retraite. Le participant reçoit alors une rente immédiate réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente différée.

31. Le participant qui cesse sa participation active à une date qui est à 10 ans ou plus de la date normale de la retraite a droit, pour ses années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 2001, à une prestation additionnelle déterminée de la manière prévue par l'article 60.1 de la Loi et ses règlements d'application. Cette prestation additionnelle est payée en un versement unique.

SECTION VI
DÉCÈS

32. Le droit à une prestation de décès accordé au conjoint du participant s'éteint, selon le cas, par la séparation de corps, le divorce, l'annulation du mariage, la dissolution ou l'annulation de l'union civile et par la cessation de la vie maritale, sauf dans les cas suivants :

1° Lorsque le conjoint reçoit une prestation de décès non pas à titre de conjoint mais à titre d'ayant cause du participant;

2° Lorsque le participant a avisé par écrit la commission de verser la rente ou la prestation de décès à ce conjoint malgré le divorce, l'annulation du mariage, la séparation de corps, la dissolution ou l'annulation de l'union civile ou la cessation de la vie maritale;

3° Lorsque le participant et son conjoint sont judiciairement séparés de corps mais qu'ils ont repris la vie commune à la date à laquelle s'établit la qualité de conjoint.

33. Au décès d'un participant actif avant d'être admissible à une retraite en vertu des articles 5 et 6, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent une prestation égale à la somme des cotisations salariales versées avant le 1er janvier 1990 accumulées avec les intérêts, de la valeur actualisée de la rente différée accumulée à compter du 1er janvier 1990, de la prestation additionnelle établie conformément à l'article 31 et aux cotisations excédentaires à compter du 1er janvier 1990 calculées conformément à l'article 26 du règlement, le cas échéant. Ces prestations sont déterminées comme si le participant avait cessé son emploi le jour de son décès pour un raison autre que le décès.

34. Au décès d'un participant actif à compter de la date à laquelle il est admissible à une retraite en vertu de l'article 6, mais avant sa date normale de retraite, les prestations payables le sont en vertu de l'article 23 ou 24, selon le cas, comme si le participant avait

effectivement pris sa retraite la veille de son décès. Toutefois, la valeur de ces prestations ne peut être inférieure à la valeur des prestations décrites à l'article 33.

35. Au décès d'un participant actif pendant la période d'ajournement du versement de sa rente, son conjoint reçoit une rente dont la valeur actualisée est égale à la plus élevée des valeurs suivantes :

1° La valeur établie conformément à l'article 33; et

2° La valeur actualisée de la rente que le conjoint aurait reçue conformément à l'article 23, si le service de la rente ajournée avait débuté le jour précédant le décès du participant.

Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 33.

Si la rente du participant avait commencé à être versée en partie, la prestation de décès payable est déterminée en fonction du mode de versement choisi par le participant pour la partie de sa rente qui était déjà en paiement. La prestation de décès payable au conjoint par rapport à la partie de sa rente dont le versement n'a pas encore commencé est établie conformément à l'article 23 comme si le participant avait cessé son emploi et demandé le versement de la balance de sa rente la veille de son décès. La valeur actualisée de cette partie de la prestation de décès doit au moins être égale à la prestation de décès prévue à l'article 33 réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale. Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 33 réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale.

36. Au décès, avant le début du service de la rente, d'un participant non actif, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent une prestation égale à la somme des cotisations salariales versées avant le 1er janvier 1990 accumulées avec les intérêts, de la valeur actualisée de la rente différée à laquelle le participant avait droit avant son décès pour sa participation à compter du 1er janvier 1990 et aux cotisations excédentaires à compter du 1er janvier 1990 accumulées avec les intérêts jusqu'à la date de décès du participant, le cas échéant.

37. Au décès d'un retraité, les seules prestations de décès payables sont celles payables en vertu de la sous-section 4 de la section III de la présente annexe.

SECTION VII
INDEXATION

38. Les rentes servies et différées ne sont pas indexées.

SECTION VIII
MESURES TRANSITOIRES

39. Le participant actif, atteignant les critères requis à l'article 137 du règlement au moment de sa retraite le ou avant le 30 avril 2013, peut demander de recevoir, pour ses années de participation à compter du 1er janvier 2009, une rente établie conformément aux dispositions de la section III.

S'il ne se prévaut pas de cette option ou s'il prend sa retraite après le 30 avril 2013, les dispositions applicables pour ses années de participation à compter du 1er janvier 2009 seront alors celles établies en vertu du règlement.

40. Le participant actif visé à l'article 39 verse des cotisations salariales à la caisse de retraite correspondant au maximum entre les cotisations salariales établies conformément à l'article 3 et celles établies conformément à l'article 18 du règlement, et ce, du 1er janvier 2009 jusqu'à la date de sa retraite ou jusqu'au 30 avril 2013, selon la premières des éventualités. À compter du 1er mai 2013, le participant verse des cotisations salariales à la caisse de retraite conformément à l'article 18 du règlement, le cas échéant.

41. Le participant actif visé au deuxième alinéa de l'article 39 a droit à un ajustement rétroactif, sans intérêts, correspondant aux cotisations salariales versées conformément à l'article 40 en excédent des cotisations salariales qui auraient dû être versées à compter du 1er janvier 2009 conformément à l'article 18 du règlement.

42. Pour le participant actif qui se prévaut de l'option prévue au premier alinéa de l'article 39, les montants de rentes servies relatifs aux années de participation à compter du 1er janvier 2009 sont indexés conformément à la section VII.

ANNEXE J – PIERREFONDS

SECTION I
DÉFINITIONS ET APPLICATION

1. La présente Annexe J s'applique uniquement à l'égard des participants qui participaient au Régime de retraite des employés de la Ville de Pierrefonds le 31 décembre 2007 et qui n'ont pas converti leur service antérieur au 1er janvier 2009 conformément à la section II du chapitre 3 du règlement.

Elle s'applique au service antérieur au 1er janvier 2009 pour les participants actifs visés au premier alinéa et au service postérieur au 31 décembre 2008 pour ces mêmes participants actifs qui se prévalent des mesures transitoires prévues à la section VIII.

Les dispositions du règlement s'appliquent à la participation et aux prestations visées par la présente annexe, à moins que celle-ci ne comporte des dispositions à l'effet contraire.

Notamment, les articles 26, 39, 40, 43 à 47, 52, 66, 67, 86 et 88 du règlement s'appliquent à la totalité de la participation reconnue et des prestations payables par le Régime, incluant la participation reconnue et les prestations payables conformément à la présente annexe.

Par exception, les articles 62, 68, 73 et 74 du règlement ne s'appliquent pas à la participation et aux prestations visées par la présente annexe.

2. Pour les fins de la présente annexe, on entend par :

« conjoint » : la personne qui se qualifie à titre de conjoint au sens de la Section I du chapitre 1 du règlement, mais au jour qui précède le décès du participant ou au jour où débute le service de la rente, selon la première de ces éventualités;

« gains cotisables » : le salaire annuel de base, à l'exclusion du temps supplémentaire, des bonis, des allocations de dépenses ou autres rémunérations; pour le participant à temps partiel, le salaire annuel de base est celui qu'il aurait gagné s'il avait servi à plein temps;

« maximum des gains admissibles moyen » : la moyenne du MGA pour les mêmes années civiles que celles qui ont été retenues dans la détermination du meilleur traitement 5 ans;

« meilleur traitement 3 ans » : la moyenne des trois meilleures années de traitement. Ce calcul est ajusté au nombre d'année si le participant compte moins de trois années de traitement;

« meilleur traitement 5 ans » : la moyenne du traitement pour les cinq meilleures années civiles consécutives de participation ou pour la durée de la participation si elle est inférieure à cinq années.

Pour les fins de la présente définition, les années civiles de participation correspondent aux années de participation et aux années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur;

« rente différée » : la rente dont le service est différé à la date normale de retraite ou, si antérieure, à toute autre date prévue à la section V de la présente annexe.

SECTION II
COTISATIONS SALARIALES ET INTÉRÊT

3. Pour l'année 2008, chaque participant actif verse à la caisse de retraite des cotisations salariales déduites de ses gains cotisables et dont le montant est égal à la somme de :

1° 3,85 % de ses gains cotisables, jusqu'au niveau du MGA; et

2° 5,35 % de ses gains cotisables en excédent, s'il y a lieu, du MGA.

4. Le taux d'intérêt annuel applicable sur les cotisations versées jusqu'au 31 décembre 2008 et crédité jusqu'à la date de transfert des actifs du régime de retraite antérieur à la caisse de retraite est égal à la moyenne du taux de rendement obtenu sur le placement de l'actif du régime de retraite antérieur à sa valeur marchande, déduction faite des frais de placement et d'administration, pour les cinq années civiles précédant l'année en cause.

SECTION III
RETRAITE

SOUS-SECTION 1
ADMISSIBILITÉ À LA RETRAITE

5. La date normale de retraite est le premier jour du mois suivant immédiatement la date à laquelle le participant atteint l'âge de 65 ans.

6. Un participant actif peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée sans réduction à compter de la première des dates suivantes :

1° Le premier jour du mois suivant immédiatement la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans pourvu qu'il ait complété 35 années de service;

2° Le premier jour du mois suivant immédiatement la date à laquelle il atteint l'âge de 63 ans pourvu qu'il ait complété 30 années de service.

7. Un participant peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 15, à compter du premier jour du mois suivant immédiatement la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans.

8. Un participant actif, qui n'est pas admissible à la retraite en vertu de l'article 7, peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant

établie conformément à l'article 16, à compter du premier jour du mois suivant immédiatement la date à laquelle il est admissible à recevoir une rente anticipée avec réduction conformément à l'article 29 du règlement.

9. Pour le participant actif qui est encore à l'emploi de la Ville après avoir atteint sa date normale de retraite, le paiement de sa rente viagère est ajourné jusqu'à ce que sa période d'emploi continu se termine ou jusqu'à ce que le début du versement de sa rente soit obligatoire en vertu du deuxième alinéa, selon la première des éventualités. Sous réserve de l'article 40 du règlement, la rente qui lui est alors payable est établie conformément à l'article 17.

Le participant qui est toujours à l'emploi de la Ville le 31 décembre de l'année où il atteint l'âge prévu à l'article 8502 du Règlement de l'impôt sur le revenu (C.R.C., chapitre 945 et ses modifications) devient un retraité aux fins du Régime et le paiement de sa rente viagère commence à cette date.

Si le participant actif visé au premier alinéa atteint sa date normale de retraite avant le 1er janvier 2009, il cesse de verser des cotisations salariales et d'accumuler des années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur jusqu'au 31 décembre 2008. Par la suite, les dispositions du règlement s'appliquent, le cas échéant.

SOUS-SECTION 2
RENTES DE RETRAITE

10. Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 2000, le participant qui prend sa retraite à sa date normale de retraite reçoit une rente viagère annuelle égale à 2 % du meilleur traitement 5 ans réduit de 0,6 % du meilleur traitement 5 ans jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles moyen, le solde étant multiplié par les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 2000.

Le meilleur traitement 5 ans utilisé pour déterminer cette rente ne pourra être inférieur au traitement du participant pour l'année 1999.

11. Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 2000, le participant qui prend sa retraite à sa date normale de retraite reçoit une rente viagère annuelle égale à la somme de ses créances de rente. La créance de rente pour une telle année étant égale à 2 % du traitement réduit de 0,6 % du traitement jusqu'à concurrence du MGA, une fraction d'année ayant une valeur proportionnelle.

12. Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 2000, le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 6, 7 ou 8 a droit à une prestation de raccordement payable jusqu'à l'âge de 65 ans et dont le montant est égal à 0,6 % du meilleur traitement 5 ans jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles moyen multiplié par les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 2000.

13. Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 2000, le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 6, 7 ou 8 a droit à une prestation de raccordement payable jusqu'à l'âge de 65 ans et dont le montant est égal à 0,6 % de la somme des traitements des années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 2000 jusqu'à concurrence du MGA de chaque année en cause.

14. Le participant qui prend sa retraite en vertu de l'article 6, 7 ou 8 reçoit, sous réserve des articles 15 et 16, une rente immédiate égale à la somme de la rente viagère déterminée selon les articles 10 et 11 et de la prestation de raccordement déterminée selon les articles 12 et 13.

15. Sous réserve de l'article 29, le participant qui prend sa retraite en vertu de l'article 7 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 14 réduite de 0,25 % pour chaque mois entre la date de la retraite et la première date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu des articles 5 et 6, en supposant que les années de service continuent de s'accumuler jusqu'à cette date.

16. Le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 8 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 14 réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente différée qui serait payable à la date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu de l'article 7, en supposant que les années de service continuent de s'accumuler jusqu'à cette date.

17. Le participant actif pour qui le paiement de sa rente viagère a été ajourné conformément à l'article 9 reçoit, à compter de la date de sa retraite, une rente viagère égale à la somme des rentes suivantes :

1° La rente viagère créditée à la date de la retraite; et

2° La rente viagère additionnelle dont la valeur actualisée est égale au total des versements de la rente créditée, accumulées avec les intérêts, qui auraient été faits au participant si celui-ci avait pris sa retraite à sa date normale de retraite.

SOUS-SECTION 3
PRESTATIONS MAXIMALES

18. Aux fins de la présente annexe, la « rétribution moyenne la plus élevée » définie à l'article 43 du règlement correspond au meilleur traitement 3 ans du participant.

19. Aux fins de la présente annexe, l'article 44 du règlement s'applique au moment de la retraite, de la cessation de participation active ou du décès du participant, selon la première des éventualités.

SOUS-SECTION 4
SERVICE DE LA RENTE

20. Avant que ne débute le service de la rente du participant, son conjoint, s'il en est, peut renoncer à la prestation de décès prévue à l'article 23 en remplissant le formulaire prévu à cet effet par la commission. Le conjoint peut révoquer cette renonciation en tout temps avant le début du service de la rente du participant en avisant par écrit la commission.

21. Lorsque la rente payée au participant a été établi de manière à tenir compte du droit du conjoint à une prestation de décès au moins égale à 60 % de la rente que le participant aurait reçue n'eût été de son décès et que ce conjoint perd son statut de conjoint au sens de la présente annexe pour une raison autre que le décès, le participant a droit, au moyen d'une demande faite par écrit à la commission, d'obtenir que le montant de sa rente soit établi de nouveau à la date de prise d'effet du jugement de séparation de corps, de divorce ou d'annulation de mariage, à la date de dissolution ou d'annulation de l'union civile ou à la date de cessation de vie maritale. Le montant ou les caractéristiques de la rente ainsi établie sont ceux de la rente qui serait payable au participant à la date du nouvel établissement s'il n'avait pas eu de conjoint à la date à laquelle a débuté le service de sa rente. Cependant, l'exercice de ce droit est conditionnel à ce que le participant n'ait pas demandé le maintien du statut du conjoint conformément au paragraphe 2° l'article 32.

Nonobstant l'alinéa précédent, à moins que le participant n'ait maintenu le statut du conjoint conformément au paragraphe 2° de l'article 32, le rétablissement de la rente prévu à l'alinéa précédent doit être effectué, sans attendre une demande écrite du participant à cette fin, lorsque les droits du participant font l'objet d'un partage avec son ex-conjoint conformément à l'article 10 du règlement.

§ 1- Mode normal de rente

22. Si le participant a un conjoint admissible au moment de la retraite et que ce dernier a renoncé à son droit à une rente de conjoint survivant conformément à l'article 20, la rente est versée au retraité sa vie durant avec la garantie que son conjoint recevra sa vie durant, à compter du versement pour la quinzaine suivant celle du décès du retraité, une rente égale à 50 % de celle qu'il aurait reçue n'eût été de son décès.

23. Sous réserve de l'article 20, si le participant a un conjoint admissible au moment de la retraite, sa rente est ajustée pour tenir compte qu'au moment de son décès une rente égale à 60 % de la rente qu'il aurait reçue n'eût été de son décès devient payable à son conjoint. La rente du participant est réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente payable selon le mode normal prévu à l'article 22.

§ 2- Modes facultatifs de rente

24. Le mode normal de rente prévu à l'article 49 du règlement devient un mode facultatif de rente applicable à la rente payable au retraité en vertu de la présente annexe dans la mesure permise en vertu de la législation applicable et en faisant les adaptations nécessaires, notamment en ce qui concerne le moment où s'applique la qualité de conjoint.

25. Les modes facultatifs de rente prévus aux articles 50 et 51 du règlement s'appliquent à la rente payable au retraité en vertu de la présente annexe dans la mesure permise en vertu de la législation applicable et en faisant les adaptations nécessaires, notamment en ce qui concerne le moment où s'applique la qualité de conjoint.

SECTION IV
INVALIDITÉ

26. Un participant invalide est exonéré de verser des cotisations salariales tant qu'il répond à la définition d'invalidité.

27. À la date à laquelle l'exonération des cotisations salariales prend fin, si le participant ne revient pas au travail, il a droit aux prestations de cessation de participation active ou aux prestations de retraite, s'il y est admissible.

Aux fins du calcul de la rente, le traitement d'un participant invalide correspond au traitement que le participant recevait au début de son invalidité majoré annuellement du pourcentage d'augmentation moyen annuel accordé aux employés ayant une fonction similaire. Cette augmentation est cependant limitée au taux d'augmentation annuelle de l'indice des prix à la consommation.

SECTION V
CESSATION DE PARTICIPATION ACTIVE

28. Le participant dont la participation active cesse pour une raison autre que le décès ou la retraite devient un participant non actif et a droit à une rente différée égale à la rente viagère déterminée selon les articles 10 et 11 et à la prestation de raccordement déterminée selon les articles 12 et 13 et établies à la date de la cessation de sa participation active.

29. Le participant non actif qui a droit à une rente différée en vertu de l'article 28 peut demander que celle-ci lui soit versée le premier jour de n'importe quel mois avant sa date normale de retraite.

Si la cessation de participation active du participant est survenue avant l'âge de 55 ans, il reçoit alors une rente immédiate réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente différée réduite conformément à l'article 15, en supposant que les années de service cessent de s'accumuler lorsque le participant cesse son emploi. Si la cessation de participation active du participant est survenue à l'âge de 55 ans ou plus, il reçoit alors une rente immédiate réduite conformément à l'article 15.

30. Un participant dont la participation active a cessé avant la date de son 55^{e} anniversaire de naissance peut choisir de transférer dans un régime admissible la valeur actualisée de toute prestation à laquelle il a droit, au plus tard 90 jours suivant la date de son 55^{e} anniversaire de naissance.

31. Le participant qui cesse sa participation active à une date qui est à 10 ans ou plus de la

date normale de la retraite a droit, pour ses années de participation à compter du 1er janvier 2001, à une prestation additionnelle déterminée de la manière prévue par l'article 60.1 de la Loi et ses règlements d'application. Cette prestation additionnelle est payée en un versement unique.

SECTION VI
DÉCÈS

32. Le droit à une prestation de décès accordé au conjoint du participant s'éteint, selon le cas, par la séparation de corps, le divorce, l'annulation du mariage, la dissolution ou l'annulation de l'union civile et par la cessation de la vie maritale, sauf dans les cas suivants :

1° Lorsque le conjoint reçoit une prestation de décès non pas à titre de conjoint mais à titre d'ayant cause du participant;

2° Lorsque le participant a avisé par écrit la commission de verser la rente ou la prestation de décès à ce conjoint malgré le divorce, l'annulation du mariage, la séparation de corps, la dissolution ou l'annulation de l'union civile ou la cessation de la vie maritale;

3° Lorsque le participant et son conjoint sont judiciairement séparés de corps mais qu'ils ont repris la vie commune à la date à laquelle s'établit la qualité de conjoint.

33. Au décès d'un participant actif avant sa date normale de retraite, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent une prestation payable en un versement unique égale à la somme des cotisations salariales versées avant le 1er janvier 1990 accumulées avec les intérêts, de la valeur actualisée de la rente différée accumulée à compter du 1er janvier 1990, de la prestation additionnelle établie conformément à l'article 30 et des cotisations excédentaires à compter du 1er janvier 1990 calculées conformément à l'article 26 du règlement, le cas échéant. Ces prestations sont déterminées comme si le participant avait cessé son emploi le jour de son décès pour un raison autre que le décès.

34. Au décès d'un participant actif pendant la période d'ajournement du versement de sa rente, son conjoint reçoit une rente viagère dont la valeur actualisée est égale à la plus élevé des valeurs suivantes :

1° La valeur établie conformément à l'article 33; et

2° La valeur actualisée de la rente que le conjoint aurait reçue conformément à l'article 23, si le service de la rente ajournée avait débuté le jour précédant le décès du participant.

Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 33.

Si la rente du participant avait commencé à être versée en partie, la prestation de décès payable est déterminée en fonction du mode de versement choisi par le participant pour la partie de sa rente qui était déjà en paiement. La prestation de décès payable au conjoint par rapport à la partie de sa rente dont le versement n'a pas encore commencé est établie conformément à l'article 23 comme si le participant avait cessé son emploi et demandé le versement de la balance de sa rente la veille de son décès. La valeur actualisée de cette partie de la prestation de décès doit au moins être égale à la prestation de décès prévue à l'article 33 réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale. Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 33 réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale.

35. Au décès, avant le début du service de la rente, d'un participant non actif, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent une prestation payable en un versement unique égale à la somme des cotisations salariales versées avant le 1er janvier 1990 accumulées avec les intérêts, de la valeur actualisée de la rente différée à laquelle le participant avait droit avant son décès pour sa participation à compter du 1er janvier 1990 et des cotisations excédentaires à compter du 1er janvier 1990 accumulées avec les intérêts jusqu'à la date de décès du participant, le cas échéant.

36. Au décès d'un retraité, les seules prestations de décès payables sont celles payables en vertu de la sous-section 4 de la section III de la présente annexe.

SECTION VII
INDEXATION

37. Les rentes servies et différées ne sont pas indexées.

SECTION VIII
MESURES TRANSITOIRES

38. Le participant actif, atteignant les critères requis à l'article 137 du règlement au moment de sa retraite le ou avant le 30 avril 2013, peut demander de recevoir, pour ses années de participation à compter du 1er janvier 2009, une rente établie conformément aux dispositions de la section III.

S'il ne se prévaut pas de cette option ou s'il prend sa retraite après le 30 avril 2013, les dispositions applicables pour ses années de participation à compter du 1er janvier 2009 seront alors celles établies en vertu du règlement.

39. Le participant actif visé à l'article 38 verse des cotisations salariales à la caisse de retraite correspondant au maximum entre les cotisations salariales établies conformément à l'article 3 et celles établies conformément à l'article 18 du règlement, et ce, du 1er janvier 2009 jusqu'à la date de sa retraite ou jusqu'au 30 avril 2013, selon la premières des

éventualités. À compter du 1er mai 2013, le participant verse des cotisations salariales à la caisse de retraite conformément à l'article 18 du règlement, le cas échéant.

40. Le participant actif visé au deuxième alinéa de l'article 38 a droit à un ajustement rétroactif, sans intérêts, correspondant aux cotisations salariales versées conformément à l'article 39 en excédent des cotisations salariales qui auraient dû être versées à compter du 1er janvier 2009 conformément à l'article 18 du règlement.

41. Pour le participant actif qui se prévaut de l'option prévue au premier alinéa de l'article 38, les montants de rentes servies relatifs aux années de participation à compter du 1er janvier 2009 sont indexés conformément à la section VII.

ANNEXE K - ROXBORO

SECTION I
DÉFINITIONS ET APPLICATION

1. La présente Annexe K s'applique uniquement à l'égard des participants qui participaient au Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Roxboro le 31 décembre 2007 et qui n'ont pas converti leur service antérieur au 1er janvier 2009 conformément à la section II du chapitre 3 du règlement.

Elle s'applique au service antérieur au 1er janvier 2009 pour les participants actifs visés au premier alinéa et au service postérieur au 31 décembre 2008 pour ces mêmes participants actifs qui se prévalent des mesures transitoires prévues à la section VIII.

Les dispositions du règlement s'appliquent à la participation et aux prestations visées par la présente annexe, à moins que celle-ci ne comporte des dispositions à l'effet contraire.

Notamment, les articles 26, 39, 40, 43 à 47, 52, 66, 67, 86 et 88 du règlement s'appliquent à la totalité de la participation reconnue et des prestations payables par le Régime, incluant la participation reconnue et les prestations payables conformément à la présente annexe.

Par exception, les articles 16, 62, 68, 73 et 74 du règlement ne s'appliquent pas à la participation aux prestations visées par la présente annexe.

2. Pour les fins de la présente annexe, on entend par :

« bénéficiaire désigné » : la ou les personnes désignée(s) par le participant, soit par un avis écrit à la commission, soit par testament, pour recevoir la prestation de décès prévue par le régime de retraite antérieur;

« conjoint » : la personne qui se qualifie à titre de conjoint au sens de la Section I du chapitre 1 du règlement, mais au jour qui précède le décès du participant ou au jour où débute le service de la rente, selon la première de ces éventualités;

« indice des rentes de l'année » : l'augmentation proportionnelle de l'indice des prix à la consommation de l'année par rapport à celui de l'année précédente, réduite de 4 %. L'indice des rentes d'une année ne peut être inférieur à 0 %. Si le mode de calcul de l'indice des prix à la consommation est modifié, la commission détermine, après consultation avec l'actuaire, le mode de calcul de l'indice des rentes pour l'année subséquente;

« maximum des gains admissibles indexé » : le MGA au cours d'un exercice financier multiplié par le ratio obtenu en divisant, selon le premier des événements, soit le salaire moyen de l'année de la cessation de service, soit le salaire moyen de l'année de la retraite ou de l'année de la date de normale de retraite, si antérieure, par le salaire moyen de l'année de l'exercice financier concerné. Nonobstant ce qui précède, l'augmentation du salaire moyen pour une année ne peut excéder 3 %, ni être inférieur à 0 %;

« rente différée » : la rente dont le service est différé à la date normale de retraite ou, si antérieure, à toute autre date prévue à la section V de la présente annexe;

« salaire » : toute somme versée par l'employeur à un employé en considération d'un travail exécuté pour l'employeur;

« traitement indexé » : le salaire au cours d'un exercice financier multiplié par l'augmentation proportionnelle du salaire moyen de l'année de la retraite par rapport à celui de l'année au cours de laquelle le salaire est reçu. Nonobstant ce qui précède, l'augmentation du salaire pour une année ne peut excéder 3 %, ni être inférieur à 0 %;

« salaire industriel moyen » : indices mensuels de traitement et salaire hebdomadaire moyen de l'ensemble des industries au Canada établis par Statistique Canada à chaque mois;

« salaire moyen de l'année » : la moyenne annuelle calculée à partir du salaire industriel moyen pour chaque mois de la période de 12 mois prenant fin le 30 juin de l'année précédente.

SECTION II
COTISATIONS SALARIALES

3. Pour l'année 2008, chaque participant actif verse à la caisse de retraite des cotisations salariales déduites de son salaire et dont le montant est égal à la somme de :

1° 4,5 % de son salaire, jusqu'au niveau du MGA; et

2° 6,0 % de son salaire en excédent, s'il y a lieu, du MGA;

4. Pour les fins de la présente annexe, le paragraphe 2° de l'article 26 du règlement s'applique à l'ensemble de la participation et des prestations payables.

5. Le taux d'intérêt annuel applicable sur les cotisations versées jusqu'au 31 décembre 2008 et crédité jusqu'à la date de transfert des actifs du régime de retraite antérieur à la caisse de retraite est égal à la moyenne du taux de rendement obtenu sur le placement de l'actif du régime de retraite antérieur à sa valeur marchande, déduction faite des frais de placement et d'administration, pour les trois années civiles se terminant le 31 décembre de l'année en cause.

SECTION III
RETRAITE

SOUS-SECTION 1
ADMISSIBILITÉ À LA RETRAITE

6. La date normale de retraite est le dernier jour du mois au cours duquel le participant atteint l'âge de 65 ans.

7. Un participant peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée sans réduction à compter de la première des dates suivantes :

1° Le premier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 62 ans; et

2° Le premier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle la somme de son âge et ses années de service totalise 85.

8. Un participant peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 14, à compter du dernier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans.

9. Un participant actif, qui n'est pas admissible à la retraite en vertu de l'article 8, est admissible à la retraite et a droit à une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 15, à compter du premier jour du mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle il est admissible à recevoir une rente anticipée avec réduction conformément à l'article 29 du règlement.

10. Pour le participant actif qui est encore à l'emploi de la Ville après avoir atteint sa date normale de retraite, le paiement de sa rente viagère est ajourné jusqu'à ce que sa période d'emploi continu se termine ou jusqu'à ce que le début du versement de sa rente soit obligatoire en vertu du deuxième alinéa, selon la première des éventualités. La rente qui lui est alors payable est établie conformément à l'article 40 du règlement.

Le participant qui est toujours à l'emploi de la Ville le 31 décembre de l'année où il atteint l'âge prévu à l'article 8502 du Règlement de l'impôt sur le revenu (C.R.C., chapitre 945 et ses modifications) devient un retraité aux fins du Régime et le paiement de sa rente viagère commence à cette date.

Si le participant actif visé au premier alinéa atteint sa date normale de retraite avant le 1er janvier 2009, il cesse de verser des cotisations salariales et d'accumuler des années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur jusqu'au 31 décembre 2008. Par la suite, les dispositions du règlement s'appliquent, le cas échéant.

SOUS-SECTION 2
RENTES DE RETRAITE

11. Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1995, le participant qui prend sa retraite à sa date normale de retraite reçoit une rente viagère annuelle égale à la somme de :

1° 50 % des cotisations salariales de l'année 1984, multiplié par le nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur reconnue au 31 décembre 1984; et

2° 50 % des cotisations salariales versées entre le 1er janvier 1985 et le 31 décembre 1994.

12. Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1995, le participant qui prend sa retraite à sa date normale de retraite reçoit une rente viagère annuelle égale à la somme de ses créances de rente. La créance de rente pour une telle année est égale à 1,4 % du traitement indexé jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles indexé et 2 % de l'excédent.

13. Le participant qui prend sa retraite en vertu de l'article 7, 8 ou 9 reçoit, sous réserve des articles 14 et 15, une rente anticipée égale à la rente viagère déterminée selon les articles 11 et 12.

14. Le participant qui prend sa retraite en vertu de l'article 8 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 13 réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente qui serait payable à la première date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu de l'article 7, en supposant que les années de service cessent de s'accumuler lorsqu'il cesse son emploi.

15. Le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 9 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 13 réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente qui serait payable à la première date à laquelle il serait admissible à une retraite en vertu de l'article 7, en supposant que les années de service cessent de s'accumuler lorsqu'il cesse son emploi.

SOUS-SECTION 3
SERVICE DE LA RENTE

16. Avant que ne débute le service de la rente du participant, son conjoint, s'il en est, peut renoncer à la prestation de décès prévue à l'article 19 en remplissant le formulaire prévu à cet effet par la commission. Le conjoint peut révoquer cette renonciation en tout temps avant le début du service de la rente du participant en avisant par écrit la commission.

17. Lorsque la rente payée au participant a été établie de manière à tenir compte du droit du conjoint à une prestation de décès au moins égale à 60 % de la rente que le participant aurait reçue n'eût été de son décès et que ce conjoint perd son statut de conjoint au sens de la présente annexe pour une raison autre que le décès, le participant a droit, au moyen d'une demande faite par écrit à la commission, d'obtenir que le montant de sa rente soit établi de nouveau à la date de prise d'effet du jugement de séparation de corps, de divorce ou d'annulation de mariage, à la date de dissolution ou d'annulation de l'union civile ou à la date de cessation de vie maritale. Le montant ou les caractéristiques de la rente ainsi établie sont ceux de la rente qui serait payable au participant à la date du nouvel établissement s'il n'avait pas eu de conjoint à la date à laquelle a débuté le service de sa rente. Cependant, l'exercice de ce droit est conditionnel à ce que le participant n'ait pas demandé le maintien du statut du conjoint conformément au paragraphe 2° l'article 28.

Nonobstant l'alinéa précédent, à moins que le participant n'ait maintenu le statut du conjoint conformément au paragraphe 2° de l'article 28, le rétablissement de la rente prévu à l'alinéa précédent doit être effectué, sans attendre une demande écrite du participant à cette fin, lorsque les droits du participant font l'objet d'un partage avec son ex-conjoint conformément à l'article 10 du règlement.

§ 1- Mode normal de rente

18. Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de la retraite ou si ce dernier a renoncé à son droit à une rente de conjoint survivant conformément à l'article 16, la rente est versée au retraité sa vie durant avec la garantie que, en cas de décès, ses ayants cause recevront le solde, s'il y a lieu, des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 120 mois débutant avec sa date de retraite.

Les ayants cause peuvent opter pour un montant forfaitaire correspondant à la valeur actualisée du solde des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 120 mois.

19. Sous réserve de l'article 16, si le participant a un conjoint admissible au moment de la retraite, sa rente est ajustée pour tenir compte qu'au moment de son décès une rente égale à 60 % de la rente qu'il aurait reçue n'eût été de son décès devient payable à son conjoint. La rente du participant est réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente payable selon le mode normal prévu à l'article 18.

§ 2- Modes facultatifs de rente

20. Le mode normal de rente prévu à l'article 49 du règlement devient un mode facultatif de rente applicable à la rente payable au retraité en vertu de la présente annexe dans la mesure permise en vertu de la législation applicable et en faisant les adaptations nécessaires, notamment en ce qui concerne le moment où s'applique la qualité de conjoint.

21. Les modes facultatifs de rente prévus aux articles 50 et 51 du règlement s'appliquent à la rente payable au retraité en vertu de la présente annexe dans la mesure permise en vertu de la législation applicable et en faisant les adaptations nécessaires, notamment en ce qui concerne le moment où s'applique la qualité de conjoint.

SECTION IV
INVALIDITÉ

22. Un participant invalide est exonéré de verser des cotisations salariales tant qu'il répond à la définition d'invalidité.

23. À la date à laquelle l'exonération des cotisations salariales prend fin, si le participant ne revient pas au travail, il a droit aux prestations de cessation de participation active ou aux prestations de retraite, s'il y est admissible.

Aux fins du calcul de la rente, le traitement indexé et le maximum des gains admissibles indexé d'un participant invalide correspondent au traitement indexé et au maximum des gains admissibles indexé au début de son invalidité.

SECTION V
CESSATION DE PARTICIPATION ACTIVE

24. Le participant dont la participation active cesse pour une raison autre que le décès ou la retraite devient un participant non actif et a droit à une rente différée dont le montant est égal à la rente viagère déterminée selon les articles 11 et 12 à la date de la cessation de sa participation active.

25. Si la prestation de cessation de participation active est versée sous une forme autre que sous la forme d'une rente, elle ne peut être inférieure à 175 % des cotisations salariales versées jusqu'au 31 décembre 2008 accumulées avec les intérêts jusqu'à la date de cessation de participation active du participant.

26. Le participant non actif qui a droit à une rente différée en vertu de l'article 24 peut demander que celle-ci lui soit versée le premier jour de n'importe quel mois avant sa date normale de retraite. Le participant reçoit alors une rente viagère immédiate réduite de la manière prévue à l'article 14.

27. Un participant dont la participation active a cessé avant la date de son 55^{e} anniversaire de naissance peut choisir de transférer la valeur actualisée de toute prestation à laquelle il a droit dans un régime admissible au plus tard 90 jours suivant la date de son 55^{e} anniversaire de naissance.

SECTION VI
DÉCÈS

28. Le droit à une prestation de décès accordé au conjoint du participant s'éteint, selon le cas, par la séparation de corps, le divorce, l'annulation du mariage, la dissolution ou l'annulation de l'union civile et par la cessation de la vie maritale, sauf dans les cas suivants :

1° Lorsque le conjoint reçoit une prestation de décès non pas à titre de conjoint mais à titre d'ayant cause du participant;

2° Lorsque le participant a avisé par écrit la commission de verser la rente ou la prestation de décès à ce conjoint malgré le divorce, l'annulation du mariage, la séparation de corps, la dissolution ou l'annulation de l'union civile ou la cessation de la vie maritale;

3° Lorsque le participant et son conjoint sont judiciairement séparés de corps mais qu'ils ont repris la vie commune à la date à laquelle s'établit la qualité de conjoint.

Nonobstant toute disposition à effet contraire, la personne qui vit maritalement avec le participant peut se qualifier comme conjoint au sens du régime de retraite antérieur, si les conditions suivantes sont rencontrées :

1° La personne mariée au participant a perdu son statut de conjoint par suite d'une séparation de corps;

2° Une autre personne vit maritalement avec le participant;

3° Le participant n'a pas nommé comme bénéficiaire désigné quelqu'un d'autre que la personne avec laquelle il vit maritalement; et

4° La personne avec laquelle vit maritalement le participant satisfait aux exigences de la définition de conjoint. Aux fins de vérifier si cette personne répond aux exigences de cette définition, le participant est réputé ne pas être marié.

Lorsqu'une personne avec laquelle le participant vit maritalement se qualifie comme conjoint en vertu de l'alinéa précédent, le participant peut choisir un mode de rente offrant au conjoint moins que la prestation de décès prévue à l'article 19 sans que ce conjoint ait renoncé à cette prestation conformément à l'article 16.

29. Au décès d'un participant actif avant sa date normale de retraite, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent une prestation égale à la somme de la valeur actualisée de la rente différée et des cotisations excédentaires, le cas échéant. Ces prestations sont déterminées comme si le participant avait cessé son emploi le jour de son décès pour un raison autre que le décès.

30. Au décès d'un participant actif pendant la période d'ajournement du versement de sa rente, son conjoint reçoit une rente dont la valeur actualisée est égale à la plus élevée des valeurs suivantes :

1° La valeur établie conformément à l'article 29; et

2° La valeur actualisée de la rente que le conjoint aurait reçue conformément à l'article 19, si le service de la rente ajournée avait débuté le 1er jour du mois au cours duquel le décès du participant est survenu.

Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 29.

Si la rente du participant avait commencé à être versée en partie, la prestation de décès payable est déterminée en fonction du mode de versement choisi par le participant pour la partie de sa rente qui était déjà en paiement. La prestation de décès payable au conjoint par rapport à la partie de sa rente dont le versement n'a pas encore commencé est établie conformément à l'article 19 comme si le participant avait cessé son emploi et demandé le versement de la balance de sa rente la veille de son décès. La valeur actualisée de cette

partie de la prestation de décès doit au moins être égale à la prestation de décès prévue à l'article 29 réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale. Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 29 réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale.

31. Au décès, avant le début du service de la rente, d'un participant non actif, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent une prestation égale à la valeur actualisée de la rente différée et des cotisations excédentaires accumulées avec les intérêts jusqu'à la date de décès du participant, le cas échéant.

32. Si la prestation de décès est versée sous une forme autre que sous la forme d'une rente et si le décès survient avant le début du service de la rente, la prestation de décès payable en vertu de la présente section ne peut être inférieure à 175 % des cotisations salariales versées jusqu'au 31 décembre 2008 accumulées avec les intérêts à la date du décès.

33. Au décès d'un retraité, les seules prestations de décès payables sont celles payables en vertu de la sous-section 3 de la section III de la présente annexe.

SECTION VII
INDEXATION

34. Les rentes servies sont augmentées selon les paragraphes suivants :

1° Le montant de toute rente servie est ajusté annuellement pour tenir compte de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation;

2° L'ajustement est effectué le 1er janvier de chaque année et est égal au montant de la rente servie à la fin de l'exercice financier qui vient de se terminer, multiplié par l'indice des rentes de l'année précédente;

3° L'ajustement est proportionnel au nombre de mois écoulés depuis le début du service de la rente s'il est survenu au cours des 12 mois précédents.

35. Les rentes différées ne sont pas indexées.

SECTION VIII
MESURES TRANSITOIRES

36. Le participant actif, atteignant les critères requis à l'article 137 du règlement au moment de sa retraite le ou avant le 30 avril 2013, peut demander de recevoir, pour ses années de participation à compter du 1er janvier 2009, une rente établie conformément aux dispositions de la section III.

S'il ne se prévaut pas de cette option ou s'il prend sa retraite après le 30 avril 2013, les dispositions applicables pour ses années de participation à compter du 1er janvier 2009 seront alors celles établies en vertu du règlement.

37. Le participant actif visé à l'article 36 verse des cotisations salariales à la caisse de retraite correspondant au maximum entre les cotisations salariales établies conformément à l'article 3 et celles établies conformément à l'article 18 du règlement, et ce, du 1er janvier 2009 jusqu'à la date de sa retraite ou jusqu'au 30 avril 2013, selon la premières des éventualités. À compter du 1er mai 2013, le participant verse des cotisations salariales à la caisse de retraite conformément à l'article 18 du règlement, le cas échéant.

38. Le participant actif visé au deuxième alinéa de l'article 36 a droit à un ajustement rétroactif, sans intérêts, correspondant aux cotisations salariales versées conformément à l'article 37 en excédent des cotisations salariales qui auraient dû être versées à compter du 1er janvier 2009 conformément à l'article 18 du règlement.

39. Pour le participant actif qui se prévaut de l'option prévue au premier alinéa de l'article 36, les montants de rentes servies relatifs aux années de participation à compter du 1er janvier 2009 sont indexés conformément à la section VII.

ANNEXE L – SAINT-LÉONARD

SECTION I
DÉFINITIONS ET APPLICATION

1. La présente Annexe L s'applique uniquement à l'égard des participants qui participaient au Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Saint-Léonard le 31 décembre 2007 et qui n'ont pas converti leur service antérieur au 1er janvier 2009 conformément à la section II du chapitre 3 du règlement.

Elle s'applique au service antérieur au 1er janvier 2009 pour les participants actifs visés au premier alinéa et au service postérieur au 31 décembre 2008 pour ces mêmes participants actifs qui se prévalent des mesures transitoires prévues à la section VIII.

Les dispositions du règlement s'appliquent à la participation et aux prestations visées par la présente annexe, à moins que celle-ci ne comporte des dispositions à l'effet contraire.

Notamment, les articles 26, 39, 40, 43 à 47, 66, 67, 86 et 88 du règlement s'appliquent à la totalité de la participation reconnue et des prestations payables par le Régime, incluant la participation reconnue et les prestations payables conformément à la présente annexe.

Par exception, les articles 16, 52, 62, 68, 73 et 74 du règlement ne s'appliquent pas à la participation et aux prestations visées par la présente annexe.

2. Pour les fins de la présente annexe, on entend par :

« bénéficiaire désigné » : la ou les personnes désignée(s) par le participant, soit par un avis écrit à la commission, soit par testament, pour recevoir la prestation de décès prévue par le régime de retraite antérieur;

« conjoint » : la personne qui se qualifie à titre de conjoint au sens de la Section I du chapitre 1 du règlement, mais au jour qui précède le décès du participant ou au jour où débute le service de la rente, selon la première de ces éventualités;

« enfant » : tout enfant légitime, naturel ou adopté du participant ou de son conjoint qui dépend du participant, du conjoint, ou des deux pour sa subsistance et qui remplit les conditions suivantes :

1° Souffrir d'une incapacité physique ou mentale le rendant totalement invalide; et
2° Être admis aux prestations d'orphelin en vertu des dispositions du Régime de rentes du Québec.

« gains cotisables » : s'entend, pour tout participant, de la rétribution de base effectivement reçue de l'employeur et apparaissant sur sa liste de paie, à l'exclusion de tout boni, honoraires, prime, commission, paiement pour heures supplémentaires, paiement spécial, allocation ou remboursement de dépenses;

« rente différée » : la rente dont le service est différé à la date normale de retraite ou, si antérieure, à toute autre date prévue à la section V de la présente annexe;

« salaire industriel moyen » : indices mensuels de traitement et salaire hebdomadaire moyen de l'ensemble des industries au Canada établis par Statistique Canada à chaque mois;

« salaire moyen de l'année » : la moyenne annuelle calculée à partir du salaire industriel moyen pour chaque mois de la période de 12 mois prenant fin le 30 juin de l'année précédente;

« traitement indexé » : les gains cotisables au cours d'un exercice financier multiplié par l'augmentation proportionnelle du salaire moyen de l'année de la cessation de participation active par rapport à celui de l'année au cours de laquelle les gains cotisables sont reçus. Nonobstant ce qui précède, l'augmentation des gains cotisables pour une année ne peut excéder 2 %, ni être inférieur à 0 %.

SECTION II
COTISATIONS SALARIALES ET INTÉRÊT

3. Pour l'année 2008, chaque participant actif verse à la caisse de retraite des cotisations salariales déduites de ses gains cotisables et dont le montant est égal à 7 % de ses gains cotisables.

Aux fins du présent article, les gains cotisables sont limités à ceux donnant droit à une rente viagère égale au « plafond des prestations déterminées » défini à l'article 43 du règlement pour l'année du versement.

4. Le taux d'intérêt annuel applicable sur les cotisations versées jusqu'au 31 décembre 2008 et crédité jusqu'à la date de transfert des actifs du régime de retraite antérieur à la caisse de retraite est égal au taux de rendement obtenu sur le placement de l'actif du régime de retraite antérieur à sa valeur marchande, déduction faite des frais de placement et d'administration.

SECTION III
RETRAITE

SOUS-SECTION 1
ADMISSIBILITÉ À LA RETRAITE

5. La date normale de retraite est le premier jour du mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date à laquelle le participant atteint l'âge de 65 ans.

6. Un participant peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée sans réduction à compter de la première des dates suivantes :

1° Le premier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 60 ans;

2° Le premier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans pourvu que la somme de son âge et ses années de participation aux fins de l'admissibilité totalise 85.

7. Un participant actif peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 13, à compter du premier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 50 ans pourvu qu'il compte deux années de participation aux fins de l'admissibilité.

8. Un participant actif, qui n'est pas admissible à la retraite en vertu des articles 6 et 7, peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 14, à compter du premier jour du mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle il est admissible à recevoir une rente anticipée avec réduction conformément à l'article 29 du règlement.

9. Pour le participant actif qui est encore à l'emploi de la Ville après avoir atteint sa date normale de retraite, le paiement de sa rente viagère est ajourné jusqu'à ce que sa période d'emploi continu se termine ou jusqu'à ce que le début du versement de sa rente soit obligatoire en vertu du deuxième alinéa, selon la première des éventualités. La rente qui lui est alors payable est établie conformément à l'article 40 du règlement.

Le participant qui est toujours à l'emploi de la Ville le 31 décembre de l'année où il atteint l'âge prévu à l'article 8502 du Règlement de l'impôt sur le revenu (C.R.C., chapitre 945 et ses modifications) devient un retraité aux fins du Régime et le paiement de sa rente viagère commence à cette date.

Si le participant actif visé au premier alinéa atteint sa date normale de retraite avant le 1er janvier 2009, il cesse de verser des cotisations salariales et d'accumuler des années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur jusqu'au 31 décembre 2008. Par la suite, les dispositions du règlement s'appliquent, le cas échéant.

SOUS-SECTION 2
RENTES DE RETRAITE

10. Le participant qui prend sa retraite à sa date normale de retraite reçoit la rente normale de retraite. Il s'agit d'une rente viagère annuelle égale à la somme de :

1° Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 2008, 2 % de la moyenne des traitements des trois années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur les mieux rémunérées avant le 1er janvier 2008. Le montant de la rente annuelle obtenu au 31 décembre 2007 est par la suite multiplié par le rapport entre le traitement indexé de l'année 2007 et les gains cotisables de l'année 2007;

2° Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 2008, une rente viagère annuelle égale à la somme de ses créances de rente. La créance de rente pour une telle année étant égale à 2 % du traitement indexé.

11. Le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 6, 7 ou 8 a droit à une prestation de raccordement payable jusqu'à l'âge de 65 ans et dont le montant est égal à la somme de :

1° Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 2008, 0,5 % de la moyenne des traitements des trois années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur les mieux rémunérées avant le 1er janvier 2008. Le montant de la prestation de raccordement annuelle obtenu au 31 décembre 2007 est par la suite multiplié par le rapport entre le traitement indexé de l'année 2007 et les gains cotisables de l'année 2007;

2° Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 2008, une prestation de raccordement annuelle égale à la somme de ses créances de rente. La créance de rente pour une telle année étant égale à 0,5 % du traitement indexé.

12. Le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 6, 7 ou 8 reçoit, sous réserve des articles 13 et 14, une rente immédiate égale à la somme de la rente viagère déterminée selon l'article 10 et de la prestation de raccordement déterminée selon l'article 11.

13. Le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 7 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 12 réduite de 0,25 % pour chaque mois entre la date de la retraite et la première date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu de l'article 6, en supposant que les années de participation aux fins de l'admissibilité cessent de s'accumuler lorsqu'il cesse son emploi.

14. Le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 8 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 12 réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente qui serait payable en vertu de l'article 13.

SOUS-SECTION 3
SERVICE DE LA RENTE

15. Avant que ne débute le service de la rente du participant, son conjoint, s'il en est, peut renoncer à la prestation de décès prévue à l'article 17 en remplissant le formulaire prévu à cet effet par la commission. Le conjoint peut révoquer cette renonciation en tout temps avant le début du service de la rente du participant en avisant par écrit la commission.

16. Lorsque la rente payée au participant a été établie de manière à tenir compte du droit du conjoint à une prestation de décès au moins égale à 60 % de la rente que le participant aurait reçue n'eût été de son décès et que ce conjoint perd son statut de conjoint au sens de

la présente annexe pour une raison autre que le décès, le participant a droit, au moyen d'une demande faite par écrit à la commission, d'obtenir que le montant de sa rente soit établi de nouveau à la date de prise d'effet du jugement de séparation de corps, de divorce ou d'annulation de mariage, à la date de dissolution ou d'annulation de l'union civile ou à la date de cessation de vie maritale. Le montant ou les caractéristiques de la rente ainsi établie sont ceux de la rente qui serait payable au participant à la date du nouvel établissement s'il n'avait pas eu de conjoint à la date à laquelle a débuté le service de sa rente. Cependant, l'exercice de ce droit est conditionnel à ce que le participant n'ait pas demandé le maintien du statut du conjoint conformément au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 29.

Nonobstant l'alinéa précédent, à moins que le participant n'ait maintenu le statut du conjoint conformément au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 29, le rétablissement de la rente prévu à l'alinéa précédent doit être effectué, sans attendre une demande écrite du participant à cette fin, lorsque les droits du participant font l'objet d'un partage avec son ex-conjoint conformément à l'article 10 du règlement.

§ 1- Mode normal de rente

17. Sous réserve de l'article 15, si le participant a un conjoint admissible au moment de la retraite, la rente est versée au retraité sa vie durant avec la garantie que son conjoint survivant recevra sa vie durant, à compter du versement pour la quinzaine suivant celle du décès du retraité, une rente égale à 60 % de celle qu'il aurait reçue n'eût été de son décès. Toutefois, si le décès du retraité survient dans les 60 mois suivant immédiatement la date de sa retraite, la rente payable au conjoint est égale à 100 % de celle que le retraité aurait reçue n'eût été de son décès jusqu'à la fin de ces 60 premiers mois. Si le conjoint décède avant la fin de la période de 60 mois, les ayants cause du participant ont droit au solde des versements prévus jusqu'à la fin de cette période garantie de 60 mois seulement s'il n'y a pas d'enfants admissibles à une rente en vertu de l'article 19.

Les ayants cause peuvent opter pour un montant forfaitaire correspondant à la valeur actualisée du solde des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 60 mois.

18. Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de la retraite ou si ce dernier a renoncé à son droit à une rente de conjoint survivant conformément à l'article 15, la rente est versée au retraité sa vie durant avec la garantie que, en cas de décès, ses ayants cause recevront le solde, s'il y a lieu, des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 60 mois débutant avec sa date de retraite.

Les ayants cause peuvent opter pour un montant forfaitaire correspondant à la valeur actualisée du solde des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 60 mois.

19. Chaque enfant a droit à une rente annuelle dont le montant est égal à 15 % de la rente viagère déterminée conformément à l'article 10 et de la prestation de raccordement déterminée conformément à l'article 11. Advenant que le nombre d'enfants soit plus élevé que quatre, la prestation versée à chacun des enfants sera ajustée à la baisse de façon à ce que le total des prestations versées ne dépasse pas 60 % de la rente viagère déterminée conformément à l'article 10 et de la prestation de raccordement déterminée conformément

à l'article 11. Ces prestations sont payables à la suite du décès du retraité auquel s'applique une des situations suivantes :

1° Il n'avait pas de conjoint admissible au moment de sa retraite;

2° Il avait un conjoint admissible au moment de la retraite et ce dernier ne se qualifie plus comme conjoint au sens de la présente annexe en raison notamment de son décès, d'un divorce ou d'une séparation de corps; ou

3° Il avait un conjoint admissible au moment de la retraite et ce dernier a renoncé à son droit à une rente de conjoint survivant conformément à l'article 15.

Aux fins du présent article, la partie de la rente payable à l'enfant correspondant à un pourcentage de la prestation de raccordement cesse à la date à laquelle le retraité aurait atteint l'âge de 65 ans.

§ 2- Modes facultatifs de rente

20. Le mode normal de rente prévu à l'article 49 du règlement devient un mode facultatif de rente applicable à la rente payable au retraité en vertu de la présente annexe dans la mesure permise en vertu de la législation applicable et en faisant les adaptations nécessaires, notamment en ce qui concerne le moment où s'applique la qualité de conjoint.

21. Les modes facultatifs de rente prévus aux articles 50 et 51 du règlement s'appliquent à la rente payable au retraité en vertu de la présente annexe dans la mesure permise en vertu de la législation applicable et en faisant les adaptations nécessaires, notamment en ce qui concerne le moment où s'applique la qualité de conjoint.

22. Malgré ce qui précède, si le mode facultatif de rente choisi par le participant comporte une réversibilité au conjoint, la prestation de décès prévue à l'article 19 reste applicable.

SECTION IV
INVALIDITÉ

23. Un participant invalide est exonéré de verser des cotisations salariales tant qu'il répond à la définition d'invalidité.

24. À la date à laquelle l'exonération des cotisations salariales prend fin, si le participant ne revient pas au travail, il a droit aux prestations de cessation de participation active ou aux prestations de retraite, s'il y est admissible.

Aux fins du calcul de la rente, les gains cotisables d'un participant invalide sont fondés sur les gains cotisables que le participant aurait reçus n'eut été de son invalidité. Les gains cotisables que le participant aurait reçus ne peuvent excéder, pour une période en cause, le moindre des gains cotisables du participant au début de l'invalidité et indexé annuellement par la suite, selon l'augmentation de l'indice des prix à la consommation, jusqu'à la période

en cause et des gains cotisables que le participant aurait reçus s'il avait été à l'emploi de la Ville pour la période en cause.

SECTION V
CESSATION DE PARTICIPATION ACTIVE

25. Le participant dont la participation active cesse pour une raison autre que le décès ou la retraite, devient un participant non actif et a droit à une rente différée payable à la date normale de retraite.

S'il cesse sa participation active avant d'être admissible à une retraite en vertu de l'article 7, il a droit à une rente différée dont le montant est égal à la rente viagère déterminée selon l'article 10 à la date de la cessation de sa participation active.

S'il cesse sa participation active à compter de la date à laquelle il est admissible à une retraite en vertu de l'article 7, il a droit à une rente différée dont le montant est égal à la somme de la rente viagère déterminée selon l'article 10 et de la prestation de raccordement déterminée selon l'article 11 à la date de la cessation de sa participation active.

26. Un participant non actif, qui a droit à une rente différée en vertu de l'article 25, peut demander que celle-ci lui soit versée le premier jour de n'importe quel mois avant sa date normale de retraite. Le participant visé par le deuxième alinéa de l'article 25 reçoit alors une rente viagère immédiate réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente différée qui serait payable à la première date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu de l'article 6, en supposant que les années de participation aux fins de l'admissibilité cessent de s'accumuler lorsqu'il cesse son emploi. Le participant visé par le troisième alinéa de l'article 25 reçoit alors une rente immédiate réduite conformément à l'article 13.

27. Un participant dont la participation active a cessé avant la date de son 55^{e} anniversaire de naissance peut choisir de transférer la valeur actualisée de toute prestation à laquelle il a droit dans un régime admissible au plus tard 90 jours suivant la date de son 55^{e} anniversaire de naissance.

Si le participant choisi de transférer la valeur actualisée de ses droits conformément au premier alinéa, le paragraphe 2° de l'article 26 du règlement s'applique sur la totalité de sa participation.

28. Le participant qui cesse sa participation active à une date qui est à 10 ans ou plus de la date normale de la retraite a droit, pour ses années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 2001, à une prestation additionnelle déterminée de la manière prévue par l'article 60.1 de la Loi et ses règlements d'application. Cette prestation additionnelle est payée en un versement unique.

SECTION VI
DÉCÈS

29. Le droit à une prestation de décès accordé au conjoint du participant s'éteint, selon le cas, par la séparation de corps, le divorce, l'annulation du mariage, la dissolution ou l'annulation de l'union civile et par la cessation de la vie maritale, sauf dans les cas suivants :

1° Lorsque le conjoint reçoit une prestation de décès non pas à titre de conjoint mais à titre d'ayant cause du participant;

2° Lorsque le participant a avisé par écrit la commission de verser la rente ou la prestation de décès à ce conjoint malgré le divorce, l'annulation du mariage, la séparation de corps, la dissolution ou l'annulation de l'union civile ou la cessation de la vie maritale;

3° Lorsque le participant et son conjoint sont judiciairement séparés de corps mais qu'ils ont repris la vie commune à la date à laquelle s'établit la qualité de conjoint.

Nonobstant toute disposition à effet contraire, la personne qui vit maritalement avec le participant peut se qualifier comme conjoint au sens du régime de retraite antérieur, si les conditions suivantes sont rencontrées :

1° La personne mariée au participant a perdu son statut de conjoint par suite d'une séparation de corps;

2° Une autre personne vit maritalement avec le participant;

3° Le participant n'a pas nommé comme bénéficiaire désigné quelqu'un d'autre que la personne avec laquelle il vit maritalement; et

4° La personne avec laquelle vit maritalement le participant satisfait aux exigences de la définition de conjoint. Aux fins de vérifier si cette personne répond aux exigences de cette définition, le participant est réputé ne pas être marié.

Lorsqu'une personne avec laquelle le participant vit maritalement se qualifie comme conjoint en vertu de l'alinéa précédent, le participant peut choisir un mode de rente offrant au conjoint moins que la prestation de décès prévue à l'article 17 sans que ce conjoint ait renoncé à cette prestation conformément à l'article 15.

30. Au décès d'un participant actif avant sa date normale de retraite, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent une prestation égale à la somme de la valeur actualisée de la rente différée, de la prestation additionnelle déterminée conformément à l'article 28 et des cotisations excédentaires calculées conformément à l'article 26 du règlement, le cas échéant. Ces prestations sont déterminées comme si le participant avait cessé son emploi le jour de son décès pour un raison autre que le décès.

31. Au décès d'un participant actif pendant la période d'ajournement du versement de sa rente, son conjoint reçoit une rente dont la valeur actualisée est égale à la plus élevée des valeurs suivantes :

1° La valeur établie conformément à l'article 30; et

2° La valeur actualisée de la rente que le conjoint aurait reçue conformément à l'article 17, si le service de la rente ajournée avait débuté le 1er jour du mois au cours duquel le décès du participant est survenu.

Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 30.

Si la rente du participant avait commencé à être versée en partie, la prestation de décès payable est déterminée en fonction du mode de versement choisi par le participant pour la partie de sa rente qui était déjà en paiement. La prestation de décès payable au conjoint par rapport à la partie de sa rente dont le versement n'a pas encore commencé est établie conformément à l'article 17 comme si le participant cessé son emploi et demandé le versement de la balance de sa rente la veille de son décès. La valeur actualisée de cette partie de la prestation de décès doit au moins être égale à la prestation de décès prévue à l'article 30 réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale. Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 30 réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale.

32. Au décès, avant le début du service de la rente, d'un participant non actif ayant droit à une rente différée, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent une prestation égale à la somme de la valeur actualisée de la rente différée et des cotisations excédentaires accumulées avec les intérêts jusqu'à la date de décès du participant, le cas échéant.

33. Au décès d'un retraité, les seules prestations de décès payables sont celles payables en vertu de la sous-section 3 de la section III de la présente annexe.

SECTION VII
INDEXATION

34. Les rentes servies et différées ne sont pas indexées après la retraite.

SECTION VIII
MESURES TRANSITOIRES

35. Le participant actif, atteignant les critères requis à l'article 137 du règlement au moment de sa retraite le ou avant le 30 avril 2013, peut demander de recevoir, pour ses années de participation à compter du 1er janvier 2009, une rente établie conformément aux dispositions de la section III.

S'il ne se prévaut pas de cette option ou s'il prend sa retraite après le 30 avril 2013, les dispositions applicables pour ses années de participation à compter du 1er janvier 2009 seront alors celles établies en vertu du règlement.

36. Le participant actif visé à l'article 35 verse des cotisations salariales à la caisse de retraite correspondant au maximum entre les cotisations salariales établies conformément à l'article 3 et celles établies conformément à l'article 18 du règlement, et ce, du 1er janvier 2009 jusqu'à la date de sa retraite ou jusqu'au 30 avril 2013, selon la premières des éventualités. À compter du 1er mai 2013, le participant verse des cotisations salariales à la caisse de retraite conformément à l'article 18 du règlement, le cas échéant.

37. Le participant actif visé au deuxième alinéa de l'article 35 a droit à un ajustement rétroactif, sans intérêts, correspondant aux cotisations salariales versées conformément à l'article 36 en excédent des cotisations salariales qui auraient dû être versées à compter du 1er janvier 2009 conformément à l'article 18 du règlement.

38. Pour le participant actif qui se prévaut de l'option prévue au premier alinéa de l'article 35, les montants de rentes servies relatifs aux années de participation à compter du 1er janvier 2009 sont indexés conformément à la section VII.

ANNEXE M - VERDUN

SECTION I
DÉFINITIONS ET APPLICATION

1. La présente Annexe M s'applique uniquement à l'égard des participants qui participaient au Régime de retraite pour les employés de la Ville de Montréal, Arrondissement Verdun le 31 décembre 2007 et qui n'ont pas converti leur service antérieur au 1er janvier 2009 conformément à la section II du chapitre 3 du règlement.

Elle s'applique au service antérieur au 1er janvier 2009 pour les participants actifs visés au premier alinéa et au service postérieur au 31 décembre 2008 pour ces mêmes participants actifs qui se prévalent des mesures transitoires prévues à la section VIII.

Les dispositions du règlement s'appliquent à la participation et aux prestations visées par la présente annexe, à moins que celle-ci ne comporte des dispositions à l'effet contraire.

Notamment, les articles 26, 39, 40, 43 à 47, 52, 66, 67, 86 et 88 du règlement s'appliquent à la totalité de la participation reconnue et des prestations payables par le Régime, incluant la participation reconnue et les prestations payables conformément à la présente annexe.

Par exception, les articles 16, 62, 68, 73 et 74 du règlement ne s'appliquent pas à la participation et aux prestations visées par la présente annexe.

2. Pour les fins de la présente annexe, on entend par :

« année de service » : une année durant laquelle un employé occupe une fonction auprès de l'employeur incluant également la période d'emploi à compter du 1er janvier 2009.

Pour un participant qui travaille à temps partiel, la période est ajustée selon le rapport du traitement reçu durant l'année sur le traitement qu'il aurait reçu s'il avait travaillé à temps plein;

« conjoint » : la personne qui se qualifie à titre de conjoint au sens de la Section I du chapitre 1 du règlement, mais au jour qui précède le décès du participant ou, au jour où débute le service de la rente, selon la première de ces éventualités;

« gains cotisables » : la compensation monétaire que le participant reçoit pour ses services. Les gains cotisables comprennent le salaire régulier ainsi que tout montant additionnel fixe, tel le boni d'ancienneté, mais ne comprennent pas la compensation pour le temps supplémentaire et les allocations de toute sorte;

« invalidité » : une déficience physique ou mentale du participant qui l'empêche d'occuper l'emploi pour lequel il est raisonnablement qualifié par ses études, sa formation ou son expérience et qui donne droit à une prestation en vertu d'un régime d'assurance salaire contracté par l'employeur ou en provenance de la CSST ou de la SAAQ;

« maximum des gains admissibles moyen » : la moyenne arithmétique du MGA de l'année de l'évènement et des deux années qui la précèdent;

« rente différée » : la rente dont le service est différé à la date normale de retraite ou, si antérieure, à toute autre date prévue à la section V de la présente annexe.

SECTION II
COTISATIONS SALARIALES ET INTÉRÊT

3. Pour l'année 2008, chaque participant actif verse à la caisse de retraite des cotisations salariales déduites de ses gains cotisables et dont le montant est égal à 6 % de ses gains cotisables.

4. Le taux d'intérêt annuel applicable sur les cotisations versées jusqu'au 31 décembre 2008 et crédité jusqu'à la date de transfert des actifs du régime de retraite antérieur à la caisse de retraite est égal au taux de rendement obtenu sur le placement de l'actif du régime de retraite antérieur à sa valeur marchande, déduction faite des frais de placement et d'administration.

SECTION III
RETRAITE

SOUS-SECTION 1
ADMISSIBILITÉ À LA RETRAITE

5. La date normale de retraite est le premier jour du mois suivant immédiatement la date à laquelle le participant atteint l'âge de 65 ans

6. Un participant actif peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée sans réduction à compter du premier jour du trimestre coïncidant avec ou suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans pourvu que la somme de son âge et de ses années de service totalise 81.

7. Un participant peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 13, à compter du premier jour de tout mois suivant immédiatement la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans.

8. Un participant actif, qui n'est pas admissible à la retraite en vertu de l'article 7, peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 14, à compter du premier jour du mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle il est admissible à recevoir une rente anticipée avec réduction conformément à l'article 29 du règlement.

9. Pour le participant actif qui est encore à l'emploi de la Ville après avoir atteint sa date normale de retraite le paiement de sa rente viagère est ajourné jusqu'à ce que sa période d'emploi continu se termine ou jusqu'à ce que le début du versement de sa rente soit

obligatoire en vertu du deuxième alinéa, selon la première des éventualités. La rente qui lui est alors payable est établie conformément à l'article 40 du règlement.

Le participant qui est toujours à l'emploi de la Ville le 31 décembre de l'année où il atteint l'âge prévu à l'article 8502 du Règlement de l'impôt sur le revenu (C.R.C., chapitre 945 et ses modifications) devient un retraité aux fins du Régime et le paiement de sa rente viagère commence à cette date.

Si le participant actif visé au premier alinéa atteint sa date normale de retraite avant le 1er janvier 2009, il continue de verser des cotisations salariales et d'accumuler des années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur jusqu'au 31 décembre 2008. Par la suite, les dispositions du règlement s'appliquent, le cas échéant.

SOUS-SECTION 2
RENTES DE RETRAITE

10. Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 2008, le participant qui prend sa retraite à sa date normale de retraite reçoit une rente viagère annuelle égale à la rente accumulée en date du 31 décembre 2007 tel que transmis par l'administrateur du régime de retraite antérieur.

11. Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 2008, le participant qui prend sa retraite à sa date normale de retraite reçoit une rente viagère annuelle égale à la somme de ses créances de rente. La créance de rente pour une année est égale à 2 % des gains cotisables.

12. Le participant qui prend sa retraite en vertu de l'article 6, 7 ou 8 reçoit, sous réserve des articles 13 et 14, une rente immédiate égale à la rente viagère déterminée selon les articles 10 et 11.

13. Le participant qui prend sa retraite en vertu de l'article 7 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 12 réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente qui serait payable à la première date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu des articles 5 et 6, en supposant que les années de service cessent de s'accumuler lorsqu'il cesse son emploi.

14. Le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 8 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 12 réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente qui serait payable à la première date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu des articles 5 et 6, en supposant que les années de service cessent de s'accumuler lorsqu'il cesse son emploi.

SOUS-SECTION 3
PRESTATION DE RETRAITE MAXIMALE

15. Si la rente a été limitée en vertu de l'article 44 du règlement, une prestation de raccordement dont la valeur actualisée est équivalente à celle de la rente viagère non payable en raison de cette limite est versée au participant jusqu'à sa date normale de

retraite. Le montant de cette prestation de raccordement ne peut excéder le montant maximal de prestation de raccordement prévu à l'article 45 du règlement et la rente viagère et la prestation de raccordement ne peuvent excéder le montant prévu à l'article 46 du règlement.

SOUS-SECTION 4
SERVICE DE LA RENTE

16. Avant que ne débute le service de la rente du participant, son conjoint, s'il en est, peut renoncer à la prestation de décès prévue à l'article 19 en remplissant le formulaire prévu à cet effet par la commission. Le conjoint peut révoquer cette renonciation en tout temps avant le début du service de la rente du participant en avisant par écrit la commission.

17. Lorsque la rente payée au participant a été établie de manière à tenir compte du droit du conjoint à une prestation de décès au moins égale à 60 % de la rente que le participant aurait reçue n'eût été de son décès et que ce conjoint perd son statut de conjoint au sens de la présente annexe pour une raison autre que le décès, le participant a droit, au moyen d'une demande faite par écrit à la commission, d'obtenir que le montant de sa rente soit établi de nouveau à la date de prise d'effet du jugement de séparation de corps, de divorce ou d'annulation de mariage, à la date de dissolution ou d'annulation de l'union civile ou à la date de cessation de vie maritale. Le montant ou les caractéristiques de la rente ainsi établie sont ceux de la rente qui serait payable au participant à la date du nouvel établissement s'il n'avait pas eu de conjoint à la date à laquelle a débuté le service de sa rente. Cependant, l'exercice de ce droit est conditionnel à ce que le participant n'ait pas demandé le maintien du statut du conjoint conformément au paragraphe 2° de l'article 28.

Nonobstant l'alinéa précédent, à moins que le participant n'ait maintenu le statut du conjoint conformément au paragraphe 2° de l'article 28, le rétablissement de la rente prévu à l'alinéa précédent doit être effectué, sans attendre une demande écrite du participant à cette fin, lorsque les droits du participant font l'objet d'un partage avec son ex-conjoint conformément à l'article 10 du règlement.

§ 1- Mode normal de rente

18. Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de la retraite ou si ce dernier a renoncé à son droit à une rente de conjoint survivant conformément à l'article 16, la rente est versée au retraité sa vie durant avec la garantie que, en cas de décès, ses ayants causes recevront le solde, s'il y a lieu, des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 60 mois débutant avec la date de sa retraite.

Les ayants cause peuvent opter pour un montant forfaitaire correspondant à la valeur actualisée du solde des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 60 mois.

19. Sous réserve de l'article 16, si le participant a un conjoint admissible au moment de la retraite, sa rente est ajustée pour tenir compte qu'au moment de son décès une rente égale à 60 % de la rente qu'il aurait reçue n'eût été de son décès devient payable à son conjoint. La

rente du participant est réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente payable selon le mode normal prévu à l'article 18.

§ 2- Modes facultatifs de rente

20. Le mode normal de rente prévu à l'article 49 du règlement devient un mode facultatif de rente applicable à la rente payable au retraité en vertu de la présente annexe dans la mesure permise en vertu de la législation applicable et en faisant les adaptations nécessaires, notamment en ce qui concerne le moment où s'applique la qualité de conjoint.

21. Les modes facultatifs de rente prévus aux articles 50 et 51 du règlement s'appliquent à la rente payable au retraité en vertu de la présente annexe dans la mesure permise en vertu de la législation applicable et en faisant les adaptations nécessaires, notamment en ce qui concerne le moment où s'applique la qualité de conjoint.

SECTION IV
INVALIDITÉ

22. Le participant invalide continue de verser à la caisse de retraite des cotisations salariales pendant son invalidité afin que cette période soit reconnue comme années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur.

23. À la fin de l'invalidité, si le participant ne revient pas au travail, il a droit aux prestations de cessation de participation active ou aux prestations de retraite, s'il y est admissible.

Aux fins de la présente section, les gains cotisables sont présumés comprendre tout salaire que le participant aurait reçu durant sa période d'invalidité.

SECTION V
CESSATION DE PARTICIPATION ACTIVE

24. Le participant dont la participation active cesse pour une raison autre que le décès ou la retraite devient un participant non actif et a droit à une rente différée dont le montant est égal à la rente viagère prévue aux articles 10 et 11 à la date de la cessation de sa participation active.

25. Le participant non actif qui a droit à une rente différée en vertu de l'article 24 peut demander que celle-ci lui soit versée le premier jour de n'importe quel mois avant sa date normale de retraite. Le participant reçoit alors une rente viagère immédiate réduite de la manière prévue à l'article 13.

26. Un participant dont la participation active a cessé avant la date de son 55^{e} anniversaire de naissance peut choisir de transférer la valeur actualisée de toute prestation à laquelle il a droit dans un régime admissible au plus tard 90 jours suivant la date de son 55^{e} anniversaire de naissance.

27. Le participant qui cesse sa participation active à une date qui est à 10 ans ou plus de la date normale de la retraite a droit, pour ses années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 2001, à une prestation additionnelle déterminée de la manière prévue par l'article 60.1 de la Loi et ses règlements d'application. Cette prestation additionnelle est payée en un versement unique.

SECTION V
DÉCÈS

28. Le droit à une prestation de décès accordé au conjoint du participant s'éteint, selon le cas, par la séparation de corps, le divorce, l'annulation du mariage, la dissolution ou l'annulation de l'union civile et par la cessation de la vie maritale, sauf dans les cas suivants :

1° Lorsque le conjoint reçoit une prestation de décès non pas à titre de conjoint mais à titre d'ayant cause du participant;

2° Lorsque le participant a avisé par écrit la commission de verser la rente ou la prestation de décès à ce conjoint malgré le divorce, l'annulation du mariage, la séparation de corps, la dissolution ou l'annulation de l'union civile ou la cessation de la vie maritale;

3° Lorsque le participant et son conjoint sont judiciairement séparés de corps mais qu'ils ont repris la vie commune à la date à laquelle s'établit la qualité de conjoint.

29. Au décès d'un participant actif avant sa date normale de retraite, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent une prestation égale à la somme de la valeur actualisée de la rente différée, de la prestation additionnelle déterminée conformément à l'article 27 et des cotisations excédentaires calculées conformément à l'article 26 du règlement, le cas échéant. Ces prestations sont déterminées comme si le participant avait cessé son emploi le jour de son décès pour un raison autre que le décès.

30. Au décès d'un participant actif pendant la période d'ajournement du versement de sa rente, son conjoint reçoit une rente dont la valeur actualisée est égale à la plus élevée des valeurs suivantes :

1° La valeur établie conformément à l'article 29; et

2° La valeur actualisée de la rente que le conjoint aurait reçue conformément à l'article 19, si le service de la rente ajournée avait débuté le jour précédant le décès du participant.

Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 29.

Si la rente du participant avait commencé à être versée en partie, la prestation de décès payable est déterminée en fonction du mode de versement choisi par le participant pour la partie de sa rente qui était déjà en paiement. La prestation de décès payable au conjoint par rapport à la partie de sa rente dont le versement n'a pas encore commencé est établie conformément à l'article 19 comme si le participant avait cessé son emploi et demandé le versement de la balance de sa rente la veille de son décès. La valeur actualisée de cette portion de la prestation de décès doit au moins être égale à la prestation de décès prévue à l'article 29 réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale. Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 29 réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale.

31. Au décès, avant le début du service de la rente, d'un participant non actif ayant droit à une rente différée, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent une prestation égale à la somme de la valeur actualisée de la rente différée et des cotisations excédentaires accumulées avec les intérêts jusqu'à la date de décès du participant, le cas échéant.

32. Au décès d'un retraité, les seules prestations de décès payables sont celles payables en vertu de la sous-section 4 de la section III de la présente annexe.

SECTION VI
INDEXATION

33. Les rentes servies et différées ne sont pas indexées.

SECTION VIII
MESURES TRANSITOIRES

34. Le participant actif, atteignant les critères requis à l'article 137 du règlement au moment de sa retraite le ou avant le 30 avril 2013, peut demander de recevoir, pour ses années de participation à compter du 1er janvier 2009, une rente établie conformément aux dispositions de la section III.

S'il ne se prévaut pas de cette option ou s'il prend sa retraite après le 30 avril 2013, les dispositions applicables pour ses années de participation à compter du 1er janvier 2009 seront alors celles établies en vertu du règlement.

35. Le participant actif visé à l'article 34 verse des cotisations salariales à la caisse de retraite correspondant au maximum entre les cotisations salariales établies conformément à l'article 3 et celles établies conformément à l'article 18 du règlement, et ce, du 1er janvier 2009 jusqu'à la date de sa retraite ou jusqu'au 30 avril 2013, selon la premières des éventualités. À compter du 1er mai 2013, le participant verse des cotisations salariales à la caisse de retraite Régime conformément à l'article 18 du règlement, le cas échéant.

36. Le participant actif visé au deuxième alinéa de l'article 34 a droit à un ajustement rétroactif, sans intérêts, correspondant aux cotisations salariales versées conformément à l'article 35 en excédent des cotisations salariales qui auraient dû être versées à compter du 1er janvier 2009 conformément à l'article 18 du règlement.

37. Pour le participant actif qui se prévaut de l'option prévue au premier alinéa de l'article 34, les montants de rentes servies relatifs aux années de participation à compter du 1er janvier 2009 sont indexés conformément à la section VII.

ANNEXE N – COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL

SECTION I
DÉFINITIONS ET APPLICATION

1. La présente Annexe N s'applique uniquement à l'égard des participants qui participaient au Régime de retraite des cadres de la Communauté urbaine de Montréal le 31 décembre 2010 et qui n'ont pas converti leur service antérieur au 1er janvier 2014 conformément à la section II du chapitre 3 du règlement.

Elle s'applique au service antérieur au 1er janvier 2014 pour les participants actifs visés au premier alinéa.

Les dispositions du règlement s'appliquent à la participation et aux prestations visées par la présente annexe, à moins que celle-ci ne comporte des dispositions à l'effet contraire.

Notamment, les articles 26, 39, 40, 43 à 47, 52, 66, 67, 86 et 88 du règlement s'appliquent à la totalité de la participation reconnue et des prestations payables par le Régime, incluant la participation reconnue et les prestations payables conformément à la présente annexe.

Par exception, l'article 68 du règlement ne s'applique pas à la participation et aux prestations visées par la présente annexe.

2. Pour les fins de la présente annexe, on entend par :

« années de service crédité » : la somme du nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur et du nombre d'années de participation;

« années de service reconnu » : la somme de :

1° Toute année de participation aux fins de l'admissibilité;

2° Toute période de 12 mois qu'un cadre a passé au service de la Communauté avant le 1er novembre 1983, sans égard à toute absence temporaire, suspension ou congé autorisé, avec ou sans traitement, pendant laquelle le cadre n'a pas versé les cotisations dues en vertu du régime de rentes de la Communauté qui était alors en vigueur; et

3° Toute période de 12 mois reconnue comme service aux fins de l'admissibilité à la retraite seulement en conformité avec une entente-cadre de transfert conclue avec un autre régime de retraite et visant le Régime de retraite des cadres de la Communauté urbaine de Montréal;

« cadre classe A » : en date du 1er janvier 2011, un des participants suivants, s'il n'a pas converti ses droits conformément à la section II du chapitre 3 du règlement : Sylvie Boileau, Michael Davidson, Jasmin Delisle, Richard Fortier, France Gosselin, Johanne Groulx, Michel Hamelin Purtell, François Landry, Jean Langlois, Josée Larivée, Gisèle

Laverdière, Régent Lemarbre, André Regnier, Naguib Tannous, Lucie Tousignant et Linda Villeneuve;

« cadre classe B » : toute personne qui est devenue un cadre, à titre permanent, le ou après le 1er janvier 1985 et qui n'a pas participé au régime de retraite établi par la Communauté en vertu du règlement 56. Est également un cadre classe B, tout cadre admissible au régime de retraite de la CUM le 1er juin 1990 ou, par la suite, le premier jour de travail dans une année civile s'il a été au service de la Communauté durant au moins 700 heures pendant l'année civile précédente ou s'il a reçu une rémunération au moins égale à 35 % du MGA pendant l'année civile précédente;

« Communauté » : la Communauté urbaine de Montréal;

« conjoint » : la personne qui se qualifie à titre de conjoint au sens de la section I du chapitre 1 du règlement, mais au jour qui précède le décès du participant ou au jour où débute le service de la rente, selon la première de ces éventualités.

Toutefois, une personne qui ne se qualifie pas à titre de conjoint à la date à laquelle débute le service de la rente peut également se qualifier si elle satisfait les conditions décrites premier alinéa à la date du 60e anniversaire de naissance du participant ou au jour qui précède son décès, selon la première des éventualités. Pour qualifier un tel conjoint, le participant doit avoir choisi le mode normal de versement prévue à l'article 24 ou à l'article 25, selon le cas. Il peut également avoir choisi un mode de rente nivelée conformément à l'article 51 du règlement;

« enfant » : une personne qui, à la date du début du service de la rente ou à la date du décès du participant, selon la première des éventualités, était :

1° Non mariée;

2° Âgée de moins de 18 ans;

3° L'enfant biologique ou adoptif du participant ou de son conjoint, y compris tout enfant à naître; et

4° À la charge du participant à la date du décès, soit une personne aux besoins de laquelle le participant subvenait;

« indice alternatif des rentes » : pour l'année 1982, 1,000, et pour chaque année civile subséquente, le produit que l'on obtient en multipliant la différence qui résulte de la soustraction de 0,040 de l'indice monétaire d'inflation de l'année courante, par l'indice alternatif des rentes de l'année précédente.

Cependant, pour la portion de rente correspondant au ratio des années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 2001 sur le total des années de

participation en vertu d'un régime de retraite antérieur, l'indice monétaire d'inflation de l'année courante est réduit de 0,036 plutôt que la réduction prévue de 0,040;

« indice des rentes » : pour l'année 1982, 1,000, et pour chaque année civile subséquente, le produit que l'on obtient en multipliant la différence qui résulte de la soustraction de 0,030 de l'indice monétaire d'inflation de l'année courante, par l'indice des rentes de l'année précédente.

Cependant, pour la portion de rente correspondant au ratio des années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 2001 sur le total des années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur, l'indice monétaire d'inflation de l'année courante est réduit de 0,0255 plutôt que la réduction prévue de 0,030;

« invalidité » : durant les 24 premiers mois, l'invalidité s'entend d'un état de santé consécutif à une maladie ou à un accident, nécessitant des soins médicaux, en raison duquel le participant est totalement incapable d'accomplir les tâches habituelles de son emploi, sous réserve des limitations et exclusions habituellement applicables dans les contrats d'assurance en cas d'invalidité de courte durée; cette invalidité est présumée exister à compter de la date déterminée dans un rapport d'expertise signé par un médecin autorisé à exercer sa profession au Québec.

Par la suite, l'invalidité s'entend d'un état de santé consécutif à une maladie ou à un accident en raison duquel le participant est totalement incapable d'occuper tout emploi pour lequel il est raisonnablement qualifié en tenant compte de sa formation, de son éducation ou de son expérience, et qui comporte une rémunération supérieure à la rente à laquelle il aurait droit s'il avait atteint l'âge de 65 ans; cette invalidité est présumée exister à compter de la date déterminée dans un rapport d'expertise signé par un médecin autorisé à exercer sa profession au Québec.

Dans le cas d'un cadre nommé à titre permanent, l'emploi dont il s'agit au deuxième alinéa doit en être un que la Communauté peut lui offrir;

« meilleur traitement » : la moyenne du traitement pour ses trois années de participation consécutives les mieux rémunérées ou pour la durée de ses années de participation si cette durée est inférieure à trois années.

Aux fins du calcul du meilleur traitement, l'employé cadre dont le traitement est au maximum de l'échelle et qui a reçu dans les cinq années précédant sa retraite des montants forfaitaires suite à un rendement supérieur ou exceptionnel verra ces montants inclus dans le calcul de son meilleur traitement. En contrepartie, le cadre doit verser à la caisse un montant égal à la cotisation qu'il aurait dû normalement verser sur ce montant forfaitaire dont il est tenu compte pour la nouvelle détermination du meilleur traitement.

Si un employé qui avait été déclaré invalide revient au travail, il est réputé, aux fins du calcul du meilleur traitement, avoir été rémunéré durant la période d'invalidité. Cette rémunération fictive est basée sur son traitement au début de l'invalidité et augmenté, le 1er juillet de chaque année qui suit l'année d'invalidité, du pourcentage alternatif d'indexation annuel. Cette augmentation appliquée à la rémunération fictive du cadre est limitée de telle

manière que son meilleur traitement pour chaque année ne dépasse pas celui qui aurait vraisemblablement été le sien sans l'invalidité.

Lorsque appliqué aux prestations de rente relatives aux années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 2001, les traitements utilisés dans le calcul du meilleur traitement décrit aux deux alinéas précédents sont indexés jusqu'à la date de cessation de participation active selon les modalités d'indexation relatives à la rétribution totale indexée prévues à l'article 8504(2) du Règlement de l'impôt sur le revenu (C.R.C., chapitre 945 et ses modifications).

Aux fins de la présente définition, les années de participation incluent les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur;

« meilleur traitement ajusté » : la moyenne sur les trois dernières années de participation pendant lesquelles le participant a reçu un traitement ou est réputé avoir reçu une rémunération fictive du montant le moins élevé applicable à chacune de ces années ou partie d'année entre :

1° Le traitement reçu ou la rémunération fictive attribuée s'il s'agit d'un employé déclaré invalide pour lequel une telle rémunération a été attribuée;

2° Le MGA.

Aux fins de la présente définition, les années de participation incluent les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur;

« pourcentage alternatif d'indexation » :

1° Pour l'année suivant l'année de l'événement, le pourcentage de variation de l'indice alternatif des rentes de l'année considérée par rapport à celui de l'année de l'événement, multiplié par le ratio du nombre de mois entiers pour lesquels la rente a été servie ou différée durant l'année de l'événement sur 12;

2° Pour chaque année subséquente, le pourcentage de variation de l'indice alternatif des rentes de l'année considérée par rapport à l'indice alternatif des rentes de l'année suivant l'année de l'événement. Ce pourcentage alternatif d'indexation ainsi déterminé se compose avec celui applicable pour l'année suivant l'année de l'événement;

3° Malgré les paragraphes 1° et 2°, si le pourcentage alternatif d'indexation de l'année considérée est inférieur à celui de l'année précédente, ce dernier continue de prévaloir.

Le pourcentage alternatif d'indexation est révisé le 1er juillet de chaque année.

« pourcentage d'indexation » :

1° Pour l'année suivant l'année de l'événement, le pourcentage de variation de l'indice des rentes de l'année considérée par rapport à celui de l'année de l'événement, rajusté du ratio du nombre de mois entiers pour lesquels la rente a été servie ou différée durant l'année de l'événement sur 12;

2° Pour chaque année subséquente, le pourcentage de variation de l'indice des rentes de l'année considérée par rapport à l'indice des rentes de l'année suivant l'année de l'événement. Ce pourcentage d'indexation ainsi déterminé se compose avec celui applicable pour l'année suivant l'année de l'événement;

3° Malgré les paragraphes 1° et 2°, si le pourcentage d'indexation de l'année considérée est inférieur à celui de l'année précédente, ce dernier continue de prévaloir.

Le pourcentage d'indexation est révisé le 1er juillet de chaque année.

SECTION II
COTISATIONS SALARIALES ET INTÉRÊT

3. Pour les années 2011 à 2013, chaque participant actif verse à la caisse de retraite des cotisations salariales déduites de son salaire et dont le montant est égal à la somme de :

1° 2,80 % de son traitement, jusqu'au niveau du MGA et

2° 6,30 % de son traitement en excédent, s'il y a lieu, du MGA.

4. Le taux d'intérêt annuel applicable sur les cotisations versées jusqu'au 31 décembre 2013 et crédité jusqu'à la date de transfert des actifs du régime de retraite de la CUM à la caisse de retraite est égal au taux de rendement obtenus sur le placement de l'actif du régime de retraite de la CUM, déduction faite des frais de placements et d'administration.

SECTION III
RETRAITE

SOUS-SECTION 1
ADMISSIBILITÉ À LA RETRAITE

5. La date normale de retraite est la date à laquelle le participant atteint l'âge de 65 ans.

6. Un participant actif peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée sans réduction à compter de la première des dates suivantes :

1° La date à laquelle il atteint 30 années de service reconnu; ou

2° La date à laquelle il atteint l'âge de 60 ans.

7. Une participante active qui est cadre classe A peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée sans réduction, sous réserve de l'article 16, à compter de la date à laquelle elle atteint 25 années de service reconnu, si elle a au moins atteint l'âge de 50 ans.

8. Un cadre classe A qui est un participant actif peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 17, à compter de la date à laquelle il a atteint l'âge de 55 ans si la somme de son âge et de ses années de service reconnu totalise au moins 80.

9. Un cadre classe B qui est un participant actif, qui n'est pas admissible à la retraite en vertu des articles 6, 7 et 8, peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 18, à compter de la date à laquelle il est admissible à recevoir une rente anticipée avec réduction conformément à l'article 29 du règlement.

10. Un participant actif, qui n'est pas admissible à recevoir une rente anticipée prévue aux articles 6, 7, 8 et 9, peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 19, à compter de la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans.

11. Un participant actif qui est encore à l'emploi de la Ville après avoir atteint sa date normale de retraite continue de verser des cotisations salariales, d'accumuler des années de participation et le paiement de sa rente viagère est ajourné jusqu'à ce que sa période d'emploi continu se termine ou jusqu'à ce que le début du versement de sa rente soit obligatoire en vertu du deuxième alinéa, selon la première des éventualités. La rente qui lui est alors payable est établie conformément à l'article 40 du règlement.

Le participant actif qui est toujours à l'emploi de la Ville le 31 décembre de l'année où il atteint l'âge prévu à l'article 8502 du Règlement de l'impôt sur le revenu (C.R.C., chapitre 945 et ses modifications) devient un retraité aux fins du Régime et le paiement de sa rente viagère commence à cette date.

SOUS-SECTION 2
RENTES DE RETRAITE

12. Le participant qui prend sa retraite à sa date normale de retraite reçoit la rente normale de retraite.

Pour le cadre classe A, il s'agit d'une rente viagère annuelle égale à la somme de :

1° Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1992, une rente égale à 2,5 % du meilleur traitement multiplié par le nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1992 réduite du montant prévu à l'article 13.

2° Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992, la différence entre :

a) 2,0 % du meilleur traitement; et

b) L'excédent, s'il en est, de i) sur ii) :

i) Le pourcentage d'ajustement du meilleur traitement ajusté; et

ii) 0,5 % du meilleur traitement;

multipliée par le nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992, sujet à un maximum de 32 années moins le nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1992.

Le pourcentage d'ajustement correspond au moindre de :

a) Le pourcentage de réduction défini au sous-paragraphe b) du paragraphe 1°; et

b) Le pourcentage égal à $^{1}/_{35}$ de 25 %.

Pour le cadre classe B, il s'agit d'une rente viagère annuelle égale à la différence entre :

1° 2,0 % du meilleur traitement multiplié par le nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur, sujet à un maximum de 35 années; et

2° L'excédent, s'il en est, de a) sur b) :

a) $^{1}/_{35}$ de 25 % du meilleur traitement ajusté multiplié par le nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur, sujet à un maximum de 35 années; et

b) Pour les participants actifs, 0,20 % du meilleur traitement multiplié par les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur du 1er janvier 1983 au 31 décembre 2000.

13. La rente déterminée au paragraphe 1° du deuxième alinéa de l'article 12 est réduite à compter de la première des dates qui suivent :

1° À la date à laquelle le participant atteint l'âge de 65 ans ou à la date effective de la retraite si elle est postérieure; ou

2° La date effective de la retraite, si le cadre a acquis droit à une rente d'invalidité du RRQ en raison d'une invalidité existant au moment de la retraite et qui a bénéficié d'une prestation d'invalidité de longue durée d'un régime auquel participe la Communauté ou d'un programme administré par la Communauté.

La réduction de la rente consiste en un pourcentage du meilleur traitement ajusté pour chaque année de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1992. Ce pourcentage est égal à 25 % divisé par le plus grand des nombres suivants :

1° Le nombre d'années égal à 85 % du nombre d'années comprises entre le 18e anniversaire de naissance du cadre, ou le 1er janvier 1966 s'il a atteint l'âge de 18 ans avant cette date, et son 65e anniversaire de naissance; ou

2° Le nombre d'années de service crédité entre le 31 décembre 1965 et la date à laquelle il atteint l'âge normal de la retraite.

14. Le participant qui prend sa retraite en vertu de l'article 6, 7, 8 ou 9 a droit à une prestation de raccordement additionnelle payable jusqu'à l'âge de 65 ans.

Pour le cadre classe A, la prestation de raccordement est égale pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992, au plus élevé des montants suivants :

1° Le pourcentage d'ajustement du meilleur traitement ajusté; ou

2° 0,5 % du meilleur traitement;

multiplié par le nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992, sujet à un maximum de 32 années moins le nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1992.

Le pourcentage d'ajustement correspond au moindre :

1° Du pourcentage défini à l'article 13; et

2° Du pourcentage égal à $^{1}/_{35}$ de 25 %.

Pour le cadre classe B, la prestation de raccordement est égale à $^{1}/_{35}$ de 25 % du meilleur traitement ajusté multiplié par le nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur, sujet à un maximum de 35 années.

Malgré ce qui précède, le cadre qui a acquis droit à une rente d'invalidité du RRQ en raison d'une invalidité existant au moment de la retraite et qui a bénéficié d'une prestation d'invalidité de longue durée d'un régime auquel participe la Communauté ou d'un programme administré par la Communauté n'a pas droit à la prestation de raccordement.

15. Le participant qui prend sa retraite en vertu de l'article 6, 7, 8 ou 9 reçoit, sous réserve des articles 16, 17 et 18, une rente immédiate égale à la somme de la rente viagère déterminée selon l'article 12 coordonnée, le cas échéant, selon l'article 13 et de la prestation de raccordement déterminée selon l'article 14.

16. La participante qui est cadre classe A et qui prend sa retraite conformément à l'article 7 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 15. Toutefois, la rente viagère découlant des années de service reconnu à compter du 1er janvier 1992 est réduite de 0,25 % pour chaque mois entre la date de la retraite et la date à laquelle le total de son âge et de ses années de service aurait été égal à 80, en supposant qu'elle continue son emploi jusqu'à cette date.

17. Le participant actif qui prend sa retraite conformément à l'article 8 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 15 réduite de 0,25 % pour chaque mois entre la date de la retraite et la première date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu de l'article 6, en supposant qu'il continue son emploi jusqu'à cette date.

18. Le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 9 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 15 réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente qui serait payable à la première date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu de l'article 6, en supposant que les années de service reconnu continuent de s'accumuler jusqu'à cette date.

19. Le participant actif qui prend sa retraite conformément à l'article 10 reçoit une rente viagère réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente normale de retraite.

SOUS-SECTION 3
PRESTATIONS DE RETRAITE MAXIMALES

20. La sous-section 3 de la section V du chapitre 1 du règlement, à l'exception du deuxième alinéa de l'article 44, s'applique uniquement à la rente attribuable aux années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992.

21. La prestation de raccordement maximale prévue à l'article 45 du règlement est déterminée au prorata du nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992 sur le nombre d'années de service crédité.

SOUS-SECTION 4
SERVICE DE LA RENTE

22. Avant que ne débute le service de la rente du participant, son conjoint, s'il en est, peut renoncer à la prestation de décès prévue à l'article 24 en remplissant le formulaire prévu à cet effet par la commission. Le conjoint peut révoquer cette renonciation en tout temps avant le début du service de la rente du participant en avisant par écrit la commission.

23. Lorsque la rente payée au participant a été établie de manière à tenir compte du droit du conjoint à une prestation de décès au moins égale à 60 % de la rente que le participant aurait reçue n'eût été de son décès et que ce conjoint perd son statut de conjoint au sens de la présente annexe pour une raison autre que le décès, le participant a droit, au moyen d'une demande faite par écrit à la commission, d'obtenir que le montant de sa rente soit établi de nouveau à la date de prise d'effet du jugement de séparation de corps, de divorce ou d'annulation de mariage, à la date de dissolution ou d'annulation de l'union civile ou à la

date de cessation de vie maritale. Le montant ou les caractéristiques de la rente ainsi établie sont ceux de la rente qui serait payable au participant à la date du nouvel établissement s'il n'avait pas eu de conjoint à la date à laquelle a débuté le service de sa rente. Cependant, l'exercice de ce droit est conditionnel à ce que le participant n'ait pas demandé le maintien du statut du conjoint conformément au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 33.

Nonobstant l'alinéa précédent, à moins que le participant n'ait maintenu le statut du conjoint conformément au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 33, le rétablissement de la rente prévu à l'alinéa précédent doit être effectué, sans attendre une demande écrite du participant à cette fin, lorsque les droits du participant font l'objet d'un partage avec son ex-conjoint conformément à l'article 10 du règlement.

§ 1- Mode normal de rente

24. Sous réserve de l'article 22 et de la définition de conjoint, si le participant a un conjoint admissible au moment de la retraite, la rente est versée au retraité sa vie durant avec la garantie que son conjoint recevra sa vie durant, à compter du versement pour la quinzaine suivant celle du décès du retraité, une rente égale à 60 % de celle qu'il aurait reçue n'eût été de son décès.

Toutefois, si le retraité qui décède avant l'âge de 65 ans était visé par le paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 13 ou le dernier alinéa de l'article 14, son conjoint reçoit également 60 % de la prestation de raccordement que le participant aurait reçue n'eût été de l'application de ce paragraphe ou de cet alinéa.

Pour la participante qui est cadre classe A et qui prend sa retraite en vertu de l'article 7, la rente payable selon le mode normal prévu au premier alinéa est établie de façon à ce que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente comportant la prestation de décès prévue à l'article 25.

Aux fins du présent article, la prestation de raccordement payable au conjoint cesse à la date à laquelle le retraité aurait atteint l'âge de 65 ans.

25. Sous réserve de la définition de conjoint, si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de la retraite ou si ce dernier a renoncé à son droit à une rente de conjoint survivant conformément à l'article 22, la rente est versée au retraité sa vie durant avec la garantie que, en cas de décès, ses ayants cause recevront la somme de ses cotisations salariales accumulées avec les intérêts jusqu'à la date de sa retraite, déduction faite des versements de rente qu'il a reçus.

26. Au décès d'une retraitée cadre classe A qui a pris sa retraite conformément à l'article 7, chaque enfant, jusqu'à concurrence de quatre, reçoit une rente égale à 20 % de la rente qui aurait été payable à la participante en vertu de la sous-section 2 de la présente section, en considérant comme étant une rente viagère la prestation de raccordement pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1992, diminuée de la rente initiale payable à l'enfant en vertu du RRQ. La rente est payable jusqu'au premier jour du mois qui suit le 18e anniversaire de naissance de l'enfant.

Si la participante a cinq enfants ou plus, la rente égale à 80 % de la rente qui aurait été payable à la participante en vertu de la sous-section 2 de la présente section, diminuée de la rente initiale payable à l'enfant en vertu du RRQ, est répartie en parts égales à chaque enfant. Chaque fois qu'un enfant atteint l'âge de 18 ans, cette rente totale maximale est à nouveau répartie en parts égales entre les enfants âgés de moins de 18 ans. Cependant, un enfant ne peut recevoir une rente supérieure à 20 % de la rente qui aurait été payable à la participante en vertu de la sous-section 2 de la présente section diminuée de la rente initiale payable à l'enfant en vertu du RRQ.

§ 2- Modes facultatifs de rente

27. Jusqu'au 31 décembre 2013, le participant qui a un conjoint admissible au moment de la retraite peut opter pour un mode facultatif de versement de la rente, soit une rente payable jusqu'au premier décès du retraité ou de son conjoint et, par la suite, 75 % de cette rente devient payable au survivant sa vie durant.

Lorsque le conjoint décède avant le retraité moins d'un an après la retraite, la rente est payable à 100 % au retraité sa vie durant.

Toutefois, la valeur actualisée de cette rente ne doit pas dépasser celle d'une rente du même montant, mais garantie pour une période de cinq ans et réversible à 66 $^{2}/_{3}$ % au conjoint.

28. Jusqu'au 31 décembre 2013, le participant qui n'a pas de conjoint admissible au moment de la retraite, ou dont le conjoint a renoncé à son droit à une rente de conjoint survivant conformément à l'article 22, peut opter pour une rente comportant une période de garantie de 5, 10 ou 15 ans. La rente est alors réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente payable selon le mode normal prévu à l'article 25.

29. Le mode normal de rente prévu à l'article 49 du règlement devient un mode facultatif de rente applicable à la rente payable au retraité en vertu de la présente annexe dans la mesure permise en vertu de la législation applicable et en faisant les adaptations nécessaires, notamment en ce qui concerne le moment où s'applique la qualité de conjoint.

30. Les modes facultatifs de rente prévus aux articles 50 et 51 du règlement s'appliquent à la rente payable au retraité en vertu de la présente annexe dans la mesure permise en vertu de la législation applicable et en faisant les adaptations nécessaires, notamment en ce qui concerne le moment où s'applique la qualité de conjoint.

SECTION IV
INVALIDITÉ

31. Un participant invalide est exonéré de verser des cotisations salariales tant qu'il répond à la définition d'invalidité.

À la date à laquelle l'exonération des cotisations salariales prend fin, si le participant ne revient pas au travail, il a droit aux prestations de cessation de participation active ou aux prestations de retraite, s'il y est admissible.

Aux fins du calcul de la rente, le meilleur traitement et le meilleur traitement ajusté d'un participant invalide sont établis au début de son invalidité. La rente ainsi calculée est indexée conformément à l'article 40 ou l'article 41, selon le cas, à compter de la date de début de l'invalidité.

SECTION V
CESSATION DE PARTICIPATION ACTIVE

32. Les prestations payables pour un participant dont la participation active cesse pour une raison autre que le décès ou la retraite sont établies conformément à la section VII du chapitre 1 du règlement.

SECTION VI
DÉCÈS

33. Le droit à une prestation de décès accordé au conjoint du participant s'éteint, selon le cas, par la séparation de corps, le divorce, l'annulation du mariage, la dissolution ou l'annulation de l'union civile et par la cessation de la vie maritale, sauf dans les cas suivants :

1° Lorsque le conjoint reçoit une prestation de décès non pas à titre de conjoint mais à titre d'ayant cause du participant;

2° Lorsque le participant a avisé par écrit la commission de verser la rente ou la prestation de décès à ce conjoint malgré le divorce, l'annulation du mariage, la séparation de corps, la dissolution ou l'annulation de l'union civile ou la cessation de la vie maritale;

3° Lorsque le participant et son conjoint sont judiciairement séparés de corps mais qu'ils ont repris la vie commune à la date à laquelle s'établit la qualité de conjoint.

34. Aux fins de la présente section, l'article 67 du règlement s'applique en considérant les prestations de décès payables aux enfants, le cas échéant, pour établir la valeur minimale de la prestation de décès totale payable du Régime.

35. Sous réserve du deuxième alinéa, au décès d'un participant actif avant sa date normale de retraite, son conjoint a droit à une rente égale à 26,25 % du meilleur traitement du participant. La rente est payable jusqu'à la date du versement qui suit le décès du conjoint.

En cas de décès d'un cadre classe A, cette rente ne peut être inférieure à la rente constituée de la somme des rentes suivantes :

1° 50 % de la rente créditée au participant en vertu de la sous-section 2 de la Section III diminuée de la rente initiale payable au conjoint en vertu du RRQ; et

2° Pour chacun des trois premiers enfants du participant, une rente égale à 10 % de la rente créditée au participant en vertu de la sous-section 2 de la Section III diminuée de la rente initiale payable à chaque enfant en vertu du RRQ.

36. Sous réserve du troisième alinéa, au décès d'un participant actif sans conjoint ou en cas de renonciation du conjoint conformément à l'article 71 du règlement, chaque enfant, jusqu'à concurrence de trois, reçoit une rente égale 8,75 % du meilleur traitement. La rente est payable jusqu'au premier jour du mois qui suit le 18e anniversaire de naissance de l'enfant.

Si le participant a quatre enfants ou plus, la rente égale à 26,25 % du meilleur traitement du participant est répartie en parts égales à chaque enfant. Chaque fois qu'un enfant atteint l'âge de 18 ans, la rente totale égale à 26,25 % du meilleur traitement du participant est à nouveau répartie en parts égales entre les enfants âgés de moins de 18 ans. Cependant, un enfant ne peut recevoir une rente supérieure à 8,75 % du meilleur traitement du participant.

En cas de décès d'un cadre classe A, la rente payable à chaque enfant ne peut toutefois être inférieure à la rente décrite à l'article 26.

37. Au décès d'un participant actif pendant la période d'ajournement, son conjoint survivant reçoit une rente dont la valeur actualisée est égale à la plus élevée des valeurs suivantes :

1° La valeur établie conformément à l'article article 67 du règlement; et

2° La valeur actualisée de la rente que le conjoint aurait reçue conformément à l'article 24, si le service de la rente ajournée avait débuté le jour précédant le décès du participant.

Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 67 du règlement.

Si la rente du participant avait commencé à être versée en partie, la prestation de décès payable est déterminée en fonction de la forme de versement choisie par le participant pour la partie de sa rente qui était déjà en paiement. La prestation de décès payable au conjoint par rapport à la partie de sa rente dont le versement n'a pas encore commencé est établie conformément à l'article 24 comme si le participant avait cessé son emploi et demandé le versement de la balance de sa rente la veille de son décès. La valeur actualisée de cette portion de la prestation de décès doit au moins être égale à la prestation de décès prévue à l'article 67 du règlement réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale. Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 67 du règlement réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale.

38. Au décès, avant le début du service de la rente, d'un participant non actif ayant droit à une rente différée, son conjoint a droit à une rente immédiate de valeur actuarielle équivalente à 60 % de la rente différée qui aurait été payable au participant à compter de la date normale de retraite.
Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 67 du règlement.

39. Au décès d'un retraité, les seules prestations de décès payables sont celles payables en vertu de la sous-section 4 de la section III de la présente annexe.

SECTION VII
INDEXATION

40. Pour les participants cadre classe A, les montants de rentes servies et différées sont augmentés conformément aux paragraphes suivants :

1° Le montant de toute rente servie ou différée au participant, ou de toute prestation payable en cas de décès après la retraite de même que les rentes minimales prévues aux deuxième alinéa de l'article 35 et au troisième alinéa de l'article 36, est égal au plus élevé des montants prévus aux sous-paragraphes a) et b) :

a) Le montant qui serait payable si aucune indexation n'y était applicable;

b) 87,5 % du montant visé au sous-paragraphe a), augmenté du pourcentage alternatif d'indexation.

Nonobstant ce qui précède, le pourcentage de 87,5 % est remplacé par 100 % pour la portion de rente correspondant au ratio des années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 2001 sur le total des années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur.

2° Le montant de toute rente servie au conjoint du participant, ou à ses enfants, en cas de décès avant la retraite, autres que ceux mentionnés au paragraphe 1°, est égal au montant qui serait payable si aucune indexation n'y était applicable, augmenté du pourcentage alternatif d'indexation.

41. Pour les participants cadre classe B, le montant de toute rente servie ou différée est égal au montant qui serait payable si aucune indexation n'y était applicable, augmenté du pourcentage d'indexation.

42. La rente différée relative aux années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 2009 est augmentée, s'il y a lieu, d'une indexation minimale entre la date à laquelle le participant cesse d'être actif et la date à laquelle le participant atteint son 55e anniversaire de naissance. Cette indexation minimale est de 50 % de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation pour le Canada, non

désaisonnalisé, publiée par Statistique Canada entre le mois au cours duquel le participant a cessé d'être actif et celui au cours duquel cesse l'indexation. Le taux annualisé de cette indexation ne peut toutefois être inférieur à 0 % ni supérieur à 2 %. Cette indexation est réputée comprendre toute autre indexation accordée par le Régime.

ANNEXE O – SAINT-LAURENT

SECTION I
DÉFINITIONS ET APPLICATION

1. La présente Annexe O s'applique uniquement à l'égard des participants qui participaient au Régime de rentes des employés de Ville de Saint-Laurent le 31 décembre 2013.

Elle s'applique au service antérieur au 1er janvier 2014 pour les participants actifs visés au premier alinéa.

Les dispositions du règlement s'appliquent à la participation et aux prestations visées par la présente annexe, à moins que celle-ci ne comporte des dispositions à l'effet contraire.

Notamment, les articles 26, 39, 40, 43 à 47, 66, 67, 86 et 88 du règlement s'appliquent à la totalité de la participation reconnue et des prestations payables par le Régime, incluant la participation reconnue et les prestations payables conformément à la présente annexe.

Par exception, les articles 16, 52, 62, 68, 73 et 74 du règlement ne s'appliquent pas à la participation et aux prestations visées par la présente annexe.

2. Pour les fins de la présente annexe, on entend par :

« indice des prix à la consommation » : moyenne annuelle calculée à partir des indices des prix à la consommation au Canada, établis par Statistique Canada pour chaque mois de la période de 12 mois prenant fin le 31 octobre de l'année précédente;

« invalidité » : un état d'incapacité résultant d'une maladie ou d'un accident qui , pendant les 24 premiers mois, empêche complètement le participant d'exercer les tâches habituelles de sa fonction et, après 24 mois, empêche effectivement le participant d'exercer toute activité à but lucratif pouvant correspondre raisonnablement aux aptitudes des personnes ayant son éducation, sa formation et son expérience, quoique n'exigeant pas nécessairement des soins médicaux. Cette incapacité doit être attestée par écrit par un médecin légalement autorisé à exercer sa profession soit par les lois provinciales applicables soit par les lois du lieu où le participant réside;

« rente différée » : la rente dont le service est différé à la date normale de retraite ou, si antérieure, à toute autre date prévue à la section VI de la présente annexe.

SECTION II
PARTICIPATION

3. Tout participant non actif qui a droit à une rente différée et qui redevient un participant actif au Régime peut faire reconnaître ses années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur accumulées avant la date de sa réembauche. Le cas échéant, son droit aux prestations de cessation de participation active, eu égard à ces années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur, notamment son droit au paiement d'une rente

différée ou au transfert de la valeur de cette rente différée, est alors suspendu jusqu'à la prochaine cessation d'emploi. Pour les fins de l'article 26 du règlement et des prestations qui en découlent, les cotisations salariales du participant versées avant la date de sa réembauche et accumulées avec les intérêts s'ajoutent aux cotisations salariales en cours de versement. La valeur actualisée de la rente qui sera payable relativement à ces années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur devra être au moins égale, à la date de l'événement, à la valeur actualisée de la rente différée à laquelle le participant avait droit avant sa réembauche.

SECTION III
COTISATIONS SALARIALES ET INTÉRÊT

4. Les cotisations salariales versées jusqu'au 31 décembre 2013 et accumulées avec les intérêts en vertu des dispositions du régime de retraite de Saint-Laurent sont reconnues à titre de cotisations salariales aux fins du Régime.

5. Le taux d'intérêt annuel applicable sur les cotisations versées jusqu'au 31 décembre 2013 et crédité jusqu'à la date de transfert des actifs du régime de retraite de Saint-Laurent à la caisse de retraite est basé sur le taux de rendement obtenus sur le placement de l'actif du régime de retraite de Saint-Laurent, déduction faite des frais de placements et d'administration.

SECTION IV
RETRAITE

SOUS-SECTION 1
ADMISSIBILITÉ À LA RETRAITE

6. La date normale de retraite est le premier jour du mois suivant le 65^{e} anniversaire de naissance du participant.

7. Un participant actif peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée sans réduction à compter de la première des dates suivantes :

1° Le premier jour du mois suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 60 ans;

2° Le premier jour du mois suivant la date à laquelle il complète 30 années de participation aux fins de l'admissibilité;

3° Le premier jour du mois suivant la date à laquelle son âge et de ses années de participation aux fins de l'admissibilité totalise 85.

8. Un participant actif de sexe féminin qui a adhéré au régime de retraite de Ville de Saint-Laurent avant le 1er octobre 1990 peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 17, à compter du premier jour du mois suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 50 ans pourvu qu'il ait complété 25 années de participation aux fins de l'admissibilité.

9. Un participant actif peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 18, à compter de la première des dates suivantes :

1° Le premier jour du mois suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans;

2° Le premier jour du mois suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 48 ans pourvu qu'il ait complété 25 années de participation aux fins de l'admissibilité; ou

3° Le premier jour du mois suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 50 ans pourvu que le total de son âge et de ses années de participation aux fins de l'admissibilité égale au moins 70.

10. Un participant actif, qui n'est pas admissible à la retraite en vertu des articles 8 et 9, peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 19, à compter du premier jour du mois suivant la date à laquelle il est admissible à recevoir une rente anticipée avec réduction conformément à l'article 29 du règlement.

11. Pour le participant actif qui est encore à l'emploi de la Ville après avoir atteint sa date normale de retraite, le paiement de sa rente viagère est ajourné jusqu'à ce que sa période d'emploi continu se termine ou jusqu'à ce que le début du versement de sa rente soit obligatoire en vertu du deuxième alinéa, selon la première des éventualités. La rente qui lui est alors payable est établie conformément à l'article 40 du règlement.

Le participant qui est toujours à l'emploi de la Ville le 31 décembre de l'année où il atteint l'âge prévu à l'article 8502 du Règlement de l'impôt sur le revenu (C.R.C., chapitre 945 et ses modifications) devient un retraité aux fins du Régime et le paiement de sa rente viagère commence à cette date.

SOUS-SECTION 2
RENTES DE RETRAITE

12. Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1992, le participant qui prend sa retraite à sa date normale de retraite reçoit une rente viagère annuelle égale au produit de 2,5 % du meilleur traitement réduit d'un pourcentage du meilleur traitement, jusqu'à concurrence de la moyenne du MGA pour l'année de la cessation de participation active et les deux années précédentes, et du nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1992.

Ce pourcentage est égal au quotient obtenu en divisant 25 % par le plus grand des nombres suivants :

1° 35;

2° 85 % du nombre d'années comprises entre le 18e anniversaire de naissance du participant ou le 1er janvier 1966, s'il atteint l'âge de 18 ans avant cette date, et son 65e anniversaire de naissance.

Nonobstant ce qui précède, la rente annuelle créditée payable à compter du premier jour du mois qui suit la date à laquelle le participant atteint l'âge de 65 ans ne peut être inférieure à 2 % du meilleur traitement du participant par année de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1992.

13. Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992, le participant qui prend sa retraite à sa date normale de retraite reçoit une rente viagère annuelle égale au produit du nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992 et de la différence entre :

1° 2,0 % du meilleur traitement; et

2° L'excédent, s'il en est, entre :

a) Le pourcentage du meilleur traitement, jusqu'à concurrence de la moyenne du MGA pour l'année de la cessation de participation active et les deux années précédentes, tel que ce pourcentage est défini à l'article 12; et

b) 0,5 % du meilleur traitement.

Pour les fins du présent article, le nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992 est limité à 35 moins le nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1992.

14. Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1992, le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 7, 8, 9 ou 10 a droit à une prestation de raccordement payable jusqu'au premier jour du mois au cours duquel il atteint son 65e anniversaire de naissance et dont le montant annuel est égal au produit du nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1992 et du moins élevé entre :

1° Le pourcentage du meilleur traitement, jusqu'à concurrence de la moyenne du MGA pour l'année de la cessation de participation et les deux années précédentes, tel que ce pourcentage est défini à l'article 12; et

2° 0,5 % du meilleur traitement.

15. Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992, le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 7, 8, 9 ou 10 a droit à une prestation de raccordement payable jusqu'au premier jour du mois au cours duquel il atteint son 65e anniversaire de naissance et dont le montant annuel est égal au produit du nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992 et du plus élevé entre :

1° Le pourcentage du meilleur traitement, jusqu'à concurrence de la moyenne du MGA pour l'année de la cessation de participation active et les deux années précédentes, tel que ce pourcentage est défini à l'article 12; et

2° 0,5 % du meilleur traitement.

16. Le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 7, 8, 9 ou 10 reçoit, sous réserve des articles 17, 18 et 19, une rente immédiate égale à la somme de la rente viagère déterminée selon les articles 12 et 13 et de la prestation de raccordement déterminée selon les articles 14 et 15.

17. Le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 8 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 16. La portion de cette rente correspondant à la rente viagère déterminée conformément à l'article 12 est réduite de 0,25 % pour chaque mois entre la date de la retraite et la première des dates suivantes :

1° Le premier jour du mois suivant le 60^{e} anniversaire de naissance du participant;

2° Le premier jour du mois suivant la date à laquelle le participant aurait complété 30 années de service, s'il était demeuré à l'emploi de la Ville;

3° Le premier jour du mois suivant la date à laquelle le total de l'âge du participant plus le nombre d'années de service aurait été égal à 80, s'il était demeuré à l'emploi de la Ville.

La portion de la rente anticipée correspondant à la rente viagère déterminée conformément à l'article 13 ainsi que la prestation de raccordement déterminée conformément aux articles 14 et 15 sont réduites, le cas échéant, selon les dispositions prévues à la sous-section 3 de la présente section.

Le participant visé par le présent article a droit à une prestation de raccordement additionnelle, s'il y a lieu, pour compenser la réduction pour anticipation du paiement de la rente viagère, tel que décrit ci-haut.

18. Le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 9 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 16 réduite d'un pourcentage pour chaque mois entre la date de retraite et la première date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu de l'article 7, en supposant que les années de participation aux fins de l'admissibilité continuent de s'accumuler jusqu'à cette date.

Le pourcentage de réduction varie selon l'âge du participant au cours de la période d'anticipation.

Âge du participant	**% de réduction par mois**
Moins de 50 ans	$^{1}/_{2}$ %

De 50 à 55 ans	$^1/_3$ %
55 ans et plus	$^1/_4$ %

19. Le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 10 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 16 réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente qui serait payable en vertu de l'article 18.

SOUS-SECTION 3
PRESTATION DE RETRAITE MAXIMALE

20. Aux fins de la présente annexe, la « rétribution moyenne la plus élevée » définie à l'article 43 du règlement correspond au meilleur traitement du participant.

21. Aux fins de la présente annexe, les articles 44 et 46, à l'exception du deuxième alinéa de l'article 44, du règlement ne s'appliquent que pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992.

SOUS-SECTION 4
SERVICE DE LA RENTE

22. Le conjoint du retraité peut renoncer à la prestation de décès prévue à l'article 23 en avisant par écrit la commission avant le paiement de la prestation de décès applicable. La renonciation ne vaudra toutefois pas si le conjoint admissible à la prestation de décès n'est pas celui qui y a renoncé. Le conjoint peut révoquer cette renonciation en avisant par écrit la commission avant le début du service de la rente du participant.

§ 1- Mode normal de rente

23. Sous le mode normal, la rente est versée au retraité sa vie durant avec la garantie que son conjoint recevra sa vie durant, à compter du versement pour la quinzaine suivant celle du décès du retraité, une rente égale à 60 % de celle qu'il aurait reçue n'eût été de son décès. Toutefois, si le décès du retraité survient dans les 120 mois suivant immédiatement la date de sa retraite, la rente payable au conjoint est égale à 100 % de celle que le retraité aurait reçue n'eût été de son décès jusqu'à la fin de ces 120 premiers mois. Si le conjoint décède avant la fin de la période de 120 mois, les ayants cause du participant ont droit au paiement du solde des versements prévus jusqu'à la fin de cette période garantie de 120 mois.

Lorsque la prestation de décès est payable aux ayants cause, ceux-ci peuvent opter pour un montant forfaitaire correspondant à la valeur actualisée du solde des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 120 mois.

24. Si le retraité n'a pas de conjoint admissible à la date de son décès ou si son conjoint a renoncé à ses droits conformément à l'article 22, le solde, s'il y a lieu, des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 120 mois débutant avec la date de retraite du participant est versé à ses ayants cause. Ceux-ci peuvent opter pour un montant forfaitaire

correspondant à la valeur actualisée du solde des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 120 mois.

§ 2- Modes facultatifs de rente

25. Le mode normal de rente prévu à l'article 49 du règlement devient un mode facultatif de rente applicable à la rente payable au retraité en vertu de la présente annexe dans la mesure permise en vertu de la législation applicable.

26. Les modes facultatifs de rente prévus aux articles 50 et 51 du règlement s'appliquent à la rente payable au retraité en vertu de la présente annexe dans la mesure permise en vertu de la législation applicable.

SECTION V
INVALIDITÉ

27. Un participant invalide est exonéré de verser des cotisations salariales tant qu'il répond à la définition d'invalidité.

28. À la date à laquelle l'exonération des cotisations salariales prend fin, si le participant ne revient pas au travail, il a droit aux prestations de cessation de participation ou aux prestations de retraite, s'il y est admissible.

Aux fins du calcul de la rente, les gains cotisables d'un participant invalide correspondent aux gains cotisables au début de son invalidité indexé le 1er janvier de chaque année selon l'augmentation moyenne des gains cotisables des cadres.

SECTION VI
CESSATION DE PARTICIPATION ACTIVE

29. Le participant dont la participation active cesse pour une raison autre que le décès ou la retraite, devient un participant non actif et a droit à une rente différée dont le montant est égal à la rente viagère déterminée selon les articles 12 et 13, en fonction de ses années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur et de son meilleur traitement à la date de la cessation de sa participation active.

30. Le participant non actif qui a droit à une rente différée en vertu de l'article 29 peut demander que celle-ci lui soit versée le premier jour de n'importe quel mois avant sa date normale de retraite. Si le participant prend sa retraite avant d'avoir atteint l'âge de 55 ans, il reçoit alors une rente viagère immédiate réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente différée payable à compter du premier jour du mois suivant la date à laquelle le participant atteint l'âge de 55 ans et réduite de 0,5 % pour chaque mois entre cette date et la date normale de la retraite. Si le participant prend sa retraite à compter de la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans, il reçoit alors une rente viagère immédiate réduite de 0,5 % pour chaque mois entre la date effective de la retraite et la date normale de retraite.

31. Un participant dont la participation active a cessé avant la date de son 55e anniversaire de naissance peut choisir de transférer la valeur actualisée de toute prestation à laquelle il a droit dans un régime admissible au plus tard 90 jours suivant la date de son 55e anniversaire de naissance.

32. Le participant qui cesse sa participation active à une date qui est à 10 ans ou plus de la date normale de retraite a droit, pour ses années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur entre le 1er janvier 2001 et le 31 décembre 2013, à une prestation additionnelle déterminée de la manière prévue par l'article 60.1 de la Loi et ses règlements d'application. Cette prestation additionnelle est payée en un versement unique.

SECTION VII
DÉCÈS

33. Au décès d'un participant actif avant d'être admissible à la retraite en vertu de l'article 6, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants causes reçoivent une prestation égale à la somme des cotisations salariales versées avant le 1er janvier 1990 accumulées avec les intérêts, de la valeur actualisée de la rente différée accumulée à compter du 1er janvier 1990, de la prestation additionnelle déterminée conformément à l'article 32 et des cotisations excédentaires à compter du 1er janvier 1990 calculées conformément à l'article 26 du règlement, le cas échéant. Ces prestations sont déterminées comme si le participant avait cessé son emploi le jour de son décès pour un raison autre que le décès.

34. Au décès d'un participant actif à compter de la date à laquelle il est admissible à une retraite en vertu de l'article 6, mais avant sa date normale de retraite, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants causes reçoivent une prestation égale à la somme :

1° Des cotisations salariales versées avant le 1er janvier 1990 accumulées avec les intérêts, payable en un versement unique;

2° Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur après le 31 décembre 1989, la valeur des prestations payables en vertu de l'article 23 ou 24, selon le cas, comme si le participant avait effectivement pris sa retraite la veille de son décès.

Si la prestation est versée au conjoint, elle est versée sous forme de rente. Sinon, elle est payable en un versement unique aux ayants cause du participant.

35. Au décès d'un participant actif pendant la période d'ajournement du versement de sa rente, son conjoint reçoit une rente dont la valeur actualisée est égale à la plus élevée des valeurs suivantes :

1° La valeur établie conformément à l'article 33; et

2° La valeur actualisée de la rente que le conjoint aurait reçue conformément à l'article 23, si le service de la rente ajournée avait débuté le jour précédant le décès du participant.

Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 33.

Si la rente du participant avait commencé à être versée en partie, la prestation de décès payable est déterminée en fonction du mode de versement choisi par le participant pour la partie de sa rente qui était déjà en paiement. La prestation de décès payable au conjoint par rapport à la partie de sa rente dont le versement n'a pas encore commencé est établie conformément à l'article 23 comme si le participant avait cessé son emploi et demandé le versement de la balance de sa rente la veille de son décès. La valeur actualisée de cette partie de la prestation de décès doit au moins être égale à la prestation de décès prévue à l'article 33 réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale. Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 33 réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale.

36. Au décès, avant le début du service de la rente, d'un participant non actif ayant droit à une rente différée, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants causes reçoivent une prestation égale à la somme des cotisations salariales versées avant le 1er janvier 1990 accumulées avec les intérêts, de la valeur actualisée de la rente différée accumulée à compter du 1er janvier 1990 et des cotisations excédentaires à compter du 1er janvier 1990 accumulées avec les intérêts jusqu'à la date de décès du participant, le cas échéant.

37. Au décès d'un retraité, les seules prestations de décès payables sont celles payables en vertu de la sous-section 4 de la Section IV de la présente annexe.

SECTION VIII
INDEXATION

38. L'indice des rentes d'une année civile est égal à la proportion que représente l'indice des prix à la consommation de l'année par rapport à celui de l'année précédente, réduit de 0,015. Toutefois, pour toute année à l'égard de laquelle ce calcul fournit un indice des rentes inférieur à 1,000, l'indice des rentes est égal à 1,000. Nonobstant ce qui précède, l'indice des rentes pour une année ne pourra jamais être inférieur au moindre de :

1° La proportion que représente l'indice des prix à la consommation de l'année par rapport à celui de l'année précédente; et

2° 1,025.

39. Les rentes servies sont indexées de la façon prévue aux deuxième et troisième alinéas.

Pour l'année suivant celle où débute le service de la rente, l'indice des rentes est égal à 1,000 plus la différence entre l'indice des rentes de l'année et 1,000 multipliée par le nombre de mois entiers pour lesquels la rente a été servie durant la première année de service de la rente et divisé par 12.

Pour les années subséquentes, le montant de la rente payable au participant ainsi que celle payable à son conjoint en cas de décès après la retraite est égal au produit obtenu en multipliant le montant de la rente qui aurait été autrement payable par l'indice des rentes applicable, selon le cas.

40. Les rentes différées ne sont pas indexées.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.06

2016/03/21
13:00

(1)

Dossier # : 1166688004

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division stratégies_programmes et politiques , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement relatif à la lutte contre l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal.

Il est recommandé :
1. d'adopter le « Règlement modifiant le Règlement relatif à la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal ».

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-02-29 18:59

Signataire : Chantal I. GAGNON

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1166688004**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division stratégies_programmes et politiques , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement relatif à la lutte contre l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal.

CONTENU

CONTEXTE

En mai 2015, le conseil municipal a adopté le Règlement 15-040 visant à lutter contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal. Ce règlement a permis d'harmoniser les interventions appliquées sur les frênes publics et privés afin d'assurer le succès des efforts de lutte contre l'agrile du frêne à Montréal. Après presque une année d'existence du Règlement, il est nécessaire de le modifier afin de combler des vides juridiques pour faciliter son application.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 0830 - 15 juin 2015 - Adoption - 1- Adopter le « Règlement sur la subvention relative au traitement des frênes situés sur des propriétés privées comprises dans des zones à risque ». 2- Autoriser un virement budgétaire de 1 000 000 $ en provenance du budget des dépenses contingentes vers le budget de fonctionnement du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal pour 2015. 3- Ajuster annuellement la base budgétaire. CM15 0690 - 25 mai 2015 - Adoption, sans changement, du règlement intitulé « Règlement relatif à la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal. Adoption - Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002).

CM15 0543 - 28 avril 2015 - Dans le contexte de l'adoption du Règlement relatif à la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne, de déclarer le conseil de la ville compétent en matière d'abattage d'arbres lorsqu'il s'agit de frênes.

CE14 1450 - 24 septembre 2014 - Accorder un contrat à Service d'arbres Primeau pour le dépistage de frênes sur le domaine public en rue - Secteur Ouest, dans le cadre de la stratégie de lutte à l'agrile du frêne pour une somme maximale de 69 762,23 $, taxes incluses - Appel d'offres sur invitation 14-13900 - Un seul soumissionnaire

CE14 1451 - 24 septembre 2014 - Accorder un contrat à Novafor pour le dépistage de frênes publics dans les grands parcs, dans le cadre de la stratégie de lutte à l'agrile du frêne pour une somme maximale de 113 474,20 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13898 - Deux soumissionnaires.

CE14 1449 - 24 septembre 2014 - Accorder un contrat à Service d'arbres Primeau pour le dépistage de frênes sur le domaine public en rue - Secteur Centre, dans le cadre de la

stratégie de lutte à l'agrile du frêne pour une somme maximale de 77 263,20 $, taxes incluses - Appel d'offres sur invitation 14-13899 - Un seul soumissionnaire.

CM14 0610 - 16 juin 2014 - Accorder un contrat au Service des Espaces Verts pour l'injection de frênes sur le domaine public dans le cadre de la stratégie de lutte à l'agrile du frêne pour une somme maximale de 1 998 552,94 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-6698 - (1 soumissionnaire).

CE14 0667 - 23 avril 2014 - Autoriser un virement budgétaire de 2 645 000 $ en provenance du service des Finances vers la Direction des grands parcs et du verdissement du Service de la qualité de la vie pour soutenir la lutte à l'agrile du frêne, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

DESCRIPTION

Plusieurs modifications sont proposées au texte du Règlement. Voici la description des modifications proposées:
Les articles 2 et 4, ainsi que l'annexe B, du Règlement sont modifiés pour faire passer le diamètre minimal qui exige un permis d'abattage de 10 à 15 cm. Ceci vise à harmoniser le diamètre minimal d'exigence du permis d'abattage avec le diamètre minimal d'obligation de traitement dans les zones à risque qui est également de 15 cm.

L'article 12 du Règlement est modifié par le remplacement de «Le propriétaire de tout frêne se trouvant dans une zone à risque» par « Le propriétaire d'un terrain se trouvant en tout ou en partie dans une zone à risque» dans la première ligne de son premier paragraphe. Cette modification de l'article 12 du Règlement vise l'identification plus précise des frênes auxquels s'applique cet article.

Dans l'article 12 du Règlement, il est également proposé d'ajouter une mention relative à la conformité du Règlement montréalais sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) à toutes les mentions relatives à «pesticide homologué au Canada contre l'agrile du frêne» qui se trouvent dans le premier et le dernier paragraphe de cet article. Depuis l'adoption du Règlement modifiant le Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041), le 25 janvier 2016, certains pesticides homologués au Canada sont dorénavant interdits à Montréal. Cette modification vise donc à éviter toute confusion sur les pesticides autorisés pour le traitement des frênes.

Dans le texte du Règlement des articles 9, 10 et 11, il est proposé de remplacer la date du «15 mars» et la date du «1er octobre» par les dates du «15 avril» et du «15 septembre», respectivement. Ces modifications visent à prolonger la période durant laquelle le bois de frêne, non transformé, peut être déplacé sur le territoire de la Ville afin de faciliter l'élimination des frênes dépérissants ou morts. La nouvelle période où il sera permis de transporter le bois de frêne sans risquer de propager l'agrile sera dorénavant comprise entre le 15 septembre et le 15 avril.

JUSTIFICATION

L'objectif du *Règlement relatif à la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal* est d'harmoniser les efforts réalisés sur les domaines privé et public pour assurer le succès des interventions de lutte contre l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville. La protection de la canopée de frênes montréalaise dépend du succès de l'application de ce Règlement.
Les trois premières modifications proposées au Règlement visent à éliminer des vides juridiques afin de rendre son interprétation et son application plus facile. Les modifications proposées aux dates des articles 9, 10 et 11 du Règlement visent à faciliter l'élimination des frênes, morts, dépérissants ou infestés en prolongeant les périodes où le bois de frêne peut

être déplacé sans risque de propager l'agrile. L'élimination des frênes morts, dépérissants et infestés est une des stratégies déployées parmi les plus efficaces pour ralentir la mortalité des frênes sur le territoire de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun impact financier.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'application de ce Règlement vise à préserver une partie de la canopée du territoire montréalais composée de frênes. Ce Règlement est en concordance avec l'objectif d'augmentation de la canopée de 5%, d'ici 2025, que s'est fixé la Ville dans son plan corporatif de développement durable adopté en 2012.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les modifications proposées au Règlement sont essentielles afin de faciliter son interprétation et son application pour qu'il contribue à la protection de la canopée de frêne montréalaise.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un plan de communication, dont un des objectifs est d'améliorer le respect du Règlement par les propriétaires de frênes privés est en cours d'élaboration. Il sera lancé en avril 2016.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Modification au Règlement (Avis de motion au Conseil municipal) 21 mars 2016

- Modification au Règlement (Adoption au conseil municipal) 18 avril 2016
- Lancement des actions du plan de communication (avril 2016)
- Entrée en vigueur des modifications du Règlement (mai 2016)
- Mise en application du Règlement modifié (1er juin 2016)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

En conformité avec la législation et la réglementation applicables.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Christine AUBÉ-GAGNON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anthony DANIEL
Conseiller(ere) en planification

Tél : 514 872-0051
Télécop. : 514 872-9818

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-26

Pierre JUTRAS
Agronome

Tél : 514 872-7147
Télécop. : 514 872-9818

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Carole PAQUETTE
Directrice
Tél : 514 872-1457
Approuvé le : 2016-02-29

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT RELATIF À LA LUTTE CONTRE LA PROPAGATION DE L'AGRILE DU FRÊNE SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Vu les articles 4, 10, 19 et 85 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ chapitre C-47.1);

Vu l'article 47 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Le paragraphe 5° de l'article 2, l'article 4 ainsi que le paragraphe 1° de l'article 1 de l'annexe B, du Règlement relatif à la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal (15-040) sont modifiés, par le remplacement, du chiffre « 10 cm » par le chiffre « 15 cm ».

2. Les articles 9, 10 et 11 de ce règlement sont modifiés par le remplacement, dans chacun de ces articles, des mots « 1er octobre » par les mots « 15 septembre » et les mots « 15 mars » par les mots « 15 avril ».

3. L'article 12 ce règlement est modifié par :

1° le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« Le propriétaire d'un terrain se trouvant en tout ou en partie dans une zone à risque, identifiée à l'annexe A du présent règlement doit faire procéder au traitement des frênes de ce terrain à l'aide d'un pesticide homologué au Canada contre l'agrile du frêne, conforme aux exigences de la législation et de la réglementation applicables relatives aux pesticides au Québec (Règlement sur les permis et les certificats pour la vente et l'utilisation des pesticides, RLRQ c. P-9.3, r.2) et à la Ville de Montréal (Règlement sur l'utilisation des pesticides de Montréal (04-041), avant le 31 août de l'année de déclaration de cette zone à risque. Le propriétaire doit pouvoir démontrer, au moyen d'un document reconnu, que ses frênes ont été traités dans le délai prescrit. »;

2° le remplacement, dans la première phrase du deuxième alinéa, des mots « du frêne » par les mots « des frênes »;

3° le remplacement, dans la dernière phrase du deuxième alinéa, des mots « son frêne a été traité » par les mots « ses frênes ont été traités »;

4° le remplacement du dernier alinéa par le suivant :

« Sont considérées comme des documents reconnus au sens du présent article les factures pour les travaux de traitement de frênes à l'aide d'un pesticide homologué au Canada contre l'agrile du frêne en vertu de la Loi sur les produits antiparasitaires (L.C. 2002, chapitre 28) et conformes au Règlement sur l'utilisation des pesticides de Montréal (04-041), par une entreprise qui dispose des permis ou certificats nécessaires pour réaliser ces travaux en vertu de la Loi sur les pesticides (RLRQ c. P-9.3) et du Règlement sur les permis et les certificats pour la vente et l'utilisation des pesticides (RLRQ c. P-9.3, r.2). Pour être considérées comme des documents reconnus, les factures doivent également indiquer le nom du propriétaire des frênes traités et l'adresse de l'endroit où les travaux ont été effectués. »

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX.

GDD : 1166688004

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.07

2016/03/21
13:00

(1)

Dossier # : 1166688005

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division stratégies_programmes et politiques , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur la subvention relative au traitement des frênes situés sur des propriétés privées comprises dans des zones à risque

Il est recommandé :

1. d'adopter le « Règlement modifiant le Règlement sur la subvention relative au traitement des frênes situés sur des propriétés privées comprises dans des zones à risque ».

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-03-01 18:40

Signataire : Chantal I. GAGNON

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1166688005**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division stratégies_programmes et politiques , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur la subvention relative au traitement des frênes situés sur des propriétés privées comprises dans des zones à risque

CONTENU

CONTEXTE

En juin 2015, le conseil municipal a adopté le Règlement 15-063 visant à soutenir financièrement les interventions sur le domaine privé imposées par le nouveau règlement de lutte contre la propagation de l'agrile du frêne par l'adoption du *Règlement sur la subvention relative au traitement des frênes situés sur des propriétés privées comprises dans des zones à risque* , afin d'encourager les interventions sur les frênes privés, ceci en complément des interventions menées par la Ville sur les frênes publics depuis plusieurs années. Ce Règlement de subvention fait intervenir les entreprises en arboriculture pour octroyer une subvention aux propriétaires de frênes privés dans les zones à risque. Un an après l'adoption de ce Règlement, des ajustements sont nécessaires afin d'améliorer le programme et stimuler davantage la participation des entreprises en arboriculture qui agissent à titre d'intermédiaires entre la Ville et les propriétaires de frênes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 0830 - 15 juin 2015 - Adoption - 1- Adopter le « Règlement sur la subvention relative au traitement des frênes situés sur des propriétés privées comprises dans des zones à risque ». 2- Autoriser un virement budgétaire de 1 000 000 $ en provenance du budget des dépenses contingentes vers le budget de fonctionnement du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal pour 2015. 3- Ajuster annuellement la base budgétaire.
CM15 0690 - 25 mai 2015 - Adoption, sans changement, du règlement intitulé « Règlement relatif à la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal. Adoption - Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002).

CM15 0543 - 28 avril 2015 - Dans le contexte de l'adoption du Règlement relatif à la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne, de déclarer le conseil de la ville compétent en matière d'abattage d'arbres lorsqu'il s'agit de frênes.

CE14 1450 - 24 septembre 2014 - Accorder un contrat à Service d'arbres Primeau pour le dépistage de frênes sur le domaine public en rue - Secteur Ouest, dans le cadre de la stratégie de lutte à l'agrile du frêne pour une somme maximale de 69 762,23 $, taxes incluses - Appel d'offres sur invitation 14-13900 - Un seul soumissionnaire

CE14 1451 - 24 septembre 2014 - Accorder un contrat à Novafor pour le dépistage de

frênes publics dans les grands parcs, dans le cadre de la stratégie de lutte à l'agrile du frêne pour une somme maximale de 113 474,20 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13898 - Deux soumissionnaires.

CE14 1449 - 24 septembre 2014 - Accorder un contrat à Service d'arbres Primeau pour le dépistage de frênes sur le domaine public en rue - Secteur Centre, dans le cadre de la stratégie de lutte à l'agrile du frêne pour une somme maximale de 77 263,20 $, taxes incluses - Appel d'offres sur invitation 14-13899 - Un seul soumissionnaire.

CM14 0610 - 16 juin 2014 - Accorder un contrat au Service des Espaces Verts pour l'injection de frênes sur le domaine public dans le cadre de la stratégie de lutte à l'agrile du frêne pour une somme maximale de 1 998 552,94 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-6698 - (1 soumissionnaire).

CE14 0667 - 23 avril 2014 - Autoriser un virement budgétaire de 2 645 000 $ en provenance du service des Finances vers la Direction des grands parcs et du verdissement du Service de la qualité de la vie pour soutenir la lutte à l'agrile du frêne, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

DESCRIPTION

Il est proposé d'effectuer les modifications suivantes au Règlement de subvention:
1. À l'article 5 du Règlement, le début de la période d'admissibilité des travaux au programme de subvention est devancé du 15 juin au 1er juin;

2. À l'article 7 du Règlement, le coût plafond des travaux de traitement dont 50% est subventionnés est augmenté de 5,00$ à 6,00 $ le centimètre;

3. L'article 11 du Règlement est modifié par le remplacement du coût subventionné de 2,50 $ à 3,00 $ du centimètre de diamètre de tronc , mesuré à 1,40 mètre du niveau du sol, l'ajout, à la fin du 1er alinéa des mots « , auquel s'ajoute un montant forfaitaire de 20 $ par propriété privée. » et l'ajout, à la fin du 2^{e} alinéa des mots « sur une période de 2 ans ». L'augmentation de 2,50 $ à 3,00 $ correspond au montant subventionné, soit 50% du tarif maximal des travaux de 6,00 $ par centimètre. Le montant forfaitaire de 20 $ par adresse vise à compenser les entreprises participantes au programme qui doivent facturer à la fois la ville et les propriétaires de frênes. Enfin, l'ajout des mots « sur une période de 2 ans» vise à limiter la subvention à 2 000 $ par propriété privée sur une période de deux ans.

4. L'annexe A du Règlement est modifié par l'ajout de l'alinéa 8°« le coût de tous les frais connexes en lien avec les travaux (tels les frais de déplacement, les frais d'estimation ou de diagnostic, etc.) ». Cet ajout permet d'obtenir plus de détails sur les frais connexes facturés aux propriétaires de frênes sur la facture.

JUSTIFICATION

L'objectif du *Règlement sur la subvention relative au traitement des frênes situés sur des propriétés privées comprises dans des zones à risque* est d'aider les propriétaires de frênes privés à respecter les exigences du *Règlement relatif à la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal* . Ce dernier Règlement, adopté en mai 2015, vise quant à lui à harmoniser les efforts réalisés sur le domaine privé et public pour assurer le succès des interventions de lutte contre l'agrile du frêne. La protection de la canopée de frênes montréalaise dépend ainsi directement du succès de l'application de ces

deux règlements.
Les modifications proposées Règlement de subvention visent à augmenter la notoriété et l'accessibilité de ce programme. Le prolongement de la période de vigueur du programme poursuit cet objectif. L'ajustement du tarif maximal subventionné, à un tarif reflétant davantage le marché, permettra d'augmenter le nombre d'entreprises en arboriculture qui participeront au programme. Il sera ainsi plus facile pour les propriétaires de frênes privés, dans les zones à risque, de trouver une entreprise par laquelle obtenir la subvention.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les crédits budgétaires nets pour financer cette dépense proviennent du budget de fonctionnement du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR). Pour l'année 2016, les crédits de 1 000 000 $ ont été réservés par l'engagement de gestion QV66688005. L'information comptable est détaillée dans l'intervention du Service des finances.
Cette dépense sera assumée entièrement par la ville centre. Le SGPVMR, désigné par le conseil de la ville, a le pouvoir d'intervenir en matière d'environnement en vertu l'article 84 de la *Charte de la Ville de Montréal.*

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Une plus grande participation au programme de subvention augmentera le nombre de frênes privés traités sur le territoire de la ville et ce qui contribuera à préserver une partie de la canopée du territoire montréalais. Ce Règlement est en concordance avec l'objectif d'augmentation de la canopée de 5%, d'ici 2025, que s'est fixé la Ville dans son plan corporatif de développement durable adopté en 2012.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans les modifications proposées au Règlement, le programme de subvention pourrait connaître un succès amoindri et le succès des efforts pour protéger la canopée de frêne montréalaise pourrait être diminué.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un plan de communication, dont un des objectifs est d'améliorer la notoriété du programme de subvention est en cours d'élaboration. Il sera lancé en avril 2016.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Modification au Règlement de subvention (Avis de motion au Conseil municipal) 21 mars 2016

- Modification au Règlement de subvention (Adoption au conseil municipal) 18 avril 2016
- Lancement des actions du plan de communication (avril 2016)
- Entrée en vigueur des modifications du Règlement de subvention (mai 2016)
- Mise en application du Règlement de subvention (1er juin au 31 août 2016)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

En conformité avec la législation et la réglementation applicables.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Christine AUBÉ-GAGNON)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jerry BARTHELEMY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anthony DANIEL
Conseiller(ere) en planification

Tél : 514 872-0051
Télécop. : 514 872-9818

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-26

Pierre JUTRAS
Agronome

Tél : 514 872-7147
Télécop. : 514 872-9818

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Carole PAQUETTE
Directrice
Tél : 514 872-1457
Approuvé le : 2016-02-29

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1166688005

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division stratégies_programmes et politiques , -
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur la subvention relative au traitement des frênes situés sur des propriétés privées comprises dans des zones à risque

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LA SUBVENTION (corrigé mars 16).doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Christine AUBÉ-GAGNON
Avocate
Tél : 514-872-7051

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-26

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-872-3093
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
15-063

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LA SUBVENTION RELATIVE AU TRAITEMENT DES FRÊNES SITUÉS SUR DES PROPRIÉTÉS PRIVÉES COMPRISES DANS DES ZONES À RISQUES

Vu l'article 92 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1);

Vu le Règlement relatif à la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal, 15-040

À l'assemblée du_____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. L'article 5 du Règlement sur la subvention relative au traitement des frênes situés sur des propriétés privées comprises dans des zones à risques (15-063) est remplacé par le texte suivant :

> « Aucune subvention n'est octroyée pour des travaux effectués avant le 1er juin ou après le 31 août. »

2. L'article 7 de ce règlement est modifié par le remplacement du chiffre « 5 » par le chiffre « 6 ».

3. L'article 11 de ce règlement est modifié par le remplacement du chiffre « 2,50 » par le chiffre « 3,00 », », l'ajout, à la fin du 1er alinéa, des mots « , auquel s'ajoute un montant forfaitaire de 20 $ par propriété privée. » et l'ajout, à la fin du 2e alinéa, des mots « sur une période de 2 ans ».

4. L'annexe A de ce règlement est remplacée par l'annexe A jointe au présent règlement.

ANNEXE A
FACTURE

_____

GDD : 1166688005

15-063/2

ANNEXE A
FACTURE

1. Toute facture doit viser exclusivement les travaux effectués et ne comporter aucun autre service rendu ou produit vendu par l'entreprise de services arboricoles au propriétaire.

2. L'entreprise de services arboricoles doit déduire du coût des travaux auquel les taxes de vente applicables ont été ajoutées le montant équivalent à celui de la subvention calculé conformément à l'article 11 du présent règlement.

3. La facture doit comporter les mentions suivantes :

1° les noms, prénoms, adresse complète et numéro de téléphone de l'entreprise de services arboricoles;

2° les noms, prénoms, adresse complète et numéro de téléphone du propriétaire du terrain privé où les travaux ont été effectués;

3° la date à laquelle les travaux ont été effectués;

4° le nombre de frênes traités;

5° le diamètre du tronc, mesuré à 1,40 mètre du niveau du sol, de chacun des frênes traités;

6° le coût des travaux par frêne;

7° le coût total des travaux;

8° le coût de tous les frais connexes en lien avec les travaux (tels les frais de déplacement, les frais d'estimation ou de diagnostic, etc.)

9° le coût total de la facture, incluant les taxes de vente.

10° le montant de la réduction calculé conformément à l'article 11 du présent règlement;

11° le montant facturé au propriétaire pour les travaux c'est-à-dire : le montant prévu au paragraphe 8º duquel a été soustrait le montant prévu au paragraphe 9º de la présente annexe.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1166688005

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division stratégies_programmes et politiques , -
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur la subvention relative au traitement des frênes situés sur des propriétés privées comprises dans des zones à risque

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1166688005.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jerry BARTHELEMY
Préposé au budget
Tél : 514-868-3203

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-01

Sandrine CLÉMENT
Conseiller(ère) budgétaire
Tél : 514 872-0709
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.08

2016/03/21
13:00

(2)

Dossier # : 1164815001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Adopter un projet de règlement d'emprunt de 18 500 000 $ pour financer l'acquisition par la Ville de Montréal d'un Centre sportif (terrain et bâtiment) situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis.

Il est recommandé :

1. D'adopter le projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 18 500 000 $ pour financer l'acquisition par la Ville de Montréal d'un Centre sportif (terrain et bâtiment) situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-02-24 09:22

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1164815001**
Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Adopter un projet de règlement d'emprunt de 18 500 000 $ pour financer l'acquisition par la Ville de Montréal d'un Centre sportif (terrain et bâtiment) situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis.

CONTENU

CONTEXTE

En 2010, un centre sportif, avec stade de soccer, a été construit sur un terrain appartenant au Collège d'enseignement général et professionnel Marie-Victorin (le « CMV »), situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, dans les arrondissements de Montréal-Nord et de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles (le « Centre »). Le Centre comprend notamment des terrains de soccer intérieurs, un gymnase double, des salles polyvalentes, un centre d'entraînement, un comptoir restaurant et une boutique d'article de sports. Depuis son ouverture, le Centre d'activités physiques et communautaires de l'Est (le « CAPCE »), un organisme à but non lucratif, n'a pu rentabiliser les opérations du Centre malgré des prêts consentis par le CMV et une flexibilité de remboursement du créancier hypothécaire. Considérant que certains services et activités sont actuellement offerts aux citoyens de ce secteur de la Ville dans le Centre, les représentants du CMV et du CAPCE ont approché la Ville à l'automne 2015 afin de vérifier son intérêt pour l'acquisition des droits du CAPCE dans l'emphytéose. Entre les mois d'octobre 2015 et janvier 2016, plusieurs rencontres des représentants de la Ville du Service de la diversité sociale et des sports (le « SDSS ») et du Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI »), du CAPCE et du CMV ont eu lieu afin de discuter des conditions d'une possible acquisition du Centre par la Ville. Après analyse des besoins, le SDSS a constaté que l'acquisition du Centre par la Ville permettrait une plus grande offre de services aux Montréalais à des tarifs plus accessibles, comparables à ceux qui sont normalement exigés par la Ville dans les équipements qui lui appartiennent.

Les conseils d'administration du CMV et du CAPCE ont approuvé un projet d'entente tripartite relativement aux conditions d'acquisition par la Ville de tous les droits détenus dans le Centre par le CAPCE et le CMV, incluant les équipements. Ce projet d'entente est présenté pour approbation par les élus municipaux en parallèle du présent dossier (GDD 1161368001).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour but de faire adopter un projet de règlement d'emprunt de 18 500 000 $ pour le financement de l'acquisition par la Ville de Montréal de tous les droits détenus par le CMV et le CAPCE, incluant les équipements, dans un immeuble situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, dans les arrondissements de Montréal-Nord et de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles. Cet équipement sera sous la responsabilité du conseil municipal.

JUSTIFICATION

L'acquisition du Centre par la Ville permettra une offre bonifiée de services aux Montréalais, notamment ceux résidants dans les arrondissements de Montréal-Nord, de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, de Saint-Léonard et d'Anjou, à des coûts accessibles. Une offre de service régionale pour plusieurs activités et la collaboration entre les arrondissements seront favorisées.
Le prix de vente est conforme à la valeur marchande évaluée par le SGPI, sans considérer la subvention qui sera versée par le ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche à la Ville. Le bâtiment est de construction récente et l'acquisition de tous les droits dans l'immeuble (terrain et bâtiment) permettra une gestion autonome et efficace à long terme par la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Afin d'acquérir le Centre, l'adoption d'un règlement d'emprunt de 18 500 000 $ est requise. Ce règlement d'emprunt sera à la charge des citoyens de la Ville centrale. La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Centre est un milieu où l'éducation à la santé et la mise en forme sont omniprésentes, au bénéfice des citoyens et des étudiants. L'acquisition du Centre par la Ville est en adéquation avec les principes de développement durable qui visent :

- Une meilleure qualité de vie par l'accès aux équipements de loisirs;
- Une collectivité au cœur du développement durable par l'accessibilité universelle et l'équité entre les genres et les générations.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'acquisition du Centre par la Ville permettra d'offrir une gamme plus vaste d'activités sportives aux Montréalais à des tarifs comparables à ceux exigés dans les autres centres appartenant à la Ville, lesquels sont généralement inférieurs à ceux qui sont actuellement exigés par le CAPCE. Cette transaction permettra également au CAPCE de mettre fin à ses activités déficitaires et au CMV de maintenir à long terme les activités sportives et d'éducation auprès de sa clientèle étudiante.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication a été élaborée, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Règlement d'emprunt

- Avis de motion par le conseil municipal : 21 mars 2016.
- Adoption du règlement d'emprunt par le conseil municipal : 18 avril 2016.
- Approbation du règlement d'emprunt par le gouvernement du Québec : mai 2016.

Acquisition du Centre

- Vérification diligente à être complétée par la Ville : mars à mai 2016.
- Lancement d'un appel d'offres pour retenir les services d'un gestionnaire du Centre : printemps 2016.
- Approbation et signature du projet d'acte de vente, d'un acte d'usufruit pour les terrains de soccer et de la convention d'échanges de services : mai 2016.
- Approbation du choix du gestionnaire : été 2016.
- Prise de possession et début des opérations par le gestionnaire retenu par la Ville : 1er septembre 2016.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mario PRIMARD)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Suzie DESMARAIS, Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction

Lecture :

Suzie DESMARAIS, 12 février 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominique LEMAY
Conseillère en planification

Tél : 514 872-5672
Télécop. : 514 872-9255

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-11

Luc DENIS
Chef de division

Tél : 514-872-0035
Télécop. : 514 872-9255

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne DEROME
Directrice
Tél : 514 872-6133
Approuvé le : 2016-02-23

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 18 500 000 $ AFIN DE FINANCER L'ACQUISITION D'UN CENTRE SPORTIF (TERRAIN ET BÂTIMENT) SITUÉ AU 7000, BOULEVARD MAURICE-DUPLESSIS

Vu l'article 94 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 18 500 000 $ afin de financer l'acquisition d'un centre sportif (terrain et bâtiment) situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1164815001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1164815001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Adopter un projet de règlement d'emprunt de 18 500 000 $ pour financer l'acquisition par la Ville de Montréal d'un Centre sportif (terrain et bâtiment) situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1164815001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mario PRIMARD
Agent comptable analyste
Tél : 514-868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-12

François FABIEN
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-7174
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.01

2016/03/21
13:00

(1)

Dossier # : 1150870001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 1
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 100 000 000 $ pour le financement des interventions municipales afférentes au projet de remplacement du pont Jacques-Bizard.

Il est recommandé :
d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 100 000 000 $ pour le financement des interventions municipales afférentes au projet de remplacement du pont Jacques-Bizard» sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-01-28 17:10

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1150870001**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 1
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 100 000 000 $ pour le financement des interventions municipales afférentes au projet de remplacement du pont Jacques-Bizard.

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier porte sur l'adoption d'un règlement d'emprunt de 100 000 000 $ pour le financement du projet de remplacement du pont Jacques-Bizard, relevant de la compétence du conseil de la Ville centre.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG14 0522, 27 novembre 2014 : Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert du ministre des Transports, des bandes de terrains vacantes situées du coté nord-est du boulevard Jacques-Bizard entre le boulevard Pierrefonds et le boulevard Chèvremont aux fins de construction d'un nouveau pont et de ses approches entre l'Île-Bizard et Montréal et de régulariser le titre de propriété de la Ville, quant à sa piste cyclable pour un montant total de 4 091 000 $.
CG15 0660, 19 novembre 2015: Adopter le Programme triennal d'immobilisations 2016-2018 de la Ville de Montréal (volet agglomération).

DESCRIPTION

Ce nouveau règlement d'emprunt vise à financer, pour les années 2016 et suivantes, le projet ci-dessous qui fait partie du programme triennal d'immobilisations 2016-2018 (volet agglomération) :

· $ 100.0M : 46101 – Projet de remplacement du pont Île-Bizard

Le projet consiste à construire un nouveau pont en aval du pont Jacques-Bizard et à le raccorder au réseau routier. Les dépenses du projet à financer par le règlement d'emprunt sont les suivantes :

- la protection ou le déplacement des infrastructures en conflit avec le nouveau pont;
- le remplacement du pont et à son raccordement au réseau existant;
- l'amélioration des conditions de circulation dans la mesure où cela ne retarde pas l'ouverture du nouveau pont;
- l'intégration dans l'emprise des réseaux techniques et des conduites municipales;
- les interventions complémentaires en matière de paysage afin d'assurer une intégration au

secteur;
- la consolidation du pont actuel;
- toute autre dépense afférente au remplacement du pont Jacques-Bizard;
- les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux, les acquisitions d'immeubles et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

JUSTIFICATION

L'approbation par le gouvernement du Québec et les instances décisionnelles du règlement d'emprunt permet de réduire les délais administratifs lors de l'octroi de contrats et par conséquent permet de réaliser plus rapidement les travaux requis.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les différents travaux sont prévus au programme triennal d'immobilisations 2016-2018 de l'agglomération. Il s'avère que ce projet relève de la Ville centre et il est donc traité comme une demande budgétaire. La période de financement ne doit pas excéder 20 ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le premier objectif de ce projet est de mettre en place un lien durable entre l'île Bizard et Montréal de façon à permettre le déroulement normal des activités sur l'île Bizard. En maintenant ce lien, la Ville contribue :

- à assurer la qualité de vie de milieux résidentiel dépendant du lien avec Montréal;

- à maintenir l'activité économique de l'île Bizard;

- à améliorer la qualité de l'air et réduire les émissions de gaz à effet de serre en améliorant la qualité du lien, en améliorant les liens de transport actif et en réduisant la congestion fréquente.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'île Bizard est actuellement reliée à l'île de Montréal par une infrastructure vieillissante. La mise en place d'un pont fiable et durable permettra de sécuriser, sur le long terme, les déplacements entre l'île Bizard et Montréal. Ce projet procurera un total de 4 voies entre l'île Bizard et Montréal (au lieu des 3 voies actuelles), ce qui aura pour effet de réduire significativement les épisodes de congestion attribuables aux travaux d'entretien ou à des incidents occasionnels.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune séance d'information n'est prévue suite à l'adoption du règlement d'emprunt.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Avant-projet préliminaire : 2016
- Avant-projet définitif : 2017
- Plans et devis : 2017-2018
- Début des travaux : 2018
- Fin des travaux : 2020 (pour le nouveau pont)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François RONDOU)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Richard NIORÉ
Chargé de projet - Grand projet

Tél : 514-872-4018
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2015-11-26

Marie-Sophie COUTURE
Chef de section

Tél : 514 872-1773
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2016-01-26

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1150870001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 1
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 100 000 000 $ pour le financement des interventions municipales afférentes au projet de remplacement du pont Jacques-Bizard.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AG - 1150870001 - pont Jacques-Bizard.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie GERBEAU
Avocat
Tél : 514-872-3093

ENDOSSÉ PAR Le : 2015-12-01

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-872-3093
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 100 000 000 $ POUR LE FINANCEMENT D'INTERVENTIONS MUNICIPALES AFFÉRENTES AU PROJET DE REMPLACEMENT DU PONT JACQUES-BIZARD

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 100 000 000 $ est autorisé pour le financement de travaux de remplacement du pont Jacques-Bizard, de son raccordement au réseau routier existant, de protection ou de déplacement des infrastructures en conflit avec le nouveau pont, de toute autre intervention complémentaire notamment en matière de circulation, d'aménagement et d'intégration des réseaux techniques et des conduites municipales ainsi que de consolidation de l'actuel pont.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

GDD 1150870001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1150870001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 1
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 100 000 000 $ pour le financement des interventions municipales afférentes au projet de remplacement du pont Jacques-Bizard.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Projet 46101 - 1150870001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François RONDOU
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Brennan 1
Tél : (514) 868-3837

Co-Autreur:
Stéphanie MORAN
Conseillère bugétaire - Conseil et soutien financier - PS Brennan 1
514-872-2813

ENDOSSÉ PAR Le : 2015-11-30

Jacques BERNIER
Chef de division

Tél : 514 872-3417

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier - PS Brennan 1

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.02

2016/03/21
13:00

(1)

Dossier # : 1154396011

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud-est de la rue Beaudet, entre la rue Cardinal et la rue Crevier, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, aux fins de transfert aux propriétaires riverains ». N/Réf. : 31h12-005-2556-03

Il est recommandé :
d'adopter un règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud-est de la rue Beaudet, entre la rue Cardinal et la rue Crevier, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, aux fins de transfert aux propriétaires riverains » visant la ruelle formée des lots 5 727 910 à 5 727 925 inclusivement du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal et délimitée par les lettres ABCDA sur le plan B-3 Saint-Laurent, préparé par Sylvie Gauthier, arpenteure-géomètre, en date du 24 septembre 2015, sous le numéro 1630 de ses minutes, dossier numéro 21767.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-01-29 11:50

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1154396011**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud-est de la rue Beaudet, entre la rue Cardinal et la rue Crevier, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, aux fins de transfert aux propriétaires riverains ». N/Réf. : 31h12-005-2556-03

CONTENU

CONTEXTE

En 2014, les propriétaires du bâtiment sis au 660, rue Cardinal ont manifesté le désir d'acquérir la ruelle riveraine à leur propriété. L'analyse de cette demande révèle que la ruelle montrée à titre indicatif, par une trame ombrée sur les plans B et C annexés, est entièrement occupée par les propriétaires riverains.
Les démarches nécessaires ont été entamées, en vue de procéder à la cession de ruelle, aujourd'hui connue comme étant les numéros de lots 5 727 910 à 5 727 925 inclusivement du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal. Plus des deux tiers des propriétaires riverains en nombre ont signé une requête à cet effet, représentant plus des deux tiers du front des terrains longeant cette ruelle. Après compilation, seulement un propriétaire n'a pas répondu et un propriétaire a refusé la fermeture de la ruelle.

Une action est requise pour permettre la fermeture de seize (16) lots identifiés sur le plan B -3 Saint-Laurent, comme domaine public, afin de les transférer aux propriétaires riverains en vertu des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

La Ville de Montréal étant aux droits de Ville Saint-Laurent est propriétaire de cette ruelle, anciennement connue comme étant le lot 468-221 du cadastre de la Paroisse de Saint-Laurent, pour l'avoir acquis aux termes de l'acte de vente publié au Bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le 27 mars 1939, sous le numéro 472 775.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

D1156895019 - 18 août 2015 - Approuver le projet de remplacement du lot 2 190 902 du cadastre du Québec, situé au sud-ouest de la rue Cardinal et au nord-ouest de la rue du Collège, dans l'arrondissement de St-Laurent, préparé par Mme Sylvie Gauthier, arpenteure -géomètre, le 28 mai 2015, minute 1612.

CA13 08 0079 - 5 février 2013 - Approuver le sommaire décisionnel numéro 1124547181 relatif à la cession des ruelles non opérationnelles de l'arrondissement et mandater la

Direction des stratégies et transactions immobilières de la Ville pour entamer le processus de cession des ruelles occupées par les propriétaires et appartenant à la Ville de Montréal en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

Adopter un règlement de fermeture de ruelle et transférer aux propriétaires riverains les lots 5 727 910 à 5 727 925 inclusivement du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal et créer une servitude à des fins de télécommunication sur les lots 5 727 910 à 5 727 917 inclusivement, délimitée par les lettres AEFDA, tels qu'identifiés au plan B-3 Saint-Laurent, préparé par Sylvie Gauthier, arpenteure-géomètre, en date du 24 septembre 2015, sous le numéro 1630 de ses minutes, numéro de dossier 21767.

JUSTIFICATION

Il n'est pas dans l'intérêt de la Ville de conserver cette ruelle non ouverte à la circulation, puisqu'elle n'est pas essentielle à l'accessibilité et à la desserte arrière des bâtiments riverains.
Cette transaction permettra à la Ville de percevoir des taxes foncières sur les lots ainsi cédés.

En conséquence et en tenant compte que l'ensemble des intervenants municipaux est favorable à ce transfert, il y a lieu que les autorités municipales procèdent à l'approbation du transfert de ruelle aux propriétaires riverains, conformément à l'encadrement numéro C-OG-SCARM-D-11-001 « Cession de ruelles aux propriétaires riverains - Modalités et conditions », en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément au Programme d'acquisition de ruelles non requises par la Ville, le transfert aux propriétaires riverains se fait gratuitement, en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un avis d'adoption de ce règlement de fermeture, aux fins de transfert aux riverains, doit être signifié par le greffier de la Ville à chacun des propriétaires des immeubles riverains et doit être publié dans un quotidien distribué dans la Ville.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dès l'entrée en vigueur de ce règlement, la Direction des affaires civiles de la Ville de Montréal en publie une copie dûment certifiée au Bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Céline DUMAIS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sylvie BLAIS, Service des infrastructures_voirie et transports
Michel L LAPIERRE, Service de sécurité incendie de Montréal
Éric PAQUET, Saint-Laurent

Lecture :

Michel L LAPIERRE, 6 janvier 2016
Éric PAQUET, 22 décembre 2015

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie FAVREAU
Chargée de soutien technique en immobilier

Tél : 514 872-8407
Télécop. : 514 872-8350

Denis SAUVÉ, chef de section
Tél. : 514 872-2125

ENDOSSÉ PAR Le : 2015-12-21

Sylvie DESJARDINS
Directrice par intérim

Tél : 514 872-5493
Télécop. : 514 872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice Évaluation et courtage immobilier/Sécurité
Tél : 514-872-0153
Approuvé le : 2016-01-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-01-29

RÉSUMÉ - TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Numéros de GDD/DD et mandat : 1154396011 (Mandat n° 14-0040-T)

Description de la transaction :

- Type de transaction : Règlement de fermeture aux fins de transfert aux propriétaires riverains en vertu des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.
- Localisation : Ruelle située au sud-est de la rue Beaudet, entre la rue Cardinal et la rue Crevier dans l'arrondissement de Saint-Laurent.
- Lots : 5 727 910 à 5 727 925 inclusivement du cadastre du Québec
- Superficie totale : 430,4 m² (4 633 pi²)
- Zonage : Résidentiel

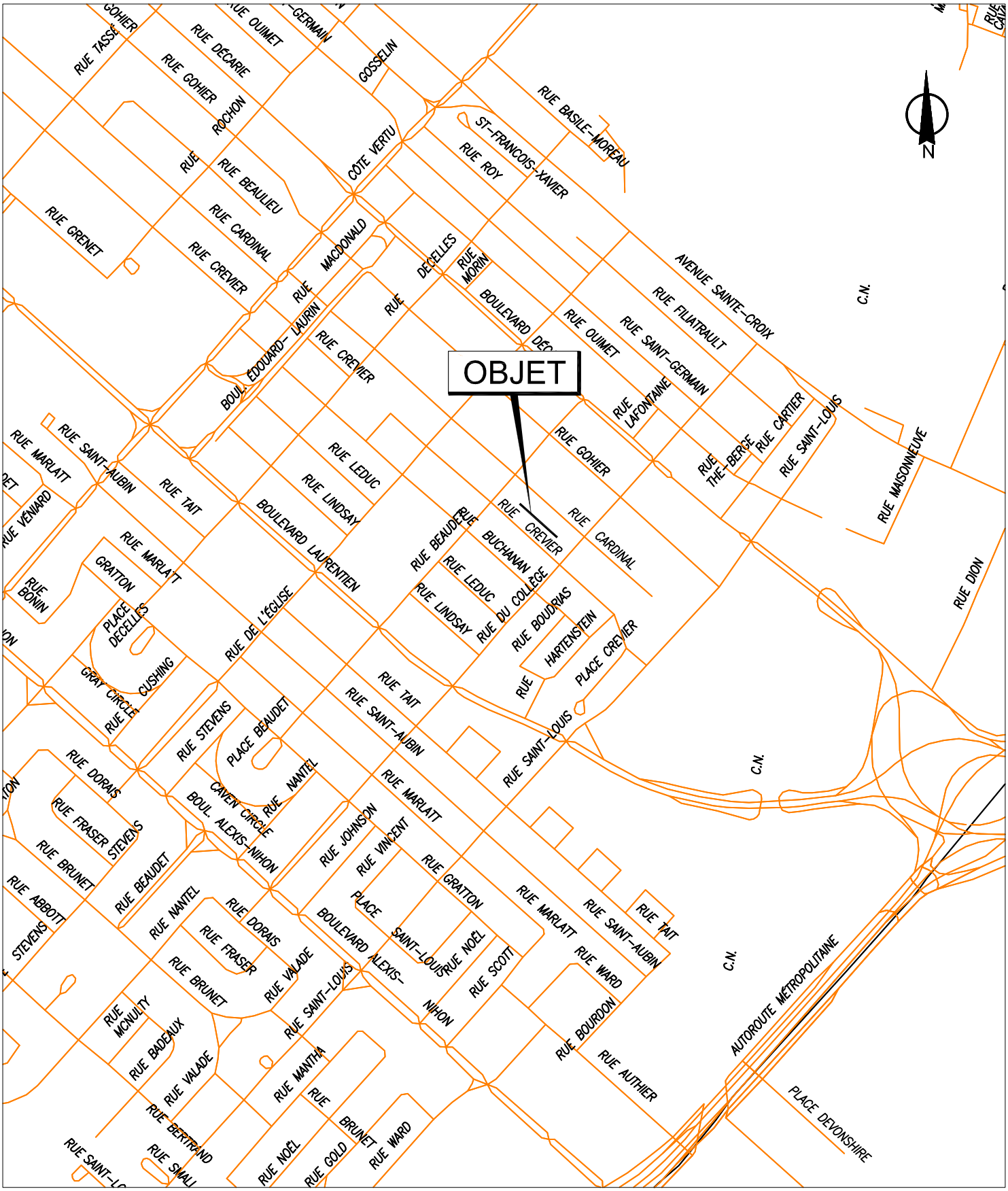
Vendeur : Ville de Montréal

Acquéreur : Seize (16) propriétaires riverains

Prix de vente : À titre gratuit

Valeur aux livres : Ne s'applique pas

Préparé par :		**INITIALES**	**DATE (JJ-MM-AA)**
Julie Favreau	Téléphone : 2-8407	_____	_____
Denis Sauvé	Téléphone : 2-2125	_____	_____
Francine Fortin	Téléphone : 2-0153	_____	_____
Marie-Claude Lavoie	Téléphone : 2-1049	_____	_____

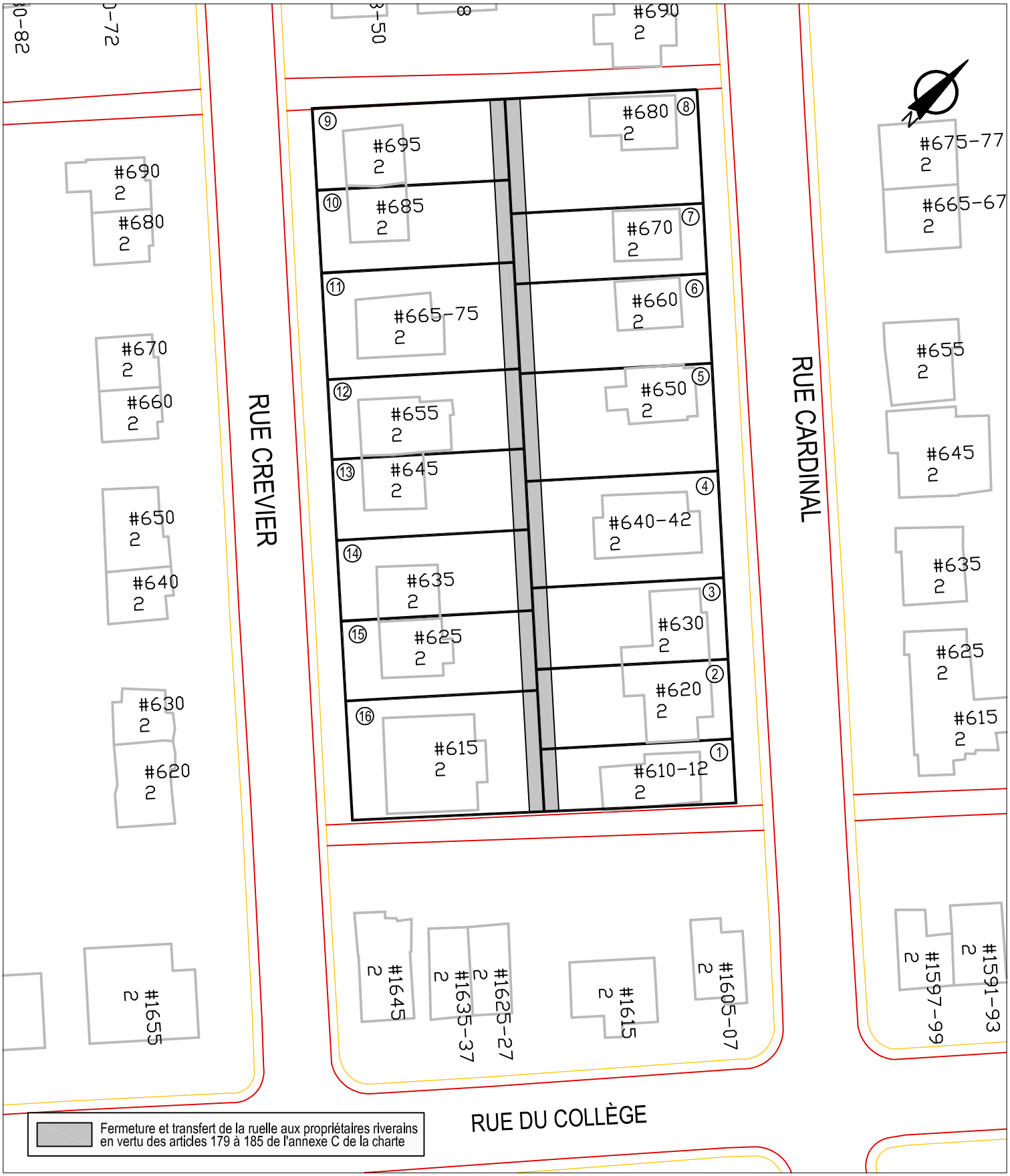


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Saint-Laurent
Montréal

Plan A : plan de localisation
Dossier : 31H12-005-0352-05
Dessinateur : CL
Échelle : -
Date : 14-07-14

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

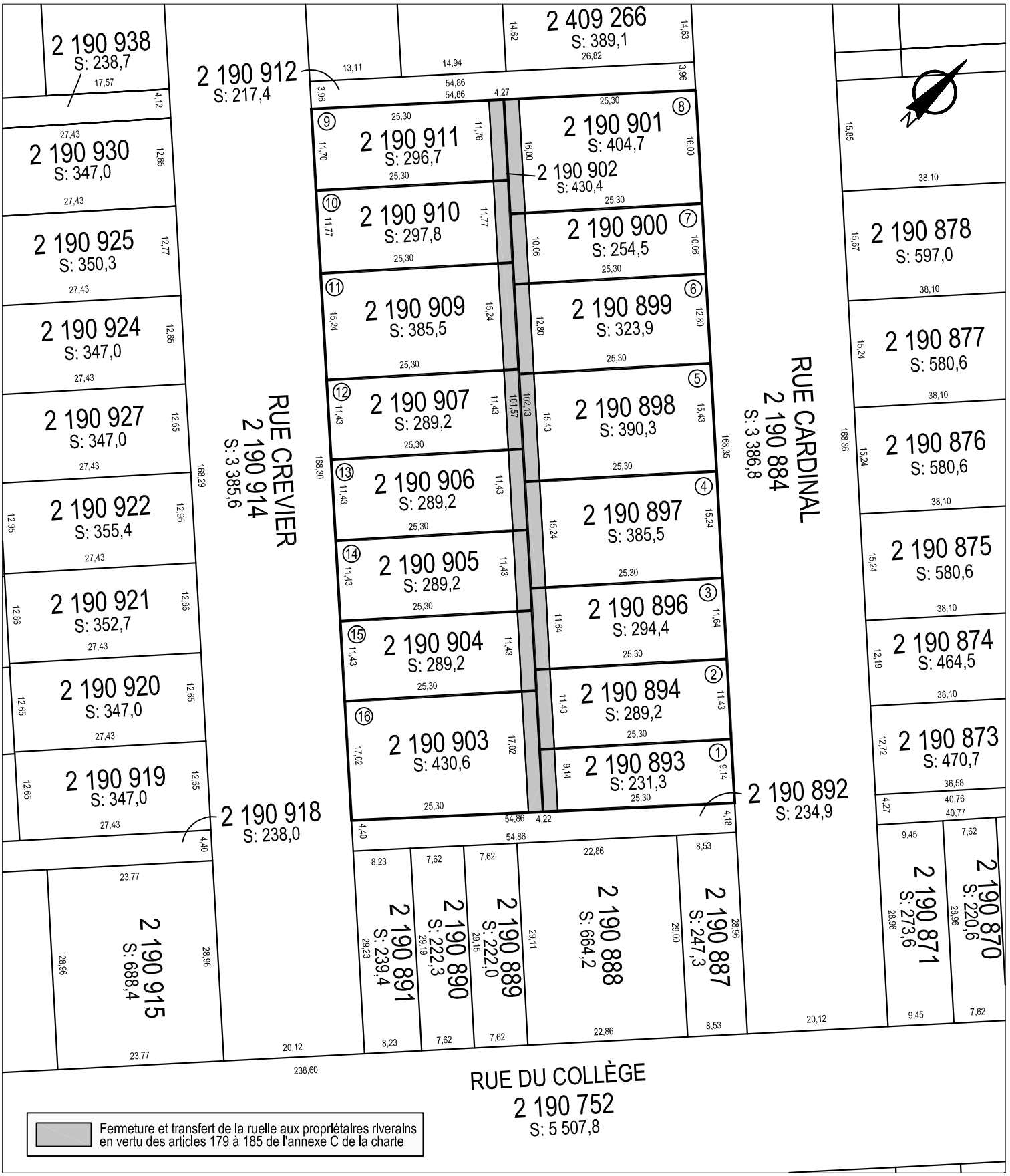


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Saint-Laurent
Montréal

Plan B : plan de l'utilisation du sol
Dossier : 31H12-005-0352-05
Dessinateur : CL
Échelle : 1:700
Date : 17-04-14

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Saint-Laurent
Montréal

Plan C : plan de cadastre
Dossier : 31H12-005-0352-05
Dessinateur : CL
Échelle : 1:700
Date : 14-07-14

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Saint-Laurent
Montréal

Plan P: photo aérienne
Dossier : 31H12-005-0352-05
Dessinateur : CL
Échelle : -
Date : 14-07-14

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1154396011

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud-est de la rue Beaudet, entre la rue Cardinal et la rue Crevier, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, aux fins de transfert aux propriétaires riverains ». N/Réf. : 31h12-005-2556-03

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Ci-joint le projet de règlement à être soumis au conseil municipal pour approbation.

Réf.: 15-003817

FICHIERS JOINTS

Règlement fermeture et transfert ruelle.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Céline DUMAIS
Notaire
Tél : (514) 872-6838

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-27

Céline DUMAIS
Notaire
Tél : (514) 872-6838
Division :

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
16-

RÈGLEMENT SUR LA FERMETURE D'UNE RUELLE SITUÉE AU SUD-EST DE LA RUE BEAUDET, ENTRE LA RUE CARDINAL ET LA RUE CREVIER, DANS L'ARRONDISSEMENT DE SAINT-LAURENT, AUX FINS DE TRANSFERT AUX PROPRIÉTAIRES RIVERAINS

VU les articles 179 à 185 de l'annexe C de la charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4) ;

À la séance du 2016, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. La ruelle située au sud-est de la rue Beaudet, entre la rue Cardinal et la rue Crevier, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, formée des lots 5 727 910, 5 727 911, 5 727 912, 5 727 913, 5 727 914, 5 727 915, 5 727 916, 5 727 917, 5 727 918, 5 727 919, 5 727 920, 5 727 921, 5 727 922, 5 727 923, 5 727 924 et 5 727 925 tous du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, est fermée.

2. Les lots riverains de la ruelle sont les suivants : 2 190 893, 2 190 894, 2 190 896, 2 190 897, 2 190 898, 2 190 899, 2 190 900, 2 190 901, 2 190 911, 2 190 910, 2 190 909, 2 190 907, 2 190 906, 2 190 905, 2 190 904 et 2 190 903 tous du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

3. Les lots mentionnés à l'article 1 sont remembrés avec les lots mentionnés à l'article 2, conformément au plan B-3 Saint-Laurent.

4. Lorsqu'un lot riverain auquel une partie de la ruelle est remembrée appartient à plus d'un propriétaire, tel lot remembré est transféré aux propriétaires de ce lot riverain dans la mesure de leurs intérêts respectifs dans ce lot.

5. Une partie de l'emprise de cette ruelle, composée des lots 5 727 910, 5 727 911, 5 727 912, 5 727 913, 5 727 914, 5 727 915, 5 727 916 et 5 727 917 tous du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et délimitée par les lettres AEFDA sur le plan B-3 Saint-Laurent préparé par Sylvie Gauthier, arpenteure-géomètre, en date du vingt-quatre (24) septembre deux mille quinze (2015), sous le numéro 1630 de ses minutes (dossier 21767), est grevée d'une servitude d'utilités publiques à des fins de télécommunication, y compris la pose, l'installation et l'entretien des conduits, poteaux, fils et autres accessoires nécessaires aux opérations des entreprises d'utilités publiques.

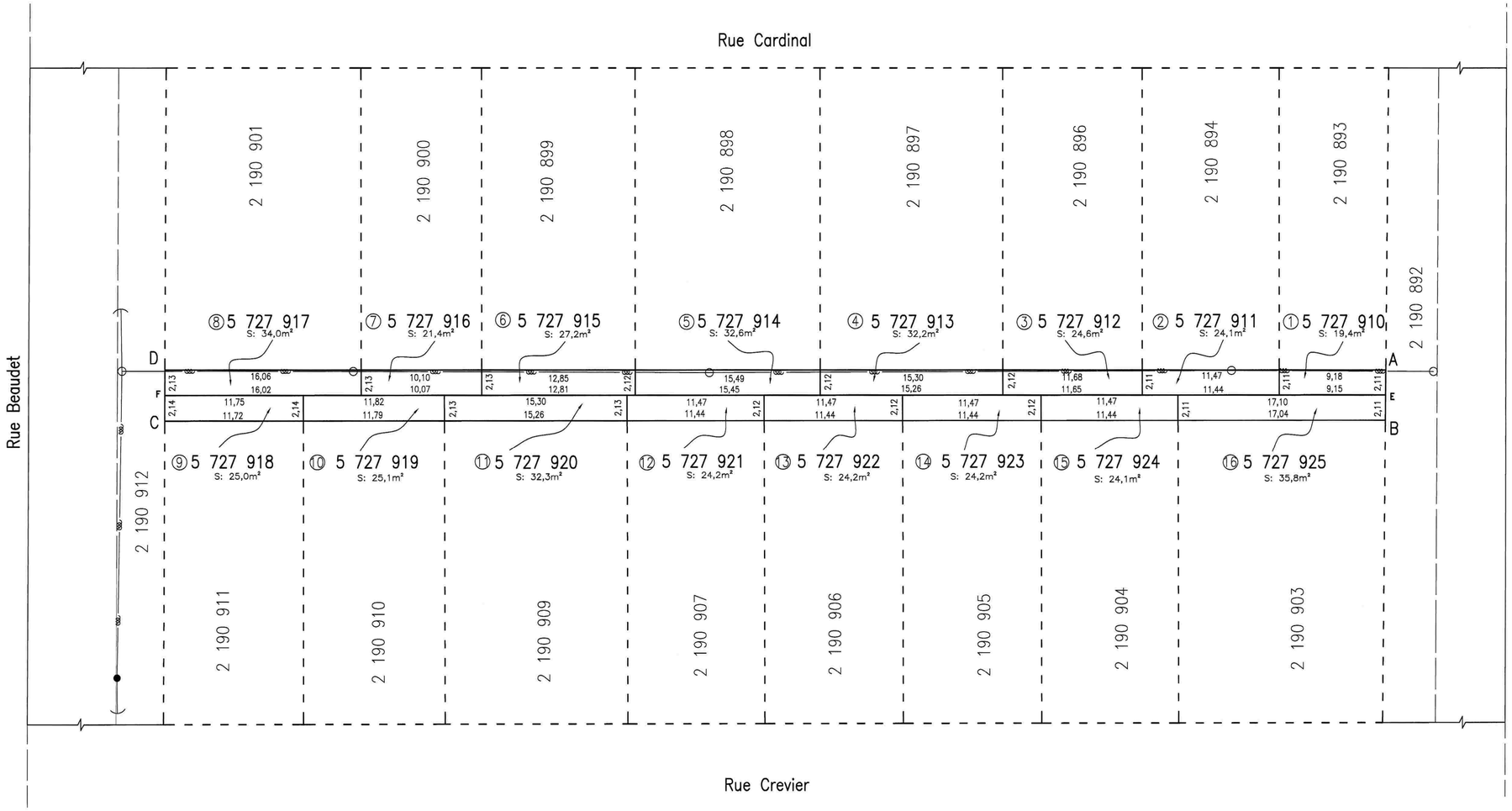
6. Le propriétaire des lots riverains auxquels l'emprise de cette ruelle est grevée de telle servitude d'utilités publiques est remembrée ne peut rien faire qui tende à diminuer l'exercice de cette servitude ou à le rendre moins commode et devra, le cas échéant, sur demande de la Ville ou de toute entreprise d'utilités publiques, déplacer toute construction et tout bien s'y trouvant à ses entiers frais.

ANNEXE

PLAN B-3 SAINT-LAURENT

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le 2016.

AP25413



LÉGENDE
○ : poteau téléphone
—— : fils aériens

code du microfilm A2

DIVISION DE LA GÉOMATIQUE

Échelle: 1: 200
0 2 mètres
Les unités utilisées sont celles du système international(SI)

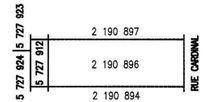
CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL

CADASTRE: Québec

LOT(S) Les lots 5 727 910, 5 727 911, 5 727 912, 5 727 913, 5 727 914, 5 727 915, 5 727 916, 5 727 917, 5 727 918, 5 727 919, 5 727 920, 5 727 921, 5 727 922, 5 727 923, 5 727 924, et 5 727 925.

EMPLACEMENT:
Bien-fonds situé au sud-est de la rue BEAUDET entre la rue CARDINAL et la rue CREVIER

LÉGENDE: Le remembrement d'un lot, anciennement partie d'une ruelle à une propriété riveraine est indiqué comme suit:



FINS DU DOCUMENT:
TRANSFERT DE RUELLE AUX PROPRIÉTAIRES RIVERAINS en vertu des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

NOTES: 1- Les lettres ABCDA délimitent le liséré indiquant le transfert de ruelle.
2- Le bien-fonds identifié par les lettres AEFDA devra être grevé d'une servitude à des fins de télécommunications.

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles spécifiées, sans autorisation écrite de son auteur ou du gardien du greffe commun.

Montréal, Le 24 septembre 2015

Préparé par: SYLVIE GAUTHIER Arpenteure-géomètre

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL
Montréal, le _____
_____ Arpenteur(e)-géomètre

Minute Nº 1630 Sceau

Références:

Feuillet(s) cartographique(s) 31H12-005-0352 (31H12-010-0226) Dessin: H. Sbai

Arpenteur-géomètre chef d'équipe:

DOSSIER Nº 21767 (Greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville)

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

Arpenteur-géomètre en chef de la Ville:

DOSSIER DE LA VILLE:

ARRONDISSEMENT MUNICIPAL:
Saint-Laurent

PLAN Nº B-3 SAINT-LAURENT

217670.DWG

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.03

2016/03/21
13:00

(1)

Dossier # : 1155890003

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement d'emprunt de 6 550 000 $ pour le financement d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 et le report des années antérieures.

Il est recommandé :
d'adopter le règlement intitulé "règlement autorisant un emprunt de 6 550 000$ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des ententes sur le développement culturel de Montréal conclues pour des années antérieurs à 2016" sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-01-22 15:40

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1155890003**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement d'emprunt de 6 550 000 $ pour le financement d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 et le report des années antérieures.

CONTENU

CONTEXTE

L'*Entente sur le développement culturel de Montréal* s'articule autour de quatre axes d'intervention, soit :
1. Mise en valeur du patrimoine;
2. Accès à la culture;
3. Consolidation du réseau des bibliothèques;
4. Forum des équipements culturels

Annuellement le ministère de la Culture et des Communications et la Ville déterminent conjointement le cadre de l'Entente, les priorités et le montage financier.

Puisque l'Entente 2016-2017 sera la prolongation de l'Entente 2015-2016, la grande majorité des projets prévus à la programmation découlent de l'entente 2015-2016. Il s'agit de programmes, d'études, de contribution, de projets, etc. financés conjointement par la Ville et le Ministère. Pour chacun des programmes, projets et activités, la provenance de leur financement varie en fonction de leur nature.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0683 - Approuver l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2015-2016 à intervenir entre la ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal établissant les modalités d'implication des parties relativement au versement d'une aide financière à la Ville pour réaliser des projets dans le cadre de cette entente
CE15 0672 – Approuver la programmation de l'entente sur le développement culturel de Montréal 2015-2016 entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal

CG13 0169 - 30 mai 2013 - Approuver la Modification no 1 à l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015 (CG12 0471) entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal aux fins de l'établissement d'un cadre d'intervention contribuant au développement culturel de Montréal, majorant ainsi le montant total de la contribution de 121 505 000 $ à 167 405 000 $.

CG12 0471 - 20 décembre 2012- Approuver l'Entente de développement culturel 2012-2015

entre le ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal.

CG11 0328 - 28 septembre 2011 - Approbation de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2011-2012 entre le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine et la Ville de Montréal

CG08 0598 - 27 novembre 2008 - Approbation de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2008-2011 entre le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine et la Ville de Montréal

CE05 1300 **-** 6 juillet 2005 : résolution approuvant l'accord de principe à la programmation de l'Entente sur le développement culturel entre la Ville et le MCCQ pour la période 2005-2008 et les nouveaux programmes culturels découlant de la programmation 2005-2008.

DESCRIPTION

Le règlement d'emprunt recommandé, totalisant 6 550 000 $ a pour objectif de permettre à la Ville de simplifier les processus administratifs liés à la gestion des dépenses de fonctionnement de la programmation de l'*Entente* 2016-2017 et le report des années antérieures.

JUSTIFICATION

Le règlement d'emprunt permettra le financement de dépenses de fonctionnement liées à l'Entente sur le développement culturel de Montréal. La Ville affectera à la réduction de l'emprunt décrété, les crédits budgétaires annuels ainsi que toute subvention ou participation financière pour le paiement d'une dépense visée par ce règlement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira au financement des dépenses de fonctionnement liées à l'Entente sur le développement culturel de Montréal de 6 550 0000 $ prévu au budget des différents Services agissant comme partie prenante à l'Entente. La Ville affectera à la réduction de l'emprunt décrété les crédits budgétaires annuels ainsi que toute subvention ou participation financière pour le paiement d'une dépense visée par ce règlement.
La période de financement ne pourra excéder 5 ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ville de Montréal adhère à l'*Agenda 21 de la culture* et appuie la reconnaissance de la culture comme le 4e pilier du développement durable et, en ce sens, les projets contenus dans l'Entente contribuent directement au développement durable. En effet, les valeurs intrinsèques aux processus culturels, telles que la diversité, la créativité ou l'esprit critique, sont essentielles au développement durable de nos sociétés.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption du présent règlement d'emprunt est liée au processus d'optimisation de la gestion des l'Entente de développement culturel.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Dans le cadre de demande de règlement d'emprunt aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption de l'avis de motion au Conseil municipal : janvier 2016
Approbation du règlement d'emprunt par le MAMOT: échéance visée: mars 2016
Adoption du règlement d'emprunt au Conseil municipal: mars 2016, si respect de l'échéance par le MAMOT

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mario PRIMARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne PONTBRIAND
Cadre sur mandat(s)

Tél : 514 872-8562
Télécop. : 514 872-0981

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-21

Gina TREMBLAY
Chef de division - Développement culturel

Tél : 514 872-5592
Télécop. : 514 872-4665

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Jean-Robert CHOQUET
Directeur
Tél : 514 872-4600
Approuvé le : 2016-01-21

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1155890003

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Adoption - Règlement d'emprunt de 6 550 000 $ pour le financement d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 et le report des années antérieures.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AG - 1155890003- Entente développement culturel v finale.doc

AG-1155890003 Annexe A.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie GERBEAU
Avocat
Tél : 514-872-3093

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-15

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-872-3093
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 6 550 000 $ POUR LE FINANCEMENT DES COÛTS AFFÉRENTS À LA RÉALISATION D'UNE PARTIE DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL 2016-2017 ET DES COÛTS AFFÉRENTS À LA RÉALISATION DES PARTIES REPORTÉES DES ENTENTES SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL CONCLUES POUR DES ANNÉES ANTÉRIEURES À 2016

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 6 550 000 $ est autorisé pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 conclue entre la Ville et la ministre de la Culture et des Communications et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des ententes sur le développement culturel de Montréal, conclues pour des années antérieures à 2016. Cette dépense est détaillée à l'annexe A.

2. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements est de 5 ans.

3. Une partie de l'emprunt, non supérieur à 10 % du montant de la dépense prévue à l'article 1, est destinée à renflouer le fonds général de la Ville de tout ou partie des sommes engagées avant l'entrée en vigueur du présent règlement, relativement à l'objet de celui-ci.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

6. Si le montant d'une appropriation dans ce règlement est plus élevé que la dépense faite en rapport avec cette appropriation, l'excédent peut-être utilisé pour payer une autre dépense décrétée par ce règlement et dont l'appropriation est insuffisante.

ANNEXE A
DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE LA DÉPENSE

_____

_____

GDD1155890003

Annexe A

DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE LA DÉPENSE

CHAPITRE 1

RÉALISATION D'UNE PARTIE DE L'ENTENTE DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL 2016-2017 ET DES COÛTS AFFÉRENTS À LA RÉALISATION DES PARTIES REPORTÉES DES ENTENTES SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL CONCLUES POUR DES ANNÉES ANTÉRIEURES À 2016

SECTION I

DESCRIPTION DE LA DÉPENSE

1. Il s'agit de développer et de consolider les arts et la culture par le soutien à diverses activités d'accueil et de diffusion culturelle professionnelle.

2. Il s'agit de donner aux citoyens l'accès aux arts et à la culture dans les arrondissements notamment par des projets et des programmes de médiation culturelle, de création numérique, de patrimoine et de pratique artistique amateur.

3. Il s'agit de financer des études stratégiques, de la veille, des initiatives, des ententes et des projets favorisant le développement et le rayonnement de Montréal comme métropole culturelle et comme Ville UNESCO de design.

4. Il s'agit de soutenir des études, des recherches, des projets, l'aide d'urgence et des ententes pour les équipements culturels municipaux et pour le réseau des bibliothèques de Montréal.

5. Il y a également lieu de mettre en valeur le partenariat Ville/ministère de la Culture et des Communications par la communication, la publicité et la promotion et des activités de gestion.

SECTION II

ESTIMATION DU COÛT

6. L'estimation du coût de la dépense détaillée aux articles 1 à 5 s'élève à la somme de 6 550 000 $. $ soit 4 250 000$ pour l'entente 2016-2017 et 2 300 000 $ pour des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des ententes sur le développement culturel de Montréal conclues pour des années antérieures à 2016.

TOTAL: 6 550 000 $

Annexe A préparée le 21 décembre 2015 par:

Anne Pontbriand
Coordonnatrice – Développement culturel
Service de la culture

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1155890003

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Adoption - Règlement d'emprunt de 6 550 000 $ pour le financement d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 et le report des années antérieures.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1155890003.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mario PRIMARD
Agent comptable analyste
Tél : Tél. 514-868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-19

Daniel D DESJARDINS
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5597
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.04

2016/03/21
13:00

(1)

Dossier # : 1150211001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division sécurité et aménagement du réseau artériel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Plan de transport
Objet :	Aux fins de la mise en oeuvre de l'entente entre la Ville de Montréal et le ministre des Transports pour la Phase II de coopération avec les municipalités en matière de contrôle automatisé de la circulation routière, adopter le Règlement modifiant le Règlement du conseil de la ville sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055)

Il est recommandé d'adopter le Règlement modifiant le Règlement 08-055 du conseil de la ville sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-02-01 12:01

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1150211001**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division sécurité et aménagement du réseau artériel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Plan de transport
Objet :	Aux fins de la mise en oeuvre de l'entente entre la Ville de Montréal et le ministre des Transports pour la Phase II de coopération avec les municipalités en matière de contrôle automatisé de la circulation routière, adopter le Règlement modifiant le Règlement du conseil de la ville sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055)

CONTENU

CONTEXTE

En 2007, l'Assemblée nationale adoptait la loi 42 qui prévoyait l'installation et l'utilisation de cinémomètres photographiques et de systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges, pendant une période d'au moins 18 mois. Lors de cette phase I, qui s'est déroulée entre 2009 et 2011, la Ville de Montréal représentée par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) a participé et collaboré avec le ministère des transports du Québec (MTQ) pour le déploiement de quinze appareils de contrôle automatisé (ACA), dont cinq (5) sur réseau de la Ville de Montréal. Au terme de ce projet-pilote, un rapport d'évaluation a été déposé à l'Assemblée nationale en 2010, qui avait conclu à un bilan positif du projet-pilote pour améliorer la sécurité des usagers en modifiant les comportements à risque, tout en préservant une bonne acceptabilité sociale. Le MTQ confirmait la permanence de l'utilisation des ACA en février 2012 par le dépôt de la loi 57 qui venait modifier leurs encadrements. De plus, il annonçait une Phase II de déploiement progressif des ACA qui vise à établir et à évaluer les modalités de coopération avec les municipalités, aussi d'une durée de 18 mois.

Cette Phase II vise à étudier la forme de coopération avec les municipalités et les types d'appareils de contrôle automatisé (ACA) les mieux adaptés au contexte municipal. Pour fin de simplification, on y référera comme la Phase II de coopération avec les municipalités, soit le PPCM.

À la fin du PPCM, les villes participantes et les partenaires gouvernementaux collaboreront à la rédaction d'un rapport d'évaluation. Tous pourront tirer leurs conclusions, notamment sur le plan de la sécurité routière, de l'acceptabilité sociale, de l'organisation, de l'utilisation des appareils ainsi que des aspects technologiques et financiers.

Ainsi, les municipalités et les partenaires gouvernementaux du PPCM seront mieux outillés pour proposer des orientations quant aux modalités de déploiement futur de nouveaux appareils dans les municipalités.

Les agglomérations de Québec et de Longueuil, ainsi que les villes de Laval et Gatineau participent aussi au PPCM. Le MTQ a débuté à l'automne 2015 la mise en opération progressive de 36 nouveaux ACA sur le réseau municipal de ces municipalités ainsi que sur le réseau à l'entretien du MTQ en milieu municipal. Le déploiement va se poursuivre en 2016. Ainsi, le PPCM est déjà commencé et il va prendre fin le 30 juin 2017.

La nouvelle entente (GDD 1155090002) permettra à la Ville de participer à cette Phase II et bénéficier des nouvelles modalités de coopération établies par le MTQ dans cette entente. En plus d'ajouter l'installation et l'utilisation de 3 nouveaux ACA sur le réseau de la Ville, la nouvelle entente vient circonscrire de façon plus précise les droits et les obligations de la Ville ainsi que celles du MTQ. Puisque certaines des obligations dans l'entente relèvent de responsabilités qui ont été déléguées aux conseils d'arrondissement dans le règlement 08-055, deux sommaires décisionnels sont présentés aux instances :

1. Le conseil de ville doit adopter des modifications au Règlement 08-055, soit l'objet du présent sommaire.
2. Le conseil d'agglomération doit approuver l'entente et accorder un budget additionnel de revenus et dépenses équivalent de 482 957 $ pour répondre aux obligations qui en découlent (voir le GDD 1155090002).

L'entente signée en 2009 entre la Ville et le ministre des Transports est toujours en vigueur puisque les ACA installés et utilisés demeurent opérationnels.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 0148 - 25 janvier 2016 - Adoption du règlement modifiant le Règlement sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055) afin de répondre aux principales recommandations du Bureau de l'inspecteur général sur le déneigement et ses pratiques à Montréal.

CM15 1002 - 21 septembre 2015 - Adoption du règlement modifiant le Règlement sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d’arrondissement (08-055), afin notamment d’approuver la Politique de déneigement de la Ville de Montréal.

CE09 0756 - 13 mai 2009 - Autoriser le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) à participer au projet pilote en lien avec la loi 42 qui prévoit l'installation et l'utilisation de cinémomètres photographiques et de systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

DESCRIPTION

Pour le premier projet-pilote, l'entente de 2009 avait été signée par le directeur du SPVM, dûment autorisé par le Comité exécutif à cette fin. Le déploiement et l'opération des appareils de contrôle automatisé (ACA) étaient à leur début au Québec, et il était difficile d'anticiper l'ampleur des obligations de la Ville et de son service de police. Or, puisque le contrôle est une responsabilité de la police, l'exploitation des ACA était présumée aussi de responsabilité de la police. D'ailleurs, les ressources policières à assigner et les coûts associés à ces ressources pour remboursement par le Ministre avaient été prévus dans l'entente de 2009.
Toutefois, l'expérience de ce premier projet-pilote a démontré que l'ampleur des obligations souhaitées et attendues par le Ministre à l'égard de la Ville allait bien au-delà de l'utilisation et l'exploitation des appareils par le SPVM. Les représentants de la Ville avaient d'ailleurs faits des représentations auprès du MTQ pour signifier l'importance des activités connexes

et des défis qu'elles pouvaient représenter au sein d'une ville comme Montréal.

Dans la nouvelle entente, dont l'approbation fait l'objet du dossier décisionnel 1155090001, les obligations de la Ville sont beaucoup plus précises. Toutefois, à l'analyse de l'entente, il est ressorti que certaines des obligations de la Ville touchaient des compétences qui sont déléguées aux arrondissements.

Les modifications au Règlement 08-055 sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement ont pour objectif de centraliser les activités qui peuvent avoir un impact sur l'exploitation et les opérations des ACA aux endroits déterminés pour le contrôle automatisé. Par souci d'efficacité et pour faciliter la reddition de compte exigée par le Ministre et décrite dans l'entente, ces modifications visent à exclure de la délégation aux arrondissements les activités d'entretien en lien avec les ACA. De plus, il est proposé d'ajouter des conditions aux délégations prévues au Règlement afin d'exiger un avis favorable du Directeur du Service des infrastructures, de la voirie et des transports préalablement à toute modification effectuée sur le contrôle de la circulation et du stationnement qui peuvent avoir un impact sur les ACA.

Les modifications à apporter sont :

- Exclure de la délégation aux arrondissements les activités d'entretien en lien avec les ACA afin qu'elles demeurent de la compétence du conseil de ville;
- Ajouter de nouvelles conditions aux délégations prévues quant aux activités d'entretien relatives à la gestion des entraves à la circulation afin que le conseil d'arrondissement informe par écrit le Directeur du Service des infrastructures, de la voirie et des transports de toute entrave ayant des incidences sur les ACA.
- Ajouter de nouvelles conditions à la délégation prévue en matière d'adoption et d'application de la réglementation afin d'obliger les conseils d'arrondissement à obtenir un avis favorable du Directeur du Service des infrastructures, de la voirie et des transports préalablement à tout acte ayant des incidences sur les ACA.

Il est recommandée que l'entente qui fait l'objet du dossier 1155090001 soit signée lorsque cette modification réglementaire entre en vigueur. Ceci facilitera la reddition de compte auprès du Ministre mais surtout simplifiera la préparation et l'envoi des pièces justificatives exigées par le Ministre pour le remboursement des coûts admissibles, notamment ceux qui ne relèvent pas du SPVM.

JUSTIFICATION

Les modifications au règlement 08-055 sont essentielles pour permettre à la ville-centre d'assumer ses obligations envers le Ministre et faciliter la reddition de compte selon les modalités stipulées dans l'entente.
Les conditions de contrôles de la circulation et du stationnement pendant la période du PPCM ne doivent pas être modifiés à l'intérieur des sites visés par l'entente sans évaluation préalable de l'impact sur l'opération des ACA par le Service des infrastructures, de la voirie et des transports. L'installation et la vérification aux trois mois de la présence de la signalisation associée aux ACA sont des activités qui ont une forte influence sur l'acceptabilité sociale de l'utilisation de ces équipements ainsi que sur la validité des éléments de preuve, d'où l'importance que le conseil de la ville exclut des délégations aux conseils d'arrondissement prévues au Règlement 08-055 ces activités, permettant ainsi d'en simplifier la réalisation et la reddition de compte.

La nouvelle entente prévoit l'utilisation de deux nouveaux ACA de type mobile en plus de celui déjà utilisé sur la rue Notre-Dame Est, ce qui permettra au SPVM de faire du contrôle automatisé sur sept tronçons situés sur des artères. Puisque ces tronçons d'artères traversent plusieurs arrondissements, cela exigerait un effort considérable pour, dans un premier temps coordonner l'implantation des équipements et de la signalisation associée, puis coordonner la vérification de la signalisation au trois mois. Une gestion centralisée des ACA serait plus efficace et se ferait à moindre coût.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le fait que les activités d'entretien en lien avec les ACA relèvent désormais du conseil de la ville n'aura pas d'incidence financière pour la Ville. Tel que précisé dans le dossier décisionnel 1155090002 les coûts associés à ces activités sont soit remboursés par le Ministre sous présentation des pièces justificatives, ou assumés à même le budget alloué aux divisions concernées.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le contrôle automatisé de la circulation s'ajoutera aux moyens déployés par la Ville pour l'amélioration de son bilan de sécurité routière, ce qui contribuera à l'amélioration de la qualité de vie sur son territoire.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si la modification du règlement 08-055 n'est pas adoptée, c'est tout le processus de mise en oeuvre de l'entente jusqu'au suivi et la participation à la rédaction du rapport d'évaluation qui sera alourdi et retardé. En effet, des résolutions provenant de chaque conseil d'arrondissement pourraient être requises pour mettre en oeuvre l'entente en ce qui concerne les compétences locales. Il est important de rappeler que le PPCM est déjà commencé et se terminera le 30 juin 2017. Or, si l'entente n'est pas signée d'ici le mois de mars 2016, les nouveaux ACA ne pourront être livrés et installés à temps pour permettre une évaluation adéquate.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue spécifiquement pour ce dossier. Une stratégie globale de communication sera préparée avec le Service des communications en marge de la signature de la nouvelle entente avec le MTQ.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil de ville du 22 février 2016 :

- avis de motion du conseil de ville pour les modifications réglementaires sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissements (08-055).

Conseil d'agglomération du 25 février 2016 :

- approbation de l'entente.

Conseil de ville du 21 mars 2016 :

- adoption du conseil de ville des modifications au règlement 08-055 sur la délégation de certains pouvoir relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissements.

Printemps 2016 :

- Signature de l'entente et entrée en vigueur des modifications réglementaires;
- Vérification de la faisabilité d'implantation et d'opération des ACA aux endroits désignés souhaités;
- Livraison des 2 ACA mobiles;
- Installation du système incluant un cinémomètre fixe ainsi qu'une caméra feu rouge;
- Installation de la signalisation;
- Déploiement du plan de communication pour annoncer la mise en opération de ces nouveaux équipements aux endroits déterminés.

30 juin 2017 : fin de la Phase II.

30 septembre 2017 : Dépôt du rapport final par le MTQ et fin de l'entente.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Michèle ST-ONGE, Service de police de Montréal , Direction des opérations

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2016-01-14
Nancy BADEAU	Guy PELLERIN	

Ingenieur(e) - c/e

Tél : 514 868-3558
Télécop. : 514 872-9458

Chef de division - sécurité et aménagement du réseau artériel

Tél : 514 872-7486
Télécop. : 514 872-9458

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit CHAMPAGNE
Directeur
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2016-02-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2016-02-01

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1150211001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division sécurité et aménagement du réseau artériel
Objet :	Aux fins de la mise en oeuvre de l'entente entre la Ville de Montréal et le ministre des Transports pour la Phase II de coopération avec les municipalités en matière de contrôle automatisé de la circulation routière, adopter le Règlement modifiant le Règlement du conseil de la ville sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir pièce jointe

FICHIERS JOINTS

Projet Règ. mod. le règlement 08-055_FINAL.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie FORTIER
Avocate
Tél : 514 872-6396

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-29

Éric COUTURE
Chef de division
Tél : 514 872-6868
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA DÉLÉGATION DE CERTAINS POUVOIRS RELATIFS AU RÉSEAU DE VOIRIE ARTÉRIELLE AUX CONSEILS D'ARRONDISSEMENT (08-055)

Vu l'article 105 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4) et l'article 186 de l'annexe C de cette Charte;

À l'assemblée du _____ 2016, le conseil de la Ville de Montréal décrète

1. L'article 2 du Règlement du conseil de la ville sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055) est modifié par l'ajout de l'alinéa suivant :

« Malgré le premier alinéa, la délégation du conseil de la ville qui y est prévue ne s'applique pas aux activités d'entretien en lien avec les cinémomètres photographiques et les systèmes photographiques de contrôle de circulation. ».

2. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 4.2, des articles suivants :

« **4.3.** Pour l'application des pouvoirs qui lui sont délégués en vertu du premier alinéa de l'article 2 quant aux activités d'entretien relatives à la gestion des entraves à la circulation, le conseil d'arrondissement doit, par écrit, informer le directeur du Service des infrastructures, de la voirie et des transports de toute entrave ayant des incidences sur les cinémomètres photographiques et les systèmes photographiques de contrôle de la circulation.

4.4. Pour l'application des pouvoirs qui lui sont délégués en vertu du deuxième alinéa de l'article 2 quant à l'adoption et à l'application de la réglementation relative au contrôle de la circulation et du stationnement, le conseil d'arrondissement doit obtenir préalablement un avis favorable du directeur du Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour tout acte ayant des incidences sur les cinémomètres photographiques et les systèmes photographiques de contrôle de circulation. ».

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXXX.

GDD : 1150211001

XX-XXX/2

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.05

2016/03/21
13:00

(1)

Dossier # : 1162891002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	Plan de transport
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 33 300 000 $ pour le financement de la deuxième tranche de la contribution municipale au projet intégré du service rapide par bus sur le boulevard Pie-IX (SRB Pie-IX)

Il est recommandé:
d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 33 300 000 $ pour le financement de la deuxième tranche de la contribution municipale au projet intégré du service rapide par bus sur le boulevard Pie-IX (SRB Pie-IX) », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-02-01 07:41

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1162891002**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	Plan de transport
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 33 300 000 $ pour le financement de la deuxième tranche de la contribution municipale au projet intégré du service rapide par bus sur le boulevard Pie-IX (SRB Pie-IX)

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2016-2018, des investissements sont prévus pour financer des travaux municipaux relevant de la compétence du conseil de la Ville, dont la mise à niveau des réseaux souterrains, la reconstruction de la voirie et l'aménagement du domaine public, de même que l'acquisition de terrains et de servitudes, connexes au projet d'implantation d'un service rapide par bus dans l'axe du boulevard Pie-IX par l'Agence métropolitaine de transport.
Le présent dossier porte sur l'adoption d'un règlement d'emprunt de 33 300 000 $ afin de financer la deuxième tranche de la contribution municipale à ce projet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0703 - 26 novembre 2015 - Approuver le projet d'entente détaillée entre l'Agence métropolitaine de transport (AMT) et la Ville de Montréal pour la mise sur pied d'un bureau de projet intégré visant la reconstruction et la requalification du boulevard Pie-IX comprenant l'implantation de la portion montréalaise d'un système rapide par bus (SRB) / Autoriser l'embauche de 8 personnes requises pour la création du bureau de projet / Autoriser une dépense globale de 2 714 947 $, taxes non applicables
CM15 1282 - 17 novembre 2015 - Adopter le Programme triennal d'immobilisations 2016-2018 de la Ville de Montréal (volet Ville centrale)

CG15 0496 - 20 août 2015 **-** Accorder un contrat à Groupe TNT inc. pour la réalisation des travaux de réaménagement du carrefour Pie-IX - Sherbrooke - Dépense totale de 15 350 438,74 $, taxes incluses - Appel d'offres public 321401 (6 soum.)

CG15 0464 - 20 août 2015 **-** Accorder un contrat à Les Constructions RRN inc. pour la consolidation des actifs des conduites d'eau principales en lien avec le projet du SRB Pie-IX

- Dépense totale de 1 519 023,83 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10076 - (1 soum.)

CG14 0300 - 19 juin 2014 - Approuver l'entente de principe entre l'Agence métropolitaine du transport (AMT) et la Ville de Montréal sur le financement, la gestion et la réalisation du projet intégré de reconstruction et de requalification du boulevard Pie-IX, comprenant l'implantation du système rapide par bus (SRB)

CM13 1139 - 16 décembre 2013 - Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré à Hydro-Québec pour la réalisation de l'étude technique préliminaire relative aux besoins électriques du projet intégré du SRB Pie-IX et au déplacement d'une partie d'une ligne électrique souterraine, pour une somme maximale de 168 506,90 $, taxes incluses / Approuver un projet d'engagement à cette fin.

CM13 0449 - 28 mai 2013 - Accorder un contrat à L. A. Hébert Ltée, pour le réaménagement du carrefour Henri-Bourassa - Pie-IX - Reconstruction de pavage, de trottoirs, de conduites d'eau secondaires et d'égouts unitaires, là où requis - Lot 2, Arrondissement: Montréal-Nord. Dépense totale de 26 498 314,06 $ (contrat: 24 388 314,06 $ + incidences: 2 110 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 227204 - 2 soumissionnaires

CM13 0060 - 29 janvier 2013 - Règlement autorisant un emprunt de 33 400 000 $ pour le financement de travaux municipaux connexes à l'implantation d'un système rapide par bus.

CE12 1683 - 10 octobre 2012 - Autoriser un virement budgétaire de 540 000 $, en provenance du projet 39710 - Complexe Turcot vers le projet 75007 - SRB Pie-IX, pour préparer l'avant-projet définitif (APD) des travaux municipaux liés à la mise en place du SRB Pie-IX.

CE10 1130 - 7 juillet 2010 - Autoriser une dépense de 133 802,72 $, dans le cadre de l'entente-cadre avec la firme Tecsult (CG08 0420), pour l'analyse de scénarios d'intégration urbaine du projet du SRB Pie-IX.

CE06 1273 - 16 août 2006 - Donner un accord de principe sur le choix du concept de voies bidirectionnelles au centre en site propre pour autobus sur le boulevard Pie-IX. Demander à l'Agence métropolitaine de transport d'entreprendre les démarches pour le financement et la réalisation du projet.

DESCRIPTION

Ce nouveau règlement d'emprunt vise à financer pour les années 2016 et suivantes, le projet ci-dessous qui fait partie du programme triennal d'immobilisations 2016-2018:

- 81,35 M$: 75007 - Reconstruction du boulevard Pie-IX pour SRB - portion Ville

Le règlement proposé autorisera un emprunt de 33 300 000 $ qui permettra de financer la deuxième tranche de la contribution de Montréal de 100 M$ au projet intégré du SRB Pie-IX. Plus précisément, la somme demandée couvrira l'ensemble des dépenses connexes à la reconstruction du boulevard Pie-IX en vue de l'implantation du SRB, notamment les travaux de mise à niveau des réseaux souterrains, de reconstruction de la voirie et de bonification de l'aménagement du domaine public des tronçons du boulevard Pie-IX, ainsi que toute mesure de gestion des impacts durant les travaux. Le règlement d'emprunt couvrira également toutes les dépenses de la Ville de Montréal liées directement ou indirectement aux acquisitions de terrains et de servitudes requises pour le projet intégré du SRB Pie-IX.

JUSTIFICATION

L'approbation par le gouvernement du Québec et les instances décisionnelles du règlement d'emprunt permet de réduire les délais administratifs lors de l'octroi de contrats et par conséquent permet de réaliser plus rapidement les travaux requis.
Conformément à l'entente de principe convenue entre l'AMT et la Ville de Montréal en 2014, la contribution de l'AMT au projet intégré SRB Pie-IX sera de 291,4 M$ (ou de 305 M$ en incluant l'achat des autobus additionnels requis par les transporteurs), alors que la contribution de la Ville de Montréal sera de 100 M$. Rappelons qu'en vertu de l'entente de principe, l'AMT et le MTQ paieront l'ensemble des coûts requis pour mettre en place un SRB fonctionnel sur le boulevard Pie-IX, alors que la Ville assumera le surcoût du projet attribuable à la mise à niveau des actifs municipaux non requis pour le SRB, ainsi que les mesures de bonification de l'aménagement du domaine public en section courante, c'est-à-dire hors des stations SRB.

Précisions que la contribution de 100 M$ de Montréal au projet ne comprend pas le montant de 54 M$ autorisé spécifiquement pour le réaménagement du carrefour Pie-IX - Henri-Bourassa, un projet aujourd'hui essentiellement terminé qui comprend un tronçon de 600 m du SRB Pie-IX. Par contre, les montants à investir par la Ville de Montréal sur le boulevard Pie-IX dans le cadre du réaménagement du carrefour Pie-IX - Sherbrooke (5,4 M$ sur un tronçon de 400 m du boulevard Pie-IX, dans le cadre d'un projet de 19 M$) sont inclus dans la contribution municipale de 100 M$ au projet intégré du SRB Pie-IX.

Pour la première tranche de sa contribution de 100 M$ au projet intégré du SRB Pie-IX, la Ville avait fait autoriser en 2013 un règlement d'emprunt de 33,4 M$. Ce montant n'est pas épuisé, puisqu'il n'a servi qu'à financer les études préliminaires, l'APD et certains travaux préparatoires, en plus de permettre d'engager les plans et devis. Toutefois, avec l'entente détaillée convenue en 2015, la Ville de Montréal a accepté de financer les acquisitions de terrains et de servitudes pour le projet, et ce pour des raisons de respect de l'échéancier global et de simplicité administrative. Puisque le premier règlement d'emprunt n'autorisait pas les acquisitions de terrains ou de servitudes, il est nécessaire d'en contracter un second dont le libellé permettra les transactions immobilières requises. L'obtention de ces crédits est essentielle pour que le Service des affaires juridiques puisse lancer les démarches en ce sens.

Selon les besoins définis à l'APD, la mise en place du tronçon montréalais du SRB Pie-IX requiert l'acquisition d'une trentaine de parties de lots tout au long du tracé et l'implantation de servitudes de travail temporaires sur une quinzaine de parties de lots pour la relocalisation des massifs souterrains de la CSEM dans le tronçon Saint-Michel, suivie de l'implantation de servitudes permanentes plus étroites sur ces mêmes parties de lots, pour un total estimé à une soixantaine de transactions immobilières. Ces acquisitions de terrains, généralement de petites superficies et de faibles impacts, s'ajouteront à l'emprise municipale actuelle du boulevard Pie-IX. Les montants à investir par la Ville pour les acquisitions de terrains et de servitudes sont estimés à 3,9 M$, un montant compris dans la contribution globale de 100 M$ de la Ville au projet intégré.

Le montant du règlement d'emprunt proposé est de 33,3 M$, soit un deuxième tiers de la contribution municipale globale de 100 M$. Il est recommandé de procéder en trois tranches d'un tiers du montant global, car le montant de la dernière tranche du règlement d'emprunt n'est pas connu précisément pour le moment, puisqu'il dépendra des coûts réels des travaux en cours (travaux préalables sur les réseaux d'eau, carrefour Pie-IX - Sherbrooke) et de la nécessité ou non d'emprunter pour la marge de risques prévue dans l'enveloppe globale de 100 M$. La dernière tranche du règlement d'emprunt pourrait être contractée en 2018, soit suite à l'autorisation du dossier d'affaires par le gouvernement du Québec.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt financera la contribution municipale au projet intégré du SRB Pie-IX, tel que prévu au PTI 2016-2018 de la Ville de Montréal (volet local). La contribution de la Ville au projet du SRB Pie-IX est assumée par la ville centrale, puisqu'elle servira à financer des éléments de voirie artérielle et des réseaux d'eau locaux. Conformément à l'entente de principe de 2014 avec l'AMT, toutes les dépenses liées au transport collectif (compétence d'agglomération) seront financées par l'AMT et le MTQ.
La période de financement ne doit pas excéder 20 ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Aucune implication directe pour ce dossier de règlement d'emprunt. De façon indirecte, ce dossier permettra de financer une partie du projet intégré de mise à niveau du boulevard Pie-IX, qui contribuera au développement durable en modifiant les comportements de déplacements, en améliorant la qualité de vie des milieux adjacents et en améliorant la gestion de l'eau dans cet axe.
En matière de **transport**, le SRB Pie-IX augmentera l'utilisation du transport collectif et réduira l'utilisation de l'automobile pour les déplacements de la banlieue nord-est vers Montréal, ainsi que pour les déplacements internes à Montréal. Cet objectif sera atteint grâce à la fois à une augmentation notable de l'offre de transport collectif dans le corridor et à une réduction d'un tiers de la capacité routière du boulevard Pie-IX. La réduction de l'utilisation de l'automobile dans le corridor améliorera la qualité de l'air et réduira les émissions de gaz à effet de serre.

En matière d'**aménagement**, les plantations d'arbres dans les trottoirs élargis ou dans le terre-plein central verdiront le boulevard, réduiront les îlots de chaleur et amélioreront la qualité de vie du milieu, au bénéfice notamment des nombreux résidants le long du boulevard Pie-IX. L'amélioration combinée de l'accessibilité au transport collectif et de l'aménagement du domaine public favoriseront le redéveloppement des terrains vacants et sous-utilisés le long du boulevard Pie-IX, particulièrement dans les secteurs de Montréal-Nord et de Saint-Michel. Cette densification de quartiers centraux déjà pourvus en services est de nature à favoriser le développement durable du territoire métropolitain.

En matière de **réseaux d'eau**, la mise à niveau des réseaux d'aqueduc réduira les fuites souterraines, ce qui permettra de réduire la production d'eau potable. L'augmentation de la capacité du réseau d'égout secondaire limitera les dégâts associés aux refoulements d'égout. La déminéralisation attribuable au verdissement favorisera la rétention et l'infiltration des eaux de pluie actuellement drainées vers les égouts combinés, ce qui réduira la fréquence de déversement d'eaux usées non traitées à l'exutoire et améliorera ainsi la qualité des eaux du fleuve Saint-Laurent.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Aucun impact direct immédiat sur le citoyen spécifiquement pour ce dossier de règlement d'emprunt. Toutefois, tout retard dans l'obtention des crédits pour les acquisitions de terrains et de servitudes retarderait d'autant la date de lancement du chantier et celle de mise en service du SRB Pie-IX, actuellement prévue pour l'automne 2022. Les travaux d'une durée de cinq ans sont prévus de 2018 à 2022, sous réserve de l'approbation du dossier d'affaires par le gouvernement du Québec.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue spécifiquement pour ce dossier. Une stratégie globale d'interaction avec le milieu est en cours de déploiement par le Bureau de projet du SRB Pie-IX.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les étapes suivantes impliqueront un passage au comité exécutif:

- Février 2016 - Mandat d'exécution pour la phase exécution du projet
- Février 2016 - Entente de confidentialité pour les employés de la Ville de Montréal affectés au bureau de projet
- Mai 2016 - Mandat au Service des affaires juridiques de la Ville de Montréal pour autoriser les acquisitions de terrains et de servitudes
- 2018 - Entente détaillée entre l'AMT et la Ville de Montréal pour la phase construction et mise en service du SRB

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François RONDOU)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Emmanuel LE COLLETTER
Chargé de projet - Grands projets

Tél : 514-872-5760
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-27

Alain TRUDEAU
Chef de division

Tél : 514-872-3683
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2016-01-29

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1162891002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 33 300 000 $ pour le financement de la deuxième tranche de la contribution municipale au projet intégré du service rapide par bus sur le boulevard Pie-IX (SRB Pie-IX)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AG - 1162891002 SRB Pie-IX.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie GERBEAU
Avocate
Tél : 514-872-3093

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-29

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-872-3093
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 33 300 000 $ POUR LE FINANCEMENT DE LA DEUXIÈME TRANCHE DE LA CONTRIBUTION MUNICIPALE AU PROJET INTÉGRÉ DU SERVICE RAPIDE PAR BUS SUR LE BOULEVARD PIE-IX (SRB-PIE-IX)

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 33 300 000 $ est autorisé afin de financer des travaux municipaux, dont la mise à niveau des réseaux souterrains, la reconstruction de la voirie et l'aménagement du domaine public, de même que l'acquisition de terrains et de servitudes, connexes au projet d'implantation d'un service rapide par bus dans l'axe du boulevard Pie-IX par l'Agence métropolitaine de transport.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

GDD1162891002

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1162891002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 33 300 000 $ pour le financement de la deuxième tranche de la contribution municipale au projet intégré du service rapide par bus sur le boulevard Pie-IX (SRB Pie-IX)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Projet 75007 - 1162891002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François RONDOU
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Brennan 1
Tél : 514 868-3837

Co-signataire
Paul Kanaan
Conseiller budgétaire - Conseil et soutien financier - PS Brennan 1
514-872-2857

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-28

Jacques BERNIER
Chef de division

Tél : 514 872-3417

Division : Conseil et soutien financier - PS Brennan 1

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 44.01

2016/03/21
13:00

(1)

Dossier # : 1151896001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction du développement du territoire et études techniques , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un projet de règlement relatif à la cession aux fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, en remplacement de certaines dispositions du Règlement sur les opérations cadastrales (R.R.V.M., O-1) et du Règlement relatif à la délivrance de certains permis de construction

Il est recommandé au Conseil municipal :
D'adopter, sans changement, le Règlement relatif à la cession aux fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, en remplacement de certaines dispositions du Règlement sur les opérations cadastrales (R.R.V.M., c. O-1) et du Règlement relatif à la délivrance de certains permis de construction (02-065).

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-02-23 16:25

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Rivière-des-Prairies
Pointe-aux-Trembles
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance extraordinaire du vendredi 18 décembre 2015	Résolution: CA15 30 12 0430

RECOMMANDATION - CONSEIL MUNICIPAL - ADOPTION - RÈGLEMENT - CESSION AUX FINS D'ÉTABLISSEMENT, DE MAINTIEN ET D'AMÉLIORATION DE PARCS, DE TERRAINS DE JEUX ET DE PRÉSERVATION D'ESPACES NATURELS - TERRITOIRE - ARRONDISSEMENT RIVIÈRE-DES-PRAIRIES–POINTE-AUX-TREMBLES - REMPLACEMENT - CERTAINES DISPOSITIONS - RÈGLEMENT - OPÉRATIONS CADASTRALES (R.R.V.M., O-1) ET DU RÈGLEMENT - DÉLIVRANCE - CERTAINS PERMIS DE CONSTRUCTION

Il est proposé par madame la mairesse Chantal Rouleau

appuyé par monsieur le conseiller Richard Guay

et unanimement résolu :

DE demander au Conseil municipal :

D'adopter le Règlement relatif à la cession aux fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, en remplacement de certaines dispositions du Règlement sur les opérations cadastrales (R.R.V.M., c. O-1) et du Règlement relatif à la délivrance de certains permis de construction (02-065).

ADOPTÉ

40.03 1151896001

Alain R ROY

_____

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 18 décembre 2015

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1151896001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction du développement du territoire et études techniques , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un projet de règlement relatif à la cession aux fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, en remplacement de certaines dispositions du Règlement sur les opérations cadastrales (R.R.V.M., O-1) et du Règlement relatif à la délivrance de certains permis de construction

CONTENU

CONTEXTE

Suite à l'assemblée publique de consultation tenue le mercredi 17 février 2016, à 18 h 30 à la Maison du citoyen de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, dont le procès-verbal se trouve en pièce jointe addenda, il y a lieu d'adopter sans changement le Règlement relatif à la cession aux fin d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie BOISVERT
Secrétaire- recherchiste

Tél : 514 868-4317

Télécop. : 514 868-4312

Rivière-des-Prairies
Pointe-aux-Trembles
Montréal

PROCES-VERBAL

ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION

LE MERCREDI, 17 FÉVRIER 2016, À 18 H 30,
À LA MAISON DU CITOYEN, SALLE J. C. VICTORIEN ROY

PROJET DE RÈGLEMENT

« RÈGLEMENT RELATIF À LA CESSION POUR FINS D'ÉTABLISSEMENT, DE MAINTIEN ET D'AMÉLIORATION DE PARCS, DE TERRAINS DE JEUX ET DE PRÉSERVATION D'ESPACES NATURELS SUR LE TERRITOIRE DE L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES–POINTE-AUX-TREMBLES »

L'assemblée publique est présidée par la conseillère de la Ville du district de Pointe-aux-Trembles, madame Suzanne Décarie.

Sont présents, le chef de division des permis et inspection, monsieur Daniel Deshaies, ainsi que la secrétaire recherchiste, madame Julie Boisvert.

Déroulement

Un citoyen et deux promoteurs se sont présentés à cette assemblée publique.

La conseillère de la ville madame Suzanne Décarie demande au chef de division des permis et inspection, monsieur Daniel Deshaies, de faire une brève présentation du projet de règlement.

Monsieur Deshaies, explique l'objet du projet de règlement et les conséquences de son adoption, à l'aide d'une présentation visuelle. L'objet de ce projet de règlement vise à prévoir le paiement de frais de parc dans le cadre des projets de redéveloppement à des fins résidentielles. La mise en place de cette nouvelle règlementation permettrait une meilleure équité entre les promoteurs relativement aux frais de parcs, ce qui n'est pas le cas présentement. En effet avec la règlementation actuelle, seulement 60 % des projets sont sujet aux frais de parcs et 40 % en sont exemptés. Avec la nouvelle règlementation, seulement 9 % des projets en seraient exemptés.

En effet, avec la nouvelle règlementation, les projets de logements sociaux et communautaires, les reconstructions d'un bâtiment d'un même usage et de dimension similaire avec un agrandissement maximum de 20 % et les constructions de type public et institutionnel telles les garderies, institutions scolaires et les parcs seraient exemptés de payer les frais de parcs. Tous les autres projets, sauf ceux dont les frais de parcs ont été acquittés antérieurement, devraient payer ces frais, ce qui représente environ trois fois de frais de parcs que ce qui est perçu actuellement par l'arrondissement. Les sommes ainsi recueillis serviront à financer l'acquisition de terrains, l'aménagement et la mise à niveau des parcs et des espaces verts de l'arrondissement.

Période de questions et commentaires du public

Madame Décarie procède à l'ouverture de la période de questions et commentaires. Les promoteurs manifestent leur désir de s'exprimer.

Les propos exprimés reflétaient les suggestions, les interrogations, les préoccupations, les craintes et les oppositions suivantes :

- Si les frais de parcs ont déjà été payés à la Ville, y aura-t-il d'autres frais qui seront chargés ?
  - Monsieur Deshaies répond qu'il est impossible de charger deux fois les frais de parcs. Ainsi, dans les cas de redéveloppement, les frais de parcs ne seront pas chargés à nouveau s'ils ont été payés au moment de la construction. Il faut noter toutefois qu'à une certaine époque, les frais qui étaient chargés étaient de 5 % de la valeur du terrain au lieu de 10 % comme présentement. Dans ces cas la différence de 5 % sera chargée. Cependant, ces cas demeurent des exceptions.

- Dans les cas de reconstructions, si le nouveau volume dépasse le volume initial, y aurait-il des frais ?
  - Si le nouveau volume dépasse de plus de 20 % le volume initial de la propriété et si les frais de parcs n'ont pas été payés sur le lot, oui des frais de 10 % seront appliqués.

- Sur qu'elle base calculez-vous le volume d'une habitation ?
  - Le calcul du volume est défini au Règlement de zonage de l'arrondissement (RCA09-Z01).

- Quel est le moyen utilisé pour calculer les frais parcs ?
  - Les frais de parcs correspondent à 10 % de la valeur foncière du terrain.

La secrétaire recherchiste, madame Julie Boisvert, a par la suite expliqué les suites règlementaires du règlement.

Levée de l'assemblée

À 18 h 59, la présidente, madame Décarie, lève l'assemblée.

Julie Boisvert
Secrétaire recherchiste

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1151896001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction du développement du territoire et études techniques , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Recommander au Conseil municipal d'adopter le Règlement relatif à la cession aux fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, en remplacement de certaines dispositions du Règlement sur les opérations cadastrales (R.R.V.M., O-1) et du Règlement relatif à la délivrance de certains permis de construction (02-065).

CONTENU

CONTEXTE

Contributions « Frais de parcs »
Au cours des dernières années, l'arrondissement Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles a investi des sommes importantes dans l'acquisition, l'aménagement et l'entretien des parcs de son territoire. En dépit des efforts déployés, les montants investis s'avèrent insuffisants pour satisfaire les demandes des citoyens et assurer la pérennité et l'accroissement des parcs, terrains de jeux ou espaces naturels de l'arrondissement.

La Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU) offre aux municipalités la possibilité de financer des projets, tels que la création et l'aménagement de parcs, l'achat de terrains à des fins d'espaces naturels ou l'achat de végétaux pour plantation sur les propriétés de la municipalité, à partir de montants versés uniquement à cette fin. La réglementation en vigueur (RRVM, c. O-1) se prévaut déjà de cette disposition de la Loi et oblige, lors d'une subdivision ou une augmentation de nombre de lots, les promoteurs de projets de développement à céder gratuitement une partie du site ou à payer une contribution financière préalablement à l'autorisation d'une opération cadastrale. Le règlement 02-065 permet d'exiger la contribution pour frais de parcs pour la construction d'un bâtiment sur un lot non identifié avant la réforme cadastrale. La LAU permet également d'exiger la contribution de frais de parcs lors du « redéveloppement » d'un terrain. Ce concept n'est toutefois pas défini dans la loi. Le règlement projeté veut se prévaloir de cette option « redéveloppement ».

À l'exemple de dix autres arrondissements, tels Lachine (2007), Saint-Laurent (2008), Pierrefonds-Roxboro (2008), L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève (2009), LaSalle (2010), Le Plateau-Mont-Royal (2012), Rosemont-La Petite-Patrie (2013), Mercier-Hochelaga-Maisonneuve (2014), Le Sud-Ouest (2014) et Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (2014); l'arrondissement souhaite se doter d'une réglementation qui lui permettrait d'exiger une contribution à certains autres égards.

Il est important de souligner que la contribution pour frais de parcs n'est possible que pour un maximum de 10 %, sur toute l'existence d'un terrain ou d'une partie d'un terrain. Par exemple, un lotissement réalisé en 1989 assujetti à 10 % de frais de parcs, n'aura plus à payer une autre contribution, peu importe le type de projet ou de travaux effectués.

Équité entre promoteurs
Le découpage existant du territoire de l'arrondissement, combiné à quelques exemptions légales ou administratives permettent à plusieurs promoteurs de se soustraire à la contribution aux frais de parcs pour leur projet. Les exemptions les plus communes sont :

- le regroupement de lots plus petits;
- le retour au cadastre avant la réforme;
- le remplacement de petits bâtiments (ex : ancien chalet?);
- la conversion d'usage de terrains (ex : station-service); et
- la construction sur des terrains n'ayant jamais été construits.

De 2012 à 2014, il s'est construit 770 logements sur le territoire de l'arrondissement. De ce nombre pour 60 % des logements, les promoteurs ont payé des frais de parcs, tandis que pour l'autre 40 %, aucuns frais de parc n'ont été acquittés par les promoteurs. Toutefois, de ce 40 %, 9 % resteraient exemptés suite à l'adoption du règlement projeté (logement social et reconstruction suite à un incendie). De plus, pour 8 projets commerciaux et industriels, aucun promoteur n'a acquitté de frais de parc. Les nouveaux bâtiments publics et institutionnels resteraient exemptés (Classe d'usage P, selon le Règlement de zonage, telle garderie, institutions scolaires, parcs, etc.)

Compétences
En vertu de l'article 131 de la Charte de la Ville de Montréal, le conseil d'arrondissement a la responsabilité déléguée des compétences de la Ville en matière de lotissement, sauf celles relatives à la réserve pour fins de parcs, de terrains de jeux et d'espaces naturels (articles 117.1 à 117.6 de la LAU) qui relèvent du conseil de la ville. En vertu de ce partage, les nouvelles dispositions réglementaires proposées dans le projet de règlement doivent être approuvées par le conseil de la ville.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Règlement sur le lotissement, à l'égard du territoire de l'arrondissement Rivière-des-Prairies -Pointe-aux-Trembles (RCA09-L01)
Règlement sur les opérations cadastrales (RRVM, c. O-1)
Règlement relatif à la délivrance de certains permis de construction (02-065)

DESCRIPTION

Les dispositions souhaitées figurent dans le projet de règlement intitulé « Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles ».
Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles.

Ce règlement intègre les dispositions concernant la contribution aux frais de parcs prévues aux articles 6 à 9 du *Règlement sur les opérations cadastrales* (R.R.V.M., c. O-1); ainsi que celles du *Règlement relatif à la délivrance de certains permis de construction* (02-065) de compétence de la Ville de Montréal. Ces articles s'appliquent lors de l'approbation d'un plan relatif à une opération cadastrale ayant pour conséquence le morcellement d'un lot, ou pour

construire un nouveau bâtiment sur un lot non identifié avant la réforme cadastrale.

En plus des exigences existantes mentionnées ci-dessus, le projet de règlement demande une contribution dans les cas suivants :

- La conversion d'un bâtiment locatif en copropriété divise (1 % par logement, maximum de 10 %);
- la réalisation d'un projet visant l'ajout ou la création de logements dans un bâtiment existant (1 % par logement, maximum de 10 %);
- la réalisation d'un projet de construction d'un nouveau bâtiment résidentiel, commercial, industriel ou mixte (fixe à 10 %);

Le projet de règlement prévoit certaines exclusions particulières :

- Considérant les difficultés financières rencontrées dans la réalisation des projets de logements sociaux ou communautaires, une exclusion de paiement de la contribution aux frais de parcs est prévue pour ce type de projet;
- la reconstruction d'un bâtiment du même usage et de dimension similaire (agrandissement maximal de 20 %);
- la construction d'un bâtiment de classe d'usages « Public et institutionnel », telle que garderies, institutions scolaires, parcs, etc. sont exclus;
- tous les projets dont la contribution pour frais de parcs a été acquittée antérieurement (proportionnellement si moins de 10 %).

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire et études techniques recommande d'adopter le règlement projeté, puisque son application permettra d'augmenter le financement en vue de l'acquisition de terrains, l'aménagement et la mise à niveau des parcs et contribuera à combler les besoins en parcs et espaces verts sur le territoire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Selon l'évaluation foncière de 2014, nous avons reproduit l'émission des permis des années 2012, 2013 et 2014. Nonobstant le versement antérieur inconnu d'une contribution pour frais de parcs, l'arrondissement recueillerait 1 175 000 $ pour les trois prochaines années. De ce montant :

- 38 % (440 K$) proviendrait de la construction de 8 bâtiments commerciaux ou industriels (de 1 600 $ à 175 000 $ par projet);
- 30 % (357 K$) proviendrait de 25 bâtiments unifamiliaux (de 7 000 $ à 42 500 $ par maison);
- 31 % (363 K$) proviendrait de 13 bâtiments multifamiliaux pour 217 logements (moyenne de 1 675 $ par logement);
- 1 % (15 K$) proviendrait de l'ajout de logements dans des bâtiments existants (moyenne de 1 000 $ par logement).

Entre 2012 et 2014, l'arrondissement a recueilli 572 786 $ dans le fond de contribution frais de parcs. Il nous semble raisonnable d'anticiper une contribution supplémentaire supérieure à 750 000 $ sur les trois prochaines années.
Bien que cela soit possible, il est peu probable qu'une contribution soit proposée en terrain.

Évidemment, un seul grand projet peut accroître de façon importante cet objectif, tout comme un ralentissement économique peut être décevant.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'investissement de sommes importantes dans le maintien, l'entretien et l'ajout de parcs contribue au verdissement du territoire et à la réduction des îlots de chaleur, et conséquemment, participe au développement durable du territoire en plus d'offrir aux résidents un milieu de vie de plus grande qualité.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption d'une résolution demandant l'adoption du règlement par le conseil municipal.
Avis de motion et adoption du premier projet de règlement par le conseil municipal.
Avis public annonçant l'assemblée publique de consultation.
Assemblée publique de consultation.
Adoption du règlement par le conseil municipal.
Certificat de conformité.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable :
Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction des services administratifs et du greffe (Sylvie LÉTOURNEAU)

Avis favorable avec commentaires :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Éric COUTURE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Daniel DESHAIES
Chef de division - permis et inspections

Tél : 868-4341

ENDOSSÉ PAR Le : 2015-11-17

Martin COUTU
Directeur - Direction du développement du territoire et études techniques

Tél : 868-4363

Télécop. : 868-4340

Télécop. : 868-4340

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT RELATIF À LA CESSION POUR FINS D'ÉTABLISSEMENT, DE MAINTIEN ET D'AMÉLIORATION DE PARCS, DE TERRAINS DE JEUX ET DE PRÉSERVATION D'ESPACES NATURELS SUR LE TERRITOIRE DE L'ARRONDISSEMENT RIVIÈRE-DES-PRAIRIES–POINTE-AUX-TREMBLES

Vu les articles 117.1 à 117.16 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète ce qui suit :

CHAPITRE I
DÉFINITIONS ET APPLICATION

1. Aux fins de l'application du présent règlement, les mots et les expressions ci-après mentionnés ont la signification suivante :

« arrondissement » : arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles;

« projet de redéveloppement » : tout projet de construction visant la mise en place d'un nouveau bâtiment principal sur un terrain vacant ou non ou tout projet relatif à un bâtiment principal qui nécessite un permis de construction ayant pour effet la création ou l'ajout de logement.

Le remplacement d'un bâtiment principal existant par un autre bâtiment principal occupé par un usage du même groupe sans accroissement du nombre de logements et de la superficie de plancher d'un bâtiment supérieure à 20 % ne constitue pas un projet de redéveloppement;

« superficie de plancher d'un bâtiment » : la superficie de plancher d'un bâtiment au sens du règlement de zonage de l'arrondissement.

2. Les dispositions du présent règlement s'appliquent à :

1° toute demande de permis de lotissement visant le morcellement d'un lot ayant pour effet l'augmentation du nombre de lots constructibles, tel que défini par le règlement sur le lotissement de l'arrondissement;

2° toute demande de permis de lotissement visant la conversion en copropriété divise assujettie à la publication d'une déclaration en vertu de l'article 1038 du Code civil du Québec d'un bâtiment ayant déjà comporté un logement;

3° toute demande de permis de construction relative à la mise en place d'un nouveau bâtiment principal sur un terrain dont l'immatriculation à titre de lot distinct n'a pas fait l'objet d'un permis de lotissement en raison du fait qu'elle a résulté de la rénovation cadastrale, mais qui, sans cette rénovation cadastrale, aurait occasionné des frais de parcs;

4° toute demande de permis de construction visant un immeuble qui fait l'objet d'un projet de redéveloppement.

CHAPITRE II
CONDITIONS À LA DÉLIVRANCE DE PERMIS

3. Préalablement à la délivrance d'un permis de lotissement ou de construction visé par l'article 2, le propriétaire doit, au choix de la Ville :

1° s'engager à céder gratuitement à la Ville une superficie de terrain faisant partie du site et équivalente à 10 % de la superficie de celui-ci, qui de l'avis de la Ville, convient à l'établissement ou à l'agrandissement d'un parc ou d'un terrain de jeux ou au maintien d'un espace naturel;

2° verser à la Ville une somme compensatoire équivalente à 10 % de la valeur réelle du site visé par la demande de permis;

3° céder une partie du site et verser une somme compensatoire, dont le total doit être égal à 10 % de la valeur réelle du site.

4. Les règles de calcul servant à établir la valeur réelle du site mentionnée à l'article 3 sont les suivantes :

1° est incluse dans le calcul, la superficie ou la valeur de tout terrain ou partie de terrain à être cédé à la Ville en vertu de l'article 3 et à titre de domaine public;

2° le rôle d'évaluation foncière de l'agglomération de Montréal en vigueur au moment du dépôt de la demande mentionnée à l'article 2 est utilisé pour établir la valeur du site ou du terrain à être cédé en vertu de l'article 3 lorsqu'il constitue une unité d'évaluation inscrite au rôle ou une partie d'une telle unité d'évaluation, dont la valeur est distinctement inscrite au rôle. La valeur du terrain ou du site est déterminée par le produit obtenu en multipliant la valeur inscrite au rôle de l'unité ou de sa partie par le facteur du rôle établi conformément à l'article 264 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1);

3° si, à la date de réception de la demande mentionnée à l'article 2, le site visé ne constitue pas une unité ou une partie d'unité d'évaluation, dont la valeur est distinctement inscrite au rôle d'évaluation foncière de l'agglomération de Montréal, la valeur doit être établie, aux frais du propriétaire, par un évaluateur agréé mandaté par la Ville. Cette valeur doit être considérée à la date de la réception de la demande, et établie selon les concepts applicables en matière d'expropriation;

4° si, à la date de réception de la demande mentionnée à l'article 2, le site visé constitue une unité ou une partie d'unité d'évaluation visant une classe d'usages distincte de celle projetée, la valeur doit être établie, aux frais du propriétaire, par un évaluateur agréé mandaté par la Ville. Cette valeur doit être considérée à la date de la réception de la demande, et établie selon les concepts applicables en matière d'expropriation.

5. L'article 3 ne s'applique pas à un terrain ou à une partie d'un terrain lorsqu'une entente a été conclue entre le requérant et l'arrondissement ou la Ville de Montréal quant à l'inclusion de logements sociaux et communautaires ou lorsque l'usage principal projeté dans un nouveau bâtiment est associé au groupe public et institutionnel du règlement de zonage de l'arrondissement.

6. Dans le cadre de la délivrance d'un permis ne visant que la conversion d'un immeuble d'habitation en copropriété divise ou la transformation d'un bâtiment existant, qu'il y ait agrandissement ou non, aux fins de l'ajout ou de la création de nouveaux logements, le pourcentage exigé à l'article 3 est réduit à 1 % par logement visé par la conversion, ajouté ou créé, et ce jusqu'à concurrence d'un maximum de 10 %.

7. Lorsque le propriétaire démontre que son terrain ou une partie de celui-ci a déjà fait l'objet d'une cession ou d'un paiement mentionné à l'article 3, il est exempté de la cession ou du paiement, soit :

1° totalement si la cession ou le versement déjà effectué visait l'ensemble du terrain;

2° partiellement et proportionnellement si la cession ou le versement déjà effectué ne visait qu'une partie du terrain;

3° proportionnellement si le terrain ou une partie de celui-ci a déjà fait l'objet d'une cession ou d'un paiement inférieur à 10 %.

8. Dans le cadre de la délivrance d'un permis de lotissement, lorsque l'opération cadastrale consiste en un morcellement de lot et vise un terrain déjà bâti dont la valeur du bâtiment inscrite au rôle d'évaluation foncière représente plus de 10 % de la valeur réelle du terrain compris dans le plan d'opération cadastrale, le propriétaire est exempté de la cession et du paiement prévu à l'article 3 en proportion de la superficie et de la valeur du lot déjà bâti prévu au plan.

9. Avec l'accord de la Ville, le propriétaire peut convenir qu'il s'engage à céder un terrain qui ne fait pas partie du site, mais qui constitue un terrain faisant partie du territoire de l'arrondissement, au lieu de la cession prévue à l'article 3. Cette entente peut notamment prévoir la cession d'une partie de terrain et le versement d'une somme compensatoire.

Cette entente prime sur toute règle de calcul et tout pourcentage conformément à ce règlement. Ce pourcentage ne peut cependant être inférieur à 10 % de la valeur du site. Les frais de l'acte notarié et de publicité foncière sont à la charge du propriétaire cédant.

10. Tout terrain cédé doit être libre d'hypothèques, de priorités, de charges ou de droits réels.

11. Tout terrain cédé ne doit pas être contaminé au-delà des normes prévues dans la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, chapitre Q-2) et ses règlements pour chacun des usages prescrits au règlement de zonage de l'arrondissement.

12. Le propriétaire cédant doit également remettre à la Ville, au moment de sa demande de permis de construction ou de lotissement, les documents suivants :

1° une attestation notariée certifiant que le propriétaire est le seul propriétaire du terrain à céder et que ce terrain est libre d'hypothèques, de priorités, de charges ou de droits réels;

2° une étude de caractérisation du terrain permettant de déterminer le degré de contamination de celui-ci, cette étude devant satisfaire aux exigences du guide élaboré en vertu de l'article 31.66 de la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, chapitre Q-2). L'étude devra par ailleurs être attestée, à cet effet, par un expert au sens de l'article 31.65 de la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, chapitre Q-2) dans le cas où le terrain est visé par les exigences de la section IV.2.1 concernant la protection et la réhabilitation des terrains du chapitre I de cette même loi;

3° un certificat de localisation ou une description technique du terrain à céder;

4° le versement de la somme due ou une lettre d'engagement, signée par le propriétaire, à céder gratuitement le ou les terrains.

CHAPITRE III
DISPOSITION PÉNALE

13. Quiconque contrevient à une disposition du présent règlement commet une infraction et est passible :

1° s'il s'agit d'une personne physique :

a) pour une première infraction, d'une amende de 500 $ à 1 000 $;

b) pour une première récidive, d'une amende de 1 000 $ à 1 500 $;

c) pour toute récidive additionnelle, d'une amende de 1 500 $ à 2 000 $;

2° s'il s'agit d'une personne morale :

a) pour une première infraction, d'une amende de 1 000 $ à 2 000 $;

b) pour une première récidive, d'une amende de 2 000 $ à 3 000 $;

c) pour toute récidive additionnelle, d'une amende de 3 000 $ à 4 000 $.

CHAPITRE IV
DISPOSITION FINALE

14. Le présent règlement abroge les articles 6 à 9 du Règlement sur les opérations cadastrales (R.R.V.M., c. O-1) et le Règlement relatif à la délivrance de certains permis de construction (02-065) pour le territoire de l'arrondissement.

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX.

GDD : 1151896001

Montréal

Motion de l'opposition officielle
Séance du conseil municipal du 21 mars 2016

Article 65.01

Motion pour demander l'appui juridique de la Ville de Montréal dans la cause visant le maintien à Montréal des activités du Centre d'entretien et de révision technique des avions d'Air Canada

Attendu que la fermeture soudaine du centre d'entretien et de révision Aveos de Montréal en mars 2012 a entraîné la perte de 1800 emplois;

Attendu que Denis Coderre, alors député fédéral, s'était engagé le 26 mars 2012 à Ottawa, auprès des employés licenciés d'Aveos, à maintenir les emplois au sein des centres de révision et à s'assurer que le Ministre des Transports du Canada oblige Air Canada à respecter la Loi sur la participation publique au capital d'Air Canada (1988);

Attendu que la Cour d'appel du Québec, dans son jugement du 3 novembre 2015, a déclaré qu'Air Canada doit continuer d'exécuter ou de faire exécuter sur l'ancien territoire de la Communauté urbaine de Montréal les travaux d'entretien et de révision des composants, des moteurs, des cellules (entretien lourd ou « heavy maintenance ») de ses appareils;

Attendu qu'Air Canada a décidé d'en appeler de cette décision de la Cour d'appel et de porter cette cause devant la Cour suprême du Canada;

Attendu que le gouvernement du Québec abandonnait, le 17 février dernier, sa participation dans cette cause contre Air Canada, puisqu'il s'engageait à acheter 45 appareils CSeries de Bombardier;

Il est proposé par Luc Ferrandez, chef de l'Opposition officielle, et appuyé par Laurence Lavigne Lalonde, conseillère de Maisonneuve-Longue-Pointe :

Que le conseil municipal demande au comité exécutif de mandater le Service des affaires juridiques afin d'accompagner l'Association des anciens travailleurs des centres de révision d'Air Canada dans les procédures visant à faire respecter le jugement de la cour d'appel concernant le maintien des activités du centre d'entretien et de révision de Montréal.

Montréal

Motion de l'opposition officielle
Séance du conseil municipal du 21 mars 2016

Article 65.02

Motion pour la création d'une grappe industrielle en électrification des transports

Attendu que le développement des grappes industrielles est au cœur du Plan métropolitain de développement économique 2015-2020 de la Communauté métropolitaine de Montréal;

Attendu que la Ville de Montréal dans sa Stratégie de développement économique 2011-2017 souhaite jouer un rôle de mobilisateur et assurer un leadership en capitalisant mieux sur les atouts de savoir et de créativité, en relevant le défi de main d'œuvre, en développant davantage l'entreprenariat et en accroissant l'attractivité de la métropole;

Attendu que la région métropolitaine de Montréal possède déjà huit grappes industrielles soit le Bureau du cinéma et de la télévision du Québec, Aéro Montréal, Montréal InVivo, TechnoMontréal, ÉcotechQuébec, Finance Montréal, CargoM et AluQuébec qui regroupent plus de 12 000 entreprises et près de 25% de la main d'œuvre de la région métropolitaine de Montréal;

Attendu que le gouvernement du Québec a dévoilé, en novembre 2013, une première Stratégie d'électrification des transports qui prévoit des investissements de 516,1 millions $ et de faire de Montréal une vitrine de démonstration pour les technologies associées à l'électromobilité;

Attendu que la filière des véhicules électriques est en émergence, mais assure déjà quelque 3 000 emplois directs et indirects, au travers d'entreprises appartenant aux secteurs des bornes de recharge, de la batterie, de la motorisation électrique, des composants et des systèmes électriques mais que très peu d'entre elles sont situées sur le territoire de l'île de Montréal;

Attendu qu'un regroupement sectoriel en recherche industrielle, Innovation en énergie électrique (InnovÉÉ), existe déjà sur le territoire de l'île de Montréal et dont la mission est de soutenir le développement et le financement de projets collaboratifs en lien avec l'industrie électrique et l'électrification des transports;

Il est proposé par Laurence Lavigne Lalonde, conseillère de Maisonneuve-Longue-Pointe appuyé par Craig Sauvé, conseiller de Saint-Henri-Petite-Bourgogne-Pointe-Saint-Charles :

Que le comité exécutif mandate la direction du développement économique d'aider à la création d'une grappe industrielle en électrification des transports à Montréal.

Montréal

Motion de l'opposition officielle
Séance du conseil municipal du 21 mars 2016

Article 65.03

Motion pour demander l'élaboration d'un Plan d'action lors des journées de smog

Attendu que le smog est une brume jaunâtre composée de polluants atmosphériques qui a plusieurs effets néfastes sur la santé comme l'irritation des yeux et des voies respiratoires, la toux, l'aggravation des symptômes chez les personnes atteintes de maladies cardiorespiratoires et le décès prématuré d'adultes atteints de maladies cardiorespiratoires chroniques;

Attendu que la Direction de la santé publique estime que les impacts sanitaires de la pollution atmosphérique se traduisent par plus de 1500 décès prématurés par année à Montréal;

Attendu que la Ville de Montréal a développé le service Info-smog, et a adopté un nouveau règlement sur le chauffage au bois visant à interdire l'utilisation des foyers et des poêles à bois lors d'un avertissement de smog;

Attendu que le dernier bilan du Réseau de surveillance de la qualité de l'air à Montréal nous montre, encore une fois, que ces mesures sont insuffisantes puisque l'île de Montréal a connu 63 jours de mauvaise qualité et de l'air en 2014, dont 10 jours de smog observés en hiver et aucun en été;

Attendu qu'aucune mesure concrète n'est offerte aux résidents lors des épisodes de smog;

Attendu qu'aucune mesure réglementaire n'existe lors d'épisodes de smog, à l'exception de l'interdiction du chauffage au bois résidentiel, et même dans ce cas, la Ville de Montréal a déjà déclaré qu'elle n'était pas dans une logique de coercition;

Attendu que d'autres villes, comme la ville de Windsor, faisant face à une augmentation similaire de la fréquence de jours ayant une mauvaise qualité de l'air en raison du smog, ont décidé de développer des plans d'action lors des journées smog proposant des mesures comme offrir des services de transport en commun gratuits les jours de smog etc.;

Attendu qu'il existe déjà un plan canicule qui permet à la sécurité civile de Montréal de mettre en place des mesures exceptionnelles;

Il est proposé par Sylvain Ouellet, conseiller de François-Perrault, et appuyé par Laurence Lavigne Lalonde, conseillère de Maisonneuve-Longue-Pointe:

Que le Comité exécutif de la Ville de Montréal demande à la Sécurité civile de Montréal, en collaboration avec la Direction de l'environnement et à celle des transports, d'élaborer un Plan d'action lors des journées de smog;

Que ce plan d'action inclut des mesures concrètes pour diffuser adéquatement les avertissements de smog auprès de la population, ainsi que des mesures concrètes devant être appliquées en fonction de la sévérité de l'épisode de smog.

Montréal

Motion de l'opposition officielle
Séance du conseil municipal du 21 mars 2016

Article 65.04

Motion pour une consultation publique sur le nord de Pointe-Saint-Charles

Attendu la transformation résidentielle à la pièce du secteur d'emploi au nord de Pointe-Saint-Charles (depuis 12 ans, une quinzaine de projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble ou d'articles 89 sur l'axe de la rue Saint-Patrick) et le potentiel de développement de ce quartier situé au bord du canal de Lachine, à proximité du métro Charlevoix et à deux pas du centre-ville dans l'arrondissement du Sud-Ouest;

Attendu la circulation de transit dans l'axe de la rue Saint-Patrick, qui est une voie de camionnage desservant le centre-ville de Montréal et le secteur industriel Bridge, et une voie de transit vers le pont Victoria;

Attendu les orientations de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) qui décourage le développement résidentiel de sites dont le niveau sonore moyen sur 24 heures excède 75 décibels;

Attendu l'étude de climat sonore déposée pour le projet « Le Myst », en décembre 2012, qui indique nécessaire de maintenir les fenêtres en position fermée pour respecter les critères de la SCHL puisque le niveau de bruit routier moyen pondéré sur une période de 24 heures irradié à la façade du projet atteindrait 70 décibels;

Attendu la hausse des valeurs foncières induite à la suite d'une modification de l'usage au sol de l'industriel au résidentiel et la hausse des valeurs foncières déjà effectives dans tout l'arrondissement du Sud-Ouest, celles-ci ayant pour conséquence la difficulté pour de nombreux foyers (locataires et propriétaires) de pouvoir continuer à habiter dans leur quartier;

Attendu les coûts de plus en plus élevés d'achat de terrains dans ce secteur, notamment en raison d'une spéculation croissante et de coûts de décontamination faramineux dans ce secteur historiquement industriel;

Attendu l'existence de nombreux terrains ou bâtiments vacants ou non utilisés dans le nord de Pointe-Saint-Charles et notamment sur l'axe de la rue Saint-Patrick;

Attendu les orientations du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal, adopté en janvier 2015, qui projette une densification importante des terrains au sud de la rue Saint-Patrick entre les rues Charlevoix et Island;

Attendu l'impact majeur dans le paysage urbain du projet résidentiel au 2365, rue Saint-Patrick (« Le Myst »), comptant six étages plus construction hors toit, totalisant 23 mètres de hauteur et adopté à la majorité par l'administration majoritaire du maire Benoit Dorais en avril 2012;

Attendu qu'une nouvelle demande de modification de la réglementation à la pièce, non appuyée par le conseil d'arrondissement du Sud-Ouest, a été déposée concernant un projet résidentiel d'un maximum de 265 unités, incluant des bureaux communautaires, au 2175 rue Saint-Patrick;

Attendu l'exemple du projet immobilier « Le Myst » au 2365, rue Saint-Patrick dont la Ville centre a évalué un revenu en taxes foncières d'une moyenne de 500 000 $ par année sur 10 ans (conseil d'arrondissement du Sud-Ouest du 11 septembre 2012, numéro de dossier 1124665008);

Attendu que le revenu annuel de taxes foncières pour le projet immobilier proposé en janvier 2016 sur le site du 2175, rue Saint-Patrick a été estimé pouvoir rapporter à la Ville centre 775 000 $;

Attendu qu'entre 2009 et 2015, le développement immobilier dans l'arrondissement du Sud-Ouest a permis à la Ville centre d'encaisser un revenu supplémentaire de 95 millions $ en taxes foncières;

Attendu que le maire de Montréal, Denis Coderre, et le maire du Sud-Ouest, Benoit Dorais, ont annoncé conjointement le 25 janvier 2016 que l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) serait mandaté dans le cadre d'un article 89 pour mener une consultation publique uniquement sur le site du 2175, rue Saint-Patrick;

Il est proposé par Luc Ferrandez, chef de l'Opposition officielle, et appuyé par Anne-Marie Sigouin, conseillère de Saint-Paul–Émard :

Que le conseil municipal demande au comité exécutif de mandater l'OCPM afin d'amorcer un exercice de planification sur l'ensemble du nord de Pointe-Saint-Charles dans les meilleurs délais afin de :

- définir avec la population une vision d'ensemble pour l'avenir de ce secteur;

- analyser en détail l'origine et la destination des camions utilisant l'axe de la rue Saint-Patrick afin d'identifier des solutions pour réduire le camionnage, sans pour autant transférer cette circulation sur les rues Centre et/ou Wellington;

- obtenir de la Ville centre des investissements majeurs dans ce secteur, conséquents des revenus de taxes foncières à venir, afin d'investir en amont pour les besoins du quartier (réserves foncières pour du logement social, augmentation des espaces verts, mesures d'apaisement de la circulation, etc.).

Motion de la troisième opposition
Séance du Conseil municipal du 21 mars 2016

Article 65.05

Motion pour une transparence accrue dans l'octroi de contrats

Attendu que suite au dépôt le 26 mai 2014 de la Motion de la troisième opposition *pour valoriser et rendre accessibles les données publiques et ouvertes détenues par la Ville de Montréal*, le Bureau de la Ville intelligente inclut dans son *Plan d'action 2015-2017* au point: 5) Démocratie participative, «la création d'un outil de visualisation pour rendre accessible et compréhensible la réalité municipale»;

Attendu que le site *Vue sur les contrats* est un outil de visualisation mis en place par le Bureau de la Ville intelligente qui permet de consulter les contrats et les subventions octroyés par la Ville de Montréal et qui donne accès à tous les contrats autorisés par le comité exécutif et par le conseil municipal depuis janvier 2012;

Attendu l'adoption de la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale* (L.R.Q., chapitre E-15.1.0.1) le 30 novembre 2010 ce qui entraîne l'adoption par le conseil municipal le 24 octobre 2011, du *Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la ville et des conseils d'arrondissement* (11-031) ainsi que l'obligation pour tout membre d'un conseil d'une municipalité de participer à une formation sur l'éthique et la déontologie en matière municipale;

Attendu qu'il est stipulé dans le *Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la ville et des conseils d'arrondissement* :

> «*que la confiance du public en l'intégrité et en la probité de ses représentants est essentielle au bon fonctionnement démocratique de l'Administration de la Ville et qu'il est du devoir de chacun des membres du conseil d'exercer et de paraître exercer ses fonctions de façon à justifier cette confiance notamment en évitant les conflits d'intérêts réels, apparents ou potentiels.»*

Attendu que l'octroi récent de contrats de gré à gré à certains «proches» du maire de Montréal a suscité des questions de favoritisme de la part de la population montréalaise;

Attendu que la notion de l'intérêt des proches est défini par le *Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la ville et des conseils d'arrondissement* comme étant un «intérêt de toute personne entretenant une relation privilégiée avec la personne concernée (l'élu), **notamment** son conjoint, ses enfants, ses ascendants ou ses frères et soeurs», le terme «notamment» indiquant que la définition d'un proche ne se limite pas aux relations énumérées;

Il est **proposé** par Mme Justine McIntyre, Conseillère de la Ville dans l'arrondissement Pierrefonds-Roxboro, district Bois-de-Liesse, et **appuyé** par M Normand Marinacci, maire de l'arrondissement de l'Île-Bizard - Sainte-Geneviève:

QUE la personne ayant eu le statut d'organisateur, de solliciteur de fonds, de bénévole ou de donateur à un parti municipal ou à un élu municipal soit dans l'obligation d'en faire la divulgation dans le cas où elle pourrait se voir octroyer un mandat ou un contrat par la ville-centre ou par un arrondissement;

QUE l'outil «Vue sur contrats» soit élargi afin d'inclure les contrats et les subventions octroyés par les fonctionnaires et les conseils des arrondissements de la Ville.

Montréal

Article 65.06

Motion non partisane demandant au gouvernement du Canada d'intervenir rapidement pour éliminer les gras trans

Attendu que les arrondissements Lasalle, Le Plateau-Mont-Royal, Saint-Léonard et Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce ont récemment adopté une motion demandant une intervention rapide du gouvernement du Canada afin d'éliminer les gras trans des aliments;

Attendu que l'Association pour la santé publique (ASPQ) a récemment lancé une campagne demandant au gouvernement fédéral d'interdire les gras trans industriels dans les produits alimentaires et invite ses partenaires à travers le Québec, y compris les municipalités, à soutenir cette initiative;

Attendu que les diététistes du Canada ont publiquement appuyé cette démarche visant à retirer les gras trans des aliments transformés et de ceux offerts dans les restaurants;

Attendu que les recherches cliniques ont déterminé que la consommation de gras trans augmente considérablement le risque de maladie cardiaque et le diabète et que, selon les autorités de santé publique, la consommation de gras trans est responsable de milliers de décès prématurés chaque année à travers le Canada;

Attendu que Santé Canada exige que le contenu en gras trans des aliments soit divulgué sur les étiquettes nutritionnelles, et que cette exigence a mené de nombreux consommateurs à opter pour des choix plus sains et a convaincu des chaînes de restauration rapide et des fabricants de produits alimentaires à substituer des ingrédients sains aux gras trans;

Attendu que le précédent gouvernement fédéral a rejeté les demandes des professionnels de la santé d'interdire les gras trans non naturels et a plutôt demandé à l'industrie alimentaire et de la restauration rapide de réduire volontairement la teneur en gras trans de leurs aliments;

Attendu que les huiles partiellement hydrogénées se retrouvent encore fréquemment dans les biscuits, pâtisseries, glaçages, certaines margarines, maïs soufflé à cuisson au micro-ondes, préparation pour crêpes, craquelins, crèmes à café et autres produits;

Attendu que malgré une plus grande sensibilisation des consommateurs, l'approche volontaire n'a pas permis d'éliminer complètement les problèmes de santé associés à la consommation de gras trans;

Attendu qu'aux États-Unis, la *Food and Drug Administration* (FDA) a déterminé que la consommation de gras trans, peu importe le niveau, n'est pas reconnue comme prudente et a décrété, en juin dernier, une période de transition de trois ans à la suite de laquelle les gras trans doivent être éliminés complètement de tous les produits offerts aux consommateurs;

Attendu que la lettre de mandat présentée par le premier ministre à la ministre de la Santé encourage notamment le ministère à mettre en place des règlements similaires à ceux des États-Unis pour éliminer les gras trans;

Il est proposé par Marvin Rotrand

Et appuyé par Manon Barbe, Érika Duchesne, Lorraine Pagé, Claude Dauphin et Dominic Perri

Que le conseil municipal soutienne les initiatives pour l'élimination des gras trans et encourage Santé Canada à émettre rapidement des règlements qui mèneront ultimement à l'élimination complète des gras trans des produits alimentaires canadiens.

Montréal

Conseil municipal - 21 mars 2016
Motion non partisane

Article 65.07

Motion en faveur du projet de Parc Écologique de l'Archipel de Montréal

Attendu que la conservation des espaces verts et la protection de la biodiversité apportent aux villes un environnement plus sain, un potentiel récréotouristique et des bénéfices intangibles qui attirent des investissements, des emplois et des travailleurs qualifiés;

Attendu que la grande région de Vancouver bénéficie de la ceinture verte «Sea to Sky» qui est une stratégie clé de l'organisation non-gouvernementale, Smart Growth British Columbia, dévouée au développement écologiquement, financièrement et socialement responsable des terres;

Attendu que la grande région de Toronto est entourée par la ceinture verte «Greenbelt Ontario», un territoire protégé de plus de 1,8 million d'acres, dont 535 000 acres de lacs, de terres humides, de vallées fluviales et de forêts offrant un habitat protégé pour 78 espèces à risque;

Attendu que dans l'objectif de protéger les terres de grande valeur écologique et de fournir un accès à des activités récréatives, le gouvernement du Canada a créé le Parc urbain national de la Rouge situé dans l'agglomération de Toronto et couvrant une superficie de 79,1 kilomètres carrés ce qui en fait le parc urbain le plus important et le mieux protégé dans le monde;

Attendu que depuis 2005, les partenaires du Parc Écologique de l'Archipel de Montréal ont proposé de créer une ceinture verte incluant des zones humides importantes, des forêts, des îles, des plaines inondables, des lacs, des cours d'eau et des terres agricoles reliées par des corridors naturels qui sillonnent le Québec méridional;

Attendu que le Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD) adopté par la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) le 8 décembre 2011 et qui représente la plus grande avancée jamais atteinte pour la conservation de la biodiversité dans notre région propose la création d'une ceinture verte ou d'une trame verte et bleue ainsi que la protection des milieux naturels sur 17% de son territoire et la restauration de 30% du couvert forestier régional, en conformité avec les objectifs fixés par la convention de Nagoya;

…/2

Attendu que le 14 mai 2012, le conseil municipal a adopté à l'unanimité la résolution CM12 0354 proposé par le conseiller Alan De Sousa intitulée Déclaration d'appui à la création du Parc Écologique de l'Archipel de Montréal qui lie le conseil comme suit :

Que la Ville de Montréal appuie la création du Parc Écologique de l'Archipel de Montréal se présentant comme une mosaïque de forêts, plaines inondables, de milieux humides, de terres agricoles et d'îles reliées entre eux par les corridors naturels et les cours d'eau qui sillonnent le Québec méridional; et

Qu'une copie de la présente résolution soit acheminée aux ministres fédéral et provincial de l'Environnement.

Attendu que la Fondation David Suzuki et la Direction des grands parcs de Montréal indiquent que la portion ouest de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, particulièrement le secteur de l'Anse-à-l'Orme représente un corridor d'une grande richesse biologique et écologique;

Il est proposé par Marvin Rotrand

Et appuyé par Justine McIntyre

Que le conseil municipal réitère son soutien à la création du Parc Écologique de l'Archipel de Montréal avec la possibilité d'y inclure des territoires d'intérêt écologique sur l'île de Montréal comme ceux situés dans ou près du secteur de l'Anse-à-l'Orme et du terrain de golf de Dorval;

Que la Ville de Montréal incite les gouvernements provincial et fédéral à agir rapidement pour la création d'un tel parc.

Montréal

ASSEMBLÉE ORDINAIRE
DU CONSEIL MUNICIPAL

80 – Conseil d'agglomération - Dossiers pour orientation

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.01

2016/03/24 17:00

(1)

Dossier # : 1163456002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction gestion des projets de développement et de maintien des actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme Trempro Construction inc. pour les travaux de remplacement de la génératrice à l'entrepôt du SIM situé au 4040 avenue du Parc, arrondissement Ville-Marie. Dépense totale de 853 686,41 $, taxes incluses - Appel d'offres 5763 (4 soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 853 686,41 $, taxes incluses, pour les travaux de remplacement de la génératrice à l'entrepôt du SIM situé au 4040 avenue du Parc, arrondissement Ville-Marie comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2. d'accorder à Trempro Construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 769 196,16 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (5763);
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-02-08 11:42

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1163456002**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction gestion des projets de développement et de maintien des actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme Trempro Construction inc. pour les travaux de remplacement de la génératrice à l'entrepôt du SIM situé au 4040 avenue du Parc, arrondissement Ville-Marie. Dépense totale de 853 686,41 $, taxes incluses - Appel d'offres 5763 (4 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

L'entrepôt du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) a été construit en 1930 et il a été agrandi à deux reprises en 1934 et 1957. Il est situé dans le parc du Mont-Royal, au 4040 avenue du Parc dans l'arrondissement de Ville-Marie à l'arrière du Quartier général du SIM (voir photo en pièce jointe). Ce bâtiment est utilisé pour certaines fonctions annexes au Quartier général, notamment comme garage et pour de l'entreposage.
Une génératrice mobile a été installée le long de la façade nord-ouest du Quartier général au début des années 2000 afin de permettre une meilleure autonomie et le maintien des opérations du SIM, en cas de panne de courant. Cette installation rend difficile la circulation aux abords du bâtiment et nuit à son entretien, notamment pour le déneigement. De plus, sa présence défigure la façade où l'appareil est installé et est peu sécuritaire pour les opérations du SIM. Malgré l'installation de clôtures en 2008, la génératrice a fait l'objet de vandalisme à quelques reprises.

En 2008, le Conseil municipal a adopté le Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal. Ce plan prône la préservation et la mise en valeur du caractère naturel et poétique du site et l'accessibilité à toute la population. Le maintien de la génératrice mobile au Quartier général cadre difficilement avec ce plan.

En 2011, une analyse de la sécurité physique du Quartier général par le Vérificateur général de la Ville a révélé des lacunes quant à l'installation de la génératrice mobile. Comme le bâtiment est dans le parc du Mont-Royal, il n'est pas possible d'ajouter des éléments pour augmenter la sécurité au périmètre afin de restreindre l'accès à la génératrice mobile. Des travaux ont été effectués, à l'automne 2011, pour installer des conduits souterrains entre l'entrepôt et le Quartier général en vue d'y aménager une salle de génératrice dans le cadre d'un projet futur.

En août 2014, la Ville a accordé un contrat pour la réfection de la maçonnerie de l'entrepôt. Ce chantier a révélé d'importants problèmes structuraux sur une partie des murs du

bâtiment et en toiture. Un étaiement complet des éléments défaillants a été réalisé afin de rendre le bâtiment sécuritaire. Les murs porteurs de la partie garage de l'entrepôt devront être reconstruits et deux nouvelles poutres devront être ajoutées dans le cadre d'un projet ultérieur.

En 2015, la Ville a mandaté les firmes Labonté Marcil S.E.N.C, Ingémel experts-conseils inc. et SDK et associés inc. pour le remplacement de la génératrice de l'entrepôt du SIM et divers projets. Une évaluation de l'état du bâtiment de son site a permis d'émettre des recommandations pour les travaux à exécuter. À cet effet, un appel d'offres a été lancé afin de réaliser l'installation d'une nouvelle génératrice, la reconstruction des murs du garage ainsi que des travaux connexes.

En outre, la génératrice mobile est installée au-dessus d'un appentis mécanique dans la zone de circulation autour du Quartier général qui doit faire l'objet de travaux prochainement. Pour entreprendre ces travaux et ceux de réfection du mur de soutènement, elle devra être relogée dans un endroit sécuritaire au préalable. Même déplacé de sa position initiale, le maintien de la génératrice mobile sur le site est déconseillé, notamment en raison des risques d'interruption de service et de vandalisme. Face à ce constat, l'utilisation de l'entrepôt pour y installer une génératrice a été jugée la meilleure option.

Le Ministère de la Culture et des Communications du Québec a émis un certificat d'autorisation pour entreprendre ces travaux dans l'Arrondissement historique et naturel du Mont-Royal.

L'appel d'offres public a été publié le 8 juillet 2015 dans le système électronique d'appel d'offres (SÉAO), sur le site Internet de la Ville ainsi que dans le journal La Presse. Les soumissions ont été reçues et ouvertes le 17 août 2015. Deux addenda ont été émis durant la période d'appel d'offres.

Numéro de l'addenda	Date	Contenu
1	2015-07-14	Ajouts aux plans en électricité et en structure
2	2015-08-06	Clarifications aux plans et devis électromécaniques

Des visites ont été organisées en respectant la politique de gestion contractuelle de la Ville. Elles se sont déroulées le lundi 13 juillet, le mardi 14 juillet et le jeudi 16 juillet 2015.

La durée de validité des soumissions est de 150 jours.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG12 0100 - 19 avril 2012 - Accorder un contrat de services professionnels à Labonté Marcil S.E.N.C, Ingémel experts-conseils inc. et SDK et associés inc. pour la rénovation et la mise à niveau de bâtiments occupés par le Service de sécurité incendie de Montréal.
CG14 0369 – 21 août 2014 - Accorder un contrat à Groupe Axino inc. pour la réalisation de travaux de réfection de la maçonnerie et gestion des eaux pluviales de l'entrepôt du Service de sécurité incendie de Montréal, situé au 4040 avenue du Parc dans l'arrondissement de Ville-Marie.

CM08 0030 - 28 janvier 2008 - Résolution à l'effet 1. d'adopter le projet de règlement P-04-047-60 et 2. de soumettre ce dossier ainsi que le «*Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal* » à l'Office de consultation publique de Montréal pour qu'il tienne une assemblée de consultation conformément à la loi.

DESCRIPTION

Au cours de l'appel d'offres public, il y a eu 19 preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO dont la liste est en pièce jointe et 4 ont déposé leur soumission. Parmi les preneurs du cahier des charges qui n'ont pas déposé de soumission, trois firmes qui n'ont pas les licences adéquates pour réaliser le projet. Les 12 entrepreneurs qui n'ont pas déposé n'avaient plus de disponibilité à leur carnet de commandes ou n'avaient pas les ressources pour réaliser ce contrat selon les exigences et les délais requis aux documents contractuels. Par conséquent, ils n'ont pas déposé de soumission.
Le présent dossier recommande d'accorder un contrat à l'entreprise Trempro Construction inc., soit le plus bas soumissionnaire conforme, pour l'exécution des travaux à l'entrepôt du SIM. La période de validité des soumissions étant échue, l'entrepreneur a accepté de prolonger son offre de soixante jours, soit jusqu'au 13 mars 2016.

Au présent contrat, les travaux consistent principalement à :

- installer une nouvelle génératrice dans un local à cet effet à l'intérieur de l'entrepôt du SIM;
- raccorder les systèmes électromécaniques, notamment, avec le Quartier général;
- reconstruire les murs porteurs dans le secteur du garage;
- remplacer des fermes de toit et ajout de poutres;
- intervenir sur la maçonnerie et compléter la finition extérieure;
- aménager un sentier pour le remplissage du réservoir de carburant.

Des contingences de 15 % sont prévues au contrat de l'entrepreneur pour faire face aux imprévues de chantier.

JUSTIFICATION

Les quatre soumissions reçues sont conformes. Veuillez vous référer au tableau d'analyse de conformité des professionnels en pièce jointe.

Firmes soumissionnaires	Prix	Contingences	Total
Trempro Construction inc.	668 866,23 $	100 329,94 $	769 196,17 $
ARDEC Construction inc.	684 377,19 $	102 656,58 $	787 033,77 $
Procova Inc.	687 550,50 $	103 132,58 $	790 683,08 $
Parfait Électrique Inc.	1 118 706,75 $	167 806,01 $	1 286 512,76 $
Estimation des professionnels externes ($)	780 353,53 $	117 053,03 $	897 406,55 $
Coût moyen des soumissions reçues (total du coût des soumissions reçues / nombre de soumissions)			908 356,44 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions – la plus basse) / la plus basse x 100)			18,09 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute – la plus basse)			517 316,60 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute – la plus basse) / la plus basse x 100)			67,25 %
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme ($) (la plus basse – estimation des professionnels)			-128 210,39 $
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (%) ((la plus basse – estimation des professionnels) / estimation x 100)			-14,29 %

Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)	17 837,60 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100)	2,32 %

Le coût déposé par le plus bas soumissionnaire est inférieur à l'estimation des professionnels qui était de 897 406,55 $ (incluant les contingences et les taxes). Cette différence correspond à 128 210,39 $ (-14,29%). Leur estimation était basée sur des travaux similaires au cours des deux dernières années en incluant une indexation pour l'inflation. Tel que mentionné dans la lettre de recommandation des professionnels en pièce jointe, le différentiel entre leur estimation et la plus basse soumission est causé notamment par une baisse des coûts de la part de l'entrepreneur dans le chapitre 06 « Ouvrages en bois en plastique », le chapitre 07 « Isolant calorifuge et hydrofuge » et le chapitre 16 « Électricité et électronique.

Le coût moyen des soumissionnaires est de 908 356,44 $ ce qui représente un écart de 18,09 % avec la plus basse soumission conforme. L'écart entre la plus haute et la plus basse soumission s'élève à 517 316,60 $, soit 67,25%.

L'analyse des soumissions faite par les professionnels externes démontre que Trempro Construction inc. est le plus bas soumissionnaire conforme. Les professionnels recommandent l'octroi du contrat à cette firme (voir le tableau d'analyse et de recommandation des professionnels en pièce jointe).

Trempro Construction inc., adjudicataire du présent contrat, ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec ni de celle du registre des entreprises non admissibles aux contrats publics du secrétariat du Conseil du trésor.

Trempro Construction inc., ne doit pas obtenir une attestation de l’AMF dans le cadre de ce contrat (communiqué 587). Cet entrepreneur détient une autorisation de l'AMF.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total du contrat à accorder est de 769 196,17 $ incluant les contingences et les taxes.
De plus, un montant de 84 490,25 $ taxes incluses est prévu pour les incidences. Ce montant servira notamment à défrayer les frais de laboratoire, les déménagements et le déplacement de la génératrice mobile.

Le montant à autoriser totalise 853 686,42 $, incluant les contingences, les incidences et les taxes. De ce montant, environ le tiers est dédié aux travaux d'enveloppe. Soulignons que la nouvelle génératrice pourra être réutilisée pour un autre immeuble advenant un changement des besoins du SIM.

Le coût des travaux est prévu au programme triennal d'immobilisations (PTI) du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI).

Le coût maximal de ce contrat de 853 686,41 $, taxes incluses sera assumée comme suit :

Un montant maximal de 853 686,42 $ correspondant à l'investissement sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération # 15-070 <<Travaux de rénovation et de protection des immeubles>>.

Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération. Soit 853 686,42 $ pour l'année 2016.

Un montant de 17 580,00 $, correspondant aux frais d'entretien annuel pour les prochaines années, sera assumé par le budget de fonctionnement du Service.
L'entretien de la nouvelle génératrice, pris en charge par le Service de la gestion et de la planification immobilière et facturé au SIM via la facturation immobilière, nécessite un ajustement budgétaire du même montant à compter de 2017.

Pour 2016, une écriture de journal sera faite pour transférer la dépense de l'entretien par le SGPI au SIM, pour un montant de 4 395,00 $ (4 mois), suite à l'installation de la nouvelle génératrice. L'ajustement budgétaire inclut le remplissage du réservoir de carburant pour les tests périodiques de l'appareil et non pour le fonctionnement
continu en cas de panne.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'entrepreneur aura la responsabilité de réaliser le présent contrat en respectant les exigences relatives à la gestion et élimination des déchets de construction ainsi qu'à la réutilisation ou le recyclage des matériaux indiqués dans le devis.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Il est recommandé de procéder au remplacement de la génératrice mobile par une génératrice fixe, afin d'augmenter la sécurité de l'installation et d'assurer la continuité des opérations du SIM.
Tout retard dans ce dossier pourrait nuire à la mise en oeuvre des travaux reliés à la réfection du mur de soutènement qui est prévue à la suite de l'installation de la nouvelle génératrice.

L'approbation de ce projet permettra d'utiliser la génératrice mobile pour l'alimentation d'autres bâtiments du SIM en situation d'urgence.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une affiche sera installée au chantier pour informer les citoyens et les usagers de la portée des travaux et des coûts qui y sont reliés.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Contrat : 13687 - Mandat : 16884-2-001

Octroi du contrat au CG :	mars 2016
Réalisation des travaux :	avril 2016 à octobre 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Dominique BALLO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Carole GUÉRIN, Service de sécurité incendie de Montréal
Julie CASTONGUAY, Service de la gestion et de la planification immobilière
Pierre-Paul SAVIGNAC, Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal
Michel LORD, Service de la gestion et de la planification immobilière

Lecture :

Michel LORD, 27 janvier 2016
Pierre-Paul SAVIGNAC, 27 janvier 2016
Carole GUÉRIN, 27 janvier 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Erlend LAMBERT
Gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-8634
Télécop. : 514 280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-26

Carlos MANZONI
Chef de division

Tél : 514-872-3957
Télécop. : 514 280-3597

Danielle Lavigne, chef de section
Section administration immobilière - agglomération
Tél. : 514-872-7977

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Carlos MANZONI
Directeur par intérim
Tél : 514 872-3957
Approuvé le : 2016-02-03

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI
Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-02-04






Québec
RR18262
Je me souviens


RR18262






Je me souviens


Québec
RR18262
Je me souviens



Architectes Labonté Marcil
DÉFIONS VOTRE RÉALITÉ

Montréal, le 16 octobre 2015

Ville de Montréal
Services institutionnels
Gestion et planification immobilière
M. Erlend Lambert, gestionnaire immobilier
303, rue Notre-Dame est, 3e étage
Montréal, Québec

Projet: Entrepôt du SIM Mont-Royal (bâtiment # 0212), Installation d'une nouvelle génératrice
Mandat : 16884-2-002
Contrat travaux : 13687
N/dossier : 2015-2193A
Objet : Analyse des soumissions reçues (17-08-2015) – appel d'offres public 5763 et recommandation d'octroi de contrat.

Monsieur,

Nous avons procédé à l'analyse des soumissions reçues le 17 août 2014 pour le projet Entrepôt du SIM Mont-Royal, Installation d'une nouvelle génératrice.

Les soumissions reçues sont les suivantes :

		Total (avant taxes et contingences)	Total (t.t.i.)	Total – t.t.i. + contingences
1	Trempro Construction inc.	581 749,28 $	668 866,23 $	769 196,17 $
2	Ardec Construction inc.	595 240,00 $	684 377,19 $	787 033,77 $*
3	Procova inc.	598 000,00 $	687 550,50 $	790 683,08 $
4	Parfait électrique inc. FASRS Proconstruction	973 000,00 $	1 118 706,75 $	1 286 512,76 $

* : Montant corrigé selon les montants indiqués au bordereau détaillé des travaux.

Notre estimé budgétaire était 780 353,53 $ (t.t.i.) (897 406,55 $ avec contingences (15%) de construction)

Les éléments de notre analyse sont les suivants :

1. Le résultat de l'appel d'offres public indique que la compagnie **Trempro construction inc.** est le plus bas soumissionnaire.

2. Après analyse de conformité des soumissions, nous confirmons que la soumission de **Trempro construction inc.** est conforme. Les trois autres soumissions sont également conformes.

3. Le montant de la soumission est inférieur de 96 956.55 $ au montant estimé par les professionnels, avant taxes et contingences. Cependant, la moyenne des soumissions reçues est supérieure aux estimés des professionnels d'un montant de 8 723.99 $, avant taxes et contingences. Cela s'explique par le fait que le montant du plus haut soumissionnaire est de 375 000 $ supérieur au troisième soumissionnaire.

4. Si on exclut le soumissionnaire le plus haut dont le prix n'est pas du tout compétitif, la moyenne des soumissions des 592 253.09 $, soit 86 462.74 $ plus bas que l'estimation des professionnels (écart de 12,74%). La moyenne des prix déposés par tous les soumissionnaires est de 18.17% supérieure au plus bas soumissionnaire. Notre estimation est de 16.67% supérieure au montant de la plus basse soumission.

5. L'écart de seulement 16 000$ entre les trois plus bas soumissionnaires nous indique un marché fortement agressif, caractéristique d'une période d'activités au ralenti. Cela représente environ 2,8% par rapport au plus bas soumissionnaire. Ceci explique également le différentiel des prix par rapport à l'estimation des professionnels.

6. Ces écarts avec le plus bas soumissionnaire se justifient principalement comme suit :

   i) L'écart au chapitre 6 « Ouvrages en bois et en plastiques» est d'environ 13,000$. L'estimation des professionnels avait été validée par l'entrepreneur présent au chantier à la phase précédente des travaux ; dans le cadre de cette soumission, l'entrepreneur peut avoir choisi de faire les travaux de structure (bois et béton) lui-même, sans sous-traitants. Cela lui permet d'être très compétitif.

ii) L'écart au chapitre 7 « Isolant calorifuge et hydrofuge » est de près de 26 000$. Cela peut s'expliquer par la stratégie de l'entrepreneur dans la ventilation de ses coûts (montants placés ailleurs dans sa ventilation des coûts ou calculés avec les travaux de menuiserie, qui se font en même temps, par les mêmes sous-traitants).

iii) L'écart au chapitre 16 «Électricité et Électronique» est de 35 523$ entre l'estimation du professionnel et le plus bas soumissionnaire. Cela s'explique par un marché à la baisse, tel que constaté par les professionnels, et une forte compétition entre les fournisseurs de génératrice.

iv) En plus des éléments mentionnés ci-haut, nous constatons une baisse des prix sur le marché car les entrepreneurs et les sous-traitants sont agressifs afin d'obtenir des contrats.

En conclusion,

Suite à l'examen des soumissions reçues pour les travaux de l'Entrepôt du SIM Mont-Royal, «Installation d'une nouvelle génératrice», nous recommandons d'octroyer le contrat à la compagnie **Trempro construction inc.** au montant de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offre public no 5763.

En espérant le tout conforme à vos attentes.

Veuillez agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

LES ARCHITECTES LABONTÉ MARCIL

Jean Marcil, MOAQ, MIRAC

Ordre des architectes du Québec A 2056 JEAN MARCIL ARCHITECTE

Pièces jointes : Formulaires de la Ville de Montréal « analyse de conformité des soumissions ».
Tableau comparatif des bordereaux.
Tableau d'octroi.

Cc : Mme Alexandra Tavidian, gestionnaire de projet

2100, rue Fleury Est, bureau 202, Montréal (Qc) H2B 1J5 Tél : (514) 374-9659 Téléc. : (514) 722-109
jmarcil@architectesIm.com www.architectesIm.com

Montréal

CHANTIER

Services institutionnels
Gestion et planification immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 3e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

SOUMISSION NO :5763

ANALYSE DE CONFORMITÉ DES SOUMISSIONS

Date (a-m-j) : 2015 - 09 - 01

Contrat :	Mandat :	Bâtiment :
13687	16884-2-002	0212

Titre

Entrepôt du SIM Mont-Royal - Installation d'une nouvelle génératrice

Le rang est déterminé selon la valeur croissante du prix soumis sans égard au statut ou au défaut

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
1	Trempro Construction inc.	769 196.17 $	DÉROGATION MINEURE

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission — ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☒ erreur de calcul — ☐ non conforme ☐ majeure ☒ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit — ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : Une erreur de transcription au chapitre 9 indique 10.00$ de plus que le montant au bordereau détaillé mais le total de la soumission indiqué au sommaire est le bon.

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
2	Ardec Construction Inc.	787 033.77 $	DÉROGATION MINEURE

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission — ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☒ erreur de calcul — ☐ non conforme ☐ majeure ☒ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit — ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : Des erreurs de transcription aux chapitres 1, 8 et 9 font en sorte que la soumission aurait dû être de 787 033.77$ (incluant taxes et contingences)

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
3	Procova inc.	790 683.08 $	CONFORME

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission — ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ erreur de calcul — ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit — ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : aucun

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
4	Parfait Électrique inc. FASRS Proconstruction	1 286 512.76 $	CONFORME

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission — ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ erreur de calcul — ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit — ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : aucun

5		_____ $	CONFORME

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission — ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ erreur de calcul — ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit — ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : aucun

6		_____ $	CONFORME

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission — ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ erreur de calcul — ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit — ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : aucun

+	autres soumissions, au-delà des 6 premières	_____ $ plus haute soumission	voir statistiques ci-après

conformes : 4 non conformes : ~~0~~ en dérogation majeure : ~~0~~ en dérogation mineure : 2

Signature

Firme : LES ARCHITECTES LABONTÉ MARCIL S.E.N.C

Fonction : ASSOCIÉ PRINCIPAL nom : JEAN MARCIL

Ordre des architectes du Québec — A 2056 — JEAN MARCIL — ARCHITECTE

Tableau des coûts du projet

Projet :	**Ajout d'une génératrice pour le QG SIM**			Mandat :	16884-2-001	
	Entrepôt du SIM (0212) - 4040 avenue Du Parc			Contrat :	13687	
Date :	**16 octobre 2015**					
Étape :	**Octroi de contrat**					
			Budget	**TPS 5,0%**	**TVQ 9,975%**	**Total**
Contrat :		**%**	**$**			
	Travaux forfaitaires*		581 749,28			
	Sous-total :	100,0%	**581 749,28**	**29 087,46**	**58 029,49**	**668 866,23**
	Contin. construction	15,0%	87 262,39	4 363,12	8 704,42	100 329,94
	Total - Contrat :		**669 011,67**	**33 450,58**	**66 733,91**	**769 196,17**
Incidences :						
cons.	Dépenses générales	3,0%	20 070,35			
	Laboratoire	3,5%	23 415,41			
	Génératrice mobile		25 000,00			
	Déménagement		5 000,00			
	Total - Incidences :	11,0%	**73 485,76**	**3 674,29**	**7 330,20**	**84 490,25**
Ristournes :	**Coût des travaux (Montant à autoriser)**		**742 497,43**	**37 124,87**	**74 064,12**	**853 686,42**
	TPS 100,00%			37 124,87		37 124,87
	TVQ					
	Coût après rist. (Montant à emprunter)		**742 497,43**		**74 064,12**	**816 561,55**

Notes :

* prix déposé par le plus bas soumissionnaire

Méthode d'estimation des contingences : Les contingences ont été évaluées en se basant sur des projets similaires ainsi qu'en considérant que les travaux sont effectués dans un bâtiment existant et que des nouveaux éléments devront se raccorder aux systèmes.

Rythme des déboursés : Les travaux seront réalisés à 100 % en 2016.

Numéro : 5763

Numéro de référence : 908000

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Installation d'une nouvelle génératrice à l'entrepôt du SIM

Sélectionner toutes les lignes de résultats	Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Sélectionner la ligne	Ardec Construction inc. 579 rue Principale Laval, QC, H7X 1C7 NEQ : 1147794813	Monsieur Gilles W Claude Téléphone : 450 627-6262 Télécopieur : 450 627-5021	**Commande : (984374)** 2015-07-08 7 h 53 **Transmission :** 2015-07-08 8 h 28	2473402 - addenda 1 - Devis et plan électrique (devis) 2015-07-15 13 h 59 - Courriel 2473403 - addenda 1 - Devis et plan électrique (plan) 2015-07-15 14 h 18 - Messagerie 2473405 - Addenda 1 - Plan structure 2015-07-15 14 h 28 - Messagerie 2481148 - ADD-2 (devis) 2015-08-06 16 h 16 - Courriel 2481149 - ADD-2 (plan) 2015-08-06 17 h 32 - Messagerie 2481151 - ADD-2-PArch

				2015-08-06 13 h 25 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Sélectionner la ligne	Armatures Bois-Francs Inc (ABF) 249 boul de la Bonaventure Victoriaville, QC, G6T 1V5 http://www.abf-inc.com NEQ : 1143798842	Madame Mélissa Rondeau Téléphone : 819 758-7501 Télécopieur : 819 758-7629	**Commande : (994135)** 2015-08-04 14 h 05 **Transmission :** 2015-08-04 14 h 05	2473402 - addenda 1 - Devis et plan électrique (devis) 2015-08-04 14 h 05 - Téléchargement 2473403 - addenda 1 - Devis et plan électrique (plan) 2015-08-04 14 h 05 - Téléchargement 2473405 - Addenda 1 - Plan structure 2015-08-04 14 h 05 - Téléchargement 2481148 - ADD-2 (devis) 2015-08-06 16 h 16 - Courriel 2481149 - ADD-2 (plan) 2015-08-06 16 h 16 - Courriel 2481151 - ADD-2-PArch 2015-08-06 13 h 15 - Courriel

				Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne 	Bruneau Électrique Inc. 527 boul Dollard Joliette, QC, J6E 4M5 NEQ : 1142851337	Monsieur Eric Bruneau Téléphone : 450 759-6606 Télécopieur : 450 759-2653	**Commande : (985354)** 2015-07-09 13 h 05 **Transmission :** 2015-07-09 13 h 05	2473402 - addenda 1 - Devis et plan électrique (devis) 2015-07-15 13 h 59 - Courriel 2473403 - addenda 1 - Devis et plan électrique (plan) 2015-07-15 13 h 59 - Courriel 2473405 - Addenda 1 - Plan structure 2015-07-15 14 h 21 - Courriel 2481148 - ADD-2 (devis) 2015-08-06 16 h 16 - Courriel 2481149 - ADD-2 (plan) 2015-08-06 16 h 16 - Courriel 2481151 - ADD-2-PArch 2015-08-06 13 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

				Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne	DUFAULT ÉLECTRIQUE INC. 671, des Ateliers Boucherville, QC, J4B 8H3 NEQ : 1144214401	Monsieur ROCH DUFAULT Téléphone : 450 655-1865 Télécopieur :	**Commande : (983499)** 2015-07-06 16 h 10 **Transmission :** 2015-07-06 16 h 10	2473402 - addenda 1 - Devis et plan électrique (devis) 2015-07-15 13 h 59 - Courriel 2473403 - addenda 1 - Devis et plan électrique (plan) 2015-07-15 13 h 59 - Courriel 2473405 - Addenda 1 - Plan structure 2015-07-15 14 h 21 - Courriel 2481148 - ADD-2 (devis) 2015-08-06 16 h 16 - Courriel 2481149 - ADD-2 (plan) 2015-08-06 16 h 16 - Courriel 2481151 - ADD-2-PArch 2015-08-06 13 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner la ligne	Entreprise Électrique MJL inc 2262 michaud Sainte-Marie-Madeleine, QC, J0H 1S0 NEQ : 1149018211	Monsieur Maxime Larouche Téléphone : 450 773-5994 Télécopieur : 450 773-9658	**Commande : (984365)** 2015-07-08 7 h 40 **Transmission :** 2015-07-08 7 h 40	2473402 - addenda 1 - Devis et plan électrique (devis) 2015-07-15 13 h 59 - Courriel 2473403 - addenda 1 - Devis et plan électrique (plan) 2015-07-15 13 h 59 - Courriel 2473405 - Addenda 1 - Plan structure 2015-07-15 14 h 21 - Courriel 2481148 - ADD-2 (devis) 2015-08-06 16 h 16 - Courriel 2481149 - ADD-2 (plan) 2015-08-06 16 h 16 - Courriel 2481151 - ADD-2-PArch 2015-08-06 13 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne	Gilles & Fils Électrique Inc 774 rue Principale Laval, QC, H7X 1E6	Monsieur Gilles Boulanger	**Commande : (986696)** 2015-07-13 14	2473402 - addenda 1 - Devis et plan électrique (devis)

	NEQ : 1144184455	Téléphone : 450 689-4677 Télécopieur : 450 969-0106	h 48 **Transmission :** 2015-07-13 14 h 48	2015-07-15 13 h 59 - Courriel 2473403 - addenda 1 - Devis et plan électrique (plan) 2015-07-15 13 h 59 - Courriel 2473405 - Addenda 1 - Plan structure 2015-07-15 14 h 21 - Courriel 2481148 - ADD-2 (devis) 2015-08-06 16 h 16 - Courriel 2481149 - ADD-2 (plan) 2015-08-06 16 h 16 - Courriel 2481151 - ADD-2-PArch 2015-08-06 13 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne ☐	Kabian Construction Inc. 158, rue S.-Coté La Présentation, QC, J0H 1B0 NEQ : 1141879636	Monsieur Bill Johnson Téléphone : 450 253-0969 Télécopieur	**Commande : (985577)** 2015-07-09 17 h 03 **Transmission :** 2015-07-09 17	2473402 - addenda 1 - Devis et plan électrique (devis) 2015-07-15 13 h 59 - Courriel

		: 450 253-0910	h 07	2473403 - addenda 1 - Devis et plan électrique (plan) 2015-07-15 14 h 19 - Messagerie 2473405 - Addenda 1 - Plan structure 2015-07-15 14 h 29 - Messagerie 2481148 - ADD-2 (devis) 2015-08-06 16 h 16 - Courriel 2481149 - ADD-2 (plan) 2015-08-06 17 h 33 - Messagerie 2481151 - ADD-2-PArch 2015-08-06 13 h 26 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Sélectionner la ligne	La Cie électrique Britton Ltée. 8555 chemin Devonshire Montréal, QC, H4P 2L3 http://www.britton.ca NEQ : 1118615243	Monsieur André Gagnon Téléphone : 514 342-5520 Télécopieur : 514 342-5108	**Commande : (986276)** 2015-07-13 8 h 57 **Transmission :** 2015-07-13 8 h 57	2473402 - addenda 1 - Devis et plan électrique (devis) 2015-07-15 13 h 59 - Courriel 2473403 - addenda 1 - Devis et plan électrique (plan)

				2015-07-15 13 h 59 - Courriel 2473405 - Addenda 1 - Plan structure 2015-07-15 14 h 21 - Courriel 2481148 - ADD-2 (devis) 2015-08-06 16 h 16 - Courriel 2481149 - ADD-2 (plan) 2015-08-06 16 h 16 - Courriel 2481151 - ADD-2-PArch 2015-08-06 13 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne ☐	Les entreprises d'électricité Renaissance inc 23 avenue Milton Montréal, QC, H8R1K6 NEQ :	Madame Nathalie Massie Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (983712)** 2015-07-07 9 h 06 **Transmission :** 2015-07-07 9 h 06	2473402 - addenda 1 - Devis et plan électrique (devis) 2015-07-15 13 h 59 - Courriel 2473403 - addenda 1 - Devis et plan électrique (plan) 2015-07-15 13 h 59 - Courriel

				2473405 - Addenda 1 - Plan structure 2015-07-15 14 h 21 - Courriel 2481148 - ADD-2 (devis) 2015-08-06 16 h 16 - Courriel 2481149 - ADD-2 (plan) 2015-08-06 16 h 16 - Courriel 2481151 - ADD-2-PArch 2015-08-06 13 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne ☐	Les Services Électriques Blanchette Inc. 2451 boul Fernand-Lafontaine Longueuil, QC, J4N 1N7 NEQ : 1142064576	Madame Diane Turenne Téléphone : 450 442-1166 Télécopieur : 450 442-4206	**Commande : (983944)** 2015-07-07 11 h 35 **Transmission :** 2015-07-07 15 h 13	2473402 - addenda 1 - Devis et plan électrique (devis) 2015-07-15 13 h 59 - Courriel 2473403 - addenda 1 - Devis et plan électrique (plan) 2015-07-15 14 h 17 - Messagerie 2473405 - Addenda 1 - Plan structure 2015-07-15 14 h 26

				- Messagerie 2481148 - ADD-2 (devis) 2015-08-06 16 h 16 - Courriel 2481149 - ADD-2 (plan) 2015-08-06 17 h 30 - Messagerie 2481151 - ADD-2-PArch 2015-08-06 13 h 21 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Sélectionner la ligne ☐	Neolect Inc. 1830 Bl. Fortin Laval, QC, H7s 1N8 NEQ : 1166302126	Monsieur Philippe Mélou Téléphone : 450 668-2200 Télécopieur : 450 668-8114	**Commande : (984579)** 2015-07-08 10 h 28 **Transmission :** 2015-07-08 10 h 28	2473402 - addenda 1 - Devis et plan électrique (devis) 2015-07-15 13 h 59 - Courriel 2473403 - addenda 1 - Devis et plan électrique (plan) 2015-07-15 13 h 59 - Courriel 2473405 - Addenda 1 - Plan structure 2015-07-15 14 h 21 - Courriel 2481148 - ADD-2

				(devis) 2015-08-06 16 h 16 - Courriel 2481149 - ADD-2 (plan) 2015-08-06 16 h 16 - Courriel 2481151 - ADD-2-PArch 2015-08-06 13 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne	PP Deslandes Inc. 4775 Avenue Trudeau Saint-Hyacinthe, QC, J2S 7W9 http://www.ppdeslandes.com NEQ : 1143003151	Monsieur Jacques Plante Téléphone : 450 778-2426 Télécopieur : 450 778-2266	**Commande : (984070)** 2015-07-07 13 h 48 **Transmission :** 2015-07-07 13 h 48	2473402 - addenda 1 - Devis et plan électrique (devis) 2015-07-15 13 h 59 - Courriel 2473403 - addenda 1 - Devis et plan électrique (plan) 2015-07-15 13 h 59 - Courriel 2473405 - Addenda 1 - Plan structure 2015-07-15 14 h 21 - Courriel 2481148 - ADD-2 (devis) 2015-08-06 16 h 16

				- Courriel 2481149 - ADD-2 (plan) 2015-08-06 16 h 16 - Courriel 2481151 - ADD-2-PArch 2015-08-06 13 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne	PROCONSTRUCTION PARFAIT ELECTRIQUE 1845 rue Bossuet Montréal, QC, H1N 2R6 http://www.proconstruction.ca NEQ : 1163873715	Monsieur Marius Tiron Téléphone : 514 253-3999 Télécopieur : 514 253-9990	**Commande : (988230)** 2015-07-16 9 h 27 **Transmission :** 2015-07-16 9 h 48	2473402 - addenda 1 - Devis et plan électrique (devis) 2015-07-16 9 h 27 - Téléchargement 2473403 - addenda 1 - Devis et plan électrique (plan) 2015-07-16 9 h 27 - Messagerie 2473405 - Addenda 1 - Plan structure 2015-07-16 9 h 27 - Messagerie 2481148 - ADD-2 (devis) 2015-08-06 16 h 16 - Courriel 2481149 - ADD-2

				(plan) 2015-08-06 17 h 31 - Messagerie 2481151 - ADD-2-PArch 2015-08-06 13 h 24 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Sélectionner la ligne ☐	Procova Inc. 1924, rue Vallieres Laval, QC, H7M 3B3 http://www.procova.ca NEQ : 1143985894	Monsieur Étienne Archambault Téléphone : 450 668-3393 Télécopieur :	**Commande : (983655)** 2015-07-07 8 h 33 **Transmission :** 2015-07-07 9 h	2473402 - addenda 1 - Devis et plan électrique (devis) 2015-07-15 14 h - Courriel 2473403 - addenda 1 - Devis et plan électrique (plan) 2015-07-15 14 h 19 - Messagerie 2473405 - Addenda 1 - Plan structure 2015-07-15 14 h 30 - Messagerie 2481148 - ADD-2 (devis) 2015-08-06 16 h 16 - Courriel 2481149 - ADD-2 (plan) 2015-08-06 17 h 34

				- Messagerie 2481151 - ADD-2-PArch 2015-08-06 13 h 27 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Sélectionner la ligne ☐	Site Intégration Plus Inc . 1356 rue Newton Boucherville, QC, J4B 5H2 NEQ : 1160184363	Monsieur Shawn Batten Téléphone : 450 449-0094 Télécopieur : 450 449-0018	**Commande : (987790)** 2015-07-15 10 h 54 **Transmission :** 2015-07-15 10 h 57	2473402 - addenda 1 - Devis et plan électrique (devis) 2015-07-15 13 h 59 - Courriel 2473403 - addenda 1 - Devis et plan électrique (plan) 2015-07-15 13 h 59 - Courriel 2473405 - Addenda 1 - Plan structure 2015-07-15 14 h 21 - Courriel 2481148 - ADD-2 (devis) 2015-08-06 16 h 16 - Courriel 2481149 - ADD-2 (plan) 2015-08-06 16 h 16 - Courriel 2481151 - ADD-2-

				PArch 2015-08-06 13 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne ☐	Société générale de construction BPF inc. 2075 INDUSTRIEL Chambly, QC, J3L4C5 NEQ : 1164726003	Monsieur Éric Beaumier Téléphone : 450 435-8383 Télécopieur : 450 437-3232	**Commande : (998478)** 2015-08-13 10 h 11 **Transmission :** 2015-08-13 10 h 36	2473402 - addenda 1 - Devis et plan électrique (devis) 2015-08-13 10 h 11 - Téléchargement 2473403 - addenda 1 - Devis et plan électrique (plan) 2015-08-13 10 h 11 - Autocueillette 2473405 - Addenda 1 - Plan structure 2015-08-13 10 h 11 - Autocueillette 2481148 - ADD-2 (devis) 2015-08-13 10 h 11 - Téléchargement 2481149 - ADD-2 (plan) 2015-08-13 10 h 11 - Autocueillette 2481151 - ADD-2-PArch 2015-08-13 10 h 11

				- Autocueillette Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Sélectionner la ligne 	Socomec Industriel Inc. 3200, rue des Chantiers Sorel-Tracy, QC, J3P 5N3 NEQ : 1160102480	Madame Josée Arseneault Téléphone : 450 743-0017 Télécopieur : 450 743-2654	**Commande : (986514)** 2015-07-13 11 h 31 **Transmission :** 2015-07-13 11 h 31	2473402 - addenda 1 - Devis et plan électrique (devis) 2015-07-15 13 h 59 - Courriel 2473403 - addenda 1 - Devis et plan électrique (plan) 2015-07-15 13 h 59 - Courriel 2473405 - Addenda 1 - Plan structure 2015-07-15 14 h 21 - Courriel 2481148 - ADD-2 (devis) 2015-08-06 16 h 16 - Courriel 2481149 - ADD-2 (plan) 2015-08-06 16 h 16 - Courriel 2481151 - ADD-2-PArch 2015-08-06 13 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier

				électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne ☐	Systèmes Urbains Inc. 8345 Pascal Gagnon Saint-Léonard Montréal, QC, H1P 1Y5 http://www.systemesurbains.com NEQ : 1168008721	Monsieur Francis Duchesne Téléphone : 514 321-5205 Télécopieur : 514 321-5835	**Commande : (984802)** 2015-07-08 14 h 15 **Transmission :** 2015-07-08 14 h 15	2473402 - addenda 1 - Devis et plan électrique (devis) 2015-07-15 13 h 59 - Courriel 2473403 - addenda 1 - Devis et plan électrique (plan) 2015-07-15 13 h 59 - Courriel 2473405 - Addenda 1 - Plan structure 2015-07-15 14 h 21 - Courriel 2481148 - ADD-2 (devis) 2015-08-06 16 h 16 - Courriel 2481149 - ADD-2 (plan) 2015-08-06 16 h 16 - Courriel 2481151 - ADD-2-PArch 2015-08-06 13 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier

				électronique
Sélectionner la ligne ☐	Trempro Construction Inc. 112 rue Industrielle #200 Delson, QC, J5B 1W4 NEQ : 1165135550	Madame Karine Mailly Téléphone : 514 903-5460 Télécopieur : 514 903-5450	**Commande : (985296)** 2015-07-09 11 h 37 **Transmission :** 2015-07-09 11 h 43	2473402 - addenda 1 - Devis et plan électrique (devis) 2015-07-15 13 h 59 - Courriel 2473403 - addenda 1 - Devis et plan électrique (plan) 2015-07-15 14 h 17 - Messagerie 2473405 - Addenda 1 - Plan structure 2015-07-15 14 h 27 - Messagerie 2481148 - ADD-2 (devis) 2015-08-06 16 h 16 - Courriel 2481149 - ADD-2 (plan) 2015-08-06 17 h 31 - Messagerie 2481151 - ADD-2-PArch 2015-08-06 13 h 22 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Sélectionner | Annuler

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1163456002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction gestion des projets de développement et de maintien des actifs immobiliers
Objet :	Accorder un contrat à la firme Trempro Construction inc. pour les travaux de remplacement de la génératrice à l'entrepôt du SIM situé au 4040 avenue du Parc, arrondissement Ville-Marie. Dépense totale de 853 686,41 $, taxes incluses - Appel d'offres 5763 (4 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1163456002 - information comptable.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Dominique BALLO
Conseiller budgétaire

Tél : 514-872-7344

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-01

Michel T TREMBLAY
Conseiller en gestion des ressources financières chef d'équipe.
Tél : 514 872-0470
Division : Direction du conseil et du soutien financier. Point de service CDL

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.02

2016/03/24
17:00

(1)

Dossier # : 1156871002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente avec le Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ) afin d'adhérer au regroupement d'achats pour la fourniture de services cellulaires (voix et transmission de données), pour une durée de quatre (4) ans, soit du 1er avril 2016 au 31 mars 2020, avec options de renouvellement

Il est recommandé :

1. de conclure une entente, d'une durée de 4 ans, pour la fourniture sur demande de services cellulaires (voix et transmission de données) ;
2. d'accorder, conformément aux dispositions de la loi, au Centre de services partagés du Québec (CSPQ), un contrat de gré à gré, conformément à son offre de services en date du 14 janvier 2015; et d'autoriser M. Sylvain Perras à signer tous documents reliés à cette entente;
3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements, des services corporatifs et des villes liées, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-02-12 17:55

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1156871002**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente avec le Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ) afin d'adhérer au regroupement d'achats pour la fourniture de services cellulaires (voix et transmission de données), pour une durée de quatre (4) ans, soit du 1er avril 2016 au 31 mars 2020, avec options de renouvellement

CONTENU

CONTEXTE

En septembre 2012, la Ville de Montréal (Ville) a adhéré, pour une période de trois (3) ans, au regroupement d'achats du Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ) pour la fourniture de services de télécommunication cellulaire (CG12 0269).
En mai 2015, le CSPQ a exercé l'option de prolongation du 1er juin 2015 au 31 mai 2017 (CG15 0254), afin de permettre la continuité des services durant la transition vers une nouvelle entente. Le contrat du CSPQ de services cellulaires de 2012, auquel la Ville a adhéré, disposait d'options de prolongation. Le CSPQ a décidé d'exercer ses options de prolongation pour les raisons suivantes:

1- des délais dans le processus d'octroi du nouveau contrat ;
2- permettre aux clients du CSPQ de migrer progressivement leurs lignes vers le nouveau contrat en minimisant le coût potentiel des pénalités de bris d'engagement.

La seconde raison permet aussi à la Ville de continuer à maintenir et à consommer les services cellulaires pendant que le processus décisionnel Ville chemine.

Une contrainte majeure nous a été signalée par le CSPQ, une fois leur nouveau contrat disponible, les clients ne pourront commander d'appareils subventionnés dans l'ancien contrat et qu'exceptionnellement, pour la Ville, de nouvelles activations pourraient être réalisées dans l'ancien contrat sur une base mensuelle seulement pour la période ou le nouveau contrat du CSPQ devient « disponible » aux clients et le moment ou les instances de Ville nous autoriserons à y adhérer.

La période de prolongation permettra, aux unités d'affaires de la Ville, de minimiser les pénalités pour bris d'engagement lorsque la ligne de l'abonné sera migrée vers le nouveau contrat. Il est à noter que plusieurs abonnées ont effectué des rehaussements au courant des derniers 18 mois du contrat, ce rehaussement (avec appareil subventionné) engageait

l’abonné pour trois ans (36 mois). L’option de prolongation permettra à la Ville de migrer les lignes ayant eu des rehaussements vers la fin de la période de prolongation, afin de minimiser les pénalités potentielles à assumer.

Ainsi, le 23 juin 2015, le CSPQ a lancé un appel d'offres pour l'acquisition de services de mobilité cellulaires pour la période 2015-2025. À la suite de ce processus, le CSPQ a mis en place un contrat à exécution sur demande dans lequel le prestataire de premier rang est ROGERS Communications et le prestataire de deuxième rang est TELUS Mobilité. Le CSPQ a octroyé le nouveau contrat pour une durée ferme de quatre (4) ans, en plus de deux (2) options de renouvellement de deux (2) années chacune et d’une phase de migration à la sortie de deux (2) années, pour un maximum de dix (10) ans.

Le Service des technologies de l'information (Service des TI) est responsable des services cellulaires, il effectue une veille constante du marché, et constate que l'entente proposée par le CSPQ représente une opportunité d’économies importantes pour la Ville et qu'il n'y a pas de gain opérationnel ou financier à conclure une entente avec un autre partenaire que le CSPQ.

Pour répondre aux besoins de la Ville, le Service des TI recommande de conclure une entente avec le CSPQ afin d'adhérer au regroupement d'achats pour la fourniture de services cellulaires (voix et transmission de données), pour une durée de quatre (4) ans, soit du 1er avril 2016 au 31 mars 2020, avec options de renouvellement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0254 - 30 avril 2015 - Autoriser la prolongation de l'entente-cadre avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) pour la fourniture de services cellulaires (voix et transmission de données), pour une période maximale de 2 ans, soit du 1er juin 2015 au 31 mai 2017.
CG12 0269 - 23 août 2012 - Conclure une entente cadre de gré à gré avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) pour la fourniture de services cellulaires (voix et transmission de données) pour la période du 1er septembre 2012 au 31 août 2015.

DESCRIPTION

L'inventaire:
Au 1er octobre 2015, l'inventaire de la Ville de Montréal comptait 9 231 abonnements au CSPQ. La répartition des abonnements par type de forfait est détaillée ci-dessous :

Types d'appareil	Type de forfait	Ville	SPVM	Total
Téléphone de base	voix uniquement	1938	937	2875
Téléphone intelligent	voix et transmission de données	3609	462	4071
Clé, carte, modem, tablette	transmission de données	1335	17	1352
Postes de travail mobiles du SPVM	transmission de données	-	933	933
Grand total		6882	2349	9231

Les services offerts par le CSPQ:

Le CSPQ offre à la Ville l'opportunité d'adhérer au regroupement d'achats pour la fourniture

de services cellulaires (voix et transmission de données). Cette entente sera disponible pour la clientèle de l'ensemble des services et des arrondissements de la Ville, incluant le Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM).

Le CSPQ offre les services de communications cellulaires par l'entremise des fournisseurs qualifiés suite à son appel d'offres. ROGERS Communications est le fournisseur de premier rang (par défaut) alors que TELUS Mobilité est celui de second rang. Un client peut demander une dérogation de service avec le fournisseur TELUS Mobilité, avec des tarifs plus élevés, à la condition de le justifier en raison de contraintes technologiques ou à cause de la faiblesse de la couverture du réseau.

Les services cellulaires offerts couvrent les besoins pour la voix, la messagerie, la transmission de données, la facturation détaillée, les frais de mise en service, l'accès au réseau et le service 911. Les accessoires complémentaires pour les appareils acquis sont disponibles à un prix compétitif.

Afin de simplifier la facturation et la gestion pour ses clients, le CSPQ a prévu un groupe de partage global avec l'ensemble de sa clientèle. Grâce au partage, les appels locaux, les interurbains et la transmission de données au Canada sont inclus dans ses forfaits à tarif fixe.

- **Descriptions des services offerts**

Types de services	Services mensuels inclus
Services cellulaires pour la voix	200 minutes sortantes partageables au Canada. Appels entrants illimités au Canada. Appels illimités entre tous les utilisateurs de l'entente. Messages texte, photo et vidéo illimités au Canada. Service de messagerie vocale évoluée. Affichage du numéro et nom de l’appelant . Appels manqués. Mise en attente, renvoi d’appels et conférence téléphonique à trois ou plus. Facturation détaillée, frais de mise en service, d’accès au réseau et de la taxe 911. Modification de forfaits ou d’options et changement de numéro de téléphone.
Services de transmission de données (appareils subventionnés et non subventionnés)	1 gigaoctet ou 1000 mégaoctets au Canada partageable. Facturation détaillée, frais de mise en service et d’accès au réseau. Modification de forfaits ou d’options et changement de numéro de téléphone.
Services de transmission de données flexibles	Forfait flexible non partageable avec ajustement selon l’utilisation, avec des incréments jusqu'à 1000 gigaoctets.

- **Les tarifs des services**

Types de services	Tarifs mensuels de Rogers (*)
Services cellulaires pour la voix	9,20 $

Services de transmission de données: appareil subventionné	24,70 $
Services de transmission de données: appareil non subventionné	18,70 $
Services de transmission de données flexibles (Par exemple jusqu'à 5000 méga-octets)	28,70 $

* Les tarifs mensuel du deuxième prestataire (Telus) sont plus élevés :
    - Services cellulaires pour la voix - 10,45$/mois;
    - Services de transmission de données: appareil subventionné - 35,70 $/mois;
    - Services de transmission de données: appareil non subventionné - 20,70 $/mois;
    - Services de transmission de données flexibles (Par exemple jusqu'à 5000 méga-octets) - 53,70$/mois.

- **Les appareils**

  Le CSPQ offre les services cellulaires avec un engagement minimal d'un mois pour sa clientèle. Les fournisseurs de services offrent des appareils subventionnés à 0 $, en contrepartie d'un engagement de 24 mois. Des appareils de niveau supérieur sont disponibles avec un déboursé supplémentaire. Lors de l'acquisition d'un appareil chez un agent autorisé, le client du CSPQ paie le prix subventionné et affiché sur le site Internet du fournisseur en fonction de la durée de l'engagement. Les clients peuvent obtenir des téléphones de base et intelligents à coût nul (0 $) pour chacun des systèmes d'exploitation suivants :
    - Android;
    - BlackBerry OS;
    - iOS (Apple);
    - Windows Phone.

- **Les accessoires**
  Les accessoires pour les appareils de mobilité, qui peuvent être acquis auprès des prestataires, sont les étuis, chargeurs de base et chargeurs pour véhicule. Les clients du CSPQ bénéficient d'un escompte de 70% sur les accessoires.

JUSTIFICATION

En considérant les orientations mises de l'avant par le Bureau de la Ville Intelligente (BVIN) et le Bureau de demain, la demande pour les services de transmission de données mobiles demeurera en croissance pour l'ensemble des services de la Ville. La présente entente permettra à la Ville d'assurer une continuité opérationnelle et de répondre aux besoins futurs.
Les prix sur le marché corporatif des services cellulaires sont reliés au volume et à la durée du contrat envisagé, le CSPQ a obtenu des forfaits voix et données à des tarifs avantageux, pour une utilisation au Canada, grâce au volume que représente l'ensemble de sa clientèle. Les clients bénéficieront d'économies d'échelle grâce à l'augmentation de la capacité dans le groupe de partage de données. Un groupe de partage regroupe toutes les minutes ou tous les méga-octets des abonnés du CSPQ chez un même prestataire. Un groupe de partage est constitué du total des minutes (200 minutes) au Canada par abonnement ou des méga-octets (1 Go par abonnement) chez un même prestataire.

Le CSPQ dispose actuellement de 4 groupes de partage :

1. Groupe de partage pour les appels sortants au Canada – Rogers;
2. Groupe de partage pour les appels sortants au Canada – Telus;
3. Groupe de partage pour la transmission de données au Canada – Rogers;
4. Groupe de partage pour la transmission de données au Canada – Telus.

La nouvelle entente du CSPQ présente les avantages et les améliorations suivantes:

- Augmentation du nombre de minutes disponibles pour les appels;
- Ajout des messages photo et vidéo illimités sans aucun frais additionnel;
- Accroissement du volume disponible dans le groupe de partage de données;
- Disponibilité de forfaits de données flexibles à des tarifs avantageux pour les grands consommateurs de données.

Le CSPQ offre un mode de fonctionnement simple, un mode de facturation unique ainsi que des forfaits sur mesure pour la voix ou pour les données.

La Loi sur les cités et villes (article 573.3.2) permet à la Ville de conclure une entente avec le CSPQ pour adhérer au regroupement d'achats.

À noter que de nombreuses municipalités adhèrent à l'entente du CSPQ puisque celle-ci est très compétitive.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La valeur estimée de la consommation au contrat du CSPQ, pour quatre (4) années, est de 15 322 847 $, incluant les taxes, en considérant les hypothèses suivantes :

- Les quantités sont celles de l'inventaire effectué au 31 octobre 2015;
- La croissance est estimée à 10 % pour chaque année selon l'historique et en tenant compte de l'arrivée du Bureau de demain;
- L'ajout de frais d'utilisation et d'options supplémentaires de l'ordre de 5%;

Catégories de frais	**Quantités**			**Dépenses annuelles**		
	Ville	**SPVM**	**Total**	**Ville**	**SPVM**	**Total**
Téléphone de base	1938	937	2875	213 955 $	103 445 $	317 400 $
Téléphone intelligent	3609	462	4071	1 468 141 $	187 942 $	1 656 083 $
Forfaits données (clé, carte, modem, tablette)	1335	17	1352	299 574 $	3 815 $	303 389 $
Postes de travail mobiles du SPVM		933	933		209 365 $	209 365 $
Total des frais fixes	6882	2349	9231	1 981 670 $	504 566 $	2 486 237 $

(et des quantités)						
Frais des options, d'utilisation et autres (5%)				99 084 $	25 228 $	124 312 $
Total annuel				2 080 754 $	529 795 $	2 610 549 $
TPS (5%)				104 038 $	26 490 $	130 527 $
TVQ (9,5%)				207 555 $	52 847 $	260 402 $
Total avec taxes (période de référence 2015-2016)				2 392 347 $	609 131 $	3 001 478 $
2016 à 2017				2 631 582 $	670 045 $	3 301 626 $
2017 à 2018				2 894 740 $	737 049 $	3 631 789 $
2018 à 2019				3 184 214 $	810 754 $	3 994 968 $
2019 à 2020				3 502 635 $	891 829 $	4 394 464 $
Total 4 ans				**12 213 170 $**	**3 109 677 $**	**15 322 847 $**

Les achats effectués auprès des fournisseurs se feront au rythme de l'expression des besoins des diverses unités administratives et selon leurs disponibilités budgétaires. Le coût des services sera entièrement assumé par les unités administratives ou organismes à même leurs budgets de fonctionnement.

Les services corporatifs et les arrondissements de la Ville pourront faire appel à cette entente. Cette entente pourrait donc encourir des dépenses d'agglomération.

Les économies

Les variations de tarifs mensuels se traduisent comme suit :

Types de services	**Tarifs mensuels en vigueur ***	**Nouveaux tarifs mensuels ****	**Variation du tarif unitaire**
Services cellulaires pour la voix	9,75 $	9,20 $	Ce service n'enregistre aucune augmentation du volume, une économie de 5,5 % sera réalisée
Services de transmission de données: Appareil subventionné	20,00 $	24,70 $	Les utilisateurs auront accès au double du volume

			moyennant une hausse de 23 % du prix actuel
Services de transmission de données: Appareil non subventionné	20,00 $	18,70 $	Le tarif enregistre une baise de 4,6% du tarif et une augmentation de 100% du volume de données disponible
Services de transmission de données et l'accès sans fil à l'Internet (jusqu'à 5000 méga-octets)	39,50 $	28,70 $	Le tarif enregistre une baise de 27 %

* Tarifs pour 500 méga-octets
** Tarifs pour 1000 méga-octets

Services cellulaires pour la voix:

Une réduction de 5,5 % sera réalisée sur le tarif de base pour le même type de service.

Services de transmission de données:

La croissance anticipée des abonnements est basée principalement sur l'historique. Cette dernière sera ajustée suite aux recommandations futures du Bureau de demain.

Le coût moyen par abonnement a augmenté durant les années précédentes suite à la croissance d'utilisation de la transmission de données mobile et à la quantité limitée de données dans les groupes de partage. L'offre du CSPQ permettra de réduire la facture globale des services cellulaires tout en pourvoyant à la croissance anticipée étant donnée que:

- Les nouveaux forfaits incluent le double du volume de données actuellement disponibles dans le groupe de partage, passant de 500 Mo à 1000 Mo par abonnement, ce qui permet de baisser le coût par méga-octet et d'absorber la croissance anticipée de la consommation de données;
- Des forfaits flexibles sont maintenant offerts aux grands consommateurs de données (2 gigaoctets et plus), cette option n'étant pas disponible dans l'ancien l'entente pour les téléphones intelligents.

Voici un aperçu sur l'évolution anticipée du coût moyen pour le service de transmission de données:

Années	**Nb moyen annuel d'abonnements**	**Coût annuel (ancienne entente)**	**Coût annuel anticipé (nouvelle entente)**	**Coût mensuel moyen par abonnement**
2013	3096	630 110 $		**16,96 $**
2014	4696	1 428 629 $		**25,35 $**
2015	5842	1 859 522 $		**26,73 $**
2016	6992		1 891 338 $	**22,54 $**
2017	7691		2 080 472 $	**22,54 $**

2018	8460		2 288 519 $	**22,54 $**
2019	9306		2 517 371 $	**22,54 $**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le Service des TI doit répondre aux défis du bureau de demain, de l'infonuagique et de l'internet des objets. Également, il doit supporter ses partenaires internes dans leurs projets technologiques, par exemple le déploiement de solutions numériques dans le cadre du Bureau de la Ville Intelligente et numérique.
Une décision favorable à la prolongation de l'entente actuelle permettra à la Ville de bénéficier d'un véhicule contractuel avec des tarifs avantageux et un service flexible, afin de pourvoir aux besoins des unités administratives. Elle permettra de maintenir le service en place et de donner un outil pour répondre à la demande croissante pour de la mobilité dans le cadre de l'orientation vers une Ville intelligente et agile.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Publication et communication à la clientèle de la Ville en avril 2016.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du dossier au CE – 2 mars 2016
Approbation du dossier au CM – 21 mars 2016
Approbation du dossier au CG – 24 mars 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Redouane BLAL
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514-452-2584
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-28

Carle BEAUCHAMP
Directeur / CE Espace de travail

Tél : 514.206.6432
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information
Tél :
Approuvé le : 2016-02-12

LE CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC | UN ALLIÉ DE CHOIX

DIRECTION DE L'EXPLOITATION DE L'INFRASTRUCTURE BUREAUTIQUE | SERVICE DE SOUTIEN ET DE GESTION DES OUTILS BUREAUTIQUES | DIVISION DES SERVICES DE MOBILITÉ

Survol des modalités contractuelles

Services cellulaires 2015-2025

Version 1.1

Québec

TABLE DES MATIÈRES

1 INTRODUCTION 3
1.1 Limitation de responsabilité 3
1.2 Durée du contrat avec les prestataires de services 3
1.3 Actualisation des tarifs 3
1.4 Demandes d'exécution et facturation 3
1.5 Niveaux de service 4
2 TARIFS 4
2.1 Tarification des services pour la voix 5
2.2 Tarification des services de transmission de données 6
3 ACQUISITION DES APPAREILS ET ACCESSOIRES 9
3.1 Acquisition d'appareils à coût nul (0 $) 9
3.2 Acquisition d'appareils à coût non-nul (<> 0 $) 9
3.3 Acquisition d'accessoires 9
3.4 Demande d'exécution avec le prestataire de second rang 10
3.5 Durée des engagements sur les appareils 10
3.6 Fin d'un engagement sur un appareil subventionné 10
3.7 Déverrouillage des appareils 10
3.8 Groupe de partage 11
3.9 Itinérance aux États-Unis et à l'internationale 11
4 COORDONNÉES DES PRESTATAIRES DE SERVICES 12

1 INTRODUCTION

À la suite d'un appel d'offres public, le CSPQ a mis en place un contrat à exécution sur demande dans lequel le prestataire de premier rang est ROGERS Communications et le prestataire de deuxième rang est TELUS Mobilité. Ce contrat est une opportunité d'économies importantes pour le gouvernement du Québec et pour tous les organismes.

1.1 LIMITATION DE RESPONSABILITÉ

Les données et l'information contenues dans le présent document sont fournies à titre indicatif seulement et peuvent être modifiées sans préavis.

Ce document présente un survol des modalités qui seront offertes aux membres du regroupement d'achats. Un cadre de gestion décrivant en détail toutes les modalités sera produit et diffusé par le CSPQ.

En cas de disparité entre ce document et l'information publiée sur catalogue de services du CSPQ, la version publiée sur le catalogue de services du CSPQ prévaut. En aucune circonstance, ce document ou les informations publiées sur le catalogue de services du CSPQ ou encore sur le site Internet des prestataires ne peuvent se substituer aux termes et conditions prévues au contrat découlant de l'appel d'offres « Acquisition de services de mobilité cellulaires 2015-2025, nº 999106936 ». Aucun document ne saurait se substituer à ce contrat.

1.2 DURÉE DU CONTRAT AVEC LES PRESTATAIRES DE SERVICES

Le contrat avec les prestataires de services est d'une durée ferme de quatre (4) ans, en plus de deux (2) options de renouvellement de deux (2) années chacune et d'une phase de migration à la sortie de deux (2) années, pour un maximum de dix (10) ans. La décision d'exercer ou non les options de renouvellement sera prise par le CSPQ aux années trois (3) et cinq (5) du contrat, appuyée par un comité de consultation de la clientèle composé par des membres du regroupement.

1.3 ACTUALISATION DES TARIFS

Le CSPQ, en concertation avec les membres du regroupement d'achat, mettra de nouveau en concurrence (actualisation des tarifs) les prestataires de services retenus à trois (3) reprises aux années de référence. Les années de référence sont la quatrième (4) année, la sixième (6) année et la huitième (8) année de ce contrat, si toutes les options de renouvellement sont exercées.

1.4 DEMANDES D'EXÉCUTION ET FACTURATION

Les demandes d'exécution (commandes) de services, d'appareils et d'accessoires seront effectuées par les membres du regroupement d'achats directement chez les prestataires. Les prestataires sont aussi responsables des services de facturation aux organismes membres du regroupement d'achats pour tous les services de mobilité cellulaires.

1.5 NIVEAUX DE SERVICE

En vertu du contrat, voici un survol des principaux niveaux de service.

Services offerts par le prestataire	Pénalités en cas de non-respect du niveau de service
Rapports ayant un niveau de service	Maximum de 1 000,00 $ par organisme à chaque mois • 200,00 $ si non-disponibles dans les délais • plus 50,00 $ par jour de retard supplémentaire
Erreurs de facturation Si la même erreur se répète trois (3) fois consécutives pour le même utilisateur	Pour chaque utilisateur visé, deux (2) fois le montant de l'erreur pour chaque erreur
Délai de livraison des appareils : trois (3) jours ouvrables la majorité du territoire québécois et cinq (5) jours ouvrables pour : a. Île d'Anticosti, b. Îles-de-la-Madeleine, c. Municipalités situées au nord du 50e parallèle, à l'exception de Sept-Îles, d. Tout autre endroit non accessible par véhicule automobile. Aux fins de calcul de ces délais, un jour ouvrable est une journée comprise dans la semaine de travail du lundi au vendredi, et qui n'est pas fériée ou chômée. La livraison des produits doit être effectuée sur l'ensemble du territoire québécois à l'adresse indiquée sur le formulaire de demande d'exécution (commande), sans frais.	Maximum de 100 $ par appareil

2 TARIFS

Cette section présente les tarifs des services cellulaires qui peuvent être acquis par les membres du regroupement d'achats. Pour les services de la transmission de la voix et des données, le membre du regroupement d'achats dispose de deux (2) tarifs selon que l'appareil relié à l'abonnement soit subventionné ou non par le prestataire de services.

2.1 TARIFICATION DES SERVICES POUR LA VOIX

Services cellulaires pour la voix				
ROGERS (1er rang) Appareil subventionné : 9,20 $ / mois Appareil non-subventionné : 9,20 $ / mois			**TELUS (2e rang)** Appareil subventionné : 10,45 $ / mois Appareil non-subventionné : 7,45 $ / mois	
Service de base incluant : • 200 minutes sortantes partageables entre tous les utilisateurs des organismes membres du regroupement d'achats abonnés au même prestataire, calculées à la seconde en tout temps au Canada. • Appels entrants illimités au Canada. • Appels illimités entre tous les utilisateurs des organismes membres du regroupement d'achats abonnés au même prestataire de services. • Messages texte, photo et vidéo illimités au Canada. • Service de messagerie vocale évoluée *(jusqu'à 25 messages de 5 minutes, sauvegarde jusqu'à 14 jours)*. • Affichage du numéro et nom de l'appelant (*si disponible sur l'appareil*). • Appels manqués (*si disponible sur l'appareil*). • Mise en attente, renvoi d'appels et conférence téléphonique à trois ou plus. • Facturation détaillée, frais de mise en service, d'accès au réseau et de la taxe 911. • Modification de forfaits ou d'options et changement de numéro de téléphone.				
Services optionnels ($ / mois)	**ROGERS**		**TELUS**	
Messagerie texte à téléphone fixe	0,15 $ / mess.		N/D[1]	
Messagerie texte à partir d'une adresse courriel	5,00 $		N/D[1]	
Messagerie vocale visuelle	10,00 $		5,00 $	
Service Appuyer-pour-parler	10,00 $[2]		5,00 $	
Localisation pour appareil mobile (*Track It*)	N/D[1]		15,00 $	
Appels illimités du Canada vers les États-Unis	15,00 $		10,00 $	
Textos et MMS illimités du Canada vers les États-Unis	5,00 $		5,00 $	
Appels ($ / min.) et textos du Canada vers :	Voix[3]	Texto	Voix[3]	Texto
Les États-Unis (*48 États continentaux, Alaska, Hawaii, Porto Rico, Îles Vierges)*	0,05 $	1,00 $	0,04 $	0,15 $
Mexique	0,15 $	0,25 $	0,20 $	0,15 $
L'Amérique centrale, septentrionale et du Sud	0,15 $	0,25 $	0,20 $	0,15 $
Les Caraïbes	0,15 $	0,25 $	0,20 $	0,15 $
L'Asie	0,15 $	0,25 $	0,20 $	0,15 $
L'Afrique	0,15 $	0,25 $	0,20 $	0,15 $
L'Europe	0,15 $	1,00 $	0,20 $	0,15 $
L'Océanie	0,15 $	0,25 $	0,20 $	0,15 $
Itinérance[2] sans forfait de voyage	Voix[4]	Texto	Voix[4]	Texto
Aux États-Unis (*48 États continentaux, Alaska, Hawaii, Porto Rico, Îles Vierges*) *Excluant les navires de croisière et services en vol*	0,05 $	0,15 $	0,10 $	0,05 $
Mexique	0,10 $	0,15 $	0,65 $	0,15 $
L'Amérique centrale, septentrionale et du Sud	0,10 $	0,15 $	1,00 $	0,15 $
Les Caraïbes	0,10 $	0,15 $	1,00 $	0,15 $
L'Asie	0,10 $	0,15 $	0,65 $	0,15 $
L'Afrique	0,10 $	0,15 $	1,10 $	0,15 $
L'Europe	0,10 $	0,15 $	0,50 $	0,15 $
L'Océanie	0,10 $	0,15 $	0,65 $	0,15 $
Navires de croisière et services en vol	7,00 $	0,75 $	N/D[1]	N/D[1]
Frais d'appel au service 411 ($ / appel)	1,00 $		2,50 $	

1) *Fonctionnalité non-offerte par le prestataire de services et ne peut être facturé par ce dernier.*
2) *Pour appareils compatibles seulement. Nécessite l'installation d'une application. Contacter le prestataire Rogers pour plus de détails.*
3) *Sur demande de l'organisme, le prestataire de services peut bloquer la fonctionnalité.*
4) *En itinérance, les appels entrants et sortants sont facturables à la minute.*

2.2 TARIFICATION DES SERVICES DE TRANSMISSION DE DONNÉES

Services cellulaires pour la transmission de données et l'accès sans fil à l'Internet *Téléphone intelligent, carte, clé USB, modem, tablette* *Point d'accès mobile (consommation inférieure à 1 Go par mois)*		
ROGERS (1er rang) Appareil subventionné : 24,70 $ / mois Appareil non-subventionné : 18,70 $ / mois		**TELUS (2e rang)** Appareil subventionné : 35,70 $ / mois Appareil non-subventionné : 20,70 $ / mois
Service de base incluant : • 1 gigaoctet (Go) au Canada partageable entre tous les utilisateurs des organismes membres du regroupement d'achats abonnés au même prestataire, calculé au kilooctet (Ko). • Facturation détaillée, frais de mise en service et d'accès au réseau. • Modification de forfaits ou d'options et changement de numéro de téléphone.		
Services optionnels ($ / mois)	**ROGERS**	**TELUS**
Gestion de la mobilité en entreprise (BES 10 EMM) *(Appareils BlackBerry seulement)*	9,00 $	N/D[1]
Adresse IP publique fixe	0,00 $	5,00 $
Adresse IP publique dynamique	5,00 $	5,00 $
Adresse IP privée fixe	5,00 $	3,00 $
Adresse IP privée dynamique	5,00 $	3,00 $
Itinérance[2] sans forfait de voyage *(excluant les modems)*		
Aux États-Unis (*48 États continentaux, Alaska, Hawaii, Porto Rico, Îles Vierges*) *Excluant les navires de croisière et services en vol*	0,10 $ / Mo	0,15 $ / Mo
Mexique	0,02 $ / Mo	0,65 $ / Mo
L'Amérique centrale, septentrionale et du Sud	0,02 $ / Mo	2,00 $ / Mo
Les Caraïbes	0,02 $ / Mo	2,00 $ / Mo
L'Asie	0,02 $ / Mo	0,65 $ / Mo
L'Afrique	0,02 $ / Mo	3,00 $ / Mo
L'Europe	0,10 $ / Mo	0,65 $ / Mo
L'Océanie	0,02 $ / Mo	0,65 $ / Mo
Navires de croisière et services en vol	1 536,00 $ / Go	N/D[1]

1) Fonctionnalité non offerte par le prestataire de services et ne peut être facturé par ce dernier.
2) Sur demande de l'organisme, le prestataire de services peut bloquer la fonctionnalité.

Services cellulaires pour la transmission de données et l'accès sans fil à l'Internet Forfait flexible non partageable *Téléphone intelligent, borne Wi-Fi, carte, clé USB, modem, tablette* *Point d'accès mobile (consommation supérieure à 1 Go par mois)*		
ROGERS (1er rang) Appareil non-subventionné : 18,70 $ / mois		**TELUS (2e rang)** Appareil non-subventionné : 10,70 $ / mois
Service de base incluant : • Jusqu'à 0,05 gigaoctet (Go) au Canada, calculé au kilooctet (Ko). • Facturation détaillée, frais de mise en service et d'accès au réseau. • Modification de forfaits ou d'options et changement de numéro de téléphone.		
Tarif selon la consommation	**ROGERS**	**TELUS**
De 0,05 Go jusqu'à 0,10 Go	18,70 $	10,70 $
De 0,10 Go jusqu'à 1,0 Go	18,70 $	23,70 $
De 1,0 Go jusqu'à 5,0 Go	28,70 $	53,70 $
De 5,0 Go jusqu'à 10,0 Go	43,70 $	103,70 $
De 10,0 Go jusqu'à 15,0 Go	58,70 $	153,70 $
De 15,0 Go jusqu'à 25,0 Go	73,70 $	253,70 $
De 25,0 Go jusqu'à 50,0 Go	88,70 $	323,70 $
De 50,0 Go jusqu'à 100,0 Go	103,70 $	553,70 $
De 100,0 Go jusqu'à 150 Go	153,70 $	1 203,70 $
De 150,0 Go jusqu'à 200 Go	279,70 $	2 503,70 $
De 200,0 Go jusqu'à 300 Go	404,70 $	4 503,70 $
De 300,0 Go jusqu'à 400 Go	529,70 $	6 503,70 $
De 400,0 Go jusqu'à 500 Go	654,70 $	8 503,70 $
De 500,0 Go jusqu'à 750 Go	967,20 $	10 503,70 $
De 750,0 Go jusqu'à 1 000 Go	1 279,70 $	12 503,70 $
Excédent de 1 000 Go	10,24 $ / Go	10,00 $ / Go
Services optionnels ($ / mois)		
Adresse IP publique fixe	0,00 $	5,00 $
Adresse IP publique dynamique	5,00 $	5,00 $
Adresse IP privée fixe	5,00 $	3,00 $
Adresse IP privée dynamique	5,00 $	3,00 $

Services cellulaires pour la transmission de données et l'accès sans fil aux intranets gouvernementaux *Carte, clé USB, modem et tablette* *Point d'accès mobile (consommation inférieure à 1 Go par mois)*	
ROGERS (1er rang) Appareil non-subventionné : 18,70 $ / mois	**TELUS (2e rang)** Appareil non-subventionné : 24,70 $ / mois
Service de base incluant : • 1 gigaoctet (Go) au Canada partageable entre tous les utilisateurs des organismes membres du regroupement d'achats abonnés au même prestataire, calculé au kilooctet (Ko). • Facturation détaillée, frais de mise en service et d'accès au réseau. • Modification de forfaits ou d'options et changement de numéro de téléphone.	
Itinérance[1] sans forfait de voyage *(excluant les modems)*	
Aux États-Unis *(48 États continentaux, Alaska, Hawaii, Porto Rico, Îles Vierges)* *Excluant les navires de croisière et services en vol*	0,10 $ / Mo 0,15 $ / Mo
Mexique	0,02 $ / Mo 0,65 $ / Mo
L'Amérique centrale, septentrionale et du Sud	0,02 $ / Mo 2,00 $ / Mo
Les Caraïbes	0,02 $ / Mo 2,00 $ / Mo
L'Asie	0,02 $ / Mo 0,65 $ / Mo
L'Afrique	0,02 $ / Mo 3,00 $ / Mo
L'Europe	0,10 $ / Mo 0,65 $ / Mo
L'Océanie	0,02 $ / Mo 0,65 $ / Mo
Navires de croisière et services en vol	1 536,00 $ / Go N/D[2]

1) Sur demande de l'organisme, le prestataire de services peut bloquer la fonctionnalité.
2) Fonctionnalité non offerte par le prestataire de services et ne peut être facturé par ce dernier.

Services cellulaires pour la transmission de données et l'accès sans fil aux intranets gouvernementaux Forfait flexible non partageable *Carte, clé USB, modem et tablette* *Point d'accès mobile (consommation supérieure à 1 Go par mois)*		
ROGERS (1er rang) Appareil non-subventionné : 18,70 $ / mois		**TELUS (2e rang)** Appareil non-subventionné : 10,70 $ / mois
Service de base incluant : • Jusqu'à 0,10 gigaoctet (Go) au Canada, calculé au kilooctet (Ko). • Facturation détaillée, frais de mise en service et d'accès au réseau. • Modification de forfaits ou d'options et changement de numéro de téléphone.		
Tarif selon la consommation	**ROGERS**	**TELUS**
De 0,10 Go jusqu'à 1,0 Go	18,70 $	23,70 $
De 1,0 Go jusqu'à 5,0 Go	28,70 $	53,70 $
De 5,0 Go jusqu'à 10,0 Go	43,70 $	103,70 $
De 10,0 Go jusqu'à 15,0 Go	58,70 $	153,70 $
De 15,0 Go jusqu'à 25,0 Go	73,70 $	253,70 $
De 25,0 Go jusqu'à 50,0 Go	88,70 $	323,70 $
De 50,0 Go jusqu'à 100,0 Go	103,70 $	553,70 $
De 100,0 Go jusqu'à 150 Go	153,70 $	1 203,70 $
De 150,0 Go jusqu'à 200 Go	279,70 $	2 503,70 $
De 200,0 Go jusqu'à 300 Go	404,70 $	4 503,70 $
De 300,0 Go jusqu'à 400 Go	529,70 $	6 503,70 $
De 400,0 Go jusqu'à 500 Go	654,70 $	8 503,70 $
De 500,0 Go jusqu'à 750 Go	967,20 $	10 503,70 $
De 750,0 Go jusqu'à 1 000 Go	1 279,70 $	12 503,70 $
Excédent de 1 000 Go	10,24 $ / Go	10,00 $ / Go
Services optionnels ($ / mois)		
Adresse IP publique fixe	0,00 $	5,00 $
Adresse IP publique dynamique	5,00 $	5,00 $
Adresse IP privée fixe	5,00 $	3,00 $
Adresse IP privée dynamique	5,00 $	3,00 $

3 ACQUISITION DES APPAREILS ET ACCESSOIRES

Les demandes concernant les forfaits, options, appareils et accessoires doivent être transmises directement aux prestataires de services selon leur rang via leur portail.

Les membres du regroupement seront facturés directement par les prestataires pour les services, appareils et accessoires.

Les appareils doivent comprendre minimalement, sans frais supplémentaires, les éléments suivants :

a. La pile si l'appareil le requiert.
b. Un dispositif d'alimentation (USB, secteur ou autre).
c. La carte SIM (de l'anglais Subscriber Identity Module).
d. Le livret d'instruction ou un lien URL permettant de le consulter ou le télécharger.

3.1 ACQUISITION D'APPAREILS À COÛT NUL (0 $)

Afin de diminuer les coûts d'acquisition, le gouvernement du Québec recommande que la majorité des téléphones de base et intelligents soient acquis à coût nul (0 $) incluant la subvention du prestataire de services avec un abonnement de 24 mois.

Les prestataires de services offrent les mêmes téléphones de base et intelligents que ceux qu'ils offrent sur leurs sites Web grand public ou affaires. Les organismes membres du regroupement d'achats peuvent obtenir des téléphones de base et intelligents à coût nul (0 $) pour chacun des systèmes d'exploitation suivants :

a. Android,
b. BlackBerry OS,
c. iOS (Apple),
d. Windows Phone.

3.2 ACQUISITION D'APPAREILS À COÛT NON-NUL (<> 0 $)

Des téléphones de base et intelligents dont le coût n'est pas nul (0 $), incluant ou non la subvention du prestataire, peuvent être acquis avec dérogation. Le demandeur doit compléter le formulaire « Demande d'autorisation d'appareil mobile à coût non nul » et le faire signer par le responsable de l'organisme membre inscrit au contrat ou son délégué et le joindre à sa demande d'exécution (commande).

Les acquisitions pour tous les autres appareils notamment des cartes, clés USB, modems, bornes Wi-Fi et accessoires, ne nécessitent pas de compléter le formulaire d'autorisation. Ils ne pourront être subventionnés.

3.3 ACQUISITION D'ACCESSOIRES

Les accessoires pour appareils de mobilité qui peuvent être acquis auprès des prestataires sont les étuis, chargeurs de base et chargeurs pour véhicule.

Les membres du regroupement bénéficient des escomptes suivants sur les accessoires :

Escompte sur accessoires	
Prestataire	Pourcentage
Rogers	70 %
Telus	60 %

3.4 Demande d'exécution avec le prestataire de second rang

Selon les règles établies à l'appel d'offres, l'organisme membre du regroupement d'achats qui souhaite obtenir une dérogation pour non-couverture de réseau ou non disponibilité d'une technologie par le prestataire de services de premier rang doit compléter le formulaire de dérogation disponible chez le prestataire de premier rang, le faire signer par le responsable de l'organisme membre inscrit au contrat, et, seulement lorsqu'approuvé par le CSPQ, le joindre à sa commande.

Depuis mai 2015, certains prestataires de services se sont dotés d'ententes d'itinérance (couverture étendue) permettant d'augmenter la couverture de leur réseau pour un usage occasionnel. Le prestataire de premier rang possède une entente à cet effet qui lui permet d'offrir une couverture étendue beaucoup plus grande que par le passé. Cette entente permet de répondre à des besoins de déplacement occasionnel dans les zones couvertes sans frais additionnels. Cette couverture étendue sera considérée lors de l'analyse de dérogation pour des besoins de déplacement au Québec.

3.5 Durée des engagements sur les appareils

Lors de l'acquisition d'un appareil subventionné par le prestataire, les membres du regroupement doivent choisir un engagement de 24 mois.

L'annulation d'un abonnement cellulaire, lié à un appareil subventionné, entraîne des frais de pénalité si l'engagement de 24 mois n'est pas terminé.

3.6 Fin d'un engagement sur un appareil subventionné

Pour les appareils subventionnés, lorsqu'un organisme membre du regroupement met fin à un engagement avant la fin de la période d'engagement, le prestataire de services facture les frais de résiliation anticipée prévus au tableau suivant, et ce, pour les mois restants à la période d'engagement.

Frais de résiliation anticipée		
Type d'appareil	Frais mensuel par mois restant	Frais maximal sur 24 mois
Appareil abonné à un forfait pour la voix	6,00 $	144,00 $
Appareil abonné à un forfait pour la transmission de données	8,00 $	192,00 $

3.7 Déverrouillage des appareils

Les prestataires de services offrent un service de déverrouillage des appareils. Chaque prestataire déverrouille seulement les appareils qu'il aura fournis aux organismes.

Un appareil peut faire l'objet d'une demande de déverrouillage sans délai après son activation. Il existe certaines restrictions concernant le déverrouillage et il est possible qu'un prestataire soit dans l'impossibilité de procéder au déblocage. Dans ce cas, le prestataire doit fournir une preuve écrite à l'organisme demandeur.

Frais pour déverrouillage des appareils	
Prestataire	Montant
Rogers	50,00 $
Telus	25,00 $

3.8 GROUPE DE PARTAGE

Afin de simplifier la facturation et la gestion les membres du regroupement, le CSPQ a introduit la notion de groupe de partage. Un groupe de partage regroupe toutes les minutes ou tous les mégaoctets de tous les abonnés du CSPQ chez un même prestataire.

L'offre de service cellulaire gouvernemental du CSPQ comprend deux (2) types de groupe de partage :

- Groupe de partage pour les appels sortants au Canada (voix).
- Groupe de partage pour les données au Canada (transmission de données et accès à Internet).

Un groupe de partage est constitué du total des minutes (200 minutes) au Canada par abonnement ou des mégaoctets (1 Go par abonnement) chez un même prestataire. Le CSPQ dispose actuellement de quatre (4) groupes de partage :

1. Groupe de partage pour les appels sortants au Canada – Rogers
2. Groupe de partage pour les appels sortants au Canada – Telus
3. Groupe de partage pour la transmission de données au Canada – Rogers
4. Groupe de partage pour la transmission de données au Canada – Telus

Grâce au groupe de partage, les appels sortants et la transmission de données au Canada sont inclus (**mais non-illimités**) dans nos forfaits à tarif fixe.

Dans le cas du dépassement de la capacité d'un groupe de partage, les membres du regroupement qui ont contribué à ce dépassement seront refacturés au prorata de leur contribution à ce dépassement. Le prestataire va établir un groupe de partage virtuel par client (nombre d'abonnements x 200 minutes ou nombre d'abonnement x 1 Go) afin d'identifier les clients qui ont dépassé leur limite prévue et ainsi déterminer la proportion du montant du dépassement à refacturer.

3.9 ITINÉRANCE AUX ÉTATS-UNIS ET À L'INTERNATIONALE

L'itinérance désigne une activité sans fil sur un appareil mobile, pratiquée à l'occasion de voyages à l'extérieur du Canada. Si vous voyagez à l'extérieur du Canada et que vous envoyez des messages texte, que vous faites des appels téléphoniques, de la transmission de données ou de la navigation Internet, vous utiliserez le réseau d'un prestataire étranger qui a conclu une entente avec nos prestataires. Ces services **ne sont pas inclus** dans vos frais mensuels courants.

Afin de limiter les frais d'itinérance à l'extérieur du Canada, le prestataire de services bloque automatiquement l'utilisation en itinérance lorsque la dépense atteint 100,00 $ et 1 000,00 $ par utilisateur ainsi qu'à deux (2) autres paliers entre ces montants. Le service de blocage alerte l'utilisateur qui peut débloquer la fonctionnalité uniquement en répondant à l'alerte et ce dernier s'engage par le fait même a accepté la responsabilité de la facturation liée à son utilisation en itinérance.

En plus des tarifs d'itinérance pour la voix, les textos et les données à l'utilisation, il est possible d'activer divers forfaits (trousses) de voyage. Les forfaits offerts par les prestataires aux membres du regroupement sont les mêmes que ceux qu'ils offrent sur leur site Web national grand public ou affaires.

Avant d'acquérir un forfait de voyage, il est recommandé de déterminer les besoins (voix, textos, données) ainsi que d'évaluer la consommation prévue puisque les tarifs à l'utilisation négociés pour les membres du regroupement sont souvent plus avantageux que le prix des forfaits.

4 COORDONNÉES DES PRESTATAIRES DE SERVICES

	Rogers	TELUS
Service à la clientèle	1 877 274-3375 (poste 64761) bsgest1@rci.rogers.com	1-888-256-8315 options 2 CSPQ.contratmobilite@telus.com
Assistance technique	1 844 228-2777 ESATechSupport@rci.rogers.com	1-888-256-8315 options 2 CSPQ.contratmobilite@telus.com

ANNEXE A

Historique de mise à jour du document

Version	Date	Modification
0.8	2015-11-13	Création du document
0.9	2015-11-23	En validation
1.0	2015-11-24	Approuvé
1.1	2016-01-14	Ajout de la section 4

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.03

2016/03/24 17:00

(1)

Dossier # : 1161541001

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure un contrat avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) pour utiliser les contrats à commandes qu'il a conclu avec plusieurs fournisseurs de pneus neufs, rechapés et remoulés suite à l'adhésion de la Ville à son regroupement. La durée du contrat est de vingt-quatre (24) mois, du 1er avril 2016 au 31 mars 2018 (2 ans) incluant une année supplémentaire optionnelle jusqu'au 31 mars 2019. (la valeur totale estimée est de 5 102 108 $ en incluant les taxes et l'année optionnelle)

Il est recommandé :
1. de conclure un contrat avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) pour utiliser les contrats à commandes qu'il a conclut avec plusieurs fournisseurs de pneus neufs, rechapés et remoulés suite à l'adhésion de la Ville à un regroupement. La durée du contrat est de 24 mois, du 1er avril 2016 au 31 mars 2018 (2 ans) et est assortie d'une année supplémentaire optionnelle jusqu'au 31 mars 2019. (la valeur totale estimée est approximativement de 5 102 108 $ en incluant les taxes et l'année optionnelle).

2. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-02-24 16:54

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1161541001**
Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure un contrat avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) pour utiliser les contrats à commandes qu'il a conclu avec plusieurs fournisseurs de pneus neufs, rechapés et remoulés suite à l'adhésion de la Ville à son regroupement. La durée du contrat est de vingt-quatre (24) mois, du 1er avril 2016 au 31 mars 2018 (2 ans) incluant une année supplémentaire optionnelle jusqu'au 31 mars 2019. (la valeur totale estimée est de 5 102 108 $ en incluant les taxes et l'année optionnelle)

CONTENU

CONTEXTE

Le Conseil d'agglomération a autorisé l'adhésion (l'engagement — fiche technique) de la Ville à un dossier d'achats regroupés (DAR) organisé par le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) par l'entremise de l'union des municipalités du Québec (UMQ) pour remplacer le contrat à commandes de fourniture de pneus (échéance le 31 mars 2016). Il était important d'adhérer à ce regroupement (le troisième depuis 2012) pour s'assurer que toutes les unités d'affaires de la Ville continuent de bénéficier des escomptes et des prix avantageux de la part des manufacturiers.
La Ville s'était engagée au préalable en vertu de l'article 5 (2°) des règlements liés à la Loi sur les contrats des organismes publics à acquérir ces biens auprès des fournisseurs retenus. Par ailleurs, l'article 573.3.2 de la Loi sur les cités et villes permet à toute municipalité de se procurer tout bien meuble ou tout service auprès du Centre de services partagés du Québec ou par l'entremise de celui-ci.

Le CSPQ a lancé son appel d'offres public (numéro 999107139) le 24 septembre 2015 et la fermeture le 5 novembre 2015.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0456 — 20 août 2015 — Autoriser l'adhésion de la Ville de Montréal à un dossier d'achats regroupés (DAR) organisé par le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) en partenariat avec l'Union des municipalités du Québec (UMQ) en vue d'un appel d'offres pour la fourniture de pneus neufs, rechapés et remoulés/Approuver à cette fin le document « Fiche technique d'inscription »
CG14 0451 30 octobre 2014 — Conclure des ententes-cadres collectives d'une durée de 20

mois avec Bridgestone Canada inc., Goodyear Canada inc. et Michelin Amérique du Nord (Canada) inc. pour la fourniture de pneus neufs, rechapés et remoulés suite à l'adhésion à l'appel d'offres public du Centre de services partagés du Québec (CSPQ) - 2 411 099 $

CG14 0293 — 19 juin 2014 — Autoriser l'adhésion de la Ville à un regroupement d'achats pour la fourniture de pneus neufs, rechapés et remoulés en prévision du lancement de l'appel d'offres par le Centre de services partagés du Québec (CSPQ)/Approuver à cette fin le document « Engagement à la clientèle »

CG12 0394 – 25 octobre 2012 — Conclure une entente-cadre de gré à gré avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) pour la fourniture de pneus neufs, rechapés et remoulés, pour une durée d'environ 23 mois se terminant le 31 juillet 2014 - 2 518 000 $)

CG12 0221 — 21 juin 2012 — Autoriser l'adhésion de la Ville à un regroupement d'achats pour la fourniture de pneus neufs, rechapés et remoulés en prévision du lancement de l'appel d'offres par le Centre de services partagés du Québec (CSPQ)/Approuver à cette fin le document « Engagement à la clientèle »

DESCRIPTION

Le CSPQ a conclu un contrat à commandes avec les sept (7) fournisseurs conformes : Bridgestone Canada inc., Goodyear Canada inc., Michelin Amérique du Nord (Canada), Pneus Toyo Canada inc., Centre Techno-Pneu inc, Pneus Lanoraie inc. et Pneu Continental Tire inc.
La durée des contrats à commandes avec les fournisseurs est de vingt-quatre (24) mois. Ils débuteront le 1er avril 2016 et se termineront le 31 mars 2018 (2 ans), ou le 31 mars 2019 (3 ans) advenant le choix d'une année supplémentaire (optionnelle).

Pour les pneus de la catégorie B (patrouille de police), les clients devront acheter du fournisseur ayant soumis le plus bas prix pour le produit recherché, à moins que ce fournisseur ne puisse y donner suite, auquel cas, les autres fournisseurs seront sollicités en fonction de leur rang respectif.

Pour toutes les autres catégories : Les clients devront acheter des fournisseurs dont le prix soumis n'excède pas de plus de dix pour cent (10 %) le prix le plus bas pour le produit recherché. En effet, il pourrait être avantageux de commander du même fournisseur pour réduire d'autres coûts indirects (exemples : stock, commande, facture).

Les frais de livraison sont inclus dans les prix soumis. Une pénalité d'un pour cent (1 %) par jour de retard de livraison pourrait être appliquée jusqu'à un maximum de dix pour cent (10 %). Le fournisseur s'engage à récupérer les pneus usagés de l'organisme public, lesquels seront remplacés lors de l'achat de pneus, sans frais supplémentaires. La pose, le balancement de pneu et la fourniture de carcasses de pneus rechapés ne font pas partie du contrat à commandes. La taxe environnementale de trois dollars (3 $) par pneu neuf sera facturée en sus du prix du pneu.

Le client est libre de choisir le détaillant autorisé de son choix, la commande et la facture devront être au nom du manufacturier. Le numéro de contrat du CSPQ (999107139) devra être indiqué sur le bon de commande et le détaillant sera rémunéré par le manufacturier en contrepartie du service rendu.

JUSTIFICATION

Le regroupement permettra à la Ville de continuer de bénéficier des escomptes et des prix compétitifs. Plus de 60 municipalités (dont Saguenay, Lévis, Québec, Sherbrooke, Longueuil et Gatineau) et 111 organismes publics et gouvernementaux (ministères, commissions

scolaires, sociétés d'État, CSSS et autres) se sont joints au regroupement. Pour la durée maximale des contrats (3 ans), les achats estimés du regroupement sont d'environ 39.6 M$ (taxes incluses) et ceux de la Ville de 5.1 M$ (taxes incluses), soit environ 13 % du montant total. Sans l'option du renouvellement d'une année additionnelle, les achats (2 ans) seront d'environ 26.4 M$, dont 3.37 M$ pour la Ville.
Il est difficile de comparer les prix avec d'autres villes ou organismes publics puisque la majorité participe ou a adhéré au regroupement, toutefois l'escompte pour les pneus Goodyear est de 4 % supérieure (catégories A et C) à celle obtenue par la Fédération québécoise des municipalités (FQM). Un des avantages pour la Ville est de permettre d'acquérir des pneus de plusieurs grands manufacturiers (contrat à commandes), évitant ainsi de faire un lourd travail de standardisation auprès de tous les utilisateurs (marques et modèles de pneus).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les prix des pneus de la catégorie B et les escomptes pour les autres catégories sont fermes pour toute la durée du contrat. Les escomptes accordés sont applicables sur les prix de détail déposés par le fournisseur et ces prix sont fermes pendant toute la durée du contrat. Le CSPQ fournira une liste de prix de plus de dix mille (10 000) pneus sur son portail d'approvisionnement et les clients pourront s'assurer des prix en effectuant des recherches sur le portail « configurateur ».
Les prix incluent un frais de gestion d'un pour cent (1 %) que les fournisseurs doivent verser au CSPQ sur les achats réels faits par les participants. Le CSPQ va transférer à son tour 0.4 % des achats effectués par les participants municipaux à l'UMQ pour son implication dans le regroupement. Il y a eu deux nouveaux soumissionnaires conformes, Pneu Continental Tire inc. (catégorie C) et Pneus Lanoraie inc. (Pneus N — réchappés).

Globalement, par rapport au contrat précédent (en vigueur jusqu'au 31 mars 2016), les escomptes (catégories A, C,G, J,K, N,R) sont demeurés les mêmes pour 15 des 17 escomptes soumis, alors qu'elles ont augmenté avantageusement dans les 2 autres cas. Pour la catégorie B (véhicule de patrouille), 9 prix ont baissé légèrement (2 $) et 10 sont demeurés identiques, pour une baisse moyenne globale de 1.5 %.

Les commandes, l'établissement de l'imputation budgétaire et les calculs s'y référant (taxes, financement, ristournes, etc.) relève du service demandeur au fur et à mesure de leurs besoins.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pneus rechapés : le rechapage de pneus, lequel consiste à réutiliser la carcasse d'un pneu usé, va se poursuivre et contribuer à la sauvegarde de l'environnement et au développement durable.
Récupération des autres pneus : les fournisseurs doivent s'assurer de disposer des pneus usagés de façon écoresponsable, en les retournant à une entreprise certifiée dans la récupération de pneus.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La non-conclusion de ces ententes entraînerait des coûts supplémentaires d'approvisionnement pour la Ville.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise aux utilisateurs afin de les informer formellement de la conclusion des ententes-cadres internes et des modalités d'acquisition.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Création et émission des ententes-cadres dans l'intranet pour chacun des sept (7) fournisseurs suite à l'adoption de la résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Ce contrat est conforme à l'article 573.3.2 de la Loi sur les cités et villes qui permet à toute municipalité de se procurer tout bien meuble ou tout service auprès du Centre de services partagés du Québec ou par l'entremise de celui-ci.
À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Éric LONGPRE, Service de police de Montréal
Maline GAGNÉ-TRINQUE, Service de l'approvisionnement
Normand CHRÉTIEN, Service de l'approvisionnement

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Eliane CLAVETTE
Agent d'approvisionnement

Tél : 514 872-1858
Télécop. : 514-872-8140

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-19

Denis LECLERC
Chef de section

Tél : 514-872-5241
Télécop. : 514-872-8140

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Pierre TRUDEL
Directeur de l'approvisionnement
Tél : 514 868 4433
Approuvé le : 2016-02-24

Fiche technique d'inscription

CONTRAT À COMMANDES – DOSSIER D'ACHATS REGROUPÉS CSPQ-UMQ (DAR - PNEUS NEUFS, RECHAPÉS ET REMOULÉS)
Période : 1ER AVRIL 2016 au 31 MARS 2019 (3 ans)

UNION DES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC (UMQ)
Responsable du dossier : Gilbert Ouellet
Courriel : gouellet@umq.qc.ca

NOTE : Vous devez compléter tous les champs ombragés

NOM DE L'ORGANISATION MUNICIPALE : **VILLE DE MONTREAL**

Région administrative du Québec : 06

RESPONSABLE DU DOSSIER :

Prénom et nom: Éliane Clavette

Fonction : Agente d'approvisionnement

N° de téléphone : 514-872-1858 **N° de télécopieur :** 514-872-8140

N° de cellulaire : 514-217-3536 *(Denis Leclerc, chef de section)*

Courriel : eliane.clavette@ville.montreal.qc.ca

Numéro de client de la Direction générale des acquisitions (si connu) : 0010624790

Si nouveau client, veuillez vous inscrire à l'adresse suivante : NA

http://www.portail.approvisionnement-quebec.gouv.qc.ca/

COORDONNÉES DE LA PERSONNE QUI REMPLIT LA FICHE:

Prénom et nom	Éliane Clavette (Agente d'approvisionnement)
Téléphone	514-872-1858
Courriel	Eliane.clavette@ville.montreal.qc.ca

COORDONNÉES DE TOUTE AUTRE PERSONNE CONCERNÉE PAR CE DAR :

Prénom et nom	Francois Orban (Conseiller en approvisionnement)
Téléphone	514-872-1062
Courriel	francois.orban@ville.montreal.qc.ca

COORDONNÉES DE TOUTE AUTRE PERSONNE CONCERNÉE PAR CE DAR :

Prénom et nom	Denis Leclerc (C/s approvisionnement en biens et services)
Téléphone	514-872-5241
Courriel	dleclerc@ville.montreal.qc.ca

Toutes les pages de cette fiche technique d'inscription doivent être retournées, avant le 14 août 2015, à l'attention de Madame Marie-Hélène Dautruche par courriel mdautruche@umq.qc.ca ou télécopieur 514 282-8893

Fiche technique d'inscription (suite)

1 – ENGAGEMENT

Le CSPQ, gestionnaire du processus d'appel d'offres pour les participants gouvernementaux et municipaux, souhaite procéder au lancement d'un appel d'offres en vue de la conclusion d'un contrat à commandes pour l'acquisition de pneus neufs, rechapés et remoulés pour une durée de trois ans, incluant une période optionnelle de 12 mois. Afin de faire une évaluation adéquate et rigoureuse des besoins, le CSPQ doit obtenir l'engagement des organismes publics. Pour toute la durée du contrat, Ville de Montréal (*Nom de l'organisation*) devra requérir les biens auprès du ou des fournisseur(s) retenu(s) par le CSPQ pour tous les biens visés au document d'appel d'offres, et ce, selon les termes et conditions prévus à ces documents.

Par conséquent, Ville de Montréal (*Nom de l'organisation*) :

- s'engage, pour toute la durée du contrat à commandes, à requérir les biens auprès des fournisseurs retenus par le CSPQ pour l'ensemble des biens visés aux documents d'appel d'offres, et ce, selon les termes et conditions prévues aux documents d'appel d'offres;
- s'engage, pour toute la durée du contrat à commandes, à respecter les termes et conditions prévus au contrat à venir;
- s'engage à ce que les biens acquis auprès des fournisseurs dans le cadre du contrat à commandes ne servent qu'à l'usage de Ville de Montréal (*Nom de l'organisation*)
- s'engage, à la demande du CSPQ ou de l'UMQ, à procéder à des vérifications permettant de confirmer que les données reçues des fournisseurs dans les rapports de consommation sont exactes et ce, pour l'ensemble de son organisation;
- atteste qu'il n'est pas engagé ou qu'il ne s'est pas engagé à requérir auprès de tout autre fournisseur ou de toute autre personne des biens visés par les documents d'appel d'offres du CSPQ, et ce, pour toute la durée du contrat à commandes.

Notre adhésion à ce DAR - Pneus sera confirmée par une résolution du conseil qui sera adoptée lors de la prochaine assemblée prévue le 5 août 2015 pour le comité exécutif, le 17 août 2015 pour le Conseil municipal et le 20 août 2015 pour le Conseil d'agglomération.

2 – ADHÉSION DIFFÉRÉE [1] (si applicable)

Notre organisation compte s'engager à une date ultérieure au **1er avril 2016**, date du début du contrat à commandes.

La date prévue d'utilisation est le : _____ (Inscrire la date de début d'adhésion)

_____ _____ _____

Nom du signataire autorisé (Lettres moulées) Signature Date

[1] *Permet à une organisation actuellement lié à des obligations de s'approvisionner à une date ultérieure à celle prévue pour le début du prochain contrat.*

Fiche technique d'inscription (suite)

3 – ÉVALUATION DES BESOINS

Les participants doivent fournir une estimation en dollars **$** de leur consommation, par groupe de pneus et pour chacune des années du contrat. Cette estimation doit être la plus réaliste possible et refléter le montant des achats prévus. Ces informations sont inscrites à la section **Consommation estimée** et servent de guide pour évaluer la valeur des engagements.

CONSOMMATION ESTIMÉE

(Indiquer les quantités ci-dessous en $)

Les groupes de pneus sont les suivants : http://www.umq.qc.ca/download.php?url=uploads/files/transmettre_document/categories-de-pneus_1.pdf

GROUPE DE PNEUS *Cochez vos choix*	Achats estimés en $		
	1er avril 2016 au 31 mars 2017	*1er avril 2017 au 31 mars 2018*	*1er avril 2018 au 31 mars 2019*
A ☒ Pneus radiaux d'autos de tourisme, camionnettes et fourgonnettes	540000	550800	561816
B ☒ Pneus conçus principalement pour être utilisés sur des véhicules de patrouille	290000	295800	301716
C ☒ Pneus radiaux pour camions lourds et camions de service	250000	255000	260100
G ☒ Pneus hors route généralement utilisés pour le génie civil (niveleuses, chargeurs sur roues ou autres)	95000	96900	98838
J ☒ Pneus du domaine agricole	45000	45900	46818
K ☐ Pneus pour service industriel léger et utilitaires	0	0	0
N ☒ Pneus rechapés	230000	234600	239292
R ☐ Pneus remoulés	0	0	0

Note : ***Si, pour l'une des groupes et/ou l'une des périodes visées, vous ne prévoyez aucun achat, veuillez inscrire « 0 » dans le champ.***

4 – DÉCLARATION DE LA PERSONNE DÛMENT AUTORISÉE

Je, soussigné, personne dûment autorisée à agir au nom de Ville de Montréal
Nom de l'organisation

atteste que l'évaluation des besoins prévue au présent engagement a été faite de façon adéquate et rigoureuse tel que requis par la *Loi sur les contrats des organismes publics* (L.R.Q., chapitre C-65.1).

DENIS LECLERC
Nom du signataire
(Lettres moulées)

Denis Leclerc
Signature

15 juillet 2015
Date

Toutes les pages de cette fiche technique d'inscription doivent être retournées, avant le 14 août 2015, à l'attention de Madame Marie-Hélène Dautruche par courriel mdautruche@umq.qc.ca ou télécopieur 514 282-8893

Centre de services partagés Québec
Direction générale des acquisitions

PNEUS NEUFS, RECHAPÉS ET REMOULÉS

En vigueur du 1er avril 2016 au 31 mars 2018

ESCOMPTES ACCORDÉS

FOURNISSEURS	GROUPES						
	A Pneus radiaux neufs d'autos de tourisme, camionnettes et fourgonnettes	C Pneus radiaux neufs pour camions lourds et camions de services	G Pneus neufs hors route généralement utilisés pour le génie civil (niveleuses, chargeurs sur roues ou autres)	J Pneus neufs du domaine agricole	K Pneus neufs pour service industriel léger et utilitaires (chariot élévateur, plateforme élévatrice ou autres)	N Pneus rechapés	R Pneus remoulés
Bridgestone Canada inc.	59 %	47 %	37 %	14 %	14 %	58 %	--
Michelin Amérique du Nord (Canada) inc.	34 %	34 %	--	11 %	28 %	34 %	--
Goodyear Canada inc.	54 %	46 %	--	--	--	45 %	--
Pneus Toyo Canada inc.	37 %	31 %	--	--	--	--	--
Pneu Continental Tire inc.	--	50 %	--	--	--	--	--
Centre Techno-Pneu inc.	--	--	--	--	--	60 %	15,85 %
Pneus Lanoraie inc.	--	--	--	--	--	18,5 %	--

Note : Les escomptes et les prix de détails sont fermes pour la durée du contrat.
Les escomptes sont applicables sur les prix de détail.

PNEUS NEUFS, RECHAPÉS ET REMOULÉS

En vigueur du 1er avril 2016 au 31 mars 2018

LISTE DE PRIX POUR LA CATÉGORIE B

Pneus conçus principalement pour être utilisés sur des véhicules de patrouille

Pneus toutes saisons

DIMENSION	RANG	MARQUE	MODÈLE	COTE DE VITESSE	CODE PRODUIT	PRIX FERME ACCORDÉ	ÉCART EN % SUR LE MOINS CHER
P225/60R16 (Toutes saisons)							
	1	Goodyear	Eagle RS-A	**V**	732354500	119,00 $	0 %
P235/55R17 (Toutes saisons)							
	1	Firestone	Firehawk GT	**W**	003874	116,50 $	
	2	Goodyear	Eagle RS-A	**W**	732002500	125,00 $	7,29 %
P265/60R17 (Toutes saisons)							
	1	Firestone	Firehawk GT	**V**	023189	164,50 $	
	2	Goodyear	Eagle RS-A	**V**	732301500	167,00 $	1,51 %
P225/60R18 (Toutes saisons)							
	1	Firestone	Firehawk GT	**W**	003875	122,50 $	
	2	Goodyear	Eagle RS-A	**W**	732297500	135,00 $	10,2 %
P245/55R18 (Toutes saisons)							
	1	Firestone	Firehawk GT	**W**	000177	129,00 $	
	2	Goodyear	Eagle RS-A	**V**	732026500	135,00 $	4,65 %

Pneus d'hiver

DIMENSION	RANG	MARQUE	MODÈLE	COTE DE VITESSE	CODE PRODUIT	PRIX FERME ACCORDÉ	ÉCART EN % SUR LE MOINS CHER
P225/60R16 (Hiver)							
	1	Firestone	Firehawk PVS	**V**	098388	117,60 $	
	2	Goodyear	Eagle Ultra Grip	**V**	147354070	129,00 $	9,69 %
P235/55R17 (Hiver)							
	1	Firestone	Firehawk PVS	**V**	077359	125,50 $	
	2	Goodyear	Eagle Ultra Grip	**V**	166579530	135,00 $	7,56 %
P265/60R17 (Hiver)							
	1	Firestone	Firehawk PVS	**H**	149558	161,50 $	
	2	Goodyear	Eagle Ultra Grip	**H**	166043528	165,00 $	2,16 %
P225/60R18 (Hiver)							
	1	Firestone	Firehawk PVS	**V**	077376	134,50 $	
	2	Goodyear	Eagle Ultra Grip	**V**	166585530	145,00 $	7,8 %
P245/55R18 (Hiver)							
	1	Firestone	Firehawk PVS	**V**	000252	163,50 $	
	2	Goodyear	Eagle Ultra Grip	**V**	166042528	165,00 $	0,91 %

GÉNÉRALITÉS

Vous devez retenir le prestataire de services inscrit au premier rang à moins que ce dernier ne vous ait confirmé par écrit sa non-disponibilité, auquel cas, vous pourrez solliciter le prestataire de services de second rang.

Les prix présentés dans les tableaux précédents sont valides jusqu'au 31 mars 2018.

PNEUS NEUFS, RECHAPÉS ET REMOULÉS

En vigueur du 1er avril 2016 au 31 mars 2018

GROUPES DE PNEUS

Tableau descriptif des groupes de pneus	
GROUPE	**DESCRIPTION**
A	Pneus radiaux neufs d'autos de tourisme, camionnettes et fourgonnettes
B	Pneus neufs conçus principalement pour être utilisés sur des véhicules de patrouille.
C	Pneus radiaux neufs pour camions lourds et camions de services
G	Pneus neufs hors route généralement utilisés pour le génie civil (niveleuses, chargeurs sur roues ou autres)
J	Pneus neufs du domaine agricole
K	Pneus neufs pour service industriel léger et utilitaires (chariot élévateur, plateforme élévatrice ou autres)
N	Pneus rechapés
R	Pneus remoulés

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.04

2016/03/24
17:00

(1)

Dossier # : 1166682002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	-
Objet :	Accorder trois contrats aux firmes Teltech Télécommunication Inc. et Telecon Inc., pour des travaux de déploiement de fibres optiques inter-bâtiments et aux bornes Wi-Fi - Dépenses totales de 631 944,34 $, 813 558,22 $ et 603 707,39 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-64002 - (huit soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'autoriser des dépenses de 631 944,34 $, 813 558,22 $ et 603 707,39 $, taxes incluses, pour des travaux de déploiement de fibres optiques inter-bâtiments et aux bornes Wi-Fi, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder aux firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes, les contrats à cette fin, aux prix unitaires de leur soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 15-64002 ;

Firme	Description (articles, groupes, etc.)	Montant estimé (3 ans)
Teltech Télécommunication Inc.	Lot 4 - Vieux Montréal	468 106,92 $
Teltech Télécommunication Inc.	Lot 5 - Quartier des spectacles et centre-ville	602 635,71 $
Telecon Inc.	Lot 6 - Quartier de l'innovation	447 190,66 $

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-02-28 15:49

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1166682002**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	-
Objet :	Accorder trois contrats aux firmes Teltech Télécommunication Inc. et Telecon Inc., pour des travaux de déploiement de fibres optiques inter-bâtiments et aux bornes Wi-Fi - Dépenses totales de 631 944,34 $, 813 558,22 $ et 603 707,39 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-64002 - (huit soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) s'est donné pour objectif de devenir, dès 2017, un chef de file mondialement reconnu parmi les villes intelligentes et numériques. En ce sens, le Bureau de la Ville Intelligente et Numérique (BVIN) a présenté sa stratégie en juin 2015 au travers du Plan d'action Montréal, ville intelligente et numérique 2015-2017.
Un des éléments structurels de cette stratégie est le développement d'un réseau de télécommunications urbaines multiservices à très haut débit capable de supporter les nouveaux services de haute technologie tels que le Wi-Fi public, la mobilité intelligent, l'internet des objets, ou encore l'infonuagique.

Pour ce faire, le Service des technologies de l'information (TI) et le BVIN ont présenté au Comité exécutif un nouveau modèle de gestion pour la transmission de données capable de supporter les besoins de la ville intelligente.

La mise en place de ce modèle s'appuiera sur une gouvernance des services de télécommunications à la Ville incluant les unités de service et les arrondissements, un cadre financier rigoureux et évolutif et une reddition de compte annuelle aux instances.

Nouveau modèle de gestion pour la transmission de données

Ce modèle est basé sur une approche par livraison de services incluant :

- **Le déploiement par phases d'un réseau propriétaire de fibres optiques à la Ville en fonction de la faisabilité, rentabilité et criticité de chaque site à connecter;**
- L'ouverture du marché pour la location de circuits (MAN) et l'internet;
- Des ententes-cadres pour l'acquisition des équipements de télécommunications, incluant le volet Wi-Fi public;
- Le rapatriement de la maîtrise d'oeuvre à l'interne pour gagner en agilité et en efficacité;

- La possibilité d'implanter de nouvelles solutions à moyen terme pour joindre des édifices où la fibre ne se rend pas (micro-ondes, liaisons radiocommunications et liaisons cellulaires).

Déploiement d'un réseau propriétaire de fibres optiques

Le Service des TI dispose d'une fibre optique propriétaire reliant 22 édifices municipaux dans le centre de Montréal, et gérée depuis 2008 par un contrat d'impartition pour la gestion de ses services de télécommunications. Cette fibre forme un anneau afin d'assurer une excellente disponibilité en transmission de données pour les sites reliés. L'ensemble des autres édifices sous la responsabilité du Service des TI, soit quelques 350 édifices, est raccordé au réseau corporatif à l'aide de circuits loués à même le contrat d'impartition.

Puisque les crédits alloués au contrat seront épuisés en 2016, le moment était opportun pour mettre en place le nouveau modèle de gestion.

En ce sens, le Service des TI a lancé, en collaboration avec le BVIN et le Service de l'infrastructure, voirie et transport, un appel d'offres public en date du 14 octobre 2015, publié sur le site du SÉAO ainsi que dans le journal Le Devoir, pour des travaux de déploiement de fibres optiques inter-bâtiments et aux bornes Wi-Fi.

Dans un souci d'ouverture du marché, le Service des TI a choisi une nouvelle approche de multi-sourçage en appliquant une approche par zone géographique pour donner l'opportunité à de nouveaux joueurs de déposer des offres. Aussi, l'appel d'offres a été découpé en six lots :

- Lots 1 à 3 pour les besoins corporatifs;
- Lots 4 à 6 pour le déploiement de fibres aux antennes du Wi-Fi grand public.

Six (6) addenda ont été publiés aux dates suivantes :

No. addenda	Date	Portée
1	2015-10-26	Précisions et révision du bordereau
2	2015-11-02	Précisions et révision du bordereau
3	2015-11-04	Précisions suite à une question administrative
4	2015-11-06	Précisions suite à des questions techniques et administratives
5	2015-11-13	Précisions suite à des questions techniques et administratives
6	2015-11-16	Précisions suite à des questions techniques et administratives

Un délai de cinq semaines a été accordé aux soumissionnaires pour préparer et déposer leurs soumissions.

La réception et l'ouverture des huit (8) soumissions reçues ont été faites le 18 novembre 2015. La durée de validité des soumissions est de 120 jours calendrier suivant la date fixée pour l'ouverture des soumissions.

Le présent sommaire vise à accorder trois contrats pour les lots 4, 5 et 6 aux firmes Teltech Télécommunication Inc. et Télécon Inc., pour des travaux de déploiement de fibres optiques inter-bâtiments et aux bornes Wi-Fi, pour une période de 3 ans, pour des dépenses totales respectives de 631 944,34 $, 813 558,22 $ et 603 707,39 $, taxes incluses, avec une possibilité de renouvellement annuel pour deux années consécutives.

Un prochain sommaire sera présenté aux instances pour l'octroi des lots 1 à 3, l'octroi de ces lots nécessitant des vérifications administratives additionnelles.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

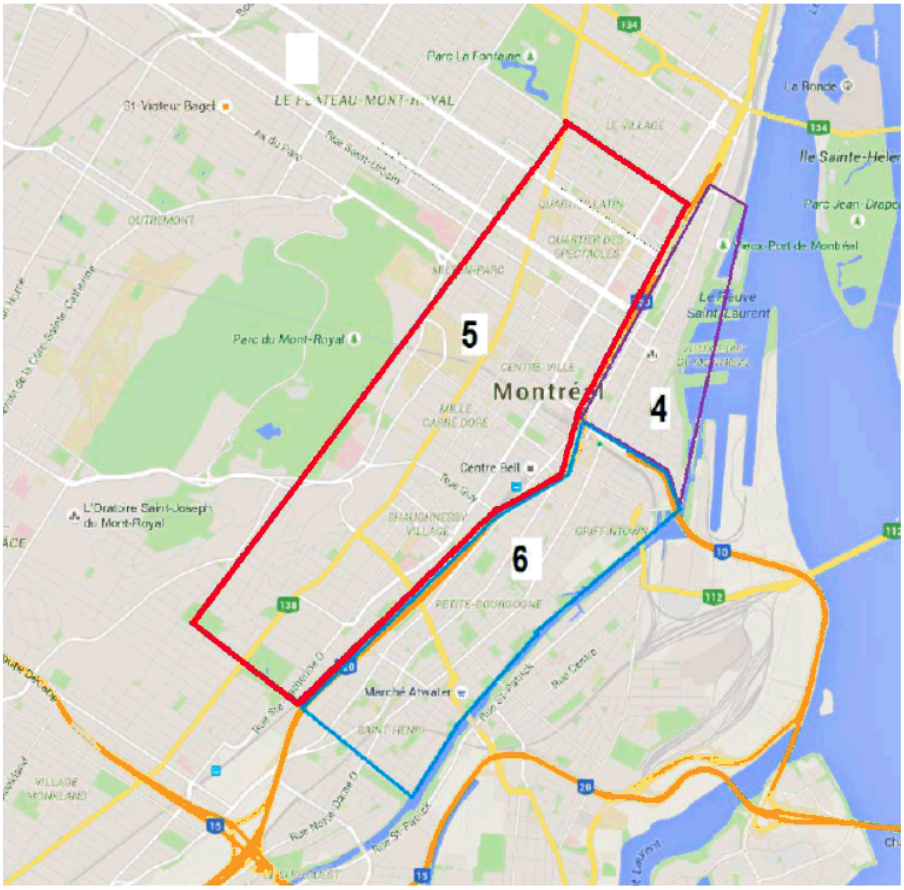
CE16 0196 - 2016-02-11 - Conclure avec Bell Canada et Société TELUS Communications, huit ententes-cadres d'une durée de trois ans, pour la location de circuits en transmission de données - Appel d'offres public 15-14657 - (4 soumissionnaires) (Bell Canada : 717 717,64 $, 1 599 163,13 $, 1 210 347,57 $, 993 388,60 $, 672 739,42 $, 199 834,60 $ et 114 332,29 $ - Société TELUS Communications : 350 984,18 $)
CE15 1023 - 3 juin 2015 - Adopter la « Stratégie Montréalaise 2014 - 2017 ville intelligente et numérique » et le « Plan d'action 2015 - 2017 Montréal ville intelligente et numérique » qui en découle

CG08 0026 - 2008-02-05 - Mise en œuvre RASOP, volet télécommunications - Accorder aux firmes TELUS et Bell Mobilité trois contrats pour la fourniture des services de télécommunications, pour les durées et montants indiqués en regard de chacun d'eux, conformément aux appels d'offres publics 07-10382 et incluant une provision de 20% pour des besoins additionnels / transmission de données (TELUS, 10 ans, 57 M$), 07-10420 / Téléphonie filaire (TELUS, 7 ans, 42 M$) et 07-10421 / Téléphonie cellulaire (Bell Mobilité, 4 ans, 9 M$).

DESCRIPTION

La Ville souhaite déployer des fibres optiques propriétaires afin de connecter des antennes Wi-Fi extérieures et des projecteurs dans trois zones géographiques distinctes, chaque zone de déploiement étant couverte par un lot de l'appel d'offres :

- Vieux Montréal (lot 4);
- Quartier des spectacles et centre-ville (lot 5);
- Quartier de l'innovation (lot 6).



Les travaux requis comprennent, sans s'y limiter, les éléments suivants :

- Fourniture, pose et raccordement des fibres;
- Fourniture et installation des boitiers de fusion dans les puits d'accès;
- Fourniture et installation des boitiers de fusion dans les immeubles;
- Fourniture et installation des boitiers d'interconnexion dans les immeubles;
- Fusion des fibres en aérien et dans les puits d'accès;
- Maintien de la circulation pendant les travaux;
- Les tests de conformités de travaux;
- La production des plans finaux;
- Un nombre limité d'interventions d'urgence sur les fibres en cas de bris.

Description des lots (estimés) :

No. et description du lot	**Distance dorsale «backbone»** (fibres de 144 brins optiques)	**Distance raccordement** (fibres de 24 à 48 brins optiques)	**Quantités antennes Wi-Fi et projecteurs ***	**Quantité édifices**
4 - Vieux Montréal	16,2 km	7,3 km	85	3
5 - Quartier des spectacles et centre-ville	27,2 km	6,8 km	80	6
6 - Quartier de l'innovation	25 km	4,3 km	50	2

Total	**68,4 km**	**18,4 km**	**215**	**11**

* Les antennes seront achetées par l'entremise d'un appel d'offres dédié et les projecteurs sont fournis par Montréal en Histoire.

La Ville pourra à son entière discrétion et sur avis écrit donné à l'adjudicataire, prolonger indépendamment chaque contrat d'un (1) an pour un maximum de deux (2) prolongations. Toute prolongation devra respecter l'intégralité des termes et conditions de l'appel d'offres et des prix soumis. Elle devra être présentée de nouveau aux instances pour approbation.

JUSTIFICATION

La Ville souhaite se doter d'un service sans fil public pour faciliter et accélérer l'accès gratuit à internet pour ses citoyens et ses visiteurs, d'abord dans ses sites majeurs.
Pour le Vieux Montréal (lot 4), le déploiement de la fibre optique et l'installation des antennes Wi-Fi permettra de renforcer le réseau mis en place à l'été 2015.

Concernant le quartier des spectacles, le centre-ville (lot 5) et le quartier de l'innovation (lot 6), le déploiement des points d'accès au réseau sans fil public permettra de bonifier l'expérience numérique des citoyens et dynamiser le tourisme.

Sur un total de 27 preneurs du cahier des charges, six firmes (22%) ont déposé une offre pour les lots 4 à 6, une firme (4%) a déposé une offre pour le lot 4 seulement, et une firme (4%) a déposé une offre pour les lots 5 et 6..
Dix-neuf (19) autres preneurs (70%) n'ont pas soumissionné.

Sur ces dix-neuf derniers :

- Un est une municipalité à l'extérieur de l'île de Montréal;
- Six sont des fournisseurs d'accès disposant de leur propre réseau de fibres et n'offrant généralement pas des services de pose de fibres optiques;
- Huit sont des entrepreneurs en construction ou génie électrique dont :
  - Un ne rencontrait pas les spécifications demandées;
  - Sept n'ont pas précisé leur décision de ne pas soumettre d'offres;
- Les quatre autres n'offrent pas les services de pose de fibres optiques (fabricant d'équipements en télécommunications et firmes de consultation).

Exceptée une soumission qui a été déclarée non conforme administrativement car la firme n'a pas soumis un cautionnement d'exécution pour chaque lot, tel que demandé dans l'appel d'offres, toutes les offres déposées à la Ville ont été jugées conformes.

Voici un tableau qui résume le nombre d'offres reçues pour chacun des lots retenues (à noter qu'une firme pouvait soumissionner sur plusieurs lots) :

No. et description du lot	Nb soumissions reçues	Nb soumissions conformes
4 - Vieux Montréal	7	6
5 - Quartier des spectacles et centre-ville	7	6
6 - Quartier de l'innovation	7	6

Les écarts de prix pour chaque lot entre la plus basse soumission et l'estimation s'expliquent par le volume total des travaux à réaliser.

En effet, les estimations étaient basées sur les prix de précédents contrats pour la pose de fibres pour des travaux semblables mais pour des distances nettement inférieures, entre 5 à 10 km.
En comparaison, les deux plus bas soumissionnaires ont répondu à l'ensemble des six lots pour un total de plus de 250 km, tout type de fibres confondu.

De plus, l'approche multi-sourçage en découpant en plusieurs lots a permis d'obtenir des prix plus bas qu'attendus.

Enfin, il y a une grande variabilité des prix entre les soumissions par lot, ce qui peut expliquer la volonté de certains fournisseurs à remporter les contrats.

Présentation des résultats pour le lot 4

Firmes soumissionnaires	Prix soumis	Autre (à préciser)	Total
Teltech Télécommunication Inc.	468 106,92 $		468 106,92 $
Télécon Inc.	477 749,01 $		477 749,01 $
TRJ Télécom Inc.	516 651,09 $		516 651,09 $
Broadnet Télécom Inc.	650 650,32 $		650 650,32 $
C3F Télécom Inc.	709 075,84 $		709 075,84 $
Télécommunications Grimard Inc.	737 584,60 $		737 584,60 $
Dernière estimation réalisée	855 095,29 $		855 095,29 $
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)			593 302,96 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100			26,75%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme – la plus basse conforme)			269 477,68 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100			57,57%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			(386 988,37) $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			-45,26%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)			9 642,09 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100			2,06%

Présentation des résultats pour le lot 5

Firmes soumissionnaires	Prix soumis	Autre (à préciser)	Total
Teltech Télécommunication Inc.	602 635,71 $		602 635,71 $
Télécon Inc.	608 200,68 $		608 200,68 $
TRJ Télécom Inc.	675 491,92 $		675 491,92 $
C3F Télécom Inc.	875 391,77 $		875 391,77 $
Télécommunications Grimard Inc.	1 008 872,12 $		1 008 872,12 $
Pierre Brossard (1981) Ltée	1 608 988,89 $		1 608 988,89 $
Dernière estimation réalisée	1 171 690,45 $		1 171 690,45 $
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)			896 596,85 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100			48,78%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme – la plus basse conforme)			1 006 353,18 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100			166,99%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			(569 054,74) $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			-48,57%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)			5 564,96 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100			0,92%

Présentation des résultats pour le lot 6

Firmes soumissionnaires	Prix soumis	Autre (à préciser)	Total
Teltech Télécommunication Inc.	447 190,66 $		447 190,66 $
Télécon Inc.	459 630,96 $		459 630,96 $
TRJ Télécom Inc.	510 840,82 $		510 840,82 $
C3F Télécom Inc.	636 534,01 $		636 534,01 $
Télécommunications Grimard Inc.	748 694,00 $		748 694,00 $
Pierre Brossard (1981) Ltée	1 253 510,45 $		1 253 510,45 $
Dernière estimation réalisée	930 024,96 $		930 024,96 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			676 066,82 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			51,18%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*			806 319,79 $

Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*	180,31%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	(482 834,29) $ -51,92%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	12 440,30 $ 2,78%

Contingence

Des frais supplémentaires maximaux de 15% sont réservés pour la contingence lors de la réalisation des travaux.

No. et description du lot	Incidence
4 - Vieux Montréal	70 216,04 $
5 - Quartier des spectacles et centre-ville	90 395,36 $
6 - Quartier de l'innovation	67 078,60 $
Total	**227 690,00 $**

Incidences

Des frais supplémentaires d'incidence estimés à 20% sont également à prévoir. L'incidence inclut les travaux connexes à la réalisation du projet dont les travaux civils réalisés par la Commission des Services Électriques de Montréal, les demandes de permis, les coûts électriques (demande de raccordement au réseau d'Hydro-Québec et prolongement de ligne électrique au besoin), l'installation des antennes par les techniciens de la Ville, le support en ingénierie, ou encore les travaux réalisés dans les édifices pour ajouter des conduits nécessaires au passage de la fibre.

No. et description du lot	Incidence
4 - Vieux Montréal	93 621,38 $
5 - Quartier des spectacles et centre-ville	120 527,15 $
6 - Quartier de l'innovation	89 438,13 $
Total	**303 586,66 $**

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense maximale est de 2 049 209,95 $, taxes incluses et sera assumée comme suit :

No. et description du lot	2016	2017	2018	Total
4 - Vieux Montréal	449 382,64 $	9 362,14 $	9 362,14 $	468 106,92 $
5 - Quartier des spectacles et centre-ville	578 530,29 $	12 052,71 $	12 052,71 $	602 635,71 $
6 - Quartier de l'innovation	429 303,04 $	8 943,81 $	8 943,81 $	447 190,66 $

Contingence	218 582,40 $	4 553,80 $	4 553,80 $	227 690,00 $
Incidence	291 443,18 $	6 071,74 $	6 071,74 $	303 586,66 $
Total	**1 967 241,55 $**	**40 984,20 $**	**40 984,20 $**	**2 049 209,95 $**

Cette dépense sera imputée au PTI 2016-2018 du Service des TI au projet Couverture sans-fil étendue, et sera entièrement assumée par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le service sans fil gratuit étendu dans des zones achalandées et touristiques permettra de positionner Montréal sur la scène internationale comme étant une ville connectée, capable d'offrir des services numériques de qualité.
De plus, la mise en place d'un réseau propriétaire de fibres optiques permettra à la Ville de garantir l'augmentation de la bande-passante à moindre coût, la Ville n'étant plus tributaire que du seul fournisseur d'accès Internet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La communication sur le déploiement du Wi-Fi sera réalisée par le BVIN en collaboration avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du dossier au CE – 9 mars 2016
Approbation du dossier au CM – 21 mars 2016
Approbation du dossier au CG – 24 mars 2016
Octroi du contrat – 1er avril 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports (Chheng BUN)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (François FABIEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Marie CARDONA
Conseiller analyse - Contrôle de gestion

Tél : 514 443-4975
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-22

Carle BEAUCHAMP
Directeur / CE Espace de travail

Tél : 514.206.6432
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information
Tél :
Approuvé le : 2016-02-26

SIVT – INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

1 - Identification :

No de l'appel d'offres :	**15-64002 – Lot 4, 5 et 6**
No du GDD :	116682002
Titre de l'appel d'offres :	Travaux de déploiement de fibres optiques inter-bâtiments et aux bornes Wifi.
Type d'adjudication :	Au plus bas soumissionnaire conforme

2 - Déroulement de l'appel d'offres :

Lancement effectué le :	14 octobre 2015
Ouverture originalement prévue le :	18 nov. 2015
Ouverture faite le :	18 nov. 2015
Nombre d'addenda :	6
Date du dernier addenda :	16 nov. 2015
Délai total accordé :	36 jours

3- Analyse des soumissions

Conformité de soumission par :	SIVT et TI
Nombre de preneurs :	27
Nombre de soumissions :	7
Nombre de soumissions rejetés :	1
% de réponses :	26%
% de rejetés :	4%

CR
25 Nov. 2016

Durée de la validité initiale de la soumission :	120 jours
Prolongation de la validité de la soumission de :	90 jours
Date d'échéance initiale :	17 mars 2016
Date d'échéance révisée :	15 juin 2016

4 – Résultat final de l'appel d'offres (sans taxes)

Firme	Lot 4	Lot 5	Lot 6	Commentaires
Teltech télécommunication Inc.	**407 138.00$**	**524 145.00$**	399 766.00$	
Telecon Inc.	415 524.25$	528 985.15$	**388 946.00$**	
TRJ Télécom Inc.	449 359.50$	587 512.00$	444 306.00$	
Broadnet télécom	565 905.91$	---	---	
C3F Telecon	616 721.76$	761 375.75$	553 628.19$	
Télécommunication Grimard Inc.	641 517.37$	877 470.86$	651 179.82$	
Transelec/common Inc.	650 010.24$	819 886.94$	612 364.86$	Non-conforme
Pierre Brossard (1981) LTEE	---	1 399 425.00$	1 090 246.10$	

26 fév. 2014

Préparé par : Chheng Bun, ing.

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 15-64002
Numéro de référence : 928385
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de déploiement de fibres optiques inter-bâtiments et aux bornes Wifi.

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Bell Canada 930 rue d'Aiguillon 5ième étage Est Québec, QC, G1R 5M9 NEQ : 1143863539	Madame Sylvie Proulx Téléphone : 418 691-4039 Télécopieur : 418 691-0227	**Commande : (1024030)** 2015-10-14 10 h 48 **Transmission :** 2015-10-14 10 h 48	2511510 - 15-64002 Addenda 1 (devis) 2015-10-26 15 h 26 - Courriel 2511511 - 15-64002 Addenda 1 (bordereau) 2015-10-26 15 h 26 - Téléchargement 2513706 - 15-64002 Addenda 2 (devis) 2015-11-02 10 h 34 - Courriel 2513707 - 15-64002 Addenda 2 (bordereau) 2015-11-02 10 h 34 - Téléchargement 2514702 - 15-64002 Addenda 3 2015-11-04 10 h 21 - Courriel 2516064 - 15-64002 Addenda 4 2015-11-06 15 h 09 - Courriel 2518558 - 15-64002 Addenda 5 2015-11-13 15 h 52 - Courriel 2519059 - 15-64002 Addenda 6 2015-11-16 17 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Broadnet Telecom, Inc. 9464 Henri Bourassa O. Saint-Laurent Montréal, QC, H4S1N8 NEQ : 1164955164	Monsieur Rami Hobeychi Téléphone : 514 759-9257 Télécopieur :	**Commande : (1027055)** 2015-10-21 15 h 20 **Transmission :** 2015-10-21 15 h 20	2511510 - 15-64002 Addenda 1 (devis) 2015-10-26 15 h 26 - Courriel 2511511 - 15-64002 Addenda 1 (bordereau) 2015-10-26 15 h 26 - Téléchargement 2513706 - 15-64002 Addenda 2 (devis) 2015-11-02 10 h 34 - Courriel 2513707 - 15-64002 Addenda 2 (bordereau) 2015-11-02 10 h 34 - Téléchargement

				2514702 - 15-64002 Addenda 3 2015-11-04 10 h 21 - Courriel 2516064 - 15-64002 Addenda 4 2015-11-06 15 h 09 - Courriel 2518558 - 15-64002 Addenda 5 2015-11-13 15 h 52 - Courriel 2519059 - 15-64002 Addenda 6 2015-11-16 17 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	C3F Télécom Inc. 3330, Francis-Hugues, bureau 101 Laval, QC, H7L 5A7 http://www.c3f.ca NEQ : 1170617154	Madame Sylvie Belair Téléphone : 450 696-1010 Télécopieur : 450 967-4164	**Commande : (1023969)** 2015-10-14 9 h 43 **Transmission :** 2015-10-14 9 h 43	2511510 - 15-64002 Addenda 1 (devis) 2015-10-26 15 h 26 - Courriel 2511511 - 15-64002 Addenda 1 (bordereau) 2015-10-26 15 h 26 - Téléchargement 2513706 - 15-64002 Addenda 2 (devis) 2015-11-02 10 h 34 - Courriel 2513707 - 15-64002 Addenda 2 (bordereau) 2015-11-02 10 h 34 - Téléchargement 2514702 - 15-64002 Addenda 3 2015-11-04 10 h 21 - Courriel 2516064 - 15-64002 Addenda 4 2015-11-06 15 h 09 - Courriel 2518558 - 15-64002 Addenda 5 2015-11-13 15 h 52 - Courriel 2519059 - 15-64002 Addenda 6 2015-11-16 17 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Cisco Systems Canada Cie. 500 Grande-Allée Est, Suite#201 Québec, QC, G1R 2J7 NEQ : 1147366851	Madame Marie-Claude Dallaire Téléphone : 418 634-5648 Télécopieur :	**Commande : (1024096)** 2015-10-14 12 h **Transmission :** 2015-10-14 12 h	2511510 - 15-64002 Addenda 1 (devis) 2015-10-26 15 h 26 - Courriel 2511511 - 15-64002 Addenda 1 (bordereau) 2015-10-26 15 h 26 - Téléchargement 2513706 - 15-64002 Addenda 2 (devis) 2015-11-02 10 h 34 - Courriel 2513707 - 15-64002 Addenda 2 (bordereau) 2015-11-02 10 h 34 - Téléchargement 2514702 - 15-64002 Addenda 3 2015-11-04 10 h 21 - Courriel 2516064 - 15-64002 Addenda 4 2015-11-06 15 h 09 - Courriel

				2518558 - 15-64002 Addenda 5 2015-11-13 15 h 52 - Courriel 2519059 - 15-64002 Addenda 6 2015-11-16 17 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Cogeco Services Réseaux 2600 rue Ontario Est Suite 225 Montréal, QC, H2K 4K4 NEQ : 1167925180	Madame Joyce Payment Téléphone : 514 524-2224 Télécopieur : 514 524-3281	**Commande : (1026496)** 2015-10-20 15 h 28 **Transmission :** 2015-10-20 15 h 28	2511510 - 15-64002 Addenda 1 (devis) 2015-10-26 15 h 27 - Télécopie 2511511 - 15-64002 Addenda 1 (bordereau) 2015-10-26 15 h 26 - Téléchargement 2513706 - 15-64002 Addenda 2 (devis) 2015-11-02 10 h 35 - Télécopie 2513707 - 15-64002 Addenda 2 (bordereau) 2015-11-02 10 h 34 - Téléchargement 2514702 - 15-64002 Addenda 3 2015-11-04 10 h 21 - Télécopie 2516064 - 15-64002 Addenda 4 2015-11-06 15 h 09 - Télécopie 2518558 - 15-64002 Addenda 5 2015-11-13 15 h 52 - Télécopie 2519059 - 15-64002 Addenda 6 2015-11-16 17 h 33 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Colba.Net telecom Inc 6465 transcanadienne Montréal, QC, H4T 1S3 NEQ : 1162210950	Monsieur Serge Gentile Téléphone : 514 856-3500 Télécopieur : 514 856-9506	**Commande : (1025214)** 2015-10-16 13 h 30 **Transmission :** 2015-10-16 13 h 30	2511510 - 15-64002 Addenda 1 (devis) 2015-10-26 15 h 26 - Courriel 2511511 - 15-64002 Addenda 1 (bordereau) 2015-10-26 15 h 26 - Téléchargement 2513706 - 15-64002 Addenda 2 (devis) 2015-11-02 10 h 34 - Courriel 2513707 - 15-64002 Addenda 2 (bordereau) 2015-11-02 10 h 34 - Téléchargement 2514702 - 15-64002 Addenda 3 2015-11-04 10 h 21 - Courriel 2516064 - 15-64002 Addenda 4 2015-11-06 15 h 08 - Courriel 2518558 - 15-64002 Addenda 5 2015-11-13 15 h 52 - Courriel 2519059 - 15-64002 Addenda 6 2015-11-16 17 h 32 - Courriel

				Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Electro Saguenay ltée 245, rue des Huarts Alma, QC, G8E 2G1 http://www.electrosag.com NEQ : 1143228782	Madame Lise Bouchard Téléphone : 418 347-3371 Télécopieur :	**Commande : (1024527)** 2015-10-15 9 h 48 **Transmission :** 2015-10-15 9 h 48	2511510 - 15-64002 Addenda 1 (devis) 2015-10-26 15 h 26 - Courriel 2511511 - 15-64002 Addenda 1 (bordereau) 2015-10-26 15 h 26 - Téléchargement 2513706 - 15-64002 Addenda 2 (devis) 2015-11-02 10 h 34 - Courriel 2513707 - 15-64002 Addenda 2 (bordereau) 2015-11-02 10 h 34 - Téléchargement 2514702 - 15-64002 Addenda 3 2015-11-04 10 h 21 - Courriel 2516064 - 15-64002 Addenda 4 2015-11-06 15 h 09 - Courriel 2518558 - 15-64002 Addenda 5 2015-11-13 15 h 52 - Courriel 2519059 - 15-64002 Addenda 6 2015-11-16 17 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Fibrenoire inc. 550, Ave Beaumont suite 320 Montréal, QC, H3N 1V1 NEQ : 1164436678	Monsieur Mathieu Allard Téléphone : 514 217-3843 Télécopieur :	**Commande : (1024337)** 2015-10-14 17 h 04 **Transmission :** 2015-10-14 17 h 04	2511510 - 15-64002 Addenda 1 (devis) 2015-10-26 15 h 26 - Courriel 2511511 - 15-64002 Addenda 1 (bordereau) 2015-10-26 15 h 26 - Téléchargement 2513706 - 15-64002 Addenda 2 (devis) 2015-11-02 10 h 34 - Courriel 2513707 - 15-64002 Addenda 2 (bordereau) 2015-11-02 10 h 34 - Téléchargement 2514702 - 15-64002 Addenda 3 2015-11-04 10 h 21 - Courriel 2516064 - 15-64002 Addenda 4 2015-11-06 15 h 09 - Courriel 2518558 - 15-64002 Addenda 5 2015-11-13 15 h 52 - Courriel 2519059 - 15-64002 Addenda 6 2015-11-16 17 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	Groupe Fibrotic 2255 Ch chambly Chambly, QC, J3L 4N4 NEQ : 1167284083	Monsieur Gaetan Paul Téléphone : 438 832-9116 Télécopieur :	**Commande : (1031422)** 2015-11-02 15 h 05 **Transmission :** 2015-11-02 15 h 05	2511510 - 15-64002 Addenda 1 (devis) 2015-11-02 15 h 05 - Téléchargement 2511511 - 15-64002 Addenda 1 (bordereau) 2015-11-02 15 h 05 - Téléchargement 2513706 - 15-64002 Addenda 2 (devis) 2015-11-02 15 h 05 - Téléchargement 2513707 - 15-64002 Addenda 2 (bordereau) 2015-11-02 15 h 05 - Téléchargement 2514702 - 15-64002 Addenda 3 2015-11-04 10 h 21 - Courriel 2516064 - 15-64002 Addenda 4 2015-11-06 15 h 09 - Courriel 2518558 - 15-64002 Addenda 5 2015-11-13 15 h 52 - Courriel 2519059 - 15-64002 Addenda 6 2015-11-16 17 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	INFRASTRUCTEL 1875, rue du Caribou suite 200 Longueuil, QC, J4N 0C9 http://www.infrastructel.com NEQ : 1146732806	Monsieur Etienne Rivard Téléphone : 450 679-4141 Télécopieur :	**Commande : (1029027)** 2015-10-27 8 h 50 **Transmission :** 2015-10-27 8 h 50	2511510 - 15-64002 Addenda 1 (devis) 2015-10-27 8 h 50 - Téléchargement 2511511 - 15-64002 Addenda 1 (bordereau) 2015-10-27 8 h 50 - Téléchargement 2513706 - 15-64002 Addenda 2 (devis) 2015-11-02 10 h 34 - Courriel 2513707 - 15-64002 Addenda 2 (bordereau) 2015-11-02 10 h 34 - Téléchargement 2514702 - 15-64002 Addenda 3 2015-11-04 10 h 21 - Courriel 2516064 - 15-64002 Addenda 4 2015-11-06 15 h 09 - Courriel 2518558 - 15-64002 Addenda 5 2015-11-13 15 h 52 - Courriel 2519059 - 15-64002 Addenda 6 2015-11-16 17 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Laurin et Laurin (1991) Inc.. 12000 Arthur Sicard Mirabel, QC, J7J 0E9	Monsieur François Tobin Téléphone : 450 435-	**Commande : (1029344)** 2015-10-27 14 h 35	2511510 - 15-64002 Addenda 1 (devis)

	http://www.laurinlaurin.ca NEQ : 1142298448	9551 Télécopieur : 450 435-2662	**Transmission :** 2015-10-27 14 h 44	2015-10-27 14 h 35 - Messagerie 2511511 - 15-64002 Addenda 1 (bordereau) 2015-10-27 14 h 35 - Téléchargement 2513706 - 15-64002 Addenda 2 (devis) 2015-11-02 10 h 35 - Télécopie 2513707 - 15-64002 Addenda 2 (bordereau) 2015-11-02 10 h 34 - Téléchargement 2514702 - 15-64002 Addenda 3 2015-11-04 10 h 22 - Télécopie 2516064 - 15-64002 Addenda 4 2015-11-06 15 h 09 - Télécopie 2518558 - 15-64002 Addenda 5 2015-11-13 15 h 53 - Télécopie 2519059 - 15-64002 Addenda 6 2015-11-16 18 h 07 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Mike Ericsson 8400 Decarie Montréal, QC, H4P2N2 NEQ :	Monsieur Mike Sisto Téléphone : 514 345-7906 Télécopieur :	**Commande : (1033759)** 2015-11-07 17 h 21 **Transmission :** 2015-11-07 17 h 21	2511510 - 15-64002 Addenda 1 (devis) 2015-11-07 17 h 21 - Téléchargement 2511511 - 15-64002 Addenda 1 (bordereau) 2015-11-07 17 h 21 - Téléchargement 2513706 - 15-64002 Addenda 2 (devis) 2015-11-07 17 h 21 - Téléchargement 2513707 - 15-64002 Addenda 2 (bordereau) 2015-11-07 17 h 21 - Téléchargement 2514702 - 15-64002 Addenda 3 2015-11-07 17 h 21 - Téléchargement 2516064 - 15-64002 Addenda 4 2015-11-07 17 h 21 - Téléchargement 2518558 - 15-64002 Addenda 5 2015-11-13 15 h 52 - Courriel 2519059 - 15-64002 Addenda 6 2015-11-16 17 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Pearson Pelletier Entreprise 1531 Jean Lachaine	Monsieur Derik Brossard Téléphone : 450 635-	**Commande : (1026753)** 2015-10-21 9 h 33	2511510 - 15-64002 Addenda 1 (devis) 2015-10-26 15 h 26 - Courriel

	Sainte-Catherine, QC, J5C 1C2 NEQ : 1144061554	5195 Télécopieur : 450 635-9971	**Transmission :** 2015-10-21 9 h 33	2511511 - 15-64002 Addenda 1 (bordereau) 2015-10-26 15 h 26 - Téléchargement 2513706 - 15-64002 Addenda 2 (devis) 2015-11-02 10 h 34 - Courriel 2513707 - 15-64002 Addenda 2 (bordereau) 2015-11-02 10 h 34 - Téléchargement 2514702 - 15-64002 Addenda 3 2015-11-04 10 h 21 - Courriel 2516064 - 15-64002 Addenda 4 2015-11-06 15 h 09 - Courriel 2518558 - 15-64002 Addenda 5 2015-11-13 15 h 52 - Courriel 2519059 - 15-64002 Addenda 6 2015-11-16 17 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Pierre Brossard 1981 Ltée 9595 Rue Ignace Brossard, QC, J4Y 2P3 NEQ : 1143511773	Monsieur Marc Desautels Téléphone : 450 659-9641 Télécopieur : 450 659-4068	**Commande : (1024949)** 2015-10-16 8 h 36 **Transmission :** 2015-10-16 8 h 43	2511510 - 15-64002 Addenda 1 (devis) 2015-10-26 15 h 26 - Courriel 2511511 - 15-64002 Addenda 1 (bordereau) 2015-10-26 15 h 26 - Téléchargement 2513706 - 15-64002 Addenda 2 (devis) 2015-11-02 10 h 34 - Courriel 2513707 - 15-64002 Addenda 2 (bordereau) 2015-11-02 10 h 34 - Téléchargement 2514702 - 15-64002 Addenda 3 2015-11-04 10 h 21 - Courriel 2516064 - 15-64002 Addenda 4 2015-11-06 15 h 09 - Courriel 2518558 - 15-64002 Addenda 5 2015-11-13 15 h 52 - Courriel 2519059 - 15-64002 Addenda 6 2015-11-16 17 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Pre2Post Inc. dba ZEROFAIL 3000 boulevard René-Lévesque, suite 450 Montréal, QC, H3E1T9 NEQ : 1149840853	Monsieur Stephane Auger Téléphone : 514 848-9198 Télécopieur : 514 845-5311	**Commande : (1027997)** 2015-10-23 11 h 35 **Transmission :** 2015-10-23 11 h 35	2511510 - 15-64002 Addenda 1 (devis) 2015-10-26 15 h 27 - Télécopie 2511511 - 15-64002 Addenda 1 (bordereau) 2015-10-26 15 h 26 - Téléchargement

				2513706 - 15-64002 Addenda 2 (devis) 2015-11-02 10 h 35 - Télécopie 2513707 - 15-64002 Addenda 2 (bordereau) 2015-11-02 10 h 34 - Téléchargement 2514702 - 15-64002 Addenda 3 2015-11-04 10 h 22 - Télécopie 2516064 - 15-64002 Addenda 4 2015-11-06 15 h 09 - Télécopie 2518558 - 15-64002 Addenda 5 2015-11-13 15 h 52 - Télécopie 2519059 - 15-64002 Addenda 6 2015-11-16 17 h 33 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Rogers Solutions d'affaires 800 de la Gauchetière ouest Portail Nord-E Montréal, QC, H5A 1K3 NEQ : 3363131296	Monsieur Serge Brousseau Téléphone : 514 392-5793 Télécopieur : 888 329-4955	**Commande : (1025137)** 2015-10-16 11 h 22 **Transmission :** 2015-10-16 11 h 22	2511510 - 15-64002 Addenda 1 (devis) 2015-10-26 15 h 27 - Courriel 2511511 - 15-64002 Addenda 1 (bordereau) 2015-10-26 15 h 27 - Téléchargement 2513706 - 15-64002 Addenda 2 (devis) 2015-11-02 10 h 34 - Courriel 2513707 - 15-64002 Addenda 2 (bordereau) 2015-11-02 10 h 34 - Téléchargement 2514702 - 15-64002 Addenda 3 2015-11-04 10 h 21 - Courriel 2516064 - 15-64002 Addenda 4 2015-11-06 15 h 09 - Courriel 2518558 - 15-64002 Addenda 5 2015-11-13 15 h 52 - Courriel 2519059 - 15-64002 Addenda 6 2015-11-16 17 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Solutions Technologiques Enixum Inc. 2451, Fernand-Lafontaine Longueuil, QC, J4N 1N7 NEQ : 1142145441	Madame Diane Turenne Téléphone : 450 442-1166 Télécopieur : 450 442-4206	**Commande : (1024813)** 2015-10-15 15 h 21 **Transmission :** 2015-10-15 15 h 42	2511510 - 15-64002 Addenda 1 (devis) 2015-10-26 15 h 26 - Courriel 2511511 - 15-64002 Addenda 1 (bordereau) 2015-10-26 15 h 26 - Téléchargement 2513706 - 15-64002 Addenda 2 (devis) 2015-11-02 10 h 34 - Courriel 2513707 - 15-64002 Addenda 2 (bordereau)

				2015-11-02 10 h 34 - Téléchargement 2514702 - 15-64002 Addenda 3 2015-11-04 10 h 21 - Courriel 2516064 - 15-64002 Addenda 4 2015-11-06 15 h 09 - Courriel 2518558 - 15-64002 Addenda 5 2015-11-13 15 h 52 - Courriel 2519059 - 15-64002 Addenda 6 2015-11-16 17 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Télécommunications Grimard 1855, Bernard-Lefebvre Laval, QC, H7C 0A5 http://www.grimard.ca NEQ : 1161248498	Monsieur Patrice Allard Téléphone : 450 665-5553 Télécopieur : 450 665-3655	**Commande : (1024855)** 2015-10-15 15 h 59 **Transmission :** 2015-10-15 15 h 59	2511510 - 15-64002 Addenda 1 (devis) 2015-10-26 15 h 26 - Courriel 2511511 - 15-64002 Addenda 1 (bordereau) 2015-10-26 15 h 26 - Téléchargement 2513706 - 15-64002 Addenda 2 (devis) 2015-11-02 10 h 34 - Courriel 2513707 - 15-64002 Addenda 2 (bordereau) 2015-11-02 10 h 34 - Téléchargement 2514702 - 15-64002 Addenda 3 2015-11-04 10 h 21 - Courriel 2516064 - 15-64002 Addenda 4 2015-11-06 15 h 09 - Courriel 2518558 - 15-64002 Addenda 5 2015-11-13 15 h 52 - Courriel 2519059 - 15-64002 Addenda 6 2015-11-16 17 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Télécon Inc 13500 Boul Métropolitain Est Montréal, QC, H1A 3W1 NEQ : 1167837492	Monsieur Pierre Cossette Téléphone : 514 644-2333 Télécopieur : 514 644-0649	**Commande : (1025024)** 2015-10-16 9 h 40 **Transmission :** 2015-10-16 9 h 40	2511510 - 15-64002 Addenda 1 (devis) 2015-10-26 15 h 27 - Télécopie 2511511 - 15-64002 Addenda 1 (bordereau) 2015-10-26 15 h 26 - Téléchargement 2513706 - 15-64002 Addenda 2 (devis) 2015-11-02 10 h 35 - Télécopie 2513707 - 15-64002 Addenda 2 (bordereau) 2015-11-02 10 h 34 - Téléchargement 2514702 - 15-64002 Addenda 3 2015-11-04 10 h 22 - Télécopie

				2516064 - 15-64002 Addenda 4 2015-11-06 15 h 09 - Télécopie 2518558 - 15-64002 Addenda 5 2015-11-13 15 h 52 - Télécopie 2519059 - 15-64002 Addenda 6 2015-11-16 17 h 33 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Teltech Télécommunication inc 345-D rue Marion Repentigny, QC, J5Z 4W8 NEQ : 1140521684	Madame Caroline Pérusse Téléphone : 450 657-2000 Télécopieur : 450 657-2727	**Commande : (1025700)** 2015-10-19 11 h 03 **Transmission :** 2015-10-19 11 h 03	2511510 - 15-64002 Addenda 1 (devis) 2015-10-26 15 h 26 - Courriel 2511511 - 15-64002 Addenda 1 (bordereau) 2015-10-26 15 h 26 - Téléchargement 2513706 - 15-64002 Addenda 2 (devis) 2015-11-02 10 h 34 - Courriel 2513707 - 15-64002 Addenda 2 (bordereau) 2015-11-02 10 h 34 - Téléchargement 2514702 - 15-64002 Addenda 3 2015-11-04 10 h 21 - Courriel 2516064 - 15-64002 Addenda 4 2015-11-06 15 h 09 - Courriel 2518558 - 15-64002 Addenda 5 2015-11-13 15 h 52 - Courriel 2519059 - 15-64002 Addenda 6 2015-11-16 17 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	TELUS 630, René-Lévesque Ouest 22e étage bureau H1630 Montréal, QC, H3B 1S6 NEQ : 3363451546	Madame Érica Huber Téléphone : 514 665-3274 Télécopieur :	**Commande : (1024291)** 2015-10-14 16 h 02 **Transmission :** 2015-10-14 16 h 02	2511510 - 15-64002 Addenda 1 (devis) 2015-10-26 15 h 26 - Courriel 2511511 - 15-64002 Addenda 1 (bordereau) 2015-10-26 15 h 26 - Téléchargement 2513706 - 15-64002 Addenda 2 (devis) 2015-11-02 10 h 34 - Courriel 2513707 - 15-64002 Addenda 2 (bordereau) 2015-11-02 10 h 34 - Téléchargement 2514702 - 15-64002 Addenda 3 2015-11-04 10 h 21 - Courriel 2516064 - 15-64002 Addenda 4 2015-11-06 15 h 09 - Courriel 2518558 - 15-64002 Addenda 5 2015-11-13 15 h 52 - Courriel

			2519059 - 15-64002 Addenda 6 2015-11-16 17 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐ Terrassement Multi-Paysages 1355 rue Lépine Joliette, QC, J6E 4B7 NEQ : 1140382590	Monsieur Stéphane Valois Téléphone : 450 756-1074 Télécopieur : 450 756-8997	**Commande : (1026893)** 2015-10-21 11 h 41 **Transmission :** 2015-10-21 11 h 41	2511510 - 15-64002 Addenda 1 (devis) 2015-10-26 15 h 26 - Courriel 2511511 - 15-64002 Addenda 1 (bordereau) 2015-10-26 15 h 26 - Téléchargement 2513706 - 15-64002 Addenda 2 (devis) 2015-11-02 10 h 34 - Courriel 2513707 - 15-64002 Addenda 2 (bordereau) 2015-11-02 10 h 34 - Téléchargement 2514702 - 15-64002 Addenda 3 2015-11-04 10 h 21 - Courriel 2516064 - 15-64002 Addenda 4 2015-11-06 15 h 09 - Courriel 2518558 - 15-64002 Addenda 5 2015-11-13 15 h 52 - Courriel 2519059 - 15-64002 Addenda 6 2015-11-16 17 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ Transelec / Common inc. 2075 boul Fortin Laval, QC, H7S 1P4 http://www.transelec.com NEQ : 1160246014	Monsieur Yves Lirette Téléphone : 514 382-1550 Télécopieur : 514 388-9020	**Commande : (1025153)** 2015-10-16 11 h 36 **Transmission :** 2015-10-16 11 h 36	2511510 - 15-64002 Addenda 1 (devis) 2015-10-26 15 h 26 - Courriel 2511511 - 15-64002 Addenda 1 (bordereau) 2015-10-26 15 h 26 - Téléchargement 2513706 - 15-64002 Addenda 2 (devis) 2015-11-02 10 h 34 - Courriel 2513707 - 15-64002 Addenda 2 (bordereau) 2015-11-02 10 h 34 - Téléchargement 2514702 - 15-64002 Addenda 3 2015-11-04 10 h 21 - Courriel 2516064 - 15-64002 Addenda 4 2015-11-06 15 h 09 - Courriel 2518558 - 15-64002 Addenda 5 2015-11-13 15 h 52 - Courriel 2519059 - 15-64002 Addenda 6 2015-11-16 17 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	TRJ Telecom 9500 Boulevard Parkway Montréal, QC, H1J1N9 http://www.trjtelecom.com/ NEQ : 1163982862	Monsieur Thomas Ogier Téléphone : 514 238-5128 Télécopieur :	**Commande : (1030360)** 2015-10-29 15 h 15 **Transmission :** 2015-10-29 15 h 15	2511510 - 15-64002 Addenda 1 (devis) 2015-10-29 15 h 15 - Téléchargement 2511511 - 15-64002 Addenda 1 (bordereau) 2015-10-29 15 h 15 - Téléchargement 2513706 - 15-64002 Addenda 2 (devis) 2015-11-02 10 h 34 - Courriel 2513707 - 15-64002 Addenda 2 (bordereau) 2015-11-02 10 h 34 - Téléchargement 2514702 - 15-64002 Addenda 3 2015-11-04 10 h 21 - Courriel 2516064 - 15-64002 Addenda 4 2015-11-06 15 h 09 - Courriel 2518558 - 15-64002 Addenda 5 2015-11-13 15 h 52 - Courriel 2519059 - 15-64002 Addenda 6 2015-11-16 17 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Vidéotron s.e.n.c. 888 Boul. De Maisonneuve Est 3ième Étage Montréal, QC, H2L 4S8 NEQ : 3366994047	Monsieur Fabien Durand Téléphone : 514 380-4588 Télécopieur :	**Commande : (1024266)** 2015-10-14 15 h 39 **Transmission :** 2015-10-14 15 h 39	2511510 - 15-64002 Addenda 1 (devis) 2015-10-26 15 h 26 - Courriel 2511511 - 15-64002 Addenda 1 (bordereau) 2015-10-26 15 h 26 - Téléchargement 2513706 - 15-64002 Addenda 2 (devis) 2015-11-02 10 h 34 - Courriel 2513707 - 15-64002 Addenda 2 (bordereau) 2015-11-02 10 h 34 - Téléchargement 2514702 - 15-64002 Addenda 3 2015-11-04 10 h 21 - Courriel 2516064 - 15-64002 Addenda 4 2015-11-06 15 h 09 - Courriel 2518558 - 15-64002 Addenda 5 2015-11-13 15 h 52 - Courriel 2519059 - 15-64002 Addenda 6 2015-11-16 17 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Ville de Laval 1 Place Du Souvenir, C.P. 422 Laval, QC, H7V 3Z4 NEQ :	Monsieur Dominique Bazinet Téléphone : 450 978-6888	**Commande : (1030512)** 2015-10-30 8 h 50 **Transmission :** 2015-10-30 8 h 50	2511510 - 15-64002 Addenda 1 (devis) 2015-10-30 8 h 50 - Téléchargement

	Télécopieur : 450 662-7473		2511511 - 15-64002 Addenda 1 (bordereau) 2015-10-30 8 h 50 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Ne pas recevoir
☐ Yves R. Hamel et Associés Inc 424 rue Guy suite 102 Montréal, QC, H3J1S6 NEQ : 1142282855	Madame Annik Geoffroy Téléphone : 514 934-3024 Télécopieur : 514 934-2245	**Commande : (1024765)** 2015-10-15 14 h 42 **Transmission :** 2015-10-15 14 h 42	2511510 - 15-64002 Addenda 1 (devis) 2015-10-26 15 h 27 - Télécopie 2511511 - 15-64002 Addenda 1 (bordereau) 2015-10-26 15 h 26 - Téléchargement 2513706 - 15-64002 Addenda 2 (devis) 2015-11-02 10 h 35 - Télécopie 2513707 - 15-64002 Addenda 2 (bordereau) 2015-11-02 10 h 34 - Téléchargement 2514702 - 15-64002 Addenda 3 2015-11-04 10 h 22 - Télécopie 2516064 - 15-64002 Addenda 4 2015-11-06 15 h 09 - Télécopie 2518558 - 15-64002 Addenda 5 2015-11-13 15 h 53 - Télécopie 2519059 - 15-64002 Addenda 6 2015-11-16 17 h 33 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

© 2003-2016 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1166682002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail , Direction
Objet :	Accorder trois contrats aux firmes Teltech Télécommunication Inc. et Telecon Inc., pour des travaux de déploiement de fibres optiques inter-bâtiments et aux bornes Wi-Fi - Dépenses totales de 631 944,34 $, 813 558,22 $ et 603 707,39 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-64002 - (huit soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1166682002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

François FABIEN
Préposé au budget
Tél : 514-872-2188

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-26

Gilles BOUCHARD
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-7174
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.05

2016/03/24 17:00

(1)

Dossier # : 1154102004

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Transelec / Common inc., pour des travaux de voirie, d'éclairage, de feux de circulation et de mise à niveau du réseau de la CSEM, là où requis, dans le boulevard De Maisonneuve Est, de la rue Berri à la rue Alexandre-DeSève dans l'arrondissement Ville-Marie. Dépense total de 3 293 002,48 $ (contrat: 2 654 993,98 $ + incidences: 638 008,50 $), taxes incluses. Appel d'offres public 216803 - 5 soumissionnaires.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 3 293 002,48 $, taxes incluses, pour des travaux de voirie, d'éclairage, de feux de circulation et de mise à niveau du réseau de la CSEM, là où requis, dans le boulevard De Maisonneuve Est, de la rue Berri à la rue Alexandre-DeSève dans l'arrondissement de Ville-Marie, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à La compagnie Transelec / Common inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 654 993,98 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 216803 ;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 59,51 % par l'agglomération de Montréal et à 40,49 % par la ville centre (CSEM).

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-02-16 08:24

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1154102004**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Transelec / Common inc., pour des travaux de voirie, d'éclairage, de feux de circulation et de mise à niveau du réseau de la CSEM, là où requis, dans le boulevard De Maisonneuve Est, de la rue Berri à la rue Alexandre-DeSève dans l'arrondissement Ville-Marie. Dépense total de 3 293 002,48 $ (contrat: 2 654 993,98 $ + incidences: 638 008,50 $), taxes incluses. Appel d'offres public 216803 - 5 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Le Plan de transport adopté en juin 2008 prévoit un ensemble de mesures visant à accroître les déplacements actifs sur l'ensemble du territoire de l'agglomération de Montréal. Une de ces mesures vise plus spécifiquement l'ajout de 400 kilomètres de voies cyclables supplémentaires dans un horizon de sept à dix ans. L'objectif étant de favoriser l'émergence de nouveaux liens cyclables sur le territoire des arrondissements et des villes liées dans la perspective d'accroître les déplacements actifs et d'encourager l'utilisation du vélo à des fins utilitaires et non seulement de loisirs.
Dans ce contexte, l'agglomération se doit de poursuivre le développement du réseau cyclable et de continuer à offrir aux cyclistes des conditions de déplacement qui soient optimales, sécuritaires, attirantes et compétitives par rapport aux autres modes de transport. Les nouvelles infrastructures à mettre en place doivent donner un accès le plus direct possible aux pôles d'emplois, de services ainsi qu'aux zones commerciales, touristiques, institutionnelles et autres de telle sorte qu'un transfert modal soit possible et encouragé. À ce jour, environ 330 kilomètres de nouvelles voies cyclables se sont ajoutés au réseau initial à la grandeur de l'agglomération, portant le réseau cyclable à quelques 730 kilomètres.

Le projet d'aménagement d'une voie cyclable sur le boulevard De Maisonneuve identifié au Plan vélo a été planifié afin de relier la piste cyclable de la rue Notre-Dame (à la hauteur de

la rue du Havre) à celle du boulevard De Maisonneuve Ouest dans la Ville de Westmount (un peu à l'ouest de la rue Atwater).

La réalisation du projet a été divisée en 3 phases :

La première phase, d'Atwater à Berri a été réalisée en 2008. Cette section traverse le centre-ville et dessert un nombre important d'institutions (universités, hôpitaux, quartier des spectacles, etc.), de commerces et de bureaux.

La seconde phase, de Berri à Alexandre-DeSève est prévue se réaliser en 2016 et 2017. L'objectif de cette phase est de relier la piste actuelle du boulevard De Maisonneuve qui se termine à la rue Berri à la piste du pont Jacques-Cartier. Le milieu traversé est différent de celui qui correspond à la piste cyclable actuelle qui traverse le centre-ville, tant au niveau des usages que des conditions de circulation. La réalisation de cette phase était prévue en 2010 mais différents événements ont nécessité le report des travaux à plusieurs reprises.

La troisième et dernière phase, d'Alexandre-DeSève à du Havre a pour objectif de se raccorder à la piste cyclable de la rue Notre-Dame à la hauteur de la rue du Havre. Cette phase présentement à l'étude sera réalisée ultérieurement.

Afin de réaliser la seconde phase, un appel d'offres a été publié du 30 novembre 2015 au 13 janvier 2016. La soumission est valide pendant les cent vingt (120) jours qui suivent sa date d'ouverture, soit jusqu'au 12 mai 2016.

L'appel d'offres a été publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO. La durée de publication a été de 44 jours, ce qui respecte le délai prescrit par la Loi sur les cités et villes.

Quatre (4) addenda ont été émis afin d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges des modifications faites aux documents d'appel d'offres:

- Addenda n° 1 émis le 7 décembre 2015 : il s'agit essentiellement de modifications au devis technique, soit l'ajout d'une base de béton et la modification du nombre de conduits dans les massifs à l'est et à l'ouest du puits d'accès. Ces modifications n'ont pas d'impact significatif sur le coût des travaux.
- Addenda n° 2 émis le 10 décembre 2015 : il s'agit essentiellement de modifications au devis technique, soit le déplacement d'une base de béton et la modification du nombre de conduits dans les massifs à l'est du puits d'accès. Ces modifications n'ont pas d'impact significatif sur le coût des travaux.
- Addenda n° 3 émis le 14 décembre 2015 : il s'agit du report de la date d'ouverture au 6 janvier 2016.
- Addenda n° 4 émis le 18 décembre 2015 : il s'agit de l'agrandissement d'un puits d'accès, de la modification de 2 puits d'accès et du retrait d'une chambre de transformateur. Il s'agit aussi du report de la date d'ouverture au 13 janvier 2016. Ces modifications représentent une diminution du coût des travaux d'environ 4,7 %, soit un montant approximatif de 57 000 $.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0118 - Le 26 février 2015 - Adoption - Règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) - Modification au Plan de transport 2008 (1144368010).

DESCRIPTION

Les travaux consistent en la construction de mails centraux et d'îlots, à la reconstruction de trottoirs et du système d'éclairage, à la mise aux normes des feux de circulation et du réseau de la CSEM, là où requis, dans le boulevard De Maisonneuve Est, de la rue Berri à la rue Alexandre-DeSève.
Veuillez trouver en pièces jointes la description des principaux actifs visés par les travaux ainsi qu'un plan clé.

La Division du transport actif et collectif a mandaté la Direction des infrastructures afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier. La Commission des services électriques de Montréal (CSEM) a intégré ses travaux dans l'appel d'offres.

Dans la démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises à l'arrondissement et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, à différentes étapes d'avancement, lesquels commentaires ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences s'élève à 246 210,83 $ (taxes incluses), soit 10,2 % du coût des travaux avant les taxes, tel que décrit au bordereau d'appel d'offres.

Les dépenses incidentes au montant de 638 008,50 $ comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de communication, de gestion des impacts, de caractérisation des sols, de mobilier de signalisation lumineuse et leur installation, de branchement d'éclairage de rue, de plantations, de regard de Bell et Hydro-Québec à niveler, de dépenses de la CSEM ainsi que des frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document « Incidences et ristournes » en pièce jointe.

Le processus d'appel d'offres public # 216803 s'est terminé le 13 janvier 2016. Sur vingt-et -un (21) preneurs du cahier des charges, cinq (5) firmes ont déposé une soumission et seize (16) n'en ont pas déposé; soit des proportions respectives de 24 % et 76 %. Parmi les seize (16) qui n'en ont pas déposé, neuf (9) sont connus comme étant des sous-traitants. La liste des commandes SEAO est en pièce jointe.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats de soumission ci-dessous résume la liste des soumissionnaires et prix soumis, les écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant de l'octroi :

RÉSULTATS DE SOUMISSION		*(taxes incluses)*		
FIRMES SOUMISSIONNAIRES CONFORMES		**PRIX**	**CONTINGENCES**	**TOTAL**
1	Transelec / Common inc.	2 408 783,15 $	246 210,83 $	2 654 993,98 $
2	Les Entreprises Bucaro inc.	2 544 422,23 $	260 362,80 $	2 804 785,03 $
3	Les Constructions et Pavage Jeskar inc.	2 640 789,52 $	269 064,06 $	2 909 853,58 $
4	CMS Entrepreneurs Généraux inc.	2 663 768,17 $	272 811,79 $	2 936 579,96 $
5	Les Entreprises de Construction Ventec inc.	3 046 186,51 $	310 375,74 $	3 356 562,25 $

Estimation des professionnels externes ($)	2 428 881,40 $	254 013,66 $	2 682 895,06 $
Coût moyen des soumissions reçues **Écart entre la moyenne et la plus basse conforme**		**($)** **(%)**	**2 932 554,96 $** **10,5 %**
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes		**($)** **(%)**	**701 568,27 $** **26,4 %**
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation		**($)** **(%)**	**-27 901,08 $** **-1,0 %**
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conformes		**($)** **(%)**	**149 791,05 $** **5,6 %**

*** Les prix de soumission furent vérifiés pour l'ensemble des soumissions reçues. Cependant, seuls les documents fournis avec les 3 plus basses soumissions furent vérifiés (cautionnement, lettre d'engagement, licence de la Régie du bâtiment, attestation de Revenu Québec, certificat d'attestation et déclaration relative aux conflits d'intérêt).**

Des corrections ont été effectuées à deux soumissions:

- Les Entreprises Bucaro inc. : le montant total est passé de 2 804 533,25 $ à 2 804 785,03 $ en raison d'une erreur d'addition au numéro de sous-projet 156913660 du bordereau de soumission;
- Les Entreprises de Construction Ventec inc. : le montant total est passé de 3 793 740,06 $ à 3 356 562,25 $ en raison d'une erreur de calcul du total des 4 sous-projets sur le tableau résumé des bordereaux de soumission.

Ces deux modifications n'ont pas eu d'impact sur l'ordre des soumissionnaires. Par ailleurs, aucune soumission n'a été rejetée.

L'estimation des professionnels externes, Legico-CHP Inc., mandatés par la Division gestion de projet et économie de la construction (DGPEC) est établie à partir des documents d'appel d'offres, pendant la période d'appel d'offres, et selon les prix des matériaux et des équipements ainsi que le taux de la main d'oeuvre du marché actuel.

L'écart de -27 901,08 $ (-1,0%) entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels, étant inférieur à 10 % et favorable à la Ville de Montréal, la DGPEC recommande l'octroi du contrat.

Le présent dossier donne suite à un appel d’offres assujetti à la Loi sur l’intégrité en matière de contrats publics (Loi 1) conformément au décret # 1049-2013 adopté le 23 octobre 2013. L’adjudicataire recommandé, Transelec / Common inc. détient une attestation de l’Autorité des marchés financiers, laquelle est en vigueur depuis le 26 juin 2013. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier.

Des validations ont été faites selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licence restreinte de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni du Registre des entreprises non admissibles (RENA). Une attestation valide délivrée le 6 janvier 2016 par Revenu Québec, a été déposée avec sa soumission, laquelle sera validée à nouveau au moment de l'octroi du contrat.

L'adjudicataire recommandé est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal relatif à ce contrat est de 3 293 002,48 $ taxes incluses incluant des incidences de 638 008,50 $ taxes incluses.
Cette dépense est répartie de la façon suivante :

- 59,51 % au PTI de la Direction des transports du Service des infrastructures, de la voirie et des transports, assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne le développement du réseau cyclable qui est de compétence d'agglomération, pour un montant de 1 959 556,98 $ taxes incluses;
- 40,49 % au PTI de la CSEM, assumée par la ville centre, pour un montant de 1 333 445,50 $ taxes incluses.

Cette dépense totale représente un coût net de 2 983 622,08 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale. Ce coût net est financé par le règlement d'emprunt # RCG 15-028 de compétence d'agglomération « Programme de développement du réseau cyclable » pour un montant de 1 789 336,73 $ et par le règlement d'emprunt # 15-045 de compétence centrale pour un montant de 1 194 285,35 $.

Le sommaire de la répartition du coût des travaux et des incidences est présenté dans les documents « Incidences et ristournes » et « Budget requis » en pièces jointes au dossier.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La construction d'une piste cyclable favorise le transport actif et améliorera la qualité de vie des citoyens en donnant un accès sécuritaire et agréable. Elle vise également à améliorer la qualité de l'air, à réduire les gaz à effet de serre et à contribuer à réduire la dépendance à l'automobile.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat était reporté à une date ultérieure à la date d'échéance de la validité de la soumission, soit le 12 mai 2016, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais afférents.
L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la circulation ».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été approuvée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES:
Octroi du contrat : À la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : Septembre 2016
Fin des travaux : Juin 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

Certification de fonds :
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission (Serge A BOILEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Serge LEFEBVRE, Service des infrastructures_voirie et transports
Andrés BOTERO, Ville-Marie
Louis-François MONET, Ville-Marie

Lecture :

Serge A BOILEAU, 28 janvier 2016
Serge LEFEBVRE, 27 janvier 2016
Andrés BOTERO, 27 janvier 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain BEAUDET
Ingenieur(e)

Tél : 514 868-5983
Télécop. : 514 872-2874

Martin GAUDETTE, ing.
Chef de section - Voirie
Tél. : 514 872-5622
Télécop. : 514 872-2874

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-27

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2016-02-11

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2016-02-15

TABLEAU A – PRINCIPES DE GESTION DE LA CIRCULATION

Phase	Localisation	Occupation et heures de travail permises	Conditions minimales à respecter concernant l'occupation du domaine public
Toutes	**Toutes les localisations en travaux**	**Les travaux sur le boulevard De Maisonneuve sont répartis en trois (3) secteurs réalisés séquentiellement:** A : rue Berri à la rue Amherst; B : rue Amherst à la rue Panet; C : rue Panet à la rue Alexandre-DeSève;	- Maintenir les trottoirs et les passages piétonniers libres de tout obstacle ou sinon fournir la signalisation complète afin de contourner l'obstacle; - Maintenir, en tout temps, les accès aux résidants, entreprises et commerces du secteur. Aucune fermeture complète des accès ne sera tolérée durant les travaux;
1)	1.1 **Boulevard De Maisonneuve entre les rues Saint-Denis et Berri**	**Travaux de reconstruction de chambre électrique du côté sud du boulevard De Maisonneuve et à l'ouest de la rue Berri** - 3 mètres en tout temps - 5 mètres de 9h30 à 19h du lundi au vendredi. - 8 mètres samedi et dimanche	- Maintenir au moins 2 voies de circulation d'une largeur d'au moins 3,1 mètres de 7h à 9h30 du lundi au vendredi; - Implanter une piste cyclable bi-directionnelle sur les rues Berri, Sainte-Catherine et Saint-Denis;
	1.2 **Boulevard De Maisonneuve entre les rues Plessis et Champlain**	**Travaux de reconstruction de chambres électriques du côté nord du boulevard De Maisonneuve** - 3 mètres en tout temps et - 5 mètres adjacents au trottoir de 9h30 à 19h du lundi au vendredi. - 5 mètres de 7h à 19h samedi et dimanche	- Maintenir au moins 2 voies de circulation d'une largeur d'au moins 3,3 mètres de 7h à 9h30 du lundi au vendredi; - Interdire de stationnement du côté sud de 7h à 9h30 du lundi au vendredi;
2)	**Boulevard De Maisonneuve entre la rue Berri et la rue Alexandre DeSève**	**Travaux électriques, d'éclairage et de reconstruction du côté nord du boulevard De Maisonneuve:** - 3 mètres en tout temps - 5 mètres adjacents au trottoir de 9h30 à 19h du lundi au vendredi. - 5 mètres de 7h à 19h samedi et dimanche	- Maintenir au moins 2 voies de circulation d'une largeur d'au moins 3,3 mètres de 7h à 9h30 du lundi au vendredi; - Interdire le stationnement du côté sud du boulevard De Maisonneuve de 7h à 9h30 du lundi au vendredi; - Réaliser la phase 2 après la phase 1.1;
3)	**3.1 Boulevard De Maisonneuve entre la rue Berri et la rue Alexandre DeSève**	**Travaux de reconstruction de chambres de vannes du côté sud du boulevard De Maisonneuve:** - 3 mètres en tout temps - 5 mètres de 9h30 à 19h du lundi au vendredi et de 7h à 19h samedi et dimanche	- Maintenir au moins 2 voies de circulation d'une largeur d'au moins 3,3 mètres de 7h à 9h30 du lundi au vendredi; - Interdire le stationnement du côté sud du boulevard De Maisonneuve de 7h à 9h30 du lundi au vendredi;

	3.2 **Boulevard De Maisonneuve de la rue Berri à la rue Alexandre DeSève**	**Travaux électriques, d'éclairage, de reconstruction, de trottoirs, de construction de piste cyclable et de mail central, et de feux de circulation du côté sud du boulevard De Maisonneuve:** - 5 mètres en tout temps. -8 mètres de 9h30 à 19h du lundi au vendredi. Sur un secteur à la fois (A, B ou C)	- Maintenir une voie de circulation d'une largeur minimale de 4 mètres; - Maintenir au moins 2 voies de circulation d'une largeur d'au moins 3,1 mètres chacune de 7h à 9h30 du lundi au vendredi; - Maintenir le stationnement du côté Nord;
4)	**4.1** **Rue Berri et boulevard De Maisonneuve**	**Travaux de reconstruction de mail central du côté ouest de Berri :** Entrave complète de la piste cyclable sur Berri entre De Maisonneuve et Sainte-Catherine et un maximum de 3 mètres adjacents au mail cyclable de fin de semaine ou pendant les deux semaines de vacances de la construction**.**	- Maintenir une voie de circulation d'au moins 4.5 mètres en direction sud en contre-sens; - Implanter une piste cyclable bi-directionnelle temporaire à l'aide des bollards tel T-RV-10 sur les rues Berri, Sainte-Catherine et Saint-Denis;
	4.2 **Boulevard De Maisonneuve et la rue Alexandre DeSève**	**Travaux de raccordement de feux de circulation :** Entrave complète du boulevard De Maisonneuve **de fin de semaine**.	- Maintenir d'une façon sécuritaire tous les mouvements permis aux intersections entre De Maisonneuve E. et Alexandre DeSève à l'exception de la direction Ouest sur le boulevard De Maisonneuve et entre De Maisonneuve E. et Plessis;

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 216803
Numéro de référence : 936853
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de voirie, éclairage, feux de circulation, mise à niveau du réseau de la CSEM, dans le boul. De Maisonneuve Est, de Berri à Alexandre-DeSève

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
AECOM Consultants Inc. 1 85 Rue Sainte-Catherine Ouest Montréal, QC, H2X 3P4 http://www.aecom.com	Madame Louise Michaud Téléphone : 514 287-8500 Télécopieur : 514 287-8600	**Commande : (1041696)** 2015-11-30 11 h 14 **Transmission :** 2015-11-30 11 h 14	2526563 - 216803_Addenda 1 2015-12-07 16 h 56 - Courriel 2526572 - Plans - Addenda 1 2015-12-08 13 h 18 - Messagerie 2526574 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-07 16 h 59 - Courriel 2526575 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-07 16 h 59 - Téléchargement 2528545 - 216803_Addenda 2 2015-12-11 17 h 19 - Courriel 2528546 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-11 17 h 20 - Courriel 2528547 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-11 17 h 20 - Téléchargement 2528548 - Plans - Addenda 2 2015-12-11 18 h 39 - Messagerie 2529040 - 216803_Addenda 3 2015-12-14 20 h 40 - Courriel 2529041 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-14 20 h 42 - Courriel 2529042 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-14 20 h 42 - Téléchargement 2530743 - 216803_Addenda 4 2015-12-18 17 h 30 - Courriel 2530747 - Plans 2015-12-18 18 h 21 - Messagerie 2530754 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-18 17 h 47 - Courriel 2530755 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-18 17 h 47 - Téléchargement

			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Bruneau Électrique Inc. 527 boul Dollard Joliette, QC, J6E 4M5	Monsieur Eric Bruneau Téléphone : 450 759-6606 Télécopieur : 450 759-2653	**Commande : (1043265)** 2015-12-03 11 h 57 **Transmission :** 2015-12-03 11 h 57	2526563 - 216803_Addenda 1 2015-12-07 16 h 57 - Courriel 2526572 - Plans - Addenda 1 2015-12-08 13 h 28 - Messagerie 2526574 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-07 16 h 59 - Courriel 2526575 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-07 16 h 59 - Téléchargement 2528545 - 216803_Addenda 2 2015-12-11 17 h 19 - Courriel 2528546 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-11 17 h 21 - Courriel 2528547 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-11 17 h 21 - Téléchargement 2528548 - Plans - Addenda 2 2015-12-11 18 h 44 - Messagerie 2529040 - 216803_Addenda 3 2015-12-14 20 h 40 - Courriel 2529041 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-14 20 h 42 - Courriel 2529042 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-14 20 h 42 - Téléchargement 2530743 - 216803_Addenda 4 2015-12-18 17 h 30 - Courriel 2530747 - Plans 2015-12-18 18 h 28 - Messagerie 2530754 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-18 17 h 47 - Courriel 2530755 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-18 17 h 47 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
CMS Entrepreneurs Généraux Inc. 5435 Avenue Royalmount Ville Mont-Royal Montréal, QC, H4P 1J4	Monsieur André Bolduc Téléphone : 514 765-9393 Télécopieur : 514 765-0074	**Commande : (1041469)** 2015-11-30 6 h 55 **Transmission :** 2015-11-30 7 h 14	2526563 - 216803_Addenda 1 2015-12-07 16 h 57 - Courriel 2526572 - Plans - Addenda 1 2015-12-08 13 h 25 - Messagerie 2526574 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-07 16 h 59 - Courriel 2526575 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-07 16 h 59 - Téléchargement

			2528545 - 216803_Addenda 2 2015-12-11 17 h 19 - Courriel 2528546 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-11 17 h 21 - Courriel 2528547 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-11 17 h 21 - Téléchargement 2528548 - Plans - Addenda 2 2015-12-11 18 h 43 - Messagerie 2529040 - 216803_Addenda 3 2015-12-14 20 h 40 - Courriel 2529041 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-14 20 h 42 - Courriel 2529042 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-14 20 h 42 - Téléchargement 2530743 - 216803_Addenda 4 2015-12-18 17 h 30 - Courriel 2530747 - Plans 2015-12-18 18 h 26 - Messagerie 2530754 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-18 17 h 47 - Courriel 2530755 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-18 17 h 47 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#101 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com	Madame France Laverdure Téléphone : 514 636-4400 Télécopieur : 514 636-9937	**Commande : (1042456)** 2015-12-01 16 h 58 **Transmission :** 2015-12-01 21 h 58	2526563 - 216803_Addenda 1 2015-12-07 16 h 57 - Courriel 2526572 - Plans - Addenda 1 2015-12-08 13 h 26 - Messagerie 2526574 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-07 16 h 59 - Courriel 2526575 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-07 16 h 59 - Téléchargement 2528545 - 216803_Addenda 2 2015-12-11 17 h 19 - Courriel 2528546 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-11 17 h 21 - Courriel 2528547 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-11 17 h 21 - Téléchargement 2528548 - Plans - Addenda 2 2015-12-11 18 h 44 - Messagerie 2529040 - 216803_Addenda 3 2015-12-14 20 h 40 - Courriel 2529041 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-14 20 h 42 - Courriel

			2529042 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-14 20 h 42 - Téléchargement 2530743 - 216803_Addenda 4 2015-12-18 17 h 30 - Courriel 2530747 - Plans 2015-12-18 18 h 26 - Messagerie 2530754 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-18 17 h 47 - Courriel 2530755 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-18 17 h 47 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Larotek Inc. 11730, avenue Lucien-Gendron Montréal, QC, H1E 7J7	Monsieur Jonathan Vella Téléphone : 514 829-8454 Télécopieur : 514 587-2495	**Commande : (1042241)** 2015-12-01 12 h 38 **Transmission :** 2015-12-01 12 h 38	2526563 - 216803_Addenda 1 2015-12-07 16 h 56 - Courriel 2526572 - Plans - Addenda 1 2015-12-08 13 h 15 - Messagerie 2526574 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-07 16 h 59 - Courriel 2526575 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-07 16 h 59 - Téléchargement 2528545 - 216803_Addenda 2 2015-12-11 17 h 19 - Courriel 2528546 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-11 17 h 20 - Courriel 2528547 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-11 17 h 20 - Téléchargement 2528548 - Plans - Addenda 2 2015-12-11 18 h 37 - Messagerie 2529040 - 216803_Addenda 3 2015-12-14 20 h 40 - Courriel 2529041 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-14 20 h 42 - Courriel 2529042 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-14 20 h 42 - Téléchargement 2530743 - 216803_Addenda 4 2015-12-18 17 h 30 - Courriel 2530747 - Plans 2015-12-18 18 h 20 - Messagerie 2530754 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-18 17 h 47 - Courriel 2530755 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-18 17 h 47 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

			Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction NRC Inc. 160 rue Deslauriers Arr. St-Laurent Montréal, QC, H4N 1V8	Madame Francine Vallières Téléphone : 514 331-7944 Télécopieur : 514 331-2295	**Commande : (1041568)** 2015-11-30 9 h 25 **Transmission :** 2015-11-30 9 h 56	2526563 - 216803_Addenda 1 2015-12-07 16 h 57 - Courriel 2526572 - Plans - Addenda 1 2015-12-08 13 h 24 - Messagerie 2526574 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-07 16 h 59 - Courriel 2526575 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-07 16 h 59 - Téléchargement 2528545 - 216803_Addenda 2 2015-12-11 17 h 19 - Courriel 2528546 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-11 17 h 21 - Courriel 2528547 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-11 17 h 21 - Téléchargement 2528548 - Plans - Addenda 2 2015-12-11 18 h 42 - Messagerie 2529040 - 216803_Addenda 3 2015-12-14 20 h 40 - Courriel 2529041 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-14 20 h 42 - Courriel 2529042 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-14 20 h 42 - Téléchargement 2530743 - 216803_Addenda 4 2015-12-18 17 h 30 - Courriel 2530747 - Plans 2015-12-18 18 h 24 - Messagerie 2530754 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-18 17 h 47 - Courriel 2530755 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-18 17 h 47 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Électricité Grimard Inc. 1855, Bernard-Lefebvre Laval, QC, H7C 0A5 http://www.grimard.ca	Monsieur Jacques Grimard Téléphone : 418 549-0745 Télécopieur : 418 545-7942	**Commande : (1042020)** 2015-12-01 8 h 27 **Transmission :** 2015-12-01 8 h 27	2526563 - 216803_Addenda 1 2015-12-07 16 h 57 - Courriel 2526572 - Plans - Addenda 1 2015-12-08 13 h 30 - Messagerie 2526574 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-07 16 h 59 - Courriel 2526575 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-07 16 h 59 - Téléchargement 2528545 - 216803_Addenda 2 2015-12-11 17 h 19 - Courriel

			2528546 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-11 17 h 21 - Courriel 2528547 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-11 17 h 21 - Téléchargement 2528548 - Plans - Addenda 2 2015-12-11 18 h 45 - Messagerie 2529040 - 216803_Addenda 3 2015-12-14 20 h 40 - Courriel 2529041 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-14 20 h 42 - Courriel 2529042 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-14 20 h 42 - Téléchargement 2530743 - 216803_Addenda 4 2015-12-18 17 h 30 - Courriel 2530747 - Plans 2015-12-18 18 h 30 - Messagerie 2530754 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-18 17 h 47 - Courriel 2530755 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-18 17 h 47 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Environnement Routier NRJ Inc . 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca	Madame Nathalie Massie Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (1042045)** 2015-12-01 8 h 50 **Transmission :** 2015-12-01 8 h 50	2526563 - 216803_Addenda 1 2015-12-07 16 h 56 - Courriel 2526572 - Plans - Addenda 1 2015-12-08 13 h 30 - Messagerie 2526574 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-07 16 h 59 - Courriel 2526575 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-07 16 h 59 - Téléchargement 2528545 - 216803_Addenda 2 2015-12-11 17 h 19 - Courriel 2528546 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-11 17 h 20 - Courriel 2528547 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-11 17 h 20 - Téléchargement 2528548 - Plans - Addenda 2 2015-12-11 18 h 37 - Messagerie 2529040 - 216803_Addenda 3 2015-12-14 20 h 40 - Courriel 2529041 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-14 20 h 42 - Courriel 2529042 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-14 20 h 42 - Téléchargement

			2530743 - 216803_Addenda 4 2015-12-18 17 h 30 - Courriel 2530747 - Plans 2015-12-18 18 h 19 - Messagerie 2530754 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-18 17 h 47 - Courriel 2530755 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-18 17 h 47 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe TNT Inc. 20845 Chemin de la Côte Nord, bureau 200 Boisbriand, QC, J7e4H5 http://www.groupetnt.com	Monsieur Alain Robert Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur : 450 420-0414	**Commande : (1041985)** 2015-12-01 7 h 19 **Transmission :** 2015-12-01 7 h 52	2526563 - 216803_Addenda 1 2015-12-07 16 h 57 - Courriel 2526572 - Plans - Addenda 1 2015-12-08 13 h 25 - Messagerie 2526574 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-07 16 h 59 - Courriel 2526575 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-07 16 h 59 - Téléchargement 2528545 - 216803_Addenda 2 2015-12-11 17 h 19 - Courriel 2528546 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-11 17 h 21 - Courriel 2528547 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-11 17 h 21 - Téléchargement 2528548 - Plans - Addenda 2 2015-12-11 18 h 43 - Messagerie 2529040 - 216803_Addenda 3 2015-12-14 20 h 40 - Courriel 2529041 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-14 20 h 42 - Courriel 2529042 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-14 20 h 42 - Téléchargement 2530743 - 216803_Addenda 4 2015-12-18 17 h 30 - Courriel 2530747 - Plans 2015-12-18 18 h 25 - Messagerie 2530754 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-18 17 h 47 - Courriel 2530755 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-18 17 h 47 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

G-Tek (3427951 Canada inc.) 180 boul Bellerose O Laval, QC, H7L 6A2 http://www.gtek.ca	Monsieur Stephane Fortin Téléphone : 450 628-4835 Télécopieur : 450 963-4835	**Commande : (1041816)** 2015-11-30 13 h 50 **Transmission :** 2015-11-30 13 h 50	2526563 - 216803_Addenda 1 2015-12-07 16 h 57 - Courriel 2526572 - Plans - Addenda 1 2015-12-08 13 h 27 - Messagerie 2526574 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-07 16 h 59 - Courriel 2526575 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-07 16 h 59 - Téléchargement 2528545 - 216803_Addenda 2 2015-12-11 17 h 19 - Courriel 2528546 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-11 17 h 21 - Courriel 2528547 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-11 17 h 21 - Téléchargement 2528548 - Plans - Addenda 2 2015-12-11 18 h 44 - Messagerie 2529040 - 216803_Addenda 3 2015-12-14 20 h 40 - Courriel 2529041 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-14 20 h 42 - Courriel 2529042 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-14 20 h 42 - Téléchargement 2530743 - 216803_Addenda 4 2015-12-18 17 h 30 - Courriel 2530747 - Plans 2015-12-18 18 h 27 - Messagerie 2530754 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-18 17 h 47 - Courriel 2530755 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-18 17 h 47 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Laurin et Laurin (1991) Inc.. 12000 Arthur Sicard Mirabel, QC, J7J 0E9 http://www.laurinlaurin.ca	Monsieur François Tobin Téléphone : 450 435-9551 Télécopieur : 450 435-2662	**Commande : (1041621)** 2015-11-30 10 h 05 **Transmission :** 2015-11-30 10 h 40	2526563 - 216803_Addenda 1 2015-12-07 16 h 57 - Télécopie 2526572 - Plans - Addenda 1 2015-12-08 13 h 23 - Messagerie 2526574 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-07 17 h 33 - Télécopie 2526575 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-07 16 h 59 - Téléchargement 2528545 - 216803_Addenda 2 2015-12-11 17 h 20 - Télécopie 2528546 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-11 17 h 52 - Télécopie

			2528547 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-11 17 h 20 - Téléchargement 2528548 - Plans - Addenda 2 2015-12-11 18 h 41 - Messagerie 2529040 - 216803_Addenda 3 2015-12-14 20 h 41 - Télécopie 2529041 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-14 21 h 16 - Télécopie 2529042 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-14 20 h 42 - Téléchargement 2530743 - 216803_Addenda 4 2015-12-18 17 h 31 - Messagerie 2530747 - Plans 2015-12-18 18 h 23 - Messagerie 2530754 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-18 17 h 47 - Télécopie 2530755 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-18 17 h 47 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
L'écuyer & Fils Ltée / 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1042951)** 2015-12-02 16 h 54 **Transmission :** 2015-12-02 16 h 54	2526563 - 216803_Addenda 1 2015-12-07 16 h 56 - Courriel 2526572 - Plans - Addenda 1 2015-12-08 13 h 17 - Messagerie 2526574 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-07 16 h 59 - Courriel 2526575 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-07 16 h 59 - Téléchargement 2528545 - 216803_Addenda 2 2015-12-11 17 h 19 - Courriel 2528546 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-11 17 h 20 - Courriel 2528547 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-11 17 h 20 - Téléchargement 2528548 - Plans - Addenda 2 2015-12-11 18 h 39 - Messagerie 2529040 - 216803_Addenda 3 2015-12-14 20 h 40 - Courriel 2529041 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-14 20 h 42 - Courriel 2529042 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-14 20 h 42 - Téléchargement 2530743 - 216803_Addenda 4 2015-12-18 17 h 30 - Courriel 2530747 - Plans 2015-12-18 18 h 21 - Messagerie

			2530754 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-18 17 h 47 - Courriel 2530755 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-18 17 h 47 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Constructions et Pavage Jeskar Inc. 5181 Amiens, suite 202 Montréal, QC, H1G 6N9	Monsieur Richard Morin Téléphone : 514 327-5454 Télécopieur : 514 327-4198	**Commande : (1041497)** 2015-11-30 8 h 28 **Transmission :** 2015-11-30 8 h 53	2526563 - 216803_Addenda 1 2015-12-07 16 h 56 - Courriel 2526572 - Plans - Addenda 1 2015-12-08 13 h 16 - Messagerie 2526574 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-07 16 h 59 - Courriel 2526575 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-07 16 h 59 - Téléchargement 2528545 - 216803_Addenda 2 2015-12-11 17 h 19 - Courriel 2528546 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-11 17 h 20 - Courriel 2528547 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-11 17 h 20 - Téléchargement 2528548 - Plans - Addenda 2 2015-12-11 18 h 38 - Messagerie 2529040 - 216803_Addenda 3 2015-12-14 20 h 40 - Courriel 2529041 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-14 20 h 42 - Courriel 2529042 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-14 20 h 42 - Téléchargement 2530743 - 216803_Addenda 4 2015-12-18 17 h 30 - Courriel 2530747 - Plans 2015-12-18 18 h 20 - Messagerie 2530754 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-18 17 h 47 - Courriel 2530755 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-18 17 h 47 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Entrepreneurs Bucaro Inc. 10,441 rue Balzac Montréal-Nord Montréal, QC, H1H 3L6	Monsieur Andrea Bucaro Téléphone : 514 325-7729	**Commande : (1043735)** 2015-12-04 13 h 41 **Transmission :** 2015-12-04 13 h 41	2526563 - 216803_Addenda 1 2015-12-07 16 h 57 - Télécopie 2526572 - Plans - Addenda 1 2015-12-08 13 h 25 - Messagerie

	Télécopieur : 514 325-7183		2526574 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-07 17 h 33 - Télécopie 2526575 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-07 16 h 59 - Téléchargement 2528545 - 216803_Addenda 2 2015-12-11 17 h 20 - Télécopie 2528546 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-11 17 h 52 - Télécopie 2528547 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-11 17 h 21 - Téléchargement 2528548 - Plans - Addenda 2 2015-12-11 18 h 43 - Messagerie 2529040 - 216803_Addenda 3 2015-12-14 20 h 41 - Télécopie 2529041 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-14 21 h 13 - Télécopie 2529042 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-14 20 h 42 - Téléchargement 2530743 - 216803_Addenda 4 2015-12-18 17 h 34 - Messagerie 2530747 - Plans 2015-12-18 18 h 25 - Messagerie 2530754 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-18 17 h 47 - Télécopie 2530755 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-18 17 h 47 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Entreprises Ventec Inc 5600 rue Notre-Dame O Bureau 104 Montréal, QC, H4C 1V1	Monsieur Gino Ventura Téléphone : 514 932-5600 Télécopieur : 514 932-8972	**Commande : (1042685)** 2015-12-02 11 h 04 **Transmission :** 2015-12-02 13 h 59	2526563 - 216803_Addenda 1 2015-12-07 16 h 58 - Télécopie 2526572 - Plans - Addenda 1 2015-12-08 13 h 24 - Messagerie 2526574 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-07 17 h 33 - Télécopie 2526575 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-07 16 h 59 - Téléchargement 2528545 - 216803_Addenda 2 2015-12-11 17 h 20 - Télécopie 2528546 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-11 17 h 55 - Télécopie 2528547 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-11 17 h 20 - Téléchargement 2528548 - Plans - Addenda 2 2015-12-11 18 h 42 - Messagerie

			2529040 - 216803_Addenda 3 2015-12-14 21 h 13 - Télécopie 2529041 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-14 21 h 48 - Télécopie 2529042 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-14 20 h 42 - Téléchargement 2530743 - 216803_Addenda 4 2015-12-18 17 h 33 - Messagerie 2530747 - Plans 2015-12-18 18 h 24 - Messagerie 2530754 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-18 17 h 47 - Télécopie 2530755 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-18 17 h 47 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Neolect Inc. 104 boul Montcalm Nord Candiac, QC, J5R 3L8	Madame Marjolaine Émond Téléphone : 450 659-5457 Télécopieur : 450 659-9265	**Commande : (1041728)** 2015-11-30 11 h 31 **Transmission :** 2015-11-30 12 h 51	2526563 - 216803_Addenda 1 2015-12-07 16 h 57 - Courriel 2526572 - Plans - Addenda 1 2015-12-08 13 h 24 - Messagerie 2526574 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-07 16 h 59 - Courriel 2526575 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-07 16 h 59 - Téléchargement 2528545 - 216803_Addenda 2 2015-12-11 17 h 19 - Courriel 2528546 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-11 17 h 20 - Courriel 2528547 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-11 17 h 20 - Téléchargement 2528548 - Plans - Addenda 2 2015-12-11 18 h 42 - Messagerie 2529040 - 216803_Addenda 3 2015-12-14 20 h 40 - Courriel 2529041 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-14 20 h 42 - Courriel 2529042 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-14 20 h 42 - Téléchargement 2530743 - 216803_Addenda 4 2015-12-18 17 h 30 - Courriel 2530747 - Plans 2015-12-18 18 h 23 - Messagerie 2530754 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-18 17 h 47 - Courriel

			2530755 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-18 17 h 47 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Pierre Brossard 1981 Ltée 9595 Rue Ignace Brossard, QC, J4Y 2P3	Monsieur Marc Desautels Téléphone : 450 659-9641 Télécopieur : 450 659-4068	**Commande : (1041700)** 2015-11-30 11 h 15 **Transmission :** 2015-11-30 11 h 26	2526563 - 216803_Addenda 1 2015-12-07 16 h 56 - Courriel 2526572 - Plans - Addenda 1 2015-12-08 13 h 22 - Messagerie 2526574 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-07 16 h 59 - Courriel 2526575 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-07 16 h 59 - Téléchargement 2528545 - 216803_Addenda 2 2015-12-11 17 h 19 - Courriel 2528546 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-11 17 h 20 - Courriel 2528547 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-11 17 h 20 - Téléchargement 2528548 - Plans - Addenda 2 2015-12-11 18 h 40 - Messagerie 2529040 - 216803_Addenda 3 2015-12-14 20 h 40 - Courriel 2529041 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-14 20 h 42 - Courriel 2529042 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-14 20 h 42 - Téléchargement 2530743 - 216803_Addenda 4 2015-12-18 17 h 30 - Courriel 2530747 - Plans 2015-12-18 18 h 22 - Messagerie 2530754 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-18 17 h 47 - Courriel 2530755 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-18 17 h 47 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Sintra (Région Montérégie / Rive-Sud) 7 rang St-Régis Sud Saint-Isidore (Montérégie), QC, J0L2A0	Madame Laetitia Carnevale Téléphone : 450 638-0172 Télécopieur : 450 638-2909	**Commande : (1042320)** 2015-12-01 14 h 20 **Transmission :** 2015-12-01 15 h 27	2526563 - 216803_Addenda 1 2015-12-07 16 h 57 - Courriel 2526572 - Plans - Addenda 1 2015-12-08 13 h 23 - Messagerie 2526574 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-07 16 h 59 - Courriel

			2526575 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-07 16 h 59 - Téléchargement 2528545 - 216803_Addenda 2 2015-12-11 17 h 19 - Courriel 2528546 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-11 17 h 20 - Courriel 2528547 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-11 17 h 20 - Téléchargement 2528548 - Plans - Addenda 2 2015-12-11 18 h 40 - Messagerie 2529040 - 216803_Addenda 3 2015-12-14 20 h 40 - Courriel 2529041 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-14 20 h 42 - Courriel 2529042 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-14 20 h 42 - Téléchargement 2530743 - 216803_Addenda 4 2015-12-18 17 h 30 - Courriel 2530747 - Plans 2015-12-18 18 h 22 - Messagerie 2530754 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-18 17 h 47 - Courriel 2530755 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-18 17 h 47 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Systèmes Urbains Inc. 8345 Pascal Gagnon Saint-Léonard Montréal, QC, H1P 1Y5 http://www.systemesurbains.com	Monsieur Francis Duchesne Téléphone : 514 321-5205 Télécopieur : 514 321-5835	**Commande : (1042088)** 2015-12-01 9 h 29 **Transmission :** 2015-12-01 9 h 29	2526563 - 216803_Addenda 1 2015-12-07 16 h 56 - Courriel 2526572 - Plans - Addenda 1 2015-12-08 13 h 19 - Messagerie 2526574 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-07 16 h 59 - Courriel 2526575 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-07 16 h 59 - Téléchargement 2528545 - 216803_Addenda 2 2015-12-11 17 h 19 - Courriel 2528546 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-11 17 h 20 - Courriel 2528547 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-11 17 h 20 - Téléchargement 2528548 - Plans - Addenda 2 2015-12-11 18 h 40 - Messagerie 2529040 - 216803_Addenda 3 2015-12-14 20 h 40 - Courriel

			2529041 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-14 20 h 42 - Courriel 2529042 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-14 20 h 42 - Téléchargement 2530743 - 216803_Addenda 4 2015-12-18 17 h 30 - Courriel 2530747 - Plans 2015-12-18 18 h 22 - Messagerie 2530754 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-18 17 h 47 - Courriel 2530755 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-18 17 h 47 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Télécon Inc 13500 Boul Métropolitain Est Montréal, QC, H1A 3W1	Madame Isabelle Bissonnette Téléphone : 514 644-2333 Télécopieur : 514 644-9236	**Commande : (1041996)** 2015-12-01 7 h 52 **Transmission :** 2015-12-01 7 h 59	2526563 - 216803_Addenda 1 2015-12-07 16 h 57 - Courriel 2526572 - Plans - Addenda 1 2015-12-08 13 h 28 - Messagerie 2526574 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-07 16 h 59 - Courriel 2526575 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-07 16 h 59 - Téléchargement 2528545 - 216803_Addenda 2 2015-12-11 17 h 19 - Courriel 2528546 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-11 17 h 21 - Courriel 2528547 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-11 17 h 21 - Téléchargement 2528548 - Plans - Addenda 2 2015-12-11 18 h 45 - Messagerie 2529040 - 216803_Addenda 3 2015-12-14 20 h 40 - Courriel 2529041 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-14 20 h 42 - Courriel 2529042 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-14 20 h 42 - Téléchargement 2530743 - 216803_Addenda 4 2015-12-18 17 h 30 - Courriel 2530747 - Plans 2015-12-18 18 h 29 - Messagerie 2530754 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-18 17 h 47 - Courriel 2530755 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-18 17 h 47 - Téléchargement

			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Transelec / Common inc. 2075 boul Fortin Laval, QC, H7S 1P4 http://www.transelec.com	Monsieur Sylvain Bachand Téléphone : 514 850-5460 Télécopieur : 514 388-9020	**Commande : (1043116)** 2015-12-03 9 h 41 **Transmission :** 2015-12-03 9 h 41	2526563 - 216803_Addenda 1 2015-12-07 16 h 57 - Courriel 2526572 - Plans - Addenda 1 2015-12-08 13 h 28 - Messagerie 2526574 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-07 16 h 59 - Courriel 2526575 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-07 16 h 59 - Téléchargement 2528545 - 216803_Addenda 2 2015-12-11 17 h 19 - Courriel 2528546 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-11 17 h 21 - Courriel 2528547 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-11 17 h 21 - Téléchargement 2528548 - Plans - Addenda 2 2015-12-11 18 h 45 - Messagerie 2529040 - 216803_Addenda 3 2015-12-14 20 h 40 - Courriel 2529041 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-14 20 h 42 - Courriel 2529042 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-14 20 h 42 - Téléchargement 2530743 - 216803_Addenda 4 2015-12-18 17 h 30 - Courriel 2530747 - Plans 2015-12-18 18 h 29 - Messagerie 2530754 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-18 17 h 47 - Courriel 2530755 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-18 17 h 47 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ville de Montréal - Direction du greffe. 275 rue Notre-Dame Est Suite R-134 Montréal, QC, H2y 1c6	Madame Marie-Pierre Gaudet Téléphone : 514 872-2678 Télécopieur : 514 872-5655	**Commande : (1047976)** 2015-12-18 11 h 54 **Transmission :** 2015-12-18 11 h 54	2526563 - 216803_Addenda 1 2015-12-18 11 h 54 - Téléchargement 2526572 - Plans - Addenda 1 2015-12-18 11 h 54 - Téléchargement 2526574 - 216803_Formulaires de soumission (devis) 2015-12-18 11 h 54 - Téléchargement 2526575 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau) 2015-12-18 11 h 54 - Téléchargement

2528545 - 216803_Addenda 2
2015-12-18 11 h 54 - Téléchargement

2528546 - 216803_Formulaires de soumission (devis)
2015-12-18 11 h 54 - Téléchargement

2528547 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau)
2015-12-18 11 h 54 - Téléchargement

2528548 - Plans - Addenda 2
2015-12-18 11 h 54 - Téléchargement

2529040 - 216803_Addenda 3
2015-12-18 11 h 54 - Téléchargement

2529041 - 216803_Formulaires de soumission (devis)
2015-12-18 11 h 54 - Téléchargement

2529042 - 216803_Formulaires de soumission (bordereau)
2015-12-18 11 h 54 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Ne pas recevoir

© 2003-2016 Tous droits réservés

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0107

Québec, le 20 juin 2013

Transelec/Common inc.
À l'attention de : Monsieur Michel Matte
2075, boulevard Fortin
Laval (Québec) H7S 1P4

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à Transelec/Common inc.
Autorisation n° 2013-CPSM-0107 n° d'identification de l'Autorité : 2700002733

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65-1 (la « LCOP »). Transelec/Common inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **19 juin 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

E. St

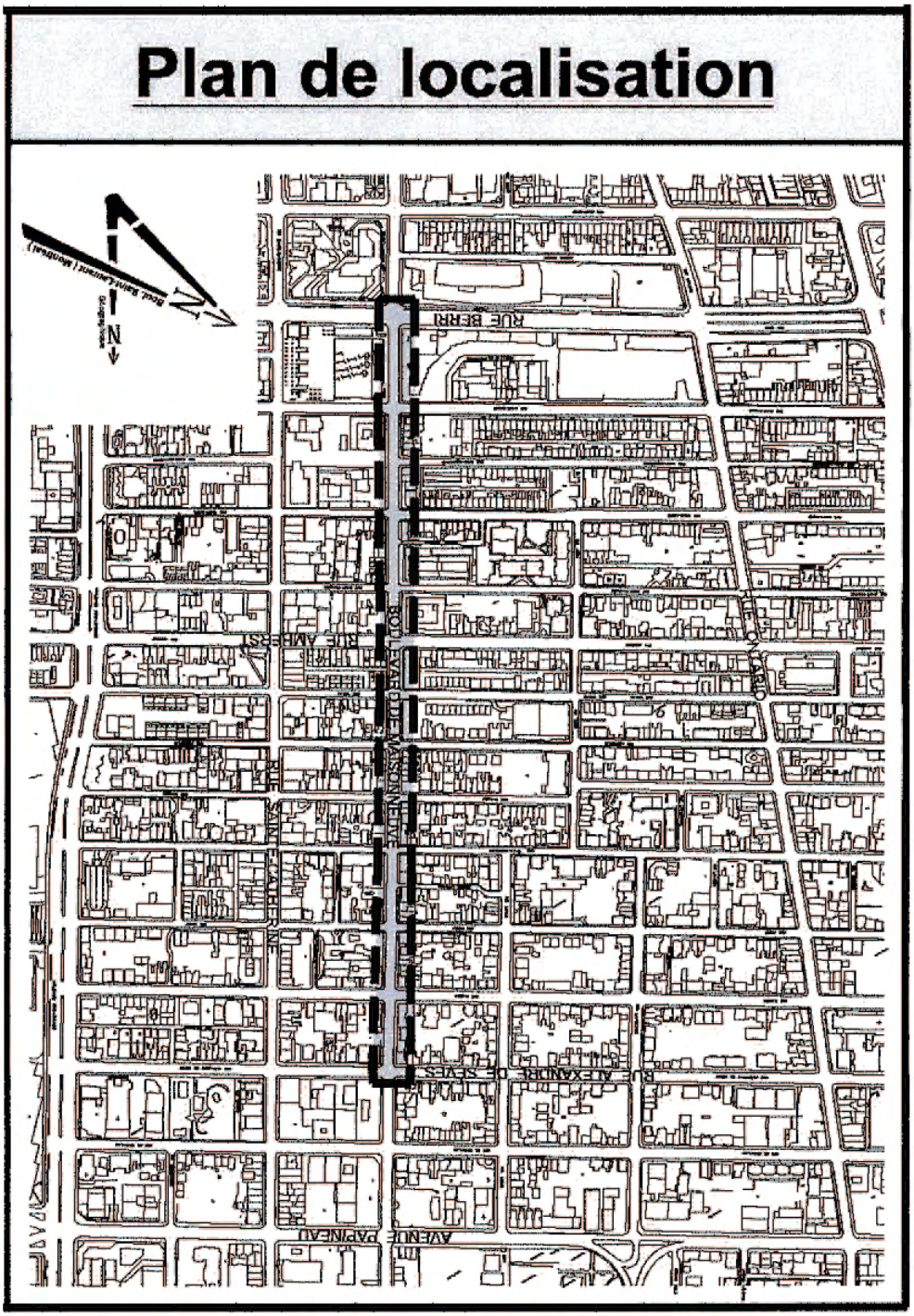
Eric Stevenson

Québec ☒
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 418.525.9512

Montréal ☐
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 514.873.3090

www.lautorite.qc.ca

Plan de localisation



Montréal

ACTIFS VISÉS

Soumission: **216803**
Titre: **Travaux de voirie, d'éclairage, de feux de circulation et de mise à niveau du réseau de la CSEM, là où requis, dans le boulevard De Maisonneuve Est, de la rue Berri à la rue Alexandre-DeSève.**

Arrondissement: **Ville-Marie**

Voirie

	Nature des travaux	Quantité	Unité	Commentaires
Chaussée	Enrobé pour débarcadaire de 50 mm	156	m²	
			m²	
			m²	
			m²	
			m²	
Trottoir, Bordure et Mail	Mail central	425	m²	La longueur de la piste est de 865 m.
	Reconstruction de trottoir monolithe en béton	180	m²	
	Bordure de granite de type Calédonia	18	m	
	Îlots de béton	12	m²	

Égout / Aqueduc

Type d'Intervention et Diamètre	Quantité	Unité	Commentaires
		m	
		m	
		m	
		m	
		m	
		m	

Éclairage / Feux

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires
Fonctionnel simple	4	unité	
Fonctionnel simple à rainures	42	unité	
Fonctionnle double à rainures	6	unité	
Base de béton	41	unité	Les massifs sont fournis par la CSEM

Éclairage / Feux

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires
Mise aux normes des feux de circulation	6	Intersection	

TOTAL PROJET	865	m. lin. (tronçon)	

Préparé par:	Alain Beaudet, ing.	Date:	20 janvier 2016

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1154102004

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Transelec / Common inc., pour des travaux de voirie, d'éclairage, de feux de circulation et de mise à niveau du réseau de la CSEM, là où requis, dans le boulevard De Maisonneuve Est, de la rue Berri à la rue Alexandre-DeSève dans l'arrondissement Ville-Marie. Dépense total de 3 293 002,48 $ (contrat: 2 654 993,98 $ + incidences: 638 008,50 $), taxes incluses. Appel d'offres public 216803 - 5 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

SIVT - 1154102004.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie GODBOUT
Préposée au budget
Tél : 514-872-0721

Co-auteur
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Brennan 1
(514) 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-08

Stéphanie MORAN
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-2813

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.06

2016/03/24 17:00

(1)

Dossier # : 1164139001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	CHUM
Objet :	Accorder un contrat à Les entreprises Claude Chagnon inc. pour la réalisation des travaux d'infrastructures dans la rue Saint-Denis entre l'avenue Viger et le boulevard René-Lévesque ainsi que dans l'intersection Sanguinet / Viger dans le cadre des travaux municipaux requis en vue de l'arrivée du nouveau CHUM - Arrondissement Ville-Marie - Dépense totale de 2 118 120,00 $ (contrat: 1 984 000,00$ + incidences: 134 120,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 330001 - 8 soumissionnaires.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense maximale de 2 118 120,00 $, taxes incluses, pour la réalisation de travaux d'infrastructures dans la rue Saint-Denis entre l'avenue Viger et le boulevard René-Lévesque ainsi que dans l'intersection Sanguinet / Viger dans le cadre des travaux municipaux requis en vue de l'arrivée du nouveau CHUM, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;
2. d'accorder à Les entreprises Claude Chagnon inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale 1 984 000,00 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 330001;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée par l'agglomération et par le CHUM conformément à l'entente intervenue entre les parties.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-02-26 13:09

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1164139001**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	CHUM
Objet :	Accorder un contrat à Les entreprises Claude Chagnon inc. pour la réalisation des travaux d'infrastructures dans la rue Saint-Denis entre l'avenue Viger et le boulevard René-Lévesque ainsi que dans l'intersection Sanguinet / Viger dans le cadre des travaux municipaux requis en vue de l'arrivée du nouveau CHUM - Arrondissement Ville-Marie - Dépense totale de 2 118 120,00 $ (contrat: 1 984 000,00$ + incidences: 134 120,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 330001 - 8 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Le projet immobilier du Centre hospitalier universitaire de Montréal (CHUM), dit Nouveau CHUM, comprend la construction d'un nouveau centre hospitalier universitaire de 268 000 m² ainsi que son centre de recherche (CRCHUM) de près de 68 000 m². Les travaux de construction du CRCHUM ont débuté à l'automne 2010 et ont été complétés en septembre 2013. Quant au CHUM, les travaux de construction ont commencé au printemps 2011 et ses différentes phases s'échelonneront jusqu'en 2020. La Phase 1 du CHUM est prévue être livrée en 2016.
La construction du Nouveau CHUM crée une occasion unique de développement scientifique, économique et urbain en plein cœur du centre-ville de Montréal. Reconnaissant ce potentiel, la Ville voit, dans les travaux d'infrastructures exigés pour l'arrivée du CHUM, l'occasion d'améliorer la qualité des aménagements urbains à leurs abords pour en rehausser la qualité et la sécurité. Ces travaux municipaux donneront une image de marque au Quartier de la santé et encourageront des investissements privés dans le secteur.

L'entente de 2008 entre la Ville et le CHUM sur la réalisation et le financement des aménagements et des travaux d'infrastructures municipaux liés à la construction du CHUM prévoit la reconstruction des infrastructures au pourtour de ce projet, dont certaines ont plus de 100 ans. Des activités de coordination avec les divers intervenants externes du secteur et, notamment, les consortiums responsables de la construction du CHUM et du CRCHUM, la Société de transport de Montréal (STM), le ministère des Transports du Québec (MTQ) et la Commission des services électriques de Montréal (CSÉM), ont été organisées afin d'élaborer un calendrier de réalisation des travaux qui limite les impacts sur les opérations de l'hôpital et le secteur environnant. Il a été convenu de séparer les travaux municipaux en huit (8) lots de travail distincts (voir pièce jointe), qui intègrent ces contraintes logistiques et de chantier, tout en s'arrimant à l'ouverture des différentes phases du CHUM et du CRCHUM dès 2013 et jusqu'en 2021.

Ce dossier vise précisément l'octroi du contrat de réalisation des travaux de reconstruction de l'égout et de l'aqueduc dans la rue Saint-Denis, entre l'avenue Viger et le boulevard René-Lévesque, ainsi que dans l'intersection Sanguinet / Viger (lot C).

Le Service de la mise en valeur du territoire a mandaté la Division des grands projets #2 du Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour assurer la réalisation des plans et devis, les travaux ainsi que la gestion des chantiers.

Les phases de réalisation sont les suivantes :

Étapes déjà réalisées

	Coût	Date de début	Date de fin
· Construction d'une conduite d'aqueduc sous l'avenue Viger Est, entre les rues Sanguinet et Saint-Denis	77 277 $	Mars 2012	Mai 2012
· Lot A : Aménagement du domaine public au pourtour du CRCHUM	2 258 043,43 $	Mai 2014	Mai 2015
· Lot B – travaux d'infrastructures souterraines dans la rue Sanguinet, entre l'avenue Viger et le boulevard René Lévesque	1 125 000 $	Juin 2015	Septembre 2015

Étapes à autoriser dans le présent dossier

	Date de début	Date de fin
· Lot C – travaux d'infrastructures souterraines dans la rue Saint-Denis, entre l'avenue Viger et le boulevard René Lévesque ainsi que dans l'intersection Sanguinet / Viger	Mai 2016	Août 2016

Étapes à venir

	Date de début	Date de fin
· Lot D – Travaux d'aménagement de la rue Sanguinet, entre l'avenue Viger et un point situé à 40 mètres au sud de René-Lévesque et aménagement du trottoir nord de Viger	Juin 2016	Octobre 2016
· LOT E – Travaux de reconstruction de l'égout et de l'aqueduc et aménagement de la rue Sainte-Elizabeth entre l'avenue Viger et le boulevard René-Lévesque	Août 2016	Novembre 2016
§ LOT F – Travaux de reconstruction de l'égout et de l'aqueduc de la rue Sanguinet, entre un point situé à 40 mètres au sud de René-Lévesque et le boulevard René-Lévesque	Juillet 2017	Août 2017
§ LOT G – Travaux de reconstruction de l'égout et de l'aqueduc du boulevard René-Lévesque entre la rue Hôtel-de-Ville et la rue Saint-Denis et reconstruction du trottoir sud du boulevard René-Lévesque entre la rue Hôtel-de-Ville et la rue Sanguinet	Printemps 2020	Automne 2020
§ LOT H – Travaux d'aménagement de la rue Saint-Denis, entre l'avenue Viger et le boulevard René-Lévesque, du boulevard René-Lévesque entre la rue Sanguinet et la rue Saint-Denis et de	Printemps 2021	Automne 2021

la rue Sanguinet entre un point situé à 40 mètres au sud de René-Lévesque et le boulevard René-Lévesque		

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0340 - 25 mars 2015 (dossier 1154139003) - Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc. pour la réalisation des travaux d'infrastructures dans la rue Sanguinet, entre l'avenue Viger et le boulevard René-Lévesque (Lot B) dans le cadre des travaux municipaux requis en vue de l'arrivée du Nouveau CHUM - Arrondissement: Ville-Marie
CG14 0153 - 27 mars 2014 (dossier 1134002009) - Accorder un contrat à Ceveco Inc., pour la réalisation des travaux d'aménagement du domaine public au pourtour du Centre de recherche du Centre hospitalier universitaire de Montréal (Lot A), dans le cadre des travaux municipaux requis en vue de l'arrivée du Nouveau CHUM - Arrondissement: Ville-Marie

CM08 0407 - 26 mai 2008 (dossier 1062840024) – Adopter le Règlement autorisant l'implantation du CHUM dans un quadrilatère délimité par le boulevard René-Lévesque Est et les rues Sainte-Élisabeth, De La Gauchetière Est, Sanguinet, Saint-Antoine Est et Saint-Denis et le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047).

CM08 0068 - 28 janvier 2008 (dossier 1071146002) – Adopter un règlement autorisant un emprunt de 21 000 000 $ pour le financement des travaux d'infrastructures, d'aménagement et de réaménagement du domaine public aux abords du CHUM et la mise en place des activités du Bureau de projets qui aura pour mandat de gérer la réalisation de ces travaux.

DESCRIPTION

Ce dossier vise l'octroi du contrat de réalisation des travaux d'infrastructures dans la rue Saint-Denis, de l'avenue Viger au boulevard René Lévesque ainsi que dans l'intersection Sanguinet / Viger (Lot C). Les travaux consistent en la reconstruction des infrastructures des réseaux d'aqueduc et d'égout. De façon générale, les travaux comprennent :
• le remplacement de la conduite d'eau secondaire de 300 mm de diamètre par une conduite de 300 mm de diamètre dans la rue Saint-Denis entre la rue Viger et le boulevard René-Lévesque, ainsi que dans l'intersection Sanguinet / Viger.
• le remplacement de la conduite d'égout en brique de 600 mm par 900 mm de diamètre par une nouvelle conduite de 750 mm de diamètre entre la rue Viger et le boulevard René-Lévesque, ainsi que dans l'intersection Sanguinet / Viger.
• le remplacement des puisards;
• le raccordement de tous les services d'eau et d'égout existants;
• l'ajout de services d'eau et d'égout pour les besoins du nouveau CHUM;
• le remplacement et l'ajout de bornes-fontaines;
• la réfection permanente des coupes;
• les travaux de maintien de la circulation;
• les travaux de reconstruction de chaussée incluant les fondations, là où requis;
• les travaux de reconstruction de trottoirs, là où requis;
• des travaux mineurs d'éclairage temporaire.

La conduite d'aqueduc secondaire de la rue Saint-Denis est en fonte grise et a été installée en 1890. Sa durée de vie est atteinte. Il y a présence de joints en plomb.

Conduite existante en fonte grise : 300 mm de diamètre; 215 mètres de longueur
Conduite proposée en fonte ductile : 300 mm de diamètre; 215 mètres de longueur

La conduite d'égout secondaire de la rue Saint-Denis est en brique et a été installée en 1890. Sa durée de vie est atteinte.

Conduite existante ovoïde en brique : 600 mm X 900 mm de diamètre; 215 mètres de longueur
Conduite proposée circulaire en béton armé : 750 mm de diamètre; 215 mètres de longueur

Ces travaux s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens. La Division des grands projets agissant en tant qu'exécutant du projet devra tenir la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) informée de l'avancement des travaux. À la fin des travaux, les plans finaux "tels que construits" devront être fournis en conformité avec l'encadrement administratif C-OG-DG-D-12-011. Une copie devra également être transmise à la DGSRE.

L'appel d'offres a été publié du 25 janvier 2016 au 15 février 2016. La soumission est valide pendant les cent vingt (120) jours qui suivent sa date d'ouverture, soit jusqu'au 14 juin 2016.

L'appel d'offres a été publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO. La durée de publication a été de 21 jours, ce qui est conforme au délai minimal requis par la Loi sur les cités et villes.

Un (1) addenda a été émis afin d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges de modifications faites aux documents d'appel d'offres:

- Addenda no 1 émis le 8 février 2016: Prolongement de la durée de l'appel d'offres, modifications à la formule de soumission au cahier des charges, ainsi qu’au cahier C portant sur le maintien de circulation

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est de 180 363,64$ (taxes incluses), soit 10 % du coût des travaux, tel qu'inscrit au bordereau d'appel d'offres.

Les dépenses incidentes peuvent comprendre des dépenses en matière d'utilités publiques, de communication et de gestion des impacts, de marquage et signalisation, ainsi que les frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux et le contrôle environnemental. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Incidences et ristournes» en pièce jointe. Une enveloppe de 134 120,00 $ est allouée aux incidences.

Sur quinze (15) preneurs de cahier des charges, huit (8) firmes ont déposé une soumission et sept (7) n'en ont pas déposé; soit des proportions respectives de 53% et 47%. Les raisons de désistement n'ont pas été précisées par les preneurs de cahier des charges.

JUSTIFICATION

Les travaux reliés à la réalisation du CHUM, dont les travaux d'infrastructures et d'aménagement du domaine public aux abords du CHUM, sont parties intégrantes du projet "CHUM - infrastructures", répertorié dans le Programme triennal d'investissement (PTI) comme un projet de développement.

Le tableau des résultats de soumission suivant (voir également en pièce jointe) résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, les écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre la dernière estimation de la Ville et le montant de l'octroi pour l'appel d'offres public #330001:

RÉSULTATS DE SOUMISSION		(taxes incluses)		
	FIRMES SOUMISSIONNAIRES CONFORMES	PRIX	CONTINGENCES	TOTAL
1	Les Entreprises Claude Chagnon inc. (Licence RBQ # 1331-5924-63) (Attestation Revenu Québec délivrée le 28 janvier 2016)	1 803 636,36 $	180 363,64 $	1 984 000,00 $
2	Construction Bau-Val inc.	1 818 689,81 $	181 868,98 $	2 000 558,79 $
3	Excavation Loiselle inc.	1 884 646,88 $	188 464,69 $	2 073 111,57 $
4	Les Entreprises Michaudville inc.	1 941 545,45 $	194 154,55 $	2 135 700,00 $
5	Les Excavations Gilbert Théorêt inc.	1 999 012,84 $	199 901,28 $	2 198 914,12 $
6	9052-1170Québec inc.(Le Groupe Vespo)	2 046 372,76 $	204 637,28 $	2 251 010,04 $
7	Pavages D'Amour inc.	2 352 480,48 $	235 248,05 $	2 587 728,53 $
8	Duroking Construction/9200-2088 Québec inc.	2 452 668,78 $	245 266,88 $	2 697 935,66 $
	Estimation des professionnels préparée par Legico-CHP inc.	1 739 050,81 $	173 905,08 $	1 912 955,89 $
	Coût moyen des soumissions reçues ($)			**2 241 119,84 $**
	Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			**13,0%**
	Écart entre la plus haute et la plus basse conforme		**($)**	**713 935,66 $**
			(%)	**36,0%**
	Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation		**($)**	**71 044,11 $**
			(%)	**3,7%**
	Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse		**($)**	**16 558,79 $**
			(%)	**0,8%**

La Division gestion de projets et économie de la construction (DGPEC) a mandaté la firme externe Legico-CHP Inc. pour produire une estimation des coûts de travaux à partir des documents d'appel d'offres et selon les prix des matériaux, des taux d'équipements et de la main d'oeuvre réels du marché actuel. L'écart entre la plus basse soumission conforme et la dernière estimation de la firme Legico-CHP est de 71 044,11$ (3,7%).

Les entreprises Claude Chagnon inc. possède l'autorisation valide de l'AMF en date du 23 janvier 2014 de conclure un contrat public (voir pièce jointe), conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics. Elle est inscrite au registre des entreprises autorisées que tient l'AMF.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du contrat à octroyer est de 1 984 000,00 $ (taxes incluses) incluant un montant de 1 803 636,36 $ (taxes incluses) pour les travaux et un montant de 180 363,64 $ (taxes incluses) pour les contingences.
La dépense totale est donc de **2 118 120,00** $ (taxes incluses) car le montant requis pour couvrir les dépenses incidentes est de **134 120,00** $ (taxes incluses). Le détail des informations budgétaires et comptables se retrouve dans l'intervention du Service des Finances.

Un montant maximal de 1 934 125,88 $, net de ristournes, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération 08-005 – «Aménagement du pourtour du CHUM». Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération. Un montant de 1 934 125,88 $ net de ristournes est prévu pour 2016.

La dépense pour la réalisation de ces travaux d'infrastructures sera imputée au PTI – Fonds d'investissement. La DGSRE n'assume aucun coût. Elle a examiné le dossier et est d'accord pour recommander au conseil d'agglomération la dépense et de voter les crédits tels que décrits dans le sommaire décisionnel.

Ces travaux font partie de la convention signée par la Ville de Montréal et le CHUM en 2008 (CG08 0336), portant sur la réalisation et le partage des coûts des travaux d'aménagement et d'infrastructures municipaux liés à la construction du CHUM. Cette entente prévoit que le

coût des travaux d'égout et d'aqueduc de la rue Saint-Denis, entre l'avenue Viger et le boulevard René-Lévesque, ainsi que dans l'intersection Sanguinet / Viger, soit partagé à 50-50 entre la Ville et le CHUM, ce qui laisse un emprunt net à la charge de la Ville de 967 062,96 $.

Une demande de remboursement sera adressée au CHUM suite à la réalisation des travaux, tel que le prévoit l'entente.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le concept de développement durable est inhérent à la réalisation du domaine public aux abords du CHUM, dans la mesure où celui-ci améliore la qualité physique, et donc la performance des infrastructures municipales.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les travaux du CHUM sont en cours et la livraison de la première phase du nouveau CHUM est prévue en 2016.
Les travaux sur la rue Saint-Denis ont fait l'objet d'une coordination étroite avec le Consortium Santé Montréal (CSM) en charge de la construction du Nouveau CHUM.

En ce qui a trait aux impacts sur la circulation, ces travaux nécessiteront les entraves suivantes :
a) de début mai à mi-juillet:
- Fermeture de la rue Saint-Denis, entre René-Lévesque et Viger

b) au début mai, durant neuf (9) jours consécutifs (incluant deux fins de semaine):
- Fermeture complète de l'avenue Viger entre Berri et Ste-Elizabeth
- Fermeture complète de la bretelle de sortie Sanguinet (A720 Est)
- Fermeture complète de la Rue Saint-Denis, entre René-Lévesque et St-Antoine

Les travaux visés par le présent dossier occasionneront des entraves qui feront l'objet de mesures de mitigation selon les pratiques en vigueur à la Ville (mise en place de panneaux à messages variables, instauration de chemins de détour).

Afin de diminuer la durée de l'entrave sur l'avenue Viger, il est exigé que l’entrepreneur réalise tous les travaux requis aux intersections Viger / Saint-Denis et Viger / Sanguinet en même temps avec au moins deux (2) équipes de travail. Les travaux à ces deux intersections s'effectueront sans journée d'interruption. Un délai de neuf (9) jours consécutifs, incluant deux (2) fins de semaine, a été spécifié au devis.

Les travaux prévus sur l'avenue Viger sont prévus en mai, de manière à permettre les travaux d'aménagement du trottoir nord de l'avenue Viger à compter de juin. Le report de l'octroi du contrat aurait donc des répercussions sur le calendrier des autres travaux à venir, l'objectif étant de terminer les travaux d'aménagement avant la mise en service du Nouveau CHUM. Les travaux d'aménagement feront l'objet d'un autre sommaire décisionnel.

Tous les travaux prévus aux abords du CHUM font l'objet d'une coordination et d'une planification avec le CHUM ainsi qu'avec Consortium Santé Montréal, en charge de la construction du nouveau CHUM. Le report de cet octroi nécessiterait de revoir la planification des travaux dans le secteur.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le CHUM a mis sur pied des moyens de communication comprenant des bulletins d'information, des rencontres avec un forum de citoyens, comprenant les organismes du milieu et des rencontres d'information publiques tous les trois mois. Les communications de la Ville s'arrimeront à ces outils.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

La réalisation du projet se décline selon les étapes suivantes pour les travaux de remplacement des conduites d'égout et d'eau dans la rue Saint-Denis de l'avenueViger au boulevard René Lévesque ainsi que dans l'intersection Sanguinet / Viger:

- Octroi du contrat par le Conseil d'agglomération: 24 mars 2016
- Travaux: de la fin avril à la mi-juillet 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Camille TROUDE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Claude LAURIN, Service de la mise en valeur du territoire
Kathy DAVID, Service de l'eau
Claude DUBOIS, Ville-Marie

Lecture :

Claude DUBOIS, 18 février 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Laurent GUIGNARD
Chargé de projet - Grand projet

Tél : 514 872 3365
Télécop. : 514 868 3232

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-17

Alain TRUDEAU
Chef de division

Tél : 514-872-3683
Télécop. : 514 868 3232

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2016-02-26

Montréal

RÉSULTATS DE SOUMISSION

SOUMISSION NO 330001
ANNONCE NO 3 DATE DE L'ANNONCE: 1/25/2016
DATE D'OUVERTURE 2/15/2016
DÉCRET 1049-2013
CHARGÉ DE PROJET: Sébastien Breton

TITRE: Travaux de reconstruction d'égout unitaire et de conduite d'eau secondaire (là où requis) dans la rue Saint-Denis entre l'Avenue Viger et le Boulevard René-Lévesque (Lot C – Projet CHUM)
Arrondissement: Ville- Marie

PRÉPARÉ PAR: Majida Tabit DATE DE TRAITEMENT: 23-Feb-16

RÉSULTATS DE SOUMISSION *(taxes incluses)*

	FIRMES SOUMISSIONNAIRES CONFORMES	PRIX	CONTINGENCES	TOTAL
1	Les Entreprises Claude Chagnon inc. (Licence RBQ # 1331-5924-63) (Attestation Revenu Québec délivrée le 28 janvier 2016)	1,803,636.36 $	180,363.64 $	1,984,000.00 $
2	Construction Bau-Val inc.	1,818,689.81 $	181,868.98 $	2,000,558.79 $
3	Excavation Loiselle inc.	1,884,646.88 $	188,464.69 $	2,073,111.57 $
4	Les Entreprises Michaudville inc.	1,941,545.45 $	194,154.55 $	2,135,700.00 $
5	Les Excavations Gilbert Théorêt inc.	1,999,012.84 $	199,901.28 $	2,198,914.12 $
6	9052-1170Québec inc.(Le Groupe Vespo)	2,046,372.76 $	204,637.28 $	2,251,010.04 $
7	Pavages D'Amour inc.	2,352,480.48 $	235,248.05 $	2,587,728.53 $
8	Duroking Construction/9200-2088 Québec inc.	2,452,668.78 $	245,266.88 $	2,697,935.66 $
	Estimation des professionnels préparée par Legico-CHP inc.	1,739,050.81 $	173,905.08 $	1,912,955.89 $
	Coût moyen des soumissions reçues ($)			**2,241,119.84 $**
	Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			**13.0%**
	Écart entre la plus haute et la plus basse conforme		**($)**	**713,935.66 $**
			(%)	**36.0%**
	Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation		**($)**	**71,044.11 $**
			(%)	**3.7%**
	Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse		**($)**	**16,558.79 $**
			(%)	**0.8%**

**** Les prix ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions recevables. Cependant, seuls les documents relatifs aux 3 plus basses soumissions conformes ont été vérifiés (cautionnement, lettre d'engagement, attestation de Revenu Québec, licence RBQ, certificat d'attestation et déclaration relative aux conflits d'intérêts, etc.).***

En ce qui concerne les informations relatives à l'analyse des résultats de soumission, veuillez vous référer aux rubriques "Description" et "Justification" du document "Complément au guide de rédaction des dossiers décisionnels".

	FIRMES SOUMISSIONNAIRES NON CONFORMES	PRIX	CONTINGENCES	TOTAL
1				
2				
3				

Caution Conforme

TRAVAUX DE RECONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES MUNICIPALES ET D'AMÉNAGEMENT DE SURFACE AUTOUR DU CHUM

DÉCOUPAGE DES TRAVAUX EN LOTS DE CONSTRUCTION

Service des infrastructures, de la voirie et des transports, Ville de Montréal, 19 octobre 2015

- LOT A – Travaux d'aménagement de surface au pourtour du CRCHUM, soit le trottoir nord de la rue Saint-Antoine, le trottoir sud de l'avenue Viger, le trottoir est de la bretelle Sanguinet et la rue Guy-Frégault

- LOT B – Travaux de reconstruction de l'égout et de l'aqueduc de la rue Sanguinet, entre l'avenue Viger et un point situé à 40 mètres au sud de René-Lévesque

- LOT C – Travaux de reconstruction de l'égout et de l'aqueduc de la rue Saint-Denis, entre l'avenue Viger et le boulevard René-Lévesque et reconstruction de l'égout de l'aqueduc dans l'intersection Sanguinet / Viger

- LOT D – Travaux d'aménagement de surface de la rue Sanguinet, entre l'avenue Viger et un point situé à 40 mètres au sud de René-Lévesque et aménagement du trottoir nord de Viger

- LOT E – Travaux de reconstruction de l'égout et de l'aqueduc et amnagement de surface de la rue Sainte-Elizabeth, entre l'avenue Viger et le boulevard René-Lévesque

- LOT F – Travaux de reconstruction de l'égout et de l'aqueduc de la rue Sanguinet, entre un point situé à 40 mètres au sud de René-Lévesque et le boulevard René-Lévesque

- LOT G – Travaux de reconstruction de l'égout et de l'aqueduc du boulevard René-Lévesque entre la rue Hôtel-de-Ville et la rue Saint-Denis et reconstruction du trottoir sud du boulevard René-Lévesque entre la rue Hôtel-de-Ville et la rue Sanguinet

- LOT H – Travaux d'aménagement de surface de la rue Saint-Denis, entre l'avenue Viger et le boulevard René-Lévesque, du boulevard René-Lévesque entre la rue Sanguinet et la rue Saint-Denis et de la rue Sanguinet entre un point situé à 40 mètres au sud de René-Lévesque et le boulevard René-Lévesque

PHASE 1 : Réalisation de tous les travaux requis sur l'avenue Viger Est.

❖ **Voir figure 1 et tableau A**, ci-après, pour les conditions à respecter concernant l'utilisation du domaine public.

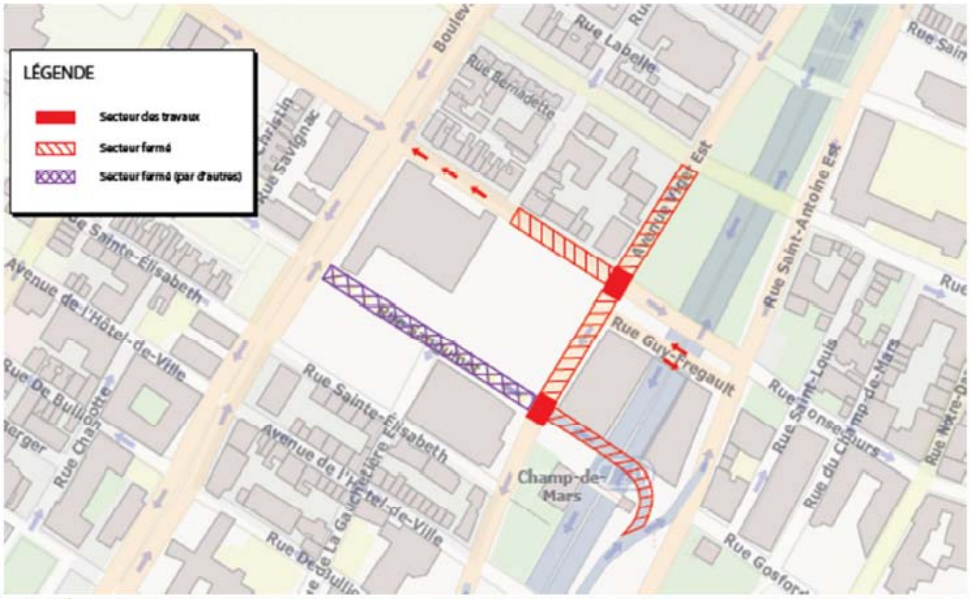


Figure 1 : Schématisation du phasage des travaux sur l'avenue Viger Est aux intersections des rues Sanguinet et Saint-Denis

3) **PHASE 2 :** Travaux sur la rue Saint-Denis entre l'avenue Viger Est jusqu'au Sud de l'intersection avec la rue Gauchetière Est;

❖ **Voir figure 2 et tableau A**, ci-après, pour les conditions à respecter concernant l'utilisation du domaine public.

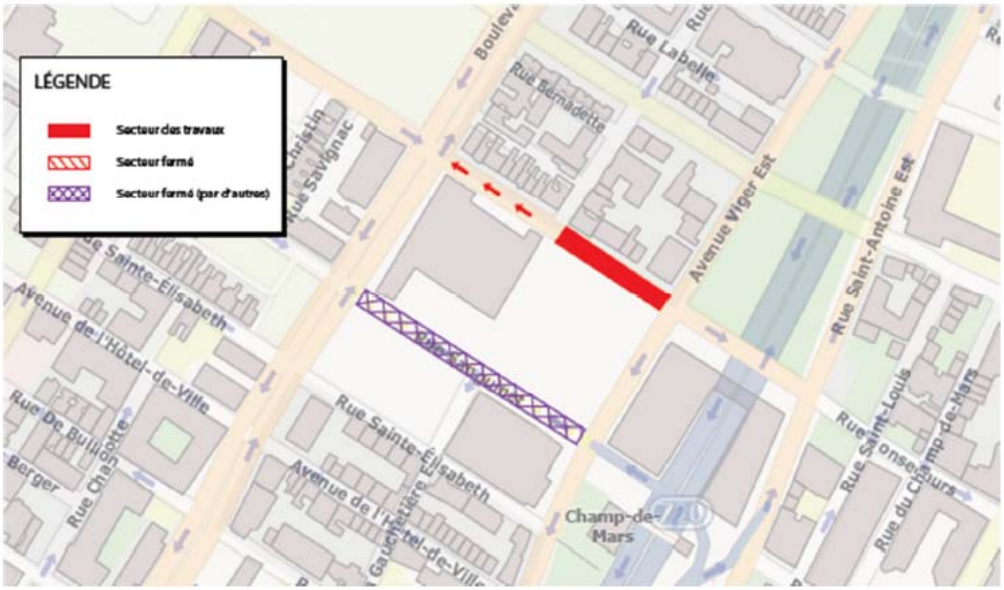


Figure 2 : Schématisation du phasage des travaux sur la rue Saint-Denis entre l'avenue Viger Est jusqu'au Sud de l'intersection avec la rue Gauchetière Est

PHASE 3 : Travaux sur Saint-Denis dans l'intersection de la rue de la Gauchetière Est;

❖ **Voir figure 3 et tableau A**, ci-après, pour les conditions à respecter concernant l'utilisation du domaine public.

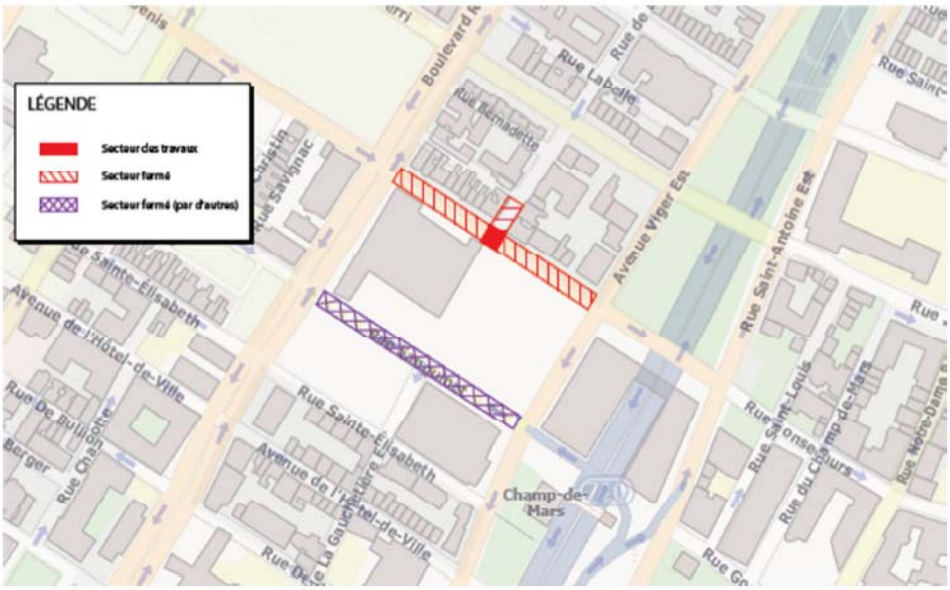


Figure 3 : Schématisation du phasage des travaux sur la rue Saint-Denis à l'intersection de la rue de la Gauchetière Est.

PHASE 4 : Travaux sur la rue Saint-Denis, du Nord de l'intersection de la rue de la Gauchetière Est jusqu'à l'intersection du boul. René-Lévesque Est

❖ **Voir figue 4 et tableau A**, ci-après, pour les conditions à respecter concernant l'utilisation du domaine public.



Figure 4 : Schématisation du phasage des travaux sur la rue Saint-Denis du Nord de l'intersection de la rue de la Gauchetière Est jusqu'à l'intersection du boul. René-Lévesque

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 23 janvier 2014

LES ENTREPRISES CLAUDE CHAGNON INC.
ATT. MONSIEUR JEAN CHAGNON
3450, BOUL CHOQUETTE
SAINT-HYACINTHE (QC) J2S 8V9

N° de décision : 2014-CPSM-1003714
N° de client : 2700022962

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). LES ENTREPRISES CLAUDE CHAGNON INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **22 janvier 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1164139001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Objet :	Accorder un contrat à Les entreprises Claude Chagnon inc. pour la réalisation des travaux d'infrastructures dans la rue Saint-Denis entre l'avenue Viger et le boulevard René-Lévesque ainsi que dans l'intersection Sanguinet / Viger dans le cadre des travaux municipaux requis en vue de l'arrivée du nouveau CHUM - Arrondissement Ville-Marie - Dépense totale de 2 118 120,00 $ (contrat: 1 984 000,00$ + incidences: 134 120,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 330001 - 8 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1164139001 CHUM rue Saint-Denis.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Camille TROUDE
Conseillère budgétaire, Services des finances, Direction du conseil et soutien financier
Tél : 514 872-5676

Co-auteur
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - Développement
(514) 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-26

André LECLERC
Conseiller en gestion des ressources financieres - Chef d'équipe
Tél : 514 872-4136

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier - Développement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.07

2016/03/24 17:00

(1)

Dossier # : 1163456001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction gestion des projets de développement et de maintien des actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme Construction Doverco inc. pour les travaux de remplacement des chaudières et des travaux de génie civil à la caserne 73 (3114), 820, rue Saint-Germain, arrondissement de Saint-Laurent. Dépense totale de 1 621 872,99 $, taxes incluses - Appel d'offres 5792 (10 soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 1 621 872,99 $, taxes incluses, pour les travaux de remplacement des chaudières et des travaux de génie civil à la caserne 73 (3114), 820, rue Saint-Germain, arrondissement de Saint-Laurent comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2. d'accorder à Construction Doverco inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 519 222,16 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (5792);
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-02-26 16:54

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1163456001**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction gestion des projets de développement et de maintien des actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme Construction Doverco inc. pour les travaux de remplacement des chaudières et des travaux de génie civil à la caserne 73 (3114), 820, rue Saint-Germain, arrondissement de Saint-Laurent. Dépense totale de 1 621 872,99 $, taxes incluses - Appel d'offres 5792 (10 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

La caserne de pompiers n° 73 est située au 820, rue Saint-Germain, dans l'arrondissement de Saint-Laurent (voir photo du bâtiment en pièce jointe). Le bâtiment a été construit en 1961. Ce dernier est occupé par le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM), par un point de service de la Cour municipale, par un organisme communautaire et par le Service de police de la Ville de Montréal.
En 2015, la Ville a mandaté les firmes Tremblay L'Écuyer Architectes et WSP Canada inc. afin qu'elles réalisent des projets de rénovation et de mise à niveau de bâtiments occupés par le SIM. Une évaluation de l'état actuel du système de chauffage, de ses composantes, des accès véhiculaires, des stationnements et des besoins du SIM ont permis d'émettre des recommandations pour les travaux à exécuter. À cet effet, un appel d'offres a été lancé pour réaliser le réaménagement du bâtiment.

L'appel d'offres public a été publié le 26 novembre 2015 dans le système électronique d'appel d'offres (SÉAO), sur le site Internet de la Ville ainsi que dans le journal Le Devoir. Les soumissions ont été reçues et ouvertes le 13 janvier 2016. Sept addendas ont été émis durant la période d'appel d'offres.

Numéro de l'addenda	Date	Contenu
1	2015-12-18	Modification de la durée des travaux, ajouts aux plans d'architecture et devis de décontamination de sols
2	2015-12-18	Clarification aux documents civils
3	2015-12-18	Clarification aux documents mécaniques
4	2015-12-18	Clarification aux documents électriques
5	2016-01-07	Ajouts aux plans d'architecture et des documents de structure ayant été omis

6	2016-01-07	Ajout aux documents électriques
7	2016-01-08	Ajout aux plans civils

Des visites ont été organisées en respectant la politique de gestion contractuelle de la Ville. Elles se sont déroulées du lundi 7 au vendredi 9 décembre 2015 et le jeudi 7 janvier 2016.

La durée de validité des soumissions est de 120 jours.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0286 – 30 avril 2015 - Accorder un contrat de services professionnels en gestion de projets à Macogep inc. pour la rénovation et la mise à niveau de plusieurs casernes de pompiers, pour une somme maximale de 1 525 511,66 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-14002 (5 soum.).

CG15 0031 - 29 janvier 2015 - Accorder un contrat de services professionnels à Tremblay L'Écuyer Architectes et WSP Canada inc. pour la rénovation et la mise à niveau de plusieurs casernes de pompiers pour une dépense totale de 667 004,39 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13920 (7 soum.).

DESCRIPTION

Au cours de l'appel d'offres public, il y a eu vingt-trois (23) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO dont la liste est en pièce jointe et dix (10) ont déposé une soumission. Parmi les preneurs du cahier des charges qui n’ont pas déposé de soumission figurent trois (3) associations patronales représentant des entrepreneurs, trois (3) entreprises fournisseurs d’équipements et de services d’entretien. Les sept (7) entrepreneurs qui n'ont pas déposé de soumission n’ont pas de disponibilité ou n’avaient pas les ressources pour réaliser ce contrat selon les exigences et les délais requis aux documents contractuels pour la réalisation des travaux.
Le présent dossier recommande d'accorder un contrat à l’entreprise Construction Doverco inc., soit le plus bas soumissionnaire conforme, pour l'exécution des travaux de remplacement des chaudières et travaux civils à la caserne 73.

Au présent contrat, les travaux consistent principalement à :

- construire un ouvrage de rétention des eaux pluviales;
- enlever un réservoir souterrain de mazout;
- refaire les accès des camions au garage et les stationnements;
- démolir en condition d’amiante les équipements électromécaniques de la chaufferie;
- installer les nouvelles chaudières et leurs accessoires;
- remplacer des portes et cadres et ragréer des salles mécaniques.

Des contingences de 15 % sont prévues au contrat de l'entrepreneur pour faire face aux imprévues de chantier.

JUSTIFICATION

Des dix soumissions reçues, une a été déclarée initialement non conforme. Construction Doverco inc. a omis d’indiquer à sa soumission trois des sept addendas émis pendant la période de l’appel d’offres. Conformément aux documents contractuels, cet entrepreneur a confirmé par écrit que son offre tenait compte de tous les addendas. Cette correction n’affecte pas le prix de sa soumission. Dans ce contexte, la soumission de Construction

Doverco inc. a été considérée comme conforme. Veuillez vous référer au tableau d'analyse de conformité des professionnels en pièce jointe.

Firmes soumissionnaires	Prix	Contingences	Total
Construction Doverco inc.	1 321 062,75 $	198 159,41 $	1 519 222,16 $
Développement Atrium inc.	1 362 196,96 $	204 329,54 $	1 566 526,50 $
KF Constructions inc.	1 366 762,61 $	205 014,39 $	1 571 777,00 $
Urbex Construction inc.	1 389 322,95 $	208 398,44 $	1 597 721,39 $
Afcor Construction inc.	1 430 410,40 $	214 561,56 $	1 644 971,96 $
Trempro Construction inc.	1 485 097,03 $	222 764,55 $	1 707 861,58 $
Charex inc.	1 495 508,69 $	224 326,30 $	1 719 834,99 $
9140-2594 Québec inc (Construction Arcade)	1 690 574,00 $	253 586,10 $	1 944 160,10 $
Merlain Canada inc.	1 699 331,26 $	254 899,69 $	1 954 230,95 $
Ramcor Construction inc.	1 764 561,57 $	264 684,23 $	2 029 245,80 $
Estimation des professionnels externes ($)	1 636 465,66 $	245 469,85 $	1 881 935,51 $
Coût moyen des soumissions reçues (total du coût des soumissions reçues / nombre de soumissions)			1 725 555,25 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions – la plus basse) / la plus basse x 100)			13,58 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute – la plus basse)			510 023,64 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute – la plus basse) / la plus basse x 100)			33,57 %
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme ($) (la plus basse – estimation des professionnels)			-362 713,35 $
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (%) ((la plus basse – estimation des professionnels) / estimation x 100)			-19,27 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)			510 023,64 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100)			32,56 %

Le coût déposé par le plus bas soumissionnaire conforme est inférieur à l'estimation des professionnels qui était de 1 881 935,51 $ (incluant les contingences et les taxes). Cette différence correspond à 362 713,35 $ (-19,27 %). Tel que mentionné dans la lettre de recommandation des professionnels en pièce jointe, le différentiel entre leur estimation et la plus basse soumission conforme est causé notamment par une baisse des coûts de la part de l'entrepreneur dans le chapitre 01 « Clauses administratives», le chapitre 03 « Béton », le chapitre 22 « Plomberie », le chapitre 23 « CVCA », le chapitre 25 « Régulation automatique », et le chapitre 26 « Électricité ».

Le coût moyen des soumissionnaires est de 1 725 555,24 $ ce qui représente un écart de 13,58 % avec la plus basse soumission conforme. L'écart entre la plus haute et la plus basse soumission s'élève à 510 023,64 $, soit 33,57 %.

Toutefois, si l'on compare l'estimation des professionnels à la moyenne des soumissionnaires, l'écart est de - 9,06 %. Cet écart est considéré comme étant acceptable.

L'analyse des soumissions faite par les professionnels externes démontre que Construction Doverco inc. est le plus bas soumissionnaire conforme. Les professionnels recommandent l'octroi du contrat à cette firme (voir le tableau d'analyse de conformité des soumissions et la recommandation des professionnels en pièce jointe).

Construction Doverco inc., adjudicataire du présent contrat, ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec ni de celle du registre des entreprises non admissibles aux contrats publics du secrétariat du Conseil du trésor.

Construction Doverco inc., ne doit pas obtenir une attestation de l'AMF dans le cadre de ce contrat (communiqué 587). Cet entrepreneur détient une autorisation de l'AMF.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total du contrat à accorder est de 1 519 222,16 $ incluant les contingences et les taxes.
De plus, un montant de 102 650,83 $ taxes incluses est prévu pour les incidences. Ce montant servira notamment à défrayer les frais de laboratoire.

Le montant à autoriser totalise 1 621 872,99 $, incluant les contingences, les incidences et les taxes.

Le coût des travaux est prévu au programme triennal d'immobilisations (PTI) du Service de la gestion et de la planification immobilière.

Cette dépense est assumée à 100 % par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La gestion des sols d'excavation et l'enlèvement d'un réservoir de mazout souterrain seront réalisés conformément aux règlements du ministère du Développement durable, de l'Environnement et la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC).
Ce projet comporte parmi ses objectifs de minimiser la consommation énergétique des chaudières.

Gaz Métro versera une subvention de l'ordre de 25 000,00 $ - montant à valider - pour cette chaudière et ce montant sera réinvesti dans un projet d'économie d'énergie ultérieurement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Tout retard dans ce dossier pourrait nuire à la mise en œuvre des travaux reliés avec le remplacement de la chaudière qui est prévu avant la saison de chauffage 2016-2017. De plus, les travaux de génie civil doivent être réalisés avant la prochaine saison hivernale.
La chaudière a atteint sa durée de vie utile. Dans l'éventualité d'un bris, son remplacement en urgence sera très coûteux et occasionnera des problèmes d'opération.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une affiche sera installée au chantier pour informer les citoyens et les usagers de la portée des travaux et des coûts qui y sont reliés.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Contrat : 14508 - Mandat : 17672-2-001

Octroi du contrat au CG	mars 2016
Réalisation des travaux :	avril 2016 à décembre 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Carole Guérin, Service de sécurité incendie de Montréal
François Buteau, Saint-Laurent

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Erlend LAMBERT
Gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-8634
Télécop. : 514 280-3597

Danielle Lavigne, chef de section
Section aministration immobilière - agglomération
Tél.: 514 872-7977

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-19

Carlos MANZONI
Chef de division

Tél : 514-872-3957
Télécop. : 514 280-3597

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Carlos MANZONI
Directeur par intérim
Tél : 514 872-3957
Approuvé le : 2016-02-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI
Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-02-26

Montréal

Bâtiment : 3114

Année originale de construction : 1961

Description : Caserne 73

Adresse : 820, rue St-Germain, arrondissement de Saint-Laurent



TLA - SIÈGE SOCIAL **WWW.TLA-ARCHITECTES.COM**
2372, Boul. St-Martin Est, 2ième étage, Laval (Québec) Canada H7E 5A4
T. : 450 629-9992|1 877 629-9996 F. : 450 629-9994

Le 18 février 2016
DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DE LA GESTION IMMOBILIÈRE
303 rue Notre-Dame Est, 3e étage
Montréal (Québec) CANADA H2Y 3Y8
(E) **hrivero@macogep.com**

À l'attention de : M. Hugo Rivero, gestionnaire de projet

Sujet: **Recommandation sur les soumissions déposées**
Projet: **Remplacement de chaudières et travaux civils**
Caserne 73 (3114),
Montréal (Québec)

Dossier TLA : **15-326**
Mandat : **17672-2-001**
Contrat : **14508**

Monsieur, dans le cadre des travaux de réfection précités, nous vous transmettons par la présente notre analyse et notre recommandation suite à l'ouverture des soumissions.

Nous avons reçu dix (10) soumissions qui ont été retenues pour fins d'analyse. Vous trouverez en pièce jointe le tableau des prix et la grille d'analyse.

Recommandation :

TLA a pris connaissance des soumissions présentées par les entrepreneurs pour le projet cité en rubrique.

La plus basse soumission est celle de « Construction Doverco Inc. » et est inférieure à l'estimé budgétaire de 1 881 935.51 $ présenté. Ce soumissionnaire nous a fait parvenir la liste des addendas complète suite à l'ouverture des soumissions et selon l'article 1.3.1.2 des Clauses Administratives Générales, nous sommes d'avis que nous pouvons vous recommander la soumission de Construction Doverco Inc. au montant de 1 519 222.16$ aux fins d'un octroi de contrat de construction.

Prendre note que les entrepreneurs s'étant classé 2e, 3e, 4e, 5e et 6e sont également conformes.

Comparaison des prix :

Lorsque nous regardons les prix par chapitre de l'ensemble des soumissionnaires, ceux-ci se ressemblent à l'exception de quelques items. Ainsi, nous avions prévu un taux d'administration et profit de 15% que nous avons placé au chapitre 01. Nous avons également incorporé notre contingence d'estimation de 10% dans les prix de chaque chapitre.

Chapitre 00 – Charges générales – Nous avons considéré 15% des travaux à l'estimé. Les prix des entrepreneurs varient grandement entre 65 000$ et 312 000$. Nous ne voyons pas de problème à ce niveau.

Chapitre 01 – Nous n'avions pas estimé de montant pour ce chapitre car cela était inclus dans le % d'administration et profit de 15%. Les prix des entrepreneurs varient de 2200$ à 43000$.

Chapitre 02 – Notre démolition estimé était simplement celle en architecture. Les montants des entrepreneurs sont plus élevés car ils ont probablement inclus la démolition de plusieurs disciplines.

Chapitre 03 – Nous avions estimé 25 000$ et les prix varient entre 5 500$ et 28 332$. Encore une fois, cela dépend de comment l'entrepreneur départage les sous-contrats.

Chapitre 05 – Nous avions estimé 5500$ et les prix varient entre 3 345 et 25 871. Même commentaire que pour le chapitre 03.

Chapitre 06 – Étant donné que la charpenterie est principalement pour du temporaire, nous avions inclus cela avec les % administration et profit. Les entrepreneurs ont inscrit des montants entre 270$ et 13100$. Cela représente bien l'ordre de grandeur des travaux de charpenterie.

Chapitre 07 – Nous avions prévu 2200$ (en architecture). Le prix inclus par les généraux varie entre 1916 et 14 050. En écartant le prix le plus haut, le reste des prix sont semblables à l'estimé.

Chapitre 08 – Nous avions prévu 6 600$ et les prix varient de 3 250$ à 10 000$. Cela semble correct.

Chapitre 09 – Nous avions prévu 3 300$ et les prix varient de 10 522$ à 32 840$. Cela est sensiblement plus élevé qu'anticipé, cependant nous avons rajouté des travaux dans le garage en addenda et le système a été modifié. Donc les prix reflètent les travaux attendus.

Chapitre 22 – Nous avions prévu 291 500$. Les prix varient de 4000$ à 221 000$. Cela dépend de la façon de classer les prix par les soumissionnaires. Certains ont inversé les montants (4^{e} et 10^{e} soumissionnaires).

Chapitre 23 – Nous avions 38500$. Les prix varient de 7200$ à 234 000$. Voir commentaire précédent.

Chapitre 25 – Nous avions 24200$. Les prix varient de 36 000$ à 40 000$. Cela dépend de la cote que le général a pri sur le sous-traitant.

Chapitre 26 – Nous avions 177 760$. Les prix varient de 105 738$ à 127 464$. Cela reflète bien la saine compétition entre les différents entrepreneurs ayant déposé au BSDQ.

Chapitre 32 – Notre estimé était de 17 600. Les prix varient de 10 000$ à 23 560$. Cela est correct.

Chapitre 33 – Notre estimé était de 482 456$. Les prix varient de 530 900 à 867 135$. Nous sommes d'avis que le prix soumis est bon car nous avons ajouté la dalle de béton dans le stationnement en addenda.

Espérant le tout selon vos attentes, veuillez accepter nos salutations distinguées.

Préparé par : TLA ARCHITECTES INC.



Benoît Lalonde, architecte associé

Services institutionnels
Gestion et planification immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 3e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

SOUMISSION NO :5792

ANALYSE DE CONFORMITÉ DES SOUMISSIONS

Date (a-m-j) : 2016 - 02 - 18

Contrat :	Mandat :	Bâtiment :
14508	17672-2-001	3114

Titre

Remplacement de chaudières et travaux civils - Caserne 73

Le rang est déterminé selon la valeur croissante du prix soumis sans égard au statut ou au défaut

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
1	Construction Doverco Inc.	1,321,062.75 $	CONFORME

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission — ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ erreur de calcul — ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit — ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : L'entrepreneur n'a pas considéré les addendas 5, 6 et 7 lors de la soumission, cependant il les a remis après l'ouverture des soumissions en conformité avec les dispositions de l'article 1.3.1.2. du cahier des clauses administratives générales.

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
2	Développement Atrium Inc.	1,362,196.96 $	CONFORME

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission — ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ erreur de calcul — ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit — ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire :

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
3	KF Construction Inc.	1,366,762.61 $	CONFORME

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission — ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ erreur de calcul — ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit — ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☒ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — ☒ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : Voir contentieux. Peut-être une erreur car il est écrit N/A ensuite.

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
4	Urbex Construction Inc.	1,389,322.95 $	CONFORME

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission — ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ erreur de calcul — ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit — ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : aucun

5	Afcor Construction Inc.	1,430,410.40 $	CONFORME

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission — ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ erreur de calcul — ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit — ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire :

6	Trempro Construction Inc.	1,485,097.03 $	CONFORME

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission — ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ erreur de calcul — ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit — ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : aucun

+ 4	autres soumissions, au-delà des 6 premières	1,764,561.57 $ plus haute soumission	voir statistiques ci-après

conformes : 4 non conformes : en dérogation majeure : en dérogation mineure :

Signature Benoît Lalonde

Firme : TLA architectes Inc.

Fonction : Architecte nom : Benoît Lalonde

Numéro : 5792

Numéro de référence : 936459

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Remplacement des chaudières et travaux d'œuvrés civils à la caserne 73

Sélectionner toutes les lignes de résultats	Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Sélectionner la ligne	9301-2649 Quebec inc. 723 Chemin Ruisseau Nord Saint-Mathieu-de-Beloeil, QC, J3G2C9 http://www.pavagesummum.com NEQ : 1170011051	Monsieur Jean-Bernard Autotte Téléphone : 450 536-3000 Télécopieur : 450 339-3320	**Commande : (1044262)** 2015-12-07 16 h 52 **Transmission :** 2015-12-07 16 h 52	2530588 - ADD-1 (devis) 2015-12-18 12 h 46 - Messagerie 2530589 - ADD-1 (plan) 2015-12-18 12 h 07 - Courriel 2530591 - ADD-2 2015-12-18 10 h 17 - Courriel 2530593 - ADD-3 2015-12-18 13 h 05 - Courriel 2530594 - ADD-4 2015-12-18 10 h 21 - Courriel 2533185 - ADD-5 (devis) 2016-01-07 14 h 55 - Courriel 2533186 - ADD-5 (plan) 2016-01-07 14 h 55 - Courriel 2533188 - ADD-6 2016-01-07 11 h 11 - Courriel 2533577 - ADD-7

				2016-01-08 12 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne 	ACQ Métropolitaine 7900 avenue Jean-Desprez Montréal, QC, H1K0H4 http://www.acq.org/region-metropolitaine.html NEQ :	Madame Sophie Quenneville Téléphone : 514 355-3245 Télécopieur :	**Commande : (1044870)** 2015-12-09 10 h 31 **Transmission :** 2015-12-09 10 h 31	2530588 - ADD-1 (devis) 2015-12-18 12 h 47 - Messagerie 2530589 - ADD-1 (plan) 2015-12-18 12 h 07 - Courriel 2530591 - ADD-2 2015-12-18 10 h 17 - Courriel 2530593 - ADD-3 2015-12-18 13 h 05 - Courriel 2530594 - ADD-4 2015-12-18 10 h 21 - Courriel 2533185 - ADD-5 (devis) 2016-01-07 14 h 55 - Courriel 2533186 - ADD-5 (plan) 2016-01-07 14 h 55 - Courriel 2533188 - ADD-6 2016-01-07 11 h 11 - Courriel 2533577 - ADD-7 2016-01-08 12 h 21 - Courriel Mode privilégié

				(devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne	Afcor Construction Inc 2385 rue de la Métropole Longueuil, QC, J4G 1E5 http://www.afcor.ca NEQ : 1148887467	Monsieur Edgar Marquina Téléphone : 450 670-0407 Télécopieur : 450 670-7214	**Commande : (1041359)** 2015-11-27 14 h 47 **Transmission :** 2015-11-27 17 h 10	2530588 - ADD-1 (devis) 2015-12-18 13 h 06 - Messagerie 2530589 - ADD-1 (plan) 2015-12-18 13 h 06 - Messagerie 2530591 - ADD-2 2015-12-18 10 h 17 - Courriel 2530593 - ADD-3 2015-12-18 13 h 05 - Courriel 2530594 - ADD-4 2015-12-18 10 h 21 - Courriel 2533185 - ADD-5 (devis) 2016-01-07 14 h 55 - Courriel 2533186 - ADD-5 (plan) 2016-01-07 15 h 11 - Messagerie 2533188 - ADD-6 2016-01-07 11 h 11 - Courriel 2533577 - ADD-7 2016-01-08 12 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié

				(plan) : Messagerie (Purolator)
Sélectionner la ligne 	Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ) 5930, boul. Louis-H.-La Fontaine (Anjou) Montréal, QC, H1M1S7 NEQ :	Monsieur Sylvain Lamontagne Téléphone : 514 353-9960 Télécopieur : 514 353-4825	**Commande : (1040291)** 2015-11-25 11 h 03 **Transmission :** 2015-11-25 11 h 03	2530588 - ADD-1 (devis) 2015-12-18 12 h 43 - Messagerie 2530589 - ADD-1 (plan) 2015-12-18 12 h 07 - Courriel 2530591 - ADD-2 2015-12-18 10 h 17 - Courriel 2530593 - ADD-3 2015-12-18 13 h 05 - Courriel 2530594 - ADD-4 2015-12-18 10 h 21 - Courriel 2533185 - ADD-5 (devis) 2016-01-07 14 h 55 - Courriel 2533186 - ADD-5 (plan) 2016-01-07 14 h 55 - Courriel 2533188 - ADD-6 2016-01-07 11 h 11 - Courriel 2533577 - ADD-7 2016-01-08 12 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la	Association Patronale des Entreprises en	Monsieur	**Commande**	2530588 - ADD-1

ligne	Construction (APECQ) 6550, chemin de la Côte-de-Liesse Montréal, QC, H4T 1E3 http://www.apecq.org NEQ :	Andy Cimelli Téléphone : 514 739-2381 Télécopieur : 514 341-9514	**: (1042261)** 2015-12-01 13 h 19 **Transmission :** 2015-12-01 13 h 19	(devis) 2015-12-18 12 h 47 - Messagerie 2530589 - ADD-1 (plan) 2015-12-18 12 h 07 - Courriel 2530591 - ADD-2 2015-12-18 10 h 17 - Courriel 2530593 - ADD-3 2015-12-18 13 h 05 - Courriel 2530594 - ADD-4 2015-12-18 10 h 21 - Courriel 2533185 - ADD-5 (devis) 2016-01-07 14 h 55 - Courriel 2533186 - ADD-5 (plan) 2016-01-07 14 h 55 - Courriel 2533188 - ADD-6 2016-01-07 11 h 11 - Courriel 2533577 - ADD-7 2016-01-08 12 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne	Charex 14940 rue Louis M Taillon Mirabel, QC, J7N 2K4 NEQ : 1167167742	Monsieur Stéphan Charette Téléphone	**Commande : (1041884)** 2015-11-30 15 h 01	2530588 - ADD-1 (devis) 2015-12-18 12 h 44 - Messagerie

		: 450 475-1135 Télécopieur : 450 475-1137	**Transmission :** 2015-11-30 15 h 01	2530589 - ADD-1 (plan) 2015-12-18 12 h 07 - Courriel 2530591 - ADD-2 2015-12-18 10 h 17 - Courriel 2530593 - ADD-3 2015-12-18 13 h 05 - Courriel 2530594 - ADD-4 2015-12-18 10 h 21 - Courriel 2533185 - ADD-5 (devis) 2016-01-07 14 h 55 - Courriel 2533186 - ADD-5 (plan) 2016-01-07 14 h 55 - Courriel 2533188 - ADD-6 2016-01-07 11 h 11 - Courriel 2533577 - ADD-7 2016-01-08 12 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne	Construction Arcade 1200, rue Bernard-Lefebvre Laval, QC, H7C0A5 NEQ : 1162114673	Monsieur Michel Lehoux Téléphone : 514 881-0579 Télécopieur	**Commande : (1040723)** 2015-11-26 10 h 12 **Transmission :** 2015-11-26 10 h 12	2530588 - ADD-1 (devis) 2015-12-18 12 h 46 - Messagerie 2530589 - ADD-1 (plan) 2015-12-18 12 h

		: 514 881-1255		07 - Courriel 2530591 - ADD-2 2015-12-18 10 h 17 - Courriel 2530593 - ADD-3 2015-12-18 13 h 05 - Courriel 2530594 - ADD-4 2015-12-18 10 h 21 - Courriel 2533185 - ADD-5 (devis) 2016-01-07 14 h 55 - Courriel 2533186 - ADD-5 (plan) 2016-01-07 14 h 55 - Courriel 2533188 - ADD-6 2016-01-07 11 h 11 - Courriel 2533577 - ADD-7 2016-01-08 12 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne	Construction Deric Inc 5145, rue Rideau Québec, QC, G2E5H5 http://www.groupederic.ca NEQ : 1169078178	Monsieur Alexandre Coulombe Téléphone : 418 874-0007 Télécopieur : 418 874-7782	**Commande : (1041164)** 2015-11-27 9 h 40 **Transmission :** 2015-11-27 9 h 46	2530588 - ADD-1 (devis) 2015-12-18 13 h 06 - Messagerie 2530589 - ADD-1 (plan) 2015-12-18 13 h 06 - Messagerie 2530591 - ADD-2 2015-12-18 10 h

				17 - Courriel 2530593 - ADD-3 2015-12-18 13 h 05 - Courriel 2530594 - ADD-4 2015-12-18 10 h 21 - Courriel 2533185 - ADD-5 (devis) 2016-01-07 14 h 55 - Courriel 2533186 - ADD-5 (plan) 2016-01-07 15 h 12 - Messagerie 2533188 - ADD-6 2016-01-07 11 h 11 - Courriel 2533577 - ADD-7 2016-01-08 12 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Sélectionner la ligne	Construction Doverco Inc.. 205-255 boul Arthur-Sauvé Saint-Eustache, QC, J7P 2A9 NEQ : 1160536588	Monsieur Jean Marc Bergeron Téléphone : 450 473-1334 Télécopieur : 450 473-1010	**Commande : (1040496)** 2015-11-25 15 h 29 **Transmission :** 2015-11-25 20 h 05 **2 copies**	2530588 - ADD-1 (devis) 2015-12-18 12 h 45 - Messagerie 2530589 - ADD-1 (plan) 2015-12-18 12 h 07 - Courriel 2530591 - ADD-2 2015-12-18 10 h 17 - Courriel 2530593 - ADD-3 2015-12-18 13 h

				05 - Courriel 2530594 - ADD-4 2015-12-18 10 h 21 - Courriel 2533185 - ADD-5 (devis) 2016-01-07 14 h 55 - Courriel 2533186 - ADD-5 (plan) 2016-01-07 14 h 55 - Courriel 2533188 - ADD-6 2016-01-07 11 h 11 - Courriel 2533577 - ADD-7 2016-01-08 12 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne	Construction Genfor Ltée. 2850 boul Saint-Martin Est Bureau 203 Laval, QC, H7E 5A1 http://www.genfor.qc.ca NEQ : 1144135697	Monsieur Emmanuel Haché Téléphone : 450 661-2040 Télécopieur : 450 661-2092	**Commande : (1040400)** 2015-11-25 13 h 41 **Transmission :** 2015-11-25 16 h 26	2530588 - ADD-1 (devis) 2015-12-18 13 h 06 - Messagerie 2530589 - ADD-1 (plan) 2015-12-18 13 h 06 - Messagerie 2530591 - ADD-2 2015-12-18 10 h 17 - Télécopie 2530593 - ADD-3 2015-12-18 13 h 10 - Messagerie 2530594 - ADD-4 2015-12-18 10 h

				21 - Télécopie 2533185 - ADD-5 (devis) 2016-01-07 15 h 04 - Messagerie 2533186 - ADD-5 (plan) 2016-01-07 15 h 04 - Messagerie 2533188 - ADD-6 2016-01-07 11 h 12 - Télécopie 2533577 - ADD-7 2016-01-08 12 h 22 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Sélectionner la ligne	Développement Atrium inc. 25 chemin de Lavaltrie Lavaltrie, QC, J5T2H3 http://atrium-dev.com/ NEQ : 1167861005	Monsieur Jean Bellavance Téléphone : 450 935-1373 Télécopieur : 450 935-1473	**Commande : (1044014)** 2015-12-07 10 h 36 **Transmission :** 2015-12-07 10 h 45	2530588 - ADD-1 (devis) 2015-12-18 13 h 02 - Messagerie 2530589 - ADD-1 (plan) 2015-12-18 13 h 02 - Messagerie 2530591 - ADD-2 2015-12-18 10 h 17 - Courriel 2530593 - ADD-3 2015-12-18 13 h 05 - Courriel 2530594 - ADD-4 2015-12-18 10 h 21 - Courriel 2533185 - ADD-5 (devis)

				2016-01-07 14 h 55 - Courriel 2533186 - ADD-5 (plan) 2016-01-07 15 h 06 - Messagerie 2533188 - ADD-6 2016-01-07 11 h 11 - Courriel 2533577 - ADD-7 2016-01-08 12 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Sélectionner la ligne	Entreprises Larry 4200, St-Patrick Montréal, QC, H4E 1A5 NEQ : 1163874689	Monsieur Philippe Emrich Téléphone : 514 767-5363 Télécopieur :	**Commande : (1041738)** 2015-11-30 11 h 44 **Transmission :** 2015-11-30 11 h 44	2530588 - ADD-1 (devis) 2015-12-18 13 h 04 - Messagerie 2530589 - ADD-1 (plan) 2015-12-18 13 h 04 - Messagerie 2530591 - ADD-2 2015-12-18 10 h 17 - Courriel 2530593 - ADD-3 2015-12-18 13 h 05 - Courriel 2530594 - ADD-4 2015-12-18 10 h 21 - Courriel 2533185 - ADD-5 (devis) 2016-01-07 14 h 55 - Courriel 2533186 - ADD-5

				(plan) 2016-01-07 15 h 09 - Messagerie 2533188 - ADD-6 2016-01-07 11 h 11 - Courriel 2533577 - ADD-7 2016-01-08 12 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Sélectionner la ligne	Groupe Paquette - Mécanique du batiment Inc 275 boul Marc-Aurèle-Fortin Laval, QC, H7L 2A2 NEQ : 1144131498	Madame Maude Côté Lalonde Téléphone : 450 625-2297 Télécopieur : 450 963-2584	**Commande : (1040613)** 2015-11-26 8 h 30 **Transmission :** 2015-11-26 8 h 34	2530588 - ADD-1 (devis) 2015-12-18 13 h 03 - Messagerie 2530589 - ADD-1 (plan) 2015-12-18 13 h 03 - Messagerie 2530591 - ADD-2 2015-12-18 10 h 17 - Courriel 2530593 - ADD-3 2015-12-18 13 h 05 - Courriel 2530594 - ADD-4 2015-12-18 10 h 21 - Courriel 2533185 - ADD-5 (devis) 2016-01-07 14 h 55 - Courriel 2533186 - ADD-5 (plan) 2016-01-07 15 h 08 - Messagerie

				2533188 - ADD-6 2016-01-07 11 h 11 - Courriel 2533577 - ADD-7 2016-01-08 12 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Sélectionner la ligne	JNA Leblanc électrique Inc 113A, rue de la Couronne Repentigny, QC, J5Z 0B3 http://www.jnaleblanc.com NEQ : 1142744698	Monsieur Jocelyn Leblanc Téléphone : 450 588-3712 Télécopieur : 450 588-5611	**Commande : (1049305)** 2016-01-04 10 h 33 **Transmission :** 2016-01-04 10 h 33	2530588 - ADD-1 (devis) 2016-01-04 10 h 33 - Téléchargement 2530589 - ADD-1 (plan) 2016-01-04 10 h 33 - Téléchargement 2530591 - ADD-2 2016-01-04 10 h 33 - Téléchargement 2530593 - ADD-3 2016-01-04 10 h 33 - Téléchargement 2530594 - ADD-4 2016-01-04 10 h 33 - Téléchargement 2533185 - ADD-5 (devis) 2016-01-07 15 h 05 - Messagerie 2533186 - ADD-5 (plan)

				2016-01-07 15 h 05 - Messagerie 2533188 - ADD-6 2016-01-07 11 h 12 - Télécopie 2533577 - ADD-7 2016-01-08 12 h 22 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Sélectionner la ligne 	KF Construction inc. 1410, rue de Jaffa. 201 Laval, QC, H7P 4K9 NEQ : 1160669041	Monsieur Hany Berzy Téléphone : 450 681-8338 Télécopieur : 450 681-7612	**Commande : (1043911)** 2015-12-07 8 h 39 **Transmission :** 2015-12-07 8 h 39	2530588 - ADD-1 (devis) 2015-12-18 14 h 32 - Messagerie 2530589 - ADD-1 (plan) 2015-12-18 14 h 32 - Messagerie 2530591 - ADD-2 2015-12-18 10 h 17 - Courriel 2530593 - ADD-3 2015-12-18 13 h 05 - Courriel 2530594 - ADD-4 2015-12-18 10 h 21 - Courriel 2533185 - ADD-5 (devis) 2016-01-07 14 h 55 - Courriel 2533186 - ADD-5 (plan) 2016-01-07 15 h 12 - Messagerie 2533188 - ADD-6

				2016-01-07 11 h 11 - Courriel 2533577 - ADD-7 2016-01-08 12 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Sélectionner la ligne 	Le Groupe Centco inc 6500 St-Jacques O Montréal, QC, H4B 1T6 http://www.centco.com NEQ : 1165903742	Monsieur Sébastien Hamel Téléphone : 514 483-4550 Télécopieur : 514 483-4394	**Commande : (1041320)** 2015-11-27 13 h 59 **Transmission :** 2015-11-27 14 h 21	2530588 - ADD-1 (devis) 2015-12-18 13 h 05 - Messagerie 2530589 - ADD-1 (plan) 2015-12-18 13 h 05 - Messagerie 2530591 - ADD-2 2015-12-18 10 h 17 - Courriel 2530593 - ADD-3 2015-12-18 13 h 05 - Courriel 2530594 - ADD-4 2015-12-18 10 h 21 - Courriel 2533185 - ADD-5 (devis) 2016-01-07 14 h 55 - Courriel 2533186 - ADD-5 (plan) 2016-01-07 15 h 09 - Messagerie 2533188 - ADD-6 2016-01-07 11 h 11 - Courriel 2533577 - ADD-7

				2016-01-08 12 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Sélectionner la ligne	L'écuyer & Fils Ltée / 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 NEQ : 1145052065	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1050254)** 2016-01-06 9 h 27 **Transmission :** 2016-01-06 9 h 27	2530588 - ADD-1 (devis) 2016-01-06 9 h 27 - Téléchargement 2530589 - ADD-1 (plan) 2016-01-06 9 h 27 - Téléchargement 2530591 - ADD-2 2016-01-06 9 h 27 - Téléchargement 2530593 - ADD-3 2016-01-06 9 h 27 - Téléchargement 2530594 - ADD-4 2016-01-06 9 h 27 - Téléchargement 2533185 - ADD-5 (devis) 2016-01-07 14 h 55 - Courriel 2533186 - ADD-5 (plan) 2016-01-07 14 h 55 - Courriel 2533188 - ADD-6 2016-01-07 11 h 11 - Courriel 2533577 - ADD-7 2016-01-08 12 h 21 - Courriel Mode privilégié

				(devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne 	Merlain Canada inc. 1985, rue Ste-Hélène Longueuil, QC, J4K 3T4 http://www.merlaincanada.com NEQ : 1165903700	Madame Xiaoyan Zhang Téléphone : 514 657-2166 Télécopieur : 579 721-1801	**Commande : (1041138)** 2015-11-27 9 h 15 **Transmission :** 2015-11-27 9 h 29	2530588 - ADD-1 (devis) 2015-12-18 13 h 04 - Messagerie 2530589 - ADD-1 (plan) 2015-12-18 13 h 04 - Messagerie 2530591 - ADD-2 2015-12-18 10 h 17 - Courriel 2530593 - ADD-3 2015-12-18 13 h 05 - Courriel 2530594 - ADD-4 2015-12-18 10 h 21 - Courriel 2533185 - ADD-5 (devis) 2016-01-07 14 h 55 - Courriel 2533186 - ADD-5 (plan) 2016-01-07 15 h 08 - Messagerie 2533188 - ADD-6 2016-01-07 11 h 11 - Courriel 2533577 - ADD-7 2016-01-08 12 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié

				(plan) : Messagerie (Purolator)
Sélectionner la ligne 	Neolect Inc. 1830 Bl. Fortin Laval, QC, H7s 1N8 NEQ : 1166302126	Madame Carole Lamarche Téléphone : 450 668-2200 Télécopieur : 450 668-8114	**Commande : (1041083)** 2015-11-27 7 h 55 **Transmission :** 2015-11-27 7 h 55	2530588 - ADD-1 (devis) 2015-12-18 12 h 48 - Messagerie 2530589 - ADD-1 (plan) 2015-12-18 12 h 07 - Courriel 2530591 - ADD-2 2015-12-18 10 h 17 - Courriel 2530593 - ADD-3 2015-12-18 13 h 05 - Courriel 2530594 - ADD-4 2015-12-18 10 h 21 - Courriel 2533185 - ADD-5 (devis) 2016-01-07 14 h 55 - Courriel 2533186 - ADD-5 (plan) 2016-01-07 14 h 55 - Courriel 2533188 - ADD-6 2016-01-07 11 h 11 - Courriel 2533577 - ADD-7 2016-01-08 12 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la	Ramcor Construction Inc.	Monsieur Guy	**Commande**	2530588 - ADD-1

ligne 	8085 rue Champ D'Eau Arrondissement Saint-Léonard Montréal, QC, H1P 1Y1 NEQ : 1161184792	Cormier Téléphone : 514 329-4545 Télécopieur : 514 329-4818	**: (1040782)** 2015-11-26 11 h 04 **Transmission :** 2015-11-26 11 h 35	(devis) 2015-12-18 13 h 05 - Messagerie 2530589 - ADD-1 (plan) 2015-12-18 13 h 05 - Messagerie 2530591 - ADD-2 2015-12-18 10 h 17 - Télécopie 2530593 - ADD-3 2015-12-18 13 h 12 - Messagerie 2530594 - ADD-4 2015-12-18 10 h 52 - Télécopie 2533185 - ADD-5 (devis) 2016-01-07 15 h 10 - Messagerie 2533186 - ADD-5 (plan) 2016-01-07 15 h 10 - Messagerie 2533188 - ADD-6 2016-01-07 11 h 12 - Télécopie 2533577 - ADD-7 2016-01-08 12 h 22 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Sélectionner la ligne 	SDX MÉCANIQUE INC 850 bould. des érables Salaberry-de-Valleyfield, QC, j6t6g4 NEQ : 1166406158	Monsieur Joël Prud'homme Téléphone : 819 429-	**Commande : (1042056)** 2015-12-01 9 h 02	2530588 - ADD-1 (devis) 2015-12-18 13 h 02 - Messagerie

		5555 Télécopieur :	**Transmission :** 2015-12-01 9 h 11	2530589 - ADD-1 (plan) 2015-12-18 13 h 02 - Messagerie 2530591 - ADD-2 2015-12-18 10 h 17 - Courriel 2530593 - ADD-3 2015-12-18 13 h 05 - Courriel 2530594 - ADD-4 2015-12-18 10 h 21 - Courriel 2533185 - ADD-5 (devis) 2016-01-07 14 h 55 - Courriel 2533186 - ADD-5 (plan) 2016-01-07 15 h 06 - Messagerie 2533188 - ADD-6 2016-01-07 11 h 11 - Courriel 2533577 - ADD-7 2016-01-08 12 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Sélectionner la ligne ☐	Trempro Construction Inc. 112 rue Industrielle #200 Delson, QC, J5B 1W4 NEQ : 1165135550	Madame Karine Mailly Téléphone : 514 903-5460 Télécopieur : 514 903-	**Commande : (1040914)** 2015-11-26 14 h 10 **Transmission :** 2015-11-26 14 h 43	2530588 - ADD-1 (devis) 2015-12-18 13 h 01 - Messagerie 2530589 - ADD-1 (plan) 2015-12-18 13 h

		5450		01 - Messagerie 2530591 - ADD-2 2015-12-18 10 h 17 - Courriel 2530593 - ADD-3 2015-12-18 13 h 05 - Courriel 2530594 - ADD-4 2015-12-18 10 h 21 - Courriel 2533185 - ADD-5 (devis) 2016-01-07 14 h 55 - Courriel 2533186 - ADD-5 (plan) 2016-01-07 15 h 04 - Messagerie 2533188 - ADD-6 2016-01-07 11 h 11 - Courriel 2533577 - ADD-7 2016-01-08 12 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Sélectionner la ligne	Urbex construction inc 3410 Hormidas-Deslauriers, Lachine, Montréal, QC, H8T 3P2 http://www.urbexconstruction.com NEQ : 1161557807	Monsieur Marc-André Bastien Téléphone : 514 556-3075 Télécopieur : 514 556-3077	**Commande : (1043789)** 2015-12-04 15 h 34 **Transmission :** 2015-12-04 15 h 34	2530588 - ADD-1 (devis) 2015-12-18 12 h 44 - Messagerie 2530589 - ADD-1 (plan) 2015-12-18 12 h 07 - Courriel 2530591 - ADD-2 2015-12-18 10 h

17 - Courriel
2530593 - ADD-3
2015-12-18 13 h
05 - Courriel
2530594 - ADD-4
2015-12-18 10 h
21 - Courriel
2533185 - ADD-5
(devis)
2016-01-07 14 h
55 - Courriel
2533186 - ADD-5
(plan)
2016-01-07 14 h
55 - Courriel
2533188 - ADD-6
2016-01-07 11 h
11 - Courriel
2533577 - ADD-7
2016-01-08 12 h
21 - Courriel
Mode privilégié
(devis) : Courrier
électronique
Mode privilégié
(plan) : Courrier
électronique

Sélectionner | Annuler

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **lundi, 18 janvier 2016 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : CONSTRUCTION DOVERCO INC.
Adresse du siège social : 255, ARTHUR-SAUVÉ, 205, SAINT-EUSTACHE, QC, J7P 2A9, CANADA

Numéro de client à l'Autorité : 3000220653
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1160536588

Autres noms d'affaires
• Aucun

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information des services en ligne.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1163456001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction gestion des projets de développement et de maintien des actifs immobiliers
Objet :	Accorder un contrat à la firme Construction Doverco inc. pour les travaux de remplacement des chaudières et des travaux de génie civil à la caserne 73 (3114), 820, rue Saint-Germain, arrondissement de Saint-Laurent. Dépense totale de 1 621 872,99 $, taxes incluses - Appel d'offres 5792 (10 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1163456001 - information comptable.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service CDL
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-24

Françoise TURGEON
Conseillère analyse - contrôle de gestion

Tél : 514 872-0946
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.08

2016/03/24 17:00

(1)

Dossier # : 1166708001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 4
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	375e Anniversaire de Montréal
Objet :	Accorder un contrat à Catalogna & Frères Ltée. pour des travaux de réaménagement du domaine public aux abords du Musée des beaux-arts de Montréal (MBAM) et de l'Université Concordia. Dépense totale de 4 847 596,98 $, taxes incluses (travaux et contingences: 4 370 450,73 $ + incidences 477 146,25 $). Appel d'offres public 330201 - 7 soumissionnaires.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense maximale de 4 847 596,98 $, taxes incluses, pour des travaux de réaménagement du domaine public aux abords du Musée des beaux-arts de Montréal (MBAM) et de l'Université Concordia, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2. d'accorder à Catalogna & Frères Ltée., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 4 370 450,73 $, taxes et contingences incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public numéro 330201;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-02-26 16:31

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1166708001**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 4
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	375e Anniversaire de Montréal
Objet :	Accorder un contrat à Catalogna & Frères Ltée. pour des travaux de réaménagement du domaine public aux abords du Musée des beaux-arts de Montréal (MBAM) et de l'Université Concordia. Dépense totale de 4 847 596,98 $, taxes incluses (travaux et contingences: 4 370 450,73 $ + incidences 477 146,25 $). Appel d'offres public 330201 - 7 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Un projet d'aménagement du domaine public aux abords du Musée des beaux-arts de Montréal (MBAM) a été conçu par la Ville en 2010, en collaboration avec le MBAM. La première phase de ce projet, incluant l'avenue du Musée et le côté nord de la rue Sherbrooke, a été réalisée en 2012. La deuxième phase vise le réaménagement du trottoir sud de la rue Sherbrooke entre les rues Bishop et Crescent. Par ailleurs, la Ville désire inclure à cette phase le réaménagement de la rue Bishop entre le boulevard de Maisonneuve et la rue Sherbrooke en accompagnement de la construction du nouveau pavillon de la Paix du MBAM qui sera inauguré à l'automne 2016 (voir schéma de localisation en pièce jointe au présent dossier).
Les travaux d'aménagement aux abords de l'Université Concordia et du MBAM seront réalisés en 2016, entre les mois d'avril et octobre inclusivement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG14 0486 - 14 novembre 2014 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2015-2017 de la Ville de Montréal (volet agglomération) (1143843014).
CG07 0524 - 20 décembre 2007 - Règlement autorisant un emprunt de 100 000 000 $ afin de financer la réalisation du programme de réfection routière sur le réseau routier relevant de la compétence du conseil d'agglomération (1072689009).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à octroyer un contrat à Catalogna & Frères Ltée. pour la réalisation des travaux de réaménagement du domaine public aux abords du Musée des beaux-arts de Montréal et de l'Université Concordia.
Les travaux à effectuer sur la rue Sherbrooke, entre les rues Redpath et Crescent, portent principalement sur :

- Aqueduc : Remplacement de deux bornes d’incendie;
- Égout pluvial : Remplacement de puisards de rue;
- Trottoir Sud : Reconstruction et élargissement du trottoir avec bordure et pavés de granit;
- Chaussée : Démolition de la chaussée mixte et construction d’une chaussée souple;
- Aménagement paysager : Construction de fosses de plantation (± 10 m3) au niveau du trottoir, plantation d’arbres et d'arbustes et mise en place de blocs architecturaux en calcaire;
- Électricité et éclairage de rue : Remplacement des lampadaires de rue;
- Circulation : Remplacement des feux de circulation, marquage de la chaussée et installation de la signalisation écrite (panneaux).

Les travaux à effectuer sur la rue Bishop, entre le boulevard de Maisonneuve et la rue Sherbrooke, portent principalement sur :

- Égout combiné : Réhabilitation par gainage de la conduite d’égout combiné existante ovoïde en briques, remplacement et/ou démolition des regards d’égout combiné existants en briques ainsi que réhabilitation, remplacement ou démolition des entrées de service existantes;
- Aqueduc : Reconstruction de la conduite d’aqueduc en fonte et des entrées de service incluant tous les accessoires et raccordements à l’existant aux intersections du boulevard de Maisonneuve et de la rue Sherbrooke;
- Trottoir : Reconstruction et élargissement du trottoir avec bordure de granit, pavés de granit et pavé de béton entre le boulevard de Maisonneuve et la rue Sherbrooke et reconstruction du trottoir monolithique de béton à l’intersection du boulevard de Maisonneuve;
- Chaussée : Démolition de la chaussée mixte et construction d’une chaussée souple entre le boulevard de Maisonneuve et la rue Sherbrooke;
- Aménagement paysager : Construction de fosses de plantation et de fosses d’arbres agrandies avec grille métallique (± 10 m3) au niveau du trottoir et plantation d’arbres et arbustes, mise en place de blocs architecturaux en calcaire et de mobiliers urbains, construction d’une traverse piétonne surélevée, travaux d’aménagement dans l’emprise privée de l’université Concordia et du Musée des beaux-arts de Montréal (MBAM) (ces derniers seront remboursés à la Ville par les deux institutions dans le cadre d'une entente en cours de préparation (référence GDD1166708003));
- Électricité et éclairage de rue : Mise en place des conduits pour futures bornes de recharge de véhicules électriques et remplacement des lampadaires de rue;
- Circulation : Remplacement des feux de circulation, marquage de la chaussée et installation de signalisation écrite (panneaux).

Contingences et incidences

Le bordereau de soumission prévoit 10% de travaux contingents.

Des dépenses incidentes sont également prévues pour un total de 477 146,25 $ (taxes incluses). Celles-ci comprennent des dépenses relatives aux réseaux techniques urbains (RTU), à la communication, au marquage et à la signalisation ainsi que les frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux et la gestion des sols contaminés. Le détail de l'enveloppe des incidences applicables au présent projet apparaît au document "Incidences et ristournes" en pièce jointe.

JUSTIFICATION

Ce projet fait partie des legs que la Ville entend laisser dans le cadre du 375e anniversaire de Montréal.

Analyse des soumissions

Le tableau ci-dessous présente le résultat de l'appel d'offres, soit le nom des soumissionnaires conformes, le prix proposé, l'estimation de contrôle, le tout incluant les taxes. Il présente également le coût moyen, l'écart entre la plus haute et la plus basse soumission, l'écart entre la plus basse soumission et l'estimation de contrôle ainsi que l'écart entre les deux plus basses soumissions.

RÉSULTATS DE SOUMISSION *(taxes incluses)*

	FIRMES SOUMISSIONNAIRES CONFORMES	PRIX	CONTINGENCES	TOTAL
1	Catalogna et Fréres Ltee (Licence RBQ # 1123-3293-59) (Attestation Revenu Québec délivrée le 24 novembre 2015)	3 973 137,03 $	397 313,70 $	4 370 450,73 $
2	Ceveco inc.	4 128 969,46 $	412 896,94 $	4 541 866,40 $
3	Les Excavations Super inc.	4 361 355,84 $	436 135,58 $	4 797 491,42 $
4	Les Pavages Chenail inc.	4 497 589,75 $	449 758,98 $	4 947 348,73 $
5	Les Entreprises de Construction Ventec inc.	5 048 214,23 $	504 821,42 $	5 553 035,65 $
6	Aménagement Côté Jardin inc.	5 157 164,42 $	515 716,44 $	5 672 880,86 $
7	Les Entrepreneurs Bucaro inc.	5 974 344,75 $	597 434,47 $	6 571 779,22 $
	Estimation des professionnels préparée par Macogep Inc.	3 523 338,08 $	352 333,82 $	3 875 671,90 $
	Coût moyen des soumissions reçues ($)			**5 207 836,14 $**
	Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			**19,2%**
	Écart entre la plus haute et la plus basse conforme		**($)**	**2 201 328,49 $**
			(%)	**50,4%**
	Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation		**($)**	**494 778,83 $**
			(%)	**12,8%**
	Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse		**($)**	**171 415,67 $**
			(%)	**3,9%**

Notons que les corrections suivantes ont été effectuées :

- Soumission des Entreprises Ventec inc. : le montant total est passé de 5 551 863,25$ à 5 553 035,65$ suite à la correction d'erreurs de calcul des montants des éléments "entrée de service d'égout combiné à démolir 150 mm" faisant partie des travaux d'égouts, et "Fourniture et pose de pavé de granit sur trottoir, sur bâtiment et sur chaussée" faisant partie des travaux d'aménagement.
- Soumission d'Aménagement Côté Jardin inc. : le montant total est passé de 5 672 028,90$ à 5 672 880,86$, suite à la correction d'erreurs de calcul pour les mêmes éléments faisant partie des travaux d'aménagement.
- Soumission de Bucaro inc. : le montant total est passé de 6 570 350,08$ à 6 571 779,22$ suite à la correction d'erreurs de calcul pour les mêmes éléments faisant partie des travaux d'aménagement ainsi que pour les éléments "Entrée d'égout de service d'égout existant à remplacer et à démolir" faisant partie des travaux d'égout.

Toutefois, ces corrections ne changent nullement le rang des soumissionnaires.

Le processus d'appel d'offres public no. 330201 s'est déroulé du 5 au 27 janvier 2016. Sur vingt deux (22) preneurs du cahier des charges, sept (7) firmes ont déposé une soumission. Il est à noter que les quinze (15) firmes n'ayant pas déposé de soumissions n'ont pas précisé la raison de leur désistement. Le délai de validité des soumissions est de 120 jours à partir de la date d'ouverture, soit jusqu'au 26 mai 2016.

Les prix de soumission et l'autorisation de l'AMF furent vérifiés pour l'ensemble des soumissions reçues. Également, les documents fournis lors du dépôt des soumissions furent vérifiés pour les trois (3) plus bas soumissionnaires (cautionnement, lettre d'engagement,

licence de la Régie du bâtiment du Québec, attestation de Revenu Québec, déclaration relative aux conflits d'intérêts et autres).

L'offre déposée par le plus bas soumissionnaire conforme, Catalogna & Frères Ltée., est supérieure à l'estimation faite par la firme Macogep, laquelle s'élevait à 3 875 671,90$, incluant les contingences et les taxes.

L'estimation des professionnels de la firme Macogep inc., mandatée par la Division gestion de projets et économie de la construction (DGPEC), est établie à partir des documents d'appel d'offres, pendant la période d'appel d'offres, et selon les prix des matériaux et des équipements ainsi que les taux de la main d'œuvre réels du marché actuel.

L'écart entre le prix soumis par le plus bas soumissionnaire conforme et l'estimation de soumission est de -494 778,83 $, soit 12,8 %. Après une analyse sommaire des résultats de la soumission, la DGPEC a remarqué que 57% de l'écart se situe dans une seule activité, soit l'organisation de chantier. Étant donné qu'il s'agit d'un montant global et que la stratégie et la planification des travaux sont uniques à chaque entrepreneur, il est normal d'observer une grande divergence parmi les prix soumis pour l'organisation de chantier par les entrepreneurs, allant jusqu'à 10 fois entre le plus bas et le plus haut prix.

Compte tenu que cet écart de 12,8 % est dans une marge acceptable, la DGPEC recommande l'octroi du contrat.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics conformément au décret # 1049-2013 adopté le 23 octobre 2013. L'adjudicataire recommandé, Catalogna & Frères Ltée. détient une attestation de l'Autorité des marchés financiers, laquelle est en vigueur depuis le 28 août 2014. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier.

Les validations requises selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec ont été faites. Le numéro de la licence RBQ de l'adjudicataire recommandé, Catalogna & Frères Ltée., est le suivant: 1144-0490-70. Une attestation valide délivrée le 24 novembre 2015 par Revenu Québec fut déposée avec sa soumission.

À la suite du lancement de l'appel d'offres public no. 330201, il est recommandé de retenir les services de Catalogna & Frères Ltée. pour la somme maximale de 4 370 450,73 $, taxes et contingences incluses.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de ce contrat de 4 370 450,73$ (taxes incluses) et 477 146,25$ (taxes incluses) pour les incidences.
Soit une dépense totale à prévoir de 4 847 596,98$ (taxes incluses) répartie comme suit:

1 - Un montant maximal de 3 674 078,89$ (taxes incluses) (3 196 932,64$ (taxes incluses) pour les travaux d'aménagement et 477 146,25$ (taxes incluses) pour les incidences) sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 07-037 du règlement – «Programme de réfection routière ».

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération. La totalité de la dépense est prévue pour l'année 2016.

2 - Un montant maximal de 1 173 518,08 $ pour les travaux de réfection de conduites sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 14-015 du

règlement – «Travaux d'infrastructure d'eau potable et d'eau usées admissible au Programme TECQ - AGGLO».

La dépense assumée par la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau du Service de l'eau est de 1 173 518,08 $ (taxes incluses) soit un coût net de 1 071 578,42 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

La dépense est admissible à une subvention estimé à 857 262,74 $ par le programme TECQ (taxe sur l'essence et de la contribution du Québec). L'emprunt net de 214 315,68 $ est à la charge spécifique des villes reconstituées.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet vise plusieurs objectifs en matière de développement durable, notamment :

- améliorer l'accessibilité universelle dans les rues;
- une meilleure qualité de vie par l'augmentation du verdissement et l'aménagement de quartiers durables et urbains centrés sur les déplacements actifs et collectifs (élargissement des trottoirs, ajout de rampes pour handicapés, création d'une zone de rencontre (rue partagée) et ajout de fosses d'arbres (33 arbres et 563 arbustes)).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Précisons que tout retard dans l'octroi du contrat faisant l'objet du présent dossier pourrait avoir un impact significatif sur le calendrier de réalisation. En effet, les travaux liés au présent dossier doivent commencer dès ce printemps afin de respecter la date de fin fixée, soit le 15 octobre 2016.
Pour la réalisation des travaux, la rue Bishop sera complètement fermée en 2016 entre le boulevard de Maisonneuve et la rue Sherbrooke de la fin avril jusqu'au début septembre. Il y aura des entraves sur la rue Sherbrooke entre les rues Redpath et Crescent de la fin juin jusqu'au début septembre. Des plans de maintien de la circulation ont été développés de concert avec les partenaires concernés afin de s'assurer que des mesures adéquates d'atténuation des impacts soient mises en œuvre.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication a été élaborée en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Décision du conseil d'agglomération quant à l'octroi du contrat de travaux de construction: 24 mars 2016
Début des travaux de construction: 25 avril 2016
Fin des travaux: 15 octobre 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Danièle HANDFIELD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Claude DUBOIS, Ville-Marie
Sarah ELARABY, Service de l'eau
Jean CARRIER, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Sarah ELARABY, 23 février 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier VAUDRIN-CHARETTE
Ingénieur et Sebastien Deshaies Chef de section

Tél : 514 872-3139
Télécop. : 514 872-9471

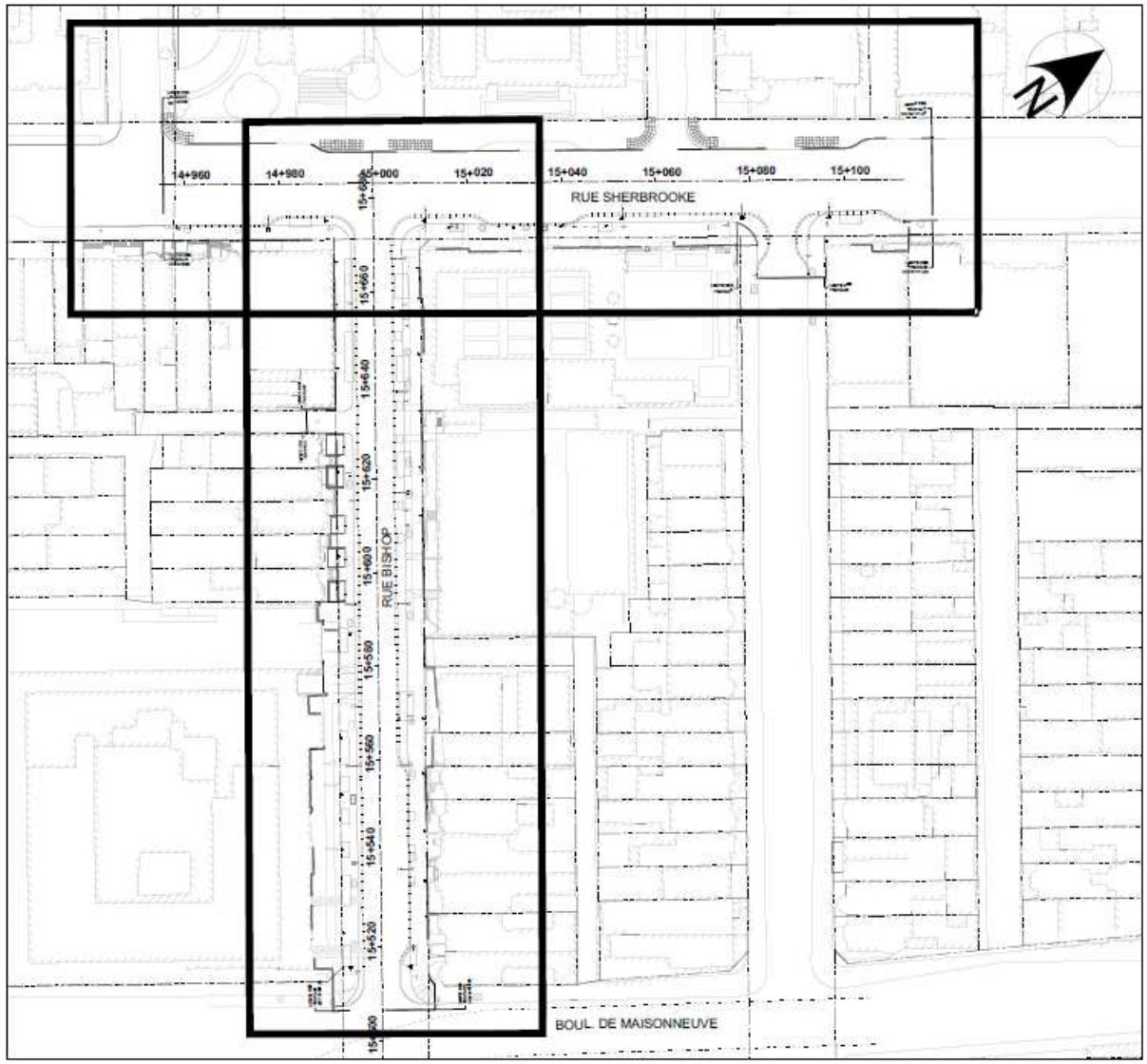
ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-22

Pierre SAINTE-MARIE
Chef de division

Tél : 514 872-4781
Télécop. : 514 872-9471

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2016-02-26


14+960
14+980
15+000
15+020
15+040
15+060
15+080
15+100
RUE SHERBROOKE
15+600
15+660
15+640
15+620
RUE BISHOP
15+580
15+560
15+540
15+520
15+500
BOUL. DE MAISONNEUVE

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 28 août 2014

CATALOGNA & FRÈRES LTÉE
A/S MONSIEUR LUCIANO CATALOGNA
2330, RUE NORMAN
LACHINE (QC) H8S 1B1

N° de décision : 2014-CPSM-1034470
N° de client : 2700015462

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (« **l'Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics* (chapitre C-65.1) (la « **LCOP** »). CATALOGNA & FRÈRES LTÉE est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **27 août 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Maryse Pineault
Directrice principale des opérations
d'encadrement de la distribution

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1166708001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 4
Objet :	Accorder un contrat à Catalogna & Frères Ltée. pour des travaux de réaménagement du domaine public aux abords du Musée des beaux-arts de Montréal (MBAM) et de l'Université Concordia. Dépense totale de 4 847 596,98 $, taxes incluses (travaux et contingences: 4 370 450,73 $ + incidences 477 146,25 $). Appel d'offres public 330201 - 7 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1166708001_Info_Comptable_DGSRE.xlsm SIVT - 1166708001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Danièle HANDFIELD
Préposée au budget
Tél : 514 872-5916

Co-auteur
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - Développement
(514) 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-26

Paul KANAAN
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-2857

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier - Développement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.09

2016/03/24 17:00

(1)

Dossier # : 1166075003

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Livraison de projets TI
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes de services professionnels avec la firme Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. (entente 1 - 6 432 745,70 $ / entente 2 - 631 771,53 $) pour les services professionnels spécialisés en informatique, pour une durée de 3 ans, pour les besoins spécifiques du portfolio du Bureau de demain / Appel d'offres public 15-14887 - (entente 1 - 4 soumissionnaires et entente 2 - 5 soumissionnaires) / Approuver les projets de conventions à cette fin

Il est recommandé :

1. de conclure deux ententes pour la fourniture sur demande de services professionnels spécialisés en informatique pour les besoins du portfolio du Bureau de demain ;
2. d'approuver les projets de convention de services professionnels par lesquels la firme ci-après désignée ayant obtenu les plus hauts pointages en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour les sommes maximales inscrites à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public no 15-14887 et selon les termes et conditions stipulés aux projets de conventions ;
3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets du Service des TI, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-02-28 15:52

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1166075003**
Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Livraison de projets TI
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes de services professionnels avec la firme Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. (entente 1 - 6 432 745,70 $ / entente 2 - 631 771,53 $) pour les services professionnels spécialisés en informatique, pour une durée de 3 ans, pour les besoins spécifiques du portfolio du Bureau de demain / Appel d'offres public 15-14887 - (entente 1 - 4 soumissionnaires et entente 2 - 5 soumissionnaires) / Approuver les projets de conventions à cette fin

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) s'est donné l'objectif de devenir un chef de file mondialement reconnu parmi les villes intelligentes et numériques. Afin que Montréal devienne une ville intelligente et numérique, elle doit avant tout se doter des meilleurs outils de travail dans un souci d'efficacité, de performance, d'économie d'échelle et de meilleurs services aux citoyens. Afin de rencontrer ces objectifs, les technologies de l'information ont un rôle important à jouer.
En ce sens, le portfolio de projets TI du Bureau de demain est un projet majeur du service des technologies de l'information (TI) et il a pour objectif de:

- fournir aux employés un environnement de travail efficace, moderne et sécuritaire;

- favoriser la mobilité, le travail collaboratif et le partage d'information;

- optimiser les coûts (acquisition et soutien) et la performance des outils de travail.

Dans cette optique, le 1er avril 2015, le Service des TI présente au comité exécutif une démarche concernant le Bureau de demain.

Dans le cadre du portfolio de projets TI du Bureau de demain, les projets visent essentiellement à mettre à jour et à moderniser les composantes actuelles de l'environnement bureautique des employés. De par sa nature, le portfolio TI fait référence à un regroupement de projets unifiés sous une même stratégie qui inclut les projets suivants :

- Bureautique: déploiement d'une solution bureautique (messagerie électronique et agenda, suite bureautique et outils de collaboration) (Investi #70500);

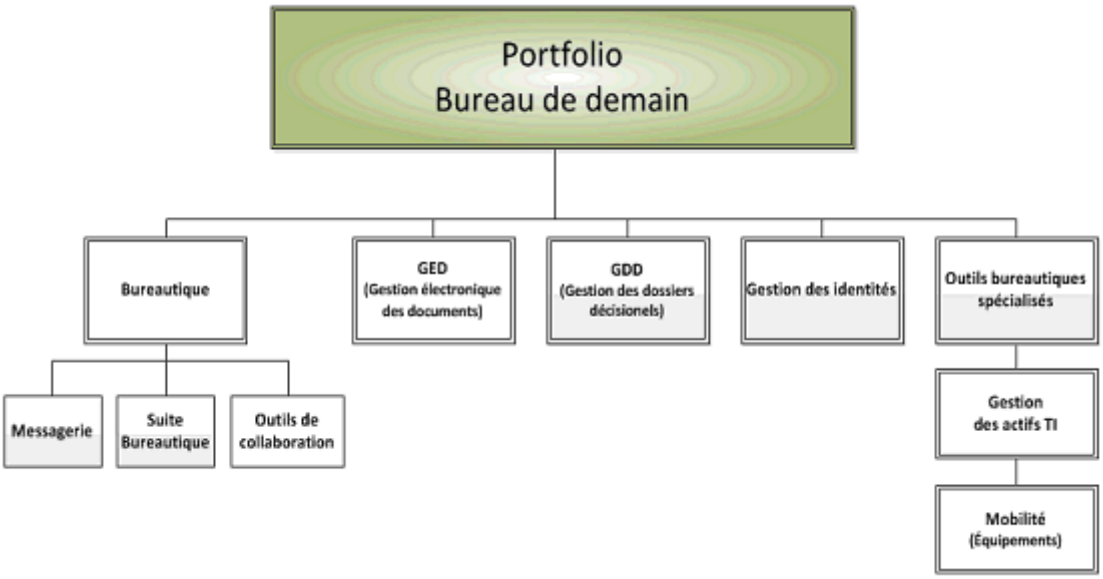
- Gestion électronique de documents (GED) : acquisition et mise en place d'une plate-forme de gestion électronique de documents et d'automatisation de processus d'affaires (Investi #71350);

- Équipements du Bureau de demain : définition de la stratégie et orientation pour définir les nouveaux types d'ententes-cadres en lien avec le portfolio TI du Bureau de demain et les types d'utilisateurs;

- Gestion des identités et des accès (GIA) ; mise en place d'une solution permettant la gestion des identités et des accès à l'ensemble des ressources informationnelles et physiques de la Ville (Investi #68255);

- Gestion des actifs TI : mise en place d'un catalogue de services informatisé des actifs TI pour l'ensemble des employés de la Ville;

- Gestion des dossiers décisionnels (GDD) : modernisation de l'écosystème actuel de gestion des dossiers décisionnels / Gestion des ordres du jour / ADI et Instances sans papier (Investi #70250).



Les premiers projets identifiés concernent la bureautique notamment la messagerie électronique, la suite bureautique et les outils de collaboration et la gestion électronique de document (GED). Comme ces deux projets sont fortement complémentaires, le Service des TI assure un arrimage entre eux et une analyse du marché en trois (3) étapes a été réalisée.

1- Veille de marché qui a permis de conclure que:

- l'intégration GED / Bureautique infonuagique est déjà offerte chez quatre fournisseurs;

- les fournisseurs de solution GED reconnaissent la montée de la bureautique infonuagique et intègrent ces exigences dans leur feuille de route.

2- Une demande d'information est recommandée, afin de permettre:

- D’obtenir des éléments d’informations complémentaires afin de pouvoir compléter la veille technologique;

- De confirmer nos constats et orientations sur l’intégration GED / outils de bureautique;

- Aux éditeurs de partager la feuille de route de leur produit;

- De communiquer les réalités de la Ville avec les fournisseurs afin de valider la compatibilité de l’alignement stratégique;

- D’élaborer l’architecture de solution la plus appropriée au contexte de la Ville;

- De développer nos devis détaillés en vue de l’appel d’offres.

Une demande d’information (*RFI*) a été publiée sur le système électronique d’appels d’offres (SÉAO) du gouvernement du Québec, du 8 avril au 20 mai 2015. 25 fournisseurs répondent et 13 d’entre eux viennent présenter leurs solutions à la Ville.

3- Les résultats obtenus suite à la demande d'information (RFI) nous a permis de préciser les orientations du portfolio du Bureau de demain, et ce, en lien directe avec les objectifs et les défis de la ville intelligente et numérique. Ces positionnements permettent d’établir :

- Des principes directeurs;

- Une architecture cible;

- Une vision globale du Bureau de demain supportée par une structure de portfolio;

- Une stratégie de déploiement accompagnée d’une stratégie de gestion du changement.

Livrable à autoriser dans le présent dossier	Date de début prévue	Date de fin prévue
Octroi de deux ententes de services professionnels pour l'ensemble du portfolio du Bureau de demain	Avril 2016	Décembre 2018

Dans ce contexte, le Service des TI est donc appelé à utiliser, sur une base régulière, des services spécialisés pour réaliser différents projets de développement et d’implantation de systèmes intégrés en lien avec le bureau de demain. Les services spécialisés en informatique sont essentiels et cruciaux pour l’atteinte des objectifs d’affaires recherchés par la Ville.

Afin de pourvoir aux besoins spécifiques du portfolio du Bureau de demain, la stratégie privilégiée a été de procéder à un lancement d'appel d'offres public 15-14887. De plus, ces ententes couvriront la durée totale de la réalisation des projets du portfolio du Bureau de demain.

L'appel d'offres public, publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SÉAO, a débuté le 2 décembre 2015 pour se terminer le 18 janvier 2016. La durée de la publication a été de 18 jours. Le délai de validité des soumissions est de 150 jours de la date du dépôt des soumissions. Dans le cadre de cet appel d'offres, six (6) addendas ont été émis.

No. addenda	Date	Portée
1	2015-12-07	Précisions suite à des questions techniques et administratives
2	2015-12-11	Report de la date d'ouverture
3	2015-12-21	Précisions suite à des questions techniques et administratives
4	2016-01-08	Précisions suite à des questions techniques et administratives
5	2016-01-12	Précisions suite à des questions techniques
6	2016-01-13	Précisions suite à des questions techniques

Le présent dossier recommande de conclure des ententes de services professionnels avec la firme Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. (entente 1 - 6 432 745,70 $ / entente 2 - 631 771,53 $) pour les services professionnels spécialisés en informatique, pour une durée de 4 ans, pour les besoins spécifiques du portfolio du Bureau de demain / Appel d'offres public 15-14887 - (entente 1 - 4 soumissionnaires et entente 2 - 5 soumissionnaires) et d'approuver les projets de conventions à cette fin.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE15 0443 – 11 mars 2015 - Règlement autorisant un emprunt (agglo) de 5 311 000 $ pour le financement du projet Bureau de demain.
CE15 0444 – 11 mars 2015 - Règlement autorisant un emprunt (corpo) de 4 689 000 $ pour le financement du projet Bureau de demain.

DESCRIPTION

L'octroi de ces deux (2) ententes distinctes, composée chacune d'une équipe différente, assurera au portfolio du Bureau de demain la disponibilité de ressources spécialisées pouvant fournir des expertises variées dans des domaines de pointe liés aux technologies de l'information et des communications. Les ententes seront à l'usage exclusif du portfolio du Bureau de demain, pour une durée de trente-six (36) mois, à partir de la date d'autorisation d'octroi par le conseil d'agglomération, avec une possibilité de prolongation de douze (12) mois.
Les profils sont séparés en deux lots en vue de la distinction et la différenciation des catégories pour permettre une plus grande ouverture sur le marché et ainsi, ouvrir les possibilités aux petites et moyennes firmes. Ces deux (2) ententes correspondent à deux familles d'expertise réparties en deux (2) groupes. À travers ces ententes, le portfolio du Bureau de demain pourra combler la majorité de ses besoins en services professionnels spécialisés et ainsi, contribuer à l'avancement des projets informatiques qui lui sont confiés.

- Lot 1: Gestion de projet et changement.
- Lot 2: Développement de solutions.

JUSTIFICATION

L'appel d'offres 15-14887, à deux enveloppes, a été lancé le 2 décembre 2015 et l'ouverture des soumissions a eu lieu le 18 janvier 2016.

Il y a eu vingt-deux (22) preneurs du cahier des charges et cinq (5) firmes ont déposé des soumissions.

Parmi les 17 firmes qui n'ont pas déposé de soumissions:

- Pour deux (2) firmes, le lieu de réalisation des mandats ne convient pas;
- Quatre (4) firmes ne rencontrent pas certaines exigences;
- Une (1) firme n'a pas les ressources disponibles;
- Deux (2) firmes ou institutions ont acquis le cahier des charges par intérêt, mais ne peuvent pas soumissionner;
- Une (1) firme a pris deux (2) fois le cahier des charges;
- Malgré une relance, sept (7) firmes n'ont pas fournis l'avis.

Lot 1: Un (1) soumissionnaire a obtenu un pointage de moins de 70 %, menant au rejet de la soumission. Les quatre (4) autres soumissions ont été jugées conformes.
Lot 2: Les cinq (5) soumissions ont été jugées conformes.

Les écarts de -19,73 % pour le lot 1 et de -24,03 % pour le lot 2, notés entre le montant de l'adjudicataire et le montant de l'estimation sont expliqués de la façon suivante : les taux horaires utilisés dans le cadre de l'estimation du contrat sont les taux basés sur les ententes de services professionnels de 2010-2012 et 2013-2015 et des taux moyens du marché. On dénote une forte concurrence dans le marché, ce qui explique que les firmes ont soumissionné de manière très compétitive et sont toutes en dessous des taux moyens du marché.

Les résultats qui découlent de cette évaluation sont les suivants :

Soumissions conformes	Note intérim	Note finale	Prix de base	Autres (à préciser)	Total $
Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc.	89,00	0,22	6 432 745,70 $		6 432 745,70 $
Cofomo Inc.	79,50	0,19	6 978 066,95 $		6 978 066,95 $
Groupe Conseil FX innovation Inc.	71,38	0,16	7 558 695,08 $		7 558 695,08 $
Systematix Technologies de l'Information Inc.	77,25	0,18	7 253 203,62 $		7 253 203,62 $
Dernière estimation réalisée			8 013 972,35 $		8 013 972,35 $
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire ($) Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%)					(1 581 226,65 $) (19,73 %)
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème note finale et l'adjudicataire ($) Écart entre celui ayant obtenu la 2ème note finale et l'adjudicataire (%)					545 321,25 $ 8,48 %

En vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entré en vigueur le 2 novembre 2015, l'adjudicataire de tout contrat de services de plus de 1 M $ doit avoir une accréditation de l'Autorité des marchés financiers (AMF). La firme CGI a obtenu son accréditation le 17 janvier 2014.

Soumissions conformes	Note intérim	Note finale	Prix de base	Autres (à préciser)	Total $
Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc.	87,25	2,17	631 771,53 $		631 771,53 $
Cofomo inc.	80,25	1,87	695 315,25 $		695 315,25 $
Groupe Conseil FX innovation Inc.	72,88	1,66	740 278,04 $		740 278,04 $
Facilité Informatique Canada inc.	70,38	1,58	760 560,00 $		760 560,00 $
Systematix Technologies de l'Information Inc.	80,00	1,67	777 798,98 $		777 798,98 $
Dernière estimation réalisée			831 566,89 $		831 566,89 $
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire ($)					(199 795,36 $)
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%)					(24,03 %)
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème note finale et l'adjudicataire ($)					63 543,72 $
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème note finale et l'adjudicataire (%)					10,06 %

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses pour l'entente 1 au total de 6 432 745,70 $ et l'entente 2 au total de 631 771,53 $ seront assumées au PTI des divers projets reliés au portfolio du Bureau de demain, pour la durée des contrats.
Les services spécialisés seront utilisés au fur et à mesure de l'expression des besoins. Tous les besoins futurs de services spécialisés seront régis par le processus d'autorisation de dépenses du contrat. Les engagements budgétaires, les virements budgétaires et le partage des dépenses seront évalués à ce moment selon la nature des projets.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ces ententes permettent:
- d'avoir des ressources spécialisées disponibles en temps voulu;
- de favoriser le respect des échéancier des projets du portfolio du Bureau de demain;
- d'avoir des équipes de projet optimales;
- de minimiser l'impact sur les coûts supplémentaires liés aux changements des calendriers de projet;
- de réaliser les objectifs du Service des TI reliés au portfolio du Bureau de demain;
- de permettre une innovation technologique pour tous les employés de la Ville;

- d'avoir une expertise pointue. Cette expertise permettra notamment de respecter les échéanciers du portfolio du Bureau de demain et d'atteindre les bénéfices des projets.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du dossier au CE – 9 mars 2016
Approbation du dossier au CM – 21 mars 2016
Approbation du dossier au CG – 24 mars 2016
Octroi du contrat – avril 2016

Prestation des services professionnels : avril 2016 à décembre 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Yves BELLEVILLE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève JODOIN
C/s informatique

Tél : 514 872-7423
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-15

Christian C ROBIDOUX
Directeur du Bureau de projets

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information
Tél :
Approuvé le : 2016-02-26

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1166075003

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Livraison de projets TI
Objet :	Conclure des ententes de services professionnels avec la firme Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. (entente 1 - 6 432 745,70 $ / entente 2 - 631 771,53 $) pour les services professionnels spécialisés en informatique, pour une durée de 3 ans, pour les besoins spécifiques du portfolio du Bureau de demain / Appel d'offres public 15-14887 - (entente 1 - 4 soumissionnaires et entente 2 - 5 soumissionnaires) / Approuver les projets de conventions à cette fin

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

octroi contrat 1.xls
octroi contrat 2.xls
TabrésultSP5X5-20131 contrat 1.pdf
TabrésultSP5X5-20131 contrat 2.pdf
15-14887 Det Cah Final.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Yves BELLEVILLE
agent d'approvisionnement II
Tél : 514 872-5298

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-22

Danielle CHAURET
Chef de Section
Tél : 514 872-1027
Division : Service de l'approvisionnement , Direction

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 15-14887 — No du GDD : 1166075003

Titre de l'appel d'offres : services professionnels spécialisés en solution bureautique et de collaboration pour le projet bureau de demain - contrat 1

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 2 - 12 - 2015

Ouverture originalement prévue le : 11 - 1 - 2016

Ouverture faite le : 18 - 1 - 2016

Date du comité de sélection : 2 - 2 - 2016

Nombre d'addenda émis durant la période : 6

Date du dernier addenda émis : 13 - 1 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 41 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 22

Nbre de soumissions reçues : 5 — % de réponses : 22.73

Nbre de soumissions rejetées : 1 — % de rejets : 20

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Facilité informatique	N'a pas obtenue la note de passage de 70 lors de l'évaluation qualitative de la proposition

Durée de la validité initiale de la soumission : 150 jrs — Date d'échéance initiale : 11 - 6 - 2016

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs — Date d'échéance révisée : 11 - 6 - 2016

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
COFOMO	6,978,066.95		
FX innovations	7,558,695.08		
Systématix	7,253,203.62		
CGI consultants	6,432,745.70	X	

Information additionnelle

Nous avons reçu 7 désistements (2 firmes le lieu de réalisation des mandates ne convient pas , 4 firmes ne rencontre pas certaines exigences, 1 firme n'a pas de disponibilité des ressources.). 2 firmes ou institutions ont acquis le cahier des charges par intérêt mais ne peuvent soumissionner, 1 firme a acheté deux fois le cahier des charges. Malgré une relance 7 firmes n'ont pas fournis l'avis

Préparé par : Yves Belleville — Le 22 - 2 - 2016

15-14887 - services professionnels spécialisés en solution bureautique et de collaboration pour le projet bureau de demain-contrat 1

FIRME	présentation de l'offre 5%	compréhension du mandat et de la problématique 10%	capacité de production 30%	expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 25%	expérience et expertise des ressources 30%	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Pointage final	Rang
COFOMO inc.	4,00	7,25	24,50	20,50	23,25	79,50	6 978 066,95 $	**0,19**	**2**
FX innovations	3,63	7,00	23,00	18,00	19,75	71,38	7 558 695,08 $	**0,16**	**4**
Facilité informatique	3,13	5,50	22,00	17,00	21,00	68,63			**Non conforme**
Sytématix	3,75	7,25	26,25	18,25	21,75	77,25	7 253 203,62 $	**0,18**	**3**
CGI	4,25	8,50	27,75	23,25	25,25	89,00	6 432 745,70 $	**0,22**	**1**
Agent d'approvisionnement	**Yves Belleville**								

Comité	
Date	**mardi 02-02-2016**
Heure	**9h00**
Lieu	**801 Brennan salle 8105**

Multiplicateur d'ajustement
10000

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 17 janvier 2014

CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.
A/S MONSIEUR BENOIT DUBÉ
1350, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O
25 ÈME ÉTAGE
MONTRÉAL (QC) H3G 1T4

N° de décision : 2014-CPSM-1003609
N° de client : 2700035725

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- CENTRE DE SANTÉ OXYGÈNE
- CGO
- CONSEIL ET GESTION D'ORGANISATION C.G.O.
- GROUPE IST
- IST
- OPTEL
- OPTEL P.M.L. CONSEILLERS EN TÉLÉCOMMUNICATION
- OSC
- OXYGEN CORPORATE HEALTH
- OXYGEN HEALTH CENTER
- OXYGÈNE SANTÉ CORPORATIVE

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **16 janvier 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 15-14887 — No du GDD : 1166075003

Titre de l'appel d'offres : services professionnels spécialisés en solution bureautique et de collaboration pour le projet bureau de demain- contrat 2

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 2 - 12 - 2015

Ouverture originalement prévue le : 11 - 1 - 2016

Ouverture faite le : 18 - 1 - 2016

Date du comité de sélection : 2 - 2 - 2016

Nombre d'addenda émis durant la période : 6

Date du dernier addenda émis : 13 - 1 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 41 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 22

Nbre de soumissions reçues : 5

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 22.73

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 150 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 11 - 6 - 2016

Date d'échéance révisée : 11 - 6 - 2016

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
COFOMO	695,315.25		
FX innovations	740,278.04		
Facilité informatique	760,560.00		
Systématic	777,798.98		
CGI consultants	631,771.53	X	

Information additionnelle

Nous avons reçu 7 désistements (2 firmes le lieu de réalisation des mandates ne convient pas , 4 firmes ne rencontre pas certaines exigences, 1 firme n'a pas de disponibilité des ressources.). 2 firmes ou institutions ont acquis le cahier des charges par intérêt mais ne peuvent soumissionner, 1 firme a acheté deux fois le cahier des charges. Malgré une relance 7 firmes n'ont pas fournis l'avis

Préparé par : Yves Belleville — Le 22 - 2 - 2016

15-14887 - services professionnels spécialisés en solution bureautique et de collaboration pour le projet bureau de demain- contrat 2

FIRME	présentation de l'offre 5%	compréhension du mandat et de la problématique 10%	capacité de production 30%	expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 25%	expérience et expertise des ressources 30%	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Pointage final	Rang
COFOMO inc.	4,00	7,25	24,50	21,75	22,75	80,25	695 315,25 $	**1,87**	**2**
FX innovations	3,63	7,00	23,00	19,25	20,00	72,88	740 278,04 $	**1,66**	**4**
Facilité informatique	3,13	5,50	22,00	17,25	22,50	70,38	760 560,00 $	**1,58**	**5**
Sytématix	3,75	7,25	26,25	20,50	22,25	80,00	777 798,98 $	**1,67**	**3**
CGI	4,25	8,50	27,75	22,75	24,00	87,25	631 771,53 $	**2,17**	**1**

Comité	
Date	mardi 02-02-2016
Heure	9h00
Lieu	801 Brennan salle 9105

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Yves Belleville

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 15-14887
Numéro de référence : 936826
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : SP spécialisés en solution bureautique et de collaboration pour le projet bureau de demain

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ACCEO Solutions inc 75, rue Queen Bureau 6100 Montréal, QC, H3C 2N6 NEQ : 1167962977	Madame Caroline Taillon Téléphone : 514 288-7161 Télécopieur : 514 843-4095	**Commande : (1043048)** 2015-12-03 8 h 45 **Transmission :** 2015-12-03 8 h 45	2526522 - 15-14887 Addenda No. 1 2015-12-07 14 h 50 - Courriel 2528459 - 15-14887 Addenda No 2 - Report de date 2015-12-11 13 h 33 - Courriel 2531099 - 15-14887 Addenda No. 3 2015-12-21 14 h 19 - Courriel 2533761 - 15-14887 Addenda No. 4 2016-01-08 15 h 46 - Courriel 2534618 - 15-14887 Addenda 5 2016-01-12 9 h 46 - Courriel 2535363 - 15-

				14887 Addenda No 6 2016-01-13 17 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	AvanTech.net P.O. box 32195 Montréal, QC, H2L 4Y5 http://AvanTech.net NEQ :	Monsieur Marc Laporte Téléphone : 514 995-6272 Télécopieur : 514 563-1332	**Commande : (1049034)** 2015-12-29 23 h 27 **Transmission :** 2015-12-29 23 h 27	2526522 - 15-14887 Addenda No. 1 2015-12-29 23 h 27 - Téléchargement 2528459 - 15-14887 Addenda No 2 - Report de date 2015-12-29 23 h 27 - Téléchargement 2531099 - 15-14887 Addenda No. 3 2015-12-29 23 h 27 - Téléchargement 2533761 - 15-14887 Addenda No. 4 2016-01-08 15 h 46 - Courriel 2534618 - 15-14887 Addenda 5 2016-01-12 9 h 46 - Courriel 2535363 - 15-14887 Addenda No 6 2016-01-13 17 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Bell Canada 930 rue d'Aiguillon 5ième étage	Madame Sylvie Proulx	**Commande : (1042697)**	2526522 - 15-14887 Addenda

	Est Québec, QC, G1R 5M9 NEQ : 1143863539	Téléphone : 418 691-4039 Télécopieur : 418 691-0227	2015-12-02 11 h 15 **Transmission :** 2015-12-02 11 h 15	No. 1 2015-12-07 14 h 50 - Courriel 2528459 - 15-14887 Addenda No 2 - Report de date 2015-12-11 13 h 33 - Courriel 2531099 - 15-14887 Addenda No. 3 2015-12-21 14 h 19 - Courriel 2533761 - 15-14887 Addenda No. 4 2016-01-08 15 h 46 - Courriel 2534618 - 15-14887 Addenda 5 2016-01-12 9 h 46 - Courriel 2535363 - 15-14887 Addenda No 6 2016-01-13 17 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Cofomo inc. 1000, rue De La Gauchetière Ouest, bureau 1500 Montréal, QC, H3B 4W5 http://www.cofomo.com NEQ : 1142126664	Monsieur Jonathan Raiche-Casavant Téléphone : 514 866-0039 Télécopieur : 514 866-0900	**Commande : (1042626)** 2015-12-02 9 h 55 **Transmission :** 2015-12-02 9 h 55	2526522 - 15-14887 Addenda No. 1 2015-12-07 14 h 50 - Courriel 2528459 - 15-14887 Addenda No 2 - Report de date 2015-12-11 13 h 33 - Courriel 2531099 - 15-14887 Addenda No. 3 2015-12-21 14 h 19 - Courriel 2533761 - 15-14887 Addenda No. 4 2016-01-08 15

				h 46 - Courriel 2534618 - 15-14887 Addenda 5 2016-01-12 9 h 46 - Courriel 2535363 - 15-14887 Addenda No 6 2016-01-13 17 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. 1350, boul. René-Lévesque Ouest 24e étage Montréal, QC, H3G 1T4 http://www.cgi.com NEQ : 1160358728	Monsieur Michel Blain Téléphone : 514 415-3000 Télécopieur : 514 415-3999	**Commande : (1042592)** 2015-12-02 9 h 35 **Transmission :** 2015-12-02 9 h 35	2526522 - 15-14887 Addenda No. 1 2015-12-07 14 h 50 - Courriel 2528459 - 15-14887 Addenda No 2 - Report de date 2015-12-11 13 h 33 - Courriel 2531099 - 15-14887 Addenda No. 3 2015-12-21 14 h 19 - Courriel 2533761 - 15-14887 Addenda No. 4 2016-01-08 15 h 46 - Courriel 2534618 - 15-14887 Addenda 5 2016-01-12 9 h 46 - Courriel 2535363 - 15-14887 Addenda No 6 2016-01-13 17 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐	Facilité Informatique Canada inc 5, place Ville-Marie Bureau 1045 Montréal, QC, H3B 2G2 http://www.facilite.com NEQ : 1140727687	Monsieur Frederic Parthenais Téléphone : 514 284-5636 Télécopieur : 514 284-9529	**Commande : (1042964)** 2015-12-02 17 h 29 **Transmission :** 2015-12-02 17 h 29	2526522 - 15-14887 Addenda No. 1 2015-12-07 14 h 50 - Courriel 2528459 - 15-14887 Addenda No 2 - Report de date 2015-12-11 13 h 33 - Courriel 2531099 - 15-14887 Addenda No. 3 2015-12-21 14 h 19 - Courriel 2533761 - 15-14887 Addenda No. 4 2016-01-08 15 h 46 - Courriel 2534618 - 15-14887 Addenda 5 2016-01-12 9 h 46 - Courriel 2535363 - 15-14887 Addenda No 6 2016-01-13 17 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Fujitsu Canada (Réception des appels d'offres) 2000, boul. Lebourgneuf Bureau 300 Québec, QC, G2K 0B8 http://fujitsu.com/ca NEQ : 1143039486	Madame Marjolaine Giguère Téléphone : 418 840-5100 Télécopieur : 418 840-5105	**Commande : (1042555)** 2015-12-02 9 h 02 **Transmission :** 2015-12-02 9 h 02	2526522 - 15-14887 Addenda No. 1 2015-12-07 14 h 50 - Courriel 2528459 - 15-14887 Addenda No 2 - Report de date 2015-12-11 13 h 33 - Courriel 2531099 - 15-14887 Addenda No. 3 2015-12-21 14 h 19 - Courriel 2533761 - 15-14887 Addenda No. 4

				2016-01-08 15 h 46 - Courriel 2534618 - 15-14887 Addenda 5 2016-01-12 9 h 46 - Courriel 2535363 - 15-14887 Addenda No 6 2016-01-13 17 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Groupe Conseil FX innovation Inc. 400 Maisonneuve Ouest Bureau 1100 Montréal, QC, H3A 1L4 http://www.fxinnovation.com NEQ : 1160675634	Monsieur Claude Rivard Téléphone : 514 525-5777 Télécopieur : 514 525-2075	**Commande : (1050043)** 2016-01-05 14 h 58 **Transmission :** 2016-01-05 14 h 58	2526522 - 15-14887 Addenda No. 1 2016-01-05 14 h 58 - Téléchargement 2528459 - 15-14887 Addenda No 2 - Report de date 2016-01-05 14 h 58 - Téléchargement 2531099 - 15-14887 Addenda No. 3 2016-01-05 14 h 58 - Téléchargement 2533761 - 15-14887 Addenda No. 4 2016-01-08 15 h 47 - Télécopie 2534618 - 15-14887 Addenda 5 2016-01-12 9 h 47 - Télécopie 2535363 - 15-14887 Addenda No 6 2016-01-13 17 h 44 -

				Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Groupe Nexio Québec, division de Groupe Nexio inc. et division de Groupe Nexio Sélect inc. 2050 rue De Bleury bureau 500 Montréal, QC, H3A 2J5 http://www.nexio.com NEQ : 1169427326	Madame Geraldine Raedemaeker Téléphone : 514 798-3707 Télécopieur : 514 284-9002	**Commande : (1043205)** 2015-12-03 11 h 01 **Transmission :** 2015-12-03 11 h 01	2526522 - 15-14887 Addenda No. 1 2015-12-07 14 h 50 - Courriel 2528459 - 15-14887 Addenda No 2 - Report de date 2015-12-11 13 h 33 - Courriel 2531099 - 15-14887 Addenda No. 3 2015-12-21 14 h 19 - Courriel 2533761 - 15-14887 Addenda No. 4 2016-01-08 15 h 46 - Courriel 2534618 - 15-14887 Addenda 5 2016-01-12 9 h 46 - Courriel 2535363 - 15-14887 Addenda No 6 2016-01-13 17 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Irosoft Inc. 3100 Cote-Vertu bureau 510 Montréal, QC, H4R 2J8 http://www.irosoft.com NEQ : 1144794949	Monsieur Alain Lavoie Téléphone : 514 920-0020 Télécopieur : 514 920-0028	**Commande : (1044678)** 2015-12-08 19 h 03 **Transmission :** 2015-12-08 19 h 03	2526522 - 15-14887 Addenda No. 1 2015-12-08 19 h 03 - Téléchargement 2528459 - 15-14887 Addenda No 2 - Report

				de date 2015-12-11 13 h 33 - Courriel 2531099 - 15-14887 Addenda No. 3 2015-12-21 14 h 19 - Courriel 2533761 - 15-14887 Addenda No. 4 2016-01-08 15 h 46 - Courriel 2534618 - 15-14887 Addenda 5 2016-01-12 9 h 46 - Courriel 2535363 - 15-14887 Addenda No 6 2016-01-13 17 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	M3P Services-Conseils 600 boul. de Maisonneuve ouest Suite 1700 Montréal, QC, H3A 3J2 http://www.m3pc.ca NEQ : 1164929185	Monsieur Eric Côté Téléphone : 514 312-8664 Télécopieur : 514 227-5434	**Commande : (1052426)** 2016-01-12 7 h 48 **Transmission :** 2016-01-12 7 h 48	2526522 - 15-14887 Addenda No. 1 2016-01-12 7 h 48 - Téléchargement 2528459 - 15-14887 Addenda No 2 - Report de date 2016-01-12 7 h 48 - Téléchargement 2531099 - 15-14887 Addenda No. 3 2016-01-12 7 h 48 - Téléchargement 2533761 - 15-14887 Addenda No. 4 2016-01-12 7 h 48 -

				Téléchargement 2534618 - 15-14887 Addenda 5 2016-01-12 9 h 46 - Courriel 2535363 - 15-14887 Addenda No 6 2016-01-13 17 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Micro Logic 2786, chemin Ste-Foy Sainte-Foy, QC, G1V 1V8 http://www.micrologic.ca NEQ : 1168715408	Madame Karine Lavallée Téléphone : 418 658-6624 Télécopieur :	**Commande : (1042642)** 2015-12-02 10 h 11 **Transmission :** 2015-12-02 10 h 11	2526522 - 15-14887 Addenda No. 1 2015-12-07 14 h 50 - Courriel 2528459 - 15-14887 Addenda No 2 - Report de date 2015-12-11 13 h 33 - Courriel 2531099 - 15-14887 Addenda No. 3 2015-12-21 14 h 19 - Courriel 2533761 - 15-14887 Addenda No. 4 2016-01-08 15 h 46 - Courriel 2534618 - 15-14887 Addenda 5 2016-01-12 9 h 46 - Courriel 2535363 - 15-14887 Addenda No 6 2016-01-13 17 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) :

				Messagerie (Purolator)
☐	Microsoft Canada Co 2640, Boul. Laurier Bureau 1500, 15 Québec, QC, G1V 5C2 http://www.microsoft.ca NEQ :	Monsieur Jules Perrot Téléphone : 514 586-2388 Télécopieur :	**Commande : (1042658)** 2015-12-02 10 h 36 **Transmission :** 2015-12-02 10 h 36	2526522 - 15-14887 Addenda No. 1 2015-12-07 14 h 50 - Courriel 2528459 - 15-14887 Addenda No 2 - Report de date 2015-12-11 13 h 33 - Courriel 2531099 - 15-14887 Addenda No. 3 2015-12-21 14 h 19 - Courriel 2533761 - 15-14887 Addenda No. 4 2016-01-08 15 h 46 - Courriel 2534618 - 15-14887 Addenda 5 2016-01-12 9 h 46 - Courriel 2535363 - 15-14887 Addenda No 6 2016-01-13 17 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles 5700, 4e Avenue Ouest, local D 413 Québec, QC, G1H 6R1 NEQ :	Monsieur Jean Lacerte Téléphone : 418 627-6280 Télécopieur : 418 643-5928	**Commande : (1042613)** 2015-12-02 9 h 46 **Transmission :** 2015-12-02 9 h 46	2526522 - 15-14887 Addenda No. 1 2015-12-07 14 h 50 - Courriel 2528459 - 15-14887 Addenda No 2 - Report de date 2015-12-11 13 h 33 - Courriel 2531099 - 15-14887 Addenda No. 3 2015-12-21 14 h 19 - Courriel

				2533761 - 15-14887 Addenda No. 4 2016-01-08 15 h 46 - Courriel 2534618 - 15-14887 Addenda 5 2016-01-12 9 h 46 - Courriel 2535363 - 15-14887 Addenda No 6 2016-01-13 17 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Nurun Services conseils 330, rue St-Vallier est Bureau 120 Québec, QC, G1K 9C5 NEQ : 1147603881	Madame Sylvie Beaulieu Téléphone : 418 627-2001 Télécopieur : 418 627-2023	**Commande : (1042808)** 2015-12-02 14 h 25 **Transmission :** 2015-12-02 14 h 25	2526522 - 15-14887 Addenda No. 1 2015-12-07 14 h 50 - Courriel 2528459 - 15-14887 Addenda No 2 - Report de date 2015-12-11 13 h 33 - Courriel 2531099 - 15-14887 Addenda No. 3 2015-12-21 14 h 19 - Courriel 2533761 - 15-14887 Addenda No. 4 2016-01-08 15 h 46 - Courriel 2534618 - 15-14887 Addenda 5 2016-01-12 9 h 46 - Courriel 2535363 - 15-14887 Addenda No 6 2016-01-13 17 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

				Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	PR2 Expert Conseils 430 rue Ste-Hélène Bureau 301 Montréal, QC, H2Y 2K7 NEQ : 1165717456	Monsieur Yves Pelletier Téléphone : 514 844-7866 Télécopieur :	**Commande : (1043089)** 2015-12-03 9 h 17 **Transmission :** 2015-12-03 9 h 17	2526522 - 15-14887 Addenda No. 1 2015-12-07 14 h 50 - Courriel 2528459 - 15-14887 Addenda No 2 - Report de date 2015-12-11 13 h 33 - Courriel 2531099 - 15-14887 Addenda No. 3 2015-12-21 14 h 19 - Courriel 2533761 - 15-14887 Addenda No. 4 2016-01-08 15 h 46 - Courriel 2534618 - 15-14887 Addenda 5 2016-01-12 9 h 46 - Courriel 2535363 - 15-14887 Addenda No 6 2016-01-13 17 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	PR2 Expert Conseils 430 rue Ste-Hélène Bureau 301 Montréal, QC, H2Y 2K7 NEQ : 1165717456	Monsieur Yves Pelletier Téléphone : 514 844-7866 Télécopieur :	**Commande : (1049251)** 2016-01-04 9 h 56 **Transmission :** 2016-01-04 9 h 56	2526522 - 15-14887 Addenda No. 1 2016-01-04 9 h 56 - Téléchargement 2528459 - 15-14887 Addenda No 2 - Report de date 2016-01-04 9 h 56 - Téléchargement

				2531099 - 15-14887 Addenda No. 3 2016-01-04 9 h 56 - Téléchargement 2533761 - 15-14887 Addenda No. 4 2016-01-08 15 h 46 - Courriel 2534618 - 15-14887 Addenda 5 2016-01-12 9 h 46 - Courriel 2535363 - 15-14887 Addenda No 6 2016-01-13 17 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	R3D Conseil Inc. 801, Grande Allée Ouest bureau 160 Québec, QC, G1S 1C1 http://www.r3d.com NEQ : 1145625696	Madame Geneviève Cyr Téléphone : 418 682-3133 Télécopieur : 418 682-1133	**Commande : (1042573)** 2015-12-02 9 h 20 **Transmission :** 2015-12-02 9 h 20	2526522 - 15-14887 Addenda No. 1 2015-12-07 14 h 50 - Courriel 2528459 - 15-14887 Addenda No 2 - Report de date 2015-12-11 13 h 33 - Courriel 2531099 - 15-14887 Addenda No. 3 2015-12-21 14 h 19 - Courriel 2533761 - 15-14887 Addenda No. 4 2016-01-08 15 h 46 - Courriel 2534618 - 15-14887 Addenda 5 2016-01-12 9 h 46 - Courriel 2535363 - 15-14887 Addenda

				No 6 2016-01-13 17 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Société Conseil Groupe LGS (Montréal) 1360, boulevard René-Lévesque Ouest Suite 400 Montréal, QC, H3G 2W6 http://www.lgs.com NEQ : 1142691709	Monsieur Denis Brodrique Téléphone : 514 964-2940 Télécopieur : 514 877-4472	**Commande : (1042910)** 2015-12-02 16 h 10 **Transmission :** 2015-12-02 16 h 10	2526522 - 15-14887 Addenda No. 1 2015-12-07 14 h 50 - Courriel 2528459 - 15-14887 Addenda No 2 - Report de date 2015-12-11 13 h 33 - Courriel 2531099 - 15-14887 Addenda No. 3 2015-12-21 14 h 19 - Courriel 2533761 - 15-14887 Addenda No. 4 2016-01-08 15 h 46 - Courriel 2534618 - 15-14887 Addenda 5 2016-01-12 9 h 46 - Courriel 2535363 - 15-14887 Addenda No 6 2016-01-13 17 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Société en Commandite Stationnement de Montréal . 640 St-Paul Ouest bureau 200 Montréal, QC, H3C 1L9 NEQ :	Madame Stéphanie Gosselin Téléphone : 514 868-3708 Télécopieur	**Commande : (1052770)** 2016-01-12 13 h 30 **Transmission :** 2016-01-12	2526522 - 15-14887 Addenda No. 1 2016-01-12 13 h 30 - Téléchargement

		: 514 868-3732	13 h 30	2528459 - 15-14887 Addenda No 2 - Report de date 2016-01-12 13 h 30 - Téléchargement 2531099 - 15-14887 Addenda No. 3 2016-01-12 13 h 30 - Téléchargement 2533761 - 15-14887 Addenda No. 4 2016-01-12 13 h 30 - Téléchargement 2534618 - 15-14887 Addenda 5 2016-01-12 13 h 30 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Ne pas recevoir
☐	Systematix Technologies de l'Information Inc. 485, rue McGill, bureau 300 Montréal, QC, H2Y2H4 http://www.systematix.com NEQ : 1142016766	Monsieur Jean-Pierre Martin Téléphone : 514 393-1313 Télécopieur : 514 393-8997	**Commande : (1042742)** 2015-12-02 12 h 05 **Transmission :** 2015-12-02 12 h 05	2526522 - 15-14887 Addenda No. 1 2015-12-07 14 h 50 - Courriel 2528459 - 15-14887 Addenda No 2 - Report de date 2015-12-11 13 h 33 - Courriel 2531099 - 15-14887 Addenda No. 3 2015-12-21 14 h 19 - Courriel 2533761 - 15-14887 Addenda No. 4 2016-01-08 15 h 46 - Courriel 2534618 - 15-14887 Addenda 5 2016-01-12 9 h

				46 - Courriel 2535363 - 15-14887 Addenda No 6 2016-01-13 17 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	VBI inc. 778-1 rue de Montbrun Boucherville, QC, J4B 8G5 NEQ : 1145287950	Monsieur Vincent Bédard Téléphone : 514 236-5474 Télécopieur :	**Commande : (1046261)** 2015-12-14 13 h 28 **Transmission :** 2015-12-14 13 h 28	2526522 - 15-14887 Addenda No. 1 2015-12-14 13 h 28 - Téléchargement 2528459 - 15-14887 Addenda No 2 - Report de date 2015-12-14 13 h 28 - Téléchargement 2531099 - 15-14887 Addenda No. 3 2015-12-21 14 h 19 - Courriel 2533761 - 15-14887 Addenda No. 4 2016-01-08 15 h 46 - Courriel 2534618 - 15-14887 Addenda 5 2016-01-12 9 h 46 - Courriel 2535363 - 15-14887 Addenda No 6 2016-01-13 17 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

- Aide en ligne
- Formation en ligne
- Glossaire
- Plan du site
- Accessibilité
- UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

- Grille des tarifs
- Contactez-nous
- Nouvelles
- Marchés publics hors Québec
- Registre des entreprises non admissibles
- Autorité des marchés financiers

À propos

- À propos de SEAO
- Info sur Constructo
- Conditions d'utilisation
- Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec

CGI

tc MEDIA

© 2003-2016 Tous droits réservés

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1350, boul. René-Lévesque Ouest, 24e étage, Montréal, QC, H3G 1T4, agissant et représentée par Jonathan St-Cyr, Directeur services-conseils, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelé le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 887704542 RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1020090517 TQ0001

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des technologies de l'information ou son représentant dûment autorisé

1.2 « **Annexe 1** » : les documents d'appel d'offres public no. 15-14887, pour services professionnels, en date du 2 décembre 2015 relatifs à la rétention de services professionnels spécialisés en informatique, pour les besoins spécifiques du portfolio du Bureau de demain ;

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 18 janvier 2016, pour le lot 1.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à fournir services professionnels spécialisés en informatique, dans le but de supporter la réalisation pour les besoins spécifiques du portfolio du Bureau de demain.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes-rendus des réunions de coordination ou de chantier;

6.11 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les rapports de surveillance de chantier;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de six-millions-quatre-cent-trente-deux-mille-sept-cent quarante-cinq-et-soixante-et-dix-cents (6 432 745,70 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit :

> Les services professionnels seront utilisés au fur et à mesure de l'expression des besoins. Par conséquent, le paiement sera effectué proportionnellement à la quantité des heures travaillées à l'intérieur du mandat au taux horaire soumissionné et sur la base de factures détaillées et accompagnées des pièces justificatives.

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée

contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

Conseillers en gestion et informatique CGI inc.

Par : _____
Jonathan St-Cyr, Directeur services-conseils

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1350, boul. René-Lévesque Ouest, 24e étage, Montréal, QC, H3G 1T4, agissant et représentée par Jonathan St-Cyr, Directeur services-conseils, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelé le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 887704542 RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1020090517 TQ0001

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des technologies de l'information ou son représentant dûment autorisé

1.2 « **Annexe 1** » : les documents d'appel d'offres public no. 15-14887, pour services professionnels, en date du 2 décembre 2015 relatifs à la rétention de services professionnels spécialisés en informatique, pour les besoins spécifiques du portfolio du Bureau de demain ;

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 18 janvier 2016, pour le lot 2.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à fournir services professionnels spécialisés en informatique, dans le but de supporter la réalisation pour les besoins spécifiques du portfolio du Bureau de demain.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes-rendus des réunions de coordination ou de chantier;

6.11 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les rapports de surveillance de chantier;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de six-cent–trente-et-un-mille-sept-cent-soixante-et-onze-et cinquante-trois-cents (631 771,53 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit :

> Les services professionnels seront utilisés au fur et à mesure de l'expression des besoins. Par conséquent, le paiement sera effectué proportionnellement à la quantité des heures travaillées à l'intérieur du mandat au taux horaire soumissionné et sur la base de factures détaillées et accompagnées des pièces justificatives.

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée

contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

Conseillers en gestion et informatique CGI inc.

Par : _____
Jonathan St-Cyr, Directeur services-conseils

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.10

2016/03/24 17:00

(1)

Dossier # : 1161630001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction gestion des projets de développement et de maintien des actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser la cession du contrat de services professionnels 12227 intervenue entre la Ville de Montréal, NACEV Consultants inc. en génie mécanique et électrique, en faveur de la firme Beaudoin Hurens inc. pour le reste de l'entente, selon les mêmes conditions. / Approuver le projet de convention de cession à cet effet.

Il est recommandé :

1. D'approuver la convention de cession entre NACEV consultants inc. et Beaudoin Hurens inc. auquel intervient la Ville de Montréal, et par laquelle NACEV consultants inc. cède à Beaudoin Hurens inc. tous ses droits, titres et intérêts dans le contrat de services professionnels numéro 12227, selon les termes et conditions stipulés aux conventions.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-02-29 12:18

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1161630001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction gestion des projets de développement et de maintien des actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser la cession du contrat de services professionnels 12227 intervenue entre la Ville de Montréal, NACEV Consultants inc. en génie mécanique et électrique, en faveur de la firme Beaudoin Hurens inc. pour le reste de l'entente, selon les mêmes conditions. / Approuver le projet de convention de cession à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

La firme NACEV consultants inc. (NACEV), pour les services en génies mécanique et électrique est l'adjudicataire avec la firme Pasquin St-Jean et associés, experts conseils, pour les services en génie civil et de structure et la firme d'architecture Riopel + Associés, architectes (coordonnateur de l'équipe projet) d'une entente-cadre de services professionnels pour la réalisation de projets de protection de bâtiments corporatifs. Ce contrat porte le numéro 12227 et il a été octroyé suite un appel d'offres public (07-10398) en juin 2007. Le solde de ce contrat de services professionnels 12227 est utilisé actuellement pour la préparation de plans et devis pour la réfection de toiture et divers travaux à l'édifice du Centre Strathearn. Les travaux sont prévus au PTI 2016. Récemment, la Ville était informée des changements effectués par la firme NACEV. Conséquemment, la Ville doit procéder à l'approbation de la cession des droits et obligations de la firme NACEV pour ce contrat. Les raisons sont les suivantes :

Les faits suivants sont survenus modifiant le statut légal de la firme NACEV.

1. En 2006, la firme NACEV est acquise par la firme Leroux, Beaudoin Hurens & Associés inc. (LBHA).
2. En 2012, tous les actifs et passifs de la firme NACEV ont été transférés à l'actionnaire unique LBHA.
3. En 2012, la firme LBHA a modifié sa raison sociale pour la firme Beaudoin Hurens inc.

Une vérification à l'état des renseignements d'une personne morale au registre des entreprises du Québec a permis de confirmer que :

1. NACEV a publié la radiation volontaire de l'entreprise en mai 2013.
2. L'inscription de la firme Beaudoin Hurens inc. au registre (NEQ1148115281) confirme les faits ci-dessus.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG07 0295 Le 30 Août 2006, le conseil d'agglomération accordait un contrat de services professionnels à l'équipe formée par Riopel + associés architectes, Nacev consultants inc. en génie mécanique et électrique et Pasquin St-Jean et associés, experts conseils en génie civil et de structure pour la réalisation de projets de protection de bâtiments corporatifs – Dépense totale de 500 000 $, taxes incluses – Appel d'offres public 07-10398 (7 soum.)

DESCRIPTION

Le présent dossier consiste à autoriser la cession des droits et obligations de la firme NACEV consultants inc.en génie mécanique et électrique à la firme Beaudoin Hurens inc.

JUSTIFICATION

Le Service des affaires juridiques de la Ville de Montréal et la firme Beaudoin Hurens inc. ont convenu des termes de la convention de cession afin de régulariser la situation contractuelle de la firme Beaudoin Hurens et permettre de poursuivre les travaux en cours de planification dans ce contrat. Une copie de la convention est jointe à l'intervention du Services des affaires juridiques. Celle-ci sera signée par le greffier lorsque les instances auront autorisé la présente cession.
Beaudoin Hurens a repris tous les actifs de la firme NACEV dans les mêmes proportions et poursuit le travail de la firme conformément à la convention du contrat 12227.

Beaudoin Hurens inc. ne figure pas au Registre d'entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) qui inclut, depuis le 1er avril 2015, le registre du directeur général des élections du Québec (DGEQ). Malgré ce qui précède, ledit contrat n'est pas visé par la loi sur l'intégrité en matière de contrats publics.

Beaudoin Hurens inc. n'a pas à obtenir une attestation de l'AMF dans le cadre de ce contrat (communiqué 587). Beaudoin Hurens inc. ne détient pas d'attestation de l'AMF.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette cession n'a aucun impact au niveau budgétaire pour la Ville, puisque les mêmes conditions s'appliquent.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet au présent dossier.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La prestation de Beaudoin Hurens inc. pour le projet du Centre Strathearn est en cours. Toutefois, elle est présentement suspendue jusqu'à ce que la situation soit régularisée ce qui entraîne des retards dans le déroulement du projet. Si la cession du contrat n'est pas complétée, la convention devra être résiliée et la planification devra être reprise dans le cadre d'un autre mandat.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet au présent dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation CE : 9 mars 2016
Approbation CM : 21 mars 2016
Approbation CG : 24 mars 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent dossier est conforme à la Politique de gestion contractuelle.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Guylaine VAILLANCOURT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marc FERLAND
Gestionnaire immobilier, architecte p.a. Leed BD+C
Tél. : 872-3782

M. André Cazelais, chef de section
Gestion immobilière - Corporatif

Tél : (514) 872-2419
Télécop. : 280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-24

Carlos MANZONI
Chef de division

Tél : 514 872-3957
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Carlos MANZONI
Directeur par intérim
Tél : 514 872-3957
Approuvé le : 2016-02-26

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI
Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-02-29

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1161630001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction gestion des projets de développement et de maintien des actifs immobiliers
Objet :	Autoriser la cession du contrat de services professionnels 12227 intervenue entre la Ville de Montréal, NACEV Consultants inc. en génie mécanique et électrique, en faveur de la firme Beaudoin Hurens inc. pour le reste de l'entente, selon les mêmes conditions. / Approuver le projet de convention de cession à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous joignons le projet de Convention de cession, lequel projet a été approuvé par toutes les parties concernées et est approuvé quant à sa validité et à sa forme.

FICHIERS JOINTS

Convention de cession visée 25-02-2016.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Guylaine VAILLANCOURT
avocate, Service des affaires juridiques
Tél : 514-868-4137

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-26

Guylaine VAILLANCOURT
avocate, Service des affaires juridiques
Tél : 514-868-4137
Division : droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
25 FEV. 2016
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE CESSION

ENTRE : **NACEV CONSULTANTS INC.**, personne morale légalement constituée en vertu des lois du Canada, qui avait, jusqu'au moment de sa dissolution le 6 mai 2013, son siège social au 255, boul. Crémazie Est, 9e étage, Montréal, Québec, H2M 1M2, représentée par ses administrateurs Norman Hurens et Serge Beaudoin, dûment autorisés à agir aux fins des présentes tel qu'ils le déclarent;

ci-après désignée le « Cédant »

ET : **BEAUDOIN HURENS INC.**, personne morale légalement constituée en vertu de la Loi sur les compagnies, ayant son siège social au 255, boul. Crémazie Est, 9e étage, Montréal, Québec, H2M 1M2, représentée par Norman Hurens, Président du Conseil d'administration, dûment autorisé à agir aux fins des présentes tel qu'il le déclare ;

ci-après désignée le « Cessionnaire »

ci-après collectivement désignées les « Parties »

À LAQUELLE INTERVIENNENT :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public, dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

ci-après désignée l'« Intervenante »

NORMAN HURENS, ès qualité d'administrateur du Cédant, étant domicilié au 453, rue des Riverains, Lavaltrie, Québec, J5T 1H8;

ci-après désigné l'« Intervenant Hurens »

SERGE BEAUDOIN, ès qualité d'administrateur du Cédant, étant domicilié au 597 rue du Chenal, Repentigny, Québec, J6A 7C4;

ci-après désigné l'« Intervenant Beaudoin »

ci-après collectivement désignés les « Intervenants »

ATTENDU QU'à l'été 2007, l'Intervenante a lancé un appel d'offres public (no. 07-10398) ayant pour objet des services professionnels en architecture, génies électrique, mécanique, civil et de structure relatifs à divers projets de protection de bâtiments corporatifs : réfection d'enveloppe et mise aux normes;

ATTENDU QU'à la suite de l'appel d'offres susmentionné, en date du 30 août 2007, l'Intervenante a octroyé, par la résolution CG07 0295, un contrat d'une durée indéterminée (no. 12227) (ci-après le « Contrat ») à l'équipe mandatée pour ce contrat;

ATTENDU QUE le Cédant faisait partie de l'équipe mandatée pour ce contrat à titre d'ingénieur pour les services de génies mécanique et électrique;

ATTENDU QUE le Cessionnaire était l'unique actionnaire du Cédant au moment où l'Intervenante a octroyé le Contrat;

ATTENDU QUE l'Intervenant Hurens et l'Intervenant Beaudoin, en leur qualité d'administrateurs du Cédant, ont voté, par une résolution unanime des administrateurs, le 30 septembre 2012, des dividendes de liquidation de l'entreprise au bénéfice de son unique actionnaire, soit le Cessionnaire;

ATTENDU QUE par la liquidation du Cédant, le Cessionnaire a acquis tous les actifs et passifs de ce dernier, y compris les droits et obligations prévus au Contrat;

ATTENDU QUE le Cessionnaire a, depuis la liquidation du Cédant, rempli les obligations de ce dernier dans le cadre du Contrat;

ATTENDU QUE le Cessionnaire a procédé à la dissolution du Cédant le 6 mai 2013;

ATTENDU QU'en vertu du Contrat (article 7.2 de la convention de services professionnels), toute cession du Contrat devait préalablement être approuvée par l'Intervenante;

ATTENDU QUE les Parties n'ont pas, à ce jour, obtenu telle approbation;

ATTENDU QUE les Parties, l'Intervenant Hurens et l'Intervenant Beaudoin souhaitent régulariser la cession du Contrat qui s'est opérée entre les Parties en obtenant formellement l'autorisation de l'Intervenante;

ATTENDU QUE l'Intervenante intervient au présent contrat afin d'accepter la cession aux conditions prévues ci-après;

ATTENDU QUE l'Intervenante a adopté une *Politique de gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle en a transmis une copie au Cédant et au Cessionnaire.

PAR CONSÉQUENT, LES PARTIES ET LES INTERVENANTS CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le préambule fait partie intégrante de la présente convention;

2. À compter du 30 septembre 2012, le Cédant cède au Cessionnaire toutes ses obligations et responsabilités dans le Contrat;

3. Le Cessionnaire accepte la cession du Contrat et accepte d'être lié par tous ses termes et conditions et déclare être en mesure de fournir les services faisant l'objet du Contrat selon les termes et conditions prévus à celui-ci;

4. Le Cessionnaire s'engage auprès de l'Intervenante à assumer l'ensemble des droits et obligations du Cédant depuis l'octroi du Contrat et, entre autres, de prendre à sa charge la responsabilité de tous les services fournis par le Cédant depuis l'octroi du Contrat, incluant la responsabilité qui pourrait découler d'erreurs ou omissions passées du Cédant. Le Cessionnaire assume ces responsabilités comme s'il avait lui-même obtenu et exécuté le Contrat. Sans limiter la généralité de ce qui précède, le Cessionnaire s'engage à faire exécuter le Contrat par les mêmes ressources que celles identifiées dans la soumission déposée par le Cédant suivant l'appel d'offres 07-10398 et selon les mêmes termes et conditions, comme s'il avait lui-même signé ladite soumission;

5. Conformément au Contrat (article 7.2 de la convention de services professionnels), l'Intervenante accepte la cession du Contrat entre le Cédant et le Cessionnaire, selon les termes et conditions prévus à la présente convention et libère le Cédant de toutes obligations et responsabilités relativement au Contrat;

6. Par la présente, le Cédant donne quittance complète et finale à l'Intervenante pour toute somme, autre obligation ou réclamation de quelque nature que ce soit découlant du Contrat passé, présent et futur, directe et indirecte;

7. Les Parties et Intervenants s'engagent à coopérer et à signer tout autre document accessoire qui pourrait être nécessaire à la cession du Contrat, le cas échéant;

8. À compter de sa signature par la dernière des Parties ou Intervenants à signer, la présente convention produit ses effets rétroactivement à compter du 30 septembre 2012;

9. La présente convention sera régie et interprétée en vertu des lois en vigueur dans la province du Québec.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ET LES INTERVENANTS ONT SIGNÉ AUX DATES ET LIEUX MENTIONNÉS CI-APRÈS :

À _____, le _____ 2016

NACEV CONSULTANTS INC.

Par : _____
Norman Hurens, administrateur

À _____, le _____ 2016

NACEV CONSULTANTS INC.

Par : _____
Serge Beaudoin, administrateur

À _____, le _____ 2016

BEAUDOIN HURENS INC.

Par : _____
Norman Hurens, Président du Conseil d'administration

INTERVENTIONS :

À _____, le _____ 2016

_____
NORMAN HURENS, ès qualité administrateur de Nacev consultants inc.

À _____, le _____ 2016

_____
SERGE BEAUDOIN, ès qualité administrateur de Nacev consultants inc.

À _____, le _____ 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.11

2016/03/24
17:00

(1)

Dossier # : 1161630002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Corporatif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser la cession des droits et obligations du contrat de services professionnels 12227 intervenue entre la Ville de Montréal et Pasquin St-Jean et associés inc. consultants en génies civil et de structure en faveur de la firme Beaudoin Hurens inc. pour le reste de l'entente selon les mêmes conditions / Approuver le projet de convention de cession à cet effet et la fin du mandat de la firme Pasquin St-Jean et associés inc. à compter 3 octobre 2014.

Il est recommandé :

1. D'approuver la convention de cession entre Pasquin St-Jean et associés inc., Beaudoin Hurens inc. et la Ville de Montréal auquel intervient la firme Riopel et associés architectes, et par laquelle Pasquin St-Jean et associés inc. cède à Beaudoin Hurens inc. les droits, titres et intérêts dans le contrat de services professionnels numéro 12227, selon les termes et conditions stipulés aux conventions.
2. Approuver la fin du mandat de la firme Pasquin St-Jean et associés inc. à compter du 3 octobre 2014.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-02-29 12:22

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1161630002**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Corporatif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser la cession des droits et obligations du contrat de services professionnels 12227 intervenue entre la Ville de Montréal et Pasquin St-Jean et associés inc. consultants en génies civil et de structure en faveur de la firme Beaudoin Hurens inc. pour le reste de l'entente selon les mêmes conditions / Approuver le projet de convention de cession à cet effet et la fin du mandat de la firme Pasquin St-Jean et associés inc. à compter 3 octobre 2014.

CONTENU

CONTEXTE

La firme Pasquin St-Jean et associés experts-conseils pour les services en génies civil et de structure est l'adjudicataire avec les firmes Beaudoin Hurens inc., pour les services en génies mécanique et électrique, et Riopel + Associés, architectes (coordonnateur de l'équipe projet) d'une entente-cadre de services professionnels pour la réalisation de projets de protection de bâtiments corporatifs. Ce contrat porte le numéro 12227 et il a été octroyé à la suite d'un appel d'offres public (07-10398) en juin 2007. Le solde de ce contrat de services professionnels 12227 est utilisé actuellement pour la préparation de plans et devis pour la réfection de toiture et divers travaux à l'édifice du Centre Strathearn. Les travaux sont prévus au PTI 2016. Ce projet sera le dernier de l'entente-cadre.
La Ville doit procéder à l'approbation de la cession des droits et obligations de la firme Pasquin St-Jean et associés inc. pour ce contrat. Les raisons sont les suivantes :

Les faits suivants sont survenus :

1. La Ville a fait appel à l'équipe du coordonnateur pour divers travaux de réfection au Centre Strathearn,
2. Les plans et devis ont été préparés, au début du mandat, par l'architecte et les ingénieurs en mécanique et électricité,
3. Les services en génies civil et de structure n'étaient pas requis selon le programme initial,
4. L'ajout de services en structure est survenue, par nécessité, durant l'élaboration des plans et devis,
5. La firme Beaudoin Hurens inc., aussi en mesure d'offrir des services de génies civil et de structure, a pris en charge ces services à la demande de l'architecte,

6. La Ville, constatant les faits, a demandé aux parties de régulariser la situation contractuelle,
7. Les firmes au contrat ont convenu de la cession de Pasquin St-Jean et associés inc. selon les termes de la convention (voir le document juridique annexé).

Une vérification à l'état des renseignements d'une personne morale au registre des entreprises du Québec a permis de confirmer que :

1. Pasquin St-Jean et associés, experts conseils a fait l'objet d'une fusion pour devenir Pasquin St-Jean et associés inc.
2. L'inscription de la firme Pasquin St-Jean et associés inc. au registre (NEQ1160121332) le confirme.

Il est important de souligner qu'un autre dossier décisionnel (1161630001) est présenté au conseil pour la cession du contrat de la firme Nacev à la firme Beaudoin Hurens inc., pour les services en génies mécanique et électrique.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG07 0295 Le 30 Août 2006, le conseil d'agglomération accordait un contrat de services professionnels à l'équipe formée par Riopel + associés architectes, Nacev consultants inc. en génies mécanique et électrique et Pasquin St-Jean et associés, experts conseils en génies civil et de structure pour la réalisation de projets de protection de bâtiments corporatifs – Dépense totale de 500 000 $, taxes incluses – Appel d'offres public 07-10398 (7 soum.)

DESCRIPTION

Le présent dossier consiste à autoriser la cession des droits et obligations de la firme Pasquin St-Jean et associés inc, consultants en génies civil et de structure à la firme Beaudoin Hurens inc.

JUSTIFICATION

Le Service des affaires juridiques de la Ville de Montréal, la firme Pasquin St-Jean et associés inc. et la firme Beaudoin Hurens inc. ont convenu des termes de la convention de cession afin de régulariser la situation contractuelle et permettre de poursuivre les travaux en cours de planification dans ce contrat. Une copie de la convention est jointe à l'intervention du Services des affaires juridiques. Celle-ci sera signée par le greffier lorsque les instances auront autorisé la présente cession.
Beaudoin Hurens reprend les droits et les obligations de Pasquin St-Jean et associés inc. et poursuit le travail de la firme conformément à la convention du contrat 12227.

Beaudoin Hurens inc. ne figure pas au Registre d'entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) qui inclut, depuis le 1er avril 2015, le registre du directeur général des élections du Québec (DGEQ). Malgré ce qui précède, ledit contrat n'est pas visé par la loi sur l'intégrité en matière de contrats publics.

Beaudoin Hurens inc. n'a pas à obtenir une attestation de l'AMF dans le cadre de ce contrat (communiqué 587). Beaudoin Hurens inc. ne détient pas d'attestation de l'AMF.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette cession n’a aucun impact au niveau budgétaire pour la Ville, puisque les mêmes conditions s’appliquent.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet au présent dossier.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La prestation de Beaudoin Hurens inc. pour le projet du Centre Strathearn est en cours. Toutefois, elle est présentement suspendue jusqu’à ce que la situation soit régularisée ce qui entraîne des retards dans le déroulement du projet. Si la cession du contrat n’est pas complétée, la convention devra être résiliée et la planification devra être reprise dans le cadre d’un autre mandat.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet au présent dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation CE : 9 mars 2016
Approbation CM : 21 mars 2016
Approbation CG : 24 mars 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent dossier est conforme à la politique de gestion contractuelle.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Guylaine VAILLANCOURT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2016-02-25
Marc FERLAND	Carlos MANZONI	

Gestionnaire immobilier, architecte p.a. Leed BD+C
Tél. : 872-3782

Chef de division

M. André Cazelais, chef de section
Gestion immobilière - Corporatif

Tél : 872-2419
Télécop. : 280-3597

Tél : 514 872-3957
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Carlos MANZONI
Directeur par intérim
Tél : 514 872-3957
Approuvé le : 2016-02-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI
Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-02-29

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1161630002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Corporatif
Objet :	Autoriser la cession des droits et obligations du contrat de services professionnels 12227 intervenue entre la Ville de Montréal et Pasquin St-Jean et associés inc. consultants en génies civil et de structure en faveur de la firme Beaudoin Hurens inc. pour le reste de l'entente selon les mêmes conditions / Approuver le projet de convention de cession à cet effet et la fin du mandat de la firme Pasquin St-Jean et associés inc. à compter 3 octobre 2014.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous joignons le projet de Convention de cession de droits et obligations et terminaison du contrat à l'égard de Pasquin St-Jean et Associés inc., lequel projet a été approuvé par toutes les parties concernées et est approuvé quant à sa validité et à sa forme

FICHIERS JOINTS

Convention visée 25-02-2016.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Guylaine VAILLANCOURT
avocate, Service des affaires juridiques
Tél : 514-868-4137

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-26

Guylaine VAILLANCOURT
avocate, Service des affaires juridiques
Tél : 514-868-4137
Division : droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
25 FÉV. 2016
POUR DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE CESSION DE DROITS ET OBLIGATIONS et TERMINAISON DU CONTRAT À L'ÉGARD DE PASQUIN ST-JEAN ET ASSOCIÉS INC.

ENTRE : **PASQUIN ST-JEAN ET ASSOCIÉS INC.**, personne morale légalement constituée en vertu des lois du Canada, ayant sa principale place d'affaire au 33 St-Jacques, 2e et 3e étage, Montréal, Québec, H2Y 1K9, représentée par Pierre Nadon, dûment autorisé à agir aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

ci-après désignée le « Cédant »

ET : **BEAUDOIN HURENS INC.**, personne morale légalement constituée en vertu de la Loi sur les compagnies, ayant son siège social au 255, boul. Crémazie est, 9e étage, Montréal, Québec, H2M 1M2, représentée par Norman Hurens, Président du Conseil d'administration, dûment autorisé à agir aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

ci-après désignée le « Cessionnaire »

ET : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

ci-après désignée la « Ville »

ci-après collectivement désignées les « Parties »

À LAQUELLE INTERVIENNENT :

RIOPEL + ASSOCIÉS, ARCHITECTES, société d'architectes, ayant sa principale place d'affaire au 777, rue de la Commune Ouest, suite 400, Montréal, Québec, H3C 1Y1 agissant et représentée par Sylvie St-Martin, architecte, se déclarant elle-même être associée et être dûment autorisée à agir aux fins des présentes ;

ci-après désignée l'« Intervenante »

PRÉAMBULE

ATTENDU QU'à l'été 2007, la Ville a lancé un appel d'offres public (no. 07-10398) ayant pour objet des services professionnels en architecture, génies électrique, mécanique, civil et de structure relatifs à divers projets de protection de bâtiments corporatifs : réfection d'enveloppe et mise aux normes ;

ATTENDU QUE suite à l'appel d'offres susmentionné, en date du 30 août 2007, la Ville a octroyé, par la résolution CG07 0295, un contrat d'une durée indéterminée (no. 12227) (ci-après le « Contrat ») à l'équipe mandatée pour ce contrat;

ATTENDU QUE le Cédant faisait partie de l'équipe mandatée pour ce contrat à titre d'ingénieur pour les services de génies civil et de structure;

ATTENDU QUE le contrat prévoyait que l'expertise des professionnels serait essentiellement consacrée aux trois édifices suivants :

- l'ex-station de pompage Craig (071);
- le 1500, rue des Carrières (0150);
- le centre interculturel Strathearn (2453);

ATTENDU QUE les mandats relatifs aux projets prévus aux documents d'appel d'offres pour ces trois édifices ont été complétés;

ATTENDU QU'un quatrième (4^{e}) projet a été ajouté à cette liste pour des travaux d'aménagement d'une toilette dans le kiosque de tennis du parc Jeanne-Mance impliquant l'équipe mandatée pour ce Contrat;

ATTENDU QUE les Architectes Riopel + Associés agissaient à titre de coordonnateur du Contrat et qu'à ce titre, ils assuraient la coordination de tous les professionnels ou spécialistes dont les services sont requis par la Ville;

ATTENDU QUE pour les quatre bâtiments, les interventions au niveau de leur enveloppe (toiture, murs extérieurs, fenestration etc.) et une mise en conformité réglementaire ont été effectuées conformément aux termes du Contrat;

ATTENDU QUE vers le 3 octobre 2014 la Ville a demandé à l'Intervenante des services professionnels pour un nouveau projet au Centre Strathearn pour des «Travaux d'enveloppe extérieure et autres travaux» (ci-après le « nouveau Projet »);

ATTENDU QUE vers le 19 décembre 2014 et durant l'élaboration des plans et devis, l'ajout de services en structure fut requis pour des travaux à :

- l'encadrement de maçonnerie de l'entrée principale;
- la conception des attaches et travaux pour les panneaux du mur nord et;
- pour l'ancrage d'une partie du parapet au mur nord;

ATTENDU QUE l'Intervenante a confié l'exécution de ces travaux en matière de génies civil et de structure au Cessionnaire, firme d'ingénieurs en mécanique et électricité offrant aussi des services en génies civil et de structure;

ATTENDU QUE les services ayant déjà débuté et qu'aucun autre projet ne sera exécuté dans le cadre du contrat, les Parties conviennent que les services en génies civil et de structure pour le nouveau Projet soient poursuivis par le Cessionnaire;

ATTENDU QUE les Parties souhaitent régulariser la situation en regard des services en génies civil et de structure requis pour le nouveau Projet;

ATTENDU QU'il convient de terminer le contrat à l'égard du Cédant à compter du 3 octobre 2014;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une *Politique de gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle en a transmis une copie au Cédant et au Cessionnaire.

PAR CONSÉQUENT, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le préambule fait partie intégrante de la présente convention;

2. À compter du 3 octobre 2014, le Cédant cède au Cessionnaire tous ses droits, obligations et responsabilités en matière de génies civil et de structure requis dans le cadre du nouveau Projet;

3. À compter du 3 octobre 2014, le Cessionnaire accepte de prendre la responsabilité des services de génies civil et de structure du nouveau Projet et déclare être en mesure de fournir les services en matière de génies civil et structure selon les termes et conditions prévus au Contrat;

4. Le Cessionnaire s'engage auprès de la Ville à assumer l'ensemble des droits et obligations relatifs aux services de génies civil et de structure pour le nouveau Projet en lieu et place du Cédant et ce, à compter du 3 octobre 2014 et, entre autres, de prendre à sa charge la responsabilité de tous les services de génies civil et de structure pour le nouveau Projet depuis cette date, incluant la responsabilité qui pourrait découler d'erreurs et omissions;

5. Le Cédant demeure responsable pour tous les services de génies civil et de structure qu'il a rendus en vertu du contrat avant le 3 octobre 2014, incluant la responsabilité qui pourrait découler d'erreurs et d'omissions, sous réserve des termes et conditions contenus au contrat ;

6. Les Parties conviennent que le contrat se termine à l'égard du Cédant à compter du 3 octobre 2014 et la Ville libère le Cédant de toutes obligations et responsabilités relativement aux services en génies civil et structure pour le nouveau Projet qui sont effectués par le Cessionnaire ;

7. Par la présente, le Cédant donne quittance complète et finale à la Ville pour toute somme, autre obligation ou réclamation de quelque nature que ce soit découlant du Contrat passé, présent et futur, directe et indirecte;

8. À compter de sa signature par la dernière des Parties à signer, la présente convention produit ses effets rétroactivement à compter du 3 octobre 2014;

9. La présente convention sera régie et interprétée en vertu des lois en vigueur dans la province du Québec.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ET L'INTERVENANTE ONT SIGNÉ AUX DATES ET LIEUX MENTIONNÉS CI-APRÈS :

À _____, le _____ 2016

PASQUIN ST-JEAN ET ASSOCIÉS INC.

Par :

_____
Pierre Nadon, dûment autorisé

À _____, le _____ 2016

BEAUDOIN HURENS INC.

Par :

_____
Normand Hurens, Président du Conseil d'administration

À _____, le _____ 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par :

_____
Yves Saindon, greffier

INTERVENTION :

À _____, le _____ 2016

RIOPEL + ASSOCIÉS, ARCHITECTES

Par :

_____
Sylvie St-Martin, associée

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.12

2016/03/24 17:00

(1)

Dossier # : 1164107002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division stratégies_programmes et politiques , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet d'Entente de délégation concernant la gestion du Programme d'aménagement durable des forêts (PADF) du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs dans la région de Montréal (agglomération). Autoriser M. Denis Coderre, maire de Montréal, à signer à titre de président de l'agglomération de Montréal. Autoriser la Ville de Montréal à recevoir le montant de 240 000 $ selon les modalités décrites dans l'Entente.

- Approuver le contenu du projet d'*Entente de délégation concernant la gestion du Programme d'aménagement durable des forêts (PADF) du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs dans la région de Montréal* (agglomération).
- Autoriser M. Denis Coderre, maire de Montréal et président de l'agglomération de Montréal, à signer à titre de représentant de l'agglomération de Montréal, l'Entente désignant la Ville de Montréal comme Délégataire.

- Autoriser la Ville de Montréal à recevoir selon les modalités décrites dans l'Entente, une subvention totale de deux cents quarante mille dollars (240 000 $) répartie comme suit : en 2016, le montant de cent soixante milles dollars (160 000 $) couvrant la période 2015-2017 et, en 2017, le montant de quatre-vingt mille dollars (80 000 $) pour la période 2017-2018.

- Désigner madame Carole Paquette, directrice du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR), comme représentante du Délégataire.

- Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses au Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal de deux cents quarante mille dollars (240 000 $).

- Mandater le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal à réaliser les suivis convenus dans l'Entente.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-02-29 19:04

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1164107002**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division stratégies_programmes et politiques , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet d'Entente de délégation concernant la gestion du Programme d'aménagement durable des forêts (PADF) du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs dans la région de Montréal (agglomération). Autoriser M. Denis Coderre, maire de Montréal, à signer à titre de président de l'agglomération de Montréal. Autoriser la Ville de Montréal à recevoir le montant de 240 000 $ selon les modalités décrites dans l'Entente.

CONTENU

CONTEXTE

Le 5 novembre 2015, une lettre a été adressée à M. Denis Coderre, président de l'agglomération de Montréal, par M. Jean-Philippe Détolle, directeur général de la Direction générale du secteur métropolitain et sud du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). L'agglomération de Montréal est invitée à conclure une entente de délégation précisant les modalités et les obligations liées au Programme d'aménagement durable des forêts (PADF) en 2015-2018 avec le Ministère (MFFP).

Cette proposition est faite dans le cadre du PADF qui a comme pour objectif de mettre en oeuvre des obligations prévues à la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier visant à rapprocher les centres de décisions des populations locales et donner plus d'emprise aux milieux régionaux sur leur développement. Le PADF permet de déléguer à l'ensemble des municipalités régionales de comté (MRC) d'une même région des responsabilités, notamment en favorisant l'acquisition de connaissances et la documentation des différents enjeux régionaux et locaux ainsi que de financer des travaux d'aménagement forestier. Pour la région administrative de Montréal, c'est l'agglomération de Montréal qui est invitée à titre de délégataire. Dans sa lettre, le Ministère considère que « pour la région administrative de Montréal, la mise en oeuvre du PADF permettra la réalisation d'interventions ciblées visant à soutenir l'organisation de différentes activités favorisant l'aménagement forestier et la transformation du bois ». La lettre est accompagnée du Cadre normatif 2015-2018 du Programme d'aménagement durable des forêts ainsi que d'un projet d'entente de délégation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Non applicable

DESCRIPTION

La Ville de Montréal est désignée comme Délégataire de l'Entente pour la région de Montréal. Monsieur Denis Coderre, maire de Montréal, à titre de président de l'agglomération de Montréal, a été identifié comme représentant aux fins de l'entente.

Le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) prévoit verser à la Ville de Montréal une contribution annuelle au montant de quatre-vingt mille dollars (80 000$) pour chacune de ses années budgétaires, à savoir 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018, pour un total de deux cents quarante mille dollars (240 000 $). Ce montant est réparti en deux périodes : pour la période 2015-2017, un montant de cent soixante mille dollars (160 000 $) et pour la période 2017-2018, un montant de quatre-vingt mille dollars (80 000 $).

Pour tenir compte des particularités de la région de Montréal et de sa composante forestière en milieu urbanisé laquelle ne comporte pas de forêts publiques sous aménagement, le projet d'*Entente de délégation concernant la gestion du Programme d'aménagement durable des forêts (PADF) du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs dans la région de Montréal* (agglomération) a été révisé. De plus, il faut spécifier que ne sont pas éligibles au programme les activités concernant les parcs et les boisés appartenant à une municipalité.

Compte tenu de sa mission et de son expertise dans le domaine de la forêt urbaine, le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR) est le plus habilité à répondre aux objectifs du programme (PADF). C'est ainsi que Madame Carole Paquette, directrice du SGPVMR de la Ville de Montréal, a été désignée comme représentante du Délégataire.

Suite à la signature de l'entente, le SGPVMR aura à élaborer et en mettre en oeuvre les plans d'action annuels sujets à l'approbation du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs. Ces plans d'action élaborés par le SGPVMR avec ses partenaires tiendront compte de la mission du Service et des objectifs du programme d'aménagement durable des forêts (PADF) 2015-2018. Les objectifs précis, les thématiques et les interventions ciblées des plans d'actions spécifiques pour 2015-2017 et 2017-2018 restent à être définis par le SGPVMR. Le SGPVMR aura à préparer les bilans annuels en 2017 et en 2018 pour fins de redditions de comptes. Le SGPMR participera aux travaux du comité régional de suivi et d'évaluation jusqu'à la fin de l'entente prévue le 31 mars 2018. À la fin de l'entente en 2018, le SGPVMR participera aux travaux du comité régional qui fera le bilan global quant à l'atteinte des objectifs de l'entente.

La mise en oeuvre du *Programme d'aménagement durable des forêts (PADF) du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs dans la région de Montré al* (agglomération) requiert de préparer pour approbation par le MFFP les plans d'actions annuels et de déposer à la fin de chaque année (le 31 mars 2017 et le 31 mars 2018), les rapports annuels tels que spécifiés pour répondre aux modalités de reddition de comptes du programme. De façon plus précise ;

- 60 jours après la signature de l'entente, les plans d'actions spécifiques pour 2015-2017 à être élaborés par le SGPVMR doivent être déposés pour fins d'approbation par le MFFP et pour être mis en oeuvre du 1er avril 2016 au 31 mars 2017. Une partie de la contribution financière pour la période 2015-2017, soit 120 000 $ est versée 30 jours après l'approbation des plans d'actions annuels 2015-2017. La partie finale de la contribution financière 2015-2017, soit 40 000 $, est versée suite au dépôt du rapport annuel et son acceptation par le MFFP.

- Le plan d'action 2017-2018 à être élaboré par le SGPVMR et à être approuvé par le MFFP en 2017 est prévu pour être mise en oeuvre du 1er avril 2017 au 31 mars 2018.

Une partie de la contribution financière pour la période 2017-2018, soit 60 000 $ est versée 30 jours après l'approbation du plan d'action annuel 2017-2018. La partie finale de la contribution financière 2017-2018, soit 20 000$, est versée suite au dépôt du rapport annuel et son acceptation par le MFFP.

Le projet d'entente prévoit des clauses spécifiques relatives aux communications, à savoir possibilités d'annonces officielles conjointes, affichage, publicité, délai d'avis pour toute cérémonie officielle.

JUSTIFICATION

La signature de l'*Entente de délégation concernant la gestion du Programme d'aménagement durable des forêts du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs dans la région de Montréal* (agglomération) permet à la Ville de Montréal de développer et de mettre en oeuvre des projets d'interventions et des activités en lien avec la forêt urbaine qui sont dans sa mission.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Un budget additionnel de dépenses équivalent à l'entente avec le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs soit, une somme de deux cents quarante milles dollars (240 000 $) est requis. Cette dépense sera assumée par l'agglomération.
Cette dépense additionnelle provenant d'une subvention du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs sera consacrée à couvrir différentes dépenses de fonctionnement relatives au *Programme d'aménagement durable des forêts* (PADF).

Sur le plan budgétaire, ce dossier n'a aucune incidence sur le cadre financier de la Ville compte tenu des budgets additionnels équivalents en revenus et dépenses. Ce montant additionnel devra par conséquent être transféré au budget de fonctionnement du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier vise à améliorer la protection de la biodiversité, des milieux naturels et des espaces verts,
Le dossier contribue à tirer profit des infrastructures vertes et de leurs services écologiques en milieu urbain; à diffuser l'information relative à la biodiversité et à renforcer la gestion écologique des espaces verts sur le territoire montréalais.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La signature de l'*Entente de délégation concernant la gestion du Programme d'aménagement durable des forêts (PADF) du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs dans la région de Montréal* (agglomération) et la subvention qui en découle, permettent de recevoir du Ministère une contribution en lien avec une priorité significative de l'agglomération de Montréal, à savoir réaliser des projets d'interventions et des activités en lien avec la forêt urbaine. Cela vient à un moment déterminant alors qu'on lutte contre l'agrile du frêne et que l'on cherche à augmenter la couverture forestière et à préserver la biodiversité sur le territoire de l'agglomération de Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication a été élaborée en accord avec le Service des communications**.**

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'adoption est prévue lors de la séance du comité exécutif du 9 mars 2016, du conseil municipal du 21 mars 2016 et du conseil d'agglomération du 24 mars 2016.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité du dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jerry BARTHELEMY)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Jovette MÉTIVIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Nicole BASTIEN, Service des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre JUTRAS
Agronome

Tél : 514 872-7147
Télécop. : 514 872-9818

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-24

Daniel HODDER
Chef de division - Gestion stratégique

Tél : 514 872-1712
Télécop. : 514 872-1416

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Carole PAQUETTE
Directrice
Tél : 514 872-1457
Approuvé le : 2016-02-29

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1164107002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division stratégies_programmes et politiques , -
Objet :	Approuver le projet d'Entente de délégation concernant la gestion du Programme d'aménagement durable des forêts (PADF) du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs dans la région de Montréal (agglomération). Autoriser M. Denis Coderre, maire de Montréal, à signer à titre de président de l'agglomération de Montréal. Autoriser la Ville de Montréal à recevoir le montant de 240 000 $ selon les modalités décrites dans l'Entente.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Entente visée 29-02-16.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jovette MÉTIVIER
Avocate
Tél : 514-872-0138

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-29

Marie-Andrée SIMARD
Notaire Chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
29 FEV. 2016
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

ENTENTE DE DÉLÉGATION

concernant la gestion du Programme d'aménagement durable des forêts, du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

dans la région de Montréal

ENTRE :

LE MINISTRE DES FORÊTS, DE LA FAUNE ET DES PARCS, monsieur Laurent Lessard, pour et au nom du gouvernement du Québec;

ci-après désigné le « MFFP »;

ET :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public légalement constituée, ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, H2Y 1C6, agissant et représentée par messieurs Denis Coderre, maire et Yves Saindon, greffier dûment autorisé en vertu de la résolution numéro CG06 0006 du conseil d'agglomération;

ci-après désignée le « Délégataire ».

Le « MFFP » et le « Délégataire » étant ci-après collectivement désignés les « parties ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (chapitre A-18.1) prévoit que le ministre élabore un plan tactique et un plan opérationnel d'aménagement forestier intégré pour chacune des unités d'aménagement, en collaboration avec la table locale de gestion intégrée des ressources et du territoire;

ATTENDU QUE, selon cette loi, les tables locales de gestion intégrée des ressources et du territoire sont mises en place dans le but d'assurer une prise en compte des intérêts et des préoccupations des personnes et organismes concernés par les activités d'aménagement forestier planifiées, de fixer des objectifs locaux d'aménagement durable des forêts et de convenir des mesures d'harmonisation des usages;

ATTENDU QUE, en vertu de cette loi, dans les régions autres que la région du Nord-du-Québec, le MFFP peut confier la composition et le fonctionnement de tables locales de gestion intégrée des ressources et du territoire à des municipalités régionales de comté;

ATTENDU QUE le Programme d'aménagement durable des forêts a pour objectif de contribuer à l'élaboration des plans d'aménagement forestier intégré par le soutien au fonctionnement des tables locales de gestion intégrée des ressources et du territoire en favorisant l'acquisition de connaissances de façon à appuyer les décisions et les orientations liées à la planification forestière sur le territoire;

ATTENDU QUE le Programme d'aménagement durable des forêts permet des interventions ciblées visant notamment la réalisation de travaux d'aménagement forestier sur les terres publiques intramunicipales ou sur les terres privées appartenant aux propriétaires forestiers reconnus en vertu de l'article 130 de la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (chapitre A-18.1) ainsi que la réalisation de travaux associés à la voirie multiusage sur les terres publiques;

ATTENDU QUE la réalisation des activités prévues au Programme d'aménagement durable des forêts est rattachée à l'octroi d'une aide financière;

ATTENDU QUE le MFFP souhaite renforcer les rôles de développement économique et régional exercés par les municipalités régionales de comté et s'assurer que les décisions prises en région répondent davantage aux besoins et préoccupations exprimés par la population;

ATTENDU QUE l'article 17.22 de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (chapitre M-25.2) permet au ministre de déléguer, par entente, à un conseil de bande d'une communauté autochtone, à une municipalité, à une personne morale ou à un autre organisme, la gestion d'un programme qu'il a élaboré en vertu du paragraphe 3° de l'article 12 de cette loi;

ATTENDU QUE le MFFP souhaite déléguer à la Ville de Montréal, municipalité centrale de l'agglomération de Montréal une partie de la gestion du Programme d'aménagement durable des forêts;

ATTENDU QUE pour l'agglomération de Montréal seule la Ville de Montréal, municipalité centrale, peut agir à l'égard des matières ou compétences qui sont attribuées à l'agglomération en vertu de l'article 17 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations RLRQ.,c.E-20.001;

ATTENDU QUE l'agglomération de Montréal représente la région administrative de Montréal et que la Ville de Montréal agissant à ce titre souhaite se voir déléguer une partie de la gestion de ce Programme;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal pour les fins des présentes sera désignée « le Délégataire»;

EN CONSÉQUENCE, les parties conviennent de ce qui suit :

1. INTERPRÉTATION

La présente entente constitue la seule entente intervenue entre les parties et toute autre entente non reproduite à la présente entente est réputée nulle et sans effet.

Dans le cas où une clause ou une partie de la présente entente serait déclarée invalide, illégale ou autrement non exécutoire à la suite d'une procédure judiciaire, il est convenu que le reste de la présente entente continuera d'avoir plein effet et de lier les parties.

2. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet de déléguer au Délégataire une partie de la gestion du Programme d'aménagement durable des forêts (PADF). L'entente détermine également le financement accordé au Délégataire. Finalement, elle définit les engagements des parties.

3. ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1 Engagements du MFFP

Le MFFP s'engage à :

3.1.1 Attribuer au Délégataire, pour chaque année d'application du programme, un montant maximal de quatre-vingt mille dollars (80 000 $), selon les modalités suivantes :

- au plus 75 % du montant maximal annuel dans les 30 jours suivant l'approbation par le MFFP du plan d'action annuel déposé par le Délégataire;

- au plus 25 % du montant maximal annuel, à la suite du dépôt du rapport annuel, par le Délégataire, et de l'acceptation, par le MFFP, des éléments demandés à l'article 6.4.1 du cadre normatif du PADF;

- ces montants seront versés à l'agglomération à titre de responsable de l'administration de la présente entente.

3.1.2 Déposer au Délégataire les documents de soutien requis pour la mise en œuvre du PADF, le cas échéant.

3.1.3 Offrir l'accompagnement, qu'il juge adéquat, au Délégataire pour la mise en œuvre du PADF.

3.1.4 Désigner le directeur général du secteur métropolitain et sud à titre d'interlocuteur auprès du Délégataire, afin de soutenir la mise en œuvre du PADF selon des modalités convenues régionalement et de tenir une rencontre annuelle de suivi de la présente entente.

3.1.5 Procéder, lorsque requis, à la consultation des communautés autochtones dans le respect des modalités prévues au Guide intérimaire en matière de consultation des communautés autochtones.

3.1.6 Convoquer au besoin et participer aux travaux du comité régional de suivi et d'évaluation constitué en vertu de l'article 7 de la présente entente.

3.1.7 Appliquer les dispositions prévues au cadre normatif du PADF.

3.2 Engagements du Délégataire

Le Délégataire s'engage à :

3.2.1 Respecter les dispositions prévues au cadre normatif du PADF, gérer le PADF sur le territoire de la région administrative de Montréal, lequel territoire correspond au territoire de l'agglomération de Montréal et se conformer aux obligations prévues à la LADTF.

3.2.2 Participer aux travaux du comité régional de suivi et d'évaluation constitué en vertu de l'article 7 de la présente entente.

3.2.3 Financer, le cas échéant, la réalisation des interventions ciblées, prévues à l'article 1.2 du cadre normatif du PADF, par tout organisme légalement constitué, à l'exception des sociétés d'État. En l'occurrence, sont notamment considérés comme clientèle admissible, une communauté autochtone, une municipalité ou un organisme forestier ou faunique.

3.2.4 Utiliser les modèles fournis par le MFFP pour la réalisation du plan d'action annuel et du rapport annuel.

4. MODALITÉ PARTICULIÈRE

4.1 Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (chapitre A-6.001).

4.2 L'enveloppe annuelle peut, si elle n'a pas été engagée lors de l'exercice financier pour lequel elle a été octroyée, être reportée aux années subséquentes aux fins de la mise en oeuvre des activités prévues au PADF.

4.3 Dans le cas où des ajustements sont apportés aux ratios de la répartition budgétaire décrits à l'article 3 du cadre normatif du PADF, ces derniers devront être justifiés et apparaître dans une annexe intégrée à la présente entente et paraphée par les parties (annexe 1).

4.4 La Ville de Montréal est désignée à titre de responsable de l'administration de la présente entente.

5. TERRITOIRE D'APPLICATION

Le territoire d'application de la présente entente est le territoire de l'agglomération de Montréal lequel constitue le territoire de la région administrative de Montréal, tel que mentionné à l'article 3.2.1 de celle-ci.

6. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et prend fin le 31 mars 2018.

7. SUIVI ET ÉVALUATION

Afin d'effectuer le suivi et l'évaluation de la présente entente, les parties conviennent de constituer un comité régional de suivi et d'évaluation. Ce comité sera formé d'un représentant du MFFP et le représentant du Délégataire de la présente entente de délégation. Le comité pourra s'adjoindre les personnes-ressources nécessaires à l'accomplissement de son mandat.

Le comité régional de suivi et d'évaluation vérifie, chaque année, l'atteinte des objectifs prévus dans l'entente. Pour ce faire, il établit un cadre d'évaluation comprenant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs lui permettant de vérifier l'atteinte de ces objectifs. Il fait la recommandation appropriée aux parties pour l'année suivante.

À la fin de l'entente, le comité fait un bilan global quant à l'atteinte des objectifs de l'entente.

8. RÉSILIATION

Si le Délégataire est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, le MFFP se réserve le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, le MFFP doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit au Délégataire énonçant le motif de résiliation. Le Délégataire aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit.

Advenant la résiliation, le Délégataire s'engage à rembourser au MFFP tout solde sur les montants qui lui ont été versés, mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé au MFFP dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte à la condition qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visées par la présente entente.

9. VÉRIFICATION

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances, chapitre M-24.01).

10. MODIFICATION

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite et agréée par les parties. Cette entente ne peut pas changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

11. OUTILS DE GESTION

11.1 Accès à la base de données géographiques du MFFP

Le Système d'information et de gestion du territoire public (SIGT) est une base de données géographiques comprenant toute l'information nécessaire à la planification et à la gestion du territoire. Le Délégataire peut avoir accès au SIGT en transmettant une demande par courriel à la Direction générale du secteur métropolitain et sud (DGSMS).

11.2 Modèle d'entente portant sur le partage d'informations géographiques

Si le Délégataire a besoin de données géographiques qui ne sont pas disponibles dans le SIGT, mais que le MFFP possède, il peut lui en faire la demande. Pour que ces données lui soient transmises, le Délégataire doit conclure une entente de partage d'informations géographiques avec le MFFP. À cette fin, le modèle d'entente devant être utilisé est mis à la disposition du Délégataire. Une telle entente de partage permet au Délégataire de bénéficier de données géographiques existantes et au MFFP d'avoir accès à la mise à jour des données si une telle mise à jour était nécessaire.

12. COMMUNICATIONS

Sous réserve de l'article 8 de la présente entente, les parties conviennent que tous les avis ou documents exigés en vertu de la présente entente doivent être donnés par écrit et être transmis par un moyen permettant d'en prouver la réception à un moment précis, aux coordonnées suivantes :

Pour le MFFP :

Monsieur Jean-Philippe Détolle, directeur général
Direction générale du secteur métropolitain et sud
545, boulevard Crémazie Est, 8e étage
Montréal (Québec) H2M 2V1

Pour le Délégataire :

Madame Carole Paquette, directrice
Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal
Ville de Montréal
801, rue Brennan, pavillon Duke, 4e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4
Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis aux autres parties.

13. CESSION

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie.

14. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ

Les parties reconnaissent que le MFFP ou ses représentants identifiés à l'article 12 peuvent annoncer, conjointement avec le Délégataire, les détails de l'entente et son financement, notamment :

- le nom des parties et des autres intervenants;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'entente et le territoire d'application;
- le budget total de l'entente.

Les parties s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

Les parties s'engagent à assurer leur visibilité, lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

Les parties acceptent que leurs représentants et les autres intervenants participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les parties doivent être informées, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

15. SIGNATURES

Les parties reconnaissent avoir lu et accepté chacune des clauses de l'entente.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé la présente entente en deux (2) exemplaires aux dates indiquées ci-dessous :

Laurent Lessard Ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs	Date
Denis Coderre Maire Ville de Montréal	Date
Yves Saindon Greffier Ville de Montréal	Date

ANNEXE 1

Ajustements apportés aux ratios de la répartition budgétaire décrits à l'article 3 du cadre normatif du PADF

Justification

La région administrative de Montréal laquelle correspond au territoire de l'agglomération de Montréal, ne détient pas de forêts publiques sous aménagement, par conséquent, aucune table de gestion intégrée des ressources et du territoire (TGIRT) n'est présente. Le ratio prévu à l'article 3 du cadre normatif du PADF, soit un minimum de 30 % du budget annuel de la présente entente qui doit être prévu comme contribution à l'élaboration des plans d'aménagement forestier intégré (PAFI) (objectif 1.1 du PADF), ne s'applique pas.

Paraphé par les parties :

Laurent Lessard
Ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs

Initiales _____ Date _____

Denis Coderre
Maire
Ville de Montréal

Initiales _____ Date _____

Yves Saindon
Greffier
Ville de Montréal

Date _____

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1164107002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division stratégies_programmes et politiques , -
Objet :	Approuver le projet d'Entente de délégation concernant la gestion du Programme d'aménagement durable des forêts (PADF) du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs dans la région de Montréal (agglomération). Autoriser M. Denis Coderre, maire de Montréal, à signer à titre de président de l'agglomération de Montréal. Autoriser la Ville de Montréal à recevoir le montant de 240 000 $ selon les modalités décrites dans l'Entente.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1164107002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jerry BARTHELEMY
Préposé au budget
Tél : 514-868-3203

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-26

Sandrine CLÉMENT
Conseiller(ère) budgétaire
Tél : 514 872-0709
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.13

2016/03/24
17:00

(1)

Dossier # : 1150720003

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division soutien technique et infrastructures - Gestion des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	Complexe environnemental Saint-Michel
Objet :	Approbation de la cession de droits entre Biomont Énergie inc. et Société en commandite Biomont Énergie

Il est recommandé au conseil d'agglomération d'approuver la convention de cession de droits entre Biomont Énergie inc. et Biomont Énergie, Société en commandite, à laquelle intervient la Ville de Montréal, et par laquelle Biomont Énergie inc. cède à Biomont Énergie, Société en commandite ses droits découlant de la Convention pour la valorisation énergétique du biogaz du CESM et ses droits découlant du Bail et de la sous-location du site foncier."

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-02-29 10:33

Signataire : Jacques A. ULYSSE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1150720003**

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division soutien technique et infrastructures - Gestion des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	Complexe environnemental Saint-Michel
Objet :	Approbation de la cession de droits entre Biomont Énergie inc. et Société en commandite Biomont Énergie

CONTENU

CONTEXTE

En mai dernier, Biomont Énergie a signé une entente de 25 ans avec la Ville de Montréal pour la valorisation du biogaz du CESM. Depuis, la Société en commandite Biomont souhaite se porter acquéreur des actifs et projet de Biomont Énergie incluant celui de la valorisation du biogaz du CESM. Cette convention entre Biomont Énergie inc. et la Ville de Montréal a essentiellement une vocation de valorisation énergétique du biogaz du site d'enfouissement du CESM et ce, en échange de redevances sur l'énergie électrique produite, le chauffage urbain et tous autres éventuels revenus provenant de cette valorisation du biogaz pour une période de vingt-cinq (25) ans. Pour y arriver, le nouveau partenaire doit au cours des prochains mois remplacer les équipements désuets et surdimentionnés de l'usine actuelle pour faire place à des équipements de technologies différentes et permettant une modulation des besoins en fonction de la décroissance attendue et normale du biogaz au cours de la même période. Afin de concrétiser le projet, Biomont Énergie inc. et la Société en commandite Biomont doivent officialiser le transfert des ententes antérieures à la cession.
De plus, Société Biomont inc. et Société en commandite Gazmont sont parties à un bail commercial conclu en date du 22 décembre 2014, concernant la location de la bâtisse sis au 2275 rue des Regrattier à Montréal, appartenant à la Société Gazmont et la sous-location du site appartenant à la Ville de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG 15 0335 28 mai 2015 : Approuver un projet de convention, d'une durée de 25 ans, avec Biomont Énergie inc. (Gazmont Énergie et chauffage urbain) pour la valorisation énergétique du biogaz du Complexe environnemental Saint-Michel (CESM) / Autoriser le directeur du Service de l'environnement à signer une demande d'annulation du décret du

BAPE / Approuver le projet d'acte de modification du bail établissant la propriété superficiaire.

DESCRIPTION

Approuver la cession de droits de Biomont Énergie inc., à Biomont Énergie, Société en commandite. Approuver la cession de droits découlant du Sous-bail de Biomont Énergie inc. à Biomont Énergie, Société en commandite afin que la cessionnaire devienne sous-locataire du site. "

JUSTIFICATION

Dans le cadre de la mise en oeuvre du projet de modernisation et mise en marche d'une usine de cogénération à partir du biogaz capté au CESM, Biomont Énergie a convenu de transférer à Biomont société en commandite (BÉ SEC), tous ces droits, titre et intérêt dans des actifs identifiés possédés en regard du projet. Le changement de structure résultant de la transaction s'inscrit dans un processus d'optimisation du projet et de la recherche de financement. À l'entrée en vigueur de la Convention de cession, BÉ SEC assumera tous les droits et obligations découlant de la Convention pour la valorisation énergétique du biogaz du CESM et deviendra la sous-locataire du site.
À compter de la date où la Ville aura consenti à la cession de droits, la signature de la Convention de cession pourra être complétée et une confirmation officielle sera émise confirmant la reprise intégrale des exigences contractuelles avec BÉ SEC. La Cession de droits entre en vigueur à compter de la date de prise d'effet de la cession des actifs dans le projet entre Biomont Énergie inc. et Biomont Énergie, Société en commandite, laquelle est prévue le ou vers le 26 février 2016.

Mentionnons que conformément à l'article 16.1 de la Convention pour la valorisation énergétique du biogaz du CESM, BÉ SEC devient conjointement et solidairement responsable avec Biomont Énergie inc. de toutes les obligations qui incombent à Biomont Énergie inc. en vertu de la Convention, y compris celles antérieures à la cession.

La cession de la convention entrera en vigueur advenant une entente avec la Ville de Montréal et le restera pour la durée résiduelle de la convention. À compter de la date où la Ville aura consenti la cession, la signature entre les parties pourra être complétée et une confirmation officielle sera émise confirmant la reprise intégrale des exigences contractuelles avec BÉ SEC.

En terminant, BÉ SEC a obtenu le 29 janvier 2016 la cession du certificat d'Autorisation émis par le Ministère du développement durable, de l'Environnement et de lutte contre le changements climatiques à Biomont Énergie inc., pour l'installation d'une nouvelle centrale de cogénération à la biomasse résiduelle de 4,8 MW."

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet de convention s'inscrit dans un contexte de développement durable et de la valorisation d'énergie verte, le biogaz du CESM, démarche appréciée dans la collectivité.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette entente permet la poursuite de mise en chantier de la modernisation de l'usine de Gazmont permettant à la Ville de Montréal de valoriser le biogaz.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Non applicable.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mise en chantier été 2016
Mise en marche automne 2016.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Guylaine VAILLANCOURT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvain LEROUX
Ingénieur

Tél : 872-7684
Télécop. : 872-9571

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-24

Éric BLAIN
C/d sout technique et infrastructures (mat residuelles)

Tél : 514 872-3935
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
Directeur
Tél : 514 872-7540

Approuvé le : 2016-02-26

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1150720003

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division soutien technique et infrastructures - Gestion des matières résiduelles
Objet :	Approbation de la cession de droits entre Biomont Énergie inc. et Société en commandite Biomont Énergie

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous joignons le projet de Convention de cession, lequel projet a été approuvé par toutes les parties concernées et est approuvé quant à sa validité et à sa forme.

FICHIERS JOINTS

Convention de cession de droits visée 25-02-16.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Guylaine VAILLANCOURT
avocate, Service des affaires juridiques
Tél : 514-868-4137

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-26

Guylaine VAILLANCOURT
avocate
Tél : 514-868-4137
Division : droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
25 FEV. 2016
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE CESSION DE DROITS

ENTRE : **BIOMONT ÉNERGIE INC**. société incorporée selon les lois du Canada ayant sa principale place d'affaires au 426 Sherbrooke Est, Montréal, Québec, H2L 1J6, représentée par M. Jean-Guy Cadorette, (titre), déclarant être expressément autorisé à agir aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

ci-après désignée le « Cédant »

ET : **BIOMONT ÉNERGIE, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE**, société en commandite constituée en vertu des dispositions du Code civil du Québec, agissant et représentée par son commandité 9491112 Canada Inc., personne morale constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, L.R.C. (1985) c. C-44, ayant son siège au 501-1850 av. Panama, à Brossard, province de Québec, J4W 3C6, représentée par M. Marc-Antoine Renaud, son signataire autorisé, dûment autorisé à agir aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

ci-après désignée le « Cessionnaire »

Ci-après collectivement désignées les « Parties »

À LAQUELLE INTERVIENT :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public légalement constituée en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, chapitre C-11.4), dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, ici représentée par M. Yves Saindon, Greffier de la Ville, dûment autorisé en vertu de la résolution numéro _____ adoptée par le Conseil d'agglomération à son assemblée du _____ et dont copie est jointe à la présente convention comme annexe A,

ci-après désignée l'« Intervenante »

ATTENDU QUE, l'Intervenante et le Cédant sont partie à une Convention concernant la valorisation énergétique du biogaz du Complexe environnemental

St-Michel (CESM), Convention qui prendra fin le 31 août 2041 (ci-après appelée la « Convention de biogaz»);

ATTENDU QUE l'Intervenante a conclu un bail commercial avec Société en commandite Gazmont, le 30 septembre 1994, relativement à la location du site foncier situé au 2275 rue des Regrattiers, Montréal (la description et l'étendue de ce site ayant été modifiées par l'amendement audit bail intervenu le 25 juin 2015 entre Société en commandite Gazmont et l'Intervenante et auquel amendement le Cédant est intervenu à titre de sous-locataire dudit site foncier (l'« Amendement »)), appartenant à l'Intervenante, lequel bail commercial a été amendé par l'Amendement (le bail et l'Amendement étant ci-après appelés le « Bail »);

ATTENDU QUE le Cédant et Société en commandite Gazmont sont parties à un bail commercial conclu en date du 22 décembre 2014 (tel qu'amendé) concernant la location de la bâtisse sise au 2275 rue des Regrattiers, Montréal, appartenant à Société en commandite Gazmont et la sous-location du site foncier faisant l'objet du Bail appartenant à l'Intervenante (ci-après appelé le « Sous-bail »);

ATTENDU QUE le Cessionnaire est une Société en commandite immatriculée le 10 novembre 2015, dont les commanditaires sont Éolectric Inc. et Valeco Énergie Québec Inc. et dont l'objet est l'acquisition, la construction et l'exploitation d'une centrale de co-génération;

ATTENDU QUE dans le cadre du développement, du financement et de la mise en place de la centrale thermique de cogénération utilisant le biogaz généré par la fermentation anaérobique des déchets du CESM (ci-après appelée la « Centrale »), le Cédant désire céder ses actifs dans le projet au Cessionnaire, dont les droits lui découlant de la Convention de biogaz;

ATTENDU QU'en vertu de la Convention de biogaz (article 16.1), cette cession des droits découlant de la Convention doit être dûment approuvée par l'Intervenante;

ATTENDU QU'en vertu du Bail (article 8.1), la cession des droits découlant du Bail et la sous-location du site foncier doivent également être approuvées par l'Intervenante;

ATTENDU QUE l'Intervenante intervient donc aux présentes afin d'accepter ces cessions de droits et cette sous-location du site foncier aux conditions prévues aux présentes;

ATTENDU QUE l'Intervenante a adopté une *Politique de gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle en a transmis une copie au Cédant et au Cessionnaire.

PAR CONSÉQUENT, LES PARTIES ET L'INTERVENANTE CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.

2. Le ou vers le 26 février 2016 (la « **Date de cession** »), le Cédant conclura, un contrat d'achat d'actifs avec le Cessionnaire, par lequel le Cédant cédera au Cessionnaire notamment tous les droits lui découlant de la Convention de biogaz, du Sous-bail et de son intervention au Bail.

3. Conformément à l'article 16.1 de la Convention de biogaz, le Cessionnaire devient conjointement et solidairement responsable avec le Cédant de l'accomplissement de toutes les obligations qui incombent au Cédant en vertu de la Convention de biogaz, y compris celles antérieures à la Date de cession.

4. Le Cessionnaire accepte la cession des droits découlant de la Convention de biogaz et accepte d'être lié et de respecter tous les termes et conditions de la Convention de biogaz et déclare être en mesure de remplir les obligations prévues à la Convention de biogaz, dont la construction et l'exploitation de la Centrale.

5. Le Cédant reconnait que la cession des droits lui découlant de la Convention de biogaz ne le libère pas des obligations qui lui incombent en vertu de cette Convention de biogaz et qu'il en demeure responsable pendant sa durée.

6. Le Cessionnaire accepte la cession des droits découlant du Sous-bail et de l'intervention du Cédant au Bail et accepte d'être lié et de respecter tous les termes et conditions du Sous-bail et de l'intervention du Cédant au Bail.

7. L'Intervenante accepte que le Cédant cède les droits lui découlant de la Convention de biogaz et de son intervention au Bail au Cessionnaire selon les termes et conditions prévus à ces ententes et aux présentes. L'Intervenante accepte que le Cessionnaire sous-loue le site foncier visé par le Bail.

8. Par la présente, le Cédant donne quittance complète et finale à l'Intervenante pour toute somme, autre droit ou réclamation de quelque nature que ce soit découlant de la Convention de biogaz ou du Bail, passé, présent et futur, direct et indirect.

9. Les Parties et l'Intervenante s'engagent à coopérer et à signer tout autre document accessoire qui pourrait être nécessaire à la cession des droits

découlant de la Convention de biogaz et de l'intervention du Cédant au Bail, le cas échéant.

10. La présente cession de droits entre en vigueur à compter de la date de prise d'effet de la cession des actifs dans le projet par le Cédant au Cessionnaire, nonobstant sa date de signature.

11. La Convention de biogaz et le Bail demeurent en vigueur et inchangés, produisant tous leurs effets respectifs, sous réserve des modifications dont pourraient ultérieurement convenir le Cessionnaire et l'Intervenante, le cas échéant.

12. La présente Cession de droits sera régie et interprétée en vertu des lois en vigueur dans la province du Québec.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AUX DATES ET LIEUX MENTIONNÉS CI-APRÈS :

À _____, le _____ 2016

LE CÉDANT,
BIOMONT ÉNERGIE INC.

Par : _____
Jean-Guy Cadorette
signataire autorisé

À _____, le _____ 2016

LE CESSIONNAIRE,
BIOMONT ÉNERGIE, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE, agissant par son seul commandité, 9491112 Canada Inc.

Par : _____
Marc-Antoine Renaud
signataire autorisé

INTERVENTION :

À _____, le _____ 2015

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

ANNEXE A

RÉSOLUTION – VILLE DE MONTRÉAL

Voir document ci-joint.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.14

2016/03/24 17:00

(1)

Dossier # : 1165175003

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions de partage des actifs entre la Ville et deux (2) organismes de développement économique local.

Il est recommandé :
▪ d'approuver les conventions de partage des actifs entre la Ville et les organismes ci-après désignés:
- Centre local de développement Anjou;
- Développement économique LaSalle.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-02-26 16:05

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1165175003**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions de partage des actifs entre la Ville et deux (2) organismes de développement économique local.

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de la *Loi concernant principalement la mise en oeuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016* (ci-après la Loi), l'agglomération de Montréal a la responsabilité de prendre toute mesure afin de favoriser le développement économique local et régional sur son territoire. À cette fin, elle a constitué le réseau PME MTL, composé de six (6) pôles de développement économique local. Le réseau offre un service de soutien, d'accompagnement et de financement aux entreprises et entrepreneurs établis sur le territoire.
L'agglomération a conclu, pour l'année 2015-2016, des ententes transitoires avec six (6) organismes de développement économique local. Ces ententes transitoires définissent les rôles et les responsabilités de chacun en matière de développement économique local et de soutien à l'entrepreneuriat.

Les six (6) pôles sont :

- PME MTL Est-de-l'Île;
- PME MTL Centre-Est;
- PME MTL Centre-Ville;
- PME MTL Centre-Ouest;
- PME MTL Grand Sud-Ouest;
- PME MTL Ouest-de-l'Île.

Cette réorganisation vient remplacer le réseau des dix-huit (18) centres locaux de développement (CLD) montréalais, incluant les corporations de développement économique et communautaire (CDEC) qui ont eu un mandat de CLD. L'article 284 de la Loi prévoit que les droits, obligations, actifs et passifs qui, le 20 avril 2015, étaient ceux d'un CLD en vertu d'un contrat de prêt conclu pour l'établissement d'un fonds local d'investissement (FLI) et d'un contrat de crédit variable à l'investissement conclu pour l'établissement d'un fonds local de solidarité avec Fonds locaux de solidarité FTQ (FLS) deviennent ceux de l'agglomération de Montréal.

Il en est de même des droits, obligations, actifs et passifs qui, à cette même date, sont ceux du CLD en vertu d'une aide financière (i.e. contrat de prêt avec les entreprises) qu'il a

accordée à même les sommes obtenues en vertu d'un contrat visé par un FLI ou un FLS.

De plus, l'article 288 de la Loi prévoit que la part de l'actif net (surplus du budget de fonctionnement) des CLD et des CDEC liée aux activités CLD doit être transférée à l'agglomération de Montréal. La part qui doit être transférée est celle attribuable aux sommes versées aux CLD ou aux CDEC pour l'exécution de tout contrat FLI et FLS et pour l'application des dispositions de la section I du chapitre VI de la *Loi sur le ministère du Développement économique, de l'innovation et de l'Exportation* , c'est-à-dire les sommes versées dans le cadre des ententes liées au mandat CLD.

À ce jour, des dix-huit (18) conventions de partage des actifs à être conclues, six (6) ont été approuvées par le conseil d'agglomération avec les organismes suivants :
- CDEC Centre-Nord;
- Centre local de développement Les Trois Monts;
- CDEC Saint-Léonard;
- CDEC Centre-Sud / Plateau Mont-Royal;
- CDEC Ahuntsic-Cartierville;
- CDEC Rosemont–Petite-Patrie.

L'article 289 de la Loi prévoit que l'agglomération de Montréal et le CLD ou la CDEC doivent convenir d'une convention de partage des actifs qui doit être transmise au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE16 0210 – 10 février 2015 – Approuver les conventions de partage des actifs entre la Ville de Montréal et la CDEC Ahuntsic-Cartierville ainsi que la CDEC Rosemont–Petite-Patrie.
CG15 0768 – 17 décembre 2015 – Approuver les conventions de partage des actifs entre la Ville et trois (3) organismes de développement économique local.

CG15 0504 – 20 août 2015 – Approuver les amendements aux ententes intervenues entre la Ville et six (6) organismes de développement économique local (CG15 0274 et CG15 0420). Accorder un soutien financier total de 814 722,17 $ au CLD Centre-Est afin d'assurer la continuité du service de développement économique local durant l'année 2015-2016 et approuver le projet de convention à cet effet.

CG15 0274 – 30 avril 2015 – Approuver la répartition provisoire de l'enveloppe 2015-2016 dédiée aux centres locaux de développement provenant du Gouvernement du Québec et de la Ville / Accorder un soutien financier total de 6 931 197,79 $ à six (6) organismes de développement économique local afin d'assurer la continuité de leurs services durant l'année 2015-2016, dans le cadre de la prolongation de l'entente de gestion 2012-2013 à 2014-2015 entre le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et la Ville / Approuver les projets de convention à cet effet.

CG15 0015 – 29 janvier 2015 – Mettre fin, à compter du 31 mars 2015, aux ententes liant la Ville aux 18 organismes CLD du territoire de l'agglomération, suivant l'avis envoyé par le directeur du Service du développement économique mandaté par le comité exécutif pour ce faire.

CG14 0415 – 18 septembre 2014 – Approuver un avenant à l'entente de gestion entre la Ville de Montréal et le Gouvernement du Québec, pour les années 2012-2015, définissant les rôles et les responsabilités de la Ville en matière de développement économique local et de soutien à l'entrepreneuriat / Approuver la nouvelle répartition de l'enveloppe dédiée aux centres locaux de développement (CLD) provenant du Gouvernement du Québec et de la Ville pour l'année financière 2014-2015 / Approuver l'avenant type à l'entente de gestion entre les CLD et la Ville de Montréal.

CG13 0045 – 28 février 2013 – Approuver un nouveau protocole d'entente entre la Ville de Montréal et le Gouvernement du Québec, pour les années 2012-2015, définissant les rôles et les responsabilités de la Ville en matière de développement économique local et de soutien à l'entrepreneuriat / Approuver la répartition et la distribution de l'enveloppe dédiée aux centres locaux de développement (CLD) provenant du Gouvernement du Québec et de la Ville / Approuver la nouvelle entente type de gestion entre les CLD et la Ville de Montréal pour la même période.

DESCRIPTION

Selon les termes de l'article 284 de la Loi, la totalité des sommes du FLI et du FLS doit être transférée à l'agglomération de Montréal. L'article 288 prévoit que la part de l'actif net qui doit être transférée est celle attribuable aux sommes versées au CLD en tenant compte que ce dernier puisse s'acquitter des obligations auxquelles il pourrait encore être tenu.
Pour les organismes CLD, la part de l'actif net qui doit être transférée à l'agglomération de Montréal est de 100% en tenant compte des obligations et dépenses.

Les conventions de partage de l'actif pour les deux (2) CLD prévoient le transfert des sommes suivantes :

CLD Anjou :

- Actif net CLD : 23 959 $;
- FLI : 74 954,79 $.

Développement économique LaSalle :

- Actif net CLD : 268 311 $;
- FLI : 483 154,53 $;
- FLS : 175 405,72 $.

Transfert vers les pôles PME MTL
Puisque ces sommes sont dédiées au développement économique local, la réorganisation du service de développement économique local prévoit le transfert de l'actif net CLD et des sommes FLI et FLS vers :

- PME MTL Est-de-l'Île pour la part du CLD Anjou;
- PME MTL Grand Sud-Ouest pour la part Développement économique LaSalle.

Le transfert de ces sommes fera l'objet d'un sommaire décisionnel ultérieur.

JUSTIFICATION

La Loi prévoit le transfert des sommes FLI et FLS ainsi que de l'actif net CLD vers l'agglomération de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Dans l'attente du transfert des sommes aux cinq pôles PME MTL, les actifs nets CLD du CLD Anjou (au montant de 23 959 $) et de Développement économique LaSalle (au montant de 268 311 $) seront inscrits à titre de revenu dans les livres comptables de la Ville.
Pour les sommes FLI (total de 558 109,32 $) et FLS (175 405,72 $) seront inscrit à titre de "Autres Créditeurs" dans les livres comptables de la Ville.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

- Récupérer des actifs appartenant depuis le 20 avril 2015 à la Ville de Montréal;
- Préserver les enveloppes des fonds FLI et FLS pour les fins d'investissement auprès des entreprises.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue en lien avec la décision.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Entente de délégation avec PME MTL Est-de-l'Île, PME MTL Centre-Est, PME MTL Centre-Ville, PME MTL Centre-Ouest, PME MTL Grand Sud-Ouest et PME MTL Ouest-de-l'Île pour transférer l'actif net CLD ainsi que les sommes FLI et FLS.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie DOYON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2016-02-26
Martine ÉTHIER Chef d'équipe		Serge GUÉRIN Directeur	
Tél :	514 872-4137	**Tél :**	514 872-0068

Télécop. : 514 872-6249

Télécop. : 514 872-0049

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1165175003

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Objet :	Approuver les conventions de partage des actifs entre la Ville et deux (2) organismes de développement économique local.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous visons quant à sa forme et à son contenu les conventions de partage d'actifs, jointes ci-dessous, à intervenir entre la Ville de Montréal et le Centre local de développement Anjou et entre la Ville de Montréal et Développement économique LaSalle.

Il est à noter que notre Direction n'a validé que les clauses contractuelles de ces conventions, les annexes et les montants d'argent transférables et payables à la Ville n'ont pas été vérifiés.

FICHIERS JOINTS

V2-JD-Convention partage d'actifs_CLD LaSalle.doc

V-3 JD Convention partage d'actifs_CLD Anjou.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie DOYON
Avocate
Tél : 514-872-6873

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-26

Julie DOYON
Avocate
Tél : 514-872-6873
Division : Droit contractuel

CONVENTION DE PARTAGE DES ACTIFS CLD / FLI / FLS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont la principale adresse est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, ici représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes par la résolution CG06 0006;

(ci-après appelée la « **VILLE** »)

ET : **DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LASALLE**, personne morale légalement constituée en vertu de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont la principale place d'affaires est 55, avenue Dupras, LaSalle, Québec, H8R 4A8 et représentée par M. Claude Roy, président du conseil d'administration, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration en date du ....., dont copie est annexée à la présente;

(ci-après appelé l'« **ORGANISME** »)

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE depuis 1998 la VILLE a conclu avec l'ORGANISME une entente pour offrir les services de soutien à l'entrepreneuriat assumés par les centres locaux de développement (ci-après le « CLD »);

ATTENDU QU'une entente est intervenue, le 28 février 2013, entre le ministre responsable de la région métropolitaine et la VILLE concernant le rôle et les responsabilités de celle-ci en matière de développement local dans le cadre de la *Loi sur le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation* (RLRQ, chapitre M-30.01);

ATTENDU QUE la VILLE et le Gouvernement du Québec ont versé annuellement des contributions financières pour offrir ces services;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a adopté la *Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016* (ci-après citée la « Loi ») et que cette loi vise, entre autres, à revoir le modèle de développement économique local;

ATTENDU QUE la VILLE est à prendre des mesures en regard de la réorganisation du développement économique local sur le territoire de l'agglomération, tout en maintenant les services actuellement offerts, conformément à la Loi;

ATTENDU QUE l'article 288 de la Loi prévoit que la part de l'actif net attribuable aux sommes versées pour les activités CLD à l'ORGANISME doit être transférée à la Ville;

ATTENDU QUE l'article 288 de la Loi prévoit également que la part de l'actif net transféré doit être établie de telle sorte que l'ORGANISME demeure en mesure de s'acquitter des obligations reliées aux activités CLD auxquelles il pourrait être tenu responsable lorsqu'il cesse de desservir le territoire;

ATTENDU QUE l'article 289 de la Loi prévoit qu'une convention de partage des actifs doit être conclue entre la VILLE et l'ORGANSIME;

ATTENDU QUE l'ORGANISME a tenu une comptabilité distincte des sommes inscrites au crédit du Fonds local d'investissement (ci-après le « FLI ») et du Fonds local de solidarité (ci-après le « FLS ») et que l'article 284 de la Loi prévoit le transfert de 100 % des actifs, du passif et de l'avoir net de ces fonds à la VILLE;

ATTENDU QU'une copie de la présente convention doit être transmise au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'ORGANISME;

EN CONSÉQUENCE, les parties aux présentes conviennent de ce qui suit :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante des présentes.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente entente, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Actif net CLD** »	La portion nette des surplus CLD accumulés et des apports reportés CLD au 31 mars 2015 réduite des dépenses et engagements pour la période comprise entre le 1er avril 2015 et la date de cessation des activités CLD, tel que présenté à l'Annexe I;
« **Directeur** » :	le directeur du Service de développement économique de la Ville de Montréal ou son représentant autorisé.

ARTICLE 3
ANNEXES

Les annexes suivantes font partie intégrante de la présente convention :

- Annexe I – Tableau des sommes à verser à la VILLE.

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition de l'une ou l'autre des annexes qui pourrait être inconciliable avec celles-ci.

ARTICLE 4
OBJET

La présente convention a pour objet de déterminer la part de l'actif net de l'ORGANISME qui doit être transférée à la VILLE ainsi que les sommes du FLI et du FLS qui doivent être remises à la VILLE.

ARTICLE 5
PARTAGE DE L'ACTIF

5.1 Aux termes de l'article 288 de la Loi, l'actif net de l'ORGANISME qui doit être transféré à la VILLE est celui attribuable aux sommes versées pour les activités CLD.

5.2 Le montant de l'Actif net CLD à être versé par l'Organisme à la VILLE est de 268 311 $.

5.3 Aux termes de l'article 284 de la Loi, la totalité des sommes du FLI est transférée à la VILLE. Le total de l'actif moins le passif à court terme du FLI s'élève à 622 475 $; le total de la dette à long terme envers le Gouvernement du Québec s'élève à 591 388 $ et le total des surplus FLI s'élève à 31 087 $. Dans le cadre des activités du FLI, le montant total payable à la VILLE est de 483 154,53 $.

5.4 Aux termes de l'article 284 de la Loi, la totalité des sommes du FLS est transférée à la VILLE. Le total de l'actif moins le passif à court terme du FLS s'élève à 189 092 $. le total de la dette à long terme envers les Fonds locaux de solidarité FTQ s'élève à 10 000 $ et le total des surplus FLS s'élève à 179 092 $. Dans le cadre des activités du FLS, le montant total payable à la VILLE est de 175 405,72 $.

5.5 Les sommes calculées et dues à la VILLE en vertu des paragraphes 5.3, 5.4 et 5.5 du présent article, sont payables par l'ORGANISME à la VILLE à la date de signature par l'ORGANISME de la présente convention.

5.6 L'ORGANISME fournit, sans frais, selon la forme et les modalités exigées, tout document et renseignement que la VILLE juge utile d'obtenir dans le cadre de l'application de la présente convention.

ARTICLE 6
QUITTANCE MUTUELLE ET FINALE

Les parties se donnent mutuellement quittance complète, totale, finale et définitive pour toute action, réclamation, demande, dommage, droit ou droit d'action de quelque nature que ce soit qu'elles ont, ont pu avoir, auraient pu avoir ou pourraient avoir l'une contre l'autre ou contre leurs administrateurs, dirigeants, employés, ayants droit, découlant directement ou indirectement du transfert à la VILLE de l'Actif net CLD et des sommes du FLI et du FLS.

ARTICLE 7
REPRÉSENTANTS DES PARTIES

7.1 La VILLE, aux fins de l'application de la convention, désigne le Directeur comme représentant autorisé.

7.2 L'ORGANISME désigne comme représentant autorisé le président du conseil d'administration.

7.3 Une partie peut en tout temps désigner par écrit un autre représentant aux fins de l'application de la présente convention.

ARTICLE 8
AVIS

8.1 Les parties élisent domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dans le district judiciaire de la VILLE.

8.2 Tout avis requis en vertu de la présente convention doit, pour être valide et lier les parties, être donné par écrit et être remis en mains propres ou transmis par télécopieur, messager, courrier recommandé ou huissier à l'adresse de la partie concernée, tel qu'indiqué ci-après :

POUR L'ORGANISME

Développement économique LaSalle
M. Claude Roy, président
55 avenue Dupras
LaSalle (Québec) H8R 4A8
Tél. : 514-364-3320
claude.roy@claurendeau.qc.ca

POUR LA VILLE :

Ville de Montréal
Service du développement économique
M. Serge Guérin, directeur
303, rue Notre-Dame Est, 6e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
Tél. : 514-872-0068
Téléc. : 514-872-0049
serge.guerin@ville.montreal.qc.ca

Cependant, une partie pourra aviser l'autre d'un changement d'adresse dans le district judiciaire de la VILLE à laquelle tout avis subséquent devra lui être envoyé.

ARTICLE 9
CONDITIONS GÉNÉRALES

9.1 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

9.2 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

9.3 **REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

9.4 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le ..... e jour de 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon
Greffier

Le ..... e jour de 2016

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LASALLE

Par : _____
Claude Roy
Président du conseil d'administration

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le …… e jour de ……...…… 2016 (CG16…….).

ANNEXE I
Tableau des sommes à verser à la VILLE

ACTIF NET CLD

Apports reportés - activités FES & JP		-
Réserve - pour engagements		-
Surplus reliés aux activités CLD	268 311 $	
Réserve pour éventualités	- $	
Solde du surplus disponible pour transfert		268 311 $
Activités CLD de l'exercice 2015-2016		
Contributions CLD versées	- $	
Dépenses encourues et / ou engagées	- $	
Provision pour dépenses CLD à venir	- $	
Surplus / déficit		- $
Autres facteurs		
Surplus à remettre à l'agglomération		**268 311 $**
Déficit assumé par l'organisme		

TRANSFERT DES ACTIFS NETS DES FONDS D'INVESTISSEMENTS

FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT (FLI)

Actif *	629 317 $	
Passif à court terme	6 842 $	
Total de l'actif		**622 475 $**
Dette à long terme		591 388 $
Avoir net		**31 087 $**
Montant à remettre à l'agglomération **		**483 154,53 $**

* Tient compte des contrats de prêts avec les entreprises
** Tient compte de l'encaisse et des placements au 31 décembre 2015

FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ (FLS)

Actif *	189 092 $	
Passif à court terme		
Total de l'actif		**189 092 $**
Dette à long terme		10 000 $
Avoir net		**179 092 $**
Montant à remettre à l'agglomération **		**175 405,72 $**

* Tient compte des contrats de prêts avec les entreprises
** Tient compte de l'encaisse et des placements au 31 décembre 2015

CONVENTION DE PARTAGE DES ACTIFS CLD / FLI

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont la principale adresse est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, ici représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes par la résolution CG06 0006;

(ci-après appelée la « **VILLE** »)

ET : **CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT ANJOU**, personne morale légalement constituée en vertu de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont la principale place d'affaires est située au 7701, boul. Louis-H. Lafontaine, 2^{e} étage, Montréal, Québec, H1K 4B9, représentée par Andrée Hénault, présidente du conseil d'administration, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration en date du ....., dont copie est annexée à la présente;

(ci-après appelé l'« **ORGANISME** »)

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE depuis 1998 la VILLE a conclu avec l'ORGANISME une entente pour offrir les services de soutien à l'entrepreneuriat assumés par les centres locaux de développement (ci-après le « CLD »);

ATTENDU QU'une entente est intervenue, le 28 février 2013, entre le ministre responsable de la région métropolitaine et la VILLE concernant le rôle et les responsabilités de celle-ci en matière de développement local dans le cadre de la *Loi sur le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation* (RLRQ, chapitre M-30.01);

ATTENDU QUE la VILLE et le Gouvernement du Québec ont versé annuellement des contributions financières pour offrir ces services;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a adopté la *Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016* (ci-après citée la « Loi ») et que cette loi vise, entre autres, à revoir le modèle de développement économique local;

ATTENDU QUE la VILLE est à prendre des mesures en regard de la réorganisation du développement économique local sur le territoire de l'agglomération, tout en maintenant les services actuellement offerts, conformément à la Loi;

ATTENDU QUE l'article 288 de la Loi prévoit que la part de l'actif net attribuable aux sommes versées pour les activités CLD à l'ORGANISME doit être transférée à la Ville;

ATTENDU QUE l'article 288 de la Loi prévoit également que la part de l'actif net transféré doit être établie de telle sorte que l'ORGANISME demeure en mesure de s'acquitter des obligations reliées aux activités CLD auxquelles il pourrait être tenu lorsqu'il cesse de desservir le territoire;

ATTENDU QUE l'article 289 de la Loi prévoit qu'une convention de partage des actifs doit être conclue entre la VILLE et l'ORGANSIME;

ATTENDU QUE les états financiers vérifiés de l'ORGANISME, pour les exercices 1997-1998 à 2014-2015, ont servi au calcul du partage des actifs nets reliés aux activités CLD;

ATTENDU QUE l'ORGANISME a tenu une comptabilité distincte des sommes inscrites au crédit du Fonds local d'investissement (ci-après le « FLI ») et que l'article 284 de la Loi prévoit le transfert de 100 % des actifs, du passif et de l'avoir net de ce fonds à la VILLE;

ATTENDU QU'une copie de la présente convention doit être transmise au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'ORGANISME;

EN CONSÉQUENCE, les parties aux présentes conviennent de ce qui suit :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante des présentes.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente entente, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Actif net CLD** »	la portion nette des surplus CLD accumulés et des apports reportés CLD au 31 mars 2015 réduite des dépenses et engagements pour la période comprise entre le 1er avril 2015 et la date de cessation des activités CLD, tel que présenté à l'Annexe I.
« **Directeur** » :	le directeur du Service de développement économique de la Ville de Montréal ou son représentant autorisé.

ARTICLE 3
ANNEXES

Les annexes suivantes font partie intégrante de la présente convention :

- Annexe I – Tableau des sommes à verser à la VILLE.

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition de l'une ou l'autre des annexes qui pourrait être inconciliable avec celles-ci.

ARTICLE 4
OBJET

La présente convention a pour objet de déterminer la part de l'actif net CLD de l'ORGANISME qui doit être transférée à la VILLE ainsi que la somme du FLI qui doit être remise à la VILLE.

ARTICLE 5
PARTAGE DE L'ACTIF

5.1 Aux termes de l'article 288 de la Loi, l'actif net de l'ORGANISME qui doit être transférée à la VILLE est celui attribuable aux sommes versées pour les activités CLD.

5.2 Une partie de l'Actif net CLD à être transféré par l'ORGANISME à la VILLE, soit un montant de 238 393 $, doit être conservé par l'ORGANISME comme provision pour couvrir les frais d'un litige en cours (Cour supérieure, Chambre civile, # 73424) et pour des dépenses éventuelles reliées à ce litige. Suite au règlement du litige, l'ORGANISME s'engage à rembourser à la VILLE la différence entre le montant provisionné et le montant du règlement du litige, incluant les frais encourus.

5.3 Excluant la provision spécifiée au paragraphe 5.2, le montant de l'Actif net CLD à être versé par l'ORGANISME à la VILLE est de 23 959 $.

5.4 Aux termes de l'article 284 de la Loi, la totalité des sommes du FLI est transférée à la VILLE. Le total de l'actif moins le passif à court terme du FLI s'élève à 553 612 $; le total de la dette à long terme envers le Gouvernement du Québec s'élève à 585 643 $ et le total du déficit FLI s'élève à 32 031 $. Dans le cadre des activités du FLI, le montant total payable à la VILLE est de 74 954,79 $.

5.5 Les sommes calculées et dues à la VILLE en vertu des paragraphes 5.3 et 5.4 du présent article, sont payables par l'ORGANISME à la VILLE à la date de signature par l'ORGANISME de la présente convention.

5.6 La différence entre le montant de 238 393 $ provisionné et le montant du règlement final du litige, incluant les frais encourus, comme prévu au paragraphe 5.2 du présent article sera due à la VILLE et payable par l'ORGANISME dans les 15 jours suivant le règlement final du litige.

5.7 L'ORGANISME fournit, sans frais, selon la forme et les modalités exigées, tout document et renseignement que la VILLE juge utile d'obtenir dans le cadre de l'application de la présente convention.

ARTICLE 6
QUITTANCE MUTUELLE ET FINALE

Les parties se donnent mutuellement quittance complète, totale, finale et définitive pour toute action, réclamation, demande, dommage, droit ou droit d'action de quelque nature que ce soit qu'elles ont, ont pu avoir, auraient pu avoir ou pourraient avoir l'une contre l'autre ou contre leurs administrateurs, dirigeants, employés, ayants droit, découlant directement ou indirectement du transfert à la VILLE de l'Actif net CLD et des sommes du FLI.

ARTICLE 7
REPRÉSENTANTS DES PARTIES

7.1 La VILLE, aux fins de l'application de la convention, désigne le Directeur comme représentant autorisé.

7.2 L'ORGANISME désigne comme représentant autorisé la présidente du conseil d'administration.

7.3 Une partie peut en tout temps désigner par écrit un autre représentant aux fins de l'application de la présente convention.

ARTICLE 8
AVIS

8.1 Les parties élisent domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dans le district judiciaire de la VILLE.

8.2 Tout avis requis en vertu de la présente convention doit, pour être valide et lier les parties, être donné par écrit et être remis en mains propres ou transmis par télécopieur, messager, courrier recommandé ou huissier à l'adresse de la partie concernée, tel qu'indiqué ci-après :

POUR L'ORGANISME

Centre local de développement Anjou
Andrée Hénault, présidente du conseil d'administration
7701, boul. Louis-H. Lafontaine
Montréal (Québec) H1K 4B9
Tél. : 514-493-8051
ahenault@ville.montreal.qc.ca

POUR LA VILLE :

Ville de Montréal
Service du développement économique
M. Serge Guérin, directeur
303, rue Notre-Dame Est, 6e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
Tél. : 514-872-0068
Téléc. : 514-872-0049
serge.guerin@ville.montreal.qc.ca

Cependant, une partie pourra aviser l'autre d'un changement d'adresse dans le district judiciaire de la VILLE à laquelle tout avis subséquent devra lui être envoyé.

ARTICLE 9
CONDITIONS GÉNÉRALES

9.1 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

9.2 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

9.3 **REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

9.4 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le ..... e jour de 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon
Greffier

Le ..... e jour de 2016

CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT ANJOU

Par : _____
Andrée Hénault
Présidente du conseil d'administration

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le …… e jour de ……...…… 2016 (CG16…….).

ANNEXE I
Tableau des sommes à verser à la VILLE

ACTIF NET CLD

Apports reportés - activités FES & JP		**10 293 $**
Réserve - pour engagements		**- $**
Actif	388 469 $	
Passif	58 406 $	
Surplus reliés aux activités CLD *		330 063 $
Activités CLD de l'exercice 2015-2016		
Dépenses encourues et / ou engagées	67 711 $	
Surplus / déficit		67 711 $
Autres facteurs		
Réserve pour litige en cours	170 500 $	
Provision pour dépenses CLD éventuelles	67 893 $	**238 393 $**
Montant à remettre à l'agglomération **		**23 959 $**

* En vertu des états financiers au 31 mars 2015
** Ce montant inclut l'encaisse et les placements en date du 31 décembre 2015

TRANSFERT DES ACTIFS NETS DES FONDS D'INVESTISSEMENTS

FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT (FLI)

Actif *	553 612 $	
Passif à court terme	- $	
Total de l'actif		**553 612 $**
Dette à long terme		585 643 $
Avoir net		**(32 031) $**
Montant à remettre à l'agglomération **		**74 954,79 $**

* Tient compte des contrats de prêts avec les entreprises
** Ce montant inclut l'encaisse et les placements en date du 31 décembre 201

L'organisme ne détient pas de Fonds local de solidarité (FLS)
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ (FLS)

Actif *	-	
Passif à court terme	-	
Total de l'actif		**-**
Dette à long terme **		-
Avoir net		**-**
Montant à remettre à l'agglomération **		**-**

* Tient compte des contrats de prêts avec les entreprises
** Ce montant inclut l'encaisse et les placements en date du 31 décembre 2015

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.15

2016/03/24 17:00

(1)

Dossier # : 1167195002

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction associée Cinéma-Festivals-Événements , Division des événements publics
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Tour de l'Île
Projet :	-
Objet :	Autoriser, à la demande de Vélo Québec Événements, dans le cadre du Festival Go vélo Montréal, la tenue de l'événement « Un Tour la Nuit » le 3 juin 2016, de 19 h 30 à 24 h 00. Autoriser, selon le parcours et l'horaire des passages joints au sommaire, la fermeture des rues dans les arrondissements Le Plateau Mont-Royal, de Rosemont-La Petite-Patrie, de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension et de Ahuntsic-Cartierville. Approuver le protocole de soutien technique estimé à 322 000 $ avec l'organisme Vélo Québec Événements.

Il est recommandé
Au comité exécutif :

- D'autoriser dans le cadre du Festival Go vélo Montréal, la tenue de l'événement « Un Tour la Nuit » le 3 juin 2016, de 19 h 30 à 24 h 00;
- D'autoriser, selon le parcours et l'horaire des passages joints au sommaire, la fermeture des rues dans les arrondissements Le Plateau Mont-Royal, de Rosemont-La Petite-Patrie, de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension et de Ahuntsic-Cartierville.

Au conseil d'agglomération:

- D'approuver le protocole de soutien technique estimé à 322 000 $ avec l'organisme Vélo Québec Événements.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-02-26 14:43

Signataire : Chantal I. GAGNON

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1167195002

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction associée Cinéma-Festivals-Événements , Division des événements publics
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Tour de l'Île
Projet :	-
Objet :	Autoriser, à la demande de Vélo Québec Événements, dans le cadre du Festival Go vélo Montréal, la tenue de l'événement « Un Tour la Nuit » le 3 juin 2016, de 19 h 30 à 24 h 00. Autoriser, selon le parcours et l'horaire des passages joints au sommaire, la fermeture des rues dans les arrondissements Le Plateau Mont-Royal, de Rosemont-La Petite-Patrie, de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension et de Ahuntsic-Cartierville. Approuver le protocole de soutien technique estimé à 322 000 $ avec l'organisme Vélo Québec Événements.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis plus de 40 ans, Vélo Québec, un organisme sans but lucratif, fait figure d'incontournable dans le paysage cycliste québécois. Que ce soit à des fins de loisir ou de tourisme ou comme moyen de transport propre et actif, l'organisme encourage sans relâche l'utilisation de la bicyclette afin d'améliorer l'environnement, la santé et le bien-être des citoyens.
Depuis 1986, Vélo Québec Événements fait la promotion du cyclisme et depuis 1999, l'organisme réalise la Féria du vélo de Montréal. En 2014, pour mieux refléter l'engouement pour le vélo et le rôle mobilisateur de son festival unique en Amérique, Vélo Québec remplace la Féria du vélo de Montréal par le Festival Go vélo Montréal. Ce changement de nom s'inscrit dans la suite logique des nouveautés instaurées en 2013 pour combler les cyclistes d'aujourd'hui. Parmi ces nouveautés, rappelons la gratuité pour les 12 ans et moins désirant participer au Tour de l'Île et au Tour la Nuit, une action concrète les encourageant à la pratique d'activités sportives, de même que la multiplication des choix d'expériences au Tour de l'Île, tant pour les cyclistes contemplatifs que sportifs. Au Festival Go vélo Montréal, les cyclistes se transportent dans les rues et deviennent l'événement. Dynamique, festive et rassembleuse, la nouvelle appellation est un appel franc à l'action et à la fête où l'impératif côtoie les plaisirs de rouler.

Le Festival Go vélo Montréal 2016 englobe les activités suivantes : la 15e édition du Défi Métropolitain le dimanche 29 mai (créé en 2002), la 17e édition de l'Opération Vélo Boulot le mercredi 1er juin (créé en 2000 sous l'appellation Jour V jusqu'en 2002), la 18e édition d'Un Tour la Nuit le vendredi 3 juin (créé en 1999) et la 32e édition du Tour de l'Île le dimanche 5 juin (créé en 1985), dont la programmation a été bonifiée.

Les arrondissements suivants sont touchés par le parcours du Tour la Nuit : Le Plateau-Mont-Royal, Rosemont–La Petite-Patrie, Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension et Ahuntsic-Cartierville. Les dérogations à la réglementation municipale seront présentées aux conseils d'arrondissements concernés.

Le Tour de l'Île fera l'objet d'un sommaire décisionnel distinct.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE15 0476 du 18 mars 2015 - Autoriser, à la demande de Vélo Québec Événements, dans le cadre du Festival Go vélo Montréal, la tenue de l'événement « Un Tour la Nuit » le 29 mai 2015, de 19 h 30 à 24 h 00. Autoriser, selon le parcours et l'horaire joint au sommaire, la fermeture des rues dans les arrondissements Le Plateau Mont-Royal, de Rosemont–La Petite-Patrie, de Mercier–Hochelaga-Maisoneuve et de Ville-Marie.
CE14 0483 du 2 avril 2014 - Autoriser, à la demande de Vélo Québec Événements, dans le cadre du Festival Go vélo Montréal, la tenue de l'événement « Un Tour la Nuit » le 30 mai 2014, de 19 h 30 à 24 h 00. Autoriser, selon le parcours et l'horaire joint au sommaire, la fermeture des rues dans les arrondissements Le Plateau-Mont-Royal, Ville-Marie et Le Sud-Ouest.

CG13 0236 du 20 juin 2013 - Accorder un soutien financier totalisant 200 000 $ à Vélo Québec Événements (Féria du vélo), pour la période 2013 et 2014 / Approuver le projet de convention à cette fin;

CE13 0268 du 6 mars 2013 - Autoriser, à la demande de Vélo Québec Événements, dans le cadre de la Féria du vélo de Montréal, la tenue de l'événement « Un Tour la Nuit » le 31 mai 2013, de 19 h 30 à 00 h 15. Autoriser, selon le parcours et l'horaire joint au sommaire, la fermeture des rues dans les arrondissements de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, d'Anjou, de St-Léonard, de Rosemont–La Petite-Patrie ainsi que dans la ville de Montréal-Est.

CE12 0426 du 28 mars 2012 - Autoriser, à la demande de Vélo Québec Événements, dans le cadre de la Féria du vélo de Montréal, la tenue de l'événement «Un Tour la Nuit » le 1er juin 2012, de 19 h 30 à 24 h. Autoriser, selon le parcours et l'horaire joint au sommaire, la fermeture des rues dans les arrondissements Le Plateau-Mont-Royal, de Rosemont–La Petite-Patrie, de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension et d'Ahuntsic-Cartierville.

DESCRIPTION

Le Tour la Nuit convie 17 000 participants à sillonner les rues de la métropole dans un contexte de randonnée de nuit. Les enfants y sont admis en autant qu'ils soient accompagnés d'un adulte. Ces participants auront le privilège de découvrir à deux roues la vie nocturne trépidante de Montréal sur un parcours de 22 km. Comme d'habitude, il y aura de l'animation au site de départ et les cyclistes pourront avoir accès à différents services et à une arrivée tout en musique au parc Jeanne-Mance avec un groupe musical (à déterminer). Environ 900 bénévoles assureront la sécurité, l'animation et le bon déroulement de l'événement. Le départ d'Un Tour la Nuit s'effectue sur l'avenue du Parc à l'angle de la rue Mont-Royal alors que l'arrivée est prévue au parc Jeanne-Mance.
Le Festival Go vélo Montréal est membre du Regroupement des événements majeurs internationaux (RÉMI), qui réunit des organisations de l'industrie festivalière québécoise

produisant des événements culturels, sportifs et de divertissement ayant un rayonnement international important.

JUSTIFICATION

Vu que le Tour la Nuit fait partie d'une des activités du Festival Go vélo Montréal, il ne peut être dissocié de cet événement. Plusieurs cyclistes inscrits au Tour la Nuit participent également aux autres activités offertes par Vélo Québec.
Le Festival Go vélo Montréal est le premier grand événement de la belle saison dans la métropole et un des plus grands festivals cyclistes au monde. Il entraîne des retombées d'envergure pour la région de Montréal et l'ensemble du Québec. On estime à près de 75 000 les participants aux trois grandes randonnées vélos du Festival, sans compter les quelque 3 700 bénévoles qui jouent un rôle clé dans leur bon déroulement. Mettant en valeur les attraits de la métropole, le Festival Go vélo Montréal reflète le dynamisme et la qualité de vie qui caractérisent Montréal, contribuant ainsi à renforcer l'image de marque de la ville. Le rayonnement national et international du Festival Go vélo Montréal lui permet de générer des retombées importantes et d'attirer une clientèle de l'extérieur de Montréal. Cet organisme jouit d'une notoriété mondiale d'excellence en cette matière.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts estimés pour le support consenti par les divers services municipaux et directions d'arrondissements varient en fonction du parcours déterminé. En 2015, les coûts ont été évalués à
322 000$. Ces coûts sont assumés à même leur budget de fonctionnement. Les coûts pour 2016 seront sensiblement les mêmes.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La présentation d'événements sur le domaine public s'inscrit dans une perspective d'amélioration de la qualité de vie des citoyens montréalais. En ce sens, Vélo Québec encourage la pratique du vélo qu'elle définit comme un choix agréable, sain, écologique, efficace et économique.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Parce que cet événement a des impacts sur la circulation et le transport en commun, la réunion de concertation tenue le 16 décembre 2015 a permis de planifier le parcours et trouver des solutions pour minimiser les inconvénients sur la population. La Direction des travaux publics de chacun des arrondissements concernés émettra les permis d'occupation ou d'obstruction temporaire du domaine public. Les résidants et commerçants touchés par les fermetures de rues seront avisés de la tenue de l'événement par différents moyens prévus au plan de communication du promoteur.
Le Festival Go vélo Montréal offre une visibilité nationale et internationale à Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'organisme doit appliquer les conditions de l'annexe 3 du protocole de visibilité incluses dans l'entente Montréal 2025.
L'organisme annoncera le Tour la Nuit sur son site Internet, dans les journaux de quartier, les grands quotidiens ainsi qu'à différents postes de radio et de télévision. Un service téléphonique est offert pour répondre aux questions des citoyens. De plus, l'organisme installera, dix jours avant l'événement, des affiches sur tout le parcours indiquant les heures de fermeture de rues. Une séance d'information avec les différents communicateurs des arrondissements concernés se déroulera en avril pour officialiser les stratégies et les

moyens de communications à mettre en place pour informer les citoyens des entraves et des chemins alternatifs durant cet événement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avril 2016 : adoption du parcours par les différentes instances municipales de la Ville, dépôt du cahier des charges et réunion de sécurité
03 juin 2016 : montage et tenue de l'événement
3 et 4 juin 2016 : démontage
Juin - juillet 2016 : réunion de rétroaction

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.
Le comité exécutif a le pouvoir de modifier les règles relatives à la circulation et au stationnement à l'égard de toutes les rues de la ville, à l'occasion d'événements publics se déroulant dans plus d'un arrondissement : Charte de la Ville de Montréal, article C 69.1. De plus, l'organisme doit se conformer aux lois, aux règlements, aux permis et aux exigences administratives en vigueur.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Valérie G GAGNON, Service des infrastructures_voirie et transports
Youssef ZEROUALI CHAKIR, Service des infrastructures_voirie et transports
Martin BOULIANNE, Service des infrastructures_voirie et transports
Sylvain CLOUTIER, Service des infrastructures_voirie et transports
Pierre Wickir JOINT, Service des infrastructures_voirie et transports
Richard P. CÔTÉ, Service de l'eau
Lyse RENAUD, Service des infrastructures_voirie et transports
Son Thu LÊ, Service des infrastructures_voirie et transports
Katie TREMBLAY, Service des infrastructures_voirie et transports
Patricia DI GENOVA, Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal
Nathalie SAINDON, Le Plateau-Mont-Royal
Geneviève G TREMBLAY, Le Plateau-Mont-Royal
Annie LAMBERT, Le Plateau-Mont-Royal
Charles DESLONGCHAMPS, Le Plateau-Mont-Royal
Ruy Paulo FERREIRA, Le Plateau-Mont-Royal
Jessica BÉLANGER, Rosemont - La Petite-Patrie
Anik ROBICHAUD-GAUVIN, Rosemont - La Petite-Patrie

Caroline ST-LAURENT, Rosemont - La Petite-Patrie
Sylvie DICAIRE, Rosemont - La Petite-Patrie
Daniel LAFOND, Rosemont - La Petite-Patrie
Yves D GIRARD, Rosemont - La Petite-Patrie
Chris ADAMOPOULOS, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Yves GINCHEREAU, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Louis PRONOVOST, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Louis LAPOINTE, Ahuntsic-Cartierville
Annie GOUTIER, Ahuntsic-Cartierville
Gilles CÔTÉ, Ahuntsic-Cartierville
Carole B BILODEAU, Ahuntsic-Cartierville
Ronald LARIVIÈRE, Ahuntsic-Cartierville
Marc-Andre CHURCH, Service de sécurité incendie de Montréal
Alain BISSONNETTE, Service de sécurité incendie de Montréal
Martin GRENIER, Service de police de Montréal

Lecture :

Lyse RENAUD, 24 février 2016
Ronald LARIVIÈRE, 22 février 2016
Valérie G GAGNON, 16 février 2016
Geneviève G TREMBLAY, 16 février 2016
Ruy Paulo FERREIRA, 12 février 2016
Jessica BÉLANGER, 11 février 2016
Youssef ZEROUALI CHAKIR, 10 février 2016
Anik ROBICHAUD-GAUVIN, 10 février 2016
Louis LAPOINTE, 9 février 2016
Pierre Wickir JOINT, 9 février 2016
Charles DESLONGCHAMPS, 9 février 2016
Annie LAMBERT, 9 février 2016
Louis PRONOVOST, 9 février 2016
Marc-Andre CHURCH, 9 février 2016
Yves D GIRARD, 9 février 2016
Richard P. CÔTÉ, 8 février 2016
Patricia DI GENOVA, 8 février 2016
Carole B BILODEAU, 8 février 2016
Katie TREMBLAY, 8 février 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

David LACOSTE
agent(e) de projets

Tél : 514 872-6917
Télécop. : 514-872-1505

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-08

Kevin DONNELLY
Chef de division

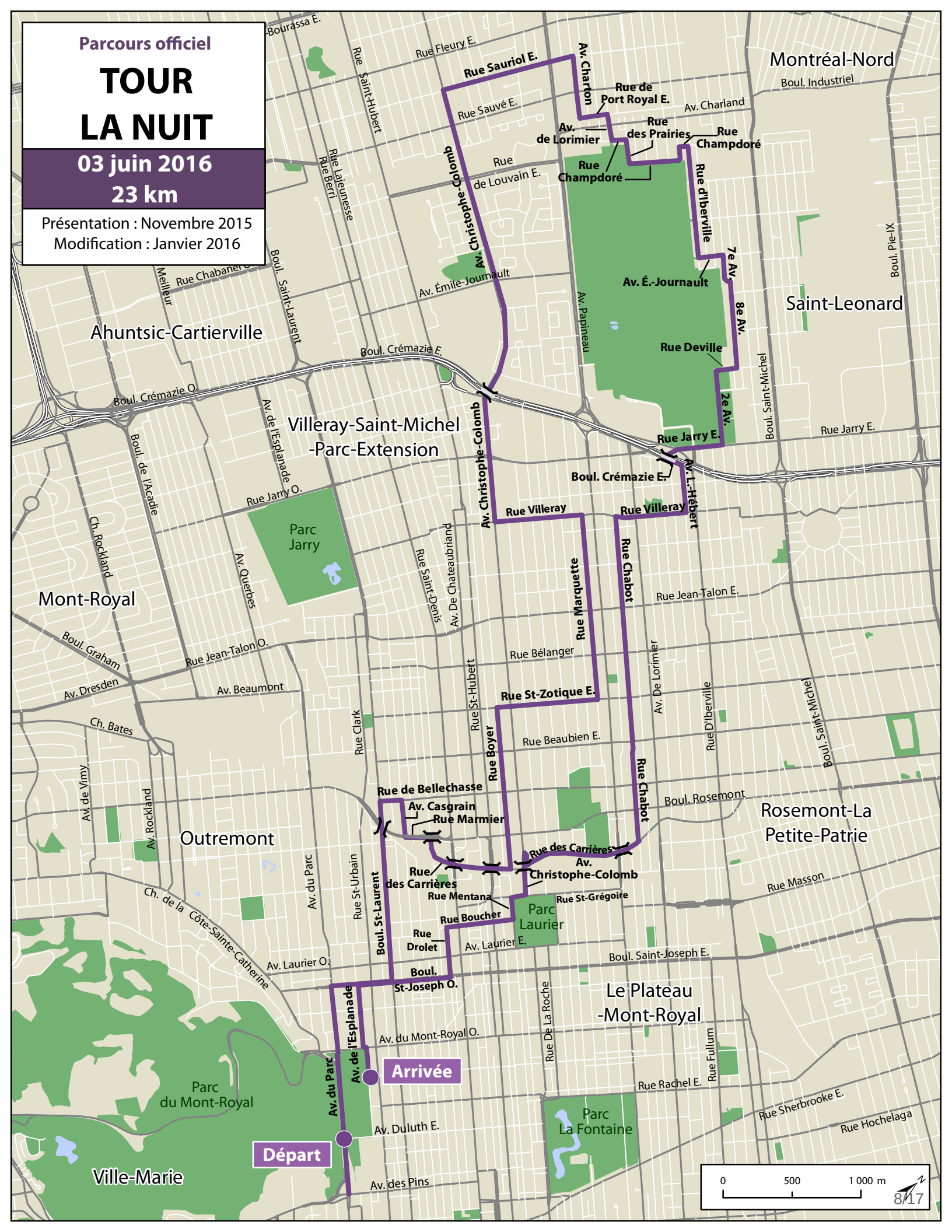
Tél : 514-872-5189
Télécop. : 514 872-1505

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Daniel BISSONNETTE
Directeur Cinéma - Festivals - Événements
Tél : 514 872-2884
Approuvé le : 2016-02-10

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Jean-Robert CHOQUET
Directeur
Tél : 514 872-4600
Approuvé le : 2016-02-25


Parcours officiel
TOUR
LA NUIT
03 juin 2016
23 km
Présentation : Novembre 2015
Modification : Janvier 2016
Montréal-Nord
Saint-Leonard
Ahuntsic-Cartierville
Villeray-Saint-Michel
-Parc-Extension
Mont-Royal
Outremont
Rosemont-La
Petite-Patrie
Le Plateau
-Mont-Royal
Ville-Marie
Parc
Jarry
Parc
Laurier
Parc
La Fontaine
Parc
du Mont-Royal
Rue Sauriol E.
Av. Charton
Rue de
Port Royal E.
Av. Charland
Av.
de Lorimier
Rue
des Prairies
Rue
Champdoré
Rue
Champdoré
Rue d'Iberville
7e Av.
8e Av.
Av. É.-Journault
Rue Deville
2e Av.
Rue Jarry E.
Av. L.-Hébert
Boul. Crémazie E.
Av. Christophe-Colomb
Rue Villeray
Rue Villeray
Rue Marquette
Rue Chabot
Rue Chabot
Rue St-Zotique E.
Rue Boyer
Rue de Bellechasse
Av. Casgrain
Rue Marmier
Rue des Carrières
Av.
Christophe-Colomb
Rue
des Carrières
Rue Mentana
Rue St-Grégoire
Rue Boucher
Rue
Drolet
Boul.
St-Joseph O.
Boul. St-Laurent
Av. de l'Esplanade
Av. du Parc
Arrivée
Départ
Av. Duluth E.
Av. des Pins
Av. du Mont-Royal O.
Av. Laurier O.
Av. Laurier E.
Boul. Saint-Joseph E.
Boul. Rosemont
Rue Masson
Rue Rachel E.
Rue Sherbrooke E.
Rue Hochelaga
Rue Jean-Talon E.
Rue Jean-Talon O.
Rue Bélanger
Rue Beaubien E.
Boul. Crémazie O.
Boul. Graham
Av. Dresden
Av. Beaumont
Ch. Bates
Ch. de la Côte-Sainte-Catherine
Av. de Vimy
Av. Rockland
Ch. Rockland
Av. Querbes
Boul. de l'Acadie
Av. de l'Esplanade
Boul. Saint-Laurent
Rue Saint-Hubert
Rue Saint-Denis
Av. De Chateaubriand
Rue St-Hubert
Rue Clark
Rue St-Urbain
Av. du Parc
Av. De Lorimier
Rue D'Iberville
Boul. Saint-Michel
Rue De La Roche
Rue Fullum
Av. Émile-Journault
Av. Papineau
Boul. Industriel
Boul. Pie-IX
Rue Fleury E.
Rue Sauvé E.
Rue de Louvain E.
Rue Saint-Hubert
Rue Laleunesse
Rue Berri
Rue Meilleur
Rue Chabanel O.
Rue Bourassa E.
0
500
1 000 m
8/17

Un Tour La Nuit - Le vendredi 3 juin 2016
Parcours officiel

KM	RUE	INTERSECTION	DIRECTION	Heure de fermeture	Tête 25km/h	Balai 12km/h
0,0	Ave du Parc	Mont-Royal	TD	19h30	20:15	22:00
0,5	Ave du Parc	St-Joseph (piste Nord)	D	19h30	20:16	22:02
0,9	St-Joseph	St-Laurent	G	19h30	20:17	22:04
2,2	St-Laurent	Bellechasse	D	19h30	20:20	22:11
2,3	Bellechasse	Casgrain	D	19h30	20:20	22:11
2,6	Casgrain	Marmier	G	19h30	20:21	22:13
2,8	Marmier	Henri-julien/Des Carrières	TD	19h30	20:21	22:14
3,5	des Carrières	Boyer	G	19h30	20:23	22:17
4,7	Boyer	St-Zotique	D	19h30	20:26	22:23
4,8	St-Zotique	Christophe-Colomb	TD	19h30	20:26	22:24
5,4	St-Zotique	Marquette	G	19h30	20:27	22:27
5,7	Marquette	St-Zotique	TD	19h30	20:28	22:28
6,3	Marquette	Jean-Talon	TD	19h45	20:30	22:31
7,0	Marquette	Villeray	G	19h45	20:31	22:35
7,5	Villeray	Christophe-Colomb (piste Est)	D	19h45	20:33	22:37
8,0	Christophe-Colomb (piste Est)	Jarry	TD	19h45	20:34	22:40
8,4	Christophe-Colomb (piste Est)	Crémazie Sud	TD	19h45	20:35	22:42
10,1	Christophe-Colomb (piste Est)	Louvain	TD	19h45	20:39	22:50
10,7	Christophe-Colomb	Sauriol	D	19h45	20:40	22:53
11,5	Sauriol	Papineau	TD	19h45	20:42	22:57
11,7	Sauriol	Charton	D	19h45	20:43	22:58
11,9	Charton	Sauvé	TD	19h45	20:43	22:59
12,1	Charton	de Port-Royal E.	G	19h45	20:44	23:00
12,4	de Port-Royal E.	De Lorimier	D	19h45	20:44	23:02
12,5	De Lorimier	Champdoré	G	19h45	20:45	23:02
12,7	Champdoré	Des Prairies	D	19h45	20:45	23:03
12,8	des Prairies	Champdoré	G	19h45	20:45	23:04
13,1	Champdoré	Bruchési	G	20h	20:46	23:05
13,3	Bruchési	Champdoré	D	20h	20:46	23:06
13,4	Champdoré	Iberville	D	20h	20:47	23:07
14,1	Iberville	Émile-Journault	G	20h	20:48	23:10
14,3	Émile-Journeau	7e avenue	D	20h	20:49	23:11
14,5	7e avenue	8e avenue	D	20h	20:49	23:12
15,1	8e avenue	Deville	D	20h	20:51	23:15
15,3	Deville	2e avenue	G	20h	20:51	23:16
15,8	2e avenue	Jarry	D	20h	20:52	23:19
15,9	Jarry (piste Sud)	Paul Boutet	TD	20h	20:53	23:19
16,0	Jarry (piste Sud)	Crémazie piste Nord	TD	20h	20:53	23:20
16,1	Jarry (piste Sud)	Crémazie Sud	G	20h	20:53	23:20
16,2	Crémazie Sud	Louis-Hébert	D	20h	20:53	23:21
16,7	Louis-Hébert	Villeray	D	20h	20:55	23:23

Présentation : Novembre 2015
Modification : Janvier 2016

Un Tour La Nuit - Le vendredi 3 juin 2016
Parcours officiel

KM	RUE	INTERSECTION	DIRECTION	Heure de fermeture	Tête 25km/h	Balai 12km/h
17,2	Villeray	Chabot	G	20h	20:56	23:26
17,9	Chabot	Jean-Talon	TD	20h10	20:57	23:29
19,6	Chabot	des Carrières	D	20h10	21:02	23:38
19,7	des Carrières	Papineau	TD	20h10	21:02	23:38
20,4	des Carrières	bretelle Est Christophe-Colomb	D	20h10	21:03	23:42
20,5	bretelle Est Christophe-Colomb	Christophe-Colomb	G	20h10	21:04	23:42
20,8	Christophe-Colomb	St-Grégoire	D	20h10	21:04	23:44
20,9	St-Grégoire	de Mentana	G	20h10	21:05	23:44
21,1	de Mentana	Boucher	D	20h10	21:05	23:45
21,5	Boucher	Drolet	G	20h10	21:06	23:47
21,9	Drolet	St-Joseph (piste Sud)	D	20h10	21:07	23:49
22,5	St-Joseph (piste Sud)	Esplanade	G	20h10	21:09	23:52
23,0	Esplanade	Mont-Royal	G	20h10	21:10	23:55
23,0	Mont-Royal	Esplanade	D	20h10	21:10	23:55
23,2	Esplanade	Marie-Anne (entrée parc J-M)	D	20h10	21:10	23:56

Présentation : Novembre 2015
Modification : Janvier 2016



Protocole d'entente - Événement public - Soutien technique.doc

PROTOCOLE D'ENTENTE – SOUTIEN TECHNIQUE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **VÉLO QUÉBEC ÉVÉNEMENTS**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est au 1251, rue Rachel Est, Montréal, Québec, H2J 2J9, agissant et représentée par madame Joëlle Sévigny, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes; en vertu d'une résolution adoptée à une réunion de son conseil d'administration tenue le 24 avril 2013, dont un extrait est annexé aux présentes pour en attester;

Ci-après appelée l' « **ORGANISME** »

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite l'aide de la Ville afin de tenir à Montréal, au 3 juin 2016, « Un Tour la Nuit » ci-après appelé l' « **Événement** »;

ATTENDU QUE la Ville désire appuyer la tenue de l'Événement, notamment en accordant un soutien technique et logistique;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Organisme;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Dans le présent protocole, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Responsable** » : le Directeur du Service de la culture de la Ville de Montréal ou son représentant dûment autorisé de la Division des événements publics;

1.2 « **Site** » : les rues, les parcs utilisés pour la réalisation de l'Événement sur le territoire de la Ville approuvés par les autorités compétentes de la Ville;

Le préambule fait partie intégrante du présent protocole.

ARTICLE 2
OBLIGATIONS DE LA VILLE

Sous réserve de circonstances qui rendraient, à son avis, l'accomplissement de l'une quelconque des clauses suivantes inopportune, défavorable à l'ordre public ou susceptible de nuire à la sécurité du public, la Ville s'engage à :

2.1 sous réserve du paragraphe 2.2, mettre le Site à la disposition de l'Organisme en vue de la tenue de l'Événement, selon les modalités et conditions prescrites par les résolutions et ordonnances qui seront adoptées à cette fin et uniquement durant les périodes qui y sont déterminées, la Ville ayant accès en tout temps à toute partie du Site afin d'y exercer ses pouvoirs, y compris celui d'exécuter des travaux urgents;

2.2 assumer, à ses frais, la réfection de la chaussée pour permettre la tenue de l'Événement dans la mesure où la Ville dispose des ressources humaines et financières suffisantes pour ce faire; dans le cas contraire, la Ville est disposée à travailler conjointement avec l'Organisme pour trouver des solutions alternatives, étant entendu que ce dernier n'a aucun recours contre la Ville du fait du changement des conditions de la tenue de l'Événement;

2.3 prêter certains équipements et fournir certains services techniques, sous réserve de la disponibilité de ces ressources matérielles et techniques. La Ville n'assumera aucuns frais si l'Organisme doit procéder à la location d'équipement;

2.4 assurer la coordination de l'ensemble des services publics et parapublics;

2.5 assumer les frais d'entrave (occupation du domaine public) et la perte de revenus de parcomètres engendrés par la tenue de l'événement sur le domaine public.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de l'ensemble du soutien offert par la Ville, l'Organisme prend les engagements suivants :

3.1.1 présenter l'Événement sur le Site, aux dates indiquées au préambule, conformément au présent protocole et à ses Annexes;

3.2 assumer toute l'organisation et le financement complet du programme des activités reliées à l'Événement;

3.3 soumettre au Responsable, pour approbation, le Site de l'Événement;

3.4 mettre en place les installations et les aménagements approuvés par le Responsable en respectant toutes les modalités d'occupation qui lui sont communiquées par la Ville

et sans porter atteinte au mobilier urbain et à l'intégrité du Site. L'Organisme devra remettre les lieux dans l'état initial dans les 3 jours suivant la fin de l'Événement;

3.5 adapter le Site de l'Événement afin de le rendre accessible aux personnes ayant des limitations fonctionnelles (motrices, visuelles, auditives, intellectuelles ou verbales);

3.6 payer à la Ville, sur réception d'une facture à cet effet, le coût des dommages causés à la propriété de celle-ci en raison de l'Événement, tel que ces dommages ont été établis par la Ville;

3.7 soumettre au Responsable, pour approbation, une liste ventilée des besoins techniques et matériels, des installations et aménagement requis deux (2) mois avant la présentation de l'Événement;

3.8 soumettre au Responsable, pour approbation, un plan de communication des entraves à la circulation et en assurer la mise en application;

3.9 respecter la réglementation, fournir et installer la signalisation appropriée prescrite par le Code de la sécurité routière, par exemple : en vue d'interdire le stationnement lors de l'Événement, de rediriger la circulation dans le cas d'une fermeture de rue, et transmettre au Responsable les documents relatifs à cette installation (entre autres, le plan de signalisation et le personnel requis, ainsi que le formulaire intitulé « Installation de panneaux prohibant le stationnement ») et assurer à ses frais le service de remorquage, s'il y a lieu;

3.10 accomplir les démarches nécessaires afin de mettre sur pied des mesures compensatoires pour les citoyens privés de certains privilèges (stationnement réservé sur rue pour résident, accès à leur résidence, feuillets informatifs aux passants);

3.11 se conformer aux lois, règlements et ordonnances applicables à l'Événement et, sans restreindre la généralité de ce qui précède, aux ordonnances autorisant la fermeture de rues, la vente temporaire d'articles promotionnels, de nourriture et de boissons alcoolisées ou non alcoolisées et aux ordonnances autorisant l'émission de bruit au moyen d'appareils sonores et à toute autre consigne transmise par le Responsable;

3.12 respecter toutes les normes de sécurité en vigueur à la Ville, se conformer aux exigences des différents services et instances publiques concernés et aux directives qui lui sont communiquées par le Responsable;

3.13 exploiter ou superviser lui-même les kiosques de produits alimentaires, de rafraîchissements et de produits promotionnels reliés à l'Événement;

3.14 payer directement aux organismes qui les imposent, tous impôts, taxes, permis et droits exigés en raison de la tenue de l'Événement et des activités qui y sont reliées;

3.15 conserver son statut d'organisme à but non lucratif pendant toute la durée du Protocole.

3.16 présenter les initiatives, les actions entreprises ou un plan de récupération des matières recyclables favorisant la gestion éco-responsable de l'événement;

ARTICLE 4
DÉFAUT

4.1 Aux fins des présentes, l'Organisme est en défaut :

4.1.1 Si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaire ou autre, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

4.1.2 S'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

4.1.3 S'il n'exécute pas toutes et chacune de ses obligations prises aux termes des articles 3.1 à 3.16 du présent protocole;

4.1.4 S'il perd son statut d'organisme à but non lucratif.

4.2 Dans les cas mentionnés aux sous-paragraphes 4.1.1 et 4.1.3, la Ville peut, à son entière discrétion résilier le présent protocole sans préjudice quant à ses droits et recours. Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 4.1.3, le Responsable avise l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Si, malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville peut résilier le présent protocole, à son entière discrétion.

4.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 4.1.2 et 4.1.4, le Protocole est résilié de plein droit.

ARTICLE 5
RÉSILIATION

5.1 Une partie peut, à son entière discrétion, par un avis écrit de trente (30) jours adressé par courrier recommandé à l'autre partie, résilier le présent protocole.

5.2 Dans une telle éventualité, chaque partie renonce expressément à toute réclamation ou recours en dommages ou en indemnité quelconque contre l'autre partie, en raison de l'exercice de ce droit de résiliation.

ARTICLE 6
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

6.1 qu'il a le pouvoir de conclure le présent protocole et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celui-ci;

6.2 qu'il est le propriétaire ou l'usager autorisé de tous les droits de propriété intellectuelle pour toute représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle dans le cadre du présent protocole.

ARTICLE 7
INDEMNISATION ET ASSURANCES

7.1 L'Organisme garantit et tient la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet du présent protocole; il prend fait et cause pour la Ville dans toutes réclamations ou poursuites contre elle et l'indemnise de tous jugements et de toutes condamnations qui pourraient être prononcés contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède.

7.2 L'Organisme souscrit, à ses frais, auprès d'une compagnie d'assurances ayant son siège ou une place d'affaires au Québec et maintient en vigueur pendant la durée de l'Événement ainsi que pendant la période au cours de laquelle il a accès au Site ou que la Ville y dépose du matériel relatif à la présentation de celui-ci, que ce soit avant ou après la tenue de l'Événement, une police d'assurance responsabilité civile accordant, par événement ou accident, une protection minimale de cinq millions de dollars pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels. Cette police doit comporter un avenant qui désigne la Ville comme coassurée de l'Organisme. De plus, cet avenant doit stipuler qu'aucune franchise n'est applicable à la Ville et que la police ne pourra être résiliée sans un avis écrit de l'assureur à la Ville d'au moins cinq (5) jours ouvrables avant la tenue de l'Événement. L'Organisme doit remettre au Responsable, au moins quinze (15) jours ouvrables avant la tenue de l'Événement, copies de la police d'assurance et cet avenant.

7.3 L'Organisme s'engage à souscrire une assurance additionnelle pour feu, vol et vandalisme, au montant établi par le Responsable, couvrant tous les équipements prêtés par la Ville, pour les périodes ci-après indiquées :

7.3.1 si l'équipement est livré par la Ville : depuis la livraison de l'équipement sur le Site par la Ville jusqu'à sa récupération par la Ville;

7.3.2 si l'Organisme prend livraison de l'équipement : depuis le chargement de l'équipement, pendant le transport, et jusqu'au retour après la tenue de l'événement à l'endroit indiqué par le Responsable.

7.4 L'Organisme doit remettre au Responsable, au moins quinze (15) jours ouvrables avant la tenue de l'Événement, copies de la police et de l'avenant.

ARTICLE 8
DISPOSITIONS FINALES

8.1 L'Organisme reconnaît que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu du présent protocole constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celui-ci.

L'Organisme reconnaît que la Ville n'est en aucun cas responsable du défaut de remplir ses obligations, si tel défaut résulte d'une grève, de piquetage, d'une émeute, d'une agitation populaire, de l'acte d'une autorité publique, d'un cas fortuit ou de force majeure ou de toute autre raison hors du contrôle immédiat et direct de la Ville.

8.2 Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page du présent protocole ou à toute autre adresse, dans le district judiciaire de Montréal, dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

8.3 Le présent protocole lie les parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs, étant toutefois entendu que les obligations imposées à l'une des parties aux présentes ne peuvent être cédées qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

8.4 L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

8.5 Le présent protocole est régi par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ LE PRÉSENT PROTOCOLE D'ENTENTE EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le ..... e jour de ..... 20....

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le ..... e jour de ..... 20....

Vélo Québec Événements

Par : _____
Joëlle Sévigny, directrice générale

Ce protocole d'entente a été approuvé par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le .....e jour de …….. 20…… (Résolution ……..…..).

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.16

2016/03/24 17:00

(1)

Dossier # : 1160679005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction associée Cinéma-Festivals-Événements , Division des événements publics
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Tour de l'Île
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant 270 000 $ à Vélo Québec Événements (Festival Go Vélo Montréal), entièrement financé par l'entente Montréal 2025 avec le MAMOT pour la période 2016 et 2017 et approuver le projet de convention à cette fin.

Il est recommandé
1 - d'accorder un soutien financier totalisant 270 000 $ à Vélo Québec Événements (Festival Go Vélo) pour les deux années concernées 2016 et 2017 soit 135 000 $ par année;

2 - d'approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-02-26 14:55

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1160679005**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction associée Cinéma-Festivals-Événements , Division des événements publics
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Tour de l'Île
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant 270 000 $ à Vélo Québec Événements (Festival Go Vélo Montréal), entièrement financé par l'entente Montréal 2025 avec le MAMOT pour la période 2016 et 2017 et approuver le projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

En février 2016, le comité exécutif de la Ville de Montréal approuvait les nouvelles orientations en matière de soutien financier des festivals et événements majeurs montréalais pour les années 2016 et 2017. Cette décision permettait de poursuivre les contributions à dix organismes culturels : Festival international de jazz de Montréal inc., Festival Juste pour rire/ Just for laughs, Festival Montréal en lumière inc., Tohu - Cité des arts du cirque (Festival Montréal complètement cirque), Les FrancoFolies de Montréal inc., Festival TransAmériques inc., Festival du nouveau cinéma de Montréal, Fondation Québec cinéma (Les Rendez-vous du cinéma québécois), Festival Mode & Design Montréal et d'ajouter Les Productions Nuits d'Afrique (Festival international Nuits d'Afrique). De plus ces orientations permettaient de poursuivre une contribution pour un événement sportif le Festival Go Vélo Montréal.
Le présent dossier décisionnel vise donc à approuver la convention pour Vélo Québec Événements pour la présentation du Festival Go Vélo Montréal connu préalablement sous le vocable Féria du Vélo et Tour de l'Île. Cet événement relève du conseil d'agglomération (Tour de l'Île).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE16 0179 - 3 février 2016 - Approuver les orientations en matière de soutien financier des festivals et événements majeurs et des marchés et vitrines à Montréal pour les années 2016 et 2017;

- CG15 0260 - 30 avril 2015 - Accorder un soutien financier de 110 000 $ à vélo québec Événements (Festival Go Vélo Montréal) dans le cadre de l'entente Montréal 2025 avec le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire pour 2015 et approuver un projet de convention à cette fin.
- CE15 0262 - 18 février 2015 - Approuver les orientations relatives au soutien financier des festivals et événements majeurs à Montréal pour l'année 2015 et approuver le

montant de 3 635 000 $ alloué à cette fin dans le cadre de l'entente de 175 M$ pour soutenir Imaginer-Réaliser Montréal 2025.

- CE13 0236 - 20 juin 2013 - Accorder un soutien financier totalisant la somme de 200 000 $ à Vélo Québec Événements (Féria du vélo), pour la période 2013 et 2014 et approuver le projet de convention à cette fin.
- CE13 0625 - 15 mai 2013 - Accorder un soutien financier totalisant la somme de 7 070 000 $, à onze festivals montréalais, pour la période 2013 et 2014 et approuver les onze projets de convention à cette fin.
- CE13 0191 - 20 février 2013 - Approuver les orientations en matière de soutien financier des festivals et événements majeurs à Montréal pour les années 2013 et 2014, et ajuster les budget en conséquence.
- CG12 0369 – 27 septembre 2012 - Approuver la programmation partielle 2013-2017 des projets inclus dans la stratégie Imaginer-Réaliser Montréal 2025 à financer par le protocole d'entente avec le gouvernement du Québec sur l'aide financière de 175 millions de dollars.

DESCRIPTION

La convention a été signée par l'organisme. Il s'agit maintenant de la faire approuver officiellement par les instances décisionnelles. Les textes des conventions ont été rédigés conformément à la convention type pour les projets financés par l'entente Montréal 2025.

JUSTIFICATION

La convention signée à cet effet l'a été sur la base de l'entente sur l'aide financière de 175 M$ dans le cadre de la stratégie Imaginer - Réaliser Montréal 2025. Cet événement sportif est considéré comme une composante de l'image de marque de Montréal. Sa contribution à la qualité de vie montréalaise, est largement démontrée et les multiples bénéfices que la Ville en retire sont d'ordre culturel, économique, environnemental et social. En contrepartie de cette contribution, l'organisme s'engage à produire des résultats enrichis et à générer des retombées multiples et tangibles pour le rayonnement de la métropole à l'international tel que prévu dans la convention.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La contribution annuelle de 135 000 $ versée à Vélo Québec Événements pour chacune des années 2016 et 2017 est entièrement assumée par l'entente Montréal 2025 et elle déjà prévue au budget de fonctionnement. Elle n'aura donc aucun impact sur le cadre financier. La présente entente est proposée au conseil d'agglomération puisqu'elle concerne le Tour de l'Ile qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Voici les revenus de l'organisme pour l'édition 2016 du Festival Go Vélo Montréal:

Contributions gouvernementales		
Gouvernement du Québec	**425 000 $**	**13 %**
Ville de Montréal (entente 175 M$)	**135 000 $**	**4 %**
Autres (Tourisme Montréal, Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, Société de l'assurance automobile du Québec, Transports Québec)	**30 000 $**	**1 %**
Sous-total	**590 000 $**	**18 %**
Autonomes (billetteries, commandites en argent et en nature)	**2 650 000 $**	**82 %**

TOTAL	**3 240 000 $**	**100 %**

Le tableau suivant présente le détail des contributions pour la période 2010 à 2015.

	2010	**2011**	**2012**	**2013***	**2014***	**2015***
Contribution de la Ville	65 000 $	65 000 $	45 000 $	100 000 $	100 000 $	110 000
Budget de l'événement	2 100 000 $	2 800 000 $	3 100 000 $	3 050 000 $	3 203 0004$	3 400 000 $

* entente Montréal 2025.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'entente signée entre le Gouvernement du Québec (MAMOT) et la Ville de Montréal stipule clairement que les projets financés sur la base de l'entente sur l'aide financière de 175 M$, dans le cadre de la stratégie Imaginer - Réaliser Montréal 2025, devront générer des retombées économiques, sociales, culturelles et environnementales. Ces retombées doivent s'articuler selon les principes et critères reconnus du développement durable.
Vélo Québec est l'un des partenaires du plan de développement durable de la Ville de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les impacts majeurs sont les suivants :

- positionnement et renforcement de Montréal comme « *La ville des festivals* »;
- rayonnement accru de la métropole;
- contribution à une animation urbaine de qualité;
- présence de retombées récréotouristiques et économiques majeures;

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte aucun enjeu, tel que convenu avec le Service des communications. Par ailleurs, la visibilité de Montréal est bonifiée dans le cadre de cette convention.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Présentation d'un sommaire pour l'occupation du domaine public et le protocole de soutien technique;

- Dérogation à la réglementation municipale auprès des arrondissements concernés;
- Réalisation du projet;
- Rétroaction.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale (Roger VERREAULT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvie GIROUX
Agente de développement culturel

Tél : 872-5089
Télécop. : 872-1505

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-16

Kevin DONNELLY
Chef de division

Tél : 872-5189
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Daniel BISSONNETTE
Directeur Cinéma - Festivals - Événements
Tél : 514 872-2884
Approuvé le : 2016-02-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Jean-Robert CHOQUET
Directeur
Tél : 514 872-4600
Approuvé le : 2016-02-25

CONVENTION

Contribution à un organisme pour un programme d'activités (Protocole d'entente de 175 M$ avec le MAMOT)

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

N^{o} d'inscription TPS : 121364749
N^{o} d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **VÉLO QUÉBEC ÉVÉNEMENTS**, personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est le 1251, rue Rachel Est, Montréal, Québec, H2J 2J9, agissant et représentée par madame Joëlle Sévigny, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée à une réunion du conseil d'administration tenue le 24 avril 2013, dont un extrait est annexé aux présentes pour en attester;

N^{o} d'inscription TPS : R105330740
N^{o} d'inscription TVQ : 1010791941

Ci-après appelée l' « **ORGANISME** »

ATTENDU QUE les fonds nécessaires au support financier octroyé à l'Organisme en vertu de la présente convention proviennent du Protocole d'entente intervenu entre la Ville et le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (le « ministre des Affaires municipales ») le 4 juillet 2012 (le « Protocole »);

ATTENDU QUE le Protocole établit les modalités de l'octroi par le ministre des Affaires municipales à la Ville d'une aide financière en vue de lui permettre de réaliser, selon son choix, des projets qui s'inscrivent dans les cinq (5) axes identifiés dans la stratégie de développement *Imaginer-Réaliser Montréal 2025* et qui respectent les objectifs de développement de la Ville, tels que précisés dans ses politiques, stratégies et plans;

ATTENDU QUE le Décret 990-2012, pris par le gouvernement du Québec le 31 octobre 2012, confère au ministre responsable de la Région de Montréal (le « Ministre ») la responsabilité de l'application de la section IV.5 de la *Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire*, ainsi que celle des effectifs et des crédits afférents à ces fonctions;

ATTENDU QUE le Protocole entend maximiser les retombées économiques, sociales, culturelles et environnementales des projets soutenus ainsi que susciter notamment des investissements privés;

ATTENDU QUE le Projet qu'entend réaliser l'Organisme s'inscrit dans un de ces cinq (5) axes du Protocole;

ATTENDU QUE la Ville souhaite soutenir l'Organisme dans la mise en œuvre de son Projet;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme peut recevoir des contributions de différents ministères autres que la subvention provenant du Ministre;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

1.1 « **Annexe 1** » : le document intitulé « Description du Projet »;

1.2 « **Annexe 2** » : liste des dépenses non admissibles dans le cadre du Projet;

1.3 « **Annexe 3** » : le document intitulé « Communications »;

1.4 **« Annexe 4 »** : le document intitulé « Exigences relatives au dépôt du projet détaillé ou de la mise à jour des projets se réalisant sur plus d'une année » ;

1.5 « **Directeur** » : le Directeur du Service de la culture ou son représentant dûment autorisé;

1.6 « **Projet** » : le Projet décrit à l'Annexe 1.

Le préambule et les Annexes 1, 2, 3 et 4 font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui de l'Annexe 1.

ARTICLE 2
OBJET

La présente convention établit les modalités et conditions du versement de la contribution financière de la Ville à l'Organisme.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 Sous réserve des dispositions de l'article 12 des présentes, en considération du respect par l'Organisme de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention et conditionnellement à la disponibilité des crédits en provenance du Ministre, couvrant toute la durée de l'entente, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de deux cent soixante-dix mille dollars (270 000 $), incluant, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.).

3.2 La somme prévue au paragraphe 3.1 est versée à l'Organisme comme suit :

Pour l'année 2016 :

3.2.1 une somme de cent vingt mille dollars (120 000 $) dans les trente (30) jours suivants la signature de la présente convention;

3.2.2 le solde de quinze mille dollars (15 000 $) dans les trente (30) jours de la présentation au Directeur du bilan annuel de la réalisation du projet.

3.3 Pour l'année 2017 :

3.3.1 une somme de cent vingt mille dollars (120 000 $) dans les trente (30) jours suivants la signature de la présente convention;

3.3.2 le solde de quinze mille dollars (15 000 $) dans les trente (30) jours de la présentation au Directeur du bilan annuel de la réalisation du projet.

3.4 La Ville peut suspendre tout versement si l'Organisme est en défaut d'exécuter en tout ou en partie ses obligations.

3.5 La Ville peut suspendre tout versement si l'Organisme ne démontre pas, à la satisfaction du Directeur, que le financement global du Projet est assuré.

3.6 La Ville se réserve le droit de diminuer sa contribution financière si le coût du Projet est inférieur à celui présenté pour l'obtention de cette contribution.

3.7 L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

3.8 La Ville se réserve le droit de suspendre ou de diminuer sa contribution financière si l'Organisme doit des sommes à la Ville.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 utiliser la contribution financière de la Ville aux seules fins de réaliser le Projet décrit à l'Annexe 1, étant entendu que les sommes versées ne peuvent être employées pour défrayer les coûts indiqués à l'Annexe 2;

4.2 transmettre au Directeur, pour approbation, une description détaillée des activités du Projet, au plus tard le 1er février 2016 et, lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Directeur, au plus tard le 1er décembre 2016 de chaque année subséquente de la convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée des activités, selon les directives prévues à l'Annexe 4;

4.3 transmettre au Directeur pour approbation, et ce, dans les plus brefs délais, toute modification au Projet, à sa programmation, à ses échéanciers ou à tout autre élément qui contribue à le définir, pouvant intervenir après la signature de cette convention ou l'approbation par le Directeur prévue à l'article 4.2;

4.4 réaliser le Projet selon le calendrier convenu;

4.5 transmettre au Directeur, au plus tard le 1er décembre de chaque année de la présente convention, un bilan faisant état des réalisations du Projet pour l'année écoulée;

Le bilan des réalisations doit comprendre notamment, dans une section en annexe, les bénéfices ou retombées obtenus en regard avec les indicateurs suivants et indiquer les améliorations constatées par rapport aux bénéfices et retombées obtenus au cours de l'année précédente :

- Participation et satisfaction (augmentation des auditoires et des spectateurs par activité, nouvelles clientèles par activité, provenance des participants, nombre de journalistes locaux et étrangers assistant à l'événement, appréciation des événements, etc.);

- Tourisme (nombre de visiteurs régionaux, nationaux et internationaux et nombre de nuitées, etc.);

- Adoption de saines habitudes de vie (promotion de cet aspect, affluence aux ateliers sur le vélo, conférence, nombre de participants à chacune des activités, nombre de participant provenant du programme A pied, à vélo, ville active, etc.);

- Création (nouveaux contenus et nouvelles approches);

- Rayonnement de l'événement et de Montréal (tout indicateur qui démontre une reconnaissance et une visibilité hors Québec);

- Impacts économiques et d'affaires (budget et sommes dépensés à Montréal, emplois et opportunités d'affaires générées);

- Bénéfices sociaux (cohésion et inclusions sociales, appropriation de l'espace public par les citoyens, opportunités d'emplois et de carrières pour les jeunes de tous les milieux et de toutes les origines, etc.);

- Impact médiatique (mentions dans les médias locaux et étrangers);

- Environnement et développement durable (pratiques et résultats spécifiques à cet effet);

- Collaboration et synergie (collaboration avec d'autres festivals et événements, nombre de partenaires, bénéfices liés à un regroupement et à des activités communes ou regroupées, etc.);

- Finances publiques (revenus de fiscalité pour les gouvernements et les administrations, etc.);

- Inscrire la liste des indicateurs des retombées du projet que l'Organisme devra fournir au Directeur;

- l'Organisme peut indiquer toute autre retombée qu'il juge bénéfique pour la Ville.

4.6 transmettre au Directeur, au plus tard le 1er janvier de chaque année de la présente convention, un bilan de la visibilité accordée au Projet conformément aux dispositions prévues à l'article 2.6 de l'Annexe 3;

4.7 transmettre au Directeur, au plus tard le 1er janvier de chaque année de la présente convention, les prévisions budgétaires du projet pour l'année suivante lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année; ces prévisions doivent faire état de toutes les subventions obtenues;

4.8 informer le Directeur, dans les plus brefs délais, en cours d'année, de toute nouvelle subvention reçue d'un ministère ou d'une agence du gouvernement du Québec dans le cadre de la réalisation de la présente convention et l'aviser de toute nouvelle demande de subvention faite par l'Organisme dans le cours de celle-ci;

4.9 obtenir, le cas échéant, tous les permis et autorisations requis en vertu des lois et règlements en vigueur;

4.10 assumer tous les coûts de réalisation du Projet et le financement de tout dépassement des coûts requis pour la réalisation de celui-ci, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 3.1;

4.11 tenir des comptes et des registres appropriés, précis et exacts, à l'égard des travaux réalisés et rendre accessibles au Directeur et au Ministre, durant les heures normales de bureau, après un avis écrit de vingt-quatre (24) heures, tous les livres comptables et registres se rapportant à ces travaux. L'Organisme collabore avec le Directeur et le Ministre et leur laisse prendre, gratuitement, des photocopies des documents que ceux-ci demandent. Les pièces justificatives originales et les registres afférents à ces travaux devront être conservés par l'Organisme pour une période d'au moins trois (3) ans après la date de la fin du Projet;

4.12 transmettre, pour chaque année de la présente convention, ses états financiers vérifiés, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes,* au Directeur ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal (Québec) H3A 3P1), au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier, comportant le nom de ses partenaires et de toutes les contributions financières confirmées ou reçues pour la réalisation du projet, incluant une ventilation par ministère pour les contributions publiques, ainsi qu'une ventilation détaillée des dépenses identifiant notamment les dépenses non admissibles indiquées à l'annexe 2; si les revenus et dépenses du Projet ne sont pas présentés distinctement des autres activités de l'Organisme dans ses états financiers vérifiés, transmettre, en plus des états financiers vérifiés, un état des revenus et dépenses vérifié du Projet avec les ventilations énoncées dans le présent article;

4.13 prendre fait et cause pour la Ville dans toutes réclamations ou poursuites intentées contre elle résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de la présente convention et à l'indemniser de tous jugements et de toutes condamnations qui pourraient être prononcés contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.14 constituer, à la demande du Directeur, un comité de suivi du Projet, composé d'au moins un représentant de l'Organisme et du Directeur, qui peuvent s'adjoindre, au besoin, d'autres collaborateurs;

4.15 convoquer, dans l'éventualité de la constitution d'un comité de suivi, le Comité au moins deux fois par année et obtenir de celui-ci son avis et ses recommandations sur les propositions de l'Organisme relatives à l'élaboration de chacun des éléments et des étapes majeures de réalisation du programme;

4.16 transmettre au Directeur les procès-verbaux des réunions du Comité de suivi dans le mois suivant la tenue d'une réunion ainsi que toute information que ce dernier peut requérir quant au contenu des rapports qui doivent lui être remis par l'Organisme;

4.17 transmettre au Directeur tout document ou rapport requis en vertu de la présente convention sous forme électronique et sous forme papier;

4.18 transmettre sans délai au Directeur, lorsqu'il en fait la demande par écrit, toute information en lien avec la présente convention;

4.19 conserver son statut d'organisme à but non lucratif pendant toute la durée de la convention;

4.20 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Directeur en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
COMMUNICATION

5.1 L'Organisme doit faire état de la participation financière de la Ville et de celle du Ministre, conformément aux dispositions concernant la visibilité contenues dans l'Annexe 3, dans toute publicité, affichage ou document d'information relatif à l'objet de la présente convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le Ministre par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Directeur et par le Ministre avant diffusion.

5.2 L'Organisme doit associer la Ville, le Ministre et le Secrétariat à la Région de Montréal (le « Secrétariat ») aux différents événements de reconnaissance soulignant l'excellence du Projet.

ARTICLE 6
DÉFAUT

6.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

6.1.1 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours de la réception d'un avis du Directeur l'enjoignant de remédier à son défaut;

6.1.2 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

6.1.3 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

6.1.4 s'il perd son statut d'organisme à but non lucratif;

6.1.5 s'il a fait une fausse déclaration ou commis une fraude en regard de la présente convention.

6.2 Dans les cas mentionnés aux articles 6.1.1 et 6.1.2, la Ville peut, à son entière discrétion, résilier la convention sur simple avis écrit. Toute contribution financière non versée cesse alors d'être due à l'Organisme et celui-ci doit rembourser à la Ville, au choix de celle-ci, tout ou partie de la contribution financière qui lui a été versée dans les cinq (5) jours suivant une demande à cet effet.

6.3 Dans les cas mentionnés à l'article 6.1.3, 6.1.4 et 6.1.5, la convention est résiliée de plein droit dès la survenance de tel événement ou la connaissance de celui-ci et l'article 6.2 s'applique en faisant les adaptations nécessaires.

6.4 La Ville peut suspendre tout versement de l'aide en cas de défaut de l'Organisme. Ce dernier renonce de plus à tout recours à l'encontre de la Ville du fait de la résiliation de la convention, quel qu'en soit le motif.

ARTICLE 7
DÉCLARATION ET GARANTIES

7.1 L'Organisme déclare et garantit qu'il a le pouvoir et l'autorité de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de la présente convention.

7.2 L'Organisme reconnaît que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu du présent protocole constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celui-ci, et le défaut par l'Organisme de respecter l'une quelconque de ces conditions permettra à la Ville de résilier ce protocole sur simple avis écrit, sans que l'Organisme ne puisse réclamer aucune indemnité ou compensation. Dans un tel cas, toute somme versée par la Ville à l'Organisme à titre de participation financière devra, le cas échéant, lui être remise dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet.

ARTICLE 8
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties et se termine, sous réserve de l'article 6 (défaut), lorsque chaque partie a rempli ses obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2017.

ARTICLE 9
DÉONTOLOGIE

9.1 L'Organisme doit, dans la réalisation du Projet, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

9.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins cinq millions de dollars (5 000 000 $) par accident ou événement et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.2 L'Organisme doit remettre, à la signature de la présente convention, un certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 10.1 et remettre, chaque année, au Directeur, le certificat de renouvellement de la police et de son avenant, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
CONDITIONS GÉNÉRALES

11.1 Élection de domicile

Les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la présente convention. Cependant, une partie pourra aviser l'autre d'une autre adresse dans le district judiciaire de Montréal à laquelle tout avis subséquent devra lui être envoyé.

11.2 Avis

Tout avis qu'une partie doit donner à l'autre en vertu de la présente convention doit être expédié sous pli recommandé comme suit :

POUR LA VILLE :

Ville de Montréal
Service de la culture
À l'attention du directeur
M. Jean-Robert Choquet
801, rue Brennan, 5e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

POUR L'ORGANISME :

Vélo Québec Événements
À l'attention de la directrice générale
Madame Joëlle Sévigny
1251, rue Rachel Est
Montréal (Québec) H2J 2J9

11.3 Cession

L'Organisme ne peut céder ou autrement transporter les droits et obligations lui résultant de la présente convention sans l'accord préalable écrit de la Ville.

11.4 Absence de mandat

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

11.5 Invalidité d'une clause

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.6 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute action s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

ARTICLE 12
RÉSILIATION

La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées sans indemnité payable à l'Organisme pour perte de revenus ou profits anticipés.

12.1 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente convention.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le …… e jour de …… 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier de la Ville

Le …… e jour de …… 2016

VÉLO QUÉBEC ÉVÉNEMENTS

Par : _____
Joëlle Sévigny
Directrice générale

Cette convention a été approuvée par le ……de la Ville de Montréal, le ……. e jour du mois de …….. 2016 (Résolution ……..).

ANNEXE 1

DESCRIPTION DU PROJET

Le Festival Go vélo Montréal est un festival urbain, cycliste et festif qui célèbre le vélo et les cyclistes montréalais. Se déroulant chaque année au début de juin cette fête urbaine est l'un des grands événements internationaux qui prend Montréal comme toile de fond. Elle se déploie au fil des événements suivants :

Le TOUR DE L'ÎLE DE MONTRÉAL, événement phare du Festival Go vélo Montréal :
Crée en 1985, cet événement propose, un dimanche au cœur de la ville, une randonnée cycliste populaire, dans des rues fermées à la circulation automobile. Le Tour de l'Île de Montréal est un des symboles touristiques reconnus de la culture montréalaise.

UN TOUR LA NUIT, le défilé nocturne du Festival Go vélo Montréal
Créé en 1999, ce défilé nocturne du vendredi soir attire des cyclistes toujours plus nombreux à jouer les acteurs d'une fête illuminée.

LE DÉFI MÉTROPOLITAIN, vecteur de découverte du Grand Montréal
Créé en 2001, le Défi métropolitain est une randonnée cyclosportive d'une journée se déroulant dans la grande région métropolitaine. Un des plus grands événements du genre au Québec, il propose des parcours variant de 50 à 150 km.

LES ÉVÉNEMENTS COULEUR : éléments de programmation ponctuels
Chaque année, le Festival Go vélo Montréal est également l'occasion de présenter des activités ponctuelles et nouvelles qui maintiennent et accroissent progressivement l'intérêt des médias et du grand public, tant ici qu'à l'étranger.

- **MONTRÉAL CYCLE CHIC–BIXI**, **un rendez-vous populaire**
  Le blogue photographique Montréal Cycle Chic s'associe à BIXI pour mettre en valeur le style de vie des cyclistes montréalais dans le cadre d'un Rendez-vous Cycle Chic–BIXI.

- **LA JOURNÉE VÉLO-BOULOT DESJARDINS, une campagne de sensibilisation grand public**
  La Journée vélo-boulot Desjardins est une journée de sensibilisation au transport actif en plein cœur du centre-ville.

PROPOSITION DE PROJETS POUR 2016

Tour de l'Île de Montréal et Tour la Nuit

- 6 nouveaux parcours.
- Mise en valeur touristique des circuits empruntés par nos parcours.
- Mise en valeur des interventions musicales et d'un nouveau décorum à l'arrivée au Tour de l'Île de Montréal et au Tour la Nuit.
- Éclatement du parcours à l'extérieur de l'île de Montréal (Longueuil et Lanaudière).
- Intégration du pont Jacques-Cartier aux parcours du Tour de l'Île de Montréal.
- Projet pilote avec un organisme caritatif pour développer cette nouvelle clientèle.
- Intégration plus directe des activités de promotion du FGVM à l'intérieur du Mois du vélo coordonné par Vélo Québec.
- Promotion de la programmation du FGVM et du cyclisme utilitaire dans le magazine gratuit Vélo ville.

Défi métropolitain

- 4 nouveaux parcours en plus d'un 5^{e} (75 km) pour rejoindre une gamme plus complète de cyclistes.

Journée vélo-boulot

- Déploiement au centre-ville sur un nouveau site situé à l'intersection d'Université et De Maisonneuve.

PROPOSITION DE PROJETS POUR 2017

Tour de l'Île de Montréal, Tour la Nuit et Défi métropolitain

- 11 nouveaux parcours.

50e anniversaire de Vélo Québec en 2017

- Intégration des activités du 50^{e} anniversaire de Vélo Québec au Festival Go vélo Montréal en 2017.
- Archives de Vélo Québec : mise en valeur publique des archives de Vélo Québec dans le cadre d'une collaboration avec Bibliothèque et Archives nationales du Québec.

375e anniversaire de la ville de Montréal en 2017

- Dans la foulée des événements spéciaux déployés à Montréal en 2017, expérimentation de nouveaux moyens pour encourager la participation citoyenne durant le Festival tout au long des parcours.
- Rendez-vous Cycle Chic – BIXI : nouveau type de rendez-vous impliquant les utilisateurs de BIXI.
- Tweed Ride : dans le sillon de ce nouveau mouvement international, création d'un nouvel événement de randonnée urbaine axé sur un habillement vintage.
- Compétition Éroica : dans le sillon de ce nouveau mouvement international, création d'une nouvelle sortie cyclosportive sur le mont Royal avec des vélos d'antan.

Les projets présentés pour l'année 2017 sur le domaine public devront obtenir l'aval de l'instance concernée.

Le Festival Go Vélo Montréal contribue à :

La notoriété de Montréal, notamment :

- En soutenant les représentations de Vélo Québec Événements au Canada et à l'étranger, lesquelles permettent d'approcher et d'inviter des conférenciers d'envergure internationale à venir échanger avec la population dans des conférences publiques (Mikael Colville-Anderson [2011], Gabe Klein [2012], Philippe Crist [2014] et Gil Penalosa [2015]).
- En soutenant la participation de Vélo Québec Événements à des salons grand public pour promouvoir le Festival à Montréal (Québec, Toronto, New-York, etc.);
- En soutenant le partenariat promotionnel avec Bike New York qui organise le Five Boro Bike Tour et avec l'agence américaine Local Motion qui organise le VerMontreal Tour.

Le développement culturel de la métropole, notamment :

- En soutenant le développement d'une programmation renouvelée pour créer un produit attractif qui contribue au rayonnement international de la Ville comme ville cycliste d'avant-garde.
- En réalisant les événements couleurs qui, comme les rendez-vous Montréal Cycle Chic – BIXI et les projets originaux « Vintage Tweed Ride» et « Éroica », contribuent à créer des l'animation dans la ville en mettant en lumière la culture cycliste urbaine de Montréal (mode, design, etc.). Ils ouvrent porte à des partenariats avec des institutions culturelles de Montréal comme des musées et des bibliothèques, ainsi qu'avec l'aéroport Montréal-Trudeau qui nous offre depuis quelques années la possibilité d'utiliser une aire d'exposition dans le hall des douanes .
- En soutenant le développement de parcours cyclistes festifs qui mettent en valeur et font découvrir à l'étranger le patrimoine bâti, paysager et naturel de la ville. du FGVM permettront de découvrir et de mettre en valeur le patrimoine bâti, paysager et naturel de la ville tant pour les Québécois que pour les étrangers.

Le développement social de la métropole, notamment :

- En soutenant le développement d'une ville en santé et l'adoption de saines habitudes de vie et en invitant la population à fêter, à s'amuser sur un mode de déplacement urbain et à l'apprécier.
- En faisant le choix de maintenir sa politique de tarification abordable afin de rejoindre encore plus de familles et de permettre au moins de 12 ans de participer gratuitement.
- En favorisant des parcours adaptés aux jeunes, aux familles, aux débutants et aux cyclistes cyclosportifs qui souhaitent rouler le plus rapidement possible
- En offrant des activités gratuites sont offertes à la population : animation sur les sites d'arrivée du Tour la Nuit et du Tour de l'Île de Montréal, conférence publique sur le vélo à Montréal, animation au centre-ville et dans certains sites lors de la Journée vélo-boulot, Rendez-vous Cycle Chic–BIXI.
- En tissant des liens avec un réseau de 500 partenaires en milieu municipal, scolaire et de l'accueil des immigrants pour réussir à recruter annuellement près de 4 000 personnes qui souhaitent prendre une expérience de travail, s'impliquer socialement ou vivre une expérience d'intégration à la société d'accueil.
- En maintenant une collaboration avec d'autres festivals montréalais et avec le RÉMI pour consolider leur rôle d'ambassadeur de Montréal et des saines habitudes de vie dans un cadre festivalier.

Accessibilité universelle

Par définition, le vélo est une activité physique qui s'adresse à l'ensemble de la population. De fait, plusieurs personnes ayant des incapacités physiques les contournent et réussissent à se déplacer efficacement à vélo en modifiant ou en adaptant celui-ci.

À ce titre, le Festival Go vélo Montréal est un événement accessible à l'ensemble des personnes qui sont en mesure de se déplacer sur à vélo, indépendamment du type de vélo, modifié ou non, qu'ils utilisent. L'accessibilité universelle à nos événements se décline de plusieurs façons:

- Types de vélos : tous les vélos mus par la force humaine ou une assistance électrique sont acceptés.
    - Vélo traditionnel à deux roues (en équilibre, mû par les jambes)
    - Vélo à assistance électrique (en équilibre, mû par les jambes aidées d'un moteur)
    - Vélo traditionnel à trois roues (stables, mus par les jambes)
    - Vélos allongés (stables, mus par les bras)
    - Vélo avec siège pour enfants (en équilibre, mû par les jambes)
    - Vélo avec remorque pour enfants (stable, mus par les jambes)
    - Vélo tandem pour non-voyants (en équilibre avec une personne voyante comme guide)
    - Fauteuils roulants électriques (stables, mus par l'électricité)
    - Triporteurs électriques (stables, mus par l'électricité)

- Tarification souple rendant l'événement accessible au plus grand nombre
    - Forfaits familiaux
    - Prix régressifs
    - Prix réduit aux détenteurs de la carte Accès Montréal
    - Gratuité aux groupes scolaires ou aux groupes qui en font la demande
    - Gratuité aux 12 ans et moins

- Parcours : Notre offre de parcours, variant de 28 à 150 km, est accessible à la quasi-totalité des cyclistes :
    - Enfants transportés par les parents
    - Enfants qui pédalent sur leur propre vélo
    - Adolescents et adultes
    - Participants de tous les âges (1 à 85 ans)

- Participation de la population : la population est invitée à assister au passage des cyclistes dans la rue et à les encourager et à se rendre au site d'arrivée
    - Événements sur rue encourage une accessibilité universelle des spectateurs sur les trottoirs.
    - Accessibilité universelle du parc Jeanne-Mance (site d'arrivée)
    - Accès gratuit et aux activités d'animation sur le site d'arrivée (jeux pour enfants, représentations d'un cirque, etc.).

ANNEXE 2

DÉPENSES NON ADMISSIBLES

Les dépenses suivantes ne sont pas admissibles :

- Les coûts engagés après le 31 décembre 2017;
- les coûts de réparation ou de maintenance généraux ou périodiques;
- les coûts des travaux réalisés avant la signature de la présente convention;
- les achats d'immeubles, de terrains et de servitudes;
- les frais juridiques;
- les frais de financement temporaire.

ANNEXE 3

COMMUNICATIONS

OBLIGATIONS DE L'ORGANISME VÉLO QUÉBEC ÉVÉNEMENTS

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

A - VILLE DE MONTRÉAL

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences de la présente Annexe.

1.2. Soumettre au directeur pour approbation le partage de la visibilité entre tous les partenaires du projet.

1.3. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française comme cela est prévu à la présente annexe.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal.

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au projet ou à l'activité.

- Souligner le partenariat et remercier la Ville de Montréal pour son soutien sur les médias sociaux.

- Mentionner verbalement la participation financière du Secrétariat lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.

- Apposer le logo de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le programme officiel, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.

  Le logo de Montréal devra également figurer sur toutes les publicités et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule.

Dans le cas où l'insertion de la signature graphique n'est pas possible, l'organisme doit mentionner le partenariat de la Ville de Montréal. Le libellé sera le suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***

- Soumettre pour approbation tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville de Montréal et tous les documents où figurent les logos de la Ville de Montréal au moins 10 jours ouvrables avant leur diffusion.

- S'il y a lieu, ajouter le logo de la Ville de Montréal en clôture de toutes publicités télé ou Web. Le logo de Montréal peut faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, le logo de Montréal devra être mis en évidence.

- S'il y a lieu, mentionner « Montréal » ou la « Ville de Montréal » dans les annonces publicitaires à la radio.

- Ajouter le logo de la Ville de Montréal sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville de Montréal (incluant les blogueurs, les photographes et les caméramans) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville de Montréal à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Inviter un représentant politique de la Ville de Montréal à participer aux annonces et aux conférences de presse organisées en marge de l'événement.

  Aviser le cabinet du maire et du comité exécutif par écrit un minimum de **10 jours** ouvrables à l'avance.

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville de Montréal, soumettre au cabinet du maire et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le projet ou l'activité.

- Offrir au cabinet du maire et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du maire (ou de l'élu responsable) dans les communiqués.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville (et de l'arrondissement, s'il y a lieu) disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo.

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des signatures Ville – ministère et des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).

Montréal + arrondissement
Arrondissement + Montréal + Québec
Canada + Montréal + Québec
Canada +Québec + Montréal + Arrondissement

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville de Montréal, libres de droits, qui pourront être utilisés pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du projet ou de l'événement.

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels avant leur impression et leur diffusion.

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement. La publicité sera fournie par la Ville de Montréal.

- Offrir d'inclure un message officiel de la mairie ou des élus dans le programme de l'événement.

  La demande doit être transmise au cabinet du maire et du comité exécutif au moins **trois semaines** avant la date limite de livraison du matériel.

- Permettre à la Ville de Montréal d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminé) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

- Permettre à la Ville de Montréal de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement. (ex. : écrans numériques géants).

- Permettre à la Ville de Montréal de s'annoncer gratuitement à l'aide d'un message publicitaire ou d'une signature lorsque des présentations audiovisuelles accompagnent une annonce ou un événement de presse.

- Offrir à la Ville de Montréal la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité.

  Un message sera préparé à cet effet.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville de Montréal un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.

- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la Ville de Montréal à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet.

- Aviser le cabinet du maire et du comité exécutif par écrit 20 jours avant l'événement.

- Offrir la possibilité aux élus municipaux de participer à des remises de médailles dans le cas d'un événement sportif.

- Transmettre le plus rapidement possible au cabinet du maire et du comité exécutif le scénario de déroulement de l'événement.

- Pour tous événements publics, coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet du maire ou des élus.

- #Respecter les règles protocolaires officielles en matière d'événements publics.

2.6. Bilan de visibilité

Remettre à la Ville de Montréal :

- un bilan de la visibilité accordée, dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relative aux activités du projet ou de l'événement.

- s'il y a lieu, une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques.

- une image des mentions ou logos sur les dépliants ou affiches imprimées et électroniques. Un bref descriptif ou une présentation du programme.

- s'il y a lieu, une photo des différents montages où figure le logo de Montréal (ex. : conférence de presse)

- un bref descriptif ou une présentation du programme, de l'événement ou du projet (30-50 mots) incluant les dates de l'événement, les principales clientèles rejointes ainsi que le rayonnement et/ou la fréquentation globale.

Si vous avez des questions concernant la visibilité de la Ville de Montréal ou encore souhaitez faire approuver un texte ou un document, vous pouvez rejoindre le Service des communications de la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : **communications@ville.montreal.qc.ca**.

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué ou pour organiser une activité à l'hôtel de ville. L'adresse courriel pour rejoindre le cabinet est la suivante : **cabinet.du.maire@ville.montreal.qc.ca**. Il est important de préciser que le projet est subventionné par le biais d'une entente lorsque vous communiquez avec le cabinet.

B. VISIBILITÉ -MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE MONTRÉAL ET SECRÉTARIAT

L'Organisme doit respecter le protocole de visibilité qui lie la Ville de Montréal au gouvernement du Québec et à cet égard, il doit :

- Faire en sorte que la présence du MINISTRE, notamment son nom et son image institutionnelle, soit reconnue, affichée et associée à son statut de partenaire financier dans l'ensemble des outils de communication produits dans le cadre des projets liés au présent protocole d'entente.
- Offrir au MINISTRE ou à un de ses représentants de participer à toute annonce ou toute cérémonie officielle concernant les projets liés au présent protocole d'entente.
- Aviser le MINISTRE, par écrit, au moins trois semaines avant la date d'une telle cérémonie pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises.
- Apposer la signature du gouvernement du Québec dans l'ensemble des outils de communication imprimés ou de format électronique produits dans le cadre des projets liés au présent protocole d'entente, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites internet, les communiqués de presse, les infolettres.
- Apposer la signature du gouvernement du Québec sur les outils de communication qui seront diffusés hors Québec.
- Mentionner verbalement la participation financière du Secrétariat lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Mentionner le partenariat du Secrétariat dans les communiqués de presse;
- Offrir au Secrétariat d'insérer un communiqué dans les pochettes remises lors des événements de presse et lors du bilan.
- Offrir au Secrétariat ou au gouvernement du Québec un espace publicitaire dans le programme officiel de l'événement, si de tels espaces sont offerts gratuitement aux partenaires publics.
- Offrir d'insérer un message du MINISTRE dans le programme officiel ou, selon le cas, un message gouvernemental conjoint avec les signatures des ministres concernés.
- Offrir au Secrétariat des invitations pour assister aux activités officielles liées au projet, telles que les conférences de presse, lancements, etc.
- Offrir au Secrétariat d'installer un panneau ou une bannière gouvernementale à l'occasion des conférences de presse ainsi que dans les principaux lieux où se déroulera l'événement, si le contexte s'y prête.

- Positionner la signature du gouvernement du Québec dans le respect des normes d'utilisation de la signature gouvernementale disponible sur le Web à l'adresse suivante : http://www.metropole.gouv.qc.ca/visibilite.

- Aviser le Secrétariat, en s'adressant à la direction des communications (communication.srm@mce.gouv.qc.ca), dès que possible ou au moins 15 jours ouvrables à l'avance, de la tenue des activités publiques relatives au projet et des dates de tombées des documents à fournir: message, communiqué ou autre.
- Faire approuver les éléments de visibilité où apparaissent la signature ou la dénomination du MINISTRE, du Secrétariat ou du gouvernement du Québec par la Direction des communications du Secrétariat avant leur diffusion auprès du public, et ce, dans un délai minimum de 5 jours ouvrables avant leur impression.
- Ne pas utiliser le nom ou la signature du MINISTRE, du Secrétariat ou du gouvernement du Québec sans avoir préalablement obtenu le consentement de la Direction des communications du Secrétariat.

Si vous avez des questions concernant la visibilité gouvernementale ou l'application du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, veuillez communiquer avec la Direction des communications au Secrétariat à l'adresse suivante : communication.srm@mce.gouv.qc.ca

ANNEXE 4

Exigences relatives à la description du Projet pour les années 2016 et 2017:

La description du projet :

- *le concept et les objectifs;*
- *la programmation;*
- *le volet d'occupation du domaine public, s'il y a lieu;*
- *le dossier technique;*
- *les prévisions budgétaires;*
- *l'échéancier de réalisation;*
- *le plan d'affaires et le plan d'action, s'il y a lieu;*
- *les lettres patentes;*
- *la résolution du conseil d'administration.*

Cette description du projet doit démontrer clairement :

- *les activités et/ou éléments nouveaux par rapport aux années antérieures;*

- l'importance culturelle et le rôle distinctif que joue le festival, l'événement ou l'organisme dans la promotion de son secteur culturel;
- la qualité artistique des activités offertes et l'ouverture à la participation du public montréalais;
- l'originalité et la qualité de la programmation favorisant la création et la relève;
- les aspects innovateurs de l'événement pour l'édition en cause;
- les liens développés et proposés avec des artistes et / ou des partenaires étrangers;
- les activités de médiation qui seront réalisées;
- la cohérence, l'innovation et l'aspect porteur du plan d'affaires (si applicable);
- la capacité de l'organisme de travailler en synergie avec les partenaires du milieu, en complémentarité avec les autres festivals, dans le respect de l'équilibre du marché;
- les répercussions auprès de la clientèle montréalaise et des clientèles métropolitaine, nationale et internationale;
- l'apport au rayonnement métropolitain, national et international;
- la diversification des sources de financement publiques et privées et l'atteinte de l'équilibre budgétaire;
- la capacité à développer de nouvelles approches ou de nouvelles clientèles;
- la pertinence et les bénéfices attendus du plan d'affaires, du plan d'action et des activités.

La description du projet, lorsqu'il y a occupation du domaine public, doit prendre en compte les éléments suivants :

- la durée de l'événement ne peut excéder douze jours d'activités en continuité sur le domaine public, à moins d'une autorisation spécifique du Directeur;
- la programmation extérieure doit être en lien direct avec la mission culturelle de l'organisme;
- la programmation extérieure doit être innovante et primer sur les activités de vente et de marchandisation;
- les activités de vente et de marchandisation ne doivent se tenir que durant les activités de programmation;
- le respect de la qualité de vie des riverains doit être assuré en tout temps. À ce titre, l'Organisme doit travailler à maintenir une bonne entente avec les résidents et les commerçants du voisinage;
- l'Organisme doit porter en tout temps une attention toute particulière aux nuisances sonores potentielles de l'événement pour le voisinage;
- l'Organisme doit s'assurer que la mention du nom d'un commanditaire apparaisse uniquement

si elle est associée au nom de l'événement. Dans ce cas précis, le texte ou le message de l'affiche doit accorder une place prépondérante à la promotion de l'activité comme telle. À noter que le commanditaire ne peut figurer seul sur toute structure d'affichage située à l'intérieur du site;

- l'Organisme doit s'assurer qu'il respecte les principes et les normes du développement durable et de l'accessibilité universelle;

- l'Organisme doit s'engager à offrir une activité exclusive ou un avantage unique aux détenteurs de la carte Accès Montréal. Cet avantage ou activité devra être approuvé par le Directeur et déterminé avec les responsables de la carte Accès Montréal, ainsi qu'être en vigueur pour la durée de la présente convention;

- les activités extérieures sur le domaine public ou privé de la Ville doivent être gratuites et accessibles à l'ensemble de la population.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Dossier # : 1160679005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction associée Cinéma-Festivals-Événements , Division des événements publics
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant 270 000 $ à Vélo Québec Événements (Festival Go Vélo Montréal), entièrement financé par l'entente Montréal 2025 avec le MAMOT pour la période 2016 et 2017 et approuver le projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



GDD 1160679005 Feria Vélo.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Roger VERREAULT
Conseiller économique
Tél : 872-8018

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-24

Gildas S. GBAGUIDI
Chef de division - Planification budgétaire
Tél : 514 872-1293
Division : Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.17

2016/03/24 17:00

(1)

Dossier # : 1164956002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division des grands parcs métropolitains , Bureau du CESM et Legs du 375e
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	375e Anniversaire de Montréal
Objet :	Accorder un contrat d'exécution d'oeuvre d'art mural au montant maximal de 315 000,00 $, taxes incluses, à monsieur Francis Montillaud, artiste professionnel, pour réaliser et installer une oeuvre dont le titre provisoire est "Tranche de vie". Initiée dans le cadre du projet des Escales découvertes du mont Royal, l'oeuvre d'art mural sera intégrée à un mur de soutènement existant, situé dans l'emprise du chemin de la Côte-des-Neiges, du côté ouest, entre les avenues Ridgewood et Forest Hill. / Approuver un projet de convention à cette fin. / Autoriser le Service de la culture à effectuer le suivi de la réalisation de cette oeuvre d'art mural, de concert avec le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal.

Le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal recommande :
1 - d'approuver un projet de contrat d'exécution d'oeuvre d'art mural par lequel M. Francis Montillaud, artiste en arts visuels sélectionné par un jury au terme d'un concours par avis public, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 315 000,00 $, taxes incluses, selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-02-22 11:34

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1164956002**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division des grands parcs métropolitains , Bureau du CESM et Legs du 375e
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	375e Anniversaire de Montréal
Objet :	Accorder un contrat d'exécution d'oeuvre d'art mural au montant maximal de 315 000,00 $, taxes incluses, à monsieur Francis Montillaud, artiste professionnel, pour réaliser et installer une oeuvre dont le titre provisoire est "Tranche de vie". Initiée dans le cadre du projet des Escales découvertes du mont Royal, l'oeuvre d'art mural sera intégrée à un mur de soutènement existant, situé dans l'emprise du chemin de la Côte-des-Neiges, du côté ouest, entre les avenues Ridgewood et Forest Hill. / Approuver un projet de convention à cette fin. / Autoriser le Service de la culture à effectuer le suivi de la réalisation de cette oeuvre d'art mural, de concert avec le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal.

CONTENU

CONTEXTE

Ce projet d'oeuvre d'art mural s'inscrit dans le cadre des Escales découvertes du mont Royal et de son volet relatif à la mise en valeur du chemin de la Côte-des-Neiges en tant que tracé fondateur de Montréal. Le projet des Escales découvertes fait partie du programme du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR) lié aux legs du 375^{e} anniversaire de Montréal. L'oeuvre d'art mural est complémentaire aux interventions prévues à l'intérieur des trois volets du projet des Escales découvertes. Conformément aux pratiques administratives de la Ville de Montréal, les activités relatives à un projet d'art public sont sous la responsabilité du Service de la culture (SC) et de son Bureau d'art public. Dans le cadre du présent projet d'art mural, ces activités seront toutefois effectuées en collaboration avec le SGPVMR, qui pilote le projet global des Escales découvertes du mont Royal.
Un concours par avis public a été lancé le 17 août 2015, s'adressant à des équipes composées d'un artiste professionnel, ou d'un muraliste, et d'un organisme producteur de murales. Huit équipes ont répondu à l'appel de concours. Ces huit propositions ont été présentées aux membres du jury de sélection, lequel était composé de M. Pierre Blanchette,

artiste; Mme Julie Boucher, agente de développement culturel, Ville de Montréal; M. Louis Brunet, responsable des legs du 375e, arrondissement Côte-des-Neiges−Notre-Dame-de-Grâce; Mme Julie Fournier, conseillère en développement culturel, Ministère de la Culture et des Communications du Québec; Mme Lili Michaud, directrice, galerie Occurrence; Mme Michèle Picard, conseillère en planification, Ville de Montréal (observatrice); M. Ron Rayside, architecte, représentant de Culture Montréal; Mme Claudia Villeneuve, architecte paysagiste, Ville de Montréal. Les trois équipes finalistes retenues par le jury, le 22 septembre 2015, étaient M. Jason Cantoro et l'organisme MURAL; M. Carlito Dalceggio et l'organisme MU; M. Francis Montillaud et l'organisme EXMURO arts publics. Le 10 décembre 2015, à la suite des présentations des projets développés par les trois équipes finalistes, le jury a recommandé le choix de l'oeuvre d'art mural "Tranche de vie" (titre provisoire), proposée par M. Francis Montillaud et EXMURO arts publics.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE15 1535 - 12 août 2015 - Mandater le Service de la culture, avec la collaboration du SGPVMR, pour l'organisation d'un concours par avis public visant la réalisation d'une oeuvre d'art mural sur un ouvrage de soutènement existant situé dans l'emprise du chemin de la Côte-des-Neiges; mandater le Service de la culture, avec la collaboration du SGPVMR, pour la négociation du contrat de l'équipe lauréate et pour le suivi de la réalisation de cette oeuvre d'art mural; autoriser une dépense de 34 000,00 $, taxes incluses, pour les frais de concours.
CG14 0462 - 30 octobre 2014 - Autoriser une dépense de 670 850,38 $, taxes incluses, pour les services professionnels requis à la préparation des plans et devis pour l'aménagement des Parcours découverte du mont Royal (legs du 375e); approuver un projet de convention par lequel Atelier Urban Soland inc. s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, conformément aux documents de l'appel d'offres public 14-13799 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

CM13 0899 - 23 septembre 2013 - Déclaration pour faire du chemin de la Côte-des-Neiges un chemin patrimonial reconnu à l'occasion du 375e anniversaire de Montréal en 2017.

DESCRIPTION

Le montant total de ce contrat comprend, de façon non limitative: les honoraires et les droits d'auteur de l'artiste et de son producteur; les frais de production des plans, devis et estimations de coûts (préliminaires et définitifs) de l'oeuvre; les honoraires des autres professionnels dont le travail est requis pour l'exécution de l'oeuvre, incluant ceux de l'ingénieur en structure; le prix d'achat et de transformation des matériaux; les coûts de transport, de fabrication, d'assemblage, d'installation de l'oeuvre; les coûts des permis et tous les frais de coordination relatifs à la réalisation, à l'installation de l'oeuvre et à la sécurisation du site lors de cette installation ainsi que les frais d'administration et d'assurances.

JUSTIFICATION

Le projet d'intégrer une oeuvre d'art à cet ouvrage de soutènement existant vise à enrichir et à compléter la démarche du SGPVMR pour la mise en valeur de ce tracé fondateur que constitue le chemin de la Côte-des-Neiges. Plus particulièrement, ce projet d'oeuvre d'art s'inscrit dans une série d'interventions conçues pour évoquer l'évolution des paysages du chemin de la Côte-des-Neiges, ce mur ayant d'ailleurs été choisi comme support du fait qu'il soit un témoin concret des transformations opérées sur cette artère au cours du dernier siècle.
Les œuvres d'art public réalisées dans le contexte de la planification de projets d'aménagement retenues par les instances municipales font partie intégrante de la collection d'art public de la Ville de Montréal. À ce titre, le SC, par l’entremise de son Bureau

d’art public, gère le processus lié au choix de l’artiste et à la réalisation de son œuvre et en assure la pérennité. La murale "Tranche de vie" (titre provisoire) consiste en une succession de lignes, de couleurs et de formes retraçant les faits marquants de l’histoire du mont Royal, tout en soulignant sa situation géographique et morphologique exceptionnelle.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget total affecté à l'exécution de cette oeuvre d'art est de 315 000,00 $, incluant les contingences et les taxes. Cette dépense capitalisable sera imputée à l'enveloppe budgétaire globale inscrite au Programme triennal d'immobilisations (PTI) pour le projet des Escales découvertes du mont Royal (legs du 375^{e} anniversaire).
Les coûts récurrents pour l'entretien de l'oeuvre d'art mural ne sont pas inclus dans le budget de 315 000,00 $; ceux-ci seront à la charge du Bureau d'art public de la Ville de Montréal.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet est en accord avec les engagements du *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015,* en particulier l'action no 13 qui vise notamment à multiplier les interventions en art public pour aménager des quartiers durables.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'oeuvre de Francis Montillaud, intitulée "Tranche de vie" (titre provisoire), aura un impact visuel important, tant à l'échelle du piéton que de l'automobiliste, et contribuera à mettre en valeur les qualités patrimoniales et paysagères du chemin de la Côte-des-Neiges et de ses abords. La proposition de l'artiste consiste à revisiter l’histoire, l’activité humaine et le territoire de la montagne, en présentant des éléments figuratifs dans un décor abstrait. L'oeuvre intègre à la fois la sculpture et la peinture, tout en mettant en valeur l'aspect brut d'un ouvrage de béton datant des années 1950.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en lien avec le présent sommaire décisionnel, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conception et réalisation, en atelier, des différentes composantes de l'oeuvre d'art mural: mars 2016 à mars 2017.

- Installation de l'oeuvre d'art mural sur le site : avril à mai 2017.
- Inauguration de l'oeuvre d'art mural : à la discrétion des élus.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Ce dossier est conforme aux politiques administratives des concours d'art public du SC. Il est également conforme aux pratiques administratives de la Ville en matière d'art public et à la Politique de capitalisation de la Ville (PTI).
À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jerry BARTHELEMY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Francyne LORD, Service de la culture
Marthe LAWRENCE, Service des communications
Louis BRUNET, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Bruno SAM YUE CHI, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Bruno SAM YUE CHI, 19 février 2016
Louis BRUNET, 15 février 2016
Marthe LAWRENCE, 15 février 2016
Francyne LORD, 8 février 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Claudia VILLENEUVE
Architecte paysagiste

Tél : 514 872-0870
Télécop. : 514 872-1458

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-15

Pierre-Paul SAVIGNAC
Chef de division

Tél : 514 872-4046
Télécop. : 514-872-9818

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Carole PAQUETTE
Directrice
Tél : 514 872-1457
Approuvé le : 2016-02-22

CONTRAT D'EXÉCUTION D'OEUVRE D'ART

ENTRE : La **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier de la Ville, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 ;

Ci-après appelée la **« Ville »**

ET : **FRANCIS MONTILLAUD,** dont l'adresse principale est 2220, rue Parthenais, atelier 302, Montréal (Québec) H2K 3T4

TPS : 84221 2888
TVQ : 10 2660 2471
No. fournisseur : 244101

Ci-après appelé le « **Contractant** »

ATTENDU QUE le Comité exécutif de la Ville de Montréal a adopté, le 12 août 2015, une résolution visant la tenue d'un concours pour la création d'une œuvre d'art mural dans le cadre du projet des Escales découvertes du mont Royal et de son volet relatif à la mise en valeur du chemin de la Côte-des-Neiges (legs du 375e anniversaire de Montréal), et qu'il a autorisé les crédits nécessaires à cette fin (CE15 1535);

ATTENDU QU'un concours par avis public a été organisé pour le choix de cette œuvre d'art;

ATTENDU QUE le 10 décembre 2015, le jury a retenu la proposition du Contractant;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans le présent contrat, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

1.1 « **Responsable** » : Clément Arnaud, chef de section, Bureau du CESM et des legs du 375e, Division des grands parcs métropolitains, Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal, ou son représentant autorisé;

1.2 « **Œuvre d'art** » : l'œuvre dont le titre provisoire est *Tranche de vie,* décrite à l'Annexe 1 du présent contrat;

1.3 « **Maquette** » : la représentation de l'œuvre d'art sous forme d'élévation du mur, à l'échelle 1:50, telle que présentée au jury par le Contractant;

1.4 « **Dessins** » : les deux montages photographiques présentant l'œuvre dans son environnement immédiat, ainsi que les dessins conceptuels représentant l'œuvre d'art en deux dimensions;

1.5 « **Annexe 1** » : le document préparé par le Contractant, décrivant l'œuvre d'art et daté du 7 décembre 2015;

1.6 « **Annexe 2** » : le texte préparé par le Service de la culture de la Ville de Montréal et intitulé « Règlement et programme du concours pour une œuvre d'art mural dans le cadre du projet des Parcours découverte du mont Royal et de son volet relatif à la mise en valeur du chemin de la Côte-des-Neiges (legs du 375e anniversaire de Montréal) », dans sa version finale datée du 17 août 2015;

1.7 « **Annexe 3** » le document intitulé « Compte rendu de la rencontre d'information aux équipes finalistes », dans sa version finale émise le 29 octobre 2015;

1.8 « **Annexe 4** » **:** le plan de localisation de l'œuvre d'art, sur un mur de soutènement existant en béton, situé dans l'emprise du chemin de la Côte-des-Neiges, du côté ouest, entre les avenues Ridgewood et Forest Hill, vis-à-vis l'entrée principale du cimetière Notre-Dame-des-Neiges.

ARTICLE 2
OBJET

Aux fins des présentes, la Ville retient les services du Contractant qui s'engage à exécuter l'œuvre d'art conformément à la maquette, aux dessins et aux annexes 1, 2 et 3 du présent contrat, et à l'installer à l'emplacement illustré à l'annexe 4.

Toute modification aux annexes 1, 2, 3 et 4 des présentes doit être préalablement approuvée par écrit par les parties.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant s'engage à :

3.1 réaliser et installer l'œuvre d'art conformément à la maquette, aux dessins et aux annexes 1, 2, 3 et 4, et, le cas échéant, à obtenir l'autorisation écrite du Responsable avant d'apporter des changements qui modifient le concept de l'œuvre d'art tel qu'accepté;

3.2 verser leurs honoraires ou leurs salaires, aux personnes dont il s'adjoint les services ou avec qui il collabore pour la réalisation et l'installation de l'œuvre d'art, étant entendu qu'en cas de réclamation ou de poursuite de ces personnes contre la Ville, cette dernière se réserve le droit de retenir le montant réclamé sur les honoraires payables au Contractant;

3.3 présenter au Responsable, pour approbation écrite, les plans d'ingénieurs, les dessins d'atelier pour la réalisation de l'œuvre d'art et à modifier, à ses frais, lesdits dessins si, de l'avis du Responsable, l'œuvre d'art présente des dangers pour la sécurité du public;

3.4 fournir tous les matériaux nécessaires à l'exécution et à l'installation de l'œuvre, terminer cette installation au plus tard le 31 mai 2017 et, le cas échéant, remettre le site en état;

3.5 collaborer avec le Responsable et les autres représentants de la Ville, les consultants et les fournisseurs pour assurer, entre autres, le respect du calendrier des travaux;

3.6 transmettre au Responsable les rapports d'étape requis montrant l'avancement des travaux et, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Responsable, lui transmettre un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts et du respect du calendrier;

3.7 préparer un devis d'entretien de l'œuvre d'art;

3.8 transmettre au Responsable le devis d'entretien et un avis lui indiquant que l'œuvre d'art est prête pour l'acceptation finale par la Ville, selon la procédure établie par le Responsable;

3.9 prendre fait et cause pour la Ville, ses représentants ou ses employés, dans toute réclamation ou poursuite résultant directement ou indirectement du présent contrat, et à tenir la Ville, ses représentants ou ses employés indemnes de toute décision ou jugement qui pourrait être prononcé contre eux en capital, intérêts et frais;

3.10 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ; toute facture ne comportant pas ces informations sera retournée au Contractant pour correction, aux frais de ce dernier;

3.11 à la demande écrite du Responsable et pour le prix à convenir par les parties, rendre des services connexes au présent contrat.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En contrepartie de l'exécution par le Contractant de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu du présent contrat, la Ville s'engage à :

4.1 lui verser une somme forfaitaire de **TROIS CENT QUINZE MILLE DOLLARS (315 000,00 $)**, incluant toutes les taxes applicables, payable comme suit :

- Quatre-vingt-quatorze mille cinq-cents dollars (94 500 $) lors de la signature du présent contrat;

- Quatre-vingt-quatorze mille cinq-cents dollars (94 500 $) dans les trente (30) jours suivant l'acceptation par le Responsable d'un rapport d'étape démontrant que l'œuvre d'art a été réalisée à environ trente pourcents (30%), accompagné d'une facture;

- Quatre-vingt-quatorze mille cinq-cents dollars (94 500 $), dans les trente (30) jours suivant l'acceptation par le Responsable d'un rapport d'étape démontrant que l'œuvre d'art a été réalisée à environ soixante-quinze pourcents (75%), accompagné d'une facture;

- le solde de trente-et-un mille cinq-cents dollars (31 500 $), dans les trente (30) jours de la remise des documents prévus aux paragraphes 3.7 et 3.8 et de l'acceptation finale de l'œuvre d'art par le Responsable, suivant le dépôt d'une facture;

4.2 lui verser, le cas échéant, conformément aux articles 3.10 et 3.11, une somme additionnelle pour tout service connexe convenu par les deux parties;

4.3 fournir au Contractant la collaboration du Responsable pour toute question qui pourrait être soulevée quant aux obligations des parties prévues au présent contrat;

4.4 aviser immédiatement le Contractant si des modifications sont apportées à l'aménagement ou au contexte de l'œuvre et que celles-ci ont une incidence sur l'œuvre d'art; dans ce cas, le Responsable doit voir avec le Contractant à ce que ces modifications respectent les principales données de l'œuvre d'art;

4.5 entretenir l'œuvre d'art, conformément au devis d'entretien déposé par le Contractant;

4.6 fournir et installer, à ses frais, une plaque ou un panneau d'identification de l'œuvre d'art fait dans un matériau durable, en indiquant le nom du Contractant ou son pseudonyme, le titre de l'œuvre et l'année de sa réalisation. La Ville consultera le Contractant sur la localisation et le texte de la plaque.

ARTICLE 5
ASSURANCES

5.1 Le Contractant doit souscrire et maintenir en vigueur, pour la durée du présent contrat, à ses frais et à son nom, une assurance responsabilité civile de trois millions de dollars (3 000 000,00 $) par événement ou accident, dont une copie doit être remise au Responsable dans les dix (10) jours de la signature des présentes; si le Contractant détient déjà une police d'assurance, il s'engage à la modifier de façon à couvrir l'objet du présent contrat.

5.2 Dans tous les cas où le Contractant retient les services d'un sous-traitant aux fins de la réalisation de l'œuvre d'art, le Contractant doit s'assurer, préalablement à l'embauche de ce sous-traitant, que ce dernier détient une assurance responsabilité civile de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par événement ou accident. Le Contractant devra remettre au Responsable une copie certifiée de cette assurance dans les dix (10) jours de l'embauche de ce sous-traitant.

ARTICLE 6
DOMMAGES

6.1 Le Contractant est responsable du paiement des honoraires ou des salaires des personnes dont il s'adjoint les services ou avec qui il collabore pour la réalisation et l'installation de l'œuvre d'art. En cas de réclamation ou de poursuite à l'encontre de la Ville à cet égard, cette dernière se réserve le droit de retenir le montant réclamé sur les honoraires payables au Contractant, malgré le paragraphe 4.1 du présent contrat.

6.2 Le Contractant est responsable de toute perte ou dommage causé à l'œuvre d'art ou par l'œuvre d'art, par sa faute ou négligence, ou par celle d'une personne agissant sous sa responsabilité, jusqu'à son acceptation finale par le Responsable.

6.3 Advenant que l'œuvre d'art soit endommagée ou détruite pendant la période décrite au paragraphe 7.1, le Contractant devra effectuer, à ses frais, le remplacement de l'œuvre d'art ou faire les réparations nécessaires à la satisfaction du Responsable.

6.4 La Ville s'engage à prendre les dispositions nécessaires pour protéger l'œuvre d'art contre les dommages qui pourraient survenir du fait des travaux d'aménagement reliés au projet des Escales découvertes, jusqu'à la fin de ceux-ci; tout dommage ainsi causé sera réparé aux frais de la Ville après consultation avec le Contractant.

ARTICLE 7
GARANTIES APPLICABLES À L'OEUVRE D'ART

7.1 Le Contractant garantit l'œuvre d'art contre tous les bris et les détériorations, pendant une période de trois (3) ans après l'acception finale de l'œuvre d'art par le Responsable, exception faite de ces bris et détériorations qui résultent de l'usure normale, du défaut d'entretien, de la négligence ou de l'incurie de la Ville.

7.2 Durant cette période, le Contractant s'engage, sur réception d'un avis écrit du Responsable, à effectuer les réparations requises dans un délai convenable, accepté par les parties.

ARTICLE 8
ACCEPTATION DE L'OEUVRE D'ART

8.1 Le Responsable devra faire connaître son acceptation ou son refus des travaux dans les quinze (15) jours de la réception de l'avis de remise de l'œuvre d'art et du devis d'entretien.

8.2 Le Responsable peut refuser la totalité des travaux ou une partie de ceux-ci s'ils ne sont pas conformes à la maquette et aux dessins, ou à tout autre document fourni par le Contractant, et accepté par le Responsable; le Contractant doit, dans ces circonstances, reprendre, à ses frais, les travaux jusqu'à complète satisfaction du Responsable.

8.3 Lorsque l'exécution ou l'installation de l'œuvre d'art dépend de l'exécution de travaux préalables exécutés par d'autres personnes, le Contractant s'assurera qu'ils sont à son entière satisfaction et acceptés par le Responsable, avant de commencer son propre travail.

8.4 Le fait pour le Contractant de commencer l'exécution ou l'installation de l'œuvre d'art constitue en soi une acceptation du travail préalable.

ARTICLE 9
TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ

9.1 L'œuvre d'art devient la propriété de la Ville à son acceptation finale par le Responsable et les documents d'information, le devis d'entretien et les rapports préparés par le Contractant, dès leur remise à la Ville.

9.2 La Ville s'engage à conserver l'œuvre d'art dans son cadre actuel pendant une période de vingt (20) ans. Cependant, la Ville pourra, si l'intérêt public l'exige, après consultation des spécialistes de la Ville mentionnés au dernier paragraphe du présent article, déplacer, relocaliser, entreposer l'œuvre d'art, pourvu que telle mesure prise par la Ville concerne l'ensemble de l'œuvre. Après ladite période de vingt (20) ans, la Ville pourra,

en outre, à sa seule discrétion, aliéner ou disposer de l'œuvre d'art. Le Contractant reconnaît expressément que toutes les mesures prises par la Ville en vertu du présent article ne peuvent constituer en aucun cas une atteinte à ses droits moraux.

9.3 Si l'œuvre d'art est endommagée ou détériorée, la Ville peut, à son entière discrétion, la faire réparer; dans une telle éventualité, elle doit, sauf en cas d'urgence, demander au Contractant, par écrit, une consultation quant aux mesures à prendre. Si le Contractant ne donne pas suite à cet avis dans les trente (30) jours de son expédition, la Ville pourra procéder aux travaux de sa propre initiative, mais après consultation d'un de ses spécialistes en la matière, en essayant de respecter l'honneur et la réputation du Contractant.

9.4 Le Conseil municipal, selon l'instance compétente en vertu de la Charte, peut décider des mesures prévues au présent article. Une telle décision ne pourra cependant être prise sans que les spécialistes de la Ville en matière d'œuvres d'art, de planification urbaine et d'aménagement, n'aient été consultés. Les mesures résultant de l'entretien normal de l'œuvre d'art ne sont pas visées par le présent article.

ARTICLE 10
RÉSILIATION

10.1 La Ville peut résilier en tout temps le présent contrat sur avis écrit au Contractant. Sur réception de cet avis, le Contractant doit immédiatement cesser l'exécution de ses travaux. En pareil cas, le Contractant n'aura droit qu'au remboursement des dépenses faites en vertu du présent contrat et à une indemnité de dix pour cent (10%) de la somme forfaitaire mentionnée à l'article 4 des présentes.

10.2 Si la somme déjà reçue par le Contractant en vertu du paragraphe 4.1 excède, au moment de telle résiliation, le montant devant lui être remis conformément au paragraphe 10.1, le Contractant devra rembourser cet excédent à la Ville.

10.3 L'œuvre d'art ainsi inachevée demeurera la propriété du Contractant. Si l'œuvre est réalisée sur les lieux mêmes de l'emplacement décrit à l'annexe 4 des présentes, celle-ci demeurera la propriété du Contractant, à condition que ce dernier en prenne possession et procède, à ses frais, à son enlèvement dans les soixante (60) jours de l'avis de résiliation; à défaut par le Contractant de ce faire dans le délai prescrit, la Ville conservera l'œuvre d'art inachevée en pleine et entière propriété et pourra en disposer à sa guise.

10.4 Le Contractant n'a aucun recours à l'encontre de la Ville du fait de cette résiliation.

ARTICLE 11
DÉCÈS

11.1 En cas de décès du Contractant, le cas échéant, avant qu'il n'ait terminé l'œuvre, ou d'une incapacité l'empêchant de la compléter, selon les termes et conditions des présentes, la Ville pourra, à sa discrétion :

11.1.1 démanteler ou démolir la partie de l'œuvre d'art déjà exécutée; ou

11.1.2 faire compléter l'exécution de l'œuvre par une autre personne de son choix, conformément aux plans et devis.

11.2 La Ville devra commencer l'exécution de l'option retenue dans les six (6) mois de la date du décès ou du début de l'incapacité.

ARTICLE 12
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

12.1 Le Contractant garantit la Ville qu'il est le titulaire des droits d'auteur et de tous les autres droits de propriété intellectuelle sur l'œuvre d'art et sur les différents documents mentionnés au paragraphe 12.2 ou l'usager autorisé de tous ces droits et déclare qu'il a le pouvoir d'accorder à la Ville les licences ci-après.

12.2 Le Contractant conserve ses droits d'auteur sur l'œuvre terminée et accorde à la Ville, qui accepte, une licence lui permettant de représenter ou de reproduire cette œuvre d'art, sous quelque forme que ce soit, à des fins de publicité, d'exposition ou d'archivage. Sans restreindre la généralité de ce qui précède, la licence accordée par le Contractant comprend le droit d'intégrer l'œuvre au site Internet de la Ville.

12.3 Le Contractant accorde aussi à la Ville, qui accepte, une licence lui permettant de reproduire tous les documents d'information, le devis d'entretien et les rapports préparés dans le cadre du présent contrat aux seules fins de construction ou d'entretien de l'œuvre d'art; la Ville s'engage à respecter et à faire respecter les secrets de fabrication (savoir-faire) du Contractant.

12.4 Les licences décrites aux paragraphes 12.2 et 12.3 du présent article sont non exclusives, incessibles et sont accordées à des fins non commerciales, sans limite territoriale, pour une durée illimitée, en contrepartie d'une somme totale de soixante-trois mille dollars (63 000 $), tel que le déclare le Contractant, laquelle somme est comprise dans la somme forfaitaire prévue au paragraphe 4.1 des présentes. En cas d'aliénation de l'œuvre d'art, ces licences continueront de s'appliquer pour les fins d'archivage seulement.

12.5 La Ville s'engage à indiquer le nom ou le pseudonyme du Contractant et, s'il y a lieu, le titre de l'œuvre d'art lors de sa présentation, sous quelque forme que ce soit, à des fins de publicité, d'exposition ou d'archivage.

12.6 En cas d'utilisation de l'œuvre d'art ou de toute reproduction de celle-ci par des moyens audiovisuels par le Contractant ou par les personnes qu'il autorise à ce faire, ce dernier s'engage à mentionner ou à exiger de toute autre personne qu'elle mentionne le nom de la Ville comme propriétaire de l'œuvre et l'emplacement de celle-ci.

ARTICLE 13
DÉLAI D'EXÉCUTION

L'œuvre d'art doit être entièrement complétée et installée à l'emplacement indiqué à l'annexe 4, au plus tard le 31 mai 2017, à moins que son installation ne soit retardée par le fait de la Ville, auquel cas, si l'installation devait en être retardée après le 31 mai 2017, la Ville paiera au Contractant, à compter de cette dernière date, les frais d'entreposage de l'œuvre ou d'une partie de l'œuvre, selon le cas et si besoin est, ceux-ci devant être convenus par les parties.

ARTICLE 14
SUSPENSION OU RETARD DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION

S'il y a, le cas échéant, suspension des travaux réalisés par la Ville, pour une période excédant six (6) mois, empêchant ainsi ou retardant l'exécution de l'œuvre d'art, la somme versée par la Ville, en vertu de l'article 4, devra être révisée pour tenir compte des nouveaux coûts.

ARTICLE 15
ARRÊT COMPLET DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION

Si un arrêt complet des travaux de la Ville survient, le cas échéant, la Ville doit aviser le Contractant que le contrat est résilié. Dans un tel cas, le Contractant aura droit aux sommes prévues à l'article 10 des présentes.

ARTICLE 16
AVIS

Tout avis ou envoi d'information ou de documents requis en vertu de quelque disposition des présentes, pour être valide et lier les parties, devra être donné par écrit et devra être envoyé aux adresses mentionnées ci-dessous, par huissier, par messager ou par courrier recommandé, auquel cas il sera considéré avoir été reçu le troisième (3e) jour suivant la date où il a été posté.

Adresse de la Ville :

Clément Arnaud, chef de section
Bureau du CESM et des legs du 375e
Division des grands parcs métropolitains
Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal
Ville de Montréal
801, rue Brennan, pavillon Duke, 4e étage
Montréal (Québec)
H3C 0G4

Adresse du Contractant :

Francis Montillaud
Artiste en arts visuels
2220, rue Parthenais, atelier 302
Montréal (Québec) H2K 3T4

ARTICLE 17
DURÉE

Le présent contrat entre en vigueur à la date de sa signature par les deux parties et prend fin lorsque toutes les obligations qui y sont énoncées ont été accomplies, mais au plus tard le 31 décembre 2017. Les dispositions relatives aux garanties et à la propriété intellectuelle continuent de s'appliquer.

ARTICLE 18
CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

18.1 Élection de domicile

Les parties élisent domicile à l'adresse apparaissant à la première page de la présente entente ou à toute autre adresse dont une partie pourra avertir l'autre partie, par avis écrit, dans le district judiciaire de Montréal.

18.2 Modification

La présente entente ne peut être modifiée qu'avec l'accord écrit des deux parties.

18.3 Invalidité d'une clause

Une disposition du présent contrat jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

18.4 Cession

Le Contractant ne peut céder en tout ou en partie les droits lui résultant du présent contrat sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de la Ville.

18.5 Lois applicables

Le présent contrat est régi par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .... e jour de 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le 25 e jour de janvier 2016

LE CONTRACTANT

Par : _____
Francis Montillaud, artiste

ŒUVRE D'ART MURAL / *TRANCHE DE VIE*

La murale *Tranche de vie* (titre provisoire) consiste en une succession de lignes, de couleurs et de formes retraçant de façon artistique les faits marquants de l'histoire du Mont-Royal tout en soulignant sa situation géographique et morphologique exceptionnelle. Avec un caractère encyclopédique, l'œuvre revisite l'histoire, l'activité humaine et le territoire. Tout en présentant des éléments figuratifs dans un décor abstrait, elle allie une imagerie scientifique à un univers fantastique. Grâce à des jeux formels entre sculpture et peinture, la murale est un hybride entre l'immatériel et le matériel, entre la représentation et la réalité.

Au premier plan, un jeu graphique créé par l'entrelacement de deux lignes, l'une sinueuse et l'autre plus rythmée, traverse la totalité de la longueur du mur. Le trait dessiné par la ligne maîtresse évoque le tracé fondateur sillonnant le Mont-Royal au fil du temps. Telle une mise en abyme, cette transposition vibrante et dynamique du chemin de la Côte-des-Neiges invite le spectateur à se déplacer pour apprécier l'ensemble de la murale. Le tracé oscillant marque quant à lui le rythme du trajet par des intensités variables. Il accentue la présence des différentes composantes sculpturales imbriquées au gré du parcours. Ces deux tracés en tubes d'aluminium constituent le fil d'Ariane de la murale et conditionnent les formes peintes au mur et la disposition des sculptures.

Un récit visuel, ouvert à différentes interprétations de la part des spectateurs, est composé de cinq éléments sculpturaux ancrés à différentes hauteurs du mur. Le premier consiste en une installation de **strates en relief**, sorte de croisement entre une vue topographique des trois sommets du Mont-Royal et une vue rapprochée d'une pierre précieuse. Cette composition colorée fait écho au cœur de la montagne, tout en créant un jeu d'échelle et de perspective entre le grandiose et l'infime.

Tout près, une deuxième sculpture symbolise entre autres les institutions qui ont façonné le Mont-Royal. **Le monument**, traditionnel dans sa forme, sera réalisé au moyen de techniques et de matériaux actuels. Le socle aux formes géométriques supporte une sculpture d'inspiration classique créée par un réseau de tubes qui rappelle l'esquisse ou le dessin. L'entrelacement de lignes en trois dimensions s'inspire des chemins de coulée utilisés en fonderie. Le personnage sur son socle – composé par le croisement de deux silhouettes qui permet de multiples points de vue – semble rendre hommage aux héros anonymes qui ont façonnés l'histoire du quartier au cours des siècles.

Plus bas, trois hauts reliefs coulés en fonte d'aluminium sont fixés au mur à hauteur d'homme pour que les passants puissent mieux les apprécier, voire les toucher. À chaque extrémité de la murale, **deux bras** moulés qui pointent une direction invitent le spectateur à engager un dialogue avec l'œuvre et découvrir certains détails de la murale. Les bras représentent également le sens des déplacements empruntés par les citoyens d'aujourd'hui et ceux qui ont marqué l'histoire de la montagne.

La série de perches moulées sur nature (bois) incarne un jeu formel de construction / déconstruction d'une clôture ancienne, un symbole fort qui a caractérisé le passage vers l'urbanité du Mont-Royal tout en faisant référence à son passé maraîcher.

Enfin, une structure représentant les différentes **vues en coupe, ou tranches** de la montagne sera installée dans la partie supérieure du mur. Chaque sommet est bordé d'une teinte issue du spectre des couleurs d'un coucher de soleil. Ces vues de profil, inspirées des dénivelés réels de la montagne visibles depuis plusieurs endroits de la ville, peuvent également servir de garde-corps pour maximiser la sécurité d'un possible accès par le haut.

Le design épuré du mur est composé de trois bandes de niveaux de gris différents. En utilisant la transparence, le mélange de gris rehausse à la fois les œuvres tout en conservant et magnifiant les qualités physiques et esthétiques propres au mur de béton. Le mur devient donc un élément présent dans la murale et souligne à sa façon le passage des époques et le caractère durable et permanent d'un mobilier qui a jadis transformé la configuration du quartier.

Dans l'optique de proposer une expérience aussi enrichissante de jour comme de nuit, un dispositif d'éclairage sera installé. Une fine bande de DEL est dissimulée derrière le long des tubes du tracé fondateur afin de rehausser le geste linéaire de ce dernier.

Bref, *Tranche de vie* offre à tous les citoyens et passants une façon originale, accessible, actuelle et intemporelle de célébrer l'histoire et de mettre fièrement en relief cette montagne qui nous unie depuis 375 ans.

Traitement du mur

Dans ce projet, nous privilégions un traitement simple mais efficace du mur. Au lieu de masquer le mur, nous avons choisi de travailler plutôt en transparence, d'exploiter ses particularités et de rehausser sa texture. De toute façon, après consultation avec un spécialiste en traitement des murs de béton, nous en sommes venus à la conclusion que la peinture, de quelque type qu'elle soit, ne sera pas suffisamment durable. D'une part, la peinture, comme matériau utilisé en extérieur, est plutôt instable et non permanente. Il serait alors difficile d'assurer une pérennité sans détérioration précoce, et la peinture nécessiterait un entretien régulier considérable. D'autre part, compte tenu du fait que c'est un mur de béton exposé à une grande quantité d'eau et d'humidité par l'arrière, il est capital d'utiliser des produits spécialisés qui vont agir « pour le mur » en laissant passer l'humidité (sans pare-vapeur).

Nous avons donc opté pour une combinaison de deux produits complémentaires : le Trisol* et le BioNeutra*. Le premier va agir à la fois comme scellant à béton et comme liant à pigment, permettant ainsi une durabilité ainsi qu'un grand éventail de choix de teintes et tonalités. Le second va servir de protection supplémentaire pour faciliter l'entretien et l'imperméabilisation. De fait, la saleté et la poussière vont difficilement s'y accrocher, et l'eau ne pénètrera pas. Cet aspect est aussi important, particulièrement pour l'hiver, car une quantité d'eau qui gèle et dégèle à l'intérieur endommagera le mur au fil des années.

En résumé, nous allions donc un esthétisme simple, épuré, qui magnifie la nature et la texture du mur, avec une fonction de protection et de durabilité.

Étape 1

Nettoyage du mur à haute pression (4 000 lbs et +)

- Enlève les dépôts de saleté, résidus de graisse et de pollution;
- Uniformise la couleur et la texture du mur;
- Fait décoller toute imperfection et tout morceau de ciment friable.

Étape 2

Réparation du mur (si nécessaire)

- Ciment qui a décollé lors du lavage (remettre du mortier);
- Drainer les endroits où l'eau sort (anciennes carottes) pour éviter l'efflorescence (traces de sel blanches);
    - Percer un trou avec une mèche de 1 pouce environ, de bord en bord;
    - Enfoncer un tuyau en PVC et envelopper de mortier (Sikatop 122).

Étape 3

Application d'une première couche avec du *Trisol** à la grandeur du mur en dilution avec de l'eau en ratio 2:1

**Trisol :*
- *Pénètre et durcit le béton;*
- *Agit comme scellant et liant à pigment;*
- *Élimine la poussière;*
- *N'est pas pare-vapeur, donc laisse passer les vapeurs d'eau;*
- *Applicable très facilement au pulvérisateur, au rouleau et au pinceau;*
- *Produit non toxique et non polluant;*
- *Séchage rapide (30 min par couche);*
- *Produit à base d'eau.*

Pour un résultat optimal, appliquer d'abord la préparation de Trisol au pinceau dans les fissures avant l'application pour bien saturer et protéger les fissures.

Étape 4

Deuxième couche de Trisol (2 :1) en ajoutant les pigments (ratio d'un maximum de 10 % de pigment par volume de Trisol). Cette deuxième couche va teinter le mur et le rendre encore plus durable.

Étape 5

Ajout d'une autre couche de mélange avec pigments au besoin pour contrôler la teinte voulue.

Étape 6

Application d'une couche de *Bio Neutra** sur la grandeur du mur.

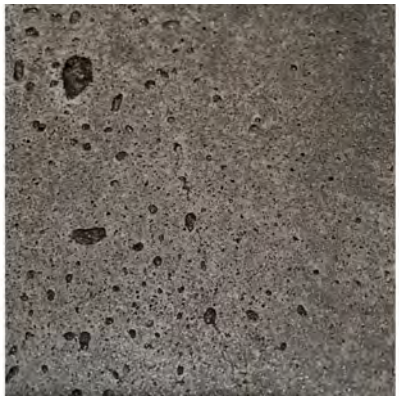
** Bio Neutra :*

- *Hydrofuge;*
- *Perméable à la vapeur d'eau;*
- *Se nettoie très facilement, empêche la saleté de s'accrocher au mur;*
- *Assure la permanence du traitement et de la coloration;*
- Taux de transmission de vapeur d'eau 51.2 grammes/p2/24 heures ou 87,1 % de l'échantillon non traité;
- Résistance accrue contre l'efflorescence (sels blancs);
- Permet de conserver l'aspect d'origine du mur;
- Élimine la formation de mousse, moisissures et micro-organismes
- Rendement : 3 à 4L x 10m2;
- Stable aux UV, résiste aux produits chimiques.

Possibilité d'ajouter une ou plusieurs couches de Bio Neutra pour protéger les couches de pigments (si pas d'antigraffiti).

Notes : Avantages d'un traitement de type « teinture » par rapport à la peinture :

- Beaucoup plus stable et durable;
- Plus facile d'entretien;
- On peut obtenir une permanence des teintes (25 ans et +);
- Assure une solide protection du mur;
- Évite les « pop-up » et l'écaillement rapide de la peinture dû à l'humidité qui cherchera inexorablement à sortir;
- Possibilité de travailler en transparence, en laissant paraître le mur derrière, en rehaussant ses qualités et particularités intéressantes.


Devis d'entretien du traitement du mur

La combinaison de produits utilisés dans le traitement du mur va assurer la pérennité de la coloration du mur ainsi que du mur lui-même.

Il faut cependant prendre en considération les probables interventions en *tag* et en graffiti au fil des années. Bien que le fait de réaliser une murale artistique va réduire leur nombre les premières années, on ne peut malheureusement pas s'y fier à moyen et long termes.

Donc, nous avons fait des choix en rendant l'entretien le plus facile et efficace possible.

Pour un traitement antigraffiti, deux options principales s'offrent à nous :

1- Application d'un produit antigraffiti (à valider avec la Ville de Montréal)
   - Il faut s'assurer qu'il est non pare-vapeur. Sinon, le produit perdra de son efficacité rapidement et risque de nuire à la murale (et au mur);
   - Dans le cas où on trouverait un produit adéquat, il suffira alors de l'appliquer sur la couche finale de BioNeutra. Des tests de compatibilité devront être faits au préalable;
   - On suivra ensuite les consignes d'usages du manufacturier pour la technique de nettoyage.

2- Sans antigraffiti
   - On va au préalable appliquer une deuxième couche de BioNeutra afin de protéger davantage les couches du dessous où se trouvent les pigments. Étant résistant aux produits chimiques, le BioNeutra résiste aussi à certains produits de nettoyage de Graffiti;
   - Lorsqu'il y aura graffiti :
     - Application d'un produit nettoyant (ex. *Taginator*) au pulvérisateur à pompe manuelle;
     - Lavage avec une pression d'eau modérée (pour ne pas enlever toutes les couches);
     - Remettre une couche de BioNeutra au besoin, sur la zone touchée;







- Si on enlève les couches de pigment à cause d'une trop haute pression, on devra remettre les couches de dilution avec le Trisol et la solution avec les pigments.

Pigmentation du noir

75 % *Graphite noir* + 20 % de *Terre de Cassel* + 5 % de Graphite argenté



- À diluer avec un mélange d'eau et de Trisol en rapport 2:1;
- Application de **deux couches**.



Pigmentation du gris moyen

60 % *Graphite noir* + 20 % de *Terre de Cassel* + 40 % de Graphite argenté
- À diluer avec un mélange d'eau et de Trisol en rapport 2:1;
- Application d'**une couche** seulement.



Pigmentation du béton naturel
- Graphite argenté seulement dilué dans une mélange d'eau et de Trisol en rapport 2:1;
- Application d'**une mince couche** seulement.



LISTE DES FOURNISSEURS ET DES SOUS-TRAITANTS

Atelier de bronze :
1905 Dublin
Inverness, Québec
418.453.2251

CBR Laser :
340 route 116 Ouest
Plessisville, Québec
819.362.9339

Cintube :
333 Boul. St-Joseph
Lachine, Québec
514.634.3592

Acier Lachine : (tubes d'aluminium)
1520, Croissant Claire
Lachine, Québec
514.634.2252

Scène Scapin : (colliers de serrage)
4555 Boul. des Grandes-Prairies
Montréal, Québec
514.343.9090

Hilti : (ancrages)
8110-D Route Transcanadienne
Ville St-Laurent, Québec
1.800.363.4458

Scelco : (produits pour le béton)
657 ave. Godin
Québec, Québec
418.688.4737

CALENDRIER DE PRODUCTION / FABRICATION

Février à avril 2016 :

-Dessins techniques et plans 3D pour les découpes au laser et le cintrage des tubes (400 heures)

-Achat des logiciels Autocad et Sketchup (2000$)

Mai à septembre 2016 :

Conception des trois sommets en aluminium

-Modelage de 3 blocs de styrofoam (40 heures)
-Dessiner chaque facette des blocs pour la découpe au laser (40 heures)
-Assemblage des plaques par soudure et conception des structures (120 heures)
-Travail de finition (40 heures)
-Matériaux et équipement de soudure (1 200$)

CBR laser
-Découpe des plaques d'aluminium (2 000$)

Conception des bras en aluminium

-Modelage : 2 bras (50 heures)
-Moulage : 2 moules (60 heures)
-Matériaux de modelage et moulage (1 000$)

Atelier du bronze
-Cire (2000$)
-Coulage (8 000$)

Conception de 12 perches en aluminium

-Moulage : 3 moules (80 heures)
-Matériaux de moulage (1 200$)

Atelier du bronze
-Cire (5 000$)
-Coulage (25 000$)

Octobre à décembre 2016 :

Conception du monument

-Fabrication du socle (80 heures)
-Finition (20 heures)
-Matériaux (15 tubes carrés 2''x 2''x 20' + équipement de soudure = 2000$)

-Fabrication de la statue en tubes (120 heures)
-Finition (20 heures)
-Matériaux (10 tubes ronds de 1 ¼ x 20' + équipement de soudure = 1200$)

CBR laser
-Découpe des plaques d'aluminium (800$)

Janvier à avril 2017 :

Assemblage des tracés, silhouettes et sommets

Cintube
-Cintrage des tubes (15 000$)
CBR laser
-Découpe des plaques d'aluminium (15 000$)

-Soudure des sections de tube (100 heures)
-Finition (100 heures)
-Pré-assemblage des strates des 3 sommets et des silhouettes du Mont-Royal (100 heures)
-Matériaux : tubes, colliers de serrage et équipement de soudure (10 000$)
-Préparation des éléments à peindre

Avril et mai 2017 :

Préparation du mur, traitement de couleur et installation de l'oeuvre

Montréal

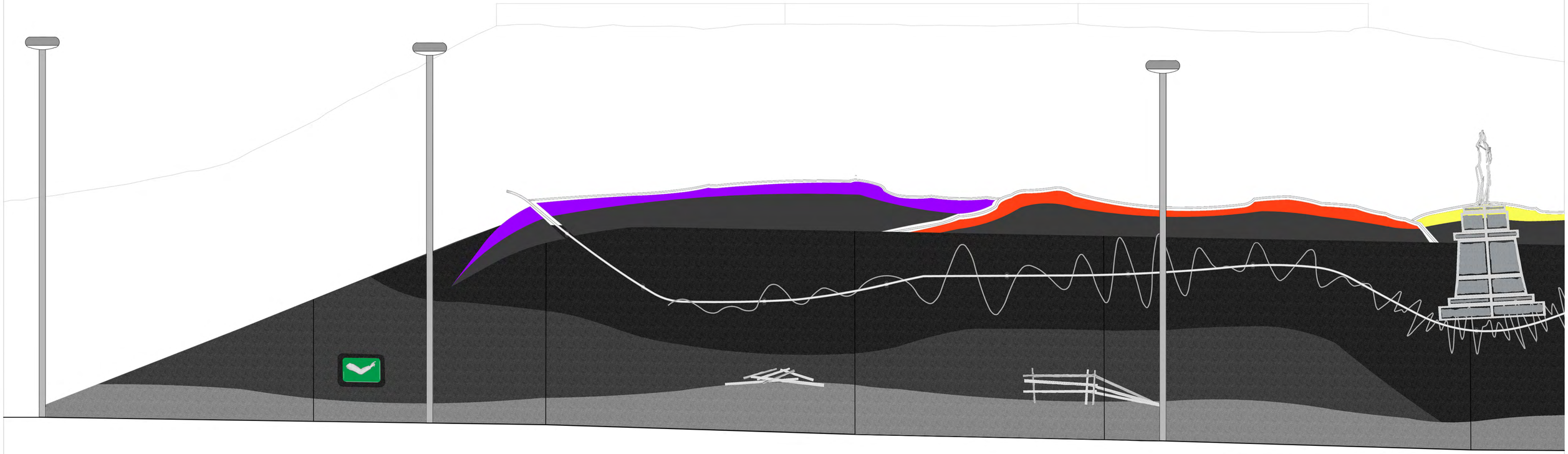
Grille de présentation du budget

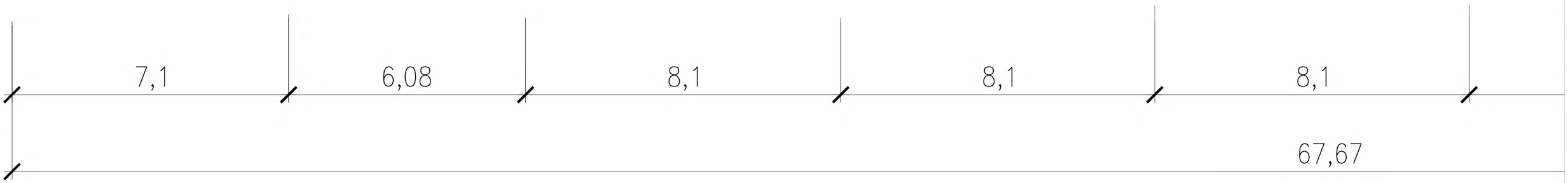
Concours pour une œuvre d'art mural dans le cadre du projet des Escales découverte du mont Royal et de son volet relatif à la mise en valeur du chemin de la Côte-des-Neiges (legs du 375e anniversaire de Montréal)

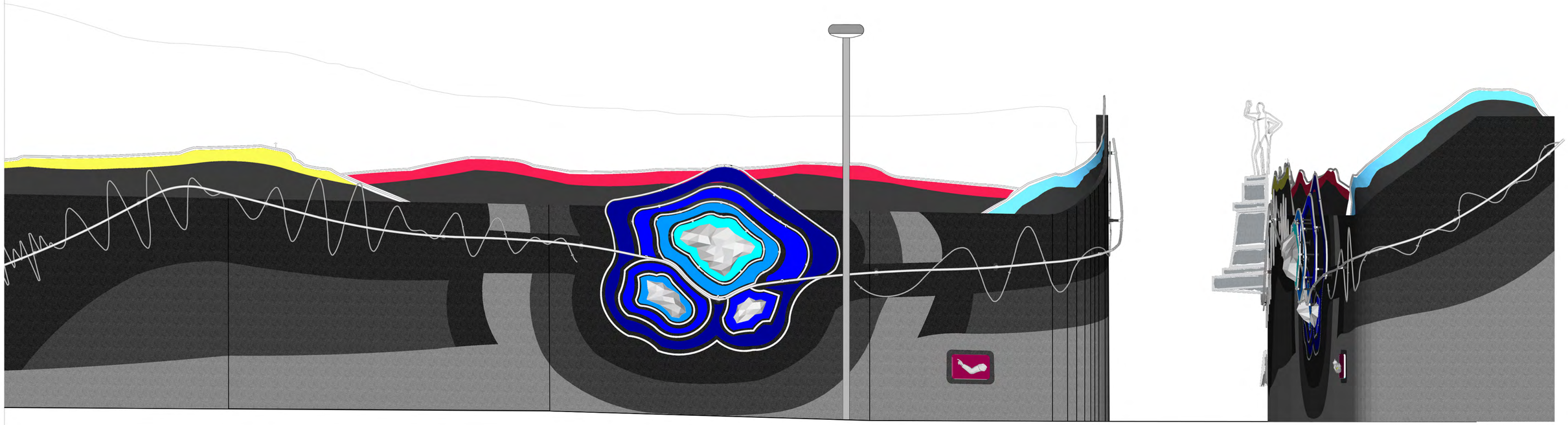
No.		Coût
A.	**Préparation de l'emplacement (si applicable)**	
	Travaux préparatoires (excavation et préparation du sol, fondation, ancrage, etc.)	- $
	Nettoyage du mur (location machine haute pression et honoraires)	1 500$
	Travaux de réfection (matériaux et honoraires)	500$
	sous-total	**2 000$**
B.	**Honoraires des professionnels**	
	Ingénieur en structure (conception et plans)	1 500$
	Éclairage - Honoraires	1 500$
	Consultant en traitement de béton	250$
	Plans 3D, dessins autocad pour découpe au laser et le cintrage des tubes (400 hrs)	10 000$
	sous-total	**13 250$**
C.	**Œuvre - composantes 2D**	
	Achat des matériaux - traitement du mur (pigments, Trisol, BioNeutra, pinceaux, rouleaux)	5 000$
	Location d'équipement spécialisé (compresseur, génératrice)	1 500$
	Transport	1 000$
	Installation - Honoraires	4 500$
	Œuvre - composantes 3D	
	Tubes d'aluminium ronds et carrés 1", 1 1/4, 1 1/2", 2" et colliers de serrage	12 000$
	Modelage et moulage - Matériaux	2 200$
	Modelage et moulage - Honoraire (200 heures)	5 000$
	Fabrication, assemblage et soudure - Matériaux	2 500$
	Fabrication, assemblage et soudure - Honoraires (800 heures)	20 000$
	Atelier de bronze	40 000$
	Cintube	14 000$
	CBR Laser	18 000$
	Alro - Peinture en poudre	7 000$
	Ancrages	7 000$
	Transport	2 500$
	Installation - Honoraires	8 000$
	Installation - Location de machinerie spécialisée (Plateforme élévatrice et boom truck)	5 000$
	Entreposage/atelier pour pré-assemblage (2 mois)	1 500$
	Permis (occupation temporaire du domaine public	1 250$
	Achat de logiciel de production (Sketchup et Autocad)	2 000$
	Frais de signalisation (fermeture d'une voie)	2 500$
	Éclairage du tracé fondateur	9 000$
	sous-total	**171 450$**
D.	**Autres**	
	Droits d'auteur de l'artiste et conception	30 000$
	Honoraire du producteur de murale (production et exécution)	15 000$
	Frais généraux et administration	10 000$
	Assurances	1 500$
	Frais de déplacement	1 500$
	Frais relatifs aux rencontres avec sous-contractants	250$
	Documentation de l'œuvre (photo + vidéo (étapes de fabrication et oeuvre final))	2 000$
	sous-total	**60 250$**
	Frais pour imprévus (10% min.)	27 000$
	Total partiel	**273 973$**
	Taxes	
	TPS 5%	13 699$
	TVQ 9,975%	27 329$
	TOTAL GLOBAL	**315 000$**

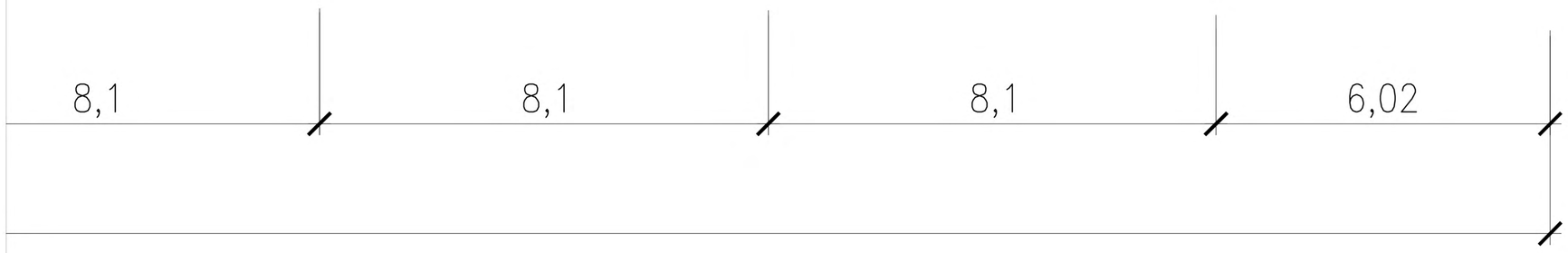


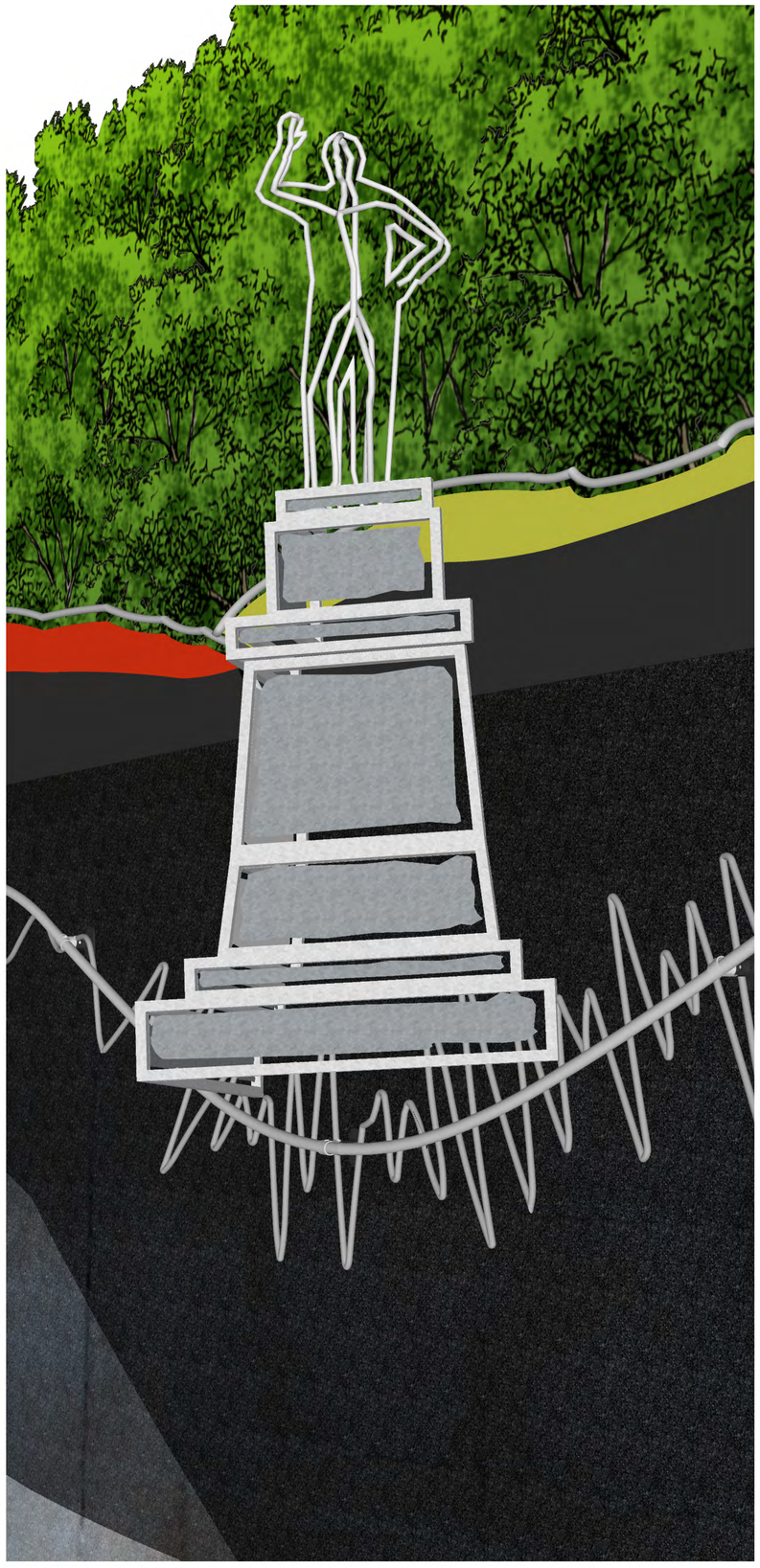




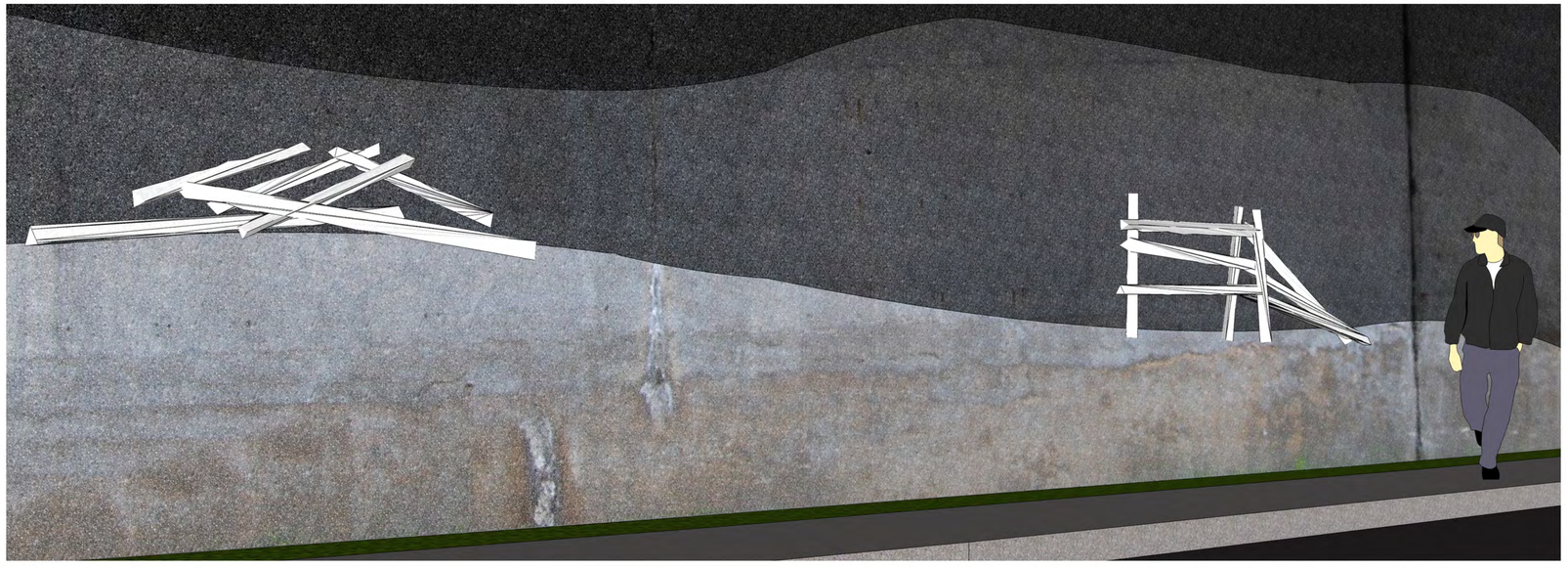

7,1
6,08
8,1
8,1
8,1
67,67




8,1
8,1
8,1
6,02







Bureau d'art public

Service de la culture

17 août 2015

Règlement et programme du concours

pour une œuvre d'art mural dans le cadre du projet des Parcours découverte du mont Royal et de son volet relatif à la mise en valeur du chemin de la Côte-des-Neiges (legs du 375e anniversaire de Montréal)

Montréal

Table des matières

1. Le contexte administratif **1**

2. Le projet de mise en valeur du tracé originel du chemin de la Côte-des-Neiges (le Projet) **1**

3. Le concours d'art mural **2**
3.1 Enjeux du concours 2
3.2 Site de l'œuvre d'art mural 2
3.3 Programme de l'œuvre d'art mural 3
3.4 Intégration de l'œuvre d'art mural dans le Projet 3

4. Les contraintes **4**
4.1 Contraintes du site 4
4.2 Contraintes du mur 5
4.3 Contraintes de l'œuvre 5

5. La conformité **5**

6. Le calendrier **6**

7. Le budget **6**

8. Le rôle du responsable du concours **8**

9. Le dossier de candidature en réponse à l'avis public **8**
9.1 Contenu 8
9.2 Format et présentation 9
9.3 Échéancier de l'avis public 10

10. La prestation des équipes finalistes **10**

11. Les étapes du concours **11**

12. L'admissibilité et l'exclusion des candidats et des finalistes **12**
12.1 Admissibilité 12
12.2 Exclusion 12

13. La composition du jury **13**

14. Le processus de sélection **13**
14.1 Rôle du jury 13
14.2 Rôle du comité technique 13
14.3 Critères de sélection 14

15. Les indemnités **14**
15.1 Première étape du concours 14
15.2 Deuxième étape du concours 14
15.3 Remboursement de certains frais aux finalistes 15

16. Les suites du concours **15**
16.1 Approbation 15
16.2 Mandat de réalisation 15

17. Les dispositions d'ordre général **15**
17.1 Clauses de non-conformité 15
17.2 Droits d'auteur 15
17.3 Clause linguistique 16
17.4 Consentement 16
17.5 Confidentialité 15
17.6 Examen des documents 16
17.7 Statut du finaliste 17

Table des annexes

Annexe 1
Fiche d'identification de l'équipe

Annexe 2
Localisation du site et description

Annexe 3
Extrait du programme d'intervention réalisé par la firme d'architecture de paysage

Annexe 4
Table des matières de l'étude historique réalisée par la firme l'Enclume – Atelier de développement territorial (Étude complète disponible sur demande, auprès de la chargée de concours)

Annexe 5
Contraintes techniques de composition et d'ancrage des structures tridimensionnelles

Règlement et programme du concours pour une œuvre d'art mural dans le cadre du projet des Parcours découverte du mont Royal et de son volet relatif à la mise en valeur du chemin de la Côte-des-Neiges (legs du 375e anniversaire de Montréal)

1. Le contexte administratif

Le présent concours s'inscrit dans le projet des Parcours découverte du mont Royal, qui invite les citoyens et les touristes à explorer l'ensemble du mont Royal[1] et à découvrir ses multiples joyaux naturels et culturels. Ce projet global se décline en trois volets distincts, dont le volet de mise en valeur et de commémoration du chemin de la Côte-des-Neiges, un des tracés fondateurs de Montréal, à l'occasion du 375e anniversaire de la fondation de la métropole. Dans le cadre de ce volet, on prévoit marquer le tracé originel du chemin de la Côte-des-Neiges et dévoiler ses caractéristiques identitaires, au moyen de différentes interventions permanentes entre la rue Sherbrooke et le chemin de la Côte-Sainte-Catherine.

Il est prévu qu'au terme du présent concours, la Ville de Montréal fasse l'acquisition d'une œuvre d'art mural d'envergure. Cette œuvre d'art mural sera réalisée par une équipe composée d'un organisme producteur de murales et d'un artiste professionnel ou un muraliste. Dans le cadre du concours, ceux-ci seront appelés à collaborer avec l'architecte paysagiste responsable de ce volet du projet, afin de développer une proposition finale qui pourrait intégrer des éléments tridimensionnels. Ce concours vise à enrichir et à compléter la démarche en cours pour la mise en valeur du chemin de la Côte-des-Neiges, en intégrant une œuvre d'art mural public dans ce lieu emblématique et patrimonial.

2. Le projet de mise en valeur du tracé originel du chemin de la Côte-des-Neiges (le Projet)

Le projet de marquage du tracé du chemin de la Côte-des-Neiges vise à mettre en valeur les qualités intrinsèques au paysage du chemin et de ses abords, que ce soit des caractéristiques patrimoniales ou paysagères, l'objectif étant de :

- Révéler le grain architectural et les composantes structurales du tracé fondateur;
- Révéler le sens du lieu, les vues remarquables, les composantes identitaires, les témoins matériels et immatériels, les constances et les traces;
- Établir des thématiques ou des familles de composantes à mettre en valeur;
- Dégager le traitement par lequel se matérialise la mise en valeur de chaque thème;
- Développer un langage simple et percutant qui permette une lecture claire et efficace du marquage du tracé fondateur, quel que soit le mode de déplacement de l'usager;
- Élaborer un support aux modes de mise en valeur, les clés de lecture et d'interprétation.

La nature évolutive du chemin, en proie à des projets de restructuration viaire majeurs (recalibrage des voies et restructuration des carrefours Cedar, Remembrance, Decelles et Queen-Mary) en planification pour les prochaines années, limite les potentiels d'intervention sur le domaine public. Un réaménagement du chemin n'est donc pas prévu dans le cadre de ce présent Projet. Le parti pris de mise en valeur propose d'utiliser les composantes de mobilier existantes comme support au marquage et à la commémoration. Un document joint (voir l'annexe 3) précise la nature des interventions visées.

En somme, le Projet mise sur la façon dont les utilisateurs, piétons, cyclistes et automobilistes, perçoivent et organisent l'information spatiale alors qu'ils se déplacent le

[1] Le « mont Royal » a été nommé ainsi par Jacques Cartier en 1535 et constitue un repère emblématique et un belvédère naturel qui définit l'identité de Montréal et qui lui est intimement lié. Il en a d'ailleurs inspiré le nom, de même que celui de la série de collines dont il fait partie, les Montérégiennes.

long du chemin de la Côte-des-Neiges. Il s'agit d'en faire ressortir les éléments d'intérêt paysager et patrimonial, en lien avec le tracé fondateur.

Le Projet s'articule autour de trois axes d'intervention principaux :

- Le marquage du tracé fondateur qui révèle aux usagers la constance du tracé du chemin dans le temps et, au détour des méandres et de la topographie, la nature du paysage montueux traversé;
- L'évocation de l'évolution historique des paysages du chemin et de ses abords;
- La mise en valeur des vues d'intérêt.

C'est dans le second axe d'intervention que s'inscrit le projet de réalisation de l'œuvre d'art mural. Dans le cadre de l'exercice de réflexion visant la mise en valeur du chemin de la Côte-des-Neiges, le mur en béton structurel situé le long du chemin de la Côte-des-Neiges, entre les avenues Ridgewood et Forest Hill, s'est révélé un élément à mettre en valeur, en lien avec le paysage et le patrimoine qui le borde.

Un extrait du programme d'intervention réalisé par la firme d'architecture de paysage est joint à l'annexe 3, alors que la table des matières de l'étude historique, réalisée par la firme l'Enclume – Atelier de développement territorial est jointe à l'annexe 4. L'étude complète est disponible sur demande, auprès de la chargée de concours. Ces documents permettront aux candidats de mieux saisir le contexte physique et historique dans lequel s'insère l'œuvre d'art mural ainsi que la logique de projet dans lequel s'intègre l'intervention artistique.

3. Le concours d'œuvre d'art mural

3.1 Enjeux du concours

La création d'une œuvre d'art mural pouvant intégrer des éléments tridimensionnels pour le tracé du chemin de la Côte-des-Neiges vise à enrichir les interventions artistiques sur le territoire de la Ville de Montréal, à promouvoir la qualité des interventions réalisées en milieu urbain, en plus de développer le sens critique du public et de doter le site patrimonial du Mont-Royal d'une œuvre d'art mural évocatrice et emblématique.

3.2 Site de l'œuvre d'art mural

L'œuvre d'art mural sera produite sur un mur de soutènement en béton, situé dans l'emprise du chemin de la Côte-des-Neiges, du côté ouest, entre les avenues Ridgewood et Forest Hill, vis-à-vis l'entrée principale du cimetière Notre-Dame-des-Neiges. Le mur est situé presqu'à mi-parcours du Projet, entre le chemin de la Côte-Sainte-Catherine et la rue Sherbrooke, lui conférant un positionnement stratégique.

La construction du mur de soutènement en béton date de 1957 et résulte de l'élargissement du chemin de la Côte-des-Neiges, qui a nécessité d'araser une partie du pan ouest de la colline Westmount. Le mur appartient à la Ville de Montréal et est sous la responsabilité de la Division de la gestion des actifs du Service des infrastructures, de la voirie et des transports. Le mur mesure 70 mètres (234 pieds) de long et 5,2 mètres (17 pieds) de haut. Une bande gazonnée d'au plus 60 centimètres (2 pieds) sépare le mur du trottoir municipal. Le trottoir, pour sa part, mesure en moyenne 1,5 mètre de large.

Les équipes composées d'un organisme-producteur de murales et d'un artiste professionnel ou un muraliste sont invitées à concevoir une œuvre d'art mural qui aura comme canevas le mur de soutènement. À cet effet, selon son concept, l'Artiste pourra décider s'il souhaite occuper l'ensemble du mur ou des portions de mur. Un plan de

localisation, illustrant les conditions de site, une élévation du mur et une coupe sont joints en annexe 2.

3.3 Programme de l'œuvre d'art mural

En tant que legs du 375e anniversaire de Montréal, l'œuvre d'art mural sera une composante significative et évocatrice de la mise en valeur du chemin de la Côte-des-Neiges. Sans forcément être de nature figurative, l'œuvre vise un dialogue avec l'héritage patrimonial, paysager, matériel et immatériel du tracé. Elle sera appréciable de différents points de vue, pour différents usagers, qu'ils soient piétons, cyclistes ou automobilistes. La géométrie du mur ne permettant pas d'apprécier l'œuvre d'art mural dans son ensemble, à partir du trottoir longeant le mur, l'artiste devra viser une série d'expériences, accompagnant les parcours des usagers. La perception d'ensemble de l'œuvre mural peut néanmoins être appréciée à partir du trottoir opposé.

Par sa nature de chemin traversant une montagne, les abords du chemin de la Côte-des-Neiges sont animés par la présence des parois rocheuses verticales, des pentes abruptes boisées et des murs de soutènement en béton, dont le mur sur lequel s'installera l'œuvre d'art murale visée. La topographie du site, les dimensions du mur et le concept général de mise en valeur du chemin incite, à ce stade-ci, à inscrire la lecture de l'œuvre murale dans une lecture relief et à tisser un lien entre le mur en béton sur lequel s'installe l'œuvre murale et les parois rocheuses verticales que traverse le chemin de la Côte-des-Neiges. L'architecte paysagiste travaillant actuellement au projet de mise en valeur du chemin souhaite explorer avec les finalistes le potentiel d'inclure à l'œuvre, des structures tridimensionnelles, c'est-à-dire en extrusion par rapport au mur de béton. Selon le concept de l'artiste et le traitement visuel de la murale, ces structures tridimensionnelles pourraient servir de cadre ou de fond, ou encore faire partie intégrante du traitement artistique en extrudant certaines parties de la murale pour lui donner du volume. La pertinence de ces structures, leur nature et leur positionnement devront résulter d'un travail en commun entre les artistes finalistes et l'architecte paysagiste, lors de la 2e étape du concours. Bien que le développement conceptuel relève d'un travail commun, les dessins techniques, de même que les frais de fabrication et d'installation des structures seront pris dans le budget de l'architecte paysagiste. Par contre, afin d'assurer le respect et l'intégrité de l'œuvre, ainsi que la correspondance parfaite de la murale et des ouvrages tridimensionnels, un travail en étroite collaboration entre l'artiste lauréat et l'architecte paysagiste est requis, jusqu'à l'installation de l'œuvre, en 2017. Le processus de collaboration et de développement est décrit au point 11 (Les étapes du concours) du présent document.

Le programme de concours prévoit que l'œuvre d'art mural pourrait être mise en lumière. Le mode d'éclairage devra être développé en collaboration avec l'architecte paysagiste responsable du Projet, lors de la seconde étape du concours. Si la mise en lumière est retenue et réalisable selon les conditions de site, les services d'un concepteur lumière seront retenus par la Ville et l'artiste travaillera en collaboration avec l'architecte paysagiste et ce professionnel. L'œuvre doit néanmoins être 'autonome' par rapport au traitement lumineux, c'est-à-dire, viable et intéressante avec ou sans ce traitement. Les coûts relatifs à la mise en lumière, le cas échéant, ne font pas partie du budget de l'œuvre.

3.4 Intégration de l'œuvre d'art mural dans le Projet

L'œuvre d'art mural sera réalisée par une équipe composée d'un organisme-producteur de murales et d'un artiste professionnel ou un muraliste. Les organismes-producteur de murales peuvent présenter un maximum de trois candidatures avec des artistes différents.

Dans la deuxième étape du concours (développement du concept), les trois (3) équipes finalistes devront travailler avec l'architecte paysagiste responsable du projet de mise en valeur du chemin de la Côte-des-Neiges afin de déterminer :

- la portion de mur occupée par l'œuvre d'art mural et les structures tridimensionnelles;
- la corrélation conceptuelle (intégration) des structures et de l'œuvre d'art mural;
- la stratégie de mise en lumière, selon les paramètres du site.

Chaque équipe finaliste disposera d'une enveloppe de 21 heures pour élaborer son projet avec l'architecte paysagiste, intégrer les structures tridimensionnelles et assurer la corrélation entre l'œuvre murale, son contexte immédiat et celui du chemin dans son ensemble. Pour chacune des équipes, l'architecte paysagiste et les ingénieurs en structure qui l'accompagnent pourront développer des structures tridimensionnelles en cohérence avec le concept et l'essence de l'œuvre créée par l'artiste. L'architecte paysagiste et ses ingénieurs ont la responsabilité de répondre aux questions techniques liées aux structures tridimensionnelles, à leur réalisation et à leur entretien.

Pour cette deuxième étape, une présentation technique du projet sera faite aux équipes finalistes.

4. Les contraintes

4.1 Contraintes du site
L'équipe devra prendre en compte la présence d'éléments de mobilier urbain (lampadaires et signalisation) et les composantes techniques du mur existant (joints de dilatation, planche asphaltique apparente, etc.).

Ces éléments ne pourront être modifiés ni déplacés. Compte-tenu de l'étroitesse du trottoir, du peu de recul et de l'achalandage du chemin, la réalisation de l'œuvre d'art mural devra intégrer une gestion de la circulation adéquate. À cet effet, l'équipe lauréate doit s'adjoindre les services d'une firme spécialisée en gestion des impacts et de la circulation et inclure la production de planches de signalisation et la mise en place de mesure de gestion de la circulation par une firme spécialisée dans ce type de travaux, avant le début du chantier. L'architecte paysagiste sera à même de pouvoir assister l'équipe lauréate dans ce processus.

Le trottoir exigu longeant le mur et son tracé en courbe limite la lecture d'ensemble de la murale. La perception de proximité est donc concentrée sur la lecture des détails de la murale. Le promeneur empruntant ce trottoir ne pourra lire la murale dans son ensemble. Il en percevra les détails et découvrira la murale par séquence progressive. Des photographies du mur existant illustrant cette condition sont jointes à l'annexe 2. La murale pourra être vue dans son ensemble à partir du trottoir opposé. Par ailleurs, à cet effet, une placette sera aménagée dans le cadre du projet de mise en valeur du chemin. Cette lecture est néanmoins continuellement animée par la présence de la circulation automobile. Les équipes devront intégrer cette notion de lecture de site dans la conception de l'œuvre.

4.2 Contraintes du mur

Afin d'assurer la pérennité de l'œuvre et d'en permettre l'inspection régulière par le personnel responsable de la Ville de Montréal, certaines contraintes techniques doivent être considérées par l'artiste, notamment :

- Le mur est assujetti à une inspection visuelle annuelle.
- La surface du mur est assujettie à une inspection manuelle (sondage au marteau) à tous les 4 ans au maximum (4 ans ou moins).
- Au moins 90% de la surface du mur doit rester visible à l'inspection. Les portions peintes du mur seront considérées comme étant visibles.
- Une superficie maximale de 10% (de la surface totale du mur) pourra être composée de mosaïque, de céramique ou de tout autre matériau rigide apposé directement sur le mur.
- Les fiches signalétiques des produits (nettoyage, apprêt, peinture, etc.) à appliquer sur le mur devront être soumis pour approbation, avant le début de la réalisation de la murale, de même que le devis d'entretien.

Il est à noter que les contraintes à considérer pour la conception des éléments tridimensionnels de l'œuvre ne sont pas incluses dans la liste précédente. Un document présentant l'ensemble des contraintes techniques à considérer, incluant celles relatives aux structures tridimensionnelles, est disponible à l'annexe 5.

4.3 Contraintes de l'œuvre

Cette commande exclut l'utilisation de l'électricité dans les composantes de l'œuvre. Les pièces cinétiques et les mécanismes électriques intégrés, même non accessibles, sont exclus.

Le choix des matériaux et le traitement qui leur est accordé doivent tenir compte des exigences de pérennité de l'œuvre d'art. L'équipe doit considérer que l'œuvre sera directement exposée au milieu routier et devra présenter une endurance aux embruns salins et prendre en compte l'accumulation de neige. Le traitement, la finition et l'assemblage de l'œuvre doivent présenter une résistance au vandalisme dans des conditions d'exposition d'un lieu public. Les artistes devront privilégier des matériaux qui ne nécessitent pas d'entretien, dans les conditions d'exposition énoncées précédemment. Il appartient à l'artiste de faire la démonstration de la qualité et de la durabilité des matériaux proposés.

Les contraintes et particularités spécifiques à ce concours seront précisées aux artistes finalistes lors de la rencontre d'information.

5. La conformité

L'œuvre devra être conforme aux normes de sécurité admises pour les lieux publics. Le traitement des matériaux ne doit pas présenter de surfaces rugueuses, d'arêtes coupantes ou de fini présentant des risques de blessures à moins qu'ils ne soient hors d'atteinte.

6. Le calendrier du projet d'œuvre d'art mural

Lancement du concours par avis public	17 août 2015
1ère étape *	
Date limite de dépôt des candidatures	14 septembre 2015 à midi
1ère rencontre du jury pour le choix de trois équipes composées d'un organisme-producteur de murales et d'un artiste professionnel ou un muraliste	Semaine du 14 septembre 2015
Envoi des réponses aux candidats	Semaine du 21 septembre 2015
2e étape	
Rencontre d'information avec les équipes retenues, présentation de l'espace et signature des contrats-concept	Semaine du 28 septembre 2015
Rencontres de travail entre les équipes finalistes et la firme d'architecture de paysage responsable du Projet du tracé	Semaine du 28 septembre 2015
Dépôt des prestations artistiques	Semaine du 2 novembre 2015
Rencontre du comité technique	Semaine du 2 novembre 2015
2e rencontre du jury pour le choix de l'équipe composée d'un organisme-producteur de murales et d'un artiste professionnel ou un muraliste	Semaine du 2 novembre 2015
Envoi des réponses aux finalistes	Semaine du 2 novembre 2015
Octroi du contrat à l'artiste par la Ville	novembre 2015
L'équipe lauréate collabore avec l'architecte paysagiste et l'accompagne dans le développement des composantes tridimensionnelles (si requis)	Novembre 2015 - printemps 2016
Réalisation de l'œuvre d'art mural	automne 2015 – printemps 2017
Installation des composantes tridimensionnelles de l'œuvre	Automne 2016 – printemps 2017
Installation de l'œuvre d'art mural	Printemps 2017
Inauguration de l'œuvre d'art mural et de l'aménagement	Mai 2017 (à confirmer)

*Outre la date limite du dépôt des candidatures, le calendrier de travail est sujet à modifications.

7. Le budget

Le budget de réalisation de l'œuvre d'art mural, préparé par l'équipe composée d'un organisme-producteur de murales et d'un artiste professionnel ou un muraliste, devra comprendre :

- Les honoraires et les droits d'auteur de l'artiste;
- Les frais relatifs à la participation aux rencontres de coordination et réunions de chantier entre le maître d'ouvrage, les professionnels architectes paysagistes, architectes et ingénieurs, et les autres sous-traitants spécialisés concernés, etc., le cas échéant;

- Les honoraires des professionnels dont le travail est requis pour l'exécution de l'œuvre d'art mural;
- Les frais de production des plans, devis et estimations de coût (préliminaires et définitifs) de l'œuvre d'art mural;
- Le coût des matériaux et des services (les matériaux, la main d'œuvre, la machinerie, l'outillage et les accessoires) requis pour la conception et la réalisation de l'œuvre d'art mural;
- Le transport, l'installation et la sécurisation du site, de l'œuvre d'art mural;
- Le coût des permis et tous les frais de coordination relatifs à l'installation et à la réalisation de l'œuvre d'art mural, ainsi qu'à la gestion de la circulation pendant les travaux;
- Les dépenses relatives aux déplacements et aux frais de messageries;
- Un budget d'imprévus d'au moins 10 %;
- Une assurance responsabilité civile de trois millions de dollars (3 000 000 $) pour la durée des travaux ainsi que des assurances contre les pertes d'exploitation, une couverture hors site, une assurance transport, une assurance flottante d'installation tous risques avec valeur de remplacement à neuf. Cette dernière doit couvrir la valeur de l'œuvre avant taxes;
- Les frais relatifs à la préparation et à la participation à un maximum de cinq rencontres de présentation auprès des partenaires, des citoyens, du Conseil du Patrimoine, etc.
- Les frais d'élaboration du dossier complet de l'œuvre d'art mural comprenant les plans conformes à l'exécution et des photographies des différentes étapes de la fabrication pour des fins non commerciales.

La Ville de Montréal prendra en charge :

- La coordination avec les partenaires du Projet (le Bureau du Mont-Royal, le SGPV, entre autres);
- L'éclairage de l'œuvre, prévu à des fins de mise en lumière;
- Les honoraires de l'architecte paysagiste qui collaborera avec l'artiste pour l'élaboration du dossier de prestation et la réalisation de l'œuvre;
- Les traitements spéciaux de protection anti-graffitis, s'il y a lieu;
- La plaque d'identification de l'œuvre;
- Les frais reliés aux communications et aux activités de promotion de l'œuvre prévues dans le cadre du projet;
- Les coûts liés à l'entretien de l'œuvre d'art mural pour une durée de quinze (15) ans.

8. Rôle du responsable du concours

Toutes les questions relatives à ce concours doivent être adressées au chargé de projet. Celui-ci agit comme secrétaire du jury. Les demandes de documents et d'information devront lui être acheminées par téléphone ou courriel au moins 48 heures avant l'échéance du dépôt des dossiers.

Le chargé de projet du présent concours est :

Mme Michèle Picard, conseillère en planification
Service de la culture
Tél : 514-868-5856
Courriel : mpicard@ville.montreal.qc.ca

Tous les documents remis par un candidat ou un finaliste sont vérifiés par le chargé de projet quant au respect des éléments à fournir et à leur conformité. Les candidatures non conformes ne sont pas soumises à l'analyse du jury.

9. Le dossier de candidature en réponse à l'avis public

9.1 Contenu
L'équipe, composée d'un organisme-producteur de murales et d'un artiste professionnel ou un muraliste, doit présenter son dossier de candidature de façon à démontrer l'excellence de ses réalisations et/ou de ses compétences pour la réalisation du projet en concours. Le dossier de candidature doit être présenté en 5 parties.

Les documents à produire sont les suivants :

1. Fiche d'identification de l'équipe fournie en annexe 1, remplie, datée et signée;

2. Le dossier sur l'organisme producteur (les organismes-producteur de murales peuvent présenter un maximum de trois candidatures, avec des artistes différents).
- portfolio de l'organisme;
- bilan des actions et des réalisations;
- bilan financier;
- copie de la police d'assurance responsabilité civile (une copie devra être fournie dans les dix jours de la signature de la convention ou avant cette date)
- lettres patentes, numéros TPS et TVQ;
- liste des membres du conseil d'administration (CA);
- copie de la résolution du CA de l'organisme, désignant une personne habilitée à signer la convention avec la Ville de Montréal.

3. Le dossier sur l'artiste

a. Curriculum vitae d'au plus 5 pages comprenant les données suivantes :

- la formation;
- les expositions solos;
- les expositions de groupe;
- les collections;
- les projets d'art public;
- les prix, bourses et reconnaissances obtenus;
- les publications.

b. Dossier visuel comprenant un maximum de 30 illustrations d'œuvres et/ou de projets qui démontrent l'expertise et l'expérience de l'artiste qui sont importants en regard du présent concours. Les projets présentés doivent mettre en relief des réalisations datant d'au plus 10 ans. Ils doivent obligatoirement être présentés à partir de photographies identifiées et numérotées.

c. Liste descriptive des illustrations d'œuvres et/ou de projets présentés détaillant, pour chacune :

- le titre;
- l'année de réalisation;
- les dimensions;
- les matériaux;
- le contexte (exposition solo ou groupe, commande, etc.);
- s'il s'agit d'une œuvre d'art public : le client, le lieu et le budget;
- la revue de presse.

4. Énoncé d'intention d'au plus 3 pages décrivant la démarche de l'organisme et celle de l'artiste muraliste et le lien de ces dernières avec le Projet. La lettre doit exprimer comment l'artiste perçoit son travail en regard de ce projet d'œuvre d'art mural. L'énoncé doit démontrer la sensibilité de l'équipe et l'apport de son projet dans un site d'importance sur le plan culturel, patrimonial et paysager. L'énoncé doit également exprimer la lecture que l'artiste fait du lieu à investir et participer aux objectifs de mise en valeur du tracé du chemin de la Côte-des-Neiges.

5. Esquisses :

- Élévation du mur, présentant l'esquisse proposée en format 11 X 17;
- Trois esquisses sous forme de montages photographiques présentant l'œuvre d'art mural dans son contexte.

L'élévation et les photographies proposées sont disponibles en annexe 2.

9.2 Format et présentation

Le dossier complet, incluant les images et l'annexe 1 (fiche d'identification), doit être envoyé par courriel en un seul document de format PDF (maximum 4 mo), en respectant l'ordre énoncé au point 9.1.

Toutes les informations fournies aux membres du jury pour la sélection des artistes finalistes seront remises à la Ville à la fin du processus. Aucun document ne sera retourné aux candidats.

Les dossiers doivent être présentés en format lettre (8 ½ po x 11 po).

9.3. L'échéancier de l'avis public

Le dossier de candidature complet en réponse à l'avis public doit être acheminé au Bureau d'art public par courriel, au plus tard le **14 septembre 2015 à 12h** au soin de Michèle Picard, conseillère en planification, à l'adresse suivante : mpicard@ville.montreal.qc.ca avec la mention en objet «Concours pour une œuvre d'art mural pour le chemin de la Côte-des-Neiges».

10. La prestation des équipes finalistes

Les équipes sont invitées à venir présenter leur proposition aux membres du jury à la seconde étape du concours. Ils reçoivent une convocation écrite précisant le jour et l'heure de leur convocation, deux semaines avant la rencontre du jury. À cet effet, les trois équipes finalistes doivent produire les documents visuels suivants :

a. Documents visuels

- cinq (5) montages photographiques présentant l'œuvre dans son environnement immédiat et exprimant les différentes ambiances proposées par le projet (3 vues imposées et 2 vues au choix), sur deux planches de format A1 ou l'équivalent, montées sur une surface rigide de type *foamcore*. La Ville fournira aux équipes finalistes des vues photographiques lors de la rencontre d'information. Les équipes devront produire un montage photographique de leur œuvre intégrée aux images fournies par la Ville.
- Une élévation du mur
- Les concepts (images et textes) devront être livrés au chargé de projet à la date et l'heure indiquées lors de la rencontre d'information et les textes doivent être envoyés au préalable par courriel.
- trois (3) croquis d'ambiance présentant l'œuvre dans son contexte, tenant compte des quatre saisons et de différents moments de la journée.

b. Échantillons

Les finalistes doivent soumettre un échantillon de chaque matériau qui composera l'œuvre d'art mural (couleur et fini proposé).

c. Document descriptif

Les équipes finalistes doivent remettre un document descriptif, imprimé en sept (7) exemplaires, comprenant :

- un texte de présentation d'au plus deux (2) pages présentant le concept choisi pour l'œuvre d'art mural;
- un budget détaillé (grille Excel fournie par la Ville);
- une description technique : La description technique comprend la liste des matériaux et les fiches techniques de ces derniers, le traitement choisi et la finition, ainsi que le mode de fabrication et d'assemblage. Il doit préciser la solution retenue pour les fondations et les ancrages, validés par un ingénieur en structure;
- une liste des fournisseurs et fabricants;
- un calendrier de réalisation;
- un devis d'entretien de l'œuvre et un budget d'entretien annuel de l'œuvre d'art mural (ces documents serviront à l'évaluation des propositions effectuée par le comité technique. Les artistes n'ont pas à produire de dessins d'atelier à cette étape).

Toutes les informations fournies aux membres du jury pour la sélection des finalistes seront remises à la Ville à la fin du processus. Aucun document ne sera retourné aux candidats.

11. Les étapes du concours

L'évaluation se fait selon la procédure suivante :

Première étape : sélection des trois (3) équipes finalistes

- Le jury prend connaissance des dossiers de candidature reçus dans le cadre de l'avis public de concours;
- Il sélectionne ensuite, à partir des critères mentionnés à l'article 14.3, trois (3) équipes composées d'un organisme-producteur de murales et d'un artiste professionnel ou un muraliste, qui seront invitées à développer un concept en collaboration avec l'architecte paysagiste responsable du Projet et il émet des commentaires s'il y a lieu;
- Au terme de la première étape, l'identité des trois (3) équipes retenues est divulguée dès que celles-ci ont confirmé leur acceptation et signé le contrat de concept artistique;

Deuxième étape : sélection de l'équipe lauréate

- Les équipes retenues sont invitées à participer à une rencontre d'information en compagnie de l'architecte paysagistes responsable du Projet. Cette rencontre, à laquelle assisteront les représentants du SGVMR et du Service de la culture, se tiendra aux bureaux de la Ville de Montréal;
- Les équipes retenues sont invitées à participer à une visite du site qui est organisée en compagnie de l'architecte paysagiste et des chargées de projet du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal et du Service de la culture de la Ville. Le Projet sera présenté par l'architecte paysagiste.
- Chaque équipe finaliste disposera d'une période maximale de 21 heures avec l'architecte paysagiste pour développer son projet, intégrer les structures tridimensionnelles et assurer la corrélation entre l'œuvre murale, son contexte immédiat et celui du chemin dans son ensemble. Pour chacune des équipes, l'architecte paysagiste et les ingénieurs en structure qui l'accompagnent pourront développer des structures tridimensionnelles en cohérence avec le concept et l'essence de l'œuvre créée par l'artiste. L'architecte paysagiste et ses ingénieurs ont la responsabilité de répondre aux questions techniques liées aux structures tridimensionnelles, à leur réalisation et à leur entretien.
- Les trois (3) équipes finalistes déposent leur concept pour l'œuvre d'art mural (voir matériel à produire : article 10), incluant un dossier technique et un budget détaillé. Le concept devra toutefois pouvoir être réalisable à l'intérieur des limites budgétaires du projet.
- Le comité technique procède à l'analyse des concepts finalistes et vérifie leur faisabilité;
- Le jury prend connaissance des prestations des finalistes (ordre des présentations déterminé lors de la rencontre d'information);
- Le jury entend le rapport du comité technique;
- Il reçoit ensuite chaque finaliste en entrevue : chacun dispose d'une période de 30 minutes pour présenter son concept détaillé, suivie d'une période de questions de 15 minutes;
- Le jury étudie les concepts soumis, formule des commentaires et sélectionne une (1) équipe qui sera invitée à déposer un dossier complet;
- Après délibérations, le jury recommande un projet lauréat à la Ville et émet des commentaires et des recommandations, s'il y a lieu;
- Le chargé de projet informe les finalistes des résultats et enclenche le processus d'acceptation de la recommandation auprès des instances de la Ville;

- L'identité et le concept du lauréat du concours sont dévoilés au moment de l'octroi du contrat d'exécution par la Ville de Montréal.
- L'équipe lauréate est appelée à collaborer avec l'architecte paysagiste afin d'assurer la corrélation avec les structures tridimensionnelles, jusqu'à la complétion de l'œuvre (œuvre d'art murale et structures tridimensionnelles) en 2017.

Compte-rendu des travaux du jury

À l'issue du concours, les conclusions des délibérations du jury sont consignées par le chargé de projet dans un rapport signé par tous les membres du jury.

12. L'admissibilité et l'exclusion des candidats et des finalistes

12.1 Admissibilité
Le concours s'adresse à tout organisme producteur de murales et artiste en art visuel qui est citoyen canadien, immigrant reçu et habitant au Québec depuis au moins un an*. On entend par artiste : artiste professionnel reconnu par la loi sur le statut de l'artiste ou membre du Regroupement des artistes en art visuel (RAAV) ou encore un muraliste reconnu.

Le terme « artiste », peut désigner un individu seul, un regroupement, une personne morale ou un collectif. S'il s'agit d'un collectif, un membre doit être désigné comme chargé de projet.

L'artiste doit obligatoirement être accompagné d'un organisme-producteur de murales reconnu, avec un minimum de deux ans d'expérience en art mural.

Les personnes ayant un lien d'emploi avec la Ville Montréal, qu'elles aient un statut permanent, occasionnel ou auxiliaire, ne sont pas admissibles au concours. Tout candidat ou finaliste qui se juge en conflit d'intérêt ou pouvant être considéré en conflit d'intérêt : 1) en raison de ses liens avec la Ville, son personnel, ses administrateurs, un membre du jury ou un membre d'une équipe professionnelle affectée au projet, ou 2) en raison de liens familiaux directs, d'un rapport actif de dépendance ou d'association professionnelle pendant la tenue du concours, ne peut participer au concours. Ne peuvent également y participer les associés de ces personnes ni leurs employés salariés.

*Une preuve de citoyenneté, un certificat de résidence permanente ou une preuve de résidence au Québec peut être exigé avant de passer à l'étape suivante du concours.

12.2 Exclusion
Toute candidature ou prestation reçue après les délais de dépôt prescrits sera automatiquement exclue du concours. La Ville se réserve le droit d'exclure, s'il y a lieu, tout candidat ou finaliste pour non respect partiel ou total des dispositions et des règles du présent concours.

13. La composition du jury

Un jury est mis sur pied spécifiquement pour ce concours. Le même jury participe à toutes les étapes du processus de sélection. Il est composé de sept membres votant. Plus de la moitié du jury est composée de personnes indépendantes de la Ville de Montréal. Le jury réunit les personnes suivantes :

- un représentant du ministère de la Culture et des Communications du Québec;
- deux spécialistes en arts visuels (artistes, conservateurs, critiques d'art, commissaires indépendants, muséologues, professeurs);
- un représentant de Culture Montréal;
- un représentant du Bureau d'art public de la Ville de Montréal;
- un représentant du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal de la Ville de Montréal;
- un représentant de l'arrondissement de Côte-des-Neiges−Notre-Dame-de-Grâce;
- un secrétaire du jury (non votant).

Le président du jury sera désigné à la première réunion. Son rôle consiste à aider le groupe à en venir à un consensus final pour la sélection du lauréat. Il est le porte-parole du jury.

14. Le processus de sélection

14.1 Rôle du jury
Le jury est consultatif et la décision finale appartient aux instances de la Ville de Montréal. Son rôle comporte la présentation de candidatures d'artistes, la sélection des finalistes, ainsi que le choix et la recommandation d'un projet gagnant. Le chargé de projet du Service de la culture agit à titre de secrétaire et d'animateur lors des séances du jury.

Si le jury n'est pas en mesure de recommander de finaliste ou de projet lauréat, il en informe sans délai la Ville de Montréal en motivant sa décision.

14.2 Rôle du comité technique
Le rôle du comité technique consiste à effectuer une analyse de certains éléments techniques des prestations des finalistes.

Il évalue notamment :
- les estimations de coût du projet en regard du budget prévisionnel;
- la faisabilité technique du projet;
- la faisabilité du projet en regard de la réglementation existante;
- l'entretien, les coûts d'entretien et la durabilité des éléments compris dans le projet.

La chargée de projet présente ensuite le rapport du comité technique au jury du concours.

14.3 Critères de sélection
Le jury utilise les critères de sélection suivants comme outils d'évaluation des candidatures et des prestations :

Première étape du concours : sélection préliminaire

L'évaluation des dossiers de candidature reçus en réponse à l'avis public porte sur les critères suivants :

- Excellence et qualité des œuvres antérieures;
- Créativité et originalité de la démarche artistique/conceptuelle;
- Cheminement de la carrière artistique (expositions, collections, bourses, prix);
- Expérience dans la réalisation de projets comparables (capacité d'occuper l'espace, aptitude à s'adapter aux conditions de l'espace public);
- Originalité de l'énoncé d'intention et de la vision de l'équipe composée d'un organisme-producteur de murales et d'un artiste professionnel ou un muraliste;
- Intérêt de l'approche conceptuelle;
- Impact visuel du projet (variété des expériences de perception);
- Cohérence du projet.

Deuxième étape du concours : sélection du lauréat

Cette étape du concours est centrée sur la mise en forme plus détaillée du projet artistique, sa réponse précise aux exigences du programme et sa faisabilité. Plus spécifiquement, les finalistes doivent démontrer la pertinence de leur projet sur le site et pour le public, sa faisabilité technique, sa pérennité et son adéquation avec l'enveloppe budgétaire disponible. Cette ultime étape vise à répondre aux objectifs techniques suivants :

- Intérêt de l'approche conceptuelle;
- Intégration du projet dans l'espace d'implantation (relation de l'œuvre avec le site et plus largement, le Projet);
- Intérêt de l'expérience sensorielle et paysagère proposée;
- Impact visuel et intégration sensible du projet le jour et le soir, durant les 4 saisons;
- Variété des expériences proposées par le discours narratif de l'œuvre;
- Respect des règles de sécurité;
- Aspects fonctionnels et techniques (structures tridimensionnelles, s'il y en a);
- Pérennité des matériaux;
- Facilité d'entretien de l'œuvre;
- Adéquation du projet avec l'enveloppe budgétaire disponible.

15. Les indemnités

15.1 Première étape du concours : appel de candidatures
Aucun honoraire ni indemnité ne sera versé à cette étape du concours.

15.2 Deuxième étape du concours : développement du concept et prestations des finalistes
Chaque finaliste ayant collaboré avec l'architecte paysagiste au développement du concept et à l'intégration des structures tridimensionnelles et ayant présenté, devant le jury, une prestation déclarée conforme, recevra en contrepartie, et à la condition d'avoir préalablement signé le contrat soumis par la Ville, des honoraires de **sept mille dollars** (7 000$), taxes non comprises, qui lui seront versés à la fin du processus de sélection du projet gagnant et sur présentation d'une facture.

15.3 Remboursement de certains frais aux finalistes
La Ville s'engage à défrayer pour les finalistes demeurant à plus de 100 km de Montréal des dépenses de déplacement et d'hébergement qu'ils auront engagées pour assister à la rencontre d'information et pour présenter leur projet devant jury. Les détails sont précisés dans la convention que les finalistes signeront avec la Ville pour leur prestation.

16. Les suites du concours

16.1 Approbation
Le projet gagnant doit être approuvé par la Ville de Montréal et toutes les autorités compétentes quant aux codes et normes en vigueur, compte tenu des travaux projetés.

16.2 Mandat de réalisation
La Ville reçoit la recommandation du jury. Si elle endosse cette recommandation, elle négocie avec l'organisme producteur de la murale et prépare le contenu du contrat de services professionnels pour la fabrication et l'installation complète de l'œuvre d'art. Par la suite, c'est, selon le cas, le comité exécutif ou le conseil d'arrondissement qui autorise le contrat de l'artiste.

La Ville de Montréal, par voie de ses instances décisionnelles, conserve la prérogative d'octroi du contrat au lauréat. Si elle n'endosse pas la recommandation du jury, elle doit motiver sa décision.

17. Les dispositions d'ordre général

17.1 Clauses de non-conformité
L'une ou l'autre des situations suivantes peut entraîner le rejet d'une candidature ou d'une prestation :

- l'absence de l'un ou l'autre des documents requis dans le dossier de candidature ou de prestation du finaliste;
- le non-respect de toute autre condition indiquée comme étant essentielle dans les instructions remises aux candidats et finalistes, notamment l'omission ou le non respect d'une exigence relative aux éléments qui composent un dossier de candidature ou de prestation.

À la suite de l'analyse de conformité, le chargé de projet fera part de ses observations au jury. Aucune candidature ou prestation jugée non-conforme ne sera présentée au jury.

17.2 Droits d'auteur
Chaque finaliste accepte, de par le dépôt de sa prestation, de réserver son concept à la Ville de Montréal et de ne pas en faire ou permettre d'en faire quelque adaptation que ce soit aux fins d'un autre projet, jusqu'à la sélection du lauréat.

Tous les documents, prestations et travaux, quels que soient leur forme ou support, produits ou réalisés par l'artiste ayant conçu le projet lauréat, dans le cadre du présent concours, demeureront la propriété entière et exclusive de la Ville, qui pourra en disposer à son gré si le contrat de réalisation du projet est confié à cet artiste.

Le finaliste dont le projet est retenu garantit à la Ville qu'il détient tous les droits lui permettant d'accorder cette cession. Il se porte garant également, en faveur de la Ville, contre tout recours, poursuite, réclamation ou demande de la part de toute personne qui contredirait une telle garantie ou les représentations qui s'y trouvent.

17.3 Clause linguistique
La rédaction de toute communication dans le cadre du concours doit obligatoirement être effectuée en français. Il en est de même de tous les documents exigés pour le dépôt de candidature ou de prestation des finalistes.

17.4 Consentement
En conformité avec la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (Lois refondues du Québec, chapitre A-2.1), toute personne physique ou morale qui présente sa candidature consent, de ce fait, à ce que les renseignements suivants puissent être divulgués :

- son nom, que sa candidature soit retenue ou non;
- si sa candidature était jugée non conforme, son nom, avec mention du fait que son offre a été jugée non-conforme, accompagnée des éléments spécifiques de non-conformité.

La Ville de Montréal pourra donc, si elle le juge opportun, donner accès à de tels renseignements à quiconque en fait la demande en vertu des dispositions de la Loi.

17.5 Confidentialité
Les finalistes doivent considérer comme strictement confidentiel le contenu des études effectuées dans le cadre de ce concours et ne devront, sans accord écrit préalable, communiquer ou divulguer à des tiers privés ou publics les renseignements globaux ou partiels.

Les membres du personnel de la Ville de Montréal de même que les membres du jury et du comité technique sont tenus à la confidentialité durant tout le déroulement du concours.

17.6 Examen des documents
Par l'envoi et le dépôt de sa candidature, le candidat ou le finaliste reconnaît avoir pris connaissance de toutes les exigences du règlement du concours d'art public et il en accepte toutes les clauses, charges et conditions.

La Ville de Montréal se réserve le droit d'apporter des modifications, sous forme d'addenda, aux documents de prestation des finalistes avant l'heure et la date limite du dépôt des candidatures et, le cas échéant, de modifier la date limite de ce dépôt. Les modifications deviennent partie intégrante des documents d'appel de candidatures et sont transmises par écrit aux finalistes.

17.7 Statut du finaliste

Dans le cas où le finaliste n'est pas une personne physique faisant affaires seule, sous son propre nom, et qui signe elle-même les documents d'appel de candidatures, une autorisation de signer les documents doit accompagner la prestation sous l'une des formes suivantes :

a. Si le finaliste est une personne morale (société incorporée), l'autorisation doit être constatée dans une copie de la résolution de la personne morale à cet effet.
b. Si le finaliste est une société (société enregistrée) ou fait affaires sous un autre nom que celui des associés, il doit produire une copie de la déclaration d'immatriculation présentée en application de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (1993, c.48) du Québec ou tout autre document de même nature d'une autre province attestant l'existence de la société. De plus, dans le cas d'une société, lorsque les documents du finaliste ne sont pas signés par tous les associés, l'autorisation doit être constatée dans un mandat désignant la personne autorisée à signer et signée par tous les associés.
c. Si le finaliste est un collectif, chacun des membres du collectif doit signer le contrat et tout autre document représentant les intérêts du collectif et/ou du maître d'ouvrage.

Compte-rendu de la rencontre d'information aux équipes finalistes

Concours pour une œuvre d'art mural dans le cadre du projet des Escales découvertes du mont Royal et de son volet relatif à la mise en valeur du chemin de la Côte-des-Neiges (legs du 375e anniversaire de Montréal)

Personnes convoquées

Monsieur **Pierre-Alain Benoît**, MURAL
Monsieur **Jason Cantoro**, artiste en arts visuels
Monsieur **Carlito Dalceggio**, artiste muraliste (absent lors de la rencontre)
Madame **Elizabeth-Ann Doyle**, cofondatrice et directrice générale et artistique, MU (représentant Carlito Calceggio)
Madame **Caroline Marinacci**, directrice de l'administration et des communications, MU
Monsieur **Francis Montillaud**, artiste en arts visuels
Madame **Luu Nguyen**, architecte paysagiste
Monsieur **Vincent Roy**, directeur général et artistique, EXMURO arts publics

Madame **Michèle Picard**, conseillère en planification, Service de la culture, Ville de Montréal
Madame **Claudia Villeneuve**, architecte paysagiste, Service des grands parcs, du verdissement et du mont Royal, Ville de Montréal
Madame **Julie Boucher**, chargée de projets, Bureau d'art public, Service de la culture, Ville de Montréal

Date : le jeudi, 8 octobre 2015, de 11 h 30 à 14 h

Lieu : 801, rue Brennan, 5e étage, local 5105

Ordre du jour

Ce compte-rendu comporte certaines précisions établies par l'équipe de la Ville de Montréal suite à la rencontre d'information du 8 octobre dernier. Les clarifications en question sont intégrées au texte, en italique.

1. Présentation des participants
Michèle Picard invite les personnes participant à la rencontre à se présenter.

2. Présentation du contexte et retour sur le projet pilote d'art mural de la Ville de Montréal
Mme Picard débute la rencontre en présentant brièvement le projet pilote d'art mural de la Ville de Montréal, dont la première édition a été lancée en février 2014 et la seconde, en décembre 2014 pour l'année 2015. Parmi les objectifs principaux, la Ville souhaitait élever les qualités artistique des murales sur le territoire montréalais. Parce que ce projet est évolutif, il a permis aux représentants du Service de la culture de la Ville de percevoir et penser différemment la murale.

C'est entre autres parce qu'il y a eu conjoncture entre les réflexions entourant le projet pilote d'art mural et l'élaboration du projet des Escales découvertes du mont Royal que le présent concours d'art mural a pu être lancé. Michèle Picard souligne que le concours d'art mural pour le chemin de la Côte-des-Neiges est unique, et qu'il n'existe donc pas de précédents sur lesquels l'équipe de gestion du projet peut s'inspirer. On peut s'attendre à ce que les questions techniques liées à la réalisation du projet soient clarifiées au fur et à mesure que le projet se réalisera.

Michèle Picard informe également les participants que les projets de concours initiés par la Ville et touchant à l'art mural tendent à se conformer de plus en plus aux règles de concours et d'entretien du Bureau d'art public.

3. Présentation du projet des Escales découvertes du mont Royal
Claudia Villeneuve est invitée à présenter le projet des Escales découvertes. Elle débute sa présentation en expliquant que l'espace qui accueillera l'œuvre d'art mural fait partie du Site patrimonial du Mont-Royal. Elle explique ensuite que le principal objectif des

scales découvertes est de proposer aux promeneurs une découverte intuitive et sensorielle de ce vaste territoire et de ses multiples joyaux Elle précise également que le chemin de la Côte-des-Neiges, qui accueillera l'œuvre d'art mural, est la seule artère qui traverse complètement la montagne. Dans le cadre du volet de mise en valeur du chemin de la Côte-des-Neiges, on cherche à marquer le tracé originel, à évoquer l'évolution du paysage à travers le temps et à mettre en valeur des points de vue significatifs du chemin. D'ailleurs, les finalistes sont informés que dans le but de mettre en valeur certains éléments et points de vue du chemin, une placette sera aménagée directement face à la murale.

Claudia Villeneuve transmet brièvement les grandes lignes du calendrier du projet d'aménagement des Escales découvertes. On prévoit que les plans et devis relatifs au chemin de la Côte-des-Neiges soient déposés en février 2016, que l'appel d'offres pour la réalisation des travaux d'aménagement par un entrepreneur soit lancé en mars 2016 et que l'œuvre soit installée au plus tard au printemps 2017 (certains travaux pourraient toutefois être effectués à l'automne 2016).

4. Présentation du concept d'aménagement (mise en valeur du chemin de la Côte-des-Neiges) et de l'espace d'implantation de l'œuvre d'art mural

Luu Nguyen présente le parti-pris et les grandes lignes de sa proposition d'aménagement pour le volet 2 du projet des Escales découvertes, soit le volet relatif à la mise en valeur du chemin de la Côte-des-Neiges. Mme Nguyen explique que les éléments paysagers et patrimoniaux d'intérêt le long du chemin seront mis en valeur par différentes interventions. On intègrera notamment un pavoisement ludique pour marquer le tracé fondateur et pour mettre en relief la sinuosité et la topographie du chemin. On entend « marquer pour dévoiler ».

5. Budget

Michèle Picard annonce que le budget dont disposeront les artistes pour la réalisation de l'œuvre d'art mural est de 315 000 $ taxes incluses. Le coût des composantes tridimensionnelles de l'œuvre est inclus dans ce budget global. De même, le coût des ancrages doit être intégré au budget de l'œuvre. Une grille budgétaire est remise aux artistes. On demande aux équipes d'intégrer au budget de leur projet la totalité des coûts, incluant la production et l'installation des composantes tridimensionnelles et ce, même si l'équipe recommande que ces travaux soient effectués par l'entrepreneur du projet. L'artiste lauréat disposera d'un budget fermé pour réaliser son œuvre, incluant ou excluant, selon le cas, les composantes tridimensionnelles.

Les artistes sont invités à faire une recommandation à la Ville quant à la mise en lumière de leur œuvre. La Ville assumera les coûts de mise en lumière mais on demande aux artistes d'évaluer cette dépense additionnelle. Si la proposition d'œuvre comprend des composantes lumineuses, ces coûts doivent alors être intégrés au projet d'œuvre.

Claudia Villeneuve explique qu'il y aura des limitations en termes de branchements électriques considérant que le projet global de mise en valeur du chemin n'inclut pas de grands travaux de réaménagement (on ne pourra pas, par exemple, détruire et reconstruire des trottoirs aux fins de raccordement électrique). Le concept de mise en lumière devra être discuté avec Luu Nguyen, soit à la phase de développement du concept artistique. Les points d'alimentation électrique seront identifiés au moment opportun.

Une équipe finaliste se demande comment s'assurer que les soumissions obtenues par les artistes concernant les composantes tridimensionnelles soient équivalentes à celles qu'obtiendraient la Ville dans le cas ou l'artiste décidait que les travaux soient effectués à même le projet d'aménagement. Mme Picard suggère aux artistes de faires les démarches nécessaires pour obtenir 3 soumissions, ce qui permettra aux artistes de vérifier la validité des soumissions. Il est recommandé d'utiliser le prix moyen des soumissions obtenues dans la grille budgétaire de l'œuvre.

Précision
Si les composantes tridimensionnelles devaient être réalisées à même le projet d'aménagement, l'artiste risquerait d'avoir moins de contrôle sur la qualité de la réalisation puisque l'entrepreneur général retenu ferait affaire avec le sous-traitant de son choix.

En ce qui concerne la réalisation et l'installation de l'œuvre, Mme Picard mentionne aux équipes que ces dernières seront responsables d'obtenir les permis d'occupation temporaire de l'espace public auprès de l'arrondissement.

Précision
L'équipe lauréate devra également travailler avec une firme de signalisation qui conseillera les artistes, produira les dessins requis et fournira l'équipement nécessaire pour l'occupation temporaire d'une voie de circulation. Ce montant devra être inclus au budget. Ainsi, la grille budgétaire remise aux finalistes sera modifiée.

Mme Picard indique aux finalistes résidant à plus de 80 kilomètres de Montréal que leurs frais de déplacement seront remboursés dans le cadre de ce projet pour la rencontre d'information aux finalistes, les 3 rencontres avec l'architecte paysagiste responsable du projet et la présentation du projet devant jury. Les frais seront remboursés sur présentation de pièces justificatives.

6. Présentation et précision du document Programme et règlement du concours pour une œuvre d'art mural dans le cadre du projet des Escales découvertes du mont Royal et de son volet relatif à la mise en valeur du chemin de la Côte-des-Neiges (legs du 375e anniversaire de Montréal) et Questions concernant les aspects techniques

Michèle Picard poursuit en expliquant qu'initialement, au programme de concours, on prévoyait que la réalisation et l'installation des composantes tridimensionnelles soient prises en charge par l'entrepreneur du projet d'aménagement (les composantes 3D auraient été intégrées à l'appel d'offre relatif au projet d'aménagement). Aujourd'hui, on offre plutôt le choix aux finalistes. Ils pourraient donc décider de conserver la réalisation des composantes tridimensionnelles. À ce moment-ci, considérant le calendrier de réalisation du projet d'aménagement qui est assez serré, on pense qu'il est souhaitable que l'artiste prenne en charge l'ensemble de son œuvre et qu'il s'assure d'avoir dans son équipe toutes les expertises nécessaires.

Mme Picard rappelle qu'il est prévu au programme de concours que les équipes pourront consulter Luu Nguyen, l'architecte paysagiste mandatée pour le projet d'aménagement. Ils disposent chacun d'une banque de 21h pour développer leur prestation avec Mme Nguyen.

Mme Picard informe les finalistes qu'ils doivent retenir les services d'un ingénieur en structure. Les dessins d'exécution de l'œuvre devront être signés par l'ingénieur. À l'étape du dépôt de la prestation, ce dernier doit s'engager auprès de l'artiste via une lettre d'engagement à l'intérieur de laquelle il valide la solution retenue pour les éléments tridimensionnels et les ancrages.

Précision
La Ville de Montréal doit fournir des plans et des données techniques concernant la composition actuelle du mur aux équipes finalistes afin que leur ingénieur puisse produire ses dessins.

On informe les artistes que s'il y a des fissures ou des réparations à faire au mur avant l'installation de l'œuvre, même si ces dernières ne sont pas structurelles, ce sera à la Ville d'en assumer les coûts. Un artiste souligne qu'actuellement, le mur est endommagé par endroits à cause de l'écoulement des eaux. On informe les équipes qu'une inspection structurelle a été effectuée récemment. On précise que le mur est inspecté annuellement visuellement. Et la structure est inspectée aux 4 ans. Cette inspection confirme que le mur est en bon état. Toutefois, Michèle Picard informe que l'équipe du Service de la culture ira prochainement documenter l'état du mur d'un point de vue esthétique.

Précision
L'ingénieur du Bureau d'art public a déjà effectué une visite et documenté l'état du mur. Les Services techniques de la Ville seront prochainement consultés pour trouver les solutions adéquates.

Concernant les éléments tridimensionnels, Mme Villeneuve rappelle aux finalistes qu'aucun élément ne peut être installé à moins de 2 mètres du sol. De plus, une distance minimale de 30 centimètres du mur existant devra être respectée. C'est aux artistes de faire la démonstration que leurs propositions sont sécuritaires et respectent les exigences pour l'inspection visuelle et manuelle du mur.

8. Travaux à la charge de l'artiste

Il est prévu au programme de concours que l'artiste prenne en charge les éléments suivants :

- Les frais relatifs à la participation aux rencontres de coordination et réunions de chantier entre le maître d'ouvrage, les professionnels architectes paysagistes, architectes et ingénieurs, et les autres sous-traitants spécialisés concernés, etc., le cas échéant;
- Les honoraires des professionnels dont le travail est requis pour l'exécution de l'œuvre d'art mural;
- Les frais de production des plans, devis et estimations de coût (préliminaires et définitifs) de l'œuvre d'art mural;

- Le coût des matériaux et des services (les matériaux, la main d'œuvre, la machinerie, l'outillage et les accessoires) requis pour la conception et la réalisation de l'œuvre d'art mural;
- Le coût des composantes lumineuses faisant partie de la composition de l'œuvre;
- Le transport, l'installation et la sécurisation du site, de l'œuvre d'art mural;
- Le coût des permis et tous les frais de coordination relatifs à l'installation et à la réalisation de l'œuvre d'art mural, ainsi qu'à la gestion de la circulation pendant les travaux;
- Les dépenses relatives aux déplacements et aux frais de messageries;
- Une assurance responsabilité civile de trois millions de dollars (3 000 000 $) pour la durée des travaux ainsi que des assurances contre les pertes d'exploitation, une couverture hors site, une assurance transport, une assurance flottante d'installation tous risques avec valeur de remplacement à neuf. Cette dernière doit couvrir la valeur de l'œuvre avant taxes;
- Les frais relatifs à la préparation et à la participation à un maximum de cinq rencontres de présentation auprès des partenaires, des citoyens, du Conseil du Patrimoine, etc.
- Les frais d'élaboration du dossier complet de l'œuvre d'art mural comprenant les plans conformes à l'exécution et des photographies des différentes étapes de la fabrication pour des fins non commerciales.

Michèle Picard informe les candidats qu'une fiche technique du produit anti-graffiti qui sera appliqué sur l'œuvre d'art mural par la Ville sera transmise aux candidats.

Mme Picard confirme également que le Bureau d'art public sera responsable de l'entretien de l'œuvre.

Un artiste demande si l'élagage des végétaux sera effectué avant l'installation de l'œuvre. Au besoin, les représentants de la Ville confirment que oui, aux frais de la Ville.

Précision
Le mur qui accueillera l'œuvre d'art mural étant inscrit dans le Site patrimonial du Mont-Royal, les représentants de la Ville doivent vérifier si l'octroi du contrat à l'artiste lauréat devra passer au conseil d'agglomération.

Les artistes sont invités à faire une recommandation à la Ville quant au produit anti graffiti. Les différentes fiches techniques de produits anti-graffiti étudiés à ce jour par la Ville seront transmises aux candidats en plus de celle déjà transmise.

9. Travaux à la charge de la Ville

Il est prévu au programme du concours que la Ville prenne en charge les éléments suivants :

- La coordination avec les partenaires du Projet (le Bureau du Mont-Royal, le SGPVMR, entre autres);
- L'éclairage de l'œuvre, prévu à des fins de mise en lumière;
- Les honoraires de l'architecte paysagiste qui collaborera avec l'artiste pour l'élaboration du dossier de prestation et la réalisation de l'œuvre;
- Les traitements spéciaux de protection anti-graffitis, s'il y a lieu;
- La plaque d'identification de l'œuvre;
- Les frais reliés aux communications et aux activités de promotion de l'œuvre prévues dans le cadre du projet;
- Les coûts liés à l'entretien de l'œuvre d'art mural pour une durée de quinze (15) ans.

10. Matériel à produire

On rappelle aux finalistes que les dossiers de prestation devront comporter les éléments suivants :

– Un texte de présentation d'au plus deux pages présentant le concept choisi pour répondre à la commande;
– Deux montages photographiques présentant l'œuvre dans son environnement immédiat sur des planches de format A1 (ou l'équivalent) montées sur une surface rigide de type *foamcore*. La Ville fournie aux finalistes des vues photographiques de l'emplacement de l'œuvre d'art, sur support informatique afin d'avoir des comparables pour le jury;
– Une élévation du mur à l'échelle 1 : 50, présentée sur 2 planches de format A1 montées sur une surface rigide de type *foamcore*;
– Trois croquis ou dessins conceptuels sur une planche de format A1 (ou l'équivalent) montée sur une surface rigide de type *foamcore*;
– Échantillons (matériaux, finis). La dimension de chaque échantillon ne devra pas excéder le format d'une planche A1.
– Description technique des composantes et dimensions;
  – Liste et caractéristiques des matériaux (incluant les composantes tridimensionnelles et leurs ancrages) et fiches techniques des matériaux de l'œuvre (incluant la peinture, ainsi que les codes de couleurs);
  – Les exigences d'entretien;

- Liste des fournisseurs et des sous-traitants;
- Budget (grille Excel fournie par la Ville);
- Calendrier de production / fabrication (installation : automne 2016 à printemps 2017).

Une élévation du mur à l'échelle sera remise aux finalistes, ainsi qu'un plan qui inclut la placette qui sera implantée face au mur de béton. Un finaliste demande à ce que des photos du mur prises de la placette leur soient transmises.

Précision
Les photographies imposées ont été prises avant la coupe des frênes au centre de la rue. Puisque de nouveaux arbres remplaceront ceux qui ont été coupés, les photographies imposées pour les photomontages seront les mêmes.

Mme Picard passe en revue les critères d'évaluation inscrits au programme de concours. Elle souligne l'importance pour les artistes de considérer les différents utilisateurs dans la conception de leur œuvre ainsi que l'expérience de l'œuvre au cours des 4 saisons.

11. Calendrier

On convient que le calendrier du projet doit être ajusté comme suit :

Lancement du concours par avis public	17 août 2015
1ère étape	
Date limite de dépôt des candidatures	14 septembre 2015 à midi
1ère rencontre du jury pour le choix de trois équipes composées d'un organisme-producteur de murales et d'un artiste professionnel ou un muraliste	Semaine du 21 septembre 2015
Envoi des réponses aux candidats	Semaine du 21 septembre 2015
2e étape	
Rencontre d'information avec les équipes retenues, présentation de l'espace et signature des contrats-concept	Octobre 2015
Rencontres de travail entre les équipes finalistes et la firme d'architecture de paysage responsable du Projet d'aménagement	À compter de la semaine du 19 octobre 2015
Dépôt des prestations artistiques	Lundi, 30 novembre 2015 à 12h
Rencontre du comité technique	Mardi 1er décembre 2015
2e rencontre du jury pour le choix de l'équipe composée d'un organisme-producteur de murales et d'un artiste professionnel ou un muraliste	Semaine du 7 décembre 2015
Envoi des réponses aux finalistes	Semaine du 7 décembre 2015
Octroi du contrat à l'artiste par la Ville	C.E. de janvier 2016
Lancement de l'appel d'offre : entrepreneur pour le projet d'architecture de paysage	Mars 2016
L'équipe lauréate collabore avec l'architecte paysagiste et l'accompagne dans le développement des composantes tridimensionnelles (si requis)	Janvier à mars 2016
Installation des composantes tridimensionnelles de l'œuvre	Automne 2016 – printemps 2017
Réalisation des travaux d'architecture de paysage par l'entrepreneur	Juin 2016 – mai 2017
Réalisation de l'œuvre d'art mural	Automne 2015 – printemps 2017
Installation de l'œuvre d'art mural	Automne 2016 - Printemps 2017
Inauguration de l'œuvre d'art mural et de l'aménagement	Mai 2017 (à confirmer)

12. Séquence des présentations des propositions devant jury

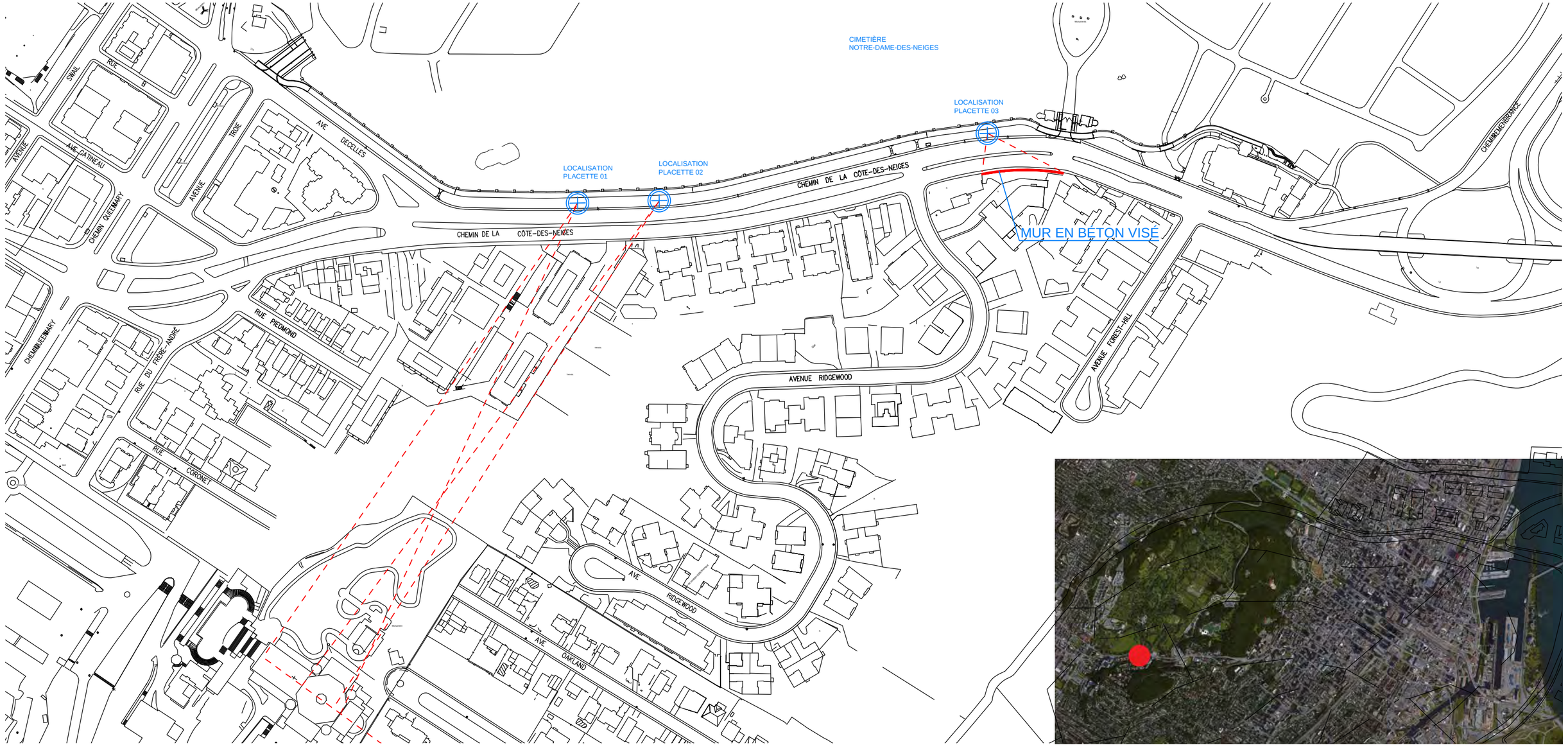
On informe les participants que les documents de prestation doivent être déposés au plus tard le mardi, 1er décembre 2015 à 15 h. La séquence des propositions est déterminée par les 3 équipes finalistes. La date de rencontre du jury sera déterminée ultérieurement et communiquée aux finalistes une semaine avant la tenue de la rencontre.
Ordre des présentations :

1. Jason Cantoro et Pierre-Alain Benoît MURAL
2. Francis Montillaud et Vincent Roy, ExMuro
3. Carlito Dalceggio et Elizabeth-Ann Doyle, MU

Michèle Picard informe les participants que les présentations dureront 30 minutes, suivies d'une période de questions d'une durée de 15 minutes.

13. Contrats

Une première version de contrat est remise aux équipes finalistes. Michèle Picard demande à ce que lui soient acheminés les numéros de taxes et les informations requises afin qu'elles soient intégrées.



ANNEXE 2.1: LOCALISATION DU SITE D'INTERVENTION

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1164956002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division des grands parcs métropolitains , Bureau du CESM et Legs du 375e
Objet :	Accorder un contrat d'exécution d'oeuvre d'art mural au montant maximal de 315 000,00 $, taxes incluses, à monsieur Francis Montillaud, artiste professionnel, pour réaliser et installer une oeuvre dont le titre provisoire est "Tranche de vie". Initiée dans le cadre du projet des Escales découvertes du mont Royal, l'oeuvre d'art mural sera intégrée à un mur de soutènement existant, situé dans l'emprise du chemin de la Côte-des-Neiges, du côté ouest, entre les avenues Ridgewood et Forest Hill. / Approuver un projet de convention à cette fin. / Autoriser le Service de la culture à effectuer le suivi de la réalisation de cette oeuvre d'art mural, de concert avec le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1164956002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jerry BARTHELEMY
Préposé au budget
Tél : 514-868-3203

Mario Primard
Agent comptable analyste
514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-16

François FABIEN
Conseiller(ere) budgétaire
Tél : 514 872-7174

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.18

2016/03/24 17:00

(2)

Dossier # : 1153334027

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Schneider Electric Canada inc., fournisseur exclusif, pour les travaux de remplacement des disjoncteurs 600 V aux bâtiments des boues de la désinfection et du prétraitement de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.- Marcotte - Phase 2 au montant de 987 743,33 $ taxes incluses - Dépenses totales de 1 135 904,83 $ taxes incluses.

Il est recommandé:

1. d'autoriser une dépense de 1 135 904,83 $, taxes incluses, pour les travaux de remplacement des disjoncteurs 600 V aux bâtiments des boues de la désinfection et du prétraitement de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte incluant un montant pour contingences de 148 161,50 $ taxes incluses;

2. d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Schneider Electric Canada inc., fournisseur exclusif, pour les travaux de remplacement des disjoncteurs 600 V aux bâtiments des boues de la désinfection et du prétraitement de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte au prix de sa soumission, soit une somme maximale de 987 743,33 $, taxes incluses, conformément à la proposition de cette firme datée du 1er février 2016;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-02-19 09:14

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1153334027**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Schneider Electric Canada inc., fournisseur exclusif, pour les travaux de remplacement des disjoncteurs 600 V aux bâtiments des boues de la désinfection et du prétraitement de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.- Marcotte - Phase 2 au montant de 987 743,33 $ taxes incluses - Dépenses totales de 1 135 904,83 $ taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Les bâtiments des boues, de la désinfection et du prétraitement à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R. Marcotte (Station) sont alimentés à 25 kV, chacun par deux artères sur le réseau de distribution normal ainsi que par deux artères sur le réseau de distribution urgence. Ces artères d'alimentation proviennent tous du poste de distribution principale de la Station; soit la centrale d'énergie. L'alimentation électrique à 25 kV est ensuite abaissée à 600 V à l'aide de transformateurs, pour alimenter l'ensemble des charges des bâtiments concernés: charges motrices, services, éclairage, instrumentation et contrôle, etc. La robustesse et la fiabilité du réseau électrique de ces bâtiments sont donc nécessaires pour effectuer le traitement des eaux usées avec efficacité.

L'ensemble de la protection électrique du réseau 600 V est assuré par des disjoncteurs de marque Merlin Gerin, de différents modèles et de capacités variées. Ces équipements électriques ont été fabriqués en 1985 et mis en service à la fin de 1986. Près de 80 disjoncteurs de marque Merlin Gerin sont installés et en fonction à la Station, répartis dans ces trois (3) bâtiments. L'entreprise Merlin Gerin a été acquise par Schneider Electric en 1992 et l'ensemble des produits Merlin Gerin a migré à la marque Schneider Electric en 2009. Les disjoncteurs Merlin Gerin ne sont plus supportés par Schneider Electric, donc il devient difficile, voire impossible, de remplacer les disjoncteurs par le même modèle ou de se procurer des pièces de rechanges.

La phase 1 du présent projet consistait au remplacement des disjoncteurs défectueux, au

remplacement d'au moins un disjoncteur de chaque type présent à la Station ainsi que l'achat de disjoncteurs de rechange pour chacun des types identifiés. Pour réaliser les travaux de la phase 1, un total de 19 disjoncteurs a été acheté. De plus, une vérification et un entretien complet de tous les disjoncteurs existants ainsi que des tableaux électriques ont été effectués.

Seule l'entreprise Schneider Electric possède l'expertise et la technologie requise pour procéder à ces travaux électriques spécialisés.

La phase 2 du projet consiste au remplacement complet de tous les disjoncteurs d'artère et de lien de marque Merlin Gérin de la Station ainsi que l'achat de disjoncteurs de rechange pour chacun des types identifiés. Cette phase est rendue nécessaire puisque tous les disjoncteurs de rechange prévus dans la phase 1 du projet ont été utilisés pour remplacer d'autres disjoncteurs défectueux non répertoriés dans la phase 1. Ces disjoncteurs défectueux ont été découverts suite à l'entretien réalisé dans la phase 1 du projet. De plus, certains disjoncteurs non défectueux montrent des signes de fatigue mécanique et électrique laissant présager des problèmes de défectuosité à court terme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG13 0314 - 29 août 2013 - Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à la firme Schneider Electric Canada inc., fournisseur exclusif, pour le remplacement des disjoncteurs 600V aux bâtiments des boues, de la désinfection et du prétraitement de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, soit une somme maximale de 497 571,56 $, taxes et contingences incluses.

DESCRIPTION

Le présent contrat vise à octroyer un contrat de gré à gré à Schneider Electric pour la phase 2 de remplacement des disjoncteurs 600 V aux bâtiments des boues, de la désinfection et du prétraitement de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte. Les principales étapes de la réalisation des travaux sont les suivantes:

· construction et essais des nouveaux disjoncteurs « retrofit » en atelier, sur chacun des types identifiés à la Station;

· études de coordination, court-circuit et arc flash des systèmes de protection électrique existants et nouveaux;

· l'installation et les raccordements des nouveaux disjoncteurs « retrofit » ainsi que les essais de fonctionnement.

La soumission de la compagnie Schneider Electric Canada inc. est de 987 743,33 $, taxes incluses auquel un montant de 148 161,50 $, taxes incluses, a été ajouté aux fins d'imprévus en cours d'exécution des travaux (15 % de la valeur du contrat).

Une analyse des coûts pour la Phase 2 en 2016 en comparaison avec les prix obtenus pour la Phase 1 en 2013 pour un même type de disjoncteur permet de conclure que les prix obtenus représentent une économie variant entre 2,3 % et 3,7 % principalement dû au volume d'achat de la Phase 2. Par conséquent, nous confirmons que la proposition de prix de la firme Schneider Electric représente un coût juste et raisonnable à l'avantage de la Ville.

JUSTIFICATION

Les équipements de distribution électriques sont en service depuis près de 30 ans. La majorité des disjoncteurs Merlin Gerin sont vétustes et en fin de vie utile. Il est donc important de procéder au remplacement des disjoncteurs 600 V Merlin Gerin. Aussi, avec l'achat de disjoncteurs de rechange, l'équipe d'entretien pourra procéder rapidement au remplacement des disjoncteurs défectueux tout en limitant les effets sur l'opération de la Station.

Une technologie a été développée par Schneider Electric consistant à installer un nouveau disjoncteur « retrofit »; c'est-à-dire pouvant être installé dans la même cellule du tableau de distribution que le disjoncteur Merlin Gerin et ne nécessitant aucune modification physique ou électrique du tableau de distribution existant. Cette technologie permet de moderniser les équipements de distribution en limitant grandement les interruptions de service électrique de la Station puisqu'aucune modification au niveau du tableau de distribution n'est nécessaire.

Le remplacement des disjoncteurs Merlin Gerin avec des disjoncteurs provenant d'autres fournisseurs est comparable monétairement avec l'installation des disjoncteurs « retrofit ». Cependant, puisque les autres fournisseurs ne possèdent pas la technologie pour implanter leurs disjoncteurs dans les cellules existantes des tableaux de distribution, d'importantes modifications seraient nécessaires pour réaliser cette installation. L'installation d'un disjoncteur de type « retrofit » peut être réalisé en moins d'une heure sans avoir besoin de couper l'alimentation électrique du tableau de distribution et d'arrêter l'opération de l'usine dans la plupart des cas. Par contre, environ 16 heures consécutives d'interruption complètes sont nécessaires pour installer un disjoncteur provenant d'un autre fournisseur, pour un total de quatre (4) à cinq (5) arrêts complets de la Station en tenant compte du nombre et de l'emplacement des disjoncteurs à remplacer dans le cadre de ce projet. Par temps sec, la Station à une capacité de rétention d'environ 9 heures lorsque les opérations sont complètement arrêtées. Le Ministère du Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) n'autorise pas des travaux planifiés qui occasionnent des déversements s'il existe une solution adéquate pour les prévenir.

En conclusion et après des vérifications sérieuses et documentées, nous confirmons qu'aucun autre fournisseur, à l'exception de Schneider, est en mesure de fournir la technologie pour implanter des disjoncteurs dans les cellules existantes des tableaux de distribution sans modifications substantielles aux installations existantes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts pour les travaux de remplacement des disjoncteurs 600 V aux bâtiments des boues de la désinfection et du prétraitement de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.- Marcotte Phase 2 incluant les contingences, sont de 1 135 904,83 $ taxes incluses ou 1 037 232,51 $ net de ristournes de taxes.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention financière du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.*

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de ne pas donner suite à la présente recommandation d'octroi de contrat de gré à gré à Schneider Electric pour la phase 2 du remplacement des disjoncteurs 600 V aux bâtiments des boues, de la désinfection et du prétraitement aura un impact direct sur la robustesse et la fiabilité des réseaux de distribution électriques et pourrait causer des interruptions de service prolongées dans le cas d'une défectuosité d'un disjoncteur existant puisque les délais de livraison pour obtenir un nouveau disjoncteur « retrofit » sont considérables.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation des travaux: printemps 2016 à automne 2016 (selon les contraintes opérationnelles)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sophie GASCON)

Avis favorable avec commentaires :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Michel S SIMARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Claude S MEUNIER
Ingénieur

ENDOSSÉ PAR Le : 2015-09-10

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél :	280-4418	**Tél :**	514-280-4364
Télécop. :	280-4387	**Télécop. :**	514-280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Richard FONTAINE
Directeur(trice) du traitement des eaux usees
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2015-10-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2016-02-15

1er février 2016

Ville De Montréal - Maurice Duplessis
12001 boul. Maurice-Duplessis
Montréal, Quebec
H1C 1V3

Nom du projet: Remise fonctionnel et adaptation disjoncteurs BT, Phase 2, Epuration Rev 6
Notre Ref. #: CSG-061054

Cher

Schneider Electric Canada Inc. a le plaisir de vous faire l'offre suivante: Remise fonctionnel et adaptation disjoncteurs BT, Phase 2, Epuration Rev 6.

Spécialiste mondial de la gestion de l'énergie, présent dans plus de 100 pays, Schneider Electric offre des solutions intégrées pour de nombreux segments de marchés. Le Groupe bénéficie d'une position de leader sur ceux de l'Energie et Infrastructures, Procédés Industriels, l'Automatisation de Bâtiment, des Centres de données et Réseaux ainsi qu'une large présence dans les applications du Résidentiel. Mobilisés pour rendre l'énergie sûre, fiable, efficace, productive et propre, ses plus de 140 000 collaborateurs s'engageant auprès des individus et des organisations afin de les aider à tirer le meilleur de leur énergie.

Merci pour cette opportunité de chiffrer ce projet. Nous attendons avec intérêt de travailler avec vous sur ce projet. N'hésitez pas à nous appeler si vous avez des questions.

Avec nos salutations,

Jean-Guy Montplaisir
SSR

jean-guy.montplaisir@schneider-electric.com

Schneider Electric Canada Inc.
825 Bancroft Street
Pointe Claire, QC H9R 4L6
T: 514.697.4790 F: 859.334.9928
www.schneider-electric.com/ca

Remise fonctionnel et adaptation disjoncteurs BT, Phase 2, Epuration Rev 6

Element	Portée des travaux	Prix
	DSA 16X3 / NW1600 (Quantitées de 8 fois) Remplacement de un disjoncteur DSA 16X3 par un disjoncteur type NW par une intervention berceau dans berceau sans modification des barres réalisée en moins de une heure de mise hors tension Revision des ajustements existants, coordination * Remplacement des lumieres Ouvert et Fermé par des LED * Réadaptation des circuits de déclenchement aux nouveaux disjoncteurs * Modification des circuits de supervision de l'état * Intégration de Kirk Liste des disjoncteurs: 637-E60-117 637-E60-118 637-E60-119 637-E60-120 637-E60-121 637-E61-117 637-E61-118 668-E61-104 WG1EER64A3SFFFXXJX Schneider Electric Masterpact Drawout Circuit Breaker WG1EER64A3SFFFXXJX Model No. NW16N 3-Pole UL489/CSA Rated Rated 1600 Amps, 100% Rated AIR - 65kA/65kA/50kA @ 240/480/600 Vac 1600 Amp Sensor Plug UL Type A Plug Micrologic Trip Unit Type 6.0P with: Zone Selective Protection (ZSI) Residual Ground Fault Protection Ground Fault Trip Only Ammeter Power Meter Modbus Communication Module 4 Auxiliary Contacts Spring Charging Motor - 100-130Vac Shunt Trip - 100-130Vac Closing Coil - 100-130Vac Mechanical Operations Counter Padlockable Push Button Cover No lock Automatic Spring Discharged Interlock Standard Qty 1 - External Power Supply - 110-130 Vac	$159,848.00

	as separate line item. Revision - 6/19/2013 - (130529/130529) 6/20/2013 8:32:04 AM 685826 CIRCUIT BREAKER POWER SUPPLY MODULE	

Element	Portée des travaux	Prix
	DSA 40X3 / NW3200 (Quantitées de 4 fois) Remplacement de un disjoncteur DSA1 40X3 par un disjoncteur type NW par une intervention berceau dans berceau sans modification des barres réalisée en moins de une heure de mise hors tension Revision des ajustements existants, coordination * Remplacement des lumieres Ouvert et Fermé par des LED * Réadaptation des circuits de déclenchement aux nouveaux disjoncteurs * Modification des circuits de supervision de l'état * Intégration de Kirk Liste des disjoncteurs: 652-E60-100 652-E60-102 (Inclus dans phase 1) 668-E60-101 (Inclus dans phase 1) 668-E60-116 668-E60-131 668-E61-101 WG3HHR64A3SGFFXXJA Schneider Electric Masterpact Drawout Circuit Breaker WG3HHR64A3SGFFXXJA Model No. NW30H 3-Pole UL489/CSA Rated Rated 3000 Amps, 100% Rated AIR - 100kA/100kA/85kA @ 240/480/600 Vac 3000 Amp Sensor Plug UL Type A Plug Micrologic Trip Unit Type 6.0P with: Zone Selective Protection (ZSI) Residual Ground Fault Protection Ground Fault Trip Only Ammeter Power Meter Modbus Communication Module 4 Auxiliary Contacts Spring Charging Motor - 100-130Vdc Shunt Trip - 100-130Vac Closing Coil - 100-130Vac Mechanical Operations Counter	$88,756.00

	Padlockable Push Button Cover No lock with Padlock attachement Automatic Spring Discharged Interlock Standard Qty 1 - External Power Supply - 110-130 Vac as separate line item. Revision - 6/19/2013 - (130529/130529) 6/20/2013 8:40:19 AM 685826 CIRCUIT BREAKER POWER SUPPLY MODULE	

Element	Portée des travaux	Prix
	SELPACT 1000A / NT1000 (Quantitées de 25 fois) Remplacement de 1 disjoncteurs Selpact par 1 disjoncteurs type NT par une intervention berceau dans berceau sans modification des barres réalisée en moins de une heure de mise hors tension Revision des ajustements existants, coordination * Remplacement des lumieres Ouvert et Fermé par des LED * Réadaptation des circuits de déclenchement aux nouveaux disjoncteurs * Modification des circuits de supervision de l'état * Intération de Kirk Liste des disjoncteurs: 652-E61-114 668-E60-104, 668-E60-105,668-E60-106, 668-E60-107, 668-E60-108, 668-E60-109, 668-E60-110, 668-E60-111 668-E60-112 668-E60-118,668-E60-119,668-E60-120,668-E60-121, 668-E60-124 668-E60-134, 668-E60-135,668-E60-136, 668-E60-138, 668-E60-139,668-E60-140,668-E60-141,668-E60-142,668-E60-143 668-E61-105,668-E61-109 TM4BBR64R3SFFFXXJA Schneider Electric Masterpact Drawout Circuit Breaker TM4BBR64R3SFFFXXJA Model No. NT10H1 3-Pole IEC 947-2 Rated Rated 1000 Amps, 100% Rated AIR - 42kA/42kA/42kA @ 240/440/690 Vac 1000 Amp Sensor Plug IEC Standard Plug Micrologic Trip Unit Type 6.0P with:	$338,525.00

	Zone Selective Protection (ZSI) Residual Ground Fault Protection Ground Fault Trip Only Ammeter Power Meter Modbus Communication Module 4 Auxiliary Contacts Spring Charging Motor - 100-130Vac Shunt Trip - 100-130Vac Closing Coil - 100-130Vac Mechanical Operations Counter Padlockable Push Button Cover No lock with Padlock attachement Qty 1 - External Power Supply - 110-130 Vac as separate line item. Revision - 6/19/2013 - (130529/130529) 6/20/2013 8:26:00 AM 685826 CIRCUIT BREAKER POWER SUPPLY MODULE	

Element	Portée des travaux	Prix
	SELPACT 1600A / NT 1600 (Quantitées de 2 fois) Remplacement de un disjoncteur SELPACT 1600 par un disjoncteur type NW par une intervention berceau dans berceau sans modification des barres réalisée en moins de une heure de mise hors tension Revision des ajustements existants, coordination * Remplacement des lumieres Ouvert et Fermé par des LED * Réadaptation des circuits de déclenchement aux nouveaux disjoncteurs * Modification des circuits de supervision de l'état * Intégration de Kirk Liste des disjoncteurs: 652-E60-104 652-E60-106 TM5EER64R3SFFFXXJA Schneider Electric Masterpact Drawout Circuit Breaker TM4BBR64R3SFFFXXJA Model No. NT16H2 3-Pole IEC 947-2 Rated Rated 1600 Amps, 100% Rated AIR - 42kA/42kA/42kA @ 240/440/690 Vac 1600 Amp Sensor Plug IEC Standard Plug Micrologic Trip Unit Type 6.0P with: Zone Selective Protection (ZSI) Residual Ground Fault Protection	$28,922.00

	Ground Fault Trip Only Ammeter Power Meter Modbus Communication Module 4 Auxiliary Contacts Spring Charging Motor - 100-130Vac Shunt Trip - 100-130Vac Closing Coil - 100-130Vac Mechanical Operations Counter Padlockable Push Button Cover No lock with Padlock attachement Qty 1 - External Power Supply - 110-130 Vac as separate line item. Revision - 6/19/2013 - (130529/130529) 6/20/2013 8:26:00 AM 685826 CIRCUIT BREAKER POWER SUPPLY MODULE	

Element	Portée des travaux	Prix
	SELPACT 3200 / NW 3200 (Quantitée de 1 fois) Remplacement de un disjoncteur SELPACT 3200 par un disjoncteur type NW par une intervention berceau dans berceau sans modification des barres réalisée en moins de une heure de mise hors tension Revision des ajustements existants, coordination * Remplacement des lumieres Ouvert et Fermé par des LED * Réadaptation des circuits de déclenchement aux nouveaux disjoncteurs * Modification des circuits de supervision de l'état * Intégration de Kirk Liste des disjoncteur: 668-E60-102 WG3HHR64A3SGFFXXJA Schneider Electric Masterpact Drawout Circuit Breaker WG3HHR64A3SGFFXXJA Model No. NW32H 3-Pole UL489/CSA Rated Rated 3200 Amps, 100% Rated AIR - 100kA/100kA/85kA @ 240/480/600 Vac 3200 Amp Sensor Plug UL Type A Plug Micrologic Trip Unit Type 6.0P with: Zone Selective Protection (ZSI) Residual Ground Fault Protection Ground Fault Trip Only	$23,698.00

	Ammeter Power Meter Modbus Communication Module 4 Auxiliary Contacts Spring Charging Motor - 100-130Vdc Shunt Trip - 100-130Vac Closing Coil - 100-130Vac Mechanical Operations Counter Padlockable Push Button Cover No lock with Padlock attachement Automatic Spring Discharged Interlock Standard Qty 1 - External Power Supply - 110-130 Vac as separate line item. Revision - 6/19/2013 - (130529/130529) 6/20/2013 8:40:19 AM 685826 CIRCUIT BREAKER POWER SUPPLY MODULE	

Element	Portée des travaux	Prix
	SELPACT 2000 / NW 2000 (Quantitées de 3 fois) Remplacement de un disjoncteur SELPACT 2000 par un disjoncteur type NW par une intervention berceau dans berceau sans modification des barres réalisée en moins de une heure de mise hors tension Revision des ajustements existants, coordination * Remplacement des lumieres Ouvert et Fermé par des LED * Réadaptation des circuits de déclenchement aux nouveaux disjoncteurs * Modification des circuits de supervision de l'état * Intégration de Kirk Liste des disjoncteurs: 668-E60-117 668-E60-132 668-E61-102 WG3HHR64A3SGFFXXJA Schneider Electric Masterpact Drawout Circuit Breaker WG3HHR64A3SGFFXXJA Model No. NW20H 3-Pole UL489/CSA Rated Rated 3000 Amps, 100% Rated AIR - 100kA/100kA/85kA @ 240/480/600 Vac 3000 Amp Sensor Plug UL Type A Plug Micrologic Trip Unit Type 6.0P with: Zone Selective Protection (ZSI) Residual Ground Fault Protection Ground Fault Trip Only Ammeter	$65,367.00

	Power Meter Modbus Communication Module 4 Auxiliary Contacts Spring Charging Motor - 100-130Vdc Shunt Trip - 100-130Vac Closing Coil - 100-130Vac Mechanical Operations Counter Padlockable Push Button Cover No lock with Padlock attachement Automatic Spring Discharged Interlock Standard Qty 1 - External Power Supply - 110-130 Vac as separate line item. Revision - 6/19/2013 - (130529/130529) 6/20/2013 8:40:19 AM 685826 CIRCUIT BREAKER POWER SUPPLY MODULE	

Element	Portée des travaux	Prix
	Faire la formation a l'intention du personnel d'entretien, manuel d'exploitation Faire la formation (2X 3 heures) à l'intention du personnel d'entretien. Les 2 cours dans la même journée. Formation qui sera basée sur les documents fourni par Schneider Electric. Fournir 12 manuels de formation. 6hrs de Formation	$3,475.00

Element	Portée des travaux	Prix
	DSA 2000 / NW2000 (Quantitées de 2 fois) Remplacement d'un disjoncteur DSA par un disjoncteur type NW par une intervention berceau dans berceau sans modification des barres réalisée en moins de une heure de mise hors tension Revision des ajustements existants, coordination * Remplacement des lumieres Ouvert et Fermé par des LED * Réadaptation des circuits de déclenchement aux nouveaux disjoncteurs * Modification des circuits de supervision de l'état * Intégration de Kirk Liste des disjoncteurs: 637-E60-103 637-E60-112 Schneider Electric Masterpact Drawout Circuit Breaker Model No. NW20H 3-Pole UL489/CSA Rated	$41,370.00

	Rated 2000 Amps, 100% Rated AIR - 100kA/100kA/85kA @ 240/480/600 Vac 2000 Amp Sensor Plug UL Type A Plug Micrologic Trip Unit Type 6.0P with: Zone Selective Protection (ZSI) Residual Ground Fault Protection Ground Fault Trip Only Ammeter Power Meter Modbus Communication Module 4 Auxiliary Contacts Spring Charging Motor - 100-130Vdc Shunt Trip - 100-130Vac Closing Coil - 100-130Vac Mechanical Operations Counter Padlockable Push Button Cover No lock with Padlock attachement Automatic Spring Discharged Interlock Standard Qty 1 - External Power Supply - 110-130 Vac as separate line item. 685826 CIRCUIT BREAKER POWER SUPPLY MODULE	

Element	Portée des travaux	Prix
	Modifications additions Refaire le cable de controle des disjoncteurs des deux tableaux de prétraitement pour les rendre identiques aux tableaux des boues et désinfection Fournir les plans de controle des disjoncteurs et des tableaux tel que modifiés Fournir des plastron modifiés pour tous les NT Enlever les ampèremetres voltmètres, sélecteurs et refaire la finition par obturation. Fournir le matériel requis pour les additions et modifications	$40,215.00

Element	Portée des travaux	Prix
	NW3200 (Quantités de 2 disjoncteurs de réserve) Disjoncteur à installer dans un cadre pour utiliser en réserve WG3HHR64A3SGFFXXJA Schneider Electric Masterpact Drawout Circuit Breaker WG3HHR64A3SGFFXXJA Model No. NW30H 3-Pole UL489/CSA Rated Rated 3000 Amps, 100% Rated AIR - 100kA/100kA/85kA @ 240/480/600 Vac 3000 Amp Sensor Plug UL Type A Plug Micrologic Trip Unit	$26,918.00

	Type 6.0P with: Zone Selective Protection (ZSI) Residual Ground Fault Protection Ground Fault Trip Only Ammeter Power Meter Modbus Communication Module 4 Auxiliary Contacts Spring Charging Motor - 100-130Vdc Shunt Trip - 100-130Vac Closing Coil - 100-130Vac Mechanical Operations Counter Padlockable Push Button Cover No lock with Padlock attachement Automatic Spring Discharged Interlock Standard Qty 1 - External Power Supply - 110-130 Vac as separate line item. Revision - 6/19/2013 - (130529/130529) 6/20/2013 8:40:19 AM	

Element	Portée des travaux	Prix
	SELPACT 1200A / NT 1200 (Quantitées de 3 fois) Remplacement de un disjoncteur Selpact par un disjoncteur type NT par une intervention berceau dans berceau sans modification des barres réalisée en moins de une heure de mise hors tension Revision des ajustements existants, coordination * Remplacement des lumieres Ouvert et Fermé par des LED * Réadaptation des circuits de déclenchement aux nouveaux disjoncteurs * Modification des circuits de supervision de l'état * Intégration de Kirk Liste des disjoncteurs: 652-E60-105 652-E60-107 652-E61-115 TM4DDR64R3SFFFXXJA Schneider Electric Masterpact Drawout Circuit Breaker TM4DDR64R3SFFFXXJA Model No. NT12H1 3-Pole IEC 947-2 Rated Rated 1250 Amps, 100% Rated AIR - 42kA/42kA/42kA @ 240/440/690 Vac 1200 Amp Sensor Plug IEC Standard Plug Micrologic Trip Unit Type 6.0P with: Zone Selective Protection (ZSI) Residual Ground Fault Protection Ground Fault Trip Only	$42,000.00

	Ammeter Power Meter Modbus Communication Module 4 Auxiliary Contacts Spring Charging Motor - 100-130Vac Shunt Trip - 100-130Vac Closing Coil - 100-130Vac Mechanical Operations Counter Padlockable Push Button Cover No lock with Padlock attachement Qty 1 - External Power Supply - 110-130 Vac as separate line item. Revision - 6/19/2013 - (130529/130529) 6/20/2013 8:26:00 AM 685826 CIRCUIT BREAKER POWER SUPPLY MODULE	

Element	Portée des travaux	Prix
1	**Notes Spéciales** Ville de Montréal Station d'Épuration des Eaux Usées Jeam R Marcotte Termes de paiement progressifs assignés au projet 10% Soumisssion des documents, specifications, dessins relatifs aux équipements (disjoncteurs) 20% Commande des éléments principaux (disjoncteurs) 20% Livraison des eléments principaux 50% Installation et essais fonctionnels Confirmation de conformité Schneider Electric confirme avoir pris connaissance de la politique de gestion contractuelle de la ville de Montréal et accepte de s'y confirmer. Résolution CM 130552 du 17 juin 2013	$0.00

Cette offre est sujette aux termes et conditions générales publiées par Schneider Electric Canada Inc. Cette offre est basée sur notre interprétation des informations disponibles au moment de la soumission. Il est de la responsabilité de l'acheteur de valider que cette offre se conforme au cadre du projet.

Tous les prix sont en dollars Canadiens et n'incluent pas les taxes applicables.

Conditions de paiement: Net 30 jours à partir de la date de facture.

CSG-061054 V. 4
Imprimé le 01/02/16

Remise fonctionnel et adaptation disjoncteurs BT, Phase 2, Epuration Rev 6

Cette offre est valable pour une période de 60 jours.

Remise fonctionnel et adaptation disjoncteurs BT, Phase 2, Epuration Rev 6

Element	Portée des travaux
	DSA 16X3 / NW1600 (Quantitées de 8 fois) Remplacement de un disjoncteur DSA 16X3 par un disjoncteur type NW par une intervention berceau dans berceau sans modification des barres réalisée en moins de une heure de mise hors tension Revision des ajustements existants, coordination * Remplacement des lumieres Ouvert et Fermé par des LED * Réadaptation des circuits de déclenchement aux nouveaux disjoncteurs * Modification des circuits de supervision de l'état * Intégration de Kirk Liste des disjoncteurs: 637-E60-117 637-E60-118 637-E60-119 637-E60-120 637-E60-121 637-E61-117 637-E61-118 668-E61-104 WG1EER64A3SFFFXXJX Schneider Electric Masterpact Drawout Circuit Breaker WG1EER64A3SFFFXXJX Model No. NW16N 3-Pole UL489/CSA Rated Rated 1600 Amps, 100% Rated AIR - 65kA/65kA/50kA @ 240/480/600 Vac 1600 Amp Sensor Plug UL Type A Plug Micrologic Trip Unit Type 6.0P with: Zone Selective Protection (ZSI) Residual Ground Fault Protection Ground Fault Trip Only Ammeter Power Meter Modbus Communication Module 4 Auxiliary Contacts Spring Charging Motor - 100-130Vac Shunt Trip - 100-130Vac Closing Coil - 100-130Vac Mechanical Operations Counter Padlockable Push Button Cover No lock Automatic Spring Discharged Interlock Standard Qty 1 - External Power Supply - 110-130 Vac

	as separate line item. Revision - 6/19/2013 - (130529/130529) 6/20/2013 8:32:04 AM 685826 CIRCUIT BREAKER POWER SUPPLY MODULE

Element	Portée des travaux
	DSA 40X3 / NW3200 (Quantitées de 4 fois) Remplacement de un disjoncteur DSA1 40X3 par un disjoncteur type NW par une intervention berceau dans berceau sans modification des barres réalisée en moins de une heure de mise hors tension Revision des ajustements existants, coordination * Remplacement des lumieres Ouvert et Fermé par des LED * Réadaptation des circuits de déclenchement aux nouveaux disjoncteurs * Modification des circuits de supervision de l'état * Intégration de Kirk Liste des disjoncteurs: 652-E60-100 652-E60-102 (Inclus dans phase 1) 668-E60-101 (Inclus dans phase 1) 668-E60-116 668-E60-131 668-E61-101 WG3HHR64A3SGFFXXJA Schneider Electric Masterpact Drawout Circuit Breaker WG3HHR64A3SGFFXXJA Model No. NW30H 3-Pole UL489/CSA Rated Rated 3000 Amps, 100% Rated AIR - 100kA/100kA/85kA @ 240/480/600 Vac 3000 Amp Sensor Plug UL Type A Plug Micrologic Trip Unit Type 6.0P with: Zone Selective Protection (ZSI) Residual Ground Fault Protection Ground Fault Trip Only Ammeter Power Meter Modbus Communication Module 4 Auxiliary Contacts Spring Charging Motor - 100-130Vdc Shunt Trip - 100-130Vac Closing Coil - 100-130Vac Mechanical Operations Counter

	Padlockable Push Button Cover No lock with Padlock attachement Automatic Spring Discharged Interlock Standard Qty 1 - External Power Supply - 110-130 Vac as separate line item. Revision - 6/19/2013 - (130529/130529) 6/20/2013 8:40:19 AM 685826 CIRCUIT BREAKER POWER SUPPLY MODULE

Element	Portée des travaux
	SELPACT 1000A / NT1000 (Quantitées de 25 fois) Remplacement de 1 disjoncteurs Selpact par 1 disjoncteurs type NT par une intervention berceau dans berceau sans modification des barres réalisée en moins de une heure de mise hors tension Revision des ajustements existants, coordination * Remplacement des lumieres Ouvert et Fermé par des LED * Réadaptation des circuits de déclenchement aux nouveaux disjoncteurs * Modification des circuits de supervision de l'état * Intération de Kirk Liste des disjoncteurs: 652-E61-114 668-E60-104, 668-E60-105,668-E60-106, 668-E60-107, 668-E60-108, 668-E60-109, 668-E60-110, 668-E60-111 668-E60-112 668-E60-118,668-E60-119,668-E60-120,668-E60-121, 668-E60-124 668-E60-134, 668-E60-135,668-E60-136, 668-E60-138, 668-E60-139,668-E60-140,668-E60-141,668-E60-142,668-E60-143 668-E61-105,668-E61-109 TM4BBR64R3SFFFXXJA Schneider Electric Masterpact Drawout Circuit Breaker TM4BBR64R3SFFFXXJA Model No. NT10H1 3-Pole IEC 947-2 Rated Rated 1000 Amps, 100% Rated AIR - 42kA/42kA/42kA @ 240/440/690 Vac 1000 Amp Sensor Plug IEC Standard Plug Micrologic Trip Unit Type 6.0P with: Zone Selective Protection (ZSI)

	Residual Ground Fault Protection Ground Fault Trip Only Ammeter Power Meter Modbus Communication Module 4 Auxiliary Contacts Spring Charging Motor - 100-130Vac Shunt Trip - 100-130Vac Closing Coil - 100-130Vac Mechanical Operations Counter Padlockable Push Button Cover No lock with Padlock attachement Qty 1 - External Power Supply - 110-130 Vac as separate line item. Revision - 6/19/2013 - (130529/130529) 6/20/2013 8:26:00 AM 685826 CIRCUIT BREAKER POWER SUPPLY MODULE

Element	Portée des travaux
	SELPACT 1600A / NT 1600 (Quantitées de 2 fois) Remplacement de un disjoncteur SELPACT 1600 par un disjoncteur type NW par une intervention berceau dans berceau sans modification des barres réalisée en moins de une heure de mise hors tension Revision des ajustements existants, coordination * Remplacement des lumieres Ouvert et Fermé par des LED * Réadaptation des circuits de déclenchement aux nouveaux disjoncteurs * Modification des circuits de supervision de l'état * Intégration de Kirk Liste des disjoncteurs: 652-E60-104 652-E60-106 TM5EER64R3SFFFXXJA Schneider Electric Masterpact Drawout Circuit Breaker TM4BBR64R3SFFFXXJA Model No. NT16H2 3-Pole IEC 947-2 Rated Rated 1600 Amps, 100% Rated AIR - 42kA/42kA/42kA @ 240/440/690 Vac 1600 Amp Sensor Plug IEC Standard Plug Micrologic Trip Unit Type 6.0P with: Zone Selective Protection (ZSI) Residual Ground Fault Protection Ground Fault Trip Only

	Ammeter Power Meter Modbus Communication Module 4 Auxiliary Contacts Spring Charging Motor - 100-130Vac Shunt Trip - 100-130Vac Closing Coil - 100-130Vac Mechanical Operations Counter Padlockable Push Button Cover No lock with Padlock attachement Qty 1 - External Power Supply - 110-130 Vac as separate line item. Revision - 6/19/2013 - (130529/130529) 6/20/2013 8:26:00 AM 685826 CIRCUIT BREAKER POWER SUPPLY MODULE

Element	Portée des travaux
	SELPACT 3200 / NW 3200 (Quantitée de 1 fois) Remplacement de un disjoncteur SELPACT 3200 par un disjoncteur type NW par une intervention berceau dans berceau sans modification des barres réalisée en moins de une heure de mise hors tension Revision des ajustements existants, coordination * Remplacement des lumieres Ouvert et Fermé par des LED * Réadaptation des circuits de déclenchement aux nouveaux disjoncteurs * Modification des circuits de supervision de l'état * Intégration de Kirk Liste des disjoncteur: 668-E60-102 WG3HHR64A3SGFFXXJA Schneider Electric Masterpact Drawout Circuit Breaker WG3HHR64A3SGFFXXJA Model No. NW32H 3-Pole UL489/CSA Rated Rated 3200 Amps, 100% Rated AIR - 100kA/100kA/85kA @ 240/480/600 Vac 3200 Amp Sensor Plug UL Type A Plug Micrologic Trip Unit Type 6.0P with: Zone Selective Protection (ZSI) Residual Ground Fault Protection Ground Fault Trip Only Ammeter

Remise fonctionnel et adaptation disjoncteurs BT, Phase 2, Epuration Rev 6

	Power Meter Modbus Communication Module 4 Auxiliary Contacts Spring Charging Motor - 100-130Vdc Shunt Trip - 100-130Vac Closing Coil - 100-130Vac Mechanical Operations Counter Padlockable Push Button Cover No lock with Padlock attachement Automatic Spring Discharged Interlock Standard Qty 1 - External Power Supply - 110-130 Vac as separate line item. Revision - 6/19/2013 - (130529/130529) 6/20/2013 8:40:19 AM 685826 CIRCUIT BREAKER POWER SUPPLY MODULE

Element	Portée des travaux
	SELPACT 2000 / NW 2000 (Quantitées de 3 fois) Remplacement de un disjoncteur SELPACT 2000 par un disjoncteur type NW par une intervention berceau dans berceau sans modification des barres réalisée en moins de une heure de mise hors tension Revision des ajustements existants, coordination * Remplacement des lumieres Ouvert et Fermé par des LED * Réadaptation des circuits de déclenchement aux nouveaux disjoncteurs * Modification des circuits de supervision de l'état * Intégration de Kirk Liste des disjoncteurs: 668-E60-117 668-E60-132 668-E61-102 WG3HHR64A3SGFFXXJA Schneider Electric Masterpact Drawout Circuit Breaker WG3HHR64A3SGFFXXJA Model No. NW20H 3-Pole UL489/CSA Rated Rated 3000 Amps, 100% Rated AIR - 100kA/100kA/85kA @ 240/480/600 Vac 3000 Amp Sensor Plug UL Type A Plug Micrologic Trip Unit Type 6.0P with: Zone Selective Protection (ZSI) Residual Ground Fault Protection Ground Fault Trip Only Ammeter Power Meter

	Modbus Communication Module 4 Auxiliary Contacts Spring Charging Motor - 100-130Vdc Shunt Trip - 100-130Vac Closing Coil - 100-130Vac Mechanical Operations Counter Padlockable Push Button Cover No lock with Padlock attachement Automatic Spring Discharged Interlock Standard Qty 1 - External Power Supply - 110-130 Vac as separate line item. Revision - 6/19/2013 - (130529/130529) 6/20/2013 8:40:19 AM 685826 CIRCUIT BREAKER POWER SUPPLY MODULE

Element	Portée des travaux
	Faire la formation a l'intention du personnel d'entretien, manuel d'exploitation Faire la formation (2X 3 heures) à l'intention du personnel d'entretien. Les 2 cours dans la même journée. Formation qui sera basée sur les documents fourni par Schneider Electric. Fournir 12 manuels de formation. 6hrs de Formation

Element	Portée des travaux
	DSA 2000 / NW2000 (Quantitées de 2 fois) Remplacement d'un disjoncteur DSA par un disjoncteur type NW par une intervention berceau dans berceau sans modification des barres réalisée en moins de une heure de mise hors tension Revision des ajustements existants, coordination * Remplacement des lumieres Ouvert et Fermé par des LED * Réadaptation des circuits de déclenchement aux nouveaux disjoncteurs * Modification des circuits de supervision de l'état * Intégration de Kirk Liste des disjoncteurs: 637-E60-103 637-E60-112 Schneider Electric Masterpact Drawout Circuit Breaker Model No. NW20H 3-Pole UL489/CSA Rated Rated 2000 Amps, 100% Rated AIR - 100kA/100kA/85kA @ 240/480/600 Vac

	2000 Amp Sensor Plug UL Type A Plug Micrologic Trip Unit Type 6.0P with: Zone Selective Protection (ZSI) Residual Ground Fault Protection Ground Fault Trip Only Ammeter Power Meter Modbus Communication Module 4 Auxiliary Contacts Spring Charging Motor - 100-130Vdc Shunt Trip - 100-130Vac Closing Coil - 100-130Vac Mechanical Operations Counter Padlockable Push Button Cover No lock with Padlock attachement Automatic Spring Discharged Interlock Standard Qty 1 - External Power Supply - 110-130 Vac as separate line item. 685826 CIRCUIT BREAKER POWER SUPPLY MODULE

Element	Portée des travaux
	Modifications additions Refaire le cable de controle des disjoncteurs des deux tableaux de prétraitement pour les rendre identiques aux tableaux des boues et désinfection Fournir les plans de controle des disjoncteurs et des tableaux tel que modifiés Fournir des plastron modifiés pour tous les NT Enlever les ampèremetres voltmètres, sélecteurs et refaire la finition par obturation. Fournir le matériel requis pour les additions et modifications

Element	Portée des travaux
	NW3200 (Quantités de 2 disjoncteurs de réserve) Disjoncteur à installer dans un cadre pour utiliser en réserve WG3HHR64A3SGFFXXJA Schneider Electric Masterpact Drawout Circuit Breaker WG3HHR64A3SGFFXXJA Model No. NW30H 3-Pole UL489/CSA Rated Rated 3000 Amps, 100% Rated AIR - 100kA/100kA/85kA @ 240/480/600 Vac 3000 Amp Sensor Plug UL Type A Plug Micrologic Trip Unit Type 6.0P with: Zone Selective Protection (ZSI) Residual Ground Fault Protection

	Ground Fault Trip Only Ammeter Power Meter Modbus Communication Module 4 Auxiliary Contacts Spring Charging Motor - 100-130Vdc Shunt Trip - 100-130Vac Closing Coil - 100-130Vac Mechanical Operations Counter Padlockable Push Button Cover No lock with Padlock attachement Automatic Spring Discharged Interlock Standard Qty 1 - External Power Supply - 110-130 Vac as separate line item. Revision - 6/19/2013 - (130529/130529) 6/20/2013 8:40:19 AM

Element	Portée des travaux
	SELPACT 1200A / NT 1200 (Quantitées de 3 fois) Remplacement de un disjoncteur Selpact par un disjoncteur type NT par une intervention berceau dans berceau sans modification des barres réalisée en moins de une heure de mise hors tension Revision des ajustements existants, coordination * Remplacement des lumieres Ouvert et Fermé par des LED * Réadaptation des circuits de déclenchement aux nouveaux disjoncteurs * Modification des circuits de supervision de l'état * Intégration de Kirk Liste des disjoncteurs: 652-E60-105 652-E60-107 652-E61-115 TM4DDR64R3SFFFXXJA Schneider Electric Masterpact Drawout Circuit Breaker TM4DDR64R3SFFFXXJA Model No. NT12H1 3-Pole IEC 947-2 Rated Rated 1250 Amps, 100% Rated AIR - 42kA/42kA/42kA @ 240/440/690 Vac 1200 Amp Sensor Plug IEC Standard Plug Micrologic Trip Unit Type 6.0P with: Zone Selective Protection (ZSI) Residual Ground Fault Protection Ground Fault Trip Only Ammeter Power Meter Modbus Communication Module 4 Auxiliary Contacts

Remise fonctionnel et adaptation disjoncteurs BT, Phase 2, Epuration Rev 6

	Spring Charging Motor - 100-130Vac Shunt Trip - 100-130Vac Closing Coil - 100-130Vac Mechanical Operations Counter Padlockable Push Button Cover No lock with Padlock attachement Qty 1 - External Power Supply - 110-130 Vac as separate line item. Revision - 6/19/2013 - (130529/130529) 6/20/2013 8:26:00 AM 685826 CIRCUIT BREAKER POWER SUPPLY MODULE

Element	Portée des travaux
1	**Notes Spéciales** Ville de Montréal Station d'Épuration des Eaux Usées Jeam R Marcotte Termes de paiement progressifs assignés au projet 10% Soumisssion des documents, specifications, dessins relatifs aux équipements (disjoncteurs) 20% Commande des éléments principaux (disjoncteurs) 20% Livraison des eléments principaux 50% Installation et essais fonctionnels Confirmation de conformité Schneider Electric confirme avoir pris connaissance de la politique de gestion contractuelle de la ville de Montréal et accepte de s'y confirmer. Résolution CM 130552 du 17 juin 2013

Prix Total	$859,094.00

Cette offre est sujette aux termes et conditions générales publiées par Schneider Electric Canada Inc. Cette offre est basée sur notre interprétation des informations disponibles au moment de la soumission. Il est de la responsabilité de l'acheteur de valider que cette offre se conforme au cadre du projet.

Tous les prix sont en dollars Canadiens et n'incluent pas les taxes applicables.

Conditions de paiement: Net 30 jours à partir de la date de facture.

Cette offre est valable pour une période de 60 jours.

Schneider Electric Canada

Modalités des Services et des Ventes – Fevrier 2013

1. Conditions générales des contrats

Tous les contrats de vente de produits et services conclus entre Schneider Electric Canada Inc. (« SEC ») et l'entité juridique achetant les produits et services (« Acheteur ») sont régis par les conditions générales suivantes (« Conditions de vente Schneider »). Toute modification aux présentes conditions générales doit être accompagnée d'une autorisation signée d'un représentant officiel de SEC. Les bons de commande reçus de l'Acheteur relativement à des produits et/ou services Schneider seront régis par les conditions générales standard en vigueur chez SEC. Les présentes Conditions de vente Schneider prévaudront et excluront l'application de toute autre condition figurant notamment sur un bon de commande, de sorte que SEC n'aura aucune obligation de respecter les modalités, les conditions et les prix indiqués sur un bon de commande, à moins d'acceptation écrite spécifique de SEC.

2. Prix

À moins d'indication contraire, les prix indiqués sont valides pour acceptation par l'acheteur pour une durée de 60 jours à compter de la date du devis et les travaux doivent être programmés pour un achèvement dans un délai de 210 jours après l'expiration du devis. Si la décision d'acceptation de notre offre est prise après l'expiration du devis ou si les travaux doivent être terminés après le délai ci-dessus, SEC se réserve le droit de formuler un autre devis et de modifier ses prix. Tous les prix sont modifiables sans préavis. À moins d'autorisation écrite contraire, les prix s'appliquant aux commandes à action immédiate formulées après le changement d'un prix net seront ceux en vigueur au *moment de la saisie des commandes. Les prix des produits/services* avec livraisons/prestations futures sans entente préalable de prix et de date de livraison/prestation seront ceux en vigueur à la date d'expédition/prestation.
Les estimations de travail faites par SEC sont basées sur des journées de travail normales (8 heures) ayant lieu entre 6 h et 18 h (heure locale) du lundi au vendredi, à l'exclusion des jours fériés. À moins d'indication spécifique contraire dans le devis, les calculs ne comprennent pas d'heures supplémentaires ou majorées. Les taux horaires et les coûts de déplacement correspondront aux valeurs figurant dans la grille de tarification des interventions locales en vigueur chez Schneider Electric Canada Inc. Les coûts des outils spécialisés et des équipements de test sont inclus dans les « frais divers ». L'Acheteur procurera à SEC un accès libre et dégagé au site des travaux. À moins d'indication contraire, les prix ne comprennent pas l'organisation et les coûts d'une coupure d'électricité.

Des frais supplémentaires pourront s'appliquer dans les situations suivantes : retards ou problèmes de site ne relevant pas de la responsabilité de SEC; déplacements supplémentaires sur site causés par un report de certains travaux; demande de report de certains travaux formulée par l'Acheteur sans un préavis de 48 heures; travaux exécutés ou programmés en dehors des heures normales de travail. À moins d'indication spécifique à ce sujet dans le devis, SEC n'intègre dans ses prix aucune visite d'orientation du site, aucune formation de sécurité spéciale ni aucune autre exigence spécifique au site. Les coûts de telles exigences spécifiques au site seront à la charge de l'Acheteur et pourraient nécessiter une modification de commande.

Facturation minimale : Les interventions des spécialistes de chantier dont le déplacement et les services durent au total moins de 4 heures seront facturées pour quatre heures et les interventions dont la durée totale est de 5-8 heures seront facturées pour huit heures.

3. Taxes

À moins d'indication contraire, les prix indiqués ne comprennent pas les taxes, les droits de douane et les autres prélèvements fiscaux, lesquels doivent tous être payés en sus par l'Acheteur. Toutes les variations de taux de change, de taux de taxation, de droits de douane ou de prélèvements fiscaux seront facturées à l'Acheteur.

4. Conditions de Paiement

Toutes les factures doivent être réglées intégralement sous 30 jours. Les retards de paiement feront l'objet d'intérêts à raison de deux pour cent (2 %) par mois. À moins d'indication contraire, tous les prix sont exprimés en dollars canadiens. Les factures relatives à des paiements proportionnels sont dues dès la date d'expédition. Si l'acheteur demande que des expéditions/prestations soient retardées, les produits/travaux terminés à la date de la demande seront facturés à l'Acheteur selon le pourcentage applicable de la valeur totale du contrat. Les équipements mis en réserve à la demande de l'Acheteur seront conservés aux frais et risques de l'Acheteur. Si un projet est retardé de plus de 30 jours après la date d'achèvement programmée sans que le retard soit attribuable à SEC, tous les matériaux pourront être expédiés à l'Acheteur qui devra en assumer toutes les responsabilités, y compris leur paiement.

5. Calendriers de livraisons et de travaux

Les dates de livraison et d'exécution de travaux indiquées dans un devis sont sujettes à confirmation lors de l'octroi du contrat correspondant et jusqu'à cette confirmation, les dates peuvent être changées selon les besoins de SEC. Toutes les confirmations de dates sont basées sur la réception sans retard chez SEC de toutes les informations nécessaires pour l'exécution des travaux sans interruption.

6. Force Majeure

SEC sera pardonnée et n'aura aucune obligation relativement à la non-exécution d'un contrat si le retard d'exécution ou la non-exécution est attribuable à une cause échappant raisonnablement au contrôle de SEC, que SEC ne pouvait raisonnablement prévoir ou pour laquelle SEC ne pouvait raisonnablement prendre de précautions efficaces, et qui a empêché SEC d'exécuter pleinement le contrat. Cette clause s'applique notamment aux situations suivantes : hostilités, guerre, révolution ou insurrection (déclarée ou non), émeutes, bouleversement économique, désordres civils, inondation, séisme, tempête, ouragan, foudre ou autre catastrophe naturelle; incendie ou explosion; grève, lockout ou autre désordre de relations de travail chez SEC ou chez l'un de ses fournisseurs; sabotage, accident, embargo, pénurie de wagons, épaves ou retards de transport, non-livraison de matériaux; ordre ou action d'une autorité gouvernementale. Tout retard attribuable à l'une de ces causes prolongera le délai de livraison/achèvement en conséquence. SEC se réserve le droit d'annuler un contrat lorsqu'il lui semble que de telles circonstances menacent de causer ou provoqueront assurément un retard d'exécution.

7. Annulation

Les commandes transmises par l'Acheteur et acceptées par SEC pourront être annulées uniquement avec le consentement de SEC. Des frais d'annulation pourront être facturés à l'Acheteur pour couvrir les coûts de conception technique et d'ingénierie, les coûts des matériaux achetés et les coûts de production engagés jusqu'à *concurrence de la totalité du prix de vente.*

8. Limites et exclusions de responsabilité

SEC ne pourra sous aucune circonstance être responsable des obligations contractuelles, délictuelles ou reposant sur tout autre fondement juridique (notamment pour négligence ou responsabilité stricte), concernant des produits ou services fournis par SEC, dont la valeur combinée dépasse le prix d'achat des produits et services.

L'Acheteur accepte également d'exclure et SEC réfute toute responsabilité concernant des dommages spéciaux, indirects, accessoires, consécutifs ou punitifs concernant des produits ou services fournis (ce qui comprend notamment les pertes

Sc der
ctric

économiques telles que les pertes de profits ou de chiffre d'affaires, ainsi que les pertes d'utilisation), pouvant avoir été causé par une absence ou un retard de livraison/prestation par un défaut de fabrication ou de matériaux ou par toute autre cause.

9. Garantie

Sous réserve des lois applicables, SEC garantit que les services requis dans le cadre d'une commande seront exécutés par du personnel qualifié, avec soins, compétence et diligence, conformément aux normes professionnelles généralement reconnues. SEC garantit que les produits fabriqués dans ses propres installations ne présenteront aucun défaut de fabrication ou de matériaux lorsqu'ils sont utilisés normalement, et ce pour une période de 18 mois à compter de la date de facturation. En outre, SEC garantit que les produits remis à neuf dans ses propres installations ne présenteront aucun défaut de matériaux lorsqu'ils sont utilisés normalement, et ce pour une période de 12 mois à compter de la date de facturation. Les obligations de SEC relativement à la présente garantie se limitent au remplacement ou à la réparation sans frais des produits en cause, la responsabilité de SEC se terminant à la sortie ses installations, dans la mesure où l'Acheteur informe SEC par écrit sur la nature des défauts immédiatement après leur découverte par l'Acheteur. SEC réfute toute responsabilité relative à des défauts de fabrication, de matériaux ou de qualité de travail sur des prestations de tiers ou des produits fabriqués/réparés par des tiers. Les présentes garanties, conditions et exclusions s'appliquent de façon exclusive et en *remplacement de toute autre garantie expresse ou implicite, ainsi que* de toute autre clause ou promesse (sauf une éventuelle garantie de propriété), ce qui inclut notamment toute garantie implicite de commercialisation, de qualité marchande ou de convenance à un usage quelconque. À moins d'acceptation écrite expresse de SEC, SEC n'aura aucune autre obligation ou responsabilité que celles énoncées ci-dessus relativement aux produits et services fournis par SEC.

10. Biens endommagés ou perdus durant leur transport

Les produits expédiés par SEC seront réputés livrés à l'Acheteur dès que le transporteur lui transmettra un reçu signé confirmant que les produits ont été acheminés en bon état.

F.O.B. POINT D'ORIGINE : Lorsqu'un devis de SEC est basé sur des prix F.O.B. point d'expédition, avec port payé et livraison autorisée au Canada, les produits sont vendus avec responsabilité de l'Acheteur conforme aux conditions précédentes. La livraison des produits par SEC au point d'expédition constitue une livraison à l'Acheteur et tous les risques de perte ou de dommages durant le transport sont transférés à *l'Acheteur dès la livraison au point d'expédition, mais la propriété est* transférée lorsque les produits sont entièrement payés.

F.O.B. DESTINATION : Lorsqu'un devis de SEC est basé sur des prix F.O.B. destination et que les livraisons doivent avoir lieu au Canada, SEC conservera la propriété des produits et les risques de pertes/dommages durant le transport jusqu'au point de livraison gratuite du transporteur au Canada situé le plus près de la première destination, en échange d'un supplément de 2 % appliqué sur le prix net.

11. Sécurité

Les employés de SEC ne seront pas tenus d'exécuter des travaux n'étant pas selon eux exempts de dangers raisonnablement prévisibles. Cette règle s'applique notamment aux travaux sur du matériel électrique n'ayant pas, selon eux, été placé dans un état sécuritaire pour les interventions prévues. L'Acheteur garantit que le site et les conditions de travail respecteront ou dépasseront les normes gouvernementales de santé et sécurité au travail en vigueur. L'Acheteur doit communiquer à SEC toutes les informations pertinentes relatives aux situations suivantes : (a) dangers connus ou raisonnablement prévisibles ayant un rapport quelconque avec les travaux de SEC ou le site sur lequel de tels travaux seront réalisés;

(b) informations d'identification et d'évaluation des dangers et des risques pouvant affecter la santé et/ou la sécurité des travailleurs de Schneider Electric sur un chantier. Ces informations peuvent notamment comprendre : (i) un schéma actualisé et complet du système électrique; (ii) les informations réglementaires de santé et sécurité au travail telles que les fiches signalétiques de sécurité des matériaux, des plans indiquant l'emplacement des matériaux dangereux, des sorties de secours, des salles de services et des autres espaces de travail; (iii) d'autres informations spécifiques au site concernant les activités, les procédés et les systèmes de sécurité de l'Acheteur.

12. L'expression « **informations confidentielles** » s'applique à toute information fournie par une partie (« Partie révélatrice ») à l'autre partie (« Partie réceptrice ») ou à laquelle la Partie réceptrice a accès dans el cadre de la négociation ou de l'exécution de la commande et qui n'est généralement pas connue du public, ce qui comprend notamment : (a) les plans, les spécifications et le contenu d'un équipement ou de la documentation associée à un équipement; (b) les clauses des présentes conditions générales de vente. Chaque partie accepte que ces informations confidentielles soient reçues avec devoir de confidentialité et qu'elles soient utilisées uniquement dans le cadre de leurs obligations ou en ce qui concerne l'Acheteur, uniquement pour installer, utiliser, entretenir et réparer les équipements achetés dans le cadre des présentes conditions (le « But »). Nonobstant toute clause contraire dans la présente section 12, la Partie réceptrice pourra au besoin divulguer des informations confidentielles à des tiers, dans la mesure où ces tiers sont liés par une entente de non divulgation n'étant pas moins contraignante que la présente section, en sachant que la Partie divulgatrice demeurera responsable de tout manquement aux obligations de la présente section 12 par le tiers devenu partie réceptrice.

13. Propriété Intellectuelle

SEC conserve la propriété de tous les droits, titres et intérêts (notamment de droits d'auteur) concernant ses éléments de propriété intellectuelle. Aucun élément des présentes ne peut constituer un transfert de droit, de propriété ou d'intérêt concernant un logiciel ou un produit de propriété intellectuelle, sauf en ce qui concerne le droit limité d'utilisation prévu dans la documentation.

14. Nature des Relations

L'Acheteur reconnaît et accepte que SEC agit à titre d'entrepreneur indépendant et qu'aucun élément des présentes conditions de vente ne crée entre SEC et l'Acheteur une relation de partenariat, de coentreprise ou de représentation mutuelle, et qu'aucune partie ne peut se présenter d'une de ces façons.

15. Amendements

Aucun amendement, aucun supplément, aucune modification, aucune exemption et aucune résiliation d'une commande ou des présentes conditions de vente ne peut être valide sans une reconnaissance écrite et signée des deux parties.

16. Lois applicables

Tout litige découlant de, ou ayant un rapport avec, l'exécution, la lecture, l'interprétation ou le non respect des présentes sera résolu conformément aux lois en vigueur dans la province où les services ont été rendus et conformément aux lois fédérales du Canada en vigueur. SEC accepte de soumettre toute réclamation, tout litige et toute action en justice relativement à cette commande ou concernant l'exécution, la lecture, l'interprétation ou le non respect des *présentes*, uniquement devant les tribunaux de la juridiction indiquée ci-dessus.

Résumé de la santé et sécurité chez Schneider Electric

Philosophie de la sécurité de Schneider Electric

Pour Schneider Electric, la sécurité fait partie du tissu et de l'ADN de l'organisme plutôt que d'être une de plusieurs priorités concurrentes. La sécurité est intégrée dans tous les aspects de l'exploitation de l'entreprise.

Leadership de Schneider Electric en matière de sécurité

L'engagement à la sécurité de Schneider Electric commence au sommet. Chris Curtis, directeur général l'Amérique du Nord, a été interviewé pour la revue *National Safety Council*, édition printemps 2011, au sujet de l'engagement de Schneider Electric envers la sécurité. En 2006, le *National Safety Council* brossait le portrait de Dave Petratis, 'ancien directeur général de l'Amérique du Nord, le démontrant comme directeur général qui avait vraiment saisi ce qu'était le leadership en matière de sécurité.

Certification en matière de sécurité

COR (Certification de reconnaissance) : Les provinces de l'Ouest canadien ont établi des programmes de Certification de reconnaissance qui proclament les personnes qui se sont le mieux démarquées en matière de sécurité à la suite d'un processus d'audit de leurs pairs. Le certificat est délivré par l'autorité provinciale qui exerce une juridiction sur les employeurs qui ont élaboré des programmes de santé et de sécurité satisfaisant les normes établies.

Les établissements de Schneider Electric en Alberta et en Saskatchewan ont un statut COR. L'Alberta bénéficie du statut COR depuis 2005 alors que le Manitoba est en cours d'obtention du statut COR.

18001 : Le système breveté de gestion de la sécurité de Schneider Electric assure l'amélioration continue ainsi que l'alignement aux normes du système de la gestion de la santé et de la sécurité au travail, comme ISO 18001. Toutes les installations de production de Schneider Electric en Amérique du Nord ont reçu, ou s'affairent actuellement à acquérir, la certification officielle 18001.

Prix de la sécurité

Le leadership et les réussites en matière de sécurité de Schneider Electric ont été reconnus par des organismes-chefs de file en sécurité comme le *National Safety Council*. Schneider Electric de l'Amérique du Nord est la seule entreprise qui a reçu les deux prix suivants :

2009 : Le prix Robert W. Campbell du *National Safety Council*

Le prix Robert W. Campbell reconnait les organismes qui démontrent, à l'échelle mondiale, un rendement opérationnel remarquable en matière de sécurité.

2011 – Médaille *Green Cross*

La médaille *Green Cross for Safety* honore les entreprises qui se sont démarquées par leurs résultats exceptionnels en matière de sécurité au travail et hors du milieu de travail par le biais d'initiatives comme ***SAFESTART*** et **Choix de mode de vie sain (*Healthy Lifestyle Choices)***.

Participation à l'établissement des normes de la sécurité

Les normes de sécurité procurent aux entreprises un point de repère des meilleures pratiques afin d'assurer l'amélioration continue des mesures de sécurité. Cependant, développer et maintenir ces normes exigent temps et de ressources.

Temps : Schneider Electric partage son expertise en matière technique et de sécurité avec la communauté des normes en participant activement à la création et au maintien des normes de sécurité. Le temps des employés est offert gratuitement aux organismes des normes comme le CSA, le NFPA et l'IEEE afin de créer et maintenir des normes de sécurité comme la norme CSA Z462, Sécurité électrique en milieu de travail, la norme NFPA 70E, Sécurité électrique, et la norme IEEE 1584, Guide de calcul du danger des arcs flash.

Ressources : Outre le don du temps des employés, Schneider Electric contribue directement au financement des projets d'élaboration des normes. Schneider Electric a engagé, par exemple, 500 000 $ dans le projet de collaboration traitant des arcs flash de l'IEEE et du NFPA.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1153334027

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Schneider Electric Canada inc., fournisseur exclusif, pour les travaux de remplacement des disjoncteurs 600 V aux bâtiments des boues de la désinfection et du prétraitement de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.- Marcotte - Phase 2 au montant de 987 743,33 $ taxes incluses - Dépenses totales de 1 135 904,83 $ taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Suivant les représentations du service, seule la compagnie Schneider Electric Canada est en mesure de fournir la technologie pour implanter des disjoncteurs dans les cellules existantes des tableaux de distribution.
Sur la foi de ces représentations, nous confirmons que le conseil d'agglomération peut approuver l'octroi d'un contrat de gré à gré à la compagnie Schneider Electric Canada inc.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Michel S SIMARD
Avocat - Droit contractuel
Tél : 872-4582

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-12

Marie-Andrée SIMARD
Notaire - Chef de division
Tél : 872-8323
Division : Droit contractuel

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1153334027

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Schneider Electric Canada inc., fournisseur exclusif, pour les travaux de remplacement des disjoncteurs 600 V aux bâtiments des boues de la désinfection et du prétraitement de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.- Marcotte - Phase 2 au montant de 987 743,33 $ taxes incluses - Dépenses totales de 1 135 904,83 $ taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte principalement sur les imputations comptables et les virements de crédits requis pour donner suite à la recommandation du Service.
Le coût maximal de cette dépense, incluant les contingences, est de 1 135 904,83 $ taxes incluses, ou 1 037 232,51 $ net des ristournes de taxes. Cette dépense est admissible à une subvention estimée à 829 786,01 $ dans le cadre du programme de la TECQ (taxe sur l'essence de la contribution du Québec). L'emprunt net de 207 446,50 $ est à la charge des villes reconstituées.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.*

Information comptable

Un engagement de gestion **no CC53334027** au montant de **1 037 233 $** est inscrit au compte de provenance.

Le virement de crédits sera effectué suite à l'approbation de ce dossier, par **les instances décisionnelles appropriées,** au compte d'imputation indiqué au fichier joint.

InfoCompt_DEEU_1153334027.xlsx

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sophie GASCON
Conseillère en gestion des ressources financières
Service des finances - PSE
Tél : 514-280-6614

Co-auteur
Mario Primard
Agent comptable analyste
Direction du conseil et du soutien financier
té.: 514-868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2015-09-16

Lise NOLIN
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 872-5878

Division : Service des finances -PSE

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.19

2016/03/24 17:00

(2)

Dossier # : 1163334003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder à la firme SNC - Lavalin inc. un contrat de services professionnels pour l'élaboration des plans et devis pour les travaux de mise à niveau et de remplacement de vannes manuelles du réseau des intercepteurs au montant de 413 667 $, taxes incluses - Dépenses totales de 475 716,94 $ taxes incluses - Approuver la convention de services professionnels - appel d'offres public 15-14833 - 1 soumissionnaire - 1 conforme.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 475 716,94 $, taxes incluses, pour l'élaboration des plans et devis pour les travaux de réparation et de remplacement de vannes manuelles du réseau des intercepteurs incluant un montant pour contingences de 62 049,94 $ taxes incluses;

2. d'approuver un projet de convention par lequel la firme SNC-Lavalin ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels pour l'élaboration des plans et devis pour les travaux de mise à niveau et de remplacement de vannes manuelles du réseau des intercepteurs pour une somme de 413 667 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 15-14833 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

3. d'autoriser le directeur de la Direction de l'épuration des eaux usées à signer la convention de services professionnels et tout document y donnant suite;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-02-24 09:42

Signataire : Jacques A. ULYSSE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1163334003**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder à la firme SNC - Lavalin inc. un contrat de services professionnels pour l'élaboration des plans et devis pour les travaux de mise à niveau et de remplacement de vannes manuelles du réseau des intercepteurs au montant de 413 667 $, taxes incluses - Dépenses totales de 475 716,94 $ taxes incluses - Approuver la convention de services professionnels - appel d'offres public 15-14833 - 1 soumissionnaire - 1 conforme.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du programme de la mise à niveau des équipements des intercepteurs nord et sud, la Direction de l'épuration des eaux usées (DEEU) doit poursuivre, dans les prochaines années, la réalisation de projets majeurs visant à mettre à niveau et remplacer les vannes manuelles se trouvant dans les structures de dérivation du réseau des intercepteurs. Ces vannes manuelles ont pour fonction d'isoler les intercepteurs et des équipements tels que les clapets afin de procéder à leur inspection, réparation ou remplacement.

À cet effet, la DEEU procédera au remplacement et à la mise à niveau de cinquante-sept (57) vannes manuelles se trouvant dans les différentes structures du réseau des intercepteurs desservant l'ensemble de l'île de Montréal. Ces vannes sont en opération depuis plus de 25 ans. Un bon nombre d'entre elles n'ont jamais été entretenues depuis leur installation. Leur mise à niveau est donc requise pour s'assurer de leur bon fonctionnement.

Un appel d'offres a été lancé le 16 novembre 2015 et l'ouverture des soumissions s'est effectuée le 2 décembre 2015. Aucun montant pour contingences n'avait été prévu à l'appel d'offres

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG14 0458 - 30 octobre 2014 - Accorder un contrat de services professionnels à CIMA + S.E.N.C. pour l'inspection de vannes, pour une somme maximale de 284 369,04 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13529 (1 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin**.**

DESCRIPTION

Les services professionnels de ce contrat à taux horaires consistent principalement à la préparation de deux (2) appels d'offres pour:

- la fourniture et la livraison de quinze (15) vannes et quarante (40) appareils de levage (actionneurs manuels, boites d'engrenage, etc.) et leurs composantes;
- les travaux d'installation des quinze (15) vannes et les appareils de levage et la mise à niveau de 42 vannes manuelles du réseau des intercepteurs.

JUSTIFICATION

Les raccordements d'égouts sanitaires aux intercepteurs sont composés de vannes manuelles qui, lorsque fermées, empêchent l'apport d'eau sanitaire vers les intercepteurs. Si ces vannes sont non fonctionnelles, l'isolation complète des intercepteurs ne sera pas possible.

Tableau d'analyse des soumissions				
Firmes soumissionnaires	**Prix** (avec taxes)	**Contingences** (avec taxes)	**Total** (avec taxes)	**Pointage final**
1. SNC-Lavalin	**413 667.00 $**	**N/A**	**413 667.00 $**	**32.03**
Estimation interne des professionnels	454 444.43 $	**68 166.38 $**	522 610.81 $	
Coût moyen des soumissions reçues			413 667.00 $	
Écart entre la moyenne et la firme ayant obtenu le plus haut pointage			0.00%	
Écart entre la firme ayant obtenu le plus haut pointage final et l'estimation interne			(108 943.81 $)	
Écart entre la firme ayant obtenu le plus haut pointage et l'estimation interne (%)			-20.85%	

Veuillez vous référer à l'intervention du service de l'Approvisionnement pour toutes les informations relatives à l'analyse des soumissions ainsi que la justification ci-dessous:

Le devis n'est pas trop spécifique, ni trop spécialisé puisque ce mandat, relatif à la réalisation de deux appels d'offres, soit l'achat et l'installation de nouvelles vannes ainsi que la réparation de plusieurs autres, représente de façon générale des services professionnels techniques courants et usuels pour des firmes œuvrant dans le domaine du génie municipal. Toutefois, ce mandat concerne des vannes de grande dimension et nécessite des visites de tous les sites avec entrées en espace clos et souvent dans des endroits à risque et la coordination et la planification des travaux représentent la partie la plus complexe de ce mandat relativement aux règles de sécurité, à la gestion des eaux, la signalisation, etc.

Des exigences au niveau du nombre d'années d'expérience du chargé de projet et à la réalisation de projets similaires par la firme dans les documents d'appels d'offres, permettent à la Ville d'obtenir une qualité de réalisation optimale étant donné l'importance

et le dimensionnement de ces vannes dans la gestion des déversements et du contrôle des eaux usées du plus important réseau d'intercepteurs au Canada.

En conclusion, l'envergure des travaux à réaliser et la complexité reliée à l'installation de vannes de grande dimension fait en sorte que peu de firmes sont aptes à présenter une soumission. Les firmes ont donc choisi librement, en fonction de leur capacité à livrer un service de qualité, de ne pas soumissionner même si ce mandat est à taux horaires avec un nombre d'heures prédéterminé. Le fait d'obtenir une seule soumission est probablement aussi relié à la compétence et à la disponibilité du personnel des firmes pour réaliser ce mandat.

L'écart entre l'estimation interne et SNC-Lavalin est favorable de 20,85 %, principalement dû au fait que l'estimation interne incluait un montant pour contingences de 15 %. Toutefois, lorsque l'on ajoute ce montant de 15 % à la soumission de SNC-Lavalin, cet écart est réduit à 9 %. L'écart peut s'expliquer par l'utilisation d'un taux horaire moyen de 116,50 $ à l'estimation interne au lieu de ± 106 $ pour la soumission reçue.

Les validations requises indiquant que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises de la RENA ont été faites.

Les entreprises devaient détenir une attestation de l'Autorité des marchés financiers pour soumissionner dans le cadre de ce contrat en vertu du décret 795-2014 du 24 septembre 2014 et SNC-Lavalin détient une telle attestation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts pour les services professionnels pour l'élaboration des plans et devis pour les travaux de remplacement de vannes manuelles du réseau des intercepteurs sont de 475 716,04 $ taxes incluses (incluant 62 049,94 $ pour les travaux contingents). Cette dépense représente un coût net de ristournes de taxes de 434 392,16 $. Cette dépense sera financée par emprunt à la charge de l'agglomération à moins de disponibilité de la réserve.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l’intervention du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.*

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de ne pas donner suite à la présente recommandation pourrait compromettre la fermeture des intercepteurs en cas d'urgence. Si les vannes sont endommagées ou non étanches, l'isolation complète des intercepteurs ne sera donc pas possible.

L'inspection et la réparation des clapets sera de plus impossible si les vannes sont défectueuses ou non-étanches.

Il y a un risque de bris ou flambage (fléchissement) de la tige des vannes lors de leur manipulation si ces dernières sont mal alignées ou figées par la rouille.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Suite à la conception des plans et devis, le nombre de sites où une surverse pourrait survenir sera identifié et la méthode de gestion des eaux usées sera déterminée. Conséquemment, un plan de communication sera produit en accord avec la Direction des communications, pour la phase de réalisation des travaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Appels d'offres: automne 2016 et printemps 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sophie GASCON)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Yves BELLEVILLE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2016-01-28
Claude S MEUNIER Ingénieur		Michel VERREAULT Surintendant administration et soutien à l'exploitation	
Tél :	280-4418	**Tél :**	514-280-4364

Télécop. : 280-4387 **Télécop. :** 514-280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Richard FONTAINE
Directeur(trice) du traitement des eaux usees
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2016-02-19

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2016-02-22

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissante et représentée par Richard Fontaine, directeur, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution _____ du conseil d'agglomération;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

CORPORATION : **SNC-Lavalin inc**., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 455 boul. René-Lévesque Ouest, Montréal, Québec, H2Z 1Z3, agissant et représentée par Jean-Pierre Pilon ing., dûment autorisé aux fins des présentes;

Ci-après appelé(e) le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. :
N° d'inscription T.V.Q. :

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient:

1.1 « **Directeur** » : Le Directeur de la Direction de l'épuration des eaux usées de la Ville de Montréal ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : Les termes de référence pour services professionnels de l'appel d'offres en date du 16 novembre 2015 relatif à des services professionnels d'ingénierie multidisciplinaire relatif à l'élaboration des plans et devis pour les travaux de réparation et de remplacement de vannes manuelles du réseau des intercepteurs de la Ville

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 2 décembre 2015

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement, à fournir des services professionnels d'ingénierie multidisciplinaire décrits à l'annexe 1.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et, sous réserve des dispositions prévues à l'article 11 des présentes, prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

a. soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;
b. à moins d'un avis écrit du Directeur, ne pas modifier les documents standards de la Ville pour rédiger tous Documents d'Appel d'offres;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'application de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaises qualités ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de quatre-cent-treize mille six-cent soixante-sept dollars (413 667,00 $) taxes incluses, couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

8.2 Cette somme est payable, par mandat, selon les modalités, méthodes et conditions prévues au Cahier des charges.

8.3 Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

8.4 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROIT D'AUTEUR

En contrepartie des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantis la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par: _____
Richard Fontaine, Directeur

Le e jour de 2016

SNC-Lavalin inc.

Par: _____
Jean-Pierre Pilon ing.
Vice-président

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1163334003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder à la firme SNC - Lavalin inc. un contrat de services professionnels pour l'élaboration des plans et devis pour les travaux de mise à niveau et de remplacement de vannes manuelles du réseau des intercepteurs au montant de 413 667 $, taxes incluses - Dépenses totales de 475 716,94 $ taxes incluses - Approuver la convention de services professionnels - appel d'offres public 15-14833 - 1 soumissionnaire - 1 conforme.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

15-14833 Det Cah Final.pdf comité f.pdf 15-14833 - Intervention octroi.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Yves BELLEVILLE
agent d'approvisionnement II
Tél : 514 872-5298

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-10

Pierre GATINEAU
Chef de Section
Tél : 514 872-0349
Division : Service de l'approvisionnement , Direction

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 15-14833 — No du GDD : 1163334003

Titre de l'appel d'offres : Services prof. ingénierie multidisciplinaire relatifs à l'élaboration plans et devis pour les travaux de réparation et remplacement de vannes manuelles du

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 16 - 11 - 2015

Ouverture originalement prévue le : 2 - 12 - 2015

Ouverture faite le : 2 - 12 - 2015

Date du comité de sélection : 21 - 1 - 2016

Nombre d'addenda émis durant la période :

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 15 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 7

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 14.29

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 150 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 30 - 4 - 2016

Date d'échéance révisée : 30 - 4 - 2016

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
SNC-Lavalin	413667		

Information additionnelle

Les raisons du désistement sont: deux (2) firmes : le devis est trop spécialisé; une (1) firme : les spécifications demandées non rencontrées;, une (1) firme : les ressources non disponibles;, deux (2) firmes n'ont pas répondu à notre demande de nous fournir la raison de leur désistement.

Préparé par : Yves Belleville — Le 8 - 2 - 2016

15-14833 - services professionnels d'ingénierie multidisciplinaire relatif à l'élaboration des plans et devis pour des travaux de réparation et de remplacement des vannes manuelles du réseau des intercepteurs de la Ville

FIRME	présentation de l'offre 5%	compréhension du mandat et de la problématique 10%	méthodologie proposée 20%	expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	qualification et expertise du personnel affecté au mandat 25%	qualification et expérience du chargé de projet 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
snc-lavalin	3,83	6,67	14,67	13,00	21,67	22,67	82,5	413 667,00 $	32,03	1
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Yves Belleville

Comité	
Date	21-01-2016
Heure	13h00
Lieu	12001 Maurice-Duplessis salle E

Multiplicateur d'ajustement
100000

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 15-14833
Numéro de référence : 934089
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : SP ingénierie multidisciplinaire relatif élaboration plans devis pour travaux réparation remplacement vannes manuelles réseau intercepteurs Ville

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
AXOR Experts Conseils Inc. 5101 Rue Buchan, bureau 400 Montréal, QC, H4P1S4 http://axorexperts.com NEQ : 1168297498	Madame Linda Ménard Téléphone : 514 937-3737 Télécopieur : 514 846-4005	**Commande : (1036960)** 2015-11-17 10 h 41 **Transmission :** 2015-11-17 10 h 41	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
eclipsO Design-Construction inc. 3310 100e avenue, bureau 260 Laval, QC, H7T 0J7 NEQ : 1169974319	Madame Céline Charrron Téléphone : 514 706-4503 Télécopieur :	**Commande : (1036839)** 2015-11-17 8 h 49 **Transmission :** 2015-11-17 8 h 49	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe SNC-Lavalin inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 7e étage Montréal, QC, H2Z 1Z3 NEQ : 1142775999	Monsieur Mohamed Serkhane Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur : 514 390-6534	**Commande : (1036395)** 2015-11-16 10 h **Transmission :** 2015-11-16 10 h	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe-Conseil Génipur inc. 18 av Papineau	Madame Lise Duval Téléphone	**Commande : (1037185)** 2015-11-17 15	Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) :

	Bureau 207 Candiac, QC, J5R 5S8 NEQ : 1149593700	: 450 619-9991 Télécopieur : 450 619-0999	h 12 **Transmission :** 2015-11-17 15 h 12	Messagerie (Purolator)
☐	Les Services Exp Inc 425, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 1001 Montréal, QC, H3A 3G5 NEQ : 1167268128	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1037176)** 2015-11-17 14 h 58 **Transmission :** 2015-11-17 14 h 58	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Roche Ltée, Groupe-Conseil 1015, av. Wilfrid-Pelletier Québec, QC, G1W 0C4 http://www.roche.ca NEQ : 1165310831	Madame Josée Laberge Téléphone : 418 654-9600 Télécopieur :	**Commande : (1036641)** 2015-11-16 14 h 35 **Transmission :** 2015-11-16 14 h 35	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Tetra Tech QI Inc. 5100, rue Sherbrooke Est, bur. 900 Montréal, QC, H1V3R9 NEQ : 1169711510	Madame Rachel Pelletier Téléphone : 514 257-0707 Télécopieur : 514 257-2804	**Commande : (1036631)** 2015-11-16 14 h 24 **Transmission :** 2015-11-16 14 h 24	Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

© 2003-2015 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1163334003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder à la firme SNC - Lavalin inc. un contrat de services professionnels pour l'élaboration des plans et devis pour les travaux de mise à niveau et de remplacement de vannes manuelles du réseau des intercepteurs au montant de 413 667 $, taxes incluses - Dépenses totales de 475 716,94 $ taxes incluses - Approuver la convention de services professionnels - appel d'offres public 15-14833 - 1 soumissionnaire - 1 conforme.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

InfoCompt_DEEU_1163334003.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sophie GASCON
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514-280-6614

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-03

Louise B LAMARCHE
Conseillère chef d'équipe

Tél : 517-872-6538
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.20

2016/03/24 17:00

(2)

Dossier # : 1160554001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Division Solutions ressources humaines
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser le renouvellement de la convention de services professionnels intervenue avec la firme Morneau Shepell Ltée (CE11 0326), pour une période de 5 ans et cela conformément à l'article 18 de la convention / Autoriser une dépense additionnelle de 3 905 928 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant de la convention de 9 852 279 $ à 13 758 207 $, taxes incluses / Approuver un projet d'addenda à cette fin

Il est recommandé :

1. d'autoriser le renouvellement de la convention de services professionnels intervenue avec la firme Morneau Shepell Ltée (CE11 0326), pour une période de 5 ans et cela conformément à l'article 18 de la convention ;

2. d'approuver, à cette fin, un projet d'addenda entre la Ville de Montréal et la firme Morneau Shepell Ltée selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

3. d'autoriser une dépense additionnelle de 3 905 928 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant de la convention de 9 852 279 $ à 13 758 207 $, taxes incluses;

4. d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 51,2 % par l'agglomération, pour un montant de 1 999 835,14 $.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-03-03 11:30

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1160554001**
Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Division Solutions ressources humaines
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser le renouvellement de la convention de services professionnels intervenue avec la firme Morneau Shepell Ltée (CE11 0326), pour une période de 5 ans et cela conformément à l'article 18 de la convention / Autoriser une dépense additionnelle de 3 905 928 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant de la convention de 9 852 279 $ à 13 758 207 $, taxes incluses / Approuver un projet d'addenda à cette fin

CONTENU

CONTEXTE

L'administration des régimes de retraite de l'ancienne Ville de Montréal, de la Communauté urbaine de Montréal (CUM) ainsi que celle des régimes de retraite harmonisés est déléguée au Bureau des régimes de retraite qui relève de la Direction de la gestion financière du Service des finances. En effet, chaque commission/comité de retraite a adopté une délégation de pouvoirs et de responsabilités mandatant la Ville de Montréal (Ville), notamment pour le soutien administratif, la tenue à jour des dossiers, le calcul des prestations payables, etc.
Le Bureau des régimes de retraite de Montréal agit en tant que délégataire pour six régimes de retraite de l'ancienne Ville de Montréal (cadres, contremaîtres syndiqués, employés manuels, fonctionnaires, professionnels et pompiers) et des deux régimes de la CUM (cadres et employés syndiqués).

À titre de délégataire, la Ville de Montréal s'est doté, en 2011 (CE11 0326), d'un système d'administration de régimes de retraite performant afin de s'acquitter de son mandat. Actuellement, le progiciel ARIEL de la firme d'actuaires Morneau Shepell supporte l'administration des régimes de retraite pour environ 40 000 participants.

Depuis 2012, suite à l'implantation du système Ariel, la Ville a investi dans la mise à jour du progiciel afin de refléter les changements législatifs ainsi que les modifications aux dispositions des différents régimes de retraite de Montréal découlant des ententes intervenues entre la Ville et les différents syndicats. Comme une mise à jour constante du système est requise, le Service des technologies de l'information (TI) souhaite renouveler, pour une durée de 5 ans, la convention de services d'entretien, de support et de maintenance du système Ariel et cela conformément à l'article 18 de la convention.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE12 2033 - 12 décembre 2012 - Autoriser une dépense additionnelle de 1 192 320 $, taxes incluses, pour des modifications à apporter au système des caisses retraites (Ariel), majorant ainsi le montant total du contrat de 8 659 959 $ à 9 852 279 $, taxes incluses.
CE11 0326 - 16 mars 2011 - Accorder un contrat de services professionnels à Morneau Shepell Ltée pour le paramétrage d'un progiciel et la fourniture de ce progiciel pour une durée de cinq ans, pour une somme maximale de 8 659 959 $, taxes incluses - Appel d'offres public (#10 11362), un seul soumissionnaire.

DESCRIPTION

Le renouvellement du contrat couvre l'entretien de 50 licences concurrentes des produits " Morneau Shepell Ltée - PRODUCTION, système Ariel" pour la période du 16 mars 2016 au 15 mars 2021.
L'entretien des licences du système Ariel inclut :

- L'obtention des mises à jour certifiées respectant les lois en vigueur ;
- Le support technique sur les produits visés par le contrat d'entretien;
- L'accès à des ressources techniques;
- L'hébergement de l'application et des donnée;
- L'opération des transactions applicatives;
- La possibilité de faire des demandes de changement.

JUSTIFICATION

Conformément à l'article 18 de la convention, le contrat se renouvelle automatiquement pour 5 ans.
Le renouvellement du contrat d'entretien, pour une durée de cinq (5) ans, assure la disponibilité et la continuité des services de l'application Ariel en support à la Ville dans l'administration des régimes de retraite.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense de 3 905 928 $, taxes incluses, sera assumée à même le budget de fonctionnement du Service des finances, comme suit:

	2016	2017	2018	2019	2020	Total
Contrat d'entretien et de support pour les licences logicielles	750 557 $	765 568 $	780 879 $	796 497 $	812 427 $	3 905 928 $

Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses d'administration générale imputée au budget d'agglomération.

Tableau comparatif des coûts annuels pour le l'entretien, la maintenance et le support du système Ariel :

Ariel			
Comparaison des années antérieures			
Période	Montants taxes incluses	Différence $	Différence %

16 mars 2012 au 15 mars 2013	632 363 $		
16 mars 2013 au 15 mars 2014	666 855 $	32 992 $	5.45%
16 mars 2014 au 15 mars 2015	701 348 $	32 993 $	5.17%
16 mars 2015 au 15 mars 2016	735 840 $	32 992 $	4.92%
16 mars 2016 au 15 mars 2017	750 557 $	14 717 $	2%
16 mars 2017 au 15 mars 2018	765 568 $	15 011 $	2%
16 mars 2018 au 15 mars 2019	780 879 $	15 311 $	2%
16 mars 2019 au 15 mars 2020	796 497 $	15 618 $	2%
16 mars 2020 au 15 mars 2021	812 427 $	15 930 $	2%

L'augmentation prévue au contrat pour les années 2016 à 2020, estimée à 2 %, fait référence à l'indice de "Rémunération hebdomadaire moyenne" publié par Statistiques Canada.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le maintien du contrat permet d'assurer la pérennité des opérations, en :

- Offrant le service aux quelque 30 000 participants actuels (37 000 après les fusions);
- Respectant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite;
- Respectant la Loi de l'impôt sur le revenu;
- S'acquittant du mandat qui lui a été confié par les comités de retraite visés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du dossier au CG – 24 mars 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sabrina TAZAIRT)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sandra PALAVICINI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Louis-Philippe CLOUTIER
Conseiller(ere) en systemes de gestion

Tél : 514 280-3698
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-21

Daniel A LAVOIE
chef de division - solutions d'affaires - systemes corporatifs

Tél : 514 868-4565
Télécop. : 514 280-4128

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain TONTHAT
Directeur solutions d'affaires institutionnels (I)

Tél : 514 280-6922
Approuvé le : 2016-03-02

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvie CLOUTIER
Chef de division - Performance TI et sourçage
pour Sylvain Perras
Tél : 514 872-4034
Approuvé le : 2016-03-03

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 8 mai 2015

MORNEAU SHEPELL LTD
A/S MONSIEUR PIERRE CHAMBERLAND
800, CP 211 SUCC TOUR D/L BOURSE
SUITE 4000
MONTRÉAL (QC) H4Z 0A4

Nº de décision : 2015-CPSM-1027696
N° de client : 2000901810

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- AEKILIBRUS GROUPE CONSEIL
- GROUPE AST
- MORNEAU SHEPELL
- SHEPELL.FGI
- MORNEAU SOBECO

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). MORNEAU SHEPELL LTD est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **7 mai 2018** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1160554001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Division Solutions ressources humaines
Objet :	Autoriser le renouvellement de la convention de services professionnels intervenue avec la firme Morneau Shepell Ltée (CE11 0326), pour une période de 5 ans et cela conformément à l'article 18 de la convention / Autoriser une dépense additionnelle de 3 905 928 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant de la convention de 9 852 279 $ à 13 758 207 $, taxes incluses / Approuver un projet d'addenda à cette fin

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Le montant maximal de la rémunération prévue à l'article 7.1 de la convention doit être modifiée par un addenda signé par les parties. Nous approuvons le présent addenda quant à sa forme et sa validité.

FICHIERS JOINTS

Morneau Shepell_addenda 2.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sandra PALAVICINI
Avocate, droit contractuel
Tél : 514-872-1200

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-09

Marie-Andrée SIMARD
Notaire, chef de division, droit contractuel
Tél : 514-872-8323
Division :

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
4 MAR. 2016
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Affaires juridiques

ADDENDA N° 2
MODIFIANT LA CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS (CE11 0326)

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par monsieur Yves Saindon, greffier dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **MORNEAU SHEPELL LTÉE**, corporation légalement constituée, ayant une place d'affaires au 800, rue du Square-Victoria, bureau 4000, C.P. 211, Montréal, Québec, H4Z 0A4, représentée par son vice-président exécutif, monsieur Julien Ponce, dûment autorisé à cette fin par une résolution.....;

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 11480 7559
N° d'inscription T.V.Q. : 1202670853

ATTENDU QUE la Ville a approuvé, par la résolution CE11 0326, la conclusion d'une convention de services professionnels avec le Contractant (Convention initiale) telle que modifiée par l'addenda N° 1 le 12 décembre 2012 (CE12 2033);

ATTENDU QUE les honoraires du Contractant ne peuvent, en vertu de la Convention initiale, excéder la somme de huit millions six cent mille huit cents dollars (8 600 800,00 $), excluant toutes les taxes applicables;

ATTENDU QUE cette limite doit être augmentée afin d'assurer les services d'hébergement, de maintenance et de support, ainsi que la licence corporative pour 50 utilisateurs ayant un accès simultané;

ATTENDU QUE conformément à l'article 18 de la Convention initiale, la convention se prolonge automatiquement pour une période de cinq (5) ans.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1. L'article 7.1 de la Convention initiale est modifié en remplaçant: « la somme maximale de huit millions six cent mille huit cents dollars (8 600 800,00 $)

excluant toutes les taxes applicables » par : « la somme maximale de onze millions neuf cent quatre-vingt-dix-sept mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit dollars (11 997 998,00 $), excluant toutes les taxes applicables ».

2. Tous les autres termes et conditions de la convention initiale demeurent inchangés.

3. Le présent addenda N° 2 entre en vigueur à sa signature par les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le ..... e jour de 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le ..... e jour de 2016

MORNEAU SHEPELL LTÉE

Par : _____
Julien Ponce, vice-président

Cet addenda N° 2 a été approuvé par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le .....e jour de ..... 2016 (Résolution CG16.....).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1160554001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Division Solutions ressources humaines
Objet :	Autoriser le renouvellement de la convention de services professionnels intervenue avec la firme Morneau Shepell Ltée (CE11 0326), pour une période de 5 ans et cela conformément à l'article 18 de la convention / Autoriser une dépense additionnelle de 3 905 928 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant de la convention de 9 852 279 $ à 13 758 207 $, taxes incluses / Approuver un projet d'addenda à cette fin

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD-1160554001 - Ariel - Morneau Shepell.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sabrina TAZAIRT
Préposé au budget

Tél : 514-872-2188

Co-auteur
Jessica Chan Foune Peng
Préposé au budget
Service des finances Direction conseil et du soutien financier
514-872-4764

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-02

Pierre BLANCHARD
Conseiller(ere) en gestion des ressources financieres
Tél : 514 872-6714

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.21

2016/03/24 17:00

(2)

Dossier # : 1156367001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'entente entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal modifiant, pour la prolonger d'un an, l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité et par lequel le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 9 M$ pour la période du 1er avril 2016 au 31 mars 2017 / Approuver la proposition de répartition budgétaire de cette enveloppe

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet d'entente entre le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale et la Ville de Montréal ayant pour but de prolonger d'un an et de convenir des modalités de versements de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (MTESS - Ville) et par laquelle le ministre confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 9 M$ pour la période du 1er avril 2016 au 31 mars 2017;
2. d'autoriser la réception d'une contribution financière de 9 M$ provenant du MTESS;
3. d'approuver la proposition de répartition budgétaire de l'enveloppe de 9 M$, conformément aux informations inscrites au dossier décisionnel;
4. d'autoriser le Directeur général de la Ville de Montréal à signer ce projet d'entente pour et au nom de la Ville;
5. de mandater le Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) pour assurer la coordination, le suivi et la mise en œuvre de ce projet d'entente.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-03-09 18:08

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1156367001**
Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'entente entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal modifiant, pour la prolonger d'un an, l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité et par lequel le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 9 M$ pour la période du 1er avril 2016 au 31 mars 2017 / Approuver la proposition de répartition budgétaire de cette enveloppe

CONTENU

CONTEXTE

Le 28 janvier 2013, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) et la Ville de Montréal concluaient une sixième entente administrative en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Couvrant la période du 1er avril 2013 au 31 mars 2015, cette entente de 18 M$ s'inscrivait dans le cadre du Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015 découlant de la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale ,* toujours en vigueur.
Le 4 août 2015, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal signaient un addenda prolongeant d'un an, jusqu'au 31 mars 2016, l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité. Couvrant la période du 1er avril 2015 au 31 mars 2016, l'entente de 9 M$ s'inscrivait dans le cadre du plan d'action régional de la Ville (déposé en pièce jointe), de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi que du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité découlant de la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.* Cette entente a permis la réalisation de plus de 400 projets sur une période d'un an dans les arrondissements et à l'échelle de l'agglomération.

Sachant que la très grande majorité des projets se terminaient le 31 décembre 2015, les représentants de la Ville et du ministère ont engagé des discussions afin d'éviter une

rupture des services offerts aux personnes défavorisées. Au cours de ces discussions, le ministère a informé la Ville qu'il ne pouvait conclure une entente à long terme mais qu'il souhaitait couvrir la période transitoire avant l'entrée en vigueur du statut de la métropole.

Dans ce contexte, il a été convenu que la précédente Entente sera prolongée d'une année, soit jusqu'au 31 mars 2017. Le MTESS octroiera à la Ville un montant additionnel de 9 M$ qui s'ajoutera au montant de 4,5 M$ déjà prévu à l'année financière 2016-2017 du ministère, dans le cadre de l'Entente administrative 2013-2016.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0418 du 18 juin 2015
Approuver un projet de modification à l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales, dans le cadre des alliances pour la solidarité, entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal, afin de prolonger d'un an ladite entente et par laquelle le ministre confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 9 M$ pour la période du 1er avril 2015 au 31 mars 2016 / Approuver la proposition de répartition budgétaire de l'enveloppe de 9 M$ pour l'année 2015

CG12 0286 du 23 août 2012
Approuver un projet d'entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives dans le cadre des alliances pour la solidarité avec la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) ayant pour but de convenir des modalités administratives pour laquelle la ministre confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 18 M$ sur deux ans, soit 9 M$ en 2013 - 2014 et 9 M$ en 2014 - 2015, aux fins du financement au cours des années civiles 2013 et 2014 d'une l'Alliance pour la solidarité / Autoriser la répartition budgétaire de cette somme

CG12 0016 du 26 janvier 2012
Approuver le projet d'avenant à l'Entente administrative de développement social et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale entre la Ville et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale la prolongeant d'un an pour une contribution financière du ministère de 9 M$ / Approuver la proposition de répartition budgétaire de la somme de 9 M$

CG10 0255 du 17 juin 2010
Approuver la proposition de répartition budgétaire des sommes résiduelles, pour les années 2010 et 2011, de l'Entente administrative de développement social et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale entre le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et la Ville de Montréal 2009 - 2011

CE10 0664 du 5 mai 2010
Prendre connaissance du rapport et des recommandations de la commission permanente du conseil d'agglomération sur les grands équipements et les activités d'intérêt d'agglomération portant sur la répartition budgétaire des montants prévus à l'Entente administrative de développement social et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2009 - 2011 entre le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et la Ville de Montréal

CE10 0629 du 5 mai 2010
Approuver la démarche de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale proposée par la Ville de Montréal dans le cadre de la révision du Plan d'action gouvernemental de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et transférer les budgets associés à ces mandats conformément aux informations inscrites au dossier décisionnel

CG09 0039 du 26 février 2009
Approuver le projet d'entente administrative entre le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale et la Ville de Montréal ayant pour but de convenir des modalités administratives en matière de développement social et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale pour lequel le ministre a confié à la Ville la gestion d'une enveloppe de 24 M$ pour les années 2009 - 2010 - 2011 (...) / Approuver la proposition de répartition budgétaire de la somme de 7 M$ (...) couvrant l'exercice financier 2009

DESCRIPTION

Les changements liés à la modification de l'Entente administrative 2013-2016 concernent : l'article 1 (augmentation du montant de l'enveloppe budgétaire lequel passe de 27 à 36 M$), l'article 3 (ajout d'un versement additionnel de 9 M$ en 2016), l'article 4 (augmentation du montant dédié aux frais de gestion qui passe de ,9 à 1,2 M$ et le report en 2016 des sommes non utilisées en 2015), l'article 4.1 (date de dépôt de la reddition de compte annuelle), l'article 4.3 (modalités administratives), l'article 5 (durée de la prolongation de l'Entente) et l'article 12 (coordonnées des directrices où la correspondance doit être acheminée).

Pour la période s'échelonnant entre le 1er avril 2016 et le 31 mars 2017, le budget de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité pour Montréal est de 9 M$. Cette contribution assurera la continuité de la majeure partie des interventions menées en 2015. Cette somme sera répartie de la façon suivante :

Soutien dans les arrondissements et les villes liées, à des activités et des services offerts à des individus et à des familles, démunis ou exclus	**5 043 750 $**
Mise en place, dans plusieurs territoires de l'agglomération de Montréal : • d'un fonds de solidarité en sécurité alimentaire et en itinérance; • d'un fonds d'insertion socioprofessionnelle pour les immigrants et les jeunes; • de projets dans les domaines de l'accessibilité universelle, de l'accompagnement loisirs, de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la prévention au décrochage scolaire et l'insertion socioprofessionnelle des jeunes, des problématiques socio-urbaines, de l'itinérance, de la revitalisation urbaine intégrée, de la sécurité alimentaire, de la sécurité urbaine et du soutien à la vie communautaire; • de projets s'adressant à la famille et à la petite enfance, aux jeunes, aux Autochtones et aux personnes aînées; • de tout autre projet susceptible de favoriser l'atteinte des objectifs de l'Entente de lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale.	**3 164 870 $**
Soutien aux Tables de quartier afin qu'elles suscitent des actions qui favoriseront la mise en place de projets en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	**491 380 $**
Frais d'administration générale dédiés à la réalisation de l'Entente de lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale	**300 000 $**
Total	**9 000 000 $**

La répartition du budget de soutien de 5 043 750 $ dans les arrondissements et les villes liées a été effectuée de façon à garantir les mêmes sommes que celles versées en 2015. Ces dernières avaient été réparties à partir de deux indices, soit un « Indice de défavorisation de la Ville » qui compte pour 75 % du calcul et un « Indice composite », dont le poids est de 25 %. Cette formule de répartition est conforme aux recommandations de la Commission permanente du conseil d'agglomération sur les grands équipements et les activités d'intérêt d'agglomération portant sur la répartition budgétaire des montants prévus à l'Entente administrative de développement social et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2009 - 2011, entre le MESS et la Ville de Montréal.

L'indice de défavorisation de la Ville a été élaboré en s'inspirant des travaux réalisés par l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) et le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec (indice Pampalon et Raymond). Il qualifie la défavorisation selon deux dimensions : la défavorisation économique et la défavorisation sociale. Trois variables ont été prises en compte pour chacune de ces dimensions.

Pour la défavorisation économique :

- le revenu moyen des ménages;
- le taux de chômage;
- le pourcentage de personnes n'ayant pas de diplôme d'études secondaires.

Pour la défavorisation sociale :

- le pourcentage de familles monoparentales;
- le pourcentage de personnes seules;
- le pourcentage de personnes séparées, divorcées ou veuves.

L'indice composite est constitué de quatre variables, choisies afin de refléter la réalité montréalaise. Ces quatre variables sont :

- la proportion d'immigrants récents;
- la proportion de la population âgée de 75 ans et plus;
- la proportion de ménages locataires consacrant 30 % ou plus de leur revenu au loyer;
- le nombre de personnes dans les ménages privés à faible revenu.

Pour simplifier le calcul de l'indice, et assurer le même poids à chacune des composantes, on calcule le poids (en %) de chaque arrondissement et ville liée dans le total de l'agglomération selon chacune des variables (fréquence relative). Une moyenne de ces proportions donne à chaque territoire son poids selon les quatre variables.

JUSTIFICATION

Les deux parties ont convenu de conclure le projet de modification de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité 2013-2016 dans les meilleurs délais. De cette manière, les villes liées, les arrondissements, les services et les nombreux organismes communautaires engagés dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale pourront planifier adéquatement leurs interventions à plus long terme et ainsi obtenir de meilleurs résultats. Les interventions qui touchent les personnes démunies issues de l'immigration sont complémentaires à celles soutenues dans le cadre de l'entente conclue entre la Ville de Montréal et le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'inclusion (MIDI) et aux activités du Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget d'un montant de 9 M$ alloué à ce projet d'entente est entièrement financé par le MTESS et la dépense est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la lutte à la pauvreté qui est de compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomération.* Ce montant est déjà inclus dans le budget 2016 du Service de la diversité sociale et des sports (SDSS).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet d'entente s'inscrit dans l'action 36 prévue au Plan de développement durable de la collectivité montréalaise qui se lit comme suit : « Montréal s'engage à poursuivre et renforcer des actions en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les fonds prévus permettront à plus de 300 organismes locaux et régionaux de poursuivre leurs interventions auprès d'une tranche de la population très fragilisée et de maintenir en emploi plusieurs intervenants ayant acquis une expertise considérable dans le domaine de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Toutes les opérations liées aux communications doivent se faire selon les modalités de visibilité prévues au Protocole de communication publique convenu entre les deux parties, en Annexe 3 du projet d'entente.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mars 2016 Présentation au conseil d'agglomération pour approbation

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Marie-Andrée SIMARD)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Suzanne RODIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie TAILLON
Conseillère en développement communautaire

Tél : 514 872-8299
Télécop. : 514-872-9848

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-29

Patrice ALLARD
Chef de division

Tél : 514 872-1274
Télécop. : 514 872-9848

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne DEROME
Directrice
Tél : 514 872-6133
Approuvé le : 2016-02-18

PLAN D'ACTION MONTRÉALAIS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE

ÉTABLI DANS LE CADRE DES

ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

Ville de Montréal

Table des matières

Introduction 3

Partie A

I. De l'Entente vers l'Alliance 3

II. Les *Alliances pour la solidarité* comme cadre de référence 6

III. Historique et objectifs de la *Démarche montréalaise concertée de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale* 6

Partie B

I. Situation à Montréal relativement aux orientations retenues et actions à réaliser 7

1. L'approche territoriale intégrée 9

2. Mieux intégrer les personnes immigrantes 13

3. Intervenir dans les grands ensembles résidentiels 17

4. Intervenir auprès des itinérants 19

II. Les actions faisant l'objet d'un suivi 22

III. Suivi du plan d'action 22

Annexe I – Composition du comité de pilotage 23

Annexe II – Portrait global de Montréal 24

INTRODUCTION

Le plan d'action montréalais de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale doit permettre d'assurer la continuité des actions entreprises dans le cadre des ententes précédentes et de réaliser les actions retenues dans le cadre de la *Démarche montréalaise concertée de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.*

Établis sur la base des constats dégagés à partir du portrait de la situation de la pauvreté à Montréal, les objectifs du plan d'action montréalais consistent à répondre aux enjeux identifiés comme prioritaires pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale sur le territoire montréalais.

Cet exercice a répondu aux critères mentionnés dans le cadre d'élaboration des *Alliances pour la solidarité* puisque celui-ci précise que : (...) *Le portrait de la situation doit permettre de comprendre les enjeux de la région (...) et doit présenter les besoins régionaux et locaux et les ressources disponibles sur le terrain (...) il doit illustrer les problématiques et les acteurs en présence (...) il doit identifier les initiatives d'approche territoriale intégrée (ATI) et de revitalisation urbaine intégrée (RUI) qui sont déjà établies sur le territoire, ainsi que les interventions effectuées dans le cadre des ententes spécifiques relatives au développement social et à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (...).*

Le présent document propose de s'intéresser, dans la partie A, à l'entente actuelle et à l'*Alliance pour la solidarité*, au rôle de ces *Alliances* comme cadre de référence ainsi qu'à l'historique et aux objectifs de la *Démarche montréalaise concertée de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*. La partie B s'intéressera au portrait de la situation à Montréal relativement aux orientations retenues dans le cadre de cette *Démarche* ainsi qu'aux actions à réaliser. Ce portrait vient justifier ces actions dans la mesure où les besoins identifiés ne sont pas comblés et nécessitent d'aller plus loin avec les partenaires concernés (rappelons que ces actions ont fait l'objet de consensus). Il convient de préciser que les mesures d'interventions des différents partenaires mentionnées dans le portrait le sont à titre d'exemples et n'ont aucun caractère exhaustif.

PARTIE A

I. DE L'ENTENTE VERS L'ALLIANCE

Tel que l'indiquait le *Mémoire de la Ville de Montréal dans le cadre des Rendez-vous de la solidarité 2009, la consultation sur le Plan d'action gouvernemental de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale,* la communauté montréalaise n'en est pas à ses premières armes dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Elle possède en effet une longue tradition d'innovation sociale, d'implantation du Secours direct à la mise en place des Corporations de développement économique et communautaire, en passant par de nombreuses initiatives issues des communautés locales visant à contrer le phénomène particulier de la pauvreté urbaine.

Plus récemment, en juin 2002, le Sommet de Montréal a clôturé une année de consultations auprès des arrondissements et secteurs corporatifs qui, à leur tour, avaient invité leurs partenaires à convenir des priorités sur lesquels ils souhaiteraient agir. Des différents sommets d'arrondissements et sectoriels sont ressorties les priorités suivantes :

- la revitalisation urbaine intégrée (RUI);
- l'intervention sur les problématiques socio-urbaines;
- la sécurité alimentaire;
- l'égalité entre les hommes et les femmes;
- la prévention du décrochage scolaire et l'insertion socioprofessionnelle des jeunes de 15 à 30 ans;
- le soutien à la vie communautaire;
- l'insertion sociale des clientèles à risque;
- le soutien à la famille et à la petite enfance;
- la sécurité urbaine;
- l'accessibilité universelle.

À la suite du Sommet de Montréal, le gouvernement du Québec et la Ville signaient, en 2003, un « Contrat de Ville », véritable stratégie d'intervention en milieu urbain qui redéfinit le partenariat entre les deux paliers de gouvernement et dont l'objectif commun était d'offrir une meilleure qualité de vie aux citoyens et d'assurer la cohésion sociale de la communauté.

Entre 2003 et 2008, trois ententes de lutte contre la pauvreté ont été conclues et, à l'échéance du contrat, les deux parties convenaient de poursuivre leur partenariat avec une nouvelle *Entente de développement social et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (2009 – 2011).* Le ministre

confiait ainsi à la Ville la gestion d'une enveloppe de 24 M$ pour soutenir des projets de lutte contre la pauvreté qui se traduisent par des interventions locales sur l'ensemble du territoire. Cette entente a été prolongée en 2012, pour une somme de 9 M$.

Pour 2012, l'Entente permettra :

- de soutenir dans les arrondissements et les villes liées, des activités et des services à des individus et à des familles, démunis ou exclus (5 043 750 $);

- de mettre en place, dans plusieurs territoires de l'agglomération de Montréal (2 971 250$) :

    - des fonds[1] de solidarité en sécurité alimentaire et en itinérance;
    - un fonds d'insertion socioprofessionnelle pour les immigrants et les jeunes;
    - du soutien à des projets dans les domaines de l'accessibilité universelle, de l'accompagnement loisirs, de l'égalité femmes/hommes, de la famille et de la petite enfance, des problématiques socio-urbaines, de l'itinérance, de la revitalisation urbaine intégrée, de la sécurité alimentaire et de la sécurité urbaine;
    - du soutien aux jeunes, aux autochtones et aux personnes aînées.

- de soutenir les Tables de quartier, afin qu'elles suscitent des actions qui favoriseront la mise en place de projets en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (475 000 $);

- de réaliser des activités reliées au développement des connaissances et à l'évaluation (210 000$).

Une somme de 300 000 $ sera utilisée pour couvrir les frais d'administration générale dédiés à la réalisation de l'Entente.

La répartition du budget dans les arrondissements et les villes liées a été effectuée de façon à garantir les mêmes sommes que celles versées en 2011. Ces dernières ont été réparties à partir de deux indices, soit l' « **Indice de défavorisation de la Ville »**, qui compte pour 75 % du calcul, et un «**Indice composite »**, dont le poids est de 25 %. L**'indice de défavorisation de la Ville** a été élaboré en s'inspirant des travaux réalisés par l'Institut national de santé publique du Québec et le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec (indice Pampalon et Raymond). Il mesure la défavorisation selon deux dimensions : la défavorisation économique et la défavorisation sociale.

L**'indice composite** est constitué de quatre variables tirées du recensement de la population de 2006, choisies afin de refléter la réalité montréalaise. Ces quatre variables sont :

- la proportion d'immigrants récents (2001 et 2006);
- la proportion de la population âgée de 75 ans et plus;
- la proportion de ménages locataires consacrant 30 % ou plus de leur revenu au loyer;
- le nombre de personnes dans les ménages privés à faible revenu.

Pour simplifier le calcul de l'indice, et assurer le même poids à chacune des composantes, on calcule le poids (en %) de chaque arrondissement et ville liée dans le total de l'agglomération, selon chacune des variables (fréquence relative). Une moyenne de ces proportions donne à chaque territoire son poids selon les quatre composantes.

Chaque arrondissement et chaque ville liée sera responsable d'établir les règles d'attribution des sommes, en fonction des besoins établis et en concertation avec les acteurs locaux.

En 2011, 333 projets ont été soutenus par le biais de l'Entente, la grande majorité dans les arrondissements.

De l'Entente actuelle vers l'Alliance pour la solidarité

Si l'Entente actuelle a donné de bons résultats, il est cependant clair qu'elle ne répond pas à l'ensemble des besoins exprimés. La *Démarche montréalaise concertée de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale* a permis d'identifier les enjeux majeurs qui appellent le renforcement d'actions déjà menées dans le cadre de l'Entente et la mise en œuvre de nouvelles interventions significatives. Ainsi, des projets sont réalisés dans chacune des orientations ayant fait consensus chez les partenaires de la *Démarche* [2] :

---

[1] Les fonds dont il est question dans ce document sont en fait des budgets ou des enveloppes réservés. Ce terme n'a pas de valeur juridique.

[2] Voir p. 5.

- Développer l'approche territoriale intégrée (ATI) : soutien à des projets locaux relevant de l'approche territoriale intégrée et financement des Tables de quartiers pour la mise en place de projets en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;

- Mieux intégrer les immigrants : mise en place d'un fonds d'insertion socioprofessionnelle;

- Intervenir dans les grands ensembles d'habitation : soutien à des projets d'animation dans les grands ensembles;

- Intervenir auprès des itinérants : mise en place d'un fonds de solidarité.

En plus de renforcer ces interventions, le plan d'action montréalais de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale indique que la Ville et ses partenaires du comité de pilotage estiment qu'il faut aller plus loin dans chacune des orientations pour espérer avoir un effet positif à moyen terme.

Pour les années 2013-2015, les sommes prévues dans le cadre de l'*Alliance pour la solidarité* s'élèveront à 18 M$ et assureront la continuité de la majeure partie des interventions menées en 2012 tout en s'inscrivant dans la réalisation du plan d'action présenté dans les pages suivantes.

Les sommes seront réparties de la façon suivante :

- Soutien dans les arrondissements et les villes liées, à des activités et des services à des individus et à des familles, démunis ou exclus : 10 087 500$
- Mise en place, dans plusieurs territoires de l'agglomération de Montréal : 6 362 500$

  - de fonds de solidarité en sécurité alimentaire et en itinérance;
  - d'un fonds d'insertion socioprofessionnelle pour les immigrants et les jeunes;
  - de soutien à des projets dans les domaines de l'accessibilité universelle, de l'accompagnement loisirs, de l'égalité femmes/hommes, de la famille et de la petite enfance, des problématiques socio-urbaines, de l'itinérance, de la revitalisation urbaine intégrée, de la sécurité alimentaire et de la sécurité urbaine;
  - de soutien aux jeunes, aux autochtones et aux personnes aînées;
  - tout autre projet susceptible de favoriser l'atteinte des objectifs de l'Alliance.

- Soutien aux Tables de quartier, afin qu'elles suscitent des actions qui favoriseront la mise en place de projets en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale : 950 000 $

Une somme de 600 000 $ sera utilisée pour couvrir les frais d'administration générale dédiés à la réalisation de l'Entente

La répartition du budget dans les arrondissements et les villes liées sera effectuée à partir de deux indices utilisés pour 2012, soit l' « **Indice de défavorisation de la Ville »**, qui compte pour 75 % du calcul, et un «**Indice composite »**, dont le poids est de 25 %.

Chaque arrondissement et chaque ville liée sera responsable d'établir les règles d'attribution des sommes, en fonction des besoins établis et en concertation avec les acteurs locaux, tout en respectant les normes du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS).

II. LES *ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ* COMME CADRE DE RÉFÉRENCE (OU CADRE NORMATIF)

Le Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015, lancé en juin 2010, annonce la création et la mise en œuvre des *Alliances pour la solidarité.*

Pour rappel, une Alliance est une entente signée entre la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale et soit une Conférence régionale des élus (CRÉ) ou la Ville de Montréal. Son objectif étant de *favoriser la mobilisation et la concertation des acteurs et de soutenir la coordination, la planification et la réalisation d'actions structurantes visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale sur le territoire visé*.

Le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS)[3] a pour charge le financement des Alliances et ce dans le but de donner aux milieux locaux et régionaux une plus grande marge de manœuvre dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Le plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale assure une bonification du budget consacré au FQIS passant ainsi d'une enveloppe annuelle de près de 10 M$ (avril 2010) à 115 M$ pour cinq ans.

Rappelons que la répartition des sommes régionales répond à quatre critères dont l'indice de défavorisation matérielle et sociale représente 80% de l'enveloppe.

Par ailleurs, en tant que gestionnaire des fonds octroyés, la Ville de Montréal se doit de respecter le cadre normatif lors de l'utilisation des sommes d'argent qui lui sont confiées. Ainsi, un mécanisme de reddition de compte est prévu, celui-ci se traduisant par la production de rapports d'activités annuels ainsi que d'un bilan pluriannuel.

Élément fondamental de l'Alliance, le plan d'action de chaque région doit être le fruit d'une concertation avec l'ensemble des acteurs concernés et faire l'objet d'un consensus. Notons que ce plan d'action peut être évolutif, et ce, tout au long de la durée de l'entente.

Tel que mentionné dans le cadre d'élaboration des Alliances pour la solidarité, *le plan d'action régional devra être valide jusqu'au 31 mars 2015, mais il sera toujours possible pour une CRÉ (la Ville de Montréal), de réviser son plan d'action, et ce, en accord avec le MESS.*

Enfin, l'application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) à certaines actions du Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale, dont les Alliances pour la solidarité, constitue un engagement gouvernemental important. Tel que stipulé dans le cadre d'élaboration des Alliances pour la solidarité, *le MESS et le Secrétariat à la condition féminine (SCF) offriront des outils et un soutien pour faciliter l'application de l'ADS*. Dans ce sens, le SCF a mis à la disposition des CRÉ deux outils : « L'analyse différenciée selon les sexes dans les plans d'action régionaux liés aux Alliances pour la solidarité » et « Intégrer l'analyse différenciée selon les sexes dans le processus d'attribution des subventions provenant des fonds des conférences régionales des élus (décembre 2008)».

III. HISTORIQUE ET OBJECTIFS DE LA *DÉMARCHE MONTRÉALAISE CONCERTÉE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE*

Conformément au *Plan d'action gouvernemental*[4], qui spécifie notamment que le gouvernement du Québec confie à la Ville de Montréal la responsabilité de réunir les partenaires locaux et régionaux afin d'établir un mécanisme de concertation, la *Démarche montréalaise concertée de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale* a vu le jour. L'esprit de la démarche consiste à renforcer les communautés vulnérables d'un territoire donné et à améliorer les conditions de vie de ses citoyens en se dotant d'outils pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Un comité de pilotage regroupant plusieurs partenaires régionaux s'est alors constitué (pour la composition du comité, voir *Annexe I*) pour jeter les bases de cette démarche montréalaise concertée. Son rôle consiste à élaborer un plan d'action régional, en faire le suivi et assurer la coordination des actions entre les niveaux local et régional. Dans une perspective d'engagement à long terme, ce

[3] Le FQIS est un outil financier important visant à favoriser la réalisation de stratégies locales et régionales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Une enveloppe de 115 M$ est dédiée aux milieux locaux et régionaux pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.
[4] À la suite de nombreuses consultations, le gouvernement du Québec déposait en juin 2010 le *Plan d'action gouvernemental de lutte pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015*[4]. La première des quatre orientations mise de l'avant, à savoir « Revoir nos façons de faire et rapprocher les décisions des milieux locaux et régionaux » interpelle plus particulièrement les acteurs locaux et régionaux.

comité s'est donné comme directives de cibler des secteurs jugés prioritaires, là où les ressources sont insuffisantes, inexistantes ou considérées comme inefficaces.

Pour atteindre ces objectifs, le comité de pilotage doit :

- Mobiliser les acteurs et favoriser la concertation ;
- Déterminer les priorités de la région, planifier l'action et encourager la réalisation de projets ;
- Soumettre des propositions à la Conférence administrative régionale (CAR) afin d'optimiser l'action gouvernementale en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;
- Proposer des pistes d'action au conseil d'agglomération afin d'améliorer ses interventions dans ce même domaine.

Les principes d'action du comité de pilotage

- Adopter un mode de travail axé sur la concertation et la collaboration entre les partenaires concernés, aux niveaux régional et local;
- Faire de l'approche territoriale intégrée (ATI), une stratégie d'intervention prioritaire;
- Assurer le développement et la consolidation de l'ATI, en soutenant les lieux de concertation locale et en favorisant la cohérence ainsi que la complémentarité entre les stratégies locales et régionales;
- Consolider les actions porteuses, aux niveaux local et régional;
- Aux niveaux local et régional, innover et développer dans des champs d'action jugés prioritaires, mais où les ressources sont insuffisantes, inexistantes ou considérées comme inefficaces;
- S'engager dans une perspective à long terme.

La démarche montréalaise concertée vise à mieux structurer les mécanismes de financement déjà utilisés dans le cadre des différentes ententes et programmes existants. Un exercice d'identification a été mené par le comité de pilotage pour prioriser les orientations et mettre en pratique la vision et les objectifs de la *Démarche montréalaise concertée de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*.

Quatre orientations ont été identifiées par le comité de pilotage[5] :

1. Développer l'approche territoriale intégrée (ATI)
2. Mieux intégrer les personnes immigrantes
3. Intervenir dans les grands ensembles résidentiels
4. Intervenir auprès de itinérants

PARTIE B

I. SITUATION À MONTRÉAL RELATIVEMENT AUX ORIENTATIONS RETENUES ET ACTIONS À RÉALISER

Note : La Ville de Montréal travaillera avec les partenaires qu'elle jugera approprié de s'adjoindre pour la réalisation des actions retenues.

Préalable ***Les principes***

Considérant que la Ville de Montréal, dans son mémoire déposé lors de la consultation sur le Plan d'action gouvernemental de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, a manifesté sa volonté de susciter et d'animer une démarche concertée de la communauté montréalaise contre la pauvreté et l'exclusion sociale; (Mémoire de la Ville, p.1)

Considérant que le gouvernement du Québec, dans le cadre du Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale, a confié à la Ville de Montréal[6], la responsabilité de réunir les partenaires de la région afin, notamment, de déterminer les priorités, de planifier l'action et de mettre en place les moyens pour que des projets à l'échelle régionale soient réalisés; (Plan d'action gouvernemental, p. 19)

[5] Ces orientations ont fait l'objet de consensus.
[6] À la différence des autres régions où ce sont les CRÉ qui en ont la responsabilité.

Considérant que la Ville de Montréal, donnant suite au mandat lui ayant été confié par le gouvernement du Québec, a mis en place la Démarche montréalaise concertée de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, dont le pilotage est assuré par un comité constitué des grands partenaires montréalais;

Considérant que le comité de pilotage a approuvé l'énoncé de la démarche qui, dans sa première étape, consiste en un exercice d'identification d'enjeux prioritaires, à partir des données existantes, tout en tenant compte des actions en cours et des processus de planification et de développement de politiques déjà prévus;

Considérant que les partenaires de la Démarche ont exprimé clairement leur volonté d'agir ensemble;

Considérant que les travaux du comité de pilotage ont permis d'identifier des enjeux prioritaires et des actions qui leur sont associées (Document présenté lors de la rencontre de septembre 2011);

Considérant que les clientèles visées et les zones d'action sont bien définies;

Considérant que la Ville de Montréal et le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles ont renouvelé l'entente triennale couvrant la période 2011-2014 (au montant de 8,195 M$ incluant 1,5 M$ annuellement pour la consolidation et le développement de projets);

Considérant que la Ville de Montréal et le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire ont conclu une entente pour l'année 2011-2012 (au montant de 500 000$);

Considérant que la Ville de Montréal et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale ont renouvelé pour 2012 l'Entente administrative de développement social et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (au montant de 9 M$), afin notamment d'assurer la poursuite des interventions menées sur le territoire montréalais;

Considérant que le renouvellement de ladite Entente prévoit que les parties s'engagent à poursuivre les démarches nécessaires à la conclusion d'une Alliance pour la solidarité pour la période 2013-2015;

***La Ville de Montréal et ses partenaires ont convenu** :*

1. *Que les propositions d'actions ayant fait consensus lors de la rencontre du 28 février 2012 constituent les actions à entreprendre dans le cadre du plan d'action porté par la Ville de Montréal et soutenu par les partenaires impliqués dans la Démarche montréalaise concertée de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;*

   Conseillée et accompagnée par l'ensemble des acteurs impliqués dans la Démarche concertée, la Ville agit sur la base du principe de subsidiarité qui vient lui conférer toute la marge de manœuvre nécessaire pour agir, tout en respectant le partage des compétences en matière de redistribution de la richesse. Dans ce sens, des leviers ou des mécanismes financiers seront à identifier pour donner à la Ville et ses partenaires les moyens d'agir dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Il est important de mentionner que l'arrimage des différents partenaires et des divers programmes existants ainsi que la complémentarité des actions à entreprendre sont des éléments essentiels à la Démarche.

   La subsidiarité constitue le premier principe d'action de la Stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2011-2016 (p.29) du gouvernement du Québec.

2. *Que ce plan d'action constitue l'élément central de l'Alliance pour la solidarité et soit valide pour une période d'au moins cinq (5) ans, étant entendu que les sommes versées dans la présente entente MESS-Ville s'appliquent pour les années 2013-2014 et 2014-2015.*

Les sommes et les investissements supplémentaires mentionnés dans la partie B constituent une estimation du coût des actions à réaliser.

1. L'approche territoriale intégrée

1.1 Situation de Montréal

Le territoire montréalais compte plusieurs secteurs où la pauvreté est concentrée. Qu'on la mesure selon l'indice de défavorisation matérielle et sociale, les seuils de faible revenu ou l'indice global de défavorisation socio-économique du Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal, **la pauvreté affecte des parties du territoire plus que d'autres.**

Si l'on considère seulement le revenu à l'échelle des territoires des CLSC, les écarts sont importants. Alors que le pourcentage de personnes vivant sous le seuil de revenu (avant impôt) est de 29% pour l'agglomération, 17 des 30 territoires de CLSC présentent des taux de faible revenu supérieurs à cette moyenne, dont 11 affichent des taux supérieurs à 33%, avec des pointes à 42, 45 ,46 et même 53%. À l'autre bout du spectre, 9 territoires de CLCS comptent moins de 25% de personnes vivant sous le seuil de faible revenu, dont 4 sont à moins de 20%. Si l'on modifie les échelles pour considérer les milieux de vie ou les voisinages, les disparités sont plus frappantes.

Selon plusieurs auteurs, la concentration de la pauvreté conduirait à des «effets de quartiers ou de milieux» sur les populations défavorisées. Les effets de quartier sont définis comme le changement net dans les potentialités de l'existence (life chances) associés au fait de vivre dans un quartier plutôt que dans un autre. Vivre dans un quartier à forte concentration de pauvreté, en raison des caractéristiques propres à ce type de quartier, contribuerait à fragiliser encore plus les individus pauvres qui y résident (Apparicio, Séguin et al. 2008).

Pour répondre à ces constats, quelques initiatives ciblant des quartiers défavorisés ont été mises en place à Montréal au cours des 20 dernières années. Certaines de ces initiatives se sont appuyées sur des approches de développement global, concerté et intégré des territoires, axées sur le soutien aux communautés locales dans leurs efforts d'amélioration du cadre de vie et des conditions socioéconomiques des personnes défavorisées.

Ces initiatives relèvent en bonne partie de l'approche territoriale intégrée (ATI). Complémentaires aux politiques sociales universelles et aux stratégies sectorielles, les initiatives de type ATI peuvent s'avérer des moyens efficaces de lutte contre la pauvreté, notamment parce qu'elles permettent de mettre à profit l'expertise de communautés locales dans la lecture des enjeux et des solutions qu'elles veulent mettre de l'avant. De plus, elles contribuent à mettre en place une offre de services plus cohérente en favorisant un meilleur arrimage entre les actions et les acteurs et elles encouragent la pérennité des actions, puisqu'elles sont portées par les milieux qui vivent les situations auxquelles on veut s'attaquer.

1.2 Exemples de mesures prises

Par la Ville de Montréal

- La Stratégie de revitalisation urbaine intégrée;
- L'Initiative montréalaise de soutien au développement social local, en partenariat;
- Collectif quartier (carrefour d'échange et de diffusion en développement local);
- Programme d'intervention de milieu jeunesse * ;
- Entente administrative de développement social et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale entre le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et la Ville de Montréal*

* Ces mesures ne relèvent pas entièrement de l'ATI

Par Emploi-Québec

- La direction régionale d'Emploi-Québec de l'Île-de-Montréal consacre à la communauté montréalaise un budget d'initiatives locales (BIL) pour la mise en œuvre de projets novateurs et non récurrents afin de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale par l'emploi. Ces projets, qui misent sur la mobilisation des partenaires locaux, s'adressent à des clientèles en situation de pauvreté et d'exclusion et éloignées du marché du travail. Un comité régional auquel participent des représentants du MELS, du MICC, d'organismes communautaires, des CEDEC, de la Direction de la diversité sociale de la Ville de Montréal et d'Emploi-Québec, a été mis en place afin notamment d'effectuer la sélection des différents projets.

  Budget alloué pour 2012-2013

- Le budget d'intervention alloué par Emploi-Québec pour la réalisation des projets BIL est de 1,9 M$ pour l'exercice financier 2012-2013. À cette somme s'ajoute le financement de ressources

dans les CDEC montréalaises pour mobiliser les acteurs locaux en vue de la levée et de la mise en œuvre des projets.

Par Centraide

- L'Initiative montréalaise de soutien au développement social local, en partenariat
- Soutien aux tables et actions collectives

Par la DSP

- Services intégrés en périnatalité et petite enfance – Volet environnement favorable
- École et milieux en santé- Volet milieu
- École et milieu en santé- Volet Prévention des toxicomanies
- Programme de soutien au développement de la sécurité alimentaire

1.3 Besoins identifiés

Les initiatives soutenues dans le cadre de l'ATI ou s'en inspirant se sont beaucoup développées à Montréal depuis quelques années. Les acteurs de l'ATI et leurs bailleurs de fonds travaillent maintenant à établir les constats qui orienteront leurs actions futures. Parmi ces constats, nous soumettons :

- Ceux identifiés dans la démarche initiée par Collectif Quartier sur les arrimages des mesures et mécanismes de soutien au développement local ;

- Ceux reliés aux démarches de revitalisation de quartiers ;

- Ceux traitant des mécanismes de mobilisation et de concertation dans les milieux locaux.

Constats tirés de la démarche sur les arrimages

Arrimages horizontaux

Niveau local

- La multiplication et le manque d'harmonisation des exigences de planification, de reddition de comptes et d'évaluation des bailleurs de fonds occasionnent une surcharge de gestion aux organisations locales ;

- Les tables de quartier sont considérées comme des leviers de développement local par plusieurs bailleurs de fonds, ce qui les amène à gérer la mise en œuvre de mesures de soutien ou à être sollicitées en ce sens. Compte tenu des ressources disponibles au sein des tables de quartier, il peut s'avérer difficile de concilier la gestion des mesures avec les fonctions de mobilisation, d'animation et de coordination normalement dévolues à une instance de concertation ;

- La plupart des mécanismes régionaux recensés favorisent le développement d'une vision commune, l'échange d'information, le partage des connaissances et le réseautage. Ils développent cependant très peu de stratégies concrètes de mise en commun ou d'harmonisation des orientations, des mécanismes de gestion et des ressources;

- Les mécanismes régionaux regroupent essentiellement les mêmes organisations. Les individus siégeant sur les divers comités et instances varient cependant en fonction du niveau stratégique et des sujets. Cette diversité de représentation, de même que le flou entourant les modes de diffusion et de rétroaction au sein des organisations, peuvent rendre difficiles les arrimages internes et l'engagement des organisations.

Arrimages verticaux (local–régional)

- Les mêmes termes et concepts sont généralement utilisés d'une mesure à l'autre. Cependant, le sens qui leur est donné varie considérablement en fonction des réalités organisationnelles, des champs d'action et des intérêts des organisations qui soutiennent ces mesures. Ceci se traduit par une diversité d'interprétations et de façons de faire;

- La finalité visée par les mesures peut également être source de confusion. Il existe une grande diversité de mécanismes et de mesures qui se préoccupent ou se réclament officiellement de l'approche de développement des communautés;

- La mise en place de mécanismes régionaux visant, notamment, à faciliter les arrimages, ne débouche pas nécessairement sur une harmonisation des mesures déployées par les organisations impliquées. De plus, elle génère peu de développement de liens de collaboration formelle et/ou à long terme avec les instances locales concernées;

- Bien qu'elles valorisent le respect des dynamiques, des structures et des priorités locales, les mesures sont généralement axées sur des objectifs spécifiques et donnent lieu à la mise en place de mécanismes de suivi particuliers;

- Parmi les mesures recensées, il existe peu de sources de financement de base pour soutenir le processus de développement local (ex. mobiliser les acteurs locaux, assurer la coordination, définir les actions, faire les liens entre les différentes mesures et opportunités) et ce malgré l'exigence d'inscrire les actions découlant de la mesure dans un tel processus.

  Constats particuliers

  Le non-arrimage des territoires d'intervention locaux entre les principaux réseaux (municipal, éducation, santé, tables de quartier) est un frein aux arrimages des mécanismes et mesures.

Constats reliés aux démarches de revitalisation de quartier

Actuellement, 12 démarches de revitalisation urbaine intégrée (RUI) sont soutenues par la Ville et plusieurs partenaires. Les constats sont à l'effet que :

- Le financement du fonctionnement des RUI actuelles doit être consolidé;
- Des sommes doivent être rendues disponibles, dans les RUI actuelles, pour investir dans les infrastructures et les équipements;
- Les territoires montréalais comptant plus d'une vingtaine de secteurs défavorisés, la stratégie RUI doit être développée.

Constats reliés aux mécanismes de mobilisation et de concertation dans les milieux locaux

Actuellement, l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local, issu d'un partenariat entre Centraide, la DSP et la Ville, supporte le fonctionnement de 29 tables de concertation multisectorielle et multiréseaux. Ces acteurs sont cruciaux dans l'éventuelle mise en œuvre d'une stratégie de lutte contre la pauvreté s'appuyant sur l'ATI. Les constats sont à l'effet que : le financement du fonctionnement des tables doit être consolidé, pour leur permettre de remplir leurs responsabilités, notamment quant à la production des portraits-diagnostics et des plans d'action intégrés.

1.4 Actions à réaliser

Considérant que l'approche territoriale intégrée[7] (ATI) est formellement reconnue par le Plan d'action gouvernemental, comme une stratégie de lutte contre la pauvreté utilisée dans les quartiers montréalais depuis déjà plusieurs années;

Considérant que les divers projets initiés à ce jour dans les quartiers de la Ville, dont ceux de type ATI, s'avèrent des moyens efficaces pour contrer la pauvreté et l'exclusion sociale;

Considérant qu'ils contribuent à maintenir une offre de services plus cohérente en favorisant un meilleur arrimage entre les actions et les acteurs;

Considérant que les Tables locales de concertation multisectorielle et multiréseaux [8] relèvent d'une vision transversale/intersectorielle et que leur rôle consiste notamment à intégrer et à planifier le développement social des collectivités en incitant les acteurs à collaborer et en évitant les dédoublements;

---

[7] Bien que présentée comme une orientation, l'ATI a un statut particulier dans la démarche dans la mesure où elle constitue un mode d'intervention privilégié.

[8] Soutenues dans le cadre de *l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local*. On compte aujourd'hui 29 Tables à Montréal.

Considérant l'avis conjoint présenté par la Ville de Montréal[9]*, dans le cadre de la consultation autour du plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, dans lequel il est notamment mentionné que (...) l'appui du gouvernement du Québec est primordial pour donner les moyens aux communautés locales montréalaises d'agir collectivement et de façon intégrée pour lutter efficacement contre la pauvreté et l'exclusion sociale (...);*

Considérant que le premier plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale a donné à l'ATI une reconnaissance formelle, en en faisant l'une de ses orientations;

Considérant que le second plan d'action 2010-2015[10] *confère à l'ATI une place plus importante encore, en faisant du renforcement de l'intervention territoriale sa première orientation et en soulignant l'importance de briser les silos, d'assouplir les normes, de permettre aux acteurs locaux et régionaux de jouer un rôle central dans la détermination des priorités et (...) d'assurer la continuité des démarches existantes, telles les initiatives de revitalisation urbaine intégrée (RUI) et d'approche territoriale intégrée (ATI);*

Considérant qu'il existe à Montréal des concentrations de pauvreté et d'exclusion sociale dans plusieurs parties du territoire et que cela constitue un frein au développement global des communautés et par conséquent, de ses individus, exigeant alors une intervention de nature collective autant qu'individuelle;

Considérant que cette concentration de pauvreté et d'exclusion sociale doit être mesurée à l'aide d'un indice ou d'indicateurs reconnus. Dans le cadre de l'Entente administrative de développement social et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, de même que pour identifier les secteurs pouvant faire l'objet de démarches RUI, la Ville utilise un indice basé sur celui développé par Pampalon et Raymond et adapté aux réalités montréalaises. Le comité reconnaît l'importance de la prise en compte d'un indice de concentration de la pauvreté. Ceci venant appuyer l'idée de la consolidation des RUI actuelles et d'une expansion vers d'autres secteurs défavorisés selon une stratégie de soutien au développement local cohérente.

Dans ce sens, la Stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires indique que : (...) les municipalités à revitaliser sont identifiées grâce à un indice de développement (...) il permet de constater que les citoyens de certaines municipalités vivent, de façon plus importante qu'ailleurs au Québec, des problèmes de développement et de vitalité qui se caractérisent par la faible qualité, voire la détérioration, de leur cadre de vie[11]*.*

De plus, le soutien aux initiatives de RUI est explicitement indiqué dans ledit document[12] *: (...) il faut soutenir les grandes villes du Québec qui adoptent une stratégie de revitalisation urbaine intégrée. Ce type de stratégie comprend des actions visant l'amélioration des conditions socioéconomiques des résidants, la revitalisation du cadre physique ainsi que le soutien à l'habitation et au logement. Ces secteurs peuvent être ciblés par les villes en fonction de la concentration des indicateurs de pauvreté disponibles, de la déficience du cadre bâti ou de la quantité et de la qualité des équipements collectifs.*

De plus, il est constaté que :

a. *Les tables locales de concertation multisectorielle et multiréseaux, véritables leviers de développement social local, souffrent d'un sous-financement entravant la bonne marche de leur mission;*

b. *Les démarches de Revitalisation urbaine intégrée*[13] *(RUI) participent aussi de cette vision transversale, ce qui n'est pas contradictoire avec l'ensemble des stratégies sectorielles préconisées dans les démarches de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.*

---

[9] L'avis conjoint de la Ville, la DSP et Centraide dans le cadre de consultation *Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*

[10] *Le Québec mobilisé contre la pauvreté*, déposé en juin 2010.

[11] Page 51

[12] Page 52

[13] Montréal compte actuellement huit démarches de *Revitalisation urbaine intégrée* (*RUI*). Chacune dispose de mécanismes de concertation et de partenariat local qui permettent l'élaboration et la mise en œuvre de plans de revitalisation intégrée. Ces plans couvrent à la fois les enjeux liés au cadre physique (logement, équipements collectifs, domaine public, etc.) et les problématiques à caractère social et économique.

Pour ce faire, la Ville de Montréal et ses partenaires ont convenu de réaliser les actions suivantes :

1. *Consolider le financement destiné aux Tables locales de concertation dans le cadre de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local[14];*
   (Besoin estimé : budget de fonctionnement = 1,8 M$)

   La Ville, la DSP et Centraide confirment leur intention de faire les efforts requis pour un investissement supplémentaire significatif.

2. *Consolider et développer la stratégie montréalaise de revitalisation urbaine intégrée (RUI) à deux niveaux :*

   - *Reconnaître et soutenir dans tous les quartiers défavorisés de Montréal, définis notamment selon un indice de concentration de la pauvreté et l'exclusion sociale reconnu, des démarches de revitalisation basées, entre autres, sur la capacité d'agir des communautés, la mobilisation citoyenne, la concertation, le partenariat et l'intégration des actions.*
     (Besoin estimé : budget de fonctionnement = 2 M$)

   - *En intervenant de façon intensive sur des éléments du cadre bâti, par des investissements à destination sociale notamment en infrastructures et en équipements collectifs [15];*
     (Besoin estimé : budget d'immobilisation = 40 M$)

2. Mieux intégrer les personnes immigrantes

2.1 Situation de Montréal

- En 2006, les groupes des personnes nées hors Canada et des personnes issues des minorités visibles représentent le tiers et le quart de la population totale de l'île;

- Entre le recensement de 2001 et celui de 2006, l'île de Montréal a accueilli 112 565 nouveaux arrivants âgés de 15 ans et plus sur son territoire, représentant 73,1 % des nouveaux arrivants du Québec. D'ailleurs, l'augmentation de sa population âgée de 15 ans et plus qu'a connue l'île de Montréal entre 2001 et 2006 est strictement due à l'apport de l'immigration;

- Selon les principaux indicateurs du marché du travail, la situation des personnes immigrantes et des minorités visibles est moins avantageuse en 2006 que celle des personnes nées au Canada.

	Taux d'activité	Taux d'emploi	Taux de chômage
Personnes nées au Canada	65,7 %	61,3 %	6,8 %
Personnes immigrantes	60,0 %	52,4 %	12,6 %
Minorités visibles	64,9 %	55,5 %	14,5 %

- Parmi les personnes immigrantes et les minorités visibles, certains sous-groupes rencontrent des difficultés plus grandes sur le plan de l'emploi en comparaison de l'ensemble, selon les données de 2006 :

  - Le groupe des minorités visibles Arabe/Asiatique occidental obtient le taux de chômage le plus élevé (20 %), suivi de celui des Sud Asiatiques (16,2 %) et des Noirs (15 %);

  - Les femmes immigrantes chôment deux fois plus que leurs homologues nées au Canada, soit 13,3 % contre 6,1 %. Ce sont les femmes du groupe Arabe/Asiatique occidental dans lequel se trouvent les femmes d'origine maghrébine, qui ont le taux de chômage le plus élevé, soit 20,7 %;

- Les personnes immigrantes sont surreprésentées à l'aide de dernier recours par rapport à la population née au Canada (en mars 2010, 51,2 % des prestataires sont des personnes immigrantes par rapport à un poids de 36,5 % de leur population en âge de travailler);

- La population immigrante est plus scolarisée que la population en général avec un taux de diplomation postsecondaire de 48,0 % contre 46,5 % pour les personnes nées au Canada.

[14] Les tables de concertation locales jouant le rôle de démultiplicateurs de la Démarche montréalaise concertée de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

[15] Ces investissements pourraient prendre la forme d'un programme à frais partagés, s'inspirant notamment du programme de Renouveau urbain (PRU) qui a eu cours jusqu'au milieu des années 2000.

Toutefois, la proportion des personnes immigrantes n'ayant pas terminé d'études secondaires est un peu plus élevée que celle de la population née au Canada;

- En 2006, les personnes immigrantes actives sur le marché du travail ont en général des revenus plus bas que la moyenne, avec un revenu total médian annuel de 23 277 $ comparativement à 31 546 $ pour les personnes nées au Canada. Ce revenu est encore plus faible chez la communauté maghrébine immigrante.

2.2 Exemple de mesures prises

Par la Ville de Montréal

Entente entre la Ville et le MICC

- L'entente avec le MICC 2011-2014 est de 8 195 000 $, dont 4,5 M$ pour le développement de projets ciblant les nouveaux arrivants, immigrants et minorités visibles. Des projets à portée métropolitaine sont coordonnés par des entités municipales ou paramunicipales de la Ville (Capital Humain, Bibliothèques, OMHM…) et par des organismes métropolitains (Collectif des entreprises d'insertion sociale…). D'autres projets à portée locale répondent à des besoins identifiés par les milieux;

- Gestion partagée pour le programme *Place à la relève* : 600 emplois d'été pour des jeunes majoritairement issus des minorités visibles. Montage financier annuel de plus 1 200 000 $ assumé le MICC, le MESS, le MAMROT et la CRE;

- Projets d'accueil, de soutien et d'accompagnement des ressortissants haïtiens suite au séisme de janvier 2010 se déroulant dans trois arrondissements ciblés.

Par la DSP

La DSP est l'un des partenaires à l'Entente spécifique triennale multisectorielle en matière d'immigration, d'intégration et de relations interculturelles dans la région de Montréal (2009-2012). Cette entente associe plusieurs ministères, la Conférence régionale des élus de Montréal, la Ville, Montréal International ainsi que le Forum Jeunesse de l'Île de Montréal et vise à assurer l'accueil et l'insertion durable en emploi des personnes immigrantes, des membres des communautés culturelles et des personnes de minorités visibles.

Par le MESS (Emploi-Québec)

- Emploi-Québec dispose d'un ensemble de mesures et de services pour soutenir le retour au travail des personnes en recherche d'emploi ou désirant intégrer le marché du travail (placement en mode libre-service ou assisté, évaluation de l'employabilité, apprentissage en milieu de travail, parcours individualisé vers l'insertion, la formation et l'emploi, etc.). Les personnes immigrantes et les nouveaux arrivants représentaient 44,5 % des bénéficiaires de ces mesures universelles à Montréal pour la période du 1er avril 2011 au 31 mars 2012 (données préliminaires);

- En plus des mesures universelles mentionnées au point précédent, plusieurs mesures, services et actions spécifiques sont destinés à la clientèle immigrante considérant les difficultés d'intégration de ces personnes sur le marché du travail. En voici quelques-uns :

  - Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME);

  - Plusieurs ententes actives avec des ressources externes spécialisées auprès des personnes immigrantes;

  - Séminaire à l'intention des employeurs montréalais sur la diversité;

  - Issu du volet mobilisation de la mesure Défi Montréal, conception du répertoire en ligne www.*travailimmigrants.com* qui s'adresse aux personnes immigrantes à la recherche d'emploi, aux employeurs et aux intervenants des ressources externes. Ce répertoire se veut un guichet unique d'information sur les mesures, programmes, services et projets d'Emploi-Québec et de ceux de ses partenaires;

  - Déploiement récent du volet international du Placement en ligne qui donne la possibilité aux employeurs du Québec de recruter des candidates et des candidats à l'étranger avant même leur arrivée au pays;

- Recherche statistique sur les personnes immigrantes et les membres des minorités visibles en collaboration avec l'INRS portant, notamment, sur la surqualification professionnelle de ces clientèles (renforcer les actions visant l'arrimage des compétences des nouveaux arrivants avec les offres d'emploi de la région de Montréal);

- Partenariat avec le MELS en regard des activités de reconnaissance des acquis et des compétences;

- Dispositif intégré de services destinés aux nouveaux arrivants (MESS et MICC) afin de réduire les délais d'intégration socioprofessionnelle des personnes immigrantes et d'augmenter leur taux d'emploi (travaux en cours);

- Partenariat avec la Ville de Montréal dans le cadre d'un Programme de parrainage professionnel.

Par le MICC

- Cours de français à temps plein et à temps partiel;
- Évaluation comparative des études effectuées hors Québec;
- Service d'accueil et d'information sur les professions et métiers réglementés;
- Projets à l'intention des ordres professionnels visant à faciliter l'accès aux professions;
- Projets Défi Montréal pour faciliter l'intégration en emploi;
- Réseau d'organismes communautaires pour offrir les services d'accueil et d'accompagnement;
- Session d'une semaine *Adaptation au marché du travail québécois;*
- Ententes partenariales avec la Ville de Montréal, la CRÉ de Montréal et Montréal international;
- Projets pour soutenir le rapprochement interculturel dans le cadre du Programme Action Diversité;
- Travaux en continu entre le MICC et Emploi-Québec afin de s'assurer de la complémentarité et de la continuité des services offerts par l'un et l'autre;
- Un ensemble très important de mesures et services sont disponibles tant au MESS qu'au MICC afin de favoriser l'intégration, notamment en emploi, des personnes immigrantes et des membres de minorités visibles. Par ailleurs, des efforts continus sont déployés de part et d'autre afin d'améliorer l'offre de services à l'intention de la clientèle immigrante, comme en témoignent plusieurs des actions mentionnées précédemment.

Par Centraide

- Investissement pour les immigrants : 2 175 150 $

  - 1 970 150 $ alloués à 14 organismes pour aider les nouveaux immigrants et les réfugiés à s'établir dans la société d'accueil en les soutenant notamment dans leur recherche de logement et de travail. Ils font aussi valoir leurs besoins.

  - 205 000 $ alloués à 4 projets *Accessibilité,* pour aider les milieux de vie à s'adapter aux nouveaux immigrants. Ils créent des lieux de rencontre, incitent les organismes à adapter leurs interventions aux groupes d'immigrants à desservir et ils favorisent le rapprochement interculturel.

2.3 Besoins identifiés

Besoins identifiés par la Ville de Montréal

- La lutte contre le racisme et la discrimination;
- L'intégration socio-économique;
- L'amélioration des milieux de vie;
- L'accès aux ressources du milieu;
- La francisation.

Besoins identifiés par le MICC et le MESS

- Poursuivre les efforts en regard de la préparation des candidats issus de l'immigration à intégrer le marché du travail;
- Soutien et sensibilisation des employeurs dans la prise en compte des particularités (diplômes reçus à l'étranger, reconnaissance des compétences) des personnes immigrantes lors du processus d'embauche et dans leur intégration en entreprise (accompagnement);

- Poursuivre les travaux conjoints MICC – MESS pour l'établissement d'un continuum de services à l'intention de la population immigrante.

2.4 Actions à réaliser

Considérant que Montréal est la région la plus concernée par les problématiques d'immigration;

Considérant que :

1) ***Près de 70 %** des personnes immigrantes admises au Québec entre 2003 et 2007 habitent sur le territoire montréalais (2009);*

2) ***66 338 immigrants récents** vivent sous le seuil de faible revenu (SFR)[16], ce qui représente la moitié des immigrants récents à Montréal;*

3) *Les personnes immigrantes sont surreprésentées à l'aide de dernier recours par rapport à la population née au Canada : **51 %** des prestataires sont des personnes immigrantes alors qu'ils constituent **31 %** de la population totale de l'agglomération de Montréal.*

*Considérant que la spécificité de Montréal en la matière est mentionnée par le gouvernement notamment dans la Stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires du MAMROT à la page 18 : (...) L'attraction, l'accueil et l'insertion socioéconomique, culturelle et linguistique des nouveaux immigrants demeurent des défis qui concernent tous les territoires. **Ces défis touchent encore plus particulièrement la région métropolitaine de Montréal et sa ville centre, Montréal**, **qui accueille encore la grande majorité de la population immigrante et assume aussi, en grande partie, les coûts de leur intégration au Québec (...).***

Considérant que les programmes développés par la Ville de Montréal, en partenariat avec le gouvernement du Québec, agissent de manière significative sur l'intégration des personnes immigrantes, démontrant ainsi la nécessité de les développer;

Considérant que les projets soutenus par la Ville encouragent le milieu communautaire et permettent aux organismes de remplir leur mission;

La Ville de Montréal et ses partenaires ont convenu que les actions à entreprendre s'inscriront dans deux volets :

Volet 1 Accueil des nouveaux arrivants

Consolider, développer et renforcer les services de proximité, notamment dans les bibliothèques publiques, afin de rejoindre les personnes immigrantes particulièrement les nouvelles arrivantes.
(Besoin additionnel estimé annuellement : 1 M$)

Volet 2 Intégration en emploi

1) *Étendre le projet **Valorisation jeunesse – Place à la relève** à un nombre plus élevé de participants, l'élargir et l'adapter à différents niveaux d'étude (collégial, universitaire).*
(Besoin additionnel estimé annuellement : 4 M$);

2) Grâce à un partenariat entre Emploi-Québec et la Ville de Montréal, augmenter le nombre de participants au **programme de parrainage professionnel à la Ville de Montréal.**

[16] Le SFR correspond à 17 563 $/année pour une personne seule.

3. Intervenir dans les grands ensembles résidentiels

3.1 Situation de Montréal

- 97 000 ménages locataires (soit un ménage locataire sur cinq) consacrent la moitié ou plus de leur revenu au loyer; une situation qui pourrait s'aggraver puisque, depuis une décennie, la croissance des coûts des loyers est plus rapide que celle des revenus;

- Les dernières études de la Société canadienne d'hypothèques et de logements (SCHL, 2011) indiquent que le marché locatif montréalais demeure serré, et qu'il manque de logements à coûts abordables. Il y a pénurie généralisée de grands logements familiaux : un tiers des familles locataires de l'île se trouve en situation de surpeuplement;

- 22 000 ménages sont en attente d'un logement HLM à l'Office municipal d'habitation, dont 10 000 familles avec enfants, en majorité d'origine immigrante;

- Les refuges pour personnes sans abri sont à pleine capacité : leur taux d'occupation a dépassé 100% à plusieurs reprises au cours des derniers mois; les besoins sont en hausse chez les femmes et les Autochtones;

- Le nombre de logements locatifs ayant besoin de travaux majeurs s'accroît : 55 000 logements locatifs sont dans cette situation sur l'île. Certains segments du parc résidentiel présentent des enjeux de salubrité dont les incidences sur la santé sont connues;

- Au sein du parc HLM, l'OMHM compte une vingtaine de grands ensembles aux prises avec une concentration importante de pauvreté et de problèmes sociaux. Cette concentration requiert une intensification de l'aide aux locataires et des efforts d'animation de ces milieux de vie, reconnaissant que les ménages vivant en HLM sont plus difficilement rejoints par les modes usuels de travail social et communautaire et qu'un travail au sein même de l'habitat permet de contrer cette difficulté.

Les indicateurs socioéconomiques identifient une vingtaine de secteurs à revitaliser, dont plusieurs situés dans des quartiers d'accueil des nouveaux arrivants; la détérioration du cadre bâti de ces secteurs contribue aux difficultés d'intégration de cette population.

3.2 Exemples de mesures prises

Par la Ville de Montréal et ses partenaires

1. Logements sociaux et communautaires

   A) Développement de nouveaux logements (contributions SHQ, Ville de Montréal, CMM, certains fonds fédéraux; partenaires communautaires pour la réalisation et la gestion des projets)

      - Cible globale de 5000 logements (2010-2013); 4100 unités *AccèsLogis* déjà allouées par la SHQ, mais incertitude quant à la poursuite du programme;
      - Cibles spécifiques pour familles et pour personnes itinérantes;
      - Participation à des initiatives de requalification de milieux de vie (îlots) en difficulté.

   B) Financement du soutien communautaire en logement social (Agence de santé de Montréal)
      - 2,5 M $ distribués annuellement à des organismes (OMHM et OBNL) gérant 6 700 logements.

2. Interventions d'amélioration de la salubrité (Ville de Montréal et Direction de la santé publique) et programmes d'aide à la rénovation (Ville de Montréal)

   - Plan d'action pour la salubrité 2010-2013 (Ville de Montréal) ; nouvelle cible de 8000 logements;
   - Collaboration des professionnels de la Direction de la santé publique avec les inspecteurs de salubrité de la Ville (Cibles spécifiques telles : moisissures).

Cible de 4000 rénovations de logements locatifs privés (Ville-SHQ), sous réserve de la reconduction du programme *Rénovation Québec* de la SHQ (et du financement fédéral sous-jacent).

3. Interventions dans les HLM (OMHM, financement SHQ-CMM)

   - Plan d'investissements dans la rénovation, adaptation et modernisation du parc HLM : travaux majeurs en cours (mais réduction annoncée du budget accordé à l'OMHM);
   - Plan de développement social, basé sur la mobilisation des partenaires communautaires et institutionnels, visant à favoriser l'intégration sociale des locataires et leur *empowerment.*

Par Centraide

Investissement en habitation : 1 249 074 $ alloués à 13 comités logement

Les comités logement ont comme mission la défense et la promotion des droits des locataires. Ils font aussi la promotion du logement social.

De plus, une quinzaine d'organismes financés par Centraide interviennent dans des HLM de l'île de Montréal, des milieux caractérisés par la pauvreté, la densité et le manque de lien sociaux. Les organismes offrent plusieurs services pour améliorer la qualité de vie des résidents, parents et enfants. Ils rejoignent les ados et contribuent à leur socialisation principalement à travers des activités

3.3 Besoins identifiés

- création de logements sociaux et communautaires pour les familles et les aînés ainsi que pour les personnes itinérantes ou vulnérables, dans le cadre de programmes de la Société d'habitation du Québec auxquels la Ville et la Communauté métropolitaine de Montréal contribuent financièrement;

- maintien d'un important parc de logements à loyer modique (HLM) géré par l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM);

- lutte contre l'insalubrité des logements (un champ de collaboration entre la Ville et ses arrondissements, la Direction de santé publique et leurs partenaires communautaires);

- aide à la rénovation et au maintien en bon état des immeubles de logements abordables privés, notamment avec l'aide de programmes à frais partagés liant le gouvernement du Québec et la Ville;

- dans plusieurs arrondissements, la revitalisation de secteurs en difficulté, en partenariat avec les acteurs institutionnels et communautaires et en mobilisant l'ensemble des programmes d'habitation disponibles.

3.4 Actions à réaliser

Considérant que le Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale reconnaît le rôle du logement comme moyen d'influer positivement sur la situation des personnes et des familles, et l'importance d'agir sur l'habitat des collectivités en situation de pauvreté et d'exclusion, notamment en consolidant l'offre de logements sociaux et communautaires;

Considérant que la Ville de Montréal intervient de façon vigoureuse, dans ses champs de compétence et en collaboration avec le gouvernement du Québec et de nombreux partenaires de la société civile, pour assurer aux Montréalaises et Montréalais une offre d'habitation diversifiée et de qualité, répondant à un large éventail de besoins individuels et collectifs, et que ces interventions contribuent au maintien du climat social inclusif de la métropole;

Considérant que ces interventions de la Ville en habitation s'appuient sur des programmes à frais partagés avec le gouvernement du Québec, tels le programme de logement social et communautaire AccèsLogis et le programme Rénovation Québec, et que la reconduction de ces programmes est une condition essentielle à la poursuite des interventions entreprises par la Ville et ses partenaires;

Considérant également que le cadre financier des interventions en habitation repose également sur la poursuite d'investissements fédéraux, qui contribuent au montage des programmes québécois ainsi qu'au maintien du parc HLM;

Considérant l'importance des enjeux qui se posent, à Montréal, en matière d'habitation des populations en situation de pauvreté et d'exclusion;

Considérant que les programmes et interventions en matière d'habitation actuellement déployés à Montréal pour répondre aux enjeux posés par la pauvreté et l'exclusion sociale forment un ensemble cohérent, basé sur les besoins constatés.

La Ville de Montréal et ses partenaires ont convenu de :

1. *Mener des actions complémentaires au développement de logements sociaux et communautaires [17] :*

   1.1. *Ajout d'interventions de soutien dans les logements destinés aux personnes itinérantes ou vulnérables (accompagnement, gestion de conflits, maillage avec ressources externes, etc.);*

   1.2. *Aide aux initiatives de requalification de milieux de vie en difficulté, pilotées par des OBNL d'habitation[18].*

   (Besoin additionnel estimé annuellement à 450 000 $)

2. *Renforcer les interventions en matière de salubrité et d'aide aux rénovations du parc locatif, notamment en favorisant les initiatives de soutien dans les grands ensembles locatifs en difficulté ou visés par des interventions de salubrité.*
   (Besoin additionnel estimé annuellement à 450 000 $)

3. *Intensifier les initiatives de soutien aux locataires et le travail d'animation de milieu dans les grands ensembles HLM.*
   (Besoin additionnel estimé annuellement 600 000 $)

4. Intervenir auprès des itinérants

4.1 Situation de Montréal

Problématique constante et urgente, le phénomène de l'itinérance souffre d'un manque évident de ressources. Dans ce sens, la Ville de Montréal est en négociation, sur ces questions, avec le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) et avec l'Agence de la santé et des services sociaux;

Rappelons que 32% des personnes itinérantes présentent de graves problèmes de santé mentale.

4.2 Exemples de mesures prises

Par la Ville de Montréal

- La Ville intervient auprès des personnes en situation d'itinérance par le biais de programmes dans les secteurs de l'habitation, de la sécurité publique et du développement social. Ces initiatives visent à favoriser leur réinsertion sociale, à mettre en place des mesures pour prévenir l'errance urbaine et à améliorer les rapports entre les personnes sans-abri, les résidants, les passants et les commerçants;

- La Ville travaille à longueur d'année à trouver des solutions aux divers problèmes liés à l'itinérance, en appuyant financièrement plusieurs organismes communautaires de soutien aux personnes itinérantes, et en participant à des activités de coordination, de concertation et de planification avec ses partenaires institutionnels, communautaires et privés.

La Ville appuie plusieurs organismes qui interviennent auprès des personnes sans-abri à l'année longue. Ainsi, les contributions financières accordées dans le cadre du Programme de soutien des services aux personnes itinérantes (PSSPI) et du Fonds de solidarité sociale en itinérance (s'inscrivant dans l'Entente administrative de développement social et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale) totalisent 1 286 567 $ pour l'année 2010.
Par la DSP

---

[17] Tel que mentionné au début de cette section, la poursuite des interventions en habitation (logement social, rénovations privées, etc.) est conditionnelle à la reconduction des programmes de la SHQ.

[18] Il serait souhaitable que les initiatives d'animation de milieu (telles celles déployées en HLM et dans des interventions de requalification de milieux par des OBNL) soient dorénavant reconnues et qu'un ministère répondant les intègre à sa mission.

Un soutien particulier aux personnes itinérantes

Les activités de la DSP en ce domaine sont multiples : qu'il s'agisse de logement, notamment de logement social, de décrochage scolaire ou encore des jeunes de la rue. À ces initiatives il faut ajouter le programme de lutte aux dépendances (tabac, alcool, toxicomanies et jeux de hasard et d'argent) ainsi que nos activités en matière de prévention et de dépistage des abus physiques, psychologiques et sexuels ainsi que de la négligence.

Par Centraide

Jeunes de la rue et itinérants : 1 079 517 $
969 297 $ alloués à 10 organismes intervenants auprès des jeunes de la rue et des itinérants 110 220 $ alloués à l'organisme *Maison Marguerite de Montréal* destiné aux femmes seules, sans abri.

Les organismes de ce secteur aident les jeunes à se réinsérer socialement. Des travailleurs de rue établissent des liens de confiance avec les jeunes fugueurs et ceux qui vivent en marge de la société. Ils les renseignent sur les services communautaires et institutionnels pouvant les aider à sortir de la rue. D'autres organismes offrent un lieu d'appartenance, un réseau social et un soutien psychologique pour aider le jeune à se prendre en main et par la suite retourner aux études ou occuper un emploi.

Par Emploi-Québec

Afin de répondre aux besoins particuliers de la clientèle itinérante de Montréal, la direction régionale d'Emploi-Québec de l'Île-de-Montréal (DRIM) a développé, et ce, depuis plusieurs années, en collaboration avec les organismes du milieu, une offre de service adaptée dont certains services directs qui permettent de servir rapidement la clientèle tout en limitant ses déplacements. L'organisme *Sac à dos / Action-Réinsertion*, financé par la DRIM, dispense un service de 2000 cases postales pour plus de 1500 utilisateurs différents, soit les prestataires d'une aide de dernier recours sans domicile fixe. Cet organisme remet aux personnes itinérantes leur courrier personnel et gouvernemental, incluant le chèque d'assistance-emploi. Le prestataire itinérant qui se présente à cet organisme pour recevoir son chèque mensuel se voit offrir sur place des services psychosociaux (références : médecin, dentiste, travailleur social, aide au logement, etc.) et divers services de mise en mouvement vers l'emploi (ex : Programme d'aide et d'accompagnement social, Agri Job, TAPAJ/travail à la journée). L'organisme *Sac à dos / Action-Réinsertion* offre également sur place un service d'entreposage d'effets personnels. Ainsi, un port d'attache se crée pour la personne sans domicile fixe, constituant ainsi une certaine stabilité qui devient préalable à une démarche de réinsertion sociale.

Également, afin de favoriser la réinsertion de cette clientèle, la DRIM octroie des sommes importantes par le biais de plusieurs ententes avec des organismes externes spécialisés dans le cadre du Programme d'aide et d'accompagnement social (PAAS) :

- Groupe Itinérance et travail de Montréal INC.
- Église Anglicane Emmaüs (La Porte ouverte / the Open Door)
- Groupe communautaire l'Itinéraire
- La Maison Benoit Labre
- Accueil Bonneau
- Dîners-Rencontres St-Louis –de-Gonzague
- Les œuvres de la Maison du Père
- Action-Réinsertion

La Direction régionale d'Emploi-Québec de l'Île-de-Montréal siège aussi au Comité directeur de Montréal dans le cadre du Plan d'action interministériel en itinérance 2010-2013. Notons également que la DRIM participe activement au groupe de travail sur les services d'accompagnement et de soutien « volet services correctionnels », plus spécifiquement en regard de l'aide financière de derniers recours (projet pilote en développement).

4.3 Besoins identifiés

Répondre aux besoins de base des personnes en situation d'itinérance.

4.4 Actions à réaliser

Considérant qu'en tant que problématique constante et urgente, le phénomène de l'itinérance souffre d'un manque évident de ressources;

Considérant que la Ville de Montréal est en négociation, sur ces questions, avec le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) et avec l'Agence de la santé et des services sociaux;

Considérant qu'en matière d'itinérance, il existe trois plans d'action : le Plan d'action interministériel en itinérance 2010-2013, le Plan d'action ciblé de la Ville de Montréal et le Plan d'action régional interministériel en itinérance;

Considérant que 32% des personnes itinérantes présentent de graves problèmes de santé mentale;

Considérant l'importance de répondre aux besoins de base des personnes en situation d'itinérance.

La Ville de Montréal et ses partenaires ont convenu que les actions considérées comme urgentes (en lien avec la négociation avec le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) et avec l'Agence de la santé et des services sociaux) s'inscriront dans deux volets :

Volet 1 Six actions à prioriser en santé mentale (démarches en cours)

1. *Garantir la pérennité du Programme d'accompagnement justice et santé mentale (PAJ-SM) de la Cour municipale.*
2. *Assurer la pérennité de l'Équipe mobile de référence et d'intervention en itinérance (EMRII).*
3. *Conclure une entente de partenariat formelle entre tous les acteurs impliqués dans l'accompagnement des personnes en situation d'itinérance, dont Urgence psychosociale Justice (UPS-J).*
4. *Offrir un meilleur suivi aux personnes en situation d'itinérance référées aux hôpitaux.*
5. *Assurer l'accès aux services et aux lits d'urgence pour les personnes en situation d'itinérance en crise.*
6. *Améliorer les mécanismes d'application de la Loi P38.001*[19]*.*

Volet 2 Consolidation du soutien aux grands refuges

Les actions seront à confirmer avec les acteurs concernés.

[19] Loi sur la protection des personnes dont l'état mental présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui.

II. LES ACTIONS FAISANT L'OBJET D'UN SUIVI

Considérant que l'un des objectifs de la *Démarche montréalaise concertée de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale* consiste à ne pas dupliquer les actions existantes lorsque celles-ci s'inscrivent déjà dans des plans d'actions ou relèvent de programmes déjà établis par les diverses institutions;

Considérant que plusieurs des enjeux identifiés plus bas, peuvent être pris en charge, à des degrés divers et que des ressources y sont déjà engagées dans le cadre des priorités d'actions inscrites dans le plan d'action;

La Ville de Montréal et ses partenaires soutiennent l'idée d'assurer une fonction de veille des interventions sectorielles suivantes :

1. **Maturité et réussite scolaires**

   Le *Plan stratégique 2010-2015 : Partenaires en action pour l'enfant* réalisé par *Horizon 0-5*[20] ainsi que le plan d'action 2010-2015 du *Réseau réussite Montréal* ont déjà été réalisés et servent d'outils d'intervention.

2. **Sécurité alimentaire**

   Les initiatives de *Nourrir Montréal* ainsi que les projets locaux en sécurité alimentaire (dépannage alimentaire, etc.) feront l'objet de soutien et de suivi.

3. **Les sous-groupes de l'Orientation *Groupes vulnérables*** :

- **Les autochtones**
  Le *RÉSEAU*[21] pour la stratégie urbaine de la communauté autochtone à Montréal existe depuis novembre 2008.

- **Les ainés**
  Dans le cadre de MADA (Municipalités Amies des Aînés), une démarche de plan d'action est en cours.

- **Les personnes handicapées et à mobilité réduite**
  La *Politique en accessibilité universelle* initiée par la Ville sert déjà de cadre d'intervention. De plus, certains enjeux relatifs à ce groupe vulnérable seront pris en compte dans le cadre de l'ATI.

- **Les jeunes**
  Parmi les actions entreprises, notons la participation de la Ville de Montréal aux actions inscrites dans le plan d'action interministériel piloté par le MESS : *Engagement jeunesse Montréal 2010-2014*.

- **Les femmes** :
  Parmi les actions entreprises, mentionnons que les mesures prises par la Ville (avec ou sans partenariat)[22] dans le cadre de la politique *Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal* sont en cours et feront l'objet d'un suivi.

III. SUIVI DU PLAN D'ACTION

Le comité de pilotage s'assurera du suivi de la mise en œuvre du plan d'action montréalais de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Tel qu'indiqué à la page 5 de ce document, les sommes prévues dans le cadre de l'*Alliance pour la solidarité* assureront la continuité de la majeure partie des interventions menées en 2012 contribueront à la réalisation du plan d'action.

[20] Instance de concertation réunissant 12 partenaires engagés auprès des jeunes enfants montréalais, dont la Ville, la DSP, la CRÉ, le MELS, le MICC, le MFA, etc.

[21] Sa mission est d'améliorer la qualité de vie des Autochtones demeurant dans la région du Grand Montréal. Le Réseau a mis sur pied six comités portant sur des enjeux jugés prioritaires pour Montréal : Art - Culture, Communication, Employabilité - Éducation - Formation, Jeunesse, Santé et Services sociaux.

[22] Actions ciblées à déterminer

ANNEXE I - COMPOSITION DU COMITÉ DE PILOTAGE

Ville de Montréal
Direction générale
Direction de la diversité sociale
Direction de l'habitation
Division soutien au développement économique

Conférence Régionale des Élus – Montréal

Office des personnes handicapées du Québec

Direction de santé publique

Coalition montréalaise des tables de quartier

Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
Direction générale de Montréal

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Emploi Québec – Direction régionale de Montréal
Direction des politiques de lutte contre la pauvreté

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

Ministère de l'Éducation, des Loisirs et du Sport
Direction régionale de Montréal

Chambre de commerce du Montréal métropolitain

Centraide du Grand Montréal

Représentant des arrondissements

ANNEXE II - PORTRAIT GLOBAL DE MONTRÉAL

Les réalités montréalaises évoluent à un rythme de plus en plus rapide et méritent que l'on s'y attarde. Les données rassemblées dans le *Profil statistique régional* publié en avril 2011 par le *ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale* tracent le portrait d'une ville marquée par une grande diversité de réalités sociales et économiques[23] :

- Alors que le PIB par habitant s'élevait à 52 522 $ en 2007 sur l'île de Montréal, ce qui la classait au second rang des régions au Québec (derrière le Nord-du-Québec), nettement au-dessus de la moyenne québécoise de 36 243 $, l'île se classait en queue de peloton des 17 régions pour la plupart des indicateurs de pauvreté :

  - Elle se classe au dernier rang pour le taux de faible revenu des personnes;
  - Elle se classe aux derniers rangs pour les taux d'assistance sociale des 0 à 64 ans et des 0 à 17 ans, et au 15e rang pour les 18 à 64 ans;
  - Elle se classe au 17e et dernier rang pour la proportion des locataires consacrant plus de 30 % de leur revenu au logement.

- Alors que sa population constitue moins du quart (24,2 %) de la population totale du Québec, Montréal compte plus du tiers (33,8 %) de l'ensemble des prestataires des programmes d'assistance sociale au Québec. Ce sont au total plus de 127 000 personnes distinctes qui vivaient dans des ménages dépendant de l'aide sociale, dont 50 000 enfants et adolescents de moins de 18 ans en 2009;

- Même si les indicateurs relatifs à la pauvreté se sont améliorés au cours de la période du premier Plan gouvernemental – résultat de la conjoncture économique favorable qui a marqué le début de la décennie des années 2000 – la situation s'est aggravée depuis 2008, un effet d'une récession qui a singulièrement touché Montréal. Dans l'année qui a suivi le mois de septembre 2008, Montréal aura perdu plus de 40 000 emplois, ce qui correspond à 86 % de tous les emplois perdus au Québec pendant la même période;

- Par conséquent, on assiste actuellement à une détérioration significative du marché du travail, qui se traduit par une hausse importante des prestataires d'assurance-emploi sur l'île de Montréal. L'effet de la récession sur l'emploi se concentre dans certains groupes particuliers :

  - Cette hausse affecte en particulier les plus jeunes, où le taux de chômage s'élevait à 23,1 % en septembre 2009;
  - L'emploi affecté par la conjoncture se retrouvant d'abord dans le secteur manufacturier, les pertes d'emplois de la dernière année se sont concentrées à 98 % chez les hommes;
  - L'emploi des immigrants récents (arrivés depuis 5 ans ou moins) a chuté de plus du quart (27 %) entre août 2008 et août 2009;
  - Au cours de la dernière année, les emplois de faible qualification ont diminué de 13,4 % et les emplois « intermédiaires » de 6,5 %. Les emplois à caractère technique sont demeurés stables, alors que les emplois nécessitant un diplôme universitaire ont connu une croissance de 2 %.

- L'une des tendances fortes qui ont marqué l'évolution de la pauvreté à Montréal – mais aussi dans le reste du Québec et dans les grandes villes comparables du continent – a été l'émergence d'un groupe de plus en plus important de personnes en emploi, dont les revenus totaux s'avèrent malgré tout inférieurs au seuil de pauvreté. Ces « travailleurs pauvres » se concentrent principalement dans des emplois de faible qualification, souvent à temps partiel, précaires et plus sensibles aux aléas de la conjoncture;

- Par ailleurs, l'île de Montréal concentre sur son territoire plusieurs groupes qui sont particulièrement exposés aux risques de pauvreté et d'exclusion sociale.

  - En 2006, plus du tiers (36,6 %) de la population totale était née à l'extérieur du Canada. Ces 562 330 Montréalais et Montréalaises correspondaient aux deux tiers de la population immigrante totale du Québec;

[23] Toutes les données et toutes les affirmations mentionnées dans l'énumération qui suit proviennent du *Profil statistique régional – Montréal*, gouvernement du Québec, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Québec, avril 2011, 25 pages. Les périodes (une ou plusieurs années) correspondant à ces données sont indiquées dans ce document.

- Les 112 565 personnes appartenant à des minorités visibles (immigrantes ou non) constituaient 22,7 % de la population totale de l'île (et 70,9 % de tous les membres de minorités visibles au Québec);

- Ces immigrants (nés à l'extérieur du Canada) et les membres de minorités visibles (immigrants ou non) vivent dans des situations nettement moins favorables que la moyenne de la population de l'île. Les revenus médians et les taux d'emploi de ces groupes sont inférieurs, tandis que les taux d'assistance sociale (mars 2009) de ces groupes sont nettement plus élevés. Plus de la moitié des personnes prestataires de l'aide sociale à Montréal sont nées à l'extérieur du Canada;

- Environ 100 000 ménages locataires montréalais, soit un sur six environ, consacrent plus de 50 % de son revenu au logement, tandis qu'un nombre sensiblement égal y consacre entre 30 % et 50 %. Au total, ce sont donc environ 200 000 ménages locataires (un sur trois) qui consacrent plus de 30 % de leur revenu au logement à Montréal. Cette situation fait en sorte que la demande pour les logements sociaux est particulièrement forte à Montréal : à elle seule, la liste d'attente de l'Office municipal d'habitation de Montréal compte 22 000 ménages dont 10 000 familles avec enfants.

• Plusieurs groupes vulnérables habitent dans les différents arrondissements de Montréal et doivent composer avec les effets de la pauvreté. Ces groupes comprennent plusieurs personnes vivant seules, souvent isolées de réseaux (famille, amis, services publics et communautaires, etc.) qui pourraient les aider. Font par exemple partie de ces groupes :

- les personnes aînées seules et à faible revenu ;
- les familles monoparentales vivant sous le seuil de faible revenu ;
- les personnes handicapées ;
- les personnes atteintes de problèmes de santé mentale et leur entourage ;
- etc.

• D'autres groupes affectés par la pauvreté et l'exclusion sociale ont par ailleurs tendance à demeurer dans les quartiers centraux et le centre-ville de Montréal. Parmi ceux-ci, on compte [24] :

- les personnes sans-abri et itinérantes ;
- les toxicomanes ;
- les autochtones ayant quitté les réserves ;
- les ex-détenus non réintégrés sur le marché du travail ;
- etc.

Cette diversité de situations est alimentée par les flux migratoires constants de personnes qui viennent s'établir ou qui quittent l'île. Ces flux migratoires entrants et sortants s'équilibrent pour ne laisser qu'un léger solde qui contribue, depuis quelques années, à la modeste croissance démographique de l'île. Mais ces flux sont importants. Au rythme des dernières années, ce sont près de 350 000 personnes qui vont quitter l'île de Montréal à chaque période de cinq ans pour être remplacées par un nombre sensiblement équivalent de personnes qui vont venir s'y établir. Tout se déroule comme si, tous les cinq ans, l'équivalent de la quasi-totalité de la population de la Ville de Laval venait s'établir sur l'île, remplaçant une population équivalente qui la quittait.

Le profil des « entrants » se démarque de façon très significative de celui des « sortants ». Ceux qui viennent sur l'île sont plus jeunes – plusieurs viennent pour y étudier – et n'ont souvent pas complété leur processus d'intégration au marché du travail, alors que ceux qui sortent sont plus âgés, et sont souvent de jeunes familles à la recherche d'une première propriété résidentielle. Le tiers des entrants provient de l'immigration internationale et doit relever les nombreux défis de l'intégration à la société d'accueil, alors que ces immigrants sont très peu nombreux parmi les sortants. Encore aujourd'hui, plusieurs jeunes en provenance des régions du Québec vont venir chercher à Montréal les conditions pour s'intégrer au marché du travail. Environ la moitié des sortants vont aller s'établir dans les couronnes de la région métropolitaine de Montréal et alimenter la croissance des banlieues.

Bref, le profil des entrants est fortement déterminé par des personnes et des familles souvent précaires, qui n'ont pas complété leur intégration socioprofessionnelle, socioculturelle ou linguistique. Par contre, le profil des sortants est davantage marqué par des personnes et des familles en phase de consolidation (ce dont témoigne la recherche d'une première propriété résidentielle, par exemple).

Si ces mouvements migratoires ont peu d'effets sur le rythme absolu de croissance démographique de l'île (les flux entrants et sortants s'équilibrant l'un l'autre), ils ont pour effet d'amplifier la diversité

[24] Certains des groupes ici mentionnés ne sont pas mentionnés dans le Profil statistique.

dans la composition de la population montréalaise. Cette diversité croissante a en retour deux grands effets :

- D'une part, au cours des dernières années, cette diversité croissante s'est accompagnée d'inégalités socioéconomiques et d'écarts socioculturels croissants entre les différents groupes qui cohabitent sur l'île. Ces inégalités et ces écarts ont accru les pressions sur la cohésion sociale et sur la convivialité urbaine des quartiers où se concentrent les groupes les plus défavorisés [25];

- D'autre part, cette même diversité a mis en évidence la nécessité d'investir les ressources suffisantes et de mobiliser l'ensemble de la communauté dans les efforts d'intégration à l'intention des groupes défavorisés (qualification des personnes éloignées du marché du travail, francisation et intégration des immigrants, lutte à la discrimination systémique sur le marché du travail, maturité et réussite scolaire, etc.).

C'est dans ce contexte que l'ensemble de la communauté montréalaise doit définir sa contribution particulière, avec un appui suffisant et constant de l'État du Québec, pour lutter efficacement contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

En bref...

- Montréal est la seule région du Québec où la pauvreté ne décroît pas;
- Montréal affiche un taux de pauvreté élevé : **36 % des ménages**;
- **23 % des familles montréalaises vivent sous le seuil de faible revenu** (après impôt) contre moins de **16 %** pour le reste du Québec (2007);
- **111 000** Montréalais sont chômeurs, soit **10,8 %** de la population active (déc. 2011);
- À Montréal, les personnes immigrantes (**13 %**) et celles issues des minorités visibles (**15 %**) chôment deux fois plus que celles nées au Canada (**6,8 %**);
- **561 500** Montréalais sont inactifs. Sur ce nombre, **43 %** sont âgés de 15 à 64 ans (2009);
- 175 328 Montréalais sont prestataires d'un programme d'aide financière de dernier recours, ce qui représente 9,7 % des Montréalais (2010); **83 964** le sont depuis plus de deux ans (4,6 %);
- Chaque mois, 140 697 Montréalais sont aidés par Moisson Montréal (2009), ce qui équivaut à **7,8** % de la population montréalaise.

[25] Les écarts qui accompagnent cette diversité sociale obligent à considérer avec prudence plusieurs données statistiques qui tentent de représenter la réalité montréalaise. Les données qui constituent des moyennes générales englobent souvent des groupes différents qui se situent aux extrêmes de la répartition. Ces moyennes gomment ainsi des réalités souvent dramatiques, en particulier celles des groupes les plus défavorisés dont l'importance relative est ainsi sous-estimée du fait qu'ils peuvent, si l'on n'y prend garde, rendus plus ou moins invisibles s'ils sont englobés dans une population qui comprend également les groupes les mieux nantis de la société. Ces précautions sont d'autant plus nécessaires à Montréal que les écarts s'y avèrent souvent nettement plus importants que dans les territoires plus homogènes que constituent les couronnes de la RMR ou les régions du reste du Québec.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1156367001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Objet :	Approuver un projet d'entente entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal modifiant, pour la prolonger d'un an, l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité et par lequel le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 9 M$ pour la période du 1er avril 2016 au 31 mars 2017 / Approuver la proposition de répartition budgétaire de cette enveloppe

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Entente - Alliances Visée - 2013-2017.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Andrée SIMARD
Notaire - Chef de division - Droit contractuel
Tél : 514-872-8323

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-08

Marie-Andrée SIMARD
Notaire - Chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : Droit contractuel

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Québec

ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : La ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, M^me^ Agnès Maltais, responsable du Fonds québécois d'initiatives sociales (Fonds), représentée par la sous-ministre, madame Brigitte Pelletier;

Ci-après désignée la « Ministre »

ET : la Ville de Montréal, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée aux présentes par M. Guy Hébert, directeur général, autorisé à cette fin par la résolution adoptée par le Conseil d'agglomération (CG 12 0286);

Ci-après désignée la « Ville »

ATTENDU QUE la *Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais* (2000, c. 56) reconnaît à la Ville des responsabilités en matière de développement social et qu'elle lui fait obligation d'élaborer un plan relatif au développement de son territoire en matière de développement social, économique, communautaire et culturel;

ATTENDU QUE la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale institue une Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi que le Fonds québécois d'initiatives sociales, lequel vise à soutenir financièrement la réalisation de projets, d'actions et d'initiatives afin d'atteindre les buts de la Stratégie (L.R.Q., c. L-7, articles 3 et 46);

ATTENDU QUE le *Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015* découlant de cette loi et rendu public le 6 juin 2010, propose de revoir nos façons de faire en rapprochant les décisions des milieux locaux et régionaux afin de renforcer la solidarité;

ATTENDU QUE les contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux de lutte à la pauvreté sont de compétence d'agglomération et s'étendent à l'ensemble du territoire de l'agglomération de Montréal (annexe de l'article 37 du décret d'agglomération 1229-2005);

ATTENDU QUE le 30 janvier 2003, la Ville et le gouvernement ont signé le contrat de ville de cinq ans (25 M$), qui a établi une stratégie d'intervention en milieu urbain afin de permettre un développement durable de Montréal dans ses dimensions économique, sociale, culturelle et communautaire;

ATTENDU QUE l'entente administrative de développement social et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale conclue pour les années civiles 2009 à 2012 totalisait 33 M$;

ATTENDU QUE la présente entente administrative, établissant les modalités administratives en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, vise notamment, le financement de projets par la Ville au cours des années civiles 2013 et 2014 et constitue une sixième entente administrative conclue entre la Ministre et la Ville;

ATTENDU QUE la présente entente administrative établit que la Ville devient gestionnaire des fonds octroyés par la Ministre dans le cadre des Alliances pour la solidarité;

ATTENDU QUE la conclusion d'une Alliance pour la solidarité permettra de mieux piloter la lutte contre la pauvreté au niveau local, supralocal et régional et d'établir une meilleure coordination et planification des activités;

ATTENDU QU' un protocole d'entente a été signé le 31 mars 2011 pour mener à l'élaboration d'un plan d'action régional visant à soutenir des interventions territoriales prioritaires;

ATTENDU QUE le plan d'action régional constitue l'assise de l'Alliance pour la solidarité et qu'il a été convenu entre les divers acteurs régionaux et locaux mobilisés par la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Objet de l'entente administrative

L'entente a pour but de convenir des modalités administratives en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, pour laquelle la Ministre confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 18 M$, dont les versements sont répartis sur trois exercices financiers, tels qu'il est spécifié à l'article 3, aux fins du financement au cours des années civiles 2013 et 2014, d'une Alliance pour la solidarité pour la réalisation du plan d'action régional (annexe 1) faisant partie intégrante de la présente entente.

2. Champs d'intervention

L'Alliance pour la solidarité constitue une réponse à la volonté du gouvernement de soutenir le déploiement des actions régionales, supralocales et locales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Elle vise à développer sur le territoire une stratégie globale et intégrée en favorisant la mobilisation et la concertation de tous les acteurs et en offrant la souplesse nécessaire à une réelle redéfinition du rôle des milieux quant à l'inclusion sociale et économique de toutes les citoyennes et de tous les citoyens. Les résultats de la mise en œuvre du plan d'action régional soumis par la Ville devront traduire cette volonté.

3. Obligations de la Ministre

Sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits nécessaires et de leur disponibilité ainsi que dans le respect des mesures, programmes et politiques du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, l'engagement financier de 18 M$ [1] pris par la Ministre, dans la présente entente, représente la contribution pour les années financières 2013-2014 et 2014-2015, soit du 1er avril 2013 au 31 mars 2015, dont les versements sont répartis sur trois exercices financiers.

La Ministre verse à la Ville sa contribution financière selon les modalités suivantes dans le respect des obligations prévues à l'article 4 :

- 4,43 M$ le 31 juillet 2013, à la suite de l'acceptation de la reddition de comptes de l'entente précédente;
- 9 M$ le 31 juillet 2014, à la suite de l'acceptation de la reddition de comptes de la 1ère année de la présente entente ;
- 4,5 M$ le 31 juillet 2015, à la suite de l'acceptation de la reddition de comptes de la 2ième année de la présente entente.

Les versements seront effectués à la suite de l'acceptation des rapports prévus selon l'article 4.1.

[1] Ce montant inclut les 70 000 $ versés en vertu du protocole de 2010-2011. En conséquence, ce montant est déduit du premier versement.

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

4. Obligations de la Ville

En vertu des orientations et normes du Fonds (annexe 2), la Ville devient gestionnaire des fonds octroyés et, à ce titre, s'engage à respecter ce cadre normatif lors de l'utilisation des sommes d'argent qui lui seront confiées.

Dans le cadre de l'Alliance pour la solidarité, la Ville a le mandat de favoriser la mise en place de projets novateurs ou inspirés des meilleures pratiques qui permettront de lutter efficacement contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Pour réaliser ce mandat, elle doit :

- investir une somme minimale de 2,7 M$ par année;
- établir un partenariat formel afin d'assurer la cohérence des actions;
- établir une vision commune avec ses partenaires quant aux efforts à déployer à l'échelle locale, supralocale et régionale pour s'assurer que les interventions qui seront soutenues soient bien ancrées dans les communautés et répondent aux priorités que celles-ci ont établies dans le respect de leurs spécificités;
- assurer la mise en œuvre du plan d'action régional convenu par tous les partenaires de l'Alliance de la région;
- jouer un rôle de premier plan dans la recherche de nouveaux partenaires financiers;
- si indiqué, soumettre à la Conférence administrative régionale des propositions en vue d'optimiser l'action gouvernementale en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

La Ville doit s'assurer que ses partenaires participent activement à la mise en place et au déploiement de cette Alliance pour la solidarité. La collaboration doit se faire dans un souci de transparence et d'inclusion de tous les partenaires. Il est essentiel de veiller à ce que les partenaires associés à la démarche soient représentatifs des secteurs, des intérêts et des groupes concernés sur le territoire visé. L'information concernant la démarche doit être accessible à l'ensemble de la communauté.

Les sommes utilisées doivent permettre soit de compléter le financement d'une démarche, d'une intervention ou d'un projet qui ne pourrait se concrétiser sans cet apport, soit d'encourager la contribution d'autres partenaires (ressources financières, humaines ou matérielles) ou d'autres bailleurs de fonds.

Une partie de la contribution versée par la Ministre à la Ville pourra être utilisée pour couvrir des frais de gestion (ressources humaines et matérielles), dédiés à la réalisation de la présente entente, jusqu'à un maximum de 600 000 $ pour les deux années.

Les sommes versées par la Ministre provenant de la dernière entente administrative 2012-2013, mais non utilisées, sont reportées dans le cadre de la présente entente et doivent être utilisées aux seules fins prévues dans celle-ci. Au cours de cette entente, il est possible de reporter un solde non engagé pour l'année suivante si la Ville en fait la demande à la Ministre et qu'elle obtient son accord. Toutefois, le solde non engagé au 31 mars 2015 de cette entente administrative sera retourné à la Ministre.

4.1 Reddition de comptes annuelle

Dans le cadre de cette entente administrative en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, la Ville transmet à la Ministre, au plus tard le 30 juin de chaque année, un rapport d'activités et un rapport financier de l'Alliance, adopté par les autorités de la Ville pour la période allant du 1er avril de l'année précédente au 31 mars de l'année en cours. Le dernier rapport annuel d'activités de la présente entente sera déposé au plus tard le 30 juin 2015.

Afin de tenir compte de l'année financière du gouvernement, les projets engagés et/ou ayant reçu un versement entre le 1er janvier 2013 et le 31 mars 2013 provenant de la contribution de la Ville et de la Ministre, feront l'objet d'une reddition de comptes dans le rapport d'activités qui doit parvenir à la Ministre au plus tard le 30 juin 2013.

Le rapport déposé par la Ville est un rapport unique, regroupant toutes les données colligées sur l'ensemble du territoire de l'agglomération de Montréal. Ce rapport annuel d'activités doit contenir ce qui suit :

- La portée (orientation et territoire) de l'Alliance pour la solidarité et sa planification annuelle;
- La contribution des partenaires de l'Alliance;
- La liste des interventions, projets ou ententes conclus dans l'année présentant :
  - le nom de l'organisme et, s'il y a lieu, du projet;
  - les coordonnées (arrondissement ou ville, circonscription électorale);
  - la durée de l'entente (dates de début et de fin);
  - le montant accordé, la justification de son utilisation et les fins pour lesquelles il a été utilisé;
  - les objectifs visés;
  - le(s) secteur(s) d'intervention en matière de développement social (logement, etc.);
  - les types d'activités ou de services (intervention, recherche, formation, etc.);
  - la clientèle visée (personnes immigrantes, groupes racisés, personnes ayant des troubles de santé mentale, personnes aînées, etc.);
  - les informations pertinentes en lien avec l'analyse différenciée selon les sexes;
- Les sommes consacrées dans le cadre de l'entente pour les frais de gestion.

4.2 Bilan pluriannuel

La Ville, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, devra produire un bilan pluriannuel à la fin de la quatrième année du plan d'action gouvernemental, soit pour le 30 juin 2014. Ce bilan couvrira les activités réalisées depuis 2011, dans le cadre des ententes administratives en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et celle de l'Alliance pour la solidarité.

L'objectif de cet exercice est distinct de la reddition de comptes annuelle. Le bilan se veut une analyse descriptive globale des actions posées en regard des objectifs poursuivis dans le plan d'action régional afin de mieux se repositionner, si nécessaire, pour les actions à venir.

Le bilan pluriannuel comprendra quatre volets, en lien avec le plan d'action annexé à la présente entente administrative :

- un bilan descriptif des principaux projets, en fonction des engagements pris dans le plan d'action;
- un bilan des processus (concertation des partenaires, mobilisation des citoyens, planification, apprentissage collectif, facteurs facilitants, obstacles rencontrés);
- un bilan des résultats atteints;
- un bilan des principales retombées perçues sur les populations et les territoires ciblés.

La Ville pourra être appelée à collaborer aux travaux initiés par la Ministre pour la réalisation d'évaluation, de recherche et pour la production documentaire et la diffusion des résultats.

4.3 Modalités administratives

La Ville gère les sommes allouées selon les modalités suivantes :

- utilise l'aide financière octroyée dans le cadre de la présente entente aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais pour l'embauche d'un employé d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes qu'elle désire subventionner ou aider;
- tient des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de la contribution financière de 23,4 M$ et fournit à la Ministre tout document pertinent quant à l'utilisation de cette somme;
- participe aux activités d'évaluation des actions entreprises avec les représentants de la Ministre;
- permet au représentant de la Ministre, ou à toute autre personne que celle-ci autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la Ville et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- permet au Vérificateur général du Québec d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile sur l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de la présente entente.

5. Durée de l'entente

La présente entente débute le 1er avril 2013 et prend fin le 31 mars 2015, à l'égard des obligations financières de la Ministre. Le dernier rapport annuel d'activités de l'entente et le rapport financier seront déposés par la Ville à la Ministre au plus tard le 30 juin 2015, tel que prévu à l'article 4.1.

6. Communications

Les parties conviennent que toute annonce publique, que ce soit l'annonce de la signature de la présente entente ou de tout projet, doit respecter les modalités d'un protocole de communication publique convenant aux deux parties.

La Ville autorise la Ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette entente aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de la contribution financière.

7. Déontologie

La Ville doit prendre les mesures requises pour éviter que ses représentants et employés ne se placent dans des situations de conflit d'intérêts. La Ville doit aussi s'assurer, dans la mesure du possible, que les organismes qu'elle subventionne ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts.

8. Responsabilité

La Ville assume seule toute responsabilité à l'égard des tiers et assume seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente entente et, d'autre part, tient indemne et prend fait et cause pour la Ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette entente.

9. Modifications à l'entente

Toute modification à l'une ou l'autre des dispositions de la présente entente doit faire l'objet d'une entente écrite entre les parties signataires. Ces modifications font alors partie de la présente entente administrative.

Toute convention verbale non reproduite aux présentes est réputée nulle et sans effet.

10. Défaut

En cas de défaut de la Ville de respecter les engagements auxquels elle souscrit en vertu de la présente entente, la Ministre lui adresse un avis écrit indiquant le défaut et le délai pour y remédier. Si la Ville ne remédie pas au défaut, la Ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des moyens suivants :

- réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit la Ville;
- suspendre le versement de la contribution financière pour permettre à la Ville de remédier au défaut;
- résilier la présente entente. Les sommes qui n'auront pas été engagées à la date de la résiliation devront être remboursées à la Ministre. Les projets engagés et/ou ayant reçu un versement feront l'objet d'une reddition de comptes dans les soixante (60) jours suivant la date de la résiliation de l'entente.

11. Annexe

Les annexes de la présente entente en font partie intégrante; les parties déclarent en avoir pris connaissance et les acceptent.

12. Correspondance

Tout avis qui doit être donné en vertu de l'Entente doit être adressé par courrier recommandé ou par messager comme suit :

Pour le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale :

Madame Anne Roberge, directrice
Direction des politiques de lutte contre la pauvreté
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
4e étage
425, rue Saint-Amable
Québec (Québec) G1R 4Z1

Pour la Ville de Montréal :

Monsieur Gilles Rioux
Directeur de la diversité sociale
Ville de Montréal
801, rue Brennan
Montréal (Québec) H3C 0G4

Chaque partie doit aviser par écrit du changement de son représentant conformément au présent article.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES.

Pour la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Madame Brigitte Pelletier, sous-ministre

Signé à Québec, ce 11 décembre 2012

La Ville de Montréal

Monsieur Guy Hébert, directeur général

Signé à Montréal, ce 28 janvier 2013

Cette entente a été approuvée
le 23 août 2012
(Résolution CG12 0286)

ANNEXE 1

LE PLAN D'ACTION RÉGIONAL DE LA VILLE

ANNEXE 2

ORIENTATIONS ET NORMES DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

1. Description et objectif

La *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* institue une Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et crée le Fonds québécois d'initiatives sociales (Fonds), lequel vise à soutenir financièrement des initiatives et la réalisation de projets et d'interventions afin d'atteindre les buts de la Stratégie nationale. Ces initiatives, projets et interventions peuvent intervenir à la fois sur les causes et les conséquences de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

Le Fonds soutient principalement :

- le financement des ententes conclues par la ministre responsable de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (ministre) avec des organismes ou des partenaires à l'échelle locale, régionale et nationale relatives à la réalisation d'initiatives, de projets et d'interventions visant les mêmes objectifs et respectant les orientations du Fonds;
- le développement et l'expérimentation de nouvelles approches de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;
- le financement des recherches associées à l'atteinte des buts de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

2. Définitions

Dans le présent document, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

a) « Partenaires » :
Tout organisme qui signe une entente avec la ministre, tel une conférence régionale des élus.

b) « Organismes » :
Toute entité qui est déclarée admissible à recevoir un financement du Fonds et qui reçoit les sommes directement de la ministre ou par l'intermédiaire des partenaires, pour réaliser un projet ou une intervention.

c) « Initiatives » :
Un processus de concertation qui agit comme levier financier pour stimuler la mise en commun des ressources d'un ensemble d'acteurs.

d) « Projets et interventions » :
Toute action qui vise à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale et qui constitue une demande admissible au Fonds.

e) « Entente » :
Accord qui intervient entre la ministre, un partenaire ou un organisme afin de recevoir un financement du Fonds.

3. Territoires d'interventions et planifications

Le Fonds peut intervenir sur l'ensemble du territoire québécois en tenant compte notamment des orientations du Fonds ainsi que des planifications stratégiques régionales. Le Fonds soutient des projets et des interventions dans les territoires à concentration de pauvreté qui sont identifiés par les partenaires ou par la ministre au niveau national.

Les partenaires qui agissent à titre d'intermédiaire pour le financement d'organismes admissibles au Fonds doivent se doter d'un plan d'action établi en partenariat avec les représentants de leur milieu. Les plans d'action régionaux sont préparés, notamment, sous le leadership des Conférences régionales des élus (CRÉ). Les plans d'action locaux sont préparés, notamment, sous le leadership des Municipalités régionales de comté (MRC) et des villes.

4. Répartition budgétaire

La ministre établit une répartition budgétaire régionale, nationale et autochtone du Fonds.

La ministre convient des budgets à accorder aux régions en fonction notamment de l'importance relative des zones de pauvreté.

Des ententes sont conclues, lesquelles déterminent les contributions financières, les conditions de financement, les mécanismes de coordination, de concertation et de suivi périodiques des activités réalisées dans le cadre de ces ententes, ainsi que les attentes en matière de reddition de compte.

5. Organismes admissibles

Sont admissibles à un financement du Fonds, soit directement, soit par l'intermédiaire des partenaires ou soit à titre de partenaires, les organismes suivants :

- les Conférence régionale des élus (CRÉ);
- les personnes morales à but non lucratif;
- les organismes municipaux, les MRC;
- les conseils de bande, les conseils de villages nordiques, l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador et la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador ou tout autre regroupement autochtone visé par l'article 3.48 de la *Loi sur le ministère du conseil exécutif.*

6. Organismes non admissibles

Ne sont pas admissibles à un financement du Fonds :

- les ministères ou organismes gouvernementaux, ainsi que paragouvernementaux tels les CLSC, les hôpitaux, les institutions ou écoles d'enseignement et de formation sauf si un organisme, excluant les ministères, est le seul à pouvoir offrir le service à un coût raisonnable sans faire concurrence à d'autres organismes offrant déjà avec succès un service similaire;
- les organismes ou entreprises dont les activités sont interrompues en raison d'un conflit de travail (grève ou lock-out).

7. Demandes admissibles

Sont admissibles à un financement du Fonds les demandes suivantes :

- les initiatives, projets et interventions visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, notamment les projets d'interventions en matière de développement social et communautaire, de prévention de la pauvreté, d'aide à l'intégration en emploi des personnes éloignées du marché du travail, d'insertion sociale, d'amélioration des conditions de vie des personnes en situation de pauvreté dans les territoires à concentration de pauvreté;
- au plan national, les initiatives, projets et interventions novateurs qui ont un caractère expérimental ou structurant ainsi que les travaux de recherche visant l'atteinte des objectifs de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Les projets et interventions font l'objet d'une analyse partagée des besoins et des priorités et d'une concertation avec les représentants du milieu. Ils répondent aux objectifs des planifications stratégiques régionales et des plans d'action de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, ainsi qu'aux objectifs de la Stratégie nationale.

Les projets financés s'inscrivent dans les grandes politiques et orientations du gouvernement.

Les demandes doivent contenir :

- le montant demandé et un état détaillé de son utilisation;
- le contexte, les objectifs et les résultats attendus;
- les retombées anticipées;
- les activités prévues et le calendrier de réalisation;
- les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires;
- les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds;
- la mention des organismes associés à la réalisation;

- le rapport d'activités;
- le rapport financier du dernier exercice complété, produit par un expert comptable.

Limite

L'aide financière accordée ne doit pas se substituer aux programmes réguliers des ministères ou organismes, mais peut contribuer à bonifier ces programmes.

Non admissibilité

Ne sont pas admissibles les demandes pour le soutien financier en appui à la mission globale des organismes communautaires.

8. Dépenses admissibles

Sont admissibles à un financement du Fonds les dépenses suivantes :

- la préparation des plans d'action de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, ainsi que des coûts d'administration habituellement encourus pour leur réalisation, le suivi et l'évaluation;
- les dépenses nécessaires et directement reliées à la réalisation des initiatives, projets et interventions acceptés;
- les salaires, en autant qu'ils correspondent aux salaires habituellement versés par l'organisme lui-même aux employés occupant des postes et effectuant des tâches comparables ou les salaires versés par des organismes comparables du milieu local ou régional;
- les dépenses encourues par tout citoyen ayant accepté l'invitation de participer, à titre personnel, aux travaux de préparation des plans d'action de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;

9. Dépenses non admissibles

Les dépenses non admissibles à un financement du Fonds sont :

- les dépenses allouées à la réalisation des initiatives, projets et interventions qui sont antérieures à son acceptation;
- le financement de la dette ou le remboursement d'emprunts déjà conclus ou à venir;
- le financement des initiatives, projets et interventions déjà réalisés;
- les dépenses remboursées par un autre programme;
- les dépenses d'immobilisation;
- les dépassements de coûts;
- les ressources humaines ou autres dépenses directement reliées aux activités régulières de l'organisme bénéficiaire.

10. Présentation d'un projet ou d'une intervention

Les demandes d'aide financière faites directement à la ministre doivent provenir d'organismes admissibles au Fonds, qui ont été invités par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale à déposer des projets structurants et prioritaires.

11. Ententes

Les initiatives, projets et interventions retenus font l'objet d'une entente entre la ministre et le partenaire ou l'organisme admissible à une subvention ou, selon le cas, entre le partenaire et l'organisme admissible à une subvention.

Les ententes comprennent notamment :

- les contributions financières;
- les conditions de financement;
- les mécanismes de coordination et de suivi;
- les objectifs, attentes et indicateurs de résultats;
- la durée de mise en œuvre;
- la reddition de compte;
- les mesures de vérification.

12. Durée

La durée des ententes est d'un maximum de cinq ans, avec possibilité de prolongation ou de reconduction. Elle est déterminée en tenant compte des besoins, du calendrier de réalisation et des capacités budgétaires du Fonds.

13. Montant et modalités des subventions

Le montant des subventions versées aux partenaires et aux organismes financés directement par la ministre est déterminé par celui-ci. Le montant des subventions versées aux organismes, par l'intermédiaire des partenaires, est déterminé par ces derniers. L'entente détermine les conditions de versement de la subvention et les obligations des parties.

14. Utilisation de l'aide financière

L'organisme doit s'engager formellement à utiliser l'aide financière reçue exclusivement aux fins pour lesquelles elle lui est accordée. Toute somme non utilisée au terme de l'entente sera récupérée.

Dans le cadre des projets et interventions pluriannuels, la ministre ou le cas échéant le partenaire se réserve le droit de réévaluer à la baisse, en fonction des besoins réels, le montant accordé à l'organisme pour l'année visée pour le cas où ce dernier afficherait un actif net non affecté au dernier exercice financier supérieur à 50 % des dépenses totales pour ce même exercice financier.

15. Reddition de comptes

Les partenaires et les organismes recevant directement un financement de la ministre rendent compte à la ministre. Les organismes recevant un financement par l'intermédiaire des partenaires rendent compte au partenaire devant lequel ils sont redevables.

La reddition de compte inclut :

- le rapport annuel d'activités;
- le rapport financier;
- le détail des projets engagés ou ayant reçu un versement au cours de l'année financière;
- tout autre document jugé nécessaire par la ministre ou le partenaire.

Dans l'éventualité où les organismes bénéficiaires du Fonds concluent des ententes secondaires avec des organismes locaux, régionaux et nationaux pour la réalisation des projets prévus, ces ententes devront respecter l'esprit, les orientations et les objectifs convenus avec le bénéficiaire ou tout autre critère jugé nécessaire par la ministre ou le partenaire.

16. Défaut

En cas de défaut, de l'organisme financé à même le Fonds, de respecter les engagements auxquels il souscrit en vertu de l'entente, la ministre ou le partenaire lui adresse un avis écrit indiquant le défaut et le délai pour y remédier. Si l'organisme ne remédie pas au défaut, la ministre ou le partenaire peut se prévaloir séparément ou cumulativement des moyens suivants :

- réviser le niveau de la contribution financière en avisant l'organisme par écrit;
- suspendre le versement de la contribution financière pour permettre à l'organisme de remédier au défaut;
- résilier l'entente, étant entendu que toute somme qui n'a pas été versée à l'organisme à la date de la résiliation cesse de lui être due. Les projets engagés et/ou ayant reçu un versement feront l'objet d'une reddition de compte dans les 60 jours suivant la fin de l'entente. Dans l'éventualité où des sommes n'auraient pas été engagées, celles-ci seraient remboursées à la ministre ou au partenaire.

Travail, Emploi et Solidarité sociale
Québec

MODIFICATION À L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, pour et au nom du gouvernement du Québec, responsable de l'administration du Fonds québécois d'initiatives sociales, agissant par monsieur Bernard Matte, sous-ministre,

(ci-après désigné le « Ministre »)

ET : La Ville de Montréal, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée aux présentes par M. Alain Marcoux, directeur général, autorisé à cette fin par la résolution adoptée par le Conseil d'agglomération,

(ci-après désignée la « Ville »)

ATTENDU QU' une entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité, ci-après l'« Entente administrative 2013-2015 », a été signée entre les parties aux présentes le 28 janvier 2013 pour mener à l'élaboration d'un plan d'action régional visant à soutenir des interventions territoriales prioritaires;

ATTENDU QUE le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, accompagné du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, et du maire de la Ville de Montréal ont annoncé conjointement le 5 mars 2015 la prolongation de l'Entente administrative 2013-2015;

ATTENDU QUE le premier paragraphe de l'article 9 de l'Entente administrative 2013-2015 prévoit notamment que « Toute modification à l'une ou l'autre des dispositions de la présente entente doit faire l'objet d'une entente écrite entre les parties signataires. Ces modifications font alors partie de la présente entente administrative »;

ATTENDU QUE tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la *Loi sur l'administration financière* (RLRQ, chapitre A-6.001);

ATTENDU QUE cette prolongation requiert la révision des modalités de versements prévus dans cette entente;

ATTENDU QUE le montant maximal des frais de gestion, précisé à l'article 4 de l'Entente administrative 2013-2015, doit être révisé pour tenir compte de la prolongation de la durée de cette entente;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

La présente modification à l'Entente administrative 2013-2015 a pour but de prolonger, jusqu'au 31 mars 2016, la durée de cette entente, de bonifier et d'ajuster le montant des versements prévus dans l'enveloppe accordée à la Ville et de majorer le montant maximal admissible pour les frais de gestion de la Ville.

Toutes les autres clauses de l'Entente administrative 2013-2015, qui ne sont pas touchées par la présente modification, demeurent en vigueur.

Article 1 :

L'article 1 de l'Entente administrative 2013-2015 est remplacé par le suivant :

Objet de l'entente administrative

L'entente a pour but de convenir des modalités administratives en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, pour laquelle le Ministre confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 27 M$ dans le cadre d'une Alliance pour la solidarité afin de réaliser un plan d'action régional (annexe 1) faisant partie intégrante de la présente entente.

Article 2 :

L'article 3 de l'Entente administrative 2013-2015 est remplacé par le suivant :

Obligations du Ministre

Sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits nécessaires et de leur disponibilité ainsi que dans le respect des mesures, programmes et politiques du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, l'engagement financier de 27 M$[1] pris par le Ministre, dans la présente entente, représente sa contribution financière.

Le Ministre verse à la Ville sa contribution financière selon les modalités suivantes dans le respect des obligations prévues à l'article 4 :

4,43 M$	le 31 juillet 2013, à la suite de l'acceptation de la reddition de comptes de l'entente précédente;
9 M$	le 31 juillet 2014, à la suite de l'acceptation de la reddition de comptes de la 1re année de la présente entente;
4,5 M$	le 31 juillet 2015, à la suite de l'acceptation de la reddition de comptes de la 2e année de la présente entente;
4,5 M$	le 31 octobre 2015;
4,5 M$	le 20 octobre 2016, à la suite de l'acceptation de la reddition de comptes de la 3e année de la présente entente;

Les versements seront effectués à la suite de l'acceptation des rapports prévus selon l'article 4.1.

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la *Loi sur l'administration financière* (RLRQ, chapitre A-6.001).

[1] Ce montant inclut les 70 000 $ versés en vertu du protocole de 2010-2011. En conséquence, ce montant est déduit du premier versement.

Article 3 :

L'article 4 de l'Entente administrative 2013-2015 est modifié de la manière suivante :

Le cinquième alinéa de cet article est remplacé par le suivant :

Une partie de la contribution versée par le Ministre à la Ville pourra être utilisée pour couvrir des frais de gestion (ressources humaines et matérielles), dédiés à la réalisation de la présente entente, jusqu'à un maximum de 900 000 $ pour les trois années.

Le dernier alinéa de cet article est remplacé par le suivant :

Les sommes versées par le Ministre provenant de la dernière entente administrative 2012-2013, mais non utilisées, sont reportées dans le cadre de la présente entente et doivent être utilisées aux seules fins prévues dans celle-ci. Au cours de cette entente, il est possible de reporter un solde non engagé pour l'année suivante. Le solde non engagé au 31 mars 2016 de cette entente administrative sera retourné au Ministre.

Article 4 :

L'article 4.1 de l'Entente administrative 2013-2015 est modifié de la manière suivante :

Le premier alinéa de cet article est remplacé par le suivant :

Dans le cadre de cette entente administrative en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, la Ville transmet au Ministre, au plus tard le 30 juin de chaque année, un rapport d'activités et un rapport financier de l'Alliance, adopté par les autorités de la Ville pour la période allant du 1er avril de l'année précédente au 31 mars de l'année en cours. Le dernier rapport annuel d'activités de la présente entente sera déposé au plus tard le 30 septembre 2016.

Article 5 :

L'article 4.3 de l'Entente administrative 2013-2015 est remplacé par le suivant :

Modalités administratives

La Ville gère les sommes allouées selon les modalités suivantes :

- utilise l'aide financière octroyée dans le cadre de la présente entente aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais pour l'embauche d'un employé d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes qu'elle désire subventionner ou aider;
- tient des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation des contributions financières du Ministre, de la Ville et de tout autre partenaire (le cas échéant) et fournit au Ministre tout document pertinent quant à l'utilisation de ces sommes;
- participe aux activités d'évaluation des actions entreprises avec les représentants du Ministre;
- permet au représentant du Ministre, ou à toute autre personne que celui-ci autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la Ville et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- permet au Vérificateur général du Québec d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile sur l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de la présente entente.

Article 6 :

L'article 5 de l'Entente administrative 2013-2015 est remplacé par le suivant :

Durée de l'entente

La présente entente débute le 1er avril 2013 et prend fin le 31 mars 2016, à l'égard des obligations financières du Ministre. Le dernier rapport annuel d'activités de l'entente et le rapport financier seront déposés par la Ville au Ministre au plus tard le 30 septembre 2016, tel que prévu à l'article 4.1.

Article 7 :

L'article 12 de l'Entente administrative 2013-2015 est remplacé par le suivant :

Correspondance

Tout avis qui doit être donné en vertu de l'Entente doit être adressé par courrier recommandé ou par messager comme suit :

Pour le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale :

Madame Caroline de Pokomandy-Morin
Directrice
Direction des politiques de lutte contre la pauvreté
et de l'action communautaire
425, rue Saint-Amable, 4e étage
Québec (Québec) G1R 4Z1

Pour la Ville de Montréal :

Madame Johanne Derome
Directrice
Service de la diversité sociale et des sports
Ville de Montréal
801, rue Brennan, 4e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

Chacune des parties doit aviser l'autre, par écrit, du changement de son représentant.

SIGNATURE

Les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes les clauses du présent document modifiant l'Entente administrative 2013-2015 et que ce dernier entre en vigueur le jour de sa signature par toutes les parties.

EN FOI DE QUOI, ELLES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES.

Pour le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

pour Patrick Grenier

Monsieur Bernard Matte, sous-ministre

Signé à Québec, ce 4 août 2015

La Ville de Montréal

MARC BLANCHET

Monsieur Alain Marcoux, directeur général

pour

Signé à Montréal, ce 22 juillet 2015

Travail, Emploi et Solidarité sociale
Québec

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
8 MAR. 2016
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

MODIFICATION À L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : Le ministre, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, pour et au nom du gouvernement du Québec, responsable de l'administration du Fonds québécois d'initiatives sociales, agissant par monsieur Bernard Matte, sous-ministre,

(ci-après désigné le « Ministre »)

ET : La Ville de Montréal, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée aux présentes par M. Alain Marcoux, directeur général, autorisé à cette fin par la résolution adoptée par le Conseil d'agglomération,

(ci-après désignée la « Ville »)

ATTENDU QU' une entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité, ci-après l'« Entente administrative 2013-2015 » a été signée entre les parties aux présentes le 28 janvier 2013 pour mener à l'élaboration d'un plan d'action régional visant à soutenir des interventions territoriales prioritaires;

ATTENDU QUE l'Entente administrative 2013-2015 a été prolongée jusqu'au 31 mars 2016 à la suite d'un addenda signé entre le Ministre et la Ville le 4 août 2015, ci-après l'« Entente administrative 2013-2016 »;

ATTENDU QUE le Ministre a annoncé au Maire de Montréal, dans une lettre datée du 2 décembre 2015 une contribution supplémentaire de 9 M$ pour la poursuite de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale à Montréal dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales;

ATTENDU QUE que le montant de 9 M$ annoncé par le Ministre s'ajoute à un montant de 4,5 M$ déjà prévu à l'année financière 2016-2017 dans le cadre de l'Entente administrative 2013-2016;

ATTENDU QUE le premier paragraphe de l'article 9 de l'Entente administrative 2013-2016 prévoit notamment que « Toute modification à l'une ou l'autre des dispositions de la présente entente doit faire l'objet d'une entente écrite entre les parties signataires. Ces modifications font alors partie de la présente entente administrative »;

ATTENDU QUE cette prolongation requiert la révision des modalités de versements prévus dans cette entente;

ATTENDU QUE le montant maximal des frais de gestion, précisé à l'article 4 de l'Entente administrative 2013-2016, doit être révisé pour tenir compte de la prolongation de la durée de cette entente;

ATTENDU QUE tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la *Loi sur l'administration financière* (RLRQ, chapitre A-6.001);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

La présente modification à l'Entente administrative 2013-2016 a pour but de prolonger, jusqu'au 31 mars 2017, la durée de cette entente, de bonifier et d'ajuster le montant des versements prévus dans l'enveloppe accordée à la Ville et de majorer le montant maximal admissible pour les frais de gestion de la Ville.

Toutes les autres clauses de l'Entente administrative 2013-2016, qui ne sont pas touchées par la présente modification, demeurent en vigueur.

Article 1 :

L'article 1 de l'Entente administrative 2013-2016 est remplacé par le suivant :

Objet de l'entente administrative

L'entente a pour but de convenir des modalités administratives en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, pour laquelle le Ministre confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 36 M$ dans le cadre d'une Alliance pour la solidarité afin de réaliser un plan d'action régional (annexe 1) faisant partie intégrante de la présente entente.

Article 2 :

L'article 3 de l'Entente administrative 2013-2016 est remplacé par le suivant :

Obligations du Ministre

Sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits nécessaires et de leur disponibilité ainsi que dans le respect des mesures, programmes et politiques du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, l'engagement financier de 36 M$[1] pris par le Ministre, dans la présente entente, représente sa contribution financière.

Le Ministre verse à la Ville sa contribution financière selon les modalités suivantes dans le respect des obligations prévues à l'article 4 :

4,43 M$	au plus tard en juillet 2013, à la suite de l'acceptation de la reddition de comptes de l'entente précédente;
9 M$	au plus tard en juillet 2014, à la suite de l'acceptation de la reddition de comptes de la 1re année de la présente entente;
4,5 M$	au plus tard en juillet 2015, à la suite de l'acceptation de la reddition de comptes de la 2e année de la présente entente;
4,5 M$	au plus tard en octobre 2015;
9 M $	à la signature de la modification à l'Entente administrative 2013-2016 ;
4,5 M$	au plus tard en octobre 2016, à la suite de l'acceptation de la reddition de comptes de la 3e année de la présente entente;

Les versements seront effectués à la suite de l'acceptation des rapports prévus selon l'article 4.1.

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet

[1] Ce montant inclut les 70 000 $ versés en vertu du protocole de 2010-2011. En conséquence, ce montant est déduit du premier versement.

engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la *Loi sur l'administration financière* (R.L.R.Q., chapitre A-6.001).

Article 3 :

L'article 4 de l'Entente administrative 2013-2016 est modifié de la manière suivante :

Le cinquième alinéa de cet article est remplacé par le suivant :

Une partie de la contribution versée par le Ministre à la Ville pourra être utilisée pour couvrir des frais de gestion (ressources humaines et matérielles), dédiés à la réalisation de la présente entente, jusqu'à un maximum de 1,2 M $.

Le dernier alinéa de cet article est remplacé par le suivant :

Les sommes versées par le Ministre provenant de la dernière entente administrative 2012-2013, mais non utilisées, sont reportées dans le cadre de la présente entente et doivent être utilisées aux seules fins prévues dans celle-ci. Au cours de cette entente, il est possible de reporter un solde non engagé pour l'année suivante. Le solde non engagé au 31 mars 2017 de cette entente administrative sera retourné au Ministre.

Article 4 :

L'article 4.1 de l'Entente administrative 2013-2016 est modifié de la manière suivante :

Le premier alinéa de cet article est remplacé par le suivant :

Dans le cadre de cette entente administrative en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, la Ville transmet au Ministre, au plus tard le 30 septembre de chaque année, un rapport d'activités et un rapport financier de l'Alliance, adopté par les autorités de la Ville pour la période allant du 1er avril de l'année précédente au 31 mars de l'année en cours. Le dernier rapport annuel d'activités de la présente entente sera déposé au plus tard le 30 septembre 2017.

Article 5 :

L'article 4.3 de l'Entente administrative 2013-2016 est modifié de la manière suivante :

Modalités administratives

La Ville gère les sommes allouées selon les modalités suivantes :

- utilise l'aide financière octroyée dans le cadre de la présente entente aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais pour l'embauche d'un employé d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes qu'elle désire subventionner ou aider;
- tient des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation des contributions financières du Ministre, de la Ville et de tout autre partenaire (le cas échéant) et fournit au Ministre tout document pertinent quant à l'utilisation de ces sommes;
- participe aux activités d'évaluation des actions entreprises avec les représentants du Ministre;
- permet au représentant du Ministre, ou à toute autre personne que celle-ci autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la Ville et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- permet au Vérificateur général du Québec d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile sur l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de la présente entente.

Article 6 :

L'article 5 de l'Entente administrative 2013-2016 est remplacé par le suivant :

Durée de l'entente

La présente entente débute le 1er avril 2013 et prend fin le 31 mars 2017, à l'égard des obligations financières du Ministre. Le dernier rapport annuel d'activités de l'entente et le rapport financier seront déposés par la Ville au Ministre au plus tard le 30 septembre 2017, tel que prévu à l'article 4.1.

Article 7 :

L'article 12 de l'Entente administrative 2013-2016 est remplacé par le suivant :

Correspondance

Tout avis qui doit être donné en vertu de l'Entente doit être adressé par courrier recommandé ou par messager comme suit :

Pour le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale :

Madame Caroline de Pokomandy-Morin
Directrice
Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire
425, rue Saint-Amable, 4e étage
Québec (Québec) G1R 4Z1

Pour la Ville de Montréal :

Madame Johanne Derome
Directrice
Service de la diversité sociale et des sports
Ville de Montréal
801, rue Brennan, 4e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

Chacune des parties doit aviser l'autre, par écrit, du changement de son représentant.

SIGNATURE

Les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes les clauses du présent document modifiant l'Entente administrative 2013-2016 et que ce dernier entre en vigueur le jour de sa signature par toutes les parties.

EN FOI DE QUOI, ELLES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES.

Pour le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

_____

Monsieur Bernard Matte, sous-ministre

Signé à _____ , ce _____

La Ville de Montréal

_____

Monsieur Alain Marcoux, directeur général

Signé à _____ , ce _____

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1156367001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Objet :	Approuver un projet d'entente entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal modifiant, pour la prolonger d'un an, l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité et par lequel le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 9 M$ pour la période du 1er avril 2016 au 31 mars 2017 / Approuver la proposition de répartition budgétaire de cette enveloppe

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD1156367001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Suzanne RODIER
Préposée au budget - PS Brennan 2

Tél : 514 872-1094

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-08

Habib NOUARI
Agent(e) de gestion des ressources financieres materielles
Direction du soutien et conseil financier - PS Brennan 2
Tél : 514 872-1444
Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.22

2016/03/24 17:00

(2)

Dossier # : 1163334004

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Autoriser la cession de contrat entre la Ville de Montréal et Omni Sécurité, organisme sans but lucratif, relativement à la fourniture de services de gardiennage à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte conclu le 20 août 2015 et d'une valeur de 1 196 628.54 $ toutes taxes incluses, au bénéfice de l'organisme Axia Services.

Il est recommandé:

- de donner suite à la demande de cession de l'organisme Omni Sécurité;

- de consentir à la cession de contrat relatif à la fourniture de services de gardiennage à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte conclu le 20 août 2015 et d'une valeur de 1 196 628,54 $ taxes incluses à l'organisme Axia Services;

- d'autoriser le directeur de la Direction de l'épuration des eaux usées (DÉEU), à signer la lettre de consentement de cession.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-02-29 10:00

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1163334004**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Autoriser la cession de contrat entre la Ville de Montréal et Omni Sécurité, organisme sans but lucratif, relativement à la fourniture de services de gardiennage à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte conclu le 20 août 2015 et d'une valeur de 1 196 628.54 $ toutes taxes incluses, au bénéfice de l'organisme Axia Services.

CONTENU

CONTEXTE

La Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (Station) traite la totalité des eaux usées du territoire de l'île de Montréal et est en opération 24 heures sur 24, 365 jours par année. La Station est un immense complexe industriel couvrant une superficie de 425 000 mètres carrés situé dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies / Pointe-aux-Trembles. Une douzaine de bâtiments, de nombreux équipements à ciel ouvert et une flotte importante de véhicules occupent ce terrain. Environ 350 employés y travaillent de même que de nombreux entrepreneurs.

Pour contrôler les accès à son site et assurer une surveillance périodique de tous ses actifs le soir, la nuit, les fins de semaine et les jours fériés, la Station fait appel depuis plus de vingt ans à une firme spécialisée dans ce domaine. En plus des tâches de surveillance et de contrôle des accès, elle doit aussi effectuer divers travaux connexes tels que la pesée des camions, l'enregistrement des véhicules et des livraisons de produits chimiques, le contrôle des réceptions des boues de fosses septiques et des toilettes chimiques, l'émission des formulaires adéquats, rapports et autres.

Une demande de cession de contrat a été transmise à la Ville par Omni Sécurité en faveur de Axia Services en vertu de l'article 9.1 - Cession de contrat - des clauses administratives générales des documents d'appel d'offres. En vertu de cette clause, la décision doit être approuvée par les instances décisionnelles de la Ville soit le Conseil d'agglomération.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- CG15 0149- 20 août 2015 - accorder à Omni Sécurité, plus bas soumissionnaire conforme, un contrat d'une durée de trente-six mois, pour la fourniture de services de gardiennage à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 1 196 628,54 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 040-29-AE.

DESCRIPTION

L'organisme fera l'objet, d'ici le 31 mars 2016, d'une dissolution et ses biens seront liquidés en faveur de Axia Services.

Le 12 février 2016, l'organisme a demandé à ce que la Ville consente à céder tous ses droits, titres et intérêts dans le contrat en faveur de Axia Services ("le cessionnaire"), et ce, sans compensation. Il en découlerait que Omni Sécurité serait libérée de toutes les obligations contenues au contrat et que le cessionnaire Axia Services assumera seule toute la responsabilité contractuelle du contrat passé et futur.

Les services de gardiennage et de surveillance à la Station comprennent principalement:
- le contrôle des personnes et des véhicules à l'entrée principale; c'est-à-dire l'enregistrement des employés, des entrepreneurs et des fournisseurs;
- le contrôle des livraisons de produits chimiques, de matériel, de boues de fosses septiques et de toilettes chimiques;
- l'émission de différents formulaires (pesée des camions, prêt de clés à usage limité, etc.);
- le service de surveillance périodique des terrains, galeries souterraines et des bâtiments.

JUSTIFICATION

Dans le but d'assurer la continuité des services, il est recommandé d'autoriser la cession de contrat à Axia Services puisque cette firme a démontré qu'elle était qualifiée pour satisfaire aux exigences contractuelles et qu'elle est dirigée par le même directeur général que Omni Sécurité.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucune somme additionnelle ou supplémentaire n'est encourue suite à cette cession de contrat.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources en assurant la sécurité du personnel et des actifs de la Station.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le consentement de la Ville est nécessaire pour assurer la continuité du contrat afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Claude S MEUNIER
Ingénieur

Tél : 280-4418
Télécop. : 280-4387

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-18

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514-280-4364
Télécop. : 514-280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Richard FONTAINE
Directeur(trice) du traitement des eaux usees
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2016-02-19

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dominique DEVEAU
Directrice - DGSRE
Tél : 514 872-4023
Approuvé le : 2016-02-29

AXIA
SERVICES

Montréal le 12 février 2016

Monsieur Michel Verreault
Surintendant – administration et soutien à l'exploitation
Direction de l'épuration des eaux usées
Service de l'eau, ville de Montréal
12001, boul. Maurice-Duplessis
Montréal (Québec) H1C 1V3

Objet : Demande de consentement pour la cession de contrat d'Omni Sécurité à Axia services

Monsieur Verreault,

Vous trouverez ci-joint les informations demandées afin de pouvoir accepter notre demande de cession de contrat. Axia services opérera son service de sécurité sous Axia sécurité.

Nous vous transmettons :

- Lettre demandant le consentement de cession adressé à M. Fontaine indiquant que la cession n'engendrera aucuns frais ni délais supplémentaires ainsi qu'Axia services assumera l'entière responsabilité de l'exécution du contrat, y compris pour la période antérieure à la cession;
- Copie de l'assurance d'Axia ainsi que l'avenant;
- Permis d'agence de sécurité d'Axia services;
- Attestation de Revenu Québec;
- Attestation de conformité de la CSST;
- Liste de 5 clients avec références;
- Résolution m'autorisant à agir au nom d'Axia services.

Axia services est une corporation existant depuis 1975 et opérant en gardiennage depuis plus de 20 ans. Axia services emploi de plus de 65 agents de sécurité inscrits au Bureau de la Sécurité privée.

Nous vous confirmons que j'occupe actuellement la direction générale des deux organisations et que suite à liquidation d'Omni Sécurité vers Axia services, je demeure le directeur général d'Axia services. De plus, les coordonnées du gestionnaire de votre contrat, M. Lyes Bouyahi, directeur sécurité, demeurent inchangées et nous vous garantissons qu'il n'y aura aucun changement du personnel attitré au contrat. La cession de contrat d'Omni Sécurité vers Axia services n'engendrera aucun changement au niveau des opérations pour l'usine d'épuration. Tel que demandé, nous conservons les vêtements et logo d'Omni sécurité sur le contrat jusqu'à son renouvellement en septembre 2018.

Nous vous confirmons également qu'Axia services honorera l'ensemble des conditions spécifiées à l'appel d'offres « *Services de gardiennage pour une période de 36 mois à la*

AXIA
SERVICES

station d'épuration des eaux usées » pour lequel nous avons déposé une soumission le 13 mai 2015. La liquidation sera effective au plus tard le 31 mars 2016 et le contrat sera donc pris en charge par Axia services à cette date.

En espérant le tout conforme à vos attentes, je vous prie, Monsieur Verreault, d'accepter mes sincères salutations.

Jean-Emmanuel Arsenault
Directeur général

Montréal, le 12 février 2016

Direction de l'épuration des eaux usées
Service de l'eau, ville de Montréal
12001, boul. Maurice-Duplessis
Montréal (Québec) H1C 1V3

À l'attention de : Monsieur Richard Fontaine

Objet : **Avis de cession de contrat et demande de consentement**
Re : Services de gardiennage pour une période de 36 mois à la station d'épuration des eaux usées (040-029-AE) (le « **Contrat** »)

Monsieur Fontaine,

Par les présentes, le soussigné vous avise que Omni Sécurité (le « **Cédant** ») se propose de procéder à sa liquidation en faveur de Axia Services (le « **Cessionnaire** »), et ce avant le 31 mars 2016 (la « **Transaction** »). Suivant les modalités de la Transaction, le Cédant cèdera au Cessionnaire tous ses droits, titres et intérêts dans le Contrat (la « **Cession** »).

Conformément à l'article 9 de la section II « Clauses administratives générales » du Contrat, le Cédant requiert, par les présentes, que vous confirmiez votre reconnaissance et consentement à la Cession en signant et retournant au soussigné, une copie du « Consentement » ci-joint, par courriel à jean-emmanuel.arsenault@omnisecurite.ca (avec l'orignal à suivre par courrier ou messager adressé au soussigné à l'adresse mentionnée ci-après) au plus tard le 31 mars 2016. Au moment de la Cession, le Cédant sera libéré de toutes obligations prévues au Contrat et le Cessionnaire sera seul responsable pour toutes telles obligations.

La Cession n'entraînera aucun délais ni de coûts additionnels pour la ville de Montréal et le Cessionnaire assumera l'entière responsabilité de l'exécution du contrat, y compris pour la période antérieure à la Cession comme s'il avait lui-même exécuté le contrat pendant celle-ci.

En vous remerciant de votre collaboration, si vous avez des questions, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur Fontaine, nos sincères salutations.

OMNI SÉCURITÉ

Par : _____
Jean-Emmanuel Arsenault,
Directeur général
13025, rue Jean-Grou
Montréal (Québec) H1A 3N6

CONSENTEMENT

Montréal, le _____

PAR COURRIEL : jean-emmanuel.arsenault@omnisecurite.ca

Omni Sécurité
13025, rue Jean-Grou
Montréal (Québec) H1A 3N6

À l'attention de : monsieur Jean-Emmanuel Arsenault

Objet : **Consentement à la cession de contrat**
Re : Services de gardiennage pour une période de 36 mois à la station d'épuration des eaux usées (040-029-AE) (le « **Contrat** »)

Monsieur Arsenault,

Par les présentes, le soussigné vous avise que la direction de l'épuration des eaux usées du Service de l'eau de la Ville de Montréal a pris connaissance de votre « Avis de cession de contrat et demande de consentement » daté du 12 février 2016.

Dans le cadre de la liquidation de Omni Sécurité en faveur de Axia Services qui devrait avoir lieu avant le 31 mars 2016 (la « **Transaction** »), la direction de l'épuration des eaux usées du Service de l'eau de la Ville de Montréal consent, par les présentes, à ce que Omni Sécurité cède à Axia Services tous ses droits, titres et intérêts dans le Contrat (la « **Cession** »).

Le soussigné reconnaît, par les présentes, que suite à la Cession, Omni Sécurité sera libérée de toutes obligations prévues au Contrat et que Axia Services sera seule responsable pour toutes telles obligations. La cession ne devra entraîner aucun délais ni de coûts additionnels pour la ville de Montréal et Axia services devra assumer l'entière responsabilité de l'exécution du contrat, y compris pour la période antérieure à la cession comme s'il avait lui-même exécuté le contrat pendant celle-ci.

Veuillez agréer, Monsieur Arsenault, nos sincères salutations.

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Richard Fontaine
Directeur de l'épuration des eaux usées
direction de l'épuration des eaux usées du Service de l'eau de la Ville de Montréal

GROUPE OSTIGUY & GENDRON

Assurance et Services Financiers

1600, boul. Saint-Martin Est, bureau 800, Laval (Québec) H7G 4R8 • **(450) 662-2210** • 1-800-662-3313 • Télécopieur : (450) 662-1123

CERTIFICAT D'ASSURANCE

Cette attestation est émise uniquement à titre de renseignement et ne confère aucun droit à son détenteur et n'engage nullement l'Assureur.
Cette attestation ne modifie, ni ne prolonge la garantie couverte par la police désignée ci-dessous.

TITULAIRE – BÉNÉFICIAIRE	ASSURÉ
À qui de droit	**Axia Services** 13025, rue Jean Grou Montréal (Québec) H1A 3N6

La présente attestation certifie que les contrats d'assurance ci-après mentionnés ont été émis au nom de l'assuré ci-dessus nommé pour la période de couverture indiquée. Cependant, les garanties couvertes par les contrats décrites aux présentes sont soumises à toutes les modalités, exclusions et conditions desdits contrats, prévalent sur toutes les exigences, modalités ou conditions de tout autre contrat ou document émis en considération de la présente attestation. LES MONTANTS DE PAIEMENT DE RÉCLAMATIONS PEUVENT AVOIR ÉTÉ DÉDUITS DES MONTANTS DE GARANTIE.

DESCRIPTION DES OPÉRATIONS / BIENS AUXQUELLES CE CERTIFICAT S'APPLIQUE :

Emballage, service de conciergerie, surveillance et torréfaction et vente de café

CATÉGORIE D'ASSURANCE	ASSUREUR	POLICE N°	PÉRIODE D'ASSURANCE	LIMITE RESPONSABILITÉ MONTANTS D'ASSURANCE
Responsabilité civile générale	Intact	366-4227	31 mars 2015 au 31 mars 2016	5 000 000 $CDN – par événement 5 000 000 $CDN – Produit / Après travaux – par période d'assurance 5 000 000 $CDN – Globale générale 500 000 $CDN – Responsabilité locative 5 000 000 $CDN – Automobile des non-propriétaires (F.P.Q. 6)

En cas de résiliation de l'un des contrats mentionnés avant la date d'échéance spécifiée, l'assureur émetteur de la police se propose de donner au titulaire un préavis écrit de **xxx** jours mais ne saurait s'y engager. À défaut d'envoi de ce préavis, la compagnie se dégage de toute obligation ou responsabilité de tout genre à la compagnie, ses agents ou représentants.

Signé ce 11e jour de janvier 2016

GROUPE OSTIGUY & GENDRON

Linda Dupuis

Représentant autorisé

Intact Compagnie d'Assurance
2020, rue Robert-Bourassa, bur. 100
Montréal (Québec)
H3A 2A5

Avenant à une convention d'indemnisation et de sûretés afin d'y ajouter des Débiteurs Principaux

Le présent avenant fait partie intégrante de la Convention d'indemnisation et de sûretés réputée avoir été signée le 3ième jour de **décembre 2014** (ci-après la "Convention d'indemnisation") en faveur de Intact Compagnie d'Assurance (ci-après désignée la "**Caution**") par les parties suivantes: **Les Services Adaptés Transit et Omni Sécurité** (dont une copie de la Convention d'indemnisation est annexée à la présente.)

Le présent avenant a pour effet d'ajouter à la Convention d'indemnisation, le(s) Débiteur(s) Principal(ux) suivant(s) (ci-après désignés le "**Débiteur Principal**"): **AXIA SERVICES 13025 rue Jean-Grou, Montréal, Québec H1A 3N6**

1. ***Représentations du Débiteur Principal*** - Le Débiteur Principal reconnaît:

   a) avoir pris connaissance et avoir reçu copie de la Convention indemnisation;

   b) avoir lu et compris toutes les modalités de la Convention d'indemnisation;

   c) déclarer, par ses représentants dûment autorisés, être liée par les termes et conditions de la Convention d'indemnisation;

   d) consentir, en ce qui concerne le paragraphe 8 de la Convention d'indemnisation, à ce que le présent avenant s'applique à tous les cautionnements émis par la caution depuis le 18 décembre 2015 (l'absence d'indication signifie que le présent avenant s'applique au cautionnement tel que décrit à la Convention d'indemnisation émis à compter de la date des présentes), pour une période indéterminée, jusqu'à ce que le présent avenant soit résilié conformément aux termes de la Convention d'indemnisation.

2. ***Termes et conditions de la Convention d'indemnisation*** – Le présent avenant intègre par référence tous les termes et conditions de la Convention d'indemnisation.

3. ***Exploitation d'une entreprise*** – Chaque Débiteur principal pour qui des Cautionnements sont émis dans la Province de Québec déclare qu'il exploite une entreprise au sens du Code civil du Québec.

4. ***Hypothèque mobilière sur les créances, contrats, droits, permis et sur les droits résultant de contrats d'assurance - Province de Québec*** - En garantie des obligations du Débiteur principal en vertu de la présente convention, chaque Débiteur principal, agissant à titre de **Constituant** pour lui-même et non au nom d'autrui, consent en faveur de la Caution, à titre de **Titulaire**, une hypothèque mobilière sur :

   a) l'universalité des créances que chaque Débiteur principal détient contre toute personne, de quelqu'origine qu'elles soient, avec leurs accessoires et en particulier :

      i) toutes les personnes avec lesquelles il a conclu ou conclura des Contrats cautionnés ; et

      ii) toutes les personnes auxquelles il a accordé ou accordera un sous-contrat ou un contrat de fourniture ; et

      iii) toutes les personnes avec lesquelles il a conclu ou conclura des contrats non cautionnés ;

      lesdites créances comprenant non limitativement toute somme due en vertu desdits Contrats cautionnés, sous-contrats, contrats de fourniture et contrats non cautionnés, les paiements différés et définitifs, les retenues, les fonds contractuels gagnés ou non encore gagnés, les réclamations pour travaux supplémentaires et celles en dommages ; et

   b) tous les contrats et les droits contractuels des contrats cautionnés et non-cautionnés;

   c) tous les droits et permis d'exploitation d'une carrière, sablière, site d'enfouissement, site de déneigement et tout autre site ayant des droits ou des permis d'exploitation;

   d) tous les droits résultant de tout contrat d'assurance, notamment tous les contrats d'assurance reliés directement ou indirectement aux Contrats cautionnés.

   Le **Constituant** consent cette hypothèque, étant entendu que le **Titulaire** autorise le **Constituant** à percevoir les créances hypothéquées, jusqu'à ce que le **Titulaire** exerce son droit de retirer cette autorisation.

5. ***Cession des droits du Débiteur Principal dans les hypothèques légales (Province de Québec)*** - En garantie des obligations du Débiteur Principal en vertu du présent avenant et de la Convention d'indemnisation et à titre d'accessoire à l'hypothèque mobilière sur les créances consenties au paragraphe précédent, chaque Débiteur principal hypothèque, cède et transfère à la Caution, tous ses droits propres dans toute hypothèque légale présente ou future en faveur des personnes qui ont participé à la construction ou à la rénovation d'un immeuble.

6. ***Hypothèque mobilière sur certains biens - Province de Québec*** - En garantie des obligations du Débiteur principal en vertu de la présente convention, chaque Débiteur principal, agissant à titre de **Constituant** pour lui-même et non au nom d'autrui, consent en faveur de la Caution, à titre de **Titulaire**, une hypothèque mobilière sur tous les équipements (incluant le matériel roulant), tous les droits résultant des contrats de location-acquisition d'équipements, outils, matériaux, contrats, travaux en cours, inventaires, fournitures, matières premières, produits en cours de fabrication, produits finis, brevets, royautés, redevances, marques de commerce, permis d'exploitation, tout autre actif tangible et intangible, logiciels, ordinateurs, dossiers électroniques et autres dossiers de celui-ci, et :

   a) se trouvant sur les chantiers ;

   b) entre les mains du **Constituant** ou d'un tiers engagé par celui-ci ;

   c) à sa ou ses places d'affaires ;

   d) en entreposage ailleurs ou

   e) en cours de transport entre les chantiers et sa ou ses places d'affaires ou tout lieu d'entreposage.

7. ***Montant des hypothèques mobilières et adresse des établissements du Débiteur Principal (Province de Québec)*** - Aux fins des hypothèques mobilières consenties en vertu du présent avenant et de la Convention d'indemnisation:

   a) le montant de chacune des hypothèques mobilières consenties aux termes du présent avenant est de **10 000 000$** pour chaque Débiteur principal;

   b) l'adresse de l'établissement ou des établissements directement visés du Constituant est:

8. ***Cession des droits du Débiteur Principal dans ses sous-contrats (Province de Québec)*** - Aux fins de permettre à la Caution de compléter les Contrats cautionnés, suite à un défaut du Débiteur Principal, ce dernier cède et transporte à la Caution, tous ses droits, titres et intérêts dans:

   a) tous les sous-contrats et contrats de fourniture qu'il a accordés ou accordera, y compris toutes les garanties afférentes, ainsi que tous les matériaux qu'ils comportent relativement à l'exécution de Contrats cautionnés; et

   b) tous cautionnement émis pour garantir les obligations des sous-traitants et fournisseurs du Débiteur Principal.

9. ***Consentement à la remise et à l'inscription du présent avenant et de la Convention d'indemnisation et à la publication - Renonciation*** - Aux fins de donner effet aux hypothèques, cessions, et sûretés désignées ("security interests") consenties en vertu du présent avenant et de la Convention d'indemnisation et de les rendre opposables aux tiers, le Débiteur Principal consent spécifiquement à ce que la Caution puisse en tout temps:

   a) remettre ou transmettre une copie du présent avenant et de la présente Convention d'indemnisation à toute personne, société ou corporation; et

   b) publier, produire ou inscrire à tout registre pertinent, le présente avenant et la Convention d'indemnisation et les droits et sûretés conférés par celle-ci.

10. ***Aucune novation*** – Sous réserve des modifications spécifiques contenues aux présentes le présent avenant ne crée aucune novation des obligations prévues à la Convention d'indemnisation et, sous réserve de ce qui précède, aucune modification, expresse ou implicite, n'est apportée à quelque autre modalité de la Convention d'indemnisation.

11. ***Loi applicable*** – Le présent avenant sera interprété suivant les lois de la Province de Québec.

12. Le présent avenant est réputé avoir été signée le 12 de janvier 2016 dans la province de **Québec**.

LES SOUSSIGNÉS RECONNAISSENT AVOIR REÇU COPIE DU PRÉSENT AVENANT, L'AVOIR LU AVEC SOIN ET QU'IL N'EXISTE AUCUN AUTRE AVENANT QUI POURRAIT RÉDUIRE OU MODIFIER LES OBLIGATIONS Y CONTENUES.

TÉMOINS

Micheline Lapointe, directrice de l'administration
Nom dactylographié

Micheline Lapointe
Signature

Adresse: 13025, rue Jean-Grou
Montréal (Québec) H1A 3N6

GARANTS

AXIA SERVICES
Nom de la corporation ou de la société

Signé à : Montréal

Jean-Emmanuel Arsenault, directeur général
Nom dactylographié du dirigeant autorisé et titre

Signature

Adresse: **13025 rue Jean-Grou**
Montréal, Québec H1A 3N6

SCEAU

LES SERVICES ADAPTÉS TRANSIT
Nom de la corporation ou de la société

Signé à : Montréal

Micheline Lapointe, directrice de l'administration
Nom dactylographié

Micheline Lapointe
Signature

Adresse: 13025, rue Jean-Grou
Montréal (Québec) H1A 3N6

Jean-Emmanuel Arsenault, directeur général
Nom dactylographié du dirigeant autorisé et titre

Signature

Adresse: **13025 rue Jean-Grou**
Montréal, Québec H1A 3N6

SCEAU

OMNI SÉCURITÉ
Nom de la corporation ou de la société

Signé à : Montréal

Micheline Lapointe, directrice de l'administration
Nom dactylographié

Micheline Lapointe
Signature

Adresse: 13025, rue Jean-Grou
Montréal (Québec) H1A 3N6

Jean-Emmanuel Arsenault, directeur général
Nom dactylographié du dirigeant autorisé et titre

Signature

Adresse: **13025 rue Jean-Grou**
Montréal, Québec H1A 3N6

SCEAU

RÉSOLUTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Extrait du procès-verbal d'une assemblée des administrateurs de AXIA SERVICES

(la «compagnie») un quorum étant présent,

dûment convoquée et tenue le 11 janvier 2016 à 15:00 heures, à Montréal.

«IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU:

QUE Jean-Emmanuel Arsenault, directeur général
(nom, prénom et titre au sein de la compagnie)

soit et il est par les présentes autorisé à signer pour et au nom de la compagnie, une convention d'indemnisation et de sûretés en faveur de Intact Compagnie d'Assurance / Intact Insurance Company et tout autre bénéficiaire mentionné à ladite convention dont un exemplaire est soumis et lu à l'assemblée, avec toute modification qu'il jugera à propos d'y apporter, le tout dans l'intérêt de la compagnie.

IL EST DE PLUS UNANIMEMENT RÉSOLU:

QUE, advenant que la personne précitée ait déjà signé la convention d'indemnisation et de sûretés décrite au paragraphe précédent, sa signature soit ratifiée et confirmée, comme étant l'acte de la compagnie et liant celle-ci.»

COPIE CERTIFIÉE CONFORME (SCEAU)
ce 12 jour de Janvier 20 16

Secrétaire

*resolutifra.doc

RÉSOLUTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Extrait du procès-verbal d'une assemblée des administrateurs de Les Services Adaptés Transit

(la «compagnie») un quorum étant présent,

dûment convoquée et tenue le 20 novembre 2014 à 18:00 heures, à Montréal.

«IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU:

QUE Jean-Emmanuel Arsenault, directeur général
(nom, prénom et titre au sein de la compagnie)

soit et il est par les présentes autorisé à signer pour et au nom de la compagnie, une convention d'indemnisation et de sûretés en faveur de Intact Compagnie d'Assurance / Intact Insurance Company et tout autre bénéficiaire mentionné à ladite convention dont un exemplaire est soumis et lu à l'assemblée, avec toute modification qu'il jugera à propos d'y apporter, le tout dans l'intérêt de la compagnie.

IL EST DE PLUS UNANIMEMENT RÉSOLU:

QUE, advenant que la personne précitée ait déjà signé la convention d'indemnisation et de sûretés décrite au paragraphe précédent, sa signature soit ratifiée et confirmée, comme étant l'acte de la compagnie et liant celle-ci.»

COPIE CERTIFIÉE CONFORME (SCEAU)
ce 12 jour de Janvier 20 16

Secrétaire

*resolutifra.doc

RÉSOLUTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Extrait du procès-verbal d'une assemblée des administrateurs de Omni Sécurité

(la «compagnie») un quorum étant présent,

dûment convoquée et tenue le 20 novembre 2014 à 18:00 heures, à Montréal.

«IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU:

QUE Jean-Emmanuel Arsenault, directeur général
(nom, prénom et titre au sein de la compagnie)

soit et il est par les présentes autorisé à signer pour et au nom de la compagnie, une convention d'indemnisation et de sûretés en faveur de Intact Compagnie d'Assurance / Intact Insurance Company et tout autre bénéficiaire mentionné à ladite convention dont un exemplaire est soumis et lu à l'assemblée, avec toute modification qu'il jugera à propos d'y apporter, le tout dans l'intérêt de la compagnie.

IL EST DE PLUS UNANIMEMENT RÉSOLU:

QUE, advenant que la personne précitée ait déjà signé la convention d'indemnisation et de sûretés décrite au paragraphe précédent, sa signature soit ratifiée et confirmée, comme étant l'acte de la compagnie et liant celle-ci.»

COPIE CERTIFIÉE CONFORME (SCEAU)
ce 12 jour de Janvier 20 16

Secrétaire

*resolutifra.doc

MESSAGE :
La validité de ce permis doit être vérifiée au bureau de la sécurité privée sur notre site Internet :
www.bureausecuriteprivee.qc.ca ou au
1-877-748-7483 ou (514) 748-7480

AUTRES NOMS UTILISÉS PAR L'AGENCE:

OMNI SÉCURITÉ
AXIA SÉCURITÉ

Bureau de la sécurité privée

PERMIS D'AGENCE DE SÉCURITÉ PRIVÉE
AXIA SERVICES

VALIDE DU : **10/7/2015**

AU : **10/6/2018**

DROITS PAYABLES ANNUELLEMENT

ÉTABLISSEMENT PRINCIPAL
13025 RUE JEAN-GROU
MONTRÉAL QUÉBEC H1A 3N6

Catégorie du permis	**Numéro de permis**
Gardiennage	**GAR 20023176**

Isabelle F. Gbbard

La Secrétaire

BSP Bureau de la Sécurité privée

16/23

REVENU QUÉBEC

LEW-700
2015-11

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à :

AXIA SERVICES
13025, RUE JEAN-GROU
MONTREAL (QUEBEC) H1A 3N6

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1142208512

Elle atteste que l'entreprise désignée ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à l'entreprise désignée.

Numéro de l'attestation : 403150-BMWF-0267137
Date et heure de délivrance de l'attestation : 12 février 2016 à 13 h 9 min 23 s
Date de fin de la période de validité de l'attestation : 31 mai 2016

Vous pouvez vérifier l'authenticité de cette attestation sur le site Internet de Revenu Québec, à l'adresse **www.revenuquebec.ca**.

Assurez-vous que l'attestation a été délivrée dans le délai prévu par la législation en vigueur.

CSST

Québec, le 15 février 2016

Direction régionale de Montréal - 3
Tour Sud, 31e étage
1, Complexe Desjardins
C. P. 3, succ. Place-Desjardins
Montréal (Québec) H5B 1H1
Tél.: 514 906-3000
Téléc.: 514 764-4371

Madame Micheline Lapointe
Axia Services
13025, rue Jean-Grou
Montréal (Québec) H1A 3N6

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1142208512

Numéro de la demande à la CSST : U1-0378336

Objet : Information sur la cotisation due par un entrepreneur

Madame,

Il a été démontré que Ville de Montréal (NEQ : 8831854870) retient les services de l'entrepreneur Axia Services pour l'exécution du contrat suivant :

Titre du contrat : Station d'épuration des eaux usées
Nature des travaux : Service de gardiennage au site de la Station d'épuration des eaux usées
Montant du contrat (avant taxes) : 1 040 772,00 $
Date du début des travaux : 2015-09-12
Date de la fin des travaux : 2018-09-12

En conséquence, la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) peut indiquer, pendant la durée du contrat, si une cotisation est due par Axia Services. Veuillez porter une attention particulière aux données du contrat mentionné ci-dessus, car il est possible qu'elles aient été modifiées.

Sur la foi des renseignements qui nous ont été fournis et après analyse du dossier de Axia Services, nous indiquons qu'il **est actuellement conforme** à la loi en ce qui concerne le paiement de la cotisation due à la CSST. Toutefois, seule une attestation de conformité demandée à la fin des travaux pourra libérer Ville de Montréal de sa responsabilité en ce qui concerne la prime relative à ce contrat, en vertu de l'article 316 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, dont vous trouverez copie en annexe.

MGB 00022

Nous vous invitons à communiquer avec nous si vous avez besoin de renseignements supplémentaires à ce sujet ou pour toute autre question.

Nous vous prions d'agréer, Madame, nos salutations distinguées.

Michel Guay
514 906-3500, poste 2730

p. j. Article 316 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles

LOI SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LES MALADIES PROFESSIONNELLES
L.R.Q., c. A-3.001

Chapitre IX, Section V (Paiement de la cotisation)

Article 316

La Commission peut exiger de l'employeur qui retient les services d'un entrepreneur le paiement de la cotisation due par cet entrepreneur.

Dans ce cas, la Commission peut établir le montant de cette cotisation d'après la proportion du prix convenu pour les travaux qui correspond au coût de la main-d'oeuvre, plutôt que d'après les salaires indiqués dans la déclaration faite suivant l'article 291.

L'employeur qui a payé le montant de cette cotisation a droit d'être remboursé par l'entrepreneur concerné et il peut retenir le montant dû sur les sommes qu'il lui doit.

Lorsqu'un employeur démontre qu'il retient les services d'un entrepreneur, la Commission peut lui indiquer si une cotisation est due par cet entrepreneur.

AXIA
SÉCURITÉ

Clients du soumissionnaire

1- Client : ville de Montréal, Arrondissement Rivière-des-Prairies et Pointes-aux-Trembles
Lieu : Parcs municipaux de Rivière-des-Prairies et Pointes-aux-Trembles.

Mandat :

- Ouvertures et fermetures des 9 chalets des parcs aux heures fixées par la ville.
- Effectuer des patrouilles en véhicule de surveillance sur tout le territoire.
- Veiller à la sécurité des citoyens et des visiteurs.
- Inspecter l'état des lieux et aviser le responsable de la ville de toute défectuosité.
- Rédiger des rapports quotidiens, répondre à des demandes ponctuelles de la ville lors des rondes.

Référence :
Monsieur Luc Rousseau
Arrondissement RDP-PAT Montréal
Directeur de division
Division des sports, des loisirs et du Développement social
Tél: 514-872-6083

2- Client : Ville de Montréal-Est
Lieu : Montréal-Est

Mandat :

- Patrouille du territoire le soir, la nuit et les fins de semaine;
- Ouverture et fermeture d'espaces publics;
- Assurer la sécurité des installations municipales le soir et la nuit (serrure, système d'alarme, ...);
- Assurer le respect de la réglementation municipale et émettre de constats d'infraction;
- Assurer la sécurité lors des conseils municipaux.

Référence :
Monsieur Stéphane Rondeau
Direction des travaux publics et des services techniques
Ville de Montréal-Est
Téléphone : 514 905-2531

3- Client : ville de Montréal, Arrondissement Rivière-des-Prairies et Pointes-aux-Trembles
Lieu : Centre récréatif de Rivière-des-Prairies

Mandat :

- Assurer la sécurité de tous les usagers du centre et le contrôle des accès;
- Assurer l'accueil et le service clientèle lors des heures d'ouverture du centre (7 jour semaine 8h à 23h);
- Gérer la location des espaces et la logistique d'utilisation des salles;
- Intervenir en situation d'urgence et contacter les responsables et le service 911.

Référence :
Madame Karine Patoine
Assistante intervention loisir, loisir et communauté
Arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Tél: 514 872-7341

4- Client : Sovima Habitations Inc.
Lieu : Saint-Hubert

Mandat :

- Surveillance de tours à condo de nuit durant la construction, projet quartier Vauquelin.
- Assurer la présence d'un agent de nuit pour contrer le vandalisme.
- Surveiller les équipements et matériaux ainsi qu'assurer une intervention rapide des services d'urgence.

Référence :
Monsieur Stéphane Levesque
Propriétaire Sovima Construction Inc
Téléphone : 514-576-9300

5- Client : Ville de Montréal, arrondissement Montréal-Nord
Lieu : Bibliothèques Montréal-Nord

Mandat :

- Surveillance des bibliothèques les soirs de semaine;
- Gestion du panneau d'incendie et des portes d'accès;
- Intervenir en situation d'urgence et contacter les responsables et le service 911.
- Procéder à l'évacuation des lieux en cas de feux.

Référence :
Madame Marie Désilets
Chef bibliothèque
Arrondissement Montréal-Nord
Téléphone : 514-328-4000 x4131

AXIA
SERVICES

RÉSOLUTION DE TOUS LES ADMINISTRATEURS

ADOPTÉE PAR COURRIEL

LE 12 JANVIER 2016

RÉSOLUTION # 25-15-16 Adopté/U

IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU : QUE Jean-Emmanuel Arsenault, directeur général, soit et il est par les présentes autorisé à signer pour et au nom de la Corporation, tout document légal, contractuel, à soumissionner pour et au nom d'AXIA SERVICES selon les modalités requises afin d'obtenir des contrats ou des subventions pour la Corporation.

Par courriel
Éric Boivin

Par courriel
Sylvie Brunet

Par courriel
Annie Châteauneuf

Par courriel
Marc-André Flageole

Par courriel
Nicolas Foucault

Par courriel
Dolfino Lago

Par courriel
Valérie Marchand

Par courriel
Sophie Mauger

Par courriel
Jean-Yves O'Neill

Par courriel
Jean-Guy Raymond

Commission permanente sur l'examen des contrats

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

Mandat SMCE162645002

Conclure avec Boivin & Gauvin inc. une entente-cadre pour la fourniture d'appareils de protection respiratoire isolant autonome (APRIA) ainsi que pour la fourniture de pièces et accessoires pour leur entretien, pour une période de 120 mois - Appel d'offres public 15-14691 - (3 soumissionnaires) - Montant estimé de 9 932 508,85 $, taxes incluses / Autoriser une dépense de 10 201 548,20 $, taxes incluses pour l'acquisition d'APRIA, d'équipements et accessoires et la fourniture de pièces de remplacement pour leur entretien pour une période de 120 mois.

Rapport déposé au conseil d'agglomération
Le 24 mars 2016

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Louise Mainville
Arrondissement du Plateau Mont-Royal

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Montréal, le 24 mars 2016

M. Denis Coderre
Maire de Montréal
Membres du conseil d'agglomération
Hôtel de ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Mesdames,
Messieurs,

Conformément au mandat SMCE162645002, nous avons l'honneur de déposer, au nom de la Commission permanente sur l'examen des contrats, le rapport de la commission concernant la conclusion avec Boivin & Gauvin inc. d'une entente-cadre pour la fourniture d'appareils de protection respiratoire isolant autonome (APRIA) ainsi que pour la fourniture de pièces et accessoires pour leur entretien, pour une période de 120 mois - Appel d'offres public 15-14691 - (3 soumissionnaires) - Montant estimé de 9 932 508,85 $, taxes incluses / Autoriser une dépense de 10 201 548,20 $, taxes incluses pour l'acquisition d'APRIA, d'équipements et accessoires et la fourniture de pièces de remplacement pour leur entretien pour une période de 120 mois.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

(ORIGINAL SIGNÉ)	*(ORIGINAL SIGNÉ)*
Émilie Thuillier Présidente	Pierre G. Laporte Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE162645002
Conclure avec Boivin & Gauvin inc. une entente-cadre pour la fourniture d'appareils de protection respiratoire isolant autonome (APRIA) ainsi que pour la fourniture de pièces et accessoires pour leur entretien, pour une période de 120 mois - Appel d'offres public 15-14691 - (3 soumissionnaires) - Montant estimé de 9 932 508,85 $, taxes incluses / Autoriser une dépense de 10 201 548,20 $, taxes incluses pour l'acquisition d'APRIA, d'équipements et accessoires et la fourniture de pièces de remplacement pour leur entretien pour une période de 120 mois.

À sa séance du 2 mars 2016, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le dossier 1162645002. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Le 9 mars 2016, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat SMCE162645002 qui lui avait été confié. Des représentants du Service de sécurité incendie (SIM) ont répondu aux questions des membres de la Commission. Ils ont d'abord rappelé le contexte dans lequel s'inscrit le présent contrat.

L'entente-cadre proposée permettra le remplacement des appareils de protection respiratoires isolants autonomes (APRIA) pour le personnel pompier du Service de sécurité incendie et la fourniture de pièces et accessoires requises pour leur entretien pour une période de dix ans.

La plateforme APRIA actuellement en usage au SIM n'est plus fabriquée par la compagnie Honeywell en raison de la mise en marché d'une nouvelle plateforme APRIA répondant aux nouvelles normes. En conséquence, la disponibilité des pièces est compromise. De plus, les APRIA actuellement utilisés au SIM ont atteint leur durée de vie.

Un premier appel d'offres a été lancé en juillet 2014, appel d'offres 14-13524, et a dû être annulé, puisque les deux soumissionnaires ayant déposé des offres étaient

techniquement non conformes. L'un des soumissionnaires ne répondait pas à un des critères exigés au devis technique et l'autre n'a pu obtenir, dans les délais requis, la certification de son produit à la norme National Fire Protection Association (NFPA) 1981, édition 2013.

Le présent appel d'offres a été lancé sur SÉAO le 26 octobre 2015 pour une ouverture de soumissions le 23 novembre 2015, laissant ainsi vingt-sept jours aux preneurs de cahiers de charge pour déposer une proposition. Trois addendas ont été émis durant la période.

Les soumissions sont valides cent quatre-vingt jours suivant la date d'ouverture des soumissions du 23 novembre 2015.

L'entente-cadre prévoit l'acquisition de 733 APRIA, de 2 720 parties faciales pour le remplacement des parties faciales individuelles des pompiers et des chefs, de 2 350 cylindres 45 minutes et de tous les équipements et accessoires requis.

Dans le but de maintenir le parc d'APRIA opérationnel, l'entente-cadre prévoit la fourniture des pièces de remplacement et le maintien d'une consignation de ces pièces pour les APRIA et les équipements pour une période de dix ans. L'entretien et les réparations des APRIA et équipements seront réalisés par les pompiers de la Division des ressources matérielles. Une formation initiale des techniciens pompiers du Service est également prévue.

L'adjudicataire devra fournir le personnel et les outils de formation pour assurer la formation du personnel pompier. L'adjudicataire verra aussi au déploiement et à la mise en service des APRIA dans un délai de cent-vingt jours suite à l'octroi du contrat.

Il y a eu sept preneurs du cahier des charges et trois soumissions reçues.

Les soumissions ont d'abord fait l'objet d'une analyse de conformité technique par un comité technique et elles ont, par la suite, été soumises à un comité de sélection qui a procédé à leur évaluation selon une grille d'évaluation. Au terme de ces étapes, toutes les soumissions ont été jugées conformes. Le contrat est octroyé sur la base de la grille d'évaluation au soumissionnaire ayant obtenu le plus haut pointage final sur la base de la grille d’évaluation.

Il existe un écart de prix de 6,32 % favorable à la Ville entre la soumission de l’adjudicataire proposé et la dernière estimation réalisée.

Les membres de la Commission ont soulevé diverses questions sur le processus d’appel d’offres dans le présent dossier.

Ils ont demandé des explications sur l’utilisation dans ce dossier d’un système de pondération à une enveloppe incluant le prix, une pratique plutôt rare à la Ville. Ils ont bien compris la nature particulière des équipements qui seront acquis dans ce contrat et l’importance du service après-vente et de la mise à niveau régulière de ces équipements, compte tenu de l’évolution de la technologie. Dans ce contexte, le système retenu d’évaluation des offres a été jugé fort pertinent par les membres de la Commission.

Les membres ont aussi apprécié les clauses qui permettront de tenir compte des fluctuations des taux de change au moment où se feront les commandes.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service de sécurité incendie pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération:

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE162645002 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.23

2016/03/24 17:00

(2)

Dossier # : 1162645002

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction de la prévention et de la planification , Division des ressources matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Conclure avec Boivin & Gauvin inc. une entente-cadre pour la fourniture d'appareils de protection respiratoire isolant autonome (APRIA) ainsi que pour la fourniture de pièces et accessoires pour leur entretien, pour une période de 120 mois - Appel d'offres public 15-14691 - (3 soumissionnaires) - Montant estimé de 9 932 508,85 $, taxes incluses / Autoriser une dépense de 10 201 548,20 $, taxes incluses pour l'acquisition d'APRIA, d'équipements et accessoires et la fourniture de pièces de remplacement pour leur entretien pour une période de 120 mois

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre pour la fourniture d'appareils de protection respiratoire isolant autonome (APRIA) ainsi que pour la fourniture de pièces et accessoires pour leur entretien, d'une durée de 120 mois ;

2. d'accorder à Boivin & Gauvin inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public (15-14691);

3. d'autoriser une dépense de 10 201 548,20 $, taxes incluses, pour l'acquisition d'APRIA, d'équipements et accessoires et pour la fourniture de pièces de remplacement pour leur entretien pour une période de 120 mois;

4. d'imputer ces dépenses, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Ces dépenses seront assumées à 100 % par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-02-26 11:55

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1162645002**

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction de la prévention et de la planification , Division des ressources matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Conclure avec Boivin & Gauvin inc. une entente-cadre pour la fourniture d'appareils de protection respiratoire isolant autonome (APRIA) ainsi que pour la fourniture de pièces et accessoires pour leur entretien, pour une période de 120 mois - Appel d'offres public 15-14691 - (3 soumissionnaires) - Montant estimé de 9 932 508,85 $, taxes incluses / Autoriser une dépense de 10 201 548,20 $, taxes incluses pour l'acquisition d'APRIA, d'équipements et accessoires et la fourniture de pièces de remplacement pour leur entretien pour une période de 120 mois

CONTENU

CONTEXTE

Cette entente-cadre permettra le remplacement des appareils de protection respiratoires isolants autonomes (APRIA) pour le personnel pompier du Service de sécurité incendie et la fourniture de pièces et accessoires requises pour leur entretien pour une période de 10 ans. La plateforme APRIA actuellement en usage au SIM n'est plus fabriquée par la compagnie Honeywell en raison de la mise en marché d'une nouvelle plateforme APRIA répondant aux nouvelles normes, soit la norme NFPA 1983, édition 2013. En conséquence, la disponibilité des pièces est compromise. De plus, les APRIA actuellement utilisés au SIM ont atteint leur durée de vie.

Un premier appel d'offres a été lancé en juillet 2014, appel d'offres 14-13524, et a dû être annulé, puisque les deux soumissionnaires ayant déposé des offres étaient techniquement non conformes. L'un des soumissionnaires ne répondait pas à un des critères exigés au devis technique et l'autre n'a pu obtenir dans les délais requis la certification de son produit à la norme National Fire Protection Association (NFPA) 1981, édition 2013.

Le présent appel d'offres a été lancé sur SÉAO le 26 octobre 2015 pour une ouverture de soumissions le 23 novembre 2015, permettant ainsi 27 jours aux preneurs de cahiers de charge pour déposer une proposition. Trois addenda ont été émis durant la période.

Les soumissions sont valides 180 jours calendriers suivant la date d'ouverture des soumissions du 23 novembre 2015.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE14 0704 - 7 mai 2014 - Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour l'acquisition d'APRIA ainsi que pour la fourniture de pièces et accessoires pour leur entretien
CG13 0006 - 1er janvier 2013 - Conclure avec la firme CMP Mayer inc., fournisseur unique, une entente-cadre de gré à gré d'une durée de 12 mois, débutant le 1er janvier 2013, pour la fourniture de pièces de rechange pour l'entretien et la réparation des APRIA du SIM (montant estimé : 895 205,06 $ taxes incluses).

CG12 0125 - 18 avril 2012 - Conclure avec la firme CMP Mayer inc., fournisseur unique, une entente-cadre d'une durée de 12 mois, pour la fourniture de pièces de rechange pour l'entretien et la réparation des APRIA du SIM (montant estimé : 629 787,42 $, taxes incluses).

CE04 2249 - 24 novembre 2004 - Approuver le transfert du contrat d'acquisition d'équipements additionnels, de la firme Levitt Sécurité inc., adjudicataire du contrat en 2001, à Bacou-Dalloz USA Safety inc., aux fins de remplir les obligations auxquelles cette dernière était assujettie aux termes de la garantie qu'elle avait émise, notamment celle découlant de l'option exercée par la Ville le 4 août 2004 (résolution CE04 1465). Approuver un projet de cession et transaction entre Levitt-Sécurité ltée, Bacou-Dalloz USA Safety inc., CPM Mayer inc. et la Ville de Montréal à cet effet.

CE04 1465 - 4 août 2004 - Autoriser une dépense de 906 471,54 $, taxes incluses, pour l'acquisition de 205 APRIA et de 360 cylindres d'air respirable, comprenant tous les frais accessoires le cas échéant, d'approuver à cette fin la prolongation, jusqu'au 31 décembre 2004, du contrat accordé à Levitt Sécurité (CO01 02770), aux mêmes conditions que celles prévues en 2001, le tout conformément à la clause 14 des renseignements complémentaires de l'appel d'offres public 01-7174 et aux dispositions de l'article 573.3, premier alinéa, deuxième paragraphe, de la *Loi sur les cités et villes* (L.R.Q., c. C-19).

C0 01 02770 - 5 octobre 2001 - Autoriser une dépense de 2 129 679,84 $ pour l'achat et les aménagements nécessaires à l'entreposage de 376 APRIA, 1010 cylindres d'air respirable de marque Survivair et de 50 systèmes de communication de marque Savox adaptables à nos radios portatifs de marque Motorola XTS 3000R - Accorder les contrats à Levitt Sécurité ltée pour la fourniture des articles du groupe A au montant de 1 840 729,53 $ et Aréo-Feu ltée pour la fourniture des articles du groupe B au montant de 58 950,31 $, au prix de leurs soumissions conformément à l'appel d'offres no. 01-7174 pour une période n'excédant pas le 31 décembre 2003 - Voter à cette fin des crédits de 2 055 623,83 $ incluant les dépenses incidentes - (5 soumissions).

DESCRIPTION

L'entente-cadre prévoit l'acquisition de 733 APRIA, de 2 720 parties faciales pour le remplacement des parties faciales individuelles des pompiers et des chefs, de 2 350 cylindres 45 minutes et de tous les équipements et des accessoires requis.
Dans le but de maintenir le parc d'APRIA opérationnel, l'entente-cadre prévoit la fourniture des pièces de remplacement et le maintien d'une consignation de ces pièces pour les APRIA et les équipements pour une période de 10 ans. L'entretien et les réparations des APRIA et équipements seront réalisés par les pompiers de la Division des ressources matérielles. Une formation initiale des techniciens pompiers du Service est également prévue.

L'adjudicataire devra fournir le personnel et les outils de formation pour assurer la formation du personnel pompier.

L'adjudicataire verra au déploiement et à la mise en service des APRIA dans un délai de 120 jours calendrier suite à l'octroi du contrat.

JUSTIFICATION

Tableau des preneurs de cahiers de charge.

Preneurs du cahier de charge	Soumissions déposées		% de preneurs soumissionnaires
	Oui	Non	
7	3	4	42,9%

Motifs de non dépôt de soumissions :
- achat du cahier de charges à titre informatif : deux (2) firmes;
- changements logistiques dans l'entreprise : une (1) firme;
- aucune réponse : une (1) firme.

Afin de déterminer les critères techniques des APRIA qui répondent aux besoins des pompiers, des essais terrain ont été réalisés par une équipe de pompiers. Les résultats de ces essais ont ensuite été présentés au comité de santé et sécurité du SIM (CSS). Les critères techniques recommandés par le CSS ont servi à la préparation du devis technique.

Les soumissions ont d'abord fait l'objet d'une analyse de conformité technique par un comité technique et, par la suite, ont été soumis à un comité de sélection qui a procédé à leur évaluation selon une grille d'évaluation. Au terme de ces étapes, toutes les soumissions se sont avérées conformes. Le contrat est octroyé sur la base de la grille d'évaluation au soumissionnaire ayant obtenu le plus haut pointage final.

Contrat octroyé à la suite d'un système de pondération incluant le prix

Soumissions conformes	Note	Total
Boivin & Gauvin inc.	85,7	9 932 508,85 $
Aréo-Feu ltée	83,6	11 434 490,83 $
CMP Mayer inc.	75,7	9 132 467,09 $
Dernière estimation réalisée ($)		10 602 656,99 $
Écart entre l'adjudicatire et la dernière estimation ($) (l'adjudicataire - estimation)		-670 148,14 $
Écart entre l'adjudicataire et la demière estiamtion (%) ((l'adjudicataire - estimation) / estimation) x 100		-6,32%
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note et l'adjudicatire ($) (2ème meilleure note - adjudicataire)		1 501 981,98 $
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note et l'adjudicataire (%) ((2ème meilleure note - adjudicataire) / adjudicataire) x 100		15,12%

En vertu du Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (CG11 0082), le dossier sera soumis à ladite commission pour étude. Il s'agit d'une entente-cadre d'acquisition de plus de 10 M$.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses prévues à cette entente-cadre seront assumées comme suit :
La dépense totale de 10 201 548,20 $ comprend l'acquisition des APRIA et des équipements pour un montant de 6 816 937,92 $ et la fourniture des pièces de remplacement pour leur entretien pour une période de 10 ans pour un montant de 3 384 610,28 $.

L'acquisition des APRIA, des parties faciales, des équipements et des accessoires au montant de 6 816 937,92 $, taxes incluses et incluant des contingences de 324 616,09 $ pour ajuster les prix en fonction de la variation du taux de change, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 14-021 – Règlement autorisant un emprunt de 15 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'équipements spécialisés pour la sécurité incendie du Service de sécurité incendie de Montréal.

Une dépense de 3 384 610,28 $, incluant les taxes et des contingences de 5 % (161 171,28 $) pour une variation du taux de change, pour la fourniture de pièces et accessoires pour l'entretien des APRIA et des équipements pour les 10 prochaines années sera assumée par le budget de fonctionnement du Service de sécurité incendie.

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Total
164 579,61	174 055,41	195 441,79	394 717,99	469 837,56	354 727,25	369 683,64	402 217,31	420 729,11	438 620,61	3 384 610,28

Ces dépenses seront assumées à 100 % par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Dans un souci de développement durable, le SIM a prévu à l'entente-cadre une option de rachat des appareils actuellement en service en vue de leur récupération, réutilisation et/ou recyclage.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La plateforme APRIA actuellement en usage au SIM n'est plus fabriquée par la compagnie Honeywell en raison de la mise en marché d'une nouvelle plateforme APRIA répondant aux nouvelles normes, soit la norme NFPA 1983, édition 2013. En conséquence, la disponibilité des pièces est compromise. De plus, les actuels APRIA du SIM ont atteint leur durée de vie.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Non applicable

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats : mars 2016
Conclusion de l'entente-cadre : 24 mars 2016
Émission du bon de commande : fin mars 2016.
Dépôt des outils de formation par le fournisseur : 30 jours suite à la conclusion de l'entente-cadre
Formation et implantation : période de 120 jours à compter de la conclusion de l'entente-cadre.
Mise en service des APRIA : 120 jours calendrier après la conclusion de l'entente-cadre

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Dana Roxana RACASAN OANCEA)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Suzanne DAGHER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvain LECOURS
Chef aux opérations

Tél : 514 872-4730
Télécop. : 514 872-7443

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-26

Sylvie GIRARD
Chef de division

Tél : 514 872-4711
Télécop. : 514 872-7507

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Patrick TAILLEFER
Directeur adjoint
Tél :
Approuvé le : 2016-02-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

François SIM MASSÉ
Directeur
Tél : 514 872-3761
Approuvé le : 2016-02-26

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1162645002

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction de la prévention et de la planification , Division des ressources matérielles
Objet :	Conclure avec Boivin & Gauvin inc. une entente-cadre pour la fourniture d'appareils de protection respiratoire isolant autonome (APRIA) ainsi que pour la fourniture de pièces et accessoires pour leur entretien, pour une période de 120 mois - Appel d'offres public 15-14691 - (3 soumissionnaires) - Montant estimé de 9 932 508,85 $, taxes incluses / Autoriser une dépense de 10 201 548,20 $, taxes incluses pour l'acquisition d'APRIA, d'équipements et accessoires et la fourniture de pièces de remplacement pour leur entretien pour une période de 120 mois

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Intervention.pdf Tableau comité sélection_2016-01-26.pdf 15-14691 Det Cah Final.pdf

15-14691 Tableau prix.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Dana Roxana RACASAN OANCEA
Agente d'approvisionnement
Tél : 514 872-6717

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-25

Danielle CHAURET
Chef de séction
Tél : 514 872-1027
Division : Service de l'approvisionnement

15-14691 - SIM – Appareils de protection respiratoire isolants autonomes (APRIA/SCBA)

FIRME	Présentation 5%	Implantation 15%	Service après-vente 20%	Prix 60%	Pointage total 100%	Rang
ARÉO-FEU LTÉE	5,00	13,67	17,00	47,90	83,6	
CPM MAYER INC.	1,67	6,67	7,33	60,00	75,7	
BOIVIN ET GAUVIN INC.	3,83	12,00	14,67	55,20	85,7	1
Agent d'approvisionnement	**Roxana Racasan Oancea**					

Comité	
Date	**mardi 26-01-2016**
Heure	**13h30**
Lieu	**9515, rue St-Hubert, Salle de direction**

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 15-14691 — No du GDD : 1162645002

Titre de l'appel d'offres : SIM - Appareils de protection respiratoire isolants autonomes (APRIA/SCBA)

Type d'adjudication : Système de pondération incluant le prix (à une enveloppe)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 26 - 10 - 2015

Ouverture originalement prévue le : 23 - 11 - 2015

Ouverture faite le : 23 - 11 - 2015

Date du comité de sélection : 26 - 1 - 2016

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 18 - 11 - 2015

Délai total accordé aux soumissionnaires : 27 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 7

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 42,86

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 21 - 5 - 2016

Date d'échéance révisée :

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
BOIVIN ET GAUVIN INC.	9 932 508,85 $	√	
ÉQUIPEMENT INCENDIES CMP MAYER	9 132 467,09 $		
ARÉO-FEU LTÉE	11 434 490,83 $		

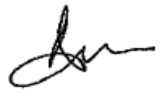
Information additionnelle

Raisons de non soumission:
- achat du cahier de charges à titre informatif: deux (2) firmes;
- changements logistiques dans l'entreprise: une (1) firme;
- aucune réponse: une (1) firme.

Préparé par : Roxana Racasan Oancea — Le 27 - 1 - 2016

Tableau comparatif des prix reçus

#	Objet	Informations
1	Nom de l'agent d'approvisionnement	Roxana Racasan Oancea
2	Titre de l'appel d'offres	SIM - Appareils de protection respiratoire isolants autonomes (APRIA/SCBA)
3	Description (si nécessaire en complétement du titre)	
4	No de l'appel d'offres	15-14691
5	**Préposée au secrétariat**	**Annie Emond (jeudi 26 novembre 2015)**
6	Type de solicitation	Publique
7	Date d'ouverture	Lundi 23 novembre 2015
8	Service requérant	Service de Sécurité incendie de Montréal
9	Requérant	Sylvie Girard



#	Soumissionnaire	Commentaires	Condition de paiement	Garantie de soumission	%/ $	Délai de livraison	Conformité	No de soumission
1	ÉQUIPEMENTS INCENDIES CMP MAYER	Cautionnement de 750 000,00 $	Net 30 jours	Fournie	$		Conforme	16348
2	AREO-FEU LTÉE	Cautionnement de 750 000,00 $	Net 30 jours	Fournie	$		Conforme	16349
3	BOIVIN ET GAUVIN INC.	Cautionnement de 750 000,00 $	Net 30 jours	Fournie	$		Conforme	16350
4								
5								

Agent d'approvisionnement	Numéro de l'appel d'offres:	15-14691	Titre de l'appel d'offres:	SIM - Appareils de protection respiratoire isolants autonomes (APRIA/SCBA)
Roxana Racasan Oancea	ÉQUIPEMENTS INCENDIES CMP MAYER	AREO-FEU LTÉE	BOIVIN ET GAUVIN INC.	

No	Articles	Terme	Qté	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
	SECTION A										
1	Partie faciale (réf. Devis art. 2.1)	1	2720	280,00 $	761 600,00 $	281,77 $	766 414,40 $	336,76 $	915 987,20 $		
2	Cylindre 45 minutes (réf. Devis art. 2.2)	1	2350	595,00 $	1 398 250,00 $	1 130,77 $	2 657 309,50 $	851,14 $	2 000 179,00 $		
3	Cylindre 60 minutes (réf. Devis art. 2.3)	1	100	650,00 $	65 000,00 $	1 377,13 $	137 713,00 $	887,46 $	88 746,00 $		
4	APRIA (robinetterie, harnais, appareil) (réf. Devis art. 2.2 à 2.5)	1	721	5 085,00 $	3 666 285,00 $	5 331,58 $	3 844 069,18 $	2 931,83 $	2 113 849,43 $		
5	Chariot d'alimentation en air (réf. Devis art. 3.1)	1	10	2 500,00 $	25 000,00 $	4 816,36 $	48 163,60 $	3 093,21 $	30 932,10 $		
6	en espaces clos (réf. Devis art. 3.2)	1	47	1 900,00 $	89 300,00 $	536,30 $	25 206,10 $	1 257,10 $	59 083,70 $		
7	Cylindre 15 minutes pour espace clos (réf. Devis art. 3.2)	1	58	525,00 $	30 450,00 $	738,24 $	42 817,92 $	775,99 $	45 007,42 $		
8	Section de 10 pieds (réf. Devis art. 3,3)	1	32	135,00 $	4 320,00 $	116,46 $	3 726,72 $	91,10 $	2 915,20 $		
9	d'urgence Section de 100 pieds (réf. Devis art. 3.4)	1	24	385,00 $	9 240,00 $	405,57 $	9 733,68 $	153,18 $	3 676,32 $		
10	«Posicheck» incluant le logiciel diagnostic (réf. Devis art. 3.5)	1	2	2 000,00 $	4 000,00 $	16 959,13 $	33 918,26 $	11 909,01 $	23 818,02 $		
11	Mise à niveau des appareils de diagnostic «Posicheck» existant	1	4	1 950,00 $	7 800,00 $	1 127,13 $	4 508,52 $	2 058,23 $	8 232,92 $		
12	Mise à niveau de Fit tester existant	1	5	1 100,00 $	5 500,00 $	29,81 $	149,05 $	75,85 $	379,25 $		
13	rapide (RIT) (réf. Devis art. 3.6)	1	20	2 900,00 $	58 000,00 $	4 692,29 $	93 845,80 $	1 428,56 $	28 571,20 $		
14	Adaptateurs variés (réf. Devis art. 3.7.1 à 3.7.7)	1	1	35 000,00 $	35 000,00 $	15 143,15 $	15 143,15 $	79 876,44 $	79 876,44 $		
15	Adaptateur pour cartouche CBRN (réf. Devis art. 3.7.8)	1	500	75,00 $	37 500,00 $	29,81 $	14 905,00 $	102,84 $	51 420,00 $		
16	équipements en place (incluant le système de communication CON	1	1	55 000,00 $	55 000,00 $	i	inclus	28 684,30 $	28 684,30 $		
17	Implantation – Ajustement banc support d'APRIA.	1	1	46 500,00 $	46 500,00 $	i	inclus	21 937,50 $	21 937,50 $		
18	Implantation – Formation (incluant DVD, documentation, formateurs, etc.).	1	1	0,00 $	0,00 $	i	inclus	50 480,27 $	50 480,27 $		
	Montant Sous-total - Section A	1	1		**6 298 745,00 $**		**7 697 623,88 $**		**5 553 776,27 $**		
	SECTION B - Pièces d'entretien										
	Partie faciale (réf. Devis art. 2.1) - Année 1	1	2720	6,35 $	17 272,00 $	14,59 $	39 684,80 $	27,38 $	74 473,60 $		
	Partie faciale (réf. Devis art. 2.1) - Année 2	1	2720	6,36 $	17 299,20 $	14,81 $	40 283,20 $	31,24 $	84 972,80 $		
	Partie faciale (réf. Devis art. 2.1) - Année 3	1	2720	6,44 $	17 516,80 $	15,03 $	40 881,60 $	37,02 $	100 694,40 $		

Agent d'approvisionnement	Numéro de l'appel d'offres:	15-14691	Titre de l'appel d'offres:	SIM - Appareils de protection respiratoire isolants autonomes (APRIA/SCBA)
Roxana Racasan Oancea	ÉQUIPEMENTS INCENDIES CMP MAYER	AREO-FEU LTÉE	BOIVIN ET GAUVIN INC.	

No	Articles	Terme	Qté	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
19	Partie faciale (réf. Devis art. 2.1) - Année 4	1	2720	6,53 $	17 761,60 $	15,26 $	41 507,20 $	88,69 $	241 236,80 $				
	Partie faciale (réf. Devis art. 2.1) - Année 5	1	2720	6,89 $	18 740,80 $	15,49 $	42 132,80 $	104,11 $	283 179,20 $				
	Partie faciale (réf. Devis art. 2.1) - Année 6	1	2720	7,20 $	19 584,00 $	15,72 $	42 758,40 $	71,76 $	195 187,20 $				
	Partie faciale (réf. Devis art. 2.1) - Année 7	1	2720	7,50 $	20 400,00 $	15,96 $	43 411,20 $	71,52 $	194 534,40 $				
	Partie faciale (réf. Devis art. 2.1) - Année 8	1	2720	7,73 $	21 025,60 $	16,20 $	44 064,00 $	86,95 $	236 504,00 $				
	Partie faciale (réf. Devis art. 2.1) - Année 9	1	2720	8,06 $	21 923,20 $	16,44 $	44 716,80 $	90,35 $	245 752,00 $				
	Partie faciale (réf. Devis art. 2.1) - Année 10	1	2720	8,20 $	22 304,00 $	16,69 $	45 396,80 $	97,62 $	265 526,40 $				
20	Cylindre 45 minutes (réf. Devis art. 2.2) - Année 1	1	2350	2,02 $	4 747,00 $	4,85 $	11 397,50 $	1,02 $	2 397,00 $				
	Cylindre 45 minutes (réf. Devis art. 2.2) - Année 2	1	2350	2,02 $	4 747,00 $	4,92 $	11 562,00 $	0,92 $	2 162,00 $				
	Cylindre 45 minutes (réf. Devis art. 2.2) - Année 3	1	2350	2,03 $	4 770,50 $	4,99 $	11 726,50 $	0,73 $	1 715,50 $				
	Cylindre 45 minutes (réf. Devis art. 2.2) - Année 4	1	2350	2,03 $	4 770,50 $	5,07 $	11 914,50 $	0,74 $	1 739,00 $				
	Cylindre 45 minutes (réf. Devis art. 2.2) - Année 5	1	2350	2,09 $	4 911,50 $	5,14 $	12 079,00 $	4,76 $	11 186,00 $				
	Cylindre 45 minutes (réf. Devis art. 2.2) - Année 6	1	2350	2,15 $	5 052,50 $	5,22 $	12 267,00 $	3,51 $	8 248,50 $				
	Cylindre 45 minutes (réf. Devis art. 2.2) - Année 7	1	2350	2,22 $	5 217,00 $	5,30 $	12 455,00 $	3,63 $	8 530,50 $				
	Cylindre 45 minutes (réf. Devis art. 2.2) - Année 8	1	2350	2,27 $	5 334,50 $	5,38 $	12 643,00 $	3,73 $	8 765,50 $				
	Cylindre 45 minutes (réf. Devis art. 2.2) - Année 9	1	2350	2,35 $	5 522,50 $	5,46 $	12 831,00 $	3,84 $	9 024,00 $				
	Cylindre 45 minutes (réf. Devis art. 2.2) - Année 10	1	2350	2,42 $	5 687,00 $	5,54 $	13 019,00 $	3,96 $	9 306,00 $				
21	Cylindre 60 minutes (réf. Devis art. 2.2) - Année 1	1	100	2,02 $	202,00 $	5,01 $	501,00 $	4,86 $	486,00 $				
	Cylindre 60 minutes (réf. Devis art. 2.2) - Année 2	1	100	2,02 $	202,00 $	5,08 $	508,00 $	4,34 $	434,00 $				
	Cylindre 60 minutes (réf. Devis art. 2.2) - Année 3	1	100	2,03 $	203,00 $	5,16 $	516,00 $	3,43 $	343,00 $				
	Cylindre 60 minutes (réf. Devis art. 2.2) - Année 4	1	100	2,03 $	203,00 $	5,23 $	523,00 $	3,54 $	354,00 $				
	Cylindre 60 minutes (réf. Devis art. 2.2) - Année 5	1	100	2,09 $	209,00 $	5,31 $	531,00 $	4,91 $	491,00 $				
	Cylindre 60 minutes (réf. Devis art. 2.2) - Année 6	1	100	2,15 $	215,00 $	5,39 $	539,00 $	3,75 $	375,00 $				
	Cylindre 60 minutes (réf. Devis art. 2.2) - Année 7	1	100	2,22 $	222,00 $	5,47 $	547,00 $	0,98 $	98,00 $				

Agent d'approvisionnement	Numéro de l'appel d'offres:	15-14691	Titre de l'appel d'offres:	SIM - Appareils de protection respiratoire isolants autonomes (APRIA/SCBA)

Roxana Racasan Oancea	ÉQUIPEMENTS INCENDIES CMP MAYER	AREO-FEU LTÉE	BOIVIN ET GAUVIN INC.		

No	Articles	Terme	Qté	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
	Cylindre 60 minutes (réf. Devis art. 2.2) - Année 8	1	100	2,27 $	227,00 $	5,56 $	556,00 $	3,99 $	399,00 $				
	Cylindre 60 minutes (réf. Devis art. 2.2) - Année 9	1	100	2,35 $	235,00 $	5,64 $	564,00 $	1,04 $	104,00 $				
	Cylindre 60 minutes (réf. Devis art. 2.2) - Année 10	1	100	2,42 $	242,00 $	5,72 $	572,00 $	4,23 $	423,00 $				
22	APRIA (réf. Devis art. 2.2 à 2.5) (robinetterie, harnais, appareil) Année 1	1	721	78,86 $	56 858,06 $	127,59 $	91 992,39 $	43,76 $	31 550,96 $				
	APRIA (réf. Devis art. 2.2 à 2.5) (robinetterie, harnais, appareil) Année 2	1	721	78,87 $	56 865,27 $	129,31 $	93 232,51 $	43,71 $	31 514,91 $				
	APRIA (réf. Devis art. 2.2 à 2.5) (robinetterie, harnais, appareil) Année 3	1	721	79,40 $	57 247,40 $	131,07 $	94 501,47 $	52,32 $	37 722,72 $				
	APRIA (réf. Devis art. 2.2 à 2.5) (robinetterie, harnais, appareil) Année 4	1	721	79,92 $	57 622,32 $	132,84 $	95 777,64 $	83,44 $	60 160,24 $				
	APRIA (réf. Devis art. 2.2 à 2.5) (robinetterie, harnais, appareil) Année 5	1	721	82,75 $	59 662,75 $	134,65 $	97 082,65 $	97,00 $	69 937,00 $				
	APRIA (réf. Devis art. 2.2 à 2.5) (robinetterie, harnais, appareil) Année 6	1	721	108,85 $	78 480,85 $	136,48 $	98 402,08 $	90,84 $	65 495,64 $				
	APRIA (réf. Devis art. 2.2 à 2.5) (robinetterie, harnais, appareil) Année 7	1	721	112,70 $	81 256,70 $	138,34 $	99 743,14 $	105,93 $	76 375,53 $				
	APRIA (réf. Devis art. 2.2 à 2.5) (robinetterie, harnais, appareil) Année 8	1	721	116,65 $	84 104,65 $	140,22 $	101 098,62 $	83,38 $	60 116,98 $				
	APRIA (réf. Devis art. 2.2 à 2.5) (robinetterie, harnais, appareil) Année 9	1	721	120,80 $	87 096,80 $	142,14 $	102 482,94 $	90,94 $	65 567,74 $				
	APRIA (réf. Devis art. 2.2 à 2.5) (robinetterie, harnais, appareil) Année 10	1	721	125,05 $	90 161,05 $	144,08 $	103 881,68 $	81,96 $	59 093,16 $				
23	Chariot d'alimentation en air (réf. Devis art. 3.1) - Année 1	1	10	10,00 $	100,00 $	0,00 $	0,00 $	157,45 $	1 574,50 $				
	Chariot d'alimentation en air (réf. Devis art. 3.1) - Année 2	1	10	10,00 $	100,00 $	0,00 $	0,00 $	140,55 $	1 405,50 $				
	Chariot d'alimentation en air (réf. Devis art. 3.1) - Année 3	1	10	10,00 $	100,00 $	0,00 $	0,00 $	111,36 $	1 113,60 $				
	Chariot d'alimentation en air (réf. Devis art. 3.1) - Année 4	1	10	10,00 $	100,00 $	0,00 $	0,00 $	114,70 $	1 147,00 $				
	Chariot d'alimentation en air (réf. Devis art. 3.1) - Année 5	1	10	10,00 $	100,00 $	0,00 $	0,00 $	118,14 $	1 181,40 $				
	Chariot d'alimentation en air (réf. Devis art. 3.1) - Année 6	1	10	10,00 $	100,00 $	0,00 $	0,00 $	121,68 $	1 216,80 $				

Agent d'approvisionnement	Numéro de l'appel d'offres:	15-14691	Titre de l'appel d'offres:	SIM - Appareils de protection respiratoire isolants autonomes (APRIA/SCBA)

Roxana Racasan Oancea	ÉQUIPEMENTS INCENDIES CMP MAYER	AREO-FEU LTÉE	BOIVIN ET GAUVIN INC.		

No	Articles	Terme	Qté	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
	Chariot d'alimentation en air (réf. Devis art. 3.1) - Année 7	1	10	10,00 $	100,00 $	0,00 $	0,00 $	125,33 $	1 253,30 $				
	Chariot d'alimentation en air (réf. Devis art. 3.1) - Année 8	1	10	10,00 $	100,00 $	0,00 $	0,00 $	129,09 $	1 290,90 $				
	Chariot d'alimentation en air (réf. Devis art. 3.1) - Année 9	1	10	10,00 $	100,00 $	0,00 $	0,00 $	132,97 $	1 329,70 $				
	Chariot d'alimentation en air (réf. Devis art. 3.1) - Année 10	1	10	10,00 $	100,00 $	0,00 $	0,00 $	136,96 $	1 369,60 $				
24	Appareil respiratoire pour intervention en espaces clos (réf. Devis art. 3.2) Année 1	1	47	0,25 $	11,75 $	0,00 $	0,00 $	64,07 $	3 011,29 $				
	Appareil respiratoire pour intervention en espaces clos (réf. Devis art. 3.2) Année 2	1	47	0,25 $	11,75 $	0,00 $	0,00 $	57,19 $	2 687,93 $				
	Appareil respiratoire pour intervention en espaces clos (réf. Devis art. 3.2) Année 3	1	47	0,25 $	11,75 $	0,00 $	0,00 $	45,32 $	2 130,04 $				
	Appareil respiratoire pour intervention en espaces clos (réf. Devis art. 3.2) Année 4	1	47	0,25 $	11,75 $	0,00 $	0,00 $	46,67 $	2 193,49 $				
	Appareil respiratoire pour intervention en espaces clos (réf. Devis art. 3.2) Année 5	1	47	0,27 $	12,69 $	0,00 $	0,00 $	48,08 $	2 259,76 $				
	Appareil respiratoire pour intervention en espaces clos (réf. Devis art. 3.2) Année 6	1	47	0,28 $	13,16 $	0,00 $	0,00 $	49,52 $	2 327,44 $				
	Appareil respiratoire pour intervention en espaces clos (réf. Devis art. 3.2) Année 7	1	47	0,29 $	13,63 $	0,00 $	0,00 $	51,00 $	2 397,00 $				
	Appareil respiratoire pour intervention en espaces clos (réf. Devis art. 3.2) Année 8	1	47	0,30 $	14,10 $	0,00 $	0,00 $	52,53 $	2 468,91 $				
	Appareil respiratoire pour intervention en espaces clos (réf. Devis art. 3.2) Année 9	1	47	0,31 $	14,57 $	0,00 $	0,00 $	54,11 $	2 543,17 $				
	Appareil respiratoire pour intervention en espaces clos (réf. Devis art. 3.2) Année 10	1	47	0,32 $	15,04 $	0,00 $	0,00 $	55,73 $	2 619,31 $				
	Cylindre 15 minutes pour espace clos (réf. Devis art. 3.2) - Année 1	1	58	53,20 $	3 085,60 $	0,00 $	0,00 $	0,99 $	57,42 $				
	Cylindre 15 minutes pour espace clos (réf. Devis art. 3.2) - Année 2	1	58	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,88 $	51,04 $				
	Cylindre 15 minutes pour espace clos (réf. Devis art. 3.2) - Année 3	1	58	53,20 $	3 085,60 $	0,00 $	0,00 $	0,70 $	40,60 $				
	Cylindre 15 minutes pour espace clos (réf. Devis art. 3.2) - Année 4	1	58	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,72 $	41,76 $				
25	Cylindre 15 minutes pour espace clos (réf. Devis art. 3.2) - Année 5	1	58	109,60 $	6 356,80 $	0,00 $	0,00 $	0,74 $	42,92 $				

Agent d'approvisionnement	Numéro de l'appel d'offres:	15-14691	Titre de l'appel d'offres:	SIM - Appareils de protection respiratoire isolants autonomes (APRIA/SCBA)

	Roxana Racasan Oancea			ÉQUIPEMENTS INCENDIES CMP MAYER		AREO-FEU LTÉE		BOIVIN ET GAUVIN INC.					
No	**Articles**	**Terme**	**Qté**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**
25	Cylindre 15 minutes pour espace clos (réf. Devis art. 3.2) - Année 6	1	58	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,77 $	44,66 $				
	Cylindre 15 minutes pour espace clos (réf. Devis art. 3.2) - Année 7	1	58	116,27 $	6 743,66 $	0,00 $	0,00 $	0,79 $	45,82 $				
	Cylindre 15 minutes pour espace clos (réf. Devis art. 3.2) - Année 8	1	58	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,81 $	46,98 $				
	Cylindre 15 minutes pour espace clos (réf. Devis art. 3.2) - Année 9	1	58	123,36 $	7 154,88 $	0,00 $	0,00 $	0,84 $	48,72 $				
	Cylindre 15 minutes pour espace clos (réf. Devis art. 3.2) - Année 10	1	58	63,53 $	3 684,74 $	0,00 $	0,00 $	0,86 $	49,88 $				
26	Boyau pour nacelle (réf. Devis art. 3,3) Section de 10 pieds - Année 1	1	32	4,92 $	157,44 $	10,13 $	324,16 $	11,93 $	381,76 $				
	Boyau pour nacelle (réf. Devis art. 3,3) Section de 10 pieds - Année 2	1	32	4,92 $	157,44 $	10,28 $	328,96 $	10,65 $	340,80 $				
	Boyau pour nacelle (réf. Devis art. 3,3) Section de 10 pieds - Année 3	1	32	4,93 $	157,76 $	10,43 $	333,76 $	8,44 $	270,08 $				
	Boyau pour nacelle (réf. Devis art. 3,3) Section de 10 pieds - Année 4	1	32	4,93 $	157,76 $	10,59 $	338,88 $	8,69 $	278,08 $				
	Boyau pour nacelle (réf. Devis art. 3,3) Section de 10 pieds - Année 5	1	32	5,08 $	162,56 $	10,75 $	344,00 $	8,95 $	286,40 $				
	Boyau pour nacelle (réf. Devis art. 3,3) Section de 10 pieds - Année 6	1	32	5,23 $	167,36 $	10,91 $	349,12 $	9,22 $	295,04 $				
	Boyau pour nacelle (réf. Devis art. 3,3) Section de 10 pieds - Année 7	1	32	5,39 $	172,48 $	11,07 $	354,24 $	9,50 $	304,00 $				
	Boyau pour nacelle (réf. Devis art. 3,3) Section de 10 pieds - Année 8	1	32	5,55 $	177,60 $	11,24 $	359,68 $	9,78 $	312,96 $				
	Boyau pour nacelle (réf. Devis art. 3,3) Section de 10 pieds - Année 9	1	32	5,72 $	183,04 $	11,41 $	365,12 $	10,08 $	322,56 $				
	Boyau pour nacelle (réf. Devis art. 3,3) Section de 10 pieds - Année 10	1	32	5,89 $	188,48 $	11,58 $	370,56 $	10,38 $	332,16 $				
	Boyau pour enrouleur d'alimentation d'urgence (réf. Devis art. 3.4) Section de 100 pieds - Année 1	1	24	19,50 $	468,00 $	0,00 $	0,00 $	19,82 $	475,68 $				
	Boyau pour enrouleur d'alimentation d'urgence (réf. Devis art. 3.4) Section de 100 pieds - Année 2	1	24	19,50 $	468,00 $	0,00 $	0,00 $	17,70 $	424,80 $				

Agent d'approvisionnement	Numéro de l'appel d'offres:	15-14691	Titre de l'appel d'offres:	SIM - Appareils de protection respiratoire isolants autonomes (APRIA/SCBA)
Roxana Racasan Oancea	ÉQUIPEMENTS INCENDIES CMP MAYER	AREO-FEU LTÉE	BOIVIN ET GAUVIN INC.	

No	Articles	Terme	Qté	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
27	Boyau pour enrouleur d'alimentation d'urgence (réf. Devis art. 3.4) Section de 100 pieds - Année 3	1	24	19,50 $	468,00 $	0,00 $	0,00 $	14,02 $	336,48 $				
	Boyau pour enrouleur d'alimentation d'urgence (réf. Devis art. 3.4) Section de 100 pieds - Année 4	1	24	19,50 $	468,00 $	0,00 $	0,00 $	14,44 $	346,56 $				
	Boyau pour enrouleur d'alimentation d'urgence (réf. Devis art. 3.4) Section de 100 pieds - Année 5	1	24	20,00 $	480,00 $	0,00 $	0,00 $	14,88 $	357,12 $				
	Boyau pour enrouleur d'alimentation d'urgence (réf. Devis art. 3.4) Section de 100 pieds - Année 6	1	24	20,50 $	492,00 $	0,00 $	0,00 $	15,35 $	368,40 $				
	Boyau pour enrouleur d'alimentation d'urgence (réf. Devis art. 3.4) Section de 100 pieds - Année 7	1	24	21,50 $	516,00 $	0,00 $	0,00 $	15,78 $	378,72 $				
	Boyau pour enrouleur d'alimentation d'urgence (réf. Devis art. 3.4) Section de 100 pieds - Année 8	1	24	22,00 $	528,00 $	0,00 $	0,00 $	16,26 $	390,24 $				
	Boyau pour enrouleur d'alimentation d'urgence (réf. Devis art. 3.4) Section de 100 pieds - Année 9	1	24	22,75 $	546,00 $	0,00 $	0,00 $	16,74 $	401,76 $				
	Boyau pour enrouleur d'alimentation d'urgence (réf. Devis art. 3.4) Section de 100 pieds - Année 10	1	24	23,25 $	558,00 $	0,00 $	0,00 $	17,25 $	414,00 $				
	Appareil de diagnostic modèle «Posicheck» incluant le logiciel diagnostic (réf. Devis art. 3.5) - Année 1	1	2	1 150,00 $	2 300,00 $	2 531,25 $	5 062,50 $	1 601,34 $	3 202,68 $				
	Appareil de diagnostic modèle «Posicheck» incluant le logiciel diagnostic (réf. Devis art. 3.5) - Année 2	1	2	1 185,00 $	2 370,00 $	2 569,22 $	5 138,44 $	1 429,47 $	2 858,94 $				
	Appareil de diagnostic modèle «Posicheck» incluant le logiciel diagnostic (réf. Devis art. 3.5) - Année 3	1	2	1 220,00 $	2 440,00 $	2 607,76 $	5 215,52 $	1 132,58 $	2 265,16 $				
	Appareil de diagnostic modèle «Posicheck» incluant le logiciel diagnostic (réf. Devis art. 3.5) - Année 4	1	2	1 256,00 $	2 512,00 $	2 646,87 $	5 293,74 $	1 166,56 $	2 333,12 $				

Agent d'approvisionnement	Numéro de l'appel d'offres:	15-14691	Titre de l'appel d'offres:	SIM - Appareils de protection respiratoire isolants autonomes (APRIA/SCBA)
Roxana Racasan Oancea	ÉQUIPEMENTS INCENDIES CMP MAYER	AREO-FEU LTÉE	BOIVIN ET GAUVIN INC.	

No	Articles	Terme	Qté	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
28	Appareil de diagnostic modèle «Posicheck» incluant le logiciel diagnostic (réf. Devis art. 3.5) - Année 5	1	2	1 295,00 $	2 590,00 $	2 686,58 $	5 373,16 $	1 201,56 $	2 403,12 $				
	Appareil de diagnostic modèle «Posicheck» incluant le logiciel diagnostic (réf. Devis art. 3.5) - Année 6	1	2	1 335,00 $	2 670,00 $	2 726,88 $	5 453,76 $	1 237,61 $	2 475,22 $				
	Appareil de diagnostic modèle «Posicheck» incluant le logiciel diagnostic (réf. Devis art. 3.5) - Année 7	1	2	1 375,00 $	2 750,00 $	2 767,78 $	5 535,56 $	1 274,74 $	2 549,48 $				
	Appareil de diagnostic modèle «Posicheck» incluant le logiciel diagnostic (réf. Devis art. 3.5) - Année 8	1	2	1 414,00 $	2 828,00 $	2 809,29 $	5 618,58 $	1 312,98 $	2 625,96 $				
	Appareil de diagnostic modèle «Posicheck» incluant le logiciel diagnostic (réf. Devis art. 3.5) - Année 9	1	2	1 456,00 $	2 912,00 $	2 851,43 $	5 702,86 $	1 352,37 $	2 704,74 $				
	Appareil de diagnostic modèle «Posicheck» incluant le logiciel diagnostic (réf. Devis art. 3.5) - Année 10	1	2	1 500,00 $	3 000,00 $	2 894,21 $	5 788,42 $	1 392,94 $	2 785,88 $				
29	Appareils de diagnostic modèle «Posicheck» existant - Année 1	1	4	1 150,00 $	4 600,00 $	2 531,25 $	10 125,00 $	1 601,34 $	6 405,36 $				
	Appareils de diagnostic modèle «Posicheck» existant - Année 2	1	4	1 185,00 $	4 740,00 $	2 569,22 $	10 276,88 $	1 429,47 $	5 717,88 $				
	Appareils de diagnostic modèle «Posicheck» existant - Année 3	1	4	1 220,00 $	4 880,00 $	2 607,76 $	10 431,04 $	1 132,58 $	4 530,32 $				
	Appareils de diagnostic modèle «Posicheck» existant - Année 4	1	4	1 256,00 $	5 024,00 $	2 646,87 $	10 587,48 $	1 166,56 $	4 666,24 $				
	Appareils de diagnostic modèle «Posicheck» existant - Année 5	1	4	1 295,00 $	5 180,00 $	2 686,58 $	10 746,32 $	1 201,56 $	4 806,24 $				
	Appareils de diagnostic modèle «Posicheck» existant - Année 6	1	4	1 335,00 $	5 340,00 $	2 726,88 $	10 907,52 $	1 137,61 $	4 550,44 $				
	Appareils de diagnostic modèle «Posicheck» existant - Année 7	1	4	1 375,00 $	5 500,00 $	2 767,78 $	11 071,12 $	1 274,74 $	5 098,96 $				
	Appareils de diagnostic modèle «Posicheck» existant - Année 8	1	4	1 414,00 $	5 656,00 $	2 809,29 $	11 237,16 $	1 312,98 $	5 251,92 $				
	Appareils de diagnostic modèle «Posicheck» existant - Année 9	1	4	1 456,00 $	5 824,00 $	2 851,43 $	11 405,72 $	1 352,37 $	5 409,48 $				
	Appareils de diagnostic modèle «Posicheck» existant - Année 10	1	4	1 500,00 $	6 000,00 $	2 894,21 $	11 576,84 $	1 392,94 $	5 571,76 $				
	Appareils pour Fit tester existant - Année 1	1	5	1 350,00 $	6 750,00 $	2 610,10 $	13 050,50 $	16 000,00 $	80 000,00 $				
	Appareils pour Fit tester existant - Année 2	1	5	1 390,00 $	6 950,00 $	2 649,25 $	13 246,25 $	16 000,00 $	80 000,00 $				

Agent d'approvisionnement	Numéro de l'appel d'offres:	15-14691	Titre de l'appel d'offres:	SIM - Appareils de protection respiratoire isolants autonomes (APRIA/SCBA)
Roxana Racasan Oancea	ÉQUIPEMENTS INCENDIES CMP MAYER	AREO-FEU LTÉE	BOIVIN ET GAUVIN INC.	

No	Articles	Terme	Qté	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
30	Appareils pour Fit tester existant - Année 3	1	5	1 435,00 $	7 175,00 $	2 688,99 $	13 444,95 $	1 485,26 $	7 426,30 $				
	Appareils pour Fit tester existant - Année 4	1	5	1 475,00 $	7 375,00 $	2 729,33 $	13 646,65 $	1 529,82 $	7 649,10 $				
	Appareils pour Fit tester existant - Année 5	1	5	1 520,00 $	7 600,00 $	2 770,27 $	13 851,35 $	1 575,71 $	7 878,55 $				
	Appareils pour Fit tester existant - Année 6	1	5	1 565,00 $	7 825,00 $	2 811,82 $	14 059,10 $	1 622,98 $	8 114,90 $				
	Appareils pour Fit tester existant - Année 7	1	5	1 610,00 $	8 050,00 $	2 854,00 $	14 270,00 $	1 671,67 $	8 358,35 $				
	Appareils pour Fit tester existant - Année 8	1	5	1 660,00 $	8 300,00 $	2 896,81 $	14 484,05 $	1 721,82 $	8 609,10 $				
	Appareils pour Fit tester existant - Année 9	1	5	1 710,00 $	8 550,00 $	2 940,26 $	14 701,30 $	1 773,47 $	8 867,35 $				
	Appareils pour Fit tester existant - Année 10	1	5	1 760,00 $	8 800,00 $	2 984,36 $	14 921,80 $	1 826,67 $	9 133,35 $				
31	rapide (RIT) (réf. Devis art. 3.6) - Année 1	1	20	43,75 $	875,00 $	4,10 $	82,00 $	36,40 $	728,00 $				
	rapide (RIT) (réf. Devis art. 3.6) - Année 2	1	20	43,75 $	875,00 $	4,16 $	83,20 $	32,49 $	649,80 $				
	rapide (RIT) (réf. Devis art. 3.6) - Année 3	1	20	43,75 $	875,00 $	4,22 $	84,40 $	25,74 $	514,80 $				
	rapide (RIT) (réf. Devis art. 3.6) - Année 4	1	20	43,75 $	875,00 $	4,29 $	85,80 $	26,51 $	530,20 $				
	rapide (RIT) (réf. Devis art. 3.6) - Année 5	1	20	45,00 $	900,00 $	4,35 $	87,00 $	27,31 $	546,20 $				
	rapide (RIT) (réf. Devis art. 3.6) - Année 6	1	20	46,40 $	928,00 $	4,42 $	88,40 $	28,13 $	562,60 $				
	rapide (RIT) (réf. Devis art. 3.6) - Année 7	1	20	47,75 $	955,00 $	4,48 $	89,60 $	28,97 $	579,40 $				
	rapide (RIT) (réf. Devis art. 3.6) - Année 8	1	20	49,25 $	985,00 $	4,55 $	91,00 $	29,84 $	596,80 $				
	rapide (RIT) (réf. Devis art. 3.6) - Année 9	1	20	50,75 $	1 015,00 $	4,62 $	92,40 $	30,74 $	614,80 $				
	rapide (RIT) (réf. Devis art. 3.6) - Année 10	1	20	52,25 $	1 045,00 $	4,69 $	93,80 $	31,66 $	633,20 $				
	Adaptateurs variés - lot - (réf. Devis art. 3.7.1 à 7.7.7) Année 1	1	1	875,00 $	875,00 $	3 772,80 $	3 772,80 $	1 447,36 $	1 447,36 $				
	Adaptateurs variés - lot - (réf. Devis art. 3.7.1 à 7.7.7) Année 2	1	1	875,00 $	875,00 $	3 829,39 $	3 829,39 $	994,33 $	994,33 $				
	Adaptateurs variés - lot - (réf. Devis art. 3.7.1 à 7.7.7) Année 3	1	1	875,00 $	875,00 $	3 886,83 $	3 886,83 $	1 023,85 $	1 023,85 $				
	Adaptateurs variés - lot - (réf. Devis art. 3.7.1 à 7.7.7) Année 4	1	1	875,00 $	875,00 $	3 945,14 $	3 945,14 $	2 109,45 $	2 109,45 $				

Agent d'approvisionnement	Numéro de l'appel d'offres:	15-14691	Titre de l'appel d'offres:	SIM - Appareils de protection respiratoire isolants autonomes (APRIA/SCBA)
Roxana Racasan Oancea	ÉQUIPEMENTS INCENDIES CMP MAYER	AREO-FEU LTÉE	BOIVIN ET GAUVIN INC.	

No	Articles	Terme	Qté	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
32	Adaptateurs variés - lot - (réf. Devis art. 3.7.1 à 7.7.7) Année 5	1	1	900,00 $	900,00 $	4 004,31 $	4 004,31 $	2 172,50 $	2 172,50 $		
	Adaptateurs variés - lot - (réf. Devis art. 3.7.1 à 7.7.7) Année 6	1	1	925,00 $	925,00 $	4 064,38 $	4 064,38 $	2 237,32 $	2 237,32 $		
	Adaptateurs variés - lot - (réf. Devis art. 3.7.1 à 7.7.7) Année 7	1	1	950,00 $	950,00 $	4 125,34 $	4 125,34 $	2 304,13 $	2 304,13 $		
	Adaptateurs variés - lot - (réf. Devis art. 3.7.1 à 7.7.7) Année 8	1	1	985,00 $	985,00 $	4 187,22 $	4 187,22 $	2 373,74 $	2 373,74 $		
	Adaptateurs variés - lot - (réf. Devis art. 3.7.1 à 7.7.7) Année 9	1	1	1 000,00 $	1 000,00 $	4 250,03 $	4 250,03 $	2 444,65 $	2 444,65 $		
	Adaptateurs variés - lot - (réf. Devis art. 3.7.1 à 7.7.7) Année 10	1	1	1 050,00 $	1 050,00 $	4 313,78 $	4 313,78 $	2 518,39 $	2 518,39 $		
33	Adaptateur pour cartouche CBRN (réf. Devis art. 3.7.8) - Année 1	1	500	1,00 $	500,00 $	0,26 $	130,00 $	2,69 $	1 345,00 $		
	Adaptateur pour cartouche CBRN (réf. Devis art. 3.7.8) - Année 2	1	500	1,00 $	500,00 $	0,26 $	130,00 $	2,40 $	1 200,00 $		
	Adaptateur pour cartouche CBRN (réf. Devis art. 3.7.8) - Année 3	1	500	1,00 $	500,00 $	0,26 $	130,00 $	1,90 $	950,00 $		
	Adaptateur pour cartouche CBRN (réf. Devis art. 3.7.8) - Année 4	1	500	1,00 $	500,00 $	0,27 $	135,00 $	1,96 $	980,00 $		
	Adaptateur pour cartouche CBRN (réf. Devis art. 3.7.8) - Année 5	1	500	1,00 $	500,00 $	0,27 $	135,00 $	2,01 $	1 005,00 $		
	Adaptateur pour cartouche CBRN (réf. Devis art. 3.7.8) - Année 6	1	500	1,00 $	500,00 $	0,28 $	140,00 $	2,08 $	1 040,00 $		
	Adaptateur pour cartouche CBRN (réf. Devis art. 3.7.8) - Année 7	1	500	1,00 $	500,00 $	0,28 $	140,00 $	4,27 $	2 135,00 $		
	Adaptateur pour cartouche CBRN (réf. Devis art. 3.7.8) - Année 8	1	500	1,00 $	500,00 $	0,28 $	140,00 $	4,40 $	2 200,00 $		
	Adaptateur pour cartouche CBRN (réf. Devis art. 3.7.8) - Année 9	1	500	1,00 $	500,00 $	0,29 $	145,00 $	4,54 $	2 270,00 $		
	Adaptateur pour cartouche CBRN (réf. Devis art. 3.7.8) - Année 10	1	500	1,00 $	500,00 $	0,29 $	145,00 $	4,67 $	2 335,00 $		
	Montant Sous-total - Section B	1	1		**1 174 147,44 $**		**1 878 602,29 $**		**2 936 476,14 $**		
	Section C – Équipements en option (référence Devis section A, point 4)										
34	Système de communication en groupe (Team Talk) pour l'ensemble des équipements	1	1	775,00 $	775,00 $	non disponible	non disponible	996,46 $	996,46 $		
35	Système de communication – autres équipements optionnels pour l'ensemble des équipements										

Agent d'approvisionnement		Numéro de l'appel d'offres:	15-14691	Titre de l'appel d'offres:	SIM - Appareils de protection respiratoire isolants autonomes (APRIA/SCBA)
Roxana Racasan Oancea		ÉQUIPEMENTS INCENDIES CMP MAYER	AREO-FEU LTÉE	BOIVIN ET GAUVIN INC.	

No	Articles	Terme	Qté	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
35.1	Veuilllez identifier	1	1	1 950,00 $	1 950,00 $	472,50 $	472,50 $	577,12 $	577,12 $				
35.2	Veuilllez identifier	1	1			40,55 $	40,55 $						
35.3	Veuilllez identifier	1	1			1 546,36 $	1 546,36 $						
36	Équipement de télémétrie – retraçage pour l'ensemble des équipements	1	1	3 075,00 $	3 075,00 $	40,55 $	40,55 $	2 666,53 $	2 666,53 $				
37	Équipement de télémétrie – Système de gestion de l'air pour l'ensemble des équipements	1	1	2 475,00 $	2 475,00 $	2 311,18 $	2 311,18 $	1 490,59 $	1 490,59 $				
38	Équipement de télémétrie – autres équipements optionnels pour l'ensemble des équipements	1	1	7 135,00 $	7 135,00 $	553,94 $	553,94 $	12 121,20 $	12 121,20 $				
39	Dispositiv de partage d'air "copain - copain" (étui inclus)	1	721	700,00 $	504 700,00 $	506,25 $	365 006,25 $	203,52 $	146 737,92 $				
	Montant Sous-total - Section C	1	1		**520 110,00 $**		**369 971,33 $**		**164 589,82 $**				
	Section D – Option de rachat (référence Devis section B)												
40	Rachat d'équipement usagé du SIM (Devis art. 2.3)	1	1	50 000,00 $	50 000,00 $	1 000,00 $	1 000,00 $	16 000,00 $	16 000,00 $				
				Total	7 943 002,44 $	**Total**	9 945 197,50 $	**Total**	8 638 842,23 $	**Total**		**Total**	
				TPS	397 150,12 $	**TPS**	497 259,88 $	**TPS**	431 942,11 $	**TPS**		**TPS**	
				TVQ	792 314,49 $	**TVQ**	992 033,45 $	**TVQ**	861 724,51 $	**TVQ**		**TVQ**	
				TOTAL	9 132 467,05 $	**TOTAL**	11 434 490,83 $	**TOTAL**	9 932 508,85 $	**TOTAL**		**TOTAL**	

Soumissionnaire le moins cher au total →

ÉQUIPEMENTS INCENDIES CMP MAYER	7 943 002,44 $	+ TPS	397 150,12 $	+ TVQ	792 314,49 $	=	**9 132 467,05 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 15-14691
Numéro de référence : 929948
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : SIM - Appareils de protection respiratoire isolants autonomes (APRIA / SCBA)

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Acklands-Grainger Inc. 90 West Beaver Creek Road Richmond Hill, ON, L4B 1E7 NEQ : 1146329009	Monsieur Charlie Gunn Téléphone : 905 707-2961 Télécopieur :	**Commande : (1029283)** 2015-10-27 13 h 24 **Transmission :** 2015-10-27 13 h 24	2517243 - 15-14691 Addenda No 1 (devis) 2015-11-11 10 h 38 - Courriel 2517244 - 15-14691 Addenda No 1 (bordereau) 2015-11-11 10 h 38 - Téléchargement 2518857 - 15-14691 Addenda No 2 2015-11-16 11 h 19 - Courriel 2520276 - 15-14691 Addenda No. 3 2015-11-18 21 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Aréo-feu ltée 5205, J.A. Bombardier Longueuil, QC, J3Z 1G4 NEQ : 1145941218	Madame Jessie Boulay Téléphone : 450 651-2240 Télécopieur : 450 651-1970	**Commande : (1028859)** 2015-10-26 15 h 40 **Transmission :** 2015-10-26 15 h 40	2517243 - 15-14691 Addenda No 1 (devis) 2015-11-11 10 h 38 - Courriel 2517244 - 15-14691 Addenda No 1 (bordereau)

				2015-11-11 10 h 38 - Téléchargement 2518857 - 15-14691 Addenda No 2 2015-11-16 11 h 19 - Courriel 2520276 - 15-14691 Addenda No. 3 2015-11-18 21 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Boivin & Gauvin inc 1416 rue Père-Chaumonot Québec, QC, G2E 1P9 NEQ : 1170146808	Madame Mélissa Trudel Téléphone : 418 872-6552 Télécopieur : 418 872-5499	**Commande : (1028716)** 2015-10-26 13 h 17 **Transmission :** 2015-10-26 13 h 17	2517243 - 15-14691 Addenda No 1 (devis) 2015-11-11 10 h 38 - Courriel 2517244 - 15-14691 Addenda No 1 (bordereau) 2015-11-11 10 h 38 - Téléchargement 2518857 - 15-14691 Addenda No 2 2015-11-16 11 h 19 - Courriel 2520276 - 15-14691 Addenda No. 3 2015-11-18 21 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	CSE Incendie 5990 Vanden Abeele Montréal, QC, H4S 1R9 NEQ : 1161484242	Monsieur Richard Abraham Téléphone : 514 737-2280 Télécopieur : 514 737-2751	**Commande : (1028971)** 2015-10-27 7 h 49 **Transmission :** 2015-10-27 7 h 49	2517243 - 15-14691 Addenda No 1 (devis) 2015-11-11 10 h 38 - Courriel 2517244 - 15-14691 Addenda No 1 (bordereau) 2015-11-11 10 h 38 - Téléchargement 2518857 - 15-14691 Addenda No 2 2015-11-16 11 h 19 - Courriel 2520276 - 15-14691 Addenda No. 3 2015-11-18 21 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	Thibault & Associés. 2250 Andre C Hamel Drummondville, QC, J2C 8B1 NEQ : 1147359138	Monsieur Jean Thibault Téléphone : 819 474-2111 Télécopieur : 877 641-7605	**Commande : (1028728)** 2015-10-26 13 h 34 **Transmission :** 2015-10-26 13 h 34	2517243 - 15-14691 Addenda No 1 (devis) 2015-11-11 10 h 38 - Courriel 2517244 - 15-14691 Addenda No 1 (bordereau) 2015-11-11 10 h 38 - Téléchargement 2518857 - 15-14691 Addenda No 2 2015-11-16 11 h 19 - Courriel 2520276 - 15-14691 Addenda No. 3 2015-11-18 21 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Ville de Gatineau. 476, boulevard Saint-René Est, 2e étage Gatineau, QC, J8P 8A9 NEQ :	Madame Karine Dubois Téléphone : 819 243-2345 Télécopieur : 819 243-2071	**Commande : (1032578)** 2015-11-04 16 h 07 **Transmission :** 2015-11-04 16 h 07	Mode privilégié (devis) : Ne pas recevoir
☐	Ville de Longueuil . 4250, Chemin de la Savane Longueuil, QC, J3Y 9G4 NEQ :	Madame Nathalie Chartrand Téléphone : 450 463-7100 Télécopieur : 450 463-7404	**Commande : (1029051)** 2015-10-27 9 h 13 **Transmission :** 2015-10-27 9 h 13	Mode privilégié (devis) : Ne pas recevoir

Sélectionner Annuler

organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Accessibilité

UPAC-Signaler un acte répréhensible

hors Québec

Registre des entreprises non admissibles

Autorité des marchés financiers

Polices supportées

© 2003-2015 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1162645002

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction de la prévention et de la planification , Division des ressources matérielles
Objet :	Conclure avec Boivin & Gauvin inc. une entente-cadre pour la fourniture d'appareils de protection respiratoire isolant autonome (APRIA) ainsi que pour la fourniture de pièces et accessoires pour leur entretien, pour une période de 120 mois - Appel d'offres public 15-14691 - (3 soumissionnaires) - Montant estimé de 9 932 508,85 $, taxes incluses / Autoriser une dépense de 10 201 548,20 $, taxes incluses pour l'acquisition d'APRIA, d'équipements et accessoires et la fourniture de pièces de remplacement pour leur entretien pour une période de 120 mois

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Apria ÉJ.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Suzanne DAGHER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-872-4346

Co-auteur:
Jacques P Tremblay
Agent comptable analyste
Direction du budget et de la planification financière et fiscale
Tél.: 514-872-4146

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-25

Hélène DÉRY
Conseillère en gestion des ressources financières - C/E
Tél : 514-872-9782

Division : Direction Opérations budgétaires et comptables / PS - sécurité publique

Commission permanente sur l'examen des contrats

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

Mandat SMCE154102007

Accorder un contrat à Aquarehab (Canada) inc., pour la réalisation de travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Côte-des-Neiges−Notre-Dame-de-Grâce, de Lachine, de LaSalle, du Plateau-Mont-Royal, du Sud-Ouest, de Verdun et de Ville-Marie. Dépense totale de 11 822 395,46 $, taxes incluses (contrat - secteur Centre: 11 562 395,46 $ + incidences: 260 000 $) - Appel d'offres public 329402 - 2 soumissionnaires.

Rapport déposé au conseil d'agglomération
Le 24 mars 2016

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Louise Mainville
Arrondissement du Plateau Mont-Royal

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Montréal, le 24 mars 2016

M. Denis Coderre
Maire de Montréal
Membres du conseil d'agglomération
Hôtel de ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Mesdames,
Messieurs,

Conformément au mandat SMCE154102007, nous avons l'honneur de déposer, au nom de la Commission permanente sur l'examen des contrats, le rapport de la commission concernant l'octroi d'un contrat à Aquarehab (Canada) inc., pour la réalisation de travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Côte-des-Neiges−Notre-Dame-de-Grâce, de Lachine, de LaSalle, du Plateau-Mont-Royal, du Sud-Ouest, de Verdun et de Ville-Marie. Dépense totale de 11 822 395,46 $, taxes incluses (contrat - secteur Centre: 11 562 395,46 $ + incidences: 260 000 $) - Appel d'offres public 329402 - 2 soumissionnaires.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE SMCE154102007
Accorder un contrat à Aquarehab (Canada) inc., pour la réalisation de travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Côte-des-neiges−Notre-Dame-de-Grâce, de Lachine, de LaSalle, du Plateau-Mont-Royal, du Sud-Ouest, de Verdun et de Ville-Marie. Dépense totale de 11 822 395,46 $, taxes incluses (contrat - secteur Centre: 11 562 395,46 $ + incidences: 260 000 $) - Appel d'offres public 329402 - 2 soumissionnaires.

À sa séance du 2 mars 2016, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le dossier 1154102007. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Le 9 mars 2016, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat SMCE154102007 qui lui avait été confié. Des représentants du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) ont répondu aux questions des membres de la Commission. Ils ont d'abord rappelé le contexte dans lequel s'inscrit le présent contrat.

La technique de chemisage sans tranchée représente de nombreux avantages comparativement aux méthodes plus traditionnelles de reconstruction par excavation, notamment :

- une réduction importante des coûts d'exécution comparativement à la reconstruction par excavation;
- la rapidité dans la réalisation des travaux;
- une réduction des perturbations sur les infrastructures environnantes;
- la rapidité de la remise en état des lieux;
- une réduction de la disposition des sols et des matériaux d'excavation;
- le maintien de la circulation durant les travaux.

La longueur totale des conduites d'aqueduc à réhabiliter par chemisage structural pour les quatre secteurs prévus en 2016 est de 20,6 km, ce qui représente un taux de renouvellement de l'ordre de 0,6 % pour l'ensemble du réseau de la Ville de Montréal. Le présent contrat (secteur Centre) prévoit 7,6 km et regroupe les arrondissements suivants : Côte-des-Neiges−Notre-Dame-de-Grâce, Lachine, LaSalle, Le Plateau-Mont-Royal, Le Sud-Ouest, Verdun et Ville-Marie.

De plus, dans le cadre de ces travaux, le remplacement d'environ 190 entrées de service en plomb est prévu.

Afin de s'assurer que l'adjudicataire possède l'expertise et les ressources nécessaires pour réaliser les travaux conformément au devis, des clauses de conformité sur l'expérience et les qualifications du soumissionnaire, sur les équipements, sur les produits de chemisage, sur la planification et la gestion des travaux, sont insérées aux documents d'appel d'offres.

Initialement, l'appel d'offres a été publié du 14 décembre 2015 au 20 janvier 2016, et la date d'ouverture a été reportée au 27 janvier 2016, à la suite de l'émission de l'addenda no. 2. La soumission est valide jusqu'au 26 mai 2016.

L'appel d'offres a été publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique SÉAO. La durée de publication a été de quarante-trois jours.

Trois addendas ont été émis afin d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges des modifications faites aux documents d'appel d'offres :

- addenda n° 1 publié le 6 janvier 2016 - ajout d'un plan manquant dont les quantités étaient déjà incluses au bordereau;
- addenda n° 2 publié le 14 janvier 2016 - modifications au cahier des charges pour ajouter les articles sur l'évaluation de l'adjudicataire et la grille des critères pour l'évaluation, et report de la date d'ouverture de la soumission;
- addenda n° 3 publié le 19 janvier 2016 - modifications pour clarifier un article sur les branchements d'eau dans le devis technique égout et aqueduc et pour préciser certaines exigences particulières dans le devis de circulation.

Ces modifications ne présentaient aucun impact significatif sur le coût des travaux.

Sur six preneurs de cahier des charges, deux firmes ont déposé une soumission. En ce qui concerne les motifs de désistement, deux firmes sont connues comme sous-traitantes et les deux autres firmes n'ont pas motivé leur désistement.

Il y a un écart de prix de 6,5 % favorable à la Ville entre l'estimation et le prix soumis par l'adjudicataire. Il y a un écart de prix de 15,8 % entre les deux soumissionnaires.

Les membres de la Commission ont soulevé diverses questions sur le processus d'appel d'offres dans le présent dossier.

Ils ont invité le Service à inclure au dossier décisionnel le tableau présenté à la Commission montrant le coût au mètre linéaire pour la réhabilitation des conduites secondaires d'eau potable. Bien que certains facteurs, comme le remplacement des entrées en plomb, aient un impact sur la fluctuation des coûts, les membres ont jugé que cette information était fort pertinente.

Les membres ont aussi noté que les clauses relatives au programme d'évaluation des fournisseurs ont été ajoutées en addenda au cahier des charges. Il y a lieu de se réjouir de cet ajout, mais, compte tenu que ce programme a été adopté depuis plusieurs mois, il conviendrait de l'inclure systématiquement dans les documents d'appels d'offres.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération:

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE154102007 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.24

2016/03/24
17:00

(2)

Dossier # : 1154102007

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Aquarehab (Canada) inc., pour la réalisation de travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Côte-des-neiges−Notre-Dame-de-Grâce, de Lachine, de LaSalle, du Plateau-Mont-Royal, du Sud-Ouest, de Verdun et de Ville-Marie. Dépense totale de 11 822 395,46 $, taxes incluses (contrat - secteur Centre: 11 562 395,46 $ + incidences: 260 000 $) - Appel d'offres public 329402 - 2 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 11 822 395,46 $, taxes incluses, pour des travaux de réhabilitation sans tranchée de conduites d'eau par la technique de chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Côte-des-neiges−Notre-Dame-de-Grâce, de Lachine, de LaSalle, du Plateau-Mont-Royal, du Sud-Ouest, de Verdun et de Ville-Marie, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à Aquarehab (Canada) inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 11 562 395,46 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 329402 ;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 16.47 % par l'agglomération, pour un montant de 1 947 688,21 $.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-02-19 07:42

Signataire : Jacques A. ULYSSE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1154102007**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Aquarehab (Canada) inc., pour la réalisation de travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Côte-des-neiges−Notre-Dame-de-Grâce, de Lachine, de LaSalle, du Plateau-Mont-Royal, du Sud-Ouest, de Verdun et de Ville-Marie. Dépense totale de 11 822 395,46 $, taxes incluses (contrat - secteur Centre: 11 562 395,46 $ + incidences: 260 000 $) - Appel d'offres public 329402 - 2 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Les travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par la technique de chemisage sont proposés par la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) du Service de l'eau. Ces travaux s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures performantes et font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.
Cette technique de chemisage sans tranchée représente de nombreux avantages comparativement aux méthodes plus traditionnelles de reconstruction par excavation, notamment :

· Réduction importante des coûts d'exécution comparativement à la reconstruction par excavation;
· Rapidité dans la réalisation des travaux;
· Réduction des perturbations sur les infrastructures environnantes;
· Rapidité de la remise en état des lieux;
· Réduction de la disposition des sols et des matériaux d'excavation;
· Maintien de la circulation durant les travaux.

Le Service de l'eau a mandaté la Direction des infrastructures (DI) afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à

l'objet du présent dossier.

Dans un contexte de déficit d'entretien des réseaux d'aqueduc, les techniques de réhabilitation permettent le renouvellement d'un très grand nombre de conduites d'aqueduc.

Pour mesurer l'évolution du coût par kilomètre des contrats octroyés depuis 2008, une liste est annexée en pièce jointe.

Étant donné l'envergure des travaux et la volonté de la Ville à ouvrir le marché et encourager la concurrence, la DI a scindé le projet en quatre secteurs, soit le secteur Ouest, le secteur Centre, le secteur Est et le secteur Nord. La présente demande d'octroi de contrat vise la réhabilitation des conduites d'aqueduc du secteur Centre. Le projet du secteur Ouest fait actuellement l'objet d'un dossier d'octroi (1154102006, A.O. 329401), tandis que les projets des secteurs Est et Nord feront l'objet d'appels d'offres à partir du 22 février 2016 (A.O. 329403 et A. O. 329404).

Initialement, l'appel d'offres du présent dossier a été publié du 14 décembre 2015 au 20 janvier 2016, et la date d'ouverture fut reportée au 27 janvier 2016, à la suite de l'émission de l'addenda no. 2. La soumission est valide pendant les cent vingt (120) jours qui suivent sa date d'ouverture, soit jusqu'au 26 mai 2016.

L'appel d'offres a été publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO. La durée de publication a été de 43 jours, ce qui respecte le délai prescrit par la Loi sur les cités et villes.

Trois (3) addendas furent émis afin d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges des modifications faites aux documents d'appel d'offres :

· Addenda n° 1 publié le 6 janvier 2016 : Ajout d'un plan manquant dont les quantités étaient déjà incluses au bordereau;
· Addenda n° 2 publié le 14 janvier 2016 : Modifications au cahier des charges pour ajouter les articles sur l'évaluation de l'adjudicataire et la grille des critères pour l'évaluation, et report de la date d'ouverture de la soumission;
· Addenda n° 3 publié le 19 janvier 2016 : Modifications pour clarifier un article sur les branchements d'eau dans le devis technique égout et aqueduc et pour préciser certaines exigences particulières dans le devis de circulation.

Ces modifications n'ont aucun impact significatif sur le coût des travaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0160 - Le 26 mars 2015 - Accorder deux contrats à Sanexen Services Environnementaux inc., pour la réalisation de travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 41 116 492,62$, taxes incluses, (contrat UX15350 - secteur Est: 20 289 464,65 $ + incidences 305 000,00 $) et (UX15351 - secteur Ouest: de 20 218 027,97 $ + incidences: 304 000 $) - Appel d'offres public 10164 - 2 soumissionnaires pour chacun des deux contrats (1154822003);
CG14 0135 - 27 mars 2014 - Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc. pour la réalisation de travaux de réhabilitation de conduites d'aqueduc secondaires par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal. secteur Est - Dépense totale de 8 984 619,88 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10136 - 2 soumissionnaires (1144551002).

DESCRIPTION

La longueur totale des conduites d'aqueduc à réhabiliter par chemisage structural pour les quatre secteurs prévus en 2016 est de 20,6 km, ce qui représente un taux de renouvellement de l'ordre de 0,6 % pour l'ensemble du réseau de la Ville de Montréal. Le présent contrat (secteur Centre) prévoit 7,6 km et regroupe les arrondissements suivants : Côte-des-neiges−Notre-Dame-de-Grâce, Lachine, LaSalle, Le Plateau-Mont-Royal, Le Sud-Ouest, Verdun et Ville-Marie.
De plus, dans le cadre de ces travaux, le remplacement d'environ 190 entrées de service en plomb est prévu.

La liste des rues où des travaux de réhabilitation de conduites d'aqueduc auront lieu est jointe au présent dossier ainsi que la description des actifs visés par les travaux.

Afin de s'assurer que l'adjudicataire possède l'expertise et les ressources nécessaires pour réaliser les travaux conformément au devis, des clauses de conformité sur l'expérience et les qualifications du soumissionnaire, sur les équipements, sur les produits de chemisage, sur la planification et la gestion des travaux, sont insérées aux documents d'appel d'offres. Le délai d'exécution des travaux, après l'ordre écrit du Directeur de commencer les travaux, ne doit pas dépasser **cent-cinquante (150)** jours de calendrier. Les travaux sont prévus débuter au printemps 2016 (trimestre 2) et doivent être complétés au plus tard en septembre 2016.

Des pénalités peuvent être appliquées si l'entrepreneur ne respecte pas l'échéancier des travaux (article 22 des clauses administratives particulières du devis). Aucun boni n'est prévu dans les documents d'appel d'offres.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises aux arrondissements et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 1 051 126,85 $ (taxes incluses), soit 10 % du coût des travaux avant les taxes, tel que décrit au bordereau d'appel d'offres.

Les dépenses incidentes au montant de 260 000 $ taxes incluses, comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de gestion des impacts, de communication, de marquage et signalisation ainsi que des frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux et pour la surveillance environnementale. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document *Incidences et ristournes* en pièce jointe.

Sur six (6) preneurs de cahier des charges, deux (2) firmes ont déposé une soumission et quatre (4) n'en ont pas déposé; soit une proportion respective de 33 % et 67 %. En ce qui concerne les motifs de désistement, deux firmes sont connues comme sous-traitantes et les deux (2) autres firmes n'ont pas motivé leur désistement. La liste des commandes du SEAO est en pièce jointe.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats de soumission ci-dessous résume la liste des soumissionnaires et prix soumis, les écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant de l'octroi :

RÉSULTATS DE SOUMISSION	*(taxes incluses)*		
FIRMES SOUMISSIONNAIRES CONFORMES	**PRIX**	**CONTINGENCES**	**TOTAL**

1	Aquarehab (Canada) inc.	10 511 268,61 $	1 051 126,85 $	11 562 395,46 $
2	Sanexen Services Environnementaux inc.	12 173 027,57 $	1 217 302,75 $	13 390 330,32 $
Estimation des professionnels internes ($)		11 246 245,13 $	1 124 624,51 $	12 370 869,64 $
Coût moyen des soumissions reçues **Écart entre la moyenne et la plus basse conforme**			**($)** **(%)**	**12 476 362,89 $** **7,9 %**
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes			**($)** **(%)**	**1 827 934,86 $** **15,8 %**
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation			**($)** **(%)**	**-808 474,18 $** **-6,5 %**
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conformes			**($)** **(%)**	**1 827 934,86 $** **15,8 %**

*** Les prix de soumission furent vérifiés pour l'ensemble des soumissions reçues (cautionnement, lettre d'engagement, licence de la Régie du bâtiment, attestation de Revenu Québec, certificat d'attestation et déclaration relative aux conflits d'intérêt).**

L'estimation des professionnels de la Division de la conception des travaux est établie, avant la période d'appel d'offres, à partir de l'historique des appels d'offres pour des travaux de même nature tout en tenant compte de la complexité particulière des contrats.

L'écart de -808 474,18 $ (-6,5 %) entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels, étant inférieur à 10 % et favorable à la Ville de Montréal, la Division de la conception des travaux recommande l'octroi du contrat.

Le marché montréalais de la réhabilitation de conduite d'eau potable par chemisage est particulier puisqu'il ne comptait que deux entrepreneurs jusqu'à tout récemment. L'arrivée de compagnies telles que Insituform Technologies Limited et Réhabilitation Du O inc. dans le domaine de la réhabilitation de conduites d'aqueduc aurait pu contribuer à augmenter le nombre de soumissionnaires pour cet appel d'offres. Or, comme pour les années précédentes, seules deux compagnies ont déposé une soumission. Ceci peut sans doute s'expliquer par la complexité du présent contrat où les travaux à réaliser sont situés dans sept (7) arrondissements centraux avec une présence importante de remplacement de services en plomb.

Ce dossier répond à l'un des critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats. Selon les dépenses prévisionnelles, le contrat d'exécution de travaux est supérieur à 10 000 000 $.

Le présent dossier donne suite à un appel d’offres assujetti à la Loi sur l’intégrité en matière de contrats publics (Loi 1) conformément au décret # 1049-2013 adopté le 23 octobre 2013. L’adjudicataire recommandé, Aquarehab (Canada) inc., détient une attestation de l’Autorité des marchés financiers, laquelle est en vigueur depuis le 27 juin 2013. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier.

Des validations ont été faites selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licence restreinte de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni du Registre des entreprises non admissibles (RENA). Une attestation valide délivrée par Revenu Québec a été déposée avec sa soumission, laquelle a été de nouveau validée le 12

février 2016.

L'adjudicataire recommandé est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal relatif à ce contrat est de 11 822 395,46 $ taxes incluses, incluant des incidences de 260 000 $ taxes incluses.

Cette dépense est assumée de la façon suivante :

· 83.53 % par la Ville centre pour un montant de 9 874 707,25 $ taxes incluses.
· 16.47 % par l'agglomération pour un montant de 1 947 688,21 $ taxes incluses puisqu'elle concerne l'aménagement du domaine public dans le territoire du Centre-Ville qui est une compétence d'agglomération en vertu de la «Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations»,

ce qui représente un coût net de 10 795 422.86 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

Une partie du coût net, financé par le règlement d'emprunt #14-025 «Renouvellement réseau aqueduc et égout» de compétence de la ville centre, est admissible à une subvention estimée à 9 016 923.92 $ au programme de la TECQ (taxe sur l'essence et de la contribution du Québec) ne laissant aucune charge aux contribuables.

L'autre partie du coût net, financé par le règlement d'emprunt #14-015 «Renouvellement réseau aqueduc et égout» de compétence d'agglomération, est aussi admissible à une subvention estimée à 1 422 799.15 $ au programme de la TECQ (taxe sur l'essence et de la contribution du Québec), laissant un emprunt net de 355 699.79 $ à la charge spécifique des villes reconstituées.

La liste des rues présentée en pièce jointe identifie les rues de compétence agglomération qui sont localisées dans la zone du centre-ville.

La répartition du coût des travaux et des dépenses incidentes est présentée en pièces jointes au dossier dans les documents *Incidences et ristournes e t Budget requis.*

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent projet inclut des travaux de réfection de conduite d'eau potable visant à réduire les fuites d'eau en dépistant et en réparant les bris des infrastructures souterraines d'aqueduc. Le tout en conformité avec l'action 17 du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015.
Ces travaux permettront de contribuer à l'atteinte des objectifs suivants :
· renouveler les réseaux de 1 % selon la politique nationale de l'eau;
· réduire la production d'eau potable;
· diminuer les infiltrations d'eau au réseau d'égout;
· réduire les émissions de gaz à effet de serre lors des travaux de réhabilitation par la diminution des excavations.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché pourrait avoir pour conséquence de devoir reconstruire certaines conduites au lieu de les réhabiliter, ce qui entraînerait des coûts beaucoup plus importants. De plus, si les travaux sont réalisés dans un délai ultérieur, ceci risque de provoquer une augmentation des coûts de la main-d'oeuvre et des matériaux. Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 26 mai 2106, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la circulation ».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été approuvée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES:
Commission permanente sur l'examen des contrats: 9 mars 2016
Octroi du contrat : À la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : Avril 2016
Fin des travaux : Septembre 2016.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Linda PHARAND)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Kathy DAVID, Service de l'eau
Mathieu-Pierre LABERGE, Service de l'eau
Sarah ELARABY, Service de l'eau
Claude DUBOIS, Ville-Marie
Stéphane CARON, Le Sud-Ouest
Benoît MALETTE, Le Plateau-Mont-Royal

Pascal TROTTIER, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Jean CARDIN, Verdun
Jean-François MARCHAND, Saint-Léonard
Christianne CYRENNE, LaSalle
Euloge AMOUSSOU, Lachine
Abdelwahid BEKKOUCHE, Service de l'eau

Lecture :

Christianne CYRENNE, 14 février 2016
Benoît MALETTE, 12 février 2016
Abdelwahid BEKKOUCHE, 12 février 2016
Jean-François MARCHAND, 12 février 2016
Sarah ELARABY, 11 février 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominique FILION
Ingénieur(e)

Tél : 514 872-3945
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-10

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2016-02-16

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2016-02-17

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

Soumission 329402
Réhabilitation AQ 2016 - Liste de rues

No. Plan	Arrondissement	Rue	De (sud ou ouest)	À (nord ou est)	Agglo ou corpo	Diamètre (mm)	Longueur estimée (m)	Type de chaussée (selon SIGS)
CDN-2016-01	Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	Jean-Brillant	Légaré	Chemin-Côte-des-Neiges	Corpo.	200	264	rigide
CDN-2016-02	Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	Mountain -Sights	Plamondon	Fin de rue	Corpo.	200	255	rigide
CDN-2016-03	Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	St-Jacques	Old Orchard	Girouard	Agglo.	250	90	rigide
CDN-2016-04	Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	Vézina	Lemieux	Lavoie	Corpo.	200	483	rigide
LC-2016-01	Lachine	Provost	9e Avenue	3e Avenue	Corpo.	250	397	souple
LC-2016-02	Lachine	Jolicoeur	Des Érables	Saint-Jacques	Corpo.	200	288	souple
LC-2016-01	Lachine	7e Avenue	Sherbrooke	Pierre-Gauthier	Corpo.	150	250	souple
LC-2016-01	Lachine	7e Avenue	Pierre-Gauthier	Provost	Corpo.	150	101	souple
LC-2016-03	Lachine	Victoria	36e Avenue	Broadway	Corpo.	150	311	souple
LC-2016-04	Lachine	Norman	Richer	de l'Aiguillage	Corpo.	200	374	souple
LS-2016-01	Lasalle	Hull	Dollard	Bout de la rue	Corpo.	150	156	souple
LS-2016-02	Lasalle	Lefebvre	Shevchenko	David-Boyer	Corpo.	200	211	souple
LS-2016-03	Lasalle	Broadway	8e Avenue	5e Avenue	Corpo.	150	220	souple
LS-2016-04	Lasalle	Lemieux	Rancourt	Giovanni-Caboto	Corpo.	200	206	souple
PMR-2016-01	Le Plateau-Mont-Royal	Prince-Arthur	University	Hutchison	Corpo.	300	331	rigide
PMR-2016-02	Le Plateau-Mont-Royal	Clark	Laurier	Fairmount	Corpo.	200	170	rigide
PMR-2016-03	Le Plateau-Mont-Royal	Clark	Saint-Viateur	Bernard	Corpo.	200	315	rigide
SO-2016-01	Le Sud-Ouest	Lenoir	Saint-Jacques	Extrémité nord	Corpo.	200	175	rigide
SO-2016-02	Le Sud-Ouest	Saint-Rémi	Sainte-Émilie	Côte-Saint-Paul	Corpo.	200	375	rigide
VD-2016-01	Verdun	Caisse	Gertrude	Verdun	Corpo.	150	170	souple
VD-2016-01	Verdun	Joseph	Caisse	Strathmore	Corpo.	150	192	souple
VD-2016-01	Verdun	Régina	Gertrude	Verdun	Corpo.	150	138	souple
VD-2016-02	Verdun	Troy	Lafleur	Lasalle	Corpo.	150	187	souple
VM-2016-01	Ville-Marie	Bercy	Sainte-Catherine	Ontario	Corpo.	250	596	rigide
VM-2016-02	Ville-Marie	Notre-Dame	Boulevard Saint-Laurent	Place Jacques-Cartier	Agglo.	250	281	rigide
VM-2016-03	Ville-Marie	Papineau	Sainte-Catherine	Lafontaine	Corpo.	250	365	rigide
VM-2016-04	Ville-Marie	Saint-Dominique	Sainte-Catherine	Ontario	Agglo.	200	273	rigide
VM-2016-05	Ville-Marie	Saint-Timothée	Ontario	Sherbrooke	Agglo.	200	205	rigide
VM-2016-06	Ville-Marie	Côte du Beaver Hall	Viger	René-Lévesque	Agglo.	150	192	rigide
						Total	**7571**	**m**

Montréal

ACTIFS VISÉS PAR LES TRAVAUX

Soumission: 329402
Titre: Travaux de réhabilitation des conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues de la ville de Montréal.

Arrondissements: Côte-des-neiges—Notre-Dame-de-Grâce, Lachine, LaSalle, Le Plateau—Mont-Royal, Le Sud-Ouest, Verdun et Ville-Marie

Voirie

	Nature des travaux	Quantité	Unité	Commentaires
Chaussée				
Trottoir, Bordure et Mail				

Égout / Aqueduc

Type d'Intervention et Diamètre	Quantité	Unité	Commentaires
Aqueduc réhabilitation sans tranchée 150 mm	1911	m	
Aqueduc réhabilitation sans tranchée 200 mm	3600	m	
Aqueduc réhabilitation sans tranchée 250 mm	1729	m	
Aqueduc réhabilitation sans tranchée 300 mm	331	m	

Éclairage

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires

Feux

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires

CSEM

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires

Préparé par:	Dominique Filion ing.		Date:	2016-02-11

Montréal

Soumission 329402 – Travaux de réhabilitation de conduite d'eau potables par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal

Résumé des mesures de maintien de la circulation et de gestion des impacts

Secteur	Mesures de mitigation
Applicables à toutes les rues	Les travaux sont répartis sur diverses rues pour lesquelles les exigences spécifiques sont décrites à l'annexe C1 du cahier C. - Protéger les aires de travail et les excavations dans la zone de travaux à l'aide de clôtures autoportantes temporaires au pourtour de l'aire de travail afin d'éviter l'intrusion des piétons ou des cyclistes; - Maintenir en tout temps les mouvements permis aux intersections à moins d'indication contraire tel que décrit à l'annexe C1; - Maintien, en tout temps, des trottoirs et passages piétonniers libres d'obstacles. Sinon fournir la signalisation complète afin que les piétons et cyclistes puissent contourner l'obstacle; - L'entrepreneur doit en tout temps laisser une voie carrossable pour les services d'urgence.
Mesures de gestion des impacts applicables à tous les projets	- Présence de signaleur(s) qualifié(s) pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier adjacent la zone des travaux incluant les piétons et cyclistes. - En présence d'école, de corridor scolaire et/ou de parc, l'entrepreneur doit prévoir : présence d'un signaleur, réalisation des travaux en été, maintien de la circulation piétonnière, sécurisation des matériaux entreposés dans la rue; - En présence d'hôpital, l'entrepreneur doit prévoir : présence d'un signaleur, maintien des accès aux services d'urgence, maintien de la circulation piétonnière et à mobilité réduite, sécurisation des matériaux entreposés dans la rue; - Dans un secteur commercial, l'entrepreneur doit prévoir : maintien des zones de livraison et débarcadères, maintien des accès aux commerces, maintien de la circulation piétonnière, sécurisation des matériaux entreposés dans la rue; - Dans un secteur résidentiel, l'entrepreneur doit prévoir : stationnement interdit de 7h00 à 19h00 seulement, si possible, maintien de la circulation piétonnière, sécurisation des matériaux entreposés dans la rue; - L'entrepreneur doit implanter un chemin de détour et/ou un itinéraire facultatif lors d'une fermeture complète de rue ou d'une direction; - Maintenir la piste cyclable en tout temps via un détour ou permettre l'interruption sur une courte distance avec déplacement à pied et/ou présence d'un signaleur; - Maintenir les voies réservées aux autobus en tout temps ou relâchement sur un maximum d'un tronçon. La STM doit être avisée de la date et de la nature des entraves au moins 30 jours à l'avance. Personnes-ressources : o Nathalie Chamberland, tél : (514)-280-5008 courriel : nathalie.chamberland@stm.info o Garry Bernard, tél : (514) 280-5010 courriel : garry.bernard@stm.info; o Philippe Parenteau, tél : (514) 280-5014 courriel : philippe.parenteau@stm.info; - Des plaques d'acier pour circulation doivent être prévues pour redonner accès aux riverains en dehors des heures de travail, si spécifié à l'annexe C1; - Le réseau d'aqueduc temporaire ne doit pas constituer un obstacle sur les trottoirs. Des pentes d'accès et sécuritaire doivent être réalisé, au besoin, afin de permettre le passage des personnes à mobilité réduite.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

4-1

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0114

Québec, le 27 juin 2013

Aquaréhab (Canada) inc.
À l'attention de : Monsieur Patrick Lamontagne
2145, rue Michelin
Laval (Québec) H7L 5B8

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à Aquaréhab (Canada) inc.
Autorisation n° 2013-CPSM-0114 n° d'identification de l'Autorité : 2700007523

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous : AQUAREHAB (CANADA) INC., AQUARÉHAB EAUX USÉES INC. et AQUAREHAB WASTE WATER, une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics, L.R.Q, c. C-65-1 (la « LCOP »). Aquaréhab (Canada) inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **26 juin 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

La Directrice principale des opérations
d'encadrement de la distribution

Maryse Pineault

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 418.525.9512

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 514.873.3090

www.lautorite.qc.ca

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 329402
Numéro de référence : 941055
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de réhabilitation des conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues de la ville de Montréal.

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Aquaréhab (Canada) inc. 2145 rue Michelin Laval, QC, H7L 5B8 http://www.aquarehab.com NEQ : 1166358797	Madame France Marcil Téléphone : 450 687-3472 Télécopieur : 450 687-4570	**Commande : (1046517)** 2015-12-15 8 h 48 **Transmission :** 2015-12-15 8 h 57	2532982 - 329402_Addenda 1 2016-01-06 17 h 40 - Courriel 2532983 - LC-2016-04 - Norman 2016-01-06 16 h 43 - Courriel 2532985 - 329402_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-06 17 h 42 - Courriel 2532986 - 329402_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-06 17 h 42 - Téléchargement 2535875 - 329402_Addenda No 2 - Report de date 2016-01-14 14 h 09 - Courriel 2535888 - 329402_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 14 h 08 - Courriel 2535889 - 329402_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 14 h 08 - Téléchargement 2537655 - 329402 _Addenda 3 2016-01-19 15 h 31 - Courriel 2537659 - 329402_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-19 15 h 33 - Courriel 2537660 - 329402_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-19 15 h 33 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Boisclair et Fils 715 boul. Des Laurentides Piedmont, QC, J0R 1K0 http://www.boisclairetfils.ca NEQ : 1140359127	Monsieur Philippe Boisclair Téléphone : 450 227-2468 Télécopieur : 450 227-1698	**Commande : (1052342)** 2016-01-11 16 h 02 **Transmission :** 2016-01-11 16 h 02	2532982 - 329402_Addenda 1 2016-01-11 16 h 02 - Téléchargement 2532983 - LC-2016-04 - Norman 2016-01-11 16 h 02 - Téléchargement 2532985 - 329402_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-11 16 h 02 - Téléchargement 2532986 - 329402_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-11 16 h 02 - Téléchargement

				2535875 - 329402_Addenda No 2 - Report de date 2016-01-14 14 h 09 - Courriel 2535888 - 329402_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 14 h 08 - Courriel 2535889 - 329402_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 14 h 08 - Téléchargement 2537655 - 329402 _Addenda 3 2016-01-19 15 h 31 - Courriel 2537659 - 329402_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-19 15 h 33 - Courriel 2537660 - 329402_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-19 15 h 33 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Insituform Technologies Limited 139 rue Barr Montréal, QC, H4T 1W6 http://www.insituform.com NEQ : 1144751931	Monsieur Nicolas Sauvé Téléphone : 514 739-9999 Télécopieur : 514 739-9988	**Commande : (1046232)** 2015-12-14 12 h 38 **Transmission :** 2015-12-14 12 h 38	2532982 - 329402_Addenda 1 2016-01-06 17 h 40 - Courriel 2532983 - LC-2016-04 - Norman 2016-01-06 16 h 43 - Courriel 2532985 - 329402_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-06 17 h 42 - Courriel 2532986 - 329402_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-06 17 h 42 - Téléchargement 2535875 - 329402_Addenda No 2 - Report de date 2016-01-14 14 h 09 - Courriel 2535888 - 329402_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 14 h 08 - Courriel 2535889 - 329402_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 14 h 08 - Téléchargement 2537655 - 329402 _Addenda 3 2016-01-19 15 h 31 - Courriel 2537659 - 329402_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-19 15 h 33 - Courriel 2537660 - 329402_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-19 15 h 33 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	L'écuyer & Fils Ltée / 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 NEQ : 1145052065	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1050423)** 2016-01-06 11 h 43 **Transmission :** 2016-01-06 11 h 43	2532982 - 329402_Addenda 1 2016-01-06 17 h 40 - Courriel 2532983 - LC-2016-04 - Norman 2016-01-06 16 h 43 - Courriel

				2532985 - 329402_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-06 17 h 42 - Courriel 2532986 - 329402_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-06 17 h 42 - Téléchargement 2535875 - 329402_Addenda No 2 - Report de date 2016-01-14 14 h 09 - Courriel 2535888 - 329402_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 14 h 08 - Courriel 2535889 - 329402_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 14 h 08 - Téléchargement 2537655 - 329402 _Addenda 3 2016-01-19 15 h 31 - Courriel 2537659 - 329402_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-19 15 h 33 - Courriel 2537660 - 329402_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-19 15 h 33 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Réhabilitation Du O inc 5270 boul Cléroux Laval, QC, H7T 2E8 NEQ : 1168298256	Monsieur Danick Dufresne Téléphone : 450 682-2733 Télécopieur : 450 682-9651	**Commande : (1046522)** 2015-12-15 8 h 51 **Transmission :** 2015-12-15 8 h 57	2532982 - 329402_Addenda 1 2016-01-06 17 h 40 - Courriel 2532983 - LC-2016-04 - Norman 2016-01-06 16 h 48 - Messagerie 2532985 - 329402_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-06 17 h 42 - Courriel 2532986 - 329402_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-06 17 h 42 - Téléchargement 2535875 - 329402_Addenda No 2 - Report de date 2016-01-14 14 h 09 - Courriel 2535888 - 329402_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 14 h 08 - Courriel 2535889 - 329402_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 14 h 08 - Téléchargement 2537655 - 329402 _Addenda 3 2016-01-19 15 h 31 - Courriel 2537659 - 329402_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-19 15 h 33 - Courriel 2537660 - 329402_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-19 15 h 33 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Sanexen Services Environnementaux inc.. 9935, avenue de Catania, bureau 200, entrée 1 Brossard, QC, J4Z3V4 NEQ : 1141989021	Madame Andrée Houle Téléphone : 450 466-2123 Télécopieur : 450 466-2240	**Commande : (1046388)** 2015-12-14 16 h 14 **Transmission :** 2015-12-14 16 h 52	2532982 - 329402_Addenda 1 2016-01-06 17 h 40 - Courriel 2532983 - LC-2016-04 - Norman 2016-01-06 16 h 47 - Messagerie 2532985 - 329402_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-06 17 h 42 - Courriel 2532986 - 329402_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-06 17 h 42 - Téléchargement 2535875 - 329402_Addenda No 2 - Report de date 2016-01-14 14 h 09 - Courriel 2535888 - 329402_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 14 h 08 - Courriel 2535889 - 329402_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 14 h 08 - Téléchargement 2537655 - 329402 _Addenda 3 2016-01-19 15 h 31 - Courriel 2537659 - 329402_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-19 15 h 33 - Courriel 2537660 - 329402_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-19 15 h 33 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

© 2003-2016 Tous droits réservés

Travaux de réhabilitation de conduites secondaires d'eau potable

No GDD	Année d'octroi	No. Soumission	No Contrat	Partenariat	Entrepreneur	Longueur réhabilitée (km)	Montant octroyé Million de $	Prix moyen * millier de $ / km	Remarques
1084408001	**2008**	9841	UX-08-002	DGSRE	Aquaréhab	**9,14**	**6,20**	**678 $**	
1094134001	**2009**	9887	UX-09-002	DGSRE	Sanexen	**6,45**	**9,00**	**1 395 $**	
1094134002	**2009**	9888	UX-09-003	DGSRE	Sanexen	**8,42**	**8,11**	**963 $**	
1103802001	**2010**	9955	UX-10-002	DGSRE	Sanexen	**10,52**	**9,58**	**910 $**	
1100112006	**2010**	9970	N/D	DGSRE	Sanexen	**2,35**	**2,25**	**958 $**	
1110112004	**2011**	9992	N/D	DGSRE	Aquaréhab	**0,69**	**0,67**	**966 $**	
1110112002	**2011**	9991	UX-11-003	DGSRE	Sanexen	**9,67**	**11,87**	**1 227 $**	
1110112008	**2011**	10015	UX-11-006	DGSRE	Aquaréhab	**3,08**	**1,96**	**638 $**	
1120112002	**2012**	10033	UX-12-002	DGSRE	Sanexen	**9,87**	**12,93**	**1 310 $**	
1120112002	**2012**	10033	UX-12-005	DGSRE	Sanexen	**8,38**	**11,70**	**1 396 $**	
1134551002	**2013**	10072	UX-13-192	DGSRE	Sanexen	**13,18**	**17,86**	**1 356 $**	Contrat réalisé sur 2 ans (2013-2014)
1134551002	**2013**	10072	UX-13-193	DGSRE	Aquaréhab	**23,00**	**33,02**	**1 436 $**	Contrat réalisé sur 2 ans (2013-2014)
1144551002	**2014**	10136	UX-14-296	DGSRE	Sanexen	**6,30**	**8,85**	**1 405 $**	
1154822003	**2015**	10164	UX15350	DGSRE	Sanexen	**14,00**	**20,29**	**1 449 $**	
1154822003	**2015**	10164	UX15351	DGSRE	Sanexen	**14,10**	**20,22**	**1 434 $**	
1154102006	**2016**	329401	N/D	DGSRE	Aquarehab	**3,63**	**3,77**	**1 039 $**	
1154102007	**2016**	329402	N/D	DGSRE	Aquarehab	**7,57**	**11,56**	**1 527 $**	
1167231003	**2016**	329403	N/D	DGSRE	À venir	**4,93**	**À venir**		
1167231004	**2016**	329404	N/D	DGSRE	À venir	**4,50**	**À venir**		
					Total	**159,77**	**189,83**		

Note: Les prix moyens sont donnés à titre indicatif. Ils ne représentent pas le prix unitaire de l'activité réhabilitation des conduites mais bien de l'ensemble des travaux. Les prix varient beaucoup d'un contrat à l'autre en fonction des travaux connexes qui font augmenter le prix moyen pour un km réhabilité. Par exemple, pour l'appel d'offre 329401, aucun travaux de remplacement des entrées de plomb n'est prévue alors qu'il est prévu de remplacer 190 entrées de service en plomb pour l'AO 329402 d'où la grande différence de prix. D'autres facteurs ont une influence similaire sur les prix.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1154102007

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Aquarehab (Canada) inc., pour la réalisation de travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Côte-des-neiges−Notre-Dame-de-Grâce, de Lachine, de LaSalle, du Plateau-Mont-Royal, du Sud-Ouest, de Verdun et de Ville-Marie. Dépense totale de 11 822 395,46 $, taxes incluses (contrat - secteur Centre: 11 562 395,46 $ + incidences: 260 000 $) - Appel d'offres public 329402 - 2 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1154102007 Info-Comptable.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Linda PHARAND
Préposée au budget

Tél : 514 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-15

Mélanie BRISSON
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-6052
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Article 20.25

Commission permanente sur l'examen des contrats

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

Mandat SMCE154102009

Accorder un contrat à Insituform Technologies Limited, pour les travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Côte-des-Neiges−Notre-Dame-de-Grâce, de Lachine, de LaSalle, du Plateau-Mont-Royal, du Sud-Ouest, de Verdun et de Ville-Marie. Dépense totale de 11 477 000,00 $ (Contrat - secteur Centre: 11 277 000,00 $ + incidences: 200 000,00$, taxes incluses) Appel d'offres public 329406 - 4 soumissionnaires.

Rapport déposé au conseil d'agglomération
Le 24 mars 2016

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Louise Mainville
Arrondissement du Plateau Mont-Royal

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Montréal, le 24 mars 2016

M. Denis Coderre
Maire de Montréal
Membres du conseil d'agglomération
Hôtel de ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Mesdames,
Messieurs,

Conformément au mandat SMCE154102009, nous avons l'honneur de déposer, au nom de la Commission permanente sur l'examen des contrats, le rapport de la commission concernant l'octroi d'un contrat à Insituform Technologies Limited, pour les travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Côte-des-Neiges−Notre-Dame-de-Grâce, de Lachine, de LaSalle, du Plateau-Mont-Royal, du Sud-Ouest, de Verdun et de Ville-Marie. Dépense totale de 11 477 000,00 $ (Contrat - secteur Centre: 11 277 000,00 $ + incidences: 200 000,00$, taxes incluses) Appel d'offres public 329406 - 4 soumissionnaires.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE154102009

Accorder un contrat à Insituform Technologies Limited, pour les travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Côte-des-Neiges−Notre-Dame-de-Grâce, de Lachine, de LaSalle, du Plateau-Mont-Royal, du Sud-Ouest, de Verdun et de Ville-Marie. Dépense totale de 11 477 000,00 $ (Contrat - secteur Centre: 11 277 000,00 $ + incidences: 200 000,00$, taxes incluses) Appel d'offres public 329406 - 4 soumissionnaires.

À sa séance du 2 mars 2016, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le dossier 1154102009. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Le 9 mars 2016, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat SMCE154102009 qui lui avait été confié. Des représentants du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) ont répondu aux questions des membres de la Commission. Ils ont d'abord rappelé le contexte dans lequel s'inscrit le présent contrat.

La technique de chemisage sans tranchée représente de nombreux avantages comparativement aux méthodes plus traditionnelles de reconstruction par excavation, notamment :

- une réduction importante des coûts d'exécution comparativement à la reconstruction par excavation;
- la rapidité dans la réalisation des travaux;
- une réduction des perturbations sur les infrastructures environnantes;
- la rapidité de la remise en état des lieux;
- une réduction de la disposition des sols et des matériaux d'excavation;
- le maintien de la circulation durant les travaux.

La longueur totale des conduites d'égout à réhabiliter par chemisage structural prévue pour les trois secteurs est de 33,3 km, ce qui représente un taux de renouvellement de l'ordre de 0,77 % de l'ensemble du réseau. Le présent contrat prévoit 14,4 km (secteur Centre) et regroupe les arrondissements suivants : Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, Lachine, LaSalle, Le Sud-Ouest, Verdun, Ville-Marie et Le Plateau-Mont-Royal.

Afin de s'assurer que l'adjudicataire possède l'expertise et les ressources nécessaires pour réaliser les travaux conformément au devis, des clauses de conformité sur l'expérience et les qualifications du soumissionnaire et des sous-traitants, sur des équipements, sur des produits de gainage, sur la planification et la gestion des travaux, ont été insérées aux documents d'appel d'offres.

Enfin, les travaux devront être réalisés avant le 31 juillet 2017, mais la Ville se réserve le droit de reporter ou annuler certains travaux à sa demande sans coûts supplémentaires. Des pénalités peuvent être appliquées si l'entrepreneur ne respecte pas l'échéancier des travaux et également si une production mensuelle minimale n'est pas atteinte durant certaines périodes de la durée du contrat (article 30 des clauses administratives particulières du devis). Aucun boni n'est prévu dans les documents d'appel d'offres.

L'appel d'offres a été publié du 14 décembre 2015 au 27 janvier 2016. La soumission est valide pendant les cent vingt (120) jours qui suivent sa date d'ouverture, soit jusqu'au 26 mai 2016.

L'appel d'offres a été publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres (SEAO). La durée de publication a été de quarante-trois jours, ce qui respecte le délai prescrit.

Trois addendas ont été émis afin d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges des modifications faites aux documents d'appel d'offres:

- addenda no 1 publié le 7 janvier 2016 - annulation d'une rue dans le contrat et modifications au bordereau de soumission sur la longueur des conduites d'égout et de branchement de puisard à intervenir;
- addenda no 2 publié le 14 janvier 2016 - ajout de deux articles du cahier des charges relatifs l'évaluation de l'adjudicataire et à la grille des critères de l'évaluation;
- addenda no 3 publié le 20 janvier 2016 - annulation d'une autre rue dans le présent contrat, modifications au bordereau de soumission sur la longueur des conduites d'égout et de branchement de puisard à intervenir et précisions dans les exigences spécifiques et particulières au cahier C - Devis technique Circulation.

Il y a eu neuf preneurs du cahier des charges et quatre soumissionnaires. Il y a un écart de prix de 1,6 % favorable à la Ville entre l’estimation et le prix soumis par l’adjudicataire. Il y a, par ailleurs, un écart de prix de 13,8 % entre les deux plus bas soumissionnaires.

Les membres de la Commission ont soulevé diverses questions sur le processus d’appel d’offres dans le présent dossier.

Ils ont constaté qu’un des soumissionnaires avait déposé un prix nettement plus élevé que les autres. Le Service a expliqué que ce soumissionnaire proposait une technique de réhabilitation, utilisée en Europe, très différente de celle actuellement utilisée et visiblement plus coûteuse.

Les membres ont aussi noté que les clauses relatives au programme d'évaluation des fournisseurs ont été ajoutées en addenda au cahier des charges. Il y a lieu de se réjouir de cet ajout, mais, compte tenu que ce programme a été adopté depuis plusieurs mois, il conviendrait de l'inclure systématiquement dans les documents d'appels d'offres.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération:

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE154102009 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.25

2016/03/24 17:00

(2)

Dossier # : 1154102009

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Insituform Technologies Limited, pour les travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Côte-des-Neiges−Notre-Dame-de-Grâce, de Lachine, de LaSalle, du Plateau-Mont-Royal, du Sud-Ouest, de Verdun et de Ville-Marie. Dépense totale de 11 477 000,00 $ (Contrat - secteur Centre: 11 277 000,00 $ + incidences: 200 000,00$, taxes incluses) Appel d'offres public 329406 - 4 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 11 477 000,00 $, taxes incluses, pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans les arrondissements de Côte-des-Neiges−Notre-Dame-de-Grâce, de Lachine, de LaSalle, du Plateau -Mont-Royal, du Sud-Ouest, de Verdun et de Ville-Marie, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à La compagnie Insituform Technologies Limited, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 11 277 000,00 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 329406 ;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 21,02 % par l'agglomération, pour un montant de 2 412 588,51 $, taxes incluses.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-02-19 07:45

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1154102009**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Insituform Technologies Limited, pour les travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Côte-des-Neiges−Notre-Dame-de-Grâce, de Lachine, de LaSalle, du Plateau-Mont-Royal, du Sud-Ouest, de Verdun et de Ville-Marie. Dépense totale de 11 477 000,00 $ (Contrat - secteur Centre: 11 277 000,00 $ + incidences: 200 000,00$, taxes incluses) Appel d'offres public 329406 - 4 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Les travaux de réhabilitation de conduites d'égout par la technique de chemisage sont proposés par la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) du Service de l'eau. Ils s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures performantes et font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.
Cette technique de chemisage sans tranchée représente de nombreux avantages comparativement aux méthodes plus traditionnelles de reconstruction par excavation, notamment :

· Réduction importante des coûts d'exécution comparativement à la reconstruction par excavation;
· Rapidité dans la réalisation des travaux;
· Réduction des perturbations sur les infrastructures environnantes;
· Rapidité de la remise en état des lieux;
· Réduction de la disposition des sols et des matériaux d'excavation;
· Réduction de l'émission de gaz à effet de serre comparativement à la reconstruction par excavation;
· Maintien de la circulation durant les travaux.

Le Service de l'eau a mandaté la Direction des infrastructures (DI) afin de préparer les

documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

Dans un contexte de déficit d'entretien des réseaux d'égout, les techniques de réhabilitation permettent le renouvellement d'un très grand nombre de conduites d'égout.

Pour mesurer l'évolution du coût par kilomètre des contrats octroyés depuis 2008, une liste est annexée en pièce jointe.

Étant donné l'envergure des travaux et la volonté de la Ville à ouvrir le marché et encourager la concurrence, la Direction des infrastructures (DI) a scindé le projet en trois secteurs, soit le secteur Ouest, le secteur Centre et le secteur Est. La présente demande d'octroi de contrat a pour objet la réhabilitation des conduites d'égout du secteur Centre. Un deuxième et troisième dossiers d'octroi de contrat de même nature couvrant le secteur Ouest et le secteur Est sont actuellement en cours (A.O.329405 - 1154102008 et A.O. 329407 - ouverture prévue le 9 mars 2016).

L'appel d'offres a été publié du 14 décembre 2015 au 27 janvier 2016. La soumission est valide pendant les cent vingt (120) jours qui suivent sa date d'ouverture, soit jusqu'au 26 mai 2016.

L'appel d'offres a été publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO. La durée de publication a été de 43 jours, ce qui respecte le délai prescrit par la Loi sur les cités et villes.

Trois (3) addenda furent émis afin d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges des modifications faites aux documents d'appel d'offres:

- **addenda no 1 publié le 7 janvier 2016:** annulation d'une rue dans le contrat et modifications au bordereau de soumission sur la longueur des conduites d'égout et de branchement de puisard à intervenir;
- **addenda no 2 publié le 14 janvier 2016:** ajout de (2) deux articles du cahier des charges relatifs l'évaluation de l'adjudicataire et à la grille des critères de l'évaluation;
- **addenda no 3 publié le 20 janvier 2016:** annulation d'un autre rue dans le présent contrat, modifications au bordereau de soumission sur la longueur des conduites d'égout et de branchement de puisard à intervenir et précisions dans les exigences spécifiques et particulières au cahier C - Devis technique Circulation.

Il est à noter que certains changements apportés ont un impact sur le coût global du contrat dont l'annulation de travaux sur (2) deux rues et l'ajustement des quantités métriques de conduites d'égout et de branchement de puisard à intervenir. Les changements représentent une réduction d'environ 3,5 % du coût global des travaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0283 - 30 avril 2015 - Accorder un contrat à Sade Canada inc. pour la réalisation de travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage pour le secteur Est - Dépense totale de 11 604 938,58 $ taxes incluses (contrat 11 424 938,58 $ + incidences 180 000 $) - Appel d'offres public 322002 - 3 soumissionnaires (1154822009);
CG15 0281 - 30 avril 2015 - Accorder un contrat à Clean Water Works inc. pour la réalisation de travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage pour le secteur Ouest - Dépense totale de 11 840 000,22 $ taxes incluses (contrat 11 665 000,22 $ + incidences 175 000 $) - Appel d'offres public 322001 - 2 soumissionnaires (1154822010);

CG14 0210 - 1er mai 2014 - Accorder un contrat à Clean Water Works inc. pour la

réalisation de travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage pour le secteur Ouest (contrat UX14300) - Dépense totale de 11 628 456,08 $, taxes incluses (contrat 11 478 456,08 $ + incidences 150 000 $) et accorder un autre contrat à Insituform Technologies Limitée pour la réalisation de travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage pour le secteur Est (contrat UX14299) - Dépense totale de 15 018 969,27 $, taxes incluses (contrat 14 868 969,27 $ + incidences 150 000 $) - Appel d'offres public 10139 - 3 soumissionnaires pour chacun des contrats (1144551001);

CG14 0025 - 30 janvier 2014 - Accorder un contrat à Clean Water Works inc. pour la réalisation de travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans la rue Sainte-Catherine (UR13236) - Dépense totale de 2 877 581,09 $ taxes incluses (contrat 2 827 581,09 $ + incidences 50 000 $) - Appel d'offres public 10125 - 5 soumissionnaires (1134551009).

DESCRIPTION

La longueur totale des conduites d'égout à réhabiliter par chemisage structural prévue pour les trois (3) secteurs est de 33,3 km, ce qui représente un taux de renouvellement de l'ordre de 0,77 % de l'ensemble du réseau. Le présent contrat prévoit 14,4 km (secteur Centre) et regroupe les arrondissements suivants : Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, Lachine, LaSalle, Le Sud-Ouest, Verdun, Ville-Marie et Le Plateau-Mont-Royal. La liste des rues où les travaux de réhabilitation auront lieu est jointe au présent dossier ainsi que la liste des actifs visés par le projet.

Afin de s'assurer que l'adjudicataire possède l'expertise et les ressources nécessaires pour réaliser les travaux conformément au devis, des clauses de conformité sur l'expérience et les qualifications du soumissionnaire et des sous-traitants, sur des équipements, sur des produits de gainage, sur la planification et la gestion des travaux, sont insérées aux documents d'appel d'offres.

Enfin, les travaux devront être réalisés avant le 31 juillet 2017, mais la Ville se réserve le droit de reporter ou annuler certains travaux à sa demande sans coûts supplémentaires. Des pénalités peuvent être appliquées si l'entrepreneur ne respecte pas l'échéancier des travaux et également si une production mensuelle minimale n'est pas atteinte durant certaines périodes de la durée du contrat (article 30 des clauses administratives particulières du devis). Aucun boni n'est prévu dans les documents d'appel d'offres.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmis aux arrondissements et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 1 025 181,81 $ (taxes incluses), soit 10 % du coût des travaux avant les taxes, tel que décrit au bordereau d'appel d'offres.

Les dépenses incidentes au montant de 200 000,00 $ (taxes incluses), comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de communication, de gestion des impacts ainsi que des frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux.

Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document *Incidences et ristournes* en pièce jointe.

Le processus d'appel d'offres public # 329406 s'est déroulé du 14 décembre 2015 au 27 janvier 2016. Sur neuf (9) preneurs de cahier des charges, quatre (4) firmes ont déposé

une soumission et cinq (5) n'en ont pas déposé; soit une proportion respective de 44 % et 56 %. La liste des commandes du SEAO est en pièce jointe.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats de soumission ci-dessous résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, les écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant de l'octroi :

RÉSULTATS DE SOUMISSION		*(taxes incluses)*		
FIRMES SOUMISSIONNAIRES CONFORMES		**PRIX**	**CONTINGENCES**	**TOTAL**
1	Insituform Technologies Limited	10 251 818,19 $	1 025 181,81 $	11 277 000,00 $
2	Clean Water Works inc.	11 665 096,76 $	1 166 509,67 $	12 831 606,43 $
3	Sade Canada inc.	13 313 734,21 $	1 331 373,42 $	14 645 107,63 $
4	Les Excavations Lafontaine inc.	20 353 546,18 $	2 035 354,61 $	22 388 900,79 $
Estimation des professionnels internes ($)		10 420 733,83 $	1 042 073,38 $	11 462 807,21 $
Coût moyen des soumissions reçues Écart entre la moyenne et la plus basse conforme			**($) (%)**	**15 285 653,71 $ 35,5 %**
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes			**($) (%)**	**11 111 900 ,79 $ 98,5 %**
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation			**($) (%)**	**-185 807,21 $ -1,6 %**
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conformes			**($) (%)**	**1 554 606,43 $ 13,8 %**

*** Les prix de soumission furent vérifiés pour l'ensemble des soumissions reçues. Cependant, seuls les documents fournis avec les 3 plus basses soumissions furent vérifiés (cautionnement, lettre d'engagement, licence de la Régie du bâtiment, attestation de Revenu Québec, certificat d'attestation et déclaration relative aux conflits d'intérêt).**

L'estimation des professionnels de la Division de la conception des travaux est établie à partir de l'historique des appels d'offres de même nature depuis 2008 et ce en tenant compte de l'évolution du coût du marché et les complexités particulières des contrats.

L'écart de -185 807,21 $ (-1,6 %) entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels, étant inférieur à 10 % et favorable à la Ville de Montréal, la Division de la conception des travaux recommande l'octroi du contrat.

Ce dossier répond à l’un des deux critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats. Selon les dépenses prévisionnelles, le contrat d'exécution de travaux est supérieur à 10 000 000 $. »

Le présent dossier donne suite à un appel d’offres assujetti à la Loi sur l’intégrité en matière de contrats publics (Loi 1) conformément au décret # 1049-2013 adopté le 23 octobre 2013. L’adjudicataire recommandé, Insituform Technologies Limited, détient une attestation

de l’Autorité des marchés financiers, laquelle est en vigueur depuis le 30 mai 2013. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier.

Des validations ont été faites selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licence restreinte de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni du Registre des entreprises non admissibles (RENA). Une attestation valide délivrée le 7 janvier 2016 par Revenu Québec, a été déposée avec sa soumission, laquelle sera validée à nouveau au moment de l'octroi du contrat.

L'adjudicataire recommandé est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal relatif à ce contrat est de 11 477 000,00 $ taxes incluses, incluant des incidences de 200 000,00 $ taxes incluses.
Cette dépense est assumée de la façon suivante:
· 78,98 % par la ville centre pour un montant de 9 064 411,49 $ taxes incluses.
· 21,02 % par l'agglomération pour un montant de 2 412 588,51 $ taxes incluses puisqu’elle concerne l’aménagement du domaine public dans le territoire du Centre-Ville qui est une compétence d’agglomération en vertu de la «Loi sur l’exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations»,
ce qui représente un coût net de 10 480 030,77 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale : ville centre (8 277 015,89 $); agglo (2 203 014,88 $).

Une partie du coût net, financé par le règlement d'emprunt #14-025 «Renouvellement réseau aqueduc et égout» de compétence de la ville centre, est admissible à une subvention estimée à 8 277 015,88 $ au programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ), ne laissant aucune charge aux contribuables.

L'autre partie du coût net, financé par le règlement d'emprunt #14-015 «Renouvellement réseau aqueduc et égout» de compétence d'agglomération, est aussi admissible à une subvention estimée à 1 762 411,91 $ au programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ), laissant un emprunt net de 440 602,98 $ à la charge spécifique des villes reconstituées.

La liste des rues présentée en pièce jointe identifie les rues de compétence agglomération qui sont localisées dans la zone du centre-ville.

La répartition du coût des travaux et des dépenses incidentes est présenté en pièces jointes dans les documents « Incidences et ristournes » et « Budget requis ».

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces travaux permettront de contribuer à l'atteinte des objectifs suivants :
· renouveler les réseaux de 1 % selon la politique nationale de l'eau;
· diminuer les infiltrations d'eau au réseau d'égout;
· réduire les émissions de gaz à effet de serre lors des travaux de réhabilitation par la diminution des excavations.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Compte tenu de l'importance des travaux (14,4 km) à réaliser d'ici le 31 juillet 2017, il est primordial d'octroyer le contrat le 24 mars 2016, afin de pouvoir débuter les travaux au plus tard le 1er avril 2016 et de permettre l'exécution des travaux sur une période de quatre-cent -quatre-vingt-cinq (485) jours.

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché pourrait avoir comme conséquence de devoir reconstruire certaines conduites au lieu de les réhabiliter, ce qui entraînerait des coûts beaucoup plus importants. De plus, si les travaux sont réalisés dans un délai ultérieur, ceci risque de provoquer une augmentation des coûts de la main-d'oeuvre et des matériaux.

Également, dans le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 26 mai 2016, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la circulation ».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été approuvée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES:
Commission permanente sur l'examen des contrats: 9 mars 2016
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : 1er avril 2016
Fin des travaux : 31 juillet 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Linda PHARAND)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Alain DUBUC, Service de l'eau
Kathy DAVID, Service de l'eau
Abdelwahid BEKKOUCHE, Service de l'eau
Mathieu-Pierre LABERGE, Service de l'eau

Pascal TROTTIER, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Christianne CYRENNE, LaSalle
Benoît MALETTE, Le Plateau-Mont-Royal
Stéphane CARON, Le Sud-Ouest
Jean CARDIN, Verdun
Claude DUBOIS, Ville-Marie
Christophe ASHKAR, Lachine

Lecture :

Christianne CYRENNE, 14 février 2016
Benoît MALETTE, 12 février 2016
Stéphane CARON, 12 février 2016
Abdelwahid BEKKOUCHE, 11 février 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Wilson WONG
Ingénieur

Tél : 514 872-5929
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-10

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2016-02-16

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2016-02-17

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

LISTE DES RUES - SECTEUR CENTRE

Travaux de réhabilitation de conduite d'égout par chemisage sur diverses rues

Soumission : 329406

Plan	Révision	Arrondissement	Rue	De	À	Corpo ou Agglo	Type de chaussée	Diamètre (mm)	Longueur (m)
CDN-2016-01		Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	Draper	Sherbrooke	Notre-Dame-de-Grâce	Corpo	Rigide	600x900	280
CDN-2016-02		Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	Godfrey	Benny	West Hill	Corpo	Rigide	300	45
CDN-2016-03		Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	Chemin Circle	Place Circle	Chemin Mira	Corpo	Rigide	600x900	290
CDN-2016-04		Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	King-Edward	Fielding	Chester	Corpo	Rigide	600x900	315
CDN-2016-05		Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	King-Edward	Chester	Chemin de la Côte-Saint Luc	Corpo	Rigide	600x900	230
CDN-2016-06		Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	Marlowe	Notre-Dame de-Grâce	Brillon	Corpo	Rigide	600x900	310
CDN-2016-07		Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	de Hampton	Sherbrooke	Notre-Dame-de-Grâce	Corpo	Rigide	600x900	185
CDN-2016-08		Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	de Hampton	#4410 de Hampton	de Terrebonne	Corpo	Rigide	600x900	110
CDN-2016-09		Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	Royal	Notre-Dame de-Grâce	#4099 Royal	Corpo	Rigide	600x900	105
CDN-2016-10		Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	Plamondon	Coolbrook	Décarie	Corpo	Rigide	600x900	95
~~CDN-2016-11~~		~~Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce~~	~~Courtrai~~	~~Lavoie~~	~~Légaré~~	~~Corpo~~	~~Rigide~~	~~600x900~~	
CDN-2016-12		Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	Glencoe	Chemin Churchill	Chemin de Dunkirk	Corpo	Rigide	300	15
								450	290
CDN-2016-13		Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	Dolbeau	Ellendale	Linton	Corpo	Rigide	375	170
LC-2016-01		Lachine	18e avenue	Saint-Joseph	Piché	Corpo	Souple	300	225
LS-2016-01		LaSalle	Broadway	5e avenue	2e avenue	Corpo	Souple	300	75
								525	140
LS-2016-02		LaSalle	Francoeur	Newport	Behrens	Corpo	Souple	375	75
LS-2016-03		LaSalle	Airlie	9378 Airlie	90e avenue	Corpo	Souple	375	45
						Corpo	Souple	450	90
						Corpo	Souple	675	90
SO-2016-01		Sud-Ouest	Bourgeoys	Wellington	Le Ber	Corpo	Rigide	300	45
						Corpo	Rigide	600x900	365
SO-2016-02		Sud-Ouest	Agnès	Saint-Antoine	Saint-Jacques	Corpo	Rigide	600x900	245
SO-2016-03		Sud-Ouest	Sainte-Émilie	Butternut	De Courcelle	Corpo	Rigide	600x900	85
SO-2016-04		Sud-Ouest	Augustin-Cantin	Charlevoix	Laprairie	Corpo	Rigide	600x900	405
SO-2016-05		Sud-Ouest	Jacques-Hertel	Eadie	Laurendeau	Corpo	Rigide	525	15
								600x900	155
SO-2016-06		Sud-Ouest	Monk	de Joliecoeur	Jacques-Hertel	Corpo	Rigide	600x900	215
						Corpo	Rigide	900	115
SO-2016-07		Sud-Ouest	Notre-Dame	Place St-Henri	Chemin de la Station	Corpo	Rigide	300	60
						Corpo	Rigide	375	80
SO-2016-08		Sud-Ouest	St-Antoine	Lenoir	Ste-Marguerite	Corpo	Rigide	600x900	150
SO-2016-09		Sud-Ouest	De Courcelle	Acorn	Sainte-Émilie	Corpo	Rigide	600x900	320
SO-2016-10		Sud-Ouest	Saint-Ambroise	Saint-Augustin	Bérard	Corpo	Rigide	600x900	225
SO-2016-11		Sud-Ouest	Saint-Ambroise	Saint-Ferdinand	Saint-Augustin	Corpo	Rigide	600x900	270
SO-2016-12		*Sud-Ouest*	*Saint-Columban*	*Saint-Patrick*	*extrémité nord*	*Agglo*	Rigide	*600x900*	*70*

Plan	Révision	Arrondissement	Rue	De	À	Corpo ou Agglo	Type de chaussée	Diamètre (mm)	Longueur (m)
VD-2016-01		Verdun	Henri-Duhamel	Jospeh	Verdun	Corpo	Rigide	375	85
VD-2016-03		Verdun	Willibrord	de Bannantyne	Champlain	Corpo	Souple	375	250
VD-2016-04		Verdun	Champlain	d'Osborne	Egan	Corpo	Rigide	375	60
VD-2016-05		Verdun	Régina	de Verdun	Joseph	Corpo	Souple	600x900	70
VM-2016-01		Ville-Marie	D'Iberville	Hochelaga	Sherbrooke	Corpo	Rigide	600x900	230
VM-2016-02		Ville-Marie	Parthenais	Larivière	Sherbrooke	Corpo	Rigide	600x900	490
VM-2016-03		Ville-Marie	Wurtele	Hochelaga	Sherbrooke	Corpo	Rigide	600x900	240
VM-2016-04		Ville-Marie	Montgomery	Ontario	Rouen	Corpo	Rigide	600x900	270
VM-2016-05		Ville-Marie	De Maisonneuve	Fullum	Dufresne	Corpo	Rigide	600x900	145
VM-2016-06		Ville-Marie	Amherst	Ontario	Sherbrooke	Corpo	Rigide	600x900	220
VM-2016-07		Ville-Marie	Notre-Dame	Frontenac	Bercy	Corpo	Rigide	600x900	185
VM-2016-08		Ville-Marie	Alexandre-DeSève	De Maisonneuve	Logan	Corpo	Rigide	600x900	100
						Corpo	Rigide	300	30
VM-2016-09		Ville-Marie	Wolfe	Ontario	Sherbrooke	Corpo	Rigide	600x900	200
VM-2016-10		Ville-Marie	Visitation	Sainte-Catherine	De Maisonneuve	Corpo	Rigide	600x900	135
VM-2016-11		Ville-Marie	Hochelaga	Sheppard	D'Iberville	Corpo	Rigide	600x900	160
VM-2016-12		Ville-Marie	Dorion	Sainte-Catherine	De Maisonneuve	Corpo	Rigide	600x900	125
VM-2016-13		Ville-Marie	De Maisonneuve	Frontenac	Du Havre	Corpo	Rigide	600x900	50
VM-2016-14		*Ville-Marie*	*Saint-François-Xavier*	*Saint-Paul*	*Notre-Dame*	*Agglo*	Rigide	*600x900*	*195*
VM-2016-15		*Ville-Marie*	*Larivière*	*Visitation*	*Panet*	*Agglo*	Souple	*600x900*	*80*
VM-2016-16		*Ville-Marie*	*De La Gauchetière*	*Robert-Bourassa*	*Beaver Hall*	*Agglo*	Rigide	*600x900*	*165*
VM-2016-17		*Ville-Marie*	*Coupal*	*Parthenais*	*Fullum*	*Agglo*	Rigide	*600x900*	*125*
VM-2016-18		*Ville-Marie*	*Mansfield*	*De Maisonneuve*	*Sherbrooke*	*Agglo*	Rigide	*600x900*	*150*
VM-2016-20		*Ville-Marie*	*Beaver Hall*	*Viger*	*René-Lévesque*	*Agglo*	Rigide	*800x1200*	*250*
VM-2016-21		*Ville-Marie*	*Saint-Dominique*	*Viger*	*René-Lévesque*	*Agglo*	Rigide	*600x900*	*170*
VM-2016-22		*Ville-Marie*	*De Bullion*	*Charlotte*	*De Boisbriand*	*Agglo*	Rigide	*600x900*	*140*
VM-2016-24		*Ville-Marie*	*Tupper*	*Saint-Marc*	*Saint-Mathieu*	*Agglo*	Rigide	*600x900*	*95*
VM-2016-25		*Ville-Marie*	*Saint-Pierre*	*de la Commune*	*place D'Youville*	*Agglo*	Rigide	*600x900*	*140*
VM-2016-26		*Ville-Marie*	*De Bleury*	*Président Kennedy*	*Sherbrooke*	*Agglo*	Rigide	*600*	*140*
VM-2016-27		*Ville-Marie*	*Jeanne-Mance*	*Viger*	*René-Lévesque*	*Agglo*	Rigide	*600x900*	*265*
PMR-2016-01		Plateau-Mont-Royal	De Gaspé	Fairmount	Laurier	Corpo	Rigide	600x900	195
PMR-2016-02A		Plateau-Mont-Royal	Berri	Duluth	Marie-Anne	Corpo	Rigide	600x900	420
PMR-2016-02B									
PMR-2016-04A		Plateau-Mont-Royal	De Mentana	Gilford	Saint-Grégoire	Corpo	Rigide	600x900	650
						Corpo	Rigide	375	70
PMR-2016-04B						Corpo	Rigide	300	40
PMR-2016-06		Plateau-Mont-Royal	Marie-Anne	Marquette	Papineau	Corpo	Rigide	600x900	130
PMR-2016-08A		Plateau-Mont-Royal	Clark	Laurier	de l'Arcade	Corpo	Rigide	600x900	955
PMR-2016-08B						Corpo	Rigide	900	15
PMR-2016-08C						Corpo	Rigide		
PMR-2016-09		Plateau-Mont-Royal	Saint-Dominique	Roy	Duluth	Corpo	Rigide	600x900	265
PMR-2016-13		Plateau-Mont-Royal	De Mentana	Rachel	Marie-Anne	Corpo	Rigide	600x900	220
~~PMR-2016-15~~		~~Plateau-Mont-Royal~~	~~Rachel~~	~~Parthenais~~	~~Chapleau~~	~~Corpo~~	~~Rigide~~	~~600x900~~	
PMR-2016-10		*Plateau-Mont-Royal*	*Basset*	*Sainte-Famille*	*des Pins*	*Agglo*	Rigide	*600x900*	*95*
PMR-2016-11		*Plateau-Mont-Royal*	*Prince-Arthur*	*Université*	*Lorne*	*Agglo*	Rigide	*600x900*	*155*
PMR-2016-12		*Plateau-Mont-Royal*	*Prince-Arthur*	*St-Laurent*	*Laval*	*Agglo*	Rigide	*1200*	*250*
								Total (m)	14420

Montréal

ACTIFS VISÉS PAR LES TRAVAUX

Soumission: 329406
Titre: Travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal.

Arrondissement: Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, Lachine, LaSalle, Plateau-Mont-Royal, Sud-Ouest, Verdun et Ville-Marie.

Voirie

	Nature des travaux	Quantité	Unité	Commentaires
Chaussée				
Trottoir, Bordure et Mail				

Égout / Aqueduc

Type d'Intervention et Diamètre	Quantité	Unité	Commentaires
Réhabilitation égout 300 mm	535	m	
Réhabilitation égout 375 mm	835	m	
Réhabilitation égout 450 mm	380	m	
Réhabilitation égout 525 mm	155	m	
Réhabilitation égout 600 mm	140	m	
Réhabilitation égout 675 mm	90	m	
Réhabilitation égout 900 mm	130	m	
Réhabilitation égout 1200 mm	250	m	
Réhabilitation égout 600x900 mm	11655	m	
Réhabilitation égout 800x1200 mm	250	m	

Éclairage

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires

Feux

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires

CSEM

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires
Autres			

Préparé par:	Wilson Wong, ing	Date:	2016-02-15

Liste des contrats octroyés - Travaux de réhabilitation de conduite secondaire d'égout

No GDD	Année d'octroi	No. Soumission	No Contrat	Partenariat	Entrepreneur	Montant octroyé ($)	Longueur octroyée (m)	Coût moyen au ml ($/m)	Remarques
1081140001	2008	9838	UX-08-001	DGSRE	M.S.C Réhabilitation	1 040 461,34 $	1251	831,70 $	
1090746001	2009	9886	UX-09-001	DGSRE	M.S.C Réhabilitation	7 857 845,87 $	7631	1 029,73 $	
1095106001	2009	9910	UX-09-004	DGSRE	M.S.C Réhabilitation	4 421 297,56 $	3144	1 406,27 $	
1103228003	2010	9956	UX-10-001	DGSRE	Véolia	10 601 008,62 $	12620	840,02 $	
1113228001	2011	9979	UX-11-001	DGSRE	Insituform	11 899 926,67 $	14490	821,25 $	
1123228001	2012	10017	UX-12-001 OUEST	DGSRE	Clean Water Works	11 093 809,55 $	11300	981,75 $	
1123228001	2012	10017	UX-12-001 EST	DGSRE	Clean Water Works	11 625 563,13 $	11800	985,22 $	
1134551001	2013	10066	UX-13-001 EST	DGSRE	Clean Water Works	13 735 862,52 $	17000	807,99 $	Contrat octroyé en 2013, travaux réalisés en 2013 et 2014.
1134551005	2013	10066	UX-13-002 OUEST	DGSRE	Insituform	12 824 384,04 $	15000	854,96 $	Contrat octroyé en 2013, travaux réalisés en 2013 et 2015.
1134551009	2013	10125	UR-13-236	DGSRE	Clean Water Works	2 827 581,09 $	1700	1 663,28 $	Gainage de la rue Sainte-Catherine.
1144551001	2014	10139	UX-14-299	DGSRE	Insituform	14 868 969,27 $	17000	874,65 $	Contrat octroyé en 2014, travaux réalisés en 2014 et 2015.
1144551001	2014	10139	UX-14-300	DGSRE	Clean Water Works	11 478 456,08 $	14200	808,34 $	Contrat octroyé en 2014, travaux réalisés en 2014 et 2015.
1154822009	2015	322002	UX15252	DGSRE	Sade Canada	11 424 938,58 $	18729	610,01 $	Contrat en cours, octroyé en 2015, travaux réalisés en 2015 et 2016.
1154822010	2015	322001	UX15253	DGSRE	Clean Water Works	11 665 000,22 $	17680	659,79 $	Contrat en cours, octroyé en 2015, travaux réalisés en 2015 et 2016.
					TOTAL	137 365 105 $	163545		

Montréal

Soumission 329406 – Travaux de réhabilitation de conduite d'égout par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal

Résumé des mesures de maintien de la circulation et de gestion des impacts

Secteur	Mesures de mitigation
Applicable à toutes les rues	Les travaux sont répartis sur diverses rues pour lesquelles les exigences spécifiques sont décrites à l'annexe C1 du cahier C. - Protéger les aires de travail et les excavations dans la zone de travaux à l'aide de clôtures autoportantes temporaires au pourtour de l'aire de travail afin d'éviter l'intrusion des piétons ou des cyclistes; - Maintenir en tout temps les mouvements permis aux intersections à moins d'indication contraire tel que décrit à l'annexe C1; - Maintien, en tout temps, des trottoirs et passages piétonniers libres d'obstacles. Sinon fournir la signalisation complète afin que les piétons et cyclistes puissent contourner l'obstacle; - L'entrepreneur doit en tout temps laisser une voie carrossable pour les services d'urgence.
Mesures de gestion des impacts applicables à tous les projets	- Présence de signaleur(s) qualifié(s) pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier adjacent la zone des travaux incluant les piétons et cyclistes. - En présence d'école, de corridor scolaire et/ou de parc, l'entrepreneur doit prévoir : présence d'un signaleur, réalisation des travaux en été, maintien de la circulation piétonnière, sécurisation des matériaux entreposés dans la rue; - En présence d'hôpital, l'entrepreneur doit prévoir : présence d'un signaleur, maintien des accès aux services d'urgence, maintien de la circulation piétonnière et à mobilité réduite, sécurisation des matériaux entreposés dans la rue; - Dans un secteur commercial, l'entrepreneur doit prévoir : maintien des zones de livraison et débarcadères, maintien des accès aux commerces, maintien de la circulation piétonnière, sécurisation des matériaux entreposés dans la rue; - Dans un secteur résidentiel, l'entrepreneur doit prévoir : stationnement interdit de 7h00 à 19h00 seulement, si possible, maintien de la circulation piétonnière, sécurisation des matériaux entreposés dans la rue; - L'entrepreneur doit implanter un chemin de détour et/ou un itinéraire facultatif lors d'une fermeture complète de rue ou d'une direction; - Maintenir la piste cyclable en tout temps via un détour ou permettre l'interruption sur une courte distance avec déplacement à pied et/ou présence d'un signaleur; - Maintenir les voies réservées aux autobus en tout temps ou relâchement sur un maximum d'un tronçon. La STM doit être avisée de la date et de la nature des entraves au moins 30 jours à l'avance. Personnes-ressources : o Nathalie Chamberland, tél : (514)-280-5008 courriel : nathalie.chamberland@stm.info o Garry Bernard, tél : (514) 280-5010 courriel : garry.bernard@stm.info; o Philippe Parenteau, tél :(514) 280-5014 courriel : philippe.parenteau@stm.info; - Des plaques d'acier pour circulation doivent être prévues pour redonner accès aux riverains en dehors des heures de travail, si spécifié à l'annexe C1;

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

4-1

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0085

Québec, le 30 mai 2013

Insituform Technologies limited
À l'attention de : Monsieur Nicolas Sauvé
7605, 18th Street NW
Edmonton (Alberta) T6P 1N9

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à Insituform Technologies limited
Autorisation n° 2013-CPSM-0085 n° d'identification de l'Autorité : 2700007934

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- INSITUFORM QUÉBEC
- INSITUFORM CANADA
- TECHNOLOGIES INSITUFORM
- INSITUFORM CANADA LIMITÉE

une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65-1 (la « LCOP »). Insituform Technologies limited est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **29 mai 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 418.525.9512

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 514.873.3090

www.lautorite.qc.ca

... 2

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

Eric Stevenson

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 329406
Numéro de référence : 940662
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
AGI Environnement Inc. 1440 Rue Hocquart, Suite#114 Saint-Bruno-de-Montarville, QC, J3V 6E1 NEQ : 1171225460	Madame Sylvie Jolin Téléphone : 514 281-1919 Télécopieur : 514 281-1919	**Commande : (1049803)** 2016-01-05 10 h 34 **Transmission :** 2016-01-05 10 h 55	2533336 - 329406_Addenda 1 2016-01-07 17 h 33 - Courriel 2533338 - 329406_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-07 17 h 35 - Courriel 2533339 - 329406_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-07 17 h 35 - Téléchargement 2535897 - 329406_Addenda 2 2016-01-14 15 h 15 - Courriel 2536011 - 329406_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 16 - Courriel 2536012 - 329406_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 16 - Téléchargement 2538256 - 329406_Addenda 3 2016-01-20 18 h 42 - Courriel 2538259 - 329406_VM-2016-14_Saint-François-Xavier - Rév 1 2016-01-21 17 h 54 - Messagerie 2538264 - 329406_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-20 18 h 44 - Courriel 2538265 - 329406_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-20 18 h 44 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Clean Water Works Inc. (CWW Réhabilitation) 1800 rue Bantree Ottawa, ON, K1B5L6 http://www.cwwcanada.com NEQ : 1164980162	Monsieur Nicolas Brennan Téléphone : 613 745-9536 Télécopieur : 613 745-9994	**Commande : (1047163)** 2015-12-16 13 h **Transmission :** 2015-12-16 13 h 07	2533336 - 329406_Addenda 1 2016-01-07 17 h 33 - Courriel 2533338 - 329406_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-07 17 h 35 - Courriel 2533339 - 329406_Formulaires de soumission (bordereau)

				2016-01-07 17 h 35 - Téléchargement 2535897 - 329406_Addenda 2 2016-01-14 15 h 15 - Courriel 2536011 - 329406_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 16 - Courriel 2536012 - 329406_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 16 - Téléchargement 2538256 - 329406_Addenda 3 2016-01-20 18 h 42 - Courriel 2538259 - 329406_VM-2016-14_Saint-François-Xavier - Rév 1 2016-01-21 17 h 52 - Messagerie 2538264 - 329406_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-20 18 h 44 - Courriel 2538265 - 329406_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-20 18 h 44 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Construction Camara 1041-5, route Harwood Vaudreuil-Dorion, QC, J7V 8P2 http://constructioncamara.ca NEQ : 1164339989	Monsieur Alexandre Dubé Téléphone : 450 455-9726 Télécopieur : 450 455-4165	**Commande : (1046423)** 2015-12-14 17 h 11 **Transmission :** 2015-12-14 17 h 41	2533336 - 329406_Addenda 1 2016-01-07 17 h 33 - Courriel 2533338 - 329406_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-07 17 h 35 - Courriel 2533339 - 329406_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-07 17 h 35 - Téléchargement 2535897 - 329406_Addenda 2 2016-01-14 15 h 15 - Courriel 2536011 - 329406_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 16 - Courriel 2536012 - 329406_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 16 - Téléchargement 2538256 - 329406_Addenda 3 2016-01-20 18 h 42 - Courriel 2538259 - 329406_VM-2016-14_Saint-François-Xavier - Rév 1 2016-01-21 17 h 54 - Messagerie 2538264 - 329406_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-20 18 h 44 - Courriel 2538265 - 329406_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-20 18 h 44 - Téléchargement

				Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Fjord Fusion Inc. 340 Émile Couture Chicoutimi, QC, G7H 8B6 NEQ : 1166189440	Monsieur Bruno Tremblay Téléphone : 418 545-1698 Télécopieur : 418 545-1206	**Commande : (1054912)** 2016-01-15 14 h 39 **Transmission :** 2016-01-15 14 h 42	2533336 - 329406_Addenda 1 2016-01-15 14 h 39 - Téléchargement 2533338 - 329406_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 14 h 39 - Téléchargement 2533339 - 329406_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 14 h 39 - Téléchargement 2535897 - 329406_Addenda 2 2016-01-15 14 h 39 - Téléchargement 2536011 - 329406_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 14 h 39 - Téléchargement 2536012 - 329406_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 14 h 39 - Téléchargement 2538256 - 329406_Addenda 3 2016-01-20 18 h 42 - Courriel 2538259 - 329406_VM-2016-14_Saint-François-Xavier - Rév 1 2016-01-21 17 h 53 - Messagerie 2538264 - 329406_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-20 18 h 44 - Courriel 2538265 - 329406_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-20 18 h 44 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Insituform Technologies Limited 139 rue Barr Montréal, QC, H4T 1W6 http://www.insituform.com NEQ : 1144751931	Monsieur Nicolas Sauvé Téléphone : 514 739-9999 Télécopieur : 514 739-9988	**Commande : (1046364)** 2015-12-14 15 h 33 **Transmission :** 2015-12-14 15 h 39	2533336 - 329406_Addenda 1 2016-01-07 17 h 33 - Courriel 2533338 - 329406_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-07 17 h 35 - Courriel 2533339 - 329406_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-07 17 h 35 - Téléchargement 2535897 - 329406_Addenda 2 2016-01-14 15 h 15 - Courriel 2536011 - 329406_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 16 - Courriel 2536012 - 329406_Formulaires de soumission (bordereau)

				2016-01-14 15 h 16 - Téléchargement 2538256 - 329406_Addenda 3 2016-01-20 18 h 42 - Courriel 2538259 - 329406_VM-2016-14_Saint-François-Xavier - Rév 1 2016-01-21 17 h 53 - Messagerie 2538264 - 329406_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-20 18 h 44 - Courriel 2538265 - 329406_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-20 18 h 44 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	LES EXCAVATIONS LAFONTAINE INC. 872, rue Archimède Lévis, QC, G6V 7M5 http://www.excavationslafontaine.com NEQ : 1143662378	Monsieur Mathieu Lafontaine Téléphone : 418 838-2121 Télécopieur : 418 835-9223	**Commande : (1046413)** 2015-12-14 16 h 44 **Transmission :** 2015-12-14 17 h 28	2533336 - 329406_Addenda 1 2016-01-07 17 h 34 - Télécopie 2533338 - 329406_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-07 18 h 06 - Télécopie 2533339 - 329406_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-07 17 h 35 - Téléchargement 2535897 - 329406_Addenda 2 2016-01-14 15 h 16 - Télécopie 2536011 - 329406_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 16 h 20 - Télécopie 2536012 - 329406_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 16 - Téléchargement 2538256 - 329406_Addenda 3 2016-01-20 18 h 47 - Messagerie 2538259 - 329406_VM-2016-14_Saint-François-Xavier - Rév 1 2016-01-21 17 h 53 - Messagerie 2538264 - 329406_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-20 18 h 45 - Télécopie 2538265 - 329406_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-20 18 h 44 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Produits BCM LTEE 340 rue Emile-Couture Chicoutimi Saguenay, QC, G7H 8B6 http://www.produitsbcm.com NEQ : 1141974783	Monsieur Bruno Tremblay Téléphone : 418 545-1698 Télécopieur : 418 545-1206	**Commande : (1053764)** 2016-01-14 9 h 28 **Transmission :** 2016-01-14 9 h 28	2533336 - 329406_Addenda 1 2016-01-14 9 h 28 - Téléchargement 2533338 - 329406_Formulaires de soumission (devis)

				2016-01-14 9 h 28 - Téléchargement 2533339 - 329406_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 9 h 28 - Téléchargement 2535897 - 329406_Addenda 2 2016-01-14 15 h 15 - Courriel 2536011 - 329406_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 16 - Courriel 2536012 - 329406_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 16 - Téléchargement 2538256 - 329406_Addenda 3 2016-01-20 18 h 42 - Courriel 2538259 - 329406_VM-2016-14_Saint-François-Xavier - Rév 1 2016-01-21 17 h 52 - Messagerie 2538264 - 329406_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-20 18 h 44 - Courriel 2538265 - 329406_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-20 18 h 44 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Sade Canada Inc. 1564, rue Ampère Québec, QC, G1P 4B9 NEQ : 1169540235	Madame Guylaine Fortin Téléphone : 581 300-7233 Télécopieur : 581 300-7234	**Commande : (1046404)** 2015-12-14 16 h 33 **Transmission :** 2015-12-14 17 h 19	2533336 - 329406_Addenda 1 2016-01-07 17 h 33 - Courriel 2533338 - 329406_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-07 17 h 35 - Courriel 2533339 - 329406_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-07 17 h 35 - Téléchargement 2535897 - 329406_Addenda 2 2016-01-14 15 h 15 - Courriel 2536011 - 329406_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 16 - Courriel 2536012 - 329406_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 16 - Téléchargement 2538256 - 329406_Addenda 3 2016-01-20 18 h 42 - Courriel 2538259 - 329406_VM-2016-14_Saint-François-Xavier - Rév 1 2016-01-21 17 h 53 - Messagerie 2538264 - 329406_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-20 18 h 44 - Courriel

			2538265 - 329406_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-20 18 h 44 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐ Services Infraspec inc 4455 Rue Louis-B-Mayer Laval, QC, H7P6B5 NEQ : 1166044967	Monsieur Eric Bellemare Téléphone : 450 937-1508 Télécopieur : 450 937-2522	**Commande : (1046448)** 2015-12-14 22 h 21 **Transmission :** 2015-12-14 23 h 03	2533336 - 329406_Addenda 1 2016-01-07 17 h 33 - Courriel 2533338 - 329406_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-07 17 h 35 - Courriel 2533339 - 329406_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-07 17 h 35 - Téléchargement 2535897 - 329406_Addenda 2 2016-01-14 15 h 15 - Courriel 2536011 - 329406_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 16 - Courriel 2536012 - 329406_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 16 - Téléchargement 2538256 - 329406_Addenda 3 2016-01-20 18 h 42 - Courriel 2538259 - 329406_VM-2016-14_Saint-François-Xavier - Rév 1 2016-01-21 17 h 52 - Messagerie 2538264 - 329406_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-20 18 h 44 - Courriel 2538265 - 329406_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-20 18 h 44 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

© 2003-2016 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1154102009

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Insituform Technologies Limited, pour les travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, de Lachine, de LaSalle, du Plateau -Mont-Royal, du Sud-Ouest, de Verdun et de Ville-Marie. Dépense totale de 11 477 000,00 $ (Contrat - secteur Centre: 11 277 000,00 $ + incidences: 200 000,00$, taxes incluses) Appel d'offres public 329406 - 4 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1154102009 Info-Comptable.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Linda PHARAND
Préposée au budget

Tél : 514 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-15

Mélanie BRISSON
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-6052
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Commission permanente sur l'examen des contrats

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

Mandat SMCE164139002

Accorder un contrat à Entreprise de construction Ventec Inc. pour la réalisation des travaux de réaménagement de la rue Saint-Paul entre la Place Jacques-Cartier et la rue Berri, de la rue du Marché-Bonsecours, de la rue Bonsecours entre la rue Saint-Paul et la rue de La Commune et du trottoir nord de la rue de la Commune entre la rue du Marché-Bonsecours et la rue Bonsecours - lot 2B de la phase 1 du projet de réaménagement de la rue Saint-Paul - Arrondissement Ville-Marie - Dépense totale de 12 678 400,11 $ (contrat: 11 916 003,09$ + incidences: 762 397,02 $), taxes incluses. Appel d'offres public 329902 - 3 soumissionnaires.

Rapport déposé au conseil d'agglomération
Le 24 mars 2016

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Louise Mainville
Arrondissement du Plateau Mont-Royal

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Montréal, le 24 mars 2016

M. Denis Coderre
Maire de Montréal
Membres du conseil d'agglomération
Hôtel de ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Mesdames,
Messieurs,

Conformément au mandat SMCE164139002, nous avons l'honneur de déposer, au nom de la Commission permanente sur l'examen des contrats, le rapport de la commission concernant l'octroi d'un contrat à Entreprise de construction Ventec Inc. pour la réalisation des travaux de réaménagement de la rue Saint-Paul entre la Place Jacques-Cartier et la rue Berri, de la rue du Marché-Bonsecours, de la rue Bonsecours entre la rue Saint-Paul et la rue de La Commune et du trottoir nord de la rue de la Commune entre la rue du Marché-Bonsecours et la rue Bonsecours - lot 2B de la phase 1 du projet de réaménagement de la rue Saint-Paul - Arrondissement Ville-Marie - Dépense totale de 12 678 400,11 $ (contrat: 11 916 003,09$ + incidences: 762 397,02 $), taxes incluses. Appel d'offres public 329902 - 3 soumissionnaires.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE SMCE164139002
Accorder un contrat à Entreprise de construction Ventec Inc. pour la réalisation des travaux de réaménagement de la rue Saint-Paul entre la Place Jacques-Cartier et la rue Berri, de la rue du Marché-Bonsecours, de la rue Bonsecours entre la rue Saint-Paul et la rue de La Commune et du trottoir nord de la rue de la Commune entre la rue du Marché-Bonsecours et la rue Bonsecours - lot 2B de la phase 1 du projet de réaménagement de la rue Saint-Paul - Arrondissement Ville-Marie - Dépense totale de 12 678 400,11 $ (contrat: 11 916 003,09$ + incidences: 762 397,02 $), taxes incluses. Appel d'offres public 329902 - 3 soumissionnaires.

À sa séance du 9 mars 2016, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le dossier 1164139002. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Le 10 mars 2016, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat SMCE164139002 qui lui avait été confié. Des représentants du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) ont répondu aux questions des membres de la Commission. Ils ont d'abord rappelé le contexte dans lequel s'inscrit le présent contrat.

Ce dossier vise l'octroi du contrat de réalisation des travaux du lot 2B de la phase 1, soit celui portant sur les travaux de réaménagement de la rue Saint-Paul entre la Place Jacques-Cartier et la rue Berri, de la rue du Marché-Bonsecours, de la rue Bonsecours entre la rue Saint-Paul et la rue de La Commune et du trottoir nord de la rue de la Commune entre la rue du Marché-Bonsecours et la rue Bonsecours. De façon générale, les travaux comprennent :

- la récupération des bordures de granit existantes;
- la fourniture et mise en place de bordure de granit;
- la fourniture et mise en place de dalles de granit;
- la construction de trottoirs à granulats exposés;

- le déplacement de bornes-fontaines;
- l'enlèvement, triage et mise sur palette de bordures;
- la construction de fosses d'arbres agrandies avec grille de fonte;
- la construction de nouvelles bases de lampadaires et de conduits pour éclairage;
- l'enlèvement et remplacement des lampadaires;
- la construction de nouveaux massifs de la CSEM;
- le nivellement des puisards, des cadres et couvercles de regards d'égout, de chambres de vanne ainsi que ceux des compagnies d'utilités publics;
- la fourniture et mise en place des fondations granulaires pour la chaussée;
- la construction d'une dalle de béton armée; le transport et installation de pavés de granit fournis par la Ville de Montréal; l'enlèvement, triage, mise sur palette et réinstallation de vieux pavé de granit;
- les travaux de maintien de la circulation.

Afin de diminuer la durée totale des travaux, tout en évitant des travaux en 2017 durant les festivités du 375ème anniversaire de la fondation de Montréal, plusieurs mesures ont été imposées au devis.

Le contrat impose ainsi à l'entrepreneur d'entreprendre et de terminer en 2016 tous les travaux sur la rue Saint-Paul entre la place Jacques-Cartier et la rue Bonsecours. Pour ce faire, l'entrepreneur doit obligatoirement prévoir l'utilisation au minimum de deux (2) équipes complètes de travail en tout temps et il doit planifier le travail de façon continue sans aucune interruption. Le contrat ne permet pas la réalisation de travaux en 2017 en raison du 375ème anniversaire de Montréal. Le reste des travaux devra être entrepris et terminé en 2018.

Le contrat impose les horaires de travail suivant à l'entrepreneur:

- pour l'année 2016, l'entrepreneur doit obligatoirement travailler de 7h à 19h du lundi au vendredi et de 9h à 17h les samedis et, s'il le désire, l'entrepreneur est autorisé à travailler le dimanche de 9h à 17h;
- pour l'année 2018, l'entrepreneur pourra exécuter ses travaux entre 7h et 19h du lundi au vendredi, et de 9h à 17h le samedi sur approbation.

Finalement, le montant des pénalités pour retard a été ajusté à la hausse et un boni est prévu dans l'éventualité où les travaux seraient complétés avant l'échéance des délais contractuels.

L'appel d'offres a été publié du 18 janvier au 10 février 2016. La soumission est valide pendant les cent vingt jours qui suivent sa date d'ouverture, soit jusqu'au 9 juin 2016.

L'appel d'offres a été publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres (SÉAO). La durée de publication a été de 24 jours, ce qui est conforme au délai minimal requis par la Loi sur les cités et villes.

Trois addendas ont été émis dans le cadre de cet appel d'offres.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est de 1 554 261,28$ (taxes incluses), soit 15 % du coût des travaux avant les taxes, tel qu'inscrit au bordereau d'appel d'offres.

Suite à l'appel d'offres, il y a eu vingt-cinq preneurs de cahier des charges, trois firmes ont déposé une soumission. Parmi les preneurs du cahier des charges qui n'ont pas déposé de soumissions, quatre se sont désignés comme étant sous-traitant et un a affirmé que la période de soumission ne lui convenait pas. Pour les autres qui n'ont pas déposé de soumissions, il se pourrait que les exigences propres à cet appel d'offres (horaires des travaux, pénalités, expérience du soumissionnaire dans des projets similaires) les aient amenés à renoncer à déposer une soumission.

Il y a un écart de prix de 2,4 % favorable à al Ville entre l'estimation et la soumission de l'adjudicataire proposé. On note aussi un écart de prix de 7,7 % entre la plus basse soumission et la deuxième plus basse.

Les membres de la Commission ont soulevé diverses questions sur le processus d'appel d'offres dans le présent dossier.

Ils ont bien compris que le Service avait inclus dans ce dossier une clause au devis relative à l'expérience du maître d'œuvre. Cette clause se lisait comme suit : *«Le soumissionnaire doit avoir exécuté au cours de cinq dernières années, un minimum de deux contrats de même nature et d'une valeur de 2 000 000,00 $ et plus, en coût des travaux. Pour chaque contrat exécuté, il doit indiquer l'année de réalisation, la description de la nature des travaux, le nom de rue et de la municipalité, la valeur du contrat, le nom de l'ingénieur responsable de la surveillance des travaux et ses coordonnées. Un contrat de même nature est défini comme étant un projet de construction ou de reconstruction d'aménagement du domaine public dans un milieu urbain et sur une rue à caractère commercial et touristique.»*

Pour les membres, il conviendrait de préciser la notion de «rue à caractère commercial et touristique» pour assurer que le processus de sélection de l'adjudicataire repose sur les critères les plus objectifs possible.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération:

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l’égard du mandat SMCE164139002 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l’examen des contrats constate, à l’unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Recommandation générale d’amélioration des processus d’appels d’offres

Considérant l’inclusion de clauses relatives à l’expérience du maître d’œuvre pour qualifier les soumissionnaires dans certains contrats;

La Commission recommande que les unités d’affaires s’assurent de définir le plus précisément possible les termes des critères utilisés dans les clauses de qualification des soumissionnaires pour assurer l’objectivité du processus d’appel d’offres.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.26

2016/03/24
17:00

(2)

Dossier # : 1164139002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Entreprise de construction Ventec Inc. pour la réalisation des travaux de réaménagement de la rue Saint-Paul entre la Place Jacques-Cartier et la rue Berri, de la rue du Marché-Bonsecours, de la rue Bonsecours entre la rue Saint-Paul et la rue de La Commune et du trottoir nord de la rue de la Commune entre la rue du Marché-Bonsecours et la rue Bonsecours - lot 2B de la phase 1 du projet de réaménagement de la rue Saint-Paul - Arrondissement Ville-Marie - Dépense totale de 12 678 724,54 $ (contrat: 11 916 003,09$ + incidences: 762 721,45 $), taxes incluses. Appel d'offres public 329902 - 3 soumissionnaires.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 12 678 724,54$, taxes incluses, pour la réalisation des travaux de réaménagement de la rue Saint-Paul entre la Place Jacques-Cartier et la rue Berri, de la rue du Marché-Bonsecours, de la rue Bonsecours entre la rue Saint-Paul et la rue de La Commune et du trottoir nord de la rue de la Commune entre la rue du Marché-Bonsecours et la rue Bonsecours - lot 2B de la phase 1 du projet de réaménagement de la rue Saint-Paul, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;
2. d'accorder à Entreprise Ventec construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale 11 916 003,09$, taxes et contingences incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 329902;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 98,2% par l'agglomération et à 1,8% par la Commission des services électriques de Montréal. Une contribution d'un montant de 991 000 $, soit 7,8% du coût du projet, sera accordée à la Ville par le ministère de la culture et des communications du Québec.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-02-29 10:26

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1164139002**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Entreprise de construction Ventec Inc. pour la réalisation des travaux de réaménagement de la rue Saint-Paul entre la Place Jacques-Cartier et la rue Berri, de la rue du Marché-Bonsecours, de la rue Bonsecours entre la rue Saint-Paul et la rue de La Commune et du trottoir nord de la rue de la Commune entre la rue du Marché-Bonsecours et la rue Bonsecours - lot 2B de la phase 1 du projet de réaménagement de la rue Saint-Paul - Arrondissement Ville-Marie - Dépense totale de 12 678 724,54 $ (contrat: 11 916 003,09$ + incidences: 762 721,45 $), taxes incluses. Appel d'offres public 329902 - 3 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

La rue Saint-Paul constitue la plus ancienne rue commerciale de Montréal. Elle fut créée officiellement en 1673 par les Messieurs de Saint-Sulpice en utilisant le chemin qui bordait la lisière nord de la commune. Aujourd'hui, la rue Saint-Paul constitue toujours l'artère commerciale principale de l'arrondissement historique de Montréal (Vieux-Montréal).
Les dernières interventions significatives sur la rue Saint-Paul ayant été réalisées au cours des années 1980 et les revêtements de surface étant très détériorés, la Ville a retenu sa réfection comme projet prioritaire. Cette intervention est inscrite au *Plan de protection et de mise en valeur du Vieux-Montréal* adopté par le conseil de ville à sa séance du 26 août 2013.

Le projet retenu privilégie les déplacements à pied dans le Vieux-Montréal tout en assurant la vitalité commerciale de la rue. La préoccupation de s'inscrire dans une démarche de développement durable milite en faveur de systèmes constructifs et de matériaux simples, résistants, faciles d'entretien et tenant compte des qualités patrimoniales du lieu.

Le projet comprend la réfection des infrastructures et l'aménagement du domaine public de manière à permettre un meilleur partage de l'espace public en diminuant l'emprise de la voiture au profit des piétons. Le territoire d'intervention couvre la rue Saint-Paul, de la rue Berri à la rue McGill, et la réalisation du projet est prévue en trois phases :

· phase 1 : section située entre la rue Berri et la Place Jacques-Cartier incluant certaines rues à proximité, soit la Côte Berri (entre la rue du Champ-de-Mars et la rue de la Commune), la rue Bonsecours (entre la rue Notre-Dame et la rue de la Commune), la rue

du Marché-Bonsecours et la rue Bonneau;
· phase 2 : section située entre la Place Jacques-Cartier et la rue Saint-Sulpice;
· phase 3 : section située entre la rue Saint-Sulpice et la rue McGill, incluant les abords de la Place Royale.

Les travaux de la phase 1, qui ont fait l'objet d'une planification intégrée avec les différents propriétaires d'infrastructures enfouies sous la chaussée, ont été amorcés à l'automne 2014. Les travaux suivants sont complétés ou le seront dans les prochaines semaines:
- reconstruction de la conduite de Gaz Métro (2014)
- reconstruction des massifs de la Commission des services électriques et de Bell Canada (2015)
- réaménagement de la rue Côte-Berri, entre la rue de la Commune et la rue du Champ-de-Mars (lot 1 - phase 1)
· réaménagement de la rue Bonsecours, entre la rue Saint-Paul et la rue Notre-Dame (lot 1 - phase 1)
· remplacement des conduites d'eau et d'égout ainsi que le réaménagement de la rue Bonneau, entre la rue de la Commune et la rue Saint-Paul (lot 1 - phase 1)
· remplacement de la conduite d'eau et des branchements de service de la rue Saint-Paul, entre la Place Jacques-Cartier et la rue Bonsecours (lot 2A - phase 1)

Ce dossier vise l'octroi du dernier contrat de réalisation des travaux de la phase 1, (voir schéma de localisation en pièce jointe), soit celui portant sur les travaux de réaménagement de la rue Saint-Paul entre la Place Jacques-Cartier et la rue Berri, de la rue du Marché-Bonsecours, de la rue Bonsecours entre la rue Saint-Paul et la rue de La Commune et du trottoir nord de la rue de la Commune entre la rue du Marché-Bonsecours et la rue Bonsecours (lot 2B).

Le Service de la mise en valeur du territoire a mandaté la Division des grands projets #2 du Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour assurer la réalisation des plans et devis, les travaux ainsi que la gestion des chantiers.

Ce projet significatif pour le Vieux-Montréal est réalisé en partenariat avec le ministère de la Culture et des Communications du Québec dans le cadre de *l'Entente sur le développement culturel de Montréal.*

Des demandes concernant cinq secteurs commerciaux ont été soumises au Service du développement économique pour une désignation dès 2015. Le secteur de la rue Saint-Paul Est, entre les rues Berri et De Vaudreuil répond à l'ensemble des conditions de désignation. Les associations de gens d'affaires et les sociétés de développement commercial (SDC) de l'agglomération peuvent bénéficier du soutien proposé par le PR@M-Artère en chantier.

Le budget global des aménagements de surface du projet est estimé à 35M$. La phase 1, financée dans l'Entente 2012-2015, est évaluée à 16,5M$, dont 3M$ proviennent du ministère de la Culture et des Communications. Le financement des phases 2 et 3 doit être confirmé dans la prochaine entente.

Étapes déjà réalisées:

	Coût	Date de début	Date de fin
• Plans et devis de la phase 1	157 078$	Septembre 2014	Décembre 2015

Étapes en cours de réalisation :	Coût	Date de début	Date de fin

• Phase 1 - Lot 1 : Réaménagement de la rue Bonsecours, de la rue Bonneau et de la Côte Berri	3 036 593 $	Juin 2015	Mai 2016
• Phase 1 - Lot 2A : Reconstruction de l'aqueduc et raccordement des drains à l'égout de la rue Saint-Paul, de la Place Jacques-Cartier à la rue Bonsecours	1 687 611 $	Mars 2016	Mai 2016

Étape à autoriser dans le présent dossier

	Date de début prévue	Date de fin prévue
• Phase 1 - Lot 2B : Réaménagement de la rue Saint-Paul entre la Place Jacques -Cartier et la rue Berri	Mai 2016	Décembre 2018

Étapes à venir :	Date de début prévue	Date de fin prévue
• Phase 1 - Lot 2B : Surveillance des travaux de réaménagement de la rue Saint-Paul entre la Place Jacques-Cartier et la rue Berri	Mai 2016	Décembre 2018
• Phase 2 : Réaménagement de la rue Saint-Paul, de la place Jacques-Cartier la rue Saint-Sulpice	à confirmer	à confirmer
• Phase 3: Réaménagement de la rue Saint-Paul, de la rue Saint-Sulpice à la rue MGill	à confirmer	à confirmer

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0017, 28 janvier 2016 (dossier 1154139004) - Accorder un contrat à Construction Bau-Val inc. pour la réalisation des travaux de reconstruction de conduite d'eau secondaire et de raccordement des drains à l'égout unitaire dans la rue Saint-Paul entre la Place Jacques-Cartier et la rue Bonsecours - lot 2A de la phase 1 du projet de réaménagement de la rue Saint-Paul

CG16 0030, 28 janvier 2016 (dossier 1150522002) - Conclure une entente-cadre, d'une durée de 84 mois, avec Rock of Ages Canada inc. pour la fourniture de pavés de granit dans le cadre du projet de réaménagement de la rue Saint-Paul, de la rue Berri à la rue McGill, pour une somme maximale de 1 596 004,25 $, taxes et contingences incluses.

CG15 0512, 19 octobre 2015 (dossier 1153751005) - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 16 500 000 $ afin de financer les travaux de réaménagement de la rue Saint-Paul - phase 1 - réalisés en partie dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015

CG15 0285 , 4 mai 2015 (dossier 1154139001) - Accorder un contrat à Ceveco inc. pour la réalisation des travaux de réaménagement de la rue Bonsecours entre la rue Saint-Paul et la rue Notre-Dame, de la rue Côte Berri entre la rue de la Commune et la rue du Champ-de-Mars, de la reconstruction des conduites d'eau et d'égout ainsi que l'aménagement de la rue Bonneau entre la rue de la Commune et la rue Saint-Paul - lot 1 de la phase 1 du projet de réaménagement de la rue Saint-Paul

CG11 0175, 19 mai 2011 (dossier 1110687002) - Règlement autorisant un emprunt de 31 064 000 $ pour la réalisation de projets déterminés dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel 2008-2012, ainsi que divers travaux d'aménagement et de mise en valeur du domaine public dans l'arrondissement historique du Vieux-Montréal, dans l'arrondissement historique et naturel du Mont-Royal et dans les secteurs d'intérêt patrimonial.

DESCRIPTION

Ce dossier vise l'octroi du contrat de réalisation des travaux du lot 2B de la phase 1, soit celui portant sur les travaux de réaménagement de la rue Saint-Paul entre la Place Jacques-Cartier et la rue Berri, de la rue du Marché-Bonsecours, de la rue Bonsecours entre la rue Saint-Paul et la rue de La Commune et du trottoir nord de la rue de la Commune entre la rue du Marché-Bonsecours et la rue Bonsecours.
De façon générale, les travaux comprennent :

- la récupération des bordures de granit existantes;
- la fourniture et mise en place de bordure de granit;
- la fourniture et mise en place de dalles de granit;
- la construction de trottoirs à granulats exposés;
- le déplacement de bornes-fontaines;
- l'enlèvement, triage et mise sur palette de bordures;
- la construction de fosses d’arbres agrandies avec grille de fonte;
- la construction de nouvelles bases de lampadaires et de conduits pour éclairage;
- l'enlèvement et remplacement des lampadaires;
- la construction de nouveaux massifs de la CSEM;
- le nivellement des puisards, des cadres et couvercles de regards d’égout, de chambres de vanne ainsi que ceux des compagnies d’utilités publics;
- la fourniture et mise en place des fondations granulaires pour la chaussée;
- la construction d’une dalle de béton armée;
- le transport et installation de pavés de granit fournis par la Ville de Montréal;
- l'enlèvement, triage, mise sur palette et réinstallation de vieux pavé de granit (cobbles);
- les travaux de maintien de la circulation.

Afin de diminuer la durée totale des travaux, tout en évitant des travaux en 2017 durant les festivités du 375ème anniversaire de la fondation de Montréal, plusieurs mesures ont été imposées au devis:

Le contrat impose ainsi à l’entrepreneur d'entreprendre et de terminer en 2016 tous les travaux sur la rue Saint-Paul entre la place Jacques-Cartier et la rue Bonsecours. Pour ce faire, l'entrepreneur doit obligatoirement prévoir l’utilisation au minimum de deux (2) équipes complètes de travail en tout temps et il doit planifier le travail de façon continue sans aucune interruption. Le contrat ne permet pas la réalisation de travaux en 2017 en

raison du 375ème anniversaire de Montréal. Le reste des travaux devra être entrepris et terminé en 2018.

Le contrat impose les horaires de travail suivant à l'entrepreneur:
- pour l'année 2016, l'entrepreneur doit obligatoirement travailler de 7h à 19h du lundi au vendredi et de 9h à 17h les samedis. S'il le désire l'Entrepreneur est autorisé à travailler le dimanche de 9h à 17h.
- pour l'année 2018, l'entrepreneur pourra exécuter ses travaux entre 7h et 19h du lundi au vendredi, et de 9h à 17h le samedi sur approbation.

Finalement, le montant des pénalités pour retard a été ajusté à la hausse et un boni est prévu dans l'éventualité où les travaux seraient complétés avant l'échéance des délais contractuels.

Compte tenu du haut niveau de qualité exigé pour ce projet et de sa localisation, le processus d'octroi du contrat imposait que les soumissionnaires devaient avoir exécuté au cours des cinq (5) dernières années, un minimum de deux (2) contrats de même nature et d'une valeur de 2 000 000,00 $ et plus en coût des travaux, un contrat de même nature étant défini comme un projet de construction ou de reconstruction d'aménagement du domaine public dans un milieu urbain et sur une rue à caractère commerciale et touristique. Les soumissionnaires devaient ainsi joindre avec leur offre, pour chaque contrat exécuté, l'année de réalisation, la description de la nature des travaux, le nom de rue et de la municipalité, la valeur du contrat, le nom de l'ingénieur responsable de la surveillance des travaux et ses coordonnée. Le défaut de respecter cette condition entraînait le rejet de la soumission. La qualification des soumissionnaires relativement à cette exigence est résumée en pièce jointe.

L'appel d'offres a été publié du 18 janvier au 10 février 2016. La soumission est valide pendant les cent vingt (120) jours qui suivent sa date d'ouverture, soit jusqu'au 9 juin 2016.

L'appel d'offres a été publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO. La durée de publication a été de 24 jours, ce qui est conforme au délai minimal requis par la Loi sur les cités et villes.

Trois (3) addenda ont été émis dans le cadre de cet appel d'offres.

- Addenda no 1 - 20 janvier 2016 - Ajout du cahier E (devis technique éclairage) et du cahier W (devis technique CSEM)
- Ajout des plans d'éclairage et des plans de massifs et conduits de la CSEM
- Modification du bordereau de soumission

- Addenda no 2 - 1er février 2016 - Report de l'ouverture des soumissions au 10 février plutôt que le 3 février 2016.
- Modification des horaires d'interdiction de l'usage du marteau-piqueur

- Addenda no 3 - 5 février 2016 - Transmission du formulaire A-5 de la CSEM

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est de 1 554 261,28$ (taxes incluses), soit 15 % du coût des travaux avant les taxes, tel qu'inscrit au bordereau d'appel d'offres.

Les dépenses incidentes peuvent comprendre des dépenses en matière de suivi archéologique, d'utilités publiques, de communication et de gestion des impacts, de signalisation, ainsi que les frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux et le contrôle environnemental. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Incidences et ristournes» en pièce jointe. Une enveloppe de

725 000,00 $ est allouée aux incidences, soit un montant représentant 6% de la valeur du contrat.

JUSTIFICATION

La mise en œuvre du projet de réaménagement de la rue Saint-Paul répond aux orientations et aux objectifs poursuivis par la Ville en termes de patrimoine, de conservation et de mise en valeur du territoire. La volonté d'assurer la mise en valeur du coeur historique de la ville a été affirmée dans plusieurs documents d'orientations dont le Plan d'urbanisme (2004), la Politique du patrimoine (2005) dans laquelle la Ville s'impose les rôles de propriétaire et de gestionnaire exemplaires, le Plan d'intervention sur l'aménagement du domaine public du Vieux-Montréal, le Plan de transport (2008), le Plan sectoriel de gestion des déplacements du Vieux-Montréal et le Plan de protection et de mise en valeur du Vieux-Montréal (2013). Ainsi, dans son rapport de consultation publique sur ce dernier document, la commission de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) «recommande que le premier objectif du Plan de protection et de mise en valeur soit l'affirmation et l'enrichissement de ce trait fondamental de la personnalité du Vieux-Montréal [sa valeur de centre historique], ainsi que la mise en valeur de son patrimoine.».

Le réaménagement de cette rue emblématique, au coeur de la Cité historique, permettra de mettre en valeur le cadre bâti exceptionnel qui raconte l'histoire de la ville et son évolution. En ce lieu de promenade par excellence, le réaménagement sera l'occasion de repenser la rue afin de la rendre plus conviviale, et de régler des problèmes de confort, de sécurité et d'accessibilité. Par son aménagement, le projet permettra de créer un véritable milieu inclusif, stimulera la vitalité commerciale, attirera une clientèle et des commerces de qualité et ce, hiver comme été.

Suite à l'appel d'offres, il y a eu vingt-cinq (25) preneurs de cahier des charges, trois (3) firmes ont déposé une soumission et vingt-deux (22) n'en ont pas déposé; soit des proportions respectives de 12% et 88%. Parmi les preneurs du cahier des charges qui n'ont pas déposé de soumissions, on en retrouve quatre (4) qui se désignent comme étant sous-traitant et un (1) affirmant que la période de soumission ne lui convenait pas. Pour les autres qui n'ont pas déposé de soumissions, il se pourrait que les exigences propres à cet appel d'offres (horaires des travaux, pénalités, expérience du soumissionnaire dans des projets similaires) les aient amenés à renoncer à déposer une soumission.

Le tableau des résultats de soumission suivant (voir également en pièce jointe) résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, les écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation interne des professionnels de la Ville et le montant de l'octroi pour l'appel d'offres public #329902:

RÉSULTATS DE SOUMISSION *(taxes incluses)*

	FIRMES SOUMISSIONNAIRES CONFORMES	PRIX	CONTINGENCES	TOTAL
1	Les Entreprises de Construction Ventec inc. (Licence RBQ # 8210-9299-08) (Attestation Revenu Québec délivrée 18 janvier 2016)	10 361 741,81 $	1 554 261,28 $	11 916 003,09 $
2	Aménagement Côté Jardin inc.	11 156 757,98 $	1 673 513,70 $	12 830 271,68 $
3	Ceveco inc.	11 331 808,73 $	1 699 771,31 $	13 031 580,04 $
	Estimation des professionnels préparée par Legico-CHP Ir	10 617 434,43 $	1 592 615,16 $	12 210 049,59 $
	Coût moyen des soumissions reçues ($)			**12 592 618,27 $**
	Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			**5,7%**
	Écart entre la plus haute et la plus basse conforme		**($)**	**1 115 576,95 $**
			(%)	**9,4%**
	Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation		**($)**	**-294 046,50 $**
			(%)	**-2,4%**
	Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse		**($)**	**914 268,59 $**
			(%)	**7,7%**

La Division gestion de projets et économie de la construction (DGPEC) a mandaté la firme externe Legico-CHP Inc. pour produire une estimation des coûts de travaux à partir des documents d'appel d'offres, pendant la période d'appel d'offres, et selon les prix des matériaux, des taux d'équipements et de la main d'oeuvre réels du marché actuel. L'écart entre la plus basse soumission conforme et la dernière estimation de la firme Legico-CHP est de 294 046,50$ (-2,4%).

Le présent dossier répond à l'un des critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats. Selon les dépenses prévisionnelles, le contrat d'exécution de travaux est supérieur à 10 000 000$.

Entreprise de construction Ventec Inc. possède l'autorisation valide de l'AMF de conclure un contrat public en date du 22 août 2013 (voir pièce jointe), conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics. Cette entreprise est inscrite au registre des entreprises autorisées que tient l'AMF.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les travaux du lot 2B sont prévus au PTI corporatif 2016-2018 du Service de la mise en valeur du territoire ainsi qu'à celui de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM).

Le coût total du contrat à octroyer est de 11 916 003,09$ $ (taxes incluses) incluant un montant de 10 361 741,81 $ (taxes incluses) pour les travaux et un montant de 1 554 261,28$ (taxes incluses) pour les contingences.

La dépense totale est donc de 12 678 724,54$ (taxes incluses) car le montant requis pour couvrir les dépenses incidentes est de 762 721,45$ $ (taxes incluses) et sera assumée comme suit :

- CSEM: le coût total des travaux à la charge de la CSEM est de 183 173,81 $ (taxes incluses), incluant un montant de 23 892,24$ (taxes incluses) pour les contingences. Un montant de 37 721,45$ (taxes incluses) est prévu pour couvrir les dépenses incidentes de la CSEM.

- Service de la mise en valeur du territoire (SMVT): le coût total des travaux à la charge du SMVT est de 11 732 829,28 $ (taxes incluses), incluant un montant de 1 530 369,04$

(taxes incluses) pour les contingences. Un montant de 725 000,00$ (taxes incluses) est prévu pour couvrir les dépenses incidentes du SMVT. Un montant maximal de 11 375 658,63 $ (net de ristournes) sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 15-069 – « Travaux d'aménagement de la rue Saint-Paul ».

Dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015, par la recommandation de crédit #.14-1.1.5.3-227, le Ministère de la Culture et des Communications subventionne le projet de la rue Saint-Paul à la hauteur de 3 M$ (taxes incluses) sur 10 M$. Le solde de la subvention à réclamer au ministère dans ce projet est approximativement de 991 000 $ (taxes incluses) ou 904 000 $ (net de ristournes), ce qui laisse un emprunt net à la charge de l'agglomération de 10 471 658,63$.

Le détail des informations budgétaires et comptables se retrouve dans l'intervention du Service des Finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La conception du projet tient compte de l'accessibilité aux personnes ayant des limitations fonctionnelles, tout en respectant le caractère historique du lieu.
L'espace réaménagé aura une durée de vie de plusieurs décennies. L'utilisation de matériaux nobles, tel le granit, et la mise en place d'un programme d'entretien adapté, permettra la livraison d'un projet urbain de grande qualité qui profitera à l'ensemble de la collectivité pour les prochaines générations. Enfin, l'aménagement privilégie une approche simple et durable, dans le respect des contraintes archéologiques du site.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les travaux visés par le présent dossier occasionneront des entraves habituelles à la circulation dans ce genre de projet. Ceux-ci feront l'objet de mesures de mitigation selon les pratiques en vigueur à la Ville.

Une décision favorable dans le présent dossier au Conseil d'agglomération du 24 mars 2016 permettrait de réaliser les travaux prévus sur la rue Saint-Paul, entre la Place Jacques-Cartier et la rue Bonsecours, entre mai et novembre 2016, en vue des célébrations du 375^{e} anniversaire de la fondation de Montréal en 2017. Une décision tardive ou défavorable compromettrait l'atteinte de cet objectif.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Depuis 2013, 5 soirées avec les riverains (commerçants et résidents) ont été organisées. Ces rencontres avaient pour but d'identifier les besoins et les préoccupations des riverains, de discuter du partage de l'espace entre les différents usagers et les scénarios d'aménagement et de présenter le concept final et l'échéancier de réalisation de la première phase. La Société de développement commercial du Vieux-Montréal a également été consultée tout au long du projet.
Pour les travaux du lot 2B, il est prévu plusieurs mesures d'accompagnement et d'animation, tel qu'un partenariat avec Montréal en Histoires, des activités archéologiques aux abords du chantier, un habillage du chantier avec des clôtures dotées de toiles de couleur, un parcours narratif sur l'histoire de la rue et du marché Bonsecours.

Un agent de liaison est également prévu tout au long de l'année 2016 pour assurer une meilleure communication entre les riverains et le chantier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Cheminement du projet (phase 1 - lot 2B):
Octroi de contrat de travaux par le Conseil d'agglomération – 24 mars 2016
Octroi du contrat de surveillance des travaux: 21 avril 2016
Début des travaux – début mai 2016
Fin des travaux – Décembre 2018 (arrêt des travaux en 2017)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Paule TANGUAY)

Certification de fonds :
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission (Serge A BOILEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Nathalie M MARTIN, Service de la mise en valeur du territoire
Claude DUBOIS, Ville-Marie

Lecture :

Nathalie M MARTIN, 18 février 2016
Claude DUBOIS, 18 février 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Laurent GUIGNARD
Chargé de projet - Grand projet

Tél : 514 872 3365
Télécop. : 514 868 3232

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-17

Alain TRUDEAU
Chef de division

Tél : 514-872-3683
Télécop. : 514 868 3232

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2016-02-25

Ministère
de la Culture et
des Communications
Québec

Demande :	127796
Bien :	112848
Dossier :	SSP-D-2014-0127-06

Autorisation

Article(s) 64 de la *Loi sur le patrimoine culturel* (RLRQ, chapitre, P-9.002)

Après étude et sur la base des documents et renseignements soumis, la ministre autorise :

M. Laurent Guignard
Ville de Montréal
800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

À réaliser les actes ou travaux suivants :

Réalisation de la première phase des travaux de réaménagement de la rue Saint-Paul (phase 1 - lot 2B), le tout selon les plans (3299-AME-02) de la Division de la construction et de la mise en oeuvre des projets de la Ville de Montréal datés du 18 janvier 2016, et de l'ensemble des devis soumis pour l'appel d'offres public no 329902.

Sur le bien suivant :

SITUÉ DANS UN SITE PATRIMONIAL DÉCLARÉ – SITE PATRIMONIAL DE MONTRÉAL
Rue Saint-Paul Est
Désignation cadastrale :

Important :

- Par le seul effet de la loi, la présente autorisation est retirée si le projet visé n'est pas entrepris un an après la délivrance de l'autorisation ou s'il est interrompu pendant plus d'un an.
- La présente autorisation ne dispense pas de l'obtention de tout autre permis, certificat ou autorisation pouvant être requis en vertu de la Loi ou des règlements.
- La présente autorisation ne dispense pas de l'obligation d'aviser la ministre sans délai de toute découverte de bien ou site archéologique, conformément à l'article 74 de la Loi sur le patrimoine culturel.

Délivrée le 2016/02/16

La ministre de la Culture et des Communications,

Par _____
Martin Pineault, directeur général
Direction générale du patrimoine

Signée en vertu d'une délégation faite conformément à l'article 78 par. 8 de la Loi sur le patrimoine culturel.



La voie automobile



La rue partagée

LE PROJET

1



La voie automobile

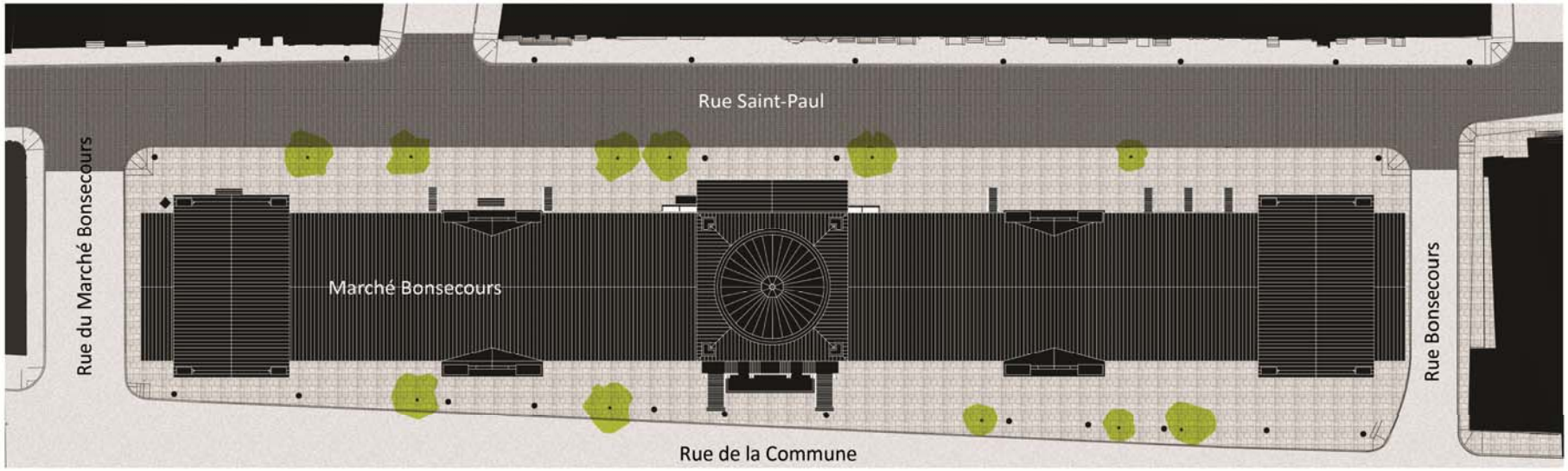


La rue partagée

LE PROJET

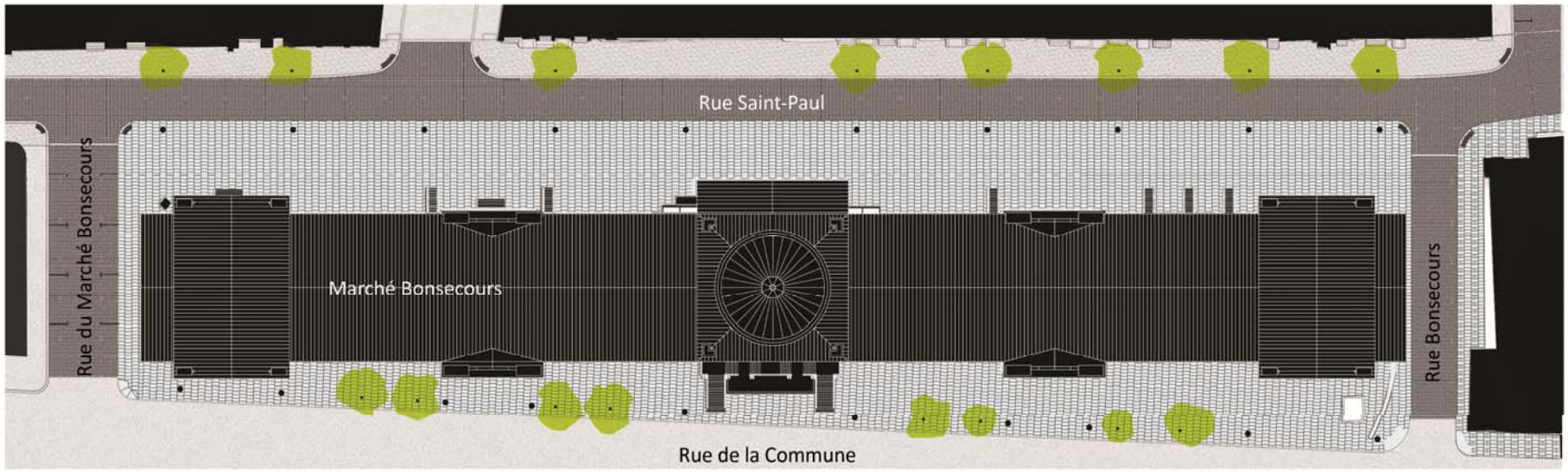
AVANT

Le parvis étroit



APRÈS

Le parvis dégagé





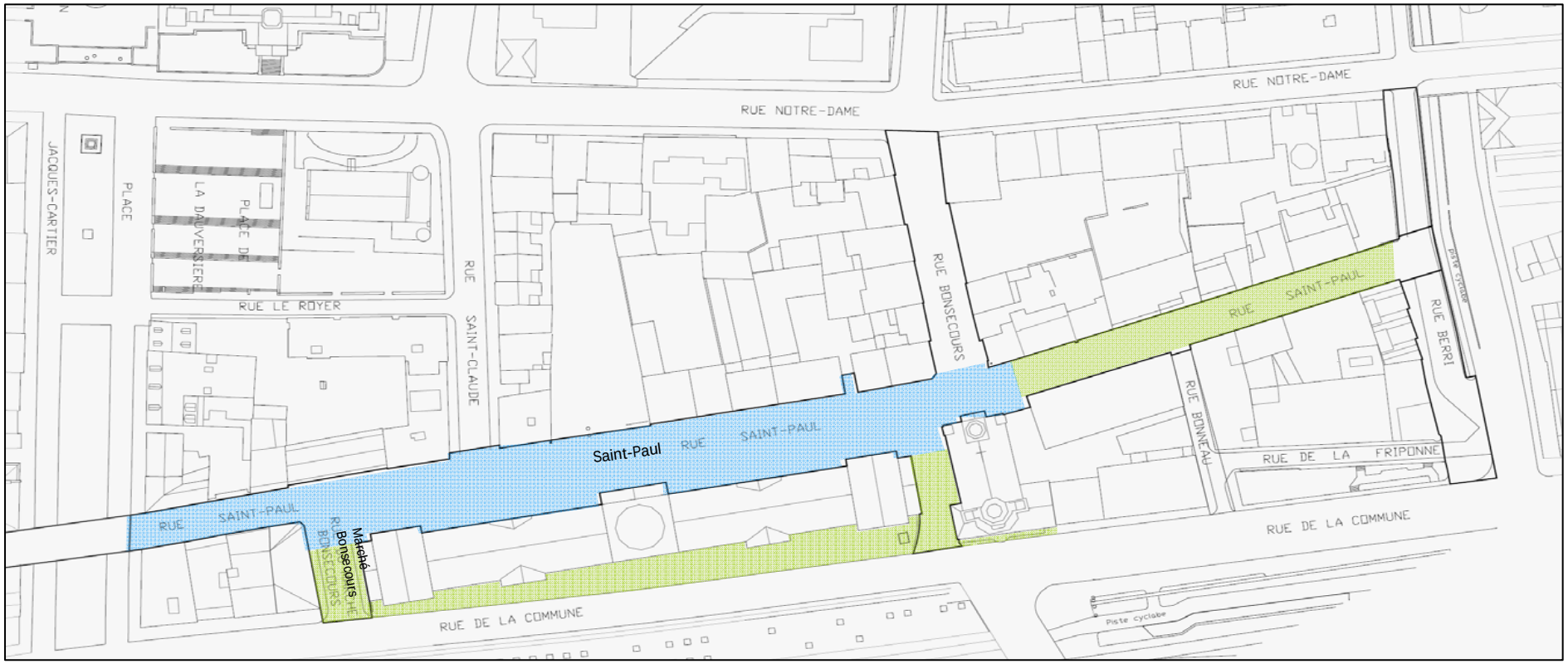
4

Photo prise le 20 juillet 2015 à l'angle de la rue Saint-Claude



5

Localisation et calendrier de mise en œuvre



2016

2017

2018

375è
Relâche
des travaux

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

4.1

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0179

Québec, le 22 août 2013

Les entreprises de construction Ventec inc
À l'attention de : Monsieur Gino Ventura
5600, rue Notre-Dame Ouest, bureau 104
Montréal (Québec) H4C 1V1

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à Les entreprises de construction Ventec inc.
Autorisation n° 2013-CPSM-0179 n° d'identification de l'Autorité : 2700023710

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q. c. C-65-1 (la « LCOP ») Les entreprises de construction Ventec inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au 21 août 2016 et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca)

La Directrice principale des opérations
d'encadrement de la distribution

Maryse Pineault

Appel d'offres# 329902- Saint-Paul Lot 2B
Synthèse des résultats – Critère d'expérience des soumissionnaires

				CRITÈRES D'EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE				CONFORMITÉ
ORDRE	SOUMISSIONNAIRE	VALEUR DE LA SOUMISSION	Écart avec Estimation de contrôle	DEUX CONTRATS > 2M$	CINQ DERNIÈRES ANNÉES	EN MILIEU URBAIN	SUR RUE COMMERCIALE / TOURISTIQUE	
1	Entreprise de construction Ventec	11 916 003,09 $	-2,4%	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
2	Aménagement Côté Jardin	12 830 271,68 $	1,1%	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
3	Ceveco	13 031 580,04 $	6,7%	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
	Estimation de contrôle	12 210 049,59 $						

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1164139002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Objet :	Accorder un contrat à Entreprise de construction Ventec Inc. pour la réalisation des travaux de réaménagement de la rue Saint-Paul entre la Place Jacques-Cartier et la rue Berri, de la rue du Marché -Bonsecours, de la rue Bonsecours entre la rue Saint-Paul et la rue de La Commune et du trottoir nord de la rue de la Commune entre la rue du Marché-Bonsecours et la rue Bonsecours - lot 2B de la phase 1 du projet de réaménagement de la rue Saint-Paul - Arrondissement Ville-Marie - Dépense totale de 12 678 724,54 $ (contrat: 11 916 003,09$ + incidences: 762 721,45 $), taxes incluses. Appel d'offres public 329902 - 3 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1164139002 Ventec inc. (St-Paul).xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Paule TANGUAY
Préposée au budget
Services des finances - Point de service - Développement
Tél : 514 872-5911

Co-auteur
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - Développement
(514) 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-25

Josée BÉLANGER
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 872-3238

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Article 20.27

Commission permanente sur l'examen des contrats

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

Mandat SMCE154102010

Accorder un contrat à Les Excavations Gilbert Théorêt inc. pour des travaux de reconstruction d'un égout combiné, des conduites d'eau secondaires, d'une structure de chambre de débitmètre, de chaussée, de trottoirs, de bordures, de bases, de la mise aux normes du réseau de la CSEM et de Bell Canada, de travaux d'éclairage et de construction de conduits électriques, là où requis dans le Chemin de la Côte-Sainte-Catherine, de l'avenue Westbury au Chemin de la Côte-des-Neiges. Arrondissement: Côte-des-Neiges−Notre-Dame-de-Grâce. Dépense totale de 11 801 587,80 $ (contrat: 10 878 083,94 $ + incidences: 1 035 058,55 $), taxes incluses. Appel d'offres public 280001 - 4 soumissionnaires conformes.

Rapport déposé au conseil d'agglomération
Le 24 mars 2016

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Louise Mainville
Arrondissement du Plateau Mont-Royal

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Montréal, le 24 mars 2016

M. Denis Coderre
Maire de Montréal
Membres du conseil d'agglomération
Hôtel de ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Mesdames,
Messieurs,

Conformément au mandat SMCE154102010, nous avons l'honneur de déposer, au nom de la Commission permanente sur l'examen des contrats, le rapport de la commission concernant l'octroi d'un contrat à Les Excavations Gilbert Théorêt inc. pour des travaux de reconstruction d'un égout combiné, des conduites d'eau secondaires, d'une structure de chambre de débitmètre, de chaussée, de trottoirs, de bordures, de bases, de la mise aux normes du réseau de la CSEM et de Bell Canada, de travaux d'éclairage et de construction de conduits électriques, là où requis dans le Chemin de la Côte-Sainte-Catherine, de l'avenue Westbury au Chemin de la Côte-des-Neiges. Arrondissement: Côte-des-Neiges−Notre-Dame-de-Grâce. Dépense totale de 11 801 587,80 $ (contrat: 10 878 083,94 $ + incidences: 1 035 058,55 $), taxes incluses. Appel d'offres public 280001 - 4 soumissionnaires conformes.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE SMCE154102010
Accorder un contrat à Les Excavations Gilbert Théorêt inc. pour des travaux de reconstruction d'un égout combiné, des conduites d'eau secondaires, d'une structure de chambre de débitmètre, de chaussée, de trottoirs, de bordures, de bases, de la mise aux normes du réseau de la CSEM et de Bell Canada, de travaux d'éclairage et de construction de conduits électriques, là où requis dans le Chemin de la Côte-Sainte-Catherine, de l'avenue Westbury au Chemin de la Côte-des-Neiges. Arrondissement: Côte-des-Neiges−Notre-Dame-de-Grâce. Dépense totale de 11 801 587,80 $ (contrat: 10 878 083,94 $ + incidences: 1 035 058,55 $), taxes incluses. Appel d'offres public 280001 - 4 soumissionnaires conformes.

À sa séance du 9 mars 2016, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le dossier 1154102010. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Le 10 mars 2016, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat SMCE154102010 qui lui avait été confié. Des représentants du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) ont répondu aux questions des membres de la Commission. Ils ont d'abord rappelé le contexte dans lequel s'inscrit le présent contrat.

Les travaux de ce contrat consistent en la reconstruction d'environ 998 mètres d'égout unitaire de diamètres variant de 300 mm à 750 mm et d'environ 1 007 mètres de conduite d'eau secondaire de 100 mm à 300 mm de diamètre, ainsi que la reconstruction complète des trottoirs et de la chaussée, le remplacement de l'éclairage, des modifications au réseau de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM) et de Bell Canada, dans le chemin de la Côte-Sainte-Catherine, de l'avenue Westbury au chemin de la Côte-des-Neiges. De plus, ce contrat comprend des travaux de reconstruction d'une dalle de toit de la chambre de débitmètre située dans le chemin

de la Côte-Sainte-Catherine à mi-distance entre la rue Légaré et le chemin de la Côte-des-Neiges.

Les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises aux arrondissements et aux requérants lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquelles ont été prises en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 997 074,18 $ (taxes incluses), soit une moyenne pondérée de 10,1 % du coût des travaux tel qu'inscrit au bordereau de soumission. En effet, le pourcentage des contingences est de 10 % sauf pour les travaux d'éclairage où l'enveloppe est évaluée à 15 % en raison des risques inhérents reliés aux travaux d'installation de câblage dans les réseaux de conduits souterrains (sous-projet 1555845204).

Des travaux d'amélioration sont requis pour modifier les infrastructures de Bell Canada. Les deux parties se sont mises d'accord pour intégrer ces travaux dans les documents d'appels d'offres, chacun visant un objectif d'économie sur les frais et le temps relié à la gestion du chantier. Ces travaux au montant de 111 554,69 $ taxes incluses, représentent 1,03 % du coût total du contrat et seront entièrement payés par Bell Canada.

L'appel d'offres a été publié du 14 décembre 2015 au 27 janvier 2016. La soumission est valide pendant les cent vingt jours qui suivent sa date d'ouverture, soit jusqu'au 26 mai 2016. L'appel d'offres a été publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO. La durée de publication a été de quarante-trois jours, ce qui respecte le délai prescrit. Quatre addendas ont été émis afin d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges des modifications faites aux documents d'appel d'offres.

Sur vingt-neuf preneurs de cahier des charges, huit firmes ont déposé une soumission. Parmi les vingt-et-un qui n'en ont pas déposé, six firmes sont connues comme étant des sous-traitants et une firme s'est désistée car elle ne répondait pas à la clause concernant l'expérience du maître d'œuvre.

Il y a un écart de prix de 2,9 % favorable à la Ville entre l'estimation et la soumission de l'adjudicataire proposé et un écart de prix de 2 % entre les deux plus bas soumissionnaires.

Les membres de la Commission ont soulevé diverses questions sur le processus d'appel d'offres dans le présent dossier.

Les membres ont noté que les clauses relatives au programme d'évaluation des fournisseurs ont été ajoutées en addenda au cahier des charges. Il y a lieu de se réjouir de cet ajout, mais, compte tenu que ce programme a été adopté il y a depuis plusieurs mois, il conviendrait de l'inclure systématiquement dans les documents d'appels d'offres.

Les membres ont aussi bien compris que l'ajout d'une clause exigeant des soumissionnaires qu'ils aient réalisé au moins deux projets de 10 M$ et plus de nature similaire au cours des cinq dernières années visait à s'assurer de l'expérience et de la capacité de l'entrepreneur retenu à réaliser des travaux complexes d'envergure. La Commission a constaté que cette exigence n'était pas de nature à fermer le marché.

La clause de qualification incluse dans le présent appel d'offres se lit comme suit : « *Le soumissionnaire doit avoir exécuté au cours de cinq dernières années, un minimum de deux contrats de nature similaire et d'une valeur de 10 000 000 $ et plus, en coût des travaux, taxes incluses. Pour chaque contrat exécuté, il doit indiquer l'année de réalisation, la description de la nature des travaux, le nom de rue et de la municipalité, la valeur du contrat, le nom de l'ingénieur responsable de la surveillance des travaux et ses coordonnées. Un contrat de nature similaire est défini comme étant un projet de construction ou de reconstruction d'égout, aqueduc et de voirie dans un milieu urbain et sur une artère fortement achalandée.* »

Les membres sont d'avis qu'il serait nécessaire d'apporter des précisions aux critères de qualification des entrepreneurs pour mieux préciser les notions d'expérience en milieu urbain et sur une artère achalandée.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération:

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE154102010 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Recommandation générale d'amélioration des processus d'appels d'offres

Considérant l'inclusion de clauses relatives à l'expérience du maître d'œuvre pour qualifier les soumissionnaires dans certains contrats;

La Commission recommande que les unités d'affaires s'assurent de définir le plus précisément possible les termes des critères utilisés dans les clauses de qualification des soumissionnaires pour assurer l'objectivité du processus d'appel d'offres.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.27

2016/03/24 17:00

(2)

Dossier # : 1154102010

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les Excavations Gilbert Théorêt inc. pour des travaux de reconstruction d'un égout combiné, des conduites d'eau secondaires, d'une structure de chambre de débitmètre, de chaussée, de trottoirs, de bordures, de bases, de la mise aux normes du réseau de la CSEM et de Bell Canada, de travaux d'éclairage et de construction de conduits électriques, là où requis dans le Chemin de la Côte-Sainte-Catherine, de l'avenue Westbury au Chemin de la Côte-des-Neiges. Arrondissement: Côte-des-Neiges−Notre-Dame-de-Grâce. Dépense totale de 11 801 587,80 $ (contrat: 10 878 083,94 $ + incidences: 1 035 058,55 $), taxes incluses. Appel d'offres public 280001 - 4 soumissionnaires conformes.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 11 801 587,80 $, taxes incluses, pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage et de mise aux normes du réseau de la CSEM dans le chemin de la Côte-Sainte-Catherine, de l'avenue Westbury au chemin de la Côte-des-Neiges, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à la compagnie Les Excavations Gilbert Théorêt inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 10 878 083,94 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 280001 ;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 0,42 % par l'agglomération, pour un montant de 48 994,76 $, taxes incluses.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-03-02 16:11

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1154102010**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les Excavations Gilbert Théorêt inc. pour des travaux de reconstruction d'un égout combiné, des conduites d'eau secondaires, d'une structure de chambre de débitmètre, de chaussée, de trottoirs, de bordures, de bases, de la mise aux normes du réseau de la CSEM et de Bell Canada, de travaux d'éclairage et de construction de conduits électriques, là où requis dans le Chemin de la Côte-Sainte-Catherine, de l'avenue Westbury au Chemin de la Côte-des-Neiges. Arrondissement: Côte-des-Neiges−Notre-Dame-de-Grâce. Dépense totale de 11 801 587,80 $ (contrat: 10 878 083,94 $ + incidences: 1 035 058,55 $), taxes incluses. Appel d'offres public 280001 - 4 soumissionnaires conformes.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'eau a pour mandat, entre autres, d'identifier et de prioriser les travaux de renouvellement d'infrastructures d'aqueduc et d'égouts secondaires sur le territoire de la Ville de Montréal.
Ces travaux s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau pour des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.

À la suite de différentes analyses et inspections télévisées et considérant leur âge avancé et leur état de dégradation structurale, la conduite d'égout unitaire installée entre 1932 et 1943, ainsi que la conduite d'eau secondaire installée entre 1932 et 1952, sous les trottoirs de chaque côté du chemin de la Côte-Sainte-Catherine entre l'avenue Victoria et le chemin de la Côte-des-Neiges, ainsi qu'un tronçon d'égout et d'aqueduc à l'intersection du chemin de la Côte-Sainte-Catherine et l'avenue Westbury ont été identifiés par la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) comme prioritaires pour ce qui est de leur remplacement. Ces tronçons n'ont pas été retenus dans le programme d'intervention avec la technique de réhabilitation du secteur en 2012.

Par ailleurs, la Direction des transports poursuit – via son *Programme de réfection du réseau routier artériel* – sa mission de planifier les activités de réhabilitation sur le réseau routier, et ce, aux fins d'en préserver le niveau de service établi tout au long du cycle de vie des différents actifs.

Les investissements alloués à la protection du réseau routier artériel témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer tant le confort et la sécurité des usagers de la route, la qualité de vie des citoyens, que l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises.

Ces investissements viennent donc contribuer au développement et à la croissance de Montréal, atténuer le problème de dégradation des infrastructures routières et améliorer l'état global des chaussées par l'application de meilleures techniques d'intervention, le tout en fonction de l'état de la chaussée et des contraintes de circulation.

De plus, la Direction des transports a le mandat de réaliser le Programme de réfection de l'éclairage de rue du réseau artériel.

Les principaux objectifs de ce programme sont :

· d'assurer la sécurité des automobilistes et des piétons;
· de maintenir le réseau d'éclairage à son niveau actuel, voire de l'améliorer si possible;
· de consolider et conserver les équipements municipaux;
· de remplacer les actifs qui ont atteint la fin de leur vie utile.

Les lampadaires et l'infrastructure des systèmes d'éclairage sur les tronçons routiers concernés par le présent contrat sont en très mauvais état et ont atteint la fin de leur vie utile.

La Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE), la Direction de l'eau potable et la Direction des transports ont mandaté la Direction des infrastructures afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres afin de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

L'appel d'offres a été publié du 14 décembre 2015 au 20 janvier 2016, lequel a été reporté au 27 janvier 2016 pour laisser le temps aux soumissionnaires de se conformer à la clause concernant l'évaluation de l'adjudicataire. La soumission est valide pendant les cent vingt (120) jours qui suivent sa date d'ouverture, soit jusqu'au 26 mai 2016.

L'appel d'offres a été publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO. La durée de publication a été de 43 jours, ce qui respecte le délai prescrit par la Loi sur les cités et villes.

Quatre (4) addenda ont été émis afin d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges des modifications faites aux documents d'appel d'offres :

· Addenda n° 1 émis le 13 janvier 2016 : Modification au cahier des charges afin d'ajouter la clause concernant l'évaluation de l'adjudicataire et le report de la date d'ouverture de la soumission du 20 janvier 2016 au 27 janvier 2016. Ce qui n'a aucun impact significatif sur le coût des travaux.
· Addenda n° 2 émis le 15 janvier 2016 : Ajout du cahier C - Devis technique Circulation, et clarifications mineures au cahier des charges, à la formule de soumission, ainsi qu'au devis technique égout et aqueduc (cahier O). Ces modifications représentent une augmentation estimée du coût des travaux, incluant les taxes et contingences, de l'ordre de 45 000 $; cette valeur représente le 0,42% du coût estimé du contrat, donc peu significatif sur le coût

total des travaux.
· Addenda n° 3 émis le 21 janvier 2016 : Clarifications mineures au devis technique égout et aqueduc (cahier O) ainsi qu'au devis technique circulation (cahier C). Ce qui n'a aucun impact significatif sur le coût des travaux.
· Addenda n° 4 émis le 22 janvier 2016 : Clarification mineure au cahier des charges. Ce qui n'a aucun impact significatif sur le coût des travaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG14 0486 - Le 14 novembre 2014 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2015-2017 de la Ville de Montréal (volet agglomération) (1143843014).

DESCRIPTION

Les travaux de ce contrat consistent en la reconstruction d'environ 998 mètres d'égout unitaire de diamètres variant de 300 mm à 750 mm et d'environ 1 007 mètres de conduite d'eau secondaire de 100 mm à 300 mm de diamètre, ainsi que la reconstruction complète des trottoirs et de la chaussée, le remplacement de l'éclairage, des modifications au réseau de la CSEM et de Bell Canada, dans le chemin de la Côte-Sainte-Catherine, de l'avenue Westbury au chemin de la Côte-des-Neiges. De plus, ce contrat comprend des travaux de reconstruction d'une dalle de toit de la chambre de débitmètre située dans le chemin de la Côte-Sainte-Catherine à mi-distance entre la rue Légaré et le chemin de la Côte-des-Neiges. Étant donné l'envergure et la complexité du présent contrat, une clause particulière quant à l'expérience du maître d'oeuvre a été incluse aux cahiers des charges, laquelle se retrouve en pièce jointe (clause 13).

Veuillez trouver en pièces jointes la description des principaux actifs visés par les travaux ainsi qu'un plan clé.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises aux arrondissements et aux requérants lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquelles ont été prises en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences attribuable à la Ville est déterminée à 997 074,18 $ (taxes incluses), soit une moyenne pondérée de 10,1 % du coût des travaux tel qu'inscrit au bordereau de soumission. En effet, le pourcentage des contingences est de 10 % sauf pour les travaux d'éclairage où l'enveloppe est évaluée à 15 % en raison des risques inhérents reliés aux travaux d'installation de câblage dans les réseaux de conduits souterrains (sous-projet 1555845204).

Des travaux d'amélioration sont requis pour modifier les infrastructures de Bell Canada. Les deux parties se sont mises d'accord pour intégrer ces travaux dans les documents d'appels d'offres, chacun visant un objectif d'économie sur les frais et le temps relié à la gestion du chantier. Ces travaux nécessitent les interventions suivantes sur les actifs de Bell Canada : construction des nouveaux massifs et d'une nouvelle structure, reconstruction de certains massifs existants. La totalité des coûts de construction pour répondre à la demande de Bell Canada, est prévue au bordereau de soumission dans le sous-projet intitulé «Mise aux normes du Réseau de Bell Canada».

Par contre, ces travaux au montant de 111 554,69 $ taxes incluses, représentent 1,03 % du coût total du contrat et seront entièrement payés par Bell Canada. Ils seront exécutés par le sous-traitant de l'entrepreneur adjudicataire recommandé qui est accrédité par Bell Canada. Selon la lettre d'entente jointe au présent dossier, Bell Canada s'engage à assumer le coût réel des travaux réalisés, sur présentation des factures et pièces justificatives de l'entrepreneur.

D'autres travaux d'amélioration sur les actifs sont aussi requis au réseau de la CSEM. La totalité des coûts de construction reliés au réseau de la CSEM, est prévue au bordereau de soumission dans le sous-projet intitulé «Mise aux normes du réseau de la CSEM».

Les dépenses incidentes au montant de 1 035 058,55 $ comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de communication, de gestion des impacts, de chloration des conduites d'eau existantes, de marquage et signalisation ainsi que des frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux et pour la surveillance environnementale. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document *Incidences et ristournes* en pièce jointe.

Le processus d'appel d'offres publics # 280001 s'est terminé le 27 janvier 2016. Sur vingt-neuf (29) preneurs de cahier des charges, huit (8) firmes ont déposé une soumission et vingt-et-une (21) n'en ont pas déposé; soit une proportion respective de 28 % et 72 %. Parmi les vingt-et-un (21) qui n'en ont pas déposé, six (6) firmes sont connues comme étant des sous-traitants et une (1) firme s'est désistée car elle ne répondait pas à la clause concernant l'expérience du maître d'oeuvre. La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats de soumission ci-dessous résume la liste des soumissionnaires et prix soumis, les écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant du contrat :

RÉSULTATS DE SOUMISSION	*(taxes incluses)*		
FIRMES SOUMISSIONNAIRES CONFORMES	**PRIX**	**CONTINGENCES**	**TOTAL**
1 Les Excavations Gilbert Théorêt inc. (Licence RBQ # 2641-0001-70) (Attestation Revenu Québec délivrée le 18 janvier 2016)	9 870 868,42 $	1 007 215,52 $	10 878 083,94 $
2 Roxboro Excavation inc.	10 069 470,53 $	1 026 216,56 $	11 095 687,09 $
3 Groupe TNT inc.	11 271 819,03 $	1 144 878,62 $	12 416 697,65 $
4 Les Entreprises Michaudville inc.	11 532 969,78 $	1 173 588,46 $	12 706 558,24 $
Estimation des professionnels internes ($)	10 157 052,44 $	1 042 724,30 $	11 199 776,74 $
Coût moyen des soumissions reçues **Écart entre la moyenne et la plus basse conforme**		**($)** **(%)**	**11 774 256,73 $** **8,2 %**
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes		**($)** **(%)**	**1 828 474,30 $** **16,8 %**
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation		**($)** **(%)**	**-321 692,80 $** **-2,9 %**
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conformes		**($)** **(%)**	**217 603,15 $** **2,0 %**

FIRMES SOUMISSIONNAIRES NON CONFORMES	**PRIX TOTAL**
1 Construction Bau-Val inc.	8 597 188,19 $

2	Sade Canada inc.	9 484 974,32 $
3	Duroking Construction inc.	10 215 366,64 $
4	Pavages D'Amour inc.	10 638 253,88 $

* Les prix ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions recevables. Cependant, seuls les documents relatifs aux 3 plus basses soumissions conformes ont été vérifiés (cautionnement, lettre d'engagement, attestation de Revenu Québec, certificat d'attestation et déclaration relative aux conflits d'intérêts, etc.).

*Veuillez noter que les soumissionnaires Construction Bau-Val inc., Sade Canada inc., Duroking Construction inc. et Pavages D'Amour inc. sont déclarés non conformes étant donné que la clause 13 du cahier des charges " Expérience du maître d'oeuvre" n'a pas été respectée. Par conséquent, leurs soumissions ont été rejetées.

L'estimation des professionnels de la Division gestion de projet et économie de la construction (DGPEC) est établie à partir des documents d'appel d'offres, pendant la période d'appel d'offres, et selon les prix des matériaux et des équipements ainsi que le taux de la main d'oeuvre réels du marché actuel.

L'écart de -321 692,80 $ (-2,9 %) entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels étant étant inférieur à 10 % et favorable à la Ville de Montréal, la DGPEC recommande donc l'octroi du contrat.

Ce dossier répond à l'un des critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats. Selon les dépenses prévisionnelles, le contrat d'exécution de travaux est supérieur à 10 000 000 $.

Les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard décrites à l'article 5.1.10 des Clauses administratives générales de la Ville de Montréal (exécution des travaux) (Volume 1) mars 2009. L’article stipule que pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,1 % du contrat avant taxes et contingences. De plus, un boni est prévu et décrit à l'article 12 des Clauses administratives particulières du Cahier des charges du présent contrat; cet article stipule qu'un boni de 5 000 $ par jour jusqu'à concurrence d'un montant maximal de 100 000 $ pour l'ensemble du contrat est prévu dans le cas où les travaux sont terminés avant le délai d'exécution défini dans les documents d'appel d'offres.

Le présent dossier donne suite à un appel d’offres assujetti à la Loi sur l’intégrité en matière de contrats publics (Loi 1) conformément au décret # 1049-2013 adopté le 23 octobre 2013. L’adjudicataire recommandé, Les Excavations Théorêt inc. détient une attestation de l’Autorité des marchés financiers, laquelle est en vigueur depuis le 31 mai 2013. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier.

Des validations ont été faites selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licence restreinte de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni du Registre des entreprises non admissibles (RENA). Une attestation valide délivrée le 18 janvier 2016 par Revenu Québec a été déposée avec sa soumission.

Des validations ont été faites, afin de vérifier la conformité de l'expérience du maître d'oeuvre exigée à l'article 15 des Clauses administratives particulières du Cahier des charges du présent contrat.

L'adjudicataire recommandé est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal relatif à ce contrat est de 11 801 587,80 $ (taxes incluses) incluant des incidences de 1 035 058,55 $ (taxes incluses) et excluant les travaux sur le réseau de Bell Canada.
La dépense est assumée à 97,50 % par la ville centre, à 2,08 % par la CSEM et à 0,42 % par l'agglomération. La dépense d'agglomération est dédiée à la reconstruction d'une structure de chambre de débitmètre et concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences dans certaines agglomérations.

De plus, la dépense totale est répartie de la façon suivante entre les différents budgets du PTI des services :

· 48,32 % est prévu au PTI de la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) du Service de l'eau pour un montant de 5 702 281,83 $, taxes incluses ;
· 49,18 % est prévu au PTI de la Direction du transport du Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour un montant de 5 804 471,16 $, taxes incluses ;
· 2,08 % est prévu au PTI de la CSEM pour un montant de 245 840,05 $, taxes incluses ;
· 0,42 % est prévu au PTI de la Direction de l'eau potable du Service de l'eau pour un montant de 48 994,76 $, taxes incluses.

La dépense totale de 11 801 587,80 $ représente un coût net de 10 772 428,38 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

Ce coût net est financé par les règlements d'emprunt suivants:

- règlement 13-024 de compétence locale "Travaux d'infrastructure, de mise aux normes, de reconstruction des systèmes de distribution d'eau potable et de collecte des eaux usées" au montant de 5 206 943,37 $;
- règlement 15-032 de compétence locale "Programme de réfection d'artères" au montant de 5 300 255,85 $;
- règlement RCG14-020 de compétence d'agglomération "Conduites primaires d'aqueduc" au montant de 44 738,75 $;
- règlement 15-045 de compétence locale "CSEM" au montant de 220 490,40 $.

Par ailleurs, l'ensemble des travaux de la DGSRE est admissible à une subvention de 100%, soit 5 206 943,37 $ dans le cadre de la TECQ (taxe sur l'essence Canada Québec) ce qui ne laisse aucune charge aux contribuables. Pour les autres travaux, un impact global sur l'emprunt est à la charge des contribuables pour un montant de 5 565 485,01 $, dont 44 738,75 $ à la charge spécifique des villes reconstituées.

La répartition du coût des travaux et des dépenses incidentes est présentée en pièces jointes au dossier dans les documents *Incidences et ristournes et Budget requis.*

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent projet inclut des travaux de réfection de conduite d’eau potable visant à réduire les fuites d’eau en dépistant et en réparant les bris des infrastructures souterraines d’aqueduc le tout en conformité avec l’action 17 du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le Service de l'eau nous informe que le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché implique une détérioration accrue des infrastructures existantes d'égout et d'aqueduc, de la chaussée ainsi que des trottoirs existants, principalement pour la conduite d'égout existante qui est en très mauvaise condition structurale avec un risque important d'effondrement.
Il s'agit d'un contrat majeur pour la Direction des infrastructures. La complexité d'un contrat de cette ampleur implique un délai de 4 à 6 semaines pour le démarrage des travaux afin de rencontrer l'entrepreneur, préparer et approuver les planches de signalisation, commander le matériel, obtenir les permis, etc. Afin de réaliser un maximum de travaux cette année, le début du contrat est prévu à la dernière semaine d'avril. Le fait de reporter cet octroi à un conseil ultérieur à celui de mars aurait un impact sur le phasage des travaux prévu aux documents d'appel d'offres et sur la réalisation du projet.

Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 26 mai 2016, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la circulation ».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été approuvée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES:
Commission permanente sur l'examen des contrats: mars 2016
Octroi du contrat : À la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : Avril 2016
Fin des travaux : Août 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

Certification de fonds :
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission (Serge A BOILEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mathieu-Pierre LABERGE, Service de l'eau
Pascal TROTTIER, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Jean-François DUBUC, Service de l'eau
Guy PELLERIN, Service des infrastructures_voirie et transports
Jean CARRIER, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Jean CARRIER, 29 février 2016
Jean-François DUBUC, 26 février 2016
Mathieu-Pierre LABERGE, 24 février 2016
Guy PELLERIN, 23 février 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Benjamin RODRIGUEZ
Ingénieur

Tél : 514 872-5156
Télécop. : 514 872-2874

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-23

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. : 514 872-2874

Mario DUGUAY, ing.
Chef de section - Aqueduc et égouts
Tél. : 514 872-8976
Télécop. : 514 872-2874

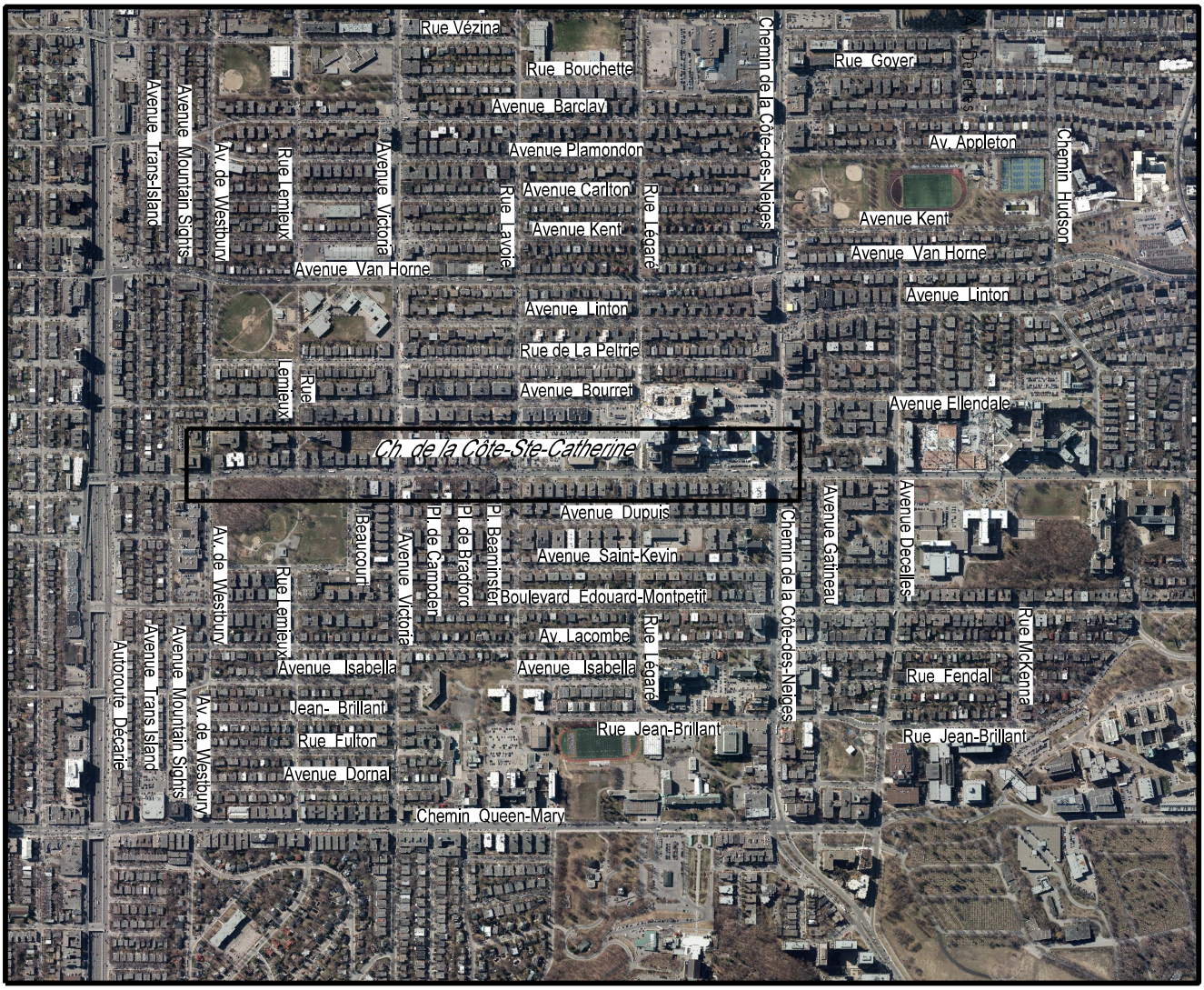
APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2016-03-02

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2016-03-02

Plan de Localisation



CHEMIN DE LA CÔTE-STE-CATHERINE
de l'avenue WESTBURY au chemin de la CÔTE-DES-NEIGES

TRAVAUX D'ÉGOUT, DE CONDUITE D'EAU,
DE VOIRIE ET D'ÉCLAIRAGE

ARRONDISSEMENT :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

SOUMISSION :
280001

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

13. EXPÉRIENCE DU MAÎTRE D'ŒUVRE

Le soumissionnaire doit avoir exécuté au cours de cinq (5) dernières années, un minimum de deux (2) contrats de nature similaire et d'une valeur de **10 000 000 $** et plus, en coût des travaux, taxes incluses. Pour chaque contrat exécuté, il doit indiquer l'année de réalisation, la description de la nature des travaux, le nom de rue et de la municipalité, la valeur du contrat, le nom de l'ingénieur responsable de la surveillance des travaux et ses coordonnées. Un contrat de nature similaire est défini comme étant un projet de construction ou de reconstruction d'égout, aqueduc et de voirie dans un milieu urbain et sur une artère fortement achalandée.

Le soumissionnaire doit joindre à sa soumission une lettre incluant l'information décrite dans le paragraphe précédent et cocher la case prévue à cet effet dans la « Liste de rappel » de la formule de soumission. Le défaut de joindre cette information à sa soumission entraînera automatiquement le rejet de celle-ci.

Montréal

ACTIFS VISÉS PAR LE PROJET

Soumission: **280001**
Titre: **Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage dans le Chemin Côte-Sainte-Catherine, de l'avenue Westbury au Chemin de la Côte-des-Neiges**

Arrondissement: **CDN - NDG**

Voirie

	Nature des travaux	Quantité	Unité	Commentaires
Chaussée	Reconstruction de chaussée flexible	23400	m²	
Trottoir, Bordure et Mail	Reconstruction de trottoir monolithe en béton	4070	m²	
	Reconstruction de trottoir boulevard	44	m²	
	Mail central	7	m²	
	Réparation du cours d'eau	793	m²	

Égout / Aqueduc

Type d'Intervention et Diamètre	Quantité	Unité	Commentaires
Aqueduc en tranchée d'égout 200 mm	92	m	
Aqueduc en tranchée d'égout 300 mm	780	m	
Aqueduc hors tranchée d'égout 200 mm	35	m	
Aqueduc hors tranchée d'égout 300 mm	100	m	
Égout 300 mm	145	m	
Égout 375 mm	75	m	
Égout 450 mm	75	m	
Égout 525 mm	64	m	
Égout 600 mm	615	m	
Égout 750 mm	24	m	

Éclairage / Feux

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires
Lampadaire fonctionnel	24	unité	
Nouvelle base de béton	19	unité	
Conduits	750	m	
Lampadaires décoratifs	30	unité	
Muminaires sur poteau d'H.Q.	30	unité	

Préparé par:	Benjamin Rodriguez, ing		Date:	19 février 2016

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

801, rue Brennan 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

Le 18 février 2016

Monsieur Marc Germain
Gestionnaire principal approvisionnement de réseau
Bell Canada
600 rue Jean-Talon, 8e étage
Montréal (Québec) H2R 3A8

Objet : **Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage dans le Chemin de la Côte-Sainte-Catherine, de l'avenue Westbury au Chemin de la Côte-des-Neiges. Soumission : 280001**

Monsieur,

En ce qui concerne les travaux cités en titre, Bell Canada a décidé de faire les interventions suivantes sur ses actifs :

- reconstruction des massifs existants;
- construction des nouveaux massifs;
- reconstruction d'un puits d'accès;

Comme convenu, ces travaux seront exécutés par un entrepreneur mandaté par la Ville de Montréal et par un sous-traitant accrédité par Bell Canada. La Ville a procédé à un appel d'offres et l'adjudicataire recommandé pour l'octroi est :

- Entrepreneur général : Les Excavations Théorêt Inc.
- Sous-traitant accrédité par Bell Canada : Transelec / Common Inc.

Le coût des travaux de Bell est évalué à **111 554,69 $ (taxes incluses)**. À cet effet, vous trouverez, annexé à la présente, le bordereau du sous-projet associé à votre portion des travaux soumis par l'adjudicataire recommandé.

Lors de l'exécution des travaux, si l'entrepreneur devait rencontrer certains imprévus (sols contaminés, élévation de roc, etc.) liés à la portion des travaux de Bell, les coûts réels engendrés par ces contraintes seraient l'objet d'un avis de changement préparé et signé par le surveillant de Bell Canada et pourraient être facturés en sus de l'estimation initiale si le montant prévu en contingence était insuffisant.

Par la signature de la présente, Bell Canada s'engage à assurer la surveillance des travaux de sa portion du projet et à assumer le coût réel des travaux, sur présentation des factures et pièces justificatives de l'entrepreneur général ci-haut mentionné. À chaque paiement de factures, Bell Canada s'engage à transmettre les pièces justificatives confirmant que le paiement a été effectué, à l'attention de :

M. Martin Boulianne, ing.
Chef de division réalisation des travaux
Direction des infrastructures
martin.boulianne@ville.montreal.qc.ca

...2

Pour de plus amples informations, n'hésitez pas à communiquer avec Benjamin Rodriguez ing., chargé de projets au 514-872-5156.

Veuillez nous retourner cette lettre dûment signée par une personne autorisée par votre compagnie avant le 26 février 2016 afin que notre Direction puisse transmettre le dossier aux instances décisionnelles de la Ville pour l'octroi du contrat.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Yvan Péloquin, ing.
Chef de division conception des travaux

YP/sc

p. j. Bordereau de la portion du projet de Bell Canada de la soumission 280001

c.c M. Benjamin Rodriguez ing., chargé de projets – Division de la conception des travaux

J'ai lu, je comprends et j'accepte les modalités qui précèdent et je souhaite que la Ville de Montréal procède à l'octroi du contrat et à la réalisation des travaux du projet N° 1555845208.

J'ai signé le 25 février 2016, à Montréal.

MARC GERMAIN

Nom du signataire (en lettres moulées)

No Sous-projet : 1555845208
No Simon : 160151

MISES AUX NORMES DU RÉSEAU DE BELL CANADA DANS LE CHEMIN DE LA CÔTE-SAINTE-CATHERINE, DE VICTORIA À CÔTE-DES-NEIGES

Description	Quantité Probable	Unité	Prix Unit/Forf	Montant
BRISER MASSIF				
DE 2 STD/61, 4CA (REP. A1-A3)	3	M	769,00 $	2 307,00 $
DE 4 STD/61, 3CA (REP. A1-A4)	1	M	372,00 $	372,00 $
DE 4 CPCV-1/79, 3CA (REP. A4-A5)(VOIR NOTE 10, PLAN 401)	5	M	530,00 $	2 650,00 $
DE 1 CONDUIT EN BOIS/INC, 3C1. BRISER 1CPVC-1/69 (REP. A1-A6)	3	M	349,00 $	1 047,00 $
DE 4 STD/61, ACA (REP. A1-A7)	1	M	372,00 $	372,00 $
DE 4 CPCV-1/07, 4CA, (REP. A1-A7)(VOIR NOTE 6, PLAN 401)	4	M	372,00 $	1 488,00 $
DE 4 STD/61, 4CA (REP. A15-A16)	3	M	372,00 $	1 116,00 $
DE 4 STD/61, 4CA (REP. A16-A17)	5,4	M	372,00 $	2 008,80 $
RECONSTRUCTION DE MASSIF				
4 CONDUITS CPVC-1 BETONNE, 4CA, 2FE. (REP. A2-A3)	3,2	M	261,00 $	835,20 $
8 CONDUITS CPVC-1 BETONNE, 3CA, 3FE (VOIR NOTE 9, PLAN 401)(REP A2-A5)	6,1	M	395,00 $	2 409,50 $
4 CONDUITS CPVC-1 BETONNE, 4CA, 2FE (REP. A2-A6)	2,7	M	261,00 $	704,70 $
8 CONDUITS CPVC-1 BETONNE, 4CA, 3FE (REP. A2-A8)	4,4	M	374,00 $	1 645,60 $
4 CONDUITS CPVC-1 BETONNE, 3FE (REP. A15-A16)	3	M	274,00 $	822,00 $
4 CONDUITS CPVC-1 BETONNE, 3FE (REP.A16-A17)	5,4	M	274,00 $	1 479,60 $
CONSTRUCTION DE MASSIF				
DE 2 CONDUITS CPVC-1 BETONNE (REP. A1-A2)	23,7	M	195,00 $	4 621,50 $
DE 4 CONDUITS CPVC-1 BETONNE (REP. A1-A7)	23	M	248,00 $	5 704,00 $
DE 6 CONDUITS CPVC-1 BETONNE (REP. A8-A9)	9,3	M	298,00 $	2 771,40 $
DE 4 CONDUITS CPVC-1 BETONNE (REP. A7-A8)	19,5	M	231,00 $	4 504,50 $
DE 2 CONDUITS CPVC-1 BETONNE (REP. A7-A11)	18,5	M	195,00 $	3 607,50 $
DE 2 CONDUITS CPVC-1 BETONNE (REP. A8-A11)	17	M	195,00 $	3 315,00 $
DE 2 CONDUITS CPVC-1 BETONNE(REP. A7-A13)	2,3	M	195,00 $	448,50 $
DE 2 CONDUITS CPVC-1 BETONNE (REP. A17-A19)	21,8	M	207,00 $	4 512,60 $
DE 4 CONDUITS CPVC-1 BETONNE (REP. A11-A12)	1,4	M	432,00 $	604,80 $
DE 2 CONDUITS CPVC-1 BETONNE (REP. A20-A22)	13,9	M	215,00 $	2 988,50 $
PUITS D'ACCES A BRISER, A SUPPORTER ET A RECONSTRUIRE	1	UNITE	35 869,00 $	35 869,00 $
TRAVAUX CONTINGENTS (L'ENTREPRENEUR DOIT INSCRIRE 10 % DU MONTANT TOTAL DU SOUS-PROJET AVANT TAXES)		GLOBAL	8 820,47 $	8 820,47 $

Total du sous-projet avant taxes : (1555845208) 97 025,17 $

Signature _____

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 280001
Numéro de référence : 941262
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux d'égout, conduite d'eau, de voirie et d'éclairage dans le Chemin de la Côte-Ste-Catherine, de l'av. Westbury au Chemin de la Côte-des-Neiges

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
9301-3845 Québec inc. 100 rue de la Couronne Repentigny, QC, j5z5e9	Monsieur Stephane Valois Téléphone : 450 756-1074 Télécopieur :	**Commande : (1049344)** 2016-01-04 10 h 59 **Transmission :** 2016-01-04 11 h 05	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 38 - Courriel 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 36 - Courriel 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 57 - Courriel 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h - Courriel 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 04 - Courriel 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 04 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 06 - Courriel 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 10 - Courriel 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 11 - Courriel 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 14 - Courriel 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Catalogna et Frères Ltée 2330 rue Norman, Lachine Montréal, QC, H8S 1B1	Monsieur Luc Catalogna Téléphone : 514 484-1101 Télécopieur : 514 637-7088	**Commande : (1046697)** 2015-12-15 12 h 32 **Transmission :** 2015-12-15 13 h 41	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 16 h 10 - Télécopie 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 37 - Télécopie 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 16 h 08 - Télécopie 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h 30 - Messagerie 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 35 - Télécopie 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 04 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 07 - Télécopie 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 11 - Télécopie 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 58 - Télécopie 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 16 h 01 - Télécopie 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
CMS Entrepreneurs Généraux Inc. 5435 Avenue Royalmount Ville Mont-Royal Montréal, QC, H4P 1J4	Monsieur André Bolduc Téléphone : 514 765-9393 Télécopieur : 514 765-0074	**Commande : (1046454)** 2015-12-15 6 h 25 **Transmission :** 2015-12-15 7 h 18	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 38 - Courriel 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 36 - Courriel 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 57 - Courriel 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h - Courriel 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 04 - Courriel 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 04 - Téléchargement

			2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 06 - Courriel 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 10 - Courriel 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 11 - Courriel 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 14 - Courriel 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#101 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com	Madame France Laverdure Téléphone : 514 636-4400 Télécopieur : 514 636-9937	**Commande : (1046618)** 2015-12-15 10 h 27 **Transmission :** 2015-12-15 10 h 37	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 38 - Courriel 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 36 - Courriel 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 57 - Courriel 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h - Courriel 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 04 - Courriel 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 04 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 06 - Courriel 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 10 - Courriel 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 11 - Courriel 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 14 - Courriel 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

			Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction G-nesis Inc. 4915, Louis-B.-Mayer Laval, QC, H7P 0E5	Monsieur Stephane Chaumont Téléphone : 514 370-8303 Télécopieur : 450 681-7070	**Commande : (1046701)** 2015-12-15 12 h 45 **Transmission :** 2015-12-15 12 h 45	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 38 - Courriel 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 36 - Courriel 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 56 - Courriel 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h - Courriel 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 04 - Courriel 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 04 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 06 - Courriel 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 10 - Courriel 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 11 - Courriel 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 14 - Courriel 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction Jeanielle Inc. 490 boul Guimond Longueuil, QC, J4G 1P8	Madame Danielle Plante Téléphone : 450 674-5005 Télécopieur : 450 674-4161	**Commande : (1047059)** 2015-12-16 10 h 10 **Transmission :** 2015-12-16 10 h 10	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 16 h 10 - Télécopie 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 37 - Télécopie 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 59 - Télécopie 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h 22 - Messagerie 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 10 - Télécopie

			2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 04 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 07 - Télécopie 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 11 - Télécopie 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 12 - Télécopie 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 53 - Télécopie 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction NRC Inc. 160 rue Deslauriers Arr. St-Laurent Montréal, QC, H4N 1V8	Madame Francine Vallières Téléphone : 514 331-7944 Télécopieur : 514 331-2295	**Commande : (1046766)** 2015-12-15 14 h 24 **Transmission :** 2015-12-15 15 h 27	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 38 - Courriel 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 36 - Courriel 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 57 - Courriel 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h - Courriel 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 04 - Courriel 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 04 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 06 - Courriel 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 10 - Courriel 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 11 - Courriel 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 14 - Courriel 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement

			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
DUROKING Construction / 9200 2088 Québec Inc. 370, rue Larry-Ball Saint-Jérôme, QC, J5L 2P6 http://www.duroking.com	Monsieur Mathieu Kingsbury Téléphone : 450 436-3474 Télécopieur : 450 436-2273	**Commande : (1047212)** 2015-12-16 14 h 12 **Transmission :** 2015-12-16 16 h 55	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 38 - Courriel 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 36 - Courriel 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 57 - Courriel 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h - Courriel 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 04 - Courriel 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 04 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 06 - Courriel 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 10 - Courriel 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 11 - Courriel 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 14 - Courriel 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Électricité Grimard Inc. 1855, Bernard-Lefebvre Laval, QC, H7C 0A5 http://www.grimard.ca	Monsieur Jacques Grimard Téléphone : 418 549-0745 Télécopieur : 418 545-7942	**Commande : (1046571)** 2015-12-15 9 h 36 **Transmission :** 2015-12-15 9 h 36	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 38 - Courriel 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 36 - Courriel 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 57 - Courriel 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h - Courriel

			2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 04 - Courriel 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 04 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 06 - Courriel 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 10 - Courriel 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 11 - Courriel 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 14 - Courriel 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Environnement Routier NRJ Inc . 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca	Madame Nathalie Massie Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (1046942)** 2015-12-16 8 h 11 **Transmission :** 2015-12-16 8 h 11	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 38 - Courriel 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 36 - Courriel 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 57 - Courriel 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h - Courriel 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 05 - Courriel 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 05 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 06 - Courriel 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 10 - Courriel 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 11 - Courriel 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 14 - Courriel

			2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe TNT Inc. 20845 Chemin de la Côte Nord, bureau 200 Boisbriand, QC, J7e4H5 http://www.groupetnt.com	Monsieur Alain Robert Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur : 450 420-0414	**Commande : (1046840)** 2015-12-15 15 h 49 **Transmission :** 2015-12-15 17 h 38	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 38 - Courriel 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 36 - Courriel 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 57 - Courriel 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h - Courriel 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 05 - Courriel 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 05 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 06 - Courriel 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 10 - Courriel 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 11 - Courriel 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 14 - Courriel 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
G-Tek (3427951 Canada inc.) 180 boul Bellerose O Laval, QC, H7L 6A2 http://www.gtek.ca	Monsieur Stephane Fortin Téléphone : 450 628-4835 Télécopieur : 450 963-4835	**Commande : (1047451)** 2015-12-17 9 h 50 **Transmission :** 2015-12-17 9 h 50	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 38 - Courriel 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 36 - Courriel 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 57 - Courriel

			2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h - Courriel 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 05 - Courriel 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 05 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 06 - Courriel 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 10 - Courriel 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 11 - Courriel 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 14 - Courriel 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Laurin et Laurin (1991) Inc.. 12000 Arthur Sicard Mirabel, QC, J7J 0E9 http://www.laurinlaurin.ca	Monsieur François Tobin Téléphone : 450 435-9551 Télécopieur : 450 435-2662	**Commande : (1046704)** 2015-12-15 12 h 52 **Transmission :** 2015-12-15 12 h 52	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 16 h 10 - Télécopie 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 37 - Télécopie 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 59 - Télécopie 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h 31 - Messagerie 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 10 - Télécopie 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 04 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 07 - Télécopie 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 11 - Télécopie 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 12 - Télécopie

			2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 15 - Télécopie 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
L'écuyer & Fils Ltée / 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1047143)** 2015-12-16 11 h 52 **Transmission :** 2015-12-16 12 h 16	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 38 - Courriel 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 36 - Courriel 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 57 - Courriel 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h - Courriel 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 04 - Courriel 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 04 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 06 - Courriel 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 10 - Courriel 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 11 - Courriel 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 14 - Courriel 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Constructions et Pavage Jeskar Inc. 5181 Amiens, suite 202 Montréal, QC, H1G 6N9	Monsieur Richard Morin Téléphone : 514 327-5454 Télécopieur : 514 327-4198	**Commande : (1046480)** 2015-12-15 8 h 16 **Transmission :** 2015-12-15 8 h 22	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 38 - Courriel 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 36 - Courriel 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement

			2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 57 - Courriel 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h - Courriel 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 05 - Courriel 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 05 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 06 - Courriel 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 10 - Courriel 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 11 - Courriel 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 14 - Courriel 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les entreprises Claude Chagnon Inc. 3500, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Hubert, QC, J3Y 6T1	Madame Guylaine Despins Téléphone : 450 773-5515 Télécopieur : 888 729-2760	**Commande : (1046498)** 2015-12-15 8 h 38 **Transmission :** 2015-12-15 8 h 53	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 38 - Courriel 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 36 - Courriel 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 57 - Courriel 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h - Courriel 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 04 - Courriel 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 04 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 06 - Courriel 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 10 - Courriel 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement

			2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 11 - Courriel 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 14 - Courriel 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (1046546)** 2015-12-15 9 h 16 **Transmission :** 2015-12-15 10 h	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 38 - Courriel 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 36 - Courriel 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 57 - Courriel 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h - Courriel 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 04 - Courriel 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 04 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 06 - Courriel 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 10 - Courriel 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 11 - Courriel 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 14 - Courriel 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (1058534)** 2016-01-25 8 h 54 **Transmission :** 2016-01-25 8 h 54	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-25 8 h 54 - Aucun 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-25 8 h 54 - Aucun

			2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-25 8 h 54 - Aucun 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-25 8 h 54 - Aucun 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-25 8 h 54 - Aucun 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-25 8 h 54 - Aucun 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-25 8 h 54 - Aucun 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-25 8 h 54 - Aucun 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-25 8 h 54 - Aucun 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-25 8 h 54 - Aucun 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-25 8 h 54 - Aucun 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-25 8 h 54 - Aucun 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-25 8 h 54 - Aucun Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Excavations Gilbert Théorêt Inc. 124 rue Huot Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot, QC, J7V 7Z8	Monsieur David Hodgson Téléphone : 514 425-2600 Télécopieur : 514 425-4784	**Commande : (1046509)** 2015-12-15 8 h 45 **Transmission :** 2015-12-15 8 h 45	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 16 h 12 - Télécopie 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 37 - Télécopie 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 57 - Télécopie 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h 30 - Messagerie 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 35 - Télécopie 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 04 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 07 - Télécopie 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 11 - Télécopie

			2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 57 - Télécopie 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 16 h 01 - Télécopie 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Pavages D'Amour Inc. 1635 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R6 http://pavagesdamour.com	Madame Viviana Mejia Téléphone : 514 631-4570 Télécopieur : 514 631-6002	**Commande : (1046688)** 2015-12-15 12 h **Transmission :** 2015-12-15 13 h 30	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 16 h 12 - Télécopie 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 37 - Télécopie 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 57 - Télécopie 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h 21 - Messagerie 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 39 - Télécopie 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 04 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 07 - Télécopie 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 11 - Télécopie 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 57 - Télécopie 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 27 - Télécopie 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Neolect Inc. 104 boul Montcalm Nord Candiac, QC, J5R 3L8	Madame Marjolaine Émond Téléphone : 450 659-5457 Télécopieur : 450 659-9265	**Commande : (1046582)** 2015-12-15 9 h 47 **Transmission :** 2015-12-15 10 h 28	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 38 - Courriel

			2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 36 - Courriel 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 57 - Courriel 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h - Courriel 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 05 - Courriel 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 05 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 06 - Courriel 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 10 - Courriel 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 11 - Courriel 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 14 - Courriel 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Pavage Chenail 104, St-Rémi, C.P. 3220 Saint-Rémi, QC, J0L2L0	Monsieur Pierre-Yvon Legault Téléphone : 450 454-0000 Télécopieur : 450 454-5219	**Commande : (1047586)** 2015-12-17 13 h 31 **Transmission :** 2015-12-17 15 h 59	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 16 h 25 - Télécopie 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 16 h 07 - Télécopie 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 58 - Télécopie 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h 18 - Messagerie 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 40 - Télécopie 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 04 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 06 - Télécopie

			2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 11 - Télécopie 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 11 - Télécopie 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 15 - Télécopie 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Pronex Excavation Inc 320-346 av Hamford Lachute, QC, J8H 3P6	Madame Julie Brodeur Téléphone : 450 562-9651 Télécopieur : 450 562-9480	**Commande : (1048548)** 2015-12-22 10 h 15 **Transmission :** 2015-12-22 10 h 15	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 38 - Courriel 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 36 - Courriel 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 57 - Courriel 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h - Courriel 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 04 - Courriel 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 04 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 06 - Courriel 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 10 - Courriel 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 11 - Courriel 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 14 - Courriel 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Roxboro Excavation INC.. 1620 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R8	Monsieur Yvon Théoret Téléphone : 514 631-1888 Télécopieur : 514 631-1055	**Commande : (1049425)** 2016-01-04 12 h 13 **Transmission :** 2016-01-04 12 h 13	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 38 - Courriel 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 36 - Courriel 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 57 - Courriel 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h - Courriel 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 04 - Courriel 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 04 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 06 - Courriel 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 10 - Courriel 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 11 - Courriel 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 14 - Courriel 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sade Canada Inc. 1564, rue Ampère Québec, QC, G1P 4B9	Madame Guylaine Fortin Téléphone : 581 300-7233 Télécopieur : 581 300-7234	**Commande : (1046486)** 2015-12-15 8 h 21 **Transmission :** 2015-12-15 8 h 48	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 38 - Courriel 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 36 - Courriel 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 57 - Courriel 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h - Courriel 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 04 - Courriel 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 04 - Téléchargement

			2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 06 - Courriel 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 10 - Courriel 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 11 - Courriel 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 14 - Courriel 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Sintra (Région Montérégie / Rive-Sud) 7 rang St-Régis Sud Saint-Isidore (Montérégie), QC, J0L2A0	Madame Laetitia Carnevale Téléphone : 450 638-0172 Télécopieur : 450 638-2909	**Commande : (1046656)** 2015-12-15 11 h 03 **Transmission :** 2015-12-15 13 h 06	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 38 - Courriel 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 36 - Courriel 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 57 - Courriel 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h - Courriel 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 05 - Courriel 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 05 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 06 - Courriel 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 10 - Courriel 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 11 - Courriel 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 14 - Courriel 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

			Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Super Excavation Inc. 5900 Saint-Jacques Ouest Montréal, QC, H4A 2E9	Monsieur Natalino Cappello Téléphone : 514 488-6883 Télécopieur : 514 488-1791	**Commande : (1047141)** 2015-12-16 11 h 48 **Transmission :** 2015-12-16 12 h 15	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 16 h 09 - Télécopie 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 36 - Télécopie 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 57 - Télécopie 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h 31 - Messagerie 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 39 - Télécopie 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 04 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 07 - Télécopie 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 11 - Télécopie 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 56 - Télécopie 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 16 h 28 - Télécopie 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Systèmes Urbains Inc. 8345 Pascal Gagnon Saint-Léonard Montréal, QC, H1P 1Y5 http://www.systemesurbains.com	Monsieur Francis Duchesne Téléphone : 514 321-5205 Télécopieur : 514 321-5835	**Commande : (1046723)** 2015-12-15 13 h 22 **Transmission :** 2015-12-15 13 h 22	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 38 - Courriel 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 36 - Courriel 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 57 - Courriel 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h - Courriel 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 05 - Courriel

			2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 05 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 06 - Courriel 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 10 - Courriel 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 11 - Courriel 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 14 - Courriel 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Télécon Inc 13500 Boul Métropolitain Est Montréal, QC, H1A 3W1	Madame Isabelle Bissonnette Téléphone : 514 644-2333 Télécopieur : 514 644-9236	**Commande : (1047349)** 2015-12-17 8 h 07 **Transmission :** 2015-12-17 9 h 52	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 38 - Courriel 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 36 - Courriel 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 57 - Courriel 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h - Courriel 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 04 - Courriel 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 04 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 06 - Courriel 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 10 - Courriel 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 11 - Courriel 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 14 - Courriel 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement

			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Unigertec Inc. 415 rue Adanac Québec, QC, G1C 6B9	Madame Soumission Unigertec Téléphone : 418 664-1177 Télécopieur : 418 664-1688	**Commande : (1047185)** 2015-12-16 13 h 32 **Transmission :** 2015-12-16 13 h 32	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 38 - Courriel 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 36 - Courriel 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 57 - Courriel 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h - Courriel 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 04 - Courriel 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 04 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 06 - Courriel 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 10 - Courriel 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 11 - Courriel 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 14 - Courriel 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2016 Tous droits réservés

280001 – Chemin de la Côte-Sainte-Catherine

Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, de trottoirs et d'éclairage dans le Chemin de la Côte-Sainte-Catherine, de l'avenue Westbury au Chemin de la Côte-des-Neiges

Secteur	Mesures de mitigation
Chemin de la Côte-Sainte-Catherine, de l'avenue Westbury au Chemin de la Côte-des-Neiges	- L'entrepreneur doit réaliser les travaux avec deux (2) équipes de travail : une équipe de l'avenue Victoria à la rue Légaré, une autre équipe de la rue Légaré au chemin de la Côte-des-Neiges, afin de compléter les travaux en 2016. - L'accès est maintenu en tout temps aux trois entrées de l'Hôpital général juif, sur le chemin de la Côte-Catherine, sur la rue Légaré et sur le chemin de la Côte-des-Neiges. - L'entrepreneur doit maintenir, en tout temps, fonctionnels les accès aux propriétés et aux résidences riveraines. Aucune fermeture complète des accès n'est permise durant les travaux; - Les travaux aux intersections sont réalisés de fin de semaine afin de réduire l'impact des travaux sur la clientèle de l'hôpital. - Afin de réduire l'impact des travaux sur la mobilité et l'accessibilité dans le secteur, les décisions suivantes ont été prises: ▪ les travaux ponctuels d'égout, d'aqueduc et de reconstruction de la chaussée entre l'avenue de Westbury et l'avenue Victoria seront réalisés durant la saison estivale; ▪ Les travaux sur le puits d'accès, sur les massifs de Bell canada et les travaux d'aqueduc, de réfection des trottoirs et de la chaussée à l'intersection des chemins Côte-Sainte-Catherine et Côte-des-Neiges sont reportés à l'été 2017; ▪ Les travaux doivent être exécutés sur un côté à la fois et doivent être terminés avant de réaliser les travaux du côté opposé. - La vitesse maximale est fixée à 30km/h dans la zone des travaux; - L'entrepreneur doit maintenir sécuritaires tous les mouvements permis aux intersections; - Pour favoriser l'accès aux bâtiments riverains et aux stationnements sur rue, les travaux doivent se faire en sous tronçons, c'est-à-dire sur une longueur limitée et prédéterminée par l'entrepreneur dans son programme de travail. Cette longueur prédéterminée doit être approuvée au préalable par le représentant du directeur; - La présence de signaleurs qualifiés est requise en tout temps sur le chantier pour garantir une saine gestion de la circulation et accroitre la sécurité des travailleurs et des usagers du réseau routier au voisinage du chantier; - L'entrepreneur doit maintenir/aménager et sécuriser les passages piétonniers et les voies cyclables aux intersections et aux abords de l'aire de travaux. Lorsque des travaux sont exécutés ou qu'une excavation ou un empierrement entravent ces infrastructures, une passerelle d'une largeur minimum de 1,5 mètre doit être installée sur la longueur requise pour permettre la circulation des piétons et des cyclistes de façon sécuritaire.
Mesures de gestion des impacts applicables à tous le projet	- Une réunion d'information pour les résidents et les responsables de l'Hôpital général juif sera organisée avant la tenue des travaux; - En plus des communications usuelles, des panneaux d'information et des PMV seront installés au moins dix jours avant la tenue des travaux; - Pendant toute la durée des travaux, les résidents seront informés, au besoin, des restrictions applicables à la circulation.

Préparé par : Pierre Wickir Joint, ing, M.Sc.A.
Division de la réalisation
Direction des transports, Ville de Montréal

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

4.1

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0088

Québec, le 31 mai 2013

Les Excavations Gilbert Théorêt inc.
À l'attention de : Monsieur Gilbert Théorêt
124, rue Huot
Notre-Dame-De-L'Île-Perrot (Québec) J7V 7Z8

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à Les Excavations Gilbert Théorêt inc.
Autorisation n°: 2013-CPSM-0088 n° d'identification de l'Autorité : 2700001869

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65-1 (la « LCOP »). Les Excavations Gilbert Théorêt inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **30 mai 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

E. St

Eric Stevenson

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 418.525.9512

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 514.873.3090

www.lautorite.qc.ca

4.2

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **mardi, 16 février 2016 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : LES EXCAVATIONS GILBERT THÉORÊT INC.
Adresse du siège social : 124, RUE HUOT, , NOTRE-DAME-DE-L'ÎLE-PERROT, QC, J7V 7Z8, CANADA

Numéro de client à l'Autorité : 2700001869
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1142215210

Autres noms d'affaires
• Aucun

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information des services en ligne.

SOUMISSION 280001 - CHEMIN DE LA CÔTE-SAINTE-CATHERINE

ANALYSE DE L'EXPÉRIENCE DES SOUMISSIONNAIRES

			CRITÈRES D'EXPÉRIENCE										CONFORMITÉ	
ORDRE	SOUMISSIONNAIRE	VALEUR DE LA SOUMISSION	PROJET	DONNEUR D'ŒUVRE	ANNÉE D'EXÉCUTION	CINQ (5) DERNIÈRES ANNÉES	MONTANT DU PROJET	MONTANT RÉALISÉ JANVIER 2016	10 M$ ET PLUS RÉALISÉ	ENTREP. GÉNÉRAL OU SOUS-TRAITANT	MILIEU URBAIN	ARTÈRE TRÈS ACHALANDÉE	DU PROJET	DU SOUMISSIONNAIRE
1	**Construction Bau-Val inc.**	8,7 M$	Reconstruction égout, aqueduc, voirie, Bell, CSEM - rues Duke et Notre-Dame (Projet Bonaventure)	Ville de Montréal	En cours	OUI	17,5 M$	1,6 M$	**NON**	EG	**OUI**	**OUI**	**NON**	**NON**
			Reconstruction égout, aqueduc, - Réseau routier	ADM	2012	OUI	10,5 M$	10,4 M$	**OUI**	EG	**OUI**	**OUI**	**OUI**	
2	**Sade Canada**	9,5 M$	Réhabilitation égout - Chemisage	Ville de Montréal	En cours	OUI	11,4 M$	4,2 M$	**NON**	EG	**NON**	**NON**	**NON**	**NON**
			Reconstruction égout, aqueduc, voirie, feux de circulation, éclairage - Chemin de la Côte-des-Neiges	Ville de Montréal	En cours	OUI	11,3 M$	3,5 M$	**NON**	EG	**OUI**	**OUI**	**NON**	
			Construction d'une conduite d'eau 1200 mm rue Villeray	Ville de Montréal	2015	OUI	6,0 M$	6,0 M$	**NON**	EG	**OUI**	**OUI**	**NON**	
			Reconstruction collecteur, aqueduc, voirie - rue Larivière	Ville de Montréal	2015	OUI	1,2 M$	1,2 M$	**NON**	EG	**OUI**	**NON**	**NON**	
			Reconstruction égout, aqueduc, voirie et CSEM- rue Notre-Dame	Ville de Montréal			0,7 M$	-	**NON**	EG	**OUI**	**OUI**	**NON**	
			Réhabilitation égout - Chemisage	Ville de Montréal	2010	NON	10,6 M$	10,6 M$	**OUI**	EG	**OUI**	**OUI**	**NON**	
3	**Duroking construction**	10,2 M$	Reconstruction égout, aqueduc, voirie - boulevard de la Vérendrye	MTQ	2013	OUI	13,0 M$	<< 10,0 M$	**NON**	ST	**OUI**	**NON**	**NON**	**NON**
			Reconstruction égout, aqueduc, voirie - boulevard Pullman et Notre-Dame	MTQ	2012	OUI	11,0 M$	<< 10,0 M$	**NON**	ST	**OUI**	**NON**	**NON**	
			Reconstruction égout, aqueduc, voirie, poste pompage - boulevard Versailles et rue Chambord.	Ville de Mirabel	2013	OUI	10,0 M$	10,0 M$	**OUI**	EG	**OUI**	**NON**	**NON**	
4	**Pavage d'amour**	10,6 M$	Reconstruction aqueduc, voirie, éclairage, feux de circulation - rue Jarry	Ville de Montréal	2015	OUI	6,0 M$	5,2 M$	**NON**	EG	**OUI**	**OUI**	**NON**	**NON**
5	**Les Excavations Gilbert Théorêt inc.**	10,9 M$	Reconstruction égout, aqueduc secondaire et principal, voirie, éclairage, feux de circulation - rue Sherbrooke.	Ville de Montréal	2013 - 2016	OUI	17,5 M$	13,3 M$	**OUI**	EG	**OUI**	**OUI**	**OUI**	**OUI**
			Reconstruction égout, aqueduc secondaire et principal, voirie, éclairage, feux de circulation - Avenue Papineau	Ville de Montréal	2014 - 2016	OUI	10,4 M$	8,5 M$	**NON**	EG	**OUI**	**OUI**	**NON**	
			Réaménagement de la rue Victoria (égout, aqueduc, éclairage, voirie, réamenagement) Hébert et Alphonse-Desjardins	Salaberry-de-Valleyfield	2012 - 2013	OUI	15,0 M$	15,0 M$	**OUI**	EG	**OUI**	**OUI**	**OUI**	
6	**Roxboro Excavation inc.**	11,1 M$	Reconstruction égout, aqueduc, voirie, éclairage, feux de circulation - Avenue Souligni.	MTQ	2009	NON	28,0 M$	-	-	EG	**OUI**	**OUI**	**NON**	**OUI**
			Reconstruction pluvial, voirie - Autoroute 40 à l'ouest de l'île	MTQ	2013	OUI	10,0 M$	-	-	EG	**OUI**	**OUI**	**NON**	
			Reconstruction bretelle, voirie, drainage - échangeur d'accès Ville de Québec	MTQ	2012 - 2013	OUI	20,0 M$	20,0 M$	**OUI**	EG	**NON**	**OUI**	**NON**	
			Construction d'une section de l'Autoroute 73.	MTQ	2011 -2013	OUI	45,0 M$	45,0 M$	**OUI**	EG	**NON**	**NON**	**NON**	
			Reconstruction égout, aqueduc, voirie, secteur commercial à Mirabel.	Broccolini Construction inc	2013	OUI	23,0 M$	23,0 M$	**OUI**	ST	**NON**	**NON**	**NON**	
			Construction du nouveau hangar (400 000 p²), des stationnements, égout, aqueduc à l'aéroport de Mirabel	Bombardier Pomeleau	2013 - 2014	OUI	25,0 M$	25,0 M$	**OUI**	ST	**OUI**	**OUI**	**OUI**	
			Construction d'un terminal intermodal (train/camion), chemin de fer, bâtiment, égout, aqueduc, éclairage, coordination Ups, boulevard	Valleyfield	2013 - 2014	OUI	45,0 M$	46,0 M$	**OUI**	EG	**OUI**	**OUI**	**OUI**	
			Autoroute 30 - Secteur de Valleyfield	NA30CJV	2010 - 2013	OUI	128,0 M$	> 10,0 M$	**OUI**	ST	**NON**	**NON**	**NON**	
			Autoroute 50 - Outaouais	MTQ	2009 - 2012	OUI	150,0 M$	> 10,0 M$	**OUI**	EG	**NON**	**OUI**	**NON**	
			Travaux préparatoires pour la construction d'un entrepôt, égout, voirie, aménagement	Canadian Tire Broccolini const.	2006 - 2007	OUI	47,0 M$	48,0 M$	**OUI**	ST	**NON**	**NON**	**NON**	
7	**Groupe TNT inc.**	12,4 M$	Reconstruction égout, aqueduc secondaire et principal, voirie - Avenue des Pins et Dr. Penfield	Ville de Montréal	2013	OUI	15,4 M$	15,4 M$	**OUI**	EG	**OUI**	**OUI**	**OUI**	**OUI**
			Reconstruction aqueduc secondaire et principal, voirie - boulevard Édouard Mont-Petite	Ville de Montréal	2014 - 2016	OUI	20,5 M$	18,5 M$	**OUI**	EG	**OUI**	**OUI**	**OUI**	
8	**Les entreprises Michaudville**	12,7 M$	Reconstruction égout, aqueduc secondaire, voirie, feux de circulation, éclairage - Rues Ottawa, Nazareth et Wellington.	Ville de Montréal	2014	OUI	13,0 M$	9,8 M$	**OUI**	EG	**OUI**	**OUI**	**OUI**	**OUI**
			Reconstruction égout, aqueduc secondaire, voirie, feux de circulation, éclairage - Rue Riverside.	Ville de Saint-Lambert	2012-2013	OUI	18,3 M$	> 10,0 M$	**OUI**	EG	**OUI**	**OUI**	**OUI**	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1154102010

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Les Excavations Gilbert Théorêt inc. pour des travaux de reconstruction d'un égout combiné, des conduites d'eau secondaires, d'une structure de chambre de débitmètre, de chaussée, de trottoirs, de bordures, de bases, de la mise aux normes du réseau de la CSEM et de Bell Canada, de travaux d'éclairage et de construction de conduits électriques, là où requis dans le Chemin de la Côte-Sainte-Catherine, de l'avenue Westbury au Chemin de la Côte-des-Neiges. Arrondissement: Côte-des-Neiges−Notre-Dame-de-Grâce. Dépense totale de 11 801 587,80 $ (contrat: 10 878 083,94 $ + incidences: 1 035 058,55 $), taxes incluses. Appel d'offres public 280001 - 4 soumissionnaires conformes.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP_1154102010.xlsx
1154102010_info_comptable_DGSRE.xls
SIVT - 1154102010.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie GODBOUT
Préposée au budget
Tél : 514-872-0721

Co-auteur
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - Développement
(514) 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-29

Stéphanie MORAN
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-2813

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier - PS Développement

Article 20.28

Commission permanente sur l'examen des contrats

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

Mandat SMCE154102011

Accorder un contrat à Groupe TNT inc. pour des travaux d'égout, de conduites d'eau, d'éclairage, de voirie et sur le réseau de la CSEM dans le boulevard Saint-Michel, du boulevard Shaughnessy à la rue Jarry. Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension. Dépense totale de 17 839 141,95 $ (contrat: 16 501 967,01 $ + incidences: 1 337 174,94 $), taxes incluses. Appel d'offres public 283901 - 3 soumissionnaires conformes.

Rapport déposé au conseil municipal
Le 21 mars 2016

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Membres

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Louise Mainville
Arrondissement du Plateau Mont-Royal

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Montréal, le 21 mars 2016

M. Denis Coderre
Maire de Montréal
Membres du conseil municipal
Hôtel de ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Mesdames,
Messieurs,

Conformément au mandat SMCE154102011, nous avons l'honneur de déposer, au nom de la Commission permanente sur l'examen des contrats, le rapport de la commission concernant l'octroi d'un contrat à Groupe TNT inc. pour des travaux d'égout, de conduites d'eau, d'éclairage, de voirie et sur le réseau de la CSEM dans le boulevard Saint-Michel, du boulevard Shaughnessy à la rue Jarry. Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension. Dépense totale de 17 839 141,95 $ (contrat: 16 501 967,01 $ + incidences: 1 337 174,94 $), taxes incluses. Appel d'offres public 283901 - 3 soumissionnaires conformes.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

(ORIGINAL SIGNÉ)	*(ORIGINAL SIGNÉ)*
Émilie Thuillier Présidente	Pierre G. Laporte Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE154102011
Accorder un contrat à Groupe TNT inc. pour des travaux d'égout, de conduites d'eau, d'éclairage, de voirie et sur le réseau de la CSEM dans le boulevard Saint-Michel, du boulevard Shaughnessy à la rue Jarry. Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension. Dépense totale de 17 839 141,95 $ (contrat: 16 501 967,01 $ + incidences: 1 337 174,94 $), taxes incluses. Appel d'offres public 283901 - 3 soumissionnaires conformes.

À sa séance du 9 mars 2016, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le dossier 1154102011. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Le 10 mars 2016, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat SMCE154102011 qui lui avait été confié. Des représentants du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) ont répondu aux questions des membres de la Commission. Ils ont d'abord rappelé le contexte dans lequel s'inscrit le présent contrat.

Les travaux de ce contrat consistent en :

- la reconstruction et la construction de 1127 mètres d'égout unitaire de diamètres variant de 250 mm à 1350 mm;
- la reconstruction et la construction de 1415 mètres de conduite d'eau secondaire de 150 mm à 400 mm de diamètre;
- la réhabilitation de 750 mètres d'égout unitaire de diamètres variant de 375 mm à 600 X 900 mm;
- la réhabilitation de 350 mètres de conduite d'eau secondaire de 250 mm de diamètre;
- la construction d'une chambre de régulation de pression du réseau d'aqueduc et de travaux connexes;
- la reconstruction complète de la chaussée, des trottoirs, de bordures de mails et d'îlots;

- des travaux de remplacement du système d'éclairage;
- des travaux de mise à niveau du réseau de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM).

Ces travaux seront réalisés dans le boulevard Saint-Michel, du boulevard Shaughnessy à la rue Jarry.

Dans une démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmis à l'arrondissement et aux requérants lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 1 296 748,59 $ (taxes incluses), soit une moyenne pondérée de 8,5 % du coût des travaux avant les taxes, tel que décrit au bordereau d'appel d'offres.

L'appel d'offres a été publié du 15 décembre 2015 au 27 janvier 2016. La soumission est valide pendant les cent vingt jours qui suivent sa date d'ouverture, soit jusqu'au 26 mai 2016.

L'appel d'offres a été publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres (SÉAO). La durée de publication a été de quarante-deux jours, ce qui respecte le délai prescrit par la Loi sur les cités et villes.

Trois addendas ont été émis afin d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges des modifications faites aux documents d'appel d'offres.

Le processus d'appel d'offres s'est terminé le 27 janvier 2016. Sur trente-trois preneurs de cahier des charges, quatre firmes ont déposé une soumission. Parmi les vingt-neuf qui n'en ont pas déposé, cinq firmes sont connues comme étant des sous-traitants, deux firmes se sont désistées car elles trouvaient les travaux trop techniques et deux firmes se sont désistées car elles ne répondaient pas à la clause concernant l'expérience du maître d'œuvre.

Il y a un écart de prix de 7,8 % favorable à la Ville entre la soumission de l’adjudicataire proposé et la dernière estimation réalisée.

Un soumissionnaire a été déclaré non conforme en raison du non-respect de la clause 15 du cahier des charges relative à l’expérience du maître d’œuvre.

Les membres de la Commission ont soulevé diverses questions sur le processus d’appel d’offres dans le présent dossier.

Les membres ont bien compris que l’ajout d’une clause exigeant des soumissionnaires qu’Ils aient réalisé dans le passé au moins deux projets de 10 M$ et plus de nature similaire au cours des cinq dernières années visait à s’assurer de l’expérience et de la capacité de l’entrepreneur retenu à réaliser des travaux complexes d’envergure. Les membres de la Commission ont été rassurés de savoir que le Service a fait, avant le lancement de l’appel d’offres, une analyse de marché pour s’assurer que l’imposition de tels critères ne restreindrait pas la marché outre mesure.

Les membres ont aussi compris que la dernière estimation réalisée tenait compte de l'impact sur les coûts du projet de l'addenda no 3 qui visait à corriger une surestimation des quantités de roc.

Les membres ont enfin noté que les clauses relatives au programme d'évaluation des fournisseurs ont été ajoutées en addenda au cahier des charges. Il y a lieu de se réjouir de cet ajout, mais, compte tenu que ce programme a été adopté il y a plusieurs mois, il conviendrait de l'inclure systématiquement dans les documents d'appels d'offres.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil municipal:

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil municipal à savoir :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE154102011 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.28

2016/03/24 17:00

(2)

Dossier # : 1154102011

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Groupe TNT inc. pour des travaux d'égout, de conduites d'eau, d'éclairage, de voirie et sur le réseau de la CSEM dans le boulevard Saint-Michel, du boulevard Shaughnessy à la rue Jarry. Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension. Dépense totale de 17 839 141,95 $ (contrat: 16 501 967,01 $ + incidences: 1 337 174,94 $), taxes incluses. Appel d'offres public 283901 - 3 soumissionnaires conformes.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 17 839 141,95 $, taxes incluses, pour des travaux d'égout, de conduites d'eau, d'éclairage, de voirie et sur le réseau de la CSEM dans le boulevard Saint-Michel, du boulevard Shaughnessy à la rue Jarry, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à Groupe TNT inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 16 501 967,01 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 2839011 ;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 3,2 % par l'agglomération pour un montant de 571 392,68 $, taxes incluses.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-03-04 10:06

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1154102011**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Groupe TNT inc. pour des travaux d'égout, de conduites d'eau, d'éclairage, de voirie et sur le réseau de la CSEM dans le boulevard Saint-Michel, du boulevard Shaughnessy à la rue Jarry. Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension. Dépense totale de 17 839 141,95 $ (contrat: 16 501 967,01 $ + incidences: 1 337 174,94 $), taxes incluses. Appel d'offres public 283901 - 3 soumissionnaires conformes.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'eau a pour mandat, entre autres, d'identifier et de prioriser les travaux de renouvellement d'infrastructures d'aqueduc et d'égouts secondaires sur le territoire de la Ville de Montréal.
Ces travaux s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau pour des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.

À la suite de différentes analyses, inspections télévisées et considérant leurs âges avancés et leurs états de dégradation structurale ainsi que la capacité hydraulique insuffisante du réseau d'égout, la conduite d'égout unitaire, installée en 1915 et la conduite d'eau secondaire, installée majoritairement en 1916 et en 1960, ont été identifiées par la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) comme prioritaires pour ce qui est de leur remplacement.

Par ailleurs, la Direction des transports du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) poursuit – via son *Programme de réfection du réseau routier artériel* – sa mission de planifier les activités de réhabilitation sur le réseau routier, et ce, aux fins d'en préserver le niveau de service établi tout au long du cycle de vie des différents actifs.

Les investissements alloués à la protection du réseau routier artériel témoignent de

l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer tant le confort et la sécurité des usagers de la route, la qualité de vie des citoyens, que l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises contribuant ainsi au développement et à la croissance de Montréal. Ces investissements viennent donc atténuer la problématique de la dégradation des infrastructures routières et permettent d'améliorer l'état global des chaussées par l'application de meilleures techniques d'intervention en fonction de l'état de la chaussée et des contraintes de circulation.

De plus, la Direction des transports a le mandat de réaliser le Programme de réfection de l'éclairage de rue du réseau artériel (58002).

Les principaux objectifs de ce programme sont :

· d'assurer la sécurité des automobilistes et des piétons;
· de maintenir le réseau d'éclairage à son niveau actuel, voire de l'améliorer si possible;
· de consolider et conserver les équipements municipaux;
· de remplacer les actifs qui ont atteint la fin de leur vie utile.

Les lampadaires et l'infrastructure des systèmes d'éclairage sur les tronçons routiers concernés par le présent contrat sont en très mauvais état et ont atteint la fin de leur vie utile.

La Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) et la Direction des transports ont mandaté la Direction des infrastructures afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

L'appel d'offres a été publié du 15 décembre 2015 au 27 janvier 2016. L'appel d'offres a été publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO. La durée de publication a été de 42 jours, ce qui respecte le délai prescrit par la Loi sur les cités et villes.

La soumission est valide pendant les cent vingt (120) jours qui suivent sa date d'ouverture, soit jusqu'au 26 mai 2016.

Trois (3) addenda furent émis afin d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges des modifications faites aux documents d'appel d'offres :

- Addenda n° 1 publié le 14 janvier 2016: Ajout de deux (2) articles au cahier des charges relatifs à l'évaluation de rendement de l'adjudicataire et à la grille des critères de l'évaluation. Cette modification n'a aucun impact significatif sur le prix soumis ;

- Addenda n° 2 publié le 21 janvier 2016: Ajout de précisions au devis technique éclairage. Cette modification n'a aucun impact significatif sur le prix soumis ;

- Addenda n° 3 publié le 22 janvier 2016: Modification à la formule de soumission afin de corriger des quantités surestimées de roc principalement et ajout de précisions au cahier des charges et aux devis techniques égout et aqueduc et voirie. Modification de trois plans d'égout et aqueduc et ajout de plans de marquage. Cette modification représente une diminution estimée du coût des travaux, incluant les taxes et contingences, de l'ordre de 947 000 $.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Les travaux de ce contrat consistent en :
- la reconstruction et la construction de 1127 mètres d'égout unitaire de diamètres variant de 250 mm à 1350 mm,
- la reconstruction et la construction de 1415 mètres de conduite d'eau de 150 mm à 400 mm de diamètre,
- la réhabilitation de 750 mètres d'égout unitaire de diamètres variant de 375 mm à 600 X 900 mm,
- la réhabilitation de 350 mètres de conduite d'eau secondaire de 250 mm de diamètre,
- la construction d'une chambre de régulation de pression du réseau d'aqueduc et de travaux connexes,
- la reconstruction complète de la chaussée, des trottoirs, de bordures, de mails et d'îlots,
- des travaux de remplacement du système d'éclairage,
- et des travaux de mise à niveau du réseau de la CSEM.
Ces travaux seront réalisés dans le boulevard Saint-Michel, du boulevard Shaughnessy à la rue Jarry.

Étant donné l'envergure et la complexité du présent contrat, une clause particulière quant à l'expérience du maître d'oeuvre a été incluse au cahier des charges, laquelle se retrouve en pièce jointe (clause 15).

Veuillez trouvez en pièce jointe la description des principaux actifs visés par les travaux ainsi qu'un plan clé.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmis à l'arrondissement et aux requérants lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 1 296 748,59 $ (taxes incluses), soit une moyenne pondérée de 8,5 % du coût des travaux avant les taxes, tel que décrit au bordereau d'appel d'offres. En effet, le pourcentage des contingences est de 10 % pour la majorité des travaux à l'exception des travaux suivants:
- pour les travaux de la CSEM, l'enveloppe est évaluée à 12 % en raison des risques inhérents reliés aux conflits potentiels avec les réseaux techniques urbains existants (sous-projet 1569133900),
- pour les travaux d'éclairage, l'enveloppe est évaluée à 15 % en raison des risques inhérents reliés aux travaux d'installation de câblage dans les réseaux de conduits souterrains (sous-projet 1158002029),
- aucune enveloppe de contingences n'est prévue au sous-projet 1555845224 relié à l'organisation de chantier et au maintien de la circulation.

Les dépenses incidentes comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de communication, de gestion des impacts, de marquage et signalisation, de chloration de conduites d'eau existantes et de plantations. Elles comprennent également divers frais pour les travaux de la CSEM ainsi que des frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux et pour la surveillance environnementale. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document *Incidences et ristournes* en pièce jointe.

Le processus d'appel d'offres publics # 283901 s'est terminé le 27 janvier 2016. Sur trente-trois (33) preneurs de cahier des charges, quatre (4) firmes ont déposé une soumission et vingt-neuf (29) n’en ont pas déposé; soit une proportion respective de 12 % et 88 %. Parmi les vingt-neuf (29) qui n'en ont pas déposé, dix (10) firmes sont connues comme étant des sous-traitants, quatre (4) firmes ont mentionné que le délai de soumission était trop court, trois (3) firmes se sont désistées car elles ne répondaient pas à la clause concernant

l'expérience du maître d'oeuvre, une (1) firme s'est désistée car elle trouvait les travaux trop techniques, une autre firme a mentionné que le délai de livraison était hors d'atteinte, une autre n'avait pas son attestation de l'AMF et neuf (9) firmes n'ont pas motivé leur désistement. La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats de soumission ci-dessous résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, les écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant de l'octroi :

RÉSULTATS DE SOUMISSION		*(taxes incluses)*		
FIRMES SOUMISSIONNAIRES CONFORMES		**PRIX**	**CONTINGENCES**	**TOTAL**
1	Groupe TNT inc.	15 205 218,42 $	1 296 748,59 $	16 501 967,01 $
2	Les Entreprises Michaudville inc.	16 067 675,92 $	1 392 324,08 $	17 460 000,00 $
3	Les Excavations Gilbert Théorêt inc.	16 729 781,78 $	1 535 237,46 $	18 265 019,24 $
Estimation des professionnels internes ($)		16 385 090,63 $	1 515 465,09 $	17 900 555,72 $
Coût moyen des soumissions reçues **Écart entre la moyenne et la plus basse conforme**			**($)** **(%)**	**17 408 995,42 $** **5,5 %**
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes			**($)** **(%)**	**1 763 052,23 $** **10,7 %**
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation			**($)** **(%)**	**-1 398 588,71 $** **-7,8 %**
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conformes			**($)** **(%)**	**958 032,99 $** **5,8 %**

FIRME SOUMISSIONNAIRE NON CONFORME		**PRIX TOTAL**
1	Construction Bau-Val inc.	16 373 685,94 $

*****Veuillez noter que le soumissionnaire Construction Bau-Val inc. est déclaré non conforme étant donné que la clause 15 du cahier des charges " Expérience du maître d'oeuvre" n'a pas été respectée. Par conséquent, sa soumission a été rejetée.

L'estimation des professionnels de la Division gestion de projet et économie de la construction (DGPEC) est établie à partir des documents d'appel d'offres, pendant la période d'appel d'offres, et selon les prix des matériaux et des équipements ainsi que le taux de la main d'oeuvre réels du marché actuel.

L'écart de -1 398 588,71 $ (-7,8 %) entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels étant inférieur à 10 % et favorable à la Ville de Montréal, la DGPEC recommande l'octroi du contrat.

Ce dossier répond à l'un des critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats. Selon les dépenses prévisionnelles, le contrat d'exécution de travaux est supérieur à 10 000 000 $.

Les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités

pour retard et bonis décrites respectivement aux articles 17 et 18 des Clauses administratives particulières du cahier des charges du présent contrat. L'article 17 stipule que l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 3 000 $ pour chaque jour de retard à terminer les travaux dans les phases prévues en 2016 et 2017. L'article 18 stipule qu'un boni de 1 500 $ par jour dans les phases prévues en 2016 et 2017, jusqu'à concurrence d'un montant maximal de 100 000 $, est prévu dans le cas où les travaux sont terminés avant le délai d'exécution défini dans les documents d'appel d'offres.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (Loi 1) conformément au décret # 1049-2013 adopté le 23 octobre 2013. L'adjudicataire recommandé, Groupe TNT inc., détient une attestation de l'Autorité des marchés financiers, laquelle est en vigueur depuis le 20 juin 2013. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier.

Des validations ont été faites selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licence restreinte de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni du Registre des entreprises non admissibles (RENA). Une attestation valide délivrée par Revenu Québec, a été déposée avec sa soumission, laquelle a été de nouveau validée le 22 février 2016.

L'adjudicataire recommandé est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuel de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal relatif à ce contrat est de 17 839 141,95 $ (taxes incluses) incluant des incidences de 1 337 174,94 $ (taxes incluses).
La dépense est assumée à 96,8 % par la ville centre pour un montant de 17 267 749,27 $, taxes incluses, et à 3,2 % par l'agglomération pour un montant de 571 392,68 $, taxes incluses. La dépense d'agglomération est dédiée à la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la «Loi sur l'exercice de certaines compétences dans certaines agglomérations».

De plus, la dépense totale est répartie de la façon suivante entre les différents budgets du PTI des services :

· 53,63 % est prévu dans différents PTI (corpo et agglo) de la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) du Service de l'eau pour un montant de 9 566 643,72 $, taxes incluses ;
· 44,73 % est prévu au PTI de la Direction des transports du Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour un montant de 7 979 413,82 $, taxes incluses ;
· 1,64 % est prévu au PTI de la CSEM pour un montant de 293 084,41 $, taxes incluses.

La dépense totale de 17 839 141,95 $ représente un coût net de 16 284 832,89 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

Le coût net pour la DGSRE de 8 735 620,84 $ est admissible à une subvention estimée à 8 213 863,16 $ au programme TECQ (taxe sur l'essence et de la contribution du Québec) et à une autre subvention estimée à 417 406,14 $ au programme PIQM (Programme d'infrastructures Québec-Municipalités), ce qui laisse un impact sur l'emprunt net à la charge spécifique des villes reconstituées de 104 351,54 $.

L'autre partie du coût net, soit 7 549 212,04 $, est financé par les règlements d'emprunt suivants:
- règlement #15-032 de compétence locale «Programme de réfection sur l'ensemble du réseau routier artériel» pour un montant de 6 022 980,47 $,

- règlement #15-029 de compétence locale «Programme d'acquisition de mobilier d'éclairage» pour un montant de 1 263 287,92 $,
- règlement #15-045 de compétence locale «Programme de reconstruction et modification de conduits souterrains» pour un montant de 262 943,64 $.

La répartition du coût des travaux et des dépenses incidentes est présentée en pièces jointes au dossier dans les documents *Incidences et ristournes et Budget requis.*

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent projet inclut des travaux de réfection de conduite d'eau potable visant à réduire les fuites d'eau en dépistant et en réparant les bris des infrastructures souterraines d'aqueduc le tout en conformité avec l'action 17 du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, la Direction des transports et la DGSRE nous informent que le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché implique une détérioration accrue des infrastructures existantes. De plus, si la réalisation des travaux est retardée, ceci risque de provoquer une augmentation des coûts de la main d'œuvre et des matériaux. Il pourrait avoir comme conséquence de devoir reconstruire certaines conduites au lieu de les réhabiliter, ce qui entraînerait des coûts beaucoup plus importants.
Il s'agit d'un contrat majeur pour la Direction des infrastructures. La complexité d'un contrat de cette ampleur implique un délai de 4 à 6 semaines pour le démarrage des travaux afin de rencontrer l'entrepreneur, préparer et approuver les planches de signalisation, commander le matériel, obtenir les permis, etc. Afin de réaliser un maximum de travaux cette année, le début de la réalisation des travaux du contrat est prévu à la dernière semaine d'avril. Le fait de reporter cet octroi à un conseil ultérieur à celui de mars aurait un impact sur le phasage des travaux prévu aux documents d'appel d'offres et sur la réalisation du projet.

Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 26 mai 2016, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la circulation ».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été approuvée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES:
Commission permanente sur l'examen des contrats: Mars 2016
Octroi du contrat : À la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : Avril 2016
Fin des travaux : Octobre 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Linda PHARAND)

Certification de fonds :
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission (Serge A BOILEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean CARRIER, Service des infrastructures_voirie et transports
Guy PELLERIN, Service des infrastructures_voirie et transports
Mathieu-Pierre LABERGE, Service de l'eau
Jean L LAMARRE, Service de l'eau
Richard C GAGNON, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

Lecture :

Jean CARRIER, 2 mars 2016
Richard C GAGNON, 2 mars 2016
Mathieu-Pierre LABERGE, 2 mars 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yoel NESSIM
Ingenieur(e)

Tél : 514 872-6413
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-02

Mario DUGUAY
chef de section

Tél : 514 872-8976
Télécop. : 514 872-2874

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2016-03-04

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2016-03-04

Montréal

Soumission 283901- Travaux d'égout, de conduite d'eau, d'éclairage et de voirie sur le boulevard Saint-Michel, du boulevard Shaughnessy à la rue Jarry.

Résumé des mesures de maintien de la circulation et de gestion des impacts

Secteur	Mesures de mitigation
Boulevard Saint-Michel	Les travaux sont répartis en 43 phases distinctes décrites et illustrés au cahier C. - Interdire le stationnement en amont et en aval de l'aire de travail; - Ajuster la signalisation existante à la configuration temporaire des travaux; - Protéger les aires de travail et les excavations dans la zone de travaux à l'aide de clôtures autoportantes temporaires au pourtour de l'aire de travail afin d'éviter l'intrusion des piétons ou des cyclistes; - Délimiter l'aire de travail des voies de circulation avec des glissières de sécurité pour chantier lorsque mentionné au devis; - En l'absence de travaux, l'entreposage des dispositifs de signalisation doit se faire de façon à maintenir les voies de circulation et les trottoirs libres de tout obstacle; - Maintenir en tout temps trois (3) voies de circulation lors de la fermeture complète d'une direction sur le boulevard Saint-Michel soit : une voie de 3.4m, en contresens, et deux (2) voies ayant une largeur total de 6,0m minimum et délimiter les voies en contresens à l'aide de repères visuels (T-RV-10); - Construction de chemins temporaires pour dévier la circulation et construction de trottoir temporaires lors de certaines phases de travaux; - Maintenir en tout temps les nombres de voies de circulation, par phase, décrite au cahier C; - Maintenir en tout temps, d'une façon sécuritaire, tous les mouvements permis aux intersections à moins d'indication contraire; - Masquage des feux chandelles aux intersections rue Jarry / boul. Saint-Michel et rue Villeray /boul. Saint-Michel lors des travaux; - Masquage de voies réservées aux autobus de la STM selon les phases de travaux décrits au devis; - Maintien, en tout temps, des trottoirs et passages piétonniers libres d'obstacles. Si un trottoir ou passage piéton est entravé dans une direction, l'Entrepreneur doit fournir la signalisation complète afin que les piétons et cyclistes puissent contourner l'obstacle; - Maintenir, en tout temps, les accès aux résidences, entreprises et commerces du secteur affecté par les travaux. Si l'entrepreneur prévoit entraver un accès, il doit en aviser vingt-quatre (24) heures à l'avance et redonner l'accès la journée même; - Enlever les entraves et redonner les voies à la circulation aussitôt que les travaux sont complétés; - Lors des travaux d'égout et d'aqueduc, l'entrepreneur doit limiter ses excavations à une longueur maximale de 30 mètres à la fois. - L'entrepreneur doit maintenir un dégagement de 30 mètres, à l'aide de panneaux stationnements interdits, pour les arrêts d'autobus déplacés par la STM.; - L'entrepreneur doit maintenir un dégagement de 30 mètres, à l'aide de panneaux stationnements interdits, au coin des différentes rues, pour les autobus détournés par la STM.; - L'entrepreneur doit maintenir un dégagement de 10,0m, à l'aide de panneaux de stationnements interdits (T-75), aux intersections afin de faire circuler les autobus;

	- Présence d'un minimum de deux (2) signaleurs qualifiés, en tout temps, pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier adjacent la zone des travaux incluant les piétons et cyclistes. - L'entrepreneur doit en tout temps laisser une voie carrossable de 6,0m pour les services d'urgence. Si cela est impossible à cause de la nature des travaux, l'entrepreneur doit s'adapter en fonction des travaux et laisser au minimum une voie de circulation dans la zone de chantier; - L'entrepreneur doit mettre en place une signalisation temporaire et prévoir modifier la signalisation existantes pour permettre le double sens lorsque les travaux ferment ou entravent les rues à sens unique afin de faciliter les entrées et les sorties des riverains.
Mesures de gestion des impacts applicables à tous les projets	- Commercialisation policière requis pour toute la durée des travaux aux intersections; - Commercialisation policière requis pour permettre le virage à gauche des autobus de la STM venant du boul. Saint-Michel sud vers la rue Everett (Phases 9B, 11,12B, 13, 14A et 14C); - Feux chandelles requis aux intersections : Jean-Talon / St-Michel Nord et Shaughnessy / St-Michel Nord pour permettre l'insertion des autobus de la STM venant du boul. St-Michel Nord vers la déviation durant les travaux (phase 11, 12A et 14C); - En plus des communications usuelles, trois (3) panneaux à messages variables mobiles (PMVM) seront installés pour la durée du contrat; - Durant les travaux, s'il y a deux entrées menant à un même stationnement, au moins une entrée doit demeurer accessible. Si seulement une entrée est disponible, les travaux doivent être phasés de manière à maintenir l'accès en tout temps ou à la fin de son quart de travail, chaque jour, redonner l'accès aux stationnements et maintenir l'accessibilité aux stationnements privés. - La S.T.M. doit être avisée de la date et de la nature des entraves au moins 30 jours à l'avance et aussi 30 jours à l'avance avant les travaux à proximité de la station de métro St-Michel. (Personne-ressource :Nathalie Chamberland tél;(514)-280-5008 courriel : nathalie.chamberland@stm.info); - La S.T.M. doit être avisée de la date et de la nature des entraves au moins 30 jours à l'avance des travaux à proximité de la station de métro Saint-Michel ainsi que lors de l'utilisation du tunnel piétonnier. (Personne-ressource : Sandra Hébert courriel : sandra.hebert@stm.info); - Des plaques d'acier pour circulation doivent être prévues pour redonner accès aux riverains en dehors des heures de travail, si requis; - Lorsque des travaux sont exécutés ou qu'une excavation ou un empierrement entrave ces infrastructures, une passerelle d'une largeur minimum de 1,5 mètre doit être installée sur la longueur requise pour permettre la circulation des piétons et des cyclistes de façon sécuritaire; - Pendant toute la durée des travaux, les résidents et les commerçants devront être informés, des restrictions applicables à la circulation.



PLAN DE LOCALISATION

Montréal

ACTIFS VISÉS PAR LES TRAVAUX

Soumission: **283901**
Titre: **Travaux d'égout, de conduites d'eau, d'éclairage, de voirie et sur le réseau de la CSEM dans le boulevard Saint-Michel, du boulevard Shaughnessy à la rue Jarry.**

Arrondissement: **Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension**

Voirie

	Nature des travaux	Quantité	Unité	Commentaires
Chaussée	Reconstruction de chaussée flexible	21650	m²	Sur un tronçon d'environ 1110 m
	Planage et revêtement bitumineux (50 mm à 85 mm)	4310	m²	
Trottoir, Bordure et Mail	Reconstruction de trottoir monolithe en béton	3950	m²	
	Reconstruction de trottoir boulevard en béton	65	m²	
	Bordure de béton	450	m	
	Bordure armé (250 mm pour plantation)	145	m	
	Bordure en béton spéciale	1025	m	
	Mail central	25	m²	

Égout / Aqueduc

Type d'Intervention et Diamètre	Quantité	Unité	Commentaires
Égout 250 mm	5	m	
Égout 375 mm	20		
Égout 450 mm	83	m	
Égout 675 mm	5		
Égout 760 mm	99	m	
Égout 910 mm	360	m	
Égout 1050 mm	95	m	
Égout 1350 mm	460	m	
Aqueduc hors tranchée 150 mm	165	m	
Aqueduc hors tranchée 200 mm	185	m	
Aqueduc hors tranchée 250 mm	10	m	
Aqueduc hors tranchée 300 mm	230	m	
Aqueduc hors tranchée 400 mm	105	m	
Aqueduc en tranchée 200 mm	220	m	
Aqueduc en tranchée 300 mm	500	m	
Réhabilitation égout 600 X 900 mm	460	m	
Réhabilitation égout 450 mm	130	m	
Réhabilitation égout 375 mm	160	m	
Réhabilitation d'aqueduc 250 m	350	m	

Éclairage

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires
Lampadaire décoratif	67	unité	
Lampadaire fonctionnel	77	unité	
Conduits	1935	m	
Nouvelle base de béton	43	unité	

CSEM

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires
Conduits	180	m	
Puits d'accès	2	m	

Préparé par:	Yoel Nessim, ing	Date:	2016-02-29

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0102

Québec, le 20 juin 2013

TNT2 inc.
À l'attention de : Monsieur Alain Robert
600, boulevard Roland-Godard
Saint-Jérôme (Québec) J7Y 4C5

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à TNT2 inc.
Autorisation n° 2013-CPSM-0102 n° d'identification de l'Autorité : 2700000263

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- GROUPE TNT MERCERON
- PIEUX BCA

une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65-1 (la « LCOP »). TNT2 inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **19 juin 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

Eric Stevenson

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 418.525.9512

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 514.873.3090

www.lautorite.qc.ca

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : jeudi, 25 février 2016 à 19:30

Fiche de l'entreprise

Nom : GROUPE TNT INC.
Adresse du siège social : 20845, CH DE LA CÔTE N, 200, BOISBRIAND, QC, J7E 4H5, CANADA

Numéro de client à l'Autorité : 2700000263
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1160460704

Autres noms d'affaires

- GROUPE TNT MERCERON
- PIEUX BCA
- TNT2
- TNT GROUP INC.

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information des services en ligne.

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 283901
Numéro de référence : 940965
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux d'égout, conduites d'eau, éclairage, voirie et sur le réseau de la CSEM dans le boulevard Saint-Michel, du Shaughnessy à la rue Jarry

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
9301-3845 Québec inc. 100 rue de la Couronne Repentigny, QC, j5z5e9 NEQ : 1170017793	Monsieur Stephane Valois Téléphone : 450 756-1074 Télécopieur :	**Commande : (1049346)** 2016-01-04 11 h 03 **Transmission :** 2016-01-04 11 h 06	2536033 - 283901_Addenda1 2016-01-14 15 h 44 - Courriel 2536036 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 42 - Courriel 2536037 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 42 - Téléchargement 2538692 - 283901_Addenda 2 2016-01-21 10 h 11 - Courriel 2538693 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 14 - Courriel 2538694 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 14 - Téléchargement 2539437 - 2016-01-22 18 h 49 - Courriel 2539442 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 22 - Courriel 2539443 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 22 - Téléchargement 2539447 - 283901_Plans 2016-01-25 13 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Allia Infrastructures 2000, rue de Lierre Laval, QC, H7G 4Y4 NEQ : 1169875342	Monsieur Louis-Cyrille Lalande Téléphone : 514 326-5200 Télécopieur : 450 668-9252	**Commande : (1047174)** 2015-12-16 13 h 18 **Transmission :** 2015-12-16 16 h 45	2536033 - 283901_Addenda1 2016-01-14 15 h 44 - Courriel 2536036 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 42 - Courriel 2536037 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau)

				2016-01-14 15 h 42 - Téléchargement 2538692 - 283901_Addenda 2 2016-01-21 10 h 11 - Courriel 2538693 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 14 - Courriel 2538694 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 14 - Téléchargement 2539437 - 2016-01-22 18 h 50 - Courriel 2539442 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 22 - Courriel 2539443 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 22 - Téléchargement 2539447 - 283901_Plans 2016-01-25 14 h 38 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Armatures Bois-Francs Inc (ABF) 249 boul de la Bonaventure Victoriaville, QC, G6T 1V5 http://www.abf-inc.com NEQ : 1143798842	Madame Geneviève Beaudoin Téléphone : 819 758-7501 Télécopieur : 819 758-7629	**Commande : (1051400)** 2016-01-08 9 h 41 **Transmission :** 2016-01-08 9 h 41	2536033 - 283901_Addenda1 2016-01-14 15 h 45 - Courriel 2536036 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 43 - Courriel 2536037 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 43 - Téléchargement 2538692 - 283901_Addenda 2 2016-01-21 10 h 12 - Courriel 2538693 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 14 - Courriel 2538694 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 14 - Téléchargement 2539437 - 2016-01-22 18 h 50 - Courriel 2539442 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 22 - Courriel 2539443 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 22 - Téléchargement 2539447 - 283901_Plans 2016-01-25 13 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

				Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Catalogna et Frères Ltée 2330 rue Norman, Lachine Montréal, QC, H8S 1B1 NEQ : 1144049070	Monsieur Luc Catalogna Téléphone : 514 484-1101 Télécopieur : 514 637-7088	**Commande : (1050464)** 2016-01-06 12 h 46 **Transmission :** 2016-01-06 13 h	2536033 - 283901_Addenda1 2016-01-14 15 h 45 - Télécopie 2536036 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-14 16 h 17 - Télécopie 2536037 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 42 - Téléchargement 2538692 - 283901_Addenda 2 2016-01-21 10 h 43 - Télécopie 2538693 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-21 11 h 19 - Télécopie 2538694 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 14 - Téléchargement 2539437 - 2016-01-25 10 h 29 - Télécopie 2539442 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 23 - Télécopie 2539443 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 22 - Téléchargement 2539447 - 283901_Plans 2016-01-25 14 h 48 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Clean Water Works Inc. (CWW Réhabilitation) 1800, Bantree street Ottawa, ON, K1B 5L6 http://www.cwwcanada.com NEQ : 1164980162	Monsieur Nicolas Brennan Téléphone : 613 745-9536 Télécopieur : 613 745-9994	**Commande : (1051547)** 2016-01-08 12 h 48 **Transmission :** 2016-01-08 12 h 48	2536033 - 283901_Addenda1 2016-01-14 15 h 44 - Courriel 2536036 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 42 - Courriel 2536037 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 42 - Téléchargement 2538692 - 283901_Addenda 2 2016-01-21 10 h 11 - Courriel 2538693 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 14 - Courriel 2538694 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 14 - Téléchargement 2539437 - 2016-01-22 18 h 49 - Courriel 2539442 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 22 - Courriel

				2539443 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 22 - Téléchargement 2539447 - 283901_Plans 2016-01-25 13 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	CMS Entrepreneurs Généraux Inc. 5435 Avenue Royalmount Ville Mont-Royal Montréal, QC, H4P 1J4 NEQ : 1140716508	Monsieur André Bolduc Téléphone : 514 765-9393 Télécopieur : 514 765-0074	**Commande : (1046935)** 2015-12-16 7 h 49 **Transmission :** 2015-12-16 8 h 22	2536033 - 283901_Addenda1 2016-01-14 15 h 44 - Courriel 2536036 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 42 - Courriel 2536037 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 42 - Téléchargement 2538692 - 283901_Addenda 2 2016-01-21 10 h 11 - Courriel 2538693 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 14 - Courriel 2538694 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 14 - Téléchargement 2539437 - 2016-01-22 18 h 49 - Courriel 2539442 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 22 - Courriel 2539443 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 22 - Téléchargement 2539447 - 283901_Plans 2016-01-25 14 h 35 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#101 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com NEQ : 1143718063	Madame France Laverdure Téléphone : 514 636-4400 Télécopieur : 514 636-9937	**Commande : (1047773)** 2015-12-17 21 h 16 **Transmission :** 2015-12-17 21 h 43	2536033 - 283901_Addenda1 2016-01-14 15 h 44 - Courriel 2536036 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 42 - Courriel 2536037 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 42 - Téléchargement 2538692 - 283901_Addenda 2 2016-01-21 10 h 12 - Courriel 2538693 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 14 - Courriel

				2538694 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 14 - Téléchargement 2539437 - 2016-01-22 18 h 50 - Courriel 2539442 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 22 - Courriel 2539443 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 22 - Téléchargement 2539447 - 283901_Plans 2016-01-25 14 h 42 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Construction G-nesis Inc. 4915, Louis-B.-Mayer Laval, QC, H7P 0E5 NEQ : 1167215343	Monsieur Stephane Chaumont Téléphone : 514 370-8303 Télécopieur : 450 681-7070	**Commande : (1047161)** 2015-12-16 12 h 52 **Transmission :** 2015-12-16 12 h 52	2536033 - 283901_Addenda1 2016-01-14 15 h 44 - Courriel 2536036 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 42 - Courriel 2536037 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 42 - Téléchargement 2538692 - 283901_Addenda 2 2016-01-21 10 h 11 - Courriel 2538693 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 14 - Courriel 2538694 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 14 - Téléchargement 2539437 - 2016-01-22 18 h 50 - Courriel 2539442 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 22 - Courriel 2539443 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 22 - Téléchargement 2539447 - 283901_Plans 2016-01-25 13 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Construction Jeanielle Inc. 490 boul Guimond Longueuil, QC, J4G 1P8 NEQ : 1141995655	Madame Danielle Plante Téléphone : 450 674-5005 Télécopieur : 450 674-4161	**Commande : (1047034)** 2015-12-16 9 h 36 **Transmission :** 2015-12-16 9 h 36	2536033 - 283901_Addenda1 2016-01-14 15 h 46 - Télécopie 2536036 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-14 16 h 17 - Télécopie

2536037 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-01-14 15 h 42 - Téléchargement

2538692 - 283901_Addenda 2
2016-01-21 10 h 43 - Télécopie

2538693 - 283901_Formulaire de soumission (devis)
2016-01-21 10 h 49 - Télécopie

2538694 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-01-21 10 h 14 - Téléchargement

2539437 -
2016-01-22 18 h 52 - Télécopie

2539442 - 283901_Formulaire de soumission (devis)
2016-01-22 20 h 24 - Télécopie

2539443 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-01-22 20 h 22 - Téléchargement

2539447 - 283901_Plans
2016-01-25 14 h 42 - Messagerie

Mode privilégié (devis) : Télécopieur
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Construction NRC Inc.
160 rue Deslauriers
Arr. St-Laurent
Montréal, QC, H4N 1V8
NEQ : 1149495146

Madame Francine Vallières
Téléphone : 514 331-7944
Télécopieur : 514 331-2295

Commande : (1046779)
2015-12-15 14 h 46
Transmission :
2015-12-15 16 h 02

2536033 - 283901_Addenda1
2016-01-14 15 h 44 - Courriel

2536036 - 283901_Formulaire de soumission (devis)
2016-01-14 15 h 42 - Courriel

2536037 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-01-14 15 h 42 - Téléchargement

2538692 - 283901_Addenda 2
2016-01-21 10 h 11 - Courriel

2538693 - 283901_Formulaire de soumission (devis)
2016-01-21 10 h 14 - Courriel

2538694 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-01-21 10 h 14 - Téléchargement

2539437 -
2016-01-22 18 h 50 - Courriel

2539442 - 283901_Formulaire de soumission (devis)
2016-01-22 20 h 22 - Courriel

2539443 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-01-22 20 h 22 - Téléchargement

2539447 - 283901_Plans
2016-01-25 14 h 37 - Messagerie

				Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	DUROKING Construction / 9200 2088 Québec Inc. 370, rue Larry-Ball Saint-Jérôme, QC, J5L 2P6 http://www.duroking.com NEQ : 1165343220	Monsieur Mathieu Kingsbury Téléphone : 450 436-3474 Télécopieur : 450 436-2273	**Commande : (1047470)** 2015-12-17 10 h 16 **Transmission :** 2015-12-17 14 h 28	2536033 - 283901_Addenda1 2016-01-14 15 h 44 - Courriel 2536036 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 43 - Courriel 2536037 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 43 - Téléchargement 2538692 - 283901_Addenda 2 2016-01-21 10 h 12 - Courriel 2538693 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 14 - Courriel 2538694 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 14 - Téléchargement 2539437 - 2016-01-22 18 h 50 - Courriel 2539442 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 22 - Courriel 2539443 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 22 - Téléchargement 2539447 - 283901_Plans 2016-01-25 14 h 43 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Électricité Grimard Inc. 1855, Bernard-Lefebvre Laval, QC, H7C 0A5 http://www.grimard.ca NEQ : 1141847179	Monsieur Jacques Grimard Téléphone : 418 549-0745 Télécopieur : 418 545-7942	**Commande : (1047456)** 2015-12-17 9 h 55 **Transmission :** 2015-12-17 9 h 55	2536033 - 283901_Addenda1 2016-01-14 15 h 44 - Courriel 2536036 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 42 - Courriel 2536037 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 42 - Téléchargement 2538692 - 283901_Addenda 2 2016-01-21 10 h 11 - Courriel 2538693 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 14 - Courriel 2538694 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 14 - Téléchargement 2539437 - 2016-01-22 18 h 49 - Courriel

				2539442 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 22 - Courriel 2539443 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 22 - Téléchargement 2539447 - 283901_Plans 2016-01-25 13 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Environnement Routier NRJ Inc . 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca NEQ : 1142611939	Madame Nathalie Massie Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (1046942)** 2015-12-16 8 h 11 **Transmission :** 2015-12-16 8 h 11	2536033 - 283901_Addenda1 2016-01-14 15 h 44 - Courriel 2536036 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 43 - Courriel 2536037 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 43 - Téléchargement 2538692 - 283901_Addenda 2 2016-01-21 10 h 12 - Courriel 2538693 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 14 - Courriel 2538694 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 14 - Téléchargement 2539437 - 2016-01-22 18 h 50 - Courriel 2539442 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 22 - Courriel 2539443 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 22 - Téléchargement 2539447 - 283901_Plans 2016-01-25 13 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Excavation Civilpro inc 84 Riendeau Varennes, QC, J3X 1P7 NEQ : 1168774306	Madame Valérie Laplante Téléphone : 450 652-0986 Télécopieur : 450 652-6012	**Commande : (1047118)** 2015-12-16 11 h 16 **Transmission :** 2015-12-16 11 h 52	2536033 - 283901_Addenda1 2016-01-15 9 h 29 - Télécopie 2536036 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-15 9 h 34 - Télécopie 2536037 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 42 - Téléchargement 2538692 - 283901_Addenda 2 2016-01-21 12 h 25 - Télécopie

				2538693 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-21 11 h 20 - Télécopie 2538694 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 14 - Téléchargement 2539437 - 2016-01-25 10 h 29 - Télécopie 2539442 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-25 10 h 29 - Télécopie 2539443 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 22 - Téléchargement 2539447 - 283901_Plans 2016-01-25 14 h 34 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Groupe TNT Inc. 20845 Chemin de la Côte Nord, bureau 200 Boisbriand, QC, J7e4H5 http://www.groupetnt.com NEQ : 1160480704	Monsieur Alain Robert Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur : 450 420-0414	**Commande : (1046837)** 2015-12-15 15 h 47 **Transmission :** 2015-12-15 16 h 47	2536033 - 283901_Addenda1 2016-01-14 15 h 44 - Courriel 2536036 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 42 - Courriel 2536037 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 42 - Téléchargement 2538692 - 283901_Addenda 2 2016-01-21 10 h 11 - Courriel 2538693 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 14 - Courriel 2538694 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 14 - Téléchargement 2539437 - 2016-01-22 18 h 49 - Courriel 2539442 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 22 - Courriel 2539443 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 22 - Téléchargement 2539447 - 283901_Plans 2016-01-25 14 h 32 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	G-Tek (3427951 Canada inc.) 180 boul Bellerose O Laval, QC, H7L 6A2	Monsieur Stephane Fortin Téléphone : 450	**Commande : (1047401)** 2015-12-17 9 h 03	2536033 - 283901_Addenda1 2016-01-14 15 h 44 - Courriel

	http://www.gtek.ca NEQ : 1147472659	628-4835 Télécopieur : 450 963-4835	**Transmission :** 2015-12-17 9 h 03	2536036 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 42 - Courriel 2536037 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 42 - Téléchargement 2538692 - 283901_Addenda 2 2016-01-21 10 h 11 - Courriel 2538693 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 14 - Courriel 2538694 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 14 - Téléchargement 2539437 - 2016-01-22 18 h 50 - Courriel 2539442 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 22 - Courriel 2539443 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 22 - Téléchargement 2539447 - 283901_Plans 2016-01-25 13 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Insituform Technologies Limited 139 rue Barr Montréal, QC, H4T 1W6 http://www.insituform.com NEQ : 1144751931	Monsieur Nicolas Sauvé Téléphone : 514 739-9999 Télécopieur : 514 739-9988	**Commande : (1050817)** 2016-01-07 9 h 18 **Transmission :** 2016-01-07 9 h 18	2536033 - 283901_Addenda1 2016-01-14 15 h 45 - Courriel 2536036 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 43 - Courriel 2536037 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 43 - Téléchargement 2538692 - 283901_Addenda 2 2016-01-21 10 h 12 - Courriel 2538693 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 14 - Courriel 2538694 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 14 - Téléchargement 2539437 - 2016-01-22 18 h 50 - Courriel 2539442 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 22 - Courriel 2539443 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 22 - Téléchargement

				2539447 - 283901_Plans 2016-01-25 13 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	JNA Leblanc électrique Inc 113A, rue de la Couronne Repentigny, QC, J5Z 0B3 http://www.jnaleblanc.com NEQ : 1142744698	Monsieur Normand Leblanc Téléphone : 450 588-3712 Télécopieur : 450 654-9107	**Commande : (1050472)** 2016-01-06 13 h 03 **Transmission :** 2016-01-06 13 h 03	2536033 - 283901_Addenda1 2016-01-14 16 h 16 - Télécopie 2536036 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 43 - Télécopie 2536037 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 42 - Téléchargement 2538692 - 283901_Addenda 2 2016-01-21 10 h 12 - Télécopie 2538693 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 49 - Télécopie 2538694 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 14 - Téléchargement 2539437 - 2016-01-22 18 h 52 - Télécopie 2539442 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 24 - Télécopie 2539443 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 22 - Téléchargement 2539447 - 283901_Plans 2016-01-25 14 h 35 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Laurin et Laurin (1991) Inc.. 12000 Arthur Sicard Mirabel, QC, J7J 0E9 http://www.laurinlaurin.ca NEQ : 1142298448	Monsieur François Tobin Téléphone : 450 435-9551 Télécopieur : 450 435-2662	**Commande : (1049197)** 2016-01-04 9 h 06 **Transmission :** 2016-01-04 9 h 06	2536033 - 283901_Addenda1 2016-01-14 15 h 45 - Télécopie 2536036 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-14 16 h 48 - Télécopie 2536037 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 42 - Téléchargement 2538692 - 283901_Addenda 2 2016-01-21 10 h 43 - Télécopie 2538693 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-21 11 h 15 - Télécopie 2538694 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 14 - Téléchargement

				2539437 - 2016-01-25 10 h 29 - Télécopie 2539442 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 23 - Télécopie 2539443 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 22 - Téléchargement 2539447 - 283901_Plans 2016-01-25 14 h 42 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	L'écuyer & Fils Ltée / 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 NEQ : 1145052065	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1047182)** 2015-12-16 13 h 27 **Transmission :** 2015-12-16 18 h 02	2536033 - 283901_Addenda1 2016-01-14 15 h 45 - Courriel 2536036 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 43 - Courriel 2536037 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 43 - Téléchargement 2538692 - 283901_Addenda 2 2016-01-21 10 h 12 - Courriel 2538693 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 14 - Courriel 2538694 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 14 - Téléchargement 2539437 - 2016-01-22 18 h 50 - Courriel 2539442 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 22 - Courriel 2539443 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 22 - Téléchargement 2539447 - 283901_Plans 2016-01-25 13 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Constructions et Pavage Jeskar Inc. 5181 Amiens, suite 202 Montréal, QC, H1G 6N9 NEQ : 1145922051	Monsieur Richard Morin Téléphone : 514 327-5454 Télécopieur : 514 327-4198	**Commande : (1046962)** 2015-12-16 8 h 29 **Transmission :** 2015-12-16 10 h 06	2536033 - 283901_Addenda1 2016-01-14 15 h 44 - Courriel 2536036 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 43 - Courriel 2536037 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 43 - Téléchargement

				2538692 - 283901_Addenda 2 2016-01-21 10 h 12 - Courriel 2538693 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 14 - Courriel 2538694 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 14 - Téléchargement 2539437 - 2016-01-22 18 h 50 - Courriel 2539442 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 22 - Courriel 2539443 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 22 - Téléchargement 2539447 - 283901_Plans 2016-01-25 14 h 43 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les entreprises Claude Chagnon Inc. 3500, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Hubert, QC, J3Y 6T1 NEQ : 1142284380	Madame Guylaine Despins Téléphone : 450 773-5515 Télécopieur : 888 729-2760	**Commande : (1046929)** 2015-12-16 7 h 27 **Transmission :** 2015-12-16 7 h 47	2536033 - 283901_Addenda1 2016-01-14 15 h 44 - Courriel 2536036 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 42 - Courriel 2536037 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 42 - Téléchargement 2538692 - 283901_Addenda 2 2016-01-21 10 h 11 - Courriel 2538693 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 14 - Courriel 2538694 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 14 - Téléchargement 2539437 - 2016-01-22 18 h 50 - Courriel 2539442 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 22 - Courriel 2539443 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 22 - Téléchargement 2539447 - 283901_Plans 2016-01-25 14 h 36 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐	Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com NEQ : 1142707943	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (1047114)** 2015-12-16 11 h 09 **Transmission :** 2015-12-16 11 h 43	2536033 - 283901_Addenda1 2016-01-14 15 h 45 - Courriel 2536036 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 43 - Courriel 2536037 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 43 - Téléchargement 2538692 - 283901_Addenda 2 2016-01-21 10 h 12 - Courriel 2538693 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 14 - Courriel 2538694 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 14 - Téléchargement 2539437 - 2016-01-22 18 h 50 - Courriel 2539442 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 22 - Courriel 2539443 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 22 - Téléchargement 2539447 - 283901_Plans 2016-01-25 13 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Excavations Gilbert Théorêt Inc. 124 rue Huot Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot, QC, J7V 7Z8 NEQ : 1142215210	Monsieur David Hodgson Téléphone : 514 425-2600 Télécopieur : 514 425-4784	**Commande : (1047146)** 2015-12-16 11 h 56 **Transmission :** 2015-12-16 13 h 08	2536033 - 283901_Addenda1 2016-01-14 15 h 46 - Télécopie 2536036 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-14 16 h 18 - Télécopie 2536037 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 43 - Téléchargement 2538692 - 283901_Addenda 2 2016-01-21 10 h 44 - Télécopie 2538693 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-21 11 h 20 - Télécopie 2538694 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 14 - Téléchargement 2539437 - 2016-01-22 18 h 52 - Télécopie 2539442 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 24 - Télécopie 2539443 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau)

				2016-01-22 20 h 22 - Téléchargement 2539447 - 283901_Plans 2016-01-25 14 h 45 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Excavations Payette ltée 7900, rue Bombardier Montréal, QC, H1J1A4 NEQ : 1166482993	Monsieur Michel Viger Téléphone : 514 322-4800 Télécopieur : 514 322-1770	**Commande : (1049379)** 2016-01-04 11 h 33 **Transmission :** 2016-01-04 11 h 33	2536033 - 283901_Addenda1 2016-01-14 15 h 45 - Télécopie 2536036 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-14 16 h 17 - Télécopie 2536037 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 42 - Téléchargement 2538692 - 283901_Addenda 2 2016-01-21 10 h 42 - Télécopie 2538693 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 15 - Télécopie 2538694 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 14 - Téléchargement 2539437 - 2016-01-25 10 h 29 - Télécopie 2539442 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 23 - Télécopie 2539443 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 22 - Téléchargement 2539447 - 283901_Plans 2016-01-25 14 h 35 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Pavages D'Amour Inc. 1635 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R6 http://pavagesdamour.com NEQ : 1142398818	Madame Viviana Mejia Téléphone : 514 631-4570 Télécopieur : 514 631-6002	**Commande : (1047487)** 2015-12-17 10 h 41 **Transmission :** 2015-12-17 15 h 21	2536033 - 283901_Addenda1 2016-01-14 16 h 47 - Télécopie 2536036 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-14 16 h 18 - Télécopie 2536037 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 43 - Téléchargement 2538692 - 283901_Addenda 2 2016-01-21 10 h 43 - Télécopie 2538693 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-21 11 h 20 - Télécopie 2538694 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau)

				2016-01-21 10 h 14 - Téléchargement 2539437 - 2016-01-25 10 h 29 - Télécopie 2539442 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 24 - Télécopie 2539443 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 22 - Téléchargement 2539447 - 283901_Plans 2016-01-25 14 h 46 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Neolect Inc. 104 boul Montcalm Nord Candiac, QC, J5R 3L8 NEQ : 1166302126	Madame Marjolaine Émond Téléphone : 450 659-5457 Télécopieur : 450 659-9265	**Commande : (1047007)** 2015-12-16 9 h 07 **Transmission :** 2015-12-16 10 h 48	2536033 - 283901_Addenda1 2016-01-14 15 h 44 - Courriel 2536036 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 42 - Courriel 2536037 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 42 - Téléchargement 2538692 - 283901_Addenda 2 2016-01-21 10 h 11 - Courriel 2538693 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 14 - Courriel 2538694 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 14 - Téléchargement 2539437 - 2016-01-22 18 h 49 - Courriel 2539442 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 22 - Courriel 2539443 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 22 - Téléchargement 2539447 - 283901_Plans 2016-01-25 14 h 32 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Pronex Excavation Inc 320-346 av Hamford Lachute, QC, J8H 3P6 NEQ : 1143252212	Madame Julie Brodeur Téléphone : 450 562-9651 Télécopieur : 450 562-9480	**Commande : (1048535)** 2015-12-22 9 h 52 **Transmission :** 2015-12-22 9 h 52	2536033 - 283901_Addenda1 2016-01-14 15 h 44 - Courriel 2536036 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 42 - Courriel 2536037 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau)

			2016-01-14 15 h 42 - Téléchargement 2538692 - 283901_Addenda 2 2016-01-21 10 h 11 - Courriel 2538693 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 14 - Courriel 2538694 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 14 - Téléchargement 2539437 - 2016-01-22 18 h 49 - Courriel 2539442 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 22 - Courriel 2539443 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 22 - Téléchargement 2539447 - 283901_Plans 2016-01-25 13 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Sade Canada Inc. 1564, rue Ampère Québec, QC, G1P 4B9 NEQ : 1169540235	Madame Guylaine Fortin Téléphone : 581 300-7233 Télécopieur : 581 300-7234	**Commande : (1047332)** 2015-12-17 1 h 17 **Transmission :** 2015-12-17 9 h 26
			2536033 - 283901_Addenda1 2016-01-14 15 h 45 - Courriel 2536036 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 43 - Courriel 2536037 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 43 - Téléchargement 2538692 - 283901_Addenda 2 2016-01-21 10 h 12 - Courriel 2538693 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 14 - Courriel 2538694 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 14 - Téléchargement 2539437 - 2016-01-22 18 h 50 - Courriel 2539442 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 22 - Courriel 2539443 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 22 - Téléchargement 2539447 - 283901_Plans 2016-01-25 14 h 44 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

			Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐ Sade Canada Inc. 1564, rue Ampère Québec, QC, G1P 4B9 NEQ : 1169540235	Madame Guylaine Fortin Téléphone : 581 300-7233 Télécopieur : 581 300-7234	**Commande : (1055166)** 2016-01-18 8 h 48 **Transmission :** 2016-01-18 9 h 17	2536033 - 283901_Addenda1 2016-01-18 8 h 48 - Messagerie 2536036 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-18 8 h 48 - Messagerie 2536037 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-18 8 h 48 - Téléchargement 2538692 - 283901_Addenda 2 2016-01-21 10 h 11 - Courriel 2538693 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 14 - Courriel 2538694 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 14 - Téléchargement 2539437 - 2016-01-22 18 h 50 - Courriel 2539442 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 22 - Courriel 2539443 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 22 - Téléchargement 2539447 - 283901_Plans 2016-01-25 14 h 37 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐ Super Excavation Inc. 5900 Saint-Jacques Ouest Montréal, QC, H4A 2E9 NEQ : 1142493619	Monsieur Natalino Cappello Téléphone : 514 488-6883 Télécopieur : 514 488-1791	**Commande : (1047139)** 2015-12-16 11 h 44 **Transmission :** 2015-12-16 11 h 57	2536033 - 283901_Addenda1 2016-01-14 15 h 45 - Télécopie 2536036 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-14 16 h 18 - Télécopie 2536037 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 42 - Téléchargement 2538692 - 283901_Addenda 2 2016-01-21 10 h 43 - Télécopie 2538693 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 48 - Télécopie 2538694 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 14 - Téléchargement 2539437 - 2016-01-22 18 h 52 - Télécopie 2539442 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 23 - Télécopie

				2539443 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 22 - Téléchargement 2539447 - 283901_Plans 2016-01-25 14 h 33 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Télécon Inc 13500 Boul Métropolitain Est Montréal, QC, H1A 3W1 NEQ : 1167837492	Madame Isabelle Bissonnette Téléphone : 514 644-2333 Télécopieur : 514 644-9236	**Commande : (1046790)** 2015-12-15 14 h 59 **Transmission :** 2015-12-15 16 h 09	2536033 - 283901_Addenda1 2016-01-14 15 h 44 - Courriel 2536036 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 42 - Courriel 2536037 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 42 - Téléchargement 2538692 - 283901_Addenda 2 2016-01-21 10 h 11 - Courriel 2538693 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 14 - Courriel 2538694 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 14 - Téléchargement 2539437 - 2016-01-22 18 h 49 - Courriel 2539442 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 22 - Courriel 2539443 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 22 - Téléchargement 2539447 - 283901_Plans 2016-01-25 13 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Transelec / Common inc. 2075 boul Fortin Laval, QC, H7S 1P4 http://www.transelec.com NEQ : 1160246014	Monsieur Sylvain Bachand Téléphone : 514 850-5460 Télécopieur : 514 388-9020	**Commande : (1047831)** 2015-12-18 8 h 54 **Transmission :** 2015-12-18 8 h 54	2536033 - 283901_Addenda1 2016-01-14 15 h 44 - Courriel 2536036 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 42 - Courriel 2536037 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 42 - Téléchargement 2538692 - 283901_Addenda 2 2016-01-21 10 h 11 - Courriel 2538693 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 14 - Courriel

			2538694 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 14 - Téléchargement 2539437 - 2016-01-22 18 h 50 - Courriel 2539442 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 22 - Courriel 2539443 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 22 - Téléchargement 2539447 - 283901_Plans 2016-01-25 13 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ Unigertec Inc. 415 rue Adanac Québec, QC, G1C 6B9 NEQ : 1166651753	Madame Soumission Unigertec Téléphone : 418 664-1177 Télécopieur : 418 664-1688	**Commande : (1047185)** 2015-12-16 13 h 32 **Transmission :** 2015-12-16 13 h 32	2536033 - 283901_Addenda1 2016-01-14 15 h 44 - Courriel 2536036 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 42 - Courriel 2536037 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 42 - Téléchargement 2538692 - 283901_Addenda 2 2016-01-21 10 h 11 - Courriel 2538693 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 14 - Courriel 2538694 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 14 - Téléchargement 2539437 - 2016-01-22 18 h 50 - Courriel 2539442 - 283901_Formulaire de soumission (devis) 2016-01-22 20 h 22 - Courriel 2539443 - 283901_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-01-22 20 h 22 - Téléchargement 2539447 - 283901_Plans 2016-01-25 13 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2016 Tous droits réservés

13. ORGANISATION DE CHANTIER (SUITE)

Aires de stationnement et entreposage des matériaux

L'entrepreneur doit prévoir l'aménagement d'aires de stationnement et d'entreposage des matériaux, incluant l'excavation, le terrassement, la fourniture et la mise en place des matériaux granulaires requis, les clôtures de protection, etc.

Avant le début des travaux, l'entrepreneur doit présenter un plan de l'aménagement proposé au Directeur pour approbation.

À la fin des travaux, l'entrepreneur doit procéder à la remise en état complète des lieux, tels que : services publics, terrassement, engazonnement, etc.

14. AUTORISATION DU MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (MDDELCC)

Le présent projet fait l'objet d'une demande d'autorisation en vertu de l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE). Seuls les travaux de la phase B (voir article « Délai d'exécution » des présentes Clauses administratives particulières), ne peuvent débuter sans que l'autorisation soit émise par le MDDELCC. En conséquence, l'ordre de débuter les travaux de cette phase ne pourra être émis par le Directeur, qu'une fois l'autorisation du MDDELCC accordée.

15. EXPÉRIENCE DU MAÎTRE D'ŒUVRE

Le soumissionnaire doit avoir exécuté au cours de cinq (5) dernières années, un minimum de deux (2) contrats de même nature et d'une valeur de 10 000 000 $ et plus, en coût de travaux. Pour chaque contrat exécuté, il doit indiquer l'année de réalisation, la description de la nature des travaux, le nom de rue et de la municipalité, la valeur du contrat, le nom de l'ingénieur responsable de la surveillance des travaux et ses coordonnées. Un contrat de même nature est défini comme étant un projet de construction ou de reconstruction d'égout, d'aqueduc et de voirie dans un milieu urbain et sur une artère fortement achalandée.

Le soumissionnaire doit joindre à sa soumission une lettre incluant l'information décrite dans le paragraphe précédent et cocher la case prévu à cet effet dans la « Liste de rappel » de la formule de soumission. Le défaut de joindre cette information à sa soumission entraînera automatiquement le rejet de celle-ci.

16. FEUX DE CIRCULATION TEMPORAIRES

L'entrepreneur doit tenir compte dans son échéancier de l'installation de feux de circulation temporaires par la Ville (ateliers de Rosemont) avant le début des travaux de chacune des phases.

L'entrepreneur doit donner un préavis écrit au Directeur d'au moins deux semaines avant le début des travaux à des fins de coordination.

SOUMISSION 283901 - BOUL. SAINT-MICHEL

ANALYSE DE L'EXPÉRIENCE DES SOUMISSIONNAIRES

			CRITÈRES D'EXPÉRIENCE										CONFORMITÉ	
ORDRE	SOUMISSIONNAIRE	VALEUR DE LA SOUMISSION	PROJET	DONNEUR D'ŒUVRE	ANNÉE D'EXÉCUTION	CINQ (5) DERNIÈRES ANNÉES	MONTANT DU PROJET	MONTANT RÉALISÉ JANVIER 2016	10 M$ ET PLUS RÉALISÉ	ENTREP. GÉNÉRAL OU SOUS TRAITANT	MILIEU URBAIN	ARTÈRE TRÈS ACHALANDÉE	DU PROJET	DU SOUMISSIONNAIRE
1	**Construction Bau-Val inc.**	16,4 M$	Reconstruction égout, aqueduc, voirie, Bell, CSEM - rues Duke et Notre-Dame	Ville de Montréal	En cours	OUI	17,5 M$	1,6 M$	**NON**	EG	**OUI**	**OUI**	**NON**	**NON**
			Reconstruction égout, aqueduc, - Réseau routier	ADM	2012	OUI	10,4 M$	> 10,0 M$	**OUI**	EG	**OUI**	**OUI**	**OUI**	
2	**Groupe TNT inc.**	16,5 M$	Reconstruction égout, aqueduc secondaire et principal, voirie - Avenue des Pins et Dr. Penfield	Ville de Montréal	2013	OUI	15,4 M$	15,4 M$	**OUI**	EG	**OUI**	**OUI**	**OUI**	**OUI**
			Reconstruction aqueduc secondaire et principal, voirie - boulevard Edouard Montpetit	Ville de Montréal	2014 - 2016	OUI	20,5 M$	18,5 M$	**OUI**	EG	**OUI**	**OUI**	**OUI**	
3	**Les Entreprises Michaudville**	17,5 M$	Reconstruction égout, aqueduc secondaire, voirie, feux de circulation, éclairage - Rues Ottawa, Nazareth et Wellington.	Ville de Montréal	2014	OUI	13,0 M$	9,8 M$	**OUI**	EG	**OUI**	**OUI**	**OUI**	**OUI**
			Reconstruction égout, aqueduc secondaire, voirie, feux de circulation, éclairage - Rue Riverside.	Ville de Saint-Lambert	2012-2013	OUI	18,3 M$	> 10,0 M$	**OUI**	EG	**OUI**	**OUI**	**OUI**	
4	**Les Excavations Gilbert Théorêt inc.**	18,3 M$	Reconstruction égout, aqueduc secondaire et principal, voirie, éclairage, feux de circulation - rue Sherbrooke.	Ville de Montréal	2013 - 2016	OUI	17,5 M$	13,3 M$	**OUI**	EG	**OUI**	**OUI**	**OUI**	**OUI**
			Reconstruction égout, aqueduc secondaire et principal, voirie, éclairage, feux de circulation - Avenue Papineau	Ville de Montréal	2014 - 2016	OUI	10,4 M$	8,5 M$	**NON**	EG	**OUI**	**OUI**	**NON**	
			Réaménagement de la rue Victoria, Hébert et Alphonse-Desjardin	Salaberry-de-Valleyfied	2012 - 2013	OUI	15,0 M$	15,0 M$	**OUI**	EG	**OUI**	**OUI**	**OUI**	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1154102011

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Groupe TNT inc. pour des travaux d'égout, de conduites d'eau, d'éclairage, de voirie et sur le réseau de la CSEM dans le boulevard Saint-Michel, du boulevard Shaughnessy à la rue Jarry. Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension. Dépense totale de 17 839 141,95 $ (contrat: 16 501 967,01 $ + incidences: 1 337 174,94 $), taxes incluses. Appel d'offres public 283901 - 3 soumissionnaires conformes.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

SIVT - 1154102011.xls1154102011_Info_comptable_DGSRE.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Linda PHARAND
Préposée au budget

Tél : 514 872-5916

Lilian Odonnat
Préposé au budget
Tél. : 514 872-5916

Co-auteur
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Développement
(514) 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-03

Lucie M PICARD
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 868-4966

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Article 20.29

Commission permanente sur l'examen des contrats

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

Mandat SMCE155304001

Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré et autoriser la convention à cette fin avec la firme Keleny inc. pour la fourniture de services professionnels d'interprètes et de traducteurs judiciaires requis à la cour municipale de la Ville de Montréal dans le cadre de ses activités, pour la somme maximale de 2 878 330,14 $, taxes incluses, couvrant la période du 21 mars 2016 au 22 mars 2019.

Rapport déposé au conseil d'agglomération
Le 24 mars 2016

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Louise Mainville
Arrondissement du Plateau Mont-Royal

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Montréal, le 24 mars 2016

M. Denis Coderre
Maire de Montréal
Membres du conseil d'agglomération
Hôtel de ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Mesdames,
Messieurs,

Conformément au mandat SMCE155304001, nous avons l'honneur de déposer, au nom de la Commission permanente sur l'examen des contrats, le rapport de la commission concernant l'octroi d'un contrat de services professionnels de gré à gré et autoriser la convention à cette fin avec la firme Keleny inc. pour la fourniture de services professionnels d'interprètes et de traducteurs judiciaires requis à la cour municipale de la Ville de Montréal dans le cadre de ses activités, pour la somme maximale de 2 878 330,14 $, taxes incluses, couvrant la période du 21 mars 2016 au 22 mars 2019.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE SMCE155304001
Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré et autoriser la convention à cette fin avec la firme Keleny inc. pour la fourniture de services professionnels d'interprètes et de traducteurs judiciaires requis à la cour municipale de la Ville de Montréal dans le cadre de ses activités, pour la somme maximale de 2 878 330,14 $, taxes incluses, couvrant la période du 21 mars 2016 au 22 mars 2019.

À sa séance du 2 mars 2016, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le dossier 1155304001. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat de services professionnels de plus de 1 M$ pour lequel aucun appel d'offres n'a été effectué, le fournisseur étant considéré unique en vertu du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 573.3 de la Loi sur les cités et villes.*

Le 9 mars 2016, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat SMCE155304001 qui lui avait été confié. Des représentants du Service des affaires juridiques (SAJ) ont répondu aux questions des membres de la Commission. Ils ont d'abord rappelé le contexte dans lequel s'inscrit le présent contrat.

Du fait de la diversité culturelle distinctive de Montréal, la cour municipale, plus que toute autre cour au Québec, doit faire régulièrement appel à des interprètes judiciaires, et ce, pour au moins une cinquantaine de langues, dont principalement l'anglais et l'espagnol. Également, les langues ayant fait l'objet de plus d'une cinquantaine d'assignations pour l'année 2015 sont l'arabe, le bengali, le cantonnais, le hongrois, l'italien, le mandarin, le persan, le punjabi, le russe, le tamoul / tamil, le turc et le vietnamien. La cour municipale fait aussi appel à des interprètes du français gestuel selon la *Langue des signes du Québec*(LSQ), à des interprètes de l'anglais gestuel selon l'*« American Sign Language »*(ASL) et à des interprètes inuit et inuk-tituk.

La Direction des services judiciaires du SAJ a la responsabilité de voir à ce que ces services professionnels soient fournis de manière continue, conformément aux demandes de la cour et aux et aux exigences de la loi.

Il est important de noter que les demandes du tribunal pour les services d'interprètes judiciaires ont augmenté depuis 2011. Le nombre annuel de demandes est passé de 5362 par année en 2011 à 5900, en moyenne, entre 2012 et 2015.

Le recours aux services d'interprètes et de traducteurs judiciaires s'impose afin que la cour municipale remplisse son obligation légale et constitutionnelle de fournir aux parties qui le requièrent, tout autant qu'aux témoins appelés dans certaines causes, les services d'interprètes pouvant traduire, sous serment, intégralement et fidèlement les témoignages rendus, et ce, en toute impartialité et dans le plus strict respect des règles édictées par les tribunaux supérieurs en cette matière.

La convention de services professionnels en vigueur (CG13 0078), en vertu de laquelle, depuis le 21 mars 2013, la firme Keleny inc. fournit ses services à la cour municipale, arrive à échéance le 20 mars 2016. La firme Keleny inc. est le seul fournisseur présentement sur le marché qui fournit les services d'interprètes judiciaires dans une multitude de langues. La signature d'une convention de services professionnels permet à la Ville d'établir un coût fixe pour une période de 3 ans et de bénéficier de tarifs moins élevés en raison de son volume important d'activités.

Dans les années passées, la Ville procédait par appel d'offres public afin de retenir les services d'interprètes judiciaires. Cependant, lors du dernier appel d'offres, deux fournisseurs ont soumissionné, mais un des deux n'a pas franchi la première étape, soit l'évaluation qualitative. Face à cette situation et au fait que les prix soumis par le seul soumissionnaire restant étaient très élevés, le Service a recommandé de ne pas donner suite à l'appel d'offres. C'est pourquoi, la Direction des services judiciaires, en consultation avec la Direction des affaires civiles, a jugé que le meilleur intérêt de la Ville était de privilégier la voie d'une convention de gré à gré avec la même firme d'interprètes (la firme Keleny inc.), comme le permet l'article 573 de la *Loi sur les cités et villes*(RLRQ c C-16), en utilisant la même convention de services professionnels que celle qui a été signée en 2013 et en l'actualisant aux besoins pour les années 2016 à 2019.

Ce secteur d'activités professionnelles est très spécialisé et nécessite la formation et le maintien d'une banque d'interprètes pour une multitude de langues. Au fil des ans, la firme d'interprètes judiciaires Keleny inc. est devenue le seul fournisseur offrant des services d'interprètes couvrant 142 langues et desservant l'ensemble du territoire du Québec. Présentement sous contrat avec la Ville, la firme accepte de conclure une entente de gré à gré et de signer une nouvelle convention à cet effet.

Parallèlement, sur la base d'une actualisation et d'une révision prévisionnelle pour les trois prochaines années des besoins de la cour municipale, la DSJ s'est appliquée à élaborer et à négocier avec cette firme les termes, les conditions et les tarifs unitaires d'un projet de convention de gré à gré pour la fourniture de ces services professionnels, à coûts fixes, pour une période de 3 ans.

Les membres de la Commission ont soulevé diverses questions sur le processus d’appel d’offres dans le présent dossier.

La présence d’un fournisseur unique pour l’ensemble des services d’interprétariat et de traduction judiciaire a soulevé plusieurs interrogations chez les membres. Ils ont bien

compris que la seule autre entreprise apte à offrir l'ensemble des services requis avait cessé ses activités il y a plusieurs années.

Les membres ont bien compris que la firme adjudicataire travaillait déjà avec d'autres instances judiciaires (Palais de justice de Montréal et autres tribunaux dans la grande région de Montréal) et que les besoins pour certaines langues étaient croissants, compte tenu de la diversité de la population montréalaise. Face à cette situation, les membres ont discuté avec les représentants de la DSJ de diverses options possibles, dont la possibilité de scinder le contrat pour permettre la concurrence là où elle est sans doute possible, comme pour les interprètes anglais-français. Pour la DSJ, cette approche pourrait être plus lourde à gérer sans garantir nécessairement des économies appréciables pour la Ville. Les membres ont tout de même souligné qu'il y aurait lieu d'explorer d'autres façons d'aborder le marché dans ce dossier.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des affaires juridiques pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération:

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de services professionnels de plus de 1 M$ pour lequel aucun appel d'offres n'a été effectué, le fournisseur étant considéré unique en vertu du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 573.3 de la Loi sur les cités et villes.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE155304001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Recommandation

Considérant qu'il n'y a présentement qu'un seul fournisseur pour l'ensemble des services d'interprétariat et de traduction judiciaire requis pour la cour municipale;

La Commission recommande que la Direction des services judiciaires réfléchisse à une nouvelle approche pour la sollicitation de ce marché de façon à favoriser l'émergence d'une concurrence dans la rétention des services d'interprétariat, notamment pour les langues les plus utilisées par la cour municipale.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.29

2016/03/24 17:00

(2)

Dossier # : 1155304001

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des services judiciaires , Division du greffe de la cour municipale , Section du greffe et du soutien à l'audience
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cour municipale
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré et autoriser la convention à cette fin avec la firme Keleny inc. pour la fourniture de services professionnels d'interprètes et de traducteurs judiciaires requis à la cour municipale de la Ville de Montréal dans le cadre de ses activités, pour la somme maximale de 2 878 330,14 $, taxes incluses, couvrant la période du 21 mars 2016 au 22 mars 2019.

Il est recommandé :

- d'accorder un contrat de services professionnels de gré à gré avec la firme Keleny inc. pour la fourniture de services professionnels d'interprètes et de traducteurs judiciaires requis à la cour municipale de la Ville de Montréal dans le cadre de ses activités, couvrant la période du 21 mars 2016 au 22 mars 2019;
- d'autoriser la convention à cette fin, pour la somme maximale de 2 878 330,14 $, taxes incluses.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-02-01 11:34

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1155304001**

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des services judiciaires , Division du greffe de la cour municipale , Section du greffe et du soutien à l'audience
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cour municipale
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré et autoriser la convention à cette fin avec la firme Keleny inc. pour la fourniture de services professionnels d'interprètes et de traducteurs judiciaires requis à la cour municipale de la Ville de Montréal dans le cadre de ses activités, pour la somme maximale de 2 878 330,14 $, taxes incluses, couvrant la période du 21 mars 2016 au 22 mars 2019.

CONTENU

CONTEXTE

Créée le 30 août 1851, la cour municipale de la Ville de Montréal demeure depuis lors parmi les plus importantes cours de justice de proximité au Canada. Depuis le 1er janvier 2002, elle exerce ses compétences sur l'ensemble du territoire de l'Île de Montréal et dessert présentement la Ville de Montréal et ses 19 arrondissements ainsi que les quinze (15) autres municipalités liées de l'agglomération de Montréal. La cour municipale exerce sa compétence en matière civile, pénale et criminelle. Elle déploie ses activités à son chef-lieu établi au 775, rue Gosford, ainsi que dans quatre (4) points de service répartis sur le territoire de sa juridiction. Durant les trois (3) dernières années (2013 à 2015 inclusivement), il y a eu en moyenne 250 000 dossiers portés aux rôles d'audience par année, dont, en 2015, plus de 70 000 en matière criminelle.

À l'instar de tout tribunal au Québec, la cour municipale a l'obligation légale et constitutionnelle de fournir aux parties qui le requièrent, tout autant qu'aux témoins, les services d'interprètes pouvant traduire, sous serment, intégralement et fidèlement les témoignages rendus, et ce, en toute impartialité et dans le plus strict respect des règles édictées par les tribunaux supérieurs en cette matière.

De ce fait et du fait de la diversité culturelle distinctive de Montréal, la cour municipale, plus que toute autre cour au Québec, doit faire régulièrement appel à des interprètes judiciaires, et ce, pour au moins une cinquantaine de langues, dont principalement l'anglais et l'espagnol. Également, les langues ayant fait l'objet de plus d'une cinquantaine d'assignations pour l'année 2015 sont l'arabe, le bengali, le cantonnais, le hongrois, l'italien, le mandarin, le persan, le punjabi, le russe, le tamoul / tamil, le turc et le vietnamien. La cour municipale fait aussi appel à des interprètes du français gestuel selon la *Langue des signes du Québec* (LSQ), à des interprètes de l'anglais gestuel selon l'« *American Sign*

Language » (ASL) et à des interprètes inuit et inuk-tituk.

La Direction des services judiciaires (DSJ) du Service des affaires juridiques (SAJ) a la responsabilité de voir à ce que ces services professionnels soient fournis de manière continue, conformément aux demandes de la cour et aux et aux exigences de la loi.

* * *

Il est important de noter que les demandes du tribunal pour les services d'interprètes judiciaires ont augmenté depuis 2011. Le nombre annuel de demandes est passé de 5362 par année en 2011 à 5900, en moyenne, entre 2012 et 2015. (Voir à cet égard le tableau joint en pièce n° 1, *P-1 « Interprètes - Statistiques en graphiques 2011-2015 »*). De plus, il faut aussi noter qu'aux assignations planifiées, au moins 24 heures à l'avance, se sont toujours ajoutées, chaque année depuis 2012, plus ou moins 600 assignations urgentes, souvent demandées séance tenante par le tribunal, aux fins du déroulement des procédures.

Dès lors, compte tenu de cette évolution, il est certes approprié et pertinent de prévoir qu'en moyenne, chaque année au cours des trois (3) prochaines années, le nombre total d'assignations planifiées d'interprètes sera de près de 5900 dont environ 650 demandes d'assignation urgentes par année.

* * *

La convention de services professionnels en vigueur (CG13 0078), en vertu de laquelle, depuis le 21 mars 2013, la firme Keleny inc. fournit ses services à la cour municipale, arrive à échéance le 20 mars 2016. La firme Keleny inc. est le seul fournisseur présentement sur le marché qui fournit les services d'interprètes judiciaires. La signature d'une convention de services professionnels permet à la Ville d'établir un coût fixe pour une période de 3 ans et de bénéficier de tarifs moins élevés en raison de son volume important d'activités.

Dans les années passées, la Ville procédait par appel d'offres publics afin de retenir les services d'interprètes judiciaires. Cependant, lors du dernier appel d'offres, il y avait deux fournisseurs d'interprétariat judiciaire dans la région de Montréal; les deux ont soumissionnés lors de l'appel d'offres, mais un des deux n'a pas franchi la première étape, soit l'évaluation qualitative. Face à cette situation et au fait que les prix soumis par le seul soumissionnaire restant étaient très élevés, le Service a recommandé de ne pas donner suite à l'appel d'offres. C'est pourquoi, la Direction des services judiciaires, en consultation avec la Direction des affaires civiles, a jugé que le meilleur intérêt de la Ville était de privilégier la voie d'une convention de gré à gré avec la même firme d'interprètes (la firme Keleny inc.), comme le permet l'article 573 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRG c C-16), en utilisant la même convention de services professionnels que celle qui a été signée en 2013 et en l'actualisant aux besoins pour les années 2016 à 2019.

Ce secteur d'activités professionnelles est très spécialisé et nécessite la formation et le maintien d'une banque d'interprètes pour une multitude de langues. Au fil des ans, la firme d'interprètes judiciaires Keleny inc., est devenue le seul fournisseur offrant des services d'interprètes couvrant 142 langues et desservant l'ensemble du territoire du Québec. Présentement sous contrat avec la Ville, la firme accepte de conclure une entente de gré à gré et de signer une nouvelle convention à cet effet.

Parallèlement, sur la base d'une actualisation et d'une révision prévisionnelle pour les trois (3) prochaines années des besoins de la cour municipale, la DSJ s'est appliquée à élaborer et à négocier avec cette firme les termes, les conditions et les tarifs unitaires d'un projet de convention de gré à gré pour la fourniture de ces services professionnels, à coûts fixes, pour une période de 3 ans. Le projet de convention décrit ci-après est soumis à l'approbation des

instances décisionnelles dans le cadre de ce dossier. (Voir à cet égard la pièce jointe n° 2, *P -2 « Projet de convention et annexes* »).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

GC15 0246 - 30 avril 2015 - Approuver le projet d'addenda no 1 modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et Keleny inc. (CG13 0078), afin de modifier le tarif applicable pour les services d'interprétation du langage gestuel dans le cadre des activités de la cour municipale de la Ville de Montréal.

CG13 0078 - 21 mars 2013 - Ne pas donner suite à l'appel d'offres public 12-12209 (CE12 1445) / Accorder de gré à gré un contrat de services professionnels à la firme Keleny inc., visant la fourniture, pour une période de 3 ans à compter du 22 mars 2013, des services d'interprètes et de traducteurs judiciaires que requiert la cour municipale de la Ville de Montréal dans le cadre de ses activités, pour une somme maximale de 2 509 583 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin.

DA120890001 - 19 décembre 2012 - Retenir les services de la firme Keleny inc. pour la fourniture, au cours des mois de janvier et de février 2013, de services professionnels d'interprétation et de traduction judiciaires nécessaires aux activités de la cour municipale de la Ville de Montréal, et ce, aux tarifs unitaires soumis par cette firme pour ces services le 6 décembre 2012 et d'autoriser à cette fin une dépense n'excédant pas cent mille dollars (100 000 $), toutes taxes incluses.

CG11 0082 - 24 mars 2011 - Approuver les critères de sélection des contrats à soumettre pour étude à la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats.

CE12 1445 - 5 septembre 2012 - Autoriser le lancement d’un appel d'offres public pour la fourniture pour une période de quatre (4) ans, de tous les services professionnels d'interprétariat et de traduction judiciaires que requiert la cour municipale de la Ville de Montréal dans le cadre de ses activités.

CG07 0496 - 20 décembre 2007 - Approuver le projet de convention par lequel la firme Keleny inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final, s'engage à fournir à la Ville, pour une période de cinq (5) ans à compter du 1er janvier 2008, les services professionnels d'interprétation et de traduction judiciaire requis par la cour municipale de la Ville de Montréal conformément à l'appel d'offres public 07-10559, et autoriser à cette fin une dépense maximale de 1 997 000,38 $ (taxes incluses), échelonnée sur cette période (2 soumissionnaires).

DESCRIPTION

La convention professionnelle à la firme Keleny inc. visant la fourniture des services d'interprètes et de traducteurs judiciaires est d'une durée de 3 ans. Elle prend effet à compter du 21 mars 2016 jusqu'au 22 mars 2019.

JUSTIFICATION

Le recours aux services d'interprètes et de traducteurs judiciaires s'impose afin que la cour municipale remplisse son obligation légale et constitutionnelle de fournir aux parties qui le requièrent, tout autant qu'aux témoins appelés dans certaines causes, les services d'interprètes pouvant traduire, sous serment, intégralement et fidèlement les témoignages rendus, et ce, en toute impartialité et dans le plus strict respect des règles édictées par les tribunaux supérieurs en cette matière.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du contrat à octroyer est de 2 878 330,14 $, taxes incluses, pour une période de trois (3) ans, soit du 21 mars 2016 au 22 mars 2019, pour un montant annuel de 959 443, 38 $ taxes incluses. Ces sommes sont disponibles au budget de fonctionnement de la Direction des affaires juridiques pour l'année 2016 et elles seront planifiées pour les budgets des années 2017 à 2019.
Tarifs - Services d'interprètes et de traducteurs Tarifs Coûts

Présence de deux (2) interprètes à temps complet
durant l'année judiciaire (200 jours/année) 330,00$/jour 66 000 $

Présence d'un (1) interprète à temps plein
durant la période estivale (50 jours/année) 180,00$/jour 9 000 $

Assignation d'un interprète sans égard à la
langue source interprétée (5 200 assignations/année) 120,00$/assignation 624 000 $

Assignation d'un interprète pour langage gestuel,
Inuit ou Inuk-Tituk (36/année) 180,00$/assignation 6 480 $

Assignation d'un interprète en urgence
(650 assignations/année) 180,00$/assignation 117 000 $

Services de traduction judiciaire de documents
(30 000 mots/année) 0,40$/mot traduit 12 000 $

TOTAL par année (avant taxes) 834 480 $
TOTAL pour trois ans (avant taxes) 2 503 440 $
TOTAL pour trois ans (taxes incluses) 2 878 330 $

La cour municipale de Laval utilise également les services de l’agence Keleny Inc. Toutefois, ils ne sont liés par aucun contrat.Le nombre annuel d’assignations s’élève à 140 pour un coût de 204,00 $ par assignation plus un montant de 20,52 $ pour le kilométrage.
La cour municipale de la Ville de Québec utilise les services de travailleurs autonomes (anglais, espagnol) ou le BRILC pour les autres langues (Bureau régional d’interprètes linguistiques et culturels) ou le Service régional d’interprétariat de l’est du Québec (langages des signes).
Les coûts se situent entre 35$ et 50$/heure plus le kilométrage, et ce, selon l’interprète

En vertu de notre contrat, nous ne payons pas de frais de kilométrage.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucun enjeu de communication en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature de la convention et entrée en vigueur subséquente à compter de la date d'approbation par les instances.
Le dossier sera soumis à un examen par la Commission permanente sur l'examen des contrats.
Il s'agit d'un contrat de services professionnels de plus de un 1M $ pour lequel l'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques et encadrements administratifs de la Ville de Montréal.
Le dossier est conforme à la politique de gestion contractuelle et à la politique d'approvisionnement de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie GRAVEL
Greffière adjointe et chef de section du greffe

Tél : 514 872-6866
Télécop. : 514 872-7036

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-29

Marie-France BISSONNETTE
C/d greffe & greffier de la cour mun.

Tél : 514 872-2510
Télécop. : 514 872-7036

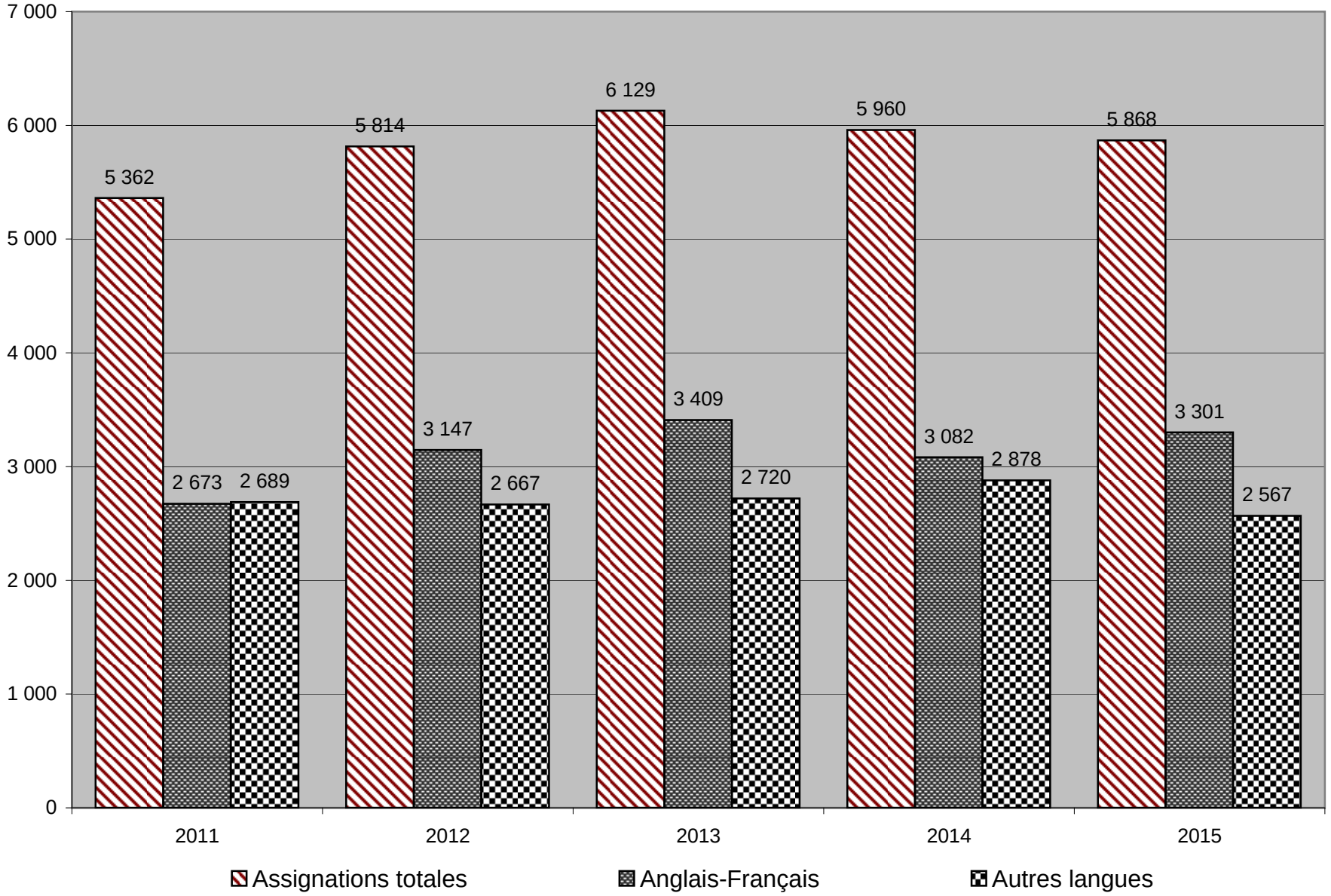
APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Yves BRIAND
Directeur des services judiciaires
Tél : 514 872-9382
Approuvé le : 2016-02-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves BRIAND
Directeur des services judiciaires
Tél : 514 872-9382
Approuvé le : 2016-02-01

COUR MUNICIPALE DE LA VILLE DE MONTRÉAL
ASSIGNATIONS RÉGULIÈRES D'INTERPRÈTES
2011-2015



CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier de la Ville, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG_____ et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

KELENY INC., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 440, rue Saint-Antoine Est, Montréal, Québec, H2Y 1A5, agissant et représentée par monsieur Paul Keleny, directeur général, dûment autorisé tel qu'il le déclare;

N^{o} d'inscription T.P.S. : 864410311
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1200111857

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

ATTENDU QUE les services d'interprètes et de traducteurs judiciaires sont considérés comme essentiels à certains recours présentés devant la cour municipale;

ATTENDU QUE la cour municipale a l'obligation légale et constitutionnelle de fournir aux parties ou aux témoins qui le requièrent, les services d'un interprète afin qu'il puisse traduire, intégralement et fidèlement, les témoignages rendus et ainsi assurer l'impartialité du processus judiciaire;

ATTENDU QUE les parties désirent s'entendre sur les modalités visant la fourniture de services d'interprètes et de traducteurs judiciaires;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une *Politique de gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle en a transmis une copie au Contractant.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Directeur** » : Directeur des services judiciaires du Service des affaires juridiques;

1.2 « **Greffière** » : la greffière de la cour municipale de la Ville de Montréal ou son représentant dûment autorisé;

1.3 « **Annexe 1** » : description des services requis et conditions d'exécution;

1.4 « **Annexe 2** » : tarifs applicables pour chaque service.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à fournir, sur demande de la Greffière, pour une période de trois (3) ans, les services d'interprètes et de traducteurs judiciaires que requiert la cour municipale de la Ville de Montréal (ci-après la « Cour ») dans le cadre de ses activités, notamment aux fins de la tenue quotidienne des audiences à son chef-lieu et dans ses quatre (4) points de service, le jour et en soirée.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

Le préambule ainsi que les Annexes 1 et 2 font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 4
DURÉE

Nonobstant la date de signature des parties, la présente convention entre en vigueur le 21 mars 2016 et se termine le 22 mars 2019, étant entendu que le Contractant demeure tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 remettre à la Ville les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci, dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.6 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.7 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ;

6.8 fournir des services d’interprètes et de traducteurs judiciaires conformément aux conditions énoncées à l’Annexe 1;

6.9 se conformer à toutes normes, politiques, ou directives qui pourraient être élaborées par la Ville ou édictées par la Greffière relativement à l'exécution des services requis en vertu de cette convention.

À cet égard, il est entendu que le Contractant s'engage à fournir à la Greffière sa pleine collaboration dans le cadre de sa prestation de services.

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de deux millions huit cent soixante-dix-huit mille trois cent trente dollars et quatorze cents (2 878 330,14 $), couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant, le tout conformément aux tarifs indiqués à l'Annexe 2.

8.2 Cette somme est payable par la Ville dans un délai de trente (30) à quarante-cinq (45) jours suivant l'approbation des factures du Contractant par le Directeur;

8.3 Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises, notamment quant à la TPS et à la TVQ;

8.4 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville, pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant, ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant:

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit à la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière, dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
PÉNALITÉ

11.1 Toute violation des articles 5, 6, 7, 8, ou 9 de l'Annexe 1 peut entraîner l'imposition d'une pénalité journalière de deux cent cinquante dollars (250,00 $), et ce, pour chaque violation de l'un ou l'autre de ces articles;

11.2 Le cas échéant, le Contractant devra également rembourser à la cour municipale tous les frais et honoraires additionnels qu'elle aura dû débourser pour la suppléance ou le remplacement de tout interprète (ou traducteur) qui aura failli à ses obligations ou dont les services n'auront pas été fournis par le Contractant conformément à la convention et aux directives de la Greffière;

11.3 La réclamation de la pénalité et, le cas échéant, des déboursés découlant du défaut est formellement transmise par la Greffière au Contractant. Cette pénalité est payable au moyen d'un crédit applicable à la facturation transmise mensuellement par le Contractant pour les services rendus dans le cadre de la convention.

ARTICLE 12
RÉSILIATION

12.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives;

12.2 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 13
LIEN D'EMPLOI

La présente convention n'a pas pour effet de créer un lien d'emploi entre la Ville et le Contractant. Aux fins des présentes, il est clairement entendu que la Ville n'est pas l'employeur des personnes travaillant pour le Contractant.

ARTICLE 14
CONDITIONS GÉNÉRALES

14.1 ÉLECTION DE DOMICILE

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

14.2 CESSION

Les droits et obligations de l'une des parties prévus à la présente convention ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

14.3 MODIFICATION

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

14.4 VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

14.5 LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
M^e^ Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 2016

KELENY INC.

Par : _____
Paul Keleny, directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération, par la résolution CG16 _____.

ANNEXE 1

SERVICES REQUIS ET CONDITIONS D'EXÉCUTION

1.- GÉNÉRALITÉS

La Direction des services judiciaires du Service des affaires juridiques de la Ville de Montréal doit, de par sa mission, fournir à la cour municipale de la Ville de Montréal (ci-après, la cour municipale) le soutien technique et logistique nécessaire à son fonctionnement.

En cela, c'est à la greffière de la cour municipale (ci-après, la greffière) que revient la responsabilité de voir, conformément à la loi, à l'organisation, à la mise en œuvre et à la gestion des diverses activités requises à cette fin, dont l'impartition au Contractant, par cette convention, des services d'interprètes et de traducteurs judiciaires que requiert la cour municipale aux fins de la tenue de ses audiences quotidiennes à son chef-lieu, en avant-midi ou en après-midi, ainsi que dans ses quatre (4) points de service établis sur le territoire de l'agglomération de Montréal, en avant-midi, en après-midi ou en soirée.

Par cette convention, le Contractant s'engage à fournir, dans les délais et selon les échéanciers qui lui sont impartis, tous ces services selon les exigences et les conditions d'exécution définies ci-après et suivant les directives de la greffière, notamment quant aux modes de fonctionnement, aux encadrements administratifs et logistiques.

En tout temps durant la convention, le Contractant a l'obligation de s'assurer que tout interprète ou traducteur qu'il assigne à la cour municipale possède les compétences et les qualifications requises pour agir devant une cour de justice et satisfait en cela aux exigences de qualité et d'éthique définies par la loi et les tribunaux en cette matière.

2.- LE CHEF-LIEU ET LES POINTS DE SERVICES

Le chef-lieu de la cour municipale, qui compte quatorze (14) salles d'audience, est établi au 775, rue Gosford, Montréal (Québec), H2Y 3B9. Quant aux points de service, au nombre de quatre (4), ils se répartissent actuellement comme suit sur le territoire de l'île de Montréal :

EST DE L'ÎLE
7275, rue Sherbrooke Est, bureau 2202
Arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve
Montréal (Québec) H1N 1E9
(3 salles d'audience)

NORD DE L'ÎLE
1405, rue de l'Église
Arrondissement de Saint-Laurent
Montréal (Québec) H4L 2H4
(2 salles d'audience)

OUEST DE L'ÎLE
401, boulevard Saint-Jean
Ville de Pointe-Claire (Québec) H9R 3J2
(1 salle d'audience)

SUD DE L'ÎLE
7777, boulevard Newman, bureau 301
Arrondissement Lasalle
Montréal (Québec) H8N 1X7
(2 salles d'audience)

3.- CALENDRIER JUDICIAIRE ET HORAIRE DES SÉANCES.

Le calendrier annuel de la cour municipale et l'horaire des audiences au chef-lieu et dans les points de service sont établis selon les règles et les directives émises par le juge-président.

Ainsi, la cour municipale siège durant l'année judiciaire qui commence entre le 28 août et le 3 septembre et, selon le calendrier particulier de chaque année civile, sur quarante (40) semaines environ, excluant les deux (2) semaines de la période des fêtes.

Durant l'année judiciaire, à moins d'avis contraire, toutes les salles d'audience sont en opération, 5 jours par semaine, du lundi au vendredi, à raison de deux (2) séances par jour, soit quatorze (14) salles au chef-lieu et six (6) à huit (8) salles en points de service.

L'horaire des séances est établi en fonction de deux (2) séances consécutives par jour, selon le calendrier judiciaire et la vocation des salles d'audience, soit :

- au chef-lieu : séances le matin et l'après-midi ;

- dans les points de service : séances en après-midi et en soirée et séances en avant-midi et en après-midi.

Durant la période estivale qui s'étend sur dix (10) ou onze (11) semaines, selon le calendrier de chaque année civile, un nombre limité de salles du chef-lieu continue à tenir des audiences comme durant l'année judiciaire pour les comparutions, les procès *pro forma,* les requêtes*,* les procès et les autres demandes. Selon le calendrier judiciaire établi, des séances peuvent également être tenues dans les points de service durant cette période.

4.- PRINCIPALES LANGUES D'INTERPRÉTATION

Sans toutefois s'y restreindre, étant entendu que la langue habituelle des procédures à la cour municipale est le français, le Contractant doit en tout temps être en mesure de fournir des services d'interprétation judiciaire, dont :

- l'anglais et l'espagnol majoritairement ;

- l'arabe, le bengali, le cantonnais, le hongrois, l'italien, le mandarin, le persan, le punjabi, le russe, le tamoul, le turc et le vietnamien;

- certaines autres langues plus particulières, comme l'arménien, le cambodgien, le farsi, le grec, l'hindi, le laotien, le polonais, le portugais et le tagalog ;

- le français gestuel selon la *Langue des signes du Québec* (LSQ) et l'anglais gestuel selon l'*American Sign Language* (ASL), l'Inuit et l'Inuk-Tituk.

5.- SERVICES REQUIS - *« SERVICES DE BASE »*

Pour la durée de la convention, le Contractant a l'obligation de fournir, suivant les directives de la greffière de la cour, dans les délais et selon les échéanciers impartis par cette dernière, les « Services de base » ci-après décrits.

5.1 Description

Pour la durée de la convention, le Contractant doit assurer la présence à temps complet au chef-lieu de la cour municipale de :

a) deux (2) interprètes « anglais↔français » durant l'année judiciaire (40 semaines);

b) un (1) interprète « anglais↔français » durant la période estivale et les jours où les activités seront réduites selon le calendrier de la cour municipale et les directives de la greffière de la cour.

Les interprètes affectés aux *« Services de base »* doivent être quotidiennement présents au chef-lieu, du lundi au vendredi, de 8 h 45 jusqu'à la fin des audiences de la journée, afin de répondre également aux *Demandes, régulières ou urgentes*, d'interprètes « anglais↔français », autorisées et transmises par la greffière.

La cour municipale voit à mettre un de ses locaux à la disposition des interprètes assignés à cette prestation.

5.2 Tarification des *« Services de base »*

Pour la durée de la convention, le tarif des *« Services de base »* est un tarif forfaitaire quotidien fixe prévu à l'Annexe 2, et ce, sans égard au nombre de prestations fournies.

IMPORTANT

En tout temps durant la convention, le défaut du Contractant ou de son personnel de satisfaire aux exigences de l'article 5 peut entraîner l'imposition de la pénalité prévue à l'article 11 de la convention.

6. SERVICES SUR *« DEMANDES D'ASSIGNATION D'UN INTERPRÈTE »*

En tout temps durant la convention, en plus des *« Services de base »*, le contractant doit fournir, sur réception d'une *« Demande d'assignation »* dûment autorisée et transmise par la greffière et selon ses directives, les services d'interprétation judiciaire dans toutes les langues requises.

De plus, chaque interprète ainsi assigné devra demeurer à la disposition du tribunal pour la durée de l'audition du dossier visé par son assignation, et ce, sans égard à ce que cette audition ait lieu lors d'une séance de la cour municipale tenue en avant-midi, en après-midi ou en soirée.

6.1 *« Demande régulière d'assignation d'un interprète »* (définition)

Toute demande de services dûment adressée et transmise au Contractant par la greffière dans un délai de vingt-quatre (24) heures ou plus avant la tenue de l'audience visée.

6.2 *« Demande urgente d'assignation d'un interprète »* (définition)

Toute demande de services dûment adressée et transmise au Contractant par la greffière dans un délai de moins de vingt-quatre (24) heures avant la tenue de l'audience visée.

6.3 Tarification des services sur *« Demande d'assignation »*

Pour la durée de la convention, les tarifs applicables pour les services fournis par le Contractant, respectivement sur « *Demande régulière* » et sur « *Demande urgente* », sont les tarifs forfaitaires unitaires prévus à l'Annexe 2.

6.4 Tarification - Règles particulières applicables

6.4.1 Dans l'éventualité où, par nécessité immédiate et à la demande de la greffière ou du tribunal, un interprète déjà assigné pour l'audition d'un dossier, – *sur « Demande régulière »* ou sur *«Demande urgente»*, sans égard –, et déjà présent pour l'audition de ce dossier, lors d'une même séance en avant-midi, en après-midi ou en soirée, il doit demeurer sur place et fournir également ses services :

a) dans la même langue d'interprétation pour l'audition d'un autre dossier dans la même salle ou dans une autre salle d'audience du chef-lieu ou du même point de service. La prestation ainsi fournie est considérée comme découlant de la même *« Demande d'assignation »* et conséquemment, le Contractant ne peut ni exiger, ni facturer quelques honoraires ou frais en sus pour cette prestation;

b) dans une autre langue d'interprétation de sa compétence pour l'audition du dossier pour lequel il est déjà assigné ou pour l'audition d'un autre dossier dans la même salle ou dans une autre salle d'audience du chef-lieu ou du même point de service, la prestation ainsi fournie est considérée comme l'étant dans le cadre d'une nouvelle « *Demande régulière d'assignation »* pour laquelle, le Contractant ne peut toutefois exiger que cinquante pour cent (50 %) des honoraires prévus selon le tarif établi pour une *« Demande régulière »*;

c) dans la même langue d'interprétation ou dans une autre langue d'interprétation de sa compétence pour la suite de l'audition du même dossier, lors d'une séance subséquente tenue le même jour au même lieu, avant-midi, après-midi ou en soirée, selon le cas, la prestation ainsi fournie est considérée comme découlant d'une nouvelle *« Demande urgente d'assignation »* et conséquemment, facturée comme telle selon le tarif prévu, et ce, sans autres frais.

6.4.2 Dans la mesure où un interprète est présent pour fournir des services de base conformément à l'article 5 de la présente annexe et que les services de cet interprète sont également requis pour remplir des demandes régulières ou urgentes « anglais◄►français », il est entendu que ces services sont couverts par la tarification prévue à l'article 5.2. L'interprète ne pourra donc exiger, ni facturer quelques honoraires ou frais pour cette prestation.

6.4.3 Dans l'éventualité où la présence d'un interprète est requise au-delà de 17 h 30 au chef lieu de la cour, ce dernier sera payé au prorata de la tarification applicable à partir de cette heure, et ce, par tranche d'une (1) heure.

6.5 *« Demandes d'assignation »* - Transmission

Les *« Demandes d'assignation »* sont adressées et transmises au Contractant à son siège social, par voie d'avis formels, écrits ou verbaux, émanant du bureau de la greffière et précisant la nature des services requis.

Le Contractant doit être en mesure de recevoir ces demandes, de même que toute correspondance afférente, aussi bien par courrier électronique, par télécopieur, par téléphone ou par la poste; à cette fin, il verra à fournir à la greffière les coordonnées qui permettront de le joindre en tout temps et à l'informer sans délai de toute modification apportée à celles-ci.

6.6 *« Demandes d'assignation »* - Annulation

Dans l'éventualité où, par nécessité, la greffière doit annuler, en tout ou en partie, une *« Demande régulière d'assignation »* déjà dûment adressée et transmise au Contractant, elle voit à en aviser formellement ce dernier.

Dans le cas où, la greffière a formellement transmis, par écrit ou verbalement, au Contractant un tel avis d'annulation :

a) dans un délai de vingt-quatre (24) heures et plus avant la tenue de l'audience pour laquelle la prestation de services a été demandée, le Contractant ne peut exiger ni honoraires, ni dommages, ni indemnités pour l'annulation de cette demande;

b) dans un délai de moins de vingt-quatre (24) heures avant la tenue de l'audience pour laquelle la prestation de services a été demandée, le Contractant ne peut exiger que cinquante pour cent (50 %) des honoraires prévus. Il en sera de même pour toute *« Demande urgente d'assignation »* ainsi annulée.

Toutefois, si l'interprète est assigné pour une séance le matin et une séance l'après-midi ou encore une séance l'après-midi et une séance en soirée et que la seconde séance est annulée alors que l'interprète est déjà sur place, le Contractant pourra réclamer le plein tarif pour cette seconde séance sans égard au fait que la présence de l'interprète n'est plus requise.

IMPORTANT

En tout temps durant la convention, le défaut du Contractant ou de son personnel de satisfaire aux exigences de l'article 6 peut entraîner l'imposition de la pénalité prévue à l'article 11 de la convention.

7. SERVICES SUR DEMANDE – TRADUCTION JUDICIAIRE

7.1 Description des services requis

Sur demande et selon les directives de la greffière, le Contractant doit fournir les services de traducteurs judiciaires qualifiés, aux fins de la traduction en français, par écrit, de documents écrits ou enregistrés sur support audio ou vidéo dans une autre langue, notamment des éléments de preuve ou des déclarations extrajudiciaires faites par un défendeur ou un témoin; le tout dans le strict respect des règles et des exigences prévues par la loi en ce domaine, particulièrement quant à la fidélité, la conformité et l'intégrité de la traduction.

7.2 Tarification

Pour la durée de la convention, le tarif en matière de traduction écrite qui s'applique est le tarif unitaire et uniforme *« par mot traduit de la langue source »* prévu à l'Annexe 2, et ce, sans égard à la langue source visée, ni à la nécessité, le cas échéant, d'une transcription judiciaire préalable.

De plus, pour les documents enregistrés, les services requis peuvent parfois nécessiter une transcription sténographique préalable (*« sténographie judiciaire »*) de l'enregistrement. Dans une telle éventualité, il est entendu que le Contractant en facturera les frais spécifiquement et distinctement, selon les tarifs établis par le gouvernement du Québec en cette matière.

7.3 Compétence de l'interprète

En cours d'instance dans le cas où une traduction judiciaire est demandée par la cour en raison de doutes raisonnables quant aux compétences d'un interprète assigné par le Contractant :

a) la traduction est aux frais de la Ville si la compétence de l'interprète est confirmée;

b) la traduction est aux frais du Contractant si la compétence de l'interprète n'est pas reconnue.

IMPORTANT

En tout temps durant la convention, le défaut du Contractant ou de son personnel de satisfaire aux exigences de l'article 7 peut entraîner l'imposition de la pénalité prévue à l'article 11 de la convention.

8. INTERPRÈTES ET TRADUCTEURS ASSIGNÉS

8.1. Obligation du Contractant

En tout temps durant la convention, le Contractant a l'obligation de s'assurer que tout interprète ou traducteur qu'il assigne à la cour municipale possède les compétences et les qualifications requises pour agir devant une cour de justice et satisfait en cela aux exigences de qualité et d'éthique définies par la loi et les tribunaux en cette matière.

8.2 Prérogative de la greffière

En tout temps durant la convention, la greffière a la prérogative et le droit de refuser que certains interprètes soient assignés à la cour municipale pour toute raison qu'elle jugera pertinente. En cela, ses décisions sont sans droit d'appel et ne pourront faire l'objet d'aucune réclamation d'honoraires, de dommages, d'indemnités de la part du Contractant et sont irrévocables à moins d'un avis écrit de la greffière.

8.3 Registre de l'effectif d'interprètes et de traducteurs

Pour la durée de la convention, le Contractant doit tenir et mettre à jour un registre informatisé du personnel d'interprètes et de traducteurs qu'il assigne à la desserte de la cour municipale.

Dans la forme exigée par la greffière, le Contractant doit voir à y colliger et consigner les documents suivants :

a) pour chaque interprète et pour chaque traducteur, sous forme d'une « fiche synthèse de *curriculum vitae* », les coordonnées, la formation académique, l'expérience pertinente ainsi que la ou les langues d'interprétation ou de traduction de sa compétence;

b) la liste alphabétique pour l'ensemble de son effectif et la liste selon les langues d'interprétation de leur compétence des interprètes et la liste des traducteurs à son emploi.

À la signature de la convention, il doit remettre à la greffière, sous forme d'un fichier informatique, une copie conforme de ces documents.

8.4 Registre du personnel – Mise à jour

Durant la convention, le Contractant doit mettre à jour le registre ainsi que les documents décrits à l'article 8.3 de la présente annexe, et ce, en fonction de tout événement ou situation affectant l'une ou l'autre des informations qui y sont déjà consignées.

Le Contractant doit également informer la greffière au plus tard dans les dix (10) jours suivant la survenance de tels événements, notamment, lorsqu'un interprète ou un traducteur n'est plus à l'emploi du Contractant, lorsque le Contractant assigne un nouvel interprète à la cour suite à son embauche, ou lorsque de nouveaux champs d'expertises ou de nouvelles langues d'interprétation sont ajoutées à la liste offerte par le Contractant.

IMPORTANT

En tout temps durant la convention, le défaut du Contractant ou de son personnel de satisfaire aux exigences de l'article 8 peut entraîner l'imposition de la pénalité prévue à l'article 11 de la convention.

9. INTERPRÈTE ASSIGNÉ - EXIGENCES ET PRESTATION ATTENDUE

De manière générale, sans toutefois s'y restreindre, les interprètes judiciaires assignés et assermentés à la cour municipale sont appelés à traduire, selon le mode d'« *interprétation consécutive »,* des témoignages rendus lors de comparutions ou lors de procès, de même qu'à l'occasion, à traduire à haute voix des écrits pour le tribunal (« *traduction à vue* »).

L'expérience pertinente acquise devant les cours de justice et les qualifications professionnelles allant au-delà des exigences minimales en ce domaine demeurent au premier rang des qualités recherchées par la cour municipale chez les interprètes dont elle retient les services.

Dans le cadre de leur prestation à la cour municipale, les interprètes assignés par le Contractant doivent agir avec diligence, rigueur, clarté et précision, dans le plus strict respect des exigences et des critères de qualité établis par les tribunaux supérieurs en matière d'interprétation judiciaire, à savoir :

- maîtriser la langue d'interprétation pour laquelle ils ont à fournir leur prestation;
- reproduire fidèlement et exactement, dans la langue d'arrivée, l'équivalent naturel le plus près de ce qui est dit et exprimé dans la langue de départ, premièrement sur le plan du sens et, deuxièmement, sur celui du style, sans embellir, ni omettre ou expliquer;
- faire preuve d'impartialité et s'abstenir de toute forme de parti pris ou de favoritisme, éviter toute forme, directe ou indirecte, de conflits d'intérêts lorsqu'ils connaissent personnellement l'une des parties impliquées dans les procédures pour lesquelles leurs services sont retenus. Ils ont l'obligation d'en aviser immédiatement le juge, et ce, avant même le début de l'audience;
- ne jamais donner d'avis aux témoins ou aux parties, ni s'impliquer dans toute forme d'intervention qui pourrait être interprétée comme une pratique du droit;
- être en tout temps ponctuel et se présenter à la date, à l'heure et à la salle d'audience où ils ont été convoqués et faire consigner leur présence auprès du greffier-audiencier de la salle d'audience suivant les modalités prévues à cet effet;
- une fois sur place, demeurer à la disposition du tribunal où ils sont assignés jusqu'à ce que le juge décide que leur présence n'est plus requise;
- se vêtir sobrement et se comporter de manière à ne pas porter atteinte au décorum et au bon ordre de la cour.

IMPORTANT

En tout temps durant la convention, le défaut du Contractant ou de son personnel de satisfaire aux exigences de l'article 9 peut entraîner l'imposition de la pénalité prévue à l'article 11 de la convention.

10. FACTURATION (Exigences générales)

Pour la durée de la convention, le Contractant doit présenter à la greffière mensuellement, selon la forme qu'elle détermine, une facture détaillée de ses honoraires pour les services effectivement et réellement fournis durant la période visée, incluant toutes les taxes applicables (TPS et TVQ).

ANNEXE 2
Tarifs du 21 mars 2016 à 22 mars 2019
Services d'interprètes et de traducteurs judiciaires à la Cour municipale de la Ville de Montréal

INTERPRÈRES ET TRADUCTEURS COUR MUNICIPALE DE LA VILE DE MONTRÉAL	-A-	-B-	Total (A x B)
SERVICES DE BASE - ANNÉE JUDICIAIRE **DEUX (2) INTERPRÈTES** ***« Anglais◄►Français »*** à temps complet au chef-lieu de la cour municipale, du lundi au vendredi, de 8 h 45 jusqu'à la fin des auditions. ***Tarif forfaitaire quotidien***	**200 jours / année**	**330,00 $** **(trois cent trente dollars)** **par jour**	**66 000 $**
SERVICES DE BASE - PÉRIODE ESTIVALE **UN (1) INTERPRÈTE** ***« Anglais◄►Français »*** à temps complet au chef-lieu de la cour municipale, du lundi au vendredi, de 8 h 45 jusqu'à la fin des auditions. ***Tarif forfaitaire quotidien***	**50 jours / année**	**180,00 $** **(cent quatre-vingt dollars)** **par jour**	**9 000 $**
Services sur demande RÉGULIÈRE **(adressée dans un délai de vingt-quatre (24) heures ou plus) d'assigner un (1) interprète judiciaire,** au chef-lieu ou dans l'un des quatre (4) points de service de la cour municipale. ***Tarif unitaire forfaitaire uniforme pour chaque demande, sans égard à la langue source interprétée***	**5 200 / année**	**120,00 $** **(cent vingt dollars)** **par demande**	**624 000 $**
Service sur demande RÉGULIÈRE LSQ, ASL, Inuit, Inuk-Tituk	**36 / année**	**180,00 $** **(cent quatre-vingt dollars)** **par demande**	**6 480 $**
Services sur demande URGENTE **(adressée dans un délai de MOINS de vingt-quatre (24) heures) d'assigner un (1) interprète judiciaire,** au chef-lieu ou dans l'un des quatre (4) points de service de la cour municipale. ***Tarif unitaire forfaitaire uniforme pour chaque demande, sans égard à la langue source interprétée***	**650 / année**	**180,00 $** **(cent quatre-vingt dollars)** **par demande**	**117 000 $**
Services de traduction judiciaire de documents ***Tarif fixe « par mot traduit de la langue source »***	**30 000 mots / année**	**0.40 $** **(quarante cents)** **par mot traduit**	**12 000 $**
		TOTAL par année (avant taxes)	**834 480 $**
		TOTAL pour trois (3) ans (avant taxes)	**2 503 440 $**
		TOTAL pour 3 ans (taxes incluses)	**2 878 330,14 $**

Article 20.30

Commission permanente sur l'examen des contrats

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

Mandat SMCE165015002

Accorder un contrat de services professionnels à Girard Côté Bérubé Dion Architectes, Stantec et Le Groupe BC2, pour les services en architecture et en génie du bâtiment dans le cadre du projet de construction des nouvelles salles de tir du Service de police de la Ville de Montréal pour une somme maximale de 1 473 728,71 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14255 - (5 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

Rapport déposé au conseil d'agglomération
Le 24 mars 2016

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Louise Mainville
Arrondissement du Plateau Mont-Royal

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Montréal, le 24 mars 2016

M. Denis Coderre
Maire de Montréal
Membres du conseil d'agglomération
Hôtel de ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Mesdames,
Messieurs,

Conformément au mandat SMCE165015002, nous avons l'honneur de déposer, au nom de la Commission permanente sur l'examen des contrats, le rapport de la commission concernant l'octroi d'un contrat de services professionnels à Girard Côté Bérubé Dion Architectes, Stantec et Le Groupe BC2, pour les services en architecture et en génie du bâtiment dans le cadre du projet de construction des nouvelles salles de tir du Service de police de la Ville de Montréal pour une somme maximale de 1 473 728,71 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14255 - (5 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE SMCE165015002
Accorder un contrat de services professionnels à Girard Côté Bérubé Dion Architectes, Stantec et Le Groupe BC2, pour les services en architecture et en génie du bâtiment dans le cadre du projet de construction des nouvelles salles de tir du Service de police de la Ville de Montréal pour une somme maximale de 1 473 728,71 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14255 - (5 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

À sa séance du 2 mars 2016, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le dossier 1165015002. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat de services professionnels de plus de 1 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le soumissionnaire ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation.*

Le 9 mars 2016, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat SMCE165015002 qui lui avait été confié. Des représentants du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) ont répondu aux questions des membres de la Commission. Ils ont d'abord rappelé le contexte dans lequel s'inscrit le présent contrat.

Le présent dossier vise à accorder un contrat de services professionnels pour la fourniture de services professionnels en architecture et en génie du bâtiment.

Pour réaliser le mandat, les firmes auront à rendre, pour leur discipline respective et sans s'y restreindre, les services professionnels suivants :
- programmes fonctionnels et techniques, sur la base des modèles et informations fournies par la Ville;
- étude du site proposé et aménagement du terrain;
- estimation des coûts des travaux aux étapes clés du projet;
- plans et devis pour appel d'offres;

- surveillance des travaux au chantier, incluant la production de listes de déficiences et l'émission du parachèvement final;
- services relatifs à la certification Leed Or;
- demandes de subventions liées aux programmes d'efficacité énergétique;
- plans tels que construits;
- services durant l'année de garantie.

L'appel d'offres a été publié sur le site du système électronique d'appel d'offres (SEAO) et dans le journal La Presse pendant 29 jours, du 27 avril au 27 mai 2015. Le délai accordé aux soumissionnaires était suffisant. La durée de validité des soumissions était de deux cent dix jours à compter de la date d'ouverture des soumissions. Toutefois, en raison du délai du processus d'enquêtes, les firmes adjudicataires ont consenti à prolonger la validité de leur soumission jusqu'au 22 avril 2016. En effet, les firmes adjudicataires devaient avoir été enquêtées et approuvées par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) préalablement à l'octroi du contrat.

Il y a eu vingt preneurs du cahier des charges. Cinq soumissionnaires ont déposé leurs bordereaux de soumission. Trois d'entre eux n'ont pas été jugés conformes: deux firmes n'ont pas obtenu la note de passage requise et la troisième a été rejetée pour des raisons d'ordre administratif.

Parmi les vingt preneurs du cahier des charges, huit étaient des firmes d'architectes. Les douze autres ne pouvaient pas déposer d'offres en tant que coordonnateur du projet, car onze étaient des firmes d'ingénierie et un autre n'offrait que des services en architecture de paysage.

Il y a un écart de prix de 42,75 % entre l'adjudicataire proposé et celui ayant obtenu la deuxième meilleure note suite à l'utilisation de la grille d'évaluation.

Il faut enfin noter qu'un budget de contingences de 25 % du montant des honoraires a été ajouté pour tenir compte, entre autres, des changements probables dans l'envergure du mandat.

Les membres de la Commission ont soulevé diverses questions sur le processus d'appel d'offres dans le présent dossier.

Ils ont été étonnés de constater que les contingences pour ce contrat étaient fixées à quelque 25 %, alors qu'on retrouve généralement des taux de contingences de l'ordre de 10 à 15 %. Ils ont bien compris les raisons invoquées pour justifier un tel taux et ont invité le Service à être plus explicite sur cette question dans le sommaire décisionnel. Il aurait été souhaitable que les besoins du Service de police pour ce nouveau bâtiment aient été plus clairement définis dès le départ.

Les membres ont aussi posé plusieurs questions sur la question du changement de zonage nécessaire par la Ville de Montréal-Est pour permettre un usage institutionnel sur le site retenu pour la construction des nouvelles salles de tir. Ils ont été surpris de voir que le terrain a été acquis avant que le zonage soit modifié, ce qui comportait tout de même un certain risque.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service de la gestion et de la planification immobilière pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération:

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de services professionnels de plus de 1 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le soumissionnaire ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE165015002 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.30

2016/03/24
17:00

(2)

Dossier # : 1165015002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction gestion des projets de développement et de maintien des actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Girard Côté Bérubé Dion Architectes, Stantec et Le Groupe BC2, pour les services en architecture et en génie du bâtiment dans le cadre du projet de construction des nouvelles salles de tir du Service de police de la Ville de Montréal pour une somme maximale de 1 473 728,71 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14255 - (5 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 1 473 728,71 $, taxes incluses, pour le projet de construction des nouvelles salles de tir du Service de police de la Ville de Montréal, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;
2. d'approuver un projet de convention par lequel Girard Côté Bérubé Dion Architectes, Stantec et Le Groupe BC2, équipe ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 1 270 455,79 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 15-14255 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-02-15 09:07

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1165015002**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction gestion des projets de développement et de maintien des actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Girard Côté Bérubé Dion Architectes, Stantec et Le Groupe BC2, pour les services en architecture et en génie du bâtiment dans le cadre du projet de construction des nouvelles salles de tir du Service de police de la Ville de Montréal pour une somme maximale de 1 473 728,71 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14255 - (5 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) a l'obligation de donner une formation de tir aux policiers, indispensable à leur qualification annuelle. Une étude réalisée par le SPVM en 2014 fait clairement ressortir que le nombre actuel de pas de tir, ainsi que les dimensions et configurations de ces derniers ne sont pas adéquates pour répondre aux besoins de formation en tir. Cela touche aussi bien le plan quantitatif que les aspects qualitatifs et réglementaires. Cette étude a évalué qu'au minimum 29 pas de tir sont nécessaires pour que le SPVM soit en mesure de satisfaire les besoins de formation en tir, tant actuels que ceux qui découlent d'une évolution prévisible et nécessaire à moyen terme. Le SPVM ne dispose que 13 pas de tir, répartis dans 3 salles de tir existantes, pour assurer la formation en tir. C'est pourquoi l'ajout de nouveaux pas de tir est nécessaire.

Le présent dossier vise la rétention des services professionnels relatifs au projet de construction d'un nouveau bâtiment dédié à la formation de tir du SPVM. Le nouveau bâtiment sera érigé sur le site acquis en juin 2014 par la Ville de Montréal pour y loger les services spécialisés du SPVM. Ce site est situé au 10351, rue Sherbrooke Est à Montréal-Est.

La Direction de l'approvisionnement a procédé à un appel d'offres public (15-14255), en vue d'obtenir des propositions pour des services professionnels en architecture, en ingénierie et en développement durable. Cet appel d'offres a été publié sur le site du SEAO et dans le journal La Presse pendant 29 jours, du 27 avril au 27 mai 2015. La stratégie de sollicitation du marché est sans particularités. Le délai accordé aux soumissionnaires était suffisant. La durée de validité des soumissions était de deux cent dix (210) jours calendrier à compter de la date d'ouverture des soumissions. Toutefois, en raison du délai du processus d'enquêtes, les firmes adjudicataires ont consenti à prolonger la validité de leur soumission jusqu'au 22

avril 2016. En effet, les firmes adjudicataires doivent avoir été enquêtées et approuvées par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) préalablement à l'octroi du contrat.

Trois addenda ont été émis durant l'appel d'offres :

Numéro de l'addenda	Date	Contenu
1	5 mai 2015	• Précisions et clarifications découlant des questions des soumissionnaires.
2	19 mai 2015	• Report de la date d'ouverture des soumissions, afin de donner plus de temps aux professionnels pour compléter leur soumission et fournir une offre de qualité. Cette date prévue initialement le 20 mai 2015 a été reportée au 27 mai 2015. • Réponses à diverses questions des soumissionnaires.
3	21 mai 2015	• Ajout d'un service supplémentaire spécifique, relativement à un possible changement de zonage.

Concernant l'addenda 3, il a été émis à la date indiquée en raison des informations dont nous disposions à ce moment là sur la question du zonage. Plus précisément, l'usage actuel qui est industriel devrait être changé en usage Institutionnel. Comme nous n'avions pas la certitude que ce changement de zonage se ferait automatiquement dans le cadre de la nouvelle réglementation que prépare Montréal-Est, nous avons jugé opportun de prévoir dans l'appel d'offres un service supplémentaire pour un changement de zonage, advenant la nécessité que la Ville doive en faire la demande.

Par ailleurs, ce service supplémentaire, qui a fait l'objet de l'addenda 3, ne concerne pas la demande de changement de zonage elle-même qui est de la responsabilité de la Ville. Il porte uniquement sur la production par les professionnels des documents exigés par la Ville de Montréal-Est et de leur participation à des rencontres.

Des visites du site d'implantation de la nouvelle construction ont été organisées sur demande, en respectant la politique de gestion contractuelle de la Ville.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE 15 0457 - 18 mars 2015 - Autoriser le lancement d'un appel d’offres public pour retenir des services professionnels en architecture, en ingénierie de bâtiment (mécanique, électrique, structure et génie civil) et en aménagement extérieur pour réaliser les plans, devis et la surveillance de travaux dans le cadre du projet de construction de nouvelles salles de tir pour le Service de police de la Ville de Montréal.
CG14 0301 - 19 juin 2014 - Approuver le projet d'acte par lequel la Ville acquiert de Produits Shell Canada un immeuble situé au 10351, rue Sherbrooke Est dans la Ville de Montréal-Est, pour le regroupement de divers services dans un bâtiment dédié uniquement au Service de police de la Ville de Montréal, pour la somme de 8 278 200 $, taxes incluses.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à accorder un contrat de services professionnels à l'équipe formée par les firmes Girard Côté Bérubé Dion Architectes, Stantec et Le Groupe BC2, pour la fourniture de services professionnels en architecture et en génie du bâtiment. La

responsabilité de la coordination technique des professionnels du présent contrat appartiendra à la firme Girard Côté Bérubé Dion Architectes.
Pour réaliser le mandat, les firmes auront à rendre, pour leur discipline respective et sans s'y restreindre, les services professionnels suivants :

- Programmes fonctionnels et techniques, sur la base des modèles et informations fournies par la Ville.
- Étude du site proposé et aménagement du terrain.
- Estimation des coûts des travaux aux étapes clés du projet.
- Plans et devis pour appel d'offres.
- Surveillance des travaux au chantier, incluant la production de listes de déficiences et l'émission du parachèvement final.
- Services relatifs à la certification LEED OR.
- Demandes de subventions liées aux programmes d'efficacité énergétique.
- Plans tels que construits.
- Services durant l'année de garantie.

JUSTIFICATION

Le Comité de sélection recommande de retenir l'offre de services de l'équipe qui a obtenu le plus haut pointage final, après la 2e étape, selon les critères de sélection préalablement établis.
Il y a eu vingt (20) preneurs du cahier des charges. Cinq (5) soumissionnaires ont déposé leurs bordereaux de soumission. Trois (3) d'entre eux n'ont pas été jugés conformes : deux (2) firmes n'ont pas obtenu la note de passage requise et la troisième a été rejetée pour des raisons d'ordre administratif.

Parmi les vingt (20) preneurs du cahier des charges, huit (8) sont des firmes d'architectes. Les douze autres (12) ne peuvent pas déposer d'offres en tant que coordonnateur du projet, car onze (11) sont des firmes d'ingénierie et un (1) n'offre que des services en architecture de paysage. Pour plus de renseignements, voir l'intervention du Service de l'approvisionnement ainsi que le tableau ci-dessous :

Soumissions conformes (selon le rang)	Note Intérim	Note finale	Prix de base (avec taxes)	Contingences (avec taxes)	Total
1- Girard Cote Bérubé Dion, Architectes	74,0	12,20	1 016 364,63 $	254 091,16 $	1 270 455,79 $
2- Provencher Roy & Associés	77,8	8,80	1 450 887,58 $	362 721,89 $	1 813 609,47 $
Dernière estimation réalisée (interne)			1 000 282,50 $	250 070,63 $	1 250 353,13 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					16 082,13 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					1,61 %
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)*					434 522,95 $
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					42,75 %

Note : tous les montants incluent les taxes.

Les honoraires professionnels ont été évalués à l'interne à la fin de l'appel d'offres (après

l'émission des addenda), pour un montant de 1 000 282,50 $ incluant les taxes mais avant les contingences, soit de 1 250 353,13 $ avec taxes et contingences. Cette évaluation est basée sur la moyenne de pourcentages d'honoraires soumis, tant pour les services de base que pour les services supplémentaires spécifiques, lors d'appels d'offres similaires au cours des trois dernières années et inclut une indexation pour l'inflation.

Nous constatons que le montant de la soumission de l'adjudicataire est très proche de celui de la dernière estimation. L'écart entre les deux s'élève à 1,61 %.

Au montant des honoraires de base, s'ajoute un budget de contingences de 25 % de ce dernier pour tenir compte, en premier lieu, des changements probables dans l'envergure du mandat. En effet, celui-ci a été évalué de manière préliminaire dans le cadre de l'appel d'offres. Il sera déterminé de manière plus précise lorsque les programmes fonctionnels et techniques seront élaborés par les professionnels. Ces programmes se baseront sur les besoins actuels du SPVM, notamment suite à la fermeture définitive de la salle de tir Sud. Ce budget de contingences couvre également les services supplémentaires imprévisibles, tels que définis dans la convention de services professionnels, comme les services consultatifs en vue de recommandations spécialisées et les services spéciaux à la suite des événements fortuits ne relevant pas de la responsabilité de la firme.

Le pourcentage de 25%, se base sur les bonnes pratiques de la Ville et la spécificité des salles de tir. Il se subdivise comme suit :

- Un budget de contingences d'honoraires professionnels de 15% est prévu pour faire face à des conditions de mise en oeuvre imprévues, principalement lors de la réalisation des travaux.

- Un budget de contingences d'honoraires professionnels de 10% est ajouté pour des services additionnels particuliers qui pourraient être requis lors de l'élaboration du projet, notamment durant la conception. Il s'agit par exemple de simulations dans le cadre d'utilisation d'armes spécifiques (acoustique, mouvement de l'air, etc.), des études et analyses pour des nouvelles normes en matière d'aménagement de pas de tir ou encore la production de documents particuliers de présentation au comité consultatif d'urbanisme de Montréal-Est.

Les firmes Girard Côté Bérubé Dion Architectes, Stantec et Le Groupe BC2 ne figurent ni au Registre d'entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ni au registre du Directeur général des élections du Québec (DGEQ). Lors du lancement de l'appel d'offres (15-14255), l'obligation de posséder l'autorisation n'était pas obligatoire (contrats de moins de 5 millions). Aussi, ces firmes n'ont pas à obtenir une attestation de l’AMF dans le cadre de ce contrat (communiqué 587). Toutefois, les firmes Girard Cote Bérubé Dion Architectes, Stantec et Groupe BC2 détiennent une autorisation de l'AMF.

En vertu du Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (11-008) et de la résolution CG11 0082, le dossier sera soumis à ladite commission pour étude parce qu’il s’agit d’un contrat de services professionnels dont la valeur est supérieure à 1 M$ pour lequel il existe un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme.

Par ailleurs, conformément aux documents contractuels, le SPVM a soumis à une enquête les firmes de l'équipe adjudicataire. Le résultat de l'enquête étant positif, l'équipe adjudicataire est acceptée par le SPVM.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les honoraires se répartissent par discipline, selon les services professionnels décrits ci-dessous.

Services de base	**Coûts en dollar Canadien $**
Architecture	324 700,00 $
Ingénierie mécanique - électrique	216 112,50 $
Ingénierie structure	92 650,00 $
Ingénierie génie civil	57 375,00 $
Aménagement du site	63 750,00 $
Sous total services de bases avant taxes :	**754 587,50 $**
Services supplémentaires	
Surveillance de travaux de toiture en résidence	13 400,00 $
Programme fonctionnel	13 500,00 $
Programme technique	15 000,00 $
Services du chargé de projet LEED	30 000,00 $
Services du modélisateur LEED	15 000,00 $
Services de l'agent de mise en service LEED	30 000,00 $
Services rattachés au changement de zonage	12 500,00 $
Sous total services supplémentaires avant taxes :	**129 400,00 $**
Sous total services de base et supplémentaires avant taxes:	**883 987,50 $**
Contingences (25% des honoraires) avant taxes	220 996,88 $
Total contrat avec contingences, avant taxes	**1 104 984,38 $**
Taxes sur les produits et services (TPS) et taxes de vente provinciale (TVQ)	165 471,61 $
Montant total du contrat à octroyer avec taxes	**1 270 455,79 $**

Le montant des honoraires à autoriser sera donc de 1 270 455,79 $, incluant les contingences et les taxes (voir tableau du budget à autoriser en pièce jointe).

Le montant des incidences à autoriser est de 203 272,93 $ incluant les taxes.

Le coût des services professionnels est prévu au programme triennal d'immobilisations (PTI) du Service de la gestion et de la planification immobilière.

Le coût total maximal de ce contrat de 1 473 728,71 $ sera financé par le règlement d’emprunt de compétence agglomération 15-070 – <<Travaux de rénovation et de protection des immeubles>>.

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération: 491 242,90 $ en 2016, 736 864,35 $ en 2017 et 245 621,46 $ en 2018. Pour plus de détails, voir l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet des nouvelles salles de tir vise l'accréditation LEED OR, pour une construction neuve. Les professionnels auront la responsabilité de s'assurer que l'ensemble des caractéristiques du projet s'inscrivent dans les objectifs de développement durable et respectent les directives de la Ville en la matière.
En outre, conformément aux exigences du cahier des charges, l'équipe de conception (architectes et ingénieurs) comprend au moins un professionnel ayant obtenu son agrément LEED. De plus, le coordonnateur de l'équipe adjudicataire est agrémenté LEED.

Par ailleurs, les professionnels ont le mandat de travailler en fonction des principes de l'économie d'énergie et d'obtenir les aides financières pertinentes qui s'y rattachent.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le Service de la police a l'obligation légale de qualifier annuellement ses policiers et la formation en tir des policiers constitue un élément essentiel de cette qualification. Le nombre des pas de tir existants est insuffisant pour satisfaire l'ensemble des besoins en formation. C'est pourquoi, le processus d'octroi du contrat à l'équipe de professionnels devra être complété dans les meilleurs délais, afin de mettre en oeuvre le projet rapidement. Tout retard dans l'octroi du contrat de services professionnels aura un impact direct sur la formation en tir des policiers et leur qualification annuelle.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

À la présente étape, il n'y a pas d'opération de communication.
Une opération de communication sera élaborée par le SPVM et la Ville, lors de l'octroi de contrat pour les travaux de construction. Les citoyens et les usagers du bâtiment occupé par le SPVM sur le même site, seront informés de la portée des travaux et des coûts.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Services professionnels en architecture et en ingénierie :
Contrat : 14437 Mandat : 17603-2-001

Octroi du contrat	Mars 2016
Début de la prestation des services.	Avril 2016
Fin du contrat	Mai 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Claude HOULE)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Dominique BALLO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Érik VINCENT, Service de police de Montréal

Lecture :

Érik VINCENT, 5 février 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Assya BENDEDDOUCH
Gestionnaire immobilier

Tél : 514-872-3959
Télécop. : 514-280-3597

Danielle Lavigne, chef de section
Section administration immobilière - agglomération
Tél : 514-872-7977

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-04

Carlos MANZONI
Chef de division

Tél : 514 872-3957
Télécop. : 514 280-3597

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Carlos MANZONI
Directeur par intérim
Tél : 514 872-3957
Approuvé le : 2016-02-10

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI
Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-02-12

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
9515, rue Saint-Hubert
Montréal (Québec) H2M 1Z4

PAR TÉLÉCOPIE

Le 1er février 2016

Monsieur Éric Girard
GIRARD CÔTÉ BÉRUBÉ DION ARCHITECTES
400, avenue Atlantic, bureau 402
Montréal (Québec) H2V 1A5

Télécopieur : 514 849-8049

Objet : Prolongation du maintien intégral de l'offre
Appel d'offres n° 15-14255
Services professionnels en architecture et ingénierie pour la construction de nouvelles salles de tir pour le Service de police de la Ville de Montréal

Monsieur,

Le délai initial de validité des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres ci-haut mentionné, tel que spécifié à la clause 3 des clauses administratives particulières, et dont l'ouverture a eu lieu le 27 mai 2015, est insuffisant.

À cet effet, la Ville de Montréal désire recevoir la confirmation du maintien intégral de l'offre que vous lui avez soumise pour un délai supplémentaire, soit jusqu'au 22 avril 2016.

Les étapes nécessaires à l'obtention de la résolution d'octroi de contrat seront poursuivies suivant la réception d'une réponse affirmative de la part des soumissionnaires conformes, identifiés lors de l'analyse des offres reçues.

Veuillez nous retourner votre réponse par télécopieur à mon attention avant le 5 février 2016.

Nous vous remercions de votre collaboration, et veuillez recevoir, Monsieur, l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

J'accepte le délai de prolongation : _____ Signature 2 FEV. 2016 Date

Je refuse le délai de prolongation : _____ Signature _____ Date

Claude Houle
Agent d'approvisionnement II

Courriel : claudehoule@ville.montreal.qc.ca
Tél. : 514 872-5282
Téléc. : 514 872-9693

CH/cd

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS
ARCHITECTURE ET GÉNIE DE BÂTIMENT

PROGRAMME DE PROTECTION DES BÂTIMENTS ADMINISTRATIFS

INDEX :

Ville de Montréal
Service des immeubles

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 DÉFINITIONS
1.2 OBJET DE LA CONVENTION
1.3 DURÉE
1.4 ÉCHÉANCIER DU PROJET
1.5 INTERPRÉTATION

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DE L'ARCHITECTE ET DE L'INGÉNIEUR

2.1 GÉNÉRALITÉS
2.2 DONNÉES DU PROJET
2.3 DOCUMENTS
2.4 PROPRIÉTÉ DES DOCUMENTS
2.5 PRÉSENTATION DES ÉCHÉANCIERS
2.6 CODES ET RÈGLEMENTS
2.7 PRODUITS ET INTÉRÊTS
2.8 ASSURANCES
2.9 PRÉPARATION ET ADMINISTRATION DE LA PREUVE

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS ET AUTORITÉ DE LA VILLE

3.1 DOCUMENTS
3.2 AUTORITÉ

ARTICLE 4 - DESCRIPTION DES SERVICES

4.1 SERVICES DE BASE
- 4.1.1 Phase de conception - validation des données - esquisse
  - 4.1.1.1 Validation des données du projet
  - 4.1.1.2 Esquisse
- 4.1.2 Phase de conception - dossier préliminaire
- 4.1.3 Phase de conception - dossier définitif
- 4.1.4 Phase de construction - l'appel d'offres
- 4.1.5 Phase de construction - chantier
- 4.1.6 Phase de construction - plans et cahier des charges « tel que construit »
- 4.1.7 Phase de construction - période de garantie

4.2 SERVICES SUPPLÉMENTAIRES

ARTICLE 5 - RÉMUNÉRATION

5.1 HONORAIRES
- 5.1.1 Méthode du pourcentage
- 5.1.2 Méthode du taux horaire
- 5.1.3 Méthode du forfait

5.2 MODALITÉS DE PAIEMENT
5.2.1 Généralités
5.2.2 Méthode du pourcentage
5.2.3 Méthode du taux horaire
5.2.4 Méthode du forfait
5.3 MODIFICATIONS
5.3.1 En phase de conception
5.3.2 En phase de construction
5.3.3 Modifications résultant d'erreurs ou d'omissions
5.4 RÉSILIATION OU SUSPENSION

ARTICLE 6 - ESTIMATIONS

6.1 CLASSIFICATION
6.2 MÉTHODE ÉLÉMENTALE
6.3 COÛTS UNITAIRES DU PROJET

ARTICLE 7 - CLAUSES FINALES

7.1 ÉLECTION DE DOMICILE
7.2 CESSION DE LA CONVENTION
7.3 ENTENTE COMPLÈTE
7.4 SOLIDARITÉ
7.5 VALIDITÉ
7.6 LOIS APPLICABLES

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Monsieur Yves Saindon, Directeur de service-greffe et greffier de la Ville, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **GIRARD COTE BÉRUBÉ DION ARCHITECTES,** société d'architectes, ayant sa principale place d'affaires au 400, avenue Atlantic, bureau 402, Montréal (Québec) H2V 1A5, agissant et représentée par Monsieur Eric Girard, architecte associé, déclarant lui-même être associé et être expressément autorisé à agir aux fins des présentes en vertu d'une résolution des associés adoptée le 13 mai 2015;

N° d'inscription T.P.S. : 144176534 RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1089061471 TQ 0001

Ci-après appelée l' « **Architecte** » ou le « **Coordonnateur** »

ET : **STANTEC,** personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au 1060 boul. Robert-Bourassa, bureau 600, Montréal, Québec, H3B 4V3, agissant et représentée par Albert Lacroix, Vice-président Régional, Bâtiment), dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 1er janvier 2014;

N° d'inscription T.P.S. : 887251288RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1022281379TQ0001

Ci-après appelée l' « **Ingénieur** »

ET : **BC2 GROUPE CONSEIL INC.,** personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au 85, rue Saint-Paul Ouest, Bureau 300, Montréal (QC) H2Y 3V), agissant et représentée par Kristopher Parent, architecte paysagiste, associé/vice-présiden), dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 29 janvier 2016;

N° d'inscription T.P.S. : 824640262 RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1216125131 TQ0001

Ci-après appelée l' « **Architecte paysagiste »**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Architecte** »

Un membre de l'Ordre des architectes du Québec ou le détenteur d'un permis temporaire émis par cet Ordre;

« **Avenant** »

Toute modification au marché;

« **Consultant** »

Une personne morale ou physique, membre ou non d'une société ou d'une association professionnelle, offrant des services spécialisés, tels que design d'intérieur, programmation, analyse de la valeur, estimation, contrôle des coûts, rédaction de cahier des charges, quincaillerie, circulation verticale, acoustique, alimentation, restauration d'oeuvre d'art;

« **Coordonnateur** »

L'Architecte, sous réserve des droits et obligations dévolus exclusivement à l'Ingénieur, qui assume la coordination des plans et devis et cahier des charges et des addenda pour l'ensemble des disciplines impliquées dans la réalisation de l'ouvrage;

« Coût estimé des travaux »

Le coût prévu pour chaque étape du projet tel qu'évalué par la Ville, lequel pourrait être modifié par le Coordonnateur à la phase de la conception avec l'approbation préalable et écrite du Directeur. Ce coût **inclut** les frais généraux, les frais d'administration et les bénéfices des entrepreneurs mais **exclut** :

a) les taxes sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.);

b) le coût des travaux contingents;

c) les honoraires et déboursés des professionnels;

d) le coût de la machinerie et de l'outillage requis pour un procédé de production, de fabrication, de traitement ou de transformation contenu dans l'ouvrage, sauf s'ils font partie du marché;

e) les frais d'acquisition d'immeubles;

f) les frais de démolition d'immeubles, sauf s'ils font partie du marché;

g) le coût de sondages, essais, analyses et contrôle des matériaux, sauf s'ils font partie du marché;

h) les frais de déplacement des installations de services publics exécutés par leurs propriétaires respectifs;

i) le coût des accessoires fixes et des oeuvres d'art pour lesquels l'Architecte ou l'Ingénieur n'a pas rendu de services professionnels, sauf s'ils sont spécifiquement inclus à la présente convention;

j) les frais résultant d'erreurs ou d'omissions de l'Architecte et/ou de l'Ingénieur;

k) les allocations incluses au cahier des charges pour lesquelles l'Architecte ou l'Ingénieur n'a pas rendu de services professionnels;

« **Coût réel des travaux** »

Le montant versé par la Ville, à un entrepreneur, en vertu d'un marché dont les éléments sont inclus dans le coût estimé des travaux;

« **Directeur** »

Le Directeur du Service des immeubles de la Ville ou son représentant dûment autorisé;

« **Données générales de la mission** » ou « **Annexe 1** »

L'ensemble des informations communiquées à l'Architecte et à l'Ingénieur par le Directeur au début de la mission. Elles détaillent l'objet de la convention et constituent l'expression des objectifs, des besoins, des budgets, des calendriers et des exigences de la Ville concernant l'exécution de la mission dans le cadre de la présente convention. Ce document daté du 27 avril 2105 est joint aux présentes comme Annexe 1 et fait partie intégrante de la présente convention sans qu'il soit nécessaire de l'annexer physiquement;

« **Équipe** »

Le personnel de l'Architecte et/ou de l'Ingénieur affecté à la mission;

« **Entrepreneur** »

Toute personne à qui la Ville octroie le marché;

« **Ingénieur** »

Un membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec ou le détenteur d'un permis temporaire émis par cet Ordre;

« **Marché** »

Le contrat entre la Ville et un entrepreneur pour l'exécution de l'ouvrage;

« **Mission** »

Les services professionnels requis pour satisfaire les besoins de la Ville tels que spécifiés à la présente convention et à ses Annexes;

« **Offre de services professionnels** » ou « **Annexe 2** »

Le document présenté le 27 mai 2015 par l'Architecte et l'Ingénieur qui fait partie intégrante de la présente convention sans qu'il soit nécessaire de l'annexer physiquement;

« **Ouvrage** »

Les travaux réalisés par l'entrepreneur conformément aux plans et devis et cahier des charges préparés par l'Architecte et l'Ingénieur;

« **Personnel de soutien** »

Le personnel de l'Architecte et de l'Ingénieur autre que le personnel professionnel, technique ou le patron; il comprend, notamment, les secrétaires, les réceptionnistes et les commis de bureau;

« **Programme général** »

Le document contenant l'expression des besoins de la Ville pour chaque projet;

« **Projet** »

Construction de nouvelles salles de tir pour le SPVM, tel que prévu aux plans, devis et cahier des charges préparés conformément aux présentes.

1.2 OBJET DE LA CONVENTION

1.2.1 La Ville retient les services de l'Architecte et de l'Ingénieur qui s'engagent, chacun dans leur champ de compétence, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2, à rendre les services professionnels en architecture et en ingénierie, de manière à remplir la mission, à réaliser les plans et devis et cahier des charges pour les appels d'offres, à surveiller les travaux et à effectuer certaines expertises techniques dans le cadre du projet.

1.2.2 L'Architecte s'engage en outre à agir comme Coordonnateur. Cependant, cette responsabilité de coordination ne doit pas être considérée comme conférant à l'Architecte un pouvoir d'intervention dans le champ exclusif de compétence de l'Ingénieur.

1.3 DURÉE

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties et se termine lorsque les services professionnels couverts par cette convention auront été exécutés de façon satisfaisante, sous réserve des dispositions de l'article 5.4.

1.4 ÉCHÉANCIER DU PROJET

Dans les dix (10) jours suivant l'ordre d'entreprendre la mission, le Coordonnateur doit soumettre au Directeur, pour approbation, un échéancier sommaire incluant les biens livrables. Les délais d'approbation imputables à la Ville et reproduits dans le tableau ci-après ainsi que l'échéancier prévisionnel à être fourni par la Ville pour chaque projet et apparaissant en outre dans le programme général devront être pris en considération lors de l'établissement de cet échéancier.

Délais d'approbation imputables à la Ville

ÉTAPE	RAISON	DÉLAI MAXIMUM
ESQUISSE	Examen et approbation	5 jours ouvrables
DOSSIER PRÉLIMINAIRE	Examen et approbation	10 jours ouvrables
DOSSIER DÉFINITIF	Examen et approbation à 50 % Examen et approbation à 90 % Examen et approbation à 100 %	10 jours ouvrables 10 jours ouvrables 10 jours ouvrables
APPEL D'OFFRES	Période entre l'approbation du dossier définitif à 100 % et l'annonce dans les journaux Période pour l'ouverture des soumissions, l'octroi de contrat et l'approbation du gouvernement du Québec	10 jours ouvrables 90 jours de calendrier

1.5 INTERPRÉTATION

Les données générales de la mission, le programme général et l'offre de services professionnels font partie intégrante de la présente convention.

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition des données générales de la mission, du programme général et de l'offre de services professionnels qui serait inconciliable avec celui-ci.

Le texte des données générales de la mission prévaut sur toute disposition du programme général et de l'offre de services professionnels qui serait inconciliable avec celui-ci.

Le texte du programme général prévaut sur toute disposition de l'offre de services professionnels qui serait inconciliable avec celui-ci.

La table des matières et les titres des articles ont pour seul but de faciliter la consultation de la présente convention. Ils ne doivent en aucun cas être interprétés de manière à limiter ou dénaturer le sens des dispositions de la convention.

ARTICLE 2
OBLIGATIONS DE L'ARCHITECTE ET DE L'INGÉNIEUR

2.1 GÉNÉRALITÉS

2.1.1 L'Architecte et l'Ingénieur doivent confier l'exécution de la présente convention à l'équipe désignée à l'offre de services, exécuter leur travail avec soin et assiduité, en collaboration étroite avec le chargé de projet de la Ville et respecter les procédures en usage à la Ville. L'Architecte doit assigner, en tout temps, un Coordonnateur compétent et s'assurer que tout le personnel requis pour l'exécution complète de la présente convention soit fourni. Le Coordonnateur doit assister à toutes les réunions. Il est réputé

avoir la compétence et l'autorité requises pour prendre toutes les décisions relatives à la coordination des présentes. Toutes les directives verbales et écrites qui lui sont transmises par le Directeur sont réputées avoir été transmises directement à l'Ingénieur.

2.1.2 L'Architecte et l'Ingénieur ne peuvent refuser d'exécuter un service requis par le Directeur dans le cadre de la présente convention ou en retarder l'exécution, sauf s'il met en danger la vie des personnes ou l'intégrité de l'ouvrage.

2.1.3 Le Coordonnateur doit assurer la coordination de tous les professionnels ou spécialistes dont les services sont requis par la Ville pour compléter l'ouvrage. De plus, il doit concilier et coordonner tous les documents de toutes les disciplines et les faire parvenir au Directeur dans les délais prescrits.

2.1.4 L'Architecte et l'Ingénieur ne pourront engager aucune des phases, étapes ou projets énumérés dans les données générales de la mission ou dans le programme général sans y avoir été spécifiquement autorisés par écrit, au préalable, par le Directeur.

2.1.5 L'Architecte et l'Ingénieur s'engagent à ne pas révéler à des tiers les données et renseignements fournis par les représentants de la Ville ou toute information confidentielle qui leur serait révélée à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

2.1.6 L'Architecte et l'Ingénieur doivent obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser les données, renseignements ou informations à d'autres fins que celles de la présente convention.

2.1.7 L'Architecte et l'Ingénieur doivent s'assurer que la réglementation relative aux produits contenant de l'amiante soit respectée durant les travaux et que les plans et devis et cahiers des charges reflètent la situation réelle de façon à protéger la santé et assurer la sécurité des occupants et des travailleurs.

2.1.8 L'Architecte et l'Ingénieur ne doivent d'aucune manière porter atteinte aux droits et prérogatives de la Ville.

2.2 DONNÉES DU PROJET

2.2.1 L'Architecte et l'Ingénieur s'engagent à respecter toutes les données générales de la mission et le programme général qui leur sont communiquées par le Directeur ou qui sont modifiées avec son autorisation écrite.

2.2.2 L'Architecte et l'Ingénieur doivent s'assurer de l'adéquation de toutes ces données et, le cas échéant, signaler par écrit au Directeur, dans les plus brefs délais, tout écart entre ces données. Ils doivent également lui formuler des propositions pour rétablir l'adéquation de toutes les données.

2.2.3 L'Architecte et l'Ingénieur sont responsables de tous les coûts supplémentaires et de tous les frais encourus par la Ville résultant de toute modification des données, non autorisée au préalable par le Directeur, ou résultant de la négligence de l'Architecte et de l'Ingénieur de s'assurer de l'adéquation de ces données.

2.2.4 L'Architecte et l'Ingénieur sont aussi responsables d'assurer la conformité des documents produits avec les données générales de la mission et le programme général. Le Directeur pourra donc, à tout moment, demander des modifications aux

documents de l'Architecte et de l'Ingénieur afin de les rendre conformes et ce, sans frais pour la Ville.

2.2.5 Lors de toute modification aux données du projet par l'une ou l'autre des parties, le Coordonnateur sera tenu d'aviser le Directeur, dans les dix (10) jours de calendrier, de toutes les conséquences de telle modification sur le calendrier d'exécution, le budget et les honoraires, eu égard aux obligations de l'Architecte et de l'Ingénieur en vertu de la présente convention.

2.2.6 À la phase construction, le Coordonnateur doit obtenir l'accord du Directeur avant de procéder aux études relatives aux modifications à l'ouvrage. Celles-ci doivent comprendre la description détaillée des travaux à effectuer, pour fins de transmission à l'entrepreneur, ainsi que leur impact sur le coût des travaux, le calendrier d'exécution et la qualité de l'ouvrage et une explication sur la cause et les circonstances rendant ces modifications nécessaires.

2.2.7 Si le Directeur en fait la demande, l'Architecte et l'Ingénieur devront participer à un atelier de l'analyse de la valeur, à l'une ou l'autre des étapes du projet. L'Architecte et l'Ingénieur ne sont pas tenus d'animer ces ateliers mais devront fournir toutes les informations requises.

La participation de l'Architecte et de l'Ingénieur à ces ateliers fait partie des services de base.

2.3 DOCUMENTS

2.3.1 L'Architecte et l'Ingénieur fournissent au Directeur, sans frais, le nombre de copies complètes des documents requis à chaque étape du projet tel qu'indiqué ci-dessous.

PHASE	ÉTAPES	DOCUMENTS À FOURNIR	NOMBRE DE COPIES
CONCEPTION	Validation des données et esquisse	Validation du programme, calendrier et esquisse	10
	Dossier préliminaire	Plans et cahier des charges préliminaires	10
	Dossier définitif	Plan et cahier des charges définitifs à 50 %	10
		Plan et cahier des charges définitifs à 90 %	10
		Plan et cahier des charges définitifs à 100 %	10
	Appel d'offres	Dossier d'appel d'offres	10*
		Addenda	10*
	Chantier	Dessins de fabrication	5
		Demandes et ordres de changement	2
CONSTRUCTION	Tel que construit	Plans et cahier des charges “tel que construit”	1 reproductible et 1 sup. Info.
	Période de garantie		
	Général	Comptes rendus de réunion à	1

* excluant les copies à fournir aux entrepreneurs soumissionnaires et aux sous-traitants

		toutes les personnes présentes	

2.3.2 L'Architecte et l'Ingénieur doivent préparer, sous la direction du Coordonnateur, le cahier des charges. Pour ce faire, le Directeur fournira au Coordonnateur le cahier des charges du service requérant. Ce cahier comprend notamment l'index au cahier des charges, le cahier des clauses administratives générales, le cahier des clauses administratives spéciales, les prescriptions normalisées pertinentes au projet, le cahier des instructions aux soumissionnaires et les formulaires de soumissions. Ces documents de la Ville ne peuvent être modifiés. Ils ne peuvent qu'être complétés par des clauses spéciales particulières au contrat.

Le Coordonnateur remet à la Ville une version informatique finale du cahier des charges, compatible avec les logiciels utilisés par la Ville, les fascicules étant classés individuellement en fichiers clairement identifiés par leur numéro.

2.3.3 Le Coordonnateur remet au Directeur, à la fin des travaux, une copie reproductible des dessins, plans et devis et cahier des charges « tel que construit » relevant de sa coordination, incluant tous les avenants. Doivent aussi accompagner ces documents tous les manuels d'instructions requis au cahier des charges, ainsi qu'une copie des dessins sur support informatique compatible avec les logiciels utilisés par la Ville.

2.3.4 À chacune des étapes, le Coordonnateur remet au Directeur un dossier complet qui sera évalué par un comité technique formé d'architectes et d'ingénieurs désignés par le Directeur. L'Architecte et l'Ingénieur devront réviser leur dossier en respectant les demandes qui en découleront et qui leur seront adressées, par écrit, par le Directeur.

2.3.5 Si le Directeur demande au Coordonnateur d'obtenir un document ou de procéder à un relevé, l'Architecte et l'Ingénieur seront responsables de tout coût supplémentaire encouru pour la réalisation de l'ouvrage, découlant de l'inexactitude de tout tel document ou relevé.

2.3.6 Le Coordonnateur doit signaler au Directeur toute modification apportée à des documents fournis ou approuvés par le Directeur et ce, à toutes les phases du projet. Le Directeur aura toute autorité pour refuser une modification non autorisée préalablement, par écrit.

2.3.7 Si le Directeur l'exige, l'Architecte et l'Ingénieur seront tenus de corriger ou reprendre à leurs frais les documents non conformes qu'ils ont produits et devront rémunérer le ou les autres professionnels dont les services sont aussi requis en raison de cette correction. La Ville ne peut être tenue responsable d'aucune conséquence de telle correction.

2.3.8 Le Coordonnateur s'engage à ce que les comptes rendus des réunions parviennent aux représentants de la Ville, dans les deux (2) jours suivant la tenue des réunions périodiques et dans les cinq (5) jours de toute autre réunion.

2.3.9 Si la présente convention est résiliée ou suspendue par la Ville, l'Architecte et l'Ingénieur seront tenus de remettre à la Ville une copie complète des documents les plus récents sur le support approprié.

2.3.10 Le Coordonateur doit transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique ce dernier, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard

notamment de l’évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités.

2.3.11 Le Coordonateur doit transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique ce dernier, les rapports de surveillance de chantier.

2.4 PROPRIÉTÉ DES DOCUMENTS

2.4.1 L'Architecte et l'Ingénieur cèdent à la Ville tous leurs droits de propriété sur les documents produits dans le cadre de la présente convention.

2.4.2 L'Architecte et l'Ingénieur garantissent la Ville qu'ils sont les seuls propriétaires ou les usagers autorisés de tous les droits de propriété intellectuelle, y compris les droits d'auteur relatifs aux documents produits dans le cadre de la présente convention. À cet égard, ils s'engagent à prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne de toute réclamation, décision ou jugement prononcé à son encontre en capital, intérêts et frais.

2.5 PRÉSENTATION DES ÉCHÉANCIERS

2.5.1 Le Coordonnateur doit présenter tous les calendriers sous forme de diagramme de Gantt.

2.5.2 L'inventaire des tâches ainsi que la liste des jalons et événements-clés du projet doivent être soumis au Directeur pour approbation.

2.5.3 Les calendriers doivent indiquer la durée en jours de calendrier et la date de début et de fin pour chacune des tâches inventoriées, les dates des jalons et événements-clés ainsi que les périodes de congés statutaires. Une fois acceptées par le Directeur, ces dates doivent être respectées tout au long de l'étape et validées de nouveau par le Coordonnateur et le Directeur à chaque étape.

2.6 CODES ET RÈGLEMENTS

2.6.1 L'Architecte et l'Ingénieur doivent respecter les lois, codes et règlements applicables à l'ouvrage. Ils sont responsables des frais encourus par la Ville qui résulteraient de l'inobservation de ces lois, codes et règlements.

2.6.2 Le Coordonnateur doit obtenir toutes les acceptations et approbations requises des autorités compétentes.

2.6.3 Le Coordonnateur doit vérifier l'existence de services publics et privés sur le site du projet et aviser le Directeur des délais ou coûts supplémentaires reliés à la protection ou à la relocalisation de ces services.

2.7 PRODUITS ET INTÉRÊTS

2.7.1 L'Architecte et l'Ingénieur ne doivent avoir aucun intérêt pécuniaire dans l'acquisition ou l'utilisation, durant l'exécution de la présente convention, des matériaux ou services ayant quelque relation directe ou indirecte avec l'ouvrage. Ils ne devront recevoir de tiers, aucune commission, indemnité ou autre rémunération ayant quelque relation directe ou indirecte avec l'ouvrage.

Toutefois, la possession de moins de 1 % des actions réellement émises d'une personne morale dont les valeurs sont inscrites à la bourse ne sera pas considérée comme intérêt pécuniaire.

2.7.2 L'Architecte et l'Ingénieur doivent respecter tout au long de leur prestation de services, leur déclaration concernant les intérêts en matière d'armements nucléaires, jointe à l'offre de services professionnels.

2.8 ASSURANCES

2.8.1 L'Architecte et l'Ingénieur doivent chacun remettre au Directeur, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, l'original ou une copie certifiée d'une police d'assurance responsabilité civile au montant de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par accident ou par événement, et un certificat d'assurance responsabilité professionnelle au montant de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par réclamation.

2.8.2 L'Architecte et l'Ingénieur devront soumettre annuellement à la Ville une preuve de renouvellement de ces polices d'assurance sous forme de copies dûment certifiées du certificat de renouvellement. À défaut par l'Architecte et l'Ingénieur de renouveler ces polices, la Ville pourra le faire à leurs frais.

2.8.3 Les polices d'assurance doivent être maintenues en vigueur, aux frais de l'Architecte et de l'Ingénieur, à compter de la signature de la présente convention, jusqu'à l'écoulement d'une période de douze (12) mois après la date de fin des travaux pour l'assurance responsabilité civile et jusqu'à l'écoulement de sa responsabilité aux termes du Code civil du Québec pour l'assurance responsabilité professionnelle.

Si le projet est résilié ou suspendu avant le début de la construction, l'Architecte et l'Ingénieur peuvent mettre fin à la police d'assurance responsabilité civile dans les trente (30) jours de la réception de l'avis de résiliation ou dans les cent vingt (120) jours de la réception de l'avis de suspension, selon le cas.

2.8.4 Les polices d'assurance ci-avant mentionnées doivent comporter un avenant stipulant qu'elles ne peuvent être modifiées ou annulées sans un préavis d'au moins trente (30) jours à la Ville. Dans le cas de l'assurance responsabilité civile, cet avenant doit, en outre, désigner la Ville comme coassurée.

2.9 PRÉPARATION ET ADMINISTRATION DE LA PREUVE

L'Architecte et l'Ingénieur doivent collaborer, sans frais supplémentaires, à la préparation et à l'administration de la preuve raisonnablement requises par la Ville en cas de litige opposant cette dernière à un tiers en raison des travaux visés par la présente convention.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS ET AUTORITÉ DE LA VILLE

3.1 DOCUMENTS

3.1.1 La Ville s'engage à fournir à l'Architecte et à l'Ingénieur la collaboration du Directeur ainsi que les renseignements et documents qu'elle possède en regard du projet.

3.1.2 Le Directeur fournit au Coordonnateur une copie du cahier des charges de la Ville (cf. art. 2.3.2).

3.1.3 Les renseignements fournis par la Ville au Coordonnateur en vue de la préparation des dessins, plans et devis, cahier des charges et autres documents, sont tenus pour exacts. Cependant, si l'Architecte et l'Ingénieur constatent une inexactitude dans ces renseignements, ils doivent en aviser immédiatement le Directeur qui pourra y apporter des modifications, s'il le juge à propos.

3.1.4 La Ville fournit au Coordonnateur la feuille de base pour les clauses spéciales sur support informatique avec une procédure d'utilisation.

3.1.5 À chaque étape, le Directeur procédera à un examen d'ordre général des documents produits par l'Architecte et l'Ingénieur. Cet examen d'ordre général se fait par des pairs dans chacune des disciplines concernées par le projet. Cet examen vise deux objectifs : vérifier le degré d'avancement des documents pour fins de paiement des honoraires et s'assurer que les documents produits par l'Architecte et l'Ingénieur répondent aux exigences de la Ville. Il ne doit, en aucun cas, être interprété par l'Architecte et l'Ingénieur comme une renonciation par la Ville à invoquer la responsabilité de l'Architecte et de l'Ingénieur à l'égard des documents fournis ou des services rendus.

3.2 AUTORITÉ

3.2.1 Seul le Directeur a pleine compétence pour :

a) gérer l'exécution de la présente convention;

b) décider de toute question soulevée par l'Architecte et l'Ingénieur quant à l'interprétation de la convention de services et des autres documents faisant partie des présentes;

c) refuser les travaux, recherches et rapports de l'Architecte et de l'Ingénieur qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux exigences de la Ville exprimées conformément aux présentes;

d) exiger de l'Architecte et de l'Ingénieur la rectification et la correction de leurs travaux et rapports à leurs frais.

3.2.2 Seul le Directeur peut autoriser le Coordonnateur à exécuter ou faire exécuter un service supplémentaire et connexe à l'objet de la présente convention.

ARTICLE 4
DESCRIPTION DES SERVICES

4.1 SERVICES DE BASE

Les services de base de l'Architecte et de l'Ingénieur incluent notamment les relevés, la planification, l'organisation, l'élaboration des dessins, plans et devis, la préparation du cahier des charges, la surveillance des travaux, la conciliation de tous les documents, la participation à des ateliers de l'analyse de la valeur et la préparation des dessins, plans et devis et cahier des charges « tel que construit ». Le Coordonnateur a, outre la coordination des services prévus aux présentes, la responsabilité des estimations et des calendriers ainsi que de la rédaction des

comptes rendus des réunions périodiques de coordination et de chantier et la remise de ces comptes rendus aux participants ou personnes intéressées.
Pour les travaux de toiture, la Ville exige une surveillance des travaux en résidence réalisée par une firme spécialisée dont les services sont retenus par l'Architecte aux frais de ce dernier.

4.1.1 Phase de conception - validation des données – esquisse

La phase de conception-esquisse est amorcée seulement après la réception, par le Coordonnateur, de la lettre de début de mission signée par le Directeur. Cette phase comprend la validation des données générales de la mission et du programme général du projet et la présentation de l'esquisse.

4.1.1.1 Validation des données du projet

La validation des données générales de la mission et du programme général du projet inclut, mais sans s'y restreindre, les services suivants :

a) l'étude et l'analyse des informations fournies;

b) l'identification des contraintes et exigences propres aux différentes interventions incluant celles des autres professionnels;

c) la vérification de l'adéquation des informations (budget/programme/échéancier);

d) le cas échéant, une proposition alternative afin de respecter cette adéquation (budget/programme/échéancier);

e) la rédaction d'un document incluant le programme validé ou révisé et, selon le cas, une estimation classe « C » telle que définie à l'article 6 et le calendrier global de l'intervention.

L'Architecte et l'Ingénieur doivent préalablement signer le document soumis pour approbation au Directeur et doivent en respecter toutes les données et tous les éléments constitutifs à partir de la date de cette approbation.

Toute modification aux données générales de la mission et au programme général devra être approuvée par écrit par le Directeur.

4.1.1.2 Esquisse

L'esquisse est le résultat de l'examen de différentes approches de conception et de construction en adéquation avec le programme général validé par l'Architecte et l'Ingénieur et approuvé par le Directeur. Elle exprime sommairement le parti architectural, l'orientation générale du choix des matériaux et la planification globale des espaces, des systèmes par discipline et des techniques de construction propres au projet.

L'esquisse doit tenir compte de toutes les données normalement considérées lors de la conception d'un projet, en particulier : les relevés, codes et règlements, l'ingénierie, la sécurité, l'ergonomie, le fonctionnement, la disposition du mobilier et les équipements, etc.

Les tâches à réaliser et les documents à produire, en plus de ceux énumérés à l'article 4.1.1.1, comprennent notamment :

a) les relevés sur place des composantes existantes;

b) les vues en plan, en coupe et en élévation, faites à main levée ou à l'instrument, nécessaires pour exposer clairement les solutions proposées par l'Architecte quant au parti architectural du projet et de la planification globale des espaces;

les dessins peuvent en certaines occasions être omis ou remplacés par des photographies annotées ou par tout autre moyen visuel adéquat dans les circonstances particulières d'un projet;

c) si requis, les vues en plan et en coupe et les détails, faits à main levée ou à l'instrument, nécessaires pour exposer clairement les solutions proposées par l'Ingénieur quant au choix de systèmes et sous-systèmes en charpente;

d) si requis, les dessins et descriptions de systèmes ou équipements nécessaires pour exposer clairement les solutions proposées par l'Ingénieur quant au choix de systèmes et sous-systèmes pour chacune des autres disciplines d'ingénierie;

e) un tableau des types de matériaux envisagés pour le projet.

4.1.2 Phase de conception - dossier préliminaire

Le dossier préliminaire est amorcé seulement après l'approbation écrite, par le Directeur, des documents produits à la phase de l'esquisse. À la phase du dossier préliminaire, l'Architecte et l'Ingénieur exécutent et soumettent au Directeur les documents suivants :

a) des dessins préliminaires, à une échelle convenable, qui sont la mise au propre de l'esquisse et comprennent, entre autres :

pour l'Architecte : le plan d'implantation, les plans de tous les étages, les coupes et les élévations nécessaires à la bonne compréhension du projet ainsi que les coupes de murs et cloisons types et les tableaux sommaires des finis et des portes et cadres;

pour l'Ingénieur en charpente : les plans de charpente, les coupes, les élévations et tous les détails nécessaires à la bonne compréhension du projet;

pour les Ingénieurs en mécanique, en électricité et en électronique : les plans de tous les étages, les diagrammes de distribution ainsi que la description détaillée des systèmes ou équipements nécessaires à la bonne compréhension du projet ainsi que la coordination avec l'Architecte et l'Ingénieur en charpente de l'intégration de tous les appareils et équipements afin de prévoir tous les passages requis, les équipements apparents, les fonds de fixation requis, les préparations de surface à demander, etc.;

b) un devis descriptif ou sommaire, qui énumère les matériaux et les techniques de construction proposés; la conception générale du projet doit être entièrement complétée à cette étape; tous les systèmes et les équipements à incorporer à l'ouvrage doivent avoir été choisis;

c) une estimation classe « B » tel que définie à l'article 6 de la présente convention;

d) un calendrier d'exécution du projet.

Si l'une ou plusieurs des données approuvées par le Directeur à la phase de l'esquisse ne peuvent être respectées, le Coordonnateur proposera au Directeur la révision du programme général afin d'en rétablir l'adéquation.

4.1.3 Phase de conception - dossier définitif

Le dossier définitif est amorcé après l'approbation écrite du dossier préliminaire par le Directeur. Pour chacune des étapes du dossier définitif, l'Architecte et l'Ingénieur procèdent à la confection des plans et des devis définitifs qu'ils remettent au Directeur pour approbation. Ce dossier consiste à préparer les documents nécessaires pour établir une soumission et pour construire l'ouvrage. Si le Directeur le juge nécessaire, l'Architecte et l'Ingénieur participeront à un atelier d'analyse de la valeur au cours de cette phase. Ce dossier comprend notamment :

a) les dessins définitifs, sous forme de séries de dessins autonomes pour chacune des spécialités;

b) les détails, ordinairement à grande échelle, nécessaires pour préciser certaines parties de l'ouvrage;

c) le cahier des charges complet;

d) les estimations classe B à 50 %, classe A à 90 % et classes A et A1 à 100 % selon l'avancement du dossier définitif mentionné à l'article 2.3.1;

e) un calendrier des travaux mis à jour;

f) le dossier de la demande de permis. Celui-ci comprend tous les documents qui seront nécessaires à l'obtention de tous les permis et approbations requis pour entreprendre la réalisation l'ouvrage. La Ville fait elle-même la demande de permis et est assistée dans sa démarche par le Coordonnateur qui devra notamment participer à des réunions et produire les documents supplémentaires requis par les autorités responsables de la délivrance des permis et autorisations.

4.1.4 Phase de construction - l'appel d'offres

La phase de l'appel d'offres sera amorcée après l'approbation écrite par le Directeur, du dossier définitif à 100 %. L'appel d'offres est mené par la Ville qui en fait l'annonce dans les journaux et procède à l'ouverture des soumissions. Le Coordonnateur gère l'appel d'offres en effectuant entre autres les activités suivantes :

a) la constitution du dossier d'appel d'offres. Ceci comprend l'impression et l'assemblage de toutes les copies des plans et cahier des charges, de toutes les disciplines, ainsi que tout autre document nécessaire au dossier de l'appel d'offres.

Le Coordonnateur doit fournir à la Ville tous les documents d'appel d'offres et tous les addenda, s'il y a lieu, dans la forme prescrite par la Ville.

b) la préparation des addenda pendant la période fixée pour le dépôt des soumissions. Aucun addenda ne pourra être remis à la Ville à moins de (dix) 10 jours ouvrables de la date de remise des soumissions précisée à l'appel d'offres, à moins d'autorisation spéciale du Directeur;

c) l'analyse des soumissions et les recommandations appropriées pour la conclusion des marchés;

d) tout autre service connexe relié à l'appel d'offres et requis par le Directeur avant, pendant et après la période d'appel d'offres afin de mener à bien celui-ci.

4.1.5 Phase de construction - chantier

Cette phase est amorcée après l'envoi écrit par le Directeur à l'entrepreneur d'un avis écrit confirmant la date du début des travaux. Les services durant la construction rendus au bureau et au chantier comprennent notamment :

a) la conception et le dessin des détails non prévisibles lors de la préparation des documents définitifs mais requis pour fins d'exécution de l'ouvrage;

b) la préparation et la négociation des avenants incluant, entre autres, les révisions requises aux dessins et aux spécifications du cahier des charges;

c) les recommandations au Directeur concernant les problèmes techniques ou d'interprétation des documents du marché survenant en cours d'exécution de l'ouvrage;

d) la vérification des dessins de fabrication et des descriptions de produits soumis par l'entrepreneur, pour s'assurer qu'ils soient conformes aux documents du marché;

e) la vérification de substituts de matériaux et les recommandations y afférentes;

f) les visites périodiques au chantier selon la fréquence que commande l'évolution des travaux, afin d'assurer le respect des exigences des documents du marché;

g) le rapport, au Directeur, à chaque réunion de chantier de la progression des travaux à partir des observations faites lors des visites du chantier et des défauts ou manquements constatés dans le travail de l'entrepreneur. Les rapports sur les déficiences constatées devront être présentés par écrit sans délai afin de permettre au Directeur d'assurer efficacement le suivi des corrections;

h) l'émission des directives de chantier et la commande de la reprise des travaux jugés non conformes aux documents du marché;

i) l'animation des réunions hebdomadaires de chantier et la rédaction des comptes rendus. Le gérant de projet ou le gestionnaire du chantier de la Ville participeront aux réunions de chantier;

j) la vérification et l'approbation des demandes de paiement de l'entrepreneur et l'émission des certificats de paiement;

k) la surveillance et l'inspection finale des systèmes de construction utilisés pour déterminer s'ils satisfont aux exigences des documents du marché;

l) la remise au Directeur d'un certificat attestant que l'ouvrage a été construit conformément aux lois, codes et règlements en vigueur, et qu'il est prêt pour l'usage auquel il est destiné;

m) la rédaction des listes de déficiences;

n) la compilation et la vérification des manuels d'instructions, garanties et documents connexes fournis par l'entrepreneur et leur transmission au Directeur;

o) un procès-verbal signé par l'Architecte et l'Ingénieur indiquant, après vérification de l'ouvrage, que les travaux sont terminés et que l'ouvrage peut être reçu provisoirement par la Ville;

p) la prise de photographies, au moyen d'un appareil muni d'un dos-dateur, des installations existantes avant le début des travaux (s'il y a lieu) et de celles montrant l'avancement du chantier jusqu'à sa terminaison.

4.1.6 Phase de construction - plans et cahier des charges « tel que construit »

À la fin des travaux, l'Architecte et l'Ingénieur doivent remettre au Directeur une copie des dessins, plans et devis et cahier des charges de l'ouvrage « tel que construit », toutes les informations requises à l'article 2.3.3 de la présente convention ainsi qu'une copie annotée des documents de l'entrepreneur.

4.1.7 Phase de construction - période de garantie

À la fin de la période de garantie qui suit la réception provisoire, l'Architecte et l'Ingénieur doivent vérifier les travaux et transmettre au Directeur un rapport attestant que la Ville peut procéder à leur réception définitive.

4.2 SERVICES SUPPLÉMENTAIRES

Constituent des services supplémentaires et connexes à l'objet mentionné aux présentes, les services demandés par écrit par le Directeur à l'Architecte ou à l'Ingénieur et qui ne font pas partie des services de base.

Ces services visent notamment :

a) les services consultatifs comprenant les conseils, expertises, estimations, évaluations, inspections, essais et autres services relatifs à la compilation, l'analyse, l'évaluation et l'interprétation de données et d'informations en vue de conclusion et de recommandations spécialisées;

b) les services spéciaux, incluant les expertises techniques, expertises judiciaires ou autres missions similaires, requis suite à la suspension du projet ou des travaux, ou suite à des dommages causés à l'ouvrage par un événement fortuit, par des malfaçons ou suite à des poursuites intentées contre la Ville pour des causes ne relevant pas de la responsabilité de l'Architecte et de l'Ingénieur;

c) les services de laboratoires et d'entreprises spécialisées pour des essais et études sur modèles, pour le contrôle de la qualité des matériaux, de l'équipement et de la machinerie à être incorporés à l'ouvrage, pour les essais de fonctionnement et de rendement, soit à l'emplacement même de l'ouvrage, soit dans les usines ou entrepôts des fournisseurs;

d) les services de spécialistes en présentation, pour l'élaboration de documents de présentation, tels marquettes, perspectives, documents audiovisuels;

e) tout autre service requis par le Directeur dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 5
RÉMUNÉRATION

5.1 HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution par l'Architecte et l'Ingénieur de leurs obligations, la Ville s'engage à leur verser un montant maximal **de un million deux cent soixante-dix mille quatre cent cinquante cinq dollars et soixante-dix-neuf cents (1 270 455,79 $)** , incluant toutes taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.).

La méthode du pourcentage sera utilisée pour le calcul des honoraires engendrés par les services de base de l'Architecte et de l'Ingénieur.

5.1.1 Méthode du pourcentage

a) Cette méthode comporte le paiement d'un montant basé sur un pourcentage du coût estimé des travaux à la phase conception. Après l'appel d'offres, un ajustement à la hausse ou à la baisse des honoraires professionnels sera appliqué sur les honoraires professionnels déjà payés et à venir, de manière à ce que la Ville paye toujours les honoraires professionnels sur la base du coût réel des travaux. Le pourcentage utilisé à ces fins sera tel qu'il apparaît dans l'offre de services professionnels de l'Architecte et de l'Ingénieur, soit de (Annexe 2) :

- 3,82% pour les services d'architecture de 100% de la valeur des travaux;
- 5,65 % pour les services d'électromécanique de 45% de la valeur des travaux;
- 5,45% pour les services en structure de 20% de la valeur des travaux;
- 6,75% pour les services en civil de 10% de la valeur des travaux;
- 7,50% pour les services en aménagement du site de 10% de la valeur des travaux.

b) Toutefois, lorsque le coût réel des travaux est inférieur au coût estimé des travaux jusqu'à concurrence de 10 %, l'Architecte et l'Ingénieur seront payés selon le coût estimé des travaux pour la phase conception seulement.

c) Aux fins du calcul des honoraires selon la méthode du pourcentage, le coût des travaux, réel ou estimé, est calculé en tenant compte des exclusions prévues à l'article 1.1.

d) Dans le cas où le projet est divisé en plusieurs marchés, le calcul des honoraires suivant la méthode du pourcentage tient compte du coût estimé des travaux ou du coût réel des travaux de chacun des marchés.

e) Les honoraires de l'Architecte et de l'Ingénieur calculés selon la méthode du pourcentage sont payables comme suit :

Phase de conception (65 %) :

10 % des honoraires, calculés sur la base du coût estimé des travaux pour l'étape de l'esquisse;

20 % des honoraires, calculés sur la base du coût estimé des travaux pour l'étape du dossier préliminaire;

35 % des honoraires, calculés sur la base du coût estimé des travaux pour l'étape du dossier définitif;

Phase de construction (35 %) :

2 % des honoraires, calculés sur la base du coût réel des travaux pour l'étape de l'appel d'offres;

28 % des honoraires, calculés sur la base du coût réel des travaux, pour l'étape de la surveillance de travaux;

5 % des honoraires, calculés sur la base du coût réel des travaux pour l'étape des dessins, plans et devis et cahier des charges « tel que construit »;

0 % des honoraires calculés sur la base du coût réel des travaux pour l'étape de la période de garantie.

f) Lorsque, suite à l'ouverture des soumissions, la plus basse soumission conforme présente un écart en plus ou en moins de 10 % du coût estimé des travaux au moment de l'appel d'offres, le Directeur peut ordonner la révision des dessins, plans et devis et cahier des charges et la tenue d'un nouvel appel d'offres sans que la Ville soit tenue de payer à l'Architecte et à l'Ingénieur des honoraires additionnels.

g) Lorsque, suite à l'ouverture des soumissions, la Ville décide de ne pas octroyer le marché, les honoraires professionnels sont payés sur la base du coût estimé des travaux.

5.1.2 Méthode du taux horaire

a) Cette méthode consiste à payer le temps réellement passé par des membres du personnel de l'Architecte et de l'Ingénieur appelés à rendre des services supplémentaires connexes dans le cadre de la présente convention, selon un budget préalablement établi et approuvé par écrit par le Directeur. Aucun changement ne pourra être apporté sans l'accord préalable écrit du Directeur.

b) Le taux horaire du salaire est celui réellement versé à chacun des membres de ce personnel tel qu'indiqué dans l'offre de services professionnels et ne devra en aucun temps être supérieur aux taux horaires admissibles pour les services d'architectes ou d'ingénieurs aux fins de l'application du tarif d'honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement par des architectes ou des ingénieurs, selon le cas, en vigueur au moment de l'adjudication du contrat.

c) Le taux horaire du salaire réellement versé est établi en divisant le salaire régulier hebdomadaire par le nombre d'heures de la semaine normale de travail. Tout travail exécuté en temps supplémentaire par le personnel de l'Architecte et de l'Ingénieur sera rémunéré par la Ville en temps régulier.

Aux fins du paiement des honoraires, les taux horaires du salaire réellement versé sont majorés de 125 % pour tenir compte des frais indirects et des frais d'administration, sauf pour le taux horaire du personnel de soutien dont la majoration est de 75 % sans excéder, en aucun cas, les taux horaires maxima

de l'article 5.1.2 b). Aucune autre majoration du salaire payé à un membre du personnel ne sera accordée.

d) Le Coordonnateur doit veiller à l'enregistrement quotidien pour toutes les personnes affectées à l'exécution de la convention, du nombre d'heures, à la demi-heure près, consacrées à la fourniture des services à être rémunérés selon la méthode horaire, ainsi que des tâches effectuées durant ce temps et à la conservation des pièces à l'appui de ses factures.

e) Si L'Architecte et l'Ingénieur affectent du personnel de classification supérieure à une fonction habituellement confiée à du personnel de classification inférieure, le taux horaire applicable dans ce cas, est celui applicable à la classification inférieure.

f) Les services du personnel de soutien ne sont rémunérés que pour le temps affecté à la dactylographie des cahiers des charges définitifs et des rapports techniques directement reliés à l'exécution du contrat.

g) Le taux horaire du patron ne peut être payé que pour un nombre d'heures n'excédant pas 10 % des heures que le personnel professionnel et technique consacre à l'exécution de la convention, pour autant que les services ainsi fournis soient spécifiques au projet et relèvent de la gérance, de la coordination ou de la supervision.

5.1.3 Méthode du forfait

Cette méthode consiste à verser à l'Architecte et à l'Ingénieur une somme fixe, préalablement établie et approuvée par écrit par le Directeur.

Mis à part le montant forfaitaire convenu, la Ville ne paiera aucuns autres frais reliés aux services rémunérés selon cette méthode.

5.2 MODALITÉS DE PAIEMENT

5.2.1 Généralités

a) L'Architecte et l'Ingénieur sont payés dans les trente (30) jours de l'approbation par le Directeur de leur compte et la Ville n'est tenue de payer aucun intérêt pour retard. Les factures sont acquittées par la Ville au moyen d'un chèque fait à l'ordre de Girard Cote Bérubé Dion Architectes. Le chèque remis au Coordonnateur constitue le paiement de la Ville à l'Architecte et à l'Ingénieur et libère entièrement la Ville de ses obligations à l'égard de l'Architecte et de l'Ingénieur. L'Architecte et l'Ingénieur renoncent par les présentes à tout recours contre la Ville en raison de cette méthode autorisée de paiement.

b) Tout compte d'honoraires devra indiquer clairement la nature des services rendus ainsi que la période couverte. Il doit tenir compte de l'avancement des travaux et être adressé conformément aux instructions reçues du Directeur.

c) Ni un rapport sur l'état des travaux, ni un paiement effectué par la Ville en conformité du présent article ne doivent être interprétés comme une admission que les travaux et services sont, en totalité ou en partie, complets, satisfaisants ou conformes à la présente convention.

d) La Ville retiendra le paiement de toute facturation qui n'indiquera pas de façon claire le taux des taxes applicables sur les biens et services (T.P.S et T.V.Q), les montants réclamés à cet effet ainsi que les numéros d'inscription appropriés. De plus, tout compte basé sur la méthode à pourcentage qui n'est pas conforme aux dispositions de l'article 5.2.2 sera refusé et retourné au Coordonnateur pour correction, aux frais de ce dernier.

5.2.2 Méthode du pourcentage

a) Pour les services de base, des comptes d'honoraires peuvent être présentés, après approbation par le Directeur des documents requis, à chacune des étapes définies à l'article 4.1, mais sans dépasser le pourcentage défini à l'article 5.1.1 de la présente convention pour chacune des étapes.

b) Pendant la phase de conception, des comptes intérimaires mensuels peuvent être présentés si la durée d'une même étape est supérieure à deux (2) mois.

c) Pour les services concernant la gestion de l'appel d'offres, le compte peut être présenté au Directeur lors de l'émission de la recommandation selon l'article 4.1.4 si le prix de la plus basse soumission conforme respecte les limites budgétaires allouées.

Dans les autres cas, le Coordonnateur devra à ses frais avec l'autorisation écrite du Directeur, soit réduire la portée des travaux du plus bas soumissionnaire conforme en retirant certains travaux désignés par le Directeur pour ramener le projet à l'intérieur des limites budgétaires allouées ou soit faire reprendre les dessins, plans et devis et cahier des charges de manière à respecter les limites budgétaires allouées. Par la suite, le compte pourra être présenté au Directeur.

d) Pour les services rendus durant l'étape surveillance des travaux, les comptes seront présentés au Directeur mensuellement, en proportion de l'avancement de l'ouvrage, selon les décomptes progressifs de l'entrepreneur. Le compte final est dû à l'approbation des dessins, plans et devis et cahier des charges « tel que construit » et des autres documents requis en vertu des articles 2.3.2 et 2.3.3.

e) Les comptes d'honoraires relatifs aux modifications décrites à l'article 5.3 des présentes, aussi bien pour la préparation des dessins, plans et devis et cahier des charges, que pour les services durant la construction seront payables dans la mesure où les travaux y afférents auront été exécutés à la satisfaction du Directeur.

5.2.3 Méthode du taux horaire

a) Pour les services rémunérés selon la méthode du taux horaire, les comptes d'honoraires seront présentés au Directeur mensuellement et devront indiquer le pourcentage d'avancement de la tâche confiée. Le compte devra comporter le nombre d'heures que chaque membre du personnel de l'Architecte et de l'Ingénieur a consacré à la fourniture de services supplémentaires connexes depuis le dernier jour inclus au compte précédent et comporter, en annexe, une copie du registre de ces heures.

b) Le Directeur peut en tout temps demander une vérification des pièces et registres relatifs au temps qui est facturé selon la méthode à taux horaire. Cette vérification doit être effectuée à un moment convenant aux deux parties, durant les heures d'affaires aux bureaux du Coordonnateur et ce dernier devra accorder son concours pour en faciliter l'exécution.

5.2.4 Méthode du forfait

Pour tous les services payés selon la méthode du forfait, les comptes d'honoraires sont présentés au Directeur lorsque tous les services auront été rendus à la satisfaction de ce dernier. Dans le cas où la durée des services excède deux (2) mois, des comptes intérimaires mensuels peuvent être présentés selon le pourcentage d'avancement de la tâche confiée.

5.3 MODIFICATIONS

Les articles 5.3.1 et 5.3.2 s'appliquent uniquement aux services de base.

5.3.1 En phase de conception

a) Les modifications requises par le Directeur pour atteindre les objectifs exprimés dans les données générales de la mission et le programme général font partie du processus reconnu d'évolution d'un projet à la phase de la conception et ne sont pas rémunérées en supplément. Les paragraphes b, c et d qui suivent s'appliquent à toute modification des données générales de la mission et du programme général approuvée par écrit par le Directeur et qui entraîne une révision de l'étendue ou de la nature des services prévus par la présente convention.

b) Lorsqu'il y a modification des données générales de la mission et du programme général durant la phase de conception, le montant d'honoraires versé à l'Architecte et à l'Ingénieur pour cette phase est réajusté, s'il y a lieu, en fonction du coût estimé des travaux révisé à la hausse ou à la baisse.

c) Pour toute modification des données générales de la mission et du programme général qui résulte en une réduction du coût estimé des travaux ou du coût réel des travaux, le paragraphe b) s'applique, sauf dans le cas des heures requises pour la correction de dessins, plans et devis ou cahier des charges déjà réalisés, qui seront rémunérées selon la méthode à taux horaire, après approbation par le Directeur d'une enveloppe budgétaire.

d) Cependant, tout au cours du projet, le Directeur peut exiger des modifications suite à l'examen des documents décrits aux articles 2.3 et 6.1 et l'Architecte et l'Ingénieur seront tenus de s'y soumettre sans honoraires additionnels.

5.3.2 En phase de construction

a) Les services découlant d'un avenant au marché pendant la phase de construction sont payés au choix du Directeur selon la méthode du taux horaire, pourcentage ou forfait.

b) Dans le cas où l'Architecte et l'Ingénieur sont payés selon la méthode du pourcentage pour les services de base réellement rendus par ces derniers, les règles suivantes s'appliquent :

(i) Le montant de l'avenant est considéré comme faisant partie du marché. Sa valeur s'établit de façon absolue, c'est-à-dire soit le coût supplémentaire des travaux, soit le crédit donné sur le coût total du marché. Le pourcentage applicable est celui mentionné à l'article 5.1.1.

(ii) Si suite à une décision de la Ville, les services de l'Architecte et de l'Ingénieur découlant de cet avenant ne sont pas menés à terme, l'Architecte et l'Ingénieur ne sont payés que pour les services rendus et le montant des honoraires relatifs à cet avenant est calculé en appliquant le pourcentage des honoraires attribuables aux étapes complétées au moment où le service est interrompu.

(iii) L'estimation faite par l'Architecte et l'Ingénieur doit être de classe « A1 ».

5.3.3 Modifications résultant d'erreurs ou d'omissions

a) Les services requis de l'Architecte et de l'Ingénieur pour l'impression des documents, la réalisation des dessins, plans et devis et cahier des charges et pour la surveillance des travaux afférents à une modification résultant d'une erreur, d'une omission ou du non-respect de la réglementation ou des directives de la Ville, par l'Architecte ou l'Ingénieur, ne donnent droit à aucune rémunération.

b) Dans le cas prévu au paragraphe a) du présent article, l'Architecte et l'Ingénieur doivent payer les tiers dont les services sont aussi requis pour cette modification. La Ville n'encourt aucune responsabilité pour de telles modifications.

c) Si la durée des travaux dépasse de 30 % ou plus la durée prévue, l'Architecte et l'Ingénieur pourront facturer la Ville, soit à taux horaire ou soit à prix forfaitaire, selon entente préalable et écrite avec le Directeur pour les visites de chantier et les réunions si ce retard n'est pas attribuable en partie ou en totalité à l'Architecte et à l'Ingénieur.

Les suspensions de travaux par la Ville et les congés sont exclus de la durée prévue des travaux et ne doivent pas être comptabilisés aux fins du présent article.

5.4 RÉSILIATION OU SUSPENSION

5.4.1 La Ville peut résilier ou suspendre la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Dès que le Directeur soumet à la Ville une recommandation à cet effet, il en

avise l'Architecte et l'Ingénieur qui doivent cesser immédiatement l'exécution des services prévus à la présente convention, en attendant la décision de la Ville.

5.4.2 Tous les documents et études exécutés en date de la résiliation ou de la suspension de la convention devront être remis au Directeur dans les dix (10) jours ouvrables de l'envoi de l'avis.

5.4.3 En cas de résiliation ou de suspension de la convention, l'Architecte et l'Ingénieur doivent présenter dans les dix (10) jours ouvrables de la réception de l'avis à cet effet, un compte d'honoraires eu égard aux services réellement rendus par eux en date de telle résiliation ou suspension.

5.4.4 La résiliation ou la suspension de la convention ne donnent droit à l'Architecte et à l'Ingénieur à aucune indemnité et ceux-ci n'ont aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés, ni pour les dommages occasionnés du fait de telle résiliation ou suspension.

5.4.5 Lorsqu'après une suspension, la Ville demande à l'Architecte et à l'Ingénieur de reprendre l'exécution de la convention, ceux-ci devront le faire dans un délai de dix (10) jours ouvrables.

ARTICLE 6
ESTIMATIONS

Toutes les estimations présentées par l'Architecte et l'Ingénieur doivent tenir compte de toutes les données connues à ce moment, qu'elles soient écrites ou verbales. Lorsqu'elles sont verbales, elles devront être clairement identifiées comme telles.

6.1 CLASSIFICATION

Les estimations sont classées de « C » à « A1 ». Ces dénominations indiquent le degré de précision recherché pour chacune d'elles.

Classe C : estimation ventilée par élément, fondée sur une description générale de l'ouvrage, incluant le choix des principaux systèmes du bâtiment et la connaissance des conditions du marché. À cette étape, une variation de ± 15 % est acceptable.

Classe B : estimation ventilée par élément et sous-élément, fondée sur des dessins et cahier des charges préliminaires ou plus avancés et une description des systèmes et sous-systèmes de l'ouvrage ainsi que la connaissance des conditions particulières du site. À cette étape, une variation de ± 10 % est acceptable.

Classe A : estimation ventilée par élément et sous-élément, fondée sur une description complète et détaillée de l'ouvrage et la connaissance de tous les facteurs de correction pertinents. À cette étape, une variation de ± 5 % est acceptable.

Classe A1 : estimation pré-soumission, ventilée par chapitre (division) et section du cahier des charges fondée sur les dessins, plans et devis et cahiers de charges complets et la connaissance de tous les facteurs de correction pertinents. À cette étape, une variation de ± 5 % est acceptable.

6.2 MÉTHODE ÉLÉMENTALE

Toutes les estimations soumises à la Ville (sauf l'estimation classe A1) seront, à moins d'indication contraire, de type élémental et devront donc s'exprimer en termes d'éléments fonctionnels du bâtiment. Elles doivent être présentées selon une méthode reconnue.

Une fois l'estimation complétée, l'Architecte et l'Ingénieur ajouteront les facteurs de correction suivants, sous forme de pourcentages ou de montants forfaitaires :

a) conditions du marché (conditions de l'offre et de la demande);

b) conditions particulières du site (accès, achalandage, entreposage, travaux de soir et de fin de semaine);

c) conditions climatiques (hiver, etc.);

d) inflation (inflation monétaire, décrets, etc.).

Ces facteurs de correction devront être réévalués par l'Architecte et l'Ingénieur à chaque étape du projet en fonction de leur évolution.

Les frais généraux, les marges bénéficiaires, les contingences du marché et les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S et T.V.Q) doivent être indiqués séparément.

6.3 COÛTS UNITAIRES DU PROJET

Chaque estimation présentée par l'Architecte et l'Ingénieur doit inclure un tableau des coûts unitaires du projet similaire au tableau ci-dessous :

	COÛT ESTIMÉ DES TRAVAUX	QUANTITÉ	COÛT UNITAIRE
Superficie de construction	$	m. ca.	$/m ca.
Superficie d'occupation	$	m. ca.	$/m ca.
Volume brut	$	m. cu.	$/m cu.

Aux fins du présent article, les mots suivants signifient :

« **Superficie de construction** »

La superficie pour l'ensemble des étages est limitée, à chaque étage, par la face extérieure des murs extérieurs permanents. Elle inclut toute construction fermée, couverte et permanente faisant partie du bâtiment.

« **Superficie d'occupation** »

La superficie pour l'ensemble des étages est limitée, à chaque étage, par la face intérieure des murs extérieurs permanents en excluant entre autres les puits verticaux, les rampes d'accès, les corridors reliant deux édifices, les espaces dont la hauteur est inférieure à deux mètres, les sous-stations électriques, les chaufferies, les halls d'entrée, vestibules et sas dont le but est de contrôler l'air intérieur de l'édifice, les stationnements, les débarcadères, les chambres

informatiques et téléphoniques, les salles de mécanique, d'ascenseur, de ventilation, etc. et les conciergeries qui desservent tout l'édifice. Toutes ces exclusions sont mesurées en tenant compte de l'épaisseur des murs de chaque enceinte.

« **Volume brut** »

Le volume total de l'immeuble est limité par la membrane d'étanchéité au toit, la face supérieure de la dalle du plancher le plus bas et la face extérieure des murs extérieurs.

ARTICLE 7
CLAUSES FINALES

7.1 ÉLECTION DE DOMICILE

7.1.1 Aux fins de la présente convention, la Ville élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé le Coordonnateur par courrier recommandé. L'Architecte et l'Ingénieur élisent domicile à l'adresse du Coordonnateur ou à toute autre adresse dont celui-ci aura préalablement avisé la Ville par courrier recommandé.

7.1.2 Ce domicile doit être situé à l'intérieur des limites territoriales de la Ville de Montréal. Il doit être le lieu de production de tous les documents requis par la présente convention. Le patron chargé de diriger les services relatifs à la convention doit y être présent en personne.

7.2 CESSION DE LA CONVENTION

Les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

7.3 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue l'entente complète entre les parties et annule toute autre entente ou pourparlers antérieurs, verbaux ou écrits.

7.4 VALIDITÉ

Une clause du présent contrat jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres clauses qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

7.5 LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

7.6 LIEN D'EMPLOI

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN QUATRE EXEMPLAIRES, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DES SIGNATURES CI-APRÈS :

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Le e jour de 20

GIRARD COTE BÉRUBÉ DION ACHITECTES

Par : _____
(Nom et titre de la personne autorisée)

Le e jour de 20

STANTEC

Par : _____
(Nom et titre de la personne autorisée)

Le e jour de 20

BC2 GROUPE CONSEIL INC.

Par : _____
(Nom et titre de la personne autorisée)

Cette convention de services professionnels a été approuvée par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de 2016 (résolution).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1165015002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction gestion des projets de développement et de maintien des actifs immobiliers
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Girard Côté Bérubé Dion Architectes, Stantec et Le Groupe BC2, pour les services en architecture et en génie du bâtiment dans le cadre du projet de construction des nouvelles salles de tir du Service de police de la Ville de Montréal pour une somme maximale de 1 473 728,71 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14255 - (5 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Intervention 15-14255 le 27 janvier 2016.pdf

TabrésultSP6X6-20131 AO 15-14255 tableau final le 27 janvier 2016.pdf

15-14255 - Det Cah Final.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Claude HOULE
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-872-5282

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-10

Pierre GATINEAU
Chef de section
Tél : 514-872-0349
Division : Direction de l'approvisionnement

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 15-14255 — No du GDD : 1165015002

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels en architecture et ingénierie pour la construction de nouvelles salles de tir pour le SPVM.

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 27 - 4 - 2015

Ouverture originalement prévue le : 20 - 5 - 2015

Ouverture faite le : 27 - 5 - 2015

Date du comité de sélection : 11 - 6 - 2015

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 21 - 5 - 2015

Délai total accordé aux soumissionnaires : 29 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 20

Nbre de soumissions reçues : 5 — % de réponses : 25

Nbre de soumissions rejetées : 3 — % de rejets : 60

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Cardin Ramirez Julien Architectes	Technique, n'a pas obtenu la note de passage 70%
MDA Architectes	Technique, n'a pas obtenu la note de passage 70%
St-Gelais Montminy & associés Architectes s.e.n.c.r.l.	Administratif

Durée de la validité initiale de la soumission : 210 jrs — Date d'échéance initiale : 23 - 12 - 2015

Prolongation de la validité de la soumission de : 120 jrs — Date d'échéance révisée : 22 - 4 - 2016

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Girard Côté Bérubé Dion Architectes inc.	1,016,364,63	√	
Provencher Roy + Associés Architectes inc.	1,450,887,58		

Information additionnelle

Raisons du désistement des 16 firmes qui n'ont pas retourné de soumission; Sous-traitant pour l'un ou l'autre des soumissionnaires ou des firmes de génies-conseils ne pouvant soumissionner 11, pas de personnel pour l'ampleur du mandat 1, manque d'expertise pour le mandat 1, description pas assez explicite 1, (Greffe de la ville de Montréal 1) et pas de réponse 1.

Préparé par : Claude Houle — Le 4 - 2 - 2016

15-14255 - Services professionnels en architecture et ingénierie pour la construction de nouvelles salles de tir pour le SPVM

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Approche proposée 15%	Capacité de production des firmes et échancier 20%	Expérience et expertise des firmes dans des projets similaires 20%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe (chargé de projet et cordonnateur de l'équipe) (Chargé de projet LEED) (équipe dédiée au projet) 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Cardin Ramirez Julen inc.	3,25	8,00	10,38	14,50	11,25	18,75	66,1			Non conforme
MDA Architectes	3,00	8,00	11,38	13,25	16,00	16,75	68,4			Non conforme
St-Gelais Montminy & Associés Architectes S.E.N.C.R.L.	3,13	7,25	10,88	14,00	16,75	22,25	74,3	- $	-	Non conforme administ.
Girard Coté Bérubé Dion Architectes	3,75	8,25	11,50	16,75	13,75	20,00	74,0	1 016 364,63 $	12,20	1
Provencher Roy + Associés Architectes inc.	3,25	7,75	11,75	15,50	16,75	22,75	77,8	1 450 887,58 $	8,80	2
Agent d'approvisionnement	**TANYA DUPUIS**									

Comité

Date	jeudi 11-06-2015
Heure	8:30 @ 10:30
Lieu	303 Notre Dame est, 4ième étage

Multiplicateur d'ajustement
100000

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 15-14255
Numéro de référence : 889393
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels en architecture et ingénierie pour la construction de nouvelles salles de tir pour le Service de police de la Ville de Montréa

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Architecture 49 Inc. 1244 rue Ste-Catherine Ouest 3e étage Montréal, QC, H3G 1P1 NEQ : 1168696327	Madame Yentl Beliard-Joseph Téléphone : 514 878-3941 Télécopieur : 514 866-3780	**Commande : (951557)** 2015-05-04 15 h 32 **Transmission :** 2015-05-04 15 h 32	2433424 - 15-14255 Addenda No. 1 2015-05-05 14 h 56 - Courriel 2438794 - 15-14255 Addenda No. 2 2015-05-19 9 h 12 - Courriel 2440366 - 15-14255 Addenda No. 3 2015-05-21 15 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
AXOR Experts Conseils Inc. 5101 Rue Buchan, bureau 400 Montréal, QC, H4P1S4 http://axorexperts.com NEQ : 1168297498	Madame Linda Ménard Téléphone : 514 937-3737 Télécopieur : 514 846-4005	**Commande : (946792)** 2015-04-27 10 h 51 **Transmission :**	2433424 - 15-14255 Addenda No. 1 2015-05-05 14 h 56 - Courriel

			2015-04-27 10 h 51	2438794 - 15-14255 Addenda No. 2 2015-05-19 9 h 12 - Courriel 2440366 - 15-14255 Addenda No. 3 2015-05-21 15 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Beaudoin Hurens 255 boul Crémazie Est 9e Etage Montréal, QC, H2M 1M2 http://www.beaudoinhurens.ca NEQ : 1148115281	Monsieur Charles Mousseau, ing Téléphone : 514 384-4220 Télécopieur : 514 383-6017	**Commande : (947609)** 2015-04-28 9 h 14 **Transmission :** 2015-04-28 9 h 14	2433424 - 15-14255 Addenda No. 1 2015-05-05 14 h 56 - Courriel 2438794 - 15-14255 Addenda No. 2 2015-05-19 9 h 12 - Courriel 2440366 - 15-14255 Addenda No. 3 2015-05-21 15 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Cardin Ramirez Julien, architectes 5310, boul. St-Laurent Montréal, QC, H2T 1S1 NEQ : 1161216446	Monsieur Pierre Cardin Téléphone : 514 272-6798 Télécopieur : 514 272-6821	**Commande : (949029)** 2015-04-29 15 h 13 **Transmission :** 2015-04-29 15 h 13	2433424 - 15-14255 Addenda No. 1 2015-05-05 14 h 56 - Courriel 2438794 - 15-14255 Addenda No. 2 2015-05-19 9 h 12 - Courriel 2440366 - 15-14255 Addenda No. 3 2015-05-21 15 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier

				électronique
☐	Girard Côté Bérubé Dion architectes 400, avenue Atlantic Bureau 402 Montréal, QC, H2V1A5 NEQ : 1168801083	Madame Vanessa Côté-Courtemanche Téléphone : 514 849-0430 Télécopieur : 514 849-8049	**Commande : (947361)** 2015-04-27 16 h 30 **Transmission :** 2015-04-27 16 h 30	2433424 - 15-14255 Addenda No. 1 2015-05-05 14 h 56 - Courriel 2438794 - 15-14255 Addenda No. 2 2015-05-19 9 h 12 - Courriel 2440366 - 15-14255 Addenda No. 3 2015-05-21 15 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Consultants S.M. Inc. (Bureau des Offres) 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.groupesm.com NEQ : 1143019660	Monsieur Maxime Kitza Joly Téléphone : 450 651-0981 Télécopieur : 450 651-9542	**Commande : (948927)** 2015-04-29 14 h 01 **Transmission :** 2015-04-29 14 h 01	2433424 - 15-14255 Addenda No. 1 2015-05-05 14 h 56 - Courriel 2438794 - 15-14255 Addenda No. 2 2015-05-19 9 h 12 - Courriel 2440366 - 15-14255 Addenda No. 3 2015-05-21 15 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Services Exp Inc 1441, boulevard René-Lévesque Ouest Bureau 200 Montréal, QC, H3G 1T7 NEQ : 1167268128	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (947137)** 2015-04-27 14 h 35 **Transmission :** 2015-04-27 14 h 35	2433424 - 15-14255 Addenda No. 1 2015-05-05 14 h 56 - Courriel 2438794 - 15-14255 Addenda No. 2 2015-05-19 9 h 12 - Courriel 2440366 - 15-14255 Addenda

				No. 3 2015-05-21 15 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	LVM, une division d'EnGlobe Corp. 8320, rue Pauline-Vanier Montréal, QC, H1J 3B5 http://www.lvm.ca NEQ : 1167280206	Madame Isabelle Langlois Téléphone : 514 281-5173 Télécopieur : 450 668-5532	**Commande : (946828)** 2015-04-27 11 h 13 **Transmission :** 2015-04-27 11 h 13	2433424 - 15-14255 Addenda No. 1 2015-05-05 14 h 56 - Courriel 2438794 - 15-14255 Addenda No. 2 2015-05-19 9 h 12 - Courriel 2440366 - 15-14255 Addenda No. 3 2015-05-21 15 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	mda architectes 305-2030 boul. Pie-IX Montréal, QC, H1V 2C8 NEQ : 1144153435	Monsieur Michel Dallaire Téléphone : 514 664-5595 Télécopieur : 514 664-5594	**Commande : (948486)** 2015-04-29 9 h 05 **Transmission :** 2015-04-29 9 h 05	2433424 - 15-14255 Addenda No. 1 2015-05-05 14 h 56 - Courriel 2438794 - 15-14255 Addenda No. 2 2015-05-19 9 h 12 - Courriel 2440366 - 15-14255 Addenda No. 3 2015-05-21 15 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	NFOE et associés architectes 511 Place d'Armes Bureau 100 Montréal, QC, H2Y 2W7	Monsieur Antonio Parreira Téléphone : 514 940-4269 Télécopieur :	**Commande : (955142)** 2015-05-11 10 h 23 **Transmission**	2433424 - 15-14255 Addenda No. 1 2015-05-11 10 h 23 -

	http://www.nfoe.com NEQ : 3345415767		: 2015-05-11 10 h 23	Téléchargement 2438794 - 15-14255 Addenda No. 2 2015-05-19 9 h 12 - Courriel 2440366 - 15-14255 Addenda No. 3 2015-05-21 15 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Pageau Morel inc. 210 boul Crémazie O Bureau 110 Montréal, QC, H2P 1C6 http://www.pageaumorel.com NEQ : 1144576254	Madame Sara Gagné Téléphone : 514 382-5150 Télécopieur : 514 384-9872	**Commande : (947771)** 2015-04-28 10 h 42 **Transmission :** 2015-04-28 10 h 42	2433424 - 15-14255 Addenda No. 1 2015-05-05 14 h 56 - Courriel 2438794 - 15-14255 Addenda No. 2 2015-05-19 9 h 12 - Courriel 2440366 - 15-14255 Addenda No. 3 2015-05-21 15 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Provencher Roy + Associés architectes 210-276 rue Saint-Jacques Montréal, QC, H2Y 1N3 NEQ : 1168830322	Madame Natacha Kotarski Téléphone : 514 844-3938 Télécopieur : 514 844-6526	**Commande : (949101)** 2015-04-29 16 h **Transmission :** 2015-04-29 16 h	2433424 - 15-14255 Addenda No. 1 2015-05-05 14 h 57 - Télécopie 2438794 - 15-14255 Addenda No. 2 2015-05-19 15 h 18 - Télécopie 2440366 - 15-14255 Addenda No. 3 2015-05-21 15 h 05 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur

				Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Roche Ltée, Groupe-Conseil 1015, av. Wilfrid-Pelletier Québec, QC, G1W 0C4 http://www.roche.ca NEQ : 1165310831	Madame Josée Laberge Téléphone : 418 654-9600 Télécopieur :	**Commande : (948632)** 2015-04-29 10 h 17 **Transmission :** 2015-04-29 10 h 17	2433424 - 15-14255 Addenda No. 1 2015-05-05 14 h 56 - Courriel 2438794 - 15-14255 Addenda No. 2 2015-05-19 9 h 12 - Courriel 2440366 - 15-14255 Addenda No. 3 2015-05-21 15 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Saucier + Perrotte architetces 7043 rue Waverly Montréal, QC, H2S 3J1 NEQ : 3343818897	Monsieur André Perrotte Téléphone : 514 273-1700 Télécopieur :	**Commande : (952234)** 2015-05-05 13 h 59 **Transmission :** 2015-05-05 13 h 59	2433424 - 15-14255 Addenda No. 1 2015-05-05 14 h 56 - Courriel 2438794 - 15-14255 Addenda No. 2 2015-05-19 9 h 12 - Courriel 2440366 - 15-14255 Addenda No. 3 2015-05-21 15 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	SDK et associés inc 1751 rue Richardson Bureau 2120 Montréal, QC, H3K 1G6 NEQ : 1146344487	Madame Hélène Brisebois Téléphone : 514 938-5995 Télécopieur : 514 938-9470	**Commande : (954717)** 2015-05-08 16 h 32 **Transmission :** 2015-05-08 16 h 32	2433424 - 15-14255 Addenda No. 1 2015-05-08 16 h 32 - Téléchargement 2438794 - 15-14255 Addenda No. 2 2015-05-19 9 h

				14 - Télécopie 2440366 - 15-14255 Addenda No. 3 2015-05-21 15 h 04 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Services intégrés Lemay et associés inc. 780, ave Brewster, 4e étage Montréal, QC, H4C 2K1 http://www.lemayonline.com NEQ : 1149007115	Monsieur Jean Vachon Téléphone : 514 787-3322 Télécopieur : 514 935-8137	**Commande : (947071)** 2015-04-27 14 h 06 **Transmission :** 2015-04-27 14 h 06	2433424 - 15-14255 Addenda No. 1 2015-05-05 14 h 56 - Courriel 2438794 - 15-14255 Addenda No. 2 2015-05-19 9 h 12 - Courriel 2440366 - 15-14255 Addenda No. 3 2015-05-21 15 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Stantec Experts-conseils ltée 600-1060 boulevard Robert-Bourassa Montréal, QC, H3B 4V3 NEQ : 1170241336	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur :	**Commande : (947191)** 2015-04-27 14 h 59 **Transmission :** 2015-04-27 14 h 59	2433424 - 15-14255 Addenda No. 1 2015-05-05 14 h 56 - Courriel 2438794 - 15-14255 Addenda No. 2 2015-05-19 9 h 12 - Courriel 2440366 - 15-14255 Addenda No. 3 2015-05-21 15 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	St-Gelais Montminy	Madame Annie	**Commande**	2433424 - 15-

	architectes 1002-407, rue McGill Montréal, QC, H2Y 2G3 http://www.stgm.net NEQ : 3360024775	Côté Téléphone : 514 274-8410 Télécopieur : 514 274-8154	**: (948351)** 2015-04-29 7 h 13 **Transmission :** 2015-04-29 7 h 13	14255 Addenda No. 1 2015-05-05 14 h 56 - Courriel 2438794 - 15-14255 Addenda No. 2 2015-05-19 9 h 12 - Courriel 2440366 - 15-14255 Addenda No. 3 2015-05-21 15 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Tetra Tech QB Inc. 5100, rue Sherbrooke Est, bur. 900 Montréal, QC, H1V3R9 http://tetratechquebec.com NEQ : 1169411429	Madame Chantal Doucet Téléphone : 514 257-0707 Télécopieur : 514 257-2804	**Commande : (951334)** 2015-05-04 12 h 52 **Transmission :** 2015-05-04 12 h 52	2433424 - 15-14255 Addenda No. 1 2015-05-05 14 h 56 - Courriel 2438794 - 15-14255 Addenda No. 2 2015-05-19 9 h 12 - Courriel 2440366 - 15-14255 Addenda No. 3 2015-05-21 15 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Ville de Montréal - Direction du greffe. 275 rue Notre-Dame Est Suite R-134 Montréal, QC, H2y 1c6 NEQ :	Madame MEYRANIE ST-HILAIRE Téléphone : 514 872-0509 Télécopieur : 514 872-5655	**Commande : (960321)** 2015-05-20 13 h 26 **Transmission :** 2015-05-20 13 h 26	2433424 - 15-14255 Addenda No. 1 2015-05-20 13 h 26 - Téléchargement 2438794 - 15-14255 Addenda No. 2 2015-05-20 13 h 26 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Ne pas recevoir

☐	WSP Canada Inc. (Est-du-Québec et Centre-du-Québec) 5355, boul. des Gradins Québec, QC, G2J 1C8 http://www.wspgroup.com NEQ : 1148357057	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (947641)** 2015-04-28 9 h 32 **Transmission :** 2015-04-28 9 h 32	2433424 - 15-14255 Addenda No. 1 2015-05-05 14 h 56 - Courriel 2438794 - 15-14255 Addenda No. 2 2015-05-19 9 h 12 - Courriel 2440366 - 15-14255 Addenda No. 3 2015-05-21 15 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?
Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle
Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés financiers

À propos
À propos de SEAO
Info sur Constructo
Conditions d'utilisation

Partenaires
Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI
tc MEDIA

© 2003-2015 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1165015002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction gestion des projets de développement et de maintien des actifs immobiliers
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Girard Côté Bérubé Dion Architectes, Stantec et Le Groupe BC2, pour les services en architecture et en génie du bâtiment dans le cadre du projet de construction des nouvelles salles de tir du Service de police de la Ville de Montréal pour une somme maximale de 1 473 728,71 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14255 - (5 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1165015002 - information comptable.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Dominique BALLO
Conseiller budgétaire

Tél : 514-872-7344

Co-auteur:
Jacques P Tremblay
Agent comptable analyste
Conseil et soutien financier - Point de service CDL
Tél.: 514-872-4146

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-10

Michel T TREMBLAY
Conseiller en gestion des ressources financières chef d'équipe.
Tél : 514 872-0470

Division : Direction du conseil et du soutien financier. Point de service CDL

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.01

2016/03/24 17:00

(1)

Dossier # : 1165175005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Soumettre pour approbation au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du Territoire le projet d'entente relative à la création du Fonds d'investissement PME MTL.

Il est recommandé de :
▪ soumettre pour approbation au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du Territoire le projet d'entente relative au Fonds d'investissement PME MTL;
▪ transmettre à ce ministre une copie de la résolution exprimant cette demande accompagnée d'une copie du projet d'entente.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-02-29 09:27

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1165175005**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Soumettre pour approbation au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du Territoire le projet d'entente relative à la création du Fonds d'investissement PME MTL.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis l'entrée en vigueur de la *Loi concernant principalement la mise en oeuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016* (ci-après la Loi), l'agglomération de Montréal a la responsabilité de prendre toute mesure afin de favoriser le développement économique local et régional sur son territoire.
En vertu de l'article 284 de la Loi, l'agglomération de Montréal détient, depuis le 20 avril 2015, les droits, obligations, actifs et passifs des CLD liés aux Fonds locaux d'investissement (FLI) et aux Fonds locaux de solidarité (FLS) ainsi que les contrats de prêt établis en vertu de ces fonds.

Considérant les difficultés d'application de la directive FLI - FLS publiée par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT), l'agglomération de Montréal a approuvé :
1. le remboursement au Gouvernement du Québec de la dette de 24 378 449 $ de la Ville de Montréal relative aux Fonds locaux d'investissement (FLI);
2. le remboursement au Gouvernement du Québec de sa contribution de 1 600 000 $ aux Fonds locaux de solidarité (FLS);
3. un mandat au Service du développement économique afin qu'il procède, en collaboration avec le Service des finances et le Service des affaires juridiques à la création d'un Fonds d'investissement Montréal, de ses encadrements et de ses mécanismes de suivi.

L'approbation du Gouvernement du Québec, requise en vertu de l'article 126.3 de la Loi sur les compétences municipales, est nécessaire pour rendre opérationnel le fonds à créer. Le projet d'entente relative au Fonds d'investissement PME MTL doit donc être soumis au MAMOT.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0775 – 17 décembre 2015 – Rembourser au Gouvernement du Québec la dette de 24 378 449 $ de la Ville de Montréal pour les Fonds locaux d'investissement (FLI) /

Rembourser au Gouvernement du Québec sa contribution de 1 600 000 $ aux Fonds locaux de solidarité (FLS) / Mandater le Service du développement économique afin qu'il procède, en collaboration avec le Service des finances et le Service des affaires juridiques à la création d'un Fonds d'investissement Montréal et de ses encadrements et mécanismes de suivi.

DESCRIPTION

L'entente relative au Fonds d'investissement PME MTL prévoit que le fonds sera constitué de l'actif du Fonds FLI et du Fonds FLS au 31 décembre 2015 .
L'entente prévoit également un transfert du Fonds aux (6) organismes PME MTL sous la forme d'un prêt sans intérêt remboursable conformément aux modalités prévues aux ententes de délégation à intervenir avec la Ville de Montréal.

Rappelons que dans le cadre de la réorganisation du mandat des centres locaux de développement (CLD), la Ville de Montréal a constitué, en 2015, le réseau PME MTL composé de six (6) pôles de développement économique local. Le réseau offre un service de soutien, d'accompagnement et de financement aux entreprises et aux entrepreneurs établis sur le territoire.

Les six (6) pôles de développement économique local sont :

- PME MTL Est-de-l'Île;
- PME MTL Centre-Est;
- PME MTL Centre-Ville;
- PME MTL Centre-Ouest;
- PME MTL Grand Sud-Ouest;
- PME MTL Ouest-de-l'Île.

La gestion du Fonds PME MTL serait ainsi assurée par les six (6) organismes PME MTL en vertu d'ententes de délégation. Le projet d'entente de délégation doit être soumis, pour approbation, au MAMOT. Il fait l'objet du sommaire décisionnel distinct (1165175002).

Une politique d'investissement sera établie dans l'entente de délégation. Applicable à tous les pôles de développement économique de l'agglomération, elle assurera l'utilisation optimale des fonds public investis et établira les critères de sélection des projets pouvant faire l'objet d'un prêt.

Des mécanismes de suivi du Fonds PME MTL seront aussi introduits dans les ententes de délégation. Plus spécifiquement, les ententes prévoiront des mécanismes pour s'assurer que les pôles :
· respectent l'ensemble des conditions établies aux contrats de prêt;
· appliquent les procédures établies pour l'attribution des prêts;
· disposent et appliquent les procédures adéquates pour la gestion des dossiers de prêts;
· fassent un suivi de la performances des bénéficiaires et du niveau de risque assumé par le prêteur.

Le présent dossier vise à soumettre au MAMOT le projet d'entente relative à la création du Fonds d'investissement PME MTL.

JUSTIFICATION

En vertu de l'article 126.3 de la Loi sur les compétences municipales, l'approbation du Gouvernement du Québec est requise pour rendre opérationnel le fonds à créer.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les sommes nécessaires à la création du Fonds d'investissement PME MTL proviennent essentiellement des montants générés par le transfert des actifs des anciens Fonds locaux d'investissement (FLI) et des Fonds locaux de solidarités (FLS) antérieurement gérés par les CLD.
Les sommes provenant des FLI, établies à 25 674 192 $ en date du 31 décembre 2015, sont constituées des éléments suivants :

- Solde des prêts déjà consentis aux bénéficiaires d'aide financière à même les FLI, incluant les participations au capital-actions pour une valeur de 14 856 277 $;
- Solde des comptes à recevoir au montant de 2 422 623 $;
- Solde de l'encaisse et des placements temporaires (net des créditeurs et des revenus reportés) au montant de 8 395 292 $.

Les sommes provenant des FLS, établies à 4 176 376 $ en date du 31 décembre 2015, sont constituées des éléments suivants :

- Solde des prêts déjà consentis aux bénéficiaires d'aide financière à même les FLS pour une valeur de 2 750 944 $;
- Solde des comptes à recevoir au montant de 518 017 $;
- Solde de l'encaisse et des placements temporaires (net des créditeurs et des revenus reportés) au montant de 907 415 $.

En plus des sommes provenant des anciens FLI et FLS, le fonds pourra être augmenté des sommes tirées des revenus généraux de la Ville ainsi que des sommes provenant de toutes contributions versées à la Ville par un ministère, organisme du gouvernement ou autre partenaire.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

- Répondre aux exigences de la Loi.
- Assurer la poursuite des services des organismes PME MTL et des activités liées au Fonds d'investissement.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Annonce de la création du Fonds PME MTL

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Approbation par le MAMOT du projet d'entente relative au Fonds PME MTL;
- Approbation par le MAMOT du projet d'entente de délégation avec les organismes PME MTL;
- Approbation par le conseil d'agglomération de l'entente relative au Fonds PME MTL;
- Approbation par le conseil d'agglomération des ententes de délégation avec chacun des organismes PME MTL.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martine ÉTHIER
Chef d'équipe

Tél : 514 872-4137
Télécop. : 514 872-6249

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-26

Serge GUÉRIN
Directeur

Tél : 514 872-0068
Télécop. : 514 872-0049

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1165175005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Objet :	Soumettre pour approbation au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du Territoire le projet d'entente relative à la création du Fonds d'investissement PME MTL.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous validons quant à sa forme et à son contenu l'entente Fonds d'investissement PME MTL, qui doit être autorisée par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire préalablement à sa conclusion.

FICHIERS JOINTS

Entente Fonds PME-MTL_projetFinal.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie GERBEAU
Avocate
Tél : 514-872-3093

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-26

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-872-3093
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

ENTENTE RELATIVE AU
FONDS D'INVESTISSEMENT PME MTL

ENTRE

Le **MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE**, monsieur Martin Coiteux, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après appelé le « **MINISTRE** »,

ET

La **VILLE DE MONTRÉAL**, exerçant une compétence d'agglomération, personne morale de droit public légalement constituée, ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6, représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes par la résolution CG06 0006,

ci-après désignée la « **VILLE** »,

ci-après conjointement désignés les « **PARTIES** »

PROJET

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE la VILLE a adopté, en juin 2011, sa stratégie de développement économique 2011-2017 *Montréal | Espace pour créer et réussir*;

ATTENDU QUE la VILLE a présenté, en juin 2015, son plan d'action de développement économique 2015-2017;

ATTENDU QUE ces stratégies ont pour principaux objectifs de hisser Montréal parmi les métropoles qui affichent le meilleur niveau de vie et la meilleure qualité de vie en Amérique du Nord d'ici 2025 et d'accélérer la croissance par l'entrepreneuriat et l'innovation tout en identifiant des actions à privilégier pour atteindre cet objectif;

ATTENDU QUE la croissance d'une économie résulte principalement du développement des entreprises locales et des filiales des entreprises étrangères par l'innovation, la création de nouvelles entreprises et l'accroissement de la productivité et l'exportation;

ATTENDU QUE le plan d'action de développement économique 2015-2017 vise notamment à améliorer la performance du réseau entrepreneurial montréalais et qu'il mise à cette fin sur son réseau PME MTL pour déployer une offre de services en entrepreneuriat axée sur les résultats ;

ATTENDU QUE la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1), ci-après « la LCM » confie à la VILLE le pouvoir de prendre toute mesure afin de favoriser le développement local et le soutien de l'entrepreneurship sur son territoire et qu'elle peut confier l'exercice de ces pouvoirs à des organismes à but non lucratif;

ATTENDU QUE l'entrepreneuriat collectif et social est une composante à part entière du développement de l'entrepreneuriat;

EN CONSÉQUENCE, les parties aux présentes conviennent de ce qui suit :

SECTION 1 OBJET DE L'ENTENTE ET CHAMP D'APPLICATION

1. Cette entente vise à créer le Fonds d'investissement PME MTL (ci-après le « Fonds ») et à préciser, suivant les termes du premier alinéa de l'article 126.3 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1) (ci-après « la LCM »), le rôle et les responsabilités de la VILLE lorsqu'elle exerce le pouvoir que lui confère l'article 126.2 de la LCM de prendre toute mesure afin de favoriser le développement local et régional sur son territoire et notamment, prendre toute mesure de soutien à l'entreprenariat. D'autre part, la présente entente vise à préciser les modalités de transfert des sommes du Fonds aux six organismes du réseau PME MTL (ci-après les « PME MTL »).
2. Le Fonds sera constitué des sommes suivantes :
    a. Les sommes suivantes rendues disponibles au 31 décembre 2015, en regard des Fonds locaux d'investissement (FLI), à la suite de l'application de l'article 284 de la *Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016* (ci-après citée la « Loi »), qui sont constituées des éléments suivants et dont le total s'élève à la somme de 25 674 192 $:

        i. solde des prêts consentis aux bénéficiaires d'aide financière à même les FLI, incluant les participations au capital-actions : 14 856 277 $

        ii. comptes à recevoir : 2 422 623 $

        iii. Solde de l'encaisse et des placements temporaires (net des créditeurs et des revenus reportés) : 8 395 292 $

b. Les sommes suivantes rendues disponibles au 31 décembre 2015, en regard des Fonds locaux de solidarité (FLS), à la suite de l'application de la Loi, qui sont constituées des éléments suivants et dont le total s'élève à la somme de 4 176 376 $:

i. solde des prêts consentis aux bénéficiaires de d'aide financière à même les FLS :	2 750 944 $
ii. compte à recevoir :	518 017 $
iii. solde de l'encaisse et des placements temporaires (net des créditeurs)	907 415 $

c. Toutes sommes tirées des revenus généraux de la Ville;

d. Toutes sommes tirées de toutes contributions versées à la VILLE par un ministère, organisme du gouvernement ou autre partenaire.

SECTION 2 TRANSFERT DES SOMMES DU FONDS AUX PME-MTL

3. La part du Fonds qui sera attribuée à chacun des PME MTL lui sera transférée sous forme de prêts sans intérêt et remboursables conformément aux modalités de remboursement prévues aux ententes de délégation intervenues entre la VILLE et les PME MTL.

SECTION 3 - ENGAGEMENTS DES PARTIES

Sous-section 1 Engagements du MINISTRE

4. Le **MINISTRE** soutient la VILLE dans la mise en œuvre de la présente entente en :

a. jouant un rôle-conseil, à la demande de la VILLE;

b. fournissant des données, des connaissances, des guides ou d'autres outils d'accompagnement;

Sous-section 2 Engagements de la VILLE

Rôle et responsabilités de la VILLE

5. La VILLE affecte le Fonds au financement de toute mesure de développement local et régional que prend la VILLE dans le cadre de la présente entente. Ces mesures peuvent porter notamment sur les objets suivants :

a. son offre de services, ses programmes, ses critères d'analyse, ses seuils d'aide financière et ses règles de gouvernance

b. l'aide financière et technique aux entreprises nouvelles et existantes afin de créer et de maintenir des emplois sur le territoire de l'agglomération de Montréal;

c. contribuer au développement économique du territoire des six pôles économiques montréalais par notamment :

i. la création et le soutien d'entreprises viables;

ii. le financement du démarrage, de l'expansion et de l'acquisition d'entreprises;

iii. le soutien à l'entrepreneuriat et à l'entreprise et, à ce titre notamment, aider une nouvelle entreprise à compléter avec succès un premier financement avec une institution financière afin de lui permettre de se positionner dans le marché du financement.

PROJET

6. LA VILLE adopte et maintient à jour la Politique d'investissement commune FONDS PME MTL / FLS (la « Politique d'investissement »), que la VILLE peut modifier de temps à autre.

7. Conformément à cette Politique d'investissement, les bénéficiaires admissibles à une aide financière sont :

    a. Les entreprises privées, à l'exception des entreprises du secteur financier, et les entreprises d'économie sociale;

    b. Les personnes souhaitant démarrer une entreprise ou investir dans une entreprise existante afin d'en assurer la relève.

SECTION 4 DÉROGATION À LA LOI SUR L'INTERDICTION DE SUBVENTIONS MUNICIPALES

8. Lorsqu'elle prend une mesure de développement local et régional en conformité avec les objets et les conditions d'utilisation du Fonds et de la Politique d'investissements, la VILLE peut déroger à la Loi sur l'interdiction de subventions municipales (RLRQ, chapitre I-15). L'aide financière ainsi octroyée à un même bénéficiaire ne peut toutefois pas excéder 300 000 $ à tout moment à l'intérieur d'une période de 12 mois consécutifs.

9. Pour le calcul de la limite prévue à l'article 8, on ne tient pas compte de l'octroi d'un prêt consenti à même les sommes obtenues d'un fonds local de solidarité, et ce, jusqu'à concurrence de 100 000 $ pour la même période de référence de 12 mois, tel que prévu au quatrième alinéa de l'article 284 de la Loi.

SECTION 5 DÉLÉGATION

10. Tel que prévu aux présentes, la VILLE confie l'exercice de sa compétence en matière de développement local et régional aux PME MTL conformément à l'article 126.4 de la LCM et de l'Entente de délégation.

11. L'autorisation de délégation obtenue du **MINISTRE** ne libère pas la VILLE des obligations auxquelles elle souscrit dans la présente entente.

SECTION 6 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Sous-section 1 Défauts, recours et résiliation

12. LA VILLE est en défaut lorsqu'elle ne respecte pas l'un ou l'autre des engagements auxquels elle souscrit en vertu de la présente entente, lorsqu'elle fait une fausse déclaration, lorsqu'elle commet une fraude ou lorsqu'elle falsifie un document.

13. En cas de défaut de la VILLE, le **MINISTRE** en avise la VILLE afin qu'elle remédie au défaut dans le délai qu'il fixe. À défaut de remédier au défaut dans le délai imparti, le MINISTRE peut résilier l'entente sans autre avis ni délai.

Sous-section 3 Modification

14. Toute modification à l'entente est convenue entre les **PARTIES** et est constatée par un écrit.

Sous-section 4 Mandataire

15. La VILLE ne peut interpréter cette entente de façon à se croire habilité à agir à titre de mandataire du gouvernement du Québec.

Sous-section 5 Entrée en vigueur

16. Malgré la date de sa signature par les **PARTIES**, la présente entente entre en vigueur le _____ 2016.

PROJET

SECTION 7 REPRÉSENTANTS DES PARTIES

17. Le **MINISTRE**, aux fins de l'application de la présente entente, désigne le sous-ministre associé à la région métropolitaine du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire pour le représenter. Si un remplacement devient nécessaire, le **MINISTRE** en avise la VILLE dans les meilleurs délais.

Secrétariat à la région métropolitaine
800, rue du Square-Victoria
Bureau 200
Case postale 83
Succursale Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7

18. De même, la VILLE désigne son directeur général, pour le représenter. Si un remplacement devient nécessaire, la VILLE en avise le **MINISTRE** dans les meilleurs délais.

Ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

SECTION 8 SIGNATURES

EN FOI DE QUOI, les **PARTIES** reconnaissent avoir lu la présente entente et ses annexes, en acceptent chacun des termes et y apposent leur signature.

LE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE

_____ _____
Monsieur Martin Coiteux Date et lieu

LA VILLE

_____ _____
Agissant par Me Yves Saindon Date et lieu
Greffier

PROJET

INTERVENTION DU MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'INNOVATION ET DE L'EXPORTATION (LE « MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT »)

Conformément aux dispositions de l'article 126.3 de la LCM, le MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT intervient aux présentes afin d'autoriser que la valeur totale de l'aide financière que peut octroyer la VILLE à tout moment à l'intérieur d'une période de 12 mois en dérogation à la Loi sur l'interdiction de subventions municipales (RLRQ, chapitre I-15) soit augmentée à 300 000$.

LE MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'INNOVATION ET DE L'EXPORTATION

_____ _____

Monsieur _____ Date et lieu

PROJET

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.02

2016/03/24 17:00

(2)

Dossier # : 1165175002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Demander au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du Territoire d'autoriser la Ville à conclure des ententes de délégation de sa compétence en matière de soutien et de promotion de l'entrepreneuriat avec les six (6) organismes PME MTL.

Il est recommandé de :
▪ demander au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du Territoire d'autoriser la Ville à conclure, avec les six (6) organismes PME MTL, des ententes de délégation de sa compétence en matière de soutien et de promotion de l'entrepreneuriat et de gestion du Fonds d'investissement PME MTL et du Fonds local de solidarité FTQ;
▪ transmettre à ce ministre une copie de la résolution exprimant cette demande accompagnée d'une copie du projet d'entente de délégation.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-02-15 06:59

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1165175002**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Demander au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du Territoire d'autoriser la Ville à conclure des ententes de délégation de sa compétence en matière de soutien et de promotion de l'entrepreneuriat avec les six (6) organismes PME MTL.

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de la *Loi concernant principalement la mise en oeuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016* (ci-après la Loi), l'agglomération de Montréal a la responsabilité de prendre toute mesure afin de favoriser le développement économique local et régional sur son territoire. L'agglomération a conclu, pour l'année 2015-2016, des ententes transitoires avec six (6) organismes de développement économique local. Ces ententes définissent les rôles et les responsabilités de chacun en matière de développement économique local et de soutien à l'entrepreneuriat.
Parallèlement, dans le cadre de la réorganisation du mandat des centres locaux de développement (CLD), la Ville de Montréal a constitué, en 2015, le réseau PME MTL composé de six (6) pôles de développement économique local. Le réseau offre un service de soutien, d'accompagnement et de financement aux entreprises et aux entrepreneurs établis sur le territoire.

Les six (6) pôles et organismes de développement économique local sont :

- Pôle Est : PME MTL Est-de-l'Île;
- Pôle Centre-Est : PME MTL Centre-Est;
- Pôle Est : PME MTL Centre-Ville;
- Pôle Centre-Ouest : PME MTL Centre-Ouest;
- Pôle Grand Sud-Ouest : PME MTL Grand Sud-Ouest;
- Pôle Ouest : PME MTL Ouest-de-l'Île.

Les ententes transitoires viennent à échéance le 31 mars 2016. De nouvelles ententes de délégation doivent être conclues avec les six (6) organismes PME MTL et prendre en considération les exigences de la Loi et le travail de réorganisation effectué par la Ville et les pôles PME MTL en 2015.

Or, la Loi prévoit des mécanismes afin que l'agglomération de Montréal soit autorisée à déléguer à des organismes à but non lucratif l'exercice de ses pouvoirs relatifs au soutien à l'entrepreneuriat. Dans un premier temps, l'agglomération doit soumettre le projet d'entente de délégation au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) afin d'obtenir son autorisation pour conclure cette entente avec chacun des six (6) organismes PME MTL. Le projet d'entente pourrait être modifié suite à la réception de commentaires du MAMOT.

L'article 126.4 de la Loi prévoit que les nouvelles ententes de délégation doivent contenir :

1. une description détaillée de leur objet (rôle et mandat);
2. les modalités de l'exercice des pouvoirs délégués;
3. une mention de la durée et, le cas échéant, des modalités de renouvellement;
4. un mécanisme permettant à l'agglomération de Montréal de s'assurer du respect de la Loi sur l'interdiction de subventions municipales ou, le cas échéant, de la limite prévue ou de celle autorisée conformément à cet alinéa;
5. les modalités de partage de l'actif et du passif découlant de l'application de l'entente, lorsque celle-ci prend fin.

L'entente prévoit également la délégation de la gestion du Fonds d'investissement PME MTL et du Fonds local de solidarité FTQ (FLS). Suite à la décision du conseil d'agglomération (CG15 0775) de rembourser la dette du Fonds local d'investissement (FLI) au Gouvernement du Québec, la Ville est à créer le Fonds d'investissement PME MTL, en remplacement du FLI. En plus de la délégation de gestion de ces deux (2) fonds, l'entente prévoit la mise en place de mécanismes de suivi des fonds et une politique d'investissement applicable à tous les pôles PME MTL. Cette politique assurera une utilisation optimale des fonds publics investis et établira des critères de sélection des projets pouvant faire l'objet d'un prêt. Plus spécifiquement, elle permettra à ce que les pôles :
· respectent l'ensemble des conditions établies aux contrats de prêt;
· appliquent les procédures établies pour l'attribution des prêts;
· disposent et appliquent les procédures adéquates pour la gestion des dossiers de prêts;
· fassent un suivi de la performance des bénéficiaires et du niveau de risque assumé par le prêteur.

Dans un deuxième temps, une fois l'autorisation obtenue du MAMOT, l'agglomération de Montréal pourra conclure les ententes de délégation requises.

Le présent dossier vise à soumettre au MAMOT le projet d'entente de délégation et d'obtenir son autorisation de conclure ces ententes avec les six (6) organismes PME MTL.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0775 – 17 décembre 2015 – Rembourser au Gouvernement du Québec la dette de 24 378 449 $ de la Ville de Montréal pour les Fonds locaux d'investissement (FLI) et sa contribution de 1 600 000 $ aux Fonds locaux de solidarité (FLS) / Mandater le Service du développement économique afin qu'il procède, en collaboration avec le Service des finances et le Service des affaires juridiques à la création d'un Fonds d'investissement Montréal et de ses encadrements et mécanismes de suivi.
CG15 0700 – 26 novembre 2015 – Approuver les amendements à l'entente intervenue entre la Ville et le Centre local de développement Centre-Ouest. Accorder un soutien financier total de 946 002,27 $ au CLD Centre-Ouest afin d'assurer la continuité du service de développement économique local durant l'année 2015-2016 et approuver le projet d'amendement à cet effet.

CG15 0504 – 20 août 2015 – Approuver les amendements aux ententes intervenues entre la Ville et six (6) organismes de développement économique local (CG15 0274 et CG15

0420). Accorder un soutien financier total de 814 722,17 $ au CLD Centre-Est afin d'assurer la continuité du service de développement économique local durant l'année 2015-2016 et approuver le projet de convention à cet effet.

CG15 0420 – 18 juin 2015 – Accorder un soutien financier total de 714 181,94 $ à la Corporation de développement économique de LaSalle (CLD), afin d'assurer la continuité du service de développement économique local durant l'année 2015-2016 / Approuver le projet de convention à cet effet

CG15 0274 – 30 avril 2015 – Approuver la répartition provisoire de l'enveloppe 2015-2016 dédiée aux centres locaux de développement provenant du Gouvernement du Québec et de la Ville / Accorder un soutien financier total de 6 931 197,79 $ à six (6) organismes de développement économique local afin d'assurer la continuité de leurs services durant l'année 2015-2016, dans le cadre de la prolongation de l'entente de gestion 2012-2013 à 2014-2015 entre le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et la Ville / Approuver les projets de convention à cet effet.

DESCRIPTION

L'entente de délégation définit notamment :
- le rôle et les mandats des six (6) organismes PME MTL en matière de développement économique local, ainsi que les conditions de leur exercice;
- les contributions financières et les modalités de versement;
- les sommes attribuées aux organismes dans le cadre du Fonds PME MTL et du FLS;
- le transfert des sommes relatives aux conventions de partage des actifs intervenues avec les centres locaux de développement (CLD) et les corporations de développement économique communautaire (CDEC);
- les engagements des PME MTL;
- la prise en charge par les organismes de tous les contrats de prêts conclus en vertu des fonds FLI et FLS par les anciens CLD qui couvraient le Territoire;
- les dispositions administratives, qui incluent les exigences des organismes quant à l'adoption de politiques de gestion interne;
- la durée de l'entente et les modalités de renouvellement;
- les modalités de partage de l'actif et du passif découlant de l'application de l'entente, lorsque celle-ci prendra fin;
- les mécanismes de suivi et de reddition de compte, dont le suivi relatif au respect de la Loi sur l'interdiction de subventions municipales;
- les politiques relatives aux fonds d'investissement et aux fonds de subvention.

Les mandats prévus à l'entente de délégation visent essentiellement à déployer un ensemble de services aux entreprises privées et d'économie sociale en offrant de l'aide, de l'accompagnement et du financement tant pour le démarrage et la croissance que la relance. Ces services incluent les services-conseils, le financement, le mentorat d'affaires, l'aide au recrutement de personnel, l'information et orientation, les activités de réseautage et la promotion de l'entrepreneuriat. Cette offre de services pourra se faire, le cas échéant, en partenariat avec d'autres personnes ou organismes et sur approbation écrite de la Ville de Montréal.

Les mécanismes de suivi et de reddition de compte prennent en considération les préoccupations émises dans le rapport 2014-2015 du Vérificateur général du Québec. Ces mécanismes prévoient également un suivi particulier du Fonds d'investissement PME MTL et du FLS qui inclut :

- une politique d'investissement applicable aux six (6) pôles PME MTL qui vise une utilisation optimale des fonds publics investis et qui établit les critères de sélection des projets pouvant faire l'objet d'un prêt;

- le respect de l'ensemble des conditions établies aux contrats de prêt avec les entreprises et l'application des procédures établies pour l'attribution des prêts;
- le respect et l'application des procédures adéquates pour la gestion des dossiers de prêts;
- le suivi de la performance des bénéficiaires et du niveau de risque assumé par les deux (2) Fonds d'investissement.

JUSTIFICATION

La Loi, entrée en vigueur en avril 2015, prévoit que le MAMOT peut autoriser, après consultation du ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation, l'agglomération de Montréal à déléguer à des organismes à but non lucratif l'exercice de ses pouvoirs relatifs au soutien à l'entrepreneuriat.
La Ville de Montréal a mis en place, en 2015, le réseau PME MTL afin de soutenir le développement économique local et régional sur son territoire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

- Répondre aux exigences de la Loi.
- Assurer la poursuite des services des organismes PME MTL car les ententes de transition viennent à échéance le 31 mars 2016.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue en lien avec la décision.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation par le conseil d'agglomération des ententes de délégation à intervenir entre la Ville de Montréal et les six (6) organismes PME MTL.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie DOYON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martine ÉTHIER
Chef d'équipe

Tél : 514 872-4137
Télécop. : 514 872-6249

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-29

Serge GUÉRIN
Directeur

Tél : 514 872-0068
Télécop. : 514 872-0049

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1165175002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Objet :	Demander au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du Territoire d'autoriser la Ville à conclure des ententes de délégation de sa compétence en matière de soutien et de promotion de l'entrepreneuriat avec les six (6) organismes PME MTL.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous validons quant à sa forme et à son contenu l'entente de délégation de l'exercice de la compétence de la Ville aux organismes du réseau PME MTL, qui doit être autorisée par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire préalablement à sa conclusion par la Ville et les organismes du réseau PME MTL. Il a été convenu avec le Service de développement économique que notre Direction ne vérifiait pas les annexes à l'entente de délégation.

FICHIERS JOINTS

V-4 JD Entente Délégation avec article 9.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie DOYON
Avocate
Tél : 514-872-6873

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-26

Julie DOYON
Avocate
Tél : 514-872-6873
Division : Droit contractuel

ENTENTE DE DÉLÉGATION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, ici représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes par la résolution CG06 0006;

(ci-après appelée la « **VILLE** »)

ET : **PME MTL …….**, personne morale légalement constituée en vertu de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont la principale place d'affaires est au ADRESSE, Montréal, CODE POSTAL, agissant et représentée par M. NOM, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration en date du , dont copie est annexée à la présente;

(ci-après appelée l'« **ORGANISME** »)

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE la Communauté métropolitaine de Montréal a adopté, en avril 2015, son plan métropolitain de développement économique 2015-2020;

ATTENDU QUE la VILLE a adopté, en juin 2011, sa stratégie de développement économique 2011-2017 *Montréal* | *Espace pour créer et réussir*;

ATTENDU QUE la VILLE a adopté, en novembre 2011, son plan d'action *Entreprendre, collaborer, réussir dans l'Est de Montréal*;

ATTENDU QUE la VILLE a présenté, en juin 2015, son plan d'action de développement économique 2015-2017;

ATTENDU QUE ces stratégies ont pour principaux objectifs de hisser Montréal parmi les métropoles qui affichent le meilleur niveau de vie et la meilleure qualité de vie en Amérique du Nord d'ici 2025 et d'accélérer la croissance par l'entrepreneuriat et l'innovation tout en identifiant des actions à privilégier pour atteindre cet objectif;

ATTENDU QUE la croissance d'une économie résulte principalement du développement des entreprises locales et des filiales des entreprises étrangères par l'innovation, la création de nouvelles entreprises et l'accroissement de la productivité et l'exportation;

ATTENDU QUE le plan d'action de développement économique 2015-2017 vise notamment à améliorer la performance du réseau entrepreneurial montréalais et qu'il mise à cette fin sur son réseau PME MTL pour déployer une offre de services en entrepreneuriat axée sur les résultats;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a adopté la *Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016* (ci-après citée la « Loi ») et que cette loi vise, entre autres, à réorganiser le développement économique local et régional;

ATTENDU QUE la Loi confie à la VILLE le pouvoir de prendre toute mesure afin de favoriser le développement local et le soutien de l'entrepreneurship sur son territoire et qu'elle peut confier l'exercice de ces pouvoirs à des organismes à but non lucratif;

ATTENDU QU'une entente relative au Fonds de développement des territoires est intervenue entre le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et la VILLE (ci-après l'«Entente FDT »);

ATTENDU QU'une entente est à intervenir entre la VILLE et le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire relativement à la création du Fonds d'investissement PME MTL;

ATTENDU QUE l'ORGANISME désire participer à la croissance de la richesse et l'innovation économique et sociale de l'agglomération de la VILLE dans le territoire où il exerce ses activités;

ATTENDU QUE l'entrepreneuriat immigrant est un élément significatif du potentiel entrepreneurial du territoire et que les immigrants constituent une part significative de la clientèle de l'ORGANISME;

ATTENDU QUE les jeunes entrepreneurs représentent un élément significatif du potentiel entrepreneurial du territoire et constituent une part significative de la clientèle de l'ORGANISME

ATTENDU QUE l'entrepreneuriat collectif et social est une composante à part entière du développement de l'entrepreneuriat;

ATTENDU QUE la VILLE souhaite déployer un programme de mentorat pour entrepreneurs dans les pôles de développement économique local;

ATTENDU QUE l'ORGANISME doit collaborer et participer aux activités de mentorat offertes par la Fondation de l'entrepreneurship, suivant l'entente intervenue entre la VILLE et la Fondation de l'entrepreneurship;

ATTENDU QUE la politique *Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal* vise la parité des conseils d'administration;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19, ci-après la « LCV ») et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'ORGANISME;

ATTENDU QU'en vertu de la *Loi sur la sécurité civile* (RLRQ, c. S-2.3) qui précise les rôles et responsabilités des ministères et organismes gouvernementaux, le ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation est responsable de la mission « Activités économiques » du *Plan national de sécurité civile*. Cette mission consiste à réduire les impacts économiques d'une catastrophe majeure sur les entreprises, incluant les travailleurs autonomes, à favoriser la reprise de leurs activités économiques normales et à assurer le maintien des emplois;

ATTENDU QUE la VILLE s'engage à soutenir financièrement le fonctionnement du réseau PME MTL, à raison de un million deux cent quatre-vingt-seize mille sept cent soixante-dix dollars (1 296 770 $) par année jusqu'à la fin de la présente entente;

EN CONSÉQUENCE, les parties aux présentes conviennent de ce qui suit :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante des présentes.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente entente, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Actif net CLD** » :	somme qui doit être remise par l'ORGANISME à la VILLE en vertu de la convention de partage d'actifs intervenue le _____;
« **Bénéficiaire** » :	toute personne, entreprise, entrepreneur, jeunes entrepreneurs et jeunes promoteurs ayant reçu des services de l'ORGANISME;
« **CA** » :	conseil d'administration de l'ORGANISME;

« **CIC** » :	comité d'investissement commun;
« CLD » :	anciens centres locaux de développement avec lesquels la Ville avait conclu une entente relative au développement économique local ;
« **CLE** » :	Centre local d'emploi;
« **Directeur** » :	le directeur du Service de développement économique de la Ville de Montréal ou son représentant autorisé;
« FDES » :	Fonds de développement de l'économie sociale;
« FJE » :	Fonds Jeunes entreprises;
« **Fonds PME MTL** » :	Fonds d'investissement PME MTL;
« FLI » :	Fonds local d'investissement;
« FLS » :	Fonds locaux de solidarité FTQ, s.e.c.;
« Fondation » :	Fondation de l'entrepreneurship;
« **Jeunes entreprises** » :	les entrepreneurs âgés de 40 ans et moins ou qui exploitent une entreprise depuis cinq (5) ans ou moins;
« **Lobbyisme** » :	activité qui consiste en la communication, orale ou écrite, avec un titulaire de charges publiques en vue d'influencer ou pouvant raisonnablement être considérée par la personne qui l'initie, comme étant susceptible d'influencer une prise de décision;
« **Ministre** » :	le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;
« **Organismes désignés** » :	PME MTL Ouest-de-l'Île, PME MTL Centre-Ouest, PME MTL Grand Sud-Ouest, PME MTL Centre-Ville, PME MTL Centre-Est, PME MTL Est-de-l'Île;
« **Service** » :	le Service du développement économique de la VILLE représenté par son Directeur;
« **Services aux entreprises** » :	un ensemble de services accessibles aux entrepreneurs et dirigeants d'entreprises visant à leur offrir des informations, des conseils, un ensemble d'activités visant un soutien spécialisé et, le cas échéant, un support financier ainsi qu'un accompagnement en vue de démarrer, d'implanter et de développer une entreprise à Montréal, et à les référer à des organismes offrant des services plus spécialisés.

ARTICLE 3
ANNEXES

Les annexes suivantes font partie intégrante de la présente entente et sont, le cas échéant, révisées à chaque année par les parties :

- Annexe I – Modalités d'utilisation des contributions reçues de la VILLE;

- Annexe II – Organisation du développement économique local : Répartition des rôles entre la VILLE et l'ORGANISME;
- Annexe III – Rapport d'activités
- Annexe IV – Politique d'investissement commune du Fonds PME MTL/FLS
- Annexe V – Politique du Fonds de développement de l'économie sociale
- Annexe VI – Politique du Fonds Jeunes entreprises
- Annexe VII – Liste des contrats de prêts transférés à l'ORGANISME

Le texte de la présente entente prévaut sur toute disposition de l'une ou l'autre des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
TERRITOIRE D'INTERVENTION DE L'ORGANISME

L'ORGANISME exerce ses activités sur les territoires des arrondissements de (ci-après le « Territoire »).

ARTICLE 5
OBJET

L'entente a pour objet la délégation à l'ORGANISME de l'exercice de la compétence de la VILLE en matière de développement économique local et régional et vise, à cette fin, à définir le rôle et les mandats de l'ORGANISME, les conditions et modalités de réalisation ainsi que la gestion du Fonds PME MTL et du FLS.

ARTICLE 6
DURÉE DE L'ENTENTE

Les parties reconnaissent que, nonobstant sa date de signature, la présente entente entre en vigueur le 1er avril 2016 et, sous réserve d'autres dispositions de la présente entente, elle prend fin le 31 mars 2021.

La présente entente peut être renouvelée pour deux (2) périodes d'une année, aux mêmes termes et conditions, auquel cas, la VILLE doit transmettre à l'ORGANISME un avis écrit au moins trois (3) mois avant l'échéance indiquant son intention de renouveler la présente entente.

ARTICLE 7
ENGAGEMENTS DE LA VILLE

Sous réserve de l'adoption des crédits à chaque année par l'Assemblée nationale et par la VILLE, la VILLE s'engage à :

7.1 payer à l'ORGANISME, selon les conditions et modalités de la présente entente, pendant la durée de celle-ci, les sommes indiquées au Tableau 1 qui proviennent :

7.1.1 des contributions versées par le Ministre à la VILLE en vertu de la Loi et de l'Entente FDT;

7.1.2 de la contribution de la VILLE au réseau PME MTL.

7.2 verser la contribution annuelle selon les modalités précisées dans le Tableau 1 ci-après. Le dernier versement sera remis sous réserve de l'accomplissement des obligations de l'ORGANISME prévues à la présente entente.

Tableau 1 – Contributions financières au soutien à l'entrepreneuriat et à l'entreprise

Exercice financier	Contribution (%)	Contribution Entente FDT ($)	Contribution VILLE ($)	Contribution Totale ($)	Date de versement
2016-2017	70 %				30 jours après la signature de l'entente
	20 %				1er août 2016
	10 % (retenue)				31 janvier 2017
Total 2016-2017	**100 %**				
2017-2018	70 %				1er avril 2017
	20 %				1er août 2017
	10 % (retenue)				31 janvier 2018
Total 2017-2018	**100 %**				
2018-2019	70 %				1er avril 2018
	20 %				1er août 2018
	10 % (retenue)				31 janvier 2019
Total 2018-2019	**100 %**				
2019-2020	70 %				1er avril 2019
	20 %				1er août 2019
	10 % (retenue)				31 janvier 2020
Total 2019-2020	**100 %**				
2020-2021	70 %				1er avril 2020
	20 %				1er août 2020
	10 % (retenue)				31 janvier 2021
Total 2020-2021	**100 %**				

Total 2016-2021					

7.3 verser à l'ORGANISME la contribution totale annuelle en tenant compte notamment :

- de la contribution du gouvernement du Québec;
- de la contribution de la VILLE aux Organismes désignés;
- de sa part mesurée selon quatre critères ayant un poids égal, soit le nombre d'entreprises, le nombre d'emplois, la population active et le nombre de chômeurs.

7.4 verser à l'ORGANISME les sommes issues du partage des actifs, pour le Territoire, aux termes des articles 288 et 289 de la Loi, telles que précisées au Tableau 2. Ces sommes seront versées au plus tard 30 jours après la signature de l'entente.

7.5 verser à l'ORGANISME aux fins de l'exécution de la présente entente l'Actif net CLD convenu dans la convention de partage d'actif intervenue entre la VILLE et l'ORGANISME, lequel reconnait avoir conservé l'Actif net CLD lors de la conclusion de la convention de partage d'actifs.

Tableau 2 – Contribution liée au transfert des actifs

Provenance	Budget de fonctionnement ($)	FDES ($)	FJE ($)	Total ($)
Sous-total à verser				

Total de la contribution				

7.6 soumettre à l'ORGANISME ses attentes, lesquelles sont élaborées dans un esprit de partenariat entre la VILLE et l'ORGANISME en tenant compte principalement :

- de la Loi;
- de l'Entente FDT;
- de l'entente Fonds PME MTL
- du plan d'action de développement économique de la VILLE.

7.7 transmettre à l'ORGANISME les instructions relatives aux modalités de présentation des données aux fins d'évaluation de programme en tenant compte des exigences du Ministre.

7.8 procéder aux dates fixées par le Directeur, en concertation avec l'ORGANISME, à l'évaluation des résultats obtenus eu égard aux attentes.

ARTICLE 8
ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

L'ORGANISME s'engage à :

8.1 exercer le rôle et à exécuter les mandats que la VILLE lui confie dans le cadre de l'Entente FDT, à savoir :

- déployer un ensemble de Services aux entreprises privées et d'économie sociale, telle que définie à l'annexe II, en offrant de l'aide, de l'accompagnement et du financement tant pour le démarrage, la croissance que la relance. Ces services incluent les services-conseils, le financement, le mentorat d'affaires, l'aide au recrutement de personnel, l'information et l'orientation, les activités de réseautage et la promotion de l'entrepreneuriat. Cette offre de services pourra se faire, le cas échéant, en partenariat avec d'autres personnes ou organismes, et sur approbation écrite de la VILLE;

8.2 utiliser les contributions reçues aux seules fins des activités et mandats prévus à la présente entente et selon les modalités prévues à l'Annexe I;

8.3 mettre en application les orientations de l'Annexe II en ce qui concerne les rôles de l'ORGANISME en matière de Services aux entreprises;

8.4 participer à tout comité de consultation auquel l'ORGANISME serait, dans le cadre de la présente entente, convié par le Directeur;

8.5 transmettre au Directeur, un rapport trimestriel le 31 mars, le 30 juin, le 30 septembre et le 31 décembre de chaque année et le rapport d'activités annuel en conformité avec les modalités de l'Annexe III;

8.6 transmettre au Directeur, au plus tard le 1er avril de chaque année, les états financiers audités de l'exercice de l'année précédente comprenant un état détaillé des sources de financement, incluant le rapport sur les créances irrécouvrables du Fonds PME MTL et du FLS pour l'année précédente et sur l'utilisation par activité desdites sommes d'argent; une copie desdits états financiers vérifiés doit également être transmise au Vérificateur général, tel que prévu à l'article 13 des présentes;

8.7 gérer le FDES aux seules fins de la réalisation des activités du FDES, telles que prévues à l'Annexe V;

8.8 gérer le FJE aux seules fins de la réalisation des activités du FJE, telles que prévues à l'Annexe VI;

8.9 s'assurer de faire respecter les conditions fixées dans les contrats de subventions conclus avec les Bénéficiaires;

8.10 transmettre au Directeur une copie électronique des sommaires de projet autorisées par le CIC, ou, le cas échéant, par le CA pour les subventions liées aux FDES et FJE, au plus tard 15 jours après leur autorisation et transmettre au Directeur une copie électronique des protocoles d'ententes pour les subventions JE et FDES, au plus tard 15 jours après leur signature par le Bénéficiaire;

8.11 entreprendre toutes les démarches et les recours, dont les recours judiciaires, en vue de faire respecter par les Bénéficiaires les ententes de subventions et tout autre engagement contracté par eux;

8.12 faire approuver, au préalable, par la VILLE toute modification à la politique FJE et la politique FDES;

8.13 exécuter, sur autorisation du Directeur, tout mandat provenant des ministères et organismes du gouvernement concernés par le développement économique du Territoire;

8.14 référer des Bénéficiaires pour être mentors ou mentorés auprès de la cellule de mentorat de la Fondation présente sur son Territoire. Participer activement aux activités de sensibilisation de mentorat et adhérer au Réseau M de la Fondation, se conformer au code d'éthique et à la charte des valeurs du Réseau M ainsi qu'aux règles de gouvernance de la Fondation, lesquelles sont sujettes aux modifications que peut y apporter celle-ci de temps à autre et, d'une façon plus spécifique :

8.14.1 créer des conditions favorables et prendre tous les moyens pour favoriser le développement et la promotion du mentorat auprès de ses Bénéficiaires;

8.14.2 identifier et collaborer avec les organismes, autres que la Fondation, impliqués dans des activités de mentorat pour entrepreneurs;

8.14.3 identifier des Bénéficiaires pouvant être intéressés par les activités de mentorat et les référer à la cellule de mentorat de la Fondation;

8.14.4 partager l'information sur le mentorat communiquée par le Réseau M de la Fondation auprès de ses Bénéficiaires et de ses partenaires;

8.14.5 participer au Conseil régional de la Fondation, à son plan d'action et à ses activités.

8.14.6 assurer la promotion locale du Réseau M auprès des partenaires en développement économique local et utiliser les outils de promotion développés par la Fondation, lesquels sont regroupés dans la boîte à outils de l'intranet *Connecto*.

ARTICLE 9
FONDS PME MTL ET FLS

La VILLE s'engage à :

9.1 prêter à l'ORGANISME la somme totale de $, évaluée au 31 décembre 2015, provenant du Fonds PME MTL, qui inclut la somme liée au transfert d'actifs du Fonds PME MTL indiquée au Tableau 3 et les sommes déjà détenues par l'ORGANISME, notamment sous forme de prêts aux Bénéficiaires, aux fins de la réalisation d'activités de soutien à l'entrepreneuriat. Ce prêt ne porte aucun intérêt pendant la durée de la présente entente.

9.2 prêter à l'ORGANISME, la somme totale de $, évaluée au 31 décembre 2015 provenant du FLS, qui inclut la somme liée au transfert des actifs du FLS indiquée au Tableau 3 et les sommes déjà détenues par l'ORGANISME dans le cadre du FLS, aux fins de la réalisation d'activités de soutien à l'entrepreneuriat. Ce prêt ne porte aucun intérêt pendant la durée de la présente entente.

9.3 verser à l'ORGANISME les sommes issues du partage des actifs des CLD du Territoire, telles que précisées au Tableau 3. Ces sommes seront versées au plus tard 30 jours après la signature de l'entente.

9.4 verser à l'ORGANISME aux fins de l'exécution de la présente entente les sommes FLI et FLS convenu dans la convention de partage d'actif intervenue entre la VILLE et l'ORGANISME, lequel reconnait avoir conservé ces sommes lors de la conclusion de la convention de partage d'actifs.

Tableau 3 – Contribution liée au transfert des actifs

Provenance	**Fonds PME MTL ($)**	**FLS ($)**	**Total ($)**
Sous-total à verser			

Total des prêts			

9.5 effectuer une révision annuelle des sommes prêtées à l'ORGANISME provenant du Fonds PME MTL.

L'ORGANISME s'engage à :

9.6 gérer les sommes transférées en vertu de la présente entente provenant du Fonds PME MTL et utiliser les actifs transférés du Fonds PME MTL aux seules fins de la réalisation des activités du Fonds PME MTL, telles que prévues à l'Annexe IV. Les actifs du Fonds PME MTL, en plus des sommes versées par la VILLE, le gouvernement ou par un tiers, à titre de contribution à son financement, comprennent tous les revenus sur les investissements effectués dans le cadre du Fonds PME MTL et tous les remboursements de capital sur les sommes investies. Les frais du compte de banque Fonds PME MTL ainsi que des frais raisonnables liés au recouvrement des créances peuvent être imputés au Fonds PME MTL;

9.7 gérer les sommes transférées en vertu de la présente entente provenant du FLS et utiliser les actifs transférés du FLS aux seules fins de la réalisation des activités du FLS, telles que prévues à l'Annexe II. Les actifs du FLS, en plus des sommes versées par le Fonds de solidarité FTQ, le gouvernement ou par un tiers, à titre de contribution à son financement, comprennent tous les revenus sur les investissements effectués dans le cadre du FLS et tous les remboursements de capital sur les sommes investies. Les frais du compte de banque FLS ainsi que des frais raisonnables liés au recouvrement des créances peuvent être imputés au FLS;

9.8 prendre en charge tous les contrats de prêt transférés en vertu de la présente entente conclus par les CLD qui couvraient le Territoire et dont la liste est jointe à l'Annexe VII;

9.9 faire approuver les projets d'investissement par le CIC, tel que prévu à l'Annexe IV, et prendre toutes mesures pour assurer le bon fonctionnement administratif de la gestion des fonds d'investissement Fonds PME MTL et FLS;

9.10 s'assurer de faire respecter les conditions fixées dans les contrats de prêts conclus avec les Bénéficiaires;

9.11 transmettre au Directeur une copie électronique des autorisations d'investissement (recommandations d'investissement) autorisées par le CIC, au plus tard 15 jours après leur autorisation et transmettre au Directeur une copie électronique des lettres d'offres établies en vertu du Fonds PME MTL ou du FLS, au plus tard 15 jours après leur signature par le Bénéficiaire;

9.12 transmettre au Directeur copie des comptes rendus approuvés des CIC et comité d'investissement local, le cas échéant, au plus tard 15 jours après la tenue des rencontres des comités;

9.13 aviser la VILLE sans délai si un Bénéficiaire devient insolvable, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, fait toute proposition à ses créanciers, ou fait l'objet de toute procédure de faillite, si les biens du Bénéficiaire ou une partie importante de ceux-ci font l'objet d'un recours hypothécaire par un créancier, d'une mise sous séquestre ou font l'objet d'une saisie et transmettre à la VILLE copie de tous les documents relatifs à de telles procédures que l'ORGANISME aurait en sa possession et prendre toutes les mesures requises pour la protection de ses droits et intérêts dont notamment, le dépôt d'une preuve de réclamation auprès du syndic en vue de l'assemblée des créanciers;

9.14 entreprendre toutes les démarches et les recours, dont les recours judiciaires, en vue de faire respecter par les Bénéficiaires les lettres d'offres et tout autre engagement contracté par eux;

9.15 faire approuver, au préalable, par la VILLE toute modification à la politique d'investissement commune du Fonds PME MTL et FLS;

9.16 transmettre au Directeur, un rapport trimestriel le 31 mars, le 30 juin, le 30 septembre et le 31 décembre de chaque année et le rapport d'activités annuel en conformité avec les modalités de l'Annexe III;

9.17 transmettre au Directeur, au plus tard le 21 janvier de chaque année, les états financiers non audités de l'exercice des Fonds PME MTL et du FLS, incluant le rapport sur les créances irrécouvrables et les provisions sur les contrats de prêt conclus en vertu du Fonds PME MTL et du FLS pour l'année précédente;

9.18 tenir une comptabilité distincte et des comptes bancaires distincts des sommes inscrites au crédit du Fonds PME MTL et du FLS.

9.19 informer la VILLE du cadre régissant les modalités de participation de tout investisseur dans le Fonds PME MTL et le FLS, incluant notamment la contribution de l'investisseur aux frais d'administration du fonds, la forme et la durée de la participation de l'investisseur dans le Fonds PME MTL et le FLS.

ARTICLE 10
DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

10.1 L'exercice financier de l'ORGANISME débute le 1er janvier et se termine le 31 décembre.

10.2 L'ORGANISME tient les livres et les registres appropriés de toutes les opérations qu'il effectue et de tous les engagements qu'il prend à l'égard des contributions qu'il reçoit et des aides financières qu'il consent en vertu de la présente entente. À cet effet, il conserve les pièces justificatives relatives à ces opérations et engagements pendant une période de sept (7) ans.

10.3 L'ORGANISME fournit sans frais, selon la forme et les modalités exigées, tout document et renseignement que la VILLE juge utile d'obtenir dans le cadre de l'application de la présente entente.

10.4 L'ORGANISME peut déroger à la *Loi sur l'interdiction de subventions municipales* (RLRQ, c. I-15). L'aide financière ainsi octroyée à un même Bénéficiaire ne peut toutefois pas excéder 300 000,00 $ à tout moment à l'intérieur d'une période de douze (12) mois consécutifs.

Pour le calcul de la limite prévue ci-dessus, on ne tient pas compte de l'octroi d'un prêt consenti à même les sommes obtenues d'un FLS, et ce, jusqu'à concurrence de 100 000,00 $ pour la même période de référence de douze (12) mois, tel que prévu au quatrième alinéa de l'article 284 de la Loi.

L'ORGANISME produit à la VILLE un rapport trimestriel dans lequel il dresse la liste des aides financières accordées en dérogation à la LISM. Cette liste précise le nom du Bénéficiaire, le montant de l'aide octroyée ainsi que la date à laquelle cette aide a été octroyée.

10.5 L'ORGANISME adopte, maintient en vigueur et transmet sur demande du Directeur, les politiques suivantes :

10.5.1 une politique relative aux conflits d'intérêts directs, indirects ou l'apparence de conflit, incluant un code d'éthique sur les responsabilités des administrateurs, dirigeants et employés eu égard à la gestion des affaires de l'ORGANISME. Cette politique prévoit notamment qu'aucune aide financière, sous quelque forme que ce soit, ne doit être consentie par celui-ci à un administrateur, un dirigeant ou un employé de l'ORGANISME relativement à l'utilisation des contributions reçues par celui-ci. Ladite politique établit aussi des règles concernant l'action politique partisane de ses employés;

10.5.2 une politique relative aux frais de déplacement et de représentation de ses administrateurs, étant entendu qu'aucune rémunération ne devra leur être versée;

10.5.3 une politique ou une directive afin d'établir les niveaux d'approbation et d'autorisation, plus particulièrement à l'égard des dépenses;

10.5.4 une politique, des procédures ou des directives relatives à la rémunération des employés et du directeur général, aux frais de déplacement et de représentation de ses employés;

10.6 En vertu de l'article 126.4 al. 4 et 5 de la *Loi sur les compétences municipales* (RLRQ, c. C-47.1) les articles 477.4 à 477.6 et 573 à 573.3.4 de la LCV s'appliquent à l'ORGANISME, compte tenu des adaptations nécessaires, et celui-ci est réputé être une municipalité locale pour l'application de l'un ou l'autre des règlements pris en vertu des articles 573.3.0.1 et 573.3.1.1 de la LCV.

Parmi les adaptations que requiert l'application du premier alinéa du présent article, les suivantes sont applicables: dans le cas où l'ORGANISME ne possède pas de site Internet, la mention et l'hyperlien visés au deuxième alinéa de l'article 477.6 de la LCV doivent être publiés dans tout autre site que l'ORGANISME détermine et il donne un avis public de l'adresse de ce site au moins une fois par année; cet avis

doit être publié dans un journal diffusé sur le territoire de la municipalité que dessert l'ORGANISME.

10.7 L'ORGANISME garde l'entière autorité sur les responsabilités qui lui sont confiées en vertu de l'entente. À cet égard, l'ORGANISME peut signer des ententes avec un ou des organismes, sous réserve que ces ententes n'aient pas pour effet de réduire les pouvoirs, le contrôle, l'autorité ou l'autonomie de l'ORGANISME lui-même ou de ses administrateurs dans la gestion de ses affaires.

10.8 Toute aide financière consentie par l'ORGANISME fait l'objet d'une entente écrite et est transmise, sur demande, à la VILLE.

10.9 L'ORGANISME maintient un fichier des Bénéficiaires ayant eu un financement ou des services de sa part.

10.10 L'ORGANISME s'assure que son personnel, ses administrateurs, ses bénévoles et toute autre personne agissant pour son compte respecte les règles qui régissent son statut corporatif ainsi que les politiques internes adoptées par son CA en vertu de l'article 10.5.

10.11 L'ORGANISME informe, par écrit, tout Bénéficiaire d'un prêt ou d'une subvention, de la contribution financière de la VILLE et obtient, à cet égard, de ce Bénéficiaire un consentement relatif à la consultation de ses dossiers, livres et registres financiers par l'ORGANISME ou la VILLE.

10.12 L'ORGANISME s'engage à tenir un minimum de quatre (4) réunions annuelles de son conseil d'administration.

10.13 L'ORGANISME exerce ses activités en conformité avec les lois, règlements et ordonnances en application au Québec.

10.14 L'octroi de toute subvention ou forme d'aide financière doit être ratifié par le CA de l'ORGANISME, cette fonction ne pouvant être déléguée.

10.15 La contribution financière de la VILLE ne peut en aucun cas être utilisée pour payer les frais ou honoraires d'une firme ou personne procédant, pour le compte de l'ORGANISME, à des activités de Lobbyisme.

10.16 L'ORGANISME doit aviser le Directeur de toute modification à ses règlements généraux et lui remettre une copie de la version modifiée.

ARTICLE 11
INDEMNISATION ET ASSURANCES

11.1 L'ORGANISME s'engage en tout temps à tenir la VILLE indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de la présente entente. L'ORGANISME s'engage à prendre fait et cause pour la VILLE dans toute action intentée contre cette dernière en raison des présentes ou de l'exercice des droits en découlant et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

11.2 L'ORGANISME s'engage à maintenir en vigueur, à ses frais, pendant toute la durée de la présente entente ou de son renouvellement :

11.2.1 une police d'assurance responsabilité civile accordant par événement, une protection minimale de un million de dollars (1 000 000 $) pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels et dans laquelle la VILLE est désignée comme coassurée, et

11.2.2 une police d'assurance des administrateurs et dirigeants d'entité sans but lucratif et contre les erreurs et omissions, accordant une protection minimale de un million de dollars (1 000 000 $) par réclamation.

11.3 À la signature de l'entente, l'ORGANISME doit fournir à la VILLE une attestation des polices d'assurance émises à ces fins ou, à la demande du Directeur, une copie

certifiée de ces polices et lui fournir à chaque année, la preuve de leur renouvellement.

11.4 Chacune des polices d'assurance ci-avant mentionnées doit comporter un avenant stipulant qu'elle ne peut être modifiée ou annulée sans un avis d'au moins trente (30) jours à la VILLE.

ARTICLE 12
PUBLICITÉ ET RELATIONS PUBLIQUES

12.1 L'affichage extérieur des bureaux de l'ORGANISME doit faire mention du nom du Territoire desservi par ce dernier.

12.2 L'ORGANISME utilise, en conformité avec les articles 12.4 et 12.5, les logos, propositions et graphiques mis à sa disposition par la VILLE.

12.3 L'ORGANISME consent à ce que la VILLE divulgue, dans le cadre de ses activités, des informations relatives aux contributions octroyées en vertu de la présente entente, notamment le montant des subventions et prêts. L'ORGANISME doit s'assurer que les Bénéficiaires consentent également à ce que l'ORGANISME et la VILLE divulguent dans le cadre de leur activités des informations relatives aux sommes qu'ils ont reçues et toute autre information en lien avec les sommes reçues.

12.4 La VILLE autorise l'ORGANISME à utiliser l'image de marque PME MTL aux fins d'exécution de la présente entente et l'ORGANISME s'engage à respecter le cahier des normes graphiques développé à cette fin.

12.5 L'ORGANISME fait état de la contribution de la VILLE dans tous les outils promotionnels, les activités de communication, les publications imprimées ou électroniques et les communiqués relatifs à l'objet de la présente entente.

12.6 L'ORGANISME fait en sorte que la représentation de la VILLE soit assurée selon les politiques de cette dernière, lesquelles lui sont communiquées par le Directeur. À cet égard, l'ORGANISME avise ce dernier de la tenue de tout événement public, au moins quinze (15) jours avant sa date.

12.7 Les parties conviennent de se consulter afin de déterminer le calendrier des annonces publiques et des conférences de presse.

ARTICLE 13
DÉFAUT ET RÉSILIATION

13.1 Il y a défaut :

13.1.1 si l'ORGANISME n'observe pas quelque engagement ou obligation pris aux termes de la présente entente dont notamment, sans limiter la généralité de ce qui précède, le respect de la procédure de dérogation à la LISM prévue à l'article 9.6 des présentes;

13.1.2 si l'ORGANISME fait à la VILLE une fausse déclaration, lui donne des renseignements trompeurs ou erronés ou qu'il fait de fausses représentations;

13.1.3 si l'ORGANISME devient insolvable, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, fait toute proposition à ses créanciers, ou fait l'objet de toute procédure de faillite;

13.1.4 si les biens de l'ORGANISME ou une partie importante de ceux-ci font l'objet d'une prise de possession par un créancier, d'une mise sous séquestre ou font l'objet d'une saisie.

13.2 Dans les cas prévus à l'article 13.1.1, le Directeur avise, par écrit, l'ORGANISME du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'ORGANISME n'a pas remédié au défaut. Si malgré

cet avis, l'ORGANISME refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la VILLE pourra, à son entière discrétion, résilier la présente entente. Dans l'éventualité d'une résiliation, la VILLE peut réclamer le remboursement total ou partiel du montant de la contribution financière alors versée, sauf quant aux sommes nécessaires pour honorer ses engagements irrévocables effectués avant la date de la réception de l'avis de résiliation, sans préjudice quant à ses autres droits et recours pour les dommages occasionnés par ce défaut. L'ORGANISME doit effectuer le remboursement demandé dans les cinq (5) jours de l'avis qui lui est adressé.

13.3 Dans les cas prévus à l'article 13.1.2, 13.1.3 et 13.1.4, la présente entente est résiliée de plein droit sans avis ni délai, sous réserve des autres droits et recours de la VILLE.

13.4 La VILLE peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé par courrier recommandé à l'ORGANISME, mettre fin à la présente convention.

Dans un tel cas, l'ORGANISME doit remettre à la VILLE la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Directeur à cet effet.

13.5 L'ORGANISME renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de la VILLE en cas de résiliation en vertu du paragraphe 13.4 du présent article.

ARTICLE 14
VÉRIFICATION

14.1 En vertu de l'article 107.7 de la LCV, le vérificateur général de la VILLE peut effectuer la vérification des comptes et affaires de l'ORGANISME. Ce dernier doit transmettre au Vérificateur général de la VILLE, au 1550 Metcalfe, bureau 1201, Montréal (Québec), H3A 3P1, copie de ses états financiers vérifiés dans les six (6) mois de la fin de son exercice financier.

14.2 La vérification des comptes et affaires de l'ORGANISME comporte, dans la mesure jugée appropriée par le vérificateur général de la VILLE, la vérification financière, la vérification de la conformité des opérations aux lois, règlements, politiques et directives et la vérification de l'optimisation des ressources.

14.3 Dans l'accomplissement de ses fonctions, le vérificateur général de la VILLE a le droit de prendre connaissance de tout document concernant les affaires et les comptes relatifs aux objets de sa vérification et d'exiger de l'ORGANISME, tous les renseignements, rapports, documents et explications qu'il juge nécessaires.

14.4 L'ORGANISME doit permettre au Directeur du Service des finances de la VILLE et à son représentant de vérifier sur place ses livres comptables, ses documents financiers ainsi que les originaux des pièces justificatives relatives à ses activités et lui fournir les copies qu'il peut requérir, sans frais.

ARTICLE 15
MODIFICATION

Aucune modification aux termes de l'entente n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

ARTICLE 16
DIVERSES DISPOSITIONS

16.1 L'ORGANISME ne peut céder, vendre, hypothéquer ou transporter, en tout ou en partie, les droits et les obligations prévus à la présente entente sans avoir obtenu au préalable le consentement écrit de la VILLE et toute cession faite sans ce consentement est nulle et sans effet.

16.2 L'ORGANISME convient, s'il cesse d'exercer sa mission de développement économique local et de soutien à l'entrepreneuriat pendant la durée d'application de la présente entente ou si la VILLE reprend à sa charge l'exercice des pouvoirs

confiés à l'OBNL, suite à la résiliation ou au non-renouvellement de l'entente, de transférer après paiement des dettes et extinction du passif, ses biens et son actif attribuable aux sommes versées à l'ORGANISME pour l'exécution de la présente entente, y compris l'actif du Fonds PME MTL et du FLS, à la VILLE ou à un organisme autorisé par la VILLE à recevoir ce transfert d'actifs.

16.3 Advenant la résiliation ou le non-renouvellement de l'entente, toute portion non engagée des contributions reçues de la VILLE par l'ORGANISME et dont il n'a pas besoin pour honorer ses engagements irrévocables pris avant la date de réception de l'avis de résiliation ou de non-renouvellement doit être remboursée à la VILLE.

16.4 Si la VILLE devait ajouter des montants additionnels de contribution pendant la durée de l'entente, ces montants s'ajoutent aux contributions prévues aux présentes et sont soumises aux mêmes conditions et critères, à moins d'un avis contraire de la VILLE et la présente entente devra être modifiée à cet égard.

16.5 L'ORGANISME doit soumettre ses rapports d'activités selon le format convenu et en utilisant le logiciel déterminé par la VILLE, dont il assume, le cas échéant, les frais à cette fin.

16.6 L'ORGANISME doit s'assurer que les données de tout recensement d'entreprises réalisé sur son Territoire sont compatibles avec la base de données REEQ et versées dans celle-ci et les remettre à la VILLE, sur demande.

16.7 L'ORGANISME s'engage à collaborer à toute cueillette de données que ferait le Ministre pour évaluer la performance du Fonds de développement du territoire.

16.8 Les parties aux présentes déclarent qu'aucune des dispositions de la présente entente ne peut être interprétée comme établissant une entreprise ou une coentreprise avec la VILLE. Rien dans la présente entente n'est réputé autoriser l'ORGANISME à sous-traiter ou à contracter une obligation pour le compte de la VILLE.

16.9 L'ORGANISME s'engage à collaborer à la mission « Activités économiques » du *Plan national de sécurité civile* sur son Territoire et à soutenir le Ministre dans la réalisation de celui-ci. L'ORGANISME s'engage notamment à:

a) collaborer aux actions du Ministre pouvant permettre aux entreprises de se sensibiliser à la gestion de risques et à la gestion de la continuité des opérations et de se préparer en conséquence;
b) collaborer aux actions du Ministre lors d'intervention en situation de sinistre et lors du rétablissement suite à un sinistre;
c) proposer au Ministre, le cas échéant, des actions et mesures qui pourront être appliquées au niveau des quatre dimensions de la sécurité civile, soit la sensibilisation, la préparation, l'intervention et le rétablissement.

16.10 L'ORGANISME accorde au Directeur, pendant toute la durée de la présente convention, un statut d'observateur à son assemblée générale et à toutes les assemblées de son Conseil d'administration et l'ORGANISME doit aviser le Directeur de toute assemblée au moins cinq (5) jours à l'avance.

ARTICLE 17
REPRÉSENTANTS DES PARTIES

17.1 La VILLE, aux fins de l'application de l'entente, désigne le Directeur comme représentant autorisé.

17.2 L'ORGANISME désigne comme représentant autorisé son directeur général.

17.3 Une partie peut en tout temps désigner par écrit un autre responsable aux fins de l'application de la présente entente.

ARTICLE 18
AVIS

18.1 Les parties élisent domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente entente ou à toute autre adresse dans le district judiciaire de la VILLE.

18.2 Tout avis requis en vertu de la présente entente doit, pour être valide et lier les parties, être donné par écrit et être remis en mains propres ou transmis par télécopieur, messager, courrier recommandé ou huissier à l'adresse de la partie concernée, tel qu'indiqué ci-après :

POUR L'ORGANISME
PME MTL …….
ADRESSE
Montréal (Québec) CODE POSTAL

POUR LA VILLE DE MONTRÉAL
Service du développement économique
Ville de Montréal
303, rue Notre-Dame Est, 6e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Cependant, une partie pourra aviser l'autre d'un changement d'adresse dans le district judiciaire de la VILLE à laquelle tout avis subséquent devra lui être envoyé.

ARTICLE 19
COMMUNICATIONS AU DIRECTEUR ET AU SERVICE

Lorsque dans le cadre de la présente entente, l'ORGANISME doit, par écrit, informer ou fournir des documents ou rapports à la VILLE, la correspondance et les documents ou rapports requis à cet effet doivent être adressés au Directeur, dans les meilleurs délais, comme suit :

POUR LE DIRECTEUR
Serge Guérin, directeur du Service de développement économique
Ville de Montréal
303, rue Notre-Dame Est, 6e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
Tél. : (514) 872-0068
Téléc. : (514) 872-0049
serge.guerin@ville.montreal.qc.ca

ARTICLE 20
DÉCLARATION

Les parties déclarent que la présente entente constitue la seule entente entre elles et qu'elle remplace toute entente antérieure.

ARTICLE 21
LOIS APPLICABLES

La présente entente est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de la VILLE.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le ..... e jour de 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le ..... e jour de 2016

PME MTL …….

Par : _____
NOM, directeur général

Cette entente a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le …… e jour de ……..…… 2016 (CG16…….).

ANNEXE I

MODALITÉS D'UTILISATION DES CONTRIBUTIONS REÇUES DE LA VILLE

Les modalités d'utilisation des contributions versées à un ORGANISME sont décrites à la présente annexe. Le cas échéant, ces modalités peuvent aussi faire l'objet d'exigences additionnelles convenues entre la VILLE et l'ORGANISME.

La VILLE exige que chaque ORGANISME, sur son Territoire, exerce la responsabilité de répartir les contributions reçues selon les activités suivantes :

- le fonctionnement de l'ORGANISME, incluant les frais reliés à des études et des recherches;
- l'aide financière aux entrepreneurs (existants, nouveaux, jeunes);
- l'aide financière pour le développement d'entreprises d'économie sociale;
- l'aide financière pour le développement de jeunes entreprises;
- toute autre activité s'inscrivant dans les mandats confiés à l'ORGANISME par VILLE.

Chaque ORGANISME est responsable de mettre en œuvre les différentes mesures de soutien et d'aide financière aux entreprises. Ces mesures doivent s'inscrire à l'intérieur des politiques d'investissement jointes à l'entente.

Le réseau PME MTL devra toutefois respecter les normes minimales ou les restrictions suivantes dans l'utilisation des sommes qui lui sont confiées.

Le budget de fonctionnement des PME MTL

L'ensemble des dépenses nécessaires au fonctionnement de l'ORGANISME et approuvées par le CA de l'ORGANISME sont admissibles, étant entendu qu'aucune rémunération ne peut être versée aux administrateurs de l'ORGANISME.

Les mesures d'aide financière aux entreprises et de soutien aux projets de développement local

Les interventions financières de l'ORGANISME dans des projets d'entreprises, incluant les projets d'entreprises d'Économie sociale, et aux jeunes entreprises, doivent s'inscrire dans les priorités de développement identifiées par l'ORGANISME et être conformes aux politiques d'investissement. Le projet d'entreprise, incluant le projet d'entreprise de l'Économie sociale doit démontrer de bonnes perspectives de viabilité financière et de création ou de maintien d'emplois durables.

Pour recevoir une aide financière d'un ORGANISME, le Bénéficiaire doit être légalement constitué, à l'exception de l'aide octroyée dans le cadre de projets d'études de faisabilité ou d'autres études préparatoires au projet d'entreprise, d'achat de services-conseils ou encore de relève entrepreneuriale. Dans ces cas, l'aide financière pourrait être versée directement à l'individu pour la réalisation de son projet. Tous les projets autorisés feront l'objet d'une entente entre l'ORGANISME et le Bénéficiaire. Ce protocole définira les conditions de versement de l'aide financière et les obligations des parties.

Le montant de l'aide financière sera déterminé par l'ORGANISME et devra être conforme aux politiques d'investissement. Cependant, les aides financières combinées provenant des gouvernements du Québec et du Canada et de l'ORGANISME ne pourront excéder 50 % des coûts totaux d'un projet dans le cas d'une entreprise à but lucratif et 80 % dans les autres cas, dont un organisme sans but lucratif et une coopérative.

Dans le calcul du cumul des aides gouvernementales, outre la contribution de l'ORGANISME qui doit être considérée à 100 % de sa valeur, une aide non remboursable (telle une subvention) provenant des gouvernements du Québec et du Canada ou d'autres organismes dont le financement provient des gouvernements est considérée à 100 % de sa valeur alors qu'une aide remboursable (tel un prêt ou autre type d'investissement) est considérée à 30 %.

ANNEXE II

ORGANISATION DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL
RÉPARTITION DES ROLES ENTRE L'AUTORITÉ MUNICIPALE ET L'ORGANISME

Activité	***Intervention***				***Commentaires***
	Ville	***PME MTL***	***Partagée***	***Autre***	
Planification					
Stratégie de développement économique de la VILLE	x				
Vision et plan stratégique du Territoire	x				
Orientation de développement économique du Territoire	x				
Chapitre local du plan d'urbanisme et interventions municipales (PRU, PTI…)	x				
Collecte et analyse de données socio-économiques			x		
Analyses (études) sectorielles et géographiques	x				
Connaissance de la structure économique et des attentes des entreprises		x			
Base de données sur les entreprises et les emplois		x			
Développement économique – Soutien au démarrage					
Information et promotion		x			
Formation				x	École entrepreneuriale de Montréal
Études de marché, de faisabilité, plans d'affaires		x			
Développement d'une culture entrepreneuriale			x		
Promotion de l'entreprenariat auprès de groupes cibles (ex. : les jeunes, les femmes, les communautés culturelles)			x		
Fonds Jeunes Entreprises		x			
Programme de *Soutien au travail autonome*				x	SAJE
Développement économique – Services aux entreprises existantes					
Service d'information et de référence		x			
Diagnostics d'entreprise		x			
Services-conseils en gestion		x			
Soutien au développement des marchés et à l'exportation		x			
Recherche de financement		x			
Réseautage, maillage, regroupement sectoriels ou géographiques			x		
Filiales étrangères			x		
Aide à l'amélioration des pratiques d'affaires		x			
Innovation, productivité et développement technologique		x			
Aide au démarrage et au redressement d'entreprises		x			
Formation et développement des ressources humaines		x			
Implantation, relocalisation (recherche de sites, autorisations…) et services municipaux	x		x		
Développement économique – Fonds d'investissement et programmes de subventions					
Promotion des fonds d'investissement dédiés au territoire (ex. : FONDS PME MTL et FLS)			x		
Promotion des fonds régionaux			x		
Promotion des programmes de subventions (ex : municipaux, provinciaux, fédéraux)			x		
Analyse des demandes d'investissement et recommandation (ex. : FONDS PME MTL et FLS)		x			
Analyse des demandes d'investissement et recommandations aux fonds régionaux ou provinciaux		x			

Activité	*Intervention*				*Commentaires*
	Ville	***PME MTL***	***Partagée***	***Autre***	
Gestion des fonds d'investissement dédiés au territoire (ex. : FONDS PME MTL et FLS)		x			
Gestion des fonds de subventions FJE et FDES		x			
Accompagnement des entreprises		x			
Suivi des investissements auprès des entreprises		x			
Montages financiers		x			
Développement économique – Soutien aux artères commerciales					
Concertation des commerçants	x			x	Société de développement commerciale
Services-conseils aux associations de commerçants	x			x	
Diagnostic et plan d'action	x			x	
Soutien financier aux associations de commerçants	x			x	
Constitution de sociétés de développement commerciale (SDC)	x			x	
Planification d'activités ou d'événements				x	Société de développement commerciale
Approbation des promotions commerciales (ex. : ventes de trottoir)	x				
Attraction, service d'accompagnement et financement de commerçants		x			
Aménagement du territoire					
Inventaire des espaces industriels et commerciaux	x				
Définition des stratégies pour la requalification et le redéveloppement des sites	x				
Définition et mise en œuvre de stratégies de décontamination des sols	x				
Concertation des acteurs socio-économiques sur les enjeux d'aménagement du territoire	x				
Projet de revitalisation urbaine	x				
Définition des concepts d'aménagement des artères commerciales	x				
Promotion du territoire					
Promotion du territoire montréalais et des opportunités de développement (incluant les terrains et les bâtiments)	x				
Promotion du territoire et des opportunités de développement (incluant les terrains et les bâtiments) à l'échelle métropolitaine				x	
Moyens d'action aux entreprises et aux partenaires du milieu			x		
Liens avec les intervenants gouvernementaux et regroupements professionnels locaux			x		
Prospection économique locale			x		
Prospection économique régionale			x		

ANNEXE III

RAPPORT D'ACTIVITÉS

A) CONTENU DU RAPPORT TRIMESTRIEL

1. Sommaire des résultats

1.1 Équilibre des portefeuilles d'investissement

- Taux d'investissement estimé (objectif : 65 %)
- Dossiers totaux (# et $)
    - Dossiers actifs (# et $)
    - Dossiers en défaut (# et $)
    - Dossiers avec moratoire (# et $)
    - Dossiers en recouvrement (# et $)
    - Dossiers radiés (# et $)

1.2 Qualité de l'accompagnement et du suivi des entreprises ayant obtenu un financement

- Nombre de demandes d'accompagnement
- Nombre d'entreprises accompagnées
- Dossiers autorisés (# et $) – fonds d'investissement et de subvention
- Dossiers déboursés (# et $) – fonds d'investissement et de subvention
- % des états financiers reçus

1.3 Retombées économiques (mi-année)

- N/A

1.4 Gouvernance, respect des politiques et bonnes pratiques de gestion

- CIC et comité(s) d'investissement
    - # de réunions tenues
    - Nombre de dossiers étudiés
    - Nombre de dossiers acceptés
    - Respect des politiques d'investissement (fournis par la VILLE)
- Respect de l'ensemble des conditions établies aux contrats de prêt (fournis par la VILLE)
- Application de procédures adéquates pour la gestion des dossiers de prêts (fournis par la VILLE)

1.5 Taux de satisfaction de la clientèle

- N/A

1.6 Notoriété de la marque (fournis par la VILLE)

- Indicateurs quantitatifs
    - Nombre de visiteurs des pages Internet (Google Analytics)
    - Progression des abonnements aux médias sociaux (#et %)
    - Proportion des employés liés au compte LinkedIn du Réseau et qui partagent son contenu (% et #)
    - Contribution au blogue PME MTL (#)
    - Infolettre envoyée (#)
    - Progression des abonnements à l'infolettre (%)
    - Taux d'ouverture et de clic des infolettres (%)
- Indicateurs qualitatifs
    - Retombées médiatiques suite à une annonce ou une entrevue accordées aux médias (revue de presse)
    - Contribution à l'animation des médias sociaux du Réseau

1.7 Partenariats (mi-année)

- École entrepreneuriale
    - Entrepreneurs référés (#)
    - Entrepreneurs référés par l'École (#)

- CRÉAVENIR
    - Projets financés (# et $)
- Réseau M
    - Mentors référés (#)
    - Entrepreneurs mentorés (#)
- Fondation Montréal inc.
    - Projets référés (# et $)
- FuturPreneur
    - Projets référés (# et $)
- Emploi-Québec
    - Ressources placées (#)

B) CONTENU DU RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITÉS

1. Évaluation qualitative globale de l'intervention

1.1. Analyse de l'atteinte des objectifs fixés

1.2. Réalisations significatives

1.3. Tendances liées aux programmations budgétaires et annuelles

2. Sommaire des résultats

2.1 Équilibre des portefeuilles d'investissement

- Taux d'investissement (objectif : 65 %)
- Taux de rendement (objectif : viser un équilibre entre la mission de développement économique et la pérennité des fonds d'investissement)
- Dossiers totaux (# et $)
    - Dossiers actifs (# et $)
    - Dossiers en défaut (# et $)
    - Dossiers avec moratoire (# et $)
    - Dossiers en recouvrement (# et $)
    - Dossiers radiés (# et $)

2.2 Qualité de l'accompagnement et du suivi des entreprises ayant obtenu un financement

- Nombre de demandes d'accompagnement
- Nombre d'entreprises accompagnées
- Dossiers autorisés (# et $) – fonds d'investissement et de subvention
- Dossiers déboursés (# et $) – fonds d'investissement et de subvention
- % des états financiers reçus
- Taux de survie des entreprises

2.3 Retombées économiques

- Emplois créés
- Emplois maintenus
- Entreprises créées
- Entreprises financées (# et $)
- Entreprises attirées (# et $)
- Entreprises transférées (# et $)
- Valeur des investissements totaux projetés
- Valeur des investissements totaux déboursés

- Effet levier de l'investissement PME MTL

- Impact fiscal

2.4 Gouvernance, respect des politiques et bonnes pratiques de gestion

- Conseils d'administration
    - Taux de participation des membres votants
    - Parité Homme-Femme
    - # de réunions tenues
    - Conformité de la composition
- CIC et comité (s) d'investissement
    - Taux de participation des membres votants
    - # de réunions tenues
    - Nombre de dossiers étudiés
    - Nombre de dossiers acceptés
    - Conformité de la composition du CIC
    - Respect des politiques d'investissement
- Respect de l'ensemble des conditions établies aux contrats de prêt

- Application de procédures adéquates pour la gestion des dossiers de prêts

2.5 Taux de satisfaction de la clientèle

- Sondage sur le taux de satisfaction de la clientèle

2.6 Notoriété de la marque

- Indicateurs quantitatifs
    - Nombre de visiteurs des pages Internet (Google Analytics)
    - Progression des abonnements aux médias sociaux (nbr et %)
    - Proportion des employés liés au compte LinkedIn du Réseau et qui partagent son contenu (% et nbr)
    - Contribution au blogue PME MTL (nbr)
    - Infolettre envoyée (nbr)
    - Progression des abonnements à l'infolettre (%)
    - Taux d'ouverture et de clic des infolettres (%)
- Indicateurs qualitatifs
    - Retombées médiatiques suite à une annonce ou une entrevue accordées aux médias (revue de presse)
    - Contribution à l'animation des médias sociaux du Réseau

2.7 Partenariat

- École entrepreneuriale
    - Entrepreneurs référés (#)
    - Entrepreneurs référés par l'École (#)
- CRÉAVENIR
    - Projets financés (# et $)
- Réseau M
    - Mentors référés (#)
    - Entrepreneurs mentorés (#)
- Fondation Montréal inc.
    - Projets référés (# et $)
- FuturPreneur
    - Projets référés (# et $)
- Emploi-Québec
    - Ressources placées (#)

ANNEXE IV
POLITIQUE D'INVESTISSEMENT COMMUNE FONDS PME MTL / FLS

Ci-après désignés **« Fonds d'investissement »**

1. FONDEMENTS DE LA POLITIQUE

1.1 Mission des fonds

La mission des **« Fonds d'investissement »** est d'aider financièrement et techniquement les entreprises nouvelles et existantes afin de créer et de maintenir des emplois sur le territoire de l'agglomération de Montréal.

1.2 Principe

Les **« Fonds d'investissement »** sont des outils financiers aptes à accélérer la réalisation des projets d'entreprises sur le territoire et, en ce sens, ils interviennent de façon proactive dans les dossiers. Il vise à :

- contribuer au développement économique du territoire des six pôles économiques montréalais;
- créer et soutenir des entreprises viables;
- supporter le développement de l'emploi;
- financer le démarrage, l'expansion et l'acquisition d'entreprises;
- procurer un levier en faveur du financement des projets d'entreprises.

Plus spécifiquement, le Fonds PME MTL vise également à :

- compléter avec succès, pour la nouvelle entreprise, un premier financement avec une institution financière afin de lui permettre de se positionner dans le marché du financement.

1.3 Support aux promoteurs

Les promoteurs qui bénéficient des **« Fonds d'investissement »** peuvent s'attendre à recevoir le soutien, les conseils et l'aide technique appropriés à leur projet. À cet égard, l'agglomération de Montréal mandate les 6 organismes « PME MTL » à titre de gestionnaire des **« Fonds d'investissement »**, lesquels assurent ces services de soutien aux promoteurs.

1.4 Respect des territoires

Les **« Fonds d'investissement »** sont territoriaux. Chacun des six organismes « PME MTL » assure le financement des entreprises sur un territoire précis et défini par l'agglomération de Montréal. En ce sens, l'intervention se limite à ce territoire.

1.5 Partenariat Fonds PME MTL/FLS

Les organismes gestionnaires des **« Fonds d'investissement »**, soit les six organismes « PME MTL », respectent la convention de partenariat Fonds PME MTL/FLS intervenue avec Fonds locaux de solidarité FTQ, s.e.c.

Par conséquent, tout investissement sous forme de prêt ou sous toute autre forme en ce qui concerne le Fonds PME MTL s'effectue conjointement par le Fonds PME MTL et le FLS, selon les paramètres de participation conjointe prévus à la convention de partenariat Fonds PME MTL/FLS spécifique à chaque organisme gestionnaire. Il est à noter que la présente politique d'investissement prévoit des exceptions, pour lesquelles le Fonds PME MTL peut investir seul.

De même, dans l'intérêt du développement et de la pérennisation de chacun des fonds, le comité d'investissement commun décisionnel pourra modifier, exceptionnellement, la proportion pour le partage des investissements décrite dans la convention de partenariat Fonds PME MTL/FLS. Par exemple, si un dossier d'investissement est trop risqué pour la situation financière de l'un des deux fonds, la participation de l'autre fonds pourrait être plus importante que ce qui est décrit.

À chaque fois que cette mesure exceptionnelle sera utilisée, Fonds locaux de solidarité FTQ, s.e.c., en sera préalablement informée.

1.6 Financement des entreprises

Les **« Fonds d'investissement »** interviennent principalement au niveau d'apport de fonds dans les entreprises. Les financements ont généralement pour but de doter ou d'assurer l'entreprise du fonds de roulement nécessaire à la réussite d'un projet.

L'aide financière des **« Fonds d'investissement »** est donc un levier essentiel au financement permettant d'obtenir d'autres sources comme un prêt conventionnel d'une institution financière, une subvention, une mise de fonds ou autre capital d'appoint.

2. CRITÈRES D'INVESTISSEMENT

2.1 La viabilité économique de l'entreprise financée

Le plan d'affaires de l'entreprise démontre un caractère de permanence de rentabilité, de capacité de remboursement et de bonnes perspectives d'avenir.

2.2 Les retombées économiques en termes de création d'emplois

L'une des plus importantes caractéristiques des **« Fonds d'investissement »** est d'aider financièrement et techniquement les entreprises afin de créer et de maintenir des emplois dans chaque territoire desservi.

2.3 Les connaissances et l'expérience des promoteurs

La véritable force de l'entreprise repose sur les ressources humaines. En ce sens, les promoteurs doivent démontrer des connaissances et une expérience pertinentes du domaine ainsi que des connaissances et aptitudes en gestion. Si une faiblesse est constatée, le comité d'investissement commun « CIC » s'assure que les promoteurs disposent des ressources internes et externes pour l'appuyer et le conseiller.

2.4 L'ouverture envers les travailleurs

L'esprit d'ouverture des entreprises envers leurs travailleurs et leur approche des relations de travail sont également pris en considération dans l'analyse d'une demande de financement.

2.5 La sous-traitance et la privatisation des opérations

Les **« Fonds d'investissement »** ne peuvent être utilisés afin d'investir dans des entreprises exerçant des activités visant uniquement la sous-traitance ou la privatisation des opérations ou de certaines opérations, qui auraient uniquement pour effet de déplacer une activité économique et des emplois d'une organisation à une autre.

2.6 La participation d'autres partenaires financiers

L'apport de capitaux provenant d'autres sources, notamment l'implication minimale d'une institution financière et la mise de fonds des promoteurs, est fortement souhaitable dans les projets soumis.

2.7 La pérennisation des fonds

L'autofinancement des **« Fonds d'investissement »** guide le choix des entreprises à soutenir. Pour chaque dossier d'investissement, l'impact sur le portefeuille est analysé dans une perspective d'équilibre et de pérennisation des fonds.

3. POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

3.1 Entreprises admissibles

Toute entreprise légalement constituée, faisant affaires sur le territoire défini par la Ville de Montréal et desservi par chaque organisme « PME MTL », et dont le siège

social est au Québec, est admissible aux **« Fonds d'investissement »** pourvu qu'elle soit inscrite au *Registre des entreprises du Québec* (REQ).

En ce sens, toute forme juridique est admissible.

Organismes à but non lucratif (OBNL)

En ce qui concerne les organismes à but non lucratif (OBNL), créés selon la partie III de *Loi sur les compagnies du Québec*, seules les entreprises d'économie sociale sont admissibles aux **« Fonds d'investissement »** pourvu que celles-ci respectent les conditions décrites à l'annexe **« A »** jointe à la présente politique.

Le Fonds PME MTL pourrait intervenir seul dans une entreprise qui ne respecte pas les conditions décrites à l'annexe « A », mais tout en respectant les principes spécifiés à l'annexe « B ».

Exclusion : prêt direct aux promoteurs

Les **« Fonds d'investissement »** interviennent seulement dans des entreprises. Par conséquent, les **« Fonds d'investissement »** ne peuvent être utilisés pour financer directement un individu. Par contre, le Fonds PME MTL peut investir seul dans ce genre de financement (voir 3.3 et 3.4).

3.2 Secteurs d'activité admissibles

Les secteurs d'activité des entreprises financées par les **« Fonds d'investissement »** sont en lien avec les priorités déterminées par l'Agglomération. D'ailleurs, le document d'analyse des investissements doit comporter une section qui indique le lien avec ces priorités.

Axe d'intervention priorisé

- ❑ Entreprise ayant des projets d'innovation
- ❑ Entreprise avec un potentiel de croissance
- ❑ Entreprise qui ne crée pas de distorsion de marché en favorisant trop de compétition

Exclusions

- ❑ Organisations ou projets à caractère sexuel dégradant, religieux ou politique ou ayant des activités qui portent à controverse, par exemple : agence de rencontre, jeux de guerre, armement, tarot, astrologie, cours de croissance personnelle, boutique de prêts sur gages.
- ❑ Organisations ou projets dont les activités ont des effets néfastes sur l'environnement et la qualité de vie des quartiers.

3.3 Projets admissibles

Les investissements des **« Fonds d'investissement »** supportent les projets de :

- ❑ Démarrage
- ❑ Relève / Acquisition d'entreprise
- ❑ Achat ou renouvellement d'équipement
- ❑ Financement de contrat (prêt-pont en attente d'une source de revenu confirmée)
- ❑ Expansion

On entend, entre autres, par « projet d'expansion », tout financement dans une entreprise existante pour la commercialisation d'un nouveau produit ou service, pour un projet d'exportation, pour le support à la croissance, à la modernisation ou à l'innovation, ou pour l'implantation d'une filiale.

Projets de redressement

Les projets de redressement d'entreprise sont autorisés dans la mesure où l'équilibre du portefeuille des **« Fonds d'investissement »** le permet. Par contre, en aucun temps, les **« Fonds d'investissement »** n'interviennent dans une entreprise dont l'équité est négative après le financement du projet.

L'entreprise en redressement financée par les **« Fonds d'investissement »** :

- vit une crise ponctuelle et non cruciale;
- s'appuie sur un management fort;
- ne dépend pas d'un marché en déclin ou d'un seul client;
- a élaboré et mis en place un plan de redressement;
- a mobilisé un maximum de partenaires autour de son redressement;
- est supportée par la majorité de ses créanciers.

Projets de transfert et relève d'entreprise (achat d'actions par un ou des individus)

Les **« Fonds d'investissement »** ne peuvent être utilisés pour financer directement un individu. Par contre, le Fonds PME MTL peut financer tout individu ou groupe de personnes désireux d'acquérir une participation significative d'au moins 51 % de la valeur d'une entreprise existante.

Le financement est assujetti à l'obligation de la personne ou du groupe de personnes de travailler à temps plein dans l'entreprise et de demeurer propriétaire d'au moins 51 % de la valeur de l'entreprise pour la durée du prêt. Advenant le défaut de cette obligation, le montant du solde du prêt devra être remboursé immédiatement.

Exclusion : projets de prédémarrage

Les projets de prédémarrage sont exclus de la politique d'investissement des **« Fonds d'investissement »**. Seules les entreprises au stade de la commercialisation sont admissibles.

3.4 Coûts admissibles

Les coûts admissibles attribuables au financement des **« Fonds d'investissement »** sont :

- Fonds de roulement;
- Immobilisations;
- Frais de commercialisation;
- Frais de brevet et/ou de protection intellectuelle;
- Prototypage (seulement dans les entreprises déjà en opération).

Les coûts admissibles attribuables au financement de projet de transfert et relève d'entreprises (par le Fonds PME MTL seulement) sont :

- Titres de propriété de l'entreprise visée (actions votantes);
- Frais de services professionnels directement liés à la transaction d'acquisition.

3.5 Type d'investissement

Prêt à terme

Les **« Fonds d'investissement »** investissent sous forme de prêt à terme :

- avec ou sans garantie mobilière ou immobilière;
- avec ou sans caution;
- pouvant être participatif, assorti soit d'une redevance sur le bénéfice net ou l'accroissement des ventes, soit d'une option d'achat d'actions participantes;
- pouvant comprendre une cédule de remboursement adaptée aux réalités de l'entreprise, par exemple les entreprises dont les activités sont saisonnières;
- dont le capital peut être remboursé selon les flux générés dans le cas de dossiers de relève.

En aucun cas, les **« Fonds d'investissement »** n'effectuent d'investissement sous forme de contribution remboursable ou non-remboursable attribuable à une subvention.

Les intérêts sont payables mensuellement et l'horizon maximal de remboursement est de 7 ans. Dans le cas de projet de relève, dont les remboursements seraient effectués selon les flux générés, l'horizon théorique maximal pourrait être de 10 ans.

Prêt temporaire

Les **« Fonds d'investissement »** peuvent également effectuer du financement temporaire d'une durée variant de quelques semaines à quelques mois. Le capital est remboursé à l'échéance et les intérêts sont payés mensuellement. Ce type de financement sert notamment à financer une importante entrée d'argent provenant, soit d'une subvention à recevoir ou d'un important compte à recevoir. Il est impératif de s'assurer que les sommes à recevoir sont bien réelles et qu'elles ne font pas l'objet d'une autre créance.

Par exemple, dans le cas de crédits d'impôt en recherche et développement, il est important de vérifier auprès des gouvernements les montants non payés en impôts, taxes et déductions à la source, vu que ces derniers peuvent effectuer la compensation des créances fiscales pour recouvrer toute somme due.

Capital-actions

Le FLS ne peut effectuer aucun investissement sous forme de capital-actions, peu importe la catégorie. Par contre, le Fonds PME MTL peut effectuer des investissements sous forme d'actions ordinaires ou privilégiées. Toutefois, PME MTL ne peut détenir le contrôle d'une entreprise.

Garantie de prêt

Le FLS ne peut garantir aucun prêt d'une institution financière ou autre organisation offrant du capital de développement ou du capital de risque. Par contre, le Fonds PME MTL pourra offrir de la garantie de prêt.

3.6 Plafond d'investissement

Tout en respectant la proportion pour le partage des investissements entre le Fonds PME MTL et le FLS, tel que décrit dans la convention de partenariat Fonds PME MTL/FLS :

3.6.1 Le montant maximal des investissements effectués à même le FLS dans une même entreprise ou société ou dans une entreprise ou société du même groupe (groupe ayant le sens conféré par la Loi sur les valeurs mobilières) est de CENT MILLE DOLLARS (100 000 $). Ce montant pourrait être inférieur selon l'article 9.4 des « *Conventions de crédit variable à l'investissement* » intervenues entre les organismes gestionnaires « PME MTL » et Fonds locaux de solidarité FTQ, s.e.c.

3.6.2 Le montant maximal des investissements effectués par le Fonds PME MTL est de TROIS CENT CINQUANTE MILLE DOLLARS (300 000 $).

3.7 Taux d'intérêt

Le comité d'investissement commun (CIC) adopte une stratégie de taux d'intérêt basé sur le principe de rendement recherché. La fixation du taux repose sur l'analyse de cinq différents facteurs, à l'aide de la Grille de détermination du taux de risque fournie par Fonds locaux de solidarité FTQ, s.e.c. Après cette analyse, le taux est établi en fonction du niveau de risque attribué à l'investissement selon la grille de taux ci-dessous. Advenant la modification des taux de rendement recherchés, le CIC devra faire la démonstration que les taux adoptés permettront d'assurer la pérennité des fonds.

3.7.1 Taux pondéré

Le Fonds PME MTL et le FLS ont des taux distincts calculés selon les paramètres décrits ci-dessous 3.7.2. Seul le taux pondéré sera diffusé auprès du client et seul ce taux apparaîtra dans le contrat de prêt.

Par exemple, dans le cas où le partenariat Fonds PME MTL/FLS prévoit un partage 60/40 des dossiers, selon la présente politique, un prêt de 160 000 $ non garanti pour un terme de 72 mois, dont le risque est faible, s'effectuera à 5,14 %. Le taux du Fonds PME MTL sera de 4,2 % sur 96 000 $, soit 2,7 % (taux préférentiel Desjardins à la rédaction de ce document)

plus la prime de risque de 1 %, plus la prime d'amortissement de 0,5 %. Le taux du FLS sera de 6,5 % sur 64 000 $, soit 5 % (taux de base des **« Fonds d'investissement »**) plus la prime de risque de 1 %, plus la prime d'amortissement de 0,5 %.

3.7.2 Grille de taux du FLS

Calcul du taux d'intérêt pour le Fonds PME MTL
Le taux d'intérêt pour la proportion du Fonds PME MTL dans tout investissement est calculé en ajoutant une prime de risque et une prime d'amortissement au taux préférentiel Desjardins en vigueur lors de la signature du contrat.

Calcul du taux d'intérêt pour le FLS
Le taux d'intérêt pour la proportion du FLS dans tout investissement est calculé en ajoutant une prime de risque et une prime d'amortissement au taux de base des **« Fonds d'investissement »** qui est de 5 %.

Prime de risque

Risque / Type de prêt		**Prêt non garanti**	**Prêt participatif**	
		Prime de risque	**Prime de risque**	**Rendement recherché**
Risque	Cote			
Faible	2,0 à 2,9	+ 1 %	n/a	n/a
Moyen (bas)	3,0 à 3,4	+ 2 %	+ 2 %	9 %
Moyen (haut)	3,5 à 3,9	+ 3 %	+ 2 %	10 %
Élevé (bas)	4,0 à 4,4	+ 4 %	+ 3 %	11 %
Élevé (haut)	4,5 à 4,9	+ 5 %	+ 3 %	12 %
Très élevé	5,0 à 5,9	+ 6 %	+ 4 %	13 %

Prime d'amortissement
Une prime d'amortissement est ajoutée si le terme du prêt est supérieur à 60 mois (incluant le moratoire, s'il y a lieu) :

61 à 72 mois : 0,5 %
73 à 84 mois : 1,0 %
84 mois et + : 1,5 %

Prêt garanti
Le taux d'intérêt ou de rendement peut être diminué de 1 % dans le cas de prêt garanti par une hypothèque de premier rang sur des biens tangibles dont la valeur est supportée par une évaluation.

Intérêts sur les intérêts
Les intérêts non remboursés à l'échéance porteront intérêt au même taux que le prêt.

3.8 Mise de fonds exigée

Projet de démarrage
Dans le cas d'un projet de démarrage, la mise de fonds du ou des promoteurs doit atteindre au moins 20 % du total du coût du projet. Pour certains dossiers, cette exigence peut être plus ou moins élevée selon la qualité des promoteurs et du projet. Cependant, ce ratio ne peut être inférieur à 15 %.

Entreprise existante
Dans le cas d'une entreprise existante, l'équité de l'entreprise (avoir net) après projet doit atteindre 20 %. Pour certains dossiers, cette exigence peut être plus ou moins élevée selon la qualité des promoteurs et du projet. Cependant, ce ratio ne peut être inférieur à 15 %.

Il est reconnu comme mise de fonds les capitaux d'investisseurs privés, d'anges financiers et de firme de capital de risque, à la condition qu'une éventuelle sortie

des investisseurs n'est prévue qu'après le remboursement complet du prêt octroyé par les **« Fonds d'investissement »**.

Mise de fonds ou équité inférieure à 15 %

Le Fonds PME MTL peut investir seul dans des entreprises dont l'équité est inférieure à 15 % après projet.

3.9 Moratoire de remboursement du capital

Exceptionnellement et à certaines conditions, lors de l'octroi d'un financement, l'entreprise pourra bénéficier d'un moratoire de remboursement du capital pour une période maximale de 12 mois à l'intérieur de la durée totale du prêt et portant intérêt au taux précédemment décrit.

Après le déboursement du prêt, et ce, dans un contexte de redressement, l'autorité pour octroyer un moratoire d'un maximum de 3 mois est déléguée à la direction générale de l'organisme gestionnaire « PME MTL ». Au-delà de ces trois mois, la décision revient au CIC.

3.10 Paiement par anticipation

L'entreprise pourra rembourser tout ou une partie du prêt par anticipation en tout temps, moyennant le respect des conditions stipulées dans la convention de prêt.

3.11 Recouvrement

Dans les situations de non-respect des obligations de l'emprunteur envers les **« Fonds d'investissement »,** ces derniers mettront tout en œuvre pour régulariser la situation et, s'il y a lieu, auront recours à tous les mécanismes et procédures légales mis à leur disposition pour récupérer ses investissements. Les frais de recouvrement seront partagés entre le Fonds PME MTL et le FLS selon les proportions d'investissement.

3.12 Niveau de participation à un projet

La syndication des prêts et l'arrivée de nouveaux partenaires financiers sont favorisées.

Il est tout de même permis de participer jusqu'à concurrence de 80 % du financement du coût total du projet.

4. MÉCANISME DE DÉCISION

4.1 Composition du comité d'investissement

Chaque organisme « PME MTL » mettra en place un comité d'investissement commun Fonds PME MTL/FLS (le « CIC ») décisionnel qui sera composé de sept (7) personnes, dont notamment :

2	représentants désignés par le Fonds de solidarité FTQ
1	représentant désigné par les investisseurs locaux du FLS, le cas échéant, ou sinon, provenant du milieu socio économique
1	représentant désigné par le conseil d'administration de « PME MTL » parmi ses membres de la catégorie « Membres actifs »
1	entrepreneur
2	représentants du milieu socioéconomique, c'est-à-dire d'une entreprise ou d'une organisation dont la mission est à saveur économique

Les membres du CIC peuvent provenir en tout ou en partie du conseil d'administration de « PME MTL ».

Par ailleurs, tout élu municipal ou tout employé municipal de la Ville Montréal ne peut être membre du CIC.

4.2 Indépendance du CIC

Nonobstant l'article 4.1, le CIC doit être composé d'une majorité de membres indépendants. Constitue un membre indépendant, (i) une personne qui n'est ni un employé, un administrateur ou un élu du Fonds de solidarité FTQ, de la FTQ et des municipalités qui composent l'agglomération de Montréal ou (ii) une personne qui n'est pas un employé de « PME MTL ».

4.3 Mandat des membres du CIC

Le mandat des membres du CIC prend fin lors de la démission, de la destitution ou du décès du membre.

4.4 Nomination des membres du CIC

Lorsqu'un siège est vacant, « PME MTL » a la responsabilité d'obtenir la nomination du représentant désigné par le conseil d'administration de « PME MTL » et du représentant désigné par les investisseurs locaux, le cas échéant. Quant aux représentants du Fonds de solidarité FTQ, Fonds locaux de solidarité FTQ, s.e.c. (« FLS-FTQ »), est responsable du processus pour le combler. Pour la désignation des représentants provenant du milieu socioéconomique, quelque soit le processus, « PME MTL » s'assure de consulter les représentants du Fonds de solidarité FTQ siégeant au CIC.

5. ENTRÉE EN VIGUEUR

La présente politique d'investissement entre en vigueur à compter du 1er janvier 2016 et remplace les politiques adoptées antérieurement pour les 18 Fonds locaux d'investissement (FLI) et les 14 FLS existants avant le 31 décembre 2015 sur le territoire de l'Agglomération de Montréal, ainsi que les modifications subséquentes apportées auxdites politiques.

6. DÉROGATION À LA POLITIQUE

Le CIC doit respecter la présente politique d'investissement commune. Il a le mandat de l'appliquer en tenant compte de la saine gestion des portefeuilles. Le CIC peut demander une dérogation au conseil d'administration de l'organisme en tout temps dans la mesure où le cadre en matière d'investissement de Fonds locaux de solidarité FTQ, s.e.c., est respecté. Si la demande de dérogation va au-delà de ce cadre, une demande de dérogation doit être effectuée aux deux instances, soit l'organisme gestionnaire et Fonds locaux de solidarité FTQ, s.e.c. Par contre, en aucun temps, les deux (2) critères suivants ne pourront être modifiés :

- plafond d'investissement du FLS (article 3.6.1);
- aucun financement aux entreprises ayant un avoir net négatif après projet.

7. MODIFICATION DE LA POLITIQUE

Les 6 organismes gestionnaires et Fonds locaux de solidarité FTQ, s.e.c., pourront d'un commun accord modifier la politique d'investissement commune Fonds PME MTL/FLS pourvu que ces modifications demeurent dans le cadre établi par Fonds locaux de solidarité FTQ, s.e.c., en ce qui concerne le FLS. Si la demande de modification ne provient pas du CIC, l'une ou l'autre des deux parties pourra consulter le CIC pour demander avis sur toute modification. Par contre, les modifications ne devront en aucun temps compromettre les notions d'investissement conjoint et de rentabilité des investissements ainsi que le mandat du comité d'investissement commun.

À chaque début d'année civile, les parties réviseront la présente politique pour y apporter des modifications, si nécessaire.

ANNEXE A

ENTREPRISE D'ÉCONOMIE SOCIALE
*(Investissements effectués par les **« Fonds d'investissement »**)*

En ce qui concerne les organismes à but non lucratif (OBNL) créés selon la partie III de la Loi sur les compagnies du Québec, seules les entreprises d'économie sociale sont admissibles aux **« Fonds d'investissement »** pourvu que celles-ci respectent les conditions suivantes :

- être une entreprise d'économie sociale respectant les caractéristiques suivantes :
  - production de biens et de services socialement utiles;
  - processus de gestion démocratique;
  - primauté de la personne sur le capital;
  - prise en charge collective;
  - incidence sur le développement local et des collectivités, notamment la création d'emplois durables, le développement de l'offre de nouveaux services et l'amélioration de la qualité de vie;
  - gestion selon une philosophie entrepreneuriale.

- opérer dans un contexte d'économie marchande;

- avoir terminé sa phase d'implantation et de démarrage;

- être en phase d'expansion;

- compter une majorité d'emplois permanents (non subventionnés par des programmes ponctuels); en plus de la qualité des emplois, ceux-ci ne doivent pas être une substitution des emplois des secteurs public et parapublic;

- détenir un avoir net correspondant à au moins 15 % de l'actif total;

- s'autofinancer à 60 % (les revenus autonomes représentent 60 % des revenus totaux et peuvent comprendre les ententes contractuelles et gouvernementales).

Le portefeuille des **« Fonds d'investissement »** doit être composé d'au plus 25 % d'entreprises d'économie sociale.

Les **« Fonds d'investissement »** n'interviennent dans aucun projet d'habitation. Par contre, dans le cadre de développement de services aux locataires ou résidants, les **« Fonds d'investissement »** peuvent financer, par exemple, des projets d'achat d'équipement ou de mise en place d'immobilisation permettant un meilleur cadre de vie.

Aussi, les organismes relevant du gouvernement du Québec ou ayant à gérer un programme relevant du gouvernement du Québec ne sont pas admissibles notamment les *Centres de la petite enfance* (CPE), les services de soutien à domicile, les centres de périnatalité, les services éducatifs, l'habitation, les *Carrefours Jeunesse Emploi* (CJE),

ANNEXE B

ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE

(Investissements effectués par le Fonds PME MTL seulement)

Quand un organisme à but non lucratif (OBNL) créé selon la partie III de la Loi sur les compagnies du Québec dépasse le cadre établi à l'annexe « A », le Fonds PME MTL peut investir seul dans les entreprises d'économie sociale, en autant qu'elles respectent les principes suivants :

Extrait de la Loi sur l'économie sociale (projet de loi 27, article 3) :

On entend par « économie sociale », l'ensemble des activités économiques à finalité sociale réalisées dans le cadre des entreprises dont les activités consistent notamment en la vente ou l'échange de biens ou de services et qui sont exploitées conformément aux principes suivants :

1° l'entreprise a pour but de répondre aux besoins de ses membres ou de la collectivité;

2° l'entreprise n'est pas sous le contrôle décisionnel d'un ou de plusieurs organismes publics au sens de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1);

3° les règles applicables à l'entreprise prévoient une gouvernance démocratique par les membres;

4° l'entreprise aspire à une viabilité économique;

5° les règles applicables à l'entreprise interdisent la distribution des surplus générés par ses activités ou prévoient une distribution de ceux-ci aux membres au prorata des opérations effectuées entre chacun d'eux et l'entreprise;

6° les règles applicables à la personne morale qui exploite l'entreprise prévoient qu'en cas de dissolution, le reliquat de ses biens doit être dévolu à une autre personne morale partageant des objectifs semblables.

Pour l'application du premier alinéa, la finalité sociale est celle qui n'est pas centrée sur le profit pécuniaire mais sur le service aux membres ou à la collectivité et elle s'apprécie notamment en fonction de la contribution de l'entreprise à l'amélioration du bien-être de ses membres ou de la collectivité et à la création d'emplois durables et de qualité.

Est une entreprise d'économie sociale, une entreprise dont les activités consistent notamment en la vente ou l'échange de biens ou de services et qui est exploitée, conformément aux principes énoncés au premier alinéa, par une coopérative, une mutuelle ou une association dotée de la personnalité juridique.

ANNEXE V
POLITIQUE FONDS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

1. FONDEMENTS DE LA POLITIQUE

1.1 Mission

Le Fonds de développement de l'économie sociale (FDÉS) a pour mission de soutenir le développement d'entreprises et de projets d'économie sociale dans toutes leurs phases (prédémarrage, démarrage, consolidation et expansion). Le FDÉS vise également à soutenir l'émergence de projets novateurs qui explorent de nouveaux secteurs, de nouvelles façons de faire ou qui développent de nouvelles expertises.

La réalisation de cette mission se fait dans une approche d'accompagnement des promoteurs et s'inscrit dans une perspective de développement de projets, d'entreprises et de compétences.

1.2 Principe et définitions

La présente politique s'appuie sur les principes et les définitions adoptées à l'unanimité le 10 octobre 2013 par l'Assemblée nationale du Québec.

Extrait de la Loi 27 :

On entend par « économie sociale », l'ensemble des activités économiques à finalité sociale réalisées dans le cadre des entreprises dont les activités consistent notamment en la vente ou l'échange de biens ou de services et qui sont exploitées conformément aux principes suivants :
1° l'entreprise a pour but de répondre aux besoins de ses membres ou de la collectivité;
2° l'entreprise n'est pas sous le contrôle décisionnel d'un ou de plusieurs organismes publics au sens de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels;
3° les règles applicables à l'entreprise prévoient une gouvernance démocratique par les membres;
4° l'entreprise aspire à une viabilité économique;
5° les règles applicables à l'entreprise interdisent la distribution des surplus générés par ses activités ou prévoient une distribution de ceux-ci aux membres au prorata des opérations effectuées entre chacun d'eux et l'entreprise;
6° les règles applicables à la personne morale qui exploite l'entreprise prévoient qu'en cas de dissolution, le reliquat de ses biens doit être dévolu à une autre personne morale partageant des objectifs semblables.

Pour l'application du premier alinéa, la finalité sociale est celle qui n'est pas centrée sur le profit pécuniaire, mais sur le service aux membres ou à la collectivité et elle s'apprécie notamment en fonction de la contribution de l'entreprise à l'amélioration du bien-être de ses membres ou de la collectivité et à la création d'emplois durables et de qualité.

Est une entreprise d'économie sociale, une entreprise dont les activités consistent notamment en la vente ou l'échange de biens ou de services et qui est exploitée, conformément aux principes énoncés au premier alinéa, par une coopérative, une mutuelle ou une association dotée de la personnalité juridique

1.3 Objectifs de la politique

La politique d'investissement vise à :

- déterminer un cadre et un processus d'allocation du FDÉS équitables et clairs pour les promoteurs et les entreprises;
- permettre la souplesse nécessaire pour répondre aux besoins des projets et des entreprises;
- maximiser l'effet de levier du FDÉS pour le développement de biens et de services répondant aux besoins de la collectivité.

2. ADMISSIBILITÉ

2.1 Critères d'admissibilité

- Être une entreprise d'économie sociale ou organisme à but non lucratif (OBNL) ayant un projet d'économie sociale, en phase de prédémarrage, démarrage, consolidation ou expansion.
- S'appuyer sur une démarche entrepreneuriale formelle, dont le financement est diversifié et qui génère des revenus provenant de la vente de produits ou services correspondant à un minimum de 20 % des revenus annuels.
- Se doter des ressources et des compétences nécessaires à l'atteinte de ses objectifs sociaux et économiques.
- Créer ou maintenir des emplois.
- Investir minimalement 20% du coût total du projet. Cette mise de fonds peut se composer de capital propre et nouveau à investir, d'actifs transférés et dédiés au projet, d'apports de partenaires, de contributions en financières.

2.2 Secteurs exclus

- organisations ayant des liens directs de dépendance avec un franchiseur, un employeur, des clients ou des fournisseurs;
- organisations à caractère sexuel dégradant, religieux ou politique ou dont les activités portent à controverse : agences de rencontre, jeux de guerre, tarot, astrologie, cours de croissance personnelle, boutiques de prêts sur gages et autres organisations que la VILLE juge controversées;
- organisations dont les activités ont des effets néfastes sur l'environnement et la qualité de vie des quartiers;
- services de santé et services sociaux privés ou sans partenariat formel avec les CIUSSS;
- tout service de garde.

Pour les autres secteurs, il appartient aux promoteurs de démontrer la pertinence, la distinction par rapport au marché ou l'effet structurant de leurs activités ou projets.

2.3 Dépenses admissibles

- sont admissibles les dépenses liées à une démarche entrepreneuriale ayant des visées socioéconomiques et visant à assurer la viabilité de l'organisation notamment, les dépenses en capital telles que terrain, bâtisse, équipement, machinerie et matériel roulant, frais d'incorporation et toute dépense de même nature, à l'exception dans certains cas, des dépenses d'achalandage;
- l'acquisition de technologies, de logiciels ou progiciels, de brevets et toute autre dépense de même nature;
- les besoins de fonds de roulement, se rapportant strictement aux opérations de l'entreprise d'économie sociale ou de l'ORGANISME;
- les dépenses liées au développement du projet d'entreprise d'économie sociale telles qu'honoraires professionnels, frais d'expertise et autres frais encourus pour les services de consultants ou de spécialistes pour réaliser des études.

2.4 Dépenses non admissibles

De façon générale sont non-admissibles, les dépenses effectuées hors d'une démarche entrepreneuriale ou n'ayant pas d'impact sur la viabilité de l'organisation, notamment

- les dépenses affectées à la réalisation d'un projet, mais effectuées avant la date de réception de la demande d'aide;
- les dépenses liées à l'adhésion à une association, à un regroupement ou à un parti politique;
- l'aide financière consentie ne peut servir au seul fonctionnement régulier d'une entreprise d'économie sociale ou d'un organisme, au financement de son service de la dette, au remboursement d'emprunt à venir ou au financement d'un projet déjà réalisé.

2.5 Détermination de l'aide financière et cumul des aides gouvernementales

- Les aides financières combinées provenant des gouvernements du Québec et du Canada ne pourront excéder 80 % des coûts admissibles pour un projet.

- Les aides financières devant être considérées dans le calcul du cumul des aides sont celles fournies par les organismes et ministères des gouvernements du Québec et du Canada.

2.6 Critères de financement

- Incorporation à titre d'organisme à but non lucratif, de mutuelle ou de coopérative.
- Réponse à un besoin de la communauté, de ses membres ou de clientèles particulières (ancrage dans la communauté).
- Expérience pertinente dans le secteur d'activités.
- Compétences de l'équipe de direction.
- Qualité de la vie démocratique au sein de l'organisation.
- Création ou maintien d'emplois durables et de qualité.
- Retombées sociales et économiques.
- Pérennité et potentiel de viabilité économique.
- Partenariat financier, des apports externes en biens et services ou en termes de soutien à la réalisation du projet.
- Projet innovant.

3. MODALITÉS DE FINANCEMENT

- La combinaison des différents modes d'aide accordés par le Fonds d'économie sociale (FDÉS) pour un projet ne pourra dépasser 50 000 $. Le montant alloué varie selon l'ampleur du projet, de même que sa récurrence qui ne pourra excéder quatre ans.
- Tous les projets autorisés feront l'objet d'un protocole d'entente. Ce protocole définira les conditions de versements de l'aide financière et les obligations des parties.
- Le montant de l'aide pourra être versé par tranches ou sur présentation de factures et pourra être interrompu si l'avancement des travaux ne respecte pas l'échéancier ou les résultats convenus. Des rapports d'étape préalablement à tout versement d'une tranche de financement pourront être exigés. L'entreprise doit s'engager à fournir les rapports financiers et de gestion qui pourront être raisonnablement demandés.
- Sauf exception, une tranche de 10 % du financement sera retenue et versée à la fin du projet sur dépôt d'un rapport final de réalisation du projet jugé satisfaisant.
- L'entreprise doit s'engager à tenir à la disposition, à des fins de consultation, ses dossiers, livres et registres financiers.

L'aide financière pourra être octroyée de différentes formes :

3.1 Contribution non-remboursable

3.1.1 Volet démarrage

Le volet démarrage vise à soutenir l'émergence de nouveaux projets d'économie sociale sur le territoire. Un projet d'économie sociale est considéré en démarrage s'il a moins de deux ans d'existence.

3.1.2. Volet consolidation

Le volet consolidation du Fonds vise à soutenir la consolidation des projets d'économie sociale existants sur le territoire. Un projet d'économie sociale est considéré comme en consolidation si après sa phase de démarrage, il n'a pas encore atteint son seuil de rentabilité ou lorsqu'il l'a atteint, mais suite à un changement dans l'environnement interne ou externe de l'entreprise, ne parvient plus à l'atteindre.

3.1.3 Volet expansion

Le volet expansion du Fonds vise à soutenir la croissance des entreprises d'économie sociale existantes sur le territoire. Un projet d'économie sociale est considéré en expansion s'il a atteint son seuil de rentabilité. Suite à l'aide financière, le projet d'économie sociale aura augmenté sa production, ses ressources humaines, son chiffre d'affaires, son surplus accumulé, ses résultats ou ses retombées sociales.

3.1.4 Volet aide technique

Contribution visant à soutenir les promoteurs, en leur permettant d'embaucher des ressources internes ou externes pour réaliser les études nécessaires au développement de leur projet.

3.2 Achat de parts privilégiées (coopératives)

- Pour être admissible, le projet ne doit pas en être à sa première année de financement de démarrage au Fonds d'économie sociale.
- La coopérative doit racheter les parts privilégiées à l'échéance prévue à moins qu'une entente différente soit convenue.

3.3 Achat d'obligations communautaires (OBNL)

- Pour être admissible, le projet ne doit pas en être à sa première année de financement de démarrage au Fonds d'économie sociale.
- L'organisme doit racheter les obligations communautaires à l'échéance prévue à moins qu'une entente différente soit convenue.

ANNEXE VI
POLITIQUE FONDS JEUNES ENTREPRISES

MISSION

La mission du Fonds Jeunes Entreprises est de créer et soutenir des entreprises viables en leur offrant une aide financière pour le démarrage, l'expansion ou la relève entrepreneuriale.

OBJECTIFS

- contribuer au développement économique du territoire couvert par PME MTL **xxxxxxx** ;
- procurer un levier en faveur du financement du projet ;
- supporter le développement de l'emploi.

ENTREPRISE ADMISSIBLE

- toute entreprise légalement constituée et dont le siège social est situé sur le territoire de PME MTL **xxxxx,** pourvu qu'elle soit inscrite au Registre des Entreprises du Québec (REQ).
- entreprise avec un potentiel de croissance ;
- l'actionnariat de l'entreprise doit être détenu majoritairement par des citoyens canadiens ou résidents permanents ;
- entreprise ayant de zéro (0) à cinq (5) ans d'existence depuis le début de ses ventes ;
- être qualifiée et jumeler un prêt ou une garantie de prêt de PME MTL **xxxxx** d'un montant minimal de 25 000$ au moment de la demande ;
- être qualifiée pour un projet de relève, d'acquisition ou de transfert d'entreprise.

CANDIDAT ADMISSIBLE

- le promoteur doit démontrer des connaissances et une expérience pertinentes du domaine ainsi que des connaissances et aptitudes en gestion ;
- le promoteur doit s'engager à travailler à plein temps dans l'entreprise (soit un minimum de 35 heures par semaine) ;
- le promoteur ne doit pas être en défaut de payer ses dettes gouvernementales ou en défaut de respecter une entente contractuelle de remboursement.

CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ

- déposer un plan d'affaires ou un sommaire exécutif qui démontre un caractère de permanence et que l'entreprise a de bonnes possibilités de viabilité et de rentabilité ;
- créer des emplois permanents à temps plein, en plus du promoteur principal, dans un horizon de vingt-quatre (24) mois ;
- une mise de fonds (minimum de 10% en argent) est exigée dans tous les dossiers. Nous reconnaissons comme mise de fonds, une injection de capital provenant d'investisseurs privés, d'anges financiers, et / ou de firme de capital de risque.

Il est entendu que PME MTL xxxx se réserve le droit d'exiger un montant de mise de fonds plus élevé selon le type de projet présenté et le montage financier s'y rattachant.

AIDE FINANCIÈRE

- l'aide financière prend la forme d'une contribution non remboursable (subvention) ;
- l'aide financière est accordée à l'entreprise et ne peut être utilisée pour financer directement un individu ;

- le montant de la contribution non-remboursable doit répondre à l'un de ces deux critères :
    - plus bas ou égal à 20 % du prêt consenti (minimum 25 000 $);
    - ne peut excéder 15 000 $ par entreprise.

DÉPENSES ADMISSIBLES

- les dépenses en capital telles que l'acquisition d'équipement, machinerie, logiciel, améliorations locatives et toute autre dépense de même nature ;
- les dépenses liées à la commercialisation ;
- les besoins de fonds de roulement se rapportant strictement aux opérations de l'entreprise ;
- les honoraires professionnels ;
- les dépenses liées à une formation en lien avec le projet.

MODALITÉS ADMINISTRATIVES

chaque demande fera l'objet d'une évaluation par le comité d'investissement commun « CIC » de PME MTL xxxx établissant la qualification de l'entrepreneur et de son projet en regard des objectifs et exigences du Fonds Jeunes Entreprises ;

- chaque projet accepté fera l'objet d'une convention conclue entre le PME MTL xxxx et l'entreprise, laquelle stipulera les termes et conditions régissant le versement de l'aide financière.

SECTEUR D'ACTIVITÉ

Ouvert à tous les secteurs d'activité à l'exception :

- d'organisations ou projets à caractère sexuel **dégradant,** religieux ou politique ou dont les activités portent à controverse : agences de rencontre, jeux de guerre, tarot, astrologie, cours de croissance personnelle, boutique de prêts sur gages, etc. ;
- d'organisations ou projets dont les activités ont des effets néfastes sur l'environnement et la qualité de vie des quartiers ;
- d'organisations ou projets qui créent une distorsion de marché en favorisant trop de compétition.

BUDGET ALLOUÉ AU FONDS JEUNES ENTREPRISES (FJE)

Le Conseil d'administration décidera annuellement, le cas échéant, du budget alloué au Fonds Jeunes Entreprises.

ANNEXE VII
LISTE DES CONTRATS DE PRÊTS TRANSFÉRÉS À L'ORGANISME

À COMPLÉTER

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.03

2016/03/24 17:00

(2)

Dossier # : 1163430006

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Approuver le programme d'activités des commissions permanentes du conseil d'agglomération pour l'année 2016

Il est recommandé au conseil d'agglomération d'approuver le programme d'activités 2016 des commissions permanentes du conseil municipal ci-après:
Commission sur la culture, le patrimoine et les sports

- Montréal, métropole culturelle 2017-2022;

Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation

- Étude de l'évolution des hausses de loyers pour les commerçants, leurs conséquences sur l'économie de Montréal et les solutions pour les limiter (CM14 0948);

- Motion concernant l'implantation d'un méga centre commercial à l'angle des autoroutes 15 et 40, à Ville Mont-Royal (CM15 0372 et CM15 1290);

- Plan d'action de lutte à l'insalubrité des logements 2014-2017;

- L'avenir du secteur manufacturier à Montréal;

- La valeur ajoutée des institutions universitaires dans la grande région de Montréal;

Commission sur le développement social et la diversité montréalaise

- Politique sur le développement social;

- Déclaration contre l'intimidation sous toutes ses formes (CM16 0174) et Motion de l'opposition officielle sur la prévention de l'intimidation (CM16 0268)

Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs

- Plan directeur de gestion des matières résiduelles 2016-2020;

Commission sur les finances et l'administration

- Rapport annuel du Vérificateur général pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015;

- Programme triennal d'immobilisations 2017-2019;

- Prévisions budgétaires 2017 et budgets des sociétés paramunicipales;

Commission sur le schéma d'aménagement et de développement de Montréal

- Étude du bilan de l'opération de concordance des plans et règlements d'urbanisme des arrondissements et des villes liées;

- Consultation publique sur un sujet à être déterminé;

Commission de la sécurité publique

- Sujet(s) à déterminer

Commission sur le transport et les travaux publics

- Déterminer des mesures administratives, fiscales ou incitatives en vue d'accroître l'utilisation du transport collectif et actif par les employés de la Ville de Montréal pour les déplacements domicile-travail (CM15 0334);

- Politique de stationnement (CG16 0031).

De plus, les commissions permanentes peuvent également, par leur initiative, faire l'étude de tout autre sujet à l'intérieur de leur mandat.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-03-04 15:07

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1163430006**

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Approuver le programme d'activités des commissions permanentes du conseil d'agglomération pour l'année 2016

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de l'article 2 du Règlement sur les commissions permanentes du conseil d'agglomération (RCG 06-024), les commissions permanentes doivent, chaque année, dresser un programme d'activités qu'elles présentent au conseil d'agglomération pour approbation.
Le programme d'activités de chaque commission pour l'année 2016 est présenté à la rubrique *Description* .

Il est utile de préciser qu'outre les sujets de consultation publique mentionnés, l'ensemble des mandats ponctuels déjà donnés par les instances décisionnelles ont été intégrés dans la programmation et ce, afin d'illustrer plus fidèlement la charge de travail actuelle des différentes commissions permanentes. D'autres sujets peuvent également être abordés dans le cadre de séances de travail en cours d'année.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Il est recommandé d'approuver le programme d'activités 2016 des commissions permanentes du conseil municipal ci-après:
Commission sur la culture, le patrimoine et les sports

- Montréal, métropole culturelle 2017-2022;

Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation

- Étude de l’évolution des hausses de loyers pour les commerçants, leurs conséquences sur l’économie de Montréal et les solutions pour les limiter (CM14 0948);

- Motion concernant l’implantation d’un méga centre commercial à l’angle des autoroutes 15 et 40, à Ville Mont-Royal (CM15 0372 et CM15 1290);

- Plan d’action de lutte à l’insalubrité des logements 2014-2017;

- L’avenir du secteur manufacturier à Montréal;

- La valeur ajoutée des institutions universitaires dans la grande région de Montréal;

Commission sur le développement social et la diversité montréalaise

- Politique sur le développement social;

- Déclaration contre l'intimidation sous toutes ses formes (CM16 0174) et Motion de l'opposition officielle sur la prévention de l'intimidation (CM16 0268)

Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs

- Plan directeur de gestion des matières résiduelles 2016-2020;

Commission sur les finances et l'administration

- Rapport annuel du Vérificateur général pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015;

- Programme triennal d’immobilisations 2017-2019;

- Prévisions budgétaires 2017 et budgets des sociétés paramunicipales;

Commission sur le schéma d’aménagement et de développement de Montréal

- Étude du bilan de l'opération de concordance des plans et règlements d'urbanisme des arrondissements et des villes liées;

- Consultation publique sur un sujet à être déterminé;

Commission de la sécurité publique

- Sujet(s) à déterminer

Commission sur le transport et les travaux publics

- Déterminer des mesures administratives, fiscales ou incitatives en vue d'accroître l'utilisation du transport collectif et actif par les employés de la Ville de Montréal pour les déplacements domicile-travail (CM15 0334);

- Politique de stationnement (CG16 0031).

De plus, les commissions permanentes peuvent également, par leur initiative, faire l'étude de tout autre sujet à l'intérieur de leur mandat.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les sujets inscrits au programme d'activités sont diffusés, en prévision de chaque consultation publique, sur le site Internet des commissions permanentes à l'adresse suivante: ville.montreal.qc.ca/commissions ainsi que via les médias sociaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_ soutien aux commissions et réglementation

Tél : 514 872-3770

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-04

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_ soutien aux commissions et réglementation

Tél : 514 872-3770

Télécop. : 514 872-5655

Télécop. : 514 872-5655

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2016-03-04

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.04

2016/03/24 17:00

(2)

Dossier # : 1163592006

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Ne pas utiliser, pour les résultats financiers 2015, les mesures d'allègement fiscales incluses au budget de 2015

Il est recommandé :
Compte tenu des résultats financiers de 2015, ne pas utiliser les mesures d'allègement incluses au budget de 2015 en ce qui concerne la crise financière de 2008 ainsi que celle concernant la modification apportée en 2014 au régime général à la TVQ.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-03-10 12:58

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1163592006**

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Ne pas utiliser, pour les résultats financiers 2015, les mesures d'allègement fiscales incluses au budget de 2015

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2007, le monde municipal est passé aux normes comptables du secteur public. Afin d'éviter les fluctuations trop grandes sur leur budget annuel résultant de certains événements ou nouvelles normes comptables, le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) a mis en place certaines mesures d'allègement fiscales. Ainsi annuellement, lors de la préparation de leur budget, les villes peuvent utiliser ou non ces mesures d'allègement afin de reporter aux années futures les impacts fiscaux de ces événements ou modifications comptables.
Pour la Ville de Montréal, depuis la mise en place de ces mesures d'allègement, celles-ci furent toujours prises en considération lors de la préparation du budget annuel. Par contre, compte tenu des résultats financiers depuis 2007, la Ville ne s'est jamais prévalue de ces mesures d'allègement évitant ainsi de reporter la taxation aux années futures.

Depuis 2015, le MAMOT a mis en place une nouvelle directive concernant l'inclusion ou non de ces mesures d'allègement au niveau des résultats réels. Ainsi pour les années 2015 et suivantes, lorsqu'une mesure d'allègement sera incluse au niveau du budget annuel, celle-ci devra aussi être prise en considération au niveau des résultats réels, sauf dans les cas où la Ville passe une résolution avant le 31 décembre dans laquelle est mentionne qu'elle désire ne pas se prévaloir de ces mesures d'allègement. Exceptionnellement cette année, étant donné que cette nouvelle mesure fut émise en fin d'année financière, les auditeurs permettent de rallonger cette période jusqu'aux instances du mois de mars 2016.

En 2015, les deux (2) mesures d'allègement dont la Ville ne désire pas se prévaloir au niveau de ses résultats financiers sont la mesure se rattachant à la crise financière de 2008 qui a eu des impacts importants sur le coût des régimes de retraite ainsi que celle concernant la modification qui fut apportée en 2014 au niveau du régime général de la TVQ, de telle sorte que le remboursement de la taxe de vente s'applique aux taxes réellement payées par chaque organisme municipal sous forme de crédit sur intrant. Auparavant, ce remboursement de TVQ par le gouvernement du Québec était versé sous forme de transfert inconditionnel.

Pour l'année financière 2015, le montant de ces deux (2) mesures d'allègement sont de l'ordre de 95,4 M$, soit 42,6 M$ au niveau municipal et de 52,8 M$ au niveau de l'agglomération.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

Compte tenu de la nouvelle directive du MAMOT émise en décembre 2015, la Ville désire, comme par les années passées, ne pas utiliser dans ses résultats financiers de 2015 les mesures d'allègement incluses au budget 2105, évitant ainsi aux citoyens de Montréal une taxation supplémentaire au cours des années futures.

JUSTIFICATION

Compte tenu des résultats financiers de 2015, la Ville ne désire pas utiliser les mesures d'allègement incluses au budget de 2015 en ce qui concerne la crise financière de 2008 ainsi que celle concernant la modification au régime général à la TVQ.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Diminution du revenu fiscal de 95,4 M$ en 2015 en contrepartie de l'annulation d'une mesure d'allègement du même montant, permettant ainsi de ne pas reporter aux années futures la taxation se rattachant à ces mesures d'allègement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N/A

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Raoul CYR
Directeur - Comptabilité et informations financières

Tél : 514-872-2436
Télécop. : 514 872-8647

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-09

Raoul CYR
Directeur - Comptabilité et informations financières

Tél : 514 872-2436
Télécop. : 514 872-8647

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Raoul CYR
Directeur - Comptabilité et informations financières
Tél : 514 872-2436
Approuvé le : 2016-03-09

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves COURCHESNE
DIRECTEUR DU SERVICE DES FINANCES

Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2016-03-09

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.01

2016/03/24 17:00

(1)

Dossier # : 1154560002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division des transports actifs et collectifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	Plan de transport
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 30 000 000 $ afin de financer les travaux des aménagements cyclables relevant du conseil d'agglomération.

Il est recommandé :
d'adopter un règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 30 000 000 $ afin de financer les travaux des aménagements cyclables relevant du conseil d'agglomération » , sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-01-18 13:37

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1154560002**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division des transports actifs et collectifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	Plan de transport
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 30 000 000 $ afin de financer les travaux des aménagements cyclables relevant du conseil d'agglomération.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2016-2018, des investissements sont prévus pour les travaux des aménagements cyclables relevant de la compétence du conseil d'agglomération.
Le présent dossier porte sur l'adoption d'un règlement d'emprunt de 30 000 000 $ afin de financer le développement du réseau cyclable identifié au Plan vélo, relevant de la compétence du conseil de l'agglomération.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0660 - 19 novembre 2015 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2016-2018 de la Ville de Montréal (volet agglomération).

CG15 0201 - 26 mars 2015 - Règlement autorisant un emprunt de 12 692 000$ afin de financer les travaux d'aménagements cyclables (GDD 1150776001)

CG15 0118 - 26 février 2015 (dossier 1144368010): 1) Approuver la modification au Plan de transport 2008 quant à la mise à jour du réseau cyclable actuel et projeté de l'Île de Montréal; 2) Adopter le règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005).

CG11 0474 - 22 décembre 2011 - Règlement autorisant un emprunt de 30 000 000 $ afin

de financer les travaux d'aménagement et de construction de pistes cyclables (GDD 1110824008 – RCG 11-030).

DESCRIPTION

Ce nouveau règlement d'emprunt vise à financer, pour les années 2016 et 2017, le programme ci-dessous qui fait partie du programme triennal d'immobilisations 2016-2018

- $ 30.0M : 45000 – Développement du réseau cyclable

Le chantier visant le développement et la mise à niveau du réseau cyclable de l'agglomération est inscrit au Plan de transport de Montréal. La programmation de la réalisation de l'ensemble des projets d'aménagement cyclable est présentée chaque année. Une cible de quelque 50 km d'aménagements cyclables sont à réaliser chaque année pour répondre aux besoins de développement, de mise à niveau et d'aménagements temporaires dans le cadre d'événements spéciaux et de gestion de chantiers.

JUSTIFICATION

L'approbation par le gouvernement du Québec et les instances décisionnelles du règlement d'emprunt permet de réduire les délais administratifs lors de l'octroi de contrats et par conséquent permettront de réaliser plus rapidement les travaux requis.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les différents travaux sont prévus au programme triennal d'immobilisations 2016-2018 de la Ville de Montréal - volet agglomération.
La période de financement ne doit pas excéder 20 ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le développement du réseau cyclable favorise les déplacements en transports actifs et contribue ainsi à une gestion responsable des transports des personnes selon l'approche du développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption du présent règlement d'emprunt est requise pour l'octroi des contrats de travaux visant la réalisation de 50 km de voies cyclables par année. Sans l'adoption de ce règlement d'emprunt, la réalisation des aménagements cyclables nécessitant des travaux capitalisables financés par le PTI serait compromise.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue relativement à l'adoption du règlement d'emprunt

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Règlement d'emprunt en mars 2016
Réalisation des travaux d'aménagement: 2016 et années suivantes.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François RONDOU)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Katie TREMBLAY
Ingénieure, chef de section

Tél : 514 872-4402
Télécop. : 514 872-4494

ENDOSSÉ PAR Le : 2015-11-20

Serge LEFEBVRE
Chef de division

Tél : 514 872-4338
Télécop. : 514 872-4494

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit CHAMPAGNE
Directeur
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2016-01-18

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Benoit CHAMPAGNE
Directeur
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2016-01-18

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1154560002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division des transports actifs et collectifs
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 30 000 000 $ afin de financer les travaux des aménagements cyclables relevant du conseil d'agglomération.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



AML - 1154560002 - Pistes cyclables.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocat
Tél : 514-872-0128

ENDOSSÉ PAR Le : 2015-12-04

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate,
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 30 000 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DES AMÉNAGEMENTS CYCLABLES

Vu l'article 37 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 30 000 000 $ est autorisé afin de financer les travaux des aménagements cyclables.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

6. Le présent règlement prendra effet à compter de la plus tardive des dates suivantes : la date de sa publication ou le 1er janvier 2016.

_____

GDD1154560002

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1154560002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division des transports actifs et collectifs
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 30 000 000 $ afin de financer les travaux des aménagements cyclables relevant du conseil d'agglomération.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Projet 45000 - 1154560002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François RONDOU
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Brennan 1
Tél : (514) 868-3837

Co-auteur:
Stéphanie MORAN
Conseillère budgétaire - Conseil et soutien financier - PS Brennan 1
514-872-281

ENDOSSÉ PAR Le : 2015-11-20

Jacques BERNIER
Chef de division

Tél : 514 872-3417

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier - PS Brennan 1

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.02

2016/03/24 17:00

(1)

Dossier # : 1157090003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénérie du réseau et des réservoirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 1 759 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des actifs du réseau primaire d'aqueduc ».

Il est recommandé :
d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 1 759 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des actifs du réseau primaire d'aqueduc », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-01-14 06:55

Signataire : Jacques A. ULYSSE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1157090003**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénérie du réseau et des réservoirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 1 759 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des actifs du réseau primaire d'aqueduc ».

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l'eau potable (DEP) est responsable de l'entretien du réseau primaire de l'agglomération de Montréal.
Depuis 2 ans, la DEP a procédé à l'inspection des équipements et des installations pour s'assurer de la mise à niveau constante de ses actifs. Le parc de chambres de vannes n'a pas été entretenu ni renouvelé depuis plusieurs années. Certaines chambres, par mesure de sécurité, ne sont tout simplement plus accessibles.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0660 - 19 novembre 2015 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2016-2018 de la Ville de Montréal (volet agglomération).

DESCRIPTION

Ce règlement d'emprunt vise à financer la réhabilitation des actifs du réseau primaire d'aqueduc afin d'assurer un réseau fiable et sécuritaire.
Le réseau primaire compte plus de 2300 chambres de vannes dont chacune est composée de différents équipements tels que des compteurs, de l'équipement électrique, des vannes, etc. Ce programme permettra de reconstruire, en totalité ou en partie, des chambres de vannes ainsi que de procéder à l'achat et au remplacement des composantes majeures de celles-ci.

JUSTIFICATION

L'autorisation du présent projet de règlement d'emprunt est nécessaire pour financer le programme de réhabilitation des chambres des vannes et composantes de la DEP.
Dans sa mission la DEP doit s'assurer de fournir une eau potable de qualité en quantité suffisante à l'ensemble de la population de l'agglomération de l'île de Montréal.

La DEP doit assurer la pérennité des équipements et des installations en les mettant à niveau selon les normes les plus récentes.

L'approbation préalable par le gouvernement du Québec et le conseil d'agglomération du règlement d'emprunt permet de réduire les délais administratifs lors de l'octroi de contrats et par conséquent permet de réaliser les travaux requis.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement permettra de financer différents travaux du programme «Réhabilitation des chambres de vannes et composantes » prévus au programme triennal d'immobilisations 2016-2018 de l'agglomération de Montréal. Le montant du règlement demandé correspond au niveau de dépense prévu pour ce programme pour la première année du PTI 2016-2018. L'ensemble de ces travaux est de compétence d'agglomération puisqu'il concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la "Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations".

Certains de ces travaux bénéficieront de subventions dont les taux varient selon les programmes.

Il est important de souligner que ce règlement comporte des modalités spécifiques de remboursement. En effet, le règlement prévoit que des quotes-parts seront perçues de chacune des municipalités liées afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt qui sera contracté relativement aux dépenses admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ) ou au volet grandes villes du Programme de subvention Fonds chantiers Canada-Québec. Les quotes-parts, établies sur la base des dépenses réelles, seront réparties entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif établi selon l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et des régions en date du 26 novembre 2008, (2008) 140 G.O. II, 5967A. Ces quotes-parts seront assujetties aux mêmes modalités de paiement que celles de la quote-part générale.

Par ailleurs, le règlement prévoit que toute municipalité liée pourra, si elle le désire, s'exempter en tout ou en partie du paiement de la quote-part pour le reste du terme de l'emprunt en payant en un seul versement sa part du capital ou une partie de celui-ci. L'offre de paiement comptant sera faite aux municipalités liées à la suite du dépôt du rapport financier annuel de la Ville de Montréal. Les subventions TECQ ou FCCQ-Grandes Villes ainsi que la réserve locale que la Ville de Montréal inscrit dans ces projets, tiennent lieu de paiement comptant pour celle-ci.

Pour les dépenses qui ne sont pas admissibles à ces programmes de subventions, le financement de l'emprunt proviendra des revenus généraux de l'agglomération de Montréal.

Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

Le règlement d'emprunt devra être approuvé par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les projets financés par ce règlement d'emprunt contribueront à une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans ce règlement d'emprunt il ne sera pas possible de reconstruire ou réhabiliter des ouvrages jugés comme essentiels au réseau de distribution d'eau potable.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte aucun enjeu de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le règlement d'emprunt devra être approuvé par le ministre des Affaires Municipales et de l'Occupation du Territoire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Ghizlane KOULILA)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

German GODOY
Ingénieur jr

Tél : 514-868-4549
Télécop. : 514-872-8623

Anne-Marie LABERGE
Chef de section - Ingénierie

ENDOSSÉ PAR Le : 2015-12-21

Caroline TURCOTTE
Chef de section automatisation

Tél : 514 872-0890
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Babak HERISCHI
Directeur de l'eau potable
Tél : 514 872-3411
Approuvé le : 2016-01-08

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2016-01-12

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1157090003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénérie du réseau et des réservoirs
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 1 759 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des actifs du réseau primaire d'aqueduc ».

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir le projet de règlement ci-joint:

FICHIERS JOINTS

ND - 1157090003-réseau primaire d'aqueduc.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-07

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128
Division : Droit fiscal, évaluation et transaction financière

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 1 759 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE RÉHABILITATION DES ACTIFS DU RÉSEAU PRIMAIRE D'AQUEDUC

Vu les articles 19, 26, 118.80 et 118.81 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations qui sont prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Aux fins du présent règlement le terme « potentiel fiscal » signifie le potentiel fiscal tel qu'établi par l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et des Régions concernant les règles permettant d'établir le potentiel fiscal des municipalités liées de l'agglomération de Montréal aux fins de la répartition des dépenses d'agglomération (2008) 140 G.O.II, 5967A.

2. Un emprunt de 1 759 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des actifs du réseau primaire d'aqueduc.

3. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

4. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

5. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles d'un emprunt contracté en vertu du présent règlement, il sera perçu, chaque année, relativement aux dépenses qui sont admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ) ou au volet grandes villes du Programme de subvention Fonds chantiers Canada-Québec, durant le terme de l'emprunt, une quote-part, de chaque municipalité liée, suffisante pour assurer le remboursement de l'emprunt relatif à ces dépenses. La quote-part est répartie entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Cette quote-part sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la quote-part générale.

6. Toute municipalité liée de qui est exigée une quote-part, en vertu de l'article 5, peut :

1° être exemptée de cette quote-part en payant, en un versement, la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt, aurait été fournie par cette quote-part;

2° être exemptée d'une partie de cette quote-part en payant, en un versement, une partie de la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt aurait été fournie par cette quote-part; le pourcentage d'exemption étant égal au pourcentage de la part du capital payée.

La part payable est calculée sur la base du potentiel fiscal tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Le paiement fait avant le terme mentionné à l'article 7 exempte la municipalité liée de cette quote-part ou d'une partie de celle-ci pour le reste du terme de l'emprunt, selon la part du capital qu'elle a payée en vertu du 1er alinéa.

Le montant de l'emprunt est réduit d'une somme égale à celle payée en vertu du présent article.

7. La Ville de Montréal transmet aux municipalités liées, suite au dépôt du rapport financier, une offre de paiement comptant basée sur le montant des dépenses nettes à financer faites en vertu du présent règlement au cours de l'exercice financier visé par le rapport.

Le paiement de la part du capital prévu à l'article 6 doit se faire en un versement unique au plus tard le 90e jour qui suit la transmission de l'offre de paiement comptant aux municipalités liées.

8. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement relativement aux dépenses qui ne sont pas admissibles à l'un ou l'autre des programmes mentionnés à l'article 5, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

GDD1157090003

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1157090003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénérie du réseau et des réservoirs
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 1 759 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des actifs du réseau primaire d'aqueduc ».

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP_1157090003.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghizlane KOULILA
Préposée au budget
Conseil et soutien financier - PS EAU
Tél : 514 872-8464

ENDOSSÉ PAR Le : 2015-12-22

Louise B LAMARCHE
Conseillère en gestion des ressources financières - c/E
Tél : 514 872-6538
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.03

2016/03/24 17:00

(1)

Dossier # : 1157090001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénérie du réseau et des réservoirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 8 187 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage ».

Il est recommandé :
d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 8 187 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et Occupation du territoire.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-02-02 12:02

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1157090001**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénérie du réseau et des réservoirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 8 187 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage ».

CONTENU

CONTEXTE

Dans sa mission, la Direction de l'eau potable assure la distribution de l'eau potable sur tout le territoire de la Ville de Montréal et pour ce faire, elle doit maintenir en bon état d'opération un grand nombre de réservoirs et de stations de pompages dont certains sont désuets ou rendus à la fin de leur durée de vie utile.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0660 - 19 novembre 2015 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2016-2018 de la Ville de Montréal (volet agglomération).

DESCRIPTION

Ce nouveau règlement d'emprunt vise à financer divers contrats de construction au niveau des réservoirs tel que la mise à niveau électrique de la station de pompage Closse et des travaux au réservoir Côte-des-Neiges.

JUSTIFICATION

L'autorisation du présent projet de règlement d'emprunt est nécessaire pour financer le programme de réhabilitation des réservoirs et des stations de pompage de la Direction de l'eau potable.
La Direction de l'eau potable doit réaliser ces travaux qui permettent d'assurer la pérennité des équipements et des installations en les mettant à niveau selon les normes les plus récentes ou en les remplaçant lorsqu'ils ont atteint leur fin de vie utile.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement permettra de financer différents travaux du programme "Réhabilitation des réservoirs et des stations de pompage" prévu au programme triennal d'immobilisations 2016-2018 de l'agglomération de Montréal. Le montant du règlement demandé correspond au niveau de dépenses prévu aux deux premières années du PTI 2016-2018, en raison du

devancement de travaux et du risque potentiel que le montant d'emprunt déjà prévu pour 2016 soit insuffisant.
L'ensemble de ces travaux est de compétence d'agglomération puisqu'il concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la "Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations".

Certains de ces travaux bénéficieront de subventions dont les taux varient selon les programmes.

Il est important de souligner que ce règlement comporte des modalités spécifiques de remboursement. En effet, le règlement prévoit que des quotes-parts seront perçues de chacune des municipalités liées afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt qui sera contracté relativement aux dépenses admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ) ou au volet grandes villes du Programme de subvention Fonds chantiers Canada-Québec (FCCQ-GV). Les quotes-parts, établies sur la base des dépenses réelles, seront réparties entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif établi selon l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et des régions en date du 26 novembre 2008, (2008) 140 G.O. II, 5067A. Ces quotes-parts seront assujetties aux mêmes modalités de paiement que celles de la quote-part générale.

Par ailleurs, le règlement prévoit que toute municipalité liée pourra, si elle le désire, s'exempter en tout ou en partie du paiement de la quote-part pour le reste du terme de l'emprunt en payant en un seul versement sa part du capital ou une partie de celui-ci. L'offre de paiement comptant sera faite aux municipalités liées à la suite du dépôt du rapport financier annuel de la Ville de Montréal. Les subventions TECQ ou FCCQ-GV ainsi que la réserve locale que la Ville de Montréal inscrit dans ces projets, tiennent lieu de paiement comptant pour celle-ci.

Pour les dépenses qui ne sont pas admissibles à ces programmes de subventions, le financement de l'emprunt proviendra des revenus généraux de l'agglomération de Montréal.

Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

Le règlement d'emprunt devra être approuvé par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux financés par ce règlement d'emprunt contribueront à une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le règlement d'emprunt n'est pas adopté, il ne sera pas possible d'effectuer les travaux requis, notamment ceux prévus à la station de pompage Closse et au réservoir Côte-des-Neiges, des ouvrages jugés essentiels aux réseaux de distribution d'eau potable.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte aucun enjeu de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le règlement d'emprunt devra être approuvé par le ministre des Affaires Municipales et de l'Occupation du Territoire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Ghizlane KOULILA)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

German GODOY
Ingénieur jr

Tél : 514-868-4549
Télécop. : 514-872-8623

Anne-Marie LABERGE
Chef de section Ingénierie

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-02

Christian MARCOUX
Chef de division Ingénierie

Tél : 514 872-3483
Télécop. : 514 872-8146

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Babak HERISCHI
Directeur de l'eau potable
Tél : 514 872-3411
Approuvé le : 2016-02-02

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2016-02-02

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1157090001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénérie du réseau et des réservoirs
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 8 187 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage ».

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ND - 1157090001-réservoirs et stations de pompage.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-02

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128
Division : Droit fiscal, évaluation et transaction financière

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 8 187 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE RÉHABILITATION DES RÉSERVOIRS ET STATIONS DE POMPAGE

Vu les articles 19, 26, 118.80 et 118.81 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations qui sont prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Aux fins du présent règlement le terme « potentiel fiscal » signifie le potentiel fiscal tel qu'établi par l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et des Régions concernant les règles permettant d'établir le potentiel fiscal des municipalités liées de l'agglomération de Montréal aux fins de la répartition des dépenses d'agglomération (2008) 140 G.O.II, 5967A.

2. Un emprunt de 8 187 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage.

3. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

4. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

5. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles d'un emprunt contracté en vertu du présent règlement, il sera perçu, chaque année, relativement aux dépenses qui sont admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ) ou au volet grandes villes du Programme de subvention Fonds chantiers Canada-Québec, durant le terme de l'emprunt, une quote-part, de chaque municipalité liée, suffisante pour assurer le remboursement de l'emprunt relatif à ces dépenses. La quote-part est répartie entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Cette quote-part sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la quote-part générale.

6. Toute municipalité liée de qui est exigée une quote-part, en vertu de l'article 5, peut :

1° être exemptée de cette quote-part en payant, en un versement, la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt, aurait été fournie par cette quote-part;

2° être exemptée d'une partie de cette quote-part en payant, en un versement, une partie de la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt aurait été fournie par cette quote-part; le pourcentage d'exemption étant égal au pourcentage de la part du capital payée.

La part payable est calculée sur la base du potentiel fiscal tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Le paiement fait avant le terme mentionné à l'article 7 exempte la municipalité liée de cette quote-part ou d'une partie de celle-ci pour le reste du terme de l'emprunt, selon la part du capital qu'elle a payée en vertu du 1er alinéa.

Le montant de l'emprunt est réduit d'une somme égale à celle payée en vertu du présent article.

7. La Ville de Montréal transmet aux municipalités liées, suite au dépôt du rapport financier, une offre de paiement comptant basée sur le montant des dépenses nettes à financer faites en vertu du présent règlement au cours de l'exercice financier visé par le rapport.

Le paiement de la part du capital prévu à l'article 6 doit se faire en un versement unique au plus tard le 90e jour qui suit la transmission de l'offre de paiement comptant aux municipalités liées.

8. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement relativement aux dépenses qui ne sont pas admissibles à l'un ou l'autre des programmes mentionnés à l'article 5, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

GDD1157090001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1157090001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénérie du réseau et des réservoirs
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 8 187 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage ».

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP_1157090001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghizlane KOULILA
Préposée au budget
Conseil et soutien financier - PS EAU
Tél : 514 872-8464

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-01

Louise B LAMARCHE
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-6538
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.04

2016/03/24 17:00

(1)

Dossier # : 1156279001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénierie d'usine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 6 776 000$ afin de financer les travaux de modernisation, de pérennisation et de sécurisation prévus au programme d'investissement dans les usines d'eau potable ».

Il est recommandé :
d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 6 776 000 $ afin de financer les travaux de modernisation, de pérennisation et de sécurisation prévus au programme d'investissement dans les usines d'eau potable », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et Occupation du territoire.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-01-19 12:00

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1156279001**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénierie d'usine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 6 776 000$ afin de financer les travaux de modernisation, de pérennisation et de sécurisation prévus au programme d'investissement dans les usines d'eau potable ».

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l'eau potable compte six usines de production sur le territoire de l'île de Montréal qui datent de 1911 à 1978. De nombreux projets de faible envergure sont requis sur une base régulière afin d'assurer la pérennité des installations et de se conformer aux standards et aux normes en constante évolution. Le programme comprend des travaux de diverses natures, autant au niveau des procédés de traitement, de l'enveloppe des bâtiments, de la structure, de l'automatisation des systèmes, des réseaux de communication, de la sécurisation des machines, etc.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0660 - 19 novembre 2015 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2016-2018 de la Ville de Montréal (volet agglomération)

DESCRIPTION

Les travaux prévus à court terme pour le volet immobilier à l'usine Atwater incluent notamment la réfection de l'enveloppe du bâtiment des filtres, le remplacement de soufflante d'air de lavage, le remplacement de vannes murales et diverses améliorations de santé et sécurité. Dans les usines de l'ouest, divers projets de sécurisation sont prévus (sécurisation du dosage de chaux, passerelles, etc.).
Pour le volet automatisation des procédés, les travaux d'investissement visent la modernisation, le remplacement, la fiabilisation et la sécurisation des infrastructures de contrôle et de communication des usines. Les projets prévus à court terme: le rehaussement des systèmes de contrôle en temps réel des procédés des usines de l'ouest et des stations de pompage, l'ajout d'outils d'aide à la décision pour l'ensemble des opérateurs de la Direction de l'eau potable, la poursuite du déploiement des réseaux de communication de contrôle locaux et inter-sites robustes et sécuritaires, le déploiement d'un nouveau réseau de télémétrie pour les chambres de régulation et de mesures, la mise en place d'infrastructure d'opération à distance et enfin la réalisation d'un site de relève.

JUSTIFICATION

La mission de la Direction de l'eau potable est d'exploiter pour l'agglomération de Montréal un service fiable et performant et de fournir de l'eau potable d'une qualité exemplaire, en quantité suffisante, et au meilleur coût financier et environnemental possible tout en gérant les infrastructures comme un patrimoine collectif à maintenir en bon état de constante appréciation.
Dans le but de remplir cette mission, il est requis d'investir en réalisant des travaux de réfection sur nos actifs (équipements, procédés et installations), en les mettant à niveau selon les normes et technologies les plus récentes qui permettent de produire l'eau à meilleur coût et d'en maintenir la pérennité. L'autorisation du présent projet de règlement d'emprunt est nécessaire pour procéder à la réalisation de ces travaux.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement permettra de financer différents travaux du programme « Investissements – Diverses usine » prévus au programme triennal d'immobilisations 2016-2018 de l'agglomération de Montréal. Le montant du règlement demandé correspond au niveau de dépense prévu pour ce programme de la première année du PTI 2016-2018.
L'ensemble de ces travaux est de compétence d'agglomération puisqu'il concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la "Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations".

Certains de ces travaux bénéficieront de subventions dont les taux varient selon les programmes.

Il est important de souligner que ce règlement comporte des modalités spécifiques de remboursement. En effet, le règlement prévoit que des quotes-parts seront perçues de chacune des municipalités liées afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt qui sera contracté relativement aux dépenses admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ) ou au volet grandes villes du Programme de subvention Fonds chantiers Canada-Québec (FCCQ). Les quotes-parts, établies sur la base des dépenses réelles, seront réparties entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif établi selon l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et des régions en date du 26 novembre 2008, (2008) 140 G.O. II, 5967A. Ces quotes-parts seront assujetties aux mêmes modalités de paiement que celles de la quote-part générale.

Par ailleurs, le règlement prévoit que toute municipalité liée pourra, si elle le désire, s'exempter en tout ou en partie du paiement de la quote-part pour le reste du terme de l'emprunt en payant en un seul versement sa part du capital ou une partie de celui-ci. L'offre de paiement comptant sera faite aux municipalités liées à la suite du dépôt du rapport financier annuel de la Ville de Montréal. Les subventions TECQ ou FCCQ-GV ainsi que la réserve locale que la Ville de Montréal inscrit dans ces projets, tiennent lieu de paiement comptant pour celle-ci.

Pour les dépenses qui ne sont pas admissibles à ces programmes de subventions, le financement de l'emprunt proviendra des revenus généraux de l'agglomération de Montréal.

Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

Le règlement d'emprunt devra être approuvé par le ministre des Affaires municipales et Occupation du territoire.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les projets financés par ce règlement d'emprunt contribueront à la pratique d'une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans ce règlement d'emprunt il ne sera pas possible de réaliser les travaux requis pour maintenir en bon état de fonctionnement les usines de production d'eau potable de Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte aucun enjeu de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le règlement d'emprunt devra être approuvé par le ministre des Affaires Municipales et Occupation du Territoire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Ghizlane KOULILA)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie CARRIÈRE
ingenieure de procédé

ENDOSSÉ PAR Le : 2015-12-21

Caroline TURCOTTE
Chef de section automatisation

Tél : 514-872-7582
Télécop. : 514-872-8353

Tél : 514 872-0890
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Babak HERISCHI
Directeur de l'eau potable
Tél : 514 872-3411
Approuvé le : 2016-01-11

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2016-01-19

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1156279001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénierie d'usine
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 6 776 000$ afin de financer les travaux de modernisation, de pérennisation et de sécurisation prévus au programme d'investissement dans les usines d'eau potable ».

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1156279001 - Travaux usines d'eau potable (TECQ et FCCQ).doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-08

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 6 776 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE MODERNISATION, DE PÉRENNISATION ET DE SÉCURISATION PRÉVUS AU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DANS LES USINES D'EAU POTABLE

Vu les articles 19, 26, 118.80 et 118.81 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations qui sont prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Aux fins du présent règlement le terme « potentiel fiscal » signifie le potentiel fiscal tel qu'établi par l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et des Régions concernant les règles permettant d'établir le potentiel fiscal des municipalités liées de l'agglomération de Montréal aux fins de la répartition des dépenses d'agglomération (2008) 140 G.O.II, 5967A.

2. Un emprunt de 6 776 000 $ est autorisé afin de financer les travaux de modernisation, de pérennisation et de sécurisation prévus au programme d'investissement dans les usines d'eau potable.

3. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

4. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

5. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles d'un emprunt contracté en vertu du présent règlement, il sera perçu, chaque année, relativement aux dépenses qui sont admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ) ou au volet grandes villes du Programme de subvention Fonds chantiers Canada-Québec, durant le terme de l'emprunt, une quote-part, de chaque municipalité liée, suffisante pour assurer le remboursement de l'emprunt relatif à ces dépenses. La quote-part est répartie entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Cette quote-part sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la quote-part générale.

6. Toute municipalité liée de qui est exigée une quote-part, en vertu de l'article 5, peut :

1° être exemptée de cette quote-part en payant, en un versement, la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt, aurait été fournie par cette quote-part;

2° être exemptée d'une partie de cette quote-part en payant, en un versement, une partie de la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt aurait été fournie par cette quote-part; le pourcentage d'exemption étant égal au pourcentage de la part du capital payée.

La part payable est calculée sur la base du potentiel fiscal tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Le paiement fait avant le terme mentionné à l'article 7 exempte la municipalité liée de cette quote-part ou d'une partie de celle-ci pour le reste du terme de l'emprunt, selon la part du capital qu'elle a payée en vertu du 1er alinéa.

Le montant de l'emprunt est réduit d'une somme égale à celle payée en vertu du présent article.

7. La Ville de Montréal transmet aux municipalités liées, suite au dépôt du rapport financier, une offre de paiement comptant basée sur le montant des dépenses nettes à financer faites en vertu du présent règlement au cours de l'exercice financier visé par le rapport.

Le paiement de la part du capital prévu à l'article 6 doit se faire en un versement unique au plus tard le 90e jour qui suit la transmission de l'offre de paiement comptant aux municipalités liées.

8. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement relativement aux dépenses qui ne sont pas admissibles à l'un ou l'autre des programmes mentionnés à l'article 5, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

GDD1156279001

XX-XXX/2

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1156279001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénierie d'usine
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 6 776 000$ afin de financer les travaux de modernisation, de pérennisation et de sécurisation prévus au programme d'investissement dans les usines d'eau potable ».

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP_1156279001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghizlane KOULILA
Préposée au budget
Conseil et soutien financier - PS EAU
Tél : 514 872-8464

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-05

Sylvie L GOUPIL
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-1025
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.05

2016/03/24 17:00

(1)

Dossier # : 1154278002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 22 445 000 $ afin de financer les travaux de construction et réhabilitation de conduites primaires d'aqueduc».

Il est recommandé :
d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 22 445 000 $ afin de financer les travaux de construction et réhabilitation de conduites primaires d'aqueduc » sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et Occupation du territoire.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-01-19 12:04

Signataire : Jacques A. ULYSSE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1154278002**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 22 445 000 $ afin de financer les travaux de construction et réhabilitation de conduites primaires d'aqueduc».

CONTENU

CONTEXTE

Dans sa mission, la Direction de l'eau potable assure la distribution de l'eau potable sur tout le territoire de la Ville de Montréal. Pour ce faire, elle doit assurer une saine gestion des actifs et intervenir sur le réseau afin d'augmenter la fiabilité, d'assurer un renouvellement adéquat des actifs, de réduire la quantité de perte en eau potable et les bris de même que d'améliorer l'état structurel du réseau. Il est donc requis de construire de nouvelles conduites en lien avec les besoins hydrauliques, et remplacer ou réadapter des conduites existantes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0660 - 19 novembre 2015 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2016-2018 de la Ville de Montréal (volet agglomération)

DESCRIPTION

Ce nouveau règlement d'emprunt vise à financer divers contrats de construction ou réhabilitation de conduites primaires d'aqueduc tels que la reconstruction de la conduite primaire sur la rue St-Patrick et la construction de la conduite primaire du Campus McDonald.

JUSTIFICATION

L'autorisation du présent projet de règlement d'emprunt est nécessaire pour financer les travaux de construction et de réhabilitation des conduites primaires d'aqueduc. La Direction de l'eau potable doit réaliser ces travaux pour assurer en tout temps la distribution de l'eau potable sur le territoire de l'agglomération et s'assurer d'une saine gestion des ses actifs.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement permettra de financer différents travaux du programme "conduite primaire d'aqueduc" prévu au programme triennal d'immobilisations 2016-2018 de l'agglomération

de Montréal. Le montant du règlement demandé correspond au niveau de dépense prévu de la première année du programme triennal.
L'ensemble de ces travaux est de compétence d'agglomération en vertu de la "Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations".

Certains de ces travaux bénéficieront de subventions dont les taux varient selon les programmes.

Il est important de souligner que ce règlement comporte des modalités spécifiques de remboursement. En effet, le règlement prévoit que des quotes-parts seront perçues de chacune des municipalités liées afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt qui sera contracté relativement aux dépenses admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ) ou au volet grandes villes du Programme de subvention Fonds chantiers Canada-Québec (FCCQ). Les quotes-parts, établies sur la base des dépenses réelles, seront réparties entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif établi selon l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et des régions en date du 26 novembre 2008, (2008) 140 G.O. II, 5967A. Ces quotes-parts seront assujetties aux mêmes modalités de paiement que celles de la quote-part générale.

Par ailleurs, le règlement prévoit que toute municipalité liée pourra, si elle le désire, s'exempter en tout ou en partie du paiement de la quote-part pour le reste du terme de l'emprunt en payant en un seul versement sa part du capital ou une partie de celui-ci. L'offre de paiement comptant sera faite aux municipalités liées à la suite du dépôt du rapport financier annuel de la Ville de Montréal. Les subventions TECQ ou FCCQ-GV ainsi que la réserve locale que la Ville de Montréal inscrit dans ces projets, tiennent lieu de paiement comptant pour celle-ci.

Pour les dépenses qui ne sont pas admissibles à ces programmes de subventions, le financement de l'emprunt proviendra des revenus généraux de l'agglomération de Montréal.

Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux financés par ce règlement d'emprunt contribueront à la pratique d'une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans ce règlement d'emprunt, il ne sera pas possible d'effectuer les travaux requis tels la construction de conduite primaire sur la rue St-Patrick et la construction de la conduite primaire du Campus McDonald, des ouvrages jugés comme essentiels au réseau principal de distribution d'eau potable.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte aucun enjeu de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le règlement d'emprunt devra être approuvé par le ministre des Affaires Municipales et Occupation du Territoire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Ghizlane KOULILA)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Josée GIRARD
C/d ingénierie

Tél : 514-872-4631
Télécop. : 514 872-8623

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-05

Babak HERISCHI
Directeur de l'eau potable

Tél : 514 872-3411
Télécop. : 514 872-8623

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Babak HERISCHI
Directeur de l'eau potable
Tél : 514 872-3411
Approuvé le : 2016-01-05

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2016-01-19

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1154278002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , -
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 22 445 000 $ afin de financer les travaux de construction et réhabilitation de conduites primaires d'aqueduc».

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ND - 1154278002-conduites primaires d'aqueduc.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-08

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128
Division : Droit fiscal, évaluation et transaction financière

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 22 445 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET RÉHABILITATION DE CONDUITES PRIMAIRES D'AQUEDUC

Vu les articles 19, 26, 118.80 et 118.81 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations qui sont prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Aux fins du présent règlement le terme « potentiel fiscal » signifie le potentiel fiscal tel qu'établi par l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et des Régions concernant les règles permettant d'établir le potentiel fiscal des municipalités liées de l'agglomération de Montréal aux fins de la répartition des dépenses d'agglomération (2008) 140 G.O.II, 5967A.

2. Un emprunt de 22 445 000 $ afin de financer les travaux de construction et réhabilitation de conduites primaires d'aqueduc.

3. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

4. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

5. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles d'un emprunt contracté en vertu du présent règlement, il sera perçu, chaque année, relativement aux dépenses qui sont admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ) ou au volet grandes villes du Programme de subvention Fonds chantiers Canada-Québec, durant le terme de l'emprunt, une quote-part, de chaque municipalité liée, suffisante pour assurer le remboursement de l'emprunt relatif à ces dépenses. La quote-part est répartie entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Cette quote-part sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la quote-part générale.

6. Toute municipalité liée de qui est exigée une quote-part, en vertu de l'article 5, peut :

1° être exemptée de cette quote-part en payant, en un versement, la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt, aurait été fournie par cette quote-part;

2° être exemptée d'une partie de cette quote-part en payant, en un versement, une partie de la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt aurait été fournie par cette quote-part; le pourcentage d'exemption étant égal au pourcentage de la part du capital payée.

La part payable est calculée sur la base du potentiel fiscal tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Le paiement fait avant le terme mentionné à l'article 7 exempte la municipalité liée de cette quote-part ou d'une partie de celle-ci pour le reste du terme de l'emprunt, selon la part du capital qu'elle a payée en vertu du 1er alinéa.

Le montant de l'emprunt est réduit d'une somme égale à celle payée en vertu du présent article.

7. La Ville de Montréal transmet aux municipalités liées, suite au dépôt du rapport financier, une offre de paiement comptant basée sur le montant des dépenses nettes à financer faites en vertu du présent règlement au cours de l'exercice financier visé par le rapport.

Le paiement de la part du capital prévu à l'article 6 doit se faire en un versement unique au plus tard le 90e jour qui suit la transmission de l'offre de paiement comptant aux municipalités liées.

8. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement relativement aux dépenses qui ne sont pas admissibles à l'un ou l'autre des programmes mentionnés à l'article 5, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

GDD1154278002

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1154278002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , -
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 22 445 000 $ afin de financer les travaux de construction et réhabilitation de conduites primaires d'aqueduc».

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP_1154278002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghizlane KOULILA
Préposée au budget
Conseil et soutien financier - PS EAU
Tél : 514 872-8464

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-06

Sylvie L GOUPIL
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-1025
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.06

2016/03/24 17:00

(1)

Dossier # : 1154278001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Projet d'usines
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 49 024 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Charles-J.- Des Baillets».

Il est recommandé :
d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 49 024 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Charles-J.- Des Baillets» sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et Occupation du territoire.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-01-20 15:14

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1154278001**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Projet d'usines
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 49 024 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Charles-J.- Des Baillets».

CONTENU

CONTEXTE

L'usine Charles-J.- Des-Baillets est l'une des six usines d'eau potable de l'agglomération de Montréal. Avec l'usine Atwater , elle dessert une population de plus d'un million et demi d'habitants. Pour la programmation 2016-2018 les principaux travaux sont: la réfection des fonds des filtres et la fourniture et l'installation de dispositifs antirefoulement ainsi que divers autres travaux de modernisation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0660 - 19 novembre 2015 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2016-2018 de la Ville de Montréal (volet agglomération).
CG15 0308 - 30 avril 2015 - Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 36 603 000 $ afin de financer les travaux de réfection de l'usine d'eau potable Charles-J.-Des Baillets ».

DESCRIPTION

Ce nouveau règlement d'emprunt vise à financer la réfection des fonds des filtres et la fourniture et l'installation de dispositifs antirefoulement ainsi que divers autres travaux de modernisation situé à l'usine Charles J. De-Baillets

JUSTIFICATION

L'autorisation du présent projet de règlement d'emprunt est nécessaire pour financer le projet de modernisation de l'usine Des Baillets.
La Direction de l'eau potable doit réaliser ces travaux afin de respecter les nouvelle exigences du Règlement sur la qualité de l'eau potable et d'assurer la fiabilité de ses équipements de production de l'eau.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement permettra de financer différents travaux du projet "Modernisation Usine Des-Baillets" prévu au programme triennal d'immobilisations 2016-2018 de l'agglomération de Montréal. Le montant du règlement demandé correspond au niveau de dépense prévu pour l'ensemble de la valeur du projet.
Ce règlement d'emprunt vise a compléter le financement de 84 122 000 $ requis afin de compléter les travaux de modernisation de l'usine Des Baillets.

L'ensemble de ces travaux est de compétence d'agglomération puisqu'il concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la "Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations".

Certains de ces travaux bénéficieront de subventions dont les taux varient selon les programmes.

Il est important de souligner que ce règlement comporte des modalités spécifiques de remboursement. En effet, le règlement prévoit que des quotes-parts seront perçues de chacune des municipalités liées afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt qui sera contracté relativement aux dépenses admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ) ou au volet grandes villes du Programme de subvention Fonds chantiers Canada-Québec (FCCQ). Les quotes-parts, établies sur la base des dépenses réelles, seront réparties entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif établi selon l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et des régions en date du 26 novembre 2008, (2008) 140 G.O. II, 5967A. Ces quotes-parts seront assujetties aux mêmes modalités de paiement que celles de la quote-part générale.

Par ailleurs, le règlement prévoit que toute municipalité liée pourra, si elle le désire, s'exempter en tout ou en partie du paiement de la quote-part pour le reste du terme de l'emprunt en payant en un seul versement sa part du capital ou une partie de celui-ci. L'offre de paiement comptant sera faite aux municipalités liées à la suite du dépôt du rapport financier annuel de la Ville de Montréal. Les subventions TECQ ou FCCQ-GV ainsi que la réserve locale que la Ville de Montréal inscrit dans ces projets, tiennent lieu de paiement comptant pour celle-ci.

Pour les dépenses qui ne sont pas admissibles à ces programmes de subventions, le financement de l'emprunt proviendra des revenus généraux de l'agglomération de Montréal.

Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

Le règlement d'emprunt devra être approuvé par le ministre des Affaires municipales et Occupation du territoire.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux financés par ce règlement d'emprunt contribueront à la pratique d'une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans ce règlement d'emprunt il ne sera pas possible d'effectuer les travaux requis tel que la réfection des filtres, la fourniture et l'installation de dispositifs antirefoulement ainsi que divers autres travaux de modernisation.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte aucun enjeu de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le règlement d'emprunt devra être approuvé par le ministre des Affaires municipales et Occupation du territoire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Ghizlane KOULILA)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Josée GIRARD
C/d ingénierie

Tél : 514-872-4631
Télécop. : 514 872-8623

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-05

Babak HERISCHI
Directeur de l'eau potable

Tél : 514 872-3411
Télécop. : 514 872-8623

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Babak HERISCHI
Directeur de l'eau potable
Tél : 514 872-3411

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260

Approuvé le : 2016-01-05

Approuvé le : 2016-01-20

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1154278001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Projet d'usines
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 49 024 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Charles-J.- Des Baillets».

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ND - 1154278001-modernisation de l'usine Charles-J.- Des Baillets.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-08

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128
Division : Droit fiscal, évaluation et transaction financière

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 49 024 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE MODERNISATION DE L'USINE CHARLES-J.-DES BAILLETS

Vu les articles 19, 26, 118.80 et 118.81 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations qui sont prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Aux fins du présent règlement le terme « potentiel fiscal » signifie le potentiel fiscal tel qu'établi par l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et des Régions concernant les règles permettant d'établir le potentiel fiscal des municipalités liées de l'agglomération de Montréal aux fins de la répartition des dépenses d'agglomération (2008) 140 G.O.II, 5967A.

2. Un emprunt de 49 024 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Charles-J.-Des Baillets.

3. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

4. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

5. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles d'un emprunt contracté en vertu du présent règlement, il sera perçu, chaque année, relativement aux dépenses qui sont admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ) ou au volet grandes villes du Programme de subvention Fonds chantiers Canada-Québec, durant le terme de l'emprunt, une quote-part, de chaque municipalité liée, suffisante pour assurer le remboursement de l'emprunt relatif à ces dépenses. La quote-part est répartie entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Cette quote-part sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la quote-part générale.

6. Toute municipalité liée de qui est exigée une quote-part, en vertu de l'article 5, peut :

1° être exemptée de cette quote-part en payant, en un versement, la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt, aurait été fournie par cette quote-part;

2° être exemptée d'une partie de cette quote-part en payant, en un versement, une partie de la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt aurait été fournie par cette quote-part; le pourcentage d'exemption étant égal au pourcentage de la part du capital payée.

La part payable est calculée sur la base du potentiel fiscal tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Le paiement fait avant le terme mentionné à l'article 7 exempte la municipalité liée de cette quote-part ou d'une partie de celle-ci pour le reste du terme de l'emprunt, selon la part du capital qu'elle a payée en vertu du 1er alinéa.

Le montant de l'emprunt est réduit d'une somme égale à celle payée en vertu du présent article.

7. La Ville de Montréal transmet aux municipalités liées, suite au dépôt du rapport financier, une offre de paiement comptant basée sur le montant des dépenses nettes à financer faites en vertu du présent règlement au cours de l'exercice financier visé par le rapport.

Le paiement de la part du capital prévu à l'article 6 doit se faire en un versement unique au plus tard le 90e jour qui suit la transmission de l'offre de paiement comptant aux municipalités liées.

8. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement relativement aux dépenses qui ne sont pas admissibles à l'un ou l'autre des programmes mentionnés à l'article 5, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

GDD1154278001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1154278001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Projet d'usines
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 49 024 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Charles-J.- Des Baillets».

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP_1154278001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghizlane KOULILA
Préposée au budget
Conseil et soutien financier - PS EAU
Tél : 514 872-8464

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-06

Sylvie L GOUPIL
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-1025
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.07

2016/03/24 17:00

(1)

Dossier # : 1156807003

Unité administrative responsable :	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc Jean-Drapeau
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le règlement d'emprunt RCG 13 -020 pour en réviser la portée et en revoir le montant passant de 35 M $ à 70,4 M $ en vue de la réalisation du projet d'aménagement du secteur ouest de l'île Sainte-Hélène.

Il est recommandé :
d'adopter un règlement modifiant le règlement d'emprunt RCG 13-020 pour en réviser la portée et en revoir le montant passant de 35 M $ à 70,4 M $ en vue de la réalisation du projet d'aménagement du secteur ouest de l'île Sainte-Hélène.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-02-03 11:03

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1156807003**

Unité administrative responsable :	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc Jean-Drapeau
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le règlement d'emprunt RCG 13 -020 pour en réviser la portée et en revoir le montant passant de 35 M $ à 70,4 M $ en vue de la réalisation du projet d'aménagement du secteur ouest de l'île Sainte-Hélène.

CONTENU

CONTEXTE

En 2012, la Société du parc Jean-Drapeau (ci-après la « SPJD ») a présenté aux autorités municipales le *Programme d'aménagement et de mise en valeur de l'île Sainte-Hélène.* Cet exercice de vision et de planification a permis de prioriser un projet, comportant quatre zones d'intervention, lequel a été inscrit à la liste des projets pour le legs du 375e de Montréal en 2017 (CE12 1722). Le budget de ce projet a été établi à 55 M$, financé par une subvention de 35 M$ attribuée par le Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (ci-après le « MAMOT ») et par un montant de 20 M$ provenant de la Ville de Montréal.
En septembre 2013, le règlement d'emprunt RCG13-020 au montant de 35 M$ a été approuvé. Ce montant couvre seulement la subvention de 35 M$ attribuée par le MAMOT et le budget requis pour deux des zones d'intervention du projet soit, la promenade riveraine et la Place des Nations (CG13 0422).

En janvier 2015, la SPJD est avisée que la portée du projet doit être substantiellement modifiée et, qu'après analyse, le budget estimé de l'ensemble du projet devra être ajusté de 55 M$ à 70,4 M$.

En octobre 2015, les instances décisionnelles de la Ville de Montréal ont autorisé la SPJD à réaliser l'aménagement du secteur ouest de l'île Sainte-Hélène selon une portée de projet révisée et un budget de 70,4 M$. Cette nouvelle portée de projet modifie le budget dédié à chacune des quatre zones d'intervention et rend caduque l'objet de la subvention du MAMOT et du règlement d'emprunt de la Ville (CG15 0637). Suite à une demande de révision, le MAMOT a réitéré son engagement à accorder une subvention de 35 M$ pour l'ensemble du projet sans cibler de zone spécifique, le tout sous réserve des approbations finales du ministre.

Le règlement d'emprunt RCG 13-020, adopté en 2013 au montant de 35 M$ et visant uniquement deux zones d'intervention, doit être ajusté quant au montant et à sa portée.

La SPJD recommande que soient approuvées, les deux modifications suivantes au règlement d'emprunt RCG13-020 :

1) Ajout de **35,4 M$** pour la part des coûts du projet de la Ville de Montréal. Le nouveau montant du règlement sera maintenant de **70,4 M$**, au lieu de 35 M$.

2) Modification de la portée du règlement d'emprunt modifiant le libellé comme suit : **RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 70 400 000 $ POUR LE FINANCEMENT DES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU SECTEUR OUEST DE L'ÎLE SAINTE-HÉLÈNE DU PARC JEAN-DRAPEAU, PILOTÉS PAR LA SOCIÉTÉ DU PARC JEAN-DRAPEAU, DANS LE CADRE DU 375^{E} DE LA VILLE DE MONTRÉAL** (au lieu de RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 35 000 000 $ AFIN DE FINANCER LA RÉALISATION DE PROJETS DU « LEGS » PILOTÉS PAR LA SOCIÉTÉ DU PARC JEAN-DRAPEAU RELATIFS À DES TRAVAUX DE MISE EN VALEUR DE LA « PLACE DES NATIONS » ET DE RÉALISATION DE LA « PROMENADE PANORAMIQUE ET RIVERAINE », PRÉVUS DANS LE CADRE DU 375^{E} DE LA VILLE DE MONTRÉAL.).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE16 0138 - 20 janvier 2016 - Autoriser la Société du parc Jean-Drapeau à octroyer un contrat de services professionnels de 2 559 803,40 $ à la firme Lemay et associés pour les services en architecture, architecture du paysage et aménagement urbain afin de finaliser la conception, réaliser les plans et devis ainsi qu'assurer la surveillance des travaux de l'aménagement du secteur ouest de l'île Sainte-Hélène - Appel d'offres public 15-14791 - trois soumissionnaires - deux soumissionnaires conformes.
CG15 0637 - 29 octobre 2015 - Autoriser la Société du parc Jean-Drapeau à réaliser l'aménagement du secteur ouest de l'Île Sainte-Hélène selon une portée de projet révisée et un budget de 70,4 M$ et de confirmer l'engagement de la Ville de Montréal à payer sa part des coûts du budget du projet de 70,4 M$ ainsi que tout dépassement de coût qui excéderait la subvention de 35 M$ du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT).

CG13 0422 - 26 septembre 2013 - Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ afin de financer la réalisation de projets "LEGS" pilotés par la Société du parc Jean-Drapeau relatifs à des travaux de mise en valeur de la "Place des Nations" et de réalisation de la "Promenade panoramique et riveraine" prévus dans le cadre du 375^{e} de la Ville de Montréal, sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

CE12 1722 - 17 octobre 2012 - Donner appui aux projets "Place des nations" et "Promenade panoramique et riveraine" de la SPJD à réaliser à l'occasion du 375^{e} anniversaire de Montréal et confirmer l'engagement de la Ville à assumer les dépenses d'exploitation et d'entretien des installations en cause afin de permettre le dépôt par la Direction générale d'une demande d'aide financière de 35 M$ au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

DESCRIPTION

La portée et le budget des travaux de chacune des quatre zones d'intervention du projet d'aménagement du secteur ouest de l'île Sainte-Hélène ont changé, tel que démontré au tableau suivant :

Zone	**Secteur d'intervention**	Budget 2013	Budget 2015

1	**Parterre / Amphithéâtre** Aménagement complet d'une capacité de 65 000 personnes	1,6 M$	30,0 M$
2	**Allée centrale du Calder** Aménagement + pavillon de services + débarcadère STM	18,4 M$	32,4 M$
	Sous-total zones 1 et 2 :	**20 M$**	**62,4 M$**
3	**Promenade riveraine** Nettoyage, plantation + revêtement de sol et escaliers	22,5 M$	6,0 M$
4	**Place des Nations** Nettoyage + sécurisation pour redonner l'accès au public	12,5 M$	2,0 M$
	Sous-total zones 3 et 4 :	**35 M$**	**8 M$**
	TOTAL :	**55 M$**	**70,4 M$**

La zone du parterre devient un amphithéâtre pouvant accueillir 65 000 personnes et la zone de l'allée centrale double de superficie portant le budget de ces deux zones de 20 M$ à 62,4 M$. Les interventions prévues pour les deux zones de la promenade riveraine et de la Place des Nations se voient ainsi ajustées d'autant avec un budget initial de 30 M$ revu à 8 M$.

JUSTIFICATION

La modification et l'adoption du règlement d'emprunt permettront de réaliser l'ensemble du projet d'aménagement du secteur ouest de l'île Sainte-Hélène, projet legs du 375e anniversaire de la fondation de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Considérant les modifications apportées au projet d'aménagement, un montant additionnel de 35,4 M$ devra être ajouté au règlement d'emprunt RCG 13-020 de 35 M$ portant le budget total à 70,4 M$.
Le présent projet de règlement d'emprunt couvre le montant de 66,6 M$ inscrit au PTI 2016-2018 ainsi que les montants antérieurs à 2016 de 3,8 M$ pour un montant total de 70,4 M$ en provenance de l'agglomération de Montréal.

No. De projet	No. Sous-projet	Description	No. Projet SIMON	Avant 2016	2016 INVESTI	2017 INVESTI	2018 INVESTI	Total INVESTI
43011	1343010001	Projet des legs - PAMV	142466	3 800 000 $	10 000 000 $	36 000 000 $	20 600 000 $	70 400 000 $
				3 800 000 $	10 000 000 $	36 000 000 $	20 600 000 $	70 400 000 $

Rappelons qu'en approuvant le projet d'aménagement en octobre 2015, les autorités municipales ont aussi confirmé leur engagement à payer leur part des coûts, soit 35,4 M$ du budget du projet qui totalise 70,4 M$ ainsi que tout dépassement de coût qui excéderait la subvention de 35 M$ du MAMOT et le budget du projet de 70,4 M$, en plus des coûts d'exploitation continus qui découleront des nouveaux aménagements (CG15 0637).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

n/a

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption du règlement autorisant un emprunt de 70,4 M$ s'avère nécessaire à la réalisation du projet. Sans ce règlement d'emprunt, la Ville ne pourra faire face à l'engagement de réaliser ce projet dans le cadre des legs du 375e anniversaire de Montréal. Un délai dans l'approbation de ce projet en retardera sa réalisation prévue pour 2018 et pourrait avoir un impact sur la programmation des événements qui doivent reprendre leur cours normal en 2019.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

n/a

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Échéancier proposé pour l'approbation du règlement d'emprunt :
Février 2016 : avis de motion du règlement d'emprunt;
Mars 2016 : adoption du règlement d'emprunt;
Mai-juin 2016 : approbation par le MAMOT.

Échéancier proposé pour la réalisation du projet d'aménagement :

2015-2016 : appel d'offres, octroi de contrats de services professionnels et adoption d'un protocole d'entente avec le MAMOT;
2016-2017 : finalisation de la conception et réalisation des plans et devis pour soumission;
2016-2018 : travaux d'aménagement et de bâtiments.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mario PRIMARD)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Guy L LAROCHE, Direction générale

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Hélène GABOURY
Chef de projet,
Direction des infrastructures et gestion de projets

Approuvé par Charles Fournier. Ing.
Directeur des infrastructures et gestion de projets

Approuvé par Jean-François Mathieu
Directeur finances et TI

Société du parc Jean-Drapeau

Tél : 514 872-6047
Télécop. : 514 872-6779

ENDOSSÉ PAR Le : 2015-12-02

Ronald CYR
Directeur général
Société du parc Jean-Drapeau

Société du parc Jean-Drapeau

Tél : 514 872-5574
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Ronald CYR
Directeur général
Société du parc Jean-Drapeau
Tél : 514 872-5574
Approuvé le : 2016-02-02

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ronald CYR
Directeur général
Société du parc Jean-Drapeau
Tél : 514 872-5574
Approuvé le : 2016-02-02

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1156807003

Unité administrative responsable :	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction
Objet :	Adopter un règlement modifiant le règlement d'emprunt RCG 13-020 pour en réviser la portée et en revoir le montant passant de 35 M $ à 70,4 M $ en vue de la réalisation du projet d'aménagement du secteur ouest de l'île Sainte-Hélène.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1156807003 - Travaux secteur ouest Ile Sainte-Hélène.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-29

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128
Division : Droit fiscal, évaluation et transaction financière

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 35 000 000 $ AFIN DE FINANCER LA RÉALISATION DE PROJETS DU « LEGS » PILOTÉS PAR LA SOCIÉTÉ DU PARC JEAN-DRAPEAU RELATIFS À DES TRAVAUX DE MISE EN VALEUR DE LA « PLACE DES NATIONS » ET DE RÉALISATION DE LA « PROMENADE PANORAMIQUE ET RIVERAINE », PRÉVUS DANS LE CADRE DU 375e DE LA VILLE DE MONTRÉAL, RCG 13-020

Vu l'article 37 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Le titre du Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ afin de financer la réalisation de projets du « Legs » pilotés par la Société du Parc Jean-Drapeau relatifs à des travaux de mise en valeur de la « Place des Nations » et de réalisation de la « Promenade panoramique et riveraine », prévus dans le cadre du 375e de la Ville de Montréal, RCG 13-020 est remplacé par le suivant :

> « Règlement autorisant un emprunt de 70 400 000 $ pour le financement des travaux d'aménagement et de mise en valeur du secteur ouest de l'île Sainte-Hélène du Parc Jean-Drapeau, pilotés par la Société du Parc Jean-Drapeau dans le cadre du 375e de la Ville de Montréal ».

2. L'article 1 de ce règlement est remplacé par le suivant :

> « **1**. Un emprunt de 70 400 000 $ est autorisé pour le financement des travaux d'aménagement et de mise en valeur du secteur ouest de l'île Sainte-Hélène du parc Jean-Drapeau, pilotés par la Société du Parc Jean-Drapeau dans le cadre du 375e de la Ville de Montréal. »

_____

GDD1156807003

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1156807003

Unité administrative responsable :	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction
Objet :	Adopter un règlement modifiant le règlement d'emprunt RCG 13-020 pour en réviser la portée et en revoir le montant passant de 35 M $ à 70,4 M $ en vue de la réalisation du projet d'aménagement du secteur ouest de l'île Sainte-Hélène.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1156807003.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mario PRIMARD
Agent comptable analyste

Tél : 514-868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2015-12-04

Francine LEBOEUF
Conseillère en gestion des ressources financières C/E
Tél : 514 872-0985
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.08

2016/03/24 17:00

(1)

Dossier # : 1153334040

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 77 540 000 $ pour le financement des travaux de construction de l'ouvrage de rétention Leduc situé dans l'arrondissement Saint-Laurent et son raccordement au système des intercepteurs ».

Il est recommandé :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 77 540 000 $ pour le financement des travaux de construction de l'ouvrage de rétention Leduc situé dans l'arrondissement Saint-Laurent et son raccordement au système des intercepteurs », sujet à l'approbation du ministre des Affaires municipales et Occupation du territoire.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-01-29 16:41

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1153334040**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 77 540 000 $ pour le financement des travaux de construction de l'ouvrage de rétention Leduc situé dans l'arrondissement Saint-Laurent et son raccordement au système des intercepteurs ».

CONTENU

CONTEXTE

La Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (Station) intercepte et traite près de 99,6% des eaux usées produites sur le territoire de l'île de Montréal. Cependant, lors d'épisodes de très fortes précipitations et afin de soulager le réseau des intercepteurs, la Ville se voit dans l'obligation de déverser des eaux usées vers les milieux récepteurs. En 2001, le ministère des Affaires municipales et de la Métropole (MAM) a mis en place un programme de suivi des surverses. Ce programme définit et encadre les exigences et objectifs de rejet et oblige la Ville de Montréal à mettre en place des mesures correctives visant l'atteinte de ces exigences.

Un ouvrage de rétention est une structure souterraine permettant d'emmagasiner temporairement les eaux usées lors de très fortes précipitations afin d'éviter leur déversement dans le milieu récepteur. Lorsque la pluie est terminée et que le réseau n'est plus engorgé, les eaux sont par la suite acheminées vers la Station pour y être traitées.

Au cours des prochaines années, le Service de l'eau prévoit la construction de cinq bassins de rétention importants, dont le bassin Leduc.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0660 - 19 novembre 2015 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2016-2018 de la Ville de Montréal (volet agglomération) .

DESCRIPTION

L'ouvrage de rétention Leduc, situé dans l'arrondissement St-Laurent, est un bassin souterrain d'une capacité de 65 000 m^3. L'ouvrage de rétention Leduc sera raccordé au système de contrôle intégré en temps réel des intercepteurs (CIDI). Le système CIDI permet de contrôler en temps réel les intercepteurs à partir de la Station d'épuration des eaux usées avec l'objectif de minimiser la fréquence et le nombre de surverses effectuées en temps de fortes pluies à la rivière des Prairies.

Ce règlement couvrira également les frais et honoraires d'études et de conception, la confection des plans et devis, la surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rattachant.

JUSTIFICATION

Le collecteur Leduc achemine à l'intercepteur nord les eaux usées et pluviales d'un vaste territoire de près de 1850 ha.

Situé dans le parc Marcel-Laurin à l'intersection du boulevard Thimens et de la rue Varin, la construction de cet ouvrage de rétention vise à réduire le nombre de rejets d'eaux usées vers le milieu récepteur. Sa construction s'inscrit dans une série d'interventions à réaliser le long de l'intercepteur Nord où plus de 600 000 m^3 de rétention d'eaux usées et pluviales devront être ajoutés pour rencontrer les objectifs de débordement du MDDLECC. Ces objectifs sont basés sur des fréquences d'occurrence qui varient entre 1 et 6 débordements par saison estivale selon les sites de rejet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement permettra de financer différents travaux du projet "Ouvrage de rétention Leduc" tel que présenté au programme triennal d'immobilisations 2016-2018 de l'agglomération de Montréal.

L'ensemble de ces travaux est de compétence d'agglomération puisqu'il concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la "Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations".

Certains de ces travaux bénéficieront de subventions dont les taux varient selon les programmes.

Pour les dépenses qui ne sont pas admissibles à ces programmes de subventions, le financement de l'emprunt proviendra des revenus généraux de l'agglomération de Montréal.

Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

Le règlement d'emprunt devra être approuvé par le ministre des Affaires municipales et Occupation du territoire.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet financé par ce règlement d'emprunt contribuera à la pratique d'une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption du présent règlement d'emprunt est requise afin de lancer l'appel d'offres de construction du bassin de rétention Leduc.

Sans ce règlement d'emprunt, la réalisation des travaux prévus sera compromise.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue relativement à l'adoption du règlement d'emprunt.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation par le ministre des Affaires municipales et Occupation du territoire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Ghizlane KOULILA)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Claude S MEUNIER
Ingénieur

Tél : 280-4418
Télécop. : 280-4387

ENDOSSÉ PAR Le : 2015-12-22

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514-280-4364
Télécop. : 514-280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Richard FONTAINE
Directeur(trice) du traitement des eaux usees
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2016-01-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2016-01-29

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1153334040

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 77 540 000 $ pour le financement des travaux de construction de l'ouvrage de rétention Leduc situé dans l'arrondissement Saint-Laurent et son raccordement au système des intercepteurs ».

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1153334040 - Construction ouvrage rétention Leduc -V2.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-15

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 77 540 000 $ POUR LE FINANCEMENT DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE L'OUVRAGE DE RÉTENTION LEDUC SITUÉ DANS L'ARRONDISSEMENT DE SAINT-LAURENT ET SON RACCORDEMENT AU SYSTÈME DES INTERCEPTEURS

Vu les articles 19 et 25 à 27.1 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations qui sont prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 77 540 000 $ est autorisé pour le financement des travaux de construction de l'ouvrage de rétention Leduc situé dans l'arrondissement de Saint-Laurent et son raccordement au système des intercepteurs.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD 1153334040

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1153334040

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 77 540 000 $ pour le financement des travaux de construction de l'ouvrage de rétention Leduc situé dans l'arrondissement Saint-Laurent et son raccordement au système des intercepteurs ».

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

reglement emprunt gdd1153334040.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghizlane KOULILA
Préposée au budget
Tél : 514 872-8464

Co-auteur :
Stéphanie Simoneau
514-280-4020

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-07

Jean-François J MATHIEU
Chef de section - conseil et soutien financiers
Tél : 514 872-5391

Division : Div. Du Conseil Et Du Soutien Financier-Point De Service Eau

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.09

2016/03/24 17:00

(1)

Dossier # : 1155890002

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement d'emprunt de 10 865 000 $ pour le financement d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 et les reports des années antérieures.

Il est recommandé :
d'adopter le règlement intitulé "règlement autorisant un emprunt de 10 865 000$ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des ententes sur le développement culturel de Montréal conclues pour des années antérieurs à 2016" sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-01-22 15:40

Signataire : Chantal I. GAGNON

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1155890002**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement d'emprunt de 10 865 000 $ pour le financement d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 et les reports des années antérieures.

CONTENU

CONTEXTE

L'*Entente sur le développement culturel de Montréal* s'articule autour de quatre axes d'intervention, soit :
1. Mise en valeur du patrimoine;
2. Accès à la culture;
3. Consolidation du réseau des bibliothèques;
4. Forum des équipements culturels

Annuellement le ministère de la Culture et des Communications et la Ville déterminent conjointement le cadre de l'Entente, les priorités et le montage financier.

Puisque l'Entente 2016-2017 sera la prolongation de l'Entente 2015-2016, la grande majorité des projets prévus à la programmation découlent de l'entente 2015-2016. Il s'agit de programmes, d'études, de contribution, de projets, etc. financés conjointement par la Ville et le Ministère. Pour chacun des programmes, projets et activités, la provenance de leur financement varie en fonction de leur nature.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0683 - Approuver l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2015-2016 à intervenir entre la ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal établissant les modalités d'implication des parties relativement au versement d'une aide financière à la Ville pour réaliser des projets dans le cadre de cette entente

CE15 0672 – Approuver la programmation de l'entente sur le développement culturel de Montréal 2015-2016 entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal

CG13 0169 - 30 mai 2013 - Approuver la Modification no 1 à l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015 (CG12 0471) entre le ministère de la Culture et des

Communications et la Ville de Montréal aux fins de l'établissement d'un cadre d'intervention contribuant au développement culturel de Montréal, majorant ainsi le montant total de la contribution de 121 505 000 $ à 167 405 000 $.

CG12 0471 - 20 décembre 2012- Approuver l'Entente de développement culturel 2012-2015 entre le ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal.

CG11 0328 - 28 septembre 2011 - Approbation de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2011-2012 entre le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine et la Ville de Montréal

CG08 0598 - 27 novembre 2008 - Approbation de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2008-2011 entre le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine et la Ville de Montréal

CE05 1300 **-** 6 juillet 2005 : résolution approuvant l'accord de principe à la programmation de l'Entente sur le développement culturel entre la Ville et le MCCQ pour la période 2005-2008 et les nouveaux programmes culturels découlant de la programmation 2005-2008.

DESCRIPTION

Le règlement d'emprunt recommandé, totalisant 10 865 000 $ a pour objectif de permettre à la Ville de simplifier les processus administratifs liés à la gestion des dépenses de fonctionnement de la programmation de l'*Entente* 2016-2017 et des reports des années antérieures.

JUSTIFICATION

Le règlement d'emprunt permettra le financement de dépenses de fonctionnement liées à l'Entente sur le développement culturel de Montréal. La Ville affectera à la réduction de l'emprunt décrété, les crédits budgétaires annuels ainsi que toute subvention ou participation financière pour le paiement d'une dépense visée par ce règlement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira au financement des dépenses de fonctionnement liées à l'Entente sur le développement culturel de Montréal de 10 865 000 $ prévu au budget des différents Services agissant comme partie prenante à l'Entente. La Ville affectera à la réduction de l'emprunt décrété les crédits budgétaires annuels ainsi que toute subvention ou participation financière pour le paiement d'une dépense visée par ce règlement.
La période de financement ne pourra excéder 5 ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ville de Montréal adhère à l'*Agenda 21 de la culture* et appuie la reconnaissance de la culture comme le 4e pilier du développement durable et, en ce sens, les projets contenus dans l'Entente contribuent directement au développement durable. En effet, les valeurs intrinsèques aux processus culturels, telles que la diversité, la créativité ou l'esprit critique, sont essentielles au développement durable de nos sociétés.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption du présent règlement d'emprunt est liée au processus d'optimisation de la gestion de l'Entente de développement culturel.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Dans le cadre de demande de règlement d'emprunt aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption de l'avis de motion au Conseil municipal : janvier 2016
Approbation du règlement d'emprunt par le MAMOT: échéance visée: mars 2016
Adoption du règlement d'emprunt au Conseil municipal: mars 2016, si respect de l'échéance par le MAMOT

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mario PRIMARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne PONTBRIAND
Cadre sur mandat(s)

Tél : 514 872-8562
Télécop. : 514 872-0981

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-21

Gina TREMBLAY
Chef de division - Développement culturel

Tél : 514 872-5592
Télécop. : 514 872-4665

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Jean-Robert CHOQUET
Directeur
Tél : 514 872-4600
Approuvé le : 2016-01-21

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1155890002

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Adoption - Règlement d'emprunt de 10 865 000 $ pour le financement d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 et les reports des années antérieures.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AG - 1155890002- Entente développement culturel v finale.doc

AG-1155890002 Annexe A.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie GERBEAU
Avocat
Tél : 514-872-3093

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-15

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-872-3093
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 10 865 000 $ POUR LE FINANCEMENT DES COÛTS AFFÉRENTS À LA RÉALISATION D'UNE PARTIE DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL 2016-2017 ET DES COÛTS AFFÉRENTS À LA RÉALISATION DES PARTIES REPORTÉES DES ENTENTES SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL CONCLUES POUR DES ANNÉES ANTÉRIEURES À 2016

Vu l'article 37 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005)

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 10 865 000 $ est autorisé pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 conclue entre la Ville et la ministre de la Culture et des Communications et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des ententes sur le développement culturel de Montréal, conclues pour des années antérieures à 2016. Cette dépense est détaillée à l'annexe A.

2. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements est de 5 ans.

3. Une partie de l'emprunt, non supérieur à 10 % du montant de la dépense prévue à l'article 1, est destinée à renflouer le fonds général de la Ville de tout ou partie des sommes engagées avant l'entrée en vigueur du présent règlement, relativement à l'objet de celui-ci.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

6. Si le montant d'une appropriation dans ce règlement est plus élevé que la dépense faite en rapport avec cette appropriation, l'excédent peut-être utilisé pour payer une autre dépense décrétée par ce règlement et dont l'appropriation est insuffisante.

ANNEXE A
DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE LA DÉPENSE

_____

GDD1155890002

Annexe A

DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE LA DÉPENSE

CHAPITRE 1

RÉALISATION D'UNE PARTIE DE L'ENTENTE DE DÉVELOPPEMENT CULTU REL 2016-2017 ET DES COÛTS AFFÉRENTS À LA RÉALISATION DES PARTIES REPORTÉES DES ENTENTES SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL CONCLUES POUR DES ANNÉES ANTÉRIEURES À 2016

SECTION I

DESCRIPTION DE LA DÉPENSE

1. Il s'agit de mettre en valeur le site patrimonial du Vieux-Montréal par la recherche et le développement des connaissances en patrimoine, la mise en valeur de biens patrimoniaux et archéologiques.

2. Il s'agit de mettre en valeur le site patrimonial du Mont-Royal par la restauration d'œuvres d'art public et de biens patrimoniaux.

3. Il s'agit de mettre en valeur les sites patrimoniaux de l'agglomération de Montréal par la restauration et des interventions ponctuelles de biens et de sites classés sur l'île de Montréal.

4. Il y a également lieu de mettre en valeur le partenariat Ville/ministère de la Culture et des Communications par la communication, la publicité et la promotion et des activités de gestion.

SECTION II

ESTIMATION DU COÛT

5. L'estimation du coût de la dépense détaillée aux articles 1 à 4 s'élève à la somme de 10 865 000 $ soit 10 725 000 $ pour l'entente 2016-2017 et 140 000 $ pour des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des ententes sur le développement culturel de Montréal conclues pour des années antérieures à 2016.

TOTAL : 10 865 000 $

Annexe préparée le 21 décembre 2015 par:

Anne Pontbriand
Coordonnatrice – Développement culturel
Service de la culture

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1155890002

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Adoption - Règlement d'emprunt de 10 865 000 $ pour le financement d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 et les reports des années antérieures.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1155890002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mario PRIMARD
Agent comptable analyste
Tél : Tél. 514-868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-19

Daniel D DESJARDINS
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5597
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.10

2016/03/24 17:00

(1)

Dossier # : 1167048001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adopter le règlement modifiant le "Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes (RCG 13-005)" afin de modifier la grille tarifaire.

Il est recommandé
- que le conseil d'agglomération adopte le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes (RCG 13-005) » afin de modifier la grille tarifaire.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-02-01 15:28

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1167048001**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adopter le règlement modifiant le "Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes (RCG 13-005)" afin de modifier la grille tarifaire.

CONTENU

CONTEXTE

La quote-part tarifaire est le moyen financier retenu afin que la répartition d'une partie du coût du Programme de Mesure de la consommation de l'eau (MCE) soit effectuée sur la base des compteurs installés par chacune des municipalités liées. La quote-part tarifaire comporte cinq activités qui comprennent la fourniture de compteurs d'eau, la fourniture des accessoires de compteurs, la mise en conformité des entrées d'eau, l'installation de compteurs et l'exploitation.
Le Service de l'eau a entrepris en 2014 les démarches pour acquérir un système de relève automatisé pour les compteurs d'eau qui comprend un émetteur qui se connecte au compteur et permet d'effectuer une relève à distance à l'aide d'un véhicule qui circule dans une région spécifique.

L'octroi du contrat pour l'acquisition du système de relève et de son équipement a eu lieu en décembre 2015 (CG15 0753) et nous permet maintenant d'ajouter le coût d'un émetteur à la grille tarifaire du règlement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0753 17 décembre 2015 - Accorder un contrat à Nouvelle Technologie (TEKNO) inc., pour la fourniture d'un système de relève automatisée pour compteurs d'eau, pour une période de 10 ans et pour une somme maximale de 2 975 581,74 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 15-13408 - (4 soumissionnaires)
CG15 0019 – 29 janvier 2015 - Accorder un contrat à Réal Huot inc. et deux contrats à Nouvelle technologie (TEKNO) inc. pour la fourniture de compteurs d'eau et de ses accessoires, pour une période de 24 mois - Dépense totale de 1 929 377,09 $, taxes

incluses - Appel d'offres public 14-13750 (3 soum.)

CG14 0107 – 27 février 2014 – Adopter le règlement modifiant le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la contribution à la réserve financière pour le service de l'eau (RCG 13-005)

CG13 0091 – 21 mars 2013 – Adopter le règlement concernant la quote-part tarifaire pour la contribution à la réserve financière pour le service de l'eau

CG13 0085 – 21 mars 2013 – Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisé en partie ou en totalité à des fins non résidentielles (RCG07-031)

DESCRIPTION

La modification proposée au règlement touche la grille tarifaire relative à la fourniture d'accessoires à l'annexe A pour l'ajout du coût de l'émetteur

JUSTIFICATION

Le coût de l'émetteur représente le coût réel inscrit pour l'année 2016 au moment de l'octroi du contrat d'acquisition du système de relève et de ses accessoires.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce nouveau tarif a été pris en considération au plan triennal d'immobilisations 2016-2018. L'impact du tarif de l'émetteur est inclus aux prévisions budgétaires de fonctionnement 2016.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier répond à l'orientation "Pratiquer une gestion responsable des ressources" du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015. Plus précisément, il contribue à l'atteinte de l'objectif de réduire de 15% la production d'ici 2015 par rapport à 2000, ainsi qu'à l'engagement de l'action 20 du Plan visant à répertorier la consommation de l'eau par secteur d'activité.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le refus de mettre à jour le règlement occasionnerait un déficit monétaire pour l'agglomération entre l'activité d'acquisition des compteurs et la facturation de la quote-part aux villes liées.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Présentation de l'avis de motion: Février 2016
Adoption du règlement: Mars 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent règlement est préparé conformément aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs en vigueur.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Chantal LAVERDIÈRE
Agent de recherche

Tél : 514 872-5051
Télécop. : 514 872-7273

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-22

Hervé LOGÉ
Chef de division Gestion durable de l'eau

Tél : 514 872-3944
Télécop. : 514 872 8827

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique DEVEAU
Directrice - DGSRE
Tél : 514 872-4023
Approuvé le : 2016-01-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2016-02-01

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1167048001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Objet :	Adopter le règlement modifiant le "Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes (RCG 13-005)" afin de modifier la grille tarifaire.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AG - 1167048001 règl. modifiant le RCG 13-005.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie GERBEAU
Avocate
Tél : 514-872-3093

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-29

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-872-3093
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT CONCERNANT LA QUOTE-PART TARIFAIRE POUR LA FOURNITURE DE COMPTEURS ET LA RÉALISATION DES ACTIVITÉS DÉLÉGUÉES AFFÉRENTES (RCG 13-005)

Vu les articles 118.80 ET 118.81 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RRLQ, chapitre E-20.001);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal décrète :

1. La section I de l'annexe A du Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes (RCG 13-005) est modifiée par l'ajout, à la fin de la grille tarifaire relative à la fourniture d'accessoires, de ce qui suit :

1° dans la colonne intitulée *TYPE*, du mot « Émetteur »;

2° dans la colonne intitulée *Prix unitaire*, du montant « 78,00 $ ».

_____

GDD1167048001

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.11

2016/03/24 17:00

(1)

Dossier # : 1164278001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Projet d'usines
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 31 840 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Dorval»

Il est recommandé :
d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 31 840 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Dorval », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et Occupation du territoire.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-02-02 12:06

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1164278001**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Projet d'usines
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 31 840 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Dorval»

CONTENU

CONTEXTE

L'usine Dorval est l'une des six usines d'eau potable de l'agglomération de Montréal. Elle a une capacité de production 68 000 m3/j. Des travaux majeurs de réfection de l'usine Dorval doivent être réalisés compte tenu de la désuétude des équipements.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0660 - 19 novembre 2015 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2016-2018 de la Ville de Montréal (volet agglomération).
CG15 0312 - 30 avril 2015 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 17 275 000 $ afin de financer les travaux de réfection de l'usine d'eau potable Dorval.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à autoriser un règlement d'emprunt de 31 840 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Dorval.
Pour la période 2016-2018, les principaux travaux sont :

- la réfection des filtres;
- la protection des immeubles et des installations;
- la fourniture et l'installation de dispositifs antirefoulements
- les travaux d'amélioration et la mise à niveau de la section d'eau brute;
- la transformation des décanteurs no 1 et 2 en décanteurs Ultrapulsator;
- l'agrandissement de la réserve et la révision du système de pompage haute pression;
- le remplacement du système au chlore gazeux par un système à l'hypochlorite de sodium;
- la mise à niveau de la mécanique du bâtiment (ex.: ventilation);
- le remplacement du système électrique;
- le remplacement d'instruments et la modernisation du système de contrôle local (ex.: décantation, filtres, etc.).

Ce règlement couvrira également les frais et honoraires d’études et de conception, la

confection des plans et devis, la surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rattachant.

JUSTIFICATION

La direction de l'eau potable doit réaliser ces travaux afin de respecter les nouvelle exigences du Règlement sur la qualité de l'eau potable et d'assurer la fiabilité de ses équipements de production de l'eau. La désuétude ainsi que la difficulté à trouver des pièces de rechange augmentent les risques de défaillance.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement permettra de financer les travaux du projet "modernisation usine Dorval" tel que prévu au programme triennal d'immobilisations 2016-2018 de l'agglomération de Montréal.
L'ensemble de ces travaux est de compétence d'agglomération puisqu'il concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la "Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations".

Certains de ces travaux pourraient bénéficier de subventions dont les taux varient selon les programmes.

Il est important de souligner que ce règlement comporte des modalités spécifiques de remboursements. En effet, le règlement prévoit que des quotes-parts seront perçues de chacune des municipalités liées afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt qui sera contracté relativement aux dépenses admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ) ou au volet grandes villes du Programme de subvention Fonds chantiers Canada-Québec (FCCQ-GV). Les quotes-parts, établies sur la base des dépenses réelles, seront réparties entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif établi selon l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et des régions en date du 26 novembre 2008, (2008) 140 G.O. II, 5967A. Ces quotes-parts seront assujetties aux mêmes modalités de paiement que celles de la quote-part générale.

Par ailleurs,le règlement prévoit que toute municipalité liée pourra, si elle le désire, s'exempter en tout ou en partie du paiement de la quote-part pour le reste du terme de l'emprunt en payant en un seul versement sa part du capital ou une partie de celui-ci. L'offre de paiement comptant sera faite aux municipalités liées à la suite du dépôt du rapport financier annuel de la Ville de Montréal. Les subventions TECQ ou FCCQ-GV ainsi que la réserve locale que la Ville de Montréal inscrit dans ces projets, tiennent lieu de paiement comptant pour celle-ci.

Pour les dépenses qui ne sont pas admissibles à ces programmes de subventions, le financement de l'emprunt proviendra des revenus généraux de l'agglomération de Montréal.

Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

Le règlement d'emprunt devra être approuvé par le ministre des Affaires municipales et Occupation du territoire.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux financés par ce règlement d'emprunt contribueront à la pratique d'une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans ce règlement d'emprunt il ne sera pas possible d'effectuer les travaux nécessaires à la fiabilité des équipements.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte aucun enjeu de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le règlement d'emprunt devra être approuvé par le Ministre des Affaires municipales et Occupation du territoire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Ghizlane KOULILA)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Josée GIRARD
C/d Projets majeurs

Tél : 514 872-4631
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-27

Babak HERISCHI
Directeur de l'eau potable

Tél : 514 872-3411
Télécop. : 514 872-8623

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Babak HERISCHI
Directeur de l'eau potable
Tél : 514 872-3411
Approuvé le : 2016-01-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2016-02-02

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1164278001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Projet d'usines
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 31 840 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Dorval»

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ND - 1164278001-modernisation de l'usine Dorval.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-29

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128
Division : Droit fiscal, évaluation et transaction financière

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 31 840 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE MODERNISATION DE L'USINE DORVAL

Vu les articles 19, 118.80 et 118.81 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations qui sont prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Aux fins du présent règlement le terme « potentiel fiscal » signifie le potentiel fiscal tel qu'établi par l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et des Régions concernant les règles permettant d'établir le potentiel fiscal des municipalités liées de l'agglomération de Montréal aux fins de la répartition des dépenses d'agglomération (2008) 140 G.O.II, 5967A.

2. Un emprunt de 31 840 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Dorval.

3. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

4. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

5. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles d'un emprunt contracté en vertu du présent règlement, il sera perçu, chaque année, relativement aux dépenses qui sont admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ) ou au volet grandes villes du Programme de subvention Fonds chantiers Canada-Québec, durant le terme de l'emprunt, une quote-part, de chaque municipalité liée, suffisante pour assurer le remboursement de l'emprunt relatif à ces dépenses. La quote-part est répartie entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Cette quote-part sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la quote-part générale.

6. Toute municipalité liée de qui est exigée une quote-part, en vertu de l'article 5, peut :

1° être exemptée de cette quote-part en payant, en un versement, la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt, aurait été fournie par cette quote-part;

2° être exemptée d'une partie de cette quote-part en payant, en un versement, une partie de la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt aurait été fournie par cette quote-part; le pourcentage d'exemption étant égal au pourcentage de la part du capital payée.

La part payable est calculée sur la base du potentiel fiscal tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Le paiement fait avant le terme mentionné à l'article 7 exempte la municipalité liée de cette quote-part ou d'une partie de celle-ci pour le reste du terme de l'emprunt, selon la part du capital qu'elle a payée en vertu du 1er alinéa.

Le montant de l'emprunt est réduit d'une somme égale à celle payée en vertu du présent article.

7. La Ville de Montréal transmet aux municipalités liées, suite au dépôt du rapport financier, une offre de paiement comptant basée sur le montant des dépenses nettes à financer faites en vertu du présent règlement au cours de l'exercice financier visé par le rapport.

Le paiement de la part du capital prévu à l'article 6 doit se faire en un versement unique au plus tard le 90e jour qui suit la transmission de l'offre de paiement comptant aux municipalités liées.

8. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement relativement aux dépenses qui ne sont pas admissibles à l'un ou l'autre des programmes mentionnés à l'article 5, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

GDD1164278001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1164278001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Projet d'usines
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 31 840 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Dorval»

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP_1164278001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghizlane KOULILA
Préposée au budget
Service des finances, Direction du conseil et du soutien financier PS EAU
Tél : 514 872-8464

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-01

Louise B LAMARCHE
Conseillère en gestion des ressources financières - c/E

Tél : 514 872-6538
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier PS EAU

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.12

2016/03/24 17:00

(1)

Dossier # : 1164278002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Projet d'usines
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 41 310 000$ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Lachine»

Il est recommandé :
d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 41 310 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Lachine », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et Occupation du territoire.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-02-02 12:05

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1164278002**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Projet d'usines
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 41 310 000$ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Lachine»

CONTENU

CONTEXTE

L'usine Lachine est l'une des six usines d'eau potable de l'agglomération de Montréal. Elle a une capacité de production de 100 000 m3/jour. Des travaux majeurs de réfection de l'usine Lachine doivent être réalisés compte tenu de la désuétude des équipements.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0660 - 19 novembre 2015 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2016-2018 de la Ville de Montréal (volet agglomération).
CG15 0318 - 30 avril 2015 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 15 030 000 $ afin de financer les travaux de réfection de l'usine d'eau potable Lachine admissibles au programme de transfert de la Taxe fédérale d'accise sur l'Essence et Contribution du gouvernement du Québec (TECQ).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à autoriser un règlement d'emprunt de 41 310 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Lachine.
Pour la programmation 2016-2018, les principaux travaux consistent en l'achat et l'installation de deux génératrices, la protection des installations et la fourniture et l'installation de dispositifs antirefoulements. De plus, les travaux suivants sont planifiés:

- le remplacement d'un dégrilleur automatique;
- le remplacement du système électrique de l'usine;
- le remplacement des pompes haute pression et basse pression;
- le remplacement du système d'ozonation;
- le remplacement du media des filtres, de leur faux-plancher et de leurs pompes de lavage;
- l'ajout de réacteurs UV;
- le remplacement du système d'entreposage des produits chimiques et de leur emplacement;
- la réalisation de travaux structuraux (ex.: correction de déficiences structurales, renforts sismiques, etc.);

- le remplacement d'instruments et la modernisation du système de contrôle (ex.: décantation, filtres, etc.);

Ce règlement couvrira également les frais et honoraires d'études et de conception, la confection des plans et devis, la surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rattachant.

JUSTIFICATION

L'autorisation du présent projet de règlement d'emprunt est nécessaire pour financer le projet de modernisation de l'usine Lachine.
La direction de l'eau potable doit réaliser ces travaux afin de respecter les nouvelle exigences du Règlement sur la qualité de l'eau potable et d'assurer la fiabilité de ses équipements de production de l'eau. La désuétude ainsi que la difficulté à trouver des pièces de rechange augmentent les risques de défaillance.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement permettra de financer les travaux du projet "modernisation Usine Lachine" tel que prévu au programme triennal d'immobilisations 2016-2018 de l'agglomération de Montréal.
L'ensemble de ces travaux est de compétence d'agglomération puisqu'il concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la "Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations".

Certains de ces travaux bénéficieront de subventions dont les taux varient selon les programmes.

Il est important de souligner que ce règlement comporte des modalités spécifiques de remboursements. En effet, le règlement prévoit que des quotes-parts seront perçues de chacune des municipalités liées afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt qui sera contracté relativement aux dépenses admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ) ou au volet grandes villes du Programme de subvention Fonds chantiers Canada-Québec (FCCQ-GV). Les quotes-parts, établies sur la base des dépenses réelles, seront réparties entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif établi selon l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et des régions en date du 26 novembre 20008, (2008) 140 G.O. II, 5967A. Ces quotes-parts seront assujetties aux mêmes modalités de paiement que celles de la quote-part générale.

Par ailleurs, le règlement prévoit que toute municipalité liée pourra, si elle le désire, s'exempter en tout ou en partie du paiement de la quote-part pour le reste du terme de l'emprunt en payant en un seul versement sa part du capital ou une partie de celui-ci. L'offre de paiement comptant sera faite aux municipalités liées à la suite du dépôt du rapport financier annuel de la Ville de Montréal. Les subventions TECQ ou FCCQ-GV ainsi que la réserve locale que la Ville de Montréal inscrit dans ces projets, tiennent lieu de paiement comptant pour celle-ci.

Pour les dépenses qui ne sont pas admissibles à ces programmes de subventions, le financement de l'emprunt proviendra des revenus généraux de l'agglomération de Montréal.

Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

Le règlement d'emprunt devra être approuvé par le ministre des Affaires municipales et Occupation du territoire.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux financés par ce règlement d'emprunt contribueront à la pratique d'une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans ce règlement d'emprunt il ne sera pas possible d'effectuer les travaux nécessaires à la fiabilité des équipements.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte aucun enjeu de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le règlement d'emprunt devra être approuvé par le Ministre des Affaires municipales et Occupation du territoire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Ghizlane KOULILA)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2016-01-27
Marie-Josée GIRARD	Babak HERISCHI	

C/d Projets majeurs

Tél : 514 872-4631
Télécop. :

Directeur de l'eau potable

Tél : 514 872-3411
Télécop. : 514 872-8623

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Babak HERISCHI
Directeur de l'eau potable
Tél : 514 872-3411
Approuvé le : 2016-01-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2016-02-02

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1164278002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Projet d'usines
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 41 310 000$ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Lachine»

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ND - 1164278002-modernisation de l'usine Lachinel.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-29

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128
Division : Droit fiscal, évaluation et transaction financière

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 41 310 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE MODERNISATION DE L'USINE LACHINE

Vu les articles 19, 118.80 et 118.81 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations qui sont prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Aux fins du présent règlement le terme « potentiel fiscal » signifie le potentiel fiscal tel qu'établi par l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et des Régions concernant les règles permettant d'établir le potentiel fiscal des municipalités liées de l'agglomération de Montréal aux fins de la répartition des dépenses d'agglomération (2008) 140 G.O.II, 5967A.

2. Un emprunt de 41 310 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Lachine.

3. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

4. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

5. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles d'un emprunt contracté en vertu du présent règlement, il sera perçu, chaque année, relativement aux dépenses qui sont admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ) ou au volet grandes villes du Programme de subvention Fonds chantiers Canada-Québec, durant le terme de l'emprunt, une quote-part, de chaque municipalité liée, suffisante pour assurer le remboursement de l'emprunt relatif à ces dépenses. La quote-part est répartie entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Cette quote-part sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la quote-part générale.

6. Toute municipalité liée de qui est exigée une quote-part, en vertu de l'article 5, peut :

1° être exemptée de cette quote-part en payant, en un versement, la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt, aurait été fournie par cette quote-part;

2° être exemptée d'une partie de cette quote-part en payant, en un versement, une partie de la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt aurait été fournie par cette quote-part; le pourcentage d'exemption étant égal au pourcentage de la part du capital payée.

La part payable est calculée sur la base du potentiel fiscal tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Le paiement fait avant le terme mentionné à l'article 7 exempte la municipalité liée de cette quote-part ou d'une partie de celle-ci pour le reste du terme de l'emprunt, selon la part du capital qu'elle a payée en vertu du 1er alinéa.

Le montant de l'emprunt est réduit d'une somme égale à celle payée en vertu du présent article.

7. La Ville de Montréal transmet aux municipalités liées, suite au dépôt du rapport financier, une offre de paiement comptant basée sur le montant des dépenses nettes à financer faites en vertu du présent règlement au cours de l'exercice financier visé par le rapport.

Le paiement de la part du capital prévu à l'article 6 doit se faire en un versement unique au plus tard le 90e jour qui suit la transmission de l'offre de paiement comptant aux municipalités liées.

8. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement relativement aux dépenses qui ne sont pas admissibles à l'un ou l'autre des programmes mentionnés à l'article 5, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

GDD1164278002

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1164278002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Projet d'usines
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 41 310 000$ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Lachine»

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP_1164278002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghizlane KOULILA
Préposée au budget
Service des finances, Direction du conseil et du soutien financier PS EAU
Tél : 514 872-8464

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-01

Louise B LAMARCHE
Conseillère en gestion des ressources financières - c/E

Tél : 514 872-6538
Division : Service des finances, Direction du conseil et du soutien financier PS EAU

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.13

2016/03/24 17:00

(1)

Dossier # : 1164278003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Projet d'usines
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 17 803 000$ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Pierrefonds»

Il est recommandé :
d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 17 803 000$ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Pierrefonds », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et Occupation du territoire.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-02-02 12:04

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1164278003**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Projet d'usines
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 17 803 000$ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Pierrefonds»

CONTENU

CONTEXTE

L'usine Pierrefonds est l'une des six usines d'eau potable de l'agglomération de Montréal. Elle a une capacité de production de 100 000 m3/j. Des travaux majeurs de réfection de l'usine Pierrefonds doivent être réalisés compte tenu de la désuétude des équipements.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0660 - 19 novembre 2015 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2016-2018 de la Ville de Montréal (volet agglomération).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à autoriser un règlement d'emprunt de 17 803 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Pierrefonds.
Pour la programmation 2016-2018, les principaux travaux sont :

- la mise aux normes de la chaîne de traitement de l'eau;
- l'ajout de procédé de désinfection par rayonnement UV;
- la réfection des installations électriques et de la mécanique de bâtiment;
- les divers travaux liés à l'architecture de certaines salles et la fourniture et l'installation de vitres pour la fermeture des façades des filtres;
- la protection des immeubles et des installations;
- le remplacement et l'ajout de douches d'urgence et chauffe-eau;
- l'installation de plate-forme d'accès;
- la fourniture et l'installation de dispositifs antirefoulements.

Ce règlement couvrira également les frais et honoraires d'études et de conception, la confection des plans et devis, la surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rattachant.

JUSTIFICATION

L'autorisation du présent projet de règlement d'emprunt est nécessaire pour financer le projet de modernisation de l'usine Pierrefonds.
La direction de l'eau potable doit réaliser ces travaux afin de respecter les nouvelle exigences du Règlement sur la qualité de l'eau potable et d'assurer la fiabilité de ses équipements de production de l'eau. La désuétude ainsi que la difficulté à trouver des pièces de rechange augmentent les risques de défaillance.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement permettra de financer les travaux du projet "modernisation usine Pierrefonds" tel que prévu au programme triennal d'immobilisations 2016-2018 de l'agglomération de Montréal.
L'ensemble de ces travaux est de compétence d'agglomération puisqu'il concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la "Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations".

Certains de ces travaux bénéficieront de subventions dont les taux varient selon les programmes.

Il est important de souligner que ce règlement comporte des modalités spécifiques de remboursements. En effet, le règlement prévoit que des quotes-parts seront perçues de chacune des municipalités liées afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt qui sera contracté relativement aux dépenses admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ) ou au volet grandes villes du Programme de subvention Fonds chantiers Canada-Québec (FCCQ-GV). Les quotes-parts, établies sur la base des dépenses réelles, seront réparties entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif établi selon l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et des régions en date du 26 novembre 2008, (2008) 140 G.O. II, 5967A. Ces quotes-parts seront assujetties aux mêmes modalités de paiement que celles de la quote-part générale.

Par ailleurs, le règlement prévoit que toute municipalité liée pourra, si elle le désire, s'exempter en tout ou en partie du paiement de la quote-part pour le reste du terme de l'emprunt en payant en un seul versement sa part du capital ou une partie de celui-ci. L'offre de paiement comptant sera faite aux municipalités liées à la suite du dépôt du rapport financier annuel de la Ville de Montréal. Les subventions TECQ ou FCCQ-GV ainsi que la réserve locale que la Ville de Montréal inscrit dans ces projets tiennent lieu de paiement comptant pour celle-ci.

Pour les dépenses qui ne sont pas admissibles à ces programmes de subventions, le financement de l'emprunt proviendra des revenus généraux de l'agglomération de Montréal.

Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

Le règlement d'emprunt devra être approuvé par le ministre des Affaires municipales et Occupation du territoire.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux financés par ce règlement d'emprunt contribueront à la pratique d'une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans ce règlement d'emprunt il ne sera pas possible d'effectuer les travaux nécessaires à la fiabilité des équipements.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte aucun enjeu de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le règlement d'emprunt devra être approuvé par le Ministre des Affaires municipales et Occupation du territoire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Ghizlane KOULILA)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Josée GIRARD
C/d Projets majeurs

Tél : 514 872-4631
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-27

Babak HERISCHI
Directeur de l'eau potable

Tél : 514 872-3411
Télécop. : 514 872-8623

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Babak HERISCHI
Directeur de l'eau potable
Tél : 514 872-3411
Approuvé le : 2016-01-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2016-02-02

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1164278003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Projet d'usines
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 17 803 000$ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Pierrefonds»

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ND - 1164278003-modernisation de l'usine Pierrefonds.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-29

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128
Division : Droit fiscal, évaluation et transaction financière

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 17 803 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE MODERNISATION DE L'USINE PIERREFONDS

Vu les articles 19, 118.80 et 118.81 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations qui sont prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Aux fins du présent règlement le terme « potentiel fiscal » signifie le potentiel fiscal tel qu'établi par l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et des Régions concernant les règles permettant d'établir le potentiel fiscal des municipalités liées de l'agglomération de Montréal aux fins de la répartition des dépenses d'agglomération (2008) 140 G.O.II, 5967A.

2. Un emprunt de 17 803 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Pierrefonds.

3. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

4. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

5. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles d'un emprunt contracté en vertu du présent règlement, il sera perçu, chaque année, relativement aux dépenses qui sont admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ) ou au volet grandes villes du Programme de subvention Fonds chantiers Canada-Québec, durant le terme de l'emprunt, une quote-part, de chaque municipalité liée, suffisante pour assurer le remboursement de l'emprunt relatif à ces dépenses. La quote-part est répartie entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Cette quote-part sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la quote-part générale.

6. Toute municipalité liée de qui est exigée une quote-part, en vertu de l'article 5, peut :

1° être exemptée de cette quote-part en payant, en un versement, la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt, aurait été fournie par cette quote-part;

2° être exemptée d'une partie de cette quote-part en payant, en un versement, une partie de la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt aurait été fournie par cette quote-part; le pourcentage d'exemption étant égal au pourcentage de la part du capital payée.

La part payable est calculée sur la base du potentiel fiscal tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Le paiement fait avant le terme mentionné à l'article 7 exempte la municipalité liée de cette quote-part ou d'une partie de celle-ci pour le reste du terme de l'emprunt, selon la part du capital qu'elle a payée en vertu du 1er alinéa.

Le montant de l'emprunt est réduit d'une somme égale à celle payée en vertu du présent article.

7. La Ville de Montréal transmet aux municipalités liées, suite au dépôt du rapport financier, une offre de paiement comptant basée sur le montant des dépenses nettes à financer faites en vertu du présent règlement au cours de l'exercice financier visé par le rapport.

Le paiement de la part du capital prévu à l'article 6 doit se faire en un versement unique au plus tard le 90e jour qui suit la transmission de l'offre de paiement comptant aux municipalités liées.

8. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement relativement aux dépenses qui ne sont pas admissibles à l'un ou l'autre des programmes mentionnés à l'article 5, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

GDD1164278001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1164278003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Projet d'usines
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 17 803 000$ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Pierrefonds»

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP_1164278003.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghizlane KOULILA
Préposée au budget
Service des finances, Direction du conseil et du soutien financier PS EAU
Tél : 514 872-8464

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-01

Louise B LAMARCHE
Conseillère en gestion des ressources financières - c/E

Tél : 514 872-6538
Division : Service des finances, Direction du conseil et du soutien financier PS EAU

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 45.01

2016/03/24 17:00

(1)

Dossier # : 1166213001

Unité administrative responsable :	Société de transport de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Règlement modifiant le règlement R-156 autorisant un emprunt de 29 500 000 $ pour financer l'acquisition de terrains et des services professionnels pour la construction d'un garage et d'un quai à la station Côte-Vertu, afin de modifier les objets et le libellé du règlement ainsi que d'augmenter le montant de l'emprunt à 394 500 000 $

IL EST RECOMMANDÉ
d'approuver le règlement R-156-1, modifiant le règlement R-156 autorisant un 29 500 000 $ pour financer l'acquisition de terrains et des services professionnels pour la construction d'un garage et d'un quai à la station Côte-Vertu, afin de modifier les objets et le libellé du règlement ainsi que d'augmenter le montant de l'emprunt à 394 500 000 $, le tout conformément à l'article 123 de la *Loi sur les sociétés de transport en commun,* RLRQ, c. S-30.01).

Signé par	Sylvie - Ext TREMBLAY	**Le** 2016-02-15 10:22

Signataire : Sylvie - Ext TREMBLAY

Secrétaire générale et directrice exécutive affaires juridiques
Société de transport de Montréal , Direction

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1166213001**

Unité administrative responsable :	Société de transport de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Règlement modifiant le règlement R-156 autorisant un emprunt de 29 500 000 $ pour financer l'acquisition de terrains et des services professionnels pour la construction d'un garage et d'un quai à la station Côte-Vertu, afin de modifier les objets et le libellé du règlement ainsi que d'augmenter le montant de l'emprunt à 394 500 000 $

CONTENU

CONTEXTE

Voir pièces jointes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Johanne - Ext BERNIER
assistant-secrétaire

Tél : 514 280-8207
Télécop. : 514 280-6126

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-15

Christian - Ext PORTELANCE
Secrétaire général adjoint

Tél : 514 280-5203
Télécop. : 514 280-6126

RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Secrétariat général

stm

À l'usage du secrétariat général

Article de l'ordre du jour numéro : 10.1

Assemblée du : 3 FÉVRIER 2016

Résolution numéro : CA-2016-014

Recommandation

D'APPROUVER la modification du livre Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2016-2018, pour remplacer le numéro du projet GPM 01.50.00 intitulé « Garage Côte-Vertu» pour le numéro du projet GPM 08.01.01 intitulé « Garage Côte-Vertu » pour le métro, sous la rubrique Patrimoine immobilier et infrastructures, et pour modifier le montant final de 350 157 501 $ à 401 500 000 $ incluant les taxes nettes de ristourne, les frais financiers et la portion non capitalisable.

D'APPROUVER le règlement d'emprunt R-156-1, modifiant le règlement d'emprunt R-156 autorisant un emprunt de 29 500 000$ pour financer l'acquisition de terrains et des services professionnels pour la construction d'un garage et d'un quai à la station Côte-vertu, afin de modifier les objets et le libellé du règlement ainsi que d'augmenter le montant de l'emprunt à 394 500 000 $, taxes nettes de ristournes et incluant les frais financiers, pour un terme maximal de trente (30) ans pour y inclure l'ensemble des coûts de construction du garage et des activités prévues au projet.

D'AUTORISER la Société à renflouer dans ses fonds généraux une somme maximale 36 500 000 $, soit dix pour cent (10 %) provenant du ou des emprunts à être effectués en vertu du présent règlement, représentant les sommes engagées avant l'adoption du présent règlement relativement aux objectifs de ce dernier.

☐ Voir suite de la rubrique *Recommandation*

LE TOUT POUR UN MONTANT TOTAL POUR LA SOCIÉTÉ DE: $ –

D.E. responsable : Métro	**D.E. responsable :** Planification, finances et contrôle
Nom : André Poisson	Nom Linda Lebrun
Titre : Directeur exécutif	Titre Directrice exécutive
Date : 21 janvier 2016	Date : 21 janvier 2016
Signature :	Signature :

Secrétaire de l'assemblée :

Exposé du besoin

Modification du PTI 2016-2018

Afin de pouvoir adopter le nouveau règlement d'emprunt pour financer le projet « Garage Côte-Vertu » pour le réseau du métro sous la rubrique Patrimoine immobilier et infrastructures, il y a lieu de modifier le PTI 2016-2018.

Autorisation du règlement d'emprunt R-156-1

La première partie du projet consiste à faire l'acquisition des terrains et de services professionnels requis pour débuter la préparation des plans et devis et est autorisé par le R-156 pour un montant de 29 500 000 $.

La deuxième partie du projet consiste en la construction et la mise en service du garage incluant les divers services professionnels requis, les travaux en infrastructures, en gestion et des travaux de transfert qui nécessitent une modification du R-156 pour l'augmenter à 394 500 000 $.

☐ Voir suite de la rubrique *Exposé du besoin*

COPIE CONFORME

Date de révision :

CLIQUER POUR METTRE À JOUR

GED:

SECRETAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

MONTRÉAL 4.02.2016

RECOMMANDATION / SOMMAIRE EXÉCUTIF

Objet : Adoption du règlement d'emprunt R-156-1, modifiant le R-156 afin d'augmenter le montant déjà autorisé du R-156 de 29 500 000 $ à 394 500 000 $ pour le projet «Garage Côte-Vertu»

Démarche, solution proposée et conclusion

Avec le report de la mise en service du prolongement qui est maintenant annoncé par le MTQ et l'AMT pour 2021 au plus tôt, il existe un enjeu quant à la disponibilité de positions de garage pour garer tous les trains sur le réseau. En effet, le contrat MPM-10 prévoit le remplacement des 38 trains de type MR-63, sept (7) trains supplémentaires pour bonifier le service sur le réseau jusqu'en 2018 et sept (7) trains additionnels pour un futur prolongement. À la fin de 2018, avec la réception de ces 52 nouveaux trains et le retrait des 38 trains MR-63, la flotte totale comptera 99 trains. De ces trains, 92 pourront être garés sur le réseau, en utilisant des positions de garage, des positions de stationnement temporaires, ainsi que les ateliers de maintenance. L'enjeu consiste donc à garer les sept (7) trains acquis pour le projet de prolongement et une solution devait être trouvée en attendant la mise en service du prolongement.

La solution retenue est la construction d'un garage avec un raccordement aux voies exploitées à la station Côte-Vertu. Elle permet, entre autres, l'augmentation de l'offre de service pour absorber l'accroissement de l'achalandage selon les prévisions de l'AMT, l'exploitation et l'entreposage des sept (7) trains acquis pour le prolongement avant la mise en service de ce dernier, la diminution de l'envergure des nouvelles infrastructures requises dans le cas d'un prolongement de la ligne 2 - Orange au-delà de la station Côte-Vertu et permet un entretien de proximité plus efficace avec la présence d'une voie d'atelier incluant une fosse d'entretien, située dans le garage. A cet égard, il a été décidé d'abandonner le projet de quai originalement prévu dans le règlement d'emprunt R-156.
Le coût complet du projet est de 401 500 000 $ taxes nettes de ristournes. Un montant de 394 500 000 $ sera financé par règlement d'emprunt, soit 383 994 152 $ de coût de projet taxes nettes de ristournes et 10 505 848 $ de frais financiers. Un montant de 7 000 000 $ représentant des coûts d'exploitation non capitalisables sera financé par un budget d'exploitation.

Le 19 novembre 2015, le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) a approuvé le règlement d'emprunt R-156 d'un montant de 29 500 000 $ pour permettre à la STM de réaliser l'acquisition des terrains et le début de la préparation des plans et devis. À la présente recommandation, la STM vise à une demande d'augmentation du règlement d'emprunt à 394 500 000 $ pour financer le projet en entier.

☐ Voir suite de la rubrique *Démarche, solution proposée et conclusion*

Cheminement décisionnel – Comité GPP (Gestion de portefeuille de projets) et Comité du conseil d'administration (indiquer le nom et la date)

Comité: Comité GPP (Gestion de portefeuille de projets) Date: 03 (JJ) 09 (MM) 2015 (AAAA)

Comité: Date: (JJ) (MM) (AAAA)

Développement durable - Précisez les liens avec les objectifs du Plan de développement durable 2020 et, lorsqu'applicable, avec les principes d'approvisionnement responsable de la STM .

Pour ce projet, une certification en développement durable sera visée. Puisque la certification LEED ne peut s'appliquer dans ce type de milieu, l'obtention de la nouvelle certification Envision™ sera la cible, car ce type de certification s'applique à des projets de métro.

Ce projet contribue à neuf (9) des 10 chantiers du Plan de développement durable 2020, notamment parce qu'il visera une certification en développement durable

☑ Voir suite de la rubrique *Développement durable*

Préparé par : Soutien et exploitation et projets

Nom: Minh Trung Nguyen Titre: Conseiller en gestion financière de projets

Service : Soutien et exploitation et projets

Nom: Réal Boyer Titre: Chef de division

Signature: Date: 26 JANVIER 2016

RECOMMANDATION / SOMMAIRE EXÉCUTIF

Objet : Adoption du règlement d'emprunt R-156-1, modifiant le R-156 afin d'augmenter le montant déjà autorisé du R-156 de 29 500 000 $ à 394 500 000 $ pour le projet «Garage Côte-Vertu»

Suite de la rubrique

☐ Recommandation ☐ Exposé du besoin ☐ Démarche, solution proposée et conclusion ☑ Développement durable ☐ Subvention

Chantier 1: Bonifier l'offre de service pour maximiser les bénéfices du transport collectif
Chantier 3: Contribuer à la planification du territoire
Chantier 4: Optimiser la contribution économique et la performance de la STM
Chantier 5: Réduire notre empreinte écologique
Chantier 6: Limiter nos émissions atmosphériques
Chantier 7: S'approvisionner de façon responsable
Chantier 8: Agir en employeur responsable
Chantier 9: Sensibiliser, former et outiller nos employés
Chantier 10: Engager nos parties prenantes

Suite de la rubrique

☐ Recommandation ☐ Exposé du besoin ☐ Démarche, solution proposée et conclusion ☐ Développement durable ☐ Subvention

RECOMMANDATION / SOMMAIRE EXÉCUTIF

Objet : Adoption du règlement d'emprunt R-156-1, modifiant le R-156 afin d'augmenter le montant déjà autorisé du R-156 de 29 500 000 $ à 394 500 000 $ pour le projet «Garage Côte-Vertu»

Informations financières ☑ S/O

Imputations comptables	Imputation 1	Imputation 2	Imputation 3[1]	Total
Centre				
Compte				
Ordre interne				
Réseau activité				
Règlement d'emprunt				
Montant toutes taxes incluses pour l'ensemble du contrat				0,00

1. S'il y a plus de 3 imputations comptables, indiquer le total des imputations comptables 3, 4, 5, etc. dans la colonne « Imputation 3 » et fournir un tableau en annexe pour chaque imputation comptable.

Ventilation des coûts ☑ S/O

Période couverte par le contrat : de JJ MM AAAA à JJ MM AAAA

–	2016	2017	2018 et suivantes[3]	Total
(A) Base[2]				0,00$
(B) TPS	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$
(C) TVQ	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$
(D) Montant toutes taxes incluses (A + B + C)	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$
(E) Ristourne TPS et TVQ	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$
(F) Montant net (D – E)	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$

2. S'il y a plusieurs imputations comptables, indiquer le cumulatif sur cette page et fournir un tableau en annexe par imputation comptable.
3. Si le contrat se poursuit après 2017, indiquer le total des années 2017 et suivantes dans la colonne visée et fournir un tableau en annexe pour chacune des années visées dans cette colonne.

Subvention, financement et certification ☐ S/O

Selon le MTQ, ce projet est admissible à une subvention pour un coût total capitalisable estimé du Projet qui s'établit à 394,5M$. Le Projet serait financé à hauteur de 75 % du coût total admissible par le MTQ en vertu du Programme d'aide gouvernementale au transport collectif des personnes (PAGTCP). Cette qualification devra être confirmée par le MTQ.

☐ Voir suite de la rubrique *Subvention*

Certification de fonds

Certification de fonds requise ? NON

Disponibilité des fonds ?

Trésorier : Linda Lem

Date : 1/2/2016

Annexe 1
VENTILATION DES COÛTS

	Projet	Montant estimé*	Total*
A	**Acquisition de terrains**		
	Coût d'acquisition et indemnité pour les terrains	9 570 000 $	
	Services professionnels et autres services (évaluateur indépendant, inspections, analyses de sols, frais de notaire, arpentage et toutes autres services pertinentes)	850 000 $	
	Main d'œuvre interne	1 556 350 $	
	Sous-total A :		**11 976 350 $**
B	**Construction du garage avec un raccordement aux voies exploitées**		
	Infrastructures	169 036 952 $	
	Équipements Métro	92 147 657 $	
	Développement durable	1 743 297 $	
	Frais généraux de chantier et d'entreposage	2 641 359 $	
	Services professionnels et autres services relatives à la construction du garage	50 331 210 $	
	Main d'œuvre interne et tous les coûts du bureau de projets	16 070 720 $	
	Sous-total B :		**331 971 195 $**
	Contingences	23 777 400 $	
	Taxes nettes de ristournes	16 269 207 $	
	Sous-total - Contingences et Taxes :		**40 046 607 $**
	TOTAL DES ITEMS AINSI QUE DES CONTINGENCES ET TAXES :		**383 994 152 $**
	Frais financiers		**10 505 848 $**
	GRAND TOTAL :		**394 500 000 $**

* Les montants indiqués en regard de chacun des projets étant des estimations, si un montant de cette annexe pour un de ses projets s'avère moins élevé que prévu lors de sa réalisation, la différence pourra être utilisée pour le paiement d'un élément contenu dans un autre projet prévu au présent règlement, incluant les frais financiers, dont la dépense est plus élevée.

stm	Sommaire décisionnel du règlement			
Titre	Garage Côte-Vertu		**Date :**	03 février 2016
Numéro	GPM 08.01.01 (R-156-1)	**Montant du règlement d'emprunt :**	*394 500 000 $*	

CONTENU

CONTEXTE

En 2009, l'Agence métropolitaine de transport (ci-après « AMT ») a reçu l'autorisation du ministre des Transports de réaliser les études de trois (3) prolongements du réseau du métro soit la ligne 5 – Bleue vers Anjou, la ligne 4 – Jaune à Longueuil et la ligne 2 – Orange vers Laval. L'AMT a par la suite constitué le bureau de projet de l'AMT pour ces trois (3) prolongements afin de réaliser les études pour le programme « Prolongements du métro du Montréal métropolitain », sur le prolongement des lignes 2 – Orange, 4 – Jaune et 5 – Bleue du réseau du métro du Montréal métropolitain.

Dans le contexte des projets de prolongements, la STM a signé des mandats avec l'AMT afin de fournir des services professionnels touchant les volets Équipements métro, Matériel roulant et Exploitation (EME) ainsi que d'autres services connexes. À cet effet, la STM a créé son propre bureau de projets *Prolongements Métro et autres projets de transport terrestre guidé* (ci-après le « Bureau de projets »), qui est dédié principalement à la réalisation des études touchant les volets dont elle a la responsabilité.

Sur la base des recommandations formulées dans le dossier de présentation stratégique (DPS), le ministre des Transports autorisait le 20 septembre 2013 la réalisation des études pour le dépôt du dossier d'affaires initial (DAI) du prolongement de la ligne 5 – Bleue de la station Saint-Michel à Anjou. Le prolongement de cette ligne est le premier stade du programme parmi les prolongements du réseau du métro à réaliser. Avec ce prolongement, l'offre de service devra être augmentée sur la ligne 2 – Orange en raison du transfert de clients supplémentaires à la station Jean-Talon. Le projet de construction d'un garage à la station Côte-Vertu a donc été intégré au projet de prolongement afin d'être en mesure de garer tous les trains requis au service sur la ligne 2 – Orange.

Avec le report de la mise en service du prolongement qui est maintenant annoncé par le MTQ et l'AMT pour 2021 au plus tôt, il existe un enjeu quant à la disponibilité de positions de garage pour garer tous les trains sur le réseau. En effet, le contrat MPM-10 prévoit le remplacement des 38 trains de type MR-63. De plus, il contient aussi sept (7) trains supplémentaires pour bonifier le service sur le réseau jusqu'en 2018. Finalement, sept (7) trains additionnels prévus pour un futur prolongement ont été intégrés au contrat pour un total de 52 trains MPM-10. À la fin de 2018, avec la réception de ces 52 nouveaux trains et le retrait des 38 trains MR-63, la flotte totale comptera 99 trains. De ces trains, 92 pourront être garés sur le réseau, en utilisant des positions de garage, des positions de stationnement temporaires, ainsi que les ateliers de maintenance. L'enjeu consiste donc à garer les sept (7) trains acquis pour le projet de prolongement et une solution devait être trouvée en attendant la mise en service du prolongement.

En tenant compte de la nouvelle date de mise en service du stade 1 (ouverture en 2021 au plus tôt), il est important de souligner que, pendant une longue période, le réseau ne comptera pas assez de positions pour garer tous les trains de la flotte. Afin de résoudre cette problématique, la STM a proposé au MTQ de devancer la construction du garage Côte-Vertu.

Compte tenu des éléments suivants :

- la construction du garage Côte-Vertu est déjà prévue au projet de prolongement;
- la nécessité de construire rapidement ce garage afin que la STM soit en mesure d'y garer les sept (7) trains du projet de prolongement;
- la STM peut ne pas être assujettie à la nouvelle Directive de la Société québécoise des infrastructures (SQI) sur la gestion des projets majeurs d'infrastructures publique;
- les mandats d'étude pour le prolongement de la ligne 5 – Bleue, déjà octroyés par l'AMT à la STM et au consortium PL5, incluent l'avant-projet préliminaire de ce garage.

Les instances décisionnelles, soit le MTQ, l'AMT et la STM, ont pris la décision d'accélérer l'étude pour l'ajout d'un garage à la station Côte-Vertu et de placer la réalisation du projet sous la gouverne de la STM. La STM a donc été chargée, avec la collaboration du bureau de projet de l'AMT, de préparer l'étude de faisabilité pour ce projet. Il a été aussi confirmé que,

dès que l'autorisation gouvernementale sera obtenue, ce projet de garage sera réalisé sous la gouverne de la STM dans le but de minimiser les délais et de démarrer les plans et devis le plus rapidement possible.

Les résultats de l'étude de faisabilité ont été présentés par la STM au MTQ le 26 août 2015. Tel que mentionné dans la demande de règlement d'emprunt R-156 de mai 2015, l'étude incluait aussi l'ajout d'un 3e quai à la station Côte-Vertu afin d'augmenter la capacité du service. Cependant, suite à une analyse plus approfondie, la construction de ce 3e quai a été retirée de l'envergure du projet. Les conclusions de l'étude présentent un coût pour le projet évalué à 401,5 M$ incluant 7 M$ en budget d'exploitation non capitalisable.

Étant donné les enjeux liés à l'échéancier, l'approbation du règlement d'emprunt du projet au Conseil d'administration de la STM du mois de février est cruciale. L'échéancier de projet prévoit l'adjudication du premier contrat de construction en novembre 2016 et le règlement doit avoir été approuvé par le MAMOT pour pouvoir procéder à cette adjudication.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Approbation du Conseil d'administration de la STM d'un règlement d'emprunt partiel de 29,5 M$ pour permettre :
- l'achat des terrains essentiels à la réalisation du projet;
- le début des plans et devis de cette nouvelle infrastructure.

N.B. Le 394,5 M$ du RE inclus le 29,5 M$ du RE partiel déjà approuvé.

DESCRIPTION

Ce règlement d'emprunt, couvrant tous les besoins du projet, est basé sur l'étude de faisabilité déposée en août 2015. Il est requis pour le financement des services professionnels afin de réaliser toutes les étapes du projet, pour l'acquisition de terrains et servitudes, pour la réalisation de la Mise En Œuvre (MEO), pour la Mise En Service (MES) et pour le transfert du nouveau garage à l'exploitation de la STM.

➢ Financement des services professionnels

La mise en place d'un bureau de projet est essentielle pour un projet de cette envergure. Des professionnels de toutes les spécialités seront nécessaires pour veiller au bon déroulement du projet. Une équipe de gestion de projet sera mise en place pour coordonner et s'assurer que le projet intègre les spécifications demandées, dans l'échéancier prévu et selon le budget estimé. De plus, des locaux seront nécessaires pour loger cette équipe. Les coûts des services professionnels sont inclus dans les budgets présentés ici-bas avec l'acquisition des terrains et la construction du garage.

➢ Acquisition des terrains et servitudes

Des terrains et des servitudes seront acquis pour la construction de ces infrastructures. Un site de grande envergure permettra la construction du garage. La partie tunnel sera construite en souterrain, mais le faisceau de voies sera construit à ciel ouvert et recouvert par la suite. Deux (2) terrains de grandes dimensions seront acquis pour cette portion d'infrastructure. Ces terrains ont déjà été achetés par la STM en janvier 2016 grâce au règlement d'emprunt partiel de 29,5 M$ approuvé par le Conseil d'administration de la STM du 6 mai 2015. Deux (2) autres parcelles de terrain sont nécessaires pour la construction de la structure auxiliaire du tunnel de raccordement et du puits du poste de ventilation mécanique à l'extrémité du garage. Les négociations pour ces sites auront lieu en 2016.

➢ Construction du garage :

- Un garage est aménagé avec trois (3) tunnels permettant de garer huit (8) trains. Un faisceau de voies, comportant une largeur pour desservir cinq (5) tunnels, sera construit afin de transférer les trains de la voie de raccordement aux voies de garage. Un des tunnels du garage contiendra une voie d'atelier avec une fosse servant à l'entretien des trains incluant différents locaux requis pour le personnel et les équipements. De plus,

une structure auxiliaire sera ajoutée près du garage regroupant un poste de redressement, des postes secondaires de distribution, un ascenseur, un monte-charge et un escalier de secours se rendant à la surface. Une autre structure auxiliaire sera ajoutée pour le puits du poste de ventilation mécanique situé à l'extrémité du garage. Cette structure sera reliée à l'arrière-gare de la station Côte-Vertu.

- Un tunnel de raccordement au garage est construit et raccordé aux voies de l'arrière-gare du terminus Côte-Vertu.
- Quatre (4) positions de garage sont aménagées dans le raccordement. Deux (2) de ces positions remplaceront les deux (2) positions actuellement disponibles dans l'arrière-gare, mais qui seront éliminées par la pose d'appareils de voie qui lieront le nouveau raccordement à l'arrière-gare actuelle.
- Une structure auxiliaire est aménagée dans le tunnel de raccordement du garage afin d'intégrer un poste d'épuisement et une sortie de secours pour les employés.
- Des aménagements en surface seront prévus pour les trois (3) structures auxiliaires. De plus, des espaces de stationnement pour les véhicules personnels d'employés de la STM ainsi que pour les véhicules de la STM seront aménagés près du garage;
- Divers appareils de voie seront installés afin d'assurer le déplacement des trains. De plus, un appareil de voie de type « communication simple » sera installé à l'avant-gare de la station Côte-Vertu et un escalier doit être ajouté au niveau du quai de la voie no 2 afin d'offrir un quai banalisé (utilisation de ce quai comme quai d'embarquement et de débarquement) dans le but de faciliter la circulation des clients. L'installation de cet appareil de voie nécessitera la fermeture du terminus Côte-Vertu pendant 10 semaines. Des mesures transitoires devront être mises en place afin d'offrir le service pendant cette période.
- Pour toutes ces infrastructures, l'ensemble des domaines et systèmes Équipements métro (Énergie, Installations motorisées, TCPE, Contrôle de trains et Voie) seront touchés par l'installation d'équipements ainsi que l'intégration des divers systèmes aux opérations du réseau du métro.

En tout temps, le projet tiendra compte de la gestion des parties prenantes ainsi que de la gestion du changement. À la fin du projet, des activités de transfert des infrastructures et équipements seront planifiées.

JUSTIFICATION

Les principaux bénéfices associés à la construction du garage Côte-Vertu sont :

- Permet l'augmentation de l'offre de service pour absorber l'accroissement de l'achalandage selon les prévisions de l'AMT avec ou sans le prolongement de la ligne 5 – Bleue.
- Permet d'exploiter les 7 trains acquis pour le prolongement avant la mise en service de ce dernier.
- Permet d'éviter l'entreposage des 7 trains acquis pour le prolongement.
- Permet aussi à la STM d'éviter des coûts d'entreposage élevés.
- Diminue l'envergure des nouvelles infrastructures requises dans le cas d'un prolongement de la ligne 2 – Orange au-delà de la station Côte-Vertu.
- Facilite l'accès aux trains garés dans l'arrière-gare de la station Côte-Vertu pour les opérateurs qui doivent prendre en charge ces trains.
- Améliore la flexibilité de l'exploitation de la ligne en permettant de rattraper des retards sur la ligne 2 – Orange. L'utilisation du nouvel appareil de voie en avant-gare de la station Côte Vertu rendra disponible un deuxième quai d'arrivée (quai banalisé).
- Améliore la régularité et la ponctualité du service rendu aux clients.

- Permet un entretien de proximité plus efficace par la présence d'une voie d'atelier avec une fosse d'entretien, située dans le garage.

- Permet de balancer le nombre de positions à chaque extrémité de la ligne (25 sur la branche Est donc 56 % et 20 sur la branche Ouest donc 44 %).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour ce règlement d'emprunt, le coût estimé capitalisable du projet est de 394 500 000 $, taxes nettes de ristournes, plus 7 000 000 $ en coûts d'exploitation non capitalisables, pour un total de 401 500 000 $. Ce montant sera financé totalement par règlement d'emprunt, soit 383 994 152 $ de coût de projet avec taxes nettes de ristournes et 10 505 848 $ de frais financiers. Le projet complet a été présenté pour une porte 2 au comité de Gestion de portefeuille de projet (GPP) le 3 septembre 2015.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pour ce projet, une certification en développement durable sera visée. Puisque la certification LEED ne peut s'appliquer dans ce type de milieu, l'obtention de la nouvelle certification Envision™ sera la cible, car ce type de certification s'applique à des projets de métro.

Ce projet contribue à neuf (9) des dix (10) chantiers du Plan de développement durable 2020, notamment parce qu'il visera une certification en développement durable.

Chantier 1 Bonifier l'offre de service pour maximiser les bénéfices du transport collectif

- Permettre l'augmentation du nombre de trains en service sur la ligne pour accroître l'offre de service.
- Augmenter l'offre de service, ce qui contribue à absorber l'augmentation de l'achalandage et ainsi maximiser les bénéfices environnementaux, sociaux et économiques du transport collectif.
- Améliorer la fréquence de service avec la réduction de l'intervalle en offrant le service avec une rafale de trains (sortie des trains à partir du garage et de l'arrière-gare pour maintenir une fréquence cible).

Chantier 3 Contribuer à la planification du territoire

- Achats de terrains pour la construction: entente avec l'arrondissement pour la remise en état afin de faire un développement responsable et un aménagement de ces terrains répondant à l'intégration urbaine.
- En complément, le respect de la norme Envision™ permettra de prendre en compte des enjeux d'intégration urbaine.

Chantier 4 Optimiser la contribution économique et la performance de la STM

- Réaliser un projet qui contribuera à maintenir ou à rendre plus performant le réseau du métro.
- Permettre l'augmentation du service pour augmenter l'achalandage et les revenus.

Chantier 5 Réduire notre empreinte écologique

- Projet de construction visant une certification en développement durable (Envision™), ce qui implique de nombreuses améliorations de la gestion environnementale (consommation des ressources, gestion des matières résiduelles, etc.).

Chantier 6 Limiter nos émissions atmosphériques

- Augmenter le nombre de déplacements en mode électrique en améliorant le service.

Chantier 7 S'approvisionner de façon responsable

- Effectif avec l'aide de l'obtention d'une certification en développement durable (norme Envision™).
- Suivi de la Directive sectorielle en approvisionnement responsable de la STM.
- Exigences environnementales et acceptabilité sociale seront incluses aux documents A/O (gestion matières résiduelles, atténuation des nuisances pour les riverains, exigences associées aux critères Envision™, etc.).

Chantier 8 Agir en employeur responsable

- Améliorer les éléments de santé et sécurité dans les nouvelles installations dont le cheminement en tunnel pour les employés.

Chantier 9 Sensibiliser, former et outiller nos employés

- L'obtention de la certification Envision™ permet de sensibiliser les employés au développement durable (au même titre que la certification Or de LEED du centre de transport autobus Stinson).
- Présentation ou communication concernant la démarche pour obtenir la norme.

Chantier 10 Engager nos parties prenantes

- Planification des rencontres avec les parties prenantes / intégration des préoccupations dans le projet.
- Des mesures seront prises pour ne pas nuire aux activités qui se dérouleront aux abords des chantiers de construction.
- Des activités de communication permettront aux équipes de projets de recueillir les préoccupations des parties prenantes afin d'en tenir compte durant la planification, la conception et la réalisation du projet.
- Information sur la démarche et les résultats de la certification Envision™.
- Partage d'expérience avec les autres acteurs du transport collectif.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Fermeture de la station Côte-Vertu

La grande majorité des travaux pourra être effectuée en minimisant les impacts sur le service aux clients. Une fermeture de la station Côte-Vertu pendant 10 semaines est par contre requise pour, entre autres, effectuer la pose de l'appareil de voie en avant-gare. Des mesures transitoires seront mises en place, entre autres pour assurer le déplacement de la clientèle via un service d'autobus entre les stations Côte-Vertu et Du Collège durant cette période. Un plan de communication sera préparé pour informer tous ceux qui seront touchés par ces mesures.

Disponibilité de l'arrière-gare de la station Côte-Vertu

Pour l'exploitation, la pose d'appareils de voie en arrière-gare ainsi que le raccordement de la voie vers le garage rendront l'arrière-gare partiellement non disponible pour garer des trains pendant une certaine période. Par contre, les manœuvres de retournement des trains et l'offre de service à la clientèle pourront être maintenues au terminus Côte-Vertu. Si les travaux en arrière-gare affectent l'exploitation plus longtemps que la période estivale 2018, des mesures spéciales devront être mises en place afin d'assurer l'offre de service requise avant et après cette période estivale. De plus, des mesures transitoires affectant certaines activités du métro pourront être réalisées, au besoin.

Relocalisation de la fosse d'entretien située dans l'arrière-gare de la station Côte-Vertu

Du côté de l'entretien, la fosse d'entretien, actuellement située dans l'arrière-gare de la station Côte-Vertu, sera détruite et un nouvel aménagement sera réalisé dans le garage. Pendant près de deux (2) ans, la fosse actuelle ne sera plus disponible en raison des travaux dans l'arrière-gare et les activités d'entretien du matériel roulant devront être relocalisées ailleurs sur le réseau.

Entreposage temporaire lors de la livraison des sept (7) derniers trains

En raison des délais actuels pour réaliser ce projet, la STM devra prévoir l'entreposage temporaire des sept (7) derniers trains de la commande MPM-10 qui seront livrés en 2018. Puisque les nouvelles infrastructures ne pourront pas être mises en service avant août 2020, une solution temporaire, qui consiste à garer ces trains dans un tunnel du réseau appelé « raccordement de Castelnau », devra être mise en place par la STM afin d'accueillir ces trains. L'utilisation de cet emplacement devra donc être envisagée seulement pendant une période limitée et des processus devront être mis en place pendant cette période pour maintenir en fonction ces trains. Ces processus auront un impact sur les opérations d'autant plus que ce raccordement est déjà utilisé pour d'autres services du métro. Cette solution comporte plusieurs problématiques de logistique tout en ne permettant pas d'exploiter ces trains. Pour ce dernier point, il faut compter sur un effet de dévaluation annuelle de ce matériel roulant qui ne pourra pas être utilisé pour offrir du service supplémentaire. Le coût d'entreposage sur 26 mois, non inclus dans le budget du projet, est évalué à environ 800 000 $, en dollars 2015.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION.

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Étapes	Durée
- Demande de règlement d'emprunt	- CA février 2016
- Approbation du dossier d'affaires (conseil des ministres)	- septembre 2016
- Mise en œuvre (adjudication du premier contrat)	- novembre 2016
- Mise en œuvre	- 2016 à 2020
- Fin des travaux	- fin 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Aucune dérogation aux règles de régie interne.

COPIE CONFORME
SECRETAIRE GÉNÉRAL ADJOINT
MONTRÉAL 4.02.2016

Extrait du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'administration
de la Société de transport de Montréal
tenue le 3 février 2016 à 17 h 30
au siège social de la STM – 800, De La Gauchetière Ouest, Montréal

CA-2016-014 ADOPTION DU RÈGLEMENT R-156-1 MODIFIANT LE RÈGLEMENT R-156 AUTORISANT UN EMPRUNT DE VINGT-NEUF MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (29 500 000 $) POUR FINANCER L'ACQUISITION DE TERRAINS ET DES SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA CONSTRUCTION D'UN GARAGE ET D'UN QUAI À LA STATION CÔTE-VERTU, AFIN DE MODIFIER LES OBJETS ET LE LIBELLÉ DU RÈGLEMENT AINSI QUE D'AUGMENTER LE MONTANT DE L'EMPRUNT À TROIS CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (394 500 000 $)

ATTENDU que le 6 mai 2015, la Société de transport de Montréal (ci-après la « Société ») approuvait le « Règlement R-156 autorisant un emprunt de VINGT-NEUF MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (29 500 000 $) POUR FINANCER L'ACQUISITION DE TERRAINS ET DES SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA CONSTRUCTION D'UN GARAGE ET D'UN QUAI À LA STATION CÔTE-VERTU» (résolution CA-2015-130) (ci-après le « Règlement R-156»);

ATTENDU que le Règlement R-156 était approuvé par la Ville de Montréal le 18 juin 2015 (CG15 0433), par la Communauté métropolitaine de Montréal le 1er octobre 2015 (CC15-032) et par le ministre des Affaires Municipales et de l'Occupation du Territoire le 19 novembre 2015 (AM 283844);

ATTENDU que le projet de construction d'un troisième quai à la station Côte-Vertu tel que décrit au Règlement R-156 a été abandonné;

ATTENDU que le projet de construction d'un garage souterrain pour les voitures de métro (ci-après le « Garage Côte-Vertu ») tel que décrit au Règlement R-156 requiert l'octroi de nombreux contrats de services professionnels, de construction, de gestion et des travaux de transfert;

ATTENDU que certains contrats de services reliés à l'acquisition de terrains et d'autres reliés à la réalisation d'études, plans, devis et estimations pour la construction du garage ont déjà été octroyés suivant le Règlement R-156;

ATTENDU que de nombreux autres coûts sont désormais à prévoir dans le cadre du projet du Garage Côte-Vertu afin de procéder à la construction, la mise en service et le transfert à l'exploitation de la Société de celui-ci;

ATTENDU que ce projet est maintenant prévu au « Programme triennal des immobilisations 2016-2017-2018 » de la Société sous la rubrique "Patrimoine immobilier et infrastructures";

ATTENDU qu'il y a lieu de pourvoir au paiement de l'ensemble des coûts du projet à même le Règlement R-156;

ATTENDU que, pour assurer le paiement des coûts et réaliser les fins prévues au Règlement R-156, tel que modifié par le présent Règlement R-156-1, il est opportun d'augmenter le montant de l'emprunt de **TROIS CENT SOIXANTE-CINQ MILLIONS DE DOLLARS (365 000 000 $)**, portant le montant total de emprunt à **TROIS CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (394 500 000 $)** incluant les frais financiers, le tout tel que plus amplement décrit à l'Annexe A-1 jointe au présent règlement pour en faire partie intégrante, laquelle remplace l'Annexe A du Règlement R-156;

ATTENDU que les montants indiqués en regard de chacun des items de l'Annexe A-1 étant des estimations, si un montant indiqué à l'Annexe A-1 pour un projet s'avère moins élevé que prévu lors de sa réalisation, la différence pourra être utilisée pour le paiement d'un élément contenu dans ce projet ou dans un autre projet prévu au présent règlement dont la dépense est plus élevée, incluant les frais financiers;

ATTENDU que l'article 3.3 du règlement R-091 sur le contrôle et le suivi budgétaires de la Société, tel que modifié par le règlement R-091-1, permet le remboursement dans le fonds général de la Société, d'une somme ne pouvant excéder dix pour cent (10 %) du montant du règlement d'emprunt pour les sommes engagées à même ce fonds pour les fins de ce règlement, avant son approbation par le ministre des Affaires Municipales et de l'Occupation du Territoire;

ATTENDU qu'il y a lieu de prévoir le remboursement, dans le fonds général de la Société, d'une somme maximale de **TRENTE-SIX MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (36 500 000 $)** provenant du ou des emprunts devant être effectués dans le cadre règlement R-156, tel que modifié par le règlement R-156-1, relativement aux sommes ayant pu être engagées par la Société pour les fins du règlement avant son adoption;

ATTENDU qu'il y a donc lieu de modifier le Règlement R-156.

VU le rapport de la directrice exécutive – Planification, finances et contrôle et du directeur exécutif - Métro

ET CONSIDÉRANT la recommandation du directeur général

PROPOSÉ par monsieur Philippe Schnobb
APPUYÉ par monsieur Francesco Miele

ET UNANIMEMENT

Il est

RÉSOLU

1° de modifier le programme triennal d'immobilisation 2016-2017-2018 pour remplacer le projet GPM 01.50.00 intitulé «Garage Côte-Vertu» pour le projet GPM 08.01.01 intitulé également « Garage Côte-Vertu » sous la rubrique « Patrimoine immobilier et infrastructures » pour un montant de 401 500 000$, coût capitalisable et non capitalisable;

2° d'adopter le règlement R-156-1 MODIFIANT LE RÈGLEMENT R-156 AUTORISANT UN EMPRUNT DE VINGT-NEUF MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (29 500 000 $) POUR FINANCER L'ACQUISITION DE TERRAINS ET DES SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA CONSTRUCTION D'UN GARAGE ET D'UN QUAI À LA STATION CÔTE-VERTU, AFIN DE MODIFIER LES OBJETS ET LE LIBELLÉ DU RÈGLEMENT AINSI QUE D'AUGMENTER LE MONTANT DE L'EMPRUNT À TROIS CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (394 500 000 $), pour un terme maximal de TRENTE (30) ANS, le tout selon le libellé du projet de règlement joint à la présente pour en faire partie intégrante, dont un original signé par le président et la secrétaire générale de la Société est conservé dans le registre des règlements;

3° de remplacer le libellé du Règlement R-156 par ce qui suit : « Règlement R-156 TEL QUE MODIFIÉ PAR LE RÈGLEMENT R-156-1, AUTORISANT UN EMPRUNT DE TROIS CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (394 500 000 $) POUR FINANCER LA CONSTRUCTION D'UN GARAGE POUR VOITURES DE MÉTRO »;

4° de consentir à ce que la durée de chacun des emprunts puisse être fixée au moment où ils sont contractés en fonction de la vie utile du bien à financer, ou toutes subvention pouvant être obtenue permettant que ce bien soit financé pour un terme plus court, mais en autant que la durée maximale des emprunts, incluant leur refinancement, ne dépasse pas la durée maximale prévue à l'article 2 du règlement R-156, tel que modifié par le règlement R-156-1;

5° d'autoriser la Société à renflouer son fonds général d'une somme maximale de TRENTE-SIX MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (36 500 000 $) provenant du ou des emprunts à effectuer en vertu du présent règlement, pour les sommes engagées aux fins du règlement avant son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du Territoire.

Copie conforme au projet de résolution soumis à l'assemblée. Seul le texte consigné au procès-verbal de l'assemblée, tel qu'approuvé par le conseil d'administration à sa prochaine assemblée ordinaire, fera foi de son contenu.

Montréal, le 4 février 2016

Christian Portelance
Secrétaire général adjoint

stm

RÈGLEMENT R-156-1

MODIFIANT LE RÈGLEMENT R-156 AUTORISANT UN EMPRUNT DE VINGT-NEUF MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (29 500 000 $) POUR FINANCER L'ACQUISITION DE TERRAINS ET DES SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA CONSTRUCTION D'UN GARAGE ET D'UN QUAI À LA STATION CÔTE-VERTU, AFIN DE MODIFIER LES OBJETS ET LE LIBELLÉ DU RÈGLEMENT AINSI QUE D'AUGMENTER LE MONTANT DE L'EMPRUNT À TROIS CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (394 500 000 $)

ATTENDU que le 6 mai 2015, la Société de transport de Montréal (ci-après la « Société ») approuvait le « Règlement R-156 autorisant un emprunt de VINGT-NEUF MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (29 500 000 $) POUR FINANCER L'ACQUISITION DE TERRAINS ET DES SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA CONSTRUCTION D'UN GARAGE ET D'UN QUAI À LA STATION CÔTE-VERTU » (résolution CA-2015-130) (ci-après le « Règlement R-156»);

ATTENDU que le Règlement R-156 était approuvé par la Ville de Montréal le 18 juin 2015 (CG15 0433), par la Communauté métropolitaine de Montréal le 1er octobre 2015 (CC15-032) et par le ministre des Affaires Municipales et de l'Occupation du Territoire le 19 novembre 2015 (AM 283844);

ATTENDU que le projet de construction d'un troisième quai à la station Côte-Vertu tel que décrit au Règlement R-156 a été abandonné;

ATTENDU que le projet de construction d'un garage souterrain pour les voitures de métro (ci-après le « Garage Côte-Vertu ») tel que décrit au Règlement R-156 requiert l'octroi de nombreux contrats de services professionnels, de construction, de gestion et des travaux de transfert;

ATTENDU que certains contrats de services reliés à l'acquisition de terrains et d'autres reliés à la réalisation d'études, plans, devis et estimations pour la construction du garage ont déjà été octroyés suivant le Règlement R-156;

ATTENDU que de nombreux autres coûts sont désormais à prévoir dans le cadre du projet du Garage Côte-Vertu afin de procéder à la construction, la mise en service et le transfert à l'exploitation de la Société de celui-ci;

ATTENDU que ce projet est maintenant prévu au « Programme triennal des immobilisations 2016-2017-2018 » de la Société sous la rubrique "Patrimoine immobilier et infrastructures";

ATTENDU qu'il y a lieu de pourvoir au paiement de l'ensemble des coûts du projet à même le Règlement R-156;

ATTENDU que, pour assurer le paiement des coûts et réaliser les fins prévues au Règlement R-156, tel que modifié par le présent Règlement R-156-1, il est opportun d'augmenter le montant de l'emprunt de **TROIS CENT SOIXANTE-CINQ MILLIONS DE DOLLARS (365 000 000 $)**, portant le montant total de emprunt à **TROIS CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (394 500 000 $)** incluant les frais financiers, le tout tel que plus amplement décrit à l'Annexe A-1 jointe au présent règlement pour en faire partie intégrante, laquelle remplace l'Annexe A du Règlement R-156;

ATTENDU que les montants indiqués en regard de chacun des items de l'Annexe A-1 étant des estimations, si un montant indiqué à l'Annexe A-1 pour un projet s'avère moins élevé que prévu lors de sa réalisation, la différence pourra être utilisée pour le paiement d'un élément contenu dans ce projet ou dans un autre projet prévu au présent règlement dont la dépense est plus élevée, incluant les frais financiers;

ATTENDU que l'article 3.3 du règlement R-091 sur le contrôle et le suivi budgétaires de la Société, tel que modifié par le règlement R-091-1, permet le remboursement dans le fonds général de la Société, d'une somme ne pouvant excéder dix pour cent (10 %) du montant du règlement d'emprunt pour les sommes engagées à même ce fonds pour les fins de ce règlement, avant son approbation par le ministre des Affaires Municipales et de l'Occupation du Territoire;

ATTENDU qu'il y a lieu de prévoir le remboursement, dans le fonds général de la Société, d'une somme maximale de **TRENTE-SIX MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (36 500 000 $)** provenant du ou des emprunts devant être effectués dans le cadre règlement R-156, tel que modifié par le règlement R-156-1, relativement aux sommes ayant pu être engagées par la Société pour les fins du règlement avant son adoption;

ATTENDU qu'il y a donc lieu de modifier le Règlement R-156.

PAR CONSÉQUENT, IL EST DÉCRÉTÉ COMME RÈGLEMENT R-156-1 DE LA SOCIÉTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 Le préambule fait partie intégrante du Règlement R-156, tel que modifié par le Règlement R-156-1;

ARTICLE 2 Le libellé du Règlement R-156, tel que modifié par le Règlement R-156-1 est remplacé par ce qui suit :

« RÈGLEMENT R-156 TEL QUE MODIFIÉ PAR LE RÈGLEMENT R-156-1, AUTORISANT UN EMPRUNT DE TROIS CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (394 500 000 $) POUR FINANCER LA CONSTRUCTION D'UN GARAGE POUR VOITURES DE MÉTRO »

ARTICLE 3 L'article 2 du Règlement R-156, est modifié en le remplaçant par ce qui suit :

«La Société est autorisée à emprunter, pour un terme d'une durée maximale de **TRENTE (30) ANS**, un montant en principal n'excédant pas **TROIS CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (394 500 000 $)**, dont le produit doit servir exclusivement aux fins mentionnées au présent règlement et à l'Annexe A-1 du règlement R-156-1;»

ARTICLE 4 L'Annexe A jointe au Règlement R-156 est remplacée par l'Annexe A-1 jointe au présent Règlement R-156-1 pour en faire partie intégrante;

ARTICLE 5 La durée de chacun des emprunts pourra être fixée au moment où ils sont contractés en fonction de la durée de vie utile du bien à financer ou de toute subvention pouvant être obtenue permettant que ce bien soit financé pour un terme plus court, mais en autant que la durée maximale des emprunts, incluant leur refinancement, ne dépasse pas la durée maximale prévue à l'article 2 du règlement R-156, tel que modifié par le présent règlement R-156-1;

ARTICLE 6 La Société est autorisée à renflouer son fonds général d'une somme maximale de **TRENTE-SIX MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (36 500 000 $)** provenant du ou des emprunts à effectuer en vertu du règlement R-156, tel que modifié par le présent règlement, pour les sommes engagées pour les fins du règlement R-156-1 avant son adoption;

ARTICLE 7 Le présent règlement entre en vigueur selon la loi.

SIGNÉ À MONTRÉAL, CE 3 FÉVRIER 2016

PHILIPPE SCHNOBB
Président du conseil d'administration

SYLVIE TREMBLAY
Secrétaire générale

Page suivante : Annexe A-1

Copie conforme au projet de la résolution numéro CA-2016-014 concernant l'adoption du Règlement R-156-1 soumis à l'assemblée. Seul le texte consigné au procès-verbal de l'assemblée, tel qu'approuvé par le conseil d'administration à sa prochaine assemblée fera foi de son contenu.

Montréal, le 4 février 2016

Christian Portelance
Secrétaire général adjoint

ANNEXE A-1

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL

RÈGLEMENT R-156-1

MODIFIANT LE RÈGLEMENT R-156 AUTORISANT UN EMPRUNT DE VINGT-NEUF MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (29 500 000 $) POUR FINANCER L'ACQUISITION DE TERRAINS ET DES SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA CONSTRUCTION D'UN GARAGE ET D'UN QUAI À LA STATION CÔTE-VERTU, AFIN DE MODIFIER LES OBJETS ET LE LIBELLÉ DU RÈGLEMENT AINSI QUE D'AUGMENTER LE MONTANT DE L'EMPRUNT À TROIS CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (394 500 000 $)

PROJET	Montant estimé*	Total
A- ACQUISITION DE TERRAINS		
• Coût d'acquisition et indemnité pour les terrains	9 570 000 $	
• Services professionnels et autres services (évaluateur indépendant, inspections, analyses de sols, frais de notaire, arpentage et tous autres services pertinents)	850 000 $	
• Main d'œuvre interne	1 556 350 $	
SOUS-TOTAL A :		**11 976 350 $**
B- CONSTRUCTION DU GARAGE AVEC UN RACCORDEMENT AUX VOIES EXPLOITEES		
• Infrastructures	169 036 952 $	
• Équipements Métro	92 147 657 $	
• Développement durable	1 743 297 $	
• Frais généraux de chantier et d'entreposage	2 641 359 $	
• Services professionnels et autres services relatifs à la construction du garage	50 331 210 $	
• Main d'œuvre interne et tous les coûts du bureau de projets	16 070 720 $	
SOUS-TOTAL B :		**331 971 195 $**
CONTINGENCES :	23 777 400 $	
TAXES NETTES DE RISTOURNES :	16 269 207 $	
SOUS-TOTAL – CONTINGENCES ET TAXES :		**40 046 607 $**
TOTAL DES ITEMS ET DES CONTINGENCES ET TAXES :		**383 994 152 $**
Frais financiers		**10 505 848 $**
GRAND TOTAL :		**394 500 000 $**

**Les montants indiqués en regard de chacun des items étant des estimations, si un montant de cette annexe pour un de ses items s'avère moins élevé que prévu lors de sa réalisation, la différence pourra être utilisée pour le paiement d'un élément prévu au présent règlement, incluant les frais financiers, dont la dépense est plus élevée.*

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 51.01

2016/03/24 17:00

(1)

Dossier # : 1165175004

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Approuver la nomination de monsieur Robert Coutu, maire de la ville de Montréal-Est, à titre de représentant de la Ville de Montréal-Est pour siéger comme membre élus municipaux au conseil d'administration de PME MTL Est-de-l'Île.

Il est recommandé :
▪ d'approuver la nomination de M. Robert Coutu, maire de la ville de Montréal-Est, comme représentant de la ville de Montréal-Est pour siéger au conseil d'administration de PME MTL Est-de-l'Île desservant le territoire composé des arrondissements d'Anjou, de Montréal-Nord, de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, de Saint-Léonard et de la ville de Montréal-Est.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-02-26 07:14

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1165175004**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Approuver la nomination de monsieur Robert Coutu, maire de la ville de Montréal-Est, à titre de représentant de la Ville de Montréal-Est pour siéger comme membre élus municipaux au conseil d'administration de PME MTL Est-de-l'Île.

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de la *Loi concernant principalement la mise en oeuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016* (ci-après la Loi), l'agglomération de Montréal a la responsabilité de prendre toute mesure afin de favoriser le développement économique local et régional sur son territoire. À cette fin, elle a constitué le réseau PME MTL, composé de six organismes de développement économique local, qui offre un service de soutien, d'accompagnement et de financement aux entreprises et entrepreneurs du territoire. L'organisme PME MTL Est-de-l'Île dessert les territoires des arrondissements d'Anjou, de Montréal-Nord, de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, de Saint-Léonard et de la ville de Montréal-Est.
Les règlements généraux des six (6) organismes PME MTL prévoient une catégorie de membre "élus municipaux" au conseil d'administration. Parce que le développement économique local est une compétence du conseil d'agglomération, les membres élus sont proposés par les arrondissements et villes liées, sous réserve de son approbation par le conseil d'agglomération.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution 201601-012 du conseil de la ville de Montréal-Est (voir pièce jointe).

DESCRIPTION

Le conseil de la ville de Montréal-Est a désigné, à sa séance du 20 janvier 2016, M. Robert Coutu comme son représentant pour siéger à titre d'administrateur votant au conseil d'administration de PME MTL Est-de-l'Île.

JUSTIFICATION

La participation d'un représentant élu de la ville de Montréal-Est au conseil d'administration de PME MTL Est-de-l'Île a pour but d'assurer la cohérence, la complémentarité et le suivi

des interventions en matière de développement économique local entre l'organisme et la Ville de Montréal-Est.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs**.**

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martine ÉTHIER
Chef d'équipe

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-25

Serge GUÉRIN
Directeur

Tél : 514 872-4137
Télécop. : 514 872-6249

Tél : 514 872-0068
Télécop. : 514 872-0049

MONTRÉAL-EST

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE
DU CONSEIL DE LA VILLE DE MONTRÉAL-EST

SÉANCE ORDINAIRE DU 20 JANVIER 2016

DÉSIGNATION DE MONSIEUR ROBERT COUTU, MAIRE, POUR REPRÉSENTER LA VILLE DE MONTRÉAL-EST AUPRÈS DE L'ORGANISME PME MTL EST-DE-L'ÎLE ET ENTÉRINER SA NOMINATION À TITRE D'ADMINISTRATEUR VOTANT AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE CET ORGANISME

201601-012 4.3

Considérant que le 26 octobre dernier, le maire de Montréal, monsieur Denis Coderre, présentait le nouveau modèle de développement économique local, lequel implique le remplacement des 18 organismes d'aide aux entreprises par 6 pôles qui desserviront l'ensemble du territoire de l'agglomération, lesquels présenteront une offre de services unifiée et une image unique soit PME MTL;

Considérant que les conseils d'administration de chacun des pôles se composent d'élus municipaux locaux et d'administrateurs œuvrant sur le territoire appartenant aux catégories suivantes : entrepreneurs, jeunes entrepreneurs, recherche, innovation et enseignement, économie sociale, services professionnels, services financiers et association d'affaires;

Considérant que le 8 décembre dernier, la Société de développement économique Rivière-des-Prairies / Pointe-aux-Trembles / Montréal-Est (CLD) (SODEC RDP / PAT / ME) devenait officiellement PME MTL Est-de-l'Île lors d'une assemblée générale spéciale de ses membres réunissant près de 70 personnes;

Considérant que lors de cette assemblée générale spéciale les membres ont ratifié de nouveaux objets et des modifications aux règlements généraux ainsi que la nouvelle désignation sociale;

Considérant que cette organisation agit comme pôle pour l'est de Montréal pour les entreprises de la Ville de Montréal-Est, de même que les entreprises des arrondissements d'Anjou, de Rivière-des-Prairies / Pointe-aux-Trembles, de Montréal-Nord, et de Saint-Léonard;

Considérant que la mission de cet organisme est de favoriser de façon concertée l'essor économique des secteurs qu'il dessert par le développement, la pérennité et la rétention des entreprises et de l'emploi;

Considérant que monsieur Robert Coutu siégeait à titre d'administrateur votant au Conseil d'administration de la Société de développement économique Rivière-des-Prairies / Pointe-aux-Trembles / Montréal-Est jusqu'à sa nouvelle désignation sociale.

Il est proposé par madame la conseillère Anne St-Laurent,
Appuyé par monsieur le conseiller Michel Bélisle

Et résolu

De désigner monsieur Robert Coutu, maire, pour représenter la Ville de Montréal-Est auprès de l'organisme PME MTL Est-de-l'Île et d'entériner sa nomination à titre d'administrateur votant au Conseil d'administration de cet organisme.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Certifié vrai extrait :

Le greffier,

Roch Sergerie, avocat